



**HAL**  
open science

**Les Lunete confessorum alias Bursa Marie du R. P.  
Gilbert Nicolas de l'Ordre des frères mineurs de  
l'Observance, alias Gabriel Maria**

Elizabeth Donzel

► **To cite this version:**

Elizabeth Donzel. Les Lunete confessorum alias Bursa Marie du R. P. Gilbert Nicolas de l'Ordre des frères mineurs de l'Observance, alias Gabriel Maria. Littératures. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2011. Français. NNT : 2011PA030177 . tel-01334894

**HAL Id: tel-01334894**

**<https://theses.hal.science/tel-01334894>**

Submitted on 21 Jun 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE - PARIS 3**

ED 120. Littérature française et littérature comparée.

Equipe de rattachement: EA 174.

Formes et idées de la Renaissance aux Lumières.

Littérature française

*Elizabeth DONZEL*

**LES LUNETE CONFESSORUM  
ALIAS BURSA MARIE  
DU R. P. GILBERT NICOLAS DE L'ORDRE DES  
FRÈRES MINEURS DE L'OBSERVANCE,  
ALIAS GABRIEL MARIA.  
EDITION ET TRADUCTION**

Thèse dirigée par  
Mme Marie-Madeleine FRAGONARD  
Professeur émérite

Soutenue le 16 / 12/ 2011

**Jury:**

|                               |                      |
|-------------------------------|----------------------|
| Mme. Bénédicte BOUDOU         | Professeur           |
| M. Jean-Marie LE GALL         | Professeur           |
| M. Laurent SENTIS             | Docteur en théologie |
| Mme. Christiane VEYRARD-COSME | Professeur           |



## Résumé

Les *Lunete confessorum alias Bursa Marie*, sont un ouvrage écrit en latin par le Révérend Père Gilbert Nicolas, franciscain de l'Observance, qui vécut dans la seconde partie du XVème siècle et au début du XVIème siècle. L'auteur est connu surtout comme co-fondateur d'un ordre religieux, l'Ordre de la Vierge Marie ou Ordre des Annonciades, qu'il fonda avec Jeanne de France, fille de Louis XI.

L'ouvrage, à ce jour, n'est connu qu'en un seul exemplaire, un manuscrit qui se trouve à la Bibliothèque du Patrimoine de Toulouse.

Comme l'indique le titre, le livre est destiné à aider les confesseurs dans leur tâche. L'auteur considère que les confesseurs de son temps sont dépourvus de la connaissance et peut-être aussi de la sagesse nécessaires à cette fonction qu'est la confession. L'ouvrage accompagne donc le confesseur à travers les étapes de la confession: l'écoute du pénitent, l'interrogation de celui-ci, la qualification des fautes (quand y-a-t-il ou non un péché mortel), la pénitence et l'absolution. Gilbert Nicolas est donc amené à traiter de toutes sortes de cas pratiques touchant la vie quotidienne des laïcs (par exemple, opérations commerciales, fonctionnement d'une association, héritage, mariage) et celle des religieux (par exemple, vœux monastiques, récitation des heures, réception de bénéfiques, rôle des évêques). L'auteur a choisi aussi de traiter de la question en profondeur: le péché mortel résulte avant tout du mépris conscient et volontaire des commandements de Dieu, il faut donc expliquer à fond ces commandements et les obligations qui en résultent. Pour ces explications et conseils, Gilbert Nicolas emprunte nombre d'extraits à d'autres auteurs, écrivains de sommes et de textes pénitentiels, de théologiens et de juristes de droit canon ou civil, qui vont principalement du XIIIème siècle jusqu'à l'époque où vit.

Le texte laisse transparaître, à l'occasion de certaines questions, les tensions religieuses qui parcourent cette fin du Moyen-âge, à propos des sacrements, de l'autorité du pape et de la vie monastique.

Le présent ouvrage est une édition et une traduction. Il a pour ambition de fournir un texte disponibles pour d'autres études, qu'elles soient de théologie morale, d'histoire, de linguistique, voire d'économie ou de sociologie.

**Mots clés:** Gabriel-Maria, Pénitence, Clergé, Commandements, Péchés, Histoire.



## Abstract

The *Lunete confessorum* alias *Bursa Marie* is a book written in Latin by R.P. Gilbert Nicolas, a Franciscan brother of the Observance who lived in the second half of the XVth century and the beginning of the XVIth century. The author is known mainly as a co-founder of a religious order, the Order of the Virgin Mary (*Ordre de la Vierge Marie*) and Order of the Annonciades (*Ordre des Annonciades*), which he founded together with Jeanne de France, the daughter of Louis XI.

The book is known these days only as a single copy, which is a manuscript in the Library of Heritage (Bibliothèque du Patrimoine) of Toulouse.

As indicated by the title, the book is intended to help confessors fulfill their task. The author considers that the confessors of those days had a lack of knowledge and perhaps also of wisdom which is necessary for the penance.

The book therefore accompanies the confessor throughout the stages of the penance: listening the penitent, his interrogation, the classification of the mistakes (when is there a mortal sin or not), the penance and the absolution. Gilbert Nicolas is therefore explaining how to deal with practical cases out of the everyday life of the laity (for example commercial transactions, functioning of an association, heritage and marriage) and of the friar (for example the monastic vow, recitation of the hours, receiving benefits and role of the bishop).

The author also chose to address some issues in depth: mortal sin is primarily the result of a conscious and voluntary disregard of the commandments of God, it is therefore necessary to fully explain these commandments and obligations hereunder. For these explanations and advices, Nicolas Gilbert borrows many excerpts from other authors, writers of penitential texts (*summa*) ( and texts, theologians and jurists of civil or canon law, which went from the 12<sup>th</sup> century until the period he lived in.

Confronted with some specific questions, the text lets shine through the religious tensions that existed throughout the late Middle Ages about the sacraments, the authority of the Pope and the monastic life.

The present book is an edition and a translation. Its goal is to provide a text available for further studies whether for moral theology, history, linguistics or even for economics or sociology.

**Keywords: Gabriel-Maria, Penance, Clergy, Commandments, Sins, History**



**Cette édition est dédiée**

**à la famille des Annonciades et à la mienne.**

**Que tous puissent en faire leur miel.**





## Remerciements

Je suis heureuse de pouvoir remercier et de rassembler en un gros bouquet tout ceux qui m'ont permis de faire cette édition et traduction. Je ne saurais jamais exprimer assez ma reconnaissance à tous ceux qui ont fait de moi ce que je suis, mes parents et mes professeurs. Je remercie les Annonciades qui m'ont permis de vivre l'aventure présente et ont ouvert un champ de découvertes nouvelles à mon esprit et à mon cœur, et particulièrement celles d'entre elles qui m'ont aidée intellectuellement et matériellement auxquelles je joins le frère Hugues Dedieu, O.F.M., à Toulouse, le Père Laurent Sentis, docteur en théologie, professeur au séminaire de La Castille, qui m'a sortie de quelques chausse-trappes, et ma fille Sophie qui a mis à mon service sa compétence en Anglais. Je remercie ma famille immédiate, mon mari et mes enfants, qui m'ont soutenue, aidée et supportée courageusement. Je remercie Mme Fragonard, mon directeur de recherche, qui a mis à mon service sa compétence éclairée et éclairante, accompagnée d'amitié. Et il y a encore bien des remerciements à dire. Le dernier est pour ceux qui me feront la grâce et l'honneur de me lire. Merci.



# Tome 1: Sommaire

## INTRODUCTION

|    |       |       |    |
|----|-------|-------|----|
| de | Intro | ..... | 1  |
| à  | Intro | ..... | 60 |

## I) LUNETE CONFESSORUM ALIAS BURSA MARIE

### 1) INDEX DES MATIERES DU MANUSCRIT LATIN

|    |                      |       |    |
|----|----------------------|-------|----|
| de | Latin Index Matières | ..... | 1  |
| à  | Latin Index Matières | ..... | 24 |

### 2) LUNETE CONFESSORUM

|    |              |       |     |
|----|--------------|-------|-----|
| de | Latin Lunete | ..... | 1   |
| à  | Latin Lunete | ..... | 600 |

### 3) TABLE DES TITRES

|    |                    |       |    |
|----|--------------------|-------|----|
| de | Latin Table Titres | ..... | 1  |
| à  | Latin Table Titres | ..... | 36 |



## INTRODUCTION

Cher lecteur, amical (je l'espère), curieux (nécessairement) et peut-être au nez chaussé de lunettes (même si tu n'es pas confesseur), permets -moi de te tutoyer pour te remercier de m'accompagner dans le voyage que je te propose avec la lecture des *Lunete Confessorum* du franciscain Gilbert Nicolas... cela ressemble un peu à la découverte d'un nouveau continent qui serait celui du passé de notre vieux continent.

Le voyage a commencé pour moi le jour où une religieuse de l'ordre fondé par Gilbert Nicolas, l'Ordre de la Vierge Marie, m'a dit quelque chose comme: «Vous qui êtes professeur de latin, vous pourriez peut-être traduire ce texte...?», j'ai dit oui, et me voilà partie avec quelques biscuits, sans savoir qu'il s'agissait de traverser l'océan, quelques biscuits substantiels néanmoins: une photocopie du manuscrit et une transcription, amputée d'une trentaine de folios, faite par le Père Ferdinand-Marie Delorme, grand spécialiste de l'histoire de Gilbert Nicolas, alias Gabriel Maria, et des Annonciades. Le Père Delorme fut alors mon pédagogue: il m'a appris à lire les lettres et les mots; j'ai recopié face à face ses mots et les formes bizarres flanquées de signes divers et j'ai peu à peu su déchiffrer le texte grâce à sa transcription. Il restait bien quelques morceaux de mots, des *Extra*, des C., et des c.<sup>1</sup>, des Pan., Pe., Pe de Pa.<sup>2</sup>, des Hosti, des Archi et des Altissi<sup>3</sup>, qui cachaient bien leur jeu, et transformaient la traduction en enquête policière, mais avec le temps, j'ai appris à identifier textes et auteurs. Il reste peut-être quelques individus qui m'ont jusqu'ici échappé, mais je pense, ami lecteur, que tu peux avancer à ma suite, en sécurité. Nous allons retrouver un monde du passé, où naît une économie de marché, où l'Église est en même temps celle d'avant le concile de Trente et celle d'après<sup>4</sup>; un monde qui appartient sociologiquement et économiquement au passé, mais aussi un monde qui, spirituellement parlant, n'a pas d'âge et appartient au présent et sans doute au futur. Donc, ami lecteur, prends tes lunettes, cette précieuse invention du XIII<sup>ème</sup> siècle, et explorons ensemble ce monde plein de pécheurs et de saints.

---

1 Réponses: *Extra* désigne les Décrétales; C, le *Codex justinianus*; c, un chapitre ou un canon du droit canonique.

2 Réponses: Panormitanus, Petrus Lombard et Petrus de palude.

3 Réponses: Hostiensis est Henri de Suse, Archidiaconus est Guy de Baisio et Altissiodorensis, Guillaume d'Auxerre. Ne parlons pas de ceux qui ont trois appellations différentes.

4 Gilbert Nicolas me semble tenir une sorte de point d'équilibre, entre fidélité obéissante à l'Eglise et esprit nouveau.

## I) Les aspects matériels du manuscrit des *Lunete*.

### A) Le recueil.

Le manuscrit des *Lunete confessorum*, est au début d'un recueil, le manuscrit latin 257, qui se trouve à la Bibliothèque d'Étude et du patrimoine de Toulouse.

Après une table des matières de six folios, s'ouvre le texte lui-même, du folio 1 au folio 123, «récemment publié par le Révérend Père frère Gilbert Nicolas de l'ordre des frères mineurs de l'Observance, intitulé: *Les lunettes des confesseurs* ou *La bourse de Marie*»: *Incipit liber noviter editus a reverendo patre F. Gilberto Nicolai, ordinis Minorum Observancie, intitulatus Lunete confessorum, alias Bursa Marie.*

Le texte commence ainsi: *Maria autem conservabat omnia verba hec. Lu., 2. Mariam omnis, qui expers non est sacre scripture, scit...*

Il est suivi, du folio 123 (l. 14, et sans blanc intercalaire avec ce qui précède) au folio 127, par un recueil de vingt-quatre questions, commençant ainsi: *Et quia superius est de dispensatione, pro clariori elucidatione videnda sunt aliqua de potestate Pape ex hiis que ponit sanctus Thomas in diversis locis...*

L'écriture de ces questions, par la grande taille des lettres, est nettement différente de celle du début du folio 123.

La table des matières ouvrant le recueil renvoie et aux *Lunete* et aux *Quaestiones*.

Au folio 128, une seconde table des matières de quatre folios présente le contenu des sermons qui suivent.

On trouve après cette table:

folio 133r-164r: un recueil de sermons pour les différentes fêtes de l'année, sans nom d'auteur. Ils sont écrits de la même écriture que les *Lunettae*, sauf le dernier sermon. Ils sont foliotés eux-mêmes: folio. 1-30;

folio 164r à 221r (ou folio 31-87): des *Distinctiones super Matheum*, de Raimond Savillier, du couvent de l'Observance de Mirepoix, datées de la fête de saint Nicolas de l'an 1525;

folio 221r - 225r (ou folio 88-94): un commentaire anonyme sur les sept chaînes de l'Apocalypse: *Vidi angelum descendentem de celo...Apo, 20. Infirmities curande...*, écrit sur deux colonnes;

fol. 225 (ou folio 95): un sermon anonyme sur: *Misit res Saul apparitores ut caperent David, Rois, 1, 19*. Il clot, semble-t-il l'ensemble qui commence folio 133.

fol 225 à 359 (sans double pagination): *Incipit quadregesimale reverendi p. f. O. M.,*

*ordinis fratrum Minorum de Observantia*; cinquante-deux sermons précédés d'une table alphabétique, d'Olivier Maillard, troisième vicaire général de Toulouse en 1502.

Le recueil s'achève avec le *Processus fratris Mainaderii, de confessione*<sup>5</sup>, commençant ainsi: *Confitens primo genuflectit in signum humilitatis, quod tamen non est de necessitate...* (fol 359-363).

Il s'agit donc d'un recueil non homogène dans son contenu, peut-être homogène dans son inspiration, celle de franciscains de l'Observance, comprenant, de Gilbert Nicolas: les *Lunettae* et des *quaestiones*, et, de façon détachée dans le recueil, peut-être quelques sermons à cause des folios affectés d'une double numérotation.

L'ensemble relié est estimé du milieu du XVIème siècle, selon le catalogue des manuscrits de la bibliothèque de Toulouse. Haut de 192 millimètres, il est constitué de cahiers de feuilles de papier, relié avec une couverture en veau, du XVIIème siècle, couverture dont le dos comporte cinq nerfs, des fers d'entre nerfs dorés et l'inscription: *lunecta confesor*. Les tranches des pages sont jaspées de rouge. Il n'y a pas de page de garde: on accède directement à la page de table des matières sur laquelle se trouve, en haut à droite, un ex libris.

Le catalogue des manuscrits de la bibliothèque de Toulouse indique comme provenance «Augustins»; l'ex libris indique: *Expressa bibliotheca maioris conventus Sancte Marie virginis tolosae*<sup>6</sup>.

La date d'entrée du recueil à la bibliothèque de Toulouse, ainsi que la cause de son entrée ne sont pas connues.

Nous ne nous occuperons que de ce qui concerne les *Lunete confessorum*, même si les *quaestiones* semblent avoir été conçues comme une suite des *Lunete*, car conçues par le même auteur, ce qui ferait de Gilbert Nicolas, un lecteur attentif de saint Thomas, puisque les réponses sont tirées de Saint Thomas, d'après le titre des *Quaestiones*.

---

5 Un texte à découvrir.

6 Peu lisible. Le seul couvent que j'ai trouvé à Toulouse est celui de Notre Dame de la merci, consacré au rachat des captifs, et dont quelques livres sont à la Bibliothèque d'Étude et du Patrimoine de Toulouse. Ce «grand couvent» n'était peut-être pas lui-même toulousain. Dans un ouvrage sur l'histoire de la bibliothèque de Toulouse, j'ai cependant trouvé la reproduction d'une lettre de Louis XI du 2 Juillet 1481, décidant de fonder un couvent de frères mineurs de l'Observance le long du chemin de Toulouse à la chapelle du Férétra, avec ce commentaire: dans le faubourg Saint-Michel, l'église Sainte Marie des Anges est édifiée à la suite de la décision royale...ce sera l'église des Récollets (à partir de 1601).



## B) Le texte.

### 1) La graphie.

Le manuscrit est écrit sur des feuilles réglées, de façon compacte, avec une écriture très fine en lettres gothiques penchées.

En haut de page, sont indiqués, côté verso, la partie (par exemple: *Pars 3a hujus 3e partis principalis*), côté recto, le sujet seul, la plupart du temps, (*De dispensatione, 4m capitulum*), avec le folio. L'indication du folio 45<sup>7</sup>, erronée, entrainera une série de corrections jusqu'au moment où se succéderont deux folios 56.

Ce qui m'a frappée quand j'ai vu le manuscrit c'est son aspect coloré. Le texte est écrit en noir avec des couleurs: rouge et or.

### 2) De quelques couleurs.

Le rouge.

Le rouge est utilisé pour les grandes majuscules du premier mot des parties ou des sous parties principales (par exemple: le M de Marie, premier mot du prologue, ouvrant une citation de Luc (fol. 1r); celui du début de la première partie: *Prima pars. De tribus misticis muneribus regum propositio in communi*, (fol. 1v); celui de la première partie de la première partie *Incipit tractatus seu prima pars, de auro Mariae*, (fol. 3v).

Certaines sous-parties sont affectées de ces lettres quand un nouveau thème est abordé; par exemple, le P de *Pro hoc denario*, où il est traité des faussaires, suivi du D de *De hoc denario* où il est traité des enfants (fol 15v et 16r).

Le rouge est utilisé aussi pour des pieds de mouche accompagnant des majuscules noires, pour des débuts variés, d'"articles", de "chapitres", de "corollaires", ou pour des traits indiquant des subdivisions plus petites, principalement devant les chiffres: 1°, 2°, 3°..., (ou indications de même sens), ainsi que devant: *Adverte, Notandum* (ou d'autres formes venant de *nota*), *Unde, Circa, Quo ad, De hoc, Pro quo, Item, Similiter...* Ces éléments colorés équivalents éventuellement à une ponctuation peuvent parfois être oubliés dans une série.

Sont en rouge aussi, les manchettes, parfois insérées dans le texte, indiquant des contenus (ex.: *De visitatoribus; falsarius dicitur*), ou le plan, avec ou sans évocation de contenu, (*Primus articulus, primum capitulum, primum corollarium,...*). Un cas particulier de manchette, par sa longueur et son contenu est celui, unique, du folio 1, qui présente et justifie le plan en trois parties: l'or, l'encens, la myrrhe, selon les trois dons des rois mages.

---

7 Il y aura aussi une double numérotation et une autre erreur de nombre.

Certaines de ces manchettes attirent l'attention sur ce que dit ou fait l'auteur: *Intentio auctoris, Modus procedendi*.

En marge, des lettres rouges, majuscules ou minuscules, (le choix entre majuscules et minuscules semble suivre le caprice du scripteur), indiquent également le plan.

Souvent les quatre éléments se conjuguent pour cette fonction; exemple: *d. Tertius articulus. De visitoribus*<sup>8</sup>, en marge, et, dans le texte: *Advertendum quod visitatores...* (avec pied de mouche pour le A de *Advertendum*), cependant, il peut y avoir des manchettes sans lettres et des lettres sans manchettes.

Si les manchettes sont bien au niveau du texte qu'elles désignent, les lettres ne sont pas forcément placées en face d'un titre mais dans des positions plus centrales par rapport à un développement. Elles sont cependant utilisées pour le repérage des contenus dans la table des matières qui renvoie au folio accompagné d'une lettre.

La signalisation par lettres comporte d'autres imperfections.

Les lettres se présentent avec des séries plus courtes en début de manuscrit (de type: A, B, C, D, E, souvent), puis les séries s'étoffent à partir du folio 8: il faudra aller du fol. 8r au folio 14r pour trouver la majuscule Z; de même, de 14r à 20r; puis de 20r à 26v, etc. Fin du folio 6, ces lettres ne correspondent pas à l'organisation logique, et folio 7, le A. ne renvoie à rien de signalé et le B. est difficile à placer: la signalisation pourrait renvoyer à la table des matières... si les points traités, ou le folio 7, y apparaissaient.

- Une lettre sans titre peut trouver un titre dans la table des matières (fol 55, P.)
- Un même titre peut être porté deux fois sur le même folio.

Des titres peuvent être absents dans le manuscrit mais présents dans la table des matières (fol 65r, sur l'obligation du vœu), ou inversement. En revanche, il semble normal que certaines marges secondaires et répétitives car rappelant seulement le déroulement du texte n'apparaissent pas dans la table et qu'il y ait des différences de formulation entre les titres du texte et ceux de la marge pour faciliter la recherche des références.

Parfois, une lettre manque (le Q, par exemple en 115v)<sup>9</sup>; parfois, elle être doublée (deux C en 5r-5v, deux D) mais il s'agit sans doute, non pas d'oubli, mais de rappel, lors d'un changement de page ou d'une indication pour rassembler des cahiers du livre.

Parfois la lettre n'est pas accompagnée de titre.

Le texte est souligné. Des lignes utilitaires rouges peuvent, en bas de page, encadrer quelques mots ajoutés au-delà de la dernière ligne. Des entrelacs peuvent finir de remplir une ligne ou un espace qui resteraient vides. En se croisant en triangles, ils remplissent alors l'espace vide laissé entre une liste et le reste du texte ou entre deux listes, sur le

---

8 Fol. 15v

9 A un moment, un L et sa suite se trouveront après un R. On trouve aussi des lettres sans titre.

même nombre de lignes d'écriture.

D'autres lignes rouges ont la fonction d'attirer l'attention sur le contenu de l'ouvrage. Des verticales rectilignes, avec de petits tirets, bordent, à gauche, des listes de termes, correspondant au déroulement du texte qui va suivre. Attirent aussi notre attention, des lignes souples, alternant portions droites et courbes évoquant soit des m couchés, soit trois doigts; elles soulignent des portions de texte, du côté de la marge; il y a également dans le manuscrit, une main pointant un index<sup>10</sup>. D'autres lignes soulignent les références: noms d'auteurs et titres, ou rayent des mots erronés.

L'or.

L'or intervient dans certaines majuscules, d'abord dans celles qui sont accompagnées de pieds de mouche ou de traits, puis dans les majuscules correspondant à des débuts réels de phrases. Il souligne systématiquement les références en compagnie du trait rouge, ou colore les majuscules de celles-ci, quand leur forme le permet (6°, C). Cette ligne n'est pas strictement en accord avec le texte; elle déborde souvent de la référence. Un blanc peut se trouver souligné et coloré, soit que le texte n'ait pas été encore porté, soit qu'il ait été effacé pour une correction qui n'a pas été faite.

On trouve enfin, çà et là, de simples lignes noires qui semblent correspondre à l'acte d'un lecteur soulignant ce qui lui semble intéressant<sup>11</sup>.

### 3) La ponctuation et les majuscules.

#### a) La ponctuation

Il n'y a pas de ponctuation comme on l'entend à l'heure actuelle: ni virgule, ni point-virgule, ni deux points, ni point d'interrogation. Le point peut ou non finir une phrase. On trouve ainsi (fol 52r): «...*alia pena pro mortali alia pro veniali. est imponenda...*», (où *pena* est le sujet de *est*,) et ligne suivante: «...*tanquam a mortali. Item alia ratio...*», mais ce cas est rare. Une ponctuation est assurée, dans un texte qui est en continu, par la présence de majuscules noires, colorées ou non, ou de petits traits noirs ou rouges, obliques ou en angles. Les angles accompagnent souvent les différents éléments d'une énumération. Les traits obliques peuvent remplir le rôle d'une virgule (*professionem/tacitam vel expresse factam*, fol 65r) ou d'un point et permettre des regroupements de mots en cas d'ambiguïté, mais ils peuvent aussi être occasionnellement absurdes (*nota/quod*) ou: et ne pas correspondre à une construction de phrase.

Au fol 65r, on trouve un double trait devant une citation, ce qui est exceptionnel, mais les

---

10 Fol 36r

11 Fol 40r, 40v, 41r, par exemple. Il y a aussi une unique parenthèse (44v). Vu les emplacements, il pourrait s'agir de la réaction d'un lecteur.

nombreuses autres citations ne sont pas signalées ainsi. Il n'y a sans doute pas de volonté de signaler la citation dans ce cas.

#### b) L'usage des majuscules.

Les majuscules noires existantes ne correspondent pas forcément à un début de phrase; elles ont plutôt le rôle d'attirer l'attention dans une phrase, d'accompagner une énumération, de signaler une preuve, par exemple, une citation; leur utilisation comme celle des traits peut n'être pas justifiée. Les titres et les noms propres n'en portent pas. Elles ont des tailles diverses. Les plus grandes sont les majuscules rubricales rouges de début de partie. La taille des autres correspond, en décroissant, à des sous-parties et à des subdivisions de ces sous-parties, mais la place disponible pour dessiner la majuscule joue aussi. Leurs couleurs, mieux que leurs tailles ou leurs présences, sont une indication de leurs valeurs

#### 4) Les corrections.

Le manuscrit peut présenter des corrections signalées en marge et dans le texte par de petits v, faites avec une encre noire plus pâle, mais il comporte aussi des blancs, des corrections non faites. D'autres ajouts, dans la même encre, complètent et enrichissent le discours.

#### C) Questions soulevées par l'état du texte.

Ces remarques m'ont amenées à me poser la question du statut de l'ouvrage. On peut dire d'une part qu'on a un manuscrit soigné, avec une cohérence des couleurs, des tailles, des signes, une organisation complétée par une table des matières. Mais on peut remarquer d'autre part qu'ici ou là, il manque, dans une série, tel pied de mouche, tel trait ou tel angle, qu'ici ou là, il manque la référence alors qu'il y a son ornementation; qu'une référence peut être mal placée (fol 10, L.); qu'ici ou là, il y a une rature ou un ajout de texte; que certaines marges indiquent un lecteur (*Intentio auctoris*) et suggèrent que l'auteur des manchettes n'est pas celui du texte (certains choix de titres de table des matières suggèrent une orientation de pensée autre que celle du texte). Si l'on tient compte aussi de la place des manchettes<sup>12</sup>, insérées, coincées dans le texte dans des espaces trop courts, de la place souvent inappropriées des lettres de marge, des ratés et du côté mécanique des signes logiques additionnels (pied de mouche, traits,

---

<sup>12</sup> De plus, il n'y a pas toujours de correspondance entre les titres de la table des matières et les marges du texte. Il peut y avoir dans un des deux ensembles un titre en plus ou en moins.

angles, or), des oublis éventuels de ces signes, de la raréfaction des lettres-repères<sup>13</sup>, on peut émettre l'idée d'un texte qui a bénéficié d'une relecture, pas forcément parfaite, avec une correction du texte, mais inachevée.

Un autre élément allant dans le sens d'un travail inachevé est celui de l'écriture des chiffres. J'ai eu pour certains passages de nombreuses difficultés avec eux: dans la 3ème partie, par exemple, les erreurs de chiffres se multiplient, parfois incompréhensibles. Je peux certes me tromper, mais comment comprendre que *quinto* (écrit exceptionnellement en lettres) doive être corrigé en 18 (*duo de viginti*)<sup>14</sup>? On peut penser à un mauvais recopiage d'un texte cité, manuscrit<sup>15</sup>, ayant pour auteur Angelus, par exemple, quand on peut comparer une citation de ce dernier dans un texte imprimé et notre manuscrit; on peut imaginer un recopiage mal fait d'un texte manuscrit de Gilbert Nicolas lui-même, ou encore deux scribes écrivant trop différemment les chiffres<sup>16</sup>, mais, de toute façon, c'est le signe d'un travail inachevé, soit non corrigé par l'auteur, soit laissé à corriger à des secrétaires qui n'auraient pas achevé le travail.

Enfin, au folio 7, l'auteur donne des consignes: «Et que soit laissé pour chaque denier un espace en blanc pour poser le titre en rouge. De plus, que l'on commence ainsi: Voici la règle ou la théorie pour tel denier». Ces consignes ne sont pas vraiment appliquées, par exemple, au folio 10r, K, (denier du flatteur) et L, (denier des combattants), puis au folio 12v, S, (denier des changeurs). De même l'auteur pratique avec régularité l'usage d'«articles» et de «propositions», qui sont cependant tantôt signalés en marge, tantôt, non. Le manuscrit n'est pas encore tout à fait au point, au moins matériellement, et il n'est apparemment pas arrivé jusqu'à une édition imprimée ou à une autre édition manuscrite. On ne connaît pas, en effet, jusqu'à maintenant, d'autre exemplaire de ce texte, ignoré de Wadding, d'où la question intrigante de son histoire.

Une autre question intrigante est celle de la fabrication du manuscrit. Au cours de la lecture j'ai pu remarquer qu'on avait affaire à des scripteurs différents qui écrivaient une certaine partie de texte et qui éventuellement revenaient pour en écrire une autre. Prenons le cas d'un scripteur que je repère à partir du folio 33<sup>17</sup> au moins jusqu'au folio 43, puis, de nouveau à partir du folio 101r, et qui m'a donné quelques soucis.

---

13 Il y a une sous-série de type a, b, c..., pratique qu'on ne trouvera qu'une fois.

14 En réalité, cela se comprend ou presque: un 18 en chiffres peut être lu comme un q (réduit à un trait), suivi de °.

15 Je pense à un manuscrit, car l'imprimé, quoique probable, est bien lisible. Ceux d'Angelus que j'ai consultés n'ont que très peu de fautes de références.

16 Ainsi, j'ai mis longtemps à comprendre que ce que je supposais être un 2 était dans certains passages du manuscrit, un tout petit t (pour 3); le 2 étant écrit 2, quoique sa forme puisse être confondue avec celle du 1...Le 5 et le 6 se confondent aussi facilement; les scribes ont donc quelques excuses.

17 Au folio 29, commence le denier des usuriers; au 43, la partie sur l'encens de l'intention droite; en 100v, il s'agit de l'empêchement au mariage qu'est la consanguinité

On constate des changements dans les pratiques d'abréviation, par exemple, ce scribe est un particulièrement économe: il supprime le tilde et la lettre finale; ainsi *nô* correspond à *notat* ou à *notant*<sup>18</sup> indistinctement. Il supprime autant que possible<sup>19</sup>; le même coupe parfois les mots par un blanc. L'orthographe peut lui être propre (quoiqu'il soit difficile de parler d'orthographe au sens normatif); on verra apparaître: *pocessio* et *michi*, pour *possessio* et *m*<sup>20</sup>, *joan* et non *lho*. Il peut indiquer des voyelles longues sur le *a* (mais cela ne durera pas) ou ajouter des «queues» verticales en fin de mot qui ne sont que des élégances, ne signifiant ni *m*, ni *us*<sup>21</sup>. Il a tendance à faire plus d'oublis et de fautes qu'un autre<sup>22</sup>. Son écriture du *quod* noté normalement *qd* se confond avec celle de *quia* (noté *qi* habituellement), par une quasi disparition du *d*<sup>23</sup>. Bref, il met le lecteur à l'épreuve, et signale sa présence particulière.

Je n'ai certes pas fait une étude systématique de ces scribes, (chacun d'ailleurs n'est pas forcément fidèle à ses propres comportements dans le temps), mais il m'a semblé, comme l'illustre l'exemple précédent, qu'ils sont plusieurs, qu'ils sont affectés à une tâche, selon un partage du livre, et que certains travaillent moins bien, ou moins vite: à un ensemble de folios peu soigné, achevé sans décor, sans marges, peut succéder un passage à nouveau accompagné de titres et d'enluminures.

---

18 Tout en correspondant à *non*; mais ceci est habituel.

19 *Uxo* correspond ainsi à *uxoris* (99v); une finale de génitif est habituellement signalée.

20 Pour *mihi*. Fol. 33r

21 Fol 101r, sq.

22 Folios 33r, 34

23 Je ne parle pas de l'absence de différence entre: *in-* et *ju-*, (*judicis*, *indicis*), elle me semble malheureusement généralisée. Se confondent aussi *resc-* et *rest-* (le *t* est tout petit), le 1 et le 2 et le 3 s'il est écrit tout à coup avec un tout petit *t* (encore) au lieu d'un chiffre. On apprécie l'imprimé.

## II) Vie de l'auteur et date des *Lunete*.

### A) L'auteur.

Pour cette évocation de la vie de Gilbert Nicolas, je m'appuierai sur les travaux du Père Delorme: "Documents pour l'histoire du bienheureux Gabriel-Maria"<sup>24</sup> et sur le recueil *Les sources*, édité par les Annonciades.

Gilbert Nicolas (Gilbertus de son prénom, Nicolai de son patronyme), cofondateur de l'Ordre de l'Annonciade avec Jeanne de France, fille de Louis XI, est, plus pratiquement, appelé Gabriel Maria, nom qu'il reçut du pape Léon X, en 1517, pour sa dévotion à l'égard de la Vierge Marie; plus pratiquement<sup>25</sup> car il y a deux frères mineurs quasiment de même nom: Guilbert (Ghilbertus, Ghisbertus, voire Gilbertus) Nicolai et Nicolas Gilbert (Nicolaus Gilberti). J'ai gardé Gilbert Nicolas (alias Gabriel Maria), parce que c'est le nom indiqué sur le manuscrit et parce qu'il me semble que la rédaction de l'ouvrage est sans doute antérieure à 1517<sup>26</sup>.

Voici, la chronologie qu'il est possible d'établir:

Vers 1460, naissance à Riom en Auvergne.

Vers 1477, entrée chez les frères mineurs de l'observance.

Profès, il entre au couvent d'Amboise.

1498, lecteur en théologie; gardien du couvent d'Amboise.

1499-1505, confesseur de Jeanne de France.

1500-1502, aide Jeanne de France à la fondation de l'ordre de la Vierge Marie. En payant physiquement de sa personne et en se rendant à Rome, il finit par obtenir l'approbation de la règle le 12-2-1502.

1502-1505, Vicaire provincial d'Aquitaine.

1505, 4 Février: mort de sainte Jeanne de France.

1507, gardien du couvent d'Amboise.

1508-1511, Vicaire provincial de Bourgogne.

1511-1514, Vicaire général de l'Observance cismontaine. Dès lors ses emplois sont relevés dans la Chronique des observants de France. Séjour en Espagne.

1514-1516, Vicaire provincial de France (il défend l'Observance à Paris).

---

24 Le père Delorme indique que ce nom peut aussi prendre d'autres formes: Gabriel de l'Ave Maria, Frère Ave Maria et ajoute que «les œuvres ou renseignements ...sont classés tantôt au mot Gilbert, tantôt au mot Nicolas, tantôt à Gabriel Maria.»

25 Le père Delorme indique que ce nom peut aussi prendre d'autres forme: Gabriel de l'Ave Maria, Frère Ave Maria et ajoute que «les œuvres ou renseignements... sont classés tantôt au mot Gilbert, tantôt au mot Nicolas, tantôt à Gabriel Maria.»

26 Nous évoquerons ce point ensuite.

1516-1517, Vicaire général cismontain.

1517-1521, Commissaire général cismontain. 1517: Séparation des Observants et des Conventuels, par Léon X. La même année, le pape charge Gabriel Maria de l'organisation de la croisade contre les Turcs.

1521, Juillet, Visiteur des Provinces d'Angleterre, d'Irlande, d'Écosse.

1523, Définitiveur général. Inquisiteur contre les luthériens.

1524-1526, Provincial de la province de Saint-Louis, Provence.

1526, Commissaire du grand couvent de Paris; chargé de réformer le Clarisses Urbanistes de France par François Ier.

1529, Provincial d'Aquitaine, élu de nouveau Définitiveur général, tombe malade.

Après divers voyages, il tombe de nouveau malade en Décembre 1531, à Bourges.

A Pâques 1532, il part pour le chapitre général des provinces cismontaines à Toulouse, mais doit s'arrêter en route à Rodez où il meurt.

Cette chronologie effarante par les activités et fonctions évoquées, pourtant ne dit rien de son action incessante en déplacements et en écrits pour les Annonciades ou pour la défense de l'Observance et nous donne un premier aperçu de ce que peut être l'homme.

Pour ses écrits, je renvoie à nouveau aux travaux de DELORME qui les répartit en trois catégories.

Certains écrits concernent les frères mineurs, et montrent une activité de théologien: des *Questiones super regulam sancti Francisci* (le titre d'une de ces questions accompagne le nom de Gilbert Nicolas de la formule: *sacrae paginae doctor*), des lettres, des traités:

*Sequitur nunc tractatus novus in quo vere et clare ostenditur qui sunt veri Observatores Regulae divi Francisci...Incipit Tractatus dictus Veritas omnia vincit...*

*Novus tractatus de decem plagie paupertatis...*<sup>27</sup>

D'autres écrits concernent les Annonciades: *Règles* (1502, 1505, 1517: *Troisième règle*, en français), statuts: *Statuta Mariae*, *Statuts généraux* (traduction des *Statuta Mariae* en français par le Père), *Déclaration de la Règle*, les *Statuts et Cérémonies*, et sans doute le *Cérémonial ou rituel des professions et vêtements*.

A ceci s'ajoute ce que le Père Delorme appelle des "divers": règles pour des tiers-ordres, lettres, billets à sainte Jeanne de France, *Eloge funèbre de la bienheureuse Jeanne de France*, et pour finir, en plus des *Lunete Confessorum* que connaît le Père Delorme, un petit ouvrage imprimé, découvert récemment, qui sera, je l'espère, bientôt édité et traduit

---

<sup>27</sup> *Le Bon Pasteur, ou Traité des dix plaies de la pauvreté des frères mineurs*, a été édité par le Père Damien Vorreux (Le Bartèu, 1998). Le Père Damien Vorreux m'a ouvert, il y a plus de dix ans, les portes de la Bibliothèque des franciscains à Paris et m'a donné les premiers conseils de recherche. Je le remercie à nouveau mais de façon posthume de la chaleur de son accueil et de son aide.



par les Annonciades: *Lucerna beate marie virginis super Confraternitate de decem Ave marie*, avec ce début de lettre: *Frater Gilbertus Nicolai, sacrae paginae professor, fratrorumque minorum de observantia cismontanorum servus et generalis vicarius, charissimo...fratri Danieli Agricolae..*

## B) La date des *Lunete Confessorum*.

Au vu des activités de Galbert Nicolas, il me semble difficile d'indiquer, comme le font *Les sources*, une date de rédaction autour 1517. Je livre ici quelques remarques, tirées des *Lunete*, qui resteront des indices tant qu'on ne pourra pas les rattacher à d'autres connaissances.

Gilbert Nicolas évoque plusieurs querelles, une sur les formules d'absolution<sup>28</sup> (faut-il prononcer 2, 3, 4 mots pour absoudre?), une autre sur le serment<sup>29</sup>: «il y eut même une querelle et une rixe ces jours-ci<sup>30</sup>, certains docteurs disant que prêter serment avec deux compagnons n'est pas permis - ce qu'on jure est pourtant vrai et bon comme lorsqu'on jure par le corps du Christ qu'aujourd'hui on ira à la messe -, parce que c'est néanmoins péché mortel, parce qu'il manque le troisième compagnon, le jugement, puisqu'il n'est pas nécessaire d'invoquer le nom de Dieu alors qu'il n'y aurait personne pour douter ou demander un serment», mais, il est impossible d'en tirer une date, sauf si, un jour, on repère que dans un certain lieu (Paris, Toulouse?), à une certaine époque a eu lieu une dispute sur ce sujet.

On voit Gilbert Nicolas prendre des positions fermes, par exemple sur le baptême et la messe: «...je soutiens toujours qu'il en fut de la forme du baptême comme il en fut du dimanche... de sorte que, de même que baptiser dans la forme de l'Église primitive, c'est à dire au nom du Christ, n'a pas relevé, bien plus, n'a pas pu relever du pouvoir de l'Église, qui ne peut pas introduire quelque chose dans la matière et la forme des sacrements, mais exista immédiatement par ordonnance divine et par inspiration de l'Esprit Saint, quoique tout n'ait pas été écrit, de même, ... le dimanche succède au jour du sabbat par commandement divin et par loi divine, directement, et non par commandement de l'Église ou coutume chrétienne». On constate que Gilbert Nicolas défend l'existence de la messe le dimanche et les jours de fête «contre certains séculiers frénétiques, trop savants de leur

---

28 Fol 122r

29 Fol 63r, Q

30 Il est dommage de n'avoir ni date ni lieu. Je ne sais si la question est résolue dans la *Summa angelica*, (1486 étant la date de la première édition connue), en *Juramentum* 3, §10: si le contenu du serment est vrai, il n'y a pas de péché mortel, cependant on est tenu de s'abstenir de jurer comme on doit s'abstenir d'un péché mortel: «un homme prodigue de serments est rempli d'impiété», *Ecclesiastique*, 23,11. Il peut y avoir encore débat après 1486. Il faudrait voir aussi des sommes antérieures (la *Summa Pisana*?) et postérieures.

propre science...»<sup>31</sup>, cependant, même si défendre la messe<sup>32</sup> ou les sacrements, et, en particulier, la consécration, est une question d'actualité, on ne peut tirer de ces remarques une date<sup>33</sup>.

Les sources utilisées ne nous informent guère. Gilbert Nicolas cite très largement la *Summa angelica*<sup>34</sup>, mais aussi des auteurs qui lui sont propres comme Henri Herp<sup>35</sup>, Stéphane Brulefe<sup>36</sup>r; il s'agit d'œuvres qui nous prouvent que Gilbert Nicolas lit les auteurs récents et est dans l'actualité.

Sont plus parlants d'autres indices: la dénomination inscrite dans le titre: *liber novus editus a reverende patre fratre Gilberto Nicolai...*, suggère que notre auteur n'a pas encore reçu le nom de Gabriel Maria et que le texte serait antérieur à 1517. Un autre indice historique serait quand même fourni par le contenu de l'œuvre: Gilbert Nicolas estime que nul ne peut être idolâtre à la façon des païens de l'antiquité<sup>37</sup>: «Il faut poser une troisième proposition sur l'idolâtrie au sens large, mais parce que presque toutes les sectes aujourd'hui honorent un seul Dieu, il 'y a pas de danger, dans notre foi, ... que quelqu'un pêche par idolâtrie et en adorant une créature comme un dieu», et, à propos de la croyance à l'existence des sortilèges, il ajoute: «Cependant, à cause du cas ... où l'on affirme que celui qui a ce genre de croyance est «un incroyant et pire qu'un païen», je dis qu'on doit comprendre cette affirmation quand quelqu'un croirait «ce que les gentils croyaient pour les maléfices démoniaques d'une puissance ou d'une déité, comme au temps de Pompée et de Jules César; ce pourquoi ils jugeaient qu'ils devaient leur manifester un culte divin, comme on le voit à propos des femmes faisant cortège à Diane». L'idée du passage est que les sorciers peuvent sans doute accomplir des sortilèges, mais qu'il n'est pas permis de croire que ces sortilèges résultent de l'action de divinités, ni qu'il y a des divinités auxquelles il faudrait rendre un culte: ces croyances sont celles du temps de César ou de Pompée. Il y a eu pourtant un scandale retentissant: l'affaire de la Sainte-Chapelle à Paris en 1503, qu'évoque Jean-Marie Le Gall<sup>38</sup>: «En

---

31 Fol 71r, R

32 Gilbert Nicolas s'oppose à saint Thomas sur l'origine de la messe, mais évidemment pas sur la messe, elle-même.

33 On pourra noter aussi les remarques sur la vie des moines (le moment des heures, le port de l'habit), la défense du pouvoir de dispense du pape, (et y joindre les *questiones* sur le pape qui succèdent aux *Lunete* et qui restent à éditer). Tout ceci conforte qu'on est «au temps des réformes», selon le titre du livre de J.M. Le Gall

34 Gilbert Nicolas emprunte largement à la *Summa angelica*, pour la fin de laquelle on propose deux dates; 1470 et 1486, et dont la première édition connue est de 1486 à Venise (selon le site FRANCISCAN AUTHORS), à Strasbourg en 1489, à Lyon en 1490, (soit 31 éditions jusqu'à 1520).

35 Son *Speculum perfectionis* fut édité en 1509. Son *Speculum aureum* cité par Gilbert Nicolas, aurait été édité à la fin du XV<sup>ème</sup> siècle.

36 Brulefer, non cité par Angelus, est mort probablement en 1497; ses *Commentaires des Sentences* sont imprimés à Venise en 1501, et il est licencié en théologie en 1482 à Paris. Scotiste, il fréquenta le couvent des Observants de l'Ave Maria à Paris et rejoignit les Observants. (FRANCISCAN AUTHORS)

37 Fol 60 r

38 LE GALL, Jean-Marie, *Les moines au temps des réformes*, p. 214

présence des franciscains et des dominicains réformés, un jeune étudiant foule à terre l'hostie... Interrogé par les docteurs de l'université, l'écolier avoua ne croire en d'autre déité que Jupiter et Hercule». Il est difficile d'imaginer que Gilbert Nicolas puisse ignorer l'incident, puisse considérer que personne ne croit plus aux dieux de l'antiquité, et passe rapidement sur cette idolâtrie, sauf si l'incident ne s'est pas encore produit.

Je serais donc portée à indiquer une date antérieure à 1503 pour les *Lunete*. Un autre indice serait celui de l'affaire de la décime<sup>39</sup>: en 1500, Alexandre VI lève une décime sur tous les bénéfices, pour une croisade contre les Turcs, mais les chanoines de Notre-Dame de Paris se révoltent; or, à propos de la décime ou dîme, Gilbert Nicolas, donne une très belle définition du chiffre dix<sup>40</sup>, d'ordre totalement spirituel. Il me semble que, comme précédemment, s'il avait eu connaissance de cette affaire, il aurait justifié la dîme autrement et de façon précise, même si, pour lui, le pape peut demander ce qui est nécessaire à la vie de l'Église.

Par ailleurs, il me semble sûr que Gilbert Nicolas, outre son expérience de la vie monastique<sup>41</sup> a une expérience de confesseur et parle en connaissance de cause: voici ses instructions aux confesseurs:

«Que le confesseur au début se montre doux et laisse le pécheur dire tout ce qu'il aura voulu. Je sais en effet que certains pécheurs sont repartis dans le mauvais sens parce qu'au début de la confession ils avaient trouvé que le confesseur les reprenait avec trop de rigueur et de dureté ou qu'il n'avait pas permis de dire ou voulu écouter ce qu'ils voulaient confesser; cependant, si le confesseur voyait que le pécheur ne garde pas l'ordre et la mesure et ne dit pas le nécessaire mais le superflu, il peut doucement le mettre en garde et l'instruire en l'examinant de façon ordonnée<sup>42</sup>.

Il connaît bien aussi les tourments de certaines âmes<sup>43</sup>: «l'autre [doute] n'est pas délibéré; il est le fait d'un scrupule de conscience et c'est plutôt une peine qu'une faute, une faiblesse de l'imagination en propre plutôt qu'un péché, et quoiqu'à rejeter, il n'est pas hérétique, *Décrétales, De simonia, Per tuas, 2°*, et de ce doute on dit, *Lettre aux Romains*<sup>44</sup>: " A celui qui est faible dans la foi, soyez accueillants" et, avec moi<sup>45</sup>: " Seigneur, viens en aide à mon peu de foi". Ces scrupuleux sont tels en effet qu'ils hésitent assez fréquemment contre leur propre volonté, c'est pourquoi aussi, s'ils résistent à de tels

39 RENAUDET, A., *Préréforme et humanisme à Paris (1494-1517)*, p 334-335

40 Fol 77r, (fin).Le nombre 10 symbolise la venue du Christ.

41 Voire une expérience de gardien de couvent et de visiteur de couvent. On le voit quand il parle de la correction fraternelle.

42 Fol 56r bis.

43 Sainte Jeanne de France serait un exemple de conscience craintive, mais elle ne peut pas être la seule.

44 *Rom.* 14, 1

45 L'expérience peut être aussi personnelle, malheureusement il y a un doute de lecture sur ces deux mots: *mecum* ou *marcum*, puisqu'il s'agit d'une citation de *Marc*, 9, 23.

mouvements et s'affermissent fermement dans la foi, ils sont plutôt méritants que pécheurs, ... «Joannes de Cambaco<sup>46</sup>, de plus, dans son livre *De consolatione theologie*, dit: Dans les consciences craintives de nombre de ces gens, rien quasiment ne semble relever d'un mal qui est un péché, mais seulement d'un mal dans l'intelligence ou dans la faculté de compréhension, surtout à propos de la perfection, c'est à dire de la crainte et de l'amour de Dieu. Il ne faut donc pas se moquer de ceux qui ont une telle faiblesse, mais plutôt les louer, comme des gens que l'amour et la crainte filiale de Dieu pressent au point que, pour le monde entier, ils ne voudraient offenser sciemment Dieu par un péché mortel, même si la peur violente d'offenser Dieu et le doute sur ce qu'il faut faire, perturbent quelques unes de ces personnes à un point tel qu'elles choisiraient la lèpre ou une autre maladie très grave pour être bannies loin d'une telle infirmité ou en être exemptées. C'est pourquoi il faut avoir beaucoup de compassion pour elles...». Ensuite sont allégués, en encouragement, la première lettre de Pierre<sup>47</sup> et Matthieu: «Le doux et très compatissant fils de Dieu fut un médecin de ce genre, fils au sujet de qui *Math. 12*<sup>48</sup> allègue la prophétie d'Isaïe, *Isaïe, 42*<sup>49</sup>: "Voici mon fils mon élu que j'ai choisi, dans lequel s'est complu mon esprit" et ensuite: "Il ne fera point de querelles ni de cris et nul n'entendra sa voix sur les grands chemins. Le roseau froissé, il ne le brisera pas, et la mèche fumante, il ne l'éteindra pas jusqu'à ce qu'il mène le jugement jusqu'à la victoire.» Il nous semble entendre un confesseur encourageant, consolant, parlant au confessionnal. Je crois donc qu'on ne peut pas vraiment faire des *Lunete* une œuvre de jeune homme<sup>50</sup>. De plus enseigner aux autres confesseurs implique une responsabilité, reçue ou donnée.

On peut penser aussi que les charges du Père Gilbert Nicolas ont dû être très lourdes, à partir de la construction de l'Ordre de la Vierge Marie, auprès de sainte Jeanne et après la mort de celle-ci, et qu'une date antérieure à 1503 et même à 1500 serait raisonnable<sup>51</sup> si on accorde du poids à l'affaire de la décime, sans remonter trop avant 1498, année où Gilbert Nicolas, gardien du couvent d'Amboise, a les capacités requises pour une telle œuvre<sup>52</sup>.

---

46 GERSON, *De consolatione theologie*.

47 1 *Pe*, 3, 6-7

48 *Mat*, 12, 18

49 *Isaïe*, 42,1-4

50 L'étendue des connaissances, l'existence d'une réflexion approfondie, l'autorité qui se dégagent des textes vont dans le même sens.

51 Il n'y a pas d'indices, qui donnent à penser que le Père ait eu à faire soit à l'annulation du mariage de Jeanne de France, soit à la fondation d'un ordre féminin marial. Ces points peuvent cependant s'expliquer par le genre de l'œuvre qui est de portée générale, et parce que l'Ordre de la Vierge Marie est, de toutes façons, d'inspiration franciscaine. Il y a des éléments mariaux mais ils peuvent venir de la spiritualité franciscaine, en général.

52 Et peut-être aussi les éléments matériels, tels que la disposition de livres.

### III) L'ouvrage.

Nous allons maintenant aborder l'ouvrage en nous approchant progressivement de son contenu, de façon descriptive. Nous montrerons qui sont les destinataires de l'œuvre et, question qui lui est liée, que ses buts sont non seulement d'instruire pour l'acte de confesser mais aussi de donner une formation de fond, à portée générale. Nous verrons alors la composition générale de l'ouvrage et procédés de composition de l'auteur.

#### A) Destinataires et buts.

##### 1) Une universalité des destinataires.

Les *lunete Confessorum* ont, comme l'indique le titre, pour destinataires ceux qui ont une activité de confesseurs, mais par leur intermédiaire ou directement, sont visés tous ceux qui ont à faire avec les confesseurs et la religion en général: ecclésiastiques, moines, dans leurs différentes fonctions et tâches, et tout chrétien: «puisque ce livre... tend uniquement à la justification du pécheur...» est-il dit<sup>53</sup>. Les preuves ne manquent pas.

La cible principale est le confesseur, qui peut être pécheur aussi, et à qui Gilbert Nicolas s'adresse de façon pressante et directement: «ô père, sauve<sup>54</sup>», (par exemple, sauve l'obligation de culte le dimanche), ou indirectement: «je supplie, autant que je peux, les confesseurs simples d'apprendre du moins à douter...», ou «prends garde de ne pas juger de péché mortel...», ce qui est le premier conseil, donné dès le début de l'œuvre.

Pourtant, au cours de son enseignement il peut s'adresser aux moines pour les inciter à la douceur dans la correction fraternelle: «...toi qui n'est pas un supérieur, corrige avec douceur et humilité, s'il te plaît, selon Dieu<sup>55</sup>», leur expliquer la façon de dire les heures: «s'il y a deux personnes qui disent leurs heures et qu'une pense seulement aux mots qu'elle dit et l'autre pense seulement à celui à qui elle les dit, par exemple à la Passion du Christ et à des actes du Christ, la seconde s'acquitte des heures plus parfaitement que la première.<sup>56</sup>», les inciter à l'obéissance<sup>57</sup>: «Puissent les religieux qui ont fait vœu d'obéissance, noter ce qui précède, et je le dis assurément avec chagrin et douleur! Beaucoup verraient, je pense, qu'ils épuisent souvent les eaux du salut parce qu'ils vivent sans le mérite de l'obéissance<sup>58</sup>», Gilbert Nicolas ajoutant à propos du religieux

---

53 Fol 1r

54 Fol 71r, R; 74v, G; 75v, K; 75v, L; 76r, M. Un point remarquable est que tous ces exemples concernent les offices, messes et heures.

55 Fol 115r (fin)

56 Fol 75r, J

57 Fol 87v, Y

58 *Haurietis aquas in gaudio* se trouve en *Isaïe* 12, 3; il s'agit de puiser les eaux aux sources du salut, mais *haurire* veut

«incommode»: «je dis qu'il n'est pas plus dans l'obéissance au prélat de son ordre que les courtisanes le sont au pape.»

Il s'adresse aussi à tout chrétien: il s'en prend avec force à celui qui juge par présomption, sans preuve suffisante: de ce qui accompagne un acte, on ne peut décider la nature de l'acte: «... quoiqu'on puisse juger que ce qu'on a vu, par exemple un baiser, était un mal, si, cependant, on va au-delà en prononçant un jugement pour acte de chair, on pêche mortellement, si on juge avec des sentiments arrêtés, surtout s'il s'agit de personnes qui ne sont pas ainsi connues;...<sup>59</sup>». Dans un tout autre registre, il s'adresse au chrétien quand il lui enseigne ce qu'il doit faire au moment de la consécration: «Que le chrétien, donc, parle ainsi dans son cœur (il n'est pas utile de dire la prière oralement), tout d'abord quand on montre la sainte hostie: "O Trinité suprême, je te manifeste la révérence suprême et l'honneur de la latrie et je reconnais que tout ce que j'ai de bon, je le tiens et je l'ai reçu de toi, c'est pourquoi, humblement je te rends grâce et spécialement pour la faveur que sont la mort [fol. 71r] et la passion de Notre Seigneur Jésus Christ, faveur qui est présente de nouveau dans ce sacrement suprême<sup>60</sup>». Il y a donc, au delà des confesseurs, une cible plus vaste à laquelle pense Gilbert Nicolas, la totalité des chrétiens, dont il confie l'éducation aux confesseurs, en éduquant ces derniers.

## 2) le destinataire particulier qu'est le confesseur.

L'éducation des confesseurs est d'ailleurs le but affiché<sup>61</sup>. Le confesseur sera suivi tout au long des étapes de la confession: l'examen du pécheur, le jugement à porter sur ses actes, l'absolution, la pénitence. Prenons, pour la première étape du sacrement, les questions à poser: «Pour que le confesseur sache donc exercer son office en sûreté, j'exposerai ici les questions nécessaires qu'il doit absolument savoir par cœur...<sup>62</sup>»

«En plus de ces examens nécessaires, je n'ajouterai pas ici d'autres examens qui peuvent être faits au sujet du bien et du juste, mais dans ce livre, troisième partie, où on traite des dix commandements et des sept péchés mortels, tu pourras les voir et les apprendre. Cependant que toujours le confesseur ait du discernement et qu'il s'applique à confier à sa mémoire les devoirs et les fautes concernant les états humains<sup>63</sup>». Le père conseille ensuite de les apprendre par cœur.

---

dire aussi «épuiser», ce qui me semble le cas ici, quoiqu'on ne puisse épuiser la miséricorde divine. Il peut s'agir aussi simplement de l'eau au sens propre: la désobéissance des mauvais moines aurait une puissance capable d'assécher les eaux. Dans les deux cas, il y aurait une hyperbole.

59 Fol 84v, P. Le passage comporte toute une réflexion sur la preuve.

60 Fol 70v, Q, puis 17r pour l'élévation du calice.

61 Les lunettes servent à bien voir et à savoir.

62 Fol 2v, D

63 Fol 3r, A

Le pénitent doit préparer sa confession, et le confesseur doit l'aider à savoir quand il y a péché mortel et à se souvenir de ce qu'il a fait. Gilbert Nicolas rappelle alors dix considérations, utiles à tous deux, «grâce auxquelles un homme peut facilement se souvenir de ses péchés, même s'il ne s'est pas confessé depuis trente ans; les voici: la première est l'état qui était le sien, par exemple, la virginité, le veuvage; la seconde, l'âge; la troisième, la fortune; la quatrième, l'office ou le métier; la cinquième, les relations sociales; la sixième, le lieu; la septième, le moment; la huitième, le cœur; la neuvième, les paroles (qu'a-t-il dit contre Dieu ou le prochain?); la dixième, les œuvres<sup>64</sup>».

Gilbert Nicolas met en garde aussi contre les risques que court le confesseur:

«la clé de la connaissance est dans l'erreur de deux façons... premièrement si l'on s'enquiert de circonstances sans signification, qui ne sont ni aggravantes ni atténuantes, mais qui plaisent aux oreilles des confesseurs et les démangent; deuxièmement, si l'on ne s'enquiert pas de l'attrition ou de la contrition de celui qui se confesse: le confesseur l'écoute comme s'il lui racontait une fable ou une histoire<sup>65</sup>», mais il y a aussi des risques de péché mortel au moment de l'absolution, si elle est donnée à la légère, sans contrition de la part du pécheur<sup>66</sup>, ou sans sa volonté d'éviter les occasions du péché mortel. Dans ce cas, le confesseur agit «au détriment de sa propre âme<sup>67</sup>».

Bref, le confesseur est guidé jusqu'au bout dans ses actes, jusqu'aux formules d'absolution qui terminent le livre, et cela est parfois illustré par des sous-titres, non apparents dans la table, tels que: «un bon enseignement<sup>68</sup>», «note un bon conseil<sup>69</sup>», «note la règle de conscience<sup>70</sup>» ou «instruction de l'auteur», sous-titre qui apparaît à propos des conseils sur l'attitude du confesseur au cours de la confession:

«Instruction de l'auteur:

Que le confesseur au début se montre doux et laisse le pécheur dire tout ce qu'il aura voulu. Je sais en effet que certains pécheurs sont repartis dans le mauvais sens parce qu'au début de la confession ils avaient trouvé que le confesseur les reprenait avec trop de rigueur et de dureté ou qu'il n'avait pas permis de dire ou voulu écouter ce qu'ils voulaient confesser; cependant, si le confesseur voyait que le pécheur ne garde pas l'ordre et la mesure et ne dit pas le nécessaire mais le superflu, il peut doucement le mettre en garde et l'instruire en l'examinant de façon ordonnée<sup>71</sup>».

---

64 Fol 54v, L

65 Fol 55r, N (le premier)

66 Fol 55r, M (le premier)

67 Fol 55r M (le second). «Note...» se trouvent aussi fol 12r, R et 12v, R

68 Fol 3v, E

69 Fol 58r

70 Fol 55r M (le second)

71 Fol 56r bis

Le but ultime de cette éducation du confesseur est évidemment le salut, salut des fidèles par la pénitence, «seconde planche de salut après le naufrage<sup>72</sup>» et salut des confesseurs, dont s'inquiète souvent Gilbert Nicolas: «...je dis, après avoir considéré l'ignorance des confesseurs modernes et la présomption de ceux qui ça et là et indistinctement se mêlent d'entendre les confessions, que la tâche est très ardue, que beaucoup de confesseurs sont en danger, qu'en purifiant les autres ils se souillent eux-mêmes, qu'en sauvant les autres ils se damnent eux-mêmes<sup>73</sup>», et il ajoute que le prêtre qui ne sait pas distinguer ce qui est mortel de ce qui ne l'est pas ou absout quoiqu'il n'en ait pas le pouvoir, «entendrait les confessions au péril de son âme et de celui qui se confesse...»; ceux qui n'ont pas assez de science doivent «consulter les personnes capables de discernement sinon confesseur et pénitent pèchent mortellement et gravement...<sup>74</sup>». Instruire le confesseur, lui donner des lunettes pour améliorer sa vue, est donc un devoir; même si Gilbert Nicolas ne le dit pas, les *Lunete* le disent pour lui. Il faut savoir pour sauver son âme, il faut savoir pour croire: sinon, comment avoir la foi? «...personne en effet ne peut fermement croire s'il ne sait pas<sup>75</sup>», et chacun est tenu à un minimum de connaissances, selon sa place et sa fonction dans le monde. C'est ainsi que sont déterminées les connaissances à avoir obligatoirement<sup>76</sup> selon que l'on est évêque, curé ou membre du peuple ordinaire.

L'enseignement ainsi donné aux confesseurs est complet, comme le montre la table des matières chronologique ou celle des marges latines<sup>77</sup>. La première partie peut traiter de questions très pratiques: qui est propriétaire d'une île, ou le propriétaire de colombes doit-il donner un dédommagement pour les dégâts causés par les oiseaux? La seconde partie, puisque le péché est un acte de volonté, expliquera, de façon quasi psychologique, le mécanisme du choix, la part des désirs, de la raison, de la volonté elle-même dans le consentement; la troisième évoquera, entre autre sujets, ce qu'est aimer Dieu. On touche ainsi autant aux questions les plus terre à terre qu'aux plus spirituelles.

---

72 JÉRÔME, *Epist 65 ad pammachium et oceanum*, cité Fol 50/51r, E

73 Fol 52r, G (sur la science nécessaire au confesseur)

74 Fol 52r, G

75 Fol 57v, Y. Cette citation fait partie du développement sur le Premier Commandement

76 Fol 57v, fin-fol 58r

77 Voir les index.



## B) Un ouvrage composé pour l'instruction des confesseurs.

### 1) La composition de l'ouvrage.

L'œuvre est soigneusement composée, jusqu'en son détail, quoique ce détail puisse être abondant et fourni. Le plan général est énoncé dès les premières lignes, dans un prologue, grâce à une comparaison: les rois mages, guidés par l'étoile et venant offrir l'or, la myrrhe et l'encens par l'intermédiaire de Marie, représentent les hommes pécheurs, pèlerins<sup>78</sup> sur la terre et les trois dons représentent ce qui est nécessaire «pour avoir le pardon de ses péchés et rencontrer Jésus.» la Bourse de Marie<sup>79</sup> comprend donc trois parties, l'or de la restitution, l'encens de l'intention, la myrrhe de la confession.

La première partie (l'or), comporte d'abord une proposition commune<sup>80</sup> pour les trois dons, proposition qui forme une sorte de prologue et est étudiée selon trois sous-parties: ce qui est requis pour se confesser<sup>81</sup>, quand faudrait-il recommencer une confession<sup>82</sup>, la nécessité des examens et des questions au pénitent<sup>83</sup>.

Ces sous-parties, comme on le voit par les marges, amènent à traiter et à régler des points importants pour le confesseur: par exemple la question de la réitération de la confession qui est accompagnée de cinq corollaires, ou la question des interrogations à faire en confession, qui, elle-même, se termine par des exemples précis de questions à poser à des pénitents de différents états, religieux, ecclésiastiques et laïques.

Le prologue achevé, commencera la première partie sur l'or<sup>84</sup>. Elle comprend un «premier article»<sup>85</sup>, soit l'explication de l'existence de la propriété (du mien et du tien qui sont les deux cordons de la bourse), à l'aide de six suppositions qui aboutissent à l'existence de la loi positive. Le second article<sup>86</sup> explique ce qu'est la justice et ses divisions: légale, générale et particulière, distributive et commutative («première division») et les autres justices («deuxième division»); la troisième division distingue proportions géométrique et arithmétique en vue de la répartition juste des biens. On aura ainsi sept divisions qui établissent toutes les façons de transférer un bien. Arrive alors le troisième article<sup>87</sup>, consacré aux propositions ou règles à respecter. Ces trois articles qui, finalement,

---

78 Dans ce prologue, Marie, recours et refuge des pécheurs, qui est celle qui garde ce qui lui arrive en son cœur, et qui intervient pour les hommes, devient celle qui tient la bourse où est mis l'or de la restitution.

79 Titre qui peut être celui de tout le livre ou celui de la première partie, vu le début du texte. Cette première partie pourrait se détacher ou être seule consultée, du moins en ce qui concerne les cas pratiques de restitution.

80 Fol 1v

81 Fol 1v, C

82 Fol 1v, E

83 Fol 2v, D

84 Fol 4r

85 Fol 4r, B

86 Fol 4r, D

87 Fol 5r, C

définissent le mien et le tien, sont symbolisés par les deux attaches de suspension de la bourse de Marie.

Suivront en 7 B, les propositions sur la restitution, présentée par personne concernée, en suivant des «qui». La restitution est alors exposée par «denier», les trente deniers de la bourse de Judas, tels que: denier des *advocatorum, adultores, bellatorum...*<sup>88</sup>, liste qui sera suivie du *Complément à la bourse de Marie*<sup>89</sup>: que faut-il restituer, à qui, quand, comment, et comment est-on libéré de la restitution. On retrouve l'image de la bourse qui comporte deux courroies (ce qu'il faut restituer et à qui), une fermeture qui est un anneau coulissant et qui représente la temporalité (éventuellement variable), la ceinture (comment doit-on restituer) et l'agrafe de la ceinture, qui peut s'ouvrir (la libération de l'obligation de restituer).

Dans la troisième partie du livre (La myrrhe), l'organisation générale est du même type; ainsi l'étude de chaque commandement comporte deux articles se divisant en trois parties; le premier article contient les transgressions du commandement, le second article contient les propositions qui permettent de donner les réponses sur l'existence ou non d'un péché mortel. Il en est de même pour les péchés étudiés ensuite<sup>90</sup>. Ces articles peuvent être préparés, comme dans la partie sur l'or, par un prologue que l'auteur justifie. Ainsi au fol 55r, Q, avant d'aborder les commandements de Dieu, Gilbert Nicolas évoque la nécessité d'un enseignement supplémentaire: «puisque je vais dire qu'un petit livre de ce genre n'est pas seulement fait pour l'intelligence mais aussi pour la mémoire et la conscience, c'est à dire pour que les confesseurs puissent facilement savoir quand il y a un péché mortel et quand il n'y en a pas, et de plus, sans effort, retenir la façon d'examiner en confession et aussi juger, en sûreté de conscience, de n'importe quelle matière, j'exposerai quelques préalables concernant l'examen avant de faire des propositions particulières sur les commandements et les péchés». Il explique donc combien de péchés mortels sont interdits explicitement ou implicitement dans les commandements et pourquoi la luxure et l'avarice sont explicitement interdits. Ce type de prologue est fondamental car il permet d'établir la règle générale que pose l'auteur: personne ne fait de péché mortel si, explicitement ou implicitement, n'est pas transgressé un commandement de Dieu.

Il y a donc un modèle de composition que l'on pourrait présenter ainsi, en le simplifiant: un cœur constitué de deux articles (transgressions et propositions) avec leur subdivision

---

88 Selon l'ordre alphabétique et selon le genre: avec les avocats, tous ceux qui participent à un procès sont présents; avec les flatteurs seront rangés les acteurs et les fornicateurs qui recourent à la flatterie; avec les médecins: les chirurgiens, apothicaires et artisans, c'est à dire des techniciens en termes modernes; avec les docteurs: les écoliers et les simoniaques. Tout ceci est expliqué dans le texte.

89 Fol 37v, B

90 Exemple: le péché d'avarice: fol 91r, O

ternaire, ce cœur étant précédé d'un exposé préparatoire et suivi d'un exposé de conséquences ou de remarques pratiques précises. Gilbert Nicolas suit les habitudes de la scolastique dans la composition de son texte<sup>91</sup>.

## 2) Le texte et ses indications de méthode.

L'auteur, plusieurs fois dans l'ouvrage, prend la précaution d'indiquer aussi sa méthode (*modus procedendi*)<sup>92</sup>, par exemple avant l'énoncé des deniers à restituer<sup>93</sup>: «Pour que ce qu'il y a à dire soit mieux compris, je procéderai comme suit pour ces deniers: tout d'abord, je poserai une règle, une proposition, ou une maxime<sup>94</sup>, générale, pour les trente deniers en même temps; ensuite en traitant en particulier, un à un, de chaque denier, je poserai une maxime (ou une règle), particulière à ce denier, ou, pour parler à la façon de certains canonistes, j'exposerai une théorie, puis je tirerai les corollaires qui en résultent, et parfois j'ajouterai quelques points importants. Et cette façon de procéder me semble meilleure pour la mémoire, l'intelligence et la conscience, pour une délibération plus sûre par les confesseurs.<sup>95</sup>»

On trouve une autre sorte de *modus procedendi*, concernant l'organisation de la partie sur la myrrhe<sup>96</sup>. Gilbert Nicolas indique la démarche suivie pour l'exposé des transgressions, (pour chaque commandement, trois parties car il n'y a que trois façons de transgresser un commandement), puis les deux façons de mener l'examen en confession (*Examinationes possunt fieri dupliciter*), ce qu'il fait suivre d'un avertissement au lecteur: qu'il écrive sur un papier les examens complets, (*Admonitio auctoris*). Il indique ensuite l'organisation de la *Myrrhe*: «...il y a seulement dix parties, parce que, comme on l'a dit, pour chaque commandement comme pour chaque péché, est posée une seule triple partie. La seule exception est le péché d'orgueil, pour lequel est exposée une image ou une similitude à la place de la triple partie<sup>97</sup>». Ceci est suivi de l'explication du fait qu'il n'y a que dix parties, cinq pour les dix commandements, cinq pour les sept péchés mortels.

Il y a donc une organisation rigoureuse, mais que l'on peut oublier par moment car elle ressemble aux branches d'un arbre que l'on suivrait jusqu'au bout des dernières feuilles, puisque, le Père cherche à exprimer toutes les causes, toutes les conséquences, tous les

---

91 Il fait partie aussi des conventions de donner des explications sur le sens des mots à la fin d'un exposé. Cette pratique, surprenante pour nous, apparaît quelques fois dans l'ouvrage, quoiqu'en général les termes soient expliqués au début.

92 Ces mots font partie des marges

93 Fol 7v, C

94 Ces termes, auxquels va s'ajouter *theorica*, seront utilisés tour à tour.

95 On peut remarquer que sont indiqués les quatre mots possibles qui désignent une proposition: proposition, règle, maxime, théorie.

96 Fol 56v, R- 56r bis: Troisième article. (propositions)

97 L'orgueil, qui enfle comme la grenouille et fait enfler par son poison, a droit a une partie pour lui.

points utiles au confesseur, sans négliger l'aspect pratique et psychologique d'une confession<sup>98</sup>.

Du point de vue formel, on peut aussi évoquer quelques points du détail de l'écriture. Le balisage du texte est assuré par des marges précises (proposition, article, division,...), mais aussi par les termes de Gilbert Nicolas qui introduisent une symétrie et permettent un repérage visible, très utile s'il n'y a pas de marge ajoutée, mots-outils ou formes verbales ou mots de la même famille répétés. Ils sont utilisés pour développer les applications d'un raisonnement, comme *item* (de plus) ou *idem* (de même), pour associer un point légèrement différent, comme *nota...*, pour expliquer les termes successifs d'une proposition comme *dicitur: dicitur omne occupatum,...dicitur detenta,...dicitur invito domino,...dicitur si restitui potest,...dicitur in se...*<sup>99</sup>. Les formes du verbe *ponere: pono, ponitur, positum, propositum...* et leur retour signalent l'existence d'une proposition. De façon générale et au-delà des mots-outils, une grande attention est portée au lexique; elle est perceptible dans le souci de définir les mots, de les proposer, et d'en exprimer la valeur.

### 3) Le souci des mots.

Pour se faire comprendre, le Père peut proposer un choix de mots et évoquer, ce faisant, la langue familière: il énumère ainsi l'ensemble des personnes impliquées dans un procès, dont il montre le rôle<sup>100</sup>: l'accusateur pour poursuivre, l'accusé pour répondre, l'avocat ou procureur pour défendre, le témoin pour témoigner, et le juge pour prononcer la sentence. A ces cinq personnes s'en ajoutent trois autres: l'assesseur ou conseiller pour délibérer, le notaire ou tabellion pour écrire, et l'huissier vulgairement appelé «clerc» pour convoquer ou appeler en justice ce qu'on appelle vulgairement «citer»<sup>101</sup>. Le confesseur repère ainsi les fonctions de chacun et les mots qui peuvent être employés<sup>102</sup>.

Gilbert Nicolas prend grand soin de définir ce dont il parle, ce qui est évidemment nécessaire à l'établissement de l'existence d'un péché. Je prendrai deux exemples: la définition des trois présomptions que sont l'arrogance, le jugement téméraire et l'obstination<sup>103</sup>, et la différenciation entre les filles et les espèces du péché qui conduit, elle, à la définition du péché capital: «...l'espèce renvoie au même genre, donc, la définition du genre lui convient; mais la fille désigne seulement ce qui est déterminé ou causé par le

---

98 L'organisation générale des trois parties parties

99 Fol 37v, A (sur la restitution)

100Fol 8r, A

101 ...ad citandum vel in jus vocandum quod vulgo dicitur adjornare. Pluralité de noms et pluralité ici des verbes.

102 Cette liste servira aussi pour l'organisation du passage.

103 Fol 84v, P

péché; par exemple nous pourrions dire que la puce est fille de l'homme mais non qu'elle est de la même espèce. On parle d'une filiation de ce genre, au sens large, de la même façon que l'on dit que toutes les créatures entre elles sont sœurs et filles du Père Éternel. Donc, chaque fois qu'un péché est tel que par lui un homme tombe dans beaucoup d'autres péchés, il est appelé "capital", et, deuxièmement, ces péchés sont appelés ses filles parce qu'ils naissent de lui; ainsi, l'envie est appelée «fille de l'orgueil» parce qu'elle peut naître de lui mais pas «espèce de l'orgueil» parce que la définition de l'orgueil ne peut lui convenir formellement.<sup>104</sup>».

On trouve d'autres témoignages qui montrent à la fois le souci de pédagogie de Gilbert Nicolas et l'importance qu'il accorde et qu'il faut accorder à la valeur des mots. Par exemple à propos de l'engagement de dire une messe<sup>105</sup>, ce que doit faire le prêtre dépend de la forme de la demande, mais si la demande est imprécise, le sens des mots n'est donné ni selon l'interprétation du prêtre, ni selon l'intention de celui qui demande, mais «selon la signification et la compréhension communes que l'on peut tirer de l'usage commun des hommes.», qui est: «d'obliger le prêtre à ce qui... est le plus utile» au fidèle<sup>106</sup>.

Un autre témoignage de la valeur des mots est celui qui est illustré par le fait que Gilbert Nicolas donnera plusieurs fois l'énoncé de formules liturgiques<sup>107</sup>, à propos surtout de la messe et de la consécration de l'hostie. En cas d'accidents de messe, il cite les paroles qui permettent de préciser que le corps et le sang sont ceux du Christ et pas celui de l'officiant: «... après avoir pris une autre hostie, il commencera à cette prière: "Qui, la veille..." et au lieu de ce relatif "Qui", il dira: "Notre Seigneur Jésus Christ, la veille de sa passion"...», et il ajoute: «J'ai parlé notamment ainsi... parce que la prière signifie ce qui est exprimé par le mot et non ce qui est dans l'intention de celui qui parle.<sup>108</sup>», et j'ajoute, en m'inspirant de lui; parce qu'il s'agit de paroles sacramentelles qui sont seules douées de vertu<sup>109</sup>.

Faire comprendre ce qui est dit, pourquoi c'est dit et avec quelles conséquences, est un trait permanent des *Lunete*.

---

104Fol 83v, M

105Fol 71v

106 Il y a chez GILBERT NICOLAS, une réflexion métalinguistique.

107 Formules de memento, formules de prières lors de la consécration, formules d'absolutions.

108 Fol 72v, A, B. Il est clair que GILBERT NICOLAS insiste sur la transsubstantiation et la valeur de la messe.

109Le père est dur pour ceux qui croiraient que la prononciation de paroles les sauve. « Mais le Christ a dit: «Si tu veux entrer dans la vie, observe les commandements» et ces antéchrists disent: «Prononce telles paroles», et ils ne disent rien des œuvres, alors que Dieu paye salaire pour les œuvres et non pour les paroles. De ce qui précède, il est clair que, même si Dieu a donné une vertu aux herbes, aux pierres et aux paroles, cependant, en ce qui concerne les paroles, il n'y en a pas qui aient une vertu par mode de dépendance, sauf les paroles sacramentelles...», fol 61v, M.

#### 4) De quelques procédés d'écriture.

D'autres traits à valeur pédagogique sont l'utilisation de procédés variés, souvent à valeur symbolique, dont font partie les lettres, les proverbes, les images et exemples, et les nombres.

##### a) Lettres.

J'évoquerai deux types de procédés à valeur mnémotechnique; l'un recourt aux lettres, l'autre aux chiffres. On trouva ainsi le mot *saligia* qui donne la liste et l'ordre des péchés mortels: «Et l'ordre des sept péchés, on pourra facilement le retenir grâce à ce mot: "saligia": "s" pour la superbe, "a" pour avarice, "l" pour luxure, "i" pour l'envie, "g" pour la glotonnerie, "i" pour l'ire, "a" pour l'acédie.<sup>110</sup>», mais le procédé récurrent est celui de l'utilisation des majuscules P et C, qui rythment l'ouvrage comme une signalisation<sup>111</sup>: quand il s'agit de juger s'il y a péché mortel, le confesseur doit rejeter toute Précipitation (et toute présomption) et prendre Conseil ou tenir conseil en lui-même<sup>112</sup>: «quand un cas est douteux, je dirai: Que l'on tienne C et abandonne P, voulant signifier par C qu'on doit toujours demander conseil sur le sujet (comme si je disais: que le confesseur consulte telle ou telle opinion). Et par P, je veux signifier qu'il faut fuir la précipitation comme périlleuse (comme si je disais: que le confesseur ne se précipite pas en jugeant, du premier mouvement, qu'il y a péché mortel ou pas, mais qu'il avance en prenant le temps)».

##### b) Proverbes.

Parmi les procédés appuyant le discours, se trouvent aussi des proverbes et sentences: tout ce qui brille n'est pas soleil<sup>113</sup>, un paresseux veut et ne veut pas<sup>114</sup>, cinquante et cinquante ne font pas cent<sup>115</sup>, il est bon de tout savoir, non de tout utiliser, ou, inattendu pour nous: cette queue-ci n'est pas celle de ce veau-là<sup>116</sup>». Il y a un recours au savoir populaire, cristallisé en formules que tous connaissent.

##### c) Exemples, images et récits.

Sans être très fréquentes, un certain nombre d'exemples, d'images et de récits

---

110 Fol 83r, K (Seconde partie de *La Myrrhe*)

111 Chaque fois qu'on verra les deux majuscules, on se rappellera du conseil sans même lire le texte en longueur. On peut aussi remarquer et mémoriser l'allitération: P comme Précipitation, Présomption, Péril.

112 Fol 52v; fol 88r; il en sera ainsi de la vente de charges, de la danse, du maquillage, du port d'un habit de l'autre sexe, des rapports conjugaux.

113 Fol 82r, pour la présomption.

114 Fol 48v, M, pour le velléitaire

115 Fol 68r, pour le temps de probation qui doit être continu.

116 Il ne faut pas faire quelque chose pour un but qui ne lui correspond pas. Fol 95r (début)

animent le texte. On peut penser qu'à travers ceux-ci nous percevons un peu des techniques de prédication pratiquées à l'époque.

Certains exemples n'ont qu'une valeur explicative: la pierre qu'on lance montre le rapport entre virtuel et actuel dans le fait d'agir pour Dieu: «de même que certains soutiennent que celui qui jette une pierre, imprime quelque chose dans la pierre qui agit pour la mouvoir, après qu'elle a été envoyée et séparée de la main de celui qui la jette, de même, l'effet actuel est mu par un acte virtuel qui a imprimé quelque chose dans les forces et les vertus de façon agissante...<sup>117</sup>». La construction d'une fenêtre illustre le fait que le Un ne soit pas un nombre: il n'y aura de fenêtre que s'il y a un second appui<sup>118</sup>. Mais la plupart du temps les évocations ont une double valeur d'exemple et de symbole. C'est le cas des évocations de personnages.

De nombreux personnages de l'Ancien<sup>119</sup> et du Nouveau Testament sont présents dans l'oeuvre<sup>120</sup>: Lucifer, comme exemple de celui qui a un vouloir inefficace, pour définir la volonté<sup>121</sup>; Adam et Eve pour illustrer la différence entre raison supérieure et raison inférieure. Ananias, est un exemple d'hypocrisie, et saint Paul un exemple de bonne louange de soi<sup>122</sup>: il se loue pour éviter un danger et pour l'utilité des autres. Il y a aussi les anonymes du Nouveau Testament: nos rois mages qui cherchent Dieu, l'aveugle qui conduit un autre aveugle<sup>123</sup> (pour celui qui absoudrait par ignorance), le pharisien et le publicain, pour la vaine gloire. On rencontre aussi, sans lien biblique, le grammairien à qui le solécisme déplait, mais qui se plait à sa connaissance<sup>124</sup> et des personnages historiques, Charlemagne sert d'exemple à la consanguinité<sup>125</sup>; Alexandre le grand et Hérode Agrippa sont des exemples de ceux qui disent: «je suis dieu.<sup>126</sup>», sainte Anastasie qui souhaita saintement la mort de son mari.

Ces personnages peuvent être évoqués dans de courts récits. Il y a l'ermite qui dit

---

117 Fol 70r (La source est Scotus).

118 Ce que l'on retrouve dans l'habitude de nommer «principe» ce qui serait pour nous un premier paragraphe ou de ne pas nommer «première» une première proposition. A bien réfléchir cette façon de faire, si elle n'est ni mathématique ni pratique, est intelligente; il faut bien que des principes soient d'abord posés.

119 Pas toujours pour leur gloire: Jacob et Judas (sur le serment sur un faux dieu), fol 62v, O; fol 86v, X : David (le mensonge de précaution), Amon (le mensonge de misère), David entraîné à la luxure pour avoir vu Bethsabée. En revanche, Job est saint Job (fol 89r); l'image n'est pas toujours négative.

120 Il manque dans ce tableau les citations de l'Ancien et du Nouveau Testament, tout simplement, parce que je ne les ai pas considérées comme des procédés. J'ai relevé vingt-six citations de l'Ancien Testament et autant du Nouveau Testament, ce qui ne représente peut-être pas un grand nombre. La façon dont est utilisé le texte, une façon qui ne correspond pas toujours à ce qui est pour nous l'esprit du texte ni au contexte d'où sont tirés le mot ou la citation, serait intéressante à étudier. Il m'a semblé pourtant que les textes du Nouveau Testament nous révélaient quelque chose de la spiritualité du Père Gilbert Nicolas et c'est ce qui fait qu'ils ne font pas partie ici de la rhétorique, quoique ces citations aussi aient une valeur persuasive.

121 Fol 92r, S. La source est Scotus.

122 Fol 89r

123 Fol 53r, J.

124 Fol 92r, fin.

125 Fol 102v, B

126 Fol 88v, C.

ses heures trop tôt, puis trop tard, et qui reçoit d'un ange des fruits acides, puis pourris<sup>127</sup>; le lecteur des *Épîtres* de Paul qui prétendit qu' «il comprenait mieux les épîtres de Paul que Paul lui-même ne les avait comprises, et qui, bientôt, fut privé de toute connaissance, ne sachant rien de plus que celui qui recommencerait à apprendre les lettres..<sup>128</sup>»; le fils ingrat qui, élevé à la cour, refuse de reconnaître son père, un pauvre agriculteur, venu le voir<sup>129</sup> et l'histoire, heureuse surprise, racontée par Panormitanus, popularisée par Rabelais, du subtil bouffon de Paris qui fit payer une odeur de rôti par le bruit d'une pièce<sup>130</sup>. Gilbert Nicolas peut aussi faire parler ses personnages; par exemple, pour savoir si un acte isolé dans une suite d'actes se rapporte à Dieu, il faut poser des questions simples: «comme si on disait: Pourquoi donnes-tu ce marc?

- Parce que je veux en donner cent.

- Pourquoi prépares-tu des souliers?

- Parce que je veux aller à Saint Jacques<sup>131</sup>». On peut vivre la scène. Cet exemple est d'autant plus intéressant qu'il appartient à un ensemble: trois exemples, dans la partie sur l'encens, illustrent la question des intentions. Avoir l'intention de donner pour Dieu en aumône un denier à raison d'un sou par jour<sup>132</sup>, fera de l'acte un acte méritoire même si on oublie quelque jour de faire l'offrande. Une bonne intention qui relie plusieurs buts pourra les rendre méritoires, comme dans le cas où «quelqu'un a l'intention d'aller au marché pour y acheter des médicaments pour être guéri d'une maladie avec la fin de mieux servir Dieu<sup>133</sup>». Le troisième exemple est celui du dialogue cité au-dessus: pourquoi agis-tu ainsi? Alors que ce type d'exemple n'est pas fréquent dans les *lunete*, Il est frappant de constater que Gilbert Nicolas les additionne dans ce passage, un passage qui prépare à un examen de type casuistique de la faute: il guide les confesseurs dans le détail de l'intention.

Les animaux sont mis aussi à contribution: le serpent<sup>134</sup> de la délectation morose, la grenouille venimeuse de l'orgueil qui infecte progressivement tout l'homme, ses facultés, ses organes, ses membres, jusqu'à ses vêtements<sup>135</sup>, ou, moins terrifiante, la poule qui

---

127 Fol 75v, K. J'ai cherché et trouvé des histoires d'ermites, de repas apportés par un corbeau...mais je n'ai pas trouvé ce récit, qui est évidemment à but monastique. La source est Florentinus.

128 Fol 89r, F. la source est Panormitanus.

129 Fol 84r, O

130 Fol 52v, G (fin).. On peut comparer le récit avec celui du *Tiers Livre*, XXXVI. Ici les faits sont résumés. Rabelais raconte l'histoire de façon... savoureuse.

131 Fol 47v. Ces exemples donnent une image de la vie quotidienne. Un dernier exemple de même type concernera la délectation en pensée: celle de celui qui intente un procès pour venger la mort de sa sœur et songe avec plaisir que le coupable sera pendu.(fol 92r)

132 Fol 46/47r

133 Fol 46/47r

134 Fol 92v, S. Judas est semblable à l'araignée qui transforme le bien en mal par son venin (7r, A)

135 Fol 83r-83v



caquette pour faire savoir qu'elle a pondu un oeuf<sup>136</sup>.

Des images d'objets peuvent structurer le discours tout en l'agrémentant. Nous avons vu la bourse<sup>137</sup>, avec sa suspension et sa fermeture, la ceinture et la fermeture de la ceinture qui représentent la restitution et sa justification et servent d'organisation au discours. Il y a, évidemment les dons de l'or, de l'encens et de la myrrhe<sup>138</sup>, mais il y a aussi le jardin du mariage, avec son mur, ses entrées, ses plantes et ses sorties<sup>139</sup>, l'arbre du mariage dont les quatre branches portent ou des fruits pourris, ou des fruits aigres, ou des fruits murs et saints ou des fruits apparemment beaux mais non comestibles<sup>140</sup>. Ces images, bien adaptées à leur objet servent la compréhension avec pertinence. La belle image filée de l'encens de l'intention droite qui «doit être purifié de la fumée de l'arrogance... de la viscosité de la tromperie... de toute tache de turpitude...de la coloration de la fausseté, c'est à dire qu'il soit véritablement dirigé vers Dieu, pour lui-même...<sup>141</sup>», exprime bien ce qui fera la qualité de l'action offerte à Dieu. Gilbert Nicolas reprend la figure de la planche du salut que sont le baptême puis la pénitence, mais il utilise aussi la figure du bateau dans la tempête pour représenter les assauts des élans de l'appétit sensible, et, «si, en effet, on considère l'un d'eux isolément, nous pouvons, en le prévoyant, éviter que tel ou tel ne surgisse; cependant, il n'est pas en notre pouvoir de faire qu'aucun ne surgisse, parce que, pendant que nous nous efforçons de nous opposer à l'un, nous tombons dans un autre; de même que, quand quelqu'un se trouve sur un bateau percé, pendant qu'il s'efforce de boucher un trou, l'eau entre par un autre...<sup>142</sup>». La métaphore qui montre combien la lutte contre des tentations a des allures de bataille perdue me semble tout à fait juste.

#### d) Les chiffres.

Les chiffres semblent avoir plusieurs objectifs: ils structurent, et ils ont sans doute une utilité mnémotechnique ainsi qu'une valeur symbolique, valeur sur laquelle Gilbert Nicolas lui-même s'explique peu, sans doute parce qu'elle est connue des lecteurs. Il y a

---

136 Fol 89r, F. Elle représente celui qui se loue par vanité ou cupidité (un médecin, un avocat... ceux qui appâtent le client.). Il y a aussi, sans valeur symbolique, et venu d'Aristote, l'exemple du chameau qui se suicide pour avoir commis l'inceste.

137 La bourse de Judas est bien connue; celle de Marie pourrait être une image originale: le Père prend grand soin de la justifier au début des *Lunete*: «Marie, tout homme sait qu'elle est la trésorière...: une succession de huit termes pour désigner celle en qui les biens de Dieu sont conservés pour les pécheurs.

138 Je n'ai pas trouvé ailleurs ce symbolisme de la confession pour les trois dons, ce qui n'est pas non plus une preuve absolue d'originalité, mais pourquoi pas? Les trois dons, comme les deniers d'ailleurs sont une source d'inspiration variée venue du *Nouveau Testament*. Suivre ces thèmes serait passionnant.

139 Fol 95r, C.

140 Fol 93r, Y

141 Fol 48v, N

142 Fol 44/45r

fréquemment le quatre pour les quatre causes d'origine aristotélicienne, le chiffre cinq pour cinq questions de la rhétorique, pour les cinq doigts de la main de Judas, ou pour les cinq façons de louer Dieu<sup>143</sup>, le sept pour les sept péchés capitaux et les sept sceaux du secret pour le confesseur, selon les sept sceaux qui ferment le livre de l'*Apocalypse*<sup>144</sup>, le dix des dix commandements, des dix sous-parties de la *Myrrhe*, les dix talents de bénédiction pour celui qui est uni au corps du Christ et les dix talents de malédiction qui sont les peines qui frappent l'excommunié<sup>145</sup>, et le dix des dîmes: «...celui qui donne le dixième... qui est signe de perfection parce que le nombre dix est parfait en tant que première limite des nombres au delà de laquelle les nombres ne progressent plus mais repartent de l'unité, neuf parts ayant été réservées, proclame, comme dans un signe, que l'imperfection lui revient et que la perfection qui arriverait par le Christ doit être attendue de Dieu<sup>146</sup>».

Le chiffre trois est le plus fréquent: trois espèces de présents des trois rois, trois espèces de confession à réitérer, trois examens à pratiquer, trois objets causes du plaisir<sup>147</sup>, trois actes de l'avarice<sup>148</sup>, trois prières avant la messe: matines, aurore et prime<sup>149</sup>. L'orgueil infecte la mémoire, l'intellect et la volonté<sup>150</sup> et comporte trois espèces: «il y a trois espèces d'orgueil: l'ambition, l'hypocrisie, la curiosité. L'ambition vise l'excellence de puissance, l'hypocrisie, celle de sainteté, la curiosité, celle de science. Et tu vois ainsi comment l'orgueilleux s'oppose à la Trinité toute entière, parce qu'au Père est attribuée la puissance, au Fils la science, à l'Esprit Saint le caractère saint ou la sainteté. Et ces trois attributs, l'orgueilleux ou l'orgueil veulent de façon déréglée les usurper<sup>151</sup>.» Le trois est enfin ce qui rassemble les devoirs de l'homme: l'amour du prochain et de Dieu: «... les fils doivent à leurs parents cœur, langue et main: le Cœur par un véritable amour, la Langue par de douces paroles, la Main par le secours des biens..... Et il ne suffit pas que cet amour reste dans le cœur, mais il convient qu'il soit montré dans des signes...<sup>152</sup>»; le fidèle doit agir avec des œuvres et Gilbert Nicolas explique ainsi la faute des chefs des juifs: «quoiqu'ils crussent dans leur cœur au Christ, cependant... ils ne confessaient pas le Christ de bouche et d'œuvres...<sup>153</sup>». Les trois façons d'agir de l'homme doivent être en accord.

---

143 Fol 89r

144 Fol 80r, Z

145 Fol 119r-119v

146 Fol 77r (la source est Thomas).

147 Fol 46r\_47v

148 Fol 91r

149 Fol 83r, K

150 Fol 83r, L

151 Fol 83v-84r

152 Fol 78r

153 Fol 88v, C. la source est *Jean*, 12, 42. Dans la prière du Confiteor, on demande le pardon pour les péchés en pensée, en parole, par action.

### C) L'auteur à l'œuvre.

Nous abandonnons maintenant l'aspect formel ou stylistique de l'écriture pour tenter de donner un aperçu du travail de l'auteur en tant sommistes dans la mesure où les *Lunete* s'apparentent à une somme. Nous verrons ensuite les thèmes qui apparaissent principalement à propos de la confession, puis les références utilisées, essentiellement par rapport aux trois oeuvres-références pour lesquelles j'ai fait des relevés: le *Commentaire des Sentences* de Scot, la *Somme* de saint Thomas, et surtout, la *Summa angelica* d'Angelus de Clavasio, à qui Gilbert Nicolas emprunte de larges extraits. J'ajouterai quelques mots sur ce que l'œuvre peut nous apprendre de l'auteur.

#### 1) Une activité de sommistes.

Le titre choisi par l'auteur ne comporte pas d'indication de genre, et il est difficile d'en indiquer un. On peut certainement parler de manuel pénitentiel dans la mesure où l'ambition de l'auteur n'est pas d'écrire une somme: volontairement il limite son propos qui est de fournir avant tout un outil pratique, même si, parfois, il se laisse aller, si j'ose dire, à un approfondissement théologique. On trouvera ainsi fréquemment des formules comme: *pertranseo, haec omittendo dico, sed transeo...*, pour indiquer la limitation volontaire du propos; ainsi sur la matière du sacrement de confession: «...la matière de ce sacrement, selon Durandus, est constituée des mots de celui qui se confesse... Thomas, lui... pose que la matière est double: proche et éloignée; les actes de celui qui se confesse sont la matière proche, les péchés dont il s'afflige, l'éloignée. Mais en laissant ceci de côté, je dis en bref que celui qui vient du pénitent, mots ou actes, est une sorte de matière du sacrement, mais que ce qui vient du prêtre existe pas mode de forme<sup>154</sup>». On peut aussi parler de manuel pénitentiel dans la mesure où on pourrait détacher du reste du livre la partie des trente deniers, qui est un recueil de cas pratiques.

Cependant on trouve dans les *Lunete* toute l'activité que déploie un sommistes<sup>155</sup>:

Gilbert Nicolas définit et explique, par exemple ce qu'est un incendiaire<sup>156</sup> : «...on appelle incendiaire proprement dit, celui qui, par un zèle mauvais a fait mettre le feu ou a apporté son conseil ou son aide, sciemment, pour incendier un camp, une ville, une maison, une récolte et d'autres biens semblables... par un zèle mauvais, c'est à dire par haine, vengeance, ou intention de faire du tort». La définition prépare, on le voit au passage, dans ce cas précis, les conditions qui entraînent la restitution.

---

154 Fol 49/ 50r, B

155 Le plan avec son prologue est un plan de somme.

156 Fol 11v, P

Il recourt aux distinctions<sup>157</sup>, ces distinctions qui permettent de préciser la pensée et d'entrer dans la complexité du réel. Il reprend celle de Scot, par exemple, pour établir le cas de la restitution quand le détenteur du bien est dans l'extrême nécessité<sup>158</sup> : «...Scotus<sup>159</sup> fait une distinction... **Ou le détenteur est dans une extrême nécessité et non le propriétaire du bien à restituer qui a des biens supérieurs à l'extrême nécessité, alors, le bien devient celui du détenteur, par le droit par lequel, dans l'extrême nécessité, tout est commun à tous; mais s'ils étaient tous deux dans l'extrême nécessité, et si le propriétaire du bien en vient à cette extrême nécessité avant le détenteur, le bien doit lui être rendu selon un double droit: d'abord parce que le bien lui appartenait d'abord; ensuite parce que, désormais, il lui appartient à cause de l'extrême nécessité;** mais si le détenteur arrive en premier à cette extrême nécessité», **le propriétaire n'arrivant alors qu'ensuite à l'extrême nécessité**, le détenteur n'est pas tenu de restituer, **parce que la propriété s'est éteinte pour le propriétaire et est devenue celle de l'autre**, c'est à dire du détenteur». Un autre exemple de distinction concerne le vœu de jeûne, dont on peut être exempté à cause de l'incapacité à le remplir: «c'est pourquoi, celui qui a fait vœu de jeûne, jeûne qu'il ne peut respecter sans grand dommage corporel, s'il n'a pas la possibilité d'aller trouver son supérieur, peut rompre son vœu de sa propre autorité, selon Thomas, II-II, q. 88, a 11<sup>160</sup>; il pèche cependant en faisant vœu de ce qui lui est impossible, sauf s'il espère que ce sera possible<sup>161</sup>». Si le mot «distinction» est absent, les conditions en établissent plusieurs: l'intéressé a-t-il, ou n'a-t-il pas la possibilité de rencontrer un supérieur, a-t-il fait ou non un vœu impossible, a-t-il cru que ce vœu serait possible à remplir?

Gilbert Nicolas interprète; à propos de la flatterie, il s'appuie sur une citation d'Angelus, et la commente: «il faut savoir, **selon Alexander, II-II, au traité sur la flatterie<sup>162</sup>, que la flatterie se produit de quatre façons. Première façon: en louant un bien que (ceux qu'on flatte) n'ont pas. Seconde façon: en exagérant un bien qu'ils ont. Troisièmement en louant un mal qu'ils ont, en disant que c'est un bien.**

---

157 Dans le cas du droit canonique et dans celui des sommes, une distinction (signalée d, disti, di, D dans notre manuscrit) est un titre regroupant plusieurs questions (voir par exemple la somme de saint THOMAS), mais à l'intérieur des sommes, les auteurs font des distinctions, c'est à dire qu'ils expliquent les sens divers d'une proposition, ces sens divers leur permettant de surmonter les difficultés d'une proposition et de créer un accord entre des docteurs d'avis divergents. Un troisième sens du mot est le sens moderne, pour désigner une activité proche de celle du second sens par son résultat car elle aboutit à accorder les docteurs entre eux. J'emploie ici distinction dans le second et troisième sens, même si les exemples illustrent le troisième sens.

158/ Fol 39v,

159 Le texte de Scot est en caractères gras; outre les modifications grammaticalement nécessaires, Gilbert Nicolas fait des ajouts précisant la pensée pour éviter toute erreur de compréhension.

160 THOMAS, *Somme*, II-II, q. 88, a. 11, 3

161 Fol 65v, C. GILBERT NICOLAS reprend un texte d'ANGELUS, qui lui-même cite RICARDUS et THOMAS;

162 En caractères gras, la citation de la *Summa angelica*.

**Quatrièmement en diminuant un mal en disant que ce n'est pas un péché si grave .»**

La troisième et la quatrième façon **sont des péchés mortels**. L'établit la distinction 25, § *Alias*<sup>163</sup>. Et je le comprends qu'il y a péché mortel si on loue ou diminue un mal qui est un péché mortel. Mais **les deux premières flatteries** (qui concernent un bien comme les deux dernières concernent un mal), **sont des péchés véniels sauf s'il s'y mêle le mépris de Dieu ou chez celui qui loue ou chez celui qui est loué**; et je comprends qu'il y a mépris de Dieu chez le flatté ou le flatteur, quand il ne craint pas d'offenser Dieu, ou s'il voit donner à quelqu'un l'occasion de tomber dans un péché mortel, sans s'en soucier».

Gilbert Nicolas suit aussi la pratique de conciliation des opinions, après les avoir proposées<sup>164</sup>. Sur la personne qui doit restituer des biens dont on ne connaît pas le propriétaire, il faut noter, dit l'auteur que les opinions varient; il y a ceux qui disent que l'évêque est celui qui doit faire que ces biens soient consacrés au culte de Dieu et au secours des pauvres, ceux qui disent que c'est celui qui doit restituer qui doit le faire lui-même; une troisième opinion laisse au confesseur le droit de le faire; arrive enfin une solution qui résout la question non par rapport à la fonction ou à l'identité, mais par rapport à la qualité de l'intervenant: il faut que celui qui distribue soit un homme honnête, et si on ne restitue pas soi-même, il faut s'en assurer.

Gilbert Nicolas propose également des résolutions qu'il choisit chez d'autres, ce qui fait que l'opinion d'autrui devient la sienne<sup>165</sup>, ou propose des solutions qu'il élabore. L'utilisation du «je» n'est certes pas forcément le signe d'une réflexion individuelle: le «je» peut désigner en même temps Gilbert Nicolas et Angelus à qui il emprunte une citation, mais cela n'empêche pas le «je» d'être un vrai «je», pendant que d'autres «je» correspondent à une prise de position personnelle. Ainsi, sur la restitution, quand le débiteur est dans l'incapacité de verser le dû, il peut demander grâce par personne interposée: «Je crois qu'il faut observer cette règle de réconciliation quand quelqu'un est le débiteur d'une autre personne par contrat ou quasi contrat. Et de même, il faut l'observer quand il s'agit de réguliers qui se souviennent qu'ils ont fait du mal à quelqu'un dans le siècle... Je pense que quand quelqu'un a fait du tort à son prochain et qu'il est connu de la victime, le coupable est tenu, autant qu'il peut, de se concilier le prochain, *Mat. 5*<sup>166</sup>.»

Gilbert Nicolas résout ainsi de nombreuses questions. Il répond, par exemple, sur les

---

163 *Décret*, D.25, c 3, §4: « *Criminis appellatio alias late patet...* » oppose le péché délibéré au péché par ignorance et faiblesse humaine.

164 Fol 41r, M641, v. La solution es empruntée à SCOTUS et à ANGELUS et GILBERT NICOLAS ajoute: THOMAS ne dit rien.

165 Et que parler de non originalité n'a guère de sens, en fin de compte.

166 *Mat.*, 5, 22-24

biens des clercs, question importante par rapport à la simonie: «Il y a ci une difficulté au sujet de certains biens... Et je dis en bref que ce que les prêtres ont en considération de leur personne, uniquement par leur travail et leur activité, est censé ne pas appartenir au patrimoine du Christ. Prenons l'exemple des prêtres qui sont dans les confréries de cités avec qui le prêtre convient de dire une certaine messe, ou l'exemple de ce qui est reçu simplement pour qu'on dise des messe: examine toujours, et seulement, si le prêtre a eu des revenus en considération de l'Église ou de la personne et ne te soucie pas de l'opinion contraire de certains canonistes...<sup>167</sup>». Il répond sur la question de l'obéissance du moine au supérieur: «Je réponds que la question est assez embrouillée chez les docteurs et principalement pour les frères mineurs, comme on le dit, dernière distinction, du second livre des *Sentences*<sup>168</sup>. Mais pour l'instant, puisqu'on a l'habitude de dire beaucoup de choses sur l'obéissance aux supérieurs, je pose une unique proposition générale... et je la tire du c. *Inquisitioni, Décrétales, De sententia excommunicationis*<sup>169</sup>. Quand un supérieur donc ordonne à un subordonné quelque chose dont la conscience du subordonné dit que c'est un péché, alors il sait de façon claire ou certaine que c'est contre la loi de Dieu, et dans ce cas, il n'obéit pas sinon il pècherait mortellement; bien plus, il doit plutôt supporter l'excommunication, la prison et d'autres maux...<sup>170</sup>»

Il s'oppose à d'autres et tranche, par exemple sur la question du fard. Gilbert Nicolas présente trois opinions, celle d'un certain nombre de docteurs, dont Alexandre, saint Jérôme et saint Augustin, qui prononcent une condamnation de péché mortel, celle de saint Thomas pour qui il n'y a péché mortel que par débauche et mépris de Dieu, et celle qui dit que l'on peut se maquiller (ou mettre une perruque) pour cacher un défaut; puis il conclut: «Je conseille alors qu'en ceci le confesseur ne juge ni ne décrète avec précipitation. J'énonce donc la proposition suivante: on doit répéter et louer l'opinion d'Alexandre, cependant si le pécheur ou la pécheresse ne veut pas la tenir, il ne faut pas lui refuser l'absolution pour cela, sauf s'il se fardait ou se colorait pour un but qui est un péché mortel...<sup>171</sup>»

Il donne des solutions à des questions difficiles signalées dans les marges par le mot *dubium*<sup>172</sup>. C'est le cas de sa réponse sur la consanguinité: «Et si se marient deux

---

167 Fol 13r, T

168 PETRUS LOMBARDUS, II, d.44 où est abordée l'interdiction de résister au pouvoir d'après *Rom*, 13, 3. Le *magister* explique qu'il s'agit du pouvoir séculier et que Dieu ordonne de ne jamais obéir à aucun pouvoir, dans le mal.

169 X, 5, 29, 44

170 Fol 88r, A. J'abrège la réponse. Elle évoque deux autres cas: le savoir et la croyance du moine sont incertains, ou sa croyance est probable et réfléchi; dans ce second il faut aussi obéir.

171 Fol 88r, B (fin)

172 Cette marge n'implique pas que la résolution soit automatiquement du seul Gilbert Nicolas. La résolution du *Dubium* du fol 101v, Y est tirée d'ANGELUS, et celle que je cite est appuyée par le *Directorium Juris*, Pierre Casuel.

personnes dont l'une est distante de la souche au cinquième ou au sixième degré, et l'autre au premier ou au second? Je réponds que le mariage tient; et quoiqu'Hostiensis dise<sup>173</sup>..., je ne soutiens pas cet avis et nul autre docteur ne le soutient; donc dis que le mariage est valable, comme le soutient aussi le Directorium.<sup>174</sup>»

## 2) Les thèmes principaux de la confession.

Il est évident qu'un psychologue, un sociologue, un historien, un moraliste, un théologien, un juriste ou un économiste trouveraient leur bonheur dans le tableau de la vie quotidienne temporelle et spirituelle qui s'offre à travers cet exposé; nous essayerons seulement d'établir quels sont thèmes dominants traités à propos de la confession et de la conduite de celle-ci.

Le thème de l'argent, plus exactement de la propriété ou, plus exactement encore, de la possession, est d'une extrême importance; il englobe toute la première partie consacrée la restitution, soit environ seize pages avec les définitions de départ: le transfert des biens (don, prêt, échange, achat, vente), et l'enseignement général sur la restitution; ceci précède la série des trente deniers, c'est à dire des restitutions, état par état (cent soixante-deux pages); et les trente deniers sont suivis du *Complément de la bourse* (Que faut-il restituer? Quand? A qui? Où? Par qui?), soit encore vingt-neuf pages<sup>175</sup>.

A l'intérieur des *Trente deniers*, celui des dépositaires (dépôt, commodat, location) occupe quatre pages, comme celui des bénéficiaires, celui des héritiers, (enfants héritant des pères ou pères héritant des enfants), huit pages, celui des testateurs et exécuteurs testamentaires, huit pages, celui des simoniaques (clercs et laïcs, fonctions ecclésiastiques ou civiles), seize pages, et celui des usuriers, (l'usure dans toutes les pratiques, non seulement le prêt, mais l'échange, la vente et l'achat) vingt-quatre pages<sup>176</sup>. On verra le cas du faux monnayeur qui rogne les pièces<sup>177</sup>, celui du médecin qui se vante pour avoir une clientèle, du pharmacien qui triche sur la fabrication des produits, des artisans qui font traîner un travail pour être payés plus<sup>178</sup>, du combattant qui fait la

---

173 Hostiensis émet des conditions à la validité du mariage.

174 Fol 101r, X

175 Soit 207 sur 562 pages, sur ordinateur.

176 L'usure représente donc 63 pages sur les 151 de la restitution.

177 Fol 15v-16r

178 Fol 21v-21r. Ces conduites existent encore...; on pourra repérer cependant que le droit y réfléchit depuis longtemps; pour le médecin, par exemple, GILBERT NICOLAS pose les cas où le médecin ne peut être accusé de faute. On pourra aussi, retrouver la source que sont les *Institutes* qui évoquent ce qu'on doit payer à un artisan qui a utilisé de la pourpre, à un scribe qui a écrit un texte ou fait un dessin (qui est propriétaire de quoi?).

guerre<sup>179</sup>, du prince qui établit tailles, péages et taxes<sup>180</sup>, mais quel que soit le titre du denier, il s'agit, après avoir posé des principes, d'établir la justice et la justesse en démêlant ce que chaque homme doit à un autre homme<sup>181</sup>.

Les autres parties de l'ouvrage ont une autre coloration. La seconde, *'Encens*, est une partie assez courte de vingt-six pages d'orientation psychologique et théologique. Par ses thèmes: la volonté, la raison, le libre arbitre, les appétits, le plaisir, l'intention, la bonté de l'acte..., elle fournit nourriture au confesseur pour lui permettre de reconnaître quand il y aura ou non un cas de péché mortel .

*La Myrrhe*<sup>182</sup> porte proprement sur la confession des péchés avant la pénitence et l'absolution; elle est organisée par commandements de Dieu et péchés. Il y a cependant d'abord un important préalable<sup>183</sup> qui énonce les conditions à remplir pour la confession et l'absolution aussi bien par le pénitent que par le confesseur, et qui explique finalement quels péchés (mortels) sont interdits dans les commandements. Les commandements prennent la suite. L'étude du premier commandement<sup>184</sup> est centré sur la foi et les dérives de foi<sup>185</sup>. Le second permet un triple développement sur le blasphème, le serment et le vœu<sup>186</sup>. La partie la plus importante sur les commandements, est celle qui est consacrée au troisième<sup>187</sup>: «Tu sanctifieras le jour du sabbat»; si l'obligation extérieure et intérieure du chrétien de sanctifier le jour du Seigneur y prend une certaine part, la célébration de la messe se développe sur sept pages et les heures canoniales sur onze pages. Le huitième commandement: «Tu ne feras pas de faux témoignage » développera les thèmes du mensonge en justice et en confession, du secret aussi bien dans la vie courante qu'en confession<sup>188</sup>, l'avertissement et la dénonciation. La seconde partie de la *Myrrhe* est consacrée aux péchés. Celui d'orgueil se gonfle comme une grenouille (quarante deux pages) et, à propos de ce péché, la sous-partie la plus conséquente concerne l'obéissance (six pages). La luxure pourtant se taille la part du lion. Sur les cent huit pages qui lui sont consacrées, cinquante-six portent sur le mariage, dont quarante-huit sur les

---

179 Fol 10v: avec beaucoup de graves questions: quand faut-il obéir à un maître qui demande qu'on parte à la guerre? Qu'est-ce qu'une guerre juste? Comment restituer en cas d'homicide, d'incendie? Les représailles sont-elles légitimes? Les deniers vont aussi au-delà des questions de «gros sous».

180 Fol 29r-29v: les impôts sont le seul thème du denier des princes.

181 Le lecteur verra que dans ces deniers sont indiqués les cas de péchés mortels, mais contrairement à ce qui se passe dans les *quodlibet* de THOMAS, par exemple, ou dans les commentaires de *Sentences*, les devoirs des hommes sont traités d'abord. La théologie, quoiqu'elle ne soit pas absente ailleurs, n'est pas ici l'orientation du texte, mais la pratique de la confession.

182 320 pages.

183 28 pages.

184 25 pages

185 Idolâtrie, divination, superstition

186 25 pages dont 11 sur le vœu et sur ces 11 pages, 8 sur le vœu monastiques et les conditions de profession religieuse.

187 38 pages.

188 11 pages sur les seize de ce commandement.



empêchements au mariage<sup>189</sup>, huit sur les fiançailles, dix à la sortie du mariage dont huit pour le cas où l'un des époux veut entrer en religion. Si on ajoute tout ce qui se rapporte donc à l'union légitime d'un homme et d'une femme, on trouve un ensemble de soixante quatorze pages sur cent huit. Dans le péché de gourmandise, les règles concernant le jeûne ne tiendront que six pages; dans l'acédie, la négligence de ses devoirs aussi bien pour un laïc que pour un religieux<sup>190</sup> occupera onze pages.

On constate donc à l'examen du nombre de pages<sup>191</sup>, l'importance des thèmes de la possession légitime et illégitime et du mariage dans ses empêchements<sup>192</sup>, ce qui ne signifie pas que l'auteur s'inquiète plus de la vie des laïcs que de celle des clercs; d'une part, Gilbert Nicolas traite toujours de ces deux groupes<sup>193</sup>. Il faut aussi remarquer qu'une quarantaine de pages porte sur le culte à rendre à Dieu, pages auxquelles on pourrait additionner tout ce qui se rapporte à la vie spirituelle (qui concerne aussi les laïcs), néanmoins, à l'époque, il existe des questions d'importance pour la société qui ne sont pas vraiment réglées comme celle du mariage qu'il faut sortir de la consanguinité et celles qui sont liées au commerce et au maniement de l'argent: il y a là un enseignement à diffuser et à imposer.

### 3) Les références

Un dernier trait que j'évoquerai est l'utilisation des références en général, puis, en particulier, les rapports entre les *Lunete* et la *Summa Angelica*, entre les *Lunete* et la *Somme*<sup>194</sup> de saint Thomas, entre les *Lunete* et le *Commentaire des Sentences* de Scot.

#### a) Les références en général.

Les auteurs et textes cités sont extrêmement nombreux<sup>195</sup>: *Nouveau et Ancien Testaments*, *Corpus juris canonici*, *Corpus juris civilis*<sup>196</sup> et un grand nombre d'auteurs pour la plupart cités par ANGELUS (qui s'en tient pour les docteurs et théologiens aux *Sommes* et aux *Quodlibet*, selon lui-même). Pour la liste de ces auteurs, on voudra bien consulter l'index qui leur est consacré. La plupart d'entre eux, je l'espère, ont été identifiés, mais

---

189 Fol 100v sq. Consanguinité, parenté spirituelle, affinité, honnêteté.

190 Un père doit instruire ses enfants et le parrain son filleul; le supérieur doit pratiquer (avec douceur) la correction fraternelle.

191 Cet examen ne donne qu'une vision extrêmement réductrice du contenu.

192 Tous n'ont pas la même valeur, et Gilbert Nicolas défend le mariage dès qu'il s'agit de mariage sacramentel, contre des obstacles coutumiers.

193 Même à propos du mariage, quand un époux fait vœu de religion.

194 Et d'autres textes.

195 GILBERT NICOLAS cite plus de 120 auteurs

196 J'ai identifié toutes les citations de l'Ancien et du Nouveau Testament et, sauf accident, toutes celles du droit civil (*Digeste*, *Codex Justiniani*, *Institutes*,...) et du droit canonique (*Décret de Gratien*, *Décrétales*, *Extravagantes*, *Clémentines*...). Elles sont indiquées en notes.

comme je l'ai déjà signalé, il peut y avoir une part de doute, tant pour eux que pour leurs œuvres, car les titres ne sont pas toujours définis et présentent des variations d'énoncé. Ces références représentent des autorités; elles appuient le discours et Gilbert Nicolas utilise la triple énumération de canonistes, de théologiens et de sommistes qu'utilise Angelus: «N'importe quel prêtre paroissial<sup>197</sup> **peut absoudre de toute excommunication majeure portée par le droit quand le créateur du canon ne s'est pas réservé ou n'a pas réservé à un autre, de façon particulière, l'absolution.** Cette proposition est accordée par beaucoup de canonistes, de théologiens et de sommistes. Pour les canonistes il y a **Innocentius sur le c. *Nuper, De sententia excommunicationis*** et **Hostiensis, au même endroit où il y a a pratiquement tout le texte exposé.** Quant aux théologiens, il y a **saint Bonaventura sur le livre IV, dist. 18, dernière question et Thomas, même distinction, dernier article, dernière question.** Pour les sommistes il y a **Monaldus, au titre *Excommunicatio* et la *Somme des confesseurs*, titre 33, § 85, livre 3, Joannes de Saxonia, et frère Angelus, *Absolutio*, 1. **Panormitanus tient le contraire, et avec lui Geminianus et Federicus.** Mais toi tiens la première opinion, comme on l'a dit: quand il te semble que l'absolution est utile au salut des brebis du Christ.» Cet extrait est quasiment exemplaire de la façon d'utiliser les références: une citation arrangée, tirée de la *Summa angelica* d'Angelus de Clavasio qui lui-même cite plusieurs autorités<sup>198</sup>.**

En ce qui concerne Gilbert Nicolas, nous avons eu la surprise de découvrir qu'il pouvait recopier intégralement des passages d'Angelus sans signaler son nom<sup>199</sup>. Il s'agit d'un usage de glossateur et la pratique est d'ailleurs la même chez Gilbert Nicolas et chez Angelus<sup>200</sup>.

Faute de pouvoir tout trouver et vérifier, nous avons ciblé trois auteurs: le plus utilisé, Angelus, Scot qui est le responsable de la doctrine philosophique franciscaine et Thomas qui sert de fondement à la réflexion de Gilbert Nicolas et m'a fourni nombre d'éclaircissements utiles à la compréhension des concepts utilisés. Nous allons d'abord essayer de voir comment Gilbert Nicolas utilise précisément la *Summa Angelica*.

#### b) Les *Lunete* et la *Summa Angelica*.

On constate que Gilbert Nicolas cite de longs passages d'Angelus, parfois en

---

197 Fol 119r. En caractères gras ANGELUS, *Absolutio* I, 2

198 Avant l'énoncé d'un choix d'opinion personnel, soutenu par une image évangélique.

199 Il n'existe, bien sûr, pas de guillemets au moyen-âge et à la renaissance, mais l'idée d'indiquer une propriété intellectuelle, de désigner un auteur n'a pas de sens à l'époque. D'ailleurs peut-on démêler le mien du tien en l'occurrence? La vérité appartient à tous, comme la terre appartenait à tous à l'origine de la création.

200 Gilbert Nicolas renvoie parfois à une lecture complémentaire à faire dans la *Summa Angelica* et, pour la petite histoire de cette édition, s'il ne l'avait pas fait, je n'aurais jamais soupçonné et découvert tous les textes non déclarés.

indiquant le nom de ce dernier<sup>201</sup>, le plus souvent sans le faire<sup>202</sup>.

Il peut aussi renvoyer à Angelus, en laissant le lecteur compléter par lui-même son information: «...Vois... dans l'*Angélique*, *Excommunicatio* 8, § 3<sup>203</sup>», et «...quels sont les cas d'excommunication dont l'absolution est réservée en particulier à quelqu'un, vois l'*Angélique*<sup>204</sup>». De même, à propos de l'obéissance due doublement au père et au supérieur, Gilbert Nicolas ajoute: «... si quelqu'un désire voir (ces deux propositions) tout au long, qu'il voie le frère Angelus, sur le mot *Religiosus*, § 13, 1<sup>205</sup>.»

Inversement, il complète ce qui n'est pas chez Angelus; il ajoute ainsi à propos du mariage le cas de l'époux qui fait vœu de profession monastique.

Parfois il reprend le texte sans modification; c'est le cas du passage<sup>206</sup> sur le devoir conjugal en cas d'adultère et la fourniture du nécessaire à une épouse adultère<sup>207</sup>. Mais souvent, Gilbert Nicolas résume, allège le texte<sup>208</sup>, et supprime des références. C'est le cas d'un passage sur la portion canonique épiscopale<sup>209</sup> où Gilbert Nicolas abrège et réunit plusieurs paragraphes de l'article *canonica portio* (les § 9, II, 12, 13).

Il choisit et les éléments des paragraphes et leur ordre: à propos des bénéfices des clercs, il utilise successivement l'article *Clericus*, 7, § 4; 7, § 2 (cas du clerc absent); 8, § 5 (cas du clerc excommunié); 7, § 5 (cas du clerc non promu); 13, § 3 (cas du clerc qui dote une sœur); Gilbert élabore ainsi, pour le thème de la propriété des bénéfices, un discours qu'il construit personnellement.

Les citations concernent des passages choisis selon leur convenance à l'objet visé par Gilbert Nicolas: pour traiter de la restitution, sur les vingt-deux paragraphes de l'article *Bellum*, Gilbert Nicolas prend neuf paragraphes qui concernent les personnes obligées de partir à la guerre et obligées de restituer<sup>210</sup>. Les passages empruntés sont aussi des passages que je qualifierai de «techniques», par exemple ceux qui évoquent tous les cas où il n'y a pas simonie dans l'échange de biens spirituels, soit dix-sept cas principaux. Pour les offices, l'article *hora canonica* fournit la citation de dix paragraphes<sup>211</sup>; l'article *Matrimonium*, 3, lui même subdivisé en articles *Impedimentum*, fournit les citations de trente-sept articles; l'*Impedimentum* 7, consacré à la parenté spirituelle et qui comporte lui-

---

201 «C'est ce que dit Angelus.», «Ce sur quoi est d'accord Angelus», «Frère Angelus suit cette opinion», «...et sur ce, passe... Angelus», «...le frère Angelus ne suit pas cet avis...»

202 Il emprunte, par exemple, sa définition de la propriété à ANGELUS, *Dominus*, § pr.

203 Fol 118v

204 Fol 119r.

205 Fol 79r, V.

206 Fol 93v

207 ANGELUS, *Debitum* §8 et 9, alors qu'auparavant, les paragraphes du même article ne sont pas cités.

208 Par conséquent, il modifie la construction grammaticale du texte repris.

209 Fol 14r

210 Fol 10v; par exemple: à quelle condition les sujets sont-ils tenus d'obéir au prince? Qui sont les vassaux?

211 Je m'exprime ainsi parce qu'un paragraphe peut être cité plusieurs fois ou en plusieurs parties.

même vingt et un articles en fournit dix aux *Lunete*. La profession religieuse, dans ses modalités, sera traitée à l'aide de citations d'Angelus. La *Summa angelica* est donc un réservoir de citations sur des points précis dont l'enseignement est déjà défini et qui n'ont pas besoin d'être modifiés. Comme Angelus n'est pas avare lui-même de références, Gilbert Nicolas les lui reprend et quoiqu'il en supprime la présence d'un grand nombre de ces dernières permet de soupçonner avec raison un passage emprunté<sup>212</sup>.

Gilbert Nicolas ne reçoit pas cependant sans jugement les propositions d'Angelus, pas plus que celles des autres sommistes et docteurs; on le voit aux commentaires qu'il donne. Une opinion d'Angelus «qui n'est pas complètement insoutenable» fera que malgré l'opposition de ce dernier avec d'autres docteurs, Gilbert Nicolas la proposera: «...donc le confesseur tiendra avec prudence l'une ou l'autre opinion selon ce qu'il verra servir le salut des âmes<sup>213</sup>», ou: «... le frère Angelus est d'un autre sentiment sur certains points, mais ce que je viens de dire est plus sûr.<sup>214</sup> ». Gilbert Nicolas peut même choisir d'éliminer l'avis d'Angelus: «Et pour le moment je ne me soucie pas de l'opinion d'Ange sur le mot *Ferie*, §10...<sup>215</sup>». S'il puise dans la *Summa angelica*, ce n'est pas de façon servile.

Pour compléter cette évocation, il serait intéressant de chercher ce que Gilbert Nicolas abandonne du texte d'Angelus et pourquoi<sup>216</sup>. Sans m'aventurer dans le champ des divergences d'opinion, je ne peux que suggérer quelques pistes dont celle de la nature de l'ouvrage et celle de l'esprit de l'auteur, pistes qui d'ailleurs sont forcément liées. Il y a ainsi un autre ton et une autre méthode. Prenons l'exemple des cas dans lesquels on est pas obligé de tenir un serment: la réponse de Gilbert Nicolas est simple: «Frère Angelus dit que le serment tombe en vingt-six cas<sup>217</sup>; mais alors, grâce à la théorie que l'on peut tirer de la proposition même, dis que le serment... n'oblige pas à son accomplissement, s'il a été frauduleux, sans discernement, ou sans prudence...<sup>218</sup>»; il ne s'agit pas de faire un dictionnaire, mais d'éclairer une conscience. Sous l'expression «autre ton», je mettrai encore deux remarques: à la place d'un catalogue de péchés mortels et de peines, il y a une invitation répétée à la réflexion; par exemple chaque fois que Gilbert Nicolas appelle à la prudence dans la décision, à suivre C et à fuir P, présomption et précipitation. Il y a, de plus, cette pratique chez Gilbert Nicolas qui consiste à mettre en avant ou à développer ce

212 C'est ce qui m'a mis souvent sur la piste d'une recherche de citations non signalées.

213 Fol 99v, sur l'incestueux et le devoir conjugal.

214 Fol 99r (fin). Assez fréquemment, en cas de possibilités raisonnables, GILBERT NICOLAS recommande l'opinion la plus sûre pour la conscience, vis à vis de l'absence de péché: la loi permet ou la raison amène à..., mais on peut faire mieux.

215 Fol 71r, S: sur suivre le messe.

216 Le pourquoi comporte d'abord deux raisons simples: un tri dans ce qui est une forêt de références inutiles (peut-être inaccessibles) que les confesseurs n'auront pas l'opportunité, le temps de chercher, l'autre est d'éviter un propos répétitif: la règle énoncée permet de résoudre tel problème qu'Angelus traite séparément.

217 ANGELUS, *Juramentum* 5, § pr et suivants

218 Fol 63v, R

qui n'est pas péché mortel: c'est le cas de la danse<sup>219</sup>, du jeu et de l'ornement<sup>220</sup>, ou du fard; il faut se rappeler que tout dépend de l'intention et que c'est elle qui permettra au confesseur de juger de péché mortel, donc tout n'est pas péché<sup>221</sup> et il y a de la place pour les joies naturelles de l'esprit et du corps, ce qui soulage l'éventuel pécheur. J'ajouterai un dernier exemple de différence de ton: Gilbert Nicolas reprend un texte d'Angelus pour défendre la possibilité pour le pape de dispenser en matière de mariage entre deux consanguin<sup>222</sup>, «...à cause des nombreux maux et scandales qui seraient survenus..., maux et scandales qui ne pouvaient être évités que si [les consanguins] recevaient une dispense», et Gilbert Nicolas ajoute: «Rendons grâce à Dieu et au Christ époux qui a donné aux hommes une telle grâce et un tel pouvoir». L'auteur se manifeste de façon proche, ce qui est une différence marquée par rapport à la *Summa Angelica*.

### c) Les *Lunete* et Thomas.

Les citations de saint Thomas ne sont pas si consistantes mais elles parcourent toute l'œuvre. J'ai compté quatre-vingt six citations avouées tirées du *Commentaire des Sentences*, de la *Somme*, du *Supplementum*<sup>223</sup>, des *Quodlibet*<sup>224</sup> et une de la lettre à la Duchesse du Brabant<sup>225</sup>; je dis «avouées» premièrement, car toutes ne bénéficient pas du nom de l'auteur; deuxièmement, beaucoup sont des allusions (*dicit*) sans plus<sup>226</sup>, et d'autres sont des extrapolations ou recompositions (*elicitur*<sup>227</sup>, *secundum...* Thomas et d'autres); troisièmement, il règne aussi un thomisme ambiant: à côté d'une connaissance personnelle de Thomas chez Gilbert Nicolas, voire une sorte de mimétisme parfois par rapport aux *Quodlibet*, il y a un thomisme digéré, (celui des quatre causes, avec l'opposition de la forme et du fond, par exemple), et qui n'est pas forcément fidèle à l'esprit de Thomas. Le livre IV du *Commentaire des Sentences (De sacramentis)* fournit les citations de ses distinctions 15 (l'âge du jeune), 17 (la confession à un laïc ou par un intermédiaire), 18 (l'excommunication), 20 (l'indulgence), 21 (la confession des péchés véniels), 24 (le savoir nécessaire), 27 (la révélation d'un péché), 34 et 39 (le devoir conjugal), 38 (le vœu). Le livre III est cité pour le sacrement de confession (d 25), la

---

219 Fol 89v, K, au début: «...pour celui qui veut danser sans faire de péché...»

220 Fol 90r, L, au début: «...Thomas dit... que le jeu ou la danse proviennent parfois d'une joie spirituelle et dans ce cas sont méritoires...»

221 Je ne veux pas dire que c'est le cas pour ANGELUS, mais la forme de son œuvre laisse une impression d'ensemble de ce genre.

222 Fol 120r: citation de ANGELUS, *Papa*, § 1.

223 Sur l'erreur de condition dans le mariage.

224 *Quodlibet* 3, q 2 (l'obéissance au père charnel et au supérieur monastique), 4, aq 8 (la révélation d'un péché), 9, q 7 (l'aliénation des biens de l'Église), 3, q 8 (tenter Dieu: un mort pourra révéler son sort si Dieu le veut)

225 Sur la vente des offices.

226 Sur la rancœur, la diffamation, la gourmandise...

227 Sur l'hypocrisie, la vaine gloire, l'avarice...

consécration et les accidents de messe (d 83). Le principal est tiré de la *Somme, Seconde partie de la première partie*, avec quatre citations dont deux sur la pensée et la délectation morose (q 74 et 88), et de la *Second partie de la seconde partie*<sup>228</sup>, sur l'ordre des êtres à aimer, la nécessité de dire la vérité dans un procès, les offrandes au prêtre, la dime, le vœu de religion, l'acédie du supérieur qui renonce à corriger, l'ingratitude, le don à un flatteur, la curiosité. Cet inventaire ne dévoile pas l'influence réelle de Thomas sur Gilbert Nicolas; c'est à Thomas qu'il fait confiance à propos des discussions sur la foi: «dans cette proposition, remarque que sont exposées les règles des droits canon et civil suivies aussitôt du jugement des théologiens, principalement de Thomas, dont le jugement commente et éclaire les règles des canonistes et des légistes; c'est donc selon lui que tu jugeras quand il y a ou non, péché mortel.<sup>229</sup> ». C'est Thomas qu'il choisit contre Guillaume d'Auxerre pour montrer que celui qui n'a reçu aucun savoir sur Dieu ne sera pas damné: Thomas «dit en effet qu'à celui à qui rien n'aurait été expliqué (comme pour quelqu'un de né et d'élevé dans un désert), il lui suffirait de vivre selon le bien en suivant la loi naturelle; que, de ce fait, Dieu le secourrait en ce qui est nécessaire au salut en lui révélant aussi ce qu'il doit croire...<sup>230</sup>». Gilbert Nicolas, me semble-t-il<sup>231</sup> a l'optimisme de Thomas vis à vis de l'homme créé par Dieu, vis à vis des outils naturels de l'homme, de sa raison, en particulier, pour savoir, discerner, choisir, diriger sa vie: l'encens offert par les mages, c'est: «l'intention droite ou bonne, que les vrais rois, c'est à dire les hommes se conduisant selon la raison, doivent ajouter à tout don qu'ils offrent à Dieu<sup>232</sup>».

#### d) Les *lunete* et Scot.

Scot fournit au moins cent huit citations tirées de son *Commentaire des Sentences* dont soixante-quatorze<sup>233</sup> sur le livre IV, un peu moins de vingt sur le livre III, huit sur le livre II et une sur le livre I. Les *quodlibet* 18 et 20 sont cités une fois, mais il y a bien sûr, des: «comme je le tire de Scot...» et des «selon Scot», sans référence précise.

Gilbert Nicolas se réclame de Scot quant à la méthode d'exposition qu'il choisit<sup>234</sup>: «... tout d'abord, je poserai une règle, une proposition, ou une maxime, générale, pour les trente deniers en même temps; ensuite en traitant en particulier, un à un, de chaque denier, je poserai une maxime (ou une règle), particulière à ce denier, ou, pour parler à la façon de

---

228 q. 26, 69, 82, 87, 88, 93, 107, 115, 162, 168, auxquelles il faudrait ajouter les questions 95 et 99 (la 95 est évoquée plusieurs fois sans être nommée)

229 Fol 58v, A

230 Fol 58r, Z

231 Je ne suis pas théologien(ne).

232 Fol 43r

233 Environ...

234 Fol 7v

certaines canonistes, j'exposerai une théorie, puis je tirerai les corollaires qui en résultent, et parfois j'ajouterai quelques points importants. Et cette façon de procéder me semble meilleure pour la mémoire, l'intelligence et la conscience, pour une délibération plus sûre par les confesseurs. Et cette façon de procéder, en matière de restitutions, Scot la garde toujours d'une certaine manière au livre IV, distinction 15.»

En plus de la méthode, Gilbert Nicolas empruntera à cette distinction 15 un peu moins d'une trentaine de citations pour parler de la satisfaction et de la restitution, (origine du mien et du tien, règles de la restitution, dons, échanges, prêts (et leur classement), vente, usure, cas d'extême nécessité), et finalement, comme Scot, Gilbert Nicolas évoquera dans le *Complementum* de Gilbert Nicolas, cinq questions: pourquoi; par qui, quoi, à qui, quand. Tout ceci vient de la distinction 15. La distinction 17 fournit une dizaine de citations qui concernent la confession sacramentelle, avec les questions: pourquoi, quoi, à qui, comment, quand. Les distinctions 18 et 19, toujours sur le livre IV, fourniront des citations assez longues, dans les parties sur l'or et sur la Myrrhe

Ce qui est frappant ici c'est l'adoption du modèle d'exposition et l'étendue des reprises. Si on ne considérait que la première partie du texte de Gilbert Nicolas, on verrait principalement des emprunts concernant la justice dans la vie économique, mais il me semble que Scot que Gilbert Nicolas appelle le prince des théologiens<sup>235</sup>, est apprécié surtout en tant que tel. C'est à Scot qu'il s'adresse pour des questions de fond, comme les définitions: définition des actes de la volonté<sup>236</sup>: «note que triple est l'acte de volonté, et je prends "acte" au sens large, parce qu'il est certain selon Scotus, II, d. 6, qu'il y a seulement deux actes positifs<sup>237</sup>: vouloir et ne pas vouloir; mais j'utilise largement "acte" pour l'acte positif et l'acte négatif ou l'acte privatif<sup>238</sup>, de la façon dont on dit que Dieu «veut» quelque chose parce qu'il permet, sans que cependant, à proprement parler, la permission, selon certains, n'indique un acte positif de volonté, comme l'explique suffisamment Scotus, au I, d.47<sup>239</sup>»; définition de la volonté<sup>240</sup> : «le vouloir est double: l'un est un vouloir de simple complaisance, et c'est un simple vouloir par lequel on accepte quelque chose quoique la volonté ne s'efforce pas de le rendre efficace. Autre est le vouloir efficace, qui est celui par lequel la volonté s'efforce d'avoir un objet ou un effet... Ceci est tiré de Scotus, dans plusieurs endroits, principalement en III, d. 6...». C'est Scot qui fournit l'explication et le classement des empêchements au mariage<sup>241</sup>: «Le même

---

235 Fol 54v, M

236 Fol 87r, Y

237 SCOTUS, II, d. 6, q. 2

238 Où il n'y a pas de volonté.

239 SCOTUS, I, d. 47, q.unique.

240 Fol 92r, S

241 Fol 95v

Scotus dit, d. 42, IV<sup>242</sup>, que certains empêchements empêchent simplement: D'autre part, déclare-t-il, j'appelle simplement empêchement celui après lequel, s'il y eu tentative, rien n'est fait. Mais je n'appelle pas simplement empêchement, l'interdiction, quelle qu'elle soit, par laquelle l'illégitime se fait; si cependant il se fait, il n'est pas annulé. Et c'est ce qu'on dit d'habitude avec d'autres mots: certains empêchements empêchent de contracter le mariage mais n'annulent pas le mariage contracté, et ils sont appelés par Scotus «empêchements relatifs». Les autres empêchent de contracter et annulent le contrat, et ceux-ci sont appelés simplement "empêchements"». C'est d'après Scot encore que Gilbert Nicolas définit la juste pénitence sur le modèle du juste prix<sup>243</sup>: «Je dis, (déclare Scotus,) que, de même que dans les autres échanges la justice commutative comporte une certaine latitude de sorte que la justice dans les échanges, ne vise pas l'indivisible milieu mais le milieu de la droite raison, de même, la justice punitive qui est une justice commutative d'échange de la peine contre la faute, ne vise pas nécessairement le degré indivisible de la peine correspondant à celui de la faute, mais il y a là une certaine latitude au dessous de laquelle une peine inférieure ne suffit pas, au dessus de laquelle une peine supérieure ne doit pas être imposée, et en dehors de toute cette latitude, le pouvoir des clés qui oblige en dessus ou au dessus, est dans l'erreur...». Scot me semble donc faire partie des fondamentaux de la pensée de Gilbert Nicolas.

e) Quelques remarques.

Pour l'ensemble des références, j'ai établi une liste des noms des auteurs cités par Gilbert Nicolas qu'on trouvera en annexe. Cette liste contient les noms tels qu'ils ont été formulés dans le manuscrit, à ceci près que je les ai développés, ce que je n'ai pas fait dans le texte latin; j'ai développé de même les titres d'oeuvres. Ces œuvres ont tantôt un titre générique, puisqu'à l'époque les œuvres n'étaient pas désignées de façon invariable, tantôt un titre précis quand le manuscrit en fournissait un. Comme je l'ai déjà expliqué, les noms d'auteurs que je donne sont sujets à caution vu le fait que dans le manuscrit ils sont abrégés, parfois de façon très courte, et d'une lisibilité douteuse. Bien sûr la *Somme* d'Angelus de Clavasio m'a beaucoup aidée, mais pas toujours puisque les citations ne sont pas toujours les mêmes que celles de Gilbert Nicolas et puisqu'il me semble que la désignation des auteurs n'y est pas complètement fiable. Ce qui est sûr, c'est qu'Angelus dit ne citer que des auteurs de sommes, et il m'est apparu qu'on peut lui faire confiance sur ce point; s'il cite un autre type de texte, il le dit.

Dans cette liste de noms et d'oeuvres, j'ai indiqué en caractères gras les auteurs propres à

---

242 SCOTUS, IV, d 42

243 Fol 117r; le juste prix: IV, d. 18 et 19



Gilbert Nicolas, non cités par Angelus.

J'ai ajouté, une page biographique. Elle n'a pas la prétention d'être exhaustive. On n'y trouvera pas les orientations religieuses des auteurs, ni leurs travaux. Elle n'a pour objet que de permettre une identification plus claire des personnages, par exemple en indiquant les noms sous lesquels on peut les trouver, et d'aider ainsi à d'autres recherches; j'ai cependant dû renoncer à l'identification de certains de ces auteurs. Cette page contient les dates de la mort des auteurs pour que qu'on puisse les situer dans le temps, mais qu'il s'agisse des auteurs de l'antiquité ou de ceux du moyen-âge, il serait très utile de chercher les dates des éditions de ces auteurs, les éditions qu'Angelus et Gilbert Nicolas ont pu connaître afin de mieux cerner les cheminements de pensée.

Notre étude des références laisse beaucoup de travail à faire concernant les auteurs qui ne font pas partie des trois que j'ai considérés, qu'ils soient communs à Gilbert Nicolas ou non: Bonaventure cité plus de quarante fois tient une grande place dans la partie sur *l'Encens*<sup>244</sup>; il y a là un choix à expliquer. De même qu'il faudrait prendre en compte les références aux auteurs qu'introduit Gilbert Nicolas et qui ne sont pas chez Angelus, tels que Henri Herp, peut-être Olivier Maillard<sup>245</sup>, et surtout Gerson.

Une autre piste de travail consisterait à chercher les citations de l'Ancien et surtout du Nouveau Testament, à repérer leur rôle<sup>246</sup> et leur contenu pour approcher la spiritualité de Gilbert Nicolas. Je me contenterai de citer sa dernière référence<sup>247</sup>: «Dieu m'a donné un pouvoir pour édifier, non pour détruire.», qui me semble bien représenter et son intention dans cet ouvrage: édifier, et sa position personnelle: le confesseur n'est pas là pour condamner et détruire, mais sauver et construire.

D) Ce que l'œuvre peut nous apprendre de l'auteur.

J'ajouterai quelques mots encore sur ce que l'on peut apercevoir de l'auteur. Certes l'œuvre peut être aride d'autant plus que bien des questions ne sont plus d'actualité et tout particulièrement les questions liées à l'époque et abondamment traitées, comme celles des restitutions ou des empêchements au mariage, mais on peut repérer cependant un certain nombre de traits de Gilbert Nicolas. Certains ont déjà été évoqués dans cette introduction, j'en propose ici quelques-uns qui m'ont frappée, mais le lecteur attentif en trouvera d'autres.

---

244 Partie où il est question de l'intention, de l'acte méritoire, de la fin qu'est la charité.

245 «peut-être», car il y a une difficulté concernant l'identification de ce nom.

246 Souvent une citation du Nouveau Testament sert de point de départ à un exposé.

247 Fol 118v. Citation de 2 *Cor*, 13, 10.

Il y a une vraie réflexion sur le savoir, la foi, avec une confiance dans la raison, ce qui s'oppose à l'idée préconçue qu'on pourrait se faire sur un clerc de la fin du Moyen-âge. Pour Gilbert Nicolas, un laïc, en particulier, n'est pas forcé de tout savoir, mais il doit croire «comme tout homme ayant l'usage de la raison», et même «quelqu'un d'épais en usant de raison, si ignorant qu'il soit <sup>248</sup>» pourra être conduit à la compréhension des dogmes (par un formateur compétent). L'usage de la droite raison est aussi ce qui est nécessaire à l'homme pour vivre saintement et au confesseur pour juger s'il y a ou non péché mortel. Gilbert Nicolas d'ailleurs, est accueillant vis à vis de la science: il est bon de tout savoir et non de tout utiliser, dit-il et il n'hésite pas, à propos des songes à évoquer une explication naturelle: «Et parce qu'il est difficile de savoir si c'est Dieu ou un démon qui révèle, ou même si le songe existe, ou s'il vient d'une cause naturelle, voici un enseignement utile: ne t'occupe pas des songes. On a cependant l'habitude de dire que si quelqu'un rêve d'occupations où il y a du feu, il est colérique et que c'est un signe de prédominance de la bile; s'il rêve de l'air, que c'est le sang qui domine; de la terre, c'est le signe de la mélancolie; de l'eau, c'est le signe du flegme<sup>249</sup>.»

Le second aspect que je retiens est celui de la sérénité. Il traite de questions qui agitent l'époque telles que celles de la messe et de l'eucharistie, des dispenses, du versement de dîmes, de port de l'habit monastique, de l'obéissance au supérieur, et sur tous ces points, il donne des réponses claires et posées, pacifiantes. C'est aussi la caractéristique de sa définition du péché mortel: une définition simple et stricte: nul ne fait de péché mortel sauf s'il transgresse un commandement de Dieu<sup>250</sup>; il faut, de plus, le transgresser délibérément et lucidement. Il devient finalement assez difficile pour l'homme de bonne volonté de faire un péché mortel... d'ailleurs pour décider qu'il y a péché mortel, il faut considérer la raison du commandement divin: celui de sanctifier le jour du Seigneur est là pour amener l'homme à un acte d'amour et si la nécessité l'exige, il sera possible faire un travail<sup>251</sup> pourvu qu'il y ait cet acte d'amour. Il faut aussi tenir compte du fait qu'il peut y avoir des excuses au péché mortel, une cause raisonnable qui fait qu'une conduite n'est pas peccamineuse.

De plus, Gilbert Nicolas ne juge jamais qu'il y a péché mortel sauf s'il y a, en plus, «l'avis commun et concordant de tous les docteurs». il ne pousse jamais le confesseur à la sévérité<sup>252</sup>, et, souvent, après avoir énoncé une proposition, donne d'abord les cas où il n'y

---

248 Fol 58r, Z

249 Fol 60v, H. Gilbert Nicolas se réfère à la médecine de son temps, bien sûr. Que de sagesse dans ce: «ne t'occupes pas des songes», contre toutes les dérives de l'imagination.

250 Fol 56r, Q

251 Fol 76r

252 Qu'il suive C et s'abstienne de P.

a pas péché mortel. Il l'invite à la prudence dans le jugement, à la retenue et au discernement dans le choix de la pénitence<sup>253</sup>; il demande au confesseur de ne pas refuser l'absolution au pénitent<sup>254</sup> et de ne pas le laisser repartir de la confession, désespéré. Il y a toujours la place de l'humanité ou de la miséricorde. On le voit à propos de la sentence d'excommunication: «Une sentence portée de façon générale, par exemple contre ceux qui ne payent pas le cens..., ne lie que ceux qui peuvent et ne veulent pas le payer, mais non ceux qui ne peuvent pas le faire ou qui ignorent qu'ils le doivent, sans faute de leur part... Je crois que cette proposition est à bien noter par les confesseurs à cause de ces gens simples qui sont incapables de payer et qui ont volé, etc. De plus, elle est à noter pour les ignorants, parce que souvent ces gens simples font beaucoup de choses et ignorent qu'une sentence a été portée contre ceux qui les font<sup>255</sup>». Il y a aussi l'exemple des jeunes gens qui n'ont pas confessé des péchés qu'ils ne savaient pas être mortels: ils ne doivent pas recommencer la confession, «il est seulement demandé de savoir que ce sont des péchés mortels, de se confesser alors et de s'affliger au moins de ces péchés..., en disant, avec le prophète, de leur ignorance: "Ne te souviens pas des péchés de ma jeunesse et de mes ignorances"<sup>256</sup>»: Gilbert Nicolas choisit cette opinion empruntée à Angelus car, dit-il, «elle est plus douce et plus vraie<sup>257</sup>».

Il ne faudrait pas se tromper, on ne doit pas absoudre à la légère<sup>258</sup> et Gilbert Nicolas n'ignore pas que le péché mortel existe en soi ou par ses conséquences<sup>259</sup>. On trouve parfois des formules qui étonnent par leur sévérité, car on ne les attend pas. C'est le cas de l'ignorance. Il y a un véritable devoir de science car elle est nécessaire à la foi et à la charité et celui qui n'a pas de science court le risque du péché mortel ou est déjà en état de péché mortel. Les hommes doivent avoir une connaissance qui correspond à leur niveau d'autorité et de responsabilité. Le confesseur doit «chercher conseil auprès de plusieurs personnes aussi bien lettrées qu'incultes, sages que folles. Parfois, en effet, les fous ont, sur une chose ou un sujet précis, un discernement profond et ils savent trancher

---

253 On peut éviter d'excommunier. On peut éviter de prescrire à une épouse de jeûner, ce qui ferait que son mari la croirait adultère.

254 Sauf s'il y avait le refus de s'amender.

255 Fol 119r

256 *Psa* 24, 7

257 Fol 54r

258 Fol 54v, M :

259 J'évoque l'exemple du tournoi. GILBERT NICOLAS en parle rapidement et renvoie à ANGELUS (*Torneamentum*, § 1): le tournoi est interdit parce qu'il y a un danger de mort. *La vie longue du Père Gabriel Maria* où il est question d'une dispute dans laquelle GILBERT NICOLAS défend l'Immaculée Conception, dispute pour laquelle «il fut ordonné que celui qui serait vaincu serait brûlé, ce qu'accepta le père», est sans doute romancée, même si le Père brûlait d'amour pour la Vierge Marie. Ce type de tournoi n'a pas pu être accepté par GILBERT NICOLAS. *La vie longue du Père Gabriel Maria* ajoute que: «le bon Père demanda qu'il soit pardonné» à son adversaire vaincu...Autant ce qui est dit de la science, de la miséricorde mais aussi de la sévérité du Père me semble confirmé par les *Lunete*, autant cette anecdote me semble fantaisiste.

d'un cas avec plus de pénétration que de très nombreux sages<sup>260</sup>». C'est ce que dit Panormitanus: le conseil est osé<sup>261</sup> mais pour mieux le comprendre, il faut indiquer que le savoir est aussi une question d'expérience et de personne: «Par ailleurs, il y a aussi une autre science par laquelle on sait, par habitude acquise, discerner parmi la complexité des péchés, et cette science relève de la bonne qualité de l'être...<sup>262</sup>». L'évêque incompetent, pour n'être «pas sur le chemin de la damnation» doit avoir «avec lui des hommes instruits ou un homme grâce à la science de qui il puisse accomplir de tels actes<sup>263</sup> ou prendre des dispositions»<sup>264</sup>.

Nous avons déjà évoqué la douleur que ressent et exprime Gilbert Nicolas vis à vis de l'ignorance, mais je voudrais signaler encore quelques cris du cœur dont je ne saurais dire s'ils sont teintés de mécontentement ou d'humour<sup>265</sup>, mais qui témoignent au moins d'un solide réalisme. Ces trois mouvements d'humeur portent sur trois points sensibles: la messe, l'obéissance monastique, la fornication. Dans le premier cas, Gilbert Nicolas s'en prend aux prêtres qui acceptent de dire trop de messes, en jouant sur le verbe «satisfaire» (faire assez et donner satisfaction): «ceux qui sont dits satisfaire aux messes, si j'ose dire, parce qu'ils en acceptent tellement qu'ils en ont parfois bien une centaine, semblent toujours en danger de péché mortel. Et pour deux raisons: d'abord parce que souvent ils n'en disent pas tant; deuxièmement parce qu'ils tardent trop à les dire et qu'ainsi, ils frustreront de son intention celui qui fait le don <sup>266</sup>». Le second cas se manifeste dans la comparaison choisie: «Le religieux en effet qui, parce qu'il est constamment incommode, a comme acte d'obéissance celui de rester dans un certain lieu ou un couvent, ou de prêcher, ou de faire quelque chose d'autre que le prélat ou le supérieur ne lui ordonne que pour lui plaire et éviter un plus grand mal, parce qu'éventuellement ce religieux menace de quitter l'ordre et de défroquer, ou dit qu'il abandonnera son supérieur ou troublera la paix du couvent, et fait des menaces de ce genre, assurément un tel religieux, je n'affirme pas qu'il pèche mortellement, mais je dis qu'il n'est pas plus dans l'obéissance au prélat de son ordre que les courtisanes le sont au pape.<sup>267</sup>». Le troisième cas se révèle aussi par la comparaison employée à propos d'un enfant né de la fornication, Gilbert Nicolas déclare: «...on devrait donc plutôt vouloir ne pas avoir eu une descendance de ce genre, même si

---

260 Fol 52v: «Hélas! Hélas! Combien de fois je vois aujourd'hui de simples prêtres absoudre de tous côtés hommes et femmes sans les mettre en garde contre l'occasion du péché»

261 Il précède celui du bouffon de Paris.

262 Fol 52r (fin).

263 Ceux qui concernent la défense de la foi en particulier.

264 Fol 58r

265 On a besoin de se défouler par moments.

266 Fol 72r, Y

267 Fol 87v, X. On peut apprécier au passage le tableau du moine rétif et du supérieur qui essaye de résoudre la difficulté.

elle était plus sainte que Jean Baptiste, et pour aucun bien créé, personne ne doit consentir à offenser Dieu<sup>268</sup>». Ces trois exemples stylistiques, qui sont comme des «coups de patte» révèlent une intelligence lucide.

Si j'osais proposer un jugement, je dirais qu'à une époque où la menace du péché mortel est un tourment pour bien des âmes, on trouve chez Gilbert Nicolas quelque chose d'apaisant. Sa pensée est claire et posée en tout ce qui est fondamental. C'est un directeur de conscience ferme et doux; pour les pénitents, il y a toujours une porte de sortie qui leur est offerte, et vis à vis des confesseurs, la préoccupation principale de Gilbert Nicolas est, semble-t-il, de les empêcher de faire des excès de condamnation de péché mortel, des excès d'excommunications. Il semble être un vrai pasteur, dans la ligne de l'Évangile. On peut rêver... et si Luther avait rencontré Gilbert Nicolas..?<sup>269</sup>

---

268 Je pense que la suite du texte ne conduit pas à parler d'humour, à moins qu'il n'y ait une sorte de «rattrapage» de l'audace: «Et ce qui vient d'être dit est valable pour nombre de cas. Le prouve celui qui a volé un cheval, un vêtement, des poules, et qui se délecte en se parant, en faisant du cheval, en mangeant.», Fol 92r.

269 Malheureusement, il est très probable qu'une rencontre entre deux hommes n'aurait pu changer la face du monde.

#### IV) La langue du manuscrit

Nous verrons successivement les aspects les plus frappants caractérisant l'orthographe, le lexique, la morphologie, la syntaxe du texte. Je me place du point de vue du latiniste, plus habitué au Latin classique qu'à celui du Moyen-âge.

##### A) Les variations orthographiques.

Je proposerai une organisation de ces remarques par phonèmes, après avoir signalé d'abord ce que j'appellerai des avatars de formes bien connues, qui sont constants dans tout le manuscrit<sup>270</sup>:

*Set* au lieu de *sed*,

*Nichil, michi*, pour *nihil* et *mihi*,

*Dampnum*, pour *damnum* (et les mots de la même famille)

*Hiis* pour *his*, quand il s'agit de lois civiles ou canoniques.

En ce qui concerne les voyelles, on peut constater un certain flou des transcriptions:

entre i et e (*diffinitio*; mais *attegno*),

et pour le son i, entre i et y: *abissi*, mais: *ydoneitas, yminente, hystorie*;

ae est toujours écrit: e

au peut être écrit o: *pautiores (potiores)*.

Pour les consonnes, l'occlusive k peut recevoir de multiples écritures:

cc: *peccuniis* (mais je ne l'ai vu qu'une fois),

ch: *chotidie, chatolica* (mais on a plus fréquemment l'inverse: *pulcra, coreis*),

qu ou q: *exequtor, loquti (sunt)*.

Inversement, *qu* pourra être écrit *c*: *cantitatem*, et on trouvera aussi bien *quothidie* que *cothidie*.

L'occlusive [g] se marque par la présence du u devant a: *continguat, tanguam*.

La dentale t peut être écrite th: *cothidiana, concathenata*, et *thi*, 1 renvoie à *Tite* et non à *Thimothée* au fol. 58v; ...cependant *theologus* peut être écrit: *teologus*.

L'assibilation du t fait qu'il est écrit c: *nuncium, tercia, quociens...* et contamine un certains noms de mots qui perdent le t latin: *precium* (et tous les mots de la même famille), *justicia, divicia, habundancia, cognicio, spacium...*

---

<sup>270</sup> Ce qui est constant dans le manuscrit, et qui n'apparaîtra pas en général dans cette édition, ce sont les abréviations constantes de finales, d e nasales, de groupes de lettres contenant ces nasales, les abréviations de noms propres, les signes d'abréviations...Les mots que l'on trouve ici écrits en entier, ne sont pas tels dans le manuscrit.

Nombre de consonnes peuvent être redoublées:

f: *deffectus*

l: *tallia* (ou: *talia*)

t: *legittima, quotta*... mais des consonnes doubles peuvent être simplifiées: *omitunt* Le H peut être absent ou... inattendu: *epate, ypocrisis*, mais *hactualis* et *habundat* (et les mots de la même famille).

Le X est accompagné ou non d'un c pour indiquer l'aspect sifflant de la consonne: *executio*, mais aussi: *excequtor*, par exemple.

Le z peut être utilisé à l'intérieur d'un mot<sup>271</sup>: on trouve; *persone leze*, mais aussi: *thesauro*. On constate donc une orthographe du latin, qui est vraisemblablement à l'image de l'orthographe du français, une orthographe qui présente des traits phonétiques du français moderne, comme on le voit avec l'assibilation du t, les graphèmes gu et xc, la présence du z.

## B) Le lexique.

Quelques termes, rares, ne sont visiblement pas latins. Sans remonter à une étymologie, on rencontre des mots italiens: *adjornare* (fol 8), ou français: *regratiers* (7r) *botton courant*; et ces mots peuvent recevoir des terminaisons latines: *truffando* (fol 62v) *ribaldi* (62v) . L'auteur souligne éventuellement qu'il utilise une forme particulière: «*Littor qui vulgo dicitur clerus ad citandum vel in jus vocandum quod vulgo dicitur adjornare*»; ou, à propos des marchands revendeurs: «*et vocantur tales gallice regratiers*». Il serait pourtant imprudent d'en tirer quelques hypothèses historiques sur la langue: il s'agit de termes de la langue courante, donc d'une ancienneté certaine et la phrase sur les regratiers se trouve déjà chez Scot.

Certains termes m'ont donné beaucoup de mal, dans la mesure où ils relèvent d'un domaine spécifique, tels les noms de monnaies, de métiers, les mots employés à propos des échanges de biens de tous genres, tels que *mutuum, mutuare*<sup>272</sup>, *interesse*, les mots des sacrements, en particulier ceux qui se rapportent à la liturgie, aux gestes du baptême<sup>273</sup>.

---

271 Il y a un signe qui ressemble à un z, voire à un «tset» allemand ou un bêta grec, en finale, mis il représente soit m ou une terminaison en -m, soit -et.

272 *Mutum dare* (prêter) et *mutum recipere* (emprunter): la différence est facile; elle l'est moins quand il n'y a que *mutuum* ou *mutuare* et qu'on n'a pas de moyen clair de savoir qui agit.

273 Fol 101r, v. *Tenens* et *tenere ad sacramentum* (on a encore: tenir ou porter sur les fonts baptismaux, mais bien plus souvent: faire baptiser), *levare* pour recueillir après l'aspersion, *levans* (pour le parrain); le parrain doit être au contact du baptisé (*tangere*); le baptisé (*regeneratus*) est aussi le *levatus*: des actes (*tactus, tentio, levatio*) qu'on ne précise plus.

La traduction de ces mots n'est pas évidente. Le *Glossarium* de *Du Cange*<sup>274</sup>, consulté toujours dans ces cas difficiles, n'a pas toujours récompensé mes espoirs<sup>275</sup>; le vieux *Gaffiot* en revanche a été un compagnon utile<sup>276</sup>. Pour les textes juridiques, je suis allée consulter les juristes modernes<sup>277</sup>, soit par le biais de l'histoire du droit, soit par celui de dictionnaires juridiques. Le *Digeste*<sup>278</sup> lui-même, voire les *Institutes*, au cours de nos rencontres, m'ont fourni des définitions<sup>279</sup>. Les ressources ne manquent pas; il faut les chercher: la *Somme* de Thomas m'a donné les différences entre *furtum* et *rapina*; l'étude du texte même de Gilbert Nicolas m'a permis de comprendre que dans le cas d'une association, *dare* signifiait mettre dans le capital et que *ponere* signifiait mettre dans la société, soit son travail, soit de l'argent. Il y a pourtant des mots qui résistent: *theorica*<sup>280</sup> qui indique, semble-t-il, qu'il s'agit du droit canonique comme science théologique, et que j'ai traduit par «théorie», et, étonnamment, les mots *charitas* et *pietas*, *pietas* quand ni la piété ni la pitié ne me semblaient convenir, ainsi que *charitas* parce que les connotations modernes du mot font que la charité est rapportée au prochain et non à Dieu, et que le mot traîne avec lui quelque chose de l'aumône, matérielle ou non, faite à autrui. Dans ces deux cas, c'est le français moderne qui est un obstacle et nous ne bénéficions pas de la compréhension immédiate du vocabulaire qu'a le contemporain de Gilbert Nicolas. Quand celui-ci emploie *mutuum dare* et *mutum recipere*, nous comprenons qu'il s'agit de prêter et d'emprunter, mais quand il y a, par exemple, *mutuare*, ou *dare*, ou *ponere*, c'est le latin qui nous laisse trop de choix... La langue me semble tout à fait précise et on ne peut pas reprocher à l'auteur de n'avoir pas songé (comment?) au lecteur qui viendrait cinq cents ans après... Le seul exemple d'imprécision pourrait être fourni par les adjectifs *beatus* et *sanctus* employés indifféremment pour les mêmes personnes<sup>281</sup>.

Pour les pronoms-adjectifs personnels, *Hic* semble garder une valeur de proximité: il introduit souvent le raisonnement qui suit. *Ille* et *Iste* peuvent avoir une valeur de repérage, *ille* renvoyant à un objet et *iste* à un autre, mais ils ne s'opposent pas selon une valeur laudative ou péjorative. *Ille* désigne ainsi ceux qui ont l'intention de tuer un prêtre

274 *Societas* (association), *interesse* (usure, profit, prix, dédommagement); *ultra sortem* (ce qui est au-delà du principal). *Usura* n'est pas non plus un terme univoque: intérêts, usure, dédommagement...

275 Il donne quand même satisfaction dans le cas de mots médiévaux, par exemple: *carena* (avec sa justification étymologique), *manutenentia*, *contentiosus*, *giezia*,... ou des mots dont l'orthographe déroutante: *hedificare* (*aedes*), qui permet ensuite de reconnaître le *hedificator* du manuscrit.

276 J'éprouve une admiration profonde pour un travail qui a pris en compte les textes jusqu'au *Digeste*.

277 *Res certa*, *res incerta*; *contractus innominatus* (un faux ami en l'occurrence), *nominatus*; *dol*, *culpa*; *damnum*; *mutuum*; *in solidum*; louage de chose; louage de services.; *locatio*, *conductio*, précaire...etc

278 Le *Digeste*, 50, 16, fournit par exemple les définitions de *capere* et *accipere*(71), de *dedisse* (76), de *frugem* (78)7), de *possessio* (78), de *parens* (l'oncle aussi), de *fili* (les enfants), indique que *pueri* signifie aussi les jeunes filles...

279 *Commodatorius*, (*Institutes*), *Depositor* (*Digeste*)

280 Gilbert Nicolas présente ce qu'on appelle des règles, ou maximes, ou théories.

281 Bonaventure, François...



dans un bois<sup>282</sup>. *Alter* et *alius* ne se différencient pas non plus. Enfin, on rencontre des articles: *li* ou *ly*, venus du latin scolastique, pour introduire des citations de termes, et *unus*, *a*, *um*, peut signifier «un seul», «premier», mais servir d'article indéfini.

### C) La morphologie.

Par rapport au latin classique, il n'y a pas de solécisme sinon *animabus*<sup>283</sup> pour *animis*. Certains verbes intransitifs peuvent donner des passifs (*contrariatur alteri opinioni*). On voit apparaître un participe passé actif<sup>284</sup> et les formes périphrastiques sont nombreuses (*habita fuit mentio*). D'autres traits de l'usage médiéval sont présents: les ablatifs singuliers en -i: *prelato precipienti*, ainsi que l'usage de l'adjectif réfléchi<sup>285</sup> au lieu du pronom *ejus*, *eorum*, *earum*, ce qui pose quelques problèmes au traducteur.

### D) La syntaxe.

On peut observer une tendance à la parataxe là où le latin classique mettrait une coordination, et comme il n'y a pas de virgules, on est d'abord déconcerté. Dans les tendances que j'ai remarquées, il y a l'utilisation de la préposition «*de*» qui tend à introduire quasiment un complément de nom, l'apparition de l'infinitif derrière un certain nombre de verbes<sup>286</sup>, le gérondif introduisant un complément d'objet direct, au lieu de l'adjectif verbal<sup>287</sup>. Quoique le manuscrit ne permette pas en général une lecture très sûre des voyelles, certains cas prouvent, sans ambiguïté, non un flou dans l'emploi des modes et des temps, mais ce que j'appellerais une plus grande liberté. Quoique visiblement les valeurs de modes soient maîtrisées, on trouve, par exemple, une coordination entre un subjonctif parfait (ou un indicatif futur antérieur) et un subjonctif présent: *unde si confessor peritus fuerit et sciat sufficienter consulere, non est opus quod remittatur ad episcopos*, mais si l'on se place du point de vue du français et du sens, il n'y a rien de choquant, quoiqu'on ne puisse pas utiliser de futur, en traduction. Il me semble qu'il y a un vrai sens donné aux temps et aux modes: *Missa integra de precepto est audienda ita quod qui venerit post introitum vel recederet ante benedictionem peccat mortaliter*: "Par

---

282 Fol 81v

283 Mais les animaux n'ont-ils pas d'âme? Certaines graphies, par exemple, du mot négligence: *necligentia*, me semblent correspondre à l'attribution d'une étymologie implicite.

284 ...*bonitatem...communicatam se nobis*; mais je n'ai repéré qu'un seul emploi de ce type.

285 *Videtur sua opinio probabilior...; si sua estimatio esset corrupta...; si contemnamus ipsum vel beneficium suum...etc;* et pour finir: *placet grammatico ...cognitio soloecismi et tamen displicet sibi soloecismus..*

286 *Dare, habere, teneri, cavere*. Il y a aussi la substantivation des infinitifs (*velle* : la vouloir)

287 *Ad inducendum homines ad peccatum*.

commandement, il faut entendre en entier la messe; ainsi, celui qui est arrivé après l'introït ou qui repartirait avant la bénédiction, fait un péché mortel". Il n'y a donc pas cette belle symétrie des temps et des modes du système conditionnel latin: *peccator in peccato mortali esset si occasionem peccati mortalis non intendit vitare*; mais là encore le passage du subjonctif imparfait à l'indicatif présent se comprend parfaitement: le pécheur serait en état de péché mortel (qu'à Dieu ne plaise!), s'il n'a pas effectivement l'intention d'éviter l'occasion de pécher.

L'ensemble de ces quelques remarques me semble indiquer que le latin de Gilbert Nicolas a quelques traits du français futur écrit, ce qui est naturel, vu l'époque, et pour un auteur qui rédige aussi en français. Il serait injuste de parler d'une langue incorrecte. Reniant Cicéron, (qu'il me pardonne), je suis même tentée de faire l'éloge d'un latin qui, en particulier pour les modes et temps, s'assouplit.

## V) Principes d'édition et de traduction

Nous allons maintenant voir le passage à l'édition et à la traduction des Lunete et les choix que j'ai opérés à ce sujet.

### A) La transcription

Pour transcrire le manuscrit, j'ai choisi quelques règles, concernant ses caractéristiques, couleurs et majuscules, marges, orthographe, abréviations.

J'ai abandonné toute graphie en couleur, ce travail de "bénédictin" aurait pris trop de temps pour un intérêt essentiellement décoratif.

J'ai suivi, le plus possible, les indications données par les signes: manchettes avec lettres et titres, majuscules de tailles différentes et ornées ou non de pied de mouche rouge. Ayant remarqué que les lettres à pied de mouche correspondaient à un développement nouveau et tantôt à une marge, tantôt non, j'ai choisi d'aller à la ligne avec un alinéa quand il se présentait un ensemble: manchette et pied de mouche. Quand il n'y avait pas de manchette, mais un pied de mouche et que le développement l'autorisait, je suis allée à la ligne<sup>288</sup>. Ce travail d'observation et de mise en valeur des lettres ornées, en relation avec les manchettes et la lecture de la table des matières, m'a permis souvent de saisir l'organisation d'un passage, de placer un lettre mise sur la page quand cette place en elle-même était dépourvue de sens, voire de mieux comprendre le texte et d'en améliorer la compréhension pour le lecteur; j'ai été aussi amenée, par la comparaison entre titres des marges et titres de la table, à indiquer en note le titre de la table<sup>289</sup>.

J'ai gardé les majuscules simples que le manuscrit comporte dans le corps d'une phrase et qui signalent quelque chose d'important ou les éléments d'une énumération, pour me rapprocher des intentions du scripteur et ne pas nous en priver. On pourra donc trouver des majuscules après une virgule ou un point virgule. J'ai suivi, en revanche, nos habitudes, en dotant de majuscules les noms d'œuvres et ceux d'auteurs. J'ai rarement utilisé les traits indiqués pour établir une ponctuation, parce qu'ils ne sont pas toujours fiables et parce qu'ils brillent par leur absence en cas de difficulté<sup>290</sup>; j'ai donc établi la ponctuation et, pour certains cas difficiles, j'ai eu la chance de trouver des citations, dans des textes imprimés<sup>291</sup> qui m'ont aidée.

---

288 Cette organisation a été cependant mise à mal lors de la mise en page finale.

289 La mention: «marge» indiquera qu'il n'y a pas de différence entre le titre en marge et celui de la table.

290 Il est possible que ces traits soient l'œuvre d'un lecteur.

291 Une *Summa angelica*, même du XVIème siècle, qui possède des majuscules en début de phrase, même si tous les points servent à indiquer les abréviations, cela rend service.

L'orthographe originale a été gardée avec soin; cela m'a paru intéressant pour qui voudrait étudier le texte de ce point de vue. Je prie donc le lecteur de ne pas m'attribuer tant de formes originales ni tant de fantaisie quand, parfois à une ligne de distance, il trouverait deux graphies différentes du même mot, ou franchement étonnantes<sup>292</sup>.

Pour les abréviations, j'ai suivi une double politique: j'ai écrit les mots en entier ainsi que les titres des références<sup>293</sup> et j'ai doté de majuscules les titres et les noms d'auteurs; je n'ai pas, en revanche, écrit les noms d'auteurs en entier, du moins du côté latin. Je pense avoir identifié ces auteurs<sup>294</sup>, ou presque tous, mais il reste parfois des doutes: comment être absolument sûre qu'il faut lire: *pa* ou *pe*, *bar* ou *ber eu* plutôt que *ca*<sup>295</sup> ...J'ai fait de mon mieux en cherchant qui écrivait quoi, les œuvres et les types d'œuvres, les affinités.... La *Somme* d'Angelus de Clavasio m'a donné la liste des auteurs cités par lui; j'ai consulté la liste des manuscrits de la bibliothèque de Saint-Victor, la liste d'autres auteurs d'ouvrages comparables aux *Lunete* et du *Commentaire des Sentences* de Scot, cherché des biographies, mais... j'ai préféré ne pas imposer comme une certitude, mes choix, même pour les cas où il n'y a pas de doute.

## B) La traduction.

Juste quelques mots puisque j'ai déjà évoqué la question à propos du lexique. J'ai choisi de rester très près du texte car malheureusement, il arrive que le latin soit plus parlant que le français, surtout si on cherche des formules modernes et allégées, sans compter que ce texte est chargé de connotations différentes, au moins par l'éloignement temporel. Il arrive donc que la traduction soit assez lourde, surtout dans des phrases qui ont facilement la longueur de celle de Proust sans en avoir la poésie et la sensualité. Il y a donc, un élément en amenant un autre, des phrases à tiroirs: dans un tiroir s'ouvre un autre tiroir dans lequel s'en ouvre un autre... Il y a aussi des répétitions de mots reprenant et élucidant de nombreux sujets grammaticaux, puisque très souvent le sujet n'est pas exprimé, ou élucidant l'identité de divers personnages qui ne sont signalés que par des pronoms dont il est difficile de savoir facilement ce qu'ils désignent dans le texte latin. Quoiqu'il en soit, je pense avoir fourni un texte, ignoré jusqu'à maintenant, que l'on pourra lire et grâce auquel lequel, on pourra enrichir sa connaissance du passé et sa méditation personnelle sur les sujets abordés. Pour employer une autre métaphore que celle du

---

292 J'ai indiqué parfois: *sic*, en note, quand j'ai craint qu'on ne me fasse pas confiance...

293 On trouvera plus loin les indications sur la formulation des références.

294 J'ai un peu moins de 250 noms.

295 Les minuscules sont parfois peu distinctes les unes des autres et s'il n'y a pas de référence supplémentaire, ou de source à laquelle recourir, il est difficile de trancher..

début de l'introduction, j'ai défriché, il reste maintenant à cultiver, à faire pousser; j'invite le lecteur à de venir chercheur et inventeur. Il trouvera des trésors. J'ajoute encore cependant quelques précisions, cette fois-ci non sur le manuscrit mais sur mon propre travail.

### C) La présentation

Les Lunete m'ont amenée par leur taille à séparer l'édition et la traduction en deux livres séparés, l'un contenant l'introduction et le texte latin, l'autre le texte français et les annexes. Les bas de pages, numérotés, indiquent dans quelle partie des livres on se trouve. Pour assurer une bonne lecture, le texte latin et sa traduction se trouvent au même numéro de page.

### D) Le système des références.

Voici comment j'ai indiqué les références. On les trouvera du côté du texte français.

#### 1) Les références internes aux *Lunete*.

J'ai gardé le système des folios car la table des matières des *Lunete* y renvoie. J'ai ajouté cependant les minuscules r et v, pour indiquer qu'il s'agissait du recto ou du verso du folio, ce qui n'est pas le fait du manuscrit. La présence de majuscules en marge du texte, dans la manuscrit, fera qu'on trouvera ou qu'on ne trouvera pas d'indication d' majuscule derrière celle du folio : on pourra donc trouver: fol 87v, X ou fol 105r.

Pour les autres références, j'ai suivi les pratiques existantes.

#### 2) Les références aux théologiens, aux juristes de droit canon et civil et aux sommistes.

On trouvera le nom des auteurs avec une indication de titre, souvent résumé à son genre (*Summa*); ce qui est sûr, c'est qu'il s'agit dans ce cas d'un commentaire des *Sentences*, le titre précis variant selon les sources.

Quand le titre est bien attesté, on le trouvera.

Pour les sommes connues, j'ai gardé l'habitude de les désigner par rapport aux *Sentences* de Pierre Lombard:

SCOTUS, IV, d. 15, indique le commentaire de Scot sur la distinction 15 du Livre IV des *Sentences* de Pierre Lombard.

Deux cas particuliers sont les sommes dont un livre a plusieurs parties: les chiffres

romains renvoient à la somme de l'auteur lui-même. C'est le cas pour Alexandre de Halès et pour Thomas: THOMAS, II-II, q, 85, signifie: *Somme* (de saint THOMAS), Seconde partie de la seconde partie, question 85. Ilo peut s'y ajouter un a. (article) voire un s. (solution).

Les références à la *Summa Angelica* sont indiquées ainsi: par exemple, ANGELUS, *Canonica*, § 14, signifie § 14 de l'article *Canonica* dans la *Summa Angelica*. ANGELUS, *Clericus*, 7, § 5, renvoie au septième article *Clericus*, § 5.

L'indication pr (§ pr) signifie ici qu'on a affaire au § *pricipium* qui précède le § 1.

Il y aura des références plus compliquées (après un paragraphe qui commence ainsi :...) quand il n'y aura pas d'élément chiffré, mais qu'il faudra s'y retrouver quand même.

Tout ceci est une petite gymnastique, mais que les néophytes se rassurent: ces indications que l'on trouve dans les textes anciens sont suffisamment codées pour que l'on s'y retrouve, qu'il s'agisse de droit civil ou canonique.

### 3) Les références aux ouvrages de droit.

#### a) Le droit canonique.

##### a. 1) *Le Décret de Gratien*.

-c (minuscule (suivi de chiffre), D (suivi de chiffre), indiquent le *Décret de Gratien*, qui sera signalé : *Décret*, D..., c..., c'est à dire: *Décret*, Distinction..., canon...

- c minuscule (suivi de chiffre), C (suivi de chiffre), q (suivi de chiffre), indiquent le *Décret de Gratien*, (seconde partie), ce qui sera signalé: *Décret*, C (cause)..., q (question)..., c (canon)...

- c (minuscule (suivi de chiffre), D (suivi de chiffre), *De Pen*, indiquent le *Décret de Gratien*, (Cause 33, question 3: *De Poenitentia*), ce qui sera signalé: *De Pen*, D (Distinction)..., c (canon)...

- c (minuscule (suivi de chiffre), D (suivi de chiffre), *De Cons*, indiquent le *Décret de Gratien*, (troisième partie), ce qui sera signalé: *De Cons*, D (Distinction)..., c (canon)...

##### a. 2) *Les Décrétales de Grégoire IX*

- c (minuscule (suivi de mots), C<sup>296</sup> (suivi de chiffre), q (suivi de chiffre) indiqueront les *Décrétales*, Cause n°, question n°, chapitre..., ce qui sera transcrit en note: X, C n°, q n°, c

---

<sup>296</sup> Un inconvénient du manuscrit des *Lunete* est que la distinction C/c (C: *Codex*, c: chapitre ou canon) n'est pas toujours faite et que C et L (*lex*) ne sont pas toujours distincts; les indications incomplètes compliquent alors la recherche.

n°

a. 3) *Le Sexte*.

- c (minuscule (suivi du premier mot du chapitre), nom du livre, *libro 6°*, indiquent le *Sexte*, ce qui sera transcrit en note: VI, n° (livre n°...), n° (titre n°...), c (chapitre n°)...

a. 4) *Les Clémentines*

*Cle*, suivi de c (suivi du premier mot du chapitre), nom du livre, indiquent *Les Clémentines*, ce qui sera transcrit en note: *Cle*, n° (livre n°...), n° (titre n°...), n° (chapitre n°)...

a.5) *Les Extravagantes de Jean XXII*

*Extravag Joan XXII*, c minuscule (suivi du premier mot du chapitre), nom du titre, indiquent *les Extravagantes de Jean XXII*, ce qui sera transcrit en note: *Extravag. Joan. XXII*, n° (titre n°...), n° (chapitre n°)...

a. 6) *Les Extravagantes communes*

*Extravag com.*, c minuscule (suivi du premier mot du chapitre), nom du livre, n°, n° indiquent *les Extravagantes communes*, ce qui sera transcrit en note: *Extravag.*, n° (livre n°...), n° (titre n°...), n° (chapitre n°)...

b) Le droit civil.

b. 1) *Codex justinianus*.

Signalé: L. (Lex) suivi de son premier mot, C. (suivi du nom du titre), sera transcrit:

*Codex J.*, chiffre du livre<sup>297</sup>, chiffre du titre, chiffre de la loi, chiffre d'un § éventuellement.

b. 2) *Digeste*

Signalé: *ff.* Suivi du nom du titre, L. (*Lex*) suivi du début de son nom<sup>298</sup> ou d'un chiffre, sera transcrit :

*Digeste*, chiffre du livre; chiffre du titre, chiffre de la loi.

b. 3) *Institutes*

Signalées: *Inst*, abréviation suivie du nom du titre, du nom de la loi, elles seront

---

<sup>297</sup> Non indiqué dans le manuscrit.

<sup>298</sup> Et parfois de plusieurs mots abrégés (dont celui de la fin de l'énoncé), qui résument sa dénomination. Je signale aussi que la différence dans le manuscrit entre *judi[cibus]* et *inju[rriis]* n'est pas visible.

transcrites:

*Institutes*, chiffre du livre, chiffre du titre, chiffre du paragraphe

b. 4) *Authentiques et Nouvelles*

Signalées *Aucte*, abréviation suivie du nom du titre, d'un § avec chiffre ou d'un § indiquant les mots du début de la loi, sera transcrit :

*Authentiques*, chiffre du titre, puis du § ou

*Nouvelles*, chiffre du livre, du titre, du §.

Il n'y a pas d'autres textes de loi chez Gilbert Nicolas, ce qui est une simplification par rapport à la *Summa angelica*.





## 1) INDEX DES MATIERES DU MANUSCRIT LATIN

(Expressa bibliotheca maioris conventus Sancte Marie virginis tolosae<sup>299</sup>)

Incipit tabula seu index in sequentem librum qui dicitur lunete confessorum

Nota<sup>300</sup> quod presens tabula seu index notatur per folia talia quod quando ponitur f intelligitur folio tali quia immediate ponitur notatio folii et post immediate littera sub qua continetur materia inquirenda<sup>301</sup>.

[A]<sup>302</sup>

Abbas in quibus dispensat, f 120, G

Abraham et Loth divisio, f 4, C

Abreviare vitam quando licet, f 111, D

Absolvendi potestas, f 53, H

Absolutio a casibus reservatis, f 118, A

Absolutio usurariorum virtute indulti f 122, M

Absolutionis forma, f 122, N

Absolvens non habens potestatem incurrit hec, f 51, H

Accommodationis requisita, f 5 C et 6 B

Accusatio viciosa, f 8, E

Accidia et eius species, f 113, J, K, L, M, N, O

Actor vel reus quando tenetur restituere, f 8, E

Accipere per se res quando licet, f 18, O<sup>303</sup>

Accipere ultra sortem quando licet, f 32, N

Actus voluntatis 3x, f 87, Y

Actus [per...]<sup>304</sup>, f 56 et 44/45, C, D, E

---

299Ajout manuscrit en haut de page à droite. En bas de page, autre ajout: deux inscriptions écrites à l'envers, peu lisibles: *tabula generalis omnium materiarum etiam Sco (?)... Da (?)...omnia genera*.

300Instruction: «La présente table ou index donne les indications que voici: un f se comprend folio tant; le folio est suivi de son chiffre et, immédiatement après, de la lettre sous laquelle on trouve la matière à chercher.»

301Ces pages sont très difficiles à lire: les mots sont plus abrégés que dans le reste de l'ouvrage et il n'y a pas toujours d'espace entre les abréviations. Les chiffres et les majuscules sont déconcertants par leurs formes.

302Majuscule ajoutée pour la commodité, mais absente dans le manuscrit. Le manuscrit met une capitale plus importante, rouge, pour indiquer le passage à une autre lettre de l'alphabet. L'ordre alphabétique latin n'est pas toujours respecté.

303Correction pour R

304Texte non déchiffré. De plus il n'y a pas de correspondance entre le nom et le folio 56. Le folio 44/45r, C, D, E, traite (pour faire bref) de l'action de la volonté dans le choix d'un acte. Le chiffre 56 est sans doute erroné. La table n'indique que l'indication 45 que j'ai remplacée par la double indication présente dans le texte, cependant l'indication de la majuscule permet de compenser ce manque.

Actus voluntatis et rationis se invicem proveniunt, f 46, F  
 Actus quomodo judicatur ex intentione, f 46, O  
 Actus de se malus ratione intentionis non bonus, f 46, O  
 Actus de se bonus ratione male intentionis malus, f 46, O  
 Actus plures bonam intentionem difformant aut informant, f 46 O  
 Actus corporalis potest ad finem temporalem refferi, f 46, O  
 Admonitio doctoris, f 1, D et f 6, A, B  
 Advocatorum denarius, f 7, F et f 8, A, B  
 Adoratio quid est, f 57, V et f 59, C  
 Administrator quando tenetur, f 32, N  
 Adulatorum denarius, f 10, K  
 Adulatio quando est peccatum f 39, G<sup>305</sup>  
 Adultera quando potest occidi, f [110, Y ]<sup>306</sup>  
 Affinitas impedit matrimonium, f 102, [B ]<sup>307</sup>  
 Affectus quando dicitur inordinatus, f 83, N  
 Alimenta quando possunt denegari, f 16, J  
 Alluvione terram addens, f 16, O  
 Amor 3x in consciencia, f 1, D  
 Ambitio, [f 85 R]<sup>308</sup>  
 Animal quando datur pro noxa, f 37, [Z]<sup>309</sup>  
 Annus probationis quando inest, f 68, K  
 Arrendare beneficia potest laycus, f 24, V  
 Artifices quando tenentur, f 21, E  
 Artifex quando non tenetur vendere instrumenta artis sue, f 40, G  
 Archiepiscopus quando habet potestatem in subditos [...], f 125, D<sup>310</sup>  
 Assessores quando tenentur, f 9, H  
 Arbiter quando tenetur ad restituitoem, f 8, D  
 Appetitus dignitatum, f 86 [T]<sup>311</sup>  
 Appetitus naturalis sensiitivus et rationalis, f 44/45, C<sup>312</sup>  
 Assentire et consentire differunt, f 46, N

---

305Indication en double. La première, placée après *Adoratio quando est*, a été supprimée.

306Indication cachée sous une indication de provenance du manuscrit.

307Idem.

308Peu lisible. J'ai cherché une référence où il y avait le mot *Ambitio*.

309Sans indication de lettre.

310Extérieur aux *Lunete*.

311Sans indication de lettre.

312Le manuscrit présente parfois deux numéros de pages. Je les ai insérés dans la table.

Auaricia describitur, f 91, O; Unde bene provenit, f 4, A  
 Auctoris intentio, f 1, A. Auctoritas 2x, f 4, B<sup>313</sup>  
 Auctoris intentio in procedendo, f 7, B  
 Audire missam dupliciter, f 69, M  
 Audiens missam debet facere ita, f 71, R<sup>314</sup>  
 Audiens detractationem peccat, f 108, P  
 Auferre alicui aliquid multipliciter, f 7, D  
 Aurum mysticum representat hec, f 1, B  
 [B]  
**Bellatorum denarius**, 10, L  
 Belli justae cause, f 10, L . Bellare qui possunt<sup>315</sup>  
 Qui tenentur ire ad bellum. Et que excusant<sup>316</sup>  
 Occidens christianos in bello f 10, L  
 Bellatorum restitutio, f 10, L  
 Belli dampna componere licet, f 12, Q  
 Beneficiatorum<sup>317</sup> denarius, f 13, T  
 Beneficiis quomodo debeant uti, f 13, V  
 Beneficiati absentia, f 13, X  
 Beneficatus quomodo non potest percipere fructus, f 13, X  
 Beneficia permutantes hec observent, f 34, V  
 Beneficia resignantes quando committunt symoniam, f 26, A  
 Beneficiorum materia, Patrimonium, Dispensatio, Appetitio, f 85, R et f 86, T  
 Beneficiorum resignatio ibi<sup>318</sup>  
 Benefactor 3x, f 84, O  
 Bursa Marie, f 4, A et f 7, E  
 Blasphemia quid est et quam multiplex, f 62, N  
 Brevia portantes quando peccant, f 61, K<sup>319</sup>  
 [C]  
**Cambium**, f 6, C. Et multiplex, f [12, S]<sup>320</sup>  
**Campsorum denarius**, f 12, S

313Il peut y avoir deux intitulés sur la même ligne. J'ai gardé la disposition.

314f 70, Q conviendrait mieux; le folio 71, R correspond à: *De missa audienda in die dominico et festo*.

315f 10 L

316f 10L

317Correction pour: *bellatorum*.

318f 86, T

319Référence exacte mais non portée en marge dans le texte.

320Ajout.

Canonica portio multiplex de quibus debetur, f 13 X,Y  
 Canones penitentiales, f 115, S  
 Caput dicitur multipliciter, f 123, Q<sup>321</sup>  
 Caritas est filiam intentionis bone, f 47, P  
 Casus in quo quis potest rem alterius licite recipere, f 18, N<sup>322</sup>.  
 Casus reservati, f [53, J]<sup>323</sup>  
 Casus reservatos habens qualiter se habeat, f 53, K  
 Casus reservatus quando efficitur non reservatus, f 54, K<sup>324</sup>  
 Casus pro puellis, f 54, L  
 Casus reservati absolutio, f 117, D  
 Casus reservati summo pontifici, f 120, E  
 Casus episcopales, ibi  
 Carminatores quando peccant, f 61, K<sup>325</sup>  
 Carnalis copula quando est peccatum, f 93, Y<sup>326</sup>  
 Clavis scientie errat dupliciter, f 55, N. Clavis ecclesie, f 51, G  
 Clavium usus potest concedere papa, f 125, B<sup>327</sup>  
 Capitalis dampnum, f 27, B et 33, P<sup>328</sup>  
 Clerici utrum possint bellare, f 10, L. Quando possunt percuti, f 110, Z  
 Clerici que bona possunt habere, f 13, T  
 Credere quando quis tenetur, f 58, Z  
 Clientuli quando tenentur, f 9, J  
 Circumstancie neccessario confitende, f 55, O  
 Crimina que impediunt matrimonium, f 99, Q  
 Cogitatio morosa, f 92, T et 45, M  
 Cogitatio mala vel bona venialis vel mortalis, f 46, N  
 Commodatum, f 19, Y  
 Communicatio cum infidelibus, f 55, D  
 Commutatio 3ex rerum, f 5, E et f 6, C.  
 Compositio de hiis que recipiuntur in bello, f 12, Q  
 Coertio quando excusat, f 78, J

<sup>321</sup>Extérieur aux *Lunete*.

<sup>322</sup>La référence ne correspond pas à un titre. Elle correspond au denier des inventeurs. La formulation de la question évoque le cas où quelqu'un peut recevoir au delà du capital (fol. 22v).

<sup>323</sup>Correction de 51.

<sup>324</sup>Plus précisément: 53, K et 54, L.

<sup>325</sup>Référence exacte mais non portée en marge dans le texte.

<sup>326</sup>93, Y; correction de 94, D

<sup>327</sup>Extérieur aux *Lunete*.

<sup>328</sup>27, b peut correspondre au second corollaire des associés. 34, P correspond à: *De usura in capitale*.

Cognatio spiritualis, f 101, Y. Quomodo contrahitur, ibi  
 Cognatio legalis, f 102, A  
 Collegia possunt compelli recipere religiosos, f 126<sup>329</sup>  
 Conductor quando tenetur, f 20, H. Conductio, f 6, B  
 Confessionis conditiones requisite, f 1, C et f 6. Quid debetur, f 49/50, A, B, C  
 Confessio quando est iteranda, f 1, E et 2, A, B  
 Confessio frequens, f 2, A. Et ejus integritas, f 55, N  
 Confessionis interrogatio quando est neccessaria, f 2, D  
 Confessionis interrogatio quomodo est facienda, f 2<sup>330</sup> et 3, A  
 Confessio de jure divino, f 49/50<sup>331</sup>, D  
 Confessio quantum ad tempus, f 49/50<sup>332</sup>, D, et quando statim, ibi E  
 Confessio venialium, f 49/50<sup>333</sup>, C  
 Confessio quando potest fieri alteri quam presbitero [proprio]<sup>334</sup>, f 53, K  
 Confessionis sigillum, f 80, B  
 Confessiones indulgentie possunt [...] papa, f 126, S<sup>335</sup>  
 Confessor ydoneus, f 52, G. Quando habet omnes casus, f 53, K  
 Confessor quando peccat mortaliter, f 55, N. Quando potest dare dilationem restituendi, f 40, J  
 Confessor quando tenetur creditori, f 40, J  
 Confessoris instructio, f 54, M  
 Confessor excommunicatus utrum posset absolvere, f 54, K  
 Confessor in penitentia confessionis hec debet observare, f 116, T  
 Confitens debet habere duplex velle, [f 54, M]<sup>336</sup>  
 Consanguinitas impedit matrimonium, f 100, T et contractus, ibi  
 Consilium quot modis dicitur, 45<sup>337</sup>  
 Consuetudo impedit matrimonium, f 103, E  
 Consuetudo excusat a peccato, f 47, L  
 Consensus in actum exteriorum vel cogitationem, f 46, N  
 Consensus quid est quando est mortalis ve lvenialis, f 46, N  
 Consentire et assentire dicuntur, f 46, N

329Extérieur aux *Lunete*.

330f 2, D, E

331Double notation dans le manuscrit: 49/50

332Idem

333Idem

334Correction de *facienti*.

335Extérieur aux *Lunete*. Je n'ai pas décrypté le texte.

336Ajout.

337En marge .

Corea quando est peccatum, f 89, K  
Correctio quando est de precepto et de correctione fraterna, f 114, M  
Corpus Christi sumere quis tenetur, f 73, C  
Contractus in quibus tranfertur dominium et eorum convenientia, f 6, C.  
Contentio quid est, f 89, H  
Contumelia, f 108, O  
Culpa multiplex, f 19 et quando quis tenetur, 2°, X, Y, et Z in fi.<sup>338</sup>  
Curator quando obligatur, f 32, M<sup>339</sup>  
Curiositas quid est, f 86, T  
Cessione liberatur quis a restitutione, f 42, S  
Concupiscibilis quomodo elevatur per temperantiam, f 43, B  
Conscientia quid est<sup>340</sup>

[D]

Damnificatur proximus 3ter, f 1, B et 7, D<sup>341</sup>  
Debitor quando est in mora, f 42, R  
Decima, f 76, N  
Decime novalium, f 77, O  
Deffectus misse, f 72, A, B  
Debitum conjugale quando sub precepto, f 94, Z<sup>342</sup>  
Depositarii quomodo tenentur, f 19, X  
Detinere potest quis aliquid multipliciter, f 7, D<sup>343</sup>  
Delectatio duplex et quid est et a quibus causis, f 45, F et N  
Denunciatio quando obligatoria, f 82, H, T  
Determinatio fidei pertinet pape, f 120, K<sup>344</sup>  
Demon secundum pactum vexat, f 60, G  
Detractorum denarius, f 14, Z. Quid tenetur restituere, ibi.  
Detractio multiplex quando est peccatum, f 108, O, P  
Devotio quid est, f 75, J  
Dies quando incipit in dominica, f 76, N  
Die dominico ad quid tenentur, f 69, N

338Le denier est celui de ceux qui louent et des dépositaires.

339Correction pour: 36, Y

340Sans autre indication. La mention ne correspond à aucun titre et il n'y a pas de définition de la conscience dans l'ouvrage.

341Pour la première référence, la marge dit: 4ter. La seconde renvoie à: *Aufferre potest quis multipliciter*.

342Ce titre est un peu trompeur: il s'agit du devoir conjugal avec un conjoint adultère.

343Dans le texte: *Detinere potest quis qualiter*.

344*Sic*. S'il s'agit de détermination de la foi, 120, D ou E conviennent. 121, K concerne les dispenses que seul le pape peut accorder.

Diligere Deum supra omnia qualiter est possibile, f 69, O  
 Diligendorum ordo, f 78, [N]<sup>345</sup>  
 Dispensationis materia, f 119, D  
 Dispensat episcopus in istis, f 120, D. Dispensatio quid est. De dispensatione, f 121, [J]<sup>346</sup>  
 Dispensatio in voto, f 121, H, J<sup>347</sup>  
 Dispensare non potest inferior in precepto superis, f 123, O<sup>348</sup>  
 Dominatio quid est, f 57, X<sup>349</sup>  
 Disputatio de fide est peccatum, f 5, E  
 Divisio libri, f 1, B  
 Divisio Loth et Abraham, f 4, C  
 Divisio justitie, f 4, E et f 5, A, B, C, D  
 Divortium quando potest fieri, f 96, J  
 Dominia rerum distincta fuerunt quando, f 4, B  
 Doli probatio cui incumbit, f 20, Z  
 Dominium in quibus contractibus transfertur, f 5, D  
 Minorum denarius et dominium habentes, f 14, A  
 Donatio requirit talia, f 5, C  
 Donare qui possunt, f 5, C, et 15, B  
 Donatio quando non valet, f 15, C  
 Donata qualiter tenentur restituere, f 15, D  
 Donatariorum denarius, f 15, B  
 Dubium differt a scrupulo, f 57, V  
 Dubium quando est credendum, f 58, Z  
 Dubia de peccatis que habentur confitenda, f 55, P  
 Dubitatio duplex et quid est, f 56, T  
 [E]  
**E**brietas quando est peccatum, f 112, E  
 Ecclesie donata quando possunt alienari, f 15, C  
 Electio quid est, f, 44/45, D. Elemosina est in precepto, f 91, P  
 Emens rem ab hiis qui non possunt vendere tenetur, f 21, G  
 Emptio et venditio describuntur, f 6, B

---

345Ajout.

346Ajout.

347H porte sur les jeûnes.

348Extérieur aux *Lunete*; même thème en en 63, Q.

349La seule fois où on trouve *dominatio*, c'est à propos de la femme mariée, en 105, H, mais ce chiffre ne correspond en rien à celui qu'on voit. Le premier mot est écrit: *dma*<sup>o</sup>; je propose de corriger en *sma*<sup>o</sup>, soit *simulatio*, f 87, X. La référence 57, X renvoie à *Ydolatria*.



Episcopi sunt dispensatores pauperum, f 41, M  
 Episcopi utrum habeant dispensare incerta, f 41, M, N  
 Episcopi tenent locum Christi, f 125, A<sup>350</sup>  
 Equalitas precii qualiter attenditur, f 6, A  
 Examinatio multiplex in genere, f 56, Q  
 Excellentia 3x, f 83, N  
 Exherederi qui possunt, f 16, H, J, K, L  
 Exemplum Panormitani, f 51, G  
 Exemplum Fatui, f 52, G  
 Exponentes infantes, f 91, P<sup>351</sup>  
 Error impedit matrimonium, f 96 J  
 Error conscientie, [f 55, N]<sup>352</sup>  
 Excommunicationes contra recurrentes ad demones, [ f 60, E] <sup>353</sup>  
 Excommunicationes multiples, f 119, A, B  
 Excommunicationis mala et excusatio, ibi<sup>354</sup>  
 Excusationes revelantium secreta, f 81 et 82  
 Excusant a peccato ista, f 47, R  
 Excusant a pena ista, f 47, R  
 Excusant a peccato pationes, f 47, L<sup>355</sup>  
 Excusatur quis ab homicidio, f 110, A  
 Excusari capitur dupliciter, f 47, R  
 [F]  
 Falsarii qui sunt, f 15, E  
 Falsificatio mensure, ibi [f 16, F]<sup>356</sup>  
 Falcidia, f 31, L  
 Famuli quando tenentur, f 28, E  
 Fautores usurarum quando tenentur, f 36, T  
 Frater quando potest exheredere fratrem, f 16, J  
 Fratres filii quomodo debent se habere, f 17, N  
 Femina vovens religionem masculorum utrum tenetur, f 66, [F]<sup>357</sup>

---

350En dehors des *Lunete*.

351Et f 23, S.

352Ajout.

353Ajout.

354Plus exactement: 119, B

355Pas de référence. *Passiones* peut correspondre à la liste qu'on trouve à l'endroit cité: *alienatio, coactio, ignorantia, consuetudo, necessitas, pietas, locatio, diligentia debita, indeliberatio, obedientia superioris*.

356Ajout: référence plus exacte.

357Ajout.

Festum quando incipit, f 76, M  
Feste obligatorie que dicuntur, ibi  
Fides quid est, f 56, S  
Filius multiplex, f 16, H  
Filius quando potest exheredare patrem, f 16, J (principium)  
Filius quomodo tenetur de fructibus, f [17, M]<sup>358</sup>  
Filiorum denarius et restitutio, f 16, H  
Filii qui possunt heredes institui, f 16, H  
Filii quid debent parentibus, f 78, R  
Filiorum obedientia, f 78, S  
Fines temporales quomodo possunt intendere, f 46, O, P  
Finis malus pervertit plurimos actus, f 46, O  
Finem temporalem quomodo possumus intendi in actu spirituali, ibi.  
Finis principalis qualis debet esse, f 47, Q  
Fucatio quando est peccatum, f 88, B  
Furare rem suam quando quis potest et quando non, f 18, R  
Furtum non manifestans, f 22, O  
Furtum quid est, f 18, P  
Fortitudo regit naturalibus, f 43, B  
Gratiam se habere quis scit, f 51, F  
Gratitudo 3x, f 84, O  
Glorificare quid est, f 57, V  
Gule peccatum, f 111, D  
Gule species, ibi.  
[H]  
Habitus delatio requiritur ad professionem, f 68, K  
Hedifficorum denarius, f 19, S  
Hedifficator qualiter tenetur, ibi  
Heres quando tenetur restituere, f 30, K  
Heredes usurariorum quando tenentur, f 36, X  
Heredes qui possunt institui, f 16, H  
Hereticum est dicere non obediendum pape, f 124, T<sup>359</sup>  
Hereticus censetur repugnans pertinaciter [...] <sup>360</sup>

---

358Ajout.

359En dehors des *Lunete*.

360Fin peu lisible. Cette définition est en dehors des *Lunete*.

Homicide restitutio, f 11, O  
 Homicidium quando est peccatum, f 109, T<sup>361</sup>  
 Homicida excusatur, f 110, A  
 Hominum qualitates seu status, f 3, A  
 Honorare quid est, f 57, V  
 Honorare parentes debemus, f 78, R  
 Horas canonicas dicere quis tenetur, f 74, D  
 Ubi sunt dicende et si aliquid omittatur, ibi, f 74, E  
 Horarum attentio, devotio, intentio, f 75, J  
 Hore secundum quem ritum sunt dicende, f [74, E]<sup>362</sup>  
 Hora dicendi officium, f 75, K  
 [I/J]  
 Incendiarius quis dicitur, f [11]<sup>363</sup>, P  
 Indulgentie conceduntur, f 117, V  
 Ignorantia quando non est peccatum, quando excusat, f 57, Y et 58, Z et 47, L<sup>364</sup>  
 Incestus impedit matrimonium, f 99, R  
 Infantes expositi, f 23, S  
 Infidelibus non est communicandum, f 59, B  
 Incarceratum ad mortem fugiendam tenetur, f 111, B. Quando teneretur reus ad carcerem, f 111, B  
 Incertorum restitutio, f 41 et 42  
 Ingratitudo quando est mortalis, f 84, O  
 Jejunium, f 112, F  
 Jocatio quando excusat, f 47, L  
 Judicum denarius, f 8, C, D  
 Judicis salarium<sup>365</sup> et potestas, f 9, J  
 Judices inquirentes per tormenta, f 111, B  
 Judicare de opere spirituale symoniam temerarium, f 48, N  
 Juramentum, f 62, O, et eius comites, ibi  
 Jurantes ab ydolatra, si liceat recipere, ibi  
 Juramentum quando est multiplex, f 62, P  
 Juramentum quando est peccatum mortale, f 63, Q

361109, T: correction de 110

362Ajout. Le titre du manuscrit est *De horis quo ad ordinarium*.

363Correction de 10

364Dans le manuscrit la lettre L suit dans ce folio la lettre R.

365F barré.

Juramentum requirit hanc intentionem, f 63, T  
Juramentum quod observandum, f 64, V  
Juramentum summum quid est, f 76, M  
Juramentum, fidei datio, simplex permissio differunt, f 100, S  
Justificatio peccatoris requirit ista, f 1, A et f 70, P  
Justitiae divisio, f 4, D et E. Jus divinum quid est, f 127, N<sup>366</sup>  
Inobedientia quando est peccatum, f 87, Y  
Infamia multiplex, f 117, X  
Impedimenta matrimonii, f 96 et 97 et 98 et 99  
Impediens aliquem a consecutione alicujus vero tenetur, f 39, E<sup>367</sup>  
Impotentia coeundi impedit matrimonium, f 98, N  
Intentio auctoris, f 1, A et 52, G  
Intentio habenda in genere, f 1, B  
Intentio mala in matrimonio, f 97, M  
Intentio quid est; quando est perversa, f 43, A  
Intentionis ordinande regule, f 46, O  
Intentionis bonitas finis qualiter attenditur, f 47, P  
Intentio 3x, actualis, habitualis, virtualis, f 47, Q  
Intentio bona causatur dupliciter, f 47, R  
Intentio quando dicitur bona et quando excusat a peccato, f 48, L  
Intentio ad modum turis est purificanda ab hiis, f 48, N  
Intentiones in confessione, f 2 et 3, A, B, C, D, E  
Interdictum quid est, f 118, Y  
Instructio auctoris in procedendo, f 7, B  
Instructio confessoris, f 54, M et 56, R  
Instructio parentum patronorum, f 113, L  
Inventorum denarius, f 17, N  
Inventorum multiplicitas qualiter restituitur, f 17, O  
Ira quid est; species ejus; quando est peccatum, f 107 et 108  
Irascibilis quid est; quomodo ordinatur per fortitudinem, f 43, B  
[K]  
Karitas est deus, f 47, P  
Karitas dicitur finis intentionis, f 47, P  
Karitas finis quo quiescitur, f 47, P

---

366En dehors des *Lunete*.

367L'indication 38, E, serait juste aussi car le E précède la mention du folio 39.

[L]

Latria offertur expliciter vel impliciter, f 70, P  
Laudare quid est, 57, V  
Laicus potest arrandare beneficia, f 24, V  
Legata quando debentur et a quibus, f 78 Q et 30 K  
Lex justa requirit ista, f 4, B  
Lex humana permittit multa, f 110, Y  
Lex quare dicitur, f 127, M<sup>368</sup>  
Legi quomodo aliquis dicitur subditus, f 127, M<sup>369</sup>  
Legis antique et nove differentia, f 127, N<sup>370</sup>  
Leges quando sunt inique, f 9, H  
Legitima portio, f 31, L<sup>371</sup>  
Lesio quando est peccatum, f 109, T  
Liberum arbitrium quid est, f 43, B  
Libellum famosum faciens punitur, f 29, G  
Liberatur quis a restitutione uno solvente, f 22, N et 42, P, Q, R, S  
Libri divisio, f 1, B  
Locatorum denarius et quomodo tenentur, f 19, X. Locatio, f 6, B  
Ludus multiplex, f 20, A et quando est peccatum, f 90, L  
Luzorum denarius, ibi, et quando tenentur restituere, f 20, C  
Luxurie peccatum et omnis species, f 92, R

[M]

Maria conservabat omnia, f 1, A  
Machinatio in morte alterius impedit matrimonium, f 100, S  
Maleficium solvitur multipliciter, f 56, S  
Maledictio quando est peccatum, f 108 [O]<sup>372</sup> et 109, R  
Malo alterius quando licet utitur, f 60, G  
Manifestare furem quando tenetur, f 22, O  
Matrimonium contrahentes post votum utrum peccant, f 66, F  
Matrimonii arbor et peccata et deordinatio, f 93, Y, Z<sup>373</sup>  
Matrimonii actus et ejus impedimenta, f 95, D, E, F

---

368En dehors des *Lunete*.

369En dehors des *Lunete*.

370En dehors des *Lunete*.

371La lettre précède la référence f 31

372Ajout.

373Plus exactement: f 94 pour la lettre Z.

Matrimonium clandestinum, ibi<sup>374</sup>  
Matrimonium quid et est 3x, f 105, G  
Matrimonii separatio quando est fienda, f 106, J  
Medicorum denarius, f 20, D  
Medici quando teneantur, f 20 et 21, D, C  
Memento in missa, f 72, Y. Memento Christianorum, f 71, Q  
Mendacium quid est et quotuplex, f 79, Y  
Mendacium quando est peccatum mortale, f 80, Z  
Mensura falsificans, f 16, F  
Metus excusat, f 96, G  
Mercatorum denarius, f 21, f Quando tenentur, ibi. Et utiles, f 7, F  
Meritorium est opus, f 47, Q  
Meum et tuum contrariant juri naturali, f 4, B  
Missam audire dupliciter, f 69, M, N  
Missa qualis audiatur, f 71, S. Ubi sit audienda, ibi  
Missa integra audienda, f 71, S  
Missam celebrans accipiens aliquid non peccat, f 49, N  
Missa una utrum sufficiat pro partibus, f 71, X  
Misse valor, ibi<sup>375</sup>, et defectus, f 72, B  
Missam 3a debent precedere, f 75, K  
Mirra mistica, f 1, B  
Mistica hystoria, f 1, A  
Modus procedendi, f 7, C et 56, R  
Moneta falsificatur hiis modis, f 16, F  
Mora cogitationis, f 92, Q et 45, M  
Motus anime quid est, f 44, C. Motus primus quid est, ibi.  
Motus 2° primus quid est. Motus rationalis quid est, ibi<sup>376</sup>  
Munus quando inducit symoniam, f 25, X  
Mutuum, f 6, C et 32, N  
Mutuantes unum pro alio, f 36, S  
[N]  
Naufragos expoliantes sunt excommunicati, f 18, Q  
Naufragia duo, f 51, E

---

37495, F

375f 71, X

376Toujours 44, C

Nauta quis dicitur, f 19, X  
 Necessitas quando excusat a furto, f 18, P  
 Negligentia parentum et patrinorum quando est peccatum, [f 113, L]<sup>377</sup>  
 Negotiatio, f 6, D, E, F<sup>378</sup>  
 Notarii quando tenentur, f 8, G  
 Novitius quando potest recipi ante, f 66, E  
 Novitius si deffert habitum ultra annum probationis, f 60, K  
 [O]  
**O**blationes quando debentur, f 77, P  
 Obedire dupliciter, f 78, S  
 Obedientia quid est, f 87, Y  
 Obedientia quibus debetur, f 87 et 88, A, in plura  
 Obedire cui tenetur patri aut prelato, f 79, X  
 Obedire utrum subditus teneatur prelato, f 99, X  
 Obedire debemus dum tamen non contra preceptum superioris, f [87, Z]<sup>379</sup>  
 Obedire debemus et statutis papalibus et pape, f 124, B<sup>380</sup>  
 Obligatio ad penam, f 9, J  
 Officium divinum quando potest dici, f 75, K.  
 Officiorum venditio, f 86, T  
 Operans in materia alterius quomodo tenetur, f 19, V  
 Opus servile quando dicitur et quando excusatur, f 76, L  
 Opus servile quid est et multiplex, f 69, [M]<sup>381</sup>  
 Opus quando reffertur in Deum, f 46 Q; quando est meritorium, ibi.  
 Operatio bona vel mala a fine, f 48, L<sup>382</sup>  
 Operationum cause 4or, f 44/45, E  
 Opus spirituale faciens pro temporali non peccat, f 48, N  
 Ordo diligendorum, f 78, T  
 Ornatus superfluitas, f 90, L, M, N  
 [P]  
**P**actum societatis, f 27,C  
 Papa est maximus omnium episcoporum, f 123, O<sup>383</sup>

377Ajout.

378A proprement parler, pour *negotiatio*, la référence précise est: 6, E

379Correction de 49

380En dehors des *Lunete*.

381Correction de O

382L se trouve avant f 48 dans le manuscrit.

383En dehors des *Lunete*. Les chiffres n'ont pas été vérifiés, mais les *Quaestiones* occupent peu de place par rapport aux

Papa habet universalem prelationem, f 123, P<sup>384</sup>  
Papa est caput universalis ecclesie, f 123, Q<sup>385</sup>  
Papa est sponsus ecclesie, f 123, Q<sup>386</sup>.  
Papa habet omnes sibi subjectos de necessitate, f 124, T<sup>387</sup>  
Papa disponit gradus ecclesia, f 124, B<sup>388</sup>  
Papa potest precipere alicui accipere episcopatum, f 124, B<sup>389</sup>  
Papa succedit Petro in potestate, ibi<sup>390</sup>  
Papa est vicarius Christi, f 125, X<sup>391</sup>  
Papa habet plurimum potestatem in ecclesia, f 125, Y<sup>392</sup>  
Papa potest uti potestate clavis in quem licet, f 125, Z  
Papa potest concedere alicui usus clavium, f 125, B<sup>393</sup>  
Papa non potest concedere potestatem contra se in foro exteriori, f 125, E<sup>394</sup>  
Papa est proprie sacerdos, f 126, D<sup>395</sup>  
Papa est prelatus immediatus, f 126, E<sup>396</sup>  
Papa potest committere jurisdictionem suam, f 126 F<sup>397</sup>  
Papa debet habere curam de studiis, f 126 J<sup>398</sup>  
Papa habet determinare de fide, f 126, K<sup>399</sup>  
Papa confert sententias synodorum, f 123, L<sup>400</sup>  
Papa solus potest congregare consilium universale, f 127, L<sup>401</sup>  
Papa non subjicitur statutis consiliorum, f 127, M<sup>402</sup>  
Papa potest mutare statuta consiliorum, f 127, N<sup>403</sup>  
Papa potest dispensare in hiis, ibi<sup>404</sup>

---

*Lunete.* C'est au folio 123, N, que l'on trouve: *Et sic finis...*

384En dehors des *Lunete*.

385En dehors des *Lunete*.

386En dehors des *Lunete*.

387En dehors des *Lunete*.

388En dehors des *Lunete*.

389En dehors des *Lunete*.

390En dehors des *Lunete*.

391En dehors des *Lunete*.

392En dehors des *Lunete*.

393En dehors des *Lunete*.

394En dehors des *Lunete*.

395En dehors des *Lunete*.

396En dehors des *Lunete*.

397En dehors des *Lunete*.

398 En dehors des *Lunete*.

399 En dehors des *Lunete*.

400 En dehors des *Lunete*.

401 En dehors des *Lunete*.

402 En dehors des *Lunete*.

403 En dehors des *Lunete*.

404 En dehors des *Lunete*.



Participantes in furto vel rapina tenentur, f 22, M  
 Passiones quando excusant a peccato, f 109, S  
 Pater quando tenetur pro filio, f 17, M  
 Peccare per ignorantiam, maliciam, necligentiam, quid est, f 8, A  
 Peccatum mortale quid est et quando committitur, f 56, Q  
 Peccatum superbie, f 83, L  
 Peccatum avaritie, f 91, O<sup>405</sup>  
 Peccatum luxurie, f 91, [Q]<sup>406</sup>  
 Peccatum in spiritum sanctum et ejus species, f 113, K  
 Peccatum irremissibile, f 113, K  
 Peccatum, quomodo est in voluntate, f 44/45, D  
 Peccata duo tantum prohibet Deus explicite, f 56, Q  
 Peccatum excusant ista, f 47, R, L<sup>407</sup>  
 Peccatorum recordatio habetur per quas<sup>408</sup>, f 54, L  
 Peccator die dominico justificatur aut peccat mortale, f 70, P  
 Peccatorum justificatio, f 70, P  
 Peculium militis, f 16, K et 17, L  
 Pedagia quomodo potest imponere, f 29, J  
 Pendicula burse Marie, f 4, A  
 Pecunie usus, f 6, C  
 Pena quando obligat, f 9, J  
 Pena ydolatrarum, f 59, G  
 Pena revelantis confessioem, f 80, B  
 Pene canonice, f 117, X  
 Pena ut non solvatur excusatur per hec, f 47, L  
 Penitentiam non complens, si peccet, f 2, B  
 Penitentiam an teneamus accipere, f 2, B  
 Penitentie sigillum, f 81, D  
 Penitentia multiplex, f 115, R  
 Penitentiam quis potest relaxare, f 116, T  
 Penitentiales canones, f 115, R, S  
 Permutatio, f 5, E, et beneficiorum<sup>409</sup>, f 25, V

---

405 L'ordre alphabétique n'est pas suivi.

406 Ajout.

407 Passage où la majuscule qui suit R est L.

408 Sous entendu: *considerationes*.

409 *Beneficium*: service rendu ici et non bénéfice.

Percutere clericum quando licet, f 110, Y  
Periculum peccati mortalis accipiendo missam, f 72, Y  
Persone cui fienda est restitutio, f 40, K  
Persone concurrentes in iudicio, f 8, A  
Precii equalitas qualiter attendenda, f 6, A  
Preceptum primum declaratur, f 56, S<sup>410</sup>  
Preceptum transgreditur multipliciter, f 56, Q, R<sup>411</sup>  
Precepta 3a aliquid continent affirmativum et negativum, f 56, S  
Preceptum 3m exponitur, f 69, M  
Preceptum obligat secundum intentionem precipientis, f 69, M  
Preceptum 4m exponitur, f 78, R  
Preceptum 5m, 6m, 7m, 8m, f 79, Y  
Preceptum nonum et decimum, f 83, K  
Preceptum ecclesie non obligat cum scandalo, f 113, H  
Precepto superioris non dispensat inferior, f 123, Q<sup>412</sup>  
Precepta dei implere ex caritate, f 69, O  
Prefferendi qui restitutione, f 41, O  
Prefferendi sunt religiosi ecclesie pauperibus, f 41, O  
Premeditatio debet esse quomodo, f 54, L et [f 53], A<sup>413</sup>  
Presumptio inficit intellectum, f 84, P  
Principes subjiciuntur pape, f 124, R<sup>414</sup>  
Principatus duplex, f 4, B  
Principes quomodo debeant se habere, f 29, H  
Prima gratia in duobus sacramentis confertur, f 51, E  
Piscatorum denarius et qualiter teneuntur, f 22, P  
Policia melior, f 4, B  
Potestas absolvendi, f 53, J  
Portio 3x, f 31, L  
Porta orti matrimonii, f 105, G  
Potestas subditorum dirimatur a papa, f 125, Z<sup>415</sup>  
Probatio de dolo cui incumbit, f 20, Z

---

410 S et non Q, R, S

411 Et non Q, S.

412 En dehors des *Lunete*.

413 Ajout de 53 et suppression de B et C derrière le A.

414 En dehors de *Lunete*.

415 En dehors des *Lunete*.

Processus voluntatis, f 44/45, D

Probationis annus continuus si requiratur, f 68, J<sup>416</sup>

Proffessio duplex. Que requiruntur. Quis potest recipii ante anni completionem, f 66, E

Proffessio tacita, f 67, G

Proffessio expressa dirimit matrimonium, f 67, J

Proportio duplex, f 4, E

Proprius sacerdos, f 51, G<sup>417</sup> et 53, J et 121, H<sup>418</sup>

[Q]

Questio de preceptis, f 56, Q

Questio de malefficio solvendo, f 60, S

Questoribus non est dandum restituendum, f 40, L

[R]

Rapere quando licet rem propriam, f 18, R

Raptores, mulierum, virorum, christianorum, filiorum, uxorum, virginum, quando tenentur et quando non, et Rapina quid est, f 18, Q, R

Ratio naturalis quando est sequenda, f 41, M

Ratio<sup>419</sup> superior et inferior, f 43, B

Ratio quid est, ibi

Ratio quando dicitur esse superiorem et inferiorem, quomodo intentur, f 43, B

Ratio superior sex modis se habet circa delectationes, ibi, f 45/46, F

Reiteranda quando est confessio, f 2, A, B, C

Rei et actoris denarius, f 8, E

Recordatio peccatorum quomodo habetur, f 54, L

Rei interitu liberatur quis a restitutione, f 42, R

Relatio actualis vel habitualis vel virtualis, f 47, Q

Reges subjiciuntur pape, f 124, R<sup>420</sup>

Regule intentionis, f 46, O

Relatio operis in deum ad quid cognoscitur, f 47, Q

Religiosi sunt prefferendi in incertorum restitutione pauperibus, f 41, O

Religionis bonum et meritum, f 47, Q

Religio seu cultus dei, f 124, S<sup>421</sup>

---

416 Titre absent dans le texte.

417 Le folio 51, G, traite du confesseur convenable et non du prêtre propre.

418 Correction de 126, D

419 Correction pour *ratio*.

420 En dehors des *Lunnete*.

421 En dehors des *Lunnete*.

Reliquie communionis Christi sunt sumende, f 73, C  
 Rem publicam damnificans, f 18, Q  
 Res quantum valet, f 35, R  
 Rerum valor, f 6, A  
 Remedium pro scrupulosis, f 57, V  
 Remissio dampni in bello, f 12, Q  
 Repressalia quando sunt licite, f 12, R  
 Rerum dominia quando sunt distincta, f 5, B, C<sup>422</sup>  
 Resignare beneficia quando quis tenetur, f [86, T]<sup>423</sup>  
 Restituere quis tenetur in solidum, 7, E  
 Restitutionis Christo [aurum]<sup>424</sup>, f 43, S<sup>425</sup>  
 Restituere quid teneremur, f 37, A, 38, B, C  
 Restituere cui tenemur, f 37 A; 38, D; 39, F, G  
 Restituendi modus, f 37, A. Et cui in quo loco, per quem fienda est, f 40, K, L et 41, M, N,  
 O  
 Restitutio incertorum quibus pauperibus fienda est, f 40, K  
 Restitutio incertorum per quem facienda est. Si per episcopum, f 41, M  
 Restitutio quid est, f 38, E  
 Restitutio de necessitate salutis, f 39, E  
 Restitutionis ordo, f 4[1, M]<sup>426</sup>  
 Restitutionis facere quando tenetur heres, f 41, N  
 Restitutionis absolutio vel liberatio, f 42, P, Q, R, S  
 Restitutio potest differi in hiis casibus, f 39, F  
 Restitutio adultere, f 39, F  
 Restitutio quando non potest fieri sine magnis expensis, f 39, F  
 Restitutio existentium in magna necessitate, f 39, ibi  
 Restitutio pervenientium ad pignorem fortunam, f 39, G  
 Restitutionem potest absolvere consilium universale, f 42, P  
 Restitutio illorum qui in bello dampnificant, f 42, P  
 Restitutionis dilationem quando potest dare confessor, f 40, J  
 Restitutio quando non differtur sine mortali, f 40, J  
 Restitutio materie quando non est predicenda, f 40, H

---

422 Suppression de la lettre A.

423 Correction de 85, X

424 Ajout.

425 Correction de 23, L

426 Correction de 4

Revelare confessionem quando licet, f, 81, E  
 Revelare secretum quando licet, f 81, E  
 Revereri quid est, f 57, V  
 Romipetas expoliantes sunt excommunicati, f 18,Q  
 [S]  
**Sacerdos** pro multis obligatus divinatorum officiorum, utrum satisfaciat dicendo unam, f 71, X  
 Sacerdos proprius, f 51, G et 53, J et 121, H<sup>427</sup>  
 Salarium judiciorum et aliorum, f 9, J  
 Satisfacere sibi per seipsum de rebus alterius, quando licet, f 18, R  
 Scandalizans tenetur, f 28 et 29  
 Statim confiteri tenemur quando, f 50/51, E  
 Status hominum, f 3, B  
 Statuta facta in consilio sine auctoritate propria, f 127<sup>428</sup>  
 Secretum confessionis, f [80]<sup>429</sup>, A,B, C  
 Sensualitas quid est, f 43, B  
 Sensualitas quomodo est ordinabilis a ratione, f 44/45, B, C  
 Sensibilis vis dividitur, f 44/45,C  
 Sequenda est ratio naturalis quando, f 41, M  
 Sigillum secreti, f [81, C]<sup>430</sup>  
 Sigillum servorum, f 81, D  
 Simoniaci quando tenentur, f 23, T  
 Simonia in quibus committitur, f 25, Y et 26  
 Scientia requisita in confessore, f 52, G  
 Scire que tenetur quis in quolibet statu, f 58, Y  
 Simulatio duplex, f 86, X  
 Spirituale quid dicatur, f 24,T<sup>431</sup>  
 Societas multiplex, f 27, B  
 Sociorum denarius, ibi.  
 Solutione quis liberatur a restitutione, f 42, Q  
 Sponsus ecclesie est post et papa [...], f 123, Q<sup>432</sup>

---

427 Avec les mêmes erreurs que pour *Proprius sacerdos*.

428 En dehors des *Lunete*

429 Correction pour 78

430 Correction de 78 A, B, C

431 En fait 23, T, mais plus près de 24.

432 En dehors des *Lunete*. Fin non déchiffrée.

Sponsalia requirunt etatem, f 95, [C]<sup>433</sup>  
 Sponsalia qualiter contrahuntur, f 104, E  
 Sors quid [est]<sup>434</sup>, f 60 F et sortilegium, ibi  
 Subesse pape de necessitate, f 124, T<sup>435</sup>  
 Superbie similitudo quid est et ejus species, f 83, L, M, N  
 Superbie inter filias et species differentia, f 83, M  
 Superbia inficit, f 84, O, P  
 Superstitio in faciendo, f 61, K.  
 Superstitio quid est, f 57, X  
 Superstitio in pronosticando, f 60, H  
 Superstitio quando est peccatum mortale, f 60, H  
 Superfluitas multiplex, f 90, P  
 Susurratio quando est peccatum, f 108, O  
 Scrupulus quid est, f 56, T; dicitur quando, ibi.  
 Scrupulosus quis est, f 57, T  
 Stuprantes virginem tenentur, f 29, G  
 [T]  
 Taciturnitas nocens et qualiter aliquis tenetur, f [58]<sup>436</sup>  
 Transfertur dominium in contractibus, f 5, A  
 Translatio dominorum rerum, f 5, B  
 Transgreditur aliquid preceptum 3ter, f 56, R  
 Terra addita per alluvionem, f 18, O  
 Testamenta et eorum potestas, f 30, K  
 Testatorum et executorum denarius, ibi.  
 Temptare Deum quid est, f 88, E  
 Testes quando tenentur, f 8, F  
 Temperantia regit concupiscentiam, f 43, B  
 Thezaurus Inventus cujus erit, f 18, O  
 Tristitia boni quando est peccatum, f 113, J  
 Trebellianica portio, f 31, L  
 Torneamenta, f 111, C  
 Turpiter datur aliquid, f 7, E

---

433 Ajout

434 Ajout. Il y a aussi f 60, J

435 En dehors des *Lunete*.

436 Correction de 95. Les folios f 58, A et f 114, M correspondent à *Taciturnitas*

Thus misticum, f 1, B et 43, A  
Tutor quando obligatur restituere usuras, f 36, T  
[U,V]  
Vana gloria quando est peccatum, f 88, C  
Vana laus peccatum, f 89, F  
Valor rerum, f 6, A  
Vendens rem non habens auctoritatem quando tenetur, f [22, L]<sup>437</sup>  
Vendere qui possunt et qui non, f [21]<sup>438</sup>, G  
Venditio officiorum, f 86, T  
Verba obligatoria qualiter intelligantur, f 71, X  
Verba bona qualiter habeant virtutem, f 61, M  
Verbis adhibentes fidem qualiter peccant, ibi et f 62  
Velle duplex requisitum in confessione, f 54, M  
Venialia utrum teneamur confiteri, f 50, C  
Vexat demon secundum pactum cum malefico, f 60, G  
Vir quando potest exheredare uxorem, f 16, J  
Denarius de rapina, f 22, M<sup>439</sup>  
Virgines stuprantes tenentur, f 29, H  
Virtus est in aliqua re 3ter, f 61, L  
Vir et uxor efficiuntur compatres, f 102, Z  
Vis sensibilis, f 44/ 45, C  
Vitium contra naturam, f 93, [X]<sup>440</sup>  
Vitam abbreviare licet, f 111, D  
Viventes de furto, qualiter teneantur, f 21, K et 22, O  
Visitorum pena et restitutio, f 15, D  
Volitio duplex, f 92, S  
Voluntas inficitur per curiositatem ambitionem ypocrisim, f 85, R  
Voluntas quomodo est causa peccati, f 44/45, D  
Voluntas est causa actus per se, f 44/45, D  
Voluntas quid est, f 43, A<sup>441</sup>  
Voluntas super quos actus habet dominium, f 44/45, C  
Voluntas se habet sex modis circa delectationes, f 45, F

---

437 Correction de 21, G

438 Correction de 22

439 Indication placée à la suite de la précédente ligne et à cheval sur la suivante.

440 Ajout.

441 Le A est en fin de 42

Voluntas ut abjiciens, f 45, G  
Voluntas ut preceps, f 45, H  
Voluntas ut reprimens, f 45, J  
Voluntas ut expresse consentiens, f 45, K  
Voluntas ut necligens, f 45, L  
Voluntas ut inadvertens, f 45, M  
Voluntas quando reputatur pro solo, f 48, M  
Votum quis exprimere tenetur, f 9, H  
Votum quid est qui possunt vovere, quando est peccatum, f 64, X, Y  
Votum quando est obligatione, ibi  
Votorum duo genera, f 65, A  
Votum frangens quando peccat, f 65, B <sup>442</sup>  
Votum defferens quando peccat, f 65, B  
Votum quando non obligat, f 65, B<sup>443</sup>  
Votum utrum obliget heredem, f 65, D  
Votum conditionatum, f 68, L  
Votum impedit matrimonium, f 99, P  
Votum quomodo ad dispensationem, f 121, J  
Vovens intrare religionem qualiter satisfacit, f 67, H  
Vsus pecunie duplex, f 6, C  
Vti beneficiis quomodo debeat, f 13, V  
Vsurariorum denarius, f 32, N  
Vsura non est accipere ultra sortem in septemdecim casibus, ibi.  
Vsura in capitali, f 34, P  
Vsura in quibus solum committitur, f 35, R  
Vsurarum regula generalis, f [34, Q]<sup>444</sup>  
Vsurarum fautores qualiter tenentur, f 36, T  
Vsurariorum heredes qualiter tenentur<sup>445</sup>, f 36, X  
Vsurarum, quomodo, diffinitio, variatio, f 34 et 35  
[X ]  
Xristus est caput ecclesie, f 123, Q<sup>446</sup>

---

442 Titre absent dans le texte.

443 Titre absent dans le texte.

444 Correction de 35, R

445 Lecture difficile.

446 En dehors des *Lunete*.



Xristus est sponsus ecclesie, f 12,0, R<sup>447</sup>

Xristianos furantes tenentur, f 18, Q

Xristianus ad quid obligatur die dominico, f 69, N

Xristianus quando tenetur sumere corpus Xristi, f 73, C

Xristianus quando potest esse devotus, f 75, J

[Y]

Ydolatria duplex, f 57, X et 59, C

Ydolatria quid est, f 57, V

Ydolatrarum pena, f 59, E

Ypocrisis quando est peccatum, f 86, X

Ypocrita quando tenetur, f 15, D

---

447 En dehors des *Lunete*.

## 2) LUNETE CONFESSORUM



## [fol. 1r] Prologus

Incipit liber noviter editus a reverendo patre F. Gilberto Nicolai, ordinis Minorum Observantie, intitulatus *Lunete confessorum*, alias *Bursa Marie*.

Dicitur hic prima pars, 2a dicitur *Thus*, 3a dicitur *Mirra*, quia totus iste liber dividitur in tres partes secundum tria munera Christo et Marie oblata.<sup>448</sup>

**M**aria autem conservabat omnia verba hec. *Lu.*, 2.

Mariam omnis, qui expers non est sacre scripture, scit esse Dei thesaurariam atque cellam sive apotecam, loculos et bursam, corbonam et gasophilatium sive crumenam, in qua omnia bona sua posuit Deus conservanda peccatoribus et justis ad ipsam confugientibus impertienda juxta verbum thematis: Maria autem conservabat omnia. Qui igitur aliquid a Deo optat habere ad Mariam [ ]<sup>449</sup> festinet recurrere.

Et quamquam pro habendis virtutibus et donis omnibus semper ad ipsam virginem Dei dignam genitricem oporteat ire, maxime tamen ne[cessariu]s<sup>450</sup> n[oste]r recursus atque refugium erit ad habendum veniam et remissionem peccatorum.

[A]<sup>451</sup>. Intentio auctoris<sup>452</sup>

Nam in hoc tractatu solum intendo declarare quomodo in bursa Marie poterimus indulgentiam invenire et Ihesum filium eius quem per peccatum mortale perdidimus, reperire, ita quod specialiter hic intendimus Mariam magnificare secundum nomen quod dicitur mater misericordie, pro quo adduco regum historiam, que *Math.* 2° ponitur, qui typum et figuram viatorum peccatorum<sup>453</sup> gerebant.

Hii enim reges sive magi volentes Ihesum videre et invenire previa stella et muneribus veniunt ad domum, quam intrantes Ihesum cum Maria invenerunt.

[B]. Mistica historia regum querentium Christum<sup>454</sup>

In hac regali et magnifica regum historia regalia et magnifica ut credo continentur misteria. Quantum autem ad presentem spectat materiam, dicimus quod per stellam non incongrue Maria intelligi potest.

---

448 Marge.

449 Mot barré en rouge

450 *Necessarius* pour: *nes*

451 Ajout. (marge disparue)

452 Marge

453 En marge: *peccatorum*

454 Marges

Maria enim unomodo stella maris interpretatur. Hac preeunte stella et dirigente, quippe Maria advocata est peccatorum, veniunt reges, idest peccatores signati per reges se bene regentes et ad Jhesum [ ]<sup>455</sup> recte se ducentes.

Per tria munera, scilicet aurum, thus et mirram, signantur tria peccatori necessaria ad suorum peccatorum veniam habendam et Jhesum inveniendum.

Unde dico quod peccator ille securus est in conscientia et in via salutis manet, qui Christo<sup>456</sup> offert<sup>457</sup> sive qui in Maria bursa tria predicta ponit.

3a necessaria ad justificationem peccatorum.<sup>458</sup>

Primo ad justificationem peccatoris non sunt necessaria nisi tria hec,

Aurum signat restitutionem<sup>459</sup>

videlicet aurum per quod intelligitur restitutio que debet esse triplex, scilicet dampni spiritualis, corporalis et temporalis.

Triplex restitutio facienda.<sup>460</sup>

Tria enim sunt bona homini collata a Deo, in quibus potest quis proximum dampnificare; unde bonum fame est bonum spirituale.

Thus signat intentionem,<sup>461</sup>

Thus, per quod intelligitur recta intentio,

Triplex intentio habenda in confessione.<sup>462</sup>

que debet esse triplex, scilicet primo ut confessio fiat propter Deum sive ad Dei honorem principaliter intendendo, deinceps cum Dei adjutorio non facere contra hujusmodi honorem, secundo ut recipiat peccator ea que Deus instituit in huiusmodi sacramento conferenda, et tertio ut deffectus peccatoris, si quis sit in ipso, puta contritionis, premeditationis sive examinationis et hujusmodi, per virtutem sacramenti supleatur.

Mirra signat confessionem<sup>463</sup>

Mirra, per quam signatur confessio, que debet esse triplex,

3plex conditio confessionis.<sup>464</sup>

scilicet premeditata, amara et integra.

Unde in hiis tribus clauduntur tres veritates cancellarii Parisiensis, per quas, ut ipse dicit, quilibet potest se in statu gratie ponere, etiam qualibet diei hora.

---

455 Mot barré

456 Ajout en marge

457 Mot barré (derrière *Christo*): *deo*

458 Marge

459 Marge

460 Marge

461 Marge.

462 Marge.

463 Marge

464 Marge

## Divisio hujus libri<sup>465</sup>

Et quia hic liber, qui *Maria bursa* nominandus est, solum peccatorum justificationem intendit, que in tribus predictis comprehenditur, ideo de hiis tribus specialiter in hoc libro agitur et secundum hec tria in tres partes dividitur.

In quarum prima agitur de auro; in secunda, de thuro; in tertia de mirra.

Primo igitur declarabuntur aliqua in generali, ponendo aliqua que tangunt tria predicta mystica trium magorum munera, ut hiis in generali declaratis facilius intelligantur sequentia<sup>466</sup>.

[fol. 1v]

Prima pars.<sup>467</sup>

De tribus mysticis muneribus regum propositio in communi.<sup>468</sup>

Marie multum puto fore gratum et multum utile, si a principio huius prime partis premisero unam propositionem in qua aliquid dicatur in generali de tribus predictis simul, et si deinde descendero in speciali de quolibet illorum aliquid disserere. Sit ergo a principio tractatus hec prima propositio:

C. Propositio prima: de requisitis ad confessionem<sup>469</sup>

Sicut solum tres a tribus regibus fuerunt munerum species mystice oblate, sic similiter solum sunt tres de necessitate confessionis reiterande et conformiter solum tres a confessoribus in confessionibus interrogationes sive examinationes necessario faciende.

Prima pars propositionis.<sup>470</sup>

Hec propositio habet tres partes ternarios continentes.

Prima pars dicit quod tria fuerunt dona a tribus regibus oblata. Hoc patet manifeste *Math.2°* ut dixi in prologo, set quia in propositione additur *mystice*, videamus in hac parte quid confessor debeat intelligere per tria predicta munera.

Et dico quod per quodlibet munus debet tria intelligere et ista multum memorie commendare. Nam sicut ex beatissima Trinitate pendent omnia, sic ex hiis tribus pendet fere tota in sequentibus explicanda materia.

Itaque primo per aurum intelligitur restitutio quoad tria dampna.

---

465 Marge

466 Phrase ajoutée d'une autre main, semble-t-il

467 Haut de page.

468 Haut de page.

469 Marge

470 Marge

4ter dampnificatur proximus.<sup>471</sup>

Dampnificatur enim proximus Corporaliter, Temporaliter et Spiritualiter, Et etiam verbaliter. Et adverte: illud quartum membrum, scilicet *verbaliter*, continetur sub spiritualiter. Et hec omnia inferius plenius patebunt.

De hoc auro in sententia dicit Scotus in<sup>472</sup> 4°, dist.15, Quod non minus est deneganda absolutio habenti de alieno et reddere potenti set nolenti, quam Herodi uxorem sui fratris detinenti; set infra dicam plenius.

D. Amor restitutionis triplex.<sup>473</sup>

Per thus intelligitur intentio.

Ideo debet thus poni in turribulo ignis, scilicet amoris, sicut in *Apocalypsi* dicitur, 8 c., ubi potes notare per turribulum cor, per ignem amorem. (Vide beatum Bernardinum *dominica prima de evangelio eterno*)<sup>474</sup>. Et debet iste amor esse triplex, scilicet Dei, sui et proximi.

Hic tamen advertat lector quod amor speciali modo accipitur.

Unde hic dicitur amor Dei, ut scilicet propter Deum principaliter confiteatur, non propter vanam gloriam vel timorem mortis et hujusmodi; Sui, scilicet ut iniquitatem non diligat, quia qui amat iniquitatem odit animam suam, et hic accipitur iniquitas solum pro superbia et contumacia, qua quis ecclesie inobediens et rebellis est ligatus aliqua censura ecclesiastica; Amor proximi hic intelligitur quod in corde odium contra proximum non habeat aut teneat, set propter Deum injurias dimittat.

3 conditiones confessionis.<sup>475</sup>

Per mirram intelligitur confessio, que debet esse premeditata, amara et integra. Quamvis enim doctores in IV, di. 17, ponant plures conditiones confessionis, que solent notari per illos versus: *Sit simplex, humilis confessio, pura, fidelis*, etc., tamen sole predictae sunt de necessitate, alie de bono et equo sive de congruitate, et hec in sequentibus patebunt parte tertia.

---

471 Marge

472 Suppression de *sententia in*

473 Marge

474 Ajout en marge

475 Marge

Admonitio auctoris.<sup>476</sup>

Semper ergo habeat confessor in memoria tria predicta munera sic mystice intellecta et secundum ea iudicet quod confessio est reiteranda et examinatio facienda et formanda. Et si diligenter et studiose consideret lector dicta et dicenda, poterit perpendere, quod etiam penes solam mirram sunt omnes casus reiterationis et examinationis accipiendi.

E. 2a pars propositionis. Quando confessio est reiteranda.<sup>477</sup>

Quantum ad secundam partem propositionis dicebatur quod tantum in tribus casibus est reiteranda juxta tria predicta munera, scilicet quia non vult restituere alienum quamvis possit, vel quia non habet dilectionem Dei, vel non vult omnia dicere in confessione et huiusmodi.

Patet quia confessio nunquam de necessitate est reiteranda nisi ubi confessus non fuit justificatus sive a peccatis absolutus.

Set nec tenetur quis obedire precipienti ut confessa iterum confiteatur, nec papa legem condere potest hoc precipientem, secundum Pe de Pallu.

Papa non potest precipere reiterare confessionem.<sup>478</sup>

Et hoc tenent doctores, dist.17, IV *Sententiarum*; modo, ita est, ut dixi, qui tria hec predicta observat

vere Jhesum cum regibus invenit quem per peccatum perdiderat; igitur.

[fol. 2r]

Preterea, confessio a peccatore semel facta nunquam est de necessitate reiteranda secundum doctores, si peccator facit quod in se est: premeditari peccata commissa vel omissa, et hoc quoad intellectum,

3ex velle necessarium habere<sup>479</sup>

et habere triplex velle, scilicet velle non peccasse, et hoc respectu preteriti et respectu presentis, vel futuri velle amplius non peccare et velle de perpetratis confiteri pro loco et tempore, et hoc pertinet ad affectum.

Modo constat quod qui predicta tria facit, hoc bene implet; igitur etc.

A. Sepe confiteri eadem peccata utile.<sup>480</sup>

Notanter autem dixi quod non est reiteranda de necessitate, quia optime facit qui sepius confitetur etiam eadem peccata,

---

476 Marge  
477 Marges  
478 Marge  
479 Marge  
480 Marge



licet ad hoc non teneatur: Hoc quidem ut facilius inveniatur [mensuram]<sup>481</sup> peccatorum, scilicet quo ad penitentiam<sup>482</sup>, remissionem, quod fit sepius confitendo: *De Penitentia*, dist. prima, *Mensuram*, § *Nunc autem si recorderis*<sup>483</sup>.

De hoc Scotus, dist. 19, IV, in solutione primi argumenti articuli principalis facti ad questionem motam pro 18<sup>484</sup> distinctione dicit **bonam esse difficultatem**.

Dubium si iterata confessio prodest<sup>485</sup>

**An iterata confessio eorundem peccatorum vi clavium plus et plus de pena remittat. Videtur**, ait Scotus, **probabile quod sic, quia ejusdem rationis est absolutio secunda cum prima, ergo potest eadem virtutem habere respectu alicujus partis pene remittende, et per consequens per aliquot absolutiones finitas, cum culpa illa habeat partitionem<sup>486</sup> in partes finitas, posset totaliter remitti, siquidem omne finitum per ablationes partium finitarum aliquoties sumptarum totaliter consumitur.**

**Quid ergo melius quam sepe confiteri quousque post centesimam vel millesimam confessionem esset totaliter<sup>487</sup> pena remissa debita quibuscumque peccatis commissis?»** Hec ibi.

Et licet consequenter idem doctor adducat aliam opinionem, tamen illam nunc subiteo: propter reverentiam sacramenti confessionis, propter ampliorem saltem gratiam promerendam tenendo precedentem, et non propter rationem cogentem.

B. Correlarium primum<sup>488</sup>

Ex predictis sequitur correlarie quod male dicunt qui ponunt quatuor casus in quibus confessio est reiteranda, unum scilicet quando est oblitus vel omisit penitentiam injunctam et non implevit. Hoc autem patet falsum per predicta, quia, cum fuerit vere absolutus, non tenetur.

Si tamen penitentiam sibi injunctam a confessore pro mortalibus acceptavit et negligit implere, peccat mortaliter. Ex tali negligentia tamen non sequitur propterea quod prior confessio sit reiteranda.

---

481 Ajout de *mensuram*

482 *Quoad...penitentiam*: ajout (difficile à lire) au dessus d'un mot barré

483 § *Nunc...recordens*: ajout en bout de ligne, sans signe indiquant où il doit être reporté.

484 Les citations de Scotus (édition Vivès), sont celles de la dist. 19, question unique, mais l'argumentation renvoie à la distinction 18. La citation de Scotus est en caractères gras. En caractères normaux: le manuscrit; les majuscules sont celles du manuscrit.

485 Marge

486 *Partitionem* et non *participationem*, selon SCOTUS p.673 (Vivès).

487 *Tota* et non *totaliter*

488 Marges

Et hoc dictum maxime patet ex propositione Scoti quam ponit 17 dist.<sup>489</sup> 4i, quam etiam tenent Jho An et Monal scilicet quod peccator non tenetur tentione necessitatis recipere aliquam penitentiam sibi a confessore injunctam, licet illa penitentia esset parva et discreta.

Et quamvis Ricar et doctores alii communiter dicant oppositum, tamen hec Scoti opinio est securior et per consequens sequenda: non enim, ut dicit Scotus, videtur peccator in tali casu esse in peccato mortali vel facere contra justitiam.

Potest enim peccator velle penitentiam in purgatorio sustinere secundum quod placuerit divine justitie, licet stulte faciat. Et tamen cum hoc potest velle quod sacerdos transferat penam eternam in temporalem et illam temporalem dumtaxat velle sustinere in alio seculo. Et tunc non videtur remittendus sine absoluteione, quia tunc satis videtur ad hoc sacramentum dispositus.

Correlarium secundum<sup>490</sup>

Sequitur secundo quod male dicunt etiam illi qui ponunt esse casum reiterationis confessionis, quando quis recidivat.

De hoc vide Ricar in 4°, distinctione 17, ar. 2°, q. 1.

Correlarium tertium<sup>491</sup>

Tertio sequitur quod male dicunt illi qui dicunt confessionem reiterandam in casu quando quis ante completam penitentiam committit aliquod peccatum mortale. Hoc reprobatur Scotus, di.17, IV *Sententiarum*.

Correlarium 4um<sup>492</sup>

Sequitur quarto quod similiter male dicunt qui ponunt inter casus reiterationis confessionis quando quis recordatur novi peccati, de quo obblitus fuit confiteri, dicentes talem debere confessa cum non confessa integraliter confiteri,

[fol. 2v]

---

489 17 ecorrection de 19

490Marge

491Marge

492Marge

quod falsum est sicut parte 3a dicitur.

C. Correlarium 5um<sup>493</sup>

Quinto etiam sequitur quod etiam male dicunt qui ponunt inter casus reiterationis confessionis quod quis confessus omnia uni sacerdoti et quia habebat aliquem casum reservatum sacerdos absolvit eum a quibus potuit et pro reservato remittit eum ad superiorem, dicunt quod in isto casu tenetur iterum omnia confiteri que confessus est inferiori, set hoc est falsum, prout parte tertia explicatur, ubi tractatur de ydoneitate confessoris.

Sunt insuper nonnulli doctores qui ponunt cum predictis inter casus reiterationis duos alios casus, videlicet quando confessor est excommunicatus, 2° quando peccator qui erat excommunicatus prius fuit a peccatis confessis quam ab excommunicatione absolutus. Set de hoc infra parte 3a<sup>494</sup> ad longum dicitur, ubi queritur utrum peccator excommunicatus possit absolvi a peccatis suis sine absolutione ab excommunicatione et utrum confessor excommunicatus possit absolvere.

Rursus sunt quidam qui ponunt casum reiterandi confessionem quando confessor est ignorans. Et revera hic inter alios hic annumeratos majorem videtur pretendere aparentiam propter quod etiam a doctoribus ponitur etiam pro casu in quo confessio est iteranda. Verum quia de ignorantia confessoris et de scientia eidem requisita dicitur infra ubi tractabitur de ydeontate confessoris, ideo pertranseo.

D. 3a pars propositionis. Tres casus in quibus sunt fiendae examinationes confessoris.<sup>495</sup>

Quantum ad tertiam partem propositionis dicebatur quod solum examinationes sive interrogationes erant de necessitate faciende in tribus casibus.

Patet quia interrogationes sive examinationes confessoris fiunt ut confessio peccatoris sit bona et non reiteranda. Modo, ut dicit 2a. pars, semper confessio est sufficiens et bona, si assunt illa tria; igitur etc.

D. Correlarium primum . Practica interrogationum necessarie fiendarum<sup>496</sup>

Et ex hoc infero quod non est sequenda in hac parte opinio doctorum

---

493Marges

494 3A: correctione 2a.

495Marge.

496Marge

quos sequitur fr. Ang[e]lus in *Summa* sua, quod de necessitate et sub pena peccati mortalis tenetur confessor interrogationes facere, nisi intelligeretur de predictis predicto modo declaratis: bene enim tunc convenio cum illis, quia confessor charitatem non haberet ad proximum, si ipsum a peccato per confessionem suam videret non resurgere et tamen non curaret ipsum examinare sive adjuvare, cum tamen posset et hoc adverteret. Resolutorie ergo patet, quod non tenetur confessor de necessitate nisi de tribus predictis examinare.

Ut ergo sciat officium suum secure exercere, hic ponam ipsas interrogationes necessarias, quas multum valde debet memorie commendare, que sunt hec, et accipiuntur semper penes tria predicta munera. Set in mentem revocetur qualiter tres reges obtulerunt tria dona ita quod non tres simul tria, set quilibet per se tria, ideo novem ibi concurrerunt sub tamen tribus speciebus, ut conformiter supra parte prima propositionis, dixi aurum debere intelligi tripliciter, et similiter de thure et mirra et ita nunc consequenter dico quod de necessitate non tenetur confessor examinare nisi de isto nonario seu novenario incluso sub ternario et hoc modo qui sequitur.

#### E. Interrogationes super auro mistico<sup>497</sup>

Primo de auro: Si habet aliquid de alieno quoad res temporales sive quia rapuit sive quia debet creditoribus. Si offendit aliquem ipsum occidendo mutilando, verberando, incarcerando vel alio modo corporaliter affligendo. Si detraxit alicui vel ipsum aliquomodo per iniurias et verba lesit vel per verba aut facta induxit ad peccatum vel retraxit a bono.

#### Interrogationes super thure<sup>498</sup>

Si habet rectam intentionem et si semper habuit in suis confessionibus, scilicet quod propter Deum principaliter confiteatur, non propter vanam gloriam vel timorem vel propter quemcumque alium malum respectum. Si est excommunicatus vel rebellis ecclesie prelati. Si habet odium contra proximum et si ei

[fol. 3r]

---

497Marge

498Marge

ex corde dimittit offensas omnes et signa propinqua odii.

A. Interrogationes super mirra mistica<sup>499</sup>

Si premeditatus fuit et diligentiam adhibuit seu aposuit pro habenda memoria suorum peccatorum, alias non audiat eum confessor nisi velit in confessione pro ipso suplere, scilicet faciendo ipsam diligentiam ipsum docendo penes novem considerationes quas habes infra parte 3a et ipsam examinationem penes ipsas novem considerationes cum ipso faciendo; et hoc dico propter personas ignaras et simplices.

Si habet duplex velle respectu suorum peccatorum et occasiones ipsorum, scilicet primo quod firmiter pro futuro proponat abstinere a peccatis et fugere occasiones saltem propinquas propter quas incidit in peccatum vel incidere posset, Et secundo quod doleat de preterito se tale contra Deum creatorem et redemptorem comisisse.

Si celat aliquid vel celavit propter verecundiam vel huiusmodi, vel ut non apparerent peccata sua tam gravia coloravit verba sua vel se excusavit et huiusmodi; vel si divisit confessionem dicendo partem uni et alteri aliam.

Si omisit aliquid de quo probabiliter credebat vel dubitabat quod esset mortale.

Si omisit aliquam circonstantiam mutantem speciem peccati vel notabiliter agravantem.

Et in hiis circumstantiis oportet confessorem esse pervigilem ut sciat que sunt huiusmodi circumstantie et quot sunt tales et in omni peccato quod sibi dicitur confessor habeat oculum apertum ut nulla talis circumstantia omittatur, alias confessio non esset plane integra.

Has circumstantias habes infra parte tertia.

Preter has examinationes necessarias hic non addam alias que fieri possunt de bono et equo, set infra parte tertia, ubi tractatur de decem preceptis et septem peccatis mortalibus poteris illas videre et accipere.

Semper tamen discretus sit confessor et studeat commendare memorie officia et vicia statualia hominum.

Oportet enim eum facere interrogationes statuales quia aliqui unomodo alii aliomodo examinandi sunt,

---

<sup>499</sup>Marges

ideo valde utile est confessori vicia statualia et officia habere in mente.

Voco autem officia statualia illa ad que facienda tenetur aliquis status sive sit status personarum ecclesiasticarum sive secularium.

Vicia vero statualia dicuntur peccata que sepius committuntur in tali statu, verbi gratia de episopis qui sunt interrogandi.

#### B. Interrogationes fiende pro episcopis<sup>500</sup>

Si contulit ordines quando debebat. Si tenuit sacramentum unctionis, quia notabilis negligentia videtur mortalis. Si fecit consecrationes ecclesiarum, altarium, calicum et vestimentorum, quando debuit. Si usus est lineis, cum non esset religiosus. Si visitavit singulis annis diocesim. Si in ecclesiis chatredalibus<sup>501</sup> et conventualibus deputavit viros ad predicandum et ad audiendum confessiones. Si providit de beneficio illis quos ordinavit, quando debuit. Si solvit debita juste contracta a suo predecessore. Si questuarios permisit indiscreta predicare propter lucrum. Si testamenta et legata fecit implere. Si habuit bonos vicarios, quando juste erat absens. Si visitavit monasteria monialium et fecit ut servarent clausuram. Si visitavit hospitalarios et fecit ut facerent debitum suum pro peregrinis vel infirmis. Si magistrum tenuit in ecclesia chatedrali et fecit in aliis teneri pro pauperibus et clericis. Si non correxit publicos criminosos. Si posuit indignos in officio vel indignis dedit beneficia. Si sit nimis pomposus in ornatu. Si non examinavit sufficienter in ordinando, vel si ordinavit indignos vel propter magnatum vel

[fol. 3v]

ratione consanguinitatis. Si plura beneficia contulit uni. Si visitando acceptavit munera. Si contulit ordines vel beneficia symonyace. Si in excommunicando non servavit debitam formam et sic de aliis.

#### C. Interrogationes pro religiosis personis<sup>502</sup>

De religiosis aliter esse dicendum de una religione aliter de alia. Ydeo non potest confessor plene interrogare, nisi ut predixi sciat omnia ad que tenentur singuli religiosi.

---

500Marges

501Sic

502Marges

Ad alia enim tenentur fratres Minores, ad alia fratres Predicatores, Carmelite, Benedictini et Augustinenses, ymmo ut fertur sunt viginti quatuor modi vivendi sub regula sancti Aug[usti]ni.

Et non potest confessor examinare nisi studeat has diversitates cognoscere de quibus pertranseo.

Similiter potest dare exemplum in personis secularibus, verbi gratia quoad dominos vel principes seculares.

D. Interrogationes de dominis et principibus secularibus<sup>503</sup>

Si fecit iustitiam petentibus. si posuit et habuit bonos officiales. Si purgavit provinciam malis hominibus. Si miserabiles personas audivit aliquando dando eis publicas audientias. Si correxit familiam a peccatis et pompis. Si non solvit creditoribus et servitoribus. Si presentavit indignos existens patronus alicuius ecclesie. Si exigit vel aposuit pedagia aut tallias injustas. Si vendidit officia. Si tenuit vias securas. Si propter avaritiam commutavit penam corporalem in pecuniariam, quia ultra mortale tenetur lesis si propter hoc alique scelera facilius perpetrantur .

E. Interrogationes pro mercatoribus<sup>504</sup>

Si negociatur pro bonum finem. Si negociatur in loco prophano. Si vendidit justo precio. Si vendidit rem sicut natura dedit sine admixtione sophistica. Si expendit falsas monetas scienter est mortale et tenetur ad restitutionem, licet ipse ab alio fuerit deceptus. Si vendidit unum pro alio, vel corrupta pro bonis. Si usus est falsis mensuris. Si emit res raptas vel furatas. Si vendidit in festis. Si cum mendaciis et perjuriis et huiusmodi.

Ecce dedi quatuor exempla: duo de duobus statibus personarum ecclesiasticarum, et duo de duobus statibus personarum secularium. Et conformiter dicendum est de aliis statibus. Set pertranseo nunc, et in *Summa angelica* et in *Defecerunt* et in de Chaimis facile invenies ista.

---

503Marges

504Marges

Bonum documentum.<sup>505</sup>

Set cave ne iudices de mortali nisi secundum ea que dicta sunt [vel]<sup>506</sup> dicam infra in triginta denariis burse Marie et parte tertia de decem preceptis et septem peccatis mortalibus.

Consulo tamen quod precipue commendentur memorie status qui sequuntur ab hiis, qui volunt non solum necessarias set supererogatorias confessiones facere, videlicet:

de iudicibus, denario 1°, <sup>507</sup>

advocatis, 1°,

notariis, 1°

procuratoribus, 1°

littoribus, 1°

doctoribus, 23

scolaribus, 23

confessoribus, 23

camporibus, 4°

predicatoribus, 23

abbatibus, 5°

clericis, 5°

beneficiatis, 5

medicis, 16

apothecariis, 16

artificibus, 16

patribus familias, 10

filiis familias, 10

ambatratoribus<sup>508</sup>,

litigantibus, 1°

heredibus,

tutoribus,

curatoribus,

---

505Marge. Son emplacement est choisi en fonction du pied de mouche ornant *Sed*.

506Ajout de *vel*

507Texte présenté en colonnes. Les noms ne sont pas tous accompagnés de chiffres; il s'agit dans ce cas du même denier que celui qui précède ou suit.

508Ce mot fait difficulté: par sa forme (je ne l'ai pas trouvé dans le Glossarium de DU CANGE), sa traduction et sa place: on attendrait *arbitratores* (souvent évoqués avec les plaideurs et les gens de justice, traités au denier 1). Au folio 10, K, sont évoqués cependant, pour le denier des flatteurs (*adulatores*), des *ambassadors*. Sur la manuscrit enfin, s'intercale, en fin de colonne, entre *fillis familias* et *ambatratoribus*: *Adulatorum*. Il est possible qu'un relecteur ait opté pour *ambatratoribus*, tout en gardant les formes au génitif de sa propre liste, d'autant plus que *Arbitriis* apparaît à la fin de la liste à l'ablatif. Il est possible aussi que l'organisation ne soit pas parfaite.



prosenetis,  
laboratoribus,  
venatoribus, 30  
militibus,  
hospitalariis,  
inquisitoribus heretice pravitatis, 25  
officialibus dominorum, 25  
consiliariis,  
arbitris,  
curialibus 1°  
et testamentorum executoribus, 28  
locatoribus, 14  
mercatoribus, 17  
bellatorum, 3°<sup>509</sup>  
adulatorum, 2°  
detractorum, 6°  
dominorum, 7°  
donatariorum 8  
falsariorum, 9  
inventorum, 11  
latronum, 12  
lusorum, 15  
heddificatorum, 13  
medicorum, 16  
mulierum, 18  
patronorum, [19]<sup>510</sup>  
participantium, 20  
piscatorum, 21  
principum, 27  
possidentium, 22  
scandalizantium, 26

---

<sup>509</sup>S'ajoute en marge une série de mots au génitif, presque en ordre alphabétique et accompagnés à chaque fois d'un nombre.

<sup>510</sup>Correction, au lieu de 21

symoniacorum, 23

sociorum, 24

usurariorum, 29

### **Incipit tractatus seu prima pars: De auro Marie.**<sup>511</sup>

Marie aurum, thus et mirra supra in prologo fuerunt in communi generaliter declarata.

[fol. 4r]

Consequens est igitur nunc in speciali de ipsis tractare, Et primo de auro.

Pro cuius evidenti elucidatione sciendum, quod communiter tenetur, quod aurum a regibus Christo obblatum et Marie datum fuerunt triginta denarii, quamvis textus evangelicus hoc subteat: Non enim omnia scripta sunt. Igitur, omitendo cetera que de ipsis denariis leguntur, dico quod per ipsos signatur restitutio, ita quod si quis illos vel aliquem aut aliquos de illis subripuerit, tanquam Judas restituere tenetur.

Restituere inquam, id est in bursam Marie proximo satisfaciendo reponere: Eadem enim sunt bursa matris et filii et e converso, quia communes sunt et fuerunt in bonis.

#### A. Duo pendicula burse Marie<sup>512</sup>

Et est hic notandum, quod quemadmodum in bursa materiali ex corio duo sunt pendicula ex quibus bursa pendet, sic duo sunt vocabula, quorum notitia est tanta quod ex ipsa fere pendet tota nostra moralis bursa quantum ad materiam istam de restitutione. Hec autem duo pendicula sunt meum et tuum; Nam si tollantur, locum non habet restitutio. Quare enim aliquid tibi est restituendum nisi quia est tuum, et similiter quare mihi nisi quia est meum.

Unde 8 disti., § *Differt*, et 12, q. prima, *Dilectissimis*, dicitur quod avaricia, que meum et tuum instituit est juri naturali contraria quod dictat omnia esse communia.

---

<sup>511</sup>Titre inséré dans le texte.

<sup>512</sup>Marge

Patet igitur quod sublato meo et tuo perit omnis avaricia et per consequens omnis iniustitia in contractando et omnis redditionis necessitas in restituendo, ut ait Sco., quia origo omnis restitutionis venit ex meo et tuo; Unde Philosophus, et allegatur in glosa supradicto capitulo, dicit: **Quietissime<sup>513</sup> viverent homines in hoc mundo si de medio sublata essent duo verba scilicet meum et tuum.** Et facit multum pro hiis c. *Sicut hii*, dist. 47.

Ut ergo hec duo vocabula profundius videantur et materia restitutionum ad radicem describatur, primo ponam hic aliquas suppositiones, secundo subnectam aliquas divisiones, tertio subjungam aliquas propositiones.

B.1us articulus. Prima suppositio de meo et tuo.<sup>514</sup>

**De primo sit hec prima suppositio<sup>515</sup> Quod lege naturali vel divina non sunt rerum distincta dominia pro statu innocentie, ymmo omnia communia**

2a suppositio.

**Secunda suppositio est Quod istud preceptum legis nature de habendo omnia communia revocatum est post lapsum et rationabiliter.**

**Et ideo politia Aristotelis in libris *Politicorum* quod non sunt omnia communia, multo melior est quam policia Socratis, quam reprehendit de omnibus communibus secundum illum statum quem philosophus invenit in hominibus.**

3a suppositio.

**Tertia suppositio est Quod revocato isto precepto legis nature de habendo omnia communia et per consequens concessa licentia appropriandi et distinguendi communia, non fiebat actualis distinctio per legem nature nec per divinam, set per aliquam legem positivam ergo ut videatur an illa distinctio sit justa, oportet videre quomodo lex positiva talis sit lex justa.**

4a suppositio.

**Sit ergo suppositio quarta Quod lex positiva justa requirit in legislatore vel suis consiliariis prudentiam et auctoritatem: Prudentiam ut secundum rectam rationem practicam dictet quid faciendum pro communitate,**

---

513ARISTOTE cité par SCOTUS. La citation de SCOTUS est en caractères gras. En caractères normaux: le manuscrit; les majuscules sont celles du manuscrit.

514Marges. Titre dans la table: *Rerum dominia quando sunt distincta.*

515Au lieu de *suppositio* SCOTUS utilise *conclusio*

**Auctoritatem quia dicitur lex a ligando set non quecumque prudentis sententia ligat communitatem nec aliquem si nulli presideat. Quomodo autem prudentia possit haberi ad excogitandum leges justas satis patet; Quomodo auctoritas justa habetur, que cum hoc requiritur ad legem justam, declarabitur.**

5a suppositio.

**Pro hoc sit hec quinta suppositio Quod duplex est principatus vel auctoritas, scilicet paterna et politica, Et politica duplex, scilicet in una persona vel in communitate.**

6a suppositio<sup>516</sup>

**Ex hiis est sexta suppositio Quod prima distinctio dominiorum potuit esse justa a lege positiva justa, sive lata a patre sive principe sive communitate juste regnante vel regente<sup>517</sup> et hoc modo probabile est factam fuisse.**

**Nam vel post diluvium Noe filiis suis [divisit]<sup>518</sup>**

**[fol. 4v] terras quas singuli occuparent pro se vel filiis suis et posteris, vel ipsi de communi concordia inter se diviserunt, sicut legitur Gene.13, de Abraham et Loth,**

**C. Divisio Loth et Abrahami<sup>519</sup>**

**[quia Abraham dedit electionem ipsi Loth]<sup>520</sup> quam partem vellet eligere et ipse reliquam acciperet. Vel lex aliqua promulgata est a patre vel ab aliquo electo ab eis in principem vel a communitate, cui ipsamet communitas commisit istam auctoritatem: que inquam lex fuit vel potuit esse quod res tunc non occupata esset primo occupanti<sup>521</sup>, et tunc postea diviserunt se super faciem orbis terrarum et unus occupavit unam plagam et alius aliam.**

Has scilicet suppositiones qui desiderat videre ad longum vel plene probatas legat Sco., in IV, dist. 15, q. 2.

---

516 Inséré dans le texte.

517 Correction d'une reprise en début de ligne: *regen-gente*

518 Ajout

519 Marges.

520 Cette partie manque dans le manuscrit.

521 SCOTUS: *occupantis*

#### D. 2us articulus. Prima divisio justicie.<sup>522</sup>

De secundo sit prima divisio: quod justitia alia est generalis et legalis per quam habituatur homo ad firmiter volendum servare rectitudinem ex necessitate debitam in operibus que sunt ad alterum quod est communitas: per illam enim redditur debitum communitati; et justitia particularis, per quam habituatur homo ad firmiter volendum servare rectitudinem ex necessitate debitam in operationibus que sunt ad alterum, quod est singularis persona.

#### Duplex justitia.<sup>523</sup>

Et hec subdividitur: eius enim sunt due subjective partes, scilicet justitia distributiva per quam proportionabiliter distribuendo bona communia cuilibet secundum quod dignius est redditur cuilibet singulari pars que sibi debetur de communibus bonis: Hominibus enim secundum quod serviunt communi utilitati debetur portio de bonis communitatis

secundum mensuram qua communitati sunt utiles; Et justitia commutativa, per quam habituatur homo ad firmiter volendum servare rectitudinem ex necessitate debitam et in operationibus que sunt ad alterum commutando.

Predicte autem partes justitie sunt diverse species justitie, quia alterius rationis secundum speciem est debitum quod debetur communitati, quod debitum est objectum legalis justitie, quam illud quod debetur singulari persone, quod debitum est objectum particularis justitie. Et illud quod debetur singulari persone de bonis communitatis, quod debitum est objectum justitie distributive, alterius rationis est quam illud quod debetur singulari persone ut sibi proprium, quod debitum est justitie commutative. Et quia alterius rationis est debitum quod debet princeps communitati quam illud quod debetur communitati a subdito, ideo justitia legalis in principe alterius speciei est quam justitia legalis in subdito secundum sententiam philosophi in 3<sup>o</sup> *Politicorum*, c. 2<sup>o</sup>. Utrum autem iste in alias partes subjectivas dividantur vel non dimitto causa prolixitatis vitande.

#### E. 2a divisio justitie.

2a divisio Quod justitia alia est religio, alia est pietas, alia observantia, alia gratia, alia veritas, alia vindicatio.

---

<sup>522</sup>Marge

<sup>523</sup>Marge.

Et iste sunt partes potentiales justitie, quas ponit Tullius 2° *Rethorice*, que ideo partes potentiales justitie dici possunt, quia in aliquo cum justitia conveniunt et ad plenam rationem justitie non attingunt. Cum justitia conveniunt in hoc quod sunt circa operationes que sunt ad alium; A perfecta autem ratione justitie in hoc defficiunt, quia perfecta ratio justitie in hoc consistit ut alteri reddatur quod ei debetur ex legis necessitate et secundum equalitatem.

Predictarum autem virtutum quedam defficiunt a ratione equalitatis, quia per illas equale non redditur sicut sunt tres prime per quas reddimus Deo, parentibus et magistris, set non possumus eis reddere equale; Quedam a ratione debiti, quia etsi per illas aliquo modo reddatur debitum, illud non est debitum ex legis necessitate quod est debitum perfecte, set ex quadam morum honestate, sicut sunt tres ultime, quarum plenam declarationem vide in Ricar, in 3°, dist. 33.

A. 3a divisio. Duplex proportio.<sup>524</sup>

Tertia divisio est quod duplex est proportio, scilicet geometrica et arismetica:

[fol. 5r]

proportio geometrica respicit rationem motivam quare aliquid de bonis communitatis distribuitur alicui; Verbi gratia Si sint duo quorum unus in duplo est communitati utilior quam alius, distribuetur ei de bonis communitatis plus in duplo quam alii, utpote sibi viginti et alii decem.

Set proportio arismetica simpliciter respicit numerum sive quantitatem valoris inter acceptum et redditum; Verbi gratia Accepi quod valet quinque, tibi debeo reddere etiam quinque.

1um correlarium.<sup>525</sup>

Ex hoc sequitur, quod in justitia distributiva servatur proportio geometrica et in commutativa proportio arismetica.

B. 4a divisio de translatione rerum.<sup>526</sup>

Quarta divisio est quod translatio rerum potest esse quantum ad dominium, ut si res a dominio unius transeat ad dominium alterius, vel quantum ad usum sive jus utendi, manente tamen dominio apud eundem, et injustitia vel justitia in translatione usus conformes habet regulas juste translationi dominii.

---

524Marges. La lettre A se trouve au début du folio suivant. A et B sont difficiles à placer, d'autant plus que la numérotation des divisions n'aide pas.

525Marge. Unique corollaire.

526Marge. Sous la lettre B j'ai choisi de regrouper tout ce qui est transfert de biens: transfert de la propriété, de l'usage, les différents transferts, les différents biens et les échanges.

5a divisio de translatione auctoritatis.<sup>527</sup>

Quinta divisio est quod translatio est duplex sive potest fieri dupliciter, scilicet auctoritate publica, scilicet principis vel legis, et auctoritate privata ipsius domini immediate possidentis. Prima solet poni communiter duplex, scilicet prescriptio in immobilibus et usucapio in mobilibus. Et dixi communiter, quia communiter doctores loquuti sunt de prescriptione et usucapione quantum ad dominium, Set si diligenter consideretur *Clementina, Exivi de paradiso, De verborum sign[ificati]one*, etiam potest poni prescriptio vel usucapio quantum ad usum sive jus utendi manente dominio apud dominum. Vide Okam in *dialogo*, parte prima, capitulo [ ]<sup>528</sup>.

2a translatio decuplex.<sup>529</sup>

Secunda autem translatio est decuplex scilicet Donatio, Liberalis acommodatio, Commutatio, Mutua acommodatio, Mutui datio et acceptio, Cambium, Emptio, Conductio, Venditio, Locatio. Hiis annectuntur depositum et pignus.

6a divisio duplex rerum.<sup>530</sup>

Sexta divisio est, quod res est duplex, scilicet utilis sive usualis et nummisma. Utilis dicitur qua homines utuntur in victu et vestitu, et huiusmodi. Set nummisma dicitur medium in commutationibus faciendis repertum. Quia enim difficile erat res [ ]<sup>531</sup> usuales immediate commutare, fuit inventum medium per quod faciliter talis commutatio fieret, quod medium vocatur nummisma.

7a divisio de commutatione.<sup>532</sup>

Septima divisio: commutatio est triplex: una instantanea, alia dilatativa, tertia mercativa sive lucrativa negociatio. Prima dicitur quando uterque commutantium statim dat vel recipit illud pro quo commutat, Set dilatativa dicitur quando differtur huiusmodi receptio;

---

527Marge.

528 Blanc.

529Marge.

530Marges.

531Mot barré.

532Marge.

Mercativa vero dicitur quando commutans intendit mercari de re quam acquirit, quia emit non ut utatur, set ut vendat.

Et hec divisio est notanda, quia alie regule dantur pro una commutatione, alie pro alia, quarum ignorantia decipit multos in materia restitutionum.

Quo ad tertium articulum propositionis.<sup>533</sup>

Prima propositio sive regula: **Translatio**<sup>534</sup> sive dominium **auctoritate legis juste justa est.**

Nota de translatione dominiorum.<sup>535</sup>

**Probatur: quia si lex justa potuit juste determinare prima dominia, et non minor est auctoritas legis vel principis qua quid habeo hujusmodi pro eodem post divisionem dominiorum quam ante, ergo propter eandem causam et eundem finem potest juste transferri dominium postquam fuerat alicui appropriatum.**

Correlarium 1um.<sup>536</sup>

**Ex hoc dico quod prescriptio in immobilibus et usucapio in mobilibus est justa translatio. Probatur primo auctoritate, X, De prescriptionibus, c. Vigilanti, glosa super illud: *Aliena*.**<sup>537</sup>

2a propositio. Duplex actus<sup>538</sup>

Secunda regula sive propositio sit hec pro quo suppono quod **translatio**<sup>539</sup> **per actum persone [ ]**<sup>540</sup> **private immediate habentis dominium rei [hoc]**<sup>541</sup> **potest esse vel per actum mere liberalem vel per actum secundum quid liberalem: Primus est quando transferens nullam expectat redditionem, Secundus est quando pro eo quod tranfert expectat sibi aliquid reddi.**

3a propositio.<sup>542</sup>

**De primo sit hec propositio: Dominus alicuius rei non prohibitus**

[fol. 5v]

a lege seu superiore a cujus voluntate dependeat in dando vel transferendo vel donando

---

533Marges.

534SCOTUS, IV, d.15, q.2, a.2, le transfert de propriété (p. 271- 272), avec quelques variantes.

535Marge.

536Marge.

537SCOTUS, IV, d.15, q.2, a.2, le transfert de propriété,( p; 271- 272), avec quelques variantes: au début: «*translatio domini*» et non «*sive dominium*»,ensuite il s'agit d'adaptations au contexte: «*quod habeo hic*» est remplacé par: «*qua quid habeo hujusmodi*». La citation s'arrête au moment des preuves: «*Probatur etiam...Secunda ratio...Et ex hoc patet...*».

538Marge.

539SCOTUS, IV, d.15, q.2, a.2: le tranfert de propriété par une personne privée,( p. 277- 278): entre crochets droits ce qui a disparu dans le manuscrit. Variantes: *propositio* au lieu de *conclusio*, ajout d'un *ergo* devant *pro voluntate*

540Mot barré

541Mot absent dans le ms.

542Marges .



potest donare rem suam alii volenti recipere.<sup>543</sup>

**Hoc probatur: Quia ex quo per actum voluntatis sue fuit dominus, ergo pro voluntate potest cessare esse dominus et alius vult recipere, ergo potest incipere esse dominus et non prohibet aliqua causa superior istum desinere et istum incipere esse dominum; ergo per donationem istam fit vere et juste translatio domini.**

C. Correlarium primum. Requisites ad liberalem donationem.<sup>544</sup>

**Ex hoc patet quid requiritur ad justam donationem, quia liberalis translatio ex parte donantis et voluntas recipientis<sup>545</sup> ex parte illius cui fit donatio et libertas ex parte amborum, hujus donandi et illius recipiendi, hoc est quod nulla lege superiore prohibeatur<sup>546</sup> iste vel ille nec per actum alterius a quo dependeant in ista translatione.**

**Et propter defectum 2i non potest quis<sup>547</sup> donare pecuniam fratri minori, quia ille non vult esse dominus;**

Multi qui non possunt donare.

**propter defectum 3i. non potest monachus dare sine licentia abbatis nec filius familias sine licentia<sup>548</sup> parentis nec etiam clericus in aliquo casu sine voluntate vel saltem contra voluntatem pape, *Extra, De censibus, Romana.***

Pena visitorum imponitur pro visitatione.<sup>549</sup>

**Ad cuius capituli observationem penam posuit Gregorius Xus, cuius capitulum<sup>550</sup> est hodie in *Sexto Decretalium, Exigit*, quod scilicet visitantes a visitatis nulla recipiant munuscula et si receperint teneantur duplum restituere vel non absolvantur a maledictione quam ipso facto incurrunt, ut dicit Innocentius<sup>551</sup> 4us in *novis Institutionibus.***

Requisites ad accommodationem.<sup>552</sup>

**Huic autem correspondet in translatione usus liberalis, accommodationis, et habet similes leges ad hoc quod sit justa, quia requirit in accommodatione liberam voluntatem et in recipiente quod velit recipere rem accommodatam ad usum et quod non sit aliqua voluntas legis vel principis obsistens illi accommodationi.**

---

543Présence d'un second C.

544 Marges.

545 SCOT: *recipiendi*

546 Correction d'après SCOT, de *prohibeat* et *dependeat*.

547 Ajout de *quis*

548 SCOT: *voluntate*

549 Marge.

550 *Cuius capitulum*: ajout en marge dans le manuscrit.

551 Correction d'après SCOT, au lieu de: *Julianus*.

552 Marge.

Non transferens gratuite<sup>553</sup>

**Alia<sup>554</sup> accomodatio vel translatio non est mere liberalis set ubi transferens expectat aliquid equivalens ei quod transfert, dicitur proprie contractus, quia simul trahuntur voluntates partium. Trahitur enim iste ad transferendum in illum a commodo quod expectat ab illo vel<sup>555</sup> quod expectat transferendum in se. Hujusmodi contractus in quibus dominia transferuntur, quidam sunt rei utilis, pro re utili immediate, sicut vini pro blado et huiusmodi, et dicitur rei transmutatio: Do ut des, vel do si des; Quidam rei utilis pro numismate vel econverso[ ]<sup>556</sup>, et dicitur commutatio numismatis pro utile emptio, e converso vero venditio; quidam tertio numismatis pro numismate et dicitur mutui datio et mutui acceptio.**

D. 4or contractus in quibus transfertur dominium.<sup>557</sup>

**Sunt ergo quatuor<sup>558</sup> contractus in quibus transfertur dominium, quibus correspondent alii contractus in quibus transfertur usus scilicet vel jus utendi retento dominio, Nam ad rerum permutationem<sup>559</sup> correspondet mutua vel permutua accomodatio, Emptioni correspondet conductio et venditioni locatio: Mutuationi non correspondet proprie aliquid, proprie in translatione usus rei, improprie tamen sibi correspondet cambium<sup>560</sup>.**

E. Propositio 3a de permutatione.<sup>561</sup>

**Propositio tertia que est de translatione<sup>562</sup>, scilicet rerum permutatione, sit hec<sup>563</sup>: Quod domini rerum juste eas permutant, si sine fraude servant equalitatem valoris in commutatis secundum rectam rationem intelligendo hujusmodi<sup>564</sup> conditiones prius positas<sup>565</sup> ad donationem justam requisitas. Explicantur etiam alie que sunt proprie ad justam permutationem.**

**Quod primo additur sine fraude, excludit fraudem in substantia, quantitate et qualitate; In substantia, ut non commutetur auricalcum pro auro nec aqua pro vino;**

---

553 Marge.

554 SCOTUS, IV, d.15, q.2, a.2: des trois contrats, p.282

555 Ajout de GILBERT NICOLAS.

556 Suppression de l'explication de l'invention de la monnaie

557 Marge.

558 SCOTUS *tres*, p.282

559 SCOTUS: *permutationi* (et non: *ad...permutationem*)

560 Ajout par rapport à Scot

561 Marges.

562 SCOTUS: *De prima translatione*

563 SCOTUS: *sit haec conclusio, quae est tertia hujus articuli*

564 SCOTUS: *hic et non hujusmodi*)

565 SCOTUS: *expositas*

In quantitate, ut sive quantitas mensuretur per pondus sive per aliam mensuram, scilicet virgam vel hujusmodi quantum ad longitudinem, vel mensuram aliam corporalem, videlicet<sup>566</sup> modium, sextarium, vel hujusmodi sive in liquidis sive in aridis justum pondus et universaliter justa mensura servetur. Consimiliter de qualitate, quod non commutetur vinum corruptum quod accipitur<sup>567</sup> ab alio commutante tanquam vinum purum.

Et<sup>568</sup> hec omnia probantur

[Fol. 6r]

**Extra, De injuriis et dampno dato, Si culpa: «Qui occasionem<sup>569</sup> dampni dat, dampnum dedisse videtur<sup>570</sup>», set illum defraudans in substantia qui putat<sup>571</sup> permutando accipere aliam substantiam (vel qualitatem)<sup>572</sup>, vel in quantitate, qui putat accipere aliud quantum, dat occasionem dampni, quia ille non permutaret nisi crederet aliam substantiam, qualitatem et quantitatem recipere, ergo non videtur tantum [fallacia]<sup>573</sup> de libro *Elencorum* set presumptione juris et secundum veritatem dampnum dedisse.**

A. Valor rerum qualiter attenditur.<sup>574</sup>

Sequitur in illa regula quod equalitas valoris est servanda. Hoc probatur per Augustinus, 13° *De trinitate*, c. 3. *Vile velle emere et care vendere velle revera vicium est*, et hoc intelligendo de re vili et cara, quantum ad usum, quia frequenter res que in se est nobilior in esse naturali minus est utilis usui hominum et per hoc minus preciosa. Sic secundum Augustinum, *De civitate Dei*, liber 2us<sup>575</sup>: *melior est in domo panis quam musca*, cum tamen omne vivum nobilius sit simpliciter non vivo in esse nature.

Et propter hoc additur secundum rectam rationem, attendentem scilicet naturam rei in comparatione ad usum humanum propter quem fit commutatio ista.

---

566SCOTUS: *ut scilicet*

567SCOTUS: *accipit*

568SCOTUS, IV, d.15, q.2, a.2: des trois contrats; p.283

569Dans la *Décrétale*: *videatur*

570Entre guillemets, citation de la *Décrétale*.

571Correction de: *putavit* (dans le manuscrit).

572Ajout par rapport à SCOTUS.

573Mot absent dans le manuscrit.

574Marge.

575Correction pour: 4us.

Ista autem equalitas secundum rectam rationem non consistit in indivisibili, sicut quidam doctor motus ex hoc quia justitia habet bene rei modum<sup>576</sup> set cetera virtutes medium rationis, Hoc enim falsum est, ut declaratur libro tertio, ymmo in isto medio quod justitia commutativa respicit est magna latitudo et intra illam latitudinem non attingendo indivisibilem punctum equalem<sup>577</sup> rei et rei, quia quoad hoc quasi impossibile esset communitatem<sup>578</sup> attingere. Tamen<sup>579</sup> in quocumque gradu citra extrema fiat juste fit.

Equalitas precii qualiter attenditur.<sup>580</sup>

Que autem sit illa latitudo et usque ad quantum se extendat, quandoque ex lege positiva, quandoque ex consuetudine innotescit: Lex enim rescindit contractum ubi contrahens decipitur ultra medietatem justii precii. Tamen infra illud si<sup>581</sup> apareat injustitia, debet restitutio fieri correspondens. Quandoque autem relinquitur ipsis commutantibus ut pensata mutua necessitate reputant sibi mutuo dare equivalens<sup>582</sup> et accipere. Durum est enim inter homines esse contractus in quibus contrahentes non intendunt aliquid de illa indivisibili justitia non remittere sibi mutuo, ut pro tanto omnem contractum concomitetur aliqua donatio. Et si iste est modus commutantium quasi fondatus super illud legis nature: *Hoc facias aliis quod tibi vis fieri*, Satis probabile est quod quando sunt mutuo contenti, mutuo volunt sibi remittere, si secundum aliquid defficiunt ab illa justitia requisita.

B. Consimilis propositio de justa emptione et venditione.<sup>583</sup>

Consimilis<sup>584</sup> conclusio omnino est de justa venditione et emptione, quia ibi ita oportet ex una parte considerare nummista sic<sup>585</sup> hic rem permutatam. Addo quod in istis utrisque contractibus licet permutantem vel vendentem pensare dampnum suum non autem commodum ipsius ementis sive cum<sup>586</sup> permutat; Hoc [ ]<sup>587</sup> dico in carius vendendo vel permutando; Et intelligo sic:

---

576Sic. On attendrait plutôt *medium*. Derrière le lecture trouvée dans le ms, se pose la question de l'édition de SCOTUS qu'a pu utiliser Gilbert Nicolas.

577SCOTUS: *equivalentiae*

578SCOTUS: *commutantem*

579Ajout

580Marge.

581Par rapport à SCOTUS, absence d'un *ex alio*

582Par rapport à SCOTUS, absence d'un *hinc inde*. p 284

583Marge.

584SCOTUS, p 289

585SCOTUS: *sicut*

586Lacune de *quo*: SCOTUS, IV, d.15, q.2, a.2: p 289.

587Mot barré dans le ms.

si quis indiget multum re sua et per magnam instanciam inducatur ab alio ut vendat vel permutet pro re alia, cum possit se preservare indemnem et ex venditione vel permutatione ista multum dampnificatur, potest carius vendere quam si alias sine tali dampnificatione venderet vel permutaret. Set si emens magnum commodum consequatur ex illa re sibi vendita vel permutata, non potest carius vendi vel permutari: Nam propter maius commodum eius quod sic<sup>588</sup> consequitur nec res mea est in se preciosior,

nec mihi melior et ideo non debet mihi maius precium apportare; secus autem est quando dampnificor<sup>589</sup>, quia tunc mihi est preciosior, licet non in se.

Convenientia aliorum contractuum cum istis supradictis.<sup>590</sup>

Cum istis contractibus, ut dictum est, conveniunt mutua accommodatio, conductio et locatio, et consimiliter quantum ad positas jam conditiones est servanda justitia, considerando ibi ad usum sicut hic ad dominium.

De ultimo<sup>591</sup>, silicet de mutui

[fol. 6v]

datione sit hec propositio quarta<sup>592</sup>:

C. 4a propositio de mutuo.<sup>593</sup>

Ad juste contrahendum mutuuum oportet servare<sup>594</sup> equalitatem in numero et pondere, exceptis quibusdam casibus de quibus dicitur<sup>595</sup> in denario usurariorum.

De cambio.<sup>596</sup>

Similiter de cambio, vide in denario campsorum.

Pecunia habet usum utilem.<sup>597</sup>

Intelligendum<sup>598</sup> etiam quod pecunia habet aliquem usum utilem ex propria natura, utpote ad videndum et ornandum vel ostendendum possibilitatem tanquam divitem et ad illum finem potest locari sicut equus vel aliud locabile<sup>599</sup> et pro usu isto retento dominio pecunia recipi et tunc ex toto est contractus locationis vel conductionis, non autem mutuatio seu mutui datio,

---

588Lecture douteuse; mot effacé.

589Correction selon SCOTUS (manuscrit: *damnificatur*).

590Marge.

591SCOTUS: *contractu*, (IV, d. 15, q. 2, a.2, *de mutui datione*, P 292)

592SCOTUS: *conclusio quarta istius articuli* et non: *propositio* (P 292)

593Marge.

594Correction selon SCOTUS: *servare* pour: *simpliciter*

595SCOTUS: (*dicitur*) *in fine*. Ici fin de la longue citation de Scot;. Gilbert Nicolas ne reprend ni les raisons, ni les exceptions.à la restitution de l'équivalence

596Marge.

597Marge.

598Reprise du texte de SCOTUS, p 293

599SCOTUS: *locabile* et non *jocale*

et deberet idem pondus restitui nisi forte sufficiat locanti equale in pondere et valore. Hec regule predictae ostendunt quid justum et quid injustum in commutabilibus statim factis quando uterque commutans statim dat vel recipit illud pro quo commutat<sup>600</sup>. Set quando commutans non statim recipit illud pro quo commutat, set differtur huiusmodi receptio, queritur quid juris? Respondeo: preter regulas predictas pertinentes ad justum vel injustum in singulis contractibus, pro presenti addo hic istas duas.

D. Duae regulae de commutatione.<sup>601</sup>

**Prima est quod commutans non commutet vel vendat tempus, quia tempus non est suum. Secunda quod non ponat se in tuto de lucrando et ille<sup>602</sup> cum quo commutat de dampno: intelligo in tuto semper vel ut in pluribus<sup>603</sup>.** Ex istis regulis patent multi casus in speciali, de quibus infra in denariis burse Marie. Hec ergo regule dicte sunt de justo et injusto in venditione et commutatione yconomica, que est quando commutans intendit rem accipere pro qua commutat ut non mercetur eam, set ut ea utatur.

E. Prima propositio de negotiatione.<sup>604</sup>

**Sequitur<sup>605</sup> de commutatione negotiativa ubi commutans intendit mercari de re quam acquirit quia emit non ut utatur, set ut vendat, et hoc carius. Et hec negotiativa dicitur pecuniaria vel lucrativa. De hac, ultra regulas predictas quid justum et quid injustum addo duo.**

**Primum est quod talis commutatio sit utilis rei publice, 2m est quod talis juxta diligentiam suam et prudentiam<sup>606</sup> et pericula et similiter pro vita sua et sue familie<sup>607</sup> accipiat in commutatione precium correspondens.**

**Prima conditio exponitur: Quia rei publice est utile habere conservatores rerum venalium ut prompte possint inveniri ab indigentibus volentibus illas emere; In ulteriori etiam gradu utile est reipublice habere afferentes res necessarias quibus illa patria non habundat et tamen usus earum ibi est utilis et necessarius.**

---

600 La suite de la p 294 est p. 303 (dans l'édition utilisée): sur l'échange différé ( IV, d. 15, q. 2, a.2)

601Marge.

602SCOTUS: *illum*

603Arrêt de la citation, P. 303; Ne sont pas repris les cas particuliers sur la détermination du prix

604Marge.

605SCOTUS, IV, d. 15, q. 2, a.2, de l'échange marchand (P.317

606Lacune par rapport à SCOTUS: *et sollicitudinem*

607Ajout par rapport à SCOTUS.

F. Correlarium 1m.<sup>608</sup>

**Ex hoc sequitur quod mercator qui affert rem de patria ubi habundat ad patriam ubi defficit vel qui illam emptam conservat ut prompte inveniatur venalis a volente eam querere<sup>609</sup> habet actum utilem rei publice.**

**Hoc quoad expositionem prime conditionis.**

**Sequitur secunda<sup>610</sup> Quia unumquemque [ ]<sup>611</sup> in opere honesto rei publice servientem oportet de suo labore vivere, honeste<sup>612</sup> [ ]<sup>613</sup> dixi propter meretrices et histriones inhoneste viventes, Set afferens iste vel conservans honeste et utiliter servit rei publice, ergo oportet eum de suo labore vivere.**

**Nec ergo sequitur [hoc solum]<sup>614</sup>: set unusquisque potest industriam suam et sollicitudinem suam juste vendere. Industria illius transferentis res de patria ad patriam requiritur magna; ut consideret quibus que<sup>615</sup> patria habundat et indigeat; ergo potest [ ]<sup>616</sup> juste ultra necessitatem necessariam sustentationem pro se et familia sua ad istam necessitatem deputatam<sup>617</sup> recipere precium correspondens industrie sue. Et ultra hoc 3° aliquid correspondens periculis suis. Ex quo enim in periculo suo tranfert, si est translator, vel custodit, si est custos, propter hujusmodi periculum potest secure aliquid accipere correspondens, et maxime si quandoque sine culpa**

[fol. 7r]

**sua in tali servicio communitatis dampnificatus est, utpote mercator transferens quandoque amisit navem onustam maximis bonis et alius quandoque ex<sup>618</sup> incendio casuali amittit preciosissima que custodit pro re publica. Hec omnia confirmantur: quia quantum deberet alicui ministro reipublice legislator justus et bonus retribuere, tantum potest ipse si non assit ipse legislator de re publica non extorquendo recipere. Set si esset bonus legislator in patria indigente deberet locare pro precio magno huiusmodi mercatores qui res necessarias afferrent et qui eas allatas servarent et non tantum eis et familie sustentationem necessariam invenire,**

---

608Marge.

609SCOTUS: *emere* et non *querere*

610Il n'y a pas de titre: *Secunda propositio*. Il devrait se trouver ici.

611Mot barré

612SCOTUS: *honesto*.

613Mot barré

614Ajout selon SCOTUS: *nec hoc solum*

615SCOTUS: *quibus* (seul)

616Mot barré

617SCOTUS: *deputata*

618SCOTUS: *in*

set secundum<sup>619</sup> **industriam, peritiam et pericula omnia locare; ergo etiam hoc possunt ipsi in vendendo.**

A. Correlarium 2um<sup>620</sup>

**Ex istis duabus conditionibus requisitis in negotiativa justa patet quomodo aliqui sunt vituperabiliter negociatores, ut scilicet<sup>621</sup> qui nec transferunt nec servant<sup>622</sup> nec eorum industria melioratur res venalis nec certificatur aliquis alius simplex de valore rei emende, set modo emit ut statim sine omnibus istis conditionibus vendat. Iste esset exterminandus de<sup>623</sup> re publica et exulandus; et vocantur tales gallice *regratiers*, quia prohibent immediatam commutationem volentium emere vel commutare yconomice et per consequens faciunt quodlibet venale vel usuale carius ementi quam deberet esse et vilius vendenti, et sic dampnificant utramque partem<sup>624</sup>. Hec ex Scoto.**

Hiis duobus pendiculis burse declaratis de meo et tuo, et hoc prout meum et tuum refferuntur ad res temporales, Nam large et complete atque integre loquendo et declarando oporteret videre originem omnis humane jutitie, que scilicet tanquam ex fonte pendet ex divina, ut dicetur parte secunda, Nam quia in omni peccato auffertur aliquid de illo quod est Dei, ibi etiam posset restitutio large dicta reperiri, set magis ad nostrum propositum de auro scilicet temporalium divitiarum revertentes, nunc declarabo quomodo Judas, per quem intelligitur omnis avarus, furatur loculos sive bursam Christi et Marie, Et quomodo ex bursa Marie facit avarus bursam Jude, ideo avarus comparatur aranee, que omnia que sumit convertit in venenum.

B. Documentum generale de restitutione.<sup>625</sup>

Solent autem doctores in materia restitutionum quam declarant in 4° dist.15, de ea quinque articulos ponere, scilicet

Quis,

Quid,

Cui,

Quomodo,

Quando.

---

619SCOTUS: *sed etiam industriam*

620En marge

621SCOTUS: *illi (qui)*

622SCOTUS: *conservant*

623SCOTUS: *a*

624Arrêt de la citation: SCOTUS, IV, d. 15, q. 2, a.2: de l'échange marchand (P 318)

625Marge.



Et hii quinque articuli possunt dici quinque digiti manus Jude et restitutionum. Verum quia articulus de Quis est principalior et eo sepius eget confessor, ideo ut facilius inveniatur quod querit, ponam illum per ordinem alphabeti sub typo triginta denariorum auri Marie, ut materia quasi in tabula habeatur.

Instructio auctoris in procedendo.<sup>626</sup>

Adverte autem lector quod sub uno denario materie multe alie principali denario similes vel annexe declarantur. Et ideo, ut facilius et clarius inveniatur, post triginta vocabula denariorum, ponetur secunda tabula, in qua explicabuntur alia vocabula, in quibus ad longum declaretur materia nedum istius prime partis, que dicitur bursa Marie, verum totius tractatus, et hanc quere in principio istius libri. Verumptamen, quia multum foret utile in quodam generali declarare istos quinque articulos immediate pretactos pro pleniori declaratione istius trac[tatus], ideo de hiis vide in fine istius prime partis, ubi plane declarantur et aliqua adduntur ad plenam notitiam materi restitutionum.<sup>627</sup>

[fol. 7v]

C. Regula communis seu theorica pro omnibus denariis seu pro tota ista prima parte.<sup>628</sup>

Marie triginta denarii burse sunt valde memorie commendandi, quia puto hiis diebus sic esse necessarium confessoribus materiam de restitutione intelligere quod non sit tutus in conscientia qui presumit officium confessoris exercere cum ignorantia denariorum sive restitutionum, nisi forte excusetur per ea que dicam infra parte 3a, ubi agetur de ydoneo confessore.

Modus procedendi.<sup>629</sup>

Ut autem melius dicenda capiantur, sic procedam in istis denariis: Primo ponam unam regulam, propositionem vel maximam generalem pro 30a denariis simul;

---

626Marge.

627Paragraphe écrit avec une encre plus claire. Ajout.

628Marge.

629Marge.

postea tractando in particulari singillatim de quolibet denario ponetur una maxima vel regula specialis pro ipso denario vel, ut ita loquar more aliquorum canonistarum, una theorica<sup>630</sup> et postea<sup>631</sup> inferam corellaria, que ex ipsa sequuntur, et nonnunquam addam aliqua notabilia. Et iste modus procedendi videtur mihi melior pro memoria, intelligentia et conscientia, ut securius a confessoribus consulatur. Et hunc modum procedendi in materia restitutionum tenet aliquo modo Scotus in IV, dis.15.

D. Regula seu theorica.<sup>632</sup>

Sit ergo regula generalis sive maxima pro omnibus denariis talis, quam Scotus ponit ubi supra: Quicumque aufert vel detinet alienum ut causa effectiva tam positiva quam privativa vel ut causa sine qua non, tenetur restituere.

Auffere potest quis multipliciter.<sup>633</sup>

Unde Scotus declarans istas duas causas dicit quod, primo quoad auferre: Quod potest quis auferre<sup>634</sup> **ut causa superior scilicet precipiendo, vel ut proxima immediate auferendo, vel ut causa coadjuvans ut socius in auferendo, vel ut inducens si consulit<sup>635</sup> vel favet vel adulatur tali consilio, favore vel adulatione propter quam fit ablatio et sine qua non fieret.**

Detinere potest quis qualiter.<sup>636</sup>

**Consimiliter de detinente, qui immediate detinet positive vel privative sive interpretative<sup>637</sup> scilicet quia non facit restitui cum<sup>638</sup> ex officio eius competat ei, vel auxilium vel favorem prebendo, ut si tacet requisitus in iudicio ubi posset sentencialiter restitui res domino suo, et tamen dicendo veritatem non imminet ei periculum status vel persone. Unde breviter omnis obligatio ad restitutionem reducitur ad auferre vel detinere, et hoc vel ut causa principalis vel proxima vel coadjuvans vel inducens vel non impediens, quando eius esset ad bonum rei publice et sine periculo persone impedire.**

---

630*Una theorica*; orrection de *unam theoricam*.

631*Post* ajouté en marge. (correction de: *Et ea*)

632Marge.

633Marge.

634SCOTUS, IV, d.15, q.2, a.4, 2<sup>nd</sup> point (P 329)

635SCOTUS *consuluit*

636Marge.

637SCOTUS: *ut scilicet*

638SCOTUS: *cum ei ex officio hoc competeret*

**Et hec omnia, ex quo reducuntur ad consensum efficacem verum vel interpretativum, probantur per illud, 2°, q.1, § *Notum*, ubi dicitur *quod faventem et retinentem par pena constringit*<sup>639</sup>. Et accidit<sup>640</sup> ex dicto Pauli *ad Rom.*, primo: *Non solum qui talia agunt, set qui consentiunt facientibus*.**

E. Quis tenetur in solidum restituere.<sup>641</sup>

**Istorum omnium quilibet tenetur in solidum, set uno restituente alii liberantur a debito in comparatione ad illum dampnificatum, tamen alii tenentur pro rata portionis, que eos contingit, illi qui pro omnibus satisfecit<sup>642</sup>.** Hec in denario donatariorum ponuntur.

Alia theorica generalis<sup>643</sup>

Conformiter hic aliud pono generale, pro omnibus denariis, scilicet ubi aliquid est datum vel receptum, nunquam est reddendum illi qui turpiter dedit, set illi in cuius iniuriam dedit vel pauperibus.

Turpiter dari dicitur<sup>644</sup>.

Dicitur autem turpiter dari, quando datur pro aliquo faciendo vel dicendo, quod si fieret vel diceretur peccaret faciens vel dicens. Exemplum de illo qui dedit pecuniam iudici ut sententiam injustam ferret. Alia exempla multa ponentur in denariis.

F. Regula sive theorica pro denario advocatorum.<sup>645</sup>

Veniamus ad regulam specialem, et primo dicemus de denario advocatorum, et dimittatur in quolibet denario spacium in albo pro titulo ponendo in rubeo. Item incipiatur scilicet sic: regula sive theorica pro denario tali est hec.<sup>646</sup>

Maxima hujus denarii advocatorum est haec. Ut sciat confessor sic [ad]<sup>647</sup> iudicandum<sup>648</sup> quando ille octo persone que in iudicio concurrere solent tenentur ad restitutionem jactet semper simul ad ipsorum malitiam, ignorantiam et negligentiam suam considerationem.

Primus articulus.<sup>649</sup>

Hec regula dicit quod sic ille octo persone peccant tripliciter, sic tripliciter tenentur ad restitutionem.

[fol. 8r]

639Citation qui diffère de celle du canon qui dit: «*quod facientem et consentientem per poena constringit*»

640SCOTUS: *Et hoc accipitur ex...*

641Marge.

642Fin de la citation: IV, d.15, q.2 (P 330)

643Marge.

644Marge.

645Marge.

646J'ai mis en rouge, ce qui l'est dans ces quelques lignes, à titre d'exemple de ce qui est fait.

647Ajout.

648Ajout en marge.

649Marge.

### A. Persone quinque concurrunt in iudicio.<sup>650</sup>

Que regula ut<sup>651</sup> clarius intelligatur Notandum quod in iudicio concurrunt quinque persone scilicet primo:

Actor ad petendum

Reus ad respondendum

Advocatus sive procurator ad patronandum

Testis ad testificandum

Et iudex ad sententiandum.

Et hiis quinque communiter coniectuntur alii tres scilicet

Assessor sive consiliator ad consiliandum

Notarius sive tabellio ad scribendum

Et littor qui vulgo dicitur **clerus** ad citandum vel in jus vocandum quod vulgo dicitur adjornare.

Quando dicitur quis peccat per malitiam, ignorantiam sive negligentiam.<sup>652</sup>

Secundo sciendum quod huiusmodi persone possunt in iudicio tantum peccare scilicet per malitiam, per ignorantiam, per negligentiam. Malitia dicitur quando sciunt quod peccant, puta iudex quod male sententiat et sic de aliis. Negligentia Quia si adhibuisset diligentiam debitam ad cognoscendum qualitatem cause vel inquirendum debite a clientulo scivisset, ut iudex si noluit viduis et huiusmodi iustitiam ministrare et generali si noluit iudicare. Ignorantia dicitur hic crassa et supina quia scilicet ignorat quod est sui officii vel est impotens in iure et huiusmodi. Ex predictis sequuntur plura correlaria. Et primo ponam correlaria pro advocatis.

2us articulus.<sup>653</sup>

### B. Correlarium primum pro advocatis.<sup>654</sup>

Advocatus perdens qualitercumque vicio ejus scilicet uno trium predictorum causam sui clientuli et vocatur clientulus persona quam defendit seu pro qua patrocinatur, tenetur ad restitutionem secundum Hostie.; secus si perderet ex cause qualitate ut defectu probationum et falsa informatione aut malitia sui clientuli.

---

<sup>650</sup>Marge.

<sup>651</sup>Déplacement de ces trois mots au folio suivant., où se trouve le titre.

<sup>652</sup>Marge.

<sup>653</sup>Marge.

<sup>654</sup>Marge.

Correlarium secundum pro advocatis.<sup>655</sup>

Advocatus si scienter deffendit causam injustam secundum Monal., tenetur ad omne illud quod admisit adversa pars et etiam clientulo quem decipit dans sibi intelligere quod haberet justam causam<sup>656</sup> et qui alio modo non litigavisset. Idem si ignorabat ex culpa sua injustam causam esse aut propter imperitiam in jure aut quia non inquisivit ut deberet a clientulo. Si vero ignorantia provenit a qualitate negotii vel falsa informatione sui clientuli aut malitia excusatur, tenetur tamen dimittere postquam cognovit injustam esse et salarium acceptum tenetur restituere secundum Monal., quod credit jus esse Angelus quando ignorantia provenit ex culpa sua.

C. Correlarium primum de iudicibus.<sup>657</sup>

Judex si scienter male iudicat, quacumque ex causa, cupiditate, timore, odio, vel amore, tenetur ad omne interesse secundum Ray nisi possit inducere illum pro quo tulit ad plenam restitutionem. Et similiter tenetur si justitiam viduis et hujusmodi noluit administrare secundum Monal, ymo generalter tenetur ubi nullo modo voluit iudicare set etiam quia aliquis amisit jus suum et tenetur leso secundum Ray restituere totam litis estimationem et istud similiter est correlarium indirectum.

D. Correlarium secundum pro iudicibus quando tenentur restituere propter ignorantiam.<sup>658</sup>

Judex si per ignorantiam crassam et supinam quia ab aliis non curat investigare quod nesciebat et sic assessor male iudicavit. In hoc casu tenetur secundum Ray; secus si fecerit diligentiam debitam inquirendo a peritis qui sic consuluerint propter materiam dubiam excusatur.

Similiter si de consilio assessoris hoc modo debere fieri asserentis. Unde ut dicit UI iudex delegatus est aliquando juris ignarus quod etiam [non]<sup>659</sup> novit delegans set ratione bonitatis delegat sibi causam et talis sic tulit sententiam bona fide et consilio peritorum non tenetur ad satisfaciendum.

---

655Marge.

656ANGELUS, (*Advocatus*, § 13): *si eum deceptus dans ei intelligere eum habere causam justam*, avec la même construction pour *dare*.

657Marge.

658Marge.

659Ajout de *non*. *No* se trouve en fin de ligne et *vit* en début de ligne suivante.

Et idem dicendum de arbitris quoad sententias injustas. Idem Archidi. Similiter si iudex ordinarius vel delegatus vel arbiter erat sciens et neglexit videre materiam in libris vel si nesciens neglexit querere consilia peritorum obligatur restituere secundum Ray et UI.

[fol. 8v]

Similiter<sup>660</sup> si fuit negligens ad sumendum idoneum assessorem aut eligit ignorantem aut hominem male conscientie secundum communem opinionem sive scienter seu ex incuria; secus esset si assumpserit qui communiter credebatur sufficiens vel datus est a superiore nam tunc ipse assessor tenetur in solidum parti lese Si mala fide scienter consuluit male sententiare aut ignorat ignorantia crassa vel negligentia secundum Hostiensem, Raymundum et UI.

E. Correlarium pro actore vel reo quando tenentur ad restitutionem.

Actor vel reus litigans tenetur ad restitutionem expensarum et dampnorum parti lese si sciebat injustam causam fovere a principio vel cum in processu cause cognoverit injustam esse mox non desit tenetur, ar in c<sup>o</sup> *Dominus, De secundis nuptiis*. Et secundum Mo tenetur restituere salarium receptum.

Et similiter si quis accepit pecuniam ne quis novisset crimen alicujus perpetratum turpiter accepit et de bono consilio tenetur. Si acceperit ne accusaretur de crimine perpetrando vel ne calumpniose accusare tenetur restituere, 1 q.1, *Jubemus*.

Pro hujus correlarii evidentia sciendum est quod accusare est aliquem in libello reum de crimine deffere ad vindictam vel punishmentem faciendam. Non sic est dampnare denunciare proprie et crimen proponere propter correctionem.

---

660Ceci est précédé de cinq lignes barrées qui sont celles du folio 7v.

Aliqua accusatio redditur viciosa tribus modis.<sup>661</sup>

Secundo sciendum quod aliqua accusatio redditur viciosa tribus modis, 2, q 3, § *Notandum*. Primo<sup>662</sup> calumpniando quando scilicet falsum crimen imponitur, et talis tenetur de omni dampno dato proximo ultra peccatum mortale, c° ult., *De Calump.* 2° tergiversando et totaliter a lite recedendo sine licentia iudicis non ex compassione proximi set propter malum finem et talis secundum forum contentiosum punitur in quinque libris auri, L. 3, ff. *De prevari.* 3° prevaricans quando scilicet colludit cum reo falsas probationes et varias simulando et talis punitur arbitrio iudicis ut in L prima et 2a., ff. *De preva.*

F. Correlarium pro testibus.<sup>663</sup>

Testes per quorum falsum testimonium aliqua partium amisit causam suam tenentur restituere illi totum dampnum, ar 17, q 4, *Si quis in atrio.*

Limitant allqui verum si sunt diligenter examinati et scienter falsum testimonium tulerunt; si autem non examinati diligenter mortaliter peccaverunt set restituere non tenentur quia talis non est principaliter in dampnificatione sicut iudes et advocatus set magis secundario et occasionaliter. Tenetur etiam testis quia accepit propter unum testimonium faciendum dare pauperibus. Si datum fuerit a volente corrumpere testem et si dans volebat per hoc justitiam sibi ministrari debet reddere; potest tamen testis percipere moderatas expensas pro sumptibus factis eundo stando et redeundo ut notat glosam, c *Statutum, De rescriptis., libro sexto*, pro etiam mercede dierum quibus stetit occupatus pro testimonio ferendo et quibus amisit operas suas.

Et nota quod ait Bar in L *Presbiter, De episcopis et Clericis.* Non solum falsus testis qui loquitur falsum set etiam qui veritatem novit et tacet.

---

661 Marge.

662 Paragraphe semblable: ANGELUS, *Accusatio*, § 8

663 Marge.

#### G. Correlarium pro notariis seu tabellionibus.<sup>664</sup>

Notarii sive tabelliones et alli quinque falsificantes instrumenta testamenta libros mercantiarum et quascumque alias scripturas tenentur ad interesse partis de omni dampno secuto.

Similiter qui constituerit cartas et instrumenta usurarum exigendarum ac si esset debitum legitimum tenetur reddere usuram acceptam si usurarius non restituat. Illi autem qui precio vel prece testamenta destruxerant vel occultaverunt

[fol. 9r]

unde non solvuntur legata ad pias causas nec alia debita vel magna reperiri possint secundum Bar tenentur ad restitutionem omnium predictorum.

Similiter de aliis scriptis per quorum occultationem dampnum alicui contigit tenentur de dampno. Set et si conservunt instrumenta remunerationis apponentes clausulas quas ignorant contrahentes, maxime in hiis unde dampnum sequitur, ipsi ad restitutionem dampni tenentur.

Circa talia instrumenta vel cartas notariorum advertendum quod prelati subscribens vel sigillans sedulas vel instrumenta usurariorum, si non legit tenores vel si legat et non aparet ei usura, non consentit secundum Hostiensem. Si vero legit et percipit veritatem particeps est pacti licet non commodi usurarum.

2<sup>do</sup> advertendum quod notarii tam tenentur de usura quando fiat pro parte et lucro usurarii pro quanto sine operatione eorum non valet usuraria prestatio facta set non si in instrumento sit expresse facta mentio de usura nisi consuetudo per talia cogit ad usuras solvendas.

3<sup>o</sup> quia qui scienter testes sunt in instrumentis usurariis, cum sine illis non valerent instrumenta dant causam et tenentur sic ut notarii secundum doctores.

#### H. Correlarium consiliatorum vel assessorum.<sup>665</sup>

Consiliarii vel assessores quadruplici modo vel in quadruplici casu restituere tenentur dampnum ex consilio dato vel non dato proveniens primo modo si consilium delinquenti aut contrahenti male dederint; 2<sup>o</sup> si quando debebant obviare malo quod in consilio tractabatur tacuerunt; 3<sup>o</sup> si leges iniquas condiderunt vel condi fecerunt;

---

664 Lettre en marge. Titre inséré.

665 Marge.



4° si in consiliis aliquid per quod proximi dampna sunt consecuti statui fecerunt vel proposuerunt et sine quo non fuissent dampnificati.

In solidum restituere quando tenentur.<sup>666</sup>

In hoc 4° casu quilibet tenetur in solidum. Adverte hic diligenter de consilio dato delinquenti sive quoad mores et contrahenti sive quoad rerum acquisitiones. Unde [si]<sup>667</sup> male consulendo mores bonos in alio corrumpant tenentur quantum potest exhortari ad bonum, 6, q 1, *Deteriores*.

Pro correlarii evidentia sciendum quod quoad primum casum ille qui dedit delinquenti consilium cum opere sive iste erat facturus sine tali consilio sive non, Aut qui dedit consilium ipsi sine opere ad illud quod sine tali consilio non fecisset, teneatur restituere ei contra<sup>668</sup> quem dedit consilium, l. *Si remunerandi gratia*, ff *man.*, set qui dedit consilium sine opere alias facturo non tenetur. Per opere intelligendum auxilium ut accomodare scalam furi ad ascendendum.

Qui autem dedit consilium contrahenti si fraudulentum fuerit tenetur, ut qui consiluit sui lucri causa mutare non idoneo, ff. *De dolo*, l. *Quod si cum res*; si non fraudulentum, non tenetur, ff. *De Dolo*, l. *Eleganter*, in fine, et hoc si sit **simplex**<sup>669</sup> **consilium**, **quia si esset mandatum** etiam **non fraudulentum** et sit **designata persona certa** ut si mandes **ticio** ut tradat sorti **pecuniam**, **tenetur** mandans **indistincte etiam si alius erat facturus**, ff. *Man*, l. *2*. **Si vero non est designata persona et tunc alius non facturus tenetur**, *De nego ge*, l. *3a*, § *Plane*.

---

666 Marge

667 Ajout

668 En marge: *contra*

669 En caractères gras: citation d'ANGELUS, *Consilium*, §1.

Nota quando quis debet exprimere votum suum.<sup>670</sup>

Quoad secundum casum, scilicet qui tenetur loqui et tacet consentit, I. *De etate*, § *qui tacuit*, ff. *De Interrogationibus*<sup>671</sup>. **Quilibet**<sup>672</sup> **autem de universitate tenetur votum exprimere in concernentibus facta communitatis ex debito, ar. in c 1, De hiis que fiunt a majori parte capituli.** Nisi quomodo contradicat habetur pro consentiente; Quod est verum de quocumque quoad peccatum, 22, q 5, *Hoc videtur*, **Set de pena non credo nisi in prelato vel cui ex officio competit ut in istis qui habent vocem in capitulo. Unde patet quod si conscius quamvis extraneus alicubi inveniatur puniendus quia non obviatur, Intelligi debet quando habet ex officio vel quando dolose non prohibet ut in crimine lese magestatis, I. Quisquis, C. Ad legem iuliam magestatis.**

Quoad tertium, Condentes leges iniquas tenentur ultra mortale peccatum restituere omne dampnum proveniens alicui ratione talis legis. **Omnes**<sup>673</sup> **autem voluntarie talem legem observantes ultra mortale peccatum omnia acquisita occasione talis legis tenentur restituere sicut in simili de participantibus cum raptore.**

Leges quando dicuntur inique.<sup>674</sup>

[fol. 9v]

Et dicuntur injuste leges vel inique non solum quia sint contra legem Dei vel nature set etiam quando sunt contra jus positivum ad pauperes opprimendos et justiciam impediendam secundum Hosti, quod nota bene quia casus patet de se.

J. Correlarium pro clientulis.<sup>675</sup>

Et videtur regula generalis quod quicumque vocat in jus vel facit vocari efficaciter animo malo, odio, ultra culpam tenetur ad restitutionem de omni dampno inde sequento. Et quisque clientulus qui jurat revelare et non revelat tenetur de omni dampno inde sequento.

---

670 Marge

671 Suppression de deux lettres qui suivent, (*ac*).

672 ANGELUS, *Consentire* §2

673 ANGELUS, *Lex*, § 22

674 Marge

675Titre inséré dans le texte.

Ex quo sequitur quod nec ipsi clientes nec dantes eis munera ut non revelent facta sunt excusati cum juraverint ipsi revelare set ad restitutionem tenentur ut de furto lignorum in silvis nisi forte aliunde ratio impediret hujus restitutionem, puta quia fur est in extrema necessitate vel dominus potestatem concessit clientibus in hujusmodi dispositione vel consuetudo habet quod possit quis lignam de hujusmodi silva tollere<sup>676</sup>.

Notabilia hujus denarii.<sup>677</sup>

In fine autem hujus denarii videnda sunt duo. Primum de salario iudicii advocatorum et hujus modi, Secundo de potestate iudicis respectu pene relaxande deminuende vel augende.

Salarium iudicis.<sup>678</sup>

De primo notandum quod si iudex accepit pecuniam ut iudicet sive ut bene iudicet quod gratis facere debet, ar 14, q 5, c *Non sane*, Et secundum Ray tenetur restituere ei qui dedit. Et secundum Bal, l. 1, ff. *De sal*, iudex qui accepit pecuniam ut veram sententiam det tenetur pena falsi.

Idem de eo qui accepit pecuniam ut verum testimonium dicat, ut notat ibidem glosa. Similiter si accepit iudex pecuniam ut male iudicaret tenetur restituere non ei qui dedit quia turpiter dedit set ei in cuius injustitiam recepit, pa, q. pa, *Jubemus*.

Nota bene qualiter quis non obligatur ad penam legis.<sup>679</sup>

In penitentiali foro non succedit obligatio ad penam nisi precesserit sententia judicialis alias pena non debetur nisi in foro penitentie ut dicit glosa, 2, q 7, *Sententia Cham*.

Notandum quod iudex ordinarius sufficienter beneficiatus vel stipendiatus quando non proficiscitur extra domicilium non possit petere expensas pro se nec possit petere salarium pro assessore et secundum panor, c. *Cum ab omni, de vi et honestate*<sup>680</sup>, ordinarius debet facere<sup>681</sup> provisiones; similiter nec pro notario, c. *Statutum, De rescriptis, li. 6°, § Notarium*<sup>682</sup>. Delegatus tamen ex principe cum proficiscitur extra domicilium potest petere expensas tam pro victualibus quam pro vecturis equorum et similibus.

---

<sup>676</sup>*Tollere*: correction de *tollit*.

<sup>677</sup>Marge

<sup>678</sup>Marge.

<sup>679</sup>Marge

<sup>680</sup>Ajout en marge: *De vi et honestate*.

<sup>681</sup>Peu lisible.

<sup>682</sup>Ajout en marge: *De rescriptes, li 6°*.

Delegatus autem ab inferiore quamvis sit princeps si deputatur ad universitatem causarum vel ad unam et maliciose, tunc ordinarius debet sibi providere set cessante malicia poterat a partibus petere expensas. Delegatus etiam ipse licite petit salarium pro assessore si fraudulet non faciat. Similiter pro notario secundum Ray.

Advertendum circa hanc propositionem Primo quoad secundum Alexa de ales in tertia parte summe officiales quamvis sint iudices si non habent reditus deputatos possunt a litigantibus aliquid exigere secundum consuetudinem non tamen per vim et improbitatem. 2° quia sive sit iudex ordinarius secularis sive delegatus petere potest expensas, c. *Statutum, De rescriptis, li. 6*, sicut et testis cum proficiscitur extra domicilium, 4, q 3, § *Venturis*. 3°, quod delegatus ordinarii ecclesiastici sic habebit expensas cum proficiscitur extra domicilium, sicut delegatus principis vel ordinarii secularis. Set ordinarius non potest petere expensas cum proficiscitur extra domicilium nec cum proficiscitur pro consecratione ecclesie ut in c. *Cum sit romana, De simo*; Et cum visitat provinciam suam, *De censibus, c. Ap[osto]llis* et c. *Exigit*, eodem, *li. 6*. 4°, quod iudex ordinarius aut delegatus qui recipere potest expensas tenetur computare illas quas domi fecisset secundum glosam, c°. *Cum ab omni*. Panor., tamen tenet quod non et est opinio benignior quamvis prima sit tutior.

Quo ad 2um advertendum primo quod iudex inferior non habet potestatem absolvendi reum a pena contra leges a superiore suo compositas set princeps qui habet plenam potestatem in re publica poterit reum licite

[fol. 10r]

totaliter absolvere si reipublice viderit expedire et passus injuriam vellet remittere.

2° qui secundum Hosti iudex reo convicto si in iure pena certa inveniatur imponere debet alias arbitrio suo committitur tamen in humaniorem partem debet semper declinare et sic mitigare maxime cum subesse causa ut pote quia non ex proposito vel ex casu vel quia injuria effectum non habuit vel ob etatem puerilem vel femelam .

Unde secundum Panor in factum iudex debet detrahere severitatem sententiendo a penis in iure statutis si causa legitima subest ut puta quando multitudo delinquentium est in causa et sic sine scandalo probari non potest.

3° quia iudex potest augere penam ad terrorem aliorum qui proni sunt ad culpam quia multis ea assentibus opus est exemplo, *ff. De pe., L. Aut facta, in fine.*

#### **K. Regula secundum Hugonem pro denario adulatoris.**<sup>683</sup>

De omni quod acquirit homo per adulationem tenetur ad restitutionem.

Adverte hic quod acquisitum potest esse spirituale puta beneficium sicut in curiis principum adulatoribus sepe datur. Aliquando temporale et hoc sive officium vel pecunia vel alia res quecumque pecunia estimari potest sive emi potest. De hujusmodi re temporali si adulator tenetur ad restitutionem de precepto vel bono consilio, dic ut infra in denario mulierum; quoad acquisitum per turpe lucrum quod secundum alex dicitur cui est peccatum annexum et quoad beneficia per adulationem impetrata habes infra in denario symoniacorum vide ibi.

Notabile hujus denarii.<sup>684</sup>

Ut hic denarius intelligatur notentur 6a genera adulatorum que ponuntur infra in peccato superbie et ea que ponuntur infra in denario donatariorum et simoniacorum et adaplicentur ad istos adultores, hystiones, ambassatores, fornicatores puellas decipientes et hujus modi.

---

683Marge..

684Marge

## L. Regula sive theorica pro denario bellatorum.<sup>685</sup>

Belli justi quinque sunt cause sine quibus aut aliqua ipsorum bellum justum esse non potest; sic ad bellum justum sequuntur aut sequi possunt quinque comites jura belli applicantes scilicet

Obedientia

acquisitio

Occisio

Incendium sive abusio

Et compositio.

Declaro terminos sive regulam per singula verba. Primo dicitur belli justi, Unde hic est totus labor et necessaria cogitatio confessori et consultori id est ut scilicet primo consideret si bellum sit justum vel injustum.

Que requiruntur ad justitiam belli.<sup>686</sup>

Et quantum ad hoc dico quod ut bellum sit justum quinque requiruntur secundum glosam, 23, q 2, in summa, ut Persona, Res, causa, Jus, Et auctoritas. Persona non ecclesiastica. Clericis enim non licet sanguinem effundere, 23, q 8, *Clerici*, nisi in necessitate inevitabili.

Clerici possunt alios inducere ad bellandum.<sup>687</sup>

Possunt tamen secundum Thomam, 2a 2e, q 40, inducere alios ad justum bellum et eis assistere subveniendo absolutionibus et hortando non ut interficiant vel mutilent set ut fidem ecclesiasticam et patriam liberent et deffendant. Et si aliqui interficiantur non eis imputatur. Multo magis prelati possunt et debent, 23, q 5, *De occidendis*. Predicta tamen exhortatio secundum Inno debet fieri non in percussionibus set ante causa ligittima aut pro deffensione sua aut suorum aut paternarum legum, 23, q 8.

Animus scilicet ut non ex odio set ut habeat debitum et bonum promoveatur, 23, q 1a, *Quid culpatur*.

Auctoritas, scilicet superioris, dicto c..

---

685Marge. Denier 3

686Marge

687Marge

Sciendum etiam quod propter defectum auctoritatis vel jurisdictionis inferiores principibus nullam jurisdictionem habent super contumaces et rebelles; non possunt facere bellum sine auctoritate principis nisi essent invasi quia tunc possent se et sua defendere cum moderamine

[fol. 10v]

inculpate tutele et hominem percutere vel occidere, non possent tamen adversarium capere nec invadendo res suas adversarii facere nisi in recompensatione dampnorum suorum et expensarum ac laborum<sup>688</sup> et se adjuvantium et hoc incontinenti et sine intervallo, dist. prima, *jus gentium*, vel nisi quis in territorio suo eos delinquentes inveniret aut quando talis superiorem non haberet coram quo res suas repetere posset tunc propria auctoritate recuperare posset, l. *Judei* et l. *Nullus*, C. *De judeis*.

Sciendum postea quod si res in bello subsit ita quod pro rebus repetendis factum sit etiam si alie 4or conditiones belli justii desint non tenentur in foro penitentiali qui movit bellum restituere quod ibi accepit dummodo non excedat quod habere debebat secundum Monal, Si vero damnificavit plus adversarium non credo excusatum nisi concurrat simul auctoritas set tenentur compensare si plus habet quam esset sibi debitum.

Nota quod subditi moventes bellum ex imperio domini si bellum sit injustum tenentur restituere dampna data. Si dubitant an justum vel injustum, excusantur propter bonum obedientie. Si postmodum sciverint fuisse injustum statim inciperunt esse male fidei possessores et restituere tenentur quod extat.

Unde nota quod omnes existentes in bello quod scitur injustum tenentur in solidum secundum Monal et hoc de omni dampno quod suo consilio auxilio vel favore datum est quod aliter datum non fuisset, 2a, q 1, *Notum*, in fine.

---

<sup>688</sup>Suppression de *sui*.

Si vero probabiliter credit aliquis quod propter suum auxilium consilium vel favorem nichil plus fecerant quam facturi erant tenetur tamen de hiis que ipse habuit vel dampnum dedit val aliquis de familia sua directe vel occasion aliter, ar., *De sen et re judi*, c primo.

M. Correlarium primum bellatorum.<sup>689</sup>

Ex deffectu autem hujus auctoritatis videtur sequi primo quod comites qui sine actoritate principis vassallos proprios bello exheredant tenentur secundum Hostiensem ad restitutionem. Nulli enim licet arma movere ad alium impugnandum sine auctoritate regis vel judicis, *Quod metus causa*, c. *Extat*.<sup>690</sup>. Requiritur enim in bello ut dictum est auctoritas principis.

Correlarium 2m.<sup>691</sup>

Secundo sequitur quod facientes bella ab una civitate alteri sine auctoritate principis dicuntur latrunculi secundum Ihoannem de platea et tenentur accepta restituere ut L. *Qui a latronibus*, ff. *De testa*.

Correlarium 3m.<sup>692</sup>

Terto sequitur quod in partialitantibus civitatum quando una pars expulsa inducit bellum civitati non est bellum set dissentio civilis ideo ubi capta subjacent restituenda.

Correlarium 4m.<sup>693</sup>

Quarto sequitur quod per bellum vel violentiam non licet propria auctoritate rem suam ablatam vel invasam recuperare nisi incontinenti cum moderata tutela que fit non ad assumendam vindictam set ad propulsandam injuriam ut fiat rei deffensio. Nam si ex intervallo fiat, debet judex adiri et ejus auctoritate recuperari si potest, set si non potest esse, videtur licere.

---

689Marge

690Correction pour ff., *Quod metus causa*, L. *Extat*.

691Marge

692Marge

693Marge



Unde secundum Alex, Ricar et Sco in 4°, di 15<sup>694</sup>. Si aliter non possunt rem suam habere, licet furto eam tollere, si tamen non sequatur inde scandalum nec periculum mortis corporalis aut magne lesionis nec periculum peccati mortalis.

Correlarium.<sup>695</sup>

Quinto quod cum vassalus comitis vult facere guerram contra comitem, requirenda est 1° auctoritas regis. Si autem habet aliquid contra regem qui requisitus humiliter per pares curie non vult ei jus exhibere, Credo inquit Yvo<sup>696</sup> quod si jus suum deffendit armis cum moderamine non peccat.

Compugnare vero regem propria auctoritate non licet set denunciare habet pape qui posset dare auctoritatem movendi contra eum arma vel imperatori si rex illi subsit; hec secundum Yvo.

Dicebatur autem in regula quod 5 comites sive milites sunt belli justii. Et post dicitur obedientia.

Notabile.<sup>697</sup>

Q°. Si subditi tenentur ire ad bellum domino mandante.<sup>698</sup>

Pro quo notandum quod quamvis subditi ad bellum justum domino mandante ire teneantur, si inducit bellum favore rei publice aut invadatur et non sufficiat per se, nam tunc

[fol. 11r]

omnes tenentur, c *Si nulla* et c *Omni timore*, 23, q 8.

Subditi quomodo excusantur;<sup>699</sup>

Ipsi etiam subditi sequentes dominum in bello injusto in quo dubitant semper nec facta inquisitione donec potuerunt a peritioribus excusantur propter bonum obedientie, c° *Quid culpatur*, 23, q. qa,

---

694Correction pour 14.

695Marge

696Lecture douteuse. Hypothèse.

697Marge

698Marge

699Marge

aliter non. Tamen faciens bellum injustum tenetur de omnibus per se vel per suos, adversario et suis hominibus illatis, et propriis hominibus, de dampnis datis ab hostibus.

Subditus vero qui in<sup>700</sup> dubio bello multa acquisivit cum cognoscit bellum esse injustum omnia que habet restituere tenetur. Et credit Anglus quod etiam consumpta quia numquam habuit bonam fidem ex quo semper dubius permansit. Et adverte quod non excusantur amici cognati et stipendiari, alii qui voluntarie juvant talem in dubio bello, ergo si erat injustum de omni dampno dato tenentur ad restitutionem.

Notabile 2m<sup>701</sup>

Preterea notandum quod cum idem posset esse vassalus duorum dominorum [si]<sup>702</sup> simul requirunt eum ut eos juvat in bello, secundum quosdam juvabit quem voluerit ut L. *Si quis intestatus, ff. Ad Senat.* Alii dicunt quod juvabit priorem id est cui primo juravit fidelitatem; Tutius tamen est quod primo in propria persona, secundo vero per substitutum si hoc patiatur natura feudi. Idem Iho de liga.

Idem dic si cuivis duarum civitatum teneatur juvare unam contra aliam.

Respondeo<sup>703</sup> quod si eque primo aliqui subditi habeant mandatum juvandi regem suum in bello uno et baronem in bello alio, dubium est cui tenentur<sup>704</sup> obedire, Nam baroni subiecti videntur respectu fidelitatis et ratione juris dictionis, Tamen quia vocati a rege sunt vocati ad majus tribunal et rex vocat pro communi bono et deffensione universali jure gentium illi obediendum, 23, q 3, *Fortitudo*. Nota etiam quod vassalus tenetur juvare dominum contra patrem, vel patrem contra filium, ut no[tatur] in glosa 22, c. *De forma*, q 5.<sup>705</sup> Nam filius solo vinculo nature obligatus est patri set vassalus domino vinculo juramenti. Set glosa, c. [ ], 11, q. 3<sup>706</sup>, aliquialiter sentit contrarium; verumptamen pro deffensione patrie licitum est, ff. *De religiosis sumptibus, Minime*<sup>707</sup>.

---

700Plusieurs mots barrés ensuite.

701Marge

702Ajout.

703La question est exprimée dans la réponse.

704Ajout.

705Ajout en marge, côté pliure.

706 Lecture difficile, mots raturés, (peut-être en second: *ministros*) et chiffre barré devant le 3.

707 En marge. Ajouts et ratures sur trois lignes.

Et hec est vera secundum Iho de liga.

Unde etiam si rex sacrilegus bellum induceret subditus posset bellare dummodo videret quod iubetur contra Dei preceptum non esse aut utrum sit an ne certum non esset; sic **dominus<sup>708</sup> tenetur mandatorio de dampnis que in bello est passus secundum Pa nisi pietatis humanitatis causa vel parentele bellaverat, vel nisi ex debito tenetur aut nisi aliquid recipere convenerint pro<sup>709</sup> mercede. Et intelligitur de dampnis que verisimiliter potuit mandans providere** cuique est dubius eventus belli.

Notabile 3m. 2us comes justii belli.<sup>710</sup>

Secundus comes justii bellii dicitur acquisitio.

Pro quo nota quod aliquis habens justum bellum non teneatur in se nec subditis suis aliquid restituere de rebus injuste contra eum pugnantis aut vassallorum vel hominum suorum quia bona capta efficiuntur capientium, l. *Si quid bello* et l. *Hostes, ff. De captivis*.

Et ita secundum Monal non tenetur de dampnis adversarii **que<sup>711</sup> bona fide intulit et a quibus commode abstinere non poterat secundum consuetudinem pugne; [...]** **ymo<sup>712</sup> licite bona cepit etiam fautorum et subditorum adversarii donec sit sibi satisfactum.** Tamen si subditis innocentibus nullum auxilium vel consilium in bello illicito prebere volentibus scienter intulit dampnum tenetur ad restitutionem secundum Ricar in 4°, disti. 15. Quod limita verum nisi dominus eorum directe vel indirecte ex personis vel rebus eorum juvaretur. **Multo<sup>713</sup> magis tenetur restituere qui dampnificat non subditos adversarii innocentes scienter ut sunt ecclesiastici.**

Adverte tamen quod **si<sup>714</sup> a casu dampnificaret istos non intendens puta quia bellans contra adversarium non valens impugnare eum incendit civitatem et sic comburuntur ecclesie et bona aliorum innocentium**

---

708 ANGELUS, *Bellum*, § 15

709 Correction selon ANGELUS, *Bellum*, §15: *pro mercede*, pour *super mercede*.

710 Marge.

711 ANGELUS, *Bellum*, § 12.

712 ANGELUS, *Bellum*, § 13:même formule, sauf pour le temps du verbe: *cepit* et non *capit*.

713ANGELUS, *Bellum*, § 13:même formule

714En ANGELUS, *Bellum*, § 13: formule un peu plus longue, et présentant le même passage du singulier au pluriel (*incendit...non tenentur*)

## **tunc non tenentur.**

[fol. 11v]

Adverte etiam quod **clericus cum domino suo vadens qui in bello justo aliqua de bonis adversariorum** rapuit restituere tenetur **quia sicut dominus non potuit ei dare auctoritatem bellandi sic nec rapiendi; posset tamen retinere si guerra durante dominus ut illam<sup>715</sup> teneat consentit. Si vero non ipse rapuit set sibi ab hiis quibus licuit rapere data sint non tenetur** restituere quando ex consuetudine quilibet quod rapuit sibi retinet. Hec Ang[e]lus.

N. Notabile 4m.

Et nota quod **occupata<sup>716</sup> hodie per principes christianos inter se bella et guerras propria temeritate** facientes violenter que usurpata ab aliis ab antiquo possessoribus debent restitui secundum dominum Anto, c. *Quod super hiis* et Hoste. Unde confessores per subtractionem absolutionis debent peccata etiam notoria eorum non palpitare. Unde **non credit quod in italia prescribi [taliam]<sup>717</sup> possint, c. fi., De prescriptionibus. Ideo restituere tenentur.**

Tenentur in solidum.<sup>718</sup>

Adverte hic diligenter et advertandum quod si duo raptores quorum unus alteri non subdabatur nec econverso nec nisi equaliter alter alterum animavit set simul convenerint de faciendo tali insultu vel bello tenentur in solidum secundum Hostie set secundum Ray dic quod quando sunt plures raptores si simul vadunt quasi sit unus exercitus quilibet tenetur in solidum quia quilibet juvat alios et facit fortiores; hoc est verum secundum Yvo quando unus sine alio non fecisset.

---

715ANGELUS, *Bellum*, § 17. Chez ANGELUS, *illam* renvoie à *rem*, (*illam rem [capiendo]* désignant le bien pris à l'adversaire). Le mot *rem* manque ici;

716ANGELUS, *Bellum*, § 16

717Ajout selon ANGELUS, *Bellum*, § 16: *...prescribi talia possint*, où *talia* est le sujet pluriel de *possint*.

718Marge.

Si vero non juvant simul set quilibet per se facit dampnum quilibet tenetur pro eo quod intulit.

O. Tertius comes belli.<sup>719</sup>

Notabile 5m.<sup>720</sup>

Restitutio persone occise<sup>721</sup>

Tertius comes justii belli dicitur occisio de quo fuit aliquid tactum set pro ampliori intellectu Notandum quod qui injuste hominem communiter occidit tenetur totam vitam suam exponere contra infideles vel hereticos in satisfactionem occisi vel in orationibus jeiuniis et hujusmodi. Et si non potest vel non vult tenetur saltem ad specialem restitutionem faciendam equipollentem vite quam abstulit; sic potest esse equivalentia in talibus arbitrio boni viri nec hoc modo solum set tenetur placare lesos quantum potest et sustentare quos interfectus sustentabat ut puta matrem vel patrem vel propinquos. Tenetur enim illis ad tantam restitutionem quantam illis abstulit per illius persone interfectionem et extimabitur secundum tempus quo verisimiliter fuisset victurus et operaturus, sicut extimat l. hereditatum computationem, ff. Ad l. falci.

Correlarium primum<sup>722</sup>

Correlarie sequitur quod in hac restitutione facienda digne considerabitur ars deffuncti, qualitas persone, etas et vigor.

Notabile 6m.<sup>723</sup>

Nota tamen quod tantus rigor restitutionis non debet observari si quis illum qui eum aggressus est occidisset causa sue juste deffensionis licet aliquomodo excessisset quia difficilimum est justum temperare dolorem. Nec habet locum ubi quis ordine justicie alium interfecisset.

Notabile 7m.<sup>724</sup>

Etiam nota, qui vulneraverat aliquem irremediabiliter puta abscindendo membrum vel mutilando tenetur ad placationem lesi, expensas in medicos et ad omne lucrum quod potuisset acquirere.

---

719Marge.

720Marge.

721Marge.

722Marge.

723Marge.

724Marge.

Si autem remediabiliter non tenetur ultra predicta de placatione et expensis nisi ad lucrum quod perdidit tempore infirmitatis si fuisset lucraturus; hiis concordant Ricar et Landul in 4, eadem disti.

P. 4s comes belli.<sup>725</sup>

Quartus comes est incendium.

Incendiarius quis est.

Pro quo sciendum quod incendiarius proprie dicitur qui malo studio ignem fecit aponi aut consilium dederit aut auxilium scienter ad incendendum castrum, civitatem, domum, segetem et similia alia secundum Hosti et Goffre; malo studio id est odio vindicta vel animo injuriandi.

Correlarium.<sup>726</sup>

Tamen ponitur hoc correlarium: qui edes aut acervum frumenti aut aliquid hujusmodi **scienter<sup>727</sup> et voluntarie** combusserit **vel ex lata culpa tenetur ad restitutionem totius dampni dati** tam in

[fol.12r]

incendio quam in rebus perditis pro incendio, c. *Si egressus*, cum c. sequenti, *De injuriis et ibi communiter doctores. Si nichil omisit de contingentibus non tenetur*. Rapiantes autem res illorum qui patiuntur incendium tenerentur restituere nisi haberentur pro derelictis a domino illorum, ar. l. *Si quis merces, ff. Pro derelicto*; set si quis destruit domum vicini timore incendii ne sua comburatur non tenetur restituere si erat justus metus et probabilis; si non justus metus tenetur ad sumptum dampnorum secundum Hosti.

---

<sup>725</sup>Marge.

<sup>726</sup>Marge.

<sup>727</sup>En caractères gras, ANGELUS, *Incendiarius*, § 2

Addit tamen quod si a vicinitate domus alicujus est dirupta justo metu incendii iudex ex officio et summa equitate debet facere quod vicini ei satisfaciant quilibet pro parte sua. Incendiarii vero et effractores locorum sacrorum ultra grave peccatum et excommunicationem tenentur de dampnis.

Adverte etiam **quod<sup>728</sup> ecclesie in castellate possunt incendi et bona ibi reposita ex quibus sustentabantur contra hostes in injusto bello possunt capi. Non in castellate vero a proposito nec res ecclesie sunt auferende et contrarium facientes tenentur ad restitutionem.**

Q. 5us comes<sup>729</sup>

Quintus comes est compositio.<sup>730</sup>

Pro quo sciendum est quod possunt domini qui bellaverunt componere super dampnis subditorum suorum procurando satisfactionem eorum quantum possunt. Et si probabili causa viderint ea esse remittenda potius quam carere pacis commodo et invenire bellorum pericula et ipsi subditi debent ratum habere; quibus etiam contradicentibus poterint componere. Ad hoc facit quod notant doc[tores] in c. *De constitu.* Et princeps ex causa potest statuere contra ea que sunt de jure gentium et de jure naturali ut patet de prescriptione.

Notabile 8m .<sup>731</sup>

Circa predicta advertendum quod remissio quoad dampna data ecclesiis et ecclesiasticis personis non valet facta per dominos bellorum nisi prelati ipsorum consentiant. Nam raptores bonorum ecclesie et clericorum tenentur ad restitutionem nisi auctoritate prelati ecclesie fieret. Si tamen incastellaretur ecclesia et confugientes ad illam inde impugnarent justos bellatores non debent commodare immunitate ecclesie, Et si reposita sibi victualia pro sustentatione hostium a juste pugnantibus raptantur non tenentur restitutioni.

---

<sup>728</sup>En caractères gras: ANGELUS, *Bellum*, §13 (fin)

<sup>729</sup>Marge.

<sup>730</sup>Marge.

<sup>731</sup>Marge.

R. Nota hec de repressaliis.<sup>732</sup>

Finaliter circa hunc denarium quia repressaliarum et torneamentorum est belli causa in hoc denario ponam aliquid de repressaliis et torneamentis; Et pro hac materia de dampnis illatis ab animalibus in denario venatorum.

Pro quorum declaratione sciendum quod repressalia dicuntur **rerum<sup>733</sup> aliarum retentio auctoritate principis vel civitatis pro recompensatione dampni dati indulta ut elicitur ex c. Dominus, 23, q 2, et hoc est quando** omnis dominus de sua terra vel dominio spoliatur vel dampnificatur vel ei debitum non solvitur ab omni domino de alia terra; Et tunc datur potestas illi spoliato quod satisfaciat sibi contra quemlibet de illa terra unde et est spoliator ut debitor.

Repressalie si sint licite.<sup>734</sup>

2° sciendum quod ut repressalie sint licite in foro conscientie requiritur 3a secundum Bar in *tractatu repressaliarum*, primo auctoritas superioris, 2° causa justa concedendi, puta quia denegatur justitia a civitate vel principe requisitata, 3° quod intentio ejus qui habet repressalias sit justa et recta, et est enim remedium repressaliarum, cum sit odiosum et subsidiarium contra jus commune non debet dari pro modico, puta si aliquomodo ledatur jus partis; secus si pereat jus partis totaliter et non potest haberi recursus ad superiorem aut ipse vel gens sua tota<sup>735</sup> negligit facere justiciam.

Tertio sciendum quod ille iudex cujus officium implorari debet ut det licentiam repressaliarum et ipse populus sive superior aut<sup>736</sup>

[fol. 12v]

consilium ejus apud quem est omnis potestas sicut principes, rex vel dominus alicujus civitatis potest subditis repressalias concedere quando superiorum copia non potest haberi; sic in quibusquam occasionibus propter urgentem necessitatem permittitur aliquibus ut jus suum vindicet ut lex ait, *Si debitorem, ff. [Si quis cautionibus in judicio...non obtemperavit]*<sup>737</sup>.

---

732Marge

733Même formule: ANGELUS, *Repressalia*.

734Marge

735Ajout: mot en marge.

736Suppression d'un *aut* en double.

737Lecture difficile. De *ut à obtemperavit*, le seul point sûr est: *Si debitorem*. C'est ce début de loi qui permet de trouver la référence.



Regula seu maxima pro repressaliis.<sup>738</sup>

Hiis premissis ponitur hec regula sive maxima cum aliquis per repressalias illicitas exigit ab alio quam a suo debitore vel plus quam fuit dampnificatus aut concedit repressalias contra personas ecclesiasticas aut eorum bona tenetur de dampno sequente secundum Archidi in c. *Et si pignorationes*<sup>739</sup>, c. unico, *De injuriis*, libro 6<sup>o</sup><sup>740</sup>.

Notabile.<sup>741</sup>

Et nota quod **repressalia**<sup>742</sup> **concessa contra Florentinos non debet extendi ad Florentinos habentes domicilium Senis** vel alibi quam Florentie secundum Pa, c. *Quamvis*<sup>743</sup>, *De offi ordi*, quia odiosa. Et secundum *Directorium* repressalia non debet fieri vel concedi in personis; unde iniquum quod in personis unus pro alio gravetur. Sequitur difficultas de torneamentis et ponatur torneamentum ut in *angelica* cum § 1<sup>o</sup> et non plus.

S. Regula seu theorica pro denario campsorum. Denarius quartus.<sup>744</sup>

Advertat tamen hic lector quod denarius campsorum licet videatur propinquus de denario furatorium tamen est alius simpliciter et est licitus si juste exerceatur, ideo aliud est vocare hominem campsoem, aliud usurarium sive furatorem. Ex<sup>745</sup> quo de hoc denario hec propositio:

Quamvis regulariter cambium monetale et reale non sint illicita secundum Deum: tamen cambium siccum regulariter est gratie dei desiccativum, dampnabile et usurarium et injustum. Pro intellectu propositionis notandum quod triplicia sunt cambia in genere, sive cambium fit tripliciter.

Triplex cambium .<sup>746</sup>

Primo quando quis numerat monetam pro auro vel e converso sive de tali cambio faciat artem sive non. Et istud regulariter non est illicitum et dico regulariter quia si esset lucrum excessivum secus esset .

---

738Marge

739Correction selon ANGELUS, *Repressalia*, §1, pour *impugnationes et*

740Ajout en marge.

741Marge

742ANGELUS, *Repressalia*, § 4

743*Quamvis*: correction du *quam* ( aussi chez ANGELUS)

744Marge.

745Non lisible (rature).

746Marge

Est aliud cambium quod fit per litteras et fit dupliciter.

Primo cum campsor cum quo communico facit mihi litteras quibus pro centum aureis quos habeo hic, debentur mihi nonaginta quinque tantum, ratione reliquum lucratur campsor. Et hoc modo licet secundum Bal, c. primo, *De plus peti.* Subit enim pericula viarum et dampna nunciorum et [pensiones]<sup>747</sup> salariorum; potest tamen esse injustitia quando excessivum lucrum caperet respectu laborum, expensarum et periculorum.

Fit 2° modo cambium reale et per litteras hoc modo. Est hic ultramontanus habens mille ducatos venetos et intendit eos ferre venetias ubi plus valent, qui inuenit campsozem in sua patria habentem tabulam cambii venetiis et tradit ei ad forum cambii venetiarum ut sibi venetiis reddantur; hoc modo licitum est quando non intendit propter priorem traditionem habere lucrum set ratione patrie illud reportat. Si vero ex hoc quod prius tradit ultra montes quam recipiat venetiis intendit lucrum habere erit usurarius cum prior traditio inducat rationem mutui et spem habendi ultra sortem; et sic erit usura.

Est aliud et tertium cambium quod dicitur siccum et fit septem modis.

Primo sic Campsor mutuans decem libras grossorum florentie que tunc valent centum florinos cum pacto quod alius teneatur siibi tantum dare quantum infra decem dies post celebratum contractum valebunt libre grossorum venetiis; et si plus vult tenere de mense in mensem renovatur et modo predicto contractus est usurarius. Nam ut in pluribus plus valent. Textus est clarus, c. fi., *De usu.*

Secundo fit hoc modo: Habeo hic Lugduni centum aureos quos trado Petro ut mihi tantumdem respondere faciat hinc ad mensem Rome ubi verisimiliter plus valent verisimiliter<sup>748</sup> et credit. Et similiter usurarius est quia est mutuum cum spe habendi ultra sortem, c. *Consuluit* et c. *In civitate*, *De usu.*

Tertio fit dando hic centum aureos petro indigenti ut mihi respondere faciat alibi hinc ad tres menses alterius generis monetam,

---

747Ajout d'après ANGELUS, *Cambium*, § 53

748Ajout en marge: de *verisimiliter* à *Consuluit*.

commutatio est contractus usurarius qui habet lucrum saltem in spe et usu secundum Hosti et Goffre.

[fol. 13r]

Quarto fit cum datur hic certa moneta alicui ut sibi reddat in scutis Lugduni tempore nundinarum que ibi fient ita quod extimat scutum hic vicingti octo et sic dat tantam monetam ad rationem de viginti octo<sup>749</sup> quod ascendet usque ad centum scutos<sup>750</sup> qui in Lugduno ut plurimum valent XXX saltem plus quam XXVIII; et sic de solidis; est usura secundum Monal.

Quinto fit cum aliquis indigens pecunia invenit hoc pacto quod recipiat ad rationem cambiorum de Bruges vel Londres licet non habeat bancum ibi nec ibi defferre velit (set finguat)<sup>751</sup> suas pecunias ut<sup>752</sup> inde lucretur ex tali contractu; unde dic quod est usura.

Sexto fit pessimum et dicitur cambium recambium. Et fit hoc modo Indigenti pecunia aliquis dat mutum ad rationem cambiorum de Bruges vel Londres cum pacto quod scribat litteras et tamen non mittit sed eas jaciet et secundum lucra eundo et redeundo accipiet ultra sortem et<sup>753</sup> ita usurarius pessimus est.

Septimo fit cambium in romana curia quod est usura clara licet sub cambio pallietur et fit sic. Clericus consequutus de novo aliquod beneficium pro expeditione bullarum ipsius indigens pecuniis petit a campsores sub mutuo certam summam puta centum ducatos restituendos in patria, puta turonie, hinc ad sex menses monete ibi currentis ei quem prefatus campsor statuerit. Mutuat campsor, set ultra cambium exurgens ex varietate valoris monete in diversis locis exigit V vel octo pro centenariis. Tales campsores usurarii sunt indubie.

Unde in dictis casibus est contractus mutui interpretati cum spe habendi ultra sortem<sup>754</sup> celebratus. Et licet aliquando minus eveniat tamen ut plurimum et extimatione intenditur lucrum et usurarii sunt mentales et etiam reales cum nolint mutuuum petenti dare nisi tali pacto et intendunt lucrum ex mutuo. Pro intellectu pleno dictorum necessaria sunt ea que dicuntur infra in denario usurariorum.

---

749ANGELUS: *viginti octo pro scuto* (*Usura*, 1, § 54)

750Correction selon ANGELUS, pour *aureos*.

751La parenthèse est dans le ms.

752Ajout en marge de *ut* à: *usura*.

753Ajout en marge de *et* à *est*.

754Ajout d'après ANGELUS, (*Usura*, 1, § 54): *ultra sortem*

T. Regula pro denario benefactorum. Denarius quintus.<sup>755</sup>

Cum beneficium detur propter officium, c. fi., *De rescriptis, li[br]o 6°*, et redditus beneficiorum sint bona pauperum commendata in manus beneficiorum sicut in manus administratorum et distributorum, non possunt ipsi absentes sine causa illa recipere nec de illis propria debita solvere nec aliis quam pauperibus inhoneste illa dare nec de ipsis illis testari aut aliter disponere.

Hanc propositionem ponit et tenet Panor in sua solenni repetitione quam fecit super c. *Cum in officiis*<sup>756</sup> *Extra, De testa* et in sua alia solenni repetitione quam fecit super c. *Extirpande, De preben et dign.*

Clerici que bona possunt habere.<sup>757</sup>

Pro intellectu propositionis est advertendum quod clericati possunt habere duo genera bonorum. Sunt enim aliquando bona ut patrimonium proprium et de istis nichil dico quia ad libitum sicut et seculares possunt dispensare. Alia sunt bona crucifixi sicut patrimonium Christi sicut redditus beneficiorum, canonica portio et hujusmodi. Est hic aliqua difficultas de quibusdam bonis sub quo genere predictorum contineantur, puta bona que acquirit sacerdos per suas chotidianas missas, in auditione confessionum et hujusmodi. Et dico breviter quod que habentur intuitu persone et pro labore et industria solum censentur non esse de patrimonio Christi. Exemplum est de sacerdotibus qui sunt in confratriis civitatum et convenit cum eis ad dicendum certam missam vel de acquisito pro missis dicendis simpliciter; semper tantum considera si obvenientia<sup>758</sup> habuerit respectum ad ecclesiam vel personam; nec cures de opinione contraria aliquorum canonistarum, set indistincte cantat<sup>759</sup> cum doctoribus Panor tam de clericis habentibus administrationem quam non habentibus; et dicuntur autem clerici habere administrationem omnes qui habent beneficium quantumcumque simplex in titulum cui sit assignata certa dos. Vide glosam in verbo vel ipse in c. *Ex tue, De clericis non residentibus*.

---

755Marge

756Correction pour: *Cum omnes*

757Marge

758Correction pour *obvenans*

759Verbe surprenant,sauf s'il désigne une formulation versifiée. De plus, il ne sembla pas y avoir de complément d'objet.

Sic igitur habes quod clericis de et super patrimonio crucifixi est,<sup>760</sup>

[fol. 13v]

est sublata quadruplex potestas, quia non possunt accipere, solvere, dare, testari; alias teneantur ad restitutionem facere tam ipsi quam recipientes ab eis.

Est tamen advertendum quod quoad debita contracta non pro suo patrimonio proprio set<sup>761</sup> pro patrimonio Christi [possunt solvi]<sup>762</sup> quia episcopi possunt talia solvere de bonis crucifixi secundum d[o]m[inu]m Antho, c. *Olim, De restit spoli.*<sup>763</sup>

Et adverte quod ubi clerici tenentur ad restitutionem et non habent nisi bona ecclesie, tunc debent districte sibi necessaria subtrahere et imputatur ejus delictum quod sit<sup>764</sup> sic arte obligatum. Unde hoc cognoscentes olim clerici qui erant docti et consentiosi vix poterant cogi ad suscipienda beneficia et pro pace eorum fuit declaratum secundum jura antiqua quod facerent quatuor partes de redditibus ecclesie et oblationii[bus]<sup>765</sup> fidelium scilicet episcopo, pauperibus, ipsi sacerdoti cum clericis, et fabrice, ut c. *Quatuor et c. Cognovimus*, 12, q. 2.

#### V. Qualiter debent uti beneficiis beneficiati.<sup>766</sup>

Et licet quoad quartam episcopi et quartam fabrice standum sit consuetudini<sup>767</sup> rationabili tamen tenentur ad quartam debitam pauperibus nec valet consuetudo in contrarium. Et nedum quartam partem sed omnia que supersunt tenentur pauperibus erogare si fabrica non egeat reparatione vel nisi vellent talia convertere ad ampliandum cultum Dei in tali ecclesia, nulla extrema necessitate pauperis [ ]<sup>768</sup> occurrente; hec Angelus<sup>769</sup>.

Ibi nota secundum Tho., quod si talia bona sunt distincta a suis non debet sibi retinere alias peccat mortaliter si indisincta ipsius fidei committuntur set de hoc vide Panor., ut prius. Ex predicta propositione possunt inferri multa correlaria.

---

760Fin de page. Il est possible qu'aient été oubliés quelques mots en haut de la page suivante, par exemple de *clericis à crucifixi*.

761Pour: *sint set...*, lecture douteuse.

762Ajout.

763*Spoli*: en marge.

764*sit*: en marge.

765Ajout (fin de ligne)

766Marge

767Ajout (fin de ligne)

768Mot barré.

769Adverte (lecture douteuse), corrigé en: *advertit*

X. 2us articulus.<sup>770</sup>

Correlarium 1m.<sup>771</sup>

Primo quod clerici non sunt domini bonorum sui beneficii. Vide, ubi prius, Panor; vide dra., [ ]<sup>772</sup>, c 2, *De duplici dominio*.

Correlarium 2m.<sup>773</sup>

Secundo infero quod si legitima causa absentie non subsit tenetur clericus restituere fructus quos in absentia percepit de beneficio suo; tenetur inquam<sup>774</sup> si habeat alia bona quam de beneficio. Rationabilis causa absentie est vel quando est corporalis necessitas, puta infirmitas, vel ecclesie evidens utilitas puta quia oportet quod sit in servitio pape vel episcopi et hujusmodi.

Ex quo sequitur quod clericus excommunicatus juste tempore excommunicationis absens non debet fructus recipere beneficii.

Similiter nec clericus existens in peccato notorio quia cum sit suspensus perinde est ac si non resideret quia nullum et inutile idem est c *Inter corporalia, De translatione prelatorum*.

Clericus vero peccator creditur non teneri quamvis tutius esset restituere secundum Ang[e]lum.

Correlarium 3m.<sup>775</sup>

Tertio infero quod recipiens ecclesiam parrochiam non intendens infra annum promoveri ad sacerdotium sed solum habere fructus unius anni, tenetur restituere nisi mutata voluntate promotus fuerit ut in c. *Commissa tibi, De Elec, li°6°*. Vacat quam ecclesia statim post annum si promotus ad sacerdotem non fuerit, eodem, c. *Licet*. Potest tamen episcopus dispensare ut insistens studio non teneatur infra annum nisi ad subdiaconatum promoveri. Ad presbiteratum vero usque ad septennium, eodem, c. *Cum ex eo*. Tutius tamen provideatur de vicario.

Correlarium 4m.<sup>776</sup>

Quarto infero quod licet clericus possit de bonis ecclesie dotare sororem vel alere parentes si indigeant, si tamen ad pompam vel alium statum, potest ratione, tunc tam dantes quam recipientes restituere tenentur, 2, q 6<sup>777</sup>, *Pervenit* .

---

770Marge

771Marge

772Blanc.

773Marge

774*In quam; in contra*

775Marge

776Marge

777Correction selon ANGELUS, *Clericus*, 13,§ 11

Quo ad accipientes limita quando clericus viduat<sup>778</sup>; aliqui indistincte<sup>779</sup> volunt quod teneantur quod est tutius.

Y. 3us ar[ticu]lus. De canonica portione.<sup>780</sup>

Est hic finaliter advertendum quia supra habita fuit mentio de canonica portione quod duplex est portio canonica a canonibus approbata . Una episcopalis seu que debetur episcopo et potest peti secundum Panor ab omnibus ecclesiis intra diocesim constitutis episcopo subjectis set non ab exceptis. Alia canonica parochialis scilicet que debetur ecclesie parochiali ut habetur, *Extra, De sepulturis*, per totum, et in *6to*, et in *Cle*.

Canonica episcopalis est 3a vel 4a pars secundum consuetudinem; quota vero sit parochialis quia jura sunt diversa ideo erit 4a. Nam in dubiis sequitur quod minimum est secundum Archi., c. *Cum quis, De sepulturis., li. 6to*. Canonica episcopalis est **de omnibus legatis factis**<sup>781</sup> **vel piis locis** exceptis aliquot casibus. **Primus est quando relinquitur aliquid pro ornamentis ecclesie seu vestibus,...** faciendis **ornandis vel redimendis**. Secundus est **quando legatur fabrice ecclesie indigenti reparatione aut pro luminaribus, lampade vel ceris**.

[fol. 14r]

Tertius **quando pro anniversario celebrando annuatim vel quando legatur pro trigenario** faciendo vel hujusmodi. Quartus cum **relinquitur ad perpetuum cultum divinum**<sup>782</sup> **vel quod officium dicatur in una capella**. Quintus **de oblationibus** in vita **non debetur 4a**. Sextus cum legatur **alicui**<sup>783</sup> vel private persone puta **non habenti administrationem vel prelationem** ut pote quando legatur **leprosis morantibus in tali loco** vel **heremitis** vel **fratribus** illis vel **peregrinis** aut **mulieribus** sine dote vel **viduis**. Septimus **de**<sup>784</sup> **legatis per male abblatis** quia tunc **sunt debita non legata** ideo non debetur 4a.

---

778Vidua: correction de:videt

779Marge

780Marge

781ANGELUS, *Canonica*, § 9, mais le passage est recomposé. ANGELUS évoque neuf cas.

782ANGELUS: *Canonica* § 9: «...divinum puta quod...fiat...vel dicatur officium...»

783ANGELUS: *Canonica* § 11: le texte est abrégé, l'ordre des mots est différent.

784ANGELUS: *Canonica* § 12

Octavus quando **subditus**<sup>785</sup> **legat ecclesie extra diocesim constitute** ut dicunt **Abbas, Inno, Jo, nisi tamen prescriptio aliud habeat.**

De quibus debetur canonica portio<sup>786</sup>.

Canonica portio quae vocatur parochialis debetur ecclesie ubi quis divina percipit divina et ecclesiastica sacramenta de omnibus que veniunt ratione funeris et omnibus legatis factis ecclesie apud quam elegit sepulturam, *Extra, De Sep[ur]is*, per totum et in *Cle., Dudum*, eo; etiam de legato facto rectori ecclesie in qua eligit sepulturam, pro missis dicendis debetur 4a parochialis sicut 4a episcopalis, c. *Cum inter vos, De verbo[rum] significatione* et etiam debetur de donatione causa mortis, dicto c. *Dudum*.

A predictis tamen multi casus excipiuntur. Primus quando **per consuetudinem vel prescriptionem nichil solvitur**. 2us quando **per pape privilegium eximitur a prestatione**, *De Sepul, c. In nostra*, cujus sunt **fratres minores et predicatorum**. 3us quando **aliquid legatur ad usus privilegiatos qui sunt** 4or<sup>787</sup> casus privilegiati<sup>788</sup> in quibus non debetur canonica portio episcopalis, supra. 4us quando **donatur ecclesie donatione inter vivos**. Quintus si sanus quis existens profitetur in monasterio ubi prius sepulturam elegerat **sicut de leproso qui intrat domum leprosorum**; similis **de illo qui recipitur in confraternitatem qui non retinet bona sua quantum ad proprietatem** sed tamen quoad usum fructum et gaudet fruitione religionis, c. *Ut privilegia, De privile.* 6us casus quando **quis legat ecclesie in qua non eligit sepulturam nec sepellitur**. 7us quando **de facto sepellitur contra voluntatem illius vel illorum fratrum** quorum est ecclesia et non de jure eo **quia sit interdicta ecclesia forte vel civitas secundum Fede, et Ge**<sup>789</sup>...8us quando **ecclesia parochialis erat interdicta ex culpa sua et non parrochiani,**

---

785ANGELUS: *Canonica* § 13, avec des références pour les auteurs évoqués.

786Marge

787Selon ANGELUS: 7 cas, ( *Canonica*, § 14)

788Pour: *privi*

789Rature, avec une finale probable: *um*



**tunc ipsa non habebit 4am** secundum pe<sup>790</sup>, et Ge. 9us **quando revocat electionem** et alibi eligit sepulturam et sepellitur et tunc secundum Ge, legatum postea dabitur 2e ecclesie nisi constet aliter de voluntate. Decimus quando licet elegerit tamen non sepellitur propter distanciam loci vel quia heredes nolunt ibidem deferre. **Undeci[m]us cum legatur pro incertis male abblatis** secundum pe<sup>791</sup>. **Duodeci[m]us quando legatum est ecclesie parrochiali tantum quantum est pars<sup>792</sup> legatorum factorum ecclesie electe secundum Hosti et pe<sup>793</sup>...si consuetudo non sit quod tantum leget ecclesie parrochiali** computabitur illud, at si minus fit suplebitur. **Tre[decim]us quando tempore testamenti et legati non elegit sepelli set postea tempore mortis elegit sepulturam** non debetur 4a nisi fieret in fraudem. 14us **quando in sua parrochiali non potuit audire divina et percipere sacramenta... propter vacationem longo tempore et alibi elegit sepulturam secundum Bal, 4a** ei debetur pro administratione sacramentorum celebratione. Hec Angelus.

Z. Regula seu maxima aut theorica pro denario detractorum. 6us denarius.

Articulus 1us.

Pro intellectu hujus denarii necesse est videre ea que dicantur infra in peccato superbie et ire et invidie, quibus suppositis dico sequentem maximam.

Quicumque derisor, contumeliator, vel detractor abstrahen[s]<sup>794</sup> proximi famam, exceptis septem casibus, tenetur ad restituendum et plus quam si abstulisset pecuniam.

---

790Sic et sans majuscule dans ANGELUS, contrairement aux noms propres, (*Canonica* §14): ensuite apparaît: *de pe*.

791ANGELUS, *Canonica* §14: *secundum de pe*

792ANGELUS, *Canonica* §14: *quarta pars*

793ANGELUS, *Canonica* §14: *et de pe*

794*Abstrahens* et non *abstrahet*

Pro hujus propositionis pleno intellectu notandum quod qui per detractionem suam abstulit famam proximi dicendo vel negando ea que de sui natura erant

[fol. 14v]

infamatoria, si generat malam opinionem tamen illis qui de illo bonam habeant tenentur restituere set taliter quod si dixit verum sine mendacio excuset proximum, dicendo quod male dixit et quia non credat. Si vero imposuit falsum retractet dicens se mendacium dixisse etiam si debet remanere infamatus quia magis tenetur servare juste famam proximo quam injuste sibi secundum Scotum in 4<sup>o</sup><sup>795</sup>. Unde si dixit in publico retractet in publico, si in occulto, in occulto.

Advertendum propterea quod dixi exceptis septem casibus quod stat aliquem non obligari ad talem famam restituendam in 7tem casibus. Primus si inde sequeretur infamati major infamia reducens factum vetus ad memoriam. 2us quando restitutio non potest fieri periculo peccati mortalis vel mortis corporalis. Tamen secundum doctores, cum restitutio fame non potest fieri, infamator tenetur ad aliquod equivalentes in rebus. 3us quando ipse dicit hiis quibus debebat, puta prelato per denunciationem aut accusationem vel hiis qui poterant prodesse et non obesse. 4us quando talia de sui natura non erant infamatoria quia poterant interpretari in veniale peccatum. 5us quando dicit se audivisse nihil addendo unde credulitatem facit; sic non tenetur ad restitutionem secundum Scotum in 4<sup>o</sup>, Landul et Asten, quamvis fit magnum genere periculum secundum aliquos. 6us quando ille qui scivit sciverat per aliam viam postea, puta quia tunc erat secretum nunc publicatum est per alios. 7us quando ille omnino erat infamus saltem apud illos cum quibus detraxit ab eo.

---

<sup>795</sup>Secundum Scotum in IV est inséré dans le texte d'ANGELUS, entre *sibi* et *unde*.

A. Maxima seu regula pro denario dominorum in dignitate constitutorum. 7us denarius.

Pro quo sciendum quod dominium alicujus rei ut puta ducatus civitatis aut terre, juste acquiri solet vel justo bello vel per legitimum successionem aut per consensum seu electionem populi habentis libertatem sibi eligendi dominum aut per institutionem principis ibi habentis jurisdictionem aut per legitimum prescriptionem aut per emptionem, permutationem, donationem vel alio justo titulo, de quibus omnibus habes *ff. De acqui re dom in glosa, l pa, et Insti, De re di.*

1us articulus.<sup>796</sup>

Pro hoc denario capiendum advertendum quod dominus aliquorum potest teneri ad restitutionem dupliciter scilicet generaliter et specialiter; voco propterea generaliter teneri in quantum est homo, specialiter, in quantum est dominus. Generaliter quia scilicet homo in simili casu<sup>797</sup> teneretur puta quando injuste emeret venderet et hujusmodi. Set specialiter dicitur teneri quando tenetur ratione dominii; hoc enim habent speciale et principes domini et domine supra subditos quia reddituri sunt coram Deo rationem tam de seipsis quam [ ]<sup>798</sup> de illis. De tentione itaque speciali de quam est ad propositum dico sequentem maximam.

Maxima.

Justus dominus ex eo quod est dominus tenetur ex debito suorum officiariorum et subditorum 3ter. Et primo quia negligunt eos corrigere, vel 2ndo quia nolunt eos officio privari in quo exercent<sup>799</sup> talia dampna aliorum. Et 3° quia non curant se scire certiora quomodo scilicet se regant eorum officiales et subditi.

Officialis negligens qualiter punitur.<sup>800</sup>

Et nota secundum Iho de Pla, in *L. Precepta, C. De deffensoribus civitatum*, quod officialis negligens corrigere criminosos debet puniri eadem pena quam criminosus. Nam est quidam tacitus consensus hujus;

---

796Marge.

797*Simili casu*: lecture difficile (rature)

798Mot barré.

799*Exercent*: correction de *exercet*.

800Marge

placet, C. *De excusationibus munerum* [ ]<sup>801</sup>

Pro intellectu autem predicte propositionis maxime quia in ea fuit positus justus dominus notandum quod dominium alicujus rei ut puta ducatus civitatis aut terre juste acquiri potest vel justo bello vel per legittimam successionem aut per consensum seu electionem populi habentis libertatem sibi eligendi dominum aut per institutionem principi habentis ibi jurisdictionem aut per legittimam prescriptionem aut per emptionem permutationem vel alio justo titulo. Unde qui alia via quam ab aliquo predictorum modorum intrat ille fur est et latro et illud in primis resignare tenetur si potest sine notabili periculo animarum vel corporum aut rerum. Secundo tenetur ad restitutionem omnium reddituum quos habuit ab hiis locis sic usurpatis. Tertio ut homicida est judicandus quantum ad eos omnes que fecit per se vel officios suos occidens licet illi occisi fuerint pro malicia perpetrata, 23, q 5, c *Si non licet*. Quarto non potest absolvi nisi se disponat ad satisfaciendum. 5° tamen intellige quando est clarum quod habet injustum titulum vel nullum. Secus esset si dubium sit.

Ad<sup>802</sup> vitandum etiam scandalum suorum et aliorum, in hiis que non sunt contra Deum,<sup>803</sup> bonum est etiam principi non habenti titulum obedire secundum Tho., principibus autem et dominis veris subditi obedire tenentur in licitis et que eis precipere possunt.

[fol. 15r]

1° Pe 2°. Obedite dominis vestris.

Set hic est difficultas de famulo infirmante qui ex mercede locaverat operas suas et dico quod dominus non tenetur ad magnas expensas secundum Bar set ut pauperi, nec ad salarium solum quod debetur ei ratione persone; secus esset si deberetur ei ratione aliorum. Unde heres domini tenetur solvere salarium judici et famulis si dominus vel pater sit infirmus<sup>804</sup> vel mortuus, ff. *De conditione ob causam, l. Pecuniam*.

---

801Fin non déchiffrée.

802Correction de: *Adver vitandum*

803Ajout en marge: de *suorum* à *Deum*.

804ff. barré.

Ubi tamen est consuetudo non est propter infirmitatem salarium subtrahendum infirmo. Set hic quero quod supra denario primo fuit premissum scilicet de relaxatione penarum juris et dico quod iudex inferior<sup>805</sup> vide denario primo.

B. Regula seu maxima pro denario donatariorum. Denarius 8us<sup>806</sup>.

Primus articulus.<sup>807</sup>

Sciendum quod poni solet multiplex donatio tam a canonistis quam a theologis. Et ponitur communiter quadruplex scilicet donatio inter vivos quam simpliciter dicitur donatio. Secundo donatio causa mortis. Tertio donatio inter virum et uxorem. Quarto donatio ante nuptias vel propter nuptias.

Mulieris donatio.<sup>808</sup>

Dos autem est donatio facta a muliere viro pro oneribus matrimonii sustinendis. Et est duplex scilicet profecticia que fit a patre vel avo uxori. Aduenticia dicitur quam ipsa mulier dat vel alius a quo ipsa non descendit. Principiis suppositis dico sicut dixi de aliis sequentem propositionem.

Maxima.<sup>809</sup>

Donatarius tenetur restituere illud quod fuit sibi datum ab hiis qui non possunt donare qui sunt in quatuor quaternariis, 1, 15.

C. Qui non possunt donare<sup>810</sup>.

In primo quaternario sunt rationis non compos, prodigus sub curator, minor XXV annis, filius familias si careret dignitate, administratione, et peculio quasi castrensi. In 2° continentur servi aut religiosi sine administratione, uxor si nil habeat extra dotem, lese magestatis reus et hereticus. In 3° continentur incestuosus, qui scilicet contraxit in gradibus prohibitis matrimonium, Dator rei qui cadit in commissum homo ob crimen capitale quodam privatus et miles dignitatis seu armate milicie qui quidem non potest dare meretrici. In quarto quaternario vir uxori et econtrario prohibetur dare stante matrimonio; Pater filio vel filie non emancipantis;

---

805Sic.

806Marge.

807Marge..Titre absent dans la table

808Marge. .Titre absent dans la table

809Marge..Titre absent dans la table.

810Marge. Titre dans la table: *Donare qui possunt*.

Non habens dominium in re mobili vel fur vel raptor et persone ecclesiastice que non possunt res preciosas ecclesiasticas alienare sine solemnitate.

Quomodo debent alienari res ecclesie.<sup>811</sup>

Nam de ipsis rebus alienandis primo tractari debet utrum expediat, 2° requiritur consensus capituli, 3° quod fiat pro utilitate ecclesie, 4° quod de superioris auctoritate.

Cause alienationis rei ecclesiastice sunt 4or. Prima urgens necessitas. Secunda utilitas. 3a pietas. 4a rei incomoditas, puta quia magis dampnosa sit illa res ecclesie quam utilis.

Secundus articulus.<sup>812</sup>

Declarando autem aliquos predictorum de quibus est maior difficultas dico Primo quod non tenetur donatarius ante declaratoriam sententiam restituere quod ei dedit lege magestatis reus, hereticus, incestuosus, aut dator rei commissioni suposite; facit Aucte., *De incestiis nuptis*, § 1.

Dico 2° quod in sex tamen casibus pater filio filie videtur pater aliquid dare. P° causa dotis vel donationis propter nuptias. 2° eunti ad castrum. 3° propter aliquid diurnum ut puta pro alimentis. 4° usumfructum in adventiciis pater potest dare. 5° quando filius est emancipatus. 6° quando donat propter bene merita quia hec donatio non dicitur simplex et absoluta set remuneratio beneficiorum vel servitiorum que non prohibetur etiam inter virum et uxorem. Vir enim potest unam rem dare uxori et illa aliam viro et sic fit compensatio.

Dico 3° quod licet universaliter non valeat donatio inter virum et uxorem ne se mutuo spolient valet tamen in aliquibus casibus. Primo in donatione imperatoris facta conjugum vel econverse. 2° in donatione pro ede uxoris destructa reparanda. 3° potest vir uxori remittere dotem promissam in toto vel in parte.<sup>813</sup>

---

811 Marge.. Titre absent dans la table.

812 Marge.. Titre absent dans la table

813 *Parte*: correction de *par*

4° si ex tali donatione non fit pauperior qui donat quamvis cui donatur fiat ditior ut in L. *Si sponsus*, § *Si maritus heres*. 5° si cui donatum est non fit ditior quamvis donator fiat pauperior<sup>814</sup>,

[fol. 15v]

ut si donavit ad emenda ungenta vel solvit vectigal pro ea secundum Hosti, vel dat ad oblationes faciendas vel aliam piam causam. 6° quando in tempus finiti matrimonii ut tunc res fiat mariti vel uxoris cum mors fuerit sequuta. 7° quando fit donatio causa mortis imminente periculo mortis vel statim vult illam esse accipientis nisi ita fiat ut nullo modo revocetur quia non valeret. 8° quando uxor donat viro causa dignitatis vel honoris adipiscendi, L. *Quod adipiscende*, ff., eodem tit.

Dico 4° quod dos seu donatio pro dote uxoris facta viro ad eum non pertinet post mortem uxoris set heredibus uxoris. Dos autem restitui debet statim soluto matrimonio si consistet in rebus immobilib[us] set si in mobilibus sic infra annum si potest maritus.

Adverte tamen quod in triplici casu maritus lucratur dotem: Primo si paciscatur de tota dote vel ejus parte prius uxoris mortem lucradenda. 2° ex lege lucratur ut si adulterium mulieris fiat denotatum<sup>815</sup>, ipsa dotem amittente. 3° si moritur uxor intestata et defficientibus liberis et propinquis, vir succedit ei, lucratur dotem et econverso si vir moritur ipsa superest nisi secus obtinuerit consuetudo approbata, *Extra, De dona inter virum et uxorem, c. Donatio*.

Dico 5° quod in donatione mere libera requiritur voluntas dantis ex parte dantis et voluntas sive abilitas recipientis ex parte recipientis et 3° quod nulla lege vel mandato superioris prohibeantur, secundum Sco, 15 disti, 4° *sententiarum libro* ubi dans alicui coactus vel deceptus non simpliciter dat quoad 1um; nec frater minor potest sibi acquirere pecuniam quoad 2um,

---

814*Pauperior*: ajout.

815*Denotatum*: correction de *d-tum* ( fin et début de ligne).

#### D. 3us articulus. De visitoribus.<sup>816</sup>

nec visitatores a visitatis possunt munera recipere quia tenentur duplum restituere, quoad 3um, *Extra, De censi, li 6°*, p° et 2° capitulis. Advertendum tamen quod visitatores possunt recipere procurationem unam pro victu illius diei sive in victualibus sive in pecunia dummodo personaliter visitent ipsas ecclesias.

Correlariter infertur quod acquisitum per errorem dantis circa personam cui datur debet restitui sive sit error persone sicut quando dans credat alteri dare, vel cum dat elemosinas infimis hospitalium quas questores accipiunt; sive sit error fortune vel cum datur ei qui videtur esse pauper et talem se esse affectat ad tamen sit dives.

2° infertur quod recipiens aliquod donum ob causam vel conditionem si non existat vel sequatur illud propter quod datur restituere tenetur; Si tamen de defectus talis stet pro parte ipsius.

Unde patet quod accipiens donationem propter nuptias que non sunt consecuturæ si in ipso stet de defectus tenetur restituere. Similiter qui propter nuptias celebrandas accipit donum elemosinam quas non celebrat nec facit celebrare tenetur.

#### Ypocrita tenetur restituere.<sup>817</sup>

Qui etiam recipit<sup>818</sup> dona propter sanctitatem quam habere creditur et est ypocrita simulans solum exterius ut sibi detur tenetur secundum alex de ales restituere si tamen constet sibi quod nullo modo aliter sibi daretur. Et est illud non datori set pauperibus restituendum secundum Hosti et Inno quia dator propter Deum dedit.

#### Theorica seu regula pro denario falsariorum. Denarius 9us.<sup>819</sup>

Pro hoc denario sit sequens maxima vel propositio: Falsarius tam littere quam monete et usure, tenetur ad omne dampnum datum et interesse.

#### E. 1us articulus. Falsarius dicitur.<sup>820</sup>

Pro hujus regule intelligentia est sciendum quod falsarius dicitur qui crimine falsi tenetur vel puniri dignus est propter aliquod falsum seu mutationem veritatis

---

816Marge. .Titre absent dans la table

817Marge. Titre dans la table: *Ypocrita quando tenetur*

818*Recipit* pour: *recit*

819Marge. Titre absent dans la table

820Marge. Titre dans la table: *Falsarii qui sunt.*



ut in<sup>821</sup> *De crimine falsi, Ad falsariorum.*

2° sciendum quod falsarius dicitur quis diversimode ut notatur in c *In*<sup>822</sup> *memoriam*, 19 disti., et *De crimine falsi*, per totum. Unde aperiens litteram alterius licet secundum Inno minus peccet quam si falsificaret sigillum apponendo adulterium tamen est falsarius. Set secundum Pe de ancha., solum puniendus pena extraordinaria, nisi aperiat ostendendo adversario quia incidit quis in crimen falsi quod incurrunt advocati et notarii qui ostendunt jura partis adversario.

Item lacerans vel comburens vel celans scripturas publicas vel privatas que ad alium spectant ita quod amplius non apareant est falsarius secundum Bar[t] in *L. Paulus, ff. De falsis*. Ultra autem penam falsarii tenentur ad omne interesse; textus est in *L. Qui tabulas*, [fol. 16r]

*ff. De furtis*, sive fiat in libris mercatorum aut quarumcumque aliarum personarum, L. 1, *ff. De magistratibus conveniendis*, sicut ille qui scienter utetur falsis tenetur ad restitutionem.

F. 2us articulus.<sup>823</sup>

Quo ad monetam notandum quod falsificans monetam aut qui recipit falsam ignoranter quam post ea pro bona expendit scienter sicut etiam radentes et [t]ondentes<sup>824</sup> aut subtilius ex aqua particulam auri vel argenti tollentes ita quod cognosci non potest tenentur restituere omne dampnum datum persone illi communitati vel populo dampnificato vel si illos ignorant pauperibus de necessitate, c. fi, *De injur*. Et sunt falsarii ut notat glosa in c. *Quanto, De jurejurando*, et doctores, ibidem.

Nota quoad illos qui solum utuntur falsa, intelligitur de summa alicujus importantie,

---

821*In*: ajout

822*In*:ajout.

823Marge.

824*Tondentes* correction pour *condentes*

secus in denario usuali, secundum Ange.

Moneta falsificatur qualiter.

3° nota quod falsari potest moneta secundum doctores, ibidem, tribus modis, scilicet in forma imponens falsum signum. 2° ex alia materia mixta. 3° ex pondere.

Nam ista tria requiruntur de substantia monete ut *L. 1, ff. De contrahen emptione*.

Similiter est advertendum quod qui cudunt et qui conflant aureum vel pecuniam sic quod aliqui denarii sunt aliquando minoris ponderis et valoris et propter ea dimittunt alios plus in pondere eo quod non possunt equaliter omnes sculperere sunt falsarii et restituere tenentur communitati quia corpus pecunie dampnificaverunt; secus si omnes denarii sunt justi ponderis et radant eos qui sunt amplioris ut tamen justi ponderis maneant quod facere nullo modo est eis consulendum secundum Angelus.

Adverte etiam si cudat monetam quando reprobata valentem minus valentem acceptat ut de reprobata habeat bonum forum et illam conflare faciat et cudi secundum Ho et Panor.

G. 3us articulus.<sup>825</sup>

Quo ad mensuram nota quod qui falsificat<sup>826</sup> mensuras et pondera et qui scienter utitur falsis, ultra mortale, tenetur ad restitutionem totius dampni dati ut patet ex c. 2°, *De empti et vendi*.

Nota quod falsarii litterarum apostolicarum sunt excommunicati ipso facto cum deffensoribus et fautoribus; de hoc c. *Dura, De crimine falsi*.

Theorica pro denario filiorum. Denarius 10us.<sup>827</sup>

H. Primus articulus.<sup>828</sup>

De hoc et pro hoc denario dico sequentem maximam: Filius legitimus sic debet patri succedere de jure sic in certis casibus potest privari paterna successione.

---

825Marge.

826Correction pour *falsificant*.

827Marge.. Titre dans la table: *Filiorum denarius et restitutio*.

828Marge.

Et sic potest de peculio castrensi dare sic potest de bonis patris sibi providere etiam accipere debita contrahere.

Pro intellectu hujus maxime sequar ejus particulas. Et primo quoad primum Nota quod filiorum alii sunt legitimi alii sunt legitimi .

Illegitimus est duplex, scilicet spurius et notus<sup>829</sup> .

Unde notandum quod spurii<sup>830</sup> filii et ex illegitimo coitu nati non succedunt patri nec parentes illis. Possunt tamen heredes institui ab aliis extraneis secundum Pa; ipsi scilicet parentes possunt aliquid relinquere ratione alimentorum secundum Bar, primo de equitate canonica parentes tenentur secundum facultates eos alere.

2° notandum quod filius illegitimus dicitur notus et est ille qui est natus ex coitu neque damnato neque aprobante de jure civili ut filius concubine solute in domo retente a soluto que posset esse uxor legitima quia non est ejus consanguinea nec affinis. Et differt a spurio qui est ex affinie vel conjugato. Unde iste notus succedit in duabus uncis hereditatis si pater decedit ab intestato dummodo non existent filii ejus legitimi vel uxor ejus legitima.

3° quod qui non habet filios legitimos potest tales instituere heredes etiam in totum legitima tamen reservata parentibus si habet.

4° notandum quod filius dicitur legitimus tantum et iste est adoptatus vel arrogatus et talis non est natura set legis institutione; est filius; et iste succedit patri legitime cum filiis legitimis naturalibus. Filius alius naturalis et legitimus quia naturaliter concitus est ex legitima parentum conjunctione aprobante per leges et isti succedunt ab intestato parentibus nisi in casu speciali alii ut puta adoptati admitterentur. Set filius est alius spiritualis et legitimus sicut erit susceptus de baptismo vel christianitate et hic ex nichilo succedit.

Quoad 2um, de exheredatione.

Nota quod exheredatio filiorum hodie non potest fieri nisi pater habeat justam causam quam debet scribere in testamento, ut C. *De inofficioso testamento, Aucten, Sed hodie*.

---

829Ou *nothus*

830Correction pour: *expurii*

[fol. 16v]

J. Que juste cause exheredendi filios.<sup>831</sup>

Set que sunt juste cause, Respondetur quod ille sunt<sup>832</sup> que ponuntur in *Aucte Ut cum de apella cognoscitur § Causas*; Colle[ctim]<sup>833</sup> scilicet prima si filius parentibus manus intulerit; 2a si gravem injuriam eis fecerit. 3a si eos criminaliter accusaverit de causa que non fit adversus principem vel rem publicam; 4a si cum maleficis conversatur; 5a si maleficus efficiatur; 6a si vite parentium insidiatur; 7a si cum noverca sua aut concubina patris sui se immisceret; 8a si pro<sup>834</sup> persona ipsius vel debito ejus incarcerati in quantum potest fidejubere noluerit; et hec octava causa intelligitur solum de masculis; Nona si prohibuit eos facere testamentum; 10a si contra parentum voluntatem inter arenarios et minimos perseveraverit cum pater illius professionis non fuerit; Undecima si filia vitam luxuriosam elegerit cum parentes vellent pro posse nubere et dotare nisi eam neglexerint eam nubere usque ad xxv annum; Duodecima si parentibus furiosis debitam curam non impenderit; Terciadecima si de carcere deducere neglexerit.

Adde 4am decimam si voluntatem ultimam executioni demandare noluerit, ut supra, *Executor*, § 9a<sup>835</sup>; Et quintam decimam si filius est hereticus cum pater sit catholicus, ut d[icta] § *Causas*.

Que cause in quibus filius potest exheredare patrem.<sup>836</sup>

**Similiter<sup>837</sup> filius potest patrem exheredare. Primo si de crimine eum accusaverit excepte crimine lese magestatis; 2° Si vite filii insidiatus fuerit; 3° si uxori vel sue concubine se commiscuerit; 4° si testari in quo poterat prohibuit; 5° si non egit curam ejus cum esset furiosus; 6° si captus a saracenis non redemit.**

---

831Marge. Titre absent dans la table.

832Sunt: ajout.

833Blanc et lecture difficile jusqu'à *si filius. Collectim*: hypothèse.

834Ajout

835Ce § 9a. ne correspond à rien chez Gilbert Nicolas qui n'utilise pas de paragraphe, et qui traite, plus bas, des exécuteurs (denier 28, folio 30r). Il existe chez ANGELUS, (*Exheredatio*, § 1), un renvoi à *Executor*, §10, (où il n'est pas traité de celui qui ne voudrait pas exécuter un testament), le §9 étant plus adapté. Il semble donc qu'il y ait le recopiage d'une faute présente chez ANGELUS.

836Marge.. Titre dans la table: *Filius quando potest...*

837ANGELUS, *Exheredatio*, §2

Et si moritur intestatus non succedet set ecclesia et dabuntur bona ejus pro redemptione captivorum ut in dicta auctentica ut *Cum [de]*<sup>838</sup> *apellatione cognoscitur*.

Dubium. Alimenta si possunt denegari<sup>839</sup>.

**Utrum**<sup>840</sup> in istis casibus in quibus potest exheredare possint alimenta denegare. Respondet Jo An et Panor sequitur in c. *Quintavallis, De jureju[ro]* ubi etiam in glosa ponuntur predicti casus quod sic et idem tenet Bar in *L. Divus Adrianus, ff. De pari, per L. Si quis a liberis, ff. De li agno*. Et idem tenet Panor in c. *Ex litterarum, [De eo]*<sup>841</sup> *qui du in ma quam ponit per adulte.*, de patro ingrato contra filium; quam limito nisi ipsos peniteat, pro quo facit glo in *L. Si, C. De episcopis et clericis*; et lextus in c. *Non liceat*, 19, q. 2 ubi dicitur quod per religionis ingressum purgatur omnis ingratitude et quod notat Specul in titulo qui filii sunt legitimi versu quid si filia et sequitur Pa, ubi supra, qui dicit quod si filia fornicatrix vult penitere de peccato pater tenetur eam alere, ar c. *Ferru, [50]*<sup>842</sup> *disti*, et per consequens dicit Pa, ubi supra, quod etiam tenetur eam dotare quia causa dotis non minus est favorabilis quam causa alimentorum, ut notat Cy in *L. Non omni*<sup>843</sup>, *[C. De admi tu et Bar in Auth Ex complexu]*<sup>844</sup>, *C. De ince et inuti nup.*<sup>845</sup>

Dubium. Si licet exheredare filium ut heredare faciat ecclesiam.<sup>846</sup>

**Utrum**<sup>847</sup> liceat exheredare filium ut heredare faciat ecclesiam? Respondet Augus[tin]us in c. *Quicumque*, exheredato filio heredem vult facere ecclesiam querat alium qui suscipiat non augus[tin]um.

Frater quando potest exheredare fratrem<sup>848</sup>.

**Utrum**<sup>849</sup> frater exheredetur a fratre? Respondetur quod sic in tribus casibus.

---

838Ajout

839Marge. Titre dans la table: Alimenta quando possuunt denegari.

840ANGELUS, *Exheredatio*, § 3

841Ajout

842Correction pour 5

843Ajout

844Entre crochets droits, ajout au texte de GILBERT NICOLAS

845ANGELUS, *Exeredatio*, § 3: in lex Non omni, C. De admi., tu., et Bar, in aut£ ex complexu, C. De ince et inuti nup;

846Marge.. Titre absant dans la table.

847ANGELUS, *Exeredatio*, § 4

848Marge. Titre dans la table.

849ANGELUS, *Exeredatio*, § 5

**Primus est si est insidiatus vite ipsius. 2us si de crimine inscripsit contra eum. 3us si in bonis ejus notabiliter lesit.**

**Et hoc etiam habet locum quando moritur ab intestato frater ut non succedat ei frater ut in *Aucte De nupti, § Ingratitudinem*, quod limita verum si ignorat quia si scivisset ingratitude videretur remississe non definiendo quod non succedat ut in sententia, c. *De [re]vocandis*<sup>850</sup> *donationibus* juncta, L. *Conficiuntur*, in principio, *De ju condi*.**

Dubium. Si vir potest exheredare uxorem<sup>851</sup>.

**Utrum**<sup>852</sup> **vir uxorem et e converso uxor virum possit exheredare. Respondetur quod sic ut notatur in d. § *Causas*.**

K. Peculium militis.<sup>853</sup>

Quoad 3um nota quod **peculium**<sup>854</sup> **dicitur quasi pusilla pecunia sive patrimonium pusillum** et habet 4or species scilicet **peculium**<sup>855</sup> **profecticum scilicet quod proficiscitur ex rebus patris[...]** et est omne illud quod occasione patris obvenerit. 2um dicitur **adventicum scilicet quod acquiritur ex industria vel donatione facta aliunde quam intuitu patris sive aliunde provenit ex eventu sive fortuna vel industria.**

**3um**<sup>856</sup> **dicitur castrense quod a parentibus cognatis aut aliis degenti in**

[fol. 17r]

**militia donatur vel quod ipse filius familias in militia acquisivit et alias non acquisiturus erat. 4um**<sup>857</sup> **dicitur quasi castrense quod scilicet acquiritur a viris disertissimis patronis causarum, viris devotissimis notariis sive agentibus in rebus, magistris studiorum liberalium artium et medicis et omnibus omnino qui salaria recipiunt publica, C. *De inoffi testam*, L. *Cum antiquis*.**

---

850Ajout: *re-*

851Marge. Titre absant dans la table.

852ANGELUS, *Exeredatio*, § 6

853Marge. Titre absant dans la table.

854ANGELUS, *Peculium*, § pr

855ANGELUS, *Peculium*, § 1

856ANGELUS, *Peculium*, § 3

857ANGELUS, *Peculium*, § 4

L. 2us articulus.<sup>858</sup>

Ex predictis patet quod notarii communes non acquirunt in quasi castrense Set solum notarii communes communitatis, dominorum aut officialium qui deberent habere salarium de publico. Idem de remigibus nautis patronis aut aliis officialibus navium qui ex causa publica hoc faciunt, secus si de causa privata.

2° notandum etiam quod peculium profecticum a filio [acquisitum] est<sup>859</sup> patri quoad proprietatem et usumfructum; filius enim tunc sub prefati patris est. Sic acquisita a clerico de bonis ecclesie vel intuitu eius sunt ecclesie quoad proprietatem et usumfructum.

In adventicio autem peculio filiusfamilias accipit dominium sive proprietatem set pater habet usumfructum donec vixerit nisi remisserit vel tali pacto relictum sit ut ad patrem non pertineat ususfructus; valet tamen filio ut post mortem patris non teneatur illud communicare cum aliis fratribus. Profecticum autem solum valet filio ne publicetur in casu quo alia bona patris publicantur.

Peculium autem castrense vel quasi filius acquirit sibi quoad dominium et usumfructum nec illud comunicatur cum fratribus post mortem patris, L. *Cum antiquis, C. De inoffi testa*.

3° notandum quod advocati qui aliquid ex advocatione acquirunt non ex publico set a clientulis habebunt pro castrensi, quia secundum Bal cedit loco salarii publici ex quo hodie eis non solvitur ex publico. Similiter quod acquirunt assessores .

Item donatum **filio<sup>860</sup> familias qui non est miles nec in aliquo officio publico cum ista expressione quod fit ei castrense vel quasi**, licet sit peculium adventicium, operabitur tamen expressio[ne]<sup>861</sup> ut non acquiratur patri usus fructus ut eo, *C. De bo quae libe, Aucte*, excipitur.

Item donatum filio a patre quia precesserunt merita filii est adventicium. Set si donatur **ut<sup>862</sup> filio non propter merita sic est simplex donatio que non valet nisi morte confirmetur**.

---

858Marge.

859Ajout

860ANGELUS: *Peculium*, § 9

861*Expressione* et non *expressio*

862ANGELUS: *Peculium*, § 15

Set donatum filio ve relictum si datum sit contemplatione patris erit profecticum. Set si filii erit adventicium secundum Bar.

2a propositio licet pecunia data filio a patre pro studio non debeat ei imputare post mortem in parte si pater decedit de suo, L. *Que pater, ff. Fami herisc*, tamen data filio a patre pro emendis libris quam ipse lusit vel meretricibus expendit computabitur ei tempore divisionis in partem suam sicut mulieri que passa est consumi dotem suam computabitur in partem suam ut in *Auctentica, Quod locum, C. De collationibus*.

Sic donatum a patre filio pro emancipatione computabitur secundum Bar, L. *Ut [liberis]*<sup>863</sup> C. *De colla*.

Ibi advertendum quod filius qui incepit studium vivente patre de ejus mandato post ejus mortem de communibus bonis non perficiet set de suo, secundum Bar.

2° quod expense facte a patre in peculio filii adventitio si sunt necessarie et ad perpetuam utilitatem non sunt communicande inter fratres post mortem patris set filio imputabuntur nisi pater fecisset animo non repetendi quod presumitur si sunt parvi sumptus set non si sunt magni ita ut excedant fructuum quantitatem nisi esset causa alimentorum.

M. 3us articulus. Pater quando tenetur restituere pro filio<sup>864</sup>.

Tertia propositio: patre se obligante pro delicto filii si non fecit ex necessitate seu dictante hoc statuto set ductus naturali pietate omnes fratres post mortem patris debent pro parte sua sustinere, L. *Liber captus, C. De captivis*.

---

863Ajout  
864Marge.



Pater etiam tenetur ex contractu filii<sup>865</sup> cum extraneo facto si est visus in utilitatem patris secundum Jho de platea.

Item patre dante dampnum in bonis adventiciis filii tenentur fratres emendare de communi si sequatur perpetua lesio ratio rei vel intollerabilis lesio et non solum fructum secundum Bal

[fol. 17v]

Quarta propositio: Debitum contractum post mortem patris ab uno fratrum non est solvendum de communi nisi quantum sit ratione communis utilitatis vel societatis.

Nec dos solvi debet de communi nisi si versa in communem utilitatem nec condempnatio pro malefficio unius solvetur de communi nisi fecisset pro communi utilitate sociis scientibus et acceptantibus secundum Spe, titulo *De judiciis*.

Sic lucrum quod facit unus fratrum de pecunia hereditata mercando si fecit nomine proprio non erat commune nisi [sit]<sup>866</sup> tutor vel curator aliorum fratrum quia lucrum quod fecit de pecunia communi debet esse commune licet nomine suo fecerit secundum Bal.

Quinta propositio. Fratres qui sunt socii omnium bonorum si unus eorum habet filias potest eas dotare de communi secundum Bal, set si non sint socii omnium bonorum non potest nisi sit pactum inter eos. Si autem unus fratrum dotav[it]<sup>867</sup> filias alterius fratris scientis et patientis et non habet societatem omnium bonorum poterit repetere dotes quia utiliter gessit negotium secundum Bal. Pretera, Cum unus fratrum [ ]<sup>868</sup> ponit lucra sua pro reparatione communis patrimonii vel emit boves pro colendis possessionibus communibus poterit illud repetere [ ]<sup>869</sup> secundum dominum Ubal, L. *Ex duobus, ff. De nego gest*, et Bal, L. *Filie, C. Fami erci*.

---

865Suppression d'un premier: *facto*

866Ajout.

867Et non *dotatur*

868Mot barré.

869Mot barré.

Sexta propositio. Si sunt duo duo fratres unus legitimus et alius spurius qui societatem contrahunt omnium bonorum in vita patris ipsorum, moriente patre, hereditas transibitur etiam ad spurium secundum Bal, L. 1, C. *Pro socio*, non vi successionis vel relictis set jure societatis, quod nota.

Septima propositio. Filii non emancipati fructum accipientes bona parentum sive ipsis nolentibus restituere tenentur nisi parentes velint ea sibi comittere. Similiter juvenes et adolescentes cavere debent ne fructus arboreti ut puta poma, pira, et hujusmodi furto subripiant quia teneantur ut ait Bartholomeus de chaimnis.<sup>870</sup>

N. Theorica pro denario inventorum aliquorum rerum. Denarius 11<sup>871</sup>.

Quo ad istum denarium est notanda sequens maxima. Non plus potest quis in foro anime animo retinere inventa quam fur aut latro furta et latrocinia.

Articulus primus.<sup>872</sup>

Pro intellectu advertendum quod qui aliquam rem invenit que fuit in dominio alicujus, sive dominus eam amiserit ex ruina vel incendio vel naufragio sive sint res projecte in mare causa navis alleviande tenetur restituere nisi talia haberentur pro derelictis, XIV, q. 5, *Si quid invenisti*.

Si autem non potest invenire cujus sit debet facere publicari in ecclesiis et locis circumstantibus quod talis res inventa est; quod si non invenit dominum potest consilio ecclesie ipsam retinere, si pauper; hoc secundum Ricar et Hosti. Addit Scotus in 4°, disti 15 quod in interea debet tradi publice persone custodienda.

---

870Le nom est écrit en entier.

871Marge.

872Marge. Titre absent dans la table..

O. 2us articulus<sup>873</sup>.

Set hic oportet videre de tribus in particulari scilicet de  
animalibus  
tesauro,  
terris et insulis.

Quoad primum nota quod licet illa que nunquam fuerunt in dominio alicujus ut lapilli in littore maris, fere silvestres et hujusmodi fiant occupantis sive capiantur in fundo proprio sive alieno dummodo non fuerit prohibitus intrare a domino fundi, sive etiam fuerint antea vulnerate ab aliquo qui modo eas non prosequitur; Animalia tamen naturaliter domestica ut galline et hujusmodi semper sunt domini et capiens etiam tenetur restituere cum fructibus puta ovis et hujusmodi, *Insti[tu]ta, De rerum divisione*, et ff. *De acquire do, L. Naturalem, § Pavonum*. Fere vero silvestres set domestice facte sicut pavones, columbe, apes in alveo quamdiu habent animum revertendi domum sunt<sup>874</sup> possidentis set si bis aufugiunt nec horis debitis non impedita revertuntur fiunt capientis quia consuetudo inducitur per binum actum, *L. 3, C. De episcopali audientia*.

Circa primum predicta sciendum quod licet rigor juris videatur velle quod fere etiam intra laqueum vel rethe alienum capte sint capientis, ut<sup>875</sup>

[fol. 18r]

aper vel urus quem fugi[en]tem letaliter vulnerat qui prosequitur, *Insti, De rerum divisione, § Illud quesitum* glosa tamen ibi dicit quod de consuetu[di]ne venatorum aliter servatur et ideo standum est consuetu[di]ni, ar. *L. Quod si nolit, ff. De edi edic*.

Unde patet quod apes vel aves aut nidi eorum licet consistant super arborem tuam non tamen sunt tui donec acceperis et ideo alius interim occupare potest; sicut furto tenetur tamen injuriariis si aliquando ascenderet arborem tuam vel intraret causa quando habere<sup>876</sup> prohibuisti;

---

873Marge. Titre dans la table; *Inventorum...qualiter restituuntur*.

874Correction pour *se*

875Suppression d'un deuxième *ut*.

876Lecture peu sûre pour ces trois derniers mots.

hec secundum Iho de platea et ange.

Quoad 2m nota quod thesaurus inventus ab aliquo in solo suo efficiatur invenientis; set si in alieno solo privato vel publico sit inventus a casu medietas erit illius inventoris et medietas domini soli sive fundi, *Insti, De rerum divisione, § thesauros*. Adverte quod non est verum quod dicit glosa in c. *Si quid*, [4]<sup>877</sup>, q. 5, quod inventus in loco sacro vel religioso fit inventoris set erit secundum distinctionem predictam ut expresse patet dicta § *Thesauros*. Ex quo patet quod non licet in alieno solo dare operam ut inveniatur thesaurus set bene in suo, si tamen fiat sine arte magica, quia tunc esset fiscus.

Quoad tertium nota quod quando terra per alluvionem additur terre alterius est eo quomodo sequitur distinguendum quia insula nata in mari est occupantis. In medio vero fluminis est communis habentibus predia juxta fluminem ex utraque parte. Si non est in medio est illius cuius est proximior. Ager vero a flumine diviso si circumdatus remanet cuius erat. Et si flumen mutat alveum primus alveus efficitur eorum qui predia circa eum habent et 2ndus alveus est publicus qui 2ndus alveus flumine redeunte ad antiquum alveum efficitur eorum qui circa eum predia possident. Similiter ager inundatus aqua ipsa recedente remanet ejus cuius erat. Hec habentur *Insti., De re divisione, § Insula*. Et sic serva nisi consuetudo sit in contrarium vel statutum. Adverte tamen quod licet rippe et arbores in illis sint publice quoad usum sive sint in communi usu, tamen proprietates ripparum et arborum in eis sunt eorum quorum predia quibus adhererent et sic dominus agri posset arborem in rippa fluminis incidere, secundum Iho de platea.

Theorica pro denario furum seu latronum. Denarius 12us.

De hoc et pro hoc denario pono sequentem maximam excepto ubi quis propria manu sibi poterit esse; Secus est fur raptor vel latro quicumque rem alienam invito domino nolente rapuit

---

877Ajout.

aut accipientes.

Nota pro intellectu hujus<sup>878</sup> maxime quod in ea ponitur regula et exceptio una.

P. 1us articulus. Furtum quid est.<sup>879</sup>

Quantum ad primum notandum quod furtum proprie est contractatio [ ]<sup>880</sup> rei aliene mobilis corporalis fraudulosa animo furandi<sup>881</sup> sive ipsius rei sive usus rei sive possessionis, *ff.*, eo ti., *L. 1.* Rapina vero est large accipiendo quando publice et violenter res alienas quis rapit sive sint mobiles sive immobiles. Depredatio proprie est in mobilibus rebus et se moventibus cujus sunt animalia et hujusmodi secundum Iho andree et panor. A raptu etiam spe luxurie dicuntur aliqui raptores virginum viduarum vel sanctimonialium de quibus ob convenientiam nominis hic agitur. Unde notandum quod restituere tenetur [ ]<sup>882</sup> fur rem cum fructibus perceptis et que percipi [ ]<sup>883</sup> potuerant et si res pereat perit sibi et ad estimationem tenetur, *Insti, De obli que ex de de nascun, § Furtum*, et lege *In re frustra, ff. De conditione furtiva*. Unde patet quod in foro conscientie tenetur restituere rem cum omni dampno inde secuto.

Adverte quod necessitate famis vel nuditatis licet furari ut dicit glosa *c. 3, Extra, De Furtis*, sicut licet occidere cum si aliter tueri non potest ut in *Cle, De homicidi*. Usus rerum tempore necessitatis conceditur; Unde talis non dicitur in dolo qui utetur re communi; poterat enim credere in tali necessitate dominum permissurum. Concordat Monal dicens quod si necessitas non esset magna restituere debet et agere penitentiam de furto.

2° adverte quod non licet furari etiam causa pietatis rem usurarii vel avari ut inde fiat elemosina ut deducit alex in 3a parte;

---

878En double.

879Marge.

880Mot barré: *de*

881Chez ANGELUS, *Furtum*, § pr: *lucrandi*

882Suite de mots barrés

883Mot barré

Illa vero auctoritas job, 29, **Conterebam**<sup>884</sup> **molae iniqui et de dentibus illius auferebam** **predam** intelligitur quorum interest ut fures puniant in furto<sup>885</sup>

[fol. 18v]

et restitui faciant.

Q. 2us articulus. Rapina.<sup>886</sup>

Nota etiam quod rapina sit P° in naufragio, 2° in pedagiis, 3° in quesitis talliis et similibus, 4° in bello, 5° in extorsionibus officialium plus debito. Et tenetur dominus agri vel territorii de rapina in eo facta si fuit sciens et prohibere potens et non prohibuit secundum Pa, c. *Licet, De resti*. Raptores vel depredantes publice violenter res alienas tam mobiles quam immobiles non possunt esse capaces absolutionis nisi prius ablata restituant ut c. *Mendandi* plenam scientiam<sup>887</sup> fecerint; tenentur enim rem cum fructibus restituere, c. *Super eo, De rapto*, et tenetur de ipsa quicumque fecerit.

Et nota quod [emens]<sup>888</sup> scienter rem raptam vel furatam [ ]<sup>889</sup> tenetur ad 4or. P° rem restituere, non obstante statuto quocumque genere. 2° Si perit, rei precium secundum quod plus valuit postquam fuit empta, tenetur reddere, nisi tamen domino loco et tempore obtulerit. 3° non poterit petere precium a domino nec a venditore in foro contentioso. 4° tenetur restituere fructus perceptos et perdit expensas voluntarias circa res furatas. Hec Ange.

Advertendum circa hoc quod emens rem raptam ad predicta non tenetur, vel furto habitam bona fide scilicet non credens raptam emens non tenetur quamdiu durat bona fides.

Similiter qui emit ut domino restituat poterit a domino precium solutum alteri repetere quando dominus alias habere non potuisset, secundum Monal.

---

884Citation de *Job*

885Autre lecture possible: *facto*. Je choisis: *furto*, parce qu'il me semble qu'on est plutôt dans le contexte de la pénitence. Je pense aussi qu'il s'agit moins d'une recommandation à des juges et à des enquêteurs, qu'à ceux qui entreprendraient de faire justice par eux-mêmes.

886Marge. Titre absent dans la table.

887Lecture douteuse à partir de *mendandi*.

888Ajout.

889Mots barrés.

Nec potest quis usucapere in re furtiva vel vi ablata contra dominum rei, *Insti, De usuca, L. Quod autem dictum est.* Nec expensas petere seu retinere poterit fur quas fecit in re furtiva nisi eas quas fecit ad conservationem rei seu gratia fructuum congregandorum querendorum aut conservandorum, *L. Si a patre, ff. De peti here.*

Advertendum etiam quod dampnificans rem publicam in pecunia sicut exactores vel tutores et collectarii qui sibi aliquid retinent et in annona sicut qui naves detinere vel impediri faciunt ut omne granum emant ut postea vendatur carius tenentur ad restitutionem.

Similiter qui patientes naufragium in mari expoliant vel depredantur seu tollant bona navigantium per alia [ ]<sup>890</sup> non naufragantia ad restitutionem tenentur et secundum doctores ultra excommunicationem qua ligantur, c. *Excommunicationi, Extra, De rapto.*

Quoad raptos mulierum<sup>891</sup> sciendum quod raptor adolescentis, uxoris, vidue vel monialis, non est absolvendus nisi eam restituat, 36, q 1, c. *Pe*, et secundum jura civilia puniendus pena capitis, *L. unica, C. De raptu virginum*<sup>892</sup>. Item qui substrahent filias patribus furt[o]<sup>893</sup> tenentur secundum Iho de Plat., *Insti, De obbli, que ex delic nascun, § Interdum*<sup>894</sup> et per quas restituere tenentur operas quibus pater caruit isto tempore. Similiter qui adduxerunt uxorem alterius tenentur ad operas restituendas si erat lucrosa vel si non erat ad alia servitia communia secundum predictum Iho. Idem quando vir mulieris adducitur.

Nota quod depredentes romipetas tenentur ultra excommunicationem restituere et etiam res clericorum vel ecclesiaticas injuste usurpantes.

Nota etiam quod nec furtum committat nec peccat qui christianos captos ab infidelibus furatur et liberat quia nullo jure poterant habere eos captivos, *C. Ne christianum [ ]*<sup>895</sup> in rubro et nigro.

---

890Mots barrés.

891Titre absent dans le txt, présent dans la table: *Raptos mulierum, virorum, christianorum, filiorum, uxorum, virginum, quando tenentur et quando non*, indiqué aussi avec la référence: 18, R

892Correction pour *De episcopis et clericis*, d'après ANGELUS, *Raptor*, § 3.

893Pour *furti*

894Suppression de *quasi: ex delic* pour: *ex quasi delic* Lecture difficile pour le paragraphe.

895Passage effacé.

Similiter esset dicendum de eo qui liberaret injuste detentum a christiano. Facit quod notatur, 23, q 2, *Dominus*.

Si quis aliquem incarceratum pro debito fugere faceret occulte teneretur ad restitutionem dampni si tamen ille captivus fuisset potens solvere.

R. 3us articulus. Nota bene quando quis potest sibi satisfacere pro debito.<sup>896</sup>

Quantum ad 2um nota quod ille qui non potest habere sibi debitum potest sibi satisfacere, L. *Si non sortem, in pri, ff. De condi inde*; si tamen 4or concurrant: 1m quod non possit per iudicem suum retrahere; 2m quod non fiat in scandalum sui [ ]<sup>897</sup> proximi; 3m quod non fit periculum mortis corporalis vej alicujus magnelesionis; 4m quod desit periculum mortalis

[fol. 19r]

peccati scilicet perjuriarii et hujus modi. Nec ligatbiur sententia excommunicationis qua filius familias uxor reli[giosus]<sup>898</sup> et hujusmodi [ligari]<sup>899</sup> possunt, contra voluntatem patris famiias mariiti vel abbatis et hujusmodi rem restituens furatam ab eis, si illa res extat et sine periculo restitui possit; qua consumpta vel commutata, si precium sit versum in utlilitatem domini vel mariti, potest de illorum bonis bono modo fieri restitutio etiam ipso domino vel marito contradicente. Si autem expend[un]t<sup>900</sup> inutiliter non possent subditi predicti restituere contra voluntatem domini, nisi haberent ultra dotem vel peculium castrense vel quasi,secundum Monal. Si vero [maritus]<sup>901</sup> ipse furatus est vel pater, uxor, filius, potest restituere si tunc sit in ejus potestate et faciat bona fide. Concordant Rodonensis et Ihoannes, q 14, 5, c ultimo<sup>902</sup>.

---

896Marge.

897Suppression de *et*

898Ajout

899Ajout

900Correction pour *expendit*.

901Ajout selon ANGELUS, *Furtum*, § 48

902Q 14: correction pour q 9. Lecture difficile.



Theorica pro denario hedificatorum seu edifficiorum. Denarius 13s<sup>903</sup>.

S. 1s articulus<sup>904</sup>

De isto denario et pro eo dico sequentem maximam: Materia cedit solo arbor orto scripta carte pictura tabule.

Pro intellectu hujus nota quod [si quis]<sup>905</sup> de suo scienter edificatur in solo alieno, edifficium est domini soli isti[us]<sup>906</sup>, *Insti, De re divisione, § Et ex diverso*, nisi in littore maris ut piscationi intendat casam edifficaverat quia quamdiu casa durat sua est, nisi sit edifficium factum de rebus ecclesie quia tunc solum cedit edifficio, 12, q 2, *Apostolicos* et ecclesia solvet precium soli. Set illo qui de alieno edifficat in suo solo edifficatum est suum et restituet estimationem de jure [si]<sup>907</sup> fuerit condempnatus in duplum, *L. Gemma, ff. Ad exhiben.* Set in conscientia si non fuerit condempnatus sufficit restituere estimationem solum.

Item nota quod edifficans cum dampno proximi sui volens sibi consulere non animo nocendi proximo non tenetur. Nam usque ad celum tunc potest quis elevare suum edifficium si est sibi utile et servitatem non habet, *L. Altius, ff. De servi [ ]*<sup>908</sup>, tamen si animo injuriandi hoc faceret ad restitutionem teneretur in conscientia sine denunciatio novi operis sit facta sive non, *ff. De aqua pluvij, ar. l. 1, § Denique.*

T. 2s articulus.<sup>909</sup>

Circa quod adverte: Primo quod edifficans aliquando tenetur demoliri edifficium suis sumptibus quando scilicet post denunciationem novi operis sive jure sive injuria ediffi[cavit], *ff. De novi operis nunciatione, L. Pretor ait*; 2° quod quis posset in alieno solo aliquid facere invito domino quando facienti prodest et domino non nocet ut dicit ange de aretio, secus si lederit.

---

903Marge.

904Marge. Titre absent dans la table..

905Correction pour: *qui*

906Ajout

907Correction pour *et*.

908Texte effacé .

909Marge. Titre absent dans la table..

Unde nemo potest facere etiam in suo quod alteri nocet et sibi non prodest quod si facit animo nocendi teneatur de dolo, d l 1, § *Denique*.

Praeterea sciendum quod si quis plantet plantam in alieno solo efficitur domini soli postquam egit radices non ante sicut arbor efficitur domini in cuius solo agit radices. Si in communi solo duorum erit communio sicut de semine jacto et seminato in terra sive bona fide sive mala erit domini terre in qua seminatum est secundum Iho de Plat, *Inste, De rerum divisione, § qua ratio*.

Unde sciendum quod qui scripsit in carta aliena scripta et mala fide nullo modo potest consulere pro estimatione et solutione scripture et scriptura semper cedit carte et pictura tabule. Qualitas enim semper cedit substancie, *ff. De rei vindicatione*<sup>910</sup>, L. *In rem nisi sit preciosissima: pictura et vilis tabula*. Set ill[o]<sup>911</sup> qui scripsit bona fide in aliena carta credens esse suam, sive possideret sive non, tenetur dominus carte satisfacere pro scriptura nisi informiter vel vituperose in pulcra tabula scripsisset quia non tenretur. Item si quis ex aliena materia vel sua et aliena fecerit aliquod materiatum puta capsas de alienis asseribus materia cedit materiato nisi reducente ad materiam primam et tenebitur materiati ad extimationem materie aliena secundum eundem Iho de Plat.

#### V. 3us articulus.<sup>912</sup>

Similiter qui bona fide intexuit et suit vestimento suo petram vel manicam de purpura aliena efficitur eis dominus purpure et tenetur ad extimationem quia *Extra, De regu ju, li 6to*. Accessorium sequitur naturam sui principalis

---

910Correction pour *venditione*.

911Pour: *ille*

912Marge.

et sepe emitur principaliter<sup>913</sup> propter preciositatem accessorii, *L. Si in empto, ff. De contrahenda emptione.*

[fol. 19v]

Similiter si quis confundat materiam unam propriam scilicet cum materia alterius tali confusioni queritur dominus rei utriusque ut si conflavero argentum meum cum tuo vel vinum miscuero cum tuo; sive conficiatur<sup>914</sup> casu fortuito sive voluntate dominorum, talia efficiuntur communia nisi separari possint secundum Iho de Plat, *Inste, De rerum divisione.*

Theorica pro denario locatorum et depositariorum. Denarius [14us]<sup>915</sup>

In hoc denario explicantur 4or contractus scilicet locationis conducti depositi et commodati, scilicet denarius accipit nomen a communione eorum.

Et pro intellectu et istorum primo nota sequentem maximam sive regulam. Depositarius licet solum teneatur de dolo et lata culpa tamen locator et conductor tenetur de dolo lata et levi culpa et commodatarius de dolo lata levi et levissima culpa. Quid autem est<sup>916</sup> levis et levissima culpa, habes infra denario testatorum.

X.1us articulus. De deposito.

Set quoad ista[m]<sup>917</sup> maximam capiendam sciendum primo quod depositum est quod custodendum<sup>918</sup> alicui datum est. Depositarius est cui committitur seu qui recipit custodiam. Depositor autem qui dat in custodia. 2° sciendum quod depositarius tenetur regulariter de dolo et lata culpa si res deposita pereat.

Tenetur tamen de levi culpa in duobus casibus. P[rim]us si mercedem accepit pro custodia, *ff. Depositi, L. 1.* 2us si convenerit ut teneretur seu promississet.

Tenetur etiam de tribus casibus de levissima culpa. P[rim]us si causa depositarii apud eum sit res deposita.

---

913 On pourrait lire aussi: principale, la lecture de la lettre finale se prêtant à deux interprétations. Principaliter suggère plus l'idée d'un renversement par lequel l'accessoire devient le principal.

914 Pour confidatur (fin de ligne: *confi*)

915 Ajout.

916 Mot barré: *lata*

917 Correction pour *ista*.

918 Suppression d'un premier: *datum*

2us si deposito se obtulit et diligentissimum exclusit. 3us si convenit De casu autem fortuito non tenetur nisi fuerit in mora restituendi vel ex pacto convenerit, *Extra, Depositum, c. Bona fides*. Unde depositarius si perditur res deposita sue custodie aut deteriorata sit dolo suo vel lata culpa, tenetur restituere.

Redendum quod est depositum quando petitur regulariter. Excipiuntur tamen 4or casus. P[rim]us cum quis furiosus efficitur et gladium depositum repetat, 22, q 2, c. *Ne quis*.

2us si deponens fuit deportatus post depositum et bona ejus publicata, *ff. Depo, L. Bona fides*. 4us<sup>919</sup> quando fur deposuit apud dominum cui [ ]<sup>920</sup> subripuit vel apud proprietarium, d l. *Bona fides*.

Preterea advertendum quod depositarius utens re deposita furtum committit exceptis duobus casibus. P[rim]us si pecunia non obsignata [ ]<sup>921</sup> deponatur, L. *Quintus, ff. Depo[si]ti*, et sic de quocumque numerato vel mensurato. 2us si putaverit dominum permissurum, *ff. De furtis, L. Qui re*. Item si heres distraxit aut alius depositum factum mortuo tenetur restituere si dolose fecerit. Idem in commodato secus si ignoravit et bona fide quia non tenetur nisi de eo quod ad eum pervenit

Circa predicta sciendum quod ecclesia non tenetur de deposito facto prelado ecclesie si periit nisi sit versum in utilitatem ecclesie ut in c. p<sup>o</sup>, [*De*]<sup>922</sup> *deposito*, secus si factum esset prelado consensu capituli et aliis solemnitatibus que requiruntur ut obligetur ecclesia, quia est factum ecclesie depositum tunc et sic tenetur; aut si depositum sit factum apud sacristam deputatum ad custodiam vasorum et depositorum a prelado et toto capitulo, tunc eis secundum conscientiam ecclesia tenetur.

---

919Par rapport à ANGELUS, *Depositum*, § 10, il manque le troisième cas.

920Mots barrés

921Suppression d'un *non*.

922Ajout

Similiter quando prela[tus]<sup>923</sup> est consuetus bene administrare bona ecclesie presumetur in utilitatem ecclesie convertisse secundum Archi, Bar et Bal.

Secundo sciendum quod non licet alicui rem suam apud alium depositam furtim accipere secundum Tho[ma]m, 2a 2e, q 66, quia gravat depositarium [accipiendo]<sup>924</sup> vel se ostendendo inimicum, ideo si facit tenetur ei revelare et hoc si res deposita sit bene res deponentis.

3° sciendum quod custos qui mercedem pro custodia acceperit non modo de dolo lata et levi culpa sed etiam levissima culpa ut puta nauta caupo stabularius non de casu ut pueri si fuerit latrocinium, incursus, naufragium, mors servorum commodatorum. Nauta dicitur hic qui navem exercet et hoc intellige verum si rem accepit custodiendam pro speciali mercede que res requirebat diligentiam curam seu custodiam.

Y. 2us articulus. De commodato.

De commodato sciendum quod commodatum est alicujus rei ad aliquem usum gratuito facta concessio. Inde dicitur commodatarius qui recipit rem et commodans qui tradit illam gratis in usu.

Notandum quod sic commodans tenetur de dampno proximi si commodat rem viciosam puta vasa vel equum et hujusmodi et hoc si scienter fecerit et non revelaverit commodatario; aut si revocaverit rem commodatam

[fol. 20r]

ante tempus tenetur de dampno, *L. In rebus, ff. Commodati*, nisi commodans similiter erat passurus dampnum; ita commodatarius utens commodato ad alium usum quam sit concessum tenetur restituere et commisit furtum nisi probabiliter credit dominum commissurum.

---

923Ajout, (bout de ligne).

924Ajout de ma part. Existence d'une lacune (à cause de *vel*) et différences si on se réfère à THOMAS, (II-II, q 66, a 5), ou à ANGELUS, *Depositum*, § 13. THOMAS:...*gravat depositarium qui tenetur ad restituendum eam [rem]vel ad ostendendum se esse innoxium...*

Similiter si res commodata perit culpa commodatarii tenetur ad restitutionem ipsi commodanti, *De commoda*, c. unico.

Quando quis tenetur de dolo et lata culpa et levi.<sup>925</sup>

Circa quod sciendum quod si fit commodatum gratia recipientis tenetur etiam commodatarius de levissima culpa. Si gratia commodantis tantum tenetur de dolo. Si autem fit gratia utriusque ut puta ut communis amicus invitaretur commodarem tibi vasa mea tunc tenetur de dolo et lata culpa et levi. Et hoc est secundum Pa generale in omnibus contractibus excepto precario ubi quis non tenetur nisi de dolo licet fiat gratia recipientis tantum. Et dicitur precarium quod precibus petenti utendum conceditur tamdiu quamdiu is qui credit patitur.

Differt autem a commodato quia in commodato debet esse usus certus et tempus saltem<sup>926</sup> determinatum. Unde si unum istorum defficit erit precarium non commodatum.

Secundo sciendum quod commodatarius non tenetur de deterioratione rei si solum re usus est usu ad quem accepit nec tenetur de casu fortuito si per illum perierit,[nec]<sup>927</sup> cum forte illam rem per nuncium remitteret, in L. *Argentum*, ff. *Commodati*, nec potest repetere impensas factas in re commodata naturali ratione set bene impensas valetudinis et fuge et hujusmodi ut in L. *In rebus*, ff. *Commodati*.

Quando quis potest proponere res suas.<sup>928</sup>

Praeterea sciendum quod quando commodatarius res omnes quas habet salvare non potest, potest suas que sunt illius preciosiores prefferre commodatis quamvis commodatum sit factum gratia recipientis, set suas viliores non potest nec etiam si ejusdem preciositatis sint et commodatum sit factum gratia commodatarii.

---

925Marge;

926Chez ANGELUS, *Precarium*, § pr: *saltem tacite determinatum*

927Ajout.

928Marge.

Si vero sit factum gratia commodantis etiam suas viliores potest proponere, si autem sit factum gratia utriusque tunc solum potest proponere res suas si sunt eque preciose vel preciosiores sunt, L. *In rebus, ff. Commodati*.

In hiis nota quod qui tenetur de dolo potest proponere viliores suas. Qui de levi equales. Qui de levissima preciosiores solum.

Sic dicas de deposito si pereat, salvis rebus propriis, d. c. *Bona fides*.

Z. 3us articulus. De conducto. <sup>929</sup>

Set quoad conductum nota quod conductor tenetur de re conducta restituenda locatori si perierit dolo lata culpa et levi secundum communiter doctores in L. *Si quis domum, § Celsus, ff. Locati*. Et idem dicendum de locatore respectu conductoris. Unde locans vasa viciosa etiam ignoranter et propter ea vinum effusum est tenetur ad interesse vini nec ignorantia eum excusat, secus esset in herbis pascue quas nesciebat esse pestiferas.

Nota quod hoc in conscientia tamen deberet habere locum ubi locaret vasa pro bonis, secus si simpliciter exhibisset videnda per conductorem an sint<sup>930</sup> bone vel ne. A fortiori tenetur locator ad interesse qui scienter locat rem viciosam, *ff. Locati, L. Set addes*, quod nota pro illis qui locant equos qui volvunt se in aquis, si destruantur vestes tenentur restituere, secus in commodato.

Secundo nota quod si nauta ponat res meas in alia navi quam ubi posueram et perierunt, tenetur si fecit invito domino. Si vero bona fide et sine culpa, non tenetur. Similiter, si dolose posuisset et utraque navis periit in eadem navigatione non tenetur quia non tali culpa est amissa [res]<sup>931</sup> quod est bene notandum secundum Ange.

---

929Marge.

930Correction pour:erunt

931Ajout.

Cui incumbit probatio de dolo.<sup>932</sup>

Tertio notandum quod quando quis tenetur de dolo et lata culpa incumbit probatio dicenti eum fuisse in dolo vel lata culpa set quando tenetur de levi vel levissima tunc tenetur probare casu amisisse. Hec Ange.

Theorica pro denario lusorum. Denarius 15us.<sup>933</sup>

A. Primus articulus. De ludo.<sup>934</sup>

De hoc denario dico sequentem maximam: Nec nisi [est]<sup>935</sup> fructus vel alia specialis ratio iniqua, est ratione acquisiti in ludo necessaria restitutio, de precepto set bene de bono et equo et bono consilio.

Pro intellectu hujus nota quod ludus quidam dicitur humanus qui fit ad recreationem sui vel aliorum et hic absolute non est prohibitus set aliquando ratione circumstantie.

Primo ratione loci ut pote sacri, c. *Cum decorum, Extra, De vita et honestate cleric.*; Secundo ratione periculi lesionis corporalis ut in torneamentis; 3° ratione persone ut pote clericis et religiosis prohibetur omnis ludus cum armis, c. *Continebatur, De homici.*; 4° ratione scandali ut clericis et religiosis

[fol. 20v]

in publico coreis mulierum inire aut ludum larvatum agere<sup>936</sup>; 5° ratione cupiditatis ut si fit in causa lucri principaliter aliquis ludus; 6° ratione temporis puta in die festo.

B. 2us articulus. De ludo diabolico.<sup>937</sup>

Set sciendum quod est alius diabolicus qui scilicet operatione diabolica est inventus ad inducendum homines ad peccatum et est in triplici differentia. Primus consistit in ludibriis que sunt rerum inhonestarum demonstrationes et ad lasciviam provocantes. Secundus ludus alee quia sub isto comprehenditur omnis ludus qui innititur vicibus fortune ut ludus carte taxilli<sup>938</sup> et hujusmodi. 3us dicitur mixtus qui partim innititur fortune et partim industrie ut ludus tabularum cum taxillis simul

---

932Marge.

933Marge.

934Marge.

935Ajout; lecture difficile pour le début de phrase.

936Lecture douteuse.

937Marge.

938Correction pour: *cartecellari*. (*Cartarum* ou *taxillorum* chez ANGELUS, *Ludus*, § 3)



et isti duo ludi ultimo dicti sunt prohibiti ut patet in *Aucte, Alearum usus, C. De reli et sumpti sunt*, et in *Episcopus*, 35 d, et maxime clericis et religiosis et tam ludere quam luden[tes]<sup>939</sup> videre.

Item sciendum quod acquisitum in prefatis ludis diabolicis si ille qui amisit non poterat alienare sicut filius familias, servi et hujusmodi, debet restitui patri vel domino vel illi qui dedit. Si vero poterat dare vel alienare et fraude vel deceptione puta per falsos taxillos acquisitum est debet restitui ei a quo habitum est, de necessitate secundum communionem docto[rum]. Preterea si per ludos predictos acquisivit aliquid quod potuerat a colludente dari vel alienari et non intervenit fraus nec importunitas trahens ad ludum ex cupiditate consulendum est sibi per confessores aut alios quod ille eroget pauperibus. Et licet astex dicat teneri intelligendum est quod tenetur de bono et equo non autem necessario nisi repeteret alius et judicaretur in foro contentioso contra eum tunc enim necessario tenetur restituere.

Item si ludens in casibus in quibus tenetur restituere lucretur et post ea cum eadem persona in alio ludo perdat poterit compensationem facere si sine intervallo fiat scilicet quando se non adverterunt ad alia, ar. L. *Continuus* in principio, ff. *De verbo obbli*.

Si vero in diverso ludo puta quia hodie lucratus fuit et cras cum eodem amisit de sub[t]ilitate<sup>940</sup> juris non poterit compensationem facere si ille cum quo amisit sit de illis qui non tenentur de necessitate restituere; set de equitate consciencie credo quod possit; hec Ange.

### C. 3us articulus. De restitutione lucratorum in ludo.

Preterea quod aliquis ludo acquisivit ab uxore mariti de rebus mariti aut a filio familias de rebus paternis aut ab hiis qui sunt sub tutore vel curatore vel monachis aut cleri[cis]<sup>941</sup> aut a viro virtuoso de rebus ecclesie

---

939Ajout (fin de ligne)

940Ajout (fin de ligne)

941Ajout (fin de ligne)

tenetur secundum Hosti in omnibus hiis marito patri tutori aut curatori abbati restituere et ecclesie necessario restituere et sic de similibus.

Theorica pro denario medicorum et artif[icium]<sup>942</sup> chirurgicorum. Denarius 16us.

De hoc denario et pro hoc denario, sit hec maxima:

Sicut tenetur peccat, et ad restitutionem tenentur iudices et advocati sicut conformiter medici et chirurgici scilicet ex malitia negligentia vel imperitia et generaliter omnis artifex in arte sua alium fallens vel faciens<sup>943</sup> quod non potest esse proprie utile set bene dampnificans tenetur ad restitutionem.

D. 1us articulus de exponentibus se periculo et medicis.<sup>944</sup>

Sciendum est quod istud ultimum habet gravem difficultatem que valet ad multa scilicet de intellectu illius auctoritatis: qui amat periculum peribit in illo, sicut exponens se peccato mortali peccat mortaliter et qui occasionem dampni dat dampnum dedisse videtur. Et sunt duo modi dicendi: Primus est exponere se in periculo est quando semper evenit periculum. Alius est modus dicendi qui videtur firmior quod sufficit ut eveniat frequenter aut sepe licet aliquando sepius..

Verbi gratia de cartis vel taxillis aut quibusdam venenis intoxicatis quamvis non semper fit peccatum ludere in illis aut vendere talia tamen quia frequentius committuntur, dicunt quod facere hujusmodi aut vendere est se periculo exponere. Et advertat lector ad sequentia et secundum unum modum dicendi illa vel alia intelligat bene revertendo ad propositum.

Dico quod medicus imperitus in medicina tenetur de nocumento vel dampno dato infirmis ex sua imperitia vel notabili negligentia ut pote visitandi eos, et si curam egri aut tempus derelinquit aut si non adhibuit diligentiam circa custodiam illius tenetur.

Pretera si protelat infirmitatem non tam cito quam posset curando causa sui lucri sicut tenetur sicut iudex vel assessor ex protelatione

[fol. 21r]

simili ad restitutionem tenetur dampni dati.

---

942Pour une lecture: *artifgicorum*

943Fin de ligne.

944Marge.

Ibi sciendum quod medicus vel cirurgicus solet [a]rtem<sup>945</sup> excere, et pro tali se locans, videtur se offere periculo, sicut iudex eo ipso cum locat se pro iudice vel assessore, *L. Si iudex, ff. De variis et extraordi cog.*; ideo secundum Host. medico imputatur culpa ante factum se intromittendo cum esset idiota, vel non providendo et in facto traditiones artis non sequendo<sup>946</sup> set capitaneam voluntatem vel inferiorem male faciendo; Et culpa post factum, quia curam egri dereliquit cum inciperet convallescere unde recidivaret, vel diligenter non custodit. Si tamen defectus vel culpa, neque ante factum neque in facto neque post factum, deprehendatur, non imputatur ei, si infirmus facultate sua vel avaricia vel casu fortuito moriatur. Recurrat primo quilibet medicus ad conscientiam suam, *Extra, De eta et quali ordi andorum, c. Ad aures.*

Aromatarii qui sopisticant aromata unum pro alio vendentes vel in electuariis sirupis specialibus confectionibus et facientes malas mixtas ex fraude avaritia vel imperitia quas vendunt pro puris tenentur ad restitutionem levis vel erogare aliis cum juncti sunt. Et si omiserit aliquid necessarium in conficiendis medicinis aut si emit vel vendidit que procurant aborsum aut venenem hiis qui volebant abuti tenentur<sup>947</sup> de culpa et dampno sequente secundum Antho flo. Item non solum predicti set etiam quicumque in arte sua se periculo se offerentes<sup>948</sup> in quo alios fallunt et dampnificant tenentur de dolo; Ratione autem offerre<sup>949</sup> periculo lata culpa equiparatur dolo, ut *L. ad commentariensem, ff. De custo reorum*, Tenentur etiam de necligentia et fraudulentia in operibus talibus.

---

945Ajout (début de ligne).

946Plutôt que: *sequens*

947Passage du singulier au pluriel, dû à la proximité d'un pluriel, et, peut-être, au fait que toutes les personnes évoquées sont condamnables.

948Mot barré avant: *offendentes*

949Lecture douteuse.

E. 2us articulus. De operariis et artificibus.<sup>950</sup>

Ex quo sequitur quod infideles et tardi operarii conductivi facientes fraudem in dictis protrahentes opus ad multos dies quod in paucis recte facere<sup>951</sup> possunt, ac etiam qui adducunt aliqua superflua questus sui gratia asserentes illa esse necessaria vel qui plurima destruunt, dicentes false illud esse necessarium cum non sit, set suis propriis lucris magis consulunt tenentur ad restitutionem.

Similiter dico quod artifices ex arte sua aliquid facientes vel aliqua que per se vel alio admixto non possunt esse utilia set proprie dampnificantia ultra peccatum<sup>952</sup> tenentur ad restitutionem dampni et omnia mala inde provenientia eis imputabuntur ut videtur tenere Inno in c. primo, *Ne cle vel mona*, qui dicit quod in hiis nullo modo licet negociari cujusmodi est, vendere venena mortifera vel succurrentia ad insorciandum lascivas mulieres aut picturas in domibus facere solum ad lasciviam [ ]<sup>953</sup> et [ ]<sup>954</sup> peccatum provocantes.

3us articulus. Quando artifices tenentur.<sup>955</sup>

Correlarie sequitur quod artifices qui faciunt taxillos cartas pompas curiositates et hujusmodi que [saepe]<sup>956</sup> vel frequentius sunt causa vel occasio mortalis peccati tenentur abstinere a tali arte antequam possit absolvi. Variam autem artem discant et ad vite humanam sustentationem utilem.

Preterea artifices possunt facere et vendere aliqua quibus homines possunt uti vel abuti et hoc quia talia possunt esse utilia et eo fine fiunt et venduntur ut patet de gladiis et coloribus qui possunt vendi ut utiles ad colorandum mulierem honestam in casu licito. Unde pro bona causa licita est in hiis negotiatio secundum Inno, ubi supra. Set si probabile existimat quod emens velit uti ad malum tale erit peccatum talia facere, vendere, aut donare quale peccatum est tali re uti.

Theorica pro denario mercatorum. Denarius 17us.

Hic denarius est confessoribus multum neccessarius et ejus notitia pendet fere tota ex hiis que dicta sunt in [ ]<sup>957</sup> predictis burse M[ari]e et ex hiis que ponuntur in multis denariis.

---

950Marge.

951Plutôt que: *facerent*

952Mot barré: *mortalum*; cependant, *peccatum* signifie:péché mortel.

953Mot barré.

954Mot barré.

955Correction d'après la table des matières. Marge peu lisible sauf pour *arti*.

956Ajout

957Mot barré

Pro hoc autem denario dico sequentem maximam. Mercator tenetur ad restitutionem propter duo []<sup>958</sup> causas sive rationes scilicet vel quia fraudulenter vendidit vel quia plus justo precio exegit.

F. 1us articulus: de fraude mercatorum.

Quoad primum scilicet de fraude notandum quod si venditore ignorante sit aliquis defectus quantum ad suam quantitatem vel qualitatem in re vendita non peccavit venditor, cum tamen ad ejus notitiam pervenerit tenetur recompensare dampnum emptori.

Correlarium.<sup>959</sup>

Ex hiis infero quod illicitum est vendere aurum argentum alkimicum

[fol. 21v]

pro vero auro et argento quia non est idem<sup>960</sup> purum nec habet omnino easdem proprietates. Non enim ita laetificat nec ita valet contra aliquas infirmitates. Si autem per alkimiam fieret verum aurum non esset illicitum vendere pro vero auro quia nichil prohibet artem uti aliquibus naturalibus in causis ad producendum naturales et veros effectus sicut dicit Aug[ust]us in *libro de tri[nita]te* de hiis que arte demonum fiunt.

Et quod dictum est de venditione intelligendum est ex parte emptoris ut quando venditor crederet rem suam minus preciosam quam sit, puta vendit aurum pro minori precio quia credit esse auricalcum et animal sanum quod reputat infirmum. Nam emptor si hoc cognoscat injuste et ad restitutionem tenetur.

G. 2us articulus de venditoribus res viciosas.

Et notandum quod si viciium rei sit manifestum puta cum equus est monoculus vel si sit occultum tamen usus rei totaliter non impeditur quia si non competat uni competit alteri et venditor propter hujusmodi viciium subtrahat de precio quantum<sup>961</sup> oportet non tenetur venditor ad manifestandum viciium rei quia forte propter hujusmodi viciium emptor vellet plus subtrahi quam esset subtrahendum; secus autem esset si usus rei redderetur omnino impeditus vel noxius vel si venderetur cibus corruptus aut venenosus pro bono; hec Tho.

---

958Mot barré

959Marge.

960Lecture difficile.

961Pour *quam*

De 2° scilicet justo precio habes aliqua multum notanda in predictis burse et in denario locatorum ad que confessores revertendo [habebunt]<sup>962</sup> que sunt necessaria pro hoc denario perfecte intelligendo.

3us articulus de ementibus et non potentibus emere.

Adverte tamen quod qui emere rem a furioso prodigo vel minore annis et hujusmodi quibus<sup>963</sup> a jure vel a iudice est<sup>964</sup> interdicta potestas vendendi tenetur eam restituere, *L. Quemadmodum, C. De agri et censi et colo*; Si tamen ille qui ab hiis qui possunt alienare aliquid emit nomine suo res empta erit sua. Set excipiuntur aliqui casus. Primus si fit emptus de pecuniis ecclesie. 2us de pecunia militis vel pupilli. 3us si sit data conjugi quando res emitur a marito. Nam in istis casibus emptum etiam [ ]<sup>965</sup> nomine suo efficitur illius cujus erat pecunia. In conscientia tamen teneretur ad satisfactionem si res empta non esset tantum predictis utilis sicut precium; hec Ange.

Theorica pro denario mulierum. Denario 18

De hoc denario sit hec maxima. Quadrupliciter tenetur ad restitutionem uxor alicujus, sive aliqua mulier. P° quia turpiter acquisivit [ali]quid<sup>966</sup>. 2° quia qui non potuit dedit. 3° partum alienum supposuit vel nutriit. 4° quia de rebus rapine vixit vel vivit.

H. 1us articulus de turpi lucro.

Pro declaratione hujus est sciendum quod mulier que turpiter et per peccatum acquisivit si dolus fraus metus vel deceptio interveniat restituere debet ei a quo extorsit vel heredibus aut in horum absentia pauperibus secundum communiter doctores secundum Inno, *Extra, De immunitate ecclesiarum, c.[Quia]*<sup>967</sup> *plerique*. Idem de viro sic turpiter acquirente aliquid.

Praeterea si quid bonorum ecclesie mulier a seculari clerico aliquid turpiter recepit vel de bonis monasterii a regulari, debet locis illis vel administrationibus restituere.

Similiter debet restituere si a personis non sui juris aliquod presumpserit recipere secundum Monal.

---

962Ajout

963*Quibus*: en double

964*Est* en double

965Mot barré.

966Ajout.

967Ajout.

J. 2us articulus de retentione<sup>968</sup> turpi lucri.

Item acquisitum turpiter sine predictis modis et si possit retineri tamen de bono et equo debet pauperibus erogari set indecens est de talibus ad altare publicam orationem fieri secundum Alex de Hales. Concor Mona.

Praetera mulier conjugata turpiter alicui dans de rebus dotalibus aut communibus restituere debet marito; secus est in parafernalis secundum Monal.

Similiter adultera que per filium ex adulterio conceptum defraudavit verum heredem tenetur laborare quantum est in se est ut vero heredi restituat hereditatem; non debet tamen se diffamare, set spurum filium ad clericatum vel religionem inducere secundum Sco,15 disti. 4a *Sententiarum*.

K. 3us articulus de uxore raptoris.

Item uxor raptoris et familia ejus viventes de impie acquisitis que non transeunt in suum dominium quando sciunt ea discernere a juste acquisitis teneantur restituere. Si autem tanta sunt que debent restitui quanta omnia que habentur non licet de talibus vivere nisi in 4or casibus. Primus quando agit negocium spoliatorum inducendo prout potest raptores ad restitutionem. 2us casus cum nec per elemosinam nec alio modo honeste nequit necessaria vita invenire. 3us [quando]<sup>969</sup> bona talia conatur

[fol. 22r]

utiliter augmentare et conservare. 4us quando episcopus dispensaverit quod de talibus tanquam pauper vivat. Hec Ange.

L. Theorica pro denario patronorum. Denario 19us.

Maxima pro hoc denario sit hec. Sic non licet jus patronatus vendere nec licet ratione juris patronatus aliquid exigere.

Pro declaratione maxime supponitur quod patronus uno modo est advocatus alio modo est iste cui competit jus patronus quod est jus honoricum quod habet quis in ecclesia

---

968Lecture difficile de ce mot.

969Ajout

secundum quod presentare habet in ecclesia canonicos vel rectores illius ecclesie prelato ut puta episcopo vel alteri ut sibi detur beneficium ecclesiasticum.

Patronus dicitur.<sup>970</sup>

Unde talis patronus dicitur in proposito cui competit aliquando beneficia<sup>971</sup> presentare. Et quandoque est clericus quandoque est laicus; sic domini temporales dicuntur dare beneficia in presentatione. Etiam sciendum quod jus patronatus cum annexum [est]<sup>972</sup> spirituali non potest vendi speciallitter set vendere est symoniacum, ideo vendens vel emens symoniam committit; set quando emitur cum universitate temporalium cum quibus transit, non est symonia nisi propter hoc principaliter fit emptio secundum Panor. Similiter patrono non licet aliquid exigere in collatione juris patronatus seu pro presentatione ad beneficium, nisi tempore foundationis a diocesano id fuisset reservatum. Nec valet si ipse patronus fundando beneficia aliquod sibi servicium vel munus reservet nisi episcopus auctoritatem prestiterit et hoc si dotem pinguem dedit et habundantem et non solum sustentationem ministrorum necessariam quia tunc nullum servicium poterit sibi retinere ita nota Panor in c. 1, *De censi*.

Theorica pro denario participantium in furto vel rapina. Denarius 20us.

Maxima pro hoc denario sit hec. Sic potest quis decem modis in furto rapina vel preda participare sic tot modis debet restitutionem de hujusmodi participio perpetrare.

M. 1us articulus. De participantibus in furto vel rapina.

Nota pro intellectu hujus maxime quod hoc fit decem modis, primo modo cooperatione, 2° jussione, 3° consilio, 4° consensu, 5° palpatione id est adulatione vel laude, 6° recursu, 7° receptatione, 8° participatione id est partem rei accipiendo, ut pote comedendo, 9° non obviando, 10° non manifestando juxta illud metrum:

---

970Marge.

971Lecture difficile pour ces trois mots.

972Ajout.



Jussio, consilium, consensus, palpatio<sup>973</sup>, recursus, mutus, participans, non obstans, non manifestans.

Sciendum quod cooperans sine cujus operatione non fuisset<sup>974</sup> furatum vel predatum tenetur in solidum sicut dare scalas ad ascendendum pro furto vel ferramina, vel verbis aut instrumentis bellicis ut pote tubis animare, ignem accendere alicubi ut in aliis domibus fiat preda. Sine vero tali cooperatione istis [si]<sup>975</sup> fuisset factum, tenentur cooperantes secundum quod magis vel minus fuerunt efficaces secundum Hosti et Inno.

Correlative sequitur quod illi qui raptores et fures associaverunt, sive ut retraherent a rapina sive non, sic tamen quod fures non inissent si ipsi eos non associassent, tenentur in consciencia restituere id quod predicti rapuerunt ut pate[t]<sup>976</sup> si alii se defendissent et isti defuissent vel tanta non rapuissent.

Similiter tenentur qui pacificandi animo cum eis vadunt; adversariis tamen timorem incutiunt ne se deffendant, nisi eisdem hoc significant, quia dant causam efficacem.

Concordat Direct., titulo *Restitutio*.

Secundo sequitur quod cum multi concurrunt ex quo sunt sine capitaneo ad furandum vel rapiendum nec unus magis animat alium quam alius ipsum, si aliquis [dedit]<sup>977</sup> alicui consilium quo res fuit subtracta et sic tenetur in solidum; si tamen principalis actor esset absolutus a dampnum passo liberatus esset qui dedit consilium nisi aliquid ad eum pervenisset quia tunc teneretur. Si non dedit consilium set auxilium quia associatur et hujusmodi et sic tenetur in quantum dampnum est plus datum ex auxilio suo. Et si in totum puta quia erat res ponderosa et unus sine alio non portavisset, vel non inisset nisi eum associavisset tenetur in totum, ff. *De fur, L. [Sed]<sup>978</sup> Et si quis subripuit*.

---

973En marge: *-tio*

974Mot difficile à lire suivi d'un mot barré.

975Ajout.

976Ajout.

977Ajout

978Ajout.

Et ratio diversitatis est inter dantem consilium et auxilium quia consilium vagatur super totum furtum, auxilium vero non set ad id super quo prestatur.

N. 2us articulus. De liberatione a restitutione.<sup>979</sup>

Si autem non fuit in culpa subtractionis rei alterius sic

[fol. 22v]

non tenetur restituere nisi in quantum asportaverin secundum Inno et Pa. Adverte tamen quod quando plures dolo malo dederunt malum alicui, si unus restituat erunt liberati, *L. De plures, ff. De dolo*. Nec credo etiam in consciencia etiam de necessitate teneantur primo satisfaciendi quia obsistit sibi turpitudine sua; nisi iste fuisset causa sine qua non induxisset eum ad tale quid faciendum sed de bono consilio debet dare pauperibus si quid habuit.

Preterea jubens vel mandans furtum vel predam vel rapinam fieri tenetur in solidum etiam si nihil habuit utilitatis. Similiter consulens sine cujus consilio non fuisset sequutum malum et consentiens expresso consensu sine quo non fuisset factum id tenetur restituere. Ratum habens etiam post dampnificationem quando ex tali ratihabitione dampnificatus impediretur recuperare dampna tenetur sicut consentiens.

Similiter palpans seu adulans et laudans quasi subtilem et strenuum eum qui malum fecit, quando ex tali adulatione fuit motus ad dampnificandum, quia est causa sine qua non secundum Ricar in 4°, disti 15.

Item is ad quem dampnificantes habeunt recursum tanquam ad patrocinium dantem prestantem Tenetur etiam secundum Ricar, c. 11, q. 3, *Qui assentit peccantibus*.

---

979Déplacement du titre placé en face de la première ligne du folio 22v: devant: *non tenetur*. Titre dans la table: *Liberatur quis a restitutione uno solvente*.

Similiter receptans scienter rem furtivam et furem tenetur furti et puniendus est non tanquam qui furtum fecit set qui operam prestitit, *Lex Furtum*, quia tenetur secundum Inno et Hosti, de omni dampno quod ex receptione aut defensione factum est quod factum non fuisset; Et si res aliquas receptavit, tenetur eas, secundum Monal, restituere domino, nisi immineat periculum in restituendo vel latroni vel alteri persone. Item participans rem alienam comedendo vel alio modo scienter recipiendo nisi in casu extreme necessitatis tenetur restituere tantum quantum participavit et hoc est verum nisi res furata transisset in dominium furis, *L. Si alieni, ff. De solu*, tunc enim recipiens non tenetur restituere nec peccat si fur est solvendo, alias sic; secus si ignoranter fecisset<sup>980</sup> et bona fide consumpsisset nec factus esset locupletior; alias si extat vel factus est locupletior postquam scit, tenetur restituere secundum Ange

Similiter qui non obviat furto, rapine vel predatione clamando vel alio modo, si illo modo posset prohibere ne feceret, et dolose non prohibet, tenetur secundum Ricar ad restitutionem, secus quando non prohibet ex necligentia vel quia non vult se immiscere rumoribus vel alteri periculo nisi habeat ex officio ut prelatus, tutor aut iudex cum possit et necligit et hoc secundum Sco quando faciendo hoc modo vergit in [ ]<sup>981</sup> periculum rei publice seu malum evidens vel proprie persone.

---

980Doute de lecture

981Mot barré: *publicum*

O. 3us articulus de manifestatione rei furate vel furis.

Praeterea non manifestans scilicet [ ]<sup>982</sup> quando est requisitus in iudicio vel extra tali modo quod res restitueretur<sup>983</sup> si diceret veritatem quam posset dicere sine periculo proprie persone et etiam alterius persone quando veritatem tacet vel non<sup>984</sup> vult interrogatus respondere tenetur in solidum. Facit quod notat Pa in c. *Qui cum fure, De furt.* Et nota quod de jure civili et canonico non tenetur quis ad instantiam partis revelare furem set tantum rem acceptam nisi iudex ex officio implorato vel cum procedit per inquisitionem generalem compellat ad indicandum furem, ar. L. [4]<sup>985</sup> et L. *Congruit, ff. De officio presidis.* Item nota quomodo tenentur ementes furata vel predam in denario furis et de viventibus ex talibus in denario mulierum.

P. Theorica pro denario pescatorum. Denarius 21.

Breviter me expedio de hoc denario dicendo sequentem propositionem.

Licet quis non possit prohiberi pescari in fluctibus publicis et sunt [palus et ...]<sup>986</sup> secundum Iho de plat, *Insti, De rerum divisione*, et similiter aplicare et ligare naves ad arbores que sunt<sup>987</sup> super ripas, non tamen licet piscari in fluminibus privatis sicut sunt stangna dominorum nisi illis quibus permittitur a domino et qui ad hoc commituntur; qui autem aliter piscatur in illis stangnis asportans pisces furtum committit.

Theorica pro denario detinentium seu possidentium. Denarius 22.

Maxima pro hoc denario est satis digna scitu a confessoribus que est hec.

Bona fidei possessor facit rei aliene fructus suos, sicut e contrario male fidei possessor numquam facit

[fol. 23r]

eos suos.

---

982Mot barré.

983Et non: *restituatur*.

984Suppression d'un second: *vel non*.

9854 et non 3

986 *Palus* est une conjecture, et j'ai renoncé à interpréter le second mot. Les *Institutes* parlent de ports (*portus*), de flots, de fleuves et de mer. Aucun de ces mots ne correspond à ce que l'on voit.

987Sunt en double.

Q. 1us articulus. De male fidei possessor.

Pro hujus maxime intellectu sciendum quod male fidei possessor, secundum Pa, *De restitu spoli, c. Gravis*, est is qui possidet rem et scit ad alium pertinere et econtra bone fidei possessor est qui cum ignoret se possidere alienum possidet cogitatione domini. Textus est in c. *Si virgo*, 34<sup>988</sup>, q. 2.

Preterea quilibet possessor male fidei tenetur restituere rem si extat vel si periit aut deteriorata est, ac etiam fructus non solum perceptos set etiam quos dominus percepisset honestos si talis non occupavisset probabiliter. Et hoc si sit talis <sup>989</sup> male fidei possessor qui rem habuit sine titulo. Nam qui habuit cum titulo tenetur solum de fructibus perceptis et non percipiendis, L. *Si fundum, C. De rei venditio*, nisi talis titulus habitus fuisset per metum quia tunc etiam tenetur de percipiendis, L. *Set est partus, ff. Quod metus causa*. [Et in tribus casibus ]<sup>990</sup>, Primus. quando titulus est habitus contra interdicta legum, L. *Quemadmodum, C. De agri censi et colo*. 2us quando titulus habetur in fraudem creditorum, L. 1, ff. *De hiis quae in fraudem cre*. 3us est quando titulus habetur ex emptione rei fiscalis sine debita solemnitate, L. *Cum fundus, ff. Si certum pe*.

Similiter si res non sit lucrosa nisi ex industria tantum ut sunt pecunie et hujusmodi non tenetur quis restituere lucrum set solum principale acceptum loquendo de necessitate restitutionis secundum theologorum communem opinionem.

---

98834: correction pour 33.

989Suppression d'un: *fidei*

990Ajout. Dans ANGELUS, *Restitutio, Quis dicitur possessor male fidei, primus* est précédé d'une phrase expliquant que le détenteur de mauvaise foi, même s'il a un titre de propriété, doit rendre les fruits qui auraient dû être perçus.

## R. Secundus articulus.

Nota tamen secundum Ricar et Sco, in 4°, disti 15, quod qui directe dampnum dedit puta quia fuit necesse propter carentiam talis rei creditorem emere frumentum tempore quo magis valebat vel recipere ab alio sub usuris vel possessiones distrahere pro minori precio et hujusmodi tenetur satisfacere dampnum passo. Unde pro regula tene<sup>991</sup> [quod qui]<sup>992</sup> est causativus dampni efficaciter et sufficienter ita quod sine eo non sequeretur, tenetur ad restitutionem dampni causati, secus in illo qui causat non sufficienter et efficienter licet enim peccat non tamen tenetur ad restitutionem.

Item possessor male fidei de rigore juris potest repetere expensas necessarias ut puta illas quas fecit gratia fructuum querendorum, congregandorum aut conservandorum vel ad oportunitatem rei meliorationem vel curando animali morbo[sum]<sup>993</sup> secundum Monal. Similiter qui scripsit in re aliena vel edificavit potest in conscientiam petere et dominus rei tenetur, non in quantum expensa valet set in quantum sibi dicta res est plus sibi utilis arbitrio boni viri. Set possessor bone fidei poterit omnes expensas quas fecit in re tollere si sine lesione rei fieri potest vel si non potest dominus solvet eas, L. *Infundo, ff. De rei vindicatione*. Adverte quod expense dicuntur necessarie que si facte non fuissent periisset aut deteriorata fuisset res circa quam sunt facte. Utiles sunt que re[m]<sup>994</sup> meliorem faciunt et deteriore fieri non sinunt. Set volu[p]tarie<sup>995</sup> sunt que rem tantum ornant, set fructum non augent, L. *Impensas, ff. De verbo significa*.

Bona fide possessor omnes fructus illius rei aliene quam bona fide possidet sive sit fructus naturales ut poma et hujusmodi que naturaliter produnt sive industriales que scilicet acquiruntur ex artificio vel negotiatione sive possidet cum titulo sive sine titulo;

---

991 Lecture douteuse.

992 *Quod qui* et non: *quid*

993 Ajout.

994 *Rem* et non *res*.

995 Correction d'après le *Digeste* pour *voluntarie*, que l'on trouve aussi chez ANGELUS.

tenetur restituere si extant; si vero consumpsit tenetur solum restituere in quantum factus est locupletior, puta quia in eadem<sup>996</sup> expendit in qua oportuisset expendere tantum de suo, vel aliqua emit ex quibus ampliavit patrimonium suum, facit [ ]<sup>997</sup> *L. Certum et L. si me et ticium, ff. Si certum petatur*. Verumptamen diminuet de fructibus industrialibus rei lucrose in quantum industria sua est extimanda<sup>998</sup> in dicto negotio exercitata in utilitatem seu augmentum ipsorum fructuum accipiendorum, quia nemo militat suis stipendiis. Si vero non est factus locupletior non tenetur de consumptis, *ff. De peti here, L. Vtrum*.

Nota quod bone fidei possessor potest usucapere fructus predictos per triennium bona fide possidendo in conscientia cum post illud triennium erunt sui omnes qualitercumque nec tenetur

[ol 23v]

tunc restituere secundum Ange.

Nota etiam quod fructus [sunt]<sup>999</sup> qui supersunt deductis expensis que sunt gratia fructuum querendorum, agregandorum et conservandorum, *ff. De peti here, [L.]<sup>1000</sup> Si a domin[o]<sup>1001</sup> vel patre, § Fructus*.

S. 3us articulus de expositis infantibus.

Etiam adverte quod licet in foro contentioso homo recolligens aliquando filium ut suum expositum a parentibus vel domino relictum non possit expensas repetere causa alimentorum factas nisi protestatus fuerit quod volebat repetere et si collectus ipse nollet ducere filiam in uxorem, tamen in conscientia poterit repetere persona que ad hoc non tenebatur, Etiam si omnino non fecerat a principio illam protestationem. Ille vero que non concernunt alimenta set ut erudiretur in aliqua arte repeti possunt, *C. De infanti expo, l. 1*. Nota quod exponentes qui non poterant alere non excusantur quoad Deum exponendo taliter suos quia quantum in ipsis est occidunt **nisi<sup>1002</sup> forte expositio tali modo fieret quod nullum periculum exposito immineret** ut ait Ange.

---

996Correstion de *eamdem*.

997Suppression de *ff.* Selon ANGELUS, *Fructus*, § 1: d. L. (*dicta lex*)

998Aestimata

999Ajout.

1000Ajout

1001Ajout: fin de ligne.

1002En caractères gras: citation d'ANGELUS, *Expositus*, § 3

Similiter possidens alique que per metum extorsisset tenetur illa restituere et omnia que amisit per hoc ille cui metum intulit secundum Inno et Hosti.

Datum etiam ex metu qui sit ob timorem reverentie est omnino restituendum [ ]<sup>1003</sup> si datum sit contra voluntatem dantis. Unde quodcumque non est voluntas domini rerum in dando, nisi ex metu, acceptum est restituendum nisi fuerit in culpa metus. Pro cuius restitutione, adverte quod si talis timor possit ei juste incuti, puta, quia commisit crimen capitale, comminatur quis eum velle accusare, ex quo timore dat ei centum, licet ille turpiter accipiat, tamen necessario non tenetur restituere; Si vero timor incutitur injuste quoad Deum puta comminatur interficere adulterum cum filia, quod licet de jure civili ut in *L.Nec in ea, ff. De adulte*, tamen quia non licet quoad Deum, ideo, ex tali timore extortum non poterit retinere in conscientia, nisi in quantum [est] in recompensationem sui interesse puta fame lese et hujus modi. Facit textus cum glosa, c. *Inter hec*, 33, q. 2

Adverte quod tutus prescriptione non tenetur rem prescriptam restituere cum cognoscit fuisse alienam secundum Pa nisi scrupulum non possit deponere, 11, q. 3, c. *Cui [Illat est]*<sup>1004</sup>.

Theorica pro denario symoniacorum<sup>1005</sup>. Denarius 23us.

Iste denarius cum denario usurariorum valde est confessoribus notandus et memorie commendandus. Simonia enim et usura sunt due magne abissi in quibus periclitantur sepe seculares et ecclesiastici et qui in futuro evertant etiam confessores et predicatores et consultores temporis nostri. Unde quoad simoniam ut dicit Cancellarius parisiensis multum considerari debet intentio que facit<sup>1006</sup> sepe ut sit vel non sit simonia. Et de hoc et pro hoc denario dico sequentem maximam.

T. 1us articulus. De concurrentibus in symonia.

Simonia [ ]<sup>1007</sup> quatuor concernit scilicet spirituale et antecedens ad spirituale et concomitans sive annexum spirituali et consequens sive dependens ex spirituali.

---

1003Mot barré

1004Lecture douteuse.

1005Pour *symonicorum*.

1006Suppression d'un second: *que facit*.

1007Suppression d'un relatif: *que*.



Tunc committitur quando precise propter alterum quatuor predictorum al[i]quid<sup>1008</sup> datur vel recipitur.

In hac maxima tanguntur tria. Primo quod simonia concernit quatuor, 2° additur precise, 3° dat vel recipit.

Quantum ad primum sciendum quod ut colligo secundum Pa et Aste et Ricar<sup>1009</sup>, spirituale dicitur dupliciter.

Spirituale dupliciter dicitur.<sup>1010</sup>

Uno modo per comparisonem ad spiritum sanctum et hoc tripliciter. Vel dicitur spirituale per essentiam ut gratia et virtutes et illud non potest vendi; Vel spirituale per causalitatem et dispositionem ad virtutes ¶<sup>1011</sup> ut sunt sacramentalia; Vel spirituale per effectus ut illud quod convenerit alicui ex aliquo dono cuius est prophetizare miracula facere divinum officium celebrare et illa vendi non possunt .

Alio modo dicitur spirituale per comparisonem ad spiritum humanum et hoc dupliciter. Primo modo per essentiam ut sunt omnes sciencie humanitus acquisite et hec vendi non possunt; Secundo modo per causam ut doctrina predictarum scientiarum que aliquando ratione laboris vendi potest.

Annexum spirituali.<sup>1012</sup>

Annexum spirituali primo modo dicto scilicet per comparisonem ad spiritum sanctum dicitur omne illud in quo omne spirituale ministratur ut vasa sacra [fol. 24r]

ecclesia, cimeterium, relique sanctorum, vestes sacerdotales.

V. Dependens a spirituali.<sup>1013</sup>

Dependens vero vel consequens a tali spirituali primo modo dicitur omne illud quod ¶<sup>1014</sup> ex spirituali dependet vel illud consequitur **ut habere<sup>1015</sup> dignitatem ecclesiasticam canonicam,...beneficium ecclesiasticum, jus percipiendi decimas... et oblationes et quodcumque convenit clericis ratione ordinis clericalis ut pulsare campanas.**

---

1008Ajout: fin de ligne.

1009Chez ANGELUS, *Simonia*, § 1: *Panormitanus, Ricardus et Astensis (Asten)*

1010Marge.

1011Mots barrés.

1012Marge.

1013Marge.

1014Mot barré (*Est*)

1015ANGELUS,*Simonia* 1, § 3

Hoc annexum vel dependens **non potest vendi, c. Ad aures et Ad nostram, De simonia.**

Antecedens spirituale.<sup>1016</sup>

Antecedens<sup>1017</sup> ordinatum ad tale spirituale primo modo dicitur jus patronatus; est potestas presentandi ad officium ecclesiasticum quod non potest vendi, c. 1, *De jure patronatus*, licet transit cum universalitate [re]rum<sup>1018</sup> temporalium, c. *Ex litteris*.

**Annexum<sup>1019</sup> spirituali secundo modo** accepto scilicet **per comparisonem ad spiritum humanum vel dependens** est sicut **scole libri et hujusmodi** que **possunt vendi de jure nisi primo ecclesia locum<sup>1020</sup> scholarum assignasset doctori.**

Quoad 2m scilicet precise notandum quod fiat aliquod temporale dari vel recipi **pro<sup>1021</sup> re spirituali vel annexo seu dependenti a spirituali** etiam pacto vel conditione precedente et tamen simoniam non committi. **In septemdecim<sup>1022</sup> casibus** non videtur symonia dando spirituale pro spirituali.<sup>1023</sup> Et hoc fit in septemdecim<sup>1024</sup> casibus.

In septemdecim<sup>1025</sup> casibus non committitur simonia dando spirituale pro spirituali.

Primus casus **quando<sup>1026</sup> possessio datur cum pacto ut in ea construatur ecclesia, nam pactum illud videtur spirituale [...] ubi datur prebenda [cum pacto]<sup>1027</sup> quod quotidie celebratur in [...] ecclesia** et non dimittendi ecclesiam. Circa quod notandum primo quod nulli licet efficere bona sua ecclesie **ut<sup>1028</sup> efficiatur canonicus; [...] Secus si [...] liberaliter donavisset et post humiliter admittere peteret in canonicum; 2° quod qui<sup>1029</sup> constituit aliquam prebendam potest sibi vel alteri retinere potestatem conferendi[...] de consensu episcopi; 3°<sup>1030</sup> quod secundum Pa si ex statuto imponatur quod aliqui de novo recepti vel recipiendi in canonicos aliquid solvant symonia est.**

---

1016Marge.

1017Ajout (début de ligne).

1018Ajout (début de ligne).

1019ANGELUS, *Simonia* 1, § 5

1020Correction pour *loco*

1021ANGELUS, *Simonia* 2, pr

1022Correction pour *duodecim*.

1023Marge.

1024Correction pour *duodecim*.

1025Correction pour *duodecim*.

1026ANGELUS, *Simonia* 2, § 1

1027Ajout.

1028ANGELUS, *Simonia* 2, § 3

1029ANGELUS, *Simonia* 2, § 4

1030Question traitée en ANGELUS, *Simonia* 2, § 5

Si vero onus imponitur prebende valet in favorem cultus divini, ar c. *Significatum, De prebendis*.

**Secundus**<sup>1031</sup> casus quando **aliquid pro operibus spiritualibus** ut pote [...] **missis celebrandis** vel sacramentis **ministrandis** alicui datur qui ad talia alias non tenetur licitum est dummodo talia concurrant; **Primum quod non capiat** intentione vendendi spirituale set **pro sumptu et labore**; **2m**<sup>1032</sup> **quod non sit ex officio obligatus ministrare**; **3m quod non habeat sumptus necessarios aliunde**. Unde sacerdoti parrochiali episcopus debet providere vel populus potest compelli sibi necessaria ministrare; facit ad hoc glosa, *De consecra, di 1, c. Omnis christianus*.

**Tertius**<sup>1033</sup> casus quando datur aliquid pro vita eterna vel remissione [...] **peccatorum** [...] quia elemosina non est precium vite eterne nisi in quantum imperatur a charitate, non sic alia spiritualia que conferuntur per ministros ecclesie ut ait Ange. Faciens etiam votum Deo pro consequendo aliquo temporali non [est] symoniacus cum deo enim non potest committi simonia.

**Quartus**<sup>1034</sup> casus quando datur aliquid pro redimenda vexatione que sibi sit in **re spirituali** et hoc licet dummodo certus sit quod sibi sit injustitia. Sic potest dari episcopo injuste ¶<sup>1035</sup> excommunicanti ut absolvat eum<sup>1036</sup> vel sententiam revocet et hoc si excommunicato imminet grave prejudicium in dilatione vexationis<sup>1037</sup> secundum Iho an et Pa. Sic<sup>1038</sup> dari licet contradicenti injuste in re jam possessa, Set si iniuste possidet non licet dare aut ne deponatur et hujusmodi.

---

1031ANGELUS, *Simonia* 2, § 6

10322m et non 2°

1033ANGELUS, *Simonia* 2, § 8

1034ANGELUS, *Simonia* 2, § 10

1035Mot barré.

1036 Lecture difficile.

1037Ou selon ANGELUS, *Simonia* 2, §10: *ex dilata absolutione*.

1038Question traitée en ANGELUS, *Simonia* 2, § 11

Potest<sup>1039</sup> etiam secundum hoc parens dare aliquid pro parvulo baptizando quem ipse non potest baptizare et ¶<sup>1040</sup> nolit quis gratis, non intendendo aliquid emere spirituale set dare pro labore vel aqua. Non licet sic pro adulto qui per contritionem potest salvari secundum Pa, c. *Debitum*. Circa hunc casum notandum est primo<sup>1041</sup> quod pagano potest dari pecunia ut baptizaretur **si propter paupertatem timeret venire ad fidem** set si non habet voluntatem veniendi **nisi propter cupiditatem non licet [...]** **argumento 23, q 5, Ad fidem, nisi**

[fol. 24v]

**probabiliter presumeretur quod postea mutaret voluntatem.**

Ex dictis sequitur quod quis<sup>1042</sup> ¶<sup>1043</sup> privetur ecclesia sua vel prebenda quam juste tenet potest aliquid dare redimendo vexationem set non si sit alteri assignata et sit amotus per superiorem juste vel injuste secundum Inno et Pa, **secus si** amoveretur per tiranum quia **post** amotionem etiam **posset dare**.

Notandum 2° quod licet dans possit sine simonia redimere spirituale, ille tamen a quo redimitur est symoniacus, sic cum pecunia datur [ ]<sup>1044</sup> episcopo ut non conferat symoniace, est simonia ex parte recipientis et non dantis.

Sequitur ultime<sup>1045</sup> quod si quis<sup>1046</sup> capitulus alicui nullum jus in electione habenti dat aliquid ut desistat non est symoniacus si sic impediabat ne simpliciter electio fieret; Set si impediabat ne iste vel ille eligeretur sic nihil potest dari ad redimendam vexationem.

**Quintus<sup>1047</sup> casus quando procuratio datur moderata episcopo pro visitatione vel consecratione ecclesie, De censi, c. Cum apostolus et De simonia, c. Cum sit romana.**

---

1039ANGELUS, *Simonia* 2, § 12

1040Mot barré.

1041ANGELUS, *Simonia* 2, § 13

1042ANGELUS, *Simonia* 2, § 14

1043Mot illisible (fin de ligne) et après lui suppression d'un second *quis*. Ou;quod quid ne/me quis privatur...

1044Mot barré

1045Correction pour *ultimus*. Question traitée en ANGELUS, *Simonia* 2, § 16

1046Lecture douteuse (ipse?)

1047ANGELUS, *Simonia* 2, § 17

**Sextus<sup>1048</sup> casus quando exigitur in pactum expresse quod a jure permittitur.** Nam licet secundum Pa. spiritualia non accipiant extimationem **tamen interesse ex eis [...] bene pot[est]<sup>1049</sup> esse estimabile et super eo tanquam super temporali procedi potest ut dicit glosa c. *Coram*<sup>1050</sup>, *De officio dele*.** Unde satis patet quod **vicarius<sup>1051</sup> recipiendo salarium locat operas suas nec est symoniacus sicut nec assessor nec advocatus** ut ait Pa.

**Septimus<sup>1052</sup> casus quando exigitur per modum insinuationis** ut si dicitur ingredi religionem volenti **quod aliquid secum portet unde vivere possit quod est verum secundum Pa., c. *Non satis*, dummodo non deducatur in pactum.**

**Octavus<sup>1053</sup> casus quando subest consuetudo ut aliquid a laycis exigatur pro spiritualibus exhibitis set non ante exhibitionem secundum Inno. et Iho. de Ligna.**

**Nonus<sup>1054</sup> casus quando quis causa permutationis aliquid dat in recompensationem majoris beneficii** quo ad proventuum temporalium recompensationem set non spiritualium jurium quia si sic daret esset symonia.

Permutantes que oportet servare.<sup>1055</sup>

Unde permutantes oportet tria observare. Primum quod non paciscantur set solum tractatum habeant; Secundum quod non fiat permutatio nisi auctoritate superioris; 3us quod aliquid non detur pro recompensatione spiritualis ut pote majoris auctoritatis vel administrationis spiritualis et hujusmodi.

**Decimus casus<sup>1056</sup> quando vasa sacra venduntur** licet sint annexa spirituali vendi enim possunt **non habito respectu ad formam consecrationis secundum Ricar, *Quolibet 2º*[ ]<sup>1057</sup>, ita quod alteri ecclesie in eadem forma, set persone seculari non licet vendere nisi redacta in pristinam massam,**

---

1048ANGELUS, *Simonia* 2, § 18

1049 Ajout (fin de ligne).

1050 Correction pour *Dele* (barré dans le manuscrit), selon ANGELUS, *Simonia* 2, § 18

1051ANGELUS, *Simonia* 2, § 19

1052ANGELUS, *Simonia* 2, § 20

1053ANGELUS, *Simonia* 2, § 21

1054ANGELUS, *Simonia* 2, § 22

1055 Marge.

1056ANGELUS, *Simonia* 2, § 23

1057 Blanc

idem **de vestibis sacris vendendis**. Pro crismate autem habito respectu ad liquorem non licet aliquid exigere quia est spirituale aliquod etiam in quantum liquor, 1<sup>1058</sup>, q.1, *Placuit*. Similiter pro pane benedicto aut candelis benedictis.

**Undecimus<sup>1059</sup> casus quando venditur dependens vel consequens ad illud quod dependet a spirituali [...] sicut est perceptio decimarum, fructus beneficiorum, panis obblatus, cera, granum, et hujusmodi obblatorum. Nam jus percipiendi spirituale vendi non potest set bene fructus. Ex quo sequitur secundum Panor quod prelatus bene potest vendere obventiones jurisdictionis tanquam fructus.[...] Similiter alii fructus et obventiones ecclesie possunt vendi cum sint corporales secundum Hosti [...] et possunt etiam locari layco[...] dummodo ponat clericum loco sui pro recolligendis [...] c. 1 et 2, *Ne clerici vel mo*.**

Nota qualiter laicus potest arrendare beneficia ecclesiastica.<sup>1060</sup>

Circa hunc casum<sup>1061</sup> notandum primo quod licet temporalis juridictio possit dari **sub pensione annua** non tamen licet emere administrationem rerum ecclesiasticarum. Similiter symonia est aliquid dare **pro administratione pauperum et hospitalium, in 1, q. 7, c. *Si quis***. Set potest quis dare **ut recipiatur ad ibi serviendum sine aliquo jure consequendo**.

[fol. 25r]

**Unde<sup>1062</sup> emens preposituram, yconomatum, vicedominum, advocationem, castaldiatum<sup>1063</sup>, et hujusmodi, simoniacus** censetur, 1, q1, c *Si quis episcopus, secundum tamen limitationem predictam*.

Secundo notandum quod **dans<sup>1064</sup> aliquid ut serviat in ecclesia tanquam vicarius est symoniacus secundum Pa., c. *Ad nostram***.

3° quod **vendens<sup>1065</sup> villam cum jure patronatus** non videtur symoniacus sicuti vendens [villam et]<sup>1066</sup> jus patronatum **quia copulativa facit venire copulatum principaliter et non accessorie**

---

1058Correction pour: 2.

1059ANGELUS, *Simonia* 2, § 25

1060 Marge .

1061 ANGELUS, *Simonia* 2, § 26

1062 Les feuilles, de 25r à 26 v, ont été mouillées, l'encre des mots s'est étalée, rendant la lecture difficile.

1063Autrement: *gastaldiatum*

1064ANGELUS, *Simonia* 2, § 27

1065ANGELUS, *Simonia* 2, § 28.

1066Ajout selon ANGELUS, *Simonia* 2, § 28.

set secundum conscientiam Angelus dicit recurrendum esse ad animum, scilicet si fecisset intentione vendendi.

**Duodecimus casus est quando episcopus<sup>1067</sup>** clerico prestanti servitium spirituale et temporale sine tamen obligationem ad temporale prestandum promittit annuatim **salarium solvere certum, donec ei providerit de beneficio** quo dato expirabitur conditio salarii; secus si promissio salarii esset perpetua et pura. Quod Pa credit esse licitum si **prelatus non inducitur principaliter propter servitium set quia meretur**. Unde non debet esse causa finalis set **impulsiva**.

**Tertius decimus casus<sup>1068</sup>** quando pecunia datur pro temporali jurisdictione, quae non habet dependentiam ab officio ecclesiastico non est enim symonia set turpe lucrum, secundum Pa.

**4us decimus<sup>1069</sup>** casus quando spirituale pro spirituali exigitur ut puta unus qui **debet dicere primam missam** conveniat cum debente dicere 2am, ut unus dicat pro alia<sup>1070</sup>, non tamen intromittunt pactum pro talibus. Nam si quis **dicat aliquando baptizo te tali pacto quod baptizes me,[...] symoniacus est ut tenet Ricar in 4°;[...]** li pro in casu non debet dicere **apreciationem set admiculationem** misse promissa[...]. Nam **bene posset quis dicere secundum doctores: Hodie ego dico pro te vel te baptizo et rogo ut cras pro me dicas vel baptizes me postea et hujusmodi** quia non est pactum.

**5us decimus<sup>1071</sup>** quando datur ratione provocationis ad orandum ut quando **datur elemosina religiosis pauperibus ut provocentur dicere missas** et orare **pro eis** non intendendo emere orationes; set per gratuitam beneficentiam, provocare possunt ad orandum pro se gratis et ex caritate.

---

1067ANGELUS, *Simonia* 2, § 29

1068ANGELUS, *Simonia* 2, § 31

1069Ajout.ANGELUS, *Simonia* 2, § 32

1070Correction de *pro alio*.

1071ANGELUS, *Simonia* 2, § 33. *Decimus*: ajout.

**6us decimus<sup>1072</sup> casus ratione punitionis<sup>1073</sup> sicut in absolute excommunicationis exigitur pecunia non pro absolute quia esset symonia set pro punitione peccati, c. *Ad aures*, eo ti.**

**Decimus septimus casus ratione liberalitatis<sup>1074</sup> quia gratis datur et gratis accipitur non ratione alicujus spiritualis in q. 1, *Quicumque*, set tamen nobilitas in dato tali facit presumptam symoniam, in c. *Etsi questiones*, eo ti.**

X. 2us articulus. Unde haberet ortum symonia et de 3plici munere inducta.<sup>1075</sup>

Quantum ad [ ]<sup>1076</sup> 3m advertendum quod a duobus hominibus quorum alter in veteri testamento alter in novo videtur [ ]<sup>1077</sup> fuisse hoc vitium execratum denominatum a Giezi et Simone mago. Primus voluit accipere, 2us\* dare; A primo vocatur giezia, A 2° simonia. Et ut dicunt doctores retinuerunt nomen secundi quia completior ideo hujus viri invenitur in dante quam in accipiente. De hoc vide Ricar in 4°, dis. 25. et ut istud datum vel receptum clare videantur, Sciendum quod est triplex munus inducens symoniam in spiritualibus si deducatur in pactum scilicet, munus a manu, id est pecunia capta pro omni re spirituali<sup>1078</sup> pecunia ex temporali persona; Munus a lingua id est laus vel preces, Et munus ab obsequio. Et additur quartum ab aliquibus scilicet munus sanguinis cum scilicet confertur beneficium ratione consanguinitatis vel amicitie.

Quodcumque munus a manu si pactum precessit inducit symoniam et oportet restitui, secus si aliquid datur sine pacto non ut debitum set dari consuetum. Munus a lingua quando principaliter intenditur presertim quando est pro indigno inducit simoniam. Si autem pro indigno fuissent preces et prelati per illas movetur principaliter symonia est; secus si sequitur principaliter merita non preces.

---

1072ANGELUS, *Simonia* 2, § 34

1073Correction: *punitionis* et non *permutationis*.

1074ANGELUS, *Simonia* 2, § 35 (dernier article de *Simonia* 2)

1075 Marge. Lecture difficile.

1076Mot barré; sans doute le chiffre 3. Si on est dans le «second» article, on est au troisième point du développement: celui qui concerne: donner ou recevoir, d'où la correction du 2m en 3m.

1077 Mot barré

1078Texte difficile à lire jusqu'à *persona*.



[fol. 25v]

Munus<sup>1079</sup> autem ab obsequio id est servitium factum prelato vel monasterio intentione non primaria<sup>1080</sup> set secundaria ut habeat aliquod spirituale; non inducit symoniam dummodo serviens sit indoneus beneficio et non interveniret pactio; in servitio vero quod est indignum vel pro indigno aut si pactum intervenerit symoniacum est et restituendum secundum Pa, c. *Cum essent* et Goffre.

Circa predicta notandum primo quod non solum in predictis dantes et paciscentes sunt symoniaci set etiam consentientes et mediatores, c. 26, *Per inquisitionem, De elect, ac* etiam ministri seu familiares administrantes sicut fuit Giezi, servus heliezei, 1, q. 100<sup>1081</sup>, in *Summa*.

2° quod ut ait Ricar, licet episcopus fecerit pactum vel promissionem pro aliquo bene[ificio] dando, et postea oblitus talis pacti pure confert, non est symoniacus nec etiam recipiens et si<sup>1082</sup> hoc pactum ignorabat ideo non tenetur resignare.

3° quod secundum doctores, c 1, *De symonia*, in curia romana titulus de symonia non habet locum quod est verum secundum pa in hiis quae sunt simoniaca de jure positivo solum, non divino, cujusmodi est vendere castaldiatorum officia advocatorum<sup>1083</sup> et hujusmodi, Set in hiis quae sint symoniaca de jure divino ut pote in beneficiis habentibus administrationem ordinis vel executionem clavium, propter titulum, vendens esset symoniacus et sic ejus auctoritas non excusat<sup>1084</sup> et notatur in glosa c. *Licet, De penis*.

---

1079Déplacement du mot *munus*, qui est au bas de la page précédente dans le manuscrit.

1080Texte peu lisible: *intentione non primaria*: correction d'après ANGELUS, *Simonia*, 5, § 5.

1081 Correction, (chez ANGELUS, *Simonia*, 5, § 5: 1, q. 1 aussi).

1082Si: ajout

1083*Officia advocatorum*: conjecture.

1084*Non excusat*: conjecture.

4° quod eo ipso videtur papa dispensare cum aliquo in beneficio symoniace habito ex quo scit et scandalum tollerat ut ait Iho de Ligna, c. 1, quod creditur verum quando symonia committitur cum papa ut puta cum aliquis habuit beneficium medietate pecunia a papa, hoc sciente et consentiente, quia tunc scientia principis purgat ita hoc vitium a penis juris, sive symoniacus sit de jure divino sive positivo, nec tenetur resignare si symonia est de jure positivo, Set de<sup>1085</sup> datis aliis a papa licet ipse sciat et tolleret quod domini, curiales<sup>1086</sup> exigunt, non propter hoc dispensare videtur et ideo in penis involuuntur.

Similiter datum simoniace mediante pactione est de necessitate restituendum secundum communiter doctores illi in cujus contumeliam et injuriam videtur datum.

#### Corollarium

Unde correlative sequitur primo quod acceptum symoniace pro ingressu ecclesie secularis<sup>1087</sup>, si ille qui dedit non habet unde vivat restituendum est ei. Si vero habet et prefatus solus deliquit debet restitui ecclesie in cujus ignominie datum est; si omnes de ecclesia deliquerunt, dari debet ecclesie et criminosi expelli qui si non expellantur debet dari fisco pape secundum Hosti ut eroget in pias causas.

Secundo sequitur quod loquendo de ecclesia regulari, si omnes deliquerunt restituendum ei qui dedit ut intret 2m monasterium, c. *Veniens*<sup>1088</sup> cum non possit intrare in primo. Si particulares deliquerunt pecunia dabitur 2° monasterio quo ad usumfructum tantum et mortuo ingresso redendum est<sup>1089</sup> et redibit illud<sup>1090</sup> ad primum monasterium. Concordat Hosti et dominus Anto. Si vero locus talis vel persona cui res debet restitui<sup>1091</sup> non possit habere, ut pote si sit ecclesia derelicta vel in ignotis personis, debet tunc pauperibus dari ut ait Anto.

---

1085De: ajout

1086Curiales: ajout selon ANGELUS, *Simonia*, 5, § 7

1087Secularis: conjecture selon ANGELUS, *Simonia*, 7, § 1, (texte non lisible)

1088Monasterium, c. *Veniens*: ajouts selon ANGELUS, *Simonia*, 7, § 1, (texte non lisible)

1089Redendum est: conjecture selon ANGELUS, *Simonia*, 7, § 1, (texte non lisible).

1090Illud: conjecture selon ANGELUS, *Simonia*, 7, § 1, (texte non lisible)

1091Restitui: conjecture.

Tertio sequitur quod datum pro ordine habendo restitui debet ecclēsie cathedrali in cuius injuriam videtur datum si non est ordinatus ad titulum alicujus beneficii; aliter<sup>1092</sup> illi dabitur secundum Uldericum et Rodo.

Y. 3 articulus. In quibus committitur simonia, primo circa beneficia.<sup>1093</sup>

Et quia hec lepra invadat<sup>1094</sup> populum Christi et quia tanquam fera pessima devorat adhuc dicendum est de ea.

Unde sciendum quod symonia circa beneficia et dignitates ecclesiasticas multipliciter committitur.

Aliquando per reges, principes, et alios qui recipiunt pecuniam aut promissionem beneficii prestandi ut consentiant promotioni seu electioni ad aliquam dignitatem vel prelaturam restituere quam tenentur illi ecclēsie de cuius prelatura agebatur secundum Panor. Aliquando per canonicos convenientes mutuo et ex pacto de aliquibus suis<sup>1095</sup> recipiendis in canonicos vel beneficiandis, c. *Quam*, in 1, q. 2. Aliquando per conferendum beneficium qui facit pactum cum recipienti

[fol. 26r]

ut recipiat aliquam portionem ex redditibus beneficii.

Aliquando per promovendum in rectorem alicujus ecclēsie quando paciscitur ut solvat majorem pensionem collatori aut symoniacus propria auctoritate se obliget ad pensionem secundum Pa, in *Cum clerici*, *De pactis*. Aliquando per eos qui aliquid recipiant de investitura ecclesiarum, c. *In tantum*, eo titulo. Adverte quod episcopus ex justa causa et necessaria potest statuere ut redditus certi temporis beneficii vacantis deputentur ad illum usum laudabilem.

---

1092 *Aliter*: conjecture selon ANGELUS, *Simonia*, 7, § 4, (texte non lisible)

1093 Marge

1094 *Invadat*::conjecture.

1095 Suppression d'un second: *de aliquibus suis*.

Item pro solutione suorum debitorum contractorum nomine ecclesie; secus si nomine privato, ut notat glosa, c p<sup>o</sup>, *De solutionibus*.

Simonia committitur circa officia.<sup>1096</sup>

Preterea symonia [ ]<sup>1097</sup> circa officia et servitia ecclesiastica potest multipliciter committi. P<sup>o</sup> ab eo qui emit aquam benedictam vel panem benedictum secundum Alexan et Rodo, licet possit vendere emolumenta ex eo provenire consueta hic, ab eo qui vendit officium, claudendi hostium ecclesie<sup>1098</sup> [ ]<sup>1099</sup> vel pulsandi campanas si consuevit per clericum exerceri quia est officium spirituali unitum.

Secundo symoniaci sunt qui vendunt<sup>1100</sup> orationem, predicationem, vel processionem pro pecunia; spiritualia enim sunt in quantum a gratia procedunt.

Tertio sunt symoniaci presbyteri parrochiarum et prelati aliquid recipientes ab aliis ut in parrochia et episcopatu possint questuare et tales questores; si defraudent ecclesias pauperum, tenentur restituere.

Quarto, statuentes quod ecclesie processio non fiat in aliquo funere nisi certam pecuniam legaverit, secus si statuerent quod legantibus talem summam fieret talis honor vel processio. Secundo non licet pactum facere de danda pecunia<sup>1101</sup> pro anniversario faciendo secundum Ricar in 4<sup>o</sup>, disti 25. Set si ex devotione detur, ecclesia debet celebrare.

Quinto pactum facientes pro defuncto legere psalterium; secus si esset pro labore et vigilia in legendo. Similiter statuere non portandam crucem nisi pro [ ]<sup>1102</sup> certo precio et taxare pro quanta pecunia quis ponatur in tali sepultura cum jam ibi sint plures symoniacum est secundum Hosti.

---

1096 Marge.

1097 Mot barré

1098 En marge: *hostium ecclesie*.

1099 Suppression d'un second *officium*, (semble-t-il).

1100 Ajout

1101 En marge: *de danda pecunia*.

1102 Mot barré.

Sexto symoniaci sunt clerici qui nolent sepelire corpus nisi facto precio prius de lecto redimendo aut nisi fieret eis cautio ab heredibus deffuncti de receptione eorum que cum funere portantur. Et similiter quando nolunt sepelire sine pecunia, c. *Questa est*, 13, q. 2. Ibi nota quod sepultura si accipitur pro littera deputanda sepultura vendi potest [ ]<sup>1103</sup>, set non<sup>1104</sup> si est sacra et deputata; Capiendo etiam sepulturam pro officio quod impenditur sepelliendis, vendi non potest set labor clericorum qui ad hoc non tenentur vendi potest, ar., c. *Charitatem*, 12, q. 2.

Simonia committitur circa sacramenta.<sup>1105</sup>

Item symonia variis modis committi potest circa sacramenta vel sacramentalia vendendo scilicet talia vel emendo, ut spiritualia sunt, vel vendendo benedictionem nubentium aut licentiam audiendarum confessionum aut ex pacto dare<sup>1106</sup> pro benedictione vestitorum vel vasarum sacrorum aut pro benedictionibus abbatum vel abbatissarum vellatione virginum et pro aqua benedicta aut pro examine aut litteris ordinandorum clericorum aut si quis det pecuniam ut quis non ordinetur vel eligatur vel electio non confirmetur.

Circa enim ista nota quod si aliquis nolit benedicere nubentes nisi data pecunia debet haberi recursus ad superiorem qui cogat ut detur aliquid solum intentione redimendi vexationem.

Secundo nota quod sacerdos non intendens licentiam confitendi [ ]<sup>1107</sup> communicandi vel sponsas benedicendi vendere set super obventionibus que sibi contingerent providere non est symoniacus.

Tertio quod archidiaconus examinans ordinandos et minister qui legit evangelium cum fit ordinatio et aliquid accipiunt sunt symoniaci secundum dominum Anthon, c. penultimo, *Extra*.

---

1103 Mots barrés.

1104 *Set non*: en double.

1105 Marge.

1106 Aux géronatifs, succèdent un infinitif (dare), puis une proposition conjonctive (si quis).

1107 Mots barrés.

Eo modo scriptor litterarum si non habet salarium de publico potest pro suo labore [ ]<sup>1108</sup> aliquid accipere solum pensata qualitate negotii non ordinis ut quis pro clericatu tantum pro

[fol. 26v]

diaconatu plus et hujusmodi simonia videtur esse. Item pro sigillo nihil licet exigere nisi expensas cere sigillationis et clericorum ad hoc deputatorum quia symonia est cum nihil aliud fit quod quedam testificatio iudicis.

Preterea sequitur quod justitia facienda seu jure reddendo super spiritualibus non est episcopo vel aliis danda pecunia secundum Ricar in 4<sup>o</sup>, d.25<sup>1109</sup>, nec pro testificatione facienda in causis ecclesiasticis et a personis ecclesiasticis vendere licet testimonium secundum Alex nec pro pecunia peccatum alicujus celare quando ad ejus officium pertinet revelare, *De simonia*, c. [ ]<sup>1110</sup> *Nemo*. Sic non licet ex pacto dare pecuniam alicui ut convertatur ad fidem, ingrediatur religionem vel recipiat sacramenta, set bene sine pacto ut alliciatur ad ea secundum Pa, c. *Dilectus*. Nec pro ingressu monasterii licet aliquid recipere vel exigere quasi precium, set pro victu persone recipiende aliquid licet si non sufficiant opes monasterii; licet tamen alicui propter devotionem largas elemosinas facere. Licet non liceat ex pacto dare vel accipere ut ibi accipiatur, c. *Quam pio*, 1, q. 2. Rodon tenet quod si<sup>1111</sup> monasterium sit indigens et tenue non est symoniacum talibus pacisci dummodo non pro spiritualibus conferendis set pro expensis vel sumptibus recumpensandis vel relevandis.

---

1108 Rature.

1109 d.25:ajout, (blanc dans le manuscrit).

1110 Mots barrés.

1111Si et non *sit*

Z.<sup>1112</sup>

Adverte circa predicta quod corrumpens testem vel judicem in causa spirituali symoniacus est sicut est ipse judex vel testis pecunia corruptus.

Similiter magister qui scit dialecticam grammaticam et alias artes liberales et theologiam cui assignata est prebenda vel provisio de ecclesia et redditus sunt sufficientes si aliquid exigit a clericis illius ecclesie aut a pauperis alienis ut doceat committit symoniam secundum Jo, Bar Brixi<sup>1113</sup>, Hosti et Archidia. Si vero sit egens posset vendere laborem suum. Alii autem magistri quibus non est provisum de salario publico sufficienter possunt exigere a divitibus scholaribus set non a pauperibus debent, *De cen, c. Licet*.

Circa hoc adverte primo quod magister non debet dare scholaribus vacationem vel celebrationem festi propter lucrum; si enim faceret, propter festum colendum vel non colendum, esset symonia secundum Ray. Si autem pro recreatione eorum esset turpe lucrum.

Secundo quod cavere debet ne aliquid exigatur pro danda licentia docendi quia secundum Goffre et Hosti esset turpe lucrum necessario restituendum ei qui dedit, si  <sup>1114</sup> erat idoneus quia non turpiter dedit set potuit redimere vexationem suam, c. *Dilectus, Cl., primo, De Symo.*; secus si non erat idoneus: quia cum turpiter dederit, non ei restituitur set pauperibus de bono consilio esset dandum. Similiter episcopus dans clerico propter lucrum licentiam eundi ad scholas pro quinquennio a jure concesso, c. *Super specula, eo ti.*

---

1112Marge.

1113Vu la graphie, il est difficile de savoir si on a affaire à un auteur ou à deux et s'il s'agit de *Bar* ou de *Ber*.

1114Suppression d'un *esset* (semble-t-il) en bout de ligne, suivi d'un mot barré.

Similiter si ad majus tempus quando habet principaliorum respectum absolvendi eum ab officio spirituali quod debet ecclesie symoniacus enim creditur a Rodo. Si ad moram tamen in studio faciendam tantum turpe lucrum est.

Tertio quod omnes magistri possunt sponte oblata a scholaribus recipere. Quedam enim sunt que licet inhoneste petantur tamen honeste recipiuntur, *ff. De var et extraordinari cog.*

Etiam prelati qui beneficium habet per symoniam vel est intrusus tenentur renunciare et, si est episcopus et sit in articulo mortis nec potest adire papam, non debet dimittere possessionem quam de facto habet sine licentia pape, set abstinere a perceptione fructum, excepta stricta necessitate vite; et querat quam cito poterit resignare, *c. Nisi, De renun.* Similiter et alii beneficia symoniace habentes tenentur ea resignare et fructus omnes perceptos; posteaquam se sciunt aliquid symoniace possidere tenentur restituere.

A. Quando resignatione beneficiorum committitur simonia.<sup>1115</sup>

Circa renunciationem resignationem vel remissionem hujusmodi beneficiorum potest committi simonia multis modis.

Primo dans vel remittens aliquid spirituale pacto vel conditione temporali interveniente symoniacus est, 1, q. 2, *Quam pio*. Unde non potest quis renunciare liti super re spirituali pro aliquo temporale

[fol. 27r]

sibi dato secundum Pa, c. *Cum pridem*, etiam nomine expensarum. Dicit tamen Inno et Hosti quod valet compositio auctoritate superioris ut pro bono pacis detur aliquid temporale et de quo non est certum de jure sibi competenti ut cedat liti vel renunciat si quid jus habet.

---

1115Marge;



Non tamen licet sola auctoritate partium.

Secundo aliquis non certus set dubitans an habeat jus in beneficio non potest alteri dare pecuniam ut desistat a lite super illa re spirituali vel ne litem moveat set bene posset si esset certus de suo jure. Nec excusat auctoritas pape in beneficio quod habet annexam potestatem clavium quia videtur data pecunia pro illa potestate spirituali. Excusaret tamen in simonia de jure positivo, c. *Cum pridem, De pactis*.

Tertio qui ex pacto ut aliquid temporale recipiat renunciat litteris super beneficio ecclesiastico obtinendo est symoniacus secundum Pa, c. *Ad audientiam, De rescriptis*; secus si, ex officio judicis vel mediantibus bonis viris, Renunciatio ea una parte pure fiat et ex alia aliquid temporale detur, aut si renunciat permutatorie pro alio spitituali puta pro beneficio.

4° dans aliquid temporale prelato ne removeatur a prioratu vel beneficio est symoniacus si necessitas vel utilitas sit quod amoveatur; alias non, dummodo intentio non sit corrupta. Set non est symoniacus qui resignat ut certe alteri persone detur nisi in pactum deducatur, c. *Dilecto, De prebendis*.

Quinto remittens debitum temporale pro spirituali consequendo symoniacus est secundum c. *Veniens, De testi*, et hoc quando debitum est liquidum commodum.

Sexto promittens nihil petere ab ordinatore<sup>1116</sup> vel presentatore usque ad tot annos est symoniacus quia remittit fructus temporales pro spirituali consequendo.

Circa predicta adverte quod dantes primos fructus beneficii et solventes taxas bullarum secundum stillum curie romane non creduntur symonici

---

1116Et non: *ordinatione*

quia non dant pro spiritualibus set pro sustentatione curie et officialium; secus iudicandum in curiis inferiorum prelatorum habentium unde vivant secundum decentiam. Non enim licet tales taxas facere pro absolutionibus dispensationibus et hujusmodi, 1/in q. 1, c. *Ex multis*.

Theorica pro denario sociorum. Denarius quartus vicesimus.

Pro hoc denario dico sequentem maximam: In contractu societatis mercatores socii vel artifices debent duo observare. Primum quod artes et negotiatio sit licita. 2m quod equitas servetur in omnibus quia secundum Goffre dampnum et lucra debent esse communia sive sit in pecuniis sive in animalibus aut aliis rebus.

B. 1us articulus. De societate lucrativa.<sup>1117</sup>

Propter defectum primi sequuntur multa correlaria.

Correlarium primum.<sup>1118</sup>

Primum non licet uni eorum aliquid habere de lucro et nihil de dampno aut magis de lucro quam requirat id quod ponit in societate. Tamen ponenti operas tantum licet facere pactum quod tantum vult certum pro opera sua et nihil de dampno vult sentire quia talis contractus non est societatis set locationis operarum suarum secundum Ange.

Correlarium secundum.<sup>1119</sup>

Secundum sciendum quod tradens centum libras in societate cum pacto habendi capitale salvum nec vult sentire dampnum si tamen de lucro vult secundum discretionem socii est usurarius, c. *Consuluit* et c. fi, *De usu*. Si quis tamen nollet periculo capitalis se exponere et inveniret aliquem qui vellet eum assecuare pro aliquo sibi dato non esset usura set se liberare a periculo per talem assecurationem. Unde in isto casu pecunia posita in societate bene stat in periculo ponentis licet illud redimat precio. Quod ut liceat duo concurrere debent. Primum quod socius accipiens libere hoc velit facere. 2m tantum possit verisimiliter plus lucrari de tali societate ultra partem suam quantum est illud quod solveret ex tali assecuratione communitatis.

---

1117Marge. Peu lisible; vu la suite, on attend plutôt: *De societatis equitas*, mais *licita* ne paraît pas douteux.

1118Marge.

1119Marge.

Nec obstat c. *Naviganti, De usu*, quia ibi dicitur aliter non mutuaret nisi periculum et lucrum pro periculo reciperet hoc ex Angelo.

Correlarium 3um.<sup>1120</sup>

3m ponens centum apud mercatores ita quod medietas 3a vel 4a pars sit periculo mercatoris usuram committit secundum

[fol. 27v]

quosdam, aliis autem non placet. Et hoc quia dubium est an dampnum debeat esse commune si capitale perdatur an solum ipsius qui posuit ipsum.

Dubium de communitate dampni capitalis.

Ad quod respondet Pe<sup>1121</sup> quod si nullum sit pactum vel consuetudo alia periculum capitalis quod perdit ratione societatis ante operas exhibitas est commune, si post aliquas exhibitas, socio etiam in aliquo, si post omnes operas exhibitas<sup>1122</sup> perditur solum ponenti illius, alteri autem sufficit perditio operarum; set secundum Bal, sive ante operas sive post perditur solum ponenti quod forte verius est de jure. Et sic tenendo hanc opinionem Pe et Bal non licet facere pactum quod periculum capitalis esset commune set quod sit tantum illius qui posuit. Ratio quia in fine societatis si nihil esset nisi capitale, totum haberet, ideo socius cum non habeat de illius lucro nec debet habere de dampno. Set si ex pacto vel ex consuetudine fieret ut periculum capitalis esset commune sic erit dividendum in fine societatis si nihil esset de lucro secundum quod pacti sunt vel est consuetudo de periculo. Si autem nullum pactum factum esset de dampno set solum de lucro intelligi debet de dampno sic de lucro. Quod si ipse dans non intendebat sentire aliquid de dampno capitalis set tandem simpliciter habere sic esset usurarius mentalis.

---

1120Marge.

1121Doute de lecture.

1122«*Ex commune...exhibitās*»: ajout d'après ANGELUS, *Societas*, § 10.

C. 2us articulus: de pactis in societate.

Quartum sciendum<sup>1123</sup> quod in conscientiam omne pactum quod non facit deteriorem partem alterius arbitrio boni viri licitum est ita quod qui plus posuit plus habeat communicando in lucro et dampno equaliter. Unde ponens operam in societate scilicet in navigando equitando et hujus modi non tenetur<sup>1124</sup> sumptibus suis ponere quand proficiscitur causa ponentis quia lucrum intelligitur deductis expensis, *L. Illud, C. De codicillis*, exceptis secundum Bal expensis quas domi fecisset, quia non debent fieri de corpore societatis nisi consuetudo aliter haberet quia ubi consuetudo non continet iniquitatem apertam videtur actum quod est consutum, *L. Quod si nolit, ff. De edi edic.*

Quintum quod socius qui ex partibus disparibus fundum vel apothecam conduceret tenetur pro equalibus partibus; inter se vero tenentur pro rata societatis. Unde etiam supellectilia et vasa debent dividi secundum partes quibus dividetur societas. Etiam qui semel posuit capitale in societate et perditum est ante tempus societatis finitum non tenetur aliud ponere sive periculum fuerit sive non, in L prima<sup>1125</sup>, *Pro socio*.

Sextum quod dampnum omne extrinsecum adveniens ratione societatis debet esse commune ut si ad merces communitatis nomine comparandans profectus incidit in latrones, vulneratur sine culpa sua sive servos vel pecuniam perdit; dampnum vero intrinsecum scilicet ipsius capitalis non nisi ut dictum est correlario 3°.

Adverte quod si nihil est inter socios conventum expresse vel tacite quomodo debeat<sup>1126</sup> dividi societas et nulla sit de hujusmodi consuetudo, sic secundum Bal L. 1<sup>1127</sup>, *C. Cum Pro socio*<sup>1128</sup> debet dividi quod si alter posuit centum et alter operas et alter habet<sup>1129</sup> ducenta, extrahet qui posuit primo sua centum et sic de quocumque alio qui aliquid posuit,

---

1123Ajout, à la suite du *secundum sciendum quod* et du *tertium* (sans verbe ni conjonction). Cependant ce «point» 4, (ainsi que les 5 et 6) perd, en marge, le titre de corollaire pour celui de: article 2. Un plan semble se surimposer à un autre.

1124En double.

1125Suppression de *cum*.

1126Ajout.

1127Ajout ( Blanc).

1128Non lisible: *et?* Chez ANGELUS, *Societas*, 1, § 17: L. 1, C. *Pro socio*, q.2.

1129Chez ANGELUS, *Societas*, 1, §17: *et de lucro habent ducenta*.

quo extracto, reliqua ducenta que sunt de lucro dividuntur ita quod qui plus ponit in societate, puta operas et pecuniam, habebit plus de lucro. [ ]<sup>1130</sup>

D. 3us articulus: de societate in animalibus contrahenda..

Supponitur primo quod quedam sunt animalia grossa et sunt illa quorum fructus illorum non ascendit ad valorem majus in anno ut boves, equi, muli et hujusmodi. Alia sunt minuta ut oves porci capre. Primo modo dicta aliquando dantur extimata aliquando cum terra ut par bovum cum quantitate terre quam arare debeant; aliquando sine communicatione terre quod fieri potest, ut in *L. Cum duobus, ff. Pro socio*. De societate in animalibus contrahenda est notandum quod equalitas in lucro et dampno sic debet observari inter socios respectu animalium sive sint grossa sive minuta communionis ut injustitia nulla sit alterius ab altero.

Hinc sequitur multiplex correlarium.

Primum quod quando dantur extimata et sine terra, tunc periculum casus fortuiti est commune inter socios ut in dicta *L. Cum duobus, § Dampna*, et ideo quilibet tenetur de periculo pro dimidio nisi dolo vel culpa alterius evenisset quia tunc solius illius esset peremptio etiam si veniret ex natura rei communione, sicut ad meliorata naturalia et periculum naturale debet esse commune nisi expressum<sup>1131</sup>

[fol. 28r]

pactum esset<sup>1132</sup> vel consuetum. Et si pactum esset periculum capitalis non esset commune non esset licitus contractus in foro anime nisi gravatus in alio allevetur, *L. Naturalem ff. De re judi*.

Secundum quod pactum circa fructus oportet quod contineat equalitatem arbitrio boni viri. Tamen non debent fructus per medium partiri si alter portat operas plus quam alius socius cum tantumdem in societate posuit.

---

1130Blanc

1131Ajout de finale, (fin de ligne).

1132*Pactum esset*: ajout,(début de page).

Et ideo oportet attendere si opera possint fieri per minores et pupillos que non sunt in magna extimatione, vel si recompensantur per lacticinia et hujusmodi, et de feno seu palea dantis, si ad comedendum etiam fiat compensatio. Et ideo qui plus ponit, puta operas, nisi recompensatur plus debet habere de fructibus cum ex mutuo interpretato plus gravaretur, c. *Consuluit* et c. *In civitate, De usu*.

Tertium quod quando animal datum inextimatum, non potest pactum fieri quod periculum sit alterius quam illius qui dedit ut tenet Bal, L. *Si pascenda*.

Quartum quod qui dat animalia inextimata cum pacto quod capitale suum de primis fructibus detrahat illicite facit et tenetur socio restituere equivalens gravamini et illud extimatur arbitrio boni viri ad tantum ad quantum periculum perditionis et expensarum quas perdere potuit.

Quintum quod quando dantur animalia grossioris generis cum terra ut par bouum datur socio cum terre quantitate quam arare debebat tunc si inextimata datur periculum danti totum pertinebit. Si vero<sup>1133</sup> extimata periculum erit commune, ff. *Pro Socio, L. Cum duobus*, nisi dolo vel culpa alterius processerit; fructus autem transeunt communes quando extimata sunt data, set si inextimata, fructus arbitrio boni viri partiantur extimando industriam vel operas ut oportet.

Sextum quod in minutis animalibus ut sunt oves, porci, capre, si consuetudine vel ex pacto extimata data sunt, servari debet equalitas ne quis sociorum gravetur ut de grossioribus dictum est.

Septimum quod si communicantur animalia non transferendo dominium set solum quia alterius committuntur custodie, dato vel recepto aliquo precio, debet fieri mutua compensatio

---

1133 *Si vero* en double.

et hic contractus [ ]<sup>1134</sup> regulatur secundum contractum locationis cui magis assimilatur cujus natura est ut fructus et dampnum ad dominium pertineat rei locatae, *ff. Locati, C. item: si precio.*

Octavum quod si sic dantur ut in toto transferantur in accipientem cum pacto quod teneat ad meliorandum et sic meliorata<sup>1135</sup> communicentur, dicitur contractus innominatus. Unde precium venditionis debet esse commune et similiter periculum sicut et utilitas, *L. Mutius, ff. Pro socio.* Set si melioratio non sequatur, credo quod integra ad dominum tradentem sunt restituenda quasi causa data et causa non sequata, *ff. De condi<sup>1136</sup> causa data et causa non sequata* per totum. Et est etiam contractus innominatus si dentur ut cooperiantur vel cooperiant ut tauri, baccae, ideo ad<sup>1137</sup> arbitrium boni viri hic contractus innominatus reducitur.

Nonum quod quando dantur animalia extimata taliter quod quommodum et in quommodum sit recipientis, sic resultat contractus emptionis et venditionis, ideo ratione temporis aliquid acciperet, esset usura, *c. Consuluit, De usu,* nisi ratione interesse si emptor animalium perceptis animalibus moram trahet in solvendum precium.

Decimum quod si data fuerint animalia nec aparet an causa societatis vel quomodo, tunc mortuis<sup>1138</sup> principalibus, secundum [ ]<sup>1139</sup> quod consuetum est<sup>1140</sup> talia dari, sic extimabuntur, et si nihil est de consuetudine, censebitur contractus<sup>1141</sup> societatis ut saltem fiat receptori animalium debita compensatio; secundum exigentiam sumptuum et laboris sui equalitas ergo semper attendi debet.

Theorica pro denario famulorum. Denario 25.

Maxima pro hoc denario est hec: Generaliter omnes officiales et servitores superiorum tenentur juxta qualitatem suorum officiorum diligentiam aponere ne ex ipsorum culpa aut negligentia domini habeant aliquod dampnum incurrere alias tenentur dampna restituere.

---

1134 Mot non lisible et, je pense, réécrit ensuite.

1135 *Et sic meliorata*: endouble.

1136 Correction d'après ANGELUS: *Condi* et non *coi*

1137 Ad: ajout.

1138 Suppression d'un: *secundum*

1139 Mot barré

1140 *Et*: ajout

1141 *Inominatus*: mot barré, remplacé ensuite par *societatis*.

E. 1us articulus.

Pro hujus maxime pleniori intellectu sciendum quod in isto denario posset

[fol. 28v]

tractari de quolibet ecclesiastico vel seculari officio et servitio set nunc pauca tangens dico de quatuor scilicet de archidiaconis<sup>1142</sup>, confessoribus, inquisitoribus, et servitoribus vulgariter dictis.

De primis dico quod archidiaconus officium suum debet exequi secundum quod consuetudo prescripta sue ecclesie habet. Est autem post episcopum vicarius in omnibus et curam in clero tam in urbe quam in parochiis habitante habet<sup>1143</sup> quem debet<sup>1144</sup> de 3° in 3um annum visitare si episcopus non potest, c.1, *De officio archi*. Et si aliquid de rebus ecclesie sua necligentia vel alterius fraude pereat nisi pro posse provideat tenetur restituere, eo tit, c. 2.

Nota quod cum queritur ab eo de examinando sciens hunc esse dignum<sup>1145</sup> debet respondere quantum humana fragilitas patitur; non<sup>1146</sup> si sciret publicum crimen mortale in ipso presentando []<sup>1147</sup> secus si sercretum vel ven[ale solum et quia a prelato presentatur, tunc potest dicere.

Preterea sciendum quod confessor qui absolvit aliquem a peccatis a quibus non potest eum absolvere seu non poterat, ultra mortale quod incurrit sive faciat ex malitia sive ex affectata ignorantia, secundum Ricar, in 4°, disti 18, tenetur dicere confesso quod talis confessio non tenuit vel obtinere auctoritatem et postea loqui cum eo<sup>1148</sup> de aliquibus quasi dubitet ne bene eum intellexerit et sic eum absolvere, et hoc si commode potest et sine scandalo, alias non dico quod teneatur quia talis confessus propter bonam fidem excusatur, ar 37 di, § Ulti. Nota etiam quod confessor recipiens rem temporalem pro absolutione vel aliqua re spirituali quasi precium symoniacus est et tenetur restituere ut dictum est in denario symoniacorum.

---

1142 *Archidia* est l'abréviation de *archidiaconus*.

1143 Correction pour *debet*.

1144 *Habet quem debet*: correction pour *debet quem*.

1145 Suppression d'un *non* que je déplace plus bas.

1146 Ajout.

1147 Mot barré (*secus*)

1148 Ajout.



Preterea sciendum quod inquisitores hereticorum extorquentes pecuniam pretextu officii inquisitionis quibusvis modis illicitis aut qui acceptant bona ecclesiarum ob delictum clericorum, aut fisco aplicant vel etiam bona episcoporum vel etiam capitulorum sede vacante sunt excommunicati ipso facto, nec poterunt absolvi ante satisfactionem pecunie sic extorte nisi in mortis articulo, *c. Dolentes, De here in cle*. Similiter si obtentu pecunie omittunt procedere ubi est procedendum. Nota quod inquisitores minorum non possent se intromittere de ordine predicatorum nec e converso.

Servi debent dominis operas suas fideliter exhibere, et generaliter subditi tenentur domino ad restitutionem male ablatorum et de dampnis sequitis ex defectu illorum vel culpa vel necligentia sicut solvere pedagia dummodo domini faciant quod illud propter quod instituti sunt secundum Monal.

Theorica pro denario scandalizantium. Denarius 26us.

Maxima hujus denarii est hec.

Qui alium scandalizavit et induxit ad malum tenetur per oppositum suo bono exemplo revocare eum ad bonum.

F. Primus articulus. De scandalo.

Pro hujus maxime clariori intellectu, Sciendum quod scandalum actum est dictum vel factum minus rectum prebens alteri occasionem ruine scilicet spiritualis sive peccati, et est grave maxime quando quis suo inordinato dicto vel facto intendit alium trahere et inducere ad peccatum consulendo, suadendo, rogando et hujusmodi, tenetur restituere modo possibili, confessor<sup>1149</sup> inducendo eum ad penitentiam et actus virtuosos efficaces<sup>1150</sup> quia non sufficiant per se orationes sue et aliorum alias<sup>1151</sup> exhortationes adjungere debet. Similiter ille qui retraxit aliquem a religionis ingressu si jam obligatus erat obligatione professionis tenetur agere quod redeat. Sed si aliquem dispositum ad intrandum retraxit tenetur ad inductionem alterius equivalentis ad ingressum illius religionis. Si autem consulendo utilitati proprie sine fraude non tenetur.

---

1149Confessor: ajout. Depuis *et est grave*, aucune marque suggérant une ponctuation n'est visible.

1150Efficaces pour *effica* (fin de ligne)

1151Doute de lecture pour *alias*.

Tenetur etiam<sup>1152</sup> cum retraxit in duobus primis casibus ipsi persone [ ]<sup>1153</sup> in persuasionibus et aliis bonis spiritualibus ad equipollentiam bonis illis in quibus retrahendo illum dampnificat. Hec ex Scoto, disti 14, 4i.

Communiter Astex et Ricar, Franciscus de Maronis in 4° dicit quod qui impedit [ ]<sup>1154</sup> aliquem ab ingressu religionis tenetur eum efficaciter inducere ad hoc vel melius a quo retraxit eum. Si quis exire faciat aliquam personam de religione ut impediat ingressum debet seipsum dare pro illo vel procurare equalitatem vel facere quod in se.

[fol. 29r]

Item habet injuriatus rancorem cordis dimittere injurianti in *De peni*, disti 5, c.ulti, imo non licet aliquem odio habere et per consequens non debet admittere<sup>1155</sup> rancorem, 23 q 4, *Cum In L.* tamen non [ ]<sup>1156</sup> tenetur remittere satisfactionem; Satisfacere enim tenetur qui injuste et falso sibi intulit ]njustitiam sive fuerit violenta manus injectione sive per contumeliam aut culpe impositionem, 23 q 5, *De occidendis*. Unde injurians<sup>1157</sup> tenetur nedum petere veniam sed etiam satisfacere de dampno dato ex injuria si potest. Nam secundum Thomam sicut dignitatem persone et opinionem hominum maculat<sup>1158</sup> per illationem contumelie sic reparat eas per exhibitionem reverentie; de quo supra<sup>1159</sup>, in donario detractorum.

#### G. 2us articulus. De libello famoso.

Preterea sciendum quod qui libellum famosum fecerit aut inventum dolose manifestaverit tenetur ad restitutionem fame, alium libellum in contrarium faciendo et ultra hoc tenetur satisfacere de dampno et talis secundum leges punitur pena capitis, 5, q. 1, *Hii qui inventi*; secundum autem canones [ver]berandus<sup>1160</sup>, 5, q 1, c 1.

---

1152 *Tenetur etiam*: en marge. Suppression d'un second *etiam*.

1153 Suppression de *vel*

1154 Mots barrés (et suppression d'un *eum* non barré). Ces mots, (*ut melius a quo retraxit eum.*), se retrouvent plus bas.

1155 Et non *amittere*.

1156 Mot barré: *licet*.

1157 Et non *injuriatus*.

1158 Ajout en début de ligne et correction: 22 et non 23.

1159 Suppression d'un: *de quo infra*.

1160 *Verberandus* et non: *liberandus*. Ou c'est un lapsus ou le scribeur persiste à écrire très mal.

Nota quod libellus famosus est compositio in scriptis facta in infamiam<sup>1161</sup> alicujus ejus quod<sup>1162</sup> probare non vult et in publico jactata<sup>1163</sup>.

3us articulus. De stuprantibus virgines.

Item qui virginem seduxit et stupravit tenetur eam dotare et ultra hanc dotationem eam accipere in uxorem si pater voluerit eam sibi dare secundum Pa, c. 1, *De adult*; qui si nolit eam accipere debet corporaliter puniri. Tenetur ad dotem in consciencia nisi, secundum Rodon, componeret cum ea vel sibi remitteret. Quod notet confessor propter illos qui sub promissione accipiendi in uxorem puellas decipiunt quia tales ex quo promiserunt accipere in uxores, et sic habuerunt copulam, tenentur de necessitate eas accipere, licet tunc habuerint animam ipsas decipiendi et habendi copulam; quod si contraxerunt cum alia vel pater non vult eam dare, saltem tenetur ad dotem nisi, secundum Thomam, esset tanta inequalitas quod potius se decipi finxit quam sit decepta. Nec aliter potest absolvi antequam contrahat cum alia si velit illi eam dare, nisi vere accipiat eam in uxorem, et faciat dotem, nisi ipsam dotem sibi remisit. Hec ex Alex, Ricar et Scoto, in 4°, disti 15. Si autem non seduxit eam sed sponte acquievit, in conscientia tenetur eam in bono statu reducere quantum in ipso est, secundum Ange.

Similiter sponsalia contrahens dolose tenetur parti sue de dolo et interesse. Et cum dantur pro matrimonio et non sequitur ex defectu unius partis ex defectu alteri parti acquiruntur arre, *C. De sponsa, L. Mulier*.

Item iudex indebite et inique loquens, seu in torturis ponens aliquam personam vel quam torquere non potest sicut sunt minores XXIV annorum licet cedi possint similiter mulier pregnans, tenebitur ultra mortalem peccatum de injuria et dampno ipsi persone leze satisfacere secundum Ange.

---

1161 *In infamiam*: correction d'après ANGELUS pour: in *famiam*.

1162 Même *quod* chez ANGELUS. Personnellement, je comprendrais mieux: *quis*.

1163 Ajout en début de ligne.

Theorica pro denario principum. Denarius 27us.

H. 1us articulus . De taliis.

Maxima pro hoc denario sit hec.

Princeps solus potest de novo collectas vel tallias imponere pro boni communis deffensione aut promotione, compensata subditorum qualitate et quantitate, et ipsius principis alio modo facultate non sufficiente. Ad hoc *ff. De publi et vecti, L. Vectigalia*. Alii non possunt talias imponere nisi specialiter eis concedatur ut habeant consuetudine diutina.

Ibi adverte quod talie dicuntur ad boni communis utilitatem aliquando directe ut quando sunt pro deffensione fidei vel regni, vel refectione pontium, viarum et hujusmodi. Aliquando indirecte ut quando frater vel filius est captivus vel aliqua terra est sibi capta et rex imponit tallias ut recuperet quod redundat in bonum subditorum quia redditur rex magis potens, vel maritat filiam suam et hujusmodi.

Secundo adverte quod non debent dici facultates sui regi sufficere quando non potest se deffendere vel promovere bonum commmunem nisi ita de pauperet se quod nihil sibi remaneat in thezauro maxime si multos habeat insidiatores.

[fol. 29v]

Tali enim regi necessarius est thesaurus secundum Ricar, *Quolibet* 3°, q 28.

Item sciendum quod non licet dominos auferre subditorum bona vel jura set potius aliquando princeps vel communitas immunitatem taliarum concedere alicui subdito potest habito respectu ad ne communitas gravetur set de tanto immuniatur communitatis debitum. Sic subditi subditos alios non debent gravare sed tenentur solum collectas rationabiliter imponere et pedagia et guidagia si sint legitima auctoritate imposita vel ita antiqua quod de ejus initio non extat memoria, etiam<sup>1164</sup> secundum Hosti, si causa non est expressa a principe.

---

1164Correction pour *et*.

Set secundum Ange ubi imponentes talia pedagia non laborant loco et tempore pro universali utilitate, scilicet viarum pontium salvatione personarum et rerum juxta suum posse ad quod tenentur secundum Archidi, in c. *Si quis romipetas*, 24a, q 3, non peccat qui ea deffraudant sine mendatio tamen et perjurio nec tenentur ad restitutionem.

J. 2us articulus. Quis potest imponere pedagia et guidagia.

Adverte quod imponere non potest quis hujusmodi pedagia et guydagia et salinaria, id est pro sale debita, nisi princeps vel rex<sup>1165</sup> aut ille<sup>1166</sup> cui a lateranensi consilio fuit concessum vel qui ex longa consuetudine de qua non extat memoria in contrarium hoc habet ut in c. *Super quibusdam*. Unde communiter statuitur ut quilibet solvat tantum et est sub pena cadendi in commissum si aliter inventus fuerit, ideo in foro consciencie ad illam penam non debent<sup>1167</sup> cogi nec est imponenda nisi prius in foro judiciali feratur contra eos sententia expresse, secundum Monal et Ange.

Secundo adverte quod debent solvi pedagia solummodo de hiis que causa negociationis vel mercimonii defferuntur et ab omnibus possunt exigi exceptis ecclesiis et ecclesiasticis personis, c. *Quamquam*, *De censi*, li sexto.

Tertio quod exigentes vel exigere facientes pedagia tenentur itinera tenere segura secundum Bal in L. *De consuetudine feu*. Alioquin de spoliatione transeuntium tenentur si veniat ex defectu non faciendi quod facere tenentur.

Quarto quod secundum Hosti christiani non tenentur solvere pedagia saracenis nisi solum ad hoc [ ]<sup>1168</sup> ut sustineantur in transitu per eos, nisi expresse ex pacto voluntarie convenissent cum eis, nam tunc si ipsi servant fidem christianis et eis debent christiani, 22, q. 4, *Innocens*.

---

1165Correction pour *rerum*

1166Ajout dans le manuscrit entre deux lignes.

1167Passage du singulier au pluriel;

1168Mots barrés (*nisi solum ad hoc*, en double)

3us articulus.

Unde notandum quod ex dictis multa sequuntur correlaria.

Primum quod domini auferentes a subditis usurarium quod habent in aliquo nemore vel alibi tenentur restituere nisi sic habeant quod possit dominus pro libito revocare.

Secundum quod prelati qui pro eo quod<sup>1169</sup> aliquid impenderunt legato vel aliis majoribus exigunt plus quam expenderunt a subditis tenentur extorta restituere et tantumdem de suo pauperibus erogare. Et superior requisitus non sit necligens, c. *Quia plerique, De immunitate ecclesia.*

Tertium quod deputati ad tallias dividendas qui unum magis gravant ut alium allevient tenentur illud restituere plus gravato.

Quartum quod quando tallia est injusta possunt subditi licito occultare bona sua ne tallientur si sit injusta tenentur illis qui fuerint magis gravati secundum Monal.

Quintum quod milites communitates et domini qui cothidie tallias imponunt ad libitum suum nunc plus nunc minus exigentes secundum Hosti sunt fures et latrones nec habet locum consuetudo ubi cum violentia est introducta. Excusarentur domini si a principio convenissent libere de consensu subditorum.

Sextum quod non excusantur domini qui talem consuetudinem invenerunt quod capiunt a subditis de mobilibus bonis ipsorum quantum volunt et quando volunt nisi certum sit quod ab initio sit tale onus

[fol. 30r]

impositum sine fraude nec malitia. Si vero non est certum aut credatur verisimiliter quod non sit ab initio legitime impositum sic tenentur restituere ut ait Rodon.

---

<sup>1169</sup>Quod:ajout.

In dubio tamen ex quo ab ecclesia tollerantur non esset eis absolutio deneganda simpliciter set cum dubitatione prestanda secundum Ange.

Septimum quod fugere faciens detentum in carcere alicujus domini vel communitatis pro debito tenetur ad restitutiōem secundum Dominum de Platea, L. *Quo[tiens]*<sup>1170</sup>, C. *De exac tribu*, quod verum creditur de illo qui liberare se posset solvendo debitum, non si sic<sup>1171</sup> egens esset quod per se nec per parentes solvere posset, talis enim injuste detinetur et contra charitatem si paratus est cedere bonis, C *Qui bonis cedere possunt*, L. 1, et notat glosa in c. *Odoardus*, *De Solutio*, qu[od]<sup>1172</sup> qui cedit bonis non debet pati cruciatum.

Octavum quod faciens fugere vel occultans officiales tempore sindicatus tenetur ad restitutionem secundum Bal, L 3, C. *De assesso*, et tenetur ad dampnum quod restituere debebant ipsi officiales si sindicati fuissent.

### **Theorica pro denario testatorum et executorum. Denarius 28us.**<sup>1173</sup>

De hoc denario et pro hoc denario dico sequentem propositionem: Testator quoad ultimam voluntatem habet triplicem potestatem, scilicet executores deputandi, tempus executionis limitandi et ad usus certos lagata aplicandi.

K. 1us articulus. De potestate testatoris et qui possunt esse executores<sup>1174</sup>.

Declaremus istas certas potestates.

Et quoad potestatem exceqtores deputandi sciendum est primo quod testator sive sit clericus sive sit laicus potest deputare exceqtores ultime sue voluntatis tam clericos quam laycos seculares et etiam religiosos quoscumque dummodo religiosi de suis superioribus obtineant licentiam exequendi exceptis fratribus minoribus quibus est prohibitum in *Cle*, *Exivi de paradiso*; possunt esse tamen consultores.

Non admittitur tamen surdus nec servus, mutus, prodigus aut furiosus.

---

1170 Correction pour *quomodo*

1171 Sic: ajout.

1172 Correscion pour *quam*.

1173 Marge.

1174 Marge.

Mixti etiam scilicet seculares et religiosi simul possunt deputari, secundum Iho An.

Sciendum est secundo quod cum parentes deputantur uno mortuo alii possunt procedere, vel si etiam viveret et nollet exequi aut si esset in remotis, set si non multum distaret vocandus esset, qui si in termino assignato non venerit ceteri procedere debent nisi aliter limitasset testator quia tunc servandum esset, dicto c. *Religiosus*.

Sciendum est 3° quod officium non transit in heredes nisi testator expressisset, tamen si ponatur<sup>1175</sup> similiter proculi vel hujus modi exequutor et non sit propinquus testatori nec designetur ex nomine ex mortuo transibit ad successorem secus si proprio nomine ponatur.

Quantum ad secundum potestatem scilicet tempus executionis limitande, Notandum quod si testator providit de tempore testamenti per exequutores complendi, debet illud servare; quod tempus expectandum esse videtur intelligi a die mortis et scientie et addite hereditatis. Si non limitat tempus secundum Panor, in c. *Si heredes, De testamentis*, res legata potest solvi sine mora si sit in patrimonio testatoris et non sic fiat heredes condempnantur ad interesse et omnem utilitatem. Idem si sit peccunia legata ut in *L. Si domus, § In peccunia, [ff. De leg, 1]*<sup>1176</sup>. Unde si habentur bona in promptu unde possint exequutores implere legata, tenentur infra annum. Alioquin excecutio devoluitur ad episcopum secundum Ricar, in 4°, disti 45. Ista autem devolutio habet locum in legatis ad pias causas secundum Panor in c. *Si heredes, De*<sup>1177</sup> *testa*, In aliis etiam ratione compulsiois fiende ut excecutio fiat.

---

1175 Je garde *ponatur*, malgré le pluriel *proculi*, repris par le singulier *excecutor*.

1176 *Ff. de leg.*: ajout. Présence d'un blanc.

1177 *De* en double



Nec potest testator prohibere ne taliter episcopus de testamentis implendis se impediatur secundum Pa, c. *Tua nobis, De testa*. Unde purus excecutor licet non habeat actionem juris contra heredem, potest tamen implorare officium iudicis contra detinentes bona defuncti, ar

[fol. 30v]

in *L. Hereditas*, in fine, ff *De petitione hereditatis*, secus si non solum sit excecutor set legatarius, sicut quando est particeps illius relictus, et confertur in eum dispositio per testatorem. .

Et notandum quod cum dilatio executionis testamenti prejudicet anime testatoris, Nam quanto tardius impletur tanto tardius anima si sit in purgatorio liberabitur, Illi gravissime peccant et magnam prodicionem faciunt qui quam citius possunt non exequuntur secundum totius testamenti tenorem nihil inmutando. Unde vocantur tales necatores egentium in c. *Qui oblationes*, C13 cum duobus c sequentibus<sup>1178</sup>. Idem de restitutione quam statuerunt fieri, c. *Litteris, De rapto*.

Adverte secundum Thomam in quolibet quod mora modici temporis non videtur esse magnum periculum si propterea tardat parum ut rebus defuncti melius venditis ampliores elemosinas facere possit. Si vero per multum tempus differat ut in modico ampliores elemosinas faciat non excusatur a mora.

Quantum ad 3am potestatem scilicet ad certos usus legata applicandi, Advertendum quod cum testator reliquit certam summam pro restituendis male abblatis per excecutores et non inveniuntur male abblata tanta si prohibuerit testator illam peccuniam in alium usum converti secundum Bal residuum cedit heredi set si simpliciter sine dispositione tunc debet dictum residuum dari pauperibus ut in *L. Legatum, ff. De usu le*, quia presumendum est illam deberi secundum Pa licet non appareant creditores.

---

1178 *Cle 1...sequentibus*: ajout,( blanc dans le manuscrit).

Idem dicit etiam fore observandum in cautione quam faciunt usurarii ut etiam notat in c. *Quamquam, De usuris, li 6*. Nota tamen quando videtur<sup>1179</sup> legavisse excecutori et hujusmodi tunc residuum videtur excecutori legavisse ut L *Pat, § Tusculanorum, ff.De lega*. Et nota quod excecutor cui dedit testator aliquid ad distribuendum ubi ei videbitur et placuerit, debet interpretare<sup>1180</sup> voluntatem testatoris in meliorem et favorabiliorem causam, ideo tenetur in pios usus distribuere scilicet ut in pauperes Christi dispensetur, alias episcopus revocare potest et debet excecutionem. Petrus tamen de peru, tenet quod una mediatas debet dari pauperibus et alia piis locis.

Propterea hic adverte quod legatum ad certum usum per testatorem de consensu episcopi, poterit in alium usum ab excecutore converti, si non possit ille usus impleri de facto, vel quando non est locus in ecclesia ubi legatur pro capella fienda, vel pecunia est modica, etiam si in testamento sit clausula quod non possit converti ad alium usum quia voluntas testatoris debet interpretari secundum jus commune ut res magis valeat quam pereat, c. *Abbate, De verbo signifi*.

Similiter si mihi detur legatum ut vadam ultra mare vel Romam et non possum ire propter impeditum extrinsecum consequar legatum dummodo vadam ad locum consimilem. Sicut potest per episcopum pro calice in ecclesia habendo legatum aliquod in alium usum magis necessarium converti. Si vero ille usus potest impleri de facto set non de jure aut legatur ad finem inhonestum ut est casus in dicta L. *Legatum, ff. De usufructu leg*. Exemplum legat testator quod predicatorum et minores se conferant ad habitandum in suis domibus et celebrent ibi divina pro salute anime sue, de jure, hoc non potest fieri, c. unico, *De excess prelatorum, li 6*.

L. 2us articulus. De heredibus.

Secundo de heredibus est etiam retinendum et commendandum quod restituere tenetur quilibet

---

1179 *Videtur*: ajout

1180 Correction pour: *interpretare*.

[fol. 31r]

sive filius sive extraneus sive sit heres raptoris sive alterius secundum jura canonica omnia debita defuncti sive fuerint contrata sicut est emptio locatio venditio conductio mutuum et similia vel extant<sup>1181</sup> ex quasi contractu ut tutela negotiorum. Similiter si fuerint ex maleficio ut furtum rapina et similia vel quasi scilicet cum iudex per imperitiam iudicat vel cum de donis alicujus aliquid est<sup>1182</sup> ereptum vel effusum aliquid quod nocuit transeunti per viam, sive pervenerit res illa pro qua fuit debitum contractum ad heredes, sive non, sive lis fuerit positata defuncto sive non, *Si quis, c [ ]*<sup>1183</sup>, *Extra, De pignoribus, c. Ex presentium*, et *De solutio, c. 1* et *De usuris, c. Tua nos, De rapt, c. In litteris*, et hoc secundum Lan[ ]<sup>1184</sup> et alios quam plures.

Et nota quod heres debito a legatore tenetur quantum hereditas sufficit. Debita tantum solvere tenetur absque detractone legitime partis; de servatis<sup>1185</sup> seu relictis potest detrudere suam legitimam si tot quod illis solutis legitima non remaneret sibi. Nam legitima filio debetur jure nature, ideo per legata vel fidei commissa non potest in hoc eum gravare pater, set excluditur si non sit hereditas ad debita persolvenda. Similiter in legatis ad pias causas non deducitur falcidia, *C. Ad L.Falcidiam, Similiter*.

Legitima portio 3ex.<sup>1186</sup>

Pro cujus declaratione sciendum quod legitima portio est triplex scilicet legitima, trebellianica et falcidia.

Legitima aliquando dicitur debita pars, aliquando vocatur debita jure nature et hec est tertia pars hereditatis si sunt 4or filii vel pauciores. Si vero sunt quinque vel plures tunc erit medietas totius hereditatis que inter se dividetur equaliter, *C. De inoffi testa, Auctentica novissima*, et hec legitima non potest in totum tolli secundum communiter doctores ultra montanas licet consuetudo possit distinguere eam.

---

1181 *Extant*: proposition de lecture, (mot écrit au dessus de mots barrés).

1182 Suppression (début de ligne:présence d'un second *est*)

1183 *Si quis c* (peut-être barré), puis mot non identifié.

1184 Nom incomplet (même abrégé) . Fin non lisible (début de ligne]

1185 *Servatis*: lecture difficile,(fin deligne).

1186 Marge.

Secunda trebellianica dicta a trebellio<sup>1187</sup> auctore et est 4a pars totius hereditatis et hec debetur jure institutionis ut cum quis institutus rogatur ut restituat alteri hereditatem sine liberis moriendo. Iste sic institutus poterit 4am totius retinere, *Instituta, de fidei com here, C. Ad trebell.*

3a falcidia dicta est a falcidio auctore et est 4a pars totius hereditatis quam quis retinet quando institutus heres fuit et supra tres partes hereditatis est aliquid legatum vel fideicommissum, *De Testa, Raynal.*

Set de illa tamen gravi difficultate de testamento non solemni necessarie teneo quod legata in testamento etiam minus solemni facta debet heres solvere; hec est opinio doctorum citramontanorum que videtur verior loquendo in foro anime si sine falsitate set ex proposito voluit testator sic disponere. Et Augelus<sup>1188</sup> dicit se consuluisse in facto in quo tantum unus heres fuerat adhibitus, et quod tenebatur in foro anime.

Preterea est advertendum quando plures sunt heredes regulariter tenetur solum unusquisque pro parte hereditaria ad omnia debita vel legata secundum Monal exceptis septem casibus. Primus quando deffunctus aliter disposuit. Secundus si obligatio sit propter impensas funeris uxoris quia obligantur vir et heredes secundum portionem quam habent<sup>1189</sup>, puta si vir habet centum et heredes 200, tunc tenetur solum pro tertia et heredes pro duabus. Tertius si bona deffuncti erant expresse vel tacite ypotecata debitoribus quia uno existente non solvendo tamen alli obligantur.

Quartus in alimentis legatis que pro voluntate deffuncti vel judicis ab uno in solidum vel a pluribus pro partibus designatis petuntur, *ff. De ali lega, L. 3a.* Quintus quando res legata ab uno possidetur in solidum, *ff. Commoda, L. Sed mihi, § Heres.*

Sextus quando obligatio

[fol. 31v]

---

1187 Correction pour *Trebelliano*

1188 Chez ANGELUS, *Heres*, § 5: *Dominus Antonius*

1189 *Habent*: ajout.

consistit in implendo pollicitationem factam a defuncto ad honorem Dei vel sanctorum vel rei publice, *ff. De polli, L. 1, § Si quis et L. Ex pollicitatione*. Septimus si aliquid individuum in obligatione tunc est [ ]<sup>1190</sup> institutum ut si testator commisit se aliquod opus facturum, *ff. De verborum obligationibus, L. In executione, § Secunda*.

Adverte quod licet heres sit pupillus non differtur solutio debitoris vel legatoris, *C. De act here, L. Sub pretextu*, Et quod heres aliquis tenetur solvere legatum causa dotis factum si illa etiam dotanda ingreditur monasterium secundum Pa et idem si esset ei relictum causa donationis propter nuptias.

Item sciendum quod si contingeret quod aliquis pater familias decedens relinqueret tantum filiis suis, tres marcas auri cuilibet unam quarum trium una esset furtiva et nesciretur quam illarum, quia generaliter dixerit<sup>1191</sup> unam illarum esse furtivam, quilibet illorum tenetur tantum restituere 3am partem secundum Alexan de Hal. Unde quilibet eorum peccat nisi portionem restituat nisi aliquis illorum totam restituat. Et etiam si constaret uni eorum quod duo alii nollent de<sup>1192</sup> ea restituere aliquid, non tamen tenentur nisi ad portionem suam, nisi etiam bona patris essent ad eum devoluta hec de Alexan<sup>1193</sup>.

Sciendum etiam quod si creditores et legatarii simul serventur<sup>1194</sup>, primo est creditoribus satisfaciendum per heredes, set si venerint separatim, liberalitur heres solvendo per ordinem cuilibet venienti, sive creditori sive legatario, dum tamen nihil faciat in dolo vel fraude secundum Monal.

Ibi sciendum quod creditores sunt quibus testator aliquid dare tenebatur ex quocumque gradu vel mallefitio Legatarii vero sunt quibus ex mera liberalitate aliquid relinquitur in testamento.

Item notandum quod ceteris paribus inter creditores, pautiores<sup>1195</sup> sunt illi qui acceperunt pignora hiis qui habent tantum personales actiones scilicet solvatur ordine quo valet pignus.

---

1190Mots barrés.

1191Lecture difficile

1192De: ajout

1193Correction: *Alexan* pour *Allexan*.

1194Lecture difficile, de plus, deux mots se chevauchent partiellement.

1195 Equivalent de *potiores*

Inter ypotecarios autem et creditores qui prior est in tempore, potior est in jure, nisi in quibusdam casibus speciallibus qui solent notari, *C. Qui potior in pigno habeantur*.

Fiscus et mulier in dote etiam preferendi sunt ceteris privilegium non habentibus simili ex causa set ubi sunt privilegia paria aut personarum actiones equaliter concurrunt in satisfactionem faciendam nisi de aliquo probetur quod sit alteri preferendum secundum leges.

Item cum restitutio est pluribus facienda primo debet fieri mulieri quia mulier preferitur omnibus creditoribus personales actiones habentibus vel tacitas ypotecas. Nam fiscus habet privilegium cum muliere ut habetur [ ]<sup>1196</sup>, quamvis fiscus non preferatur anteriores<sup>1197</sup> creditoribus expressas habentibus ypotecas, *ff. Qui poti in pign habeantur, L. Si pignus*. Et notandum quod licet obligatio testatoribus transeat ad heredem potest tamen heres ante omnia retinere<sup>1198</sup> omnes expensas neccessarias quas fecit in funere sive inventario vel testandi confectione vel simili. Et statuitur<sup>1199</sup> sic quod quando debita totum hereditatem exhauserunt debet esse immunis a gravamine, *C. De jure deli, L. Scimus*<sup>1200</sup>

Ex dictis sequitur quod heres tenetur restituere<sup>1201</sup> totas usuras illius cujus est heres in quantum hereditas sufficit secundum communiter doctores in *c. Cum tu*<sup>1202</sup> *et Tua nos, De Usu*.

Secundo sequitur quod quando sunt duo heredes usurarii debentis restituere centum, et divisa hereditate de mille inter eos unus efficitur non solvendo de 50, alter non tenetur nisi pro sua medietate nisi de bono consilio nisi essent formaliter date pro usuris aut res specialiter empte, de peccunia usuraria alicujus, quia quisquis habet tenetur restituere set [fol. 32r]

de aliis que sibi nec sic sunt non tenetur nisi pro sua quotta ut dictum.

---

1196 Blanc. Sans doute nom de texte.

1197 Correction d'après ANGELUS, (*Restitutio*, 2, §16), d'un *non* . On pourrait envisager aussi: *non posteriores*.

1198 *Retinere*:ajout.

1199 *Statuitur*: hypothèse de lecture .

1200 Lecture difficile.

1201 Ajout.

1202 Correction pour: *Cum tamen*

M. 3us articulus. De administratione tutoris et curatoris.

Unde finaliter propter connexionem materie est videndum de administratore tutore et curatore. Et notandum primo quod scienter committens administrationem indigno tenetur de mala administratione secundum Inno, c. *Ex ratione, De eta et quali*.

Pro quo notandum quod administrator dicitur quis qui ¶<sup>1203</sup> potest in iudicio agere et conveniri et etiam extra iudicium de aliqua re disponere sicut tutor qui datur pro rebus pupilli tutandis, et curator qui datur adulto prodigo ut curat et negocium gerat de rebus illius ¶<sup>1204</sup>.

Secundo notandum quod cum quis in foro anime teneatur restituere dampnum quod dedit proximo ex culpa sua, hoc intelligitur secundum Inno, c. [*Quia*]<sup>1205</sup> *plerique, De immunitate [e]cclesia*<sup>1206</sup> solum de dolo et lata culpa licet alii volunt quod de quacumque debeat intelligi.

Multiplex culpa.<sup>1207</sup>

Unde sciendum quod quedam culpa dicitur latissima et idem est quod verus dolus et manifestus, alia latior et est dolus presumptus.

Alia lata, et hec est non intelligere quod omnes intelligerent vel major pars; hec secundum Bal in *L. Comm[un]i*<sup>1208</sup>, *ff. Depositum*. Proprie tamen loquendo dolus est a proposito, culpa non et sufficit nunc ponere latam culpam non latiore nec latissimam. Unde ubicumque quis tenetur venit et lata culpa set tamen ipsa est dolus presumpus tantum non verus.

Est ergo triplex culpa lata, levis et levissima.

Levis culpa est omittere quod diligens homo non omisisset, vel facere quod diligens homo non fecisset. Exemplum si fenerator non excussit res pignoratatas a tineis<sup>1209</sup> tali tempore quo diligens fecisset.

---

1203 Correction: suppression de *cum*

1204 Blanc.

1205 Ajout.

1206 Ajout (début de ligne).

1207 Marge.

1208 Lecture difficile.

1209 Même mot chez ANGELUS, *Culpa*, §2

Levissima culpa non providere quod diligentissimus previdisset, *L. Si putator, ff. Ad lege aqvi* vel omittere que diligetissimus non omisisset, *L. Divus, ff. De officio presidis*. Unde non equitare ut diligentissimus equitaret levissima culpa est vel non curare facere quod dilligentissimus curaret. Exemplum de lata culpa est ut si commoditarius deserit rem in foro vel in communi platea et dicit quod non credebat quod acciperetur.

Item notandum 1° quod restituere tenetur tutor et curator omne dampnum quod pupillo vel adulto administrato processit ex dolo lata culpa vel levi necgligentia non autem levissima, *L. Quicquid, C. Arbiitum tutelle* ut puta si non acquisiverunt cum possent aut necgligentes in exigendis debitis fuerunt aut si causam desperatam pupilli vel adulti duxerunt ut<sup>1210</sup> eis darentur legata vel dona impedierunt ut illa sibi acquirerent secundum Spe in *ti De advo, § Utriusque sexus*.

Item notandum quod impediens aliquem suggestione sollicitudine et importunitate a consequutione alicujus beneficii vel legati vel possessionis vel sibimet relinqui procurans si iimpedivit animo damnificandi proximum tenetur dampnificato arbitrio boni viri, non ad totum illud quando alias ne haberet potuit impediri, secundum Ricar in 4°, disti 15, tamen si jam erat determinatum secundum Tho tenetur ad equivalentem. Si autem fecit animo consulendi proprie utilitati non tenetur si procuravit per viam licitam et modo llicito.

Circa predicta notandum quod negociorum alienorum pretores seu administratores tenentur etiam aliquando de culpa levissima ut<sup>1211</sup> quando homo diligentissimus erat gesturus, *L. Si pupilli, ff. De nego gest*. Aliquando de casu in 5 casibus positus in *L. Si negocia, ff. De nego gest*. Primus si accessit animo depredandi, 2us si nova negocia et insolita fecit, 3us si culpa precessit,

---

1210 Suppression d'un *ut*.

1211 *Ut*: lecture douteuse.



4us si fuit in mora, 5us si casum<sup>1212</sup> recipit.

[fol. 32v]

Nota etiam quod administratus non solum habet actionem contra administratores set etiam contra heredes secundum Inno quando dolo vel lata culpa aliquid gessit. Nota preterea quod tenetur de usuris si is cuius negotium gerit non restituat quod notatur in denario usurariorum.

### **Theorica pro denario usurariorum. Denarius 29us.**

In hoc denario quasi in quadam magna abisso oportet quod diligenter insistat confessor studiosissima discretione quia periculum non parvum in hoc denario cognoscendo et consulendo consistit.

De quo sicut de aliis dico sequentem propositionem quasi maximam ex qua sequuntur omnia que de usura a doctoribus dicuntur: Nunquam licet alicui sive ratione mutui veri vel interpretati aliquid ultra sortem recipere<sup>1213</sup> mediate vel immediate.

N.1us articulus. De mutuo.<sup>1214</sup>

Usura est accipere aliquid ultra sortem<sup>1215</sup>.

1a ratio.<sup>1216</sup>

Declarans istam propositionem sive hanc regulam per singulas particulas quia in eas oportet oculos mentis convertere et principaliter quantum ad illud quo in ea primo ponitur, Nunquam licet, Dicit doctor subtilis in 4° dist 15a reddens rationem quia non licet in mutuo aliquid accipere preter illud quod mutuatum est quia in mutui datione transfertur dominium, hoc enim sonat vocalitas mutuo in do tibi meum, ergo qui concedit mutuo non manet dominus pecunie mutuate et per consequens si pro illa pecunia recipiat aliquid ultra sortem pro non suo recepit sive vendit non suum.

2a ratio.<sup>1217</sup>

Usura est accipere aliquid ultra sortem<sup>1218</sup>.

Alia ratio est Esto quod pecunia manet sua tamen ista peccunia non habet ex natura sua aliquem fructum sicut habent aliquanta ex se germinantia set tamen provenit aliquis fructus ex industria alterius scilicet virtutes<sup>1219</sup>.

---

1212 Manuscrit: *cam*, qui peut se lire: *causam*. *Casum* chez ANGELUS, *Administratio*, 1.

1213 Correction pour *reciperet*.

1214 Marge.

1215 Marge.

1216 Marge

1217 Marge

1218 Marge

1219 Conjecture, (fin de ligne).

Industria autem ejus non est ejus qui concedit pecuniam, ergo ille volens recipere fructum de pecunia, vult habere fructum de alterius industria quam tamen non dedit ille alias<sup>1220</sup> sibi ex hoc quod accepit mutuum ex alio et hec est ratio quare per opositum fructus lignorum germinantium computantur in sortem.

Secundo dixi ex vi mutui quia ratione alia justa potest bene accipi aliquid ultra sortem. Unde agregando eaque dicunt doctores invenio quod duodecimis modis et casibus potest aliquid accipi ultra sortem.

12 casus in quibus potest quis accipere ultra sortem.<sup>1221</sup>

1us.<sup>1222</sup>

Primus casus est quando ecclesia vel laicus recipit a vassallo feudum in pignus, c1, *De feudis*, set interim non debet recipi servicium a vassallo.

2us.<sup>1223</sup>

Secundus casus est quando usufructuarius pignorat domino vel proprietario si habet a causa libera a proprietario, secundum Hosti in *Summa*.

3us.<sup>1224</sup>

Tertius quando quis retinet possessionem meam possum in pignore accipere fructus meos sine usura quia recipio tantum meum, *De usu, c.1 et c. Conquestus*, secus in pocessione<sup>1225</sup> alterius in pignore acquisita quia faciendo fructus suos acceperet quis ultra sortem non suum, *De pigno, c Illo vos*.

4us.<sup>1226</sup>

Quartus quando sine omni pacto et spe recipitur gratis obblatum, unde, 1, q 2, c *Sicut*, **Nullam obligatio** suscipienti **maculam ingerit que non ex ambientis petitione procedit**<sup>1227</sup> .

---

1220Conjecture, (fin de ligne).

1221Marge

1222Marge

1223Marge

1224Marge

1225Pocessio et non *possessio*, comme plus haut.

1226Marge

1227En gras,les mots du *Décret*. Cependant, la citation exacte dit: *processit*. Chez ANGELUS, *Usura*, 1, §14, on trouve *abjectis* à la place de *ambientis*.

5us. Usura non est accipiendi ratione interesse<sup>1228</sup>

Quintus quando quod recipitur ratione interesse suscipitur sive ratione dampni habiti vel imminentis sive ratione lucri cessantis secundum Pa, c. *Conquestus*, quando lucrum cessans esset quasi in actu.

6us.<sup>1229</sup>

Sextus ratione pene conductoris que aponitur ut ille sovat in termino et non in fraude usurarum quod presumitur secundum Scotum in 4°, disti 15, quando creditor non<sup>1230</sup> magis vellet ut debitor solveret quam quod penam incurreret.

Usura est accipere ab illo qui non potest solvere in termino.<sup>1231</sup>

Unde sequitur quod qui non solvit in termino per impotentiam vel non culpam suam ab eo non potest exigere pena sine usura quia ubi non est culpa non debet exigi.

[fol. 33r]

pena, L. *Sancimus*, C. *De penis*.

7us.

Septimus ratione dubii, de quo in c. *In civitate* et in c. *Naviganti*, quando emens rem pro minori precio quam valeat tempore emptionis, recepturus eam tempore quo verisimiliter plus<sup>1232</sup> vel minus valere potest, non erit usurarius si casus accideret quod plus valeret<sup>1233</sup>. Esset tamen usurarius si tali precio emeret quod verisimiliter minus valere non potest vel quod modicum set bene multum plus; quod adverte pro hiis qui taliter emunt oleum et hujusmodi, quia usurarii sunt.

8us.

Octavus ratione periculi quia res propter periculum potest plus vel minus valere et sic excusat de usura, secundum doctores, communiter, c. *Naviganti*.

9us.

Nonus ratione administrationis ut tutor qui cum deberet non lucrifacit, de pecunia, poterit alius accipere quantum lucri verisimiliter habuisset si ut debuit collocasset,

---

1228Marge

1229Marge

1230Ajout, selon ANGELUS, *Usura*, 1, § 31

1231Marge

1232 *Plus*: ajout en marge.

1233 *Quod plus valeret*: ajout en marge.

*ff. De administrat(ion)e et Tuto, L. Tutor.* Et facit contra prelatos qui omitunt acquirere ecclesie, 12, q 2<sup>1234</sup>, *Quisquis episcopus*<sup>1235</sup>.

10us.

Decimus est ratione hostilitatis. Nam licet ab eo usuras extorquere quem licet persequi gladio et bonis spoliare dummodo non fit scandalum alicui, 14, q 4, *Ab illo*.

11us.

Undecimus ratione ostentationis ut qui locat pecuniam suam ad ostentationem vel sup[ponen]d[um]<sup>1236</sup> pignori et illo numero vult restitui et aliquid lucri. Hoc enim licet secundum glosam in c. *Si feneraveris*<sup>1237</sup>, 14, q 3, et in d. c. *Conquestus*.

12us.

Duodecimus est ratione alicujus contractus a mutuo vero vel interpretato. Nam in solo mutuo tali consistit usura quia usus rei non est separatus a consumptione rei mutuate seu dominio, ideo usurarius exigens ultra sortem rapit usum.

Correlaria.<sup>1238</sup>

Ex quinto casu plura inferuntur.

Non solvens in termino qualiter tenetur.<sup>1239</sup>

Primum quod ille tenetur ad lucrum cessans iudicio bonorum mercatorum qui ex culpa sua non solvit creditori in termino debito. Item de illo qui volebat negotiari vel possessionem emere, licite enim recipit ultra sortem tantum quantum lucratus fuisset verisimiliter dummodo hec concurrant. P<sup>o</sup> quod computet pericula et expensas, Secundo quod non sit ejus intentio principaliter hac via lucrari set per<sup>1240</sup> mercantiam; 3<sup>o</sup> quod non contrahat pactum ad semper set per aliquid tempus; 4<sup>o</sup> quod ille cui mutuat non sit in tam arta necessitate quod teneatur ei gratis mutuare;

---

1234 Suppression de *episcopus*.

1235 ANGELUS, *Usura*, 1, § 47: 12, q 2, *Quicumque*.

1236 Blanc

1237 *Si*: ajout.

1238 Marge.

1239 Marge.

1240 Ajout.

5° quod id quod accipit sit vere interesse suum. Hec secundum Inno et Ray.

Tradens possessionem.<sup>1241</sup>

Secundo infertur quod vendens et tradens emptori possessionem vel aliud simile si emptor non solvit in termino potest in pignus accipere transacto termino et fructus suos facere sine usura et notatur glosa in c. *Conquestus.*, et ita si convenit quod debita pensio solvetur donec precium solverit, C. *De actionibus empti et venditi*, L. *Curabit.*

Fidejussor.<sup>1242</sup>

Tertio infertur quod fidejussor pro defectu compulsus accipere sub usuris ut solveret creditori vel quia solvit usuras et capitale potest exigere a debitore omnia dampna que habuit occasione debiti quia servari debet imdemnis de fidejusso, c. 2, *De foro competentis*, 2<sup>1243</sup>, li 6.

Similiter si quis solvit usuras pro eo quod alius non solvit sibi in termino, poterit exigere si tamen duo concurrant; Primum si ille dicit quod erat ei accipere<sup>1244</sup> necesse sub usuris secundum Alexa de Halès, [...] <sup>1245</sup>; Secundum si non poterat aliter invenire mutuum.

Emens lapides et hujusmodi.<sup>1246</sup>

Quarto infertur quod ille a quo emi lapides, tigna et hujusmodi, ex quibus non percipitur aliquis fructus, tenetur mihi<sup>1247</sup> solvere usuras quas solvi ut sibi satisfacerem si mihi non tradidit predicta in termino sed fuit in mora secundum Bal in L. *Usuras*<sup>1248</sup>, C. *De usuris*, et hoc tam quam interesse quia ex tali falsa promissione privavit me tali utilitate vel complacentia quam plus vel tantum estimo quantum<sup>1249</sup> interesse usurarium.

---

1241 Marge.

1242 Marge.

1243: correction de c. *fi*

1244 *Ei accipere*: ajout en marge.

1245 Blanc.

1246 Marge.

1247 Après *pocessio* ( apparu en 33r) apparaît la forme nouvelle: *michi*.

1248 *Usuras*: correction pour: *usurarius*.

1249 *Quantum* en double.

Accipiens sub usuris.<sup>1250</sup>

Quinto qui recipit sub usuris denarios postea potest propria auctoritate alicui amico suo sub eadem usura mutuare si<sup>1251</sup> facit ut se servet indemnem, alias non secundum Monal.

Occasione mutui labores vel damna incurrens.<sup>1252</sup>

Sexto quod qui occasione mutui labores vel dampna subiit [ ]<sup>1253</sup> potest in recompensationem facere fructus pignoris suos sine usura secundum Hosti, *De rebus ecclesie non alienandis, c. Ad nostram*.

[fol 33v]

Similiter qui mutuat sub usuris usurpanti bona sua que aliter non potest habere non enim recipit alienum set suum secundum Alexan lombar, nisi tamen scandalum sibi vel alteri immineret.

O. Gener sustinens onera matrimonii.<sup>1254</sup>

Septimo quod gener sustinens onera matrimonii et cui dos est promissa qui accipit a socero suo certas possessiones in pignus pro dote non soluta facit fructus suos sine usura in *c. Salubriter, De usuris*. set si dedisset terminum de dote solvenda nihil posset recipere quia ante moram nihil debetur et potuisset accipere uxorem sine dote. Intellige etiam quod fructus illi non excedunt onera quia causa cessante cessat effectus, *De appellationibus, Cum cessante*.

Casus<sup>1255</sup>.

Nota tamen quod aliquis mutuans summam pecunie debitam pro dote genero prefato et recipiens ab eodem possessionem quam ipse habet in pignus a socero suo pro dote non faceret fructus suos sine usura sicut gener facit quia iste non propter interesse set propter lucrum acciperet fructus a mutuo et sic esset usurarius.

---

1250 Marge.

1251 *Non*: barré

1252 Marge.

1253 Lettre barrée.

1254 Marge.

1255 Marge.

Emens a genero<sup>1256</sup>.

Octavo sequitur quod emens a prefato genero jus prefate possessionis facit fructus suos nec usurarius est<sup>1257</sup> nisi fingeret emere<sup>1258</sup> cum intendat mutuare. Non sic heredes mariti facient fructus suos sine usura quia heredes statim possunt se expedire reddendo illi pignus quod acceperet quod non potest maritus, *De jurejuran, Tua nos*.

Vidua potest accipere aliquid pro dote<sup>1259</sup>.

Nono quod vidua relicta cui heredes obligant prefatam possessionem si non habet aliunde unde vivat facit licite fructus suos, et etiam secundum Ange potest recipere certum quid annuatim donec sibi restituant dotem licet Hosti, Ber et Antho, c. *Salubriter*, teneant quod non si faceret fructus suos sine usura.

Circa predictum casum est advertendum quod estimatio rei pro interesse lucris cessantis non debet excedere duplum principalis<sup>1260</sup> secundum communem estimationem ipsius rei; si autem non habeat communem estimationem ipsius rei vel sit res incerta vel est captura piscium, tunc estimatio fiet arbitrio boni viri, *L. 1, C. De Censibus et peraequatoibus*<sup>1261</sup>.

Interesse duplex intrinsecum et extrinsecum.<sup>1262</sup>

Set in ratione interesse dampni emergentis, et hoc evenit ratione omissionis, solum considerari interesse intrinsecum ut *ff. De De accionibus emptionis et venditionis, L. Si sterilis*, ut si frumentum non est datum emptori in termino, consideratur solum id quod plus valuit quod est interesse intrinsecum.

Casus<sup>1263</sup>.

Nota quod animalia mortua sunt idem quod extrinsecum. Si interesse videtur ratione commissionis tenetur etiam de extrinsecum dampno

---

1256 Marge.

1257 *Est*: ajout.

1258 Ajouté en marge.

1259 Marge.

1260 Correction pour *principaliter*.

1261 Texte peu sûr.

1262 Marge, placée ici, bien qu'elle soit plus basse dans le manuscrit et qu'il n'y ait pas de pied de mouche pour *Sic*.

1263 Marge.

ut promisisti michi dare frumentum in tali termino et ideo non providi michi aliter; ex quo non dedisses, non potui providere, sic teneris per omissionem et commissionem in falsam promissionem, saltem in conscientiam, et teneris de animalibus mortuis. Sic quis dedit scienter tignum violatum nec dicit ementi tenebitur de ruina domus et de pensione soluta quod est interesse extrinsecum, ut *L. julianus, ff. De accionibus empti et venditi*.

Casus<sup>1264</sup>.

Ex sexto casu patet quod si civitas vel princeps civitatis imponat mutuuum civiibus assignantes cuilibet que/qui mutuavit pro certa quantitate mutui certam certe<sup>1265</sup> pecunie quantitatem annuatim reddendam seu accipiendam de redditibus civitatis, ut pro centum libris octo libras, et ad hoc se obligaverit, si tamen obligatio fuerit spontanea et is qui mutuavit, malet, si posset, suum mutuuum habere, non erit usura secundum Astexa.

Casus<sup>1266</sup>.

Similiter cum si statuto pro consuetudine ordinetur ut missus in veram pcessionem rei, ut pote domus, lucretur fructus ad rationem quantum pro centenario, donec fuerit sibi satisfactum, secundum Bal in *L. Acceptam, C. De usuris*, dummodo statutum ad hoc factum sit ut debitores artentur

[fol. 34r]

ad satisfaciendum et debitor ex culpa sua non satisfecerit. Creditor enim propter interesse id plus accipit quia potius vellet sua centum quam domum que valet centum et viginti.

Emens reditus alicujus civitatis pro vili precio.<sup>1267</sup>

Ex septimo casu superius posito infertur quod emens reditus alicujus civitatis angustiate pro vili precio et demum facta pace lucretur et pro uno non est usurarius,

---

1264 Marge.

1265 *Certe*: correction pour un second: *certam*.

1266 Marge.

1267 Marge.



L. *Cum hereditatem, ff. De he[reditate] et ac[tione] ven[dita]*, secundum Hosti et Archi. Consulunt tamen ut inde largas elemosinas faciat.

Ratione periculi casus.<sup>1268</sup>

Ex octavo scilicet ratione periculi, fidejussor potest aliquid recipere sine usura a debitore dummodo fraus et dolus non interveniant; non ergo ratione facti aliquid recipiat quia esset iniustitia et contra charitatem quando nullum periculum vel laborem habet in fidejubendo. Set<sup>1269</sup> ratione periculi et laboris et ceterorum que faciliter<sup>1270</sup> ibi incurrunt, esset licitum aliquid accipere moderatum tamen et est contractus innominatus et non mutui.

Pro salvo conductu.<sup>1271</sup>

Aliquis tamen etiam pro salvo conducto licite accipit si duo concurrant, Primum quod non teneatur tenere stratam vel viam securam; Secundum quod observet quod promisit secundum Ange.

Domini mutuantes rusticis ut colant eorum pocessiones.<sup>1272</sup>

Secundo infertur quod domini qui mutuant rusticis ut eorum pocessiones colant non sunt usurarii dummodo alias satisfaciant eis de operibus positis ad colendum pocessionem secundum quod justum est; secus esset<sup>1273</sup> si subtraherent aliquid propter mutuum quod usura esset, hec Gregorius de Ari[min]io<sup>1274</sup>.

Concedens ad terminum ut trahat ad suam apothecam vel molendinum vel scolas.<sup>1275</sup>

Et idem dicendum de eo qui concedit terminum solutionis ut trahat emptorem ad suam apothecam vel ad suum molinendum vel ad scolas et hujusmodi, si nullum damnum incurrunt et ita bene hiis satisfacit sicut fieret ab aliis propter eamdem rationem.

Alii autem multi tenentes opositum debent intelligi quando propter hoc magis gravantur ut ita non eis satisfecit sicut fieret ab aliis vel quando hoc deducitur in pactum simpliciter.

---

1268 Marge.

1269 Suppression de *si*.

1270 Suppression d'un second *que*.

1271 Marge.

1272 Marge.

1273 *Esset*: correction pour: *et*.

1274 Ajout

1275 Marge.

Nec obstat quod efficitur quis majoris concursus et fame quia<sup>1276</sup> tale quid sperare non facit usuram cum non ematur pecunia. Nec aufert eis libertatem si mutuent<sup>1277</sup> donec vadant ad scolas vel molendina si presignat terminum mutui sui. Sic tenet Bernardinus in suis contractibus. Aliter omnis multitudo esset usuraria cum hodie fundi non possint sine mutuo locari colonis.

Mutuans ad captandum amorem non est usurarius.<sup>1278</sup>

Unde secundum Thomam, 2a 2e, q LXXVIII, Mutuans ad captandum amorem non est usurarius aut ad ea habenda que pecunia non mensurantur, puta accommodationem libri, cujus<sup>1279</sup> Usus conceditur inter amicos, vel injurie remissionem ab eo qui accepit persequitur injuste vel dampnificat, c. *Ad aures*, *De simonia*.

Casus.<sup>1280</sup>

Tertio inferur quod qui mutuat decem illi qui debebat sibi alia decem que sibi denegabat cum tali pacto quod satsidet sibi oportune de vigintii secundum Hosti in sua summa cum non petat plus debito.

Casus.<sup>1281</sup>

Quarto sequitur quod mutuans civitati ut evitet colectas non est usurarius secundum Spe, ti *De usu*, quia aliud est de suo non tribuere, aliud est non capere, L. *Proculus*, ff. *De dampno infec*, aliud non acquirere et aliud non amittere. Limitat Angelus verum esset quando collecta esset incerta et onus extraordinarium quia si esset certa et ordinaria esset usura quia idem talibus est remittere quod dare, 8, q 3, *Talia*.

---

1276 *fame quia*: correction selon ANGELUS, pour: *facere quod*

1277 *Mutuent*: correction pour *mutuet*.

1278 Marge.

1279 Correction: *cujus* et non: *c*.

1280 Marge.

1281 Marge.

Secunda propositio principalis.<sup>1282</sup>

P. Secundus articulus. De usura in capitali<sup>1283</sup>

Secunda propositio principalis. Licet non sit usura aliquid accipere ultra sortem quando tam capitale quam lucrum ponitur sub dubio quod non videtur notabiliter magis in favorem dantis quam accipientis tamen tribus modis in contractu mutui accipere ultra sortem usura est et restituere oportet.

Usura in capitali tripliciter.<sup>1284</sup>

Primo quando capitale et lucrum ponuntur sub certitudine. Secundo quando capitale ponitur sub incertitudinem et lucrum

[fol. 34v]

in fortuna ut quando quis mutuat centum que sunt semper in tuto cum portione lucri si fieret. Tertio quando lucrum ponitur sub certitudine et capitali in fortuna, *Extra, De usu naviganti*.

Q<sup>1285</sup>. Regula generalis de usura.<sup>1286</sup>

Unde regula est quod ex vi mutui non licet aliquid recipere ultra sortem.

Ex quo sequitur quod committitur usura in sequentibus casibus.

Casus notabilis.<sup>1287</sup>

Primus si quis mutuat centum Jhoanni cum pacto quod det sibi quinquaginta<sup>1288</sup> in numeratis et quinquaginta in debitoribus<sup>1289</sup> [ ]<sup>1290</sup> pannis et hujusmodi et ipse promittit sibi solvere centum in numeratis quos debitores et res steriles non accepisset Jo nisi propter mutuum de quinquaginta, est usurarius secundum lau<sup>1291</sup> et bal et bar, *C. De usuris*. Idem dicendum cum ratione mutui aliquis vendit plus debito precio, in 14, q. 3, *Si feneraverit*.<sup>1292</sup>

Emptio minus justo precio pro anticipatione solutionis.<sup>1293</sup>

Idem quando emitur minus justo precio propter anticipationem solutionis secundum Thom[a]m.

---

1282 Marge. On ne trouve pas en marge l'indication de la première proposition principale. Celle-ci peut être constituée par les douze cas dans lesquels on peut recevoir au-delà du principal sans usure.

1283 Marge. Le premier article est en 32v, N.

1284 Marge.

1285 Q: ajout.

1286 Marge.

1287 Marge.

1288 *Quinquaginta*: correction pour: *quinque*.

1289 *Debitoribus*: correction pour *debetoris*.

1290 Plusieurs mots barrés.

1291 *Lau* correction pour *Lan*, (LANDULPHUS), d'après ANGELUS, *Usura*, 1, § 7.

1292 14: correction pour 4 et *Feneraverit* correction pour *fenerandum*.

1293 Marge.

Collectores etiam dominorum qui a communitatibus aliquid accipiunt expectantes solutionem collectarum si accipiunt ratione expectationis restituere debent secus si ratione expensarum et laborum.

Nota pro thesaurariis.<sup>1294</sup>

Similiter qui stipendiariorum negocia gerunt et eis mutant in necessitatibus aliquid licite recipiunt ratione laboris sed quantum ad<sup>1295</sup> quod ratione mutui recipiunt sunt usurarii secundum Lau<sup>1296</sup>.

Casus notabilis. Nota pro mutantibus unum pro alio.<sup>1297</sup>

Secundus si quis mutat rem cum pacto quod eadem pondere et mesura restituatur ut puta<sup>1298</sup> marcha argenti pro alia granum pro grano vinum pro vino, si verissimile erat quod foret preciosior tempore solutionis et creditor non erat servaturus set interea consumpturus usuram committit.

Auferentes libertatem debitoris se liberantis.<sup>1299</sup>

Similiter quando auferet libertatem debitoris liberandi se infra terminum quamvis esset servaturus, usura erit.

Set si verissimiliter dubitatur quod tempore solutionis tantum minus potest valere quantum plus aut quod non plus valebit, non erit usura secundum Petrum de ancho, Jo Cal et Rodon.

Casus notabilis.<sup>1300</sup>

[Lau de Ridol]<sup>1301</sup> tamen in suis contractibus tenet indistincte quod qui mutat proximo ducatum qui modo valet 4or libras si postea tempore restitutionis recipiat 5 libras quia tantum tunc valet, licite facit, sive erat servaturus sive non, set opinio prima est equior et tutior.

---

1294 Marge.

1295 Suppression d'un second *ad*.

1296 *Lau* correction pour *Lan*, (LANDULPHUS), d'après ANGELUS, *Usura*, 1, § 7.

1297 Marges.

1298 *Put*a: correction pour: *mut*a

1299 Marge.

1300 Marge.

1301 *Lau de ridol*: correction pour: *Landul*, selon ANGELUS, *Usura* 1, § 36.

Mutuans capitali salvo.<sup>1302</sup>

Tertius: Mutuans pecuniam navigaturo cum tali pacto quod si navis cum capitali periclitentur nihil sibi teneatur, si vero res emptas portaverit salvas, teneatur sibi<sup>1303</sup>, pecuniam mutatam cum parte lucri tradere est usurarius, c. *Naviganti, De usu*. Ratio est quia taliter mutuans non vult mutuare nisi cum tali pacto suceptionis periculi et ideo gravat debitorem in aliquid plus ex mutu. Si autem quis liberaliter mutuaret, deinde post mutuum ad instantiam debitoris susciperet in se periculum quod dicitur assecuratio licite posset aliquid recipere lucri sine usura et ideo ipsud<sup>1304</sup> non concernit mutuum directe set factum scilicet assecurationem et ad instantiam debitoris. In primo vero cogeretur debitor causa lucri ad periculum.

Casus.<sup>1305</sup>

Quartus casus: Mutuans pecuniam id usque ad decem annos cum pacto quod si infra decennium alter eorum mortuus fuerit debitor fit liber, si supervixerint ambo dabit sibi aliquid ultra sortem, est usurarius secundum Alexan, ideo quia ex mutuo exigit obligationem alicujus ultra sortem sed sub periculo, c. *Si, De usu*.

Casus.<sup>1306</sup>

Quintus casus: Civis qui mutuat<sup>1307</sup> communitati 70 ducatos que communitas habet ex statuto quod quicumque habens filiam unius anni septuaginta dederit habeat quingentos pro ipsa maritanda si vixerit usque 15 annos, si autem vero infra prefatum tempus mortua fuerit totum amittat, est usurarius quia in mutuis veris vel<sup>1308</sup> interpretatis pro spe lucri principaliter factis periculum vel dubium non excusat a fenore, d. c. *Si*. Unde in casu isto est periculum non ex natura rei set ex lapsu temporis, ideo licet ex parte mutuantis, contractus est usurarius.

---

1302Marge.

1303*Si vero res emptas portaverit salvas, teneatur si...*: ajout selon ANGELUS, *Usura* 1, § 38

1304*Ipsud*: lecture difficile.

1305Marge.

1306Marge.

1307*Muatuat*: correction pour *mutua*.

1308*Vel*: correction pour: *pro*

Emens frumentum in herba.<sup>1309</sup>

Sextus emens frumentum<sup>1310</sup> in herba vel vinum in vite aut oleum et hujusmodi antequam sit matura minus quam valebunt tempore maturitatis  
[fol. 35r]

verisimiliter si presens mutuatio<sup>1311</sup> est causa dampni ipsius vendentis est usurarius per c. *In civitate, De usu*, set sit sola conventio, sic contractus<sup>1312</sup> esset illicitus et non usurarius; si vero mutuum non<sup>1313</sup> est causa dampni quia non plus valet sub tali qualitate propter periculum cui subjacet et sic licet, L. *Fistulas, ff.*<sup>1314</sup> *De contrahen empti*.

R. In quibus solum comittitur usura.<sup>1315</sup>

Tertio dixi mutui veri vel interpretati<sup>1316</sup>. Secundum etiam doctores usura solum consistit in mutuo vero vel interpretato. Unde aliquando in contractu emptionis vel venditionis aliquando locationis, conductionis et hujusmodi, concurrit mutuum interpretatum.

Regula generalis quando usura est in mutuo.<sup>1317</sup>

Tene hanc generaliter regulam quod si mutuum fit principaliter spe habendi principaliter ultra sortem, nullum periculum potest excusare quin sit usurarius contractus. Si vero mutuum fit liberaliter et postea accipitur, excusatur secundum Angelus.

Set quoad contractus notandum quod in contractu emptionis et venditionis sepe intervenit mutuum verum vel interpretatum et injustitia propter defectum equalitatis justici precii vel excessum precii<sup>1318</sup> aut quia vendit tempus aut quia ponit se in tuto de lucro semper vel<sup>1319</sup> in partibus propter quod committit usuram et restituere tenetur secundum doctores presertim secundum [ ]<sup>1320</sup> Sco in 4°.

Nolens prorogare terminum debitori qualiter tenetur.

Correlarie primo sequitur quod qui non vult prorogare terminum [ ]<sup>1321</sup> debitori nisi aliquo dato restituere tenetur illud.

---

1309Marge.

1310*Frumentum*: correction pour *fructum*.

1311*Numeratio* chez ANGELUS, *Usura*, 1, § 45

1312*Sic contractus*: ajout

1313*Non*: ajout.

1314*Ff.*: ajout.

1315Marges.

1316Le génitif renvoie à la première proposition énoncée en N (32v), reprise par morceaux (2° *dixi: ex vi mutui*, 32v).

1317Marge.

1318Lecture douteuse: chevauchement de mots.

1319Suppression d'un premier *vel*.

1320Mot barré

1321Lettre barrée

Casus.

Secundo sequitur quod qui deffert merces ad locum ubi credebat multum vendere propter earum raritatem set quia multe supervenerunt ne vendat precio occurenti et sic patiatur dampnum vendit ad tempus plus, usurarius est. Sicut enim nolisset minuere de precio si nulle alie supervenissent, sic adveniente habundancia ratione temporis non poterit plus<sup>1322</sup> vendere.

Tantum valet res quantum vendi potest.<sup>1323</sup>

Nam in casu isto habet locum illud quod<sup>1324</sup> dicitur: Tantum valet res quantum vendi potest, *L. Pa, ff. Ad Falcidiam*<sup>1325</sup>. Et limitatur verum dummodo predicta abusiva non obstarent et ita respondet Tho, 2a 2e, q. LXXVII.

Vendere ad tempus utrum liceat plus quam [...] <sup>1326</sup>

Adverte tamen quod vendere licet aliquid ad tempus plus quam invenire posset emptorem cito solventem ut solum talis emptor contrahatur ad<sup>1327</sup> justum precium secundum Tho(ma)m. Unde potest mercator magis estimare mercandiam illam que tardius expenditur quam que citius et non plus aliquod vendere solum habendo respectum ad lucrum quod rationaliter exportare debetur.

Stoc, bistoc.<sup>1328</sup>

Tertio sequitur quod vendens rem alicui egenti ut statim reemat pro minori precio usurarius est. Qui contractus est Stoch et bistoch quia unum gladium infigunt plus vendendo deinde alium nunquam retinendo; secus si justo precio<sup>1329</sup> venditum contingeret reemi ut illi succurrerent non invenienti emptorem; esse tamen posset injustitia.

[...] <sup>1330</sup>

Quarto sequitur quod<sup>1331</sup> oportet rem venalem estimari communi estimatione ut precium proponatur non secundum naturalem valorem nec secundum eminentium utilitatem precise,

---

1322Plus: ajout

1323Marge

1324Quod: ajout.

1325Falcidiam: correction pour *Trebelliam*, que l'on trouve aussi chez ANGELUS, *Usura*, 1, § 59

1326Marge. Fin effacée.

1327Ad: ajout.

1328Marge.

1329Precio: correction pour *precium*

1330Marge effacée.

1331Correction pour *quia*. L'appellation: correction est peut-être contestable ici: il semble, en effet, que, quoique l'écriture ne se modifie pas, du moins à mes yeux, apparaissent des signes parasites, («queue» en fin de mot, sans signification), ou nouveaux, (signe de voyelle longue d'ablatif). Il serait possible aussi, que *quod* noté normalement *qd* représente *qi* (*quia*), par une quasi disparition du *d*. On a le même cas au paragraphe suivant. Il semble aussi qu'il y ait beaucoup d'oublis.

Potest tamen plus estimari communi estimatione sine usura ratione proprie utilitatis ex cuius rei absentia multum dampnificaretur venditor set non quia ementi magis proderit.

Vendens ad plus quod [...] <sup>1332</sup>

Quinto quod vendens vinum vel frumentum vel huiusmodi pro precio currente cum pacto quod si plus usque ad pasca valuerit illud, plus habebit, si vero minus non minuet precium, est usurarius, quia proponit se in tuto de lucro semper <sup>1333</sup> vel in pluribus quod non licet secundum Sco in 15 disti, 4°.

Emens C aureos pro 95. <sup>1334</sup>

Sexto quod qui emit centum aureos a petro ihoanni debitos hinc ad tres annos pro XCV que solvit de presenti si sponte et principaliter facit propter lucrum et munuit precium solum ut in futuro habeat plus propter prematuram solutionem usurarius est, c. *Si, De usu*. Non licet enim de presenti diminuere propter prematuram solutionem set solum propter interesse quod estimatur verisimiliter ut pote quantum estimant laborem in rehabendo et pericula et huiusmodi; si tamen talis pecunia vel debitum esset litigiosum non licet emere.

Septimo quod emens pagas puta de LXXVIII ad rationem de quindecim solidis pro libra quia sic Janue civitatis communis est estimatio, [cum] postea verisimiliter hinc ad duos annos sit habiturus XX solidos pro libra est usurarius equivalenter in re et consciencia sicut in consimiili dicitur, *De usu, In civitate* et c. *Si*. Nam licet quis ad instantiam amici emeret pagas istas predictas

[fol. 35v]

qui potius vellet negociari suis pecuniis quam talia emere, possit tanto minus emere quantum <sup>1335</sup> estimat interesse suum propter periculum et laborem, tamen si eas emat ut lucretur, est usurarius secundum Ange.

---

1332Marge..Fin effacée.

1333*Semper*: ajout.

1334Marge.

1335 Suppression d'un second *minus*.



Emens cum pacto de retrovendendo, quando non est usurarius<sup>1336</sup>.

Nota bonum casum.<sup>1337</sup>

Octavo sequitur quod emens predium vel domum cum pacto de retrovendendo usque ad tot annos vel semper, si emeret in fraudem sic quod intendit mutuare non emere, et sic crederet venditorem non redempturum non emeret, usurarius est usura palliata sub tali venditione quod presumitur ex talibus.

1<sup>o</sup><sup>1338</sup>

1° si precium sit modicum respectu rei,

2<sup>o</sup><sup>1339</sup>

2° cum sit pactum ut restituatur aliquid plus quam fuerit precium,

3<sup>o</sup><sup>1340</sup>

3° si emptor consuevit exercere usuras.

Si autem bona fide et intentione emat sine talibus licet, L. *Si Fundum*, C. *De pac inter empto et vendito*.

Casus. Emens cum pacto quod non possit redimere.<sup>1341</sup>

Nono quod emens cum pacto de retrovendendo apponens clausulam quod non possit redimi ante quinquennium vel decennium si facit in fraudem ut lucretur fructus ex pignore simulato usurarius est; secus est si possessionem impinguare vult que pinguando non consumitur usque ad tot annos et vult sibi pro hoc satisfieri de expensa.

Casus. Emens granum vel alia tempore messis ita quod reddatur in Pasca.<sup>1342</sup>

Decimus quod emens tempore messium granum vel vendemiarum<sup>1343</sup> vinum pro precio quod tunc valet cum pacto quod tot measure sibi reddantur tempore pascali usurarius est, secundum Hosti et Jho An. Nec obstat quod aliquando sunt viliora quia ad ea que raro eveniunt non considerant leges, *Nam ad ea, ff. De legi*.

---

1336 Marge.

1337 Marge.

1338 Marge.

1339 Marge.

1340 Marge.

1341 Marge.

1342 Marge.

1343 Correction pour *vendemiam*.

Emens tempore messis ut carius vendat. <sup>1344</sup>

Turpe lucrum quando. <sup>1345</sup>

Emens autem talia tempore quo colliguntur ut carius vendat alio tempore non agit usuram set turpe lucrum est, Primo si sit ecclesiastica persona, 2° si propter avariciam facit ut caristiam inducat vel ad libitum aliis vendat. Unde tenetur ad restitutionem dampni si quod dedit ex hoc communitati vel alicui qui alio modo sibi providisset, Si talis non impedivisset sicut faciunt qui stant in porta civitatis ut totum granum emant et procurant ne defferatur in plateam ad vendendum antea<sup>1346</sup>. De hiis intellegitur in 14, q. 4a, c. *Quicumque tempore*. Non tenentur<sup>1347</sup> autem si propter bonum commune emunt ut Joseph vel propter provisionem suam suorum vel propter justum lucrum ex mercandia procurandum faciunt, secundum Inno, Hosti, Ray, Rodon.

Ementes a pauperibus animalia que non habent puta animalia ad pensionem. <sup>1348</sup>

Undecimo quod qui emunt oves vel boves a pauperibus non talia habentibus et locant pro precio annue pensionis sunt usurarii et hoc si credunt eos talia non habere secus si emptor crederet eos habere<sup>1349</sup> et emeret bona fide secundum quosdam. Is etiam qui emit equos sibi redimendos<sup>1350</sup> a venditore in certis nundinis pro minori precio quam valeant tempore contractus est usurarius nisi verisimiliter dubitetur vel credatur quod plus vel minus sint valituri tempore solutionis secundum Rodon.

Usura locatoris. <sup>1351</sup>

Duodecimo sequitur quod locans rem quam estimat cum pacto quod qualitercumque perdatur seu deterioretur vult premium rei sue cum aliquo lucro est usurarius. Perinde est enim ac si vendidisset ei et quia premium expectat exigit ultra sortem et restituere tenetur secundum Ange.

---

1344Marge.

1345Marge.

1346Lecture douteuse.

1347*Tenentur*: correction pour: *tenetur*.

1348Marge.

1349*Habere*: correction pour *haberet*

1350*Redimendos*: correction pour *reddendos*, qui est aussi chez ANGELUS, *Usura*, 1, § 71

1351Marge.

De mutuo.<sup>1352</sup>

Attenta consideratio antequam iudicetur de usura.<sup>1353</sup>

Notandum etiam quod in dando mutuo aliquid vel accipiendo ac in locando seu pignorando considerandum est propter<sup>1354</sup> mutuum locatum utrum pares sint utilitates hinc inde et si pares sint non erit usura, secundum Monal.

Mutuans granum vetus pro novo non est usurarius.<sup>1355</sup>

Ex quo sequitur quod mutuans granum vetus et hujusmodi ut postea recipiat novum si facit hoc<sup>1356</sup> ne frumentum pereat et aliis subveniat licite facit, set si ut meliorationem recipiat et auferendo libertatem debitori<sup>1357</sup> liberandi se vetus solvendo usurarius est. Unde oportet quod tempore solutionis non estimetur verisimiliter plus valiturum alias non liceret secundum Hosti et Goffre.

Accipiens equum ab aliquo quando utatur eo sine usura.<sup>1358</sup>

Tercidecimo sequitur quod si quis habens equum de quo nihil facit accipiat ab aliquo centum cum tali pacto quod teneat et pascat eum et utatur eo sine prejudicio equi licite facit

[fol. 36r]

et accipiens nullum dampnum facit proximo sed alleviat enim pascendo equum.

Accipiens domum in pignore utens illa, quando non est usura.<sup>1359</sup>

Idem dic de domo pignorata mutuanti que utilis<sup>1360</sup> est sibi quia eam locare non potest, vel non vult, et mutuans custodit illam<sup>1361</sup> domum a ruina. Unde patet quod in hiis casibus predictis alleviatur dominus qui nullum lucrum ex ipsis rebus esset habiturus. Non tamen hec extendi debent ad lucrum quod quis facit ex pecunia mutuo accepto quia venit ex industria.

---

1352 Marge.

1353 Marge.

1354 Chez ANGELUS, *Usura* 1, § 74: *preter mutuum*

1355 Marge.

1356 Suppression d'un second: *si facit hoc*.

1357 *Debitori*: correction pour *debitorem*

1358 Marge.

1359 Marge.

1360 *Utilis*: correction pour *utili*.

1361 *Illam*: correction pour *eam*.

Dare decem ulnas precii pro decem non est usura.<sup>1362</sup>

Tercio sequitur quod dare decem ulnas panni pro aliis decem in futurum rehabendis contractu permutationis non est usura; sic de aliis mensuris ut pote lagene modii et sic de aliis quibus grana vel liquida mesurantur.

Dans pecuniam ut sibi reddatur in equali precio.<sup>1363</sup>

Quarto sequitur quod habens pecuniam quam timet minorari juxta ordinationes dominorum vel civitatum potest sine usura alicui dare cum pacto ut sibi reddatur in equali precio in quo est quando ei dat secundum Alexan lombar, si tamen ille qui recipit mox expendere vult in tempore in quo tantum valet quia nihil ultra sortem recipit; vitare enim dampnum sine dampno alterius licet, quamvis alii teneant quod sic usura.

Vendens frumentum ad terminum presignans precium.<sup>1364</sup>

Quinta propositio<sup>1365</sup> vendens frumentum vel aliquid hujusmodi ponendo precium carius quod erit in toto tempore usque ad terminum prefixum solutionis vel quod valebit tempore solutionis si non plus potest valere vel communiter est usurarius et hoc ultimum verum est si non erat servaturus usque tunc. Si autem verissimiliter plus vel minus sit valiturum non esset usurarius set excusatur ratione dubii secundum Sco in 4°, 15 disti. Circa quod est advertendum primo quod cum oleum vinum frumentum et hujusmodi decrescant id quod decrescit, non debet vendi set diminui; esset etiam usura.

---

1362 Marge.

1363 Marge.

1364 Marge.

1365 Dans le texte.

Nota pro illis qui mutant tantum pro tanto, puta bladum pro blado.<sup>1366</sup>

Secundo quod si necessarie pro ejus conservatione usque ad illud tempus haberet aliquas expensas facere puta pulverisationis aut locationis vasorum seu domus et hujusmodi<sup>1367</sup> si ipsas no detraheret, esset usura.

Nota.<sup>1368</sup>

Hec ponderet confessor.<sup>1369</sup>

S. 3us articulus. De redditibus.

Oportet etiam notare quo ad redditus quod annuos redditus etiam pecuniarios censum pensionem vel predium hereditarie vel ad vitam ementis emere licet, dummodo debita servetur equalitas secundum Ricar. Et aliquis dans ecclesiis pecuniam<sup>1370</sup> ut recipiat ab eis certas possessiones tenendas tempore vite sue et<sup>1371</sup> post mortem autem redire debeant ad ecclesias, non est usurarius secundum Hosti, set licet ratione periculi seu incertudinis dummodo servetur secundum Ricar equalitas juris naturalis quod sit si in tali contractu emptionis non apareat quis habeat notabiliter partem meliorem.

Venditio redituum.<sup>1372</sup>

Circa hanc propositionem advertendum quod in venditione redituum pecuniariorum non venditur pecunia set jus percipiendi redditus quo vendito transit ipsa pecunia .

Casus.<sup>1373</sup>

Sexto advertendum quod si quis det Ticio summam pecunie ut ipse Ticius constituat se debitorem majoris quantitatis quam acceperat, usura est nisi Ticius esset persona que soleret locare operas suas ad tantum pro anno et ipsas venderet.

Similiter usura videtur quando exigitur plus de redditu quam res que posset emi tali precio reddat in fructibus de lucro secundum Inno, c. *In civitate, De [...]*<sup>1374</sup> *usu*; quod bene nota quia pauci advertunt.

---

1366 Marge.

1367 Deux mots barrés.

1368 Marge.

1369 Texte souligné et accompagné du dessin de main pointant un index.

1370 Mot suivi d'un mot barré.

1371 *Et*: ajout

1372 Marge.

1373 Marge.

1374 Mot barré.

Usura quo ad restitutionem.<sup>1375</sup>

Septima propositio<sup>1376</sup>. Usurarius tenetur restituere rem<sup>1377</sup> si extat et fructus quos dominus percipisset si sit res fructuosa sicut et quilibet pcessor male fidei utpote raptor tenetur. Si autem res non sit lucrosa nisi ex industria tantum ut sunt pecunie restituere sufficit principale acceptum secundum Sco et Ricar, 15 d, 4.

Quarto dixi ultra sortem quod mutuatum est accipere mediate vel immediate, id est per se vel per aliam personam sicut heres accipit si succedit bonis usurarii et sic de pluribus personis. Unde nota quod si aliquis directe dedit dampnum puta quia fuit necesse propter carentiam talis rei creditores emere frumentum tempore quo carius erat vel accipere sub usuris vel distribuere pro minori precio et hujusmodi tenetur satisfacere dapnum passo secundum Sco et Ricar, ibidem.

T. De fautoribus usurarum.<sup>1378</sup>

Octava propositio<sup>1379</sup>

Pretera advertendum est quod qui dederunt causam contractibus usurariis aut in exactionibus usurario cooperati sunt inveniando consulendo tantas fictiones quibus usure et solvantur et socii sive fautores tenentur restituere.

[fol. 36v]

Unde sequitur correlarie Primo quod inducens aliquem ad fenerandum vel pecuniam mutuando aut societatem contrahendo tenetur in quantum pervenerit ad eum de usura secundum Alexandrum lombar(du)m et Monaldum.

Secundo quod personete seu sensuales usurariorum qui scilicet cooperantur ut exigantur vel solvantur usure quia dant causam efficacem tenentur totum restituere, secus si apareat ut mutuum solum detur pro neccessitate debitoris.

---

1375Marge.

1376Dans le texte.

1377Rem: ajout

1378Marge.

1379Octava propositio:ajout.

Tertio quod notarii qui palliant usuram in instrumento si usuram non restituant tenentur totum restituere, set non si aperte patet usura in instrumento aut fecerunt in favorem receptoris plus quam usurarii. Testes etiam tenentur salvatione instrumentorum et prelati subscribentes et sigillantes cedullas usurariorum; cum hiis concorditur Goffre et Hosti et Directo.

Quarto quod advocati, procuratores, iudices, statuarii et alii quorum patrocinio usure exiguntur vel non restituuntur cum petuntur tenentur in solidum restituere si conscientia eis dictabat quod scripture eis porrecte erant de contractibus usurarum, secundum Hosti et Inno, c. *Michael, De usu*.

Quinto quod domini terrarum nolentes eis justiciam ministrare ut usurarii cogantur restituere usuras morantes in terris suis secundum Rodon, tenentur in solidum si possunt et non faciunt.

Sexto quod socii, tutores, et factores qui ad usuram dant vel usuras exigunt pro aliis, si apud eos residet principalis auctoritas mutuandi tenentur in solidum si illi pro quibus dederunt non restituunt secundum Rodon, set non si tantum ministerium prebent licet mortaliter peccent secundum Gerar<sup>1380</sup> ob, Ray et Bartho brixii.

Septimo quod tutor vel curator pro pupillo et hujusmodi ad usuram tribuens tenentur restituere si principalis non restituat secundum Monal.

---

1380Gerar: correction pour herar

Octavo cum universitas vel collegium recipit usurarium emolumentum singuli obligantur tanquam singuli et in solidum restituere non tanquam communitas seu universitas que animam non habet, c. *Conquestus, De usu*. Monal tamen et Rodon tamen limitant hoc verum de regentibus et prohibere valentibus aut precipientibus taliter fenerari, non autem de aliis nisi participaverint commodum bursale vel relevati fuerint ab expensis quas fecissent de suo quia sic ad tantum tenentur. Concorditur Monal et Pe de palu, in 4<sup>o</sup><sup>1381</sup>.

Nono quod impediens volentem mutuare gratis et faciens mutuare sub usuris tenetur ad restitutionem secundum Rodon; idem de recipientibus ad divina usurarios vel absolventibus si ex talium denegatione fuisset facta restitutio.

Decimo quod fidejussor usurarii tenetur in quantum vires hereditatis tempore fidejussoris valebant et non plus secundum Lau et Pau<sup>1382</sup>; si tamen se obligaverit simpliciter ad restitutionem usurarium tenetur quantum sue facultates portant licet usurarius non solvendo.

#### X. De heredibus usurariorum.

Nona propositio. Heredes usurariorum ac alii ad quos aliquid pervenit de usura tenentur ad restitutionem secundum modos qui sequuntur.

Primo heres tenetur restituere omnes usuras cujus est heres quantum hereditas sufficit secundum comuniter doctores, c. *Cum tu, et c. Tua nos, De usuris*. Si autem erant duo heredes usurarii debentis centum et divisa hereditate de mille alter efficeretur non solvendo de L, si haberet alius res que fuerint formaliter date pro usuris tenetur quia quisquis talia habuerit tenetur.

---

1381In 4<sup>o</sup>: en marge.

1382Lau et Pan: correction pour Lan et Pan, d'après ANGELUS, *Restitutio 1: Usurarius mentalis*, § 14



Si etiam sint res specialiter<sup>1383</sup> empte tenentur set si sint alie res ab hiis non tenentur nisi pro sua medietate secundum Ange.

Secundo quod accipientes de bonis usurariorum rem in specie datam pro usuris tenentur illam restituere si extat ut tenet Bal, C. *De iur do*. Si rem non in specie datam quis accipit et tempore acceptionis usurarius non est solvendo aut dubitatur quod sit non solvere tenentur nisi res empta esset de pecunia usuraria.

[fol. 37r]

Tertio quod ementes pignora perdita ab usurariis restituere tenentur sicut ementes rapta. Poterunt tamen retinere vel repetere id quod verisimiliter usurarius super illo pignore mutuavit. Posset etiam teneri quod si res non extat vel ignoratur dominus ejus si extat non tenentur talis emptor dare pauperibus nisi solum id quod valebat res ultra id quo eam ab usurario emit, licet tutius esset dare totum excepto mutuo accepto ab usurario ab eo qui eam pignoravit. Hec Ange.

Quarto quod filia usurarii dotata si habuerit rem specie datam pro usuris restituere tenentur sicut prius dictum est; si non habuit non tenentur nisi sit pro hoc factus non solvendo<sup>1384</sup> et hoc sciebat gener; si postea ex alia causa sit factus non solvendo non tenentur gener quia habet dotem pro titulo oneroso, nec etiam filia secundum Fede, nisi esset possessio empta ex pecunia usuraria et data pro dote quia tunc, soluto matrimonio, tenentur filia eam restituere si pater ejus esset factus non solvendo, per c. *Cum tu, De usu*, quia factum legitime non debet retractari.

---

1383 Mot barré (*date*) après *specialiter*.

1384 *Non solvendo*: ajout.

Quinto quod si gener aut filia qui dotem habuerit de rebus in specie datis pro usuris, aut cum pater esset non solvendo, excusatur ille secundum Gerar obd, per quem non fiat quin restituatur quia unus sine altero restituere non potest durante matrimonio.

Nota.

Remedium tamen esset ut si pater habet<sup>1385</sup> multa incerta ad restituendum et est solvendo pro certis adeat episcopum civitatis qui ei dictam dotem tanquam pauperi concedat si non sunt<sup>1386</sup> habita in specie pro usuris aut componat cum creditoribus.

Sexto quod famuli utiliter servientes gerendo curam rerum licite mercedem accipiunt dummodo rem in specie habitam pro usuris non accipiant quia nunquam licet. Cum vero inutiliter serviunt ut canes et ancipitres<sup>1387</sup> custodientes<sup>1388</sup> sic si non est solvendo nullam mercedem possunt accipere et tenentur restituere si acceperunt.

Septimo mutuans usurario sciente ad ludum vel ad aliam consumptionem inutilem sic, si non est solvendo, non potest recipere ejus restitutionem; si vero ut utiliter expenderet mutuavit vel si ignorabat quod vellet inutiliter consumere, potest recipere restitutionem secundum Pe de Palu in 4°, Alex et Rodon. Idem dic quod debentes habere ab usurariis ex contractu vel quasi, vel ex delicto vel quasi, possunt recipere quod sibi debetur, licet usurarius fit non sovendo.

Octavo servientes vel ministrantes necessaria ad vitam usurarii, credo quod in conscientia possunt accipere mercedem nisi sunt tales qui ex precepto teneantur illi subvenire ut pote si habent superflua quo ad status sui qualitatem et habeat ille extremam necessitatem in quo casu aliquis obligatur ad elemosinam dandam .

Ultimo nota quod recipientes elemosinas vel viventes de bonis usurariorum tenentur sicut viventes de bonis raptorum;

---

1385 *Habet*: ajout.

1386 *Sunt*: ajout.

1387 *Comme*:*accipitres*

1388 *Custodientes*:ajout.

de quibus nota propositionem in denario mulierum superius posita.

Theorica pro denario venatorum. Denarius 30us.

De hoc denario sicut feci de aliis dico sequentem maximam.

Sicut tenetur quis alteri pro dampno dato ab ave vel quolibet animali ita non tenetur ultra dampnum datum ad arbitrium boni viri quamvis dicerent se habere contrariam consuetudinem aliqui principes vel domini. Sic duo sunt facta.

Y. 1us articulus. De venatoribus.

Quo ad primum nota quod venatores qui conculcant agros, vineas et segetes et quorum canes occidunt gallinas et animalia pauperum et aliorum tenentur ad restitutionem, secundum Astex, nisi esset ita modicum dampnum quod probabiliter non curarent.

Unde etiam nota quod tenentes columbas in columbariis tenentur de dampnis que inferuntur dominis agrorum, secundum Pe de palu in 4°, quod intelligitur verum esse quando non debite eas pascunt vel non tantum de possessionibus circumcirca habent quod verisimiliter in ipsis ut plurimum pascantur quod iudicio boni viri credo quod sit remittendum. Astex dicit etiam non esse precipitandam sententiam cum secundum quosdam tantum utilitatis

[fol. 37v]

prestare dicantur comedendo vermes et stercorizando<sup>1389</sup> quantum dampni.

Z.<sup>1390</sup>. (Animal quando datur pro noxa)<sup>1391</sup>.

Et ut de aliis animalibus loquar sciendum<sup>1392</sup> quod si quadrupes naturali feritate dampnum alicui intulit ut pote tuus equus caput meum fregit vel aurem dentibus scidit vel vasa fregit teneris secundum speciem ad dampnum restituendum vel dare animalia pro noxa. Et ita videtur verisimiliter si tuum animal incitavit meum ad dandum alteri dampnum. Similiter si canis tuus comedit carnes meas vel bos herbam, similiter ad emendam dampni teneris vel dare animal pro noxa secundum speciem, secundum Spe.<sup>1393</sup>

---

1389 *Stercorizando*: correction pour deux mots: un mot peu lisible suivi de *conservando*.

1390 Marge.

1391 Ajout d'après la table des matières

1392 Suppression d'un second *sciendum*.

1393 Lecture difficile.

Quando non liberatur dominus dando animal pro noxa<sup>1394</sup>.

Si etiam peccora intraverunt campum et depasta sunt frumentum et si quis immiserit sua animalia in predium meum et depasta sunt frumentum meum non liberatur dominus dando animal pro noxa set tenebitur de extimatione. Quando tenentur animalia fera et dampnum faciunt ad omne dampnum tenentur etiam si tenent talia.

Quoad 2um adverte quod domini qui occidunt homines propter lepores et silvestra animalia capta si faciant libidine vindicte vel amore hujusmodi animalium aut venandi et si pro uno actu venandi tanta pena infligatur non excusat consuetudo si habeatur secundum Tancre in *Summa*, titulo *De rapina*.

Sequitur complementum burse Marie.<sup>1395</sup>

Et quia visum est de pendiculis burse Marie que est restitutio, in qua ponuntur 30 denarii ut visum est, restat declarare quae sint<sup>1396</sup> due corrigie firmantes seu claudentes istam bursam cum clausorio superiori, quod dicitur "ung boton courant" et cum zona et eius fibula<sup>1397</sup>, in qua pendet ista bursa, id est restitutionis materia, que significant quinque<sup>1398</sup> declaranda, scilicet:

restitutionis quidditatem, id est quid sit restituendum;

restitutionis personalitatem, id est cui sit facienda;

restitutionis temporalitatem, id est quando sit facienda;

restitutionis modalitatem, id est quemadmodum sit facienda;

restitutionis absolubilitatem, id est quemadmodum absolvitur quis a restitutione facienda.

A. Quid est restituendum.<sup>1399</sup>

Propositio prima.<sup>1400</sup>

De primo sit hec prima propositio in generali, quamvis recipiat limitationem in aliquibus ut dictum est supra: Omne occupatum vel detentum injuste, id est domino rei invito, ut exponit Scotus, dist.15 *Quarti*, est restituendum si restitui potest, in se vel in suo equivalenti.

---

1394 Marge.

1395 Marge.

1396 *Quae sint*: ajout

1397 *Et ejus fibula*: ajout en marge.

1398 Lecture difficile entre *significant* et *declaranda*

1399 Marge.

1400 Marge

Dicitur primo omne occupatum, qualia sunt rapta, furto ablata aut alio modo usurpata, in quibus non transfertur dominium rei ablate.

Dicitur detenta propter ea in quibus transit dominium<sup>1401</sup> ut in mutuo et injuste exactis; Dicitur: Injuste, id est invito domino, quia accedente voluntate domini detinens non tenetur ad restitutionem, et intelligendum tam de domino proximo quam remoto id est superiori, a quo voluntas proximi dependet quoad rei alienationem nam licet dominus proximus consentiat in retentionem rei sue, si tamen dominus superior dissentit precipiendo restitutionem aut prohibendo talem alienationem tenetur detinens restituere, ut in symonia et ludo secundum aliquos accipiendo restitutionem large, prout est exponere rem detentam in pios usus.

Dicitur invito domino, actu scilicet non illicito, ut dicitur in tertia propositione, item invito accipi debet de involuntario simpliciter vel ex conditione, simpliciter ut cum dominus rei vult actu elicitio et debito rem suam non detineri, vel ex conditione id est vellet non detineri si restitui posset sine periculo aut gravi dampno domini rei, ut contingit in injustis exactionibus et oppressionibus pauperum qui dant voluntarie simpliciter exactoribus suis, set involuntarie ex conditione quia vellet non dare si cessaret

[fol. 38r]

exactio, violentia, motus et hujusmodi. Omnia sic exacta restitui debent.

Dicitur si restitui potest, quia si ob inopiam vel alias restitui non posset non esset obligatus restituere durante impossibilitate, quia generaliter preceptum nullum obligat ad impossibile, ut vult<sup>1402</sup> Jheronimus in expositione fidei. Dicitur in se quia res usurpata restitui debet eadem in specie et in numero, si habetur, nec potest dari alia res ejusdem bonitatis pro ea contra voluntatem domini ipsius rei, 3. q. prima, *Redintegrande*, ubi dicitur quod reintegrande sunt omnia spoliatis;

---

1401 *Dominium*: ajout.

1402 *Vult* pro *vul*

Precium quando sufficit restituere<sup>1403</sup>.

et hoc verum nisi in casu cum usurpatio rei aliene esset occulta et ex restitutione ejus in sua specie detegeretur usurpans aut aliud inconueniens sequeretur: tunc sufficeret restituere precium eius, vel si res consumpta esset aut periisset.

B. 2a propositio. Fructus quando restituuntur.

Secundo dicitur detinens rem fructiferam injuste omnem fructum quem consequitur ex re ipsa vel consequi potuisset, si diligenter coluisset eo modo quo dominus rei solebat colere, tenetur restituere, deductis tamen expensis in rei conservatione, cultura et fructuum collectione. Unde in c. *Si culpa, De injuriis et dampno dato*, dicitur: **Si culpa tua datum est dampnum vel injuria irrogata, aut aliis irrogantibus forte opem tulisti, aut hec imperitia tua sive negligentia evenerunt, jure super hiis satisfacere oportet**<sup>1404</sup>, ut si agrum vel vineam abstulit et fructus eius recepit tenetur ad restitutionem fructuum, nec solum quos recepit, verum etiam quos recepisset dominus rei si debito coluisset seu solito more.

Exemplum<sup>1405</sup>.

Gratia exempli, usurpator de agro tantum recepit viginti modios, quia negligenter coluit, dominus vero rei qui diligenter solebat colere recepisset 40, usurpator tenetur ad 40; similiter de equo, si non lucratus est nisi decem et dominus lucratus fuisset 15. Unde omnia dampna que dominus rei passus est ex carentia rei sue tenetur restituere seu recompensare injuste detinens.

Dicitur notanter detinens rem fructiferam, quia si res de se non esset fructifera, set fructus provenirent ex usu rei ex industria occupantis, ad illorum fructuum restitutionem non tenetur, ut dicit Scotus. Unde infert quod fenerator lucrum acquisitum ex pecunia feneratoris reddere non tenetur, puta si cum tali pecunia negotiatus fuisset; probat quia **alioquin**<sup>1406</sup> **[ille] qui reciperet pecuniam, puta qui dedit ad usuram, posset esse juste usurarius, quia reciperet [recipere] de sua pecunia proveniente per industriam alterius est facere usuram:**

---

1403Marge.

1404Citation du *Décret*, en caractères gras.

1405Marge.

1406En gras: citation de SCOTUS. Le texte d'origine de Scotus est entre crochets; il a modifié pour être adapté à la syntaxe.

lucrum enim usurarii quod per suam industriam acquirit ex pecuniis per usuram acquisitis **suum est, quia per suam industriam acquisitum**, et ideo non tenetur restituere, quia non suum set **alienum [autem] est restituendum**. Hec sententialiter Scotus. Ex quo infertur quod fur vel raptor non tenetur restituere acquisita per industriam ex pecunia rapta vel furata.

Dicitur deductis expensis necessariis quidem, non superfluis, quia si expense facte sunt ad utilitatem et conservationem ipsius rei, similiter in colligendo fructus ac cultura et huiusmodi, ille deducende sunt et res ipsa cum eo quod superest restituenda.

C. Tertia propositio Dampnum quando restituitur<sup>1407</sup>.

Tertio dicitur: Omnia dampna que est passus dominus ex carentia rei sue tenetur detentor ille injustus recompensare. Nemo enim debet a proximo injuste dampnificari, ut patet plane per c. allegatum *Si culpa*. Unde si quis colligit pecuniam ad satisfaciendum suis creditoribus et fur subtrahit eam, propter quod compellitur ille pecuniam recipere ad usuram aut vendere hereditatem remissius quam valet, dampnum illud tenetur fur restituere. Similiter si furatus est modium siliginis dum valet 20 et tenuit donec valet 10 et tunc restitueret teneretur superaddere 10.

Sed quid si plus valeat tempore restitutionis quam ablationis? Credo si dominus rei fuerat rem suam salvaturus usque ad hoc tempus et per hoc dampnificatus est tenetur detentor ad dampni recompensationem, non tamen superaddere quantum valet set aliquid secundum<sup>1408</sup> dictamen boni viri.

Si vero res rapta aut furto sublata periit apud raptorem seu furem et si fuit in mora restituendi, tenetur prestare valorem secundum illud tempus quo magis valuit, set si non fuit in mora, puta quia obtulit rem domino tempore et loco debitis et dominus rei neglexit recipere, non tenebitur de casu secundum Ray.

---

1407Marge.

1408*Secundum*: ajout.

[fol. 38 v]

Questio.

Set quid si res meliorata est industria usurpatoris?

Respondeo in foro penitentie, de quo intelligenda sunt<sup>1409</sup> que dicuntur in omnibus hiis, potest deducere expensas et labores meliorationis, quia sine culpa rationabile non debet quis privari labore suo, *De regu ju, Sine culpa, li 6°*: quod intellige sine dolo et fraude, ut si quis meliorasset rem dolose ut res maneret sibi, quia dominus rei propter inopiam non potest solvere meliorationem, tenetur rem restituere ut est meliorata, et tamen videtur quod dominus rei dum potuerit reffundet expensas meliorationis. De aliis hanc materiam concernentibus vide supra denario possidentium. Sequitur 2m principale.

D. Restitutio cui est facienda in proprio .

De secundo principali sit hec propositio:

Restitutio rei injuste ablate regulariter est facienda dampnificato, si justo titulo possedit, si noscitur, si eius presentia haberi potest, aut res ablata potest ei mitti sine maioribus expensis quam res valet, si rerum suarum administrationem habet, si restitutio ei facienda non est interdicta ecclesiastico vel imperiali edicto. Patet 3, q.1, *Reintegranda*, et *De resti(tuti)one spo* quasi per totum; de quo vide Paludanum, q.2, art. 4, dist.59 per totum.

Dicitur notanter si justo titulo possedit, quia si furtum aufertur furi aut raptori restituendum est domino rei et non furi.

Et dicitur notanter: si justo titulo etc., et non vero domino rei, quia si possideret bona fide, licet non esset verus dominus, ei esset restituenda et non verodominio nisi de voluntate possidentis.

---

1409 *Sunt*: ajout.



Dicitur si noscitur, quia si ignoratur cuius fuerit res ablata debet reddi pauperibus, dum tamen prius fuerit facta diligens inquisitio domini, vel ecclesie in pios usus, ut infra dicetur; set cuius auctoritate infra dicetur.

Dicitur notanter si eius presentia haberi potest, quia si haberi non potest aut quia mortuus est vel ignoratur ubi est restituendum est hederibus aut quibus bona vult restitui in testamento, si sciuntur, alias pauperibus ut supra.

Dicitur tertio aut res ablata mitti potest sine maioribus expensis quam sit valor rei. De hoc infra propositione tertia.

Dicitur quarto si rerum suarum administrationem habet, propter pupillos aut furiosos aut minores, et tunc jure restituendum est procuratori eorum.

Dicitur ultimo dummodo non fuerit interdictum, ut quando aliquid acceptum est ex turpi causa, in quo restituere tenetur, non debet restitui illi qui dedit, set ecclesie vel pauperibus debet erogari si tamen ille qui dedit potuerit alienare, alioquin ei qui habet administrationem reddendum est, ut si ob causam turpem monachus aliquid daret aut uxor, reddendum est abbati vel marito, tacita tamen persona que dedit. Sic<sup>1410</sup> in adquisito per symoniam, dum acceptum ipso jure applicatum est fisco, non est restituendum danti, set ecclesie vel fisco, et in hoc casu non pauperibus.

Si queris: si restituendum mittendum ad dominum in remotis, cuius expensis mittetur? Respondet Panor in *Cum tu, De usuris*: si debens restituere mutavit locum, manentibus illis quibus restitutio est facienda, suis expensis mittat, si vero dominus rei mutavit locum, tunc domini sumptibus ei mittatur, ut in glosa *Cum tu, De usuris*, et hoc si fuerit male fidei possessor, ut fur, raptor, aut usurarius;

---

1410En dépit du pied de mouche, je ne vais pas à la ligne; ce qui permet de mieux voir que «*Si queris...*» correspond bien à: *De hoc infra in propositione tertia*. Il est clair cependant que la question de la simonie est importante, vu l'émetteur et les récepteurs.

si autem fuerit bone fidei possessor, et aliquo justo titulo habet, arbitrio boni viri stabit, cuius arbitrio mitti debet pensata cause qualitate et si non fuerit in mora. Sequitur 3m principale.

E. Restitutio quando est facienda. Quid est.

De tertio principali sit hec prepositio: Restitutio rei injuste ablata statim est facienda et regulariter nulla mora protelanda. Ibi prenotandum quid est restitutio secundum Astexam, libro 5°, ti. XXIX, c.1: Restitutio est iterata immissio alicujus in possessionem vel dominium rei sue; posset tamen generalius<sup>1411</sup> describi sic: Restitutio est justa recompensatio dampni illati injuste ei cui illatum est; Vel adhuc largius accipiendo restitutionem, est recompensatio facta alicui pro illato dampno, vel pro re ablata ipso consentiente vel invito. Dicitur pro dampno, quia quandoque dampnum infertur ubi nulla res aufertur, ut dum impeditur aliquis ne acquirat sibi debitum.

[fol. 39r]

Dicitur consentiente, ut in mutuo, deposito, venditione et usura; dicitur vel invito, ut in furto vel rapina.

Impediens aliquem a bonis suis quando, quomodo tenetur.<sup>1412</sup>

Ex quo sequitur quod restitutio est actus justitie commutative, quia fit recompensatio rei ad rem secundum valorem earumdem; sequitur secundo quod restitutio est de necessitate salutis.

Restitutio est de necessitate salutis<sup>1413</sup>.

Probatur: Omne quod est preceptum est de necessitate salutis, set restitutio dampni injuste illati est huiusmodi, igitur. Maior probatio, *Math.*, 19: Si vis ad vitam, etc.,. Minor probatio: Non facies furtum: quo prohibetur omnis usurpatio rei aliene.

---

1411 Texte souligné de: *generalius à ei.*

1412 Marge.

1413 Marge.

Confirmatur auctoritate Augustini *ad Macedonium* et ponitur 14, q. 6, *Si res: Non dimittitur peccatum nisi restituatur ablatum.*<sup>1414</sup>

Nunc probatur prima propositio post Palu q.2 hujus distinc. art. 4, quia preceptum est negativum, non remanebit opus mercerarii etc.

Probatio<sup>1415</sup>.

Item probatur aliter, quia statim cessandum est a peccato mortali; set detinere rem restituendam regulariter est peccatum mortale; ergo nullo tempore etc. Consequentiam<sup>1416</sup> notat Major in IV, d. 16, de contritione, minor patet ex correlario precedenti.

Dicitur notanter, regulariter, quia quinque in casibus licet differe restitutionem externe, posita tamen interiori voluntate restituendi cum occurrunt circumstantie oportune.

F. Restitutio quando potest differi<sup>1417</sup>.

Pro quo Sco ponit hanc maximam:

**Licet detinere rem alienam, quando dominus rei velle debet rationaliter rem retineri**<sup>1418</sup>. Hoc autem rationaliter velle debet dominus rei in tribus casibus, quibus addo duos:

1us<sup>1419</sup>.

Primus, **quando restitutio est in prejudicium communitatis vel ipsius recipientis restitutionem**, quia quilibet debet magis velle bonum commune quam proprium et velle magis bonum suum quam minus, ideo cum restitutio est in prejudicium boni communis vel sui ipsius et per consequens majus bonum non<sup>1420</sup> recipere quam recipere, non debet eam velle dominus rei.

---

1414Citation du *Décret*, en caractères gras. Exactement: *non remittet peccatum*

1415Marge.

1416*Consequentiam*: correction pour *consequentia*

1417 Marge. Titre dans la table: *Restitutio potest differi in hiis casibus.*

1418SCOTUS: citation en caractères gras.

1419Marge.

1420Suppression d'un *non* en double.

2us<sup>1421</sup>.

Secundus casus quando restitutio est in prejudicium fame restituentis, **quia magis debet quis velle famam proximi restituentis quam modicum commodum suum**<sup>1422</sup> quod consequeretur ex citata restitutione.

3us<sup>1423</sup>.

Tertius casus quando ex restitutione sequitur maius incommodum restituentis quam sit commodum recipientis restitutionem quod consequitur ex citata restitutione. In hiis casibus debet dominus rei velle dilationem restitutionis usque ad remotionem dictorum casuum.

Hiis adduntur<sup>1424</sup> duo:

4us.<sup>1425</sup>

unus quando dominus rei sponte consentit in dilationem restitutionis vel sponte remittit debitum restituendi, sic enim dominus non est invitus;

5us, ultimus<sup>1426</sup>.

alter casus quando debens non potest rem injuste ablatam vel retentam reddere vel quia non est in habendo: tunc impossibilitas excusat, ut in c. *Odoardus, De solu.*. Addit<sup>1427</sup> Palu, q. 2 huius dist., presumptionem. Verum licet per inopiam debitoris actio suspendatur, non tamen expirat, ideo tenetur cum pervenerit ad pinguiores fortunam. In hiis casibus tenetur detinens habere voluntatem restituendi pro tempore oportuno, scilicet cessantibus predictis casibus; durantibus autem ille non censetur tenere rem alienam invito domino, quia debet velle, stantibus predictis, rationabiliter non fieri restitutionem secundum Sco<sup>1428</sup>. Quod si dominus vellet<sup>1429</sup> sibi rem restitui actu elicitu, inordinata est eius voluntas, cui non tenetur se conformare debens restituere, quia preceptum de non tenere rem alienam invito domino intelligitur<sup>1430</sup> de voluntate ordinata.

Ex supradictis patet quod quando restitutio esset in dampnum spirituale, puta eius cui restituitur, puta gladius furioso, aut in periculum mortalis peccati aut alterius dampni temporalis, tunc restitutio esset contra fraternam caritatem, unde restitutio tunc differenda est, donec amoveatur periculum.

---

1421Marge.

1422SCOTUS, ibidem. Ajout de *quis* et de *restituentis (proximi)*

1423Marge.

1424*Adduntur*, correction pour *additur*

1425Marge.

1426Marge.

1427*Addit*, correction pour *additur*

1428SCOTUS, ibidem: «*domino male et inordinate volente statim rehabere suum...non est tenens injustus...*»

1429*Vellet* correction pour *velle*

1430Fin de phrase soulignée, peut-être parce les termes rappellent le texte de SCOTUS.

Sic etiam si quis serviens rei publice utiliter, si pateretur res publica dampnum si talis restitueret privaretur servitio, quia non posset ita commode, in tali casu non est statim facienda restitutio; si tamen illud detentum injuste «**non sit simpliciter necessarium, set tantum ad salvandum suum solempnem**» non excusatur a restitutione statim facienda secundum Scotum, quia ut dicit «**non licet alicui statum**

[fol. 39 v]

**solempnem**<sup>1431</sup> tenere de bonis alienis nec tantum valet rei publice istius status solempnis quem tenet per non restitutionem quantum valet fidelitas eius et justitia communis<sup>1432</sup>. Hec Sco. Videtur quod potius providendum erit illi de communi erario, vel, si communitas est pauper propter malitiam regentium, in tali casu tenetur propositio predicta.

Restitutio adultere.<sup>1433</sup>

Ad idem reducitur restitutio per mulierem que genuit in adulterio: vide supra in denario mulierum.

Restitutio quando non potest fieri sine magnis expensis.<sup>1434</sup>

Ad casum, scilicet quod debet magis velle **quod vitetur magnum incommodum proximi restituentis quam modicum commodum suum**<sup>1435</sup> ex indilata restitutione, reducitur casus ille quando non posset ablatum restitui nisi fierent plures expense in missione quam valeat quod mittitur; tunc enim non tenetur restituens statim restituere, **set expectanda est presentia persone, si quandoque credatur haberi; set, si non credatur haberi nec nuntius interveniat sine magnis sumptibus, tradendum est parentibus** aut propinquis, **si assunt, si non, dandum est pauperibus**<sup>1436</sup> aut in pios usus

Dando pauperibus qualiter fit restitutio.

Universaliter dando elemosinam pauperi etc., **datur ei bonum spirituale, et in hoc fit sibi restitutio possibilis quando non potest sibi reddi bonum temporale.**

Quando detinens est in extrema necessitate.<sup>1437</sup>

Ad eundem casum reducitur<sup>1438</sup> quando detinens est in extrema necessitate.

---

1431SCO en marge, en haut de page.

1432*Communis* correction pour *communi*. SCOTUS, IV, d. 15, q. II, a.4, s. 5 (p 341 à la fin)

1433Marge.

1434Marge.

1435SCOTUS, *ibidem*.

1436SCOTUS, *ibidem*, (p 341) avec quelques différences.

1437Titre dans la table: *Restitutio existentium in magna necessitate*.

1438*Reducitur*, correction pour: *restituitur*

Set circa hoc distinguit Sco, et similiter Ricar. **Aut detinens est in extrema necessitate et non ille cujus est res restituenda, set habet aliqua ultra extremam necessitatem**<sup>1439</sup>: tunc res fit detentoris eo jure poli quo **in extrema necessitate omnia omnibus sint communia**<sup>1440</sup>; **si autem ambo** sint in extrema necessitate et si prius venit dominus rei ad illam quam detentor, **debet reddi illi**<sup>1441</sup> **duplici jure: tum quia prius suum, tum quia jam ex ista factum est suum**; si vero prius detinens pervenit ad istam necessitatem extremam, tunc **domino rei post devenienti ad istam necessitatem**, non tenetur reddere, **quia cessavit dominium eius in re ista et facta est alterius**, scilicet detinentis; **si vero ambo simul devenerint ad istam necessitatem, debet reddi domino, quia ille nunquam cecidit a dominio**. Et si dicis **magis se quis debet diligere quam proximum et per consequens magis diligere vitam corporalem quam vitam proximi** et per hoc rem illam sibi simpliciter necessariam magis retinere quam dare proximo, respondet<sup>1442</sup> Scotus presenti dist., q. 2, in solutione rationum: **magis debet quis diligere vitam suam ordinate ut est diligibilis**<sup>1443</sup> ad vitam eternam et ita magis conservationem justam vite sue quam justam vite proximi sui conservationem, set non magis conservationem injustam vite sue quam conservationem justam vite proximi sui: sic enim magis debet latro sustinere suspendium quam occidere suspendentem<sup>1444</sup>. Cuius ratio est, quia dilectio vite corporalis injuste custodite non est dilectio ordinata, quia non ad dilectionem Dei et anime; dilectio autem detinentis custodite vite sue in casu ultimo est injusta, quia sic diligens se est homicida, quia injuste occidit alium, quia subtrahit sibi necessarium quod illi debetur.

G. Quando pervenitur ad pinguorem.<sup>1445</sup>

**Set numquid post extremam necessitatem si deveniat detentor ad pinguorem fortunam tenetur tunc restituere?** Respondet Sco.

---

1439La texte de SCOTUS est résumé avec des coupures.

1440En graset en italiques: formule de SCOTUS, selon ANGELUS, *Restitutio*, 3, 3

1441SCOTUS: *domino* et non *illi*

1442Respondet: correction pour: *responde*

1443Diligibilis, correction pour: *dilibilis*

1444Suppression par rapport à SCOTUS de: *ut evadat*.

1445Titre dans la table: *Restitutio pervenientium ad pinguorem fortunam*.

**Posset dici quod si res talis simpliciter necessaria esset pertinens ad victum, et tunc consumeretur et juste, quia consumens fuit<sup>1446</sup> dominus; aut ad<sup>1447</sup> amictum, et tunc non consumeretur; et si detentor rem illam occupasset ante extremam necessitatem, tenetur ille, cessante illa necessitate, dum scilicet venerit ad pinguiores fortunam, reddere rem detentam vel equivalens si fuerit consumpta, quia obligatio illa ad reddendum orta est ex occupatione previa<sup>1448</sup> rei aliene **que fuit injusta ante extremam necessitatem” et per extremam necessitatem non extincta, set sopita obligatio restituendi.****

**Si vero nunquam ante extremam necessitatem, set tantum illa adveniente occupasset, tunc simpliciter occupasset rem suam; si est consumpta, non tenetur ad aliquam restitutionem.** Hec q.2 huius dist. in solutione rationum.

[fol. 40r]

Si vero non fuerit extrema necessitas detinentis rem alienam, set tantum res illa est necessaria ad victum secundum condecetiam sui status, dicit Ricar, tenetur restituere, quia non est licitum de alieno vivere cum seculari honore.

Set utrum sit necessarium tunc restituere, an ut sibi et familie possit honeste providere, valeat cum tempore successive restituere, dicendum: Si dilationem potest obtinere ab eo qui potest concedere usum rei, quamquam si sibi notus fuerit, diligenter impetrare conetur per se vel per interpositam personam; tunc distinguitur: aut is cui restitutio facienda est, est in simili necessitate, et tunc detinens statim restituere tenetur vel cedat bonis, etiamsi ex hoc magnum incommodum incurreret: non enim licet de alieno vitare incommodum suum cum incommodo illius cuius est res; si vero is cui res restituenda est, est<sup>1449</sup> habundans et potest competenter statum suum transsigere cum carentia illius rei restituende, non tenetur detinens statim restituere, cum sic incurrat notabile detrimentum, et ex consequenti deveniat quasi usque ad extremam necessitatem, et multa anime et corporis pericula ex restitutione statim facta possint sibi contingere, set statim restituat quantum commode valet, et per singulos menses aut annuatim restituat quantum potest, cavendo omnem superfluitatem in victu et amictu in se et familia.

---

1446SCOTUS: *fit* et non *fuit*

1447Ad: ajout.

1448SCOTUS: *prima* et non *previa*. Dans la fin de la phrase l'ordre des mots est différent.

1449Est: ajout.

In hoc enim casu creditor non debet velle restitutionem suorum secundum rectam rationem in proximi caritate fundatam cum tanto dampno proximi.

H.<sup>1450</sup>

Unde dicitur in *Pisanella* quod si debitor est in tanta necessitate et creditor in tanta facultate quod tenetur debitori per elemosinam subvenire, debitor non tenetur ad restitutionem. Nam hoc casu creditor teneretur reddere; unde ambro-us: **Neque<sup>1451</sup> enim minoris est criminis habenti tollere quam cum possis et abundans sis<sup>1452</sup> indigentibus denegare: esurientium panis est quem tu detines, nudorum indumentum est quem tu recludis et miserorum redemptio est et absolutio pecunia quam tu in terra defodis**; et habetur 47 dist., *Sicut hii*, ubi glosa super verbo *Esurientium* quod possunt pauperes cogere divites ad prestandum eis non per viam actionis set per viam denuntiationis ad ecclesiam que potest divites cogere ad dandum eis.

Quando non tenetur vendere instrumenta artis sue.<sup>1453</sup>

Et secundum hoc dicit dominus antho, parte 2a., tit.2, c.8, quod quis habet instrumenta artis sue unde ex labore suo gubernat se et suos, et vendendo ut restituat non posset laborare et se et suos sustentare; puta libros quoad juris peritos ac medicos, ac instrumenta quoad artifices, laborando autem cum predictis ultra sustentationem suam poterit paulatim satisfacere, non talis illa vendere tenetur<sup>1454</sup> ut statim satisfaciatur,

Que non sunt predicanda de resttutione.<sup>1455</sup>

nec tamen ista sunt predicanda ne paretur via injuste detinendi aliena, ad quod nimis inclinate sunt persone, set cum magna distictione sunt in confessione tractanda attentis circumstantiis detentoris et creditoris<sup>1456</sup>.

J. Confessor quando potest dare dilationem restitutionis.<sup>1457</sup>

Respondeo: quando certus est ille cui restitutio fieri debet et restituere debens est in solvendo non potest, quia non potest differri restitutio extra casus supra positos sine peccato mortali.<sup>1458</sup>

---

1450Lettre placée à cette hauteur. Elle accompagne dans la table des matières la marge: *Que non sunt predicanda in restitutione*.

1451La citation, puis le texte jusqu'à: *dandum eis*, sont bordés d'une ligne rouge avec des doigts.

1452*Cum possis et habundas*, sont des mots du *Décret*.

1453Marge.

1454Tenetur: ajout.

1455Marge.

1456*Circumstantiis...creditoris*: souligné.

1457Marge

1458*Sine peccato mortali*: souligné



Est tamen unus casus singularis qui frequenter contingere posset, scilicet cum debens et potens restituere non vult restituere totum simul forte propter aliqua incommoda, licet non sufficiant excusare nec is cui tenetur vult dare aliquam dilationem.

Restitutio quando non differtur sine mortali.<sup>1459</sup>

Utrum confessor possit dare aliquem dilationem? Respondetur in *Directorio* titulo *restitutio*, quod etiamsi non immineat periculum vite restituere debenti vel aliquod grave incommodum, potest confessor conscientiam suam formare; ex eo quod intendat negotium suum utiliter gerere, quia forte non ita cito solveretur ei, et sic dilationem et absolutionem potest dare peccatori; et dilationem, dummodo promittat bona fide certa die satisfacere vel aliam cautionem faciat, non tamen juramentum exigat, ut

[fol. 40v]

ita creditor habeat (rem)<sup>1460</sup> suam et peccator non<sup>1461</sup> recedat<sup>1462</sup> a confessione desperatus. Concordat Hostiensis in *Summa*.

Notent confessores quando tenentur creditoribus.

Quod bene notent confessores qui non solum non utiliter non gerunt negotium creditorum, set potius absolvendo illos qui restituerent si absolutionem negarent dampnificant creditores, quia tenentur ipsi de omni dampno creditoribus. Hec Ange.

Si vero restitutio fuerit vaga seu incerta, potest episcopus aut penitentiarius seu proprius confessor ex rationabili causa dare dilationem restitutionis, ita tamen quod per hoc non ledantur pauperes, sicut faciunt qui talia concedunt ad pompam illorum qui restituere tenentur ad dampnationem tam concedentium quam illorum quibus conceditur.

Si etiam restituere debens pauper fuerit et ad consilium confessoris ponat res restituendas, poterit confessor si viderit eum eque indigentem vel plus quam ceteros pauperes quibus foret erogandum sibi remittere partem vel etiam totum, si viderit tantam necessitatem, et partem residuam non remissam fideliter in pauperes restituere ordine quo infra

---

1459Marge.

1460Ajout

1461Non en double.

1462Recedat: correction pour receda.

et nichilominus pro remissis impendat orationes debitas ac devotas, et si que alia bona poterit pro animabus eorum quibus debetur restitutio, si scirentur. Hec Fran de Pla in *tract resti* 10. Sequitur quartum principale: de zona seu modo restituendi.

K. Modus restitutionis triplex.

De quarto principali, scilicet de zona burse, hoc est de modo restituendi, notandum quod ad modum restituendi, possumus considerare ista, scilicet locum ubi facienda est restitutio, per quem facienda est restitutio, quo ordine facienda est restitutio.

Propositio: cui fienda est restitutio; locus ubi fienda est restitutio<sup>1463</sup>.

Quoad primum, ubi facienda est restitutio dicit Anto Flo, 2 parte, tit.2., c.3: aut persona cui fienda est restitutio scitur, aut inquirendo sciri potest, aut ignoratur omnino; si primo modo, dictum est supra 2a propositione, scilicet cui fienda est restitutio; si secundo modo, tunc eroganda est res ablata vel precium eius pauperibus pro anima illius in loco illo ubi facta est rapina, usura vel dampnum, vel loco in quo inhabitat is cui fienda est restitutio, et hoc ideo quia melius est quod vicini sentiant commodum inde quam extranei, tam etiam quia verisimilius est ibi reperiri dampnum passum vel heredem eius. Ita notant Jho An, Jho de Ligna et Hostiensis.

Si tamen non posset tunc commode fieri in dicto loco, cum hoc non sit necessarium, potest tunc et debet alibi fieri secundum Guil-Imum.

---

1463Marge.

Quibus pauperibus restituuntur male ablata<sup>1464</sup>.

Unde et magister Hugo peritus in utroque et frater Clarus dicebant quod cum pauperes sint unum membrum in corpore ecclesie nec ab hac unitate sequestrentur propter locorum distantiam, sufficit si restitutio incertorum detur quibuscumque pauperibus etiam alterius provincie quam ubi dampnum est illatum, et maxime qui sunt magis pauperes Christi et utiliores ecclesie Christi et saluti animarum. Ex hoc apparet quod locus non est de necessitate restitutionis, set de congruitate. Idem tenet Fede de se, c. 32<sup>1465</sup> operis, excepto quod de usuris et earum restitutionibus dicetur infra.

L. Per quem facienda est restitutio<sup>1466</sup>.

Quo ad 2um, scilicet per quem, respondetur per duas propositiones.

Pa: restitutio certis facienda et notis fieri debet per eos qui rem abstulerunt aut detinent aut per personas interpositas ab eis, quia ibi tenet regula: Qui per alium facit per seipsum facere videtur, *De re ju*, in 6°. Et cum detinens est occultus fiat per alium caute ne publicetur reus.

Caveat etiam diligenter quando facit per alium quod is recipiat restituenda cui debentur, ne persona per quam vult restituere sibi retineat, quia non esset propter hoc liberatus, ut dicit Antho,

Nota contra questores<sup>1467</sup>

et subdit ne confidat de predicatoribus et questoribus ac confessoribus qui querunt peccuniam et non salutem animarum.

[fol. 41r]

M. Restitutio incertorum, utrum pertineat episcopo<sup>1468</sup>.

Secunda propositio:

In restitutione vaga sive incerta, idest ubi verus dominus rei ignoratur, satisfacit detinens si per se vel per alium restituenda in pios usus,

---

1464Marge.

1465ANGELUS évoque cet auteur en *Restitutio* 2, § 13, avec comme référence, *consilio* 23.

1466Marge.

1467Marge.

1468Marge.

hoc est ecclesie vel pauperibus eius ordinatione fideliter distribuatur.

Set notandum quod de hac propositione varie sunt opiniones. Quidam dicunt quod talium restitutiones pertinent ad episcopum, quia cum huiusmodi bona sint pro animabus eorum quorum fuerunt fideliter dispensanda, per consequens sunt ad divinum cultum et subventionem pauperum ordinata; solus autem ecclesiasticus prelatus est moderator et rector divini cultus ac pater pauperum et dispensator rerum divino cultui ordinarum.

Episcopi sunt dispensatores pauperum<sup>1469</sup>.

Ideo<sup>1470</sup> secundum iudicium eius incerta per eum dispensanda sunt: unde 87 dist., *Divine*, dicitur: **Divine retributionis memor ad pontificalem conscientiam non ambigas pertinere, egentium commodis paternam<sup>1471</sup> sollicitudinem non negare.**

Huius opinionis videntur esse Hostien et Jho Andree. Contrarium tenet Archidia di(cens) sen(tentiam) Hostien esse veram dum nullus deputatus est a testatore qui hoc exequatur, set ubi certa persona deputata est illa exequatur, 12, q. 2, *De laicis*, in fine capituli; ymo persona que ad restitutionem tenetur per seipsam tenetur hoc facere et pauperibus erogare absque licentia et auctoritate episcopi vel alterius persone ecclesiastice, ut satis colligitur in capitulo *Cum tu, De usuris*, et in glosa, c. *Sicut dignum, De homicidio*, ubi huiusmodi restitutio pauperibus facienda imponitur eis qui injuste possederunt. Nec contra hoc facit *Cum sit, de Judeis*<sup>1472</sup>, quod dicit quod Judeis officialibus super christianos **tamdiu christianorum communitio in commerciis denegetur donec in usus pauperum christianorum secundum providentiam diocesani episcopi convertatur quidquid fuerit a christianis adeptus occasione officii sic suscepti, et officium [...] quod irreverenter assumpsit<sup>1473</sup>.**

---

1469Marge.

1470De *Ideo* à non *ambigas*: texte bordé d'une ligne rouge.

1471En gras: la citation du canon qui comporte *piam* et non *paternam*.

1472Référence non soulignée.

1473En gras, la citation du chapitre.

Opinio Hosti<sup>1474</sup>.

Quod capitulum Hostien[is] pro sua opinione allegat, quoniam hoc capitulum loquitur de Judeo constituto in officio super christianos, de quo non potest presumi quod ipse fideliter distribueret (accepta ratione officii)<sup>1475</sup> christianis pauperibus, et merito est suspectus, et ideo bene dicit canon quod hec restitutio fieri debet secundum providentiam diocesani, set non est extendendus ad christianos restituentes, in quibus cessat hec suspicio.

Opinio Archi<sup>1476</sup>.

Hanc opinionem Archidiaconi sequuntur plurimi canoniste eo quod nullum jus expressum dicit contrarium quamvis episcopus dicatur procurator pauperum, quia potest procurare pauperibus de suo proprio si habet vel de fructibus ecclesie et aliis modis, et quia sacerdotes simplices sunt imperiti pro majori parte, episcopi vero reputantur sufficientes, hinc inolevit<sup>1477</sup> quod hujusmodi restitutiones remittuntur ad episcopos; unde si confessor peritus fuerit et sciat sufficienter consulere, non est opus quod remittatur ad episcopos.

Solutio<sup>1478</sup>.

Ad rationem vero inductam pro alia opinione dicitur quod quamvis episcopi et prelati sunt dispensatores rerum datarum ecclesiis, non tamen sunt dispensatores omnium que secundum Deum sunt in divinum cultum et in pauperes eroganda, set solum eorum que sunt in divinum cultum ordinata, ut sunt ecclesiarum redditus et hujusmodi.

Nam si essent dispensatores omnium erogandorum, secundum hoc essent dispensatores omnium superfluum que divites ex divino precepto tenentur pauperibus erogare, *Luc*, 11: Quod superest, date elemosinam. Unde Angelus in *Summa* dat tale consilium: **Si episcopus sit talis conditionis qui redditus suos dispenset in pauperes, reservata sibi solum necessitate, tunc non<sup>1479</sup> debet fieri sine eius consilio et auctoritate quia presumendum est quod novit melius pauperes quam alius;**

---

1474Marge.

1475Parenthèse existant dans le manuscrit, et dont la légitimité semble douteuse. La parenthèse ne serait-elle pas due à une lecture mécanique, voyant ici un ablatif absolu, dont on peut se passer, vu le contexte.

1476Marge.

1477Lecture difficile.

1478Marge.

1479Ajout.

**si vero talis est episcopus qui parum curat de pauperibus, multum<sup>1480</sup> autem de pompis et consanguineis ditandis, non esset tutus in conscientia committere tali, set ipse ea dispenset, vel videat quomodo ea dispensentur.** Hec An-lus. Huic ultimo concordat Sco, dist. 15, 4i, q.2, dicens:

[fol. 41v]

Scoti responsio<sup>1481</sup>

Ratio naturalis quando est sequenda<sup>1482</sup>.

**Si queris per manus cuius reddi debet pauperibus, Respondeo: non inveni quis determinatus sit necessario mediator in distribuendo ista pauperibus; dicit unus doctor quod confessor vel aliquis de cuius fidelitate credatur, videtur mihi quod per ipsum, consilio<sup>1483</sup> tamen alterius boni viri, potest ista distribuere pauperibus, quia tali mediatori posset dare ut restitueret de cuius fidelitate presumeret, et tamen ille sibi ipsi forte applicaret vel<sup>1484</sup> aliter quam deceat dispensaret: ubi lex divina vel ecclesiastica non ligat personam, sequenda est ratio naturalis; illa autem dictat quod persona que tenetur magis restituat pauperibus per seipsam quam per aliam, non excludendo consilium alterius boni viri, set potius includendo.** Hec Sco. Sanctus Tho super hoc nihil dicit.

Episcopus in quattuor casibus se intromittit de restitutione incertorum<sup>1485</sup>.

An-lus ponit quatuor casus in quibus potest se intromittere de restitutione incertorum:

Primus, quando mortuo illo qui debebat restituere, nullus est relictus heres vel exseqtor ad restituendum;

Secundus quando is qui debet restituere non vult et in iudicio agitur contra eum;

Tertius quando restituens male dispensaret, quia non dicitur factum quod aliter est factum quam debuit, nec tamen excusaretur si interveniente auctoritate episcopi male dispensaret, non enim se habet intromittere nisi quatenus bene fiat, alioquin ambo incurrunt celestem iracundiam;

---

1480En gras, le texte d'ANGELUS. *Sed potius de pompis aut sublimatione parentum tunc tali non sunt danda talia incerta, quia qui tali ea daret, non esset tutus ..*

1481Marge (en haut du folio 41v)

1482Marge.

1483Texte bordé d'une ligne rouge depuis *consilio* jusqu'à la ligne où se trouve: *Angelus ponit...*

1484SCOTUS: *vel aliis usibus quam deberet;*

1485Marge

Quartus casus est quando talia incerta possidentur a manifesto usurario, quia tunc ex dispositione juris dispensatio debet fieri per episcopum vel eius auctoritate, ut in c. *Quamquam*, *De usuris*, li 6°, ubi habes modum restitutionis usurarii manifesti, aliter non potest sepeliri in loco sacro nec testamentum ejus est validum nec potest recipi ad ecclesiastica sacramenta. Vide ibi.

N. Questio: si episcopus potest se intromittere de restitutione incertorum fulmigando sententiam excommunicationis<sup>1486</sup>.

Set queritur utrum episcopus possit sibi reservare restitutionem incertorum per sua statuta sinodalia seu excommunicare eos qui se de talium restitutione intromittunt contra hujusmodi statutum. Respondet An-lus, ti *Restitutio*, 2°, §14, Rosella, ti *Restitutio*, 15, §2, in fine, Jho de Ligna in dicto capitulo *Cum tu*, secundum Jho Cal in quodam consilio suo, et fratrem Clarum et Hugonem quod episcopus non potest de jure excommunicare sacerdotes de restitutione incertorum se intromittentes et multo minus religiosos exemptos, secundum quod dicit An-lus, quia non est casus suus nec sibi potest de jure reservare nisi in quatuor casibus supradictis. Huic opinioni concordat Pisanella in additionibus *restitutio*, 6, Ricar in 4°, Antho, An-lus et alii suprapositi. Patet igitur ex premissis propositio.

Consilium<sup>1487</sup>.

Cautius tamen agit si predicta restitutio fiat de consilio alicujus boni viri. Excipitur quartus casus, in quo accedere debet auctoritas diocesani.

Questio. Si facta restitutione, invenitur heres<sup>1488</sup>.

Set quid, facta restitutione ut predictum est in pauperes, aparet dominus rei vel ejus heredes?

---

1486Marge

1487Marge

1488Marge

Respondeo: Si talis qui restituit fecit debitam diligentiam ad verum dominum inveniendum non tenetur amplius, quia bona fides non patitur ut semel exactum iterum exigatur, *De re iu* in 6<sup>o</sup>: *Bona fides*. Secus si non adhibuit debitam diligentiam, quia sic tenetur restituere vero domino. Non enim aliena, cum ipsa potuisset restitui vero domino, debuerunt pauperibus erogari.

O. Ordo restitutionis<sup>1489</sup>.

Quoad tertium, scilicet de ordine faciendi restitutionem, Dicendum quod cum debitor non potest restituere omnia, si habet res aliquas non suas et res extant apud ipsum, illa ante omnia suis dominis sunt restituenda, ut rapta, furata, que numquam fuerant sua.

Qui sunt preferendi.<sup>1490</sup>

Ceterum inter res restituendas quarum habet dominium, certe preponende sunt incertis, et in certis qui jure est potior est preponendus, de qua materia canoniste late tractant, ad quos remittitur, quia magis respiciunt forum iudicii quam conscientie. Inter habentes equale jus qui est tempore prior posterioribus preponitur, Si autem simul veniunt creditores, secundum ratam singulis quantum fiet restitutio.

Religiosis est fienda restitutio incertorum<sup>1491</sup>.

Si incertis preferendi sunt pauperes aliis piis usibus, et inter pauperes eligendi pauperiores et inter hos justiores, quia etsi omnibus debetur misericordia, justo tamen amplius, ut dicit Ambro-us in libro *De officiis*, et ponitur in c. *Non satis*, 86 dist.; Et ut dicit Ihero-mus, et notatur in capitulo fi, 16, q.1. In pauperibus non tam paupertas quam religio attendenda est.

---

1489Marge

1490Marge.

1491Marge.



Nota tamen quod multorum opinio (est)<sup>1492</sup> quod de incertis male acquisitis restitutio est facienda

[fol. 42 r]

pauperibus et non reparationibus ecclesiarum, nisi fuerit tanta ecclesie paupertas quod non sufficiant redditus ad ejus reparationem, et reparatio sit necassaria et hoc cum licentia episcopi, vel secundum aliquos, pape, set alii hoc intelligunt, ut recitat An-lus in *Sum, Restitutio*, 2°, quando sunt legata pauperibus: cui consentit An-lus.

P. Quibus modis absolvitur quis a restitutione<sup>1493</sup>.

Quoad quintum, scilicet de fibula burse Marie, hoc est quibus modis absolvitur quis a restitutione, quia in hoc clauditur tota<sup>1494</sup> materia restitutionis sicut cum fibula jungitur seu nectitur zona.

Sciendum quod absolvitur quis a restitutione impossibilitate, relaxatione, solutione vel quasi, rei interitu et cessione.

De primo dictum est, quia **impossibilium nulla est obligatio**<sup>1495</sup>, ff. *De regulis juris*, L. *Impossibilium*.

Quoad absolutionem seu relaxationem sufficit debitori quod sit absolutus a creditore cui bonorum suorum non est interdicta administratio, sicut in minoribus, furiosis et prodigis: nam in re propria quilibet est moderator et arbiter, c. *Mandati*, L. *In re mandata*, et sufficit debitori satisfacere secundum voluntatem creditoris, L. *Inter causas*, § *Abesse*, ff. *Mandati*.

Relaxatio qualiter liberatur a solutione<sup>1496</sup>.

Et licet Girar de Se et Dinus in regula *Peccatum*, *De regulis ju*, li 6, videantur tenere quod non, set quod necessaria sit rei restitutio vel precium si non extat;

---

1492Ajout.

1493Marge. Titre dans la table: *Restitutionis absolutio vel liberatio*.

1494Texte souligné en rouge, de *tota* à *zona*.

1495En gras, la citation.

1496Marge.

tu tamen tene cum Egi-o ordinis Heremitarum et Johan An in dicta regula, Lap de Castilione et multis aliis quod valet<sup>1497</sup> et libere est absolutus, si tamen dicta relaxatio liberaliter fuit facta, etiam si debitor non haberet debitam dispositionem ad solvendum, quia in transactione domini rerum attenditur plus dominus<sup>1498</sup> eorum quam alterius, *Instituta, De furtis, § placuit*, et L. *Inter omnes, § pa, ff. De furtis*. Et Egi predictus, in *Quolibet* tenet quod si<sup>1499</sup> male sit dispositus, licet<sup>1500</sup> indigeat penitentia de tali mala dispositione, non tamen tenetur amplius restituere.

Nota<sup>1501</sup> casum in quo relaxatio non liberat: 1us est in *cle, nolentes, de here*; 2us, in *c felicis, de censibus*; 3us in *c statutum, de rescri*, in 6°.

Si autem talis absolutio facta per metum seu desperationem, puta ne eius indignationem incurreret vel quia omnino nihil posse se habere credebat vel parum, aut cum fraude fuit obtenta dicendo se nihil habere vel parum, cum tamen contrarium esset rei veritati, tunc non valet nec talis est liberatus. Hosti tamen in *Summa*, tit. *De usuris*, tenet<sup>1502</sup> quod, si aliqua honesta persona tractat cum aliquo dicens: Si ex corde residuum volueris dimittere faciam quod talis restituat tibi tantum, et ille remittit, quod talis debitor est liberatus (quod credo verum quando talis persona honesta hoc tractat intendendo gerere negotium amborum utiliter) quoad obligationem restitutionis, set non quoad peccatum male dispositionis.

Set quid si spoliatus remittit restitutionem? Respondeo secundum Innocentium

---

1497 *Quod valet* en double.

1498 ANGELUS, *Restitutio, ultimo*, §1: ...*attenditur plus voluntas domini*...

1499 *Tenet quod si*: ajout

1500 *Licet*: ajout

1501 *Nota...in 6°*: texte en marge, à la hauteur de: *et ille remittit*.

1502 Texte souligné après la référence jusqu'à *cum aliquo*.

si dimittit principali raptori vel precipienti liberatus<sup>1503</sup> est consiliator et socius<sup>1504</sup>, quia liberatus est is qui principaliter tenebatur et qui res habuerat, set si dimittit consiliatori non credo alios liberatos esse ad quos res pervenerat nisi expresse intelligeret eos liberare neque etiam illum qui rapinam fecit etiamsi de rapina nihil habuerit, quia de jure naturali et divino conveniens est quod sublato principali tollatur accessorium et non e contrario, *Extra, De constitutionibus translatorum* ymmo plus quod si liberaliter absolveretur principalis non propter hoc absolutus esset consiliarius, si aliquid ad eum pervenit de rapina, nisi alius pro eo satisfacisset, et tunc in foro conscientie tenetur illi qui satisfacit pro eo.

Consilium utrum possit relaxare debitum restitutionis<sup>1505</sup>.

Set numquid consilium universale potest remittere seu relaxare quod debetur singulari persone? Respondeo secundum Inno, in c *In nostra, Extra, De injur*, quod sic, si debetur jure civili tantum ut ex statuto vel alio hujusmodi, secus si debetur jure naturali, quod potest intelligi nisi ex causa: ex causa enim jus civile potest contra jus naturale, ut notat idem Inno in c *Que In ecclesiarum, Extra, De constitutionibus*. Vide *Pisane, Restitutio*, octavo, § 6<sup>1506</sup>, *Set ut melius*, et facit ad multa et maxime in restitutione dampnorum datorum in bellis civilibus.

Consilium pro illis qui in bellis dampna intulerunt<sup>1507</sup>.

Utrum communitates inter se valeant disponere, et videtur quod sic, si publica suadet utilitas, puta ne careant commodo pacis, verumtamen quo casu talis remissio fieret ex malitia vel pertinacia adversariorum quia nolunt dampna resarcire nec juri stare, set potius bellare, non prodeant in conscientia illam extorquentibus, ut proxime tactum est;

---

1503 *Liberatus*: correction pour *liberator*

1504 *Socius* pour un mot que je ne lis pas, qui se présente: *hilius*, la consonne centale étant aussi peu identifiable.

1505 Marge. Titre dans la table: *Restitutionem potest absolvere consilium universale*.

1506 Lecture douteuse du chiffre (trait épais).

1507 Marge. Lecture difficile (texte effacé).

unde tutius videtur et ordinatius et magne utilitatis quod convenient inter se coram aliquo predicatore ubi conveniat multitudo signanter magnatum et ibi de consensu utriusque partis fiat remissio et amicabile compositio. Hec *Pisanella* ubi supra.

[fol. 42 v]

Q. Solutione liberatur quis a restitutione<sup>1508</sup>.

Secundo absolvitur quis a restitutione solutione: de quo satis dictum est, vel quasi, puta quando creditor non vult acceptare quod offertur legitime congruis loco et tempore: tunc enim si quod offertur modo predicto obsignetur et deponatur apud alium quem iudex aditus determinaverit, liberatur debitor ac si solvisset, dummodo tale depositum non reaccepiat, *C. De solutionibus, L. Obsignatione, et de usu, L. Acceptam*. Si autem debitor non potest solvere secundum glosam Raymundi tenetur veniam petere<sup>1509</sup> per seipsum vel si non audeat per interpositam personam, que debet subterfugere nomen et circumstantias persone. Offendens enim tenetur reconciliari fratri offenso.

Nota consilium<sup>1510</sup>.

Set si ille qui dampnificatus est nescit hoc, licet tutius sit petere veniam per interpositam personam, non tamen tenetur quia non est in mora cum sit impotens ad solvendum. Hoc etiam observandum credo ubi aliquis est debitor alterius ex contractu vel quasi. Et similiter est hoc observandum in regularibus qui recolunt se dampnificasse aliquem in seculo. Hec ibi. Puto quod quando aliquis dampnificavit proximum suum et scitur a dampnificato semper persona dampnificans tenetur quantum potest reconciliari proximo, *Mat. 5*, et hoc petendo veniam vel aliis licitis modis per se vel per mediam personam quantum fieri potest sine periculo.

---

1508Marge.

1509Petere: ajout .

1510Marge.

R. Rei interitu liberatur quis<sup>1511</sup>.

Tertio modo rei interitu. Unde notandum quod aut quis obligatur in genere, puta quia debet aliquam quantitatem vel bovem vel aliud animal, non hoc vel illud, set in genere, tunc licet omnes res debitoris pereant igne vel alio modo, remanet obligatus. L. *Incendium*, C. *Si certum petatur*. Et est ratio quia hoc casu non aliqua res, set persona ipsa est obligata.

Genus perire non potest<sup>1512</sup>.

Et hoc est quod vulgariter dicunt juriste: Genus perire non potest<sup>1513</sup>. Quod verum est nisi prederet obsignatio debite facta, que habet locum solutionis. Quando autem debitor obligatur in specie, puta ad hanc rem vel illam, semper liberatur rei interitu nisi fuerit in mora vel nisi causaverit interitum<sup>1514</sup>, ff. *De verbo obliga*, L. *Si ex legati causa*. In mora autem semper intelligitur obligatus ex delicto, ff. *De condi furtiva*, L. *In re furtiva*, § pa.

Debitor, quando est in mora<sup>1515</sup>.

Si quis obligatur ex contractu vel quasi: aut est adjectum tempus aut non, primo casu tempore transacto semper debitor est in mora, quia tempus interpellat etiamsi admonitus non fuerit, ut L. *Magna*, C., *De contrahenda et commitenda stipulatione*, nisi justa causa impeditus fuerit: qua cessante, si non implet quam citius, est in mora, ff. *De solu*<sup>1516</sup>, § prima, L. *Celsus*. Secundo casu, quando tempus non est adjectum, non dicitur debitor in mora, nisi cum fuerit interpellatus vel ab eo debitum petitum, dicta L. *Si ex legati Magnam*.<sup>1517</sup>

---

1511Marge.

1512Marge.

1513*Genus...potest*:texte souligné.

1514*Nisi...interitum*: texte souligné.

1515Marge.

1516Vérif lecture +iis

1517 *Magnam*: correction pour: *Si ex legati*.

S. Cessione liberatur<sup>1518</sup>.

Quarto liberatur cessione, quia quando quis est impotens solvere non debet incarcerari, set bonorum cessione potest a debito pecuniario liberari, C. *Qui bonis cedere possunt*, L. pa, et notat glosa, *Extra, De solu, c. Odoar*, ubi dicitur quod etiam impotens solvere non debet excommunicari propter debitum, ymmo si fuerit excommunicatus debet sine difficultate absolvi, recepta ydonea cautione satisfaciendi si ad pinguiores fortunam venerit.

Et est effectus cessionis ut non possit postea cedens conveniri nisi in quantum facere potest, ff. eo, L. *Is qui*.

Et intelligitur facere posse, deducto ne egeat. Nec per cessionem nec per quamcumque aliam exactionem debitori auferenda sunt vestimenta a dorso seu a lecto et quibus necessario utitur<sup>1519</sup> ipse et familia ejus. Unde *Exo 22*: Si pignus a proximo tuo acceperis vestimentum eius, ante solis occasum redde. Ex hiis constat quod officiales et exactores in talibus non debent fecere exactiones. Et istud optimum remedium quod dari potest hiis qui supra modum sunt obligati, sicut sunt tyranni, capitanei, etc. qui postea licite possunt retinere sibi necessaria et familie.

Sic igitur patet quemadmodum debite restituentes inveniunt Christum cum tribus magis et Mariam ejus dignissimam matrem hic per gratiam et in futuro per gloriam, ad quam nos perducatur Marie filius. Et hec de prima parte, que dicitur bursa Marie<sup>1520</sup>.

---

1518 Marge.

1519 *Utitur...ejus*: texte souligné.

1520 Folio terminé par un grand trait et des entrelacs rouges.

[fol. 43 r]

Secunda pars: de thure recte intentionis.

Incipit 2a pars principalis huius tractatus, que appellatur de thure recte intentionis.

Marie filio oblatum est thus a tribus magis seu regibus, per quod ut dictum<sup>1521</sup> est in prologo huius operis recta seu bona intentio designatur, quam veri reges, id est homines se secundum rationem regentes, debent in omni munere quod offerunt Deo apponere; aliter diceretur illud *Jere-e*, 6: **Ut<sup>1522</sup> quid mihi thus de sabba?** quasi dicens non accipio opus admixtum male intentioni; unde *Ysa*, primo: **Incensum abominatio<sup>1523</sup>** est mihi, id est mala intentio. Hinc quod in antiqua lege ponebatur in sacrificiis thus, quia in omnibus operibus bonis requiritur bona intentio. Unde pro huius intentione introductionis sit talis propositio

Prima propositio.

Sicut tres reges obtulerunt virginis Marie filio nedum aurum, verum etiam thus, sic veri penitentes debite se regentes debent offerre nedum aurum restitutionis Christo Marie filio, verum etiam<sup>1524</sup> thus bone intentionis, sine qua nullum est munus Deo gratum et per quam aliquotiens excusetur peccatum.

Thus bone intentionis requiritur

De primo dictum est in prima parte huius operis; Nunc restat dicere de ture intentionis bone, quod tantum flagrat in conspectu Dei ut dicat Ambro in li *De officiis* et ponitur 86 dist. in canone *Non satis*: Nec satis iterum est bene facere nisi ex bono fonte procedat, hoc est ex bona voluntate proficiscatur.

Prenotandum igitur puto quid sit intentio.

A. Intentio quid est.

Circa quod est advertendum, quod in materia morali, ut hic loquimur, intentio definitur sic: **Intentio<sup>1525</sup> est actus voluntatis in aliquem finem tendentis per aliquid vel aliqua ad illum finem ordinata.** Hec Gerson in *Compendio theologie*.

---

1521 Ce qui est souligné l'est aussi dans le manuscrit.

1522 En caractères gras: citation de *Jérémie*.

1523 En caractères gras: citation de *Isaïe*.

1524 2 *etiam*

1525 En caractères gras: citation de GERSONIUS.

Dicitur enim tentio quasi in aliud tentio.

Ex quo clare patet, quod intentio de se importat quamdam distantiam illius quod sic intenditur. Et ideo quando voluntas fertur et intendit immediate in aliquid, etiam si illud sit<sup>1526</sup> finis ultimus quem tunc sibi constituit terminusque ipsius voluntatis que pro tunc habetur, non dicitur tamen proprie esse intentio, set quando affectus seu voluntas in aliquid tanquam in finem ultimum, quem sibi tunc constituit, vel tanquam ad illum finem ordinatum fertur et tendit non immediate, set mediante aliis per que in illud, in quod sic fertur et tendit, nititur pervenire, tunc proprie est intentio.

Exemplum.

Exempli<sup>1527</sup> gratia: Fertur et tendit voluntas alicuius in suam finalem salutem et propter illam facilius assequendam intendit corpus suum domare et ut melius facere possit intendit religionem intrare et ad aliquem locum determinatum accedere, iste talis respectu salutis sue, qui est ultimus finis quem tunc sibi constituit, respectu etiam domationis sui corporis ac ingressus religionis, qui sunt medii fines, ad illum scilicet ultimum finem ordinati, dicitur proprie habere intentionem, respectu vero additionis talis loci determinate alicujus religionis, licet sit<sup>1528</sup> quedam voluntatis dispositio, non tamen proprie dicitur intentio.

Intentio recta quid est.

Ex precedenti intentionis declaratione clare elici potest descriptio intentionis recte per additionem istorum verborum, scilicet "debitum" et "debito modo",

Intentio perversa quid est.

et etiam intentionis corrupte seu perverse per additionem istorum verborum "indebitum" et "indebito modo", sic tamen quod in descriptione intentionis recte illa duo verba "debitum" et "debito modo" accipiantur conjunctim, in descriptione vero intentionis perverse illa duo verba, scilicet "indebitum" et "indebito modo", accipiantur divisim, cum alterum eorum ad hoc quod intentio perversa existat per se sufficiat: plura enim requiruntur ad virtutem quam ad vitium.<sup>1529</sup>

Et quia ut dicit magister Alexander de Ales in secunda parte *Summe*, q. 107, membro secundo,

---

1526 *Sit*: ajout.

1527 Texte bordé d'une ligne à index jusqu'au mot *religionis*.

1528 *Sit*: ajout.

1529 Texte souligné.



intentio est rationis in quantum dirigentis et voluntatis ut tendentis, videndum de voluntate et actibus eius, uti melius cognoscatur quando aliquid est peccatum, quia ut dicit Augustinus nullum est peccatum nisi voluntarium<sup>1530</sup>.

[fol. 43v]

Voluntas quid est<sup>1531</sup>.

unde dicit magister Jo Gers in *Compendio theologie*: **Voluntas dicitur vis affectiva motiva, ymo inter motivas videtur principalior, cum sit generalis motrix omnium virium.** Et dividitur in voluntatem naturalem et deliberativam: prima dirigitur per sinderesim, secunda vero scilicet deliberativa dirigitur per rationem. Et sunt idem in essentia, set differunt in modo volendi: naturalis enim semper inclinatur ad bonum honestum et remurmurat contra malum, quia dirigitur per sinderesim.

Est autem sinderesis vis motiva<sup>1532</sup> seu potentia anime rationalis, que semper nata est figi in superioribus, naturaliter movens et stimulans ad bonum et abhorrens malum. Voluntas autem deliberativa post rationis deliberationem aliquando adheret<sup>1533</sup> bono, aliquando non, et prout appetit hoc vel illud dicitur deliberativa. Et secundum iudicium rationis quo dirigitur potest ad malum inclinari.

B. Ratio quid est<sup>1534</sup>.

Unde ratio dicitur ipsa vis motiva anime rationalis consiliatrix et discernit conferendo inter bonum et malum, bonum et melius, comparando unum ad aliud. Et dicitur simul cognitiva et motiva. Cum enim dicit aliquid esse bonum vel malum et ibi sistit, tunc dicitur cognitiva seu speculativa. Si vero ulterius procedat indicando aliquid bonum ut fiat vel malum ut evitetur, dicitur esse motiva seu practica.

Liberum arbitrium.<sup>1535</sup>

Si vero ulterius progreditur, scilicet ut appetat, tunc jam transit in liberum arbitrium quod comprehendit rationem et voluntatem.

Ratio superior et ratio inferior<sup>1536</sup>.

Hec vis dividitur in rationem superiorem et inferiorem, que alio nomine dicuntur portio superior et portio inferior.

---

1530Texte souligné d'entrelacs, et qui correspond aussi à un ajout de ligne en bas de page.

1531Marge.

1532*Vis motiva*: ajouté en marge.

1533*Adheret*: correction pour *aheret*.

1534Marge.

1535Marge.

1536Marge.

Et licet iste due partes idem sint in re et essentia, diversificantur tamen secundum rationem suarum operationum, sicut diceretur de eodem oculo nunc desursum nunc deorsum aspiciente: Superior enim ratio divinis et eternis intendit, Inferior vero de transitoriis judicat et disponit. Item superior pars ratiocinatur per leges seu per rationes divinas, utpote hoc est faciendum vel non faciendum quia Deus precipit vel prohibet; Inferior vero ratiocinatur secundum leges humanas, ut puta tale quid faciendum vel non faciendum<sup>1537</sup> est quia honestum vel inhonestum vel quia reipublice vel non expedit; Item superior regit et hinc vocatur superior<sup>1538</sup>, inferior vero regitur et hinc vocatur inferior. Superior pars comparatur homini Ade, et sibi communiter attribuitur consensus, quia, dum ratio ad superiora convertitur, purgatur et illuminatur, dumque rationes eternas conspicit, in bono fortificatur et vigoratur; Inferior pars comparatur mulieri Eve et circa res corporales versatur et per sensualitatem cui conjuncta est ellicitur et trahitur: videt enim sibi pomum porrigi, id est delectationem<sup>1539</sup>.

Sensualitas<sup>1540</sup>.

Est autem sensualitas vis anime sensibilis motiva et ad idem movet quod vis concupiscibilis et irascibilis, set ab eis differt, Primo quia semper appetit que sunt delectabilia corpori et que ei nociva sunt refugit;

Concupiscibilis et irascibilis<sup>1541</sup>.

Concupiscibilis vero et irascibilis bene versantur etiam circa bonum vel malum non delectabile vel nocivum corpori. Secundo quia sensualitas magis corpori conjungitur estque magis ad carnem depressa; Et sicut in brutis ita in homine suo proprio motu movetur neque aliqua lege perstringitur quin semper in appetitu rerum ad corpus pertinentium moveatur: nobilius tamen est in homine eo quod convenit illi aliquo modo subicere rationi sicut statim dicetur.

Temperantia in concupiscibili, Fortitudo in irascibili<sup>1542</sup>.

Set concupiscibilis et irascibilis junguntur rationi et

---

1537Non faciendum: ajouté en marge.

1538Superior:ajout

1539Texte souligné.

1540Marge.

1541Marge.

1542Marge.

prout sunt in homine rationem firmant virtutibus que in ipsis fundantur, scilicet temperantia que est in concupiscibili et fortitudine que est in irascibili.

Et quia dictum est quod in sensualitate est tantus impetus quod nulla lege perstringitur videndum est utrum in sensualitate possit esse peccatum.

Pro cuius declaratione ultra predicta de sensualitate est notandum quod sensualitas in proposito duplici considerari potest, uno modo in se et simpliciter et sic est in furiosis et infantibus, et quia in hoc cum brutis communicamus, ut dicit Augustinus, ideo in ea hoc modo non potest esse peccatum; Alio modo potest sensualitas considerari, quodammodo respective, prout scilicet quodammodo est persuasibilis a ratione et

[fol. 44/45r]<sup>1543</sup>

ad<sup>1544</sup> eam ordinabilis.

Sensualitas<sup>1545</sup>.

Et isto modo quando contingit sensualitatem ad illicitum moveri et sic quodammodo a regula justicie deordinari, talis ejus deordinatio habet rationem peccati in quantum peccatum importat quamdam deordinationem que potest esse via ad opus prohibitum, non tamen in quantum dicit deordinationem culpe, quia actus vitiosus ea ratione sola dicitur culpa que est a voluntate.

C.<sup>1546</sup> Vis sensibilis dividitur<sup>1547</sup>.

. Est autem notandum quod vis sensibilis motiva dividitur in naturalem, vitalem et animalem: prima motiva est humorum mediantibus arteriis que radicanter in epate, et hoc per virtutem naturalem. Secunda est motiva pulsuum mediantibus arteriis que radicanter in corde per spiritum vitalem. Tertia est motiva membrorum mediantibus nervis que radicanter in capite per spiritum animalem.

Appetitus triplex, naturalis, sensitivus, rationalis<sup>1548</sup>.

Ex quibus<sup>1549</sup> potest elici quod triplex est in anima in<sup>1550</sup> quantum ad propositum expectat motus seu appetitus, scilicet naturalis, sensitivus, rationalis.

---

1543Le chiffre 44 est accompagné d'une mention: fo 45

1544Ad: ajout.

1545Marge.

1546Marge.

1547Marge.

1548Marge.

1549Quibus: ajout.

1550In: ajout.

Motus anime quid est<sup>1551</sup>.

Motus autem anime prout hic accipitur nihil aliud est quam anime inclinatio in aliquid: ideo illis anime viribus, quibus<sup>1552</sup> inclinatio non convenit, non attribuitur proprie motus.

Primus motus quid est.<sup>1553</sup>

Motus seu appetitus est quem non ymaginatio gignit, set ipsa qualitatium naturalium dispositio, quibus naturales anime vires suas operationes exercent.

Occurritque iste motus repente et subito, ut repentino appetitu cibi.

Hic motus in nullo rationi subiacet, set voluntas super eo quodcumque habet dominium quia [...] <sup>1554</sup> cum naturalis sit est extra genus moris nec potest in eo esse peccatum, et vocatur iste ab aliquibus primo primus.

Motus secundus primus.<sup>1555</sup>

Motus autem seu appetitus sensitivus est qui ex preteriti ymaginatione vel precedenti motu naturali consequitur et vocatur iste motus secundo primus. Et attribuitur iste sensualitati primo modo considerate, in quantum scilicet humana et a ratione ordinabilis et sic describitur: Primus motus est motus sensualitatis secundum impulsum fomitis<sup>1556</sup> tendens impetuose ad fruitionem creature delectabilis

Primi motus quomodo sunt in nostra potestate<sup>1557</sup>.

Hujusmodi primi motus quodammodo in nostra potestate sunt et quodammodo non: si enim quilibet illorum sigillatim consideretur, quemlibet illorum possumus providendo declinare ne iste vel ille insurgat, non est tamen in potestate facere quin aliquis insurgat, quia dum uni nitimur obviare in alium incidimus; sicut existens in navi perforata, dum unum foramen nititur claudere, aqua per aliud intrat, sic in proposito; ideo isti motus dicuntur peccata venalia, quia potius dicuntur pena peccati, scilicet originalis, ideo facile digna venia sunt.

---

1551Marge.

1552*Quibus*: en double.

1553Marge.

1554Lacune probable:il manque l'explication d'un pouvoir de la volonté.

1555Marge.

1556Texte souligné.

1557Marge.

Notandum igitur quod aliqui sunt actus tam<sup>1558</sup> interiores quam exteriores super quibus voluntas nullum habet dominium, ut sunt primi motus naturales ut supra, et in hiis nullum est peccatum<sup>1559</sup>.

Voluntas super quos actus habet dominium<sup>1560</sup>.

Alii sunt in quibus voluntas dominium quoddam habet, non quidem completum ut dictum est<sup>1561</sup>, set potest voluntas eos impedire, ut dictum est, et istorum dicitur voluntas causa non quidem de per se quia non imperat<sup>1562</sup>, set de per accidens, quia non impedit cum impedire possit; Et in talibus si deordinatio contingat, invenitur ratio peccati, non quidem completi, id est mortalis, set incompleti, id est venialis.

Alii sunt actus in quibus voluntas plenum habet dominium, ut sunt actus qui ex eius imperio procedunt, qui non solum apprehensionem set etiam deliberationem rationis sequuntur. Et isti dicuntur motus rationales.

Motus rationales seu appetitus<sup>1563</sup>.

Cum enim ratio aliquid tanquam bonum conveniens apprehendit, causatur in ea quidam motus seu appetitus ad illud sic apprehensum, quem consequitur delectatio, que proprie nichil est quam quedam voluntatis complacentia in eo quod sic ipsa ratio apprehendit. Et hic motus seu appetitus rationis est ille motus seu appetitus qui rationalis nominatur supra, ubi dictum est quod triplex est motus, quando de sensualitate actum est. Et quia in istis habet voluntas plenum dominium<sup>1564</sup>, eo quod ex ejus imperio procedunt et quia<sup>1565</sup> non solum apprehensionem set deliberationem rationis sequuntur, In eis<sup>1566</sup> consistunt actus virtutis vel peccati mortalis si ex electione procedant; Electio autem nonnisi ex imperio voluntatis progreditur.<sup>1567</sup>

[fol. 44/45v]

D. Voluntas est causa actus de per se<sup>1568</sup>.

Et hujusmodi actuum dicitur voluntas esse causa de per se, quia ipsos imperat. Et sic accipitur, cum dicitur quod omne peccatum est in voluntate non tanquam in subiecto set tanquam in causa per se, ut puta in imperando secundum quod supra, vel de per accidens.

---

1558Suppression d'un: *in*

1559Texte souligné.

1560Marge.

1561*Est*: ajout

1562Texte souligné.

1563Marge.

1564Texte souligné.

1565*Quia*: correction pour *qui*.

1566*Eis*: correction pour *quibus*.

1567Mots qui s'ajoutent à la dernière ligne, et accompagnés d'entrelacs.

1568Marge.

Peccatum quomodo dicitur in voluntate<sup>1569</sup>.

Et quia dictum est aliquid de electione, que est actus voluntatis, sciendum quod secundum philosophum, III *Ethice*,

Electio quid est<sup>1570</sup>.

Electio est appetitus consiliativus secundum iudicium rationis alterum alteri preoptans. Et ponitur appetitus loco generis quod convenit appetitui naturali sensitivo et rationali. Consiliativus ponitur ad differentiam appetitus naturalis et sensitivi; Nam electionem semper precedit concilium<sup>1571</sup> et iudicium rationis dicitur esse, III *Ethice*, quod<sup>1572</sup> electio est voluntarium preconsiliatum. Et ponitur alterum alteri preoptando ad differentiam intentionis; Nam intentio dicit motum voluntatis que fertur in finem per media que sunt ad finem, set electio dicit motum voluntatis prout fertur in id quod est ad finem, scilicet duobus vel pluribus preiacentibus alterum alteri determinando preoptare, ut si quis intendat<sup>1573</sup> intrare religionem ad penitentiam peragendam: Penitere est finis quem intendit voluntas, religionis vero ingressus medium per quod acquiritur penitentia quam voluntas finaliter intendit; ad hoc medium fertur voluntas per electionem quam precedit consilium et iudicium rationis.

Processus voluntatis<sup>1574</sup>.

Primo enim deliberat per consilium, quod est mentis et rationis inquisitio per<sup>1575</sup> (seipse)<sup>1576</sup> vel per alios consulendo quam religionem<sup>1577</sup> intrare debeat ad penitentiam peragendam. Inquisitione facta, ratio proffert sententiam unam<sup>1578</sup> alteri prefferendo, et tandem sequitur in voluntate electio illius de qua ratio sententiavit. Ex quibus patet quod electio non convenit brutis nec pueris aut carentibus ratione. Est tamen in Deo, *Ephe*.1°: **Elegit nos ante mundi constitutionem**; Set non cadit eo modo electio in Deo quo in nobis, nam in nobis ponit aliquam ignorantiam propter quod egemus consilio, non sic autem in Deo, set prout dicitur determinare inter aliqua duo, precedente certa cognitione.

---

1569Marge.

1570Marge.

1571Pour *consilium*

1572Mot barré.

1573Intendat: correction de *intendant*.

1574Marge.

1575Per: ajout.

1576Parenthèse dans le manuscrit. Il se crée un doute sur la construction: *vel* suggère que *seipse* serait sur le même plan que *per alios*. Y-aurait-il eu un autre verbe ayant pour complément *seipse* ou faut-il ajouter un *per*? C'est finalement la solution que je choisis. La question du sens de la parenthèse n'est pas réglée.

1577Religionem: correction de *relligionem*.

1578Unam: correction de *una*

Patet etiam de quibus sit electio.

E. Consilium quid est.<sup>1579</sup>

Nunc videndum est de consilio, quod est actus voluntatis.

Consilium accipitur multipliciter<sup>1580</sup>.

Unde notandum quod consilium accipitur tripliciter: P<sup>o</sup> dicitur persuasio rerum excellentissimarum ad que non tenemur, *Math. 19: si vis perfectus esse*<sup>1581</sup> etc. 2<sup>o</sup> dicitur prudentia valde excercitata contemplativorum et activorum et deliberatio de operibus arduis, sive teneamur ad ea sive non, et secundum hoc sumitur donum consilii; 3<sup>o</sup> dicitur deliberatio de rebus mediis valentibus ad finem quem intendimus, Et sic describitur: Consilium est<sup>1582</sup> inquisitio mentis de rebus agendis prout judicat homo sapiens et expertus. Est tamen notandum quod consilium non solum pertinet ad rationem, set etiam ad voluntatem sicut electio, nam **in**<sup>1583</sup> **consilio quod est actus rationis aparet aliquid voluntatis sicut materia, quia consilium est de hiis que homo vult facere, et etiam sicut motivum quia ex hoc quod homo vult facere**<sup>1584</sup> **movetur ad consiliandum de hiis que sunt ad finem; ideo dicit**<sup>1585</sup> **... Damasce quod consilium est appetus inquisitivus**<sup>1586</sup>, ex hoc **ostendens**<sup>1587</sup> **pertinere ad voluntatem**<sup>1588</sup> **ex qua fit inquisitio et ad rationem inquirentem.**

Ex quibus patet quibus convenit consilium sicut electio, et quod consilium convenit Deo,  
*Ephe. 1<sup>o</sup>: Deus operatur omnia secundum consilium voluntatis sue*<sup>1589</sup>.

Consilium autem prout attribuitur Deo importat solum certitudinem sententie<sup>1590</sup> et iudicii<sup>1591</sup>, non autem inquisitionem que fit per discursum, ideo dicit Damasce quod **Deus non consiliatur**. Patet etiam de quibus est consiliandum. Philosophus tamen dicit, III *Ethic.*, quod tria sunt genera rerum de quibus est consiliandum: Primo de hiis que sunt in nostra potestate, quia consilium ordinatur ad operationem.

---

1579Marge.

1580Marge.

1581En caractères gras:citation de *Matthieu*.

1582Suivi d'un mot barré.

1583En caractères gras:citation de THOMAS, *Somme*, I-II, Q.14, a.1

1584THOMAS: *...vult finem movetur ad consilium...*

1585THOMAS cite Aristote avant Damascène.

1586Citation de DAMASCENE,soulignée.

1587THOMAS/: *ut ostendat*

1588THOMAS: *...voluntatem circa quam et ex qua fit.*

1589En caractères gras:citation de Ephésiens.

1590*Sententie*: ajout inspiré par THOMAS, *Somme*, I-II, Q.14, a.1, s 2.

1591Pour *judicii*.

Operationum cause 4or<sup>1592</sup>.

Quattuor autem sunt cause operationum: natura, necessitas, fortuna et intellectus; Natura est causa illorum que semper eodem modo<sup>1593</sup> moventur, ut in pluribus servant unitatem motus; Necessitas est causa illorum que semper eodem modo moventur sine motu; Fortuna eorum que sunt preter intentionem, et de hiis non est consilium.<sup>1594</sup>

[fol. 45r]

De quibus est consilium.<sup>1595</sup>

2° est consiliandum de hiis que sunt mutabilia et sepius accidunt quia de hiis que rarissime accidunt prodesset parum aliquotiens.

3° de magnis rebus agendis: in signum hujus assumimus nobis aliquos magnos non credentes nobis, Et dicitur consilium quasi consistendum quia multi sedent ad consulendum seu conferendum.

Nunc igitur redeundo ad propositum videndum est qualiter delectatio sit peccatum, unde notandum quod delectatio est duplex, scilicet

F. Delectatio duplex<sup>1596</sup>.

Spiritualis et corporalis.

Delectatio spiritualis quid est.<sup>1597</sup>

Spiritualis est que in Deo creatore vel propter Deum, potest etiam intelligi delectatio spiritualis seu intellectualis que de bono intelligibili consistit: certum est enim frequenter delectationem apprehensionem rationis sequi, quia rationis apprehensione non solum contingit commoveri appetitum sensitivum, verum etiam intellectivum, qui proprie nihil aliud<sup>1598</sup> [est] quam ipsa voluntas per applicationem<sup>1599</sup> [ad] aliquid intelligibile, et secundum hoc in appetitu intellectivo est delectatio sicut esse potest in appetitu sensitivo per apprehensionem alicujus boni convenientis.

Differentia inter delectationes sensitivas et intellectivas<sup>1600</sup>.

Set inter hujusmodi delectationes<sup>1601</sup> est differentia: Nam delectatio appetitus sensitivi semper est cum transmutatione corporali et

---

1592Marge.

1593Ajout: *modo*

1594Entrelacs de: *et de hiis* à *consilium*, mots par ailleurs en surnombre par rapport aux lignes.

1595Marge.

1596Marge.

1597Marge.

1598Ajout: *est*

1599Ajout: *ad*

1600Marge.

1601*Delectationes*: correction pour *delectationem*.



isto modo dicitur communiter quod est quedam passio, non tamen prout convenit passionibus corruptivis ut sunt egritudines, timor, tristitia etc., set accipiendo large prout dicit quandam alterationem corporalem seu anime affectionem. Delectatio vero appetitus intellectivi de se semper est sine transmutatione corporali, quia proprie nihil aliud est quam simplex motus voluntatis se ad aliquod intelligibile complacenter applicantis.

Et hinc dicit Augustinus quod **cupiditas et letitia nihil aliud est quam voluntas in eis consentiens que volumus**<sup>1602</sup>.

Ad delectationem, 3a concurrunt<sup>1603</sup>.

Et hoc est in effectu<sup>1604</sup> quod per aliquos dicitur quod ad delectationem tria habent concurrere, Primo scilicet appetentis et appetibilis conjunctio et tertium est hujusmodi conjunctionis cognitio, que attribuitur inferiori parti rationis, quia superiori rationi delectatio non attribuitur, set solum consensus in actum qui deliberationem sequitur.

Secundo vero delectationes, scilicet spirituales et intellectuales sunt solius anime, quia in eis nulla est necessaria apprehensio seu operatio sensus: nec enim, cum juxta superius tacta dividitur ratio in superiorem portionem et inferiorem, accipitur ratio prout distinguitur contra voluntatem, set pro tota parte anime intellectiva, que intellectum et voluntatem comprehendit.

Actus rationis et voluntatis se invicem preveniunt<sup>1605</sup>.

Ymo amplius isti duo actus, scilicet rationis et voluntatis (quod bene notandum est) se invicem prevenire possunt frequenterque preveniunt; Aliquando enim ipsa ratio de volendo ratiocinatur et deliberat et ipsa etiam voluntas de ratiocinandis volitionem habet. Et primo modo dicitur motus voluntatis rationalis in quantum prevenitur a ratione, secundo modo dicitur motus voluntarius; ideoque sic appellantur isti motus, quia virtus prioris motus manet in actu seu motu sequentis. **Et secundum hoc in ratione invenitur peccatum vel prout eius defectus est voluntarius vel prout actus ejus est principium actus voluntatis**<sup>1606</sup>.

---

1602En caractères gras:citation d'AUGUSTINUS.

1603Marge.

1604J'ai choisi effectu et non affectu,car il me semble que ce qui suit est la description d'un processus. Néanmoins, la construction des deux *quod* me dérouté.

1605Marge.

1606En caractères gras: citation de THOMAS. Le texte est par ailleurs souligné.

Sex modis se potest habere voluntas et ratio superior et inferior circa delectationes.<sup>1607</sup>

Ex istis igitur colligi potest, quod circa delectationes, que circa illud sunt quod ex suo genere peccatum mortale est, ipsa ratio tam superior quam inferior et consequenter ipsa voluntas seu voluntatis motus sex modis se habere possunt.

G. 1° ut abjiciens<sup>1608</sup>.

Primo ut abjiciens,

Et tunc aut ipsa ratio inferior statim quod illam delectationem percipit ex consideratione seu applicatione ad legem humanam, ut puta quod est contra virtutem moralem et sic viciosa vel inhonesta, omnino a se avertit et repellit, vel etiam simul ratio superior consideratione legis eterne quod utique fieri potest, et tunc nullum est in ratione peccatum nec proprie delectatio dici debet, set potius quedam delectationis oblatio, et si peccatum existit hoc est solum in primo motu sensualitatis sicut dictum est.

H. 2° ut preceps<sup>1609</sup>.

Secundo modo potest se habere ut preceps vel subita,

Et tunc hujusmodi delectationis apprehensionem sequitur subitus ante quamcumque prehabitam deliberationem rationis inferioris consensus proveniens ex fomitis corruptione [fol. 45v]

quo casu proprie surreptio dicitur estque tunc peccatum veniale, quia non est hic nec mora temporis nec consensus.

J. 3° reprimens<sup>1610</sup>.

Tertio modo est ut reprimens.

Et tunc aut hujusmodi delectationem sic insurgentem ipsamque rationem inferiorem pulsare et jam forsan atrahere incipientem ratio superior ex se, consideratione legis eterne, ut puta offense Dei vel precepti divini, statim reprimat: Est etiam solum tunc peccatum veniale.

---

1607Marge.

1608Marge.

1609Marge.

1610Marge.

Quod autem talis delectatio non sit morosa patet quia statim a ratione superiore reprimitur; quod autem non sit morosa ratione consensus patebit infra.

K. 4° expresse consentiens<sup>1611</sup>.

Quarto modo ut expresse consentiens.

Et tunc aut hujusmodi delectationem post ipsius rationis apprehensionem ipsa ratio superior non solum non reprimat, immo in eam expresse consentit; Qui modus seu qualitas se habendi utrique rationi diversis tamen respectibus attribuendus est: in quantum enim causatur peccatum mortale exinde imputatur rationi superiori, in quantum vero juxta materiam presentem consensus in delectationem dicitur rationi inferiori attribuitur. Nam tunc, licet predicta delectatio quantumcumque modicum teneatur non sit morosa mora temporis, est morosa mora consensus estque tunc peccatum mortale, etiamsi desit voluntas perficiendi opus.

L. 5° ut negligens<sup>1612</sup>.

Quinto ut negligens.

Et aut hujusmodi delectationem post ipsius rationis apprehensionem ipsa ratio non reprimat, set non expresse in eam consentit, Tunc est utriusque rationis consensus in talem delectationem: Inferioris scilicet expressus et superioris interpretativus et equivalens, quia qui avisatus et deliberatus prohibere potest et non prohibet consentire videtur; qui quidem consensus circa ea que ex suo genere mortalia existunt est semper peccatum mortale, licet non sit activus, factivus et positivus, est tamen interpretativus<sup>1613</sup>, permissivus, permittens post talem deliberationem et periculi animadversionem teneri a ratione inferiori illa que reprimi debuerant: post sufficientem deliberationem enim, quotiens ratio superior non cohibet actum aut passionem peccati mortalis, consentire et contempnere videtur, sive actu de lege eterna cogitet sive non.

---

1611Marge.

1612Marge.

1613Suivi d'un mot barré.

M. 6° ut inadvertens<sup>1614</sup>.

Sexto ut inadvertens.

Et tunc aut hujusmodi delectationem ut statim dictum est post ipsius rationis apprehensionem ipsa ratio superior nec reprimit nec etiam in eam expresse consentit ipsa<sup>1615</sup> ratio inferior retineat, set hoc fit ante sufficientem deliberationem debitamque animadversionem periculi yminentis, ymo quod ratio inferior ipsam delectationem retineat facit quasi suspensa non deliberans nec animadvertens ad suum proprium actum qui est ratiocinari recurrens, vel forsitan periculum non advertit: tunc iste modus soli rationi inferiori attribuendus est: Nam tunc talis delectatio dicitur morosa mora temporis et non morosa mora consensus, estque tunc peccatum veniale solum.

N. Delectatio quando dicitur morosa<sup>1616</sup>.

Et intelliguntur ista supra posita sex modorum se habendi circa delectationem de consensu in delectationem cogitationis et que habetur cogitando, que inferiori rationi attribuitur, quod notanter dicitur,

Consensus in cogitationem vel in actum exteriorem.<sup>1617</sup>

nam est alius consensus qui dicitur in actus seu operis delectationem, maxime dum est in fieri, et ille consensus expectat<sup>1618</sup> ad rationem superiorem. Et quia sepe habita est mentio de consensu qui est actus voluntatis, videndum est quid sit consensus.

Consensus quid est<sup>1619</sup>.

Consensus est concordia voluntatis simul et rationis ad aliquid, rationis ut arbitrantis et judicantis, et voluntatis ut preoptantis. Unde sicut tota familie dispositio dependet ex dispositione et assensu patris familias, sic tota dispositio in domo anime pendet ex consensu voluntatis et rationis.

Differentia inter assentire et consentire<sup>1620</sup>.

Differentia est inter assentire et consentire: nam primum proprie convenit rationi, 2m voluntati.

---

1614Marge.

1615Ajout: ut

1616Marge.

1617Marge.

1618Pour spectat (comme en 69,8)

1619Marge.

1620Marge.

Ex his suprahabitis potest haberi quando consensus in delectationem est peccatum mortale.

Delectatio potest causari a triplici objecto<sup>1621</sup>

Verumptamen notandum quod delectatio potest causari a triplici objecto: aut habet pro objecto aliquam rem<sup>1622</sup> ad extra que causat illam delectationem vel aliquam operationem ex se, videlicet quasi rem que cogitatur, aut habet pro suo principali<sup>1623</sup> ipsammet cogitationem circa quam versatur.

Exemplum: aliquis cogitat de opere fornicationis; aut cogitatio sua, que non est nisi [fol. 46r]<sup>1624</sup>

ratiocinatio portionis inferioris, habet pro objecto fornicationem que est res aut operationem quam commisit, et tunc operatio est objectum, aut ipsammet cogitationem, et ab unoquoque objecto isto modo potest creari delectatio.

Si primo modo, hoc est quod habeat rem aliquam pro objecto, jam dictum est supra ubi de materia delectationis actum est, quia considerande sunt multe circumstantie, puta si res sit peccatum mortale etc. aut cum consensu;

Quando cogitatio seu consensus est venialis vel mortalis<sup>1625</sup>.

Si secundo modo, aut talis operatio est peccatum mortale, et sic est peccatum mortale, si cum consensu vero vel interpretativo, ut dictum est, aut peccatum veniale et sic solum est peccatum veniale.

Si vero tertio modo, tunc talis cogitatio etiamsi versetur circa rem aut operationem, que de se est peccatum mortale, non tamen de se est peccatum mortale, ymo vel veniale tantum, ut cum quis vane et inutiliter cogitat,

Quando est meritoria<sup>1626</sup>.

vel omnino sine peccato cum utilitate predicationis vel alicujus pie utilitatis cogitat, et homo in hiis que de se mortalia sunt cogitans<sup>1627</sup> non consentiendo non propter hoc peccat mortaliter nisi tunc ratione alicujus circumstantie, quia cogitatio sic reflexa nunquam de se peccatum mortale existit.

---

1621Marge.

1622Rem...*delectationem*: ajouté en marge.

1623Ou: *principaliter*

1624Manuscrit: 6 barré en 7. ( Une erreur vient du fait que le folio 45 a été lu comme étant un folio 46, la forme du 5 étant difficile à reconnaître; la même erreur se retrouvera au fol 46v,dans la numérotation des règles énoncées ).

1625Marge.

1626Marge.

1627 *Sunt cogitans*: ajout.

Correlarium<sup>1628</sup>.

Ex predictis sequitur, quod quotienscumque rationis superioris consensus sive verus sive interpretativus, seu expressus seu equivalens (quod idem est), in aliquem actum qui ex suo genere est peccatum mortale vel ex circumstantia intervenit, talis consensus est peccatum mortale;

Nota<sup>1629</sup>.

nam ipsa ratio superior ad quam talis consensus pertinet, nullo modo in dictum consensum inclinari posset nisi prius de ipso actu de ejusque natura deliberasset, alias non esset verus et expressus consensus (quod bene notandum est); Deliberare autem circa tales actus humanos non potest nisi regulam legis divine et eterne cui sic innitur consulat. Respectu etiam consensus equivalentis etiam patet quia talis actus committi non potest quin finale iudicium, ut dictum est, spectet ad rationem superiorem, nec realem executionem deduci quin ipsa ratio negligens fuerit ipsum impedire voluntatemque respectu illius regulare et reprimere. Et sic patet qualiter est ibi consensus interpretativus. Si quis plura velit videre de hac materia videat doctores in 2<sup>o</sup> et cancellarium parisiensem in *Compendio theologie* in secunda parte.

O. De regulatione intentionis<sup>1630</sup>.

Nunc autem redeundo ad propositum, scilicet de quo agitur in isto tractatu, presentialiter videndum de directione ac regulatione intentionis, que per thus oblatum Marie filio signatur.

Proposition prima.

Prima regula<sup>1631</sup>

Ex fine principaliter intentio actus iudicari habet, ad hoc scilicet quod dicatur et iudicetur bonus vel malus, meritorius vel demeritorius, secundum illud Mathei, 6: **Si oculus tuus fuerit simplex** etc., ubi per oculum significatur intentio. Et hec regula de hiis maxime actibus qui alias ex seipsis sunt indifferentes, ut gratia exempli levare festucam de terra,

---

1628Marge.

1629Marge.

1630Marge.

1631Marge

Nam si talis actus de sua propria natura haberet quod esset bonus vel malus, aliter diceretur.

Secunda regula<sup>1632</sup>

Actus de se malus ex fine bono principaliter intento non efficitur bonus, verbi gratia furari ad dandum elemosinam propter Deum non est actus meritorius.

Tertia regula<sup>1633</sup>

Actus de se bonus ex fine malo principaliter intento efficitur malus, ut gratia exempli de elemosina vel oratione vel predicatione que principaliter propter vanam gloriam vel lucrum temporale habendum et adipiscendum vel hujusmodi fieret.

Quarta regula<sup>1634</sup>

Una et eadem intentio finalis principalis plures actus se invicem consequentes etiam diversimodo et distanter ab invicem factos potest in bonum et ad meritum vel in malum et demeritum informare.

Exempli gratia respectu intentionis recte: intendit quis unum solidum pro Deo in elemosinam dare per duodecim sibi invicem succedentes dies, itaquod qualibet die dabit unum denarium; Si a casu contingat istum hominem dationem istorum denariorum per aliquot dies oblivisci et intermittere et in alios dies reparare, donatio ista nichilominus sic in aliis diebus facta erit meritoria. De intentione vero perversa facilius est dare exemplum, cum facilius contingit. Quinta regula.

[fol. 46v]

6a<sup>1635</sup> regula<sup>1636</sup>

Duos fines potest quis intendere meritorie.

Finem sub fine potest quis ad meritum vel demeritum ponere, consentire et habere, dictosque fines sic subordinatos potest una et eadem finalis intentio in bonum vel malum, meritum vel demeritum informare.

Exemplum<sup>1637</sup>.

Verbi gratia Respectu principalis et intentionis recte intendit ire ad forum ad hunc finem quod ibi emet medicinas ut ab aliqua infirmitate curetur ad hunc finem ut melius Deo serviat. Clarum est quod precedentes voluntates et intentiones, que circa diversos fines feruntur, per principalem intentionem Deo serviendi propterea bone et meritorie existunt, ymo in tali casu non debet dici proprie nisi unus voluntatis motus.

---

1632 Marge

1633 Marge

1634 Marge

1635 *Sexta* est une erreur de lecture de la part de celui qui met les marges; elle est due à la forme du chiffre 5, très allongée.

1636 Marge

1637 Marge

Et intelligitur hec regula, etiamsi tempore realis executionis illorum actuum super quibus sic dicte intentiones feruntur, principalis intentio realiter et de facto in memoria non haberetur: sufficit enim quod precesserit et in habitu habeatur. Intellegantur tamen predicta, dum tamen inter dictos actus non interveniat aliquis actus seu finis ex sua propria natura illi fini principaliter intento deformatis seu contrarius vel deformatis quoad meritum et qui voluntatem seu finem super ipsum posset pervertere.

Septima regula<sup>1638</sup>

Finis malus pervertit omnes actus ordinatos ad illum finem<sup>1639</sup>.

Quotiescumque inter plures actus seu fines sibi invicem ad aliquem finem ultimum, alias ex seipso bonum et meritorium, principaliter intentum subordinatos intervenit seu intenditur aliquis actus seu finis illi fini sic principaliter intento ex sua natura quoad meritum deformatis et oppositus voluntatemque seu intentionem que super ipsum<sup>1640</sup> pervertens, talis actus seu finis medius interveniens non informatur ad meritum per illam principalem intentionem illius finis ultimi sic de seipso meritorii, quin potius ipsam principalem intentionem aliosque actus precedentes ex seipsis meritorios deformat et quodam modo depravat.

Exemplum.<sup>1641</sup>

Verbi gratia, aliquis vadit ad aliquam domum ut luxurietur: luxuriari vult ut<sup>1642</sup> sanior fiat, sanus fieri ut aptius Deo serviat. Iste principalis finis non informat precedentes actus, quando prima perversa intentio deformat actus sequentes.

Intelligentur que dicta sunt tam de actuum interiorum quam exteriorum ipsius voluntatis informatione quoad meritum vel demeritum, quando principalis intentio tales actus interiores seu exteriores precedit, quia si sequeretur aliter est dicendum. Vide Gerson (ubi supra) de intentione.

Resolutio<sup>1643</sup>.

Resolutio est ista: quod intentio, actus ipsius voluntatis tam interiores quam exteriores ex ipsis procedentes qui transacti sunt, subsequens seu superaccedens, nullo modo<sup>1644</sup> potest ipsos ex seipsa quoad meritum vel demeritum informare.

---

1638 *Septima* au lieu de *sexta*. Titre inséré dans le texte.

1639 Marge

1640 *Ipsm*, c'est à dire ou *ipsum* ou *ipsam*: *Ipsum* reprendrait *actus*; *ipsam* reprendrait *finis*. L'acte intermédiaire déforme l'acte qui le commande, de même que la fin intermédiaire déforme la fin finale.

1641 Marge

1642 *Ut*: ajout ut

1643 Marge

1644 *Modo*: ajout



Octava regula<sup>1645</sup>.

Actio corporalis potest ad aliquam finem temporalem refferi.

Actio corporalis potest etiam meritorie ad aliquem finem temporalem refferri, dummodo finis ille temporalis finaliter in Deum refferatur. Actio vero spiritualis ut predicatio, oratio et huiusmodi, nullo modo potest meritorie ad finem temporalem refferri, etiamsi illud temporale finaliter in Deum refferatur, et hoc est quod dicit Aug-us: **Debemus manducare ut evangelizemus, non evangelizare ut manducemus**<sup>1646</sup>.

9a regula.<sup>1647</sup>

Si in aliquibus ad diversos fines subordinatos tendentibus primus vel medius finis seu propinquior intentus ponatur aliquod temporale<sup>1648</sup> ordo talis est perversus actusque sic ad istos fines ordinati demeritorii.

Exemplum optat quis beneficium

[fol. 47r]<sup>1649</sup>

principaliter ut habeat de quo vivat et secundario ut melius possit servire Deo: ordo est perversus.

Bene tamen licet duos fines in aliquo actu constituere meritorie, scilicet temporalem et eternum, dum eternus sit principalis, ut in exemplo prehabito si optaret beneficium primo et principaliter ut Deo melius serviat, tunc est actus meritorius, quia finis semper debet esse<sup>1650</sup> melior hiis que sunt ad finem, quod non est quando finis principalis est temporalis.

P. Intentionis bonitas ex parte finis qualiter attenditur<sup>1651</sup>.

Ex hiis patet quod bonitas intentionis attenditur ex parte finis debiti et debito modo, ut dictum est supra.

Caritas qualiter dicitur finis<sup>1652</sup>.

Finis autem debitus est caritas, sicut dicit Magister in 2°, dist.38, quod declarans beatus Bo-ra dicit quod finis accipitur tripliciter, videlicet finis in quo quiescitur et sic dicit Magister in littera, **finis ergo rectus atque supremus Deus pater est et Filius et Spiritus sanctus, nec hii tres sunt tres fines, set unus finis quia non tres dii, set unus Deus**<sup>1653</sup>, qui est caritas increata, I *Johannis*, 4: **Deus caritas est**<sup>1654</sup>.

---

1645 Titre inséré dans le texte.

1646En caractères gras: citation d'Augustinus.

1647 Titre inséré dans le texte.

1648*Temporale*: ajout.

164947 à nouveau, mais foliation juste.

1650*Esse*: ajout.

1651Marge. Titre partiellement effacé.

1652Marge

1653Encaractères gras:citation de PETRUS LOMBARDUS, II,d 38.

1654En caractères gras: citation de la *Lettre de Jean*. Texte souligné dans le manuscrit.

Finis 3ex<sup>1655</sup>.

Est secundo finis quo quiescitur, qui dicitur dupliciter, scilicet simpliciter, et hic est caritas consummata in patria, vel ut nunc, et hic est caritas vie; Sicut enim locatum non quiescit in loco nisi mediante pondere, sic anima non habet quietari nisi in Deo qui est eius locus mediante pondere dilectionis, propterea<sup>1656</sup> intentio finis attribuitur caritati. Notandum pretera quod bona intentio licet sufficiat ad meritum essentielle, tamen bonum opus addit meritum accidentale; si autem facultas adest, non sufficit bona intentio.

Q. Intentio 3ex.

Est autem intentio triplex secundum Sco: actualis, virtualis et habitualis; hanc vocat doctor seraphicus habitudinalem, et habituaalem apellat virtuaalem.

Intentio actualis quid est<sup>1657</sup>.

Actualis dicitur relatio actualis intentionis in finem ultimum.

Intentio virtualis quid est<sup>1658</sup>.

Virtualis dicitur quando ex cognitione finis seu relatione actuali in finem quis vult media ad illum finem, licet tunc actualiter non cogitet de fine: exemplum ponit Bo: Si aliquis intendit dare decem marcas et in prima marca cogitat de Deo, In aliis vero minime, nihilominus alie dationes ultime refferuntur in Deum virtualiter, quia ille consequuntur primam intentionem, Si tamen, inquit, opus alterius generis et impertinens ad primam intentionem inciperet, opus esset renovare intentionem ad hoc quod hec operatio ordinaretur in finem.

Intentio habitualis quid est<sup>1659</sup>.

Habitualis dicitur quando quis habet habitum caritatis quo omnis actus refferibilis potest refferri in finem, et bene dicitur refferibilis propter peccatum veniale quod licet cum caritate non est refferibile in Deum; et ista non sufficit ad meritum.

Bonum religionis<sup>1660</sup>.

Ex quo infert sanctus Bo-ra Verbum valde consolatorium religionis: Eis<sup>1661</sup> qui in principio devoverunt portare pondus religionis

---

1655Marge

1656*Propterea*: correction pour *proptereat*.

1657Marge

1658Marge

1659Marge

1660Marge

1661Lecture difficile.

quidquid faciunt quod ad sue religionis observantiam expectat ex prima intentione est eis meritorium ad salutem nisi forte, quod absit, contraria intentio supervenerit. In aliis autem que ad religionem non spectant secus est.

Religiosi quomodo mererentur<sup>1662</sup>.

Sequitur ergo quod labor corporalis assumptus ex obedientia sui prelati a religioso in gratia existente est ei meritorius, licet tunc non cogitet actu de fine, et hoc ratione prime intentionis qua se propter Deum subdidit obedientie prelati.

Relatio virtualis vel habitualis quid est<sup>1663</sup>.

Addit sanctus Bo-ra: Relationem vero habituaalem, hoc est virtuaalem (hanc enim intelligit per habituaalem, et habituaalem supra descriptam ipse appellat habitudinaalem)<sup>1664</sup>, relationem ergo virtuaalem voco non qua quis reffert in generali omnia opera diei vel anni, set qua quis reffert aliquod opus certum ad Deum, ita ut opus sequens directam habeat ad opus primum ordinationem et consequentiam, sicut est in illo qui dat centum marcas. Quod sic intelligo quod opus illud virtualiter reffertur in Deum cuius precedens opus actualiter in Deum relatum

[fol. 47v]

est aliquo modo causa et ita quod illud opus non fieret nisi aliud precessisset.

Faciliter<sup>1665</sup> opus referri in Deum cognoscitur<sup>1666</sup>.

Et faciliter potest sciri de opere an virtualiter refferatur in Deum et an consequenter ad opus finaliter relatum, ut si dicatur: quare das hanc marcam?

- Quia volo dare centum.

- Quare paras calceos?

- Quia volo ire ad sanctum Jacobum.

In aliis autem non habeat locum.

---

1662Marge

1663Marge

1664Parenthèse existant dans le manuscrit.

1665Faciliter: ajout.

1666Marge.

Opus quando est meritorium<sup>1667</sup>.

Ex prehabitis sequitur pro responsione prime partis propositionis quod nullus actus est<sup>1668</sup> meritorius sine intentione actuali vel virtuali;

2° sequitur quod nullus actus refferibilis habentis caritatem est indifferens.

Et dicitur notanter refferibilis<sup>1669</sup> ad excludendum peccatum veniale, quia licet coexistat gratia non est tamen refferibile in finem ultimum; si quidem nullum peccatum est refferibile in Deum ratione non errante, et ideo peccatum veniale non est actus indifferens, set demeritorius, licet non pene eterne.

R<sup>1670</sup>. Secunda pars secunde partis<sup>1671</sup>.

Bona intentio causatur dupliciter<sup>1672</sup>.

Quoad secundam partem prime questionis hujus secundae partis, In qua dictum quod bona intentio aliquotiens excusat peccatum, notandum secundum sanctum Bo, disti quadraginta, 2i, q 1a, quod intentio uno modo dicit volitionem finis simpliciter, quia est volitio talis finis quem recta ratio dictat volendum, non curando de mediis: sic omnis volitio honestatis, pacis, dilectionis Dei et proximi propter se, dicitur intentio bona.

2° dicitur bona non tantum ratione substrati, set etiam ratione connotati, hoc est non tantum ratione ejus quod volitur propter se, set etiam ratione mediorum que ordinantur in sic volitum et sic dicitur intentio bona, in qua est bona et perfecta ratio operis ad finem intentum bonum, et ita ad bonitatem intentionis requiritur utrumque, sicut dicit Ber ad Euge, quod sit veritas in electione et caritas in intentione, hoc est bonitas finis et recta ordinatio mediorum quando homo amat finaliter quod est amandum et eligit quod est eligendum.

---

1667Marge.

1668Est: ajout.

1669Referribilis: correction pour refferiffibilis.

1670Marge. Lettre difficile à lire.

1671Titre inséré dans le texte.

1672Marge.

Excusant a peccato<sup>1673</sup>.

Nunc igitur restat videre que sunt illa que excusant a peccato.

Excusandum quid est.<sup>1674</sup>

Primo notandum quod excusari proprie dicitur quod aliquam similitudinem habet mali et tamen non est malum vel non tantum quantum apparet, quorum quedam excusantur a toto, quedam a tanto, quedam a pena, quedam a culpa. Unde excusari dicitur aliquis actus dupliciter.

Dupliciter excusari capitur<sup>1675</sup>.

Uno modo ex parte facientis ita quod ei non imputetur ad culpam quamvis sit malus vel non in tantam culpam

Alio modo dicitur excusari actus respectu sui ita quod non sit malus.

L<sup>1676</sup> Excusatio peccati dupliciter<sup>1677</sup>.

Preterea nota quod excusatio potest sumi<sup>1678</sup> dupliciter:

Uno modo quod aliquod peccatum excusetur, et sic non accipitur, ymo excusatio peccati est maximum peccatum, sicut dicit glosa super illud *Psalmi: Nolite extollere in altum cornu vestrum*, quod intelligitur secundum Thomam, Secunda secundae, q.13, arguitur ad tertium: Primo quia **excusatio peccati est quedam circumstantia aggravans omne peccatum, et pro tanto dicitur maximum quia quodlibet facit majus**. Alio modo accipitur quod aliquid est peccatum, set excusatur.

Alienatio mentis<sup>1679</sup>.

Primo ex alienatione mentis illicitum agens, quam<sup>1680</sup> alienationem adducit quandoque facti qualitas sicut Loth quando voluit filias prostituere ut liberaret quos susceperat, ut dicit Augustus in c. *Quod ait*, 14 dist., aliquando furor, aliquando ebrietas. Unde quando quis est ex toto extra seipsum excusatur a toto, ut patet in c. *Aliquos scimus*, et in c. *Illu cavenda*, 15, q. pa, et in c. *Inebriaverunt*, ibidem,

---

1673Marge.

1674Marge.

1675Marge.

1676Lettre en marge. Semble-t-il: L Les lettres suivantes, lisibles au fol 48,(v), sont M et N. Je n'ai pas d'explication à ce retour en arrière des lettres.

1677Marge.

1678Sumi:ajout:

1679Marge.

1680Mots barrés après *quam*.

patet quod est puniendus pro ebrietate, set non pro commisso in ipsa, de quo vide *Ebrietas* in tabula.

2° Coactio<sup>1681</sup>.

Secundo, excusatur ex coactione, intellige absoluta; facit c. *Non est*, 15, q. prima et c. *Presbiteros*, 50 dist.

3° Ignorantia<sup>1682</sup>.

Tertio ex ignorantia sive errore; pro hoc 15, q. 6, *Si a sacerdotibus*, 34 q.2: In lectum

4° Consuetudo<sup>1683</sup>.

Quarto excusat consuetudo, de quo vide per summistas.

5° Necessitas<sup>1684</sup>.

Quinto necessitas, *De consecratione*, disti 5a, *Discipulos*.

[fol. 48r]

6° Pietas<sup>1685</sup>.

Sexto pietas ut patet in c. *Conquestus*, *De feriis*.

7° jociatio. Ludus noxius in culpa<sup>1686</sup>.

Septimo jociatio et ludus ut in c. primo, *De sententia excommunicationis*, et 15, q. 1: Illud relatum, dummodo non sit noxius, quia ff. *Ad legem Aquiliam*, L. **Nam ludus... noxius in culpa est**<sup>1687</sup>.

8° diligentia debita<sup>1688</sup>.

Octavo diligentia debita, ut in c. *Johannes*, et in c. *Quidam ut asseris*, *De homicidio* voluntario vel casuali.

---

1681Marge.

1682Marge.

1683Marge.

1684Marge.

1685Marge.

1686Marge.

1687 En caractères gras, citation du *Digeste*.

1688Marge.

9° indeliberatio<sup>1689</sup>.

Nono indeliberatio mentis, 23, q.4, C. *Nabucodonosor*.

10° obedientia superioris<sup>1690</sup>.

Decimo obedientia superioris, 14, q.5, Dixit Dominus; 11, q. 3, Quid ergo; 23, q.1, *Quid culpatur*; intellige: si non sunt contra legem superioris, ut 11, q. 3, *Si Dominus*, et c. sequenti; Unde C. *Si Dominus*, dicitur: **Si<sup>1691</sup> dominus ea jubet que non sunt adversa sanctis scripturis, subiiciatur domino servus; si vero contraria precipit, magis obediat spiritus quam corporis domino. Si bonum est quod precipit imperator, jubentis exsequere voluntatem; si malum, responde: oportet Deo magis obedire quam hominibus. Et sunt verba Jero-i<sup>1692</sup> in *Epistola ad Ephesios*.<sup>1693</sup>**

11° Etas<sup>1694</sup>.

Undecimo etas, quando quidam a toto, ut si non est doli capax, 15, q.1, *Illud relatum*, quando quidam non a toto, sicut doli capax, X, *De<sup>1695</sup> delictis puerorum*.

12° quando non est lata sententia<sup>1696</sup>.

Duodecimo excusatur<sup>1697</sup> a pena statuta a lege seu quando non est lata sententia condempnativa per judicem; sive enim pena fuerit statuta per<sup>1698</sup> quamcumque legem sive per canones non est in foro penitentiali injungendum quod solvat nisi fuerit condempnatus ad illam, alioquin sufficit quod solvat interesse, vel, si fuerit injuria, satisficiat ad arbitrium boni viri, ut est glosa singularis, 12, q. 2, c. *Fraternitas*.

Nota quando pena non est solvenda ante condemnationem.<sup>1699</sup>

Nec obstat theorica canonistarum quod lex humana non continens in se peccatum est servanda in foro conscientie, quia est intelligenda

---

1689Marge.

1690Marge.

1691Texte accompagné d'une ligne rouge jusqu'à: *judicem*.

1692Nom écrit avec un J.

1693En caractères gras:citation du *Décret*. En note du *Décret*:: «plutôt sur l' *Epître à Tite*, 2, 9».

1694Marge.

1695De:ajout:

1696Marge.

1697 *Excusatur*: correction pour: *excusat*

1698Per: ajout.

1699Marge.

quando non cessat ratio legis in foro anime seu quando est eadem ratio in utroque foro. Et quod dictum est de pena non solvenda nisi post condemnationem, Intellige etiam si lex vel statutum imponeret ipso facto vel ipso jure penam: quia secundum doctores adhuc requiritur sententia declarativa.

Et nota bene ista, quia singularia sunt, ut puta, quando in constitutionibus dicitur ipso facto sint privati, prius requiritur declaratio iudicis. Vide *Rosellam, Absolutio*, primo, §19.

13° intentio<sup>1700</sup>.

Tertio decimo excusat intentio, ut patet in casibus supradictis, quia fere in omnibus includitur bona intentio preter illos qui non habent usum rationis ut amentes, ebrii et hujusmodi. Ex predictis patet qualiter voluntas dicitur bona ratione bone intentionis et qualis est<sup>1701</sup> ille finis bone intentionis.

Que operatio bona vel mala a fine dicitur<sup>1702</sup>.

Notandum preterea: non omnis operatio dicitur bona vel mala a fine, set solum illa que est indifferens; illa autem que est mala secundum se non potest esse bona secundum finem, quia non sunt facienda mala ut eveniant bona. Dicit autem beatus Bo-ra, dist. 40, secundi articuli q.1: Intentionis qualitas dupliciter potest accipi; unomodo intentio dicit bonitatem finis. Aliomodo dicit non tantum bonitatem finis, verum etiam ordinationem ejus quod est ad finem quem appetit, et secundum hoc dupliciter potest dici intentio bona vel mala.

Intentio quando dicitur bona<sup>1703</sup>.

Unomodo dicitur in qua est perfecta et bona ordinatio operis in finem intentum et e contra dicitur mala in qua est ordinatio indirecta; et hoc modo bonitas intentionis non solum respicit bonitatem finis set etiam rectum ordinem ejus quod est ad finem, et hoc modo non habet instantiam.

Alio modo dicitur intentio bona quia illud quod finaliter intendit est bonum<sup>1704</sup> et hoc non est generaliter verum

---

1700Marge.

1701Est: ajout.

1702Marge.

1703Marge.

1704Est bonum, ajout.



ut patet ex supradictis, licet si verum de mala intentione quando illud quod finaliter intendit est malum. Quaecumque enim sit opus mala intentione factum, Deus qui scrutatur corda malum reputat.

Cum ad bonitatem operis necessario requiratur intentio boni finis, sola illa desistente<sup>1705</sup> opus iudicatur esse<sup>1706</sup> malum; non tamen illa assistente iudicatur esse bonum, quia plura exiguntur ad construendum quam destruendum, et bonum ex integro consistit, malum vero ex defectu unius, ut dicit Dio.

M. Voluntas quando reputatur pro facto<sup>1707</sup>.

Et licet dicat Ber-us, *De libero arbitrio*: Intentio

[fol. 48v]

sufficit ad meritum, bona actio requiritur ad exemplum. Item super illud *Psalmi*: Dixi, confitabor, glosa: Votum pro operatione iudicatur.

Tamen si assit facultas et se offert oportunitas intentio non potest ad meritum sufficere absque opere.

Ratio autem huius est: Divini mandati obligatio et virtutis perfectio et bonitatis plenitudo.

Mandata enim Dei non solum obligant ad volendum, set etiam ad faciendum, et ideo qui non implet divina mandata potius meretur iram quam gloriam.

Virtutis etiam perfectio est, quare non sufficit bona intentio, quoniam virtus est ultimum potentie, et ideo elevat potentiam ad aliquod magnum et arduum: potentie autem non habent suam perfectionem nisi exeant in opera sibi debita, quando adest facultas et oportunitas.

Voluntatis etiam plenitudo ratio est, quare non sufficit bona intentio, quoniam plena voluntas ponit effectum si assit facultas, alioquin non dicitur plena, set semiplena et pigra, et de tali dicitur: Vult et non vult piger. Propterea dicit Greg-us de dilectione conditoris: Interrogetur lingua cordis, oris et operis, et

---

<sup>1705</sup>*Desistente*: correction pour: *desistentente*.

<sup>1706</sup>*Esse*: correction pour *esset*

<sup>1707</sup>Titre placé en haut du fol 48v, mais qui ne semble adapté qu'à la citation de DIONYSIUS. La suite insiste sur la nécessité d'agir. J'ai donc déplacé le titre. Il est possible que celui qui place le titre ait voulu mettre en lumière un point, important pour lui.

*Pa, Iho, 3<sup>o</sup>1708*: Diligamus Deum non solum verbo et lingua, set opere et veritate, et *Jaco*, 2<sup>o</sup>: Fides sine operibus mortua est.

Quando autem deest facultas, verifficatur dictum Aug-ni: Non diuturnitas operum, non immensitas operum, set sola caritas et voluntas faciunt meritum. Et includit hic voluntas intentionem.

N. Judicare de opere quando est temerarium.

Ex quo patet quomodo temerarium est judicare de aliquo qui potest ratione caritatis et bone intentionis mereri ubi alias demeretur. Dat exemplum Ger *de Vitta*<sup>1709</sup> *spirituali*, lectione 4a, circa finem. **Si quis celebrat missam aut aliud quodcumque opus spirituale peragit et inde sperat mercedem temporalem... non tanquam precium spiritualis illius operis, Non enim esset equa commutatio, Set accipiatur illud temporale pro sustentatione ministri. Non debet itaque quisquam suis stipendiis militare**<sup>1710</sup>, Et qui altario servit, dicit Apostolus, de altario vivere debet; hoc titulo que dicitur sustentatio ministri salvatur omnis acceptio moderata rerum temporalium pro spiritualibus juxta sententiam Durandi in hac materia.

Missam celebrans vel aliud spirituale faciens pro temporale qualiter non peccat.

Hanc eandem sententiam dicunt alii, aliis verbis tamen: Quod omnis res spiritualis propter temporale lucrum tanquam motivum unicum<sup>1711</sup>, principale aut propter finem Deo subordinatum, qui dici potest finis consequutivus, licite queri, diligi vel exerceri potest. Existimo neminem dubitare quin posset Deus diligi a me et exorari ut mihi det vitte sustentationem ad liberius ei serviendum; nullus autem est actus magis spiritualis quam dilectio Dei; fas enim est alicui excercere in una religione vel cura vel alio spirituali opere ut inde sustentetur ad necessaria vite, non quidem sistendo in hoc, set ulterius refferendo in Deum, ut talibus habitis ulterius Deo serviret.

---

1708<sup>o</sup>:correction pour 1<sup>o</sup>.

1709*Vitta*: tantôt avec deux t, tantôt avec un, dans ce folio.

1710En caractères gras: citation de GERSONIUS qui cite 1,*Cor*, 9,7 . Au lieu de: *debet itaque*, on trouve: *enim tenetur*.

1711Doute de lecture: fin de ligne.

Intentio qualiter est ordinanda et purificanda ad modum thuris.

Patet igitur qualiter intentio sit ordinanda.

Ut autem hoc thus recte intentionis sit acceptum Deo,

1<sup>o</sup><sup>1712</sup>

primo debet purificari a fumositatem arrogantie, ut in operibus non intendat humanum favorem juxta consilium Salvatoris: **Attendite ne justitiam vestram faciatis coram hominibus ut videamini ab eis**, *Math. 6*<sup>1713</sup>.

2<sup>o</sup>

Debet secundo istud thus purificari a viscositate deceptionis, ut non faciat de genere malorum bona intentione, Set, ut dicit Aug-us: **Cum ad id venerit homo ut saluti proximi nisi peccando provideri non possit, jam non se existimet habere quod facit**<sup>1714</sup> et quod debeat facere, 22, q.2, *Faciat*.

3<sup>o</sup>

Tertio debet purificari ab omni macula turpitudinis, hoc est peccati, quia dona iniquorum non probat Altissimus, unde psalmus: **Specie tua et pulcritudine tua, et ex gratia**, que est pulcritudo anime, **intende** et intentionem tuam dirige.

4<sup>o</sup>Quarto purificetur a colore falsitatis, hoc est quod vere dirigatur ad Deum propter seipsum et non propter creatam mercedem principaliter.

Tale<sup>1715</sup> thus est acceptum Christo Marie filio, quod ut illi tale possimus offerre concedat ipse Christus, cui est honor et gloria in secula, precibus eius dignissime matris. Amen.

Et hec de secunda parte principali, videlicet de thure.

---

1712Chiffres en marge.

1713 6, correction pour 5

1714 Citation de *Décret*, C 22, q 2, c 15

1715Tale: correction pour: *tales*

[fol. 49/50r]<sup>1716</sup>

Jhesus, Maria, Franciscus.

**Incipit tertia pars hujus libri que dividitur in tres partes, scilicet de preceptis, peccatis et modo se habendi in fine confessionis.**

Marie filio obblatum munus fuit mirra et signat confessionem. Et merito, Nam amara est ut mirra, ymo, ut dicit vel videtur dicere Scotus<sup>1717</sup> nichil in ecclesia militante amarius et difficilius ad perficiendum. Ut ergo valeamus, stella previa, id est Maria illuminante et dirigente, hoc opus confessionis tam difficile perficere,

Modus procedendi<sup>1718</sup>.

Primo ponam de conditionibus necessariis in confessione.

A. 1us articulus de conditionibus necessario requisitis ad confessionem<sup>1719</sup>.

Doctores enim in 4°, dist. 17, dicunt esse novem conditiones confessionis, que continentur in hiis versibus: Sit simplex, humilis, etc., Set nunc loquendo solum de conditionibus necessariis ad hoc quod confessio sit bona et non iteranda, dico quod solum sunt tres, videlicet quod sit premeditata, 2° quod sit amara, 3° integra.

Quantum ad primum, scilicet quod sit premeditata, dicunt doctores sequentes Augus-m in c. *Consideret*, *De penitentia*, disti. 5a<sup>1720</sup>, quod hec premeditatio debet esse memorie et potentie, scilicet ut recogitet annos in amaritudine anime sue Et cogitet reperire potentem ipsum absolvere, scilicet ydoneum confessorem. Si enim pro salute corporali, puta pro vulnere tibie, queris peritum chirurgicum nec auderes te committere in manus illius quem non cognoscis expertum, quid facere deberes pro vulnere mortali anime curando? Set heu! sicut ait Aug-us et post ipsum Ber, Curam habemus de rebus omnibus nisi de anima que melior est rebus omnibus.

---

171649 en chiffres, suivi de fo 50.

1717Scotus: suivi d'un blanc.

1718Marge. Titre absent dans la table des matières, (du moins avec cette foliation).

1719Marge.

1720*De penitentia, disti 5a*: ajput en marge avec encre noire plus claire

Occipe igitur ordinate in libro aplicando, tribus verbis, scilicet premeditata deinde ponetur. Set hic occurrit pulcra difficultas, scilicet quando teneatur facere peccator predictam premeditationem, et consequenter confessionem?

Prima propositio. De premeditatione confessionis<sup>1721</sup>.

De hoc dico sequentem propositionem:

Omnis utriusque sexus adultus qui post baptismum incurrit peccatum mortale tenetur de jure divino pro tempore de illo peccato sacerdoti ydoneo confessionem premeditam amaram, prestitutam et intentionatam et integram facere.

Hanc propositionem concedunt omnes theologi in 4, dist. 17<sup>1722</sup>. Set volo eam declarare per singulas partes in ea positas, precipue propter aliquos canonistas qui male intellexerunt hanc materiam.

Quando tenetur quis confiteri<sup>1723</sup>.

P° igitur quantum ad id quod ponitur in c. de adulto, Sciendum secundum Sco quod etas quoad hoc ut quis teneatur confiteri non est expectanda penes pubertatem vel 12 annorum, vel 17 vel 18, que dicitur plena pubertas, set omnis ille dicitur adultus et est obligatus ad confessionem in quacumque sit etate qui habet usum rationis et potest aliquid cogitare et facere deliberate quod est malum, sicut de puero quinque annorum dicit Gregorius in libro 4°, c.18, *Dialogorum*, qui in etate tenera arreptus a diabolo dampnatus fuit<sup>1724</sup>.

De quibus est fienda confessio.<sup>1725</sup>

Sequitur in propositione: qui post baptismum, quia doctores communiter tenent, dist.14<sup>1726</sup>, 4i, quod de peccatis mortalibus commissis ante baptismum non est necesse confiteri. Unde tenet ibi Ricar, quia aliqui etiam doctores tenent, quod non solum de commissis post baptismum, set etiam ante sit confitendum.

---

1721Marge. Titre absent dans la table des matières;

1722 17: correction de 13

1723Marge. Titre absent dans la table des matières, du moins avec cette foliation.

1724Fuit: ajout.

1725Marge. Titre absent dans la table des matières, du moins avec cette foliation.

172614: correction de 16

Preterea in dicta quoque propositione dicitur: peccatum mortale, quia sicut pulcre declarat Sco, disti.17, 4i, venialia non sunt confitenda de necessitate, nec ad hoc obligat decre. *Omnis utriusque sexus*, ut ibidem probat Sco.

B<sup>1727</sup>. Materia sacramenti confessionis et forma<sup>1728</sup>.

Ad cognoscendum autem latius de confessione venialium, sciendum quod materia hujus sacramenti secundum Durandum sunt verba confitentis et hoc fuit supra dictum; Tho vero, 3a parte, ponit quod hujus sacramenti duplex est materia, Proxima scilicet et Remota; Proxima sunt actus penitentis; Remota sunt peccata de quibus dolet.

Set hec omittendo dico breviter quod ea que sunt ex parte penitentis, sive sint verba sive sint facta, sunt quedam materia hujus sacramenti. Ea vero que sunt ex parte sacerdotis se habent per modum forme.

Tota autem difficultas apud doctores est de materia quoad illam penes quam hoc sacramentum dicitur institutum. Et dicunt quidam quod quicquid dicat aut confiteatur peccator in hoc sacramento, non sit hoc modo materia<sup>1729</sup>

[fol. 49/50v]

nisi confessio actualis de mortalibus, ita quod ad horum mortalium deletionem est hoc sacramentum institutum per se et principaliter: Unde licet annexe et per accidens, ut dicunt, venialia possunt quodammodo dici materia, non tamen illa penes quam stat ratio hujus sacramenti et sine qua non potest esse hoc sacramentum. Hoc autem concesso sicut videtur concedere Conrardus<sup>1730</sup> monachus in 4°, disti. 14, Dico quod cum ecclesia nihil possit immutare quoad materiam et formam sacramentorum prout concorditer omnes theologi tenent, licet ipsa bene possit illegitimare aliquas personas tanquam inhabiles ad sacramentum suscipiendum

Concesso insuper (sicut etiam videtur Sco, ubi supra, dicere) quod sacramentum penitentie sit secunda tabula et quod ejus materia sit peccatum mortale et non veniale, licet si veniale sit cum mortali deleatur, cum ipso quando mortale deletur.

---

1727Lettre qui n'apparaît ni dans le développement, ni dans la table des matières. Je la place ici vu l'importance du thème de la matière.

1728Marge. Titre absent dans la table des matières. On peut considérer que c'est la suite du titre A: *Confessionis conditiones requisite et quid debetur*.

1729Souligné d'entrelacs rouges: ajout en bas de page.

1730*Sic*.

Tunc dico quod papa non potest obligare vel ordinare aliquem ad confessionem venalium nec etiam quicumque prelati aliquarum religionum possunt ad hoc subditos obligare. Non nego tamen, ymo concedo quod tam papa quam prelati possunt statuere quod quis confiteatur venalia, set tunc dico quod hujusmodi confessio que est solum venalium non est sacramentalis, quod patet quia sacramentum non potest esse sine materia et forma, modo ibi non est materia hujus sacramenti prout superius est declaratum.

C. Confessio venalium duplex fieri potest<sup>1731</sup>.

Consideret ergo diligens lector et confessor et per predicta judicet et concordat doctores qui de hujusmodi confessione venialium sunt multum varii, Quod confessio venialium potest dupliciter fieri, Primo in quantum talis confessio est sacramentalis et sic nullus obligari potest ad confessionem venialium nisi a solo Deo qui solus potest mutare materiam sacramentorum et instituere quod materia confessionis essent venalia.

Secundo potest talis confessio fieri non quod sit sacramentum, set quidam actus humilitatis vel humiliationis et sic bonum et sanctum est confiteri in generali peccata sicut fit in principio misse et completorii et sicut ille actus qui fit publice est bonus ita etiam actus qui fieret secrete, tamen ubi quis diceret imperfectiones suas veniales esset bonus et meritorius, quamvis non esset actus sacramentalis.

Et hoc tenendo duo supposita que sunt multum probabilia, maxime cum peccata venalia secundum omnes doctores sunt materia sacramenti extreme unctionis, quare videtur quod non sunt materia alterius sacramenti.

D. Confessio est de jure divino<sup>1732</sup>.

Preterea dicebatur in propositione: De jure divino. Confessio enim secundum Boram, Thomam et Sco, Aure et omnes theologos in 4, disti. 17, est de jure divino sicut et alia sacramenta et non de jure positivo ecclesiastico.

---

1731Marge.

1732Marge.

Ex quo inferitur<sup>1733</sup> primo quod ipse papa sicut et ceteri fideles tenentur confiteri si mortaliter peccet; Secundo quod abjicienda est tanquam falsa et periculosa atque dampnabilis opinio quorundam canonistarum, qui in *c Omnis utriusque sexus, De penitentiis et remissionibus*, videntur tenere quod sit de jure positivo. Et ad hoc est glosa *De penitentia*, disti. 5, in summa que vult quod confessio sit instituta a quadam universali constitutione ecclesie, Et ex hoc inferunt greci quod non tenentur ad confessionem peccatorum sacramentalem, ex quo non acceptaverint hujusmodi institutionem, sicut eadem ratione dicunt se a voto castitatis immunes.

E. Nota de tempore confessionis.<sup>1734</sup>

Preterea dicebatur Pro tempore.

Et certe de hoc tempore, quando sit de necessitate confitendum, Utrum scilicet statim commisso peccato an solum semel in anno, est diversa opinio doctorum.

Pro qua diversitate capienda et veritate invenienda premitto duo: Primum, quid intelligunt doctores dicentes quod statim post perpetratum peccatum est confitendum.

Et dico quod loquuntur de confessione quantum ad factum<sup>1735</sup>

[fol. 50/51r]

et non solum quantum ad votum vel propositum.

Secundo dico quod intelligunt Statim, scilicet habita oportunitate sacerdotis, sicut solet dici in aliis preceptis affirmativis, quod non obligant ad semper, set pro semper. Est igitur tota varietas doctorum in hoc. Ponatur quod Petrus peccat hodie mortaliter que est dies Xa Februarii et quod die dominica in ecclesia habeat sacerdotem cui eque bene posset confiteri sicut si esset pasche dies. Nunc est difficultas: si posset sine novo peccato differe confessionem usque ad pascha, an teneatur die illo dominico confiteri? Et nota quod non loquitur de quibusdam casibus in quibus secundum omnes est statim confitendum, de quibus infra. Tenent igitur doctores aliqui partem affirmativam, alii negativam.

---

1733Ratures.

1734Marge. Titre dans la table des matières:*Confessio quantum ad tempus et quando statim.*

1735*Ad factum*: souligné d'entrelacs, (bas de page).



Duo sacramenta conferunt primam gratiam<sup>1736</sup>.

Secundo premitto quod duo sunt sacramenta que conferunt primam gratiam, scilicet baptismus et penitentia; Alia vero sacramenta ordinarie requirunt hominem in statu gratie ad hoc ut debite suscipiantur: Baptismalis autem gratia semel perdita nunquam per baptismum potest recuperari, set Deus misericors dedit nobis remedium recuperandi gratiam perditam, scilicet per penitentiam, que ut dicitur, *De pe*, in di pa, et sunt verba Ihero-i, est secunda tabula<sup>1737</sup> post naufragium.

Duo naufragia<sup>1738</sup>.

Primum naufragium fuit peccatum originale et ejus prima tabula baptismus; 2m naufragium est peccatum mortale actuale, cujus tabula secunda est penitentia. Peccatum autem veniale non dicitur naufragium quia anima per illud non periclitatur.

De hac autem penitentia est dupliciter loquendum vel ut est virtus vel ut est sacramentum, sicut dixi parte prima, Et conformiter dicunt doctores quod per duo potest quis gratiam post baptismum perditam invenire<sup>1739</sup>, sive se ponere dupliciter in statu gratie, scilicet per viam contritionis et per viam confessionis. Et dicit Sco in 4 quod via confessionis est multo securior. Vide Sco in 4, disti. 17<sup>1740</sup>, q unica, ar. 1, § **Aliter igitur arguo sic**<sup>1741</sup>.

Doctores tenentes quod statim tenentur confiteri<sup>1742</sup>.

Et quia hec via securior et hic agitur de magno quia de periculo anime, ideo putaverunt aliqui doctores quod tenebatur homo tutiorem viam in sua infirmitate eligere et non se periculo exponere cum nesciat si hac nocte morietur et per consequens dixerunt quo statim modo preexposito tenebatur actu confessionem facere. Presupponunt autem isti doctores quod peccator tenetur esse in gratia gratum faciente tentione precepti negativi, scilicet ad semper et pro semper.

Secundo presupponunt quod tenetur secundum omnes statim post peccatum conteri, licet secundum aliquos non teneatur confiteri.

---

1736 Marge. Titre absent dans la table des matières.

1737 *Est 2a tabula et sunt verba Iheromini*: mots ajoutés en marge.

1738 Marge. Titre absent dans la table des matières.

1739 *Invenire*: ajout.

1740 Dist. 17 correction pour: 13

1741 En caractères gras: début du paragraphe chez SCOTUS.

1742 Marge peu lisible. Elle ne se trouve pas tout à fait à cette hauteur, et il n'y a pas de pied de mouche qui pourrait aider à la placer. Je la place à ce qui me semble un endroit convenable. Titre absent dans la table des matières.

Hanc opinionem sequitur Archi, *De penitentia*, disti. 3, c. *Ille rex*, Et Inno in c. *Omnis*, *De penitentiis et remissionibus*.

Sanctus autem Bo-ra videtur mediare inter duas predictas contrarias opiniones, distinguendo tria genera hominum. Quidam sunt religiosi, quidam clerici, et quidam puri laici. Duos primos non audet excusare. Vide ipsum in 4, di 13, ar. 2, q. 2.

F. In quibus casibus tenetur quis confiteri statim post peccatum mortale.<sup>1743</sup>

Verum quia volo semper opinionem communem in materia peccati sequi et nunquam de mortali judicare nisi esset concors sententia doctorum, Ideo nunc nichil asserendo pertranseo, cum doctoribus dicendo<sup>1744</sup> scilicet quod saltem in quinque casibus tenetur peccator statim confiteri et non expectare pasca, Videlicet ratione stimuli, sacramenti, periculi, dubii, statuti.

Primus ratione stimuli, quando alicui dictat conscientia quod statim

[fol. 50/51v]

teneatur de necessitate confiteri. Tunc enim tenetur, quia omne quod fit contra conscientiam edificat ad gehennam, X, *De restitutione spoliatorum*, c. *Litteras*, § *Horum*, et 28 q, § *ex hiis*, *De simonia*, *Per tuas*, et secundo *De penitentia*, disti 3a, § *illud quoque Gregorii*.<sup>1745</sup>

Secundus ratione sacramenti. Pro quo averte, quantum ad istud varie opinati sunt doctores. Quidam enim, ut Landul et sanctus Tho, dixerunt quod non solum quando quis vult celebrare aut<sup>1746</sup> sacramenta recipere sine ministrare tenetur de necessitate confiteri, set etiam quando aliquem actum solempnem vult exercere in ecclesia, puta legere evangelium et hujusmodi, sicut habetur in primo Quolibeto Thome, q. 6. Hoc etiam instruxit Jho de Neo de illo qui ordines sacros vult recipere.

---

1743 Marge. Titre dans la table des matières: *Confessio quantum ad tempus et quando statim*.

1744 *Dicendo*: ajout.

1745 Mot barré derrière *horum* et suite du texte ajouté en marge, jusqu'à *Gregorii*.

1746 *Aut*, pour *au*.

Hec tamen opinio non probatur aliquo jure nisi ubi peccatum esset manifestum, et tunc est glosa in principio *De penitentia*, disti 5<sup>1747</sup>, que ait quod quando peccatum mortale est manifestum, statim tenetur confiteri.

Alii autem solum intelligendum volunt de susceptione aut consecratione sacramenti altaris, dicentes in aliis sacramentis et predictis actibus solam sufficere contritionem cum proposito confitendi, quia tunc homo est in gratia, in qua existens potest cetera sacramenta a sacramento altaris et recipere et administrare, ymo neque ratione sacramenti altaris esset de necessitate confitendum etiam, nisi esset specialis reverentia et devotio que est habenda in hoc sacramento plus quam in quocumque alio.

Etenim enim qui est in gratia Dei videtur dispositus ad susceptionem cujuscumque sacramenti.

Quomodo scit se homo esse in gratia<sup>1748</sup>.

Et si queras quomodo sciet<sup>1749</sup> quis se esse in gratia, respondet sanctus Bo-ra quod sufficit probabilitas ubi non est veritas. Vide doctores in 4, disti<sup>1750</sup>. Hec opinio mihi videtur verior, nisi teneretur opinio superius tacta quod semper post peccatum commissum est statim confitendum.

3s casus est cum quis est in periculo notabili imminentis mortis, ut pote quando vult iterare per longum tempus et periculosum iter vel bellum vel est infirmus infirmitate periculosa. Et hac de causa precipitur medicis in c. *Cum infirmitas, Extra, De penitentiis et remissionibus*, quod cum eos ad infirmos vocari contigerit, ut efficaciter moneant quod prius advocent medicos spirituales. Adverte etiam quod secundum Petrum de Pallu tunc periculum est mortis quando quis est in tali casu in quo frequenter homines moriuntur.

4us casus est quando probabiliter videt quod anno illo copiam confessoris ydonei habere non poterit qui ipsum possit absolvere.

5us casus est quando per statutum quis est obligatus ad pluries confitendum, ut religiosi et similes, quia non sufficit tunc semel in anno confiteri.

---

1747 5: correction pour 2, d'après ANGELUS.

1748 Marge. Titre dans la table des matières: *Gratiam se habere quis scit*.

1749 *Sciet* semble-t-il, mais on attend un subjonctif

1750 Blanc.

Limite si statutum obligat ad mortale, alias non credo quod teneatur de necessitate, et etiam intellige sicut supra fuit declaratum de peccato veniali.

G. 2us articulus<sup>1751</sup>.

De clavibus ecclesie et de dispositione scientie et cui licita est confessio.<sup>1752</sup>

Preterea dicebatur in propositione Sacerdoti. Certum est quod solum regulariter est sacerdotibus confitendum secundum omnes doctores quamvis magister sententiarum, disti 17<sup>1753</sup>, 4i, dicat quod in casu necessitatis tenetur quis confiteri layco ubi deest presbiter et hanc opinionem sequitur sanctus Tho, disti eadem, pro qua textus Augu-i, *De penitentia*, di 1. *Quem penitet*<sup>1754</sup>, et glosa, *Extra, De officio iudicis ordinarii*, in c. *Pastoralis*. Set verior est opinio Sco Ricar, Pe et communiter theologorum in 4°, disti. 17, quod non tenetur nisi sacerdoti de necessitate, et hoc patet ex supradictis, ymo ultra hoc addit Sco, di eadem, quod si peccator potest et per se verecundari vel ubi laicus non esset magis discretus quam ipse sic querens consilium non esset utile confiteri laico nec expedit. Posset tamen bene esse utile ex materia

[fol. 51r]

verecundie que est una pena pro peccato debita quia confitens solveret unam penam debitam peccato. Ex hoc bonum esset consilium eidem in tali casu dummodo sit talis qui non habeat depravari ec auditione peccatorum, et sic intelligitur auctoritas Augus-ni prius tacta.

Ydoneus confessor quis est<sup>1755</sup>.

Preterea dicebatur Ydoneo, et de ydoneitate de qua multum perplexe a doctoribus aliquibus dictum est, Dico breviter quod illa accipienda est penes claves sacerdotales que sunt ut communiter tenetur due, scilicet Clavis potentie et Clavis scientie.

---

1751 Marge.

1752 Marge. Titre dans la table des matières: *Clavis ecclesie*.

1753 d. 17: correction pour 7

1754 *Quem penitet*, correction selon ANGELUS, *Confessio* 3, § 1.

1755 Marge. Titre dans la table des matières: *Confessor ydoneus*.

Non curo hic ponere (quia nec liber presens hoc requirit) difficultates de hujusmodi clavibus, et si sint plures et quot sunt. Et pro hujusmodi vide Bor-am et Sco dictos vel alios prout ingenio lectoris quadrabit, quia non omnes doctores omnibus lectoribus placent.

Tamen quantum ad presens spectat accipiendo ydoneitatem penes scientiam et potentiam, declaro aliquas breves difficultates de scientia et potentia confessorum, de quolibet duas.

Scientia requisita confitenti<sup>1756</sup>.

Quoad scientiam primo quero: Que scientia est sacerdoti necessaria ad hoc quod sit ydoneus confessionum auditor? Respondeo: Quidam dicunt parvam scientiam ad posse audire confessiones requiri ita quod secundum eos sufficit sacerdoti quod sciat dubitare ubi invenerit aliquem casum obscurum et peritos consulere; Alii a contrario dicunt magnam scientiam requiri non solum theologie, set etiam juris canonici, ymo ut dicunt oportet quod talis de casibus inopinatis sciat respondere; Alii autem per distinctionem quasi concordando predictas opiniones, quod distinguendum est de confessione, quia aut quis se ingerit ex seipso ut audiat confessiones aut ex precepto sive per obedientiam superiorum. Et dicunt quod prima opinio habet locum de secundo, scilicet qui non semet intromitteret nisi obedientia vel caritate cogeretur, Et quod secunda opinio habet locum et veritatem de primo. Quicquid autem sit de istis opinionibus, dico quod considerata ignorantia modernorum confessorum cum presumptione eorum qui passim et indifferenter se intromittunt de audiendis confessionibus, quod est opus valde arduum, quod multi confessores periclitantur et alios lavando seipsos inquinant, alios salvando seipsos damnant.

Et si quis desiderat de hujusmodi scientia ad confessiones scire, teneat quod dicit Bo-ra in 4, disti 17<sup>1757</sup>, quia segura est et elicitur ex c. Nulli sacerdotum, 38 disti, que talis est<sup>1758</sup>:

Tantam scientiam debet habere sacerdos quod sciat discernere in peccatis communibus quid veniale et quid mortale et sciat semper ad que peccata se potest extendere sua potestas. Ratio huius est quia alia penitentia pro mortali, alia pro veniali est imponenda, vel melius

---

1756 Marge. Titre absent dans la table des matières.

1757 d. 17 plutôt que 27

1758 A la hauteur du texte souligné: dessin de main entière.

ut sciat dicere peccatori abstinere a tali peccato tanquam a mortali; Item alia ratio, quia si esset aliquod peccati genus ad quod non posset manum extendere nec hoc cognosceret, in periculum anime sue audiret confessiones et in periculum confitentis. Unde homines qui tales cognoscunt tenentur consulere discretos, Alioquin uterque peccat mortaliter et graviter, Et hoc voluit dicere Aug-*us*, *De Penitentia*, disti 5<sup>1759</sup>, *Qui vult*.

Est autem et alia scientia qua quis scit per habitum acquisitum discernere inter perplexitates peccatorum, et hec est de bene esse: In talibus enim semper securiorem viam eligere et sapientes consulere debemus. Hec omnia ex Bo-ra.

Dicunt autem quidam theologi duas propositiones, que mihi videntur probabiles.

Prima: licet sacerdos sit indoctus, dummodo is qui confitetur sit peritus, non est periculum pro aliquo illorum, propter quod

[fol. 51v]

doctor et vir litteratus potest sacerdoti ignaro confiteri.

Secunda propositio quasi ex contrario. Si sacerdos sit peritus et peccator facta examinatione diligenti pro memoria habenda suorum peccatorum et sit talis qui illam non<sup>1760</sup> sciat facere examinationem, et sciat se ad hoc teneri, ponitur in manus ejusdem ut examinet ipsum ita quod peccator solum respondeat et nihil dicat nisi respondendo; nihilominus valet confessio dum tamen nihil celet et omnia dicat paratus etiam dicere omnia si videret quod de illis confessor ipsum non interrogaret.

Instructio auctoris.<sup>1761</sup>

Quia vero stultus est et insipiens qui se neglecto pro aliis laborat, obsecro quantum valeo simplices et indoctos confessores ut saltem discant dubitare atque post dubitationem ubi casum novum invenerint et insolitum vel de quo dubitant prius peritos consulant quam peccatores absolvant nec in sua industria confidant, quia plus vident oculi quam oculus, et<sup>1762</sup> quod a pluribus queritur facilius invenitur.

---

1759 6, correction pour 5, ( toujours la même difficulté concernant ces chiffres).

1760 *Non*: ajout.

1761 Marge. Titre absent dans la table des matières, du moins avec cette foliation.

1762 Devant *et*: suppression d'un *et*.

Caveant nihilominus summopere ne nunquam in aliquo casu judicent de mortali nisi hoc ex sacra scriptura elici posset vel concors opinio doctorum hoc teneret.

Consilium.<sup>1763</sup>

Unde in sequentibus quando casus est dubius dicturus sum: Teneatur C et dimittatur P, volens per C intelligere consilium esse super hoc requirendum, quasi dicerem consulat confessor talem vel talem opinionem. Per P autem volo intelligere precipitationem fugiendam tanquam periculosam, quasi dicerem non sit preceps in iudicando primo motu esse mortale vel non mortale, set mature incedat.

Exemplum Panormitani<sup>1764</sup>.

Pro hac materia facit quod dicit Panormitanus in c. *Ad nostram, De consuetudine*, quod est utile in facto dubio exquirere consilium a pluribus tam litteratis quam illiteratis, sapientibus quam insipientibus, Nam quandoque parum sapientes haent in certa re vel materia elevatum intellectum et acutius sciunt discutere unum casum quam plurimi sapientes.

Exemplum fatui parisiensis<sup>1765</sup>.

Sicut narrat de fatuo Parisiensi, qui decidit questionem miro modo inter tabernarium et quemdam pauperem a quo tabernarius volebat extorquere pecuniam eo quod comederat panem ad odorem assati, Nam dixit pauperem debere satis tabernario sono unius turonensis: quam certe questionem non melius<sup>1766</sup> potuisset solveere catholicus. Hoc modo Panor<sup>1767</sup> quando debebat dare consilium super aliquo articulo aut questione, cum mercatoribus et mechanicis conferebat.

Ex predictis igitur satis liquet, quod licet cum periculo anime confessor ignorans ingerat se ad audiendas confessiones, confitens tamen peccator vere absolvitur, ita tamen quod scienter talem non eligat, alias peccaret mortaliter et per consequens non absolveretur.

---

1763 Marge. Titre absent dans la table des matières, (je pense, pour éviter les confusions d'homonymie)

1764 Marge Titre absent dans la table des matières.

1765 Marge Titre absent dans la table des matières.

1766 Correction: suppression de *non* .

1767 Suivi d'un blanc.

H. Dubium. Si absolvit quis non habens auctoritatem<sup>1768</sup>.

Secundo quero quoad scientiam confessorum: Quid qui ex ignorantia vel forte verecundia vel festinatione absolvit aliquem ubi de jure non potuit, qui tamen post dictum modum experitur se errasse? Numquid tenetur penitenti significare? Respondet archiepiscopus Flo: in sua *Summa* dicit quod secularis excusatus est et coram Deo absolutus interim quod nescit, set confessor non: Quid ergo faciet? Collatio<sup>1769</sup> super casu isto olim facta est cum multis notabilibus doctoribus theologie in concilio Basiliensi. Quidam eorum dixerunt: Debet auctoritatem a superiore impetrare et si sine scandalo fieri potest vocare absolutum eique dicere ac eum prius de confessione auditum absolvere. Ubi autem magnum scandalum timeretur absolvat<sup>1770</sup> absentem, si ab ultima confessione speratur adhuc esse in gratia, vel, sicut aliis placuit, si magnum est et notabile timetur scandalum summo sacerdoti Deo totum commitat, penitentiam solum condignam pro necligentia agens presertim quando multitudo sic est neclcta vel multi eorum [fol. 53r]

multum distant a loco ubi residet confessor, maxime ubi persona confessa honeste haberi non potest.

J. 3us articulus. De peccato scientis et casibus reservatis<sup>1771</sup>.

De hujusmodi autem confessore ignorante dicit Ricar in 4°, disti 18, quod absolvens aut hoc facit ex ignorantia juris aut sciens jus quo hoc facere sibi non licet; si secundo modo et ex deliberatione hoc facit peccat mortaliter; si autem primo modo et hoc quod talis ignorantia juris sit affectata, adhuc peccat mortaliter: sacerdotibus enim suum non licet ignorare officium. De sic autem absolvente et absoluto tali absolutioni innitenti, nisi per ignorantiam invicibilem seu probabilem excusatur, dici potest illud evangelii: Si cecus ceco ducatum prebeat, ambo in foveam cadunt. Nec ille per ignorantiam excusatur qui magis est sollicitus querere consilium pro emptione unius equi vel unius bone vestis quam pro salute anime sue et hoc maxime si sit persona astuta sciens suum sacerdotem ignarum et se habere casus difficiles.

---

1768 Marge. Titre dans la table des matières: Absolvendi potestas.

1769 Suppression d'un premier *olim*, (barré dans le manuscrit même).

1770 Correction: suppression: *absolvat* (en double).

1771 Marge. Titre absent dans la table des matières:



Quoad potentiam sacerdotis, Quero similiter alias duas questiones.<sup>1772</sup>

Prima, Qui casus dicuntur reservati? Dico communiter quod aliqui casus reservantur pape, ideo dicuntur casus papales, Aliqui episcopo qui dicuntur episcopales. Set revera est nimis difficile hos et illos casus ponere, quia hec omnia dependent ex voluntate summi pontificis apud quem est plenitudo potestatis et qui potest quot et quando sibi juste placet casus reservare. De episcopis autem si possunt in diocesibus suis similiter reservare, nunc taceo; Dico tamen quod hec materia de casibus reservatis est valde incerta et sepe mutatur, ita quod sepe que fuerunt ab uno reservata non reserventur ab alio: Sic hoc tempore per papam Sixtum sunt sublata multe excommunicationes que a suis predecessoribus fuerant; Chotidie etiam per privilegia mutantur casus hujusmodi, Et si hodie ponerem, cras forte oporteret de libro radere; Nichilominus tamen de hiis et privilegiis et generaliter de multis que tangunt jus pure positivum aliquid infra ponam parte secunda hujus libri que est de mirra<sup>1773</sup>.

Quis habet potestatem absolutionis<sup>1774</sup>.

Hic tamen per jus positivum determinatum est quod solus proprius sacerdos alicujus habet potestatem absolvendi ipsum a suis peccatis in illa vulgata decretali *Omnis utriusque sexus, De penitentiis et remissionibus*.

Proprius sacerdos dicitur 12m modis<sup>1775</sup>.

Set notandum quod proprius sacerdos dicitur duodecim modis. P° papa in toto mundo; 2° legatus in sua provincia; 3° penitentiarius ejusdem legati in tota provincia, 4° archiepiscopus dum visitat est proprius sacerdos subditorum suorum suffraganeorum et potest eos absolvere, C. *Nostro, De penitentiis et remissionibus*; 5°, episcopus in tota sua diocesi; 6°, archipresbiter ecclesie cathedrali; 7°, vicarius generalis episcopi:

---

1772 Marge Titre dans la table des matières: *Casus reservat*.

1773 Les mots *thure* et *mirra* sont écrits l'un sur l'autre.

1774 Marge Titre pouvant convenir dans la table des matières: *Potestas absolvendi*, (mais avec une seule référence: fol53,H)

1775 Marge.

isti duo possunt omnes de diocesi audire, ar. *Lex Cum pretor, ff. De judiciis. et c. Officium, De officio archiprebiteri*; 8°, presbiter parrochialis in tota sua parrochia necnon vicarii prefatorum presbiterorum; 10° omnes habentes licentiam ab aliquo predictorum; 11°, ille dicitur proprius sacerdos qui eligitur a papa pro suo confessore, et similiter de archiepiscopis, episcopis, patriarchis, cardinalibus et similibus prelati episcopis superioribus; 12°, Curatus respectu vagabundorum et qui non habent proprium domicilium et etiam parrochianis alicujus curati qui est excommunicatus vel qui habet aliquod impedimentum propter quod non potest eos licite absolvere, dummodo ab ipso curato vel superiori habeant licentiam alteri confitendi saltem petitam.

[fol. 53v]

K. Quando est licitum confiteri alteri quam proprio sacerdoti<sup>1776</sup>.

Notandum tamen pro hac materia quod dicit Panor in c. *Omnis, De penitentiis et remissionibus*, quod licet confiteri alteri quam proprio sacerdoti quando subest legitima causa, puta quia est revelator confessionis vel sollicitator ad malum vel non habet debitam scientiam vel probabiliter videtur sibi periculum vel sacerdoti imminere, Sicut in hoc casu contingere potest quando sacerdos matrem vel sororem confitentis cognosceret et huiusmodi, et tunc debet petere licentiam et obtinere; quod si non potest obtinere nec adire potest superiorem sufficit quod petiit et sic supletur dictum c. *Omnis* per c. *Placuit*, eo titulo et ibi glosa, *de pe et re*, dicit sic ut sit sensus: debet obtinere, scilicet si potest ut in dicto c. *Omnis*, vel adeat alienum si non potest ut in dicto c. *Placuit*. Et huic dicto Panor concordant doctores omnes,

Nota quomodo confessor habet omnes casus<sup>1777</sup>.

Ymo plus dicunt quod ubicumque confessor videt in confessione peccatorem periclitari quia non potest ei providere obstando, quia sua potentia est artata per superiorem, quod

---

1776 Marge.

1777 Marge. Titre dans la table des matières: *Quando habet omnes casus*.

in illo casu habet omnes casus et omnem potestatem superioris, quia potentia seu potestas<sup>1778</sup> nec data est nec artata nisi ad edificationem non autem ad destructionem. Et conformiter dicunt quod ubi confessor haberet omnes casus et potestatem episcoporum et videret expedire saluti illius quem audit non absolvi a tali vel tali casu aut peccato, quia tunc potentia eius est artata secundum Deum et conscientiam. De hoc autem nunc pertranseo.

Utrum autem sacerdos habeat potestatem qui est excommunicatus absolvendi aliquem in foro conscientie, habes infra parte 3a, Et similiter si habet potestatem absolvendi excommunicatum prius a peccatis quam ab excommunicatione. Et nunc hec sufficiant de scientia ad confitendum.

Qualiter autem se debet habere habens casus reservatos<sup>1779</sup>.

Qualiter autem se debet habere habens casus reservatos, Respondeo. Hec est certa questio quod si habeat talem sacerdotem qui possit et velit eum absolvere nec inde scandalizetur tenetur dicere totum.

Exempli gratia, si vadit ad episcopum et episcopus velit totum audire dicat, tanquam ad suum curatum qui potest absolvere, similiter dicat, dummodo utrobique sit securitas quia neuter scandalizabitur per pronitatem ad peccandum ut in materia fidei vel in peccato carnis, quia tunc alios querat et hoc de licentia saltem petita. Si autem episcopus qui potest eum absolvere non vult nisi reservata audire et alius non potest<sup>1780</sup> nisi reservata, et non abest bona voluntas et bona fides in confitente, tunc dicat etiam simplici curato qui absolvat simpliciter, sibi tamen injungat quod pro reservatis vadat ad episcopum cui reservata confiteatur.

Adverte tamen diligenter secundum Henri, *Quolibet*, q. 30 et 31, quod licet confessio possit fieri cum conditione, non tamen absolutio. Unde dicetur quod si inferior absolveret sub conditione, vel quod si de illis absolvatur per superiorem, vel ad tempus, scilicet quousque superior absolveret, et cetera hujusmodi, quod non valeret absolutio. Tamen si superior committeret inferiori tali modo<sup>1781</sup>, scilicet quod absolvere possit sub tali conditione quod etiam sibi confiteretur, quod valet talis confessio et potest fieri, quia talis confessio nihil aliud est quam ligatio seu ligaminis estensio<sup>1782</sup>, et

---

1778 *Potestas*: suivi d'un mot non lisible, peut-être: *clavium*..

1779 Marge.

1780 P suivi d'un blanc.

1781 Suppression d'un *quod* après *modo*.

1782 *Estensio*: correction pour *ostensio*.

idem ligamen potest pluribus estendi,<sup>1783</sup> et tunc non habet vigorem prima confessio nisi sub proposito faciendi secundam, set si postmodum renuerit confiteri confessori superiori, que dimissa sunt non redeunt, set novum peccatum incurrit<sup>1784</sup>; Et si dictam conditionem acceptat debet absolvere eum sine omni conditione aposita ex parte absolutionis<sup>1785</sup>, [fol. 54r]

si vero committatur sic, videlicet possis sub conditione quod non valeat nisi ei confiteatur vel nisi eam ratam habuerit, non valet talis commissio nec absolutio.

Utrum sacerdos excommunicatus habeat potestatem absolvendi.<sup>1786</sup>

Secundo quero de sacerdote excommunicato, utrum habeat potestatem absolvendi active, et de peccatore excommunicato, utrum habeat potestatem absolvendi passive, scilicet quod prius absolvat a peccatis suis quam ab excommunicatione. De hoc infra 3a<sup>1787</sup> parte.

L. Premeditatio confessionis qualis requiritur<sup>1788</sup>.

Pretera dicebatur in propositione facere confessionem premeditatam, unde ista premeditatio alio nomine dicitur recogitatio vite sive examinatio proprie conscientie et diligentia ad habendam memoriam suorum peccatorum. Que diligentia tanta debet esse secundum Scotum quanta sibi esse solet in re ardua que **sibi multum est cordi**<sup>1789</sup>. Hec autem diligentia et premeditatio valet precipue ad duo, scilicet ad oblita et ignorata. Quoad oblita valet primo, quia quando recordabitur alicujus peccati non tenetur ad iterationem seu iterare confessionem nec eidem confessori confiteri, set sufficit quod confiteatur alteri.

Casus reservatus qui non confessus est non reservatus<sup>1790</sup>.

Ymo ut dicit Pe de Palude in 4°, si istud peccatum oblitum esset casus reservatus vel excommunicatio et confessor primus auctoritatem absolvendi habuisset, nichilominus poterit confiteri simplici sacerdoti non habenti casus reservatos et ab eo absolvi, quia amplius non est casus reservatus.

Et hoc intellige verum, si primus intendebat eum absolvere in quantum ejus auctoritas se extendebat.

---

1783 *Estendi*: correction pour *ostendi*.

1784 *Incurrit*: suivi d'une rature.

1785 Ajout à la réglure, souligné d'un liseré rouge.

1786 Marge. Titre absent dans la table des matières.

1787: correction dece qui semble être un 4.

1788 Marge. Titre absent dans la table des matières. Un autre titre est saans doute considéré comme remplissant la même fonction: *Confessionis conditiones requisite*.

1789 En caractères gras: les mots de SCOTUS.

1790 Marge. Lecture difficile. Titre dans la table des matières: *Casus reservatus quando efficitur non reservatus*.

Ideo bene facerent qui eligunt confessorem auctoritate apostolica si facerent quod intenderet eos absolvere quantum se extendit sua auctoritas; Alias oporteret recurrere ad eum qui de jure posset eum a tali peccato absolvere. Ad hoc facit c. *Officii*<sup>1791</sup>, *De sententia excommunicationis*; A contrario sensu est c. *Super litteris*, *De rescriptis*.

2° valet hec diligentia quoad ignorata; Verbi gratia, Quis bene recordatur sui peccati facta diligentia, set tamen non credit quod sit mortale vel quod sit peccatum;

Nota ea que sunt pro puellis et pueris<sup>1792</sup>.

Sicut sepe videmus de pueris et puellis qui, procdolor, faciunt multa mortalia qui tamen non credunt esse talia<sup>1793</sup>, set nonnunquam audiunt in predicationibus talia esse mortalia et tunc confitentur ea, Utrum ergo teneantur confessiones precedentes iterare? Dico quod non, nam licet ignorantia juris naturalis vel divini non excusat quin peccent mortaliter etiam facientes contra hujusmodi jura, non tamen tenentur iterare prius confessa, set requiritur solum quod cognoscant ea esse talia, tunc confiteantur et doleant saltem in genere, de ignorantia dicendo cum propheta: Delicta juventutis mee et ignorantias meas ne memineris. Hanc opinionem sequitur frater Angelus, nam est benignior et verior.

Ex hiis igitur perpendat peccator quam bonum est converti ad cor et diligenter propriam examinare conscientiam, quam noxium etiam sit non premeditari juxta possibilitatem.

Qui enim hanc non adhibet diligentiam, set est ignorans ignorantia crassa vel affectata et est persona que industriam habet ad cogitandum et examinandum; quod dico propter istos simplices et fere totaliter ignaros quos excusant aliqui doctores, precipue si confessor pro ipsis supleat, scilicet ipsos prolixè ac plene examinando vel interrogando, Dico quod talis tenetur confessionem iterare si alique omittat et cum

[fol. 54v]

hoc talia obblita necnon et necligentiam nisi ubi sacerdotis primi copiam haberet qui unum de duobus recordaretur vel peccata prius commissa vel saltem injunctam pro illis penitentiam, tunc enim sufficit confiteri obblita cum necligentia,

---

1791 *Officii*: ajout en marge.

1792 Marge. Lecture difficile. Titre absent dans la table des matières:

1793 Suivi de mots raturés.

vel ut aliis placet, quia injunctio penitentiae secundum Scotum non est necessaria, sufficit quando aliquis scienter dimisit unum peccatum in sua confessione etiamsi fluxerit annus, quod redeat ad primum confessorem, dummodo adhuc habeat auctoritatem, et dicat: Tali tempore confessus sum vobis et omnia dixi preter hoc de quo nunc confiteor et de hiis que citra feci, et generaliter de omnibus que tunc vobis dixi et de fictione mea quia sic suscepi absolutionem, dummodo sacerdos sit certus quod tunc et nunc habeat auctoritatem absolvendi ab omnibus.

Considerationes juvantes recordationem peccatorum<sup>1794</sup>.

Solent autem doctores dare decem considerationes per quas potest homo faciliter recordari suorum peccatorum, etiamsi non fuisset confessus a 30, que sunt hec:

Prima<sup>1795</sup> est status in quo fuit, puta virginitatis, viduitatis, 2a etatis, 3a fortune, 4a officii seu exercitii, 5 societatis, 6a loci, 7a temporis, octava<sup>1796</sup> cordis, nona est verborum, quid contra Deum vel proximum locutus est, decima operum.

M. Peccat mortaliter tam sacerdos quam confitens quando.<sup>1797</sup>

Preterea dicebatur in propositione amaram, et quia hec amaritudo in hoc loco accipitur pro dolore sive contritione, ideo ut intelligatur pono dictum theologorum de ipsa tale:

Quicumque confitetur non habens respectu suorum peccatorum mortalium et occasionum<sup>1798</sup> ipsorum duplex velle, tenetur confessionem reiterare, et peccat mortaliter ipse si presumat absolutionem recipere et confessor si presumat ei dare.

Hoc dictum notabile ponunt tam theologis quam canoniste. De theologis sunt Bo-ra in 4o, disti 17, art 2°, q 3, Ricar quoque, eadem disti, necnon et sanctus Tho in 4° libro, [ ]<sup>1799</sup>, licet alibi dissensuerit, Item Henri de Ganda, *Quolibet* 4, 1, q. 3, et alii multi et precipue theologorum princeps Sco in 4°, disti 14, q ultima.

---

1794 Marge. Titre dans la table des matières: *Recordatio peccatorum quomodo habetur*.

1795 Ajout jusqu'à *operum*, avec une encre noire plus claire.

1796 A partir d'ici: chiffres en lettres. C'est une question d'espace disponible.

1797 Marge. Ce titre n'est pas repris dans la table des matières.

1798 *Occasionum*: correction pour *occasiones*

1799 Blanc.

Canoniste autem sunt Hostiensis<sup>1800</sup>, Raymondus, Panor in c [ ]<sup>1801</sup>, *De penitentiis et remissionibus*. Archi, *De penitentia*, disti 3, in fine, et alii multi.

Duplex velle requisitum in confessione<sup>1802</sup>.

Pro hujus tamen notabilis dicti pleniori intellectu videamus primo quid sit<sup>1803</sup> illud duplex velle et illa occasio. Et quantum ad hoc dico quod peccator cupiens recte confiteri debet velle<sup>1804</sup> non peccasse respectu preteriti et velle sive intendere habere propositum non peccandi, Si tamen deliberate cogitet se peccasse mortaliter, seu abstinere in posterum. Et illud duplex velle secundum Scotum est dispositio sufficiens ad hoc sacramentum confessionis suscipiendum<sup>1805</sup>.

Possunt autem dici illa duo velle attritio, quia ad primum sequitur aliqua (licet forte parva)<sup>1806</sup> displicentia, que licet non esset sufficiens meritum de congruo ad habendam et recuperandam gratiam, tamen erit sufficiens dispositio de congruo quando erit juncta sacramento quia sacramentum complet quod in ipsa defficit.

Sciendum insuper quod nullus confessor potest sine peccato absolvere aliquem nisi habeat firmum velle abstinendi non solum a mortali crimine set etiam a cujuslibet peccati mortalis occasione propinqua, qua stante non potest vel vix vitare peccatum mortale. Et advertat confessor quod ista fuga occasionis necessaria non debet imponi peccatori pro<sup>1807</sup> penitentia, prout simplices quidam confessores faciunt, set sicut dictum est quod restitutio est necessaria tanquam previa ita hujusmodi fuga, aliter peccator in peccato mortali esset si occasionem peccati mortalis non intendit vitare, quia qui amat periculum peribit in illo.

---

1800 Il arrive que les noms soient écrits sn entier.

1801 Blanc.

1802 Marge.

1803 *Sit*: ajout.

1804 *Velle*: correction pour *habere*.

1805 Souligné dans le manuscrit.

1806 Parenthèse dans le manuscrit.

1807 *Pro*: correction pour *prout*.

Instructio confessoris.

Heu! Heu! Quot hodie video simplices sacerdotes passim absolvere viros et mulieres sine admonitione hujus occasionis: Nam licet vir aliquando cohabitaret vel frequentaret domum alicujus mulieris, propter quam frequentationem sepe in peccatum cecidit

[fol. 55r]

et plures sunt inde scandalizati, tamen eum absolvere audent<sup>1808</sup> simplex et indoctus confessor cum detrimento anime sue non parvo absque hoc quod injungatur vel provideatur quod cessat hujusmodi frequentatio. Similiter, pro dolor! videmus quod licet mulier aliquando adulteretur aut cum servis suis peccet habitantibus in eadem domo, nichilominus tamen absque hoc quod servus ejiciatur, incaute et dampnabiliter absolvitur, cum hoc bene fieri non possit. Nec valet quod hujusmodi mulier non potest tamen ejicere sine scandalo et detrimento sue fame, quia licet fama preferenda sit peccuniis<sup>1809</sup>, non tamen conscientie. Idcirco ubi talis occurrit casus quod non potest conservari conscientia et fama, potius debet non<sup>1810</sup> quis eligere famam quam conscientiam. Hic tamen magna cautio est adhibenda.

Nota maximam conscientie<sup>1811</sup>.

Notetur tamen semper illa maxima de istis tribus, scilicet conscientia, fama et peccunia, quod ubi non possunt conservari ipsa tria, primum debet anteferri 2° et 3°, et 2m, 3°. Et per hanc maximam<sup>1812</sup> patebit infra de partu supposito alieno.

N. Clavis scientie errat dupliciter<sup>1813</sup>.

De hac materia dicit Sco in 4, disti 19<sup>1814</sup> in fine, quod clavis conscientie errat dupliciter: Primo in querendo de quibusdam fatuis circumstantiis, **que<sup>1815</sup> nec aggravant nec alleviant, set placent auribus pruritalibus** confessorum, 2° non inquirendo **de attritione** vel contritione confitentis, **set tantummodo** audit ipsum **ac si narraret unam fabulam vel narrationem**. Et secundum ista duo de mente Scoti, eadem distinctione, potest poni duplex propositio;

---

1808 *Audet*: ajout..

1809 *Sic*.

1810 *Non*: ajout.

1811 Marge.

1812 *Maximam* correction pour *materiam* (*ma-m*)

1813 Marge.

1814 Correction: d.19 et non 18

1815 En caractères gras: citation de SCOTUS.



Prima: Si errat clavis scientie primo modo, potest<sup>1816</sup> recte judicare, dummodo non erret 2° modo, set tamen peccat. 2a propositio: Si errat clavis scientie secundo modo, non potest recte judicare nisi a casu et cum hoc semper peccat, et potissime si non inquirat de attritione.

Quantum ad illud quod ponitur de absolutione, sciendum secundum beatum Bo-ram quod ipse confitens sacramentum facit irritum quantum est de se, propter quod mortaliter peccat, si presumat absolutionem recipere quam nunquam debet ei confessor dare si constat de hujusmodi intentione, sicut nec quoties constat quod confitens est in actuali peccato vel mala voluntate vel sine attritione, licet possit bene ipsum audire et penitentiam ei injungere, set non absolvere.

Nota de integritate confessionis.<sup>1817</sup>

Preterea dicebatur in propositione Integram confessionem. Ubi sciendum quod in proposito confessio integratur ex quatuor, scilicet

Circumstancie necessario confitende<sup>1818</sup>.

quando peccator non celat circumstanciam mutantem speciem peccati,

quando non tacet aliquid de quo dubitatur quod sit mortale,

quando non celat aliquod peccatum mortale,

quando absolvitur a sacerdote seu confessore.

O. Circumstancie necessario confitende<sup>1819</sup>.

Has omnes circumstancias diligenter debet confessor memorie commendare, quas hic non ponam. Et licet a doctoribus varie difficultates satis explicentur que sunt de circumstanciis, quas qui videre optat videat Ricar et alios in 4, disti 17 et 22 et precipue in libro *de virtutibus* quem composuit frater Franciscus de Maronis, doctor illuminatus, Quia confessoribus sufficit de hac materia scire que circumstancie sunt necessario confitende et quot, et quamvis apud doctores satis legatur quod sunt necessario confitende, tamen que sint tales raro invenitur,

---

1816 *Potest*: ajout.

1817 Marge.

1818 Marge. Ce titre est mis deux fois.

1819 Marge.

ideo pro utriusque intellectu sciendum quod secundum beatum Bo-am in 4, disti 17, q 3, quod tria sunt circumstantiarum genera<sup>1820</sup>:

[fol. 55v]

Multiplices circumstancie<sup>1821</sup>.

quedam sunt alleviantes,<sup>1822</sup>

quedam aggravantes,

quedam in aliud genus trahentes.

Has ultimas secundum omnes doctores necesse est confiteri.

Secundas, quamvis bonum sit confiteri, non tamen necessarium, nisi forte aggravarent notabiliter, quia tunc non tacende, ut in furto et percussione. Certum est enim quod percutere uno ictu leviter cum baculo vel graviter cum gladio faciendo parvum vulnus vel magnum sunt ejusdem speciei, unum tamen est gravius alio; Patet etiam de percussione clerici levi vel atroci, quarum una reservatur pape, alia non.

Primas autem circumstancias nec est necessarium nec bonum confiteri, ymo malum, nisi hoc forte fieret ad satisfaciendum confessori, si de illis interrogaret.

Restat igitur scire<sup>1823</sup> quot sunt circumstancie in aliud genus trahentes, quia de istis maxime oportet et necessarium est examinare.

Octo circumstancie necessario confitenda<sup>1824</sup>.

Doctores autem aliqui dicunt esse octo, videlicet

persone,<sup>1825</sup>

loci,

modi,

temporis,

numeri,

qualitatis,

inductionis,

consequentie.

Et huic opinioni addenda est circumstantia finis, que secundum omnes doctores est necessario confitenda.

Si tamen octo predicte circumstancie subtiliter considerentur, aparebit ut credo quod non sunt octo set tantum sex,

---

1820 Ajout hors réglure et liseré rouge.

1821 Marge. Titre absent dans la table des matières.

1822 La présentation suit celle du manuscrit.

1823 *Scire*: ajout en marge.

1824 Marge. Titre absent dans la table des matières.

1825 La présentation suit celle du manuscrit.

videlicet persone, finis, modi, qualitatis, temporis et loci, Nam circumstantia inductionis, numeri et consequentie non sunt circumstantie peccatorum, ymo ipsa peccata. Ideo talia sunt attente consideranda cum sint peccata, set non ut circumstantie.

6<sup>1826</sup>.

Sex autem predicte possunt per dictiones designari, Videlicet Quis, Cui, Quomodo, Quare, ubi, Quando. Prime quatuor respiciunt quatuor genera causarum, alie due sunt magis extrinsece.

De circumstantia que est de nominatione persone, caveat diligenter confessor ne inquirat nomina eorum cum quibus peccavit persona que confitetur. Propter enim curiositatem sciendi in particulari personas, multi confessores erraverunt: Ideo sit discretus confessor quod ubi videret quod penitens<sup>1827</sup> vellet exprimere nomina personarum faciat ipsum tacere. Sufficit enim conscientie utriusque exprimere circumstantiam trahentem ad alium genus peccati, scilicet quod cognovit mulierem virginem vel in matrimonio vel consanguineam vel monialem et de aliis circumstantiis, nihil amplius in particulari exprimendo, que sit illa virgo vel uxorata et c.

Nota veram difficultatem<sup>1828</sup>.

Unde est tamen quod hic est difficultas satis magna de qua pluries consului doctores in theologia, Utrum scilicet qui cognoverit sororem propriam sufficienter confiteatur dicendo se cognovisse aliquam consanguineam suam in propinquo gradu nihil plus exprimendo; Idem de matre non explicando matrem in speciali. Et quia doctores inveni in hac materia contrarios, iudicio meo prius esset declaranda difficultas illa, scilicet utrum incestus<sup>1829</sup> habeat plures species specialissimas, sicut dicimus de peccato contra naturam, an vero solum habeat gradus in eadem specie, quia majus et minus non semper variant speciem. Communiter tamen primum tenetur, et hoc expresse dicit Ricar in 4° [ ]<sup>1830</sup> et videtur probabilius; nam duo incestus primi et secundi gradus plus differunt quam duo incestus secundi gradus, et alia lege prohibetur in primo gradu lineae et ascendentium, quia divina, quamvis<sup>1831</sup> in secundo gradu alter<sup>1832</sup> alia, quia ecclesie. Sic igitur esset explicanda soror<sup>1833</sup> et etiam mater, nisi quis alia via vellet hoc excusare, scilicet quod non licet confiteri nisi<sup>1834</sup> proprio sacerdoti.

---

1826 Marge. Titre absent dans la table des matières.

1827 *Penitens*: correction pour *confessor*

1828 Marge. Titre absent dans la table des matières.

1829 *Incestus*: correction pour *incessus*

1830 Blanc.

1831 *Quamvis*: correction pour *quam*.

1832 *Alter*: sous entendu: *incestus*.

1833 *Soror*: correction pour *soro*

1834 *Nisi*: ajout.

Ut<sup>1835</sup> supra dictum, fol. 55, debet etiam confiteri peccata de quibus utrum sint venalia vel mortalia est in dubio.

P<sup>1836</sup>.

De hoc dubio dicit sanctus Tho in 4, disti [ ]<sup>1837</sup>, quod intelligitur de dubio scrupuloso quod depellendum est ad consilium pastoris, *Extra, De sententia excommunicationis, Inquisitioni*. Set fortassis diceret aliquis secundum Grego: Bonarum mentium est culpam agnoscere ubi culpa non est, et ponitur disti 5, *Ad cujus*<sup>1838</sup>. Ad hoc respondet sanctus Tho dictum Gregorii

[fol. 56r]

non intelligendum de substantia actus sicut intelligimus in propositione nostra, scilicet de circumstantia actus, scilicet quod timeat se fecisse bonum actum propter vanam gloriam et huiusmodi, juxta illud *Job*, 9<sup>1839</sup>: Verebar omnia opera mea sciens quod non parceres delinquenti. Aliter etiam exponitur predicta propositio a quodam acuto theologie accipiendo cognoscere pro formidare. Cognoscere inquam non per assensum firmum, hoc enim stultum, periculosumque fieret sicut sine causa; Dolet tamen quis et penitet quasi veraciter in culpa teneretur quia<sup>1840</sup> timet bonum opus sufficienter non fuisse factum, sicut timet non bene dixisse divinum officium etc. Ad hoc facit illud quod scribitur *Sexto, De verborum signif., Exiit qui seminat*, ubi habetur quod<sup>1841</sup> ad quodcumque devium timere solent conscientie timorate.

Q. 1us articulus. In quibus preceptis prohibentur peccata mortalia<sup>1842</sup>.

Quia supra dixi ad integritatem confessionis Illor<sup>1843</sup> requiri, scilicet quod peccator faceret tria et confessor unum, Ideo nunc postquam dictum est de duobus primis que peccator facere vel dicere in confessione debet<sup>1844</sup>, videlicet illud de quo dubitat quod est mortale et circumstantiamque mutat speciem, Ideo consequenter oportet de 3°, videlicet de peccatis mortalibus, que oportet confiteri.

---

1835 *Ut...dubio*: ajout présent dans le texte.

1836 Marge sans titre. Dans la table: *Dubia de peccatis que habentur confitenda*.

1837 Blanc.

1838 Doute de lecture pour la référence.

1839 *Job*, 9, 28. Citation en caractères gras.

1840 De *quia* à *timorate*: ajouté dans le texte.

1841 *Quod*: ajout.

1842 Marge. Titre absent dans la table des matières.

1843 Autre (et nouvelle) façon d'écrire 4.

1844 *Debet*: ajout.

Unde quia memini me supra<sup>1845</sup> dixisse, parte prima supra, duo esse genera examinationum, scilicet necessarium et superogativarum,

Item quod erant aliquae interrogationes de necessitate faciende, aliquae de congruitate sive de bono et equo, Et quia omnes doctores dicunt modum examinandi in confessione esse tutissimum, qui fit per decem precepta et septem peccata mortalia, ideo dicendo de istis simul tanguam<sup>1846</sup> examinationes faciendas de ipsis ut simul me expediam de utroque.

Verum quia dicturus sum quod hujusmodi libellus editus est nedum pro intelligentia, set etiam pro memoria et conscientia, hoc est ut confessores facile possint cognoscere ubi est peccatum mortale et ubi non et cum hoc etiam sine labore retinere modum examinandi in confessione et etiam secure in qualibet materia judicare, ideo aliqua premittam de examinatione antequam in particulari ponantur precepta et peccata.

Et primo premitto quod septem peccata mortalia prohibentur in preceptis explicite vel implicite.

Duo peccata mortalia explicite prohibita, alia implicite<sup>1847</sup>.

Unde Deus solum explicite prohibuit duo peccata mortalia, scilicet luxuriam 6° precepto, avariciam in 7°.

Alia autem quinque peccata mortalia prohibuit solum implicite: Superbiam in primo precepto, Accidiam in 3° vel secundum aliquos in 4°, Iram et Invidiam in 5°, Gulam in 3°<sup>1848</sup>.

Questio: quare deus prohibuit explicite magis luxuriam et avariciam quam alia.<sup>1849</sup>

Si autem quereret aliquis quare Deus citius prohibuit explicite et expresse luxuriam et avariciam quam aliqua quinque,

---

1845 *Supra*: ajouté en marge.

1846 *Tanguam*: pour *tangam*

1847 Marge. Titre absent dans la table des matières.

1848 *Tertio* et non *octavo*

1849 Marge. Titre dans la table des matières: *Questio de preceptis*.

ymo quod mirum est! licet Deus tantum dederit decem precepta, tamen Illor sunt que nichil aliud dicunt vel prohibent nisi luxuriam et avaritiam, scilicet 6m, 7m, 9m, et 10; Sextum et septimum solum prohibent luxuriam ac avariciam<sup>1850</sup> in opere exteriori; Nonum et decimum luxuriam mentalem ac avariciam sive in actu interior; Quare ergo non prohibuit similiter alia tam interius quam exterius?

Responsio pro omnibus istis est, quia ubi est maius periculum ibi cautius est agendum sive providendum est, 1, q. 2, [ ]<sup>1851</sup>, et 7, q 2, c. ultimo et ff. *Ad l.* [ ]<sup>1852</sup>: modo Deus bonus et misericors, qui nostram nimis desiderat salutem et qui vult omnes homines salvos fieri, previdens quod istis duobus peccatis maior multitudo hominum erat dampnanda, voluit obicem ponere et multipliciter prohibere hec duo mala.

Nullus mortaliter peccat nisi trangrediatur decem precepta<sup>1853</sup>.

Patet ergo vera hec maxima et catholica, quod nemo mortaliter peccat nisi transgrediatur aliquod preceptum Dei explicite vel implicite.

2°, ut facilius possit et sciat confessor quomodo examinet de decem preceptis et septem peccatis,

[fol. 56v]

hic ponam resolutorie omnes transgressiones preceptorum et septem peccatorum.

R. 2us articulus. Qualiter potest transgredi quodlibet preceptum in quolibet peccato 3ter<sup>1854</sup>.

Pro quo advertendum, quod quodlibet preceptum quis transgreditur tripliciter, et similiter dico de quolibet peccato, Ita quod ibi trado pro quolibet precepto unum ternarium, in quo omnes transgressionis dicti precepti continentur et ex quo debent formari examinationes sive interrogationes de dicto precepto. Et si forte invenias in aliquo doctore quod alio modo potest quis peccare contra preceptum quam quod contineatur in dicto ternario, similiter quod quis potest peccare alio modo peccato avaricie, ire, etc. quam contineatur in suo ternario, noli turbari, quia quod non invenies in uno precepto invenies in alio, Et similiter de peccatis,

---

1850 *Ac avariciam*: ajout.

1851 Lecture difficile. Et comme aucune forme de mots ne correspond à *Décret*, C 1, q 2, (référence qui, elle-même ne convient pas), il peut y avoir aussi une erreur de chiffres. ANGELUS expose l'idée en *Preceptum*, § 15, mais ne donne aucune référence.

1852 Texte effacé.

1853 Marge. Titre de la table des matières: *Peccatum mortale quid est et quando committitur*.

1854 Marge. Titre absent dans la table des matières.

Quia sepe eadem materia potest tractari in diversis locis, et quantum potui servari cuilibet materie locum congruentiorem, licet alii de eadem materia in alio loco tractaverint.

Examinationes possunt fieri dupliciter<sup>1855</sup>.

Diligenter debet considerare confessor quod examinationes potest dupliciter facere, Uno modo imperfecte et semiplene, Puta secundum ternarios solum, Secundo plene et perfecte, Puta secundum ternarios et propositiones simul: in propositionibus enim ponuntur omnes modi quibus in tali precepto aut peccato potest peccare mortaliter; Et cum examinationes non sint necessarie nisi de peccatis mortalibus, ideo qui examinat per omnes modos positos in propositionibus plene examinat. Et ut istud plene videatur ac clare, ponam exemplum de utraque examinatione, Et secundum exemplar quod hic pono de utroque genere, conformiter in quolibet alio peccato debet peccator examinari in confessione.

Examinatio semi plena<sup>1856</sup>.

Pro igitur primo modo examinandi pono unum ternarium, ut sit primus. articulus<sup>1857</sup>  
Secundum hunc ternarium, sic potest formari examinatio:

Ydolatrando, si fuit ydolatra;

Divinando, si habuit recursum ad divinatores vel sortilegos;

Superstitionibus vacando, si fuit superstitiosus in aliquo. Ecce quomodo hec examinatio est semiplena.

Examinatio plena<sup>1858</sup>.

Set si volo examinare plene respiciam ad ternarium et propositiones que semper ponuntur in secundo articulo, et examinabo sic: si adoravit aliquam creaturam vel speciem; si scivit omnia ad que tenetur; si dubitat de sacramento altaris vel de fide etc. sicut in propositionibus potest videri, sequendo singulas, quia in eis ut dixi tanguntur transgressionis mortales in tali materia. Et sic dices sequendo propositiones in 2° articulo positas et ponendo modos ydolatrie et superstitionis que ibi ponuntur. Et puto quod non est aliquis tam grossus quod si velit respicere librum non possit formare bene examinationes sive plenas sive semiplenas et perfectas.

---

1855 Marge. Titre dans la table des matières: *Examinatio multiplex*.

1856 Marge. Titre absent dans la table des matières.

1857 *Articulus*: ajout.

1858 Marge. Titre absent dans la table des matières.

Unde etiam inferius non faciam nisi ponere principium examinationum relinquendo cuilibet lectori secundum quod sibi placuerit perficere reliquum.

Admonitio lectoris<sup>1859</sup>.

Bonum tamen esset habere cartam specialem ubi solum scriberet examinationes huiusmodi plenas et sepe respiceret ut exercitatus inveniret quando tempus esset examinare. Et notet super illa que pertinent ad diversos status personarum, quia secundum status particulares personarum formande sunt examinationes particulares.

3us articulus. De modo procedendi in prima parte principali hujus 3i partis<sup>1860</sup>.

Ut autem dicti ternarii qui sunt multum memorie commendandi facilius sciantur, quia penes illos semper se regere habet confessor in formandis examinationibus, hic ponuntur quasi in speculo sive figura.

[fol. 56r bis]<sup>1861</sup>

Circa quos advertat quod sunt tantum decem ternarii, quia ut dictum est pro quolibet precepto ponitur unus ternarius Et similiter pro quolibet peccato. Exipitur solum peccatum superbie, pro quo ponitur una ymago sive similitudo loco ternarii.

Quatuor autem precepta prout dixi loquuntur solum pro duobus peccatis, scilicet luxuria et avaritia, Et ternarii qui ponuntur pro illis duobus peccatis ponuntur per consequens pro illis quatuor preceptis. Preterea quia quintum preceptum videtur quasi explicite prohibere peccatum ire, unde ymaginantur aliqui quod Deus tria explicite prohibuerit, ideo ternarius pro peccato ire servit pro quinto precepto: quare sequitur quod pro preceptis sunt solum quinque ternarii.

Et quia peccati superbie omnes filie et species non possunt includi in uno ternario, ideo pro peccato superbie inferius posita est<sup>1862</sup> inventio sub rubete similitudine.

Et quia ira et invidia bene comprehendi simul in uno ternario<sup>1863</sup> possunt, ideo pro ambobus non est positus nisi unus<sup>1864</sup> ternarius et per consequens sequitur quod solum sunt quinque ternarii pro septem peccatis mortalibus sicut etiam quinque pro decem preceptis legis.

---

1859 Marge. Titre absent dans la table des matières.

1860 Marge.

1861 Seconde foliation 56

1862 *Est*: ajout.

1863 Suppression d'un *non*

1864 Suppression de *unus* redoublé



Quare sequitur quod equiparentur precepta et peccata quoad ternarios quia pro utrisque sunt quinque; Et sic etiam est equalitas in numero preceptorum ternariorumque<sup>1865</sup> quia utrobique sunt decem qui sequuntur.

Instructio auctoris<sup>1866</sup>.

Confessor a principio dulcem se ostendat et peccatorem dicere dimittat<sup>1867</sup> omnia que voluerit. Scio enim aliquos abiisse retrorsum eo quod a principio confessionis invenerant confessorem rigide nimis et dure eos reprehendisse vel non permisisse aut voluisse audire que ipsi volebant confiteri; si tamen videret confessor peccatorem non tenere ordinem neque modum neque necessaria dicere set superflua, potest eum dulciter monere et instruere ordinate eum examinando.

Confessor autem hoc observet in toto processu confessionis quod non permittat dici superflua, maxime de peccato luxurie, sicut quedam vetule consueverunt dicere turpia nimis et tamen non necessaria, quia nec sunt species peccati distincte nec circumstantie necessarie: ideo debet eis dicere quod peccant taliter explicando et quod sufficit conscientie earum sic et sic dicere. Et sicut dulcem a principio se ostendit confessor, ita in fine se ostendat gravem et justum viriliter ostendendo peccatori gravitatem sui peccati. Cum autem cessaverit peccator loqui et nihil aliud habet quod velit et sit necesse confiteri, tunc incipiat ipse confessor examinare secundum modum qui dictus est supra<sup>1868</sup> secundo articulo. Cautus sit tamen confessor ne interrogando nimis descendat ad particularia in peccatis carnalibus in scandalum confitentis.

S. Incipit primum preceptum decalogi: quoad primum articulum.<sup>1869</sup>

De primo precepto et de aliis similiter et de quolibet peccato modo declarato ponam duos articulos. In primo ponetur ternarius, in quo continentur transgressionem et ex quo formari possunt<sup>1870</sup> examinationes; in 2° ponentur propositiones secundum quas debent<sup>1871</sup> dari consilia pariter et responsiones.

Quantum ad primum sciendum quod<sup>1872</sup> quis mortaliter primum preceptum transgreditur tripliciter, scilicet

---

1865 Ajout de *que*

1866 Marge. Titre dans la table des matières: *Instructio confessoris*.

1867 *Dimittat*: correction pour *dimitta*

1868 De *Supra* à *confitentis*: ajouté en marge dans le manuscrit.

1869 Marge. Titre dans la table des matières: *preceptum primum declaratur*.

1870 *Possunt*: ajout.

1871 *Debent*: correction pour *debet*

1872 *Quod*: ajout.

Ydolatrando,

Divinando,

Superstitionibus vacando.

Et secundum hunc ternarium possunt formari interrogationes: Si fuit ydolatra adorando aliquam creaturam vel speciem? Etc.

Advertat tamen semper confessor quod ridiculum esset semper facere similes interrogationes apud omnes, set semper districte, ut dictum est, debet considerare statum personarum et secundum illas descendere in particulari ad<sup>1873</sup> vicia, que a talibus personis in tali statu sepius perpetrantur.

Preterea advertat confessor, quod secundum Henri et Sco in tribus preceptis [fol. 56v bis]

prime tabule aliquid precipitur affirmative et aliquid prohibetur negative.

In quibus preceptis aliquid prohibetur affirmative et negative<sup>1874</sup>.

Ut in primo precepto precipitur ut habeamus veram fidem et prohibetur ne habeamus vanam, In secundo precipitur ut ubi veritas periclitatur, pro fide et veritate servanda incedamus<sup>1875</sup>; In tertio precipitur ut cultus Deo debitus ei reddatur, Et prohibetur ne opus servile efficiatur; ita quod in hoc precepto pro primo membro potuisset poni de fide dubitando ut tangeretur quod vera fides haberetur. Set quia in membro secundo, scilicet divinando, vel in tertio, scilicet supersticionando, confessor satis poterit descendere, si peccator dubitat in fide vel ecclesiasticis sacramentis, ideo ternarium posui ydolatrando.

---

1873 *Ad*: correction pour *a*

1874 Marge. Titre dans la table des matières: *Precepta 3a aliquid continent affirmativum et negativum.*

1875 *Incedamus* pour: *ince-us*.

Termini declarandi<sup>1876</sup>.

Nichilominus in principio pro primo ternario declarabo que sit vera fides et qui sit verus fidelis, ut inde sciat confessor quando est mortale vel non in hujusmodi dubiis.

Itaque ad plenum intellectum ternarii tres sunt termini declarandi, videlicet

Fides,

Ydolatria,

Superstitio, et in tertio termino patebit quid sit divinatio.

De primo termino sciendum quod fidelis sic diffinitur.

Fidelis quis est<sup>1877</sup>.

Fidelis est homo viator omnem propositionem seu veritatem quam aprobat ecclesia aprobans et omnem quam negat negans. Hec diffinitio elicitur ex c. [ ]<sup>1878</sup>. Ex qua diffinitione sequitur quod infidelis est qui non credit sicut sancta ecclesia, ut sunt Judei et Saraceni. Qui vult videre hanc materiam ad plenum legat secundum librum prime partis *Dyalogorum* Okam.

Fides quid est<sup>1879</sup>.

Ex hiis patet quid sit fides quia est habitus a Deo nobis supernaturaliter infusus seu datus quo intellectus hominis captivatur, id est assentit sine ratione aparenti set ex auctoritate et veritate dicentis, hiis que continentur in canone biblie et que sunt ex determinatione ecclesie catholice.

Sciendum tamen, quod, ut ait Sco, di 23 3ii, fides bene admittit quasdam vaxillationes vel titubationes. Sicut stat caritas cum veniali, sic fides non excludit omnem dubitationem, quia nec ponit omnimodam certitudinem. Si velis catholice de hoc videre, vide in *Dyalogis* Okam, libro 2°, c 10, prime partis.

T. Duplex dubitatio<sup>1880</sup>.

Set pro nunc ut clarius intellegatur, dicit Guill-us de Monte Lauduno super verbo Firmiter, *Extra, De summa Trinitate et fide catholica*, in *Clem.*, quod duplex est dubitatio;

---

1876 Marge. Titre absent dans la table des matières.

1877 Marge. Titre absent dans la table des matières.

1878 Blanc assez important, suggérant une *Décrétale*.

1879 Marge.

1880 Marge.

Quedam fit pertinaciter et animo deliberato et cum quadam complacentia, et hec est heretica, *Extra, De hereticis, Dubius*, et 2a disti, *Nulli*; Alia indeliberata et quodam scrupulo conscientie et hec potius pena est quam culpa et debilitas proprie ymaginationis quam peccatum, Et licet abjicienda, tamen non est heretica, *Extra, De simonia, Per tuas, 2°*, et de hac dicitur *ad Romanos 14, 1*<sup>1881</sup>: **Infirmum in fide assumite**, Et mecum<sup>1882</sup>: **Domine, adjuva incredulitatem meam**. Tales enim scrupulosi ut frequentius hesitant contra voluntatem suam, unde et si resistant talibus motibus et firment se firmiter in fide potius merentur quam peccent ad instar stimulorum carnis, 6<sup>1883</sup> disti, *Set pensandum*, et c. *Testamentum*.

Nota pro scrupulosis in fide<sup>1884</sup>.

Unde dicit Iho-es de Cambaco, libro suo *De consolatione theologie*, In multorum talium timoratis conscientiiis nihil quasi mali culpe esse videtur, set solum in intellectu vel in aprehensiva virtute et multum de perfectione, scilicet de timore et amore Dei. Unde non sunt deridendi talem infirmitatem habentes, set magis laudandi, utpote quos adeo urget caritas et filialis timor Dei quod pro toto mundo nollent Deum scienter offendere pro peccato mortali, licet timor vehemens

[fol. 57r]

Deum offendendi et dubitatio de agendis nonnullos hujusmodi in tantum perturbet quod lepram vel morbum gravissimum alium eligerent ut a tali essent infirmitati deportati vel suportati, quibus ob hoc est multum compatiendum: Per duram enim evasionem terrentur amplius et morbus aut non medetur aut incalescit.

---

1881 1: correction pour 9, ce qui peut se rapporter à *Marc. (9, 23)*

1882 *Marc, 9, 23*. Faut-il lire (*secudum*) *Marcum* ou *meum*? Ce qui est sûr c'est un *m* au début, une lettre qui peut être un *e*, un *c*, un *r* et une finale *um*, que la construction grammaticale de *Marcum* n'apparaît pas, et que *Et* est affecté d'une majuscule.

18836: correction pour 8.

1884 Marge. Titres dans la table des matières: *Scrupulus quid est et Scrupulosus quis est*.

Unde beatus Petrus, 1a *Petri*, 3, tales benigne consolans ait: Filie beneficientes et non timentes ullam perturbationem, viri similiter cohabitantes secundum scientiam quasi infirmiori vasculo muliebri impertientes honorem tanquam coheredibus gratie vite. Talis medicus fuit benignus ac piissimus Dei filius de quo *Mathe*, 12<sup>1885</sup> allegatur vacticinium *Ysaie*, 43<sup>1886</sup>: Ecce puer meus electus quem elegi in quo bene complacuit anime mee. Et sequitur: Non contendet neque clamabit neque audiet aliquis in plateis vocem ejus, arundinem cassatam non conteret et lignum fumigans non extinguet donec<sup>1887</sup> ajiciat ad victoriam iudicium.

#### V. Dubium et scrupulus differunt<sup>1888</sup>.

Ut autem predictus doctor melius intelligatur, sciendum quod proprie differunt dubium et scrupulus, Quia dubium secundum Isido, libro [ ]<sup>1889</sup> *ethimologiarum* est motus indifferens in utramque partem contradictionis, Scrupulus vero est cum intellectus, licet firmiter uni parti adhereat, tamen ex levibus conjecturis et multum debilibus movetur ad aliam partem<sup>1890</sup>, et dicitur alio nomine suspitio et pusillanimitas, que repellenda est ut habetur 6<sup>1891</sup> di in fine.

#### Remedium contra scrupulos<sup>1892</sup>.

Et attende quod secundum doctores modus repellendi et resistendi huiusmodi scrupulis est potius in contempnendo et evitando quam in laborando et eis contradicendo. Sicut enim sciunt qui experti sunt natura scrupulorum est quod si contempnantur fugiunt et si timeantur et de hiis contristantur veniunt; Ideo datur regula ut cum confessores huiusmodi scrupulosos inveniunt eis dicant primo in tali re non esse periculum et secundo ut suadeant ipsis scrupulosis quod contra huiusmodi scrupulos agant et operentur etiamsi alias non essent facturi. Et per hoc potes scire quid est fiendum de mulieribus que de sacramento altaris et de paradiso et multis aliis articulis dubitant et habent multas temptationes.

---

1885 *Math*; 12, (18):correction pour 13.

1886 *Isaie*, 42,(1-4): correction pour 43. En caractères gras: citation.

1887 *Donec*: ajout.

1888 Marge.

1889 Blanc.

1890 Suppression d'un second: in aliam partem.

1891 6: correction pour 8.

1892 Marge.

2us terminus<sup>1893</sup>.

De secundo termino advertandum est quod idolum non capitur hic proprie prout dicebantur antiquitus ydola gentium, set capitur hic prout tantum valet sicut creatura.

YdolatRIA quid est<sup>1894</sup>.

Unde ydolatRIA, de qua 26, q 2 et q<sup>1895</sup> sequenti, et c. *Sed et illud*, 26, q 2, § 1<sup>1896</sup>, est quando cultus soli Deo debitus exhibetur creature, Sicut si quis adoraret solem vel demonem vel ymagines et huiusmodi, Et dicunt sequaces Sco quod idolatria est solum in actu exteriori sicut infidelitas in actu interiori, Et similiter dicunt de latRIA, quia actus interior fidei est actus latRIE, set latRIA addit actum exteriorem; Set hec opinio non solum non sequitur Scotum, set etiam est contra Sco, sicut patet si consideretur ejus dictum, di 9 supra 3um. LatRIA enim est virtus specialis distincta a fide et est subjective in voluntate, fides autem in intellectu, Et sicut virtutis fidei est assentire prime veritati, sic actus latRIE est revereri summam Dei majestatem.

Quale autem sit istud revereri pulcre declarat Henri, *quolibet* 2, q.2, quod ista quinque differunt, scilicet Revereri, Honorare, Laudare, Glorificare, Adorare, et se habent per ordinem et posterus semper addit supra primum<sup>1897</sup>.

[fol. 57v]

Revereri, honorare, laudare, glorificare, quid est.<sup>1898</sup>

Revereri enim est reputare animo magna bona que quis videt et estimat esse in alio parvi pendendo comparatione illa bona que videt in seipso.

Honorare vero est reverentiam existentem intus in animo opere exteriori indicare, hinc est quod honor dicitur exhibitio reverentie in testimonium virtutis ejus quem reveretur.

Laudare est aliquem pro bonis que in se habet aliis commendare.

Glorificare autem est laudes honorabili longe lateque preconizare, propter quod dicitur: gloria est frequens fama cum laude.

---

1893 Marge. Titre absent dans la table des matières.

1894 Marge.

1895 Q: correction pour un signe non lisible.

1896 26, q 2, §1: correction pour: 2, q 5, §1

1897 *Primum*: correction pour *primus*.

1898 Marge. Titres dans la table: *Glorificare quid est* et *Honorare quid est*.

Adorare quid est<sup>1899</sup>.

Adorare autem est in illud quod reverendum, honorandum, laudandum, glorificandum propter eminentiam sue sanctitatis atque virtutis totam suam spem atque fiduciam subjiciendo se illi prohiicere. Hec adoratio alio modo dicitur cultus divinus, latria, pietas, eusebia, theosebia, religio.

X. Ydolatria duplex<sup>1900</sup>.

Set adverte quod possumus loqui de ydolatria large dicta, puta quando quis adorat aliquam creaturam, Et de ydolatria proprie dicta que fit tripliciter, scilicet

Diabolo reverentiam exhibendo sicut sorcarie<sup>1901</sup>,

Demonem familiariter alloquendo portando in anulo vel alibi, sive invocando aut consulendo sicut magi et divinatores<sup>1902</sup>,

3° ad predictos invocatores recurrendo sicut faciunt qui aliquid perdiderunt vel aliquod secretum scire volunt vel aliquid malum facere et recurrunt ad magos pro furto sciendo et hujusmodi.

3us terminus declarandus<sup>1903</sup>.

De tertio termino nota quod superstitione multum varie apud doctores accipitur. Aliqui enim ponunt superstitionem esse genus ad ydolatriam, divinationem et observationem, De qua observatione habetur vicesima 6a, q ultima, *Quis existimaret*. Alii, ut refert Isidorus in *libro Ethimologiarum*, ponunt novem species superstitionis. Set nunc clare accipiendo observationem in malam partem, ad propositum nostrum est alia divinatio, et differunt, Quia divinatio primo modo respicit facere, set divinatio secundo modo scire,

---

1899 Marge.

1900 Marge.

1901 Mot suivi d'entrelacs rouges qui finissent la ligne.

1902 Mot suivi d'entrelacs rouges qui finissent la ligne.

1903 Marge. Titre absent dans la table.

ita quod ille dicitur divinator qui vult scire per naturam que soli Deo conveniunt sicut aliqui astrologi qui certitudinaliter de futuris contingentibus et actibus liberis volunt iudicare infallibiliter, qui errant vel dicendo aliquam personam vel hujus modi, quod talis fecit <sup>1904</sup> tale furtum etc.

Superstitio, Divinatio quomodo dicuntur Ydolatria<sup>1905</sup>.

Superstitiosus vero pro nunc est ille qui vult aliquo modo effectum causari per aliquem quibus non convenit ex natura rei, sicut est in conjurationibus serpentum vel in portatione brevium et collectione herbarum sub aliqua circumstantia que nihil facit ad effectum sequendum.

Et sic patet quod hec tria, ydolatria<sup>1906</sup>, divinatio, superstitio, sic differunt quod ydolatria dicitur revereri sive honorare, divinatio scire, superstitio facere.

Y. Secundus articulus<sup>1907</sup>.

Quantum ad secundum articulum ubi sunt ponende propositiones, prima propositio esset ponenda de dubitatione in fide, set quia satis patet in primo termino, nunc ponam primam propositionem de scire et secundam de disputare: nullus enim potest firmiter credere nisi sciat. Cum ergo in hoc precepto precipiatur ut habeamus veram fidem, merito oportet videre quid quisque debet credere, et de hoc erit prima propositio, in qua docebitur quomodo episcopi debent scire suum credo et quomodo curati et quomodo simplices christiani, et secundum hoc potest in aliquo distingui triplex credo.

Prima propositio de scientia<sup>1908</sup> quid quisque tenetur scire<sup>1909</sup>.

Prima propositio est hec: Supremi qui nunc sunt in ecclesia tenentur scire explicite omnes articulos fidei et amplius tenentur scire quomodo contra hereticos deffendantur et tertio quomodo fidelibus declarentur et persuadeantur, et hoc per se vel per alium qui eis assistat. Medii autem solum tenentur scire quantum ad illorum

[fol. 58r]

officium expectat.

---

1904 *Faciet* serait tentant. *Fecit* signifierait que, vu la configuration des étoiles par exemple, un tel a forcément volé

1905 Marge. Titre dans la table: *Superstitio quid est.*

1906 Ajout de *Ydolatria*

1907 Marge. Titre absent dans la table.

1908 Ce mot est peu lisible.

1909 Marge. Titre dans la table des matières: *Scire que tenetur quis in quolibet statu.* La référence fol 57, Y est ussi au titre de la table: *Ignorantia quando non est peccatum.*



Duo autem praecipue spectant ad eorum officium, Primum in administratione sacramentorum; 2m est in notificatione testamentorum sive ecclesie preceptorum. Propter primum tenentur scire ea que ceteri confessores, de quo dixi supra. Similiter tenentur scire administrare alia sacramenta, puta baptismum, extremam unctionem et hujusmodi. Propter secundum tenentur scire dies fastorum mobilium et immobilium et alia que in sinodo episcopi eis precipiunt tanquam manifestanda et observanda a suis parrochianis. Vide pro hoc Okam in *Dialogo*, parte 2a, c. 10. Infimi vero solum tenentur scire que ex communi ritu ecclesie communiter traduntur que neminem latent nisi ob culpam et negligentiam suam. Hec propositio est beati Bo, Sco, et Duran. Et nunc accipio declarationem quam facit Durandus, di 25 3ii, q. 1.

Pro qua sciendum quod quantum ad homines qui nunc sunt in ecclesia Dei est triplex gradus quia

Quidam sunt supremi ut papa et episcopi,

Quidam medii ut simplices curati,

Quidam infimi ut populus communis<sup>1910</sup>.

Hoc notato, patet propositio, quod unusquisque tenetur scire illud de quo ex officio habet judicare<sup>1911</sup>, quia unusquisque bene judicat de hiis que novit, Primo libro *Ethic*,

set papa et episcopi habent judicare etiam de quibusdam subtilissimis tangentibus fidem; ergo etc. Consilium autem talia requirunt, propter quod dicit Apostolus *ad Thi* 1<sup>1912</sup>:

**Oportet episcopum esse sine crimine... amplectantem eum, qui secundum doctrinam est, fidelem sermonem, ut potens sit in doctrina sua<sup>1913</sup> exhortare et eos qui contradicunt arguere.**

Puto tamen finaliter quod, licet sit periculosum quod aliquis nesciens predicta efficiatur episcopus, si tamen efficitur vel fit et dum effectus habeat secum viros vel virum doctum per cuius doctrinam talia possit facere vel disponere, non est in via dampnationis. Vide Tho in 4, di 24.

---

1910 Ces trois lignes sont complées par des entrelacs rouges.

1911 Souligné dans le manuscrit.

1912 *Thi* pour *Ti.*. Citation de *Tite*, 1, 7 et 9

1913 En caractères gras: citation de *Tite*; le texte de *Tite* dit: «*sana doctrina*»; celui de ce manuscrit dit «*sua*»

Nota bonum consilium<sup>1914</sup>.

Et semper commanda memorie pro hoc loco et aliis illud verbum Sco in 4, disti 15, determinantis quomodo lex positiva est justa, ubi dicit quod princeps debet habere **prudentiam in se vel in consilariis suis**<sup>1915</sup>; ergo non sunt vel non videntur in statu dampnationis nostri temporis episcopi ignari et principes sive domini seculares qui habent probos et doctos officiales.

De curatis vero, predicatoribus et doctoribus sufficit ultra illa que tangunt eorum officium recurrere ad superiores.

Infimi autem pro modico tempore non possunt ut puto excusari si ignorant articulum trinitatis, incarnationis, passionis, resurrectionis, assensionis et adventus ad iudicandum, cum ex publico ritu ecclesie et festiva sive celebri solemnisatione et vulgata predicatione hec omnibus innotescant. Predictis concordant Tho, Sco et Altissi.

Z. Nota bene casus in quibus excusatur quis scire alique.<sup>1916</sup>

Excipiunt tamen isti tres doctores tres exceptiones: Excipit enim Scotus ingenii tarditatem, Altissi, temporis brevitatem, et Tho doctorum defectibilitatem<sup>1917</sup>. Dicit enim Sco in 3°, di 25, quod non requiritur in quolibet adulto necessarie pro statu isto quod omnes articulos explicite et distincte credat, quia Deus nullum obligat ad impossibile, *Extra, De regulis juris*, libro 6°: **Nemo enim potest ad impossibile obligari**<sup>1918</sup>. Et ideo si quis rudis est qui non possit considerare quid sit natura et quid sit persona, non est necesse quod habeat actum explicite de articulo pertinente ad nature unitatem et personarum distinctionem, sicut habent clerici litterati, set sufficit sibi, si non potest huiusmodi dictinctionem intelligere quia nec terminos, quod credat sicut quilibet credit habens usum rationis. Hec Sco. Non tamen videtur aliquis tam rudis grossus utens ratione, qui non possit aliqualiter inductionibus et exemplis ad misterium trinitatis intelligendum artari.

---

1914 Marge. Titre absent dans la table.

1915 En caractères gras: citation de Scotus.

1916 Marge. Titre dans la table: *Ignrantia quando non est peccatum*.

1917 Souligné dans le manuscrit.

1918 En caractères gras: citation.

Superaddebatur etiam secundo, secundum Altissi-sem

[fol. 58v]

nisi excusetur propter vite brevitatem.

Dubium: in quo tempore quis teneatur credere<sup>1919</sup>.

Unde querit Altissiodorensis, in tertio suo in materia de fide, in quo instanti primo homo teneatur credere sub pena privationis charitatis dabilis, et ponit casum quod parvulus statim post baptismum defferatur ad paganos et ibi moretur usque ad adultam etatem. Respondetur quod secundum apostolum, **invisibilia Dei** (per ea)<sup>1920</sup> **que facta sunt a creatura intellecta conspiciuntur**, *ad Romanos*, 1; ergo ad hoc quod aliquis credat oportet quod prius consideret visibilia et quod conferat illa summe cause; set ad omnia ista requiritur temporis tractus; ideo impossibile est per se, quod aliquis in primo instanti rationis credat: Nullus enim tenetur ad impossibile: unde nullus tenetur credere in primo instanti etatis adulte. Judex enim secularis dat inducias, ad credendum in se autem quantum temporis et Deus ad hujusmodi deliberationem nullus scit nisi Deus ipse.

Ex quo patet quod istud argumentum non valet: Iste est adultus et nunquam credidit in Deum et sic decedit, ergo dampnabitur. Ratio est quia nunquam fuit hora vel mora credendi et judicatur ut parvulus donec tempus deliberationis fuerit elapsum.

Sanctus Tho facit aliam exceptionem propter deffectum doctrine. Dicit enim quod cui nulla essent explicata sicut nato et nutrito in deserto quod sufficeret ex parte illius bene vivere secundum legem nature, quo facto Deus subveniret ei in necessariis ad salutem et revelando sibi ea que credere deberet vel per se vel per angelum vel predicatorem missum.

Ergo tu confessor salva animam tuam et in confessione dum invenis episcopos, curatos, et hujusmodi ignorantes, per predicta cavere debes<sup>1921</sup> ne absolvas<sup>1922</sup> eos nisi facere<sup>1923</sup> vellent unum de quatuor, vel renunciare beneficio, sicut *Nisi Cum pridem*, habetur § *Pro deffectu*, X, *De renunciatione*,

---

1919 Marge. Deux titres dans la table: *Credere quando quis tenetur* et *Dubium quando est credendum*.

1920 Lacune de *per ea* (*Rom.* 1, 20)

1921 *Debes*: ajout

1922 *absolvas* correction pour *absolves* ou *absolveas*

1923 *Facere* correction pour *facerent*

vel in beneficiis suis probis assignatis vicariis Ire ad studia Et addiscere predicta, vel tertio quando esset tantum de vita et conscientia sive perfectione quod supletur quod defficit de scientia. Et hec tria satis patent consideranti dictum capitulum *Cum pridem*, juncta glossa). Vel 4° nisi habeant virum doctum cujus consilio faciant ea que spectant ad suum officium, ut predixi.

A. Secunda propositio. De disputatione fidei, si est licita<sup>1924</sup>.

Secunda propositio erit de disputationibus de fide, quam utinam notarent nostri temporis homines qui tanquam infideles semper in opinionibus et disputationibus de fide morantur! Et in hac propositione adverte quod in ea ponuntur dicta juris canonici et civilis et statim subditur opinio theologorum, precipue Thome, cujus opinio glossat et declarat dicta canonistarum et legistarum; ideo secundum ipsam judicabis ubi est mortale et ubi non.

Dico ergo hanc propositionem:

Disputare de fide publice vel occulte cuique laico prohibitum est de jure canonico, Et si contra facit debet excommunicari, *X, De hereticis, c. Quicumque, § Inhibemus quoque, libro 6°*. Hec quoque prohibitio fit in capitulo sive in uno correlario eodem tit. Sed quoad leges dico quod in *Lex Nemo, C. De summa Trinitate*, nedum laicis, set etiam clericis publice turbis coadunatis disputare de fide prohibetur<sup>1925</sup>. Sanctus autem Tho, II-II, q 10, ar 7, tenet fore illicitum de fide disputare quando quis disputat aut quia dubitat in fide et per disputationem experiri vult quia talis est infidelis, Aut quia disputat coram simplicibus et titubantibus qui non sollicitati ab infidelibus sicut in terris fidelium qui tanto firmiter credunt quanto non audiunt motiva et argumenta infidelium; Set disputare ad confutandum errores etiam coram simplicibus qui sunt sollicitati ab hereticis vel infidelibus intendentibus in eis corrumpere fidem, si est sufficienter instructus et doctus seu aptus ad confutandum errores, non solum non est prohibitum, ymo est necessarium disputare ne taciturnitas sit confirmatio erroris. Pro quo facit *Lex Quoniam, C. De episcopis et clericis, Et 23, q. 6, Vides*.

---

1924 Marge. Titre absent dans la table.

1925 *Prohibetur*: ajout.

Similiter licet ad exercitium coram instructis<sup>1926</sup>

[fol. 59r]

et firmis in fide disputare. Ad quod facit C. *In mandatis*, 43 di. Pro hoc vide, 96 di, *Nos*, in glossa; Innocentium, c. 2, *De summa Trinitate*.

B. Communicare cum infidelibus, si est mortale<sup>1927</sup>.

Set quero utrum communicare cum infidelibus sit mortale. Et non quero nec intelligo de communicare per confessionem oris, quia quicumque metu mortis vel hujusmodi negat fidem ore licet non corde peccat mortaliter, (De hoc pulcre ponit Okam in *Dialogo*, libro 7 prime partis, c. 6)<sup>1928</sup>, Set intelligo communicationem istam quantum ad habitum, 2° quantum ad victum.

De primo queritur, Utrum liceat portare vestes infidelium.

De 2°, Utrum liceat cum illis comedere vel se balneare aut alio modo familiariter cohabitare, puta mercando, medicinas recipiendo, consulendo, docendo, et hujusmodi.

De primo dico hanc regulam secundum Okam cum quo concordant alii; quod ferre habitum infidelium de se non est peccatum, si adsit bona intentio, ut fecit sanctus Sebastianus, nec est judicandum de mortali nisi ratione signi, puta quia est aliquod signum institutum determinate ad cognoscendum professores alicujus ydolatrie, sicut solent judei signari rota alba super vestem.

De 2° dico<sup>1929</sup> hanc regulam quod christianus non debet comedere cum judeo nec habitare nec ad sua convivia recipere, C 24<sup>1930</sup>, q 1, c. *Nullus* et c. *Omnis*<sup>1931</sup>. Et hoc intelligo quoad assiduitatem vel nimiam familiaritatem, ut in dicto c. *Nulli* et c. *Ad hec, De judeis*. Item dico quod non debent mederi christianis nec cum christianis balneari, ut in dicto c. *Nullus*. Unde non excusaretur a mortali qui extra necessitatem medicinam a judeo recipit, scilicet ubi potest a christiano invenire eque bonam,

---

1926 Ajout en bas de page avec entrelacs.

1927 Marge. Titre dans la table: *Infidelibus non est communicandum*.

1928 Parenthèse ajoutée.

1929 *Dico*: ajout.

1930 C.24: correction de q. 20, d'après ANGELUS (*Judeus*, § 1) qui indique c. *Nullus* et *Omnes*

1931 Références erronées. La cause 20 ne convient pas.

et maxime si ex hoc pertinetur<sup>1932</sup> quod christiani decipiantur. Concordat Hugo. Predicta concedo vera.

C. Tertia propositio. De Ydolatria large dicta<sup>1933</sup>.

Tertia propositio esset ponenda de ydolatria large dicta, set quia hodie omnes fere secte colunt unum Deum, ideo non est periculum in fide nostra que sola est vera, quod aliquis peccet ydolatrando et aliquam creaturam adorando tanquam Deum. Et si invenitur non est dubium quin semper sit peccatum mortale. Tota igitur difficultas esse potest in hac parte de quattuor scilicet

De adoratione ymaginum,

De adoratione sancte crucis, de adoratione humanitatis Christi,

De adoratione hostie sacre<sup>1934</sup>.

De adoratione multiplici.<sup>1935</sup>

De primo dici solet quod ymagines adorande sunt non ut res set ut signum. Unde quod ymago adoratur ut signum nihil aliud est quam quod adoratur res signata per ipsam, in cuius notitiam ducit ymago; Et ideo non oportet in hoc magnam vim facere. Vide singularia in Duran, in 3° disti IX, 3ii, quia doctores videntur contrarii nisi subtiliter concordentur. Vide Lira, Apo. 16, et c. *Venerabiles, De consecratione*, di 3a, et c. *Perlatum et Sextam*<sup>1936</sup>.

Quantum ad 2um, scilicet de adoratione crucis gloriose in qua Christus pependit et etiam de qualibet alia cruce quomodo adoranda sit patet satis consideranti ea que posita sunt propositione precedenti ex Durando et que ponuntur disti sequenti<sup>1937</sup> ex Sco. Dicit enim, di IX tercii<sup>1938</sup>, querendo utrum latria soli Deo debeatur, quia capiendo li soli<sup>1939</sup> exclusive, ista exclusio potest esse aut ad terminum adorationis aut a ratione adorandi. Et isti duo sensus multum differunt. Primus sensus est utrum solus Deus sit terminus adorandus; Secundus est utrum in solo Deo sit et reperiatur adoratio ratione cuius exhibetur alicui honor latrie.

---

1932 Hypothèse de lecture.

1933 Marge. Titre dans la table: *Ydolatria duplex*.

1934 Lignes terminées par des entrelacs.

1935 Marge. Titre dans la table: *Adoratio quid est*.

1936 *Sextam*: correction pour *sexta*.

1937 *Propositione precedenti...disti (...) sequenti*.

1938 On peut remarquer les nombreuses variations d'écriture des chiffres et des distinctions.

1939 Li est l'article français qui introduit la citation du mot. Plus loin, on trouve la forme: ly.

Et secundum hoc ibi ponuntur due propositiones.

Prima propositio<sup>1940</sup>.

prima est solus Deus non est adorandus adoratione latrie prout ly solus excludit a termino adorationis: patet quia natura humana Deo unita non debet excludi a termino adorationis. Damascenus, libro 3<sup>1941</sup>, c. 8<sup>1942</sup>

[fol. 59v]

**Christus<sup>1943</sup> Deus perfectus et homo perfectus, quem adoramus cum patre et spiritu sancto adoratione una cum immutabili corpore ejus, non adorabilem carnem distinguentes adoratur tamen in una ypostasi generata, non ut nudam carnem adoremus, set unitam deitati in unam ypostasim divini Christi, duabus reductis naturis.** Et **exemplificat** Damascenus: **Timeo lignum tangere propter<sup>1944</sup> ignem** sibi unitum et copulatum ita quod sicut totum junctum scilicet lignum et ignis timetur. Sic etiam totum sibi conjunctum et unitum in una ypostasi, scilicet Verbum et humanitas adoratur. Ex ista auctoritate Damasceni patet satis quod<sup>1945</sup> cum dicitur adoramus Deum cum carne incommutabili et capitur li cum associative ut sit sensus quod<sup>1946</sup> Deum et carnem adoremus non considerando carnem nude et ut caro est, set ut unita deitati, **Et sic caro non debet excludi a termino adorationis[...]. Exemplum etiam ad hoc ponitur de rege et purpura<sup>1947</sup>** seu ejus vestimento, tamen etiam vestitus honoratur; Sic in proposito, licet Christus honorandus sit et adorandus absolute, tamen consideratus ut vestitus humanitate sua, que dicitur habitus et vestimentum ejus secundum illud Apostoli: habitu inventus ut homo, adorandus est adoratione latrie in quantum illa caro unita est deitati et supposita verbi Dei.

D. Secunda propositio<sup>1948</sup>.

Secunda propositio: Capiendo ly solus prout excludit a ratione adorationis solus Deus adorandus est adoratione latrie: patet quia ratione adorationis latrie, adoratio<sup>1949</sup> requirit infinitam bonitatem intrinsecam communicabilem vel communicatam se nobis<sup>1950</sup>,

---

1940 Titre ajouté.

1941 *Damascenus, libro 2*: ajout en bas de page, accompagné d'un liseré rouge. 3: correction pour 2

1942 8: correction pour 5.

1943 En caractères gras: citation de SCOTUS

1944 SCOTUS: *Propter ligno immixtum ignem*

1945 *Quod*: ajout.

1946 *Quod*: ajout.

1947 En caractères gras: citation de SCOTUS

1948 Marge. Titre absent dans la table.

1949 *Adoratio* ajout.

1950 *Communicatam se*: sic

modo clarum est quod nulla istarum rationum invenitur in alio a Deo; igitur solus Deus est adorandus adoratione latrie prout est ibi exclusio a ratione adorationis. Item in nulla alia natura a divina est ratio summi boni et ratio summi dominii.

Ex quo sequitur quod isto modo humanitati non debetur honor latrie tanquam a ratione adorationis vel in recognitione summi dominii, set solum ratione unionis ad verbum in unitate persone.

Quoad quartum sciendum quod non est periculum hostiam sacram adorare etiam sine conditione actuali, scilicet si sacerdos consecravit vel non, ymo tutius videtur et utilius christianis pro devotione habenda quod simpliciter adorent non cogitando si sacerdos consecravit vel non; Sufficit enim conditio habitualis, scilicet quod credant quod ad consecrandam hostiam oportet cum intentione conficiendi proferre verba. Hec ex Petro de Allyaco in suo 4°.

De adoratione demonis<sup>1951</sup>.

Secus tamen est de demone in specie angeli lucis aparente quem non licet adorare sine conditione actuali aposita: ideo homo in tali aparitione debet ad orationem recurrere et hujusmodi, secundum illud *Lu*, 1°: Cogitabat qualis esset ista salutatio, et non leviter et absolute credidit. Et ratio diversitatis secundum doctores est quia primum est consuetum et observatum in communi ritu in ecclesia, secundum vero non.

E. Quarta propositio principalis de ydolatria proprie dicta<sup>1952</sup>.

Quarta propositio principalis erit de ydolatria proprie dicta.

Quilibet ydolatra aliquo trium modorum predictorum in primo articulo tres penas incurrit quarum prima est secundum theologos, 2a secundum legistas, Et 3a secundum canonistas.

---

1951 Marge. Titre absent dans la table.

1952 Marge. Titre absent dans la table.



De pena Ydolatrarum<sup>1953</sup>.

Illa theologorum est quod peccat mortaliter et mereatur puniri in inferno eternaliter; Illa legistarum quoad ipsos quod debent capite plecti et si accedant ad domum alicujus debent comburi, Item omnia bona ipsorum debent confiscari sive publicari. Hec ipsa habentur C. *De maleficiis*, *Lex Nullus* et *Lex Nemo* et *Lex Culpa*. Illa canonistarum [fol. 60r]

est ut dici solet communiter quod clericus est deponendus, si sit notorium, et in monasterio detrudendus, laicus vero excommunicandus si penitentiam renuit agere, secundum ¶<sup>1954</sup> 26, questione 5, *Non oportet*, et c. *Si quis episcopus* et c. *Aliquantum*.

Excommunicatio contra recurrentes ad demones.<sup>1955</sup>

Set hec ommitendo dico quod sunt excommunicati ipso facto etiam qui ad illos recurrunt pro furto inveniando aut peccato aliquo perpetrando. Hec patent per *Extravagantem* seu *Constitutionem* lho 22 que incipit *Super illius specula*<sup>1956</sup>, Ubi habetur: Si quis demones invocaverit vel eorum auxilium postulaverit seu fedus aut pacta cum demonibus fecerit vel eis immolaverit aut eos adoraverit seu in eorum nomine ymagines, anulos, speculum, fibulas, vel rem aliam magice ad ipsos demones alliciendos constituerit aut responsa ab eis que ab ipsis demonibus audierunt petierit excommunicatus est ipso facto.

F. De sortilegio<sup>1957</sup>.

Set hic occurrunt due difficultates.

Prima de credentibus sortiariis, utrum sit peccatum? Et de hac dico quod credens hujusmodi sortiariis non est judicandus peccare mortaliter.

Dicunt tamen doctores communiter contrarium, propter c. *Episcopi*, 26, q. 5, nisi ex simplicitate<sup>1958</sup> ante informationem de veritate excusarentur, et cum hoc transit Rosella et Ang-us et alii Summiste<sup>1959</sup>. Tamen puto contrarium esse verius sicut putat magister Petrus Mammoris in suo tractatu *contra maleficos*, c. ultimo.

---

1953 Marge.

1954 Blanc.

1955 Marge.

1956 *Super illius specula*: sic.

1957 Marge. Titre dans la table: *Sors quid ...et sortilegium*.

1958 Souligné dans le manuscrit.

1959 *Summiste*: suivi d'un blanc.

Dico tamen propter casum preallegatum ubi asseritur quod credens hujusmodi **infidelis est et pagano deterior**<sup>1960</sup> quod intelligi debet si crederetur **quod** in hujusmodi maleficiis numinis **vel deitatis sicut tempore Pompeii et Julii Cesaris gentiles credebant [... propter quod cultum divinum judicabant illis debere exhiberi [...], sicut patet de mulieribus ambulantes cum Diana**<sup>1961</sup> et hujusmodi.

Et qui desiderat plenius hanc materiam scire, videat predictum tractatum *contra maleficos*<sup>1962</sup>.

Nota si sortilegium est realiter et in re.<sup>1963</sup>

Intelligo per credentes illos qui credunt se cum aliis nocturnis horis equitare et ubicumque voluerint subito possint transire, sive qui credunt quod hec predicta realiter fient; et de hiis dico et dixi cum predicto magistro Petro quod realiter et in re et non solum in fantasia fiunt. et vere, sicut asserunt predicti malefici, et hoc credere est non peccatum. Et illa tenent theologi, disti 7, 2i.

G. Dubium: si licet solvere maleficium<sup>1964</sup>.

Secunda difficultas est de maleficio, Utrum scilicet sit licitum solvere maleficio? Pro quo sciendum quod ut fertur demon temptat et vexat secundum pacta facta cum hujusmodi sortilegiis et hoc semper quantum a Deo permittitur; Verbi gratia dum est ymago cere in lecto vel domo in cujus pede est acus fixa, tunc demon vexat maleficiatum in pede quamdiu est acus in ymagine cere.

Nota etiam quod maleficium potest solvi tripliciter, scilicet sine alio maleficio ipsum simpliciter destruendo, puta acum removendo, et tunc licet secundum Scotum, disti 34, 4i; Aut 2° per orationes sacras vel adjurationes et tunc similiter licet, ymo est meritorium. Aut 3° per aliud maleficio, puta ad aliquem maleficum recurrendo qui novit hujusmodi artem, ut ipse destruat quod alius fecit.

---

1960Formule que l'on trouve chez MAMORIS PETRUS

1961En caractères gras: citation de MAMORIS PETRUS. Quelques différences: *...qui credit quod Dyana vel Herodias aliquid muneris vel deitatis habeat sicut tempore...propter quod cultus divinus illis debeat exhiberi in obsequium sicut ille mulieres ambulantes cum Dyana credebant*”

1962*Maleficos*: suivi d'un blanc.

1963Marge. Lecture difficile. Titre absent dans la table.

1964Marge. Titres dans la table: *Questio de maleficio solvendo et Demonum secundum pactum vexat.*

Quando licet uti malo alterius<sup>1965</sup>.

Et dico secundum Aure, eadem disti, quod non licet nisi in uno casu, scilicet dum talis esset dispositus ad faciendum maleficium ita quod per me non induceretur, quia secundum Angelum<sup>1966</sup> bene licet mihi uti malo alterius ad bonum meum, ut patet in juramento infidelis jurantis in nomine Dei sui.

[fol. 60v]

Tamen hec opinio non est usquequaque vera vel certa, unde et ipsam improbat Rosella in verbo Impedimentum<sup>1967</sup>, § 19 in additione, et pro nunc nihil dico assertive de hac propositione, set solum recitative. Credo tamen quod vera resolutio potest elici clare ex hiis que dicuntur infra, precepto secundo, in deffinitione juramenti, Ubi loquitur sanctus Bo-ra de duplici respectu, scilicet ad diaboli venerationem et ad verbi confirmationem, et per distinctionem concordabis doctores predictos in hac materia.

Sequentes due propositiones erunt de superstitione. Prima est de superstitione que respicit scire et solet nominari divinatio, 2a de superstitione que respicit facere et solet vocari observatio.

H. Quinta propositio principalis .De superstitione in pronosticando<sup>1968</sup>.

Quinta propositio principalis quam colligo ex Bo-ra in 2°, disti 7a et Tho, 2a 2e<sup>1969</sup>, est talis:

Pronosticare sive divinare vel dicere aliquid futurum certitudinaliter quod non est in re considerata sicut in causa propria et per se vel saltem dispositive est peccatum mortale.

Dixi quod non est: in causa, quia astrologi bene possunt ex consideratione astrorum predicere pluviam futuram vel frigus et hujusmodi.

Et similiter dixi: dispositive, quia potest quis precognoscere ex garritu avium vel cantu vel motu animalium tale vel tale tempus futurum dum modo non extendantur talia signa nisi ad influentias corporum celestium, sicut etiam licet dicere quod talis puer ad studium vel virtutes est dispositus, et talis ad luxuriam vel ad alia vicia, dummodo libertas liberi arbitrii non excludatur.

---

1965 Marge. Titre dans la table: *Malo alterius quando licite utitur.*

1966 *Angelum*: écrit en entier.

1967 *Impedimentum*: suivi d'un blanc.

1968 Marge. Deux titres dans la table: *Superstitio in pronosticando*, et *Superstitio quandum est peccetum mortale.*

1969 Blanc.

Dixi etiam: certitudinaliter quia si solum hoc diceret vel crederet ex levitate vel fantastica scrupulositate nihil asserendo firmiter non esset mortale.

Hec regula satis habetur 26, q. 2, c. *Illis* et c. sequenti.

Uti sompnis quando est malum<sup>1970</sup>.

Et per hanc regulam potest confessor scire quando in sompniis sit peccatum, quia si sompnia proveniunt ex causis naturalibus est licitum illis uti, si vero ex causis spiritualibus vel alia causa que est bona, puta Deus vel angelus, et sic licet, vel est mala, puta quia accidunt ex revelatione demonum, et sic est illicitum. Et quia difficile est scire quod revelans sit Deus vel demon vel etiam si sit vel ex naturali causa accidat, ideo utile est documentum: sompnia ne cures. Solet tamen dici quod si quis sompniat de occupationibus igneis quod est colericus et signum colere predominantis; si de aere<sup>1971</sup> quod est sanguis predominans, si de terra signum est melancolie; si de aqua signum est fleumatis.

J. De sortibus<sup>1972</sup>.

Set queritur hic de sortibus, utrum sit peccatum uti sortibus?

Et priusquam detur responsio videamus quid sit sors.

Dico quod est quod cum aliquid fit de cujus eventu considerato aliquid occultum innotescit, ut puta cum accipiuntur festuce inequales et qui habebit minorem sit talis et faciat sic vel sic, et hujusmodi.

3ex sors<sup>1973</sup>.

Est autem triplex sors: una est divisoria ubi queritur cui aliquid sit dandum, alia est consultoria ubi queritur quid sit agendum, 3a est divinatoria ubi queritur ad futurum ignotum cognoscendum. Tunc dico hanc propositionem non loquendo de 3a quia illa est omnino dampnata sub anathemate, 26, q. 5, c. *Sortes*; set quod duas primas dico quod nullus utens sortibus in casu necessitatis, puta quia humano auxilio non potest aliter fieri vel sciri, est judicandus peccare mortaliter nisi in uno casu, puta quando sors fit in spiritualibus,

---

1970 Marge;. Titre absent dans la table.

1971 *Aere*: correction de *are*.

1972 Marge;. Titre dans la table, avec indication: fol 60, F

1973 Marge. 3ex: *sic*, pour *triplex*. Titre absent dans la table.

quia nunquam licet, ut in electione quoad beneficia ecclesiastica, eligere<sup>1974</sup> per sortem secundum Panor in c. *Sortes*<sup>1975</sup>. Hec proponitur 26<sup>1976</sup>, q 2 et dicto c. *Sortes*. Credo tamen quod in sorte divisoria

[fol. 61r]

judicaretur<sup>1977</sup> leviter de mortali, licet non sit casus necessitatis; tamen consulere debet confessor ut semper abstineant ab hujusmodi, quia videtur ecclesia prohibuisse indistincte 26, q. 2<sup>1978</sup>, cum multis capitulis.

Adverte tamen confessor quod purgatio vulgaris qua fit cum ferro candenti<sup>1979</sup> vel aqua ferventi ita quod qui evaserit sit immunis est peccatum mortale, 2, q. 5, c. *Mennam*<sup>1980</sup> et *consuluisti*, et *De purgatione vulgari* per totum, quia est contra illud *Deuteronomini*, 6: **Non temptabis dominum Deum tuum**; et talis purgatio non est sors proprie, sicut nec duellum, de quo infra dicitur precepto quinto.

K. Sexta propositio principalis. De superstitione in faciendo<sup>1981</sup> ..

Sexta propositio: Quicumque utitur aliqua re ad causandum aliquem effectum, qui effectus non est notus causari naturaliter ex tali causa agit superstitiose nisi institutione divina talis effectus ex tali causa sequeretur, sicut in sacramentis patet que sunt signa divina.

Et dixi: qui naturaliter, quia bene licitum est causas naturales applicare ad effectus causandos. Set queres, si sit mortale? Dico quod tale superstitiosum est mortale tripliciter, scilicet

Ratione intentionis,

Ratione materie,

Ratione adunationis.

De primo loquitur 26, q 5, c. 5, q 3<sup>1982</sup>, scilicet est generaliter, quia quotiens intentio est mala etiam opus ad hoc factum erit tale.

Ideo tales qui dicebant missam de mortuis pro vivis ea intentione ut per hoc morentur, certum est quod peccant mortaliter; Idem est de dantibus poculum ut amarentur vel herbas et hujusmodi pro hoc portantibus.

---

1974*Eligere*: correction de *eligeret*.

1975*Sortes*: correction de: *si de sortibus*, (selon le canon évoqué au dessus et au dessous. En *Décret*, 26, q 2, c1: canon *Sors*.)

197626:correction pour: 22

1977*Judicaretur*: ajout.

19782 est suivi d'un signe qui pourrait être celui du §, mais je n'ai pas trouvé de canon ni de § *Hiis ita*. Suppression de *Hiis ita* après le chiffre.

1979Texte en double: *quod purgatio...candenti*.

1980*Mennam*:correction pour *me*.

1981Marge.

1982C'est ce que je lis. Cependant depuis plusieurs pages,les chiffres sont erronés.

De secundo dico quod quicumque utitur sacramento aliquo vel sacramentali ad aliquem effectum producendum ad quem non est ordinatum peccat mortaliter, ut si quis oleo sacro utitur ad medicinam vel aqua benedicta vel aliquid hujusmodi. Aliqui tamen limitant et me placet, dicentes quod excusantur tales propter simplicitatem quia scilicet nesciebant esse superstitiosum, set non videntur excusari postquam fuit eis semel dictum: Tales enim pervertunt finem sacramenti et intentionem Christi vel ecclesie.

De 3° dico quod ratione mixtionis quis potest in bonis peccare mortaliter, puta cum quis ritu christianorum vellet observare legalia et Deum colere simul et ritu judeorum et christianorum, set ubi quis nihil miscet, dico quod non est judicandus peccare mortaliter.

Unde portans brevia<sup>1983</sup> et reliquias, si ibi non sunt verba obscura vel characteres vel aliquod vanum non peccat, et dummodo non fiat vana observatio, utpote quod ferantur tali modo vel tali loco vel tali tempore. Similiter qui incantant serpentes dummodo verba sancta solum dicant.

Idem dico de carminatoribus<sup>1984</sup> infirmorum seu carminantibus et utentibus herbis et contra demones et hujusmodi: Tamen non credant quod herbe directe agant in spiritum. Unde confessor discretus debet ista exprobare et dissuadere, set non dampnare, nisi inveniatur aliquod malum vel ratione intentionis vel materie vel mixtionis, dummodo sit persona discreta, litterata et virtuosa que hec faciat. Quia tamen communiter talia facientes sunt miserabiles persone simplices aut sacerdotes vel religiosi male vite, consultius est totaliter prohibere propter mala que inde sequuntur, ut pote

[fol. 61v]

quia sepe adduntur verba ignota et plura alia vana; Et licet predictum dictum de incantatoribus serpentum et carminatoribus infirmorum communiter a doctoribus concedatur et cum eis transeat frater Angelus et alii summiste,

---

1983 Titre dans la table des matières, ( *Brevia portantes quando peccant*), mais non en marge.

1984 Titre dans la table des matières, ( *Carminatores quando peccant*), mais non en marge.

Tamen pro clariori intellectu dicamus unam propositionem premittendo unam divisionem, que talis est<sup>1985</sup>, scilicet quod tripliciter virtus aliqua potest esse in verbis quibuscumque: Primo per modum suffragii, 2° per modum subiecti, 3° per modum odii.

L. Virtus potest esse in aliqua re<sup>1986</sup> 3ter<sup>1987</sup>.

De primo dico quod non est distinctio facienda inter bona verba et orationes, quia omnes indistincte ad Deum porrecte habent virtutem petitionis implende nisi aliquid obstat; Unde bene credo quod precipua oratio inter omnes est Pater noster: Et regulariter illa oratio est melior et virtuosior que plus inflamat cor hominis ad devotionem et compunctionem.

De 2° dico quod est valde grandis differentia inter verba et verba et inter orationem et orationem, que tamen differentia solum provenit ex ordinatione divina vel ecclesie, sicut dicimus quod verba sacramentalia habent virtutem et efficiunt quod signant, quam tamen virtutem nulla alia verba quantumcumque sancta habent; sic etiam dici potest quodammodo quantum ad benedictiones ecclesiasticas: ideo dicebam "ex ordinatione divina vel ecclesie", licet quidam ponant solum de verbis sacramentalibus. Et hoc est habere virtutem per modum subiecti, nec curo pro nunc utrum in verbis sacramentalibus sit aliqua causalitas activa respectu gratie vel effectus sacramenti, puta dispositionis previe et hujusmodi, sicut quidam voluerunt dicere, vel utrum illa causalitas sit in sacramento ratione tantum divine assistentie, sicut tenet Sco, disti 1, 4i, quia per modum subiecti hic accipio ut comprehendat causalitatem proprie dictam vel per assistentiam.

Tertius modus per modum odii satis patet per experientiam: videmus enim aliquando quod aliquis habens odio alium non vult transire per locum ubi putat esse suum inimicum, set divertit aliunde. Item videmus quomodo ex ira quothidie fiunt separationes et divisiones fratrum qui prius erant communes in bonis; item quomodo superbus non vult accedere ad locum ubi credit se contempni vel vilipendi:

---

1985 *Est*: ajout.

1986 *Re* et non un *verbo*, attendu.

1987 *Marge*.

tamen certum est, quod in tribus exemplis predictis illud quod fugat primum, quod separat 2m, quod elongat 3m, non est nisi ira vel superbia<sup>1988</sup> existens in illo qui fugit, separatur aut elongatur, et non est aliqua efficacia existens in suo inimico vel in illo a quo superbus timet contempni.

Ad propositum dico quod diabolus qui est inimicus crucis et superbissimus non vult apropiare ubi est crux vel crucis titulus, scilicet Jhesus nazareus rex judeorum. Et idem dici potest quando profertur Jhesus vel Maria vel ubi sunt aliquae ymagines, non tamen quod in illis sit aliqua virtus que faciat ipsum recedere, set ista veniunt ex parte odii et superbie diaboli. Et hoc modo credendo quod non sit aliqua virtus in talibus verbis vel ymaginibus, set solum quod diabolus horret hujusmodi, bonum est portare secum puta crucem et titulum crucis et ymagines etc. ut diabolus qui est inimicus noster a nobis valeat elongari propter odium quod habet diabolus ipse contra illa signa.

M. Nota qualiter bona verba habent virtutem<sup>1989</sup>.

Et adverte quod potest poni primus modus qui respiceret Deum sicut predictus respicit diabolum et diceretur quod sicut diabolus habet odio predicta signa sic Deus amat illa ita quod ratione ipsorum, puta quia aliquis se signat vel secum crucem portat non permetteret Deus quod diabolus, qui nihil potest nisi pro quanto permittitur a Deo, vincerat hujusmodi homines qui secum portant<sup>1990</sup> vel faciunt predicta.

[fol. 62r]

Set ista modus potest satis comprehendi in secundo propter illud quod dixi ratione divine assistentie, ut [patet] consideranti. De hoc vide in *rationali\_divinorum officiorum*, dominica rogarionum, titulo de rogarionibus.

Hoc premissis, dico hanc propositionem.

Quicumque credit firmiter sive adheret quod aliqua verba vel aliquae orationes, exceptis verbis sacramentalibus, habent aliquam virtutem per modum subjecti et non solum per modum suffragii peccat mortaliter, nisi forte excuset eum simplicitas.

---

1988 Suppression d'un *qui* derrière *superbia*.

1989 Marge. Titre dans la table: *Verba bona qualiter habent virtutem*.

1990 Fin de phrase sur le folio suivant.



Ex quo sequitur primo, quod quicumque incantat vel carminat, quantumcumque verba sancta dicat<sup>1991</sup>, peccat mortaliter, si credat quod talia verba habeant efficaciam ex vi verborum sive per modum subiecti et non tantum per modum suffragii.

2° infero similiter quod mortalium peccant hii qui fuerunt informati quod in talibus verbis nulla est efficacia et quod non debent credere talibus, et nichilominus credunt firmiter quod quicumque talem orationem portet secum vel dicat non morietur in bello vel igne vel aqua aut morte subitanea vel quod videbit virginem Mariam tres dies ante obitum suum vel quod non dampnabitur. Credunt enim multi christiani de quibusdam verbis vel orationibus quod habent virtutem per modum subiecti sicut dicimus quod talis herba habet talem virtutem.

Ita similiter appropriate de quibusdam orationibus credunt et multi fatui sic predicaverunt quod quicumque talem orationem dicet etc. Christus dixit: **Si vis ad vitam ingredi, serva mandata**, et isti antichristi dicunt: Dic talia verba, et nihil loquuntur de operibus, cum operibus et non verbis reddet Deus mercedem. Et ex predictis patet quod licet Deus virtutem dederit herbis, lapidibus et verbis; Fin de phrase sur le folio suivant. Tamen quoad verba non sunt que habeant virtutem per modum subjecti nisi sacramentalia, licet fere omnes herbe et lapides plures habeant.

#### **Secundum preceptum. Quoad primum articulum<sup>1992</sup>.**

De hoc precepto sicut de aliis erunt duo articuli. In primo ponetur unus ternarius in quo continentur huiusmodi precepti transgressionem, ex quo formari poterunt interrogationes sive examinationes.

In 2° articulo ponuntur breves propositiones per quas poterunt dari breves responsiones ubi est peccatum, ubi non.

Assumere nomen Dei quid est in vanum<sup>1993</sup>.

Quantum ad primum sciendum quod licet doctores varie exponant quid est nomen Dei assumere in vanum, puta quod accipitur in vanum quando quis predicat propter vanam gloriam iuxta illud psalmi: Peccatori autem dixit Deus: quare tu enarras justitias<sup>1994</sup> meas? etc., et de multis aliis modis,

---

1991 *Dicat*: correctio pour *dica*.

1992 Marge. Titre absent dans la table.

1993 Marge. Titre absent dans la table.

1994 *Justicias*: ajout. .

set nunc dicendo que non ponuntur in aliis locis dico quod hoc preceptum transgreditur quis tripliciter, scilicet

Impie blasfemando,

Inique jurando,

Injuste vovendo.

Et conformiter debet sic peccator interrogari, Si blasfemavit nomen Dei aut sanctorum, si dixit Deum esse injustum aut immisericordem.

N. Secundus articulus ubi ponuntur propositiones<sup>1995</sup>.

Quantum ad secundum, prima propositio erit de blasfemia.

Pro qua sciendum quod blasphemia non est jurare, nec blasphemia est juramentum, ymo oponuntur, et formaliter loquendo blasphemia nunquam potest dici juramentum. Nam jurare est Deum in testem vocare et est actus latrie. Unde super *Math.*: Qui jurat, aut veneratur aut diligit per quem jurat. Set blasphemare est dehonoreare vel detrahere sive maledicere Deo.

Blasfemia quid est<sup>1996</sup>.

Unde blasphemia dicitur quando quis aufert a Deo quod sibi querit sicut dicendo ipsum non esse sapientem vel omnipotentem aut misericordem etc., vel quando quis attribuit sibi quod non sibi licet, ut illi qui dicunt Deum esse crudelem, pertinacem, sine misericordia, proditorem et hujusmodi. Ideo blasfemia est injuria quedam irrogata Deo.

Aliqui addunt tertium gradum blasphemie dicentes quod blasphemia est quando attribuitur creature quod soli Deo convenit: set hoc erit multum large, quia proprie magis videtur esse infidelitatis et ydolatrie quam blasphemie, nisi quis attribueret creature<sup>1997</sup>

[fol. 62v]

in despectu Dei et ad faciendum Deo injuriam, quia tunc vere esset blasphemus. Ex dictis sequitur quod improprie loquuntur nostri temporis doctores et predicatorum qui vocant juratores blasphemus; tamen pro ipsis dico hanc propositionem

---

1995 Marge. Titre absent dans la table.

1996 Marge.

1997 -*buret creature*: ajout aux lignes, bordé s'un entrelacs.

Prima propositio de blasphemia<sup>1998</sup>.

Quod ubicumque quis<sup>1999</sup> jurat per corpus Christi vel alia membra in contemptum et truffando de Deo, sicut multi ribaldi anteriora et posteriora Dei et virginis Marie et sanctorum assumunt ridendo et jurando per talia, Nam tunc dico quod tales sunt vere blasphemi, et sic intelligitur c. *Statuimus, De maledicis.*, Et 22, q. 1, c. *Si quis per capillum*; et hec blasphemia large dicta ab Astex in prima parte sue *Summe* dicitur turpiloquium, Prima autem dicitur maledica et falsiloqua.

Quando est proprie blasphemia.<sup>2000</sup>

Et tu, confessor, tene in mente non esse proprie blasphemiam nisi quando quis intendit Deo irrogare injuriam vel auferre gloriam et omnis talis est mortalis si deliberate fiat.

O. Juramentum quid est<sup>2001</sup>.

Et quia hec materia de juramentis sepe occurrit, ideo ad plene eam intelligendum ponetur una juramenti diffinitio et una divisio.

Diffinitio est quod juramentum sive jurare est veridice, discrete et juste cum invocatione divini nominis sive attestazione rei sacre aliquid affirmare vel negare. Hec diffinitio conceditur a canonistis Gaufre, Archi et Hosti et satis notatur 22, questione 1, § 1, Et a legistis in *Auctentica, De mandatis principum*, § *set neque*, Et theologis in 3°, di. 39, licet particule alique in eo ponantur que non omnia<sup>2002</sup> tanguntur a predictis.

Comites juramenti<sup>2003</sup>.

Pro quorum declaratione sciendum quod juramentum tres debet habere comites, videlicet veritatem, iudicium et justitiam, ut patet *Ihere. 4*, et *De jurejurando*, c. *Et si Christus*, § *Jacobus*, et 22, q. 2, c. *Advertendum*.

---

1998 Marge. Titre dans la table: *Blasphemia quid est et quam multiplex*.

1999 *Quis*: ajout.

2000 Marge. Titre dans la table: *Blasphemia quid est et quam multiplex*.

2001 Marge. Titre dans la table: *Juramentum et ejus comites*.

2002 *Omnia*:: correction de *omnes*.

2003 Marge. Titre dans la table: voir au dessus.

Ratio est secundum Bo-ram quia **juramentum**<sup>2004</sup> **comparatur ad tria, scilicet ad rem de qua fit et sic debetur veritas, que est adequatio rei ad sermonem, 2° comparatur ad illud de quo procedit sive ad jurantem et sic debetur iudicium, scilicet discretionis, 3° comparatur ad causam pro qua fit et sic debetur iustitia, scilicet ut causa sit justa, et hii tres comites notantur in principio diffinitionis ubi dicitur: veridice, discrete et iuste.**

Secundo ponitur: cum invocatione divini nominis; Unde dicitur jurare, quia quasi pro jure introductum est, ut quod sub invocatione divini nominis testimonii dicimus pro vero habeatur.

Juramentum ab idolatra, utrum liceat accipere<sup>2005</sup>.

Set adverte quod hic, res sacra accipitur large pro sacra re vere et pro sacra re putative: puta quando jurant pagani per ydolum vel Saraceni per Machometum, de quo juramento dicit Bo-ra in 3°, di 19, a. 2, q. 3<sup>2006</sup>, quod in juramento facto per ydolum est duo considerare, videlicet ipsius ydoli venerationem et exterioris verbi affirmationem; habendo respectum ad primum nulli licet juramentum ab ydolatrix recipere nec exigere nec facere, quia ydoli veneratio est omnino detestanda.

Si vero habeatur respectus ad secundum sic est licitum ab eis juramentum recipere maxime pro utilitate communi, Et sic recepit Jacob pro pace sue posteritatis, *Gene*, 31<sup>2007</sup>, et Judas pro pace gentis sue<sup>2008</sup>, 1 *Machabeorum*<sup>2009</sup>, c. 6<sup>2010</sup>; et sic christiani a Saracenis recipiunt pro pace et utilitate communitatis. Unde quamvis sit illicitum jurare per ydolum quia forma illa est prohibita, tamen ubi necessitas vel communis utilitas hoc requirit licitum est recipere juramentum tale.

P. Juramentum 3ex<sup>2011</sup>.

Quoad divisionem secundum Ray, Juramentum est triplex, scilicet assertorium, cum juratur<sup>2012</sup> de preterito aut presenti, puta sic esse vel non esse, Et promissorium cum juratur de futuro, puta quando aliquis jurat se aliquod dicturum aut facturum.

---

2004En caractères gras: citation de ANGELUS, *Juramentum*,3, § 8, qui est, elle-même, une citation de BONAVENTURA.

2005Marge. Titre dans la table.

2006D 19, q 2, a 3: correction de d. 39, a 2, q 3, selon ANGELUS, *Juramentum*,1, § 3.

2007*Genèse*, 31, 45-54 .Correction 31 pour 30

2008Suivi d'un blanc.

2009Suivi d'un blanc.

20106: ajout. 1 *Machabées*, 6, 61

2011 Marge. Titre dans la table: *Juramentum quando est multiplex*.

2012 *Juratur*: correction pour *jurans*

Alia divisio juramenti<sup>2013</sup>.

Potest poni alia divisio, quia accipitur per respectum ad tres predictos comites, scilicet juramentum Aliud est dolosum sive mendax et fraudulentum, Aliud temerarium sive indeliberatum et indiscretum, Aliud incautum sive injustum.

Et nota secundum Duran quod juramentum incautum fit tripliciter, P° scilicet cum fit de malo, 2° de minus

[fol. 63r]

bono, quia minus bonum per comparisonem majoris boni rationem mali importat; Item tertio ratione conditionis inhoneste aposite.

Exemplum primi, Ut si quis jurat <sup>2014</sup> non se facturum elemosinam; Exemplum 2i, Ut si quis jurat se non intraturum religionem; Exemplum 3ii, Ut si quis jurat quod si possit complere adulterium faciet dicere missam pro gratiarum actione. Incautum tamen accipitur hic pro indiscreto. Et de isto juramento ratione conditionis habemus singularia infra in peccato luxurie et de impedimentis matrimonii, impedimento sexto<sup>2015</sup>.

Q<sup>2016</sup>.

Et in materia ista de juramento et etiam de voto debet semper habere confessor oculos ad tria, scilicet

Ad peccatum,

Ad obligationem,

Ad absolutionem;

Ad peccatum, quando tale juramentum est peccatum mortale vel non;

2° quantum ad obligationem, scilicet si jurans obligatur servare suum juramentum; Aliquando enim quis in juramento peccat et non debet servare juramentum ut satis patet in sequentibus;

3° ad absolutionem sive dispensationem; et sic erunt tres articuli, de quibus dico tres sequentes propositiones, et semper habeatur oculus ad tres predictos comites secundum quos ab aliquibus doctoribus ponitur hoc sequens dictum;

---

2013 Marge. Titre absent dans la table.

2014 *Jurat*:ajout.

2015 Souligné dans le manuscrit.

2016 Marge sans titre.

Quicumque jurat, si non assumit simul tres comites in suo juramento peccat mortaliter, qualiscumque sit ille comes qui desit de illis tribus.

2a propositio principalis de contrario<sup>2017</sup> comitibus juramenti tribus<sup>2018</sup>.

Secunda propositio<sup>2019</sup> juramentum, contra tres predictos comites, scilicet juramentum fraudulentum, indiscretum et incautum, nunquam est obligatorium, sive non est observandum.

Tertia propositio: Nullus citra episcopum vel qui non habet episcopalem jurisdictionem, potest absolvere a juramento, sicut nec in voto dispensare, ut notatur in c. 1°, *De voto*. Nunc autem in speciali oportet declarare predictas propositiones.

Et quoad primam omnes doctores concedunt illam unanimiter quoad duos comites, scilicet veritatem et justitiam, set de comite qui dicitur judicium est magna diversitas, ymo briga et rixa fuit hiis diebus, quibusdam doctoribus dicentibus quod non licet jurare<sup>2020</sup> cum duobus comitibus, scilicet illud quod jurat est verum et bonum, sicut si jurat per corpus Christi quod hodie ibit ad missam, quia nihilominus peccat mortaliter, quia deest tertius comes, scilicet judicium, quia non est necesse assumere hoc nomen Dei cum nullus esset qui dubitaret vel juramentum requireret. Aliis e contrario<sup>2021</sup> dicentibus quod juramenta ista que cothidie fiunt, licet fiant sine causa, quod tamen non est peccatum mortale, dummodo duo primi comites, scilicet veritas et justitia, assint. Et opinionem tenent Bo-ra et Sco et multi alii, quam ego probabiliorem reputo, licet primam credam esse tutiorem.

Expositio 1i precepti<sup>2022</sup>.

Provenit autem hec diversitas propter diversum modum accipiendi seu exponendi illud: Non assumes nomen Dei in vanum. Aliqui enim in appellatione: vani, intelligunt solum falsum, ideo dicunt quod solum ille jurat in vanum qui jurat falsum;

---

2017 Suppression d'un premier *contra*.

2018 Marge. Titre absent dans la table.

2019 *Contraria: Interprétation de: q^*.

2020 *Non licet*:ajout.

2021 *E contrario*:correction de *e contra* ( c'est peut-être une abréviation non vue encore)

2022 Marge. Titre absent dans la table.

Alii vero quod nomine: vani, intelligitur illud quod sine causa fit. Set nunquam in hoc libello posui vel dixi aliquid esse mortale, nisi hoc possit haberi ex scriptura vel communi concordique sententia doctorum, Et ita dico quod assumere nomen Dei in vanum, intelligitur nomine: vani, falsum; modo talis non jurat hoc modo in vanum, cum non jurat falsum. Et sic limitanda esset prima propositio predicta.

Falsum juramentum firmamentum<sup>2023</sup> quando est peccatum mortale<sup>2024</sup>.

Patet ergo quod quicumque in communi sermone jurat vel in iudicio sive per Deum vel per sancta evangelica vel per suam animam vel fidem et huiusmodi, qui et advertit quod jurat, et quod non dicit verum, peccat mortaliter, quia deest primus comes.

Nota pro scrupulosis.<sup>2025</sup>

Tamen Petrus Aureoli dicit, di. 9<sup>2026</sup> 3ii, hoc verum si<sup>2027</sup> juramentum sit per ea que homines assueverunt jurare, quando volunt veritatem infallibilem assumere in testimonium dicti sui ultimum; secus esset, si assumeretur signum quod non est ad tale testimonium institutum et sine animo

[fol. 63v]

jurandi, quia sic non esset peccatum mortale secundum eum: quod nota, quia facit pro istis mulieribus que jurant per meam fidem in veritate et per istum ignem et huiusmodi, ut non peccent mortaliter cum perjurant, quia nec jurare intendunt, nec quibus juratur accipiunt pro juramento. Hec tamen opinio Aureoli aliis non videtur pro conscientia<sup>2028</sup>.

Preterea adverte secundum Sco et Aure quod si juraret aliquis precipue in iudicio et maxime in causa magne importancie et affirmaret esse verum de quo tamen dubitat, tunc peccat mortaliter, quia ad jurandum hoc modo, scilicet in iudicio, requiritur quod persona sit certa de illo quod vult per juramentum affirmare, nisi affirmet modo humano, sic dicendo: Nunquam permittit humana fragilitas sicut fit in in ordinandis, ut patet in c. unico, *Extra, (de stru. et orta)*<sup>2029</sup>. Et ex predictis patet satis prima propositio.

---

2023 Lecture pour: *fir-tum*

2024 Marge. Titre dans la table.

2025 Marge. Titre absent dans la table.

2026 9: correction pour 39, selon ANGELUS, *Perjurium*, § 0.

2027 *De si à pro juramento*: texte semblable à celui de ANGELUS, *Perjurium*, § 0.

2028 Souligné dans le manuscrit.

2029 Titre non identifié; lecture douteuse.

R<sup>2030</sup>.

Set pro declaratione secunde propositionis notandum quod summiste multum immorantur circa eam. Unde frater Angelus dicit quod fallit in 26<sup>2031</sup> casibus; set tunc<sup>2032</sup> dic per theoricam que ex ipsa propositione potest haberi quod non juramentum ut dicit propositio obligat ad observandum, si fuerit fraudulentum, indiscretum vel incautum; ideo semper ad hos tres comites jacta cogitatum tuum, si velis cognoscere quando juramentum est observandum.

Unde juramentum factum contra justitiam, licet fuerit peccatum mortale, tamen non est observandum. Due autem sunt partes justitie secundum illud: **Declina a malo et fac bonum**<sup>2033</sup>. Modo dico quod quicumque jurat facere aliquod malum vel non facere aliquod bonum, licet peccaverit, tamen non obligatur ad observandum juramentum. Hec theorica elicitur ex c. *Quanto*<sup>2034</sup>, *Extra*, eo, Ubi dicitur quod juramentum non debet esse vinculum iniquitatis; et per hoc potest responderi multis questionibus.

S<sup>2035</sup>. Tres questiones de triplici juramento<sup>2036</sup>.

Circa hujus secunde propositionis declarationem<sup>2037</sup> occurrunt tres questiones collaterales: Prima de juramento indeliberato; 2a de juramento coacto; 3a de juramento in compensando.

De prima nota secundum Iho An et Inno quod juramenta ex calore iracundie facta, non ob ratione<sup>2038</sup> sive incaute non tenent, sicut magister jurat quod verberabit puerum et hujusmodi, et non tenetur. Quod nota. Et videtur quod debeat intelligi, quando fuit talis calor et motus sic subitus quod non fuit consensus.

De secunda teneo cum Sco et Bo-ra quod juramentum coactum obligat in foro anime, licet canoniste dicant contrarium, et dic quod loquuntur in foro exteriori.

---

2030 Marge.

2031 26: correction de 27.

2032 Présence d'un *sic*

2033 1, *Petr.* 3-11

2034 C;18:correction de: *quinto*.

2035 Marge.

2036 Marge. Titre absent dans la table.

2037 Présence de 2 *sic*

2038 *Rat-* complété en *ratione*



Tertia principalis propositio de intentione requisita in juramento, voto et matrimonio<sup>2039</sup>.

Et de hoc pro declaratione juramenti fraudulentum dico sequentem propositionem: Tria sunt, scilicet juramentum, matrimonium et votum, que nunquam obligant, nisi jurans, contrahens et vovens, intendat facere quod jurat, vovet vel promittunt; quod si jurans non intendit facere quod jurat, non obligatur<sup>2040</sup> in foro conscientie ad observandum juramentum, peccat tamen mortaliter sic jurando.

Sequitur secundo quod jurans ex metu mortis, puta captus a latronibus quod portabit eis centum libras et dimittant eum, quod si in corde ita intendebat ita obligatur et tenetur ex quo fuit consensus; tamen bene verum est, ut dicit Duran, quod talis habet remedium quod iudex sive pretor<sup>2041</sup> non habet ratum quod fit vi aut metu, Nam potest prohibere ne solvat, et tunc non tenetur. De hoc vide Bo-ram in primo, dist. [ ]<sup>2042</sup>.

Et per predicta de consensu et intentione a patet esse verum quod dicit Panor in c. *Venientes, Extra, De jurejurando*, ubi habetur secundum Inno quod si juramentum fuerit presentialiter prestitum tunc non extenditur nisi ad ea de quibus cogitatum est vel debuit merito cogitari, *Extra, eo, c. Quintavallenis*. Si autem juramentum fuit specialiter prestitum, tunc dicit quod juramentum recipit interpretationem secundum jus in foro contentioso set in penitentiali secundum intentionem jurantis.

Et per hoc solvitur questio:

[fol. 64r]

Quidam clericus juravit stare mandato episcopi, qui precipit ei ut beneficio renunciaret et quod non appellaret; Certe ex quo non erat verisimile quod jurasset in speciali de hiis si cogitasset, poterit precepto non obstante appellare, et ita fuit declaratum per doctores de Roma.

---

2039 Marge. Titre dans la table: *Juramentum requirit hanc intentionem*.

2040 *Obbligatur* correction pour *obligat*

2041 *Pretor*: correction pour *preco* ou *preto*

2042 Blanc.

Et nota quod esset ibi dubium an habuisset animum aliquis juramento se obligandi an non, quod tunc presumendum est quod sic, et sic loquitur *Si vero, Extra*, eo.

V. Nota casum<sup>2043</sup>.

Set quero pro tertia questione, si juravi tibi dare decem et tu mihi debes alia decem, numquid possum compensare? Respondet in c. *Ad nostram, Extra*, eo, quod non, quia juramentum est observandum in forma specifica, nec sufficit illud adimplere in effectu, ut patet ibi per textum illum, quia jurans tenetur prius actualiter solvere quam compensatio sit facta, L. *Si peculium*<sup>2044</sup>, §1, ff. *De statuliberi*. Et Panor dicit quod doctores nostri communiter sentiunt quod dictum est, set contrarium dicit sensisse Bar in L. *Amplius, ff. Rem ratam*. Et concludit Panor ob rationes Bar que videntur valde efficaces quod ante factum est sequenda prima opinio quam tenent Iho An et Inno, scilicet juramentum, post factum ut quis a perjurio excusetur sequenda est opinio Bar.

Secunda propositio principalis: Quod juramentum est observandum.<sup>2045</sup>

Quantum ad 2am propositionem explicandam nunc ponam solum unam regulam quam ponit Monal in titulo *De juramento*, quia si Dominus voluerit spero amplius dicere infra de dispensationibus; Et est regula talis:

Ubicumque quid juratur faciendum vel vitandum quod facere vel vitare circumscripto juramento esset veniale vel mortale, non est servandum juramentum hujusmodi, set potest auctoritate propria contraveniri. Hec Monal. Patet ergo quod dispensatio solum requiratur quando juramentum est licitum aut quando dubium est an sit licitum. Idem Inno, in c. *Venerabilem, De electione*, qui addit quod etiam juramento in licitis potest contraveniri propria auctoritate instante necessitate, si superior non possit adiri, 2, q. 3.

---

2043 Marge. Titre absent dans la marge.

2044 *Peculium*: correction pour *speculum*.

2045 Marge. Titre dans la marge: *Juramentum quod observandum*.

Antecessor, idem ratione magne utilitatis, quia magna utilitas equiparatur necessitati, ut notat Inno, in c. *Cum sis*<sup>2046</sup>, *De consecratione*. Et hoc etiam placet Panor, licet non placeat Hosti. Et precipue quando est talis utilitas pro qua superior si posset adiri verissimiliter ipsum absolvisset a juramento.

Patet igitur resolutorie de juramentis quod sicut juramentum sine tribus comitibus semper est mortale, quicumque comes desit scienter etiam sine illis factum non est obligatorium, Exceptionibus paucis predictis. Et hoc est memorie commendandum.

X. Tercia propositio principalis: de voto<sup>2047</sup>.

Tertia propositio de voto est hec:

Quotiens quis votum<sup>2048</sup> frangit aut nimis implere differt totiens exceptis quatuor casibus, judicandus est peccare mortaliter. Hanc propositionem declaro per singula.

Votum quid est<sup>2049</sup>.

Et primo quia in principio propositionis ponitur votum, Videamus quid sit votum. De primo dico, secundum doctores, precipue Ricar in 4°, dist. 38, ar.3, q.2, addendo tamen aliqua, quod votum est ejus qui non est a lege prohibitus promissio propositi supererogatione boni Deo facta absolute vel cum conditione, simpliciter vel solempniter, libere et non meticolose, propter bonum finem, ex deliberatione firmata, animo se obligandi ad promissum implendum.

Octo non potentes vovere<sup>2050</sup>.

In hac diffinitione primo ponitur: eius qui non est a lege prohibitus. Et dico quod octo sunt tales qui vovere non possunt quoad<sup>2051</sup> vinculum inter ipsos et ecclesias suas dissolvatur sine licentia pape, *De renuntiatione*, c. *Nisi cum pridem*<sup>2052</sup>. Si tamen fuerit votum peregrinationis solvet expensas quas fecisset et laborem vigiliis et orationibus compensabit etc.;

---

2046 *Sis*: correction pour ce qui peut se lire: *omnes*.

2047 Marge. Titre absent dans la table.

2048 *Votum*: ajout.

2049 Marge. Titre dans la marge: *Votum quid est, Qui possunt vovere, Quando est peccatum*.

2050 Marge. Titre: voir au dessus.

2051 ANGELUS, *Votum*, 2, § 0: les évêques et autres supérieurs... *non possunt facere votum quo vinculum inter ipsos et ecclesias suas dissolvatur*..

2052 *Nisi*: ajout.

2° clerici beneficiati sine licentia episcopi, c. *Sane* et c. *Nisi cum pridem*, eodem tit., possunt tamen facere votum religionis, 20, q.4, *Monacho*.. [...] <sup>2053</sup>. Et ideo credo quod non possint vovere sine peccato nisi presuponatur consensus prelati tacitus, et hoc sequitur Ricar in 4° et Tho 2a 2e, q.LXXXIII, et Ray. Quarto abbates et prelati religiosorum, per quod prejudicium generetur in eorum officiis

[fol. 64v]

sine <sup>2054</sup> licentia superiorum, 18 <sup>2055</sup>, q.2, *abbates*; de aliis vero possunt vovere. Quinto filius familias. Sexto impuberes. Septimo servus. Octavo vir et uxor. Et quia materia de personis istis quatuor sepe accidit, ideo pono aliquas propositiones, ut plenius intelligatur.

Y. Qui possunt vovere. Propositio 1a <sup>2056</sup>

Prima propositio: Puer quantumcumque doli capax ante annos pubertatis non potest etiam de licentia patris facere votum religionis.

Secunda propositio: Excepto solo voto religionis puer doli capax ante annos pubertatis potest vovere et se obligare, potest tamen pater irritare talem votum, set si non irritat puer obligatur.

Tertia propositio: Differunt ex una parte vota impuberum et ex alia parte vota puberum, uxorum et servorum, quia vota impuberum semel irritata non reviviscunt, set vota alia tria, scilicet uxorum, puberum et servorum, licet revocata, tamen reviviscunt soluta patria potestate, mortuo viro vel deffuncto domino.

---

2053 Il manque le 3°.

2054 Suppression d'un *sine* en double

2055 18: correction de 16

2056 Marge.Titre: voir au dessus.

Prima propositio habetur in c. *Ad nostram, Extra, De regularibus*; 2a habetur per Thomam, 2a 2e, q. 88, et singulariter in c., *Extra, De voto*, juncta glosa; 3a propositio est Innocenti, in c. *Scriptum est, Extra*, eodem.

Quarta propositio: tres predicti, scilicet puberes, uxores et servi non possunt vovere quantum ad vota per que prejudicarent regimini domus vel familie quoad filium, sive obediente debite viro quoad uxorem, vel domino quoad servum. Ubi tamen filius habet peculium castrense vel quasi castrense et uxor aliquid preter dotem, de illo potest vovere et valet, caveant tamen a scandalo viri. Hec Tho, ubi addit Hosti quod filius familias pubes potest vovere transmarinam peregrinationem, c. *Ex multa, Extra*, eo, et hoc in subsidium terre sancte, servus etiam potest vovere quoad spiritualia sine consensu domini, sicut est orare etc., in c. *Relatum, De sententia excommunicationis*, et c. *Si servus*, D.54<sup>2057</sup>, per hoc non fit prejudicium sicut diximus quod uxor potest vovere ea que non sunt in prejudicio viri, ut dicit glosa in c. *Manifestum*, 33, q.5.

Bonum dubium<sup>2058</sup>.

Set numquid peccant predicti voventes quod implere non possunt? Responsio: quod si quando vovent percipiunt se non posse implere vel vovere, videtur quod peccant nisi presumant<sup>2059</sup> de voluntate eorum quorum interesset; si vero de hoc non cogitant non peccant, quia subintelligitur quod vovent quantum in eis est; et multo magis non<sup>2060</sup> peccant si explicite hoc intendunt.

---

2057 D 54 correction de: 6, q 2 (ou S,q 2)

2058 Marge. Titre absent dans la table.

2059 *Presumant*: ajout selon ANGELUS, *Votum 2*, § 9

2060 *Non*: ajout selon ANGELUS, *Votum 2*, § 9

Nec peccat prelati, abbas, tutor, maritus, dominus et hujusmodi revocando vota et facta ante subjectionem, nisi consensum eis dederunt, quia tunc peccarent obediendo eis, ut in dicto c. *Manifestum*.

Dubium<sup>2061</sup>.

Set numquid peccat mortaliter tale impedimentum acceptando, puta mulier consentiendo matrimonio post votum castitatis et hujusmodi? **Respondeo quod, ut colligo ex c. *Per tuas, De voto, quod sic, si de hoc advertibat, quando tali*<sup>2062</sup> impedimento assentit. Si vero tunc non advertibat de voto nec advertit usque post consummatum matrimonium, nec cogitabat quando<sup>2063</sup> assumebat impedimentum quo votum implere non posset, sic non credo quod peccaverit mortaliter, licet debeat dolere quod votum implere non potest et recompensare in quo potest, et de hoc ante dicta sunt aliqua.**

Deinde ponitur: promissio, Unde debeo advertere quod votum habet diversos status secundum quos sortitur diversa vocabula et effectus.

Z. Voti multi status<sup>2064</sup>.

**Primus<sup>2065</sup> status est in origine, scilicet quando quis disponit se ad votum faciendum, et tunc dicitur deliberatio, de qua dicitur 17, q.1: *Qui bona agunt*; et hoc infringere non est peccatum.**

**Secundus status est processus, scilicet cum procedendo proponit firmiter se facturum, et tunc dicitur propositum vel tractura, 17, q. 2, *Nos novimus*, et sic non obligat ad mortale, set veniale, in c. *Litteraturam*<sup>2066</sup>, *De voto*, et ibi sequitur Panor, et etiam videtur hoc glosa tenere ibidem si bene tota legatur, et glosa 17, q. 1, in<sup>2067</sup> summa: licet allegant Hugo tenere quod talis peccat mortaliter,**

---

2061 Marge. Titre absent dans la table.

2062 *Tali*: correction de *talīs*, selon ANGELUS, *Votum 2*, § 1. En caractères gras: texte commun avec ANGELUS.

2063 *Quod* et non *quando* chez ANGELUS, *Votum 2*, § 12

2064 Marge. Titre absent dans la table.

2065 En caractères gras: texte commun avec ANGELUS,, *Votum 1*, § 7

2066 Présence d'un signe d'ajout dans le manuscrit, mais l'ajout (*litteraturam*) n'a pas été inscrit.

2067 *In*: ajout pae rapport au manuscrit.

set non loquitur in isto casu, set de eo qui fecit votum in corde<sup>2068</sup> [...] <sup>2069</sup> in dicto c. *Qui bona*.

Tertius status est consumationis<sup>2070</sup>,

[fol. 65r]

scilicet quod firmiter proposuit promittit animo obligandi se, quia nemo obligat se nisi qui animum obligandi se habet, L. *Obbligationum*, ff. *De*<sup>2071</sup> *actionibus et obligationibus*, ar. L *Si ego*<sup>2072</sup>, ff. *Si certum petetur*, nec etiam sufficit habere animum obligandi se nisi se promissione obliget sive promissio fiat ore sive corde. Et ideo jura que videntur dicere quod propositum deliberatum sive absolutum obligat, ut in c. *Nuptiarum*, 27, q.1, et dicto c. *Qui bona agunt*, et in c. *Consulti*, *De regularibus*, et similibus, intelligenda sunt cum proposito promissione firmato secundum Panormitanum, in c. *Litteraturam*: quod nota, quia facit ad multa<sup>2073</sup>.

A. Quomodo aliquis habet animum obligandi<sup>2074</sup>.

Sciendum tamen quod aliquis potest habere animum se obligandi dupliciter, uno modo expresse intendendo, scilicet quod obligetur; Alio modo tacite, scilicet quando in promissione non intendebat neque obligari neque non, et hic secundus modus sufficit et sic intellige predicta.

Preterea dicitur: boni supererogantis, vel supererogationis, quia votum proprie non est de hiis que quis obligatur de necessitate facere Deo, ut sunt precepta, ideo plus respicit consilia. Dicitur<sup>2075</sup>: Deo facta, quia proprie loquendo vota soli Deo facta habent rationem voti.

Dicitur: propter bonum finem, quia votum propter malum finem non valet.

Dicitur: absolute, etc

Duo genera voti<sup>2076</sup>.

Unde notandum, quod quantum ad nos spectat voti sunt duo genera, scilicet simplex et dicitur hodie omne aliud votum a voto solemni quantumcumque cum multis solemnitatibus sit factum.

---

2068 *In corde*: ajout pae rapport au manuscrit.

2069 Lacune par rapport à ANGELUS, *Votum* 1, § 7: *licet ore non expresserit, ut patet si bene attendatur. Sequitur etiam hoc, Archi (in d c Qui bona)*.

2070 On peut lire aussi: *confirmationis*, mais *consumationis* est le mot qui est imprimé dans les textes d'ANGELUS, dont je dispose et que je suis.

2071 près *de* et devant *acti*: suppression de *obligatione*

2072 *Ego*: correction pour: *eo*.

2073 GILBERT NICOLAS n'évoque pas ici le quatrième stade: le voeu solennel.

2074 Marge. Titre absent dans la table.

2075 Verbe *dicitur* est écrit sans majuscule, contrairement aux suivants. Ce peut être un oubli, mais la minuscule peut se justifier: le paragraphe concerne Dieu.

2076 Marge. Titre dans la table: *Votorum duo genera*.

Aliud dicitur solempne, et istud solum<sup>2077</sup> est illud quod solempnizatur per susceptionem sacrorum ordinum aut per professionem tacitam vel expressam factam alicui de religionibus approbatis, ut notatur in c. unico, *De voto*, 6°.

Etiam votorum quoddam est purum sive absolutum, scilicet sine aliqua expressa conditione.

Dicitur: expressa, quia realiter simpliciter loquendo omne votum saltem promissorium est conditionatum, quia multe conditiones intelliguntur in eo, ut puta si Deo placuerit, si Petro, et hujusmodi, etc., ut notatur in c. *Quemadmodum*, *De jurejurando*, et 22, q. 2, *Beatus Paulus*<sup>2078</sup>

Adverte tamen quod votum castitatis, religionis ingressus, visitandi sepulcrum Domini, limina Apostolorum Petri et Pauli, sancti Jacobi in Compostella, eundi in subsidium terre sancte aut fidei, sunt simplicia vota, et tamen non minora, set majora dicuntur, ideo differunt maius et solempne et votum simplex et minus sicut superius et inferius, quia omne votum solempne est maius, set non e converso, et omne votum minus est simplex et non e converso.

Votum quando est obligatione<sup>2079</sup>.

Deinde ponitur: libere et non meticolose, de quo Panor pulcre distinguit in c. *Sicut*, 2°, *De regularibus*. Nam quis vovet in angustiis, sive ex timore: vel timor ille est timor mortis naturalis vel accidentalis. Exemplum primi, si graviter infirmor, et talis non excusat, set tenet votum, ut in dicto c. *Sicut*.

Votum quando non obligat<sup>2080</sup>.

Quo ad secundum. distingue: vel est mors accidentalis casualis aut violenta; Exemplum primi, ut in naufragio, incendio, incursu hostium et iste etiam non excusat nec etiam invalidat votum aut perfectionem, quia Deus aliquando incutit talem timorem ut homo convertatur, et talis timor est apertendus, 16, q.1 *Revertimini*; secundo casu pone exemplum in eo qui timet mortem violentam sibi imminentem ab impio homine, et si quis proptem talem timorem ingreditur religionem vel facit votum non valet nec tenet, nam Deus respicit cor et vult voluntarium militem.

---

2077 Suppression d'un *non*

2078 *Beatus Paulus*: correction de ce que je lis: *Beatus si*. (*Déravage sur un: pS*)

2079 Titre absent en marge, mais présent dans la table.

2080 Titre absent en marge, mais présent dans la table.



Et hoc est verum si solum voveat propter timorem; si vero vovet ut evadat, hoc est ne Deus permittat eum incidere in manus illius, ita tenetur sicut precedens.

Consequenter explicemus dictam propositionem principalem in qua dicebatur deinde: quotiens quis frangit.

B. Questio: si peccaret mortaliter frangens votum totiens quociens<sup>2081</sup>.

Pro quo quero: utrum quis peccet mortaliter totiens quotiens frangit votum? Respondeo quod si votum erat negativum, nulli dubium quod sic; si vero affirmativum, puta de jejunando et hujusmodi, non nisi prima vice qua comedit in die, non secunda vel tertia vice comedens.

[fol. 65v]

Secus si ex contemptu, puta quia etiamsi posset jejunare non faceret, et similia hujusmodi. Hoc tene, licet Petrus de Palude, in 4<sup>o</sup>, disti. 15, aliter dicat.

Differens implere votum quando peccat<sup>2082</sup>.

Preterea dicebatur in propositione: vel differt implere.

Pro cujus declaratione pono talem distinctionem, quam accipio ex Panor, *Non est voti*, sequente c.<sup>2083</sup>, quod aut is qui vovit dum vovebat de implendo cogitabat vel statim vel ad tempus; et sic obligatur secundum quod se obligare intendebat quando vovit; Si vero de tempore non determinavit aut non cogitavit, aut si cogitavit, non tamen ad illud se obligavit ex voto; Sic iterum distinguendum est quod aut differt quia devotius et quietius aut commodius tardendo sperat implere, et sic non peccat saltem mortaliter; Aut differt solum ex necligentia, et tunc si est probabile imminens periculum impossibilitatis implendi si tardetur, ut pote quia vovit religionem, nisi hoc anno ingrediatur postea non erit aptus vel non poterit, et sic peccat mortaliter differendo, si hoc advertit. Si autem tale periculum non immineat vel si imminet non advertit, sic dicere quod sit peccatum mortale differe videtur durum.

---

2081 Marge. Titres dans la table: *Votum frangens quando peccat*.

2082 Marge. Titre dans la table

2083 *Sequente*: hypothèse de lecture. On est en fin de ligne, la lecture n'est pas séviente (s suivi d'un signe); la forme interprétée comme étant *sequente* est précédée du signe indiquant une lacune, mais cette dernière n'est pas en marge.

C. Casus excepti ab impotentia<sup>2084</sup> voti<sup>2085</sup>.

Item dicebatur in propositione: exceptis quatuor casibus, quos ponit Ricardus in 4°, dist. 38, art. 5, q. prima.

Primus propter impotentiam implendi. **Unde<sup>2086</sup> ille qui vovit jejunium quod sine magno detrimento corporis servari non potest, si facultas adeundi superiorem deest potest propria auctoritate frangere secundum Tho, 2a 2e, q.88, art. 11<sup>2087</sup>; peccat tamen vovens quod sibi est impossibile, nisi speret fore possibile.**

**2us, propter auctoritatem dispensantis vel irritantis ab eo qui potest, ut prelato, viro, tutore et hujusmodi<sup>2088</sup>. Intellige si subest legitima causa, alias non, ut in c. Magne<sup>2089</sup>, Extra, De voto, et glosa in c. Non est, eo tit.**

**Tertius propter defectum conditionis aposite, 32, q. 8, c. Non solum, in fine, vel propter defectum cause principaliter moventis: pater<sup>2090</sup>, mulier fecit votum jejunandi ut obtineret salutem filii qui moritur, non tenetur.**

**Quartus casus quando id quod<sup>2091</sup> tempore facti voti erat licitum factum est illicitum postea, puta quia fecerat votum continentie ante matrimonium; post contractum et consummatum<sup>2092</sup> non potest licite denegare debitum petenti, et hujusmodi; Et propterea dicit Tho in 4°, eadem dist<sup>2093</sup>., *Quicquid<sup>2094</sup> votum faciendum impediret, si presens esset, obligationem etiam voto facto aufert. Quod bene notandum.***

Propositio de voto facto certo loco.<sup>2095</sup>

Pro pleniori intellectu dictorum pono adhuc hanc propositionem:

Vovens dare aliquid vel facere determinando personam vel locum, puta quod daret tali ecclesie vel sacerdoti, sine prelato non potest propria auctoritate mutare in aliam personam vel locum, licet persona primo dicta vel locus non indigeret.

---

2084La lecture de ce mot serait: *impotentione*, mais faute d'avoir trouvé cette forme, je chosis: *impotentia*.

2085Marge. Titre absent dans la table

2086En caractères gras: même texte chez ANGELUS, *Votum* 3, § pr

2087 11: ajout. Blanc dans le manuscrit.

2088*Quando irritat ab eo...hujusmodi*: Chez ANGELUS, en fin de paragraphe.

2089*Magna?*

2090Ajout de GILBERT NICOLAS.

2091*Quod*: ajout au texte de GILBERT NICOLAS.

2092Ajout de GILBERT NICOLAS.

2093*Eadem distinctione*: ne renvoie à rien dans le texte de GILBERT NICOLAS.

2094En caractères gras et en italiques: citation de THOMAS. *Illud quod* (p 552, éd. Jean Nicolas), chez Thomas et non: *quicquid* comme ici et chez ANGELUS.

2095Marge. Titre absent dans la table

Episcopus autem, licet possit mutare, non tamen secundum Flo sine magna causa urgente, puta quia ecclesia est destructa et hujusmodi.

Nota casum bonum<sup>2096</sup>.

Hec propositio est Flo in sua *Summa*, qui idem dicit quod si quis vovit ire ad ecclesiam non potest alium mittere propria auctoritate, nisi omnino ire non posset, et si facit contrarium non est liberatus et peccat mortaliter si poterat de facili habere ad superiorem recursum. Nullus enim per suum votum potest alium obligare, nisi alter consentiat, et si non potest per se implere non tenetur per alium; **Si<sup>2097</sup> vero vovit visitare ob devotionem, tunc non tenetur per alium exequi, impedimento superveniente.**

D. Questio: si heres tenetur implere votum defuncti.<sup>2098</sup>

Ex dictis patet solutio ad illud quod solet queri: utrum heres teneatur implere vota sibi imposita ab illo cujus est heres? Tunc enim est distinguendum quod talis heres vel assentit sive promisit defuncto implere vel non: si primo modo, hoc est dupliciter, quia vel promisit in omni casu et simpliciter, vel sub spe habendi hereditatem: Si primo modo tenetur; Si secundo modo, dico quod si mutato consilio abstinet ab hereditate quod non tenetur tunc ar., c. *Venerabilem*, § finali, *De electione*. Et notant Inno et Ber in dicto c. *Licet*.

**Si<sup>2099</sup> vero non assentit sive promisit, tunc si votum est personale, scilicet obligans<sup>2100</sup>**

[fol. 66r]

**personam suam, non tenetur; si vero est personale ad incertam personam, puta mittere aliquem ad sanctum Jacobum, sic tenetur; similiter si est reale solum, ut facere monasterium, vestire pauperem et hujusmodi, sic etiam tenetur.**

---

2096 Marge. Titre absent dans la table

2097 Cette phrase est chez ANGELUS, *Votum* 3, § 7, ( phrase suivie de: *Pa(normitanus) inc. Licet, eo titulo, addit aliam limitationem...*, le cas de l'héritier étant traité au § 8 par ANGELUS ). Cette phrase ici semble n'être qu'une redondance. Par ailleurs, GILBERT NICOLAS évoque ensuite le *dicto c. Licet*, qu'il n'a pas évoqué avant. Même s'il y a une réécriture, ( GILBERT NICOLAS utilise dans un autre ordre les § 7, 8 et 9 d'ANGELUS), il manque une portion de texte avant le *Si vero*: au moins celle qui évoque le vœu d'aller en terre sainte *pro subsidio*.

2098 Marge. Titre dans la table: *Votum utrum obliget heredem*.

2099 Texte semblable à celui d'ANGELUS, *Votum* 3, § 8, avec suppression d'un renvoi au § 7.

2100 Suppression de: *personam* (mot répété au début de la page suivante)

Item si est reale simul et personale et expressum utrumque, ut ire ad sanctum Jacobum et ibi offerre decem, sic tenetur ad offerendum decem, set non ad eundum vel ad mittendum aliquem nisi secundum quod supra dictum est [...] quando obligatur per alium implere; si autem est personale et reale, set personale est solum expressum, ut puta ire ad sanctum Jacobum, licet accessorie veniant expense, non tenetur, quia sublato principali, id est quod non teneatur ire, non tenetur ad expensas. Si vero nihil in hoc disposuit, sic dic quod si deffunctus tenebatur per alium votum suum implere, ut in casibus de quibus supra dictum est, sic similiter etiam tenetur, et hoc ex quo adiit hereditatem, quia adeundo quasi contraxit. Facit quod legitur in L. 2, ff. *De pollicitationibus*. et in L. *More*, ff. *De acquirenda hereditate*, pro quo textus in c. *Si heredes*, *De testamentis*. Et hoc intellige in quantum vires hereditatis patiuntur. Credo tamen quod si filius gravaretur in legitima pro hujusmodi votis implendis, quod haberet causam legitimam impetrandi dispensationem.

E. De professione tacita vel expressa.<sup>2101</sup>

Verum quia superius fuit posita duplex distinctio de voto, scilicet quod est votum simplex et votum solemne et etiam votum purum sive absolutum et votum factum sub conditione, et quia hec materia sepe occurrit confessoribus de voto solemni quantum ad professionem tacitam vel expressam et etiam de voto cum conditione, ideo ponam primo<sup>2102</sup> de professione tacita et expressa, 2° de conditione aposita voto.

Quantum ad primum erunt due questiones juxta duas professiones; prima erit de professione expressa, secunda de professione tacita.

---

<sup>2101</sup>Marge. Titre triple dans la table: *Professio duplex, Que requiruntur, Quis potest recipi ante anni completionem*.

<sup>2102</sup>Primo: ajout

Que requiruntur ad professionem<sup>2103</sup>.

De professione expressa quero quot requiruntur ad professionem expressam?

Respondeo et dico quod **sex**<sup>2104</sup>.

**Primo quod profitens compleverit 4m decimum annum, si masculus, vel 12 si mulier, in c. primo, De regularibus, li° 6°.**

Adverte tamen pro ista prima conditione quod **monachis**<sup>2105</sup> **qui**<sup>2106</sup> **habent monasteria in insulis multum rigidis prohibetur ne ante 18 aliquem recipiant ad professionem, ut in c. Quia in insulis, De regularibus.**

Adverte etiam quod **quis esse debet regulariter**<sup>2107</sup> **per annum novicius, in c. Consaldus**<sup>2108</sup>, **17, q.1, et in c. Ad apostolicam, De regularibus .**

Novitius potest recipi in professionem ante finem anni<sup>2109</sup>.

**Tamen**<sup>2110</sup> **quia istud tempus datur in favorem novicii ut experiatur, et similiter monasterii ut**<sup>2111</sup> **probent si pro eis convenit, ideo prelato cum conventu consentiente et interveniente voluntate novicii potest ante annum profiteri et tenet professio, licet male faciant prelati si sine magna discretione hoc facient, ut in dicto c. Ad apostolicam. Fallit in omnibus mendicantibus qui non possunt recipere ante annum completum probationis ad professionem ut in c. Non solum, et c. Constitutionem, De regularibus, li°6°.**

2° requiritur quod<sup>2112</sup> **professio fiat ei qui potest religioni incorporare vel de licentia ejus secundum Inno et Panor in c. Porrectum, De regularibus; et sic professio facta per se solum aut in manu episcopi non solemnitizat votum secundum dominum Antho**<sup>2113</sup> **in dicto c. Porrectum,**

---

2103Marge. Titre triple: voir au dessus.

2104En caractères gras: citation d'ANGELUS, *Professio*, §1.

2105*Monachis*: correction de *monachi*.

2106En caractères gras: ANGELUS, *Novitius*, § 2.

2107En caractères gras: ANGELUS, *Novitius*, § 2 quoique pour les quatre premiers mots, l'organisation de phrase diffère.

2108*Consaldus*: ajout d'après ANGELUS, *Novitius*, § 2; blanc dans le manuscrit.

2109Marge. Titre dans la table: *Novitius quando potest recipi ante (finem anni)*.

2110En caractères gras: ANGELUS, *Novitius*, § 2.

2111*Ut*: ajout

2112 En caractères gras: citation d'ANGELUS, *Professio*, §1.

2113 *Dnm antho* et chez ANGELUS: *d. an*.

ita quod si matrimonium contraheret teneret, nisi reciperetur nomine alicujus incorporare valentis, quia valeret post ratificationem non autem ante et sic non teneret matrimonium, secus si non reciperetur nomine eius, quia ratificare non posset. Ge<sup>2114</sup> in dicto c. *Constitutionem, De regularibus*, tenet cum Lap<sup>2115</sup>, quod si professio fit<sup>2116</sup> in manibus alicujus habentis administrationem religiosam obligat religioni saltem in genere, sed non in specie nisi recipiatur ab eo qui potest incorporare illi; quod credo verum, si talis habens administrationem potest illam religionem in qua habet administrationem obligare tali<sup>2117</sup> quem recipit, aliter non [...] <sup>2118</sup>.

3° quod<sup>2119</sup> fiat alicui religioni approbate, c. unico, *De voto, li° 6°*, etiam si fieret in domo propria in manu prelati, dicto c. *Porrectum*<sup>2120</sup>.

[fol. 66v]

Quarto<sup>2121</sup>, quod prelati<sup>2122</sup> requirant consilium capituli sui aliter non valet<sup>2123</sup> secundum Iho An in quadam postilla<sup>2124</sup> in c. *Ad apostolicam, De regularibus*, et sequitur Panormitanus in dicto c<sup>2125</sup>. Set verum est quod non tenetur sequi secundum<sup>2126</sup> Ihoannem Andree et communiter doctores, et nisi requirant consilium quod actus sit nullus. Patet in c. *Novit, juncta glossa, De hiis que fiunt a prelato*.

Unde vacante monasterio non potest aliquis recipi, ut in simili dicimus in<sup>2127</sup> collatione spectante ad episcopum, ut in c. unico, *Ne sede vacante, li° 6°*, juncto c. finali, *De regularibus, li° 6°*: quod verum credo nisi haberet abbas vel prelati ex consuetudine vel privilegio quod ipse<sup>2128</sup> solum reciperet; Secus est de jure, quia creatio monachorum de jure pertinet ad abbatem et conventum<sup>2129</sup> ut in c. *Ea noscitur, De hiis que fiunt a prelato*;

---

2114 Sic. Le seul “Ge” existant dans la liste d'auteurs d'ANGELUS, étant GEMINIANUS, j'adopterai ce nom.

2115 Sic. Le seul “Lap” existant dans la liste d'auteurs d'ANGELUS, étant LAPPUS ou LAPUS, j'adopterai ce nom.

2116 *Fit*: ajout

2117 *Tali*: correction de *talem*

2118 Chez ANGELUS, existence d'une référence à sa *Somme: Novitius*, § 14

2119 En caractères gras: citation d'ANGELUS, *Professio*, §1.

2120 *C; Porrectum*: accompagné d'un liseré rouge (ajout en fin de page)

2121 En caractères gras: citation d'ANGELUS, *Professio*, §1.

2122 Suppression d'un *prelatus* en double

2123 *Valet*: correction de *videtur*.

2124 *Apostilla* chez ANGELUS.

2125 *Ibidem* chez ANGELUS.

2126 *Secundum*: ajout d'après ANGELUS.

2127 *De* chez ANGELUS.

2128 *Iipse*: correction de *ipsum* d'après ANGELUS.

2129 *Et conventum*: ajout d'après ANGELUS.

Et ideo vacante monasterio non poterit conventus recipere, sed prelato vivente nec prelatus sine consilio conventus, nec conventus sine prelato, poterit aliquem recipere, ut notatur in dicto c. finali.

Quinto fiat simpliciter de tribus votis, scilicet obedientia, castitate et paupertate; quod si nollet profiteri nisi obedientiam solum et quoad alia non teneri, non esset professus proprie, si expresse hec deducit in pactum, quia remota parte substantiali actus removetur totum, ut in c. *Tua, De sponsalibus*; set predicta tria sunt substantialia professioni<sup>2130</sup> religionis, c. *Cum ad monasterium, De statu monachorum*; Si vero expresse non duxit in pactum valet professio de uno voto obedientie solum, dummodo addat promitto obedientiam secundum talem regulam, et sic intellige Innocentium in dicto c. *Cum ad monasterium*. In reliquis vero licet non servetur forma tradita, puta in regula monachorum, in profitendo, tamen tenet professio per quecumque verba fiat, quia defectus forme non substantialis non debet viciare actum sicut dicimus in excommunicatione, c. *Sacro, De sententia excommunicationis*. Ita notat Panormitanus in dicto capitulo *Porrectum*<sup>2131</sup>.

Sexto requiritur quod votum fiat<sup>2132</sup> uni religioni approbate, quia ut reffert doctor Antho<sup>2133</sup>, in c. *Rursus, Qui clerici vel voventes*, doctores bononienses consuluerunt quod si quis fecit professionem in tali regula puta in ordine Minorum, que tamen professio non valet, quia ante annum probationis licet non possit redire ad seculum, tamen si contrahit matrimonium tenebit;

---

2130 *Professionis*: ajout d'après ANGELUS.

2131 *Porrectum*: ajout d'après ANGELUS.

2132 *Fiat et non fia*

2133 *Do an*, chez ANGELUS.

**Ratio, quia non facta est uni de religionibus aprobatis, ut requiritur in c. unico, De voti, li 6, quia cum non valeat quoad fratres minores, non est factum uni, set in genere remansit votum de<sup>2134</sup> profitendo unam, dicto c. *Non solum, De regularibus, li 6*; ergo non dirimet.**

F. Post votum factum si peccat contrahens matrimonium<sup>2135</sup>.

**Set numquid sine peccato poterit contrahere talis? Responsio secundum Lapp Abbas<sup>2136</sup>, et recitat Ge in dicto c. *Non solum*, quod si profitens intendit illam solam<sup>2137</sup> et non aliam, sic non peccat mortaliter. Ratio, quia iste non profitetur regulam Minorum, quia non valet, nec aliam, quia non intendit; ergo votum nullum. Si vero profitens intenderet si non isti saltem illi, tunc peccat mortaliter. Et licet Ge in dicto capitulo *Non solum*, velit quod etiam dirimat matrimonium post contractum ex quo professionem fecit intendens se obligare saltem alteri, tamen frater Angelus<sup>2138</sup> hoc non tenet, et certe determinare hoc est satis periculosum. Tenet tamen predictus frater cum Lapp et Cal. ut ipse eos recitat quod expresse professus in ordine Mendicantium infra annum non obligatur taliter quin teneat matrimonium si contrahat, licet peccet mortaliter quando intendebat si non illi saltem alteri se obligare, ut dictum est: quod nota<sup>2139</sup>.**

Professus itaque tacite non potest matrimonium contrahere, set professus modo predicto bene. Ratio quia tacita professio non prohibetur in religionibus etiam Mendicantium, ut in dicto capitulo *Non solum*, set solum expressa; ergo quando habentes potestatem incorporandi sunt passi ut tacite profiteretur se obligaverunt illi, licet ipse ex beneficio juris non sit obligatus precise eis.

---

2134 *De*: ajout d'après ANGELUS.

2135 Marge. Titre dans la table: *Matrimonium contrahentes post votum utrum peccant?*

2136 -s: ajout.

2137 *Solum* chez ANGELUS.

2138 *Ego* chez ANGELUS.

2139 Fin du texte d'ANGELUS: *Professio*, §1



**Utrum<sup>2140</sup> femina profitens religionem masculorum in manibus ipsorum efficiatur religiosa, licet non ingrediatur monasterium, set remaneat in domo sua? Respondet Panormitanus in c. *Insinuante, Qui clerici vel voventes*, quod sic, etiamsi non suscipit habitum, dummodo expresse sit professa, ut in dicto c. *Porrectum*. Et idem dicit de masculo<sup>2141</sup>, qui<sup>2142</sup> ex causa potest profiteri cum pacto**

[fol. 67r]

**quod stat extra monasterium secundum Inno, c. *Insinuante*, et Barto in *Auten, Ingressi, C. De sacrosanctis ecclesiis*; sequitur Pa in c. *Ex publico. De conver conjuga*. et ad c.<sup>2143</sup> *Monachum*, 20, q. 4, respondetur<sup>2144</sup> quod verum sine causa fieri non posse. Ex quo patet quod habitus non est de substantia regule, set de accidentalibus ut notat dictus Panormitanus in dicto capitulo *Porrectum*.**

G. Quot modis quis est tacite professus.<sup>2145</sup>

Quantum ad 2am questionem principalem, quero quot modis quis tacite fit professus?

**Respondeo<sup>2146</sup> quod tribus modis fit quis tacite professus.**

**Primo secundum Iho An et dominum Antho et Panor in c. *Vidua, De regularibus*, quando se ingerit in actibus qui solum conveniunt professis de jure vel de consuetudine, et hoc facit ex certa scientia, scilicet sciens solum convenire talem actum professis; Item quod hoc faciat sponte et non ex metu; Item quod per triduum in eodem proposito perseveret aut loco perseverantie<sup>2147</sup> triduo quod steterit cum habitu professorum distincto in forma, scissura vel colore.**

---

2140 ANGELUS, *Professio*, § 2.

2141 *Masculo*: correction de: *monacho*, d'après ANGELUS.

2142 *Quod* chez ANGELUS.

2143 *Ad c.*: ajout;

2144 *Respondetur*: ajout d'après ANGELUS.

2145 Marge. Titre dans la table: *Proffessio tacita*.

2146 En caractères gras: ANGELUS, *Novitius*, §12

2147 Chez ANGELUS: *...aut loco perseverante tridui quod fecerit cum habitu...*

**Alias<sup>2148</sup> uno istorum defficiente non inducitur professio tacita, puta si faciat<sup>2149</sup> nesciens solum competere professis vel ex metu vel sine perseverantia tridui, dummodo loco perseverantie tridui non portetur habitus professorum, quod<sup>2150</sup> idem facit triduum.**

**Secundo inducitur tacita professio ex delatione habitus professorum, dummodo faciat primo sciens<sup>2151</sup> solum convenire professis et sciens quod ex tali [hac]<sup>2152</sup> assumptione de jure vel consuetudine inducitur professio secundum Inno et dominum<sup>2153</sup> Antho; Item secundo quod habitus professorum distinctus sit in colore vel forma vel scissura; 3° quod sponte; 4° quod detur ei ab eo qui potest incorporare religioni aut eo consentiente accipiatur secundum Pa in dicto c. *Vidua*, et facit c. *Porrectum, De regularibus*; 5° quod detur perseverantia tridui in eius delatione, et sic intellige c. *Constitutionem*<sup>2154</sup> in fine, *De regularibus, li 6°*.**

**Quidam tamen duos casus in quibus non requiritur istud quintum<sup>2155</sup> ponunt: Primus si in infirmitate suscipiatur, facit c. *Sicut tenor*<sup>2156</sup> *De regularibus*; 2us quando quis prius voverat intrare et intrando suscipit habitum professorum. Panor vero in c. *Ad nostram, De regula*, dubitat de hoc; set ego audacter credo quod in istis etiam duobus casibus requiritur<sup>2157</sup> perseverantia tridui per dictum c. *Constitutionem*, in quo nihil excipitur, nec ego excipio<sup>2158</sup>.**

**6° quod defferatur habitus in monasterio, quia quantumcumque defferatur extra monasterium non censetur professus, ut in c. *Ut*<sup>2159</sup> *clerici, De regularibus*, notat Panor in c. *Ex rescripto*<sup>2160</sup>, *De jurejurando*; set hic nota dictum Abbatis in c. *Cum illorum, De sententia excommunicationis*, quod ubicumque fuerit monachus, dummodo fuerit<sup>2161</sup> sub obedientia abbatis, semper censetur<sup>2162</sup> in claustro;**

---

2148 Chez ANGELUS: *aliter*

2149 Chez ANGELUS: *facit*

2150 Chez ANGELUS: *quia*

2151 Chez ANGELUS: *scienter sciens*

2152 Hac: chez ANGELUS

2153 Chez ANGELUS: *Do*.

2154 Chez ANGELUS: *Institutionem*

2155 Chez ANGELUS: *scilicet perseverantia tridui*

2156 *Tenor*: correction de *cl.*, *secundo*, qui se trouve et chez GILBERT NICOLAS et chez ANGELUS.

2157 Chez ANGELUS: *requiratur*

2158 Chez ANGELUS: *credo*

2159 *Ut*: ajout d'après ANGELUS;

2160 *Rescripto*: correction de *scripto*, d'après ANGELUS

2161 Chez ANGELUS: *sit*

2162 Chez ANGELUS: *finguntur*

Et ita<sup>2163</sup> istud sextum intelligitur quando extra monasterium, id est extra obedientiam alicujus prelati defertur, quod non inducitur tacita professio, quia cessat presumptio eo quod si vellet profiteri intraret monasterium seu poneret se sub obedientia abbatis vel prelati.

Novitius si deffert habitum ultra annum probationis<sup>2164</sup>.

Tertio inducitur professio tacita per delacionem habitus noviciorum indistincti in forma, colore vel scissura ultra annum, ut in *Cle. Eos, De regularibus*; intellige in monasterio secundum quod supra dictum est, quamvis sit distinctus alia distinctione occulta, puta quia benedicatur et hujusmodi. Si vero distinctio in scissura, colore vel forma se patenter exhibeat sic nunquam inducitur professio etiamsi feratur per decem annos, ut notatur in *Cle, Eos, in glosa, et Panor in c. Ex parte, De regularibus*.

Additur<sup>2165</sup> ab aliquibus [...] <sup>2166</sup> quartum inducens tacitam professionem, quando quis habuit absolute propositum mutandi vitam, ut patet per *c. Consulti et c. Statuimus, De regularibus, et c. Beneficium et Non solum, De regularibus, li 6°*.

Set quomodo hoc intelligatur fuit diversa opinio; set verior est opinio quod tunc propositum mutandi vitam dicitur absolutum quando quis facit votum perseverandi in religione et non<sup>2167</sup> aliter; unde quamvis ingrediatur religionem cum proposito perseverandi, non propter hoc efficitur tacite professus, ymo plus dico quod etiamsi fecisset votum de intrando non propter hoc efficitur

[fol. 67v]

tacite professus, ymo potest redire ad seculum sicut alii novicii, et quod plus est satisfit<sup>2168</sup> voto, ut statim dicam<sup>2169</sup>. Et quod non inducat tacitam professionem, scilicet votum de intrando vel voluntas perseverandi, probatur aperte per *c. Ex transmissa*<sup>2170</sup>, *De renunciatione*, ubi iudicio meo est textus clarus si non cavilletur;

---

2163 Chez ANGELUS: *ideo*

2164 Titre absent en marge, mais présent dans la table.

2165 Suppression d'un *additur* (en double)

2166 *Sed ego non teneo*, déclare ANGELUS

2167 *Non*: ajout

2168 Chez ANGELUS: *satsfecit*

2169 Chez ANGELUS: *ut in Votum 3, §17*

2170 *Transmissa*: correction de *missa*, d'après ANGELUS

**ymo plus dicit<sup>2171</sup> doctor<sup>2172</sup> Car. in consilio facti, et sequitur Panor in dicto c. *Consulti*, quod etiam ille qui fecit votum de perseverando non est<sup>2173</sup> tacite professus per delationem habitus noviciorum distincti: unde si postea egrederetur et matrimonium contraheret, dicit matrimonium<sup>2174</sup> tenere. Et ad c. *Non solum* et alia<sup>2175</sup>, que videntur contrariari, Respondeo quod loquitur<sup>2176</sup> quod talis non potest redire ad seculum sine peccato mortali, ex quo absolute habuit propositum mutandi vitam, scilicet faciens<sup>2177</sup> votum perseverandi, set non dicit<sup>2178</sup> quod sit tacite professus, et ideo istud tene quod verius<sup>2179</sup>; ymo plus dico quod talis non solum non efficitur tacite professus, ymo etiam satisfecit voto.**

H. Vovens intrare religionem qualiter satisfacit voto<sup>2180</sup>.

Unde dicit Ricar in 4<sup>o</sup> disti. 38, ar. 8, q. 3, de illo qui vovit intrare religionem et intrat, set post egreditur, **quod<sup>2181</sup> aut ille qui vovit intrare religionem actualiter proponebat manere in religione ita tamen quod<sup>2182</sup> illud propositum non cadit sub, set concomitatur<sup>2183</sup> ipsum tantum, aut actualiter proponit experiri ut<sup>2184</sup> si sibi placuerit stet<sup>2185</sup> set finaliter egredietur, aut de nullo cogitat actualiter, set tantum vovet intrare quia sibi videtur bonum anime sue, aut qui<sup>2186</sup> vovet habet propositum exeundi postquam intravit.**

**Si primo modo vovit et intrat et postea exit, satisfecit voto, et licet hoc dictum non probet Ricar, potest tamen sic probari: Nam, ut dicit Henri de Gandavo in 3<sup>o</sup> quolibet, q. 19, Licet concipiat diversa proposita circa idem, puta visitandi limina sancti Petri pedibus nudis die veneris, et uni istorum votum aponat, sub promissione voti astringat se ad implendum unum illorum, tamen licet alia maneant absolute sub ratione propositi, tamen non tenetur ad ea sicut ad votum, sic in proposito.[...]<sup>2187</sup> Et cum hac opinione Ricar communiter concurrunt<sup>2188</sup> theologi;**

---

2171 *Dicit*: correction de *dicat*, d'après ANGELUS

2172 Chez ANGELUS: *dominus Cardi*

2173 Chez ANGELUS: *efficitur*

2174 Suppression d'un *matrimonium* devant *dicit*.

2175 Chez ANGELUS: *capitula*:

2176 Chez ANGELUS: verbe au pluriel

2177 Chez ANGELUS: *fecit*

2178 Chez ANGELUS: verbe au pluriel

2179 Fin de ANGELUS, *Novitius*, §12

2180 Marge.

2181 En caractères gras, ANGELUS, *Votum* 3, § 18

2182 Suppression d'un *quod* en double

2183 Chez ANGELUS: *comitatur*

2184 Ut: ajout

2185 Stet:ajout

2186 Chez ANGELUS: *dum vovet*

2187 Passage d'ANGELUS non repris par GILBERT NICOLAS.

2188 *Concurrunt*: correction de *contrariant*, d'après ANGELUS.

ymo dicit Ricar, eadem disti<sup>2189</sup>. quod etiam predictus si intraverit<sup>2190</sup> animo exeundi cum voluntate tamen dandi operam ut Deus immutet propositum suum, quod satisfecit voto. Et idem dicendum si voverit modo secundo, scilicet cum voluntate experiendi, aut tertio modo, scilicet de nullo istorum cogitans, scilicet quod satisfecit.

Si tamen intraret cum proposito exeundi et numquam dandi operam ut mutetur suum propositum, nullo modo apud Deum satisfaceret<sup>2191</sup>, quia plus Deus<sup>2192</sup> ponderat affectum quam manum, 14, q 5, *Si quid invenisti*, et talis est in malignitate, et non in infirmitate, sicut ille qui intrando habet animum exeundi tantum<sup>2193</sup> mutandi, si illud<sup>2194</sup> inspiretur.

Si autem quarto modo quis vovet, scilicet cum proposito exeundi postquam intraverit, hoc est tripliciter: Primo modo vovet intrare ut exeat, 2° modo quia vovet introitum et exitum, 3° quia solum vovet introitum set concomitatur<sup>2195</sup> propositum exeundi; Et quocumque istorum modorum illicitum est vovere: Vovere enim ut exeat<sup>2196</sup> est vovere propter finem malum et sic non tenet votum; Vovere etiam introitum et exitum est temerarium propter conjunctionem partis male, scilicet exitus; Similiter intrare religionem cum voluntate<sup>2197</sup> exeundi est peccatum, et ideo temerarium, si non vult dare operam ut mutetur propositum suum, quod nota quia sepius in practica contigit.

J. Professio expressa qualiter dirimit matrimonium contractum<sup>2198</sup>.

Hic<sup>2199</sup> adverte quod sicut professio expressa que dirimit matrimonium postea contractum nunquam inducitur quantumcumque quis voveat nisi fiat in manibus illius qui habet potestatem recipiendi et etiam incorporandi religioni quam profitetur secundum Ge in dicto c. *Constitutionem* et c. unico, *De voto, li 6*, et Lapp et Inno, Iho mo et Iho An<sup>2200</sup> in dicto c. *Porrectum*, vel nisi quando fuit facta in manu alterius recipientis nomine dicti prelati et ipse non ratificat antequam<sup>2201</sup> contraheret ut dictum est supra,

---

2189 Eadem: correction de 7. Chez ANGELUS: *ibidem*.

2190 Chez ANGELUS: *intravit*.

2191 Chez ANGELUS: *satsfecisset*.

2192 *Deus*: ajout d'après ANGELUS.

2193 Chez ANGELUS: *tamen*.

2194 Chez ANGELUS: *aliud*.

2195 *Concomitatur*: ajout d'après ANGELUS.

2196 *Exeat* et non *exea*

2197 *Voluntate*: correction de *voto*, d'après ANGELUS.

2198 Marge. Titre: *professio expressa dirimit matrimonium*.

2199 En caractères gras: ANGELUS, *Novitius*, § 13

2200 *An*: correction de *Antho*, selon ANGELUS.

2201 *Antequam*: correction de *ante*, d'après ANGELUS.

**sic pari ratione in<sup>2202</sup> tacita.**

[fol. 68r]

**Et ideo ingressio in actibus professorum vel delatio habitus hujusmodi [...], si debent inducere tacitam professionem, oportet fiant scientibus illis qui possunt incorporare et consentientibus, aliter non inducitur quantumcumque quis talia faciat. Quod nota, quia sepe in practica<sup>2203</sup>.**

Probationis annus continuus si requiratur?<sup>2204</sup>

**Utrum<sup>2205</sup> requiratur quod annus probationis sit continuus vel sufficiat interpolatus?**

**Respondeo secundum Bar in L. *Interdum*, § *Quotiens*, ff. *De publicanis*, requiritur annus continuus et facit prefatus exemplum, ubi servus dicitur novicius qui non stetit in Urbe per annum continuum; facit L. unica, C. *De professoribus qui in urbe constantinopolitana*. Nam intermissione temporis diversificantur mores et opera hominum, ut in L. *Si non sortem*, § *libertus*, ff. *De conditione indebiti*.**

Jura faciunt mentionem de tempore continuo [...]<sup>2206</sup>.

**Facit etiam quia quando jura faciunt mentionem de certo tempore debet intelligi de tempore continuo, ut notat glossa in rubrica, ff. *De diversis temporalibus prescriptionibus*<sup>2207</sup> et in L. *Genero*, ff. *De hiis qui notantur infa*, et per Iho An in c. 1<sup>2208</sup>, *De electione*, li 6, et videtur textus in c. *Cupientes*, § *Certum*, ibidem; sequitur ipsam opinionem Iho de Ligna et post eum Panor in c. *Ad apostolicam*, *De regularibus*, et adducit Panor illud quod legitur et notatur in L. *Ubi fidejussor*, ff. *De solutionibus*. ubi formatur questio notabilis:**

---

2202 *In*: ajout d'après ANGELUS.

2203 Fin de *Novitius*, § 13

2204 Titre absent en marge, mais présent dans la table.

2205 En caractères gras: ANGELUS, *Novitius*, § 15

2206 Marge peu lisible. Titre absent dans la table.

2207 Correction pour *variis tempo prescript-* (*sic*) chez ANGELUS et: *vari temporis prescripto* chez GILBERT NICOLAS.

22081: ajout d'après ANGELUS.

Pono<sup>2209</sup> quod statuto cavetur bannitum pro centum ducatis impune posse offendi; bannitur quis respectu unius debiti pro quinquaginta et respectu alterius debiti pro aliis quinquaginta, concluditur quod non potest talis offendi impune, [...] <sup>2210</sup> ex quo debita sunt diversa non debent conjungi ad faciendum unum votum, et sic est ibi casus quod quinquaginta et quinquaginta non faciunt centum. Et sic in casu nostro, quia intermissio temporis minuit austeritatem regule, quia durius est continuare per annum continuum quam interpolatum. Et istud bene tene quamvis Ber<sup>2211</sup> in titulo *De statu regula*, et glosa *De regulis jur*<sup>2212</sup>, in regula *Eum*<sup>2213</sup> *qui certus est, li 6*, teneat<sup>2214</sup> contrarium. Vel secundum alios dic<sup>2215</sup> quod tenetur quando quis per totum annum unam<sup>2216</sup> probavit religionem et postea egreditur, quia <sup>2217</sup> postea rediens non oportet ut probet iterum per alium annum, set licite statim recipi poterit quia est verum et sic **serva**; nec probant, si quis duabus ebdomadis vel tribus steterit sine habitu, licet annus non sit completus quod rediens debeat facere annum iterum integrum.

K. Delatio habitus si requiritur in novicio?<sup>2218</sup>

**Utrum<sup>2219</sup> sit necessarium quod novicius defferat habitum illius religionis quam vult profiteri vel an sufficit delatio alterius?**

**Respondeo quod licet glossa in c. *Super eo, De regula*, arguat, tamen tenet cum Tancredus<sup>2220</sup> quod requiritur delatio habitus religionis quam vult profiteri, et ita habet consuetudo que est optima<sup>2221</sup> legum interpretes, L. *Si de interpretatione, ff. De legibus*, et quod defferant in monasterio,**

---

2209Chez ANGELUS: *pone*.

2210Chez ANGELUS: *quia*.

2211*Ber*: correction de *Bar*, d'après ANGELUS chez qui on a: *Ber Brix et Speculator*. Ajout de *tenent* (avec 2 sujets: *B.* et *glossa*) à cause du *autem* qui pousse à garder *tene*; *tenet*= possible (si *glosa* ablatif). Voir textes cités

2212*Jur*: ajout d'après ANGELUS.

2213*Eum*: correction de *cum*, d'après ANGELUS.

2214*Teneat*: correction de *Tene autem* (du manuscrit) qui est lui-même une correction de: *teneant* qu'on trouve chez ANGELUS, vu qu'il y a deux sujets: *Ber et Speculator*.

2215*Dic*: corecction de *dicit* d'après ANGELUS.

2216*Unum* chez ANGELUS.

2217*Quia* et non *qui*

2218Marge. Lecture difficile. Titre dans la table: *Habitus delatio requiritur ad professionem*.

2219En caractères gras: citation de ANGELUS, *Novitius*, §16

2220*Tancre*: ajout d'après ANGELUS, (lacune dans le manuscrit).

2221*Optima*: correction de *obtima*

quia extra monasterium delatio habitus cujuscumque non induceret tacitam professionem in *Cle Eos, De [...]*<sup>2222</sup>, licet possit talis compelli vel ad dimittendum talem vel ad intrandum monasterium, ut notat Panormitanus in c. *Ut clerici*, et glossa in dicta *Cle Eos*,<sup>2223</sup>, et ideo qui non vult tacite profiteri protestatur quod per delationem talis habitus non intendit tacite profiteri.

Annus probationis quando incipit<sup>2224</sup>.

**Quero**<sup>2225</sup> quando incipit annus probationis?

**Respondeo** quod a die et hora impositionis ipsius habitus, dummodo sit pubes quo ad alias religiones, set quo ad [...]<sup>2226</sup> monasteria in silvaticis insulis, oportet quod habeant<sup>2227</sup> 17 completum, ut patet per predicta c. *Ad nostram*, c. *Significatum*, et c. *Quia in insulis*.

**Quid**<sup>2228</sup> de bonis novicii morientis ante professionem tacitam vel expressam?

**Responsio**<sup>2229</sup>. Cy. et multi alii doctores in dicta *Auctentica, Ingressi*, tenuerunt, quod debent spectare ad monasterium quia ibi moriendo videtur mori ut monachus. Idem tenet doctor Ant in c.

[fol. 68v]

*In presentia, De probatione*. [Bar]<sup>2230</sup> in *Auctentica, Si qua mulier*, in fine, C. *de sacrocanctis ecclesiis*; pro prefata opinione<sup>2231</sup> allegat c finale, *De successionibus*<sup>2232</sup> *ab intestato*, tamen non firmat, set dicit relinquendum canonistis. Panor in dicto c. *In presentia*, distinguit et bene, sic<sup>2233</sup>: aut intrans expresse contulit bona sua monasterio, et sic vera est opinio predicta<sup>2234</sup> quod sunt monasterii si non expresse revocavit<sup>2235</sup>;

---

2222Blanc dans le manuscrit.

2223Cleros?+ in dicta (clementina)

2224Marge. Titre absent dans la table.

2225En caractères gras: ANGELUS, *Novitius*, §7

2226Chez ANGELUS: *minores et predicatorum et...*

2227Chez ANGELUS: *annum*.

2228En caractères gras: citation de ANGELUS, *Novitius*, §11

2229*Responsio*: correction de *responde(t)* dans le manuscrit. Chez ANGELUS: *R*.

2230*Bar*: ajout d'après ANGELUS, (lacune dans le manuscrit).

2231Pro *prefata opinione*: correction d'après ANGELUS, de: *prefata opinio*, (manuscrit), ce qui convenait à la phrase vu que le sujet: *Bar(tolus)* a disparu.

2232c. *finale De successionibus ab intestato*: correction d'après ANGELUS de: *Si decessit*.. On pourrait garder le texte du manuscrit: "l'opinion précédente donne comme argument: s'il est mort intestat", (*prefata opinio allegat si decessit ab intestato*), mais l'opinion serait alors celle de CYNUS.

2233Chez ANGELUS: *quod*.

2234Chez ANGELUS: *predictorum*

2235*Revocavit*, correction d'après ANGELUS de: *revocat*.



**Si vero expresse non contulit, set simpliciter intravit, causa successionis<sup>2236</sup> sic succedent proximiores<sup>2237</sup> et non monasterium; nam cum iste non fuit religiosus cum effectu, c. *Religioso, De sententia excommunicationis, li 6*, bona ejus nec expresse nec tacite transferuntur in monasterium, presertim cum adhuc haberet facultatem faciendi testamentum, ideo proximiores succedent<sup>2238</sup>.**

L. De voto sub conditione<sup>2239</sup>.

Quantum ad secundum principale, scilicet de voto sub conditione, sciendum quod confessor, qui desiderat secure dare consilia et judicia in materia voti, debet attendere Ad quatuor sequentia:

Ad personam que vovit,

Ad materiam de qua vovit,

Ad causam sive intentionem propter quam vovit,

Ad formam sive modum per quem vovit.

Et ista quatuor respiciunt sive pertinent ad unam quatuor causarum, scilicet ad causam efficientem, quoad primum; ad causam materialem, quoad 2m; ad causam finalem, quoad 3m, Et ad causam formalem quoad 4m. Ibi enim capitur formaliter pro modo vovendi, scilicet absolute, sub conditione, simpliciter vel cum solempnitate, set quia de voto solempni supra dixi, ideo in proposito accipitur li formaliter precise pro conditione. Itaque quia scire secundum philosophum est causas cognoscere; ille bene scit materiam voti qui quatuor predictas cognoscit.

De duabus primis satis dixi supra, et licet de tertio aliquid dixerim, tamen addo unum secundum Ricar in IV, quod votum numquam obligat propter malum finem. Adverte hoc propter c. *Magne, Extra*, eodem; et licet quidam intelligant cum causat circumstanciam, tamen dico quod circumstancia dicitur quando propter premia.

---

2236Chez ANGELUS:*probationis*

2237*proximiores* correction d'après ANGELUS de: *proprioeres*.

2238Fin de *Novitius*, § 11.

2239Marge. titre dans la table: *Votum conditionatum*.

Sicut quis vovit puta quia credebat in sancto Jacobo invenire amicum<sup>2240</sup> vel aliquid hujusmodi et etiam cogitabat invenire indulgentiam suorum peccatorum: si vovit ire ad sanctum Jacobum quia credebat invenire amicum vel remissionem peccatorum, si postea audiat amicum mortuum vel non adesse, nihilominus propter aliam causam, scilicet remissionem peccatorum, tenetur ire. Et hoc generale secundum doctores quando quis vovit ex duabus causis, nisi intenderet solum obligari propter unam, quia illa cessante non teneretur.

Quoad 4am scilicet de conditione, Ricar et Astex videntur tenere opinionem quoad conditionem inhonestam quod non teneat votum factum, nam cum votum sit de bono et conditio honesta propter malum finem non sit bona quia bonum consistit ex integra causa, opinio Ricar non est abjicienda; vel viceversa Vovere bonum propter conditionem inhonestam non videtur bonum, ut mulier que optat mortem mariti vovet Deo se viduitatem servare, si maritus moriatur et hac de causa vovet ut Deus faciat eum mori. Tu tamen vide opinionem Durandi, quam habes infra in peccato luxurie, Impedimento sexto, quia in foro conscientie videtur securior et etiam probabilior.

Hoc tamen habe in mente semper quod omnis conditio honesta aposita voto non viciat votum quantumcumque votum sit de re mala et conformiter votum de re bona semper valet quantumcumque aponatur conditio sive bona sive mala nisi concurrat conditio Durandi. Adhuc nota quod sicut conditione aposita non eveniente non obligatur vovens sub conditione, ut si mulier vovit se aliquid daturam leprosis si filius ejus sanaretur, ita tenetur quando vovit sub conditione et conditio<sup>2241</sup> non evenit ex sua culpa, ut si quis vovit Deo se jejunaturum vel religionem<sup>2242</sup>

[fol. 69r]

intraturum, si Deus eum preservet ab aliquo crimine, tenetur intrare religionem vel jejunare, licet inciderit, quia culpa sua fuit et non ex parte Dei, quia certe si Deo consensisset preservasset eum a tali crimine.

---

2240Suivi d'un mot barré.

2241*Conditio* et non *ditio*

2242Suppression d'un *vel religionem* en double en haut de la page suivante.

Tertium preceptum: **Memento ut diem sabbati sanctifias**, *Exo. XX*<sup>2243</sup>

De hoc precepto sicut de aliis erunt duo articuli, In quorum primo ponetur ternarius, in quo continebuntur hujus precepti transgressionibus Et ex quo poterunt formari interrogationes; In 2° propositiones, secundum quas debent fieri judicia et dari responsiones.

M. Primus articulus de transgressionibus hujus precepti<sup>2244</sup>

Quantum ad primum, sciendum quod quis potest transgredi hoc preceptum tripliciter scilicet

Serviliter operando,

Missam non audiendo,

Decimas et oblationes non solvendo.

Et secundum istum ternarium sic possunt formari examinationes: si fecit aliquod opus mechanicum et quale et quantum; si ivit ad nundinas et mercantias, etc.

Et pro utriusque articuli declaratione, scilicet predicti ternarii et propositionum ponendarum, ponam hic tria notabilia, que iudicio meo sunt multum notanda in hac materia. Primum est Bona-re, 2m Ricar, 3m Scoti.

Ratio prohibitionis principalis<sup>2245</sup>

De primo dicit Bona-ra in 3°, di. 37<sup>2246</sup>, in dubiis super litteram, quod ratio prohibitionis operum est ut vacemus Deo;

ideo nota, quod illud quod prohibetur ideo prohibetur propter illud quod precipitur, et cum Bonaventura transeunt omnes teologi; quare confessor semper attendat si evacuaretur ratio legis vel non set solum minuat, juxta c. *Intelligentia*, *De verborum significatione*. Si enim ratio legis, idest vacatio debita, quia scilicet debet fieri Deo, impleatur per aliqua opera, tunc dicas illa opera esse peccatum, sicut clarius videbitur in sequentibus.

---

2243Titre inséré dans le texte.

2244Marge; Titre dansla table: *Preceptum 3m exponitur*

2245Marge. Titre absent dans la table.

224637:correction de 36

Opus servile multipliciter<sup>2247</sup>

Quoad secundum, dicit Ricar<sup>2248</sup> in 3°, di. 37<sup>2249</sup>, ar. 3, q. 4, quod opus servile dicitur tripliciter: Aliquando materialiter solum set formaliter liberum, Verbi gratia scribere non propter lucrum temporale set ad hedifficationem animarum, propter divinum cultum et hujusmodi, Et istud non prohibetur, ymo conceditur, ut in c. *Conquestus, Extra, De feriis*. Facit lex *Divus, ff. De feriis*, ubi ea que faciunt ad disciplinam militarem possunt peragi diebus feriatis.

2° dicitur opus servile<sup>2250</sup> formaliter solum materialiter autem liberum, ut puta cum advocatus cogitat de hiis que crastina die habet proponere propter lucrum temporale, rusticus de aratione terrarum et ordinatione bouum, et licet abstinere debeamus ab istis in diebus festis<sup>2251</sup>, non tamen astringimur de precepto. Unde non peccat mortaliter talia faciens nisi par hoc opus excludatur illa vacatio quam debet cultui divino ex necessitate, quam explicabo in sequentibus<sup>2252</sup>.

3° modo dicitur opus servile materialiter et formaliter sive<sup>2253</sup> finaliter, et hoc est omne opus corporale ordinatum, sicut ad proprium et proximum finem ad bonum corporis temporale seu lucrum, et istud est [...] <sup>2254</sup> quod prohibetur de precepto diebus festivis: [...] <sup>2255</sup> semper peccat mortaliter ipsum faciens nisi excusetur, ut patebit in sequentibus.

Missa auditur dupliciter<sup>2256</sup>

De 3° notandum secundum Sco, di. xix<sup>2257</sup>, 3ii., quod missa potest dupliciter audiri: Uno modo realiter et presentaliter, videlicet assistendo missam celebranti, Alio modo virtualiter sive equivalenter, puta mercator in via vel nauta in mari, quia non potens venire ad ecclesiam in recompensationem ponit se ad orandum vel ad habendum aliquem actum relatum immediate ad Deum et ad eius reverentiam, et hoc est audire missam virtualiter. Et hoc modo tenetur de precepto secundum Scotum audire missam, qui non potest primo modo: quod nota.

---

2247Marge; Titre dans la table: *Opus servile quid est et multiplex*.

2248En caractères gras, citation d'ANGELUS, *Ferie*, § 9.

224937: correction de 36, d'après ANGELUS.

2250Suivi d'un mot barré.

2251*Festivis* chez ANGELUS.

2252*Sequente questione* chez ANGELUS.

2253*Seu* chez ANGELUS.

2254*Illud* chez ANGELUS.

2255*Unde* chez ANGELUS.

2256Marge; Titres dans la table: *Missam audire dupliciter et Audire missam dupliciter*.

2257Xix: correction de ix (*sic*). Les nombres sont écrits en chiffres arabes, romains ou en lettres (avec abréviation ou sans).

Secundus articulus in quo dantur consilia et responsiones.<sup>2258</sup>

Quantum ad secundum articulum conformiter ad ternarium erunt tres propositiones. Prima de missa audienda.

[fol. 69v]

N. Prima propositio principalis de missa et opere servili<sup>2259</sup>

Quilibet orthodoxus, sicut tenetur in die dominico unum obmittere scilicet opus servile, sic tenetur duo facere, scilicet Deum colere recte vel reflexe actu latrie ipsum super omnia reverendo et Deum diligere actualiter vel virtualiter ipsum super omnia amando et apretiando.

Hanc propositionem primam, que in se continet arduam difficultatem, non pono diffiniendo sive sententiando, set potius mentem Sco recitando et commonefaciendo lectorem, ut studendo materie ipsam velit discutere: zelus enim divini honoris hoc videtur exigere, quia in ea pendet augmentum vel detrimentum laudis divine.

Igitur ad intelligendum hanc propositionem, Nota quod dies dominicus aliquid habet de jure divino et aliquid de jure positivo, quia ecclesia videtur determinasse quod cultus divinus Deo debitus in die dominico reddatur in auditione misse: ideo semper recordare pape.

Ad quid tenetur quilibet christianus die dominico<sup>2260</sup>

Cum<sup>2261</sup> enim ecclesia non obligat ad actus interiores cum de illis non se intromittat quia non judicat de occultis, non video quod peccet mortaliter ille qui audiret missam presentaliter et esset vagus per totum processum misse, dummodo alia parte dominice Deo redderet actus duos predictos; bene tamen verum est quod tempus et locus congruentissimus est in auditione misse.

Pro primo actu vide Sco, dist. 9, 3ii, ar. 2<sup>2262</sup>.

Pro 2°, vide ipsum, dist. 27, q. 3., ar. 3, Ubi dicit quod **ad preceptum affirmativum Deuteron. 6,<sup>2263</sup> et Math. 20: Diliges dominum Deum tuum, etc. non tantum obligat<sup>2264</sup> semper nisi ad oppositum fugiendum, ne scilicet actus odii habeatur, set obligat pro aliquando ad actum elicitem habendum, quia ille actus est circa finem ex cuius bonitate descendit omnis bonitas moralis in actibus qui sunt ad finem gratuite diligendum;**

---

2258Titre inséré dans le texte.

2259Marge. Titres dans la table: *Missam audire dupliciter* (indiqué pour M et N) et *Opus servile, quid est et multiplex.*, (indiqué par la lettre O).

2260Marge. Titree dans la table: *Die dominica ad quid tenentur* et *Xristianus ad quid obligatur die dominica*.

2261J'ai fait le choix de mettre le titre devant *cum* et d'affecter ce *cum* d'une majuscule.

2262D 9 et a. 2: correction de d. 3,a. 3

2263 *Deutéronome*, 6,4 et *Mathieu*, 20, 22 et 37

2264*Obbligat* correction d'après SCOTUS de: *obbli*

**quando autem hoc sit forte quod hoc determinet<sup>2265</sup> illud preceptum divinum Sabbata sanctifices et quod maneat unusquisque apud se idest recolligendo se et ascendendo ad Deum suum, et ecclesia specificat quantum ad missam audiendam in die dominica, de consecratione, dist. 2, Missas.** Hec Sco. Idem fere dicit Bo-ra, dist. 28, 2i, in fine.

Questio de hiis duobus actibus ut melius capiantur<sup>2266</sup>

Quero duas questiones de quolibet actu latrie.

Quero primo quid sit latria, 2° quero quomodo differunt fides et latria, infidelitas et ydolatria. Has duas questiones habes precepto primo, ideo quero nunc de actu amicitie.

O. Quero utrum voluntas in puris naturalibus possit diligere deum super omnia<sup>2267</sup>

Primo utrum in puris naturalibus voluntas pro statu nature lapse possit diligere Deum super omnia? Et licet Tho cum Grego de Ariminio, Jaco de Alta villa, et multi alii teneant partem negativam, tamen partem affirmativam tenent Olkot, de Alhiaco et alii multi. Et licet Scotus videatur esse neuter, ut patet dist. 27<sup>2268</sup>, 3ii, tamen quodammodo magis videtur favere 2e opinioni.

---

2265Chez SCOTUS: *Quando autem sit hoc forte determinavit hoc illud preceptum divinum...*

2266Texte en noir faisant partie de la ligne, (*questio*, avec q minusculte). Ensuite *Quero*, avec majuscule et pied de mouche).

2267Marge. Titre dans la table: *Diligere Deum supra omnia est possibile.*

226827:correction de:17

Questio. Utrum teneamur implere precepta Dei ex caritate<sup>2269</sup>

Secundo quero utrum teneatur implere precepta Dei ex caritate vel implens extra caritatem, utpote sacerdos existens in peccato mortali, peccet mortaliter dicendo horas suas et laycus audiendo missam, ad que tenentur ex precepto? Et licet Adam, Coraldus, Alta villa, Tho de Argenti et alii multi teneant partem affirmativam, tamen Thome, Bo-re et aliis multis videtur multum dura hec opinio, ideo Sco se rem solvit<sup>2270</sup> cum Bo-ra et Tho, si bene intelligatur, quod scilicet preceptum de diligendo Deum potest considerari ut est unum preceptum ab aliis distinctum et sic ad actum illius precepti tenetur secundum dicta; Et quia Sco loquens de quando loquitur cum forte, sive per forte, ideo puta quia non est precipitanda sententia

[fol. 70r]

quoad quando, id est pro quo tempore tenetur quis ad actum illum sub pena peccati mortalis. Alio modo possunt considerari alia precepta ut distincta ab isto, et sic possunt impleri sine isto. Set attende de mente Sco, di. 28, 2ii<sup>2271</sup>, in fine, quod actus diligendi Deum super omnia est actus perfectissimus qui potest haberi naturaliter, et quecumque voluntas exercet hunc actum **disponit se de congruo ad gratiam** gratumfacientem; qua facta dispositione, Deus liberaliter offert ipsam gratiam, cui obblate voluntas **vel resistet et sic peccabit mortaliter, vel consentiet et sic justificabitur**<sup>2272</sup>.

---

2269Marge. Titre dans la table: *Precepta Dei implere ex caritate*.

2270Difficulté de lecture. On peut lire: *ferè solvit, se re(m) solvit, se resolvit*.

227118, 2II:correction de ce qui peut se lire: 27, 3ii (chiffres réécrits)

2272En caractères gras texte de SCOTUS, avec *gratificantem* et non *gratum facientem*

P. Quolibet die festo peccator aut justificabitur aut peccabit mortaliter<sup>2273</sup>.

Ex quo infertur quod peccator quolibet die dominico festo justificabitur vel peccat mortaliter: patet quia tenetur ad actum predictum et ille est **dispositio**<sup>2274</sup>. Quod nota bene, quia de mente Scoti est, cui in hoc concordat Henri, quod tripliciter potest fieri peccatoris justificatio, scilicet per

Contritionem,

Confessionem,

Dilectionem.

Justificatio peccatorum 3ex.<sup>2275</sup>

Et per hoc potest inferri 2° quod quilibet peccator tenetur die dominico conteri de peccatis; patet, quia tenetur habere illum actum qui potest dici attritio, quia est dispositio de congruo ad gratiam, Et si sic intelligit Angelus quod homo tenetur de precepto in die dominico conteri, bene dicit, et Rosella male.

Ex hac opinione Scoti que iudicio meo est verior et probabilior, infero duo correlaria.

Primum est quod omnes mulieres in tempore purificationis, item captivi, Item infirmi, qui solum timore quodam et debilitate ne recidunt non veniunt ad ecclesiam, si non audiunt missam equivalenter vel virtualiter non excusantur a mortali, quia audire equivalenter est de jure divino, sicut audire presentialiter est de jure positivo. Nota supradictum quod id preceptum habet pro suo quando, diem dominicum et secundum aliquos omnem diem festum de precepto.

2° infero quod utile est et necessarium christianis ut elevent cor ad Deum semel in die festo si volunt evitare peccatum mortale, et hoc recte vel reflexe, puta faciendo aliquem actum in quo latría est<sup>2276</sup>, licet persona hoc ignoret, sicut oratio, venie petitio et hujusmodi; Reflexe, puta deliberando vel in introitu ecclesie vel misse aut alibi, quod intendant Deo persolvere actum latría.

---

2273Marge. Titres dans la table: *Justificatio peccatoris requirit ita*, et Peccator die festo justificatur au peccat mortale.

Untitre peut avoir deux formes.

2274Mot de SCOTUS.

2275Marge. Titre dans la table: *Peccatorum justificatio*.

2276Est:ajout.



Advertat hic confessor duo<sup>2277</sup>.

Primo quia sicut in actibus intellectus pono quod aliquis credit explicite vel implicite, sic dico in actibus voluntatis quod aliquis veneretur Deum implicite vel explicite.

Latria offertur explicite vel implicite<sup>2278</sup>.

Et sicut credere explicite unomodo est credere distincte, idest in particulari, Et credere implicite est credere confuse et in generali, puta simplices credunt quicquid ecclesia proponit<sup>2279</sup>, ignorantes tamen in particulari quid ecclesia distincte<sup>2280</sup> tenet certo.

Ille reveretur explicite qui in particulari et distincte actum habet relatum et ipsemet specialiter reffert id quod facit ad honorem divinum quasi habens actum reflexum super actum quem facit; Alio modo refert in confuso et in generali, puta quando intendit quicquid dicit vel facit quod fiat ad honorem Dei. Et certe ad hec capienda valde<sup>2281</sup> servit illa distinctio communis quod relatio est triplex: puta actualis, scilicet quando actualiter de Deo cogitando actus vel opus suum reffert in Dei honorem;

Habitualis, puta quia de Deo non cogitat, tamen habitum habet caritatis vel alium per quem aptus natus est referre actum in Deum, si de Deo actualiter cogitaret;

Virtualis est, sicut elicitur ex Scoto in IV [ ],<sup>2282</sup> effectus actualis ita quod, sicut aliqui tenent quod prohibens lapidem aliquem aliquid imprimit in lapide quod facit ad motum lapidis quando lapis fuit missus

[fol. 70v]

et separatus a manu prohibentis, ita per virtualement actum aliquid imprimitur in viribus et virtutibus executive a quo movetur<sup>2283</sup>, licet recesserit actualis cogitatio vel relatio. Exemplum aliud patet in viatore, qui movetur ad sanctum Jacobum licet non semper cogitet de sancto Jacobo. Et nota quod de istis tribus relationibus solet dici communiter, quod prima perficit, secunda defficit, tertia sufficit.

---

2277 Marge. Titre absent dans la table.

2278 Marge

2279 *Proponit*:: ajout.

2280 *Distincte* correction de: *indistincte*

2281 *Valde* et non *vade*

2282 Lacune dans le manuscrit.

2283 *Movetur* correction de *moventur*.

Bonum documentum<sup>2284</sup>

Quo tamen ad predicta ponit unam limitationem Cancellarius parisiensis, dicens in sententia Quod quicumque vult a debito alicujus precepti absolvi<sup>2285</sup> faciat in materia eiusdem notabiliter ultra debitum; hoc enim faciendo quis sperare debet firmiter se absolutum fore a debito. Exempli gratia, teneris ex precepto diebus dominicis et festivis a servilibus operibus<sup>2286</sup> abstinere; Si autem pluribus diebus in ebdomade aut etiam regulariter a servilibus operibus vacare consuevisti, presertim vacando et orationibus intendendo, Et si casu contingeret in die festo ob necessitatem aliquid operari, dummodo hoc sine scandalo fiat, te propter hoc gravari in conscientia non oportet.

Patet hoc in simili: nam si aliquis alicui teneretur in quinque solidis, et per modum muneris centum vel mille marcas ei daret, numquid talis bene deberet supponere quod de solidis alias solvendis quittatus esset? Etenim Deus in infinitum liberalior et clementior est hominibus.

Q. Quid sit fiendum audiendo missam<sup>2287</sup>

Advertat 2° quod sequendo predicta Sco, quod debet christianus precipue actum latræ<sup>2288</sup> et amicitie exhibere in auditione misse et maxime in adoratione hostie sancte et sacri calicis.

Ad quod clarius intelligendum et melius faciendum, sciendum secundum Tho, prima 2e, q. 102<sup>2289</sup> et Alex, 3a parte *Summe*, q. 35, ar. 24, quod in lege erat triplex genus sacrificiorum, scilicet

Triplex genus sacrificiorum<sup>2290</sup>.

Holocaustum,

Sacrificium sive hostie propositio

Hostia pacifica sive ex debito.

Omnia autem sacrificia veteris legis in uno perfecto sacrificio scilicet eucharistie sacramento terminata sunt, ideo in sacramento eucharistie debet christianus Deo offerre quod judeus faciebat in illis quatuor.

---

2284 Marge. Titre absent dans la table.

2285 *Absolvi*: ajout

2286 Suivi d'une rature.

2287 Marge. Titre dans la table: *Audiens missam debet facere ita*.

2288 Suivi d'un mot barré.

2289 102: ajout, (blanc dans le manuscrit).

2290 Marge. Titre absent dans la table.

Quatuor signabant sacrificia veteris legis<sup>2291</sup>

Hec quatuor signabant quatuor que Deo debemus, videlicet reverentiam latræ propter eius divinam majestatem, quia ipse principium et ultimus finis est omnium, et hoc signabatur per holocaustum.

2° homo obligatur Deo propter offensam commissam, et pro hac etiam sacrificium sive hostie propositio.

3° homo obligatur Deo propter beneficia jam suscepta, inter que tenet principatum passio Domini nostri Ihesu Christi quoad nos<sup>2292</sup> et hoc in re, et etiam quoad ipsos in figura, Et pro hoc offerebatur hostia pacifica ex debito pro gratiarum actione.

4° obligatur homo Deo pro beneficiis speratis et suscipiendis in futuro, Et pro hoc offerebatur hostia pacifica ex voto.

Conformiter dico quod ille homo sacrificium dignissimum misse perfecte audit et per consequens perfecte implet preceptum de sanctificatione sabbati qui in missa predicta Deo reddit.

Ad quos actus tenetur homo in die festo<sup>2293</sup>.

Et secundum Scotum, cum non tenetur homo nisi ad duos actus, scilicet latræ et amicitie<sup>2294</sup>, advertendum quod sub primo continetur reverentia et gratiarum actio, et sub secundo duplex petitio, scilicet pro remissione peccatorum et consecutione eternorum. Et ista possunt dici memento Christianorum, quod debent scilicet facere in missa, et puto quod de illo dictum est **Memento ut diem sabbati sanctifices**.

Memento christianorum elevatione sacre hostie<sup>2295</sup>.

Dicat ergo sic christianus in corde, nec expedit quod aliquid proferat ore, et primo quando demonstratur sacra hostia:

O Trinitas summa, reverentiam summam et honorem latræ tibi exhibeo et confiteor omne bonum meum ex te habere et accepisse, pro quo humiliter gratias ago et specialiter pro beneficio mortis

[fol. 71r]

et passionis domini nostri Ihesu Christi, qui in hoc excellentissimo sacramento representatur.

---

2291Marge. Titre absent dans la table.

2292Nos:correction pour *duos*

2293Marge. Titre absent dans la table.

2294Souligné dans le manuscrit.

2295Marge. Titre dans la table:*Memento christianorum*.

Memento christianorum in elevatione calicis<sup>2296</sup>.

Quando vero demonstratur calix dicat similiter corde et non ore:

O summa Trinitas, tibi in eternum placere desidero et super omnia tuum beneplacitum perficere opto et simpliciter veniam peto quod contrarium fecerim et obsecro in virtute sanguinis Christi in hoc sacro calice contenti ut amodo sic vivam ut ad tuam gratiam merear vitam eternam, amen.

Ex<sup>2297</sup> ista prima propositione patet quid debeat facere christianus in festis sicut in secunda patebit que non debet facere, et quando, quomodo et quid debet facere de precepto, quia de perfectione loquitur capitulum *Jejunia, de consecratione*, dist. 3, ubi ait textus:

**Die<sup>2298</sup> autem dominica nihil aliud agendum est nisi Deo vacandum<sup>2299</sup>. Nulla operatio in die illa sancta agatur nisi tantum hymnis et psalmis et canticis spiritualibus dies illa<sup>2300</sup> transigatur.**

Quia in propositione dixi: amando et apreciando, nota distinctionem Petri de Alhiaco in suo primo, dist. prima, quam accipit Olkot super primum suum *Sententiarum* quam habes infra precepto 4°. Et tamen hec materia, quia sepe occurrit in confessione, ut plenius intelligatur, ponam de ea adhuc duos articulos: unum pro missa, alium pro horis sive pro officio divino; de primo erunt sex propositiones.

R. Primus articulus: de missa audienda in die dominico et festo.<sup>2301</sup>

Propositio prima<sup>2302</sup>

Quilibet sive clericus sive laicus tenetur de precepto tam die dominico quam alio festo ab ecclesia precepto missam audire vel dicere. Hec propositio est Hosti et aliorum doctorum in c. *Ut dominicis, Extra, De parochia*. Facit c. *Missas, De consecratione*, dist. prima et c. *Sequenti* et c. *Omnes fideles*. Intellige tamen ista et sequentia semper salva, semper O pape.

---

2296Marge. Titre absent dans la table.

2297J'ai choisi de faire un paragraphe.

2298En caractères gras: texte du *De consecratione*, cité par ANGELUS, *Ferie*, § 40.

2299*Vacandum*: correction de *vacando*.

2300*Illa*: correction de *ista*.

2301Lettre en marge. Titre inséré dans le texte.

2302En marge

Et probatur sic: ubi est eadem ratio, ibi debet esse idem jus; set non alia de causa fuerunt addita alia festa ad dies dominicos nisi ut vacetur Deo, etc. Ideo caveant quidam frenetici seculares nimis apud semetipsos sapientes qui contrarium dicunt, quia pro se et pro illis quibus fuerunt scandalum Deo reddent rationem quia<sup>2303</sup> honorem diminuere nisi sunt.

S. Secunda propositio huius articuli<sup>2304</sup>

Missa quam debet audiri de die an votiva<sup>2305</sup>

Quamvis sit melius regulariter missam celebrare de die quam aliam, et similiter quamvis sit utilius de Deo vel Christi passione durante missa cogitare quam horas vel orationes dicere, neutrum tamen est mortale: ideo non sunt iudicandi mortaliter peccare, qui horas de precepto dicunt durante missa de precepto nec qui propter aliquam devotionem in die magni<sup>2306</sup> festi aliam missam quam de die celebrant. Caveant tamen a scandalo pusillorum, et quod hoc non fiat de missa conventuali vel de maiori missa in conventibus vel in ecclesiis cathedralibus, ut infra dicam articulo secundo. Nec nunc curo de opinione Angeli in verbo *Ferie*, §42<sup>2307</sup>, nec de opinione *Roselle* in verbo *Dominica dies*, § ultima. Et secundum predicta intellige Panor in c. *Quidam laicorum*, *Extra*, *De celebratione missarum*.

Et dixi: regulariter, quia habentes devotionem particularem ad virginem Mariam et plus quam aliam missam possunt quothidie celebrare securi missam de virgine sacratissima Dei genitrice Maria, precipue ubi in diebus magnis festis audirent aliam de die.

Et pro hoc sunt multe hystorie et exempla satis auctentica.

T. Tertia propositio huius articuli de loco ubi debet audiri missa<sup>2308</sup>.

Locus audiendi missam relinquitur in devotione cujuslibet. Unde parrochianus, dummodo bono zelo hoc faciat, non est obligatus audire in propria parrochia, set ubi plus habet de devotione.

---

2303 *Quia*: correction d'un *et*, (peut-être mauvaise écriture).

2304 Titre inséré dans le texte.

2305 Marge; Titre dans la table: *Missam qualis audiatur*.

2306 *Magni*: correction d'un possible *magno* dans le manuscrit.

2307 42: proposition; chiffre illisible (10?).

2308 Lettre en marge. Titre inséré dans le texte. Titre dans la table: *Missam qualis audiatur...ubi sit audienda*.

Et sic loquitur c. *Ut dominicis, de parochianis*, quia in textu dicitur **qui proprio contempto presbitero**, ergo a contrario sensu, si non contempnat audiat ubi devotio movet. Et nota quod sententia excommunicationis quam dicunt curati incurrere parochianos qui non audiunt in propria parochia in una trium dominicarum non ligat predictos qui ex devotione vel ex causa rationabili et non ex contemptu non audiunt in propria parochia ut habes infra<sup>2309</sup> parte secunda

Quarta propositio huius articuli. De integritate misse audiende<sup>2310</sup>

[fol.71v]

V. Missa integra est audienda<sup>2311</sup>

Missa integra de precepto est audienda ita quod qui venerit post introitum vel recederet ante benedictionem peccat mortaliter.

Hanc propositionem declaremus. Florentinus dicit quod vel dimittit vel ratione administrationis sive servicii, sicut ministri qui discurrunt hinc inde pro hiis que serviunt misse, sicut pro thure habendo et hujusmodi et sic non peccant, vel sunt alie persone non administrantes aliquid misse, sicut domine que veniunt tarde ad missam, et sic dicit quod peccent mortaliter si per suam puram negligentiam scienter et voluntarie dimittant notabilem partem misse, puta si venerint post completam epistolam vel recederent post elevationem, secus si solum perdidit introitum et hujusmodi, quia quid modicum est pro nihilo reputatur.

X. Quero. Si sacerdos satisfaciat dicendo missam aliam quam promissionis<sup>2312</sup>

Loco quinto erit questio scilicet:

Utrum sacerdos qui promisit dicere missam Margarite et promisit similiter separatim dicere unam Barta possit satisfacere dicendo tantum unam, puta dicendo pro prima, faciendo commemorationem, pro 2° ponendo specialem orationem pro ipsa?

---

2309*infra*, comme en 142, 17et non *supra*

2310Titre inséré dans le texte. Titre dans la table: *Missa integra audienda*.

2311Marge. Répétition du titre en haut d'une nouvelle page: *Missa integra audienda*.

2312Marge. Titres dans la table:*Sacerdos pro multis obligatus divinnorum officiorum, utrum satisfiat dicendo unam et Missa una utrum sufficiat pro partibus..*

Dimissis opinionibus que sunt varie tam apud canonistas quam apud theologos, propter quod hic servetur<sup>2313</sup> C et dimittatur P, tamen mihi opinio Scoti videtur verior et tutior, que stat in una distinctione et una propositione quam ponit questione penultima *Quodlibetorum*.

Valor misse triplex<sup>2314</sup>

Distinctio 1° quod valet missa tripliciter, scilicet

Generaliter

Singulariter

Specialiter.

Primus valor generalis valet omnibus vivis et deffunctis existentibus in caritate qui non sunt in patria;

2us valor est singularis, qui valet illi qui dicit eam si digne celebrat;

3us valor est specialis, qui valet illis qui faciunt eam dicere si sunt in statu gratie, sive sit pro se sive pro aliquibus pro quibus sacerdos intentionem suam aplicavit vel ipsi qui dicere faciunt aplicant.

Adverte tamen in hac materia diligenter quod secundum communem intelligentiam verborum in promissione sacerdotis expressorum judicandum semper est de obligatione.

Unde sacerdos potest se dupliciter obligare, Uno modo sub certo intellectu, ut puta dicendo: Ego dicam pro vobis et pro aliis benefactoribus meis unam missam, et tunc si benefactor acceptet satisfacit dicendo unam solam pro illo et suis amicis, sicut etiam si diceret: Ego celebrabo specialiter unam missam pro vobis tunc non satisfaceret, set oportet quod dicat in particulari quot promisit.

2° sacerdos obligatur subiuncto intellectu sicut fit communiter quod accipit<sup>2315</sup> pecunias et nec dicit<sup>2316</sup> in particulari quod celebrabit specialiter vel non, set solum quod celebrabit sicut benefactor dat sibi tres undenos dicens dicite unam missam, et sacerdos respondet dicam vel tacet vel solum inclinat caput.

---

2313Pasaage souligné dans le manuscrit.

2314Marge.

2315*Accipit*: correction de *accipiunt*.

2316*Dicit*: correction de *dicunt*.

Verba cuiuslibet obligationis communiter sunt accipienda<sup>2317</sup>

Nunc dico quoad istud quod verba cujuscumque obligationis non sunt accipienda secundum intellectum se obligantis, scilicet sacerdotis, quia tunc multe essent deceptiones, quia sacerdos potest intendere pro ipso et pro aliis simul.

Similiter dico quod verba precise non sunt accipienda secundum intentionem illius cui fit obligatio sive cui promittitur missa, quia potest habere malam intentionem.

3° dico quod verba accipienda sunt secundum communem verborum sensum et intellectum, qui potest haberi ex communi hominum usu.

Hoc satis potest probari per c. *Juvenis, Extra, De sponsalibus et matrimoniis*, set que est communis intelligentia verborum in hac materia? Respondent doctores, quod est ista scilicet quod faciens celebrare sive dicere missam intendit sic obligare sacerdotem ad id quod est sibi utilius, dum tamen non sit contra caritatem, ut puta quod sacerdos et universalis ecclesia nullo modo haberent de merito, Male faceret, set potest velle recte quod meritum misse sibi aplicetur specialiter seu medio modo et hoc totaliter.

Responsio<sup>2318</sup>

Ex quo sequitur propositio responsiva, scilicet quod si promisit separatim dicere plures non satisfacit dicendo unam. Patet quia si

[fol. 72r]

sacerdos pro pluribus celebraret non applicaret totaliter illi in speciali et per consequens non satisfaceret tantum unam dicendo, quia si posset eque satisfacere pro duobus sicut pro uno ita posset pro tribus, pro quatuor et pro infinitis, et sic videtur quod posset sufficere unum annuale pro omnibus animabus<sup>2319</sup>, quod est contra ritum ecclesie. Et<sup>2320</sup> secundum predicta limita opinionem Angeli.

---

2317Marge. Titre dans la table: *Verba obligatoria qualiter intelligantur.*

2318Marge. Titre absent dans la table.

2319Pour *animis*.

2320Souligné dans le manuscrit.



Ex ista propositione sequuntur tria correlaria.

Primum quod casu posito quod<sup>2321</sup> esset consuetudo quod tantum celebratur una missa solemnis et occurrit casus quod aliquis parrochianus moritur vel quod anniversale est aliquod ipsa die celebrandum, tunc curatus vel collegium non potest satisfacere dicendo tantum unam missam. Et declarando in speciali dico quod vel ille qui facit dicere missam scit<sup>2322</sup> consuetudinem vel ignorat; Si sciat quod tantum una missa dicitur et hoc non obstante fundat anniversale vel facit dicere, tunc videtur cedere juri suo et sic curatus satisfacit per unam; Si vero ignorat, tunc dico quod quantumcumque consuetudine rationabili non obstante prelatus<sup>2323</sup> est obligatus ad plures et non satisfacit per unam, quia si scivisset consuetudinem non fundasset in illa ecclesia set in alia, et ideo defraudaret ejus intentionem. Quare debet curatus sive sacerdos, si vult esse tutus, dicere fundatori consuetudinem; Et si fundator acceptet, tunc sacerdos satisfacit dicendo unam missam tantum.

Y. Periculum peccati mortalis accipiendo plures missas simiul<sup>2324</sup>

2° sequitur quod illi qui dicuntur satisfacere, ut ita dicam, missas, quia scilicet accipiunt tot quod habent aliquando bene centum, videntur semper esse in periculo peccati mortalis.

Et hoc propter duo.

Primo quia sepe non tot dicunt, 2° quia nimis retardant ad dicendum et defraudant intentionem dantis; tamen bene verum est<sup>2325</sup> quod bene possunt facere dicere per alios sacerdotes ut dicunt Flo et Bo-ra, et tunc non peccant si tamen cito se acquitant [ ]<sup>2326</sup>. Tutius quod potest facere curatus sive sacerdos secularis aut religiosus quando sibi dantur peccunie vel aliquid ut dicat missam est non accipere nisi prius revelando quod debent orare pro aliis et [interrogando]<sup>2327</sup> ut sciant in particulari intentionem dantis, si ex consuetudine vel usu communi non potest clare sciri.

Unde<sup>2328</sup> sacerdos qui debet dicere pro capella quam habet duas misas in ebdomada, non potest accipere unum tricenarium missarum nisi per alios sacerdotes videat se posse satisfacere.

---

2321 *Quod*: ajout.

2322 *Scit* et non *sit*

2323 Suivi de quelque chose de barré.

2324 Marge

2325 *Est*: ajout

2326 Présence d'un blanc: référence effacée.

2327 *Interrogando*: ajout

2328 Malgré l'absence de signe distinctif, je pense qu'il s'agit du troisième corrolaire annoncé. Je fais donc un paragraphe.

Z. Due partes in memento misse<sup>2329</sup> .

Quia fratres et multi presbiteri seculares sepe querunt quomodo in missa debet fieri memento, respondeo quod debet fieri pro duobus<sup>2330</sup>, scilicet pro vivis et pro deffunctis, et in quolibet istorum aliquando clauduntur due partes, una dicitur commendativa, altera dicitur applicativa, Et hec duo accipiuntur ex Sco partim a suo 4° et partim a suo *Quolibet*. Et pro intellectu utriusque partis est sciendum quod quandocumque missa dicitur specialiter pro aliquo vivo vel aliquibus vivis, tunc in memento pro mortuis non ponitur nisi pars una, scilicet commendativa, et econverso quandocumque specialiter celebratur pro animabus<sup>2331</sup> deffunctis vel animabus aliquorum deffunctorum tunc memento pro vivis non habet partem nisi commendativam. Et ista sunt verba secundum eundem doctorem, quia secundum ipsum una missa non tantum valet uni quando celebratur pro ipso et pro alio sicut si celebretur specialiter pro ipso tantum, et hoc intelligitur de valore ejusdem gradus, sicut supra dictum est, quia bene posset in utroque memento poni tam pars commendativa quam applicativa dummodo applicatio non esset ejusdem valoris secundum eundem gradum.

[fol. 72v<sup>2332</sup>]

Sequitur forma memento in missa fiendi<sup>2333</sup>.

Memento domine, N et N, quem vel quos tibi recomendo, et digneris suscipere hoc sacrificium pro ipso vel ipsis in gradu in quo ipsum tibi applicare debeo et sicut tu me nosti ad orandum et aplicandum obligari.

A. Sequitur consilium in casibus qui possunt celebranti accidere<sup>2334</sup>

Verum quia quandoque casus potest accidere celebranti et evenire, ideo ut<sup>2335</sup> sciat confessor quomodo in talibus debeat se habere et in consimilibus accidentibus secundum Deum regere, hic ponam de accidentibus misse.

B. Deffectus misse<sup>2336</sup>.

Primo quero, **quid<sup>2337</sup> faciet sacerdos si dicendo missam percipiat<sup>2338</sup> non fuisse debitam materiam ministratam? Respondeo secundum communiter theologos in 4°, di. 8,**

---

2329Marge. Titre absent dans la table.

2330*Respondeo quod debet fieri pro duobus*:ajout qui permet de justifier la présence de *et*,et dans la phrase suivante l'idée de deux réponses tirées de SCOTUS.

2331Pour *animis*

2332Référence de folio déplacée. Le folio commence, après le titre, au mot: *Memento*.

2333Marge. Titre absent dans la table.

2334Marge. Titre absent dans la table, mais le A., est indiqué avec le titre: *Deffectus misse*.

2335Ajout de *ut*

2336Marge.

2337Même texte:ANGELUS, *Missa*, § 14

2338ANGELUS: *perpendat*

quod sive defectus sit in hostia sive in vino et advertit antequam consecrationis canonem inceperit, sic accipiet aliam hostiam si defectus in hostia, vel vinum si est in vino, Et reincipiet, si est in hostia defectus ab illa oratione: **Suscipe sancte pater, qua dicta omissis aliis dicet Veni Sanctificator, et [...]**<sup>2339</sup> aliis omissis prosequetur ubi [...]<sup>2340</sup> advertit.

Si autem<sup>2341</sup> deprehendit quod defectus erat in vino, incipiet ab illa oratione: **Deus qui humane substantie, etc., cum oratione: Offerimus etc., et alia. Veni sanctificator[...]**<sup>2342</sup> et aliis omissis prosequatur ubi dimiserat.

Secundo<sup>2343</sup>, Si autem consecraverat et post consecrationem deprehendit quod<sup>2344</sup> defectus erat in vino, tunc vino debito[...]<sup>2345</sup> accepto cum aqua solum incipiet ab illa oratione: **Simili modo**, ponendo in illa oratione Jhesus Christus [et]<sup>2346</sup> post ipsum illud vocabulum: accipiens, usque ad orationem: **Unde et memores, et aliis omissis prosequatur ubi dimisit. Si vero defectus erat in hostia et jam consecraverat vinum, sic accepta alia hostia incipiet ab illa oratione: Qui pridie et loco**<sup>2347</sup> illius relativi qui, dicet: **Dominus noster Jhesus Christus pridie quam pateretur[...]**<sup>2348</sup>, usque ad orationem: **Simili modo, et omnibus aliis omissis prosequatur ubi dimisit.**

Circa verba consecrationis<sup>2349</sup>.

Et notanter sic dixi, quia si solum diceret: **Hoc est corpus meum, non consecraret secundum Sco et Landul in 4°, di. 8, quia oratio illud significat quod exprimitur verbo non quod est in intentione proferentis. Et ideo si nulla fieret ibi mentio de Christo intelligerentur illa verba de corpore sacerdotis vel sanguine et non de Christo et sic non consecraret**<sup>2350</sup>. Alexan concordat.

**Pone**<sup>2351</sup> quod non advertit de defectu nisi post sumptionem hostie que non erat triticea aut debita, responsio secundum communiter doctores, ubi supra,

---

2339ANGELUS: *sic omnibus*

2340ANGELUS: *erat quando*

2341Suppression de: *consecraverat et post consecrationem*; passage interpolé, la formule se retrouve plus bas

2342ANGELUS: *etc*

2343Secundo: ajout au manuscrit. Je place ici la seconde question que rien ne signale, à cause de la chronologie: on est passé de la présentation des offrandes au moment où il y a eu consécration.

2344ANGELUS: *quia*

2345ANGELUS: *sic*

2346Ajout de *et*

2347Loco eius illius relativi Suppression de *eius*

2348ANGELUS: *etc*

2349Marge. Titre absent dans la table.

2350Fin de ANGELUS, *Missa*, § 14

2351ANGELUS, *Missa*, § 15

quod non obstante quod non sit jeiunus nihilominus accipiet aliam hostiam debitam et incipiet ut dictum est: Dominus noster Jhesus Christus qui pridie, etc., usque ad Simili modo, et postea aliis omissis sumet eam et prosequatur ubi dimiserat<sup>2352</sup>.

Set<sup>2353</sup> quid si sumpto corpore invenit aquam loco vini in calice quam bibit? Respondet Thomas in 3a parte, q. [83], [...] <sup>2354</sup> quod est alia hostia et aliud vinum sumendum et consecrandum.

Quidam alii dicunt quod propter scandalum nihil est reiterandum et maxime cum non sit jeiunus; set tu tene opinionem Sco, ubi supra, quod solum est accipiendum vinum cum aqua et dicendum: Simili modo postquam dominus noster Jhesus Christus cenavit accepit<sup>2355</sup> calicem, etc., usque: Unde et memores, etc., ac aliis omissis dicat: Sanguis Domini nostri Jhesu Christi custodiat[...] <sup>2356</sup>, etc., et sumat, quia istud potest fieri sine scandalo; nec obstat quia non sit jeiunus, quia est majus preceptum quod sumatur integre quam jeiuno stomacho, ut patet in c. *Comperimus* et c. *Relatum, de consecratione*, di. 2a.

Quid<sup>2357</sup> faciet sacerdos, si quando habet aquam in ore et antequam deglutiat advertit? Respondet *Directoria*<sup>2358</sup>, li. 1°, ti. 17, quod si potest sine scandalo spuet<sup>2359</sup> in calice et extrahet particulam hostie et aquam reponet

[fol. 73r]

in alio vase, et sic accipiat vinum et consecret ut dictum est et in eo ponat particulam hostie et sumat ut dictum est postea illam aquam, si potest facere sine periculo vomitus, vel si timet de vomitu reponat illam aquam in sacrario. Et idem dicunt doctores<sup>2360</sup> de particula quod [...] <sup>2361</sup> esset comburenda et cineres in sacrario reponendi. Intellige quando sine periculo vomitus recipi non posset<sup>2362</sup> nec apareret integra species sacramenti.

De aranea vel musca cadente intra calicem<sup>2363</sup>

Quero<sup>2364</sup> 3° quid faciet sacerdos quando aranea vel musca cadit in calice?

---

2352ANGELUS: *omisserat*.

2353ANGELUS, *Missa*, § 16

2354ANGELUS: *tenet*.

2355Suppression de: *et hunc predictum*, (dans le manuscrit).

2356ANGELUS: *animam*

2357ANGELUS, *Missa*, § 17

2358Selon ANGELUS. *Directo* dans le manuscrit.

2359 ANGELUS: *sputet*

2360ANGELUS: *dicerem*

2361ANGELUS: *idem*

2362ANGELUS: *possem*

2363Marge. Titre absent dans la table.

2364ANGELUS, *Missa*, § 18

**Responsio quod si cadat<sup>2365</sup> ante consecrationem prohiiciat vinum et accipiat aliud cum aqua et faciat sicut dictum est supra in primo questio<sup>2366</sup>. Si vero cadat<sup>2367</sup> post consecrationem, extrahat<sup>2368</sup> eam et lavet cum vino, nisi esset res venenosa vel que provocaret vomitum quia tunc omnia simul essent reponenda in vase alio et aliud vinum<sup>2369</sup> cum aqua sumendum et consecrandum ut dictum est supra<sup>2370</sup>, secundum Ricar<sup>2371</sup>, Hugo et Iho de Santo<sup>2372</sup>, in c. *Si per necligentiam, De consecratione*, di. 2, quia nihil abhominabile sumendum est<sup>2373</sup> occasione hujus sacramenti, ut notat glosa in dicto capitulo *Si per necligentiam*. Et finita missa accipiat sanguinem<sup>2374</sup> et illum igne comburat cum aliqua stupa vel panno lineo in ipso madeffacto et cineres ponat in sacrario.**

Quero<sup>2375</sup> quarto **quid si gutta sanguinis cadat<sup>2376</sup> super tabulam et similia?**

**Lambatur si potest fieri sine horrore et postea locus radatur et rasura comburatur et cinis juxta altare condatur<sup>2377</sup> et sacerdos<sup>2378</sup> quadraginta diebus peniteat. Si vero ceciderit super linteum abluatur tribus vicibus calice supposito [...]<sup>2379</sup> et sacerdos peniteat quatuor diebus nisi pervenerit usque ad tertium linteum, quia tunc novem. Si usque ad 4um, viginti [...]<sup>2380</sup>: *De consecratione*, dist. 2a, c. *Si per necligentiam*. Hec penitentia erit, ut dicit glosa super verbo *Peniteat*, ut tot diebus jejundet, tot diebus absteineat a sacramentorum perceptione.**

Item si in vomitione apareat integra species sacramenti, est reverenter servanda secundum Thomam, quia manentibus speciebus manet ibi corpus Christi.

Quinto quero **si<sup>2381</sup> sumendo sanguinem remaneat particula in calice?**

**Responsio quod debet digito ad labium calicis adducere et sumere et nullo modo aponere<sup>2382</sup> vinum ante ejus sumptionem, quia vinum citius descenderet et sic sumeret non jejunos secundum Sco in IV, dist. 8,**

---

2365ANGELUS: *cadit*.

2366ANGELUS renvoie à son §14

2367ANGELUS: *cadit*.

2368 *Extrahat*: correction de *extra* (manuscrit)

2369Vinum: ajout d'après ANGELUS.

2370ANGELUS renvoie à ses § 14 et 16.

2371ANGELUS: *Archidiaconus*.

2372A lire peut-être: *Carito*...si l'imprimeur a mal lu.

2373ANGELUS: *sumi debet*.

2374ANGELUS: *sanguinem illum et igne*...

2375ANGELUS, *Missa*, § 19

2376ANGELUS: *ceciderit*, sans compléments.

2377ANGELUS: *recondatur*.

2378Suppression d'un premier *peniteat*.

2379ANGELUS: *et aqua ablutionis juxta altare condatur*

2380ANGELUS: *peniteat*.

2381ANGELUS, *Missa*, § 20

2382ANGELUS: *aponat*.

**Quamvis ego arbitror quod etiamsi aponeret vinum et sic [...] <sup>2383</sup> sumeret non peccaret, licet vinum citius descendat quia quod fit tali modo dicitur fieri simul per ea que notantur in c. *Quia propter, De* <sup>2384</sup> *electione*, et in L. *Continuus, ff. De verborum obligatione*.**

Sexto quero **utrum hostia <sup>2385</sup> non consecrata que est in altari vel gutta vini que est in pede calicis vel [...] <sup>2386</sup> a vino quod est in calice separata consecratur <sup>2387</sup>?** **Responsio quod non, nisi intendat sacerdos, prima, q. 1, Detrahe.**

Septimo quero **quid <sup>2388</sup> si omisit ponere aquam in vino? Responsio quod si advertit ante consecrationem hostie, debet eam aponere reiterando ut supra dictum <sup>2389</sup> est in principio istorum casuum quando defectus est in vino; quod si post consecrationem [...] <sup>2390</sup> vini advertat, tunc secundum Tho in 3a parte, q. 83 <sup>2391</sup>, nullo modo aponat, quia apositio aque non est de necessitate sacramenti et sine ea conficitur, *De consecratione*, disti. 3a, *Scriptura*, set peccat mortaliter qui scienter eam non aponit, argumento c. *Litteras, De celebratione missarum*. Qui vero omittit ex negligentia ex hoc quod habuit diligentiam semiplenam peccat venialiter, set graviter, quia quanto illud sacramentum precellit alia sacramenta et opera, tantum in eo <sup>2392</sup> magis quam in aliis preponderatur necgligentia, sic quod si nullam diligentiam habuit, peccavit mortaliter secundum Alexandrum. Et nota quod ista**

[fol. 73v]

aqua debet esse naturalis, c. *In quadam, de celebratione missarum*.

Octavo quero **quid <sup>2393</sup> si vinum in calice congeletur? Respondeo quod sacerdos debet ipsum ante consecrationem resolvere ut rationem actualem potus habeat; si tamen non resolvit adhuc conficit, quia vinum congelatum non differt a non congelato nisi qualitate accidentali. Sunt tamen qui contrarium putant sicut de pasta non consecratur, similiter dicunt de vino congelato.**

---

2383ANGELUS: *simul*.

2384Suivi de trois mots barrés.

2385ANGELUS, *Missa*, § 21

2386ANGELUS: *aliter*.

2387ANGELUS: *consecratur*.

2388 ANGELUS, *Missa*, § 22

2389ANGELUS: *dixi*, §14

2390ANGELUS évoque d'abord le cas où il ne faut rien recommencer: après la consécration de l'hostie mais avant celle du vin, cas déjà évoqué.

23913a parte, q 83: correction de *2a parte, q. 3*

2392Suivi de deux mots barrés.

2393ANGELUS, *Missa*, § 23

Nono quero quid si<sup>2394</sup> ex frigore hostia cecidit<sup>2395</sup> in calice/? Respondeo quod ulterius debet procedere nec est necesse aliquid reiterare secundum Tho, 3a parte, q. 83, 6<sup>2396</sup>, set secundum Inno ut recitat Landul in 4°, di. 10<sup>2397</sup>, si aliqua pars remansit in manu frangat illam et partem mittat in calice, quia prima casualiter<sup>2398</sup> cecidit.

Decimo quero quid<sup>2399</sup> si sacerdos non recolit se aliqua dixisse? Respondeo quod sacerdos non debet propter hoc turbari quia qui<sup>2400</sup> multa dicit, non recolit omnia. Si tamen probabiliter constet aliqua omisisse si quidem sunt de necessitate sacramenti, puta forma consecrationis, debet reiterare ab illa forma et cuncta per ordinem prosequi; si vero non sunt de forma consecrationis, sic non debet resumere in mutando ordinem officii, set debet ulterius procedere secundum Thomam ubi supra.

C. Quilibet christianus quando tenetur sumere corpus Christi<sup>2401</sup>

Undecimo quero utrum sacerdos<sup>2402</sup> celebrans semper debeat sumere corpus et sanguinem? Repondeo quod sic, *De consecratione*, di. 2a., c. *Relatum*.

Et primo quilibet sacerdos<sup>2403</sup> sumere tenetur<sup>2404</sup> cum celebrat, *De consecratione*, di. 2a, c. *Perlatum*, quia sacramentum in sumptione complementum sue sanctificationis<sup>2405</sup> accipit, et si deficeret alius qui sit jejunos debet suplere pro eo [...]<sup>2406</sup>, si jam hostiam saltem consecraverat, 7, q. 1, *Nihil*<sup>2407</sup>. Si vero dubitatur an compleverit consecrationem hostie, tunc secundum Inno in c. *Presbiter*, *De sacramentis non iterandis*, incipiendum est ibi addendo scilicet: Dominus noster Jhesus Christus qui pridie quam..., quia non dicitur reiteratum quod nescitur factum, c. *Apostolicam*, *De presbitero non baptizato*; Si autem certum est quod non acceperat<sup>2408</sup> verba consecrationis, tunc non est necesse supplere[...];

---

2394ANGELUS, *Missa*, § 24

2395ANGELUS: *dilabitur*.

239683, 6: correction de 93, 3. L'article n'est pas indiqué chez ANGELUS.

239710: correction de 20, d'après ANGELUS.

2398ANGELUS: *causaliter*.

2399ANGELUS, *Missa*, § 25

2400Ajout de *qui*, d'après ANGELUS.

2401Marge. Titre dans la table: *Xristianus quando tenetur sumere corpus Xristi*.

2402ANGELUS, *Missa*, § 26

2403ANGELUS, *Eucharistia* 3, § 0.

2404Ajout de *tenetur*

2405ANGELUS: *significationis*. Quoique cette version soit sans doute juste par rapport à l'orientation liturgique du texte, je garde ce qui est manifestement écrit dans le manuscrit.

2406ANGELUS: *quod sit jejunos*

24077, q. 1, *Nihil*: correction de: 1, q.2., suivi d'un blanc.

2408ANGELUS: *inceperat*.

si autem signa<sup>2409</sup> super hostiam fecerat, non est incipiendum a capite, **set prosequendum ubi defficit secundum Alex<sup>2410</sup>, Et placet, alias incipiendum est a capite. Et si pluries celebrat in die, semper debet sumere omnia purificatione in missis precedentibus.**

**Secundo tenetur quilibet christianus cum ad<sup>2411</sup> annos discretionis pervenerit, ut in c. *Omnis, De penitentiis et remissionibus*,[...]<sup>2412</sup> nisi ex rationabili causa de consilio proprii sacerdotis ad tempus duxerit abstinendum.**

**3° tenetur in articulo mortis constitutus: propterea appellatur viaticum. Unde credo quod<sup>2413</sup> mortaliter peccat qui in tali necessitate<sup>2414</sup> contempnit sumere corpus Christi.**

**4° ratione statuti.**

**5° ratione officii, sicut sacerdos qui tenetur celebrare saltem in magnis festivitibus.** De hoc vide Tho in 3°, disti. 82<sup>2415</sup> et Pe de Pallude; Vide etiam fratrem Angelum super verbo *Missa*, § 44<sup>2416</sup>.

Duodecimo quero quid<sup>2417</sup> **si aliquis casus necessitatis [...]<sup>2418</sup>, puta infirmitatis advenerit et hujusmodi, poteritne sacerdos illi dare hostiam, cum aliam non habeat<sup>2419</sup>? Respondeo quod non totam, set bene partem potest illi dare et aliam sacerdos potest sumere secundum Tho in 4°, dist. 12. Et idem credo, etiam si non sit infirmitas, set alia rationabilis causa.**

Tercidecimo quero, **quid<sup>2420</sup> si inveniatur hostia fracta ante consecrationem? Respondeo quod nihilominus potest consecrari, nisi sit scandalum in populo, quia tunc aliam accipiet, quia fractio et quadratura et hujusmodi non viciat sacramentum.**

Nota de reliquiis sacramenti sumendis<sup>2421</sup>.

Quartodecimo quero, quid si postquam sumpsit communionem habet hostiam consecratam que superfluit? Respondeo secundum Pe, quod si commode non habet unde honeste conservet licet ei sumere, dummodo sit jejunos, argumento *De Consecratione*, disti 2, c. *Tribus gradibus*;

---

2409 *Signa*: ajout d'après ANGELUS.

2410 ANGELUS: *Ala*

2411 Ajout de *ad*

2412 ANGELUS renvoie à sa *Somme: Eucharistia*, 3, § 2 sur l'aspect spirituel de la consommation de l'hostie.

2413 Ajout de *quod*

2414 ANGELUS: *articulo*

2415 Blanc dans le manuscrit.

2416A la fin de: *Eucharistia* 3, § 0, ANGELUS renvoie à *Missa*, § 43; les deux paragraphes peuvent convenir.

2417 ANGELUS, *Missa*, § 27

2418 ANGELUS: *alicui evenerit...puta infirmitas*.

2419 ANGELUS: *consecratam*

2420 ANGELUS, *Missa*, § 28

2421 Marge. Titre dans la table: Reliquiae communionis Christi sunt sumende.



secus esset dicendum de reliquiis, que licet etiam acceperit purificationem antequam de ipsis adverteret, tamen postea sunt sumende, tum quia non possunt conservari, ymo leviter amitterentur propter eorum parvitatem. Et in isto casu, ex quo est in actu purificationis

[fol. 74r]

et recollectionis reliquiarum quicquid fit dicitur fieri incontinenti, idest quasi simul sumeret omnia antequam censeatur non jejunos, per ea que notantur in c. *Olim*, et 2<sup>o</sup><sup>2422</sup> *De restitutione spoliatorum* in glosa, et per Bar. in L. prima, ff. *de verborum obbligatione*: quod bene nota pro scrupulosis.

D. Secundus articulus. De horis canonicis<sup>2423</sup>.

De secundo principali, scilicet quoad horas canonicas sive officium divinum, erunt quinque articuli:

Quis,

Quid,

Ubi,

Qualiter,

Quando.

Quis scilicet teneatur dicere horas; Quid scilicet est dicendum et si quilibet potest dicere secundum ordinarium romanum vel ad populum; Ubi, scilicet utrum teneatur dicere in choro vel in alio loco; Qualiter, scilicet si attentio sit necessaria vel si sit dicendum cum nota vel sine cantu; Quando, scilicet utrum quis possit dicere matutinas sero et sic de aliis horis.

Quis tenetur de horis canonicis persolvendis<sup>2424</sup>.

De primo, scilicet quis, Respondeo: **Omnes<sup>2425</sup> ecclesiastici tenentur de precepto ad omnes horas canonicas dicendas in c. finali, 92 disti. Et videtur sequi Inno in c. primo, *De celebratione missarum*; set doctores communiter dicunt in dicto c. primo, quod non omnes tenentur, set solum triplex genus ecclesiasticorum: Primum est illorum qui sunt beneficati; hoc patet per dictum c. finali, ubi dicitur: *ecclesie deputati, scilicet, per beneficium*;**

---

2422Lecture peu sûre

2423D.: en marge. Titre inséré dans le texte, absent dans la table.

2424Marge. Titre dans la table: *horas canonicas dicere quis tenetur*.

2425ANGELUS, *Hora canonica*, § 3. La formule se présente un peu différemment, au début.

et sic solvitur opinio glose<sup>2426</sup> predicti c. finalis; facit c. *Cum secundum, De prebendis*.

2um genus sunt existentes in sacris, licet non sint beneficiati. Probatur per dictum c. 1, et in c. *Dolentes*, eodem tit. et quod ibi notatur<sup>2427</sup>. Et quamvis Panor in dicto c. dicat esse tutius quod etiam existentes<sup>2428</sup> in minoribus ordinibus[...]<sup>2429</sup> teneantur eo<sup>2430</sup> quo in partem Domini sunt assumpti, tamen ego non auderem<sup>2431</sup> dicere<sup>2432</sup> id esse nisi de bono consilio.

3um genus est illorum qui se per<sup>2433</sup> votum obligaverunt ad id faciendum, c. *Licet, De voto*.

Utrum<sup>2434</sup> clericus beneficiatus<sup>2435</sup> cum est absens causa legitima et deservit ecclesie per vicarium teneatur ad horas canonicas? Respondeo secundum Pa in dicto c. quod sic, et hoc est de mente Inno in dicto c. primo et Iho-is An et communiter theologorum et est tutius[...]<sup>2436</sup>, cum non solum beneficium detur ut serviat ecclesie sed etiam ut oret pro his qui beneficium<sup>2437</sup> constituerunt. Concordat cum hoc Car in *Cle. 1, De celebratione missarum*.

E. De horis quo ad ordinarium<sup>2438</sup>

De 2° quid debeat dici, dico hanc propositionem:

Duabus personis exceptis non tenetur quis de precepto ad aliquod particulare ordinarium, set potest dicere quod vult, licet de consilio debeat dici secundum Cardi in *Cle. 1, secundum metropolitanam ecclesiam, 12 disti, c. finali*<sup>2439</sup>.

Dixi in propositione duabus personis exceptis.

De prima, scilicet religiosa, omnes concordant, quod religiosi juxta votum sue regule debeant dicere; set de 2a. scilicet de persona prebendata, dicat secundum ordinem loci ubi est suum beneficium; licet aliter quidam dicant, tamen securius est quod dicendum sit sicut de religiosa persona.

---

2426 *Glose*: correction de *glosa*

2427 *Notatur*: correction de *nota*.

2428 *Existentes*: correction pour *existentibus*

2429 ANGELUS: *quamvis non sint beneficiati*

2430 ANGELUS: *ex*

2431 ANGELUS: *credo (nisi debono consilio)*

2432 *Auderem dicere*: correction de *aude (id esse)*

2433 ANGELUS: *professionem vel*

2434 ANGELUS, *Hora canonica*, § 4

2435 ANGELUS: *existens in minoribus*

2436 ANGELUS: *licet abbas et quidam alii dicant quod non tenetur...*

2437 *De detur à beneficium*: ajout d'après ANGELUS.

2438 Marge. Titre dans la table: *Hore secundum quem ritum sunt dicende*.

2439 D. 12: correction de 16.

Nota tamen quod<sup>2440</sup> clerici et religiosi, qui sunt commensales et domestici alicujus cardinalis seu episcopi gratiam et communionem sedis apostolice habentis licite se eis conformare debent, ut in *Cle*, finali, *De celebratione missarum*.

Quid<sup>2441</sup> de eo qui etiam dispensatione est beneficiatus in duabus ecclesiis? Respondeo quod debet facere officium secundum illam in qua tenetur facere residentiam; quod si ad nullius residentiam facere tenetur, tunc credo quod potest se conformare illi ecclesie in qua se<sup>2442</sup> reperit officia celebrare. Si vero dicit pro se, tunc secundum Thomam in *Quolibet*, videtur quod debeat dicere secundum ordinarium illius ecclesie in qua habet maiorem dignitatem, quamvis forte in alia habeat pinguius beneficium: quod credo de bene esse, non de necessitate fore verum, Quia posset<sup>2443</sup> dicere quod vult, ut satis patet per notam in *c. 1, De celebratione missarum* per Inno et alios doctores.

Utrum<sup>2444</sup> monachus prepositus ecclesie seculari teneatur dicere officium monachale? Respondeo quod si perpetuo est assumptus et sic translatus sic cum nihil habeat commune cum monasterio, 16, q. 1, *c. Ne pro cujuslibet*, non dicet officium monachale, set illius ecclesie ad quam translatus est. Et placet Iho An, 16, q. 1<sup>2445</sup>, *c. 3*, et Goffre in *Summa, De statu monachorum* et Hosti in *Summa*

[fol. 74v]

eodem titulo<sup>2446</sup>, et hoc videtur sentire glosa in *Cle.*, finali, *De celebratione missarum*, et facit textus<sup>2447</sup>

F. De omissione alicujus in choro<sup>2448</sup>.

Quid<sup>2449</sup> si dicit officium in choro cum aliis et ex aliqua necessitate omisit<sup>2450</sup> psalmum vel lectionem.

---

2440ANGELUS, *Hora canonica*, § 12

2441ANGELUS, *Hora canonica*, § 13

2442Se: ajout d'après ANGELUS.

2443ANGELUS: *cum possit*

2444ANGELUS, *Hora canonica*, § 15

2445q. 1: correction pour q. 3.

2446ANGELUS: *Secus esset si non esset translatus nisi ad tempus quia debet dicere monachale*

2447Textus: ajout, (blanc dans le manuscrit), d'après ANGELUS: *textus, ibidem in argumentum*.

2448Marge. Titre dans la table: *Ubi sunt dicende et si aliquid omittatur*.

2449ANGELUS, *Hora canonica*, § 16

2450ANGELUS: *intermisit*.

**Respondeo secundum Inno in c. *Dolentes, De celebratione missarum*, quod non tenetur illud reassumere, licet sit tutius<sup>2451</sup> si reassumat, dummodo non subtrahat vocem suam ab officio chori, ymo plus dico quod si etiam aliquid omisit ex negligencia sua, non debet suplere subtrahendo vocem suam ab officio chori, set postea supleat si aliquid notabile omisit; si vero esset versus vel quid minimum, supleat per aliquem psalmum vel *Pater noster*. Idem dic secundum Hen [...] <sup>2452</sup> de principio officii vel fine quod non debet<sup>2453</sup> a capite reincipere vel finem perficere propter perfectionem caritatis, qua unum corpus reputatur<sup>2454</sup> et propter quam quod unus dixit estimatur<sup>2455</sup> alter dixisse. Et hoc verum nisi chorus [...] <sup>2456</sup> procecisset vel multum de fine restaret. Hec ille.**

**Et nota secundum<sup>2457</sup> Pe de Palu in 4° di. 15, quod illud quod dicit unus reputatur dici ab omnibus, quando ex aliqua rationabili causa ita est consuetum ut solus tale quid dicat.**

Unde regula est quod quotiens in choro quis aliquid incipit, ut antiphonam vel psalmum, non debet alius redicere. Et similiter quando ebdomadarius dicit: *Pater noster*, secreta et post dicit: *et ne nos*, idem in *Credo*, non oportet dicere *Pater noster* nisi usque ad: *et ne nos*, idem in *Credo* usque ad: *carnis resurrectionem*. Si autem ebdomadarius non profert: *et ne nos* sicut fit in principio horarum, tunc ab omnibus fratribus dicitur *Pater noster* et *Ave Maria* integre.

De *Confiteor* prime et completorii tutius est quod dicens per se officium solus dicat bis, sicut quando dicitur in choro, quia gerit personam duorum sicut quando dicit solus *Dominus vobiscum*, nihilominus ipse respondet *Et cum spiritu tuo*.

**Utrum<sup>2458</sup> dicens officium si pretermittat unam horam ex oblivione vel quid simile, puta vel lectionem vel psalmum, teneatur iterum reiterare [...] <sup>2459</sup>? Respondeo, ut colligo ex doctrina Inno, ubi supra, et sequitur Landul, quod non, set sufficit suplere quod omissum est.**

---

2451ANGELUS: *cautius*

2452ANGELUS: *Henri de Gan, in quolibet, quod si quis non ex malicia sed cum causa legitima non intersit in principio...*

2453ANGELUS: *oportet*

2454ANGELUS: *reputantur*

2455*Estimatur*: correction de *estimat*, d'après ANGELUS.

2456ANGELUS: *in principio*

2457ANGELUS, *Hora canonica*, § 17

2458ANGELUS, *Hora canonica*, § 18

2459ANGELUS: *totum*

**Unde qui non<sup>2460</sup> dicit<sup>2461</sup> hymnum vel psalmum primi nocturni, cum advertit et est in 3° nocturno, non [...] <sup>2462</sup> oportet ut reincipiat disturbando officium, vel qui dicit tertiam et advertit non dixisse primam, non oportet ut iterum dicat disturbando<sup>2463</sup> 3am., set post officium supleat omissum et doleat de negligencia. Dicit Pe de Palu, ubi supra, quod qui notabiliter male dicit officium si vult evadere mortale debet redicere<sup>2464</sup> totum; si modicum dimisit, puta psalmum [...] <sup>2465</sup>, debet aliquid loco eius dicere, si vult evadere peccatum veniale, vel redicere psalmum.**

**Utrum<sup>2466</sup> debeat dicere *Pater noster* post horas? Respondeo quod sic post matutinas et vespas, *De consecratione*, dist. 5, c. *Id semper*. Et ex<sup>2467</sup> consuetudine dicitur in fine omnium horarum, quia matutinum accipitur pro toto officio usque ad nonam, et per vespas<sup>2468</sup> omne aliud quod restat, ut patet in dicto c. *Id semper*, et c. *Convenit*<sup>2469</sup>, ibidem.**

G. Ubi debent dici hore<sup>2470</sup>.

De 3°, ubi scilicet, nota quod hore debent dici in<sup>2471</sup> ecclesia, ut notat glosa, 92 dist. in fine<sup>2472</sup>, set hoc intelligo quoad clericos qui in ipsa sunt beneficiati propter verbum positum in dicto c. fi.: “ecclesie deputatus”<sup>2473</sup>, ergo videtur quod clericus beneficiatus qui accipit distributiones quothidianas peccet mortaliter qui<sup>2474</sup> sine rationabili causa ibi non dicit officium, quia ibi dicit textus in dicto c. fi. “quod qui non convenit<sup>2475</sup> deponatur a clero”. Et quoad ecclesias collegiatas vel regulares clarum est quod est de precepto ut ibi dicatur, ut patet in *Cle.* primo, *De celebratione missarum*, notat Inno in c. Primo, *De celebratione missarum*, quo ad alias non credo, et hoc salva<sup>2476</sup> semper O pape.

---

2460Ajout de *non*

2461ANGELUS: *dimisit*

2462ANGELUS: *omnem*

2463*Disturbando*: ajout à ANGELUS et au manuscrit.

2464ANGELUS: *recidere*

2465ANGELUS: *vel versum vel dictionem tenetur repetere post officium vel (aliquid...)*

2466ANGELUS, *Hora canonica*, § 19

2467ANGELUS: *de*

2468ANGELUS: *pro vespere*

2469*Convenit*: correction de *generet*.

2470Marge. Titre dans la table: *Ubi sunt dicende et si aliquid omittatur*.

2471ANGELUS, *Hora canonica*, § 25

247292, d 1, c fi

2473Entre guillemets: *Décret*. 92, c 9: *...quilibet clericus, ecclesie deputatus, si...adcottidianum psallendi officium...non convenit, deponatur a clero...*

2474Angelus: *dicens*

2475ANGELUS: *convenerit*.

2476La lettre finale de ce verbe n'est pas clairement identifiable; après hésitation entre *salvo* et *salva*, j'ai choisi pour cette formule récurrente l'impératif, pour un conseil au confesseur.

H. Qualiter debent dici hore<sup>2477</sup>.

De 4°, scilicet utrum attentio sit necessaria<sup>2478</sup>? Respondeo secundum Duran et Pe de Palu [fol. 75r]

in 4°, di. 15<sup>2479</sup>, quod attentio actualis potest requiri ad orationem et ad omne opus dupliciter: Uno modo ut oratio et aliud opus ab attentione procedat, Alio modo ut continue concomitetur.

Attentio que necessaria est horis<sup>2480</sup>.

Primo modo est necessaria tam in oratione privata quam publica et in quolibet opere precepti non solum propter meritum, set etiam ad vitandum periculum in casu omnino est de precepto; set secundo modo non est necessaria nisi in eo quod tenetur dicens officium non occupare se in opere exteriori quod non patitur secum attentionem, set distrahit animum, nec acceptare scienter extraneas seu fantasticas ymaginationes sive cogitationes.

Primum patet in c. *Dolentes, De celebratione missarum*.

Set 2um., scilicet de cogitationibus, licet non quia ecclesia hoc precipiat, quia ecclesia non habet iudicare de interioribus actibus, set quia homo tenetur de jure divino laudare Deum cum reverentia. Et licet ad id opus laudis non sit obligatus de jure divino nisi pro die dominico, tamen ubi de jure divino vel ex voto se obligat, oportet quod justum est juste exequi.

Et hec opinio est securior.

J. Quid attentio, intentio, devotio<sup>2481</sup>

Et ut ista clarius intelligantur, videndum est quid sit intentio, quid attentio et quid devotio.

Intentio dicitur illud propter quod quis vult facere aliquod opus sive sit dicere horas sive aliud facere. Et de hac intentione dicit Scotus in *Quolibet*, quod quanto quis ponit plures intentiones in sua preparatione tanto plus meretur;

---

2477Marge. Titre absent dans la table.

2478Pour une comparaison: ANGELUS, *Hora canonica*, § 27

2479di. 15: ajout, (blanc).

2480Marge. Titre absent dans la table.

2481Marge. Titre dans la table: *Horarum attentio, devotio, intentio*.

Putas si in corde diceret: Intendo te, o summa Trinitas, 1° laudare; 2° de beneficiis, precipue passionis et nutritionis et hujusmodi, gratias agere; 3° benefactores et amicos recommendare specialiter, et generaliter totam matrem ecclesiam recommendare; 4°<sup>2482</sup> te, virgo et mater Dei, post Deum singulariter magnificare et me tibi commendare, ut supra dictum est, ut per hoc divinum officium seu opus possim explere et talem gratiam impetrare, et alia hujusmodi potes addere sicut unctio magis docet et usus sive experientia.

Attentio quid est<sup>2483</sup>

Attentio autem dicitur cogitatio quedam in intellectu qua quis cogitat vel deliberat de illo opere quod vult facere et precedit ipsum opus et presupponit intentionem, quia cogitans et deliberans aliquid facere semper habet aliquem finem propter quem vult illud facere, quia homo semper agit propter bonum finem; alia est attentio que non precedit opus, set est simul cum opere, quando quis cogitat illa que dicit vel facit et non est vagus vel distractus ad alia, id est non cogitat de aliis.

Et hec ponitur triplex: Puta quando cogitat ad verba, 2° ad sensum verborum sive ad rem quam petit, 3° quando cogitat de illo a quo petit, puta de Deo.

Prima est bona<sup>2484</sup>, 2a melior, 3a optima.

Et qui haberet duas ultimas attentiones insimul, esset super optimum.

Ex quo patet quod si sint duo qui dicant horas suas et unus solum cogitet ad verba que dicit et alius solum de illo cui dicit, puta de Christi passione et hujusmodi Christi actibus, quod ille 2us perfectius horas persolvit quam primus.

Devotio quid est<sup>2485</sup>

Devotio secundum Scotum in 3° dist. 27, est duplex: Una vera et perfecta que nihil est<sup>2486</sup> quam fortis, et intensa sive firma voluntas ad Deum amandum et eidem serviendum, et hoc sonat vocabulum devotio quasi magna volitio; Alia est devotio que non est actus voluntatis sicut prima, set passio sive quedam suavitas et suavis dulcedo et letitia quam quis habet in servicio divino.

---

24824 et non 3

2483Marge. Titre absent dans la table.

2484est bona en double

2485Marge.

2486Ajout de est

Christianus si potest esse devotus quando sibi placuerit<sup>2487</sup>

Et patet per istam distinctionem Responsio ad illam questionem: Utrum christianus possit esse devotus quotiens sibi placuerit? Respondeo: sic, accipiendo primo modo, set non 2° modo: quia talis non est in potestate nostra, set ut dicit Scotus, datur a Deo ut **alliciat et nutriat parvulos ne deficiant in via**<sup>2488</sup>.

Ex predictis sequuntur duo correlaria.

Primum est generale pro omnibus, quod cum precepta dantur omnibus et sicut de actibus virtutum nullum opus est meritorium quod fit solum ex

[fol. 75v]

ymaginatione que est communis nobis et brutis, set requiritur quod procedat ex attentione et fiat ex deliberatione, alias non esset opus humanum, cum homo sit homo per rationem et voluntatem; 2° sequitur pro clericis specialiter, quod quotiens dicunt horas que sunt de precepto totiens peccant mortaliter, id est non satisfaciunt precepto, nisi precedat attentio. Ergo tu sacerdos vel religiose, priusquam incipias horas aut missam dicere, recollige te intra cubiculum cordis tui et prepara cor tuum Domino supradictas intentiones habendo et predicto modo deliberando. Quod nota.

K. Quando est dicendum divinum officium<sup>2489</sup>.

De 5°, puto quod de mortali, ut dicit Florenti, nullus est judicandus dummodo dicat in die naturali totum officium, licet in completorio diceret matutinum et in matituno completorium; tamen perfectius est ut sua hora debita dicatur.

Exemplum est illius heremite cui angelus detulit poma acerba semel quia nimis cito dixerat horas suas, et alia vice attulit sibi poma putrida, quia nimis tardaverat dicere.

Et quod non sit mortale quando non dicitur hora debita patet satis **cum**<sup>2490</sup> **nullum**<sup>2491</sup> **jus precipiat quod dicatur horis debitis, nisi *Clementina* pape, *De celebratione missarum*, que videtur preceptiva propter verbum: *statuimus***<sup>2492</sup>,

---

2487Marge. Titre dans la table: *Xristianus quando potest devotus*.

2488Citation de SCOTUS, aménagée grammaticalement

2489Marge. Titre dans la table: *Officium divinum quando potest dici*.

2490En caractères gras: ANGELUS: *Hora canonica*, § 22

2491*Nullum*: ajout d'après ANGELUS: *Hora canonica*, § 22

2492En italique, les mots de la *Clémentine*.



scilicet quod officium *debitis horis in chatedralibus, regularibus et collegiatis ecclesiis devote psallatur*, et credo quod mortaliter peccarent prelati si in ecclesiis predictis<sup>2493</sup> **horis debitibus non facerent dicere** nisi ex magna et rationabili causa. **Et etiam illi qui sunt beneficati in prefatis ecclesiis vel subditi prelatorum regularium, cum imponitur eis a prelatis, si non dicerent.** Et intellige hoc semper salva O pape, quia dicitur causa rationabili<sup>2494</sup> potest dici ante horam in predictis ecclesiis, puta si processio vel predicatio sit facienda. Non tamen **accipias**<sup>2495</sup> **horam debitam ita ad punctum, set grosso modo et largo, sicut dicere matutinum in aurora vel circa**<sup>2496</sup> **censeatur in media nocte, et hujusmodi.**

Si in sero potest dicere divinum officium<sup>2497</sup>.

**Set**<sup>2498</sup> **numquid in sero poterit quis dicere officium sine peccato? Respondeo quod sic si sit causa rationabilis, quia secundum Thomam in *Quolibet* Melius est ut debitas laudes preveniendo reddamus et alia honesta officia postea faciamus quam si per unum aliud impediatur; secus esset si non faceret ex rationabili causa, quia sic esset peccatum. ar. c. *Clericus*, XCI.**

Tria debent precedere missam<sup>2499</sup>.

Solet dici a canonistis et theologis quod tria sunt que precedere debent missam, scilicet matutinum, aurora et prima, idest quod sacerdos dixerit matutinum, primam et quod sit aurora, alias, ut dicunt, peccat mortaliter presbiter contrarium faciens. Et pro opinione ipsorum facit c. primum et ult., *De celebratione missarum*<sup>2500</sup>

Set quo ad mortale dico vera semper salva O pape. Item, non potest dici missa de nocte<sup>2501</sup> excepta **nocte**<sup>2502</sup> **Nativitatis domini** et 2° privilegio pape **vel licentia episcopi imminente necessitate, puta infirmus moritur nec habet eucharistiam.** Preterea si dicta capitula considerentur non videntur cogere,

---

2493ANGELUS: *prefatis*

2494Même idée et mêmes exemples dans ANGELUS: *Hora canonica*, § 22.

2495ANGELUS: *Hora canonica*, § 22

2496ANGELUS: *quasi*

2497Marge. Titre absent dans la table:

2498ANGELUS: *Hora canonica*, § 21. Je renonce à signaler les variantes insignifiantes.

2499Marge. Titre dans la table: *Missam 3a debent precedere*.

2500*De celebratione missarum*: ajout au manuscrit.

2501*Non potest dici missa de nocte*: ajout d'après ANGELUS, *Missa*, § 42

2502En caractères gras: ANGELUS, *Missa*, § 42

ideo hec opinio teneat C et dimittat P. Quo tamen ad illud de aurora, vide Scotum in 4°, dist. 13<sup>2503</sup>.

L. Secunda propositio principalis 2i articuli principalis, scilicet de opere servili in dominico<sup>2504</sup>.

Secunda propositio principalis erit de opere servili et est talis: Nullus orthodoxus fidelis sive christianus potest opus servile in die festo sine peccato mortali facere nisi in 4or casibus sive propter quatuor causas, scilicet

4or excusant opus servile in die dominico.

prima dicitur necessitatis,

2a modicitatis,

3a pietatis,

4a publice honestatis.

De prima, scilicet de necessitate, dicit Guilemus de Mara<sup>2505</sup> quod segetibus jacentibus in agro aut fenis in prato, si imminet tempestas vel pluvia, possunt inde removeri. Et ut hec necessitas plene et integre intelligatur,

Nota quod hec necessitas que hic excusat dicitur esse quadruplex: Prima necessitas vite sustentande tam proprie quam sue familie; 2a que est

[fol. 76r]

ad dampnum vitandum; 3a est ad aliquod utile acquirendum quod non potest alio tempore haberi; 4a necessitas metus justus quo rustici qui compelluntur a suis dominis laborare excusantur, idem dico de famulis, uxore et filiis familias. Hec propositio est sancti Thome, 2a. 2e. et satis probatur *Math.* 12, et c. *Licet, Extra., De feriis*, 1, ibidem<sup>2506</sup> et 15, q. 4a. in *Summa*, et per L. primam, 2am. et 3am., ff. *De feriis*.

---

250313: ajout,(blanc dans le manuscrit).

2504Marge. Titre dans la table: *Opus servile quando dicitur et quando excusatur*.

2505GUILIELMUS DE MARA, mais chez ANGELUS, *Ferie*, § 9: FRANCISCUS DE MARONIS. L'erreur est possible car *De mara* peut s'appliquer aux deux auteurs; resterait l'erreur sur le prénom. Il n'y a pas d'indication d'oeuvre dans le manuscrit de GILBERT NICOLAS.

2506Peu lisible. Chez ANGELUS, *Ferie*,§ 34,où ces textes sont cités: *et melius 15,q.iv,in Summa*.

De hujusmodi necessitate cave tamen, quia secundum doctores et precipue Monaldum oportet quod audiantur divina, id est missa, si commode haberi possit et solum pro reliqua parte diei vel temporis excusat, nisi forte tanta esset necessitas quod pro arbitrio boni viri excusaret omnino . Et credo Monal quo ad diem dominicam, set quo ad majora festa, non sibi credo, nisi semper salva O pape.

De modicitate nota quantum opus in festo sine peccato fieri possit recurrendum est ad arbitrium boni viri, qui debet maxime considerare rationem legis juxta notabile sancti Bo-re, quod positum est ante propositiones, ymo in tota materia pro foro conscientie nota illa que dixi supra parte 3a<sup>2507</sup>. de ignorantia et differentia juris divini et positivi: quam differentiam utriusque juris est multum necessarium et utile scire, quia ad mille casus et questiones potest responderi.

De 3a. necessitate, scilicet pietatis, habetur in dicto c. *Conquestus*, puta quando fit pro pace vel concordia, ita quod ibi non attenditur nisi hora diei, non lucrum temporale, et intellige semper auditis divinis, ut dictum est de necessitate secundum Monal.

De 4a. scilicet publice honestatis vel utilitatis, sicut est reparatio pontium ville et hujusmodi et puto quod hec publica honestas satis continebatur sub pietate, ideo quod talia opera sunt pia, si bene considerentur.

Posset ergo poni pro 4° raritatis, sicut est de privatione allactium ut in dicto c. *Licet*. Quia tamen dictum est quod hec raritas continebatur sub necessitate, ideo melius est quod dimittatur quaternarius et servetur ternarius, scilicet quod sunt 3es cause que excusant et faciunt quod licite possit quis operari in festis, scilicet predicta necessitas<sup>2508</sup>, modicitas et pietas.

---

25073a:correction de 2a

2508Souligné dans le manuscrit.

Per predicta patet quid potest responderi ad mille questiones que fiunt in hac materia, ut de molendinis, de ferratoribus equorum, de coopertoribus laterum et de cursoribus et hujusmodi, de tribunariis et hujusmodi. Nam dico, nisi assit necessitas vel pietas vel paucitas, semper est peccatum.

Idem dic de mercatoribus et negociatoribus<sup>2509</sup>, quod quamdiu ab ecclesia tollerantur exerceri, in diebus festis, si audita missa, quod hiis duobus concurrentibus non audeat judicare de mortali.

M. Que sunt feste obligatorie et quando incipiunt<sup>2510</sup>.

Set restat hic difficultas: que sunt festa in quibus oportet abstinere ab operibus servilibus et quando debemus festum incipere? Respondeo per talem propositionem: Sicut quoad cessationem ab operibus servilibus debet servari consuetudo de inchoatione festi, ita etiam servari debet consuetudo que festa debeant coli et que non. Hec propositio est Panor in c. *Conquestus*, et similiter Hosti. Vide autem Pa in c. 1, eo titulo. Et adverte quod fere omnes summiste tenent quod quoad festa sancti Nicholay, Anthonii, Katerine et hujusmodi, que ex consuetudine celebrantur, set ignoratur an sint introducta de consuetudine que habeat vim legis preceptive, quod potest dici quod talis consuetudo non liget, set sunt introducta ex devotione, et sic non peccarent laborantes in illis nisi ratione scandali. Idem Florenti, 2a parte, tit.9<sup>2511</sup>. Ex dicta autem propositione quantum ad illam partem que est de inchoatione festi, infert frater Angelus in sua *Summa* quod

[fol. 76v]

**barbitonsores<sup>2512</sup> et alii artifices qui laborant usque mane diei festi non sunt condempnandi de mortali, [...] dummodo protrahant festum usque ad aliud mane sequens, ita quod viginti quatuor horis colatur festum<sup>2513</sup>;**

---

2509 *Negociatoribus*: correction à la place de *mercatoribus* en double

2510 Marge. Titres: *Festum quando incidit* et *Feste et obligatorie que dicuntur*.

2511 Doute sur la lecture.

2512 ANGELUS, *Dies*, § pr

2513 ANGELUS: (*ita quod*) *per XXIV horas ipsum servant*.

nec curo de opinione Roselle distinguente tria genera, scilicet religiosorum, clericorum et laïcorum, quia predicta opinio Angeli videtur verior.

Si tamen desideras ista profunde capere, considera ea que sunt dicta parte 3a. Forte enim in lege Christi que dicitur lex nova, nulla sunt festa de jure divino, ultra ea moralia que sunt contenta in lege mosayca. Unde sanctus Thomas dicit quod observatio diei dominice succedit observationi diei sabbati non ex precepto legis divine, set ex precepto ecclesie.

Opinio auctoris<sup>2514</sup>.

Ego tamen hucusque semper teneo quod sicut fuit respectu forme baptismi, sic fuit respectu diei dominice, ita quod sicut baptizare in forma primitive ecclesie, scilicet in nomine Christi, non fuit ymo nec esse potuit ex potestate ecclesie, que non potest aliquid in materia et forma sacramentorum immittere, set fuit immediate ex ordinatione divina et ex inspiratione Spiritus sancti, licet non omnia scripta sint, ita conformiter dies dominica succedit diei sabbati ex precepto et lege divina immediate et non ex precepto ecclesie vel consuetudine christiana.

Summum juramentum quid est<sup>2515</sup>.

Quare dico sequendo ea que dixi parte 3a quod summa obligatio colendi festum est respectu diei dominice simpliciter sicut in alio simili dicit Scotus quod summum juramentum est simpliciter jurare per Deum, quamvis in quibusdam juramentis ecclesia aposuerit penas vel solemnitates aliquas.

N. Tertia propositio principalis 2i articuli principalis de decimis<sup>2516</sup>.

Tertia propositio erit de decimis, legatis et obblationibus. Pro qua nota quod in veteri lege erant quatuor decime,

---

2514Marge. Titre absent dans la table.

2515Marge. Titre dans la table: *Juramentum summum quid est.*

2516Marge. Titre absent dans la table.

de quibus super *Ezechialem* et *Extra*, eodem c. *Decimam*. Primas dabant homines levitis, de quibus *Numeri*<sup>2517</sup>; 2as quando ad templum ibant comedebant in Iherusalem, de quibus *Deutero*. 14; 3as pauperibus anno 3° recondebant, de quibus ibidem; 4as tenebantur dare levitis, sacerdoti, *Numeri*, 18.

Decima multiplex<sup>2518</sup>.

Preterea nota quod **decima**<sup>2519</sup> **alia** est<sup>2520</sup> **predialis**, scilicet de hiis que **proveniunt ex prediis**; **Alia personalis**, scilicet de hiis que **proveniunt ex negotiatione, artificio, scientia, militia, venatione et hujusmodi industriis personarum**; **Alie mixte sunt**, sicut que **proveniunt ex animalibus et eorum fetibus**, que **partim sunt prediales a prediis**<sup>2521</sup> unde vivunt et partim **personales propter custodiam et eorum curam**.

**De hoc habetur in c. *Apostolice* et in c. *Pastoralis*, *De decimis*, *De parro. c. finali*.**

Item nota propter multos canonistas qui graviter errant in hac materia, quod fere tota ista materia decimarum quoad conscientiam est determinanda secundum illud quod ponit Alexander in 3a parte *Summe*, quod **solutio**<sup>2522</sup> **decime uno modo est de jure nature et morali**, scilicet in quantum conscientia dictat quod **Deus honorandus est** in<sup>2523</sup> **propria substantia et quod aliquota pars substantie detur ad sustentationem ministrorum Dei, et hec fuit semper in precepto**.

**Unde *Gene. 47*, sacerdotibus Egipti cibaria ex horreis publicis ministrabantur.**

---

2517Un blanc derrière *Numeri*

2518Marge.

2519ANGELUS, *Decima*, § 0.

2520 *Est*: ajout.

2521 *A prediis*: ajout d'après ANGELUS

2522ANGELUS, *Decima*, § 2. ANGELUS se rapporte aussi à ALEXANDER.

2523ANGELUS: *de*

Alio modo dicitur iudiciale preceptum in quantum determinat certam, scilicet decimam, partem dandam ministris secundum rationem equitatis mutue distributionis, ut sit equalitas dati et accepti inter seminantem spiritualia et temporalia dantem secundum quod possibile est et hec fuit [...] <sup>2524</sup> de precepto simpliciter, *Exo. 23*, [...] <sup>2525</sup>. Ante legem vero fuit de consilio, ut patet *Gene. 28*, ubi Jacob vovit decimas, quod facere non potuisset si fuisset de precepto.

Tertio modo decime solutio est <sup>2526</sup>

[fol. 77r]

quid cerimoniale quantum ad aliquam significationem, sicut et omnia antique legis facta, secundum illud *1e. ad Cor.*: Omnia in figura contingebant illis <sup>2527</sup>.

Figura decimarum <sup>2528</sup>

Qui <sup>2529</sup> enim decimam dat, que est perfectionis signum eo quod denarius numerus est perfectus quasi primus limes numerorum ultra quem numeri non procedunt, set revertuntur ab uno novem partibus reservatis, protestatur, quasi in quodam signo ad se pertinere imperfectionem, perfectionem vero que erat futura per Christum esse expectandam a Deo. Unde cum iudicialia non obligent nisi prout precipiuntur ab eo qui potest, patet quod [...] <sup>2530</sup> 2° modo decime sunt de jure positivo, [...] <sup>2531</sup> 3° vero modo ut sunt cerimonialia hodie prohibentur. Et in hoc concordant Ricar in 4° dist. 17, et sanctus Thomas, 2a. 2e. q. 87. Et hoc tene, licet Inno dicat in rubrica de decimis et Hosti teneant <sup>2532</sup> quod simpliciter sunt de jure divino et morali et naturali, quod non est verum nisi ut dictum est, scilicet primo modo et in hoc decipiuntur multi canoniste.

---

2524ANGELUS: *in lege (in precepto)*

2525ANGELUS: *et Numeri, 18.*

2526Est: ajout d'après ANGELUS.

25271 *Cor*; 10, 11

2528Marge. Titre absent dans la table.

2529Qui...*expectandam a Deo*: inséré dans le texte d'ANGELUS:THOMAS, *Somme*, II-II, q. 87, a. 1, r, qui cite 1, *Cor*, 10, 11. Chez THOMAS, le verbe est: *reiterantur*.

2530ANGELUS: *isto*

2531ANGELUS: *prout (vero...)*

2532Teneant: ajout d'après ANGELUS

**Cum ergo solet queri an consuetudo excuset<sup>2533</sup> a solutione decimarum, conclude quod si minister ecclesie petit propter indigentiam et sustentationem non excusatur quis propter consuetudinem quin teneatur dare tam prediales quam personales quia nulla consuetudo valet contra jus naturale et morale, 8 dist., *Que contra*.**

**Similiter non potest consuetudo excusare quin homo teneatur ex aliquota parte sue substantie honorare Deum. Excusare autem potest consuetudo et excusat in aliis casibus, si sit prescripta. Unde quod detur decima sacerdot non indigenti<sup>2534</sup> ex institutione et precepto ecclesie solum est tempore gratie. Et hoc videtur innuere Hosti in c. *A nobis, De decimis*, cum dicit quod consuetudo excusat a decimis etiam predialibus non solvendis cum non petuntur. [...] <sup>2535</sup> Facit c. *Non est*, eo tit. Quod esse<sup>2536</sup> non posset nisi esset preceptum divinum. Nec obstat 13, q.1, § *Hiis ita* et 16 q. 1. *Revertimini* [...] <sup>2537</sup> et c. *Tua nobis* et c. *Cum non sit in homine* et c. *In Aliquibus*, in quibus dicitur quod a Deo sunt institute vel a divina lege precipiuntur quia accipitur lex divina pro lege mosaica<sup>2538</sup> ut patet 13, q.1, § *Hiis ita*, que quidem filios gratie non ligat nisi quoad moralia ut patet dist. 5. § 1 et 6 dist., § *His ita*, et *De purificatione post partum* in c. unico vel nisi ut dixi judicialia precipiantur ab ecclesia, ut facit in decimis, *De decimis*, [...] <sup>2539</sup> c 1 et de injuriis, c. 1, 23<sup>2540</sup>, q. 4 et 6. Et tunc licet sit preceptum legis divine date Moysi non tamen obligat ut tale set ut preceptum ecclesie. Et ideo male reprehendunt aliqui canoniste theologos, qui dicunt decimas non esse de jure divino, quia non negant quod non<sup>2541</sup> fuerunt precepte a Deo in lege veteri, set quia nunc non obligant ut lex divina in quantum sunt judicialia precepta [...] <sup>2542</sup>,**

---

2533Ajout: excuset

2534*non indigenti*:ajout, (selon ANGELUS), qui me semble nécessaire au raisonnement.

2535ANGELUS: *Pro qua*

2536Après esse: suppression de: non esse. ANGELUS: *Quod esse non potest si esset preceptum morale. Nec obstat...*

2537ANGELUS: plusieurs références.

2538*Mosaica* correction de *monastica*

2539*in multis capitulis*, suivi chez ANGELUS de: *de injuriis*, c. 1, 23, q. 4

2540correction d'après ANGELUS..

2541ANGELUS: *quin*

2542ANGELUS: *set solum ut precepta ecclesie*



in quantum autem sunt a jure naturali et morali bene sunt a jure divino debite etiam hodie[...]<sup>2543</sup>. Sanctius tamen esset eas integre solvere. Et pro hoc facit c. *A nobis, De decimis*, ubi dicitur quod quilibet tenetur solvere decimas nisi a prestatione earum sit exemptus specialiter, quod quidem esse non posset si essent simpliciter de jure divino, argumentum 4, dist. *Erit*, facit. Facit etiam quod dicit Archidiaconus 16, q. 1. Et sequitur Panor in c. *In aliquibus, De*<sup>2544</sup> *decimis*. Set quia dixi in precedenti resolutione si petuntur decime, ideo nota propositiones sequentes Florentini in *Summa* sua quas hic solum recitative pono.

O. Nota de decimis quoad ordinationem.<sup>2545</sup>

Prima propositio est hec:

Papa de plenitudine potestatis potest ubique terrarum ordinare ut decime solvantur etiam quoad quotam decimarum partem majorem vel minorem secundum quod viderit catholice fidei expedire et saluti fidelium. Ista propositio non videtur vera nisi qualificetur per ea que dixi parte 3a. et per ea que dixi in Memento, scilicet quando sacerdos aliter non posset vivere et intellige vivere juste

[fol. 77v]

et non luxuriari.

2a. Propositio.

Quilibet curatus habens beneficium tenue ex cujus redditibus non potest congrue vivere potest juste petere a suis parrochianis ut vel in decimis vel in oblationibus et hujusmodi sibi provideatur ut inde congrue vivere possit, et si non provideretur ille non auctoritate sua set auctoritate episcopi eos cogere potest. Hoc autem habet veritatem, si vivere velit honeste, non luxuriari, capiendo luxum pro omni superfluo ut dixi in propositione precedenti.

---

2543ANGELUS renouvelle les conclusions sur le prêtre indigent ou non indigent et la coutume, avant de reprendre: *Sanctius...*

2544De: ajout d'après ANGELUS

2545Marge. Titre absent dans la table.

Tertia propositio.

Quilibet curatus habens beneficium unde vivere congrue possit, non potest sine scandalo, ymo licet non sit scandalum non potest forte sine peccato mortali de novo petere quotam decimarum majorem quam sit consuetum solvere vel in decimis aliquid innovare. Hec Florentinus in sua *Summa*, in materia de decimis.

Dubium de decimis novalium<sup>2546</sup>.

Set occurit dubium de novalibus, Utrum scilicet privilegium de et super decimis non solvendis extendatur ad novalia? Respondeo: aut privilegium concessum de et super decimis non solvendis est odiosum ut quia conceditur layco privilegium<sup>2547</sup> ne de terris suis solvat primitias et decimas et postea facit novalia vel quod habeat et percipiat decimas alicujus parrochie et ibi fuerint novalia, et tunc dicitur quod ad talia novalia non extenditur, ut c. *Tua, Extra*, eo; Aut privilegium est favorabile, ut quia conceditur alicui loco religioso et tunc extenditur ad novalia, sive privilegium sit de decimis non solvendis, ut *Extra, de privilegiis, Quia circa*<sup>2548</sup>, sive de decimis percipiendis ut in c. *Ex parte*, eo titulo. Et vide quod notant Ber et Hosti in c. *Cum contingat*, super verbo *novalium* et Bartolus Brixienis in quaestione<sup>2549</sup> dominicali que incipit *Quidam clerici decimas*. Hec ex Henrico Boic super c. *Ex parte*, eo tit.

Et nota quod si consuevit una ecclesia percipere decimam de blado et altera de vino et illa terra que prius erat predialis effecta est vinatoria vel e converso secundum Hosti illa ecclesia que prius percipiebat de blado debet nunc percipere de vino qualiter mutetur qualitas terre, non tamen substantia. Et hoc est satis expressum *Extra*, eodem c. *Conquestum, § et sicut est de pascuis*.

---

2546Marge . Titre dans la table: *Decime novalium*.

2547*Privilegium*: ajout

2548*Circa*: correction de: *ecclesia*.

2549*Quaestione*: ajout (blanc).

P. De oblationibus.<sup>2550</sup>

De oblationibus sit sequens propositio.

Solum in uno casu, scilicet quando sacerdos est ita pauper quod de ecclesie redditibus non potest vivere, tenetur parrochianus oblationes facere. Hec propositio est sancti Thome, 2a. 2e., q. 86<sup>2551</sup>, Iho An, de glosa, in c. *Omnis christianus, De consecratione*, dist.1, et Archidi ibidem, et Parnor in c. *Causa, De*<sup>2552</sup> *verborum significatione*. Et jura que videntur contraria loquuntur de consilio, non de precepto. Nec cures de opinione Hosti et Inno qui sunt contrarii in hoc.

Et nota quod ubi egeret sacerdos, non potest subtrahere divina officia parrochianis suis nolentibus offerre, set debet superioris officium, scilicet episcopi, implorare.

Item nota quod si sacerdos esset pauper, et parrochiani similiter pauperes sicut ipse, sic non tenentur dicti parrochiani et sic limita dictam propositionem, **set**<sup>2553</sup> possunt dicere secundum Raymundum **illud 91**<sup>2554</sup> **dist...: Clericus, inquit, victum et vestitum suo artificio et**<sup>2555</sup> **agricultura sine officii sui detrimento preparat.**

2a. Propositio.

Omnes oblationes et obventiones que fiunt infra parrochiam cedunt<sup>2556</sup> ecclesie parrochoali. Hec propositio est Parnor super rubricam de parrochis et in c. *Pastoralis*<sup>2557</sup>, *De hiis que fiunt*<sup>2558</sup> ubi unde ibi dicit Panor quod ecclesia parrochialis

[fol. 78r]

fundat suum de juribus<sup>2559</sup> que sunt super obventionibus et oblationibus spiritualibus contingentibus infra parrochiam suam.

---

2550Marge. Titre dans la table: *Oblationes quando debentur.*

2551q.86: correction de 89

2552Cede: pas évident. +abl=cède sur...

2553ANGELUS, *Oblatio*, § 1: *Sed dicam (illud...)*

255491:correction d'après ANGELUS, (*Oblatio*, § 1), de 81.

2555Décret, D 81, c. 3: *Clericus victum et vestimentum sibi artificio vel agricultura absque officii sui dumtaxat detrimento, prepararet...*

2556Cedunt écrit deux fois

2557Pastoralis:correction de *pastorali*.

2558Suivi d'un blanc

2559Juribus correction de *jure*

Ex hac propositione infero tria.

Primo, quod si est capella vel altare in parrochia, oblationes ibi facte non cedunt capelle, set ecclesie parrochiali; 2° idem est secundum do An de oblationibus que fiunt alicui ymagini depicte in aliquo muro infra limites alicujus parrochie. 3° sequitur quod si celebranti infra ecclesiam alicujus fiunt oblationes, cedunt tamen rectori ecclesie et non celebranti. Set pone quod sit consuetudo in aliqua ecclesia quod prepositus habeat oblationes que fiunt in dominica et sacrista illas que fiunt in festo sancti Laurentii: venit festum in die dominica, quis habebit? Respondet Bar in L.[ ]<sup>2560</sup>.

Q. De legatis<sup>2561</sup>

De legatis sit hec propositio:

Omnis heres vel excequtor peccat mortaliter defraudando intentionem deffuncti et non implendo ordinationem suam cum possit. Hec propositio a nullo catholico negatur, ideo non eget probatione. Pro ea tamen facit c. *Qui oblationes*, primo, cum duobus sequentibus c. et c. *Que oblationes* 2°, et 13, q. 2, c. finali, ubi tales dicuntur fures et sacrilegi et sunt excommunicandi, dicuntur etiam necatores egentium et proditores et infideles. Et quod dixi de fraudatione similiter intellige de mora et de retardatione, scilicet quod gravissime peccant; de qua retardatione excequtionis vide in denario excequtorum.

R. **Quartum preceptum decalogi: Honora Patrem tuum et matrem tuam.** *Exo.* 20<sup>2562</sup>.

De hoc 4° precepto confessor in primis advertat quod fere magna pars hujus precepti tractatur in aliis locis hujus operis. Ideo pro nunc de hoc precepto sicut de aliis erunt duo articuli. In primo ponetur ternarius in quo continentur transgressionis, in 2° ponentur responsales propositiones.

---

2560Espace blanc,( deux tiers de la ligne).

2561Marge. Titre dans la table: *Legata quando debentur et a quibus.*

2562Marge.

Primus articulus ubi ponuntur interrogationes<sup>2563</sup>.

Quantum ad primum sciendum quod quis potest tripliciter peccare contra 4um preceptum, scilicet parentes non diligendo, parentibus non subveniendo, parentum jussa non implendo. Et conformiter ad istud ternarium debent fieri interrogationes: si non dilexit parentes suos? vel dure loquutus est eis? vel non succurrit eis opere? etc.

Secundus articulus ubi ponuntur transgressionibus<sup>2564</sup>, consilia et responsiones<sup>2565</sup>.

Quantum ad 2um articulum notandum quod filii debent parentibus cor, linguam et manum: Cor per veram dilectionem, Linguam per dulcem alloquutionem, Manum per bonorum subventionem. Set ut sciatur generaliter quoad alia ubi est mortale, pono sequentem propositionem, que est Alexandri in 4a parte *Summe, tractatu de quatuor preceptis*<sup>2566</sup>:

Filii quid debent parentibus sub pena peccati mortalis<sup>2567</sup>.

Filius sub pena peccati mortalis tenetur in tribus:

primum dicitur dilectionis,

2um. subventionis,

3um obedientie sive executionis.

Pro declaratione hujus propositionis dicunt doctores quod filii tenentur diligere parentes, Et **ratio<sup>2568</sup> est quia cum filius sit obligatus amore<sup>2569</sup> patris vel et matris ex cujus operatione generatus est tenetur eis rependere quod non potest nisi amando, quia sic consolatur eos cum [...] <sup>2570</sup>perpendunt. Et hoc est quod dicit Ihero-us in libro *De honore parentum: Redde amoris vicem<sup>2571</sup>. Et Christus, Iho. 14<sup>2572</sup>: Ut cognoscat mundus quia diligo Patrem<sup>2573</sup> et sicut mandatum dedit mihi [Pater] sic facio quasi dicens<sup>2574</sup>: Exemplum capiatis quia diligo patrem . Et non sufficit quod consistat in corde set oportet quod ostendatur in signo. Nec debet amor esse quo obligamur omnes diligere, set specialis et precipuus.***

---

2563Marge. Titre dans la table:

2564La marge ne prend pas en compte le texte qui la précède.

2565Marge. Titre dans la table:

2566Alex de ales, in iii parte Summe in tractatu de iiii precepto: correction de 4a parte...de quatuor preceptis, d'après ANGELUS, *Filius*, § 30

2567Marge.

2568ANGELUS, *Filius*, § 30

2569ANGELUS: anime

2570ANGELUS: hoc

2571Blanc,(demi ligne).

257214 et non 13

2573ANGELUS: etc, q., d., exemplum capiando quod diligo patrem.

2574Quasi dicens pour: q d.

**Et propterea non excludo a mortali filios qui nunquam signa amoris ostendunt parentibus, ymo semper loquuntur sibi dure et videntur eos habere exosos.**

2um<sup>2575</sup> **est quod debent eis in necessariis subvenire sive sint infirmi vel alia necessitate detenti. Unde mortaliter peccant qui cum possint eorum necessitatibus subvenire et non subveniunt nisi<sup>2576</sup> esset quid modicum.**

Tertium in quo tenentur est **obedire in hiis que pertinent ad dispositionem rei familiaris**

[fol. 78v]

**et multo magis in hiis que pertinent ad salutem, ut sunt ea que pertinent ad bonos mores. In illis autem scienter contempnens obedire peccat mortaliter, secus si ex inadvertentia vel raro sine contemptu, quia videtur veniale. Ad alia autem obedire solum est de consilio.**

S. Duplex obedientia filiorum parentibus<sup>2577</sup>

Set adverte quod obedientia quam debent filii parentibus est duplex: Una in vita, de qua dictum est; Alia post vitam sive post mortem, scilicet legata parentium vel ultimas voluntates implendo, de qua dicam infra.

Et nonnumquam occurrunt<sup>2578</sup> aliquae difficultates de istis filiis et parentibus, ideo ultra predicta ponam aliquas breves propositiones.

Prima: **Tenetur<sup>2579</sup> filius plus subvenire patri infideli, ceteris paribus, quam extraneo fideli.** Hec propositio est Thome, 2a., 2e., q. .26 et Rica in 3° et **glosa, 30 dist., c.1. et 42 dist., c. Quiescamus et 86 dist., c. Non satis.**

2a propositio: Filius<sup>2580</sup> qui habet patrem et filium famem patientes et non habet nisi unum panem tenetur illum dare patri et non filio suo.

---

2575Ordre inversé par rapport à ANGELUS.

2576ANGELUS: ...*nisi forte esset quid minimum.*

2577Marge. Titres dans la table: *Filiorum obedientia et Obedire dupliciter.*

2578Occurrunt: en double.

2579ANGELUS, *Filius*, § 13: à peu près les mêmes mots et dans un autre ordre. Chez ANGELUS: erreur sur la distinction (D. 13) du canon *Quiescamus*.

2580 Thème traité en ANGELUS, *Filius*, § 14

Hec propositio est Alex, Bo-re et Ci in L. 2a. c. *De patribus qui filios distraxerunt*. Idem determinet Barto in L. prima, ff. *De justitia et jure*. Ad hoc facit jus divinum: Honora patrem et matrem, etc.

3a propositio: Pater carnalis plus est diligendus quam spiritualis, licet non tantum reverendus. Hec propositio est Ricar in 3°. Et de hac vide 2, q. 27, c. *Qualis*.

Quarta propositio: Plus tenetur filius ceteris paribus diligere patrem quam matrem Et licet mater<sup>2581</sup> majorem dolorem sustineat, tamen ille dolor non est voluntarius. Hec propositio est Ricar ubi prius.

Quinta propositio que mihi videtur verior, quam multi doctores tenent licet quidam dicant opositum: Quilibet christianus plus tenetur diligere virginem Mariam quam se aut patrem vel matrem, quia omnia bona ex ipsa nobis proveniunt: idem dico conformiter de Christo.

Sexta propositio: Filius qui tantum habet unum panem quem debet alicui extraneo, et ante se habet patrem<sup>2582</sup> morientem fame et extraneum in simili necessitate cui debet illum, debet potius dare extraneo quam patri. Hec propositio est Durandi in 3°

Septima propositio: Parentes majori affectu sunt amandi quam propria uxor et potius est illis subveniendum et major reverentia exhibenda, set quoad thorum adherebit uxori. Hec propositio est Ricar ubi prius, licet quoad unam partem, scilicet majori affectu, sit<sup>2583</sup> Thomas contrarius. Et nota pro ampliori intellectu huius materie quod ordo diligendorum secundum magistrum, dist. 29 tercii, et elicitur ex Augus-o *De doctrina christiana* et Ambro, et ideo constitit in decem gradibus.

---

2581 *Mater*: correction de *matrem*.

2582 Suppression de *extraneum* derrière *patrem*.

2583 Souligné dans le manuscrit.

T. Ordo diligendorum<sup>2584</sup>

Primo debet diligi

Deus,

2° seipsum<sup>2585</sup>,

3° parentes,

4° filii et filie,

5° fratres et sorores,

6° plus propinqui,

7° domesticii,

8° extranei,

9° inimici,

10° corpus proprium et corpus proximi.

Primo debet diligi Deus, *De peni.*, dist. 2; item, **Hec est caritas**. Et nota quod alie conjunctiones ad istos, videlicet uxoris ad maritum ad adjectionem patrem spiritualem ad illam patris carnalis, subditi ad prelatum, similiter discipuli ad magistrum, servi ad dominum, reducuntur ad illam domesticorum.

Si tamen profunde quis velit intelligere predicta, precipue quintam propositionem notet dicta Olkot et solutionem primo, quam ponit Petrus de Alliaco in suo primo, dist. 1, Et post eum Stephanus Brullefer, eadem dist., scilicet quod aliquis plus diligere potest unam rem quam aliam tripliciter<sup>2586</sup>, scilicet magis diligere, id est majori affectu ( [...] potest plus unam rem quam aliam tripliciter)<sup>2587</sup>

[fol. 79r]

dilectionis, et iste actus<sup>2588</sup> potest dici major vel quia gradualiter intensior vel essentialiter perfectior; 3° apreciative, quia scilicet ubi esset cessandum ab amore alterius citius eligeret conservare et permanere in amore istius quam alterius, et isto modo solum tenentur ex precepto Deum magis diligere super omnia. Unde in lectura sua super Scotum dicebat Brullefer: Non<sup>2589</sup> pecco, in centum gradibus plus diligo virginem Mariam vel aliquam aliam creaturam quam Deum, dummodo semper plus diligam Deum apreciative, et iste amor Dei est perfectior licet tenuis et parvus, quia est fructio, cum diligatur Deus propter se,

---

2584Marge.

2585*Seipse*: correction de *seipsum*.

2586Mot peu lisible, raturé.

2587Entre parenthèses l'ajout en bas de page, sans présence de liseré. Je n'ai pas compris le premier mot et je doute de: *potest*. L'utilité de l'ajout est peut-être de rendre lisible *tripliciter*.

2588*Actus* correction de *actu*

2589*Non* est affecté d'une majuscule. C'est sans doute le départ de la citation.



et alius licet sit intensior etiam in centum gradibus est imperfectior non solum quia imperfectioris objecti, set etiam quia est usus, quia illa non amatur res propter se, set propter aliud. Et hoc est satis possibile, quia aliquando plus demonstratur creatura quam Deus. Set quia hec parum serviunt confessoribus, pertranseo. Vide de hoc quid dicit Scotus in 3, dist. 27<sup>2590</sup>.

V. Responsio Si filius debet magis obedire patri carnali quam prelato<sup>2591</sup>.

Set hic est questio: Utrum religiosus magis teneatur obedire patri carnali necessitatem patienti quam prelato suo contrarium imperanti? Respondeo: tres sunt de hac questione diversae opiniones.

Prima est Ricar et Henrici, *Quolibet* 6, q. 18, qui tenent pro patre carnali; 2a est Alexandri in 3a parte *Summe*, que est in alio extremo et tenet pro prelato; 3a est media, que est sancti Thome in *Quolibet* <sup>2592</sup> et Nicho de Li, *Math.* 5. Et hec videtur mihi tenenda quam puto etiam tenere Alexan si bene masticatur.

Et stat hec opinio in duabus propositionibus.

Prima, in predicto casu filius plus tenetur obedire patri carnali quam prelato, si ipse pater erat in tali necessitate antequam filius efficeretur ut esset religiosus vel esset professus.

2a propositio: Ubi pater carnalis incurrit talem necessitatem post filii professionem, tunc tenetur plus prelato quam patri carnali.

Debet tamen quantum potest, salva ordinis obedientia, satagere ut per se vel alium parentibus suis in tali necessitate positus subveniatur, debet etiam, ut dicit Alex, facere sive exhibere patri carnali orationes, consilia, honores et hujusmodi et generaliter que potest ut dictum est sine detrimento religionis sive ordinis et forte petere licentiam a prelato ut vadat ad patri subveniendum.

---

259027: ajout. (absence de chiffre).

2591Marge. Titre dans la marge: *Obedire cui tenetur patri aut prelato*.

2592Suivi d'un blanc.

Harum duarum propositionum probationes, si quis desiderat ad longum videre, videat fratrem Angelum super verbo *Religiosus*, §11<sup>2593</sup>.

X. Quando subditus tenetur obedire prelato<sup>2594</sup>.

Quia tamen multa alia de obedientia prelati solent dici, pono unum generale ad sciendum quando subditus debeat obedire prelato et accipio ex c. *Inquisitioni, Extra, De sententia excommunicationis*. Itaque: Quando prelatus precipit aliquid subdito quod conscientia dicti subditi dictat esse peccatum mortale et tunc subditus clare et pro certo scit quod est contra legem Dei, sic non obediat, aliter peccaret mortaliter, ymo potius debet sustinere carcerem, excommunicationem et alia mala; Aut non scit<sup>2595</sup> pro certo, set ex levi et temeraria credulitate, tunc ad consilium sui prelati deponat talem conscientiam formidolosam; Aut habet credulitatem probabilem et discretam quamvis non manifestam et evidentem, tunc propter obedientiam faciat quod sibi precipitur, quia tunc in tali dubio et propter bonum obedientie excusatur, set caveat ne illud ex proprietate<sup>2596</sup> faciat quia peccaret mortaliter, quia qui amat periculum peribit in illo. Hanc propositionem sequuntur Summiste. Vide *Rosellam*.

Y. **De quinto precepto** vide in peccato ire et invidie. Non occides, *Exo.* 20<sup>2597</sup>.

**De sexto precepto** vide in peccato luxurie. Non mecaberis, *Exo.* 20.

**De septimo precepto** vide in peccato avaritie. Non furtum facies, *Exo.* 20.

---

259311 correction de 13.

2594Marge. Titre dans la marge: *Obedire utrum subditus teneatur prelato*.

2595*Non scit*: en double.

2596*Propria voluntate*: correction de: *proprie-te, proprietas* ne renvoyant qu'à des choses possédées

2597Marges. Titres dans la table: *Preceptum 5m, 6m, 7m, 8m*.

**Octavum preceptum decalogi: Non loqueris contra proximum tuum falsum testimonium. Exo. 20.**

Hoc octavum preceptum secundum Alexan de Hales in 3a parte sue *Summe* prohibet omne mendacium quod fit in iudicio. Ideo in hoc precepto, solent etiam doctores de utroque

[fol. 79v]

tractare scilicet de mendacio in communi et de mendacio quod fit in iudicio, scilicet inter litigantes. Et pro solutione utriusque duo erunt articuli in hoc precepto sicut fuit in aliis. Primus ponet ternarium in quo continentur transgressionis hujus precepti et ex quo poterunt facillime formari interrogationes et examinationes; In secundo ponentur propositiones secundum quas poterunt dari responsiones.

Primus articulus in quo ponentur transgressionis et interrogationes.<sup>2598</sup>

Quantum ad primum dico quod quis transgreditur hoc preceptum tripliciter, scilicet  
Judicium pervertendo,  
Mendacium asserendo,  
Veritatem proferendo.

Et conformiter poterunt sic formari interrogationes: Si mentitus est? Vel fuit mendax<sup>2599</sup> ad se defendendum? Si dixit testimonium contra conscientiam vel veritatem?

Ad hoc tamen ut iste ternarius clare intelligatur, duo sunt hic ponenda, unum de iudicio, aliud de mendacio. De primo notandum quod in iudiciis communiter sunt sive concurrunt quinque genera personarum scilicet

Judex ad sentiendum,  
Actor ad accusandum vel petendum,  
Reus ad respondendum, testes ad producendum,  
Advocatus seu procurator ad patrocinandum.

Et potest quilibet istorum quinque committere contra justitiam et peccare mortaliter, ut infra dicetur ad plenum satis. De notariis autem, accessoribus sive consiliatoribus et aparitoribus, qui vulgo dicuntur clientes,

---

<sup>2598</sup>Marge. Titre absent dans la table.

<sup>2599</sup>Mendax: ajout.

habes supra in Bursa Marie in denario advocatorum, quia fere tota ista materia est colligata et concathenata restitutioni.

Expositio octavi precepti<sup>2600</sup>.

Patet igitur quod cum dicitur in precepto: Non falsum testimonium dices, intellegitur non solum non falsam scilicet sententiam proferes, verum etiam nec in iudicium vocabis sive citabis aliquem et sic de aliis, quod est bene notandum, Ideo in primo membro ternarii dixi: iudicium pervertendo et hoc sive sint testes sive iudices sive advocati et sic de aliis.

Mendacium quid est<sup>2601</sup>

De 2° ponetur una diffinitio et una divisio.

Diffinitio est ista quod mendacium est **falsa vocis significatio cum intentione fallendi**<sup>2602</sup> et falsum dicendi. Ad mendacium enim secundum completam rationem ejus duo concurrunt, unum formale, scilicet intentio falsum dicendi. Unde **mentiri** secundum suum nomen **est contra mentem ire**, quod fit cum aliquis asserit quod credit non esse vel negat esse quod credit esse. Set quia voces sunt signa intellectuum et ad hoc sunt institute ut expriment conceptus rerum, ideo falsa vocis significatio concurrens cum intentione falsum dicendi materialiter ad rationem mendacii facit. **Dicens**<sup>2603</sup> **ergo verum quod credit falsum mentitur** formaliter; Dicens autem falsum quod credit verum mendacium dicit materialiter, Et hoc habet minimum de ratione mendacii propter defectum formalis rationis. Dicens autem falsum quod credit esse falsum, mentitur et materialiter et formaliter, de quo proprie verificatur predicta descriptio, scilicet quod est falsa vocis prolatio cum intentione etc.

Quantum ad divisionem sciendum quod mendacium potest dupliciter dividi: Uno modo secundum propriam rationem ipsius et sic cum mendacium opponatur veritati mendacium dividitur in duo sicut cetera vicia que opponuntur virtutibus, **scilicet**<sup>2604</sup> **in mendacium quod transcendit veritatem in majus** circa determinatam materiam **quod pertinet ad jactantiam,**

---

2600Marge. Titre absent dans la table.

2601Marge. Titre dans la table: *Mendacium quid est et quotuplex*.

2602En caractères gras: mots que l'on trouve chez ANGELUS, *Mendacium*, § 0, ainsi que l'étymologie: *est contra mentem ire*.

2603En caractères gras: AUGUSTINUS, *De mendacio*, 3, cité en THOMAS, II-II, q. 110, a. 1

2604En caractères gras: THOMAS, II-II, q. 110, a.2

Et mendacium quod defficit a veritate in minus, quod pertinet ad yroniam, ut patet ex 4° *Ethi.* .

Mendacium multiplex.<sup>2605</sup>

Alio modo potest dividi mendacium in quantum habet rationem culpe gravioris, et sic dividitur in mendacium perniciosum et officiosum et hoc modo dividitur ex parte finis intenti: Si enim per mendacium intendatur alterius nocumentum sic est perniciosum; Si autem intendatur ad bonum, aut illud est bonum delectabile et tunc est mendacium jocosum quod fit causa placendi, aut illud est bonum utile et sic est mendacium officiosum per quod intenditur remotio nocumenti alterius. Et hec divisio habetur in glosa super illud psalmi: Perdes omnes qui loquuntur mendacium, et sub ista divisione continetur divisio octo membrorum

[fol. 80r]

beati Augustini que ponitur dist. 38<sup>2606</sup> tercii.

Secundus articulus in quo ponuntur propositiones ex quo possunt dari consilia et responsiones<sup>2607</sup>.

Quantum ad 2um articulum principalem ubi sunt ponende quinque propositiones de quinque personis predictis possent quinque propositiones poni in quibus tangeretur culpa, set quia ut dixi culpa judiciariorum est annexe restitutioni, vide plene supra in denario advocatorum. Sit ergo pro nunc prima propositio talis.

Prima propositio principalis<sup>2608</sup>.

Omnes predicte persone concurrentes in iudicio possunt tripliciter innodari peccato mortali dicendo mendacium: possunt enim per certam scientiam, per ignorantiam crassam et per negligentiam.

Vide hec ubi prius.

Secunda propositio principalis<sup>2609</sup>.

Secunda propositio: Mendacium est mortale secluso quocumque juramento secundum docto[res] in 3°, dist. 38, tripliciter.

---

2605Marge. Titre dans la table: *Mendacium quid est et quotuplex.*

2606D 38:correction de d 29, la question du mensonge se trouvant dans les sommes à cette distinction.

2607Marge. Titre absent dans la table.

2608Marge. Titre absent dans la table.

2609Marge. Titre absent dans la table.

## Z. Mendacium quando est mortale<sup>2610</sup> .

Primo ratione dilectionis sive Dei sive proximi, puta corrumpendo sacram scripturam vel dicendo aliquid unde sequatur notabile dampnum proximi. 2° est mortale ratione iudicationis quia scilicet fit in iudicio secundum Durandum. Unde reus requisitus secundum ordinem juris a iudice sive in causa criminali sive civili ut dicat veritatem, si tacet vel falsum dicit, peccat mortaliter secundum Thomam 2a 2e, q. 69, et Pe de Palu in 4°. Et dixi requisitus secundum ordinem juris, quia si iudex peteret ubi non esset reus requisitus infamatus vel ubi iudex non haberet semiprobariones, ymo casus esset occultus, tunc non tenetur dicere veritatem, non tamen debet mentiri, set potest per apellationem vel alio modo iudicium ejus subterfugere. Vide Okam, *lectura 7* prime partis, c. 4.

Additur tamen ab aliquibus tertius casus, scilicet ratione intentionis quando scilicet ita est affectatus ad mentiendum quod non cessaret mentiri licet esset in detrimentum proximi, set istud est generale, quia in omni materia ubi est talis intentio, semper est peccatum licet materia de se sit bona.

Alii addunt 3um casum ratione sacramenti, set hic est dubium. Pro quo quero: utrum omne mendacium dictum in confessione sit peccatum mortale?

Quero si omne mendacium in confessione esset peccatum mortale<sup>2611</sup> .

Respondeo quod non, set solum illud quod est perniciosum, puta quod est contra famam suam vel alterius aut contra illud quod necesse habet confiteri. Unde si taceret vel negaret aliquid mortale quod fecit et de quo non est legitime confessus peccaret mortaliter nisi forte timeret probabiliter de revelatione confessionis vel quod sollicitaret eam ad malum, talis confitens si alium non habet cui confiteatur potest aliquid tacere vel dicere<sup>2612</sup> cum verbis palliatis taliter quod mendacium non dicat

---

2610Marge.

2611Marge. Titre absent dans la table.

2612Dicere: correction pour *negare*.

et etiamsi diceret propter hoc non esset mortale, set veniale, 22, q. 2, c.1, cum ibi notatis. Idem dicendum de eo qui habet aliqua peccata a quibus scit quod confessor solitus non potest eum absolvere. Set revera de hoc multum dubito nec puto esse securum quamvis Angelus dicat verbo *Confessio* § 16<sup>2613</sup> nisi forte limitando dictum Angeli secundum dicta prius quomodo omnia peccata debent dici uni simpliciter sacerdoti vel superiori.

Alii addunt ratione scandali; set hoc est generale, quia ubi est scandalum ibi est peccatum mortale secundum illa que dicam infra de scandalo. Oppinio autem que ponit mendacium esse mortale ratione status vel perfectionis, quando scilicet vir perfectus mentitur, communiter non tenetur, ideo illam pertranseo, quia religiosus non est plus obligatus quam secularis, ergo etc. Posset tamen citius esse scandalum in religioso, ideo ratione scandali esset peccatum, set est commune ut dixi. Tertius itaque modus sit ratione promissionis.

A. Nota hic septem sigilla scienti<sup>2614</sup>.

Pro isto modo notandum quod dicit Ricardus in 4° dist. 38, art. 3°, questione 3, de nuda promissione: Quia dicendo veritatem quis potest peccare mortaliter sicut dicendo falsitatem; ideo hic nunc hoc est declarandum.

Pro cujus intellectu sciendum secundum doctores in 4°, dist. 21, et precipue Petrum de Pallude, licet non omnia ponat, set sunt septem sigilla, que possunt dici septem sere ora hominum claudencia et ad tacendum artantia nisi de re aliunde sciatur, ut sint<sup>2615</sup> omnes homines sicut *liber Apocalipsis* septem sigillis signati<sup>2616</sup>

[fol. 80v]

3a propositio principalis<sup>2617</sup>.

Et de hujus modi sit 3a propositio in ordine talis: Quicumque hec sigilla frangit peccat mortaliter nisi excusetur una de excusationibus sive aperiatur una de septem clavibus.

---

2613 *Verbo Confessio (sacramentalis)*, § 16: ajout, (blanc).

2614 Marge. Titre dans la table: *Sigillum scienti*.

2615 *Sint* correction de *sit*

2616 *Signati* correction de: *signatum*

2617 Titre absent dans la table.

Et ideo hic pro declaratione propositionis erunt duo articuli. Primo declarabo ista septem sigilla sive seras, 2° septem excusationes sive claves

Primus atriculus ejus<sup>2618</sup> principalis de sigillis<sup>2619</sup>.

Quantum ad primum notandum quod primum sigillum est fortissimum et maximum inter omnia, Et vocatur sigillum confessionis quo clauditur os confessoris ne dicat peccatum in confessione detectum.

B. De sigillo confessionis<sup>2620</sup>.

Et dicunt doctores quod fortiori vinculo ligatur confessor ad celandum quam peccator sive confitens vel penitens ad confitendum. Unde secundum Sco ipse confessor habens aliquod mortale quod non potest confiteri nisi manifestet peccatum sibi in confessione dictum, pro tunc stante illo casu non tenetur nec debet confiteri de tali peccato.

Utrum sacerdos qui audit duos in confessione et unus illorum dicit se peccasse cum alio, set alius confitendo hoc non dicit, possit eum de hoc interrogare? Respondeo quod sic in genere, set non potest dicere quod alius sibi revelavit, nisi ille extra confessionem sibi dixisset.

Pena revelatoris confessionum<sup>2621</sup>.

Et hoc sigillum est tantum quod **revelans<sup>2622</sup> confessionem ultra mortale debet detrudi in arto monasterio et deponi, ut in c. *Omnis, De penitentiis. et remissionibus.***

Set numquid **laycus revelans confessionem sibi factam est detrudendus in arto monasterio?** Respondet Panor in dicto c. *Omnis*, quod sic. Adverte tamen hic quid **cadit<sup>2623</sup> sub sigillo confessionis. Pro quo nota quod sigillum confessionis directe se extendit ad omnia que cadunt sub sacramentali confessione, ut sunt peccata, indirecte vero cadunt omnia illa per que deprehendi potest peccatum vel peccator. Unde, secundum Ricar, ubi prius, Quicquid per se vel per accidens, directe vel indirecte posset verecundiam vel confessionem vel malam suspicionem vel aliud nocumentum generare penitenti ex peccato confesso cadit sub isto sigillo;**

---

2618Déchiffrage non sûr.

2619Marge. Titre absent dans la table.

2620Marge. Titre dans la table: *Confessionis sigillum*.

2621Marge. Titre dans la table: *Pena revelantis confessionem*. J'ai placé le titre devant: *Et hoc*, quoique l'initiale à pied de mouche soit celle de *Set (numquid...)*

2622ANGELUS, *Confessio, ultimo*, §19

2623ANGELUS, *Confessio, ultimo*, §14



**unde locus et tempus et similia ex quibus potest deveniri ad notitiam peccati confessi non simpliciter set sub relatione ad personam cujus<sup>2624</sup> est peccatum cadit sub isto sigillo, et durat etiam post mortem penitentis seu confitentis secundum Sco in 4°, dist. 21. Unde est preceptum negativum quod obligat ad semper.** Unde persona cum qua quis peccat cadit sub sigillo confessionis secundum Richar<sup>2625</sup> ubi supra, sive penitens peccatum suum confiteri potuerit sive expressione illius sive non.

C. 2ndum sigillum auditoris.<sup>2626</sup>

Secundum sigillum est sigillum auditoris, et iste auditor potest esse triplex.

3ex auditor<sup>2627</sup>.

**Primus qui<sup>2628</sup> audit a casu vel a proposito confessionem quam quis facit, de quo Richar ubi supra, quod tenetur celare de jure nature et divino et ideo nullo modo poterit sine peccato mortali revelare sine consensu expresso penitentis, et addit Sco, ubi supra, quod qui dolose et insidiosae audivit que quis confitetur peccat mortaliter.**

2us auditor est interpres de quo datur talis regula: quod eodem gradu tenetur celare interpres sicut ille cui interpretatur. Et licet hec regula posset calumpniari, tamen nunc videtur admittenda pro proposito, non quod velim dicere quod quis possit per interpretem sive per interpositam personam confiteri, quia non potest secundum sanctum Thomam in dist. 17 4i. Facit *De penitentia.*, disti. 1, c. *Quem penitet*. Qualiter qui peccat tenetur se accusare et ad c. *Qualis*, 30, q. 5, Respondet Sco ubi supra, quod potest confiteri per scriptum si est tempus et ipse legit quod scripsit. Set quid si est mutus vel ignorat linguam? Respondeo quod non tenetur confiteri nisi eo modo quod potest fieri per signa vel hujusmodi.

---

2624ANGELUS: *quae ipsum est confessa*

2625Sic;ici et plus bas.

2626Marge. Tittre dans la table: *Sigillum secreti*.

2627Marge. Tittre absent dans la table.

2628ANGELUS, *Confessio, ultimo*, §16

[fol. 81r]

Et quod dicunt aliqui<sup>2629</sup> quod confiteatur per interpretem improbat<sup>2630</sup> Sco, et ita bene sicut per scriptum, quia est contra rationem sacramenti et ideo nullo modo faciat, set ut dixi confiteatur prout potest per signa et sufficit secundum Sco in 4°, dist. 17, q. unica et Ricar, eadem dist..

3us auditor secundum Ricar quicumque audivit ab aliquo precedenti revelationem confessionis, nihilominus tenetur celare, ymo prelato sibi precipienti quod revelat non tenetur ei obedire quia talis confessor qui sibi revelavit dedit sibi facultatem loquendi, non de jure, et ideo nullo modo licet ei revelare.

3um sigillum penitentie injuncte<sup>2631</sup>.

Tertium sigillum est respectu penitentie injuncte, Et de hoc quero utrum penitens teneatur celare penitentiam sibi a confessore injunctam? **Respondeo<sup>2632</sup> secundum Ricar ubi supra, quod si penitens in manifestando quod sibi a confessore est injunctum faceret prejudicium fame proprie absque ulla utilitate aut confessori, quia si forte sciretur quod sibi injunxit incurreret odium aliquorum et hujusmodi, tunc tenetur celare; si vero nec fame proprie resultat prejudicium nec sacerdoti, tunc potest revelare si vult.**

4um sigillum consilii<sup>2633</sup>.

Quartum sigillum dicitur consilii. Nam secundum Sco et Pe de Palude tenetur quilibet cui quid dictum est petendo consilium celare si vergat in detrimentum consilium petentis nec oportet quod dicat qui consilium petit quod consultor celet quia sufficit quod sint talia verba que ex sui natura sonant illud celandum, puta quia revelatio noceret ei qui dixit.

5um sigillum amici<sup>2634</sup>.

Quintum est amici, quo tenetur quis celare malum notabile proximi, si est occultum.

---

2629*Aliqui*: en bas de la feuille précédente et en haut de la suivante.

2630*Improbat* en double

2631Marge. Titre absent dans la table.

2632ANGELUS, *Confessio, ultimo*, §18

2633Marge. Titre absent dans la table.

2634Marge. Titre absent dans la table.

6um sigillum est secreti<sup>2635</sup> .

Sextum sigillum est secreti quando aliquis dicit mihi aliquid in secreto ultra modos predictos, quia proprie loquendo sigillum secreti est commune ad sigillum confessionis et ad alia. Set quid si dicit quis alicui quod tradit ea que sibi dicit sub sigillo confessionis? Respondeo: quicquid dicat loquens, nunquam tamen cadunt sub sigillo confessionis nisi ea que dicit sub spe venie: ideo considerandum quod si aperit causa consilii, est consultatio; si ex lascivia vel levitate, est dissolutio; si vero ad aliquem finem malum, est malignatio. Et ex hiis patet quod peccatum quod dicitur non spe venie non potest dici dictum in confessione nec tenetur id sacerdos secretum tenere secundum Raymondum, ut dicam in articulo sequenti, excusatione prima, casu 3°.

7um sigillum servorum<sup>2636</sup> .

Septimum sigillum vocatur sigillum servorum, quo tenetur quilibet servus qui a proposito vel a casu audit secretum aliquod in curia domini sui, illud celare tenetur (sic) et si revelet jus civile eum punit graviter.

2us articulus eius principalis de excusatione respectu sigillorum<sup>2637</sup> .

E. Excusationes respectu sigilli confessionis<sup>2638</sup> .

Quantum ad 2um articulum, scilicet de excusationibus respectu sigillorum, Primo ponam excusationem respectu primi sigilli in speciali, scilicet confessionis. Pro quo nota quod secundum doctores in 4°, dist. 21<sup>2639</sup>, sunt aliqui casus in quibus est licitum revelare confessionem.

**Primus<sup>2640</sup> quando sacerdos indiget consilio, ita tamen quod dicens peccatum sibi detectum in confessione, nullo modo refferat personam confitentem taliter quod possit deveniri ad ejus notitiam. Istud patet in c. *Officii, De penitentiis et remissionibus*, ubi papa non reprehendit legatum petentem consilium de peccato quod asserit se in confessione habuisse in universali.**

---

2635Marge. Titre absent dans la table.

2636Marge.

2637Marge. Titre absent dans la table.

2638Marge. Titres dans la table: *Excusationes revelantium secreta et Revelare confessionem quando licet.*

263921 correction de: 17

2640ANGELUS, *Confessio*, ultimo, § 7

**Unde credo quod confessores non peccant<sup>2641</sup> mortaliter qui aliquando etiam dicunt tale peccatum in confessione habuisse, quando in tali generalitate ita dicunt quod nullo modo potest deprehendi persona que ipsum confessa est, licet periculosum sit talia refferre nisi in casu necessitatis pro consilio habendo propter scandalum et periculum ne deveniatur ad notitiam persone.** Unde etiam tutius est quod nunquam dicatur: audivi vel habui talem casum in confessione, set solum petendo de tali casu habui<sup>2642</sup> vel audivi talem casum et non debet addi audivi in confessione, set solum sine illa cauda periculosa in confessione.

Si est licitum de licentia confitentis revelare peccatum auditum in confessione<sup>2643</sup>.

**2us<sup>2644</sup> casus in quo licet revelare est de licentia confitentis, quod tamen<sup>2645</sup> ut** clare intelligatur quero Utrum liceat revelare peccatum auditum in confessione de licentia confitentis? Respondeo: Tenent quidam quod sic illi qui est utilis vel est necessarius ad perficienda que requiruntur ad illum forum, quia adhuc gerit personam Dei, set alii persone non licet; Et

[fol. 81v]

hujus opinionis est Ricar in 4° dist. 21. Sanctus Bo-ra et Pe de Palu et sanctus Tho eadem dist. tenent quod licite potest revelare nisi timeatur de scandalo, et hoc solum ei qui potest prodesse et non obesse, ita tamen quod sacerdos constituat se nuncium confitentis. Set magis placet mihi opinio Sco et Aure in 4°, dist. 17, q. 1<sup>2646</sup> et Landul, eadem di., quod nullo modo licet, quia confitens nullo modo potest dispensare in lege nature et divina et in essentia sacramenti, et ideo cautius est quod faciat sibi dicere extra confessionem hoc quod vult quod revelat.

---

2641ANGELUS: *peccant*, (mais il n'est pas possible de savoir si on a dans le manuscrit un a ou un e)

2642Ajout: *habui*

2643Marge. Titre absent dans la table.

2644ANGELUS, *Confessio*, ultimo, § 7

2645ANGELUS: *non placet*.

2646d.21, q. 2.; pour SCOTUS.correction de d. 17, q 1

**3us<sup>2647</sup> casus est secundum Inno et sequitur Panor in c. *Omnis, De penitentiis et remissionibus*, est quando quis confitetur se velle facere aliquod malum, quia hoc non est dictum in foro penitentiali, et ideo propter rationem istius sacramenti non tenetur celare nec propter preceptum legis nature seu divine, ratione saltim<sup>2648</sup> talice[...]<sup>2649</sup> de non revelando, quia ut dicit sanctus Bonaventura, in 4° dist. 21, intelligitur quod debet celare nisi veritas vel obedientia aliud exigat, ut est in proposito [...]<sup>2650</sup>. Et tunc hoc dictum limito et intelligo quando quis confitetur se habere peccatum de quo non potest penitere et a quo non potest nec vult abstinere et hoc ideo confitetur ut sacerdos prebeat consilium et oret pro eo ut Deus illum illuminet et huiusmodi, Et tale peccatum non vergit in periculum aliorum, set tantum ipsius confitentis, nam tunc nullo modo potest revelari, quia tunc talis confessio disponit ad contritionem<sup>2651</sup> et consequenter ad peccatorum in conspectu Dei celationem secundum Ricardum, 4°, dist. 21<sup>2652</sup>, q. 2. Set quando vergeret in periculum communitatis vel alterius, tunc si nullo modo vult cessare talis quin illa faciat credo sine prejudicio quod non solum potest, ymo tenetur revelare ei qui potest prodesse et non obesse, ut malo obvietur.**

**Quartus<sup>2653</sup> casus est quando quis habet per aliam viam peccatum sibi detectum in confessione secundum sanctum Tho, Bo-am et Ricar et communiorem opinionem doctorum theologorum in dicta 21 disti. Verum est tamen quod propter scandalum non debet revelare nisi pro necessitate vel utilitate illud dicat vel nisi juraverit dicere veritatem secundum Inno in c. *Omnis, De penitentiis et remissionibus*, et recitat Pa in c. *Dilectus, De excessibus prelatorum*. Nunquam tamen dicere debet se habuisse illud in confessione, quia secundum Sco ubi supra peccaret mortaliter.**

---

2647ANGELUS, *Confessio*, ultimo, § 7

2648GILBERT NICOLAS: *ratione saltim sa* (erreur du scripteur?) *talice (de non revelando...)*

2649ANGELUS: *saltem promissionis tacite (de non revelando)*

2650ANGELUS: *nec obstat quod communiter tenent theologi, ea, di, quod non liceat quia eorum (dictum)...*

2651*Contritionem*: correction de *confessioem* d'après ANGELUS

265221: ajout, ( blanc).

2653ANGELUS, *Confessio*, ultimo, § 7

Et idem dic si revelat aliquid plus quam sciat extra confessionem et plene in confessione, non licet sine peccato mortali nisi semiplene exprimere, vel si habet dubie aliter quam dubie revelare non debet.

Quintus casus<sup>2654</sup> est quando essent aliqui qui condixerunt interficere presbiterum cum eis euntem in nemore, quorum unus penitet et confitetur ante nemoris ingressum. Nam tunc potest sacerdos retrocedere, licet ex hoc alii socii agnoscant<sup>2655</sup> socii confessi prodicionem: secundum enim Scotum in 4° dist. 21, generaliter dici potest quod signum de se est indifferens ad significandum tale peccatum fuisse confessum vel non fuisse, licet aliquibus sit signum magis determinatum ex aliquo presupposito, Non tamen ex se est signum revelativum confessionis, nec per consequens simpliciter illicitum confessori<sup>2656</sup>. Quidam tamen tenent quod in tali casu tenetur potius intrare nemus et subire mortem quam tali signo revelare, set eis non credo. Melius tamen faceret si aliquam causam fingeret cur intrare renuit, set si non potest invenire credo cum Scoto quod potest desistere ab ingressu quamvis illi per tale signum deprehendant confessionem ei fuisse factam. Si tamen signum non esset indifferens, set certum, nullo modo liceret signum facere vel alio modo vel alio modo confessionem revelare, set potius teneretur secundum Ricar ubi supra mortem sustinere [...]<sup>2657</sup>.

Sextus casus<sup>2658</sup> in quo licet revelare confessionem est quando id quod dicitur non est peccatum, set nec est circumstantia illius qui confitetur. Nam tale quid non cadit sub sacramento confessionis nisi esset quid potens deducere ad manifestationem peccati. Unde si quis confitendo refferat<sup>2659</sup> quod in tali terra sunt boni fructus vel pulcrum castrum vel quod in tali contractu licito<sup>2660</sup> debet dare centum ducatos alicui et hujusmodi que non sunt peccata nec deductiva<sup>2661</sup> ad manifestationem peccati licite secundum Ricar ubi supra potest manifestare

---

2654ANGELUS, *Confessio*, ultimo, § 7

2655ANGELUS: *cognoscant socium confessum fuisse prodicionem (secundum enim...)*

2656Confessori: correction de *confiteri* d'après ANGELUS

2657ANGELUS: *ne confessionem revelet.*

2658ANGELUS, *Confessio*, ultimo, § 7

2659ANGELUS: *inferat*

2660Licito: correction de *illicito* d'après ANGELUS, (erreur sans doute amenée par le texte d'ANGELUS, où l'ordre des mots diffère: *tali licito*).

2661ANGELUS: *deducentia*

[fol. 82r]

**nisi talis innotescat confessori quod talia sibi dixit sub sigillo secreti. Et tunc non potest revelare nisi quod secundum<sup>2662</sup> sigillum secreti potest revelari, ut infra dicam.**

F. Excusationes respectu aliorum sigillorum<sup>2663</sup>

Sequentes excusationes sunt respectu aliorum sigillorum in generali.

Secunda excusatio est secundum Pe de Palu quod est presumptio bonitatis alicujus boni viri, cui quis debet tale secretum de quo probabiliter credit quod non vult obesse set magis prodesse illi de quo talia revelantur. Set hic magna cautio est adhibenda ut secure sciatur et certitudinaliter quod talis sit persona, quia non omne quod lucet est sol nec quod radiat aurum.

Tertia causa sive excusatio est **quando veritas exigit<sup>2664</sup>**, puta quia est faciendum malum, de quo dicit Thomas et communiter alii doctores quod quotiens aliquis scit aliquod secretum quod vergit in detrimentum sive rei publice sive alicujus particularis persone non tenetur id celare; nec juramentum nec promissio ad hoc obligant, quia hoc esset contra fidem quam quis debet proximo in cujus notabile nocumentum aliquid promitteret aut juraret et hujusmodi. Et sub isto etiam comprehenditur illud quod dicunt quidam de matre, puta mater scit crimen alicujus et cognoscit quod ejus familiaritas est corruptio secum frequentantium et timens ne filius corrumpatur malis moribus illius filio revelat crimen illius ut abstineat.

Nota quod potes si vis breviter memorari istas septem claves sive excusationes per tres passiones entis que sunt unitas, veritas et bonitas. Nam prima excusatio et 2a. sunt ratione unitatis, 3a. vero ratione veritatis, cetera vero ratione bonitatis.

Et accipitur hic bonitas [pro virtute]<sup>2665</sup> et per virtutem intelligitur virtus obedientie et obedientia; hic consideratur respectu Christi: Ecce 4a. excusatio, respectu episcopi: ecce 7a.; respectu prelati religionis: ecce 6a.; respectu domini temporalis: ecce quinta. Hec omnia patent consideranti.

---

2662 ANGELUS: *secundum quod*

2663 Marge. Titres dans la table: *Revelare secretum quando licet, et Excusationes revelantium secreta*

2664 Cas abordé en ANGELUS, *Confessio, ultimo*, §22

2665 *Pro virtute*: ajout

Quarta causa sive excusatio est ratione correctionis fraterne, de qua dic sicut habes infra in peccato accidie.

G. De domino [cui est]<sup>2666</sup> juramentum, et de prelado.

Quinta causa et excusatio est ratione juramenti.

De quo quero: **Utrum<sup>2667</sup> familie domino qui fecit jurare familiam de veritate dicenda sit parendum? Respondeo secundum Duran aut iste dominus est truculentus et probabiliter habetur ferus, et sic non tenetur, quia illicitum fuit juramentum; si vero est mansuetus et probabiliter creditur quod non procedet nisi rationabiliter, tunc distingue quia aut res puta<sup>2668</sup> asportate erant ad custodiam suam deputate et sic potest prosequi asportationem<sup>2669</sup>, sic tenentur et domino revelare; Si vero non erant deputate ad ejus custodiam, tunc si potest probare tenetur dicere veritatem, Si vero non potest probare non potest revelare, nisi tali forte qui possit prodesse et non obesse, Et si alio modo juravit, non fuit licitum juramentum nec obligatorium. Idem dicit Hugo de testibus sinodalibus quia non tenentur denunciare episcopo licet juraverint nisi crimina que possunt probare, 23, q. 4<sup>2670</sup>, alias esset proditor, 2, q.1, *Si peccaverit*, nisi hoc faciat secreta illi qui habet corrigere paternaliter, ar, 22, q. 5, c. *Hoc videtur*.**

Et per hoc patet de istis officariis clientibus, silvarum custodibus, vassallis et hujusmodi qui omnes consueverunt jurare quod revelabunt dampna facta suis dominis, quomodo<sup>2671</sup> teneantur et quomodo non: quod nota.

Sexta causa et excusatio est ratione obediencie. Unde dicit Bo-ra dist. 21, 4i. quod licet revelare secretum quando obedientia cogit ad revelandum etiamsi promississet non revelare, quia intelligitur in tali promissione excepta auctoritas superiorum. Contrarium tamen tenet sanctus Tho et Henri de Gan, *Quolibet*<sup>2672</sup>, qui dicunt quod non tenetur quis revelare prelado precipienti et hec opinio mihi videtur verior.

---

2666Cui est: suggestion: texte non lisible.

2667ANGELUS, *Familia*, § 8

2668Putat: correction de *deputate*

2669ANGELUS: *asportantem (sic et domino...)*

2670ANGELUS: *Si quis*

2671Ajout de *quomodo*

2672En blanc



Potest tamen dici pro concordia quod sanctus Bo-ra intelligebat quando prelatus inquireret de hiis que sunt in detrimentum sue religionis et que pertinent ad suum officium, quia etiam hoc modo dicunt predicti doctores quod est revelandum.

[fol. 82v]

H. Denunciare quando tenetur<sup>2673</sup>.

Septima causa sive excusatio est ratione testificationis sive denunciationis quam hic solum recitative pono, quia non videmus eam usquequaque securam. Itaque dicit Panormitanus in c. *Omnis, De penitentiis et remissionibus*, quod si talis assumitur in testem tenetur revelare quamvis sub sigillo secreti sit ei dictum, non tamen tenetur ei denunciare, quia aliud est testimonium dicere, aliud denunciare: Nam denunciare non tenetur quis quod probare non potest, 6, q. 2. *Placuit*, 21, q.1, *Si peccaverit*, 2 q. 7, *Plerique*.

Nota de monitionibus<sup>2674</sup>.

Set pro hoc<sup>2675</sup> notandum quod quando non extat infamia contra aliquem, set in generali inquiritur quis fecit tale quid, utpote tale furtum et hujusmodi, ut fit communiter in ecclesiis ubi fiunt excommunicationes et monitiones contra omnes qui fecerunt furtum et qui sciunt nisi revelent, Dico tamen quod si aliquis sciat furtum et alii similiter secum per quos posset *probare*, tunc debet monere furem ut obediat episcopo precipienti et satisfaciat parti, et si noluerit fur obedire et satisfacere, tunc talis tenetur revelare, aliter esset excommunicatus.

Set nota diligenter quod si talis qui scit furtum non posset probare quia forte solus esset quando vidit vel quia non sunt alii qui sciunt sicut ipse, tunc non tenetur revelare, monitione vel excommunicatione non obstante. **Ita<sup>2676</sup> tenet glosa in c. Sacerdos, De penitentia, dist. 6, et 6, q. 1<sup>2677</sup> Si omnia et q. 2<sup>2678</sup>, c. Placuit, et dicto c. Si peccaverit, et 2. q. 7<sup>2679</sup>, Plerique; facit c. Si sacerdos, De officio judicis ordinarii. Et ratio est quia tunc requiritur tanquam<sup>2680</sup> denunciator, non tanquam testis: quod nota quia sepe venit in practica.**

---

2673Marge. Titre dans la table: *Denunciatio quando obligatoria*.

2674Marge. Titre absent dans la table.

2675Question abordée en: ANGELUS, *Denunciatio*, § 13

2676En caractères gras: ANGELUS, *Denunciatio*, § 13 (fin du paragraphe)

26776, q 1: correction de: 4, q, suivi d'un blanc

2678Q 2: ajout

26797: correction de 2 (le scripteur s'arrête à la barre du sept, sans descendre au dessous de la ligne).

2680ANGELUS: *ut*

Et per hoc infert Iho de Pla<sup>2681</sup>, *Insti, De publicis judiciis*, quod puniens illum qui scivit<sup>2682</sup> aliquem commisisse crimen lese majestatis quia denunciavit cum probare non posset, quod tenetur ei ad omne dampnum, et idem tenet Bal. in quodam consilio quod incipit *Quamquam allegata sint multa*. Unde quando dicitur Qui scit intelligitur de scientia probabili. L. *Qui accusare*, C. *De eden*; facit L. *Nostris*<sup>2683</sup>, C. *De calumpniatore*. Si tamen talis esset prelati qui<sup>2684</sup> sciret providere secrete et vellet, deberet ei tanquam patri secrete ei dicere, 22, q. 5, c. *Hoc videtur*. Set cum communiter requirant ut procedatur judicialiter, non tenetur nisi de eo quod probare potest.

Et nota quando dixi: quod: si non extat infamia, quia ubi episcopus<sup>2685</sup> habet aliquem infamatum de aliquo et quia non plene probatur admonet ut qui scit dicat, tunc indistincte tenetur deponere quicquid scit, licet non precesserit monitio et licet non possit probare, quia tunc non venit ut denunciaret, set ut testificetur de eo quod scit. Facit c. primum, *De testibus*, eodem tit. quod ibi nota.

Fallit hoc in parentibus et filiis qui nec etiam volentes ad testimonium adversus se invicem admittuntur. Textus est in L. *Parentes*, C. *De testibus* et 4, q. 3, § *Item parentes*<sup>2686</sup>; et intelligitur solum de ascendentibus et descendentibus et non collateralibus secundum glosam in dicto §. Nec debet compelli uxor contra virum nec socer adversus generum, prevignum, sobrinum, sobrinam et ex sobrinis natum et eos qui in priori gradu sunt, ut 4, q. 3, § *Item*, [...] <sup>2687</sup>, ff. *De testi*. ubi dicit glosa sobrini sobrine<sup>2688</sup> que sunt que ex feminis [...] descendunt sicut sobrini quasi consorini<sup>2689</sup> ut *institutiones, De gradibus cognationis*.

---

2681 *de Pla*: correction de *Placen*.

2682 ANGELUS: *scit*

2683 *Nostris* correction de: *juris*

2684 ANGELUS: *qui secrete providere vellet, deberet sibi (tanquam...)*

2685 ANGELUS, *Denunciatio*, § 13 (début du paragraphe)

2686 De *parentes* à *in dicto* §: ajout en marge

2687 ANGELUS: *lex Julia ponitur in lege julia judiciorum publicorum, (ff...)*

2688 ANGELUS: *(sobrini sobrine) sunt qui ex feminis, puta consobrinis descendunt, sicut consobrini quasi consorini (ut Insti...)*

2689 *Conсорini*: correction de: *consobrini*.

Set quero: **Utrum<sup>2690</sup> familia vel aliquis eorum teneatur revelare delictum domini sui requisitus per obedientiam superiorum?** Respondetur<sup>2691</sup> **quod non, si criminaliter vult procedere, ut 4, q. 3 [...] <sup>2692</sup>; si autem civiliter, sic credo quod teneatur, quia nulla lege repellitur ut notat glosa 3, q. 5, c. primo: quod credo verum quando nullum malum imminet sibi ex hoc, alias secus esset, quia non teneor cum malo meo facere bonum, proximi temporale;** ideo diligenter nota quod habes infra in peccato accidie.

J. Nota de denunciatione<sup>2693</sup>.

Nunc vero solum dico sequendo opinionem patrum et doctorum ordinis nostri, quod **secretam<sup>2694</sup> denunciationem non est necesse quod precedat monitio. Et ideo, sive secreta monuerim sive non [...] <sup>2695</sup>, teneor<sup>2696</sup> secreta denunciare prelato precipienti, quia valet ad peccata cavenda recidivii nec est in fame fratris prejudicium, si talis est prelatus qualis esse debet. Ratio est quia quilibet tenetur obedire [...] <sup>2697</sup> prelato in hiis que pertinent ad eorum officium et non sunt contra Deum, ymo secundum Deum et intentionem evangelicam, in qua non solum Dominus intendit peccatores<sup>2698</sup> corrigere,**

[fol. 83r]

**set etiam correcto de recidivo precavere, quia non est opus valentibus medico, set male habentibus, Math. 9, et sic prelatos medicos voluit esse et etiam de hiis que pertinent ad officium prelatorum. Unde Ber in libro *De dispensatione et precepto*, c.5, dicit: Regularis professio qua se sponte minor subdit majori eque alligat et communis equidem pacti reor utraque<sup>2699</sup> necessitate teneri unum fidelis cure, alterum fidelis obedientie; Cura autem non est tantum ad curandum, set etiam ad preservandum a peccato: quod fieri non potest nisi peccator correctus<sup>2700</sup> in quo est pravitas derelicta cognoscatur, nec potest cognosci nisi per te qui solus nosti, ergo teneris [...] <sup>2701</sup> ad bonum fratris tui.**

---

2690ANGELUS, *Familia*, § 7

2691ANGELUS: *...superioris? Respondeo...*

2692ANGELUS: c. 1

2693Marge. Titre dans la table: *Denunciatio quando obligatoria.*

2694ANGELUS, *Denunciatio*, § 10

2695ANGELUS: *...sive cerrexerit se ad meam monitionem sive non, (tenetur...)*

2696:ANGELUS: *tenetur*

2697ANGELUS: *suo*

2698ANGELUS: *peccatorem*

2699ANGELUS: *utrumque*

2700Correctus: correction de *correptus*

2701ANGELUS: *dicere*

Unde videmus quod semel lapsus in peccatum carnis facilius labitur<sup>2702</sup>, ymo vix retinetur. Hujus sententiae est Augustinus super *Leviticum*, c. 5, et 22, q. 5, §<sup>2703</sup> Hoc videtur; Item Gual in *Summa*, [...] <sup>2704</sup>, Tho, in *Quolibet*. Si tamen per signa valde probabilia et presumptiones quasi violentas crederetur quod prelatus ex illa denunciatione fratrem infamare vellet, tunc crimen occultum fratris jam veraciter correcti sibi denunciari non debet. Et hec que de denunciatione dixi vera sunt secundum sanctum Tho, 2a 2e, q. 33, art. 7 in gravibus peccatis, non levibus, que fame non derogant. Nec obviat dictum Augus in regula, qui dicit quod peccatum fratris prius ostendi debet preposito quam testibus, quia ut dicit Ricar ubi supra, q. 2, ibi<sup>2705</sup> loquitur secundum quod prepositus est singularis<sup>2706</sup> persona, qui potest et debet prodesse magis quam alius quilibet; set ostendere prelato tanquam ecclesie [...] <sup>2707</sup> sicut in loco iudicis residenti debet sequi testium inductionem.

K. **Nonum preceptum**: Non desiderabis uxorem proximi tui. *Exo.* 20<sup>2708</sup>.

De hoc nono precepto hic nihil dico, quia cum in eo prohibeatur luxuria mentalis, omnia ad ipsum pertinentia habes in peccato luxurie.

**Decimum preceptum**: Non concupisces domum proximi tui. *Exo.* 20<sup>2709</sup>.

De hoc decimo precepto nihil hic similiter dico, quia cum in eo prohibeatur avaritia quoad actum interiorem, omnia ad ipsum pertinentia habes infra in peccato avaritie.

---

2702ANGELUS: *relabitur*

27035, §...: ajout (blanc dans le manuscrit).

2704ANGELUS: *Guli de Mara et communiter omnes doctores ordinis nostri (et s. Tho...)*

2705Ibi: correction de: *ubi*

2706Singularis: correction de *secularis*.

2707ANGELUS: *id est*

2708 En marge

2709 En marge

## Secunda pars hujus tertie partis de mistica mirra<sup>2710</sup>

Dixi supra quod secundum omnes fere doctores modus tutissimus examinandi in confessione est examinando de decem preceptis et septem peccatis, ideo postquam dictum est de preceptis, consequens est ut nunc dicamus de peccatis.

Nota ad intelligendam materiem sequentem.<sup>2711</sup>

Et ad intellectum septem peccatorum mortalium, Advertendum quod 1° dicam de superbia, 2° de avaritia, 3° de luxuria. Hec enim tria sunt precipua et sunt tres concupiscentie ex quibus omnia mala mundi oriuntur juxta illud 1e. Jho 2°: Omne quod est in mundo aut est concupiscentia carnis aut concupiscentia oculorum aut superbia vite<sup>2712</sup>. Et iste ordo septem peccatorum poterit facillime retineri per illam dictionem: saligia, ut per s superbia, per a avaritia, per l luxuria, per i invidia, per g gula, per i ira, per a accidia intelligitur. Preterea notandum quod de quolibet peccato ponentur duo articuli eodem modo quo positi sunt de quolibet precepto. In primo articulo ponetur ternarius ex quo poterunt fieri interrogationes, In 2° ponentur propositiones ex quibus poterunt dari responsiones.

L. Primus articulus de similitudine superbie<sup>2713</sup>.

Igitur secundum predicta primo in hoc peccato superbie ponetur loco ternarii similitudo quedam, in qua continebuntur transgressiones superbie, ex qua similitudine poterunt formari examinationes sive interrogationes de dicta superbia. 2° ponentur propositiones, ex quibus poterunt dari judicia et responsiones: quando superbia est mortalis et eius filie, et quando non.

Est igitur notandum, quod superbia se habet per modum rubete vel alterius animalis venenosi, scilicet serpentis qui infecit Judeos, *Numeri*, 21, inficientis omnia interiora et exteriora hominis superbi sicut patet discurrendo per singula membra hominis.

Et secundum ista membra poterit confessor memoriter retinere species sive filias hujus peccati.

Unde primo inficit memoriam per ingratitude beneficia obliviscendo.

2° inficit intellectum per presumptionem alios temere judicando et de se nimis bene sentiendo sive sensui<sup>2714</sup> proprio adherendo et in propria sententia firmiter sistendo.

---

2710 En marge

2711 En marge

2712 De *Omne à vite*: citation de Jean.

2713 Marge. Titre dans la table: *Superbie similitudo quid est et ejus species*.

2714 *Sensui* correction de *sensu*

Tertio inficit voluntatem per ambitionem excellentiam inordinate appetendo: Et in hoc appetitu excellentie intelliguntur tres excellentie. Prima dicitur potentie, 2a dicitur scientie, 3a sanctimonie.

Quarto inficit aures per inobedientiam

[fol. 83v]

jussa superiorum non audiendo.

Quinto inficit oculos per fucationem se fardando.

Sexto, nasum per inanem gloriam, puta odorando tantum gloriam propriam juxta illud Apostoli, 2, *Cor*, 2<sup>2715</sup>.

Septimo inficit linguam et quoad eius duo officia, que sunt gustare et loqui. Quoad gustum inficit per temptare Deum, quia non invenit saporem nisi quando mirabilia propter ipsum Deus faceret aut aliqua singularia.

Quoad loquelam inficit linguam faciendo eam bilinguem sicut duas linguas, unam ad adulandum aliis vel vane laudando se et alios, 2am ad discordias seminandum et clamore alios vincendum.

Octavo inficit manus alios<sup>2716</sup> percutiendo in pugna, bello et seditione et hujusmodi et supra vires ardua opera exercendo aut attemptando.

Nono inficit pedes corrizando.

Decimo inficit vestimenta se ornatu superfluo ornando.

Et ex hac simillitudine facillime possunt formari interrogationes, puta examinando si fuit ingratus, si judicavit alios et sic de aliis discurrendo secundum predictas infectiones.

Secundus articulus in quo ponuntur propositiones<sup>2717</sup>.

Quantum ad 2um ubi sunt ponende propositiones responsales primo declarabo quid sit superbia.

M. Superbia quid est<sup>2718</sup>

Pro quo dico cum sancto Thoma, 2a 2e. quod superbia est quedam excellentia qua quis se extollit supra id quod est sibi prefixum a divina regula. Huic concordat quod dicit Isidorus *libro Ethimologiarum*, quod superbus dicitur a supergradiendo.

---

2715 2, Cor,2: ajout ( blanc dans le manuscrit)

2716 Suppression d'un second *alios*

2717 Marge. Titre absent dans la table.

2718 Marge. Titre dans la table: *Superbie similitudo quid est et ejus species*.

Et idem venit diffinitio eius communis quod superbia est inordinatus amor proprie excellentie.

Affectus quando dicitur inordinatus<sup>2719</sup>.

Et ut pro ista passione et<sup>2720</sup> etiam pro aliis sciatur quando affectus dicitur inordinatus, nota secundum Thomam quod omnis<sup>2721</sup> appetitus in omni eo quod appetit aut sequitur regulam rationis, scilicet quod ratio naturalis dictat, aut excedit ipsam aut deficit ab ipsa. Cum autem sequitur regulam rationis est virtuosus, cum autem excedit, aut deficit, est viciosus. Exemplum de appetitu scientie qui de se est homini naturalis: Si enim aliquis appetat scientiam et intendat ei secundum quod ratio dictat, puta ad debitum finem et debito modo, pertinet ad virtutem studiositatis. Si vero excedit regulam rationis, ut quia non intendit scientie propter Deum et hujusmodi, pertinebit ad vicium curiositatis. Si autem deficiat a regula rationis, ut quia non vaccat scientie ut debet, pertinet ad necligentie vicium. Hoc notabile potest applicari nedum superbie verumetiam multis aliis peccatis.

Differentia inter filias et species<sup>2722</sup>.

Preterea nota quod aliud est species peccati, aliud filia peccati, quia species pertinet ad idem genus, unde diffinitio generis ei convenit; set filia solum dicit quod predicatur vel causatur ab eo sicut verbi gratia diceremus quod pulex diceretur filius hominis et non ejusdem speciei. Hujusmodi filiatio large dicitur<sup>2723</sup> eodem modo quo omnes inter se dicuntur creature, sorores et filie patris eterni. Unde quotiens aliquod peccatum est tale per quod homo ruit in multa alia dicitur capitale et 2° ejus filie dicuntur quia nascuntur ex illo, sic invidia dicitur filia superbie quia nasci potest ex ea, non tamen species, quia diffinitio superbie non potest sibi formaliter convenire.

Et sic patet simiiter quod aliud est esse capitale, aliud est esse mortale, quia qualibet filia potest esse mortalis, licet ex ipsa alia non descendat; set capitale ut jam supra dictum est non dicitur nisi in quantum alia peccata descendunt ex ipso, Et hoc proprie utendo capitali, quia aliquando accipitur prout idem est quod mortale.

---

2719 Marge.

2720 Et: ajout

2721 Souligné dans le manuscrit.

2722 Marge. Titre dans la table: *Superbie inter filias et species differentia*.

2723 Dicitur: ajout

Intentio auctoris loquentis de superbia<sup>2724</sup>.

Preterea sciendum quod non intendo loqui de superbia usquequaque et totaliter secundum modum beati Gregorii vel sancti Tho, qui non ponunt eam<sup>2725</sup> inter peccata mortalia set reginam omnium Et primum capitale nominant vanam sive inanem gloriam, set sequar modum qui potest elici a Sco in 2° dist. 6, q.2.

N. Triplex excellentia<sup>2726</sup>.

Pro quo nota quod triplex est excellentia, scilicet scientie, sanctimonie et potentie, ut supra dictum est. Superbia ergo est amor inordinatus proprie excellentie, qui procedit ex amore inordinato amicitie sui ipsius, qui amor amicitie sui ipsius est radix omnis peccati, qui facit civitatem diaboli.

Tres species superbie<sup>2727</sup>.

Sic ergo video quod sunt tres species superbie, scilicet

Ambitio,

Ypocrisis,

Curiositas.

Ambitio respicit excellentiam potentie, ypocrisis sanctimonie et curiositas scientie. Et sic vides quomodo superbus est contrarius toti trinitati, quia patri attribuitur potentia, [fol. 84r]

filio scientia, spiritui sancto sanctitas seu sanctimonia. Et hec tria vult inordinate usurpare superbus sive superbia. Et hic modus dicendi licet<sup>2728</sup> habeat difficultatem, tamen videtur facilior pro confessoribus, ideo ipsum sequar.

O. Prima propositio principalis de ingratitude que inficit memoriam<sup>2729</sup>.

Hiis premissis, sit prima propositio de ingratitude. Pro cujus intellectu clariori premittam divisionem duplicem.

Triplex benefactor<sup>2730</sup>.

Prima divisio: triplex est benefactor, videlicet

Divinus,

Angelicus,

Humanus.

---

2724 Marge. Titre absent dans la table.

2725 *Eam*: ajout

2726 Marge. Titre absent dans la table.

2727 Marge. Titre dans la table: *Superbie similitudo quid est et ejus species*.

2728 *Licet*: ajout

2729 Marge. Titre dans la table: *Superbia inficit*.

2730 Marge.



Et licet quodammodo terra que fert nobis frumenta, et arbores que ferunt nobis poma et hujusmodi, possint dici benefactor 4us., tamen non est ad propositum, et nunc sufficit distinguere triplicem, quia citra illos tres communiter fit peccatum. De primo dicit Apostolus 1 Cor, 4, 7<sup>2731</sup>: Quid habes quod non accepisti?; De 2° dicit psalmus: Angelis suis mandavit de te; De 3° patet in operibus misericordie.

Benefactor quis dicitur<sup>2732</sup>.

Adverte diligenter, quia benefactor dicitur vel quia dedit et alius accepit vel quia obtulit et quantum in se fuit voluit dare set alius noluit acceptare; ita conformiter quis diceretur ingratus vel quia semel accepit beneficium et non vult gratias agere Deo sicut statim dicam, vel quia noluit acceptare, ymo contempsit accipere et voluit refutare. Et solum puto quod ingratitude est mortalis in uno casu in quantum est de ratione ingratitude et non<sup>2733</sup> per se, ut infra patebit. Tamen verum est quod 2us modus est proprius, quia ibi non est ingratitude nisi large dicta.

3ex ingratitude<sup>2734</sup>.

Secunda divisio: Triplex est ingratitude, scilicet

Cordis,

Oris,

Operis.

Et quia ingratitude dicit privationem seu negationem gratitudinis et negatio agnoscitur per affirmationem et privatio per habitum, ideo dico primo de affirmatione seu gratitudine que similiter est triplex, scilicet: Cordis, Oris et Operis.

Gratitudo 3ex<sup>2735</sup>.

Gratitudo cordis dicitur quando beneficiatus in corde habet memoriam sui benefactoris et doni vel boni quod benefactor sibi fecit vel dedit;

---

2731 Ajout: I Cor, 4,7 (blanc)

2732 Marge.

2733 Non: ajout.

2734 Marge.

2735 Marge.

ideo per oppositum ingratitude cordis est quando obliviscitur vel benefactoris donorum vel bonorum sibi factorum, vel quod peius esset si murmuremus in corde contra benefactorem et contempnamus<sup>2736</sup> ipsum vel beneficium suum.

Gratitudo oris dicitur quando beneficiatus gratias agit benefactori verbo. Per oppositum ingratitude oris dicitur, quando licet memoretur beneficii, tamen non vult suo benefactori dicere grates vel quod deterius esset dicit injurias.

Gratitudo operis dicitur quando beneficiatus reddit bonum pro bono: Et ingratitude quando non vult bonum facere illi qui sibi benefecit, et quod deterius esset si redderet malum pro bono.

Propositio: quando ingratitude est mortalis<sup>2737</sup>.

Dico igitur generaliter istam propositionem tam<sup>2738</sup> de primo benefactore scilicet Deo quam de aliis quod ingratitude numquam est mortalis de se nisi quia ille qui accepit beneficium omittit facere suo benefactori id ad quod tenetur ex precepto vel si facit ea que ex precepto prohibentur, ideo non est peccatum ex se precise, set ex ratione aliunde obligationis, sicut ille filius qui exaltatus in curia regis, cum ad ipsum videndum eius venisset pater<sup>2739</sup> agricola et pauper noluit eum agnoscere esse patrem suum: puto in hoc casu filium transgressum 4um. preceptum. Set quoad Deum et quo ad modum illum quo quis dicitur ingratus quia refutat accipere donum Dei, vide infra in peccato accidie. Quo vero ad modum quo quis dicitur ingratus proprie, puto quod similiter ingratitude de se nunquam est mortalis, set solum ratione aliunde provenientis obligationis, sicut prius dixi de angelo et homine. Tamen verum est quod lego apud aliquos alios modos.

Unde sunt aliqui qui ponunt alios duos in quibus ingratitude est mortalis.

Primus est quando religiosus qui fecit votum dolet se factum religiosum et vellet numquam religionem intrasse; Set hujusmodi casus licet sit magna ingratitude et gravis, est tamen dubium an sit mortalis. Et tenet Ricar in 4<sup>o</sup>., dist. 38, quod non, et videtur opinio sua probabilior, quia sicut ante votum poterat non velle vivere ita potest non voluisse vivere, dummodo impleat quod vovit.

---

<sup>2736</sup> *Contempnamus*: correction de *contempnit*.

<sup>2737</sup> Marge.

<sup>2738</sup> *Tam*: ajout

<sup>2739</sup> Suppression d'un second *ejus*

Alii ponunt alium casum in quo ingratitude est mortalis, quando scilicet die dominico non regratiatur Deo quia ad hoc festum fuit institutum et illud verum est bene intellectum, set istud pertinet ad aliam materiam, scilicet de transgressione 3ii. precepti, sicut dixi supra. De ingratitude autem que non est peccatum, set prout est circumstantia, habes parte 1a., propositione 2a.

[fol. 84v]

Et hec sufficiant de infectione memorie.

P. De infectione intellectus per presumptionem<sup>2740</sup>.

Dictum est quod intellectus inficitur per presumptionem.

Pro quo nota quod presumptio a doctoribus accipitur quadrupliciter<sup>2741</sup>: Una est respectu Dei et est peccatum in Spiritum sanctum, de qua infra in peccato accidie; Alia que est respectu proximi, que dicitur temerarium iudicium; Alia respectu ornatus, que dicitur presumptio novitatum, de qua infra in hoc peccato, 4a. est respectu sui, que vocatur arrogantia.

Triplex presumptio<sup>2742</sup>.

Itaque patet quod huiusmodi presumptio inficiens intellectum de qua est hic ad propositum in speciali, est triplex:

una dicitur arrogantia,

2a., temerarium iudicium,

3a., pertinacia.

Et de qualibet ponam unam propositionem, et primo de arrogantia que est 2a in ordine.

Credens habere bona que non habet et etiam illa que habet principaliter a se vel per<sup>2743</sup> sua merita principaliter, peccat mortaliter. Et si<sup>2744</sup> sua estimatio esset corrupta in universali esset peccatum infidelitatis et mortalissimum.

Credere tamen quod per sua merita quasi dispositive et minus principaliter habet bona sua a Deo, non videtur esse mortale.

---

2740 Marge: Titre dans la table: *Presumptio inficit intellectum, et Superbia inficit.*

2741 *Quadrupliciter* et non *tripliciter*

2742 Marge. Titre absent dans la table.

2743 *Per*: ajout

2744 *Si*: ajout

Judicium temerarium<sup>2745</sup>.

Secunda propositio est de temerario iudicio sive presumptione. Pro quo nota quod hujusmodi presumptio que dicitur temerarium iudicium est triplex, scilicet **violenta**<sup>2746</sup>, **cum** scilicet **invenitur solus cum sola**, nudus cum nuda, **in loco suspecto, puta in lecto, et hujusmodi**.

De qua vide Okam, libro 3<sup>o</sup> prime partis, c. 24, et vide **c. Litteris**<sup>2747</sup> et **c. sequens, De presumptionibus, et 32, q. 1, Ait**<sup>2748</sup> **Dominus** .

**Et hoc valet ad probandum omnia, excepto crimine [...]**<sup>2749</sup> **gravi. Facit c. Litteras, De presumptionibus** ubi ex vehementi presumptione non punitur quis de crimine, quia in crimine debent esse probationes luce clariores, **C. De Probationibus, L. fi. et 5, q. 6, Epiphanium**<sup>2750</sup>.

Unde ita dico: **Judicans proximum suum in animo solum aliquod delictum**<sup>2751</sup> **commisisse non peccat, quia licet ex tali iudicare, ut patet dicto c. Litteris, et per hoc tenet Nicho de Ly super Math. 7 c., et Alex de Hales.**

**2a. presumptio est probabilis et hec facit semiplenam probationem, Et**<sup>2752</sup> **si quis infamatus sit, inducit purgationem, Extra, De purgatione, c. Si quis de gradu, Et aliquando cum uno teste vel juramento facit plenam probationem, De presumptionibus, c. Illud. Et in hac debemus respicere**<sup>2753</sup> **actum secundum suam existentiam**<sup>2754</sup> **et naturam, ut in dicto c. Litteras et c. 3<sup>o</sup> loco, eo titulo, non secundum accidentalia. Et ideo male dicit glosa in c. Absit, 11, q. 3, cum dicit quod videns clericum osculantem mulierem debet presumere quod benedicat eam.**

---

2745 Marge. Titre absent dans la table.

2746 ANGELUS, *Presumptio*, 1, § 0

2747 *Litteris*: correction de *bonis*

2748 *I, Ait*: ajout, (blanc). Chez ANGELUS: *dixit*.

2749 ANGELUS: *maxime*

2750 *Epiphanium*: ajout.

2751 *Delictum*: correction de *debitum*.

2752 *Et*: correction de *set*

2753 ANGELUS: *aspicere*

2754 *Existentiam*: correction de *essentiam*

**Nam factum contra legem non debet presumi nisi in malum, argumento c 1, et L. Nam ludus noxius, ff. Ad L. Aquilinam, sicut est talis actus, cum etiam clericus prohibeatur solus cum muliere confabulari, 81 dist. Clericus et de ista dico<sup>2755</sup> quod<sup>2756</sup> possumus judicare sine peccato quod videmus, set judicare [...]<sup>2757</sup> quod non videmus, cujus ista est presumptio, est mortale peccatum si perveniat ad firmam assertionem cum pertinacia secundum Alex ubi supra, veniale vero si stat in sola suspicione. Et hec est oppinio<sup>2758</sup> tutior, quamquam dicta glosa in dicto c. Litteris et c. Si quis de gradu, videatur tenere fore licitum etiam judicare ex hac suspicione.<sup>2759</sup>** Caveant ergo homines loqui vel osculari et hujusmodi, in quibus solum est presumptio probabilis, quia licet possint judicare quid viderint, scilicet osculum, id esse malum, si tamen transeant ultra judicando de actu carnis peccant mortaliter si animo fixo judicent, maxime si sint persone que non sit sic notate; set si sint persone assuete talibus spurcitiis et animus probabiliter credat quod tales intendant ad malum non videtur peccare mortaliter. O utinam mentes perverse de omnibus male judicantes notarent!

Tertia presumptio est<sup>2760</sup> temeraria, que surgit ex malis [...]<sup>2761</sup> vel causis levibus vel ubi actus potest eque refferri ad bonum, sicut ad malum. Et de hac loquitur c. Estote, De regulis juris, quod debemus interpretari in meliorem partem. Unde nota secundum Nyco de Lira et Alex ubi supra sequentem propositionem.

**Ex talibus [...]<sup>2762</sup> signis dubitare de bonitate fratris est peccatum veniale, quia procedit ex humana fragilitate, nec iudicium dicitur proprie, set suspicio; set ex talibus firmiter tenere in animo quod frater sit malus malo peccati mortalis, sic est peccatum mortale. Et hoc<sup>2763</sup> iudicium est iudicium proprie quod est contra charitatem fraternam; secus si iudicaretur<sup>2764</sup> de veniali, quia esset veniale.**

**Si vero ex talibus procedit ad punitionem, multo fortius est mortale, et de talibus intellege<sup>2765</sup> illud: Nolite judicare etc.**

---

2755 Dico: ajout

2756 ANGELUS: *Et ex ista (possumus...)*

2757 ANGELUS: *aliud*

2758 *Sic.*

2759 Fin provisoire du texte semblable à ANGELUS, *Presumptio*1, § pr

2760 ANGELUS, *Presumptio*1, § 0

2761 ANGELUS: *malis hominibus*

2762 ANGELUS: *levibus*

2763 ANGELUS: *et hoc proprie dicitur iudicium*

2764 ANGELUS: *indicaret*

2765 ANGELUS: *intelligitur*

[fol. 85 r]

**scilicet ex levibus signis.**

**Unde hec presumptio hominis dicitur confirmatio<sup>2766</sup> conceptus mentis ab homine facta ex aliquibus conjecturis collectis; et differt ab opinione et suspicione, quia opinio vel suspicio non confirmat conceptum mentis<sup>2767</sup>, ut notat Bar., in L. Admonendi, ff. De jurejurando.<sup>2768</sup>**

Q. De pertinacia et discordia<sup>2769</sup>.

Tercia propositio erit de pertinacia et discordia simul.

Pro cuius intellectu sciendum quod pertinacia est in intellectu, discordia in voluntate, contentio in ore sive verbo, pugna in opere. Omnia enim dicunt quemdam recessum et contrarietatem unius ab alio vel cum alio; set quando<sup>2770</sup> contrariat alteri opinioni dicitur pertinacia, quando in discensu voluntatis dicitur discordia, quando in loquutione dicitur contentio, quando vero est contrarietas in actu et facto dicitur pugna. Ex hiis sequitur quomodo differunt ista ab aliis quinque, scilicet seditio, scisma, rixa, bellum et duellum. Unde seditio et scisma continentur sub discordia vel contentione.

Doctores autem solent horum quinque ponere differentiam penes tria genera causarum scilicet efficientem, materialem et finalem. Unde seditio et scisma differunt quoad causam efficientem, quia seditio est discordia inter plures seculares, set scisma inter plures ecclesiasticos. Set differentia ex parte materie est quia seditio respicit discordiam que est de rebus temporalibus et scisma de hiis que sunt fidei sive de rebus spiritualibus. Bellum autem, duellum, rixa continentur sub pugna: nam duellum est pugna unius cum uno, rixa paucorum cum paucis, bellum multorum cum multis. Tamen duo prima melius exprimuntur ex parte finis. Unde rixa sepe accipitur idem quod pugna unius cum uno, set per hoc differt a duello quod<sup>2771</sup> intenditur ut ex victoria unius appareat immunitas ejus de aliquo peccato, et hujusmodi; Hec autem intentio non est necessaria in rixa.

---

2766 ANGELUS: *firmitio*

2767 ANGELUS:(...non) *firmit conceptum (ut notat...)*

2768 Fin du texte semblable à ANGELUS, *Presumptio*1, § pr

2769 Marge. Titre absent dans la table.

2770 *Quando*: ajout

2771 *Quod*: ajout

Pertinacia et discordia mortales in tribus casibus<sup>2772</sup>.

Hiis premissis, pono propositionem de pertinacia et discordia simul, que ambe sunt mortales in tribus casibus. Primus est respectu ecclesie, 2us. respectu doctorum, 3us. respectu nocumenti proximi.

Propositio est hec: Solum pertinacia est mortalis et etiam discordia quando quis se firmat ita<sup>2773</sup> in sua sententia, quod etiamsi ecclesia determinaret oppositum vel doctores quantum ad ea que ad bonos mores vel fidem pertinent nichilominus contradiceret. Similiter quando quis ne videatur minus sapiens vel ex odio vel ex displicentia quam habet ad aliquem vel ex alia re particulari et hujusmodi non vult consentire alicujus imperio sive aliorum sententie qui volunt et debent de bono notabiliter providere eidem, licet secundum rationem agnoscat aliter esse fiendum et quod deberet consentire. Et secundum hoc intellige c. *Obbligationes*, 90 dist. et c. *Ab iis*, 2, q. 3 et c. *Ysmael*, dist. 56; tamen de per accidens occurrunt aliquando alia peccata mortalia.

R. De voluntate infecta per ambitionem, per curiositatem, ypocrisim<sup>2774</sup>.

Sequitur de voluntate infecta, que ut tactum est inficitur scilicet ambitione, curiositate et ypocrisi: quare merito in ordine erit quinta propositio de ambitione.

Et quia quis potest dici dupliciter ambitiosus, primo quia ambit et appetit beneficia ecclesiastica, 2° si ambit officia, ideo primo ponam de beneficiis, 2° de officiis.

De beneficiis<sup>2775</sup>.

De primo sciendum quod materia ista de beneficiis quatuor habet difficultates. Prima quantum ad apetere sive desiderare, 2a. quantum ad peccare, 3a quantum ad acceptare, 4a quantum ad resignare.

De primis duabus difficultatibus nunc taceo, et hoc propter duo, primo quia de illis doctores sunt valde contrarii. Aliqui tenent quod sit mortale, alii tenent oppositum. Vide Floren, 2a. parte, tit<sup>2776</sup>, c. 5;

---

2772 Marge. Titre absent dans la table.

2773 Ita: ajout

2774 Marge. Titre dans la table: *Voluntas inficitur per...*

2775 Marge. Titre absent dans la table

2776 Ajout (blanc)

2° per ea que ponit Ricar in 3a difficultate potest sufficienter haberi responsio ad duas primas, quia videtur satis probabile quod tota ista materia quoad hoc quod ab ipsa confessore sit<sup>2777</sup> iudicanda mortalis pendet ex intentione desiderantis et procurantis beneficia.

Tertia propositio est de acceptare que requirit distinctionem: vel<sup>2778</sup> talis qui recipit nullum habebat beneficium vel habebat. Si primo modo, tunc esset questio: **utrum<sup>2779</sup> habens patrimonia bona licite possit ecclesiasticum beneficium suscipere? Responsio secundum Ricar, 3° quolibet, q. 20, quod si bona patrimonia sufficiunt ad necessitatem nature solum potest ecclesiasticum beneficium recipere in tantum quantum exigit necessitas status<sup>2780</sup> et persone; Si vero tantum habet in patrimonio in quantum requirit necessitas<sup>2781</sup> status<sup>2782</sup> et persone et in tantum**

[fol. 85v]

**etiam quod multa potest pauperibus erogare; si ultra hoc accipit ecclesiasticum beneficium non intendens ecclesie deservire, set ut amicos possit ditare et magis honorari et delicatius vivere, peccat mortaliter. Facit c. *Clericos*, prima, q. 2, et c. *sequenti*, prima *pastor*. [...]<sup>2783</sup> In dicto c. *Clericos* dicit Iho<sup>2784</sup> An, etiam serviendo ecclesie si bona [...]<sup>2785</sup> consummat et ex cupiditate mortali suum patrimonium reservat, quod mortaliter peccat. Facit textus in c. *Quem*, 16, q. 1, pro ista opinione. Alias serviendo ecclesie licet vivere de ecclesia et conservare patrimonium suum suis heredibus, secundum Inno in c. *Episcopus, De prebendis*. Si vero recipit ut bene dispenset sic non peccat secundum Ricar ubi supra, dummodo sit idoneus.**

Si secundo modo tunc duplex est questio.

Prima: utrum quis possit habere plura beneficia?

---

2777 Sit: ajout

2778 Vel: correction de *qui*

2779 ANGELUS, *Clericus* 3, § 2

2780 Status: correction de *nature*.

2781 Necessitas: ajout

2782 Status: correction de *nature*.

2783 ANGELUS: *ymo*

2784 ANGELUS: *...Iho, quod etiam...*

2785 ANGELUS: *ecclesie*



S. Responsio de pluralitate beneficiorum<sup>2786</sup>.

**Respondeo<sup>2787</sup> secundum Pano in c. Conquerente, De clericis non residentibus, quod habens beneficium quantumcumque simplex, si per se sufficit ad vitam beneficiati, non potest aliud tenere sine peccato mortali, secundum glosam in c. Dudum, Extra, De electione,<sup>2788</sup>, quod limitat idem Panor si solum propter se habet; secus vero si collata sibi essent non ratione sui, set propter utilitatem beneficiorum, ut quia est homo industrius et bone conscientie, ut notatur in c. Cum jam<sup>2789</sup> dudum, De prebendis, Extra, vel licet collator non habuerit intentionem talem, is tamen qui tenet est bone conscientie et laudabiliter dispensat.**

2a questio: **Utrum<sup>2790</sup> habens plura beneficia quando unum sufficit excusetur per dispensationem?**

Responsio de dispensatione<sup>2791</sup>.

**Respondet glosa supradicta quod sic. Set Panor in dicto c.<sup>2792</sup> dicit quod habet pro indubitato quod non sit tutus quoad ecclesiam triumphalem, etiam dispensatus per papam, quando dispensatus est propter se et suam utilitatem [...] <sup>2793</sup>, nisi ut premittitur in alio casu vellet laudabiliter beneficia seu eorum fructus dispensare in pios et justos usus. Et in hoc non solum alteratur juris positivi dispositio<sup>2794</sup>, set etiam Christi patrimonium injuste dispergitur. Cum enim papa non possit sine causa alienare bona ecclesie sine gravi peccato, ut dicit Archi, 12, q 2<sup>2795</sup>: Non liceat<sup>2796</sup> pape, ergo multo minus potest licentiam dare alteri ipsum dispergendi, ut in c. Nuper, De restituenda dota post divortium, et sic convincitur ratio Inno in c. Cum ad monasterium, De statu monachorum, quia hic non solum violatur jus positivum, set potius divinum. Hoc idem tenet Hosti in dicto Dudum<sup>2797</sup>, quem sequitur Iho An<sup>2798</sup>;**

---

2786 Marge. Titre absent dans la table

2787 ANGELUS, *Beneficium*, § 35

2788 *De electione*: correction de *De clericis non residentibus*. Chez ANGELUS: .Cl .1, *De elec*; mais il n'y a pas de c. *Dudum, Clémentines, De Electione*. Il peut s'agir du *De electione des Décrétales*: X, 1, 6, 54. Il y a aussi une confusion dans le manuscrit entre un c. *Dudum* et un c. *Jam dudum*.

2789 *Cum jam*: ajout.

2790 ANGELUS *Beneficium*, §36

2791 Marge. Titre dans la table: *Beneficiorum ...dispensatio*

2792 ANGELUS: c *Dudum*

2793 ANGELUS: (...*suam utilitatem*), *quia in hoc casu (non solum alteratur.)*

2794 *Dipositio*: correction de *dispensatio*

2795 D'après Ange: 12, q 2 et non: *et* 21, q 3

2796 *Liceat*: correction de *licet*

2797 D c: en principe: *dicto capitulo*, mais on peut aussi comprendre: *dicto*

2798 *Jo an*: correction de *Iho antho*

concordat **Thomas in 9 quolibet, q. 7**<sup>2799</sup>. Et nota diligenter verbum Panor quando dicit dispensatus propter se, quia si dispensatio fieret propter utilitatem beneficii et eorum quibus preest, tunc non videtur dispensatio hujusmodi dissipatio, ymo justa, quia aliquando non inveniuntur plures ydonei vel unus est multo utilior beneficio tali (licet alia habeat) quam sit alius. Et sic intellige c. *De multa, Extra, de prebendis*. Vide Panor in c. *Cum*<sup>2800</sup> *jam dudum*, eo tit. ut supra allegatum est.

Nota etiam quod si rite assumptus non officiat vel officiare facit seculariter vivens, non intendens demum clericari set uxorari et sequitur forum seculare, cum defraudasset ecclesiam et intentionem eorum qui dederunt ecclesie possessionem, videtur quod tenetur ad restitutionem, 12, q. 2, *Ecclesiarum*.

Similiter que determinata sunt et deputata sunt determinate pro clericis servientibus et fabricis ecclesiarum vel pro pauperibus dans aliis tenetur restituere.

Ut tamen hec materia plenius sciatur videamus adhuc **utrum**<sup>2801</sup> **promittens alicui providere de beneficio ecclesiastico non vacante vel qualitercumque promittat, cum potuerit, teneatur? Respondeo quod non quia talis promissio est nulla, c. *Detestanda, De concessione prebende, libro 6.***

**Utrum**<sup>2802</sup> **quis possit renunciare suo beneficio ut alteri provideatur? Respondet in c. *Dilecto, De prebendis, Panor quod sic, dummodo in actu renonciationis non deducat in pactum, set ipsam renunciationem faciat pure et libere; alias esset symoniacus, ut vult glosa in dicto c. et glosa in c. *Ex parte, in Extra*<sup>2803</sup>, *De officio delegati*. Si tamen in animo gereret ut alteri concederetur non esset symonia dummodo pactum non faciat, licet***

---

2799 7: correction de 5. Fin du texte semblable à celui d'ANGELUS qui expose la pensée de THOMAS.

2800 *Cum*:ajout.

2801ANGELUS, *Beneficium*, § 11

2802 ANGELUS: *Beneficium*, § 13

2803ANGELUS, *Cl.*, *primo*

[fol. 86r]

**peccet, ut est clara glosa in c. Ordinationes 1, q.1.** Non videtur peccare volendo quod alteri datur et tunc illa glosa esset exponenda de intentione sinistra.

Quoad quartam difficultatem, scilicet de resignare, ponitur propositio communis infra immediate pro officiis et beneficiis.

Quantum ad officia secularia sunt tres difficultates. Prima est de appetendo, 2a est de emendo, 3a est de mutuo dando, 4a est de resignando.

T. De appetitione dignitatum<sup>2804</sup>.

Quantum ad primam que est utrum sit peccatum hujusmodi officia appetere et procurare per preces et obsequia potestates senatoris, capitanei, vexilliferi et hujusmodi. Responsio stat in duobus: unum respicit dispositionem procurantis, puta si sit doctus competenter saltem per practicam et in dubiis recurrit ad consilia peritorum; 2um respicit intentionem ipsiusmet<sup>2805</sup> procurantis, que potest esse triplex, scilicet

Una est laudanda,

2a est tolleranda,

3a est dampnanda.

Prima est si quis faceret hoc ad obviandum malis zelo justicie Deum<sup>2806</sup> timens non homines. 2a<sup>2807</sup> est si hujusmodi officia procuret propter honorem mundi ne despicabilis videatur non habendo officia civitatis vel ut inde lucrum consequatur quo se et suam familiam valeat sustentare per salarium et alia consueta nihil de litigiis extorquendo ultra constitutum. Tertia est si hoc faceret magis sollicitus de honore et lucro quam de justitia conservanda et esset paratus servire amicis et in illicitis et per phas et nephas ne displiceret eis. Tunc respondeo quod solum licet procurare habenti primam conditionem cum prima vel 2a intentione, alias non esset tutus in conscientia.

---

2804 Marge. Titre dans la table: *Apetitus dignitatum*.

2805 *Ipsiusmet*: correction de *ipsiusme*

2806 Suppression d'un *non*

2807 *2a* correction de *3a*

De venditione officiorum<sup>2808</sup>.

De 2°, scilicet vendere, sit propositio: Nulli domino licet vendere officium indifferenter. Voco vendere indifferenter quando consideratur solum quis plus dat et non consideratur quis plus valet ad hoc officium sancte justeque exequandum.

Hec propositio est sancti Tho ad ducissam Brabantie, quam sequitur Monal et est securior, licet Galensi<sup>2809</sup> aliter dicat, pro quo facit L. unica, **C. ad L. Juliam de ambitu, que prohibet aliquem promovendum ad officium pretio vel ambitione, set probate vite**<sup>2810</sup>. Nec videtur dicendum valere glosam scilicet que loquitur quando secrete datur quia lex loquitur indistincte, et ubi lex non distinguit nos nec nos distinguere debemus, nec est ratio in uno plus quam in alio, videlicet publice vel occulte. Et secundum Monal tenentur omnes domini qui dicta officia vendiderunt ad interesse illis qui per hujusmodi prepositos taliter sunt expoliati. Ergo tu confessor indistincte hanc exactionem exprobabis, set tamen discrete dampnabis, quia hic C teneatur et P caveatur.

Quantum ad tertium quero an liceat dominis accipere mutuum cum talibus officialibus ita quod satisfaciant sibi de officio?

Respondeo secundum Tho ubi supra quod si<sup>2811</sup> pacto mutuum detur ut officium recipiant absque pacto est usurarium, quia per mutuum accipiunt officii potestatem, unde datur in eis in hoc occasio peccandi et ipsi etiam tenentur resignare officio taliter acquisito. Si tamen gratis officium datur et post modum mutuum accipitur ab eis quod de officio recipere solent, hoc absque omni pacto fieri potest.

Aliis tamen videtur quod liceat mutuare communitati vel alteri domino pro aliquo officio habendo licet consequatur magnum honorem vel lucrum,

---

2808 Marge. Titre dans la table: *Officiorum venditio*.

2809 Lecture difficile et présence d'un blanc: *Gentenli* ou *Galensi* possibles. J'opte pour Galensis, auteur d'une Somme.

2810 ANGELUS: *Officium*, § 1

2811 THOMAS, Opusculum 21 (*De regimine judaeorum, ad ducissam Brabantiae*): «...de mutuo. Circa quid dicendum videtur, quod si hoc pacto mutuum dant ut officium accipiant, absque dubio pactum est usurarium, quia pro mutuo accipiunt officii potestatem: unde in hoc datis eis occasionem peccandi, et ipsi etiam tunc tenentur resignare officio taliter acquisito. Si tamen gratis officia dederitis, et post ab eis mutuum acceperitis, quod de suo officio possint recipere, hoc absque omni peccato fieri potest. Voir aussi ANGELUS, *Officium*, § 4

et hoc quando ex tali officio non habet consequi nisi lucrum quod debito modo debetur exercitio. Et hoc quando non posset habere nisi mediante mutuo, si tamen sit aptus ad tale officium exercendum et hoc sine vicio usure. Ratio est quia quod accipio lucrum non respicit mutuum set exercitium principaliter, licet spero<sup>2812</sup> ex mutuo illo, aliquod lucrum consequi sine periculo usure. Si tamen ex statuto vel ex aliqua consuetudine volens habere tale officium teneretur aliquid solvere et ut talem solutionem evitaret daret mutuum, usurarius esset.

De resignatione officiorum sive beneficiorum<sup>2813</sup>.

Quo ad resignare sive officia sive beneficia dico sequentem propositionem quam elicio ex venerabili inceptore magistro Guilelmo Okam in libro *de civili dominio*:  
Quicumque aliquid possidet aut tenet quod habuit titulo vel modo inutili et injusto tenetur resignare vel modum invenire subtiliter quo de novo rem talem incipiat habere juste et civiliter. Hec propositio mihi inter alias videtur securior.

V. De curiositate<sup>2814</sup>

Sexta propositio est de curiositate, que licet possit variis modis diffiniri, qui<sup>2815</sup>  
[fol. 86v]

possunt elici ex hiis que dicuntur 36 et 37 dist. in multis capitulis.

Curiositas quid est<sup>2816</sup>.

Tamen pro nunc sic potest diffiniri: quod est intendere veritati inutili cognoscende, veritate utili ommissa. Et dicitur hic veritas utilis, que scilicet continetur in divinis codicibus vel generaliter que valet ad consequendam vitam beatam, Et per oppositum inutilis que non servit ad salutem. Exemplum est de medicina que dicitur utilis quando per eam sanitas sequitur et per oppositum inutilis.

Curiositas in 4or casibus mortalis est<sup>2817</sup>.

Sicut autem colligo ex Thoma, 2a. 2e., Curiositas est in 4or. casibus mortalis, que respiciunt 4or. genera causarum, scilicet efficientem, materialem, formalem et finalem. Et secundum hec erunt 4or partiales propositiones.

---

2812 *Spero*: correction de *speret*.

2813 Marge. Titre dans la table: *Beneficiorum resignatio*.

2814 Marge. Titre dans la table: *Curiositas quid est*.

2815 Un *qui* en double supprimé

2816 Marge. Titre: voir au dessus.

2817 Marge. Titre absent dans la table

Prima propositio pro primo casu respicit causam efficientem, est hec: Quotiens quis vult discere vel audire ab illis quibus sub precepto prohibetur, puta a demonibus, magis et hujusmodi, peccat mortaliter, 26, q.2, *Illud*<sup>2818</sup>, et c. *Illos*.

Secunda propositio de 2° casu et respicit causam materialem est hec: Velle scire ea que sunt prohibita, sicut velle audire a propositio peccatum illius qui confitetur vel divinationes vel incantationes etc., et generaliter dico de omni arte que non potest exerceri sine peccato mortali peccatum mortale. Et hoc credo verum nisi quis talia velit discere ut condempnaret et improbaret quia tunc videtur excusari. Facit c. *Nec mirum*, 26, q. 5<sup>2819</sup>. Nec debet absolvi si habet libros de tali scientia nisi prius combustos.

Tertia propositio est de 3° casu et respicit causam formalem et est hec: Curiositas est mortalis quando quis ex curiositate sciendi facit aliqua supersticiosa vel si ecclesiasticus de bonis pauperum emeret libros vel solveret doctores qui docerent hujusmodi inutilia. Facit c. *Legant*, 37 dist.. Idem si ex hujusmodi curiositate videndi procuret aliquem ad faciendum torneamenta vel spectacula prohibita, ut choreas et hujusmodi. Facit c. *Qui venatoribus*, 86<sup>2820</sup> di. et *De consecratione*, di. 2a., c. *Pro dilectione*.

Quarta propositio que est pro quarto casu et respicit causam finalem est hec: Curiosus mortaliter peccat quando querit scire propter aliquod mortale faciendum sicut etiam qui inducit ad aliquod mortale, puta velle videre coeuntes vel spectacula aliqua quibus provocatur ad peccatum mortale; idem dico si vellet audire de hujusmodi. Facit c. *Legimus de beato Iheronimo*, 37, disti. Idem dico quando propter ista dimitteret illa que sunt necessaria ad salutem vel ad suum officium sicut faciunt multi religiosi et ecclesiastici qui intendunt poetis, necessariis omissis. Facit c. *Nonne* et c. *Vino*, 37 dist. et c. *Legimus*. Et licet hec omnia ex doctoribus eliciam, tamen puto P dimittendo juxta illud proverbium commune: Bonum est omnia scire, set non uti omnibus.

---

2818 Référence juste contrairement à celle qui indique le même canon chez ANGELUS.

2819 5: correction de 2

2820 86: correction de 36

Quod si quis omnia predicta consideret subtiliter cognoscet quod de curiositate etiam de ypocrisi de que post dicam est dicendum sicut dixi de ingratitude, scilicet quod de se et ratione sui non sunt mortalia, set ratione aliunde obligationis sive male intentionis.

#### X. De ypocrisi<sup>2821</sup>.

Septima propositio erit de ypocrisi. Pro cuius intellectu primo queritur quid sit ypocrisis. Dico quod ypocrisis est simulatio sanctitatis sive simulare sanctitatem inesse que non inest vel iniquitatem non inesse que inest. Hoc additur propter [...] in 3° dist. 38<sup>2822</sup>.

#### Ypocrita duplex<sup>2823</sup>.

Nam aliquis est ypocrita duobus modis: primo simulando vel per habitum vel per gestum vel aliquod signum quod talis sit vel quod habet devotionem, sicut respicere ad terram eundo vel vilia indumenta portando vel continue orationi vacando et manus in celum elevando et hujusmodi. 2° modo aliquis est ypocrita quando per aliqua signa simulat iniquitatem non inesse que inest sicut dum luxuriosus audiens de luxuria excreat in terram. In predicta diffinitione ponitur simulatio loco generis, cetera loco differentie. Unde notandum est quod simulatio ostendit aliquid foris sive exterius, set si hoc ostendat verbo dicitur mendacium proprie loquendo de mendacio, quia mendacium large est et fit facto sicut verbo, ut patet 22, q. 5, *Cavete*, 11, q. 3, *Extimant*, *Extra*, *De sponsa.*, *Cum apud*, et c. *Tuae*. Tamen, ut dixi, mendacium proprie est in verbo. Si autem homo ostendat aliquid foris aliter quam sit intus et hoc ostendat signo vel facto aut quovis alio modo dicitur simulatio.

#### Simulatio quadruplex<sup>2824</sup>.

Secundum autem Alexandrum et alios 4or sunt species simulationis videlicet

Doctrine,

Cautelle,

---

2821 Marge. Titre dans la table: *Ypocrisis quando est peccatum* (sujet trité plus bas)

2822 Correction: *Bonaventuram*, in 3, d 38 (et non:36), d'après les références d'ANGELUS, *Simulatio*, 1

2823 Marge. Titre dans la table: *Simulatio duplex*

2824 Marge. Pas d'autre titre dans la table que le précédent.

Miserie,

Sanctimonie.

De prima habetur *Lu.*,ul. De 2a habetur 22, q.2. *Utilitatem* et *Quod ait*, et est exemplum de David coram Achiselec, ut habetur *Primi Regum*, 21. De 3a est exemplum Amon: concordantia ponit Amon ad decipiendum Thamar, ut habetur *2i Regum*, 13. De 4a habetur *Actuum* 5° in principio de Anania et Sapira ejus uxore. Et solum hec 4a simulatio dicitur ypocrisis: ideo dixi quod simulatio ponebatur loco generis. Hac diffinitione posita dico quod ypocrisis secundum quod elicitur ex sancto Bonaventura et sancto Thoma [fol. 87r]

est in duobus casibus mortalis et secundum hos erunt duae propositiones partiales.

Prima est hec: Ypocrita se simulans habere sanctitatem quam non habet nec curat habere, peccat mortaliter si illa sanctitas sit talis ad quam habendam teneatur et obligetur. Facit 12, q. 1, *Certe*, et c. *Nolo*. Tamen tenerem opinionem meam suprapositam quod non esset novum et distinctum peccatum in hoc casu.

2a propositio: Finis sive intentio ypocrite facit ypocrisim aliquando mortalem, aliquando meritoriam esse. Pro intellectu hujus propositionis sciendum quod ypocrita potest habere quatuor fines.

Primus, favor humanus, et iste non est mortalis nisi ubi constitueret finem.

Secundus, lucrum sive questus, qui potest esse vel ut habeat dignitatem aliquam et est indignus, et iste enim est mortalis, vel potest esse alicujus rei temporalis, puta elemosine et hujusmodi, et tunc datur talis regula: Nulli licet sine indigentia vel necessitate accipere vel simulare ut accipiat elemosinam ab eo qui non daret nisi crederet illum egere, ymo peccat mortaliter si res data sit magne importancie, et talis tenetur restituere secundum doctores;



set de hoc in bursa Marie dictum est.

3us finis est edificatio, unde dicit Florentinus: Cum sanctus Dominicus ibat ad predicandum in via bibebat in fontibus ut extingueret sitim ut posset esse in hospicio bone edificationis non se nimis cibo et potu dando. Hoc idem docet sanctus Bonaventura fratres minores idem debere facere. Unde secundum Petrum de Pallu frater abstinens se a cibo et potu vel gestu coram secularibus ne eos scandalizet a quibus non se abstineret coram fratribus qui in hoc non scandalizarentur meretur si sit in statu gratie et non sit aliqua vanitas in affectu.

Quartus finis est honor Dei. Et hii duo sunt meritori: Qui gloriam non querit, contumeliam non sentit. Et attende quod aliquando accipitur ypocrisis ut est filia inanis glorie. Unde dum quis aparet in omnibus singularis foris, ut inde colligat aplausum populi, posset singularitas dici, et est filia [inanis glorie]<sup>2825</sup> et i[bi]<sup>2826</sup> retinet nomem ypocrisis quamvis unum pro alio sepe ponatur.

Y. De inobedientia<sup>2827</sup>.

Octava propositio erit de inobedientia. Verum quia hec materia est utilis multum religiosis et confessoribus, dilato ipsum modicum; et quia privatio agnoscitur per habitum et negatio per affirmationem, cum inobedientia sit negatio obedientie, ideo videre oportet primo de obedientia.

Obedientia quid est<sup>2828</sup>.

Et de hac dico quod obedientia est quicquid a superiore fuerit imperatum obtemperare sive facere. Hec diffinitio ponitur 23, q. 1, c. *Summa*; et ad idem venit diffinitio theologorum quod obedientia est subicere voluntatem propriam voluntati superioris. Exsequitur primo quod nullus potest habere obedientiam ad seipsum. Si enim respectu alicujus operis nullus habeat velle nisi operans non potest talis dici esse in obedientia vel per obedientiam. Istud est concorditer concessum ab omnibus, quia obedientia est inferioris ad superiorem, sicut jussio sive preceptum est superioris ad inferiorem.

---

2825 Lacune

2826 *Ibi* et non *ut*

2827 Marge. Titre absent dans la table.

2828 Marge.

3ex actus voluntatis<sup>2829</sup>.

Et ut clarius hec materia videatur Nota quod triplex est actus voluntatis et capio large actum, quia certum est secundum Scotum in 2°, dist. 6, quod tantum est duplex actus positivus, scilicet velle et nolle; set utor large actu pro actu positivo et negativo vel privativo eo modo quo dicitur Deus velle aliquid quia permittit, et tamen proprie permissio secundum aliquos non dicit actum positivum, ut satis declarat Scotus in primo, dist. 47. Ponentur ergo tres actus, scilicet

velle,

nolle,

non velle.

Et iste 3us solum ponit negationem duorum precedentium sicut aliquis non cogitans de ecclesia non habet actum volendi ire ad ecclesiam nec actum nolendi, set habet non velle quasi neuter in medio stans. Itaque quia secundum predictas difficultates obedientie oportet ad hoc quod aliquis sit in obedientia quod sua voluntas sit conformis voluntati superiorum, id est quod superior velit quod ipse inferior faciat id quod facit et quod vult, Quero de quo velle intelligitur: Utrum requiratur actus positivus vel privativus vel negativus? De negativo taceo, quia talis non est obediens, set inobediens. De positivo similiter non est dubium quin talis sit obediens; ergo tantum est difficultas de actu permissivo. Et de hoc dico quod non sufficit alias Judas fuisset in obedientia Christi quando ivit ad Christum vendendum et meretrices essent in obedientia pape quando papa tollerat et permittit; non dico approbat sicut antiquitus quidam legiste secundum jura civilia videbantur aprobare esse bonum.

[fol. 87v]<sup>2830</sup>

[...]<sup>2831</sup>

Papa autem reprobatur et permittit, hoc est dicere absolute vellet eas non esse, si maius malum non nasceretur ad eas esse quam ad eas non esse sequatur;

---

2829 Marge. Titre absent dans la table.

2830 L'indication du folio qui était avant *secundum jura* a été déplacée après *bonum*.

2831 Marge non lisible.

set quia teste Augustinus omnia replerentur adulteriis, quod est gravius meretricio, ideo papa permittit et tollat meretricium ita quod actus voluntatis non est ad eas directe, set magis ad adulteria non esse, que non possent non esse nisi meretricium permetteretur esse.

Utinam notarent predicta religiosi qui votum obedientie fecerunt, certe quod cum merore et dolore dico, puto viderent multi quod crebro aquas hauriunt quia sine obedientie merito vivunt.

Religiosus enim qui sua importunitate habet obedientiam ad morandum in aliquo loco seu conventu vel ad predicandum vel aliquid aliud faciendum ita quod prelati vel superior non dat ei obedientiam nisi ad sibi complacendum et evitandum majus malum, quia forte minatur religionem dimittere et se apostatare vel dicit prelatum se desolaturum aut pacem conventus perturbaturum et hujusmodi, Certe talis religiosus non affirmo quod peccat mortaliter, sed dico quod non est plus in obedientia prelati religionis sue quam<sup>2832</sup> meretrices in obedientia pape. Et hec videtur opinio Scoti, qui in 4° in materia de libello repudii ponit hec verba: Prelatus in aliqua religione permittit aliquando aliqua propter duritiam fratrum que non permetteret si fratres essent ductibiles. Illa autem permittendo, fratres non peccant mortaliter, non tamen dicit quod merentur. Et intelligo quod illud quod permittitur non sit lege divina prohibitum vel de se peccatum.

Z. Sex prelati sive superiores quibus debetur obedientia<sup>2833</sup>.

Ex praedictis sequitur quod cum obedientia sit parere voluntati superioris, secundum gradus superiorum, potest distingui multiplex obedientie gradus. Nunc autem possunt poni sex superiores sive prelati quibus debent homines qui sunt eorum subditi obedire. Primus superior, ymo supremus et ultimus prelati est Deus benedictus in secula; 2us. papa; 3us episcopus; 4us prelati specialis, scilicet alicujus religionis aprobate; 5us pater naturalis; 6us princeps sive dominus temporalis.

Conformiter possunt poni sex gradus obedientie: Primus respectu Dei scilicet obedientia Deo debita et sic de aliis. Et de hiis erunt sex questiones:

---

2832 En double

2833 Marge. Titre dans la table: *Obedientia quibus debetur.*

### Obedientia Deo debita<sup>2834</sup>

Prima est de obedientia Deo debita, de qua dica quod illa est que est per observantiam decem preceptorum, ideo pro nunc nihil aliud dico. Qui tamen vellet videre quomodo tenemur conformare voluntatem nostram voluntati divine in volito et modo volendi et utroque modo simul videat diversas opiniones in primo *Sententiarum*, dist. ult. et in 3°, dist. 17.

### Obedientia pape<sup>2835</sup>

Quantum ad 2am questionem, scilicet de obedientia debita pape, dixi ample parte 2a. hujus libri: ideo ibi vide.

### Obedientia debita diocesano<sup>2836</sup>

Quantum ad 3am questionem: Utrum diocesani teneantur obedire episcopo precipienti sub pene excommunicationis ut audiant missam in ecclesia parochiali et non in ecclesia Mendicantium, et similiter quando precipit ne laborent in festis causa pietatis? Hec questio est cotidiana. Cui respondetur quod aut episcopus expressit in tali sententia quod nullus laboret in festis nec causa necessitatis, pietatis, et hujusmodi, Et tunc dico quod talis sententia non tenet et est omnino nulla quia continet intollerabilem errorem et est contra jura expresse, quia contra finale c. *Extra, De feriis*, ubi dicitur: nisi necessitas urgeat vel pietas suadeat, et contra c. *Licet*, eodem tit., ubi ecclesia indulget circa captionem alletium in diebus dominicis et festis non majoribus. Si autem non expressit causam necessitatis vel pietatis, tunc dico quod talis sententia debet intelligi secundum jus commune. Et tunc intelligitur quod non licet laborare in festis, exceptis casibus de jure concessis, videlicet pietate, necessitate et raritate. Si tamen quis laboraret in festis, non existente aliqua de predictis causis, tunc incurreret excommunicationem. Per idem dici potest de excommunicatione lata contra illos qui non audiunt missam in diebus dominicis in ecclesia parochiali, set audiunt in ecclesia Mendicantium:

---

2834 Marge. Titre absent dans la table.

2835 Marge. Titre dans la table: *Obedire debemus et statutis papalibus et pape*, f.124.

2836 Marge. Titre absent dans la table.

dico quod talis sententia non tenet, quia est contra jura, ut patet in c. *Ut dominicis, Extra, De parrochiis*, ubi non inibetur parrochianis quin possint audire missam in ecclesiis Mendicantium, ymo eis conceditur.

Et quod majus est papa Alexander 4us. concessit omnibus venientibus ad audiendum divinum officium et missas in ecclesiis Minorum

[fol. 88r]

de indulgentia centum dies. Bulla papalis habetur Parisii, set istud c. solum prohibet quod parrochiani, dimissa eorum ecclesia parrochiali, vadant ad aliam parrochiam vel ad aliam quamcumque, **contempto**<sup>2837</sup> proprio sacerdote. Item sicut attemptatum est contra jus, ita est ipso jure nullum, ut in c. *Vides*, 10 dist. et in hoc non dubium, C. *De legibus*. Ita etiam attemptatum contra consuetudinem generalem totius orbis est nullum, ut in c. *In hiis*, et c. *Chatolica*, 11 dist<sup>2838</sup>. Item si episcopus non potest artare jus commune, nec facere quam constitutionem, qua jus commune artetur, ita nec potest facere constitutionem qua consuetudo generalis arceatur.

A. Questio si religiosus tenetur obedire in omnibus prelato<sup>2839</sup> .

Quoad 4am questionem quero: Utrum religiosus teneatur in omnibus obedire suo prelato?

Respondeo quod est satis perplexum inter doctores et precipue quoad fratres Minores, ut dicitur dist. ult. 2i *Sententiarum*. Set pro nunc quia multa de obedientia prelatis solent dici, pono unum generale ad sciendum quando subditus debeat obedire prelato, et accipio ex c. *Inquisitioni, Extra, De sententia excommunicationis*. Itaque quando prelatus precipit aliquid subdito quod conscientia subditi dictat esse peccatum, tunc aut clare aut pro certo scit quod est contra legem Dei, et sic non obediat, aliter peccaret mortaliter, ymo potius debet sustinere excommunicationem, carcerem et alia mala.

---

2837 Mot du c 2, X, 3, 29

2838 11 correction de 10.

2839 Marge. Titre dans la table: *Obedientia quibus debetur*.

Aut non scit pro certo, set ex levi credulitate sive temeraria, tunc ad iudicium sui prelati seu consilium deponat talem conscientiam formidolosam. Aut habet credulitatem probabilem et discretam, quamvis non manifestam et evidentam, tunc propter obedientiam faciat quod ei precipitur, quia tunc in tali dubio et propter bonum obedientie excusatur. Caveat tamen ne illud ex voluntate propria faciat, quia peccaret mortaliter, quia qui amat periculum, peribit in illo.

Hanc propositionem sequuntur summiste; vide *Rosellam*, in *Conscientia* 2°, et facit quod dicitur sequenti et 7°<sup>2840</sup>.

Quantum ad 5am questionem dixi supra 4° precepto; Vide Okam, li. 2°, in tractatu 3e. partis, c. XX.

Quantum ad 6am questionem quero utrum milites teneantur obedire dominis? respondeo quod bellum vel scitur esse in justum vel ignoratur vel dubitatur de utroque: si primo modo, tunc est obediendum; si 2° modo, numquam est obediendum; si 3° modo, tunc est obediendum, per c. *Quid culpatur*, 23, q. 2. Set de hoc habes supra in Bursa Marie, in denario bellatorum.

#### B. De fucatione<sup>2841</sup>.

Nona propositio erit de fucatione. Dicitur autem fucatio quando vir aut mulier ponit aliquem colorem sive unguentem sive aliquid hujusmodi ad faciem decorandum et pulchriorem faciendam et vulgo appellatur fardatio, de qua *Sapi.13: Perliniens rubrica et rubricundum faciens fucco colorem illius*. De hac autem materia doctores sunt diversi. Nam Alexander videtur tenere indistincte quod semper est mortalis. **Ad<sup>2842</sup> quod facit dictum Cipriani, De habitu virginum, qui ait: Manus Deo inferunt, quando illud quod formavit reformare contendunt; impugnatio ista est divini operis, prevaricatio veritatis;**

---

2840 Erreur de chiffre possible.

2841 Marge.

2842 ANGELUS, *Ornatus*, § 4

**Deum videre non poteris<sup>2843</sup>, quando oculi tui non sunt quos Deus fecit, set quos diabolus infecit, de inimico tuo tincta cum illo pariter<sup>2844</sup> arsura. Hec ille. Et dictum Iheronimi *Ad Mauricii filiam*: Crimen est post crismatis sanctificationem, cujuslibet pigmenti fuco vel pulvere sordidari. Et dictum Augustini, *De consecratione*, dist. 5, c. *Fucare*, ubi ostendit quod est adulterine fallacie et inhonestatis<sup>2845</sup>.**

Sanctus vero Thomas non iudicat esse mortale, nisi fiat **propter<sup>2846</sup> lasciviam et in Dei contemptum.**

Est 3a opinio quam etiam **recitat Alexander<sup>2847</sup>**, quod quis potest se fucare dupliciter: aut **ad occultandum defectum, puta morpheam in facie vel nuditatem capitis**, scilicet adulterinos crines adhibendo, vel fit **ad pulcritudinem majorem**; tunc dicunt quod 2° modo est mortale, et non primo modo. Ecce in hoc consulo ne confessor sit preceptus in iudicando seu sententiando. Unde dico propositionem sequentem: Recitanda et laudanda est opinio Alexandri, quam tamen si noluerit peccator vel peccatrix tenere, non est propter hoc absolutio ei deneganda, nisi propter finem mortalem se fardarent sive fuccarent, set se exonerando confessor supra conscientias eorum relinquat, et sic C teneat et P caveat.

[fol. 88v]

Sequitur de inani gloria. Propositio decima

Decima propositio erit de inani gloria. Et ut potest elici ex sancto Tho et Flo, ipsa in 4or est mortalis, que respiciunt 4or genera causarum, sicut dicebam de curiositate, Et secundum hoc quatuor partiales propositiones erunt.

C. In 4or casibus mortalis habetur vana gloria

Prima de causa efficiente, licet quo ad aliquid etiam tangat causam materialem: Omnis qui inaniter gloriatur in hiis que soli Deo conveniunt peccat mortaliter: exemplum est de illo de quo dicitur *Ezechialis* [28]<sup>2848</sup>: **Elevatum est cor tuum, dixisti Deus ego sum.**

---

2843 Cité en THOMAS, *Somme*, II-II, q 169, a 2. *Poteris* correction de *potentis*

2844 *Pariter*: correction de *pariete*.

2845 Fin de l'emprunt principal à ANGELUS, *Ornatus*, § 4

2846 En caractères gras: citation de THOMAS, II-II, q. 169, a.2, s. 2 et de ANGELUS, *Ornatus*, § 4

2847 En caractères gras: citations de ANGELUS, *Ornatus*, § 4

2848 28 correction de 8

Hoc modo peccaverunt multi imperatores Romanorum et ipse etiam Alexander magnus qui letabatur etiam se esse filium Jovis; peccavit etiam Herodes Agripa, *Actuum* 12.

2a. propositio respicit causam formalem et finalem aliquo modo, quia formalis et finalis coincidunt: Quicumque gloriatur tali modo quod preferit huiusmodi gloriam Deo vel ecclesie precepto peccat mortaliter, quamvis illud de quo gloriatur non esset mortale. Exemplum: de quibusdam Judeorum principibus *Ioan*, 12<sup>2849</sup> dicitur quod preferebant testimonia hominum testimonio Dei, quia licet in Christo corde crederent, tamen ne ejicerentur de synagoga vel de honoribus temporalibus non fatebantur Christum ore et operibus. Exemplum pro 2a parte propositionis, scilicet quando transgreditur preceptum ecclesie, puta de torneamentis que propter vanam complacentiam et gloriam in huiusmodi torneamentis faciunt contra prohibitionem ecclesie.

3a. propositio erit de causa materiali et est hec: Quicumque gloriatur de re que est peccatum mortale, ut de sua luxuria, de sua vindicta et huiusmodi, peccat mortaliter; de talibus *Ysaie* 3: **Peccatum suum quasi Sodome predicaverunt et non absconderunt.**

4a propositio erit de causa finali et est hec: Sicut peccat mortaliter quicumque facit aliquot opus privilegiatum propter vanam gloriam principaliter et similiter quicumque facit aliquod propter vanam gloriam finaliter, sic non peccat opera predicta faciendo occasionaliter.

D. Quid est facere propter vanam gloriam principaliter, finaliter, occasionaliter.

Hic videndum quid est facere propter gloriam finaliter, principaliter et occasionaliter. Unde dico quod facere propter gloriam finaliter est habere gloriam pro ultimo fine, ita quod ille qui facit paratus esset facere pro obtinenda huiusmodi gloria que sunt contra Deum. Set facere principaliter dicitur quando quis licet moveatur pluribus finibus tamen gloria est principalior ita quod cessante illa cessarent omnia et alia sunt quasi annexa et finis sub fine, sicut si quis nollet offendere Deum, tamen sibi placet laudari a mundo;

---

2849 *Ioan* 12: ajout et correction, (blanc derrière *principibus*, suivi de 10 c). *Jean* 12, 42-43: *Verumtamen et ex principibus multi crediderunt in eum sed propter pharisaeos non confitebantur ut e synagoga non ejicerentur. Dilixerunt enim gloriam hominum magis quam gloriam Dei.*



Dico quod talis non facit finaliter propter gloriam propriam et sic non peccat mortaliter, nisi talem gloriam quereret in opere privilegiato, id est faceret huiusmodi privilegiatum propter talem gloriam propriam principaliter. Vocatur autem opus privilegiatum secundum sanctum Bo-ram, opus quod privatis personis tantum convenit et non omnibus, sicut predicare, confessiones audire, missas celebrare et huiusmodi.

Set facere occasionaliter est per oppositionem ad principaliter, quia scilicet est finis sub fine. Exemplum: non deliberaveram hodie celebrare; venit quidam amicus meus qui rogat me ut celebrem, et ego motus suis precibus me preparo debite ad celebrandum et propter gloriam Dei principaliter, dico tunc quod ego non pecco, quia non celebros propter amicum, nisi occasionaliter.

#### E. De temptare Deum.

Quia lingue duo sunt officia, gustare et loqui, ideo pono hic pro primo de temptare Deum, licet magis proprie posset poni superius de voluntate infecta. Unde temptare Deum est aliquid petere a Deo vel facere ut sic faciens vel petens videat vel experimentum sumat utrum liberari possit a Deo vel utrum Deus est bonus, pius, potens, misericors et huiusmodi. Et intellige hoc quando hoc facit vel petit sine necessitate vel utilitate, quia in necessitate hoc facere non est Deum temptare, sicut *Paralipomenon* dicitur: **cum ignoramus quid agere debeamus ... ad te sunt oculi nostri ....**<sup>2850</sup>.

Sit igitur hec propositio: Temptare Deum tripliciter est peccatum mortale: qui triplex modus venit ratione annexi, quia scilicet annexum est peccatum mortale cum isto temptare Deum, puta si quis vellet operari potentiam Dei

[fol. 89r]

dubitans si sit potens vel bonus etc.; Ecce quomodo est ibi annexa dubio infidelitas. Similiter si temptaret Deum in materia supersticiosa, de qua in primo precepto vel 3<sup>o</sup>; si temptaret Deum in vana gloria mortali qua nimis de se presumeret et vellet sive peteret quod Deus sive mater Dei aparent sibi vel facerent mirabilia et huiusmodi ad sue sanctitatis ostensionem et declarationem vel alium finem malum.

---

2850 *Vulgata*: «...cum ignoremus quid agere debemus ...oculos nostros dirigamus ad te»

Et revera doctores sepe in peccato isto et in multis aliis sicut supra dixi de curiositate et ypocrisi, arrogantia et hujusmodi dicunt esse peccata distincta ubi videtur solum esse offensa mortalis, ratione annexi.

Utrum liceat requirere a moriente quod revelet statum suum post mortem?

Respondeo secundum Thomam in *Quolibet*, quod “nulla<sup>2851</sup> videtur inordinatio si quis requirat a moriente quod revelet statum ejus post mortem subjiciendo tamen hoc divino iudicio. Unde nulla ratione videtur quod hoc debeat dici peccatum nisi forte ex dubitatione fidei de futuro statu quasi inquirendo et temptando quereret.”

F. De laude vana<sup>2852</sup>.

Duodecima propositio erit de laude vana, que est duplex: quia vel quis se laudat vel alios; si se, dicitur jactantia; si alios, dicitur adulatio, et sic erit hic prima propositio de jactantia et 2a ponetur de adulatione.

Laus, jactantia<sup>2853</sup>.

Quantum ad jactantiam, licet ea que dixi de inani gloria multa possent intelligi, tamen ultra notandum quod potest quis quintupliciter laudare, et solum 4us et 5us modus pertinent ad jactantiam.

Primo laudat se quis ob sui utilitatem spiritualem, ne scilicet cadat in desperationem, ut fecit sanctus Job 13 c., et Ezechias, *Ysaie* 38. 2° laudat se quis ad vitandum periculum: sic Paulus se esse civem romanum manifestavit, *Actuum*, 16. 3° laudat se quis propter aliorum utilitatem, ut ejus doctrina efficacius recipiatur: sic Paulus, 2 *Cor.* 2°. 4° laudat se quis propter sui cupiditatem vel vanitatem et hoc pertinet ad jactantiam, de qua dicitur dist. 20, § finali et ibi dicit glosa, quod comparatur galline que cum ferit ovum non cessat clamare donec perpendatur quod fecit ovum. 5° est jactantia propter fallaciam, ut cum quis se jactat de aliquo ut decipiat proximum.

---

2851THOMAS, *Quolibet* 3, q 8, a 2; avec quelques différences dont la seule notable est à la fin: *quasi tentando inquirat.*», verbe qui établit plus clairement le pourquoi de cette question dans l'exposé de Gabriel Maria.

2852Marge. Titre dans la table: *Vana laus, peccatum.*

2853Marge. Titre absent dans la table.

## Jactantia mortalis tripliciter

Preterea sciendum quod jactantia ultra dicta de inani gloria potest dici mortalis tripliciter. Primo quando venit in contumeliam proximi, sicut pharizeus, *Luc* 18: Non sum sicut ceteri hominum... vel... ut hic publicanus. 2° cum quis se jactat multos curasse ut credatur ei et sic lucretur: unde cum quis se jactat magnum esse medicum, multas sanitates fecisse, vel advocatum peritum et hujusmodi qui in nocumentum proximi se jactant mendaciter, Et intellige si illud nocumentum sit notabile et magne importancie. De 3°, 1° quando venit ex superbia mortali, sicut ille lector qui legebat epistolas Pauli de quo Florentinus dicit quod cum semel legeret laudaretur ab auditoribus suis tale<sup>2854</sup> facta lectura respondit jactanter se melius epistolas Pauli intelligere quam ipse Paulus intellexisset, qui mox privatus est omni scientia nichil plus sciens quam qui de novo disceret litteras; 2° quando quis se glorificat mortaliter, coram aliquibus jactat se et narrat coram aliis se sic et sic dixisse et hujusmodi, et credo quod hec tertia absolute solum sit dicenda mortalis, quia omnis jactantia que venit ex superbia vel vana gloria mortali est mortalis.

## G. De adulatione<sup>2855</sup>.

Terciadecima propositio erit de adulatione quadruplici et quatuor generibus adulatorum.

Pro quo sciendum **secundum Alex 2a. 2e, tractatu de adulatione, quod adulatio fit quatuor modis. Primo modo laudando bonum quod non habent. 2° modo augendo bonum quod habent plus quam sit. 3° laudando malum quod habent dicendo bonum. 4° minuendo malum [...]**<sup>2856</sup> **dicendo non tam grave peccatum.** 3us et 4us sunt **peccatum mortale.** Facit 25 dist. § *Alias*: Intelligo de mortali malo<sup>2857</sup>.

---

2854Ajout dans le manuscrit

2855Marge. Titre dans la table: *Adulatio quando est peccatum.*

2856ANGELUS, *Adulatio*, § 5: *...ipsum, scilicet...*

2857ANGELUS, *Adulatio*, § 5: *si malum sit mortale.*

Set **duo primi** qui sunt respectu boni, sicut isti duo ultimi respectu mali, **sunt peccata venalia, nisi misceatur contemptus Dei vel in eo qui laudat vel in eo qui laudatur.** Intelligo autem contemptum Dei in eo qui adulatur sive laudat, quando non timet Deum offendere vel si videt dare occasionem alicui ruendi in mortale non curat.

Set quero: **utrum<sup>2858</sup> dare adulatoribus sit peccatum?**

**Respondeo quod tale peccatum est dare qualis est adulatio propter quam datur: si mortale, mortale; si veniale, veniale, ut patet 86 di., c. *Donare*, et duobus c. sequentibus, et sic intellige Thomam, 2a. 2e. q. 115<sup>2859</sup>. Dare tamen adulatori non propter adulationem, set propter pietatem ad sustentationem nature, non est peccatum, ut notatur in dicto c.; Idem de dantibus hystrionibus, ut in dictis c. Clericis<sup>2860</sup> autem prohibetur adulatio; et si exercent adulationem, degradandi sunt, 46 di., *Clericus*.**

[fol. 89v]

Quartadecima propositio de contentione<sup>2861</sup>

H. De contentione<sup>2862</sup>.

Quartadecima propositio est ponenda de contentione, pro qua faciunt ea que dixi supra propositione 2a.

Triplex contentio<sup>2863</sup>.

Pro nunc declarando materiam de contentione, premitto quod triplex est contentio, videlicet

Emulationis,

Disputationis,

Litigationis.

De prima dicitur in **Cor primo, que<sup>2864</sup> hodie in secularibus est erga doctores, quando alium magis laudare vident contendunt [...]<sup>2865</sup> laudatores; Item circa predicatores, circa religiosos et religiosas<sup>2866</sup>.**

---

2858ANGELUS, *Adulatio*, § 3

2859115: ajout (blanc dans le manuscrit). 118 chez ANGELUS

2860ANGELUS, *Adulatio*, § 4

2861Marge déplacée (bas de page du f. 89r)

2862Marge. Titre dans la table: *Contentio quid est*.

2863Marge. Titre absent dans la table.

2864 ANGELUS, *Contentio*.

2865 ANGELUS: *contra*

2866 ANGELUS: la fin de la phrase est: *aut religiones* et non: *et religiosas*

Et licet de se non sit nisi peccatum veniale, tamen multociens eveniunt mortalia, puta detractiones aut aliquot malum, juxta illud *Jacobi* 3<sup>2867</sup>: Ubi est zelus et contentio, ibi inconstancia et omne opus pravum.

2a. est disputationis, et hec potest esse mortalis tripliciter: primo quando est contra veritatem, etiamsi non fiat cum inordinato clamore. Et hoc intelligo de re alicujus importancie, puta contra fidem et bonos mores vel pertinentia ad utiles doctrinas et notabiliter. Nam contentio que fit inter pueros etiam contra veritatem non videtur mortale peccatum. Et pro hac vide que dixi supra de<sup>2868</sup> pertinacia. 2° quia est contra honestatem, ut puta ita inordinate contendendo et<sup>2869</sup> pro veritate ita quod scandalum notabile sequatur: alias erit veniale inordinate contendere de fide et hujusmodi. 3° quia materia est prohibita, sicut publice disputare et contendere de fide et hujusmodi nisi doctis et necessitate yminente, secundum quod dixi primo precepto; Aut contendere in judicio de eo quod facere tenetur, sicut illi qui debent dare ut habeant dilationem solvendi contendunt: de qua dixi in Bursa Marie.

3a. est contentio litigationis et est hec periculosa propter multa [...] <sup>2870</sup> que ibi immiscentur, non tamen prohibita, alias jus canonicum esset dampnandum. Potest tamen esse illicita dupliciter: Primo ratione justicie<sup>2871</sup>, quia scienter litagat contra justiciam, et sic est peccatum mortale; 2° ratione scandali, scilicet illius a quo petitur, et hoc intelligo si est scandalum pusillorum et non phariseorum. Et tunc est scandalum phariseorum<sup>2872</sup> quando declarantur eis sua non esse que ab eis petuntur, vel injustam causam fovere, et tamen ex malicia nolunt debitum facere, set turbantur et scandalizantur: quia tunc non est necesse desistere secundum notata in § *Quia ergo*, 14, q. 1.<sup>2873</sup>

---

2867 ANGELUS: 4

2868 *De*: ajout

2869 ANGELUS: *etiam*

2870 ANGELUS: *mala*

2871 ANGELUS: *injusticie*

2872 *Et tunc...phariseorum*: ajout en marge dans le manuscrit.

2873 Arrêt de la citation d'ANGELUS: *Contentio*.

J. De presumptione<sup>2874</sup>.

Quintadecima propositio erit de presumptione, et est hec:

Quocienscumque quis attentat exercere aliquod opus presumptuose, quia scilicet scit et cognoscit se insufficientem et imperitum ad hoc faciendum, et ex tali potest sequi aliquod dampnum notabile corporis vel anime, peccat mortaliter.

Utinam hanc propositionem notarent simplices sacerdotes, qui ponunt se ad audiendum confessiones, cum tamen non habeant scientiam; similiter chirurgi et medici qui ponunt se ad sanandum infirmos, cum non habeant vel scientiam vel experientiam. Omnes enim tales sunt in statu dampnationis, nisi cessent in futuro et doleant de preterito.

K. De coreis<sup>2875</sup>.

Sexta decima propositio erit de choreis, quia de pugna, bello, scismate<sup>2876</sup> et hujusmodi dixi supra in denario bellatorum et in peccato ire. Pro hac igitur materia chorearum dicam hanc propositionem multum generalem, scilicet quod qui vult corizare non faciendo peccatum oportet quod septem semper saltent sive corizant secum:

**Primum<sup>2877</sup> est tempus debitum, scilicet quod non sit deputatum orationi necessarie vel penitentie. Unde tenent magistri ut refert Ricar in 3°, 37 dist. art°. 3°, q. 4, quod est peccatum mortale coreas ducere diebus dominicis proptem dictum Augustini dicentis quod facerent melius femine Judeorum, si lanam filarent, quam<sup>2878</sup> toto die in neomeniis impudice saltarent. Quod quidem credo verum quando omissa missa<sup>2879</sup> vel re alia que cadit sub precepto dimitterentur<sup>2880</sup>, ymo credo numquam in sequentibus esse mortale sive peccare mortaliter nisi prohibitionis ecclesiastice ratione vel scandali vel intentionis mortalis: ideo hic habet locum quod dixi supra ratione annexi.**

---

2874 Marge. Titre absent dans la table, pour cette sorte de présomption, différente du jugement précipité du fol. 84, P.

2875 Marge. Titre dans la table: *Corea quando est peccatum*.

2876 *Scismate* correction de *scisma*

2877 ANGELUS, *Corea*

2878 AUGUSTINUS: *quam ...saltarent*: citation du *Liber de decem cordis*.

2879 ANGELUS: *..(missa), vel predicatione aut vesperorum celebratione hujusmodo intenderet, vel per notabile spatium...*

2880 *Dimitterentur*: correction de *dimitteretur*.

**2um<sup>2881</sup>**, persona conveniens. Nam ecclesiasticis personis prohibetur, 46 dist. c. *Clericum, De consecratione*, dist. 5, c. *Nullus presbiterorum, c. Non oportet*, cl., primo, ar.<sup>2882</sup> **34 dist. Presbiteri, diacones**, maxime ubi quis propter eorum coream induceretur mortaliter, nisi forte modicitas et qualitas corizandi excusaret, puta in secreto, et hujusmodi.

**3um<sup>2883</sup>**, modus honestus. Nam honestas primum<sup>2884</sup> juris preceptum, *Insti., De justitia et jure, § Juris precepta sunt*, et ideo si fiat modo inhonesto est peccatum mortale, ut puta gesticulis<sup>2885</sup> provocantibus ad libidinem, cantibus turpibus vel cum ornamentis lasciviis et inhonestis. Facit prohemium, *ff. Veteris, § Illud vero quis ludos apellet unde crimina oriuntur*. Difficile est discernere qui sint illi gestus provocantes ad luxuriam vel libidinem mortalem, et que ornamenta lasciva nisi sint multum inassueta, et ideo nisi intentio sit corrupta, non faciliter judicetur mortale.

[fol. 90r]

**4um recta intentio quia<sup>2886</sup> si fiant ad provocandum ad libidinem vel alio fine malo, ut fiunt communiter, est peccatum mortale** ita quod talis erit corea qualis finis vel intentio: si venialis, erit venialis<sup>2887</sup>. ar., c. *Vide, 1. q. 1. et 23. q. 1, c. Noli et c. Militare*.

**Quintum, locus aptus, scilicet prophanus, non aliqua loca sacra vel religiosa, quia valde inhonestum est corizare in ecclesia et locis religiosis et sacris<sup>2888</sup>** .

**Sextum, raritas corizationis. Nam dicit Rodon-is quod choreas ducens ex consuetudine peccat mortaliter. Corizantem autem raro et sine corrupta intentione non audeo dicere quod peccat<sup>2889</sup> mortaliter, set nec audeo excusare a mortali, cum ingerat se in periculo alios provocando<sup>2890</sup>**. Et dictum istud Rodonens[is] solum puto verum quando quis videt talem provocationem sequi.

---

2881 Reprise de ANGELUS, *Corea*

2882 *Ar* correction d'après ANGELUS, de: *Archidi*.

2883 *3m*: correction de *3us*.

2884 ANGELUS: *unum*

2885 ANGELUS: *gesticulationibus*.

2886 *4um...quia*: morceau de phrase déplacé de la fin du fol 89v., au début du 90.

2887 ANGELUS: *(opus) si veniale [peccatum] erit veniale*

2888 Avec quelques différences avec ANGELUS: celui-ci dit en particulier: danser en un lieu sacré est «véritablement mortel» et non: «tout à fait déshonnête»

2889 ANGELUS: *peccet*.

2890 ANGELUS: *provocandi ad libidinem...*

**Septimum, stabilitas corizeisantis. Nam qui ita fragilis est quod licet bona intentione coreizare incipiat, inde tamen non exit quin ad libidinem provocetur peccat mortaliter advertens de tali sua fragilitate se ingerendo, quia dicitur *Eccli. 3°: Qui amat periculum, peribit in illo; Et propterea quia dicit Ihero in quadam homelia: Non credo viro si dicat se illesum evasisse a talibus spectaculis, cum David ex eo quod vidit Bersabee lavantem se provocatus sit ad libidinem. Hec ille.***

**Et etiam quia pensate condiciones non inveniuntur in coreis nostri temporis, ideo periculum de peccato mortali, si quis eas facit ex consuetudine sicut faciunt<sup>2891</sup>, nisi excusentur secundum predicta.**

L. Ludus quando est sine peccato<sup>2892</sup>.

**Dicit autem Thomas, 2a. 2e. tit. de ludo, quod<sup>2893</sup> ludus vel saltatio provenit quandoque ex spirituali jocunditate et sic est meritorius sicut David lusit ante archam Domini. Aliquando venit ex mentis recreatione vel exercitatione et sic potest esse sine peccato. Aliquando ex dissolutione mentis et lascivie<sup>2894</sup>, et sic est peccatum mortale vel veniale, sicut dictum est.**

17a propositio: De ornatu superfluo<sup>2895</sup>

Decima septima propositio erit de ornatu superfluo, set quia hec materia sepe accidit in confessionibus, Est enim mundus plenus hujusmodi novitatibus vestimentorum, ideo prolixius procedam quam in precedentibus.

Unde ad plene intelligendum hanc materiam in primis confessor jactet oculum suum ad duo, scilicet ad intentionem utentium hujusmodi ornamentis et 2° ad ipsum ornamentum.

Et pro intentione pono istam regulam: Due sunt intentiones quas habentes in ornatu peccant mortaliter.

Primo si hoc facit ut ad sui concupiscentiam mortalem alios trahat; velle enim concupiscere et concupisci mortale est.

---

2891ANGELUS: *ideo non video quomodo sine mortali peccato quis eas faciat ex consuetudine sicut communiter faciunt.*

2892Marge. Titre dans la table: *Ludus multiplex et quando est peccatum*

2893ANGELUS, *Corea*, § 0

2894 ANGELUS: *lascive.*

2895Marge. Titre dans la table: *Ornatus superfluitas.*



2° si hoc facit non ut provocet ad concupiscentiam set ad jactantiam et humanam laudem vel vanam complacentiam, ita quod sic afficitur ad hujusmodi quod licet sciret esse contra Dei preceptum vel proximi bonum non curaret de precepto vel proximi ruina, dummodo consequeretur alterum predictorum. Et comprehendendo omnia generaliter, puta si hoc facit propter aliquod, puta elationem, vanam gloriam, que elatio vel vana gloria est mortalis, et ornatus erit mortalis. Quando autem vana gloria est mortalis, dixi supra. Si vero intentio non sit de predictis, non debet judicari mortalis.

Quantum ad 2um., debet confessor duo precipue considerare in habitu, videlicet superfluitatem et honestatem; dico non esse honestatem, si ornatus sit incentivus libidinis. Mulieres ostendentes mammillas, et juvenes seu viri habentes brevia ornamenta turpiter incedunt; si tamen sit consuetudo patrie, seclusa mala intentione, non potest assertive judicari mortale, sed moneantur possetenus dimittere, maxime mulieres se cooperire.

M. Duplex superfluitas<sup>2896</sup>.

Quantum ad 2um. de superfluitate, hec superfluitas est duplex, Una quantum ad multitudinem et diversitatem, Alia quantum ad pretiositatem, et utraque videtur reprehendi ab Apostolo, **Ad<sup>2897</sup> Gal. 5**, ubi inter alia que excludunt a regno Dei ponitur luxuria, ubi dicit glosa: **Qualibet excedens superfluitas, intellige notanter ut sit mortalis. Unde Thomas, 2a.2e. q. 16, dicit quod facientes ornamenta superflua et curiosa peccant, si superfluitas est notabiliter excessiva [...]. Et ad hoc intelligendum potest dici quod ornatus dicitur superfluus quando excedit conditionem status persone. Ad quam cognoscendam tria sunt tempora<sup>2898</sup> consideranda tanquam tria specula ex quibus intelligitur quando dicatur superfluus.**

**Primum dicitur tempus preteritum, scilicet qualiter pervenisti ad talem conditionem, puta dominium, nobilitatem et divicias,**

---

2896 Marge. Titre absent dans la table.

2897 ANGELUS: *Ornatus*, § 6

2898 *Tempora*:ajout; le mot apparaîtra plus bas.

si quidem per usuras, rapinas, falsos contractus, ex quibus ad restitutionem teneris[...]<sup>2899</sup>.

[fol. 90v]<sup>2900</sup>

Ex quo per talia ad talem statum pervenisti, uti non poteris multitudine, preciositate et diversitate vel curiositate, quam aliter utuntur existentes communiter in tali conditione et statu sine peccato mortali [...]<sup>2901</sup> ad statum conservandum vel pompam, *Extra, De restitutione spoliatorum, c. Sepe contingit*. Et hoc est quod dicit *Ysaïas, 9 c.*: Vestimentum mixtum in sanguine<sup>2902</sup> erit in combustionem et cibus ignis<sup>2903</sup>, et *Iheremias, 2 c.*: In alis tuis inventus est sanguis animarum pauperum. Et quamvis super incertis restituendis possit prelatus ecclesiasticus dispensare ut quis vivat de hiis<sup>2904</sup> secundum conditionem naturalem alicujus, Si tamen facit ad superfluitatem solum et statum, est in statu dampnationis tam dispensans quam dispensatus[...]<sup>2905</sup>. Solum enim licet eis de incertis ut vivere possint secundum considerationem conditionis<sup>2906</sup> eorum, quia ille qui est consuetus uti cibus delicatis vel vestibus non posset sic uti grossis sicut qui ad hoc esset assuetus [...]<sup>2907</sup>. Si vero ad talem conditionem venisti non per talia que sunt necessario restituenda, sic credo quod etiamsi non sis nobilis naturaliter, nichilominus poteris te ornare secundum illum statum ita quod ex hoc non erit iudicandus tuus ornatus notabiliter superfluis.

N.<sup>2908</sup>

Secundum dicitur presens, scilicet si ornatus talis convenit [...]<sup>2909</sup> conditioni: majori autem dignitati major ornatus convenit, ut. c. *Clerici officia, De vita et honestate clericorum*.

Et ideo ut scias quid tibi conveniat attende quod cum nulla sit major dignitas quam divina, et tamen in ipso cultu divino debet esse ornatus ipse temperatus, ut in c. *Gloria episcopi, 12, q. 2; A fortiori ornatus virorum ecclesiasticorum et prelatorum*<sup>2910</sup>.

---

2899 ANGELUS: (*teneris*) *obnoxius (ad talem conditionem pervenisti..)*

2900 Déplacement de l'indication du folio, qui commence devant: *restitutionem*.

2901 ANGELUS: *Nam rebus obnotiis restituioni non licet uti sine peccato mortali (ad statum vel pompam...)*

2902 ANGELUS: *...admixtum sanguine cibus erit ignis.*

2903 *Vulgate: et vestimentum mixtum sanguine erit in combustionem et cibus ignis...*

2904 ANGELUS: *...(de) eis secundum qualitatem conditionis naturalis (alicujus)*

2905 ANGELUS: références.

2906 ANGELUS: *secundum eorum contritionem*

2907 ANGELUS: *Et ideo oportet multum temperate hoc faciant.*

2908 Lettre ajoutée, non visible en marge. Le titre dans la table: *Ornatus superfluitas* est indiqué au folio: 90, L, M, N.

2909 ANGELUS: *tue*

2910 ANGELUS: *prelatorum ecclesiasticorum.*

**Idem dic quod ornatus imperatoris qui omnes mundano supereminet, ut in L. *Cum multa*, in fine<sup>2911</sup>, C. *De bonis que liberis*, debet esse temperatus<sup>2912</sup>. Ceterorum vero tanto magis debet esse temperatus quanto magis inferiores sunt ab ipsa imperatoris dignitate. Et quamvis ita sit de jure, nichilominus consuetudo est hodie attendenda, quia, ut dicit Augustinus<sup>2913</sup>: Quisque rebus pretereuntibus utitur strictius quam se habeant mores eorum cum quibus vivit aut temperatus aut superstitiosus est [...]<sup>2914</sup>. Unde si vis cognoscere<sup>2915</sup> si excedis, considera communitatem bonorum inter quos vivis, qui sunt equalis dignitatis, nobilitatis, diviciarum habundencie. Et notandum<sup>2916</sup>: in communitate bonorum, non aliquorum mundanorum. Et si secundum consuetudinem eorum uteris preciosis vel multitudine aut curiositate, non judicabo te de excessu nisi in casu<sup>2917</sup> in quo aliqui essent in extrema necessitate. Quare tunc dicas cum Ambrosio, *Sicut hii, 47 di.*: Plus quam sufficiat sumptui, scilicet tue necessitatis et familie violenter obtentum est. Set<sup>2918</sup> numquid ille qui est equalis in diviciis, nobilitate, se possit ornare secundum quod communiter nobiles faciunt, licet sint in infimo genere? Respondeo quod sic, nisi quo ad deaurata, que de jure conveniunt militibus et doctoribus: ratio quia nobilitas hodie non attribuitur secundum virtutem set secundum pompam [...]<sup>2919</sup>. Et fallit hoc hodie<sup>2920</sup> quo ad comparisonem [...]<sup>2921</sup> dominorum et officialum, quia licet aliquis esset ditior ipsis, non tamen liceret se ornare secundum quod tales prelati vel domini [...]<sup>2922</sup> officiales communiter faciunt. Et adhuc tamen istud quoad deaurata est abrogatum per contrariam consuetudinem et hujusmodi. Conclude<sup>2923</sup> ergo quod, si quis utitur ornatu precioso vel multiplici aut curioso secundum consuetudinem<sup>2924</sup> status presentis, ut faciunt communiter presentis temporis boni divites vel nobiles sibi equales, non peccat<sup>2925</sup>.**

---

2911 *Multa in fine*: ajout (blanc)

2912 *Debet esse temperatus*: ajout (blanc).

2913 ANGELUS: 41d, c 1

2914 Plusieurs lignes de la *Summa angelica* sont absentes.

2915 ANGELUS: *Ante, si vis agnoscere...*

2916 ANGELUS: *Notanter dixi communitatem bonorum non aliorum*

2917 ANGELUS: (...*judicabo*) *excessum nisi occureret tibi casus quo aliqui proximi (essent)...*

2918 ANGELUS: *Ornatus*, § 7

2919 ANGELUS: *et opinionem*

2920 *Hodie*: absent chez ANGELUS.

2921 ANGELUS: *prelatorum et dominorum...*

2922 ANGELUS: *vel*.

2923 ANGELUS: *Ornatus*, § 7: suite de: *communiter faciunt*.

2924 ANGELUS: *conditionem*. Plus loin: *presenti tempore*

2925 *Peccat* correction de *peccant*

**Tertium<sup>2926</sup> tempus considerandum est tempus futurum, hoc est quod consideret si in tali statu se poterit tenere taliter quod in futurum committere peccata mortalia non sit neccesse<sup>2927</sup>. Nam si est necesse aliqua peccata mortalia committere ut in tali ornatu se contineat, sicut illi qui propter talia habent necesse in partibus remotis ad negotiandum morari, dimissis uxoribus, ubi propter eorum imbecillitates multa mortalia committunt et hujusmodi: Nam tunc talis ornatus esset superfluous et illicitus.**

**Secundum ergo tria tempora predicta potes cognoscere [...]<sup>2928</sup> quando habeat notabilem superfluitatem que sit peccatum mortale. Non est autem mortale nisi secundum primum tempus et 3um,**

[fol. 91r]

**tamen detestandi sunt quia ut in pluribus habent de superfluo et sic de peccato ut pote quia<sup>2929</sup> sunt occasiones multorum malorum et peccatorum. Nam primo inducunt ad lasciviam, 2° impediunt multa matrimonia pauperum puellarum, que ex tali superfluo possent matrimonio copulari, 3° prebent materiam inordinate cupiditatis, Ps. 30: Odisti ...observantes vanitatem supervacue<sup>2930</sup>. Item caveat confessor ne faciat illi conscientiam nisi ubi est certus quod est mortale.**

Ut autem hec materia plenius videatur, adhuc ponam de mulieribus duas questiones quas *Rosella* ponit in verbo *Femina* contra Ange<sup>2931</sup> et fere contra omnes doctores. Prima est quod si mulier utitur veste virili, vel a converso vir veste muliebri, ex proposito malo vel depravata intentione vel ex superstitione peccat mortaliter et ultra hec mulier est excommunicata, vir autem non. Hec conclusio patet per c., *Si qua mulier*, 30 dist. juncta rubrica et glosa ibi, et Archi cum magistro Nicho de Ly in c. 22 *Deuteronomii*. Secunda est quod si mulier utitur veste virili vel econverso causa ludi vel ex levitate absque corrupta seu mala intentione sic non peccat mortaliter, ymo nec venialiter,

---

2926 ANGELUS: *Ornatus*, § 8

2927 ANGELUS: ...*non habeat (committere)*

2928 ANGELUS: ...*(cognoscere) quando habet superfluitatem et quamvis sit difficillimum (cognoscere quando...)*

2929 ANGELUS: *qui*

2930 *Psaumes*, 30, 7 (*Vulgate* selon la *Concordance* de Dutripon). ANGELUS: *vanitates*.

2931 ANGELUS: *Ornatus*, § 5

sicut multociens videmus quod viri accipiunt vestes suarum uxorum et econverso, et vadunt larvati per civitatem causa recreationis absque mala intentione. Et nimis absurdum esset dicere quod peccant mortaliter: hic credo est locus ubi teneatur C et caveatur<sup>2932</sup> precipue quo ad illud de excommunicatione quod mulier sit excommunicata. Anathemata in jure non semper capitur pro excommunicatione, set pro separatione a corpore Christi, sicut est illud de simoniacis 1, q. 1<sup>2933</sup>: *Anathema danti, anathema recipienti*.

O. Sequitur de peccato avaricie<sup>2934</sup>.

Hec potest elici **ex Thoma et Alexandro**<sup>2935</sup>: Avaricia est res temporales inordinate appetere, acquirere vel retinere, et sic **consistit in tribus: in appetendo, in acquirendo, in retinendo**. Et si velles quod diffinitio contineret symoniam, dic quod est amor inordinatus habendi etc. et dimitte res temporales. Res autem ecclesie sunt res temporales, licet aliquantulum convectantur spiritualibus.

De hoc autem peccato sicut de aliis erunt duo articuli. In primo ponetur ternarius in quo continentur hujus peccati transgressiones, ex quo poterunt formari interrogationes. In 2o ponentur propositiones ex quibus possunt dari responsiones quando avaritia est mortalis et quando non.

Primus articulus in quo ponuntur transgressiones ex quo poterunt formari interrogationes<sup>2936</sup>.

Quantum ad primum articulum sciendum quod in peccato avaricie potest quis peccare tripliciter scilicet:

Illicite appetendo,

Inhumaniter retinendo,

Injuste acquirendo.

Et secundum hunc ternarium debent formari examinationes sive interrogationes, scilicet Si appetiit bona aliena? Si deliberate desideravit pratum alienum, agrum, vineam et hujusmodi? Si desideravit officia, beneficia? etc.

---

2932 Il serait tentant d'ajouter un P, présent aussi dans *precipue*.

2933 Q 1: correction de q 2

2934 Marge. Titres dans la table: *Avaricia describitur* et *Peccatum avaritie*.

2935 En caractères gras: ANGELUS, *Avaritia*, § pr. Gilbert Nicolas abandonne la référence à Cicéron présente chez ANGELUS.

2936 Marge. Titre absent dans la table.

2ndus articulus in quo ponuntur propositiones<sup>2937</sup>.

Quantum ad 2um. articulum sit propositio de primo membro ternarii:

Appetendo bona in hoc mundo potest quis tripliciter pollui mortali peccato, scilicet

Ratione iniusticie,

Insufficientie,

Superflue vigilancie.

Primo dico ratione iniusticie, puta **apetendo<sup>2938</sup> aliena illicite voluntate deliberata, ita quod procederet in opus, si adesset facultas, Et isto modo est mortale peccatum, quia est contra illud preceptum Exo., 20: Non concupisces rem proximi tui. Posset tamen esse veniale peccatum propter modicitatem rei appetite, sicut dicitur infra<sup>2939</sup> de furto.**

**2° est mortale peccatum cum appetit deliberate illicita, que sine mortali teneri non possunt, puta beneficium ecclesiasticum, cum sit indignus.**

**3° posset esse mortale cum appetit superflua appetitu suffocante totaliter mentem a debita cura sui et necessaria consideratione divinorum, ut patet in c. Ydolatria, 28, q. 1. Et facit c. Cum omnis avaricia, 1, q. 1. Superfluo igitur amore desiderare divicias, dum tamen non sit supra<sup>2940</sup> Deum, ut puta quia nec illicito modo nec illicita vellet nec propter hoc dimittit necessaria ad salutem, communiter est peccatum veniale.**

Secunda propositio erit de 2° principali, scilicet de inhumaniter retinendo.

De hoc 2° modo avaricie dico quod quis offendit dupliciter, vel quia sunt accepta vel quia sunt debita. Dico quod quicumque aliena tam accepta quam debita scienter retinet, cum tamen posset restituere, et detinet contra voluntatem bene ordinatam

---

2937Marge. Titre absent dans la table.

2938 ANGELUS, *Avaritia*, §1

2939ANGELUS: ...*(sicut) dicitur..*

2940 ANGELUS: *dummodo sit infra (Deum)*; ce qui entraine la correction du manuscrit: *...dum non sit infra...*

[fol. 91v]

illorum quorum sunt vel quibus debentur peccat mortaliter, Et<sup>2941</sup> totiens quotiens disponit non restituere et tamen habet facultatem et posset restituere. Hec propositio satis habetur in c. *Sepe, De restitutione spoliatorum*. Tamen quo ad debita vide supra in Bursa Marie. Set ut sciatur quando esset mortale in retinendo propria, Sciendum quod retinere, id est non dare elemosinam, que dicitur obduratio sive inhumanitas, in 5 casibus est mortale.

P. Quando est peccatum non dare elemosinam<sup>2942</sup>.

Primo quando quis supeflua ultra scilicet necessaria nature et persone habens non subvenit patienti extremam necessitatem quam novit, secundum Tho, Ricar et Duran in 4°, dist. 15, et Henri in *Quolibet*.

Secundo quando<sup>2943</sup> quis necessitatem proximi extremam non subvenit de eo quod sibi necessarium est respectu persone, id est ad decentiam sui status et familie, set superfluum nature, et hoc secundum Ricar et Duran in 4°. Set sanctus Thomas, 2a 2e. q. 32 dicit hoc esse verum sub consilio: Unde non peccaret istud obmittens saltem mortaliter. Florentinus autem Thomam glosat intellexisse de tali necessario persone, id est propter decentiam, propter cujus carentiam sustineret magna pericula vel dampna corporis vel anime. Unde etiam providet sibi et suis secundum statum et indigentiam; ex avaricia hoc agens utique peccat.

Tertio cum quis de superfluo utriusque necessitatis, scilicet nature et persone, non subvenit magnas necessitates et miserias patientibus, et si non extremas necessitates sibi notas. Et hoc videtur quasi mortale secundum Duran, set non secundum Thomam.

---

2941 Phrase proche de ANGELUS, *Avaritia*, § 3

2942 Marge. Titre absent dans la table.

2943 *Quando*:ajout

Quarto dare elemosinam de necessario, scilicet nature, sibi et familie esset mortale, quia contra charitatem, secundum Tho, Duran et Ricar, et hoc nisi, ut dicit Thomas, 2a. 2e. q. 32, ubi supra, quis daret persone alicui, quia considerat utiliolem reipublice vel ecclesie quam se vel familiam et ideo preferit conservationem illius vite sue subveniendo ei de necessario vite, ad quod tamen non tenetur de precepto, set pertinet ad magnam perfectionem. Laudabiliter autem quis dabit elemosinam de necessario persone indigentibus et si non extreme, qui<sup>2944</sup> vellet religionem ingredi vel in promptu posset sibi providere per industriam aut alias secundum decentiam status, secundum Tho ubi supra. 5°. quando indiscrete<sup>2945</sup> daret, vel non indigentibus vel male utentibus, 5 q. 5, c. *Non omnis*, et hoc adverteret et sciret inde sequi vel committi aliquid mortale vel non posset illis quibus tenetur subvenire.

De exponentibus infantes<sup>2946</sup>.

Unde nota quod si pater filium vel patronus liberum vel dominus servum, infantem vel etiam adultum languidum exponit vel ei alimenta negat, ipso facto filius est a paterna potestate liberatus et ingenuitate libertus et servus in libertatem datur; Illi quoque qui eos suscipiunt non possunt propter hoc in suis personis sibi aliquid juris vindicare. Hec in *Decretali, De infantibus et languidis*, exponitur, c. *Si a*<sup>2947</sup> *patre*. Idem Ray. Et addit quod qui talia presumit facere in conscientia est tanquam homicida vel parricida judicandus pro eo quod hominem in tanta necessitate cui tenetur subvenire periculo mortis exponit, inspectis tamen circumstanciis utrum mors sit inde sequuta vel non, erit penitentia moderanda.

---

2944 Manuscrit taché

2945 Suppression de *non* (*daret*)

2946 Marge. Titre absent dans la table.

2947 *A*: ajout



Si autem hoc facerent parentes predicti vel domini quia forte nec elemosinas dando aut querendo nec eos aliter alere possunt, tunc secundum Guil-m in nullo peccant si nichil omiserunt de contingentibus. Qui etiam filios per adulterium vel per fornicationem acquirunt set ad oculationem peccati mittunt ad hospitalia, propter hoc etiam scandalum vitandum hoc sepe faciunt, tenentur eos alere expensis propriis et eis providere si possunt; ideo si non faciunt potest poni pro sexto casu, in quo non facere elemosinam est mortale.

Tertia propositio esset ponenda de tertio membro ternarii, scilicet injuste acquirendo<sup>2948</sup>; verum quia in ea tangitur materia restitutionum, ideo tertium membrum non potest plene capi nisi bursa Jude intelligatur, quam habes supra<sup>2949</sup> in fine 1e<sup>2950</sup> partis; ideo de hac propositio nichil nunc aliud dico.

### **Sequitur de peccato luxurie**<sup>2951</sup>.

De hoc peccato sicut et de quolibet alio erunt duo articuli. In primo ponetur ternarius in quo ponentur hujus peccati luxurie transgressiones et ex quo poterunt formari interrogationes; in 2° ponentur propositiones ex quibus dari poterunt responsiones, quando transgressiones sunt mortales vel veniales.

R. Primus articulus in quo ponuntur transgressiones ex quo formari poterunt responsiones<sup>2952</sup>.

Quantum ad primum articulum sciendum quod in peccato luxurie potest quis tripliciter peccare, scilicet Morose delectando, Mulierem extra matrimonium cognoscendo, Uxore propria abutendo.

[fol. 92r]

Et conformiter secundum hunc ternarium debent formari interrogationes hoc modo: Si cogitavit de peccato carnis, vel si habuit rebelliones sensuales, si in illis cogitationibus vel motibus delectatus fuit? Et adverte quod caute fiant interrogationes in hoc peccato sicut dixi in principio hujus operis, ut habita ultima circumstantia non amplius interroget confessor.

---

2948 ANGELUS, *Avaritia*, § 2

2949 *Supra* correction de *infra*.

2950 *1e* correction de *2e*.

2951 Marge. Titre dans la table: *Peccatum luxurie*.

2952 Marge. Titre absent dans la table

Item non amplius interroget de enormibus et inconsuetis peccatis, que forte ignorabat, in quibus propter interrogationem suam prebebit occasionem delinquendi. Item quod ubi volet mulier exprimere de isto actu turpia que non sunt necessaria ad confitendum faciat eam tacere et ei dicat dulciter quod sufficit talia et talia dicere et quod potius peccaret amplius declarando. Item 4° quod diligentissime caveat confessor a curiositate dampnabili, scilicet ad sciendum personas cum quibus peccavit ille vel illa vel que sibi confitetur.

S. Secundus articulus, De delectatione morosa<sup>2953</sup>.

Quantum ad 2um articulum sit propositio de primo membro ternarii, scilicet de delectatione morosa, de qua iudicio meo est multum difficile iudicare ubi est peccatum mortale et ubi non. Et ideo primo premittam unam divisionem et 2° ponam duplicem propositionem.

Duplex volitio<sup>2954</sup>

Divisio est quod duplex est volitio: quedam est simplicis complacentie, et est una volitio simplex qua aliquid acceptatur, licet voluntas non nitatur ipsam habere efficaciter. Alia est volitio efficax, que est illa qua voluntas nititur habere objectum seu effectum. Et nota quod qualibet istarum sufficit ad peccatum mortale. Ista sunt a Scoto in pluribus locis precipue in 3° dist. 6, ubi tenet quod Lucifer prima volitione appetivit equalitatem Dei vel appetere potuit, set non illa scilicet voluntate efficaci, quia sciebat quod erat impossibile, quia non errabat, ymo sciebat quod ex eo quod erat creatura non poterat esse equalis Deo, et ita consequenter sequitur quod prima voluntas est impossibilium, set 2a. que vocatur electio, qua ponitur volitum in effectum, est solum possibilium. Exemplum de illo qui est impotens ad fornicandum, et complaceret sibi fornicatio in effectum quod<sup>2955</sup> esset possibilium si posset, certe talis peccaret mortaliter, quia ad peccatum mortale sufficit una illarum voluntatum. Et descendo magis ad propositum.

---

2953Marge. Titre absent dans la table

2954Marge.

2955Quod esset: ajout et correction. Manuscrit: *in effectum est [mot raturé] possibilium*

Diligenter adverte quod utraque voluntas fertur aliquando supra objectum volitum, aliquando supra suum actum vel supra notitiam objecti ita quod potest amare obiectum et amare notitiam objecti, et isti amores sunt duo amores distincti sicut amo Deum et amo dilectionem Dei vel contemplationem Dei. Dat exemplum Augus: Diffinio, id est cognosco particulate et distinctively intemperantiam, placet mihi cognitio ejus, et tamen non mihi placet diffinitum, scilicet intemperantia. Simile est exemplum<sup>2956</sup> in grammatica de soloecismo: placet grammatico noticia et cognitio soloecismi et tamen displicet sibi soloecismus et ipsum reprehendit et dampnat.

Et pro clariori intellectu hujus pono quod dicit Henri in *Quolibet*, quod circa genitum in fornicatione possumus considerare plura, scilicet

Substantiam actus,

Naturam,

Bonam conversationem

Et circumstanciam,

Quia in fornicatione tria prima potest quis velle etiam simul detestando circumstanciam fornicationis circa actum: quia<sup>2957</sup> velle et detestari non sunt circa idem, set illam circumstanciam nullo modo debet velle neque actum cum illa circumstancia adjuncta, ergo potius deberet velle non habuisse talem prolem licet etiam sanctiorem Jhoanne Baptista et pro nullo bono creato debet quis consentire in Dei offensam. Et predicta valent ad multa. Facit quis furatus est equum, vestem, gallinas, et delectatur se ornando, equitando, comedendo.

Nunc pono duas propositiones responsivas, et prima erit Sco in 2° dist. 42. q. 1, art. 2°, qui iudicio meo clare solvit et profunde dubium presens; 2a erit Bore, dist. 24. Ex hiis duabus propositionibus sequitur<sup>2958</sup> quod cogitatio morosa vel delectatio est mortalis tantum in duobus casibus<sup>2959</sup>: Primus, ratione illiciti, et iste declarabitur in propositione Sco;

---

2956 Suppression de *est*

2957 Suppression d'un second *quia*

2958 *Sequitur*: ajout

2959 *Casibus*: ajout.

2us ratione periculi, et iste declarabitur in propositione doctoris seraphici.

Prima propositio est hec: Quicumque complacet, etiam loquendo de complacentia in volitione simplici omnis actus illiciti sive ad objectum vel factum quod est peccatum mortale, peccat mortaliter. Hec propositio satis patet per predictam divisionem. Set diligenter semper animadvertite de re cogitationis et non de re cogitata; ut dicit Thomas, non peccaret mortaliter: ideo dicebam in propositione quod illud quod placet sit peccatum: quia si mihi solum placeret cogitatio de facto ipso esset secus, sicut dixi de exemplo Augustini et de soloecismo, etc.

[fol. 92v]<sup>2960</sup>

Et addo aliud.

Ponamus quod aliquis interfecit sororem meam quem ego volo vocare in jus et accusare sive procurare quod suspendatur: ego et advocatus meus cogitabimus de homicidio illo et voluntati placebit cogitatio et inventio modorum ut alius suspendatur, et tamen factum displicebit, ymo volo factum arguere, accusare et dampnare. Et ideo semper consideret confessor si volitio sive complacentia fertur principaliter supra cogitationem vel supra rem cogitatam. Et si cogitatio sit voluntaria et deliberata, quod dico propter scrupulosos, et sic judicet: Unde qui vult et placet sibi cogitatio de actu luxurie puta quia habet scribere, predicare et hujusmodi, meretur. Aliquando vero est peccatum veniale, puta si occiose et sine utilitate cogitat.

Deinde dico secundum Bo-ram: Quotiens quis patitur in hujusmodi cogitationibus se occupari, si sibi yminet periculum casus, puta pollutionis et hujusmodi, ita quod sentit multum se inclinari in actum sive in factum per hujusmodi cogitationes et delectationes, tunc ratione periculi si non repellit peccat mortaliter. Et ideo licet<sup>2961</sup> confessor per dicta Tho et Sco non judicaret ibi mortale quia non sibi placet actus, per istam tamen rationem ratione periculi judicabit esse mortale.

---

2960 Indication déplacée. Début du folio: *et de soloecismo*.

2961 *Licet*: ajout

Ex predictis patet quod homo ante opus peccati luxurie intus in mente dupliciter potest mortaliter peccare, scilicet per consensum in delectationem et per consensum in opus si facultas adesset. Tamen ut hec 2a propositio clarius intelligatur adde aliquid de mora ut sciatur quare dicitur cogitatio morosa vel delectatio morosa.

Et per hoc nota secundum Bo-ram ubi prius quod mora temporis quantum est de se non facit ut quod prius erat veniale fiat mortale, set occasionaliter, videlicet quia inducerit consensum verum<sup>2962</sup> vel interpretativum. Tunc autem inducit consensum verum quando ex diuturnitate delectationis crescit libido adeo ut homo velit ratione inferiori delectationem et morari. Tunc vero inducit consensum interpretativum, quando homo advertens periculum delectationis retente negligit eam reprimere: hoc autem non fit absque contemptu salutis proprie, pro eo quod se discrimini<sup>2963</sup> exponit et se committit. Illa vero delectatio subintrat sicut serpens et venena diffundit per que rationalis spiritus diffundit mortem culpe.

Sicut igitur salutem corporalem negligeret qui serpentem supra se scienter collocaret, sic qui tali delectatione advertens periculum et debens advertere voluntarie versatur, exponit<sup>2964</sup> se discrimini qui negligit repellere.

T. Que sit mora cogitationis<sup>2965</sup>.

Set dubitatur per eundem 2°: quanta mora hoc faciat, scilicet quod fiat de veniali mortale?

Respondeo: in generali determinatur hic: in quantum adeo crescit delectatio et libido quod supervenit contemptus et verus consensus vel adeo est repellenda negligentia vel proprie salutis incuria quod supervenit contemptus et consensus interpretativus.

Si autem in speciali queratur quantum sit illa mora, utrum unius hore vel dimidie vel amplioris spacii, non potest responsio dari, quia aliquando est maior, aliquando minor secundum diversos status et conditiones personarum. Unde hoc non determinat scientia vel lectio, set potius conscientia recta et unctio. Unde quando advertit conscientia recta se non modicum ledi ex morosa delectatione, consensus supervenit vel contemptus.

---

2962 *Verum*: ajout

2963 Suppression d'un second *se*

2964 Suppression d'un second *exponit*

2965 Marge. Titre dans la table: *Cogitatio morosa*.

Et si non advertat aliquando propter tenebras et involutiones affectionum suarum securiorem partem debet eligere et confiteri pure sic et dolere quasi mortaliter peccasset. Per quod aparet responsio quid faciendum sit quando quis dubitat an venialiter an mortaliter peccaverit, et qualiter sit ei consulendum.

V<sup>2966</sup>. 2a propositio principalis<sup>2967</sup>.

2a propositio erit de 2° membro ternarii et est propositio certa et sicut regula firma ab omni vero christiano tenenda et est hec:

Omnis actus carnalis extra matrimonium est peccatum mortale, et ita omnis species luxurie indistincte est mortalis.

Sunt autem luxurie species proprie quinque, quamvis multi alii alias addant<sup>2968</sup>:

Fornicatio simplex,

Stuprum,

Adulterium,

Incestus,

Vicium contra naturam.

Raptus autem et sacrilegium sunt circumstantie aggravantes predictas species.

[fol. 93r]

Raptus quidem videtur posse agravare omnes, quia tam meretrix vel concubina vel uxor vel sanctimonialis rapi possunt; Sacrilegium autem proprie est specialis incestus, licet aliquando accipiatur prout est specialis raptus, aliquando prout est circumstantia, sicut infra tangetur. Et nota diligenter quod predictae quinque species non sunt species specialissime set subalterne habentes sub se alias species large accipiendo speciem pro modo.

Exemplum de prima scilicet de fornicatione simplici dicitur<sup>2969</sup> duos esse modos. Primus dicitur meretricium. Dicitur autem meretrix, que multorum libidini patet seu paret, 34 dist. *Vidua*. Facit c. *Meretrices*, 32, q. 4. Secundus modus: quam quis solus tenet, qui posset dici concubinatus: et ambo comprehenduntur sub simplici fornicatione et utrobique est peccatum mortale.

---

2966 V: lettre ajoutée.

2967 Marge. Titre absent dans la table.

2968 *Alias addant*: ajout (manuscrit: *ali*)

2969 *Dicitur*: ajout.

Exemplum de incestu, in quo sunt tres modi vel species: nam primo fit cum consanguineis, 2° cum affinibus, 3° cum sanctimonialibus et personis Deo per votum castitatis dedicatis, et hic 3us potest dici sacrilegium.

X. De vicio contra naturam<sup>2970</sup>.

De vicio contra naturam in quo sunt quinque modi sive species: Prima dicitur bestialitas, ubi coitus fit ad rem alterius speciei. 2a sodomia, ubi est ejusdem speciei, set indebiti sexus. 3a dicitur ubi debitus sexus et eadem species, set non debitum vas. 4a ubi est debita species, debitus sexus, debitum vas, set non debitus modus sive naturalis, puta quia est modus monstruosus concubandi. Quinta species dicitur mollicies sive immundicia, ubi est pollutio sine alterius commistione. De hac materia, 32, q. 5, *Adulterii* ibi.

Sodomia cum clericis<sup>2971</sup>.

Et<sup>2972</sup> tu, confessor, adverte, quod sodomia est tam gravis quod **clericus<sup>2973</sup> debet deponi et in monasterium detrudi ad agendum penitentiam, Laicus vero excommunicari et penitus reddi alienus a communione fidelium. C. Clerici, De excessibus prelatorum; secundum vero leges debet igne cremari, in *Authenticis, Ut non luxurientur contra naturam*, ubi dicitur quod propter impios actus sodomitarum fames et terremotus fiunt et pestilentie<sup>2974</sup> et civitates cum hominibus pereunt<sup>2975</sup>**. Patet ergo satis ex dictis quod facilis est cognitio de mortali in hoc peccato, excepta difficultate de debito modo que explicabitur in propositione sequenti.

Y. Tertia propositio principalis.<sup>2976</sup>

Tertia propositio est ponenda de 3° membro ternarii, scilicet uxore abutenda, et hec:

Vir potest peccare mortaliter cum uxore dupliciter, vel quia non est eius uxor vel quia modum non servat cum ea honestum.

---

2970 Marge. Titre dans la table: *Vitium contra naturam*.

2971 Marge. Titre absent dans la table.

2972 Majuscule simple, sans pied de mouche.

2973 ANGELUS: *Sodomia*

2974 De *fames à pestilentie: Authentique*.

2975 *Pereunt*: correction de *perierunt*, d'après ANGELUS.

2976 Marge. Titre absent dans la table.

Unde est hic notandum quod abusus uxoris est duplex, scilicet vel quia non est vera uxor propter aliquod impedimentum matrimonii licet creditur esse propria uxor, vel quia licet sit vere sua uxor non utitur ea sicut uti debet vir uxore sua honeste, et ideo culpa et dolus duobus abusibus, hic ponitur arbor matrimonialis et ortus, et primo ponitur arbor, pro 2° abusus.

Arbor matrimonialis<sup>2977</sup>.

In predicta autem arbore posui quatuor ramos. In primo ramo sunt duodecim poma, set putrida et corrupta, et signantur 12 casus in quibus copula est mortalis. In 2° ramo sunt sex poma, non putrida ut priora, set tamen acerba et dentes obstupescunt. In 3° sunt quatuor poma matura et sana. In 4to sunt quatuor matura et pulcra, set intus non habent saporem nec sunt ad edendum utilia, sicut videmus de multis pomis agrestibus. De hoc pomo habes figuram *Gene.* 3°.

Primus ramus<sup>2978</sup>.

Itaque nunc declaremus primum ramum cum suis pomis, id est 12 casibus in quibus actus conjugalis vel matrimonialis est mortalis. Et accipio istos casus saltim pro maiori parte a Pe de Palu in suo 4°, di 32, de quibus loquitur Flo in sua *Summa* parte 3a., tit. 1, c. 20.

Primus igitur casus est penes intentionis deordinationem, quando scilicet fertur intentio extra limites ita quod idem faceret cum alia sicut cum sua quamvis non esset, ut satisfaceret sue voluptati. De hoc habetur 32, q.4, *Origo*<sup>2979</sup>, et dicit idem quod<sup>2980</sup> debet intelligi quando actu cogitabat talem deordinationem, **quia actibus non habitibus meremur et demeremur**<sup>2981</sup>. Et idem videtur dicendum quando

[fol. 93v]

vir propriam uxorem cognoscens animo deliberato ad aliam intendit quam carnaliter diligit. Et similiter dico de uxore cum ad alium mentem figit; et hoc habet veritatem si aliam ad quam intendit animo deliberato cupit;

---

2977 Marge. Titre dans la table: *Matrimonii arbor et peccata et deordinatio* (fol 93,Y, Z. Z est au fol 94r)

2978 Marge. Titre absent dans la table

2979 *Origo*: ajouté en marge du manuscrit.

2980 *Quod*:ajout

2981 Attribué à PETRUS DE PALUDE, par ANGELUS, *Debitum*, § 21



quia si non posset moveri ad cognoscendum propriam, utpote quia deformis vel alia occasione, nisi cogitando de extranea, nollet tamen extraneam nec vellet deliberate delectari in cogitatione actus cum extranea, non videretur mortale. Idem dicendum de muliere licet possetenus debeat induci ut caveat a talibus ymaginationibus propter periculum delectationis in cogitatione morosa actus prohibiti. Quod nota.

Secundus, quantum ad locum in quo talis actus exercetur, videlicet in loco sacro. Unde Tho et Pe in 4° dicunt simpliciter quod non tenetur coniux reddere debitum in loco sacro, quia non ita tenetur in omni loco sicut in omni tempore quia tempus violari non potest sicut locus. Et licet isti non dicant quid sit mortale vel veniale, tamen Pe Pa dicit simpliciter esse illicitum et mortale, licet Ricar in 4°, dist. 32<sup>2982</sup> dicat<sup>2983</sup> quando aliqui essent inclusi longo tempore quod tunc potest reddi, secus si per noctem seu parvo tempore; consulo tamen non esse precipitandum sententiam, quia utraque opinio est probabilis, set prima consulenda nisi ymineat magnum periculum in viro vel muliere, puta pollutio aliqua extraordinaria et hujusmodi, et sic C teneatur et P dimittatur.

Tertius casus est quantum ad modum, cum scilicet modus est contra naturam; et iste modus est duplex. Unus ubi pretermittitur vas debitum et iste est semper mortale secundum omnes, de quo 32, q. 7, *Adulterii*. Secundus casus quando pretermittitur situs a natura institutus, et dicit de isto dictus Pe et cum eo Hen Bohic, super c. *Inquisitioni, De sententia excommunicationis*, quod est mortale, quando mulier supergreditur viro; Albertus contra, et bonum est quod reprehendantur isti excessus. Dicit tamen quidam modernus doctor Parisiensis quod prudens confessor causam considerabit: si facit ex voluptate sola vel ex infirmitate et hujusmodi

---

298232: ajout (pas d'indication de chiffre derrière: *disti*).

2983 *Dicat*: ajout

et sic iudicabit prima opinione vel 2a. Prima tamen harum securior est et consulenda.

Quartus casus est ratione aborsus tempore conceptus vel partus si probabiliter timetur, quia licet alias tempore impregnationis reddere debitum non sit peccatum secundum Pe et Ricar tamen ubi yminet periculum probabiliter est contra caritatem quod quis velit delectari cum pernicie vite prolis, si quis sciat yminere tale periculum. Est autem maxime periculum circa principium conceptus et instante tempore partus.

Quintus casus est tempore menstruorum de quo sunt multum varii doctores. Sco sicut castissimus et honestissimus doctor videtur dicere quod sit mortale, alii contrarium. Tu<sup>2984</sup> vero C pro Scoto tenebis et P tamen cavebis non precipitando sententiam, set abhorrebis huiusmodi excessus consulendo opinionem Scoti. Non enim ausus sum simpliciter in hac materia iudicare de mortali propter tantam doctorum diversitatem et contrarietatem. Sic enim Sco in hac materia est strictus, ita Albertus est largus; ideo sepe utor verbo consules et abhorrebis, set non precipitanter iudicabis, quod est illud quod dixi in principio: C. tenetur, P caveatur. Tamen dicit Reverendus pater Oliverii quod nullum est peccatum in reddente maxime cum displicentia, nec tenetur mulier manifestare viro si per experientiam cognoscat virum minime velle abstinere, nec quoque videtur mortale petere, precipue si fragilitas ad hoc inducat.

Sextus casus, quando conjux prevenit et provocat voluptatem variis modis, ut fucationibus vel cogitationibus vel cibus calidis ut possit pluries coire. Et quocienscumque sequeretur extraordinaria pollutio semper est mortale, que vigilando procuratur est mortalis; Si tamen se provocent ad actum conjugalem sine periculo illius corruptionis non est mortale; idem videtur si diu instat in istis non intendendo venire ad actum conjugalem.

---

2984 Les passages soulignés le sont dans le manuscrit.

Dicit tamen quidam quod dum quis se retrahit ab hoc actu, dum tamen semen non emitat, et hoc facit ne habeat plures filios non videtur mortale nisi ex hoc mulier ad fornicandum provocaretur, quia licet apetere non habere plures filios.

Septimus casus est ratione benedictionis. Nam ubi esset scandalum ante habitas aliquas solempnitates secundum morem patrie, non tenetur reddere

[fol. 94r]

ante illarum observantiam; non tamen mortaliter peccaret reddens, set bene exigens si sine causa rationabili faceret secundum veriore opinionem.

Octavus ratione impedimenti, sicut si sit impedimentum affinitatis inter eos, de quo impedimento et de incestu dicam infra et quomodo se debet alter conjugum regere.

Nonus, ratione honestatis, puta si coiret in loco publico, et ideo caveant parentes qui in presentia vel notitia filiorum aut servorum copulam carnalem exercent, quia videtur scandalum in hoc casu mortale, si hoc agnoscerent parentes.

Decimus ratione voti, sive sit votum unius conjugis sive duorum simul, sive sit votum simplex sive solempne, puta quando est factum expresse vel tacite vel ratione ordinis sacri. Tunc enim regularis habens impedimentum peccat mortaliter mulierem cognoscendo, habens votum simplex matrimonio consummato per copulam non peccat post reddendo. De dispensatione autem in hujusmodi et quomodo sit differentia in exigendo et in reddendo dicam infra.

Z<sup>2985</sup>.

Undecimus dicitur ratione adulterii. Et de isto quero: **utrum<sup>2986</sup> innocens peccet exigendo debitum ab adultero vel reddendo?**

**Respondeo secundum Ricardum, ubi supra<sup>2987</sup>, quod aut est correctus vel paratus corrigi, et sic non peccat; si vero sit incorrigibilis tenetur eum dimittere**

---

2985 Marge sans titre, mais plus haut le titre *Matrimonii arbor et peccata et deordinatio*, est affecté aussi de la lettre Z

2986 ANGELUS, *Debitum*, § 8

2987 Le «plus haut», ne se comprend que par rapport à ANGELUS, *Debitum*, § 7, où RICARDUS est cité sur la question: l'innocent est-il tenu de rendre le devoir conjugal à l'adultère.

et peccat mortaliter carnaliter cognoscendo; textus est in c. *Si vir, De adulteriis* et in dicto<sup>2988</sup> c. *Si quis uxore*, sive sit manifestum sive occultum dummodo sciat ipsam adulteram<sup>2989</sup>, quem textum sic limito intelligendo quando innocenti non<sup>2990</sup> imminet periculum fornicationis et denegando debitum converteretur adulter; set quando ex negatione efficitur peior et ex redditione non facit tot peccata, et innocenti fit evasio fornicationis, non video peccatum mortale exigere et reddere: quod etiam tenet Hugo de Castro novo, in 4<sup>o</sup>, dist. 32<sup>2991</sup>, q.1.

Utrum<sup>2992</sup> possit vir uxori adultere necessaria ministrare?

Respondeo quod non si negatione<sup>2993</sup> emendaretur, quia: Utilius<sup>2994</sup> esurienti panis tollitur cum de cibo securus justitiam negligit, 5, q. 5, c. *Non omnis*, Et male meritis debet egestate laborare, L. [...] <sup>2995</sup> ff. *Depositum*, § primo.

Utrum<sup>2996</sup> teneatur innocens ad preceptum ecclesie reddere debitum?

Respondeo quod si adulterium potest probari inter paucos dies, non tenetur, ar. c. *Solet*<sup>2997</sup>, *De sententia excommunicationis, libro 6*. Si vero non potest probare, tenetur, ar. 23, q. 2, c. 2<sup>2998</sup>.

Et idem in casibus [...] <sup>2999</sup> separari potest matrimonium.

Duodecimus est ratione denegationis, et proprie loquendo iste casus non est sic proprius in proposito sicut precedentes. In presenti enim ramo ponuntur casus in quibus copula carnalis est peccatum; modo denegare copulam non est copula sive actus conjugalis, ymo negatio actus; tamen large accipiendo dicitur casus in quo copula<sup>3000</sup> carnalis est mortale, quia scilicet ratione copule committitur peccatum mortale.

Et de hoc casu debet confessor diligenter examinare quia pro certo mille peccata fiunt mortalia ratione denegationis de quibus numquam fit confessio.

Est igitur hec regula quod inter conjuges qui sine causa rationabili petenti denegat debitum peccat mortaliter, 1 *Cor.* 7.

---

2988 Même remarque.

2989 ANGELUS, *Debitum*, § 8: *ipsa* et sans *adultera*

2990 *Non*: ajout d'après ANGELUS

2991 32: ajout (blanc dans le manuscrit).

2992 ANGELUS, *Debitum*, § 9

2993 ANGELUS: *negando*

2994 *Utilius...justitiam negligebat*: citation de *Décret*, C 5, q 5, c 2.

2995 ANGELUS:(lex) *Bona fides*

2996 ANGELUS, *Debitum*, § 10

2997 Suppression de *non (solet)*.

2998 ANGELUS: ar.10, q 3, c 1

2999 ANGELUS: (*in casibus*) *in quibus*

3000 *Copula*: ajout

Et nota quod Aug-us de Anchona super epistolas Pauli ponit quod tripliciter potest conjux petere debitum: primo modo verbi expressione; 2° signi demonstratione, quia hoc vir perpendit ex signo vel nutu. 3° ex nature conditione, quando scit naturam hec rationabiliter debere petere, sciens tamen ipsam verecundam et propter verecundiam non petere. Et puto quod in hoc casu multum uxores offendunt que aliquando ex ira vel devotione debitum etiam in scandalum viri denegant.

Hic casus requirit quod declarentur cause propter quas potest debitum denegare petenti. Et ponuntur apud Petrum 4or: prima, cum ex hoc sequitur periculum persone reddenti debitum, puta si est infirmus aut debilis et hujusmodi. Et per hoc dico de leproso quod si iudicio medicorum immineat periculum parti, non tenetur reddere. Verum est quod sic non imminet periculum mulieri sane reddendo debitum viro leproso, sic e converso precipue si mulier laboraret

[fol. 94v]

specie ultima lepre que dicitur leonina. Hec est opinio Pe Aure in 4°, dist. 32, quam sequitur frater Ang-lus in verbo *Leprosus*, § 2.

2a est impotentia coeundi, ff. *De regulis juris: impossibilium nulla est obligatio*<sup>3001</sup>. Caveant tamen conjuges ne ex culpa sua se reddant impotentes, sive sit ex nimia abstinencia, vel hujusmodi, dicit Ricar in 4°, dist.32, [...]<sup>3002</sup>.

**3a<sup>3003</sup> causa est crimen adulterii: Unde vir uxori adultere vel e converso non tenetur si innocens est reddere debitum secundum Ricar in 4°, dist.35<sup>3004</sup>, ar. 1<sup>3005</sup>, q. 1, ut tactum est supra casu 11, <sup>3006</sup> quia licet hoc quo ad vinculum non possit, tamen potest eam dimittere<sup>3007</sup> quo ad habitationem et thorum nisi<sup>3008</sup> in certis casibus.**

---

3001 Citation du *Digeste*.

3002 Blanc.

3003 ANGELUS: *Debitum*, § 7

3004 35: correction de 15, d'après ANGELUS.

3005 1: ajout (blanc dans le manuscrit).

3006 Suppression de *eam*

3007 *Dimittere*: ajout d'après ANGELUS.

3008 ANGELUS: *fallit hoc in 8 casibus*.

**Primus si ille sit fornicatus, 32, q. 6, c. 1, et c. penult. et ult. De adulteriis, et c. Significasti, De divorciis. 2us si uxor vi oppressa sit, ea causa, q. 5, c. Ita ne. 3us si credebat maritum probabiliter mortuum, 34, q.1, Cum per bellicam. 4us si alter sub specie mariti cognoscit eam, 34, q.2, In lectum. 5us. si maritus tradit<sup>3009</sup> eam adulterandam presertim invitam, De eo qui cognovit consanguineam, c. Discretionem. 6us si maritus post adulterium cognovit eam et tolleravit, ar. 32, q. 1, Si quis uxorem. 7us si, matrimonio in infidelitate contracto, vir dederit uxori libellum repudii et uxor alteri nupserit, quia si converteretur vir teneretur eam accipere, c. Gaudemus, De divorciis. 8us secundum aliquos si vir abstinendo contra voluntatem uxoris ei occasionem dedit adulterandi vel econverso, 27, q. 2, Si tu. Et placet Angelo, licet teneat contrarium glosa ibidem<sup>3010</sup>.**

Et quod dixi de adulterio, idem intellige de sodomitico vicio secundum Hugo, Calderin<sup>3011</sup> et Pa in c. Maritis, De adulteriis, quia nomine fornicationis intelligitur omnis illicitus coitus, 32, q. 7, c 7<sup>3012</sup>, Nota solum et 4 q., dicto c. Meretrices<sup>3013</sup>, quamvis Innocentius in dicto c. Maritis, et glosa in c. Omnes, 32, q. 7, teneant contrarium, set primum videtur verius, quia maior in hoc fit iniuria matrimonio quam in alia pollutione. Et idem posset dici de quacumque pollutione alia habita cum alia persona qualitercumque quod potest separari.

---

3009 ANGELUS: tradidit

3010 Fin de la citation...avec mihi et non Angelo.

3011 Nom difficile à lire; en trois morceaux; sont sûrs: cal de.

3012 C 7: ajout.

3013 ANGELUS: 32, q 2, § quod ergo

Secus in pollutione quam quis habet per seipsum solum secundum Rodon et glosam in c. *Omnes* et Inno in dicto c. *Maritis* et in c. *Quesivit, De divorciis*, et Panor in dicto c. *Quesivit*: quod verum intelligo si aliter compesci non potest.

Item quod dixi in fornicatione carnali intelligo in spirituali, scilicet heresi. Et si antequam convertatur, intraverat religionem et sine auctoritate, non redibit ad eum; si convertatur postea sive heresis sit notaria seu fuerit notaria sive non, in c. *De illa, De divorciis*, Si vero religionem non intravit, compelletur redire ad eum si convertatur ab heresi, si sine auctoritate ecclesie se ab eo separavit, quamvis alii aliter sentiant, ut notat Panormitanus in dicto c. *IIIa*.

Set numquid similiter in predictis casibus separatio poterit fieri sine iudicio ecclesie?

Respondeo quod si delictum est notorium potest propria auctoritate dimittere, non tamen lucrabitur donationem propter nuptias vel dotem, secundum Iho An in c. *Plerumque, De dote post divorcium restituenda*; si non habet penes se, dicitur<sup>3014</sup> quod petere non poterit, set si habet penes se per exceptionem adulterii lucrabitur contra petentem, secundum Pa<sup>3015</sup> in dicto c. *Plerumque*. Si vero delictum non esset notorium, sic solum debet fieri auctoritate ecclesie quoad separationem cohabitationis, aliter instante altero compelletur cohabitatio.

Set quoad redditionem debiti potest denegare ex quo sibi constat de delicto alterius. Faciunt notata in dicto *Plerumque* et in c. *Gaudemus, De divorciis*.

Item causa legitima est ubicumque reddendo esset delictum sive peccatum, sicut satis patere potest ex dictis, puta si peteret ante benedictionem vel si ingredi vellet religionem et sic de aliis impedimentis.

---

3014 *Dicitur*: ajout

3015 *Pa*:sic

Non videtur quoque mortale secundum sanctum Ber, *De religione christiana*, si uxor deneget viro simpliciter petenti, id est quando graviter non indignatur aut conturbatur ex denegatione, precipue quando illa denegatio non<sup>3016</sup> est continua: subditus enim non complens ordinationem prelati non peccat mortaliter nisi talis ordinatio sit de precepto vel transgressio fiat per contemptum.

A. 2us ramus in quibus copula conjugalis est venialis<sup>3017</sup>.

Quantum ad 2um ramum particularem videndi sunt casus in quibus copula conjugalis est venialis, et sunt sex secundum Pe<sup>3018</sup> in 4°, dist. 32. Primus quando est aliqua deordinatio set non tanta quod sit mortalis de qua dictum est, ut petere in die sacro et tempore festivitatum precipuarum. 2us est quando petitur causa delectationis intra limites tamen matrimonii, sicut

[fol. 95r]

comedere cibum causa delectationis, qui tamen valet ad salutem individui sicut talis actus valet ad conservationem speciei.

3us casus quando petitur causa infirmitatis vitande, quia quamvis liceat seorsum utrumque apetere non tamen unum propter alterum, et ista cauda non est illius vituli.

4us casus quando incepit bona intentione; set post mutatur intentio et consummatur causa delectationis et vult ante actum dejectionis<sup>3019</sup> seminis, quia tunc non habet usum rationis.

5us casus quotiens aliud intendit quam id ad quod ordinatum fuit matrimonium, scilicet ad prolem habendam et reddendum debitum.

6us casus est causa vitande fornicationis uxorem cognoscere. De hoc tamen sunt due opiniones et concordat Pe<sup>3020</sup> quod si petat causa fornicationis vitande in se ita quia non habet alium modum quo posset vitare nullum est peccatum, ymo forte est meritorium, ut in 3° ramo dicam. Si autem potest et habet alium modum, puta fugiendo consortia mulierum vel per abstinentiam, vigiliis et orationes, set mavult vitare accipiendo tales delectationes, tunc solum est veniale.

---

3016 *Non*: ajout

3017 *Marge*. Titre absent dans la table.

3018 *Pe*: correction de *Pa*

3019 *Dejectionis* et non *Decisionis*

3020 *Pe*: sic



B. Tertius ramus, in quibus copula carnalis est meritoria<sup>3021</sup>.

Quantum ad 3um ramum particularem sunt explicandi casus in quibus copula conjugalis est meritoria aut saltem nullum est peccatum. Et ponit Petrus de Palu, di. 32, q. 3, 4or casus in quibus copula conjugalis est meritoria aut saltem nullum est peccatum.

Primus quando habens gratiam reddit debitum, quia est actus justitiae reddere quod debet.

2us casus quando petit causa prolis habende et educande ad cultum Dei et hic est actus patrie.

3us., quando hoc facit ad conservandum comparem ab actu fornicationis, et hic actus est caritatis et amicitie.

4us quando petit causa vitande fornicationis in se nec occurrit sibi alius modus, ut dictum est, et iste actus est prudentie et castimonie.

Quantum ad 4um ramum, puta de copula quae<sup>3022</sup> est indifferens ponit idem regulam talem:

Omnis actus qui est meritorius habenti gratiam est indifferens non habenti eam. Et sic conclude quod est indifferens quatuor modis, scilicet quod unus conjugum exercet actum uno quatuor modorum predictorum in 3° articulo: et est talis in 3° articulo et est talis sine gratia gratum faciente.

C. Hortus matrimonii<sup>3023</sup>.

Nunc post arborem matrimonii restat ponere ortum. Considero igitur sacramentum matrimonii ad similitudinem orti de quo scribitur, *Gene.* 2°. In orto autem possunt considerari 4or, scilicet

Orti murus et clausura,

Orti introitus et janua,

Orti fructus et plantata,

Orti exitus et fractura.

Et quamvis alia in orto possint ab acutis ymaginari, hec tamen proposito sufficiunt. Nam in hiis 4or. continentur fere omnia, que doctores tractant in hac materia de matrimonio. Unde secundum hec erunt 4or. probabiles partiales articuli:

---

3021 Marge. Titre absent dans la table.

3022 *Quae*: ajout

3023 Marge. Titre absent dans la table.

Primus quomodo matrimonium impediatur per multiplex matrimonii impedimentum.;

2us quomodo matrimonium initiatur per verba de futuro, scilicet per sponsalia, et ratificatur per verba de presenti vel signa consensum exprimentia;

3us quomodo consummatur per carnalem copulam amborum conjugum;

4us quomodo separatur seu dissolvitur per votum seu divortium.

Nota tamen quod in hoc orto est multiplex janua seu duplex porta, una parva per<sup>3024</sup> quam ingressus nundum est intra ortum, puta sponsalia; Alia est porta principalis per quam ingressus patent immediate orti interiora, scilicet matrimonium per verba de presenti et consensum, ut dicetur infra. Similiter nota quod non habent semper arbores hujus orti et plante fructum sicut videmus in ortis materialibus. Unde etiam hic conformiter dico quod non est<sup>3025</sup> necessarium quod sponsalia precedant, quia absque promissione facta de futuro potest subito contrahi de presenti. Similiter non est ad essentiam matrimonii necessaria copula carnalis, quia inter Mariam et Joseph, utroque virgine permanente, fuit verum matrimonium, ut subtiliter declarat Scotus in 4°, dist. 36, et Pe Aure.

Ortus iste matrimonialis est ortus conclusus, cujus clausura sunt impedimenta matrimonii. Adverte tamen a principio quod iste ortus est grandium quia in ipsum parvuli intrare non possunt, ideo nota de etate requisita in matrimonio.

Etas requisit in sponsalibus<sup>3026</sup> .

Pro cujus intellectu sciendum quod etas determinata a jure requiritur in multis necessario ita quod non tenet gestum ante. Et primo in sponsalibus septem annorum completorum, ut in c. unico, de sponsalibus impuberum, *libro 6°*, In matrimonio vero duodecim annorum in femina et 14 in masculo **nisi malitia supleat aetatem**<sup>3027</sup>, quod tunc est quando sunt potentes ad coeundum simul, ut notatur in dicto c. unico. Consequenter nostri orti<sup>3028</sup> declarabo materiam, sepem sive clausuram, id est impedimenta matrimonii.

---

3024 *Per*: ajout

3025 *Est*: ajout

3026 Marge. Titres dans la table: *Sponsalia requirunt etatem et Impedimenta matrimonii* (fol 96, 97, 98, 99)

3027 Formule qu'on trouve aussi dans ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 16, § 5*

3028 *Orti* et non *ortus*

D. Impedimenta matrimonii<sup>3029</sup>.

[fol. 95v]

De impedimentiis matrimonii<sup>3030</sup>.

Notandum quod de impedimento matrimonii solent dici communiter isti versus:

*Error, conditio, votum, cognatio, crimen,  
Cultus disparitas, vis, ordo, ligamen, honestas,  
Si sis affinis, si forte coire nequibis,  
Hec socianda vetant connubia, juncta retractant.*

Set Scotus, dist. 42 4i. hos versus reprehendit et ponit sequentes:

**Vis<sup>3031</sup>, fraus persone, servi, dationis et amens,  
Addita conditio tria conjugii bona tollens,  
Frigidus, arta, puer, truncatus, prestigiatus,  
Alterius conjux, obstant mutue dationi;  
Ordo sacer, votum, duo cultus, sponsio mechi  
Carnalis, legis, cognatio spiritualis:  
Hec vi precepti sit hinc affinis honestas.**

**Primi 4or versus continent impedimenta que repugnant nature contractus matrimonialis: primus versus 5 in speciali, 2us tria, 3us duo<sup>3032</sup>, 4us unum. [...] Tres alii impedimenta continent ex statuto ecclesie: Primus 4or, 2us tria, 3us duo.** Patet itaque secundum Sco quod impedimenta accipiuntur simpliciter aut ex natura contractus aut ex statuto ecclesie que illegitimant aliquas personas reddendo eas inhabiles ad hujusmodi sacramenti susceptionem, nichil tamen mutando de ejus materia aut forma eodem modo sicut dicimus de sacramento eucharistie ubi de materia et forma nichil mutat ecclesia, set tamen ordinat personas habiles ad hoc sacramentum.

Impedimenta simpliciter<sup>3033</sup>.

Dicit idem Scotus, dist. 42 4i, quod quedam impedimenta impediunt simpliciter.

**Dico autem, ait, impedimentum simpliciter post quod si fuerit attemptatum nichil fit.**

---

3029 Marge. Titre dans la table.: *Matrimonii actus et ejus impedimenta.*

3030 Titre redoublé.

3031 En caractères gras citation de SCOTUS

3032 SCOTUS: 5

3033 Marge. Titre dans la table.: *Matrimonii actus et ejus impedimenta.*

**Non simpliciter autem dico prohibitionem quamcumque propter quam illegitimum<sup>3034</sup> fit, si tamen fiat non est irritum.** Et hoc est quod solet dici aliis verbis quod impedimenta quedam impediunt matrimonium contrahendum set non dirimunt contractum, et ista a Scoto dicuntur impedimenta secundum quid. Alia impediunt contrahendum et dirimunt contractum, et ista a Sco dicuntur impedimenta simpliciter.

Impedimenta secundum quid septem<sup>3035</sup>.

Sunt autem impedimenta secundum quid septem, scilicet ecclesie vetitum et tempus feriarum, quedam crimina de quibus dicitur postea, Sponsalia contracta cum alia, cathecismus, votum simplex et ordo sacer. Et de istis tangetur in sequentibus.

Istud interdictum est duplex: scilicet generale, quo prohibetur clandestinum matrimonium contrahere, et speciale quando specialiter alicui a iudice prohibetur propter aliquam causam legitimam ne contrahat et illud<sup>3036</sup> **interdictum non potest fieri nisi ab eo qui de causa matrimoniali potest cognoscere, sicut est episcopus vel alius ordinarius, et qui habeat peritiam canonum, De consanguinitate et affinitate, c. primo. Unde contrahens contra illud interdictum peccat mortaliter et si causa propter quam factum est interdictum est perpetua, sic omnino separabuntur data sententia divortii, probato impedimento, De matrimonio contra interdictum ecclesie contracto, c. ultimo. Si vero esset temporalis, sic tenebit matrimonium, set in penam debent ad tempus separari, De matrimonio contra interdictum ecclesie contracto, c. 1 et 2.**

Quantum ad interdictum generale nota quod in contractu matrimoniali, semper debet intervenire presentia aut scientia proprii sacerdotis, ut in c. *Aliter*, 30, q. 5, et c. *Cum inhibitio*; et sacerdos qui sit impedimentum et non prohibet matrimonium contrahendum ex contemptu vel religiosus seu secularis qui presumpserit interesse clandestino matrimonio contrahendo suspendendi sunt ab officio, ut in c. *Cum inhibitio, De clandestina desponsatione.*

---

3034 SCOTUS: *illegitime*

3035 Marge. Titre dans la table.: *Matrimonii actus et ejus impedimenta.*

3036 ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum primum.*

Ut autem sciatur quo ad culpam ubi est peccatum mortale contrahere clandestine, notent duas sequentes propositiones.

Prima, licet non excusetur a culpa solus contrahens cum sola, tamen ubi adest rationabilis causa non est judicandum de mortali culpa sicut quando non fiunt banna dummodo banna obmittuntur **ex rationabili**<sup>3037</sup> **causa, puta quia sibi aliquod impedimentum injuste inferri timet**<sup>3038</sup> **vel quia est senex et verecundatur et hujusmodi.** Tunc dico quod **excusatur quamvis consuetudo**<sup>3039</sup> **sit ut fiant banna vel alie solemnitates, [...]**<sup>3040</sup> **dummodo postea tempore debito publicet.** Caveant<sup>3041</sup> tamen ne **episcopus**<sup>3042</sup> **excommunicaverit contrahentes sine bannis per statuta sinodalia, quia tunc esset excommunicatus:** ideo bonum consilium est **secundum Hugo, 3, q. 5, in principio, quod hoc fiat de consilio**<sup>3043</sup> **episcopi.** Vide pro hac propositione dictum **c. Cum inhibitio,** et doctores super dicto c. Set quo ad judicandum de mortali vide parte 2a. de obligatione juris positivi.

F. De matrimonio clandestino<sup>3044</sup>.

Secunda propositio que multum servit huic materie si ponderetur, que est Iho An in *Speculo*, tit. *De clandestina desponsatione.* **Quocienscumque**<sup>3045</sup> **quis contrahit secundum consuetudinem patrie sue coram amicis vel vicinis et sufficientibus testibus non contrahit clandestine. Facit lex Si vicinis, C. De nuptiis; et De consecratione, dist. 1, Ecclesia, cl. primo, dicitur ecclesia catholicorum collectio**<sup>3046</sup>, **ergo in facie ecclesie contrahit.**

---

3037 ANGELUS, *Clandestinum*, § 1

3038 *Timet*: ajout d'après ANGELUS.

3039 *Quamvis consuetudo*: ajout d'après ANGELUS.

3040 ANGELUS.:une référence.

3041 *Caveant*, mais passage au singulier ensuite:*excommunicatus*.

3042 ANGELUS., *Clandestinum*, § 1, avec quelques variantes de forme.

3043 ANGELUS.: *licentia*.

3044 Marge. Titre dans la table.: *Matrimonium clandestinum*.

3045 ANGELUS, *Clandestinum*, pr.

3046 *Catholicorum collectio*: citation du *De Consecratione*, D 1, c. 8.

[fol. 96r]<sup>3047</sup>

**Utrum<sup>3048</sup> sponsalia similiter sint prohibita clandestine contrahi?**

**Respondeo secundum Jhoannem Andream et post eum alii doctores in dicto c. Cum inhibitio quod sic sicut matrimonium. L. Oratio, ff. de sponsalibus.** De hoc impedimento quantum ad peccatum mortale infra plura dicam. Set nunc ponam unam propositionem.

Tempore feriarum et omni tempore etiam quadragesimali contrahi non prohibentur sponsalia vel etiam matrimonia si stetur in solo consensu, set tantum prohibetur traductio uxoris, nuptiarum solemnitatis, copula carnalis, et intellige tam in virginibus quam in viduis. Hec propositio est Monaldi, titulo *De matrimonio*, et Pa in c. *Capellanus, De feriis*. Pro hoc nota glosam 33, q. 4, c. *Hunc etiam*.

Dicitur autem tempus feriarum triplex:

Primum est ab adventu usque ad epiphaniam; 2um. est a quadragesima usque ad octavam pasche, ut in c. *Non oportet*, 33, q. 4; 3um. est a prima die rogationum usque ad octavam pentecostes; et dicunt communiter doctores quod licet in hiis diebus sit mortale consummare matrimonium, secundum qualificationem positivam de obligatione juris positivi, tamen post primam copulam iterum recognoscendo non peccat mortaliter.

De aliis quinque dicetur infra declarando impedimenta simpliciter.

De impedimento metus<sup>3049</sup>.

Et primo de impedimento metus. Ad cujus intelligentiam premitto duo, scilicet in quo differt metus a vi et 2° quid sit metus cadens in constantem virum.

Quantum ad primum Respondet Panormitanus in c. *Sacris, De hiis que vi metusve causa fiunt*, quod metus est vis condonata, scilicet cum dicit interficiam te si non feceris sic et hujusmodi, c. *Ad audientiam, Extra*, eodem, et fit sine violentia corporali.

---

3047 Référence déplacée (placée devant *facie* dans le manuscrit).

3048 ANGELUS, *Clandestinum*, §3

3049Marge. Titre absent dans la table.

Vis autem est quedam coactio qua quis ligatus cogitur facere aliquid corporaliter. Et dicitur vis absolute, et hec excusat a toto, si intus non consentiat, quia non dicitur quis **agere** in tali causa, set potius **pati**, dicto c. *Sacris*. Alexander autem magis large accipit dicens: Vis est impetus majoris rei cui resisti non potest, scilicet commode, *ff. Quod metus causa*, L. prima et 2a. et *De pactis*, c. *Quamvis*, libro 6°. In hac materia bonum esset videre de voluntario et involuntario libro 3° *Ethicorum*.

Quantum ad 2um sciendum quod quadruplex est metus qui potest cadere in constantem virum, videlicet

Primus metus est mortis,

2us cruciatus corporis,

3us metus stupri,

4us servitutis.

Et ibi additur quod idem est de metu vinculorum, secus de metu infamie facti seu vexationis, scilicet quod non comprehendatur sub aliquo predictorum, addendo quod non differt utrum predicta fiant in persona propria sive liberorum, ut in L. *Isti quidem*, *ff. eo, fine*<sup>3050</sup>

G. De excusatione metus<sup>3051</sup>.

Unde versus:

Excusare metus hoc posse, puta quia necis  
stupri sive status, verberum etc.

Dicit tamen glosa in c. *Cum locum*, *De Sponsalibus*, quod minor metus excusat mulierem potius quam masculum, quia fragilior est ratione sexus. Unde respectu mulieris sufficit metus qui potest cadere in constantem mulierem.

---

3050 Suppression de *uxo*.

3051 Marge. Titre dans la table: *Metus excusat*.

Utrum teneat matrimonium si mulier contraxit ex imperio vel precibus principis? Glosa singularis in c. fi. *Qui clerici vel voventes*, textus<sup>3052</sup> dicit quod regis vel principis imperium non inducit justum metum. In contrarium tamen facit L. 1, ff<sup>3053</sup> *Quod metus causa*. Iho-es An dicit quod si rex consuevit tyrannice tractare non parentes suis preceptis seu precibus, tunc satis probatur justus metus, quod nota signanter secundum Pa in dicto c. fi. Et idem sentit Bar in tractatu de tyranno.

Utrum metus excommunicationis sit justus metus?

Responsio in c. *Olim inter, De restitutione spoliatorum* quod sic secundum Iho An, in c. *Cum*<sup>3054</sup> *dilectus, De hiis que vi metus causa fiunt*. **Distinguit<sup>3055</sup> autem, quia aut juste comminatur et sic non excusat, quia ex culpa sua incidit in metum, L. Si mulier, ff., eodem. Aut injuste comminatur et sic est justus, cum gravis sit pena inter homines conversari et carere hominum commertio, L. Hii qui sanctam, C. De apostatis, c. Sacris, De sententia excommunicationis. Et hanc sententiam approbant Domini de Rota, decisione 40.** Hiis premissis dico istam propositionem:

H. Matrimonium propter metum est nullum<sup>3056</sup>.

Matrimonium contractum ex metu qui potest cadere in constantem virum vel mulierem est nullum. Hanc propositionem ponit glosa in c. *Veniens*, primo, *De sponsalibus*, et Sco, disti. 29, 4i. Si tamen metus esset minor teneretur, et puto quod est magna difficultas iudicio meo, set pertranseo.

Putat, vir qui contraxit cum Berta ex metu constanti et sine

---

3052 Proche de ANGELUS, *Metus*, § 2, pour le fond mais non pour la forme.

3053 Ff: correction de C.

3054 *Cum*: ajout

3055 ANGELUS, *Metus*, § 4.

3056 Marge. Titre absent dans la table.



[fol. 96v]

mendacio, ut dicit Scotus, et cognovit eam carnaliter et durante metu semper eam cognoscit, utrum peccet mortaliter quia cognoscit non suam extra matrimonium, quod communiter conceditur mortale peccatum; videtur ex opposito excusari, quia ibi ponitur metus cadens in constantem, non ex parte peccati mortalis, quia nunquam ponitur<sup>3057</sup> metus constantis dicto c. *Sacris*. Verum est quod dicit<sup>3058</sup> Pa post Hosti in c. *Ad id, Extra, De sponsalibus*, quod si sponsa capta oportunitate non fugerit cum viro malens cohabitare videtur approbare matrimonium etiamsi carnalis copula non fuerit subsecuta, ymo sufficit vel quod se conjuges nomen aut amplectentur ut conjuges aut munera sponsalia recipiant. Facit c. unicum, *De sponsalibus, libro 6°*.

J. Error impedit matrimonium<sup>3059</sup>.

In hoc impedimento tria in particulari posita in predictis versibus, scilicet fraus, persone, servi.

Pro quo sciendum **quod<sup>3060</sup> quicquid impedit causam de sui natura impedit et effectum, Consensus autem ut predictum est est causa matrimonii, Et ideo quod evacuat consensum evacuat et matrimonium. Consensus vero est actus voluntatis qui presupponit actum intellectus»** quia ut dicit Aug-us, X<sup>3061</sup>, *De Trinitate*: **Invisa diligere possumus, incognita nequaquam, et quia error privat cognitionem ideo et consensum qui sequitur ex cognitione.**

---

3057 *Quia nunquam ponitur*: en double

3058 *Dicit*: ajout

3059 Marge: Lettre sans titre dans le manuscrit, mais le titre est dans la table.

3060 *De quod à intellectus*: citation de THOMAS, in IV, d 30, q 1, a 1, s 1. *De quod à Hiis itaque*: citation d'ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 4*

3061 X: correction de 5 ( 5: aussi chez ANGELUS). *De invisà à nequaquam*, citation d'AUGUSTINUS.

Preterea dicitur Qui errat non consentit, [...], ff. *De jurisdictione*. Unde in L. *Cum testamentum*, C. *De juris et facti ignorantia*, dicitur: Cum<sup>3062</sup> errantis voluntas nulla sit et in L. *Non idcirco*, ibidem: Cum<sup>3063</sup> errantis consensus nullus sit. Facit 29, q. 1<sup>3064</sup>, §. *Hiis ita respondetur*.

Utrum<sup>3065</sup> matrimonium dolo contractum teneat?

Respondet glosa in c. *Cum dilectus*, *De his*<sup>3066</sup> *que metus causa*, quod sic, licet dolus dederit causam contractui, et idem in glosa finali, L. *A divo pio*<sup>3067</sup>, ff. *De ritu nuptiarum*, Et in c. *Constituit*, 20<sup>3068</sup>, q. 3. Limitat Paulus in c. *Cum dilectus*; et bene verum est nisi sit talis dolus qui excludat consensum, quia sic non teneret. Facit quod notat Iho An in c. unico, *De commodato*, [...]<sup>3069</sup> et facit *Cum locum*, *De sponsalibus*: quod bene nota, quia facit ad multa, ut in votis, juramentis et hujusmodi spiritualibus, quia communiter tenetur quod tenent, ut in dicto c. glosa.

De pena autem hujusmodi dolosi dicit Scotus, dist. 42 4i, quod est ut **veraciter**<sup>3070</sup> impleat illud quod fallaciter simulavit, quia tenetur reddere isti illud pro quo reddendo ista commutavit, et ideo in foro conscientie cogendus est ut veraciter cum illa contrahat. Si autem jam veraciter contraxit cum alia et per consequens non possit cum ista, peniteat de peccato illo [...]<sup>3071</sup> et procuret illi restitutionem equivalentem<sup>3072</sup> [...] corpori suo quantum ad contractum istum vel saltem satisfaciat sibi<sup>3073</sup> in aliis secundum arbitrium boni viri.

---

3062 De *Cum à sit*: citation de *Codex J*, 1, 18, 8

3063 De *Cum à sit*: citation de *Codex J*, 1, 18, 9

3064 Q 1, § *his ita respondetur*: correction de: q 2 (dans le manuscrit et chez ANGELUS), § *itaque* (manuscrit)

3065 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum*, 4, § 1

3066 *De his*: ajout. (ANGELUS: *Quid metus causa*)

3067 *A divo pio*: correction de *ad inopio*.

3068 20: correction de 30.

3069 ANGELUS: *Et facit quod notat Jo An in c. unico*, *De commo*

3070 En caractères gras: citation de SCOTUS.

3071 SCOTUS: *et de impossibili*

3072 GILBERT NICOLAS abrège sensiblement la formule.

3073 Suppression de *et*

Hec Sco, et ibidem ponit de foro contentioso quando scilicet ecclesia cogeret ipsum manere cum prima, quia tenetur **servare sententiam ecclesie [...]**<sup>3074</sup> et tamen cum hoc debet servare sententiam Dei, scilicet ut non cognoscat primam, **et imputet sibi quod tanta pena maneat supra ipsum [...]**<sup>3075</sup> quia hoc fecit ex sua fraude.

Praeterea sciendum ad majorem predictorum declarationem quod error in matrimonio est quadruplex, secundum Directo-m, libro 1°, scilicet

Fortune,

Qualitatis,

Persone

Et conditionis.

Error fortune utpote cum putatur dives et est pauper et econverso et non impedit matrimonium.

Similiter nec error qualitatis, ut cum putatur nobilis et est rusticus, vel quod duxit in uxorem meretricem vel corruptam quam putabat castam vel virginem: talia matrimonium non impediunt, 19, q. 1, § *Error*.

Error vero persone, ut si credatur contrahere cum Ihoanna et contraham cum Berta, et hic nullum est matrimonium. Et adverte secundum Tho in 4° dist. 30 quod predicta intelliguntur quando error nobilitatis vel dignitatis non redundat in personam. **Unde**<sup>3076</sup> **si consensus mulieris directe feratur ita quod intendit consentire in filium regis, quicumque sit ille, tunc alius si presentetur [...], est error persone** et non est matrimonium: quod nota pro multis questionibus.

De errore autem conditionis est intelligendum quod est error deterioris conditionis,

---

3074 SCOTUS ajoute: *servando veritatem legis divinae*

3075 SCOTUS: *propter talem fraudem quam fecit*. Dans les trois cas de modification, le sens est le même, mais il y a, semble-t-il, une volonté de clarté du propos.

3076 En caractères gras: THOMAS, IV, d 30, q 1, a 2

secus est quando est paris vel melioris secundum Inno et Hosti, Et ideo licitum est servis contrahere etiam dominis contradicentibus, *Extra*, eo, c. 1, set domini non debent propter hoc serviis fraudari, ut ibidem dicitur. Si tamen liber postquam contraxit scivit ejus conditionem et eam postea carnaliter cognoscat, tenet matrimonium, ut in c. *Si quis ingenuus*, et in c. *Si femina*, 29, q. 2, et c. *Proposuit*, *Extra*, eo, c. 2. Set numquid error conditionis libertine vel ascripticie vel originarie impedit matrimonium sicut et conditionis servilis? Respondeo secundum [ ]<sup>3077</sup> non, quia tales omnes sunt liberi, set ad quedam opera suis dominis plus ceteris teneantur.

[fol. 97r]

K<sup>3078</sup>.

Pro hoc impedimento pono duas propositiones: Prima erit de furioso, 2a erit de surdo et muto.

Prima: **Furiosus<sup>3079</sup> privatus iudicio rationis non potest contrahere**, ut notatur in c. *Dilectus filius*, *De sponsa*, nisi haberet lucida intervalla at tunc consentire posset; **idem dic de ebrio**.

Secunda propositio que est Hostiensis et Panormitani in c. *Cum apud*, *De sponsa*: Cecus et mutus et surdus possunt contrahere, dummodo possint **per<sup>3080</sup> aliqua signa in contrahendo consensum exprimere; quia licet ignoret quid sit matrimonium prout est sacramentum, non tamen prout est vinculum quod a jure naturali elicitur: quod ratio dictat ut alicui inseparabiliter adhereat ad generationem prolis debite habendam**. Unde hodiernis temporibus surdos et mutos contraxisse notatur<sup>3081</sup> matrimonium.

---

3077 Lacune

3078 Marge, sans titre.

3079 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 18, pr

3080 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 18, pr

3081 *Notatur*: ajout

Nota de muliere muta et surda que contraxit matrimonium<sup>3082</sup>

Et maxime habemus de una muliere surda et muta a nativitate adhuc vivente que contraxit matrimonium cum uno viro per signa et nutus et stetit cum eo per quadraginta annos et plus et ambo vivunt, et optime cognoscit vires matrimonii et naturam ejus, ut primo quoad ejus inseparabilitatem ex quo cohabitavit secum per tot annos, 2° quoad bonum finem quia aetate virtutis et continentie quod nec etiam ab alio quam viro suo permetteret se tangi vel osculari, ymo quod mirum quia vir ejus adulter erat quesivit divortium inter eos.

Pro intellectu hujus impedimenti sunt duo premittenda, quorum primum erit de quadruplici conditione, 2um erit de triplici bono matrimonii.

Quoad primum notandum quod licet multi varie sint loquuti de conditionibus, tamen omnes possunt contineri in 4or, que ut facilius memorie commendentur possunt nominari scilicet

Contingentes,

Necessarie,

Possibiles,

Impossibiles.

Contingentes dicuntur ratione status persone vel rei, puta quando aliqua persona dicitur servilis conditionis, de qua habetur *Extra, De servi non ordi*, c. ult., 32, q. 4, c. *Liberi*, vel quando res dicitur servilis conditionis, de qua habetur ff et C., per totum.

Ex predictis patet quod contingentes sunt duplices, scilicet personales et reales.

Et dicuntur contingentes quia servitus non est de jure naturali set contigit ex peccato hominis, ut *Instituta, De justitia et jure*, per totum, § *Servitus*, et d.1, c. *Jus gentium*, 12, q 1, c. *Cum redemptor*. De<sup>3083</sup> istis autem conditionibus non est ad propositum.

---

3082 Marge. Titre absent dans la table; le *Et* qui suit n'est pas accompagné de signe indiquant quelque chose d'important.

3083 Dans le texte latin, je respecte la présence des pieds de mouche et la taille des majuscules; côté français, j'ai rapproché *De istis* du paragraphe précédent et *Alie* du paragraphe suivant.

Alie sunt conditiones necessarie, puta si quis dicat *contraho tecum si sol oriatur cras*. Et adverte quod dicuntur conditiones necessarie sive quia sunt in matrimonio necessarie sive quia sine ipsis nihil fieret, ut si quis contrahat cum aliqua sub hac conditione si sis christiana vel si non sis affinis, etc.

Dicuntur autem conditiones necessarie hic conditiones generales que semper subintelliguntur etiamsi expresse non ponantur, puta si *Deus voluerit et hujusmodi*.

Ex dictis patet quod conditiones hujusmodi necessarie sunt duplices vel triplices, puta que necessario eveniunt in natura vel quia necessario sunt in contractu vel in eo semper intelliguntur. Et de istis solet dari regula quod hujusmodi conditiones necessarie nec viciant nec suspendunt contractum secundum Thomam. Intellectus autem hujusmodi regule patebit in sequentibus.

Tres conditiones dicuntur possibles, quia possunt aponi et non aponi, ut si quis dicat *contraho tecum si patri meo placuerit*. Et hec sunt duplices: quedam sunt honeste, quedam inhoneste. Et iste inhoneste sunt triplices, quia alie sunt contra naturam matrimonii, sive contra ea que sunt de substantia matrimonii, de quibus statim dicam, et iste semper viciant matrimonium, ita quod nichil fit quando apponuntur.

Alie sunt inhoneste solum, puta si quis dicat *contraho tecum si furtum feceris, vel hominem occideris, et hujusmodi, et iste non viciant contractum*.

Alie sunt inhoneste in se et in habitudine ad promissum, puta si quis dicat *promitto Deo quod si potero committere adulterium cum tali quod faciam dici unam missam in graciaram acionem Deo reddendam*. Si autem diceret Deo *promitto*<sup>3084</sup> *quod si continguat me peccare ego jejunabo ut dimittatur mihi peccatum, tunc non est conditio inhonesta in habitudine ad promissum, set solum in se*.

Et nota quod conditio ista inhonesta in habitudine ad promissum non est obligatoria. Quod nota quia servit pro votis et juramentis factis sub hujusmodi conditionibus, licet illa que est solum inhonesta in se sit bene obligatoria, de qua vide Duran in suo 3°, dist. 39, q.4.

---

3084 Suppression d'un second *Deo*

Alie sunt conditiones impossibiles, puta

[fol. 97 v]

si quis dicat *contraho tecum si celum digito tangas*. Et de istis solet communiter dici quod favore matrimonii reijciuntur et non impediunt<sup>3085</sup> et habentur pro non adjectis. Set non videt Durandus ubi prius quomodo hoc sit verum. Certum est quod sine consensu non est matrimonium. Si ergo aliquis contrahat addendo aliquam conditionem que magis exprimit dissensum quam assensum vel consensum vel saltem ita quod non intendit consentire nisi illa stante, quomodo ponit jus positivum quod habeatur pro non facto adiecta et quod nichilominus teneat matrimonium, cum in matrimonio ut dixi supra sit necessarius consensus; ideo videtur simpliciter dicendum quoad forum conscientie quod non est matrimonium nisi assit consensus, quecumque conditio aponatur.

Unde etiam quo ad conditionem neccessario venturam ut *contraho tecum si sol orietur cras* vel si sol erit in cancro, difficultas magna est inter doctores an sit matrimonium, Nam glosa in dicto c. *Per tuas*, vult quod si pendente conditione contrahatur matrimonium cum alia, quod tenet 2um matrimonium; idem Iho An.

---

3085 *Impediunt* correction de *impediuntur*

Set Hosti et doctores antiqui tenent contrarium, quia ex quo conditio est omnino exitura non habet suspendere actum vel contractum, nec proprie est conditio; idem Pa in dicto c. *Per tuas*. Tamen hec questio est dubia, et in hoc casu et consimilibus Monaldus dat optimum documentum quod in hujusmodi casibus qui non sunt omnino expressi a jure non est omnino precipitanda sententia adulterii<sup>3086</sup> pertinaciter. Et si post hujusmodi contractus conditionaliter transeatur ad 2a vota solemniter forte tutius est dissimulare aut papam consulere quam matrimonium cum 2a solemniter contractum dirimere; idem Rodon, fortius ergo si transisset ad religionem est dissimulandum.

L. Bona matrimonii que sunt<sup>3087</sup> .

De 2° scilicet de bonis matrimonii sciendum quod communiter ponuntur tria,

Fides,

Proles,

Sacramentum.

In fide attenditur ne cum alio vel alia commisceatur, In prole ut amanter suscipiatur et religiose educatur, In sacramento ut matrimonium non separatur. Et predicta tria adeo sunt substantialia conjugio quod conditio contra aliquid istorum posita viciat contractum matrimonii, *Extra, De conditionibus appositis*, c. fi. et ibi Pa ponit regulam in regula matrimonii quod omnis conditio aposita contra substanciam matrimonii viciat matrimonium et non viciatur. Et ponit exemplum de eo quod accidit in facto:

Quidam habens suspicionem de incontinentia futura mulieris contraxit secum cum conditione quod si committeret adulterium liceret sibi recedere a matrimonio et aliam ducere.

---

3086 *Adulteri* et non *adultero*

3087 Marge. Titre absent dans la table.



Certe non est ibi matrimonium; quod est verbum mirabile! Verum est tamen quod Ricar in 4°, dist. 31, ar. 2°, q. 1, loquens de hiis bonis matrimonii dicit quoad **bonum<sup>3088</sup> fidei quod essenziale** in hoc bono **est non negare usum sui corporis si conjux alteri petat, nisi Deus a debito** petenti<sup>3089</sup> **liberaverit**. Et dicit quod **bonum<sup>3090</sup> fidei accidentale seu accessorium** est non commisceri alteri et istud non est nisi de **bene esse matrimonii**, et sic posset concludi opositum ut videtur contra Pa. Set pro opinione Pa sunt omnes canoniste et summiste et de hoc est textus expressus in dicto c. fi. ubi enumerantur conditiones que sunt contra substantiam matrimonii, puta dicendo **contraho<sup>3091</sup> tecum si generationem prolis evites vel donec inveniam aliam<sup>3092</sup> honore et<sup>3093</sup> facultatibus digniorem aut si pro questu adulterandam te tradas**. Ecce conditio nostra. Sequitur in textu: **Matrimonialis contractus quantumcumque sit favorabilis caret effectu**. Et pro predictis plenius capiendis nota quod conditio fit per si, modus per ut, causa per quia, Unde versus:

Scito quod ut modus est, si conditio, quia causa.

Vide glosam in c. *Verum, De conditionibus apositis*. Et quia satis dixi de conditione, dicamus aliqua de modo vel causa.

M. Mala intentio in matrimonio<sup>3094</sup>.

Et pro hoc quero **utrum<sup>3095</sup> intentio libidinis vel pulchritudinis aut diviciarum excludat matrimonium? Respondet Bo-ra in 4°, dist. 30, quod multe cause possunt esse inductive et sine peccato dummodo non sistatur in eis. Unde si maneret sicut causa principalis esset minus honesta et est contra sacramenti utilitatem, non tamen contra sacramenti veritatem<sup>3096</sup> nisi ita esset finis quod non quereret nisi libidinem vel divicias, non uxorem ducere, quia sic esset contra sacramenti veritatem**

[fol. 98r]<sup>3097</sup>

et non esset matrimonium. Concordat Raymundus.

---

3088 En caractères gras, citation d'ANGELUS, *Matrimonium* 2, § 23, évoquant RICARDUS.

3089 *Petenti*: correction de *petendi*. Chez ANGELUS: *reddendi*.

3090 En caractères gras, citation d'ANGELUS, *Matrimonium* 2, § 23, jusqu'à *esse matrimonii*.

3091 En caractères gras, de *Contraho* à *effectu*: citaion de X, 4, 5, 7

3092 *Aliam*: ajout

3093 Dans le chapitre 7: *vel* et non *et*

3094 Marge. Titre absent dans la table.

3095 ANGELUS, *Matrimonium* 2, § 24

3096 *Non tamen contra sacramenti veritatem*: ajout d'après ANGELUS.

3097 Référence déplacée après *veritatem*

An autem talis contrahens principaliter propter predictas causas, puta pulcritudinem, divicias et hujusmodi, peccet mortaliter? Quidam dicunt quod sic, **sicut<sup>3098</sup> si quis principaliter baptizaret propter** sanitatem vel **questum** faciendum, **non curans de gratia baptismali**, non esset hoc sine contemptu et injuria, irreverentia et abusu sacramenti. Set archiepiscopus Flo dicit quod ista sententia est multum dura et multos involveret et videtur contra illud quod habetur 1° 1° *Regum*, 3°, Ubi David Abisach Sunamiten duxit uxorem ut solum calefaceret eum et non spe prolis nec fornicationis timore, quia non cognovit eam nec tamen peccavit.

Addit tamen archiepiscopus Flo quod contrahere propter voluptatem principaliter esset peccatum mortale, sicut tenet Pe de Pal; non tamen cognoscere propter voluptatem esset mortale dummodo non esset facturus cum alia, quia non est ita dampnabilis abusus rei communis sicut rei sacre, sicut bibere quid<sup>3099</sup> cum cypho propter voluptatem non est in se nisi veniale, set propter hoc non sequitur quod portans calicem ad tabernam ad bibendum propter voluptatem quin peccet mortaliter, et hoc propter abusum rei sacre. Qui autem contrahit matrimonium per verba de presenti propter finem indebitum abutitur re sacra, quia essentia sacramenti ibi consistit; set qui cognoscit uxorem suam fine indebito abutitur re non sacra, idest muliere, quia essentia sacramenti transiit: unde non adeo peccat. Et est argumentum quod si iudex pena pecuniaria punit malefactores, dum tamen esset alias puniturus, licet querat pecuniam nihil cogitans de actu et justitia, dummodo non facturus injuste, non est nisi veniale. Nam si proponeret expresse vel tacite pecuniam, non esset excusatus a mortali.

---

3098 En caractères gras, ANGELUS, *Matrimonium* 2, § 25

3099 *Sic.*

Et<sup>3100</sup> nota hoc pro istis dominis temporalibus qui puniunt pecunialiter delicta suorum subditorum, Nam si hoc faciunt principaliter propter cupiditatem, alias non factum cogitantes<sup>3101</sup> nec punituri, per predicta peccant mortaliter.

An autem **in peccato mortali contrahens matrimonium peccat mortaliter?**<sup>3102</sup>

Respondet Pe Pa in 4° quod sic dato etiam quod esset contritus; et sic secundum eum requiritur ultra contritionem confessio.

Aliis autem videtur contrarium: quod est communius: De quo dixi parte prima.

N. Triplex impotentia in matrimonio<sup>3103</sup>.

Hujusmodi impotentie sunt tres species: prima dicitur naturalis, sicut est artatio mulieris frigiditas vel caliditas<sup>3104</sup> viri, et impotentia; 2a dicitur actualis<sup>3105</sup> ut castratio; 3a dicitur diabolica et maleficialis, quando scilicet per maleficcium aliqui conjuges impediuntur ne mutuo cohabitent sive commisceantur.

De istis dico tres propositiones, de quolibet unam.

Prima propositio: Quelibet impotentia naturalis perpetua impedit contrahendum et dirimit contractum, si ignorata presit matrimonium. Hec propositio est Sco in 4° et omnium fere canonistarum, *Extra, De frigidis et maleficiatis, c. Laudabilem*; dixi perpetua, quia illa que est in puero vel puella ad tempus est<sup>3106</sup> quia quamdiu inest non potest contrahere, *Extra, eodem, Quod sedem*, ubi habetur quod impotens ad copulam est impotens ad matrimonium contrahendum, et semper debet secundum Hosti plena pubertas attendi<sup>3107</sup> scilicet etas 18 annorum, quibus pertransitis, si remaneret impotens ad copulam est impotens ad matrimonium, et censebitur impotentia perpetua. Item dixi perpetua, idest secundum Pe Pa que impedit perpetuo actum, qui actus dicitur emissio seminis. Unde dummodo iste actus sit licet effectus generationis non sit, est verum matrimonium.

---

3100 On peut remarquer sur le manuscrit la présence du pied de mouche et la taille de la majuscule: la remarque est considérée comme importante.

3101 *Cogitantes*: ajout

3102 Question posée par ANGELUS, *Matrimonium* 2, § 26

3103 Marge. Titre dans la table: *Impotentia coeundi impedit matrimonium*.

3104 *Vel caliditas* en double

3105 *Accidentalis*, chez ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 16, pr.

3106 *Est*: ajout

3107 *Attendi*: ajout

Ex quo sequitur quod spado potest vere contrahere quia secundum Avicennam<sup>3108</sup> licet non habeat effectum, idest non possit generare, habet tamen actum, idest potest seminare, et hoc sufficit, licet Pa aliter dicat. Nec obstat c. primum, eo tit., quia talis vir nec habebat actum nec habebat effectum. Idem de illo qui erigit virgam et non seminat, non potest matrimonium contrahere, licet Pa, c. 3°, *De frigidis*, oppositum dicat. Tu tamen tene primum quia securius quando precessit matrimonium, quia regulariter si senex vel medicamine vel alio quocumque artificio non potest juvari, non potest etiam contrahere.

Dixi ignorata, quia secundum Petrum Paludanum qui scit se<sup>3109</sup> vel alium impotentem et accipit non potest amplius dimittere, quia secundum aliquos est verum matrimonium set difficultas est de probatione huius impotentie.

Et dico quod ad ipsam probendam sunt due vie.

Una per aspectum, et hec non requirit dilationem temporis; 2a. via tria requirit,

[ol 98v]<sup>3110</sup>

scilicet tempus arbitrarium ad cohabitandum, 2° juramentum de impotentia, non habita ad coitum, 3° septem vicinorum seu propinquorum fidele testimonium, quibus concurrentibus celebrabitur divortium et mulier nubebit<sup>3111</sup> in Domino, viro autem mandabitur ne aliquem ducat, et si duxerit et cognoverit, reus perjurii habebitur et primum matrimonium reparandum erit, ita tamen quod mulier potest eum repellere propter comissum adulterium, argumento 32, q.1, *De Benedicto*. Hoc dico nisi uxor quando fuit confessa frigiditatem fraude hoc fecisset, quia si hoc fuisset non posset eum repellere, argumento ff. *De adulterio*, L. *Si uxor*, § *Si iudex*, et § sequenti. Et adverte quod quando vir petit divortium allegando frigiditatem et mulier negat, creditur.

---

3108 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 16, § 11: même exemple d'Avicenne.

3109 *Se*: ajout

3110 Référence déplacée après *requirit*.

3111 *Nubebit*: correction de *nubet*

Et per oppositum si mulier allegat et vir<sup>3112</sup> negat esse impedimentum, creditur viro nisi ad oculum per aspectum honestarum mulierum seu matronarum posset convinci de impedimento.

Ista notantur dicto c. *Laudabilem*, per doctores. Vide in c. *Fraternitatis*, eo tit. Pa qui tenet cum glosa et iudicio meo bene et honeste, licet Innocentius et Hostiensis teneant contrarium quod facto divortio si fiat mulier apta per alium et aperiantur ejus sere, non restituetur primo qui non potuit eam tangere, nisi prior esset similis illi qui hujusmodi seras aperuit.

O<sup>3113</sup>.

Secunda propositio: impotentia accidentalis perpetua ambulat sicut naturalis in qua debet semper considerari si posset sequi actus, et de ista satis dictum est.

Tertia propositio de impotentia maleficiali, que scilicet a demonibus provenit. Unde maleficiatus, puta qui non potest cognoscere suam set bene alias mulieres, potest separari ab uxore et divortium petere ab episcopo, qui debet tria injungere: Primo ut ambo conjuges confiteantur, quia forte hoc contigit propter aliquod peccatum eorum, 33, q. 1, c. *Si per sortiarias*; 2° debet sub sacramento injungi eis ut simul cohabitent et bona fide dent operam ad debitum carnale, et sic per triennium simul cohabitabunt; et secundum Inno et Abba sufficit quod per triennium cohabitaverint sive ante sive post, et hoc placet Pa in c. finali, eo tit., licet Hosti aliter dicat. Debet tamen per iudicem aliquod tempus arbitrium dari ad simul cohabitandum si jam ante per triennium cohabitaverint quando petitur separatio,

---

3112 *Vir*: ajout

3113 Lettre sans titre, qui peut être placée devant la seconde ou la troisième proposition. La troisième est l'objet d'un long développement, mais placée devant la seconde proposition, elle peut séparer l'impuissance naturelle de celles qui ne le sont pas. La lettre O est à la hauteur de la seconde proposition.

quo peracto accedent pro tertio faciendo ad episcopum jurantes quod sicut promiserunt fecerunt et non potuerunt conjugii, tunc adjuncto sacramento propinquorum celebrabitur divortium et debetur licentia contrahendi. Hec habentur c. finali.

Et nota quod si est **maleficiatus**<sup>3114</sup> **respectu omnium contrahere non potest. Et si contrahit post matrimonium contractum primo et conjugitur cum 2a. redire tenetur ad primam, [...] quia impedimentum non erat perpetuum et ideo primum matrimonium fuit firmum.** Uxor autem credens divortium juste celebratum, si ingreditur monasterium et facit votum, nichilominus sic comperta veritate de injusto divortio poterit virum repetere nec valet votum quia fuit factum ex injusta causa et sic non valet argumento optimo in c. *Ex parte Astensis., De concessis prebendis*, quia nullus compotem<sup>3115</sup> tenuit, per c. *Magne, Extra, De voto*, et c. *Ex parte, De conjugatis*. Set Pa arguit contra et concludit predicta ibi, et videtur verius. De hujusmodi maleficio vide quod dixi supra in primo precepto.

**Obbligatus**<sup>3116</sup>. **alteri matrimonialiter sive conjunctus non potest cum alia contrahere**, alias adulterium committit, *Extra, De sponsa duorum, c. Licet*. Et **qui nomine suo, non jussu ejus in cujus est potestate, vel**<sup>3117</sup> **nomine ejus quam habet in potestate bina sponsalia contraxerit vel binas nuptias, fit infamis ipso jure, L. prima, ff. De hiis que notantur infamia, et efficitur bigamus[...]**<sup>3118</sup> **et debet jejunare per 40 dies in pane et aqua, quod vocant carenam scilicet quadragesimam sic dictam quia caret cibis, et septem annis sequentibus penitere, c. Accepisti**<sup>3119</sup>, *De sponsa duorum*.

---

3114 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 16, § 12

3115 Lecture douteuse (fin de ligne).

3116 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 13, § 2

3117 *Vel*: ajout d'après ANGELUS.

3118 ANGELUS: *secundum quod dixi supra, Bigamia*.

3119 *Accepisti*: correction de *signasti*

Set quero quid si credit uxor virum mortuum et contrahat cum alio<sup>3120</sup>?

Respondeo secundum notata per dominum An in c. *In presentia, De sponsa*, et c. *Dominus, De secundis nuptiis*, quod ad hoc ut excusetur mulier a peccato sufficit quod verisimiliter credat virum mortuum. Et secundum Ray, filii, si quos ceperit, iudicabuntur legitimi. Set quoad hoc ut ecclesia det licentiam contrahendi requiritur apertior probatio ut in c.<sup>3121</sup> *In presentia* habetur, ut mulier certum nuntium de morte viri acceperit<sup>3122</sup>. Et secundum dominum An ecclesia non dat auctoritatem contrahendi nisi certificatum fuerit de morte viri. Si tamen verisimiliter credebat virum mortuum mulier excusatur a peccato. Et hanc opinionem dominus An videtur sequi Inno in dicto c. *Dominus*, licet Pa in dicto c. *In presentia*, sit contrarius. Vide etiam glosam singularem, 34, q. 2, in *Summa* que dicit quod si mulier credit

[fol. 99r]

maritum suum mortuum et habet causam justam credendi, licite potest contrahere matrimonium.

Si autem dubitat de morte viri et contraxit licet non debeat contrahere, tenetur tamen reddere debitum petenti, set ipsa non potest exigere. Et hoc casu vir potest eam refutare propter adulterium, cum non habuit causam probabilem mortis sue. Set si audiat eum mortuum licet per falsum rumorem, et tunc nupsit viro, non potest eam de tali adulterio accusare nisi ipsa procuraverit ipsum rumorem, ff. *De adulteriis, L. Miles, § Mulier*; idem tenet *Directorium*, libro primo, quod est valde notandum. Si tamen ipsa mulier post matrimonium contractum certificata sit de vita prioris viri, tunc non debet exigere nec reddere debitum. Si autem credat ex levi et temeraria credulitate, tunc dimissa tali opinione ad iudicium pastoris sui exigat et reddet, *Extra, De sententia excommunicationis, c. Inquisitioni*.

---

3120 Question posée en ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 12, § 4

3121 Correction de: *Cum*

3122 *Acceperit*: ajout (blanc).

Si tamen post revertatur vel aliter de vita sibi constiterit, statim debet recedere a 2° viro et redire ad primum, alias adultera judicabitur.

**Adverte<sup>3123</sup> quod si quis post susceptionem ordinis sacri, scilicet sacerdotii, diaconi, subdiaconi, contrahit matrimonium, dirimitur ut in c. unico, De voto, libro 6°, et est excommunicatus ipso facto, ut in Clementinis, Eos<sup>3124</sup>, De consanguinitate et affinitate. Si vero contrahit post susceptionem minorum, non dirimitur, set in officiis non ministrant, si sunt clerici occidentales, et beneficia non assequuntur; et ideo ordo sacer impedit et dirimit, non sacer impedit solum.**

Votum<sup>3125</sup> **simplex<sup>3126</sup> impedit contrahendum, set non dirimit contractum, set votum solemne dirimit post contractum. Hec propositio habetur in c. Rursus et c. Consuluit et c. Insinuante, Qui clerici vel voventes, 29 causa, per totum. Facit c. unicum, De voto, libro 6°. Nec cures de opinione Hugonis, quia ista est communis opinio canonistarum, 27, q. 1, et Qui clerici vel vovent et theologorum in 4°, dist. 38.** Quid sit votum solemne habes supra, 2° precepto.

P. De contrahentibus post votum<sup>3127</sup>..

Adverte tamen circa predicta quod sunt quedam mulieres de 3° ordine beati Francisci que vivunt collegialiter et profitentur tria vota religionis ex concessione apostolica. Et ideo talis professio bene dissolveret matrimonium non consummatum sicut declaravit Sixtus papa 4us, sive ante sit contractum sive post dictam professionem contraheret; quod nota.

Quid de illo qui post<sup>3128</sup> votum simplex alicui juravit de eam accipiendo?

Respondeo: agat penitentiam de juramento, quia non valet, c. Rursus, Qui clerici vel voventes.

---

3123 En caractères gras: ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 12, § pr

3124 *Eos*: correction de eo d'après ANGELUS

3125 Quoique *votum* n'ait pas de pied de mouche, commence ici le thème du voeu comme empêchement.

3126 En caractères gras: ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 5, pr.

3127 Marge. Titre dans la table: *Votum impedit matrimonium*.

3128 *Post*:ajout.



Similiter non licet votum simplex post juramentum prestitum de contrahendo, secundum Hosti et Goffre nisi sit religione intranda, quia potest religionem intrare, c. *Commissum*, *De sponsalibus*.

Utrum contrahens post votum simplex peccet mortaliter?

Respondeo secundum Galens<sup>3129</sup> in dicto c. *Rursus*, quod aut qui contrahit habet animum consummandi matrimonium et sic peccat mortaliter, quia facit contra votum, 27, q. 1, in multis c.. Aut non habuit animum consummandi matrimonium, set religionem intrandi ante consummationem, et sic non peccat mortaliter contrahendo, quia in nullo facit contra votum, et sic concorda opiniones contrarias.

Quero: **utrum talis, qui contraxit post votum simplex castitatis**<sup>3130</sup>, peccat totiens quotiens eam cognoscit? Respondeo, licet sit de eo magna difficultas et magna valde inter doctores varietas, tamen opinio Ricar in 4<sup>o</sup>, dist. 38, art. 7, q. 1, videtur tutior, et stat in una propositione tali: Talis vovens contrahens matrimonium nullo unquam tempore nec prima vice nec deinceps potest exigere sine peccato mortali, quamvis exactus post primum actum teneatur reddere.

Hec propositio est Archidi in c. *Si vir*, 27 disti. Idem Ioan An dicto c. *Rursus*. Unde<sup>3131</sup> **supradictus**<sup>3132</sup> **uxore mortua** non potest aliam ducere **secundum Ugo et Archi, 30, q.1, De eo, et 33, q. 2, Antiqui, quia votum non erat ablatum, set exequutio voti, De conversione coniugatorum, c. Quidam**. Bona cautella in predictis petere ab episcopo dispensationem ad petendum debitum. Frater tamen Angelus aliter sentit quoad aliqua, set predicta securior.

---

3129 Galens: correccion de Gax/gal... esi.

3130 En caractères gras: ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 5, § 3*.

3131 En caractères gras: ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 5, § 4*.

3132 *Supradictus*: correction de *supradicta*

Pro hoc nota quod **nullus**<sup>3133</sup> **fidelis sive baptizatus**<sup>3134</sup> **potest contrahere cum non baptizata etiamsi sit cathecumina, nec simpliciter nec sub conditione convertendi ad fidem. Et si contrahat**<sup>3135</sup> **nullum est matrimonium, 28, q. 1**<sup>3136</sup>, **c. Cave, et c. Non oportet**<sup>3137</sup>. Et ibi notat<sup>3138</sup> Hugo: Sponsalia vero sub conditione si convertatur, bene valent.

[fol. 99v]

Unde quamvis non baptizatus crederet omnes articulos fidei, tamen matrimonium contractum cum tali et baptizata non tenet, ut dicto c. *Cave*.

Q.<sup>3139</sup>

**Utrum**<sup>3140</sup> **infidelis convertens se ad fidem possit uxore dimissa aliam fidelem accipere? Respondet Pa in c. Quanto, De divortiiis** quoad corpora, quod si<sup>3141</sup> alter conjugum non vult cohabitare fideli converso vel si vult cohabitare non sine injuria creatoris vel sine peccato dissolvitur matrimonium in infidelitate contractum et potest contrahere cum alia fideli, nec oportet quod iudex statuatur tempus, set sufficit quod clare perpendat quod non vult ei cohabitare, secundum Pa in c. *Gaudemus, Divortiiis*. Si vero vult cohabitare sine ejus inductione ad malum vel sine peccato, sic non potest cum alia contrahere infideli vivente, set non tenetur habitare cum ea si non vult converti, 28, q. 2, c. *Si infidelis*. Notat Ricar in 4°, dist. 39. Si tamen antequam aliam accipiat per verba de presenti convertatur illa que potius erat obstinata, tenetur eam accipere nec poterit aliam ducere ut notatur communiter a theologis in 4°. dist. 39.

---

3133 En caractères gras: ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 10*, § pr.

3134 Suppression de *non* devant *potest*.

3135 ANGELUS: *contrahit*.

3136 28, q 1: correction de 3, q 1

3137 *Non oportet*: correction de *Cum non oportet* (présenteaussichez ANGELUS°;

3138 *Notat*: hypothèse, vu l'absence de finale.

3139 Lettre sans titre.

3140 En caractères gras: ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 10*, § 3.

3141 *Si*: ajout

**Quid<sup>3142</sup> si infidelis plures habet uxores?**

**Respondeo quod illa cum qua primo contraxit erit ejus [...] <sup>3143</sup> uxor, nisi illa illarum habuisset impedimentum quo eam accipere non potuisset, quia tunc alia esset ejus uxor.**

**Quid<sup>3144</sup> de uxore que repudiata alteri nupsit?**

**Respondeo quod vir non poterit ei objicere fornicationem, set tenetur si vult ei cohabitare [...] <sup>3145</sup> eam accipere, si vult uxorem habere, aut saltem continere, dicto c. *Gaudemus*, in glosa.**

**Utrum<sup>3146</sup> vir conversus poterit intrare religionem, uxore volente<sup>3147</sup> ei cohabitare?**

**Respondeo secundum Hugo quod sic, in dicto <sup>3148</sup> c. *Si infidelis*.**

**Si vero conversionis ejus sit aliqua spes non debet intrare secundum Tho, in 4°, dist. 39; quod si non est spes conversionis ejus potest intrare, prius uxore requisita de conversione.**

**Utrum<sup>3149</sup> uno conjugum ad infidelitatem reverso dissolvatur matrimonium contractum inter infideles?**

**Respondeo quod non, c. *Quesivit*<sup>3150</sup>, *De divortiis*. Unde textus<sup>3151</sup> in c. *Quanto*, *De divortiis*, dicit quod sacramentum fidei, id est baptismus, efficit ratum conjugii sacramentum<sup>3152</sup>.**

**Quid<sup>3153</sup> si fidelis contrahat cum heretica vel scismatica? Respondeo quod tenet matrimonium secundum communiter theologos in 4', dist. 39. Impedimenta que sequuntur sunt plus quam precedentia a confessore notanda.**

**Septem crimina impediunt matrimonium<sup>3154</sup>.**

**Sunt autem septem crimina que impediunt matrimonium contrahendum, set non dirimunt jam contractum, et sex notat glosa in c. *Qui presbiterum*, *De penitentiis et remissionibus***

---

3142 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 10, § 4.

3143 ANGELUS: *et si simul duas accepisset sic nulla erit ejus uxor*

3144 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 10, § 5.

3145 ANGELUS: *sine peccato*

3146 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 10, § 6.

3147 *Volente*: correction de *nolente*

3148 Canon cité par ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 10, § 3

3149 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 10, § 7.

3150 Dans le manuscrit, ajouté en marge.

3151 ANGELUS: *Innocentius*

3152 *Sacramentum fidei... efficit ratum conjugii sacramentum*: citation du chapitre *Quanto*.

3153 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 10, § 8.

3154 Marge. Titre absent dans la table.

et stant versus:

Presbiterum<sup>3155</sup>, uxorem necans, natiq̄ue patrinus,  
Incestus, raptor, solempnis non sociantur.

Potest autem **episcopopus**<sup>3156</sup> **dispensare** cum predictis **ratione juventutis**, **33**<sup>3157</sup>, **q. 2**, **Antiqui**;[...] tamen **secundum Ray**<sup>3158</sup> **sufficit licentia proprii sacerdotis**, **ymo de consuetudine non servatur iste rigor** petendi licentiam<sup>3159</sup>, quamvis secundum Pe Pa in 4° et Flo peccent mortaliter non petentes dispensationem nisi constaret quod episcopi hoc longo tempore scienter dissimularent. Et ita securior est iste modus dicendi de petenda dispensatione.

R. De incestu<sup>3160</sup>.

Quia utile est scire de incestu propter casus contingentes, ideo de illo ponam unam diffinitionem et unam divisionem et duplicem propositionem.

Diffinitio est quod **incestus**<sup>3161</sup> **est consanguineorum vel affinium abusus**; **Unde incestuosi dicuntur qui consanguineis vel affinibus abutantur**, **36, q. prima, § Cum ergo**.

Ex hac diffinitione sequitur divisio quod incestus est duplex, Unus cum consanguinea propria, qui est gravior, Alius cum consanguinea uxoris proprie. Et secundum Ricar per primum non efficitur vir affinis uxori set bene per 2um.

Prima propositio: Committens primum incestum non privatur jure petendi debitum ab uxore quia non est contracta affinitas cum ea.

2a propositio: per 2um incestum privatur jure petendi debitum, tenetur tamen reddere.

Hec propositiones sunt Ricar et Tho in 4°, dist. 34; idem Flo licet Angelus teneat quod per utrumque privatur:

---

3155 En marge, un dessin (?) avec une flèche, en face de *Presbiterum*..

3156 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 9, pr

3157 ANGELUS: 30 (erreur)

3158 *Ray et Rodon*, selon ANGELUS, ( un blanc, mais de petite taille).

3159 ANGELUS: *ut petatur dispensatio*

3160 Marge. Titre dans la table: *Incestus impedit matrimonium*.

3161 ANGELUS, *Incestus*, § pr

que opinio non est usquequaque improbanda; ideo confessor prudenter secundum quod videbit servire salutis animarum tenebit unam vel aliam.

Set tunc queritur: Quis dispensabit cum incestuoso ut possit petere debitum?

**Respondet**<sup>3162</sup> **Pa**<sup>3163</sup> in c. primo, *De eo qui cognovit consanguineam uxoris*, scilicet quod episcopus non potest nisi ex causa, puta ratione juventutis et hujusmodi, c. *Sic duo*, 35, q. 4<sup>3164</sup>; Idem tenet [...] <sup>3165</sup> in causa *Transmisse*, eo titulo, ut etiam exigere possit<sup>3166</sup>. Videtur itaque quod facilius dispensetur ut incestuosus contrahat quam ut debitum exigat. Quod nota.

Adverte etiam quod **Pa**<sup>3167</sup> dicit in c. *Litteris*, *De presumptionibus*, quod ista pena, scilicet quod non possit contrahere vel exigere incestuosus, solum locum habet quando constat de incestu, qualitercumque argumento dicti<sup>3168</sup> c. *Litteris*.

[fol. 100r]

S. Juramentum, fidei datio, simplex promissio<sup>3169</sup>.

Pro intellectu pleniori dicendorum oportet scire quomodo differunt ista tria: juramentum, fidei datio sive fidei prestatio, et simplex promissio.

Pro quo quero: **Utrum**<sup>3170</sup> **omnis fidei prestatio sit juramentum?**

**Respondet Pa** in c. *Querellam*, *De jurejurando*, quod sic, set non econverso<sup>3171</sup>, quia non omne juramentum est fidei prestatio, quia tunc dicitur quis prestare fidem quando promittit aliquid dicendo per fidem meam, vel sic me Deus adjuvet, et hujusmodi. Et sic fidei prestatio non includit nisi juramentum promissorium et non assertorium, vel secundum alios differt a juramento quod fit per librum vel rem sacram, Fidei autem prestatio non fit cum interventu rei sacre, set melius dic quod fidei prestatio est cum aliquid promittitur per fidem sine verbo juro Juramentum, vero est cum dicit juro per Deum vel aliquid.

---

3162 *Respondet Pa*: correction de *Respondeo*, selon ANGELUS, vu la suite de la citation.

3163 ANGELUS, *Incestus*, § 5

3164 4: correction de 6 (présent chez ANGELUS aussi).

3165 ANGELUS: *et dicit communiter tenere doctores*

3166 *Ut etiam exigere possit*: ajout selon ANGELUS.

3167 ANGELUS, *Incestus*, § 4

3168 *Dicti* correction de *dic*

3169 Marge. Titre absent dans la table.

3170 ANGELUS, *Juramentum*, 1, § 6

3171 ANGELUS: *econtrario*.

Unde licet quoad peccatum mortale non sit differentia quia secundum Archi in c. primo, *De sepulturis, libro 6*, et Inno et communiter doctores in c. *Et si Christus, De jurejurando*, sicut juramentum est dicere juro tibi per fidem meam vel evangelium, sic etiam juramentum est dicere promitto<sup>3172</sup> tibi per fidem meam sive sub<sup>3173</sup> fide mea, Verum est tamen quod quo ad penam periurii, puta depositionis in clerico, ut in c. *Querellam, De jurejurando*, non incidit quis nisi expresserit verbum<sup>3174</sup> secundum aliquos. Et sic intellige jura que ponunt ut diversa, juramentum et fidei prestationem, ut in c. *Pervenit, De fidejussoribus*, et in c. *Ne querellam, Ne prelati vices*<sup>3175</sup> et c. 2, *De sponsa*. Simplex vero promissio dicitur que nec juramento nec fidei prestatione firmatur.

Quero nunc que<sup>3176</sup> sunt crimina que impediunt contrahendum et dirimunt contractum?

Respondeo quod sunt duo, scilicet adulterium et machinatio. Et quantum ad primum adverte diligenter quod oportet quod unum de duobus precedat adulterium, scilicet vel contractus matrimonii vel datio fidei. Unde adverte quod ad hoc quod quodlibet istorum sit impedimentum requiritur primo quod uterque sciat quod uterque ipsorum<sup>3177</sup> habeat conjugem, quia si cum ignorante quis contraheret posset esse matrimonium inter eos post mortem uxoris prime, ut est casus in c. 1, eo tit. quod limitat Pa ibidem, si super inducta fuit ignorans toto tempore vite uxoris; Et dicitur ignorans quamdiu non habuit certitudinem vel probabilem opinionem, ut in<sup>3178</sup> capitulo *Inquisitioni, De sent. excomm*. Alias si certiorata de vita prime uxoris permetteret se cognosci non posset inter eos esse matrimonium, dicto<sup>3179</sup> c. finali et sequuntur communiter doctores. Et idem dic per omnia quando data fide sequitur adulterium, quia parificantur dicto capitulo finali. [...]<sup>3180</sup>

---

3172 *Promitto*: correction d'après ANGELUS; *juro* dans le manuscrit.

3173 Suppression d'un *sub* devant *sive*.

3174 *Verbum*: correction de *verbo*. *Verbum juro* chez ANGELUS.

3175 *Vice...s*. ANGELUS: *vices suas*.

3176 ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 9*, § 1

3177 ANGELUS: *alter eorum*.

3178 Suppression de *dicto*

3179 *Dicto* ne se comprend que par rapport à ANGELUS.

3180 ANGELUS: trois lignes, commençant par: *Secundo requiritur quod sit fides data de ea accipienda...*

**Et adverte quod aliqui volunt ut ponit Ricar in 4°, di 35, quod si solum nude promisit, non erit<sup>3181</sup> impedimentum, set oportet quod sit fides data vel juramentum interpositum.**

Hanc opinionem videtur sequi Sco quam puto probabiliorem et post facto tenendam, licet tenerim ante factum semper quod etiam ex nuda promissione oriatur istud impedimentum.

Nota quod **requiritur quod post matrimonium contractum vel fidem datam sequatur adulterium, quia solum adulterium sine contractu vel datione fidei, ut supra dixi, non inducit istud impedimentum nec contractus<sup>3182</sup> sive datio fidei sine adulterio, ut c. *Significasti*, eo tit. et 31, q. 1, c. 1. Item requiritur quod matrimonium primum sit<sup>3183</sup> validum, quia si prima uxor non esset legitima, non esset impedimentum, ut in dicto c. *Significavit*<sup>3184</sup>, licet dederit fidem cum adultero. Et sufficit quod primum matrimonium sit contractum per verba de presenti, licet non sit consummatum, et etiam si esset separatum quoad thorum ut in c. *Significavit*, et in c. *Ex Litterarum*, eo tit.**

Secundum crimen impediens matrimonium<sup>3185</sup>.

**Secundum<sup>3186</sup> crimen est cum quis machinatus est in mortem alicujus ut possit in virum vel uxorem alterum habere.**

Pro cujus intellectu **adverte primo quod si adulterium non intervenit oportet quod ambo scilicet uxoratus et illa quam vult habere in uxorem sint machinati in mortem alterius et quod mors sequatur cum effectum, aliter si unus<sup>3187</sup> solus machinatus fuisset mortem cum effectum alterius non esset impedimentum quin illum habere posset propter quem habendum mortem alterius procuravit, ut notat Jo An<sup>3188</sup> et sequitur Pa in c. *Super hoc*, eo tit., licet doctores varie loquantur in c. 1, *De conversione infidelis*.**

---

3181 ANGELUS: *esset*

3182 ANGELUS: *contractio*

3183 ANGELUS: ... *primum esset validum...prima...erat legitima non erit impedimentum. ...*

3184 *Significavit*: correction d'après ANGELUS.

3185 Marge. Titre dans la table: *Machinatio in mortem alterius impedit matrimonium..*

3186 ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 9, § 5*

3187 Tout le passage qui suit est au masculin, un masculin qui représente aussi la femme.

3188 *An*: en double.

**Si vero adulterium intervenit sufficit machinatio alterius tantum cum effectu ut fit istud impedimentum. Facit c. *Si quis vivente*, 31, q. 1, et sic intellige**

[fol. 100v]

**dictum c. *Super hoc*. Set si effectus homicidii non intervenit, machinatio etiam cum adulterio non inducit istud impedimentum, ut notat Jho An in dicto c. *Super hoc*. Set<sup>3189</sup> pone quod interfecit alterum, set non ea intentione ut alterum haberet in conjugem set ob causam aliam, respondeo quod illud non erit impedimentum secundum Ber et Hosti in dicto c. *Super hoc*. Idem dic ut supra [...] <sup>3190</sup>, si homicidium mandavit vel consuluit et sequutum est.**

T. De impedimento consanguinitatis<sup>3191</sup>.

Triplex cognatio<sup>3192</sup>.

Primo sciendum est quod triplex est cognatio, scilicet carnalis que dicitur consanguinitas, spiritualis que dicitur compaternitas, et legalis que dicitur adoptio. Et secundum has tres cognationes erunt in speciali tria impedimenta.

Et primo dicamus de consanguinitate, **que<sup>3193</sup> est vinculum personarum ab eodem stipite ascendentium et descendentium carnaliter propagatione contractum, secundum Hosti in *Summa*, eo titulo<sup>3194</sup>.**

De hac consanguinitate hic ponuntur tria in particulari multum a confessore notanda: primum est de lineis, 2um. de gradibus, 3um. de legibus in hiis gradibus contrahi prohibentibus.

De primo sciendum quod **hec consanguinitas tres habet lineas secundum communiter doctores,**

**Una ascendentium,**

**2a. descendentium,**

**3a. collateralium.**

**A prima quisque trahit originem, sic pater, avus, proavus, atavus, etc., et idem dic de matre, avia, etc.**

**In 2a. perpetua, memoria [...] <sup>3195</sup>, ut est filius, nepos, pronepos [...] <sup>3196</sup>, etc.; similiter filia, neptis, etc.**

---

3189 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 9, § 6

3190 ANGELUS: *per omnia*

3191 Lettre en marge. Titre en interligne dans le texte.

3192 Marge. Titre absent dans la table.

3193 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 6, § pr

3194 Suppression de *et c*, ou *etc*.

3195 ANGELUS: *et genus*

3196 ANGELUS: *abnepos*



Tertia respicit illos qui nec ipsi a nobis nec nos ab ipsis traximus originem, tamen ab eodem sanguine sunt<sup>3197</sup> propagati, ut duo fratres et eorum<sup>3198</sup> filii qui patruales dicuntur, et filii prefatorum, et idem in feminis.

Hec probantur, 35, q. 4<sup>3199</sup>, c. u.<sup>3200</sup>, et per totum ff. *De gradibus*, L. prima, et L. *Juris consultus*.

V<sup>3201</sup>. Consanguinitas quid est<sup>3202</sup>.

De 2a sciendum quod habet<sup>3203</sup> etiam hec consanguinitas gradum qui describitur sic: Gradus est habitudo distantium personarum qua cognoscitur quota generationis distantia due persone distant inter se, et colligitur<sup>3204</sup> in c. *Ex litteris*<sup>3205</sup> et c. *Quod dilectio, De consanguinitate et affinitate*.

Pro cujus intelligentia nota quatuor regulas.

Prima est, quod aliter computatus gradus collateralium in linea de jure canonico, aliter de jure civili, Nam duo fratres sive frater et soror faciunt unum gradum cum patre et matre de jure canonico, set de jure civili faciunt duos et ideo in matrimonio attendimus ad jus canonicum. Ratio hujus diversitatis redditur 35, q. 5, in c. *Ad sedem*, et ibi vide.

Secunda regula quod persona addita persone per carnis propagationem in linea ascendentium vel descendendum addit gradum dempto stipite, qui ideo demitur quia filius est de sanguine patris et matris, ideo non fit descensus per duos gradus, set tantum per unum de patre ad filium vel e<sup>3206</sup> converso. Ratio quia sicut unus non est numerus, set principium numeri, sic hic. Item si quis vult facere unam fenestram requiruntur necessario due columpne, set si aliam vult addere, sufficit una sola; sic in proposito.

Tertia regula est quod in linea transversali toto gradu persone descendentes a stipite distant inter se quoto distant a stipite, unde nepos ex uno filio et pronepos ex altero filio distant a se in 2° gradu ex una parte et in 3° ex altera parte.

---

3197 *Sunt*: ajout.

3198 *Eorum*: correction de *duo*.

3199 4: correction de *fi*.

3200 U: correction de 1.

3201 Ajout: lettre non visible dans le manuscrit.

3202 Marge. Titre absent dans la table.

3203 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 6, § pr

3204 Suppression d'un second *et colligitur*

3205 *Ex litteris*: correction de *bonis*

3206 *E*: ajout

Quarta regula est quod quando persone distant inequaliter a stipite debet computari secundum gradum magis remotum a stipite, ut quanto<sup>3207</sup> ille remotior distat a stipite, tantum intelligantur inter se distare, ut capitulo ultimo<sup>3208</sup>, *De consanguinitate et affinitate*. Et si consuetudo esset in patria quod inciperet a propinquiore, illa esset servanda propter scandalum, in c. *Quod dilectio*, *De consanguinitate et affinitate*, quod credo verum in contrahendo, set in contracto tene ut dixii: a remotiori debet fieri.

X. Usque ad quem gradum consanguinitatis impeditur matrimonium<sup>3209</sup>?

Set pro tertio quero usque<sup>3210</sup> ad quem gradum consanguinitatis impeditur matrimonium? Respondeo quod de dictamine legis nature impeditur filii cum matre et filie cum patre, *Gene 2°: Relinquet*<sup>3211</sup> homo patrem et matrem et adheret uxori sue, set magis est contra jus nature quod filius habeat matrem in tali turpitudine ut subjectam.

Exempla<sup>3212</sup>.

Et propterea philosophus, 9<sup>3213</sup>, *De Animalibus*, narrat de camelo qui cum concubisset cum matre<sup>3214</sup> post cognoscens interfecit ingeniatores. Similiter de equo qui [...] <sup>3215</sup> simile cognoscens projecit se de alto et interfecit se. Ex dictamine legis divine prohibentur matrimonialiter copulari consanguinei in primo gradu in 2° in linea equali<sup>3216</sup> consanguinitatis et affinitatis, ut patet *Levit. 18*.

Ex statuto legis

[fol. 101r]

ecclesie prohibetur matrimonium usque ad quartum gradum inclusive, c. *Non debet*, *De consanguinitate et affinitate*, ex Ricar in 4°, dist. 40. Unde contrahentes intra tales gradus nulla longinquitate annorum deffenduntur quin qui ex hoc conjugio<sup>3217</sup> sint incestuosi, dicto c. *Non debet*.. Quidam hanc prohibitionem usque ad 4um gradum dicunt veram in collateralibus, set in descendentibus tenent quod est perpetua prohibitio.

---

3207 ANGELUS: *quantum*

3208 ANGELUS: 6 (c'est une erreur)

3209 Marge. Titre absent dans la table.

3210 ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 6, § 1*

3211 *Relinquet...sue*: citation de *Gen.*, 2.

3212 Marge. (titre secondaire).

3213 9: correction de 8 (erreur commune au manuscrit et au texte d'ANGELUS)

3214 ANGELUS: *cooperuisset matrem*

3215 ANGELUS: ...(*qui cum concubisset cum matre cooperta discorpertam (cognoscens)*)...

3216 ANGELUS: *inequali*

3217 Manuscrit: *qui ex hoc conjugio nascuntur*. Ssuppression de *nascuntur*

Ratio quia maior reverentia debetur parentibus propinquis quam remotis, et hujus opinionis est Ricardus, ubi supra, Pe, Hu, Hosti et Azo in L. *Nemini, c. De nuptiis*. Set credo cum Goffredo quod non sit prohibitio etiam in talibus nisi usque ad 4um gradum, quia cum dictum c. *Non debet*, loquatur indistincte de consanguinitate, nec nos distinguere debemus, et hec opinio satis est probabilis.

Dubium.<sup>3218</sup>

**Quid<sup>3219</sup> si duo contrahunt simul, quorum unus distat a stipite quinto gradu vel sexto, alter primo vel 2°?**

**Respondeo quod matrimonium tenet; Et quamvis Hosti dicat verum si alter sit in 2° vel 3° set non si sit in primo, quia<sup>3220</sup> una caro censetur cum stipite, tamen hoc non teneo nec alius doctor hoc tenet, et ideo tene quod tenet matrimonium, ut tenet etiam *Directo*.**

Y. In cognatione spirituali qualiter computantur gradus<sup>3221</sup>

**Quero qualiter<sup>3222</sup> computentur gradus in cognatione spirituali?**

**Respondet Pa in rubrica eo titulo quod non habet gradus, set tres species:**

**Prima dicitur paternitas que est inter regeneratum et regenerantem sive regenerans ministret sacramentum sive teneat ad sacramentum etiam si plures<sup>3223</sup> et in c. *Quamvis, libro 6, eo tit.***

**2a est compaternitas que est inter regenerantem ministrantem [...] <sup>3224</sup> seu tenens<sup>3225</sup> ad sacramentum et genitores regenerati;**

---

3218En marge

3219ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 6, § 1*

3220Suppression d'un *quia*

3221Marge. Lettre non visible. Titre dans la table: *Cognatio spiritualis, 7 101, Y. Quomodo contrahitur, ibi.*

3222ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 7 § 2*

3223Plures: correction de *patres*, d'après ANGELUS: (*Etiam si tenentes sint plures ut (in c...)*)

3224 ANGELUS: *vel tenentem (seu tenentes)*...

3225Tenens: correction de *tenentem*, d'après ANGELUS qui utilise: *tenentes*. La difficulté est dans la suite: *ad uxorem sive virum*, qui demanderait un singulier (*tenens*), ce qui es t incompatible grammaticalement avec: *sint conjugati*...

et ministrans vel tenentes<sup>3226</sup>, si sint conjugati et consumaverunt matrimonium transmittunt hanc paternitatem etiam ad uxorem sive virum ita quod uxor cognita vel vir<sup>3227</sup> efficitur compater genitoris levati ab altero ipsorum, eo tit. c. *Martinus*, et libro 6°, eo titulo, c. *Nec dum*, et 30 q. 4, *Si quis*; secus si uxor non esset cognita, 30, q. 4, *Post uxoris*: ideo successive quis potest habere duas commatres uxores.

Tertia species dicitur fraternitas que contrahitur inter regeneratum et filios regenerantis, ministrantis vel tenentis ad sacramentum, 30, q. 3, *Pitatum*, et eo tit. *Ex litteris*, sive sint nati ante hanc compaternitatem sive post, eo tit. c. *Tua nos*. Filii quoque<sup>3228</sup>, quorum neutro ad paternitatem<sup>3229</sup> est deventum possunt inter se libere contrahere nisi consuetudo contrarium haberet que scandalum generaret, contractum tamen teneret ut communius tenetur in c. *Virum*, eo tit. nisi esset talis consuetudo de qua dicam in ultimo impedimento.

Utrum<sup>3230</sup> filius uxoris de altero viro sit frater spiritualis filii spiritualis mariti dicte uxoris prius cognite antequam teneret vir predictum filium?

Respondet Ge in c. primo<sup>3231</sup>, *Libro 6°*, quod dominus Anto tenet quod non, quia non reperitur expressum; ipse vero Ge videtur tenere contrarium quod tenendum est<sup>3232</sup> ante factum, sed post tene opinionem primam per rationem de qua in sequenti.

Utrum<sup>3233</sup> pater spiritualis licite possit contrahere cum sorore carnali filii spiritualis? Respondeo quod sic, et etiam cum ejus filia, et etiam cum filia spirituali filii sui carnalis, quia licet cognatio spiritualis a patre in filium transeat, non tamen e converso.

---

3226 *Tenentes*: correction de *tenens*, d'après ANGELUS.

3227 Corrections: *uxor* pour *uxore*, et ajout de *vir*.

3228 ANGELUS: *vero*

3229 *Paternitatem*, au sens de *compaternitatem*

3230 ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 7 § 3*

3231 *Primo*: correction de *fi*

3232 *Est*: ajout.

3233 ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 7 § 4*

Unde non habet ramos, et cum edictum<sup>3234</sup> de matrimonio sit prohibitorium, *De sponsalibus, c. Cum apud, 23*<sup>3235</sup>, q. 3, § *Si quis*, et c. sequenti, ideo non egredietur expressas personas que in summa sunt decem in baptismo. Et similiter dicas decem in confirmatione, ut patet in c. primo<sup>3236</sup>, eo tit. *Libro 6*, et per totum titulum *Decretalium*, eo titulo, et prime<sup>3237</sup> sunt combinate inter baptizatum et levantem, 2e. inter levantem et parentes levati, 3e inter baptizatum et filios levantis, 4e inter levatum<sup>3238</sup> et uxorem prius cognitam levantis<sup>3239</sup>, 5e. inter uxorem prius cognitam levantis et parentes levati.

Set<sup>3240</sup> numquid extendetur ad filios illegittimos<sup>3241</sup> levantis ad filium levatum? Respondet Panormitanus in c. *Martinus*, eo tit. quod sic de sacro fonte levando vel tenendo confirmationem. Hoc sequitur Jhoannes Andree in regula *Qui per alium, De regulis juris, Libro 6*. Facit c. *De hiis*, et c. *Ad limina*, 30<sup>3242</sup>, q. 1.

Quid<sup>3243</sup> si<sup>3244</sup> teneat et non respondet [...] <sup>3245</sup>? Respondeo secundum Rodon quod nichilominus efficitur, quia responsio non est de substantia, sed tactus seu tentio vel levatio. Et quamvis aliqui teneant quod necessario requiruntur verba, alii quod saltem signa pro verbis, ut recitat Ge in c. *Ne dum*, eo tit., *Libro 6°*, tu tamen tene quod<sup>3246</sup> tactus et levatio sunt signa equipollentia pro verbis.

---

3234 Suppression d'un second: *Et cum edictum*

3235ANGELUS: 20

3236ANGELUS: 3

3237ANGELUS: ...(titulo, et ) sunt combinate. Prime sunt inter...

3238 *Levatum*: correction de *levantem* (ANGELUS)

3239 *4e inter levantem et uxorem prius cognitam levantis*:ajout d'après ANGELUS; tout le 4 manque.

3240ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 7 § 5*

3241*Illegittimos*:correction de *legittimos*.

324230: correction de 3.

3243ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 7 § 12*

3244Suppression d'un *si*

3245ANGELUS: *per hoc intendens non effici compater. (sic)*

3246Suppression d'un *quo*

**Quid<sup>3247</sup> si non tangit puerum, sed linteum solum in quo puer est involutus? Respondet Archidiaconus in c. *Quamvis*, De cognatione spirituali, Libro 6, quod nichilominus contrahitur**

[fol. 101v]

**compaternitas secundum Hugo; idem Jho An; Et notat Archi, 30, q. 4, c. finali. Et satis videtur facere textus in dicto c. *Quamvis*; In verbo *accesserint* Petrus de Pal<sup>3248</sup> videtur tenere quod requiratur tactus.**

Dubium<sup>3249</sup>.

**Utrum<sup>3250</sup> non tangens, set simulans se tangere et respondens cum aliis patrinis efficiatur compater?**

**Respondeo quod non nisi tangat vel tenendo dum baptizatur vel levando de sacro fonte vel tenendo ad confirmationem. Hoc sequitur Iho An in regula *Qui per alium*, De regulis juris, Libro 6°. Facit c. *De hiis*, et c. *Ad limina*, 30, q. 1; et Archi in c. 1, eo tit., Libro 6°, allegat, c. 1 et Omnes, 30<sup>3251</sup>, q. 1.**

**Utrum<sup>3252</sup> ista compaternitas possit contrahi per procuratorem? Marcilius et Car, ut recitat Pan in c. *Veniens*, eo tit., tenent quod sic; Iho An autem, Anto, et Archi, ubi supra, tenent quod non, set mihi placet opinio Pa ut ante contractum matrimonium teneatur, quia ibi est cognatio spiritualis,**

---

3247ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 13

3248 Le nom est écrit ainsi dans le manuscrit; il est aussi présent dans ANGELUS, (*Pe de Pal*)

3249Marge. Titre absent dans la table.

3250ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 11

325130: correction de 32

3252ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 14

post vero contractum tenenda est opinio alia scilicet quod non contrahatur. Et idem dic in universitate, an possit contrahere [...] <sup>3253</sup> hanc cognationem per procuratorem, quod ante factum sic ut singuli <sup>3254</sup> de universitate sint compateres, quia dispositio concepta in universitate resolvitur ut concernat singulos de ipsa si actus non cadit in universitate ut res non pereat. Facit textus in c. *Si sententia*, *De sententia excommunicationis*, *Libro 6*, et glosa in c. *Romana*, in § *Universitatem*, *De sententia excommunicationis*, *Libro 6*; set post factum tene cum Fede, consilio 15, quod non potest contrahi, quia non habet animam et non est baptizata.

Set <sup>3255</sup> numquid procurator ille erit compater in casu in quo non possit contrahi per procuratorem? Responsio Iho An, ubi supra, quia tenet quod sic, quia licet non intenderet obligari, tamen quia [...] <sup>3256</sup> intervenit et ideo [...] <sup>3257</sup> extra quod agitur nascitur obligatio, ut L. *Si is qui*, *ff Commo* <sup>3258</sup>, set contrarium tenet Fede, consilio 15, et eam opinionem <sup>3259</sup> veriolem credit Pa in [...] <sup>3260</sup> c. *Veniens* <sup>3261</sup>. Facit quod notat Petrus de Ancho qui dicit quod tenens filium alterius quam credebatur filium unius cum quo intendebatur paternitatem contrahere non contrahit paternitatem, cum non sit filius illius. Et ideo dic ante contractum verum quod dicit Ihoannes An et post contractum veram opinionem Fede.

Utrum <sup>3262</sup> baptizans vel confirmans efficiatur compater? Respondeo: olim fuit dubium, hodie clarum, in c. 1, eo tit., *Libro 6*. Unde quicumque baptizat, sive necessitate, sive habeat voluntatem contrahendi paternitatem sive non, dummodo baptizat, efficitur compater, sive sit masculus sive sit femina. Nec obstat L. *Consensu*, et L. *In omnibus negotiis*, *ff. De actibus et obligationibus*, quia habent veritatem quando nichil voluntarie fit,

---

3253 ANGELUS: *similiter* (les mots *similiter* et *singuli* sont l'un au dessus de l'autre)

3254 *Singuli*

3255 ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 7 § 15*

3256 ANGELUS: *re*

3257 ANGELUS: *etiam*

3258 ANGELUS: *Como*; manuscrit: *Comme*, possible.

3259 Ajout: *opinionem* (absent aussi chez ANGELUS)

3260 ANGELUS: *dicto*

3261 *Veniens* en double.

3262 ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 7 § 16*

set [...] <sup>3263</sup> licet nollet esse compater, tamen vult baptizare vel tenere, et ideo contrahitur. Facit dicta L. *Si is qui*, in fine, quia qui vult principale necessario vult et accessorium.

Utrum <sup>3264</sup> spirituales filii possint inter se contrahere? Respondeo quod sic, et etiam cum adoptivis, ut notatur in c. unico, *De cognatione legali*.

Utrum <sup>3265</sup> pater possit tenere filium illius qui tenuit [...] <sup>3266</sup>? Respondet Pa in c. *Super*, eo tit., quod sic, quia non est prohibitum.

Utrum <sup>3267</sup> episcopus possit dispensare ut sint plures <sup>3268</sup> qui tenent ad baptismum vel confirmationem? Respondeo quod sic secundum Dominum <sup>3269</sup> de sancto Georgio in dicto c. *Quamvis*, set <sup>3270</sup> numquid peccant plures tenentes puta duos vel tres sine dispensatione episcopi? Respondeo quod si secundum morem patrie communiter tenent videntur excusari a peccato Iho An et Archi in dicto c. *Quamvis*.

Quid <sup>3271</sup> de baptizato in domo per necessitatem vel alio respectu et postea in ecclesia solemniter? Responsio: Tancre tenet, ut recitat glosa, 68 di, c. *Presbiteri* <sup>3272</sup>: Si quis miles <sup>3273</sup> baptizaretur, miles recepit sacramentum, alias non recepit sacramentum, alias non fieret injuria sacramento, *De consecratione*, dist. 4a, *Ostenditur*; hoc ibidem videtur tenere glosa in c.2, *De apostasis* <sup>3274</sup> et in dicto c. *Presbiteri*, [...] <sup>3275</sup>

---

3263 ANGELUS: *hic*

3264 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 17

3265 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 18

3266 ANGELUS: *suum*

3267 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 19

3268 *Plures*, abrégé comme *patres* (*pres*)

3269 ANGELUS: *Dominicum*

3270 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 20

3271 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 21, dernier § consacré par ANGELUS à la parenté spirituelle.

3272 ANGELUS: § *Quod vero*

3273 *Miles*: *milies* chez ANGELUS.

3274 c 2, *De apostasis*: ajout d'après ANGELUS.

3275 ANGELUS: *Sed tu tene cum glosa in dicta § (quod non est verum...)*



quod non est verum, quia non imprimitur novus character, et sic tenendo conclude quod solum paternitas contraheretur per illos qui tenuerunt in domo et non per alios qui tenuerunt in ecclesia nisi forte illa que contrahitur per cathecismum, si in domo non fuit cathezizatus, set hoc ut dixi non dirimit matrimonium post contractum.

**An<sup>3276</sup> extendatur<sup>3277</sup> ista cognatio spiritualis ad fornicatione cognitam?**  
**Respondet secundum Archi, Iho An, c. 1, eo, Libro 6, quod non. Et dicit Pano in dicto c. Martinus, quod est communis opinio; ideo et tu eam tene, quam etiam tenet Ricar in 4<sup>o</sup>, dist. 42; nec cures de opinione<sup>3278</sup> contraria.** Refert tamen Pa, dicto c. *Martinus*, quod ista cognatio secundum doctores extenditur ad filium illegitimum [fol. 102r]

ipsius levantis seu baptizantis, et videtur textus in c. finali, *Extra*, eo.

**Set numquid<sup>3279</sup> etiam ad filios adoptionis communicentur sibi passionis spirituales sicut actiones? Respondeo quod non, ut tenet glosa in § Quod autem 30, q. 3.**

Z. Vir et uxor qualiter non efficiuntur compatres<sup>3280</sup>?

**Queritur<sup>3281</sup> an vir et uxor in matrimonio consummato communicent sibi passionis spirituales sicut actiones?**

**Respondet Pa in dicto c. Martinus, quod non. Unde filius ex altero conceptus<sup>3282</sup> si teneatur ad baptismum non efficitur levans ipsum nisi solum compater illius cuius est filius, non alterius, quamvis in matrimonio sit ei conjunctus, 30, q. 4<sup>3283</sup>, Qui spiritualem, in glosa, et in c. primo, eo tit., libro 6.**

---

3276 An correction de Ad

3277 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 7

3278 Sic

3279 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 6

3280 Marge. Titre dans la table: *Vir et uxor efficiuntur compatres*.

3281 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 8

3282 Unde...conceptus en double

3283 ANGELUS: q 3, *Si quis ex uno et glosa ( in c. 1<sup>o</sup> ...)*

**Utrum<sup>3284</sup> vir et mulier qui simul levaverunt unum filium possint simul contrahere?**

**Respondeo secundum Inno quod sic, et facit textus cum glosa 30, q. 4, c. finale, et sic patet quod vir et uxor simul unum levare possunt, licet non sit honestum.**

Quid si baptizat seu tenet ad baptismum proprium filium?

Respondeo licet doctores in hoc sint varii, videtur tamen sic dicendum quod si vir vel mulier hoc fecit in necessitate seu per ignorantiam et errorem, tunc potest exigere et reddere debitum; Si scienter set ex quadam simplicitate ignorando jus, in talibus tunc etiam exigere potest, ut videtur tenere Ba<sup>3285</sup> in c. finali, eo tit.; si autem hoc fecit in fraudem et ex industria, scilicet insidiando matrimonio, ut sic posset privare uxorem debito conjugali, tunc incurrit duo mala, primum quod non potest exigere, 2um quod si supervixerit mortua uxore, sine spe conjugii remanere debet. Et de hoc est textus in c. *De eo*, 30, q. 1, quia ibi hac causa ut decidium fieret conjugii et ibi quamvis penitentia insidiatori injungatur. Si uterque autem fraudulentus fuerit, secundum Hosti neuter debet debitum exigere nec neuter subtrahere, quasi dicat: non debet quis eorum exigere, si tamen exigit tenetur alter reddere debitum. Et hoc est mirabile dictum quod ille non possit exigere sine peccato mortali et tamen si alter exigit alter tenetur reddere. Dicit tamen Hostiensis quod si non potest continere, de licentia ecclesie, hoc est episcopi, potest petere, cum etiam de licentia ejus posset contrahere.

A. De cognatione legali<sup>3286</sup>

**Cognatio<sup>3287</sup> legalis est propinquitas personarum ex adoptione proveniens. Et habet tres species. Prima est quasi descendendum, que est inter adoptantem et filiam adoptatam, ut in c. unico, *De cognatione legali*.**

---

3284 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 9

3285 Deux lettres seulement: *ba, be, Ca?*

3286 Marge. Titre dans la table: *Cognatio legalis*.

3287 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 8 § 1

2a species est quasi collateralium, que est inter liberos adoptantis naturales, qui sunt in ejus potestate et inter adoptatum, L. *Qui adoptionem, ff. De adoptionibus*; Item inter duos filios filiorum adoptivorum secundum glosam in c. unico dicto et *Institutes, De nuptiis [...]*<sup>3288</sup>.

Species autem 3a est quasi affinitas que est inter adoptatum et uxorem adoptantis et e contrario inter uxorem adoptati et adoptantem, set non inter patrem adoptantem et matrem adoptati secundum Thomam et Petrum.

Utrum<sup>3289</sup> hec cognatio legalis impediatur matrimonium contrahendum et dirimat contractum? Respondeo secundum Hugo et Ricar in 4°, dist. 42, Jo de Lign, glosam et Pa in c. unico, *De cognatione legali*, quod sic quia dicitur adoptione durante, nuptie non possunt inter eos consistere. Ad idem in c. 2° et 3°, et c. *Per adoptionem*, 30, q. 3, Iho An et Spe tenent quod non dirimat, licet impediatur.

Adverte tamen quod<sup>3290</sup> prima et 3a semper impediunt, set 2a non nisi ad tempus, idest quamdiu est in ejusdem patris potestate, set ea soluta vel morte vel emancipatione filii naturalis vel adoptivi vel alio modo quo adoptio habet solvi, non prestat impedimentum. Hoc patet *Institutes, De nuptiis*, §1<sup>3291</sup>, et 30<sup>3292</sup>, q. 3, c. *Ita diligere debet homo*.

Utrum<sup>3293</sup> cognatio legalis transeat ad nepotem, scilicet filium filii adoptivi? Respondeo quod sic, nec tamen hec cognatio habet gradus, quia in eodem gradu attinet patri, filio et nepoti.

Utrum<sup>3294</sup> filius qui non transit in potestatem patris adoptantis possit contrahere cum filia<sup>3295</sup> adoptantis que est in ejus potestate vel e contrario?

---

3288 ANGELUS: § *Species possunt* (lecture X, 4, 12 douteuse)

3289 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 8 § 2

3290 Suppression dans le manuscrit d'un *in*, présent chez ANGELUS.

3291 ANGELUS: (...§ 1), 2, (et 3) *et eo tit, c unico*, 30, ( q 3, *ita diligere...*)

3292 30: correction de 3

3293 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 8 § 3

3294 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 8 § 4

3295 ANGELUS: *naturali*

**Responsio: Hugo, 30<sup>3296</sup>, q.3, in principio, Ho et Inno tenent quod sic, sed secundum Pa in dicto c. unico et glosam in dicto § *Quod autem*, et communiter doctores tenent quod licet non transeat<sup>3297</sup> in potestatem adoptantis, tamen impeditur ne contrahere possit cum naturali, quia per adoptionem acquiruntur quedam jura que per emancipationem<sup>3298</sup> dissolvuntur, L. penultima, C. *De adoptionibus*. Et jus canonicum indistincte tenet et loquitur de adoptato, non de arrogato, ideo idem jus. Et sic patet quod idem filius illegittimus, etiam qui<sup>3299</sup> non est in potestate patris, non potest contrahere cum filia adoptiva patris.**

**Utrum<sup>3300</sup> filius naturalis arrogantis possit contrahere cum filia filie adoptive? Respondeo quod sic, quia cum mulier neminem habeat in sua potestate ejus filia non potest transire in potestatem arrogatoris**

[fol. 102v]

**matris, Et ideo nulla cognatio inest inter eos, ff. *De adoptione*, L. *si pater*. Secus esset in filia filii arrogati qui in ejus potestate erat quando fuit arrogatus, quia contrahere non potest cum ea secundum Hosti.**

**Utrum<sup>3301</sup> filii adoptivi possint contrahere inter se? Respondeo quod sic, sicut notatur [...]<sup>3302</sup> 30, q 3<sup>3303</sup>, c *Ita diligere*, set Hosti non admittit in arrogatis quamdiu sunt in potestate adoptantis, set in adoptivis sic.**

B. De proximitate affinitatis<sup>3304</sup>.

Secundum Hostiensem Affinitas est proximitas sive attinentia unius persone ad aliam proveniens ex carnali copula et carens parentela, scilicet per se,

---

3296 30: correction de 3

3297 ANGELUS: *transeant*

3298 *Emancipationem*: correction de *adoptionem*.

3299 ANGELUS: (*et sic patet quod*) *etiam filius illegittimus (qui non est...)*

3300 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 8 § 5

3301 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 8 § 6

3302 ANGELUS: (*sicut*) *notat Hugo*, (30...)

3303 30, q 3: correction de 3,q 2

3304 Marge. Titre absent dans la table.

licet per accidens aliter esse posset quia per accidens potest licite et illicite commisceri consanguinitas consanguinitati et affinitas affinitati et consanguinitas affinitati,

Nota quod Carolus magnus genuit Rolandum ex sorore sua<sup>3305</sup>

ut incestu Loth cum filiabus et Caroli magni cum sorore ex qua genuit Rolandum filium et nepotem et ipse pater et avunculus quia frater matris; hec Pe de Pa.

Qualiter computantur genera affinitatis?

Respondet Directorium. Primum genus sic computatur: ego et soror mea actinemus nobis in primo gradus generis consanguinitatis; Petrus cognoscit meam sororem<sup>3306</sup> carnaliter et sic persona Petri sociatur persone sororis mee per copulam: hic igitur per carnis copulam genus<sup>3307</sup> attinentie; quia alio genere actinet mihi soror mea, scilicet genere consanguinitatis, alio Petrus, quia genere affinitatis, quia non mutat gradum, quia in eodem gradu consanguinitatis in quo sum sorori mee, scilicet in primo, in eodem genere<sup>3308</sup> affinitatis sum Petro, scilicet in primo. Et quod dixi de sorore mea, intellige de consanguinea mea in quocumque gradu, quia omnes mariti consanguinearum sunt affines in illo gradu affinitatis in quo gradu consanguinitatis sunt uxores.

Secundum genus pono<sup>3309</sup> quod Petrus maritus sororis<sup>3310</sup> mee, qui<sup>3311</sup> est mihi in primo genere<sup>3312</sup> affinitatis, mortua sorore mea, contrahat cum Berta, hec Berta quondam Petro<sup>3313</sup> sororis mee marito per carnis copulam sociata mutat genus, quia cum Petrus actineret mihi in primo genere, Berta actinet mihi tunc in 2°, set non mutat gradum quia actinet mihi illo gradu in 2° genere quo Petrus in primo genere.

Set pertranseo nunc ista genera affinitatis, quia hodie solum primum genus impedit. Et de istis datur regula quod quanto gradu distat quis a consanguineo suo vel consanguinea tanto gradu distat ab ejus uxore vel marito ipsius, 35, q.3, *De propinquiis*, et c. *Equaliter*,

---

3305 Marge (elle coupe la phrase dans notre présentation du texte)

3306 *Sororem*: ajout

3307 *Genus*: ajouté en marge.

3308 *Genere*: correction de *gradu*, mais il semble que *gradus* doive être pris ici et plus loin au sens de *genus*.

3309 *Pono* pour *po*

3310 *Sic*.

3311 *Qui*: correction de *quae*

3312 *Genere*: correction de *gradu*

3313 Ajout de *Petro*

et solum impedit usque ad 4um gradum hodie, ut in c. *Non debet, De consanguinitate et affinitate*.

Affinitas impedit matrimonium<sup>3314</sup>.

Et quod dixi quod impedit, intellige si precedit matrimonium contrahendum, quia **si**<sup>3315</sup> **superveniat matrimonio jam contracto per verba de presenti, licet non consummato, non dirimit [...]**<sup>3316</sup> **ut in c. 2<sup>o</sup>**<sup>3317</sup>, *De affinitate et consanguinitate*, et ille per quem contracta est affinitas non potest petere debitum sine peccato mortali, set bene tenetur reddere [...]<sup>3318</sup>. **Pe tamen de Pal tenet quod si matrimonium non est consummatum, quod nec etiam reddere potest sine mortali, quia potest religionem intrare. Et istud, licet forte sit securius, tamen tenetur communiter**<sup>3319</sup> **quod licet possit, intrare religionem tamen non tenetur**<sup>3320</sup>.

Causa affinitatis<sup>3321</sup>.

De causalitate hujus affinitatis dico duas propositiones.

Prima propositio. Omnis<sup>3322</sup> coitus etiam fornicarius ordinatus ad propagationem causat affinitatem. Dixi: ordinatus, quia **non** contrahitur **per**<sup>3323</sup> **coitum extra vas vel sodomiticum et hujusmodi**. Hec propositio habetur **35**<sup>3324</sup>, **q. 3, c. Extraordinaria, et De eo qui cognovit consanguineam uxoris sue, c. Fraternitati**<sup>3325</sup>. Et hec propositio communiter tenetur secundum Goffredum, licet<sup>3326</sup> dicat quod non contrahitur affinitas nisi per coitum licitum sive nuptialem.

Secunda propositio.

Affinitas<sup>3327</sup> requirit seminis emissionem tantum ex parte viri et illius in vase debito receptionem.

---

3314 Titre non visible sur le folio, mais présent dans la table; ici placé parce que la majuscule est un peu plus grande que celle de *Set pertranseo*.

3315 ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 15, § 2*

3316 ANGELUS: *cum*

3317 ANGELUS: 1°

3318 ANGELUS: *vere vel interpretative petenti*.

3319 ANGELUS: *Sed hoc non credo quia (licet...)*

3320 ANGELUS: ordre des mots: *(quia licet possit) non tamen tenetur intrare*.

3321 Marge. Titre absent dans la table.

3322 Question traitée en ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 15, § 5*

3323 ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 15, § 5*

3324 ANGELUS: 25

3325 ANGELUS: 35, q10

3326 *Licet*: ajout (blanc).

3327 Question traitée en ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 15, § 6 et 7*

Dixi: solius viri, quia licet mulier (emisisset, si vir)<sup>3328</sup> non seminet, tamen non contrahitur affinitas secundum Hosti in dicto c. *Fraternitatis*, quem sequuntur Feder consilio 290, Rodo et Pe de Pal, licet aliqui doctores dicant quod etiam requiritur quod mulier semen emittat, set tu tene primum.

Dixi 2°: et illius receptionem quia si vir intrans claustrum pudoris non emisit semen non contrahitur. Et per oppositum si emisit semen quod receptum fuit in vase mulieris sicut in balneo, licet vir claustra non intraverit, tamen affinitas contrahitur. Ex predictis patet veritas multorum casuum.

Pone quod Petrus accepit Bertam in uxorem ex qua habuit filiam que nupsit Sempronio; Demum Petrus, mortua Berta uxore sua, accepit uxorem 2am, postmodum moritur et etiam filia sua, uxor dicti Sempronii; Modo dictus Sempronius vult accipere in uxorem 2am mulierem que fuit 2a uxor dicti Petri.

Queritur an possit? Dicendum est per predicta quod sic, quia licet iste Sempronius non possit accipere in uxorem aliquam de consanguinitate sue uxoris usque ad 4um gradum, tamen feminam

[fol. 103r]

olim uxorem alicujus de ipsa consanguinitate bene potest accipere in uxorem mulierem qua fuit uxor soceri sui: quod est mirabile.

C. Sequitur de impedimento multiplicis honestatis justitie<sup>3329</sup>.

Duplicis honestatis justitia **est<sup>3330</sup> propinquitas ex sponsalibus proveniens robur ex institutione ecclesie trahens propter ejusdem ecclesie honestatem. Unde impedit et dirimit tam matrimonia quam sponsalia sequentia, non precedentia, ut in c. *Ex sponsalibus*, [...]<sup>3331</sup> Libro 6.**

---

3328 *Emisisset, si vir*: ajout

3329 Marge. Titre absent dans la table.

3330 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 14, § pr

3331 ANGELUS: *De sponsalibus*

**Et ista publica honestas justitiae cum sit quoddam simile affinitati, impedit ideo secundum illos gradus secundum quos affinitas impedit, scilicet usque ad 4um gradum inclusive** ut dixi supra.

Et nota quod hodie solum est una species publice honestatis, scilicet **que<sup>3332</sup> trahitur ex sponsalibus de futuro vel ex matrimonio de presenti non consummato secundum Pa in c. Sponsam, De sponsalibus et matrimoniis.**

**Unde nullus consanguineus sponsi potest accipere talem sponsam nec e converso, ut in c. Juvenis, De sponsalibus et matrimoniis.**

Queritur ad hoc ut sponsalia inducant istud impedimentum?

Respondeo: quinque: primo ut contracta a majori septennio; 2° quod non sint contracta ex conditione, quia ante conditionis eventum potest contrahere cum consanguineo sponsi vel sponse; 3° quod sponsalia sint certa, qui in personam incertam non fit consensus; 4° requiritur consensus bene verus<sup>3333</sup> ideo consanguineus furiosi continue potest sponsam ejus ducere; 5° quod non sint contracta post matrimonium vel sponsalia prius facta.

Ex hiis patet quod monachus potest impedire consanguineos suos ne contrahant cum aliqua consanguinearum cum qua<sup>3334</sup> ipsa ipse contraxit sponsalia de facto, quia sponsalia, licet sint nulla de ratione consanguinitatis, affinitatis, religionis, frigiditatis, etc; tamen oritur istud impedimentum, dummodo non<sup>3335</sup> sint nulla ratione consensus: quod nota.

Queritur, utrum ex sponsalibus que parentes pro puberibus filiis vel impuberibus contrahunt filii obligentur?

Respondeo quod si consenserunt expresse vel tacite vel si presentes fuerunt nec contradixerunt obligantur et in eis oritur publice honestatis justitia; Idem dicendum si absentes fuerint et postquam sciverunt ratificaverunt tacite vel expresse. Alias ex sponsalibus factis a parentibus filii non obligantur nec oritur publice honestatis justitia, c. *Si infantes, De desponsatione<sup>3336</sup> impuberum, Libro 6.*

---

3332 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 14, § 1

3333 *Verus*: blanc et ajout

3334 *Qua*: correction de *qui*

3335 *Non*: ajout

3336 *Si infantes, De desponsatione...*: correction de *Infantes, De sponsa.*



D. Questio si consuetudo possit impedire matrimonium<sup>3337</sup>?

Pro hoc impedimento Quero: **utrum<sup>3338</sup> consuetudo possit contra matrimonium?**

**Respondeo secundum Pa in c. *Super eo, De cognatione spirituali* quod aut consuetudo habilitat alias inhabiles per jus canonicum, ut puta quod contrahetur in 2° vel 3° gradu consanguinitatis et hujusmodi, et non valet, ut probatur in dicto c. *Super eo*, secundum veram significationem, juncto c. *Quod super hiis, De consanguinitate et affinitate*; et hoc tenet Hostiensis, quasi sit irrationabilis.**

**Ex quo infero quod consuetudo non comprobata a papa non potest tollere impedimenum publice honestatis, cum consuetudo non valeat contra honestatem ecclesie, c. *Cum decorum, De vita et honestate clericorum*.**

**Aut consuetudo solum inhabilitat alias habiles<sup>3339</sup>, ut in filiis duorum compatrum, per quorum neutrum ventum est ad cognationem spiritualem, et tunc valet ut non contrahatur. Facit versus *Ita quidem<sup>3340</sup>* et versus *Ceterum d. c. Super eo*, et d.<sup>3341</sup> c. *Olim, De clericis conjugatis*.**

**Aut consuetudo non solum inhabilitat ut non solum contrahatur, sed etiam habet ut dissolvatur ad tempus, et sic valet ut voluit Innocentius, quia peccaverunt contempnando consuetudinem patrie, 31, 14,<sup>3342</sup> *Aliter*. Aut taliter inhabilitat quod si fuerit contractum habet ut dissolvatur in perpetuum, et tunc si est approbata per papam saltem tacite sic valet, ut probatur in dicto c. *Super eo*, secundum lecturam Hosti Set si non aparet de comprobatione pape tunc non valet secundum Hosti in dicto c. *Super eo*.**

---

3337 Marge. Titre absent dans la table.

3338 ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 17*, §1

3339 *Habiles*: correction de *inhabiles*.

3340 *Ita quidem*: correction de *itaque*.

3341 Ce chapitre n'a pas été cité précédemment; il commence par: *Cum olim*.

3342 31, 14: correction de 30, q 5

**Et propterea dicit casum dicti c. non extendendum.** Et licet Pa dicat opositum contra Hosti, tu tene opinionem Hosti quia securior secundum theologos, de qua vide Astexa, libro 8, tit. 18.

Et semper tene menti singulare dictum Hosti quod tollerabilius est aliquos contra statuta hominum copulatos dimittere sic<sup>3343</sup> quam sic conjunctos contra statuta Dei separare, *Extra, De testibus, c. Licet.*

Pro hoc facit singularis theoricæ etiam ipsius Hosti quod ubicumque magistri per suas glosas matrimonium solvunt nec jus expressum adducunt, si inveneris aliquem doctorem describentem contrarium, scilicet matrimonium non debere dissolvi, sequeris eum. Facit quod notat Pa in c. *Si vir, De cognatione spirituali*, quod ubi agitur de matrimonio suscipiendo, singularis opinio non est preferenda communi, quod bene notabis, nisi communis opinio haberet quasi textum pro se. In aliis autem ubi doctores sunt varii in aliquo articulo, sequenda opinio humanior, id est rationabilior et equior. Si vero utraque opinio est rationabilis est sequendum plurimorum iudicium secundum Hosti et Ber Ad hoc bonus textus, in simili, 19 dist. in canonicis.

---

3343 Sic correction de *simul*

[fol.103v]<sup>3344</sup>

D<sup>3345</sup>.

**Utrum statutum patrie valeat circa matrimonium?**<sup>3346</sup>

**Respondet Pa in c. primo, *De sponsalibus*. Dominus An sic distinguit, quod aut statutum patrie disponit circa substantialia matrimonii, puta invalidationem<sup>3347</sup> matrimonii vel personarum, et sic non valet. Ex quo patet quod leges prohibentes matrimonium inter pupillam et tutorem, rectorem provincie et provincialem, et hujusmodi, non tenent; idem dicas si habilitaret inhabiles, de quo vide per Federicum, consilio 35, ubi<sup>3348</sup> tenet quod generaliter statuta laicorum circa matrimonium sunt nulla quia ista materia non est de foro seculari set ecclesiastico, in c. *Tuam, De ordine cognitionum*. Facit quod notat Bartolus, in L. *Ticia*, ff. *Soluto matrimonio*, per doctores in c. finali, *De secundis nuptiis*. Aut statutum disponit inferendo penam circa substantialia ipsius et inferendo dampnum, et sic non<sup>3349</sup> valet ut disputat Iho An in c. *Statutum, De Hereticis, libro 6*. Ex quo patet quod non valet statutum inferens penam contrahenti cum minore 25 annis nisi presentibus cognatis<sup>3350</sup>, quia intimidatur matrimonium quod liberum debet esse, c. *Cum locum, De sponsalibus*.**

**Gaspar tamen de Cal in c. 2 *De clandestina desponsatione* dicit consultum fuisse quod valet statutum in isto casu et simili, set Pa magis placet opinio Iho An, et est magis communis, de quo vide in dicto c. 2<sup>3351</sup> per dominum Iho An de sancto Georgio.**

---

3344 Référence (devant 19 dist), déplacée.

3345 Marge: seconde lettre D

3346 ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 17, § 3*

3347 ANGELUS: *invalidando matrimonium vel personas*.

3348 *Ubi*: correction de *ut*

3349 *Non*: ajout d'après ANGELUS

3350 ANGELUS: *agnatis*

3351 ANGELUS: 1

Quandoque imponit statutum penam auferendo lucrum quod lex secularis attulerat, sic valet<sup>3352</sup> secundum dictum Antho. Set Fede ubi supra et Pa tenent contrarium. Quandoque statutum non disponit circa substantialia, set circa dependantia, puta circa dotem, et sic valet secundum Inno, argumento c. *Raynuncius, De testamentis*. Quandoque circa solemnitates disponit, et sic valet, et peccant non servantes. Pa tenet contrarium, quia non pertinet ad laycos. Set tu dic verum, quod non valet statutum in solemnitatibus aliis adibitis<sup>3353</sup> in tali contractu et maxime que non faciunt certitudinem matrimonii, et sic intelligo dictum Pa et limito Bar in L. *Edicimus, C. De murilegulis*<sup>3354</sup> et Bal in L. prima, ff. *De justitia et jure*, qui tenent quod suadente publica honestate lex civilis potest penam aponere subditis suis et sic per accidens erit licitum, scilicet statuere circa solemnitates matrimonii quod alias esset illicitum, L. *Gracus, C. Ad L. Juliam, De adulteriis*, quamvis ipsi teneant generaliter valere penam apositam circa matrimonium contrahendum. Et similiter dictum prefati domini Anto et dictum Pa erit verum ut dixi in aliis solemnitatibus que non faciunt ad honestatem matrimonii vel ejus certitudinem, quia sic non ligaret.

Set<sup>3355</sup> numquid predicta habebunt locum in sponsalibus?

Respondeo secundum Iho An predictum in c. 1 quod sic, per L. *Oratio, ff. De sponsalibus*. Facit textum in c. *Cum haberet, De eo qui duxit in matrimonio quam polluit per adulterium*, ubi equiparantur matrimonium et sponsalia.

---

3352 *Valet*: correction de *videt*

3353 Sic

3354 *Murile*: ajout (blanc dans le texte)

3355 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 17, § 4

Et hoc verum quoad dispositionem, set non quoad penam, quia pena apposita circa matrimonium non habet locum in sponsalibus, secundum glosam communiter aprobatam in *Clementina Eos, verbo Contrahere, De consanguinitate et affinitate*; quod nota bene.

Preter predicta quero de<sup>3356</sup> illo qui audivit perpetuum impedimentum fore inter se et uxorem suam?

Respondet Rodon quod si audivit a fide dignis tenetur inquirere, alias esset ignorantia affectata; Et si concipiat probabilem opinionem ex tali dicto caveat ne petat<sup>3357</sup> debitum, tamen debet reddere donec intellexerit<sup>3358</sup> veritatem diligenter inquirendo. Si vero inquirendo nihil invenit vel hoc audivit non a fide dignis, deponat conscientiam; nota<sup>3359</sup> tamen quod non peccat mortaliter, si audit a fide digno puta sacerdote vel compatre et non credit, quia non cuique obbligatur credere nisi probet, set sufficit inquirere<sup>3360</sup>, et si aliud non inveniat non credat.

Quid<sup>3361</sup> si sacerdos scit impedimentum in matrimonium sui parrochiani, et hujusmodi? Respondet Monal, [...]<sup>3362</sup> si non potest probare peccat si dicat, nisi in duobus casibus, Primo si credat quod tales laborent<sup>3363</sup> ignorantia crassa que eos non excuset vel 2° si videt eos paratos credere suo consilio; et hiis duobus casibus tenetur revelare. Si vero potest probare, tunc tenetur dicere.

E. De sponsalibus<sup>3364</sup>.

Sponsalia<sup>3365</sup> sunt nuptiarum<sup>3366</sup>, 30, q. 5, *Nostrates*<sup>3367</sup>. Et dicitur a spondeo, spondes<sup>3368</sup>, ut L, 2, ff. *De sponsalibus*. Hinc sponsus quasi promissus, et sponsa quasi promissa: de quibus erunt duo articuli: Primus quot modis contrahuntur<sup>3369</sup>, 2us. quot modis dissolvuntur.

Quantum ad primum sciendum quod sponsalia contrahuntur duobus modis, scilicet absolute et sub conditione.

---

3356 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 18, §4

3357 ANGELUS: *non debet exigere set solum reddere*

3358 ANGELUS: *intelligat*

3359 ANGELUS: *nec peccaret mortaliter si non crederet quamvis audierit (a fide digno...)*

3360 ANGELUS: *inquirat*

3361 ANGELUS, *Confessio* 4, § 10

3362 ANGELUS énonce la première hypothèse: le prêtre peut prouver.

3363 ANGELUS: *... (ei dicere)...laboret...excuset*

3364 Marge. Titre absent dans la table.

3365 ANGELUS, *Sponsalia*, § pr

3366 ANGELUS: *futurarum promissio*, 30, q 5, *Non fratres*

3367 *Nostrates*: correction de *Jurantes* d'après ANGELUS.

3368 ANGELUS: *...spondeo des...*

3369 *Contrahuntur, dissolvuntur*: correction de *contrahitur, dissolvitur*.

[fol. 104r]<sup>3370</sup>

Sponsalia qualiter contrahuntur<sup>3371</sup>.

**Absolute** vero contrahuntur **4or. modis**.

**Primo**<sup>3372</sup> per verba de presenti si ambo sunt impuberes vel alter eorum, Nam juris interpretatione sunt sponsalia de futuro, c. finali, *De desponsatione impuberum et clarius*, in c. unico, *De desponsatione impuberum*, libro 6.

**Secundo** per verba de futuro ad hoc apta, ut puta, promitto vel juro quod te accipiam in uxorem et similia, ut in c. pe, *De sponsalibus*.

**Tertio** per anuli subarrationem, 27, q. 2, *Si quis desponsaverit*.

**4°** per arrarum dationem. Set quoad istos duos modos ultimos dicit Pa in c. finali, *De desponsatione impuberum* quod sic possent facere<sup>3373</sup> matrimonium sicut sponsalia, ut in c. *Femine*, 30, 5.

Et ideo advertendum quod si precesserunt verba apta ad contrahendum matrimonium, tunc anuli subarratio vel datio arrarum faciunt matrimonium, non sponsalia; [...] <sup>3374</sup> Si vero nulla verba precesserunt, tunc per consuetudinem judicabitur aut pro matrimonio aut pro sponsalibus. Et si consuetudo non sit in hoc aliqua nihil probatum<sup>3375</sup>, si aliud certum non potest concipi, quia talia sunt signa equivoca ad multa et ideo nihil probant, c. *Illud*, *De presumptionibus*; patet quia arre etiam dantur in aliis contractibus, ut *Insti*, *De contrahenda emptione*, in principio. Si autem unius solum verba precesserunt, tunc immissio<sup>3376</sup> et arrarum susceptio denotat consensum alterius expressum, et sic erunt sponsalia vel matrimonium secundum ea verba, ut notat glosa in c. pe<sup>3377</sup>, *De sponsalibus*. In dubio tamen in subarratione per immissionem anuli presumendum est<sup>3378</sup> pro matrimonio, quia res favorabilis est, ut in c. *Litteris*, *De presumptionibus*, et in c. finali, *De regulis juris*<sup>3379</sup>, libro 6°.

---

3370 Référence déplacée (placée auparavant devant *modis*)

3371 Marge. Titre dans la table: *Sponsalia qualiter contrahuntur*

3372 ANGELUS, *Sponsalia*, § 7

3373 ANGELUS: *dicere*

3374 ANGELUS: *si vero precesserunt verba de futuro sic erunt sponsalia...*

3375 ANGELUS: *probabunt*

3376 ANGELUS: *... (immissio) anuli et acceptio (arrarum)...*

3377 *Pe*: ajout d'après ANGELUS, (blanc).

3378 *Est*: ajout.

3379 ANGELUS: *De re judi*

F. Sponsalia sub conditione qualiter contrahuntur et qualiter dissolvuntur<sup>3380</sup>.

Quomodo contrahuntur sponsalia sub conditione, dic ut dicam infra de matrimonio et secundum regulas inferius positas.

Quantum ad 2um. scilicet quot modis sponsalia dissolvuntur?

Respondeo quod **17 modis**<sup>3381</sup>.

**Primo per mutuum consensum, etiamsi erant jurata. Hoc tenet Speculator, tit. De legato, § Nunc ostendendum. Et**<sup>3382</sup> **Panormitanus in c. Preterea, licet glosa**<sup>3383</sup> **teneat non posse sine peccato, set mihi placet distinctio Inno in dicto c., scilicet quod aut juravit intuitu Dei aliquam**<sup>3384</sup> **mulierem accipere in uxorem, et tunc non potest illam remittere; si vero non intuitu, set propter ejus complacentiam, sic possunt se absolvere.**

**Set**<sup>3385</sup> **quid si sponsalia non erant jurata, poterit alter non consentiente altero recedere a sponsalibus contractis? Respondeo secundum Guill-m,**<sup>3386</sup> **in li primo**<sup>3387</sup>, **C. De sponsalibus, quod sic, etiam de jure canonico, etiam sequitur Cy**<sup>3388</sup> **ibidem. Et hoc idem videtur sentire Gratianus, licet dubie, 27, q. 2, quia loquitur in matrimonio de presenti. Item nec contradicit**<sup>3389</sup> **L. 1, ff. Quibus ex causis infamia irrogatur, ubi sponsa efficitur infamis si bina sponsalia contrahit, quia est verum nisi sponsalibus primis renunciat, set quando ipsis renunciat habet locum L. 1, C. De sponsalibus, que dicit uni**<sup>3390</sup> **desponsata alteri non prohibetur nubere. Nec obstat quod nudum pactum ecclesia compellit observare, c. 1, De pactis, quia istud est speciale in matrimonio propter rationem [...]**<sup>3391</sup> **ut sit omnino liberum, ac c. Requisivit, De sponsalibus. Et quod notat Inno in c. Veniens, De jurejurando.**

---

3380 Marge. Titre absent dans la table.

3381 ANGELUS, *Sponsalia*, § 20

3382 Suppression de *licet*.

3383 *Licet glosa*: ajout. ANGELUS: ...(*Pretera*), *de Sponsa, dicit hanc esse communiorem opinionem, (licet glosa teneat)*...

3384 Suppression d'un second *juravit*

3385 ANGELUS, *Sponsalia*, § 21

3386 ANGELUS: *glosam*

3387 ANGELUS: *in L. 1*

3388 Cy: ajout d'après ANGELUS.

3389 *Contradicit*: ajout

3390 *Uni...nubere*: citation de la loi

3391 ANGELUS: *littere*

Et placet mihi quando aliqua nova causa ad hoc cum inducit, que si a principio fuisset impedimentum dedisset ne contraheret, aliter non credo sine peccato mortali possit recedere a sponsalibus primis cum alia contrahendo, altera non consentiente.

2<sup>o</sup><sup>3392</sup> quando alter intrat religionem, etiam ante professionem, c. *Veniens, Extra, Qui clerici vel voventes*, secundum unum intellectum, quod facere possunt ante carnalem copulam, etiam altero invito.

3<sup>o</sup><sup>3393</sup> cum alter contrahit cum alia persona per verba de presenti vel per verba de futuro carnali copula subsecuta, dicto c. *Si inter virum*, et c. primo, *De sponsalibus duorum*.

Set<sup>3394</sup> si cognovit post sponsalia contracta aliam mulierem et post coitum contraxit cum ea etiam sponsalia? Respondeo quod prima non solventur propter hoc, set oportet quod coitus sequatur contractum sponsaliorum, c. *Veniens*, et 2<sup>o</sup><sup>3395</sup>, *De sponsalibus*.

Set<sup>3396</sup> quid si prima sponsalia fuerunt [...] <sup>3397</sup>, 2a. vero cum juramento? Respondeo quod tenetur redire ad primam, quia non dissolvuntur per tale juramentum, c. *Sicut ex litteris, De sponsalibus*, et 22, q. 4, *In malis promissis*. Et hoc esset verum si non intenderet recedere a primis, secus si a primis intenderet recedere ex causa, cum possit ut dixi, ideo 2a. tenebunt. Et ad dictum c. *Sicut ex litteris*, dic quod loquitur quando sine aliqua nova causa vult frangere fidem quam dedit prime, alias, non.

---

3392 ANGELUS, *Sponsalia*, § 22

3393 ANGELUS, *Sponsalia*, § 23

3394 ANGELUS, *Sponsalia*, § 24

3395 ANGELUS: cl 2

3396 ANGELUS, *Sponsalia*, § 25

3397 ANGELUS: ...contracta simpliciter...



#### Quarto<sup>3398</sup> quando alter se transfert

[[ol. 104v]

ad aliam regionem, Unde si non est spes de proximo reditu credo quod dissolvantur etiam jurata, ut videtur sentire Pa in c. *De illis*, eo tit., et etiam glosa in dicto c. *De illis*, dum dicit[...]<sup>3399</sup> secundum leges si expectavit per biennium alterum eorum qui est in provincia et non excequtus fuit nuptias libere alter<sup>3400</sup> potest nubere, C. *De sponsalibus*, L. 2.

Et si est in alia provincia debet expectare per tres annos, ut in L. 2, C. *De repudiis*, et hoc si est absens ex probabili causa tantum. Si vero sit absens ex probabili et necessaria causa debet expectare donec assit, ut ff. *De sponsalibus*, L. *Sepe*. Vide glosam, que hoc tenet in dicta L. 2, c. *De sponsalibus*. Nec obstat dictum c. *Ex litteris*, quia licet dicatur quod per 4or. annos vel quinque expectavit, hoc non constat, licet fuerit allegatum. Et si constasset, papa penitentiam non<sup>3401</sup> imposuisset, de perjurio, vel potes dicere quia ideo ibi imponitur penitentia quia sine auctoritate superioris non debuit contravenire juramento. Set si contravenisset cum auctoritate superioris, tunc credo evitaret etiam penam arrarum ut non eas amitteret si intervenerunt, quamvis etiam non expectat tempus statutum per leges. Et secundum Hosti in dicto c. *De illis*, et alios doctores post ipsum, iudex debet talem absolvere propter periculum fornicationis, Quod bene nota.

Quinto<sup>3402</sup>, quando certus terminus appositus fuit: Nam ipso elapso ille per quem non stetit liber est et nubit sine periurio, set alteri imponitur penitentia de periurio, ut in c. *Sicut ex litteris*, eo tit.

---

3398 ANGELUS, *Sponsalia*, § 26

3399 ANGELUS: *secundum leges quasi invatalidum [sic] esse de jura canonico et placet mihi propter periculum incontinentie. Nam (secundum leges)...* Le scribe a sans doute été trompé par la répétition de *secundum leges*; il est possible aussi que la curieuse forme *invatalid* l'ait poussé à une suppression ou l'ait distrait.

3400 ANGELUS: *alteri*

3401 Suppression d'un *non*

3402 ANGELUS, *Sponsalia*, § 27

Et hoc est verum nisi a principio fuissent pure contracta et postea convenerunt de die nuptiarum, quia per lapsum illius diei non liberatur alter, quia terminus ex post facto fuit apositus pro solicitando de impedimento promissionis jam facte et pure, non ad finiendum promissionem secundum theoricam Do An in dicto c. *Sicut ex litteris*.

Sexto<sup>3403</sup> quando alter lepram vel paralysim incurrit aut visum vel nasum emisit aut ei aliquid turpius evenit, ut in c. *Litteras, De conjugio leprosororum*, et dicto c. *Sicut*, et in c. *Quemadmodum, De jurejurando*, in textu et in glosa. Et hoc est verum si turpido evenit post c [...] <sup>3404</sup> propter paupertatem<sup>3405</sup> precedentem seu mores. Ad quod facit L. *Si creditores, ff. De privilegio creditorum*, et L. finalis, C. *De sponsalibus*, et ibi per Bartolum et Panormitanum in c. *Quemadmodum, De jurejurando*.

Septimo<sup>3406</sup> quando aliter fornicaretur quo ad innocentem, set ille qui fornicatus est non potest resilire si alter innocens velit contrahere secum, c. 2, *De translatione prelatorum*<sup>3407</sup>. Et si esset fornicatio violenta, posset eam sponsus dimittere secundum Iho An et glosam in dicto c. *Quemadmodum*. Et sequitur Pa, ibidem, et Hugo, 27<sup>3408</sup>, q. 2, *Raptor*. Et etiam tenet quod potest dimitti, si tempore desponsationis erat corrupta, cum tamen crederet virginem.

Octavo<sup>3409</sup>, quando alter eorum efficitur hereticus, quia est fornicatio spiritualis, 28<sup>3410</sup>, q. 1, *Non solum*, et c. *Jam nunc*.

---

3403ANGELUS, *Sponsalia*, § 28

3404ANGELUS: *debitorem*

3405ANGELUS: *pubertatem*. Malgré l'absence de *debitorem*, la version du manuscrit semble meilleure.

3406 ANGELUS, *Sponsalia*, § 29

3407Plutôt: *De postulatione prelatorum*: X,1,5

340827: correction de 22

3409ANGELUS, *Sponsalia*, § 30

341028: correction de 18

**Nono<sup>3411</sup> propter capitalem inimicitiam supervenientem inter sponsum et sponsam potest alter petere separationem secundum Hosti in *Summa* per rationem c. 2<sup>3412</sup>, *De sponsalibus* et c. *Requisivit*, eo tit.**

**Decimo<sup>3413</sup> quando sponsa promisit dare certam quantitatem pro dote et non potest dare, sic solvitur sponsus ab obligatione secundum Iho An in c. *De illis*, *De conditionibus apositis*. Idem dic de quacumque alia conditione interveniente, si defficit.**

**Set<sup>3414</sup> quid si sponsa contraxit sponsalia et non promisit dotem certam? Respondeo quod videtur promisisse omnia bona sua in dote, ut notatur in L. *Mulier bona*, ff. *De jure dotium*<sup>3415</sup> et per Bar in L *Si constante*, ff. *Soluto matrimonio*. Et ideo si labitur in facultatibus et non potest dare, non cogitur sponsus eam ducere quia defficit conditio subintellecta, scilicet si res in eodem permanserit statu, ut in textu et in glosa, et dicto c. *Quemadmodum*.**

**Facit c. *Per vestras*,**

[fol. 105r]

***De dote post divortium restituenda*, et quod ibi notatur.**

**Undecimus<sup>3416</sup> quando supervenit affinitas, ut si sponsus cognovit consanguineam sponse vel e contrario, 27, q. 2<sup>3417</sup>, *Si quis sponsam*, et *De eo qui cognovit consanguineam uxoris sue*, c. *Ex litteris*, et pluribus aliis c.**

**Set<sup>3418</sup> quid si supervenit publice honestatis justitia, numquid dissolventur prima sponsalia? Respondeo quod non, quia per sponsalia primo contracta fuit primo inducta publice honestatis justitia et per 2<sup>o</sup> inductam non potest tolli primo inducta, sicut in simili habetur, 55, c 4<sup>3419</sup>, *Si quis*.**

---

3411ANGELUS, *Sponsalia*, § 31

34122: correction de 1

3413ANGELUS, *Sponsalia*, § 32

3414ANGELUS, *Sponsalia*, § 33

3415*Jure dotium*: correction de *jureju*

3416 ANGELUS, *Sponsalia*, § 34

34172: correction de 1

3418ANGELUS, *Sponsalia*, § 35

3419Manuscrit: 5, q 4, *Si quis* ANGELUS: 57, di

Duodecimus<sup>3420</sup>, si fama sit quod inter eos sit canonicum impedimentum et de fama vel scandalo doceatur, c. *Cum in tua*, *De sponsalibus* et [*De*]<sup>3421</sup> *consanguinitate et affinitate*, c. 2°, et *De testibus*, c. *Super eo*, secundum Hosti.

13us<sup>3422</sup> quando sponsalia fuerunt contracta infra annos pubertatis et post pubertatem petit absolvi ante aliquem tacitum consensum habitum in pubertate, c. *De illis* el primo, et c. *Nobis*, *De desponsatione* etiamsi nulla sit causa quare vult absolvi post pubertatem, secundum Pa in c. *De illis*. Secus si pubes contraxit cum impubere, ipsa non potest resilire, similiter nec impubes ante pubertatem.

14us<sup>3423</sup>. propter susceptionem sacri ordinis secundum dominum Anto post Iho An in rubrica de sponsalibus. Facit 27, q.2, § *Ecce*.

15us<sup>3424</sup> propter cognationem legalem vel aliud impedimentum.

16us<sup>3425</sup> propter votum simplex castitatis postea factum, ut in c. *Veniens*, *Qui clerici vel voventes*, secundum unum intellectum. Et licet Directo recitet Inno Hosti et Goffre tenentes quod votum simplex de castitate non solvit sponsalia jurata quia equale vinculum est juramentum voto et ideo quod precedit obtinet, tamen tenet quod solvit sponsalia quia maius bonum est continere quam nubere et ideo etiam licite potest fieri, si bono zelo fiat, et sponsalia solvit; quod et sequitur dominus Iho An in dicto c. *De illis*, *De desponsatione*.

Decimus septimus<sup>3426</sup> propter seviciam sponsi secundum Pa in dicto c. *Veniens*.

Quero<sup>3427</sup> utrum in prefatis casibus requiratur auctoritas iudicis ecclesiastici?

---

3420ANGELUS, *Sponsalia*, § 36

3421Ajout

3422ANGELUS, *Sponsalia*, § 37

3423ANGELUS, *Sponsalia*, § 38

3424ANGELUS, *Sponsalia*, § 39

3425ANGELUS, *Sponsalia*, § 40

3426ANGELUS, *Sponsalia*, § 41

3427ANGELUS, *Sponsalia*, § 42

Respondet Jo An<sup>3428</sup> in dicto c. *De illis, De desponsatione* quod sic, quia coram eo debet probari causa, c. *Porro, De divortiis*. Aliter graviter peccat, ut videtur per c. *Duo pueri*<sup>3429</sup>, *De desponsatione impuberum*. Facit 33, q. 2, c. *Secularis*. Fallit hoc in 2° casu, et 3°, et 7°, secundum Ricar in 4°, dist. 27, et 10, 14, 15, 16, secundum dominum Jo An<sup>3430</sup> in dicto c. *De illis, De desponsatione*.

Sed etiam credo quod fallat<sup>3431</sup> similiter in aliis casibus, quando notorie de eo casu constat propter quem dissolvuntur. Similiter si sponsalia sunt secreta, Idem dic secundum Ricar, ubi supra, quia secreta non subsunt iudicio ecclesie [...] <sup>3432</sup>: tamen si faciunt in casibus predictis sine iudicio ecclesie, non credo quod mortaliter peccent, Et c. *Duo pueri* prefatum cum dicto c. *Secularis* loquitur quando non est aliqua causa de predictis et maxime quando non sunt jurata sponsalia. Si autem recedat a sponsalibus non ex aliquo predictorum casuum, peccat mortaliter secundum Hosti<sup>3433</sup>, licet ecclesia non cogat, ut notatur in c. *Requisivit, Extra, De sponsalibus*.

G. De porta orti matrimonii.<sup>3434</sup>

Ad istam portam clarius cognoscendam premitam unam differentiam et unam divisionem.

Matrimonium quid est.<sup>3435</sup>

Differentia erit istorum trium: Sacramentum matrimonii, contractus matrimonii, et matrimonium.

---

3428Ecrit Jo, ainsi qu'après *Dominus*, au dessous.

3429*Duo pueri* et non: *Si duo pueri*

3430ANGELUS: *Anto*

3431ANGELUS: *Sed ego credo quod etiam fallit...*

3432ANGELUS: *et licet non debeant alias separari sine iudicio ecclesie, tamen...*

3433ANGELUS, Tho.

3434 Marge

3435 Marge

Unde secundum doctorem subtilem, 28 dist., 4 rti, q. 5:

**Sacramentum<sup>3436</sup> matrimonii est expressio certorum verborum maris et femine ad se invicem signantium traditionem mutue potestatis corporis, ad prolem debite procreandam ex institutione divina efficaciter signans gratiam conferendam mutuo contrahentibus ad conjunctionem mutuam gratiosam animorum,** Vel si verba certa non sint precise forma istius sacramenti nec etiam contrahentes precise ministri, ponatur loco illius expressionis verborum maris et femine aliquid generalius, ut pote est exhibitio certorum signorum signantium traditionem mutuam potestatis corporis maris et femine ad prolem debite procreandam.

2us terminus est contractus matrimonii et est secundum eum **maris et femine mutua translatio potestatis suorum corporum pro suo perpetuo ad procreandam prolem debite educandam.** Ex quibus infertur primo quod primum horum trium est contractus matrimonii, 2um matrimonium, 3um sacramentum matrimonii.

[fol. 105v]

Probatur primo comparando contractum matrimonii ad matrimonium, Quod enim est prior suo effectu de ad cuius<sup>3437</sup> natura. Recte enim post Temestium dicit Boetius in *Topicis*: Causa est ad cuius esse sequitur aliud, scilicet effectus, scilicet contractus matrimonii est causa matrimonii. Ista probatur ex modo loquendi Philosophi in primo *Posteriorum*: Illud enim est causa alicujus quo posito illud ponitur et quo remoto illud removetur et est causa precisa, sicut ibi exemplificat de habere pulmonem et respirare.

Sic est in propositio: Posito contractu matrimonii, ponitur matrimonium; non posito aliquando, non ponitur; igitur, etc. Et si quis dicat ita posito matrimonio ponitur contractus matrimonii, et remoto matrimonio, removetur. Dico quod falsum est, unde non valeat consequentia: Est matrimonium, igitur contractus matrimonii est,

---

3436 Citation de SCOTUS.

3437 Lecture difficile

set bene sequitur: Est matrimonium, igitur est vel fuit contractus matrimonii. Ex quo patet intentum, scilicet quod prior est contractus matrimonii quam matrimonium. Sicut non sequitur: Sortes est pater, ergo Sortes generat, set bene sequitur: ergo Sortes generavit vel genuit.

H. Matrimonium 3plex<sup>3438</sup>.

Quo ad divisionem sciendum quod multipliciter dicitur matrimonium, scilicet

Primum legitimum, set non ratum,

2um., ratum set non legitimum,

3um., ratum et legitimum<sup>3439</sup>.

Legitimum matrimonium est quod instituitur aut contrahitur ex institutione legis et provincie moribus. Et istud possunt contrahere infideles, set non est ratum quia potest dissolvi ut in casu in quo unus conjugum non valet habitare cum alio sine injuria creatoris.

Matrimonium est ratum set non legitimum, quod contrahitur absque omni sollempnitate et ex affectu inter conjuges solo consensu expresso.

Tertio matrimonium est ratum et legitimum quando ibi concurrunt sollempnitas et consensus expressus. Set que sollempnitas? 28, q. 1, *Si quis*. Illud scilicet matrimonium est legitimum et ratum quando filia ordine juris a parentibus traditur a sciente benedicitur et mutuo consensu perficitur. Et 30<sup>3440</sup>, q. 5, *Aliter*: **Non<sup>3441</sup> fit legitimum coniugium nisi ab hiis qui super feminam dominationem habere videntur et a quibus custoditur ut uxor petatur, a parentibus et propinquieribus sponsetur et legibus dotetur**, scilicet secundum facultatem ejus et nobilitatem **et a sacerdote benedicatur et a paranymphis custodiatur**, etc. Diverse provincie tamen habundant usibus<sup>3442</sup>. Unde vel possunt patere clandestina matrimonia, licet rata, non tamen legitima, et pro imperfectis haberi.

Hiis premissis, attendat diligenter confessor in tota ista materia ad consensum et iudicat pro vel contra ratione consensus. Nam consensus est talis quod sine ipso nichil fit **quicquid<sup>3443</sup> dicant vel faciant ab extra, 27, q. 2, Sufficiat (...]**, et c. *Tua nos, De sponsalibus*, et per theologos, in 4<sup>o</sup>, dist. 27.

---

3438 Marge. Titre dans la table: *matrimonium quid est et est triplex*.

3439 Suppression d'un second *ratum*.

344030: correction de 38

3441En caractères gras: citation du *Décret*.

3442*Usibus*: correction de *Sensibus*.

3443 Mots de ANGELUS, *Matrimonium* 2, § 2. Il ajoute: *licet ecclesia aliud iudicet ut in c. Isque, De Spon.*

Et quia de ratione sacramenti est quod sit in eo aliquod sensibile signum, ideo requiritur quod ille consensus exprimatur in aliquo signo sensibili signante talem consensum ut in c. *Tue fraternitati, De sponsalibus*. Unde dicit glosa ibidem quod ad esse matrimonium duo requiruntur necessario, unum est materia, scilicet consensus, aliud forma, scilicet verba vel signa consensum exprimentia. **Ricar**<sup>3444</sup> tamen in 4°, dist. 27<sup>3445</sup>, dicit **quod verbum primo prolatum est materia et secundum est forma**. Nota tamen secundum Bo-am, dist. 28 4i, quod consensus sive affectus est duplex, scilicet affectus uxoricus sive matrimonialis, alius meretricus sive fornicarius. Et per hoc solvitur questio cothidiana:

Quis contraxit sponsalia cum aliqua et secuta est carnalis copula inter eos, Utrum talia sponsalia transierunt in matrimonium?

Item quis dedit fidem vel iuravit alicui puella quod acciperet eam in uxorem si permetteret se agnosci ab eo, illa permisit, utrum sit matrimonium?

Respondet Monal distinguendo. Utrum animo consummandi matrimonium, puta utendo ea ut jam sua, et tunc consummatur matrimonium, dum tamen illa similem intentionem habeat, et hoc tam secundum iudicium ecclesie quam Dei. Aut utitur ea intentione fornicaria vel ut sua in futurum, non ut sua in presenti, et tunc in foro penitentiali non est iudicandum matrimonium. Et si 2am acceperit de presenti vel religionem intraverit et professionem fecerit manebit cum 2a vel in religione illa. Ecclesia tamen iudicaret primum esse **matrimonium presumpsum contra quam**<sup>3446</sup> non admittit probationem, **ut in c. Is qui, De sponsalibus**, et hoc dicit Henri Bo., in c. []<sup>3447</sup>.

---

3444 ANGELUS, *Matrimonium*, 1, § 2

3445 ANGELUS: IV, d. 26, a 4, q 2.; de plus: correction de 37 par 27.

3446 ANGELUS, *Matrimonium*, 2, § 6: *contra quam presumptionem non admittitur probatio, ut in c. Is qui, De sponsa*.

3447 Blanc.



Set queritur de questione notabili:

[fol. 106r]

Quis contraxit cum aliqua non animo consentiendi, set solum extorquendi copulam et sic fecit; postea in 40 a., confitetur cum aliquo confessore qui facit ei consentiam de hoc et dicit quod est matrimonium inter eos propter copulam consecutam et quod non potest cum alia contrahere. Iste sic credit et habitat cum ea et illam cognoscit tanquam conjugem: an propter hoc sit matrimonium?

**Respondeo<sup>3448</sup> quod talis copula non facit matrimonium, quia ex quo nullum vinculum precessit copula non facit matrimonium quo ad Deum, ut notatur in c. *Is qui, De sponsalibus*, ubi dicunt doctores quod si sponsalibus solutis sequitur copula. non inducitur matrimonium ex quo vinculum sponsaliorum est solutum.**

**Idem dic ubi intervenerunt<sup>3449</sup> de sponsalibus contrahendis in futurum.**

Pro hoc facit quod **error juris non inducit consensum matrimonialem, quia nihil tam contrarium consensui quam error, L. *Si per errorem, ff. De jurisdictione omnium judicum*. [...]**<sup>3450</sup>

Item **erravit in fundamento matrimonii cum consensus sit ejus fundamentum et de substantia ejus, ut in c. *Tue, De sponsalibus***; si<sup>3451</sup> ergo ibi non est consensus non est matrimonium, ergo etc.

Set pone quod ex quo ei periti dixerunt quod est matrimonium, ipse de novo propter hoc consentit, An judicabitur pro matrimonio? Dico quod si iste consentit quia putabat se ligatum, alias non consensurus si putasset inter eos non esse matrimonium, et sic facit de necessitate virtutem, dico quod adhuc non est matrimonium quo ad Deum per predicta. Pro hoc etiam faciunt que notantur per doctores in c. primo *De regulis juris, in libro 6*<sup>3452</sup>, quod si quis ante annos pubertatis fecit votum religionis non obligatur ad tale votum major factus, nisi tale votum postea ratificaverit, quia credabat se esse obligatur, alias non ratificasset. Dico quod iste ad tale votum non tenetur. Idem in proposito nostro.

---

3448 ANGELUS, *Matrimonium*, 2, §17

3449ANGELUS: *Idem dicunt ubi intervenerit promissio (de...)*

3450GILBERT NICOLAS ne reprend pas plusieurs lignes qui évoquent un commentaire de BARTOLUS sur les juges.

3451Ajout à ANGELUS entre *sponsalibus* et *Unde*.

3452Extra: correction de *Libro 6°*. Il n'y a pas de chapitre dans le 6° et le rapport avec la règle 1 n'existe pas.

**Unde si talis accepit aliam non potest eam dimittere in foro conscientie<sup>3453</sup> aut religionem exire si quam professus est.**

**Idem consuluit Alexander de Hales<sup>3454</sup> in facto<sup>3455</sup>.**

J<sup>3456</sup>.

Quo ad confessorem et conscientiam pro hoc articulo satis est scire quando copula est mortalis, et de hoc [...] <sup>3457</sup>, licet iste egressus possit intelligi quo ad egressum thori, quando scilicet committitur adulterium, tamen nunc solum intelligitur egressus orti quoad divortium.

Pro cuius intellectu est advertendum quod potest intelligi dupliciter quod matrimonium sit solubile sive separabile.

Primo quoad vinculum, ita quod alteri potest alter matrimonialiter conjugari, et **sic<sup>3458</sup> nunquam est separabile inter fideles si matrimonium sit consummatum, ut patet in c. Gaudemus, De divortiis nec papa posset in hoc dispensare, ut patet in c. Ex publico [...] <sup>3459</sup>**. Unde dicit Tho unum mirabile quod recitat Pa in dicto c. *Ex publico*, quod papa ex consensu utriusque sponsi potest ex potestate absoluta dissolvere matrimonium non consummatum, nulla alia causa subsistente, set de potestate ordinata non potest sine causa. Et cum hoc doctore hodie transeunt doctores canoniste, cum quibus faciliter ego in hac materia in foro conscientie transirem. Si vero matrimonium est consummatum inter infideles sic papa non potest dispensare, quia cum matrimonium consummatum sit <sup>3460</sup> consistat in facto 32, q. 5<sup>3461</sup>, *Si Paulus*, et L. *In bello*, § *In pace*<sup>3462</sup>, ff. *De captivis*.

2° potest intelligi quod separentur conjuges quo ad thorum et quo ad habitationem tantum et sic possunt separari propter quinque, scilicet

Actus impotentie,

Delicti sive culpe,

Infirmittatis sive lepre,

Itinerationis vagabunde,

Sanctittatis sive sanctimonie

---

3453 ANGELUS: *anime*

3454 ANGELUS: *de Nevo*

3455 Blanc: toute la ligne, sauf *in facto*.

3456 Marge sans titre, mais titre présent dans la table: *Matrimonii separatio quando est fienda*.

3457 Lacune: toute la ligne sauf *de hoc*.

3458 ANGELUS, *Matrimonium* 4, §:pr.

3459 ANGELUS: *De conuer coniu* ( erreur)

3460 *Sit*: ajout.

3461 5: correction de 1

3462 *In pace*: correction de *Facte*.

De primo dictum est supra impedimento 5.

De 2° dixi in arbore matrimoniali.

Similiter ibidem dixi de 3°, scilicet de leproso.

Restat nunc ergo dicere de 4° et 5°.

Nota pro uxoribus<sup>3463</sup>.

Et pro 4° quero utrum uxor teneatur sequi virum se transferentem ad aliam patriam?

Respondeo quod non si probabiliter dubitat de morte sua vel quod vellet eam exponere ad scortum vel si vir vellet ire vagabundus cum tamen non esset tempore quo contraxit. Nam in istis casibus non tenetur eum sequi, alias sic. Ista notant doctores in dicto

[fol. 106v]

c. *De illis, De sponsalibus*, et c. primo, *De conjugio leprosorum*.

K.<sup>3464</sup>

De quinto ut plene intelligatur quia sepe servit confessoribus, dico secundum Pa in c. 1, *De conversione conjugatorum*, post Iho An et Cal.

Aut<sup>3465</sup> enim matrimonium non est consummatum aut sic. Primo casu, aut alter conjugum vult introire religionem profitendo et tunc potest etiam invita uxore, ut in c. *Verum* et c. *Ex publico, Extra*, eo titulo<sup>3466</sup>. Aut vult vovere continentiam seu intrare monasterium et non profiteri, et tunc non potest invita uxore, in in dicto c. *Ex publico*. Aut vult promoveri ad ordines, et communiter tenetur quod non potest invita uxore. Unde in hoc casu magis deffertur religioni quam ordini, quia per ingressum religionis solvitur matrimonium non consummatum, non autem per susceptionem sacri ordinis, ut habetur in *Extravaganti Jhoannis 22*, que incipit *Antique*.

---

3463 Marge. Titre absent dans la table.

3464 Marge. Titre absent dans la marge.

3465 Les alinéas sont ajoutés, aucun signe ne distinguant les majuscules.

3466 *Titulo*: ajout

Si vero matrimonium est consummatum, tunc autem volunt vovere continentiam statu non mutato et possunt, et talia matrimonia dicuntur sanctiora, ut in c. *Quod Deo pari*, 33<sup>3467</sup>, q. 5. Aut<sup>3468</sup> alter tantum vult vovere et potest in sui prejudicium, non autem in prejudicium alterius conjugis. Unde non potest exigere debitum, set tenetur reddere. Et si alter consensit alteri, non obligatur consentiens secundum Innocentium quominus possit exigere nisi et ipse voluisset.

Nam si ambo voverunt, non tenetur alter alteri reddere debitum, ut in dicto c. *Quod Deo pari*, et notatur in c. *Carissimus, Extra*, eodem titulo<sup>3469</sup>.

Aut<sup>3470</sup> volunt mutare statum, et hoc multipliciter: Aut maritus vult esse episcopus, et tunc requiritur quod uxor intret religionem etiamsi non sit suspecta de incontinentia, ut in c. *Sane, Extra*, eo [tit], et est casus specialis.

Aut vult promoveri ad ordines, et tunc si uxor est suspecta de incontinentia debet intrare in monasterium. Alias si non sit suspecta sufficit quod voveat continentiam remanendo in seculo, ut in c. *Conjugatus, Extra*, eodem.

Aut vult intrare religionem, et tunc si alter eorum commisit adulterium potest etiam eo invito, ut in c. *Agathosa*, 27, q. 2, quia commitendo adulterium, perdit jus quod habebat in altero quoad mutuam servitatem.

Aut alter non commisit adulterium, et tunc intrat aut altero ignorante aut sciente et contradicente aut dissimulante aut consentiente per metum aut per dolum, aut sponte consensit simpliciter, aut consentit votum continentie emittendo.

Primo<sup>3471</sup> casu quando intravit altero ignorante, potest revocari ad petitionem ignorantis, ut in c. *Placet, Extra*, eo. Si<sup>3472</sup> vero altero sciente et contradicente, idem dicendum, ut in c. *Quidam, Extra*, eodem.

---

3467 33: correction de 34

3468 Question abordée par ANGELUS, *Matrimonium* 4, § 6 et 7

3469 *Titulo*: ajout

3470 Question abordée par ANGELUS, *Matrimonium* 4, § 8

3471 Question abordée par ANGELUS, *Matrimonium* 4, §11

3472 Question abordée par ANGELUS, *Matrimonium* 4, § 12

Si tamen in vita non revocavit, non potest secundum Cal. post mortem<sup>3473</sup> remanentis in seculo professus exire monasterium, ut in c. *Consuluit*. Et idem dicit Cal. in casibus precedentibus et sequentibus in quibus potest fieri revocatio. Si enim non revocatur in vita conjugis non potest ingressus post illius mortem exire monasterium, quasi cessaverit causa que invalidabat illius ingressum. Et hoc tene, licet Innocentius in dicto c. *Quidam*, variaverit.

Aut alter consensit invitus, et tunc fit revocatio ad ipsius petitionem, ut in c. *Accedens, Extra*, eo. Idem si consensit per dolum, argumento c. *Veniens, Extra*, eo.

Si<sup>3474</sup> vero consensit sponte ingressui alterius non tamen emittendo votum continentie, tunc sunt opiniones. Nam quidam, ut Abb et Inno in dicto c. *Quidam*, volunt quod si remanens in seculo est juvenis debet ad petitionem ipsius ingressus religionis revocari. Cal. tenet quod solum ex officio judicis, quod placet Pano. Nam prestando consensum renuntiavit juri quod habebat in altero. Non ergo habet amplius actionem, sed iudex ex officio ne committatur adulterium per remanentem in seculo educet eum de monasterio. Et credit Pa quod hoc casu ille sit verus religiosus ex quo uxor consensit. Unde post mortem uxoris compellitur ad redeundum ad monasterium suum. Et credit quod si dans licentiam est juris conscius quod tunc non fiet ista reductio, quia dando licentiam tacite videtur vovere ut notatur in juribus supra allegatis.

Aut consensit ingressui alterius promittendo continentiam, et si est senex, potest intrare religionem, unde unus remanebit in seculo et alter remanebit in religione, ut in c. *Cum sis* et in c. *Uxoratus* et c. *Ad apostolicam*.

Aut remanens in seculo est juvenis

[fol. 107r]

et suspectus de incontinentia, et tunc non debet pati superior alium ingredi nisi alter quoque religionem ingrediatur.

---

3473 Suppression de *revocare*

3474 Question abordée par ANGELUS, *Matrimonium* 4, § 9

Set si de facto ingreditur tenet ingressus secundum omnes quia professio conjugis non est de substantia professionis alterius, ut in c. *Significavit, Extra*, eo, idem tenet Fede, set remanens<sup>3475</sup> in seculo ex quo est suspectus et vovit<sup>3476</sup> compellitur ingredi monasterium, ut in dicto c. *Significavit*.

L.<sup>3477</sup>

L. Set an teneatur profiteri?

In hoc sunt opiniones: Inno tenet quod non tenetur profiteri, set debet includi in monasterium ut arceatur a vagatione, quia ultra proprium consensum non compellitur quis profiteri, 32, q. 1, *Integritas*.

Host<sup>3478</sup> tenet contrarium, quia non est licita communio in monasterio professorum cum non professis.

Item quia vovendo se tacite obligavit ad religionem, ex quo non potest stare in seculo sine suspitione incontinentie.

Iho Cal. dicit satis eque posse distingui quia aut vovit intrare religionem et compellitur profiteri, 33, q.5, *Qui uxorem*, Aut erat juris inscius et sic talis quod ignorantia juris eum excusat: Puta, miles, mulier, et agriculor non compellitur profiteri, set esse in monasterio, Aut non erat talis, et tunc non compellitur profiteri.

Id quod dixi in muliere quidam non admittunt, quia ab ignorantia juris non excusatur mulier ultra masculos nisi casibus a jure expressis, ut est textus satis notabilis in L. finali, C. *De juris et facti ignorantia*. Panor tamen plus placet dictum Cal., argumento dicti c. 1, *Extra*, eo, et eorum que supradicta sunt. Nam videmus quod mulier solummodo dando licentiam non compellitur continere ut dicit c.1, secus in masculo, ut in dicto c. *Qui uxorem*.

---

3475Suppression d'un second: *set remanens*

3476Vovit: correction de *venit*.

3477Marge. Titre absent dans la table.

3478 Lecture douteuse. Le nom commence exceptionnellement par une majuscule qui serait plutôt un L; en revanche, *st*, à la fin du nom semble plus possible.

Nam ille textus non dicit quod maritus illius vovisset continentiam, set solum permisisset intrare monasterium, et per hoc etiam ipse intrare tenetur<sup>3479</sup> ex quo est juvenis et suspectus de incontinentia. Hoc tenet Pa in dicto c. 1.

Notat<sup>3480</sup> etiam Pa in dicto c. *Quidam*, quod si quis intravit religionem etiam profitendo uxore invita et ei fuit postea restitutus, non compellitur postea mortua uxore monasterium intrare. Matrimonium tamen non debet contrahere; si tamen contraheret tenet matrimonium, licet peccaret mortaliter. Si tamen in vita uxoris non revocat, non potest post ejus mortem exire, ut dictum est supra. Ex quo infert Pa in dicto c. *Quidam*, glosam ibi male dicere eo quia dicit istum peccare si non perfecit votum post mortem uxoris. Nam votum fuit nullum respectu ingressus monasterii, cum tunc non haberet habilem consensum ad se obligandum. Requiritur ergo consensus de novo. Et hec opinio plus placet Pa quam opinio domini Antho, qui dicit tutius esse tenere istius contractum post mortem uxoris non teneat<sup>3481</sup> quia licet hoc votum dicatur simplex, tamen ex quo fuit determinatum ad certam religionem aprobatam videtur solemnizatum. Et sic posset limitari<sup>3482</sup> secundum eum, c. unico, *De voto, libro 6°*. ut intelligatur de voto omnino simplici non determinato ad aliquam religionem certam; set hoc non placet Pa[normitano] quia dictum capitulum requirit ut voventis votum solemnizetur per professionem tacitam vel expressam et sic requiritur quod iste vovens sit effectus religiosus, alias papa mandasset post mortem uxoris eum debere compelli ad repetendum monasterium, ut facit c. *Ex parte, Extra*, eo.

Secus tamen dicendum si uxor dedisset licentiam marito ut intraret religionem. Nam tunc teneret ingressus, ut dictum est,

---

3479 *Tenetur*: ajout

3480 Les alinéas et retraits sont absents du manuscrit.

3481 *Tenere*: correction de *teneat*

3482 *sic*

si vero non contradixit; set simulavit neque maritum revocavit, merito post mortem uxoris non potest maritus redire ad seculum; set in primo casu mulier contradixit et revocavit maritum, et sic soluta fuit obligatio si qua erat cum monasterio.

M. Sequitur de peccato ire<sup>3483</sup>.

Ira est concitati animi perturbatio. *De penitentia*, dist. 3a, § *Productior*, et facit talia committere de quibus postmodum<sup>3484</sup> solet homo dolere ut dicitur 11, q. 3, *Cum apud*. A theologis communiter diffinitur sic: est appetitus inordinatus vindicte, contra illud Apostoli, *Ro.*[ ]<sup>3485</sup>: Non vos deffendentes, carissimi, set date locum ire<sup>3486</sup>. Et ponitur 23, q.1, § 1.

Est autem duplex ira secundum Alex: Una qua irascimur culpe et dicitur ira per zelum, Alia que irascimur passione, et dicitur ira per vicium.

De hoc peccato sicut feci de aliis ponam unum tenarium in quo continebuntur transgressionem ex quo poterunt

[fol. 107v]

formari interrogationes sive examinationes.

2° ponam propositiones ex quibus poterunt dari iudicia et responsiones. Set advertendum quod quia materia quinti precepti et peccati ire et invidie sunt satis concathenate quod simul pro illis simul tribus ponitur unus ternarius, tamen primum membrum ternarii satis congrue potest aplicari ire, 2um membrum invidie et 3um. 5° precepto ut potest patere consideranti, quamvis primum membrum invidie et 2um ire posset bene comprobari.

N. Primus articulus qualiter quis potest peccare per iram<sup>3487</sup>.

Quantum ad primum sciendum, non ponendo ea que in aliis locis dixi, quod in peccato ire potest quis peccare tripliciter, scilicet

In corde odiendo,

In ore maledicendo,

---

3483Marge. Titre dans la table: *Ira quid est; species ejus; quando est peccatum*, (f 107 et 108).

3484*Postmodum*: ajouté en marge.

3485Blanc.

3486Citation de *Rom*, 12, 19, reprise dans le *Décret de Gratien*.

3487Marge. Voir le titre précédent.



In corpore ledendo.

Et conformiter debet peccator sic examinari: Si in corde retinuit memoriam injurie, etc.

2us articulus. Qualiter quis peccat per odium.

Quantum ad secundum articulum erit prima propositio de odio, 2a de maledictione, 3a de lesione. Et antequam ponatur propositio premitto duo. Primum est sancti Bo-re et Sco in 3° dist. 30.

Unde Sco loquens de dilectione proximi quomodo est in precepto dicit quod potest intelligi positive vel prohibitive, et in idem venit illud Bo-re quod est affectus duplex, scilicet innocentie, quem Sco dicit prohibitive, scilicet quod tenetur ei nolle malum, set arcere actum illum et sic erimus innocentes erga proximum.

Alius est affectus benivolentie sive beneficentie, quam Sco exprimit per positive, scilicet eliciendo actum et faciendo ei bonum. Deinde dicit Sco quod precepta affirmativa, sicut est illud de dilectione proximi, plus obligant ne contraria eorum fiant quam ut proprii actus eorum eliciantur. Exemplum: plus obbligor ad non faciendum malum sive ad non ledendum proximum, quod est oppositum predicti precepti, quam ad faciendum sibi bonum sive ipsum diligendum, quod est proprius actus ipsius precepti.

De actu positivo dixi supra in peccato avaricie, quando quis tenetur facere elemosinam; ideo nunc solum de odio est dicendum.

Secundo premitto pro nunc quod triplex est bonum, scilicet

Spirituale,

Corporale,

Temporale.

Bonum spirituale dicitur beatitudo et alia necessaria ad ipsam acquirendam ut gratia et virtutes.

Bonum corporale hic accipitur solum pro vita corporali, et ideo sanitas corporis, formositas, pucritudo, divicie et hujusmodi. Omnia ista pro 3° sunt genere, scilicet sunt bona temporalia.

De istis tribus sunt tres particulares propositiones.

Prima de primo bono est ista:

Quicumque habet actum nolendi, scilicet optat quod non habeat proximus viator prima bona, peccat mortaliter. Ex hoc sequitur correlative quod peccant mortaliter qui animo deliberato dant diabolo inimicos, et optant quod diabolus deportasset eos et hujusmodi.

Secunda propositio de 2° bono:

Nullus potest absolute velle<sup>3488</sup> mortem cujuscumque etiam tyranni et persecutoris vel inimici, set tantum sub conditione, alias est mortale. Et ponit Sco duas conditiones quas accipit ex epistola sancte Anastasie quam misit sancto Crisogono<sup>3489</sup>, que optabat viri sui mortem non absolute, set sub duplici conditione, scilicet si Deus providerat ipsum finaliter perseveraturum, vel ne ipsa impediret fideles catholicos augendo mala malis propter que acrius in inferno puniretur. Unde istud ultimum quidam dividunt in duo, et ita quod sit acrius puniri pro uno et impedire christianos pro reliquo.

Ex hac propositione infero quod mulieres que deliberate vellent quod mortui essent viri earum et econverso peccant mortaliter. Et idem dicas semper respectu suiipsius quando scilicet vellent esse mortue et hujusmodi.

Secundo infero quod iudex et quicumque legis exequutor non potest velle absolute mortem reorum, set contritionem cum tristitia. Hec Sco ubi prius.

Tertia propositio.

De 3° bono potest aliquis tam sibi quam aliis sine peccato nolle ista bona, scilicet ut per carentiam istorum bonorum major gradus glorie mereatur, sicut patet de voventibus paupertatem, vel ut obstaculum removeatur, quia scilicet quis per divicias vel pucritudinem facit multa peccata, ideo sine peccato possum velle quod non habeat talia. Velle tamen ex zelo vindicte vel ratione inimicitie notabile dampnum proximo in hujusmodi volito est mortale, quia est contra caritatem.

---

3488Velle: ajout

3489L'édition de SCOTUS, que j'utilise, renvoie aux *Histoires ecclésiastiques* de Nicéphore (*In legenda Chrysogoni, Lib. 14, C. 58*), mais ni le texte de Scotus ni celui de Gilbert Nicolas ne sont des citations. La première cause est claire, la seconde cause l'est moins: c'est la crainte d'Anastasia, persécutée par son mari, de renier le Christ et d'être un obstacle (d'où le choix de *ipsa* et non de *ipse*) pour les autres croyants. «Pour lesquels il serait puni...» est un argument ajouté soulignant que le désir de mort est inspiré par l'amour.

Et per hoc infero quia peccant mortaliter qui gaudent de perditione bonorum temporalium inimici, infirmitate vel huiusmodi, nisi hoc faciant propter unam duarum causarum predictarum. Et patet ex dictis quomodo cum ira et huiusmodi tangitur [fol. 108r]

invidia propter quam<sup>3490</sup> Caym occidit Abel, *Gene.* 4, 8<sup>3491</sup> et 25 dist., c. 3<sup>3492</sup>.

Est autem invidia secundum Damasce, li° 2°, dolor sive **tristitia**<sup>3493</sup> **de alienis bonis**, et hoc ut dicit Philosophus, 2° *Rethorice* in **quantum** bonum apprehenditur **diminutivum proprie excellentie et glorie**, et ideo de se videtur mortalis, quia directe videtur opponi caritati que gaudet de bono proximi et compatitur malo.

Dubium<sup>3494</sup>.

Set hic quero de signis ire: An scilicet aliquis teneatur inimico suo signa amicitie ostendere<sup>3495</sup>?

Et dico quoad huiusmodi signa, licet opinio quam ponit Ricar in 4°, dist. 20, sit multum probabilis qui tenet quod non teneatur quis ostendere signa amoris inimico nisi postquam petiit veniam, Tamen videtur esse quoad conscientiam securior opinio Tho et Alex que stat in una distinctione cum duplici propositione.

Distinctio est ista quod duplicia sunt signa:

Quedam propinqua, Et quedam gerunt probabilem suspicionem rancoris, ut cum quis numquam vult loqui injurianti vel cum obviat divertit vel torvo vultu respicit et huiusmodi. Alia sunt remota, ut non conversari amicabiliter, non facere sibi mutua servicia vel continue conservari et huiusmodi.

---

3490 *Quam* correction de *causam*

34914, 8: ajpout (blanc)

34923:ajout (blanc)

3493En caractères gras, texte commun avec THOMAS, II-II q. 36, a 1

3494Marge (titre absent dans la table).

3495 *Ostendere*: ajout

Nota<sup>3496</sup>.

Tunc pono duas propositiones.

Prima:

Nulli qualitercumque fuerit injuriatus licet tenere signa propinqua rancoris sive ante satisfactionem sive post, quia ab omni specie mali obstinendum est. Nam ex talibus signis patet inimicitia. Facit c. 3, *De regulis juris, Extra*<sup>3497</sup>, et L. *Dolum, C. De dolo*. Vide quod notatur in c. *Cum Adrianus*, 63<sup>3498</sup> d., ubi glosa vult quod quando alium non salutatur presumitur esse inimicus, quam limitat Pa in c. *Repelluntur, De accusationibus*, verum quando erat solitus salutare.

Secunda propositio:

Nullus tenetur ante satisfactionem sive post ostendere signa remota, licet puto quod peccet venialiter ille qui non se habet amicaliter cum illo qui sibi dixit injuriam postquam petivit veniam et pro posse satisfecit, nisi hoc faceret ut amplius et melius culpam suam cognosceret vel ut in pace melius viveret. Et advertite secundum istam opinionem quod propter petitionem venie nihil plus vel minus obligatur injuriatus nisi forte ratione scandali. Et si dicas: ergo perdidit penam suam ille qui veniam petiit, dico quod non, quia licet ille qui petiit veniam ad sibi signa amicabilia ostendere teneatur<sup>3499</sup>, tamen ipse quo ad Deum et quo ad conscientiam suam est liberatus et non antequam veniam petat; quod nota.

O. Secunda propositio principalis de maledictione<sup>3500</sup>.

Secunda propositio erit de maledictione.

Pro cujus intellectu sciendum quod maledictio aliquando accipitur large pro blasfemia, ut in c. *Statuimus, Extra*, eo, sicut e contrario blasphemia pro maledictione sicut vulgariter accipitur. Set proprie loquendo de ea secundum Tho 2a. 2e., q. 76, ar<sup>o</sup> 1<sup>3501</sup>, **Maledicere idem est quod malum dicere**. Dicere autem malum possumus scilicet per modum

Judicativum,

---

3496 Marge ( titre absent dans la table).

3497 *Extra*: correction de L. 6°, pour les mêmes raisons qu'en 106r

3498 63: correction de 64

3499 *Teneatur*: ajout

3500 Marge. Titre dans la table: *malediction quando est peccatum*.

3501 1 correction de 2

Imperativum,

Optativum.

Primo detractores dicuntur maledici, quia judicant mala aliorum. Sic sumitur *Leviticus*, 19<sup>3502</sup>: **Surdo non maledices**, absenti ne detrahas.

2° modo maledicit Deus et iudex quando punit aliquem excommunicando et huiusmodi.

3° modo est optare alteri malum; de qualibet est hic ad propositum. Set de excommunicatione dixi supra parte 2a. et dicam infra parte 3a., alique.

Hic ergo solum dicam de duabus, de iudicative et optativa.

Quoad iudicativam que dicitur detractio videtur quod sit peccatum mortale ex se. Facit c. *Accusatio*, 2, q. 7, et c. *Nemo peritorum*, 11, q. 3, et c. *Homicidiorum*, *De pe[nitentia]*, dist. 1a. et *Cle[ri]cus*, 46 dist.

Dico tamen hoc verum quando est in ratione deliberata et de aliquo magno bono.

De detractioe et de contumelia et de susurratioe<sup>3503</sup>.

De detractioe et de contumelia et de susurratioe, Primo debet attendere confessor dictum Alex et Tho quod vicia verborum cuiusmodi sunt predicta sunt maxime ad intentionem<sup>3504</sup> dicentis dijudicanda: quare ut sciat ubi est mortale semper ad intentionem recurat.

2° consideret in hoc peccato non solum culpam set etiam restitutionem, quod non faciunt simplices quidam confessores absolventes indistincte sine satisfactioe<sup>3505</sup> huiusmodi detractores in periculo animarum suarum. Tamen nota quod hec restitutio est obligatoria [fol. 108v]

quando est quid magnum et est recens et verbum captum est in effectu, sicut supra dictum fuit in denario detractorum;

---

3502 19 correction de 6

3503 Marge. Titre: voir au dessus

3504 *Ad intentionem*: ajout.

3505 *Sic*

set hic solum loquor de culpa. Et pro hujusmodi culpa agnoscenda premitto duplicem distinctionem quam elicio ex dictis Tho et Alex et Sco, et in 2a distinctione patebit de culpa.

Prima igitur distinctio est hec:

Detractio est dupliciter, scilicet primo directe, 2° indirecte.

Directa est quintuplex. Indirecta est triplex, et sic sunt octo modi detractionis, scilicet

Modi detractionis directe<sup>3506</sup>.

Depravativus,

Inventivus,

Venerativus,

Augmentativus,

Publicativus,

Modi detractionis indirecte.<sup>3507</sup>

Occultativus,

Negativus,

Calumpniativus<sup>3508</sup>.

Primus ergo **depravativus**<sup>3509</sup> est **scilicet cum dicit bonum factum set mala intentione seu quia secuta sunt tot scandala et hujusmodi, contra illud 11, q. 3, Vae qui dicitis.**

2us dicitur **inventivus scilicet falsa crimina imponendo sive predicti modi fiant verbis claris sive obscuris sive signis vel litteris vel alio modo equivalenti, quia factis et signis loquimur, De sponsa, Cum apud, et c. Tue.**

3us **venerativus scilicet cum mala miscentur bonis, sicut fit communiter** quando dicuntur<sup>3510</sup> **prius bona, postea adduntur mala et hujusmodi.**

4us modus dicitur **augmentativus, scilicet addendo vel ex modo loquendi agravando factum.**

**5us est publicativus scilicet cum occulta peccata manifestat hiis quibus non debet aut ordine quo non debet.** Hec de detractione directa.

Postea de indirecta.

**Primus est occultativus, quando quod est necessario manifestandum ad honorem et salutem animarum non vult propalare.**

---

3506 Marge. Titre absent dans la table.

3507 Marge. Titre absent dans la table.

3508 Mêmes adjectifs chez ANGELUS, *Detractio*, § 1, mais dans un ordre différent, sans le classement direct-indirect.; de plus, GILBERT NICOLAS ajoute un huitième cas: *le modus calumpniativus*.

3509 En caractères gras: ANGELUS, *Detractio*, § 1

3510 ANGELUS: *quia dicunt....addunt...*

**Unde Gilbertus: Gravis, inquit, rapacitas, cum veram alterius gloriam, et si mendacio non corrumpis, silentio preteris.**

**2us est negativus, cum negat scienter alterius bonum, scilicet dicendo non est verum quod talis sit bonus.**

3us dicitur calumpniativus, quando quis vere accusatur de aliquo crimine in iudicio quod ipse commisit et ipse negat, quia negatio<sup>3511</sup> notat accusatorem de calumpnia.

Secunda distinctio est quod **tripliciter aliquis dicitur detractor**<sup>3512</sup>:

**Primo modo solum formaliter [...]**<sup>3513</sup> **et hoc est quando ille qui dicit, occultat et negat quedam que de se non sunt in infamiam proximi, set tenet ea intentione ut diffametur notabiliter, et talis semper peccat mortaliter. Facit c. *Cum***<sup>3514</sup> ***voluntate, De sententia excommunicationis* cum sequenti**<sup>3515</sup>. **Non tenetur tamen ad restitutionem fame.**

**2° modo dicitur quis detractor materialiter tantum. Est ille qui non animo infamandi, set ex loquacitate vel alio modo indebito, occultando, negando, verba profert in infamiam proximi. Et si talis occultatio vel negatio de se infamat, puta quia sunt contra honestatem vite et morum, Vide singularia in dialogo Okam, libro 7 prime partis, c. 25, et apud illum vel illos quibus occultat vel negat, etc., sequitur infamia proximi contra quem taliter detrahit, peccat tunc mortaliter, argumento c. *Sepe contingit*, et c. *Hii qui*, 50 dist.. Si vero talia de se non infamant, puta quia possunt intelligi ita de culpa veniali sicut de mortali, sicut cum quis dicit: talis est magnus, superbus, alter avarus, iracundus et hujusmodi, que possunt accipi et pro primo motu qui est venialis et etiam pro peccato mortali, tunc non peccat mortaliter talia proferens ex loquacitate, quia si proximi audientes scandalizarentur**

---

3511 *Negatio*: en double.

3512 ANGELUS, *Detractor*, § 2

3513 ANGELUS: *depravat*

3514 Ajout

3515 ANGELUS: *similibus*

est eis imputendum, cum faciant contra illud c. *Estote misericordes, De regulis juris*, quia in meliorem partem deberent<sup>3516</sup> interpretari. Idem dicendum de hiis que sunt modice importancie, puta peccata venialia, que communiter non infamant. Idem de similibus secundum Sco [ ]<sup>3517</sup> de eo qui ex loquacitate dicit se audivisse aliqua mala infamatoria proximi; ratio quia talis ex natura actus non aufert illi famam in opinione audientis, quia qui cito credit est levis corde [ ]<sup>3518</sup>, dummodo aliquid non addat quo provocentur audientes ad credendum, quia tunc esset mortale peccatum secundum Landul. Similiter si ille cui dicit habebat eum pro scelerato, quia jam infamatus erat apud eum de aliis, etsi non de isto.

3° modo dicitur quis detractor et materialiter et formaliter, quando scilicet occultat vel negat vel dicit verba infamatoria et cum intentione infamandi, quia talis sine dubio magis mortaliter peccat quam raptores rerum, 6. q. 1<sup>3519</sup>, *Ex merito*, et c. *Deteriores*.

P. Audiens detractionem an peccat mortaliter<sup>3520</sup>?

**Utrum<sup>3521</sup> audiens detractionem peccet mortaliter?** Responsio, quam elicio ex Tho, 2a., 2a. q. 63<sup>3522</sup>: quod audire detractionem semper est veniale et non mortale nisi in 4or casibus.

Primo quando **placet ei propter odium quod habet ad eum cui detrahitur, et sic est equale peccatum cum detrahente** et quandoque maius.

[fol. 109r]<sup>3523</sup>

Unde Ber-us: Detrahere aut detrahentem audire quid horum dampnabilius sit non facilius dixerim. Facit c. *Non solum*, 11, q. 3<sup>3524</sup>.

2° modo quando alicui incumbit ex officio seu gradu corrigere detrahentem, nec hoc facit; contra quos Be-us: Non licet tacere, cui ex officio incumbit vicia redarguere.

---

3516 ANGELUS: *debeant*

3517 In IV, di 15, q 4: selon ANGELUS, (blanc).

3518 Blanc, mais qui n'est pas chez ANGELUS.

3519 Q 1: correction de q 2

3520 Marge. Titre dans la table: *Audiens detractionem peccat*.

3521 ANGELUS, *Detractio*, § 5

3522 73: correction de 63, (ANGELUS: 53, a 4)

3523 Référence déplacée après *maius*.

3524 *Facit...3*: en marge.



3° modo propter periculum magnum aut scandalum quod probabiliter videt ex tali detractioe iminere, et tamen non reprehendit set audit detractioem.

4° modo propter radicem, quia scilicet non audet propter timorem humanum detractorem non audire, et hoc dicto modo ille timor sit mortalis, puta quia preferetur caritati Dei et proximi, videns scilicet quod hujusmodi detractor se dampnat vel offendit, advertitque quod si non audiret non detraheret.

5us., secundum Bernardi-m in *De evangelio eterno*, sermone Xxius, articulo 3<sup>o</sup><sup>3525</sup>, quando scilicet ad detractioem mortalem inducit. Nam ut<sup>3526</sup> dicitur *Extra, De injuriis et dampno dato*: **Qui occasionem dampni dat dampnum dedisse videtur.**

Q. Octo questiones optime<sup>3527</sup>.

Set hic breviter occurrunt determinande octo questiones multum notande.

Primo queritur: Utrum qui detrahit et non dicit malum alterius nisi uni, set ille postea publicavit omnibus, teneatur retractare apud omnes vel sufficiat solum dicere illi cui primo dixit?

Respondeo quod si simpliciter dixit non inducendo notabiliter ad similia dicendum ita quod non fuit causa peccati accipiendo causam proprie, quod non tenetur retractare nisi apud illos quibus dixit.

Secundo queritur: Utrum ille de quo detraxi possit mihi remittere ita quod teneatur amplius coram aliis quibus dixeram retractare?

Respondeo quod sic.

Tertio queritur utrum detractor detractans et veniam petens per 3am. personam satisfaciat?

Respondeo quod sic, si ille cui detraxit acceptat vel si periculum persone imineret si adiret illum in propria persona.

4° utrum qui infamavit apud multos teneatur sibimet reddere famam?

Respondeo quod non.

5° utrum quando quis est infamatus apud unam villam vel parrochiam et aliquis dicit mala illa de quibus est diffamatus alteri parrochie vel uni persone peccat mortaliter?

Respondeo sic, distinguendo tamen de intentione dicentis et secundum intentionem judicando, scilicet tali intentione illi persone vel ville ut alium diffamaret.

---

3525 Lecture difficile.

3526 Suppression d'un second *ut*

3527 En marge

Sexto diffamavi aliquem, set ipse nichil scit et antequam sciat retracto, postea autem scit, quero: ad quid teneor?

Respondeo quod ad nihil amplius teneor.

Septimo, aliquis est diffamatus de uno peccato, puta quod est luxusiosus, et ego diffamo eum de alio, puta dico quod est superbus, homicida et hujusmodi.

Respondeo quod peccat mortaliter, si habeat intentionem diffamandi.

8°. difamavi vel injurias dixi alicui religioso sive alicui qui est in potestate alterius, et prelatus mihi omnia remittit sine scitu religiosi, utrum hoc sufficiat?

Repondeo quod communiter doctores dicunt quod sic, quia velle religiosi est in manu prelati, item prelati est agere pro injuria subditi. Et adverte quoad modum illum qui dicitur occultativus, quod in octavo precepto invenies modos in quibus quis peccat dicendo sive revelando secreta et occulta mala aliorum.

R. De maledictione optativa<sup>3528</sup>.

Quantum ad maledictionem optativam sciendum quod illa fit tripliciter: Contra Naturam divinalem,

Creaturam intellectualem

Et facturas irracionales.

De prima dicendum quod est celus<sup>3529</sup> maximum.

De 2a. que fit aliquando contra bonum angelum vel virginem Mariam vel alios sanctos. Et de hac dic sicut de prima, quia redundat in Deum. Aliquando maledicatur diabolus, et tunc si fiat ratione culpe et malitie que est in eo, non est peccatum grave; bonum est tamen abstinere juxta illud quod scribitur in *epistola Jude*. Aliquando et 3° maledicatur homo, de qua sit hec propositio: Maledictio homini deliberate ex livore vindicte ei aliquod notabile malum optando est peccatum mortale, juxta illud prima *ad Cor.* 6°: Neque maledici regnum Dei possidebunt. Dixi autem: deliberate, quia quando fit ex subreptione vel subita ira sive pro correctione

---

3528 Marge. Même titre qu'en 108,O: *Maledictio quando est peccatum*.

3529 Sic: *scelus*.

sicut faciunt hodie parentes erga filios, qui dicunt: Mala mors te occidat, febris te capiat et huiusmodi, tunc non est mortale secundum Augustinum, dist. 25, § Alias demum. Tamen hoc multum debet confessor abhorrere et inculpare de quo sunt multa exempla terribilia.

[fol. 109v]

S. Nota bonam regulam: quando passio ire, superbie, luxurie, invidie, non excusat a mortali<sup>3530</sup>

Et etiam adverte diligenter si motus ire sit subitaneus, quia do regulam talem que valet ad multa:

Passio quecumque sive sit ire sive invidie, gule, luxurie, superbie et huiusmodi numquam excusat a mortali nisi in duobus casibus.

Primus respicit principium passionis, quando scilicet est primus motus ortus ab objecto vel sensualitate et non pervenit usque ad rationem qua<sup>3531</sup> dignoscitur puta quia homo ubi mox advertit dolet et tristatur intus nec approbat illud.

Secundus casus respicit finem, puta si passio est tanta que privaret sensum rationis, quia talis qui sic irascitur non plus peccat quam dormiens vel stultus vel ebrius.

De maledicere facture irrationali, sicut maledicere equum, bovem et huiusmodi, dico sicut de precedenti propositione, quando scilicet maledicatur in ordine ad possessorem propter cuius odium optat ejus dampnum peccat mortaliter. Si autem bestia malediceretur secundum propriam naturam sicut cothidie fit ut quia asinus non movetur vel equus sicut vult quadrigarius tunc maledicit illi, si juramentum non additur de se non est mortale, set veniale tamen. Hec ex Flo, 2a.parte, li. 2<sup>o</sup><sup>3532</sup>, c. 5, § 23, 24, 25.

Tertia propositio principalis de lesione<sup>3533</sup>

Tertia propositio de lesione in corpore applicatur quinto precepto.

Unde nota quod nomine lesionis intelligitur omnis lesio notabilis facta alicui in corpore sive ipsum occidendo vel mutilando sive quovis alio modo vulnus aliquod inferendo vel notabiliter in corpore nocendo vel incarcerando,

---

3530 Marge. Titre dans la table: *Passiones quando excusant a peccato.*

3531 Mot peu lisible

3532 Lecture des chiffres douteuse.

3533 Marge. Titre absent dans la table.

Et appellatio carceris intelligitur omnis locus in quo detinetur aliquis ita quod non est sibi liber exitus sive potestas egrediendi.

T. De lesione<sup>3534</sup>.

Erit ergo de hujusmodi lesione hec propositio:

Quicumque aliquo trium modorum, scilicet facto aut verbo, aliquem interficit scienter, et non ut legis minister, aut se aut sua defendendo peccat mortaliter. Hec propositio satis patet, *Exo. 2°*: Non occides, ibi nota; et in illa concordant omnes teologi et canoniste.

Et nunc declaro eam per omnes articulos positos sive particulas in ipsa positas.

Et primo quia dicit: a quocumque, scilicet fetum impediendo nec concipiatur aut generetur, sicut qui dant vel faciunt aut accipiunt pocula ne mulier concipiat, ut habes in c. *Si quis, Extra, De homicidio*. De 2°, videlicet arborum formatum procreatum, habes 32, q. 3, c. *Quod vero*. De 3°, scilicet corporaliter occidendo, habes *De penitentia*, dist. 1a, c. *Homicidiorum*, ymo est terribile peccatum, ut patet 50 dist. c. *Si quis voluntarie*, et per Sco[tum] in 4°, dist. 15.

Secundo in propositione dicebatur: facto, quod intelligitur dupliciter, scilicet commissione vel omissione sive permissive. Exemplum primi quando manu propria quis facit et committit homicidium sive solus hoc faciat sive alium adjuvet. Exemplum secundi quando quis posset obviare et impedire et non facit, [...] <sup>3535</sup> c. *Non inferenda*, et c. 2 et c. finale 23<sup>3536</sup>, q. 3. Et licet glosa in dicto c. *Non inferenda*, hoc refferat solum ad prelatos qui hoc possunt solum ex officio, tu tamen dic universaliter quod omnis qui sine quocumque periculo sui potest obviare hujusmodi homicidio et non obviat ex quadam negligentia vel pusillanimitate quod peccat mortaliter vel multum graviter licet non sit irregularis nisi dolose ommitteret, sicut patet per Iho-em An et omnes in c. 47<sup>3537</sup> *Extra, De sententia excommunicationis*.

---

3534 Marge. Titre dans la table: *Lesio quand est peccatum*.

3535 Passage rayé et blanc.

3536 23: correction de 13

3537 47: ajout (blanc).

Et dic idem quando<sup>3538</sup> aliquis **vult**<sup>3539</sup> **aliquem interficere injuste, nisi ego dem sibi pecuniam aliquam**, quia universaliter tenetur tam prelatus quam privatus qui habet ultra necessitatem vite sue et illorum quibus tenetur providere: Talis enim videtur in extrema necessitate, cui est sub pena peccati mortalis subveniendum. Fateor hanc opinionem<sup>3540</sup> securiorem et legi gratie et amoris conformem ideo quoad ipsam teneatur C, set tamen quoad aliam dimittatur P. de quo vide glosam in principio 83 dist.<sup>3541</sup> *et hora, Extra*, et vide ibidem Burgensem cum replica. Item vide Angelum, *Homicidium*, primo, § 18.

Tertio dicebatur: verbo, et hoc fit quadrupliciter, videlicet

Dissuadendo,

Precipiendo,

Consulendo,

Animando.

Et primo dissuadendo quia retrahit a bono proposito hominem volentem alium a morte liberare, secundum Ray et Ho; glosa ejus intelligitur quando corrupta intentione fit. Nam si filium suum volentem liberare aliquem a periculo mortis retrahat vel dissuadeat, quia timet ne filius ibi interficiatur, parum vel nullum peccat.

2° precipiendo, consulendo, animando ut quis faciat homicidium.[

V<sup>3542</sup>. Homicidium duplex<sup>3543</sup>.

Quarto dicitur scienter: pro quo sciendum quod homicidium dividitur in homicidium voluntarium quod scilicet fit intentione hominem occidendi, et in homicidium casuale quod evenit preter voluntatem et ex casu fortuito

[fol. 110r]

de quo 50 dist., § *E contra*, cum multis sequentibus c.

X. De homicidio casuali<sup>3544</sup>.

Et de isto homicidio casuali pono tres regulas ex quibus potest haberi decisio multarum questionum, quarum prima talis est:

---

3538 *Quando*: correction de *quod*.

3539 ANGELUS, *Homicidium*, I, §18

3540 Sic

3541 Suppression de: *et hora, Extra*

3542 Lettre non visible, ajoutée.

3543 Marge

3544 Marge. Titre dans la table: *Homicidium quando est peccatum*.

Qui dat operam rei licite et adhibet diligentiam quam debet, non tenetur de casu fortuito inde sequo<sup>3545</sup> nec de aliquo alio. Hec regula probatur per c. [ ]<sup>3546</sup>, et c. *Dilectus filius*, el. primo<sup>3547</sup>, et c. *Significasti*, el. primo, et c. *Jhoannes*, et c. finali, *Extra, De homicidio*.

Secunda regula: Qui dat operam rei licite, si non adhibet diligentiam quam debet, tenetur de casu sequenti. Hec regula probatur per c. *Presbiterem*, et c. *Continebatur*, secundum unum intellectum, et per c. *Ad audientiam*, *Extra*, eo.

Tertia regula: Qui dat operam rei illicite, quamcumque exhibeat diligentiam quam potest, tenetur de omni casu fortuito.

Probatur hec regula per c. *Suscepimus*, *De cetero*, c. *Tua*, et c. *Sicut ex litterarum*, *Extra*, eo.

Dixi 5: non ut legis minister, quia iudex et executor justitie non peccant, **dummodo<sup>3548</sup> justus ordo, justa causa, justus animus** servetur. **Deest justa causa quando quis sine demerito occidit, justus animus cum ex livore vindicte occidit, justus ordo cum occidit ille cui lex [non]<sup>3549</sup> committit aut cum occidit non eo ordine quo lex statuit, de quo 23, q. 5, in c. Reos, et per totam questionem<sup>3550</sup>.**

Set tunc occurrit difficultas duplex.

Prima: cum lex divina et canonica peccatum prohibeant, Utrum aliquis sine peccato tanquam minister legis se possit occidere aut mutilare ad evitandum peccatum, puta quedam virgo videt quod aliquis querit eam violare et hujusmodi?

Repondeo absolute quod non, ut habetur 23, q.5, c. *Si non licet*, et 23, q. 4, c. *Displicet*. Et quod legitur de Sampsonem quod se interfecit et de aliquibus aliis, Respondeo quod hoc fuit ex speciali instinctu Spiritus sancti, sicut dicitur in dicto c. *Si non licet*, sive ex revelatione speciali, et tales sunt irregulares.

Secunda difficultas: **Utrum<sup>3551</sup> uxor a viro et filia a patre commitendo adulterium simul cum adultero possit occidi?** Respondeo per tres propositiones.

---

3545 Sic

3546 Blanc

3547 Déplacement de ce groupe, le chapitre *Dilectus filius* étant unique

3548 ANGELUS, *Homicidium*, 1, § 1

3549 Non: ajout d'après ANGELUS.

3550 Adoption du texte d'ANGELUS avec ajout du *non* d'après ANGELUS et interprétation des désinences

verbales: *occidit* et non *occiditur*, en particulier à cause de la troisième partie de phrase qui se présenterait ainsi:

*justus ordo cum occiditur ille cui lex committit*: l'ordre juste: quand est tué celui à qui la loi confie (l'exécution). Il semble qu'il n'y ait pas de raison suffisante pour faire de ce meurtre un cas particulier. De plus, ce qui est en cause c'est bien le cas de celui qui tue.

3551 ANGELUS, *Homicidium*, 1, § 6

Prima: secundum legem divinam numquam licet patri aut viro occidere in tali casu propria auctoritate, set tantum zelo justitie possunt per officium judicis hoc procurare.

Hec propositio ponitur a<sup>3552</sup> glosa in c. *Inter hec*, 33, q. 2, et ponitur satis expresse, in c. *Quicumque percutit*, 23, q. ul.

Y. Nota de permissione legis [...] <sup>3553</sup>

**Adverte<sup>3554</sup> tamen quod aliud est quando lex permittit aliquid non puniendo ut in occidendo adulterum, et sic non licet sine peccato mortali, Aliud est quando lex concedit sicut quando [...] <sup>3555</sup> aliquem, ut in c. [...] <sup>3556</sup>, *Extra, De homicidio, libro 6, [...] <sup>3557</sup> quia tunc si quis talem occidit non animo vindicte set zelo justitie, sic non peccat secundum Iho An in *Additionibus ad speculum* quia facit ut minister legis quod licet 23, q. 5, c. *Non est crudelis*. <sup>3558</sup>***

Quando potest occidi adulteram<sup>3559</sup>.

2a. propositio: Secundum leges civiles pater filiam et maritus uxorem cum adultero possunt occidere, set differunt quia potest occidere in duobus casibus, scilicet in domo propria et in domo generi sive mariti filie sue Et indifferenter tam nobilis generis quam vilis conditionis, Set maritus solum in uno loco scilicet in propria domo et solum personam vilis conditionis. Ratio diversitatis quoad patrem et maritum redditur in L. *Nec in ea, ff. De adulteriis*. Et Bar dicit in L. *Imperator, ff. De statu hominum* quod patri licet interficere filiam adulteram etiam pregnantem. Secunda pars propositionis, scilicet *De marito, ff. eo*, et sic intellige L. *Graccus, C. eo*.

Adverte tamen premissa esse vera, nulla premissa denunciatione, quia post denunciationem factam que debet fieri ter in scriptis in presentia trium testium, tunc maritus potest occidere et in omni loco adulterum repertum cum uxore sua in illa turpitudine vel in actibus venereis.

---

3552 Sic

3553 Marge. Titre incomplet: 2 ou 3 mots non lisibles. Titre dans la table: *Lex humana permitti multa*.

3554 ANGELUS, *Homicidium*, 1, § 6

3555 Lacune. ANGELUS: *diffidat*

3556 Lacune. ANGELUS: *Pro humani*

3557 ANGELUS: *et similibus*

3558 Même formule chez ANGELUS.

3559 Marge. Titre dans la table: *Adultera quando potest occidi*.

Et dum dicitur in actibus venereis secundum glosam in dicta L. quod ait intelligitur visus et alloquium, tactus post oscula factus. Hec habentur in *Autentica, Ut liceat matri et avie*<sup>3560</sup>, § penultima et ultima, collatio 8, et in *Autentica, Si quis*, eo.

Z. Quando clericus deprehensus in actu luxurie potest percuti absque excommunicatione<sup>3561</sup>.

Tertia propositio: 4or sunt persone, scilicet uxor, mater, soror et filia cum quibus potest clericus repertus in turpitudine sive actibus venereis percuti sive leviter sive atrociter sine excommunicatione, tamen peccat graviter qui mutilat vel occidit, licet non sit excommunicatus, maxime quando in continenti et ex calore ire fit et

[fol. 110v]

non ex maturo consilio et pensato animo, quia difficile est temperare dolorem, C. *De adulteriis, L. Graccus*. Si tamen clericus vocaretur ab uxore ad turpitudinem et hoc provocaret maritus et sic eum verberaret, sic secundum Monal, uterque vir et uxor sunt excommunicati. Hec propositio habetur ex c. *Si vero*, primo, § ultimo. Et licet Inno et Hosti extendant ad alias personas, facilius tamen est secundum Pa ut non extendatur nisi ad 4or predictas, cum hec materia sit odiosa clericis et exorbitans a dispositione juris, ideo debet intelligi a dispositione juris, ideo debet intelligi in propriis terminis.

A. Qualiter quis excusatur ab homicidio se defendendo<sup>3562</sup>.

Dixi 6° aut sua deffendendo, quia licet pro deffensione persone et etiam pro deffensione rerum sive bonorum alium ledere. Et quomodo hoc fieri posset dicam primo de deffensione persone, 2° de deffensione rerum.

Premitto tamen pro intellectu utriusque: quid dicatur moderamen inculpate tutelae? Respondet Bar in L. *Furem, ff. Ad Legem Corneliam, De sicariis*, quod inculpata tutela est facere id sine quo aliter se deffendere non potest sine periculo persone vel rerum.

---

3560 Lecture douteuse.

3561 Marge. Titre dans la table: *Percutere clericum quando licet*.

3562 Marge. Titres dans la table: *Homicida excusatur et Excusatur quis ab homicidio*.



Et hic modus plus placet, licet Bal. in L. prima, C. *Unde vi*, dicat quod tria requiruntur, set tu tene in hoc Bar.

Set quero: quid si aliquis excedere modum in deffendendo, quia cum evadere potest vulnerando occisorem voluit eum occidere.

Questio est notabilis, in c. 1, *De pac*<sup>3563</sup> *te in usibus* Fre. dicit singulariter quod ille non erit puniendus pena mortis, punietur tamen de excessu arbitrio boni viri seu iudicis; tamen secundum Inno et Hosti et dominum Anth. in c. *Olim causam, Extra, De restiutione spoliatorum*, Si excedit a proposito<sup>3564</sup>, sic tenetur de dampno et hoc tunc in foro anime quia peccat mortaliter, Si autem non a proposito, sic non tenetur ad aliquam satisfactionem.

Veniamus ergo, hoc premissis, ad primum de deffensione persone, de quo pono unam propositionem talem.

Omnes sive sint laici sive clerici sive religiosi possunt pro tuitione sue persone se deffendere. Et si ita invadantur quod aliter non possint mortem vitare nisi occidant vel mutilant invasorem, hoc possunt sine culpa et pena irregularitatis facere ita quod statim presbiter posset celebrare secundum Jhoan de Ligna, *Tractatu de justo bello*. Hec propositio ponitur a legistis in L. *Ut vim*<sup>3565</sup>, ff. *De justitia et jure*, et in L. *Scientiam*, § *Qui cum aliter*, ff. *Ad Legem Aquiliam*, et a canonistis, *Extra, De homicidio*, in c. *Significasti* et in Clementina unica<sup>3566</sup> *Extra*, eo. Facit etiam de persona c. *Jus naturale*, et c. *Olim*, primo, *De restitutione spoliatorum*. Et intellige contra quem quis se deffendit injuriose vult eum ledere, quia si juste et ordine servato justitie procederet non posset se deffendere sine peccato.

Set quero: si interficit pro deffensione alterius persone quam aliter non poterat salvare?

---

3563 Lecture difficile.

3564 Voir ANGELUS, *Defensio*, § 5

3565 *Ut vim*: correction de *Vm*

3566 Manuscrit: *cle fu* ou *Sn*: soit *clausula secunda*, soit *Cle un...* Je choisis la *Clémentine*, vu la suite: *in dicta cle unica*.

Respondeo quod licet hoc possit sine omni peccato quando alius volebat talem personam occidere, tamen irregularis efficitur, ut notatur in dicta *Cle. Unica*.

Secundo de deffensione rerum pono propositionem sequentem contra legistas qui dicunt quod licet pro deffensione rerum suarum si aliter salvare non poterit impune occidere, ut in L. *Furem, ff. De sicariis* et in L. *Itaque, ff. Ad Legem Acquiliam*. Et vide De Li-a ubi prius, Nam hic teneatur C. et dimittatur P.

Itaque dico hanc propositionem:

Quamvis liceat pro rebus suis salvandis sive recuperandis pugnare bacculo sive gladio, non tamen licet pro rebus tantum salvandis usque ad occisionem aut mutilationem procedere, ymo potius debet omnem jacturam rerum sustinere. Hec propositio est Pa in c. *Suscepimus*, eo tit. et facit c. *Olim*, primo, *De restitutione spoliatorum*. Et quod peccat occidendo pro salvatione rerum tantum satis probatur, sicut dicit Panor in c. 3<sup>o</sup><sup>3567</sup>, eo tit., in textu ibi se et sua, et loquitur copulative, ergo pro rebus solum non est licitum occidere furem nocturnum. Et ita tenet glosa, 23, q. 3, in principio. Si hec opinio Pa esset vera, non videretur bellum esse justum quod indiceretur pro rebus recuperandis, quod tamen non est contra dictum c. *OLim*. Non consulerem quod occideretur homo pro rebus tuendis, set nec dampnarem

[fol. 111r]

qui occidit eum qui alio modo sua salvare nequit, maxime furem nocturnum.

Posset tamen legistarum opinio rationabiliter intelligi, quando non possent res aliter conservari sine homicidio et ex subtractione incurreret periculum famis vel mortis personis quibus substrahuntur, et sic intelligo c. *Si perfodiens, Extra*, eo, et L. *Itaque, ff. ad L. Acquiliam*.

Et nota quod tam **clericus** quam **laicus possunt** facere ut<sup>3568</sup> fugiant quod non<sup>3569</sup> facerent ne perderent res **quia fuga est injuriosa**, ut **L. Apud Labeonem, ff. De injuriis**, Et dicit **Si**<sup>3570</sup> in **L. Si ex plagis, § Tabernarius, ff. Ad L. Aquiliam**, quod fuga reddit fugientem viliolem, ergo si licet pro jactura rerum, multo magis pro injuria corporali, que est major injuria, **L. In servorum, ff. de penis**.

Nota quod licet tantum fuerit sermo de occisione, tamen generaliter Quicumque occidit, truncat, mutilat, verberat, ledit notabiliter personam proximi aut animum deliberatum ledendi habuit, peccaret mortaliter, nisi in quantum fieri liceret a lege ut minister legis: quod satis potest haberi ex verbis Christi, *Math.*, 5. Et generaliter doctores sic intelligunt istud preceptum quintum<sup>3571</sup> et non solum in facto homicidii, set de incarceratis erunt particulares propositiones.

#### B. De incarceratis<sup>3572</sup>.

Prima Incarceratus qui fuit relaxatus sub juramento suo quod rediret ad carcerem tenetur redire etiamsi subsit periculum mortis, dummodo mors vel carcer non sit injuriosus. Hec propositio est Panor in c. *Si vero, Extra, De jurejurando*, et glosa notabilis in *Cle. Pastoralis, De re judicata*

Secunda propositio: Sicut judex circa condemnatum habet potestatem quo ad tria, scilicet in capiendo, vinculando sive incarcerando, et occidendo, sic ipse reus habet potestatem nec peccat fugiendo, ymo tenetur vitam suam custodire, alias est homicida, Et contra voluntatem custodis potest clam panem accipere, quando videretur se fame mori. Et intellige quod predicta faciat sine injuria judicis, scilicet quod si est vinculatus non solvat vincula, si carcer clausus non rumpat Set si debet suspendi alios percutiendo non se deffendat, set patienter debet sustinere, quia quo ad ista tria judex habet potestatem supra ipsum. Exemplum de agro sepi clauso: non licet alicui intrare frangendo sepem.

---

3568 *Ut*: correction de *ne*.

3569 *Non*: ajout. Il demble qu'il y ait une lacune par rapport à ANGELUS, *Homicidium*, 3, § 2: le clerc est tenu de fuir pour sauver sa personne et ses biens; le laïque, non, car la fuite est honteuse; mais au final, clerc et laïque, s'ils peuvent fuir, n'ont pas le droit de tuer ou de mutiler, sous peine d'irrégularité.

3570 *Sic*.

3571 *Quintum* correction de *octavum*

3572 Marge. Titre dans la table: *Incarceratus ad mortem fugiendam tenetur*.

Hec omnia ex Henri, *Quolibet* 9, q. 26, et q. 25

Nota pro iudicibus inquirentibus per tormenta<sup>3573</sup>.

dicit quod iudex peccat mortaliter inquirendo per penas ab aliquo condemnato ad mortem complices suos qui non sunt de hoc infamati nec in iudicium vocati, ymo peccant ipsi rei hoc revelantes quando peccata sunt occulta, et ne hoc dicerent debet a confessoribus inhiberi. Unde doctor quidam Parisiensis super prologum Sco, qui erat valde peritus, dicebat quod est de gravissimis mundi peccatis, quia talia peccata scire est proprium solius Dei, quod nota pro iudicibus qui reos ponunt in questionibus.

Tertia propositio: Incarceratus non est iudicandus peccare mortaliter quando propter torturam profitetur se fecisse crimen quod non fecit. Ut autem hec propositio declaretur quero:

Utrum diffamans seipsum dicendo aliqua mala que non fecit seu commisit peccet mortaliter? Respondeo quod si facit propter tormenta evitanda sicut illi qui ad torturam ponuntur, non peccat set licite fieri potest, quia talis confessio facta tali metu non valet nec etiam si fiat contra alium. Si vero non fiat ex tali metu peccat mortaliter et tenetur retractare, argumento c. *Non sunt audiendi*, 11, q. 3; glosa tamen in c. 1, 15 q. 6, tenet quod etiamsi facit propter tormenta peccat mortaliter, set ei non credo, quia non est mendacium perniciosum nisi forte in casu quando ratificaret post tormenta, ex qua ratificatione occidendus ipse vel alius dampnificandus, quia sic mortaliter peccaret, et tenetur retractare quo ad id quod dixit de aliis, set quo ad id quod dixit de se et propter dolorem tormentorum quem timeret iterum sibi infligi potius si<sup>3574</sup> preeligeret mori quam ipsum pati, non audeo dicere quod tenetur retractare, set non audeo ipsum a peccato mortali, si non retractaret, excusare. Ideo caveatur hic a P.

C. De torneamentis<sup>3575</sup>.

Verum quia sepe in torneamentis et bellis fiunt et committuntur homicidia, ideo merito hic est dicendum de torneamentis et bellis.

---

3573 Marge. Titre dans la table: *Judices inquirentes per tormenta*

3574 *Si*: ajout.

3575 Marge. Titre absent dans la table

Et quoad primum quero: Utrum torneamenta, que sic dicuntur **quia**<sup>3576</sup> **circumiendo se percutiunt aliqui ad ostensionem virium** ut patet c. 1<sup>3577</sup>, *Extra, De torneamentis*, sint prohibita. Respondet Hosti, dicto c. 1, et sequitur Pa quod sic, et stat eorum responsio in duabus propositionibus.

Prima: **Omnis**<sup>3578</sup> **ludus**

[fol. 111v]

**etiam ad ostensionem virium factus** vel ex causa virtutis experiende **ex quo imminet periculum mortis probabalter** est prohibitus **nedum de jure canonico**, ut patet dicto c., **set etiam de jure civili**, *C. de gladiatoribus*, L. unica [...] <sup>3579</sup> § **item Senatus, ff. de postulando** [...] <sup>3580</sup> **quia ut dicitur in Authentica, ut omnes obediant suis iudicibus, § 1, Fortitudo sine iustitia non est laudabilis, et loquitur de fortitudine que exercetur cum armis**, et ita est mortale.

Secunda propositio: **Ludus causa experiende virtutis ubi non imminet periculum mortis** non est prohibitus **etiam de jure canonico, et casus contingens non imputabitur**, L. *Qua actione*<sup>3581</sup>, § *Si quis, Ad legem Aquiliam*. Et per istas propositiones **potes scire quando hastiludia licent. Quod nota**. De bello autem hic nihil dico, quia habeo supra in denario bellatorum.

D. De peccato gule<sup>3582</sup>.

Peccatum gule est appetitus inordinatus cibi vel potus. Ex quo patet quod bene dicit Tho quod gula dividitur in ebrietatem et comessionem sicut in suas species; ideo deffinitio dicit: appetitus inordinatus cibi, ecce comessatio, vel potus, ecce ebrietas. Et licet secundum beatum Grego-m, 20<sup>3583</sup> *Moralia*, et habetur *De Consecratione*, dist. 5, quinque dicantur species gule,

---

3576 ANGELUS, *Torneamentum*, pr

3577 2

3578 ANGELUS, *Torneamentum*, §1

3579 ANGELUS: *et Lex 1*

3580 ANGELUS: *(et lex1) debet intelligi de alio ludo (quia...)*

3581 *Actione*: correction de *occasione*

3582 Marge. Titres: *Gule peccatum* et *Gule species*.

3583 XX: selon ANGELUS, *Gula*, pr (20 et non 2)

tamen quando est peccatum mortale, ultra illa que dixi in aliis locis, dicam nunc duo.

Primo ponam ternarium in quo continebuntur gule transgressionis mortales et ex quo poterunt formari interrogationes,

2° ponam resolutorias propositiones per quas poterunt dari judicia et responsiones.

Primus articulus<sup>3584</sup>.

De primo sit iste ternarius. Per peccatum gule potest quis peccare tripliciter, scilicet Superflue edendo,  
Excessive bibendo,  
Jejunia omittendo.

Et similiter possunt formari interrogationes de superflue edendo: si nimis comedit, etc., secundum doctrinam in principio datam.

Secundus articulus<sup>3585</sup>.

Prima propositio principalis: mortaliter per gulam offendit quis multipliciter<sup>3586</sup>.

Quantum ad 2um sit prima propositio, quam elicio ex Tho et Alexandro et Bo-ra. Comestione sive comedendo potest quis offendere mortaliter quater, scilicet ratione Inhesionis,  
Vomitionis,  
Occasionis,  
Lesionis.

Primus casus ratione inhesionis, quia sic inheret quod tunc si sciret esse contra Dei preceptum non intermitteret quasi ibi finem suum constituens sicut fecit Esau.

2us ratione vomitionis, et de isto vomitu nota quod sunt tria, scilicet Coitus, vomitus ebrietas.

---

3584 Marge. Titre absent dans la table.

3585 Marge. Titre absent dans la table.

3586 Marge. Titre absent dans la table.

De primo artum<sup>3587</sup> est apud doctores consulere coitum propter sanitatem recuperandam extra matrimonium quod est mortale et consilium accipere, idem communiter etiam tenetur de ebrietate. Set de 2° est communis opinio que tenet quod non est mortale vomitum consulere aut procurare propter sanitatem, set solum est dubium an aliquando sit mortale; et mihi placet opinio<sup>3588</sup> que tenet quod sit mortale vel signum mortalis voluptatis quando procuratur propter solam voluptatem et ex hoc ebentur non curantes de Deo vel de salute secundum illud *Phi.* 3°: Quorum deus venter est, sicut quidam porcini et bestiales qui ut sepius possint comedere semel accepto cibo vomunt ut iterum alium sumant, et hujusmodi.

3us ratione occasionis sive inductionis, quia aliquis probabiliter videt quod sumpto cibo est sibi occasio in peccatum luxurie vel alterius mortalis tenetur vitare occasionem.

4us ratione lesionis, quia homo advertens bibens et comedens infert sibi dampnum notabile, puta infirmitatem et hujusmodi, vel quia perdit usum rationis, peccat mortaliter. Et notanter dixi notabile, quia infirmus videns quod ex potu vini<sup>3589</sup> vel hujusmodi incurret augmentum febris quod non faceret si abstineret, non est judicandus peccare mortaliter, quia non incurrit ipsum malum set aliquem ejus gradum.

Nota qualiter licet abbreviare vitam<sup>3590</sup>.

Et pro hoc facit dictum magistri Jho de Gersonio, cancellarii parisiensis: Licet, inquit, agere multa, sive temporalia sive spiritualia per que abbreviatur vita corporalis aut incurritur infirmitas, dummodo intentio hominis non directe et immediate feratur super eo quod est abbreviare vitam vel infirmitatem incurere tanquam super finem ultimum, quod quoque non fiat pro fine prohibito quemadmodum desperantes ut stoici consulebant.

De hiis intelligitur auctoritas Jhero dicens: Non differt utrum magno vel parvo tempore te<sup>3591</sup> interimas.

---

3587 Lecture difficile.

3588 *Sic*

3589 Suppression d'un second *videns*

3590 Marge. Titre dans la table: *Vitam abbreviare licet.*

3591 Ajout d'après THOMAS, IV *Sent.*, d 15, q 3

2a propositio principalis de ebrietate<sup>3592</sup>

2a. propositio de ebrietate est hec:

In ebrietate potest quis peccare quadrupliciter,

[fol. 112r<sup>3593</sup>]

E. Ebrietas quando mortalis est<sup>3594</sup>

Ratione delectationis,

Ratione procurationis,

Ratione venditionis,

Ratione omissionis.

Pro ejus declaratione dico primo quod ebrietas est mortalis ratione delectationis quando scilicet aliquis sciens vim vini propter delectationem quam habet in potu scienter inebriat, et idem de medico qui hoc consulit scienter.

2°, ratione procurationis, ut illi qui alios inebriant ad ridendum ponendo sal in vino et hujusmodi.

3um. secundum Florentinum ratione venditionis, sicut tabernarii qui propendunt aliquos ex nimio sumpto potu<sup>3595</sup> inebriari et experti sunt plures et non curant propter avariciam vendidi vinum et possent sine rixa et injuria eos repellere et advertunt quod Deus offenditur mortaliter.

Quarto secundum Ulder<sup>3596</sup> ratione omissionis, quia scilicet omittit aliqua implere que sunt de precepto, ut si omitteret dicere horas; set istud non placet quia eodem modo dicerem quod gula esset mortalis ratione transgressionis quando scilicet dimitterem jejunia precepta, et tamen puto quod est unum solum peccatum, scilicet non jejunare et similiter horas non dicere, licet ad id inclinet vel suadeat cibus aut potus, nisi forte quis eo fine et intentione biberet ut non diceret horas, quia tunc bene credo quod ibi sunt duo mortalia.

---

3592 Marge. Titre absent dans la table.

3593 Déplacement de la référence après *peccare quadrupliciter*.

3594 Marge. Titre dans la table: *Ebrietas quando est peccatum*.

3595 Suppression d'un second *aliquos*

3596 Lecture difficile (*ul* peut se lire: *m*).



F. De ieiunio.<sup>3597</sup>

Tertia propositio de jejunio est hec: Sicut est determinatum pro juvenibus ante quod non tenentur jejunare sic etiam determinatum est pro senibus post quod non tenentur jejunare vel, ut aliis melius placet, quo ad jejunia etatis sumenda est determinatio ex parte fortitudinis corporalis. In hac propositione sunt duae partes secundum duas opiniones contrarias in ipsa positas, quas ambas puto probabiles. Prima magis inimitur auctoritati, 2a. rationi, Nec tamen prima est sine ratione nec 2a. sine auctoritate.

Dicitur autem in *Summa* 2a. opinio quod tam in juvenibus quam in senibus, citius quo ad juvenes vel tardius quo ad senes, est jejunandum secundum quod in uno juvene vel in uno sene invenitur major fortitudo corporalis. Set prima opinio dicit duo tempora determinata esse. Et primo dicunt quidem quod est plena pubertas que est in 17 anno in muliere et 18 in masculino, secundum alios est annus 25, ar. L. finalis, C. *De hiis qui veniam aetatis impetraverunt*. Set hec non sunt tenenda, ideo tene cum Hosti in c. 3, *De observatione jejunii*, et cum Tho in 4°, dist. 15, quod est annus 21us, antequam nullus tenetur de precepto; tamen esset bene conveniens ut etiam in hoc tempore juvenes se exercerent etiam secundum modum sue possibilitatis ad jejunandum ut dicit Tho. Novicii quoque et juniores<sup>3598</sup> religiosi, secundum Yvo<sup>3599</sup> super solvendo jejunio, juxta discretionem se gerere debent. Et predictis Tho et Yvo potest non irrationabiliter dici quod etiam professi in ordine Minorum ante dictam etatem 21 annorum non teneantur nisi ad jejunia regule que expresse in regula continentur. Ad alia vero jejunia ecclesie non tenentur ex regula nec ex precepto ecclesie.

---

3597 Marge. Titre dans la table: *Jejunium*

3598 *Juniores* et non: *jejuniores*

3599 Lecture douteuse. YMOLA, JOANNES DE YMOLA existe dans la liste d'ANGELUS, mais YVO correspond mieux à ce qui est visible.

De 2° tempore similiter est diversa opinio. Quidam dicunt quod senes non tenentur post annos 55, argumento L. 2, § finali, *ff. De decurionibus* in textu, et in glosa ibidem, ubi excusantur a muneribus personalibus post 55 annum, excepto a tutela et cura a quibus solum excusantur post 70 annum, *C. Qui etate*, L. unica. Set tu tene cum Ricar quod est annus 70, et homines 70 annos habentes dicuntur nimium senes sive decrepiti. Unde secundum glossam in principio *Sexti*: A septuaginta ultra non dicitur quis in senectute, set in senio, quod est amarum etatum [...] <sup>3600</sup>, tamen ad hoc facit psalmus: Anni nostri in ipsis septuaginta anni. Pro hoc etiam facit L. unica, juncta L. 2a., § fi., *ff. De decurione*, unus major septuaginta annis ultra excusatur quo ad executionem munerum non personalium, ergo magis excusabitur a jejuniis, quod est maximum onus non solum senibus, set etiam juvenibus. Hoc idem tenet Inno dicens quod idem est iudicium de senibus quod de infirmis et debilibus. Idem Astex.

[fol. 112v]

G. Regule quibus conceditur non ieiunare <sup>3601</sup>.

Hic addo 4° regulas per quas multe questiones poterunt solvi.

Prima: numquam persona que habet sumere cibum non solum pro se, se pro alia, tenetur jejunare. Exemplum de muliere pregnante et nutrice.

2a. regula: Numquam quis est iudicandus de mortali propter fractionem jejunii, quando frangitur propter aliquam causam piam utilem communitati et saluti animarum et huiusmodi. Et pro hac regula probanda vide que dixi supra <sup>3602</sup>. Non enim verisimile est, ut dicit Tho et Astex post ipsum, legislatorem voluisse per huiusmodi precepta excludere alias pias causas et magis necessarias.

---

3600 Blanc

3601 Marge. Titre absent dans la table.

3602 Blanc

Quidam limitant quo ad peregrinos, quando non potest peregrinatio differi, et eodem modo dicunt de viatoribus, cursoribus et hujusmodi secundum predictam responsionem sive limitationem. Ponit Pe Pa in eadem dist. 15 et pro laboratoribus; facit quod Euge-us papa 4us<sup>3603</sup>, anno Domini 1440, indulget quod artifices laboriosa opera exercentes et rustici sive pauperes sive divites non tenentur ad jejunandum sub precepto peccati et quod absolvi possunt, sed inducantur ad elemosinas et alia bona facienda. Et bene propter causam piam quia intentio majoris lucri non excusat secundum Astex. Similiter non excusantur, qui volunt conducere operarios quando jejunt, nisi causa sit necessaria secundum Astex que festinationem requirit.

3a regula: Bibens aut comedens mane sive sero, sive sint electuaria sive fructus et hujusmodi, numquam tamen frangit jejunium, dummodo talia non accipiantur ad famem extinguendam sive principaliter ad nutriendum, set solum per modum medicine et ne stomachus gravatur. Hec regula est Petri de Pa in 4°, ubi prius.

4a. regula erit de cibis et hora comedendi. Standum est consuetudini tam quo ad horam comedendi quam quo ad cibos.

Nota qualiter obligetur quis ad jejunium<sup>3604</sup>

Semper habeatur in memoria quod omne jejunium est de jure positivo in lege nova; quare semper notatur obligatio juris positivi (et est abstinencia cibi secundum sanctum Bonaventuram in IV, di 15)<sup>3605</sup> parte 2a.

Pars prima hujus propositionis est Archidi *De consecratione*, dist. 1<sup>3606</sup>, c. *Solent*.

2a. pars, scilicet quo ad cibos, habetur c. *Denique*, dist. 4. Et cum hoc transeunt communiter canoniste super rubrica de observatione jejunii, Et theologi in 4°, dist. 15.

---

3603 IV correction de III

3604 Marge. Titre absent dans la table.

3605 Ajout: de *Et est...di 15*, selon ANGELUS, *Jejunium*, pr. Cet ajout m'a paru nécessaire principalement à cause du  
*2a pars (hujus propositionis)* qui vient ensuite.

3606 1: ajout (blanc)

Et per predictam regulam patet quomodo frangunt jejunium lectores mense, servitores nobilium et hujusmodi qui consueverunt aliquid prelibare aut sumere ne deficiant in legendo aut serviendo vel propter aliam causam. Nec etiam peccant saltem mortaliter qui preveniunt horam consuetam nisi per notabile tempus ante alios comederent vel sine causa.

Peregrini si teneantur<sup>3607</sup>

Set quero: utrum peregrini teneantur ad jejunia terrarum ad quas transeunt? Petrus de Pa, prout recitat Archi Flo dicit quod si consuetum est in aliqua diocesi quod jejunetur 3° die, illi de diocesi tenentur jejunare sicut si episcopus indiceret, *De consecratione. dist. 5, Jejunia.*

Consuetudo qualiter obligat<sup>3608</sup>

Consuetudo enim rationabilis et prescripta obligat, et quo ad indigenas, 12 dist. Illa. Alienigene vero si veniant causa habitandi, ex tunc obligantur jejunio consuetudinario sicut illi de diocesi, sicut si esset ex scripto. Si autem transeunt per terram non ligantur consuetudinibus nec statutis dicte terre, tenentur tamen non scandalizare. Unde occulte comedere possunt secundum consuetudinem terre sue. Videtur tamen quod consuetudo laycorum non ligat clericos nec secularium clericorum religiosos, quia distincti sunt modi abstinentie inter hos tres status.

Item excusantur alienigene quamvis in terra eorum jejunetur, ex quo venerunt causa remanandi.

Set qui faciunt transitum per terram sicut nec obligantur ad jejunia illius terre sic nec liberantur a jejuniis terre sue. Hec Pe de Pa. Istud non auferem asserere quod solum per consuetudinem terre vel per statutum episcopi jejunium illud servatur, quando sunt extra terram suam, quia teneantur ad illud. Tamen est glosa, d. 8 *Qui contempta*. Est alia opinio huic contraria, scilicet quod non peccant illi qui non consueverunt comedere carnes in patribus suis die sabbati vel hujusmodi comedendo in aliis partibus ubi non est consuetudo vel e contrario.

---

3607 Marge. Titre absent dans la table.

3608 Marge. Titre absent dans la table.

Et pro hac opinione multum facit c. *Quia dies* [...] <sup>3609</sup> et 12 dist. illa. A contrario sensu intellige nisi alias voto vel abstinencia regulari specialiter sint adstricti.

Aliud dubium est de uxoribus <sup>3610</sup>: An propter prohibitiones maritorum debeant dimittere jejunia?

Respondeo secundum Pa super rubrica, eo tit., quod jejunia voluntaria non debent explere sine licentie maritorum, 33, q. 5, *Noluit*, et c. *Manifestum*. Set ad necessaria indicta per ecclesiam

[fol. 113r]

obligantur, nec excusat maritorum prohibitio quia obediendum est Deo magis quam hominibus. C.11 <sup>3611</sup> q. 3, c. *Julianus*, nisi oriretur scandalum inter ipsas et maritos; tunc enim cum licentia sacerdotis, ubi actu contraveniret tale scandalum, licet. Quod nota.

H. Preceptum ecclesie non obligat cum scandalo <sup>3612</sup>.

Pro hoc facit quod preceptum ecclesie positivum non obligat quem cum scandalo [...] <sup>3613</sup> ut in c. 2, [...] <sup>3614</sup>. Scandalum autem dicitur oriri quando propter hoc vir procederet ad facta, puta ad verbera, vel provocaretur ad blasphemandum Deum et sanctos et hujusmodi, quod scire potest ex retroactis eisdem factis, tunc et in similibus potest salva conscientia dicta jejunia omittere et obedire marito.

Qualiter peccant non jejunantes in 40a <sup>3615</sup>.

Praeterea quero: utrum dimittens unum diem <sup>3616</sup> teneatur jejunare alium sive utrum non jejunans uno die teneatur altero die jejunare? Respondet Pa in c. 2 <sup>3617</sup> *De observatione jejunii* et ponit diffuse motiva pro utraque parte seu opinione <sup>3618</sup> et concludit: Non valens jejunare uno die non tenetur jejunare alio. Et Hosti tenet quod verius videtur.

---

3609 Blanc

3610 Voir ANGELUS, *Jejunium*, § 17

3611 11: ajout (blanc)

3612 Marge. Titre absent dans la table.

3613 Blanc

3614 ANGELUS, *Jejunium*, § 17: c. 2, *De novi operis nunciatione*

3615 Marge. Titre absent dans la table.

3616 Voir ANGELUS, *Jejunium*, § 21

3617 2: d'après ANGELUS, *Jejunium*, § 22 (Blanc)

3618 *Sic*

**Set<sup>3619</sup> numquid tociens peccat mortaliter quotiens comedit in die jejunii fracti sine causa? Respondet Iho Neapo in *Quolibet* [...] <sup>3620</sup> quod sic, quia videtur reduci ad preceptum negativum. Set magis placet opinio Durandi in 4° quod non nisi semel, nisi comedens novo contemptu mentis pluries comederet, quia tunc totiens peccaret mortaliter. Et hec est opinio communior, aliter obligaretur ad impossibile, quia ex quo semel jejunium fregit, jam amplius illo die non potest facere. Et ideo preceptum sibi factum impossibile.**

**Secus esset de jejunio quadragesimali, quia licet fregerit uno die potest tamen et tenetur altero die jejunare, et sic quot dies omittit in 40a., tot peccata committit mortalia si nulla sit necessitas vel ratio excusans ita quod evacuaretur vis precepti et tota ratio infringeretur.**

**Quid<sup>3621</sup> si vigilia aliquarum solemnitatum veniat in dominica?**

**Respondeo quod in sabbato precedenti jejunanda est, ut in c. 1, 2, et 3, De observatione *jejuniorum*.**

Utrum liceat jejunare in dominica et aliis festis solemnibus? Respondeo quod sic, nisi quis faceret volens deviare a consuetudine populi christiani, quia turpis est pars que suo toto non congruit universo [...] <sup>3622</sup>. Potest etiam **illicitum** <sup>3623</sup> esse secundum Tho ubi supra, **si adeo pertinaciter jejunium teneret quod non crederet per devotionem** <sup>3624</sup> **festi utilitatem jejunii compensari posse.** Idem dicit quando ex aliqua superstitione hoc faceret. Adverte quod de dispensatione jejuniorum habes infra de dispensatione.

J. De peccato accidie <sup>3625</sup>

**Accidia secundum** <sup>3626</sup> **Damascenum est tristitia agravans mentem ut nihil boni agere libeat. Et hec deffinitio secundum Alexa 2a. 2e. est essentialis; alie date a doctoribus sunt per effectus.**

---

3619 En caractères gras, ANGELUS, *Jejunium*, § 22

3620 Blanc

3621 ANGELUS, *Jejunium*, § 8

3622 Blanc

3623 *Illicitum correction d'un second etiam.* En caractères gras, citation de THOMAS, IV, d 15, q 3, a3, ad 2

3624 Suivi de trois mots barrés.

3625 Titre inséré dans le texte; dans la table: *Accidia et ejus species*.

3626 ANGELUS, *Accidia*, pr

De hoc peccato sicut feci de aliis, Primo ponam unum ternarium in quo continebuntur transgressiones, ex quo formari poterunt interrogationes sive examinationes.

2° ponam propositiones, ex quibus poterunt dari responsiones.

Primus articulus<sup>3627</sup>

Quantum ad primum sciendum, non ponendo ea que aliis locis dixi, quod in peccato accidie potest quis peccare mortaliter tripliciter scilicet

Infirmiorem incurrendo,

In Spiritum sanctum delinquendo,

Correctionem negligendo.

Et conformiter debet sic peccator examinari, si ex nimia tristitia incurrit infirmitatem, etc.

Secundus articulus<sup>3628</sup>

1a propositio principalis de tristitia et atediatione<sup>3629</sup>

Quantum ad secundum sit prima propositio:

Quicumque attediatur ex tristitia permittit se incurrere aliquam infirmitatem gravem sive corporalem sive spiritualem, cum posset se juvare, peccat mortaliter, quia est contra illud preceptum: Diliges proximum tuum sicut teipsum.

Hec propositio est Alex, ubi prius. Unde quo ad maritos vel filios mortuos et quo ad infirmitatem spiritualem et corporalem caveant mulieres ne propter filios vel maritos mortuos nimis indiscrete defleant ob eamque causam<sup>3630</sup> decidant in dictas infirmitates.

Et<sup>3631</sup> quo ad infirmitatem spiritualem intelligo de illis qui deliberate propter amicos vel infortuniam disponunt non se facturos aliquid boni, et intelligo de bono ad quod obligantur, vel quando sic absorbetur a tristitia aliquis quod vellet non esse creatus vel esse mortuus quacumque etiam mala morte<sup>3632</sup>.

K. Secunda propositio principalis, de peccato in Spiritum Sanctum<sup>3633</sup>

Secunda propositio est de peccatis in Spiritum Sanctum, et de istis est duplex modus dicendi: unus communis quam sequuntur doctores communiter qui est quod

[fol. 113v]

sunt species peccati in Spiritum sanctum, scilicet

---

3627 Marge. Titre absent dans la table.

3628 Marge. Titre absent dans la table.

3629 Marge. Titre absent dans la table.

3630 *Ob eamque causam*; correction de *ob causamque*

3631 Pas de titre en marge, mais titre dans la table: *Tristitia boni quando est peccatum*.

3632 *Morte*: ajout

3633 Marge. Titre dans la table: *Peccatum in Spiritum sanctum et ejus species*

Species peccati in Spiritum<sup>3634</sup>.

Presumptio,

Desperatio,

Impugnatio agnitione veritatis,

Invidentia fraterne gratie,

Impenitentia,

Consternatio.

Et secundum istos doctores peccatum dicitur in Spiritum sanctum, quod tollit auxilium redendi in Deum et inveniendi misericordiam Dei.

Set quia de pluribus speciebus hujus peccati dixi in aliis locis sicut de impugnatione veritatis in pertinacia et discordia et de invidentia fraterne gratie in peccato ire et invidie etc., ideo nunc sequitur alius modus dicendi in speciali, qui est Sco, disti. 43, 2i. *Sententiarum*, qui ponit solum duas species hujus peccati vel ad plus tres, scilicet

Obstinationem,

Desperationem,

Impenitentiam.

Set accipio nunc obstinationem et impenitentiam pro eodem, licet quidam distinguant penes preteritum et futurum.

Opinio Scoti de peccato in Spiritum<sup>3635</sup>.

Unde secundum Sco peccatum in Spiritum sanctum solum dicitur obstinatio desperatio formaliter loquendo vel obstinatio sive impenitentia que sequitur ex desperatione virtualiter loquendo.

Pro declaratione specierum hujus peccati exponam quomodo hoc peccatum dicitur irremissibile dupliciter alio modo quam dicatur quodcumque aliud peccatum irremissibile.

Peccatum in Spiritum Sanctum irremissibile qualiter est<sup>3636</sup>.

Primo modo quia nullum peccatum aliud oponitur directe principio remissionis et remittenti<sup>3637</sup> nisi istud, quia hoc solum aufert a Deo misericordiam que est principium remittendi peccata et non dat sibi nisi justitiam et hoc habet in quantum est cum desperatione: talis etiam diffidit et desperat de misericordia Dei.

2° quia corrumpit dispositionem ad misericordiam seu remissionem in eo cui debet remitti quia sicut dicit idem Scotus in 4°, 43<sup>3638</sup> principium dispositivum ad remissionem peccati in peccatore est aliquis displicentia de peccato cum conversione ad Deum.

---

3634 Marge. Titre: voir au dessus.

3635 Marge. Titre absent dans la table

3636 Marge. Titre dans la table: *Peccatum irremissibile*.

3637 *Remittenti*: correction de *remittentis*.

3638 43: ajout (blanc).



Hoc autem peccatum in quantum habet propositum de non penitendo in obstinato tollit omne tale dispositivum, ideo hic occurrit una difficultas de hominibus divinam inspirationem necligentibus sive contempnentibus, de quibus dico quod necligere divinam inspirationem est mortale; quando peccator a divina gratia incitatur ut convertatur et quando Dominus facit ipsum cogitare vel advertere mala que fecit quod sint gravia et tanta, tunc peccator tenetur actu dolere de suo peccato, et si non dolet et conteratur, peccat mortaliter novo peccato. Hec Alex 2a. 2e., *Tractatu de necligentia*, q. 8<sup>3639</sup>. Concordat Bo-ra, dist. ultima primi, ubi tractat de conformitate voluntatis nostre ad divinam. Idem Sco, dist. 27, q. 3, ut supra tactum est. Utinam hoc adverterent peccatores, qui vel in sermonibus vel in cubilibus sive locis privatis sepe sentiunt se incitari a divina misericordia et se non emendant.

L. 3a propositio principalis de necligentia in officiis.<sup>3640</sup>

Tertia propositio potest esse generalis quo ad officia, puta quod magistri peccant qui tenent scholas et non exercent debite officium suum, et sic de curatis et omnibus aliis; tamen nunc ponam de duobus, scilicet de instructione parentum sive patrinorum, Et de correctione prelatorum; Et hoc quia communius homines sunt necligentes hec facere, et sic peccant peccato accidie. Et etiam in particulari dixi de multis aliis in hoc libello in diversis locis.

De instructione parentum et patrinorum<sup>3641</sup>.

De primo erit prima propositio et est hec:

Parentes et patrini tenentur per se vel per alios docere parvulos quando sunt doli capaces ea que scire tenentur et que ipsi parentes possunt eos docere. Principaliter tamen hoc spectat secundum aliquos rectoribus et confessoribus, alias sunt in periculo. Et dixi per se vel per alios quia sufficit quia vel in scholis tenendo vel ad sermones vel ad curatum ducendo.

Item patre docente excusatur patrinus et econtrario.

---

3639 Lecture douteuse du chiffre.

3640 Marge. Titre absent dans la table

3641 Marge. Titre dans la table: *Negligentia parentium et patrinorum*.

Hec propositio habetur *De consecratione*, di. 4, *Vos ante omnia*. Et diebus festivis debet esse occupatio parentum in hujus modi doctrina et non dimittere ire ad coreas filios et filias. Facit pro hac propositione illud [...] <sup>3642</sup> *Ethicorum* quod filii parentibus non possunt digna reddere a quibus tria magna acceperunt, scilicet esse, nutrimentum et disciplinam. Facit etiam quod dicit De Lira *Postilla super psalmum 77*: Quanta <sup>3643</sup> mandavit patribus; [fol. 114r]

nota ea facere filiis suis.

Vide ibi. Ex quo patet quod <sup>3644</sup> predicta propositio est aprobata per canonistas, philosophos et theologos; ideo breviter transeo, quia alias longius disputavi, ubi inter ceteras rationes una erat ratio super operibus misericordie data, scilicet docere ignorantes quod est necessitatis ubi nullus alius facit et periclitatur ignorans; et intelligo periclitatur quo ad peccatum mortale vel eternam dampnationem.

Predicta tenet dominus Petrus de Campis, qui dicit: Patrinus, ut ait Augustinus, cum respondet pro filiolo in baptismo credo, obligat se Deo quantum in se est faciet ipsum credere, cum pervenerit ad annos discetionis. Et tenetur ex hac promissione docere lingua materna symbolum et alia necessaria.

Item Lingoniensis in tractatu suo qui incipit *Templum Dei*; tamen quantum ad ea que scienda sunt ex precepto tenetur quilibet christianus, habeo supra precepto primo.

M. De correctione prelatorum <sup>3645</sup>.

Duplex correctio

Quarta propositio erit de correctione set quia duplex est correctio: una prelativa sive punitiva aut increpativa, qua scilicet prelati vel superiores puniunt vel increpant subditos, Alia est fraterna correctio sive caritativa, que est quedam ammonitio fratris de emendatione peccatorum ex caritate fraterna procedens, ideo quarta propositio erit de correctione prelativa; et sic hec propositio:

---

3642 Blanc.

3643 *Quae* dans la *Vulgate*

3644 *Quod*: correction de *quo*

3645 Marge. Titre dans la table: *Correctio quando est de precepto et de correctione fraterna*.

Prelatus qualiter in corrigendo peccat mortaliter<sup>3646</sup>

Prelatus tripliciter in corrigendo peccat mortaliter. Declarando istam propositionem dico primo:

Si prelatus corrigit non ex zelo caritatis, set tantum animo nocendi, tunc peccat mortaliter si deliberate et in notabili nocumento hoc facit. Secus autem in modo indeliberativo quia prelatus qui non ex proposito excedit corrigendo excusatur per c. *Olim causam, De restitutione spoliatorum*. Nec tenetur petere veniam a subditis dummodo a proposito non excedat, ut in c. *Quando necessitas*, 86 dist., quia si excederet modum a proposito, puta si faceret ex malignitate vel ex odio, tunc tenetur petere veniam a subditis et tenetur injuriis, *L. Quemadmodum, § Magistratus, ff. De injuriis*.

Set quia in dicto primo casu dixi zelo caritatis, dicitur zelus caritatis dupliciter ut quando scilicet correctio fit vel ut correctus emendatur vel ut ceteri quietius vivant, 23, q. 5, c. *Prodest*.

Secundo correctio prelativa est mortalis omissione, scilicet quando prelatus omittit corrigere subditos delinquentes. Unde talis prelatus canis impudicus dicendus est potius quam episcopus, 83, dist. c. *Nemo*, et c. *Error*, et c. *Nichil*. Nec circa hoc debet esse remissus, quia dicitur: Qui parcat indigno ad contagium provocat universos: facilitas enim venie incentivum prebet delinquendi, 23, q. 4, c. *Est injuste* et c. sequenti.

Set ut iste casus clare intelligatur dico duas breves propositiones.

Prima est ad cognoscendum quando correctio sit exercenda vel omittenda. Semper debet inspicere finis correctionis, finis autem est ut vita hominum corrigatur, ut in dicto c. *Prodest* dicitur. Hec propositio satis habetur in c. *Comessationes*, 44 dist., et in c. *Ut constitueretur*, 50 dist. Ex hac propositione sequitur quod prelatus videns non expedire nec communitati nec illi qui corrigendus est, licite omittit correctionem.

2° sequitur quod si non noceret communitati nec etiam expediret et omittendo proficeret delinquenti, licite omittitur.

---

3646 Marge. Titre absent dans la table.

3° sequitur quod si noceret communitati, licet non proficeret delinquenti, tunc non esset omitenda, quia bonum commune est preferendum particularii<sup>3647</sup>.

2a. propositio: Prelatus videns se posse emendare aliquod delictum mortale sive sit occultum sive manifestum, tamen negligit corrigere, peccat mortaliter, ar., 83 dist. per totum, et 2, q. 7, c. *Qui nec sui*, et glosa, 25 dist., § *Alias ea demum*, dicit quod taciturnitas in prelato est peccatum mortale. Et intelligo predicta in criminalibus, quia venialia non tenentur sub pena peccati mortalis corrigere, sic etiam intellige sequentia.

3° est peccatum mortale quando secreta corrigit publice sicut sepe videmus quod prelati coram omnibus

[fol. 114 v]

ea que fuerunt in secreto commissa objiciunt delinquentibus et publice eos increpant et puniunt.

Illud enim quod dicitur *Math.* 18, Si peccaverit in te frater tuus, habet locum si velit corrigere prelatus sicut frater quod scilicet quando peccatum est occultum ejus correctio non pertinet ad prelatum. Hic casus habetur 2, q 7, c. *Accusatio*, ubi dicitur quod si aliqui sacerdotes ante secretam monitionem accusare vel infamare presumpserint excommunicentur. Tamen pro clariori intellectu vide que statim dicam de correctione fraterna, quando debet precedere monitio secreta denunciationem. Et notandum quod aliqui doctores addunt 4um casum in quo prelatus corripiendo peccat mortaliter, scilicet quando est in peccato mortali et hoc sive occulto sive manifesto; et hujus opinionis est Pe de Palu in 4°, dist. 19, et intelligit de prelato spirituali, quia judex temporalis suspendens latronem non peccat mortaliter licet sit in peccato mortali.

Pro qua ponam istam propositionem: Neque prelatus neque quicumque alius existens in mortali sive occulto sive manifesto peccat mortaliter corrigendo aut predicando de se, tamen potest esse mortale ratione scandali, quando suum peccatum est manifestum.

---

<sup>3647</sup> *Particulari*: ajout (rature suivie d'un blanc).

Hujus oppinionis videtur esse Ricar, eadem dist., Licet enim tales sint suspensi quoad Deum, 2, q 7, c. *Qui nec*, *De consecratione*, dist. 5, c. finali, tamen ex hoc non sequitur quod peccent mortaliter nisi solum quando exercent aliquem actum ordinis, ut patet in c. finali, *Extra*, *De ordinatis* modo predicta non sunt alicujus ordinis.

Hanc etiam opinionem sequitur Rosella in verbo *Correctio*.

...de qualitate correctionis prelatorum<sup>3648</sup>.

Quero adhuc circa hanc materiam: Utrum in correctione plus debeat esse de severitate et justitia vel de lenitate et benivolentia? Respondeo quod hec ambo sunt in correctione miscenda exemplo boni Samaritani qui plagis simul aposuit oleum et vinum, ut plene dicitur in c. *Disciplina*, 45 dist. et potius debet declinare in benivolentiam quam in severitate, ut in c. *Licet*, ea dist. et 50 dist. in c. *Ponderet*; et intelligo in penitentibus: in impenitentibus enim et incorrigibilibus secus. Et dicitur in c. *Non potest*, 23, q. 4. Sicut enim penitentibus misericordiam exhibere jubemur, sic impenitentibus obstinatis misericordes esse prohibemur. Et pro hoc facit c. *Diaconi sunt*, 93 dist., ubi dicitur sic: Assidue peccantium non miseretur Deus. Et quod hujusmodi severitas contra peccatores sit laudanda habes exempla multorum sanctorum, ut de Hilario, Ambrónico et multis aliis qui laudantur de severitate.

Incorrigibilitas quando dicitur<sup>3649</sup>.

Et nota pro supradictis quod incorrigibilitas dicitur secundum doctores in c. *Cum non ab homine*, *Extra*, *De judiciis*, de illo<sup>3650</sup> qui ad priora revertitur vel in illis perseverat.

---

3648 Marge. Titre absent dans la table. Le premier mot du titre est effacé.

3649 Marge. Titre absent dans la table.

3650 *De illo*: ajout

Et secundum Pa sufficit ad incorrigibilitatem quod aut in illis perseveret<sup>3651</sup> aut alia de novo crimina committat. Attendat tamen prelatus secundum Egidium in libro *De regimine principum* quod ira que non<sup>3652</sup> laudatur est ira precedens non subsequens iudicium rationis', de quo 3° *Ethicorum* adducitur dictum Homeri dicentis virtutem inniti furori: Tunc enim furori innitur, quando ira est organum virtutis: propter virilius et fortius exegitur opus virtuosum. Itaque prelatus antequam iudicet per rationem quid faciendum debet esse mansuetus, set postquam visum est et deliberatum mature quid sit agendum debet accipere iram tanquam ancillam virtutis ut per illam virilius agat opera virtuosa.

N. De correctione fraterna<sup>3653</sup>.

Quinta propositio erit de correctione fraterna<sup>3654</sup>, de qua ut plenius intelligatur quo ordine sit procedendum in correctione fraterna et quando sit mortalis, sequendo opinionem Henri, *Quolibet* 9, et Duran in 4°, dist. 19, que videtur mihi verior, ponam unam distinctionem et triplicem propositionem.

Distinctio est talis quod peccatum fratris potest esse vel omnino publicum et notorium, vel 2° potest sic esse occultum quod probari de eo non potest nec de eo infamatus est, vel 3° potest esse partim occultum et partim notum, quod est quando innotescit pluribus per quos probari potest et convinci vel apud graves personas diffamatus, quamvis publica fama non sit.

---

3651 Ajout

3652 *Non*: ajout; sinon la pensée est contraire à ce qui suit.

3653 Marge

3654 ANGELUS, *Correctio fraterna*

Hiis notatis nunc pono tres propositiones, de quolibet membro unam.

Prima: in primo casu non habet locum secreta monitio quia publica publice corrigenda sunt, ut dicitur 45 di., c. *Set illud*, et doctores in c. *Novit*, *De judiciis*, et c. 1, *De penitentiis et remissionibus*. Item monitio secreta fit

[fol. 115r]

solum ne pereat fama cum emendatione conscientie, quia hec est regula certa quod ex precepto caritatis tenetur quis amare conscientiam fratris famam ejus non ledendo in aliquo si fieri potest. Itaque semper subveniendum est conscientie sine detrimento fame quantum possibile est; set hoc non habet hic locum, quia talis perdidit famam, cum peccatum suum sit notorium.

2a propositio est de 2° casu sive membro.

In 2° casu debet precedere secreta admonitio; qua facta, sive valeat, sive non, non tamen cessandum est omnino nec procedendum est ad denunciationem nisi forte esset peccatum quod vergeret in detrimentum aliorum, aut nisi vellet denunciare prelato non ut persona publica set tanquam bono viro qui velit prodesse et non obesse.

In ista propositione sunt duo nisi sive due exceptiones, quia si peccatum esset in detrimentum aliorum sive temporale sive spirituale, ut pote cum quis tractat de tradenda civitate hostibus vel cum latet hereticus nitens ad corruptionem fidei vel morum in aliis, tunc si credatur vel timeatur quod non corrigeretur vel non desisteret propter secretam monitionem, esset denunciandum illi qui posset periculo obsistere, salva tamen semper fama ejus quantum possibile est .

Hec exceptio probatur quia caritas plus bonum commune quam singularis persone querit.

Exceptio 2a. erat nisi quod si probabiliter credatur quod prelatus ut bonus vir non ut iudex prodesse possit peccatori vel secretam monitionem faciendo<sup>3655</sup> vel prescindendo occasionem peccandi, tunc debet ei celando quantum fieri potest personam fratris, ymo hoc modo potest dici omni alii homini quando creditur quod velit prodesse, ut habetur 22, q. 5, c. *Hoc mihi videtur*.

---

3655 *Faciendo*: ajout.

Et hoc nota propter istas mulierculas que revelant peccata eorum virorum. Nam per istam propositionem potes cogitare ubi est peccatum et ubi non.

Istis exceptionibus declaratis probo propositionem: quod denunciatio fit prelato ut de peccato inquirat et corrigat, set ad hoc non potest prelatus procedere nisi peccatum possit probari vel peccator sit de eo diffamatus, igitur. Nec valet si dicatur, sicut dicit Rosella et alii communiter, quod denunciatio fiet ut possit habere locum illud *Math. 18: Si peccaverit in te* etc. quia respondetur<sup>3656</sup> quod illa auctoritas solum habet locum in 3° membro sicut patebit in 3a. propositione, quia inducere testes in isto casu esset sine fructu ymo cum periculo denunciantis, quia si peccator negat crimen potest conqueri coram prelato quia denuncians ipsum diffamaverit coram pluribus crimen quod non commisit imponendo. Et ita patet propositio: quod nota quia fere omnes contra et aliter dicunt. Alias probationes doctores adducunt ibidem, set causa brevitatis hec sufficiant.

Tertia propositio:

In 3° casu locum habet quod dicit dominus in evangelio *Math. 18: Si peccaverit in te* etc. scilicet quod precedat secreta admonitio, que si non prosit, tunc admoneatur 2° coram illis qui factum sciunt, quod si sic non prosit illud tunc denunciandum est ecclesie. Hec propositio probatur quia omnia de caritate in prima propositione posita servantur, quia consuluntur fame et conscientie fratris quantum possibile est.

Peccator etiam duo dampna per peccatum incurrit: primum et maximum est dampnum innocentie, 2um dampnum est magnum dampnum fame. Inter ista si ambo non possunt servari, 2um contempnandum est tanquam minus ut primum emendetur. Unde isti testes inducuntur non ad sciendum quia jam sciunt et sic non leditur fama fratris,

---

<sup>3656</sup> *Respondetur*: correction de *respondet*. Une correction *respondeo*, serait meilleure s'il y a des auteurs du même avis que GILBERT NICOLAS.



set ut efficacior sit correctio et ut probetur monitionem secretam fuisse factam, si contingat ad denuntiationem publicam procedere ne repellatur denunciatus a denuntiatione tanquam inimicus vel suspectus.

Et sic patet quod correctio fraterna sive prelativa est mortalis in pluribus casibus quam fraterna:

Primo modo ratione animi nocendi; set fraterna non potest hoc modo esse mortalis quia fraterna, nunquam procedit ad facta vel ad verba increpativa, set solum verba dulcia et ex caritate monentia et suadentia ut dimittatur peccatum. Ex quo infero quod pauci corrigunt ista correctione fraterna, set fere omnes usurpant correctionem prelativam quia videmus quia acriter et increpando corrigunt.

Et puto quod inde fit quod nihil proficiunt et deterior officitur peccator, ergo tu qui non es prelativus corrige cum lenitate et humilitate si vis secundum Deum.

[fol. 115v]

O. Quando correctionis fraterne negligentia est mortalis<sup>3657</sup>

Itaque dico quod primo est mortalis omittendo, quia ad eam omnes obligantur de precepto. Unde peccator ab ea non excusatur nec inferior, ymo tenetur superior hac humili correctione corrigere secrete.

Set quia istud preceptum est affirmativum, solum est mortale quando peccatum fratris est mortale et non esset alius cui melius vel eque incumberet corrigere.

Et 3° quando propter commodum corporale vel incommodum temporale dimitteret corrigere quando homo sperat fratrem a peccato posse retrahere, set ne incurras dampnum vel perditionem officii vel beneficii vel familiaritatem, vel ne reputetur [...] <sup>3658</sup> et huiusmodi, et dimittit et negligit corrigere.

Hec propositio est sancti Tho 2a. 2e., q. 33, a. 2, Tunc enim pervertitur ordo caritatis plus diligendo bonum temporale quam animam proximi.

---

3657Marge. Titre absent dans la marge.

3658Blanc

De 4° integrante confessionem, scilicet absolutione<sup>3659</sup>

Q. Quinque debent fieri in absolutione<sup>3660</sup> confessionis.

Consequenter declarandum est 4um. et ultimum integrans confessionem, sicut supra dictum est de absolutione sacerdotis

Pro quo sciendum quod quinque debet sacerdos facere per ordinem in sua absolutione. Nam primo debet penitentiam injungere; 2° indulgentias concedere; 3° absolvere a censuris ecclesiasticis si illis vel aliqua illarum fuerit peccator innodatus; 4° dispensare si peccator egeat dispensatione, puta voto, irregularitate et hujusmodi. 5° debet ipsum finaliter absolvere a peccatis, et secundum hec quinque erunt in hac parte capitula.

1um capitulum: de penitentia injugenda<sup>3661</sup>.

Quia penitentie sunt omnes arbitrarie ita quod secundum Inno canones penitentiales de nullo serviunt, ideo ad sciendum quomodo hoc debeat intelligi Notandum quod penitentia solet poni triplex et loquor de penitentia solum que imponitur peccatori a confessore.

R. Penitentia triplex.

**Prima<sup>3662</sup> dicitur solemnis, que imponitur secundum illum modum de quo in c. *In capite*, 50 dist., quam omitto, cum hodie non sit in usu. 2a<sup>3663</sup> dicitur publica, que fit in facie ecclesie et publice, Et differt a solemni tum in modo, quia in ista non servatur ille modus de quo in dicto c. *In capite*, Tum etiam quia ista potest imponi a simplici confessore secundum Guille Duran [...] <sup>3664</sup> et Ho, ar., c. *Penitentes*, 50 dist. et 30 dist. c. *Si quis presbiter*, et *De penitentiis et remissionibus*, c. *Quesitum*. Nec obviat c. *Accedentibus*, *De excessibus*<sup>3665</sup> *prelatorum*, ubi reprehenduntur abbates qui penitentiam publicam imponebant, quia ibi accipitur publica pro solemni que solum imponitur ab episcopo. Et hoc verum nisi aliud habeat consuetudo.**

---

3659 Titre inséré dans le texte.

3660 *Absolutione*: ajout. Mot effacé

3661 Titre inséré dans le texte.

3662 ANGELUS, *Penitentia*, § 1

3663 ANGELUS, *Penitentia*, § 2

3664 ANGELUS: Gof

3665 *Excessibus* et non *excessu*

Item et 3° differunt quia ista publica iteratur, solemnibus vero non potest.

**Set<sup>3666</sup> quero: quando debet imponi solemnibus vel publica? Respondet Pa in c. *Quesitum, De penitentibus. et remissionibus*, quod pro delicto gravi et scandalizanti totam urbem deberet imponi solemnibus, dicto c. *In capite*. Si vero est grave et publicum, set non scandalosum, tunc imponitur penitentia publica set non solemnibus, ut notatur in<sup>3667</sup> c. finali, 26<sup>3668</sup>, q. 6, juncto c. 1, *De penitentibus et remissionibus*. Si autem sit grave, set occultum<sup>3669</sup> et etiam aliquibus notum, tunc nec solemnibus nec publica debet imponi.**

**Et ideo reprobatur consuetudinem illorum qui mulieribus pro extinctione suorum puerorum quos penes se habebant in lecto, imponunt publicam penitentiam. Et vide casum in dicto c.1, et in dicto c. *Statuimus, De maledicis.*, et in c. finali, *De hiis qui filios proprios occiderunt*.**

Quero nunc **quibus<sup>3670</sup> potest imponi solemnibus penitentia? Respondeo quod nec clericis nec religiosis nec laicis insignibus debet imponi, argumento dicti c. *In capite*, et hoc verum est nisi clericus sit depositus, 50, disti, c. *Confirmandum*.**

Tertia penitentia dicitur privata que scilicet privatim et in secreto imponitur in confessione. Et de ista dico quod potest confessor ad suum libitum secundum discretionem suam penitentiam imponere, set non in peccatis publicis pro quibus etiam penitentia imponenda est; ymo in illis publicis canones penitentiales sunt observandi de congruitate in foro secreto, set de<sup>3671</sup> necessitate ubi agitur in foro exteriori.

Set de hoc pertranseo nunc.

S. Qui sunt canones penitentiales<sup>3672</sup>

**Set<sup>3673</sup> quero qui sunt canones penitentiales?**

---

3666 ANGELUS, *Penitentia*, § 3

3667 ANGELUS: d. c. *Quesitum* et in c. 1...

3668 26: correction de 28

3669 *Sic*

3670 ANGELUS, *Penitentia*, § 4

3671 *De*: ajout

3672 Marge. Deux fois le titre dans la table.

3673 ANGELUS, *Confessio*, 6, § 5

Respondeo quod eos reduco ad 20, quorum primus habetur 82 dist., c. *Presbiter*, ubi datur cuilibet presbitero fornicatori vel committenti quodcumque peccatum quod inducit depositionem penitentia decem annorum, in quibus tres

[fol. 116r]

primos menses<sup>3674</sup> debet jejunare in pane et aqua, tantum exceptis dominicis et festis precipuis in quibus potest recreari vino et pisciculis et leguminibus, inclusus tamen stando [...] <sup>3675</sup> Post usque ad septimum annum debet tres ferias in pane et aqua jejunare, scilicet 2, 4 et 6, nisi 2am., velit redimere uno psalterio vel denario. Post tres sequentes annos sextam feriam in pane et aqua jejuset. Quidam intelligunt in adulterio vel incestu solum, set tu dic etiam in fornicatione.

Secundus canon habetur 3, q. 1, *Si quis sacerdos*, et c. *Non debet*, ubi datur penitentia<sup>3676</sup> 12 annorum presbitero qui cognoverit filiam spiritualem etiam quam audivit in confessione, et si est publicum vel si est episcopus 15 annis peniteat, et mulier debet omnia pauperibus dare et in monasterio perpetuo Deo servire.

3ius est de sponsa duorum, c. *Accepisti*, ubi contrahenti per verba de presenti cum aliquo alii desponsato imponitur penitentia quod jejuset in pane et aqua 40<sup>3677</sup> diebus et septem annis sequentibus peniteat.

4us est in c. *De filia*, et in c. *Devotam*, 27<sup>3678</sup>, q. 1, ubi peccanti cum moniali vel religiosa penitentia decem annorum injungitur et consentienti.

5us est in c. *Si quis cum duabus* et in c. *Si quis cum matre*, 34, q. ult., ubi ignoranter cognoscens duas uxores vel matrem vel neptem vel amittam aut filiam imponitur penitentia septem annorum, si scienter privatur perpetuo conjugio.

---

3674 *Menses*: correction de *annos*. *Menses* dans le canon et chez ANGELUS .

3675 ANGELUS: *post exiens debet unum annum cum dimidio jejunare in pane et aqua, (post usque...)*

3676 *Penitentia*: ajout

3677 40 correction de 9

3678 27: correction de *et*7

Sextus est, *De excessibus prelatorum*, c. *Clerici*, ubi clerico peccati contra naturam perpetua penitentia imponitur detrusus in monasterio, layco vero usque ad dignam satisfactionem imponitur separatio a cetero fidelium.

Septimus est in c. *Hoc ipsum*, 33, q. 2, ubi incestuoso vel peccanti cum brutis imponitur penitentia plus quam 7 annorum.

Octavus est in c. *Admonere*, 33, q. 2, ubi uxoride imponitur penitentia aspera atque perpetua, scilicet ne vinum vel siceram bibat vel carnes comedat nunquam nisi in pascha et nativitate Domini; In pane et aqua vivat et sale, jejuniis et orationibus intentus vel intret in monasterium.

Nonus canon est in c. *Latorem*<sup>3679</sup>, 33, q. 2, in matricidis quasi eadem penitentia imponitur cum uxoricida nisi quod solum ista est septennis.

Decimus est in c. 2, *De penitentiis. et remissionibus*, ubi interficienti presbiterum imponitur penitentia 12 annorum.

Undecimus est in c. *Accusasti, De accusationibus*, ubi accusanti injuste aliquem ad mortem, si occisus fuerit, imponitur penitentia 40<sup>3680</sup> dierum in pane et aqua et 7 annis peniteat, si vero membrum perdiderit, 3 annis.

Duodecimus in c. *Quicumque* 6, q. 2, ubi perjuro imponitur jejunium 40<sup>3681</sup> dierum in pane et aqua et penitentia 7 annorum; Idem de eo qui inducit eum aut consulit vel cogit<sup>3682</sup> et, si erat servus, dominus tribus quadragesimis et legitimis feriis, scilicet 2, 4 et 6, in pane et aqua jejundet, c. *Qui compulsus*, 22, q. 5.

Tertius decimus in c. *Ut mensure, De emptione et venditione*, ubi triginta dierum in pane et aqua imponitur jejunium<sup>3683</sup> falsanti mesuras, set gravior penitentia imponitur falsario litterarum apostolicarum, in c. *Dura* et in c. *Ad*<sup>3684</sup> *falsariorum*, et in c. *Ad audientiam, De crimine falsi*, et in c. *Novimus, De verborum significatione*.

---

3679 *Latorem*: correction de *laborem*.

3680 40 et non 90 (sauf si q0=40)

3681 40 et non 90

3682 *consuluit vel cogit*: correction de *cognovit* d'après ANGELUS.

3683 *jejunium*: correction de *judicium*.

3684 *Ad*: ajout.

14us est in c. *De hiis vero*, 33, q. 2, et in c. *Si qui*, *De penitentia*, dist. 5, ubi dimittenti penitentiam solemnem 10 annorum penitentia imponitur et exhibitio eucharistie in fine vite sue solum.

15us est in c. *Nemo per ignorantiam*, *De consecratione*, dist. 1a<sup>3685</sup>, ubi presbitero qui clericum mortum involvit cum<sup>3686</sup> palla altaris penitentia 10 annorum et 5 mensium, diacono vero 3um annorum cum dimidio.

16us est in c. *De viro*, 12, q. 2<sup>3687</sup>, ubi committenti sacrilegium imponitur penitentia 7 annorum, ita quod in tribus primis carnes non comedat nec vinum bibat nisi in pasca et natali Domini, in aliis quinque annis tribus feriis a carnibus et vino absteineat. Comburens tamen ecclesiam 15 annis penitere debet et resarcire ut in c. *Si quis*, 17, q. 4.

17us est in c. *Statuimus*, *De maledicis*, ubi blasphemantibus publice Deum vel sanctos imponitur penitentia [...] <sup>3688</sup>.

18us est in c. *Omnis*, *De penitentiis et remissionibus*, ubi sacerdoti revelanti confessionem imponitur penitentia de qua<sup>3689</sup> in dicto c.

19us canon est in c. *Si quis dederit*, 24, q. 1, ubi dans communionem heretico vel accipiens ab eo nesciens hoc prohibitum ab ecclesia, debet penitere uno anno; Si vero erat sciens 10 annis.

Item qui permittit hereticum celebrare in ecclesia catholica per ignorantiam juris 40<sup>3690</sup> diebus; si scienter per annum peniteat; Qui autem pro ejus

[fol. 116v]

reverentia et dampnatione ecclesie 10 annis peniteat; qui autem transierit ad hereticos vel alios ad hoc induxerit peniteat 12 annis.

Sunt<sup>3691</sup> multi alii canones in quibus penitentia 7 annorum aliquando minor imponitur quos pretereo, quia ex quo regulare est quod pro quolibet mortali est septennis penitentia non fuit necessarium ista exprimere.

---

3685 *Ia*: correction de *2a*

3686 ANGELUS: *in pala*

3687 2: correction de 3

3688 blanc. ANGELUS: *de qua est blasphemia*, §7, mais il semble qu'il ne fait que répéter le c. (7 dimanches hors église+jeûnes...)

3689 ANGELUS: *de qua Confessio, ultimo*, § 20 où il énonce la peine.

369040 correction de 90

3691 ANGELUS, *Confessio*, 6, § 6

**Ad<sup>3692</sup> regulas autem predictas debet semper habere confessor oculum, et quamquam ex causa, puta quia debilis vel alteri obligatus vel propter periculum ne eam faciat penitens, possit relaxare predictas penas cum ut dictum est hodie sint in arbitrio confessoris, tamen bonum est<sup>3693</sup> eam innotescere peccatori ut magis timeat peccare et intelligat quid sit ei agendum si vult absolvi a pena peccati vel in hoc mundo vel in alio<sup>3694</sup> vel saltem ei dicere quod pro quolibet peccato mortali potest imponi penitentia 7 annorum. Hoc tamen dicere simpliciter penitenti non est obligatorium, quia credendum est ecclesiam instinctu Spiritus sancti eas sic taxasse sicut Deus pro justitia exigit vel hic vel in purgatorio a quocumque talia perpetrante, ut aperte dicitur in c. *Hoc ipsum*, 33, q. 2: Hoc<sup>3695</sup> ipsum quod canonum censura post 7 annos remeare<sup>3696</sup> penitentem in statum pristinum precepit non electione proprii arbitrii sancti patres, set potius sententia divini iudicii sanxerunt. Et infra dicitur: Hinc<sup>3697</sup> etiam ecclesiastica consuetudine est usurpatum ut majorum criminum penitentia septem annorum spatio concludatur nisi vel officii excellentia vel criminum magnitudo [...]<sup>3698</sup> premissum spatium transcendere cogat. Hec ibi. Adverte etiam quod in foro penitentiali ferie legitime dicuntur, 2, 4 et 6 feria, ut in c. *Presbiter*, 82, dist. et in c. *Jejunia, De consecratione*, disti. 3. Facit c. 2<sup>3699</sup> *De homicidio*. Et ideo sanctius est in hiis penitentes affligere, si non induci possunt.**

T. Qualis debet imponi penitentia privata.<sup>3700</sup>

Qualis autem debeat penitentia privata, de hoc dantur aliquae regule.

Prima: regulariter melius est imponere penitentiam morbo sive peccato contrariam, puta si sit superbus quod se humiliat per orationem injugendo sibi quod aliquas orationes dicat; si avarus, quod elemosinam faciat, si luxuriosus quod jejundet vel quod ferat cilicium vel hujusmodi.

---

3692 ANGELUS, *Confessio*, 6, § 7

3693 Ajout

3694 Le texte d'ANGELUS reprend à *quia*

3695 Citation de *Décret* 33, 2, 11

3696 ANGELUS: *remanere*

3697 Citation de GRATIANUS à la suite du canon, *Décret* 33, 2, 11

3698 Passage de GRATIANUS, non cité par ANGELUS.

36992: ajout (blanc).

3700 Marge. Titre absent dans la table.

2a. regula: ubi probabiliter timetur quod penitentia dimitteretur tunc nunquam est injungenda, quia melius est peccatorem ad purgatorium quam ad infernum transmittere: ideo sciat confessor a peccatore, si est sibi grave vel si vult facere quod injungit.

3a. regula:

Ubi timeretur quod per penitentiam injunctam peccatum commissum veniret in notitiam aliorum, nunquam est talis penitentia injungenda, set alia. Exemplum est mulier que commisit adulterium, quam si vir videat jejunantem habebit suspicionem de adulterio, tunc tali non sunt jejunia imponenda.

4a. regula: Si peccator nullam vult acceptare penitentiam, quamvis sibi injungeretur parva et discreta, nichilominus nec confessor debet inde turbari nec peccator sine absolutione remitti. Hec regula est Sco in 4°, dit. 15.

Quis potest relaxare penitentiam.<sup>3701</sup>

Set quero: **utrum<sup>3702</sup> unus confessor possit ex causa commutare aut relaxare penitentiam quam alter imposuit? Respondeo breviter loquendo de penitentia sacramentali quod sic, si talis habet auctoritatem absolvendi a tali peccato propter quod fuit sibi imposta, etiamsi ille qui imposuit esset superior. Si vero non habet auctoritatem absolvendi a tali peccato, non poterit eam nec relaxare nec commutare nisi in duobus casibus, scilicet si necessitas urgeat vel pietas suadeat<sup>3703</sup>. Et qualiter intelligatur ista necessitas et ista pietas, vide supra precepto 3° et infra c. 4°, de dispensatione in voto. Pium enim tunc esset interpretari<sup>3704</sup> quod superior in hujusmodi casibus acceptet secundum Rodo, argumento c. *Latores*, 33, q.2; Glosa 26, q. 7, c. *Tempora*, tenet quod episcopus potest diminuere penitentiam quam papa imposuit, argumento dicti c. *Latores*. Hos duos casus, scilicet necessitatem et pietatem, ego admitterem quando non potest haberi recursus ad superiorem commode et ex causa, alias non credo.**

---

3701 Marge.

3702 ANGELUS, *Confessio* 6, § 4

3703 Suite du texte d'ANGELUS: *Pium enim...*

3704 *interpretari*: ajout d'après ANGELUS



Et etiam hoc tenet Alvarus, et sequitur Cardinalis in *Clementina* finali, *De penitiis et remissionibus*, Et secundum predictam distinctionem concordabis opiniones contrarias que recitantur in dicta *Clementina* finali. Fallit hoc secundum aliquos nisi alicui in penitentia fuisset impositum ut iret ad terram sanctam, quia tunc sine auctoritate pape non posset commutare, argumento c. 1, et c. *Quod*<sup>3705</sup> *super hiis, Extra, De voto*, juncto c. *Ex multa*, eo titulo, quod limito quando injunxisset ut iret in subsidium terre sancte, alias non per jura allegata. Et secundum hanc distinctionem limita et intellige glosam et doctores in dicto c. 1. Et ita tenet Monal, titulo *Penitentia*, 4, et Astex, libro 5, titulo 32.

[fol. 117r]

De 2° notandum quod utile est peccatori quod post penitentiam injunctam dicat sibi confessor quod vult quod omnes penas quas sustinebit et omnia bona que faciet valeant sibi in fructum penitentie et quod ipse confessor ex parte sua quantum potest remittet sibi de pena debita suis peccatis donando sibi indulgentiam quantum potest.

Et pro intellectu hujus regule que est sancti Tho in prima parte<sup>3706</sup> notet confessor quod hujusmodi injuncta valebunt peccatori dupliciter, videlicet ex vi operis et ratione sacramenti. Debet tamen confessor secundum aliquos quos sequitur frater Angelus sic dicere et loqui quod audiat peccator quando sibi talia dicit: quod nota. Ut autem predicta profundius intelligantur pono sequentem propositionem.

V. Propositio principalis de indulgentiis concedendis<sup>3707</sup>.

**Omnes**<sup>3708</sup> **sacerdotes in foro penitentiali possunt dare indulgentiam illis quod possunt absolvere.**

---

3705 *Quod*: ajout

3706 *Parte* correction de: *partet*

3707 Marge. Titre dans la table: *Indulgentie conceduntur.*

3708 ANGELUS, *Indulgentia*, §5

Ita reffert dominus Cardi in *Clementina Religiosi, Extra, De privilegiis*, Alvarum hoc tenentem, argumento in c. *Deus qui, De penitentiis et remissionibus* set tu vide glosam in c. *Mensuram, De penitentia*, dist. 1, que hoc tenet.

Hoc idem tenet Pa in c. *Sicut dignum, De homicidio*, allegat etiam c. *Quem penitet, De penitentia*, dist. 1.

Hoc idem tenet Inno et Ber in c. *Quod autem, De penitentiis et remissionibus*; set de quanto non determinatur.

Nota<sup>3709</sup> quod Alvarus dicit quod potest dare indulgentiam annorum vel dierum sicut ei videbitur, dummodo discrete faciat. Hoc idem tenet Inno, ut reffert et sequitur Archidi in c. *Indulgentie, De penitentiis et remissionibus, libro 6to*. Et ad jura que videntur contraria respondet Archidi quod verum est de generalibus aut publicis remissionibus que facere non possunt vel debent intelligi de penitentia injuncta a suo superiore, puta episcopo, quam remittere non potest inferior, 21 dist., c. *Inferior*. Ut autem hec materia quod simplex sacerdos in confessionis sacramento potest dare indulgentias perfectius intelligatur esse de mente theologorum sicut et de mente canonistarum, pono sequentes propositiones.

Prima: indulgentia quecumque non habet vim nisi respectu pene debite peccatis.

Hec propositio conceditur a canonistis in c. *Quod autem, Extra, De penitentiis et remissionibus*, et a theologis in 4°, dist. 20.

---

3709 ANGELUS: nisi

2a. propositio: Quilibet sacerdos potens a peccato absolvere potest etiam penam illi peccato debitam saltem in parte dimittere virtute suarum clavium sive absolutionis sacramentalis. Hec propositio est Sco in 4°, dist. 19, et omnium theologorum.

3a propositio correlaria: Quilibet sacerdos in qualibet absolutione, si congrue absolvat, indulgentiam donat etiamsi nullam mentionem de indulgentia faciat: patet satis ex precedenti.

4a. Nichil dicunt canoniste in hac materia supra theologos, nisi quia exprimunt diem et annum indulgentie ubi theologi communiter tacent: patet satis ex dictis .

5a. Ad theologum magis pertinet diem vel annum exprimere quam ad canonistam.

Hec propositio pulcre et subtiliter declaratur a Sco, disti. 19, ubi inter cetera sic dicit: Respondeo ad questionem motam pro dist. 19. **Dico, ait Sco, quod sicut]<sup>3710</sup> in aliis commutationibus justitia commutativa habet aliquam latitudinem ita quod non respicit in commutationibus indivisibile, set medium recte rationis, ita<sup>3711</sup> justitia punitiva que est commutativa pene pro culpa non respicit necessario gradum indivisibilem pene correspondentem huic culpe, set est ibi aliqua latitudo infra quam pena minor non sufficit, ultra quam pena major non est imponenda, et extra totam istam latitudinem clavis citra vel ultra ligans errat, et tunc non immerito que solvuntur in terris non solvuntur in celis, idest non ratificantur. Set intra latitudinem non errat, et ideo arbitrium ratificatur in tantum quod quicquid imponitur intra illam latitudinem, hic oportet implere et si hic non impletur residuum in purgatorio exigetur, et si imponatur et expleatur nihil plus exigitur in purgatorio. Et subdit doctor: **Istud autem medium in ista latitudine possibile est esse homini notum per legem Dei cum adjutorio rationis naturalis.****

Ex hiis dictis Sco sequuntur duo:

Primum servit proposito, scilicet quod confessor theologus doctus potest supra omnes exprimere ut dixi dies et annos, quia per legem Dei ut ait Sco cognovit latitudinem.

---

3710 *Sicut* correction de *sic*

3711 Suppression d'un *in* (*justicia*).

Secundo sequitur quod quamvis injunctio penitentiae non sit necessaria secundum Sco, sicut dixi supra, tamen nihil utilius peccatori quam a docto injungi sibi penitentiam infra latitudinem: ideo ridiculum est in personis devotis, de quibus certi sunt [fol. 117v]

confessores quod etiam desiderent habere gravam penitentiam, injungere unum Pater noster vel aliquod hujusmodi parvum de quo cognoscit confessor post confessionem magnorum peccatorum quod est extra latitudinem predictam: tunc enim talis penitentia non ratificatur.

De censuris canonicis: tertium capitulum.<sup>3712</sup>

De tertio, scilicet de penis canonicis, premittam unam diffinitionem et unam divisionem pene canonice: que diffinitio et divisio ponuntur a Sco in 4<sup>o</sup> dist. 25, q. 1, art. 1. Et quo ad diffinitionem dicit Scotus quod pena canonica est **pena<sup>3713</sup> inflictata per canones prohibens vel arcens punitum ab aliquo gradu vel actu ecclesiastico, qui alias sibi liceret. Hoc ultimum additur [...] quia non est pena layco non dicere missam cum non possit conficere, quia hoc alias non sibi competit, sed sacerdoti [...] pena est<sup>3714</sup>.**

**Dixi autem secundum canones, quia sive a canone infligatur sive a iudice non a canone, tamen ad hoc ut sint juste debent secundum canones infligi. Dixi etiam prohibens vel arcens, quia pena de qua loquimur vel intelligitur arcere tanquam prohibitio tantum vel si aliquo modo ulterius de quo dicitur infra, iste modus continetur sub arcere vel artare.**

X. Pene canonice.<sup>3715</sup>

Quantum ad divisionem dicit idem Sco in speciali quod sunt septem hujusmodi pene canonice, videlicet

Depositio,

Degradatio,

Infamia,

Irregularitas,

Excommunicatio,

Interdictum,

Suspensio.

---

3712 Titre absent dans la table, inséré dans le texte

3713 En caractères gras: SCOTUS, IV, d 25, q 1, a 1. A la place du premier *arcere*: *arctare*

3714 *Est*: correction de *esset*.

3715 Marge

Prima, scilicet depositio est maxima, quia est totalis amotio a statu clericali, Et si degradatio sit depositio ab omni gradu clericali, tunc idem est depositio et degradatio. Si autem degradatio sit depositio tantum a determinato gradu, reservato tamen gradu alio, sicut depositio a gradu sacerdotii remanente gradu clericali, tunc degradatio est quadam partialis pena respectu depositionis.

3a. pena est infamia; secundum Pa in c. *Testimonium*, *De testibus*, triplex est infamia, quedam juris, quedam canonica, quedam facti, que potius dicitur infamatio. Dicitur autem **infamia juris**<sup>3716</sup> illa que irrogatur per sententiam vel ipso facto **in casibus in quibus jure cavetur** dumtaxat, de quibus vide textum et glosam, 3, q 7, § *Porro*.

Regula qui sunt infames<sup>3717</sup>

Triplex infamia.<sup>3718</sup>

Et tene hanc regulam quod **omnes infames secundum leges sunt infames secundum canones. Hoc probat textus notabilis in c. Omnes, 6, q. 1.**

2a. **infamia**, scilicet **canonica**<sup>3719</sup>, est illa **que causatur ex quolibet peccato mortali, ut in c. Infames, 6, q 1, et ibi per glosam Summe.** Et illa, si datur perseverantia, repellit ab accusatione et testimonio de jure canonico. Nam solum crimen continuatum sufficit, ut in dicto c. *Testimonium*, Si crimen illud sit mortale et per legitimam probationem possit probari criminosus de crimine convinci; Alias pro secreto non probato non repellitur ab accusatione. Et quod crimen non semper sonet mortale probatur per illud Cato: Nemo sine crimine vivit. Set an sublato peccato remaneat effectus illius infamie, communiter tenetur quod non.

3a. est **infamia facti**<sup>3720</sup>. In criminalibus indubie repellit et idem in causis gravioribus et in quibus requiruntur testes omni acceptione majores;

---

3716 ANGELUS, *Infamia*, § 5

3717 Marge. Titre absent dans la table.

3718 Marge Titre absent dans la table.

3719 ANGELUS, *Infamia*, § 16

3720 Voir ANGELUS, *Infamia*, § 3

In aliis vero puto quod admittantur secundum quod<sup>3721</sup> plus vel minus vel nichil crederetur secundum quantitatem infamie et qualitatem.

4a. pena dicitur irregularitas, que est impedimentum seu repulsio executionis divini officii sive sacramenti ex canonica conuetudine proveniens, ar., *De temporibus ordinationum*, c. ultimo. Et dicitur stricte irregularis quasi extra regulas aliorum quoad ordinationem, quia requiritur dispensatio. Dicitur etiam magis large irregularis qui non potest ministrare in susceptis nec ascendere ad majores. Hec introducta est a jure positivo, ut 3, q. 7, § *Item Daniel*, licet in veteri testamento fuit prefigurata in persona David, *De consecra[tione]*, dist. 1, c. 1.

5a. pena est excommunicatio.

Et adverte quod tres pene sequentes, scilicet excommunicatio, suspensio et interdictum, speciali nomine dicuntur censura ecclesiastica, ut in c. *Querenti*, *De verborum significatione*, Et per hoc patet quod pena canonica est plus quam censura ecclesiastica, quia includit septem et censura ecclesiastica tantum tria ut dictum est.

Dicitur autem excommunicatio secundum Pa, super rubrica, eo tit., censura a canone vel a iudice ecclesiastico prolata, privans communionem sacramentorum et quandoque hominum. Facit ad hoc, 11, q. 3, c. *Audi*. Est autem excommunicatio duplex. Una dicitur major, et hec privat a sacramentis et consortio hominum et ab ingressu ecclesie et multis aliis de quibus notatur in c. *A nobis*, el. 2<sup>o</sup><sup>3722</sup>, et c. *Si vere*, eo titulo, 11, q. 3, § *Evidenter*, intellige percipiendis non ministrandis, c.<sup>3723</sup>.*Si celebrat*,

[fol. 118r]

*De cleri[cis] excommunicatis ministrantibus*, et etiam ab electione passiva. Unde reddit ipsum excommunicatum inhabilem ad quodcumque beneficium ecclesiasticum consequendum ut notatur in c. *Si celebrat*, *De clericis excommunicatis ministrantibus*.

---

3721 *Quod*: ajout

3722 *el 2<sup>o</sup>* indique qu'il y a deux chapitres qui ont le même début.

3723 Référence déplacée après *Si celebrat*.

Unde dicit Inno, ibidem, quod nec dignitatem ecclesiasticam consequi potest nisi prius absolvatur, etiamsi eligentes hoc ignorent, ut tenet glosa ibidem et communiter doctores. Dicitur in 2° § illius capituli quod electio est irritanda si scienter elegerint, quod debet intelligi si legitime et publice probetur, quia qui secretam habet excommunicationem minorem non videtur ineligibilis, cum nullam irregularitatem incurrat.

6a. pena canonica est suspensio que, ut elicitur ex glosa, in c. *Ad reprimendam, De officio ordinarii*, in *Cle, Cupientes, De penis*, est censura ecclesiastica qua interdicitur<sup>3724</sup> aliquod officium vel exercitium competens certe persone ecclesiastice aliquando a iudice, aliquando a jure.

7a. pena est interdictum. Et non loquor de interdicto juris civilis<sup>3725</sup> sive a pretore, de quo *Institutes, De interdictis*, in principio.

Y. Quot sunt interdicta.<sup>3726</sup>

**Et quedam<sup>3727</sup> sunt publica et ista sunt novem, quedam sunt privata et hec sunt 18, de quibus vide glosam et doctores in c. *Pastoralis, De causa possessionis et proprietatis*, et in c. *Item cum quis, De restitutione spoliatorum*, et de istis non intendo tractare, set de interdicto juris canonici. Et aliquando accipietur specialiter, puta cum quis interdicitur ab officio et beneficio et hujusmodi, tamen sic nunc non accipitur, quia idem est hoc modo quod suspensio, de qua statim dictum fuit, Accipitur igitur hic interdictum ecclesiasticum **ex quo<sup>3728</sup> in<sup>3729</sup> aliqua terra vel ecclesia vel alicue persone interdiciuntur a celebratione divinorum officiorum, perceptione sacramentorum aliquorum, pulsatione campanarum et hujusmodi.****

Sunt autem **due<sup>3730</sup> species interdicti: una hominum, alia locorum**, et qualibet est triplex.

---

3724 *Interdicitur* et non: *introducitur*

3725 *Civilis*: ajout en marge.

3726 Marge. Titre absent dans la table.

3727 ANGELUS, *Interdictum* 1, § pr

3728 *Quo*: ajout (blanc).

3729, *In*: ajout d'après ANGELUS

3730 ANGELUS, *Interdictum* 1, § 1

Nam **interdictum hominum**

**Aliud generale,**

**Aliud speciale** sive particulare,

**Aliud singulare.**

**Generale est cum interdicitur populus alicujus regni, castri vel ville aut civitatis. Et sic adverte quod quando interdicitur populus vel universitas vel communio quod tunc nec locus nec clerus est interdictus.**

**Item secundum Cal. nec persone ecclesiastice que ex toto sunt translate in ecclesiam, quia de populo non sunt, 12, q. 1, Duo, Sicut quando interdicitur clerus tantum non est interdictus populus nec universitas vel commune quia sunt diversa clerus et populus, De sententia excommunicationis, libro 6, c. Si sententia. Unde clerici possunt celebrare sicut prius secundum Iho An in dicto c. Si sententia, scilicet alta voce, pulsantibus campanis, interdictis tamen exclusis, quia prohibitio, c. Quod in te, De penitentiis et remissionibus et c. Non est vobis, De sponsalibus, et moderatio, c. Alma, De sententia excommunicationis, libro 6, intelligitur quando locus est interdictus et non expresso loco in sententia interdicti, non habet locum cessatio divinorum et alia hujusmodi, quamvis sit generale.**

**Speciale<sup>3731</sup> sive particulare interdictum hominum est cum interdicitur aliquod collegium vel universitas in eo inclusa, ut puta<sup>3732</sup> studium parisiense vel capitulum vel hujusmodi.**

**Singulare<sup>3733</sup> autem dicitur cum aliqua certa persona interdicitur.**

Similiter interdictum locorum est triplex, scilicet **generale<sup>3734</sup>, ut cum interdicitur regnum, provincia vel diocesis.**

**Speciale ut cum interdicitur civitas aliqua, castrum vel villa.**

**Singulare, ut cum interdicitur certa ecclesia vel capella vel certe ecclesie.**

---

3731ANGELUS, *Interdictum* 1, §7

3732Putat: correction de patet.

3733ANGELUS, *Interdictum* 1, § 11

3734ANGELUS, *Interdictum* 2, § pr



Quantum autem ad casus sive modos in quibus incurritur irregularitas vel suspensio, interdictum vel excommunicatio, infamia vel degradatio, pertranseo. Nam ut supra dixi, omnes isti casus sunt fere capitanei a capite summi pontificis secundum dictamen sue rationis ordinati, et modo augentur, modo minuuntur, sicut sibi placet et esse justum potest.

Qui tamen vult videre casus in quibus quis efficitur irregularis, suspensus et sic de aliis, legat *summam angelicam* vel *Rosellam*.

Verumptamen quia de excommunicatione et irregularitate multo sepius est periculum quam de interdicto et hujusmodi excommunicationes et incuruntur hujusmodi irregularitates, ideo omissis aliis in particulari dicam de excommunicatione et irregularitate.

#### Z. De excommunicatione.<sup>3735</sup>

De excommunicatione autem dico pro nunc octo propositiones.

Prima propositio: Sacerdos parrochialis, ymo quilibet confessor, debet semper considerare quid expedit saluti illius quem audit. Et posito quod haberet potestatem absolvendi quando agnoscit quod non absolvere utilius est conscientie peccatoris, non debet ipsum absolvere, set potius ipsum ad superiorem remittere, quia ut dicit Apostolus 2, *Cor*, 13, [fol. 118v]

potestatem<sup>3736</sup> dedit nobis<sup>3737</sup> Deus in edificationem et non in destructionem;

Sic econverso puto quod licet episcopus pro communi utilitate reservasset sibi aliquem casum et sacerdos videret in aliquo casu expedire saluti confitentis, ymo obesse, si remitteretur, quod potest absolvere juxta notata per Pa in c. *Quod dilectio*, *De consanguinitate et affinitate*, et in c. *At si clerici*, *Extra*, *De Judiciis*, Et puto quod hoc non negaretur ab eo qui querit salutem animarum et non lanam ovium; et hoc fuit supra tactum.

---

3735Marge. Titre dans la table: *Excommunicatriones multiplices*

3736Citation de 2 *Cor*.

3737Mihi, dans la *Vulgate*.

Secunda propositio: Expediens videtur statui ecclesie militantis et salutis fidelium ut nulla excommunicatio ferretur sive a jure sive a iudice pro presenti vel pro futuro nisi solum pro enormi et gravi peccato et contumacia notoria qua se aliquis monstrat non per alium audire ecclesiam. Hec propositio est Sco di. 19, 4i, et Cancellarii parisiensis in suis regulis moralium<sup>3738</sup>, et sic bonum videretur non esse tot casus excommunicationum.

3a. propositio: Nullus potest absolvere a peccato sive veniali sive mortali nisi peccator sit prius absolutus ab excommunicatione. Non est tuta opinio quam frater Angelus videtur approbare quod possit quis primo absolvi a peccato et post remitti ad superiorem ut absolvatur ab excommunicatione; set dico quod prius est remittendus, postea a peccato absolvendus, sicut tenent Pe de Palu, Hugo de castro novo, Old<sup>3739</sup> de Laude et fere omnes summiste et theologi, exceptis Rodo et Monal. Adverte tamen hic quod licet quando peccator confitens est excommunicatus non possit absolvi a peccatis nisi prius absolvatur ab excommunicatione et si aliter fiat confessio est iteranda, tamen secus est quando confessor est excommunicatus. Unde hodie confessus etiam scienter cum eo qui est suus prelatus, quamvis sit excommunicatus vel suspensus, nisi sit excommunicatus nominatim, non tenetur reiterare confessionem et hoc virtute extravagantis facte in concilio Constantiensi sub Martino quinto, cujus tenor talis est: *Ad evitandum* etc. Vide eam in *Angelica, Excommunicatio* 8, § 3. Si tamen talis prelatus non erat confirmatus set intrusus, vel non erat baptisatus vel ordinatus, sic tenetur iterare confessionem factam illi tali postquam scit secundum Panor, in c. *Nichil, De electione*.

---

<sup>3738</sup>*Moralium*: correction de *materiarum*

<sup>3739</sup>Lecture difficile.

4a. propositio: Omnis sacerdos in articulo mortis potest absolvere ab omni peccato et ab omni censura, non tamen dispensare in voto et hujusmodi secundum Rodo., et si non fuerit absolutus tempore excommunicationis, si tamen aparuerint in eo signa contritionis, poterit absolvi post mortem ab eo qui eum sanum absolvere poterat. Et valet talis absolutio ut sepeliatur in loco sacro vel ut sepultus non exhumetur, set oretur pro eo. Hec propositio probatur, *De penitentia*, dist. 1, c. *Quem penitet*, et *De sententia excommunicationis*, c. *Non dubium*, et c. *A nobis*, et 2°, Et per Inno in c. *Nuper*. Et casu quo talis evaderet periculum mortis non est amplius necesse quod se representet episcopo dummodo non sit annexa censura excommunicationis, quia solum reperitur cautum quod quis teneatur post evasionem periculi se representare superioribus pro censura excommunicationis ut in c. *Eos*, *De sententia excommunicationis*, libro 6.

A. Nota quando sacerdos non se intromittere debet de casibus reservatis<sup>3740</sup>

Sis tamen cautus quod quando potest haberi copia episcopi commode non se sacerdos simplex etiam in articulo mortis intromittere debet de casibus reservatis secundum Inno. Articulus mortis intelligitur non solum de periculo mortis propter infirmitatem, set etiam si sit in periculo quocumque vicinio morti puta quia timet hostem vel predonem vel crudelitatem hominis potentis vel si esset transiturus per loca periculosa secundum Inno et Hosti. Idem de eo qui tenetur in vinculis.

Hoc tamen casu vel simili injunget sacerdos excommunicato quod impedimento cessante se illi representet a quo fuerat absolvendus mandatum ejus super hoc humiliter recepturus, *De sent. excomm.* c. *Ea noscitur*.

5a. propositio: De sententia etiam majori laycus in articulo mortis, si desit copia sacerdotis, potest absolvere quemlibet a qualibet sententia excommunicationis.

---

3740 Marge. Titre dans la table: *Absolutio a casibus reservatis*.

Pro hac propositione habes duas glosas singulares, scilicet in c. *Pastoralis*, *De officio ordinarii*, et in c. *A nobis*, el 2°, *De sent. excomm.* quas Pa in c. *A nobis* approbat quo ad absolutionem ab excommunicatione, licet quo ad<sup>3741</sup> peccata secus sit. Et de hoc dicto Pa facit magnum [...] <sup>3742</sup> et dicit quod ille glose sunt magni effectus, quia heres non compelletur amplius pro absolutione ire ad papam vel ad eum ad quem deffunctus vivens erat absolvendus. Et nota hoc, quia est magne utilitatis. Et glosa in dicto c. *A nobis* vocat istam absolutionem factam a layco in hoc casu remissionem potius quam absolutionem. Idem tenet archiepi Floren qui vocat istam absolutionem reconsiliationem<sup>3743</sup>; tamen secundum theologos ad hoc ut ista propositio 5a. sit vera, oportet

[fol. 119r]

concedere aliquam potestatem vel jurisdictionem per aliquod jus vel per aliquem summum pontificem fuisse datam layco saltem tacite, alias non videtur laycus posse infligere excommunicationem vel ab ea absolvere. Vide plenius ista tacta in tractatu Petri de Aliaco, *De ecclesiastica potestate*.

Sexta propositio: Sententia lata generatliter, puta non solventes sensum et hujusmodi, non ligat nisi solvere potentes et nolentes, non autem impotentes vel sine culpa ignorantes. Hec propositio est Federici de Senis in suis consiliis et Pa pro qua *Rosella*, *Excommunicatio* 7, § 15 dicit: Nec curas de opinione contraria aliquorum, sicut notatur in c. primo, *De officio legati*.

Hanc propositionem credo multum esse notandam a confessoribus propter istos simplices qui sunt impotentes et fecerunt furta etc.

Item quoad ignorantes, quia sepe isti simplices faciunt multa et ignorant quod contra facientes sit lata sententia. Nota semper que dixi de hac materia parte 2a.

---

3741 *Ad*: ajout.

3742 Blanc.

3743 *Sic*.

Septima propositio: Quilibet parrochialis sacerdos potest **absolvere**<sup>3744</sup> **ab omni excommunicatione majori lata a jure** quando **conditor canonis non reservavit sibi vel alteri** specialiter **absolutionem**. Hec propositio conceditur a multis canonicis, theologis et summistis.

De canonistis est **Inno in c. Nuper, De sententia excommunicationis** et **Hosti ibidem ubi est quasi textus expressus**.

Quoad theologos **est sanctus Bo-ra in 4°, dist. 18, q. ult. et Tho, eadem dist., art. ultimo, q. 1.**

De summistis est **Monaldus, titulo Excommunicatio, et Summa confessorum, tit. 33, § 85, libro 3, Jho de Saxo** et frater Angelus, *Absolutio*, primo. **Tenet Pa contrarium**, et cum eo **Ge. et Fede**.

Set tene primam opinionem, ubi ut dictum est videris expediri saluti ovium Christi. Qui autem sunt casus excommunicationis, quorum absolutio reservatur specialiter alicui, vide *Angelicam*. Et hec propositio videtur limitanda per ea que dicam de casibus episcopalibus. Octava propositio de excommunicatione minore est hec: Episcopus vel sacerdos proprius et non alius nisi alter eorum duxerit committendam potest absolvere a minori excommunicatione. Hec propositio est Ricar., in 4° dist. 18, art. 9, et Directo., libro 3°, titulo 4°. Pro qua facit quod dicitur, *De sententia excommunicationis, Nuper, § 3°*, ubi dicitur de illo qui contraxit minorem excommunicationem a jure quod a suo episcopo vel proprio sacerdote poterit absolvi, ubi negare<sup>3745</sup> intendebat quod non alio.

---

3744 En caractères gras: ANGELUS, *Absolutio* I, § 2

3745 *Negare*: correction de *nega*

Aliqui tamen intelligunt per proprium sacerdotem communem potentem absolvere in sacramentali confessione, qui non est episcopus. Nota tamen quod si sint duo excommunicati minori excommunicatione, alter alterum absolvere potest secundum Pa in c. *Duobus*, eo titulo. Nec per hoc unus illorum immiscet se sacramentis, quia absolutio ab excommunicatione non est sacramentum. Et quod dixi de excommunicatione minori, idem dico de<sup>3746</sup> venialibus.

Excommunicationes papales<sup>3747</sup>.

Et nota quod aliquae excommunicationes sunt papales, aliquae episcopales, aliae parochiales. Voco autem papales a quibus solus papa absolvit, episcopales a quibus solus episcopus absolvit, parochiales a quibus solus curatus absolvit; et cum dico solum, excludo solum inferiores, quia certum est quod a casibus episcopalibus potest papa absolvere et a parochialibus episcopus, set nullus inferior episcopo absolvit ab episcopalibus et nullus inferior curato<sup>3748</sup> a parochialibus.

Quantum autem ad papales distinguitur tripliciter, quia aliqui sunt per *Extravagantes*, Alii sunt per processum curie annualem factum in die curia<sup>3749</sup>, Alii sunt scripti in jure, scilicet *Cle.*, *Sexto et Decretalibus*. Hodie autem solum est una sola excommunicatio episcopalis, scilicet de injectione manuum in clericum, leviter tamen, et in quo non est papalis.

De hoc casu habetur in c. *Pervenit*, eo titulo. Erat antiquitus alius casus in *Cle.*, *Cum ex eo*, *De sent. excomm.*, contra fratres Minores recipientes fratres de 3<sup>o</sup> ordine tempore interdicti ad divina, set revocata est per Sixtum Ivum.

B. De malis que proveniunt ex excommunicatione<sup>3750</sup>.

Hic finaliter dicamus de malis que proveniunt ex excommunicatione. De quibus solum dico unam propositionem que est hec:

Sicut christianus corpori Christi unitus habet a Christo decem talenta benedictionis<sup>3751</sup>, sic excommunicatus a Deo separatus habet decem talenta maledictionis. Hec propositio declaratur per singula.

---

3746De: ajout

3747Marge. Titere dans la table: *Excommunicationes multiples*.

3748Curato: ajout

3749Doute sur la lecture

3750Marge. Titere dans la table: *Excommunicationis mala et excusatio*.

3751Benedictionis: ajout

Adverte tamen quod multa alia mala incurrit excommunicatus, set nunc dicam solum de decem malis, per que a contrario sensu possunt intelligi decem talenta benedictionis.

Primum igitur talentum maledictionis dicitur privatio societatis aliorum.

Tenetur enim quilibet **excommunicatus**<sup>3752</sup>

[fol. 119v]

**vitare alios secundum Pa. in c. Nulli, De sententia excommunicationis et contempnendo evitare alios totiens peccat mortaliter:** hoc est verum si sit denunciatus et constat illis quibus communicaret et 3° si sit excommunicatus juste, videlicet propter suam malitiam puram, quia si non constet illis cum quibus conversatur quod sit excommunicatus non debet se prodere, et si sit pauper et non habet unde solvere et tenetur a debitore propter debita et sine contemptu auctoritatis ecclesie aliis communicat non peccat, dummodo alii non scandalizentur. **Facit c. Illud, De sententia excommunicationis minoris, et c. Sicut, 2**<sup>3753</sup>, q. 7.

C. Quando quis excusatur a peccato quando est excommunicatus<sup>3754</sup>

**Unde licet excommunicato possint causa humanitatis in sustentatione vite etiam non expectata extrema necessitate necessaria vite ministrari, ut alimenta, vestes, hospitium, secundum glosam in c. Quoniam, 11, q. 3, tamen utensilia et alia instrumenta sine quibus vivere potest, non sunt ei ministranda. Solum igitur casu in quo homo precepto caritatis tenetur communicare potest cum eo secundum theologos.**

2um. talentum maledictionis dicitur exclusionis, quia **excludit**<sup>3755</sup> **hominem a sacramentis ecclesie, 3, q. 4, c. Engeltrudam.**

3um. talentum dicitur privationis, quia **privat a suffragio ecclesie**<sup>3756</sup> nec alii possunt pro eo orare: "intellige solempniter."

4um. dicitur traditionis, quia excommunicatus **dicitur tradi Sathane**<sup>3757</sup>, 11, q. 3<sup>3758</sup>. **Unde sacerdos excommunicatus non potest dicere Dominus vobiscum in officio**, tamen illud est abrogatum per contrariam consuetudinem.

---

3752ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 1.

37532 suivi d'un 0 barré: 2 ici et non 20.

3754Marge. Titre dans la table: *Ecommunicatio mala et excusatio*.

3755ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 2.

3756ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 3.

3757ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 3

375811, q 3: correction de 11, q 8;( ANGELUS. in c. Nihil, 2, q 4)

5um. talentum dicitur expulsionis quia expellitur et **non<sup>3759</sup> potest interesse divinis officiis aut cum aliis orare in ecclesia, alias peccat mortaliter, nec debet extra ita prope stare quod audiat, De peni et remissi., c. Quod in te. Posset tamen solus in ecclesia orare, ymo si<sup>3760</sup> ingerit se divinis existens in aliquo ordine officium illius ordinis exequendo efficitur irregularis.**

Sextum talentum dicitur suspensionis. **Est enim suspensus ab officio et beneficio, De Apellationibus, c. Pastoralis, in fine<sup>3761</sup>.**

Unde **stans<sup>3762</sup> excommunicatus per annum potest privari omnibus beneficiis, si que habet, 11. q. 3, c. Rursus, et c. Quicumque; quod limitat glosa Cum contumacia, De here, libro 6, et Innocentius in c. Cum bone<sup>3763</sup> et dominus Anto., in c. 1, De judiciis. Verum, si excommunicatus fuit pro causa criminali, secus si pro causa civili, quia si stetisset per mille annos non posset privari, glosa est singularis in c. Cum contingit, De dolo et contumacia.**

7um talentum dicitur privationis, quia **excludit a regno celorum, 24. q. 1, c. Quicumque<sup>3764</sup>, et 11<sup>3765</sup>, q. 3, c. Nemo.<sup>3766</sup>**

8um dicitur infamationis, **6, q.1, c. Infames. Bal. tamen reffert hoc ad excommunicationem notoriam<sup>3767</sup>.**

Nonum dicitur solutionis: nam **obligati ei ex debito fidelitatis sicut sunt vassalli non tenentur ei quamdiu durat excommunicatio secundum Pa. in c. Veritatis, De dolo et contumacia<sup>3768</sup>.**

10m dicitur sepulture privationis, quia **privatur ecclesiastica sepultura<sup>3769</sup>, [...] quod limita nisi prius absolvatur.**

---

3759ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 4

3760ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 6

3761ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 11

3762ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 17

3763*Cum bone*: ajout (blanc).

3764*Quicumque*: correction de *quodcumque*.

376511: correction de 2

3766ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 5

3767ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 7

3768ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 12

3769ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 21 et final.



Unde **testamentum**<sup>3770</sup> **facere non potest secundum aliquos** licet **communius** teneatur **quod possit testari**, ut notat Albr., in L. 1, C. *De heredibus instituendis*, et Car., in c. *Quamquam, De usuris, libro 6*, et Pa., in *Ad probandum, De re judicata*, quia equiparatur legato<sup>3771</sup>. Unde etiam nec **potest contrahere matrimonium sine periculo mortali**<sup>3772</sup>, nec **valent littere impetrata a papa per eum super aliquo articulo, Ipso jure, De rescriptis, libro 6**<sup>3773</sup>

Item **nullum**<sup>3774</sup> **ecclesiasticum beneficium potest acquirere**, c. *Postulastis*<sup>3775</sup>, *De clerico*, et in c. *Bone*, in fine, *De etate et qualitate prefri*<sup>3776</sup>. Et si excommunicatus recipit beneficium, licet postea absolvatur et ei concedatur, tamen fructus anteriores restituere tenetur, c. *Sacro*, eo tit. et c. *Pastoralis*, in fine, *De appella*.

Item **non potest eligere**, *De appella*, c. *Constitutis*<sup>3777</sup>, nec constitui procurator de probationibus post cessionem, nec procuratorem constituere, c. fi. *De procurato*, **quod limita verum ut actor, secus ut reus**<sup>3778</sup> **ad defendendum se**, c. *Intelleximus, De judiciis*.

D. De dispensationibus: 4um capitulum<sup>3779</sup>.

Restat igitur nunc declarare materiam dispensationum. Pro qua sciendum secundum Sco. in 4<sup>o</sup>, dist. 33, articulo 2, q. 1, quod<sup>3780</sup> accipitur dupliciter: uno modo quod **juris**<sup>3781</sup> **declaratio**, Alio modo idem est quam **juris** relaxatio vel **revocatio**. Et nota hanc distinctionem quia servit dicendis [...]<sup>3782</sup>.

Unde potest in multis casibus dispensare.

Primo modo quando occurrit necessitas cui nisi obviaretur sequeretur aliquod magnum malum: puta incurrit necessitatem tempore jejuniorum ab ecclesia preceptorum ita [fol. 120r]

quod iudicio medicorum est in periculo mortis;

---

3770ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 30.

3771ANGELUS: *relegato*

3772ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 13

3773ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 14

3774ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 8

3775*Postulastis*: correction de *postulasti*.

3776*Preficiendorum*: correction de: *ordi*

3777ANGELUS, *Excommunicatio, ultimo*, § 9, suivi du 16.

3778Suppression d'un second *secus*

3779Titre inséré dans le texte. Dans la table: *Dispensationis materia*.

3780*Quod*: ajout

3781En caractères gras, les mots de SCOTUS

3782blanc

si non est facilis recursus ad superiorem, dico quod huiusmodi necessitas habet secum in ipsis que sunt de jure positivo annexam dispensationem. Facit pro hoc c. *Si ergo*, 8, q.1, set non 2° modo loquendo de dispensatione que est proprie dispensatio, quia de ista non nisi 4or. dispensatores, scilicet Deus, papa, episcopus, prelati religionis. Et secundum istos 4or. possunt poni 4or. dispensationes:

Divinales,

Papales,

Episcopales,

Abbatiales.

Quo ad primum, scilicet dispensationem Dei, dicunt doctores in 3°, di. 36, quod duo sunt solum et non plura, in quibus Deus non potest dispensare, scilicet primum preceptum et 2um. prime tabule que sunt *Non habebis Deos alienos*, et *Non assumes nomen Dei in vanum*. Et de mente Sco nota eo quod in istis preceptis est aliquid affirmativum et aliquid negativum, quod intellegitur solum quo ad illud quod est negativum, quod Deus non possit dispensare. Exceptis istis duobus Deus potest dispensare in omnibus preceptis et in omnibus aliis que dicuntur esse de jure divino. Set quia ista parum serviunt confessoribus, ideo ista pertranseo.

De papa autem quod possit dispensare in hiis que faciuntur ad constructionem et manutenentiam ecclesie catholice tantum quantum Deus. Et dico<sup>3783</sup> notanter in hiis que sunt pro statu fidei catholice, quia ubi decoloraretur status fidei ecclesie catholice non esset papa audiendus, licet posset forte dispensare, set sibi in facie potius esset resistendum. Set ubi papa gerit utiliter negotia domini sui, id est Christi, tanquam fidelis vicarius, credo quod sit in potestate alter Deus. Et hoc tenet Durandus, et merito. Nam bonus sponsus ecclesie sic eam dilexit quod quando ascendit in celum dimisit qui posset in omnibus sponse sue providere sicut ipse. Sic etiam tenet Ricar in 4°, dist. 34.

---

<sup>3783</sup>*Dico*: correction de *dixi*.

**Unde<sup>3784</sup> dominus archie Flo in *Summa* dicit se audisse a fide dignis quod papa Martinus Quintus, habita consultatione cum multis doctissimis viris in sacra theologia et jure canonico dispensavit cum quodam qui acceperat in uxorem germanam suam, propter multa mala et scandala que evenissent si dimisisset eos et que evitari non poterant nisi sic dispensarentur.** Deo gratias igitur et Christo sponso qui talem gratiam et potestatem dedit hominibus.

De episcopis vero est grandis difficultas et varietas inter doctores canonistas quo ad potestatem dispensandi. Quidam enim dicunt episcopum posse dispensare in omnibus casibus qui sibi specialiter non prohibentur.

Alii<sup>3785</sup> dicunt quod solum in hiis qui specialiter ei conceduntur in jure. Et de hiis opinionibus vide doctores in c. *Si clerici, Extra, de judiciis*, et vide glosam in c. *Dilectus, De tempore ordinationum*.

Et licet Inno concordet in illo c. *Dilectus* has opiniones et frater Ange in sua *summa* in verbo *Dispensatio*,

In quibus episcopus potest dispensare<sup>3786</sup>.

Tamen<sup>3787</sup> nunc sine distinctione ipsorum opinionem sequendam credo fore in foro anime, que tenet quod episcopus potest dispensare in casibus in quibus specialiter sibi a jure conceditur; quare necesse est hic declarare, primo, casus in quibus est dispensatio episcopis prohibita et pape reservata, 2°, casus in quibus est abbatibus concessa.

Quantum ad primum sciendum quod Be<sup>3788</sup> in c. *Quod translationem, De officio legati*, ponit 13im. casus specialiter reservatos sedi apostolice, set Hosti ponit 60, quos in hiis versibus declaravit:

E. Versus de casibus reservatis summo pontifici<sup>3789</sup>

Si<sup>3790</sup> sit catholicus papa<sup>3791</sup> non judicat ullus.

---

3784ANGELUS, *Papa*, § 1

3785Je suis l'ornementation des majuscules pour la disposition du texte.

3786Marge. Titre dans la table: *Dipensat episcopus in istis*.

3787Je suis l'ornementation des majuscules pour la disposition du texte. Dans le manuscrit, la marge ne coupe pas les texte.

3788Ba?

3789Marge. Titre dans la table: *Casus reservati summo pontifici*

3790J'ai respecté les majuscules dans la présentation. Tout le passage est bordé d'une ligne rouge avec des doigts. Il semble que le copiste n'a pas été très exact, et qu'il a utilisé une version un peu différente de celle que j'ai utilisée. Certaines variantes se tiennent et ne nuisent pas au sens; peut-être nuisent-elles à la versification (qui entraîne des difficultés d'interprétation), mais je n'ai pas étudié cet aspect. Il est possible aussi que je lise mal le texte, mais pourquoi le scripteur aurait-il changé ici ses habitudes d'écriture?

3791 HOSTIENSIS, *Summa*, I, *De officio legati*: v.8.. *Papam* dans le manuscrit.

Erigit et subiicit cathedras, et dividit, Unit.  
 Mutat vota crucis, restaurat, eximit<sup>3792</sup> Ad se  
 Majores cause referuntur<sup>3793</sup> legitimatque,  
 Promovet, appellare vetat, prohibet profiteri,  
 Deponit, transfert, suppletque, renunciat illi  
 Presuli<sup>3794</sup> et exemptus, Symon, jurans, anathema  
 Vel proprium vel legati vel lex utriusque  
 Neque<sup>3795</sup> participans, et si quem sponte salutatur  
 Quem canon dampnat, sibi soli quando reservatur  
 Solvitur a papa, necnon quem regula dampnat.  
 Addas suspensum casum, cum fertur ad ipsum  
 Rescriptum fidei, dubium, confert bona plura.  
 Irritat infectum, legem condit generalem,  
 Approbat imperium, firmat, deponit et ungit.  
 Consilium generale facit sanctit<sup>3796</sup> quoque sanctos.  
 Ens non esse facit, non ens fore<sup>3797</sup> pallia semper  
 Portat, concedit, legi non subiacet<sup>3798</sup> ulli.  
 Appellat<sup>3799</sup> ad hunc<sup>3800</sup> medio sine iudiciumque  
 Est pro lege suum monachum revocat renitentem,<sup>3801</sup>  
 Majus adulterio<sup>3802</sup> solvit, generaliter artat,  
 Et laxat quicquid sponsis nocet, ordinat (extra<sup>3803</sup>  
 Tempora dando factum, promotum promovet idem.  
 Ordinatur), Atque die qua consecratur et ipse.  
 Viventisque locum concedit; jureque privat;  
 Insignit layco: sacra dat<sup>3804</sup>, crisma ministro.  
 Sic summa sede<sup>3805</sup> sedet: pleniusque<sup>3806</sup> vicarius extat.

3792 *Et eximit*: correction de *exquirat*.

3793 *Referuntur*: correction de *referunt*.

3794 *Praesuli*: correction de *presunt*

3795 *Nequaquam*: correction de *neque*

3796 Correction de *sanctus*

3797 *Fore*: correction de *esse*

3798 HOSTIENSIS: *Subditus* et non *subjacet*

3799 HOSTIENSIS: *appellatur* et non *appellant*

3800 HOSTIENSIS: *hoc* et non *hunc*

3801 HOSTIENSIS: *renuentem*

3802 HOSTIENSIS: *Adulterio* et non: *altero*

3803 Entre parenthèses: ajout selon HOSTIENSIS

3804 HOSTIENSIS: *donat*

3805 *Sede*: ajout. *Sic* n'est pas dans le texte d'HOSTIENSIS.

3806 HOSTIENSIS: *Plenus* et non: *plenius*

[fol.120v]<sup>3807</sup>

F. 3 casus in quibus episcopus est papa<sup>3808</sup>

Adverte tamen, confessor, quod secundum doctores nunc communiter tenetur quod tres sunt casus in quibus episcopus est papa in sua diocesi, quo ad dispensandum in hiis que sunt juris positivi, ita quod potest episcopus in hiis casibus contra canonem vel concilium.

**Primo<sup>3809</sup> ratione consuetudinis, ut quia consuetudo prescripta habet ut dispensare possit, c. finali, De consuetudine, c 11, q. 1, c. Quicumque. Consuetudo enim facit valere dispensationem que alias non valeret, argumento De celebratione missarum, c. Perniciosus, cum suis concordantiis, et argumento De transactionibus, c. finali.**

**2° ratione magne necessitatis vel utilitatis de novo emergentis et inexcogitate tempore constitutionis, quia tunc episcopus potest dispensare, et tenent domini de rota et Iho de Lig in dicto c. At si clerici, De judiciis, et sequitur Pa ibidem. Et Bal notat in L. Omnes populi, ff. De justitia et jure. Et Bar in L. Si hominem, ff. Mandati<sup>3810</sup>. Et ponit exemplum quod in civitate Perusii<sup>3811</sup> fuit factum statutum ne quis ferret<sup>3812</sup> arma et tamen priores possent dare licentiam portandi propter brigam civitatis quam de novo habet et etiam statuere, eo quod est casus novus non previsus a statuentibus, etiamsi jurassent servare illud statutum, ut notat Bal in L.<sup>3813</sup> C.<sup>3814</sup> Qui ad bo... pos..., Et Bar in secunda constitutione, C. [...] <sup>3815</sup>, § Quibus. Facit dicta lex Si hominem, ubi procurator ex nova causa prohibet speciali procuratori ut non excequeat manumissionem<sup>3816</sup> sibi commissam<sup>3817</sup>, et bene, ut ibi.**

---

3807 Référence déplacée après *extat*.

3808 Marge. Titre absent dans la table.

3809 ANGELUS, *Dispensatio*, § 5

3810 *Mandati*: correction de *Commodati*.

3811 *Perusii* correction de *parisii*

3812 ANGELUS: *deferret*

3813 ANGELUS: R; manuscrit: L.

3814 Blanc. C: ajout.

3815 Blanc.

3816 *Manumissionem*: correction de *manu* suivi d'un blanc.

3817 *Commissam*: correction de *commissionem*.

Ex quibus concludo episcopum posse bene dispensare in gradibus prohibitis in matrimonio quando impedimentum est occultum et ad papam non potest haberi recursus, Et separatio non potest fieri sine magno scandalo, sicut sepe evenit in mulieribus que cognite fuerunt a consanguineis viri antequam contrahant<sup>3818</sup> matrimonium.

3° quando canon dicit posse dispensationem<sup>3819</sup> fieri, licet aliter expresse non indulgeat: quod tunc episcopus potest, argumento c. *Nuper, De sententia excommunicationis*; Ita tenet Iho de Lig et lo cal<sup>3820</sup> et originaliter fuit dictum Inno in c. *Dilectus, De temporibus ordinationum*, qua<sup>3821</sup> frustratione intelligeretur de papa qui semper potest indulgere; et hoc etiam tenet glosa, in c. *Postulastis, De clerico excommunicato*.

G. Dispensationes abbatiales<sup>3822</sup>

Quantum ad dispensationes abbatiales sive prelatorum inferiorum notandum quod in novem casibus conceditur abbati ut dispensare possit.

**Primo<sup>3823</sup> in novitio ut promoveatur ad sacros ordines, 77<sup>3824</sup> di., c. *Monachus*.**

2° cum apostata monacho ut possit ministrare et ascendere ad alios ordines, argumento 50, c. finali, nisi in apostasia sit ordinatus, ut *De apostatis, c. finali*, quia ad papam tunc pertinet, ut ibidem patet.

3° cum illegitimo monasterium intrante, ut promoveatur, c. 1, *De filiis presbiterorum*.

4° quod non confiteantur et eucharistiam sumant semel in mense, *Cle. 1, De statu monachorum*.

---

3818 ANGELUS: *contraherent*

3819 ANGELUS: *posse fieri*

3820 *Jo cal.*: correction de *Jo an* d'après ANGELUS

3821 ANGELUS: *quia frustratorie*

3822 Marge. Titre dans la table: *Abbas in quibus dispensat*.

3823 ANGELUS: *Dispensatio*, § 8

3824 Lacune. ANGELUS: 77

5° quod monachus detur in capellanum ecclesie parrochiali, si episcopi et populi consensus accedat, 58 dist. c. 1, et 16, q. 1, c. *Doctos*, cum multis aliis capitulis Sexto quod monachus habeat propriam cellam juxta septam monasterii ex causa, 18, q. 2, *Nullius*, et 20, q. 4<sup>3825</sup>, c. finali ad finem.

7° in jejuniis et cibis et esu carni, silentio et operibus manuum, ad que tenetur monachus, ut *De consecratione*, dist. 5, c. *Non mediocriter*, et c. *Numquam*, et *Carnem*, et<sup>3826</sup> *De statu monacho*, c. *Cum ad monasterium*, [...] in<sup>3827</sup> fine. Limitat Pa. ibidem, dummodo sit dispensatio et non dissipatio, ibidem, ut puta de<sup>3828</sup> necessitate.

8° in irregularitate [...] <sup>3829</sup>.

9° in observantiis regule remittendis: 20<sup>3830</sup>, q. ultima, c. finali, et in glosa *De consecratione*, di. 5, c. *Carmen*, saltem in hiis que non sunt de substantia, argumento *De vita et honestate clericorum*, c. *Deus* [...]; Et<sup>3831</sup> quod hic dicit Alexander de abbate serva in quocumque prelato cujuscumque religionis, si ei permittitur ex regula dispensatio sicut fit ministris fratrum minorum, qui possunt dispensare in omnibus, exceptis tribus votis et que sunt contra Dei precepta, secundum Directorium, li. 2°, titulo 9, secundum quod convenit caritati, et hoc innuit beatus Franciscus cum dicit: Si qui fratrum scirent et cognoscerent se non posse regulam spiritualiter observare, ad suos ministros debeant et possint recurrere, ut [...] convenit caritati<sup>3832</sup>, ut dictum est. Et sic patet in quibus et quando possunt prelati religiosorum dispensare in regula. Quod bene nota.

Ut autem hec materia dispensationum que valde est prolixa apud confessores doctores possit clarius intelligi, ponam in particulari de dispensatione in jejuniis et votis, quia sepius occurrit casus in confessione de illis.

---

38254: correction de 5: ANGELUS: q. *ulti*.

3826Et: ajout.

3827 Après une coupure de 5 lignes dans lesquelles sont opposées l'opinion d'Hostiensis et celles de la glose, d'Innocentius et de Panormitanus, ANGELUS affirme que l'abbé peut dispenser pour tout ce qui est dans la règle, sauf les trois vœux, «par l'argument a contrario du c. *Cum in fine*». La lacune est peut-être involontaire, mais l'avis de GILBERT NICOLAS est clair.

3828 ANGELUS: *per necessitate* (sic)

3829 ANGELUS donne une référence.

3830 20: correction d'après ANGELUS, pour: 10 *cum ul*

3831 Coupure de 31 lignes consacrées à la règle de saint Benoît, commentée par ALEXANDER.

3832 ANGELUS: *Dispensatio*, § 8 (fin): *ut dispensent si conveniat caritati*

De dispensatione in juramentis habes supra, 2° precepto, Et de dispensatione [fol. 121r]

in matrimonio, in peccato luxurie.

De dispensatione in irregularitate et aliis per dicta et dicenda possunt elici multa.

H. Sequitur de dispensatione jejuniorum<sup>3833</sup>.

Notandum quod in jejuniis, **si<sup>3834</sup> causa sit evidens ex qua non potest [...]<sup>3835</sup> jejunare, homo potest per seipsum licite frangere jejunium, presertim consuetudine interveniente vel quia recursus de facili non potest haberi ad superiorem, argumento prefati, c. *Consilium*. Si vero dubia vel non ex toto tollit facultatem jejunandi, set solum in parte, ut puta debilitas vel peregrinatio aut labor et hujusmodi, debet superiorem adire qui potestatem habet in talibus dispensandi secundum Astexa.**

Set quero: **quis<sup>3836</sup> est superior qui possit in hoc dispensare.**

**Respondet Hosti in *Consilium, De observatione jejuniorum*, quod est episcopus nec sufficit licentia simplicis presbiteri etiam ex [...]<sup>3837</sup> causa nisi [...] necessitas imineat ita quod ad episcopum non possit haberi recursus sine periculo. Rodon autem dicit arbitrio boni viri limitandum pro quanta necessitate sit frangendum potius<sup>3838</sup> quam per doctrinam generalem.**

**Et sicut cum proprius sacerdos sit ordinarius iudex conscientie, videtur quod ipse possit. Ego vero credo quod si loquamur de dispensatione que est quedam juris relaxatio [...]<sup>3839</sup>, quod tunc pertinet ad episcopum solum qui causa subsistente in jejunare debente potest dispensare et in aliud bonum<sup>3840</sup> commutare talia jejunia Et causa legitima est debilitas persone sive proveniat ex defectu nature sive laboris, ar. dicti c. *Consilium* in fine. Si vero loquamur de declaratione, scilicet utrum<sup>3841</sup> sit causa legitima vel non, credo quod sufficit illa confessoris proprii quia est bonus vir et etiam consilium medici,**

---

3833 Marge. Titre absent dans la table.

3834 ANGELUS: *Jejunium*, §19

3835 ANGELUS: *ex toto*

3836 ANGELUS: *Jejunium*, §20

3837 ANGELUS: *Justa nisi summa necessitassta ca*

3838 *Potius*: ajout d'après ANGELUS.

3839 ANGELUS: *juris*.

3840 *Bonum*: correction de *votum* d'après ANGELUS.

3841 *Utrum*: correction de *ut* d'après ANGELUS.



**set medicus peccat si sine rationabili causa ut frangat consulit, ar. c. *Quid culpatur*, 23, q. 1<sup>3842</sup>. Et sic intellige Rodon.** Cum laborantes, ut premissum est in hoc libello, non teneantur jejunare; non indigent dispensatione.

Similiter si una persona bene videt quod habet excusationem non indiget dispensatione.

Si autem per se non videat et per alium sive virum sive mulierem veraciter declararetur sibi quod habet excusationem legitimum, non indiget dispensatione alia sive alio recursu.

J. Sequitur de dispensatione votorum<sup>3843</sup>

De votis quomodo sit in eis dispensandum habes aliqua precepto 2°.

Et nunc supplendo ea que ibi fuerunt ommissa, hic duo dicam: Primo de nomine, 2° de ...<sup>3844</sup>, Et principaliter de voto castitatis, quia sepius confessoribus accidit.

Commutatio votorum quomodo dicitur dispensatio voti<sup>3845</sup>.

De primo oportet videre quomodo differunt ista tria: redemptio, commutatio et dispensatio votorum. Nam redemptio et commutatio differunt sicut emptio et permutatio, quia in primo requiritur pecunia numerata in precium. Unde si ille qui vovit ire ad sanctum Jacobum habet illic hostes et non versus Romam liberetur a peregrinatione sancti Jacobi et obligetur ad visitandum limina apostolorum; commutatio est .Si vero impeditus ire absolvatur et precipiatur sibi dare pro Deo quantum erat expensurus eundo et redeundo, redemptio est que etiam debet esse justii pretii et equalis, *Extra*, eo ti., c. *Magne*. Hec Petrus de Palu. Set inter dispensationem et commutationem Th] dicit hanc esse differentiam, quia si absolute determinet prelatus aliquod votum non esse servandum, erit dispensatio voti. Si autem per hoc quod servandum erat aliquid aliud imponitur, dicitur commutatio voti. Unde majus erat dispensatio quam commutatio. Utrumque tamen possint prelati ecclesie, ut declarat Tho 2a 2a. [...]<sup>3846</sup>.

---

3842 1: correction de 2

3843 Titre inséré dans la texte. Lettre non visible, mais ajoutée selon la table des matières: *Votum quo ad dispensationem*.

3844 Lacune

3845 Marge. Titre dans la marge: *Dispensatio quid est. De dispensatione*.

3846 Blanc

Pro 2° tene menti quod dixi ex Durando in orto matrimonii in impedimento conditionis.

Et nunc quo ad votum castitatis pono sequentes propositiones.

Prima propositio: Neque papa neque alius potest sine causa dispensare in voto sive juramento. Et si fiat pro libitu voluntatis taliter dispensatus non est<sup>3847</sup> tutus in conscientia.

Hec propositio est Panor et fere omnium doctorum in c. *Non est, Extra*, eo. Et ibi hec dicit glosa singularis: Dicta autem propositio concorditer conceditur ab omnibus ubi papa dispensaret contra jus divinum, set ubi dispensat contra jus positivum est difficultas, et puto quod dispensatio esset admittenda tamen de utroque jure; idem tenent Inno, Jo An post sanctum Tho in c. *De multa, De prebendis*, et cum eo transit Pa. Unde dispensatus super pluralitate benefefficiorum sine causa non est tutus quo ad Deum licet teneat quoad nos.

Causa autem dispensandi est duplex, scilicet necessitas et utilitas,

[fol. 121v]

ex eo ti. *De*<sup>3848</sup> *multa*.

2a. propositio: Solus papa et non alius dispensat sive absolvit totaliter a voto et juramento, et hoc ex causa.

Hec propositio est secundum Panor in c. *Proposuit, De concessione prebeende*, set verius puto quod episcopus ex causa rationabili in votis sibi commissis et jura mentis potest dispensare ex voto, secundum Ricar, dist. 38, 4°, *Quoad vota*, parte 9a., illius distinctionis, et sufficienter colligitur ex c. primo, *De voto et voti redemptione*: in juramentis aut conjuramentis sic minoris obligationis patet idem.

---

3847 *Est*..ajout

3848 *De* correction de: *ex*

K. 5 vota in quibus nullus dispensare potest nisi papa<sup>3849</sup>.

Tertia propositio: Sunt quinque vota in quibus nullus dispensare potest nisi papa.

Primum est votum castitatis solempne. Dixi autem solempne, quia episcopus potest dispensare in voto castitatis simplici et perpetuo, multo magis quando esset ad tempus; Et hoc si duo concurrant:

**Primum<sup>3850</sup> si votum castitatis fuerit aliquo modo meticulosum a principio, licet non solum iustus metus fuerit [...].**

**2um propter periculum fornicationis, scilicet quando verisimiliter timetur de incontinentia.** In aliis autem casibus solus papa dispensabit. Istud dictum quod episcopus potest dispensare in voto castitatis simplici est verum de jure communi, set per *Extravagantem* Sixti que incipit: *Etsi<sup>3851</sup> gregis dominici*, sub pena excommunicationis papalis prohibetur ne quis citra papam dispenset, et arbitror etiam hoc contineri in processu curie. Hec sunt de mente glose, *Veniens, Extra, Qui clerici vel voventes*. Et hoc tenet Cardi et dominus An., in c. *Veniens*, licet alii contrarium dicant.

**Similiter<sup>3852</sup>, dispensat episcopus in voto castitatis emisso ab altero conjugum ratione periculi, ut etiam exigere possit [...].**

Item dispensat **cum<sup>3853</sup> eo qui facit votum non nubendi, quia proprie non est votum castitatis: quod patet, quia si fornicaretur non frangit votum, licet peccaret mortaliter.**

Sunt et alia 4or. vota in quibus solus papa dispensare potest, videlicet **in<sup>3854</sup> voto religionis, in voto Iherosolimitano, in voto sancti Jacobi, in voto visitandi limina Petri et Pauli apostolorum.**

---

3849 Marge. Titre absent dans la table.

3850 ANGELUS, *Votum* 4, § 9

3851 Ets: correction de super.

3852 ANGELUS, *Votum* 4, § 9

3853 ANGELUS, *Votum* 4, § 9

3854 ANGELUS, *Votum* 4, § 6

Et sic servatur in facto, licet nullo jure inveniatur expressum nisi de voto pro subsidio terre sancte, ut in c. *Ex multa, De voto*, ubi tenet Pan quod etiam legatus a latere non potest dispensare, cum requiratur specialis dispensatio, ut in dicto c. *Ex multa* patet. Set si factum esset solum ex<sup>3855</sup> devotione, non pro subsidio, sic tenet Pan ibidem quod episcopus potest dispensare, et similiter si vovisset<sup>3856</sup> solum<sup>3857</sup> ex devotione ire ad sanctum Jacobum, non in subsidium prestandum. Et facit pro hoc textus c. *Quod super hiis*, et c. *Ex multa*, eo ti. que fundant se super subsidia terre sancte. Et licet istud sit verum de jure, quia tamen consuetudo ita se habet ut etiam ex devotione<sup>3858</sup> pertineat ad papam ejus dispensatio et etiam quia majores cause ad papam sunt refferende, ut in c. *Majores, De baptismo*, ideo consulo recurrendum fore ad papam in hujusmodi. Si tamen episcopus dispensaret sequendo opinionem Pa, credo quod hoc<sup>3859</sup> valeret. Hoc habet verum de jure communi, quia per processum curie est prohibitum sub sententia, ut dictum fuit de alio, **Quia**<sup>3860</sup> posset dici quod, licet communiter remittantur ad papam, non tamen propter hoc est casus papalis: potest enim aliquis mitti ad papam aliquando ad timorem, aliquando pro majori cautela, aliquando pro reverentia<sup>3861</sup>. Et ideo hoc non probat esse quod ad hoc contingit abesse, **L. Neque natales**<sup>3862</sup>, **C. Probationibus**.

In quibus votum potest abbas vel episcopus dispensare<sup>3863</sup>.

In aliis autem votis a predictis potest episcopus dispensare quoad suos subditos.

Abbas et alii prelati religiosorum possunt dispensare quo ad religiosos eis subditos sive votum emiserint<sup>3864</sup> ante ingressum religionis sive postea. Alii autem inferiores episcopis, qui non sunt prelati religiosorum, non possunt dispensare, nisi tales haberent jurisdictionem episcopalem in personas de jure speciali.

---

3855 ANGELUS: *per devotionem*

3856 *Vovisset* correction de *vovisset* d'après ANGELUS.

3857 Suppression d'un premier *ire*

3858 ANGELUS: *ex devotione factum*

3859 Sans: *quod hoc* chez Ange et fin du texte commun.

3860 ANGELUS: *Votum*, 4, § 6. *Quia* suit: *valeret*.

3861 ANGELUS: différences dans les compléments: *ad terrorem...pro majori cautela...ex reverentia*.

3862 *Neque natales*: correction de *vocales*.

3863 Marge. Titre absent dans la table.

3864 ANGELUS: *fecerint*

Facit glosa in *Clementina* prima, *De rebus ecclesie non alienandis* et quod notat<sup>3865</sup>  
Inno in c. *Statuimus*, *De majoritate et obedientia*, et Pa in c. *Significasti*, *De foro  
competenti*, vel ex speciali jure vel concessione hoc eis concederetur.

Et hoc sequuntur communiter doctores in c. finali, *De postulatione prelatorum*.

Hostiensis tamen dicit in c. primo, *De voto*, quod textus dicti c. 1, probare videtur  
[fol. 122r]

quod quilibet presidens in istis votis dispensare potest<sup>3866</sup>.

Fatetur tamen quod de consuetudine servatur ut inferiores episcopis non possint  
dispensare nisi ut dictum est et minime mutanda sunt que longa consuetudine  
interpretationem acceperunt; *L. Minime*, ff. *De legibus*.

Utrum<sup>3867</sup> episcopus et similes possunt dispensare in votis a se emissis sicut  
possunt dispensare in subditorum votis? Respondet Pa in c. *Magne*, *De voto*, quod  
non.

Et facit c. *Magne*, ibidem juncta glosa pro hoc. Nam non debet quis auctorizare in  
facto suo proprio, ut in *Cle*, 2, *De rebus ecclesie non alienandis*, et in L. 1, ff. *De  
auctoritate tutoris*; tamen hoc possunt eorum confessores ut videtur, cum confessores  
de jure videantur tantam auctoritatem habere<sup>3868</sup> super eos quantam episcopi habent super  
suos subditos.

L. Sequitur de absolutione: quintum capitulum<sup>3869</sup>.

Finaliter de 5° et ultimo dicamus, scilicet de absolutione a peccatis, et post<sup>3870</sup>  
*Misereatur* etc., a sacerdote, et *Indulgentiam* etc., que premittuntur communiter ne  
impediatur sacramentum ex parte penitentis.

---

3865 *Notat*: ajout selon ANGELUS.

3866 ANGELUS: *posset*.

3867 ANGELUS: *Votum*, 4, § 7

3868 *Habere*: ajout

3869 Titre inséré dans le texte. Titre dans la table: *Absolutionis forma*.

3870 *Post*: ajout.

Dicat confessor<sup>3871</sup>: Dominus noster Ihesus Christus te absolvat in cuius auctoritate ego te absolvo te a peccatis tuis in nomine Patris et Filii et Spiritus sancti, amen. Et si habet casum reservatum, imponat sibi confessor ut vadat ad superiorem qui potest eum absolvere; et tutius est, ut dicit Cancellarius Parisiensis, nihil addere predictae forme absolutionis, de qua forma est briga inter doctores, utrum etiam predicta sint de necessitate. Quidam tenent quod tantum sunt duo verba, scilicet: Absolvo te. Alii tenent quod tria, quia predicta duo verba precise non plus sunt forma absolutionis a peccatis vel peccato quam absolutionis ab excommunicatione vel suspensione, quia quis absolvens ab istis potest uti hiis verbis: absolvo te, ideo debet addi 3um membrum, videlicet: a peccatis. Alii volunt quod debet addi 4um., scilicet: tuis. Alii dicunt quod tutius est, ut dixi, dicere omnia predicta nec oportet curare utrum omnia sint de necessitate vel non. De istis opinionibus pertranseo.

Secundum Ricar. in 4°, di. 18<sup>3872</sup>, non est necesse observare verba precise sicut in penitentia<sup>3873</sup> que est pars sacramenti penitenti; licet congruum sit etiam ista dicere: Absolvo te, non tamen est necessarium. Sufficeret ergo verba signantia excommunicationis remotionem dicere<sup>3874</sup>.

Unde si diceret: excommunicationem revoco vel relaxo excommunicationem, ille esset absolutus.

Idem si diceret rebenedico te vel quodcumque aliud tale intendens per illud absolvere esset absolutus, *De regulis juris, c. Omnis res*, Et hoc secundum Guillm, Iho an, Ray. et fere omnes doctores, licet Hosti. dicat contrarium.

Absolutio a suspensione divini officii vel divinorum fieri debet sub ista forma vel simili: Ego absolvo te a vinculo quod incurristi propter talem causam et restituo te executioni ordinum et divinorum officiorum in nomine Patris et Filii et Spiritus sancti, Amen. Tamen quia suspensio pertinet ad forum contentiosum nec reperitur determinata forma necessaria hujus relaxationis,

---

3871 *Confessor*: correction de: *Confiteor*

3872 *Di 18*: ajouté en marge.

3873 *Penitentia*: pour: *pa*

3874 *Dicere*: ajout.

ideo quicquid dicatur et quibuscumque verbis utatur is qui valet absolvere vere absolvit sicut dictum est de absolutione ab excommunicatione.

Quo autem ad irregularitatem secus est. Nam relaxatio ejus per illum qui valet debet fieri per istud verbum: Dispenso tecum in irregularitate quam incurristi propter talem causam et restituo te ad actus legitimos, vel: si contraxisses, quando dubitatur.

M. De absolutione usurariorum.<sup>3875</sup>

Item adverte quo **usurarii<sup>3876</sup> non possunt recipi ad confessionem suorum peccatorum donec de usuris fuerit secundum facultatem eorum plenius satisfactum vel ydonee cautum illis quibus deberentur restitui usure extorte si sint<sup>3877</sup> presentes vel aliis qui possint eis acquirere vel eis absentibus loci ordinario vel ejus vicario vel presbitero parochiali in qua habitant usurarii vel tabellioni de mandato ordinarii ita quod certa quantitas eis exprimat in cautione et manifesta se apareat<sup>3878</sup> vel si non aparet manifesta exprimat illa quantitas que ad arbitrium ejus qui cautionem recipit videtur. Qui si scienter minorem recipit tenebitur ipse de suo, multo magis si nullam. Hec habentur in c. *Quamquam, De usuris, libro 6*, ubi sic habetur primo:**

---

3875 Marge. Titre dans la table: *Absolutio usurariorum virtute indulti.*. Ce titre est placé au fol 122.v, (où ne se trouve aucune majuscule munie de pied de mouche, du moins avant une vingtaine de lignes); placé ici, il me semble, au moins, délimiter le cas particulier de l'excommunié pour usures.

3876ANGELUS, *Usura* 2, § 8, (jusqu'à: *libro 6.*°)

3877ANGELUS: *sunt* et plus loin: *possunt*

3878ANGELUS: *aparet*

## Quamquam<sup>3879</sup> usurarii manifesti de usuris

[fol. 122 v<sup>3880</sup>]

quas acceperant<sup>3881</sup> satisfieri expressa quantitate vel indistincte in ultima voluntate mandaverint, nichilominus tamen eis ecclesiastica sepultura denegetur donec de usuris ipsis<sup>3882</sup> prout patiuntur facultates eorum, plenarie satisfactum vel illis quibus facienda est restitutio, si praesto sunt ipsi, aut aliis [...] <sup>3883</sup> qui eis possint acquirere, vel, eis absentibus, loci ordinario aut ejus vices gerenti, sive rectori parrochie, in qua testator habitat, coram aliquibus fide dignis de ipsa parrochia, (quibus quidem ordinario, vicario et rectori predicto modo cautionem hujusmodi eorum nomine liceat presentis constitutionis auctoritate<sup>3884</sup> recipere, ita, quod illis perinde actio requiratur<sup>3885</sup>) aut servo publico de ipsius ordinarii mandato idonee de<sup>3886</sup> restitutione facienda sit cautum. Ceterum si receptarum usurarum sit quantitas manifesta, illam semper in cautione predicta exprimi volumus, alioquin aliam recipientis cautionem hujus<sup>3887</sup> arbitrio moderandam; ipse tamen scienter, non minorem quam verisimiliter creditur, moderetur, et, si secus fecerit, ad satisfactionem residui teneatur. Et dicit ibi glosa super verbo subjacere, quod hodie admittentes aliter quam predictum est ad sepulturam ecclesiasticam sunt excommunicati ipso facto per *Cle, De sepulturis, Eos qui*. Et sequitur infra in eodem c., ibidem: **Nullus manifestorum usurariorum testamentis intersit aut eos ad confessionem admittat [...] <sup>3888</sup> nisi de usuris satisfecerint vel de satisfaciendo pro suarum viribus facultatum prestant, ut premittitur, ydoneam cautionem.** Qui autem sint manifesti usurarii habetur in glosa super verbo manifestos, ibidem, eodem ti., ubi sic habetur: Manifesti dicuntur de quibus notorium est de jure ut quia confessi vel condemnati vel de facto vel quia habent operis evidentiam que nulla tergiversatione posset celari, ut quia tenet altare suum paratum,, et glosa in dicto c. *Quamquam*, super verbo *Manifesti*: Quo ad casum nostrum satis posset etiam dici manifestus, si coram sacerdote et testibus fatetur se usurarium et usuras restitui mandat . Vide ibi multa, qualiter debeat fieri restitutio.

---

3879 En caractères gras, le texte du *Sexte*.

3880 Déplacement de la référence avant *quas*.

3881 *Receperant* (Richter)

3882 *Fuerit* (Richter)

3883 Lacune: *...(aliis) quibus facienda est restitutio, si praesto sint ipsi aut aliis (qui)...* ((Richter)

3884 *Auctoritate*: ajout

3885 *Acquiratur* (Richter)

3886 Suppression d'un second *de*

3887 *Hujusmodi* (Richter)

3888 Lacune: *Sive ipsos absolvat* (Richter)



Et<sup>3889</sup> nota hic quod nomine: ydonee cautionis, intelliguntur pignora vel fidejussores, ff. *Mandati*, L. *Si*<sup>3890</sup>. Que si non possent dare secundum Iho An et Barto jurabunt hoc se non posse dare et se facturos quod promittunt, *De sententia excommunicationis*, c. fi., § *illis*, li 6. [...] <sup>3891</sup>

Item nota: per loci ordinarium, secundum Iho An, intelligo episcopum de jure et idem de decano et archipresbytero vel abbate qui alias jurisdictionem haberet in spiritualibus in loco in quo usurarius degebit; idem dicit de rectore parrochie debitoris lesi, cui sit quasi iudex et minister ejus secundum Bar et Iho An. Facit L. *Cum pro quo*<sup>3892</sup>, ff. *De in jus vocando*. Item scito quod per hoc quod dicit de mandato ordinarii arguit Iho An quod tabellio in hoc casu non acquirit actionem extraneo<sup>3893</sup> sua stipulatione nisi faciat istud de mandato ordinarii. Et hoc bene notabis contra multos confessores.

N. De absolute virtute indulgentie<sup>3894</sup>

Item adverte bene, o confessor, quod dum absolvis virtute indulgentie sive confessionalis quod vulgo dicitur perpetuum vel privilegium papale debes semper servare formam tui confessionalis. Et non intelligitur forma, id est quod talia verba dicas absolvarèglendo sicut sunt in confessionali scripta, set quod fiant prius ea que indulgentia mandat vel privilegium.

Unde pro regula est tenendum quod ubicumque jus utitur isto verbo potest negative quod tunc absolutio impensa contra illud quod sic imponitur est nulla ut per glosam patet in prima regula, *De regulis juris*, li. 6to. Idem dic quando canon utitur verbo non valet; ubi autem utitur verbo: nullatenus, tunc secundum Eu.<sup>3895</sup> in *Clementina* unica, *De seque*, non valet, set secundum Cardi., ibidem, valet. Set ego dico ubi alias absolutio alicui pertinet de jure, tenet absolutio, si obmittatur quod precipit canon fiendum, quantumcumque utatur verbo nullatenus aut verbo non mereatur, vel non absolvatur.

---

3889 ANGELUS § 8, (suite immédiate de: libro 6.º)S, *Usura* 2,

3890 ANGELUS: L. *Si mandato Ticii*, § *si*, ff. *Mandati*

3891 ANGELUS définit ici ceux qui peuvent être cautions.

3892 *Cum pro quo*: correction de *Eum per quo*

3893 Lecture: *actione extraneam*; double correction d'après ANGELUS: *actionem extraneo ex (sua stipulatione)*

3894 Marge. Titre absent dans la table.

3895 Lecture douteuse.

Set ubi absolutio de jure non competit tali, puta quia conditor canonis sibi vel alteri reservavit et solum concedit in aliquo casu, verbi gratia in articulo mortis et hujusmodi, sub aliqua forma sit, sub quibusdam verbis *vetet*<sup>3896</sup>, tunc non valet absolutio nisi reservata modificatione seu forma in ipso canone expressa. Facit glosa in *Clementina*, 1, *De jure patronatus*, in verbo *Inhibentes*. Quod nota bene.

Item adhuc bene adverte quod secundum doctores si indulgentia<sup>3897</sup> continet istam clausulam quod possis absolvere a peccatis exceptis hiis propter que merito esset sedes apostolica consulenda, quod tunc virtute illius potest absolvere ab omnibus sententiis excommunicationis majoribus quas papa sibi specialiter non reservavit. Hoc tamen non est verum de sententia lata a iudice in particulari contra aliquem nominatim, nisi specialiter hoc poneretur in indulto juxta illud in generali concessione etc. et etiam a sinodalibus, facta tamen prius restitutione.

Caveat tamen confessor a scandalo prelatorum, puta

[fol. 123r]

si sit publice excommunicatus, quia tutius est propter pacem servandam quod remittet ad episcopum. De hoc autem vide Hen Herp in suo preceptorio, precepto 4°, sermone 11.

---

3896 *Vetet*, plutôt que *velit*.

3897 *Indulgentia*: correction de *indulgentiam*

Forma absolutionis in indulgentiis plenariis<sup>3898</sup>.

Patet ergo resolutorie ex precedentibus quod forma absolvendi plenarie aliquem sic fieri debet in istis confessionibus generalibus et indulgentiis plenariis<sup>3899</sup>: Dominus noster Jhesus Christus te absolvat, in cujus auctoritate mihi commissa et tibi concessa ego absolvo te a sententia excommunicationis, interdicti aut suspensionis, si quam vel quas incurristi, et restituo te sacramentis ecclesie. Item eadem auctoritate ego absolvo te ab omnibus peccatis tuis in nomine Patris et Filii et Spiritus sancti, Amen. Si non ponatur in indulto facultas dispensandi in irregularitate, licet ibi contineatur quod talis possit absolvi etiam a sedi apostolice reservatis et dispensari in votis, non potest dispensari in irregularitate. Ubi autem certum est quod erat excommunicatus, interdictus vel suspensus, non dicatur si quam incurristi etc., set absolute: Ego te absolvo te a tali sententia quam incurristi, deinde dicatur: et dispenso tecum in tali et in tali irregularitate vel voto, si scilicet certum est quod peccator fuerit innodatus vel fecerit votum; vel si non est certum dicatur ut prius: Dispenso tecum etc., si quam incurristi etc.

Et sic finis, Deo gratias et Marie matri piissimi Jhesu.

---

3898 Marge. . Titre dans la table: *Absolutionis forma*, (122 N)

3899 Suppression de: *sic fieri debet*

### 3) TABLE DES TITRES

[fol 1r] (p 1)

Maria autem conservabat omnia verba hec. Lu., 2. (p 1)

[A].Intentio auctoris. (p 1)

[B]. Mistica historia regum querentium Christum. (p 1)

3a necessaria ad justificationem peccatorum. (p 2)

Aurum signat restitutionem. (p 2)

Triplex restitutio facienda.. (p 2)

Thus signat intentionem. (p 2)

Triplex intentio habenda in confessione. (p 2)

Mirra signat confessionem (p 2)

3plex conditio confessionis. (p 2)

Divisio hujus libri (p 3)

[fol. 1v] (p 3)

Prima pars (p 3)

De tribus mysticis muneribus regum propositio in communi. (p 3)

C. Propositio prima: de requisitis ad confessionem (p 3)

Prima pars propositionis. (p 3)

4ter dampnificatur proximus (p 4)

D. Amor restitutionis triplex (p 4)

3 conditiones confessionis (p 4)

Admonitio auctoris (p 5)

E. 2a pars propositionis.Quando confessio est reiteranda. (p 5)

Papa non potest precipere reiterare confessionem (p 5)

[fol.2r] (p 5)

3ex velle necessarium habere (p 5)

A.Sepe confiteri eadem peccata utile (p 5)

Dubium si iterata confessio prodest (p 6)

B. Correlarium primum (p 6)

Correlarium secundum (p 7)

Correlarium tertium (p 7)

Correlarium 4um (p 7)

[fol. 2v] (p 7)

C. Correlarium 5um (p 8)

D. 3a pars propositionis. Tres casus in quibus sunt fiendae examinationes confessoris (p 8)

D. Correlarium primum . Practica interrogationum necessarie fiendarum (p 8)  
Practica interrogationum necessarie fiendarum (p 8)

E) Interrogationes super auro mistico (p 9)  
Interrogationes super thure (p 9)  
[fol. 3r] (p 9)

A. Interrogationes super mirra mistica (p 10)

B. Interrogationes fiende pro episcopis (p 11)  
[fol.3v] (p 11)

C. Interrogationes pro religiosis personis (p 11)

D. Interrogationes de dominis et principibus secularibus (p 12)

E. Interrogationes pro mercatoribus (p 12)  
Bonum documentum (p 13)  
Incipit tractatus seu prima pars: De auro Marie (p 15)  
[fol.4r] (p 15)

A. Duo pendicula burse Marie. (p 15)

B. 1us articulus. Prima suppositio de meo et tuo. (p 16)  
2a suppositio. (p 16)  
3a suppositio. (p 16)  
4a suppositio. (p 16)  
5a suppositio. (p 17)  
6a suppositio. (p 17)  
[fol. 4v] (p 17)

C. Divisio Loth et Abrahami (p 17)

D. 2us articulus. Prima divisio justicie (p 18)  
Duplex justitia (p 18)

E. 2a divisio justitie. (p 18)

A. 3a divisio. Duplex proportio (p 19)  
[fol.5r] (p 19)  
1um correlarium (p 19)

B . 4a divisio de translatione rerum (p 19)  
5a divisio de translatione auctoritatis (p 20)  
2a translatio duplex (p 20)  
Sexta divisio duplex rerum (p 20)

7a divisio de commutatione (p 20)  
Quo ad tertium articulum propositionis (p 21)  
Nota de translatione dominiorum (p 21)  
Correlarium 1um (p 21)  
2a propositio. Duplex actus (p 21)  
3a propositio 21  
[fol. 5v] (p 21)  
C. Correlarium primum. Requisita ad liberalem donationem (p 22)  
Multi qui non possunt donare (p 22)  
Pena visitorum imponitur pro visitatione (p 22)  
Requisita ad accommodationem (p 22)  
Non transferens gratuite (p 23)  
D. 4or contractus in quibus transfertur dominium (p 23)  
E. Propositio 3a de permutatione (p 23)  
[Fol. 6r] (p 24)  
A. Valor rerum qualiter attenditur. (p 24)  
Equalitas precii qualiter attenditur (p 25)  
B. Consimilis propositio de justa emptione et venditione (p 25)  
Convenientia aliorum contractuum cum istis supradictis. (p 26)  
[fol.6v] (p 26)  
C. 4a propositio de mutuo (p 26)  
De cambio (p 26)  
Pecunia habet usum utilem (p 26)  
D. Duae regulae de commutatione (p 27)  
E. Prima propositio de negotiatione (p 27)  
F. Corrolarium 1m (p 28)  
[fol. 7r] (p 28)  
A. Corrolarium 2um (p 29)  
B. Documentum generale de restitutione (p 29)  
Instructio auctoris in procedendo (p 30)  
[fol.7v] (p 30)  
C. Regula communis seu theorica pro omnibus denariis seu pro tota ista prima parte. (p 30)  
Modus procedendi (p 30)  
D. Regula seu theorica. (p 31)

Auffere potest quis multipliciter (p 31)  
Detinere potest quis qualiter. (p 31)  
E. Qui tenentur in solidum restituere (p 32)  
Alia theorica generalis (p 32)  
Turpiter dari dicitur (p 32)  
F. Regula sive theorica pro denario advocatorum. (p 32)  
Primus articulus (p 32)  
[fol. 8r] (p 32)  
A. Persone quinque concurrunt in iudicio (p 33)  
Quando dicitur quis peccat per malitiam, ignorantiam sive negligentiam (p 33)  
2us articulus. (p 33)  
B. Correlarium primum pro advocatis. (p 33)  
Correlarium secundum pro advocatis (p 34)  
C. Correlarium primum de iudicibus (p 34)  
D. Correlarium secundum pro iudicibus quando tenentur restituere propter ignorantiam. (p 34)  
[fol. 8v] (p 35)  
E. Correlarium pro actore vel reo quando tenentur ad restitutionem. (p 35)  
Aliqua accusatio redditur viciosa tribus modis. (p 36)  
F. Correlarium pro testibus (p 36)  
G. Correlarium pro notariis seu tabellionibus. (p 37)  
[fol.9r] (p 37)  
H. Correlarium consiliatorum vel assessorum. (p 37)  
In solidum restituere quando tenentur (p 38)  
Nota quando quis debet exprimere votum suum (p 39)  
Leges quando dicuntur inique (p 39)  
[fol.9v] (p 39)  
J. Correlarium pro clientulis (p 39)  
Notabilia hujus denarii. (p 40)  
Salarium iudicis. (p 4)  
Nota bene qualiter quis non obligatur ad penam legis (p 40)  
[fol.10r] (p 41)  
K. Regula secundum Hugonem pro denario adulatoris (p 42)  
Notabile hujus denarii. (p 42)  
L. Regula sive theorica pro denario bellatorum (p 43)

Que requiruntur ad justitiam belli. (p 43)  
Clerici possunt alios inducere ad bellandum (p 43)  
[fol. 10v] (p 44)  
M. Correlarium primum bellatorum (p 45)  
Correlarium 2m (p 45)  
Correlarium 3m (p 45)  
Correlarium 4m (p 45)  
Correlarium (p 46)  
Notabile (p 46)  
Q° Si subditi tenentur ire ad bellum domino mandante (p 46)  
[fol. 11r] (p 46)  
Subditi quomodo excusantur (p 46)  
Notabile 2m (p 47)  
Notabile 3m. 2us comes justii belli (p 48)  
[fol. 11v] (p 49)  
N. Notabile 4m (p 49)  
Tenentur in solidum (p 49)  
O. Tertius comes belli (p 50).  
Notabile 5m. (p 50)  
Restitutio persone occise (p 50)  
Correlarium primum (p 50)  
Notabile 6m (p 50)  
Notabile 7m (p 50)  
P. 4s comes belli (p 51)  
Correlarium (p 51)  
[fol.12r] (p 51)  
Q. 5us comes. Quintus comes est compositio (p 52)  
Notabile 8m (p 52)  
R. Nota hec de repressaliis (p 53)  
Repressallie si sunt licite (p 53)  
[fol.12v] (p 53)  
Regula seu maxima pro repressaliis (p 54)  
Notabile (p 54)  
S. Regula seu maxima pro denario camporum. Denarius quartus (p 54)  
Triplex cambium (p 54)



[fol. 13r] (p 56)

T. Regula pro denario benefactorum. Denarius quintus. (p 56)

Clerici que bona possunt habere (p 57)

[fol 13v] (p 58)

V. Qualiter debent uti beneficiis beneficiati. (p 58)

X. 2us articulus. (p 59)

Correlarium 1m (p 59)

Correlarium 2m (p 59)

Correlarium 3m (p 59)

Correlarium 4m (p 59)

Y. 3us ar[ticu]lus. De canonica portione (p 60)

[fol 14r] (p 60)

De quibus debetur canonica portio (p 61)

Z. Regula seu maxima aut theorica pro denario detractorum. 6us denarius. (p 62)

Articulus 1us. (p 62)

[fol 14v] (p 63)

A. Maxima seu regula pro denario dominorum in dignitate constitutorum. 7us denarius (p 64)

1us articulus. (p 64)

Maxima. (p 64)

Officialis negligens qualiter punitur (p 64)

[fol 15r] (p 65)

B. Regula seu maxima pro denario donatariorum. Denarius 8us. (p 66)

Primus articulus (p 66)

Mulieris donatio (p 66)

Maxima (p 66)

C. Qui non possunt donare (p 66)

Quomodo debent alienari res ecclesie (p 67)

Secundus articulus (p 67)

[fol 15v] (p 68)

D. 3us articulus. De visitoribus (p 69)

Ypocrita tenetur restituere (p 69)

Theorica seu regula pro denario falsariorum. Denarius 9us. (p 69)

E. 1us articulus. Falsarius dicitur (p 69)

[fol 16r] (p 70)

F. 2us articulus (p 70)  
Moneta falsificatur qualiter. (p 71)  
G. 3us articulus (p 71)  
Theorica pro denario filiorum. Denarius 10 us. (p 71)  
H. Primus articulus (p 71)  
[fol 16v] (p 73)  
J. Que juste cause exheredendi filios. (p 73)  
Que cause in quibus filius potest exheredare patrem (p 73)  
Dubium. Alimenta si possunt denegari (p 74)  
Dubium. Si licet exheredare filium ut heredare faciat ecclesiam (p 74)  
Frater quando potest exheredare fratrem (p 74)  
Dubium. Si vir potest exheredare uxorem (p 75)  
K. Peculium militis (p 75)  
[fol. 17r] (p 75)  
L. 2us articulus. (p 76)  
M. 3us articulus. Pater quando tenetur restituere pro filio. (p 77)  
[fol. 17v] (p 78)  
N. Theorica pro denario inventorum aliquorum rerum. Denarius 11. (p 79)  
Articulus primus (p 79)  
O. 2us articulus. (p 80)  
[fol. 18r] (p 80)  
Theorica pro denario furum seu latronum. Denarius 12us. (p 81)  
P. 1us articulus. Furtum quid est. (p 82)  
[fol. 18v] (p 83)  
Q. 2us articulus. Rapina. (p 83)  
R. 3us articulus. Nota bene quando quis potest sibi satisfacere pro debito. (p 85)  
[fol. 19r] (p 85)  
Theorica pro denario hedificatorum seu edifficiorum. Denarius 13s. (p 86)  
S. 1s articulus (p 86)  
T. 2s articulus. (p 86)  
V. 3us articulus. (p 87)  
[fol. 19v] (p 88)  
Theorica pro denario locatorum et depositariorum. Denarius [14us] (p 88)  
X. 1us articulus. De deposito (p 88)  
Y. 2us articulus. De commodato. (p 90)

[fol. 20r] (p 90)

Quando quis tenetur de dolo et lata culpa et levi (p 91)

Quando quis potest proponere res suas. (p 91)

Z. 3us articulus. De conducto. (p 92)

Cui incumbit probatio de dolo. (p 93)

Theorica pro denario lusorum. Denarius 15us (p 93)

A. Primus articulus. De ludo (p 93)

[fol. 20v] (p 93)

B. 2us articulus. De ludo diabolico. (p 93)

C 3us articulus. De restitutione lucratorum in ludo. (p 94)

Theorica pro denario medicorum et artif[iciu]m chirurgicorum. Denarius 16us (p 95)

D. 1us articulus de exponentibus se periculo et medicis. (p 95)

[fol. 21r] (p 95)

E. 2us articulus de operariis et artificibus. (p 97)

3us articulus . Quando artifices tenentur (p 97)

Theorica pro denario mercatorum. Denarius 17us. (p 97)

F. 1us articulus: de fraude mercatorum. (p 98)

Correlarium (p 98)

[fol. 21v] (p 98)

G. 2us articulus de venditoribus res viciosas. (p 98)

3us articulus de ementibus quod non potentibus emere. (p 99)

Theorica pro denario mulierum. Denario 18 (p 99)

H. 1us articulus de turpi lucro. (p 99)

J. 2us articulus de restitutione turpi lucri. (p 100)

K. 3us articulus de uxore raptoris. (p 100)

[fol. 22r] (p 100)

L. Theorica pro denario patronorum. Denario 19us. (p 100)

Patronus dicitur (p 101)

Theorica pro denario participantium in furto vel rapina. Denarius 20us. (p 101)

M. 1us articulus. De participantibus in furto vel rapina. (p 101)

N. 2us articulus. De liberatione a restitutione (p 103)

[fol. 22v] (p 103)

O. 3us articulus de manifestatione rei furate vel furis (p 15)

P. Theorica pro denario pescatorum. Denarius 21. (p 105)

Theorica pro denario detinentium seu possidentium. Denarius 22 (p 105)

[fol. 23r] (p 105)  
Q. 1us articulus. De male fidei possessor (p 106)  
R. Secundus articulus (p 107)  
[fol. 23v] (p 108)  
S. 3us articulus de expositis infantibus. (p 108)  
Theorica pro denario symoniacorum. Denarius 23us (p 109)  
Spirituale dupliciter dicitur (p 110)  
Annexum spirituali (p 110)  
[fol. 24r] (p 110)  
V. Dependens a spirituali (p 110)  
Antecedens spirituale (p 111)  
[fol. 24v] (p 113)  
Permutantes que oportet servare (p 114)  
Nota qualiter laicus potest arrendare beneficia ecclesiastica (p 115)  
[fol. 25r] (p 115)  
X. 2us articulus. Unde haberet ortum symonia et de 3plici munere inducta (p 117)  
[fol. 25v] (p 118)  
Y. 3 articulus. In quibus committitur simonia, primo circa beneficia (p 120)  
[fol. 26r] (p 120)  
Simonia committitur circa officia (p 121)  
Simonia committitur circa sacramenta (p 122)  
[fol. 26v] (p 123)  
Z (p 124)  
A. Quando resignatione beneficiorum committitur simonia (p 125)  
[fol. 27r] (p 125)  
Theorica pro denario sociorum. Denarius quartus vicesimus (p 127)  
B. 1us articulus. De societate lucrativa (p 127)  
Correlarium primum (p 127)  
Correlarium secundum (p 127)  
Correlarium 3um (p 128)  
[fol. 27v] (p 128)  
Dubium de communitate dampni capitalis (p 128)  
C. 2us articulus: de pactis in societate (p 129)  
D. 3us articulus: de societate in animalibus contrahenda (p 130)  
[fol. 28r] (p 130)

Theorica pro denario famulorum. Denario 25 (p 132)  
E. 1us articulus (p 133)  
[fol. 28v] (p 133)  
Theorica pro denario scandalizantium. Denarius 26us (p 134)  
F. Primus articulus. De scandalo (p 134)  
[fol. 29r] (p 135)  
G. 2us articulus. De libello famoso. (p 135)  
3us articulus. De stuprantibus virgines. (p 136)  
Theorica pro denario principum. Denarius 27us (p 137)  
H. 1us articulus . De taliis (p 137)  
[fol. 29v] (p 137)  
J. 2us articulus. Quis potest imponere pedagia et guidagia (p 138)  
3us articulus. (p 139)  
[fol. 30r] (p 139)  
Theorica pro denario testatorum et executorum. Denarius 28us. (p 140)  
K. 1us articulus. De potestate testatoris et qui possunt esse executores (p 140)  
[fol. 30v] (p 142)  
L. 2us articulus. De heredibus (p 143)  
[fol. 31r] (p 144)  
Legitima portio 3ex (p 144)  
[fol. 31v] (p 145)  
[fol. 32r] (p 147)  
M. 3us articulus. De administratione tutoris et curatoris (p 148)  
Multiplex culpa (p 148)  
[fol. 32v] (p 150)  
Theorica pro denario usurariorum. Denarius 29us (p 150)  
N.1us articulus. De mutuo (p 150)  
Usura est accipere aliquid ultra sortem (p 150)  
1a ratio (p 150)  
2a ratio (p 150)  
Usura est accipere aliquid ultra sortem (p 150)  
12 casus in quibus potest quis accipere ultra sortem (p 151)  
1us (p 151)  
2us (p 151)  
3us (p 151)

4us (p 151)  
5us. Usura non est accipiendi ratione interesse (p 152)  
6us (p 152)  
Usura est accipere ab illo qui non potest solvere in termino (p 152)  
[fol. 33r] (p )152  
7us (p 152)  
8us (p 152)  
9us (p 152)  
10us (p 153)  
11us (p 153)  
12us (p 153)  
Correlaria (p 153)  
Non solvens in termino qualiter tenetur (p 153)  
Tradens possessionem (p 154)  
Fidejussor (p 154)  
Emens lapides et hujusmodi (p 154)  
Accipiens sub usuris (p 155)  
Occasione mutui labores vel damna incurrens (p 155)  
[fol. 33v] (p 155)  
O. Gener sustinens onera matrimonii (p 155)  
Casus (p 155)  
Emens a genero (p 156)  
Vidua potest accipere aliquid pro dote (p 156)  
Interesse duplex intrinsecum et extrinsecum (p 156)  
Casus (p 156)  
Casus (p 157)  
Casus (p 157)  
[fol. 34r] (p 157)  
Emens reditus alicujus civitatis pro vili precio (p 157)  
Ratione periculi casus (p 158)  
Pro salvo conductu (p 158)  
Domini mutuantes rusticis ut colant eorum possessiones (p 158)  
Concedens ad terminum ut trahat ad suam apothecam vel molendinum vel scolas (p 158)  
Mutuans ad captandum amorem non est usurarius (p 159)  
Casus (p 159)

Casus (p 159)  
Secunda propositio principalis (p 16)  
P. Secundus articulus. De usura in capitali (p )160  
Usura in capitali tripliciter (p 160)  
[fol. 34v] (p 160)  
Q. Regula generalis de usura (p 160)  
Casus notabilis (p 160)  
Emptio minus justo precio pro anticipatione solutionis (p 16)  
Nota pro thesaurariis (p 161)  
Casus notabilis. Nota pro mutuantibus unum pro alio (p 161)  
Auferentes libertatem debitoris se liberantis (p 161)  
Casus notabilis (p 161)  
Mutuans capitali salvo (p 162)  
Casus (p 162)  
Casus (p 162)  
Emens frumentum in herba (p 163)  
[fol. 35r] (p 163)  
R. In quibus solum comittitur usura (p 163)  
Regula generalis quando usura est in mutuo (p 163)  
Nolens prorogare terminum debitori qualiter tenetur. (p 163)  
Casus (p 164)  
Tantum valet res quantum vendi potest (p 164)  
Vendere ad tempus utrum liceat plus quam [...] (p 164)  
Stoc, bistoc (p 164)  
[...] (p 164)  
Vendens ad plus quod [...] (p 165)  
Emens C aureos pro 95 (p 165)  
[fol. 35v] (p 164)  
Emens cum pacto de retrovendendo, quando non est usurarius (p 166)  
Nota bonum casum (p 166)  
1° (p 166)  
2+ (p 166)  
3° (p 166)  
Casus. Emens cum pacto quod non possit redimere (p 166)  
Casus. Emens granum vel alia tempore messis ita quod reddatur in Pasca (p 166)

Emens tempore messis ut carius vendat (p 167)  
Turpe lucrum quando (p 167)  
Ementes a pauperibus animalia que non habent puta animalia ad pensionem (p 167)  
Usura locatoris (p 167)  
De mutuo (p 168)  
Mutuans granum vetus pro novo non est usurarius (p 168)  
Accipiens equum ab aliquo quando utatur eo sine usura (p 168)  
[fol. 36r] (p 168)  
Accipiens domum in pignore utens illa, quando non est usura (p 168)  
Dare decem ulnas precii pro decem non est usura (p 169)  
Dans pecuniam ut sibi reddatur in equali precio (p 169)  
Vendens frumentum ad terminum presignans precium (p 169)  
Nota pro illis qui mutant tantum pro tanto, puta bladum pro blado (p 170)  
Nota (p 170)  
Venditio redituum (p 17)  
Casus (p 170)  
Usura quo ad restitutionem (p 171)  
T. De fautoribus usurarum (p 171)  
Octava propositio (p 171)  
[fol. 36v] (p 171)  
X. De heredibus usurariorum (p 173)  
[fol. 37r] (p 174)  
Theorica pro denario venatorum. Denarius 30us (p 176)  
Y. 1us articulus. De venatoribus (p 176)  
[fol. 37v] (p 176)  
Z.. [Animal quando datur pro noxa] (p 176)  
Quando non liberatur dominus dando animal pro noxa (p 177)  
Sequitur complementum burse Marie (p 177)  
A. Quid est restituendum (p 177)  
Propositio prima (p 177)  
[fol. 38r] (p 178)  
Precium quando sufficit restituere (p 179)  
B. 2a propositio. Fructus quando restituuntur (p 179)  
Exemplum (p 179)  
C. Tertia propositio Dampnum quando restituitur (p 180)



[fol. 38 v] (p 181)  
Questio. (p 181)  
D. Restitutio cui est facienda in proprio (p 181)  
E. Restitutio quando est facienda. Quid est (p 183)  
[fol. 39r] (p 183)  
Impediens aliquem a bonis suis quando, quomodo tenetur (p 183)  
Restitutio est de necessitate salutis (p 183)  
Probatio (p 184)  
F. Restitutio quando potest differi (p 184)  
1us (p 184)  
2us (p 185)  
3us (p 185)  
4us (p 185)  
5us, ultimus (p 185)  
[fol. 39 v] (p 186)  
Restitutio adultere (p 186)  
Restitutio quando non potest fieri sine magnis expensis (p 186)  
Dando pauperibus qualiter fit restitutio (p 186)  
Quando detinens est in extrema necessitate (p 186)  
G. Quando pervenitur ad pinguiolem (p 187)  
[fol. 40r] (p 188)  
H (p 189)  
Quando non tenetur vendere instrumenta artis sue (p 189)  
Que non sunt predicenda de resttutione (p 189)  
J. Confessor quando potest dare dilationem restitutionis (p 189)  
Restitutio quando non differtur sine mortali (p 190)  
[fol. 40v] (p 190)  
Notent confessores quando tenentur creditoribus (p 190)  
K. Modus restitutionis triplex (p 191)  
Propositio: cui fienda est restitutio; locus ubi fienda est restitutio (p 191)  
Quibus pauperibus restituuntur male ablata (p 192)  
L. Per quem facienda est restitutio (p 192)  
Nota contra questores (p 192)  
[fol. 41r] (p 192)  
M. Restitutio incertorum, utrum pertineat episcopo (p 192)

Episcopi sunt dispensatores pauperum (p 193)  
Opinio Hosti (p 194)  
Opinio Archi (p 194)  
Solutio (p 194)  
[fol. 41v] (p 195)  
Scoti responsio (p 195)  
Ratio naturalis quando est sequenda (p 195)  
Episcopus in quattuor casibus se intromittit de restitutione incertorum (p 195)  
N. Questio: si episcopus potest se intromittere de restitutione incertorum fulmigando sententiam excommunicationis (p 196)  
Consilium (p 196)  
Questio. Si facta restitutione, invenitur heres (p 196)  
O. Ordo restitutionis (p 197)  
Qui sunt preferend (p 197)  
Religiosis est fienda restitutio incertorum (p 197)  
[fol. 42 r] (p 198)  
P. Quibus modis absolvitur quis a restitutione (p 198)  
Relaxatio qualiter liberatur a solutione (p 198)  
Consilium utrum possit relaxare debitum restitutionis (p 200)  
Consilium pro illis qui in bellis dampna intulerunt (p 200)  
[fol. 42 v] (p 201)  
Q. Solutione liberatur quis a restitutione (p 201)  
Nota consilium (p 201)  
R. Rei interitu liberatur quis (p 202)  
Genus perire non potest (p 202)  
Debitor, quando est in mora (p 202)  
S. Cessione liberatur (p 203)  
[fol. 43 r] (p 204)  
Secunda pars: de thure recte intentionis (p 204)  
Prima propositio. (p 204)  
Thus bone intentionis requiritur (p 204)  
A. Intentio quid est (p 204)  
Exemplum (p 205)  
Intentio recta quid est.  
Intentio recta quid est. (p 205)

[fol. 43v] (p 206)  
Voluntas quid est (p 206)  
B. Ratio quid est (p 206)  
Liberum arbitrium (p 206)  
Ratio superior et ratio inferior (p 206)  
Sensualitas (p 207)  
Concupiscibilis et irascibilis (p 207)  
Temperantia in concupiscibili, Fortitudo in irascibili (p 207)  
[fol. 44/45r] (p 208)  
Sensualitas (p 208)  
C. Vis sensibilis dividitur (p 208)  
Appetitus triplex, naturalis, sensitivus, rationalis (p 208)  
Motus anime quid est (p 209)  
Primus motus quid es (p 29)  
Motus secundus primus (p 209)  
Primi motus quomodo sunt in nostra potestate (p 209)  
Voluntas super quos actus habet dominium (p 210)  
Motus rationales seu appetitus (p 210)  
[fol. 44/45v] (p 210)  
D. Voluntas est causa actus de per se (p 210)  
Peccatum quomodo dicitur in voluntate (p 211)  
Electio quid est (p 211)  
Processus voluntatis (p 211)  
E. Consilium quid est (p 212)  
Consilium accipitur multipliciter (p 212)  
Operationum cause 4or (p 213)  
[fol. 45r] (p 213)  
De quibus est consilium (p 213)  
F. Delectatio duplex (p 213)  
Delectatio spiritualis quid est (p 213)  
Differentia inter delectationes sensitivas et intellectivas (p 213)  
Ad delectationem, 3a concurrunt (p 214)  
Actus rationis et voluntatis se invicem preveniunt (p 214)  
G. 1° ut abiciens (p 215)  
H. 2° ut preceps (p 215)

[fol. 45v] (p 215)  
J. 3° reprimens (p 215)  
K. 4° expresse consentiens (p 216)  
L. 5° ut negligens (p 216)  
M. 6° ut inadvertens (p 217)  
N. Delectatio quando dicitur morosa (p 217)  
Consensus in cogitationem vel in actum exteriorem (p 217)  
Consensus quid est (p 217)  
Differentia inter assentire et consentire (p 217)  
Delectatio potest causari a triplici objecto (p 218)  
[fol. 46r] (p 218)  
Quando cogitatio seu consensus est venialis vel mortalis (p 218)  
Quando est meritoria (p 218)  
Correlarium (p 219)  
Nota (p 219)  
O. De regulatione intentionis (p 219)  
Proposition prima (p 219)  
Prima regula (p 210)  
Secunda regula (p 220)  
Tertia regula (p 220)  
Quarta regula (p 220)  
[fol. 46v] (p 220)  
6a regula (p 220)  
Exemplum (p 220)  
Septima regula (p 221)  
Finis malus pervertit omnes actus ordinatos ad illum finem (p 221)  
Exemplum (p 221)  
Resolutio (p 221)  
Octava regula (p 222)  
9a regula (p 222)  
[fol. 47r] (p 222)  
P. Intentionis bonitas ex parte finis qualiter attenditur (p 222)  
Caritas qualiter dicitur finis (p 222)  
Finis 3ex (p 223)  
Q. Intentio 3ex. (p 223)

Intentio actualis quid est (p 223)  
Intentio virtualis quid est (p 223)  
Intentio habitualis quid est (p 223)  
Bonum religionis (p 223)  
Religiosi quomodo mererentur (p 224)  
Relatio virtualis vel habitualis quid est (p 224)  
[fol. 47v] (p 224)  
Faciliter opus referri in Deum cognoscitur (p 22)  
R. Secunda pars secunde partis (p 225)  
Bona intentio causatur dupliciter (p 225)  
Excusant a peccato (p 226)  
Excusandum quid est (p 226)  
Dupliciter excusari capitur (p 226)  
L Excusatio peccati dupliciter (p 226)  
Alienatio mentis (p 226)  
2° Coactio (p 227)  
3° Ignorantia (p 227)  
4° Consuetudo (p 227)  
5° Necessitas (p 227)  
[fol. 48r] (p 227)  
6° Pietas (p 227)  
7° joco. Ludus noxius in culpa (p 227)  
8° diligentia debita (p 227)  
9° indeliberatio (p 228)  
10° obedientia superioris (p 228)  
11° Etas (p 228)  
12° quando non est lata sententia (p 228)  
Nota quando pena non est solvenda ante condemnationem (p 228)  
13° intentio (p 229)  
Que operatio bona vel mala a fine dicitur (p 229)  
Intentio quando dicitur bona (p 229)  
M. Voluntas quando reputatur pro facto (p 230)  
[fol. 48v] (p 230)  
N. Judicare de opere quando est temerarium (p 231)  
Missam celebrans vel aliud spirituale faciens pro temporale qualiter non peccat (p 231)

Intentio qualiter est ordinanda et purificanda ad modum thuris (p 232)

1° (p 232)

2° (p 232)

3° (p 232)

4° (p 232)

[fol. 49/50r] (p 233)

Jhesus, Maria, Franciscus (p 233)

Incipit tertia pars hujus libri que dividitur in tres partes, scilicet de preceptis, peccatis et modo se habendi in fine confessionis (p 233)

Modus procedendi (p 233)

A. 1us articulus de conditionibus necessario requisitis ad confessionem (p 233)

Prima propositio. De premeditatione confessionis (p 234)

Quando tenetur quis confiteri (p 234)

De quibus est fienda confessio (p 234)

B. Materia sacramenti confessionis et forma (p 235)

[fol. 49/50v] (p 235)

C. Confessio venalium duplex fieri potest (p 236)

D. Confessio est de jure divino (p 236)

E. Nota de tempore confessionis (p 237)

[fol. 50/51r] (p 237)

Duo sacramenta conferunt primam gratiam (p 238)

Duo naufragia (p 238)

Doctores tenentes quod statim tenentur confiteri (p 238)

F. In quibus casibus tenetur quis confiteri statim post peccatum mortale (p 239)

[fol. 50/51v] (p 239)

Quomodo scit se homo esse in gratia (p 240)

G. 2us articulus (p 241)

[fol. 51r] (p 241)

Ydoneus confessor quis est (p 241)

Scientia requisita confitenti (p 242)

[fol. 51v] (p 243)

Instructio auctoris (p 243)

Consilium (p 244)

Exemplum Panormitani (p 244)

Exemplum fatui parisiensis (p 244)

H. Dubium. Si absolvit quis non habens auctoritatem (p 245)

[fol. 53r] (p 245)

J. 3us articulus. De peccato scientis et casibus reservatis (p 245)

Quis habet potestatem absolutionis (p 246)

Proprius sacerdos dicitur 12m modis (p 246)

fol. 53v] (p 247)

K. Quando est licitum confiteri alteri quam proprio sacerdoti (p 247)

Nota quomodo confessor habet omnes casus (p 247)

Qualiter autem se debet habere habens casus reservatos (p 248)

[fol. 54r] (p 249)

L. Premeditatio confessionis qualis requiritur (p 249)

Casus reservatus qui non confessus est non reservatus (p 249)

Nota ea que sunt pro puellis et pueris (p 250)

[fol. 54v] (p 250)

Considerationes juvantes recordationem peccatorum (p 251)

M. Peccat mortaliter tam sacerdos quam confitens quando (p 251)

Duplex velle requisitum in confessione (p 252)

Instructio confessoris (p 253)

[fol. 55r] (p 253)

Nota maximam consciencie (p 253)

N. Clavis scientie errat dupliciter (p 253)

Nota de integritate confessionis (p 254)

Circumstancie necessario confitende (p 254)

O. Circumstancie necessario confitende (p 254)

[fol. 55v] (p 255)

Multiplices circumstancie (p 255)

Octo circumstancie necessario confitenda (p 255)

6 (p 256)

P (p 257)

[fol. 56r] (p 257)

Q. 1us articulus. In quibus preceptis prohibentur peccata mortalia (p 257)

Duo peccata mortalia explicite prohibita, alia implicite (p 258)

Nullus mortaliter peccat nisi transgrediatur decem precepta (p 259)

[fol. 56v] (p 259)

R. 2us articulus. Qualiter potest transgredi quodlibet preceptum in quolibet peccato 3ter (p

259)

Examinationes possunt fieri dupliciter (p 260)

Examinatio semi plena (p 260)

Examinatio plena (p 260)

Admonitio lectoris (p 261)

[fol. 56r bis] (p 261)

Instructio auctoris (p 262)

S. Incipit primum preceptum decalogi: quoad primum articulum (p 262)

[fol. 56v bis] (p 263)

Termini declarandi (p 264)

Fidelis quis est (p 264)

Fides quid est (p 264)

T. Duplex dubitatio (p 264)

Nota pro scrupulosis in fide (p 265)

[fol. 57r] (p 265)

V. Dubium et scrupulus differunt (p 266)

Remedium contra scrupulos (p 266)

2us terminus (p 267)

YdolatRIA quid est (p 267)

[fol. 57v] (p 267)

Adorare quid est (p 268)

X. YdolatRIA duplex (p 268)

3us terminus declarandus (p 268)

Superstitio, Divinatio quomodo dicuntur YdolatRIA (p 269)

Y. Secundus articulus (p 269)

Prima propositio de scientia quid quisque tenetur scire (p )269

[fol. 58r] (p 269)

Nota bonum consilium (p 271)

Z. Nota bene casus in quibus excusatur quis scire alique (p 271)

[fol. 58v] (p 272)

Dubium: in quo tempore quis teneatur credere (p 272)

A. Secunda propositio. De disputatione fidei, si est licita (p 273)

[fol. 59r] (p 274)

B. Communicare cum infidelibus, si est mortale (p 274)

C. Tertia propositio. De YdolatRIA large dicta (p 275)



De adoratione multiplici (p 275)

Prima propositio (p 276)

[fol. 59v] (p 276)

D. Secunda propositio (p 276)

De adoratione demonis (p 277)

E. Quarta propositio principalis de ydolatria proprie dicta (p 277)

De pena Ydolatrarum (p 278)

[fol. 60r] (p 278)

Excommunicatio contra recurrentes ad demones (p 278)

F. De sortilegio (p 278)

Nota si sortilegium est realiter et in re (p 279)

G. Dubium: si licet solvere maleficium (p 279)

Quando licet uti malo alterius (p 280)

[fol. 60v] (p 280)

H. Quinta propositio principalis .De superstitione in pronosticando (p 280)

J. De sortibus (p 281)

3ex sors (p 281)

[fol. 61r] (p 282)

K. Sexta propositio principalis. De superstitione in faciendo (p 282)

[fol. 61v] (p 283)

L. Virtus potest esse in aliqua re 3ter (p 284)

M. Nota qualiter bona verba habent virtutem (p 286)

[fol. 62r] (p 286)

Secundum preceptum. Quoad primum articulum (p 286)

Assumere nomen Dei quid est in vanum (p 286)

N. Secundus articulus ubi ponuntur propositiones (p 287)

Blasfemia quid est (p 287)

[fol. 62v] (p 287)

Prima propositio de blasfemia (p 288)

Quando est proprie blasfemia (p 288)

O. Juramentum quid est (p 288)

Comites juramenti (p288 )

P. Juramentum 3ex (p 289)

Alia divisio juramenti (p 290)

[fol. 63r] (p 290)

Q (p 290)

Expositio 1i precepti (p 291)

Falsum juramentum firmamentum quando est peccatum mortale (p 292)

Nota pro scrupulosis (p 292)

[fol. 63v] (p 292)

R (p 293)

S. Tres questiones de triplici juramento (p 293)

[fol. 64r] (p 294)

V. Nota casum (p 295)

Quarta propositio principalis: Quod juramentum est observandum (p 295)

X. Tercia propositio principalis: de voto (p 296)

Votum quid est (p 296)

Octo non potentes vovere (p 296)

[fol. 64v] (p 297)

Y. Qui possunt vovere. Propositio 1a (p 297)

Bonum dubium (p 298)

Dubium (p 299)

Z. Voti multi status (p 299)

[fol. 65r] (p 300)

A. Quomodo aliquis habet animum obligandi (p 300)

Duo genera voti (p 300)

Votum quando est obligatione (p 301)

Votum quando non obligat (p 301)

B. Questio: si peccaret mortaliter frangens votum totiens quociens (p 302)

[fol. 65v] (p 302)

Differens implere votum quando peccat (p 302)

C. Casus excepti ab impotentia voti (p 303)

Propositio de voto facto certo loco (p 303)

Nota casum bonum (p 304)

D. Questio: si heres tenetur implere votum deffuncti (p 304)

[fol. 66r] (p 304)

E. De professione tacita vel expressa (p 305)

Novitius potest recepi in professionem ante finem anni (p 306)

[fol. 66v] (p 307)

F. Post votum factum si peccat contrahens matrimonium (p 309)

[fol. 67r] (p 310)

G. Quot modis quis est tacite professus (p 310)

Novitius si deffert habitum ultra annum probationis (p 312)

[fol. 67v] (p 312)

H. Vovens intrare religionem qualiter satisfacit voto (p 313)

J. Professio expressa qualiter dirimit matrimonium contractum (p 314)

[fol. 68r] (p 315)

Probationis annus continuus si requiratur? (p 315)

K. Delatio habitus si requiritur in novici? (p 316)

Annus probationis quando incipit (p 317)

[fol. 68v] (p 317)

L. De voto sub conditione

[fol. 69r] (p 319)

Tertium preceptum: Memento ut diem sabbati sanctifias, Exo. XX (p 320)

M. Primus articulus de transgressionibus hujus precepti (p 320)

Ratio prohibitionis principalis (p 320)

Opus servile multipliciter (p 321)

Missa auditur dupliciter (p 321)

[fol. 69v] (p 329)

N. Prima propositio principalis de missa et opere servili (p 322)

Ad quid tenetur quilibet christianus die dominico (p 322)

Questio de hiis duobus actibus ut melius capiantur (p 323)

O. Quero utrum voluntas in puris naturalibus possit diligere deum super omnia (p 323)

Questio. Utrum teneamur implere precepta Dei ex caritate (p 324)

[fol. 70r] (p 324)

P. Quolibet die festo peccator aut justificabitur aut peccabit mortaliter (p 325)

Justificatio peccatorum 3ex (p 325)

Advertat hic confessor duo (p 326)

[fol. 70v] (p 326)

Bonum documentum (p 327)

Q. Quid sit fiendum audiendo missam (p 327)

Triplex genus sacrificiorum (p 327)

Quatuor signabant sacrificia veteris legi (p 328)

Ad quos actus tenetur homo in die festo (p 328)

Memento christianorum elevatione sacre hostie (p 328)

[fol. 71r] (p 328)

Memento christianorum in elevatione calicis (p 329)

R. Primus articulus: de missa audienda in die dominico et festo (p 329)

Propositio prima (p 329)

S. Secunda propositio huius articuli (p 330)

Missa quam debet audiri de die an votiva (p 330)

T. Tertia propositio huius articuli de loco ubi debet audiri missa (p 330)

Quarta propositio huius articuli. De integritate misse audiende (p 331)

[fol.71v] (p 331)

V. Missa integra est audienda (p 331)

X. Quero. Si sacerdos satisfaciatur dicendo missam aliam quam promissionis (p 331)

Valor misse triplex (p 332)

Verba cuiuslibet obligationis communiter sunt accipienda (p 333)

Responsio (p 333)

[fol. 72r] (p 333)

Y. Periculum peccati mortalis accipiendo plures missas simul (p 334)

Z. Due partes in memento misse (p 335)

[fol. 72v] (p 335)

Sequitur forma memento in missa fiendi (p 335)

A. Sequitur consilium in casibus qui possunt celebranti accidere (p 335)

B. Deffectus misse (p 335)

Circa verba consecrationis (p 336)

[fol. 73r] (p 337)

De aranea vel musca cadente intra calicem (p 337)

[fol. 73v] (p 339)

C. Quilibet christianus quando tenetur sumere corpus Christi (p 340)

Nota de reliquiis sacramenti sumendis (p 341)

[fol. 74r] (p 342)

D. Secundus articulus. De horis canonicis (p 342)

E. De horis quo ad ordinarium (p 343)

[fol. 74v] (p 344)

F. De omissionem alicujus in choro (p 344)

G. Ubi debent dici hore (p 346)

H. Qualiter debent dici hore (p 347)

[fol. 75r] (p 347)

J. Quid attentio, intentio, devotio (p 347)

Attentio quid est (p 348)

Devotio quid est (p 348)

Christianus si potest esse devotus quando sibi placuerit (p 349)

[fol. 75v] (p 349)

K. Quando est dicendum divinum officium (p 349)

Si in sero potest dicere divinum officium (p 350)

Tria debent precedere missam (p 350)

L. Secunda propositio principalis 2i articuli principalis, scilicet de opere servili in dominico (p 351)

[fol. 76r] (p 351)

[fol. 76v] (p 353)

N. Tertia propositio principalis 2i articuli principalis de decimis (p 354)

Decima multiplex (p 355)

[fol. 77r] (p 356)

Figura decimarum (p 356)

O. Nota de decimis quoad ordinationem (p 358)

[fol. 77v] (p 358)

2a. Propositio (p 358)

Tertia propositio (p 359)

Dubium de decimis novalium (p 359)

P. De oblationibus (p 360)

[fol. 78r] (p 360)

Q. De legatis (p 361)

R. Quartum preceptum decalogi: Honora Patrem tuum et matrem tuam. Exo. 20 (p 361)

Secundus articulus ubi ponuntur transgressiones, consilia et responsiones (p 362)

Filii quid debent parentibus sub pena peccati mortalis (p 362)

[fol. 78v] (p 363)

S. Duplex obedientia filiorum parentibus (p 363)

T. Ordo diligendorum (p 365)

[fol. 79r] (p 365)

V. Responsio Si filius debet magis obedire patri carnali quam prelato (p 366)

X. Quando subditus tenetur obedire prelato (p 367)

Y. De quinto precepto vide in peccato ire et invidie. Non occides, Exo. 20 (p 367)

De sexto precepto vide in peccato luxurie. Non mecaberis, Exo. 20. (p 367)

De septimo precepto vide in peccato avaritie. Non furtum facies, Exo. 20. (p 367)

Octavum preceptum decalogi: Non loqueris contra proximum tuum falsum testimonium.  
Exo. 20. (p 368)

[fol. 79v] (p 368)

Primus articulus in quo ponentur transgressiones et interrogationes (p 368)

Expositio octavi precepti (p 369)

Mendacium quid est (p 369)

Mendacium multiplex (p 370)

[fol. 80r] (p 370)

Secundus articulus in quo ponuntur propositiones ex quo possunt dari consilia et responsiones (p 370)

Prima propositio principalis (p 370)

Secunda propositio principalis (p 370)

Z. Mendacium quando est mortale (p 371)

Quero si omne mendacium in confessione esset peccatum mortale (p 371)

A. Nota hic septem sigilla scienti (p 372)

[fol. 80v] (p 372)

3a propositio principalis (p 372)

Primus articulus eius principalis de sigillis (p 373)

B. De sigillo confessionis (p 373)

Pena revelatoris confessionum (p 373)

C. 2ndum sigillum auditoris (p 374)

3ex auditor (p 374)

[fol. 81r] (p 375)

3um sigillum penitentie injuncte (p 375)

Quartum sigillum dicitur consilii (p 375)

5um sigillum amici (p 375)

6um sigillum est secreti (p 376)

2us articulus eius principalis de excusatione respectu sigillorum (p 376)

E. Excusationes respectu sigilli confessionis (p 376)

Si est licitum de licentia confitentis revelare peccatum auditum in confessione (p 377)

[fol. 81v] (p 377)

[fol. 82r] (p 380)

F. Excusationes respectu aliorum sigillorum (p 380)

G. De domino [cui est] juramentum, et de prelato (p 381)

[fol. 82v] (p 382)

H. Denunciare quando tenetur (p 382)

Nota de monitionibus (p 382)

J. Nota de denunciacione (p 384)

[fol. 83r] (p 384)

K. Nonum preceptum: Non desiderabis uxorem proximi tui. Exo. 20 (p 385)

Secunda pars hujus tertie partis de mistica mirra (p 386)

Nota ad intelligendam materiem sequentem (p 386)

L. Primus articulus de similitudine superbie (p 386)

[fol. 83v] (p 387)

Secundus articulus in quo ponuntur propositiones (p 387)

M. Superbia quid est (p 387)

Affectus quando dicitur inordinatus (p 388)

Differentia inter filias et species (p 388)

Intentio auctoris loquentis de superbia (p 389)

N. Triplex excellentia (p 389)

[fol. 84r] (p 389)

O. Prima propositio principalis de ingratitude que inficit memoriam (p 389)

Triplex benefactor (p 389)

Benefactor quis dicitur (p 390)

3ex ingratitude (p 390)

Gratitude 3ex (p 390)

Propositio: quando ingratitude est mortalis (p 391)

[fol. 84v] (p 392)

Et hec sufficiant de infectione memorie (p 392)

P. De infectione intellectus per presumptionem (p 392)

Judicium temerarium (p 393)

[fol. 85 r] (p 395)

Q. De pertinacia et discordia (p 395)

Pertinacia et discordia mortales in tribus casibus (p 396)

R. De voluntate infecta per ambitionem, per curiositatem, ypocrisim (p 396)

De beneficiis (p 396)

[fol. 85v] (p 397)

S. Responsio de pluralitate benefactorum (p 398)

Responsio de dispensatione (p 398)

[fol. 86r] (p 400)

T. De appetitione dignitatum (p 400)

De venditione officiorum (p 401)

De resignatione officiorum sive beneficiorum (p )402

V. De curiositate (p 402)

[fol. 86v] (p 402)

Curiositas quid est (p 402)

Curiositas in 4or casibus mortalis est (p 402)

X. De ypocrisi (p 404)

Ypocrita duplex (p 404)

Simulatio quadruplex (p 404)

[fol. 87r] (p 405)

Y. De inobedientia (p 406)

Obedientia quid est (p 406)

3ex actus voluntatis (p )407

[fol. 87v] (p 407)

[...] (p 407)

Z. Sex prelati sive superiores quibus debetur obedientia (p 408)

Obedientia Deo debita (p 409)

Obedientia pape (p 409)

Obedientia debita diocesano (p 409)

[fol. 88r] (p 410)

A. Questio si religiosus tenetur obedire in omnibus prelato (p 410)

B. De fucatione (p 411)

[fol. 88v] (p 412)

Decima propositio erit de inani gloria (p 411)

C. In 4or casibus mortalis habetur vana gloria (p 412)

D. Quid est facere propter vanam gloriam principaliter, finaliter, occasionaliter (p 413)

E. De temptare Deum (p 414)

[fol. 89r] (p 414)

F. De laude vana (p 415)

Laus, jactantia (p 415)

Jactantia mortalis tripliciter (p 416)

G. De adulatione (p 416)

[fol. 89v] (p 417)



Quartadecima propositio de contentione (p 417)

H. De contentione (p 417)

Triplex contentio (p 417)

J. De presumptione (p 419)

K. De coreis (p 419)

[fol. 90r] (p 420)

L. Ludus quando est sine peccato (p 421)

17a propositio: De ornatu superfluo (p 421)

M. Duplex superfluitas (p 422)

[fol. 90v] (p 423)

N (p 423)

[fol. 91r] (p 425)

O. Sequitur de peccato avaricie (p 426)

Primus articulus in quo ponuntur transgressiones ex quo poterunt formari interrogationes (p 426)

2ndus articulus in quo ponuntur propositiones (p 427)

[fol. 91v] (p 428)

P. Quando est peccatum non dare elemosinam (p 428)

De exponentibus infantes (p 429)

Sequitur de peccato luxurie (p 430)

R. Primus articulus in quo ponuntur transgressiones ex quo formari poterunt responsiones (p 430)

[fol. 92r] (p 430)

S. Secundus articulus, De delectatione morosa (p 431)

Duplex volitio (p 431)

[fol. 92v] (p 433)

T. Que sit mora cogitationis (p 434)

V. 2a propositio principalis (p 435)

[fol. 93r] (p 435)

X. De vicio contra naturam (p 436)

Sodomia cum clericis (p 436)

Y. Tertia propositio principalis (p 436)

Arbor matrimonialis (p 437)

Primus ramus (p 437)

[fol. 93v] (p 437)

[fol. 94r] (p 440)

Z (p 440)

[fol. 94v] (p 442)

[fol. 95r] (p 445)

B. Tertius ramus, in quibus copula carnalis est meritoria (p 446)

C. Hortus matrimonii (p 446)

Etas requisit in sponsalibus (p 447)

D. Impedimenta matrimonii (p 448)

[fol. 95v] (p 448)

Impedimenta simpliciter (p 448)

Impedimenta secundum quid septem (p 449)

F. De matrimonio clandestino (p 450)

[fol. 96r] (p 451)

De impedimento metus (p 451)

G. De excusatione metus (p 452)

H. Matrimonium propter metum est nullum (p 453)

[fol. 96v] (p 454)

J. Error impedit matrimonium (p 454)

[fol. 97r] (p 457)

K (p 457)

[fol. 97 v] (p 460)

L. Bona matrimonii que sunt (p 461)

M. Mala intentio in matrimonio (p 462)

[fol. 98r] (p 462)

N. Triplex impotentia in matrimonio (p 464)

[ol 98v] (p 465)

O (p 466)

[fol. 99r] (p 468)

Utrum contrahens post votum simplex peccet mortaliter? (p 470)

[fol. 99v] (p 471)

Q (p 471)

Septem crimina impediunt matrimonium (p 472)

R. De incestu (p 473)

[fol. 100r] (p 474)

S. Juramentum, fidei datio, simplex promissio (p 474)

Secundum crimen impediens matrimonium (p 476)

[fol. 100v] (p 477)

T. De impedimento consanguinitatis (p 477)

Triplex cognatio (p 477)

V. Consanguinitas quid est (p 478)

X. Usque ad quem gradum consanguinitatis impeditur matrimonium? (p 479)

Exempla (p 479)

[fol. 101r] (p 479)

Dubium (p 480)

Y. In cognatione spirituali qualiter computantur gradus (p 480)

[fol. 101v] (p 483)

Dubium (p 483)

[fol. 102r] (p 486)

Z. Vir et uxor qualiter non efficiuntur compatres? (p 486)

[fol. 102v] (p 489)

B. De proximitate affinitatis (p 489)

Qualiter computantur genera affinitatis? (p 490)

Affinitas impedit matrimonium (p 491)

De causalitate hujus affinitatis dico duas propositiones (p 491)

uinitate sue uxoris usque ad 4um gradum, tamen feminam

[fol. 103r] (p 492)

C. Sequitur de impedimento multiplicis honestatis justitie (p 492)

D. Questio si consuetudo possit impedire matrimonium? (p 494)

[fol.103v] (p 496)

D (p 496)

E. De sponsalibus (p 498)

[fol. 104r] (p 499)

F. Sponsalia sub conditione qualiter contrahuntur et qualiter dissolvuntur (p 500)

[fol. 104v] (p 502)

[fol. 105r] (p 504)

G. De porta orti matrimonii (p 506)

Matrimonium quid est (p 506)

[fol. 105v] (p 507)

H. Matrimonium 3plex (p 508)

[fol. 106r] (p 510)

J (p 511)

Nota pro uxoribus (p 512)

[fol. 106v] (p 512)

K. (p 512)

[fol. 107r] (p 514)

L. Set an teneatur profiteri? (p 515)

M. Sequitur de peccato ire (p 517)

[fol. 107v] (p 517)

N. Primus articulus qualiter quis potest peccare per iram (p 517)

Secunda propositio de 2° bono (p 518)

Tertia propositio (p 519)

[fol. 108r] (p 520)

Dubium (p 520)

O. Secunda propositio principalis de maledictione (p 521)

De detractone et de contumelia et de susurracione (p 522)

[fol. 108v] (p 522)

Modi detractone directe (p 523)

Modi detractone indirecte (p 523)

P. Audiens detractonem an peccat mortaliter ? (p 525)

[fol. 109r] (p 525)

Q. Octo questiones optime (p 526)

R. De maledictione optativa (p 527)

[fol. 109v] (p 528)

S. Nota bonam regulam: quando passio ire, superbie, luxurie, invidie, non excusat a mortali (p 528)

Tertia propositio principalis de lesione (p 528)

T. De lesione (p 529)

V. Homicidium duplex (p 530)

[fol. 110r] (p 530)

X. De homicidio casuali (p 530)

Y. Nota de permissione legis [...] (p 532)

Quando potest occidi adulteram (p 532)

Z. Quando clericus deprehensus in actu luxurie potest percuti absque excommunicatione (p 533)

[fol. 110v] (p 533)

A. Qualiter quis excusatur ab homicidio se defendendo (p 533)  
[fol. 111r] (p 535)

B. De incarceratis (p 536)  
Nota pro iudicibus inquirentibus per tormenta (p 537)

C. De torneamentis (p 537)  
[fol. 111v] (p 538)

D. De peccato gule (p 538)  
Primus articulus (p 539)  
Secundus articulus (p 539)  
Nota qualiter licet abbreviare vitam (p 540)  
2a propositio principalis de ebrietate (p 541)  
[fol. 112r] (p 541)

E. Ebrietas quando mortalis est (p 541)

F. De ieiunio (p 542)  
[fol. 112v] (p 543)

G. Regule quibus conceditur non ieiunare (p 543)  
Nota qualiter obligetur quis ad jejunium (p 544)  
Peregrini si teneantur (p 545)  
Consuetudo qualiter obligat (p 545)  
[fol. 113r] (p 546)

H. Preceptum ecclesie non obligat cum scandalo  
Qualiter peccant non jejunantes in 40a (p 546)

J. De peccato accidie (p 547)  
Primus articulus (p 548)  
Secundus articulus (p 548)  
1a propositio principalis de tristitia et attediatione (p 548)

K. Secunda propositio principalis, de peccato in Spiritum Sanctum (p 548)  
[fol. 113v] (p 548)  
Species peccati in Spiritum (p 549)  
Peccatum in Spiritum Sanctum irremissibile qualiter est (p 549)

L. 3a propositio principalis de necligentia in officiis (p 550)  
De instructione parentum et patrinorum (p 550)  
[fol. 114r] (p 551)

M. De correctione prelatorum (p 551)  
Duplex correctio (p 551)

Prelatus qualiter in corrigendo peccat mortaliter (p 552)  
[fol. 114 v] (p 553)  
...de qualitate correctionis prelatorum (p 554)  
Incorrigibilitas quando dicitur (p 554)  
N. De correctione fraterna (p 555)  
[fol. 115r] (p 556)  
Tertia propositio (p 557)  
[fol. 115v] (p 558)  
O. Quando correctionis fraterne necligentia est mortalis (p 558)  
De 4° integrante confessionem, scilicet absolute (p 559)  
Q. Quinque debent fieri in absolute confessionis (p 559)  
R. Penitentia triplex (p 559)  
S. Qui sunt canones penitentiales (p 560)  
[fol. 116r] (p 561)  
[fol. 116v] (p 563)  
T. Qualis debet imponi penitentia privata (p 564)  
Quis potest relaxare penitentiam (p 565)  
[fol. 117r] (p 566)  
V. Propositio principalis de indulgentiis concedendis (p 566)  
[fol. 117v] (p 569)  
De censuris canonicis: tertium capitulum (p 569)  
X. Pene canonice (p 569)  
Regula qui sunt infames (p 570)  
Triplex infamia (p 570)  
[fol. 118r] (p 571)  
Y. Quot sunt interdicta (p 572)  
[fol. 118v] (p 574)  
Excommunicationes papales (p 579)  
B. De malis que proveniunt ex excommunicatione (p 579)  
[fol. 119v] (p 580)  
D. De dispensationibus: 4um capitulum (p 582)  
[fol. 120r] (p 582)  
In quibus episcopus potest dispensare (p 584)  
E. Versus de casibus reservatis summo pontifici (p 584)  
[fol.120v]

F. 3 casus in quibus episcopus est papa (p 586)

G. Dispensationes abbatiales (p 587)

[fol. 121r] (p 589)

H. Sequitur de dispensatione jejuniorum (p 589)

J. Sequitur de dispensatione votorum (p 590)

Commutatio votorum quomodo dicitur dispensatio voti (p 590)

[fol. 121v] (p 591)

2a. propositio: Solus papa et non alius dispensat sive absolvit totaliter a voto et juramento, et hoc ex causa. (p 591)

K. 5 vota in quibus nullus dispensare potest nisi papa (p 592)

In quibus votum potest abbas vel episcopus dispensare (p 593)

[fol. 122r] (p 594)

L. Sequitur de absolutione: quintum capitulum (p 594)

M. De absolutione usurariorum (p 596)

[fol. 122 v] (p 597)

N. De absolutione virtute indulgentie (p 598)

[fol. 123r] (p )

Forma absolutionis in indulgentiis plenariis (p 600)







## Tome 2: Sommaire

### II) LES LUNETTES DES CONFESSEURS ALIAS BOURSE DE MARIE

#### 1) LES LUNETTES DES CONFESSEURS

|    |                   |       |     |
|----|-------------------|-------|-----|
| de | Français Lunettes | ..... | 1   |
| à  | Français Lunettes | ..... | 600 |

#### 2) TABLE DES TITRES

|    |                       |       |    |
|----|-----------------------|-------|----|
| de | Français Table Titres | ..... | 1  |
| à  | Français Table Titres | ..... | 38 |

### BIBLIOGRAPHIE

|    |               |       |   |
|----|---------------|-------|---|
| de | Bibliographie | ..... | 1 |
| à  | Bibliographie | ..... | 8 |

### ANNEXES

#### 1) LISTE DES AUTEURS CITES

|    |                        |       |   |
|----|------------------------|-------|---|
| de | Français Auteurs cités | ..... | 1 |
| à  | Français Auteurs cités | ..... | 8 |

#### 2) BIOGRAPHIES DES AUTEURS CITES

|    |                     |       |    |
|----|---------------------|-------|----|
| de | Français Biographie | ..... | 1  |
| à  | Français Biographie | ..... | 10 |



## **2) LES LUNETTES DES CONFESSEURS**



[fol. 1r] Prologue

Commencement du livre récemment produit par le Révérend Père F. Gilbert Nicolas, de l'ordre des Frères Mineurs de l'observance, intitulé "Lunettes des confesseurs", ou "Bourse de Marie".

Ici commence la première partie ainsi nommée, la seconde est dite "l'Encens", la troisième "la Myrrhe", parce que ce livre en sa totalité est divisé en trois parties selon les trois dons offerts au Christ et à Marie.

«Or Marie conservait toutes ces paroles». *Lc.2*<sup>3900</sup>

Marie, tout homme qui n'est pas expert en sainte écriture, sait qu'elle est la trésorière, le cellier ou la resserre, la cassette et la bourse, le trésor, le coffre ou la sacoche<sup>3901</sup>, dans laquelle Dieu déposa tous ses biens pour qu'ils soient conservés pour les pécheurs et communiqués aux justes qui ont recours à elle, selon le mot de la citation: "Or Marie conservait tout"». Qui donc souhaite obtenir quelque chose de Dieu, qu'il se hâte de recourir à Marie.

Et quoique pour obtenir toutes vertus et tous dons, il soit toujours opportun d'aller vers la vierge elle-même, la digne mère de Dieu, elle sera surtout notre recours nécessaire et notre refuge pour obtenir le pardon et la rémission des péchés.

A. Intention de l'auteur.

En effet dans ce traité, je tends seulement à montrer comment, dans la bourse de Marie, nous pourrions trouver l'indulgence et Jésus son fils que nous avons perdu par péché mortel, et ainsi nous avons en particulier l'intention de glorifier Marie selon le nom qu'on lui donne: "Mère de miséricorde"; c'est pourquoi j'en appelle au récit des rois qui se trouve en *Mt.2*<sup>3902</sup>, rois qui portaient le modèle et la figure des voyageurs<sup>3903</sup>. En effet ces rois ou mages, voulant voir et rencontrer Jésus, sous la conduite de l'étoile et avec des présents, arrivent à la maison dans laquelle, en entrant, ils trouvèrent Jésus avec Marie.

[B] Récit mystique<sup>3904</sup> des rois cherchant le Christ.

Dans ce récit royal et magnifique des rois, à ce que je crois, sont contenus des mystères royaux et magnifiques. Cependant, en ce qui regarde la présente matière, nous disons que par l'étoile, on peut comprendre, sans incongruité, Marie.

3900 *Lc. 2, 19 et 51 (Vulgate, édition 22 Nestlé)*

3901 «Reposoir, trésor, magasin», sont chez Grignon de Monfort des noms de Marie; cependant, ici *corbona, gazophylakion, crumena*, peuvent illustrer, en hébreu, grec et latin, la même réalité: un trésor comme contenu et contenant, quoiqu'il ne s'agisse pas de synonymes dans les langues considérées. *Gazophylacium* est donné par DU CANGE, comme un coffre où est déposé ce qui doit être donné aux pauvres. Dans la Concordance latine de DUTRIPON, c'est l'endroit où sont conservés les trésors du temple.

3902 *Mt.2, 9-12*

3903 Le chrétien est en chemin vers Dieu le Père.

3904 «Mystique» signifie «allégorique». Il nous est proposé une lecture allégorique de l'épisode des rois mages. On peut le repérer au lexique: «*typus*», «*figura*», «*signari*», «*intelligi*», verbes souvent accompagnés de la construction «*per*» suivie de l'accusatif (ex.: «par l'encens, on peut comprendre l'intention droite»)

Marie, en effet, est unanimement comprise comme l'étoile de la mer. Sous la conduite de cette étoile et sous sa direction (le fait est que Marie est l'avocate des pécheurs), viennent les rois, c'est à dire les pécheurs, signifiés par les rois, qui se dirigent bien et se conduisent droit vers Jésus.

Par les trois dons, l'or, l'encens et la myrrhe, sont signifiés les trois dons nécessaires au pécheur pour avoir le pardon de ses péchés et rencontrer Jésus. C'est pourquoi je dis qu'est sans inquiétude dans sa conscience et demeure dans la voie du salut, le pécheur qui offre au Christ les trois dons nommés plus haut., c'est à dire, qui les dépose dans la bourse de Marie,

Les trois choses nécessaires à la justification du pécheur.

C'est pourquoi, pour la justification du pécheur, rien n'est nécessaire si ce n'est les trois dons que voici.

L'or signifie la restitution<sup>3905</sup>:

l'or évidemment à travers lequel on comprend la réparation, qui doit être triple : réparation du tort spirituel, corporel et temporel;

La triple restitution à faire.

Trois en effet, sont les biens conférés à l'homme par Dieu, dans lesquels quelqu'un peut faire tort au prochain: et ainsi, le bien qu'est la renommée est un bien spirituel;

L'encens signifie l'intention, l'encens par lequel on comprend l'intention droite,

La triple intention à avoir en confession.

intention qui doit être triple, à savoir, premièrement, que la confession soit faite à cause de Dieu, pour honorer Dieu principalement, avec l'intention de ne rien faire ensuite, avec l'aide de Dieu, contre cet honneur; deuxièmement que le pécheur accepte les biens que Dieu a mis dans un sacrement de ce genre pour qu'ils soient conférés; troisièmement, qu'un manquement du pécheur, s'il y en a en lui, par exemple un défaut de contrition, de réflexion préalable ou d'examen, etc., soit comblé par la vertu du sacrement;

La myrrhe signifie la confession

la myrrhe, par laquelle est signifiée la confession, qui doit être triple:

Les trois conditions de la confession.

préparée, amère et entière.

Donc, dans ces trois conditions se trouvent les trois vérités du Chancelier de Paris<sup>3906</sup>, par lesquelles, comme il dit lui-même, n'importe qui peut se mettre en état de grâce, même à n'importe quelle heure du jour.

---

3905 Les marges, ainsi placées coupent les phrases.

3906 CANCELLARIUS PARISIENSIS. Quoiqu'il puisse y avoir plusieurs possibilités, je choisis GERSON, qui sera cité ensuite, mais je n'ai pas de référence précise.

Division de ce livre.

Et parce que ce livre qu'il faut appeler la "Bourse de Marie", tend uniquement à la justification du pécheur qui est comprise dans les trois dons précédemment évoqués, on y traite en particulier de ces trois dons, et il est divisé selon ces trois dons en trois parties.

Dans la première on traite de l'or; dans la seconde, de l'encens; dans la troisième, de la myrrhe.

Donc, tout d'abord, certains points seront énoncés en général, par la proposition de points qui touchent les trois dons mystiques précédemment évoqués des trois mages, pour que, ces points ayant été énoncés en général, la suite soit comprise plus facilement.

[fol.1v]

### **Première partie.**

Proposition commune sur les trois dons mystiques des rois.

Je pense qu'il sera agréable à Marie et très utile, qu'au début de cette première partie, je mette en avant une proposition dans laquelle on parle en général et en même temps des trois dons énoncés précédemment, et qu'ensuite, j'en vienne à exposer quelque chose, en particulier, sur chacun de ces dons. Donc, au commencement du traité, voici la première proposition.

C. Première proposition: ce qui est requis pour la confession

De même qu'il y eut mystiquement, trois espèces seulement de présents offerts par les trois rois, de même, il faut nécessairement réitérer seulement trois espèces de confession, et, de la même façon, les confesseurs ne doivent nécessairement faire que trois interrogations ou examens, dans les confessions.

Première partie de la proposition.

Cette proposition comporte trois parties contenant trois triples sous parties.

La première partie dit que trois furent les dons offerts par les trois rois. Ceci apparaît manifestement en *Matthieu 2*<sup>3907</sup> comme je l'ai dit dans le prologue; mais parce que dans la proposition est ajouté le mot "mystiquement", voyons dans cette partie ce que doit comprendre le confesseur par les trois présents susdits.

Et je dis que pour n'importe quel présent, le confesseur doit comprendre trois choses et les confier souvent à sa mémoire. En effet, de même que tout dépend de la très bienheureuse Trinité, de même, de ces trois présents dépend presque toute la matière à expliquer dans ce qui suit.

Donc, premièrement, par l'or, on entend la réparation pour les trois torts.

Les quatre dommages portés au prochain.

On fait tort au prochain corporellement, temporellement et spirituellement, et aussi verbalement. Et fais attention: ce quatrième membre, "verbalement", est contenu dans le spirituellement. Et tout ceci apparaîtra plus bas, de façon plus complète.

Au sujet de cet or, dans une sentence, Scot dit sur IV, distinction 15<sup>3908</sup>, qu'il ne faut pas moins refuser l'absolution à celui qui détient le bien d'autrui, qui peut le rendre et qui ne le veut pas, qu'à Hérode détenant l'épouse de son frère. Plus bas, j'en parlerai plus complètement.

D. Les trois amours de la restitution.

Par l'encens, on comprend l'intention.

C'est pourquoi l'encens doit être posé dans l'encensoir du feu, c'est à dire de l'amour, comme il est dit dans l'*Apocalypse*, chapitre 8<sup>3909</sup>, où tu peux désigner par l'encensoir, le cœur, par le feu, l'amour. (Vois le bienheureux Bernardinus, *Dominica prima, De evangelio aeterno*<sup>3910</sup>). Et cet amour doit être triple: de Dieu, de soi et du prochain.

Ici cependant que le lecteur remarque que "amour" a un sens particulier.

Ici, donc, on appelle amour de Dieu, se confesser principalement pour Dieu, non par vaine gloire ou par peur de la mort, etc.; amour de soi, ne pas aimer l'iniquité, parce que celui qui aime l'iniquité, déteste sa propre âme (et ici "iniquité" est pris seulement au sens de l'orgueil et de l'obstination à cause de laquelle quelqu'un, en désobéissant à l'Église et en lui étant rebelle, est lié par une censure ecclésiastique). L'amour du prochain est ici de ne pas avoir ou de ne pas garder dans le cœur une haine contre le prochain, mais de pardonner les offenses, à cause de Dieu.

Les trois conditions de la confession.

Par la myrrhe, on comprend la confession, qui doit être préparée par une réflexion, amère et entière. Quoiqu'en effet, les docteurs sur le livre IV, distinction 17<sup>3911</sup>, posent des conditions de confession plus nombreuses, conditions qu'on désigne d'habitude à travers ces vers: "Que la confession soit simple, humble, pure, fidèle, etc.,» cependant seules les trois conditions évoquées relèvent de la nécessité; les autres relèvent du bien et de l'équité, c'est à dire de la convenance, et celles-ci apparaîtront dans la suite, dans la troisième partie<sup>3912</sup>.

3908 SCOTUS, in IV, d.15, a. 4, p. 329 (Edition Vivès)

3909 *Apocalypse*, 8, 3-4: "*Angelus thurribulum aureum... et ascendit fumus incensorum de orationibus sanctorum*": «Un autre ange vint se placer près de l'autel muni d'une pelle en or... et la fumée des parfums (venus) de la prière des saints s'éleva devant Dieu.»

3910 BERNARDINUS SENENSIS, *Sermones de evangelio eterno*.

3911 Par exemple: THOMAS (*Scriptum super Sentenciis*), in IV *Sent.*, d.17, q.3, a 4

3912 La troisième partie de la proposition: p. 9



Avertissement de l'auteur.

Que le confesseur ait donc toujours en mémoire les trois dons précédemment évoqués, compris ainsi, allégoriquement, et qu'il juge selon ceux-ci si une confession est à recommencer, un examen à faire et à organiser. Et si le lecteur examinait avec diligence et attention ce qui est dit et doit l'être, il pourra se rendre compte que tous les cas de recommencement et d'examen doivent aussi être compris comme appartenant à la seule myrrhe.

E. Seconde partie de la proposition: Quand faut-il recommencer la confession?

Quant à la seconde partie de la proposition, on disait que la confession doit être recommencée dans trois cas seulement, selon les trois dons évoqués, si le pécheur ne veut pas restituer le bien d'autrui quoiqu'il le puisse, ou s'il n'a pas l'amour de Dieu, ou s'il ne veut pas tout dire en confession, et dans des cas de ce genre.

C'est clair parce qu'on ne doit jamais recommencer nécessairement une confession, si ce n'est quand le confessé n'a pas été justifié, absout de ses péchés mortels.

Et personne n'est tenu d'obéir à celui qui prescrit de confesser à nouveau ce qui l'a été, et le pape ne peut pas non plus établir une loi le prescrivant, selon Pierre de la Palud<sup>3913</sup>.

Le pape ne peut ordonner de recommencer une confession.

Et c'est ce que soutiennent les docteurs, distinction 17, quatrième livre des *Sentences*; il en est donc comme je l'ai dit: celui qui observe les trois points évoqués précédemment, trouve vraiment Jésus avec les rois, Jésus qu'il avait perdu par le péché; donc (réitérer n'est pas nécessaire).

[fol. 2r]

En outre, la confession faite une fois par le pécheur, ne doit jamais être nécessairement refaite, selon les docteurs, si le pécheur fait ce qui est en son pouvoir: réfléchir préalablement aux péchés commis ou oubliés (ceci concerne la réflexion),

Les trois vouloirs qu'il faut nécessairement avoir.

et avoir un triple vouloir: vouloir n'avoir pas péché, respectivement au passé; respectivement au présent ou au futur, vouloir ne plus pécher, et vouloir se confesser de ce qui a été perpétré selon le lieu et le moment (ceci concerne la volonté).

Ainsi il est établi que celui qui fait ces trois actes, accomplit bien ce qui dépend de lui, donc [réitérer n'est pas nécessaire].

A. Il est utile de confesser souvent les mêmes péchés.

D'autre part j'ai dit notamment que la confession ne doit pas nécessairement être répétée, mais il agit très bien celui qui confesse très souvent aussi les mêmes péchés

---

3913 PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*

bien qu'il n'y soit pas tenu. Ceci, assurément, pour que le confesseur trouve plus facilement la mesure des péchés, pour la pénitence et la rémission, ce qui se produit quand le pénitent se confesse très souvent: *De penitentia*, d. 1, *Mensura*, § *Nunc autem se recorderis*<sup>3914</sup>.

A ce sujet, Scotus, IV, d 19, dans la solution du premier argument de l'article principal donnée à la question soulevée<sup>3915</sup> pour la distinction 18, dit qu'il y a une «bonne difficulté»:

Doute concernant l'utilité de répéter la confession.

«La confession répétée des mêmes péchés, par la force des clés, entraîne-t-elle une rémission de plus en plus grande de la peine? Il semble probable qu'il en est ainsi,» dit Scotus, «parce que la seconde absolution a la même raison que la première; elle peut donc avoir la même force pour remettre une partie de la peine; et par conséquent, par plusieurs absolutions limitées, comme cette faute se divise en parties limitées, elle pourrait totalement être remise, si du moins toute chose limitée est totalement détruite lorsqu'on ôte des parties limitées prises en plusieurs fois.

Qu'y aurait-il donc de mieux que de se confesser souvent jusqu'à ce que, après la centième ou la millième confession, la peine due soit totalement remise quels que soient les péchés commis?». Ceci à l'endroit cité.

Par conséquent quoique le même docteur propose une autre opinion<sup>3916</sup>, cependant, je la tairai ici par respect pour le sacrement de confession, à cause du supplément de grâce, du moins, que l'on mérite en se tenant à l'opinion précédente, et non à cause d'une raison contraignante.

#### B. Premier corollaire

De ce qui précède, il suit, en corollaire, qu'ils parlent faussement ceux qui posent quatre cas dans lesquels il faut recommencer la confession, par exemple, quand le pénitent a oublié ou omis la pénitence enjointe et ne l'a pas complètement faite<sup>3917</sup>. Or ceci est clairement faux à cause de ce qui a été dit plus haut, parce que, comme le pénitent a été véritablement absout, il n'est pas obligé.

Cependant, s'il a accepté la pénitence ordonnée par le confesseur pour les péchés mortels et s'il néglige d'y satisfaire, il fait un péché mortel; mais d'une telle négligence, il ne s'ensuit pas que la confession précédente soit à recommencer.

---

3914 *De Pen.*, D 1, c 86 (*Mensuram*), et au c 87, § 1: *Nunc autem si recorderis* (GRATIEN citant saint Jean Chrysostome)

3915 SCOTUS, in IV, d. 19, question unique (p.673, Vivès). Il s'agit de problèmes de quantités (du juste prix et de la juste peine pour les péchés); celui-ci me semble plutôt du type: Achille rattrapera-t-il la tortue?

3916 Celle qu'une seconde absolution n'ôte aucune part de la peine.

3917 Voir ANGELUS, *Summa, Confessio*, 1, §15. Contrairement à ce qui apparaîtra ensuite, il y a sur ce thème divergence et différences entre Gilbert Nicolas et Angelus.

Ce que je dis est tout à fait clair d'après la proposition de Scot qu'il énonce, en IV, d. 17<sup>3918</sup>, proposition que soutiennent aussi Joannes Andreae<sup>3919</sup> et Monaldus<sup>3920</sup>: le pécheur n'est pas lié par le lien de la nécessité d'accepter la pénitence enjointe par le confesseur, même légère et bien choisie<sup>3921</sup>.

Et quoique Ricardus<sup>3922</sup> et d'autres docteurs disent ensemble le contraire, cependant cette opinion de Scotus est plus sûre et par conséquent, à suivre: il ne semble pas en effet, comme le dit Scotus,<sup>3923</sup> que le pécheur, dans un tel cas, soit en état de péché mortel ou agisse contre la justice.

Le pécheur peut en effet vouloir supporter la pénitence au purgatoire selon ce qui aura plu à la justice divine, bien qu'il agisse stupidement.; cependant, ainsi, il peut vouloir que le prêtre transforme une peine éternelle en peine temporelle et [il la rend] temporelle à condition qu'il veuille la supporter dans l'autre monde<sup>3924</sup>.

Dans ce cas, il ne semble pas à renvoyer sans absolution parce qu'il semble assez disposé à ce sacrement.

Second corollaire.

Il s'ensuit deuxièmement qu'ils parlent faussement aussi ceux qui posent qu'il y a un cas de recommencement de la confession quand quelqu'un récidive.

Sur ce sujet, vois Ricardus, IV, d. 17, a. 2, q. 1<sup>3925</sup>.

Troisième corollaire.

Il s'ensuit troisièmement qu'ils parlent faussement ceux qui disent qu'il faut recommencer la confession dans le cas où quelqu'un commet un péché mortel avant complète pénitence. Scot réprovoce ceci, d.17, livre 4 des *Sentences*<sup>3926</sup>.

Quatrième corollaire.

Il s'ensuit quatrièmement que, de la même façon, ils parlent faussement ceux qui placent dans les cas de recommencement de la confession celui où quelqu'un se souvient d'un autre péché qu'il a oublié de confesser<sup>3927</sup>, en disant qu'un tel homme doit confesser intégralement ce qui a été confessé avec ce qui ne l'a pas été,

[fol. 2v]

---

3918 In IV, d. 17, q. 1, p. 547.

3919 JOANNES ANDREAE, *Additiones ad Speculum Guilelmi Durandi*

3920 MONALDUS, *Summa de jure canonico*

3921 Voir ANGELUS, *Summa, Confessio*, 1, § 36.

3922 RICARDUS, *Super Sententiarum librum. IV*

3923 SCOTUS, in IV, d. 19, q. unica, p. 659, et d. 17, q. unica, p. 547, et d. 15, q. I, a. 3, p. 217

3924 Il s'agit de transformer, semble-t-il, une peine éternelle, due à un péché mortel (envoyant en enfer) en une peine temporelle subie au purgatoire, le pécheur n'étant plus en état de péché mortel.

3925 RICARDUS, IV d. 17, q. 1, a. 2. Voir ANGELUS, *Summa, Confessio*, 1, § 15

3926 SCOTUS, in IV, d. 15, q. 1 (p. 227-228). Il s'agit plutôt de recommencer la pénitence en totalité. Chez ANGELUS: *Confessio*, 1, § 19

3927 Chez ANGELUS, *Summa, Confessio*, 1, § 17

ce qui est faux comme on le dira en troisième partie.<sup>3928</sup>

#### C. 5ème corollaire

Il s'ensuit cinquièmement aussi qu'ils parlent faussement aussi ceux qui posent parmi les cas de recommencement de la confession celui où quelqu'un a tout confessé à un seul prêtre et où, parce qu'il avait un cas réservé, le prêtre l'absout de ce qu'il peut et pour le cas réservé, le renvoie vers un supérieur; ils disent que dans ce cas, le pénitent est tenu de confesser à nouveau tout ce qu'il a confessé à l'inférieur, mais ceci est faux, comme on l'explique en troisième partie où il est traité de l'aptitude du confesseur.<sup>3929</sup>

Il y a de plus quelques docteurs qui placent dans les cas de recommencement, avec les précédents, deux autres cas: celui où le confesseur est excommunié et, deuxièmement, celui où le pécheur qui était excommunié a été absout des péchés confessés avant de l'être de l'excommunication. Mais de cela on parlera plus bas, longuement, en troisième partie<sup>3930</sup>, où on examine si un pécheur excommunié peut être absout de ses péchés sans l'avoir été de l'excommunication, et si un confesseur excommunié peut donner l'absolution.

Il y a encore des gens qui posent comme cas de recommencement celui où le confesseur est ignorant. Et, en vérité, ce cas, parmi ceux qui ont été énumérés ici, semble prétendre à plus d'apparence, parce qu'il est pris, même par les docteurs, pour un cas aussi dans lequel la confession doit être recommencée. Mais parce que, de l'ignorance du confesseur et de la connaissance qui lui est requise, on parlera plus bas, quand on traitera de l'aptitude du confesseur; pour cette raison, je passe.

D. Troisième partie de la proposition. Les trois cas dans lesquels le confesseur doit faire des examens.

En ce qui concerne la troisième partie de la proposition, on disait que les examens ou questions ne devaient nécessairement être faits que dans trois cas. C'est évident parce que les questions ou les examens du confesseur sont faits pour que la confession du pécheur soit bonne et ne doive pas être recommencée. Ainsi, comme le dit la seconde partie<sup>3931</sup>, la confession est suffisante et bonne si existent les trois conditions<sup>3932</sup>; si elles le sont (l'examen donc ne sera pas nécessaire).

#### D. Premier corollaire. Pratique des interrogations à faire nécessairement

Et de ceci, je conclus qu'il ne faut pas suivre dans cette partie l'opinion des docteurs

---

<sup>3928</sup>Troisième partie: la Myrrhe, fol 53v-54r

<sup>3929</sup>Idem.

<sup>3930</sup>Idem.

<sup>3931</sup>Seconde partie de la première proposition de la première partie (fol 1v, E)

<sup>3932</sup>Les conditions de la confession: une confession «préparée, amère, entière» .

que suit le frère Angelus dans sa *Somme*<sup>3933</sup>, opinion selon laquelle, nécessairement et sous peine de péché mortel, le confesseur est tenu d'interroger, sauf si on la comprenait de ce qui a été expliqué plus haut de la façon susdite<sup>3934</sup>: car je suis bien d'accord alors avec eux, parce que le confesseur n'aurait pas de charité à l'égard de son prochain, s'il le voyait ne pas se relever du péché par sa confession et s'il ne se souciait pas de faire un examen, c'est à dire de l'aider, alors qu'il le pourrait et qu'il en aurait conscience. La solution est donc claire: le confesseur n'est pas tenu nécessairement à l'examen si ce n'est sur les trois conditions précédemment évoquées.

Pour que le confesseur sache donc exercer son office en sûreté, j'exposerai ici les questions nécessaires qu'il doit absolument savoir par cœur, que voici et qui sont toujours prises selon les trois dons précédents. Mais qu'on se rappelle comment les trois rois ont offert les trois dons: les trois rois n'ont pas offert ensemble trois dons, mais chacun par lui-même en a offert trois; c'est pourquoi affluent ici neuf dons sous trois espèces cependant; et conformément à cela, comme j'ai dit précédemment (première partie de la proposition)<sup>3935</sup>, qu'on doit comprendre l'or de trois façons ainsi que l'encens et la myrrhe, je dis maintenant en conséquence que le confesseur est tenu nécessairement de ne faire un examen que de ces neuf dons, ou ensemble de neuf, contenus sous l'ensemble des trois<sup>3936</sup>, et de la façon qui suit.

#### E. Interrogations sur l'or mystique

Tout d'abord, au sujet de l'or: Le pécheur a-t-il quelque chose d'autrui, quant aux biens temporels, soit parce qu'il a volé, soit parce qu'il a des dettes vis à vis d'un créancier? A-t-il fait offense à quelqu'un en le tuant, le mutilant, le battant, l'incarcérant ou en l'affligeant corporellement d'une autre manière?

A-t-il dénigré quelqu'un, ou a-t-il lésé par des injures et des paroles? Par des paroles ou des actes l'a-t-il amené au péché ou écarté du bien?

#### Interrogations sur l'encens

A-t-il une intention droite et l'a-t-il toujours eue dans ses confessions, c'est à dire de se confesser principalement pour Dieu, non par une vaine gloire, par peur, ou par quelque autre mauvaise considération? Est-il excommunié ou rebelle aux supérieurs ecclésiastiques? A-t-il de la haine contre le prochain et lui

[fol. 3r]

---

3933ANGELUS: *Somme, Interrogationes*, § pr

3934Seconde partie de la première proposition, en 1v, E

3935Première partie de la première proposition, en 1v, C

3936La réparation (l'or) est celle de trois biens (corporel,temporel,spirituel);l'amour (l'encens) est celui de Dieu, de soi, du prochain; la confession (la myrrhe) doit remplir trois conditions..

remet-il du fond du cœur toutes les offenses et signes de haine proches<sup>3937</sup>?

A. Interrogations sur la myrrhe mystique

A-t-il fait un examen préparatoire? A-t-il porté ou appliqué un soin diligent à se souvenir de ses péchés? Sinon, que le confesseur ne l'écoute pas, à moins qu'il ne veuille le suppléer dans la confession, c'est-à-dire lui faire pratiquer cette même diligence en l'instruisant selon les neuf considérations que tu as dans ce livre, troisième partie<sup>3938</sup>, et faire avec le pécheur ce même examen selon les mêmes neuf considérations - et je dis cela à cause des ignorants et des simples-.

A-t-il la double volonté, vis-à-vis de ses péchés et des occasions de les faire, premièrement, de se proposer fermement pour le futur de s'abstenir des péchés et de fuir les occasions, du moins les proches, à cause desquelles il tombe dans le péché ou pourrait y tomber; deuxièmement, la volonté de s'affliger par rapport au passé d'avoir commis tel acte contre le Dieu créateur et rédempteur?

Cache-t-il, ou a-t-il caché, une faute par honte ou une raison de ce genre? Ou, pour que ses péchés n'apparaissent pas aussi graves, a-t-il usé de paroles colorées, ou s'est-il donné des excuses ou a-t-il fait quelque chose de ce genre? A-t-il divisé sa confession en en disant une partie à un confesseur, une autre à un autre?

A-t-il omis un péché qu'il croyait probablement mortel ou dont il se doutait qu'il le fût?

A-t-il omis une circonstance qui change l'espèce du péché ou l'aggrave de façon notable?

Et, pour les circonstances aggravantes, il convient que le confesseur soit très vigilant pour savoir quelles sont ces circonstances, combien elles sont, et, pour chaque péché qui lui est dit, que le confesseur ait l'œil ouvert pour qu'aucune circonstance de ce genre ne soit oubliée, autrement la confession ne serait pas parfaitement complète.

Tu as ces circonstances dans le livre, troisième partie<sup>3939</sup>.

En plus de ces examens nécessaires, je n'ajouterai pas ici d'autres examens qui peuvent être faits au sujet du bien et du juste, mais dans ce livre, troisième partie<sup>3940</sup>, où on traite des dix commandements et des sept péchés mortels, tu pourras les voir et les apprendre.

Cependant que toujours le confesseur ait du discernement et qu'il s'applique à confier à sa mémoire les devoirs et les fautes concernant les états humains.

Il faut en effet que le confesseur pose des questions en rapport avec les états parce que les uns doivent être examinés d'une façon, les autres d'une autre;

---

3937On retrouvera ces signes «proches» à propos de péché de colère; ce sont les signes que l'on manifeste quand on est près d'un ennemi.

3938Troisième partie: fol 55r, O-55v

3939Idem

3940Ce sera selon le commandement ou le péché.

c'est pourquoi il est extrêmement utile au confesseur d'avoir à l'esprit les fautes et les devoirs d'état.

Et j'appelle devoirs d'état ceux qu'est tenu de remplir chaque état, que ce soit un état ecclésiastique ou séculier; sont appelées fautes d'état les péchés qui sont souvent commis dans un état, par exemple s'il faut interroger des évêques:<sup>3941</sup>

#### B. Interrogations à faire pour les évêques

A-t-il conféré les ordres quand il le devait? S'est-il chargé du sacrement de l'onction<sup>3942</sup> puisqu'une négligence notable paraît mortelle? A-t-il consacré les églises, les autels, les calices et les vêtements, quand il le devait? A-t-il utilisé des habits de lin alors qu'il n'exerçait pas de fonctions religieuses? A-t-il chaque année visité son diocèse? A-t-il, dans les églises cathédrales et conventuelles, envoyé des hommes pour prêcher et entendre les confessions? A-t-il pourvu de bénéfices ceux qu'il a ordonnés quand il le devait? A-t-il payé les dettes contractées pour une juste raison par son prédécesseur? A-t-il permis que des quêteurs tiennent des prêches sans retenue, en vue du gain? A-t-il fait exécuter les testaments et les legs? A-t-il eu de bons vicaires, quand il était absent pour une juste raison? A-t-il visité les monastères de moniales et fait en sorte qu'elles observent la clôture? A-t-il visité les hospitaliers et fait en sorte qu'ils fassent leur devoir pour les pèlerins et les malades? A-t-il maintenu un maître dans l'église cathédrale et fait que dans les autres églises, il en soit maintenu un pour les pauvres et les clercs? A-t-il négligé de punir les criminels publics? A-t-il placé des gens indignes à un poste, ou, à des gens indignes, a-t-il donné des bénéfices? Serait-il trop fastueux dans ses ornements? A-t-il négligé de faire un examen suffisant pour les ordinations, ou a-t-il ordonné des gens indignes ou les a-t-il ordonnés à cause d'un grand personnage ou

[fol. 3v]

en raison de consanguinité? A-t-il accordé plusieurs bénéfices à un même homme? A-t-il accepté des dons au cours de ses visites? A-t-il conféré les ordres ou des bénéfices, de façon simoniaque? Dans une excommunication, a-t-il négligé d'observer la forme due et ainsi de suite.

#### C. Interrogations pour les religieux<sup>3943</sup>..

Pour les religieux, il faut parler d'une façon pour un ordre, d'une autre pour un autre. C'est à dire que le confesseur ne peut pas pleinement interroger, si, comme je viens de le dire, il ne sait tout ce à quoi est tenu chaque religieux.

---

3941 Dans la liste des questions par état, les évêques apparaissent chez ANGELUS (*Interrogationes*). .

3942 la confirmation, par exemple.

3943 Existence d'une liste chez ANGELUS (*Interrogationes*).

A certaines obligations sont tenus en effet les frères mineurs, à d'autres, les frères prêcheurs, les carmélites, les bénédictins et les augustins.

Bien plus, à ce que l'on dit, il y a vingt-quatre façons de vivre sous la règle de Saint Augustin.

Aussi le confesseur ne peut-il pas faire d'examen s'il ne s'applique pas à connaître ces différences sur lesquelles je passe.

On peut, de même, donner un exemple à propos des personnes séculières, par exemple les maîtres et princes séculiers.

#### D. Interrogations pour les maîtres et princes séculiers<sup>3944</sup>

A-t-il rendu justice à ceux qui la demandaient? A-t-il établi et eu de bons officiers? A-t-il purgé sa province des hommes mauvais? A-t-il écouté les malheureux en leur donnant parfois des audiences publiques? A-t-il corrigé de ses péchés et de ses fastes son entourage? A-t-il négligé de payer ses créiteurs et ses serviteurs? A-t-il présenté des gens indignes en étant patron d'une église? A-t-il exigé ou imposé des péages ou des tailles injustes? A-t-il vendu des offices? A-t-il maintenu la sécurité des routes? Par cupidité a-t-il commué une peine corporelle en peine financière, parce qu'en plus du péché mortel il est tenu aux dommages si, à cause de cette commutation, des crimes ont été plus facilement commis?

#### E. Interrogations pour les commerçants.<sup>3945</sup>

Fait-il du commerce en vue d'une bonne fin? Fait-il du commerce dans un lieu profane? A-t-il vendu au juste prix? A-t-il vendu un bien comme la nature l'a donné sans ajout trompeur? S'il a payé sciemment en fausse monnaie, c'est un péché mortel et il est tenu à restitution, même s'il a été lui-même trompé par un autre. A-t-il vendu un produit pour un autre ou des produits gâtés pour des bons? A-t-il utilisé de fausses mesures? A-t-il acheté des produits volés au grand jour ou en cachette? A-t-il vendu pendant les fêtes? Avec des mensonges, des parjures, ou des pratiques de ce genre?

Voici que j'ai donné quatre exemples: deux de deux états ecclésiastiques et deux de deux états séculiers. De la même façon, il faut parler des autres états. Mais, pour le moment, je passe outre, et dans la *Summa Angelica*<sup>3946</sup> et dans le *Defecerunt*<sup>3947</sup>, et chez De Chaimis<sup>3948</sup>, tu trouveras facilement ces questions.

---

3944 Voir ANGELUS (*Interrogationes*). La liste est plus courte que chez ANGELUS. Il serait intéressant de faire une comparaison portant sur le choix fait et sur l'ordre adopté par GILBERT NICOLAS.

3945 ANGELUS, *Interrogationes*.

3946 ANGELUS, *Interrogationes*.

3947 ANTONINUS FLORENTINUS, *Defecerunt*, I: *De Interrogationibus* (hypothèse)

3948 BARTOLOMEUS DE CHAIMIS, *Confessionale*



Un bon enseignement.

Mais prends garde de ne rien dénoncer comme péché mortel si ce n'est en suivant ce qui a été dit ou ce que je dirai plus bas dans les trente deniers de la bourse de Marie et, en troisième partie, sur les dix commandements et les sept péchés mortels.

Je conseille cependant que les états suivants soient principalement appris par cœur par ceux qui veulent faire non seulement les confessions obligatoires mais les surrogatoires; pour les

juges, denier 1,

avocats, 1

notaires, 1

procureurs, 1

huissiers, 1

docteurs, 23

écoliers, 23

confesseurs, 23

changeurs, 4

prêcheurs, 23

abbés, 5

clercs, 5

bénéficiaires, 5

médecins, 16

apothicaires, 16

artisans, 16

pères de famille, 10

fil de famille, 10

ambassadeurs<sup>3949</sup>,

plaideurs, 1

héritiers,

tuteurs,

curateurs,

---

3949Denier 2. Les arbitres sont au denier 1.

proxénètes  
travailleurs,  
chasseurs, 30  
soldats,  
hospitaliers,  
inquisiteurs de l'erreur hérétique, 25  
officiers de seigneurs, 25  
conseillers,  
arbitres,  
gens de cour, 1  
exécuteurs testamentaires, 28  
loueurs, 14  
marchands, 17  
[et les états de]<sup>3950</sup> gens de guerre, 3  
flatteurs, 2  
détracteurs, 6  
maîtres, 7  
donataires, 8  
faussaires, 9  
inventeurs, 11  
voleurs, 12  
joueurs, 15  
constructeurs, 13  
médecins, 16  
femmes, 18  
patrons, 19  
participants, 20  
pêcheurs, 21  
princes, 27  
possesseurs, 22  
fauteurs de scandales, 26

---

3950Ajout nécessité par le passage au génitif. Les deux listes se complètent, la seconde mentionnant des états absents dans la première et étant synthétique: par exemple, pour le denier 16, elle donne le mot: médecins; la première donne: médecins, apothicaires, artisans. La seconde liste n'évoque pas le denier 1; la première évoque: les juges, avocats, notaires, huissiers, plaideurs, etc. L'esprit de la seconde liste est plus celui d'une table des matières que celui de la nécessité de connaître différents états. Cette seconde liste est d'ailleurs utile, d'autant plus que la table des matières est incomplète. Tous les états cités seront effectivement dans les deniers désignés.

simoniaques, 23

associés, 24

usuriers. 29

### **Commencement du traité ou première partie: L'or de Marie.**

L'or de Marie, l'encens et la myrrhe, ont été expliqués dans le prologue au dessus, en commun et de façon générale.

[fol. 4r]

La suite consiste donc maintenant à en traiter en particulier, et premièrement à traiter de l'or.

Pour une élucidation claire de celui-ci, il faut savoir, ce dont on convient communément, que l'or offert au Christ et donné à Marie par les rois fut trente deniers, quoique le texte évangélique passe cela sous silence. Tout, en effet n'est pas écrit<sup>3951</sup>. Donc, en laissant de côté ce que l'on lit par ailleurs sur ces mêmes deniers, je dis qu'ils signifient la restitution de sorte que si quelqu'un en a volé, un ou plusieurs, comme Judas, il est tenu de restituer. Restituer, dis-je, c'est remettre dans la bourse de Marie en réparant vis-à-vis du prochain. En effet la bourse de Marie est la même que celle du Fils et inversement, parce qu'elles sont communes et l'ont été en ce qui concerne les biens.

#### **A. Les deux cordons de la bourse de Marie.**

Et ici, il faut noter que, de même que, dans une bourse matérielle, il y a deux attaches de cuir par lesquelles est suspendue la bourse, de même il y a deux mots dont la connaissance est si importante qu'à elle est suspendue presque toute notre bourse morale quant à ce sujet de la restitution. Ces deux attaches sont "le mien" et le "tien" car, si on les ôte, il n'y a pas lieu de restituer. En effet, pour quelle raison doit-on te restituer un bien si ce n'est parce qu'il est tien, et, de même pourquoi doit-on m'en restituer un, si ce n'est parce qu'il est mien?

C'est pourquoi, d. 8, § *Differt*<sup>3952</sup>, et 12, q.1, *Dilectissimis*<sup>3953</sup>, on dit que la cupidité qui a institué le tien et le mien est contraire au droit naturel qui prescrit que tout est en commun.

---

3951 La formule rappelle *Jn*, 20, 30 ou 21, 25.

3952 *Décret*, D.8, pars 1

3953 *Décret*, C 12, q.1, c.2

Il est donc clair que, si on supprime le tien et le mien, péricule toute cupidité et par conséquent toute injustice dans les contrats et toute nécessité de rendre pour restituer, comme dit Scotus<sup>3954</sup>, parce que l'origine de toute restitution vient de l'existence du mien et du tien; c'est pourquoi le Philosophe<sup>3955</sup> (on l'allègue dans la glose, au canon indiqué plus haut<sup>3956</sup>) dit: "Les hommes vivraient très tranquillement dans ce monde si en avaient été supprimés deux mots: mien et tien". Et tout ceci est abondamment établi au canon *Sicut hi*, d. 47<sup>3957</sup>.

Donc pour que ces deux termes soient vus assez en profondeur et que le sujet des restitutions soit traité jusqu'à la racine, premièrement, je poserai ici plusieurs principes de fond, deuxièmement, je relierai plusieurs divisions, troisièmement, je joindrai plusieurs propositions.

**B. Premier article<sup>3958</sup>. Premier principe:** sur le mien et le tien.

«Premièrement, soit ce premier principe: par la loi naturelle ou divine, il n'y a pas de propriété distincte des choses pour l'état d'innocence, au contraire, tout est commun.»<sup>3959</sup>

**Second principe.**

«Voici le second principe: ce précepte de la loi naturelle qui consiste à avoir tout en commun, a été révoqué après la chute et, raisonnablement.

C'est pourquoi, l'organisation politique d'Aristote», dans les livres de *La Politique*, «qui est que «tout n'est pas commun», est bien meilleure que l'organisation de Socrate, organisation que blâme Aristote au sujet de la communauté de tous les biens, conformément à l'état qu'il découvre chez les hommes.»<sup>3960</sup>

**Troisième principe.**

«Troisième principe: après la révocation de ce précepte de la loi naturelle d'avoir tout en commun et, par conséquent, la concession de la liberté de s'approprier et de partager les biens qui étaient communs, la réalisation du partage ne se fit pas par la loi naturelle ni divine, mais par la loi positive; donc pour voir si ce partage est juste, il convient de voir de quelle façon une telle loi positive est une loi juste.»

**Quatrième principe.**

«Donc, quatrième principe: une loi positive juste réclame, chez le législateur ou chez ses conseillers, prudence et autorité: prudence pour que, selon la droite raison pratique, il édicte ce qu'il faut faire pour la communauté;

---

3954SCOTUS, in IV, d. 15, q. 2 (Vivès, p 256)

3955ARISTOTE: II *Politique* II 4 (1263 a 25) ou IV 11 (1270 a 23) Cf. THOMAS, *Somme* I-II, q 105, a2

3956Glose sur *Décret*, C 12, q.1, c.2

3957*Décret*, D 47, c 8

3958Je matérialise en caractères gras les parties principales, dans la mesure où le manuscrit les signale.

3959SCOTUS, in IV, d.15, q.2: de la séparation des biens, p.256.

3960SCOTUS, in IV, d.15, q.2: de la séparation des biens, p.258

autorité parce que si le mot "loi" vient de "lier", la décision d'un homme prudent ne lie ni une communauté ni une personne s'il ne commande à personne. Or, comment on peut avoir la prudence pour imaginer des lois justes, est assez évident; mais on éclairera comment on détient la juste autorité qui, avec la prudence, est requise en vue d'une juste loi.»<sup>3961</sup>

### **Cinquième principe**

«A ce sujet, voici le cinquième principe: la primauté ou l'autorité, est double, paternelle et politique, et l'autorité politique est double: dans une unique personne ou dans une communauté.»<sup>3962</sup>

### **Sixième principe.**

«Il en résulte ce sixième principe: la première séparation des propriétés a pu être juste grâce à une loi positive juste établie, soit par un père, soit par un prince, soit par une communauté, régnant ou dirigeant de façon juste, et il est probable que la séparation s'est faite ainsi.

En effet, après le déluge, Noé, pour ses fils», a divisé

[fol. 4v]

«les terres qu'ils occupaient chacun, pour lui-même, ses fils et leurs descendants; ou bien Noé et ses fils, d'un commun accord, les divisèrent entre eux, comme on le lit dans *Genèse* 13<sup>3963</sup>, au sujet d'Abraham et de Loth.»

#### **C. La division faite par Loth et Abraham.**

«Abraham donna le choix à Loth lui-même de la partie qu'il voulait choisir. Lui, il prendrait l'autre. Ou bien une loi a été promulguée par un père ou par quelqu'un d'élu par eux comme chef, ou par un groupe à qui la communauté elle-même a confié cette autorité. Cette loi, dis-je, a été ou a pu être qu'un bien alors inoccupé appartiendrait au premier occupant. Alors, ensuite, on se sépara sur la surface de la terre et l'un occupa une région, l'autre une autre.»

Celui qui désire voir ces principes longuement ou complètement prouvés, qu'il lise Scotus, sur 4, distinction 15, question 2<sup>3964</sup>.

---

3961 SCOTUS, *ibidem*, p. 265-266

3962 SCOTUS, *ibidem*

3963 *Genèse*, 13, 8 sq.

3964 SCOTUS, in IV, dist. 15, q. 2, a. 1, *Concl.* 6, p. 270

#### D. **Second article.** Première division de la justice.

Concernant le second article<sup>3965</sup>, la première division est qu'il existe une justice générale et légale<sup>3966</sup> par laquelle l'homme est disposé à vouloir fermement conserver la rectitude obligatoirement due dans les opérations qui concernent l'autre qu'est la communauté (par cette justice, en effet, on rend ce que l'on doit à la communauté); et il existe une justice particulière, par laquelle l'homme est disposé à vouloir fermement conserver la rectitude qu'il doit dans les opérations qui concernent l'autre qui est un particulier..

##### De la justice.

Et cette justice légale se subdivise: en effet elle comporte deux sous-espèces, la justice distributive, par laquelle, en distribuant proportionnellement les biens communs à chacun selon la plus grande dignité, on rend à chaque individu la part qui lui est due sur les biens communs: car c'est selon qu'ils servent l'utilité commune qu'est due aux hommes une portion des biens de la communauté, selon la mesure dans laquelle ils sont utiles à la communauté. Et il y a la justice commutative, par laquelle l'homme est disposé à vouloir fermement conserver la rectitude due aussi obligatoirement dans les opérations d'échange avec autrui.

Et les parties de justice énoncées plus haut sont des espèces différentes de justice, parce que ce qui est dû à la communauté, dû qui est l'objet de la justice légale, relève d'une autre raison selon l'espèce que ce qui est dû à l'individu, dû qui est l'objet de la justice particulière. Et ce qui est dû à un individu sur les biens d'une communauté, dû qui est l'objet de la justice distributive, relève d'une autre raison que ce qui est dû à un individu en tant que dû propre, qui est l'objet de la justice commutative. Et parce que la dette d'un prince à la communauté relève d'une autre raison que la dette d'un sujet à la communauté, la justice légale pour un prince est d'une autre espèce que la justice légale pour un sujet, selon la sentence du Philosophe, livre 3 de *La Politique*<sup>3967</sup>, chapitre 2. Si ces parties se subdivisent en d'autres sous parties ou non, j'abandonne la question pour éviter la prolixité.

##### E. Seconde division de la justice.

Voici la seconde division: Sont d'autres justices, la religion, la piété, l'obéissance, la reconnaissance, la vérité, la vengeance. Ce sont les parties potentielles de la justice, qu'expose Tullius, 2, *Rhétorique*<sup>3968</sup>,

---

3965Il s'agit du second article annoncé: les divisions.

3966Voir THOMAS, *Somme*, II-II, Q. 58, a. 5

3967ARISTOTE, III, *Politique* II 6 (1277 a 20) cité en THOMAS, *Somme*, II-II, q 47, a11 sur la prudence.

3968CICÉRON, *Rhétorique*, II, 53 [Voir THOMAS, *Somme*, II-II, q 80, a1]

et on peut les appeler parties potentielles de justice parce qu'elles coïncident en quelque chose avec la justice sans atteindre la pleine raison de la justice. Avec la justice elles coïncident en ceci qu'elles concernent les actes qui regardent autrui, mais elles sont déficientes par rapport à la perfection de la justice parce que la perfection de la justice consiste à rendre à autrui ce qui lui est dû selon la nécessité de la loi et selon l'égalité.

Par ailleurs, certaines des vertus évoquées plus haut sont déficientes selon l'égalité, parce que, par elles, on ne rend pas à égalité; c'est le cas des trois premières, par lesquelles nous rendons à Dieu, aux parents et aux maîtres, sans pouvoir leur rendre l'équivalent. Certaines sont déficientes selon la nature de la dette, parce que, mêmes si, grâce à elles, on rend d'une certaine façon le dû, ce n'est pas un dû selon la nécessité de la loi, ce qui est le dû en perfection, mais on rend selon une certaine honnêteté des mœurs, comme dans les trois dernières vertus; vois leur plein éclaircissement dans Ricardus, III, d. 33<sup>3969</sup>.

#### A. Troisième division. Les deux proportions.

La troisième division est qu'il y a deux proportions, la géométrique et l'arithmétique:

[fol. 5r]

la proportion géométrique concerne l'évaluation variable selon laquelle on distribue quelque chose à quelqu'un sur les biens de la communauté; par exemple, s'il y a deux hommes dont l'un est deux fois plus utile à la communauté qu'un autre, on lui distribuera deux fois plus qu'à un autre sur les biens de la communauté: à lui, vingt, à l'autre, dix.

La proportion arithmétique, elle, concerne simplement le nombre ou la quantité de valeur entre reçu et rendu; par exemple: j'ai reçu ce qui vaut cinq, je dois aussi te rendre cinq.

#### Premier corollaire.

Il s'ensuit que dans la justice distributive est gardée la proportion géométrique, et dans la justice commutative, la proportion arithmétique.

#### B. Quatrième division sur le transfert des biens.

La quatrième division est que le transfert<sup>3970</sup> des biens peut être relatif à la propriété, comme quand un bien passe de la propriété d'un homme à la propriété d'un autre; ou relatif à l'*usus* ou droit de jouissance, la nue propriété demeurant cependant au même homme; et l'injustice ou la justice dans le transfert de l'*usus* a des règles conformes à celles du juste transfert de la propriété.

---

3969RICARDUS, *Super Sententiarum librum* III, d. 33

3970Sur les transferts volontaires: THOMAS, *Somme*, II-II, q 61, a 3, fin de la réponse

Cinquième division sur le transfert de l'autorité.

La cinquième division est que le transfert est double: il peut se faire de deux façons, soit par l'autorité publique, c'est à dire du prince ou de la loi, soit par l'autorité privée du maître lui-même, propriétaire direct du bien. On a l'habitude communément de poser deux sortes de transferts par l'autorité publique: la prescription pour les biens immobiliers et l'usucapion<sup>3971</sup> pour les biens meubles. Et j'ai dit "communément" parce que les docteurs ont communément parlé de la prescription et de l'usucapion pour la propriété, mais si on considère attentivement la *Clémentine*, *Exivi de paradiso*, *De verborum significatione*<sup>3972</sup>, on peut aussi parler de la prescription ou de l'usucapion pour l'*usus* ou le droit d'usage, la propriété restant au maître du bien. Vois Ockham, dans le *Dialogue*, première partie, chapitre [...] <sup>3973</sup>.

Les dix sortes de second transfert.

Le second transfert<sup>3974</sup>, lui, se fait de dix façons: le don libre, le prêt libre, l'échange de biens, le prêt de biens, l'offre et l'acceptation de prêt d'argent, le change, l'achat, la prise de location, la vente et le don de location<sup>3975</sup>. A ces transferts se rattachent le dépôt et le gage.

Sixième division: les deux sortes de biens.

La sixième division est qu'il y a deux sortes de biens: le bien utile ou d'usage et la monnaie. On appelle bien utile, ce dont les hommes se servent pour se nourrir, s'habiller, et des actes de ce genre. On appelle monnaie, l'intermédiaire trouvé pour faire des échanges. Parce qu'il était difficile d'échanger directement des biens utiles, on inventa un intermédiaire pour faire facilement ce genre d'échange, intermédiaire qu'on appelle monnaie.

Septième division: sur l'échange.

Septième division: il y a trois échanges: instantané, différé, marchand ou négoce lucratif.

On parle du premier quand chacune des personnes qui échange, donne ou reçoit aussitôt ce pourquoi elle fait l'échange, mais d'échange différé quand la réception est différée.

---

3971Il s'agit du transfert par l'autorité publique, la possession prolongée se transformant en propriété.

3972*Cle*, 5, 12, 1

3973OCKHAM, *Dialogue*, Première partie,.

3974Le transfert d'autorité privée.

3975 Transferts privés gracieux: don libre: *donatio*; prêt libre: *accommodatio*. Transferts privés non gracieux: échange de propriété de biens utiles: *permutatio* (*transmutatio* ou *commutatio* ici); prêt mutuel de biens utiles: *mutua accommodatio*; prêt d'argent, offre et acceptation: *mutui datio et acceptio*, ou *mutuatio*. *Emptio* et *venditio* sont les deux formes de transfert de propriété (argent contre biens utiles). *Conductio et locatio*, sont deux formes de transfert d'usage, la *conductio* étant l'acte du locataire, la *locatio* celui du loueur. Il y a alternance des transferts de propriété et d'usage. Les deux acquéreurs (acheteur et locataire) avant les deux fournisseurs (vendeur et loueur).



On parle d'échange marchand, quand celui qui échange a l'intention de faire commerce du bien qu'il acquiert parce qu'il achète non pour utiliser mais pour vendre.

Et cette division est à noter parce que l'on donne des règles différentes, les unes pour un type d'échange, d'autres pour un autre; règles dont l'ignorance trompe beaucoup de gens en matière de restitutions.

### C. Troisième article de la proposition.

Première proposition ou règle: «Le transfert de propriété ou la propriété, faits par l'autorité d'une loi juste, sont justes.»<sup>3976</sup>

Remarque sur le transfert des propriétés.

«Voici la preuve: si une loi juste a pu déterminer avec justice les premières propriétés et si n'est pas moindre l'autorité de la loi ou du prince par laquelle je possède quelque chose de cette façon<sup>3977</sup> pour la même raison après le partage des propriétés qu'avant, donc par la même cause et la même fin, on peut avec justice transférer une propriété après qu'elle a été donnée en propriété à quelqu'un.»

Premier corollaire.

«Je dis donc que la prescription pour les biens immobiliers et l'usucapion pour les biens meubles sont de justes transferts. Ceci est prouvé d'abord par l'autorité<sup>3978</sup>, *Décrétales, De prescriptionibus, c. Vigilanti*, glose sur *Aliena*.»

Seconde proposition. Deux actes.

Voici la seconde règle ou proposition: pour cette raison, je pose comme principe que «le transfert<sup>3979</sup> par l'acte d'une personne privée, propriétaire directe du bien, peut exister soit par un acte purement libre, soit par un acte libre avec contrepartie. Le premier type d'acte existe quand la personne qui transfère n'attend aucun retour; le second existe quand, en échange de ce que la personne transfère, elle attend qu'on lui rende quelque chose.»

Troisième proposition.

«Au sujet du premier acte», soit la proposition suivante: «le propriétaire d'une chose, non empêché

[fol. 5v]

par une loi ou par un supérieur de la volonté duquel il dépend pour donner, par transfert ou don,

---

<sup>3976</sup>SCOTUS, in IV, d.15, q.2, a.2, le transfert de propriété (p. 271- 272).

<sup>3977</sup>*Hujusmodi* (par une loi juste et par l'autorité de la loi ou du prince) est repris par *pro eodem modo*.

<sup>3978</sup>ALEXANDER III: X, 2, 26, c. 5 et glose sur *Aliena* (mot du c. 5).

<sup>3979</sup>SCOTUS, in IV, d.15, q.2, a.2: le transfert de propriété par une personne privée (p. 277- 278)

peut donner son bien à un autre qui veut l'accepter.

Voici la preuve: puisque par un acte de sa volonté, il fut propriétaire, il peut donc, volontairement, cesser de l'être; et, puisqu'un autre veut accepter, cet autre peut donc commencer à être propriétaire et aucune cause supérieure n'interdit au premier de cesser d'être propriétaire, au second de commencer à l'être; donc par ce don, s'effectue, de façon vraie et juste, le transfert de propriété.»

C. Premier corollaire. Ce qui est requis pour un don libéral.

«Ce qui est requis pour un juste don en ressort clairement: le transfert gracieux de la part du donateur, la volonté du récepteur de la part de celui à qui est fait le don, et la liberté de la part des deux, pour l'un de donner, pour l'autre de recevoir, c'est que ni l'un ni l'autre ne soient sous le coup d'une interdiction par une loi supérieure ni par l'acte d'un autre dont ils dépendraient dans ce transfert.

Ainsi, par défaut de la seconde condition, personne ne peut donner d'argent à un frère mineur, parce qu'il ne veut pas être propriétaire.»

Beaucoup ne peuvent donner.

«Par défaut de la troisième, un moine ne peut donner sans autorisation de l'abbé, un fils sans autorisation du père, ni même un clerc dans un certain cas, sans la volonté, ou du moins contre la volonté du pape: *Sexte, De censibus, Romana*<sup>3980</sup>.»

La peine imposée aux visiteurs, à propos des visites.

«Pour obtenir l'obéissance à ce chapitre, Grégoire X a établi un châtiment, aujourd'hui au chapitre *Exigit* dans le sixième livre des *Décrétales*<sup>3981</sup>: les visiteurs ne doivent absolument pas recevoir d'offrande de ceux qui sont visités; et s'ils en ont reçu, ils sont tenus de restituer le double ou ils ne seront pas absouts de la malédiction<sup>3982</sup> qu'ils encourent *ipso facto*, comme le dit Innocent IV dans les *Nouvelles Institutions*.»<sup>3983</sup>

Ce qui est requis pour un prêt gracieux.

D'autre part, au don gracieux, correspond pour le transfert d'*usus* gracieux, le prêt gracieux, et, pour être juste, il a des lois semblables: il demande une libre volonté pour l'accord du prêt, et, chez celui qui reçoit, la volonté d'accepter le bien prêté pour l'usage, et qu'il n'y ait pas de volonté de la loi ou du prince s'opposant à ce prêt.

---

3980INNOCENTIUS IV: VI, 3, 20, c 1.

3981GREGORIUS X: VI, 3, 20, c.2

3982*Maledictio*: peine encourue selon VI, 3, 20, c 1, au § 5 ..

3983INNOCENTIUS IV, *Nouvelles Institutions*: Texte non trouvé.

Celui qui ne transfère pas gratuitement.

«L'autre prêt<sup>3984</sup> ou l'autre transfert n'est pas purement gratuit; mais quand celui qui transfère, attend quelque chose d'équivalent à ce qu'il transfère, cela s'appelle proprement un contrat, parce que les volontés des parties sont simultanément contraintes. En effet, l'un est contraint de transférer à l'autre par l'avantage qu'il attend de l'autre ou qu'il attend qu'on lui transfère. Parmi les contrats de ce genre dans lesquels sont transférées des propriétés, certains concernent un bien utile contre un bien immédiatement utile, par exemple, du vin contre du blé, ou des biens du même genre: cela s'appelle le troc: je donne pour que tu donnes, c'est à dire, je donne si tu donnes. D'autres contrats concernent un bien utile contre de l'argent, ou l'inverse, et cet échange d'argent contre un bien utile, s'appelle "achat", et, inversement, "vente". Troisièmement; certains contrats concernent de l'argent contre de l'argent, et cela s'appelle un prêt.<sup>3985</sup>»

D. Les quatre contrats dans lesquels est transférée la propriété.

«Il y a donc» quatre «contrats dans lesquels est transférée la propriété; à ceux-ci correspondent d'autres contrats dans lesquels est transféré l'*usus*, c'est à dire le droit d'usage, la propriété étant maintenue, car, à l'échange de biens, correspond le prêt mutuel de biens ou prêt par échange; à l'achat correspond la prise de location, à la vente correspond la location par le bailleur; au prêt d'argent rien ne correspond de façon propre pour le transfert d'usage d'un bien», cependant, de façon impropre, lui correspond le change.

E. Troisième proposition: l'échange de biens utiles<sup>3986</sup>.

Voici la troisième proposition «sur le transfert qu'est l'échange de biens utiles: les propriétaires de biens les échangent de façon juste, si, sans fraude, ils sauvegardent l'égalité de valeur dans les échanges selon la droite raison, en comprenant les conditions précédemment exposées, requises pour un juste don. On explique aussi les autres conditions propres à un juste échange de biens.

D'abord, ajouter "sans fraude" exclut la fraude sur la substance, la quantité, la qualité; sur la substance, en sorte qu'on n'échange pas du laiton à la place d'or, ni de l'eau à la place de vin;

---

3984SCOTUS, IV, d.15, q.2, a.2: des trois contrats, p.282

3985Exactement: une offre de prêt et une acceptation de prêt: «*mutui datio et mutui acceptio*»

3986La signalisation de l'organisation n'est pas fort claire: Si l'échange de biens utiles correspond à une troisième proposition, la seconde (D) au transfert de propriété, la première serait celle du don: fin du fol 5r: «Au sujet du premier acte (le don) soit la proposition suivante...»

sur la quantité: que la quantité soit mesurée par le poids ou par une autre mesure, par la verge ou une autre mesure de longueur, ou par une autre mesure physique, par exemple le boisseau, le setier, ou d'autres contenants, qu'il s'agisse de liquides ou de produits secs, que le juste poids et que la juste mesure quelle qu'elle soit, soient conservés. De même pour la qualité: on n'échange pas du vin falsifié que le partenaire de l'échange prend pour du vin pur.

Et <sup>3987</sup> tout cela est prouvé dans

[fol. 6r]

*Décrétales, De injuriis et dampno dato, Si culpa*<sup>3988</sup>: «Celui qui donne une occasion de dommage, est considéré comme ayant causé le dommage», mais celui qui trompe sur la substance celui qui pense, en échangeant, recevoir une autre substance ou une autre qualité, ou qui, pour une quantité, pense en recevoir une autre, occasionne un dommage parce que le partenaire n'échangerait pas s'il ne croyait recevoir une autre substance, qualité, ou quantité; donc le trompeur est considéré, non seulement d'après le *Liber Elenchorum*<sup>3989</sup> mais par conjecture du droit et selon la vérité, comme ayant causé un dommage.»

A. De quelle façon parle-t-on de valeur des choses?

«Dans cette règle sur l'échange de biens utiles, il s'ensuit qu'il faut conserver l'égalité de valeur. Ceci est prouvé par Augustin, XIII, *De Trinitate*, chap. 3<sup>3990</sup>: «Vouloir acheter à vil prix et vouloir vendre cher, est véritablement un vice». Ceci, en comprenant chose vile et chose de valeur par rapport à l'usage, parce que, fréquemment, une chose qui en soi est noble dans son être naturel, n'est pas du tout utile pour l'usage humain, et donc pas du tout précieuse. Ainsi, selon Augustin, *De Civitate Dei*, livre 2<sup>3991</sup>: «dans une maison, le pain vaut mieux que la mouche», alors que tout être vivant est purement et simplement plus noble qu'un non vivant, dans son être par nature.

Et c'est pourquoi on ajoute "selon la droite raison", attentive à la nature du bien par rapport à l'usage humain pour lequel se fait cet échange.

---

3987SCOTUS, IV, d.15, q.2, a.2: des trois contrats; p. 283

3988X, 5, 36, 9

3989ARISTOTE, *Liber Elenchorum*. Peut-être à rapprocher de V *Ethiq.* IV 13 (1132 b 14), cité en THOMAS, *Somme*, II-II, Q 62, a4: il y a dommage quand quelqu'un a moins qu'il ne devrait avoir.

3990AUGUSTINUS, XIII *De Trin.* 3. (cité en THOMAS, *Somme*, II-II, Q77, a1)

3991AUGUSTINUS, *De Civitate Dei*, livre II, c. 16. Le prix s'estime d'après l'utilité: XI, *De Civ. Dei* 16. (d'après THOMAS: II-II, Q 77, a2, s3)

Et cette égalité selon la droite raison n'est pas dans l'indivisible<sup>3992</sup>, comme [le dit]<sup>3993</sup> un docteur mu par cette constatation, parce que la justice a bien une mesure par rapport à l'objet alors que les autres vertus ont un milieu défini par la raison. L'idée (que l'égalité est dans l'exact milieu) est en effet fautive, comme on le montre au livre 3<sup>3994</sup>; au contraire, dans ce milieu que vise la justice commutative, il y a une grande latitude et il y en a aussi à l'intérieur de cette latitude sans qu'on atteigne le point indivisible de l'égalité entre deux objets parce que, sur ce point, il serait presque impossible d'atteindre un accord commun. Cependant, à tout degré où l'accord se fait, sauf aux extrêmes, il se fait de façon juste.»

De quelle façon tend-on à l'égalité de prix?

«Quelle est cette latitude et jusqu'où elle s'étend, tantôt la loi positive, tantôt la coutume le révèle: la loi en effet brise le contrat quand un contractant est trompé au delà de la moitié d'un juste prix. Cependant, au dessous de ce prix, s'il apparaissait une injustice, une restitution correspondante doit être faite. Mais parfois il est laissé, à ceux qui échangent eux-mêmes, après évaluation de leur mutuelle nécessité, de calculer de se donner et de recevoir mutuellement un équivalent. Il est difficile en effet qu'il y ait entre les hommes des contrats dans lesquels les contractants n'aient pas l'intention de ne pas se faire mutuellement remise de quelque chose sur cette indivisible justice<sup>3995</sup>, en sorte qu'un don, en compensation de tant, accompagne tout contrat. Et si cette façon d'échanger est quasiment fondée sur cette règle de la loi naturelle: «Fais aux autres ce que tu veux qu'on te fasse»<sup>3996</sup>, il est assez probable que, lorsque les contractants sont mutuellement satisfaits, ils veulent mutuellement se faire remise, s'il manque quelque chose de cette indivisible justice requise.»

B. Proposition semblable pour l'achat et la vente justes.

«Tout à fait semblable est la conclusion sur la vente et l'achat justes parce qu'alors il convient de considérer que, d'un côté, l'argent est ici un bien échangé. J'ajoute que dans ces deux<sup>3997</sup> sortes de contrats, il est permis à celui qui échange ou qui vend, d'évaluer sa perte, mais non l'avantage de celui qui achète ou avec qui il échange. Je dis ceci quand on vend (ou qu'on échange) au-dessus de la valeur; ce que je comprends ainsi:

3992C'est-à-dire l'exact milieu

3993Voir THOMAS *Somme* I-II, Q 64, a1, sur le juste milieu des vertus, où est cité Aristote: «Dans sa substance la vertu est un milieu» II *Eth.* VI, 17 (1107 a7); *Somme* II- II, 58, a. 10: le milieu de la justice est la justesse objective établie par la raison; *Somme* II-II Q. 61, a 2 sur le juste milieu dans les justices commutative et distributive (sans nom de docteur dans les objections), avec référence à ARISTOTE, V *Eth.* III 8. En note chez SCOTUS: RICARDUS, lib.3 *Sent.*, d. 33, a.3, q.4; HENRICUS, *Quodl.* 6: deux possibilités pour le docteur en question/ RICARDUS DE MEDIAVILLA et HENRICUS DE GANDAVO;

3994Dans la Myrrhe, sur la mesure de la pénitence., fol 117, V.

3995Indivisible justesse qu'est l'égalité exacte.

3996Mt. 7,12

3997Échanges d'un bien utile contre un bien utile ou d'un bien utile contre de l'argent (vente et achat) .

si quelqu'un a grand besoin de son bien et si, par une grande pression, il était amené par un autre à vendre (ou à échanger contre un autre bien) alors qu'il pourrait se garder hors de préjudice et que par cette vente (ou cet échange) il subit un grand dommage, il peut vendre plus cher que s'il vendait (ou échangeait) autrement sans un tel dommage. Mais si l'acheteur retirait un grand avantage du bien qui lui a été vendu (ou échangé), ce bien ne pourrait être vendu (ou échangé) plus cher: car, à cause d'un plus grand avantage que l'acheteur retire, mon bien n'est en lui-même ni plus précieux ni meilleur pour moi, et pour cela il ne doit pas m'apporter plus. Cependant il en est autrement quand je subis un dommage parce qu'alors le bien est plus précieux pour moi, quoiqu'il ne le soit pas en lui-même.»

Les autres contrats s'accordent avec les précédents.

«S'accordent avec ces contrats, comme il a été dit, le prêt de biens, et la location du locataire et du loueur, et, de même, en ce qui concerne les conditions déjà posées, il faut conserver la justice, en les appliquant ici à l'usage comme on l'a fait pour la propriété.

Pour le dernier contrat, c'est à dire le prêt monétaire<sup>3998</sup>,

[fol. 6v]

voici la quatrième proposition.»

C. Quatrième proposition: le prêt.

«Pour contracter un prêt monétaire juste, il faut uniquement qu'il y ait égalité en nombre et poids, excepté certains cas dont on parlera» dans le denier des usuriers<sup>3999</sup>.

Le change.

De même, pour le change, vois le denier des changeurs<sup>4000</sup>.

L'argent a un usage utile.

«Il faut comprendre en plus que l'argent<sup>4001</sup> a un usage utile par sa nature propre, par exemple pour faire voir, orner ou montrer la puissance parce qu'on est riche, et à cette fin, il peut être loué comme un cheval ou une autre chose à louer, et, en échange de l'utilisation, la propriété étant maintenue, on peut recevoir de l'argent, et alors c'est absolument un contrat de location entre loueur et locataire, et non un prêt d'argent entre emprunteur et prêteur<sup>4002</sup>,

---

3998Le prêt de monnaies de métal

3999Denier 29, fol. 32.

4000Denier 4, fol. 12.

4001En tant que pièce d'argenterie par exemple.

4002*Mutuatio*», au sens de «*mutui acceptio*».

et le même poids devrait être restitué sauf si l'égalité en poids et valeur ne suffisait pas au loueur. Les règles précédemment énoncées montrent ce qui est juste et injuste pour les échanges immédiats, quand chaque participant de l'échange donne ou reçoit aussitôt ce pour quoi il échange. Mais quand un participant ne reçoit pas aussitôt ce pour quoi il échange et que cette réception est différée, que demande le droit? Je réponds: en plus des règles précédemment énoncées sur le juste et l'injuste dans chaque contrat, j'ajoute maintenant ici les deux suivantes.»

#### D. Deux règles d'échange.

«La première est que celui qui échange n'échange ni ne vende le temps, parce que le temps ne lui appartient pas; la seconde, que celui qui échange ne se mette pas en sécurité pour le profit et que celui avec qui il échange ne s'y mette pas pour la perte; je veux dire: en sécurité toujours ou dans la plupart des cas.»<sup>4003</sup> De ces règles découlent clairement beaucoup de cas particuliers: vois-les plus bas dans les deniers de la bourse de Marie. Ces règles sont donc énoncées au sujet du juste et de l'injuste dans la vente et l'échange domestiques, quand celui qui échange a l'intention de recevoir le bien pour lequel il échange, non pour en faire commerce, mais pour l'utiliser.

#### E. Première proposition sur le commerce.

«La suite concerne l'échange marchand où celui qui échange a l'intention de faire commerce du bien qu'il acquiert parce qu'il achète non pour utiliser mais pour vendre et ceci plus cher. Cet échange marchand est appelé pécuniaire ou lucratif. Pour celui-ci, en plus des règles énoncées précédemment sur ce qui est juste et injuste<sup>4004</sup>, j'en ajoute deux.

Premièrement, il faut qu'un tel échange soit utile à la chose publique; deuxièmement: que le marchand, selon sa diligence, sa prudence, et les dangers encourus,» aussi bien pour sa vie que celle de sa famille<sup>4005</sup>, «reçoive dans l'échange une rémunération correspondante.

Exposé de la première condition: il est utile à la chose publique d'avoir des gens qui conservent des biens à vendre pour que ces biens puissent rapidement être trouvés par ceux qui en ont besoin et veulent les acheter; en outre, il est utile à la chose publique d'avoir des gens qui apportent les biens nécessaires dont le pays n'abonde pas, et dont

---

<sup>4003</sup>Dans le cas où est confié de l'argent à un marchand ou à un artisan dans une association, il y a participation aux risques et aux bénéfices. Dans le prêt d'argent ou de bien, le prêteur ayant transféré la propriété de ce qu'il prête à l'emprunteur, c'est l'emprunteur qui assume les risques; il ne peut s'en protéger, en remboursant moins par exemple, et le prêteur ne peut pas demander plus que ce qu'il a transféré; THOMAS, *Somme*, II-II, Q. 78, a. 2, 5.

<sup>4004</sup>Le gain peut être ordonné à des fins nécessaires et honnêtes (soutenir sa famille, secourir les indigents, fournir à sa patrie le nécessaire): il devient alors licite. THOMAS, *Somme*, II-II, Q. 77, a. 4, r.

<sup>4005</sup>Ajout par rapport à SCOT.

cependant l'usage est utile et nécessaire.»

#### F. Premier corollaire.

«Il s'ensuit que le marchand qui apporte un bien d'un pays où il abonde à un pays où il manque, ou qui, une fois le bien acheté, le conserve pour qu'il soit promptement trouvé à la vente par celui qui veut se le procurer, fait un acte utile à la chose publique. Ceci, pour l'exposé de la première condition.

Seconde condition: puisqu'il convient que tout homme qui sert honnêtement la chose publique dans son activité, vive de son travail (j'ai dit "honnêtement" à cause des prostituées<sup>4006</sup> et des acteurs qui vivent non honnêtement, mais le commerçant qui apporte ou conserve des biens, sert honnêtement et utilement la chose publique, il convient donc qu'il vive de son travail.

Il s'ensuit aussi que tout homme peut vendre de façon juste son industrie, son soin et ses soucis. Il faut beaucoup d'industrie à celui qui transporte des biens d'un pays vers un autre pays, et pour veiller aux biens dont un pays dispose et dont il manque: donc un commerçant peut recevoir, avec justice, au-delà de l'estimation des besoins nécessaires que sont ceux de la vie pour lui et sa famille, une rémunération correspondant à son activité; et en plus, troisièmement, une rémunération correspondant aux dangers qu'il court. En effet, puisqu'à ses risques, il transporte, s'il est un transporteur, ou conserve, s'il garde, à cause des risques encourus, il peut recevoir, en sûreté de conscience, quelque chose de correspondant, surtout s'il arrive, sans faute

[fol. 7r]

de sa part, qu'il a subi une perte, en servant ainsi la communauté, par exemple, un importateur, qui a perdu un navire chargé de très grands biens, et un autre commerçant, qui, dans un incendie accidentel, perd les très précieux biens qu'il garde pour l'État. Tout ceci est confirmé parce que, autant un législateur juste et bon devrait rétribuer un serviteur de l'État, autant ce serviteur peut lui-même (si le législateur ne l'assiste pas sur les biens de l'État), recevoir, sans commettre d'extorsion. S'il y avait un bon législateur dans un pays dans l'indigence, il devrait payer à grand prix ces marchands qui apportent les biens nécessaires et qui les conservent une fois apportés, et il devrait non seulement trouver ce qui est nécessaire à leur entretien et à celui de leurs familles

---

<sup>4006</sup>Il y a une utilité de la prostituée comme moindre mal, et du comédien, qui délasse les hommes: son métier n'est pas illicite et le comédien n'est pas en état de péché s'il joue en n'employant pas de propos ou d'actions illicites et en des circonstances et des temps défendus: THOMAS, *Somme*, II-II, Q. 168, a. 3. L'utilité ne suffit pas.



mais les payer selon leur industrie, leur habileté, et tous les dangers; les commerçants, donc, peuvent faire aussi cela eux-mêmes quand ils vendent.»<sup>4007</sup>

#### A. Second corollaire

«A partir des deux conditions requises<sup>4008</sup> pour l'échange commercial juste, on voit comment certains sont des commerçants blâmables, comme ceux qui ne transportent ni ne conservent, qui n'améliorent pas le bien à vendre par leur industrie, par qui un homme simple n'est pas assuré de la valeur du bien à acheter, mais qui achète seulement pour vendre aussitôt sans toutes ces conditions. Ce mauvais commerçant devrait être retranché de l'Etat et exilé; et on appelle de tels gens en français des "regrattiers"<sup>4009</sup> parce qu'ils empêchent l'échange immédiat de ceux qui veulent faire un achat ou un échange domestiques et par conséquent rendent tout ce qui est à vendre ou à utiliser, plus cher pour l'acheteur qu'il ne devrait l'être, et de plus bas prix pour le vendeur, et ainsi ils lèsent les deux parties.» Ceci d'après Scotus<sup>4010</sup>.

Les deux cordons de la bourse ayant été expliqués au sujet du mien et du tien, et ceci selon que le mien et le tien se rapportent aux choses temporelles (car, pour parler et expliquer de façon large, complète et entière, il conviendrait, de voir l'origine de toute la justice humaine qui découle de la justice divine comme d'une source - on le dira, en seconde partie-, car, puisque dans tout péché on ôte quelque chose de ce qui est à Dieu, là aussi on pourrait trouver la restitution au sens large), en revenant à notre propos sur l'or des richesses temporelles, j'expliquerai maintenant comment Judas, à travers qui on comprend tout avare, vole la cassette ou la bourse du Christ et de Marie, et comment l'avare transforme la bourse de Marie en bourse de Judas, ce pourquoi l'avare est comparé à l'araignée qui transforme tout ce qu'elle prend en poison.

#### B. L'enseignement général sur la restitution.

Les docteurs, sur la restitution, qu'ils expliquent au livre IV, dist. 15<sup>4011</sup>, ont coutume, à son sujet, de poser cinq articles:

qui,

quoi,

pour qui,

---

4007Le marchand est rémunéré parce qu'il fait un travail utile et honnête; il l'est aussi pour son activité (*industria*, 5 fois, dans le texte), évoquée sous différents aspects (*diligentia*, *prudentia*, *sollicitudo*, *peritia*) et pour les risques (*pericula*).

4008Utilité et honnêteté

4009Revendeur; il achète pour revendre au détail des biens peu précieux comme des comestibles.

4010Arrêt de la citation: SCOTUS, IV, d. 15, q. 2, a.2,

4011Ainsi, SCOTUS, IV, dist. 15, a.4, p. 328

comment,  
quand.

Et on peut dire que ces cinq articles sont les cinq doigts de la main de Judas et des restitutions. Mais parce que l'article "Qui" est plus important, et que, de celui-ci, le confesseur a très souvent besoin, pour cette raison, pour qu'il trouve plus facilement ce qu'il cherche, j'exposerai cet article par ordre alphabétique sous l'image des trente deniers d'or de Marie, pour qu'on ait la matière comme dans une table.

Instruction de l'auteur sur la façon de procéder.

Remarque, d'autre part, lecteur, que sous un denier, beaucoup d'autres matières semblables à ce denier principal ou s'y rattachant, sont expliquées. C'est pourquoi, pour qu'on les trouve plus facilement et plus clairement, après les trente noms des deniers<sup>4012</sup>, une seconde table sera placée dans laquelle seront placés d'autres noms pour lesquels sera longuement expliquée, non seulement la matière de cette première partie qui est appelée «Bourse de Marie» mais de tout ce traité; cherche cette table au début de ce livre<sup>4013</sup>. Mais cependant, parce qu'il serait très utile de montrer dans un article général les cinq articles qu'on vient d'évoquer, pour un éclaircissement plus complet de ce traité, vois, à leur sujet, en fin de cette première partie, où ils sont montrés complètement et où se trouvent certains ajouts pour une complète connaissance en matière de restitutions.<sup>4014</sup>

[fol. 7v]

### **C. Règle commune ou doctrine générale pour tous les deniers ou pour toute la première partie.**

Les trente deniers de la bourse de Marie doivent être sus absolument par cœur, parce que je pense que, de nos jours<sup>4015</sup>, il est si nécessaire pour les confesseurs de comprendre la matière de la restitution, qu'il n'est pas en sûreté en sa conscience celui qui présume exercer l'office de confesseur s'il ignore les deniers ou restitutions, sauf s'il arrivait qu'il soit excusé par ce que je dirai ci-dessous, troisième partie, où on traitera du confesseur convenable<sup>4016</sup>.

Façon de procéder.

Pour que ce qu'il y a à dire soit mieux compris, je procéderai comme suit pour ces deniers: tout d'abord, je poserai une règle, une proposition, ou une maxime<sup>4017</sup>, générale,

---

4012Tels que: «denier des usuriers», «denier des avocats»...

4013Il y a bien avant la *Bourse de Marie* une table des matières qui embrasse tout le livre et des *Quaestiones*, mais il n'y a pas de table après les trente noms. Il est possible que la liste qui les précède en soit la préparation.

4014En 37 v.

4015Remarque objective ou subjective? En tout cas, GILBERT NICOLAS considère avec angoisse l'ignorance comme une source de péché mortel.

4016En 52, J.

4017Ces termes, auxquels va s'ajouter *theorica*, seront utilisés tour à tour.

pour les trente deniers en même temps;

ensuite en traitant en particulier, un à un, de chaque denier, je poserai une maxime (ou une règle), particulière à ce denier, ou, pour parler à la façon de certains canonistes, j'exposerai une théorie<sup>4018</sup> puis je tirerai les corollaires qui en résultent, et parfois j'ajouterai quelques points importants. Et cette façon de procéder me semble meilleure pour la mémoire, l'intelligence et la conscience, pour une délibération plus sûre par les confesseurs. Et cette façon de procéder, en matière de restitutions, Scotus la garde toujours d'une certaine manière au livre IV, dist.15.

#### **D. Règle ou théorie générale.**

Donc, qu'il y ait pour tous les deniers comme règle générale ou maxime celle que Scot donne (voir plus haut)<sup>4019</sup>: Quiconque s'empare du bien d'autrui ou le détient, comme cause agissante, aussi bien positive que négative, ou comme cause *sine qua non*, est tenu de restituer.

Les multiples façons de s'emparer d'un bien.

Scot, alors, expliquant ces deux causes dit, premièrement, en ce qui concerne le fait de s'emparer du bien d'autrui, que quelqu'un peut le faire «en<sup>4020</sup> tant que cause supérieure, c'est à dire en en donnant l'ordre,

ou cause proche en l'enlevant directement, ou cause adjuvante en s'associant à l'acte, ou cause induisant l'acte, s'il conseille, favorise ou flatte, par le conseil, la faveur, la flatterie qui font que se produit la privation du bien, sans lesquels elle ne se produirait pas»<sup>4021</sup>.

Les façons dont quelqu'un détient un bien.

De même, est détenteur, celui qui détient directement de façon positive ou négative, qui détient sans détenir, c'est-à-dire en tant qu'intermédiaire, parce qu'il ne fait pas restituer alors que par son office cela lui incombe, ou en fournissant son aide ou sa faveur; par exemple, s'il se tait lorsqu'il a été requis dans un procès où, par jugement, on pourrait restituer un bien à son propriétaire, sans qu'aucun danger pour son état ou sa personne ne le menace, s'il dit la vérité. Donc, en bref, toute obligation à restitution se ramène au fait d'enlever ou de détenir, et ceci pour celui qui est cause principale, proche, adjuvante, induisant ou n'empêchant pas quand il lui appartiendrait d'empêcher pour le bien de la chose publique, sans qu'il y ait péril pour sa personne.

---

4018 *Theorica more aliorum canonistarum*, évoque peut-être le droit canon dans son rapport avec la théologie.

HOSTIENSIS y a réfléchi dans le prologue de sa somme. Gilbert Nicolas en tout cas signale qu'il utilise un mot de canoniste.

4019 «Voir plus haut» indique qu'il faut rechercher la citation au dessus. Ici: SCOTUS, IV, d.15, q. 2, a. 4, p 328

4020 SCOTUS, IV, d 15, q 2, a 4, p 329 sq

4021 Voir aussi THOMAS, *Somme*, II-II, Q. 62, a. 6, 7 et I-II, Q. 112-114

Et tous ces cas, du fait qu'ils se ramènent à un consentement efficient véritable ou de façon intermédiaire, sont prouvés par le texte de 2°, q.1, c. *Notum*<sup>4022</sup>, où il est dit qu'une punition égale réprime celui qui favorise et celui qui retient. Et cela vient de ce que dit Paul *Aux Romains*, Premier chapitre<sup>4023</sup>: "Non seulement ceux qui commettent de tels actes, mais ceux qui donnent leur consentement à ceux qui agissent".

E. Qui est tenu de restituer solidairement.

Chacune de toutes ces personnes est tenue pour le tout, mais si une seule restitue, les autres sont libérées de la dette vis à vis de celui qui a subi un dommage; cependant elles sont tenues au prorata de la part qui les concerne, vis à vis de celui qui, pour tous, a acquitté la dette.<sup>4024</sup> Ceci est exposé dans le denier des donataires.<sup>4025</sup>

### **Autre théorie générale.**

De la même façon, ici, je pose une autre proposition générale pour tous les deniers: quand quelque chose a été donné ou reçu, il ne faut jamais le rendre à celui qui a fait un don honteux, mais à celui au dommage de qui le don a été fait ou aux pauvres.

Le don honteux.

Et, on parle de "don honteux" quand on donne pour faire faire ou faire dire une chose qui, si elle était faite ou dite, serait un péché pour celui qui la fait ou la dit. Exemple: celui qui donne de l'argent à un juge pour qu'il prononce une sentence injuste. Beaucoup d'autres exemples sont exposés dans les deniers.

### **F. Règle ou théorie pour le denier des avocats.**

Venons-en à une règle particulière, et d'abord, parlons du denier des avocats. Et que soit laissé pour chaque denier un espace en blanc pour poser le titre en rouge. De plus, que l'on commence ainsi: **Voici la règle ou la théorie pour tel denier.**<sup>4026</sup>

Voici la maxime pour ce denier des avocats. Pour que le confesseur sache ainsi juger quand les huit personnes qui d'habitude se rencontrent dans un procès sont tenues de restituer, qu'il considère toujours, en même temps, leur malice, leur ignorance et leur négligence.

### **Premier article.**

Cette règle dit que, de même que ces huit personnes pèchent mortellement de trois

---

4022 *Décret*, C2, q 1, c 10. Le canon dit: «qui fait et laisse faire». Le cas est celui du clerc accusé fausement de fornication et d'homicide. N'est gardé ici que l'avertissement final de Nicolas I, à l'archevêque.

4023 *Rom.*, I, 32

4024 SCOTUS, IV, d. 15, q.2, a.4: p. 330

4025 Denier 8, fol. 15, r.

4026 J'ai suivi ici les consignes de l'auteur, données pour le manuscrit ou en vue d'une impression; elles seront peu respectées dans ce manuscrit.

façons, de même elles sont ainsi tenues à restitution de trois façons.

[fol. 8r]

A. Les cinq personnes qui participent à un procès

Pour qu'on comprenne plus clairement cette règle, il faut noter que, dans un procès, on trouve le concours de cinq personnes, premièrement l'accusateur pour poursuivre, l'accusé pour répondre, l'avocat ou procureur pour défendre, le témoin pour témoigner, et le juge pour prononcer la sentence.

A ces cinq personnes s'en ajoutent trois autres:

l'assesseur ou conseiller pour délibérer, le notaire ou tabellion pour écrire, et l'huissier vulgairement appelé «clerc» pour convoquer ou appeler en justice ce qu'on appelle vulgairement «citer».

Quand dit-on que quelqu'un pèche par malice, ignorance, négligence.

Deuxièmement il faut savoir que ces personnes au tribunal ne peuvent pécher que par malice, ignorance ou négligence. On parle de malice quand ils savent qu'ils pèchent, par exemple un juge parce qu'il rend mal une sentence; de même pour les autres. On parle de négligence parce que si l'avocat avait mis la diligence qu'il doit à connaître la qualité de la cause ou à enquêter comme il faut du côté du client, il aurait su<sup>4027</sup>; ou, pour un juge, s'il n'a pas voulu rendre la justice aux veuves et aux démunis de ce genre, et de façon générale, s'il n'a pas voulu juger. On parle ici de l'ignorance grossière et paresseuse parce que la personne ignore ce qui relève de son office ou est incapable en matière de droit, etc. De ceci il résulte plusieurs corollaires. Je poserai d'abord les corollaires qui concernent les avocats.

### **Second article.**

B. Premier corollaire pour les avocats.

Un avocat qui perd de quelque manière que ce soit, par sa faute, c'est à dire pour une des trois fautes susdites, la cause de son client (et on appelle «client», la personne qu'il défend ou pour laquelle il est le défenseur), est tenu à restitution selon Hostiensis<sup>4028</sup>; il en serait autrement s'il perdait en raison de la qualité de la cause, d'un manque de preuves, d'une fausse information ou de la malice de son client.

---

4027...si la cause était juste.

4028HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*; sur l. *Idem juris*, ff. *Ad legem Aquiliam* (selon ANGELUS, *Advocatus* § 12)

Second corollaire pour les avocats.

L'avocat qui sciemment défend une cause injuste, selon Monaldus<sup>4029</sup>, est tenu à tout ce qu'a perdu la partie adverse et aussi vis à vis de son client qu'il trompe en lui donnant de comprendre qu'il avait une juste cause, client qui, autrement, n'aurait pas plaidé. De même, si l'avocat ignorait, par sa faute, que la cause était injuste, par son ignorance du droit ou parce qu'il ne s'était pas informé comme il le faudrait auprès du client. Mais si son ignorance provient de la qualité de l'affaire, d'une fausse information ou de la malice de son client, il est excusé; Il est tenu cependant d'abandonner la cause une fois qu'il sait qu'elle est injuste et de restituer le salaire reçu, selon Monaldus, et Angelus<sup>4030</sup> croit que c'est justice, quand l'ignorance résulte de sa faute.

C. Premier corollaire sur les juges.

Un juge, si sciemment il juge mal, quelle que soit la cause, cupidité, crainte, haine ou amour, est tenu à tout dommage selon Raymundus<sup>4031</sup>, sauf s'il peut amener celui pour qui il a prononcé (la sentence), à pleine restitution. Et de même, il est tenu s'il n'a pas voulu rendre justice aux veuves et aux démunis de ce genre, selon Monaldus<sup>4032</sup>; bien plus, il est tenu en général, quand en aucune façon il n'a voulu juger, et aussi parce que quelqu'un a perdu son droit; et le juge est tenu, selon Raymundus<sup>4033</sup>, de restituer, à celui qui est lésé, le coût total du procès; et ceci, de même, est un corollaire indirect.

D. Second corollaire pour les juges: quand sont-ils obligés de restituer pour cause d'ignorance.

Le juge qui, par ignorance grossière et paresseuse, parce qu'il ne se soucie pas auprès d'autrui de chercher ce qu'il ne savait pas (de même pour l'assesseur), a mal jugé, est tenu à restitution selon Raymundus<sup>4034</sup>; sinon, s'il a observé la diligence due, en s'informant auprès des gens expérimentés qui l'ont conseillé de cette façon parce que la matière est incertaine, il est excusé.

De même, il est excusé par le conseil d'un assesseur qui affirme qu'on doit agir ainsi. C'est pourquoi, comme dit Uldericus<sup>4035</sup>, quelqu'un délègue parfois un juge ignorant du droit sans savoir qu'il est ignorant, mais, en raison de sa bonne qualité, il lui délègue une

---

4029MONALDUS, *Summa de jure canonico, titulo Restitutio* (selon ANGELUS, *Advocatus*, § 13).

4030ANGELUS, *Advocatus*, § 14

4031RAYMUNDUS, *Summa juris*. Je n'ai pas trouvé de référence.

4032MONALDUS, *Summa de jure canonico, titulo Restitutio*. En cas de proximité, on peut présumer que la référence est la même.

4033RAYMUNDUS, *Summa juris*

4034RAYMUNDUS, *Summa juris*

4035ULDERICUS. Non identifié.

cause, et ainsi ce délégué ignorant a prononcé une sentence de bonne foi et selon le conseil de gens expérimentés, le juge n'est pas tenu à satisfaction.

Il faut parler de la même façon pour les arbitres<sup>4036</sup>, quant aux jugements injustes. Archidiaconus<sup>4037</sup> dit de même. De même, si le juge ordinaire, le délégué, l'arbitre, était savant et qu'il a négligé de voir le sujet dans les livres, ou si, dépourvu de science, il a négligé de chercher les conseils des gens expérimentés, ils sont obligés de restituer selon Raymundus<sup>4038</sup> et Uldericus.<sup>4039</sup>  
[fol. 8v]

De même, si le juge a négligé de prendre un assesseur capable, s'il a choisi un ignorant ou un homme de mauvaise conscience selon l'opinion commune, sciemment ou par incurie; il en serait autrement s'il avait pris celui qui communément était considéré comme suffisant ou qui a été donné par un supérieur; car, alors, l'assesseur est tenu pour la totalité vis à vis de la partie lésée si, de mauvaise foi, sciemment, il a donné un mauvais conseil ou est ignorant par ignorance grossière ou par négligence, selon Hostiensis<sup>4040</sup>, Raymundus et Uldericus

E. Corollaire pour l'accusateur ou l'accusé: quand sont-ils tenus à la restitution?

L'accusateur, ou l'accusé, en procès, sont tenus à restituer les dépenses et les frais à la partie lésée s'ils savaient favoriser une cause injuste dès le début, ou, quand au cours du procès, ils ont su qu'elle était injuste et qu'ils n'ont pas renoncé aussitôt, par l'argument du chapitre *Dominus, De secundis nuptiis*<sup>4041</sup>, et selon Monaldus<sup>4042</sup>, ils sont tenus de restituer un salaire reçu.

Et de même si quelqu'un a reçu de l'argent pour que personne ne connaisse le crime que quelqu'un a perpétré, il reçoit un gain honteux et il est tenu, par bon conseil, de le restituer. S'il a reçu de l'argent pour que quelqu'un ne soit pas accusé de perpétrer un crime ou pour ne pas accuser de façon calomnieuse, il est tenu de restituer, 1 q.1, *Jubemus*<sup>4043</sup>.

Pour montrer l'évidence du corollaire que voici, il faut savoir qu'accuser, c'est mettre en accusation quelqu'un pour crime, dans un écrit, pour venger<sup>4044</sup> ou faire punir. Ainsi, ce n'est pas condamner, à proprement parler, que de notifier et de présenter une accusation en vue d'une correction.

---

4036Ils sont soumis aux mêmes règles.

4037ARCHIDIACONUS, *Super Decretum*

4038RAYMUNDUS, *Summa juris*

4039ULDERICUS,

4040HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4041X, 4, 21, 2 (l'argument selon ANGELUS est qu'il s'agit d'une *litigiosa res.*)

4042HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4043Décret, C1, q1 c 126

4044Punir et venger sont synonymes quand la vengeance cherche le bien. Voir THOMAS, II-II, Q. 108, a.1.

Une accusation devient vicieuse de trois façons.

En second, il faut savoir qu'on rend une accusation vicieuse de trois façons, 2, q 3, § *Notandum*.<sup>4045</sup> Premièrement<sup>4046</sup> en calomniant, c'est à dire qu'on impute faussement un crime, et un tel homme est tenu à tout dommage fait au prochain, en plus du péché mortel encourru, dernier chapitre, *De Calumpniatoribus*<sup>4047</sup>; deuxièmement, en se désistant et en se retirant complètement d'un procès, sans autorisation du juge, non par compassion pour le prochain mais pour une mauvaise fin, et un tel homme, selon le tribunal contentieux est puni d'une peine de cinq livres d'or, loi 3, *ff. De prevaricatione*.<sup>4048</sup>; troisièmement, en étant de connivence, quand on s'entend avec un accusé en inventant des fausses preuves de multiples sortes, et un tel homme est puni selon l'estimation du juge, comme dans les lois Un et Deux, *ff. De prevaricatione*.<sup>4049</sup>

F. Corollaire pour les témoins<sup>4050</sup>.

Les témoins par le faux témoignage de qui une des parties a perdu son procès, sont tenus de lui restituer pour tout le dommage; argument au 17, q 4, *Si quis in atrio*.<sup>4051</sup>

D'autres disent que cela n'est vrai que s'ils ont diligemment examiné les choses et si sciemment, ils ont porté un faux témoignage. S'ils ne les ont pas examinées avec diligence, ils ont péché mortellement, mais ne sont pas tenus de restituer, parce qu'un tel témoin n'est pas principalement responsable du dommage comme le juge ou l'avocat, mais il l'est plutôt secondairement et occasionnellement. Le témoin qui a reçu de l'argent pour témoigner est tenu aussi de le donner aux pauvres. S'il y a eu don par quelqu'un qui voulait corrompre le témoin ou si le donateur voulait ainsi que justice lui soit rendue, le témoin doit rendre; il peut cependant recevoir des défraiements modérés pour les dépenses faites en venant, en restant, et repartant, comme le signale la glose, chapitre *Statutum, De rescriptis, Sexte*<sup>4052</sup>, en remplacement aussi du salaire des jours pendant lesquels il est resté occupé pour rendre témoignage et pendant lesquels il a été privé de ses travaux.

Et note ce que dit Bartolus<sup>4053</sup> sur la loi *Presbiter, De episcopis et clericis*: (Répare le dommage), non seulement le faux témoin qui ment, mais celui qui connaît la vérité et la

---

4045 *Décret*, 2, q 3, c 7, § 2.

4046 Voir ANGELUS, *Accusatio*, § 8.

4047 X, 5, 2, c 2

4048 *Digeste*, 47, 15, 3,

4049 *Digeste*, 47, 15, 1 et 2

4050 ANGELUS (*Testes*) n'est pas une source directe ici.

4051 *Décret*, 17, q 4, c 7.

4052 Glose sur VI, 1, 3, 11

4053 BARTOLUS, *Glosae*, sur L (*Si quis*) *Presbiter, De episcopis et clericis* (*Codex J*, 1, 3, 20)



tait.

#### G. Corollaire pour les notaires ou greffiers.

Les notaires ou greffiers et les cinq autres participants qui falsifient des documents, des testaments, des livres de négoce, et tous autres écrits, sont tenus aux dommages et intérêts de la partie pour tout dommage consécutif.

De même, celui qui a établi les papiers et les documents des usures à rendre; et s'il y avait une dette légale, il est tenu de rendre l'usure reçue si l'usurier ne la restitue pas.

Ceux qui pour de l'argent ou sur une prière ont détruit ou caché des testaments,

[fol. 9r]

avec pour conséquence que ne peuvent être versés les dons aux pieuses causes, et d'autres dettes ou des choses importantes ne puissent être retrouvées, sont tenus à la restitution de tout ce qui a été dit, selon Bartolus.<sup>4054</sup>

De même, pour les autres écrits que l'on a cachés en causant un dommage à quelqu'un. Mais aussi s'ils conservent des documents de rémunération en ajoutant des clauses qu'ignorent les contractants, surtout pour celles qui entraînent un dommage, ils sont eux-mêmes tenus à la réparation du dommage.

En ce qui concerne de tels documents ou papiers notariaux, il faut remarquer que le supérieur qui signe ou scelle des feuilles ou des documents d'usuriers, s'il ne lit pas les dispositions ou s'il les lit et que l'usure ne lui apparaît pas, ne donne pas de consentement, selon Hostiensis<sup>4055</sup>. Mais s'il lit et perçoit la vérité, il participe au pacte quoiqu'il ne participe pas au profit des usures.

Deuxièmement il faut remarquer que les secrétaires sont alors tenus pour l'usure quand elle se fait pour la part et le profit de l'usurier, pour autant que, sans leur intervention, la prestation usuraire est sans valeur, mais ils ne le sont pas, si dans le document on a fait expressément mention de l'usure, sauf si la coutume, pour de tels actes, force à payer une usure.

Troisièmement sont tenus ceux qui, sciemment, sont témoins dans les documents d'une usure; puisque sans eux, les documents n'auraient pas de valeur, ils donnent une cause à l'usure et sont ainsi tenus, comme les greffiers, selon les docteurs.

#### H. Corollaire pour les conseillers et les assesseurs.

Les conseillers et assesseurs sont tenus, de quatre façons ou dans quatre cas, de réparer le dommage provenant d'un conseil donné ou non donné; premièrement s'ils ont conseillé en mal un fautif ou quelqu'un qui passe un contrat; deuxièmement si, quand ils

<sup>4054</sup>BARTOLUS, *Glosae*, in lege finali, C. De tabulariis: Codex J, 10, 71, 4 (d'après ANGELUS, *Tabellio*, § 6).

<sup>4055</sup>HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

devaient s'opposer à un mal dont on traitait en conseil, ils se sont tus; troisièmement, s'ils ont établi des lois injustes ou ont fait qu'elles le soient; quatrièmement, si dans les conseils, ils ont fait que soit décidée une mesure qui a entraîné des dommages pour le prochain (ou s'ils l'ont proposée), mesure sans laquelle le prochain n'aurait pas subi de dommages.

Quand est-on tenu de restituer pour tout.

Dans ce quatrième cas, tous sont tenus pour tout. Fais attention ici, avec diligence, au conseil donné à un délinquant, au conseil qui porte sur les mœurs, et au conseil donné à un contractant, qui porte sur l'acquisition des biens. [Si] donc, en donnant de mauvais conseils, ils corrompaient les bonnes mœurs chez autrui, ils sont tenus, autant que possible, d'exhorter au bien, 6, q 1, *Deteriores*.<sup>4056</sup>

Pour montrer l'évidence du corollaire, il faut savoir que, pour le premier cas, celui<sup>4057</sup> qui a donné un conseil à un délinquant, en apportant son aide, que le délinquant doive ou non agir sans un tel conseil, ou celui qui a donné un conseil<sup>4058</sup> sans aide à ce délinquant pour un acte qu'il n'aurait pas fait sans un tel conseil, doivent être tenus à restituer à celui contre qui ils ont donné le conseil, Loi *Si remunerandi gratia, ff. Mandati vel contra*<sup>4059</sup>, mais celui qui a conseillé sans aider celui qui sans ce conseil allait agir, n'est pas tenu. Par «apport d'aide», il faut comprendre aider, comme apporter l'échelle d'un voleur pour escalader.

Celui qui a donné un conseil à qui passe un contrat, si le conseil est frauduleux, est tenu à réparation (comme celui qui a conseillé d'emprunter, pour son propre profit, à qui n'est pas apte à le faire, *ff. De dolo*, loi *Quod si cum res*<sup>4060</sup>); mais si le conseil n'est pas frauduleux, le conseiller n'est pas tenu, *ff. De Dolo*, loi *Eleganter*, à la fin<sup>4061</sup>; et il n'est pas tenu si c'est «simplement<sup>4062</sup> un conseil, parce que, si c'était un ordre, même non frauduleux, et qu'il y avait une personne précisément désignée (comme lorsque tu ordonnes de verser de l'argent à Ticius pour un prêt à intérêt), alors le donneur d'ordre est tenu, indistinctement, même si le contractant avait l'intention de faire, *ff. Mandati*, loi 2<sup>4063</sup>. Mais si on n'a pas désigné de personne et si, alors, le contractant n'avait pas l'intention de faire, le conseiller est tenu à restitution, *De negotiis gestis*, loi 3, § *Plane*»<sup>4064</sup>.

4056 *Décret*, 6, q 1, c 15 (*Deteriores*: ceux qui disent du mal (*detractores*) et corrompent les mœurs des évêques sont pires que des voleurs.)

4057 Texte proche de ANGELUS (*Consilium*, §1 sq.), avec aussi l'exemple de l'échelle.

4058 Le conseiller est tenu à restitution, quand il a apporté une aide effective en plus du conseil, et s'il n'a pas apporté d'aide, quand il a induit à mal agir celui qui n'y pensait pas.

4059 *Digeste*, 17, 1, 6

4060 *Digeste*, 4, 3, 8 (*ff. De dolo malo*)

4061 *Digeste*, 4, 3, 7 (dernière phrase).

4062 ANGELUS, *Consilium*, §1, jusqu'à *plane*.

4063 *Digeste*, 17, 2

4064 *Digeste*, 3, 5, 3

Note quand on doit exprimer son vœu.

Quant au second cas<sup>4065</sup>, celui qui est tenu de parler et se tait, consent, Loi *De etate*, § *qui tacuit*, ff. *De Interrogationibus*<sup>4066</sup>. «D'autre part, tout homme<sup>4067</sup>, universellement, est tenu d'exprimer un vœu en ce qui concerne les actes d'une communauté, par devoir (argument au chapitre 1, *De hiis que fiunt a majori parte capituli*<sup>4068</sup>). S'il ne s'oppose pas d'une certaine manière, il est considéré comme consentant. Et c'est vrai pour tout homme quant au péché, 22, q 5, *Hoc videtur*<sup>4069</sup>; «mais je ne crois pas que ce soit vrai pour l'application d'une peine, sauf pour un supérieur ou pour celui dont c'est la compétence (comme pour ceux qui ont voix dans un chapitre). Il est donc évident que si on trouve quelque part<sup>4070</sup> que doit être puni le complice par connaissance<sup>4071</sup>, quoiqu'extérieur, parce qu'il ne s'est pas opposé, on doit comprendre que c'est quand il doit s'opposer parce que c'est son office ou quand il n'interdit pas, par dol, comme pour le crime de lèse majesté, loi *Quisquis*, C. *Ad legem Juliam maiestatis*.»<sup>4072</sup>

Quant au troisième cas, ceux qui établissent des lois iniques sont tenus, en plus du péché mortel, de restituer tout dommage qui arrive à quelqu'un en raison d'une telle loi. «Et<sup>4073</sup> tous ceux qui observent volontairement une telle loi, en plus du péché mortel, sont tenus de restituer tout ce qui a été acquis à l'occasion d'une telle loi, comme ceux qui participent à un vol.»

Quand dit-on que des lois sont iniques.

[fol. 9v]

Et elles sont appelées lois injustes ou iniques, non seulement parce qu'elles sont contre la loi de Dieu ou de nature, mais aussi quand elles sont contre le droit positif pour opprimer les pauvres et empêcher la justice, selon Hostiensis; note-le bien car le cas est évident de lui-même.

J. Corollaire pour les clients.

C'est, semble-t-il une règle générale que tout homme qui, activement, convoque en justice ou fait qu'on convoque, par mauvaise intention ou par haine, est tenu, en plus de la

4065Le second cas concernant les conseillers (H). Voir ANGELUS, *Consentire*, § 2.

4066*Digeste*, ff. *De interrogationibus in jure faciendis*: D, 11, 1, 11, §4.

4067En commun avec ANGELUS, *Consentire* §2

4068X, 3, 11, 1.

4069*Décret*, 22, q 5, c 8

4070Selon ANGELUS: dans la glose (sur *Digeste*, 50, 17, 50)

4071*Consciis*.

4072*Codex J*, 9, 8, 5

4073ANGELUS, *Lex* §22

faute, à restituer pour tout dommage résultant de son acte. Et tout client qui jure de révéler et ne révèle pas est tenu pour tout dommage qui en résulte.

Il s'ensuit que ni les clients eux-mêmes, ni ceux qui leur font des cadeaux pour qu'ils ne révèlent pas des faits, n'ont d'excuse quand ils ont juré eux-mêmes de révéler et ils sont tenus de réparer, comme pour le vol de bois dans les forêts<sup>4074</sup>, sauf si par ailleurs une raison empêchait la réparation, par exemple parce que le voleur est dans une extrême nécessité ou que le maître en a accordé la permission à des clients qui sont dans une telle situation ou que la coutume permet que quelqu'un puisse ôter du bois dans une telle forêt.

Points importants de ce denier.

A la fin de ce denier, deux choses sont à voir. Premièrement, le salaire du juge, des avocats, et du personnel judiciaire; deuxièmement, le pouvoir qu'a le juge d'abandonner, de diminuer ou d'augmenter une peine.

Le salaire du juge.

Pour le premier point, il faut noter que si un juge reçoit de l'argent pour juger ou pour bien juger, ce qu'il doit faire gratuitement, par l'argument de la cause 14, q 5, c. *Non sane*<sup>4075</sup>, [il doit restituer], et selon Raymundus, il doit le faire à celui qui a donné l'argent. Et selon Baldus, loi 1, ff. *De salviano*<sup>4076</sup>, le juge qui a reçu de l'argent pour prononcer une sentence vraie est tenu selon la peine pour faux. De même, celui qui reçoit de l'argent pour rendre un témoignage véridique, comme le note au même endroit la glose.

De même, si un juge a reçu de l'argent pour mal juger, il est tenu de restituer non à celui qui a donné l'argent car c'est un don honteux, mais à celui pour le tort de qui il a reçu l'argent, 1, q 1, *Jubemus*.<sup>4077</sup>

Note bien comment on n'est pas soumis à la peine de la loi.

Au tribunal de la pénitence, cependant, l'obligation à la peine légale ne s'ajoute pas, sauf s'il y a eu avant une condamnation judiciaire; sinon, la peine n'est due qu'au tribunal de la pénitence, comme le dit la glose, 2, q 7, *Sententia Cham*<sup>4078</sup>.

Il faut noter que le juge ordinaire qui reçoit un bénéfice ou des rétributions suffisants, quand il ne sort pas de son lieu de résidence ne pourrait réclamer de frais pour lui-même, ni demander de salaire pour son assesseur, et selon Panormitanus, c. *Cum ab omni*, *De vita et honestate clericorum*<sup>4079</sup>; l'ordinaire doit faire des provisions. Il ne doit pas

---

4074La non révélation est assimilée au vol; et la dispense de réparation est la même.

4075Décret, C 14, q 5, c 15

4076BALDUS, *Commentaria*, sur *Digeste, De Salviano interdicto*: D, 43, 33, 1

4077Décret, C 1, q 1, c 26

4078Décret, C 2, q 7, c12

4079PANORMITANUS, *Super Decretalium*, X, 3, 1, 10

demander non plus de salaire pour le greffier, c. *Statutum, De rescriptis, Sexte, § Notarium*<sup>4080</sup>. Le délégué d'un prince, lui, quand il quitte sa résidence, peut réclamer des frais autant pour les vivres que pour le transport des chevaux et animaux semblables. Mais celui qui est délégué par un inférieur, fût-il prince, s'il est envoyé pour l'ensemble des procès ou pour un et par malignité, l'ordinaire doit alors pourvoir à ses besoins, et la malignité cessant, il pourra réclamer aux parties ses frais. Le délégué lui-même aussi demande licitement un salaire pour l'assesseur s'il ne le fait pas frauduleusement. De même pour le greffier, selon Raymundus<sup>4081</sup>.

Il faut remarquer, pour cette proposition, premièrement que selon Alexander de Hales, *Somme*, III<sup>4082</sup>, les officiers, quoiqu'ils soient juges, s'ils n'ont pas de revenus assignés peuvent demander quelque chose aux plaideurs, selon la coutume, mais non de force et avec excès<sup>4083</sup>. Deuxièmement, qu'il s'agisse d'un juge ordinaire séculier ou de [son] délégué, il peut demander le paiement de ses frais, c. *Statutum, De rescriptis, Sexte*<sup>4084</sup>; de même aussi, le témoin qui a quitté son domicile, 4, q 3, § *Venturis*<sup>4085</sup>. Troisièmement, de même que le délégué d'un ordinaire ecclésiastique aura le paiement de ses dépenses quand il quitte son domicile, de même le délégué d'un prince ou d'un juge ordinaire séculier<sup>4086</sup>. Mais l'ordinaire ne peut demander le paiement de ses frais quand il quitte son domicile, sauf quand il part consacrer une église, comme dans le c. *Cum sit romana, De simonia*<sup>4087</sup>, et quand il visite sa province, *De censibus, c. Apostolis* et c. *Exigit, Sexte*<sup>4088</sup>. Quatrièmement, le juge ordinaire ou le délégué qui peut recevoir des défraiements est tenu de compter les dépenses qu'il aurait faites chez lui, selon la glose du chapitre *Cum ab omni*.<sup>4089</sup> Mais Panormitanus<sup>4090</sup> soutient que non et c'est une opinion plus douce quoique la première soit plus sûre.

Quant au second point<sup>4091</sup>, il faut remarquer, premièrement, qu'un juge inférieur n'a pas le pouvoir d'absoudre un accusé de la peine contre les lois composées par un supérieur, mais que le prince qui a plein pouvoir dans un état, pourra licitement  
[fol. 10r]

---

4080VI, 1, 3, 11, § 6

4081RAYMUNDUS, *Summa juris*

4082ALEXANDER, *Summa theologica*, III,

4083Voir ANGELUS, *Judex*, § 9

4084VI, 1, 3, 11

4085*Décret*, 4, 3, 3, § 40. Voir ANGELUS, *Judex*, §10

4086Voir ANGELUS, *Judex*, § 11

4087X, 5, 3, 10

4088X, 3, 39 (col 622 sq) ou VI, 3, 20, *De censibus*, VI, 3, 20, 2: *Exigit*; VI, 3, 20, c 1: *Romana ecclesia* (visite de la province par archevêque. § 5, col 1057..); c 3: *Felicis*; c 4: *Quanquam*; c 5: *Perpetuo*. Voir ANGELUS, *Judex*, § 12

4089X, 3, 1, 10

4090PANORMITANUS, *Super Decretalium*, X, 3, 1, c 10

4091Le pouvoir du juge sur la peine. ANGELUS ne semble pas être source d'inspiration, ici.

absoudre totalement un accusé s'il a vu que c'était expédient pour l'Etat et si, ayant subi une atteinte, il voulait pardonner.

Deuxièmement, selon Hostiensis<sup>4092</sup>, un juge, une fois l'accusé reconnu coupable, s'il on trouve dans le droit une peine fixée, doit l'imposer; sinon elle est confiée à son libre arbitre, mais il doit toujours l'infléchir dans le sens d'une plus grande humanité et ainsi l'adoucir, surtout quand il y a une raison sous-jacente, par exemple parce que le dommage n'est pas de propos délibéré, ou est accidentel, ou parce qu'il n'a pas eu d'effet, ou parce que c'est un enfant ou une femme. Ensuite, selon Panormitanus<sup>4093</sup>, pour un méfait, le juge, en prononçant la sentence, doit diminuer la sévérité des peines établies dans le droit, s'il y a une raison légitime, par exemple quand un grand nombre de délinquants est en cause et qu'ainsi on ne peut apporter de preuve, sans scandale.

Troisièmement, un juge peut accroître une peine pour terrifier d'autres personnes portées à une faute parce qu'un exemple est nécessaire pour les nombreuses personnes qui y consentent, *ff. De poenis., L. Aut facta, in fine.*<sup>4094</sup>

#### **K. Règle selon Hugo<sup>4095</sup> pour le denier du flatteur.<sup>4096</sup>**

De tout ce qu'il acquiert par flatterie, un homme est tenu à restitution.

Remarque ici que le bien acquis peut être spirituel, par exemple un bénéfice (souvent dans les cours des princes on en donne aux flatteurs). Parfois, le bien est temporel et celui-ci, office, argent, ou tout autre bien, peut être estimé à prix d'argent ou acheté. De ce bien temporel, si le flatteur est tenu à restitution par commandement ou par bon conseil, dis comme plus bas, au denier des femmes<sup>4097</sup>. Pour le bien acquis par don honteux, qui est défini selon Alexander<sup>4098</sup>, don auquel est attaché un péché<sup>4099</sup>, et pour les bénéfices obtenus par flatterie, vois plus bas, au denier des simoniaques<sup>4100</sup>.

Point important de ce denier.

Pour qu'on comprenne ce denier que l'on prenne note des six genres de flatteurs dont on parle plus bas dans le péché d'orgueil<sup>4101</sup>, de ceux du denier des donataires<sup>4102</sup> et des simoniaques, et que l'on joigne à ces flatteurs, les histrions, les ambassadeurs, les

---

4092HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4093PANORMITANUS, *Super Decretalium*,

4094X, 48,19,16.

4095HUGO *Glosa super Decretum*

4096Denier 2. La règle de présentation donnée par l'auteur (fol. 7, F) n'est pas vraiment respectée en K et en L.

4097Denier 18, fol. 21

4098ALEXANDER, *Summa theologica, II-II: Tractatu de adulatione*, selon ANGELUS, *Adulatio*

4099Quand le gain honteux résulte du dol, de la fraude, de l'extorsion par crainte ou tromperie

4100Denier 23, fol. 23

4101Fol. 83

4102Denier 8, fol. 15

fornicateurs, ceux qui trompent les jeunes filles et les gens de ce genre.

#### L. Règle ou doctrine générale pour le denier des combattants.<sup>4103</sup>

D'une juste guerre, il y a cinq causes sans lesquelles ou sans l'une desquelles elle ne peut être juste; de même, pour une juste guerre, suivent ou peuvent suivre cinq compagnons appliquant les droits de la guerre:

l'obéissance,

l'acquisition,

l'homicide,

l'incendie,

et la composition.

J'explique les termes ou la règle, mot après mot. Premièrement on dit: «guerre juste». Sur ce point donc portent tout le travail et la nécessaire réflexion du confesseur et du conseiller, qui est de considérer d'abord si la guerre est juste ou injuste.

Ce qui est requis pour une juste guerre<sup>4104</sup>.

Sur ce point, je dis que, pour qu'une guerre soit juste, cinq conditions sont requises selon la glose de 23, q 2, en entier<sup>4105</sup>, concernant la personne, la chose, la cause, le droit et l'autorité. La personne n'appartient pas à l'Église; il n'est pas permis en effet aux clercs de répandre le sang, 23, q 8<sup>4106</sup>, sauf nécessité inévitable.

Les clercs peuvent inciter d'autres personnes à combattre.

Ils peuvent cependant, selon Thomas, II-II, q 40<sup>4107</sup>, inciter d'autres personnes à une juste guerre et les assister en les secourant par des absolutions et en les exhortant, non à tuer ou à mutiler, mais à libérer et à défendre la foi de l'Église et leur patrie. Et si certains sont tués, cela ne leur est pas imputé. Bien plus, les supérieurs peuvent et doivent leur venir en aide, 23, q 5, *De occidendis*<sup>4108</sup>; cependant la susdite exhortation, selon Innocent<sup>4109</sup>, doit être faite non au milieu des coups, mais avant, pour une cause légitime, pour la défense, de soi-même et des siens, ou des lois des pères, 23, q. 8<sup>4110</sup>.

L'intention: non par haine, mais pour avoir son dû et faire avancer le bien, 23, q 1, *Quid*

---

4103Denier 3.

4104Voir ANGELUS, *Bellum*, § 4

4105*Décret*, 23, q 2

4106*Décret*, 23, q 8, c 2 par exemple (le Christ a interdit à Pierre de frapper).

4107THOMAS, II-II, q 40, a 2

4108*Décret*, 23, q 5, c 8: *De occidendis* (ti: *Ex officio non est peccatum hominem occidere*). La citation n'est pas tout à fait à sa place.

4109INNOCENTIUS III, dans X, 5, 37, c.5 (ANGELUS, *Bellum*, § 4)

4110*Décret*, 23, q 8, c 17 (suggestion)

*culpatur*.<sup>4111</sup>

L'autorité: celle du supérieur, au dit chapitre<sup>4112</sup>.

Il faut savoir aussi qu'en l'absence d'autorité ou de juridiction, les inférieurs au prince n'ont aucun droit sur les récalcitrants et les révoltés; ils<sup>4113</sup> ne peuvent faire la guerre sans l'autorité du prince sauf s'ils étaient envahis parce qu'alors ils pourraient défendre leurs personnes et leurs biens avec la modération

[fol. 10v]

d'une défense irréprochable, et aussi frapper ou tuer un homme; cependant ils ne pourraient faire prisonnier un adversaire, ni s'emparer de ses biens en envahissant sa terre, si ce n'est en compensation des dommages, dépenses et travaux qu'ils ont subis eux et ceux qui les aident, et ceci incontinent et sans délai, première distinction, *Jus gentium*<sup>4114</sup>. Un inférieur ne peut faire la guerre non plus sauf si sur son propre territoire il trouvait ces gens en train de faire du mal ou quand il n'aurait pas de supérieur devant qui il pourrait réclamer ses biens; il pourrait alors les récupérer de sa propre autorité, Loi *Judei* et Loi *Nullus, C. De judeis*.<sup>4115</sup>

Il faut savoir ensuite que, dans une guerre, s'il reste un bien qui aurait conduit à faire la guerre pour le recouvrer, même si les quatre autres conditions d'une juste guerre manquent, celui qui a déclenché la guerre, au tribunal de la pénitence, n'est pas tenu de restituer ce qu'il a reçu, pourvu que cela n'excède pas ce qu'il devait avoir selon Monaldus<sup>4116</sup>. Mais, s'il a lésé son adversaire au-delà de ce qui lui était dû, je ne crois pas qu'il ait d'excuse sauf si s'ajoute la condition qu'est l'autorité; il est tenu cependant de compenser, s'il a plus qu'il ne lui était dû.

Note que les inférieurs qui déclenchent une guerre par l'ordre d'un seigneur, si la guerre est injuste, sont tenus de restituer les dommages faits<sup>4117</sup>. S'ils ne savent si elle est juste ou injuste, ils sont excusés par le bien qu'est l'obéissance. Si ensuite ils ont su qu'elle était injuste, ils ont dès cet instant commencé à être des possesseurs de mauvaise foi et ils sont tenus de restituer ce qui existe.

Note donc que tous<sup>4118</sup> ceux qui participent à une guerre que l'on sait injuste, sont tenus

---

4111Décret, 23, q 1, c 4: *Quid culpatur in bello*

4112Décret, 23, q 1, c 4: *Quid culpatur in bello*

4113Voir ANGELUS, *Bellum*, § 6

4114Décret, D 1, c 9.

4115Codex J, 1, 9, 8 et C, 1, 9, 14.

4116MONALDUS, *Summa de jure canonico (eo titulo selon ANGELUS, Bellum, § 5. Il peut s'agir du titre Restitutio ou Bellum)*

4117Voir ANGELUS, *Bellum*, § 9

4118Voir ANGELUS, *Bellum*, § 10



pour tout, selon Monaldus<sup>4119</sup>, et ceci pour tout dommage causé par leur conseil, leur aide, leur soutien, qui autrement n'aurait pas été fait, 2, q 1, *Notum*, à la fin<sup>4120</sup>.

Mais si quelqu'un croit avec probabilité qu'à cause de son aide, conseil ou encouragement, ces participants n'ont rien fait de plus que ce qu'ils avaient l'intention de faire, il est cependant tenu pour les biens qu'il a eus lui-même ou les dommages qu'il a causés lui-même, ou qu'a causés quelqu'un de son entourage, de façon directe ou par occasion, par l'argument du *De Sententia et re judicata*, c 1.<sup>4121</sup>

M. Premier corollaire sur les combattants.

Par défaut de la condition d'autorité, il apparaît qu'il s'ensuit, premièrement, que les compagnons d'un prince qui, sans l'autorisation du prince, déshérent par la guerre ceux qui sont proprement des vassaux<sup>4122</sup>, sont tenus à restitution selon Hostiensis<sup>4123</sup>. Il n'est permis en effet à personne de prendre les armes pour attaquer l'autre sans l'autorisation du roi ou du juge, *Quod metus causa*, c. *Extat*<sup>4124</sup>. Pour la guerre, en effet, l'autorité du prince est requise, comme on l'a dit.

Second corollaire.

Deuxièmement, ceux qui font des guerres à partir d'une cité contre une autre, sans l'autorité du prince, sont appelés brigands selon Joannes de Platea<sup>4125</sup>, et ils sont tenus de rendre les biens reçus, comme par loi *Qui a latronibus*, ff. *De testamentis*.<sup>4126</sup>

Troisième corollaire.

Troisièmement, pour les factions dans les cités, quand une faction, après avoir été bannie, mène une guerre contre la cité, ce n'est pas une guerre, c'est une discorde civile, c'est pourquoi, quand il y a des biens pris, il faut les restituer.

Quatrième corollaire.

Quatrièmement, il n'est pas permis de récupérer, de sa propre autorité, par la guerre ou la violence, son bien qui a été ôté ou envahi, si ce n'est incontinent<sup>4127</sup> avec la défense mesurée qu'on utilise non quand on veut assumer une vengeance, mais repousser l'injustice pour défendre son bien. Si la défense est différée, on doit s'adresser

---

4119MONALDUS, *Summa de jure canonico, titulo Restitutio*, 1 (Voir ANGELUS, *Bellum*, § 10).

4120*Décret*, 2, q 1, c 10

4121X, 2, 27, *De Sententia et re judicata*, c 1.

4122Voir ANGELUS, *Bellum*, § 7: les vassaux proprement dits sont ceux qui ont un fief.

4123HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4124*Digeste*, 4, 2, 13

4125JOANNES DE PLATEA, *Lectura* (s'il s'agit du *Codex J*) ou *Commentaria* (s'il s'agit des *Institutes*)

4126*Digeste*, 28, 1, 13 (Définition de ceux qui peuvent faire des testaments)

4127«Récupérer incontinent» s'oppose à récupérer par une procédure judiciaire.

au juge et le bien doit être récupéré par son autorité si c'est possible, sinon<sup>4128</sup> il semble qu'il soit permis de récupérer de sa propre autorité:

c'est pourquoi, selon Alexander,<sup>4129</sup> Ricardus<sup>4130</sup>, Scotus<sup>4131</sup>, en, IV, d. 15, «s'ils<sup>4132</sup> ne peuvent autrement avoir leur bien, il est permis de l'ôter par vol, à la condition cependant qu'il ne s'ensuive ni scandale, ni péril de mort corporelle ou de blessure grave, ni péril de péché mortel.»

Cinquième corollaire.

Cinquièmement, il s'ensuit que lorsque le vassal d'un comte veut faire la guerre contre le comte, il doit demander en premier l'autorisation du roi. Mais si un vassal a quelque chose contre un roi qui ne veut pas lui accorder justice, après en avoir été humblement requis par les pairs de la cour, je crois, dit Yvo<sup>4133</sup>, que si le vassal défend son droit par les armes en se modérant, il ne fait pas de péché mortel.

Par ailleurs, combattre contre un roi de sa propre autorité n'est pas permis, mais il faut faire une dénonciation au pape qui pourrait donner l'autorisation de prendre les armes contre lui, ou faire une dénonciation à l'empereur, si le roi est son inférieur, selon Yvo.

On disait dans la règle qu'il y a cinq compagnons ou soldats pour une juste guerre. On parle ensuite de l'obéissance.

Point notable.

Question: Les sujets<sup>4134</sup> sont-ils tenus d'aller à la guerre quand le maître le demande?

Sur ce point, il faut noter que, quoique les sujets soient obligés d'aller à la guerre si elle est juste, quand le maître le demande, si celui-ci mène la guerre pour le bien de l'État ou qu'il est envahi<sup>4135</sup> et n'est pas assez fort par lui-même, alors,

[fol. 11r]

tous sont obligés d'aller à la guerre, c *Si nulla* et c *Omni timore*, 23, q 8.<sup>4136</sup>

L'excuse des sujets.

Ces sujets aussi, qui suivent leur maître pour une guerre injuste pour laquelle ils

---

4128S'il n'y a pas de juge ou pas de possibilité de faire exécuter la sentence.

4129ALEXANDER, *Summa theologica*

4130RICARDUS, *Super Sententiarum*

4131SCOTUS, IV, d 15

4132Texte que l'on trouve chez ANGELUS, *bellum*, § 22, avec renvoi à *Furtum*, §40

4133IVO, *Decretum*

4134Ils sont distingués des *inferiores* qui sont des seconds et des subordonnés, tels que les «vassaux au sens propre» ou les «vrais soldats», qui ont prêté serment à un maître (selon les catégories d'ANGELUS, *Bellum*, § 7).

4135Voir ANGELUS, *Bellum*, §7

4136Décret, 23, q 8, c.15: *Si nulla*, c 9: *Omni timore*. Il est permis de faire la guerre en tout temps pour se défendre, défendre sa patrie et les lois de sa patrie (c 15) et, en bref, d'agir virilement contre les ennemis de la foi (c 9).

restent toujours dans le doute<sup>4137</sup> et qui n'ont pas encore enquêté, tant qu'ils n'ont pas pu le faire grâce à gens plus compétents, sont a priori excusés à cause du bien qu'est l'obéissance, c. *Quid culpatur*, 23, q.4<sup>4138</sup>;

autrement, non<sup>4139</sup>. Cependant celui qui fait une guerre injuste est tenu pour tous les dommages portés par lui ou par les siens à l'adversaire et aux hommes de l'adversaire et pour ceux causés à ses propres hommes par les ennemis<sup>4140</sup>. Mais le sujet qui, dans une guerre douteuse, a acquis beaucoup de biens au moment où il sait que la guerre est injuste, est tenu de restituer tout ce qu'il a. Et Angelus croit «qu'il est tenu aussi pour les biens consommés parce qu'il ne fut jamais de bonne foi du fait qu'il est toujours resté dans le doute»<sup>4141</sup>. Et remarque que ne sont pas excusés les amis, les parents, les stipendiés et les autres qui volontairement aident un tel homme dans une guerre douteuse; donc, si elle était injuste, ils sont tenus de restituer pour tout le dommage fait.

Second point notable.

En outre, il faut remarquer que comme un même homme pourrait être le vassal de deux seigneurs, s'ils lui demandent en même temps de les aider pour la guerre, selon certains il aidera celui qu'il voudra, comme par la loi *Si quis intestatus*, ff. *Ad senatus consultum Tertullianum et Orphitianum*<sup>4142</sup>. D'autres disent qu'il aidera le premier seigneur, celui à qui il a juré fidélité en premier. Cependant, il est plus sûr, d'aider le premier de sa propre personne, le second en se faisant remplacer, si la nature du fief le permet. Joannes de Lignano<sup>4143</sup> dit de même.

Dis de même si, appelé pour une de deux cités, il est tenu d'aider l'une contre l'autre.

Si, de la même façon que le premier, certains sujets ont l'ordre d'aider leur roi dans une guerre et un baron dans une autre, on ne sait à qui ils sont tenus d'obéir (car ils semblent soumis au baron eu égard à la fidélité et en raison de la juridiction), je réponds que, cependant, puisque ceux qui sont appelés par le roi sont appelés à un tribunal plus important et que le roi appelle pour le bien commun et la défense de tous, selon le droit universel des gens, il faut lui obéir, 23, q 3, *Fortitudo*.<sup>4144</sup> Note aussi que le vassal est tenu d'aider un seigneur contre un père, ou un père contre un fils, comme c'est noté dans la glose, 22, c. *De forma*, q 5.<sup>4145</sup> En effet, un fils, par le seul lien de la nature est l'obligé de

---

4137Ils ne savent pas si la guerre en question est injuste.

4138*Décret*, 23, q 1, c 4

4139Voir ANGELUS, *Bellum*, § 8

4140ANGELUS, *Bellum*, § 11

4141ANGELUS, *Bellum*, § 9

4142*Digeste*, 38, 17, 7

4143JOANNES DE LIGNANO, *Tractatus de bello*

4144*Décret*, 23, q 3, c 5 («*Fortitudo, que bello tuetur a barbaris patriam, vel domi defendit infirmos, vel a latronibus socios, plena justitia est*»). La citation est un complément et non la preuve de l'idée principale.

4145Glose sur *Décret*, 22, 5, 18

son père, mais le vassal l'est de son maître par le lien du serment. Mais la glose, c. [ ]<sup>4146</sup>, 11, q. 3, en quelque sorte, est de l'avis contraire, cependant, pour la défense de la patrie, c'est licite, *ff. De religiosis sumptibus, l. Minime*<sup>4147</sup>.

Et tout ceci est vrai selon Joannes de Lignano.<sup>4148</sup>

Si donc aussi un roi sacrilège menait une guerre, un sujet pourrait combattre pourvu qu'il voie que ce qui est ordonné n'est pas contraire à un commandement de Dieu, ou qu'il n'en soit pas sûr; dans ce cas, «le roi<sup>4149</sup> est tenu vis à vis de celui qui a reçu l'ordre, pour les dommages qu'il a reçus à la guerre, selon Panormitanus<sup>4150</sup>, sauf si ce dernier avait combattu par pitié humaine ou par raison de parentèle, ou sauf s'il y est obligé par dette, ou sauf s'ils ont convenu qu'il reçoive quelque chose comme salaire<sup>4151</sup>. Et comprends qu'il s'agit des dommages que celui qui donne l'ordre a pu vraisemblablement prévoir», et pour qui l'issue de la guerre est douteuse .

Troisième point notable. Le second compagnon de la guerre juste.

Le second compagnon d'une juste guerre est appelé acquisition.

A ce sujet, note que celui qui fait une juste guerre n'est pas tenu pour lui ni pour ses sujets de restituer quelque chose des biens de celui qui combat injustement contre lui, ni des biens de ses vassaux, ni de ses hommes, parce que les biens pris deviennent ceux de ceux qui les prennent, loi *Si quid bello* et loi *Hostes*, *ff. De captivis*.<sup>4152</sup>

Et ainsi, selon Monaldus<sup>4153</sup>, il n'est pas tenu pour les dommages faits à l'adversaire, «qu'il<sup>4154</sup> a causés sans mauvaise foi et dont il ne pouvait facilement se priver selon la coutume du combat»; «bien plus, il a pris licitement aussi les biens des partisans et des sujets de son adversaire jusqu'à ce qu'il ait obtenu satisfaction».

Cependant si, à des sujets innocents qui ne veulent prêter ni aide ni conseil pour une guerre illicite, celui qui fait une juste guerre a causé sciemment un dommage, il est tenu à restitution, selon Ricardus, IV,d. 15<sup>4155</sup>. Mais dis que c'est vrai avec la limite suivante: sauf si leur seigneur, directement ou indirectement, recevait l'assistance de leurs personnes ou de leurs biens. «Bien plus<sup>4156</sup>, celui qui a sciemment causé des dommages à des innocents qui ne sont pas sujets de son adversaire, comme le sont les ecclésiastiques, est tenu de réparer.»

---

4146Glose sur *Décret*, 11, 3 ...

4147*Digeste*, 11, 7, 35

4148JOANNES DE LIGNANO, *Tractatus de bello*

4149ANGELUS, *Bellum*, §15,

4150PANORMITANUS,, *Super Decretalium*, in X, 2, 24, 29

4151Dès que l'on combat *pro pretio* on est stipendié et non plus mandataire. (ANGELUS, *Mandatum*, § 5).

4152*Digeste*, 49, 15, 28 (*Si quid bello*), 24 (*Hostes*)

4153MONALDUS, *Summa de jure canonico, titulo Restitutio*, selon ANGELUS, *Bellum*, § 12.

4154ANGELUS, *Bellum*, § 12, puis *Bellum*, § 13.

4155RICARDUS, *Super Sententiarum librum*, IV, d 15

4156ANGELUS, *Bellum*, § 13

Remarque cependant que «s'il<sup>4157</sup> leur a nui par accident, sans le vouloir, par exemple parce que celui qui combat contre un adversaire, n'ayant pas la force d'attaquer, met le feu à la ville, qu'ainsi les églises brûlent et les biens d'autres innocents; alors (les incendiaires) ne sont pas tenus».

[fol. 11v]

Remarque aussi que le clerc qui va avec son seigneur et qui, dans une juste guerre, s'est emparé de biens de l'adversaire, est tenu de restituer, parce que de même que le seigneur n'a pu lui donner l'autorisation de faire la guerre, de même, il n'a pu donner celle de voler; le clerc pourrait cependant garder les biens, si, la guerre se prolongeant, le maître y consent<sup>4158</sup>. «Si le clerc n'a pas volé lui-même, mais si les biens lui ont été donnés par ceux qui ont le droit de s'en emparer, il n'est pas tenu» de restituer quand, par la coutume, tout homme garde ce qu'il a volé. C'est ce que dit Angelus<sup>4159</sup>.

N. Quatrième point notable.

Et note que «les terres occupées aujourd'hui par des princes chrétiens qui se livrent avec violence à des guerres et à des combats par leur propre aveuglement»<sup>4160</sup>, terres qui ont été prises à d'autres qui les possédaient anciennement, doivent leur être restituées selon Maître Antonius, c. *Quod super hiis*<sup>4161</sup>, et selon Hostiensis<sup>4162</sup>. C'est pourquoi les confesseurs, en ne donnant pas l'absolution, doivent s'abstenir de caresser les péchés des princes, péchés qui sont même notoires<sup>4163</sup>. Antonius<sup>4164</sup> ne croit donc pas qu'il puisse y avoir prescription pour de telles pratiques<sup>4165</sup> en Italie, chapitre final, *De prescriptionibus*.<sup>4166</sup> Les princes sont donc obligés de restituer.

Ils sont tenus pour le tout.

Remarque ici avec diligence (et il faut le remarquer), que si deux ravisseurs<sup>4167</sup> dont l'un n'était pas soumis à l'autre, ni l'autre à l'un, se sont poussés à agir, autant l'un que l'autre, et ont convenu ensemble de faire telle agression ou telle guerre, ils sont tenus pour

---

4157ANGELUS, *Bellum*, § 13:même formule avec le même passage du singulier au pluriel (Il met le feu...ils ne sont pas tenus).

4158ANGELUS, *Bellum*, § 17. Chez ANGELUS, *illam* renvoie à *rem* (*illam rem [capiendo]* désignant le bien pris à l'adversaire).

4159ANGELUS, *Bellum*, § 17.

4160ANGELUS, *Bellum*, § 16

4161ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*, sur X, 3, 34 (*De voto*), 8 (d'après ANGELUS, *Bellum*, § 16).

4162HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4163«Même», renforce l'idée qu'il serait scandaleux, a fortiori, de donner l'absolution.

4164ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*, X, 2, 26, 20

4165Talia, chez ANGELUS (*Bellum*, § 16).

4166X, 2, 26, 20

4167Le *raptor*; au sens strict, s'empare de biens immobiliers.; au sens large, il pille en usant de violence et en agissant au grand jour, les biens mobiliers et immobiliers.

le tout, selon Hostiensis<sup>4168</sup>; mais selon Raymundus<sup>4169</sup>, dis que quand ils sont plusieurs, s'ils vont ensemble comme une seule armée, chacun est tenu pour le tout parce que chacun aide les autres et les rend plus forts; et ceci est vrai, selon Yvo<sup>4170</sup>, si l'un, tout seul sans un autre, n'aurait pas agi.

Mais s'ils ne s'aident pas au même moment et que chacun par lui-même cause un dommage, chacun est tenu pour le dommage qu'il a causé.

O. Le troisième compagnon de la guerre.

Cinquième point notable.

La restitution pour une personne tuée.

Le troisième compagnon de la guerre juste est appelé le meurtrier dont on a touché quelque chose<sup>4171</sup>. Mais pour une plus ample compréhension, il faut noter que celui qui tue injustement un homme est tenu, par tous, d'exposer toute sa vie dans la lutte contre les infidèles ou les hérétiques, en satisfaction du meurtre, ou de passer sa vie dans des prières, des jeûnes et des réparations de ce genre<sup>4172</sup>. Et s'il ne le peut pas ou ne le veut pas, il est tenu du moins à une restitution particulière équivalente à la vie qu'il a ôtée; ainsi il peut y avoir une équivalence pour de telles morts, selon l'arbitrage d'un homme de bien, et pas seulement pour la mort: le meurtrier est tenu aussi d'obtenir la paix<sup>4173</sup> de ceux qui ont été lésés autant qu'il peut, et d'assurer l'entretien de ceux que le mort entretenait, par exemple, sa mère, son père ou ses proches. Le meurtrier est tenu, en effet, à leur égard, à une restitution égale à ce qu'il leur a ôté par le meurtre de la personne, et elle sera estimée selon le temps pendant lequel vraisemblablement elle aurait vécu et travaillé, selon l'estimation de la loi sur le compte concernant les héritages, *ff. Ad legem Falcidiam*<sup>4174</sup>

Premier corollaire.

Il s'ensuit corrélativement que, dans cette restitution qui doit être faite dignement, on considérera le métier du défunt, la qualité de la personne, l'âge et la force.

Sixième point notable.

Note cependant qu'une telle rigueur dans la restitution ne doit pas être observée si quelqu'un avait tué son agresseur, pour sa juste défense, quoique d'une certaine façon il ait été excessif, parce qu'il est très difficile de tempérer une juste douleur. Et il n'y a pas lieu de restituer non plus quand quelqu'un tue un autre homme sur ordre de la justice.

---

4168HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4169RAYMUNDUS, *Summa juris*

4170IVO, *Decretum*

4171A propos de l'autorité (fol.10r-10v)

4172Voir ANGELUS, *Restitutio*, 1: *Homicida*.

4173Placare.

4174Digeste, *Ad legem Falcidiam*, D, 35, 2, 68, pr. :*lex Computationi*.

Septième point notable.

Note aussi que celui qui a blessé de façon irrémédiable quelqu'un, par exemple en coupant un membre ou en mutilant, est tenu à l'apaisement avec le blessé, aux dépenses de médecins, et à tout le profit que le blessé aurait pu acquérir.

Si la blessure n'est pas irrémédiable, il n'est pas tenu à plus que ce qui a été dit pour l'apaisement et les dépenses, si ce n'est cependant pour le profit que le blessé a perdu pendant son incapacité, s'il avait dû travailler; sur ces points, Ricardus<sup>4175</sup> et Landulphus<sup>4176</sup> sont d'accord en IV, même distinction.

P. Le quatrième compagnon de la guerre.

Le quatrième compagnon est l'incendie.

Qu'est-ce qu'un incendiaire?

A ce sujet, il faut savoir qu'on<sup>4177</sup> appelle incendiaire proprement dit, celui qui, par un zèle mauvais a fait mettre le feu ou a apporté son conseil ou son aide, sciemment, pour incendier un camp, une ville, une maison, une récolte et d'autres biens semblables, selon Hostiensis<sup>4178</sup> et Goffredus<sup>4179</sup>; par un zèle mauvais, c'est à dire par haine, vengeance, ou intention de faire du tort.

Corollaire.

On pose cependant ce corollaire: celui qui a brûlé une demeure, un tas de blé ou quelque chose de ce genre, «sciemment<sup>4180</sup> et volontairement ou par faute lourde<sup>4181</sup> est tenu à la restitution de tout le dommage causé» autant pour

[fol. 12r]

l'incendie que pour les biens perdus à cause de l'incendie, c. *Si egressus*, et chapitre suivant, *De injuriis*<sup>4182</sup>; «et là les docteurs sont tous d'accord. Si le responsable n'a rien oublié pour éviter les risques, il n'est pas tenu.<sup>4183</sup>» Ceux qui volent les biens de ceux qui sont victimes d'incendie<sup>4184</sup> sont tenus de restituer sauf si les biens étaient considérés comme abandonnés par leur maître, par l'argument de la loi *Si quis merces*, ff. *Pro*

---

4175RICARDUS, *Super Sententiarum librum*, IV, d 15

4176LANDULPHUS, *Commentaria in IV*, d 15

4177 Voir ANGELUS, *Incendarius*, § 1

4178HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4179GOFFREDUS, *Summa*

4180ANGELUS, *Incendarius*, § 2

4181*Culpa lata*: faute d'imprudence ou de négligence d'une extrême gravité dont les conséquences sont assimilées à des dommages volontaires.

4182X, 5, 36, 5 (*Si egressus*), 6 (*Si quis domum*) col 879

4183ANGELUS, *Incendarius*, § 2. Angelus étudie les différents cas d'incendies: non seulement ceux qui sont

volontaires ou résultent d'une faute lourde, mais ceux qui relèvent d'une faute légère ou ne relèvent d'aucune faute.

4184Voir ANGELUS, *Incendarius*, § 3

*derelicto*<sup>4185</sup>; mais si quelqu'un a détruit la maison d'un voisin<sup>4186</sup> parce qu'il craignait que la sienne ne soit détruite par l'incendie, il n'est pas tenu de restituer s'il s'agissait d'une crainte juste et plausible; s'il ne s'agit pas d'une juste crainte, il est tenu au coût des dommages selon Hostiensis<sup>4187</sup>.

Il ajoute cependant que si la maison de quelqu'un est détruite par le voisinage, par la juste crainte de l'incendie, le juge, par sa fonction et avec la plus grande équité, doit faire que les voisins donnent satisfaction à la victime, chacun pour sa part.

Mais les incendiaires et ceux qui volent avec effraction, quand il s'agit de lieux sacrés, en plus d'un grave péché et de l'excommunication, sont tenus aux dommages.

Remarque aussi «que dans un château fort peuvent être incendiées des églises, et que les biens qui y sont mis en réserve là, biens dont on se nourrissait contre des ennemis<sup>4188</sup> dans une guerre injuste, peuvent être pris; maison ne peut s'emparer de ce qui est dans le château, de façon non préméditée<sup>4189</sup>, et les biens de l'église, et ceux qui font le contraire sont tenus à restitution.<sup>4190</sup>»

Q. Le cinquième compagnon: la composition.

Le cinquième compagnon est la composition..

Sur ce point, il faut savoir que des seigneurs qui ont fait la guerre peuvent faire un arrangement concernant les dommages subis par leurs sujets en leur accordant satisfaction autant qu'ils le peuvent. Et si pour une cause plausible ils ont vu qu'ils fallait faire des remises plutôt que de se priver de l'avantage de la paix et de trouver les dangers de la guerre (et les sujets eux-mêmes aussi doivent ratifier cette remise), même si certains s'y opposent, ils pourront faire un arrangement. C'est établi par ce que notent les docteurs sur le chapitre *De Constitutionibus*<sup>4191</sup>. Et un prince, pour cause, peut statuer contre ce qui appartient au droit des gens et au droit naturel, comme cela est clair au sujet de la prescription.

Huitième point notable.

Concernant ce qui a été dit, il faut remarquer que l'abandon de la réparation des dommages portés aux églises et aux gens d'Église, fait par des chefs de guerre, n'est pas valide, si leurs supérieurs n'y consentent pas. En effet, ceux qui volent les biens de l'Église et des clercs sont tenus à restitution sauf si l'abandon de la restitution se faisait par

---

4185 *Digeste*, D, 41, 7, 7 («*Si quis merces ex nave jactatas invenisset, num ideo usucapere non possit, quia non viderentur derelictae, queritur. Sed verius est ut pro derelicto usucapere non posse.*»)

4186 Voir ANGELUS, *Incendarius*, § 4

4187 HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4188 Génitif interprété d'après ANGELUS, *Bellum*, §13 (fin): «*...bona ibi reposita ex quibus sustentabantur contra hostes ...*»

4189 Tout ce qui n'est pas là pour faire la guerre.

4190 ANGELUS, *Bellum*, §13 (fin)

4191 X, 1,2, 7 (*Quae in ecclesiarum*), selon ANGELUS, *Bellum*, §14



l'autorité d'un supérieur ecclésiastique. Cependant si une église était fortifiée et si des fuyards s'enfuyant auprès d'elle combattaient contre de justes combattants, ils ne doivent pas avoir l'avantage de l'immunité de l'église. Et s'ils y ont déposé pour eux des vivres pour se nourrir contre l'ennemi, si ces vivres sont volés par de justes combattants, ceux-ci ne sont pas tenus de les restituer.

R. Note ceci sur les représailles.

Finalement, concernant ce denier, puisque la cause des représailles et des tournois est celle de la guerre, je dirai quelque chose dans ce denier des représailles et des tournois, et pour les dommages causés par les animaux, dans le denier des chasseurs<sup>4192</sup>.

Pour l'éclaircissement de ces points, il faut savoir qu'est appelée représailles «la<sup>4193</sup> détention des biens d'autrui par l'autorité d'un prince ou d'une cité, détention accordée en compensation d'un dommage subi, comme on le tire du chapitre *Dominus*, 23, q 2<sup>4194</sup>, et cela, quand» n'importe quel maître est spolié de sa terre ou de sa propriété, ou est lésé, ou quand une dette ne lui est pas payée, ceci par n'importe quel maître, en prenant sur la terre d'un autre. Alors on donne au spolié le pouvoir d'avoir satisfaction contre n'importe qui, en prenant sur cette terre; le cas du spoliateur aussi est donc semblable à celui du débiteur.

Les représailles sont-elles licites<sup>4195</sup>?

Deuxièmement, il faut savoir que, pour que des représailles soient licites au tribunal de la conscience, trois conditions sont requises selon Bartolus dans le *Tractatus repressalium*<sup>4196</sup>; premièrement, il faut l'autorité d'un supérieur; deuxièmement une raison juste de les accorder (par exemple parce que la justice demandée par une cité ou un prince est refusée); troisièmement, que l'intention de celui qui fait les représailles soit juste et droite; et il y a en effet un remède aux représailles: puisqu'il est odieux et subsidiaire contre le droit commun, il ne doit pas être donné pour peu (par exemple si d'une certaine façon le droit d'une partie est lésé), mais il en est autrement si le droit d'une partie est totalement anéanti et si on ne peut recourir à un supérieur ou si le supérieur ou tous ses gens négligent de faire justice.

Troisièmement, il faut savoir qu'on doit solliciter le juge dont c'est l'office pour qu'il donne la permission des représailles, et que le peuple lui-même ou le supérieur ou  
[fol. 12v]

---

4192Denier 30, 37r

4193Même formule: ANGELUS, *Repressalia.*, § pr

4194*Décret*, 23, q 2, c 2

4195Question posée en ANGELUS, *Repressalia.*, § 1, mais la source ici n'est pas ANGELUS.

4196BARTOLUS, *Tractatus de repressaliis (Tractatus de bello, de repressaliis, de duello)*

le conseil de celui auprès de qui est tout le pouvoir, comme les princes, le roi ou le chef d'une cité, peuvent accorder à des sujets des représailles quand on ne peut avoir d'accès aux supérieurs; ainsi dans certaines occasions, à cause d'une nécessité urgente, il est permis à certains de réparer leur droit comme le dit la loi *Si debitorem, ff. [Si quis cautionibus in judicio...non obtemperavit]*.<sup>4197</sup>

Règle ou maxime pour les représailles.

Ces préalables établis, on pose la règle ou maxime que voici: quand quelqu'un par des représailles illicites les exige d'un autre que de son débiteur, ou exige plus que les dommages subis, ou accorde des représailles contre des membres de l'Église ou leurs biens, il est tenu pour le dommage qui suit selon Archidiaconus<sup>4198</sup> sur le c. *Et si pignorationes*, chapitre unique, *De injuriis, Sexte*.<sup>4199</sup>

Point notable.

Et note que des représailles accordées contre des florentins ne doivent pas être étendues aux florentins qui habitent à Sienne ou ailleurs qu'à Florence, selon Panormitanus<sup>4200</sup>, c. *Quamvis, De officio ordinarii*<sup>4201</sup>, parce qu'elles sont haïssables. Et selon le Directorium<sup>4202</sup>, les représailles ne doivent pas être faites ni accordées aussi sur les personnes; il est donc injuste que sur des personnes quelqu'un soit accablé pour un autre. Il en résulte une difficulté pour les tournois et qu'on présente le tournoi comme dans l'*Angélique*, avec le § 1<sup>4203</sup>, sans rien ajouter.

#### **S. Règle ou théorie pour le denier des changeurs. Quatrième denier.**<sup>4204</sup>

Cependant que le lecteur remarque ici que le denier des changeurs quoiqu'il semble proche du denier des voleurs, est cependant simplement autre; et ce denier est licite si on l'exerce de façon juste; donc appeler un homme changeur est une chose, l'appeler usurier ou voleur, une autre. C'est pourquoi, sur ce denier, voici la proposition. Quoique l'échange de monnaie contre une autre monnaie, selon les règles, ne soit pas illicite selon Dieu, cependant le change sec, selon les règles, assèche la grâce divine, est dommageable, usuraire et injuste. Pour comprendre cette proposition, il faut noter qu'il y a trois genres de change ou que le change se fait de trois façons.

Les trois genres de change.

Premièrement, quand quelqu'un compte de l'argent monnayé contre de l'or ou de

---

4197*Digeste*, 2, 14, 51,1

4198ARCHIDIACONUS, *Super Decretum*

4199VI, 5, 8, c unique.

4200PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur VI, 1, 16, 8

4201VI, 1, 16, 8

4202DIRECTORIUM: PETRUS CASUEL, *Directoria summa*, titre *De pignoribus* (ANGELUS, *Represalia*, §1)

4203ANGELUS, *Torneamentum*, § 1.

4204ANGELUS, *Usura*1, 1, § 51 et suivants

l'or contre de la monnaie, qu'il fasse d'un tel échange un métier ou non; ceci, selon les règles, n'est pas illicite; je dis: selon les règles, parce que, s'il y avait un profit excessif, il en serait autrement.

Il existe un autre échange, qui se fait par lettres et de deux façons.

Premièrement quand un changeur avec qui je communique, me fait des lettres par lesquelles pour cent pièces d'or que j'ai ici, me sont dues quatre-vingt quinze pièces seulement; le changeur, selon la raison, s'enrichit du reste. Ce profit est licite, selon Baldus<sup>4205</sup>, c 1, *De plus petitionibus*<sup>4206</sup>. Le changeur subit en effet les dangers des voyages, les dommages des messagers et le paiement des salaires; il peut cependant y avoir une injustice s'il prend un profit excessif par rapport aux travaux, dépenses et dangers.

Deuxièmement, il existe un change de monnaie contre monnaie, par lettres aussi, de la façon suivante: Il y a ici, de l'autre côté des monts<sup>4207</sup>, quelqu'un qui a mille ducats vénitiens; il a l'intention de les porter à Venise où ils valent plus; il trouve dans son pays un changeur qui a une table de change à Venise et il lui confie ses ducats pour le marché de change de Venise afin qu'ils lui soient rendus à Venise; ceci est licite quand il ne vise pas à avoir du profit grâce au premier transfert, mais qu'il rapporte l'argent à cause de son pays. Mais si, parce qu'il transfère de l'argent de l'autre côté des monts avant d'en recevoir à Venise, il a l'intention d'avoir un profit, il sera un usurier puisque le premier transfert induit la raison de l'échange et l'espoir d'avoir au delà du principal; et ainsi il y aura usure.

Il y a un autre et troisième échange que l'on appelle «sec» et il se fait de sept façons.

Premièrement<sup>4208</sup>, il se fait ainsi: un changeur échange dix livres de gros à Florence, livres qui alors valent cent florins, avec le contrat que l'autre est tenu de lui donner, sous un délai de dix jours après la passation du contrat, autant que ce que vaudront les livres de gros à Venise; et que, s'il veut obtenir plus, de mois en mois, le contrat sera renouvelé. De cette façon aussi, le contrat sera usuraire, car, le plus souvent, les livres valent plus. Le texte est clair, chapitre final, *De usuris*<sup>4209</sup>

Deuxièmement, le change sec se fait ainsi: j'ai ici, à Lyon, cent pièces d'or que je

---

4205BALDUS, *Super quinque libros Decretalium*, X, 2,11, 1.

4206X, 2,11, 1 (Voir ANGELUS, *Usura*, § 53)

4207Il pourrait s'agir, par exemple, d'un français, faisant vendre à Venise, l'argent vénitien qu'il possède. Ce sera licite, s'il ne s'est pas procuré cette monnaie vénitienne (premier transfert) en vue de sa revente (second transfert).

4208ANGELUS, *Usura*, 1, § 54

4209X, 5, 19, 19 (c. *Naviganti*)

confie à Pierre pour qu'il me rende, d'ici à un mois, autant, à Rome, où vraisemblablement elles valent plus; et il le croit. Et il est aussi un usurier; parce que c'est un prêt avec l'espoir d'avoir plus que le capital, c. *Consuluit* et c. *In civitate*, *De usuris*.<sup>4210</sup>

Troisièmement, il se fait en donnant ici cent pièces d'or à Pierre qui en a besoin, pour qu'il me fasse rendre ailleurs, d'ici à trois mois, une monnaie d'un autre genre;

l'échange est un contrat usuraire qui comporte un profit du moins en espérance, et dans l'usage, d'après Hostiensis<sup>4211</sup> et Goffredus<sup>4212</sup>.

[fol. 13r]

Quatrièmement, il se fait quand on donne ici une monnaie définie à quelqu'un pour qu'il la rende en écus à Lyon, au moment des marchés qui s'y feront; ainsi, il estime l'écu, ici, à vingt-huit, et donc il donne tant de monnaie à raison de vingt-huit pour un écu, pour un total de cent écus, qui, à Lyon, la plupart du temps, valent trente, du moins plus que vingt-huit; et de même pour des sous d'or; c'est de l'usure selon Monaldus.<sup>4213</sup>

Cinquièmement, quand quelqu'un qui a besoin d'argent en trouve avec ce contrat qu'il reçoit l'argent selon le calcul des changes de Bruges ou de Londres, quoiqu'il n'ait pas de banque là-bas, ni qu'il veuille porter là-bas son argent (mais il fait semblant), de sorte qu'il s'enrichit à partir d'un tel contrat; donc, dis que c'est de l'usure.

Sixièmement, c'est le pire et on l'appelle le change-rechange. Et il se fait ainsi: à quelqu'un qui a besoin d'argent, quelqu'un accorde un prêt selon le calcul des changes de Bruges ou Londres avec l'accommodement qu'il écrive des lettres de change que cependant il n'envoie pas mais qu'il jettera, et selon les gains, par le va et vient, il recevra au-delà du capital; ainsi il sera le pire des usuriers.

Septièmement, il se fait à la curie romaine; c'est une usure évidente quoiqu'elle se cache sous le manteau du change; il se pratique ainsi: un clerc, qui a obtenu récemment un bénéfice et qui a besoin d'argent pour l'envoi de ses bulles, demande à un changeur, sous un prêt, une somme définie (par exemple, cent ducats à restituer dans son pays, par exemple à Tours, d'ici à six mois, dans la monnaie en cours à cet endroit, à celui que le dit changeur a décidé). Le changeur prête, mais, en plus du change qui provient des différentes valeurs de la monnaie dans des lieux différents, il exige cinq ou huit pour cent. De tels changeurs sont indubitablement des usuriers.

Donc, dans ces cas, il y a un contrat de faux prêt, conclu avec l'espoir de posséder au-

---

4210X, 5, 19, 10 (c. *Consuluit*), X, 5, 19, 6 (c. *In civitate*)

4211HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4212GOFFREDUS, *Summa*

4213MONALDUS, *Summa de jure canonico* (selon ANGELUS, *Usura*, 1, § 54) alléguant c. *Ejiciens*, 88 di, et le c., final, *De usuris*

delà du capital. Et quoique parfois il y ait un tout petit profit, cependant la plupart du temps et par calcul, on vise un profit. Ces gens sont des usuriers, en pensée et en fait, puisqu'ils ne veulent pas accorder de prêt à qui le demande, sauf avec tel accommodement, et qu'ils visent un profit par le prêt. Pour une pleine compréhension de ce qui a été dit, est nécessaire ce qui est dit plus bas dans le denier des usuriers<sup>4214</sup>.

#### **T. Règle pour le denier des bénéficiaires. Cinquième denier.**

Puisqu'un bénéfice est donné à cause d'un office, chapitre final, *De rescriptis, Sexte*<sup>4215</sup>, et que les revenus des bénéfices sont les biens des pauvres confiés aux mains des bénéficiaires comme à des mains d'administrateurs et de distributeurs, ces bénéficiaires ne peuvent, s'ils sont absents, recevoir ces bénéfices sans cause, ni payer sur eux leurs propres dettes, ni les donner malhonnêtement à d'autres qu'aux pauvres, ni tester au sujet de ces biens, ni en disposer autrement.

Cette proposition, Panormitanus<sup>4216</sup> la pose et la tient dans dans la reprise solennelle qu'il a faite sur le chapitre *Cum in officiis, Décrétales, De testamentis*<sup>4217</sup>, et dans son autre reprise solennelle qu'il a faite sur le chapitre *Extirpande, De prebendis et dignitatis*<sup>4218</sup>

Quels biens peuvent avoir les clercs.

Pour la compréhension de la proposition, il faut remarquer que les clercs peuvent avoir deux genres de biens. Ils ont en effet parfois des biens comme un patrimoine propre et de ces biens, je ne dis rien, parce qu'ils peuvent en dispenser à volonté comme les séculiers. Autres sont les biens du crucifié, tels que le patrimoine du Christ<sup>4219</sup>, les revenus des bénéfices, la portion canonique et les biens de ce genre. Il y a ici une difficulté au sujet de certains biens pour savoir sous quel genre ils sont contenus; par exemple, les biens qu'acquiert un prêtre par ses messes quotidiennes, pour l'écoute des confessions, et des actes de ce genre. Et je dis en bref que ce que les prêtres ont en considération de leur personne, uniquement par leur travail et leur activité, est censé ne pas appartenir au patrimoine du Christ. Prenons l'exemple des prêtres qui sont dans les confréries de cités avec qui le prêtre convient de dire une certaine messe, ou l'exemple de ce qui est reçu simplement pour qu'on dise des messes; examine toujours, et seulement, si le prêtre a eu des revenus en considération de l'Église ou de la personne; et ne te soucie pas de l'opinion contraire de certains canonistes; indistinctement, avec les docteurs,

---

4214Denier 29, fol 32v

4215VI, 1,3, 15

4216PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 3, 26, 7, puis sur X, 3, 5, 30

4217X, 3, 26, 7

4218X, 3, 5, 30

4219Les biens ecclésiastiques.

Panormitanus le chante autant pour les clerks ayant une administration que pour ceux qui n'en ont pas. Et sont dits avoir une administration tous les clerks qui ont un bénéfice en titre, quoiqu'il soit simple, bénéfice pour qui a été assignée une dotation définie. Vois la glose sur le mot, ou vois toi-même au c. *Ex tue, De clericis non residentibus*.<sup>4220</sup>

Ainsi, donc, tu sais que, sur les biens ecclésiastiques et à leur propos,  
[fol. 13v]

sont ôtés aux clerks quatre pouvoirs puisqu'ils ne peuvent recevoir, payer, donner, tester, sinon, ils sont tenus de restituer autant eux-mêmes que ceux qui reçoivent d'eux.

Il faut cependant remarquer que les dettes contractées, si elles ne sont pas contractées pour leur propre patrimoine mais pour le patrimoine du Christ, peuvent être réglées par les clerks parce que les évêques peuvent payer de telles dettes sur les biens ecclésiastiques selon Maître Antonius, c. *Olim, De restitutione spoliatorum*<sup>4221</sup>.

Et remarque que quand des clerks sont tenus de restituer et n'ont que les biens de l'Église, ils doivent alors ôter des revenus strictement ce qui leur est nécessaire et on leur impute la faute de ce qui est ainsi lié à leur activité. C'est pourquoi, sachant cela, les clerks de jadis qui étaient savants et consciencieux<sup>4222</sup> pouvaient être difficilement forcés à accepter des bénéfices; pour leur paix, on déclara, selon les lois antiques, qu'ils feraient quatre parts des revenus de l'Église et des offrandes des fidèles: pour l'évêque, les pauvres, le prêtre lui-même avec les clerks, et la fabrique, comme aux canons *Quatuor* et *Cognovimus*, 12, q 2.<sup>4223</sup>

#### V. Comment les bénéficiaires doivent utiliser les bénéfices.

Et quoique, pour le quart de l'évêque et pour celui de la fabrique, il faille s'en tenir à une coutume raisonnable, cependant les bénéficiaires sont tenus à la quatrième part due aux pauvres et une coutume contraire est sans valeur. Et les bénéficiaires sont obligés de distribuer aux pauvres non seulement la quatrième part, mais tout ce qui reste, si la fabrique n'a pas besoin de restauration, ou s'ils ne voulaient pas utiliser de tels revenus pour accroître le culte de Dieu dans telle église quand il n'existe aucune extrême nécessité pour les pauvres<sup>4224</sup>; Angelus le dit .<sup>4225</sup>

---

4220X, 33, 4, 11.

4221ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*, sur X, 2, 13, 12

4222Selon le *Glossarium* de Du Cange, est *contientiosus* celui qui examine tous ses actes selon la règle du droit et du juste.

4223*Décret*, 12, 2, 27 (*Quatuor*) et 29 (*Cognovimus*). La fabrique désigne tout ce qui appartient à l'église paroissiale: ce qui se rapporte à son entretien, et tout ce qui concerne le culte: argenterie, luminaires, ornements...

4224Les pauvres étant prioritaires.

4225ANGELUS, *Summa, Clericus* 3, § 1

Note ici selon Thomas<sup>4226</sup> que si de tels biens sont distincts de ceux du bénéficiaire, celui-ci ne doit pas les retenir; sinon, il fait un péché mortel; s'ils ne sont pas distincts des siens, ils sont confiés à sa loyauté, mais à ce sujet vois Panormitanus (comme avant)<sup>4227</sup>. De la précédente proposition, peuvent être tirés plusieurs corollaires.

#### X. Second article.

##### Premier corollaire.

Premièrement, les clercs ne sont pas propriétaires des biens de leurs bénéfices. Vois, plus haut, Panormitanus<sup>4228</sup>; vois la *Directoria*, livre [ ], c 2, *De duplici dominio*<sup>4229</sup>.

##### Second corollaire.

Deuxièmement, j'en déduis que s'il n'y a pas de cause légitime d'absence, un clerc est obligé de restituer les fruits qu'il a perçus en son absence sur son bénéfice; je le dis s'il a d'autres biens que ceux du bénéfice<sup>4230</sup>. Une cause raisonnable d'absence est quand il y a une nécessité physique, par exemple une maladie, ou une évidente utilité de l'Église parce qu'il convient qu'un clerc soit au service du pape ou d'un évêque et des cas de ce genre.<sup>4231</sup>

Il s'ensuit qu'un clerc excommunié justement, absent le temps de son excommunication, ne doit pas recevoir les fruits d'un bénéfice<sup>4232</sup>. Mais un clerc pécheur, croit-on, n'est pas obligé de restituer, quoiqu'il serait plus sûr, selon Angelus, de le faire.<sup>4233</sup>

##### Troisième corollaire.

Troisièmement, j'en déduis que celui qui reçoit une église paroissiale sans avoir l'intention d'être promu, dans l'année, au sacerdoce<sup>4234</sup>, mais avec celle d'avoir seulement les fruits d'une année, est tenu de restituer, sauf si, ayant changé de volonté, il avait été promu, comme au c. *Commissa tibi*, *De Electione*, *Sexte*<sup>4235</sup>; l'église est vacante aussitôt l'année passée, s'il n'a pas été promu prêtre (au même endroit, c. *Licet*<sup>4236</sup>). Cependant l'évêque peut accorder une dispense pour que celui qui s'applique à l'étude ne soit pas obligé d'être promu dans l'année, si ce n'est au sous-diaconat. Pour la prêtrise, cependant,

---

4226THOMAS, II-II, q 185, a 7

4227PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur *De ecclesiis edificandis*, c 1 (selon ANGELUS): X, 3, 48, 1

4228PANORMITANUS, *Super Decretalium*

4229DIRECTORIUM: PETRUS CASUEL, *Directoria summa*,...*De duplici dominio*.

4230Texte plus court que chez ANGELUS, *Clericus*, 7, § 4

4231 ANGELUS, *Clericus*, 7, § 2, met l'accent sur les causes d'absence illégitime.

4232*De translatione prelatorum*. X, 1, 7 (*De translatione episcopi*), 2 (*Inter corporalia*)

4233ANGELUS, *Clericus*, 8, § 5.

4234 ANGELUS, *Clericus*, 7, § 5

4235VI, 1,6, 35

4236VI, 1,6, 14

il peut être dispensé jusqu'à sept ans; au même endroit, c. *Cum ex eo*<sup>4237</sup>. Cependant, il est plus sûr de pourvoir à un vicaire.

Quatrième corollaire.

Quatrièmement, j'en déduis que quoiqu'un clerc puisse, sur les biens de l'Église, doter une sœur<sup>4238</sup> ou nourrir des parents dans l'indigence, s'il le fait selon ce qui convient au faste ou à un changement de statut social, il le peut avec mesure; alors, autant ceux qui donnent que ceux qui reçoivent sont tenus à restitution, 2, q. 6, *Pervenit*.

Quant à ceux qui reçoivent, limite la proposition au cas où le clerc est sans ressources; mais certains veulent que ceux qui reçoivent soient indistinctement tenus à restitution; ce qui est plus sûr.

Y. Troisième article. La portion canonique.<sup>4239</sup>

Ici, pour finir, il faut remarquer, puisqu'on a fait plus haut mention de la portion canonique, qu'il y a deux portions canoniques approuvées par les canons. Une est épiscopale, due à l'évêque, et elle peut être demandée, selon Panormitanus<sup>4240</sup>, à toutes les églises instituées dans le diocèse soumises à l'évêque, mais pas aux églises réservées. L'autre est la portion canonique paroissiale, due à l'Église, comme on l'a en *Décrétales*, *De sepulturis*, en entier, *Sexte* et *Clémentines*<sup>4241</sup>.

La portion canonique de l'évêque est la troisième ou quatrième part selon la coutume; la part de la portion paroissiale, puisque les lois divergent, sera d'un quart. En effet, dans le doute, on se règle sur le minimum<sup>4242</sup>, selon Archidiaconus, c. *Cum quis*, *De sepulturis*, *Sexte*.<sup>4243</sup> La portion canonique épiscopale vient «de tous les legs faits [aux églises] ou aux lieux de piété», excepté plusieurs cas<sup>4244</sup>. Le premier est «quand on laisse quelque chose pour faire, orner, racheter des ornements d'église ou des vêtements». Le second est quand «on fait un legs à la fabrique d'une église qui a besoin de réparations», «ou pour des luminaires, une lampe, des cierges.»

[fol. 14r]

Le troisième, «quand on lègue pour célébrer un anniversaire chaque année» ou «pour un service de trentaine» ou des services de ce genre. Le quatrième quand «on laisse quelque chose pour le culte de Dieu à perpétuité» ou pour que soit dit «un office dans une chapelle». Cinquième cas: «sur les offrandes» pendant la vie, la quatrième part «n'est pas

---

4237VI, 1,6, 32

4238Voir ANGELUS, *Clericus*,13, § 11

4239Voir ANGELUS, *Canonica*, 9

4240PANORMITANUS, *Super Decretalium*,

4241X, 33, 28 et VI, 3,12 et *Clémentines*, 3, 7

4242.*In obscuris minimum est sequendum* :VI, *De regulis juris*, règle 30

4243ARCHIDIACONUS, sur VI, 3, 12, 2

4244ANGELUS, *Canonica*., § 9



due». Sixième cas: «quand on lègue à quelqu'un<sup>4245</sup>» ou à une personne privée, par exemple, «qui n'a pas d'administration ou de prélature», comme quand on lègue à des lépreux qui restent à tel endroit, à des ermites, à des frères, aux pèlerins, aux femmes sans dot, aux veuves. Septième cas: «sur les legs très injustement ôtés aux légataires, parce qu'alors ce sont des dus et non des legs»; c'est pourquoi la quatrième part n'est pas due.

Huitième cas: «quand un sujet lègue à une église établie hors du diocèse», comme le disent «Abbas<sup>4246</sup>, Innocentius<sup>4247</sup> et Johannes<sup>4248</sup>, sauf cependant si une prescription contient autre chose.»

Sur quoi est due la portion canonique.

La portion canonique que l'on appelle paroissiale<sup>4249</sup> est due à l'église dans laquelle quelqu'un reçoit les offices divins et les sacrements de l'Église, sur tout ce qui vient en raison des funérailles et sur tous les legs faits à l'église auprès de laquelle quelqu'un choisit sa sépulture, *Décrétales, De sepulturis*, en entier<sup>4250</sup>, et dans les *Clémentines, Dudum*, à cet endroit<sup>4251</sup>. Au recteur de l'église dans laquelle un donateur choisit sa sépulture, pour que soient dites des messes, est due la quatrième part paroissiale comme quatrième part épiscopale, c. *Cum inter vos, De verborum significatione*<sup>4252</sup>, et elle est due aussi sur la donation pour cause de mort, au dit c. *Dudum*.

A ce qui précède, beaucoup de cas font exception. Le premier, quand «par coutume ou prescription on ne paye rien. Le second, quand on est exempté de la prestation par privilège papal», *De Sepulturis, c. In nostra*<sup>4253</sup>, privilège «dont font partie les frères mineurs et prêcheurs. Le troisième, quand quelque chose est légué pour des usages privilégiés», qui sont quatre cas privilégiés pour «lesquels n'est pas due la portion canonique épiscopale»; (voir) plus haut. «Le quatrième, quand il y a une donation à une église entre vifs». Le cinquième, si quelqu'un, en bonne santé, fait profession dans un monastère où auparavant il avait choisi d'être enterré; «de même, pour le lépreux qui entre dans une léproserie; de même pour celui qui entre dans une fraternité, et qui ne

---

4245Voir ANGELUS, *Canonica.*, § 11

4246ABBAS, *Commentarii in libros Decretalium*, X, 3, 26,15 (ANGELUS, *Canonica.*, § 13)

4247INNOCENTIUS IV, sur X, 3, 28, 9 (*Certificari*, chapitre de Clément III)

4248JOANNES DE MONTEMERLO, sur c. *Certificari*. Dans ANGELUS, *Canonica.*, § 13: *et ita consuluit Jo de montemerlo.*

4249Voir ANGELUS, *Canonica.*, § 14

4250X, 3, 28

4251Cle, 3, 7, 2

4252 X, 5, 40, 29

4253X, 3, 28, 10

garde pas la propriété de ses biens» mais l'usufruit, et jouit des fruits de l'ordre religieux, c *Ut privilegia, De privilegiis*<sup>4254</sup>. Le sixième «quand quelqu'un lègue à une église dans laquelle il ne choisit pas d'être enterré et n'est pas enterré». Le septième «quand, de fait, il est enterré contre la volonté» de celui de qui relève l'église (ou contre la volonté des frères de qui relève l'église), et non de droit, «parce qu'éventuellement sont interdites une église ou une ville», selon Federicus<sup>4255</sup> et Geminianus<sup>4256</sup>. «Le huitième, quand l'église paroissiale était interdite» de son fait, «et que les paroissiens ne le sont pas; alors elle n'aura pas la quatrième part», selon le *De Penitentis*<sup>4257</sup> et Geminianus. Le neuvième «quand il annule son choix», choisit ailleurs le lieu de sa sépulture et est enterré; alors, selon Geminianus, le legs ensuite sera donné à la seconde église, sauf s'il est établi que sa volonté est autre. Le dixième quand, quoiqu'il ait choisi son lieu de sépulture, il n'y est pas enterré à cause de l'éloignement ou parce que les héritiers ne veulent pas y faire le transfert. «Le onzième parce qu'on lègue à cause de biens incertains ôtés injustement», selon le *De penitentis*. «Le douzième quand on lègue à l'église paroissiale autant que la part des legs faits à l'église choisie, selon Hostiensis<sup>4258</sup> et le *De penitentis*»; si la coutume de faire le même legs à l'église paroissiale n'existe pas, on fera l'estimation de ce legs et si le legs est inférieur, on suppléera. «Le treizième quand, au moment du testament et du legs quelqu'un n'a pas choisi de lieu de sépulture, mais qu'ensuite, au moment de la mort, il l'a choisi», la quatrième part n'est pas due, sauf si cela était fait pour frauder. Le quatorzième, quand, dans sa paroisse, «il n'a pas pu entendre les offices et recevoir les sacrements à cause d'une longue vacance, et qu'il a choisi un autre lieu; selon Baldus<sup>4259</sup>», la quatrième part est due à l'autre paroisse pour l'administration des sacrements. et la célébration. Tout ceci, selon Angelus<sup>4260</sup>.

## Z. Règle, maxime ou doctrine générale pour le denier des diffamateurs.

### Sixième denier.

#### Premier article.

Pour la compréhension de ce denier, il est nécessaire de voir ce qui est dit plus bas au péché d'orgueil<sup>4261</sup>, de colère et d'envie; ceci étant posé, j'énonce la sentence suivante: Tout homme qui se moque, qui déshonore, qui diffame<sup>4262</sup> en enlevant la réputation

4254X, 5, 33, 24

4255FEDERICUS DE SENIS, *Consilia: Consilium* 119, d'après ANGELUS, *Canonica*., § 14

4256GEMINIANUS, *Super sexto libro Decretalium*, sur VI, 3, 12, 1, d'après ANGELUS, *Canonica*., § 14

4257*De penitentis (et remissionibus)*: X, 5, 38), est cité par ANGELUS, *Canonica*., §14 pour le cas 7.

4258HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*, sur X, 3, 26, 14 (*Officii*), d'après ANGELUS, *Canonica*., § 14

4259BALDUS *in suo tractatu*., d'après ANGELUS, *Canonica*., § 14: *Tractatus de canonica portione*

4260ANGELUS, *Canonica* §14

4261Fol 83

4262Voir THOMAS, II-II, q 72 (*contumelia*), q 73 (*detractio*), q 75 (*derisio*). La *detractio* ôte la réputation, mais la *contumelia* prive de l'honneur.

d'autrui, excepté sept cas, est tenu à restitution, et plus que s'il avait dérobé de l'argent<sup>4263</sup>.

Pour la pleine compréhension de cette proposition, il faut noter que celui qui, par sa diffamation, a dérobé la renommée du prochain en tenant des propos affirmatifs ou négatifs qui par leur nature

[fol. 14v]

étaient diffamatoires, s'il engendre une mauvaise opinion chez ceux qui avaient une bonne opinion de ce prochain, est tenu de réparer, mais de telle façon que, s'il a dit la vérité, il excuse le prochain, sans mentir, en disant qu'il a mal parlé, et aussi qu'il l'a fait parce qu'il ne croyait pas mal parler<sup>4264</sup>. Mais s'il a imposé le faux, qu'il le retire en disant qu'il a menti, même s'il doit perdre sa réputation parce qu'il est plus tenu de sauvegarder la réputation du prochain, avec justice, qu'injustement la sienne, selon Scotus, livre IV<sup>4265</sup>. Donc, s'il a parlé en public, qu'il se rétracte en public; s'il a parlé en secret, qu'il se rétracte en secret.

Il faut remarquer en outre que j'ai dit: «excepté sept cas», parce qu'il est établi qu'on n'est pas obligé à une telle restitution de renommée dans sept cas<sup>4266</sup>. Premièrement s'il s'en suivait une plus mauvaise réputation pour celui qui en a une mauvaise, parce qu'on ramène à la mémoire un ancien fait. Deuxièmement, quand la restitution ne peut être faite sans danger de péché mortel ou de mort corporelle. Cependant, selon les docteurs, quand la restitution de la renommée ne peut se faire, le détracteur est tenu à quelque chose d'équivalent en biens matériels. Troisièmement, quand le détracteur parle à ceux à qui il le devait, par exemple à un supérieur, par dénonciation ou accusation, ou à ceux qui pouvaient être utiles sans porter préjudice. Quatrièmement, quand les actes dénoncés n'attaquaient pas par eux-mêmes à la réputation, parce qu'ils pouvaient être interprétés en péché véniel. Cinquièmement, quand le détracteur dit qu'il a entendu dire sans rien ajouter qui crée une croyance; dans ce cas, il n'est pas tenu à restitution selon Scotus, livre IV<sup>4267</sup>,

---

4263ANGELUS, *Detractor*, § 3, dit simplement que le diffamateur est tenu comme celui qui vole le bien d'autrui.

4264ANGELUS, *Detractor*, § 3 considère trois cas: on peut dire la vérité, la cacher, mentir. Le second cas manque.

4265SCOTUS, IV, d 15 (non cité ici par ANGELUS)

4266Voir ANGELUS, *Detractor*, § 3

4267SCOTUS, IV, d 15

Landulfus<sup>4268</sup> et Astesanus,<sup>4269</sup> quoiqu'il se produise un danger grand en genre<sup>4270</sup>  
Sixièmement, quand celui qui a été informé, avait été informé par une autre voie ensuite, par exemple parce que ce qui était secret alors est maintenant rendu public par d'autres.  
Septièmement, quand le détracteur lui-même était perdu de réputation, du moins auprès de ceux auprès de qui il a diffamé quelqu'un.

### **A. Maxime ou règle pour le denier de ceux qui sont établis maîtres en dignité.**

#### **Septième denier.**

Pour ce denier, il faut savoir que «la propriété<sup>4271</sup> d'une chose, par exemple d'un duché, d'une cité ou d'une terre, est d'habitude justement acquise par une juste guerre...», «par une succession légitime, par le consentement ou par le choix d'un peuple ayant la liberté de se choisir un maître, ou par l'institution d'un prince... qui a ici juridiction..., ou par une prescription légitime..., ou par achat, échange, donation ou par un autre juste titre;» sur tout cela, tu as *ff. De acquirendo rerum dominio* dans la glose, loi Un<sup>4272</sup>, et *Institutes, De rerum divisione*<sup>4273</sup>

#### Premier article.

Pour comprendre de denier, il faut remarquer que le maître de tel ou tel bien peut être obligé de restituer de deux façons, générale et spéciale. J'appelle donc «être obligé de façon générale» le fait d'être obligé en tant qu'homme, et «de façon particulière», celui de l'être en tant que maître; de façon générale, parce qu'un homme, dans un cas semblable, est tenu de restituer; par exemple quand, de façon injuste, il achèterait, il vendrait et ferait des actes de ce genre. Mais on dit qu'il est tenu de façon particulière en raison de la maîtrise qu'ont, de façon particulière, les princes, les maîtres et les maîtresses sur ceux qui leur sont soumis, parce qu'ils devront rendre compte devant Dieu autant pour eux-mêmes que pour leurs sujets. Donc, de l'obligation particulière qui concerne le propos, j'énonce la proposition suivante:

#### Maxime:

Un maître juste, du fait qu'il est un maître, est triplement tenu de la dette de ses serviteurs et sujets; premièrement, parce que les maîtres négligent de les corriger, ou, deuxièmement, parce qu'ils ne veulent pas que ceux-ci soient privés d'un office dans

4268LANDULPHUS, *Commentaria in IV*,

4269ASTESANUS, *Summa*

4270ANGELUS dit que, selon ASTESANUS, s'il y a perte de réputation, le détracteur devra faire une restitution, mais que selon SCOTUS, s'il s'agit d'un acte irréfléchi, on ne dépasse pas le genre du péché véniel. Ici le genre du danger peut être grand de deux façons: perte de la réputation pour l'un, péché mortel pour le diffamateur si on croit à ses propos.

4271ANGELUS, *Dominus*, § pr.

4272Glose sur *Digeste*, 41, 1, 1

4273*Institutes*, 2, 1, § 41

lequel ils exercent tels dommages contre autrui; et, troisièmement, parce qu'ils ne se soucient pas de savoir avec assez de certitude par exemple, comment se conduisent leurs serviteurs et leurs sujets.

Comment punit-on celui qui exerce un office avec négligence.

Et note selon Joannes de Platea<sup>4274</sup>, sur la loi *Precepta, De deffensoribus civitatum*<sup>4275</sup> que celui qui a un office et qui néglige de corriger les criminels doit être puni de la même peine qu'un criminel, car il y a une sorte d'accord tacite avec lui; c'est l'avis du *Code, De Excusationibus munerum* [ ]<sup>4276</sup>.

De plus, pour la compréhension de la précédente proposition, surtout parce qu'il y a en elle «un maître juste», il faut noter que la propriété d'un bien, par exemple d'un duché, d'une cité, d'une terre, peut être justement acquise par une juste guerre, ou par une succession légitime, ou par consentement, par le choix d'un peuple qui a la liberté de se choisir un maître, ou par institution du prince qui a ici juridiction, ou par prescription légitime, ou par achat, échange, donation ou par un autre juste titre<sup>4277</sup>. C'est pourquoi, celui qui, entre<sup>4278</sup> en possession par une autre voie que par un des moyens susdits, celui-là est un voleur et un brigand et il est tenu en premier de résigner sa possession, s'il le peut sans danger notable pour les âmes, les corps ou les biens. Deuxièmement, il est tenu à la restitution de tous les revenus qu'il a obtenus sur ces lieux ainsi usurpés. Troisièmement, il doit être jugé comme homicide pour tous les meurtres qu'il a commis en donnant la mort par lui-même ou par ses serviteurs, même si ces gens ont été tués pour avoir perpétré un acte mauvais, 23, q 5, c *Si non licet*<sup>4279</sup>. Quatrièmement, on ne peut l'absoudre, sauf s'il se dispose à faire satisfaction. Cependant comprends cela, cinquièmement, s'il est clair qu'il n'a pas de titre légitime ou qu'il n'a pas de titre. Il en serait autrement s'il y avait un doute.

De plus, pour éviter de scandaliser les siens et les autres, en ce qui n'est pas contre Dieu, il est bon d'obéir même à un chef qui n'a pas de titre, selon Thomas<sup>4280</sup>; mais aux chefs et aux maîtres légitimes, les sujets sont tenus d'obéir en ce qu'ils peuvent leur ordonner de licite.

[fol. 15r]

---

4274JOANNES DE PLATEA, *Commentaria in quatuor libros Institutionum, Institutes, De publicis judiciis*

4275*Novelles*, 15,5,2 ou *Authentiques*,2,3

4276 Hypothèse de lecture : *Codex J*, 10, 47,12 (*Maximarum*)

4277Répétition de ce qui a été dit plus haut.

4278On peut sous entendre: en possession, mais le verbe renvoie au voleur qui entre par effraction dans une maison.

Voir ANGELUS, *Dominus*, § pr, à partir de ce verbe *intrat*.

4279*Décret*, 23,5, 9

4280THOMAS, II-II, q 104, a 6, sol.3

1°, *Pierre*, 2<sup>4281</sup>. Obéissez à vos maîtres.

Mais ici, il y a une difficulté concernant le serviteur malade qui avait loué son travail pour un salaire et je dis que le maître n'est pas tenu à de grandes dépenses selon Bartolus<sup>4282</sup>, mais qu'il est tenu comme pour un pauvre, et qu'il n'est pas tenu au salaire qui lui est dû seulement en raison de sa personne; il en serait autrement s'il était dû en raison d'autres personnes. C'est pourquoi l'héritier d'un maître est tenu de régler le salaire au juge et aux serviteurs, si le maître ou le père est sans force ou mort, *ff. De conditione ob causam, l. Pecuniam*.<sup>4283</sup>

Cependant, quand c'est la coutume, il ne faut pas, à cause de sa défaillance, priver de son salaire celui qui a défailli. Mais ici je demande ce qui a été mis plus haut, dans le premier denier, à propos de la diminution des peines juridiques et je dis que «le juge inférieur...»<sup>4284</sup>; vois au premier denier.

### **B. Règle ou maxime pour le denier des donataires. Huitième denier.**

Premier article.

Il faut savoir que, d'habitude, autant les canonistes que les théologiens établissent de multiples donations. Et on en définit, en commun, quatre: la donation entre vivants qu'on appelle simplement donation, deuxièmement, la donation pour cause de décès, troisièmement, la donation entre mari et femme, quatrièmement, la donation avant des nocés ou pour des nocés.<sup>4285</sup>

La donation de la femme.

La dot est une donation faite par une femme à un homme pour supporter les charges du mariage. Et il y en a deux: la paternelle, que fait, à la femme, le père ou l'oncle, et on appelle dot adventice, celle que la femme elle-même donne ou que donne quelqu'un dont elle ne descend pas. Les principes étant posés, j'énonce comme je l'ai fait pour les autres deniers, la proposition qui suit.

Maxime.

Le donataire est tenu de restituer ce qui lui a été donné par ceux qui ne peuvent faire de don, qui appartiennent à quatre groupes de quatre, 1, 15<sup>4286</sup>.

C. Ceux qui ne peuvent donner.

Dans le premier groupe se trouvent celui qui n'est pas maître de sa raison, le prodigue dépendant d'un curateur, celui qui a moins de vingt-cinq ans, le fils de famille, s'il

---

42811, *Pe*, 2, 13, mais ce qui suit n'est pas une citation.

4282BARTOLUS, *Glosae*. Voir ANGELUS, *Familia*, § 2

4283*Digeste*, 12,5, (*De conditione ob turpem vel injustam causam*), 1 (*Omne quod datur*). *Lex Pecuniam*: non trouvée.

4284Fol 9v-10r

4285Voir ANGELUS, *Donatio* 1,

4286*Décret*, C15, q 1, c 2

n'a ni dignité, ni charge administrative, ni pécule assimilé au pécule militaire; dans le second groupe, les serviteurs ou les religieux sans charge administrative, l'épouse si elle n'a rien en dehors de sa dot, celui qui est accusé de lèse-majesté et l'hérétique; dans le troisième groupe, l'incestueux, c'est à dire celui qui a contracté mariage dans les degrés interdits, le donateur frappé d'une l'amende, l'homme privé (de ses biens) pour un crime capital, et le soldat qui a la dignité de soldat<sup>4287</sup> ou qui appartient à une milice armée, qui, du moins, ne peut donner à une prostituée. Dans le quatrième groupe, l'époux n'a pas le droit de donner à l'épouse, ni l'épouse à l'époux, tant qu'existe le mariage; ni un père à un fils ou à une fille non émancipés; ni celui qui, pour un bien meuble<sup>4288</sup>, n'a pas la propriété, ou un voleur, un ravisseur, et les personnes ecclésiastiques, qui ne peuvent aliéner les biens ecclésiastiques précieux sans formalités.

Comment doivent être aliénés les biens de l'Église.

En effet, pour aliéner ces biens, premièrement, on doit examiner si les aliéner est avantageux, deuxièmement est requis le consentement du chapitre, troisièmement, que ce soit fait pour l'utilité de l'Église, quatrièmement, par autorité du supérieur.

Il y a quatre causes d'aliénation d'un bien ecclésiastique. La première est l'urgente nécessité; la seconde, l'utilité; la troisième, la piété; la quatrième, l'incommodité, par exemple parce que ce bien est plus nuisible qu'utile à l'Église.

Second article.

Pour éclairer certains des points susdits pour lesquels il y a une difficulté majeure, je dis, premièrement, qu'un donataire n'est pas tenu de restituer, avant une sentence déclaratoire, ce que lui a donné un accusé de crime de lèse-majesté, un hérétique, un incestueux, le donateur d'un bien soumis à une amende; l'établit l'*Authentique, De incestis et nefariis nuptiis*, 1<sup>o</sup><sup>4289</sup>.

Je dis, deuxièmement, que dans six cas cependant, un père paraît pouvoir donner quelque chose à son fils, à sa fille<sup>4290</sup>: premièrement, pour cause de dot ou de donation pour des noces; deuxièmement, à celui qui va à l'armée; troisièmement, pour ce qui est journalier, par exemple pour le vivre; quatrièmement, un père peut donner l'usufruit sur ce qui est adventice; cinquièmement, quand le fils est émancipé; sixièmement, quand un père donne pour de bons services, parce que ce don ne s'appelle pas don simple et libre, mais

---

4287Il semble que le soldat «de dignité» soit ici un vrai soldat d'après Cynus, selon ANGELUS, *Donatio* 1, § 17, mais le mot peut s'appliquer au clerc, au docteur et à l'avocat.

4288Ce qui importe c'est que le donataire n'a pas propriétaire de ce qu'il veut donner; c'est aussi le cas du voleur qui ne dispose que de biens mobiliers.

4289*Authenticae*, 2, 6

4290Voir ANGELUS, *Donatio* 1, § 19

rémunération de bienfaits ou de services, ce qui n'est pas interdit même entre un mari et sa femme. Un mari en effet peut donner une chose à son épouse et elle en donner une autre à son mari, et ainsi se fait une compensation.

Je dis troisièmement que, quoiqu'universellement une donation entre mari et femme soit sans valeur<sup>4291</sup>, pour éviter qu'ils ne se dépouillent réciproquement, cependant elle est valide dans certains cas: premièrement, dans une donation d'un empereur à son épouse ou de l'épouse à l'époux; deuxièmement dans une donation pour réparer la demeure détruite de l'épouse; troisièmement, un époux peut faire remise de la dot promise, en totalité ou en partie;

quatrièmement, on peut faire une donation si, par elle, le donateur ne s'appauvrit pas, quoique celui à qui il donne s'enrichisse, comme dans la loi *Si sponsus, § Si maritus heres*<sup>4292</sup>; cinquièmement, si celui à qui on donne ne s'enrichit pas quoique le donateur s'appauvrise,

[fol. 15v]

comme quand il a fait un don pour acheter des onguents ou a payé un impôt pour elle, selon Hostiensis<sup>4293</sup>, ou qu'il donne pour faire des offrandes ou pour une autre cause pieuse; sixièmement, quand un conjoint donne pour le moment de la fin du mariage, pour que le bien devienne celui du mari ou de la femme, après décès; septièmement quand on fait une donation pour cause de décès, un risque de mort étant imminent, ou que le donateur veut que la donation appartienne dès sa mort à celui qui le reçoit, sauf si elle est faite de façon à n'être d'aucune façon révoquée, parce qu'elle serait sans valeur; huitièmement quand une femme fait un don à son mari pour acquérir une dignité ou un honneur, Loi *Quod adipiscende, ff.*, au même titre<sup>4294</sup>.

Je dis quatrièmement que la dot ou la donation comme dot de l'épouse faite au mari ne lui revient pas après la mort de l'épouse, mais est aux héritiers de l'épouse. De plus, la dot doit être restituée dès la dissolution du mariage si elle consiste en biens immobiliers, mais pour des biens immobiliers, elle doit l'être dans un délai d'un an, si le mari le peut.

Remarque cependant que dans trois cas le mari s'enrichit de la dot: premièrement s'il y a un engagement pour qu'il s'enrichisse, après la mort de sa femme, de toute la dot ou d'une partie de celle-ci; deuxièmement, il s'enrichit légalement par exemple si l'adultère de l'épouse est reconnu, celle-ci perdant la dot; troisièmement, si l'épouse est morte

---

4291 Voir ANGELUS, *Donatio* 3, § 2

4292 *Digeste, De donationibus inter virum et uxorem: 24, 1, 5, § 13*

4293 HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4294 *Digeste, 24, 1, 40 (De donationibus inter virum et uxorem).*



intestat, sans enfants ni proches, l'époux lui succède; il s'enrichit de la dot; et elle s'enrichit si l'homme meurt et qu'elle-même reste, sauf si une coutume approuvée l'empêche, *Décrétales, De donationibus inter virum et uxorem, c. Donatio*<sup>4295</sup>.

Je dis, cinquièmement, que, pour une donation pleinement libre, sont requises la volonté du donateur de la part de celui qui donne, et la volonté ou la capacité du receveur de la part de celui qui reçoit; troisièmement, il est requis qu'ils n'en soient pas interdits par une loi ou un commandement. Selon Scotus, quatrième livre des *Sentences*, d. 15<sup>4296</sup>, celui qui donne à quelqu'un parce qu'il est forcé ou trompé, simplement ne donne pas, d'après la première condition; un frère mineur ne peut acquérir de l'argent d'après la seconde condition.

#### D. Troisième article. Les visiteurs.

Les visiteurs<sup>4297</sup>, eux, ne peuvent recevoir des dons de ceux qu'ils visitent parce qu'ils sont obligés de restituer le double, d'après la troisième condition, *De censibus, Sexte*, premier et second chapitres<sup>4298</sup>. Il faut cependant remarquer que les visiteurs peuvent recevoir un approvisionnement pour la nourriture du jour soit en vivres soit en argent pourvu qu'ils visitent en personne ces églises qui les approvisionnent.

Corrélativement on déduit que ce qui est acquis par une erreur du donateur sur la personne à qui il donne, doit être restitué, soit qu'il s'agisse d'une erreur de personne comme quand le donateur croit donner à un autre ou quand il donne des aumônes pour les malades des hôpitaux, aumônes que reçoivent les quêteurs; soit qu'il s'agisse d'une erreur sur la fortune ou que l'on donne à qui semble pauvre et affecte de l'être quoiqu'il soit riche.

On déduit, deuxièmement, que celui qui accepte un don pour une raison ou une condition, si ce pour quoi on donne n'existe pas ou n'est pas rempli, est obligé de restituer, si cependant une telle faute résulte de son fait.

Il est donc clair que celui qui reçoit une donation pour des noces qui ne suivront pas par sa faute, doit restituer. De même, celui qui pour célébrer des noces reçoit en don une aumône pour des noces qu'il ne célèbre pas ni ne fait célébrer, est obligé de restituer.

L'hypocrite est obligé de restituer.

Celui aussi qui accepte des dons pour une sainteté qu'on croit qu'il a et est un hypocrite qui simule seulement une sainteté extérieure pour qu'on lui fasse ces dons, est obligé, selon Alexander de Halès<sup>4299</sup>, de restituer, si, cependant, il est établi qu'autrement,

---

4295X, 4, 20, 8

4296SCOTUS, IV, d 15

4297Voir ANGELUS, *Visitationem*, § 3.

4298VI, 3, 20, c. 1 et 2

4299ALEXANDER, *Summa theologica, II-II:; ti.tulo De ypocrisi* (selon ANGELUS, *Simulatio*, §1)

en aucune façon, on ne lui aurait fait de don.

Et il faut restituer le don, non au donateur, mais aux pauvres, selon Hostiensis<sup>4300</sup> et Innocentius<sup>4301</sup>, parce que le donateur a donné pour Dieu.

Doctrine générale ou règle pour le denier des faussaires. Neuvième denier.

Pour ce denier, voici la maxime ou proposition: Le faussaire, qu'il s'agisse de lettre, de monnaie et d'usure est tenu à tout dommage causé et aux intérêts.

E. Premier article. Le faussaire.

Pour l'intelligence de cette règle, il faut savoir qu'on appelle faussaire celui qui est coupable d'un crime de faux ou est digne d'être puni à cause d'un faux ou d'une modification de la vérité

comme dans *De crimine falsi, Ad falsariorum*<sup>4302</sup>.

Deuxièmement, il faut savoir que quelqu'un est appelé faussaire de diverses manières, comme c'est noté au canon *In memoriam*, d. 19<sup>4303</sup>, et au *De crimine falsi*, en entier. Donc, celui qui ouvre la lettre d'un autre<sup>4304</sup>, quoique, selon Innocent<sup>4305</sup>, il pèche moins que s'il falsifiait un sceau en en apposant un autre, est un faussaire. Mais, selon Petrus de Ancharano<sup>4306</sup>, il doit être seulement puni d'une peine laissée à l'arbitrage, sauf s'il ouvre une lettre pour la montrer à un adversaire parce que quelqu'un tombe dans le crime de faux qu'encourent les avocats et les notaires qui montrent les droits d'une partie à son adversaire.

De plus, celui qui déchire, brûle ou cache des écrits publics ou privés<sup>4307</sup> qui concernent une autre personne de façon à ce qu'on ne les voie plus, est un faussaire, selon Bartolus sur la loi *Paulus, ff. De falsis*<sup>4308</sup>. Et, en plus de la peine du faussaire, ils sont tenus à tous les intérêts; le texte est dans la loi *Qui tabulas*,

[fol. 16r]

*ff. De furtis*,<sup>4309</sup> soit qu'il s'agisse de livres de marchands ou de n'importe quelles autres personnes, *Loi 1, ff. De magistratibus conveniendis*,<sup>4310</sup> de même, celui qui sciemment utilise des faux est tenu de restituer.

F. Second article.

Quant à la monnaie, il faut noter que celui qui falsifie la monnaie ou celui qui en

---

4300HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4301INNOCENTIUS III, dans X, 3, 49, 8.

4302X, 5, 20, 7

4303Décret, D. 19, c. 3

4304Voir ANGELUS, *Falsarius*, § 2

4305INNOCENTIUS IV. Dans ANGELUS, *Falsarius*, § 2, sur X, 3, 49, 3 (*Ad audientiam*)

4306PETRUS DE ANCHARANO, *Consilia*

4307Voir ANGELUS, *Falsarius*, § 3

4308BARTOLUS, *Glosae*, sur *Digeste*, 48, 10, 2 (*De lege cornelia de falsis*)

4309*Digeste*, 47, 2 (si *De furtis*),

4310*Digeste*, 27, 8, 1

reçoit de la fausse sans le savoir, qu'ensuite il dépense sciemment comme de la bonne, comme ceux aussi qui raclent et rasent ou qui, plus subtilement, ôtent avec de l'eau une petite partie d'or ou d'argent de façon qu'on ne peut pas le savoir, sont tenus de restituer tout dommage à la personne, à la communauté, au peuple, lésés, ou s'ils ne savent pas qui est lésé, aux pauvres dans la nécessité, dernier chapitre, *De injuriis*<sup>4311</sup>. Et ce sont des faussaires comme le note la glose sur le c. *Quanto, Dejurejurando*<sup>4312</sup>, et les docteurs, au même endroit.

Note que pour ceux qui ne font qu'utiliser la fausse monnaie, on estime qu'il doit s'agir d'une somme d'une certaine importance;

il en est autrement pour une dépense usuelle, selon Angelus<sup>4313</sup>.

Comment on falsifie la monnaie.

Troisièmement, note, selon les docteurs (au même endroit), qu'on peut falsifier la monnaie de trois façons<sup>4314</sup>, c'est à dire, dans la forme, en appliquant un signe faux, deuxièmement, par le mélange avec une autre matière, troisièmement, par le poids.

Ces trois éléments en effet sont requis en ce qui concerne la substance d'une monnaie, comme le dit la *Loi 1, ff. De contrahenda emptione*<sup>4315</sup>.

De même il faut remarquer que ceux qui battent ou fondent l'or ou la monnaie de façon que certains deniers ont parfois moins de poids et de valeur et pour cette raison laissent d'autres deniers avoir plus de poids parce qu'ils ne peuvent pas tous les sculpter de façon égale, sont des faussaires et sont tenus de restituer à la communauté parce qu'ils ont endommagé l'ensemble de la monnaie; il en est autrement si les deniers sont de juste poids et si les monnayeurs raclent ceux qui sont plus gros pour qu'ils restent cependant au juste poids, ce qu'il ne faut en aucune façon conseiller selon Angelus<sup>4316</sup>.

Remarque aussi [qu'on est faussaire] si on bat monnaie<sup>4317</sup> quand on déclare mauvaise une bonne monnaie, et qu'on accepte une monnaie de moindre valeur, pour avoir, grâce à la monnaie rejetée, un bon marché, et pour la faire fondre et la battre, selon Hostiensis et Panormitanus.<sup>4318</sup>

G. Troisième article.

En ce qui concerne la mesure<sup>4319</sup>, note que celui qui fausse les mesures et les poids et qui, sciemment, en utilise des faux, en plus du péché mortel, est tenu de restituer tout le

---

4311X, 5, 36, 9 (*Si culpa tua*)

4312Glose sur X, 2, 24, 18

4313Voir ANGELUS, *Falsarius*, § 4

4314Voir ANGELUS, *Falsarius*, § 5

4315*Digeste*, 18, 1, 1, § 1

4316Voir ANGELUS, *Falsarius*, § 9. Ce ne sont pas des faussaires mais ils agissent mal.

4317Voir ANGELUS, *Falsarius*, § 7

4318PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 2, 24, 18, citant HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*.

4319Voir ANGELUS, *Falsarius*, § 11

dommage causé, comme cela est clair à partir du chapitre 2, *De emptione et venditione*<sup>4320</sup>.

Note que les faussaires des lettres apostoliques<sup>4321</sup> sont excommuniés *ipso facto* avec leurs défenseurs et partisans; à ce sujet: c. *Dura, De crimine falsi*<sup>4322</sup>

Doctrine pour le denial des fils. Dixième denial.

H. Premier article.

Au sujet de ce denial et pour lui, j'énonce la maxime suivante: un fils légitime, de même qu'il doit succéder à son père, de même, dans des cas précis, peut être privé de la succession paternelle.

Et de même qu'il peut donner sur son pécule militaire, de même il peut sur les biens paternels se pourvoir, emprunter, passer contrat.

Pour comprendre la maxime, j'en suivrai les éléments. D'abord, quant au premier, note que, parmi les fils, certains sont illégitimes, certains légitimes.

Il y a deux sortes de fils illégitimes: le bâtard et le fils naturel.

Il faut donc noter que les fils bâtards et nés d'un coït illicite ne succèdent pas au père et que les parents ne leur succèdent pas. Ces fils peuvent cependant être institués héritiers par d'autres personnes extérieures, selon Panormitanus<sup>4323</sup>; mais eux, c'est-à-dire les parents, peuvent laisser quelque chose en raison de leur entretien, selon Bartolus<sup>4324</sup>: et d'abord, selon la justice du droit canonique, les parents sont tenus de nourrir les bâtards selon leurs possibilités.

Il faut noter deuxièmement qu'un fils illégitime est appelé naturel<sup>4325</sup> et c'est celui qui est né d'un coït qui n'est ni condamné ni approuvé selon le droit civil comme le fils d'une concubine célibataire retenue à la maison par un célibataire, concubine qui pourrait être une épouse légitime parce qu'elle n'est ni consanguine ni parente par alliance. Et il diffère du bâtard qui vient de la femme alliée ou du marié. C'est pourquoi le fils naturel succède pour deux douzièmes de l'héritage si le père décède intestat, pourvu que ce dernier n'ait pas de fils légitimes ou une femme légitime.

Il faut noter troisièmement que celui qui n'a pas de fils légitimes peut instituer de tels fils héritiers<sup>4326</sup> même en totalité, la portion légitime étant réservée aux parents s'il en a.

Quatrièmement, il faut noter qu'un fils est dit légitime tout court: c'est un enfant adopté ou ajouté, et un tel enfant n'existe pas par nature mais par institution de la loi; c'est un fils et il

---

4320X, 3, 17, 2 (Ut mensurae).

4321Voir ANGELUS, *Falsarius*, § 10

4322X, 5, 20, 4

4323PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 4, 7, 5 selon ANGELUS, *Filius*, § 3

4324BARTOLUS, *Glosae* (voir ANGELUS, *Filius*, § 4)

4325Voir ANGELUS, *Filius*, § 5 (*filius nothus*)

4326ANGELUS, *Filius*, § 6

succède au père légitimement comme les enfants légitimes par nature. Un autre fils est le fils légitime par nature parce qu'il est issu de l'union du père et de la mère, union approuvée par les lois, et ces fils succèdent aux parents intestats, sauf dans un cas particulier; si d'autres enfants, par exemple des enfants adoptés, étaient admis à hériter. Mais il y a un autre fils, spirituel et légitime, comme le sera celui qui a été accueilli à partir du baptême ou de la profession du christianisme, et ce fils ne succède en rien.<sup>4327</sup>

Quant au second point, l'action de déshériter:

Note que déshériter des fils<sup>4328</sup> ne peut se faire aujourd'hui sauf si le père a une juste raison qu'il doit écrire dans le testament, *C. De Inofficioso testamento, Auten, Sed hodie*.<sup>4329</sup>

[fol. 16v]

J. Les justes raisons de déshériter les fils.

Mais quelles sont les justes causes? On répond que ce sont celles qui sont mises dans l'Authentique, *Ut cum de apellatione cognoscitur*<sup>4330</sup> § *Causas*. En bref, premièrement<sup>4331</sup>, si un fils a porté la main sur ses parents; deuxièmement, s'il leur a fait un grave dommage; troisièmement, s'il les a accusés en matière criminelle pour une cause qui n'est ni contre le prince ni contre l'Etat; quatrièmement, s'il vit avec des criminels; cinquièmement, s'il devient criminel; sixièmement, s'il attente à la vie des parents; septièmement, s'il s'unit avec sa belle-mère ou la concubine de son père; huitièmement, s'il n'a pas voulu se porter garant en ce qu'il le pouvait, pour la personne de son père ou pour une dette de celui-ci qui a été mis en prison (et cette huitième cause se comprend uniquement des hommes); neuvièmement, si le fils a interdit aux parents de faire un testament; dixièmement, si, contre la volonté de ses parents, il a persisté à être avec les gladiateurs et les gens de peu<sup>4332</sup> alors que le père n'était pas de cette profession; onzièmement, si la fille a choisi une vie de luxure alors que les parents voulaient, selon leurs possibilités, la marier et la doter, sauf s'ils avaient négligé de la marier jusqu'à sa vingt-cinquième année; douzièmement, si l'enfant n'avait pas donné les soins dus à ses parents, fous; treizièmement, s'il avait négligé de les faire sortir de prison.

Ajoute une quatorzième cause: s'il n'a pas voulu mettre à exécution les dernières volontés

---

4327A son père spirituel qu'est son parrain.

4328Voir ANGELUS, *Exheredatio*, § 0.

4329 *De inofficioso testamento: Codex J*, 3, 28; Mais il n'y a pas l'Authentique *Sed hodie*. Il y a en revanche beaucoup d'Authentiques *Sed hodie* dans le *Codex: Ad legem juliam C.9,9,,30(29)*, *De Donationibus (C.5,16,24)*, *De episcopis (C. 1,3,25)*, *De judicis(C. 3,1,15)*, *De jure aureorum annulorum (C.6,8,2)*, *De obligationibus (C;4,10,14)*, *D eofficio diversorum (C;1,48,1)*, *Qui manumittere (C. 7,11,4)*; *De repudiis (C.5,17,10)*, *De secundis nuptiis,(C. 5,9,1)*

4330 *Authenticae* 8, 12 ou *Novellae* 115, 3

4331A partir de «premièrement», texte commun avec ANGELUS, *Exheredatio*, § 0.

4332 *Arenarios et minimos*.

(comme plus haut, *Executor*, § 9)<sup>4333</sup>, et une quinzième cause: si le fils est hérétique alors que le père est catholique, comme au dit § *Causas*.<sup>4334</sup>

Les causes pour lesquelles un fils peut déshériter son père.

«De même, un fils peut déshériter son père<sup>4335</sup>. Premièrement, si le père l'a accusé d'un crime, excepté le crime de lèse-majesté; deuxièmement, s'il a attenté à la vie de son fils; troisièmement, s'il s'est uni à son épouse ou à sa concubine; quatrièmement, s'il lui a interdit de tester pour ce en quoi il pouvait le faire; cinquièmement, s'il ne lui a pas donné ses soins quand il avait un accès de folie; sixièmement, s'il ne l'a pas racheté alors qu'il était prisonnier des sarrasins.

Et s'il meurt intestat, le père ne lui succèdera pas, mais l'Église, et ses biens seront donnés pour le rachat des captifs, comme dans la dite *Authentique*, *Ut cum de appellatione cognoscitur*<sup>4336</sup>.»

Peut-on, oui ou non, refuser d'entretenir?

«Dans les cas où l'on peut déshériter, peut-on refuser la nourriture?<sup>4337</sup> Joannes Andreae<sup>4338</sup>, que suit Panormitanus, répond, sur le c. *Quintavallis*, *De jurejurando*<sup>4339</sup>, où même dans la glose sont mis les cas susdits, que oui; Bartolus<sup>4340</sup> soutient le même propos pour la Loi *Divus Adrianus*, ff. *De parricis*<sup>4341</sup>, à cause de la Loi *Si quis a liberis*, ff. *De liberis agnoscendis*<sup>4342</sup>. Et Panormitanus le soutient aussi pour le c. *Ex litterarum*, *De eo qui duxit in matrimonio quam polluit per adulterium*<sup>4343</sup> pour un père ingrat contre son fils; réponse que je limite: sauf s'ils se repentent; ce qu'appuie la glose sur la Loi *Si, De episcopis et clericis*<sup>4344</sup> et le texte au c. *Non liceat*, 19, q. 2<sup>4345</sup>, où il est dit que par l'entrée en religion est purgée toute ingratitude; l'appuie aussi ce que note le Speculator<sup>4346</sup> au titre: *Qui filii sunt legitimi*, à la ligne : *Quid si filia*, et Panormitanus<sup>4347</sup> suit (Voir où, plus haut), qui dit que si une fille fornicatrice veut se repentir de son péché, son père est obligé

---

4333Formule que l'on trouve dans ANGELUS, *Exhereditio*, § 1. et qui renvoie à sa somme, en *Executor*, §10.

4334*Authenticæ* 8, 12

4335ANGELUS, *Exhereditio*, §2

4336*Authenticæ* 8, 12

4337Voir ANGELUS, *Exhereditio*, § 3

4338JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur X, 2, 24, 23

4339PANORMITANUS, sur X, 2, 24, 23

4340BARTOLUS sur *Digeste*, 48, 5, 9

4341*Digeste*, 48, 5 (*De lege pompeia de parricidiis*), 9.

4342*Digeste*, 25, 3 (*De agnoscendis et alendis liberis et parentibus...*), 5.

4343PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 4, 7,4

4344Glose sur *Code*, 1, 3, 48, pr.

4345*Décret*, 19, 2, 20

4346SPECULATOR, *Speculum judiciale*

4347PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 2, 24, 23

de la nourrir, par l'argument du c. *Ferrum*, d. 50<sup>4348</sup>; et, par conséquent, dit Panormitanus (Voir où, plus haut), le père est obligé aussi de la doter parce que la raison de doter n'est pas moins appréciable que la raison d'entretenir, comme le note Cynus<sup>4349</sup>, pour la loi *Neminem, C. De incestis et inutilibus nuptiis.*»<sup>4350</sup>

Est-il permis ou non de déshériter son fils pour faire hériter une église?

«Est-il permis de déshériter son fils pour faire hériter une église? Augustin répond, sur le c. *Quicumque*<sup>4351</sup>: celui qui veut, après avoir déshérité son fils, donner son héritage à une église, qu'il cherche un autre qu'un Augustin».

Quand un frère peut-il déshériter un frère?

«Un frère peut-il être déshérité par son frère?»<sup>4352</sup> On répond que oui, dans trois cas: premièrement, s'il a comploté contre sa vie; deuxièmement, s'il a intenté un procès criminel contre lui; troisièmement, s'il a lésé notablement son frère dans ses biens.

Il est déshérité aussi quand le frère meurt intestat de sorte que son frère ne lui succède pas, comme dans l'*Authentique, De nuptiis, § Ingratitudinem*<sup>4353</sup>», ce qui est vrai avec la limite que je pose: si le frère est dans l'ignorance, parce que s'il connaissait la malveillance, il semblerait avoir pardonné en n'établissant pas que son frère ne succède pas, comme dans la sentence, c. *De revocandis donationibus*<sup>4354</sup> jointe à la loi *Conficiuntur*, au début, *De jure codicillorum*<sup>4355</sup>.

Un mari peut-il ou non déshériter sa femme?

«Un homme peut-il déshériter sa femme<sup>4356</sup>, et, à l'inverse, une femme, son mari? On répond que oui, comme c'est noté au dit § *Causas*.<sup>4357</sup>»

K. Le pécule militaire.

Quant au troisième point, note qu'on parle de «pécule<sup>4358</sup>, de *pusilla pecunia* ou de *patrimonium pusillum*<sup>4359</sup>» et qu'il comporte quatre espèces, c'est-à-dire «le pécule de provenance<sup>4360</sup> parce qu'il provient des biens du père, et c'est tout ce qui provient du père. Deuxièmement<sup>4361</sup>, on appelle pécule adventice, ce qui est acquis par industrie ou par don

---

4348 *Décret*, D.50, c.18

4349 CYNUS, *In Codicem... Commentaria*

4350 *Codex J*, 5,5, 1.

4351 AUGUSTINUS DE ANCONA, *Summa de ecclesiastica potestate*, sur *Décret*, C. 17, q 4, c 1

4352 ANGELUS, *Exheredatio*, §5

4353 *Authenticae*, 4,1 § *Ingratitudinem* (ou *Novellae* 22,46,4).

4354 *Codex J*, 8, 55,1 (*Etsi*).

4355 *Digeste*, 29,7,8.

4356 ANGELUS, *Exheredatio*, §6

4357 *Authenticae* 8, 12

4358 ANGELUS: *Peculium*, § pr

4359 Argent ou patrimoine «sans force», parce que, à l'origine, celui qui l'acquerrait n'en n'avait pas la propriété.

4360 «Pécule profectice»

4361 Voir ANGELUS: *Peculium*, § 2

venu autrement que par considération du père<sup>4362</sup>, ou ce qui provient d'ailleurs que le père à la suite d'un succès, soit par bonne fortune, soit par industrie. Troisièmement<sup>4363</sup>, on appelle pécule militaire ce qui est donné par le père et la mère, les parents ou d'autres, à celui qui est

[fol. 17r]

au service militaire, ou ce que le fils de famille a acquis au service» et qu'il n'aurait pas acquis autrement. «Quatrièmement<sup>4364</sup> on appelle pécule quasi militaire ce qui est acquis par les hommes très habiles à parler, les défenseurs des causes judiciaires, les hommes très dévots, les notaires ou les gens agissant dans les affaires judiciaires, les maîtres des études en arts libéraux, les médecins et tous ceux en général qui reçoivent des salaires publics, C. *De inofficioso testamento*, L. *Cum antiquiis*.<sup>4365</sup>»

L. Second article.

De ce qui précède il est clair que les notaires communs ne s'enrichissent pas du pécule quasi militaire, mais seulement les notaires d'une communauté, de maîtres ou d'officiers, qui devraient toucher un salaire du public;<sup>4366</sup> de même pour les rameurs, les marins, les patrons, ou les autres personnes qui s'occupent des bateaux, qui travaillent ainsi pour une cause publique; il en est autrement s'ils travaillent pour une cause privée.

Deuxièmement, il faut aussi noter que le pécule profectice acquis par le fils<sup>4367</sup> est au père quant à la propriété et l'usufruit; le fils, en effet est alors sous l'autorité du dit père. De même, ce qui a été acquis par un clerc, sur les biens de l'église ou en considération de celle-ci, appartient à l'Église, quant à la propriété et l'usufruit.

Cependant pour le pécule adventice, le fils de famille reçoit le droit de propriété ou propriété, mais le père a l'usufruit tant qu'il vit, sauf s'il y a renoncé ou si le pécule a été laissé avec la convention que l'usufruit ne revienne pas au père; l'intérêt, cependant, de ce pécule pour le fils, est qu'après la mort du père, il n'est pas obligé de le partager avec les autres frères. Le pécule profectice, lui, a seulement l'intérêt, pour le fils, de n'être pas attribué à l'État, dans le cas où les autres biens du père le sont.

Le fils acquiert pour lui le pécule militaire ou quasi militaire quant à la propriété et l'usufruit, et il n'est partagé avec les frères après la mort du père, loi *Cum antiquis*, C. *De inofficioso testamento*<sup>4368</sup>.

---

4362Par exemple de la mère, des parents maternels.

4363Voir ANGELUS: *Peculium*, § 3

4364Voir ANGELUS: *Peculium*, § 4. 4 pécules quasi militaires: du palais, du barreau, clerical, littéraire (professeurs et médecins).

4365Code, 3, 28, 37 pr.

4366Il faut que l'office ait une raison publique.

4367Acquis à partir des biens du père.

4368Codex J, 3, 28, 37 pr.



Troisièmement, il faut noter que les avocats qui acquièrent quelque chose par leur métier, non du service public mais des clients l'auront comme pécule militaire, parce que, selon Baldus<sup>4369</sup>, cela remplace le salaire public du fait qu'aujourd'hui leur salaire n'est pas réglé par le public. De même pour ce qu'acquièrent les assesseurs<sup>4370</sup>.

De même, le don<sup>4371</sup> «à un fils de famille qui n'est pas soldat ni dans un office public, avec cette dénomination, ce qui fait qu'il devient militaire ou quasi militaire» quoiqu'il soit un pécule adventice, fera cependant que, par la dénomination, l'usufruit n'est pas acquis par le père, comme ici on le tire de: *C. De bonis quae liberis, Authentique*<sup>4372</sup>

De plus, le don à un fils par un père, parce qu'ont précédé des actes méritoires du fils<sup>4373</sup>, est adventice. Mais s'il est donné au fils «en tant que fils et non pour des actes méritoires, c'est une donation simple qui n'est solide que confirmée à la mort du père.» D'autre part, ce qui est donné ou laissé à un fils<sup>4374</sup>, s'il est donné en considération du père, sera profectice; mais s'il est donné en considération du fils, il sera adventice, selon Bartolus<sup>4375</sup>.

Seconde proposition: quoique l'argent donné à un fils par un père pour ses études<sup>4376</sup> ne doive pas lui être imputé sur sa part, si le père meurt, Loi *Que pater, ff. Familiae eriscundae*<sup>4377</sup>, cependant l'argent donné à un fils par un père pour acheter des livres, argent que celui-ci a employé pour s'amuser ou a dépensé pour des prostituées<sup>4378</sup>, sera pris en compte pour lui dans sa part au moment de la division, de même<sup>4379</sup> que pour la femme qui a permis que soit consommée sa dot, la dot sera comptée dans sa part comme dans l'*Authentique, Quod locum, C. De collationibus*.<sup>4380</sup>

De même, le don fait à un fils par son père pour son émancipation, sera compté, selon Bartolus, Loi *Ut liberis, C. De Collationibus*.<sup>4381</sup>

Ici, il faut remarquer qu'un fils qui a commencé ses études du vivant de son père<sup>4382</sup> sur son ordre, ne les achèvera pas, après la mort de ce dernier, grâce aux biens communs mais grâce aux siens, selon Bartolus.<sup>4383</sup>

---

4369BALDUS, sur *Codex J* (Voir ANGELUS: *Peculium*, § 7)

4370Résumé de ANGELUS: *Peculium*, § 7.

4371Voir ANGELUS: *Peculium*, § 9

4372*Codex J*, 6,61, pr

4373ANGELUS: *Peculium*, § 15

4374Voir ANGELUS: *Peculium*, § 13

4375BARTOLUS, *Tractatus de duobus fratribus* (hypothèse d'après ANGELUS, *Peculium*, § 13 et 8)

4376Voir ANGELUS: *Peculium*, § 18

4377*Digeste*, 10, 2 *Familiae eriscundae: Quae pater*: 10,2,32 et 10, 2,50

4378Voir ANGELUS, *Peculium*, § 18 et 19

4379Cette proposition et celle qui suit sur l'émancipation ne sont pas dans l'article *Peculium*

4380*Codex J*, 6, 20,5 (*Novellae* 97,6)

4381*Codex J*, 6, 20,17

4382Voir ANGELUS, *Peculium*, § 20

4383BARTOLUS, *Tractatus de duobus fratribus* (hypothèse d'après ANGELUS, *Peculium*, § 13 et 8)

Deuxième remarque: les dépenses faites par un père pour le pécule adventice d'un fils<sup>4384</sup>, si elles sont nécessaires et d'une utilité permanente, ne doivent pas être partagées entre les frères après la mort du père, mais elles seront imputées au fils sauf si le père avait agi avec l'intention de ne pas les réclamer, ce qui est présumé s'il s'agit de petites dépenses, mais non s'il s'agit de dépenses si grandes qu'elles excèdent la quantité des revenus, sauf si c'était pour raison de nourriture.

M. Troisième article. Quand un père est-il tenu de réparer à la place de son fils.

Troisième proposition: quand un père s'oblige pour le délit d'un fils<sup>4385</sup>, s'il n'a pas agi par nécessité ou parce qu'un décret l'imposait, mais conduit par la piété naturelle, tous les frères après la mort du père, doivent, chacun pour sa part, le soutenir, Loi *Liber captus*, C. *De captivis*<sup>4386</sup>.

Un père, de plus, est tenu par un contrat passé par un fils avec un étranger à la famille si le contrat semble être pour l'utilité du père, selon Jhoannes de Platea<sup>4387</sup>. De même, si un père cause un dommage aux biens adventices d'un fils<sup>4388</sup>, les frères sont obligés de réparer sur les biens communs s'il s'ensuit un dommage permanent du bien ou un dommage insupportable, et pas seulement de réparer le revenu, selon Baldus<sup>4389</sup>.

[fol. 17v]

Quatrième proposition: La dette contractée<sup>4390</sup> après la mort d'un père par un des frères ne doit pas être réglée sur le bien commun sauf en ce qu'elle existe en raison de l'utilité commune ou d'une association. Une dot<sup>4391</sup> ne doit pas être prise sur le bien commun sauf si elle existe pour l'utilité commune et une condamnation pour le méfait d'un frère ne sera pas payée sur le bien commun, sauf s'il avait agi pour l'utilité commune, les associés le sachant et l'acceptant, selon Speculator, au titre *De judiciis*<sup>4392</sup>. De même, le profit que fait un des frères à partir de l'argent hérité en faisant du commerce<sup>4393</sup>, s'il a agi en son nom propre, ne sera pas commun, sauf s'il est tuteur ou curateur des autres frères, parce que le profit qu'il a fait à partir de l'argent commun doit être commun, quoiqu'il ait agi en son nom, selon Baldus<sup>4394</sup>.

---

4384 Voir ANGELUS, *Peculium*, § 22

4385 Voir ANGELUS, *Peculium*, § 23

4386 *Codex J*, 8, 50, 17, pr (*De post liminio et de redemptis ab hostibus*), mais *de captivis et de post liminio et redemptis ab hostibus: Digeste*, 49, 15.

4387 JOANNES DE PLATEA, *Lectura*

4388 Voir ANGELUS, *Peculium*, § 24

4389 BALDUS (Voir ANGELUS, *Peculium*, § 24).

4390 Voir ANGELUS, *Peculium*, § 24

4391 Voir ANGELUS, *Peculium*, § 24

4392 SPECULATOR, GUILIELMUS DURANDUS, *Speculum judiciale, De judiciis*

4393 Voir ANGELUS, *Peculium*, § 26

4394 BALDUS sur *Codex J*, in *lex Si patruus*, C. *Communia utriusque judicii*, C, 3, 38, 4

Cinquième proposition. Quand des frères sont associés pour tous les biens<sup>4395</sup>, si l'un d'eux a des filles, il peut les doter à partir du bien commun selon Baldus<sup>4396</sup>, mais il ne le peut pas s'ils ne sont pas associés pour tous les biens, sauf s'il y a une convention entre eux. Et si un des frères a doté les filles d'un autre frère<sup>4397</sup> qui le sait et l'a accepté, et s'il n'est pas en association pour tous les biens, il pourra réclamer les dots parce qu'il a utilement travaillé selon Baldus<sup>4398</sup>. En outre: quand un des frères place ses gains dans la réparation du patrimoine commun<sup>4399</sup>, ou achète des bœufs pour cultiver les possessions communes, il pourra les réclamer selon maître Ubaldus<sup>4400</sup>, Loi *Ex duobus*, ff. *De negotiis gestis*<sup>4401</sup>, et Baldus<sup>4402</sup>, *L. Filie, C. Familiae heriscundae*.<sup>4403</sup>

Sixième proposition. S'il y a deux frères, l'un légitime et l'autre bâtard<sup>4404</sup>, qui associent tous leurs biens du vivant de leur père, si le père meurt, l'héritage sera transmis aussi au bâtard, selon Baldus<sup>4405</sup>, Loi 1, C. *Pro socio*<sup>4406</sup>, non en vertu de la succession ou de ce qui est laissé, mais selon le droit de l'association; note-le.

Septième proposition<sup>4407</sup>. Quand des fils non émancipés reçoivent en cachette des biens de leurs parents, ou que les parents s'opposent à ce qu'ils en reçoivent, ils sont tenus de restituer, sauf si les parents veulent les leur confier. De même les jeunes gens et adolescents doivent se garder de s'emparer par le vol des fruits des arbres comme, par exemple, des pommes, des poires, parce qu'ils sont tenus (de restituer) comme le dit Bartholomeus de Chaimis.<sup>4408</sup>

#### **N. Doctrine pour le denier de ceux qui trouvent des biens. Onzième denier.**

Pour ce denier, il faut noter la maxime suivante: au tribunal de l'âme, personne, en intention<sup>4409</sup>, ne peut retenir des biens trouvés pas plus qu'un voleur ne peut garder des biens volés, ou un brigand, ses brigandages.

Premier article.

Pour comprendre, il faut remarquer que quelqu'un qui trouve un bien qui a été la propriété de quelqu'un, que le propriétaire l'ait perdu à la suite d'une destruction, d'un

---

4395Voir ANGELUS, *Peculium*, § 31

4396BALDUS, *Consilia, in consilio quod incipit Factum tale*

4397Voir ANGELUS, *Peculium*, § 32

4398BALDUS, *Consilia*:selon ANGELUS, *Peculium*, § 32: *in dicto consilio: in consilio quod incipit Factum tale*

4399Voir ANGELUS, *Peculium*, § 34

4400UBALDUS, sur *Digeste, De negotiis gestis*, 3, 5, 26 (27).

4401*Digeste, De negotiis gestis*, 3,5, 26 (27)

4402BALDUS, sur *Codex J*, 3, 36, 18 (*Familiae heriscundae, Filie*)

4403*Code*, 3, 36, 18 (*Familiae heriscundae, Filie*)

4404Voir ANGELUS, *Peculium*, § 35

4405BALDUS, sur *Codex J*, 4, 37, 1

4406*Codex J, Pro socio*: 4, 37, 1

4407Cette proposition n'est pas chez ANGELUS, *Peculium*.

4408BARTOLOMEUS DE CHAIMIS, *Confessionale*

4409ANGELUS, *Inventa*, § 0. L'intention suffit pour être un voleur .

incendie ou d'un naufrage, ou que les biens aient été jetés à la mer pour alléger un navire, il est tenu de restituer, sauf si de tels biens étaient considérés comme abandonnés, 14, q. 5, *Si quid invenisti*.<sup>4410</sup>

Mais si l'inventeur ne peut trouver à qui appartient le bien<sup>4411</sup>, il doit faire publier, dans les églises et lieux environnants, que tel bien a été trouvé; et s'il ne trouve pas le propriétaire, il peut, par le conseil de l'église le garder s'il est pauvre; ceci selon Ricardus<sup>4412</sup> et Hostiensis<sup>4413</sup>. Scotus ajoute au IV, d 15<sup>4414</sup>, qu'entre temps, le bien doit être confié à une personne publique pour être gardée.

#### O. Second article<sup>4415</sup>.

Mais ici il convient de voir trois points en particulier: les animaux<sup>4416</sup>, le trésor, les terres et les îles.

Sur le premier point, note que quoique les choses qui n'ont jamais eu de propriétaire, comme les pierres sur le bord de la mer, les bêtes sauvages et ce qui est de ce genre, appartiennent à celui qui s'en empare, qu'elles soient ramassées sur son domaine ou sur celui d'un autre, pourvu que l'accès ne lui en soit pas interdit par le propriétaire du domaine, ou que les bêtes aient été blessées auparavant par quelqu'un, pourvu qu'il ne les ait pas poursuivies; cependant, les animaux naturellement domestiques, comme les poules et animaux de ce genre genre, appartiennent toujours à leur maître et celui qui les prend est tenu de les restituer avec les revenus, par exemple, les œufs et les produits de ce genre, *Institu]tes, De rerum divisione*<sup>4417</sup>, et ff. *De acquirendo rerum dominio, L. Naturalem, § Pavonum*<sup>4418</sup>. Les bêtes sauvages devenues domestiques comme les paons, les colombes, les abeilles dans la ruche, aussi longtemps qu'elles veulent revenir à la maison, sont à leur propriétaire, mais si elles s'enfuient deux fois, ni ne reviennent aux heures dues sans en être empêchées, elles deviennent la propriété de celui qui les prend parce qu'une coutume est induite par un acte répété deux fois, *L. 3, C. De episcopali audientia*.<sup>4419</sup>

---

4410Décret, 24, 5, 6

4411Différences avec ANGELUS, *Inventa*, § 3

4412RICARDUS, *Super Sententiarum*. Cette réflexion n'est pas chez Angelus.

4413HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4414SCOTUS, IV, d 15

4415Comment sont restitués les biens trouvés. (Titre dans la table)

4416Sur les animaux: ANGELUS, *Inventa*, § pr, avec un ordre différent.

4417*Institutes*, livre 2, ti 1.

4418*Digeste*, 41,1, 5, 5

4419*Codex J, De episcopali audientia* 1,4, 3.

En ce qui concerne ce qui a été dit en premier, il faut savoir que, quoique le droit, en sa rigueur, semble vouloir que les bêtes prises aussi dans les lacets ou le filet d'un autre, soient à celui qui s'en empare, comme

[fol. 18r]

l'est un sanglier ou un taureau sauvage que blesse mortellement dans leur fuite celui qui les poursuit, *Institutes, De rerum divisione, § Illud quaesitum*<sup>4420</sup>; cependant, la glose dit ici que l'on observe une autre règle, selon la coutume des chasseurs, et donc il faut s'en tenir à la coutume, par l'argument de la loi *L. Quod si nolit, ff. De edilicio edicto*<sup>4421</sup>. Il est donc clair que les abeilles ou les oiseaux ou leurs nids, quoiqu'ils soient sur ton arbre, ne t'appartiennent pas jusqu'à ce que tu les prennes et c'est pourquoi un autre, entre temps, peut s'en emparer, mais il peut être tenu aux dommages comme pour un vol si jamais il grimpeait à ton arbre ou entrait parce que tu lui as interdit de s'en emparer.

Tout ceci selon Joannis de Platea<sup>4422</sup> et Angelus<sup>4423</sup>.

Quant au second point, note qu'un trésor trouvé<sup>4424</sup> par quelqu'un dans son sol appartient à celui qui le trouve, mais s'il a été trouvé dans un sol privé ou public par hasard, une moitié appartiendra à l'inventeur, et une moitié au propriétaire du sol ou du domaine, *Ins[titu]tes, De rerum divisione, § Thezauros*<sup>4425</sup>. Remarque que n'est pas vrai ce que dit la glose sur le c. *Si quid*, 14, q. 5<sup>4426</sup>, que ce qui est trouvé dans un lieu sacré ou religieux appartient à l'inventeur; il y aura un partage selon la distinction susdite comme cela est expressément clair au dit § *Thezauros*. Il s'ensuit clairement qu'il n'est pas permis de travailler pour trouver un trésor dans le sol d'autrui, mais que ça l'est pour en trouver dans son sol, pourvu qu'on le fasse sans pratiquer la magie parce qu'alors le trésor appartient au fisc.

Quant au troisième point<sup>4427</sup>, note que quand une terre s'ajoute par les alluvions à la terre d'un autre, il faut faire une distinction selon les résultats puisqu'une île née dans la mer appartient à son occupant. Si une île est au milieu d'une rivière, elle est commune à ceux qui ont des propriétés le long du fleuve, de chaque côté. Si elle n'est pas au milieu, elle appartient à celui dont elle est le plus proche. Un champ entouré par une rivière qui se divise reste à son propriétaire Et si une rivière change de lit, le premier lit devient la

---

4420 *Institutes*, livre 2, titre 1, § 13

4421 *Digeste*, 21, 1, *De aedilicio edicto*, 31, pr

4422 JOANNES DE PLATEA, *Lectura*

4423 Je n'ai pas trouvé chez ANGELUS, ni à *Inventa*, ni à *Venatio* les deux dernières remarques.

4424 Voir ANGELUS, *Inventa*, § 1, où ne se trouvent pas les remarques de la phrase finale.

4425 *Institutes*, livre 2, titre 1, § 39

4426 *Décret*, 14, 5, c 6

4427 ANGELUS, *Inventa*, § 2

propriété de ceux qui ont des propriétés contiguës et le second lit est public; et ce second lit, le fleuve revenant dans son ancien lit, devient la propriété de ceux qui ont des propriétés contiguës. De même, un champ inondé, quand l'eau se retire, reste à son propriétaire. On a tout ceci aux *Institutes, De rerum divisione, § Insula*<sup>4428</sup>. Et observe cela sauf si une coutume ou un décret va en sens contraire. Remarque cependant que, quoique les rives et les arbres sur les rives soient publics quant à l'usage ou servent à l'usage de tous, la propriété des rives et des arbres qui les surplombent appartient à ceux dont les domaines sont contigus, et, ainsi, le maître du champ pourrait couper un arbre sur la rive du fleuve selon Joannes de Platea.<sup>4429</sup>

### **Doctrine pour le denier des voleurs ou des brigands. Douzième denier.**

Au sujet de ce denier et pour lui, je pose la maxime suivante, dont j'excepte celui qui de sa propre main pourra se voler: autrement est un voleur, un ravisseur, ou un pilleur, tout homme qui a ravi le bien d'autrui malgré le propriétaire, qui ne veut pas, ou ceux qui reçoivent ce bien.

Pour comprendre cette maxime, note qu'elle contient une règle et une exception.

P. Premier article. Ce qu'est le vol.

Quant au premier cas, il faut noter que voler<sup>4430</sup> c'est, à proprement parler, s'emparer frauduleusement d'un bien meuble et corporel, appartenant à autrui, avec l'intention de voler, que l'on s'empare du bien lui-même, de l'usage du bien ou de sa possession, ff., à ce titre, Loi 1.<sup>4431</sup> Mais la rapine, au sens large, existe quand quelqu'un ravit publiquement et violemment les biens d'autrui, mobiliers ou immobiliers. L'enlèvement, à proprement parler, s'applique aux biens mobiliers et aux êtres doués de mouvements, tels des bêtes et des biens de ce genre, selon Jean d'André<sup>4432</sup> et Panormitanus<sup>4433</sup>. De plus, à cause du rapt par espoir de luxure, on parle de ravisseurs de vierges, de veuves ou de religieuses; il en sera question ici à cause du rapport entre les noms. Il faut donc noter que le voleur est tenu de restituer le bien avec les fruits perçus et qui pouvaient être perçus, et si le bien périt, il périt pour lui et il est tenu à l'estimation par les *Institutes, De obligationibus quae ex delictis nascuntur, § Furtum*<sup>4434</sup>, et par la loi *In re furtiva, ff. De conditione furtiva*<sup>4435</sup>. Il est donc clair qu'au tribunal de la conscience le voleur est tenu à la restitution du bien et à la réparation pour tous les dommages consécutifs.

---

4428*Institutes*, Livre 2, titre 1, § 22.

4429JHOANNIS DE PLATEA, *Lectura*. La remarque n'est pas chez ANGELUS.

4430Voir ANGELUS, *Furtum*, §0

4431*Digeste, De furtis: 47,2,1.*

4432JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*,

4433PANORMITANUS, *Super Decretalium*,

4434*Institutes*, L 4, 1, § 1, 2, 6.

4435*Digeste*, 13, 1, 1.

Remarque qu'à cause de la nécessité que sont la faim et la nudité il est permis de voler comme dit la glose du chapitre 3, *Décrétales, De Furtis*<sup>4436</sup>, de même qu'il est permis de tuer si on ne peut se défendre autrement, comme dans la *Clémentine, De homicidio*.<sup>4437</sup>

L'usage des biens se concède au moment de la nécessité, c'est pourquoi on ne dit pas qu'est coupable celui qui use d'un bien commun; il pouvait en effet croire, dans une telle nécessité, que le propriétaire donnerait la permission d'utiliser. Monaldus<sup>4438</sup> est d'accord quand il dit que si la nécessité n'était pas grande, le voleur doit restituer et faire pénitence pour le vol.

Remarque deuxièmement qu'il n'est pas permis de voler, même pour une pieuse raison, le bien d'un usurier ou d'un avare<sup>4439</sup> pour en faire l'aumône, comme le déduit Alexander dans la troisième partie<sup>4440</sup>;

et cette parole d'autorité de *Job*, 29<sup>4441</sup>: «Je brisais les crocs de l'injuste et de ses dents j'ôtai la proie», est comprise de ceux à qui il importe de punir les voleurs pour leur vol et faire qu'on restitue.

[fol. 18v]

Q. Second article. La rapine.

Note aussi que la rapine<sup>4442</sup> concerne premièrement le naufrage, deuxièmement les péages, troisièmement la demande de tailles et de prestations semblables, quatrièmement la guerre, cinquièmement les extorsions faites par les fonctionnaires au-delà de ce qui est dû. Et le maître d'une terre ou d'un territoire est tenu à restitution<sup>4443</sup> pour la rapine qui s'y est produite s'il était au courant, qu'il pouvait l'empêcher et qu'il ne l'a pas empêchée, selon Panormitanus, c. *Licet, De restitutione spoliatorum*<sup>4444</sup>. Les ravisseurs ou les pillards<sup>4445</sup> qui volent de façon publique et violente les biens d'autrui, meubles ou non, n'ont pas la capacité d'être absouts avant d'avoir restitué les biens pris, comme au c. *Mendandi*<sup>4446</sup>, et d'avoir eu une pleine connaissance; ils sont en effet tenus de restituer le bien avec ses fruits, c. *Super eo, De raptoribus*<sup>4447</sup>, et, pour le bien, tout participant est tenu.

---

4436X, 5, 18, 3 (*Si quis*)

4437Clémentines: livre 5, titre 4: *De homicidio voluntario vel casuali*

4438MONALDUS, non cité chez ANGELUS, *Furtum*, § 7 ou 36, paragraphe où il traite du vol comme péché mortel.

4439Voir ANGELUS, *Furtum*, § 43, qui ne parle pas d'Alexandre et de la «pieuse raison». Angelus invoque seulement le cas de la nécessité vitale. Il n'évoque pas non plus l'argument qui suit et justifierait le vol.

4440ALEXANDER, *Summa theologica*, III

4441*Job*, 29, 17.

4442Voir ANGELUS, *Rapina*, § pr

4443Voir ANGELUS, *Rapina*, § 1

4444PANORMITANUS, sur X, 2, 13, 1

4445Pour distinguer les termes *raptor* ou *depredans*, on peut se référer à 18r

4446Texte non trouvé

4447X, 5, 17, 2

Et note que celui qui, sciemment, achète une chose qui a été ravie ou volée a quatre obligations: premièrement, la restituer, nonobstant le statut<sup>4448</sup>, deuxièmement si elle a péri, il faut en restituer le prix selon sa plus grande valeur après l'achat, sauf si l'acheteur a fait un don en lieu et temps; troisièmement, l'acheteur ne pourra pas demander le prix ni au propriétaire ni au vendeur, au tribunal des contentieux; quatrièmement, il est tenu de restituer les fruits perçus et il perd les dépenses qu'il a faites volontairement pour les biens volés. Ceci d'après Angelus<sup>4449</sup>.

Il faut remarquer sur ce point, que celui qui achète un bien volé, ou celui qui achète un bien possédé par vol, de bonne foi<sup>4450</sup> (c'est à dire qui ne croit pas qu'il a été volé quand il l'achète), ne sont pas tenus à ce qui précède, tant que dure leur bonne foi.

De même, celui qui achète pour restituer au propriétaire, pourra lui demander le prix versé au vendeur, quand le propriétaire n'aurait pu avoir autrement le bien, selon Monaldus<sup>4451</sup>.

Et personne ne peut avoir par usucapion<sup>4452</sup> un bien qui a été volé ou ravi de force contre le maître du bien, *Institutes, De usucapionibus, L. Quod autem dictum est.*<sup>4453</sup> Et le voleur ne peut réclamer ni déduire les dépenses<sup>4454</sup> qu'il a faites pour le bien volé sauf s'il les a faites pour la conservation du bien ou pour rassembler les fruits, les chercher ou les conserver, Loi *Si a patre, ff. De petitione hereditatis.*<sup>4455</sup>

Il faut remarquer aussi que celui qui lèse l'État, financièrement, comme les percepteurs, ou les tuteurs et les collecteurs qui gardent quelque chose pour eux, et celui qui le fait dans l'approvisionnement, comme ceux qui font retenir les navires ou les font bloquer pour acheter tout le grain pour qu'il soit vendu plus cher, sont tenus de restituer.

De même, ceux qui dépouillent les victimes d'un naufrage ou qui pillent ou enlèvent les biens qui n'ont pas coulé en mer et qui appartiennent à ceux qui naviguent, sont tenus de réparer, en plus de l'excommunication par laquelle ils sont liés, selon les docteurs, c. *Excommunicationi, Décrétales, De raptoribus*<sup>4456</sup>.

Quant à ceux qui enlèvent des femmes, il faut savoir que le ravisseur d'une jeune fille, d'une épouse, d'une veuve, ou d'une moniale, ne doit pas être absous sauf s'il la rend, 36, q 1, c. *Pe*<sup>4457</sup>, et selon le droit civil il doit être puni de mort, Loi unique, C. *De raptu*

---

4448Quelle que soit la modalité d'achat..

4449Voir ANGELUS, *Restitutio* 1, § *Emens*, § 1

4450Voir ANGELUS, *Restitutio* 1, § *Emens*, § 4

4451MONALDUS. *Summa de jure canonico, titulo Restitutio*, Voir ANGELUS (*Restitutio*1, § *Emens*, §5)

4452Voir ANGELUS, *Furtum*, § 33.

4453*Institutes*, 2, 6, 3

4454Voir ANGELUS, *Expense*, § 3

4455*Digeste, ff. De petitione hereditatis* 5, 3, 36 (*Si a domino vel a patre*), et selon ANGELUS: § 5 (*fructus*).

4456X, 5, 17, 3

4457*Décret: C. 23, q 2, c 2*



*virginum*<sup>4458</sup>.

De plus, ceux qui enlèvent des filles à leurs pères sont tenus de vol, selon Joannes de Platea, *Institutes, De obligationibus, que ex delicto nascuntur, § Interdum*<sup>4459</sup> et à cause d'elles, ils sont tenus de restituer pour les travaux dont le père a été privé pendant ce temps. De même ceux qui ont emmené la femme d'un autre sont tenus à réparation pour ses travaux si elle était source de gain, ou, sinon, pour les autres services communs, selon le même Joannes. De même quand l'époux d'une femme est emmené.

Note que, outre l'excommunication, ceux qui dépouillent les pèlerins qui vont à Rome et ceux qui s'emparent injustement des biens des clercs ou de l'église, sont tenus de restituer.

Note aussi qu'il ne commet ni vol ni péché mortel celui qui dérobe des prisonniers chrétiens aux infidèles et les libère, parce que ces infidèles ne pouvaient selon aucune loi les tenir prisonniers, *C. Ne christianum mancipium ... judaeus habeat*, en rouge et noir<sup>4460</sup>.

Il faudrait dire de même pour celui qui libérerait quelqu'un d'injustement détenu par un chrétien. L'établit ce qui est noté, 23, q 2, *Dominus*.<sup>4461</sup>

Si quelqu'un faisait secrètement s'échapper quelqu'un d'emprisonné pour dette, il serait tenu à la restitution du dommage si cependant cet homme avait été emprisonné alors qu'il pouvait payer.<sup>4462</sup>

R. Troisième article. Note bien quand quelqu'un peut se faire satisfaction pour une dette.

Quant au second point<sup>4463</sup>, note que celui qui ne peut avoir son dû, peut se faire satisfaction<sup>4464</sup>, L. *Si non sortem*, au début, *ff. De conditione indebiti*<sup>4465</sup>, si quatre conditions sont réunies: premièrement qu'il ne puisse pas récupérer son bien par un juge; deuxièmement, que ce ne soit pas au scandale de son prochain; troisièmement, qu'il n'y ait pas de danger de mort physique ou de quelque grave dommage; quatrièmement, qu'il n'y ait pas de danger de péché

[fol. 19r]

mortel, par exemple, de parjure et d'autres péchés mortels. Et il ne sera pas lié par une sentence d'excommunication par laquelle un fils de famille, une épouse, un religieux, et

---

4458Code J, 9, 13,1 d'après ANGELUS, *Raptor*, §3

4459JOANNES DE PLATEA, *Commentaria*, sur *Institutes*, 4, 1, § 9,

4460Codex J 1, 10, *in rubro et nigro*: est aussi dans ANGELUS, *Furtum*, § 38. Je n'ai pas compris.

4461Décret, 23, 2, 2

4462Voir ANGELUS, *Restitutio*, 1, § *Fugere faciens debitum*.

4463Concernant la dette.

4464Voir ANGELUS, *Furtum*, § 40

4465Digeste, 12, 6, 26

une personne de ce genre<sup>4466</sup> peuvent être excommuniés, quand il restitue, contre la volonté du père de famille, de l'abbé et d'une personne de ce genre, un bien volé par eux, si le bien subsiste et s'il peut être rendu sans danger; mais si ce bien a été consommé ou échangé, si son prix a servi à l'utilité du maître ou du mari, on peut, de bonne façon, en faire la restitution sur les biens de ces derniers, même si le maître ou le mari s'y opposent<sup>4467</sup>. Cependant s'ils dépensent sans utilité, les susdits inférieurs ne pourraient restituer contre la volonté du maître, sauf s'ils avaient en plus une dot, un pécule militaire ou un pécule quasi-militaire, selon Monaldus.<sup>4468</sup> Mais si le mari lui-même<sup>4469</sup> ou le père a volé, l'épouse, le fils, peuvent restituer, si c'est alors en leur pouvoir et s'ils le font avec bonne foi. Sont d'accord Rhedonensis<sup>4470</sup> et Joannes<sup>4471</sup>, q 14, 5, dernier canon<sup>4472</sup>.

### **Doctrine pour le denier des constructeurs ou des constructions. Treizième denier.**

#### S. Premier article.

De ce denier et pour lui, j'énonce la maxime qui suit: le matériau accroît au sol<sup>4473</sup>, l'arbre au jardin, l'écrit à la charte, la peinture au tableau.

Pour la compréhension de cette maxime, note que si quelqu'un, à ses frais, sciemment, construit sur le terrain d'un autre<sup>4474</sup>, l'édifice appartient au maître de ce sol, *Institutes, De rerum divisione, § Ex diverso*<sup>4475</sup>, sauf si, sur le bord de mer, pour pêcher, il avait construit une cabane, parce que, tant que dure la cabane, elle lui appartient; mais un édifice n'appartient pas au propriétaire du sol si on a construit avec les biens de l'Église parce qu'alors la construction l'emporte sur le terrain, 12, q 2, *Apostolicos*,<sup>4476</sup> et l'Église paye le prix du terrain. Dans le cas de celui qui fait construire aux frais d'un autre sur son terrain à lui, la construction lui appartient, et si celui qui a fait construire est condamné, il restituera, selon la loi, l'estimation en double, L. *Gemma, ff. Ad exhibendum*.<sup>4477</sup> Cependant, en conscience, s'il n'a pas été condamné, il suffit qu'il restitue l'estimation seulement.

---

4466 Toute personne qui ne détient pas l'autorité..

4467 Voir ANGELUS, *Furtum*, § 41 et 47

4468 MONALDUS, *Summa de jure canonico, titulo Restitutio*, 2 (selon ANGELUS, *Furtum*, §47)

4469 Voir ANGELUS, *Furtum*, § 48

4470 RODONENSIS, *Summa*, sur *Décret*, 9, 5, ou 9, q 5, c ul; 14, q 5, c ul., selon ANGELUS.

4471 JOANNES ANDREAE, sur *Décret*, C 14, q 5, c 15.. Angelus ne précise pas le nom propre.

4472 *Décret*, C 14, q 5, c 15.

4473 *Cedere*: «accroître à»: signifie qu'un élément vient s'ajouter à une chose dont il devient l'accessoire

4474 Voir ANGELUS, *Hedificans*, § 0

4475 *Institutes*, livre 2, titre 1, 30

4476 *Décret*, C 12, q 2, 13

4477 *Digeste*, 10,4, 6

Note aussi que celui qui construit en créant un dommage<sup>4478</sup> à son prochain, en voulant pourvoir à lui-même sans intention de nuire à son prochain, n'est pas tenu à réparation. En effet quelqu'un peut alors construire jusqu'au ciel si cela lui est utile et s'il n'y a pas de servitude, *L. Altius, ff. De servitus*,<sup>4479</sup> cependant s'il le faisait avec l'intention de nuire, il serait tenu à réparation en conscience, qu'une dénonciation du nouvel ouvrage ait été faite ou non, *ff. De aqua pluvii*, par l'argument de la Loi 1, § *Denique*.<sup>4480</sup>

#### T. Second article.

A ce sujet, remarque premièrement<sup>4481</sup>, que le constructeur parfois est tenu de démolir une construction à ses frais, par exemple, quand, après la déclaration d'un ouvrage nouveau, il a construit, soit de droit, soit à tort, *ff. De novi operis nunciatione, L. Pretor ait*<sup>4482</sup>; deuxièmement<sup>4483</sup>, que quelqu'un pourrait, sur le terrain d'autrui, faire quelque chose, malgré le propriétaire, quand c'est utile à celui qui fait et que cela ne nuit pas au propriétaire, comme dit Angelus d'Areteo<sup>4484</sup>, il en est autrement s'il a fait du tort. C'est pourquoi aussi personne ne peut faire, même chez soi, ce qui nuit à autrui et ne lui est utile; et s'il le fait avec l'intention de nuire, il est tenu pour dol, par la dite loi 1, § *Denique*.<sup>4485</sup>

De plus<sup>4486</sup>, il faut savoir que si quelqu'un plante dans le terrain d'autrui, la plante devient celle du propriétaire du terrain après qu'elle a poussé des racines, mais pas avant, comme l'arbre devient celui du propriétaire dans le terrain duquel il pousse ses racines. Si, sur un terrain commun, il y a une mise en commun de deux personnes, par exemple pour la semence jetée et semée dans la terre, que le propriétaire de la terre dans laquelle on a semé, soit de bonne ou de mauvaise foi, ce qui a été semé lui appartiendra selon Joannes de Platea<sup>4487</sup>, *Institutes, De rerum divisione, § qua ratione*.<sup>4488</sup>

Donc, il faut savoir que celui qui a écrit sur le papier<sup>4489</sup> d'autrui et l'a fait de mauvaise foi, ne peut en aucune façon réfléchir à l'estimation et au paiement de l'écriture: l'écrit accroît toujours au papier, la peinture au support. La manière d'être en effet accroît toujours à la substance, *ff. De rei vindicatione, L. In rem*<sup>4490</sup>, sauf si la peinture est très

---

4478 Voir ANGELUS, *Hedificans*, § 1

4479 *Digeste*, 8, 5, 15

4480 *Digeste, ff. De aqua et aquae pluviae arcendae*: 39, 3, 1, 12

4481 Voir ANGELUS, *Hedificans*, § 2.

4482 *Digeste*, 39, 1, 20, pr

4483 Voir ANGELUS, *Hedificans*, § 4

4484 ANGELUS D'ARETIO, sur *Institutes*, 1, 2, 7: *de lege Fusia caniniae tollenda*.

4485 *Digeste, ff. De aqua et aquae pluviae arcendae*: 39, 3, 1, 12

4486 A partir d'ici, il semble que la source ne soit plus ANGELUS, sauf si je n'ai pas trouvé la référence.

4487 JOANNES DE PLATEA, *Commentaria*, sur les *Institutes*, 2, 1, 32.

4488 *Institutes*, 2, 1, 32

4489 *Charta*

4490 *Digeste, De rei vindicatione*: 6, 1, 6: *Si in rem*.

précieuse et le support, vil. Mais à celui qui a écrit de bonne foi<sup>4491</sup> sur un parchemin d'autrui, en croyant qu'il lui appartenait, qu'en fait il le possède ou non, le propriétaire du parchemin est tenu de donner satisfaction pour l'écriture; mais si elle était informe et pleine de défauts sur un beau support, le propriétaire n'y serait pas tenu. De plus, si quelqu'un, à partir d'une matière qui appartient à autrui ou à lui et à autrui, a produit un objet fabriqué, par exemple des coffres à partir de planches appartenant à autrui, la matière accroît à ce qui est fabriqué, sauf si l'objet fabriqué se réduisait à la matière première<sup>4492</sup> et [le fabricant] sera tenu à l'estimation de la matière appartenant à autrui, selon le même Joannes de Platea<sup>4493</sup>.

#### V. Troisième article.

De même, celui qui, de bonne foi, a fabriqué un tissu et a cousu à son vêtement une pierre précieuse ou a orné une manche avec de la pourpre appartenant à un autre, devient par eux le propriétaire de la pourpre et il est tenu à l'estimation [de celle-ci] à cause du: *De regulis juris, Sexte*<sup>4494</sup>: L'accessoire suit la nature de son principal;

et souvent on achète principalement à cause de la préciosité de l'accessoire, Loi *Si in emptione, ff. De contrahenda emptione*.<sup>4495</sup>

[fol. 19v]

Quatrièmement, si quelqu'un mélange une matière qui lui appartient, c'est à dire la mélange avec une matière qui appartient à un autre, pour une telle confusion on cherche qui est propriétaire de chacun des deux biens, par exemple si j'ai fait fondre mon argent avec le tien, j'ai mélangé mon vin avec le tien; que cela arrive par hasard ou par la volonté des propriétaires, de tels biens deviennent communs sauf s'ils peuvent être séparés selon Joannes de Platea, *Institutes, De rerum divisione*.<sup>4496</sup>

### **Théorie pour le denier de ceux qui louent et des dépositaires. Quatorzième denier.**

Dans ce denier, sont expliqués quatre contrats, c'est à dire ceux de location du loueur et du locataire, du dépôt et du commodat. Le denier reçoit son nom de ce qu'ils ont en commun.

Et pour la compréhension aussi de ces contrats, note premièrement la maxime suivante ou règle.

---

4491«De bonne foi» c'est à dire en se croyant propriétaire.

4492L'objet fabriqué «l'emporte» sur le matériau sauf si l'objet revient à l'état de la matière première (par fonte, par exemple). La valeur de l'objet se ramène alors à la valeur du matériau.

4493JOANNES DE PLATEA, *Commentaria*, sur *Institutes*. Elles sont l'inspiration de ce passage.

4494VI, *De regulis juris*, règle 42

4495*Digeste, De contrahenda emptione*: 18, 1, 34

4496JOANNES DE PLATEA, *Commentaria*, sur *Institutes, De rerum divisione* (livre 2, titre 1)

Si le dépositaire est seulement tenu pour dol et pour faute lourde, le loueur et le locataire, eux, le sont pour dol, faute lourde, faute légère et l'emprunteur, pour dol, faute lourde, faute légère et très légère. Ce qu'est une faute légère et très légère, tu l'as plus bas au denier des témoins<sup>4497</sup>.

#### X. Premier article. Le dépôt.

Pour saisir cette maxime il faut savoir, premièrement, que le dépôt est ce qui est donné à quelqu'un à garder. Le dépositaire est celui à qui est on confie ou qui reçoit la garde. Le déposant est celui qui donne en garde. Il faut savoir, deuxièmement, que le dépositaire est tenu<sup>4498</sup>, selon la règle, pour dol et faute grave, si le bien déposé périt.

Il est tenu cependant pour faute légère dans deux cas<sup>4499</sup>: premièrement s'il a reçu un salaire pour la garde, *ff. Depositum, L. 1*<sup>4500</sup>; deuxièmement s'il a convenu qu'il y serait tenu ou s'il en a fait promesse.

Il est tenu aussi dans trois cas pour faute très légère<sup>4501</sup>: premièrement, si on a fait le dépôt à cause du dépositaire chez qui on l'a mis;

deuxièmement, s'il s'est offert pour le dépôt et a empêché (quelqu'un) de très exact d'être dépositaire; troisièmement, s'il fait une convention. Du cas fortuit il n'est pas tenu, s'il n'a pas été en retard pour restituer ou s'il a fait une convention par un pacte, *Décrétales, De deposito, c. Bona fides*<sup>4502</sup>. Donc le dépositaire, si le bien déposé à sa garde se perd ou est détérioré, par dol ou faute lourde, est tenu de réparer.

Selon la règle, il faut rendre le dépôt quand on le demande<sup>4503</sup>. Font exception cependant quatre cas: premièrement, quand quelqu'un devient fou et réclame l'épée qu'il a déposée, 22, q. 2, *Ne quis*<sup>4504</sup>; deuxièmement si le déposant a été exilé après le dépôt, et si ses biens ont été confisqués, *ff. Depositum, L. Bona fides*<sup>4505</sup>; quatrièmement<sup>4506</sup>, quand un voleur a fait le dépôt chez le maître qu'il a volé ou chez le propriétaire, selon la dite loi *Bona fides*.

Il faut remarquer en outre que le dépositaire qui utilise le bien déposé<sup>4507</sup>, commet un vol, sauf dans deux cas: premièrement, si on dépose de l'argent non scellé, *L. Quintus, ff.*

---

4497Voir fol. 30

4498Voir ANGELUS, *Depositum*, § 3

4499En cas de contrat ou de paiement, il ne s'agit plus de dépôt: la nature des fautes possibles change.

4500*Digeste, Depositum vel contra*, 16, 3, 1, 1.

4501Le premier cas est celui du dépôt nécessaire, par exemple, celui du voyageur qui dépose ses bagages chez un hôtelier.

4502X, 3, 16, 2.

4503Voir ANGELUS, *Depositum*, § 10

4504*Décret*, 22, 2, 14

4505*Digeste, Depositum vel contra*, 16, 31, pr

4506Par rapport à ANGELUS, *Depositum*, § 10, il manque le troisième cas; ce qui semble impliquer une copie du texte d'Angelus.

4507Voir ANGELUS, *Depositum*, § 12

*Depositum*<sup>4508</sup>; de même pour tout ce qui est compté ou mesuré; deuxièmement, si le dépositaire a pensé que le propriétaire permettrait l'utilisation, ff. *De furtis*, L. *Qui re*<sup>4509</sup>. De plus, si un héritier ou un autre a dissipé un dépôt fait à un mort<sup>4510</sup>, il est tenu de réparer, s'il a agi par dol; de même, dans le prêt à usage, sauf s'il ne savait pas que c'en était un et était de bonne foi, parce qu'il n'est pas tenu de restituer si ce n'est pour ce qui lui est parvenu.

A propos de ce qui a été dit plus haut, il faut savoir que l'Église n'est pas tenue pour un dépôt fait au supérieur d'une église, si le dépôt a péri<sup>4511</sup>, sauf s'il a servi à l'utilité de l'église, comme au c. 1, *De deposito*<sup>4512</sup>; elle le serait si le dépôt avait été fait au supérieur avec l'accord du chapitre et les autres formalités requises pour qu'elle le soit, parce que le dépôt devient alors un dépôt fait à l'église et ainsi l'église est liée. Elle serait aussi tenue au dépôt s'il était fait auprès du trésorier assigné à la garde des vases et des dépôts par le supérieur et l'ensemble du chapitre; alors, en conscience, l'Église est tenue pour ces dépôts.

De même, quand un supérieur a l'habitude de bien administrer les biens de l'Église, on présume que le dépôt a servi à l'utilité de l'église, selon Archidiaconus<sup>4513</sup>, Baldus<sup>4514</sup> et Bartolus<sup>4515</sup>.

Deuxièmement<sup>4516</sup>, il faut savoir qu'il n'est pas permis à quelqu'un de reprendre furtivement son propre bien déposé chez un autre, selon Thomas, II-II, q 66<sup>4517</sup>, parce qu'il lèse le dépositaire en prenant le dépôt ou se montrant inamical, c'est pourquoi s'il le fait, le déposant est tenu de le révéler, et ceci si le bien déposé appartient bien au déposant.

Troisièmement, il faut savoir que le gardien<sup>4518</sup> qui a reçu un salaire pour la garde, [est tenu] non seulement de dol, de faute lourde et légère, mais aussi de faute très légère comme le sont, par exemple, le marin, l'aubergiste, le logeur, mais il n'est pas tenu pour un accident (pas plus que ne le sont les enfants), s'il y a eu acte de brigandage, attaque, incendie, naufrage, mort des serviteurs prêtés. On appelle ici «marin», l'armateur. Et comprends que c'est vrai quand le gardien a reçu un bien à garder contre un salaire

---

4508 *Digeste*, 16, 3, 28.

4509 *Digeste*, 47, 2, 77 *De furtis*,

4510 Voir ANGELUS, *Depositum*, § 8

4511 Voir ANGELUS, *Depositum*, § 4

4512 X, 3, 16, 1 (*Gravis*)

4513 ARCHIDIACONUS, *Super Decretum*: c. *Hoc jus*, 10, q 2 (selon ANGELUS, *Depositum*, § 4)

4514 BALDUS, in *Aut, Hoc jus, C. De sacro san* cc (selon ANGELUS, *Depositum*, § 4)

4515 BARTOLUS, *Glosae*, in L. *Civitas*, ff. *Si cer pe* (selon ANGELUS, *Depositum*, § 4)

4516 ANGELUS, *Depositum*, § 13.

4517 THOMAS, II-II, q 66, a 5; cependant le texte ici est assez différent de ceux de THOMAS et d'ANGELUS, qui parlent du dépositaire, tenu de rendre et de se montrer innocent.

4518 Voir ANGELUS, *Custos et Nauta*.

spécial, et que le bien à garder requérait diligence, soin ou surveillance.

Y. Second article: le prêt à usage<sup>4519</sup>.

Du prêt à usage, il faut savoir que c'est la mise à disposition d'un bien en vue d'un certain usage, faite gratuitement. On appelle donc commodataire celui qui reçoit le bien, et commodant, celui qui le confie gratuitement pour l'usage.

Il faut noter qu'ainsi le commodant est tenu au dommage fait au prochain s'il prête un bien défectueux, par exemple des récipients ou un cheval et des biens de ce genre<sup>4520</sup>, et s'il l'a fait sciemment et ne l'a pas révélé au commodataire; ou s'il a repris le bien prêté [fol. 20r ]

à l'avance, il est tenu pour le dommage, L. *In rebus, ff.Commodati*<sup>4521</sup>, sauf si le commodant, de la même façon, allait subir un dommage, de sorte que le commodataire qui utilise le bien prêté pour un autre usage que celui pour lequel le bien a été accordé<sup>4522</sup>, est tenu de restituer, et il a commis un vol, sauf si, avec probabilité, il croyait que le propriétaire lui accorderait l'autre usage.

De même, si le bien prêté périt par la faute du commodataire, il est tenu à une restitution au commodant lui-même, *De commodato*, chapitre unique<sup>4523</sup>.

Quand quelqu'un est-il tenu de dol, de faute lourde, de faute légère?

A ce propos<sup>4524</sup>, il faut savoir que s'il y a commodat à cause du commodataire, il est aussi tenu pour la faute très légère; si c'est à cause du commodant, il n'est tenu que pour le dol; mais si c'est à cause des deux, par exemple: pour que soit invité un ami commun, je t'ai prêté mes récipients, alors le commodataire est tenu pour le dol, la faute lourde et la faute légère. Et ceci, selon Panormitanus<sup>4525</sup>, est général pour tous les contrats, sauf pour le précaire<sup>4526</sup> où l'emprunteur n'est tenu que pour le dol, quoiqu'il y ait précaire à cause seulement de l'emprunteur. Et on appelle précaire ce qui est accordé à la prière de quelqu'un, en vue de l'usage, et qui est accordé aussi longtemps que celui qui l'accorde, le permet.

Il diffère du commodat, parce que, pour lui, il doit y avoir une utilisation précise et, du moins, un temps déterminé. Donc, si l'une de ces deux conditions manque, il y aura

---

4519Ou commodat.

4520Voir ANGELUS, *Commodatum*, § 1.

4521*Digeste, Commodati vel contra*, 13, 6, pr.

4522ANGELUS, *Commodatum*, § 6

4523X, 3, 15, c unique.

4524ANGELUS, *Commodatum*, § 11

4525PANORMITANUS, selon ANGELUS, *Commodatum*, § 11: c. unico : X, 3, 15, c unique.

4526Sorte de contrat de bail de choses dont on ne jouit que par une concession toujours révocable. Voir ANGELUS, *Precairium*, § pr

précaire et non commodat.

Deuxièmement<sup>4527</sup>, il faut savoir que le commodataire n'est pas tenu pour la détérioration du bien s'il a seulement utilisé le bien selon l'usage pour lequel il l'a reçu, et<sup>4528</sup> il n'est pas tenu pour l'accident fortuit si, à cause de son utilisation, le bien a péri, ni parce qu'éventuellement il renvoyait ce bien par un messenger, Loi *Argentum, ff. Commodati*<sup>4529</sup>, et il<sup>4530</sup> ne peut réclamer les dépenses faites pour le bien emprunté, par raison naturelle, mais bien les dépenses de santé et de fuite et les dépenses de ce genre, comme dans la loi *In rebus, ff. Commodati*<sup>4531</sup>.

Quand quelqu'un peut-il préférer ses biens?

Il faut savoir en outre que quand un commodataire ne peut sauver tous les biens qu'il a<sup>4532</sup>, il peut préférer, aux biens prêtés, ses propres biens, plus précieux que ceux-ci, quoique le prêt soit fait à cause de lui, mais il ne peut préférer ses biens s'ils sont de moindre valeur ni même s'ils sont de valeur égale, si le prêt est fait à cause de lui.

Si le prêt est fait à cause du commodant, il peut offrir ses biens même de moindre valeur, et si le prêt est fait à cause des deux, alors il peut offrir ses biens, seulement s'ils sont d'égale valeur, ou s'ils sont plus précieux, Loi *In rebus, ff. Commodati*<sup>4533</sup>.

A ce sujet, note que celui qui est tenu de dol peut préférer ses biens de moindre valeur; celui qui est tenu de faute légère, ses biens de valeur égale; celui qui est tenu de faute très légère, ses biens s'ils sont de plus grande valeur.

Parles de la même façon pour le dépôt, s'il périt, les biens propres étant saufs, chapitre *Bona fides*.

Z. Troisième article. La location.

Quant à la location, note que le locataire est tenu<sup>4534</sup>, au sujet de la restitution du bien loué au bailleur, si le bien a péri, pour le dol, la faute lourde et la faute légère, selon les docteurs unanimement, Loi *Si quis domum, § Celsus, ff. Locati*<sup>4535</sup>. Et il faut dire la même chose pour le bailleur vis à vis du locataire. C'est pourquoi celui qui met à disposition des récipients défectueux<sup>4536</sup>, même s'il ne le sait pas, si à cause d'eux du vin s'est répandu, est tenu selon le gain [qu'aurait apporté] le vin, et l'ignorance ne l'excuse

4527ANGELUS, *Commodatum*, § 12

4528ANGELUS, *Commodatum*, § 14 et 15

4529Digeste, *Commodati vel contra*, 13, 6, 20

4530ANGELUS, *Commodatum*, § 13, où il donne les vivres comme exemple de dépenses pour raison naturelle. On peut imaginer un prêt d'animaux;

4531Digeste, *Commodati vel contra*, 13, 6, pr.

4532ANGELUS, *Commodatum*, § 16

4533Digeste, *Commodati vel contra*, 13, 6, pr.

4534ANGELUS, *Locatio*, § 23

4535Digeste, *Locati conducti*, 19, 2, 9, 5.

4536ANGELUS, *Locatio*, § 24



pas; il en serait autrement pour les herbes d'un pâturage qu'il ne savait pas être mortelles. Note qu'en conscience cependant, le loueur ne devrait être tenu que s'il louait des récipients défectueux à la place de bons récipients; qu'il en serait autrement si simplement il les avait montrés pour que le locataire voie s'ils sont bons ou pas. A fortiori, le bailleur est tenu pour les gains si, sciemment, il loue un bien défectueux, *ff. Locati*, L. *Set addes*<sup>4537</sup>; note-le, pour ceux qui louent des chevaux qui se roulent dans l'eau: si les vêtements étaient détruits, les bailleurs sont tenus de restituer; il en est autrement pour le prêt à usage.

Deuxièmement, note que si un armateur met mes biens sur un autre navire que celui sur lequel je les avais mis, si les biens ont péri, il est tenu, s'il a agi malgré le propriétaire; mais s'il a agi de bonne foi et sans faute, il n'est pas tenu. De même, s'il les a mis, par dol, sur un autre navire, et que les deux navires ont péri dans le même voyage, il n'est pas tenu, parce que ce n'est pas à cause du dol que le bien a été perdu, ce qu'il faut bien noter selon Angelus<sup>4538</sup>.

A qui incombe de prouver un dol?

Troisièmement, il faut noter que quand quelqu'un est tenu de dol ou de faute lourde, la preuve incombe à celui qui dit qu'il a été coupable de dol ou de faute lourde; mais quand quelqu'un est tenu de faute légère ou très légère, alors il est tenu de prouver qu'il a perdu le bien par accident; c'est ce que dit Angelus.<sup>4539</sup>

Théorie pour le denier des joueurs. Quinzième denier.

A.Premier article: Le jeu.

S'il n'y a pas la raison d'un fruit ou une autre raison malhonnête particulière, et si la restitution n'est pas nécessaire par commandement en raison de l'acquis au jeu, elle l'est bien selon ce qui est bon et juste et par bon conseil.

Pour comprendre cette théorie, note qu'est appelé jeu humain<sup>4540</sup> celui qui existe proprement pour la récréation d'un homme ou pour celle des autres et, ce jeu, par lui-même, n'est pas interdit sauf, parfois, en raison d'une circonstance<sup>4541</sup>; premièrement, en raison du lieu, par exemple un lieu sacré, c. *Cum decorum, Décrétales, De vita et honestate clericorum*<sup>4542</sup>; deuxièmement, en raison d'un danger de blessure corporelle

---

4537 *Digeste, Locati conducti*, 19, 2, 19, pr

4538 ANGELUS, *Locatio*, § 25

4539 ANGELUS, *Locatio*, § 26, où il prend la parole: «je dis».

4540 ANGELUS, *Ludus*, § 1

4541 ANGELUS, *Ludus*, § 2. L'exemple précis de la danse ne s'y trouve pas.

4542 X, 3, 1, 12

comme dans les tournois; troisièmement, en raison de la personne (par exemple, tout jeu avec des armes est interdit aux clercs et aux religieux, c. *Continebatur, De homicidio*<sup>4543</sup>; quatrièmement, en raison du scandale: il est interdit aux clercs et aux religieux [fol. 20v]

publiquement de se mêler aux danses des femmes et de se déguiser; cinquièmement, en raison de la cupidité, si la raison principale du jeu est le gain; sixièmement, en raison du moment, par exemple: un jour de fête.

#### B. Second article. Le jeu diabolique.

Mais il faut savoir qu'il y a un autre jeu: le jeu diabolique<sup>4544</sup>, qui a été inventé par opération diabolique pour conduire les hommes au péché mortel et il y en a trois différents. Le premier se trouve dans le libertinage: ce sont les démonstrations déshonnêtes et qui conduisent à la débauche; le second est le jeu de dé et sous ce nom sont compris tous les jeux qui s'appuient sur les alternances du sort, comme le jeu de cartes, de dés et les jeux de ce genre; le troisième est appelé mixte: il s'appuie en partie sur le hasard et en partie sur l'habileté comme l'est le jeu de tables avec des dés;

et les deux jeux énoncés en dernier sont interdits comme c'est clair dans l'*Authentique, Aleorum usus, C. De religiosis et sumptibus funerum*<sup>4545</sup>, et dans *Episcopus*, d. 35<sup>4546</sup>, et surtout aux clercs et aux religieux il est interdit autant de jouer que de regarder les joueurs.

De plus, il faut savoir que dans les jeux ci dessus appelés diaboliques, si celui qui a perdu n'avait pas la capacité d'aliéner<sup>4547</sup>, comme un fils de famille, des esclaves, etc., le gain doit être restitué au père, au propriétaire, ou à celui qui a misé. Mais si le perdant avait la capacité de donner ou d'aliéner, et si le gain vient de la fraude ou de la tromperie, par exemple grâce à des dés trafiqués, le gain doit être obligatoirement restitué à celui de qui on l'a obtenu, selon tous les docteurs. En outre, si par les dits jeux, un joueur a acquis quelque chose qui pouvait être donné ou aliéné par le partenaire, et s'il n'y a pas de fraude ni quelque chose de fâcheux amenant à jouer par désir d'argent<sup>4548</sup>, il faut conseiller au gagnant, grâce à des confesseurs ou à d'autres personnes, de distribuer le gain aux pauvres. Et quoiqu'Astesanus<sup>4549</sup> dise qu'il y est tenu, il faut comprendre qu'il l'est selon ce

---

4543X, 5, 12, 8

4544ANGELUS, *Ludus*, § 3 et 4. Sur l'interdiction de regarder jouer, Gilbert Nicolas est plus sévère qu'Angelus; mais celui-ci n'oppose pas une raison d'ordre religieux..

4545*Authentiques, C J: De aleae lusu et aleatoribus* 3,43, 1 (*Aleorum usus*).

4546*Décret*, D. 35, c.1

4547ANGELUS, *Ludus*, § 7

4548Plusieurs différences avec ANGELUS, *Ludus*, § 7

4549ASTESANUS, *Summa* (selon ANGELUS, *Ludus*, § 7), et les canonistes sur X,3, 1, 15

qui est bon et juste et non par obligation, sauf si un autre réclamait le gain et s'il y avait au tribunal des contentieux un jugement contre lui; alors, en effet, il est tenu de restituer.

De plus, si un joueur, dans les cas où il est tenu de restituer, s'enrichit<sup>4550</sup> et ensuite perd avec la même personne dans un autre jeu, il pourra compenser, si cela arrive sans intervalle, c'est à dire quand les joueurs n'ont pas joué à d'autres jeux, selon l'argument de la Loi *Continuus* au début, *ff. De verborum obligationibus*.<sup>4551</sup>

Mais si, dans un jeu différent, aujourd'hui il a été gagnant et si le lendemain avec le même partenaire il a perdu, par subtilité juridique, il ne pourra pas compenser si celui avec qui il a perdu fait partie de ceux qui ne sont pas tenus obligatoirement à restitution; cependant selon l'équité de la conscience, je crois qu'il le peut. Tout ceci selon Angelus.<sup>4552</sup>

C. Troisième article. La restitution de ceux qui s'enrichissent au jeu.

En outre, ce que quelqu'un par le jeu a acquis d'une épouse sur les biens d'un mari<sup>4553</sup>, ou d'un fils sur les biens du père, ou de ceux qui sont sous tutelle ou curatelle, ou de moines, de clercs, d'un homme vertueux sur les biens d'une église,

il est tenu de le restituer à tous ceux-ci, selon Hostiensis<sup>4554</sup>: au mari, au père, au tuteur, au curateur, à l'abbé et à l'église, obligatoirement, et de même dans les cas semblables.

Doctrine pour le denier des médecins, de ceux qui pratiquent les arts et des chirurgiens.

A propos de ce denier et pour lui, voici la maxime: on pêche selon ses obligations; et les juges et avocats sont tenus à réparation comme le sont, pour les mêmes raisons, les médecins et chirurgiens, c'est à dire, pour malignité, négligence ou impéritie; et, de façon générale, tout artisan trompant autrui dans sa pratique ou faisant ce qui ne peut pas être proprement utile et en vérité nuisible, doit restituer.

D. Premier article. Ceux qui s'exposent au danger et les médecins.

Il faut savoir que ce dernier point comporte une grave difficulté qui influe sur beaucoup de points, à propos de la compréhension de cette parole d'autorité: «Qui aime le danger, périra dans le danger<sup>4555</sup>», comme signifiant «celui qui s'expose au péché mortel, fait un péché mortel», et «celui qui crée une occasion de dommage semble avoir créé le dommage<sup>4556</sup>».

Et il y a deux façons de parler: la première est que «s'exposer au danger» se dit quand il y

---

4550ANGELUS, *Ludus*, § 8

4551*Digeste*, livre 45, 1, 137, pr

4552ANGELUS, *Ludus*, § 7 et 8.

4553Passage non présent chez ANGELUS (*Ludus*).

4554HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4555*Ecclésiastique*, 3, 26

4556X, 5, 36, 9

a toujours danger; la seconde façon, qui semble plus sûre, dit qu'il suffit que le danger arrive fréquemment ou souvent, quoiqu'il arrive parfois très souvent.

Par exemple pour les cartes ou les dés ou certaines drogues empoisonnées, quoiqu'il n'y ait pas toujours de péché mortel à jouer à ces jeux ou à vendre de telles drogues, puisque très fréquemment des péchés mortels sont commis, on dit que fabriquer ce genre de produits ou les vendre est s'exposer au danger. Et que le lecteur prenne garde à ce qui suit et que, selon la façon de parler, il comprenne l'un ou l'autre sens, en revenant bien au propos.

Je dis qu'un médecin inhabile en médecine est tenu pour le préjudice ou le dommage causé aux malades par son impéritie ou par une négligence notable, par exemple en négligeant de les visiter; et s'il abandonne le soin du malade ou abandonne le malade pendant sa maladie ou s'il n'a pas mis d'application à surveiller le malade, il est tenu. En outre, s'il fait durer la maladie en ne soignant pas aussi vite qu'il le pourrait, pour s'enrichir, il est tenu, comme le juge ou l'assesseur pour un retard

[fol. 21r]

semblable, à une réparation pour le dommage causé.

Il faut savoir ici qu'un médecin ou un chirurgien exerce un art et qu'en se louant<sup>4557</sup> comme tel, il semble s'exposer au danger comme le juge s'y expose précisément quand il se loue comme juge ou assesseur, Loi *Si judex, ff. De variis et extraordinariis cognitionibus*<sup>4558</sup>; donc, selon Hostiensis<sup>4559</sup>, on impute au médecin une faute, avant acte, s'il s'entremet alors qu'il est ignorant ou s'il ne prend pas de disposition; pendant l'acte, s'il ne suit pas les traditions de son art mais sa volonté personnelle<sup>4560</sup> ou inférieure, en agissant mal; après l'acte, parce qu'il a abandonné le soin du malade alors qu'il commençait à se rétablir, à la suite de quoi il a rechuté, ou parce qu'il ne l'a pas surveillé avec diligence. Si cependant on ne découvre pas de défaillance ou de faute ni avant l'acte, ni pendant, ni après, on ne lui impute pas le décès si le malade meurt à cause de ses propres capacités, de son avarice, ou par accident fortuit<sup>4561</sup>. Que le médecin recoure d'abord à sa conscience, *Décrétales, De aetate et qualitate et ordine praeficiendorum, c. Ad aures.*<sup>4562</sup>

Les pharmaciens qui falsifient les baumes en vendant un baume pour un autre ou qui font de mauvais mélanges dans les électuaires, les sirops, les préparations spéciales, par

---

4557La *loocatio* désigne aussi le contrat de travail; elle implique une rémunération en argent..

4558*Digeste*, 50, 13, 6

4559HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium* (in X, 5, 12, 19)

4560*Capitanea voluntas*: il en fait à sa tête. ANGELUS, qui n'est pas suivi ici fait plus de distinction (*Medicus*, § 0): est condamnable le médecin, habile, qui ne suit pas les traditions de l'art mais la fantaisie de sa tête ou des expériences nouvelles sauf si ces expériences et cette fantaisie sont raisonnables.

4561ANGELUS, *Medicus*, § pr et l :texte différent et sans la remarque qui suit.

4562X, 1,14, 7

fraude, avarice ou incompetence, mélanges qu'ils vendent à la place des bons, sont tenus de donner réparation à ceux qui ont été lésés ou de distribuer cette réparation à ceux qui sont liés aux victimes. Et le pharmacien qui a omis quelque chose de nécessaire pour confectionner des médicaments ou celui qui a acheté ou vendu de quoi provoquer un avortement ou un poison à ceux qui voulaient en faire un mauvais emploi, sont tenus pour la faute et le dommage consécutif, selon Antoninus florentinus<sup>4563</sup>.

De plus, non seulement ces gens, mais tous ceux qui, habiles dans leur art, s'exposent au danger, celui dans lequel ils font tomber les autres et leur causent un dommage, sont tenus de dol; et par la raison qui est l'exposition au danger, la faute lourde équivaut au dol, comme dans les lois pour les gardiens de prison, *ff. De custodia et exhibitione reorum*<sup>4564</sup>; ils sont tenus également de négligence et de fourberie pour de telles pratiques.

#### E. Second article. Les ouvriers et les artisans.

Il s'ensuit que les ouvriers travaillant contre un salaire, qui sont déloyaux et lents, fraudant pour les produits, faisant traîner pendant de nombreux jours un travail qu'ils peuvent correctement faire en peu de jours, et ceux qui ajoutent du superflu pour leur propre bénéfice, en affirmant que ce superflu est nécessaire, ou qui détruisent énormément en prétendant que c'est nécessaire alors que cela ne l'est pas, et qui s'occupent surtout de leurs propres gains, sont tenus à réparation.

De la même façon, je dis que les artisans qui fabriquent grâce à leur art un ou des produits qui par eux-mêmes ou avec l'ajout d'un autre ne peuvent être utiles mais sont en eux-mêmes nuisibles, en plus du péché mortel, sont tenus à la réparation du dommage, et tous les maux qui en découlent leur seront imputés, comme semble le soutenir Innocentius<sup>4565</sup> au c. 1, *Ne clerici vel monachi*,<sup>4566</sup> qui dit que «pour ces produits, en aucune façon, il n'est permis de faire du commerce»<sup>4567</sup> de quelque genre qu'il soit: vente de poisons mortels ou qui aident à ensorceler de faibles femmes, ou, dans les maisons, de peintures qui provoquent seulement à la débauche et au péché.

#### Troisième article. Quand les artisans sont-ils tenus à restitution?

Corrélativement, il s'ensuit que les artisans qui fabriquent des dés, des cartes, des

---

4563ANTONINUS FLORENTINUS, *Defecerunt*,

4564*Digeste*, 48, 3

4565INNOCENTIUS IV, sur X, 3,50 (*Ne clerici vel monachi saecularibus negotiis se immisceant*), 1.

4566X, 3, 4, 3, 50

4567Voir ANGELUS, *Ars*, §2, où est cité INNOCENTIUS. ANGELUS n'est pas utilisé directement.

ornements, des curiosités et des objets de ce genre qui, souvent ou très fréquemment, sont une cause ou une occasion de péché mortel, sont tenus de s'abstenir de tels arts avant de pouvoir être absouts. Qu'ils apprennent un métier différent et utile au soutien de la vie humaine.

De plus, les artisans peuvent faire et vendre des produits que les hommes peuvent utiliser et mal utiliser, et ceci parce que de tels produits peuvent être utiles, et pour cette fin on les fait ou on les vend, comme c'est clair pour les épées et les couleurs qui peuvent être vendues comme utiles pour qu'une femme honnête se farde dans un cas permis. Donc, pour une bonne cause, le négoce de ces produits est licite, selon Innocentius; voir plus haut. Mais si l'artisan estime que probablement l'acheteur veut utiliser le produit pour tel mal, ce sera un péché de faire, de vendre ou de donner de tels produits; telle est l'utilisation, tel est le péché.

Doctrine pour le denier des marchands. Dix-septième denier.

Ce denier est très nécessaire aux confesseurs et presque toute sa connaissance dépend de ce qui est dit dans les précédents propos de la bourse de Marie et de ce qui est mis dans beaucoup de deniers.

Cependant, pour ce denier, j'énonce la maxime suivante: Un marchand est tenu à réparation pour deux causes ou raisons: soit qu'il a fait une vente frauduleuse, soit qu'il a exigé plus que le juste prix.

F. Premier article: la fraude des marchands.

Pour ce premier point, la fraude des marchands, il faut noter que s'il y a quelque défaut dans la quantité ou la qualité de la chose vendue, alors que le vendeur l'ignore, le vendeur n'a pas fait de péché; cependant quand il découvre le défaut, il est tenu de compenser le dommage pour l'acheteur.

Corollaire.

J'en infère qu'il est illicite de vendre de l'or et de l'argent alchimiques

[fol. 21v]

pour de l'or et de l'argent véritables parce que ce n'est pas la même chose, pure, et qu'ils n'ont pas du tout les mêmes propriétés. En effet, le métal alchimique ne rend pas joyeux<sup>4568</sup> et n'a pas d'efficacité contre certaines maladies. Mais si, par l'alchimie, on faisait de l'or véritable, il ne serait pas illicite de le vendre pour de l'or véritable parce que rien n'interdit qu'un art utilise certaines causes naturelles pour produire des effets naturels et vrais, comme le dit Augustin dans le livre *De Trinitate*<sup>4569</sup>, sur ce qui se produit par l'art des démons.

4568 Voir THOMAS, *Somme*, II-II, q 77, a 2

4569 AUGUSTINUS, *De Trinitate*, III, c 8 (PL 42, 875)

Et ce qui est dit de la vente, il faut le comprendre de la part de l'acheteur, comme quand le vendeur croyait son bien moins précieux qu'il ne l'est; par exemple, il vend de l'or à un prix inférieur à sa valeur, un or qu'il croit être de l'orichalque, et un animal sain qu'il pense être malade. L'acheteur en effet, s'il sait ce qu'il en est, agit injustement et est tenu à restitution.

G. Second article: Ceux qui vendent des biens défectueux.

Et il faut noter que si le défaut du bien est manifeste (par exemple, le cheval est borgne), ou caché, l'usage du bien cependant n'est pas totalement empêché, parce que, si le bien ne convient pas à l'un, il convient à un autre; et si le vendeur diminue le prix autant qu'il convient, il n'est pas tenu de manifester le défaut du bien, parce qu'éventuellement, à cause du défaut, l'acheteur voudrait une diminution plus importante qu'il ne le faudrait; il en serait autrement si l'usage du bien était devenu tout à fait impossible ou nuisible ou si on vendait une nourriture avariée ou empoisonnée au lieu d'une bonne. Ceci chez Thomas.<sup>4570</sup>

Du second point<sup>4571</sup>, c'est à dire du juste prix, tu as beaucoup d'éléments à noter dans ce qui précède de la bourse et dans le denier des loueurs et, en s'y reportant, les confesseurs auront ce qui est nécessaire pour comprendre parfaitement ce denier.

Troisième article: ceux qui achètent sans pouvoir acheter.

Remarque cependant que celui qui achète un bien à un fou, à un prodigue, à un mineur et à des personnes de ce genre qui, par la loi ou par un juge, sont empêchées de vendre, est tenu de le restituer, Loi *Quemadmodum, C. De agricolis et censitis et colonis*<sup>4572</sup>. Cependant, si celui qui achète quelque chose à ceux qui peuvent aliéner, achète sous son nom, le bien acheté est sien. Mais plusieurs cas font exception: le premier est l'achat sur l'argent de l'Église; le second, l'achat sur l'argent d'un soldat ou d'un pupille; le troisième, si l'argent a été donné à l'épouse, l'achat par le mari. En effet, dans ces cas, ce qu'on achète même sous son nom, devient le bien de celui à qui appartient l'argent. En conscience cependant, l'acheteur serait tenu à satisfaction si le bien acheté n'était pas aussi utile aux susdits que la somme versée. Ceci chez Angelus<sup>4573</sup>.

Doctrine pour le denier des femmes. Dix-huitième denier.

Sur ce denier voici la maxime: L'épouse de quelqu'un, ou n'importe quelle femme, est tenue quadruplement à réparation; premièrement parce qu'elle a acquis un gain honteusement; deuxièmement parce que celui qui lui a fait un don ne pouvait pas le faire;

---

4570 THOMAS, *Somme*, II-II, q 77, a 3. L'inspiration des propos n'est pas proprement celle d'Angelus, du moins à ma connaissance.

4571 Le premier point concerne la fraude.

4572 *Codex J*, 11, 48, 7, pr.

4573 ANGELUS, *Emptio*, § 12 (où ne se trouve pas la dernière remarque).

troisièmement, parce qu'elle a fait passer pour légitime l'enfant adultérin ou l'a nourri; quatrièmement, parce qu'elle a vécu ou vit de biens volés.

H. Premier article: le gain honteux.

Pour éclairer cette maxime, il faut savoir que la femme qui a acquis quelque gain honteusement et par le péché, s'il y a fraude, crainte, ou tromperie, doit restituer à celui à qui elle l'a extorqué, ou à ses héritiers, ou, s'il n'y en a pas, aux pauvres, selon tous les docteurs d'après Innocentius, *Décrétales, De immunitate ecclesiarum, c. Quia plerique*<sup>4574</sup>.

De même pour l'homme qui acquiert ainsi quelque chose de honteux.

En outre, si une femme reçoit honteusement quelque chose sur les biens de l'Église, d'un clerc séculier, ou sur les biens d'un monastère, d'un moine, elle doit restituer à ces lieux ou à ces administrations.

De même elle doit restituer si elle a présumé recevoir quelque chose de personnes qui ne sont pas leurs propres maîtres, selon Monaldus.

J. Second article. La rétention d'un gain honteux<sup>4575</sup>.

De plus, selon la justice et le bien, on doit distribuer aux pauvres le gain honteux qui n'est pas acquis des façons susdites, même si on peut le garder, mais il est indécent de faire faire une prière publique à l'autel avec de tels gains, selon Alexander de Halès<sup>4576</sup>. Monaldus<sup>4577</sup> est d'accord.

En outre, l'épouse qui fait un don honteux à quelqu'un sur les biens de la dot ou les biens communs, doit le restituer au mari; il en autrement pour les biens personnels de l'épouse.

De même la femme adultère qui a frustré le véritable héritier par un fils né de l'adultère, est tenue de travailler, dans la mesure du possible, pour restituer l'héritage à l'héritier; elle ne doit pas cependant se déshonorer elle-même, et elle doit amener le fils bâtard à l'état de clerc ou de moine selon Scotus, d 15, *Sentences IV*<sup>4578</sup>.

K. Troisième article: l'épouse du voleur.

De plus, l'épouse d'un voleur et sa famille, qui vivent sur des biens acquis de façon impie, biens qui ne passent pas en leur possession, quand ils savent les séparer des biens justement acquis, sont tenus de restituer. D'autre part, si les biens qu'ils doivent restituer sont tout ce qu'ils ont, il ne leur est pas permis d'en vivre sauf dans quatre cas: premièrement, quand elle s'occupe des biens de ceux qui ont été dépouillés en amenant,

---

4574 INNOCENTIUS III dans X, 3, 49, 8

4575 Voir ANGELUS, *Restitutio*, 1: *Turpe lucrum*; mais cet article ne semble pas être une source ici.

4576 ALEXANDER DE HALES, *Summa theologica*

4577 MONALDUS, *Summa de jure canonico, titulo Restitutio*

4578 SCOTUS, sur IV, d 15.



autant qu'elle le peut, les voleurs à restitution; deuxièmement, quand elle ne peut trouver le nécessaire pour vivre, ni par l'aumône ni par un autre moyen honnête; troisièmement, quand elle s'efforce

[fol. 22r]

d'augmenter et de conserver utilement de tels biens;

le quatrième, quand l'évêque a donné une dispense pour qu'elle vive de tels biens comme un pauvre. Ceci selon Angelus.<sup>4579</sup>

L. Théorie pour le denier des patrons. Dix-neuvième denier..

Pour ce denier que la maxime soit la suivante: De même qu'il n'est pas permis de vendre le droit de patronage, il n'est pas permis, non plus, en raison de ce droit, d'exiger quelque chose.

Pour expliquer cette maxime, on dit d'abord que le patron, dans un sens, est celui qui aide, et, dans un autre, celui à qui appartient le droit de patronage qui est un droit honorifique que possède quelqu'un dans l'Église,

droit selon lequel il doit présenter à une église des chanoines ou des recteurs au supérieur de cette église (par exemple à un évêque ou un autre supérieur), pour qu'il leur soit donné un bénéfice ecclésiastique.

Qu'appelle-t-on patron?

Donc dans la proposition on appelle patron celui à qui il appartient parfois de présenter des bénéfices. C'est parfois un clerc, parfois un laïque; on dit ainsi que les maîtres laïques donnent des bénéfices en présentation. Il faut savoir aussi que le droit de patronage, puisqu'il est annexé à du spirituel ne peut être vendu séparément et sa vente séparée est un acte de simonie; le vendeur comme l'acheteur commet donc la simonie; mais quand le droit est acheté avec l'ensemble des biens temporels avec lesquels il se transmet, il n'y a pas de simonie, sauf si la raison principale de l'achat était ce droit, selon Panormitanus<sup>4580</sup>.

De même il n'est pas permis au patron d'exiger quelque chose dans l'attribution du droit de patronage ni pour la présentation à un bénéfice, sauf si, au moment d'une fondation, cela lui avait été réservé par l'évêque diocésain. Et si le patron lui-même, en faisant la fondation, se réserve un service ou une fonction, cela n'a pas de valeur, sauf si l'évêque a donné son autorisation et ceci, si le patron a fait une grosse et abondante dotation, et pas seulement la dotation de la nourriture nécessaire aux ministres du culte, parce qu'alors il ne pourra se réserver aucun service, comme le note Panormitanus, au c. 1, *De*

---

4579ANGELUS, *Restitutio*, I, *Raptor: Quid de uxore...*

4580PANORMITANUS,, *Super Decretalium*,

*censibus*.<sup>4581</sup>

**Doctrine pour le denier de ceux qui participent à un vol furtif ou à un vol avec violence. Vingtième denier.**

Que la maxime concernant ce denier soit la suivante. De même que quelqu'un peut participer de dix façons à un vol furtif, à un vol avec violence ou à un enlèvement, de même, de dix façons, il doit accomplir une restitution pour cette participation.

M. premier article. Les participants à un vol furtif ou à un vol avec violence.

Note pour l'intelligence de cette maxime que cette participation se fait de dix façons: premièrement en coopérant, deuxièmement en donnant l'ordre, troisièmement en conseillant, quatrièmement en étant d'accord, cinquièmement en flattant, c'est à dire en soutenant par la flagornerie ou la louange, sixièmement en fournissant un recours, septièmement en recevant, huitièmement en prenant part, c'est-à-dire en recevant une part du bien, par exemple en le mangeant, neuvièmement en ne s'opposant pas, dixièmement en ne révélant pas, comme le dit ce mètre:

«Ordre, Conseil, Permission, Encouragement, Secours, Le muet, Celui qui reçoit une part, Celui qui ne s'oppose pas, Celui ne révèle pas<sup>4582</sup>».

Il faut savoir que celui qui coopère<sup>4583</sup>, sans l'action de qui il n'y aurait pas eu de vol ou d'enlèvement, est tenu pour le tout<sup>4584</sup>, comme celui qui donne une échelle pour monter pour faire un vol, qui donne des armes, ou lance l'action par des paroles ou des instruments de guerre, par exemple, des trompettes, ou met le feu quelque part pour qu'on pille dans d'autres maisons. Et si le vol avait eu lieu sans cette collaboration active, les collaborateurs sont tenus selon qu'ils ont été plus ou moins agissants selon Hostiensis<sup>4585</sup> et Innocentius<sup>4586</sup>.

Il s'ensuit<sup>4587</sup> corrélativement que ceux qui ont accompagné des brigands et des voleurs, pour retirer ou non quelque chose du brigandage, de telle sorte que les voleurs n'auraient pas entrepris d'agir s'ils ne les avaient pas accompagnés, sont tenus en conscience de restituer ce que les voleurs ont ravi; et c'est clair, parce que les victimes se seraient défendues, les voleurs ne seraient pas venus, ou ils n'auraient pas volé tant de choses.

De même, sont tenus ceux qui, dans un esprit pacifique, accompagnent des voleurs, mais

---

4581PANORMITANUS, sur X, 3, 39 (*De censibus, exactionibus et procurationibus*), 1.

4582Neuf points, mais les dix ont été explicités au dessus.

4583Voir ANGELUS, *Furtum* § 13 sq.

4584*In solidum*

4585HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4586INNOCENTIUS IV

4587Voir ANGELUS, *Furtum*, §15.

font peur cependant aux adversaires pour qu'ils ne se défendent pas (sauf s'ils le leur signifient); ils sont, en effet, une cause agissante.

Est d'accord le Directorium, au titre *Restitutio*.<sup>4588</sup>

Il s'ensuit<sup>4589</sup> deuxièmement que quand une foule de gens coopère, ce qui fait qu'ils sont sans chef pour voler ou brigander et que l'un ne pousse pas l'autre plus que l'autre ne le pousse, si quelqu'un donne un conseil grâce auquel un bien a été dérobé, il est aussi tenu pour le tout; cependant s'il y avait un acteur principal, absout par celui qui a subi le dommage, le conseiller serait libéré, sauf si quelque chose du bien lui était parvenu, parce qu'alors, il serait tenu. S'il n'a pas donné de conseil mais s'il a donné son aide parce qu'il a accompagné des voleurs ou a aidé d'autres façons, il est aussi tenu pour le supplément de dommage fait à cause de son aide.

Et s'il a donné son aide en tout, par exemple parce que le bien volé était lourd et qu'une personne seule ne l'aurait pas porté, ou parce que le voleur n'aurait pas pris l'initiative s'il ne l'avait pas accompagné, il est tenu en tout, *ff. De furtis, Loi Sed et si quis subripuit*<sup>4590</sup>.

Et la raison de la différence se trouve dans la différence entre celui qui donne un conseil et celui qui donne de l'aide parce que le conseil s'étend à la totalité du vol, mais pas l'aide qui s'applique à ce pourquoi elle est fournie.

N. Second article. La libération de restitution.<sup>4591</sup>

Mais si le coopérateur n'a pas été coupable de soustraction du bien d'autrui<sup>4592</sup>, dans ce cas,

[fol. 22v]

il n'est pas obligé de restituer, sauf autant que ce qu'il a transporté selon Innocentius<sup>4593</sup> et Panormitanus<sup>4594</sup>. Remarque cependant que quand plusieurs personnes ont lésé quelqu'un par dol, si l'un répare, les autres sont libérés, L. *Si plures, ff. De dolo*<sup>4595</sup>. Et je ne crois pas que les autres soient nécessairement tenus même en conscience, vis à vis du premier coupable qui répare, parce que son infamie s'y oppose; et celui qui a concouru au vol sans soustraire de bien n'est pas obligé de restituer, sauf s'il avait été la cause sans laquelle le voleur n'aurait pas été conduit à faire quelque chose de tel, mais il doit, de bon conseil, donner aux pauvres, s'il a eu quelque chose.

En outre, celui qui donne l'ordre<sup>4596</sup> ou la mission de voler furtivement, d'enlever ou de ravir

4588DIRECTORIUM, *Directoria summa, Restitutio*

4589Voir ANGELUS, *Furtum*, §16

4590*Digeste*, 47, 2, .21, 9. (§ *Si duo*)

4591Ce titre est placé en face de la première ligne du folio 22v.

4592Il s'agit de celui qui coopère. Par rapport à ANGELUS, on est toujours dans le § 16

4593INNOCENTIUS IV (ANGELUS, *Furtum*, §16: c. *Sicut dignum, De homicidio, X, 5, 12, 6*)

4594PANORMITANUS, *Super Decretalium*,

4595*Digeste, De dolo malo: 4, 3, 17, pr*

4596Voir ANGELUS, *Furtum*, § 17

publiquement avec violence, est tenu pour le tout, même s'il n'a aidé en rien. De même, le conseiller<sup>4597</sup> sans le conseil de qui le mal ne serait pas arrivé, et celui qui consent par un consentement exprès sans lequel ce mal n'aurait pas été fait, sont tenus de restituer.

Celui aussi qui, après un acte maléfaisant, le ratifie<sup>4598</sup>, quand, à cause d'une telle ratification, la victime ne peut récupérer les dommages, est tenu de restituer, comme celui qui consent.

Doit restituer de même celui qui flatte<sup>4599</sup>, fait de basses flatteries, et loue celui qui a fait le mal comme étant un homme subtil et énergique, quand par une telle flatterie cet homme a été poussé à agir, parce que le flatteur est la cause *sine qua non*, selon Ricardus, en IV, d.15<sup>4600</sup>. De plus, celui à qui les malfaiteurs ont recours<sup>4601</sup>, par exemple, celui qui donne, qui fournit une protection, est tenu, selon Ricardus<sup>4602</sup>, c. 11, q. 3, *Qui assentit peccantibus*<sup>4603</sup>.

De même, celui qui reçoit sciemment un bien volé ou accueille un voleur<sup>4604</sup> est tenu de vol et il doit être puni non comme celui qui a fait le vol, mais comme celui qui a donné un concours, Loi *Furtum*<sup>4605</sup>, parce qu'il est tenu, selon Innocentius<sup>4606</sup> et Hostiensis<sup>4607</sup>, pour tout dommage qui a résulté de la réception et de la protection et qui n'aurait pas existé sans cela. Et s'il a reçu certains biens<sup>4608</sup>, il est tenu, selon Monaldus<sup>4609</sup> de les rendre au propriétaire, sauf si, par la restitution, un danger menace le voleur ou une autre personne. De plus celui qui, sciemment, a part au bien d'autrui<sup>4610</sup> en mangeant (ou d'une autre façon), sauf dans le cas d'extrême nécessité, est tenu de restituer autant qu'il a reçu, et ceci est vrai sauf si le bien volé était passé dans les biens du voleur, *L. Si alieni, ff. De solutionibus*<sup>4611</sup>, alors, en effet, celui qui reçoit n'est pas obligé de restituer ni ne fait de péché, si le voleur est solvable; sinon, il est tenu; mais il en serait autrement s'il avait agi dans l'ignorance, s'il avait consommé de bonne foi, s'il ne s'était pas enrichi; mais si le bien est visible<sup>4612</sup> ou si celui qui a reçu une part du vol est devenu plus riche après qu'il

---

4597Voir ANGELUS, *Furtum*, § 18 et 19

4598Voir ANGELUS, *Furtum*, § 20

4599Voir ANGELUS, *Furtum*, § 21

4600RICARDUS, *Super Sententiarum librum IV*, d 15

4601Voir ANGELUS, *Furtum*, §22

4602RICARDUS *Super Sententiarum librum*

4603Décret, 11, 3, c.100 (*Qui consentit*).

4604Voir ANGELUS, *Furtum*, §23

4605Digeste, L. *Furtum*. Propositon: *Digeste*, 47, 2, 1.

4606INNOCENTIUS IV, sur X, 5, 12, 6 (selon ANGELUS, *Furtum*, §23)

4607HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4608Voir ANGELUS, *Furtum*, §24

4609MONALDUS, *Restitutio*, 5 (selon ANGELUS, *Furtum*, §24)

4610Voir ANGELUS, *Furtum*, §25

4611Digeste, ff. *De solutionibus et liberationibus*, *Lex Si alieni nummi*: 46, 3, 78

4612Je pense que *extat* s'oppose à *transisset*. Les exemples chez Angelus sont ceux du grain ou du vin, qui, mélangés au grain ou au vin de celui qui les a reçus, ne sont plus discernables.

sait que le bien est volé: il est tenu de restituer selon Angelus<sup>4613</sup>.

De même, celui qui ne s'oppose pas<sup>4614</sup> au vol, au brigandage, ou à l'enlèvement, en criant ou par un autre moyen, si de cette façon il pouvait empêcher qu'on vole, et ne le fait pas par dol, est tenu selon Ricardus<sup>4615</sup> à restitution; il en est autrement quand il n'empêche pas par négligence<sup>4616</sup> ou parce qu'il ne veut pas se mêler à des troubles ou à un danger pour un autre, sauf s'il le doit par devoir, comme supérieur, tuteur ou juge, quand il pourrait s'opposer et néglige de le faire, et quand, selon Scotus<sup>4617</sup>, en agissant ainsi, il conduit au danger de l'État, à un mal évident ou à un mal pour sa propre personne.

O. Troisième article: la dénonciation d'un vol ou d'un voleur.

En outre, celui qui ne révèle pas un vol<sup>4618</sup> quand précisément il en est requis au tribunal ou en dehors, de telle sorte que le bien serait restitué s'il disait une vérité qu'il pourrait dire sans danger pour sa propre personne ou même pour une autre, quand il tait la vérité ou ne veut pas répondre quand on l'interroge, est tenu pour le tout. L'établit ce que note Panormitanus sur le c *Qui cum fure, De furtis*<sup>4619</sup>.

Et note que, selon le droit civil et le droit canonique, personne n'est tenu, à la demande d'une partie, d'indiquer le voleur, mais seulement le bien reçu, sauf si le juge dont on a invoqué l'office ou qui procède par enquête générale, contraint à indiquer le voleur, selon l'argument de la loi IV, et de la loi *Congruit, ff. De officio presidis*<sup>4620</sup>.

De plus, dans le denier du voleur<sup>4621</sup>, note à quoi sont obligés ceux qui achètent des biens volés ou pillés, et, pour ceux qui vivent de biens volés, vois dans le denier des femmes<sup>4622</sup>.

P. Doctrine pour le denier des pêcheurs. Vingt et unième denier.

De ce denier je me débarrasse brièvement en énonçant la proposition qui suit:

Quoiqu'on ne puisse interdire à quelqu'un de pêcher dans les eaux publiques et

---

4613ANGELUS, *Furtum*, §25.

4614ANGELUS, *Furtum*, §26.

4615RICARDUS, *Super Sententiarum librum*, IV, d 15

4616Il s'agit toujours de celui qui n'a pas la fonction de s'opposer au vol. C'est peut-être pour cela que la négligence ne lui est pas imputée.

4617SCOTUS, IV, d 15 . Le cas de celui qui ne s'oppose pas au vol, par cette citation, est assimilé au cas de celui qui ne fait pas restituer.

4618Voir ANGELUS, *Furtum*, § 27

4619X, 5, 18, 4

4620*Digeste*, 1, 18, 4 (*Praeses provinciae*) et 1, 18,13.

4621Fol. 18

4622Fol. 21

celles qui sont un marais et [...], selon Joannes de Platea<sup>4623</sup>, *Institutes, De rerum divisione*<sup>4624</sup>, et, de même, quoiqu'on ne puisse interdire de faire aborder et d'attacher des bateaux aux arbres qui sont sur les rives, il n'est pas permis cependant de pêcher dans les eaux privées comme le sont les étangs qui ont un propriétaire, sauf à ceux qui y sont autorisés par le propriétaire et qui sont commis à cela; mais celui qui pêche autrement dans ces étangs en emportant des poissons, commet un vol.

### **Doctrine pour le denier de ceux qui détiennent ou possèdent. Vingt-deuxième denier.**

La maxime qui concerne ce denier mérite assez d'être sue par les confesseurs; la voici: Le détenteur de bonne foi fait siens les fruits du bien d'autrui; au contraire, le détenteur de mauvaise foi ne fait jamais

[fol. 23r]

de ces fruits, les siens.

Q. Premier article: le détenteur de mauvaise foi.<sup>4625</sup>

Pour comprendre cette maxime, il faut savoir que le détenteur de mauvaise foi, selon Panormitanus, *De restitutione spoliatorum, c. Gravis*<sup>4626</sup>, est celui qui détient un bien et sait qu'il appartient à un autre; au contraire, le détenteur de bonne foi est celui qui, puisqu'il ignore qu'il détient le bien d'autrui, le détient en pensant qu'il en est propriétaire. Le texte est au c. *Si virgo*, 34, q.2<sup>4627</sup>.

En outre, tout détenteur de mauvaise foi doit restituer le bien, s'il existe, ou réparer si le bien a péri ou a été détérioré, et il doit aussi restituer les fruits, non seulement les fruits perçus mais les fruits honnêtes que le propriétaire aurait probablement perçus si un tel détenteur n'avait pas pris possession du bien. Et ceci, si le détenteur de mauvaise foi détient le bien sans titre. En effet, celui qui l'a eu avec un titre, est tenu seulement pour les fruits perçus et non pour ceux qui devaient être perçus, Loi *Si fundum*, C. *De rei vindicatione*<sup>4628</sup>, sauf si un tel titre avait été obtenu par la peur parce qu'alors le possesseur serait tenu pour les fruits qui devaient être perçus, Loi *Set est partus*, ff. *Quod metus causa*<sup>4629</sup> (et sauf dans trois cas): premièrement <sup>4630</sup>, quand on a le titre contre les

4623JOANNES DE PLATEA, *Commentaria*, sur *Institutes*,2,1, § 2 et 4

4624*Institutes*, 2, 1. §2 et 4

4625Abrégé de ANGELUS, *Fructus*, pour le détenteur de bonne foi, et de *Restitutio, Quis dicitur possessor male fidei*.

4626X, 2, 13, 11

4627*Décret*, C 34, q 2, c5

4628*Codex J*, 3, 32, 17

4629*Digeste*, 4, 2 (*Quod metus causa gestum erit*), 12, 0.

4630Dans ANGELUS, *Restitutio*, 1, *Quis dicitur possessor male fidei, primus* est précédé d'une phrase expliquant que le détenteur de mauvaise foi, même s'il a un titre de propriété, doit rendre les fruits qui auraient dû être perçus.

interdictions de la loi, *L. Quemadmodum, C. De agricolis censitis et colonis*<sup>4631</sup>; deuxièmement, quand on a un titre pour frauder les créanciers, Loi 1, *ff. De hiis quae in fraudem creditorum*<sup>4632</sup>; troisièmement, quand on a un titre par l'achat d'un bien fiscal sans les formalités dues, Loi *Cum fundus, ff. Si certum petetur*<sup>4633</sup>.

De même, si le bien n'est pas lucratif <sup>4634</sup> si ce n'est par l'industrie qu'on y met comme le sont l'argent et les biens pécuniaires, nul n'est obligé de rendre le bénéfice, mais seulement le principal reçu, quand il s'agit de l'obligation de restituer, selon l'opinion commune des théologiens.

#### R. Second article.

Note cependant, selon Ricardus<sup>4635</sup> et Scotus<sup>4636</sup>, en IV, d 5, que celui qui directement a causé un dommage (par exemple parce que le créancier, par carence du bien qu'on lui a pris, a été obligé d'acheter du blé au moment où il valait plus cher, ou d'emprunter à un autre à intérêts, ou de se défaire de ce qu'il détient à un prix inférieur à sa valeur, et pour d'autres raisons de ce genre), est obligé de donner satisfaction à celui qui a subi le dommage. C'est pourquoi, tiens pour règle que celui qui est cause efficiente et suffisante du dommage parce que, sans lui, le dommage n'arriverait pas, est tenu de réparer le dommage causé; il en est autrement pour celui qui est une cause ni suffisante ni efficiente: quoiqu'il pêche, il n'est pas obligé de réparer.

De plus, le détenteur de mauvaise foi, en droit strict, peut réclamer les dépenses nécessaires<sup>4637</sup>, par exemple celles qu'il a faites pour obtenir des fruits, les amasser ou les conserver ou pour une amélioration avantageuse du bien, ou en soignant un animal malade, selon Monaldus<sup>4638</sup>. De même celui qui a écrit sur un bien qui ne lui appartient pas ou qui a construit<sup>4639</sup>, peut en conscience réclamer les dépenses, et le propriétaire du bien est obligé de les régler, non selon le montant de la dépense, mais selon que le bien lui est

---

4631 *Codex J*, 11, 48, 7, pr

4632 *Digeste*, 42, 8 (*Quae in fraudem creditorum facta sunt ut restituantur*), pr

4633 *Digeste*, 12, 1, 31, pr.

4634 Voir ANGELUS, *Restitutio*, 1: *Quid si res non sit lucrosa...*

4635 RICARDUS, *Super Sententiarum librum*, IV, d 15

4636 SCOTUS, en IV, d 15

4637 Voir ANGELUS, *Expense*, § 3.

4638 MONALDUS, *Summa de jure canonico*, au titre *Usura* (selon ANGELUS, *Fructus*, §3)

4639 Qui construit sur un terrain qui ne lui appartient pas.

plus avantageux, selon l'arbitrage d'un homme de bien. En revanche, le détenteur de bonne foi pourra ôter tout ce qui a été dépensé pour le bien, si on peut le faire sans dommage pour le bien; si ce n'est pas possible, le propriétaire les payera, Loi *In fundo, ff. De rei vindicatione*<sup>4640</sup>.

Remarque qu'on appelle dépenses nécessaires<sup>4641</sup> celles sans lesquelles le bien pour qui elles ont été faites aurait péri ou aurait été détérioré. Utiles sont les dépenses qui améliorent le bien et ne le laissent pas s'abîmer. Mais les dépenses d'agrément sont celles qui ne font qu'orner le bien, sans accroître les fruits, Loi *Impensas, ff. De verborum significatione*<sup>4642</sup>.

Le détenteur de bonne foi est obligé de restituer tous les fruits de ce bien<sup>4643</sup> qui appartient à autrui et qu'il détient de bonne foi: les fruits naturels, comme les fruits des arbres qui poussent naturellement, ou ceux de l'industrie humaine, qui sont acquis par l'art ou le négoce, qu'il possède un titre de propriété ou non;

il y est obligé si les fruits existent, mais s'il les a consommés, il est tenu seulement de restituer autant que son enrichissement, par exemple parce qu'il a fait des dépenses pour un bien pour lequel il aurait fallu dépenser tant sur ses biens, ou qu'il a fait des achats par lesquels il a accru son patrimoine; l'établit *ff. L. Certum et L. si me et Titium, ff. Si certum petetur*<sup>4644</sup>. Cependant, il diminuera de la restitution des fruits d'un bien lucratif qui proviennent de son industrie, tout ce qu'on estime relever de son industrie dans le dit négoce, exercé en vue de l'utilité ou de l'accroissement des fruits à percevoir, «parce que personne ne fait la guerre sur sa propre solde»<sup>4645</sup>. Mais s'il n'est pas devenu plus riche, il n'est pas tenu de rendre ce qui a été consommé, *ff. De petitione hereditatis, L. Vtrum*<sup>4646</sup>.

Note que le détenteur de bonne foi peut, en conscience, avoir l'usucapion des dits fruits au bout de trois ans, par une détention de bonne foi, quand après ces trois ans ils seront tous, quels qu'ils soient, les siens; et il n'est pas tenu

[fol. 23v]

alors de les restituer selon Angelus<sup>4647</sup>.

Note aussi que les fruits c'est ce qui reste après déduction des dépenses faites pour les obtenir, les amasser et les conserver, *ff. De petitione hereditatis, Loi Si a domino vel patre,*

---

4640 *Digeste*, 6, 1, 38

4641 Voir ANGELUS, *Expense*, § 5.

4642 *Digeste*, 50, 16, 79, 2

4643 Voir ANGELUS, *Fructus*, § 1

4644 *Digeste*, 12, 1 (*De rebus creditis si certum petetur et condictione*), 6 (*Certum est*) et 32 (*Si me et Titium*)

4645 *Cor*, 9,7

4646 *Digeste*, 5, 3, 23 pr.

4647 Voir ANGELUS, *Fructus*, § 2.



§ *Fructus*<sup>4648</sup>.

S. Troisième article: les enfants exposés.

Remarque aussi que, quoiqu'au tribunal des contentieux un homme qui recueille un jour un enfant<sup>4649</sup> comme sien, un enfant qui a été exposé par ses parents ou abandonné par son maître, ne puisse réclamer les dépenses faites pour le nourrir, sauf s'il a déclaré solennellement qu'il voulait réclamer les dépenses, et si l'enfant recueilli ne voulait pas épouser la fille de celui qui l'a recueilli, cependant, en conscience, la personne qui n'était pas obligée de le nourrir pourra les réclamer, même si au début elle n'avait pas fait du tout cette déclaration. Mais les dépenses qui ne concernent pas l'alimentation et qui sont faites pour que l'enfant soit formé à un art, peuvent être réclamées, C. *De infantibus expositis*, l. 1<sup>4650</sup>. Note que ceux qui exposent les enfants et qui ne pouvaient pas les nourrir, ne sont pas excusés devant Dieu en exposant ainsi les leurs, parce que, dans la mesure où cela dépend d'eux, ils sont des meurtriers, sauf si éventuellement l'exposition se faisait de telle façon qu'aucun danger ne menaçât celui qui était exposé, comme le dit Angelus<sup>4651</sup>.

De même<sup>4652</sup>, celui qui possède des biens qu'il aurait obtenus par la peur<sup>4653</sup>, est tenu de les restituer ainsi que tout ce qu'a perdu, par cette extorsion, celui à qui il a fait peur selon Innocentius<sup>4654</sup> et Hostiensis<sup>4655</sup>.

Ce qui est donné aussi par la peur qui vient de la crainte révérencielle<sup>4656</sup> doit être totalement restitué, s'il a été contre la volonté du donateur. C'est pourquoi chaque fois qu'un propriétaire n'a pas la volonté de donner si ce n'est par peur, ce qui a été reçu doit être restitué, sauf s'il s'agissait d'une peur pour une faute; et pour ce cas, remarque que si une telle crainte peut être inspirée justement au donateur<sup>4657</sup> (par exemple: parce qu'il a commis un crime capital, quelqu'un menace de vouloir l'accuser, et, à cause de cette peur, il lui donne cent); quoique le donataire reçoive un argent honteux, il n'est pas cependant tenu de restituer. Mais si on inspire une crainte injuste par rapport à Dieu (par exemple on menace de tuer celui qui a commis un adultère avec sa fille, ce qui est permis par le droit civil, comme dans la Loi *Nec in ea, ff. De adulteriis*<sup>4658</sup>, parce que ce n'est pas permis devant Dieu, on ne pourra garder en conscience ce qui a été extorqué par cette crainte, si ce n'est la compensation de son intérêt, par exemple de sa renommée endommagée et de

4648 *Digeste*, 5, 3, 36, § *fructus*: § 5. Voir ANGELUS, *Fructus*, § 3

4649 Voir ANGELUS, *Expositus*, § 2

4650 *Codex J.* 8, 51, 1

4651 ANGELUS, *Expositus*, § 3

4652 On revient au cas de l'usurpateur de biens qui doit restituer.

4653 Voir ANGELUS, *Metus*, § 14

4654 INNOCENTIUS (Voir ANGELUS, *Metus*, § 14)

4655 HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium* (Voir ANGELUS, *Metus*, § 14)

4656 Voir ANGELUS, *Metus*, § 15

4657 Voir ANGELUS, *Metus*, § 10

4658 *Digeste*, 48, 5, 23, pr. (*Ad legem juliam, de adulteriis coercendis*)

biens de ce genre. L'établit le texte avec la glose, c. *Inter hec*, 33, q. 2<sup>4659</sup>.

Remarque que celui qui ne tombe sous aucune prescription, n'est pas obligé de restituer une chose prescrite quand il sait qu'elle était à un autre, sauf s'il ne peut se libérer des scrupules, selon Panormitanus, 11, q. 3, c. *Cui est illata*<sup>4660</sup>.

Doctrine pour le denier des simoniaques. Vingt-troisième denier.

Ce denier avec celui des usuriers doit être bien noté par les confesseurs et bien confié à leur mémoire. La simonie en effet et l'usure sont deux abîmes dans lesquels les séculiers et les ecclésiastiques risquent souvent la mort et qui dans le futur anéantiraient aussi les confesseurs, les prêcheurs et les conseillers de notre temps. Donc, pour la simonie, comme dit le Chancelier parisien<sup>4661</sup>, on doit bien considérer l'intention qui fait que souvent il y a ou il n'y a pas simonie. Et sur et pour ce denier, j'énonce la maxime qui suit.

T. Premier article. Ce que l'on rencontre dans la simonie.

La simonie concerne quatre biens: le bien spirituel, celui qui précède le spirituel, celui qui l'accompagne ou lui est annexé, et celui qui suit le spirituel ou qui en dépend. La simonie alors se commet quand précisément pour l'un des quatre biens susdits, on donne ou on reçoit quelque chose.

Pour cette maxime trois éléments seront abordés: premièrement: «la simonie concerne quatre biens»; deuxièmement, on ajoute le «précisément», troisièmement, «on donne ou reçoit».

Pour le premier point, il faut savoir, comme je le trouve chez Panormitanus<sup>4662</sup>, Astensis<sup>4663</sup> et Ricardus<sup>4664</sup>, qu'on parle doublement du spirituel.

«Spirituel» a deux sens.

Premièrement, par rapport à l'Esprit saint, et ceci, de trois façons. On parle de «spirituel», ou par l'essence, comme le sont la grâce et les vertus et ce spirituel ne peut être vendu; ou par causalité et disposition aux vertus, comme le sont les sacrements; ou par effet, comme l'est, à la suite d'un don, ce qui convient à quelqu'un, à qui il appartient de prophétiser, de faire des miracles, de célébrer l'office divin; et ces biens ne peuvent être vendus.

On emploie «spirituel» d'une autre façon, par rapport à l'esprit humain, et ceci de deux façons: premièrement, par essence, comme le sont toutes les sciences acquises humainement, et ces connaissances ne peuvent être vendues; deuxièmement, par cause,

---

4659Décret, C 23, q 2, 6

4660PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur Décret, 12, 3, 46

4661CANCELLARIUS PARIENSIS, *Tractatus de simonia*

4662PANORMITANUS, *Super Decretalium* (ANGELUS, *Simonia*, 1, § 1: sur c. *Consulere*, *De simonia*)

4663ASTESANUS, *Summa*, (chez ANGELUS, *Simonia*, 1, § 1: livre 6, titre 55)

4664RICARDUS, *Super Sententiarum librum* (chez ANGELUS, *Simonia*, 1, § 1: en 4, d 25, art. 3)

comme l'enseignement des susdites sciences qui, en raison du travail, peut parfois être vendu.

Ce qui est annexé au spirituel.

Est dit «annexé au spirituel»<sup>4665</sup> compris de la première façon, c'est à dire au spirituel par association avec l'Esprit saint, tout ce qui est au service du spirituel, comme les vases sacrés,

[fol. 24r]

l'église, le cimetière, les reliques des saints, les habits sacerdotaux.

V. Ce qui dépend du spirituel.

Est dit dépendant<sup>4666</sup> d'un tel spirituel (compris de la première façon), ou le suivant, tout ce qui en dépend ou en est la conséquence, comme avoir une dignité ecclésiastique canonique, un bénéfice ecclésiastique, le droit de percevoir les dîmes et les offrandes, et tout ce qui convient aux clercs en raison d'un ordre clérical comme sonner les cloches.

Ce qui est lui annexé ou en dépend ne peut être vendu, c. *Ad aures et Ad nostram, De simonia*.<sup>4667</sup>

Ce qui précède le spirituel.

Est dit antécédent<sup>4668</sup>, ordonné au spirituel compris de la première façon et le précédant, le droit de patronage; c'est le pouvoir de présenter quelqu'un à un office ecclésiastique, pouvoir qui ne peut être vendu, c. 1, *De jure patronatus*<sup>4669</sup>, quoiqu'il se transmette avec la totalité des biens temporels, c. *Ex litteris*<sup>4670</sup>,

Ce qui est annexé au spirituel, compris de la seconde façon<sup>4671</sup> (c'est à dire par rapport à l'esprit humain), ou qui en dépend, ce sont, par exemple, les livres d'école et les objets de ce genre qui peuvent être vendus selon le droit, sauf si l'Église avait assigné avant un lieu d'enseignement à un docteur.

Quant au second point, c'est à dire le «précisément», il faut noter qu'il arrive que quelque chose de temporel soit donné ou reçu pour un bien spirituel, ou annexé au spirituel ou dépendant de lui, même avec un pacte ou une condition préalable, sans que soit commise la simonie. Dans dix-sept cas, il ne semble pas qu'il y ait simonie quand on donne un bien spirituel pour un bien spirituel. Et ceci arrive dans dix-sept cas.

---

4665 Voir ANGELUS, *Simonia*, 1, § 2

4666 Voir ANGELUS, *Simonia*, 1, § 3

4667 X, 5, 3, c. 24 et c. 21

4668 Voir ANGELUS, *Simonia*, 1, § 4

4669 X, 3, 38, 1

4670 X, 3, 38, 7

4671 Voir ANGELUS, *Simonia*, 1, § 5

Dans dix-sept cas on ne commet pas la simonie, quand on donne un bien spirituel contre un bien spirituel.

Premier cas<sup>4672</sup>: quand on donne une propriété avec le pacte que sur elle soit construite une église, car ce pacte semble spirituel comme dans le c. *Significatum*<sup>4673</sup> où on donne une prébende avec le pacte de faire chaque jour une célébration dans une église et de ne pas abandonner l'église. A ce propos, il faut noter, premièrement, qu'il n'est permis à personne de faire de ses biens ceux de l'Église pour devenir chanoine<sup>4674</sup>; il en serait autrement si on avait donné libéralement et si ensuite, humblement, on demandait à être admis comme chanoine; deuxièmement, que, celui qui a constitué une prébende<sup>4675</sup> peut garder pour lui ou un autre le pouvoir de la conférer avec le consentement de l'évêque. Note troisièmement<sup>4676</sup> que, selon Panormitanus<sup>4677</sup>, si par statut, on impose que ceux qui sont nouvellement reçus ou doivent l'être parmi les chanoines, payent quelque chose, c'est de la simonie, mais si on impose cette charge pour la prébende, cela vaut en faveur du culte divin, par l'argument du c. *Significatum, De prebendis*<sup>4678</sup>.

Second cas<sup>4679</sup>: quand on donne quelque chose pour des œuvres spirituelles (par exemple, la célébration de messes ou l'administration de sacrements), à quelqu'un qui, par ailleurs, n'y est pas tenu, c'est licite, pourvu que soient réunies les trois conditions suivantes: qu'il prenne le don non avec l'intention de vendre un bien spirituel mais pour sa dépense et son travail; qu'il ne soit pas obligé par son office d'être le ministre; qu'il n'ait pas de quoi couvrir les dépenses nécessaires autrement. L'évêque, donc, doit pourvoir aux besoins du prêtre paroissial et le peuple peut être forcé de lui fournir le nécessaire; l'établit la glose *De consecratione, D 1, c. Omnis christianus*<sup>4680</sup>.

Troisième cas quand on donne quelque chose pour la vie éternelle et la rémission des péchés, parce qu'une aumône n'est pas le prix de la vie éternelle, sauf dans la mesure où elle est commandée par la charité; ce n'est pas le cas des autres biens spirituels qui sont conférés par les ministres de l'Église, comme dit Angelus<sup>4681</sup>. Celui qui fait un vœu<sup>4682</sup> à Dieu pour obtenir quelque bien temporel n'est pas simoniaque; en effet

---

4672 Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 1

4673 X, 3, 5 (*De prebendis et dignitatibus*), 11

4674 Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 3

4675 Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 4

4676 Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 3, avec un texte différent.

4677 PANORMITANUS, *Super Decretalium*, in c. *Dilecto*, Cl 2, *De simonia*. (selon ANGELUS, *Simonia*, 2, § 5)

4678 X, 3, 5 (*De prebendis et dignitatibus*), 11

4679 Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 6 et 7

4680 Décret, 3a pars, *De cons*, D 1, c 69

4681 ANGELUS, *Simonia* 2, § 8; le fondement du raisonnement est: *Daniel*, 4, 24, corrigé par le fait que ce n'est pas l'aumône qui rachète les péchés, mais la charité qui inspire l'aumône.

4682 Voir ANGELUS, *Votum*, 1, § 9. La suite des idées, chez ANGELUS comme chez GILBERT NICOLAS est sans

on ne peut commettre de simonie avec Dieu.

Quatrième cas<sup>4683</sup>: quand quelqu'un donne quelque chose pour faire cesser une vexation qui le toucherait dans un bien spirituel, pourvu qu'il soit certain de subir une situation injuste. Ainsi on peut donner à un évêque qui excommunie injustement, pour être absout, ou pour qu'il annule la sentence, et ceci si un grave préjudice menace l'excommunié, par l'allongement de la durée de la vexation, selon Joannes Andreae<sup>4684</sup> et Panormitanus<sup>4685</sup>. De même, quelqu'un peut donner à qui l'attaque injustement pour un bien déjà possédé, mais s'il possède injustement, il ne lui est pas permis de donner, ni non plus pour ne pas être déposé et des raisons de ce genre<sup>4686</sup>.

Un parent peut aussi, en suivant cette possibilité<sup>4687</sup>, donner quelque chose pour faire baptiser un petit s'il ne le peut lui-même et si quelqu'un ne veut pas le faire gratuitement, s'il n'a pas l'intention d'acheter un bien spirituel mais de faire un don pour le travail ou l'eau<sup>4688</sup>. Mais il n'est pas permis de donner ainsi pour un adulte qui, par la contrition, peut être sauvé, selon Panormitanus, c. *Debitum*<sup>4689</sup>. A propos de ce cas, il faut noter, premièrement, qu'on peut donner de l'argent à un païen<sup>4690</sup> pour qu'il soit baptisé, s'il craignait de devenir croyant à cause de la pauvreté, mais s'il n'a pas la volonté de le devenir si ce n'est par cupidité, il n'est pas permis de donner, par l'argument du *Décret*, 23, q 5, *Ad fidem*<sup>4691</sup>, sauf si

[fol. 24v]

on présumait avec probabilité que ce païen changerait ensuite de volonté.

De ce qui a été dit, il s'ensuit que celui qui est privé de son église ou d'une prébende<sup>4692</sup> qu'il détient de façon juste, peut donner quelque chose pour être délivré de cette vexation, mais pas si l'église ou la prébende a été assignée à un autre et s'il a été écarté par un

---

doute l'impossibilité de la simonie avec Dieu: on ne peut pas acheter à Dieu la vie éternelle, ni même un bien temporel. Dans le cas suivant, on passe aussi du spirituel au matériel.

4683 Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 10. On ne peut donner de l'argent pour faire cesser une vexation pour une punition donnée justement (par exemple la divulgation d'un empêchement, ou une excommunication, justes), mais on peut faire cesser une vexation pour quelque chose d'injuste. Le cas de celui qui reçoit l'argent est évoqué plus bas.

4684 JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur c. *Ad aures*, *De Simonia*, X, 3, 5, 24, selon ANGELUS

4685 PANORMITANUS, *Super Decretalium* sur c. *Ad aures*, *De Simonia*, X, 3, 5, 24 selon ANGELUS, *Simonia* 2, § 10

4686 Voir ANGELUS, *Simonia* 2, § 11. Si la vexation consiste à s'opposer à un droit acquis, il n'y a pas simonie à payer pour retrouver ce droit.

4687 Celle de faire cesser une «vexation»

4688 Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 12

4689 PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 3, 42, 4. Chez ANGELUS: par l'argument du X, 3, 42, 4

4690 Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 13

4691 Décret, 23, 5, 33

4692 Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 14

supérieur de façon juste, selon Innocentius<sup>4693</sup> et Panormitanus<sup>4694</sup>; il en serait autrement s'il était écarté par un tyran parce que, une fois écarté, il pourrait aussi donner.

Il faut noter deuxièmement que quoique celui qui donne puisse sans simonie récupérer un bien spirituel, cependant celui à qui on le rachète est simoniaque; ainsi quand on donne à un évêque pour qu'il ne confère pas un bien spirituel de façon simoniaque, il y a simonie de la part de celui qui reçoit et pas de celui qui donne.<sup>4695</sup>

Il s'ensuit enfin que si un chapitre donne quelque chose à quelqu'un qui n'a aucun droit dans une élection pour qu'il renonce à se présenter<sup>4696</sup>, ce chapitre n'est pas simoniaque s'il empêchait simplement que l'élection n'ait lieu; mais il le serait s'il empêchait que tel ou tel ne soit élu; dans ce cas on ne peut rien donner pour racheter une vexation.

Cinquième cas<sup>4697</sup>: on peut donner une modeste rétribution à un évêque pour une visite ou une consécration d'église, *De censibus, c. Cum apostolus*<sup>4698</sup> et *De simonia, c. Cum sit romana*.<sup>4699</sup>

«Sixième cas: quand on exige pour un pacte, de façon expresse, ce qui est permis par le droit». En effet, selon Panormitanus<sup>4700</sup>, quoique les biens spirituels ne reçoivent pas d'estimation, «cependant le dédommagement qui en provient peut bien en avoir une, et on peut procéder à son sujet comme au sujet d'un bien temporel, comme le dit la glose, *c. Coram, De officio delegati*<sup>4701</sup>». Il est donc suffisamment clair qu'un vicaire, en recevant un salaire, loue ses activités et n'est pas simoniaque, et c'est le cas aussi pour l'assesseur et l'avocat, comme dit Panormitanus<sup>4702</sup>.

«Septième cas<sup>4703</sup>: quand on exige quelque chose en le suggérant» comme lorsqu'on dit à quelqu'un qui veut entrer en religion «d'apporter quelque chose avec lui pour pouvoir en vivre; il est vrai qu'on peut le faire selon Panormitanus, *c. Non satis*<sup>4704</sup>, pourvu que cela n'aboutisse pas à une convention».

«Huitième cas<sup>4705</sup>: quand existe une coutume par laquelle on exige quelque chose» des laïcs pour des actes spirituels accomplis, mais non avant leur accomplissement, selon

---

4693 INNOCENTIUS IV, sur X, 5, 3, 24, selon ANGELUS, *Simonia* 2, § 14

4694 PANORMITANUS, *Super Decretalium*, in X, 5, 3, 23, selon ANGELUS, *Simonia* 2, § 14

4695 Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 15

4696 Voir ANGELUS, *Simonia* 2, § 16

4697 Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 17

4698 X, 3, 39, 6

4699 X, 5, 3, 10

4700 PANORMITANUS, *Super Decretalium*, selon ANGELUS, *Simonia* 2, § 18: in X, 2, 15, 1

4701 X, 1, 29, 34

4702 PANORMITANUS, *Super Decretalium*, Voir ANGELUS, *Simonia* 2, § 19

4703 Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 20

4704 PANORMITANUS, *Super Decretalium*, in X, 5, 3, 8

4705 Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 21

Innocentius<sup>4706</sup> et Joannes de Lignano.<sup>4707</sup>

Neuvième cas<sup>4708</sup>: quand quelqu'un dans un échange donne quelque chose pour compenser un bénéfice plus important, s'il s'agit de compenser des revenus temporels mais non des droits spirituels, parce que si quelqu'un donnait quelque chose dans ce cas, ce serait de la simonie.

Ce que ceux qui échangent doivent observer.

Il convient donc que ceux qui échangent observent trois choses: la première, qu'ils ne fassent pas de pacte mais qu'ils aient une pratique seulement; la seconde qu'ils n'échangent pas sans la permission d'un supérieur; la troisième que rien ne soit donné pour compenser un bien spirituel, par exemple, une autorité plus grande, une administration spirituelle ou d'autres biens spirituels.

«Dixième cas<sup>4709</sup>: quand on vend des vases sacrés; quoiqu'ils soient liés au spirituel ils peuvent en effet être vendus, sans considération pour la forme qu'est la consécration selon Ricardus, *Quolibet 2*<sup>o4710</sup>, ainsi ils peuvent être vendus à une autre église dans la même forme, mais il n'est pas permis de les vendre à un séculier sauf si la forme est redevenue celle de la masse primitive;

de même pour les vêtements sacrés que l'on doit vendre». Pour le chrême cependant eu égard à l'huile, il n'est pas permis d'exiger quelque chose, parce que c'est un bien spirituel même en tant qu'huile, 1, q.1, *Placuit*<sup>4711</sup>; de même, pour le pain béni ou les cierges bénis.

«Onzième cas<sup>4712</sup>: quand ce qui dépend du spirituel ou en résulte, est vendu en vue de ce qui en dépend, comme la perception des dîmes, les fruits des bénéfices, le pain offert, la cire, le grain et ce genre d'offrandes. En effet, si le droit de percevoir du spirituel ne peut être vendu, son fruit peut bien l'être. Il s'ensuit selon Panormitanus<sup>4713</sup>, qu'un supérieur peut bien vendre ce qui provient d'une juridiction en tant que fruits. De même les autres fruits et offrandes faites à une église peuvent être vendus puisqu'ils sont corporels selon Hostiensis<sup>4714</sup> et ils peuvent être loués à un laïque pourvu qu'il mette un clerc à sa place pour les recueillir, c. 1 et 2, *Ne clerici vel monachi*<sup>4715</sup>.»

Note comment un laïc peut donner une rente pour des bénéfices ecclésiastiques.

---

4706INNOCENTIUS, in X, 5, 3, 42 (Ad apostolicam), selon ANGELUS, *Simonia 2*, § 21

4707JOANNES DE LIGNANO, *Tractatus de bello*. Voir ANGELUS, *Simonia 2*, § 21

4708Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 22 et *Permutatio*, § 6.

4709Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 23 et 24.

4710RICARDUS, *Quolibet 2*, q. 22, selon ANGELUS, *Simonia 2*, § 23

4711*Décret*, C1, q1, c 22.

4712Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 25

4713PANORMITANUS, *Super Decretalium*. Voir ANGELUS, *Simonia 2*, § 25

4714HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*. Voir ANGELUS, *Simonia 2*, § 25: ar., c. Unici, § Si ut eccle. bene

4715X,,3, 50, c. 1 et 2, *Ne clerici vel monachi* (Chez ANGELUS: par l'argument de X,,3, 50, c. 1 et 2)

A propos de ce cas<sup>4716</sup>, il faut noter premièrement que quoiqu'on puisse donner une juridiction temporelle contre une pension annuelle, il n'est pas permis d'acheter l'administration de biens ecclésiastiques. De même, donner quelque chose pour avoir l'administration des pauvres et des hôpitaux est de la simonie, 1, q. 7, c. *Si quis*<sup>4717</sup>. Quelqu'un peut cependant donner pour être admis à y servir, sans avoir aucun droit.

[fol. 25r]

Donc, celui qui achète une charge de prévôt, d'économe, de vidame, d'avoué, de régisseur, et des charges de ce genre, est estimé simoniaque, 1, q. 1, c. *Si quis episcopus*<sup>4718</sup>, selon, cependant, la limite susdite.

Deuxièmement<sup>4719</sup>, il faut noter que celui qui donne quelque chose pour servir comme vicaire dans une église est simoniaque, selon Panormitanus, c. *Ad nostram*<sup>4720</sup>.

Troisièmement<sup>4721</sup>, que celui qui vend une propriété avec un droit de patronage, ne semble pas simoniaque, contrairement à celui qui vend [une propriété et] un droit de patronage parce que la copulative attire ce qui lui est principalement attaché et non accessoirement<sup>4722</sup>;

mais, quant à la conscience, Angelus dit qu'il faut recourir à l'intention: il y aurait simonie s'il agissait avec l'intention de vendre le droit de patronage.

Le douzième cas<sup>4723</sup> est quand un évêque promet de verser annuellement un salaire déterminé à un clerc fournissant un service spirituel et temporel, sans obligation cependant de fournir le temporel, et ce, jusqu'à ce qu'il l'ait pourvu d'un bénéfice, la condition du versement du salaire expirant, une fois le bénéfice donné. Il en serait autrement si la promesse de salaire était perpétuelle et sans condition. Et Panormitanus croit qu'un supérieur peut agir ainsi s'il n'y est pas incité principalement par le service mais parce que le clerc le mérite. C'est pourquoi le service ne doit pas être une cause finale, mais incitative<sup>4724</sup>.

«Le treizième cas<sup>4725</sup> quand on donne de l'argent pour une juridiction temporelle» qui ne dépend pas d'un office ecclésiastique; il n'y a pas en effet de simonie, mais il y a

---

4716 Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 26

4717 *Décret*, 1, 7, 2

4718 *Décret*, 1, 1, 8

4719 Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 27

4720 PANORMITANUS, *Super Decretalium* sur X, 5, 3, 21.

4721 Voir ANGELUS, *Simonia* 2, § 28. la phrase ne se comprend qu'avec la correction qui oppose «vendre avec» et «vendre...et...».

4722 ANGELUS distingue «vendre avec» et «vendre...et...». La préposition «avec». attache le droit de patronage à la propriété. «La copulative» désigne à la fois la conjonction «et» et la préposition «avec».

4723 Voir ANGELUS, *Simonia* 2, § 29

4724 Dans le cas d'une cause incitative, le service peut n'être pas rendu.

4725 Voir ANGELUS, *Simonia* 2, § 31



gain honteux selon Panormitanus<sup>4726</sup>.

«Le quatorzième cas, quand un bien spirituel est demandé contre un bien spirituel; par exemple: un prêtre qui doit dire la première messe» convient avec celui qui doit dire la seconde que chacun dise une messe à la place de l'autre messe (s'ils ne font pas de convention entre eux pour de tels biens, car si quelqu'un dit un jour: je te baptise avec la convention que tu me baptises, il est simoniaque, comme le tient Ricardus, IV<sup>4727</sup>); le «à la place de<sup>4728</sup>» dans ce cas ne doit pas avoir le sens d'un prix mais d'une aide après une promesse de messe. En effet, d'après les docteurs, quelqu'un pourrait bien dire: Aujourd'hui, à ta place, je dis la messe ou je baptise à ta place, et je demande que, à ma place, demain tu dises la messe ou que tu baptises, et faire des échanges de ce genre, puisque ce n'est pas un pacte<sup>4729</sup>.

«Le quinzième cas<sup>4730</sup> quand nous faisons un don pour inciter à prier comme quand nous faisons une aumône à des religieux, à des pauvres, pour les inciter à dire des messes» ou à prier «pour nous», sans avoir l'intention d'acheter des prières; mais, par des bienfaits gratuits, nous pouvons inciter à prier pour nous gratuitement et par charité.

«Le seizième cas<sup>4731</sup>, en raison d'une punition; ainsi pour l'absolution d'une excommunication, on exige de l'argent, non pour l'absolution parce que ce serait de la simonie, mais pour la punition du péché, *Ad aures, De simonia*<sup>4732</sup>.

Dix-septième cas<sup>4733</sup>, par raison de générosité, parce qu'on donne gratuitement et on reçoit gratuitement, non en raison de quelque bien spirituel, q. 1, *Quicumque*<sup>4734</sup>; cependant la noblesse dans un tel don, crée une présomption de simonie, c. *Etsi questiones, De simonia*<sup>4735</sup>.»

X. Second article. D'où viendrait la simonie et comment elle viendrait de trois dons.

Quant au troisième point<sup>4736</sup>, il faut remarquer qu'à partir de deux hommes, l'un dans l'ancien Testament, l'autre dans le nouveau, ce vice exécré semble avoir reçu son nom de

---

4726 PANORMITANUS, *Super Decretalium*,

4727RICARDUS, *Super Sententiarum librum IV*, d 25, ar 3.

4728«Pour» peut signifier: «pour le prix de» et «à la place de».

4729Voir ANGELUS, *Simonia 2*, § 32.

4730Voir ANGELUS, *Simonia 2*, § 33 et *Simonia 3*, § 9

4731Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 34

4732X, 5, 3, 24

4733Voir ANGELUS, *Simonia*, 2, § 35

4734X, 3, 48, 1

4735X, 5, 3, 18

4736Plutôt que: second article.

Giezi<sup>4737</sup> et de Simon le magicien. Le premier voulut recevoir, le second, donner. A partir du premier, on parla de «crime de Giezi», à partir du second, de «simonie». Et à ce qu'on dit, les docteurs ont retenu le nom du second parce que plus complet; donc on trouve le nom de cet homme autant pour celui qui donne que pour celui qui reçoit. Sur ce point vois Ricardus, sur le livre IV, d. 25<sup>4738</sup>. Et pour que ce donné ou ce reçu apparaissent clairement, il faut remarquer qu'il y a trois faveurs qui induisent la simonie dans les biens spirituels, si ces faveurs conduisent à un pacte: la faveur de la main à la main, c'est à dire l'argent reçu pour un bien spirituel d'une personne temporelle; la faveur de langue, c'est à dire la louange ou les prières; et la faveur pour obéissance. Et certains ajoutent la faveur du sang quand on confère un bénéfice en raison de la consanguinité ou de l'amitié.

Toute faveur<sup>4739</sup> de la main à la main, précédée par une convention, induit la simonie et il convient de la restituer; il en est autrement si on donne quelque chose sans convention, qui n'est pas un dû mais un don coutumier. La faveur de langue, quand elle est le but principal, surtout quand elle est pour quelqu'un d'indigne, induit la simonie. Si, d'autre part, il y avait eu des prières pour quelqu'un d'indigne et si un supérieur est mû principalement par elles, il y a simonie; il en est autrement si la faveur suit principalement les mérites, non les prières.

[fol. 25v]

La faveur pour obéissance, elle<sup>4740</sup>, est le service que l'on rend à un supérieur ou à un monastère, avec l'intention, non première mais seconde, d'avoir un bien spirituel; elle n'induit pas la simonie pourvu que celui qui rend le service soit apte au bénéfice et que n'intervienne pas de convention; mais quand le service est indigne ou pour un homme indigne, ou s'il y a eu une convention, la faveur est simoniaque et il faut restituer selon Panormitanus<sup>4741</sup> et Goffredus<sup>4742</sup>, c. *Cum essent*<sup>4743</sup>.

Au sujet de ce qui précède, il faut premièrement noter que, pour ces faveurs, sont simoniaques, non seulement ceux qui donnent et font des pactes, mais aussi ceux qui consentent et les intermédiaires, c. 26, *Per inquisitionem, De electione*<sup>4744</sup>, ainsi que les

---

4737Giezi ou Géhazi, court après Naaman, guéri gratuitement de la lèpre par son maître Elisée; au nom d'Elisée, il obtient par un mensonge deux talents et deux habits; il reçoit ensuite la lèpre de Naaman. (*Rois*, 2, 20-27). *Giezia* désigne le crime de Giezi, selon le *Glossarium* de Du Cange, qui cite: PETRUS CANTOR, I.1 *Summae*. Giezi reçoit et Simon donne.

4738RICARDUS, *Super Sententiarum librum* in IV, d. 25

4739*Munus*, don, faveur, mais aussi: charge, fonction; le mot désigne aussi une redevance ecclésiastique, un bénéfice, une investiture, etc., d'où une difficulté à choisir, surtout dans un texte elliptique et qui peut utiliser tous les sens.

4740ANGELUS, *Simonia*, 5, § 5,

4741PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 5, 3, 12

4742GOFFREDUS, *Summa*

4743X, 5, 3, 12

4744X,1, 6, 26

serviteurs, les familiers qui gèrent, comme l'était Giezi, in q. 100 in *Summa*<sup>4745</sup>.

Il faut noter deuxièmement, que, comme le dit Ricardus<sup>4746</sup>, quoiqu'un évêque ait fait une convention ou une promesse pour donner un bénéfice, si, oubliant un tel engagement, il confère librement le bénéfice, il n'est pas simoniaque, ni celui qui reçoit, et, s'il ignorait cet engagement, le bénéficiaire n'est pas tenu de résigner<sup>4747</sup>.

Troisièmement<sup>4748</sup>, selon les docteurs (c. 1, *De simonia*<sup>4749</sup>), dans la curie romaine, le nom de «simonie» n'a pas sa place; ce qui est vrai, selon Panormitanus, pour ce qui est simoniaque d'après le droit positif uniquement (telle la vente de charges de régisseur, d'avoué, et de charges de ce genre), pas pour ce qui est simoniaque de droit divin; pour ce qui est simoniaque de droit divin (par exemple pour les bénéfices qui comportent l'administration d'un ordre ou l'exécution du pouvoir des clés), à cause du titre, le vendeur serait simoniaque et dans ce cas, son autorité ne le met pas hors de cause et c'est noté dans la glose sur le c. *Licet*, *De penis*<sup>4750</sup>.

Quatrièmement, le pape ne commet pas la simonie du fait qu'il semble donner une dispense<sup>4751</sup> pour un bénéfice obtenu par simonie, quand il le sait et tolère le scandale, comme dit Joannes de Lignano, c. 1<sup>4752</sup>, ce qu'on croit vrai quand la simonie est commise avec le pape (par exemple, quand quelqu'un, moyennant finances, a obtenu un bénéfice par le pape qui le sait bien et y consent), parce que la connaissance qu'a un prince d'un crime débarrasse ce crime des peines de la loi, qu'on soit simoniaque de droit divin ou de droit positif, et le bénéficiaire est pas tenu de résigner, si la simonie est de droit positif. Mais pour les autres dons venus du pape, quoique le pape sache ce que les maîtres, les membres de la curie, exigent, et qu'il le tolère, il ne semble pas pour autant donner de dispense; et donc les peines les enveloppent.

De même<sup>4753</sup>, un don simoniaque, obtenu au moyen d'une convention, doit

---

4745Vraisemblablement: THOMAS, *Somme*, II-II, q. 100, a 1, s 4, où Giezi est un *discipulus*.

4746RICARDUS, *Super Sententiarum librum*

4747ANGELUS, *Simonia*, 5, § 5.

4748ANGELUS (*Simonia*, 5, § 6: l'autorité du pape excuse-t-elle la simonie?). La réponse, tout en étant commune, y est formulée de façon plus incisive: «le pape en vendant un tel titre est simoniaque».

4749X, 5, 3,1

4750Glose sur X, 5, 37, 3

4751ANGELUS, *Simonia*, 5, § 7. S'il y a dispense, il n'y a pas simonie.

4752JOANNES DE LIGNANO, sur c.1, *De simonia*: X, 5, 3, 1.

4753Retour à la restitution, après quatre remarques

obligatoirement être rendu, selon les docteurs unanimes, à celui pour l'affront et l'injustice de qui, il semble avoir été fait.

Corollaire.

C'est pourquoi, corrélativement, il s'ensuit premièrement que ce qui est reçu par simonie pour entrer dans une église séculière, si le donateur n'a pas de quoi vivre, doit lui être restitué. S'il a de quoi vivre et que le supérieur seul est en faute, le don doit être versé à l'église pour la honte de laquelle il a été fait; si tous les membres de l'église sont en faute, le don doit être versé à l'église et les coupables chassés; et s'ils ne le sont pas, le don doit être versé au trésor du pape, selon Hostiensis<sup>4754</sup> pour qu'il le distribue pour de pieuses causes<sup>4755</sup>.

Deuxièmement, il s'ensuit que quand il s'agit d'une église monastique, si tous sont en faute, il faut restituer au donateur pour qu'il entre dans un second monastère puisqu'il ne peut pas entrer dans le premier. Si des individus isolés ont été en faute, le don sera versé au second monastère seulement pour l'usufruit, et, à la mort de celui qui est entré, il doit être rendu et il reviendra au premier monastère. Sont d'accord Hostiensis<sup>4756</sup> et maître Antonin<sup>4757</sup>. Mais si le lieu est tel<sup>4758</sup> ou si est telle la personne à qui le don doit être rendu qu'ils ne puissent l'avoir, par exemple si c'est une église abandonnée ou s'il faut le rendre à des personnes inconnues, il doit être alors versé aux pauvres comme dit Antonin.<sup>4759</sup>

Troisièmement, il s'ensuit que ce qui est donné pour recevoir un ordre<sup>4760</sup> doit être restitué à l'église cathédrale aux dépens de qui le don semble avoir été fait, si le donateur n'a pas été ordonné au titre d'un bénéfice; sinon, il lui sera rendu selon Uldericus<sup>4761</sup> et Rodonensis.<sup>4762</sup>

Y. Troisième article. Dans quels cas se commet la simonie: premièrement, à propos des bénéfices.

Et parce que cette lèpre envahit le peuple du Christ et parce que, telle la pire des bêtes sauvages, elle le dévore jusqu'à maintenant, il faut en parler.

Il faut donc savoir que l'on commet la simonie de multiples façons à propos des bénéfices et des dignités ecclésiastiques.

Parfois, elle est commise par des rois<sup>4763</sup>, des princes et d'autres, qui reçoivent de l'argent

4754HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium* sur X, 5, 3, 19 ou X, 5, 3, 11, chapitres évoqués chez ANGELUS.

4755ANGELUS, *Simonia*, 7, § 1

4756Glose sur: X, 5, 3, 11 (Chez ANGELUS).

4757ANTONIUS DE BUTRIO (dont on connaît des *Commentaria super librum I Decretalium.*), sur: X, 5, 3, 11; plutôt que ANTONIN DE FLORENCE

4758Voir ANGELUS, *Simonia*, 7, § 2

4759ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*,

4760Voir ANGELUS, *Simonia*, 7, § 4

4761ULDERICUS, sans précision chez ANGELUS (*Simonia*, 7, § 4)

4762RODONENSIS, *Summa*: sans précision chez ANGELUS (*Simonia*, 7, § 4)

4763Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 1

ou la promesse d'un bénéfice, pour qu'ils consentent à une promotion ou à une élection à une dignité ou à une prélature, argent qu'ils sont tenus de restituer à l'église de la prélature de laquelle il s'agissait, selon Panormitanus<sup>4764</sup>. Parfois la simonie est commise par des chanoines<sup>4765</sup> qui s'entendent entre eux et par convention pour que certains des leurs soient reçus parmi les chanoines ou les bénéficiers, c. *Quam pio*, 1, q. 2<sup>4766</sup>.

Parfois<sup>4767</sup>, en conférant un bénéfice si quelqu'un passe avec le bénéficié une convention [fol. 26r]

pour avoir une portion des revenus du bénéfice

Parfois<sup>4768</sup> en promouvant au rectorat d'une église quand il y a une convention de verser une pension plus importante au collateur; ou est simoniaque celui qui, de lui-même, s'oblige à verser une pension, selon Panormitanus<sup>4769</sup>, c. *Cum clerici, De pactis*<sup>4770</sup>. Parfois il y a simonie à cause de ceux qui reçoivent quelque chose pour l'investiture des églises, c. *In tantum*, à ce titre<sup>4771</sup>. Remarque<sup>4772</sup> qu'un évêque, pour une cause juste et nécessaire, peut statuer que les revenus d'un bénéfice vacant, qui correspondent à une durée déterminée, soient assignés à un louable usage.

De même, ils peuvent être assignés au paiement des dettes des évêques, contractées au nom de l'Église, mais non en leur propre nom, comme le note la glose, c. 1, *De solutionibus*<sup>4773</sup>.

La simonie commise à propos des offices.

Il faut noter qu'on peut commettre cette détestable simonie à propos des offices et des services d'église, de multiples façons. Premièrement<sup>4774</sup> de la part de celui qui vend l'eau bénite ou le pain béni selon Alexander<sup>4775</sup> et Rodonensis<sup>4776</sup>, quoiqu'on puisse vendre les profits habituels ici qui en proviennent; de même, de la part de celui qui vend l'office de fermer la porte de l'église ou de sonner les cloches, si d'habitude l'office est exercé par un clerc, parce que c'est un office relié à quelque chose de spirituel<sup>4777</sup>.

---

4764PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur c. *De hoc, De simonia* (X, 5, 3, 11), selon ANGELUS, *Simonia*, 3, § 1

4765Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 2

4766*Décret*, 1, 2, 2

4767Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 4

4768Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 5

4769PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 1, 35, 6

4770X, 1, 35, 6

4771X, 5, 3, 36. Cette remarque n'est pas dans ANGELUS.

4772Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 4

4773Glose sur X, 3, 23, 1

4774ANGELUS, *Simonia*, 3, § 6 et 7.

4775ALEXANDER, *Summa theologica*: sans référence

4776RODONENSIS, *Summa*: sans référence

4777Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 7.

Deuxièmement<sup>4778</sup> sont simoniaques ceux qui vendent une prière, une prédication, une procession pour de l'argent: ce sont de biens spirituels en ce qu'ils viennent de la grâce<sup>4779</sup>.

Troisièmement<sup>4780</sup> sont simoniaques les prêtres paroissiaux et les supérieurs qui reçoivent quelque chose d'autres personnes pour que, dans la paroisse ou l'épiscopat, elles puissent quêter; et de tels quêteurs, s'ils ôtent des ressources aux églises des pauvres, sont tenus de restituer.

Quatrièmement<sup>4781</sup> ceux qui décident qu'on ne fasse pas une procession de l'église pour un enterrement sauf si le défunt lui a légué une somme fixée; il en serait autrement s'ils décidaient qu'il y aurait tel honneur ou telle procession pour ceux qui lèguent telle somme. De même<sup>4782</sup>, il n'est pas permis de passer une convention de don d'argent contre la célébration d'un anniversaire, selon Ricardus, en. IV, d. 25<sup>4783</sup>. Mais si on donne par dévotion, l'église doit célébrer.

Cinquièmement, il n'est pas permis de passer une convention pour lire le psautier pour un défunt<sup>4784</sup>; il en serait autrement si on faisait une convention pour la peine et la veille que demande la lecture. De même, décider que la croix ne doit pas être portée<sup>4785</sup> sauf pour un prix défini, et fixer pour quelle somme quelqu'un est déposé dans telle sépulture puisqu'à cet endroit il y a déjà plusieurs morts, c'est de la simonie selon Hostiensis.<sup>4786</sup>

Sixièmement, sont simoniaques les clercs qui ne veulent pas ensevelir un corps si auparavant le prix établi pour le lit d'exposition n'a pas été réglé<sup>4787</sup> ou si caution ne leur a pas été donnée de la part des héritiers du défunt pour la réception de ce qui est porté avec le corps. Et de même, quand ils ne veulent pas ensevelir sans paiement, c. *Questa est*, 13, q. 2<sup>4788</sup>. Note alors que l'«enterrement», si on prend le mot à la lettre comme devant être considéré comme une mise en terre, peut être vendu, mais pas s'il est aussi considéré comme sacré. Si on prend aussi le mot «enterrement» au sens d'office consacré à ceux qu'on doit enterrer, on ne peut le vendre, mais on peut vendre le travail des clercs qui ne sont pas obligés de le faire, selon l'argument du c. *Charitatem*, 12, q. 2<sup>4789</sup>.

---

4778 Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 9.

4779 La grâce de Dieu, grâce spirituelle et par ailleurs gratuite.

4780 Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 8

4781 Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 10, qui renvoie à THOMAS, *Somme*, II-II, q. 100, a. 3, r. 2

4782 Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 11

4783 RICARDUS, *Super Sententiarum librum*, IV, d 25

4784 Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 13

4785 Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 14

4786 HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*, sans référence en ANGELUS, *Simonia*, 3, § 14

4787 Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 15

4788 Décret, C.13, q. 2, c; 12

4789 Décret, C.12, q 2, c. 45

La simonie commise à propos des sacrements.

De plus, on peut commettre la simonie de multiples façons à propos des sacrements et des sacramentaux en vendant ou en achetant de tels biens, vu qu'ils sont spirituels, ou en vendant une bénédiction de mariage<sup>4790</sup> ou une autorisation de confession. On la commet aussi quand on donne, à la suite d'une convention, pour une bénédiction de vêtements ou de vases sacrés, pour les bénédictions des abbés ou des abbesses, pour la prise de voile des vierges, pour l'eau bénite, ou pour l'examen ou les lettres concernant les clercs à ordonner, ou si quelqu'un donne de l'argent pour qu'une personne ne soit pas ordonnée ou élue, ou que l'élection ne soit pas confirmée.

En effet, à propos de ces actes, note que si quelqu'un ne veut pas bénir des mariés<sup>4791</sup> sauf contre de l'argent, on doit recourir au supérieur qui ne force à un don que parce qu'on a l'intention de se libérer d'un mauvais traitement.

Deuxièmement<sup>4792</sup> note que le prêtre qui n'a pas l'intention de vendre l'autorisation de se confesser, de communier, de bénir les fiancées, mais de prendre des dispositions concernant les revenus qui lui arriveraient, n'est pas simoniaque.

Troisièmement,<sup>4793</sup> note que l'archidiacre qui examine les candidats aux ordinations et que le ministre qui lit l'évangile quand il y a une ordination, s'ils reçoivent quelque chose, sont simoniaques, selon maître Antonius<sup>4794</sup>, avant dernier chapitre, *Décrétales*<sup>4795</sup>.

De cette façon, le rédacteur de lettres<sup>4796</sup>, s'il ne touche pas un salaire publique, peut, pour son travail, recevoir quelque chose, si on estime uniquement la qualité du service rendu et non de l'ordre, comme quelqu'un qui reçoit tant pour un cléricat, plus, pour un diaconat;  
[fol. 26v]

etc; il semble qu'il y a simonie. De plus, pour un sceau<sup>4797</sup>, il n'est permis d'exiger que le coût de la cire pour sceller et des clercs employés à cet office, sinon il y a simonie quand il n'y a rien d'autre que l'attestation du juge.

En outre, il s'ensuit que pour faire justice<sup>4798</sup> ou rendre le droit dans des affaires spirituelles, on ne doit pas donner d'argent à l'évêque ou à d'autres personnes, selon Ricardus, IV, d. 25<sup>4799</sup>; et, quand il s'agit de causes ecclésiastiques et que les témoins sont

4790 Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 16 et suivants. Pour la confession, il s'agit de l'autorisation de se confesser à un autre prêtre que le prêtre paroissial.

4791 Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 17.

4792 Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 18

4793 Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 20

4794 ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*, sur X, 5, 3, 1

4795 X, 5, 3, 45

4796 Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 22. Il s'agit de lettres faites pour une ordination, par un notaire.

4797 Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 22.

4798 Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 28.

4799 RICARDUS, IV, d. 25, ar.3, q. 2

des ecclésiastiques, il n'est pas permis de vendre un témoignage<sup>4800</sup>, selon Alexander<sup>4801</sup>, ni de cacher<sup>4802</sup> le péché de quelqu'un contre de l'argent, quand on a l'office de le révéler, *De simonia*, c. *Nemo*<sup>4803</sup>. De même, il n'est pas permis, à la suite d'une convention<sup>4804</sup>, de donner à quelqu'un de l'argent pour qu'il se convertisse, pour qu'il entre en religion ou reçoive des sacrements, mais seulement de donner, sans convention, pour inciter à ces actes, selon Panormitanus, c. *Dilectus*<sup>4805</sup>. Pour entrer dans un monastère<sup>4806</sup>, il n'est pas permis, non plus, de recevoir ni d'exiger quelque chose comme un prix, mais il est permis de recevoir quelque chose pour l'entretien du récipiendaire, si les ressources du monastère ne suffisent pas; il est permis cependant, à quelqu'un de faire de larges aumônes. Quoiqu'il ne soit pas permis, par un engagement, de donner ou de recevoir pour une admission, c. *Quam pio*, 1, q. 2<sup>4807</sup>, Rodonensis<sup>4808</sup> soutient que si un monastère est indigent et de faible importance, il n'est pas simoniaque de passer une convention pour ces aumônes, pourvu que ce ne soit pas pour conférer des biens spirituels, mais pour compenser ou alléger les dépenses ou les frais.

## Z.

Remarque, à propos de ce qui précède, que celui qui corrompt un témoin ou un juge dans une affaire spirituelle est simoniaque comme le juge ou le témoin corrompus par l'argent<sup>4809</sup>.

De même, le maître<sup>4810</sup> en dialectique, en grammaire, dans les autres arts libéraux et en théologie, à qui est assignée une prébende ou donné un bénéfice sur une église et dont les revenus sont suffisants, s'il exige quelque chose des clercs de cette église ou de pauvres venus d'ailleurs pour les instruire, commet la simonie, selon Joannes,<sup>4811</sup> Bartolomeus Brixienis<sup>4812</sup>, Hostiensis<sup>4813</sup> et Archidiaconus<sup>4814</sup>. Mais s'il est dans le besoin,

---

4800Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 30

4801ALEXANDER., *Summa theologica*, sans référence chez ANGELUS.

4802Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 29

4803X, 5, 3, 14

4804Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 26

4805PANORMITANUS sur X, 3, 5, 30

4806Voir ANGELUS, *Simonia*, 4, § unique. Citation de THOMAS, *Summa*, II-II

4807*Décret*, C 1, q 2, c 2

4808RODONENSIS, Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 27, où il est cité, dans une argumentation différente.

4809Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 43

4810Voir ANGELUS, *Magister*, § 11.

4811JOANNES (ANDREAE), sur *Décret*, D 37, c. 12.

4812BARTOLOMEUS BRIXIENSIS, sur *Décret*, D 37, c. 12.

4813HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*, in X, 3, 5, (*De prebendis*), 5

4814ARCHIDIACONUS, in c. *De Quibusdam*, d. 37



il peut vendre son travail. Les autres maîtres<sup>4815</sup>, eux, qui ne sont pas pourvus d'un salaire public suffisant peuvent en exiger un de leurs étudiants riches, mais non des pauvres; à leur sujet: *De censibus, c. Licet.*<sup>4816</sup>

A propos de la simonie des maîtres<sup>4817</sup>, remarque, premièrement, qu'un maître ne doit pas donner à des étudiants un temps de vacances ou de célébration de fête, en vue du gain; s'il le faisait, qu'il s'agisse ou non de célébrer une fête, il y aurait simonie, selon Raymundus<sup>4818</sup>, et s'il le faisait pour qu'ils se reposent, ce serait un gain honteux.

Remarque deuxièmement que le maître doit prendre garde à ne rien exiger pour accorder la licence d'enseigner<sup>4819</sup> parce que, selon Goffredus<sup>4820</sup> et Hostiensis<sup>4821</sup>, ce serait un gain honteux à rendre nécessairement à celui qui a fait le don, s'il était apte, parce qu'il n'a pas fait de don honteux mais a pu se libérer d'un mauvais traitement, c. *Dilectus, De Simonia*<sup>4822</sup>; il en serait autrement s'il n'était pas apte: puisqu'il a fait un don honteux, on ne le lui restitue pas, mais il faudrait, de bon conseil, l'attribuer aux pauvres. De même, l'évêque<sup>4823</sup> qui accorde à un clerc, en vue du gain, la permission d'aller dans des écoles pour le quinquennat accordé par le droit, c. *Super specula, De magistris.*<sup>4824</sup>.

De même, s'il donne la permission pour un temps plus long<sup>4825</sup> en visant principalement à le libérer de l'office spirituel qu'il doit à une église. car Rodonensis<sup>4826</sup> le croit simoniaque: mais si c'est pour donner un délai pour les études, c'est seulement un gain honteux.

Remarque troisièmement<sup>4827</sup> que tous les maîtres peuvent accepter les dons spontanément offerts par les étudiants: il y a en effet des dons qui, quoique demandés de façon malhonnête, sont cependant reçus honnêtement, *ff. De variis et extraordinariis cognitionibus.*<sup>4828</sup>

De plus, le supérieur qui occupe un bénéfice par simonie ou y est en intrus, est tenu de renoncer au bénéfice; et si c'est un évêque et s'il est à l'article de la mort et ne peut aller trouver le pape, il ne doit pas abandonner ce qu'il possède de fait sans autorisation du pape, mais s'abstenir d'en percevoir les fruits, excepté le strict nécessaire pour vivre; et

---

4815Voir ANGELUS, *Magister*, § 12

4816X, 3, 39, 4

4817Voir ANGELUS, *Magister*, § 14

4818RAYMUNDUS, *Summa juris*; sans référence chez ANGELUS., § 14.

4819Voir ANGELUS, *Magister*, § 15

4820GOFFREDUS DE TRANO, *Summa*, sans référence chez ANGELUS., § 15.

4821HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium* sans référence chez ANGELUS., § 15.

4822X, 5,3, 30

4823Voir ANGELUS, *Magister*, § 15

4824X, 5, 5 (*De magistris*),5

4825Voir ANGELUS, *Magister*, § 15

4826RODONENSIS, *Summa*, sans référence chez ANGELUS., § 15.

4827Voir ANGELUS, *Magister*, § 13

4828*Digeste*, 50, 13,1,5 (loi 1, § *Est quidem res*, selon ANGELUS, *Magister*, § 13).

qu'il cherche, aussi vite que possible, à résigner le bénéfice, c. *Nisi cum pridem, De renuntiatione*<sup>4829</sup>. De même, les autres bénéficiaires par simonie, sont tenus de résigner les bénéfices ainsi que tous les fruits perçus; une fois qu'ils savent qu'ils possèdent de façon simoniaque, ils sont obligés de restituer.

A. Quand commet-on la simonie en résignant des bénéfices.

A propos de la renonciation, résignation, ou remise, de ce genre de bénéfices, on peut commettre la simonie de multiples façons.

Premièrement celui qui donne ou rend un bien spirituel, si une convention ou une condition temporelle intervient, est simoniaque, 1, q. 2, *Quam pio*<sup>4830</sup>. C'est pourquoi quelqu'un ne peut renoncer<sup>4831</sup> à un procès sur un bien spirituel pour quelque chose de temporel

[fol. 27r]

qu'on lui a donné, même au nom des dépenses, selon Panormitanus, c. *Cum pridem*<sup>4832</sup>. Cependant, Innocentius<sup>4833</sup> et Hostiensis<sup>4834</sup> disent qu'est valable un accommodement, sous l'autorité d'un supérieur, selon lequel on donne quelque chose de temporel, pour<sup>4835</sup> le bien qu'est la paix, et pour un objet à propos duquel il n'y a pas de certitude concernant le droit qui s'applique à lui, afin qu'il abandonne le procès ou renonce, s'il a quelque droit; cependant, ce n'est pas permis de la seule autorité des parties.

Deuxièmement, quelqu'un qui n'est pas sûr<sup>4836</sup> et qui se demande s'il a le droit à propos d'un bénéfice, ne peut donner de l'argent à une autre personne pour qu'elle abandonne un procès ou qu'elle n'en fasse pas pour ce bien spirituel; mais il pourrait bien en donner s'il était sûr de son droit. Et l'autorité du pape ne dispense pas de simonie, s'il s'agit d'un bénéfice auquel est annexé le pouvoir des clefs, parce qu'on donne clairement de l'argent pour ce pouvoir spirituel. Cependant, elle le ferait pour une simonie relevant du droit positif, c. *Cum pridem, De pactis*.

Troisièmement,<sup>4837</sup> celui qui, à la suite d'une convention, pour recevoir quelque chose de temporel, renonce aux lettres qui lui font obtenir un bénéfice ecclésiastique, est simoniaque, selon Panormitanus, c. *Ad audientiam, De rescriptis*<sup>4838</sup>; il en est autrement si, par l'office d'un juge ou de la médiation d'hommes de bien, la renonciation se fait, d'un

4829X, 1, 9, 10. Voir ANGELUS, *Renunciatio*, § 13.

4830*Décret*, C 1, q 2, c 2.

4831Voir ANGELUS, *Renunciatio*, § 9

4832PANORMITANUS *Super Decretalium*, sur X, 1, 35 (*De pactis*), 4

4833INNOCENTIUS, sans référence chez ANGELUS, *Renunciatio*, § 9.

4834HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*, sans référence chez ANGELUS, *Renunciatio*, § 9.

4835Les deux arguments ici invoqués ne sont pas chez ANGELUS, *Renunciatio*, § 9. cependant, on trouvera au § 10, l'argument de la paix.

4836Voir ANGELUS, *Renunciatio*, § 10

4837Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 37

4838PANORMITANUS, *Super Decretalium*, X, 1, 3, 11

côté, sans rien, et que, d'un autre côté, on donne quelque chose de temporel<sup>4839</sup>; ou s'il renonce par un échange contre un autre bien spirituel, par exemple pour un bénéfice.

Quatrièmement<sup>4840</sup>, celui qui donne à un supérieur quelque chose de temporel pour n'être pas retiré d'une charge de prieur ou d'un bénéfice est simoniaque si la nécessité ou l'utilité veut qu'il le soit; autrement, non, à condition que l'intention ne soit pas corrompue. Mais<sup>4841</sup> n'est pas simoniaque celui qui résilie pour que l'on donne à une autre personne définie sauf si cela se ramène à une convention, c. *Dilecto, De prebendis*.<sup>4842</sup>.

Cinquièmement<sup>4843</sup>, celui qui remet une dette temporelle pour obtenir un bien spirituel est simoniaque selon le c *Veniens, De testibus*<sup>4844</sup>, et ceci quand la dette représente un avantage liquide<sup>4845</sup>.

Sixièmement<sup>4846</sup>, celui qui promet de ne rien demander à celui qui confère un ordre ou à celui qui y présente, pendant tant d'années, est simoniaque parce qu'il fait remise de fruits temporels pour l'obtention de biens spirituels.

A propos de ce qui précède<sup>4847</sup>, remarque que ceux qui donnent les premiers fruits d'un bénéfice et qui payent les taxes des bulles selon l'habitude de la curie romaine ne sont pas estimés simoniaques,

parce qu'ils ne donnent pas pour des biens spirituels mais pour l'entretien de la curie et des officiers; il faut juger autrement quand il s'agit de cours inférieures de prélats qui ont de quoi vivre selon la décence. Il n'est pas permis en effet de faire de telles<sup>4848</sup> taxes pour les absolutions, les dispenses et les actes de ce genre, 1, q. 3, c. *Ex multis*.<sup>4849</sup>

Doctrine pour le denier des associés. Vingt-quatrième denier.

Pour ce denier, j'énonce la maxime suivante: Dans un contrat de société, les marchands associés ou les artisans doivent observer deux conditions: premièrement que les métiers ou le commerce soient licites; deuxièmement que l'équité soit conservée en tout, parce que, selon Goffredus<sup>4850</sup>, dommage et profits doivent être communs, qu'il s'agisse d'argent, d'animaux ou d'autres objets.

B. Premier article. La communauté des profits

De l'absence de la première condition, suivent beaucoup de corollaires.

---

4839Il n'y a donc pas de convention.

4840Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 38

4841Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 39

4842X, 3, 5, 25

4843Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 40

4844X, 2, 20 (*De testibus et attestationibus*),10

4845En X, 2, 20, 10, il est question de cinq barils de vin.

4846Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 41

4847Voir ANGELUS, *Simonia*, 3, § 45

4848Des taxes pour vivre, et pour vivre selon la pompe, d'après ANGELUS.

4849*Décret*, C 1, q 3, c 9

4850GOFFREDUS DE TRANO, *Summa*. Voir ANGELUS, *Societas*, 1, § 4

Premier corollaire.

Il n'est pas permis<sup>4851</sup> qu'un des associés ait quelque chose du profit et rien des pertes ou ait plus de profit que ce que réclame ce qu'il a mis dans l'association. Cependant<sup>4852</sup>, il est permis à celui qui met seulement son travail de stipuler qu'il veut un fixe de tant pour son travail, et veut n'être en rien affecté par les pertes, parce qu'un tel contrat n'est pas un contrat de société mais de location de ses travaux, selon Angelus.<sup>4853</sup>

Second corollaire.

Deuxièmement<sup>4854</sup>, il faut savoir que celui qui confie à une société cent livres en stipulant qu'il conservera intact le capital, et qui ne veut pas être affecté par les pertes, tout en voulant cependant recevoir une part du profit à la discrétion de l'associé, est un usurier, c. *Consuluit* et c. *Si de usuris*<sup>4855</sup>. Cependant si quelqu'un ne voulait pas risquer la perte de son capital et trouvait quelqu'un qui voudrait l'assurer contre un versement, ce ne serait pas pratiquer l'usure, mais se libérer du danger par une telle assurance. C'est pourquoi, dans ce cas, l'argent mis dans la société, le capital, reste bien au risque de celui qui le met, quoiqu'il rachète ce danger à un coût. Pour que cela soit permis, il faut le concours de deux conditions: premièrement, que l'associé qui reçoit le capital veuille librement qu'il soit assuré; deuxièmement, il pourrait vraisemblablement, à partir d'une telle société, gagner, au delà de sa part, autant que ce qu'il payerait pour assurer ainsi la communauté. Et ne s'y oppose pas le c. *Naviganti, De usuris*<sup>4856</sup>, parce qu'ici, «il prêterait» ne signifie rien d'autre que: «il recevrait» la perte et le profit pour le risque; ceci selon Angelus<sup>4857</sup>.

Troisième corollaire.

Troisièmement<sup>4858</sup>, celui qui place cent chez des marchands, de sorte que la moitié, le tiers ou le quart soit aux risques du marchand, commet l'usure selon  
[fol. 27v]

certain, mais d'autres ne sont pas d'accord. Et ceci parce qu'il y a un doute: la perte doit-elle être commune, si le capital est perdu, ou est-elle seulement pour celui qui a mis le capital?

La perte du capital pèse-t-elle sur tous?

A ceci Petrus<sup>4859</sup> répond que, s'il n'y a pas de convention ou une autre coutume, la

---

4851 Voir ANGELUS, *Societas*, 1, § 5

4852 Voir ANGELUS, *Societas*, 1, § 6

4853 ANGELUS DE PERUSIO, *Tractatus de societate*, cité en ANGELUS, *Societas*, 1, § 4

4854 Voir ANGELUS, *Societas*, 1, § 7

4855 X, 5, 19, 10 (*Consuluit*) et 19 (*Naviganti*)

4856 X, 5, 19, 19. Celui qui «prête» et «reçoit» au delà du capital est, selon la *Décrétale*, un usurier.

4857 Voir ANGELUS, *Societas*, 1, § 7

4858 Voir ANGELUS, *Societas*, 1, § 9

4859 PETRUS, / je ne sais pas qui est ce PE. Chez ANGELUS, *Societas*, 1, § 10: *ut refert Cy* (CYNUS COLLECTARIUS), in *l. 1, C. Pro So*

perte du capital, si elle arrive à cause de la société avant l'accomplissement des opérations est commune; si c'est après l'accomplissement de certaines opérations, elle est, en partie, pour celui qui apporte le capital aussi; si c'est après l'accomplissement de toutes, le capital est perdu uniquement pour celui qui l'a apporté: la perte des travaux suffit à l'autre; mais selon Baldus<sup>4860</sup>, que ce soit avant ou après, le capital est perdu uniquement pour celui qui l'engage; ce qui est éventuellement plus vrai selon le droit. Et ainsi, en tenant cette opinion de Petrus et celle de Baldus, il n'est pas permis de stipuler que la perte du capital soit commune, mais on peut stipuler qu'elle soit seulement pour celui qui a apporté le capital. La raison est qu'à la fin de l'association, s'il n'y avait rien d'autre que le capital, celui qui l'a apporté l'aurait en entier; donc, l'associé, puisqu'il ne reçoit pas de profit sur le capital, ne doit pas en subir la perte. Mais si selon une convention ou une coutume, il se faisait que la perte du capital soit à partager, dans ce cas, il faudrait la diviser à la fin de l'association, s'il n'y avait pas de profit, selon la convention passée ou la coutume concernant la perte. Et s'il n'y avait pas de convention concernant la perte mais seulement le profit, on doit comprendre qu'il en est de la perte comme du gain. Et si celui qui apporte le capital prétendait ne rien éprouver de sa perte, mais simplement l'avoir à la fin, il serait usurier en pensée.

### C. Second article. Les conventions dans une société.

Quatrièmement, il faut savoir que pour la conscience, toute convention qui n'infirmes pas la participation de l'autre, au jugement d'un homme de bien, est licite, de sorte que celui qui a apporté plus, a plus<sup>4861</sup>, tout en mettant en commun, de façon égale, profit et perte. Donc, celui qui apporte son activité<sup>4862</sup> dans une association, en naviguant, en voyageant à cheval, et faisant des actes de ce genre, n'est pas obligé d'apporter de l'argent pour ses dépenses quand il part à cause de celui qui apporte le capital, parce que le profit s'entend les dépenses déduites, Loi *Illud*, C. *De codicillis*<sup>4863</sup>, sauf, selon Baldus<sup>4864</sup>, pour les dépenses qu'il aurait faites chez lui, parce qu'elles ne doivent pas être prises sur le corps qu'est l'association, sauf si une coutume en décidait autrement, parce que quand la coutume ne contient pas une injustice manifeste, il semble qu'on a fait ce qui

---

4860BALDUS, selon ANGELUS, *Societas*, 1, § 10

4861Voir ANGELUS, *Societas*, 1, § 11

4862Voir ANGELUS, *Societas*, 1, § 12

4863*Digeste*, 29, 7, (*De jure codicillorum*), 13, pr.

4864BALDUS, *Commentaria*.

est habituel, *L. Quod si nolit, ff. De aedi edicto.*<sup>4865</sup>

Cinquièmement, l'associé qui, à partir de parts inégales, louerait un domaine ou une boutique, est tenu pour des parts égales; mais entre eux, les associés sont tenus au *pro rata* de la société. Donc, même les ustensiles et les récipients doivent être divisés suivant les parts en lesquelles est divisée la société. De plus, celui qui une fois a apporté un capital dans une société, quand le capital est perdu avant le moment où s'achève l'association, n'est pas obligé d'en mettre un autre, qu'il y ait eu perte ou non, selon la Loi Un, *Pro socio*<sup>4866</sup>.

Sixièmement, toute perte extérieure arrivant à cause de la société, doit être commune, comme lorsque quelqu'un, parti pour rassembler des marchandises au nom d'une société, tombe sur des voleurs, est blessé ou perd les serviteurs ou l'argent, sans qu'il y ait faute de sa part; mais la perte intérieure, c'est -à-dire du capital lui-même, ne doit pas être commune, si ce n'est comme on l'a dit au troisième corollaire.

Remarque que s'il n'y a pas eu de convention, expresse ou tacite, entre les associés sur la façon de répartir les parts de la société et que s'il n'y a pas de coutume de cette sorte, dans ce cas, selon Baldus, Loi Un, *C. Pro socio*<sup>4867</sup>, le partage doit être que, si l'un a mis cent, un autre ses activités, et qu'un autre gagne deux cents, celui qui a mis en premier, retirera ses cent et de même pour tout homme qui a mis quelque chose;

et, une fois ces apports ôtés, les deux cents de reste, qui sont le bénéfice, sont partagés de sorte que celui qui met plus dans une société, par exemple ses activités et son argent, aura une part plus grosse du profit<sup>4868</sup>.

D. Troisième article: la société à contracter quand il s'agit d'animaux.

On pose premièrement que certains sont de gros animaux et ce sont ceux dont le rapport n'augmente pas en valeur dans l'année comme les bœufs, les chevaux, les mules et les animaux de ce genre. D'autres sont petits comme les brebis, les porcs, les chèvres. Les premiers sont investis dans une société parfois avec une estimation, parfois avec une terre (par exemple une paire de bœufs avec une quantité de terre à labourer), parfois sans mise en commun de terre dans la société, ce qui peut se faire, comme dans la Loi *Cum duobus, ff. Pro socio*<sup>4869</sup>. Pour l'association que l'on doit contracter et qui comprend des animaux, il faut noter que l'on doit observer l'égalité des profits et des pertes entre

---

<sup>4865</sup>*Digeste*, 21,1 (*De aedicio edicto*), 31 (§ 20, selon ANGELUS).

<sup>4866</sup>*Codex J*, 4, 37,1

<sup>4867</sup>BALDUS sur *Codex J*,4, 37,1

<sup>4868</sup>Voir ANGELUS, *Societas*, 1, §17

<sup>4869</sup>*Digeste*, 17, 2, 52, pr

associés, en considération de la mise en commun d'animaux, gros ou petits, pour qu'un associé ne subisse aucune injustice de la part de l'autre.

Un grand nombre de corollaires s'ensuit.

Premièrement, quand sont investis dans la société des animaux avec une estimation, sans terre, alors la perte par accident fortuit est commune entre associés, comme dans la dite loi, *Cum duobus*, § *Dampna*<sup>4870</sup>, et donc chacun est tenu pour moitié de la perte, sauf s'il y avait eu dol ou faute de l'un des deux, parce que la destruction de l'animal lui serait due à lui seul, même si elle venait de la nature du bien par sa mise en commun, de même que pour les gains naturels, la perte naturelle doit être commune, sauf s'il y avait un engagement exprès

[fol. 28r]

ou une coutume. Et s'il y avait l'engagement que la perte du capital ne soit pas commune, ce ne serait pas un contrat licite au tribunal de la conscience, sauf si celui qui a été pénalisé était allégé en autre chose, *L. Naturalem, ff. De re judicata*.<sup>4871</sup>

Deuxièmement<sup>4872</sup>, il convient qu'un engagement concernant les fruits comporte l'égalité selon l'arbitrage d'un homme de bien. Cependant les fruits ne doivent pas être partagés par moitié si l'un des deux fournit plus de services que l'autre associé quand ils ont mis autant dans la société.

Il convient donc de considérer attentivement si les services peuvent être accomplis par des mineurs ou des pupilles (services qui ne sont pas d'une grande valeur), ou s'ils sont compensés par des produits lactés et des produits de ce genre; et, pour le foin ou la paille de celui qui les donne, si pour la nourriture, il y a une compensation. Ainsi, celui qui met plus, par exemple en mettant ses services, s'il ne reçoit pas de compensation, doit recevoir plus sur les fruits, puisqu'il serait pénalisé en plus si on interprétait cela comme un prêt, c. *Consuluit* et c. *In civitate, De usuris*.<sup>4873</sup>

Troisièmement, quand un animal est investi dans une société sans avoir été estimé, on ne peut faire l'arrangement que la perte soit pour l'autre que celui qui a donné, selon Baldus, Loi *Si pascenda*.<sup>4874</sup>

Quatrièmement<sup>4875</sup>, celui qui investit dans une société des animaux qui n'ont pas été

---

4870 *Digeste*, 17, 2, 52, 3

4871 *Digeste*, 42, 1, (*De re judicata*), mais: *Naturalem*: D 41, 1, 5 (*De acquirendo rerum dominio*)

4872 Voir ANGELUS, *Societas* 2, § 2

4873 X, 5, 19, 10 et 5

4874 BALDUS, sur *Codex J*, 2, 3, *De pactis*, 9

4875 Voir ANGELUS, *Societas* 2, § 3

estimés, avec l'arrangement de retirer son capital sur les premiers fruits, agit illicitement et il est tenu de restituer l'équivalent de la pénalisation que subit l'autre et celle-ci est estimée selon le jugement d'un homme de bien, d'après le montant de la perte et des frais qu'il a pu faire. .

Cinquièmement<sup>4876</sup>, quand sont investis dans une société des animaux d'une certaine importance avec une terre, comme lorsqu'on fournit à un associé une paire de bœufs avec une quantité de terre qu'il devait labourer, alors si l'animal est donné sans estimation, la totalité de la perte concernera celui qui l'investit; mais si l'animal a une estimation, la perte sera commune, sauf si elle a résulté de la faute ou du dol de l'un des deux, *ff. Pro Socio, L. Cum duobus*<sup>4877</sup>. Les fruits, eux, deviennent communs quand les animaux ont été donnés avec une estimation; s'ils n'ont pas été estimés, les fruits sont partagés selon le jugement d'un homme de bien qui évalue l'activité ou les travaux comme il convient.

Sixièmement<sup>4878</sup>, pour les petits animaux comme les brebis, les porcs, les chèvres, s'ils ont été investis, avec une estimation, selon la coutume, ou selon une convention, l'égalité doit être sauvegardée pour qu'un associé ne soit pas pénalisé, comme on l'a dit pour les gros animaux.

Septièmement<sup>4879</sup>, si on confie des animaux, sans transférer leur propriété, mais seulement parce qu'on les confie à la garde d'un autre, une certaine somme ayant été donnée ou reçue, on doit se faire de réciproques compensations

et ce contrat suit la règle du contrat de location auquel il ressemble le plus et dont la nature est que le fruit et la perte concernent le propriétaire du bien loué, *ff. Locati, L. Item si precio*<sup>4880</sup>.

Huitièmement<sup>4881</sup>, s'ils sont investis de sorte qu'ils sont transférés en totalité à celui qui reçoit, avec la convention qu'il les garde pour les améliorer et qu'ainsi améliorés ils soient mis en commun, on parle de contrat innommé. C'est pourquoi le prix de vente doit être commun et de même la perte ainsi que l'utilisation, *L. Mutius, ff. Pro socio*<sup>4882</sup>. Si l'amélioration ne suit pas, je crois qu'il faut restituer les animaux tels quels au propriétaire qui les a transférés, comme pour une prestation donnée quand la prestation en retour n'est pas exécutée, *ff. De conditione causa data et causa non secuta*<sup>4883</sup>, en entier. Et c'est

---

4876 Voir ANGELUS, *Societas* 2, § 4

4877 *Digeste*, 17, 2, 52, 3

4878 Voir ANGELUS, *Societas* 2, § 5

4879 Voir ANGELUS, *Societas* 2, § 6

4880 *Digeste*, 19, 2 (*Locati conducti*), 22, pr, 1 et 2, selon ANGELUS).

4881 Voir ANGELUS, *Societas* 2, § 7

4882 *Digeste*, 17, 2, 30

4883 *Digeste*, 12, 4.



aussi un contrat innommé si des animaux sont investis dans une société pour être inséminés ou pour qu'ils inséminent, comme les taureaux, les vaches; donc, ce contrat sans nom se ramène au jugement d'un homme de bien<sup>4884</sup>.

Neuvièmement<sup>4885</sup>, quand des animaux avec une estimation sont investis de telle sorte que l'avantage et le préjudice soient pour celui qui reçoit, il en résulte un contrat d'achat et de vente, c'est pourquoi, si, en raison de la durée, l'investisseur recevait quelque chose en plus, ce serait de l'usure, *c. Consuluit, De usuris*<sup>4886</sup>, sauf en raison d'un intérêt, si l'acheteur des animaux, après les avoir reçus<sup>4887</sup>, faisait traîner le paiement.

Dixièmement<sup>4888</sup>, si on a investi des animaux et que, le principal que sont les animaux ayant péri, on ne sait si c'est cause de la société ou comment, ils seront estimés selon ce qu'on a coutume de donner, et s'il n'y a pas de coutume, on considérera que c'est un contrat de société pour que du moins, celui qui a reçu les animaux ait une compensation; on doit donc toujours tendre à l'équité, selon ce qu'exigent ses dépenses et son travail.

Théorie pour le denier des serviteurs. Vingt-cinquième denier.

Voici la maxime pour ce denier: De façon générale, tous les officiers et serviteurs de supérieurs sont tenus conformément à la qualité de leurs offices d'y appliquer leur diligence pour que les maîtres n'aient pas à subir de dommage par leur faute ou leur négligence; sinon, ils sont tenus de réparer le dommage.

E. Premier article.

Pour une meilleure compréhension de cette maxime, il faut savoir que dans ce denier on pourrait

[fol. 28v]

traiter de n'importe quel office ecclésiastique ou séculier et service, mais pour le moment, brièvement, je traite de quatre offices: les archidiacres, les confesseurs, les enquêteurs et les serviteurs vulgairement parlant.

Des premiers<sup>4889</sup>, je dis que l'archidiacre doit accomplir l'office qu'ordonne la coutume de son église; il est d'autre part, après l'évêque, le vicaire en tout, et il a le soin du clergé qui habite tant en ville que dans les paroisses, clergé que, par tiers tous les trois ans, il doit visiter, si l'évêque ne peut le faire, *c.1, De officio archidiaconi*<sup>4890</sup>. Et si quelque chose des

---

4884 Voir ANGELUS, *Societas* 2, § 8

4885 Voir ANGELUS, *Societas* 2, § 9

4886 X, 5, 19, 10

4887 Chez ANGELUS: après avoir reçu les fruits.

4888 Voir ANGELUS, *Societas* 2, § 10

4889 Voir ANGELUS, *Archidiaconus*, § pr

4890 X, 1, 23, 1 (*Ut archidiaconus*)

biens de l'Église périclite par sa négligence ou la fraude d'un autre, sauf s'il prend des mesures selon son possible, il est tenu de réparer, même titre, c. 2<sup>4891</sup>.

Note<sup>4892</sup> que, quand on l'interroge sur quelqu'un à examiner, s'il sait que l'ordinand est digne, il doit s'en porter garant «autant que le permet l'humaine fragilité»; mais pas, s'il connaissait chez celui qui doit être présenté une faute publique mortelle; il en est autrement s'il connaissait une faute secrète ou vénielle; et parce que l'ordinand est présenté par un supérieur, il peut alors parler ainsi.

En outre<sup>4893</sup>, il faut savoir que le confesseur qui absout quelqu'un de péchés qu'il ne peut absoudre ou qu'il ne pouvait absoudre, en plus du péché mortel qu'il encourt s'il agit par malice ou par une ignorance feinte, est tenu, selon Ricardus, IV, d. 18<sup>4894</sup>, de dire au pénitent qu'une telle confession n'a pas de valeur ou d'obtenir l'autorité pour absoudre, et ensuite de parler avec le pénitent de quelques péchés comme s'il se demandait s'il l'avait bien compris, et ainsi l'absoudre; ceci s'il peut le faire commodément et sans créer de scandale; sinon, je ne dis pas que le confesseur est obligé d'agir ainsi, parce qu'un tel pénitent est excusé par sa bonne foi, argument de la distinction 37, dernier paragraphe<sup>4895</sup>. Note aussi que le confesseur qui reçoit un bien temporel pour une absolution ou pour un autre bien spirituel, comme un paiement, est simoniaque et il est tenu de restituer, comme on l'a dit au denier des simoniaques.

En outre<sup>4896</sup>, il faut savoir que les enquêteurs sur les hérétiques qui extorquent de l'argent sous couleur de leur office d'enquêteur, quelles que soient les façons illicites utilisées, ou qui reçoivent des biens des églises pour le délit des clercs, ou font entrer dans le trésor même les biens des évêques ou ceux des chapitres, en cas de siège vacant, sont excommuniés *ipso facto* et ne pourront être absouts avant d'avoir donné satisfaction pour l'argent ainsi extorqué, sauf à l'article de la mort, c. *Dolentes, De here in cle*<sup>4897</sup>. De même si, par obtention d'argent, ils renoncent à poursuivre quand il faut poursuivre. Note que les inquisiteurs des frères mineurs ne pourraient s'occuper de l'ordre des frères prêcheurs et inversement.

Les serviteurs doivent présenter fidèlement leurs travaux à leurs maîtres, et, de façon générale, les sujets sont tenus de restituer ce qui a été ôté à tort et ils sont tenus pour les dommages consécutifs à leur défaillance, leur faute ou leur négligence (par

---

4891X,1, 23, 2 (*Officium vero*)

4892Voir ANGELUS, *Archidiaconus*, § 1

4893Voir ANGELUS, *Confessio*, § 5, 13

4894RICARDUS, IV, d. 18

4895*Décret*, D 37, c 16

4896Voir ANGELUS, *Inquisitor*, § 5

4897Chez ANGELUS: *Cle dolentes de here(ticis)*. Pas de *Clémentine Dolentes en Cle*, 5, 2

exemple: payer les péages), pourvu que les maîtres fassent ce pour quoi ils ont été institués, selon Monaldus<sup>4898</sup>.

Théorie pour le denier des scandaleux. Vingt-sixième denier.

Voici la maxime concernant ce denier: Celui qui a scandalisé autrui et l'a amené au mal est tenu, à l'opposé, de le ramener au bien par son bon exemple.

F. Premier article. Le scandale.

Pour une compréhension plus claire de cette maxime, il faut savoir que le scandale est une action, «une parole ou un acte totalement contraire au droit, fournissant» à l'autre «l'occasion de la ruine»<sup>4899</sup> spirituelle ou du péché mortel; et il est extrêmement grave quand quelqu'un, par une parole ou un acte déréglés, a l'intention d'entraîner et de conduire au péché, en conseillant, persuadant, demandant, et par des actes de ce genre; et le coupable est obligé de réparer dans la mesure du possible; le confesseur, quand il l'amène à la pénitence et à des actes efficaces de vertu, si ses prières et celles des autres ne suffisent pas, doit ajouter d'autres exhortations.

De même, celui qui a poussé quelqu'un à quitter un ordre religieux<sup>4900</sup> si celui-ci était déjà engagé par l'engagement de la profession, est obligé de faire qu'il revienne. Et, s'il a poussé quelqu'un qui était disposé à entrer, à ne pas le faire, il est obligé d'amener une autre personne, équivalente, à entrer dans cet ordre. Mais s'il a agi en donnant un conseil d'utilité personnelle et sans fraude, il n'est pas tenu.

Il est tenu aussi de réparer quand il a fait quitter un ordre, dans les deux premiers cas, vis à vis de cette même personne, par des persuasions spirituelles et d'autres biens spirituels, en vue d'égaliser les biens dont il l'a lésée en lui faisant abandonner un ordre religieux. Ceci selon Scotus, IV, d. 14<sup>4901</sup>. Avec Astesanus<sup>4902</sup> et Ricardus<sup>4903</sup>, Franciscus de Maronis<sup>4904</sup> en IV, il dit que celui qui a empêché quelqu'un d'entrer dans un ordre, est tenu avec force de l'amener efficacement à cet ordre qu'il lui a fait quitter ou à un meilleur ordre. Si quelqu'un fait sortir une personne d'un ordre religieux pour empêcher son entrée, il doit s'offrir lui-même à sa place ou amener une personne équivalente ou faire ce qu'il peut.

[fol. 29r]

De plus, celui qui a subi le tort<sup>4905</sup> doit abandonner la haine<sup>4906</sup> de son cœur contre celui qui

4898MONALDUS, *Summa de jure canonico*

4899Définition de la *Glose interlinéaire* sur Mt 18,8 (Voir THOMAS, *Somme*, II-II, q. 43, a.1; question qu'il traite aussi en IV, d. 38, q.2, a 1)

4900ANGELUS, *Religiosus*, § 63 ne semble pas être la référence.

4901SCOTUS, IV, d.14; d. 15

4902ASTESANUS, *Summa*

4903RICARDUS, *Super Sententiarum librum IV*

4904FRANCISCUS DE MARONIS, *In 4 Libros Sententiarum*, IV

4905Voir ANGELUS, *Injuria*, § 6

4906*Rancor*. Selon Thomas (II-II, q 35, a 4) péché né de l'acédie, que l'on commet en s'attaquant aux personnes qui conduisent aux biens spirituels.

lui fait du tort, *De penitentia*, disti 5, denier canon<sup>4907</sup>; bien plus, il n'est pas permis de tenir quelqu'un en haine et par conséquent il ne doit pas admettre en lui cette rancœur, 23 q 4, *Cum in lege*<sup>4908</sup>; cependant il n'est pas tenu d'abandonner la réparation; en effet, il est tenu de réparer celui qui, injustement et mensongèrement a causé un tort, que le tort soit commis par un coup violent, par un outrage, par une accusation, 22 q 5, *De occidendis*.<sup>4909</sup> C'est pourquoi celui qui cause un tort, est obligé non seulement de demander grâce mais de réparer pour le dommage causé par le tort, s'il le peut. En effet, selon Thomas, de même qu'il souille la dignité de la personne et l'opinion des hommes en infligeant un outrage, de même, il les répare «en manifestant du respect»<sup>4910</sup>. A ce sujet voir au-dessus, au denier des détracteurs<sup>4911</sup>.

#### G. Second article: le libelle diffamatoire.

Il faut savoir en outre<sup>4912</sup> que celui qui a produit un libelle diffamatoire ou qui, en ayant trouvé un, par dol l'a fait connaître, est tenu de restaurer la réputation en produisant un autre libelle en sens contraire et, de plus, il est tenu de réparer le dommage. Un tel homme est puni, selon les lois, à la peine capitale, 5, q. 1, *Hi qui inventi*<sup>4913</sup>, et, selon les canons, il doit être battu de verges, 5, q 1, c 1<sup>4914</sup>.

Note qu'un libelle diffamatoire est une composition écrite faite pour déshonorer quelqu'un sur ce que l'auteur ne veut pas prouver, et jetée en public.<sup>4915</sup>

#### Troisième article: Ceux qui déflorent les vierges.

De plus<sup>4916</sup> celui qui a séduit et défloré une vierge est tenu de la doter et, en plus, de la prendre pour femme, si le père veut la lui donner, selon Panormitanus, c. 1, *De adulteriis*;<sup>4917</sup> s'il ne veut pas l'épouser, il doit être physiquement puni. Il est tenu de la doter en conscience, sauf si, selon Rodonensis<sup>4918</sup>, il s'arrangeait avec elle ou si elle lui en faisait remise. Que le confesseur note ceci à cause de ceux qui, sous promesse de les prendre pour femme, trompent les jeunes filles, parce que de tels hommes, du fait qu'ils ont promis de les épouser et ont eu ainsi une copulation, sont tenus obligatoirement de les épouser, même si alors ils n'ont eu que l'intention de les tromper et d'avoir un rapport sexuel; et s'ils se sont mariés avec une autre, ou si le père ne veut pas donner la jeune fille au séducteur,

---

4907 *De Pen*, D 5, c 40

4908 *Décret*, C. 23, q.4, c16

4909 *Décret*, C. 23, q.5, c8

4910 *Reparatur per exhibitionem reverentie* : THOMAS, II-II, q 62, a 2, 3. Tort en parole: II-II, q 72 sq

4911 Voir Denier 6, fol 14.

4912 Voir ANGELUS, *Libellus famosus*

4913 *Décret*, C 5, q 1, c 3

4914 *Décret*, C.5, q.1, c 1

4915 Définition qu'on trouve chez ANGELUS, *Libellus famosus*,

4916 Voir ANGELUS, *Stuprum*

4917 PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 5, 16, 1

4918 RODONENSIS, *Summa*

il est obligé au moins de verser une dot, sauf si, selon Thomas<sup>4919</sup>, la différence entre eux était telle qu'il a imaginé qu'il était trompé plus qu'elle ne l'a été.

Et on ne peut autrement absoudre le trompeur avant qu'il passe un contrat de mariage avec une autre, si le père veut lui donner la jeune fille, s'il ne la prend pas véritablement pour épouse et s'il ne verse pas la dot, sauf si elle-même lui a fait remise de la dot. Ceci selon Alexander<sup>4920</sup>, Ricardus<sup>4921</sup> et Scotus<sup>4922</sup>, en IV, d. 15. S'il n'a pas séduit la jeune fille, mais si elle a consenti d'elle-même, il est tenu, en conscience, de la ramener en bon état, autant que cela dépend de lui, selon Angelus<sup>4923</sup>.

De même celui qui contracte des fiançailles par dol est tenu pour sa part au dol et aux intérêts. Et quand on donne des arrhes pour un mariage et que le mariage ne suit pas à cause de la défection d'une partie, par la défection, les arrhes restent acquises pour l'autre partie, *C. De sponsalibus, L. Mulier.*<sup>4924</sup>

De plus, le juge qui parle contre le droit et la justice ou qui fait torturer une personne ou une personne qu'il ne peut faire torturer, comme les mineurs de moins de vingt-quatre ans (quoiqu'ils puisse être livrés), ou comme une femme enceinte, sont tenus, en plus du péché mortel, de donner réparation pour le tort et les dommages à la personne lésée elle-même, selon Angelus<sup>4925</sup>.

### **Doctrine pour le denier des princes. Vingt-septième denier.**

H. Premier article: les tailles.

Voici la maxime pour ce denier.

Seul le prince peut imposer de nouvelles collectes et tailles pour la défense ou la promotion du bien commun, après avoir estimé la qualité et de la quantité des sujets, et si, autrement, les ressources du prince lui-même ne suffisent pas. A ce sujet: *ff. De publicanis et vectigalibus, L. Vectigalia.*<sup>4926</sup> Les autres ne peuvent imposer de tailles sauf si cela leur est spécialement concédé par une longue coutume.

Remarque<sup>4927</sup> ici que l'on dit que les tailles sont utiles au bien commun, tantôt directement, comme lorsqu'elles existent pour la défense de la foi ou du royaume, ou pour réparer de ponts, des routes et des biens de ce genre; tantôt indirectement, quand un frère ou un fils de roi est prisonnier ou qu'on lui a pris une terre et que le roi impose des tailles pour

---

4919THOMAS, sur le stupre: II-II, q 154, a 6 et IV,d. 41, a 4, q 1et 2; Quolibet?

4920ALEXANDER, *Summa theologica, II-II, Tractatu de stupro*, selon ANGELUS, *Stutprum*, §1

4921RICARDUS, *Super Sententiarum librum IV*, d 15

4922SCOTUS, *in IV*, d 15

4923ANGELUS, *Stutprum*, § 2.

4924Code J, 5, 1,5 *De sponsalibus et arris sponsaliciis et proxenetis*,

4925ANGELUS, *Torturam*, §1 et 2. A cet article, les femmes enceintes sont évoquées à propos des soldats. *Indebite* peut renvoyer au fait que le juge n'a pas d'indice de culpabilité.

4926Digeste, 39, 4 (*De publicanis et vectigalibus et commissis*), 10, pr

4927Voir ANGELUS, *Talliam*, §1

récupérer ce qui retombe en bien pour les sujets, parce qu'on rend le roi plus puissant; ou quand il marie sa fille et fait des actes de ce genre.

Deuxièmement remarque qu'on ne doit pas dire que les ressources du roi lui suffisent quand il ne peut se défendre ou promouvoir le bien commun sans s'appauvrir au point qu'il ne lui reste plus rien dans le trésor surtout s'il a beaucoup d'ennemis à l'affût.

[fol. 29v]

En effet à un tel roi, un trésor est nécessaire selon Ricardus, *Quolibet* 3°, q 28<sup>4928</sup>.

De plus il faut savoir qu'il n'est pas permis aux maîtres de priver leurs sujets de biens et de droits, mais plutôt, un prince ou une communauté peut parfois accorder à un sujet l'exemption des tailles, en prenant en considération que la communauté ne soit pas pénalisée mais que le dû de la communauté soit allégé d'autant. De même, des sujets ne doivent pas alourdir la charge des autres sujets et ils sont tenus d'imposer raisonnablement des collectes d'impôts, des péages et des taxes de protection, à condition que ces charges aient été imposées par une autorité légitime ou par une autorité si ancienne qu'on n'ait pas le souvenir de son origine, même si la cause n'a pas été indiquée expressément par le prince, selon Hostiensis<sup>4929</sup>.

Mais, selon Angelus<sup>4930</sup> quand ceux qui imposent de tels péages ne travaillent pas en lieu et temps, en vue de l'utilité universelle, c'est à dire en vue de la conservation des routes, des ponts, des hommes et des biens, selon le possible auquel ils sont tenus, d'après Archidiaconus, sur le canon *Si quis romipetas*, cause 24, q 3<sup>4931</sup>, ceux qui fraudent sur les péages, sans faire cependant de mensonge ni de parjure, ne pèchent pas et ne sont pas tenus de restituer.

J. Second article: qui peut imposer de péages et des taxes d'accompagnement.

Remarque que personne ne peut imposer des péages, des taxes d'accompagnement, des gabelles, c'est à dire des paiements pour le sel, sauf un prince ou un roi, celui à qui cela a été accordé par le concile de Latran ou celui qui a ce droit par une coutume de longue date, sans rien qui s'y oppose de mémoire d'homme, comme au chapitre, *Super quibusdam*<sup>4932</sup>. Puisque communément on statue que tout homme paye tant, et que c'est sous peine de confiscation si on a découvert quelqu'un qui ne le fait pas,

---

4928RICARDUS, *Quolibet* 3, q. 28

4929HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

4930ANGELUS, *Pedagium*, § 6.

4931ARCHIDIACONUS, *Super Decretum*, C 24, q 3, c 23

4932X, 5, 40 (*De verborum significatione*), 26

les contrevenants ne doivent donc pas être contraints à cette peine au tribunal de la conscience, et cette peine ne doit pas être imposée sauf si, auparavant, au tribunal judiciaire elle a été prononcée contre eux, par une sentence expresse, selon Monaldus<sup>4933</sup> et Angelus<sup>4934</sup>.

Deuxièmement, remarque qu'on ne doit payer que les péages qu'on verse pour le négoce et le commerce; et on peut les exiger de tous sauf des églises et des personnes ecclésiastiques, c. *Quamquam, De censibus, Sexte*<sup>4935</sup>.

Troisièmement, ceux qui exigent ou font exiger des péages sont tenus de maintenir la sécurité des chemins<sup>4936</sup>, selon Baldus dans le livre *De consuetudine feudorum*<sup>4937</sup>. Par ailleurs, ils sont tenus pour les vols subis par ceux qui voyagent, s'ils se produisent parce qu'ils n'ont pas fait ce qu'ils étaient tenus de faire.

Quatrièmement, selon Hostiensis<sup>4938</sup>, les chrétiens ne sont pas obligés de payer les péages aux sarrasins<sup>4939</sup>, sauf seulement pour être soutenus dans leur déplacement grâce à eux, et sauf si expressément, par un engagement, et volontairement ils avaient passé convention avec eux, car alors, s'ils sont loyaux envers les chrétiens, les chrétiens doivent l'être avec eux, 22, q. 4, *Innocens.*<sup>4940</sup>

Troisième article.

Il faut noter que beaucoup de corollaires suivent ce qui a été dit.

Premièrement<sup>4941</sup>, les maîtres qui ôtent à leurs sujets le droit d'usage qu'ils ont dans quelque bois ou ailleurs, sont tenus de le rendre sauf si les sujets l'ont d'une manière telle que le maître peut le révoquer à volonté.

Deuxièmement<sup>4942</sup>, les supérieurs qui, parce qu'ils ont fait des dépenses pour un légat ou d'autres gouverneurs<sup>4943</sup>, exigent plus qu'ils n'ont dépensé de leurs sujets, sont tenus de restituer ce qu'ils ont extorqué et de distribuer autant aux pauvres sur leurs propres biens. Et que le supérieur à qui on réclame ne soit pas négligent, c. *Quia plerique, De immunitate ecclesiarum*<sup>4944</sup>.

Troisièmement<sup>4945</sup>, ceux qui ont mission de répartir les tailles, qui les alourdissent pour

---

4933MONALDUS, *Summa de jure canonico*

4934Voir ANGELUS, *Pedagium*, § 6; mais pas de trace de Monaldus.

4935VI, 3, 20, 4

4936Voir ANGELUS, *Pedagium*, § 8

4937BALDUS, *De consuetudine feudorum*

4938HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*, peut-être sur le c *Super quibusdam*: X, 5, 40, 26

4939Voir ANGELUS, *Pedagium*, § 7.

4940*Décret*, C 22, q 4, c 23

4941Voir ANGELUS, *Talliam*, § 2

4942Voir ANGELUS, *Talliam*, § 3

4943Des «maires».

4944X, 3, 49, 5

4945Voir ANGELUS, *Talliam*, §4

quelqu'un afin de les alléger pour un autre, sont tenus de rendre à celui qui a été pénalisé en plus.

Quatrièmement,<sup>4946</sup> quand la taille est injuste, les sujets peuvent licitement cacher leurs biens pour n'être pas imposés; si elle est injuste, ceux qui l'imposent sont tenus à l'égard de ceux qui ont été le plus pénalisés, selon Monaldus<sup>4947</sup>.

Cinquièmement<sup>4948</sup>, les soldats, les communautés et les maîtres qui, chaque jour, imposent des tailles comme ils veulent, en exigeant tantôt plus, tantôt moins, sont des voleurs et des larrons<sup>4949</sup>, selon Hostiensis<sup>4950</sup>, et il n'est pas question de coutume quand la violence s'ajoute. Les maîtres<sup>4951</sup> seraient excusés de vol si, au début, ils avaient passé une convention, librement, sur le consentement de leurs sujets.

Sixièmement, les maîtres, qui ont inventé une coutume telle qu'ils prennent à leurs sujets tout ce qu'ils veulent et quand ils le veulent de leurs biens mobiliers, ne sont pas excusés de vol, sauf s'il est certain que, dès le début, une telle charge

[fol. 30r]

a été imposée sans fraude ni volonté mauvaise. Mais si ce n'est pas certain ou si on croit avec vraisemblance que cela n'a pas été imposé légalement, les maîtres sont tenus de restituer comme le déclare Rodonensis<sup>4952</sup>.

Cependant dans le doute, du fait qu'ils sont tolérés par l'Église, il ne faudrait pas simplement leur refuser l'absolution mais l'accorder en l'accompagnant d'un doute, selon Angelus.<sup>4953</sup>

Septièmement<sup>4954</sup>, celui qui fait échapper quelqu'un qui est détenu pour dette dans la prison d'un maître ou d'une communauté, est tenu de restituer selon le maître de Platea<sup>4955</sup>, *Loi Quotiens, C. De exactionibus tributorum*<sup>4956</sup>, ce que je crois vrai s'il s'agit de quelqu'un qui pourrait se libérer en payant sa dette, mais non s'il était si pauvre qu'il ne peut payer, ni par lui-même ni par ses parents; en effet, un tel homme est détenu contrairement à la justice et à la charité, s'il est prêt à céder ses biens, *C. Qui bonis cedere possunt, L. 1*<sup>4957</sup>, et la glose note, sur le chapitre *Odoardus, De Solutionibus*<sup>4958</sup>,

---

4946 Voir ANGELUS, *Talliam*, § 5

4947 MONALDUS, *Summa de jure canonico titulo Restitutio*, sSelon ANGELUS.

4948 Voir ANGELUS, *Talliam*, § 7

4949 Le larron commet un vol avec violence.

4950 HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*, est cité par ANGELUS aux § 7 et 9, mais sans référence.

4951 Voir ANGELUS, *Talliam*, § 9

4952 RODONENSIS, *Summa*, sans référence en ANGELUS, *Talliam*, § 10

4953 ANGELUS, *Talliam*, § 10

4954 Voir ANGELUS, *Restitutio: Fugere faciens...*

4955 JOANNES DE PLATEA, *Lectura sur Codex J*, 10, 19, 3

4956 *Codex J*, 10, 19, 3

4957 *Codex J*, 7, 71, 1

4958 Glose de X, 3, 23, 3



que celui qui cède ses biens ne doit pas subir de souffrance.

Huitièmement<sup>4959</sup>, celui qui fait échapper ou cache des serviteurs au moment de leur charge de représentant, est tenu à restitution selon Baldus<sup>4960</sup>, Loi L 3, C. *De assessoribus*<sup>4961</sup>, et il est tenu aux dommages que devaient réparer ces serviteurs eux-mêmes s'ils avaient une charge de représentant.

Théorie pour le denier des testateurs et des exécuteurs testamentaires. Vingt-huitième denier .

Sur ce denier et pour lui j'énonce la proposition suivante: Un testateur, pour ses dernières volontés, a le triple pouvoir de désigner des exécuteurs, de définir le moment de l'exécution, et de consacrer des legs à des usages définis.

K. Premier article. Le pouvoir du testateur et qui peut être exécuteur testamentaire. Éclairons ces pouvoirs bien définis.

Quant au pouvoir de désigner des exécuteurs, il faut savoir que le testateur<sup>4962</sup>, qu'il soit membre du clergé ou laïque, peut désigner des exécuteurs de ses dernières volontés, clercs, laïques, séculiers, ou même n'importe quels membres d'un ordre religieux pourvu que ces religieux obtiennent la permission de leurs supérieurs d'être exécuteurs, sauf les frères mineurs à qui c'est interdit dans la *Clémentine, Exivi de paradiso*<sup>4963</sup>; ceux-ci peuvent cependant être des conseillers.

Cependant ne peuvent être exécuteurs, le sourd, l'esclave, le muet, le prodigue ou le fou. On peut<sup>4964</sup> désigner aussi des «exécuteurs mixtes», c'est à dire des séculiers et des membres d'un ordre religieux, ensemble, selon Joannes Andreae<sup>4965</sup>.

Il faut savoir, deuxièmement, que, lorsque des parents sont désignés et que l'un est mort, les autres peuvent procéder à l'exécution<sup>4966</sup>; de même, si ce parent vivait et ne voulait pas être exécuteur ou s'il était loin. S'il n'était pas loin, il faudrait le convoquer et si, au terme assigné, il n'était pas venu, les autres devraient procéder à l'exécution, sauf si le testateur avait établi son testament autrement; dans ce cas, il faudrait le respecter, au dit chapitre *Religiosus*.<sup>4967</sup>

Il faut savoir<sup>4968</sup> troisièmement que l'exécution ne passe pas aux héritiers sauf si le testateur l'avait demandé; cependant si on trouve de la même façon comme exécuteurs

4959 Voir ANGELUS, *Restituito: Utrum faxiens fugere...*

4960 BALDUS sur *Codex J*

4961 *Codex J*, 1, 51, 3, 1

4962 Voir ANGELUS, *Executor*, § 2.

4963 *Cle.*, 5, 12, 1

4964 Voir ANGELUS, *Executor*, § 6

4965 JOANNES ANDREAE, in c. *Johannes, De testamentis, Sexto*, selon ANGELUS, *Executor*, § 4

4966 Apparemment pas dans ANGELUS, *Executor*; cependant il reste une source, vu la formule qui suit: «au dit chapitre *Religiosus*», non évoqué jusqu'ici par GILBERT NICOLAS

4967 VI, 3, 11, 2

4968 Voir ANGELUS, *Executor*, § 7. L'avis est net et plus précis que chez ANGELUS;

des enfants nés au loin ou une personne de ce genre, et s'il n'y a pas de proche du testateur ni de proche désigné nommément par le défunt, l'exécution passera au successeur; il en sera autrement s'il est désigné dans le testament avec son nom.

Quant au second pouvoir du testateur<sup>4969</sup>, la limitation du temps d'exécution, il faut noter que si le testateur prévoit une durée d'exécution du testament par les exécuteurs, cette durée doit être respectée; on comprend, semble-t-il, le délai d'attente à partir du jour de la mort et du jour de sa connaissance et, ajoute, du jour de l'héritage.

Si le testateur ne limite pas de durée, selon Panormitanus, sur le chapitre *Si heredes, De testamentis*<sup>4970</sup>, le legs peut être versé sans retard s'il est dans le patrimoine du testateur; et si cela n'est pas fait, les héritiers sont condamnés à régler intérêts et tout service. De même, s'il s'agit d'un legs en argent, comme dans la Loi *Si domus, § In pecunia, ff. De legatis* 1<sup>4971</sup>. Donc, si les exécuteurs ont les biens à disposition, pour pouvoir exécuter le testament, ils sont tenus de le faire dans l'année. Autrement<sup>4972</sup>, l'exécution est dévolue à l'évêque selon Ricardus, IV, d 15<sup>4973</sup>. La dévolution à l'évêque a lieu, d'autre part, pour les legs à de pieuses causes, selon Panormitanus, sur le chapitre *Si heredes, De testamentis*<sup>4974</sup>, et pour d'autres aussi en raison de la contrainte nécessaire pour en obtenir l'exécution.

Et le testateur<sup>4975</sup> ne peut interdire qu'un évêque ainsi ne s'embarrasse de l'exécution des testaments, selon Panormitanus, c. *Tua nobis, De testamentis*<sup>4976</sup>. Donc<sup>4977</sup>, un simple exécuteur, quoiqu'il ne puisse faire une action en justice contre un héritier, peut cependant implorer un juge d'agir contre ceux qui détiennent les biens du défunt, selon l'argument [fol. 30v]

de la Loi *Hereditas*, à la fin, *ff De petitione hereditatis*<sup>4978</sup>; il en est autrement s'il est non seulement un exécuteur mais un légataire, comme quand il a part à ce qui a été laissé et qu'une disposition se rapporte à lui du fait du testateur.

Et il faut noter<sup>4979</sup> que quand le report de l'exécution du testament nuit à l'âme du testateur, car, plus elle est faite tard, plus l'âme, si elle est au purgatoire, sera libérée tard, ces exécuteurs font un très grave péché et, ils commettent une grande trahison, ceux qui n'exécutent pas, aussi vite que possible, selon la teneur de tout le testament, sans rien

4969 Voir ANGELUS, *Executor*, § 10

4970 X, 3, 26, 6

4971 *Digeste*, 30 (*De legatis*, 1), 71, § 2

4972 Voir ANGELUS, *Executor*, § 11

4973 RICARDUS, *Super Sententiarum librum* IV, d 15

4974 PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 3, 26, 6

4975 Voir ANGELUS, *Executor*, § 14

4976 PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 3, 26, 17

4977 Voir ANGELUS, *Executor*, § 15

4978 *Digeste*, *De petitione hereditatis*: 5, 3, 1

4979 Voir ANGELUS, *Executor*, § 23

changer. On les appelle donc «meurtriers des indigents» dans le chapitre *Qui obblationes*, C 13, avec les deux canons qui se suivent<sup>4980</sup>. Il en est de même pour les restitutions que les testateurs ont décidé de faire faire, c. *In litteris, De raptoribus*<sup>4981</sup>.

Remarque<sup>4982</sup> qu'un retard court ne semble pas être un grand péril si l'exécuteur tarde un peu pour pouvoir faire de plus larges aumônes après avoir mieux vendu les biens du défunt, selon Thomas dans un *quolibet*<sup>4983</sup>. Mais s'il diffère longuement l'exécution pour peu de chose afin de faire de plus larges aumônes, il n'est pas excusé pour le retard.

Quant au troisième pouvoir<sup>4984</sup>, celui d'appliquer le legs à des emplois définis, il faut remarquer que lorsque le testateur laisse une somme définie pour que soient restitués par les exécuteurs des biens injustement ôtés et qu'on ne trouve pas à rendre autant de biens injustement ôtés<sup>4985</sup>, si le testateur a interdit que cet argent soit converti à un autre usage, selon Baldus<sup>4986</sup>, le surplus revient à l'héritier; mais si le testateur a laissé cette somme simplement sans disposition, alors le dit surplus doit être donné aux pauvres, comme dans la Loi *Legatum, ff. De usu ...per legatum...*<sup>4987</sup>, parce qu'il faut présumer que cet argent est une dette, selon Panormitanus<sup>4988</sup>, quoique n'apparaissent pas de crédateurs.

Il dit qu'il faut observer la même règle pour les garanties<sup>4989</sup> que donnent les usuriers, comme il ne note aussi pour le chapitre *Quamquam, De usuris, Sexte*<sup>4990</sup>. Note cependant que quand le testateur semble avoir fait le legs à l'exécuteur, alors, il semble avoir aussi légué ce genre de surplus à l'exécuteur, comme dans la Loi *Pater, § Tusculanorum, ff. De legatis*<sup>4991</sup>.

Et note<sup>4992</sup> que l'exécuteur à qui un testateur a donné quelque chose à distribuer où cela lui paraîtra bon et où il décidera, doit interpréter la volonté du testateur en faveur de la cause la meilleure et la mieux venue; c'est pourquoi il est tenu de distribuer pour de pieux usages, c'est à dire pour que cela soit dispensé aux pauvres du Christ; sinon l'évêque peut révoquer l'exécuteur et doit exécuter. Cependant Petrus de perusio<sup>4993</sup>, tient qu'une moitié doit être donnée aux pauvres et l'autre aux lieux de piété.

---

4980Décret, C13, q 2, c 9, 10

4981X, 5, 17, 5

4982Voir ANGELUS, *Executor*, § 24

4983THOMAS, *Quolibet*

4984Voir ANGELUS, *Executor*, § 17

4985La somme réservée dépasse la restitution due des biens ôtés.

4986BALDUS, sur *Digeste* :D.34,4,3 ouD.41,2,10 (hypothèses)

4987*Digeste, De usu et usufructu et reditu et operis per legatum vel fidicommissum datis*: 33,2,16

4988PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 3, 26, 17 ou sur VI, 5, 5, 2

4989Sans doute, les garanties de restitution que pouvaient faire des usuriers.

4990VI, 5, 5, 2

4991*Digeste (De Legatis 3)*: 32, 38, 5 (*Quindecim libertis*)

4992Voir ANGELUS, *Executor*, § 18

4993PETRUS DE PERUSIO, *Tractatus de canonica portione epi (episcopali)*, c. 9.

Donc, remarque<sup>4994</sup> ici que ce qui a été légué par un testateur pour un usage défini pourra, du consentement de l'évêque, être utilisé pour un autre usage par l'exécuteur, si cet usage ne peut être rempli de fait, ou quand il n'y a pas de lieu dans l'église où il y a le legs pour construire une chapelle, ou quand la somme est modeste, même si dans le testament il y a une clause indiquant que le legs ne peut être converti à un autre usage, parce que la volonté du testateur doit être interprétée, selon le droit commun, pour que l'acte soit efficace plutôt que perdu, c. *Abbate, De verborum significatione*.<sup>4995</sup>

De même, si on me fait un legs pour que j'aille à Jérusalem ou à Rome, mais que je ne peux pas y aller à cause d'un empêchement extérieur à moi-même, j'hériterai pourvu que je me rende dans un lieu tout à fait semblable. De même, par l'évêque, un legs pour donner un calice à une église peut être converti à un autre usage, plus nécessaire. Mais si l'usage prévu peut être rempli de fait mais non de droit, ou si le legs a une fin déshonnête, comme c'est le cas dans la dite loi *Legatum, ff. De... usu fructu ...per legatum*<sup>4996</sup>. Par exemple, si un testateur donne l'ordre que prêcheurs et mineurs se rassemblent pour habiter dans ses demeures et y célèbrent le culte divin pour le salut de son âme, de droit, cela ne peut se faire, chapitre unique, *De excessibus prelatorum, Sexte*<sup>4997</sup>.

L. Second article. Les héritiers.

Deuxièmement, au sujet des héritiers, il faut aussi retenir et faire valoir que tout héritier,

[fol. 31r]

qu'il soit un fils, un étranger à la famille, l'héritier d'un voleur ou d'un autre, est tenu de régler, selon les lois canoniques, toutes les dettes du défunt, qu'elles résultent de contrat comme un achat, une location, une vente, une mise à disposition<sup>4998</sup>, un prêt et des contrats semblables, ou qu'elles existent en vertu de quasi contrats comme une tutelle d'affaires. De même<sup>4999</sup>, si les dettes résultent d'un crime comme le vol, le brigandage et des actes de ce genre, ou quasiment (comme par exemple parce qu'un juge juge avec ignorance, ou, quand sur les dons de quelqu'un on a ôté quelque chose, ou quand on a donné quelque chose qui a nui à un voyageur), qu'ait échu aux héritiers le bien pour lequel une dette a été contractée pour eux ou pas, qu'un procès ait été entamé contre le défunt ou pas, ces dettes sont à régler par l'héritier, [ ]<sup>5000</sup>, *Décrétales, De pignoribus, c. Ex*

---

4994 Voir ANGELUS, *Legatum*, 2, § 11

4995 X, 5, 40, 25

4996 *Digeste*, 33, 2, 16

4997 VI, 5, 6

4998 Un louage.

4999 L'inspiration ne semble pas venir d'ANGELUS.

5000 Passage non identifié.

*presentium*<sup>5001</sup>, *De solutionibus*, c. 1<sup>5002</sup>, *De usuris*, c. *Tua nos*<sup>5003</sup>, et *De raptoribus*, *In litteris*<sup>5004</sup> et ceci selon Lan.<sup>5005</sup>, et les autres pour la plupart.

Et note que l'héritier, s'il y a une dette du testateur, est tenu de la solder autant que l'héritage y suffit. Il est seulement tenu de payer les dettes sans retrancher la part légitime; de ce qui a été conservé ou laissé, il peut ôter sa légitime, si les dettes sont si nombreuses qu'une fois payées, il ne lui restait pas de légitime. En effet, la légitime est due au fils par la loi naturelle, donc, par des legs ou des fidéicommiss, un père ne peut ainsi le pénaliser, mais il n'y a pas de légitime, si l'héritage ne sert pas à payer des dettes. De même, pour les legs à de pieuses causes, la *falcidia* n'est pas ôtée, *C. Ad Legem Falcidiam*, *Similiter*<sup>5006</sup>.

Les trois parts légitimes.

Pour éclairer ce point, il faut savoir qu'il y a trois parts légitimes: la légitime, la trebellanique et la falcidienne.

La «légitime»<sup>5007</sup> parfois est appelée «part due», parfois «part due par le droit naturel», et c'est le tiers de l'héritage, s'il y a quatre fils ou moins. S'ils sont cinq ou plus, alors ce sera la moitié de l'héritage qu'ils se partagent entre eux, également, *C. De inofficioso testamento*, *Auctentica Novissima*,<sup>5008</sup> et cette légitime ne peut être ôtée en totalité selon l'ensemble des docteurs ultramontains, quoique la coutume puisse y établir des nuances.

La seconde part légitime est appelée la «trébellanique»<sup>5009</sup> d'après son auteur Trebellius et c'est le quart de tout l'héritage, et elle est due d'après le droit de l'institution comme lorsque quelqu'un d'institué héritier est requis de restituer à un autre l'héritage parce qu'il meurt sans enfant. Celui qui a été ainsi institué héritier, pourra retenir le quart du tout, *Institutes*, *de fidei com missariis hereditatibus*, *C. Ad senatus consultum trebellianum*.<sup>5010</sup>

La troisième part est appelée la «falcidienne»<sup>5011</sup> d'après son auteur Falcidius, et c'est le quart de tout l'héritage que quelqu'un garde quand il a été institué héritier; et en plus de ces trois parts d'héritage, il y a le legs ou le fidéicommiss, *De Testamentis*, c. *Raynaldus*<sup>5012</sup>. Mais au sujet de l'héritage, à cause d'une grave difficulté concernant le testament non solennel, je soutiens, cependant, que l'héritier nécessairement doit régler les legs faits

---

5001X, 3, 21, 3

5002X, 3, c3, 1 (*Ad hoc*)

5003X, 5, 19, 9

5004X, 5, 17, 5

5005LANDULPHUS, *Commentaria in IV* (hypothèse pour LAN).

5006*Codex J*, 6, 50,7. (*Novellae*, 131,12)

5007Voir ANGELUS, *Legitima portio*, § 0

5008*Codex J*, 3, 28.

5009Voir ANGELUS, *Legitima portio*, § 3

5010*Institutes*, 2, 23

5011Voir ANGELUS, *Legitima portio*, § 4

5012X, 3, 26, 18

dans un testament non solennel; c'est l'opinion des docteurs cismontains qui semble vraie quand on parle du tribunal de la conscience, si, sans fausseté et délibérément le testateur a voulu ainsi disposer. Et Angelus<sup>5013</sup> dit qu'il le conseillait pour un cas dans lequel un seul témoin avait été présenté, et que l'héritier était tenu de le faire, au tribunal de la conscience.

En outre<sup>5014</sup>, il faut remarquer que, quand il y a plusieurs héritiers, chacun n'est tenu, selon la règle, que proportionnellement à sa part d'héritage, pour toutes les dettes ou legs, selon Monaldus, excepté sept cas. Premièrement quand le défunt en a disposé autrement.

Deuxièmement s'il y a une obligation pour les dépenses d'enterrement d'une épouse, parce que le mari et les héritiers sont tenus selon la part qu'ils ont; par exemple si le mari a cent et les héritiers deux cents, le mari alors est tenu pour un tiers et les héritiers pour deux tiers. Troisièmement si les biens du défunt étaient expressément ou tacitement hypothéqués pour des débiteurs, parce que, si un héritier n'a pas de quoi payer, les autres cependant sont obligés de le faire.

Quatrièmement pour des frais d'entretien objets d'un legs, qui, en raison de la volonté du défunt ou d'un juge, sont demandés à un seul héritier pour le tout ou à plusieurs selon des parts indiquées, *ff. De alimentis legatis*, troisième loi<sup>5015</sup>. Cinquièmement quand un legs est pris en charge par un seul pour la totalité, *ff. Commodati, L. Sed mihi, § Heres*<sup>5016</sup>.

Sixièmement quand une obligation

[fol. 31v]

consiste à remplir une promesse faite par le défunt en l'honneur de Dieu ou des saints ou de la chose publique, *ff. De pollicitationibus*, Loi 1, § *Si quis* et Loi *Ex pollicitatione*<sup>5017</sup>.

Septièmement si quelque chose d'indivisible a été alors institué obligatoirement comme lorsque le testateur a commis à un héritier de faire quelque ouvrage, *ff. De verborum obligationibus, L. In exsecutione, § Secunda*<sup>5018</sup>.

Remarque<sup>5019</sup> que le règlement au débiteur ou au légataire n'est pas différé quoique l'héritier soit un pupille, *C. De actionibus hereditariis, L. Sub pretextu*<sup>5020</sup>, et<sup>5021</sup> qu'un héritier est tenu de régler le legs fait pour une dot et même si celle qu'il faut doter entre dans un monastère, selon Panormitanus<sup>5022</sup>, et même si un legs lui avait été laissé pour un

5013 Chez ANGELUS, *Heres*, § 5, il s'agit de *Do[minus] Anto[ninus]*; de plus, la phrase ne contient pas le *et* qui souligne l'obligation.

5014 Voir ANGELUS, *Heres*, § 9, sans évocation de Monaldus.

5015 *Digeste*, 34,1, 3

5016 *Digeste*, (*Commodati vel contra*):13, 6, 3, §3

5017 *Digeste*, 50, 12, 1, § 6, et 50, 12, 3, §1

5018 *Digeste*, 45, 1, 85, 2

5019 Voir ANGELUS, *Heres*, § 10

5020 *Codex J*, 4, 16,4,

5021 Voir ANGELUS, *Heres*, § 20

5022 PANORMITANUS,, *Super Decretalium*, (ANGELUS: in d c *Si presentia*)

don en cas de mariage.

Il faut savoir de plus que s'il arrivait qu'un père de famille en mourant laisse seulement à ses trois fils trois marcs d'or, un à chacun, et qu'un des trois marcs avait disparu, et qu'on ne sait quel marc parce que, généralement, chacun a dit qu'un de ces marcs a été volé, chacun des héritiers est tenu à la restitution d'un tiers selon Alexander de Halès<sup>5023</sup>. Donc, chacun d'eux pêche s'il ne restitue pas le tiers, sauf si l'un d'eux restitue toute la portion qu'ils doivent. Et même s'il était établi qu'aucun des deux autres ne voulait rien rendre au troisième pour cette portion, ils ne sont cependant pas tenus de restituer, sauf selon leur propre portion, et si des biens du père avaient été dévolus à ce troisième; ceci selon Alexander.

Il faut savoir aussi<sup>5024</sup> que s'il faut honorer des crédateurs et des légataires en même temps, il faut que l'héritier satisfasse en premier les crédateurs, mais s'ils viennent séparément, l'héritier se libérera en réglant dans l'ordre d'arrivée, que celui qui se présente soit crédateur ou légataire, pourvu cependant que l'héritier ne fasse rien par dol ou fraude selon Monaldus<sup>5025</sup>.

Ici il faut savoir que les crédateurs sont ceux à qui le testateur est obligé de donner, quel que soit le rang de l'obligation ou le méfait. Mais les légataires sont ceux à qui, par pure libéralité, on laisse quelque chose dans un testament.

Il faut aussi noter qu'entre des crédateurs à égalité pour le reste, ceux qui ont reçu des garanties sont plus forts que ceux qui ont seulement des actions personnelles, c'est à dire, que la garantie est payée suivant l'ordre de sa valeur.

Entre ceux qui détiennent des hypothèques et entre crédateurs, le premier en date est le plus fort en droit, si ce n'est dans certains cas particuliers qui sont d'habitude dans la loi. *Qui potiores in pignore vel hypoteca habeantur*<sup>5026</sup>.

Le fisc et la femme pour sa dot doivent aussi être placés avant ceux qui n'ont pas de privilège, pour la même raison, mais quand il y a des privilèges égaux ou des actions personnelles, ces derniers sont en concurrence pour la satisfaction, sauf si on prouve pour l'un qu'il faut le préférer à un autre selon les lois.

De plus<sup>5027</sup>, quand il faut restituer à plusieurs, il faut d'abord restituer à la femme parce qu'elle passe avant tous les crédateurs qui ont des actions personnelles ou des hypothèques tacites. Le fisc en effet, avec la femme, a un privilège, comme on le trouve

---

5023ALEXANDER, *Summa theologica* (pour ce § pas de référence chez ANGELUS).

5024Voir ANGELUS, *Heres*, § 23

5025MONALDUS, *Summa de jure canonico* (non nommé chez ANGELUS, ni à Heres, ni à Restitutio).

5026*Digeste*, 20,4

5027Voir ANGELUS, *Restitutio*, 2, §16

[ ]<sup>5028</sup> quoique le fisc ne passe pas avant les crédateurs qui ont des hypothèques expresses antérieures, *ff. Qui potiores in pignore vel hypotheca habeantur, L. Si pignus*<sup>5029</sup>. Et il faut noter<sup>5030</sup> que quoiqu'une obligation due par les testateurs passe à l'héritier, l'héritier peut cependant, auparavant, retenir toutes les dépenses nécessaires qu'il a faites pour l'enterrement, l'inventaire, la réalisation du testament, et des opérations semblables. Et on établit ainsi que, quand les dettes ont épuisé la totalité de l'héritage, l'héritier doit être hors de dommage, *C. De jure deliberandi, L. Scimus*<sup>5031</sup>

De ce qui a été dit, il s'ensuit<sup>5032</sup> qu'un héritier est tenu de restituer toutes les usures de celui dont il hérite, autant que l'héritage y suffit, selon les docteurs ensemble sur les chapitres *Cum tu et Tua nos, De Usuris*<sup>5033</sup>.

Deuxièmement<sup>5034</sup>, il s'ensuit que quand il y a deux héritiers d'un usurier qui doit restituer cent, et qu'après division d'un héritage de mille entre eux, l'un devient insolvable pour 50, l'autre n'est pas tenu de restituer, si ce n'est pour ses cinquante, si ce n'est de bon conseil, sauf si les 50 avaient été formellement donnés pour les usures ou si des biens avaient été spécialement achetés sur l'argent usuraire appartenant à quelqu'un, parce que tout homme qui les a est tenu de restituer;

[fol. 32r]

mais sur les autres biens qui sont à lui et n'ont pas été achetés ainsi, il n'est pas tenu, si ce n'est pour son quota et comme on l'a dit.

M. Troisième article. De l'administration du tuteur et du curateur.

Finalement donc, à cause du lien avec le sujet, il faut examiner l'administrateur, le tuteur et le curateur. Et il faut tout d'abord noter que celui qui sciemment confie l'administration à quelqu'un d'indigne est tenu pour la mauvaise administration, selon Innocentius<sup>5035</sup>, *c. Ex ratione, De aetate et qualitate et ordine praeficiendorum*.<sup>5036</sup>

A ce sujet, il faut noter que l'on appelle administrateur celui qui peut agir et être appelé en justice, et aussi, hors du tribunal, disposer d'un bien, comme le tuteur que l'on donne pour protéger les biens d'un pupille ou le curateur que l'on donne à un adulte prodigue pour qu'il prenne soin de lui et gère ses affaires sur ses biens..

Deuxièmement, il faut noter que puisque quelqu'un est tenu, au tribunal de la conscience,

---

5028Blanc. Selon ANGELUS, *Restitutio*, 2, §16: *L. Quamvis, C. De privi fi*

5029*Digeste*, 20, 4, 8. ANGELUS, *Restitutio*, 2, §16, dit ici que les femmes perdent aussi leur privilège.

5030Non dans le passage d'ANGELUS susdit.

5031*Codex J.*, 6, 30,22

5032Voir ANGELUS, *Restitutio*, 1, § 15 suivant *Usurarius mentalis* (il n'y a pas de numérotation).

5033X, 5, 19, 5, et X, 5, 19, 9

5034Voir ANGELUS, *Restitutio*, 1, § 16 suivant *Usurarius mentalis*.

5035INNOCENTIUS IV, sur X, 1, 14, 2

5036X, 1, 14, 2



de réparer le dommage qu'il a fait au prochain par sa faute, il faut ne le comprendre, selon Innocentius<sup>5037</sup>, c. *Quia plerique, De immunitate ecclesiarum*<sup>5038</sup>, que pour le dol et la faute lourde, quoique d'autres veuillent qu'on le comprenne de toute faute.

Les multiples fautes<sup>5039</sup>.

Il faut donc savoir qu'une faute est appelée faute très lourde et c'est la même chose que le dol véritable et manifeste; une autre est appelée faute assez lourde et c'est un dol présumé.

Une autre est appelée faute lourde; et leur sens n'est pas celui que tous les gens comprendraient ou la majorité d'entre eux; ceci selon Baldus<sup>5040</sup> sur la Loi *L. Comm[]*, ff. *Depositum*. Cependant, à proprement parler, le dol est une faute intentionnelle, et la faute non, et il suffit alors de poser une faute lourde, sans parler de faute assez lourde ou très lourde. Donc partout où quelqu'un est tenu de dol, vient aussi la faute lourde, mais la faute lourde, elle-même, est seulement un dol présumé, pas un véritable.

Et donc il y a trois fautes: lourde, légère et très légère.

La faute légère est d'oublier ce qu'un homme diligent n'aurait pas oublié, de faire ce qu'un homme diligent n'aurait pas fait. Par exemple, si un usurier n'a pas ôté les biens mis en gage [...] <sup>5041</sup> au moment où un homme diligent l'aurait fait.

La faute très légère<sup>5042</sup> est de ne pas prévoir ce qu'un homme très diligent aurait prévu, Loi *Si putator*, ff. *Ad legem aquilianam*<sup>5043</sup>, ou d'omettre ce qu'un homme très diligent n'aurait pas omis, *L. Divus*, ff. *De officio presidis*<sup>5044</sup>. D'où, ne pas chevaucher comme un homme très diligent chevaucherait est une faute très légère ou ne pas veiller à faire ce qu'un homme très diligent veillerait à faire. Un exemple de faute lourde est celui de l'emprunteur qui abandonne un bien sur un marché ou une place publique et déclare qu'il ne croyait pas l'avoir reçu.

De plus, il faut noter que le tuteur et le curateur sont tenus de réparer tout le dommage qui est arrivé au pupille ou à l'adulte placés sous leur administration, pour dol, faute lourde, ou légère par négligence, mais pas pour faute très légère, *L. Quicquid*, *C. Arbitrium tutelle*<sup>5045</sup>,

5037 INNOCENTIUS IV, sur X, 3, 49, 8

5038 X, 3, 49, 8

5039 Voir ANGELUS, *Culpa*

5040 BALDUS, sur *Digeste*, 16, 3 (*Depositum vel contra*.; Loi non trouvée

5041 Voir ANGELUS, *Culpa*, § 2. Je n'ai pas identifié le mot: *atineis*.

5042 Voir ANGELUS, *Culpa*, § 3.

5043 *Digeste*, 9, 2 (*Ad legem Aquilianam*), 31

5044 *Digeste*, 1, 18, 14

5045 *Code*, J, 5, 51, 7

comme, par exemple, s'ils n'ont pas acquis alors qu'ils le pouvaient, ou s'ils ont été négligents pour réclamer des dettes ou s'ils ont amené un pupille ou un adulte à un procès désespéré pour que leur soient donnés les legs, ou s'ils ont empêché les dons pour les acquérir pour eux-mêmes, selon le Speculator, au titre *De advo[ ]*, § *Utriusque sexus*.<sup>5046</sup>

De plus, il faut noter que celui qui empêche quelqu'un par la suggestion, l'inquiétude, la dureté, d'obtenir un bénéfice, un legs, une propriété<sup>5047</sup>, ou fait qu'on les lui laisse à lui, s'il a été un obstacle avec l'intention de léser son prochain, est tenu vis à vis de celui qui a été lésé, selon l'arbitrage d'un homme de bien, mais pas pour la totalité du bien quand, autrement, on a pu empêcher d'avoir ce bien, selon Ricardus, IV, d. 15<sup>5048</sup>. Cependant si ce bien avait reçu une détermination<sup>5049</sup>, selon Thomas<sup>5050</sup>, celui qui a fait obstacle est tenu à un équivalent. Mais s'il a agi avec l'intention de veiller à sa propre utilité, il n'est pas tenu, s'il l'a fait par une voie licite et de façon licite.

Concernant ce qui a été dit, il faut noter que les intendants, ou les administrateurs des biens d'autrui, sont tenus aussi parfois pour faute très légère<sup>5051</sup>, quand ils n'ont pas agi comme quand un homme très diligent aurait agi, *L. Si pupilli, ff. De negotiis gestis*<sup>5052</sup>. Parfois ils sont tenus pour accident, dans cinq cas mis dans la Loi *Si negotia, ff. De negotiis gestis*<sup>5053</sup>: premier cas s'il a pris la charge pour piller; deuxième cas, s'il a fait des activités nouvelles et inhabituelles; troisième cas, si une faute a précédé l'accident; quatrième cas, s'il a été en retard; cinquième cas, s'il a donné lieu à l'accident..

[fol. 32v]

Note aussi que l'administré non seulement peut intenter une action contre les administrateurs mais aussi contre les héritiers, selon Innocentius<sup>5054</sup>, quand l'administrateur a fait quelque chose par dol ou faute lourde. Note en plus qu'il est tenu pour usure, si celui dont il gère les affaires ne restitue pas, ce qui est noté dans le denier des usuriers.<sup>5055</sup>

Doctrine. Théorie pour le denier des usuriers. Vingt-neuvième denier.

Pour ce denier comme pour un grand abîme il convient qu'avec diligence le confesseur se tienne solidement grâce au discernement le plus appliqué, parce qu'il y a un grand danger à connaître ce denier et à s'en occuper.

---

5046SPECULATOR, *Speculum giudiciale*

5047Voir ANGELUS, *Restitutio 1, Impediens aliquem a consecutione*:

5048RICARDUS *Super Sententiarum librum*, IV, d 15

5049Soit parce qu'il avait été estimé, soit parce qu'il avait été attribué à un possesseur.

5050THOMAS, 22, q. 62, selon ANGELUS, *Restitutio 1, Impediens aliquem a consecutione*.

5051Voir ANGELUS, *Administratio*, 1.

5052*Digeste*, 3, 5, 5,2

5053*Digeste*, 3, 5, 10., où ne se trouvent pas les cinq cas.

5054INNOCENTIUS,(ANGELUS, *Administratio*, § 1): sur X, 3, 21, 3.

5055Denier 29, fol 32, N.

Pour ce denier comme pour les autres, j'énonce la proposition suivante qui est pratiquement la maxime d'où vient tout ce que les docteurs disent de l'usure: Il n'est permis à personne de recevoir quelque chose au delà du principal, en raison d'un prêt véritable ou d'un prêt par interprétation, de façon directe ou indirecte.

N. Premier article. Le prêt.

L'usure est de recevoir quelque chose au delà du principal.

Première raison.

En expliquant cette proposition ou cette règle suivant chacun de ses éléments, parce qu'il convient de tourner les yeux de l'esprit vers eux, et surtout pour ce qui est du premier, «Il n'est jamais permis», le docteur subtil en IV, d 15<sup>5056</sup>, quand il donne la raison pour laquelle il n'est pas permis de recevoir au delà de ce qui a été prêté parce que dans la délivrance du prêt est transférée la propriété, dit que c'est ce que font entendre les sons de *mu-tuo* (par un prêt), présents dans: *do tibi meum* (je te donne mon bien); donc celui qui concède par un prêt, ne reste pas propriétaire d'un prêt d'argent, et, par conséquent, s'il reçoit, pour cet argent au delà du principal, il reçoit pour ce qui ne lui appartient pas, ou vend ce qui ne lui appartient pas.

Seconde raison.

L'usure est de recevoir quelque chose au delà du principal.

Une autre raison est: Admettons que l'argent reste sien, cet argent cependant, par sa nature, ne porte pas de fruit comme en ont un assez grand nombre de plantes qui produisent d'elles mêmes; cependant, grâce à l'industrie d'un autre, il en provient un certain fruit, c'est-à-dire des capacités.

Mais l'industrie du producteur n'appartient pas à celui qui a prêté l'argent, donc celui qui veut recevoir un fruit issu de l'argent veut avoir le fruit issu de l'industrie d'un autre, industrie que, cependant, le prêteur n'a pas donnée par ailleurs à l'emprunteur, sous prétexte que l'emprunteur a reçu un prêt d'un autre; et c'est la raison pour laquelle, au contraire, les fruits des arbres qui poussent sont comptés dans le principal.<sup>5057</sup>

Deuxièmement, j'ai dit «en raison d'un prêt véritable», parce que par une autre raison, juste, on peut bien recevoir quelque chose au delà du principal. Donc en réunissant ce que disent les docteurs, je trouve qu'on peut recevoir quelque chose au delà du principal de douze façons et cas.

Les douze cas dans lesquels quelqu'un peut recevoir quelque chose au delà du principal.

---

5056SCOTUS, IV, d 15

5057Les vrais fruits sont directement produits par «le principal» que sont les arbres, tandis que le principal en argent ne produit rien si ce n'est par l'intermédiaire du travail de quelqu'un.

Premier cas.

Premier cas<sup>5058</sup>: lorsqu'une église ou un laïque reçoit d'un vassal un fief en gage, mais entre temps on ne doit pas recevoir de service du vassal, *c1, De feudis*<sup>5059</sup>.

Second cas.

Second cas<sup>5060</sup>: lorsqu'un usufruitier opère une saisie sur un maître ou un propriétaire, s'il a des fruits pour une raison qui ne tient pas au propriétaire, selon Hostiensis dans sa *Somme*.<sup>5061</sup>

Troisième cas.

Troisième cas<sup>5062</sup>: lorsque quelqu'un retient en gage ce que je possède, je peux recevoir les fruits qui sont les miens, sans usure, parce que je reçois seulement mon bien, *De usuris, c.1 et c. Conquestus*<sup>5063</sup>; il en est autrement pour la possession de la propriété d'autrui acquise en gage, parce qu'en faisant siens les fruits, quelqu'un recevrait au delà du principal ce qui n'est pas sien, *De pignoribus, c. Illo vos*.<sup>5064</sup>

Quatrième cas.

Quatrième cas<sup>5065</sup>: lorsque, sans pacte et sans qu'on l'ait espéré, on reçoit un don gratuit, d'où 1, q 2, *c Sicut*<sup>5066</sup>: «L'obligation n'impose aucune faute à celui qui s'en charge, si elle ne procède pas de la demande d'un sollicitateur».

Cinquième cas. Recevoir en raison de l'intérêt, n'est pas de l'usure.

Cinquième cas<sup>5067</sup>: lorsque ce qui est reçu l'est en raison d'une perte subie ou imminente, ou en raison d'un gain manqué, selon Panormitanus, *c. Conquestus*<sup>5068</sup>, quand la cessation du profit est quasiment réalisée.

Sixième cas.

Sixième cas<sup>5069</sup>: en raison de la pénalité infligée à l'emprunteur, pénalité qui lui est imposée pour qu'il paye au terme, mais non dans le cas de fraude pour les intérêts, fraude qui est présumée, selon Scotus en IV, d 15<sup>5070</sup>, quand le créancier préférerait que le débiteur encourût la pénalité plutôt qu'il ne payât.

Recevoir des intérêts de celui qui ne peut payer au terme est de l'usure.

---

5058 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 11. L'église ou le laïc peuvent s'approprier les fruits.

5059 X, 3, 20, 1,

5060 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 12. Je ne comprends pas la proposition.

5061 HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

5062 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 13

5063 *Digeste*, X, 5, 19, 1 (*Plures*) et 8 (*Conquestus*).

5064 X, 3, 21, 4

5065 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 14. Quand on reçoit quelque chose qui est donné libéralement pour un prêt, on peut le garder sans être un usurier.

5066 *Décret*, C 1, q 2, c 4

5067 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 15

5068 PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur *Digeste*, X, 5, 19, 8

5069 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 16 et § 31

5070 SCOTUS, IV, d 15, q 2, a 2, selon ANGELUS, *Usura*, 1, § 31

Il s'ensuit que si quelqu'un ne paye pas au terme par incapacité ou sans qu'il y ait faute de sa part, on ne peut exiger de lui la pénalité sans que ce soit de l'usure, parce que quand il n'y a pas faute, on ne doit pas exiger [fol. 33r]

de pénalité, L. *Sancimus*, C. *De penis*.<sup>5071</sup>

Septième cas.

Septième cas<sup>5072</sup>: en raison du doute (à ce sujet: c. *In civitate* et in c. *Naviganti*<sup>5073</sup>), quand celui qui achète un bien pour un prix inférieur à ce qu'il vaut au moment de l'achat et doit le recevoir à un moment où vraisemblablement le bien peut valoir plus ou moins; il ne sera pas un usurier s'il arrivait que le bien vaille plus. Ce serait cependant un usurier s'il achetait à un prix tel que le bien ne peut vraisemblablement pas valoir moins ni un peu plus, mais qu'il peut valoir bien plus. Remarque ce point pour ceux qui achètent ainsi l'huile et les produits de ce genre, parce que ce sont des usuriers.

Huitième cas.

Huitième cas<sup>5074</sup>: en raison du risque, parce qu'un bien peut valoir plus ou moins à cause du danger et, ainsi, le risque excuse du péché d'usure, selon tous les docteurs.

Neuvième cas.

Neuvième cas<sup>5075</sup>: en raison de la gestion, comme dans le cas du tuteur qui, alors qu'il le devrait, ne fait pas fructifier l'argent; l'autre pourra recevoir autant de profit qu'il en aurait eu si le tuteur avait placé l'argent comme il le devait,

*ff. De administratione et Tutorum*, L. *Tutor*<sup>5076</sup> et cette loi s'applique aux supérieurs qui négligent d'acquérir pour l'Église, 12, q 2, *Quisquis episcopus*<sup>5077</sup>.

Dixième cas.

Dixième cas<sup>5078</sup>: en raison des hostilités. Il est en effet licite d'arracher des intérêts à celui qu'il est licite de poursuivre à l'épée et de priver de ses biens, pourvu qu'il n'y ait de scandale pour personne, 14, q 4, *Ab illo*.<sup>5079</sup>

Onzième cas.

Onzième cas<sup>5080</sup>: en raison de la montre, lorsque quelqu'un qui met en location des pièces de monnaie pour qu'on les montre ou pour déposer en gage, veut qu'on les lui

---

5071 *Codex J*, 9,47, 22, pr

5072 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 33

5073 X, 5, 19, 6 et 19.

5074 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 37

5075 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 47

5076 *Digeste*, 26, 7, *De administratione et periculo tutorum*, 2, pr (*Si tutor*)

5077 *Décret*, C2, q 2, c19; selon ANGELUS, *Usura*, 1, § 47: 12, q 2, *Quicumque*.

5078 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 48

5079 *Décret*, C14, q 4, c 12

5080 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 49

restitue selon leur nombre et avec un profit. Ceci est licite selon la glose sur le chapitre *Si feneraveris*, 14, q 3<sup>5081</sup>, et le dit chapitre *Conquestus*<sup>5082</sup>.

Douzième cas.

Douzième cas<sup>5083</sup>: en raison d'un autre contrat qu'un prêt véritable ou un prêt par interprétation, car il n'y a d'usure dans ces seuls prêts que parce que l'usage du bien n'a pas été séparé de la consommation du bien prêté ou de la propriété; donc l'usurier qui exige au-delà du principal vole l'usage du bien.

Corollaires.

Plusieurs conséquences se tirent du cinquième cas.

Les obligations de celui qui ne paye pas au terme.

Premièrement, il est tenu pour le manque à gagner, estimé selon le jugement de bons marchands, celui qui, par sa faute, ne rembourse pas le créancier au terme dû. De plus<sup>5084</sup>, il est tenu vis à vis de celui qui voulait commercer ou acheter une propriété; ce dernier, en effet, reçoit licitement au delà du principal autant qu'il aurait gagné vraisemblablement, si cinq conditions sont réunies: la première, qu'il décompte les risques et les dépenses<sup>5085</sup>; la seconde, qu'il n'ait pas l'intention principalement de s'enrichir par ce moyen, mais par le commerce; la troisième, que l'engagement contracté ne soit pas illimité mais pour un certain temps; la quatrième, que celui à qui il prête ne soit pas dans une nécessité si étroite qu'il soit tenu de lui prêter gratuitement<sup>5086</sup>; la cinquième, que ce qu'il reçoit corresponde véritablement<sup>5087</sup> à son manque à gagner. Ceci selon Innocentius<sup>5088</sup> et Raymondus<sup>5089</sup>.

Cas de celui qui transmet une propriété.

Deuxièmement<sup>5090</sup>, il s'ensuit que celui qui vend ou transmet à un acheteur une propriété ou un autre bien semblable, si l'acheteur ne paye pas au terme, peut recevoir le bien en gage, le terme étant passé, et faire siens les fruits sans qu'il y ait usure, et c'est noté par la glose sur le chapitre *Conquestus*<sup>5091</sup>, et c'est possible s'il a passé la convention qu'une pension due serait versée jusqu'à ce qu'il ait réglé le prix, *C. De actionibus empti et venditi, L. Curabit*.<sup>5092</sup>

---

5081*Décret*, C 14, q 3, c 1

5082X, 5, 19, 8

5083Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 50

5084Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 16

5085Car le gain se comprend après déduction des dépenses, travaux et dangers.

5086ANGELUS, *Usura*, 1, § 16 dit aussi: «et que le créancier soit dans une telle richesse».

5087ANGELUS, *Usura*, 1, § 16 dit ANGELUS, *Usura*, 1, § 16 dit: «véritablement de façon probable»

5088INNOCENTIUS, sans référence précise.

5089RAYMONDUS, sans référence précise.

5090Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 18

5091Glose sur X, 5, 19, 8

5092Code J, 4, 49, 5

Cas du garant.

Troisièmement<sup>5093</sup>, il s'ensuit qu'un garant, à cause d'une défection, réduit à emprunter à intérêt pour payer un créancier ou parce qu'il a réglé intérêts et capital, peut exiger du débiteur la réparation de tous les dommages qu'il a subis à l'occasion de la dette, parce qu'il ne doit subir aucun dommage du fait de la caution, *c. 2, De foro competentij, 2, Sexte*<sup>5094</sup>.

De même<sup>5095</sup>, si quelqu'un paye des intérêts parce qu'un autre n'a pas payé au terme, il pourra les exiger du débiteur, si deux conditions sont réunies: premièrement, si le débiteur déclare qu'il lui était nécessaire d'emprunter à intérêt selon Alexander de Halès<sup>5096</sup>, et deuxièmement, s'il ne pouvait pas trouver autrement un prêt.

Cas de celui qui achète des pierres et des matériaux de ce genre.

Quatrièmement<sup>5097</sup>, il s'ensuit que celui à qui j'ai acheté des pierres, du bois et des matériaux de ce genre, dont nul fruit n'est tiré, est tenu de me régler les intérêts que j'ai versés pour lui donner satisfaction, s'il ne m'a pas livré les susdits matériaux au terme et a été en retard, selon Baldus sur la Loi *Usuras*<sup>5098</sup>, *C. De usuris*, et il doit me régler autant que les intérêts parce qu'à cause d'une fausse promesse de ce genre, il m'a empêché d'être utile ou de bonne volonté, utilité et bonne volonté que j'estime valoir plus ou autant que les intérêts versés.

Cas de celui qui emprunte à intérêt.

Cinquièmement<sup>5099</sup>, celui qui emprunte à intérêt des deniers peut ensuite, de sa propre autorité, les prêter à un ami au même intérêt, s'il agit pour qu'il soit hors de danger; autrement, non, selon Monaldus<sup>5100</sup>.

Cas de celui qui supporte, à l'occasion d'un prêt, des travaux ou des dommages.

Sixièmement<sup>5101</sup>, celui qui, à l'occasion d'un prêt, supporte des travaux ou des dommages, peut, en compensation, faire siens les fruits du gage, sans pratiquer l'usure, selon Hostiensis<sup>5102</sup>, *De rebus ecclesie non alienandis, c. Ad nostram.*<sup>5103</sup>

[fol. 33v]

---

5093 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 19

5094 VI, 2, 2, 2

5095 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 20

5096 ALEXANDER, *Summa theologica*

5097 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 21

5098 *Code J*, 4, 32, 2

5099 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 22

5100 MONALDUS, *Summa de jure canonico*,

5101 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 23

5102 HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

5103 X, 3, 13, 11

De même<sup>5104</sup>, celui qui prête à intérêt à celui qui usurpe ses biens qu'autrement il ne peut avoir, ne reçoit pas en effet le bien d'un autre mais le sien, selon Alexander lombardus<sup>5105</sup>, sauf si cependant le scandale le menaçait lui ou l'autre.

O. Le gendre qui supporte les frais du mariage.

Septièmement<sup>5106</sup>, le gendre qui supporte les frais du mariage, à qui une dot a été promise, qui reçoit de son beau-père, en gage, des propriétés définies pour une dot non versée, s'approprie les fruits sans qu'il y ait usure, *c. Salubriter, De usuris*<sup>5107</sup>, mais si le beau-père avait indiqué un terme pour payer la dot, le gendre ne pourrait rien prendre, parce qu'on ne doit rien quand on n'est pas en retard, et qu'il pourrait accepter l'épouse sans dot. Comprends aussi que ces fruits n'excèdent pas les frais parce que, la cause cessant, cesse l'effet, *De appellationibus, Cum cessante*<sup>5108</sup>.

Cas.

Note<sup>5109</sup> cependant que quelqu'un qui prête une somme d'argent, due en dot au gendre susdit, et qui reçoit du gendre une propriété que lui même détient en gage, donnée par son beau-père pour la dot, ne s'approprierait pas les fruits sans commettre l'usure, comme le fait le gendre, parce que ce prêteur recevrait les fruits du gage, non en raison du manque à gagner mais en raison du gain, et ainsi il commettrait l'usure.

Celui qui achète au gendre.

Huitièmement<sup>5110</sup>, il s'ensuit que celui qui achète au susdit gendre le droit de la susdite propriété, s'approprie les fruits sans commettre l'usure, sauf s'il feignait d'acheter, alors qu'il a l'intention de prêter. De même<sup>5111</sup>, les héritiers du mari ne s'approprieront pas les fruits sans commettre l'usure, parce que les héritiers peuvent aussitôt se libérer en lui rendant le gage qu'il recevrait, gage que le mari ne peut rendre, *De jurejurando, Tua nos*<sup>5112</sup>.

Une veuve peut recevoir quelque chose à la place de sa dot.

Neuvièmement, il s'ensuit que celle qui est restée veuve pour qui les héritiers hypothèquent la susdite propriété, si elle n'a pas un autre moyen de vivre, s'approprie

---

5104Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 24

5105ALEXANDER LOMBARDUS, *In I-IV Sententiarum*

5106Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 25

5107X, 5, 19, 16

5108X, 2, 28, 60

5109Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 26. Ce cas est intimement lié au précédent. Dans le précédent, le gendre peut s'approprier les fruits; dans celui-ci, il ne s'agit plus du gendre lui-même, mais d'un intermédiaire, qui prête pour le gain.

5110Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 27

5111Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 28

5112X, 2, 24, 11



licitement les fruits, et elle peut aussi, selon Angelus<sup>5113</sup>, recevoir un fixe annuel jusqu'à ce qu'ils lui restituent sa dot, quoique Hostiensis,<sup>5114</sup> Bernardinus<sup>5115</sup> et Antonius<sup>5116</sup>, tiennent, sur le chapitre *Salubriter*<sup>5117</sup>, qu'elle ne s'approprierait pas les fruits sans commettre l'usure.

A propos du cas précédent<sup>5118</sup>, il faut remarquer que l'estimation du bien, pour le montant du manque à gagner, ne doit pas dépasser le double du principal, selon l'estimation généralement faite pour ce bien. S'il n'existe pas d'estimation généralement reconnue pour ce bien ou si s'agit d'une chose incertaine (ou d'une pêche), alors l'estimation se fera selon l'arbitrage d'un homme de bien, *L. 1, C. De Censibus et peraequatoribus*<sup>5119</sup>.

Les deux intérêts: intrinsèque et extrinsèque.

Mais en raison de la perte éprouvée (et en raison d'une omission), on doit seulement considérer l'intérêt intrinsèque, *ff. De actionibus emptionis et venditionis, L. Si sterilis*<sup>5120</sup>, par exemple, si du blé n'est pas fourni à l'acheteur au terme fixé, on considère seulement son augmentation de valeur; ce qui est le manque à gagner intrinsèque.

Cas.

Note que les animaux morts<sup>5121</sup> relèvent de l'extrinsèque. Si le manque à gagner semble exister en raison d'une faute, on est tenu aussi pour le dommage extrinsèque; par exemple: tu m'as promis de me donner du blé à telle date et donc je n'ai rien prévu d'autre; puisque tu ne m'as pas fourni et que je n'ai pas pu me précautionner, tu es tenu par omission et par la faute de fausse promesse, et tu es tenu, du moins en conscience, pour les animaux morts. De même<sup>5122</sup>, si quelqu'un fournit sciemment des matériaux endommagés sans le dire, il est tenu à l'égard de l'acheteur pour l'effondrement de la maison et pour la pension versée, ce qui est un manque à gagner extrinsèque, *Loi julianus, ff. De actionibus empti venditi.*<sup>5123</sup>

Cas

En conséquence du sixième cas<sup>5124</sup>, il est clair que si une cité ou le chef d'une cité

---

5113Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 29

5114HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

5115BERNARDUS, *Glosa Decretalium*, sur X, 5, 19, 16

5116ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*, sur X, 5, 19, 16

5117X, 5, 19, 16

5118Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 30

5119*Codex J.*, 11, 58 (57), *De censibus et censitoribus et peraequatoribus et inspectoribus*. 1. Cependant, je ne vois pas le rapport avec la loi 1. Les lois 5 et 7 présentent elles, des estimations de dommages fixées.

5120*Digeste*, 19, 1, 21, pr, § Cum per venditorem(19, 1, 21, 3)

5121Des animaux qui seraient morts de faim. Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 30

5122Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 30

5123*Digeste*, 19, 1, 13

5124Le sixième cas est celui qui évoque la possibilité de toucher des pénalités. Ce paragraphe ne correspond pas au §32 d'ANGELUS, sauf si les créiteurs prêtaient avec l'espoir que les débiteurs ne règleraient pas la dette et devraient payer des pénalités; ce que laisse supposer aussi le: s'ils préféreraient avoir leur prêt.

impose un prêt à des citoyens en attribuant à tout prêteur, pour une quantité fixée de prêt, une quantité fixée de monnaie qu'on rendra ou prendra sur les revenus de la cité (par exemple, huit livres pour cent livres); si les crédeurs se sont obligés ainsi, et si cependant, l'obligation est venue d'eux-mêmes, et si les crédeurs préféreraient, s'ils le pouvaient, avoir leur prêt, il n'y aura pas usure, selon Astesanus<sup>5125</sup>.

#### Cas

De même<sup>5126</sup> il n'y a pas usure, si par un statut, en raison d'une coutume, on dispose que celui qui est mis en possession véritable d'un bien, par exemple d'une maison, s'enrichisse des fruits à raison de tant pour cent, jusqu'à ce qu'il ait obtenu satisfaction pour ce qu'on lui doit, selon Baldus<sup>5127</sup>, sur la Loi *Acceptam, C. De usuris*<sup>5128</sup>, pourvu que ce statut soit établi pour que les débiteurs soient obligés

[fol. 34r]

de satisfaire et que le débiteur ne donne pas la satisfaction due par sa faute. Le crédeur, en effet, à cause du manque à gagner, reçoit un supplément parce qu'il préférerait avoir ses cent que la maison qui vaut cent vingt.

Celui qui achète les revenus d'une cité à vil prix.

En conséquence du septième cas posé plus haut<sup>5129</sup>, celui qui achète les revenus d'une cité en situation difficile, à vil prix et, la paix enfin faite, s'enrichit, et pour un seul revenu, n'est pas un usurier,

Loi *Cum hereditatem, ff. De hereditate vel actione vendita*<sup>5130</sup>, selon Hostiensis<sup>5131</sup> et Archidiaconus<sup>5132</sup>. Ils conseillent cependant de faire de larges aumônes.

L'absence d'usure en raison du risque.

En conséquence du huitième cas<sup>5133</sup>, c'est à dire en raison des risques, le garant peut recevoir quelque chose du débiteur sans qu'il y ait usure, pourvu qu'il n'y ait ni fraude ni dol; donc, il ne doit rien recevoir en raison de la garantie, parce que ce serait une injustice et qu'il serait contraire à la charité que de recevoir, quand on ne subit ni risque ni travaux en se portant garant, mais en raison du risque et des travaux et des autres aléas qui arrivent facilement ici, il serait licite de recevoir quelque chose de modeste cependant, et il s'agit d'un contrat sans nom et non d'un contrat de prêt.

L'absence d'usure en raison d'une conduite en sécurité.

---

5125ASTESANUS, *Summa*

5126Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 32

5127BALDUS, sur *Codex J*

5128*Codex J*, 4,32, 19, pr

5129Voir fol 33 r. et ANGELUS, *Usura*, 1, § 35

5130*Digeste*, 18, 4, 7.

5131HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

5132ARCHIDIACONUS,, *Super Decretum*.

5133Je n'ai pas trouvé de substantielle correspondance chez Angelus,.

Quelqu'un cependant peut aussi recevoir quelque chose licitement pour conduire quelqu'un en sécurité, si deux conditions sont réunies: la première, qu'il n'ait pas l'obligation de garder une route ou un chemin sûrs; la seconde, qu'il respecte ce qu'il a promis, selon Angelus<sup>5134</sup>.

Les maîtres qui prêtent aux paysans pour qu'ils entretiennent leurs propriétés.

Deuxième conséquence: les maîtres qui prêtent aux paysans pour qu'ils entretiennent leurs propriétés, ne sont pas des usuriers pourvu qu'ils donnent satisfaction aux paysans selon ce qui est juste, pour les travaux faits pour entretenir la propriété. Il en serait autrement, s'ils ôtaient quelque chose sur ce qu'ils doivent leur donner à cause du prêt, ce qui serait de l'usure; ceci selon Gregorius Ariminiensis<sup>5135</sup>.

Celui qui accorde un prêt à terme pour attirer à sa boutique, à son moulin, à son école.<sup>5136</sup>

Et il faut dire de même qu'il n'y a pas usure pour celui qui accorde un terme de paiement pour attirer un acheteur à sa boutique, à son moulin, à son école et à des activités de cette sorte, si les emprunteurs n'encourent aucun dommage, et qu'ainsi il leur donne toute satisfaction, comme cela se ferait par d'autres prêteurs, pour la même raison. Mais beaucoup de docteurs sont d'avis contraire et on doit comprendre qu'il y a usure, quand, à cause de ce prêt, les emprunteurs ont une plus lourde dette de sorte que le prêteur ne leur donne pas la satisfaction que donneraient d'autres prêteurs, ou quand ce prêt conduit simplement à un pacte.

Et le fait que quelqu'un attire plus de monde ou soit plus renommé ne fait pas obstacle à l'absence d'usure de sa part, parce qu'espérer quelque chose de ce genre n'entraîne pas l'usure, puisque cela ne s'achète pas à prix d'argent. Et le prêteur n'ôte pas la liberté à ses emprunteurs, s'ils empruntent jusqu'à ce qu'ils aillent à l'école, ou au moulin, si le prêteur indique à l'avance le terme de son prêt. C'est ce que soutient Bernardinus dans ses *Contrats*<sup>5137</sup>, sinon, le monde entier commettrait l'usure puisqu'aujourd'hui les cultivateurs ne peuvent louer de terre, sans emprunter.

Celui qui emprunte pour capter l'amour n'est pas un usurier.<sup>5138</sup>

Donc, selon Thomas, II-II, q. 78<sup>5139</sup>, celui qui emprunte pour capter l'amour ne commet pas l'usure, ni celui qui emprunte pour obtenir ce qui ne se mesure pas à prix d'argent, par exemple la disposition d'un livre, dont «l'usage se concède entre amis», ou le pardon

---

5134ANGELUS, *Usura*, 1, § 39

5135GREGORIUS ARIMINIENSIS, *Lectura in Sententiarum*

5136Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 5

5137BERNARDINUS, *De contractibus usurariorum*, sermo 39. A voir.

5138Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 2 et 3

5139THOMAS, *Somme II-II*, q 78, a 2, R.: «*Recompensationem vero eorum quae pecunia non mesurantur licet pro mutuo exigere, puta benevolentiam et amorem ejus qui mutuavit vel aliquid hujusmodi.*»

d'une injustice de la part de celui qui l'a subie, qui est injustement persécuté, ou qui est lésé, c. *Ad aures, De simonia*<sup>5140</sup>.

Cas (de prêt sans usure).

Troisième conséquence<sup>5141</sup>: celui qui emprunte cent à celui qui lui en devait cent autres qu'il refusait de lui rendre, avec l'engagement de lui donner à temps une caution de vingt, selon Hostiensis dans sa *Somme*<sup>5142</sup>, n'est pas un usurier puisqu'il ne demande rien de plus que le dû.

Cas (de prêt sans usure).

Quatrième conséquence: celui qui emprunte à une communauté pour éviter des impôts, n'est pas un usurier selon le Speculator, au titre *De usuris*, parce que c'est une chose que de ne pas donner de son bien, une autre de ne pas prendre, L. *Proculus, ff. De dampno infecto*<sup>5143</sup>, une autre de ne pas acquérir, une autre de ne pas perdre. Angelus<sup>5144</sup> dit que cela n'est vrai que lorsque la collecte ne serait pas définie et que la charge serait supplémentaire, parce que si la collecte était définie et ordinaire, ce serait de l'usure parce que faire remise à de tels gens et donner, c'est la même chose, 8, q 3, *Talia*.<sup>5145</sup>

Seconde proposition principale<sup>5146</sup>.

P. Second article. L'usure dans le capital.

Seconde proposition principale. Quoique cela ne soit pas de l'usure que de recevoir quelque chose au delà du principal quand le capital autant que le gain sont dans une situation incertaine qui ne semble pas notablement plus en faveur de celui qui donne que de celui qui reçoit, cependant, dans un contrat de prêt, recevoir au delà du principal, c'est de l'usure de trois façons, et il convient de restituer.

La triple usure pour le capital.

Premièrement, quand le capital et le gain sont sous garantie<sup>5147</sup>; deuxièmement quand le capital n'est pas sous garantie et le gain

[fol. 34v]

exposé au hasard, comme lorsque quelqu'un emprunte cent qui sont toujours sous

---

5140X,5, 3, 24

5141Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 9

5142HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*. Selon ANGELUS: *eo titulo*.

5143*Digeste*,39, 2, 26

5144Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 8.

5145*Décret*, C 8, q 3, c 1.

5146. On ne trouve pas en marge l'indication de la première proposition principale. Celle-ci est constituée par les douze cas dans lesquels on peut recevoir au-delà du principal sans usure. On passe ici aux cas où l'usure est interdite.

5147Ou: en sûreté

garantie, avec en plus une part de gain, s'il y en avait; troisièmement quand le gain est sous garantie et le capital exposé au hasard, *Décrétales, De usuris, Naviganti*.<sup>5148</sup>

Q. Règle générale sur l'usure.

La règle donc est que, par la force d'un prêt, il n'est pas permis de recevoir quelque chose au delà du principal.

Il s'ensuit que l'on commet l'usure dans les cas que voici.

Cas notable.

Premier cas<sup>5149</sup>: si quelqu'un prête cent à Jean avec l'engagement de lui donner cinquante en argent comptant et cinquante en créances à recouvrer, en guenilles et en objets de ce genre, et si Jean promet de lui donner cent en argent comptant, lui qui n'aurait pas accepté les créances et choses stériles si ce n'était à cause du prêt de cinquante, le prêteur est un usurier selon Lau<sup>5150</sup> et Bal<sup>5151</sup> et Bar<sup>5152</sup>, *C. De usuris*<sup>5153</sup>. Il faut dire la même chose quand, en raison d'un prêt, quelqu'un vend au dessus du prix dû, 14, q. 3, *Si feneraverit*.<sup>5154</sup>

L'achat à un prix inférieur au juste prix pour anticipation de paiement.

Il y a usure aussi quand on achète à un prix inférieur au juste prix à cause d'un règlement anticipé, selon Thomas.<sup>5155</sup>

Ceux qui collectent pour des maîtres<sup>5156</sup> et qui reçoivent quelque chose des communautés quand ils attendent le règlement des collectes, s'ils reçoivent en raison de leur attente, doivent restituer, mais pas si c'est en raison de leurs dépenses et travaux.

Remarque à propos des trésoriers.

De même ceux qui s'occupent des affaires de ceux qui sont soumis à contribution<sup>5157</sup> et qui leur prêtent dans la nécessité, peuvent licitement recevoir quelque chose en raison de leur travail, mais ce sont des usuriers pour ce qu'ils touchent en raison du prêt, selon Laurentius.<sup>5158</sup>

Cas notable. Remarque à propos de ceux qui prêtent une chose contre une autre.

Second cas: si quelqu'un emprunte une chose<sup>5159</sup> avec l'engagement que soit restituée la même en poids et mesure, par exemple, un marc d'argent contre un autre, du

---

5148X, 5, 19, 19

5149Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 6

5150Selon ANGELUS, *Usura*, 1, § 6: LAURENTIUS DE RIDOLFIS ou RODULPHIS, *in suis contractibus*.

5151BALDUS, sur *Codex J*

5152BARTOLUS, *Glosae*

5153*Codex J*, 4,32, 15,(*Cum alleges*).

5154*Décret*, 1 4, q. 3, c 1

5155THOMAS, *Somme II-II*, q 78, a2, 7

5156Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 7

5157Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 7

5158LAURENTIUS DE RIDOLFIS

5159Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 36

grain contre du grain, du vin contre du vin, s'il était vraisemblable que la chose serait plus précieuse<sup>5160</sup> au moment du règlement, que le créancier allait être lésé et épuisé entre temps, l'emprunteur commet l'usure.

Ceux qui privent le débiteur de la liberté de se libérer.

De même quand le créancier ôte au débiteur la liberté de se libérer avant terme, quoiqu'il ne perdrait pas (en ne la lui ôtant pas), il y aura usure<sup>5161</sup>.

Mais si, on n'est pas sûr avec vraisemblance qu'au temps du règlement la chose puisse valoir plus ou moins, ou qu'elle ne vaudra pas plus, il n'y aura pas usure selon Petrus de Ancharano<sup>5162</sup>, Joannes Calderinus<sup>5163</sup>, Rodonensis<sup>5164</sup>.

Cas notable.

Laurentius de Ridolfis<sup>5165</sup>, cependant, dans ses *Contrats* tient indistinctement que celui qui prête au prochain un ducat qui maintenant vaut cinq livres, si ensuite au moment de la restitution, il reçoit cinq livres parce que le ducat vaut alors tant, agit licitement, qu'il perde ou non à la restitution<sup>5166</sup>, mais la première opinion est plus juste et plus sûre.

Le prêt à capital garanti.

Troisième cas: celui qui prête de l'argent à quelqu'un qui va prendre la mer<sup>5167</sup> avec la convention que si le bateau avec le capital, sombre, il n'est tenu en rien vis à vis du prêteur, mais que s'il transporte sans perte les biens achetés, il est tenu de transmettre au prêteur l'argent prêté avec une partie du gain, est un usurier, c. *Naviganti, De usuris*<sup>5168</sup>. La raison de l'usure est que celui qui prête ainsi ne veut pas prêter si ce n'est avec un pacte où le risque est assumé et donc il pénalise le débiteur en quelque chose de plus à cause du prêt. Mais si quelqu'un prêtait libéralement, et qu'ensuite après le prêt, à la demande du débiteur, il prenait sur lui le risque, ce qui s'appelle assurer, il pourrait licitement recevoir quelque chose du gain, sans usure, et donc, cette recette précise ne concerne pas le prêt directement mais ce qui est fait, c'est à dire l'assurance, et fait à la demande du débiteur. Mais dans le premier cas, le débiteur serait contraint à cause d'un profit pour risque.

---

5160Le bien, tout en étant semblable, peut avoir changé de valeur.

5161Le créancier pratique l'usure s'il ôte la possibilité d'un paiement anticipé, même s'il doit y perdre. Il ne peut pas protéger son capital.

5162PETRUS DE ANCHARANO, *Consilia*. Selon ANGELUS: in c. *Usurarum, De usuris*, li 6.

5163JOANNES CALDERINUS, *Repertorium juris*. Selon ANGELUS: in c. *Si* = 4, q. 3, *Si feneraverit*.

5164RODONENSIS, *Summa*

5165LAURENTIUS DE RIDOLFIS, *in suis contractibus*.

5166LAURENTIUS DE RIDOLFIS, supprime la question de la sauvegarde du prêteur et ne prend en considération que l'estimation actuelle du bien.

5167Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 38

5168X,5,19,19

Cas.

Quatrième cas: celui qui prête de l'argent, cela jusqu'à dix ans<sup>5169</sup> avec l'engagement que si dans les dix ans l'un des deux meurt, le débiteur est libre, mais que s'ils survivent tous deux, le débiteur remboursera au delà du principal, est un usurier selon Alexander<sup>5170</sup>, parce qu'à cause du prêt il exige une obligation au delà du principal,

Cas.

Cinquième cas: le citoyen qui prête à une communauté soixante dix ducats<sup>5171</sup>, communauté qui a comme statut que tout homme qui a une fille d'un an et qui a donné soixante dix ducats, en reçoive cinquante pour la marier si elle a vécu jusqu'à quinze ans, mais que si avant cet âge elle meurt, il perde tout, est un usurier parce que dans les prêts véritables ou les prêts par interprétation, faits principalement pour l'espoir du gain, le risque ou le doute n'excusent pas l'usure, c. *Si*<sup>5172</sup>. Puisque dans ce cas, il y a risque non à cause de la nature de la chose mais à cause de la durée, quoiqu'il y ait risque de la part de celui qui prête, le contrat est usuraire.

Celui qui achète du blé en herbe.

Sixième cas: celui qui achète du blé en herbe<sup>5173</sup> ou du vin sur pieds ou de l'huile et des productions de ce genre, avant la maturité, moins cher que ce qu'elles vaudront vraisemblablement au moment de la maturité,

[fol. 35r]

si l'échange à ce moment-là est cause de dommage pour le vendeur précisément, est un usurier, d'après le chapitre *In civitate, De usuris*<sup>5174</sup>, mais s'il y a seulement une convention<sup>5175</sup>, le contrat serait illicite et non usuraire; mais si l'échange n'est pas cause de dommage parce que le bien ne vaut pas plus, avant maturité, à cause du risque auquel il est soumis, l'achat est licite, Loi *Fistulas, ff. De contrahenda emptione*<sup>5176</sup>.

R. Dans quels cas, seulement, y -a-t-il usure?

Troisièmement<sup>5177</sup>, j'ai parlé d'un prêt vrai ou d'un prêt par interprétation. Selon

5169Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 41

5170ALEXANDER LOMBARDUS, *In I-IV Sententiarum*

5171Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 43

5172*Décret*, C 4, q. 3, c 1 (*Si feneraverit*).

5173Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 45

5174X, 5,19, 6

5175Sans paiement immédiat.

5176*Digeste*, 18,1, 78.

5177Le deuxièmement est en 32v, N

aussi les docteurs, il n'y a d'usure que dans le prêt véritable ou le prêt par interprétation. Et, dans un contrat de vente ou d'achat, dans un contrat où on donne en location et où on reçoit en location, et dans les contrats de ce genre, survient le prêt par interprétation.

Règle générale: Quand un prêt est-il usuraire?

Tiens généralement cette règle: si un prêt est fait principalement avec surtout l'espoir d'avoir plus que le principal, aucun risque ne peut empêcher que cela ne soit un contrat usuraire; mais si le prêt se fait libéralement et qu'ensuite on reçoit, on est excusé selon Angelus<sup>5178</sup>.

Mais quant aux contrats, il faut noter que dans un contrat d'achat et de vente, interviennent souvent un prêt véritable ou par interprétation et l'injustice par défaut d'égalité ou de juste prix, ou pour excès de prix, ou parce qu'on a vendu le temps ou parce qu'on s'est mis en sécurité pour le gain, en tout, toujours, ou en partie; pour cela on commet l'usure et on est tenu de restituer selon les docteurs et surtout selon Scotus, IV<sup>5179</sup>.

Celui qui refuse à un débiteur de repousser le terme, comment est-il tenu.

Premièrement, il s'ensuit corrélativement, que celui qui ne veut pas prolonger la durée de paiement pour un débiteur sans recevoir une contre-partie, est tenu de la restituer.<sup>5180</sup>

Cas.

Deuxièmement<sup>5181</sup>, il s'ensuit que celui qui transporte des marchandises dans un endroit où il pensait les vendre cher à cause de leur rareté, mais qui, parce que beaucoup de marchandises ont afflué, pour ne pas vendre au prix du moment et subir ainsi un dommage, vend, en différant la vente, plus cher, est un usurier. De même qu'en effet il n'aurait pas voulu diminuer le prix si aucune autre marchandise n'avait afflué, de même, l'abondance arrivant en raison du moment, il ne pourra vendre plus cher.

Le bien vaut le prix auquel il peut être vendu.

En effet dans ce cas, il y a lieu de dire: Un bien ne vaut que ce qu'on peut le vendre, Loi Un, ff. *Ad Falcidiam*.<sup>5182</sup>, mais cela n'est vrai que si les abus indiqués plus haut<sup>5183</sup> ne s'y opposent pas et c'est la réponse de Thomas, II-II, q. 77<sup>5184</sup>.

Est-il permis de vendre plus cher, en différant le moment?

---

5178 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 46

5179 SCOTUS, IV, d. 15

5180 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 58

5181 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 59

5182 *Digeste*, 35, 2, *Ad legem falcidiam*, 1; (§ *Si heres*, selon ANGELUS: 35, 2, 3, pr)

5183 On peut vendre plus cher en différant la vente, comme on le voit ensuite (parce qu'on a des dépenses supplémentaires), mais il ne faut pas vendre au dessus d'un juste prix, mais ceci n'est pas expliqué ici; il manque sans doute un morceau du texte.

5184 THOMAS, II-II, q 77, a 4, 2



Remarque cependant qu'il est permis de vendre quelque chose, en différant le moment, à un prix supérieur à ce que l'acheteur trouverait en payant tout de suite, pour amener seulement un tel acheteur au juste prix, selon Thomas<sup>5185</sup>. Ainsi un marchand peut estimer plus cher la marchandise qui est payée plus tard, que celle qui est payée plus tôt, en ne prenant en considération que le gain qu'il doit raisonnablement en tirer.

Estoc, double estoc.

Troisièmement, il s'ensuit que celui qui vend un bien à quelqu'un qui est dans le besoin, pour le racheter immédiatement à un prix inférieur, est un usurier. Ce contrat est appelé «estoc» et «double estoc» parce que les vendeurs enfoncent une épée en vendant trop cher et ensuite, une autre, sans jamais se retenir; il en serait autrement s'il arrivait que ce qui a été vendu à un juste prix, soit racheté, pour secourir celui qui ne trouve pas d'acheteur; il pourrait cependant y avoir injustice<sup>5186</sup>.

[...] <sup>5187</sup>

Quatrièmement il s'ensuit qu'il convient que le prix d'un bien vénal soit évalué selon l'estimation commune pour que le prix ne soit pas proposé selon la valeur naturelle du bien ni selon l'utilité pour les acheteurs, de façon précise;

cependant l'évaluation peut être supérieure à l'estimation commune, sans usure, en raison de l'utilité propre du bien, utilité qui ferait que l'absence du bien léserait gravement le vendeur, mais pas parce qu'il serait plus utile à l'acheteur.<sup>5188</sup>

Celui qui vend pour plus que... <sup>5189</sup>

Cinquièmement <sup>5190</sup>, il s'ensuit que celui qui vend du vin, du blé, ou des produits de ce genre, au prix courant, avec l'engagement que si ce produit vaut plus d'ici pâques, il aura plus, mais que s'il vaut moins, il ne diminuera pas le prix, est un usurier, parce qu'il a le propos d'assurer son gain pour toujours ou dans la plupart des cas, ce qui n'est pas permis, selon Scotus, IV, d. 15<sup>5191</sup>.

Celui qui achète cent aureus contre 95.

Sixièmement<sup>5192</sup>, il s'ensuit que celui qui achète cent aureus à Pierre, qui sont dus à Jean d'ici à trois ans, au prix de quatre-vingt quinze qu'il règle immédiatement, s'il le fait de

---

5185THOMAS, dans une question, selon ANGELUS.

5186Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 60

5187Marge effacée.

5188Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 61

5189Marge effacée.

5190Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 62

5191SCOTUS, IV, d 15

5192Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 63

sa propre initiative et principalement pour le gain, et s'il diminue le prix uniquement pour avoir plus, dans le futur, à cause du paiement anticipé, est un usurier, c. *Si, De usuris*<sup>5193</sup>. Il n'est pas permis en effet de diminuer un paiement dans l'immédiat à cause de l'anticipation du paiement, mais seulement à cause du manque à gagner, estimé selon la vraisemblance, par exemple, ce sera le montant auquel on estime le travail pour récupérer l'argent, les risques, etc.; mais si une telle somme ou une telle dette étaient litigieuses, il n'est pas permis d'acheter.

Septièmement<sup>5194</sup>, il s'ensuit que celui qui achète des traites, par exemple de soixante-dix-huit, à raison de quinze sous par livre parce que c'est l'estimation commune de la ville de Gênes, alors qu'ensuite, vraisemblablement, d'ici à deux ans, il aura vingt sous par livre, est un usurier, par équivalence<sup>5195</sup>, en fait et en conscience, comme on le dit pour un cas semblable, *De usuris, In civitate* et c. *Si*<sup>5196</sup>. En effet quoique quelqu'un qui, à la demande d'un ami, achète les susdits paiements

[fol. 35v]

(quelqu'un qui préférerait s'enrichir de son argent que d'acheter de tels biens), puisse acheter à un prix inférieur (le prix diminué de ce qu'il estime être son manque à gagner à cause du risque et des travaux), cependant s'il les achète pour s'enrichir, c'est un usurier selon Angelus.

Celui qui achète avec un engagement de revente, quand n'est-il pas un usurier?

Note ce cas intéressant.

Huitièmement<sup>5197</sup>, il s'ensuit que celui qui achète un domaine ou une maison avec un engagement de revente à tant d'années ou sans limite, s'il achetait pour frauder (il a l'intention de faire un prêt non d'acheter), et, s'il croyait que le vendeur ne rachèterait pas, il n'achèterait pas, est un usurier par l'usure palliée, cachée sous une telle vente, dont on présume à partir d'indices comme ceux-ci:

1°

premièrement si le prix est modeste par rapport au bien;

2°

deuxièmement, parce qu'il y a le pacte qu'on restitue plus que le prix;

3°

troisièmement si l'acheteur a l'habitude de pratiquer l'usure.

Mais s'il achète de bonne foi et avec une bonne intention, sans qu'il y ait ces indices, il est

---

5193 *Décret*, C 4, q. 3, c 1 (*Si feneraverit*)

5194 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 64

5195 Le contrat d'achat est équivalent à un prêt pour avoir au delà du principal; c'est donc de l'usure.

5196 X, 5, 19, 6 et *Décret*, C 4, q. 3, c 1 (*Si feneraverit*)

5197 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 66

permis d'acheter, Loi *Si Fundum, C. De pactis inter emptorem et venditorem*.<sup>5198</sup>

Cas. Celui qui achète avec l'engagement de ne pas racheter.

Neuvièmement<sup>5199</sup>, il s'ensuit que celui qui achète avec un engagement de revente, en ajoutant la causule qu'on ne puisse racheter avant cinq ou dix ans, s'il le fait pour frauder en vue de gagner les fruits à partir d'un gage fictif, est un usurier; il en est autrement s'il veut faire grossir le bien, qui n'est pas consommé, en grossissant un certain nombre d'années, et s'il veut pour cela avoir réparation de la dépense.

Cas. Celui qui achète du grain (ou d'autres choses) au moment de la moisson pour qu'on règle à Pâques.

Dixièmement<sup>5200</sup>, il s'ensuit que celui qui achète du grain au moment des moissons et du vin au moment des vendanges, au prix qu'ils valent alors, avec l'engagement que tant de mesures lui soient données en retour à Pâques est un usurier, selon Hostiensis<sup>5201</sup> et Jean d'André<sup>5202</sup>. Et ne s'y oppose pas le fait que parfois ces biens ont moins de valeur, parce que les lois ne considèrent pas ce qui arrive rarement, Loi *Nam ad ea, ff. De legibus*<sup>5203</sup>

Celui qui achète au moment de la moisson pour vendre plus cher.

Quand y-a-t-il gain honteux.

Celui qui achète de tels produits<sup>5204</sup> au moment de leur récolte, pour vendre plus cher à un autre moment ne pratique pas l'usure, mais il y a gain honteux; premièrement si l'acheteur est une personne ecclésiastique; deuxièmement s'il agit par avarice pour créer la cherté ou vendre à d'autres, comme il veut. C'est pourquoi il est tenu à la réparation du dommage s'il en a causé ainsi à une communauté ou à quelqu'un qui se serait pourvu autrement si un tel homme ne l'en avait pas empêché, comme le font ceux qui se tiennent aux portes d'une cité pour acheter tout le grain et font en sorte que le grain ne soit pas apporté sur la place publique, et pour le vendre avant. C'est ce que l'on comprend d'eux en 14, q. 4, c. *Quicumque tempore*<sup>5205</sup>. Mais ces acheteurs ne sont pas tenus, s'ils achètent pour le bien commun comme Joseph<sup>5206</sup> ou pour pourvoir à leurs besoins et à

---

5198Code J, 4, 54, 2.

5199Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 67

5200Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 69

5201HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

5202JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*,

5203*Digeste*, 1, 3, 5

5204Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 70

5205*Décret*, C 14, q 4, c 9.

5206Joseph en *Genèse*, 41, collecte pour Pharaon les vivres, avant les sept ans de disette, permettant ainsi qu'il y ait du pain en Egypte.

ceux des leurs ou s'ils agissent pour faire un juste profit grâce au commerce, selon Hostiensis<sup>5207</sup>, Raymundus<sup>5208</sup> et Rodonensis<sup>5209</sup>.

Ceux qui achètent à des pauvres des animaux dont ils ne sont pas propriétaires, par exemple, des animaux contre une pension.

Onzièmement<sup>5210</sup>, il s'ensuit que ceux qui achètent des brebis ou des bœufs à des pauvres qui n'en sont pas propriétaires et les louent pour le prix d'une pension annuelle, sont des usuriers, et cela s'ils pensent que ceux-ci n'ont pas de tels biens; il en serait autrement si l'acheteur croyait qu'ils les ont et achetait de bonne foi selon certains.

Celui aussi qui achète des chevaux<sup>5211</sup>, chevaux qui doivent être rachetés par le vendeur, à certains marchés, à un prix inférieur à celui qu'ils valaient à l'époque du contrat, est un usurier sauf si, avec vraisemblance, on ne savait pas s'ils vaudraient plus ou moins au moment du paiement, ou qu'on ne croyait pas qu'ils vaudraient plus, selon Rodonensis<sup>5212</sup>.

L'usure du loueur.

Douzièmement, il s'ensuit que celui qui met en location un bien avec une estimation, avec l'engagement que, quelle que soit la perte ou la détérioration, il veut le prix de son bien avec un profit, est un usurier.

C'est en effet comme s'il avait vendu au locataire et que parce qu'il attend le prix, il exige plus au delà du principal et il est tenu de restituer selon Angelus<sup>5213</sup>.

L'emprunt.

Considération attentive avant de pouvoir juger qu'il y a usure.

Il faut aussi remarquer que, pour le prêt accordé ou l'emprunt reçu, comme pour la location ou la mise en gage, il faut considérer, à cause du prêt ou de la location, si les services rendus sont égaux de part et d'autre, et s'ils le sont, il n'y aura pas d'usure, selon Monaldus<sup>5214</sup>.

Celui qui donne du grain ancien contre du nouveau n'est pas un usurier..

Il s'ensuit que celui qui donne du grain ancien<sup>5215</sup> ou des produits du même genre pour recevoir ensuite du grain nouveau, s'il le fait pour que le blé ne périsse pas ou pour secourir les autres, agit licitement, mais s'il le fait pour recevoir un meilleur produit et en ôtant au débiteur la liberté de se libérer en lui payant le vieux grain, c'est un usurier. C'est

---

5207HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

5208RAYMUNDUS, peut-être: *in c.1, De usu, li 6.*

5209RODONENSIS, *Summa*

5210Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 71

5211Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 72

5212RODONENSIS, *Summa*

5213Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 73

5214MONALDUS, *Summa de jure canonico*,

5215Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 74

pourquoi il convient qu'on n'estime pas qu'au moment du règlement, le produit sera vraisemblablement plus cher; sinon l'échange ne serait pas licite selon Hostiensis<sup>5216</sup> et Goffredus<sup>5217</sup>.

Celui qui emprunte un cheval, quand l'utilise-t-il sans commettre l'usure?

Treizièmement<sup>5218</sup>, il s'ensuit que si quelqu'un qui a un cheval dont il ne fait rien reçoit cent de quelqu'un avec l'engagement qu'il garde le cheval, qu'il le nourrisse et l'utilise sans préjudice pour le cheval, agit licitement  
[fol. 36r]

et l'emprunteur ne fait aucun mal au prochain mais le soulage, en effet, en nourrissant le cheval.

Celui qui reçoit une maison en gage et l'utilise, quand n'y-a-t-il pas usure?

Dis, de même, que le prêt est licite, pour une maison mise en gage à quelqu'un qui l'emprunte, maison qui lui est utile, parce qu'il ne peut ni ne veut la louer; l'emprunteur, lui, protège cette maison de la ruine. Il en ressort clairement que dans les cas susdits le propriétaire est soulagé, lui qui n'aurait tiré aucun profit de ces biens eux-mêmes. Il ne faut cependant pas étendre ces cas au profit que quelqu'un fait à partir de l'argent, à cause d'un emprunt, parce que le profit vient de l'activité<sup>5219</sup>.

Donner dix aunes de panne contre dix n'est pas de l'usure.

Troisièmement<sup>5220</sup>, il s'ensuit que donner dix aunes de panne pour en avoir en retour dix autres dans le futur, par le contrat d'échange, n'est pas de l'usure; de même pour les autres mesures comme la bouteille, le boisseau, et de même pour tout ce qui mesure les grains ou les liquides.

Celui qui donne de l'argent pour qu'on le lui rende à un prix égal.

Quatrièmement<sup>5221</sup>, il s'ensuit que celui qui a de l'argent et qui craint qu'il ne perde de sa valeur selon les ordonnances des maîtres et des cités, peut, sans commettre l'usure, le donner à quelqu'un avec l'engagement que ce dernier le lui rende avec une valeur égale à celle qu'il a quand il lui donne l'argent, selon Alexander lombardus<sup>5222</sup>, si, cependant, celui qui reçoit veut le dépenser rapidement au moment où il vaut ce prix, parce qu'il ne reçoit rien au delà du principal; il est permis en effet d'éviter un dommage

---

5216HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*.

5217GOFFREDUS DE TRANO, *Summa*.

5218Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 74

5219Et non de l'argent lui-même.

5220Troisième cas sans usure après le cheval, la maison: il s'agit d'échanges de bons procédés. Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 75

5221Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 76

5222ALEXANDER LOMBARDUS, selon ANGELUS: *in quolibet, q. De usuris*

sans en apporter un à autrui, quoique d'autres soutiennent qu'il y a ainsi usure.<sup>5223</sup>

Celui qui vend du blé en indiquant le prix selon le terme.

Cinquième proposition<sup>5224</sup>: celui qui vend du blé ou un produit de ce genre en mettant un prix plus élevé qui sera le prix pour toute la durée jusqu'au terme fixé à l'avance du règlement, ou le prix qu'il vaudra au moment du règlement, si le produit ne peut valoir plus en fait ou s'il ne peut valoir plus de l'avis de tous, est un usurier; et ce dernier point est vrai s'il ne devait pas protéger le produit jusqu'au moment du règlement. Mais si, vraisemblablement, le produit devait valoir plus ou moins, ce ne serait pas usurier et il serait excusé en raison du doute, selon Scotus, IV, d 15<sup>5225</sup>.

A ce propos<sup>5226</sup>, il faut remarquer premièrement que puisque l'huile, le vin, le blé, et les produits de ce genre diminuent, on ne doit pas faire payer la diminution, mais on doit l'ôter du prix, il y aurait aussi usure.

Remarque pour ceux qui échangent à égalité, par exemple tant de blé contre autant de blé.<sup>5227</sup>

Il faut remarquer, deuxièmement, que si, nécessairement, pour la conservation du produit jusqu'au moment du règlement, le débiteur devait faire des dépenses, par exemple de nettoyage, ou de location de récipients ou de maison et des dépenses de ce genre, si le créancier ne les retranchait pas du règlement, il y aurait usure.

Remarque.

Tout ceci doit être pesé par le confesseur.<sup>5228</sup>

S. Troisième article. Les revenus.

Il convient<sup>5229</sup> aussi de remarquer à propos des revenus, qu'il est permis d'acheter des revenus annuels même pécuniaires, un cens, une pension ou une propriété héréditairement ou pour la durée de vie de l'acheteur; pourvu que soit respectée l'égalité

---

5223 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 76

5224 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 33

5225 SCOTUS, IV, d 15

5226 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 34. Une partie des produits peut se perdre ou s'évaporer. Ils peuvent aussi décroître en valeur marchande.

5227 Lecture difficile.

5228 Texte souligné et accompagné du dessin de main pointant un index.

5229 Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 44

due, selon Ricardus<sup>5230</sup>. Et celui qui donne à des églises de l'argent pour recevoir d'elles des possessions définies pour qu'il les garde le temps de sa vie, et qu'elles reviennent aux églises, n'est pas un usurier selon Hostiensis<sup>5231</sup>, et c'est permis en raison du risque ou de l'incertitude; pourvu que soit sauvegardée, selon Ricardus<sup>5232</sup>, l'égalité du droit naturel, droit qui existe si, dans un tel contrat de vente, il n'apparaît pas que quelqu'un soit notablement avantagé.

La vente de revenus.

A propos de cette proposition, il faut remarquer que dans la vente de revenus pécuniaires, on ne vend pas l'argent mais le droit de percevoir des revenus, avec lequel, une fois vendu, l'argent est transféré.

Cas.

Sixièmement<sup>5233</sup>, il faut remarquer que si quelqu'un donne à Ticius une somme d'argent pour que ce Ticius se constitue débiteur d'une quantité plus grande que celle qu'il avait reçue, il y a usure, sauf si Ticius était une personne qui avait l'habitude de louer ses services à tant pour l'année et vendait ces mêmes services.

De même il semble y avoir usure quand on exige en revenu plus que ce qu'un bien, qui pourrait être acheté à un tel prix, rapporte de fruits en bénéfice, selon Innocentius<sup>5234</sup>, c. *In civitate*, *De usuris*<sup>5235</sup>. Note bien ceci parce que peu de gens le remarquent.

L'usure: sa restitution.

Septième proposition<sup>5236</sup>. Un usurier est tenu de restituer le bien, s'il existe, et les fruits que le propriétaire aurait perçus, si le bien produit des fruits, comme tout possesseur de mauvaise foi, par exemple le voleur, selon Scotus<sup>5237</sup> et Ricardus<sup>5238</sup>, IV, d .15. Mais si le bien n'est pas productif, si ce n'est par l'activité qu'on y joint, comme l'argent, il suffit de restituer le principal qu'on a reçu, selon Scotus et Ricardus, d. 15, IV.

Quatrièmement,<sup>5239</sup> j'ai dit: l'usure c'est, «au delà du principal» qui a été prêté, recevoir, directement ou indirectement, c'est à dire par soi-même ou par une autre personne (tel l'héritier, s'il succède aux biens d'un usurier, et, de même, pour la plupart des gens). Note donc que si quelqu'un a causé directement un dommage, par exemple parce que, à cause du manque de tel bien, les créanciers ont été obligés d'acheter le blé au

5230RICARDUS, selon ANGELUS: *in 2 quolibet*, q. 23, ar 2.

5231HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*, selon ANGELUS: *allegat L 1, C. De pac et L. 1, ff. Condi et de*.

5232RICARDUS, *Super Sententiarum librum*, IV, d 15

5233Voir ANGELUS, *Usura*, 1, § 44

5234INNOCENTIUS IV sur X, 5, 19, 6

5235X, 5, 19, 6

5236Voir ANGELUS, *Restitutio 1: Quis videtur male fidei possessor.*, § 0 et § suivant

5237SCOTUS, IV, d 15, q 2

5238RICARDUS, IV, d 15

5239Étude du quatrième morceau de la proposition initiale (32 v, N), énonçant l'interdiction de l'usure. Voir ANGELUS, *Restitutio 1: Quis videtur male fidei possessor...* § 5

moment où il était plus cher, ou d'emprunter sous usure, ou de distribuer pour un prix inférieur et de faire des actes de ce genre, il est tenu de réparer le dommage à celui qui l'a subi, selon Scotus, au même endroit<sup>5240</sup>.

#### T. Les fauteurs d'usures.

##### Huitième proposition.

Il faut remarquer en outre que ceux qui ont donné une cause à des contrats usuraires ou à leurs exactions, sont complices de l'usurier, en trouvant, en conseillant toutes ces feintes par lesquelles aussi les usures sont payées; et les associés ou fauteurs d'usure, sont tenus de restituer.

[fol. 36v]

Il s'ensuit corrélativement que, premièrement, celui qui pousse quelqu'un à prêter à intérêt<sup>5241</sup>, en prêtant de l'argent ou en contractant une association, est tenu de ce qui lui est parvenu de l'usure, selon Alexander Lombardus<sup>5242</sup> et Monaldus.<sup>5243</sup>

Deuxièmement, le personnel ou les courtiers des usuriers, ceux qui coopèrent pour que soient exigés ou payés les intérêts usuraires, puisqu'ils en permettent la réalisation, sont tenus de restituer le tout; il en est autrement s'il apparaît qu'on ne prête que parce que le débiteur en a absolument besoin.<sup>5244</sup>

Troisièmement<sup>5245</sup>, les notaires qui cachent l'usure dans un document, s'ils ne restituent pas les intérêts, sont tenus de restituer le tout, mais pas si l'usure apparaît clairement dans le document ou s'ils ont agi en faveur du débiteur plus qu'en faveur de l'usurier. Les témoins aussi<sup>5246</sup> sont tenus pour la garantie des documents, ainsi que les supérieurs qui apposent leur signature et ceux qui scellent les feuillets des usuriers. Avec ces points sont d'accord Goffredus<sup>5247</sup>, Hostiensis<sup>5248</sup> et Directorium<sup>5249</sup>.

Quatrièmement<sup>5250</sup>, les avocats, les procureurs, les juges, ceux qui font les contrats et les autres, par le patronage de qui des intérêts usuraires sont exigés ou non restitués quand on les demande, sont tenus pour le tout, si la conscience leur disait que les écritures qu'on leur présentaient concernaient des contrats d'usure, selon Hostiensis<sup>5251</sup> et

---

5240SCOTUS, IV, d 15, q 2,a3(p 325)

5241ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 4

5242ALEXANDER LOMBARDUS, *In I-IV Sententiarum*

5243MONALDUS, *Summa de jure canonico, titulo Usura*, 5.

5244ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 5

5245ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 6

5246ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 7

5247GOFFREDUS DE TRANO, *Summa*

5248HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

5249DIRECTORIUM JURIS: PETRUS CASUEL, *Directoria summa, titulo De usuris*.

5250ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 8

5251HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*



Innocentius, c. *Michael, De usuris*.<sup>5252</sup>

Cinquièmement<sup>5253</sup>, les maîtres de terres qui ne veulent pas rendre justice aux débiteurs pour que les usuriers qui sont sur leurs terres soient forcés de restituer les usures, sont tenus pour le tout, selon Rodonensis<sup>5254</sup>, s'ils peuvent les y forcer et ne le font pas.

Sixièmement<sup>5255</sup>, les associés, les défenseurs et les exécutants qui prêtent à usure ou exigent des usures pour d'autres, s'ils détiennent la responsabilité principale du prêt, sont tenus pour le tout, si ceux pour qui ils ont fait les prêts ne restituent pas, selon Rodonensis<sup>5256</sup>, mais pas s'ils fournissent seulement leurs services, quoiqu'ils fassent un péché mortel selon Gerardus obdonis<sup>5257</sup>, Raymundus<sup>5258</sup> et Bartholomeus brixienis<sup>5259</sup>.

Septièmement<sup>5260</sup>, le tuteur ou le curateur qui a prêté à intérêt pour un pupille ou une personne de ce genre, est tenu de restituer si le principal intéressé ne restitue pas, selon Monaldus.<sup>5261</sup>

Huitièmement<sup>5262</sup>, quand une université ou un collège reçoit un gain usuraire, chacun est obligé individuellement de restituer et pour le tout, non en tant que communauté ou université qui n'ont pas de conscience, c. *Conquestus, De usuris*<sup>5263</sup>. Monaldus<sup>5264</sup> et Rodonensis<sup>5265</sup> cependant limitent la proposition: c'est vrai de ceux qui dirigent et peuvent interdire ou ordonnent qu'on fasse ainsi de l'usure, mais non des autres personnes, sauf si elles ont partagé l'avantage de la bourse ou si on les a déchargées des dépenses qu'elles auraient dû faire sur leur propres biens, et, dans ce cas, elles ne sont tenues que selon cet allègement. Sont d'accord Monaldus<sup>5266</sup> et Petrus de Palude, IV.<sup>5267</sup>

Neuvièmement<sup>5268</sup>, celui qui empêche quelqu'un, qui le veut, de prêter gratuitement et fait prêter à usure, est tenu à restitution selon Rodonensis<sup>5269</sup>; de même pour ceux qui

---

5252 INNOCENTIUS III, en X, 5, 19, 17

5253 ANGELUS, *Restitutio 1: Usurarius mentalis*, § 9

5254 RODONENSIS, *Summa, Summa*

5255 ANGELUS, *Restitutio 1: Usurarius mentalis*, § 10

5256 RODONENSIS, *Summa*

5257 GERARDUS OBDONIS, in *Sententiarum*.

5258 RAYMUNDUS, *Summa juris*,

5259 BARTOLOMEUS BRIXIENSIS, *Confessionale, in dicto capitulo Si non suo*.

5260 ANGELUS, *Restitutio: Usurarius mentalis*, § 11.

5261 MONALDUS, [titulo Usura, 3 ou autre chiffre. Voir ANGELUS, *tutella*, 2.

5262 ANGELUS, *Restitutio 1: Usurarius mentalis*, § 12

5263 X, 5, 19, 8

5264 MONALDUS, *Summa de jure canonico, Usura*, 5.

5265 RODONENSIS, *Summa*

5266 MONALDUS, *Usura*, 5

5267 PETRUS DE PALUDE, in IV, d. 15

5268 ANGELUS, *Restitutio 1: Usurarius mentalis*, § 13

5269 RODONENSIS, *Summa*

admettent les usuriers aux offices ou les absolvent, si, à cause de leur refus d'admettre ou d'absoudre, la restitution des usures avait été faite.

Dixièmement<sup>5270</sup>, celui qui cautionne un usurier est tenu selon ce que valait l'héritage au moment de la caution, et pas plus, selon Laurentius<sup>5271</sup> et Paulus<sup>5272</sup>; et si il s'est simplement engagé à ne restituer que les intérêts des usures, il est tenu selon ce que supportent ses capacités, même si l'usurier n'est pas solvable.

#### X. Les héritiers des usuriers.

Neuvième proposition. Les héritiers des usuriers et ceux à qui est parvenu quelque chose de l'usure, sont tenus de restituer selon les façons suivantes.

Premièrement<sup>5273</sup>, l'héritier est tenu de restituer tous les profits de l'usure dont il hérite autant que l'héritage y suffit, selon les docteurs en commun, sur les chapitres *Cum tu, et c. Tua nos, De usuris*<sup>5274</sup>. S'il y avait deux héritiers d'un usurier redevable de cent, et si, après le partage d'un héritage de mille, l'un des deux ne pouvait pas régler cinquante, si l'autre avait des biens qui avaient été formellement donnés pour régler les usures, il est tenu de restituer parce que tous ceux qui ont eu ce genre de biens y sont tenus.

S'il s'agit de biens achetés spécialement sur l'argent de l'usure, il est tenu de les restituer; mais, si ce sont d'autres biens que ceux-ci, il n'est pas tenu, si ce n'est pour sa moitié selon Angelus.<sup>5275</sup>

Deuxièmement<sup>5276</sup>, ceux qui reçoivent, sur les biens d'un usurier, un bien en espèce donné pour régler des intérêts usuraires, sont tenus de le restituer si le bien existe, comme le soutient Baldus<sup>5277</sup>, *C. De jure dotium*<sup>5278</sup>. Si quelqu'un reçoit un bien qui n'a pas été donné en espèce, c'est un usurier aussi s'il ne règle pas au moment où il le reçoit, ou il ne sait pas ce qu'il en est et il n'est pas tenu, sauf si le bien avait été acheté avec de l'argent usuraire.

[fol. 37r]

Troisièmement ceux qui achètent les biens mis en gage, perdus à cause de l'usure, sont tenus de les restituer comme ceux qui achètent des biens volés. Ils pourront cependant garder ou réclamer ce que l'usurier a vraisemblablement prêté sur le gage. On pourrait

---

5270ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 14

5271LAURENTIUS DE REDOLSIS, in suis contractibus.

5272PAULUS DE LIAZARIIS, *Consilium*.

5273ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 15

5274X, 5, 19, 5 et 9

5275ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 16

5276ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 17

5277BALDUS sur *Codex J*, 5, 12, 22

5278*Codex J*, 5, 12, 22

aussi soutenir que, si le bien n'existe pas ou si on ignore si son propriétaire existe, l'acheteur du bien gagé n'est tenu de donner aux pauvres que ce que le bien vaut, au delà de ce qu'a payé l'usurier, quoiqu'il serait plus sûr de donner la totalité, excepté le montant du prêt reçu de l'usurier par celui qui a mis le bien en gage. C'est ce que dit Angelus<sup>5279</sup>.

Quatrièmement<sup>5280</sup>, la fille d'un usurier qui a reçu une dot, si elle a eu une chose dans son identité<sup>5281</sup> donnée pour payer des intérêts d'usure, est tenue de restituer comme on l'a dit plus haut; si elle a un bien non usuraire, on n'y est pas tenu, mais on y est tenu si, à cause de cela, l'usurier devient insolvable et si le gendre le savait; si, ensuite, pour une autre raison, l'usurier devient insolvable, le gendre n'est pas tenu parce qu'il a la dot au titre des dépenses du mariage, ni la fille selon Federicus<sup>5282</sup>, sauf si une propriété avait été achetée sur de l'argent usuraire et donnée pour la dot, parce que, quand le mariage est dissout, la fille est tenue de la restituer si son père devenait insolvable, selon le chapitre *Cum tu, De usuris*<sup>5283</sup>, parce que ce qui a été légalement conclu ne doit pas être invalidé.

Cinquièmement<sup>5284</sup>, si un gendre ou une fille qui ont eu une dot sur des biens donnés en espèce pour payer des intérêts, ou parce que le père était insolvable, celui qui ne fait pas la restitution est excusé, selon Gerardus obdoniensis<sup>5285</sup>, parce que l'un sans l'autre ne peut restituer tant que dure le mariage.

Remarque.

Il y aurait un remède: si le père a beaucoup de biens incertains à restituer et est solvable pour les biens certains, le gendre peut aller trouver l'évêque de la ville qui peut lui concéder, en tant que pauvre, la dite dot, si ces biens certains n'ont pas été acquis pour paiement des usures, ou s'il ne compose pas avec les créditeurs.

Sixièmement<sup>5286</sup>, les serviteurs qui rendent un service utile en prenant soin des biens, reçoivent licitement un salaire, pourvu qu'ils ne reçoivent pas un bien dans son identité venu de l'usure, parce que ce n'est jamais permis. Mais quand ils rendent un service inutile, comme ceux qui gardent des chiens ou des oiseaux de proie, dans ce cas, si l'usurier n'est pas solvable, ils ne peuvent recevoir aucun salaire et sont tenus de rendre

---

5279ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 18

5280ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 19

5281*In specie*: dans son identité; *res in specie*: corps certain

5282FREDERICUS, *Consilia*

5283X, 5, 19, 5

5284ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 20

5285GERARDUS OBDONIENSIS, *in Sententiarum*.

5286ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 21

s'ils ont reçu quelque chose.

Septièmement<sup>5287</sup>, celui qui emprunte à un usurier, qui le sait, pour le jeu ou une autre consommation inutile, dans ce cas, ne peut recevoir la restitution de son emprunt; mais s'il le fait pour dépenser utilement, ou si l'usurier ignorait qu'il voulait consommer le prêt inutilement, il peut recevoir la restitution, selon Petrus de Palude, IV<sup>5288</sup>, Alexander<sup>5289</sup> et Rodonensis<sup>5290</sup>. Dis la même chose de ceux qui doivent recevoir quelque chose des usuriers à cause de contrat ou de quasi contrat, de délit ou de quasi délit: ils peuvent recevoir ce qui leur est dû, même si l'usurier devient non solvable.

Huitièmement<sup>5291</sup>, ceux qui servent ou ceux qui administrent ce qui est nécessaire à la vie de l'usurier, je crois qu'en conscience ils peuvent recevoir un salaire, sauf s'ils sont de ceux qui sont tenus de l'aider en vertu du précepte de charité, par exemple, si ces derniers ont du superflu par rapport à la qualité de leur situation, et si l'usurier était dans une extrême nécessité, cas dans lequel chacun est tenu de faire l'aumône.

En dernier, note que ceux qui reçoivent des aumônes<sup>5292</sup> ou vivent sur les biens des usuriers, sont tenus de la même façon que ceux qui vivent sur les biens des voleurs.

Note à leur sujet la proposition formulée plus haut dans le denier des femmes<sup>5293</sup>.

Théorie sur le denier des chasseurs. Trentième denier.

Pour ce denier comme je l'ai fait des autres, j'énonce la maxime suivante.

Si quelqu'un est tenu pour le dommage causé à un autre par un oiseau ou par n'importe quel animal, il n'est pas tenu au-delà du dommage causé, estimé selon l'arbitrage d'un homme de bien, quoique certains princes ou maîtres disent qu'ils ont une coutume différente. Pour les propriétaires d'animaux, il y a deux types de faits.

Y. Premier article. Les chasseurs.

Pour le premier<sup>5294</sup>, note que les chasseurs qui piétinent les champs, les vignes et les moissons et dont les chiens tuent les poules et les animaux des pauvres et des autres gens, sont tenus de restituer, selon Astesanus<sup>5295</sup>, sauf si le dommage était si modeste que probablement les victimes ne s'en soucieraient pas.

Ensuite<sup>5296</sup> note aussi que ceux qui ont des colombes dans des colombiers sont tenus pour les dommages qu'elles causent aux propriétaires des champs, selon Petrus de Palude<sup>5297</sup>,

---

5287ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 22

5288PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*

5289ALEXANDER, *Summa theologica*

5290RODONENSIS, *Summa*

5291ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 23

5292ANGELUS, *Restitutio I: Usurarius mentalis*, § 24

5293Denier 18, fol 21v

5294ANGELUS, *Venatio*, § 2

5295ASTESANUS, *Summa*

5296ANGELUS, *Restitutio I: Quid de tenentibus columbas* (§ 6]

5297PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*

IV; c'est vrai quand ils les nourrissent de façon indue; mais quand ils n'ont vraisemblablement pas assez de propriétés environnantes pour les nourrir, vraisemblablement, la plupart du temps, sur ces propriétés, je crois qu'il faut le leur pardonner, selon le jugement d'un homme de bien. Astesanus<sup>5298</sup> dit aussi qu'il ne faut pas précipiter la décision puisque, selon certains, l'utilité que  
[fol. 37v]

les colombes, dit-on, fournissent en mangeant des vers ou en produisant de l'engrais, est égale au dommage causé.

Z. Quand donne-t-on un animal pour un préjudice.

Et pour parler des autres animaux, il faut savoir que si un quadrupède, par sauvagerie naturelle, a causé un dommage à quelqu'un, par exemple, ton cheval m'a brisé la tête, ou m'a coupé l'oreille avec ses dents ou a brisé des récipients, tu es tenu de réparer le dommage selon l'espèce de l'animal, ou de donner des animaux pour le préjudice. Et il semble qu'il en soit vraisemblablement ainsi, si ton animal a amené le mien à causer un dommage à autrui. De même, si ton chien a mangé mes viandes, ou ton bœuf, mon herbe, tu es tenu, de la même façon, à réparer le dommage ou à donner un animal, pour le préjudice, selon l'espèce de l'animal, d'après le Speculator.<sup>5299</sup>

Quand le propriétaire n'est pas libéré de la réparation en donnant un animal pour un préjudice.

Si, de plus, du bétail est entré dans un champ et a dévoré le blé, et si quelqu'un a laissé entrer ses animaux dans mon champ et s'ils ont dévoré mon blé, le propriétaire n'est pas libéré de la réparation en donnant un animal pour le préjudice, mais il sera tenu de l'estimation du blé. Quand on possède des animaux sauvages et qu'ils causent un dommage, les propriétaires sont tenus aussi de tout dommage, s'ils détiennent de tels animaux.

Pour le second type de faits<sup>5300</sup>, remarque que les maîtres qui tuent des hommes à cause de lièvres ou de la capture d'autres animaux sauvages, s'ils agissent par désir de vengeance ou par amour de ce genre d'animaux ou par amour de la chasse, et si, pour ce seul acte de chasser, une telle punition est infligée, la coutume n'est pas une excuse, s'il y en a une, selon Tancredus dans sa somme, au titre *De rapina*.<sup>5301</sup>

### **Complément de la bourse de Marie.**

Et puisqu'on a vu les attaches de suspension<sup>5302</sup> de la bourse de Marie, bourse qui

---

5298ASTESANUS, *Summa*, livre 5, tit 29

5299SPECULATOR (lecture difficile). Apparemment ce développement n'est pas chez ANGELUS.

5300ANGELUS, *Venatio*, § 3

5301TANCREDUS, *Summa*, *De rapina*.

5302Le mien et le tien.

est la restitution, dans laquelle se trouvent trente deniers, comme on l'a vu, il reste à expliquer ce que sont les deux lacets renforçant ou fermant cette bourse, sa fermeture en haut qu'on appelle "ung boton courant"<sup>5303</sup>, la ceinture et son agrafe, ceinture sur laquelle est accrochée cette bourse (c'est à dire qu'il reste la matière de la restitution), objets qui symbolisent cinq points à expliquer:

la quiddité de la restitution (ce qu'il faut restituer),

la personnalisation de la restitution (à qui elle doit être faite),

la temporalité de la restitution (quand elle doit être faite),

la modalité de la restitution (comment elle doit être faite),

la libération de la restitution (comment est-on libéré de la restitution à faire).

A. Que faut-il restituer?

Première proposition.

Du premier point, voici la première proposition générale, quoiqu'elle reçoive une limitation en certains cas, comme on l'a dit plus haut: tout ce dont on s'est emparé ou qu'on détient de façon injuste, c'est à dire malgré le propriétaire du bien, comme l'expose Scotus<sup>5304</sup>, distinction 15 du livre IV, doit être restitué, si on peut le restituer, en lui-même ou en son équivalent.

On dit, premièrement: "tout ce dont on s'est emparé", tels sont les biens qu'on a volés au grand jour, dérobés en cachette, ou usurpés d'une autre manière, pour lesquels la propriété du bien ôté n'est pas transférée. On dit: "tout ce qu'on détient" à cause des biens pour lesquels la propriété est transférée, comme dans l'échange ou pour les extorsions injustes.

"De façon injuste", c'est à dire "malgré le propriétaire", parce que, si le propriétaire donne l'accord de sa volonté, le détenteur n'est pas tenu à la restitution, et il faut comprendre ceci autant du propriétaire proche que du lointain, c'est à dire du supérieur de qui la volonté du maître proche dépend, en ce qui concerne l'aliénation du bien, car le propriétaire proche peut bien consentir à la rétention de son bien, si toutefois le propriétaire supérieur n'est pas d'accord, quand il donne l'ordre de restituer ou quand il interdit une telle aliénation, le détenteur est tenu de restituer, comme pour la simonie et le jeu, en prenant «restituer» selon certains, au sens large, dans la mesure où on peut disposer du bien détenu pour de pieux usages.

On dit "malgré le propriétaire", par un acte non illicite (dont on parlera dans la troisième proposition)<sup>5305</sup>. En outre, "malgré" doit être compris de l'acte simplement non volontaire ou

---

<sup>5303</sup>Un anneau coulissant. L'expression est en français dans le texte.

<sup>5304</sup>SCOTUS in IV, d.15, q.2, a 2 (p 271) et a 4 (p328), par exemple.

<sup>5305</sup>En 38r.

de l'acte conditionnel; simplement non volontaire, comme lorsque le propriétaire d'un bien veut que, par un acte permis et dû, on ne détienne pas son bien; ou conditionnel: le propriétaire voudrait qu'on ne détienne pas son bien s'il pouvait être restitué sans péril ou grave dommage pour lui, comme cela arrive dans les prélèvements injustes et les oppressions contre les pauvres qui acceptent simplement de donner à leurs oppresseurs, mais le font par un acte non voulu et conditionnel, parce qu'ils voudraient ne pas donner [fol. 38r]

si cessaient les exactions, la violence, les troubles, et les maux de cette sorte. Tout prélèvement ainsi arraché doit être restitué.

On dit "s'il peut être restitué", parce que si, par manque de ressources ou une autre raison, le bien ne pouvait être restitué, on ne serait pas obligé de restituer, le temps de l'impossibilité, parce que, de façon générale, aucun précepte n'oblige à l'impossible comme le veut Jérôme dans l'exposition de la foi.<sup>5306</sup>

On dit "le bien en lui-même", parce que le bien usurpé que l'on restitue doit être le même en espèce et en nombre, si on l'a, et on ne peut donner un autre bien de la même qualité à sa place, contre la volonté du propriétaire du bien lui-même, 3, q 1, *Reintegranda*<sup>5307</sup>, où il est dit que tout doit être rendu en son état à ceux qui ont été spoliés;

Quand il suffit de restituer le prix.

Et ceci est vrai, sauf dans le cas où l'usurpation du bien d'autrui aurait été cachée et qu'à la suite de la restitution de ce bien en son espèce, l'usurpateur serait découvert ou si un autre inconvénient en résultait: alors, il suffirait de restituer la valeur de ce bien; de même, si le bien avait été consommé ou s'il avait été détruit.

B. Seconde proposition. Quand on restitue les fruits.

Deuxièmement, on dit: celui qui détient injustement un bien qui porte du fruit, est tenu de restituer tout le fruit qui résulte de ce bien lui-même, ou qui aurait pu en résulter si, avec diligence, il l'avait cultivé comme le propriétaire du bien le cultivait d'habitude, déduction faite cependant des dépenses pour la conservation du bien, sa culture et la récolte des fruits. D'où, dans le c. *Si culpa, De injuria et damno dato*<sup>5308</sup>, on dit: «Si par ta faute, un dommage a été causé ou une injustice infligée, si tu as porté aide à d'autres qui l'infligeaient, si ces maux sont arrivés par ton impéritie ou ta négligence, il convient, selon le droit, d'ajouter une satisfaction pour ces dommages»: si quelqu'un s'est emparé d'un champ ou d'une vigne et en a retiré les fruits, il est tenu de restituer les fruits, non seulement qu'il a retirés, mais aussi ceux qu'aurait retirés le propriétaire du bien s'il l'avait

---

5306HIERONYMUS, *Exposition de la foi. (Impossibilium nulla obligatio, D. 50, 17, 185.)*

5307Décret, II, C 3, q 1, c 3,

5308X.,5, 36, 9

cultivé de la façon due ou habituelle.

Exemple.

Un usurpateur ne retire d'un champ que vingt boisseaux parce qu'il l'a cultivé avec négligence, mais le propriétaire du bien qui le cultivait d'habitude avec diligence, en aurait retiré quarante: l'usurpateur est tenu pour quarante; de même pour un cheval, si l'usurpateur n'a gagné que dix quand le propriétaire aurait gagné quinze. Donc, l'injuste détenteur est tenu de réparer tous les dommages que le propriétaire du bien a subi par privation de son bien, ou de les compenser.

On dit notamment "celui qui détient un bien qui porte du fruit", parce que si le bien de lui-même ne portait pas de fruit, mais si les fruits provenaient de l'utilisation du bien, de l'industrie de celui qui le détient, le détenteur n'est pas tenu à la restitution de ces fruits, comme dit Scotus<sup>5309</sup>. D'où il déduit que l'usurier n'est pas tenu de rendre le gain acquis à partir de l'argent de l'intérêt; par exemple, si avec un tel argent il avait fait du commerce. Il le prouve parce que, «sinon, celui qui recevrait <sup>5310</sup>» l'argent (par exemple celui qui a prêté en vue de l'usure) «pourrait être, à juste titre, un usurier parce qu'il recevrait, pour son argent, un fruit provenant de l'industrie d'un autre, et c'est pratiquer l'usure»:

mais<sup>5311</sup>, le gain de l'usurier qu'il acquiert grâce à son industrie à partir de l'argent acquis par l'usure «est le sien, parce qu'il a été acquis par sa propre industrie»; et pour cette raison, il n'est pas tenu de restituer, parce qu' «on doit restituer», non ce qui est sien, mais «ce qui est à autrui». Ceci est dit par Scotus<sup>5312</sup> en tant que sententiaire. De ceci, on tire que le voleur ou le ravisseur n'est pas tenu de restituer ce qu'il a acquis par son industrie à partir de l'argent volé au grand jour ou en cachette.

On dit: "déduction faite des dépenses nécessaires"certes, et non des superflues, parce que si des dépenses ont été faites en vue de l'utilisation et de la conservation du bien lui-même, pour la récolte des fruits et pour la culture et des actes de ce genre, ces dépenses doivent être déduites et le bien lui-même avec ce qui reste, doit être restitué.

C. Troisième proposition. Quand on restitue le dommage.

Troisièmement, on dit: tous les dommages qu'un propriétaire a subis à cause de la privation de son bien, le détenteur injuste est tenu de les compenser. Personne en effet ne doit subir injustement de dommage de la part de son prochain, comme le montre clairement le chapitre allégué *Si culpa*<sup>5313</sup>. Donc, si quelqu'un rassemble de l'argent pour rembourser ses créanciers et si un voleur dérobe l'argent, à la suite de quoi le débiteur est

---

5309SCOTUS, in IV, dist.15, q.2, a. 4: P. 333

5310 SCOTUS, in IV, d.15, q.2, a. 4, 3. (P 333) . La traduction est adaptée à la syntaxe française;

5311 «*Enim*», «en effet», renvoie à "*infert*"; pour faire court, je traduis par "mais"

5312«Sententialement».

5313X, 5, 36, 9



forcé d'emprunter à usure et de vendre son héritage à plus bas prix que ce qu'il vaut, le voleur est tenu de réparer ce dommage. De même, si quelqu'un a volé un boisseau de froment quand il en vaut 20 et l'a gardé jusqu'à ce qu'il vaille 10, et si alors il restituait, il serait tenu d'ajouter 10.

Mais si quelque chose a plus de valeur au moment de sa restitution qu'au moment du vol? A mon avis, si le propriétaire du bien avait conservé son bien jusqu'à ce moment-là et est lésé pour cette raison, le détenteur est tenu à compenser le dommage, en ajoutant non autant que vaut le bien mais quelque chose selon la décision d'un homme de bien.

Mais si le bien arraché ou subtilisé a été détruit chez celui qui a pillé ou volé et si celui-ci était en retard pour restituer, il est tenu de fournir la valeur du bien à l'époque où il valait plus. Si le voleur n'était pas en retard, par exemple, parce qu'il a fourni un bien au propriétaire au moment et au lieu dus, et que le propriétaire a négligé de le prendre, il ne sera pas tenu à restitution pour la destruction du bien selon Raymundus<sup>5314</sup>.

[fol. 38v]

Question.

Mais si le bien a été amélioré par l'industrie de l'usurpateur?

Je réponds pour le tribunal de la pénitence, pour lequel il faut comprendre tout ce qui est dit ici: celui-ci peut déduire ses dépenses et ses travaux d'amélioration, parce que, s'il n'y a pas faute, raisonnablement personne ne doit être privé de son travail, *De regulis juris, Sine culpa*, livre 6<sup>5315</sup>; mais comprends qu'il ne doit y avoir ni dol<sup>5316</sup> ni fraude; parce que si quelqu'un a amélioré un bien, par dol, de façon à ce que le bien lui restât parce que le propriétaire du bien, à cause de son dénuement, ne peut payer l'amélioration, il est tenu de restituer le bien comme il l'est, amélioré; cependant, il paraît bon que le maître du bien, autant qu'il le pourra, restitue les dépenses d'amélioration. Sur les autres points concernant cette matière, vois plus haut, au denier des possesseurs<sup>5317</sup>.

Voici le deuxième point principal<sup>5318</sup>.

D. A qui doit-on restituer en propre?

Au sujet du second point principal voici la proposition:

la restitution d'un bien injustement ôté, réglementairement, doit être faite à celui qui

---

5314RAYMUNDUS, *Summa juris*, livre II, tit 6, §3

5315VI, *De regulis juri*: règle 23: *Sine culpa, nisi subsit causa, non est aliquis puniendus*.

5316Do: manœuvre qui a pour but le consentement au vol, l'abandon de ses droits par le volé.

5317Denier 22, fol. 22v

5318Voir fol. 37v, A.

est lésé, s'il le possède par un juste titre, si on le connaît, si on peut avoir sa présence ou si le bien ôté peut lui être envoyé sans dépenses excédant la valeur du bien, s'il a l'administration de ses biens, si la restitution qu'on doit lui faire n'est pas interdite par un édit ecclésiastique ou impérial. Le montrent la cause 3, q.1, *Redintegranda*<sup>5319</sup> et le *De restitutione spoliatorum*<sup>5320</sup> presque en entier; sur ce point, vois Petrus de Palude: q. 2, a. 4, d. 59, en entier<sup>5321</sup>.

On dit notamment: «s'il possède par un juste titre», parce que si on a ôté un bien volé à un voleur, il faut le rendre au propriétaire du bien et non au voleur.

On dit notamment: «si...à juste titre...» et non: au vrai propriétaire du bien, parce que si le possesseur possédait de bonne foi sans être le vrai propriétaire, le bien devrait lui être restitué à lui et non au vrai propriétaire, sauf si c'était la volonté du possesseur.

On dit: «si on le connaît», parce que si on ignore à qui appartenait le bien ôté, on doit le rendre aux pauvres, pourvu cependant qu'on ait fait auparavant une recherche diligente du propriétaire du bien, ou le donner à l'Église en vue de pieux usages, comme on le dira plus bas<sup>5322</sup>. Par l'autorité de qui? On le dira plus bas<sup>5323</sup>.

On dit notamment: «si on peut avoir sa présence», parce que si on ne peut l'avoir, parce que le propriétaire est mort, ou parce qu'on ignore où il est, il faut restituer aux héritiers, ou à ceux à qui il veut que ses biens soient restitués, par testament, si on les connaît; autrement il faut faire la restitution aux pauvres, comme dit plus haut.

Troisièmement<sup>5324</sup>, on dit: «ou que le bien ôté peut être envoyé sans dépenses supérieures» à la valeur du bien. Sur ce sujet, vois la troisième proposition suivante<sup>5325</sup>.

Quatrièmement, on dit: «s'il a l'administration de ses biens», à cause des pupilles, des fous ou des mineurs, et alors, selon le droit, il faut restituer à leur curateur.

On dit enfin: «pourvu que cela n'ait pas été interdit», comme lorsqu'un bien a été reçu pour une cause honteuse, pour lequel on est tenu de restituer; ce bien ne doit pas être restitué à celui qui l'a donné, mais il doit être distribué à l'Église ou aux pauvres, si toutefois le donateur a pu légalement le donner à autrui; sinon, le bien doit être rendu à celui qui en a

---

5319Décret, C 3, q 1, c3

5320X, 2, 13

5321PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*, q. 2, art.4. On peut comparer ce qui est dit ici de la restitution avec *Nombres*, 5, 7-8

5322Pour le propriétaire dont on ne peut avoir la présence.

5323Seconde question du quatrième point principal (la façon de restituer).

5324*Dicitur tertio*, n'est précédé de rien, mais deux questions ont été traitées avant: celle du titre de propriété et celle de la personne du propriétaire.

5325La proposition indiquée par: «Si tu demandes...?» .

l'administration; par exemple, si, pour une cause honteuse, un moine ou une épouse donnait un bien; on doit le rendre à l'abbé ou au mari, en taisant cependant le nom de la personne qui a fait le don. De même, ce qu'on a reçu par simonie, si ce don reçu est attribué au Trésor<sup>5326</sup> par le droit lui-même, ne doit pas être restitué au donateur, mais à une église ou au Trésor, et dans ce cas, non aux pauvres.

Si tu demandes: «si ce qu'il faut rendre doit être envoyé à un propriétaire qui est au loin, aux frais de qui l'enverra-t-on?», Panormitanus<sup>5327</sup> répond (sur le chapitre *Cum tu, De usuris*<sup>5328</sup>): si celui qui doit restituer a changé de lieu, ceux à qui la restitution doit être faite étant restés sur place, il envoie à ses frais; mais si le maître du bien a changé de lieu, alors, qu'on envoie le bien aux frais du maître, comme c'est dit dans la glose du *Cum tu, De usuris*<sup>5329</sup>; et ceci s'applique si le possesseur était de mauvaise foi, comme l'est un voleur, un pillard ou un usurier;

mais si c'était un possesseur de bonne foi, et s'il détient le bien par quelque juste titre, il s'en tiendra à l'arbitrage d'un homme honorable, selon l'arbitrage duquel le bien doit être envoyé, la qualité de la cause ayant été pesée, à condition qu'il ne soit pas en retard pour restituer.

Voici le troisième point principal<sup>5330</sup>.

E. Quand on doit restituer. Ce qu'est la restitution.

Sur le troisième point principal, voici la proposition: la restitution d'un bien injustement ôté doit être faite aussitôt et, selon la règle, sans être différée par aucun délai. Ici, il faut noter d'abord ce qu'est la restitution selon Astesanus<sup>5331</sup>, livre 5, titre 29, c.1: la restitution est l'action de remettre à nouveau quelqu'un dans la détention ou la possession de son bien. Cependant, elle pourrait être, plus généralement, définie ainsi: la restitution est la juste compensation d'un dommage injustement porté, accordée à celui à qui il a été porté; ou, en comprenant encore plus largement la restitution: c'est la compensation faite à quelqu'un pour un dommage porté ou pour un bien qu'on lui a ôté avec son consentement ou sans. On dit: «pour un dommage», parce que parfois un dommage est porté sans qu'un bien soit ôté, comme lorsqu'on empêche quelqu'un de se procurer son dû.

---

5326 Le trésor de l'Église.

5327 PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 5, 19, 5

5328 X, 5, 19, 5

5329 Glose sur X, 5, 19, 5

5330 Ceci correspond à la fermeture supérieure de la bourse: l'anneau coulissant. C'est le troisième point annoncé, fol. 37, A.

5331 ASTESANUS: *Summa*, Livre 5, Titre 29, c.1

[fol. 39r]

On dit: «avec son consentement», comme dans le prêt, la vente et l'usure. On dit: «ou sans», comme dans le vol ou la rapine<sup>5332</sup>.

Celui qui empêche quelqu'un de jouir de ses biens, quand et comment est-il obligé de restituer?

De tout ceci, il résulte que la restitution est un acte de justice commutative, parce que la compensation d'un bien par un bien se fait selon la valeur de ceux-ci; il en résulte deuxièmement, que la restitution est nécessaire au salut.

La restitution est nécessaire au salut.

On le prouve: tout ce qui est commandement<sup>5333</sup> est nécessaire au salut; or la restitution pour un dommage injustement porté est de cette sorte, donc.... Preuve majeure: *Math.*, 19<sup>5334</sup>: "Si tu veux dans la vie...". Preuve mineure: "Tu ne voleras pas"<sup>5335</sup>, par quoi est interdite toute usurpation du bien d'autrui.

C'est confirmé par l'autorité d'Augustinus, *A Macédonius*<sup>5336</sup>, et c'est mis dans *Décret*, 14, q.6, *Si res*<sup>5337</sup>: "le péché n'est pas remis si n'est pas rendu ce qui a été ôté".

Maintenant on prouve la première proposition en suivant Petrus de Palude, q. 2, d. 15, art. 4<sup>5338</sup>: il y a un commandement négatif<sup>5339</sup>: «il ne confisquera pas le travail du mercenaire...»<sup>5340</sup>.

Preuve.

Autre preuve, différente: il faut aussitôt s'arrêter de pécher mortellement; or détenir un bien qu'on doit restituer selon la règle, est un péché mortel; donc, sans délai, il faut restituer. La preuve majeure, livre IV, dist. 16, à propos de la contrition<sup>5341</sup>, fait connaître la conséquence; la preuve mineure est évidente d'après le corollaire précédent<sup>5342</sup>.

On dit notamment «selon la règle», parce que, dans cinq cas, on peut différer la

---

5332On agit en secret dans le vol, avec violence ouverte dans la rapine. Voir THOMAS, *Somme*, II-II, q.66, a.3-9

5333Il s'agit des dix commandements.

5334*Math.*, 19,17: «Si tu veux entrer dans la vie, observe les commandements».

5335*Math.*, 19,18; mais aussi *Exode*, 20,15, *Deutéronome* 5,19, *Lc* 18,20. Mais *Exode* 22 où il est question de restitutions et de dédommagements pour des dommages et des vols, n'est pas cité: il faut reconnaître que les punitions ont changé dans l'intervalle.

5336AUGUSTINUS, *Lettre* 153, 6, [P.L. 33, 602], selon Thomas: *Somme*, II-II, p. 411: Lettre citée comme un axiome et passée dans *Décret* de GRATIEN, puis dans *De regulis juris*, *Sexte*, règle 4.

5337*Décret*, C 14, q. 6, c. 1.

5338PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*, d.15, q.2, a.4.

5339«Les préceptes négatifs obligent toujours et à tout instant», THOMAS, *Somme* II-II, Q. 33, a. 2, r.

5340On peut penser à *Lévitique*, 19,13: «Le salaire de l'ouvrier ne demeurera pas avec toi jusqu'au lendemain matin»: (*non morabitur opus mercenarii tui apud te usque mane*), et à *Tobie*, 4, 14: «Ne fais pas attendre au lendemain le salaire de ceux qui travaillent pour toi, mais paie-le tout de suite» (*Et merces mercenarii tui apud te...non remaneat*).

5341In 4, dist.16, *de contritione*: in IV, d.16: *De tribus quae in poenitentia consideranda sunt*. Ou SCOT, in IV, d. 15, q.2, a.4: p. 328: la restitution est nécessaire comme cessation du péché mortel; elle n'est pas un élément de la pénitence qui en comporte trois: contrition, confession, satisfaction

5342L'usurpation de bien doit cesser sans délai pour que l'on cesse d'être, sans délai, en état de péché mortel.

restitution extérieure, la volonté intérieure de restituer existant cependant quand arrivent des circonstances favorables.

F. Quand la restitution peut être différée

A ce sujet, Scotus expose cette maxime:

«Il est permis de détenir le bien d'autrui quand le propriétaire du bien doit raisonnablement vouloir que le bien soit retenu»<sup>5343</sup>. Le propriétaire du bien doit vouloir cela raisonnablement dans trois cas, auxquels j'en ajoute deux.

Premier cas.

Le premier est «quand la restitution aboutit à un préjudice pour la communauté ou pour celui-là même qui reçoit la restitution», parce que tout homme doit préférer le bien commun à son bien propre et préférer son bien propre plutôt que le mépriser; donc, quand la restitution se fait au préjudice du bien commun ou du bien propre de celui qui la reçoit, et, par conséquent, quand ne pas recouvrer est un bien plus grand que recouvrer, le maître du bien ne doit pas vouloir la restitution.

Second cas.

Quand la restitution entraîne un préjudice pour la renommée de celui qui restitue, «parce qu'on doit préférer la renommée du prochain qui restitue au modique avantage personnel»<sup>5344</sup> qui résulterait d'une restitution demandée.

Troisième cas.

Quand de la restitution, il résulte un inconvénient pour celui qui restitue, supérieur à l'avantage de celui qui reçoit la restitution, inconvénient qui résulte d'une restitution demandée. Dans ces cas, le propriétaire du bien doit vouloir reporter la restitution, jusqu'à ce que soient écartés les cas évoqués.

A ceux-ci, deux cas s'ajoutent;

Quatrième cas.

Quand le propriétaire du bien, de lui-même, consent à un report de la restitution; ou, de lui-même, remet la dette à restituer; ainsi, en effet, le propriétaire n'agit pas malgré lui.

Cinquième et dernier cas.

Quand le débiteur ne peut rendre le bien injustement ôté ou retenu, ou bien parce que le bien n'est pas en sa possession: alors, l'impossibilité l'excuse, comme dans le chapitre

---

<sup>5343</sup>SCOTUS, IV, dist.15, q.2, a. 4, s.5 (p 340).

<sup>5344</sup>SCOTUS, ibidem, p.340

*Odoardus, De solutionibus*<sup>5345</sup>. Petrus de Palude ajoute, question 2 de cette distinction<sup>5346</sup>, la présomption. Mais si par la pauvreté du débiteur une action est suspendue, elle ne s'éteint pas pourtant, c'est pourquoi le débiteur est tenu de rendre quand il sera parvenu à une plus grosse fortune. Dans ces cas, le détenteur est tenu d'avoir la volonté de restituer au moment opportun, c'est à dire quand cessent les circonstances énoncées plus haut. Mais tant qu'elles durent, il n'est pas censé retenir le bien d'autrui malgré le propriétaire: le propriétaire doit vouloir raisonnablement, tant que demeurent les dites circonstances, que ne soit pas faite la restitution, selon Scotus<sup>5347</sup>. Et si le propriétaire voulait que lui soit rendu son bien par un acte forcé, sa volonté est désordonnée, volonté à laquelle celui qui doit restituer n'est pas tenu de se conformer, parce que le commandement de ne pas retenir le bien d'autrui contre la volonté du propriétaire, se comprend d'une volonté conforme à l'ordre.

De ce qui a été dit plus haut, il est clair que lorsque la restitution entraînerait un dommage vital, par exemple, pour celui à qui on restitue en rendant une épée à un fou, un danger de péché mortel ou d'un autre dommage temporel, la restitution s'opposerait à la charité fraternelle; la restitution doit alors être différée jusqu'à ce que soit écarté le danger.

De même, si quelqu'un qui sert utilement la chose publique, si la chose publique subit un dommage (si cet homme restituait, elle serait privée de son service parce qu'il ne pourrait ainsi la servir convenablement), dans un tel cas, la restitution ne doit pas être faite aussitôt; mais si ce qui est injustement détenu «n'était pas purement nécessaire et nécessaire seulement pour qu'il conserve son ordinaire», il n'est pas dispensé de restituer immédiatement selon Scot, parce que, comme il dit, «il n'est permis à personne [fol. 39v]

de garder son statut ordinaire grâce aux biens d'autrui et le statut ordinaire de cette personne, statut qu'elle maintient en ne restituant pas, ne vaut pas pour l'État autant que vaut sa loyauté et la justice commune». C'est ce que dit Scotus<sup>5348</sup>.

Il semble qu'on devra plutôt pourvoir aux besoins de ce serviteur sur le trésor de la communauté, ou, si la communauté est pauvre à cause de la mauvaise qualité des dirigeants, dans ce cas, on se tient à la proposition précédente.

La restitution de l'adultère.

A ce cas se ramène la restitution par une femme qui a enfanté par suite d'adultère; vois plus haut dans le denier des femmes<sup>5349</sup>.

---

5345X, 3, 23, 3.

5346 PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*

5347SCOTUS, IV, d.15, q.2, a. 4, p.340.

5348SCOTUS, IV, d. 15, q. II, a.4, s. 5 (p 341 à la fin)

5349L'épouse, pour différentes raisons, n'est pas tenue de restituer à l'héritier légitime ce dont celui-ci a été privé par

La restitution: quand on ne peut la faire sans de grandes dépenses.

Au cas dans lequel on doit préférer «éviter un grand inconvénient pour le prochain qui restitue, à un modeste avantage personnel»<sup>5350</sup> issu d'une restitution immédiate, se ramène celui où ce qui a été ôté ne pourrait être restitué sans des dépenses supérieures à la valeur du bien à envoyer; alors, celui qui doit restituer n'est pas tenu de restituer aussitôt, «mais il faut attendre la présence de la personne, si on croyait un jour l'avoir; mais si on ne croyait pas l'avoir et si l'intervention d'un messenger ne se faisait pas sans grandes dépenses, il faut transmettre le bien aux parents» ou aux proches, «s'ils sont sur place, sinon, il faut le donner aux pauvres» ou pour de pieux usages.

Quand on donne aux pauvres, de quelle nature est la restitution.

Universellement, quand on donne une aumône à un pauvre... etc., «on donne au créancier un bien spirituel, et, en cela, il y a pour lui une restitution possible quand son bien temporel ne peut lui être rendu».

Quand le détenteur est dans une extrême nécessité.

Se ramène au même cas<sup>5351</sup> celui où le détenteur est dans une extrême nécessité.

Mais, à ce propos, Scotus<sup>5352</sup> fait une distinction (ainsi que Ricardus<sup>5353</sup>). «Ou le détenteur est dans une extrême nécessité et non le propriétaire du bien à restituer qui a des biens supérieurs à l'extrême nécessité», alors, le bien devient celui du détenteur, par le droit universel par lequel, dans l'extrême nécessité, tout est commun à tous; mais s'ils étaient tous deux» dans l'extrême nécessité, et si le propriétaire du bien en vient à cette extrême nécessité avant le détenteur, «le bien doit lui être rendu selon un double droit: d'abord parce que le bien lui appartenait d'abord; ensuite parce que, désormais, il lui appartient à cause de l'extrême nécessité»; mais si le détenteur arrive en premier à cette extrême nécessité», le propriétaire n'arrivant alors qu'ensuite à l'extrême nécessité», le détenteur n'est pas tenu de restituer, «parce que la propriété s'est éteinte pour le propriétaire et est devenue celle de l'autre», c'est à dire du détenteur. Si «tous deux en même temps sont tombés» dans cette nécessité, on doit rendre le bien au maître parce qu'il n'a jamais été déchu de sa propriété»<sup>5354</sup>. Et si tu dis que «quelqu'un doit s'aimer plus que son prochain et par conséquent, préférer sa vie physique à celle du prochain», et que, pour cette raison, «il doit garder un bien qui lui est purement nécessaire plutôt que le donner au prochain»,

---

l'enfant adultérin, selon SCOTUS IV, d. 15,q.II, a. 4, 7, p. 350. Denier des femmes: denier 18, fol. 21,

5350SCOTUS, IV, d. 15, q. II, a.4, s. 5

5351Le cas où on peut différer la restitution.

5352SCOTUS, IV, dist. 15, art.5, q. 2, s. 6 (p 345), cité entre guillemets. Le texte est proche; on peut remarquer, outre les modifications grammaticalement nécessaires, l'ajout de mots précisant la pensée pour éviter toute erreur de compréhension.

5353RICARDUS, IV, d. 15, q. II ou IV, a. 5, q. 4

5354Tout ce paragraphe et le suivant sont très proches du texte de SCOTUS: IV, d.15, q. II,a. 6, p.345.

Scot répond, distinction présente, question 2, dans la solution aux objections<sup>5355</sup>: «quelqu'un doit préférer sa propre vie conformément à l'ordre, en tant qu'elle est aimable en vue de la vie éternelle, et préférer une juste conservation de sa propre vie à la conservation de la vie du prochain, mais non préférer une injuste conservation de sa vie à la juste conservation de la vie de son prochain: ainsi, en effet, un voleur doit plutôt supporter la pendaison que tuer celui qui le pend. La raison de ceci est que l'amour de la vie corporelle injustement conservée est un amour désordonné, parce qu'il n'est pas ordonné à l'amour de Dieu et de l'âme»; mais l'amour, de la part du détenteur, de la conservation de sa propre vie, dans un cas extrême, est injuste parce que celui qui s'aime lui-même ainsi est un «homicide, parce qu'il tue autrui de façon injuste, parce qu'il enlève, pour lui-même, le nécessaire qui est dû à autrui»<sup>5356</sup>.

G. Quand on parvient à plus grosse fortune.

«Mais, est-ce que, l'extrême nécessité passée, si le détenteur arrivait à plus grosse fortune, est-il tenu alors de restituer?» Scotus<sup>5357</sup> répond;

«on pourrait dire que, si ce bien strictement nécessaire concernait la nourriture, alors il serait consommé et de façon juste, parce que le consommateur en était propriétaire»; si le bien était concernait le vêtement, alors il ne serait pas consommé; et si le détenteur avait détenu ce bien avant l'extrême nécessité, il est tenu, l'extrême nécessité cessant, pourvu qu'il soit parvenu à plus grosse fortune, de rendre le bien détenu, ou son équivalent s'il a été consommé, parce que cette obligation de rendre résulte de l'accaparement anticipé du bien d'autrui, «qui fut injuste avant l'extrême nécessité, et parce que, par l'extrême nécessité, l'obligation de restituer n'est pas éteinte mais suspendue».

«Mais s'il n'avait jamais accaparé le bien avant l'extrême nécessité» mais seulement quand elle s'est produite, «alors il aurait simplement accaparé son propre bien»; et si le bien a été consommé, «il n'est tenu à aucune restitution». Ceci: question 2 de cette distinction, dans la solution des raisonnements<sup>5358</sup>.

[fol. 40r]

Mais, s'il n'y a pas eu d'extrême nécessité pour le détenteur du bien d'autrui et que le bien est uniquement nécessaire pour vivre selon la décence de son état, Ricardus<sup>5359</sup> dit qu'il est tenu de restituer parce qu'il n'est pas permis de vivre du bien d'autrui avec l'honneur

---

5355SCOTUS, in IV, d. 15, q.II, a 5 ad 6, p. 345-346

5356Rappel: nous sommes dans le cas où détenteur et propriétaire sont dans une extrême nécessité. AMBROISE:

«Nourris celui qui meurt de faim. Si tu ne le fais pas, tu es cause de sa mort.» *Sermon 81 sur Luc 12,18.*

5357SCOTUS, ibidem p. 346

5358SCOTUS, ibidem, p.346

5359RICARDUS, *Super Sententiarum librum*, IV, d. 15, q.II (a.5, q.4)



du siècle.

Mais est-il alors nécessaire de restituer, ou le détenteur, afin de pourvoir honorablement à ses besoins et à ceux de sa famille, peut-il restituer, avec du temps, peu à peu? Il faut dire que si le détenteur peut obtenir un délai de celui qui peut concéder l'usage du bien (s'il lui est connu), qu'il s'efforce avec diligence de l'obtenir, par lui-même ou par personne interposée. On fait alors une distinction: ou celui à qui il doit faire restitution est dans la même nécessité et alors le détenteur est tenu aussitôt de restituer ou de céder des biens, même s'il en encourait un grave inconvénient, car il n'est pas permis d'éviter, grâce au bien d'autrui, un inconvénient pour soi, en créant un inconvénient pour celui à qui appartient le bien; mais si celui à qui il faut rendre le bien est dans l'abondance et peut convenablement accommoder son état à l'absence du bien qu'on lui doit, le détenteur n'est pas tenu de restituer immédiatement, quand il encourait, en restituant, un détriment notable et par conséquent en viendrait presque à l'extrême nécessité, et que de nombreux dangers pour l'âme et le corps résultant d'une restitution immédiate, pourraient l'atteindre. Que ce détenteur restitue aussitôt ce qu'il peut commodément rendre et que, mensuellement ou annuellement, il restitue tout ce qu'il peut, en évitant tout superflu dans la nourriture et le vêtement pour lui et sa famille.

Dans ce cas, en effet, le créancier ne doit pas vouloir la restitution de ses biens, selon la droite raison fondée sur la charité à l'égard du prochain, quand il y a un tel préjudice pour le prochain.

H.

A la suite de quoi, on dit dans la *Pisanella*<sup>5360</sup> que, si le débiteur est dans une telle nécessité et le créancier dans une telle capacité, ce dernier est tenu de subvenir au débiteur par l'aumône et que le débiteur n'est pas tenu de restituer. En effet dans ce cas, c'est le créancier qui est tenu de rendre. Ambrosius<sup>5361</sup>, donc, déclare: «en effet, pour celui qui possède, ôter n'est pas un moindre crime que refuser aux indigents, alors que tu es puissant et que tu as à profusion: le pain que tu retiens est celui des affamés, le vêtement que tu enfermes est celui de ceux qui sont nus, le rachat et la libération des malheureux c'est l'argent que tu enfouis sous terre». Et on trouve, distinction 47, *Sicut hi*, où il y a la glose sur le mot *Esurientium*<sup>5362</sup>, que les pauvres peuvent contraindre les riches à leur fournir, non par voie de fait mais par une dénonciation à l'Église qui peut forcer les riches à

---

5360BARTOLOMEUS PISANUS, *Pisanella:Summa de casibus conscientiae*

5361AMBROSIUS, *Sermon 81 sur Luc* 12,18. Voir PL. 17, 613. Il cite en partie S. BASILE, *Homélie 6 sur Luc*, 12, 18. PG. 31, 275.

5362Glose sur *Décret*, D 47, c 8,(col 171)

leur donner des biens.

Quand n'est-on pas tenu de vendre les instruments de son art.

En conséquence, maître Antoninus<sup>5363</sup> dit, 2<sup>de</sup> partie, titre 2, c. 8, que celui qui possède les instruments de son métier grâce auxquels, par son travail, il se conserve lui et les siens, et qui, s'il les vendait pour restituer, ne pourrait travailler ni se nourrir lui et les siens - par exemple, des livres pour ceux qui pratiquent le droit ou les médecins, et des outils pour les artisans - mais qui avec ces instruments pourra, en plus de se nourrir, peu à peu s'acquitter, n'est pas tenu de les vendre pour immédiatement régler sa dette.

Ce qu'il ne faut pas dire en prêche, à propos de restitution.

Cependant, ceci ne doit pas être proclamé en public pour ne pas fournir un moyen de détenir injustement le bien d'autrui, ce à quoi les personnes sont trop enclines, mais ceci doit être traité en confession avec grande rigueur dans la décision, en considérant attentivement les circonstances concernant le détenteur et le créancier.

J. Quand le confesseur peut-il donner un délai de restitution?

Je réponds: quand est identifié celui à qui la restitution doit être faite et que celui qui doit restituer est dans la capacité de se libérer, le confesseur ne le peut pas, parce que la restitution ne peut être reportée sans péché mortel, en dehors des cas exposés plus haut.

Il y a cependant un cas particulier qui pourrait arriver fréquemment: quand celui qui doit et peut restituer, ne veut pas restituer tout d'un coup, éventuellement, à cause d'inconvénients, bien que ces inconvénients ne suffisent pas à l'excuser de la restitution, et que celui vis-à-vis de qui il est tenu, ne veut pas donner de report.

La restitution: quand n'est-elle pas différée, sans péché mortel?

Dans ce cas, le confesseur peut-il accorder un délai? On répond dans le *Directorium* au titre *Restitutio*<sup>5364</sup>: même si un danger mortel ou un grave préjudice ne menace pas celui qui doit rendre, le confesseur peut former son propre jugement: du fait qu'il a l'intention d'accomplir utilement son office; parce qu'éventuellement, dans ces conditions, il ne pourrait pas donner rapidement l'absolution, il peut dans ce cas donner un délai et l'absolution au pécheur; et il peut donner un délai, pourvu que le pécheur promette, de bonne foi, de s'acquitter, à un jour fixé, ou qu'il fournisse une autre garantie sans que cependant le confesseur exige de serment, pour

[fol. 40v]

qu'ainsi le créancier ait son bien et que le pécheur ne quitte pas la confession désespéré.

---

5363ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*, partie 2, tit. 2, c. 8.

5364DIRECTORIUM: PETRUS CASUEL, *Directoria summa, titre Restitutio*.

Hostiensis est d'accord dans sa *Somme*<sup>5365</sup>. Qu'ils notent bien ce point les confesseurs qui, non seulement, n'accomplissent pas utilement leur office pour les créanciers, mais plutôt, en donnant l'absolution à ceux qui restitueraient s'ils refusaient l'absolution, lèsent les créanciers, parce qu'eux-mêmes sont responsables de tout dommage porté aux créanciers. C'est ce que dit Angelus<sup>5366</sup>.

Mais si la restitution était imprécise ou non définie, l'évêque ou le pénitencier ou le confesseur personnel, peuvent, pour une cause raisonnable, donner un report de restitution, à condition, cependant, que, par ce report, les pauvres ne soient pas lésés, comme le font ceux qui accordent de tels délais pour l'apparat de ceux qui sont tenus de restituer, ce qui conduit à la damnation autant de ceux qui accordent le report que de ceux à qui on l'a accordé.

Si, de plus, celui qui doit restituer était pauvre et s'il remet au conseil du confesseur les biens à restituer, le confesseur pourra, s'il le voit aussi indigent ou plus indigent que d'autres pauvres à qui il faudrait faire des distributions, lui faire remise d'une partie de la restitution, ou même de la totalité, s'il a constaté une telle nécessité, et il pourra restituer fidèlement aux pauvres, selon l'ordre évoqué plus bas<sup>5367</sup>, ce qui reste et dont il n'a pas fait remise;

néanmoins, en échange de ce dont on lui a fait remise, que le débiteur fasse la dépense de prières dues et dévotes et des autres bonnes actions qu'il pourra faire pour les âmes de ceux à qui est due la restitution, si on les connaît. C'est ce que dit Franciscus de Placentia, *Tractatus de restitutione*, 10<sup>5368</sup>. Voici le quatrième point principal: la ceinture tenant la bourse, c'est à dire la façon de restituer.

#### K. Les trois façons de restituer.

Sur le quatrième point principal: la ceinture tenant la bourse, c'est à dire la façon de restituer, il faut noter que, pour la façon de restituer, nous pouvons considérer les points suivants:

le lieu où il faut faire restitution,  
par qui doit être faite la restitution,  
selon quel ordre.

Proposition: A qui faut-il restituer? Où faut-il restituer?

En ce qui concerne la première question: où faut-il restituer? Antoninus Florentinus,

---

5365 HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

5366 ANGELUS, *Restitutio, ultimo*, § 5, à partir de : *et sic dilationem*. Ce qui précède n'a pas ANGELUS pour source directe, et ANGELUS recourt plus à SCOTUS que ne le fait GILBERT NICOLAS.

5367 Voir 41v, O.

5368 FRANCISCUS DE PLACENTIA, *In Sententiarum, Tractatus de restitutione*, 10

2<sup>de</sup> partie, titre 2, chapitre 3<sup>5369</sup>, dit: ou la personne à qui il faut restituer est connue ou peut l'être avec des recherches, ou est complètement inconnue. Si on est dans le premier cas, on en a parlé plus haut, 2<sup>de</sup> proposition: "A qui doit-on restituer en propre?"<sup>5370</sup>. Si on est dans le second cas, alors le bien ôté (ou sa valeur) doit être distribué aux pauvres pour l'âme de celui à qui on doit restituer, au lieu<sup>5371</sup> où il y a eu rapine, usure ou dommage, ou au lieu d'habitation de celui à qui on doit restituer, et ceci parce qu'il vaut mieux que les voisins en ressentent l'avantage plutôt que des étrangers, et puis aussi parce qu'il est plus vraisemblable qu'on y trouve celui qui a subi le dommage ou son héritier. C'est ce que remarquent, Joannes Andreae, Joannes de Ligano et Hostiensis<sup>5372</sup>. Cependant si la restitution ne pouvait alors être commodément faite au lieu dit, comme cela n'est pas nécessaire, elle peut alors et doit être faite ailleurs selon Guilelmus<sup>5373</sup>.

A quels pauvres sont restitués les biens malhonnêtement ôtés?

Maître Hugo<sup>5374</sup>, expert dans les deux droits<sup>5375</sup> et frère Clarus<sup>5376</sup> disent alors que puisque les pauvres sont un seul membre dans le corps de l'Église et qu'ils ne sont pas séparés de cette unité à cause de la distance des lieux, il suffit que la restitution, pour les biens dont on ne connaît pas le propriétaire, soit donnée à n'importe quels pauvres, même d'une autre province que celle où le dommage a été commis, et surtout à ceux qui sont les plus pauvres du Christ et sont utiles à l'Église du Christ et au salut des âmes. Il résulte clairement de ceci, que le lieu ne relève pas de la nécessité de la restitution, mais de la convenance. Federicus de senis<sup>5377</sup>, conseil 32 de son ouvrage, soutient le même avis, exception faite de ce qui sera dit plus bas, à propos des usures et de leurs restitutions<sup>5378</sup>.

L. Par qui doit être faite la restitution?

En ce qui concerne la seconde question: "par qui?", on répond par deux propositions.

---

5369ANTONINUS FLORENTINUS, *Defecerunt*, II, titre 2, c.3

5370Fol 38, D. D'après les titres, il faudrait parler de troisième proposition; néanmoins, il s'agit du deuxième point: le «qui».

5371ANGELUS traite de la restitution des biens «incertains» en *Restitutio*, 2, §11 sq.; la question du lieu s'y trouve brièvement, § 13.

5372JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*,  
JOANNES DE LIGNANO, *Tractatus de bello*  
HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

5373GUILIELMUS: non identifié

5374HUGO, *Glosa super Decretum*

5375Expert en droit civil et droit canon.

5376CLARUS, FRATER *Summa*

5377FEDERICUS DE SENIS, *Consilio*. 32, mais 23 chez ANGELUS.

5378Voir fol. 41v, M.

Première proposition: la restitution qui doit être faite à des personnes définies et connues, doit l'être par ceux qui ont pris le bien ou le détiennent, ou par des personnes que ceux-ci ont pris comme intermédiaires, parce qu'ici s'applique la règle: celui qui agit par l'intermédiaire d'un autre semble agir par lui-même *De regulis juris*, Sexte<sup>5379</sup>. Et quand le détenteur est caché, qu'il agisse par l'intermédiaire d'un autre avec précaution pour n'être pas publiquement accusé.

Qu'il veille aussi avec diligence, quand il agit par l'intermédiaire d'un autre, à ce que celui à qui sont dus les biens à restituer, les reçoive, pour que la personne par l'intermédiaire de laquelle il veut restituer, ne les garde pas pour elle, car, ainsi, il ne serait pas libéré, de sa dette, comme le dit Anto<sup>5380</sup>,

Remarque contre les quêteurs.

et il suggère de ne pas se fier aux prêcheurs, quêteurs et confesseurs qui cherchent l'argent et non le salut des âmes.

[fol. 41r]

M. La restitution des biens dont le propriétaire est inconnu convient-elle à l'évêque?

Seconde proposition:

Dans une restitution indéfinie ou incertaine, c'est à dire quand le vrai propriétaire du bien est inconnu, le détenteur est libéré si, par lui-même ou un autre, les biens à restituer sont fidèlement distribués pour de pieux usages, c'est à dire à l'Église ou à ses pauvres, de façon ordonnée<sup>5381</sup>.

Mais il faut noter qu'au sujet de cette proposition, les opinions varient. Certains disent que les restitutions incertaines conviennent à l'évêque, parce que, comme les biens de cette sorte doivent être fidèlement dispensés pour les âmes de ceux à qui ils ont appartenu, ils sont par conséquent ordonnés au culte de Dieu et au secours des pauvres; or seul le prélat ecclésiastique, en même temps, règle et dirige le culte de Dieu, est le père des pauvres, et l'intendant des biens ordonnés au culte de Dieu.

Les évêques sont les intendants des pauvres.

C'est pourquoi, les biens incertains doivent être distribués par lui, selon son jugement: donc, D. 87, *Divine*<sup>5382</sup>, il est dit: «te souvenant de ce que Dieu t'attribuera en retour, ne doute pas qu'affirmer une paternelle sollicitude pour les intérêts des pauvres concerne la conscience de l'évêque». Hostiensis<sup>5383</sup> et Joannes Andreae<sup>5384</sup> semblent être

---

5379VI, *De regulis juris*, 72

5380ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*

5381 Voir fol. 40v, K.

5382 *Décret*, D 87, c 4.

5383 HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

5384 JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*,

de cette opinion. Archidiaconus soutient le contraire, disant que l'avis d'Hostiensis est vrai pourvu que personne n'ait été député par le testateur pour exécuter la restitution; mais quand une personne définie a été députée, elle doit être l'exécutant, 12, q. 2, *De laicis*, fin du chapitre<sup>5385</sup>. Bien plus: la personne qui est tenue de restituer, est tenue de le faire par elle-même et de distribuer aux pauvres, sans permission ni décision de l'évêque ou d'un autre membre de l'Église, comme on le trouve suffisamment au c. *Cum tu, De usuris*<sup>5386</sup> et dans la glose du c. *Sicut dignum, De homicidio*<sup>5387</sup>, où une restitution de cette sorte, à faire aux pauvres, est imposée à ceux qui ont possédé injustement. Et ne s'y oppose pas le chapitre *Cum sit, de Judeis*<sup>5388</sup>, quand il dit «qu'aux juifs qui exercent des offices au dessus des chrétiens, la communion de la fréquentation doit être refusée, jusqu'à ce que l'évêque du diocèse, selon sa prévoyance, ait rendu à l'usage des pauvres chrétiens ce qu'un juif a obtenu de la part de chrétiens à l'occasion de l'office ainsi assumé, et que l'évêque leur ait aussi rendu l'office assumé avec irrévérence par un juif»<sup>5389</sup>.

L'opinion d'Hostiensis.

Et ce chapitre, Hostiensis<sup>5390</sup> l'allègue en faveur de sa propre opinion, parce que ce chapitre parle du juif établi dans un office au dessus des chrétiens, juif dont on ne peut présumer qu'il distribuerait fidèlement ce qu'il a reçu en raison de son office aux pauvres chrétiens: à juste titre, il est suspect, et c'est pourquoi le chapitre dit bien que cette restitution doit être faite selon la prévoyance de l'évêque, mais ce chapitre ne doit pas être étendu aux chrétiens qui restituent, pour lesquels cette suspicion cesse.

L'opinion d'Archidiaconus.

De très nombreux canonistes suivent l'opinion d'Archidiaconus<sup>5391</sup> du fait qu'aucun droit exprès ne dit le contraire, quoique l'évêque soit appelé l'intendant des pauvres parce qu'il peut subvenir aux pauvres sur son propre bien, s'il en a, ou sur les fruits de l'Église ou d'autres façons, et parce que les simples prêtres sont inexpérimentés pour la plupart tandis que les évêques sont réputés suffisamment compétents; pour ces raisons, il s'est

---

5385 *Décret*, C12, q 2, c 46.

5386 X, 5, 19, 5.

5387 *Glose*, sur X, 5, 12, 6 .

5388 X, 5, 6, 16.

5389 L'exercice de cet office est un outrage fait aux chrétiens

5390 HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

5391 ARCHIDIACONUS, *Super Decretum*

implanté que les restitutions incertaines sont confiées aux évêques. Donc, si le confesseur a de l'expérience et sait conseiller avec compétence, il n'est pas besoin de remettre la restitution aux évêques.

Solution.

Mais en ce qui concerne la raison avancée pour l'autre opinion, on dit que, quoique les évêques et les supérieurs soient les dispensateurs des biens donnés aux églises, ils ne sont pas cependant les dispensateurs de tous les biens qui, selon Dieu, doivent être distribués pour le culte de Dieu et les pauvres, mais seulement des biens ordonnés au culte divin, comme le sont les revenus des églises et les biens de cette sorte.

En effet, s'ils étaient les dispensateurs de tous les biens à distribuer, dans ce cas, ils seraient les dispensateurs de tout le superflu que les riches, par commandement divin, sont tenus de distribuer aux pauvres, *Luc*, XI<sup>5392</sup>: "Ce qui est en plus, donnez-le en aumône". C'est pourquoi Angelus, dans sa *Somme*, donne le conseil suivant: «si l'évêque est d'une condition telle qu'il distribue ses revenus aux pauvres, en se réservant seulement le nécessaire, alors» on ne doit pas distribuer «sans son conseil ni autorité, parce qu'on doit présumer qu'il connaît mieux les pauvres qu'un autre,

mais si l'évêque est tel qu'il s'occupe peu des pauvres mais» beaucoup «du luxe» et de l'enrichissement de ses parents, «celui qui doit restituer ne serait pas en sécurité dans sa conscience» s'il confiait les biens à un tel homme, «mais qu'il les distribue lui-même ou qu'il veille à la façon dont ils sont distribués». C'est ce que dit Angelus<sup>5393</sup>. Scotus est d'accord avec ce dernier, dist. 15, IV, q. 2, quand il dit:

[fol. 41v]

Réponse de Scotus.

Il faut suivre la raison naturelle.

«Si tu cherches par les mains de qui on doit rendre aux pauvres, je réponds: je n'ai pas trouvé qui a été obligatoirement défini comme intermédiaire pour distribuer ces biens incertains aux pauvres; un docteur dit que c'est le confesseur ou quelqu'un en la fidélité de qui on croit. Il me semble que le débiteur, par lui-même, avec cependant le conseil d'un autre homme honnête, peut distribuer ces biens aux pauvres (il pourrait certes les donner à restituer à un intermédiaire de la fidélité duquel il présumerait mais celui-ci pourrait

---

5392 *Vulgate*, *Luc*, 11, 41

5393 ANGELUS, *Restitutio* 2, § 15

s'attribuer les biens à lui-même ou les distribuer autrement qu'il ne convient); en effet, quand la loi de Dieu ou de l'Église ne s'applique pas obligatoirement à une personne, il faut suivre la raison naturelle; or celle-ci prescrit que la personne qui est tenue de rendre, restitue plus aux pauvres quand elle agit par elle-même que par une autre personne, sans exclure le conseil d'un autre homme de bien, mais plutôt en le prenant en compte». C'est ce que dit Scotus<sup>5394</sup>. Saint Thomas, sur ce sujet, ne dit rien<sup>5395</sup>.

L'évêque s'occupe de la restitution des biens incertains, dans quatre cas .

Angelus<sup>5396</sup> pose quatre cas dans lesquels l'évêque peut s'entremettre dans la restitution des biens incertains: premier cas, quand, celui qui devait restituer est mort, et qu'il ne reste aucun héritier ou exécuteur pour restituer;

deuxièmement, quand celui qui doit restituer ne veut pas le faire et qu'il y a procès contre lui;

troisièmement, quand celui qui restitue distribuerait mal, parce que, dit-on, «n'est pas fait ce qui a été fait autrement qu'il aurait fallu»<sup>5397</sup>; et, s'il distribuait mal avec l'intervention de la décision de l'évêque, il ne serait pas pour autant excusé; en effet, l'évêque n'a pas à s'entremettre sauf pour que ce soit bien fait, sans quoi tous deux encourent le céleste courroux;

quatrièmement, quand des biens incertains sont possédés par un usurier connu comme tel, parce qu'alors, d'après la disposition du droit, la distribution doit être faite par l'évêque ou sous son autorité, comme dans le chapitre *Quamquam, De usuris, Sexte*<sup>5398</sup>, où tu as la façon de restituer dans le cas de l'usurier connu comme tel. Sans cette restitution, il ne peut être enterré dans un lieu saint, son testament n'est pas valide et il ne peut être reçu aux sacrements de l'Église. Vois ce chapitre.

N. Question: L'évêque peut-il s'entremettre pour la restitution des biens incertains en fulminant une sentence d'excommunication?

Mais on demande si l'évêque peut se réserver la restitution des biens incertains par ses statuts synodaux ou s'il peut excommunier ceux qui se mêlent de la restitution de tels biens contre une décision de ce genre. Angelus, au titre *Restitutio*, 2, § 14<sup>5399</sup>, Rosella, au titre *Restitutio*, 15, § 2, à la fin<sup>5400</sup>, Joannes de Lignano, dans le chapitre *Cum tu*<sup>5401</sup>,

---

5394SCOTUS, in IV, d.15, q.II, a.4 et 5, P. 335-336

5395Dans l'édition de SCOTUS par Wadding, un renvoi à Thomas,IV, 15, q 2, a 5

5396ANGELUS, *Restitutio* 2, § 14,pour les quatre cas.

5397*De Regulis juris*, 64: «Ce qui est fait contre le droit doit toujours être tenu pour non fait»

5398VI, 5, 5, 2

5399ANGELUS, *Restitutio*, 2, §14,mais GILBERT NICOLAS ajoute les références de la dernière phrase

5400ANTONIUS DE ROSELLIS: *Rosella*, tit. *Restitutio*, 15, §2, *in fine*

5401JOANNES DE LIGNANO, *sur X*, 5, 19, 5



d'après Joannes Calderinus dans un de ses *Consilia*<sup>5402</sup>, le frère Clarus<sup>5403</sup> et Hugo<sup>5404</sup>, répondent que l'évêque ne peut, d'après le droit, excommunier les prêtres qui s'occupent de la restitution des biens incertains et encore moins les religieux qui ne dépendent pas de lui, selon ce que dit Angelus, parce que ce n'est pas un cas qui lui appartient et qu'il ne peut, de droit, se le réserver, sinon dans les quatre cas énoncés plus haut. Avec cette opinion s'accordent la *Pisanella*, dans les additions *Restitutio*, 6<sup>5405</sup>, Ricardus dans le IV<sup>5406</sup>, Anto<sup>5407</sup>, Angelus<sup>5408</sup> et les autres auteurs cités plus haut. La réponse est donc claire grâce à ce qui a été énoncé précédemment.

Conseil.

Cependant, on agit avec plus de prudence si la restitution susdite est faite selon le conseil d'un homme de bien, exception faite du quatrième cas auquel l'autorité de l'évêque diocésain doit accéder.

Question: si on trouve un héritier, une fois la restitution faite, que se passe-t-il?

Mais si, une fois la restitution faite aux pauvres comme on l'a dit plus haut, apparaît le propriétaire du bien ou son héritier?

Je réponds: si l'homme qui a restitué, a agi avec la diligence nécessaire pour trouver le vrai propriétaire, il n'est pas tenu à plus, parce que «la bonne foi ne permet pas que ce qui a été exigé une fois soit exigé de nouveau», *De regulis juris*, *Sexte*, *Bona fides*<sup>5409</sup>. Mais s'il n'a pas eu la diligence nécessaire, alors, il est tenu de restituer au vrai propriétaire: en effet, il n'aurait pas dû distribuer aux pauvres les biens qui sont ceux d'autrui, puisqu'il aurait pu les restituer au vrai propriétaire.

O. L'ordre dans la restitution<sup>5410</sup>

Sur le troisième point, c'est à dire l'ordre selon lequel il faut restituer, il faut dire que, quand le débiteur ne peut tout restituer, s'il a des biens qui ne sont pas siens et qui existent par devers lui, ces biens, avant tout, doivent être rendus à leurs maîtres, tels les biens pillés, dérobés, biens qui n'ont jamais été siens.

Qui doit-on mettre en premier?

Par ailleurs, parmi les biens à restituer dont il a la propriété, la restitution des biens

---

5402JOANNES CALDERINUS, *Consilia*

5403CLARUS frater, *Summa*

5404HUGO, *Glosa super Decretum*

5405*Pisanella*, in *additionibus*, *Restitutio*, 6

5406RICARDUS, *Super Sententiarum librum*, sur IV, d 15

5407ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*,

5408ANGELUS DE PERUSIO, *Consilia*

5409*Sexte*, *De regulis juris*, règle 83.

5410Troisième point de la quatrième question (fol 37v)

certain<sup>5411</sup> est à placer avant celle des incertains. Pour les biens certains, celui qui a le droit le plus fort est à placer en premier; de ce sujet les canonistes traitent abondamment, canonistes à qui on se remet parce que les biens à restituer concernent plus le tribunal de la justice que celui de la conscience. Entre ceux qui ont un droit égal, on place avant les autres celui qui arrive chronologiquement en premier; mais si les créanciers viennent en même temps, la restitution sera faite selon la quote-part de chacun.

La restitution des biens incertains doit être faite par les religieux.

Pour la restitution des biens incertains, les pauvres doivent être préférés avant d'autres usages pieux; et parmi les pauvres, on doit choisir les plus pauvres, et parmi eux, les plus justes, parce que, même si la miséricorde est due à tous, elle est due cependant plus amplement à l'homme juste, comme dit Ambrosius dans le livre *De Officiis*<sup>5412</sup> (au chapitre *Non satis*, distinction 86)<sup>5413</sup>; et comme le dit Hieronymus (c'est noté dans le chapitre final 16, q.1)<sup>5414</sup>: pour les pauvres, ce n'est pas tant à la pauvreté qu'à la religion qu'il faut être attentif.

Remarque cependant que l'opinion d'un grand nombre est que, pour les biens incertains mal acquis, la restitution est à faire

[fol. 42r]

aux pauvres et non pour les réparations des églises sauf si la pauvreté d'une église était telle que les revenus ne suffisaient pas à sa réparation et que la réparation était nécessaire, et ceci, avec la permission de l'évêque ou, selon certains, du pape; mais d'autres comprennent, comme l'évoque Angelus, dans sa *Summa, Restitutio*, 2<sup>o</sup><sup>5415</sup>, qu'il faut la permission du pape quand les biens ont été légués aux pauvres; ce qu'approuve Angelus.

P. De quelles façons quelqu'un est-il libéré de la restitution?

Le 5ème point<sup>5416</sup>, l'agrafe de la bourse de Marie, ce sont les façons par lesquelles quelqu'un est libéré de la restitution, parce que sur ce point se clôt toute la matière de la restitution, comme lorsqu'avec une agrafe est fermée ou attachée une ceinture.

---

5411 Rappel: un bien défini, dont on connaît le propriétaire.

5412 AMBROSIUS, *De officiis ministrorum*, livre 1, c 30.

5413 Décret, D 86, c14 (AMBROSIUS *De Officiis*)

5414 Décret, C 16, q 1, c 68, de JEROME, *Commentaire sur le c.3 de la lettre à Tite*: «...nec tam in pauperibus paupertatem quam religionem attendere.».

5415 ANGELUS, *Restitutio* 2

5416 Cinquième question principale.

Il faut savoir que quelqu'un est libéré de la restitution par l'impossibilité, la relaxation<sup>5417</sup>, le paiement ou le quasi-paiement, la destruction du bien et sa cession.

Premièrement on dit qu'il est libéré parce qu' «à l'impossible nul n'est tenu», *ff. De regulis juris*, Loi *Impossibilium*<sup>5418</sup>.

En ce qui concerne la libération ou la relaxation, il suffit que le débiteur ait été libéré par un créancier à qui l'administration de ses biens n'est pas interdite (comme c'est le cas pour les mineurs, les fous et les prodigues): car, de son bien, chacun est l'organisateur et l'arbitre, *C. Mandati*, Loi *In re mandata*<sup>5419</sup>, et il suffit au débiteur de donner satisfaction selon la volonté du créancier, Loi *Inter causas*, § *Abesse*, *ff. Mandati*<sup>5420</sup>

Quelle relaxation libère-t-elle du paiement?<sup>5421</sup>

Et bien que Girardus de Senis<sup>5422</sup> et Dinus<sup>5423</sup>, sur la règle *Peccatum*, *De regulis juris*, *Sexte*<sup>5424</sup>, semblent soutenir qu'elle ne le fait pas et que la restitution du bien, ou le versement de sa valeur s'il n'existe plus, soit nécessaire,

toi, cependant, soutiens avec Aegidius de l'ordre des ermites<sup>5425</sup>, avec Joannes Andreae sur la dite règle<sup>5426</sup>, avec Lapus de Castellione<sup>5427</sup> et beaucoup d'autres, l'opinion que cette relaxation est valable et que le débiteur a été librement libéré, à condition que la dite relaxation ait été librement faite, même si le débiteur n'avait pas la disposition d'esprit que l'on doit avoir pour acquitter, parce que dans la transmission de la propriété des biens, on est plus attentif au propriétaire qu'aux dispositions de l'autre, *Instituta*, *De furtis*, § *placuit*<sup>5428</sup>, et Loi *Inter omnes*, 1er §, *ff. De furtis*<sup>5429</sup>. Et Aegidius, nommé plus haut, dans un *Quolibet*<sup>5430</sup>, déclare que, si le créancier n'a pas été dans une bonne disposition, quoiqu'il ait besoin de pénitence pour une telle mauvaise disposition, il n'est plus, cependant, tenu de restituer.

Note les cas dans lesquels la relaxation ne libère pas; le premier se trouve en

---

5417Relaxation, en droit canon: diminution ou entière rémission des peines.

5418*Digeste*, 50, 17, 185

5419*Codex J*, 4, 35, 21

5420*Digeste*, 17, 1, 26

5421ANGELUS, *Restitutio, ultimo*, §1. L'absolution ou la relaxation ne libèrent pas de l'obligation de restituer.

5422GIRARDUS DE SENIS

5423DINUS MUGELLANUS, *Apparatus super titulo de regulis juris, libro 6° decretalium*

5424VI, *De Regulis juris*, 4: «Le péché n'est pas remis si ce qui a été ôté n'est pas restitué».

5425AEGIDIUS COLONA, *Reportatio lecturae super libros I-IV Sententiarum*

5426JOANNES ANDREAE, sur VI, *De Regulis juris*, 4

5427JOANNES LAPUS DE CASTELLIONE, *Consilia*

5428*Institutes, De furtis*, § *Placuit*. CJ 6, 2,0

5429*Digeste*, 47, 2, 46

5430AEGIDIUS COLONA, *Quodlibet*

*Clémentines, Nolentes, De hereticis*<sup>5431</sup>; le second au chapitre *Felicis, De censibus*<sup>5432</sup>; le troisième au chapitre *Statutum, De rescriptis*<sup>5433</sup>, dans le *Sexte*<sup>5434</sup>.

Mais si on fait une telle libération par crainte ou désespoir, par exemple, pour ne pas encourir la colère du débiteur ou parce que le créancier croyait qu'il ne pourrait absolument rien avoir ou n'avoir qu'un peu, ou si le débiteur l'a obtenue par fraude parce qu'il a dit qu'il n'avait rien ou peu alors que la réalité était contraire, dans ce cas la relaxation n'est pas valide et le débiteur n'est pas libéré. Cependant, Hostiensis, dans sa *Somme*, au titre *De usuris*<sup>5435</sup>, soutient que, si une personne honnête traite avec quelqu'un en disant: Si, de toi-même, tu veux faire remise d'un reliquat, je ferai qu'un tel te restitue tant, et si le créancier fait la remise, un tel débiteur est libéré (ce que je crois vrai quand une personne honnête traite ainsi avec l'intention de conduire utilement les affaires des deux), de l'obligation de restituer, mais pas du péché de mauvaise disposition<sup>5436</sup>.

Mais si une personne spoliée fait remise de la restitution? Je réponds, en suivant Innocentius<sup>5437</sup>:

si elle fait grâce de la restitution au voleur<sup>5438</sup> principal ou à celui qui a donné l'ordre, le conseiller et l'associé sont libérés, parce qu'est libéré celui qui était principalement tenu de restituer et qui avait eu les biens; mais si le spolié remet la dette au conseiller, je ne crois pas que les autres, ceux à qui le bien est parvenu, soient libérés, sauf si la personne spoliée entendait expressément les libérer, ni le voleur du bien, même s'il n'en a rien eu, parce que, d'après les droits naturel et divin, on convient qu'une fois le principal ôté, l'accessoire est ôté, et non le contraire, *Décrétales, De constitutionibus translatorum*<sup>5439</sup>; bien plus, si le principal ravisseur était librement libéré, ce n'est pas pour autant que le conseiller serait libéré si quelque chose lui était parvenu du vol, sauf si un autre avait fait satisfaction à sa place; alors, dans le for de la conscience, il est tenu vis à vis de celui qui a fait satisfaction à sa place.

Un conseil peut-il décider la relaxe pour une restitution due<sup>5440</sup>.

---

5431Clem, 5, 3, 2

5432VI, 3, 20, 3

5433VI, 1, 3, 6

5434ANGELUS, *Restitutio, ultimo*, §1.

5435HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium, De usuris*

5436ANGELUS, *Restitutio, ultimo*, §2.

5437INNOCENTIUS III? Voir plus bas

5438La «rapine» est le vol avec violence. Il est cependant difficile de traduire *raptor* autrement que par «voleur», quand il s'agit de biens volés. Sur la restitution des participants à un vol: ANGELUS, *Furtum*, § 16.

5439X, I, 2 (*De constitutionibus*), chap 3 (*Translato*): *de uno dicitur necesse est ut altero intelligatur*. Et aussi VI, *De regulis juris*, règle 42: l'accessoire suit le principal.

5440ANGELUS, *Restitutio, ultimo*, §4.

Mais un conseil formé de tous les intéressés peut-il accorder une remise ou relâche de ce qui est dû à une personne individuelle? Je réponds, en suivant Innocent, chapitre *In nostra, Décrétales, De injuriis*<sup>5441</sup>, que oui, si la dette relève uniquement du droit civil, comme d'un statut ou d'une décision du même genre; mais il en est autrement si on doit selon le droit naturel. Ceci ne se comprend que d'après la cause: c'est d'après la cause, en effet, que le droit civil a puissance contre le droit naturel, comme le remarque le même Innocent, dans le chapitre *Quae in ecclesiarum, Décrétales, De constitutionibus*<sup>5442</sup>. Voir la *Pisanella, Restitutio, 8, § 6, Set ut melius*<sup>5443</sup>; et cela s'applique à nombre de cas et surtout dans la restitution des dommages causés dans les guerres civiles.

Conseil à ceux qui ont infligé des dommages de guerre.

Les communautés peuvent-elles légalement prendre des dispositions entre elles? Il apparaît que oui, si l'utilité publique le conseille, par exemple, pour ne pas se priver de l'avantage de la paix; mais au cas où la rémission de la dette résulterait de la méchanceté ou de l'obstination des adversaires parce qu'ils ne veulent pas réparer les dommages ni s'en tenir au droit mais plutôt faire la guerre, en conscience, qu'elles ne rencontrent pas ceux qui extorquent une rémission telle qu'on vient de le dire.

Il semble donc plus sûr, plus conforme à l'ordre et d'une grande utilité qu'elles fassent une assemblée, en présence d'un prêcheur, dans un lieu où s'assemble une foule principalement de grands personnages, et que là, de l'accord des deux parties, se fassent une rémission et un arrangement à l'amiable. Ceci dans la *Pisanella*, à l'endroit signalé plus haut.

[fol. 42v]

Q. La libération de la restitution par le paiement.

Deuxièmement<sup>5444</sup> quelqu'un est libéré de la restitution par le paiement dont on a assez parlé, ou par le quasi-paiement, par exemple quand le créancier ne veut pas accepter ce qui est offert selon la loi, aux lieux et temps convenables: alors, en effet, si ce qui est offert de la façon que l'on vient de dire, est mis sous scellés et déposé chez une autre personne qu'un juge, auquel on s'est adressé, aura déterminée, le débiteur est libéré comme s'il avait payé, pourvu qu'il ne récupère pas un tel dépôt, Code, *De solutionibus*, Loi

---

5441X, 5, 36, 8

5442X, 1, 2, 7

5443BARTOLOMEUS PISANUS, *Pisanella: Summa de casibus conscientiae, Restitutio, 8, §2?, Set ut melius*

5444«Deuxièmement», sans doute parce que le cas d'impossibilité et celui de la rémission libèrent de l'obligation de restituer; dans les autres cas, l'obligation demeure et on est libéré de la restitution elle-même par une restitution effective ou des substituts: le dépôt, la demande de pardon, la restitution du bien en genre mais non en espèce, la cession des biens

*Obsignatione*<sup>5445</sup>, et *De usuris, Loi Acceptam*<sup>5446</sup>. Mais si le débiteur ne peut payer, selon la glose de Raymundus<sup>5447</sup>, il est tenu de demander grâce par lui-même, ou, s'il n'ose pas, par une personne interposée qui doit taire le nom et la situation de la personne; l'offenseur, en effet, est tenu de se réconcilier avec le frère offensé.

Note le conseil.

Mais si celui qui a été lésé ne le sait pas, bien qu'il soit plus sûr de demander grâce par personne interposée, le débiteur n'y est pas tenu, puisqu'il n'est pas en retard parce qu'il est dans l'incapacité de payer. Je crois qu'il faut observer cette règle de réconciliation quand quelqu'un est le débiteur d'une autre personne par contrat ou quasi-contrat. Et de même, il faut l'observer quand il s'agit de réguliers qui se souviennent qu'ils ont fait du mal à quelqu'un dans le siècle. Tout ceci, ici<sup>5448</sup>. Je pense que quand quelqu'un a fait du tort à son prochain et qu'il est connu de la victime, le coupable est tenu, autant qu'il peut, se concilier le prochain, *Mat. 5*<sup>5449</sup>, et ceci en demandant grâce ou en utilisant d'autres moyens licites, par lui-même ou par un intermédiaire autant qu'on peut le faire sans danger.

R. Qui est libéré par la destruction du bien?

Troisièmement, on est libéré par la destruction du bien. Il faut donc noter qu'on peut<sup>5450</sup> être obligé en genre, par exemple quand on doit une certaine quantité, ou un bœuf, ou un autre animal, on ne doit pas ce bien-ci ou ce bien-là précisément, mais on le doit génériquement; alors, tous les biens du débiteur peuvent bien périr par le feu ou d'une autre façon, il reste obligé, *Loi Incendium, Code, Si certum petatur*<sup>5451</sup>. Et c'est la raison pour laquelle, dans ce cas, l'obligation ne vise pas un certain bien, mais la personne elle-même.

Le genre ne peut périr.

Et c'est ce que disent de façon générale, les juristes: Le genre ne peut périr. Et cela est vrai, sauf si avait été faite avant, de la façon due, une mise sous scellés qui tient lieu de paiement. Mais quand le débiteur est obligé en espèce, par exemple pour ce bien-ci ou celui-là précisément<sup>5452</sup>, il est toujours libéré par la destruction du bien, s'il n'a pas été en

---

5445C.J, 8, 42, 9

5446C.J, 4, 32, 19

5447RAYMONDUS, *Summa juris*

5448GILBERT NICOLAS précise le conseil de la réconciliation fraternelle, et semble prendre lui-même la suite à son compte.

5449*Mat.*, 5, 22-24

5450«On peut» traduit ici le *aut*, qui n'est pas repris pour présenter l'alternative, sinon par: *quando autem*.

5451C., 4, 2, 11

5452Les choses «de genre» peuvent se remplacer les unes par les autres; le débiteur d'une chose de genre n'est pas affranchi de sa dette par la disparition de l'objet car il peut toujours se procurer un équivalent. La chose «d'espèce»,

retard ou s'il n'a pas causé la destruction, *ff. De verborum obligatione*, Loi *Si ex legati causa*<sup>5453</sup>. Cependant s'il est en retard, il est toujours compris comme lié par le délit, *ff. De conditione furtiva*, Loi *In re furtiva*, § *prima*<sup>5454</sup>.

Quand le débiteur est-il en retard<sup>5455</sup>?

Si quelqu'un est lié par un contrat ou un quasi-contrat, il y a une indication de temps ajoutée ou il n'y en a pas; dans le premier cas, le moment étant passé, le débiteur est toujours en retard parce que le délai l'appelle, même s'il n'a pas été averti, comme dans la Loi *Magnam*, Code, *De contrahenda et committenda stipulatione*<sup>5456</sup>, sauf si le débiteur a été empêché par une juste cause; mais, cette cause cessant, s'il ne remplit pas son obligation au plus vite, il est en retard, *ff. De arbitris*, § *prima*, Loi *Celsus*<sup>5457</sup>. Dans le second cas, quand on n'a pas ajouté d'indication de temps: le débiteur n'est pas dit en retard, sauf s'il a été appelé en justice ou si la dette lui a été réclamée, dit Loi *Si ex legati Magnam*<sup>5458</sup>.

S. On est libéré par la cession<sup>5459</sup>.

Quatrièmement, il est libéré par la cession, parce que quand quelqu'un est incapable de payer, il ne doit pas être emprisonné, mais il peut être libéré d'une dette d'argent par la cession de biens: Code, *Qui bonis cedere possunt*, Loi<sup>5460</sup>, et la glose fait une remarque, *Décrétales*, *De solutionibus*, chap. *Odoardus*<sup>5461</sup>, où on dit qu'une personne incapable de s'acquitter, ne doit pas être excommuniée à cause d'une dette; et si elle a été excommuniée, on doit sans difficulté l'absoudre, après avoir reçu une garantie convenable d'engagement à satisfaire, si la personne devient plus fortunée.

Et l'effet de la cession est que celui qui abandonne ses biens ne peut être ensuite poursuivi si ce n'est en ce qu'il peut faire, *ff. eo*, L. *Is qui*<sup>5462</sup>.

Et "pouvoir faire" s'entend déduction faite de ce qu'il faut pour n'être pas dans l'indigence. Ni par la cession ni par aucun prélèvement injuste, on ne doit ôter au débiteur les vêtements qui sont sur son dos ou sur son lit, ou les biens qu'utilisent nécessairement sa

---

dans son individualité, ne peut pas être remplacée par une autre de même nature. Le débiteur est libéré par sa perte fortuite.

5453 *Digeste* 45, 1, 23

5454 *Digeste* .13, 1, 1. § 1

5455 ANGELUS, *Mora*, mais ce n'est pas une reprise d'Angelus;

5456 *Codex J*, 8, 37, 12 .

5457 Non trouvé.

5458 *Si ex legati*: non trouvé; mais la loi *Magnam* est en *Codex J*, 8, 37, 12 .ANGELUS indique: C. *De contrahenda*.

5459 Texte qui ne développe pas les mêmes points que ANGELUS à *Cedere bonis*.

5460 *Codex J*. 7, 71, 1

5461 Glose sur X, 3, 23, 3;

5462 *Digeste*,

famille et lui-même. D'où *Exode*, 22<sup>5463</sup>: "Si tu as accepté d'un prochain son vêtement en gage, rends-le avant le coucher du soleil". Il ressort de tout cela que les officiers et les percepteurs dans de tels cas ne doivent pas faire d'exactions. Et la cession est le meilleur remède qu'on peut donner à ceux qui sont endettés au delà de la mesure (comme le sont les seigneurs, les chefs, etc) qui ensuite peuvent licitement garder les biens nécessaires à leur famille et à eux.

Voici donc clairement comment ceux qui restituent de façon due, trouvent le Christ avec les trois mages, trouvent Marie sa très digne Mère, ici par la grâce, et dans le futur par la gloire, gloire à laquelle puisse nous conduire le Fils de Marie.

Ceci, pour la première partie, qui est appelée "Bourse de Marie".

[fol. 43r]

## **2nde partie: l'encens de l'intention droite.**

**Début de la seconde partie principale de ce traité, appelée: l'encens de l'intention droite.**

Au fils de Marie, de l'encens fut offert par les trois mages ou rois, encens par lequel, comme on l'a dit dans le prologue de cet ouvrage, est signifiée l'intention droite ou bonne, que les vrais rois, c'est à dire les hommes se conduisant selon la raison, doivent ajouter à tout don qu'ils offrent à Dieu choisit. On pourrait dire ceci autrement (*Jérémie*, 6<sup>5464</sup>) : "Que me chaut l'encens apporté de Saba?", comme signifiant: je n'accepte pas une œuvre mêlée à une mauvaise intention; d'où, chez *Isaïe*, 1<sup>5465</sup>: "Leur fumée m'est en horreur", c'est à dire, la mauvaise intention. De là, dans l'ancienne loi, l'offrande de l'encens dans les sacrifices, parce que, dans toutes les œuvres bonnes, la bonne intention est requise. Donc, concernant l'intention de cette introduction, voici la proposition.

Première proposition.

---

5463 *Exode*, 22, 25

5464 *Jérémie*, 6, 20

5465 *Isaïe*, 1, 13



De même que les trois rois ont offert au Fils de la Vierge Marie, non seulement l'or mais encore l'encens, ainsi, les pénitents véritables, qui se conduisent de la façon due, doivent offrir, non seulement l'or de la restitution au Christ fils de Marie, mais encore l'encens de la bonne intention sans laquelle aucun présent n'est agréable à Dieu, et par laquelle parfois le péché peut être excusé.

L'encens de la bonne intention est requis.

De l'or, on a parlé dans la première partie de cet ouvrage; maintenant il reste à parler de l'encens de la bonne intention, un encens qui est si brûlant, tellement à la vue de Dieu, qu'Ambrosius déclare dans le livre *De Officiis*<sup>5466</sup> (et on le trouve, distinction 86, dans le canon *Non satis*<sup>5467</sup>): Il ne suffit pas, encore une fois, de bien faire, si cela ne procède pas d'une bonne source, c'est à dire, émane d'une volonté bonne.

Je pense donc qu'il faut tout d'abord noter ce qu'est l'intention

A. Ce qu'est l'intention.

A ce sujet, il faut remarquer que, lorsqu'on parle de morale comme ici, «l'intention» se définit ainsi: «l'intention est un acte de la volonté qui tend à une certaine fin, grâce à une ou des chose ordonnés à cette fin». Ceci selon Gersonius, *Compendium theologie*<sup>5468</sup>.

On dit en effet "(in)-tention", comme pour une «tension vers» autre chose.

Il est donc clair que l'intention implique par elle-même une certaine distance par rapport à ce vers quoi on tend. Et c'est pourquoi quand la volonté se porte et tend immédiatement à quelque chose, même si c'est la fin ultime qu'alors elle s'est fixée et le terme de cette même volonté qu'alors on a, on ne parle pas cependant, proprement, d'intention; mais quand l'affection<sup>5469</sup> (ou la volonté), se porte à quelque chose qui est la fin ultime qu'elle s'est alors fixée ou une fin ordonnée à cette fin ultime, et qu'elle y tend non immédiatement mais par d'autres intermédiaires grâce auxquels elle s'efforce de parvenir à ce à quoi elle se porte ainsi et tend, alors c'est proprement l'intention.

Exemple.

Par exemple, la volonté de quelqu'un se porte et tend à son salut final, et, pour obtenir plus facilement ce salut, il pense à dompter son corps, et, pour pouvoir mieux le faire, il pense à entrer dans un ordre religieux et à se rendre dans un lieu déterminé, un tel homme, respectivement à son salut qui est la fin ultime qu'il s'est ainsi fixée, et aussi

5466 AMBROSIUS, *De Officiis ministrorum*, 1, c 30.

5467 *Décret*, D.86, c 14.

5468 GERSONIUS, *Compendium theologie*. Traité 8, col 391, lettre A. Comme il est dit par Servais Pinckaers dans une note sur THOMAS, *Somme*, I-II, Q.8, a.2, le mot «moyen» a actuellement un sens trop restreint pour traduire «ce qui est ordonné à la fin», car nous nous ordonnons à la fin ultime qu'est la béatitude, par exemple, par le Christ ou par les autres hommes. Quand cela sera possible, j'utiliserai la périphrase. En THOMAS, *Somme*, I-II, Q. 12, a. 1: «L'intention... signifie tendre vers quelque chose.»

5469 «*Affectus*»: la volonté est une «*vis affectiva motiva*», une faculté motrice passive, «affectée» par l'intermédiaire de la sensibilité, un «moteur mù», selon ARISTOTE; Voir THOMAS, *Somme*, I-II, Q. 6, a. 4.

respectivement à la maîtrise de son corps et à son entrée en religion qui sont des fins intermédiaires évidemment ordonnées à cette fin ultime, est dit proprement avoir une intention; en revanche respectivement à l'ajout que sont un lieu déterminé, et un certain ordre religieux, quoiqu'il y ait une certaine disposition de la volonté, on ne parle pas proprement d'intention.

Ce qu'est l'intention droite.

Du précédent éclaircissement de l'intention, on peut clairement tirer une définition de l'intention droite par l'ajout des mots: "dû"et "d'une façon due".

Ce qu'est l'intention perverse.

Et on peut aussi définir l'intention corrompue ou perverse, par l'ajout de ceux-ci: "non dû"et "d'une façon non due"; cependant il faut prendre conjointement, pour définir l'intention droite, les deux éléments: "dû"et "d'une façon due", et, pour l'intention perverse, il faut prendre séparément les deux éléments: "non dû"et "d'une façon non due", puisque l'un des deux suffit par lui-même pour qu'existe l'intention perverse. Plus est requis, en effet, pour la vertu que pour le vice.

Et puisque, comme le dit Maître Alexander de Hales dans la seconde partie de sa *Somme*, q. 107, deuxième partie<sup>5470</sup>,

l'intention appartient à la raison en ce qu'elle dirige, et à la volonté en ce qu'elle désire, il faut s'occuper de la volonté et de ses actes, pour mieux savoir quand il y a péché, parce que, comme dit Augustin, il n'y a pas de péché s'il n'est volontaire.<sup>5471</sup>

[fol. 43v]

Ce qu'est la volonté.

A la suite de quoi, Maître Joannes Gerson dit, dans le *Compendium theologie*: "On appelle volonté une faculté affective motrice, et parmi les facultés motrices, elle semble la principale parce qu'elle est le moteur général de toutes les forces"<sup>5472</sup>. Et cette volonté se divise en volonté naturelle et volonté délibérative. La première est dirigée par la syndérèse<sup>5473</sup>; la seconde, qui est délibérative, par la raison. Elles sont une même chose en essence, mais différent dans la façon de vouloir: en effet, la volonté naturelle est toujours inclinée vers le bien honnête et murmure contre le mal parce qu'elle est dirigée

---

5470 ALEXANDER, *Summa theologica*

5471AUGUSTINUS, *De Libero Arbitrio*. III, 18, PL 32, 1295].

5472GERSONIUS, *Compendium theologie*, Traité 8, col 366, lettre C.

5473«Syndérèse»: intuition des premiers principes de la loi morale. L'âme se meut par l'appétit sensitif, l'appétit raisonnable, et l'appétit supérieur ou «syndérèse» (qui dirige l'âme par les premiers principes pratiques). Voir aussi: THOMAS, *Somme*, I, q. 79, a .12.

par la syndérèse.

La syndérèse est une faculté motrice ou une puissance de l'âme raisonnable qui par nature est toujours attachée aux choses supérieures, poussant et stimulant naturellement au bien et se détournant du mal. La volonté délibérative, elle, après délibération de la raison, parfois s'attache au bien, parfois non; et, parce qu'elle désire ceci ou cela, on la dit délibérative, et selon le jugement de la raison qui la dirige, elle peut incliner au mal.

B. Ce qu'est la raison.

C'est pourquoi la raison est appelée elle-même faculté motrice conseillère de l'âme rationnelle, et elle opère des discernements en confrontant le bien et le mal, le bien et le mieux, en comparant l'un par rapport à l'autre. Et elle est dite à la fois cognitive et motrice. En effet, quand la raison dit que quelque chose est bon ou mauvais et qu'elle s'en tient là, alors on l'appelle cognitive ou spéculative; mais si elle va plus loin en indiquant le bien pour qu'on le fasse ou le mal pour qu'on l'évite, on l'appelle motrice ou pratique.

Le libre arbitre.

Mais si elle s'avance plus loin, jusqu'au désir d'atteindre, alors, désormais, elle passe au libre arbitre qui comprend la raison et la volonté.

Raison supérieure et inférieure.

Cette faculté qu'est la raison se divise en raison supérieure et raison inférieure, qu'on nomme aussi: portion supérieure et portion inférieure.

Et quoique ces deux parties soient une même chose en fait et en essence, elles se diversifient selon la raison de leurs opérations, comme on le dirait du même œil<sup>5474</sup> regardant tantôt vers le haut, tantôt vers le bas. La raison supérieure en effet tend aux choses divines et éternelles, mais la raison inférieure juge et dispose du transitoire. La portion supérieure raisonne selon les lois ou raisons divines (par exemple: ceci est à faire ou ne pas faire parce que Dieu le commande ou l'interdit), mais la partie inférieure raisonne en suivant les lois humaines (par exemple: ceci est à faire ou ne pas faire parce que c'est honnête ou déshonnête, parce que c'est avantageux pour la chose publique ou pas). La partie supérieure dirige et pour cela est appelée supérieure, mais l'inférieure est dirigée et pour cela est appelée inférieure. La partie supérieure se compare<sup>5475</sup> à l'homme Adam, et on lui attribue communément le consentement, parce que, tant que la raison se tourne vers les choses supérieures, elle est purifiée et illuminée, et tant qu'elle contemple les raisons éternelles, elle est fortifiée dans le bien et emplie de vigueur. La partie

---

5474Chez GERSONIUS (*Théologie mystique*), on a cette métaphore de l'œil: l'âme «voit» soit par l'œil du corps, soit par l'œil de la raison, soit par l'œil spirituel de l'intelligence.

5475Selon le symbolisme d'AUGUSTINUS. Cf. THOMAS, *Somme*: I-II, Q.74, n.1, p. 472

inférieure est comparée à la femme Eve et elle s'occupe des choses corporelles et par l'appétit sensible à laquelle elle est unie, elle est attirée et entraînée: Eve voit en effet qu'on lui présente un fruit<sup>5476</sup>, c'est à dire un plaisir<sup>5477</sup>.

L'appétit sensible.

Or l'appétit sensible est une force motrice de l'âme sensible et elle meut vers le même objet que les facultés concupiscible et irascible; mais elle diffère d'elles, premièrement parce qu'elle recherche toujours ce qui est délectable pour le corps et qu'elle fuit ce qui lui est nuisible;

Concupiscible et irascible.

les forces, concupiscible et irascible, elles, se mêlent effectivement aussi du bien ou du mal, mais ni du non délectable ni du nocif pour le corps. Deuxièmement, l'appétit sensible est plus lié au corps et plus abaissé vers la chair; et, chez l'homme comme chez les bêtes, il se meut de son propre mouvement et aucune loi ne l'empêche d'être toujours mu dans l'appétit des choses qui concernent le corps. Cependant, il y a plus de noblesse chez l'homme que chez les bêtes parce qu'il lui convient de soumettre l'appétit sensible, en quelque façon, à la raison, comme on va le dire tout de suite.

La tempérance dans le concupiscible, la force dans l'irascible.

Le concupiscible et l'irascible, eux, sont unis à la raison et, selon qu'ils existent dans l'homme, ils affermissent<sup>5478</sup> la raison par les vertus qui sont établies en eux: la tempérance qui est dans le concupiscible et la force qui est dans l'irascible. Et parce qu'on a dit que dans l'appétit sensible, il y a tant d'impétuosité qu'il ne peut être réfréné par aucune loi, il faut voir s'il peut y avoir du péché en lui.

Pour l'éclaircissement de ce point, en plus de ce qu'on a dit, il faut noter que l'appétit sensible peut être considéré selon un double propos: d'une première façon, en lui-même et dans sa simplicité, comme il existe chez les fous et les enfants; et, parce qu'ainsi nous l'avons en partage avec les bêtes, comme le dit Augustinus<sup>5479</sup>, il ne peut y avoir de péché en lui. Mais d'une autre façon, on peut considérer l'appétit sensible en quelque façon dans sa relation, c'est-à-dire dans la mesure où, en quelque façon, il peut être persuadé par la raison et

[fol. 44/45r]

ordonné selon la raison.

---

5476 *Genèse*, 3, 6

5477 Le plaisir est «un mouvement de l'âme dans l'appétit sensible» et «...le plaisir parce qu'il est un mouvement de l'appétit animal consécutif à une appréhension sensible est bien une passion de l'âme.» THOMAS, I-II, Q. 31, a. 1

5478 THOMAS, *Somme* II-II, Q. 123, a. 1, r. La tempérance ramène à ce que requiert la raison et le courage permet d'agir conformément à la raison.

5479 AUGUSTINUS, *De Trinitate*

L'appétit sensible.

Et, de cette façon, quand l'appétit sensible se porte vers ce qui est illicite et qu'en quelque façon, il n'est plus ordonné selon la règle de la justice, un tel dérèglement contient une raison<sup>5480</sup> de péché, en ce que le péché comporte un désordre qui peut être un chemin vers un acte interdit, mais pas en ce qu'elle signifie un désordre de faute, parce que l'acte défectueux est appelé faute uniquement si sa raison est volontaire<sup>5481</sup>.

C. La force sensible se divise.

D'autre part, il faut noter que la force motrice sensible se divise en naturelle, vitale, et animale. La première faculté motrice est celle des humeurs par l'entremise des artères qui prennent racine dans le foie, et ceci par la vertu naturelle. La seconde est la faculté motrice du pouls par l'entremise des artères qui prennent racine dans le cœur, et ceci par l'esprit vital. La troisième est la faculté motrice des membres par l'entremise des nerfs qui prennent racine dans la tête, et ceci par l'esprit animal<sup>5482</sup>.

Les trois appétits: naturel, sensitif et rationnel.

A partir de ces trois forces on peut déduire, en ce qui concerne notre propos, qu'il y a dans l'âme<sup>5483</sup> un triple mouvement ou un triple appétit: naturel, sensitif et rationnel.

Ce qu'est un mouvement de l'âme.

Mais le mouvement de l'âme, comme on le comprend ici, n'est rien d'autre qu'une inclination vers quelque chose: c'est pourquoi, aux facultés de l'âme auxquelles l'inclination ne convient pas, on n'attribue pas proprement de mouvement.

Ce qu'est le premier mouvement.

Le mouvement ou appétit naturel est ce qu'engendre non l'imagination, mais la disposition même des qualités naturelles par lesquelles les facultés naturelles de l'âme accomplissent leurs opérations.

Et ce mouvement arrive brusquement et subitement, comme par un brusque appétit de nourriture.

Ce mouvement n'est soumis en rien à la raison, mais la volonté a quelque puissance sur lui, parce que [...]; puisqu'il est naturel, il est en dehors du genre moral, et en lui il ne peut y avoir de péché; et il est appelé, par certains, «premier en premier».

Le mouvement premier second.

---

5480*Ratio*: à la fois une cause et une ration, une mesure.

5481Si le mouvement de la sensualité (désordonné, vers un objet illicite) n'est pas volontaire, il n'y a pas véritablement péché. [THOMAS, *Somme*, I-II, q.74, a.3].

5482En principe, l'air inspiré passe des poumons au cœur où il se transforme en esprit (ou souffle) vital qui fait circuler le sang; cet esprit vital dans le foie se transforme en esprit naturel; ce dernier devient esprit animal dans le cerveau. Il ne semble pas que GILBERT NICOLAS adopte tout à fait ce schéma.

5483*Anima*: l'âme de l'homme, qui est sensitive, intellectuelle et végétative. Cette âme est le principe qui anime tout l'être corporel, vivant, sensible et pensant

Le mouvement ou appétit sensible, est celui qui se produit à partir d'une imagination passée ou d'un mouvement naturel précédent, et ce mouvement est appelé «premier en second»; il est attribué à l'appétit sensible considéré de la première façon<sup>5484</sup> (celui qui est humain et peut être ordonné par la raison), et on le décrit ainsi: "Le premier mouvement est celui de l'appétit sensible qui, en suivant l'impulsion du foyer du péché<sup>5485</sup>, tend avec impétuosité à la jouissance d'une créature délectable"<sup>5486</sup>.

Comment les premiers mouvements sont-ils en notre pouvoir?

Les premiers mouvements de ce genre sont, d'une certaine façon, en notre pouvoir, et d'une autre, non: si, en effet, on considère l'un d'eux isolément, nous pouvons, en le prévoyant, éviter que tel ou tel ne surgisse; cependant, il n'est pas en notre pouvoir de faire qu'aucun ne surgisse, parce que, pendant que nous nous efforçons de nous opposer à l'un, nous tombons dans un autre; de même que, quand quelqu'un se trouve sur un bateau percé, pendant qu'il s'efforce de boucher un trou, l'eau entre par un autre, de même pour notre objet. C'est pourquoi ces mouvements sont appelés péchés véniels, parce qu'on les dit plutôt punition du péché, du péché originel; ils sont donc facilement dignes de pardon<sup>5487</sup>.

Il faut donc noter qu'il y a des actes, aussi bien intérieurs qu'extérieurs, sur lesquels la volonté n'a aucune maîtrise, comme le sont les premiers mouvements naturels, et qu'en eux, il n'y a pas de péché.

Les actes sur lesquels la volonté a du pouvoir.

Il y a d'autres actes sur lesquels la volonté a une maîtrise, certes incomplète, comme on l'a dit; mais qu'elle peut empêcher, et on dit que la volonté est leur cause, dit-on, non par elle-même parce qu'elle les ne commande pas, mais par accident, parce qu'elle ne les empêche pas alors qu'elle peut les empêcher; et dans de tels actes, si un désordre arrive, il se trouve une raison de péché, non certes de péché complet, c'est à dire mortel, mais incomplet, c'est à dire véniel.

Il y a d'autres actes sur lesquels la volonté a pleine maîtrise, comme sont les actes qui procèdent de son commandement, qui suivent non seulement la connaissance mais la délibération de la raison, et ils sont appelés mouvements rationnels.

Les mouvements ou appétits rationnels.

---

5484L'appétit sensible «de la première façon» parce que naturel. THOMAS, *Somme*, I-II, Q. 26, a. 1, distingue trois sortes d'appétits le naturel, le sensible (qui suit la perception du sujet, qui est celui des bêtes, mais qui chez l'homme peut obéir à la raison et donc permet une liberté) et le rationnel ou intellectuel qui suit la connaissance du sujet et est libre.

5485Fomes: l'aliment de la flamme; je dirais: les brandons ou la braise du péché originel.

5486On peut trouver les mêmes idées chez THOMAS, *Somme* I-II, Q. 74, a. 3.

5487Ce sont les péchés véniels.

En effet quand la raison reconnaît quelque chose comme un bien qui convient, il se produit en elle un mouvement ou un appétit vers ce qui est ainsi reconnu, un mouvement suivi d'un plaisir qui, proprement, n'est rien d'autre qu'une complaisance de la volonté pour ce que la raison elle-même reconnaît ainsi. Et ce mouvement ou appétit de la raison est le mouvement ou appétit que l'on a appelé plus haut "rationnel"(là où l'on a dit qu'il y a trois mouvements, quand il s'est agi de la sensibilité). Et parce que la volonté a une entière maîtrise sur eux du fait qu'ils procèdent de son commandement, et qu'ils suivent aussi non seulement la connaissance mais la délibération de la raison, en eux consistent les actes de vertu ou de péché mortel, s'ils résultent d'un choix; or le choix ne provient que du commandement de la volonté.

[fol. 44/45v]

D. La volonté, cause d'un acte par elle-même.

Et de cette sorte d'actes, on dit que la volonté est cause par elle-même, parce qu'elle les commande. Et c'est ce que l'on comprend quand on dit que tout péché est dans la volonté non comme siège<sup>5488</sup> mais comme cause par elle-même, par exemple en commandant selon ce qu'on a dit plus haut, ou en étant cause accessoire.

De quelle façon dit-on que le péché est dans la volonté?

Et puisqu'on a évoqué le choix, qui est un acte de la volonté, il faut savoir ce qui suit.

Ce qu'est le choix.

Selon le Philosophe, 3ème livre de *l'Ethique*<sup>5489</sup>, le choix est un appétit délibératif, qui opère des préférences selon le jugement de la raison. Et on met "appétit" pour le genre qui est celui des appétits naturels, sensitifs et rationnels. On met "délibératif" pour le différencier des appétits naturels et sensitifs, car la délibération précède toujours le choix, et on dit du choix qu'il est «un jugement de la raison»: *Ethique*, 3<sup>5490</sup>: le choix est le volontaire précédé de la délibération. Et on met «qui opère des préférences» pour différencier le choix de l'intention, car «l'intention» indique le mouvement de la volonté qui se porte vers une fin par les moyens qui existent en vue de la fin, mais le "choix" indique le

---

5488 Sur la question du «siège» du péché: THOMAS, *Somme*, I-II, Q. 74, a.4. Gabriel Maria dit ici que, si pour les mouvements sensibles, la volonté est siège du péché, pour les mouvements rationnels elle est cause du péché.

5489 ARISTOTE, *Ethique*, III 19 (113 a 11) Cf.: Voir THOMAS, *Somme*, I, Q.83, a. 3, p.723 ou I-II, Q.14, a.1, p.109  
5490 ARISTOTE, *Ethique*, III (19:1113 a 11. Id.)

mouvement de la volonté qui se porte vers ce qui existe en vue de la fin, en décidant, lorsque deux ou plusieurs moyens sont offerts, de préférer l'un à l'autre<sup>5491</sup>, comme lorsque quelqu'un a l'intention d'entrer en religion pour faire pénitence: faire pénitence est la fin à laquelle tend la volonté, mais l'entrée en un ordre religieux est le moyen par lequel est acquise la pénitence que la volonté a comme but final; la volonté se porte à ce moyen par un choix que précèdent la consultation et le jugement de la raison.

Le processus de la volonté.

Celui qui désire entrer en religion, tout d'abord délibère grâce au conseil, qui est l'enquête de l'esprit et de la raison qu'il fait en se consultant lui-même ou en consultant d'autres personnes pour savoir dans quel ordre religieux il doit entrer pour faire pénitence; l'enquête faite, la raison prononce un jugement préférentiel, et enfin, suit, dans la volonté, le choix sur lequel la raison s'est prononcée. On voit donc clairement que le choix ne convient ni aux bêtes ni aux enfants ni à ceux qui sont dépourvus de raison. Le choix cependant existe en Dieu, *Ephésiens*, 1<sup>5492</sup>: "Il nous a choisis avant la formation du monde"; mais le choix n'existe pas de la même façon en Dieu et en nous, car, en nous, il suppose une certaine ignorance à cause de laquelle nous avons besoin du conseil, or il n'en est pas ainsi en Dieu: Il choisit dans la mesure où l'on dit qu'il décide entre deux possibilités, avec une connaissance antérieure certaine<sup>5493</sup>.

Sur quoi existe le choix se voit clairement.

E. Ce qu'est le conseil.

Il faut voir maintenant le conseil qui est un acte de volonté.

Le conseil se comprend de plusieurs façons.

Il faut donc remarquer que le conseil se comprend de trois façons. Premièrement on dit que c'est la persuasion des très excellentes choses auxquelles nous ne sommes pas obligés: *Math.*, 19<sup>5494</sup>: "si tu veux être parfait..."; deuxièmement, on dit que c'est la prudence très exercée des contemplatifs et des actifs et la délibération concernant les œuvres ardues auxquelles nous sommes obligés ou pas, et dans ce cas, on le prend au sens de "don de conseil"; troisièmement, on dit que c'est la délibération concernant les moyens efficaces pour la fin à laquelle nous tendons et on le définit ainsi: le conseil est une enquête intellectuelle sur ce qu'il faut faire dans la mesure où c'est un homme sage et compétent qui juge. Cependant, il faut remarquer que le conseil, comme le choix,

---

5491La volonté a pour objet la fin (désirée pour elle-même), le choix a pour objet les moyens qui conduisent à la fin.

Cf. THOMAS, *Somme*, I, Q.83, a.4

5492*Ephésiens*, 1, 4

5493THOMAS, *Somme*, I, 22, a.1: «...délibérer ne convient pas à Dieu si l'on entend par là une enquête sur des questions obscures». «...la disposition des choses à faire est appelée en Dieu délibération... en raison de la certitude de sa connaissance, certitude à laquelle ceux qui délibèrent parviennent par la recherche».

5494*Mat.*, 19, 21: «Si tu veux être parfait, va, vends ce que tu possèdes et donne-le aux pauvres...».



concerne non seulement la raison mais la volonté, car «dans le conseil qui est un acte de raison, apparaît quelque chose de la volonté comme matière, parce que le conseil porte sur ce que l'homme veut faire, et aussi comme moteur, parce que, du fait que l'homme veut faire, il est conduit à délibérer sur ce qui existe en vue de la fin; c'est pourquoi Damascenus<sup>5495</sup> dit que le conseil est un appétit de recherche, montrant par là qu'il se rapporte à la volonté d'où vient l'enquête, et à la raison qui enquête<sup>5496</sup>».

De ceci, on voit clairement à qui conviennent le conseil et le choix et que le choix convient à Dieu, *Ephésiens*, 1<sup>5497</sup>: "Dieu fait tout selon le conseil de sa volonté".

Cependant le conseil, attribué à Dieu, comporte seulement la certitude de la décision et du jugement, mais non la recherche qui se fait par méthode discursive. C'est pourquoi Damascenus<sup>5498</sup> déclare que «Dieu ne délibère pas».

Sur quoi il faut tenir conseil est clair aussi. Cependant, le Philosophe dit, *Ethique*, 3<sup>5499</sup>, qu'il y a trois genres de choses sur lesquelles il faut tenir conseil: premièrement, les choses qui sont en notre pouvoir, parce que le conseil est ordonné à l'activité.

#### Les quatre causes d'activité.

Or il y a quatre causes d'activité: la nature, la nécessité, le hasard et l'intelligence. La nature est la cause des activités qui sont mues toujours de la même façon pour qu'elles conservent l'unité de mouvement dans la plupart des cas; la nécessité est la cause de celles qui sont toujours mues de la même façon, sans qu'il y ait mouvement; le hasard est la cause de celles qui existent sans intention, et, de tout cela, il n'y a pas à délibérer.

[fol. 45r]

#### Sur quoi faut-il tenir conseil?

Deuxièmement, il faut tenir conseil sur ce qu'on peut changer et qui arrive assez souvent, parce que ce serait parfois trop peu utile de ce qui arrive très rarement,.

Troisièmement, il faut tenir conseil sur ce qu'il est important<sup>5500</sup> de faire: en signe de quoi nous nous associons à des grands, sans nous fier à nous-mêmes et on parle de «conseil»

---

5495DAMASCÈNUS, *De Fide Orthodoxa*. II, 22. P.G. 94, 945 (selon THOMAS, *Somme*: I-II, Q. 14, s.1, p110)

5496THOMAS, *Somme*: I-II, Q. 14, a 1, s.1

5497*Ephésiens*, 1, 11

5498DAMASCÈNUS, id.

5499ARISTOTE, III *Ethique*, III, 19 (1113 a 9)

5500On ne délibère pas «sur les choses infimes». Voir THOMAS (*Somme* I-II, Q. 14, a. 4, r) alléguant ARISTOTE, III *Eth.* III 10 (1112 b 9)

comme pour un Conseil de gens qui siègent<sup>5501</sup> parce qu'ils sont assis en grand nombre pour délibérer ou conférer.

Maintenant, pour en revenir à notre propos, il faut voir comment le plaisir est un péché. Il faut alors remarquer que le plaisir est double,

F. Les deux plaisirs.

Il y a le plaisir spirituel et le plaisir corporel.

Ce qu'est le plaisir spirituel.

Le plaisir spirituel est celui qui est en Dieu créateur<sup>5502</sup> ou à cause de Dieu; on peut aussi comprendre le plaisir spirituel ou intellectuel comme celui qui existe à propos du bien intelligible; il est certain, en effet, qu'un plaisir suit fréquemment l'appréhension opérée par la raison parce que, par l'appréhension de la raison, il arrive non seulement que l'appétit sensible est mis en mouvement, mais aussi l'appétit intellectuel qui, proprement, n'est rien d'autre que la volonté elle-même s'appliquant à quelque chose d'intelligible; et, par conséquent, dans l'appétit intellectuel le plaisir existe, comme il peut exister dans l'appétit sensible, par l'appréhension du bien qui convient.

Différence entre plaisirs sensibles et plaisirs intellectuels.

Mais entre ces plaisirs, il y a une différence<sup>5503</sup>, car le plaisir de l'appétit sensible s'accompagne toujours d'une modification corporelle, et, de cette façon, on dit communément que c'est une passion<sup>5504</sup>, non pas dans le sens où le mot convient aux passions destructrices comme le sont les chagrins, la peur, la tristesse, etc..., mais en prenant le mot au sens large, en tant qu'il indique une altération du corps ou une affection de l'âme. Le plaisir de l'appétit intellectuel, lui, ne s'accompagne jamais de lui-même de modification corporelle, parce que, proprement, il n'est rien d'autre qu'un simple mouvement de la volonté s'appliquant avec complaisance à quelque chose d'intelligible. Et c'est pourquoi Augustin dit que «désir et allégresse ne sont rien d'autre que la volonté consentant à ce que nous voulons<sup>5505</sup>»,

Trois éléments concourent au plaisir.

Et le concours de trois éléments pour le plaisir réside dans un acte que certains décrivent ainsi: premièrement, la conjonction d'un désirant et d'un désirable et, troisième élément, la connaissance de cette conjonction, connaissance qui est attribuée à la partie inférieure de la raison, parce qu'on n'attribue pas le plaisir à la raison supérieure mais

---

5501 Dans THOMAS, *Somme* I-II, Q. 14, a. 3, r: «La délibération implique au sens propre une mise en commun entre plusieurs personnes... *Consilium* (conseil) est un mot voisin de *considium* réunion de gens qui siègent pour délibérer ensemble»

5502 Il y a du plaisir en Dieu et chez les anges: THOMAS, *Somme*, I-II, Q. 31, a. 4.

5503 On entre ici dans la comparaison entre plaisir sensible et intellectuel, avec une première différence. (*Ibid.* a. 5)

5504 THOMAS, *Somme*, I-II, Q. 31, a. 4.

5505 AUGUSTINUS, XIV *De civitate Dei* 6. PL. 41, 409. (in THOMAS *Somme*, I-II, Q. 31, a 4)

seulement le consentement à l'acte qui suit la délibération<sup>5506</sup>.

Deuxièmement<sup>5507</sup>, les plaisirs spirituels et intellectuels, appartiennent seulement à l'âme, parce qu'en eux aucune appréhension ou opération sensibles ne sont nécessaires; de plus en effet, puisque, selon ce qui a été abordé plus haut, on divise la raison en portion supérieure et portion inférieure, on ne comprend pas la raison comme séparée de la volonté et opposée à elle, mais comme la totalité de la partie intellectuelle de l'âme, qui comprend intelligence et volonté.

L'acte de raison et l'acte de volonté se précèdent réciproquement.

Bien plus, les deux actes de raison et de volonté (ce qu'il faut bien remarquer), peuvent se précéder réciproquement<sup>5508</sup> et fréquemment se précèdent: la raison raisonne et délibère sur le vouloir, et la volonté, de son côté, a aussi un vouloir sur ce dont il faut raisonner. Et, pour le premier mode d'action, on parle de mouvement rationnel de la volonté, en ce qu'il est précédé par la raison; et pour le second, on parle de mouvement volontaire. Et ces mouvements sont ainsi appelés parce que la vertu du premier mouvement demeure dans l'acte ou le mouvement de ce qui suit. «On trouve donc du péché dans la raison, soit parce que la défaillance de la raison est volontaire, soit parce que l'acte de la raison est le principe de l'acte de la volonté».<sup>5509</sup>

La volonté, la raison supérieure et la raison inférieure vis à vis des plaisirs peuvent se comporter de six façons.

A partir de ces éléments, on peut conclure que, vis à vis des plaisirs qui concernent ce qui est un péché mortel par son propre genre, la raison elle-même, aussi bien inférieure que supérieure, et par conséquent, la volonté elle-même ou les mouvements de la volonté, peuvent se comporter de six façons.

G. Premièrement, le rejet.

Premièrement, le rejet:

La raison inférieure elle-même, dès qu'elle perçoit ce plaisir, par considération de la loi humaine ou par assujettissement à elle (par exemple parce que le plaisir s'oppose à la vertu morale et donc est vicieux et déshonnête), s'en détourne totalement et le repousse; ou bien aussi, en même temps, la raison supérieure le rejette par considération de la loi éternelle, ce qu'on peut faire surtout; alors, il n'y a aucun péché dans la raison, et on ne doit pas parler, proprement, de plaisir, mais plutôt d'une certaine offre de plaisir, et, si le

---

5506Ceci est une autre explication du plaisir, après celle d'Augustin. Elle est suivie d'une seconde différence entre plaisir sensible et intellectuel.

5507Seconde différence entre plaisir sensible et plaisir intellectuel, suivie par un mise au point sur ce qu'on entend par «raison» (toute l'âme intellectuelle: intelligence et volonté) et sur ses mouvements (mouvements rationnels volontaires et mouvements volontaires), ce qui entraîne la possibilité de péché dans la raison.

5508Mêmes idées en THOMAS, *Somme*, I-II, Q. 17, a. 1 ou Q. 74

5509THOMAS, *Somme*, I-II, Q. 74, a 5, s. 2

péché existe, c'est seulement dans le premier mouvement de la sensualité, comme on l'a dit<sup>5510</sup>.

H. Deuxièmement, la précipitation.

Deuxième façon:

La raison<sup>5511</sup> peut se précipiter ou être prise au dépourvu, et alors l'accord subit de la raison inférieure suit la connaissance d'un plaisir de ce genre<sup>5512</sup> avant toute délibération préalable, un accord qui provient de la corruption du foyer<sup>5513</sup>;

[fol. 45v]

dans ce cas, proprement, on parle de "surprise" et c'est alors un péché véniel parce qu'ici il n'y a ni durée ni accord.

J. Troisièmement, la répression.

Troisième façon:

La répression, et alors, quand un plaisir amenant au péché mortel s'élève ainsi et commence à bousculer la raison inférieure elle-même et déjà peut-être à l'entraîner, la raison supérieure d'elle-même, par considération de la loi éternelle (par exemple par considération d'une offense à Dieu ou d'un précepte divin), le réprime aussitôt: et c'est seulement aussi un péché véniel.

Il est clair qu'un tel plaisir n'est pas morose<sup>5514</sup> parce qu'il est aussitôt réprimé par la raison supérieure et on verra, plus bas, qu'il n'est pas morose pour raison d'accord.

K. Quatrièmement, le consentement<sup>5515</sup> exprès.

Quatrième façon: le consentement exprès.

Alors, un plaisir de ce genre, après que la raison elle-même l'a reconnu, non seulement la raison supérieure ne le réprime pas, mais au contraire elle y consent expressément. Cette manière ou qualité de comportement doit être attribuée aux deux raisons, selon des considérations diverses cependant: en effet, si un péché mortel est causé<sup>5516</sup>, à ce moment-là on l'impute à la raison supérieure, mais si on parle d'un consentement au plaisir à propos d'une matière présente, il est attribué à la raison inférieure. Dans ce cas<sup>5517</sup>, bien que le susdit plaisir, s'il est un peu gardé<sup>5518</sup>, ne soit pas

---

5510Fol 44r, C.

5511Comme totalité de l'âme intellectuelle.

5512«Un plaisir de ce genre» est un plaisir concernant ce qui est un péché mortel

5513Le foyer du péché est le désordre consécutif au péché originel. Il conduit au péché et demeure après le baptême pour que l'homme le combatte.

5514Le plaisir (ou délectation) «morose» est celui où l'on s'attarde.

5515*Consensus*, est traduit par «consentement», quand il s'agit de l'accord donné à quelque chose, et par «accord» quand il s'agit de l'accord de plusieurs facultés entre elles. On trouve ce sens, en particulier, en N.

5516Il y a eu un consentement à l'acte

5517Je ne traduis pas *nam*; il me semble indiquer qu'il faut revenir au delà de l'espèce de parenthèse qui concerne les deux raisons.

5518Ce qui importe ici n'est pas la durée de plaisir, mais le consentement à lui: «On retient et on rumine avec plaisir ce

morose par sa prolongation dans le temps, il l'est par la prolongation du consentement et il y a alors un péché mortel, même si la volonté d'accomplir l'acte, manque.

L. Cinquièmement, la négligence.

Cinquième façon: la négligence.

Un plaisir de ce genre, après que la raison elle-même l'a reconnu, cette même raison ne le réprime pas, sans y consentir expressément. Il y a alors un consentement des deux raisons à un tel plaisir: un consentement exprès de la raison inférieure, un consentement interprétatif<sup>5519</sup> de la raison supérieure et équivalent au consentement exprès, parce que celui qui, après avis et délibération, peut interdire et n'interdit pas, semble consentir, et que le consentement à ce qui, par son propre genre, est mortel, est toujours un péché mortel. Bien que le consentement ne soit pas actif, factuel et positif, il est cependant interprétatif, permissif, permettant, après une telle délibération et la prise de conscience du danger, que soit gardé par la raison inférieure ce qui aurait dû être réprimé. Après une suffisante délibération, en effet, chaque fois que la raison supérieure n'empêche pas un acte ou une passion de péché mortel, elle semble y consentir et mépriser la loi éternelle<sup>5520</sup>, qu'elle pense à elle en acte, ou qu'elle n'y pense pas.

M. Sixièmement, l'inadvertance.

Sixième façon: l'inadvertance.

Et alors, un plaisir de ce genre, comme on vient de le dire, après que la raison elle-même l'a reconnu, la raison supérieure ne l'empêche pas, sans non plus consentir expressément à ce que que la raison inférieure le garde, mais ceci se produit avant une délibération suffisante et avant la prise de conscience nécessaire du danger qui menace; bien plus, elle fait que la raison inférieure garde ce plaisir, en restant en suspens, sans délibérer, sans se tourner vers son activité propre qui est de raisonner par récurrence, ou peut-être ne s'aperçoit-elle pas du danger. Alors, cette façon de se comporter doit être attribuée à la seule raison inférieure. Alors en effet, un tel plaisir est dit "morose" à cause de la durée, mais pas à cause d'un accord donné, et alors c'est seulement un péché véniel.

N. Quand dit-on on que la délectation est morose.

Et ce qui vient d'être dit au dessus des six façons de se comporter sera compris du plaisir, pour le consentement au plaisir par la pensée, et du plaisir que l'on a en pensant,

---

qu'on aurait dû rejeter» AUGUSTINUS, XII, *De trin.* 12

5519 On pourrait traduire par «implicite», mais «*Interpretativus*» (ambivalent, ambigu), signifie aussi que la raison supérieure permet l'acte, le laisse faire.

5520 THOMAS, *Somme I-II*, Q. 74, a. 7, s. 2 : si la raison supérieure n'empêche pas le péché, on dit qu'elle consent, qu'elle songe ou non à la loi de Dieu. Quand elle y songe, elle la méprise; si elle n'y songe pas il y a négligence.

plaisir qui est attribué à la raison inférieure: c'est ce que l'on dit et qu'il faut remarquer;

Consentement à la pensée et consentement à l'acte.

il y a, en effet, un autre consentement, qui est dit consentement au plaisir de l'acte ou de l'action, surtout quand il est dans la réalisation, et ce consentement concerne la raison supérieure. Et puisqu'il a été souvent fait mention du consentement qui est un acte de volonté, il faut voir ce qu'est le consentement.

Ce qu'est le consentement.

Le consentement est l'accord de la volonté et de la raison simultanément, en vue de quelque chose; de la raison comme pensant et jugeant, et de la volonté comme préférant. C'est pourquoi de même que la disposition tout entière d'une famille dépend de la disposition et de l'assentiment du père de famille<sup>5521</sup>, de même toute la disposition dans la maison de l'âme dépend de l'accord de la volonté et de la raison<sup>5522</sup>.

Différence entre assentiment et consentement:

Il y a une différence entre l'assentiment et le consentement: car le premier, proprement convient à la raison, le second, à la volonté<sup>5523</sup>.

A partir de ce qui est plus haut on peut trouver quand le consentement au plaisir est péché mortel.

Le plaisir peut être causé par trois objets.

Mais cependant il faut noter que le plaisir peut être causé par trois objets: ou une chose extérieure qui cause ce plaisir, ou une opération par elle-même, qui est comme une chose à laquelle on pense, ou il a pour son objet principal la pensée même de ce dont on s'occupe<sup>5524</sup>.

Exemple: quelqu'un pense à une œuvre de fornication; sa pensée, qui n'est que [fol. 46r]

la réflexion de la portion inférieure, a pour objet ou la fornication qui est une chose, ou l'opération<sup>5525</sup> qu'il a commise (et alors l'opération est un objet), ou la pensée en elle-

---

5521 Il me semble que le père de famille représente l'instance la plus haute, celle qui rend le jugement final et qui consent à l'acte. Il représente la raison supérieure.

5522 THOMAS, *Somme*, I-II, Q. 74, a. 7: «Le consentement est consécutif à un acte de la raison délibérant et jugeant. Le consentement s'achève en effet dans l'adhésion de la volonté à ce qui est désormais jugé par la raison. De là vient que l'on peut attribuer le consentement et à la volonté et à la raison.»

5523 C'est parce que le consentement est un acte de la volonté qu'il est susceptible de pécher. Il faut donc maintenant établir quand le consentement au plaisir est un péché.

5524 Le plaisir de la fornication peut venir de la fornication en réalisation (*fornicatio que est res*), de la pensée de l'acte (*operatio* ou *res cogitata*), ou de la pensée qui pense à propos de cet acte (*cogitatio circa fornicationem*).

5525 Je garde le mot: «opération» par référence à la traduction que j'utilise de la *Somme* (I-II, q 74, a8), où les notions d'opération et d'objet, sont plus claires. Il y a ici, me semble-t-il, d'une part, une sorte d'emploi vulgarisé des termes et d'autre part l'utilisation de termes d'origines différentes, thomistes et non thomiste; cet éventail de concepts ne facilite pas la compréhension immédiate.

même. Et à partir de chacun de ces objets peut se créer un plaisir.

Si c'est de la première façon, c'est-à-dire quand la raison inférieure a une certaine réalisation pour objet, on en a déjà parlé plus haut quand on a traité de la matière du plaisir<sup>5526</sup>, parce qu'il faut considérer beaucoup de circonstances, par exemple, si la chose est péché mortel etc., ou s'il y a eu consentement.

Quand la pensée ou le consentement sont péché mortel ou véniel.

Seconde façon: ou l'opération pensée est un péché mortel, et il y a ainsi péché mortel s'il y a un consentement vrai ou interprétatif, comme on l'a dit, ou l'opération pensée est un péché véniel et ainsi il y a seulement péché véniel.

Troisième façon: la pensée, même si elle concerne une réalisation ou une opération qui d'elles-mêmes sont des péchés mortels, n'est pas cependant d'elle-même un péché mortel ou est seulement un péché véniel, comme lorsque quelqu'un pense en vain et pour rien.

Quand la pensée est méritoire.

La pensée peut être aussi tout à fait sans péché, lorsque quelqu'un réfléchit pour l'utilité d'une prédication ou d'un pieux usage, et l'homme qui pense sans consentir à ce qui est de soi-même mortel, ne pèche pas mortellement pour autant, si ce n'est alors en raison de quelque circonstance, parce que la pensée réflexive n'est jamais d'elle-même un péché mortel.

Corollaire.

De ce qui a été dit, il s'ensuit que, toutes les fois que le consentement de la raison supérieure, vrai ou interprétatif, exprès ou équivalent (ce qui est la même chose), intervient pour un acte qui, par son propre genre ou par circonstance est un péché mortel, un tel consentement est un péché mortel.

Remarque<sup>5527</sup>.

En effet, la raison supérieure elle-même, à qui revient un tel consentement, en aucune façon ne pourrait incliner au dit consentement, si, auparavant, elle n'avait délibéré de l'acte lui-même et de la nature de cet acte; autrement, le consentement ne serait pas véritable et explicite (ce qu'il faut bien noter); or, délibérer sur de tels actes humains, elle ne le peut qu'en consultant la règle de la loi divine et éternelle sur laquelle elle s'appuie. De plus, à l'égard du consentement équivalent<sup>5528</sup>, il est clair aussi qu'un tel acte ne peut être commis

---

5526Fol 45v,K.

5527Tous les consentements qui viennent d'être évoqués sont des péchés mortels dans la mesure où ils relèvent tous de la raison supérieure.

5528Équivalant au consentement à l'acte. Consentir à se délecter à la fornication en pensée, c'est consentir à aimer la fornication en acte. On consent à la pensée et on veut l'acte, qu'on ferait si l'occasion existait.

sans que la décision finale, comme on l'a dit, ne se rapporte à la raison supérieure, et que l'exécution réelle ne s'ensuit pas sans que la raison elle-même ait négligé de l'empêcher et de réguler et réprimer la volonté à son égard.<sup>5529</sup> On voit clairement ainsi comment se fait le consentement interprétatif.

Si quelqu'un veut en voir plus sur cette matière, qu'il voie les Docteurs dans le II<sup>5530</sup> et Gersonius, dans *l'Abrégé de théologie*<sup>5531</sup>, dans la seconde partie.

#### O. La régulation de l'intention.

Mais, maintenant, en revenant au propos, c'est-à-dire au sujet de ce traité, il faut voir maintenant la direction et la régulation de l'intention<sup>5532</sup> qui est désignée par l'encens offert au fils de Marie.

##### Première proposition.

##### Première règle

L'intention d'un acte doit être jugée principalement d'après la fin, pour être dit ou jugé bon ou mauvais, méritoire ou entraînant un démérite, selon *Matthieu*, 6<sup>5533</sup>: "Si ton œil est sain...", où par l'œil est signifiée l'intention. Et cette règle concerne surtout les actes qui par ailleurs sont indifférents en eux-mêmes comme, par exemple, ramasser une branche par terre;

si un tel acte, en effet, par sa propre nature, avait de quoi être bon ou mauvais, on parlerait autrement.

##### Seconde règle.

Un acte par lui-même mauvais, ne devient pas bon à cause d'une fin bonne principalement visée; par exemple: voler pour faire l'aumône à cause de Dieu n'est pas un acte méritoire.

##### Troisième règle.

Un acte par lui-même bon, à cause d'une fin mauvaise principalement visée devient mauvais; par exemple, l'aumône, la prière, la prédication que l'on ferait principalement pour avoir et obtenir une vaine gloire, un profit temporel ou quelque chose du même genre.

##### Quatrième règle.

Une unique et même intention finale principale peut donner forme bonne ou méritoire, mauvaise ou déméritoire, à plusieurs actes qui se succèdent même de diverses

---

5529 Voir THOMAS, *Somme*, I-II, Q. 74, a. 7 et 8.

5530 Sur le *Second livre des Sentences*: II *Sent.* D 24, c 4, par exemple.

5531 GERSONIUS, *Compendium theologiae*, seconde partie: Traité 8, col 387, lettre C, sq.

5532 *Intentio* est traduit par «intention», mais *intendere* sera traduit par «viser». Voir THOMAS, *Somme*, I-II, Q12.

5533 *Mat.* 6, 22: «si ton œil est simple –simplex, haplous- tout ton corps sera lumineux»: le caractère droit et pur de

l'intention est plus présent dans «simplex» que ne le dit la métaphore de la santé. Texte commenté par AUGUSTIN: *De Sermone Domini in Monte* II, 13. (in THOMAS, *Somme* I-II, Q. 12, a. 1, p98)



façons et séparés les uns des autres. Par exemple pour une intention droite, quelqu'un a l'intention de donner, pour Dieu, en aumône, un sou douze jours de suite, et ainsi chaque jour il donnera un denier. Si, par accident, il arrivait que cet homme oublie de donner ces deniers plusieurs jours, laisse du temps passer et répare à d'autres jours, ce don fait ainsi à d'autres jours ne sera en rien moins méritoire. De l'intention perverse, il est plus facile de donner un exemple, parce que cela arrive plus facilement.

Cinquième règle.

[fol. 46v]

Sixième règle<sup>5534</sup>.

Quelqu'un peut tendre à deux fins de façon méritoire.

Quelqu'un peut subordonner une fin à une autre, y consentir et s'y tenir, pour son mérite ou son démérite; et une unique et même intention finale peut donner à ces fins ainsi subordonnées forme de bien ou de mal, de mérite ou de démérite.

Exemple.

Par exemple, pour une intention principale droite: quelqu'un a l'intention d'aller au marché pour y acheter des médicaments pour être guéri d'une maladie avec la fin de mieux servir Dieu. Il est clair que les volontés et intentions qui précèdent et qui se portent à des fins diverses, sont bonnes et méritoires par l'intention principale de servir Dieu; bien plus, dans un tel cas, on ne doit à proprement parler que d'un seul mouvement de volonté<sup>5535</sup>.

Et cette règle s'applique même si, au moment de l'exécution réelle des actes auxquels les dites intentions se rapportent, on n'avait pas en mémoire, dans la réalité et en fait, l'intention principale: il suffit en effet qu'elle ait précédé et qu'elle soit dans la disposition de la personne. Cependant, il faut comprendre ce qui précède à condition qu'entre les dits actes, n'intervienne pas un acte (ou une fin) qui, par sa propre nature, ne soit pas conforme avec la fin principalement visée ou opposé à elle, ou ne soit pas conforme au mérite, et qui puisse pervertir la volonté ou la fin qui sont au dessus de lui.

Septième règle<sup>5536</sup>.

Une mauvaise fin pervertit tous les actes qui lui sont ordonnés.

Chaque fois qu'entre plusieurs actes (ou fins), subordonnés les uns aux autres en vue d'une fin ultime principale par ailleurs en elle-même bonne et méritoire, interviennent un acte ou une fin qui, par leurs propres natures, ne sont pas conformes en mérite à la fin

---

5534Cinquième en fait.

5535THOMAS, *Somme*, I-II, Q. 12, a. 4: quand la volonté tend vers les moyens en vue de la fin, il n'y a qu'un mouvement de la volonté quant au sujet.

5536*Sic.*

ainsi principalement visée et s'y opposent, pervertissant la volonté ou l'intention mêmes qui sont au dessus d'eux, un tel acte ou une telle fin en s'interposant ne reçoivent pas une forme méritoire par l'intention principale de la fin ultime, méritoire par elle-même; bien plus ils informent en mal l'intention principale elle-même et les autres actes précédents méritoires par eux-mêmes, et d'une certaine façon les dépravent.

Exemple.

Par exemple, quelqu'un se rend dans une certaine maison pour s'abandonner à la luxure: il veut commettre la luxure pour améliorer sa santé, être guéri pour servir Dieu plus convenable. Cette fin principale n'informe pas en bien les actes qui précèdent; au contraire la première intention perverse informe en mal les actes qui suivent.

On doit comprendre ce qui a été dit de la forme de mérite ou de démérite que reçoivent les actes de la volonté elle-même, autant intérieurs qu'extérieurs, quand l'intention principale précède ces actes intérieurs ou extérieurs, parce que si l'intention principale venait après, il faudrait parler autrement. Vois Gersonius (plus haut<sup>5537</sup>) au sujet de l'intention.

Solution.

Voici la solution: l'intention qui vient ensuite ou s'ajoute, ne peut en aucune façon par elle-même donner forme de mérite ou de démérite, aux actes de la volonté, intérieurs ou extérieurs, qui ont été faits.

Huitième règle.

Un acte physique peut se rapporter à une certaine fin temporelle.

Un acte physique peut aussi se rapporter de façon méritoire à une fin temporelle pourvu que cette fin temporelle se rapporte finalement à Dieu; mais, en aucune façon, on ne peut rapporter, avec du mérite, une action spirituelle comme la prédication, la prière et les actions de ce genre, à une fin temporelle, même si ce temporel se rapportait à Dieu comme fin, et c'est ce que dit Augustinus: "Nous devons manger pour évangéliser et non évangéliser pour manger"<sup>5538</sup>.

Neuvième règle.

Si dans des actes subordonnés à diverses fins, on pose comme fin première, intermédiaire ou proche quelque chose de temporel, un tel ordre est pervers et les actes ainsi ordonnés à ces fins apportent un démérite.

Exemple: quelqu'un souhaite un bénéfice:

---

5537GERSONIUS, *Compendium theologiae*, 2<sup>nd</sup>e partie (fol 46r, N.)

5538AUGUSTINUS, *De Serm. Dom. in Monte*, II, 14 (14.16 et 17 et 22).

[fol. 47r]

principalement pour avoir de quoi vivre et, secondairement, pour pouvoir mieux servir Dieu: l'ordre est perverti.

Il est bien permis cependant, d'avoir, dans un acte, deux fins, de façon méritoire, une temporelle et une éternelle, pourvu que l'éternelle soit la principale; ainsi, dans l'exemple précédent, si la personne souhaitait un bénéfice premièrement et principalement pour mieux servir Dieu, alors c'est un acte méritoire, parce que la fin doit toujours être meilleure que ce qui est en vue de la fin, ce qui ne se produit pas quand la fin principale est temporelle.

P. La bonté de l'intention qui vient de la fin, comment y tend-on?

De ceci, il ressort clairement que la bonté de l'intention est atteinte par la fin, et par la façon due d'agir, comme on l'a dit plus haut.

De quelle façon dit-on que la charité est la fin?

Or la fin due est la charité comme dit le Magister en 2, dist. 38<sup>5539</sup>, ce qu'explique le bienheureux Bonaventura<sup>5540</sup> en disant que la fin se comprend de trois façons. Il y a la fin dans laquelle on se repose; et le Magister<sup>5541</sup> dit ainsi, à la lettre: «donc la fin droite et suprême est Dieu le Père et le Fils et l'Esprit Saint, et ces trois personnes ne sont pas trois fins mais une seule fin parce que ce ne sont pas trois dieux mais un seul Dieu» qui est la charité créée, 1 *Jean*, 4<sup>5542</sup>: "Dieu est charité".

Les trois fins.

Deuxièmement, il y a la fin par laquelle on se repose, que l'on dit double, c'est-à-dire une, et c'est en même temps la charité achevée, dans la patrie<sup>5543</sup>, ou la charité comme maintenant, et c'est la charité en chemin. En effet, de même que ce qui est en un lieu, n'y reste pas en repos si ce n'est par la médiation d'un poids, de même l'âme ne peut avoir de repos si ce n'est en Dieu qui est son lieu par le moyen du poids de l'amour; c'est pourquoi l'acte de tendre à la fin est attribué à la charité. C'est pourquoi, il faut noter que même si la bonne intention suffit au mérite, en essence, la bonne action cependant ajoute, par accident, un mérite; mais, si la possibilité d'agir existe, la bonne intention ne suffit pas.

Q. Les trois intentions.

Or, il y a trois intentions selon Scotus<sup>5544</sup>: actuelle, virtuelle, et habituelle (cette dernière, le docteur séraphique<sup>5545</sup> l'appelle "d'état" et il appelle la virtuelle, «habituelle»).

---

5539MAGISTER, PETRUS LOMBARDUS, *Liber Sententiarum*, 2, d.38.

5540BONAVENTURA, Commentaires sur les Sentences

5541PETRUS LOMBARDUS, *Liber Sententiarum*

55421 *Jean*, 4, 16

5543La patrie céleste, le royaume du Père.

5544SCOTUS, In II, d 41, q unique (*Potest autem actus referri...*) p 435; non cité ici.

5545BONAVENTURA, *Quaestiones super libros Sententiarum*,

Ce qu'est l'intention actuelle.

On appelle intention actuelle, la relation en acte de l'intention à la fin ultime.

Ce qu'est l'intention virtuelle.

On la dit virtuelle quand, à partir de la connaissance de la fin ou de la relation actuelle à la fin, quelqu'un veut les moyens qui vont vers cette fin, même si alors il ne pense pas, en acte, à la fin. Bonaventure donne un exemple: si quelqu'un a l'intention de donner dix marcs et que, pour le premier marc, il pense à Dieu, mais pour les autres, pas du tout, les autres dons, néanmoins, se rapportent ultimement à Dieu, de façon virtuelle, parce qu'ils suivent la première intention. Cependant, dit Bonaventura, si cet homme commençait une œuvre d'un autre genre sans convenance avec la première intention, il serait nécessaire de renouveler l'intention vers ce à quoi était ordonnée l'opération quant à sa fin.

Ce qu'est l'intention habituelle.

On parle d'intention habituelle quand quelqu'un a l'habitus de la charité, habitus par lequel tout acte susceptible d'être rapporté à la fin<sup>5546</sup> peut l'être, et on dit bien "susceptible d'être rapporté", à cause du péché véniel qui, quoiqu'accompagné de charité, ne peut être rapporté à Dieu, et l'intention habituelle ne suffit pas à conférer de mérite.

Le bien de la religion.

De ceci, Saint Bonaventura tire un propos tout à fait consolant pour les religieux: «Pour ceux qui, au commencement, ont fait vœu de porter le poids d'un ordre religieux, tout ce qu'ils font qui vise l'obéissance à leur ordre, par leur intention première, leur apporte du mérite en vue du salut, sauf si d'aventure (Que cela n'arrive pas!) une intention contraire était survenue; mais dans les autres choses qui ne regardent pas leur ordre, il en est autrement».<sup>5547</sup>

La façon dont les religieux ont du mérite.

Il en résulte donc qu'une tâche physique assumée par obéissance à son supérieur par un religieux en état de grâce<sup>5548</sup>, lui est méritoire, même si alors il ne pense pas, en acte, à la fin, et ceci en raison de la première intention par laquelle il s'est soumis, pour Dieu, à l'obéissance à un supérieur.

La relation virtuelle ou habituelle, ce qu'elle est.

Saint Bonaventura ajoute: «...mais la relation habituelle de l'intention, c'est à dire virtuelle...» (en effet c'est celle-ci que le docteur séraphique comprend par "habituelle", et

---

5546La fin, c'est Dieu qui est amour («*caritas*»)

5547BONAVENTURA, *Quaestiones super libros Sententiarum*,

5548THOMAS, *Somme*, I-II, Q. 109, a. 2, c: "Saint Augustin écrit: "Sans la grâce, que ce soit en pensée, en vouloir, en amour ou en action, les hommes ne font absolument aucun bien." *De Corrept. et Grat.* 2, PL 44, 917.

l'intention habituelle décrite plus haut, il l'appelle "d'état"), «donc j'appelle relation virtuelle non celle par laquelle quelqu'un rapporte en général toutes ses actions du jour ou de l'année à Dieu, mais celle par laquelle quelqu'un rapporte une certaine action précise à Dieu, de sorte que l'action qui suit est ordonnée directement à la première action et en est la suite, comme c'est le cas de l'homme qui donne cent marcs»<sup>5549</sup>.

C'est ainsi que je comprends que se rapporte virtuellement à Dieu une action que précède une action rapportée en acte à Dieu

[fol. 47v]

et qui en est d'une certaine façon la cause, en sorte que l'action en question ne se produirait pas si l'autre ne l'avait précédée.

On sait facilement qu'une action se rapporte à Dieu.

Et on peut facilement savoir si une action se rapporte virtuellement à Dieu ou si elle s'y rapporte à la suite d'une action rapportée à Dieu comme fin, comme si on disait: Pourquoi donnes-tu ce marc?

- Parce que je veux en donner cent.
- Pourquoi prépares-tu tes souliers?
- Parce que je veux aller à Saint Jacques.

Pour d'autres actes, ce ne serait pas le cas.

Quand un acte est-il méritoire?

De ce qui précède, pour répondre à la première partie de la proposition<sup>5550</sup>, il s'ensuit qu'aucun acte n'est méritoire sans l'intention actuelle ou virtuelle.

Deuxièmement, il s'ensuit qu'aucun acte susceptible d'être rapporté à Dieu, de la part de celui qui est dans l'état de charité<sup>5551</sup>, ne peut être indifférent.

Et on dit (c'est à noter), "susceptible d'être rapporté", pour exclure le péché véniel, parce que, même si la grâce coexiste, on ne peut cependant le rapporter à la fin ultime, puisqu'aucun péché ne peut être rapporté à Dieu, quand la raison n'est pas dans l'égarement, et c'est pourquoi le péché véniel n'est pas un acte indifférent; il ôte du mérite, sans être un péché de peine éternelle.

R. Seconde partie de la seconde partie<sup>5552</sup>.

La bonne intention a deux causes.

---

5549BONAVENTURA, *Quaestiones super libros Sententiarum*,

5550Sans la bonne intention, pas de présent agréable à Dieu.

5551Renvoi à la troisième intention: habituelle ou d'état.

5552Ce titre est nouveau. On peut estimer que la première partie correspond à la Première proposition (46/47v, O); la Seconde proposition étant en P. (47r) avec une première partie sur la bonté de l'intention, et une seconde partie, ici.

En ce qui concerne la seconde partie de la première question de cette seconde partie dans laquelle le propos est que la bonne intention excuse parfois le péché, il faut noter, selon Bonaventure, dist. 40, livre II, q.1<sup>5553</sup>, que l'intention, d'une première façon, signifie simplement la volonté de la fin, parce qu'elle est précisément la volonté de la fin que la droite raison ordonne d'avoir, sans se soucier des moyens; ainsi toute volonté d'honnêteté, de paix, d'amour de Dieu et du prochain, par elle-même, est appelée bonne intention.

Deuxièmement, on dit que l'intention est bonne, non seulement en raison du substrat, mais encore en raison de ce qui s'y joint, c'est à dire, non seulement en raison de ce qui est voulu pour lui-même, mais encore en raison des moyens qui sont ordonnés à ce qui est ainsi voulu, et donc est appelée bonne intention celle dans laquelle l'action, en vue d'une fin visée bonne, a une raison bonne et parfaite; ainsi, la bonté de l'intention requiert deux éléments; comme dit Bernardus à Eugenium<sup>5554</sup>: qu'il y ait la vérité dans le choix et la charité dans l'intention, c'est à dire la bonté de la fin et la droite ordonnance des moyens, quand l'homme aime, avec comme fin ce qui doit être aimé, et choisit ce qui doit être choisi.

Les excuses du péché .

Maintenant, il reste à voir les excuses du péché.

Ce qu'il faut excuser.

Il faut d'abord noter qu'on dit excusé, proprement, ce qui a une ressemblance avec le mal et cependant n'est pas un mal ou pas autant qu'il le paraît, et on peut être excusé totalement, partiellement, pour la punition, pour la faute.

Être excusé se comprend de deux façons.

On dit donc qu'un acte est excusé de deux façons: premièrement à l'égard de celui qui agit, de sorte que l'acte ne lui est pas compté comme une faute quoiqu'il soit un mal, ou comme une si grande faute.

D'une autre façon, on dit qu'un acte est excusé eu égard à lui-même, de sorte qu'il n'est pas un mal.

L. les deux excuses du péché.

Note en outre qu'on peut comprendre l'excuse de deux façons:

premièrement comme excuse du péché - et on ne l'entend pas ainsi - bien plus, s'excuser

5553BONAVENTURA, *Quaestiones super libros Sententiarum*, II, d. 40., q. 1

5554BERNARDUS, *De consideratione ad Eugenium papam*.

du péché est le plus grand péché<sup>5555</sup>, comme le dit la glose sur ces mots du *Psaume*<sup>5556</sup>: "Ne levez pas si haut votre corne"; ce que l'on comprend d'après Thomas<sup>5557</sup>, II-II, q.13 (démonstration sur le troisième point): premièrement, parce que "s'excuser du péché est une circonstance aggravant tous les péchés, et pour cela on dit que c'est le plus grand péché parce qu'elle aggrave n'importe quel péché". D'une autre façon, on comprend que quelque chose est un péché mais a une excuse<sup>5558</sup>.

La folie.

Premièrement quand quelqu'un commet un acte interdit par aliénation mentale, aliénation que produit tantôt la qualité du fait, comme lorsque Loth voulut prostituer ses filles pour libérer ceux qu'il avait accueillis<sup>5559</sup>, comme dit Augustin sur le canon *Quod ait*, dist. 14<sup>5560</sup>, tantôt la folie, tantôt l'ivresse. Donc, quand quelqu'un est totalement hors de lui, il est excusé totalement, comme on le voit clairement dans le canon *Aliquos scimus*<sup>5561</sup>, dans le canon *Illa cavenda*, 15, première question; et dans le canon *Inebriaverunt*<sup>5562</sup>, au même endroit,

on voit clairement qu'il faut punir pour l'ivresse et non pour ce qui a été commis dans l'ivresse. A ce sujet, vois: "Ivresse" dans la table des matières<sup>5563</sup>.

Deuxièmement, la contrainte.

Deuxièmement, un acte est excusé par la contrainte; comprends la contrainte absolue. L'établit le canon *Non est*, 15, première question<sup>5564</sup>, et le canon *Presbiteros*, dist. 50<sup>5565</sup>.

Troisièmement, l'ignorance.

Troisièmement, par l'ignorance ou l'erreur; sur ce point: 15, q. 6, *Si a sacerdotibus*<sup>5566</sup>, 34, q. 2 *In lectum*<sup>5567</sup>.

Quatrièmement, la coutume.

Quatrièmement, la coutume excuse; sur ce point vois les summistes<sup>5568</sup>;

---

5555 Comme dit THOMAS (voir plus bas), : «...c'est le plus grand péché puisqu'il aggrave n'importe quel péché».

5556 *Psaume* 75, 6

5557 THOMAS, *Somme*, II-II, q 13, a 3, solution 3

5558 On trouve une liste de dix excuses chez ANGELUS, *Excusatur*.

5559 *Genèse*, 19, 6, a 3

5560 AUGUSTINUS, cité dans *Décret*, D 14, c 1 (= il n e faut pas commettre de délit pour éviter aux autres d'en commettre de pires); in *Quaestiones super Genesim* (19, 7), chap 42

5561 *Décret*, C 15, q 1, c 5 et c 6

5562 *Décret*, C 15, q 1, c 9 où Loth est coupable de son ivresse et non de l'inceste

5563 Avec un renvoi au folio 112, E.

5564 *Décret*, C 15, q 1, c 10

5565 *Décret*, D 50, c 32

5566 *Décret*, C 15, q 6, c 1

5567 *Décret*, C 34, q 2, c 6

5568 Sur ce point ANGELUS renvoie dans sa somme à *Consuetudo*, §9.

Cinquièmement, la nécessité.

cinquièmement, la nécessité, *De consecratione*, dist. 5, *Discipulos*<sup>5569</sup>;  
[fol. 48r]

Sixièmement, la pitié.

Sixièmement, la piété comme on le voit clairement dans le chapitre *Conquestus, De feriis*<sup>5570</sup>;

Septièmement, l'amusement. Le jeu nuisible est une situation de faute.

Septièmement, l'amusement et le jeu, comme au premier chapitre, *De sententia excommunicationis*<sup>5571</sup>, et cause 15, question 1, *Illud relatum*<sup>5572</sup>, pourvu que le jeu ne soit pas nuisible, parce que, *ff. Ad legem Aquiliam*, Loi Nam: «le jeu nuisible est une situation de faute»<sup>5573</sup>.

Huitièmement, la diligence nécessaire..

Huitièmement, la diligence nécessaire, comme aux chapitres *Jhoannes*<sup>5574</sup> et *Quidam ut asseris, De homicidio voluntario vel casuali*.<sup>5575</sup>

Neuvièmement, l'absence de réflexion.

Neuvièmement, l'absence de réflexion, 23, q. 4, chap. *Nabuchodonosor*<sup>5576</sup>.

Dixièmement, l'obéissance à un supérieur.

Dixièmement, l'obéissance à un supérieur, 14, q.5, *Dixit Dominus*<sup>5577</sup>, 11, q.3, *Quid ergo*<sup>5578</sup>; 23, q.1: *Quid culpatur*<sup>5579</sup>; comprends: si les ordres ne sont pas contre la loi qui régit le supérieur, comme en 11, q.3, *Si Dominus*<sup>5580</sup>, et au canon suivant. On dit donc, c. Si Dominus: «Si un maître ordonne ce qui n'est pas contre les saintes écritures, que le serviteur soit soumis au maître; mais si le maître donne des ordres contraires à l'Écriture, qu'il obéisse plus au maître de l'esprit qu'à celui du corps. Si ce qu'ordonne l'empereur est bon, exécute la volonté de celui qui ordonne; si c'est un mal, réponds qu'il faut plutôt obéir à Dieu qu'aux hommes». Et ce sont les paroles de Hieronimus<sup>5581</sup> sur la lettre aux

---

5569Décret, *De cons*, D 5, c 26. Le Christ appelle ses disciples innocents car ils ont arraché les épis, contraints par la faim

5570X, 2, 9, 5

5571X, 2, 9, 5

5572Décret, C 15, q 1, c 2

5573Digeste, 9, 2, 10

5574X, 5, 12, 23

5575X, 5, 12, 25

5576Décret, C 23, q 4, c 22

5577Décret, C 14, q 5, c 12 (Il n'est pas permis de voler, sauf sur ordre de Dieu: *Exode*, 11,2)

5578Décret, C 11, s 3, c 99: sur l'obéissance

5579Décret, C 23, q 1, c 4: sur la guerre

5580Décret, C 11, q 3, c 93

5581HIERONYMUS, *Commentaires sur quatre épîtres de Paul*



### Ephésiens.

Onzièmement, l'âge.

Onzièmement, l'âge<sup>5582</sup>: parfois quelqu'un est excusé totalement, par exemple s'il est incapable de tromperie, 15, q.1, *Illud relatum*;<sup>5583</sup> parfois il n'est pas excusé totalement, en tant que capable de tromperie, *Décrétales, De delictis puerorum*.<sup>5584</sup>

Douzièmement, la sentence non prononcée.

Douzièmement, on est excusé de la peine établie, par la loi: quand la sentence de condamnation n'a pas été prononcée par un juge: que la peine en effet ait été établie par une loi ou par des canons, on ne doit pas, au tribunal de la pénitence, imposer à quelqu'un de s'acquitter d'une peine, s'il n'a pas été condamné à cette peine; il suffit du reste qu'il paye des intérêts, ou si un dommage personnel a été causé, qu'il donne satisfaction selon l'arbitrage d'un homme de bien, comme le dit la glose unique, 12, q.2, canon *Fraternitas*<sup>5585</sup>.

Note quand on ne doit pas subir la peine avant condamnation.

Et ne s'oppose pas à cette excuse la théorie des canonistes selon laquelle la loi humaine qui ne contient pas en elle de péché doit être observée au tribunal de la conscience, parce qu'on doit comprendre cette théorie ainsi:

à condition que ne disparaisse pas la raison de la loi au tribunal de l'âme ou que la raison soit la même dans les deux tribunaux<sup>5586</sup>.

Et, ce qui a été dit de la peine qu'il ne faut pas acquitter, si ce n'est après condamnation, comprends-le aussi d'une loi ou d'un décret qui imposent une peine *ipso facto* ou *ipso jure*<sup>5587</sup>, parce que, selon les docteurs, est ici aussi requise une sentence déclarative<sup>5588</sup>.

Note bien ces points, parce qu'ils sont particuliers, de sorte que, par exemple, quand dans les constitutions, on dit: «qu'ils soient privés *ipso facto*», la déclaration d'un juge est préalablement requise. Vois Rosella, *Absolutio*, premièrement, §19<sup>5589</sup>.

Treizièmement, l'intention

Treizièmement, l'intention excuse, et c'est clair pour les cas évoqués plus haut, parce qu'en presque tous se trouve une bonne intention, exception faite des gens qui n'ont pas l'usage de la raison, comme ceux qui sont fous, ivres, etc. A partir de ce qui précède,

5582L'enfant capable de tromperie est celui qui a l'âge de raison.

5583*Décret*, C 15, q 1, c 2

5584X, 5, 23, 1 et 2

5585Glose sur *Décret*, C 12, q 2, c 11

5586Quoique la loi des tribunaux ne s'applique pas au péché, elle peut être suivie au tribunal de la conscience selon

l'adage: *Ubi eadem ratio idem jus*: A même raison, même droit

5587«Par le fait même ou en vertu du droit même».

5588C'est à dire: qui exprime clairement la condamnation.

5589 ANTONIUS DE ROSELLIS: *Rosella, tit., Absolutio*, 1, §19.

on voit clairement comment on dit que la volonté est bonne en raison de la bonne intention, et quelle est la fin de la bonne intention.

Quelle action est dite bonne ou mauvaise à partir de sa fin?

Il faut en outre noter ceci: toute action n'est pas dite bonne ou mauvaise en vertu de la fin, mais seulement l'action indifférente; en revanche, celle qui est mauvaise par elle-même, ne peut être bonne par la fin, parce qu'on ne doit pas faire le mal pour que se produise le bien. Le bienheureux Bonaventura dit, dist. 40, q.1 du second article<sup>5590</sup>: «La qualité de l'intention peut se comprendre de deux façons: d'une façon, l'intention indique la bonté de la fin; d'une autre, elle indique, non seulement la bonté de la fin, mais encore l'ordonnement de ce qui existe en vue de la fin qu'elle désire»; et, selon cette remarque, on peut parler de deux façons d'intention bonne ou d'intention mauvaise.

Quand dit-on que l'intention est bonne?

D'une façon, on dit qu'est bonne l'intention dans laquelle il y a un ordonnancement complet et bon de l'œuvre à la fin visée; au contraire, la mauvaise, dit-on, est celle dans laquelle l'ordonnement n'est pas correct; ainsi, la bonté de l'intention ne concerne pas seulement la bonté de la fin, mais l'ordre correct de ce qui existe en vue de la fin; et de cette façon, elle ne soulève pas d'objection.

D'une autre façon on dit qu'une intention est bonne parce que la fin à laquelle elle tend est bonne, et ce propos n'est généralement pas vrai,

comme on le voit clairement d'après ce qui précède, quoiqu'il soit vrai que l'intention est mauvaise quand ce qu'elle vise comme fin est un mal. En effet quelle que soit l'œuvre faite par mauvaise intention, Dieu qui scrute les cœurs, l'estime mauvaise.

Puisque, pour qu'une œuvre soit bonne, est nécessairement requise l'intention d'une fin bonne, si cette intention, seule, manque, l'œuvre est jugée mauvaise; mais si la bonne intention est présente, l'œuvre n'est pas pour autant jugée bonne parce qu'il est exigé plus pour construire que pour détruire, et que le bien existe à partir de la totalité, mais le mal, à partir de la défection d'un seul élément, comme dit Dionysius<sup>5591</sup>.

M. Quand juge-t-on que la volonté remplace le fait?

Et quoique Bernardus dise, *De libero arbitrio*<sup>5592</sup>: «l'intention [fol. 48v]

suffit pour le mérite», la bonne œuvre est requise pour l'exemple. De plus, sur ces mots du *Psaume*: "J'ai dit, je confesserai..."<sup>5593</sup>, la glose dit: "On juge que le vœu remplace

---

5590BONAVENTURA, *Quaestiones super libros Sententiarum*, IV, d.40, q 1, a 2. Guillemets hypothétiques.

5591DIONYSIUS AEROPAGITA,

5592BERNARDUS, *De Libero arbitrio*. Guillemets hypothétiques.

5593*Psaume* 32,5.

l'acte»<sup>5594</sup>..

Cependant, si la capacité d'agir existe et si l'opportunité s'offre, l'intention ne peut suffire au mérite sans l'œuvre.

En voici la raison: l'obligation qu'est le commandement de Dieu, la perfection de la vertu et la plénitude du bien.

En effet, les commandements de Dieu non seulement obligent à vouloir mais aussi à faire, et c'est pourquoi, celui qui n'accomplit pas les commandements de Dieu, mérite plutôt la colère que la gloire.

C'est aussi la perfection de la vertu, parce que la bonne intention ne suffit pas; puisque «la vertu est l'ultime degré de la capacité»<sup>5595</sup>, elle élève la capacité vers ce qui est grand et ardu; or les capacités n'atteignent leur perfection que si elles aboutissent aux œuvres dues à la vertu, quand existent la capacité d'agir et l'opportunité.

La plénitude de la volonté est aussi une raison d'agir parce que la bonne intention ne suffit pas puisque la pleine volonté pose l'effet, si la capacité existe; autrement, on ne parle pas d'une volonté pleine, mais incomplète et paresseuse, et d'une telle volonté on dit: «Un paresseux veut et ne veut pas». En outre, Gregorius dit au sujet de l'amour du Créateur: "Que soit interrogée la langue du cœur, de la bouche et de l'œuvre"<sup>5596</sup>, et

1ère *Epître de Jean*, 3: «Aimons Dieu non seulement par la parole et par la langue, mais en œuvre et en vérité»<sup>5597</sup>; et, deuxièmement, *Epître de Jacques*: "La fin sans les œuvres est morte"<sup>5598</sup>.

Mais quand manque la capacité, se vérifie la parole d'Augustinus<sup>5599</sup>: "Ce n'est pas la longueur des œuvres, ni leur immensité, mais seulement la charité et la volonté qui font le mérite". Et ici, la volonté inclut l'intention.

N. Quand juger d'une œuvre est téméraire.

A partir de ceci, on voit clairement de quelle façon il est téméraire de juger quelqu'un qui peut, pour raison de charité et de bonne intention, être méritant, quand par ailleurs il serait démeritant. Gersonius donne un exemple, *De Vita spirituali*, 4ème lecture, vers la fin<sup>5600</sup>. «Si quelqu'un célèbre la messe ou accomplit quel qu'autre œuvre spirituelle et en espère une récompense temporelle, qu'il reçoive ce temporel non pas comme prix de cette œuvre spirituelle: ce ne serait pas un échange égal, mais pour la nourriture du serviteur.

---

5594Glose sur le Psaume 32,5. Guillemets hypothétiques..

5595ARISTOTE, *De Caelo* IX 7.8, cité par Thomas, *Somme*, I-II, Q. 55, a. 1 sur l'essence des vertus.

5596GREGORIUS, *De dilectione*..Entre guillemets: citation supposée.

5597I *Jean* 3, 18; où il y a une négation pure et simple (*nec*) et pas un *non solum*.

5598*Lettre de Jacques* I, 26

5599AUGUSTINUS: .Entre guillemets: citation supposée.

5600GERSONIUS, *Liber de vita animi spirituali animae*,(t. 3, col. 54, B)

Personne ne doit ainsi être soldat à ses frais<sup>5601</sup>, et celui qui sert à l'autel, dit l'apôtre<sup>5602</sup>, doit vivre de l'autel. Au titre de la nourriture du serviteur, est sauvegardée toute réception modérée de biens temporels en échange de biens spirituels, selon le jugement de Durandus en cette matière<sup>5603</sup>.

Comment celui qui célèbre une messe ou fait un autre acte spirituel en échange d'un bien temporel, ne fait-il pas de péché?

D'autres prononcent ce même jugement, mais avec d'autres mots: à cause d'un profit temporel, ou à cause d'une fin qui peut être dite fin consécutive, toute chose spirituelle, subordonnée à Dieu, comme motif unique, principal, peut licitement être recherchée, aimée et faite. J'estime que personne ne doute que Dieu peut être aimé par moi et prié pour qu'il me donne la nourriture de la vie afin que je sois plus librement son serviteur; or il n'y a aucun acte plus spirituel que l'amour de Dieu. Il est permis par la loi divine, en effet, à quelqu'un de travailler dans un ordre religieux ou dans une cure ou dans une autre activité spirituelle, en sorte d'en recevoir subsistance pour les nécessités de la vie, si on ne s'en tient pas à ce but mais si, au-delà, on rapporte à Dieu son activité, afin, au-delà, de servir Dieu, la subsistance étant acquise..

Comment faut-il ordonner l'intention et la purifier à la façon de l'encens?

L'ordonnement de l'intention est donc clair<sup>5604</sup>

Mais, pour que cet encens de l'intention droite soit agréable à Dieu,

1°

premièrement il doit être purifié de la fumée de l'arrogance en sorte de ne pas viser dans les œuvres la faveur des hommes, selon le conseil du Sauveur: "Gardez-vous d'afficher votre justice devant les hommes pour vous faire remarquer d'eux", *Math.*, 5<sup>5605</sup>.

2°

Deuxièmement, cet encens doit être purifié de la viscosité de la tromperie, en sorte de ne pas faire ce qui appartient au genre du mal par bonne intention, mais, comme dit Augustinus: «quand un homme en sera arrivé à ce point qu'on ne puisse pourvoir au salut du prochain qu'en péchant, qu'il estime désormais qu'il n'a plus à faire ce qu'il fait» et qu'il devrait faire, 22, q.2, *Faciatur*<sup>5606</sup>.

56011, *Cor*, 9,7 : «*Quis militat suis stipendiis umquam.*», cité aussi par THOMAS, II-II, q 100 (La simonie), a 3

56021 *Cor*, 9,1 3: «... *qui in sacrario operantur quae de sacrario sunt edunt, qui altario deserviunt cum altario participantur.*».

5603DURANDUS DE SANCTO PORCIANO, *Scriptum super Sententiarum* (hypothèse)

5604Le bon ordonnancement de l'agir: Dieu premier servi.

5605*Mt.* 6,1

5606AUGUSTINUS (*libro de mendacio*, c. 17), dans *Décret*, C 22, q 2, c 15: «...*Cum autem ad hoc ventum fuerit, ut tali saluti nisi peccando consulere non possit, iam se existimet non habere quid faciat, quando id reliquum esse prospexerit, quod recte faciet.*».

3°

Troisièmement, il doit être purifié de toute tache de turpitude, c'est à dire de péché, parce que le Très Haut n'agrée pas les dons des hommes iniques. D'où le psaume<sup>5607</sup>: "Avec ton éclat et ta beauté» et par la grâce qui est la beauté de l'âme, "tends"et dirige ton intention.

4°

Quatrièmement, qu'il soit purifié de la coloration de la fausseté, c'est à dire qu'il soit véritablement dirigé vers Dieu, pour lui-même, et non principalement pour une récompense terrestre.

Un tel encens est agréable au Christ, fils de Marie. Que le Christ lui-même nous accorde de pouvoir le lui offrir, le Christ à qui appartiennent honneur et gloire pour les siècles, par les prières de sa très digne mère. Amen.

Et ceci pour la seconde partie principale, c'est à dire sur l'encens.

[fol. 49/50r]

Jésus, Marie, François

**Début de la troisième partie de ce livre, partie divisée en trois: les préceptes, les péchés et la façon de se comporter à la fin de la confession.**

La myrrhe fut un présent offert au Fils de Marie et elle désigne la confession. A juste titre. En effet la confession est amère comme la myrrhe, bien plus, comme le dit ou semble le dire Scotus, rien dans l'église militante, n'est plus amer et plus difficile à accomplir. Donc, pour que nous ayons la force, sous la conduite de l'étoile c'est à dire de Marie nous éclairant et dirigeant, d'accomplir cette œuvre si difficile qu'est la confession,

Façon de procéder.

j'exposerai d'abord les conditions nécessaires pour la confession.

**A. Premier article. Les conditions nécessaires pour se confesser.**

Les docteurs, en effet, sur le livre IV, dist. 17<sup>5608</sup>, disent qu'il y a neuf conditions de

---

<sup>5607</sup>*Psaume*, 44 /45, 4-5; le texte n'est pas celui de la *Vulgate* latine.

<sup>5608</sup>*Sentences*, IV, d 17: «De la confession sacramentelle et de ce qui la concerne». En THOMAS, IV, d 17, q 3, a 4, on trouve des vers énonçant 16 conditions de la confession,

la confession qui sont contenues dans ces vers: qu'elle soit simple, humble, etc..., mais maintenant, pour ne parler que des conditions nécessaires pour que la confession soit bonne et ne soit pas à recommencer, je dis qu'il y en a seulement trois: premièrement, qu'elle soit préméditée, deuxièmement amère, troisièmement complète.

En ce qui concerne le premier point: qu'elle soit préméditée, les docteurs disent, en suivant Augustinus, canon *Consideret, De penitentia*, d. 5<sup>5609</sup>, que cette préméditation doit concerner la mémoire et la capacité, c'est-à-dire qu'il faut revoir en pensée ses années dans l'amertume de son âme et penser à trouver celui qui précisément a la capacité d'absoudre, c'est à dire le confesseur approprié. Si, en effet, pour le salut du corps, par exemple pour une blessure à la jambe, tu cherches un chirurgien habile sans oser te confier aux mains de celui dont tu ne sais pas s'il est expert, que devrais-tu faire pour soigner une blessure mortelle de l'âme? Mais, hélas!, comme dit Augustinus<sup>5610</sup> et après lui Bernardus<sup>5611</sup>. «Nous nous soucions de tout sauf de l'âme qui est meilleure que tout».

Commence donc en ordre, en suivant le livre, avec les trois mots, c'est à dire que le terme: "préméditée" sera exposé ensuite<sup>5612</sup>. Mais surgit ici une belle difficulté: quand le pécheur est-il tenu de faire la dite méditation préalable, et, par la suite, la confession?

Première proposition. Préméditer la confession.

A ce sujet, j'énonce la proposition suivante:

Tout adulte de l'un ou l'autre sexe qui, après le baptême, tombe dans le péché mortel, est tenu par le droit divin de faire, avant le moment<sup>5613</sup>, au prêtre convenable, une confession de ce péché, préméditée, amère, établie à l'avance, intentionnelle et complète. Tous les docteurs sont d'accord sur cette proposition, sur le livre IV, d. 17<sup>5614</sup>; mais je veux l'éclaircir selon chacune de ses parties, principalement à cause de certains canonistes qui ont mal compris cette matière.

Quand est-on tenu de se confesser?

Premièrement, en ce qui concerne ce qu'on trouve au chapitre sur l'adulte<sup>5615</sup>, il faut

---

*Simplex, humilis, pura, fidelis,  
frequens, nuda, discreta, libens, verecunda,  
Integra, secreta, lacrymabilis, accelerata,  
Fortis et accusans, etsit parere parata.*

que Thomas partage ainsi: 11 conditions nécessaires comme acte de vertu: *discreta, libens, pura, fortis, verecunda, lacrymabilis, humilis, fidelis, nuda, simplex, integra*; comme partie du sacrement: *accusans, parata, secreta*; et comme nécessaires au bien de la confession: *frequens, accelerata*.

5609 Décret, *De pen*, D 5, c 1, le canon citant AUGUSTINUS (*Liber de penitentia*); (en note: attribution fausse).

5610 AUGUSTINUS

5611 BERNARDUS

5612 En effet, avant de traiter des trois termes, l'auteur va traiter de questions générales: quand, qui, quoi.

5613 Avant Pâques.

5614 SCOTUS, in IV, d. 17: la question 1 est consacrée à la nécessité de la confession pour le salut: p. 503

5615 *De Adulto*: n'est pas un début de chapitre chez SCOTUS, mais la question est traitée en a.2.

savoir, selon Scotus<sup>5616</sup>, que l'âge auquel quelqu'un est tenu de se confesser ne doit pas être attendu à la puberté (12 ans, 17 ans, ou 18 ans où l'on parle de puberté pleine)<sup>5617</sup>, mais qu'est appelé adulte et est obligé à se confesser, quel que soit son âge, celui qui a l'usage de la raison et peut réfléchir et faire délibérément ce qui est mal, comme le dit Gregorius d'un enfant de cinq ans, dans le *Livre IV*, c.18, *dialogorum*<sup>5618</sup>, qui, dans l'âge tendre, entraîné par le démon, fut damné.

De quoi faut-il se confesser?

Vient ensuite dans la proposition: "...qui après le baptême": parce que les docteurs en général soutiennent, distinction 14 du livre 4<sup>5619</sup>, qu'au sujet des péchés mortels commis avant le baptême, il n'est pas nécessaire de se confesser. Mais, à la suite de cela, Ricardus<sup>5620</sup> soutient (parce que certains docteurs aussi le soutiennent) qu'il faut confesser non seulement ce qui a été commis après le baptême mais ce qui a été commis avant.

En outre, on dit aussi dans la proposition énoncée: "péché mortel", parce que comme l'explique bien Scotus, dist. 17 du livre 4<sup>5621</sup>, les péchés véniels ne sont pas nécessairement à confesser, et la décrétale *Omnis utriusque sexus*<sup>5622</sup>, n'y oblige pas comme le prouve Scotus au même endroit.

B. La matière et la forme du sacrement de confession.

Mais pour avoir une connaissance plus large sur la confession des péchés véniels, il faut savoir que la matière de ce sacrement, selon Durandus<sup>5623</sup>, est constituée des mots de celui qui se confesse, et cela a été dit au-dessus. Thomas, lui, troisième partie<sup>5624</sup>, pose que la matière de ce sacrement est double: proche et éloignée; les actes de celui qui se confesse sont la matière proche, les péchés dont il s'afflige, l'éloignée.

Mais en laissant ceci de côté, je dis en bref que ce qui vient du pénitent, mots ou actes, est une sorte de matière de ce sacrement, mais que ce qui vient du prêtre existe par mode de forme.

---

5616SCOTUS, In IV, d 17, a.2, p. 519, définit l'adulte comme capable de connaître ce qui est juste ou injuste, selon la loi divine ...*in malis sed etiam in bonis*, avec l'exemple de sainte Agnès: la foi ne se compte pas en nombre d'années.

5617On trouve cette notion, par exemple, dans les *Institutes* de Justinien (Livre I, titre XI, 4)

5618GREGORIUS, *Liber dialogorum*. 4, c.18,

5619SCOTUS: in IV, d. 14, q. 4, a.3:p. 157; et à chaque fois qu'est évoquée la seconde planche de salut, par ex. d. 17, q. unique, p. 523

5620RICARDUS, *Super Sententiarum librum IV*, d 14, Il y a, semble-t-il, contradiction entre les phrases ou une opposition entre les docteurs. J'opte pour une opposition, d'où l'ajout de «mais».

5621SCOTUS, in IV, d. 17, a.2; p. 523

5622X, 5, 38,12 .Elle est évoquée par SCOTUS à propos de l'obligation de confession de l'adulte.

5623DURANDUS DE SANCTO PORCIANO, *Scriptum super Sententiarum* (hypothèse)

5624THOMAS, *Somme*, III, Q. 84, a.2, r

Par ailleurs toute la difficulté chez les docteurs concerne la matière pour laquelle on dit que ce sacrement a été institué; et certains disent que tout ce que peut dire ou confesser le pécheur en ce sacrement, n'est pas pour autant sa matière,

[fol. 49/50v]

sauf si c'est la confession en acte des péchés mortels, en sorte que ce sacrement a été institué, par lui-même et principalement, pour la destruction de ces péchés mortels. C'est pourquoi, quoique, de façon annexe et par accident, comme ils disent, les péchés véniels puissent être appelés d'une certaine façon "matière", cependant ce n'est pas celle pour laquelle existe la raison de ce sacrement et sans laquelle ce sacrement ne peut exister.

Ceci étant accordé, comme semble le faire le moine Conradus sur le livre IV, dist. 14<sup>5625</sup>, je dis que, puisque l'Église ne peut rien changer en ce qui concerne la matière et la forme des sacrements, comme en sont d'accord tous les théologiens, il lui est bien permis de pouvoir invalider certaines personnes comme impropres à recevoir le sacrement.

J'accorde de plus - comme le dit aussi Scotus<sup>5626</sup> (voir plus haut) - que le sacrement de pénitence est la seconde planche de salut<sup>5627</sup>, et que sa matière est le péché mortel et non le véniel, quoique si un péché véniel accompagne un péché mortel il soit détruit avec lui quand le péché mortel est détruit.

Je dis alors que le Pape ne peut obliger à la confession des péchés véniels ou donner l'ordination pour cela, et qu'aucun supérieur d'ordre religieux ne peut y obliger ceux qui lui sont soumis. Cependant je ne nie pas, je concède plutôt que le Pape et les supérieurs peuvent établir que quelqu'un confesse les péchés véniels, mais alors je dis qu'une confession de ce genre, qui est seulement une confession de péchés véniels, n'est pas sacramentelle, parce qu'il est clair qu'un sacrement ne peut exister sans matière et forme; elle ne l'est pas dans la mesure où la matière de ce sacrement n'existe pas, selon ce qui a été montré plus haut.

C. La confession des péchés véniels, peut se faire de deux façons.

Que le lecteur et le confesseur diligents réfléchissent donc et, grâce à ce qui a été dit, jugent et mettent d'accord les docteurs qui, sur la confession des péchés véniels, divergent beaucoup, en disant que la confession des péchés véniels peut se faire de deux façons: premièrement dans la mesure où une telle confession est sacramentelle et, dans ce cas, personne ne peut être obligé à la confession des péchés véniels, sauf par Dieu seul qui, seul, peut changer la matière des sacrements et instituer que les péchés véniels

---

5625CONRADUS MONACHUS, *Summula* in IV, d. 14

5626SCOTUS, in IV, d. 17, a.2.

5627Celle qui sauve du naufrage du péché mortel. L'image est de saint Jérôme (THOMAS, III, Q. 84, a. 6; SCOTUS, par ex., IV, d. 17,q. Unique, a. 1: p.508



soient matière de confession.

Deuxièmement, une telle confession peut se faire, sans être sacramentelle, mais comme acte d'humilité ou d'humiliation; ainsi, il est bon et saint de confesser en général les péchés, comme on le fait au début de la messe et des complies, et, de même que cet acte qui se fait publiquement est bon, de même aussi, l'acte qui se ferait en secret où quelqu'un dirait ses imperfections vénielles serait bon et méritoire, quoiqu'il ne soit pas un acte sacramentel.

Disons ceci, en tenant les deux positions qui sont très probables<sup>5628</sup>; et puisque les péchés véniels, selon tous les docteurs, sont la matière du sacrement d'extrême onction, il semble donc qu'ils ne sont pas la matière d'un autre sacrement<sup>5629</sup>.

D. La confession est de droit divin.

En outre il était dit dans la proposition: «de droit divin». La confession en effet, selon Bonaventura<sup>5630</sup>, Thomas<sup>5631</sup>, Scot<sup>5632</sup>, Aureolus<sup>5633</sup>, et tous les théologiens, sur le livre IV, dist. 17, relève du droit divin comme les autres sacrements, et non du droit ecclésiastique positif.

Il en résulte, premièrement, que le Pape lui-même comme le reste des fidèles est tenu de se confesser en cas de péché mortel; deuxièmement, qu'il faut rejeter comme fautive, dangereuse et condamnable l'opinion de certains canonistes, qui, sur le chapitre *Omnis utriusque sexus, De poenitentiiis et remissionibus*<sup>5634</sup>, semblent soutenir qu'elle relèverait du droit positif ecclésiastique. Sur ce point, il y a la glose du *De penitentia*, dist. 5, en entier<sup>5635</sup> qui veut que la confession ait été instituée par une constitution universelle de l'Église, et les Grecs<sup>5636</sup> en concluent qu'ils ne sont pas tenus à la confession sacramentelle des péchés, du fait qu'ils n'ont pas accepté une disposition de ce genre; et, pour la même raison, ils disent qu'ils sont exemptés du vœu de chasteté.

E. Le moment de la confession.

En outre, on disait: «avant le moment de Pâques».

Et certes, au sujet du moment où la confession est nécessaire (est-ce dès le péché commis, ou seulement une fois dans l'année?), l'opinion des docteurs diverge.

---

5628 Les péchés véniels ne sont pas à confesser tout en étant «confessables»... soit dans une confession sacramentelle de péché mortel, soit dans une confession non sacramentelle.

5629 GILBERT NICOLAS s'en tient à l'idée que la matière du sacrement de confession est seulement le péché mortel.

5630 BONAVENTURA,

5631 THOMAS, in IV, d 17, q 3, a 2, ad 2am (§ 407)

5632 SCOTUS, in IV, d. 17, q. unique, ad 3um; p. 509

5633 AUREOLUS: PETRUS AUREOLI, *Commentarium in Quartum librum Sententiarum*

5634 X, 5, 38, 12

5635 Glose sur *De pon*, D 5

5636 Les orthodoxes.

Pour saisir cette diversité et trouver la vérité, je pose deux préalables. Premièrement, que pensent les docteurs quand ils disent que le péché doit être confessé dès qu'il a été commis?

Je dis qu'ils parlent de la confession effective

[fol. 50/51r]

et pas seulement du désir ou du projet.

Deuxièmement je dis qu'ils comprennent "dès que", si on a un prêtre disponible, comme on le comprend d'habitude pour les préceptes affirmatifs, qui n'obligent pas à tout moment<sup>5637</sup> mais pour tout le temps. Il y a donc une complète variété d'avis entre docteurs sur ce point. Supposons que Pierre fasse un péché mortel aujourd'hui, le dix Février, et que, le dimanche, à l'église, il ait un prêtre à qui il puisse aussi bien se confesser comme si c'était le jour de Pâques; voici la difficulté: pourrait-il, sans un nouveau péché, différer sa confession jusqu'à Pâques, ou est-il tenu de se confesser ce Dimanche? Et note qu'on ne parle pas de certains cas dans lesquels, unanimement, il faut se confesser aussitôt (sur ces cas, vois au-dessous<sup>5638</sup>). Certains docteurs, donc, soutiennent le pour, d'autres, le contre.

Deux sacrements confèrent la grâce première.

Second préalable: je dis qu'il y a deux sacrements qui confèrent la grâce première, le baptême et la pénitence, mais que les autres sacrements ordinairement requièrent que l'homme soit en état de grâce pour être reçus de la façon due. Or la grâce baptismale, elle, une fois perdue, ne peut jamais être retrouvée par un baptême, mais le Dieu de miséricorde nous a donné un remède pour retrouver la grâce perdue par la pénitence qui, comme il est dit le *De penitentia*, dist. 1 (et ce sont les paroles de Hieronymus<sup>5639</sup>) est «la second planche de salut après le naufrage».

Les deux naufrages.

Le premier naufrage fut le péché originel et la première planche qui nous en sauve, est le baptême; le second naufrage est le péché mortel actuel, et la seconde planche de salut est la pénitence; cependant, on ne dit pas que le péché véniel est un naufrage, parce que l'âme n'est pas mise en péril par lui.

Par ailleurs, de cette pénitence, il faut parler doublement, comme vertu ou comme

---

5637Quand on est obligé *ad semper*; on est obligé à tout moment (c'est le cas du précepte négatif: tu ne tueras pas).

Mais le commandement positif *pro semper* ne peut être observé que quand l'occasion se présente.

5638Péchés à confesser aussitôt: en 87, 2.

5639Décret, C33, q3, c7 (col 1179); HIERONYMUS, *Epistula 65 ad Pammachium et oceanum* (84, no 6)

sacrement (je l'ai dit en première partie<sup>5640</sup>), et les docteurs disent tous de la même façon, que quelqu'un peut trouver la grâce perdue après le baptême ou se mettre en état de grâce, de deux façons: par la voie de la contrition<sup>5641</sup> et par celle de la confession. Et Scotus dit, sur le livre IV, que la voie de la confession est beaucoup plus sûre. Vois Scotus sur le livre IV, dist. 17, question unique, art. 1, § *aliter igitur arguo sic*<sup>5642</sup>.

Les docteurs qui soutiennent qu'on est tenu de se confesser aussitôt<sup>5643</sup>.

Et parce que cette voie est plus sûre (et qu'il s'agit ici de quelque chose d'important: du péril de l'âme), certains docteurs ont pensé que l'homme était tenu, dans sa faiblesse, de choisir la route la plus sûre et de ne pas s'exposer au danger puisqu'il ne sait pas si cette nuit il mourra. Par conséquent, ils ont dit qu'il était tenu immédiatement,<sup>5644</sup> selon la façon exposée plus haut, de faire une confession en acte. D'autre part, ces docteurs présupposent que le pécheur est tenu d'être dans l'état de grâce par la tension du précepte négatif qui donne la grâce<sup>5645</sup> et qui est d'obliger à tout moment et tout le temps. Deuxièmement, ils présupposent (tous) qu'il est tenu d'avoir la contrition aussitôt après le péché, quoique, selon certains, il ne soit pas tenu de se confesser.

Archidiaconus suit cette dernière opinion, *De penitentia*, dist. 3, c. *Ille rex*<sup>5646</sup>, et Innocentius, dans le c. *Omnis*, *De penitentiis et remissionibus*<sup>5647</sup>.

Mais saint Bonaventura semble se placer entre les deux opinions contraires précédemment évoquées, en distinguant trois genres d'hommes: les religieux, les clercs et les purs laïcs. Il n'ose pas excuser les deux premiers. Vois-le sur le livre 4, dist. 13, art. 2, q.2<sup>5648</sup>.

F. Dans quels cas quelqu'un est-il tenu de se confesser aussitôt après avoir commis un péché mortel?

Mais en vérité puisque je veux toujours suivre l'opinion commune en matière de péché et ne jamais décider s'il y a un péché mortel sans l'avis concordant des docteurs, pour l'instant, sans rien affirmer, je passe outre, en disant avec les docteurs, que, dans cinq cas du moins, un pécheur est tenu de se confesser aussitôt, sans attendre Pâques, en raison

---

5640Fol 49r/ 50, A.

5641La pénitence comme vertu.

5642SCOTUS, in IV, d. 17, question unique, a 1, p. 510- 511.

5643Il n'y a pas de référence signalant des docteurs proposant d'attendre Pâques. Il faut dire que les arguments, même ceux d'opposants, sont présentés de façon à défendre l'idée de la pénitence immédiate. Sur la question du «quand»: SCOTUS, in IV, d. 17, q. unique, a.2:p.532 et a.3:p. 566 sq

5644Cette question est traitée par ANGELUS, *Confessio sacramentalis*, 1, § 31, mais le développement y est plus court et on n'y sent pas l'engagement que l'on sent ici.

5645J'interprète *gratum* comme attribut d'un complément d'objet (sous entendu) de *facere*. Il pourrait être aussi attribut du sujet: *peccator*.

5646ARCHIDIACONUS, sur *De oen*, D 3, c 25

5647X, 5, 38, 1, 12 dont INNOCENTIUS III, est l'auteur.

5648CBONAVENTURA, *Quaestiones super libros Sententiarum*; in IV, d. 13, a.2, q.2.

de l'aiguillon de la conscience, du sacrement, du danger, du doute, de l'état.

Premier cas<sup>5649</sup>: en raison de l'aiguillon de la conscience, quand elle répète à quelqu'un qu'il

[fol. 50/51v]

est tenu par nécessité de se confesser aussitôt; il y est alors tenu parce que tout ce qui se fait contre la conscience, bâtit en vue de la géhenne, *Décrétales*, *De restitutione spoliatorum*, c. *Litteras*, § *Horum*<sup>5650</sup>, et q. 28, § *ex hiis*<sup>5651</sup>; *De simonia*<sup>5652</sup>, *Per tuas*, et 2° *De penitentia*, dist. 3, § *illud quoque Gregorii*<sup>5653</sup>.

Second cas: en raison d'un sacrement. Sur ce point, remarque combien les docteurs ont eu des opinions variées. Certains en effet, comme Landulfus<sup>5654</sup> et saint Thomas ont dit qu'on est tenu nécessairement de se confesser, non seulement quand on veut célébrer, recevoir ou administrer<sup>5655</sup> des sacrements, mais aussi quand on veut faire un acte solennel dans l'église, par exemple lire l'évangile et faire des actes de ce genre, comme on le trouve dans le premier quolibet de Thomas, q. 6<sup>5656</sup>. Joannes de Neapoli a donné aussi cet enseignement au sujet de celui qui veut recevoir les saints ordres<sup>5657</sup>.

Cependant cette opinion n'est pas prouvée par une règle si ce n'est quand le péché serait manifeste; il y a alors la glose, au début, *De penitentia*, dist.5<sup>5658</sup>, qui dit que quand un péché mortel est manifeste, on est tenu de se confesser aussitôt.

Mais d'autres veulent que la confession immédiate soit comprise à propos de la réception et de la consécration du sacrement de l'autel, en disant que, dans les autres sacrements et les actes précédemment évoqués, seule suffit la contrition accompagnée du dessein de se confesser, parce qu'alors, l'homme est en état de grâce, et, qu'en s'y tenant il peut recevoir et administrer les sacrements, sauf le sacrement de l'autel. Bien plus, en raison du sacrement de l'autel, on ne devrait pas non plus nécessairement se confesser, s'il n'y avait un respect et une dévotion particuliers à avoir pour ce sacrement plus que pour n'importe quel autre. Et en effet celui qui est dans la grâce de Dieu semble disposé à recevoir n'importe quel sacrement.

Comment l'homme sait-il qu'il est en état de grâce?

---

5649Chez ANGELUS, *Confessio sacramentalis*,1, § 31:quatrième cas.

5650X, 2, 13, 13, § *Horum*

5651Non identifié: lacune probable.

5652X, 5, 3, 32

5653*De pen.*, D. 3, c. 44 (GRATIEN)

5654LANDULPHUS, *Commentaria in IV*, d. 17, q 2.

5655Chez ANGELUS, *Confessio sacramentalis*,1, § 31: *administrare*, seulement.

5656THOMAS, *Quodlibet* 1, q. 6

5657JOANNES DE NEAPOLI, *Quodlibet*

5658Glose sur *De Poen.*, D 5

Et si tu demandes comment quelqu'un saura qu'il est en état de grâce, Bonaventura répond que la probabilité suffit quand il n'y a pas de vérité<sup>5659</sup>. Vois les docteurs en 4, dist. [ ]<sup>5660</sup>. Cette opinion me semble plus vraie, sauf si on soutenait l'opinion évoquée plus haut qu'il faut toujours se confesser dès le péché commis.

Troisième cas de confession immédiate: quand quelqu'un est dans un danger de mort imminente connu, par exemple, quand il veut faire un long voyage par un périlleux chemin ou pendant une guerre ou quand il est atteint d'une maladie mortelle. Et pour cette raison, on prescrit aux médecins, au c. *Cum infirmitas, Décrétales, De poenitentiis et remissionibus*<sup>5661</sup>, lorsqu'il leur arrive d'être appelés auprès des malades, de les engager de manière efficace à faire d'abord appel aux médecins de l'âme. Remarque aussi que, selon Petrus de Palude<sup>5662</sup>, il y a péril de mort quand on est dans le cas où les hommes meurent en grand nombre.

Quatrième cas: quand quelqu'un voit que probablement, cette année-là, il ne pourra avoir la disponibilité du confesseur idoine qui peut l'absoudre.

Cinquième cas: quand, par son statut quelqu'un est obligé de se confesser plusieurs fois, comme les religieux et leurs pareils, parce qu'il ne suffit pas alors de se confesser une seule fois dans l'année.

J'y mets cette limite: si le statut y oblige sous peine de péché mortel; autrement je ne crois pas qu'on y soit obligatoirement tenu; et comprends cela aussi, comme cela a été expliqué plus haut, du péché véniel.

### G. Second article.

Les clefs de l'Église, la disposition de science, et qui peut confesser.

De plus, on disait dans la proposition: "à un prêtre"<sup>5663</sup>. Il est certain que, selon la règle, il ne faut se confesser qu'à des prêtres, selon tous les docteurs, quoique le Maître des Sentences, dist. 17 du livre IV<sup>5664</sup>, dise qu'en cas de nécessité, quelqu'un est tenu de se confesser à un laïc quand il n'y a pas de prêtre, opinion que suit saint Thomas (même distinction)<sup>5665</sup>; et en faveur de qui il y a le texte d'Augustinus, *De penitentia*, dist. 1, *Quem*

---

5659BONAVENTURA, *Quaestiones super libros Sententiarum*, in IV, d.9

5660In IV, d. 9, p. 130 on trouve l'idée que celui qui communie ne peut pas savoir qu'il est dans la grâce et que cela ne doit pas empêcher de communier

5661X, 5, 38, 13

5662PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*

5663Voir ANGELUS, *Confessio* 3, § 1.

5664PETRUS LOMBARDUS, *Liber Sententiarum* IV, d. 17; cité dans le commentaire de SCOTUS, p.501 (*De tertio articulo*)

5665THOMAS, in IV, d. 17, q 3, a 3, ad 5um.

*penitet*<sup>5666</sup> et la glose, *Décrétales, De officio judicis ordinarii, c. Pastoralis*<sup>5667</sup>; mais plus vraie est l'opinion de Scotus, de Ricardus<sup>5668</sup>, de Petrus<sup>5669</sup> et des théologiens ensemble, sur le livre IV, dist. 17<sup>5670</sup>: on est tenu de ne se confesser nécessairement qu'à un prêtre, et ceci ressort clairement de ce qui a été dit plus haut; bien plus Scotus ajoute, même distinction<sup>5671</sup>, que, si le pécheur peut par lui-même avoir honte, ou si le laïc n'avait pas plus de discernement que lui-même qui cherche ainsi un conseil, il ne serait pas utile ni avantageux de se confesser au laïque; cependant cela pourrait bien être utile à cause de la matière

[fol. 51r]

qui crée la honte qui est une peine due pour le péché, parce que celui qui se confesse acquitterait la peine due pour le péché. De ce fait, ce serait une bonne consultation pour cet homme, dans un tel cas, pourvu que le laïc soit tel qu'il ne doive pas être dépravé par l'audition des péchés, et c'est ainsi qu'on comprend l'autorité d'Augustinus, précédemment évoquée.

Le confesseur convenable.

De plus, on disait "au prêtre convenable"et, de son aptitude sur laquelle certains docteurs ont tenu beaucoup de propos embrouillés, je dis brièvement qu'on doit la comprendre des clés sacerdotales qui sont, comme on le soutient unanimement, deux: la clé du pouvoir et la clé de la science.

Je ne me soucie pas ici d'exposer (parce que le présent ouvrage ne le demande pas) les difficultés concernant ces clés, si elles sont plus de deux et combien. Pour ce genre de questions, vois les dits Bonaventura et Scotus ou d'autres docteurs selon ce qui cadrera avec l'esprit du lecteur, parce que tous les docteurs ne plaisent pas à tous les lecteurs. Cependant, pour le moment, en comprenant le mot «aptitude» selon la science et le pouvoir, j'éclaircis quelques petites difficultés concernant la connaissance et le pouvoir des confesseurs, deux pour chaque thème.

La science nécessaire au confesseur.

Pour la science, je demande d'abord: Quelle science est nécessaire au prêtre pour qu'il soit un auditeur convenable des confessions? Je réponds: certains disent que peu de science est nécessaire pour pouvoir entendre les confessions, de sorte que, selon eux, il suffit que le prêtre sache avoir des doutes quand il aura trouvé un cas obscur et sache

---

5666AUGUSTINUS, cité dans *De poenitentia*, D.1, c 88

5667Glose de X, 1,31,11

5668RICARDUS, *Super Sententiarum librum*, in IV, d. 17

5669PETRUS LOMBARDUS, je suppose., IV, d17,a 3

5670SCOTUS, in IV, d. 17, q unique, a. 3: p. 562

5671SCOTUS, in IV, d. 17, a.3, p. 564

consulter les experts. D'autres, au contraire, disent qu'une grande science est nécessaire, non seulement en théologie, mais encore en droit canonique; bien plus, à ce qu'ils disent, il convient qu'un tel homme sache répondre pour des cas pour lesquels il n'y a pas d'opinion; d'autres, par une distinction, accordent quasiment les précédentes opinions, et disent qu'il faut faire une distinction au sujet de l'acte de confesser: ou quelqu'un se mêle de lui-même d'entendre les confessions, ou il le fait à la suite d'un commandement, par obéissance à des supérieurs. Ils disent alors que la première opinion a sa place quand il s'agit du second confesseur (celui qui ne se mêlerait pas de confesser s'il n'y était forcé par l'obéissance ou la charité), et que la seconde opinion a sa place et est vraie pour le premier confesseur. Mais, quoi qu'il en soit au sujet de ces opinions, je dis, après avoir considéré l'ignorance des confesseurs modernes et la présomption de ceux qui ça et là et indistinctement se mêlent d'entendre les confessions, que la tâche est très ardue, que beaucoup de confesseurs sont en danger, qu'ils se souillent eux-mêmes en purifiant les autres, qu'ils se damnent eux-mêmes en sauvant les autres.

Et si quelqu'un désire savoir ce qu'est cette science des confessions, qu'il tienne ce que dit Bonaventura, sur le livre IV, dist. 17<sup>5672</sup>, parce que c'est une connaissance sûre et elle est tirée du canon *Nulli sacerdotum*, dist. 38<sup>5673</sup>. Voici: un prêtre doit avoir assez de science pour savoir discerner parmi les péchés communs ce qui est véniel et ce qui est mortel et de savoir toujours à quels péchés peut s'étendre son pouvoir. La raison en est qu'il faut imposer une certaine pénitence pour un péché mortel, une autre pour un péché véniel, ou mieux:

que le confesseur sache dire au pécheur: abstiens-toi de tel péché car il est mortel; de plus, la raison de l'autre savoir est que, s'il y avait un genre de péché sur lequel il ne pouvait étendre son pouvoir et s'il ne le savait pas, il entendrait les confessions au péril de son âme et de celui qui se confesse. C'est pourquoi les hommes qui connaissent de telles personnes sont obligés de consulter les personnes capables de discernement sinon confesseur et pénitent pèchent mortellement et gravement, et c'est ce qu'a voulu dire Augustinus, *De penitentia*, dist. 6, *Qui vult*<sup>5674</sup>.

Par ailleurs, il y a aussi une autre science par laquelle on sait, par habitude acquise, discerner parmi la complexité des péchés, et cette science relève de la bonne qualité de l'être<sup>5675</sup>: dans de telles matières en effet nous devons toujours choisir la voie la plus sûre

---

5672BONAVENTURA, *Quaestiones super libros Sententiarum*, in IV, dist. 17

5673Décret, D 38, c 4: *Nulli sacerdotum liceat canones ignorare nec quicquam facere quod possit Patrum regulis obviare...*

5674*De poen.*, D 6, c 1 (*Qui vult confiteri*)

5675*Bene esse*: le bien-être est une autre science que le bien savoir.

et consulter ceux qui ont la science. Tout cela d'après<sup>5676</sup> Bonaventura<sup>5677</sup>

D'autre part, certains théologiens soutiennent deux propositions qui me semblent probables.

Première proposition: le prêtre peut être ignorant, pourvu que celui qui se confesse soit savant, il n'y a de danger pour personne;

[fol. 51v]

c'est pourquoi, un docteur et un lettré peuvent se confesser à un prêtre ignorant.

Deuxième proposition, presque inverse: si le prêtre est savant et si le pécheur, après avoir fait un examen diligent pour se souvenir de ses péchés, est tel qu'il ne sache pas faire cet examen tout en sachant qu'il y est obligé, on le remet aux mains de ce prêtre savant pour qu'il l'examine, de façon que le pécheur ne fasse que répondre et ne dise rien que par réponse. La confession, néanmoins, est valide pourvu que le pécheur ne cache rien et dise tout, et soit prêt même à dire tous ses péchés s'il voyait que le confesseur ne l'interrogeait pas sur eux.

Instruction de l'auteur.

Mais parce qu'il est sot et dépourvu de sagesse celui qui, s'étant négligé lui-même, travaille pour d'autres, je supplie, autant, que je peux, les confesseurs simples et sans instruction d'apprendre du moins à douter et, quand ils ont eu des doutes, quand ils ont trouvé un cas nouveau et inhabituel ou sur lequel ils hésitent, de consulter des gens compétents avant d'absoudre les pécheurs, et de ne pas se fier à leur habileté, parce que des yeux voient plus qu'un œil, et parce que ce qui est cherché par plus de gens est plus facilement trouvé.

Qu'ils prennent garde, néanmoins avec le plus grand soin, de ne jamais juger en aucun cas qu'il y a péché mortel, sauf si cela pouvait être tiré de la sainte Écriture<sup>5678</sup> ou si l'opinion unanime des docteurs le soutenait.

Conseil.

C'est pourquoi, dans ce qui suit, quand un cas est douteux, je dirai: Que l'on tienne C et abandonne P, voulant signifier par C qu'on doit toujours demander conseil sur le sujet (comme si je disais: que le confesseur consulte telle ou telle opinion). Et par P, je veux signifier qu'il faut fuir la précipitation comme périlleuse (comme si je disais: que le confesseur ne se précipite pas en jugeant, du premier mouvement, qu'il y a péché mortel ou pas, mais qu'il avance en prenant le temps).

---

5676 Cette formule signale en général un emprunt.

5677 BONAVENTURA, *Quaestiones super libros Sententiarum*, in IV, dist. 17

5678 La fin de la phrase n'est pas soulignée. Le lecteur est-il moins attaché à l'opinion des docteurs que GILBERT NICOLAS?



L'exemple de Panormitanus.

C'est ce qu'établit Panormitanus, sur le chapitre *Ad nostram, De consuetudine*<sup>5679</sup>: il est utile, en cas de doute, de chercher conseil auprès de plusieurs personnes aussi bien lettrées qu'incultes, sages que folles. Parfois, en effet, les fous ont, sur une chose ou un sujet précis, un discernement profond et ils savent trancher d'un cas avec plus de pénétration que de très nombreux sages.

L'exemple du bouffon de Paris.

Ainsi Panormitanus<sup>5680</sup> raconte l'histoire du bouffon de Paris qui décida d'une question, d'une admirable façon, entre un aubergiste et un pauvre, à qui le tavernier voulait extorquer de l'argent parce qu'il avait mangé son pain à l'odeur d'un rôti: le fou déclara, en effet, que le pauvre devait juste à l'aubergiste le son d'un tournois; cette question, assurément, un bon catholique<sup>5681</sup> n'aurait pas pu mieux la résoudre. Panormitanus, ainsi, quand il devait donner un conseil sur quel qu'article ou question, conférait avec des marchands et des ouvriers.

D'après ce qui précède, il est assez clair que, même si le confesseur ignorant se mêle d'entendre les confessions au péril de son âme, le pécheur qui se confesse est cependant véritablement absout, à condition qu'il ne choisisse pas sciemment un tel confesseur, sinon il ferait un péché mortel et par conséquent ne serait pas absout.

H. Un point délicat: quand celui qui n'en a pas le pouvoir, prononce une absolution.

Deuxième question à propos de la science des confesseurs: que se passe-t-il pour celui qui, par ignorance ou éventuellement par honte ou par hâte, absout une personne quand, en droit, il ne le pouvait pas, et qui cependant, après avoir agi ainsi, s'aperçoit qu'il a fait erreur? Est-il tenu de le signifier au pénitent? L'Archevêque florentin répond. Dans sa *Somme*<sup>5682</sup>, il dit que le séculier est excusé et absout devant Dieu tant qu'il ne sait pas, mais pas le confesseur: que fera-t-il donc? Une collation a jadis été faite sur ce cas, au concile de Bâle<sup>5683</sup>, avec beaucoup de docteurs en théologie célèbres. Certains d'entre eux ont dit: il doit obtenir d'un supérieur le pouvoir d'absoudre et, si cela peut être fait sans scandale, faire venir celui qui a été absout, lui expliquer le cas et l'absoudre après l'avoir

---

5679 PANORMITANUS sur X, 1, 4, 3. Ce chapitre, va dans le sens contraire de ce que dit Panormitanus. La coutume selon laquelle l'opinion d'une foule (composée de lettrés et d'illettrés, de sages et de fous) fait décision, ne doit pas faire autorité dans les causes ecclésiastiques.

5680 PANORMITANUS, sauf s'il a lui-même une source, est peut-être la source du «franciscain» Rabelais, *Tiers-Livre*, XXXVI.

5681 *Catholicus*.

5682 ARCHIEPISCOPUS FLORENTINUS, *Summa*

5683 1431-1445

entendu au sujet de sa confession. En revanche, quand on craint un grand scandale, on doit absoudre le pénitent en son absence, si on espère qu'il est encore en état de grâce depuis sa dernière confession; ou, comme d'autres en ont jugé, si on craint un grand et un notable scandale, que le confesseur confie tout au prêtre suprême qu'est Dieu, faisant seulement une pénitence à la hauteur de sa négligence, surtout quand une multitude de pénitents a été ainsi l'objet de sa négligence ou que beaucoup d'entre eux

[fol. 53r]

sont loin du lieu où réside le confesseur, et principalement quand la personne qui s'est confessée honnêtement ne peut être là.

### **J. Troisième article. Le péché de celui qui sait<sup>5684</sup>. Les cas réservés.**

De cette sorte de confesseur ignorant, Ricardus dit, sur le livre IV, dist. 18<sup>5685</sup>, que celui qui absout, le fait, ou par ignorance de la règle, ou en connaissant la règle qui ne lui permet pas de le faire. S'il agit de la seconde façon et délibérément, il pèche mortellement; s'il agit de la première façon et en cherchant une telle ignorance du droit, il pèche encore mortellement: en effet il n'est pas permis aux prêtres d'ignorer leur office. D'autre part, à propos de celui qui absout ainsi et de celui qui est absout en s'appuyant sur une telle absolution, s'il n'a pas l'excuse d'une ignorance invincible ou plausible, on peut citer ce passage de l'évangile: «Si un aveugle conduit un aveugle, tous deux tombent dans le fossé.»<sup>5686</sup> Et il n'est pas excusé par l'ignorance, celui qui s'inquiète plus de demander conseil pour acheter un cheval ou un bon vêtement que pour le salut de son âme; et il n'a pas d'excuse, surtout, si c'est une personne rusée qui sait que son prêtre est ignorant et qu'il présente des cas difficiles de confession.

En ce qui concerne le pouvoir du prêtre, je pose, de la même façon, deux questions.

Première question: quels cas sont appelés cas réservés? Je dis, selon l'avis commun, que certains cas sont réservés au pape et sont donc appelés "papaux"; certains sont réservés aux évêques et sont dits "épiscopaux". Mais, en vérité, il est extrêmement difficile d'exposer ces deux sortes de cas, parce qu'ils dépendent tous de la volonté du souverain pontife auprès de qui se trouve la plénitude du pouvoir et qui peut, avec justice, autant de fois qu'il le veut et quand il le veut, réserver des cas. Les évêques peuvent-ils, dans leurs diocèses, de la même façon, réserver des cas? Pour le moment je n'en dis rien; cependant, je dis que cette matière des cas réservés, n'est pas du tout fixée et change souvent, de sorte que, souvent, ce qui a été réservé par l'un ne le sera pas par un autre:

---

5684Le prêtre ou le pécheur.

5685RICARDUS, *Super Sententiarum librum*, IV, dist. 18.

5686Mat. 15, 14

ainsi, à notre époque, par le Pape Sixte<sup>5687</sup> ont été supprimées beaucoup d'excommunications qui avaient été promulguées par ses prédécesseurs. Quotidiennement aussi les cas de ce genre changent par privilèges, et si aujourd'hui je les exposais, demain peut-être il faudrait les rayer du livre. Néanmoins cependant, de ces cas, des privilèges et, en général, des nombreux points qui touchent le droit purement positif<sup>5688</sup>, j'exposerai quelque chose, plus bas, dans la seconde partie de ce livre celle qui est consacrée à la myrrhe.

Qui a le pouvoir d'absoudre.

Ici cependant, il a été fixé par le droit positif que seul le prêtre propre de quelqu'un a le pouvoir de l'absoudre de ses péchés, dans cette décrétale bien connue: *Omnis utriusque sexus, De penitentis et remissionibus*.<sup>5689</sup>.

On parle du prêtre propre de douze façons.

Mais, il faut noter qu'on parle du «prêtre propre» de douze façons. Premièrement, c'est le pape dans le monde entier; deuxièmement, le légat dans toute sa province; troisièmement, le pénitencier de ce même légat dans toute la province; quatrièmement, l'archevêque, quand il est en visite, est le prêtre propre des suffragants qui lui sont soumis et il peut les absoudre, *C. Nostro, De penitentiis et remissionibus*<sup>5690</sup>; cinquièmement, l'évêque dans tout son diocèse; sixièmement, l'archiprêtre de la cathédrale; septièmement, le vicaire général de l'évêque:

ces deux derniers peuvent entendre tous les gens du diocèse, par l'argument de la Loi *Cum pretor, ff. De judiciis* <sup>5691</sup>et chapitre *Officium, De officio archipresbiteri* <sup>5692</sup>; huitièmement, le prêtre paroissial dans toute sa paroisse et aussi les vicaires des susdits prêtres<sup>5693</sup>; dixièmement, tous ceux qui ont l'autorisation d'absoudre par un des susdits. Onzièmement, on appelle prêtre propre, celui qui est choisi par un pape pour être son confesseur, et de même, pour les archevêques, les évêques, les patriarches, les cardinaux, et les supérieurs semblables aux prélats épiscopaux; douzièmement, le curé pour les vagabonds et ceux qui n'ont pas un domicile propre et aussi pour les paroissiens d'un curé excommunié ou qui a un empêchement à cause duquel il ne peut légalement les absoudre, pourvu que, de la part de ce même curé ou d'un supérieur, ces paroissiens

---

5687SIXTE IV (1471-1484), O.F.M.

5688Droit positif: prescrit par Dieu ou écrit par l'homme, par distinction avec le droit naturel.

5689X, 5, 38, 12

5690X, 5, 38, 15

5691*Digeste*, 50, 1, 12

5692X, 1, 24, 3

5693Ils représentent le «neuvièmement».

aient l'autorisation de se confesser à un autre, du moins qu'ils l'aient demandée.

[fol. 53v]

K. Quand est-il permis de se confesser à un autre qu'à son propre prêtre?

Cependant, il faut noter pour cette matière, que Panormitanus<sup>5694</sup> dit, sur le chapitre *Omnis, De poenitentiis et remissionibus*<sup>5695</sup>, qu'on peut se confesser à un autre qu'au prêtre propre quand existe une cause légitime, par exemple, parce qu'il révèle la confession ou qu'il pousse au mal, ou qu'il n'a pas la science requise, ou qu'il semble avec probabilité qu'un danger menace le pénitent ou le prêtre, comme cela peut arriver dans le cas où le prêtre connaîtrait la mère ou la sœur de celui qui se confesse<sup>5696</sup> et dans des cas de ce genre; alors le pénitent doit demander l'autorisation de se confesser à un autre et l'obtenir; et s'il ne peut l'obtenir ni aller trouver un supérieur, il suffit qu'il l'ait demandée. Ainsi, le dit chapitre *Omnis* est complété par le canon *Placuit*<sup>5697</sup>, à ce titre, et la glose du chapitre *Omnis, De penitentiis et remissionibus*,<sup>5698</sup> dit ainsi pour donner le sens: il doit obtenir l'autorisation, c'est-à-dire, s'il le peut, comme dans le dit chapitre *Omnis*, ou qu'il aille trouver un autre prêtre, s'il ne peut pas, comme dans le dit canon *Placuit*. Et tous les docteurs sont d'accord avec cette déclaration de Panormitanus.

Note de quelle façon un confesseur a tous les cas.

Bien plus les docteurs disent que chaque fois qu'un confesseur voit en confession que le pécheur est en danger parce qu'il ne peut le secourir, parce qu'il est un obstacle parce que son pouvoir a été restreint par un supérieur, il a alors tous les cas d'absolution et tout le pouvoir du supérieur parce que la puissance (ou le pouvoir) des clés n'a été donnée ou restreinte que pour édifier et non pour détruire. Et les docteurs disent la même chose lorsqu'un confesseur aurait tous les cas et le pouvoir d'absoudre des évêques, et qu'il verrait qu'est avantageux pour le salut de celui qu'il entend de n'être pas absout de tel ou tel cas ou péché, parce que sa puissance est alors restreinte selon Dieu et sa conscience. Mais je passe maintenant sur ce sujet. Mais un prêtre excommunié a-t-il le pouvoir d'absoudre quelqu'un au tribunal de la conscience? Tu as cela plus bas, troisième partie. De même, a-t-il le pouvoir d'absoudre quelqu'un d'excommunié de ses péchés avant que l'excommunié le soit de l'excommunication? Sur la connaissance en vue de la confession, voilà qui suffit maintenant.

Comment doit se conduire celui qui a des cas réservés.

---

5694PANORMITANUS sur X, 5, 38, 12

5695X, 5, 38, 12 (*Omnis utriusque sexus*)

5696Y aurait-il un risque de bavardage?

5697*De poen.*, D 6, c 3. (A ce titre: *De penitentia*).

5698Glose, «ici»: sur *De penitentia et remissione*.

Mais comment doit se comporter le pénitent qui a des cas réservés? Je réponds. Cette question est une question résolue: si le pécheur a un prêtre qui puisse et veuille l'absoudre et que le prêtre ne soit pas scandalisé, il est tenu de tout dire.

Par exemple, s'il va trouver l'évêque et si l'évêque voulait tout entendre, qu'il parle; de même, s'il va trouver son curé qui peut l'absoudre, qu'il parle de la même façon pourvu que l'évêque ou le curé gardent la tranquillité de l'âme, parce que ni l'un ni l'autre ne sera scandalisé par l'inclination au péché, par exemple en matière de foi ou pour le péché de chair; sinon, que le pénitent cherche d'autres confesseurs et ceci avec une autorisation au moins demandée. Mais si l'évêque qui peut l'absoudre, ne veut entendre que les cas réservés et si le curé ne peut pas entendre que les cas réservés, et si ne sont absentes chez celui qui se confesse ni la bonne volonté ni la bonne foi, qu'il dise, alors, aussi tout au simple curé pour qu'il l'absolve simplement; en lui imposant cependant d'aller trouver l'évêque, pour lui confesser les cas réservés.

Remarque cependant, avec attention, que, selon Henricus, *Quolibet*, questions 30 et 31<sup>5699</sup>, si la confession peut être faite sous condition, l'absolution ne le peut pas. On dira donc que, si un inférieur absolvait sous condition (à condition que le pénitent soit absout de ces péchés par un supérieur), ou avec une condition de moment (jusqu'à ce qu'un supérieur l'absolve), etc..., l'absolution ne serait pas valable. Cependant si un supérieur confiait, de cette façon, la confession à un inférieur: l'inférieur peut absoudre sous la condition que le pécheur se confesse à lui aussi, on dira qu'une telle confession est valable et peut être faite, parce qu'une telle confession n'est rien d'autre que l'établissement d'un lien ou l'extension d'un lien et

ce même lien peut être étendu à plusieurs personnes. Dans ce cas, la première confession n'a de force que par le dessein de faire la seconde, mais si, par la suite, le pécheur renonce à se confesser au confesseur supérieur, ce qui a été remis reste remis, mais il encourt un nouveau péché. Et si le pécheur accepte la dite condition, le confesseur doit l'absoudre sans aucune condition ajoutée du fait de l'absolution.

[fol. 54r]

Mais si le supérieur confie la confession de cette façon: tu peux absoudre à condition que l'absolution ne soit valable que si le pécheur se confesse à lui ou que si, lui, l'a ratifiée, une telle mission n'a pas de valeur ni une telle absolution.

Un prêtre excommunié a-t-il le pouvoir d'absoudre?

Deuxièmement, je demande, au sujet du prêtre excommunié, s'il a le pouvoir d'absolution active, et, au sujet du pécheur excommunié, s'il a le pouvoir d'absolution passive<sup>5700</sup>, c'est

---

<sup>5699</sup>HENRICUS DE GANDAVO, *Quolibet*, q. 30 et 31

<sup>5700</sup>Je suppose que le pouvoir de l'absolution passive est un pouvoir que le confesseur ne détient pas lui-même, mais

à dire s'il peut absoudre le pécheur de ses péchés avant que de le délier de l'excommunication. Sur ce point: la suite, troisième partie du livre.

L. Ce qu'est la préméditation requise pour la confession.

On disait en outre dans la proposition: faire une confession "préméditée"; cette méditation préalable est appelée sous un autre nom: révision de vie ou examen de sa conscience et application à se souvenir de ses péchés: et cette application doit être semblable, selon Scotus, à celle qu'on a l'habitude d'avoir pour une chose difficile qui tient beaucoup à cœur.

Or, cette application ou méditation préalable est bonne surtout pour deux choses: les oublis et les ignorances.

Elle est bonne, premièrement, pour les oublis, parce que, si quelqu'un se souvient d'un péché, il n'est pas tenu à la réitération, à refaire sa confession, ni à se confesser au même confesseur, mais il suffit de se confesser à un autre.

Un cas réservé qui n'a pas été confessé, n'est pas réservé.

Bien plus, comme le dit Petrus de Palude, sur le livre IV <sup>5701</sup>, si le péché oublié était un cas réservé ou une excommunication et si le premier confesseur avait eu autorité pour absoudre, le pécheur, néanmoins, pourrait se confesser à un simple prêtre n'ayant pas les cas réservés et être absout par lui, parce que le cas n'est plus réservé. Et c'est vrai, comprends-le, si le premier confesseur tendait à l'absoudre autant que s'étendait son autorité.

C'est pourquoi ceux qui choisissent un confesseur d'autorité apostolique, agiraient bien s'ils le faisaient parce qu'il tendrait à les absoudre autant que s'étend son pouvoir; autrement, il conviendrait de recourir à celui qui, de droit, pourrait absoudre le pécheur d'un tel péché. L'établit le c. *Officii, De sententia excommunicationis*<sup>5702</sup>; *a contrario*, il y a le chap. *Super litteris, De rescriptis*<sup>5703</sup>.

Deuxièmement cette application est bonne pour les péchés ignorés; par exemple quelqu'un se souvient bien de son péché, après s'être appliqué, mais il ne croit pas qu'il y ait péché mortel ou qu'il y ait un péché.

Note ces remarques sur les jeunes filles et les jeunes gens.

Nous le voyons souvent pour les jeunes gens et les jeunes filles qui, ah, douleur, font beaucoup de péchés mortels sans croire qu'ils sont mortels, mais qui, parfois, entendent

---

qu'il a comme intermédiaire de l'évêque. Ce serait une extension du pouvoir de l'évêque comme dans le cas précédent. *Suis*, comme dans les autres cas, n'est pas un adjectif possessif réfléchi mais renvoie au pénitent. Je suppose de plus, que ce pouvoir «passif» s'appliquerait aux péchés, pas à l'excommunication.

5701PETRUS DE PALUDE *Scriptum in librum quartum Sententiarum*

5702X, 5, 39, 42.

5703X, 1, 3, 20

dans des prédications que de tels péchés sont mortels et qui, alors, les confessent. Sont-ils donc tenus de recommencer leurs confessions précédentes? Je dis non, car, quoique l'ignorance du droit naturel ou divin n'empêche pas que ceux qui agissent contre ces droits fassent aussi un péché mortel, ils ne sont cependant pas tenus de réitérer la confession précédente; il est seulement demandé de savoir que ce sont des péchés mortels, de se confesser alors et de s'affliger au moins de ces péchés en général<sup>5704</sup>, en disant, avec le prophète, de leur ignorance: "Ne te souviens pas des péchés de ma jeunesse et de mes ignorances"<sup>5705</sup>. Le frère Angelus<sup>5706</sup> suit cette opinion, car elle est plus douce et plus vraie. Par conséquent, que le pécheur évalue combien il est bon de se tourner vers son cœur et d'examiner avec application sa conscience, et comme il serait nuisible de ne pas réfléchir d'avance selon sa capacité.

En effet, celui qui n'a pas cette application, mais qui est ignorant d'une ignorance épaisse ou recherchée tout en ayant la capacité de réfléchir et de faire son examen (je le dis en pensant aux gens simples et presque totalement ignorants qu'excusent certains docteurs), et surtout si le confesseur le remplace en le soumettant à un examen ou un interrogatoire, long et complet, un tel homme, je le dis, est tenu de recommencer sa confession s'il a oublié quelque chose; et, de plus, il est tenu

[fol. 54v]

de confesser les péchés oubliés et aussi sa négligence, sauf quand il disposerait du prêtre d'avant qui se rappellerait ou les péchés précédemment commis ou au moins la pénitence enjointe pour ceux-ci; il suffit alors, en effet, de confesser les oublis et la négligence, ou comme le veulent d'autres, puisque l'injonction d'une pénitence, selon Scotus<sup>5707</sup>, n'est pas nécessaire, il suffit, quand quelqu'un sciemment a omis un péché dans sa confession, même si une année s'est écoulée, d'aller trouver le confesseur d'avant, pourvu que celui-ci ait encore autorité, et de dire: "Je me suis confessé à telle date à vous et j'ai tout dit sauf ce dont je me confesse maintenant, et je me confesse de ce que j'ai fait jusqu'à ce jour, et, de façon générale, de tout ce que je vous ai dit alors et de mon mensonge parce que j'ai ainsi reçu l'absolution", pourvu que le prêtre soit sûr d'avoir eu et d'avoir l'autorité d'absoudre de tout.

Considérations favorisant le souvenir des péchés.

D'autre part, les docteurs ont coutume d'indiquer dix considérations grâce auxquelles un homme peut facilement se souvenir de ses péchés, même s'il ne s'est pas

---

5704Il suffit de confesser le genre des péchés plutôt que les péchés en détail.

5705Ps 24, 7

5706ANGELUS, *Confessio*, 2, § 4.

5707SCOTUS, in IV, d. 17

confessé depuis trente ans; les voici: la première est l'état qui était le sien, par exemple, la virginité, le veuvage; la seconde, l'âge; la troisième, la fortune; la quatrième, l'office ou le métier; la cinquième, les relations sociales; la sixième, le lieu; la septième, le moment; la huitième, le cœur<sup>5708</sup>; la neuvième, les paroles (qu'a-t-il dit contre Dieu ou le prochain?); la dixième, les œuvres

M. Quand le prêtre aussi bien que le pénitent pèchent mortellement.

En outre, on a dit dans la proposition que la confession doit être amère, et puisque cette amertume est prise ici au sens de la douleur ou de la contrition, pour qu'on la comprenne, je pose la proposition des théologiens que voici:

Tout homme qui se confesse, sans avoir, concernant ses péchés mortels et leurs occasions, deux volontés, est tenu de réitérer<sup>5709</sup> la confession et pèche mortellement, s'il présume recevoir l'absolution, ainsi que le confesseur s'il présume la lui donner. Cette notable proposition, les théologiens autant que les canonistes, la soutiennent. Parmi les théologiens, il y a Bonaventura, sur le livre IV, d. 17, a. 2, q. 3<sup>5710</sup>, Ricardus, même distinction<sup>5711</sup>, et non moins Saint Thomas sur le livre IV (d17)<sup>5712</sup>, quoiqu'il ait été d'un avis différent ailleurs; de même Henricus de Gandavo, *Quolibet* 4, 1, q. 3<sup>5713</sup>, et beaucoup d'autres et principalement, le prince des théologiens, Scotus, sur le livre IV, d. 14, dernière question<sup>5714</sup>.

Les canonistes d'autre part, sont Hostiensis<sup>5715</sup>, Raymondus<sup>5716</sup>, Panormitanus<sup>5717</sup>, sur le chapitre (5), *De penitentiis et remissionibus*<sup>5718</sup>, Archidiaconus, *De penitentia*, d. 3, à la fin<sup>5719</sup>, et beaucoup d'autres.

Les deux vouloirs requis pour la contrition.

Cependant, pour une compréhension plus complète de cette importante proposition, voyons tout d'abord ce que sont ces deux volontés et cette occasion. Et en ce qui concerne la volonté je dis que le pécheur désirant se bien confesser, doit vouloir ne pas avoir péché par rapport au passé et vouloir avoir la résolution de ne pas pécher (ou en

---

5708L'esprit et les sentiments.

5709Ni l'oubli ni la dissimulation ni l'absence d'une pénitence n'entraînent la réitération, mais la volonté de ne plus pécher, oui.

5710BONAVENTURA, in IV, d. 17, a. 2, q. 3,

5711RICARDUS, in IV, d 17.

5712THOMAS in IV, d 17, q 1, a.2, ad 1am et ad 2am, ou a 3, ad 4am (sur le vouloir)

5713HENRICUS DE GANDAVO, *Quolibet* 1, question ou 4, q1, 3

5714SCOTUS in IV, d. 14, a. 3, p. 159: (*habere*) «*displicentiam de peccatis et propositum cavendi de cetero, et [velle] suscipere Sacramentum poenitentiae...*»

5715HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

5716RAYMONDUS, *Summa juris*

5717PANORMITANUS, *Super Decretalium*, in X, 5, 38, 5.

5718X, 5, 38, 5

5719ARCHIDIACONUS, in *De poen.*, D 3, c 49, XII Pars (col 1228).



avoir l'intention), si du moins il pense après réflexion qu'il a fait un péché mortel, ou de ne plus le faire à l'avenir. Et ce double vouloir, selon Scotus, est la disposition suffisante pour recevoir ce sacrement de la confession.

D'autre part, ces deux vouloirs peuvent être appelés attrition, parce que le premier est accompagné par un certain (quoique léger parfois) déplaisir qui, sans être un mérite suffisant et convenable pour avoir et retrouver la grâce, sera cependant une disposition suffisante et convenable quand il sera joint au sacrement, parce que le sacrement complète ce qui lui manque.

Il faut savoir en plus, qu'aucun confesseur ne peut sans péché absoudre un pécheur s'il n'a pas la ferme volonté de se tenir loin non seulement du péché mortel mais aussi de l'occasion proche de n'importe quel péché mortel, occasion par la présence de laquelle le pécheur ne peut pas, ou peut difficilement, éviter le péché mortel. Et que le confesseur remarque que cette obligation de fuir l'occasion ne doit pas être imposée au pécheur comme pénitence, comme le font certains simples confesseurs, mais comme cela a été dit<sup>5720</sup>, parce que la restitution<sup>5721</sup> est aussi nécessaire que la fuite préventive de l'occasion. Mais le pécheur serait<sup>5722</sup> en état de péché mortel, s'il n'a pas l'intention d'éviter l'occasion du péché mortel, parce que celui qui aime le danger périra en lui.

Instruction au confesseur.

Hélas! Hélas! Combien de fois je vois aujourd'hui de simples prêtres absoudre de tous côtés hommes et femmes sans les mettre en garde contre l'occasion du péché! En effet, quoiqu'un homme habite ou fréquente la demeure d'une femme, à cause de laquelle il est souvent tombé dans le péché,

[fol. 55r]

ce qui scandalise beaucoup de gens, le confesseur simple et ignorant ose cependant l'absoudre au détriment de sa propre âme, un détriment qui n'est pas mince, sans lui enjoindre de cesser ce genre de fréquentation ou sans veiller à ce qu'il cesse. De même, ah douleur!, nous voyons que, quoique parfois une femme commette l'adultère ou pêche avec ses serviteurs qui habitent la même maison, cependant, et sans que le serviteur soit chassé, on l'absout imprudemment et de façon condamnable, alors que cela ne peut pas

---

5720Comme une condition nécessaire pour recevoir le sacrement.

5721La restitution qu'est la réparation de la pénitence

5722La proposition principale est au subjonctif imparfait, la conditionnelle à l'indicatif présent. Bien qu'on puisse avoir des doutes sur l'utilisation des temps et des modes à cette époque, en tenant compte du fait que cette utilisation ne semble pas aléatoire chez Gilbert Nicolas, et en tenant compte de sa grande prudence pour juger qu'il y a péché mortel, je conserve le conditionnel. Il me semble que Gilbert Nicolas n'exclut pas toute possibilité de ne pas pécher, puisqu'on le «peut difficilement».

être un bien. Et qu'une femme de cette sorte ne puisse chasser un tel serviteur sans scandale et sans détriment pour sa réputation, ne compte pas, parce que, quoiqu'on doive préférer la renommée à l'argent, on ne doit pas la préférer à la conscience. C'est pourquoi, quand se présente un cas où ne peuvent être sauvés et la conscience et la renommée, personne ne doit préférer sa renommée à sa conscience. Il faut être cependant très circonspect, ici.

Note la règle de conscience.

Que l'on note cependant la règle que voici pour ces trois éléments que sont la conscience, la renommée et l'argent: lorsqu'ils ne peuvent être conservés tous les trois, on doit préférer le premier au deuxième et au troisième, et le deuxième au troisième. Et cette règle éclairera plus bas le cas de l'enfant supposé adultérin.

N. La clé de la connaissance est dans l'erreur de deux façons.

Sur cette matière Scotus dit, sur le livre IV, dist. 19, à la fin<sup>5723</sup>, que la clé de la conscience<sup>5724</sup> du confesseur est dans l'erreur de deux façons: premièrement si l'on s'enquiert de circonstances sans signification, qui ne sont ni aggravantes ni atténuantes, mais qui plaisent aux oreilles des confesseurs et les démangent; deuxièmement, si l'on ne s'enquiert pas de l'attrition ou de la contrition de celui qui se confesse: le confesseur l'écoute comme s'il lui racontait une fable ou une histoire. Et selon ces deux erreurs, de l'avis de Scotus, dans la même distinction, on peut poser deux propositions;

première proposition: si la clé de la connaissance est dans l'erreur de la première façon, le confesseur peut juger correctement pourvu qu'il ne soit pas dans la seconde erreur, mais il commet un péché; seconde proposition, si la clé de la connaissance est dans l'erreur de la seconde façon, il ne peut pas correctement juger sauf par hasard, et ainsi il commet toujours un péché, et surtout s'il ne s'enquiert pas de l'attrition.

Quant à ce qu'on établit pour l'absolution, il faut savoir, selon le bienheureux Bonaventura<sup>5725</sup>, que celui qui se confesse annule lui-même le sacrement en ce qu'il dépend de lui, parce qu'il commet un péché mortel s'il présume recevoir une absolution que jamais le confesseur ne doit lui donner si une intention de ce genre existe clairement; de même, le confesseur ne doit pas absoudre, chaque fois qu'il est clair que celui qui se

---

5723SCOTUS, in IV, d. 19, q. unique, p. 660

5724Le titre dit: *scientie* et le texte: *conscientie*. Le lapsus souligne que l'activité de connaissance engage la conscience, en ce qu'elle peut être une occasion de péché;

5725BONAVENTURA, in IV; d. 18 ou 18, a.2, q. 1 et 2

confesse pèche en acte ou par mauvaise volonté ou par absence d'attrition, quoique le confesseur puisse bien l'écouter et lui enjoindre une pénitence, mais pas l'absoudre.

La confession complète.

En outre, on disait dans la proposition: une confession "complète". Ici il faut savoir que, dans cette proposition, la confession est complète à quatre conditions.

Les circonstances à confesser nécessairement.

Si le pécheur ne cache pas de circonstance qui change l'espèce du péché;  
s'il ne tait pas quelque chose dont il n'est pas sûr que ce soit un péché mortel;  
s'il ne cache pas un péché mortel;  
s'il a été absout par un prêtre ou par un confesseur.

O. Les circonstances à confesser nécessairement.

Et toutes ces circonstances, le confesseur doit les confier à sa mémoire avec diligence; je ne les exposerai pas ici. Et quoique les différentes difficultés qui les concernent soient suffisamment exposées par les docteurs (que celui qui souhaite les voir, voie Ricardus<sup>5726</sup> et d'autres, sur le livre IV, dist. 17 et 22, et principalement dans le livre *Des vertus* qu'a composé Frère Franciscus de Mayronis, le docteur éclairé<sup>5727</sup>), puisqu'il suffit aux confesseurs sur cette matière de savoir quelles circonstances doivent être nécessairement confessées et combien elles sont, et puisqu'on trouve rarement ce qu'elles sont, quoique chez les docteurs on puisse suffisamment lire qu'il faut nécessairement les confesser,

pour la compréhension de ces deux points<sup>5728</sup>, il faut savoir que, selon le bienheureux Bonaventura sur le livre IV, dist. 17, q. 3<sup>5729</sup>, il y a trois genres de circonstances:

[fol. 55v]

Les multiples circonstances.

certaines sont atténuantes,

certaines aggravantes,

certaines conduisent à un autre genre de péché.

Il est nécessaire de confesser ces dernières selon tous les docteurs.

Les secondes, quoiqu'il soit bon de les confesser, ce n'est cependant pas nécessaire, sauf si d'aventure elles étaient notablement aggravantes parce qu'alors il ne faut pas les taire, comme dans les cas de vol et de coup. Il est sûr en effet que donner un léger coup de

---

5726RICARDUS, *Super Sententiarum librum*, in IV, d. 17 et 22

5727FRANCISCUS DE MAYRONIS, *De virtutibus*

5728Quelles sont les circonstances à confesser et combien sont-elles.

5729BONAVENTURA, *Super libros Sententiarum* in IV, dist. 17, q. 3 (selon SCOTUS, in IV, d. 17, q. unique, p. 527)

bâton ou frapper grièvement avec une épée, en faisant une blessure légère ou une blessure grave, sont des actes de même espèce; cependant l'un est plus grave que l'autre. C'est évident aussi pour les cas de coup léger ou violent porté par un clerc: l'un est réservé au Pape, l'autre non.

Les premières circonstances, il n'est ni nécessaire ni bon de les confesser; c'est même mauvais sauf si on le faisait pour satisfaire le confesseur, s'il interrogeait sur celles-ci.

Il reste donc à connaître le nombre des circonstances qui changent le genre du péché, parce qu'il convient par-dessus tout de faire un examen à leur sujet et que c'est nécessaire.

Les huit circonstances à confesser nécessairement

Certains docteurs disent qu'elles sont huit:

la personne,

le lieu,

la façon,

le temps,

le nombre,

la qualité,

l'incitation,

la conséquence.

Il faut y ajouter la circonstance du but, qui, selon tous les docteurs, doit être nécessairement confessée.

Cependant, si on considère avec finesse les huit circonstances susdites, il apparaîtra, comme je le crois, qu'il n'y en pas huit, mais seulement six,

c'est à dire: la personne, le but, la façon, la qualité, le temps et le lieu, car les circonstances de l'incitation, du nombre et de la conséquence, ne sont pas des circonstances des péchés, mais des péchés eux-mêmes. C'est pourquoi elles doivent être considérées attentivement comme des péchés puisqu'elles en sont et non comme des circonstances.

6.

D'autre part, les six circonstances énoncées plus haut peuvent être désignées par les termes de rhétorique: Qui, Pour qui, Comment, Pourquoi, Où, Quand. Les quatre premiers renvoient aux quatre genres de causes, les deux autres sont plus extrinsèques.

Pour la circonstance du nom de personne, que le confesseur prenne garde avec soin de ne pas chercher les noms de ceux avec qui a péché la personne qui se confesse. En effet à cause de la curiosité à connaître les personnes en particulier, beaucoup de confesseurs

se sont égarés: que le confesseur donc ait le discernement, s'il voyait que le pénitent voulait révéler le nom des personnes, de le faire taire. Il suffit en effet pour la conscience des deux de révéler la circonstance changeant le genre du péché (par exemple: il a connu charnellement une vierge ou une femme mariée ou une consanguine ou une moniale), et de ne rien révéler de particulier en plus: qui est cette vierge, cette épouse, etc... .

Remarque une vraie difficulté.

De là cependant naît une assez grande difficulté sur laquelle j'ai consulté plusieurs docteurs en théologie: celui qui a connu sa propre sœur se confesse-t-il suffisamment en disant qu'il a connu charnellement une consanguine d'un rang proche, sans rien révéler de plus; de même pour une mère, sans révéler en particulier que c'est sa mère? Et parce que j'ai trouvé les docteurs en désaccord sur cette matière, à mon avis, il faudrait d'abord éclaircir cette difficulté: l'inceste comporte-t-il plusieurs espèces particulières, comme nous le disons du péché contre nature, ou comporte-t-il seulement des degrés dans la même espèce, parce que le plus et le moins ne changent pas toujours l'espèce? Communément cependant on tient la première opinion, et Ricardus le dit expressément sur le livre IV [ ]<sup>5730</sup> et elle semble la plus probable; en effet deux incestes du premier et du second degrés diffèrent plus que deux incestes du second degré, et l'inceste dans le premier degré de lignage et d'ascendance est interdit par une loi, divine, tandis que l'autre, dans le second degré, est interdit par une autre loi, ecclésiastique. Il faudrait donc ainsi révéler qu'il s'agit d'une sœur et aussi d'une mère, sauf<sup>5731</sup> si quelqu'un voulait, en utilisant une autre voie, excuser la faute de ne pas se confesser à son prêtre propre.

Comme je l'ai dit plus haut, fol. 55<sup>5732</sup>, le pécheur doit aussi confesser les péchés pour lesquels il se demande s'ils sont véniels ou mortels.

P.

A propos de ce doute, saint Thomas dit, sur le livre IV, dist. [21]<sup>5733</sup>, qu'il se comprend du doute scrupuleux qui doit être renvoyé au jugement du pasteur, *Décrétales De sententia excommunicationis, Inquisitioni*<sup>5734</sup>. Mais quelqu'un dirait peut-être, en suivant Gregorius: «Reconnaître la faute quand il n'y a pas faute est le propre des bons esprits», et cela se trouve, dist. 5, *Ad cujus*<sup>5735</sup>. A cela saint Thomas répond que la parole de Gregorius

---

5730 RICARDUS, *Super Sententiarum librum* in IV, [...]

5731 Je pense que le sens du propos est qu'il ne faut pas révéler l'identité précise, mais qu'on peut le faire si on se confesse à un autre que le prêtre propre. La révélation excuse alors de la confession à un autre prêtre.

5732 Fol 55, N (à la fin).

5733 THOMAS, sur le livre IV, dist. 21, q 2, a 3, § 125. On doit confesser un péché dont on craint qu'il ne soit mortel, sans affirmer qu'il est mortel, en se remettant au jugement du prêtre.

5734 X, 5, 39, 44

5735 GREGORIUS (sanctus) et *De Pen*, D. 5

[fol. 56r]

ne doit pas être comprise de la substance de l'acte, comme nous le comprenons dans notre proposition, mais de la circonstance de l'acte, par exemple, le pénitent craindrait d'avoir fait une bonne action par vaine gloire, etc..., selon ce passage de *Job*, 9<sup>5736</sup>: "J'ai craint toutes mes œuvres, sachant que tu n'épargnerais pas le pécheur". La susdite proposition est aussi exposée autrement par un docteur en théologie pointu<sup>5737</sup>, qui comprend que "reconnaître" est mis pour "redouter". "Connaître", dis-je, sans un assentiment ferme, serait stupide et dangereux, parce que sans cause; cependant quelqu'un s'afflige et se repent comme si véritablement il était en faute, parce qu'il craint qu'une bonne œuvre ne l'ait pas été suffisamment: par exemple, il craint de ne pas avoir bien dit l'office divin, et ce genre de choses. L'établit ce qui est écrit dans *Sexte*, *De verborum significatione, Exiit qui seminat*<sup>5738</sup>, où on trouve ce que les âmes craintives craignent habituellement comme déviation.

**Q. Premier article. Dans quels commandements sont interdits les péchés mortels.**<sup>5739</sup>

Puisque j'ai dit plus haut que pour une confession complète, quatre choses sont requises, trois de la part du pécheur et une de la part du confesseur, après avoir parlé des deux premières que le pécheur doit faire ou dire en confession (dire ce dont il ne sait si c'est un péché mortel et la circonstance qui change l'espèce), il convient de parler de la troisième: les péchés mortels qu'il convient de confesser.

Donc, puisque que je me souviens d'avoir dit, première partie, plus haut<sup>5740</sup>, qu'il y a deux genres d'examens, le nécessaire et le supplémentaire, et qu'il y avait des interrogations nécessaires et d'autres convenables relatives au bien et à l'équité, et parce que tous les docteurs disent que la façon la plus sûre pour faire l'examen en confession est celle qui se fait selon les dix commandements et les sept péchés mortels, en parlant donc de ces péchés, j'aborderai simultanément les examens à faire au sujet des commandements pour me libérer des deux en même temps.

Mais puisque je vais dire qu'un petit livre de ce genre n'est pas seulement fait pour l'intelligence mais aussi pour la mémoire et la conscience, c'est à dire pour que les confesseurs puissent facilement savoir quand il y a un péché mortel et quand il n'y en a

---

<sup>5736</sup>*Job*, 9, 28

<sup>5737</sup>DOCTOR ACUTUS: FRANCISCUS DE MAYRONIS, *De virtutibus*

<sup>5738</sup>VI, 5, 12, 3

<sup>5739</sup>Le premier article précédent porte sur les conditions de la confessions (fol 49/50r)

<sup>5740</sup>Fol 2, D

pas, et de plus, sans effort, retenir la façon d'examiner en confession et aussi juger, en sûreté de conscience, de n'importe quelle matière, j'exposerai quelques préalables concernant l'examen avant de faire des propositions particulières sur les commandements et les péchés.

Et premièrement j'établis que les sept péchés mortels sont interdits dans les commandements, explicitement ou implicitement.

Deux péchés mortels sont explicitement interdits; les autres, implicitement.

Dieu donc, a interdit explicitement seulement deux péchés mortels:

la luxure par le sixième commandement,

l'avarice dans le septième.

Les cinq autres péchés mortels, Dieu les a seulement interdits implicitement: l'orgueil, dans le premier commandement, l'acédie dans le troisième ou, selon certains, dans le quatrième<sup>5741</sup>, la colère et l'envie dans le cinquième, la gourmandise<sup>5742</sup> dans le troisième.

Question: Pourquoi Dieu a-t-il interdit explicitement la luxure et l'avarice, plutôt que les autres péchés?

Mais si quelqu'un demandait pourquoi Dieu a interdit explicitement et expressément la luxure et l'avarice plutôt que les cinq autres<sup>5743</sup>, et

bien plus, ce qui est étonnant, quoique Dieu n'ait donné que dix commandements, pourquoi il y en a quatre qui ne parlent de rien d'autre ou n'interdisent rien d'autre que la luxure et l'avarice (les sixième, septième, neuvième et dixième: le sixième et le septième interdisent seulement la luxure et l'avarice dans l'acte extérieur, le neuvième et le dixième, la luxure et l'avarice mentales, dans l'acte intérieur)? Pourquoi donc n'a-t-il pas interdit de la même façon les autres péchés, intérieurement et extérieurement?

La réponse à tout cela est: là où est un plus grand danger, il faut agir ou prévoir avec plus de prudence, 1, q. 2, [ ]<sup>5744</sup>, et 7, q. 2, dernier chapitre<sup>5745</sup> et *ff. Ad Legem [...]*<sup>5746</sup>: Ainsi le Dieu de bonté et de miséricorde qui désire à l'extrême notre salut et "qui veut que tous les hommes soient sauvés"<sup>5747</sup>, prévoyant que la majorité des hommes en foule serait

---

5741 Actuellement l'acédie est rapportée au premier commandement en tant que péché contre l'amour de Dieu.

THOMAS (*Somme*, I-II, Q. 100) la rapporte au troisième comme manquement au service de Dieu, et au quatrième comme manquement à ce qu'on doit au prochain. Il y a à l'arrière plan des pages qui viennent, des questions comme celles de la division, du dénombrement des préceptes (voir THOMAS, *ibidem*). GILBERT NICOLAS ne les traite pas et s'en tient à la morale.

5742 La gourmandise (*Gula*) est un «désir désordonné»; quand il détourne de la fin ultime, il «s'oppose indirectement au précepte de sanctifier le jour du Seigneur», qui est le troisième (THOMAS, *Somme*, II-II, Q. 148, a. 2 et toute la question); il peut être rapporté au premier commandement, mais pas au huitième, d'où la correction.

5743 ANGELUS, *Preceptum*, §15 et 16: traitement différent de la question.

5744 *Décret*: référence non identifiée.

5745 *Décret*, C 7, q 2, c 2

5746 *Digeste*. Référence incomplète.

5747 «Qui veut que tous les hommes soient sauvés» est une citation de I *Timothée*, 2,4

condamnée à cause de ces deux péchés, voulut poser un obstacle et interdire plusieurs fois ces deux maux.

Personne ne fait de péché mortel s'il ne transgresse les dix commandements.

Donc cette maxime vraie et universelle est évidente: personne ne fait de péché mortel que si, explicitement ou implicitement, est transgressé un commandement de Dieu.

Deuxièmement<sup>5748</sup>, pour que le confesseur puisse et sache comment faire l'examen sur les dix commandements et les sept péchés,  
[fol. 56v]

je poserai ici, de façon à résoudre les difficultés, toutes les transgressions des commandements et des sept péchés.

**R. Second article. Comment tout précepte peut-il être transgressé pour tout péché, de trois façons.**

A ce sujet, il faut remarquer que quelqu'un transgresse n'importe quel commandement de trois façons, et je dis la même chose pour chaque péché; je donne donc pour chaque commandement trois parties dans lesquelles sont contenues toutes les transgressions d'un commandement et à partir desquelles doivent être formés les examens ou les questions concernant le dit commandement. Et si d'aventure tu trouvais chez un docteur que quelqu'un peut pécher contre un commandement d'une autre façon que celle qui se trouve dans les trois parties, ou que quelqu'un, de même, peut pécher d'une autre façon par le péché d'avarice, de colère etc, que ce qui se trouve dans ses trois parties, ne te trouble pas, parce que, ce que tu ne trouveras pas dans un commandement, tu le trouveras dans un autre, et de même pour les péchés, parce que, souvent, la même matière peut être traitée en différents lieux, et que, autant que j'ai pu, j'ai conservé pour chaque matière le lieu qui lui convenait le plus, même si d'autres ont traité ailleurs la même matière.

On peut faire deux sortes d'examens.

Le confesseur doit remarquer avec attention qu'il peut examiner le pénitent de deux façons: d'une première façon, incomplète et à demi, par exemple, selon les trois parties seulement, deuxièmement, de façon pleine et complète, selon les trois parties et les propositions en même temps: dans les propositions en effet sont exposées toutes les façons selon lesquelles le pécheur peut commettre un péché mortel pour tel commandement ou tel péché; et puisque les examens ne sont nécessaires que pour les péchés mortels, celui qui examine selon toutes les façons exposées dans les propositions, fait un examen complet. Et pour que l'on comprenne cela complètement et clairement, je

---

5748«Et premièrement, j'établis que les sept péchés mortels sont interdits dans les commandements.»



vais donner un exemple de chaque examen, et il faut examiner le pécheur en confession de la même façon, pour tout autre péché.

L'examen partiel.

Pour la première façon d'examiner donc, je pose trois parties pour qu'elle soit le premier article<sup>5749</sup>. Selon ces trois parties, on peut ainsi donner cette forme à l'examen:

pour l'idolâtrie: le pécheur a-t-il été idolâtre?

Pour la divination: a-t-il eu recours aux devins ou aux sorciers?

Pour les pratiques superstitieuses: a-t-il été superstitieux en quelque chose?<sup>5750</sup> Voici comment cet examen est un examen à demi.

L'examen complet.

Mais si je veux faire un examen complet, je considérerai les trois parties et les propositions qui sont toujours exposées dans le second article, et je ferai ainsi l'examen: a-t-il adoré une créature ou une image? A-t-il su tout ce à quoi il est tenu? Doute-t-il du sacrement de l'autel ou de la foi? ... comme on peut le voir dans les propositions, en les suivant une à une, parce qu'en elles, comme je l'ai dit, sont abordées les transgressions mortelles pour telle ou telle matière. Et tu parleras ainsi, en suivant les propositions du second article et en prenant les façons d'être idolâtre et superstitieux qui s'y trouvent. Et je pense qu'il n'y a personne de si grossier qu'il ne puisse, s'il veut considérer le livre, bien former des examens complets ou partiels, et parfaits.

C'est pourquoi aussi, plus bas, je ne ferai que poser le commencement des examens en laissant chaque lecteur achever le reste comme il lui plaira.

Avertissement au lecteur.

Cependant il serait bon que le confesseur ait une feuille spéciale où il écrirait seulement les examens complets, feuille qu'il regarderait souvent pour trouver, une fois exercé, quand ce serait le moment de faire un examen. Et qu'il note en plus ce qui concerne les différents états des personnes, parce qu'il faut former des examens particuliers selon les états particuliers.

**Troisième article. La façon de procéder dans la première partie principale de cette troisième partie.**

Mais pour que les dites triples parties qu'il faut souvent confier à la mémoire soient plus facilement sues parce que le confesseur doit toujours se conduire d'après elles pour

---

5749Il y aura deux articles: le premier contient les transgressions; le second contient des propositions avec des conseils et des réponses et il permet aussi d'affiner l'examen.

5750Superstition, idolâtrie et divination s'opposent au premier commandement («Tu n'auras pas d'autres dieux devant Moi»). L'idolâtrie, la divination et les pratiques superstitieuses sont des espèces de la superstition qui s'oppose à la religion par excès, tandis que l'irreligion (la tentation de Dieu, le sacrilège, la simonie, l'athéisme, l'agnosticisme) s'oppose à la religion par défaut. Le classement des péchés par rapport aux commandements est cependant variable.

former les examens, elles sont exposées ici pour ainsi dire dans un miroir ou dans un schéma<sup>5751</sup>.

[fol. 56r bis]

Et à leur sujet, que le confesseur remarque qu'il y a seulement dix parties, parce que, comme on l'a dit, pour chaque commandement comme pour chaque péché, est posée une seule triple partie. La seule exception est le péché d'orgueil, pour lequel est exposée une image ou une analogie à la place de la triple partie.

D'autre part, quatre commandements, comme je l'ai dit, parlent de deux péchés seulement: la luxure et l'avarice, et les triples parties qui sont posées pour ces deux péchés, par conséquent, le sont pour ces quatre commandements. En outre, puisque le cinquième commandement semble interdire quasi explicitement le péché de colère (ce pourquoi certains imaginent que Dieu a interdit explicitement trois péchés), la triple partie pour le péché de colère, sert pour le cinquième commandement: il s'ensuit que pour les commandements, il y a seulement cinq triples parties.

Et puisque toutes les filles du péché d'orgueil et toutes ses espèces ne peuvent entrer dans une seule triple partie, pour le péché d'orgueil est exposé plus bas un inventaire à l'analogie de la grenouille.

Et parce que la colère et l'envie peuvent bien être contenues ensemble dans une seule triple partie, pour les deux péchés n'est exposée qu'une seule triple partie. Par conséquent, il y a seulement cinq triples parties pour sept péchés mortels comme il y en a cinq pour les commandements de la loi<sup>5752</sup>.

Il s'ensuit que sont à égalité commandements et péchés pour les triples parties parce qu'il y en a cinq de chaque côté. Ainsi il y a égalité aussi entre le nombre des commandements et celui des triples parties, parce que, de chaque côté il y en a dix qui se suivent.

Instructions de l'auteur.

Que le confesseur au début se montre doux et laisse le pécheur dire tout ce qu'il aura voulu. Je sais en effet que certains pécheurs sont repartis dans le mauvais sens parce qu'au début de la confession ils avaient trouvé que le confesseur les reprenait avec trop de rigueur et de dureté ou qu'il n'avait pas permis de dire ou voulu écouter ce qu'ils voulaient confesser; cependant, si le confesseur voyait que le pécheur ne garde pas l'ordre et la mesure et ne dit pas le nécessaire mais le superflu, il peut doucement le

---

<sup>5751</sup>*Speculo sive figura*. ces deux mots annoncent l'organisation du plan. Il n'y a pas de *figura* au sens propre.

<sup>5752</sup>En bref, il y a cinq triples parties pour cinq commandements (premier, deuxième, troisième, quatrième et huitième) et cinq pour six péchés (l'acédie, la colère et l'envie, la luxure, l'avarice, la gourmandise), l'orgueil étant traité à part. Le compte est bon: cinq triples parties pour les commandements et cinq pour les péchés (première égalité), soit dix triples parties comme il y a dix commandements (seconde égalité). Si chacune compte trois sous-parties, il y en a trente comme il y a trente deniers de Judas

mettre en garde et l'instruire en l'examinant de façon ordonnée.

Que le confesseur d'autre part observe dans tout le processus de la confession cette règle-ci: ne pas permettre que soit dit le superflu, surtout pour le péché de luxure. Certaines femmes, d'un certain âge, ont l'habitude de dire des choses extrêmement honteuses et cependant non nécessaires parce que ce ne sont pas des espèces de péchés distinctes ni des circonstances nécessaires: c'est pourquoi le confesseur doit leur dire qu'elles pèchent par ce genre de développement et qu'il suffit pour leur conscience de dire telle et telle chose. Et de même que le confesseur se montre doux au début, de même, qu'il se montre sévère et juste à la fin, en montrant énergiquement au pécheur la gravité de son péché. Puis quand le pécheur aura fini de parler et qu'il n'a rien d'autre qu'il veuille confesser et qu'il soit nécessaire de confesser, alors, que le confesseur lui-même mène l'examen selon la façon qui a été dite plus haut, second article. Que le confesseur cependant ait la prudence, en interrogeant, de ne pas trop descendre jusqu'aux détails dans les péchés de chair, au scandale de celui qui se confesse.

#### **S. Premier commandement du Décalogue. Premier article.**

Sur le premier commandement, de même que sur les autres, et sur n'importe quel péché, j'exposerai, comme je l'ai dit, deux articles. Dans le premier article sera posée la triple sous partie dans laquelle sont contenues les transgressions, à partir duquel peuvent être formés les examens; dans le second article seront posées les propositions selon lesquelles doivent être donnés aussi bien des conseils que des réponses.

Pour le premier article, il faut savoir que quelqu'un transgresse mortellement le premier commandement de trois façons:

l'idolâtrie,

la divination,

les pratiques superstitieuses.

Et d'après cette division, on peut former des questions: a-t-il été idolâtre, en adorant une créature ou une image, etc...

Cependant que le confesseur soit toujours attentif parce qu'il serait ridicule de poser toujours les mêmes questions à tout le monde; il doit rigoureusement, comme on l'a dit, toujours considérer le statut des personnes et selon celles-ci descendre jusqu'aux péchés particuliers qui, par telles personnes dans tel statut, sont le plus souvent commis.

En outre que le confesseur remarque, selon Henricus<sup>5753</sup> et Scotus<sup>5754</sup> que dans les trois commandements

5753HENRICUS DE GANDAVO, *Summa theologiae*

5754SCOTUS, par exemple: in III, d. 38, q. unique, P. 862-863, sur le mensonge.

[fol. 56v bis]

de la première table de la loi, quelque chose est commandé affirmativement et quelque chose interdit négativement:

Dans quels commandements l'interdiction est-elle affirmative et négative?

Dans le premier précepte il est commandé d'avoir la vraie foi et interdit d'en avoir une vaine<sup>5755</sup>; deuxièmement, il est commandé que là où la vérité est en péril, nous nous avançons pour sauver la foi et la vérité; troisièmement, il est commandé de rendre à Dieu le culte qui lui est dû et interdit de faire un travail servile<sup>5756</sup>. Ainsi, pour le premier commandement, on aurait pu mettre, pour première sous-partie, les doutes au sujet de la foi afin que soit abordé que l'on garde la vraie foi. Mais puisque, en seconde sous-partie, la divination, ou en troisième, les pratiques superstitieuses, le confesseur pourra suffisamment en arriver à savoir si le pécheur doute à propos de la foi ou des sacrements de l'Église, pour cette raison, j'ai posé comme sous partie l'idolâtrie<sup>5757</sup>.

Les termes à expliquer.

Néanmoins, au début, pour la première sous partie, j'expliquerai ce qu'est la vraie foi et qui est le vrai fidèle, pour qu'ainsi le confesseur sache quand il y a péché mortel ou non, en cas de doutes de ce genre. Ainsi pour la pleine intelligence des trois sous parties, il y a trois termes à expliquer:

"foi",

"idolâtrie",

"superstition", et dans le troisième terme, apparaîtra ce qu'est la divination.

Pour le premier terme, il faut savoir que le fidèle se définit comme suit.

Qui est le fidèle.

Le fidèle est un voyageur qui approuve toute proposition ou vérité qu'approuve

---

5755«Tu n'auras pas d'autres dieux devant Moi» (*Exode*, 20, 3). Second commandement: «Tu ne prononceras pas le nom de Dieu à faux...» (*Exode*, 20, 7); et «Son saint nom tu respecteras, fuyant blasphème et faux serment» selon la formule du catéchisme catholique actuel. «Sauver la foi et la vérité» ne me semble pas une formule de la première table. Au XV<sup>e</sup> siècle, on prit l'habitude d'exprimer les commandements en formules rimées, faciles à mémoriser et positives: c'est peut-être de formules positives de ce genre qu'il s'agit, car si l'on regarde l'*Exode*, le *Deutéronome*, la formulation reste négative et devient absolue dans *Matthieu* (5, 33-36): «ne pas jurer du tout». (Cependant la défense y est suivie d'un ordre positif: «Que votre langage soit: «Oui? Oui», «Non? Non»).

5756«Tu te souviendras du jour du sabbat pour le sanctifier... Tu ne feras aucun ouvrage, toi, ni ton fils, ni ta fille, ni ton serviteur...» (*Exode*, 20, 8-11)

5757Il y a quatre thèmes (ne pas avoir la vraie foi, l'idolâtrie, la divination, la superstition) mais il y aura trois sous-parties: la foi, l'idolâtrie, la superstition. Le plan, en réalité, n'est pas si clair. Il semble qu'il y ait deux propositions sur «adorer Dieu seul» insérée dans la troisième partie principale (l'idolâtrie au sens large) dans un ensemble de six propositions «principales»: 1: le contenu de la foi; 2: les discussions sur la foi; 3: l'idolâtrie au sens large (moderne); 4: l'idolâtrie proprement dite; 5: l'usage des sortilèges; 5: les pratiques divinatoires (la prévision, les songes, les tirages au sort); 6: les vertus des paroles et des actes («la superstition en action»). Je modifie dans cette présentation certains titres. On perçoit ainsi qu'on n'a pas à faire à un catalogue de condamnations ou d'actes condamnables, mais plutôt à une réflexion de fond, théorique, inscrite dans la réalité pratique qui apparaît dans les sous titres: Quand utiliser les songes est-il un mal? Comment les paroles ont-elles une vertu?

l'Église et qui nie toute proposition qu'elle nie. Cette définition est tirée du chapitre<sup>5758</sup> [...]. A la suite de cette définition, l'infidèle est celui qui ne croit pas ce que croit la sainte Église, comme les Juifs et les Sarrasins. Qui veut voir cette matière au complet, qu'il lise le second livre de la première partie des *Dialogi* d'Ockham<sup>5759</sup>.

Ce qu'est la foi.

On en tire clairement ce qu'est la foi: un habitus infusé en nous, ou donné, surnaturellement par Dieu, habitus par lequel l'esprit de l'homme est saisi, c'est à dire qu'il donne son assentiment, en l'absence de raison visible<sup>5760</sup> mais à cause de l'autorité et la vérité de la parole, à ce qui est contenu dans le canon de la Bible et fixé par l'Église catholique.

Cependant, il faut savoir, comme dit Scotus, dist. 23 du III<sup>5761</sup>, que la foi admet bien qu'on puisse vaciller ou tituber. De même que la charité demeure quand il y a péché véniel, de même, la foi n'exclut pas tout doute parce qu'elle n'établit pas une totale certitude en tout. Si tu veux voir complètement cela, vois dans les *Dialogi* d'Ockham, première partie du livre 2, chapitre 10.<sup>5762</sup>

Les deux doutes.

Maintenant, pour que l'on comprenne plus clairement, Guillelmus de Monte Lauduno<sup>5763</sup> dit, sur le mot "fermement", *Décrétales, De summa Trinitate et fide catholica*<sup>5764</sup>, et *Clémentines*, que le doute est double:

l'un est obstiné, délibéré, accompagné d'une certaine complaisance et il est hérétique, *Décrétales, De hereticis, Dubius*,<sup>5765</sup> et D. 2, *Nulli*<sup>5766</sup>; l'autre n'est pas délibéré; il est le fait d'un scrupule de conscience et c'est plutôt une peine qu'une faute, une faiblesse de l'imagination en propre plutôt qu'un péché, et quoiqu'à rejeter, il n'est pas hérétique, *Décrétales, De simonia, Per tuas, 2<sup>o</sup>*<sup>5767</sup>, et de ce doute on dit, *Épître aux Romains, 9*<sup>5768</sup>: "A celui qui est faible dans la foi, soyez accueillants" et, avec moi: "Seigneur, viens en aide à mon peu de foi"<sup>5769</sup>. Ces scrupuleux sont tels en effet qu'ils hésitent assez fréquemment contre leur propre volonté, c'est pourquoi aussi, s'ils résistent à de tels mouvements et

---

5758X,...

5759OCKHAM, *Dialogi*, I, Livre 2

5760Hébreux, 11, 1: «La foi est la preuve des réalités qu'on ne voit pas» (*argumentum non apparentium*). Sur la foi:

THOMAS, *Somme*, II-II, Q.1, a.4

5761SCOTUS, in III, dist. 23, p 22

5762OCKHAM, *Dialogi*, I, livre 2, c. 10 .

5763GUILLELMUS DE MONTE LAUDUNO, *Apparatus super Clementinas*

5764*De summa Trinitate et fide catholica* est le titre 1 de X, 1, 1, c 1 et de *Clem*, 1,1,1. *Firmiter* est dans les deux.

5765X, 5,7, 1

5766*De poen.*, D 2, c 6

5767X, 5, 3, 35

5768*Rom* .14, 1

5769*Marc*, 9, 23. Malgré la citation de Marc, j'opte pour *mecum*; on aurait ici une prière de l'auteur, qui n'est pas anormale de la part d'un religieux qui ne se croit pas plus fort que les disciples du Christ.

s'affermissent fermement dans la foi, ils sont plutôt méritants que pécheurs, à l'instar de ce qui se passe pour les aiguillons de la chair, distinction 6, *Sed pensandum*<sup>5770</sup> et canon *Testamentum*<sup>5771</sup>.

Remarque concernant ceux qui ont des scrupules de foi.

Joannes de Cambaco, de plus, dans son livre *De consolatione theologie*<sup>5772</sup>, dit: Dans les consciences craintives de nombre de ces gens, rien quasiment ne semble relever d'un mal qui est un péché, mais seulement d'un mal dans l'intelligence ou dans la faculté de compréhension, surtout à propos de la perfection, c'est à dire de la crainte et de l'amour de Dieu. Il ne faut donc pas se moquer de ceux qui ont une telle faiblesse, mais plutôt les louer, comme des gens que l'amour et la crainte filiale de Dieu pressent au point que, pour le monde entier, ils ne voudraient offenser sciemment Dieu par un péché mortel, même si la peur violente

[fol. 57r]

d'offenser Dieu et le doute sur ce qu'il faut faire, perturbent quelques unes de ces personnes à un point tel qu'elles choisiraient la lèpre ou une autre maladie très grave pour être bannies loin d'une telle infirmité ou en être exemptées. C'est pourquoi il faut avoir beaucoup de compassion pour elles: en effet elles sont terrifiées en plus par la dure évasion (qu'elles envisagent) et leur maladie ou n'est pas guérie ou prend force.

C'est pourquoi le bienheureux Pierre, *Première lettre*, 3<sup>5773</sup>, dit, en consolant doucement ces personnes: "...filles agissant bien, sans terreur et sans trouble; pareillement, maris menant la vie commune, selon la connaissance, avec une femme comme avec un petit vase plus fragile, partageant l'honneur, comme avec les cohéritières de la grâce de vie". Le doux et très compatissant fils de Dieu fut un médecin de ce genre, fils au sujet de qui *Math.* 12<sup>5774</sup> allègue la prophétie d'Isaïe, *Isaïe*, 42<sup>5775</sup>: "Voici mon fils, mon élu que j'ai choisi, dans lequel s'est complu mon esprit" et ensuite: "Il ne fera point de querelles ni de cris et nul n'entendra sa voix sur les grands chemins. Le roseau froissé, il ne le brisera

---

5770 *Décret*, D 6, c 2

5771 *Décret*, D 6, c1

5772 JOANNES GERSONIUS, *De consolatione theologie*.

5773 Pierre (*Première lettre*, 3, 6-7), évoque Sara. Une vie où l'on se conduit bien suffit à rassurer l'âme tourmentée; cette bonne conduite est le gage du salut auquel les femmes (mariées) sont appelées comme les hommes. Gabriel Maria répond à une inquiétude principalement féminine, et, semble-t-il, de femmes qui ne sont pas des moniales. *Secundum scientiam* peut s'interpréter: selon la connaissance que l'homme a de la femme: plus fragile mais cohéritière de la grâce, ou qu'il a de Dieu, en tant qu'homme.

5774 *Math.* 12, 18

5775 *Isaïe*, 42, 1-4

pas, et la mèche fumante, il ne l'éteindra pas jusqu'à ce qu'il mène le jugement jusqu'à la victoire<sup>5776</sup>.

V. Doute et scrupule sont différents.

Mais pour que le susdit docteur soit mieux compris, il faut savoir que, proprement, diffèrent le doute et le scrupule: le doute, selon Isidorus, *Liber [...] ethimologiarum*<sup>5777</sup>, est un mouvement qui ne porte vers aucune des deux parties d'une contradiction, mais quand l'intelligence, quoiqu'elle adhère fermement à une des deux parties, est cependant mue vers l'autre partie par de légères conjectures très faibles, c'est un scrupule et cela s'appelle d'autres noms: soupçon et lâcheté intellectuelle, et il faut les repousser, comme on le trouve D 6, à la fin<sup>5778</sup>.

Remède contre les scrupules.

Et remarque que, selon les docteurs, le moyen de repousser ce genre de scrupules et d'y résister consiste plutôt à les mépriser et à les fuir qu'à s'en mettre en peine et à les réfuter. En effet, comme le savent ceux qui ont de l'expérience, la nature des scrupules est que, s'ils sont méprisés, ils fuient, et que, s'ils sont craints et si on se contriste à leur sujet, ils viennent; c'est pourquoi on donne comme règle, lorsque les confesseurs trouvent des scrupuleux de ce genre, de leur dire d'abord qu'il n'y a pas péril en telle matière, et deuxièmement de persuader ces mêmes scrupuleux, contre ce genre de scrupules, d'être actifs et de travailler, même si, autrement, ils n'avaient pas l'intention d'agir. Ainsi, tu peux savoir ce qu'il faut faire au sujet des femmes qui ont des doutes à propos du sacrement de l'autel, du paradis et de beaucoup d'autres articles de foi et ont beaucoup de tentations.

Second terme.<sup>5779</sup>

Pour le second terme, il faut remarquer que "idole" n'est pas pris ici au sens propre comme lorsqu'on parlait dans l'antiquité des idoles des nations, mais le mot est pris ici seulement au sens de créature.

Ce qu'est l'idolâtrie.

Il y a donc idolâtrie (26, question 2 et suivante<sup>5780</sup>, et canon *Sed et illud*, 26, question 2, § 1<sup>5781</sup>) quand le culte dû seulement à Dieu est manifesté à une créature, comme si quelqu'un adorait le soleil, le démon, les images, etc. Et il y a des sectateurs de Scotus qui disent que l'idolâtrie est seulement dans un acte extérieur, et l'infidélité dans un acte intérieur<sup>5782</sup>, et ils disent la même chose de la latrerie, parce qu'un acte intérieur de foi

---

<sup>5776</sup>Math. 12, 19

<sup>5777</sup>ISIDORUS, *Etymologiarum liber*

<sup>5778</sup>Décret, D 6, c 2

<sup>5779</sup>Fol 56v, S: les trois termes sont: la foi, l'idolâtrie, la superstition.

<sup>5780</sup>Décret, C.26, q. 2 et 3

<sup>5781</sup>Décret, C. 26, q. 2, c.9, § 1

<sup>5782</sup>THOMAS (*Somme*, II-II, Q. 94, a.3): «L'idolâtrie suppose l'infidélité intérieure; et elle y ajoute le culte extérieur

est un acte de latrerie mais que la latrerie ajoute un acte extérieur, mais cette opinion, non seulement ne suit pas Scotus, mais s'oppose à lui, comme on le constate si l'on considère ses propos, d 9, III<sup>5783</sup>. En effet la latrerie est une vertu particulière, distincte de la foi et elle réside pour le sujet dans la volonté tandis que la foi réside dans l'intelligence, et de même que le propre de la vertu de foi est de donner son assentiment à la vérité première, de même l'acte de latrerie est de révéler la suprême majesté de Dieu.

Et ce qu'est révéler, Henricus l'explique bien, *Quolibet* 2, q. 2<sup>5784</sup>: il y a cinq actes différents: révéler, honorer, louer, glorifier, adorer, et ils se suivent en ordre et le suivant ajoute toujours au précédent.

[fol. 57v]

Révéler, Honorer, Louer, Glorifier: ce que c'est.

Révéler en effet c'est repasser en son esprit les grandes qualités qu'on voit et estime être chez un autre en faisant par comparaison peu de cas des qualités qu'on voit en soi-même. Honorer c'est montrer la révérence qui existe intérieurement dans l'esprit par un acte extérieur: c'est pourquoi l'honneur, dit-on, est une manifestation de révérence pour témoigner de la vertu de celui que l'on révère.

Louer c'est recommander quelqu'un aux autres pour les qualités qu'il a en lui.

Glorifier c'est proclamer en long et en large les louanges de quelqu'un qui est digne d'être honoré; c'est pourquoi, dit-on, la gloire est la célébrité accompagnée de louanges.

Adorer: ce que c'est.

Mais adorer c'est, en soumettant tout son espoir et toute sa confiance à ce qu'il faut révéler, honorer, louer, glorifier pour l'élévation de sa sainteté et de sa vertu, se jeter devant lui<sup>5785</sup>; cette adoration, d'une autre façon, est appelée culte de Dieu, latrerie, piété, eusébie, théosébie, religion<sup>5786</sup>.

Les deux idolâtries.

Mais remarque que nous pouvons parler de l'idolâtrie prise au sens large, par exemple lorsque quelqu'un adore une créature, et de l'idolâtrie proprement dite qui existe de trois façons:

quand on manifeste de la révérence au diable comme le font les sorcières,

---

indûment rendu.». Pour les sectateurs évoqués, l'idolâtrie et la latrerie ne seraient qu'actes extérieurs.

5783SCOTUS, in III, d. 9, p. 386-387: la latrerie désigne la révérence manifestée dans un acte intérieur, dans un acte extérieur et l'habitude inclinant à un tel acte. Il s'agit d'un acte de vertu morale se rattachant à la justice

5784HENRICUS, *Quolibet* 2, q.2

5785Faire un acte physique d'humilité: s'agenouiller ou se prosterner, l'acte extérieur existant en vue de l'acte intérieur d'adoration. *Isaïe*,45, 23: «Tout genou fléchira devant moi...»

5786Eusébie et théosébie sont les mots grecs qu'utilise saint AUGUSTIN (*X De civitate Dei*, 1) cité par saint THOMAS, *Somme*, II-II, q. 81, a. 1. PETRUS LOMBARDUS, III,d 9: «latine...pietas, graece...theosebeia,id est cultus Dei,vel eusebeia,id est bonus cultus.»



en parlant familièrement au démon, en le portant sur un anneau ou ailleurs; en l'invoquant ou en le consultant comme le font les mages ou les devins, troisièmement en recourant à ceux qui l'invoquent – aux susdits sorcières, mages, devins – comme le font ceux qui ont perdu quelque chose, ou veulent savoir quelque secret ou faire quelque mal et qui recourent à des mages pour s'informer sur un vol, etc...

Le troisième terme à expliquer<sup>5787</sup>.

Sur le troisième terme, note que la superstition est comprise de façon très variée par les docteurs. Certains en effet posent que la superstition est un genre en plus de l'idolâtrie, la divination et les pratiques d'observance, pratiques<sup>5788</sup> au sujet desquelles on a la cause vingt-six, dernière question, *Quis existimaret*<sup>5789</sup>. D'autres, comme le rapporte Isidorus dans le *Liber Etymologiarum*, posent neuf espèces de superstitions<sup>5790</sup>. Mais ici, en prenant clairement "pratiques d'observance" en mauvaise part, c'est, selon notre propos, une autre divination; et pratiques d'observance et divination diffèrent parce que la divination, d'une première façon, concerne le faire, mais la divination, d'une seconde façon, concerne le savoir;

c'est pourquoi est appelé devin celui qui veut savoir par l'intermédiaire de la nature ce qui convient à Dieu seul, comme certains astrologues qui veulent juger avec certitude du futur contingent et des actes libres avec infailibilité, mais qui se trompent, ou en nommant une personne ou en tenant ce genre de propos: que tel homme a commis tel vol etc...

Superstition, Divination, comment dit-on qu'il s'agit d'idolâtrie.

Et le superstitieux, ici, est celui qui veut qu'un effet soit provoqué d'une certaine façon par des moyens qui n'ont pas cet effet normalement et par nature, comme cela existe quand on fait des sortilèges avec des serpents<sup>5791</sup> ou quand on porte sur soi des formules et qu'on collecte des herbes dans certaines circonstances qui ne jouent aucun rôle pour obtenir l'effet. Ainsi, il est clair que ces trois réalités, l'idolâtrie, la divination, la superstition, sont différentes car, dit-on, l'idolâtrie c'est révéler ou honorer, la divination, savoir, la superstition, faire<sup>5792</sup>.

5787Les trois termes sont: la foi (56v,bis,S), l'idolâtrie (57r,V), la superstition.,(ici: 57v,X).

5788La superstition considérée selon les fins du culte comprend trois espèces pour saint THOMAS (*Somme*, II-II, Q.

92, a.2): idolâtrie, divination, «observation» (pratiques superstitieuses, «pratiques d'observance» parce qu'il faut les suivre exactement ou qu'elles dépendent d'activités des démons). Gabriel Maria, considérant que ces pratiques sont une espèce de divination, garde comme termes de classement: idolâtrie, divination, superstition, ce qui correspond à la triade: penser, dire et faire.

5789*Décret*, II, 26, 7, 17

5790ISIDORUS *Liber Etymologiarum*, neuf espèces de superstitions (définition du devin: VIII, 9).

5791Je ne sais pas s'il s'agit de conjurations contre les serpents ou au moyen de serpents.

5792Il faut partir de «Révéler», qui permet de définir trois types d'idolâtrie du démon: par révérence et par des pratiques diverses dont les buts sont d'agir et de savoir (trouver un objet, savoir un secret, faire du mal, savoir quand voler).

## Y. **Second article**<sup>5793</sup>.

En ce qui concerne le second article, celui des propositions, il aurait fallu poser une première proposition sur le doute dans la foi, mais parce que ce point est suffisamment éclairci pour le premier terme<sup>5794</sup>, je poserai maintenant une première proposition sur savoir et une seconde, sur discuter; personne en effet ne peut fermement croire s'il ne sait pas. Comme donc dans le premier commandement, il est ordonné que nous ayons la vraie foi, il convient à juste titre de voir ce que chacun doit croire, et sur ce sujet il y aura une première proposition dans laquelle on enseignera comment les évêques, les curés et les simples chrétiens doivent savoir leur credo, en conséquence de quoi on peut distinguer trois credo.

Première proposition sur la science: ce que chacun est tenu de savoir<sup>5795</sup>.

Première proposition: ceux qui sont au sommet dans l'Église sont tenus de savoir explicitement<sup>5796</sup> tous les articles de foi et, en outre, de savoir comment les défendre contre les hérétiques, et, troisièmement, comment les expliquer aux fidèles et les en convaincre; cela, par eux-mêmes ou grâce à un assistant. Ceux qui sont au milieu sont seulement tenus de savoir tout ce qui

[fol. 58r]

concerne leur office.

Or, deux savoirs concernent principalement leur office: le premier pour administrer les sacrements, le second pour faire connaître les Testaments ou commandements de l'Église. Pour le premier, ils sont tenus de savoir ce que les autres confesseurs sont tenus de savoir - j'en ai parlé plus haut<sup>5797</sup> -; de même ils sont tenus de savoir administrer les autres sacrements: baptême, extrême onction, etc... . Pour le second savoir, ils sont tenus de connaître les jours des fêtes mobiles et fixes et tout ce qu'au synode les évêques leur commandent d'expliquer à leurs paroissiens ou de leur faire observer. Vois pour ceci Ockham dans le *Dialogue*, seconde partie, chapitre 10<sup>5798</sup>. Mais ceux qui sont en bas sont seulement tenus de savoir ce qui est communément transmis d'après l'usage commun de l'Église, que personne n'ignore si ce n'est par sa propre faute et négligence. Cette proposition est du bienheureux Bonaventura<sup>5799</sup>, de Scotus<sup>5800</sup> et de Durandus. Et

---

Plutôt que d'établir 4 catégories, ou plus, d'adoration du démon, mieux vaut en faire 3: l'idolâtrie pour «révérer», la divination pour «savoir», la superstition (ou «observation» ou «pratiques d'observance») pour «faire»

5793 1er article: fol 56r, S (Le premier commandement et ses transgressions).

5794 La foi: traitée en 56v,bis,S.

5795 Première sous- partie du second article sur la foi.

5796 En acquiesçant formellement aux dogmes.

5797 Fol 52, G. C'est le savoir propre à la confession.

5798 OCKHAM, *Dialogi*, seconde partie, chapitre 10

5799 BONAVENTURA, *super libros Sententiarum*, in III, d.25, q. 3 (cité par SCOTUS, p. 72)

5800 SCOTUS, in III, d. 25, q. 1, p. 72-73;

maintenant je prends l'explication que donne Durandus, d. 25, III, q.1<sup>5801</sup>. A son sujet il faut savoir que pour ceux qui sont actuellement dans l'Église de Dieu, il y a trois degrés: certains sont au sommet comme le pape et les évêques, certains sont au milieu comme les simples curés, certains sont en bas comme le peuple ordinaire.

Ceci étant noté, la proposition selon laquelle chacun est tenu de savoir ce dont il a à juger par ses fonctions, est claire, parce que chacun juge bien de ce qu'il connaît, *Ethique*, 1<sup>5802</sup>; mais le pape et les évêques ont à juger aussi de certains points extrêmement subtils touchant la foi; donc...<sup>5803</sup>. Or de tels points demandent leur conseil, comme le dit l'apôtre à Tite, 1: "Il faut qu'un évêque soit sans reproche... embrassant le discours de foi, celui qui suit la doctrine, pour être capable d'exhorter dans son enseignement et de convaincre d'erreur ceux qui s'opposent"<sup>5804</sup>.

Cependant, je pense finalement que, même s'il est dangereux que quelqu'un qui ne sait pas ce que j'ai dit avant, soit fait évêque, s'il l'est fait ou qu'il le devient, et pourvu que, devenu évêque, il ait avec lui des hommes instruits ou un homme grâce à la science de qui il puisse accomplir de tels actes ou prendre des dispositions, il n'est pas sur le chemin de la damnation. Vois Thomas sur le livre IV, dist. 24<sup>5805</sup>.

Note un bon conseil.

Et confie sans cesse à la mémoire, pour ce point et pour d'autres, cette parole de Scotus sur le livre IV, dist. 15, lorsqu'il détermine comment une loi positive est juste, où il dit qu'un prince doit posséder «la prudence en lui-même ou dans ses conseillers»<sup>5806</sup>; ils ne sont donc pas ou ne semblent pas être en état de damnation, les évêques ignorants de notre temps, les princes ou maîtres séculiers, qui ont des officiers honnêtes et instruits.

Pour les curés, les prédicateurs et les docteurs, il suffit, au-delà de ce qui touche leurs fonctions, de recourir aux supérieurs.

Mais les gens du bas, ne peuvent, à mon avis, avoir l'excuse du manque de temps, s'ils ignorent les articles de la Trinité, de l'incarnation, de la passion, de la résurrection, de l'ascension et de la venue du Christ pour le jugement dernier, puisque par les usages publics de l'Église, les célébrations festives ou solennelles et la prédication en langue

---

5801DURANDUS, *Scriptum super Sententiarum* in III, d. 25, q.1

5802ARISTOTE, *Ethique*, I. Cf «Aristote»

5803...ils doivent en avoir la connaissance.

5804Tite 1, 7: "Il faut qu'un évêque soit sans reproche", puis 1, 9: "embrassant le discours de foi, celui qui suit la doctrine, pour être capable d'exhorter dans la saine doctrine»: avec "*sana*", et non "*sua*".

5805THOMAS, IV, d. 24, q 2, sol 1 (p 427, édition.Jean Nicolas)

5806SCOTUS, in IV, d. 15, q. 2, conclusion 4, p. 265

vulgaire, ces articles sont connus de tous. Sont d'accord avec ces propos, Thomas<sup>5807</sup>, Scotus<sup>5808</sup> et l'Altissiodorensis<sup>5809</sup>.

Z. Note bien les cas dans lesquels quelqu'un est excusé de ne pas avoir certaines connaissances.

Cependant ces trois docteurs font trois exceptions. Scotus en fait une pour les esprits bornés, l'Altissiodorensis, pour le manque de temps, et Thomas pour l'absence de docteurs. Scotus dit en effet en 3, dist. 25<sup>5810</sup>, qu'il n'est pas demandé à un adulte, parce qu'il en est un, de croire nécessairement tous les articles de façon explicite et distincte, parce que Dieu n'oblige personne à l'impossible, *Décrétales, De regulis juris, Sexte*: «personne ne peut être obligé à l'impossible»<sup>5811</sup>, et c'est pourquoi si quelqu'un est épais au point de ne pas pouvoir considérer ce qu'est la nature et ce qu'est la personne, il n'est pas nécessaire qu'il fasse un acte de foi explicite au sujet de l'article concernant l'unité de nature et la distinction des personnes, comme le font les clercs lettrés, mais il lui suffit, s'il ne peut pas comprendre une distinction de ce genre parce qu'il ne peut pas comprendre non plus les mots, de croire comme croit n'importe qui ayant l'usage de la raison. C'est ce que dit Scotus. Cependant il ne semble pas que quelqu'un d'épais, usant de raison, soit si ignorant qu'il ne puisse, de quelque façon, par des inductions et des exemples, être formé à la compréhension du mystère de la Trinité.

On ajoutait aussi en second, selon l'Altissiodorensis

[fol. 58v]

l'excuse de la brièveté de vie.

Question sur laquelle on hésite. Quand est-on tenu de croire?

Ainsi, l'Altissiodorensis demande, dans son 3 sur la foi comme contenu<sup>5812</sup>, à quel instant où un homme est tenu de commencer à croire sous peine d'être puni par la privation de l'amour qu'il doit recevoir, et il expose le cas d'un petit enfant emmené aussitôt après le baptême chez les païens et qui y reste jusqu'à l'âge adulte. Il est répondu que, selon l'apôtre, "Les choses invisibles de Dieu, depuis la création, sont visibles à l'intelligence grâce aux créatures", *Lettre aux Romains*, 1<sup>5813</sup>. Donc en ce qui concerne la foi, il convient, d'abord, de contempler les choses visibles et de les rapporter à la cause

---

5807THOMAS, in IV, q 2, a 2, § 147 (éd. MOOS); et aussi: *Somme*, II-II,q.2, a 4-8.

5808SCOTUS, in III, d.25, q. 1, p. 73: les simples doivent explicitement croire que le Christ est né de la Vierge Marie et qu'il a été crucifié pour la rédemption du genre humain.

5809ALTISSIODORENSIS, GUILIELMUS, *Summa aurea*

5810SCOTUS, in III, dist. 25, q.1, p. 72

5811VI, 5, 12, *de regulis juris*: règle 6

5812ALTISSIODORENSIS, in III (*Summa aurea*)

5813Épître aux Romains, I, 20.

suprême; mais pour tout cela, il faut que du temps s'écoule; c'est pourquoi il est impossible en soi de croire au premier instant de raison: personne en effet, n'est tenu à l'impossible; donc personne n'est tenu de croire au premier instant de l'âge adulte. De fait, un juge séculier donne des délais, mais, pour croire en lui, combien de temps Dieu donne-t-il pour une délibération de ce genre, nul ne le sait sinon Dieu lui-même.

Le raisonnement que voici n'a donc clairement aucune valeur: Cet enfant est devenu adulte, n'a jamais cru en Dieu et est mort ainsi; donc il sera damné. C'est faux parce que jamais il n'y eut d'heure ou de retard pour croire et qu'on est jugé comme un petit enfant jusqu'à ce que le temps de la délibération soit écoulé.

Saint Thomas<sup>5814</sup> fait une autre exception pour absence d'enseignement. Il dit en effet qu'à celui à qui rien n'aurait été expliqué (comme pour quelqu'un né et élevé dans un désert), il lui suffirait de vivre selon le bien en suivant la loi naturelle; que, de ce fait, Dieu le secourrait en ce qui est nécessaire au salut en lui révélant aussi ce qu'il doit croire ou par Lui-même ou par l'envoi d'un ange ou d'un prédicateur.

Donc, toi, confesseur, sauve ton âme et, en confession, quand tu rencontres des évêques, des curés et des ignorants de cette sorte, à cause de ce qui vient d'être dit, garde-toi de les absoudre, sauf s'ils voulaient faire une des quatre choses que voici: renoncer à leur bénéfice, comme on le voit au chapitre *Cum pridem*, § *pro defectu*, *Décrétales*, *De renuntiatione*<sup>5815</sup>;

ou, après avoir assigné leurs bénéfices à des vicaires honnêtes, aller à l'école et apprendre ce qu'on a dit; ou, troisièmement, quand il y aurait assez en matière de vie et de conscience c'est-à-dire de perfection, compléter ce qui manque de connaissance (Ces trois solutions sont assez claires pour qui considère le dit chapitre *Cum pridem*, avec la glose); ou, quatrièmement, sauf s'ils ont un homme savant sur le conseil de qui faire ce qui regarde leurs fonctions, comme je l'ai dit, ne les absous pas.

A. Seconde proposition. Les discussions sur la foi. Sont-elles licites?

La seconde proposition portera sur les discussions au sujet de la foi: que les hommes de notre temps la notent, eux qui, tels des incroyants, passent tout leur temps à s'occuper d'opinions et des discussions sur la foi! Dans cette proposition, remarque que sont exposées les règles des droits canon et civil, suivies aussitôt du jugement des théologiens, principalement de Thomas, dont le jugement commente et éclaire les règles

---

5814THOMAS (in III, d 25, q 2 (*De explicatione fidei*), a 1, ad 1um), à propos de la foi explicite, déclare que Dieu pourvoit à ce qui est nécessaire au salut, l'exemple proposé étant celui de qui est né dans des endroits reculés ou parmi les infidèles. En a 1, on trouve l'idée qu'une connaissance explicite de tous les articles de foi n'est pas nécessaire pour le salut, chez l'homme (non chargé d'enseigner) ; tous les hommes ont la lumière naturelle et ils n'ont besoin, par ailleurs, que de la connaissance explicite des articles de foi nécessaires à leur époque.

5815X, 1, 9, 10: *Nisi cum pridem*, § 4 (*Pro defectu*)

des canonistes et des légistes; c'est donc selon lui que tu jugeras quand il y a ou non, péché mortel. J'énonce donc la proposition que voici:

Discuter de la foi en public ou en secret est interdit à tout laïque selon le droit canon, et si on contrevient, on doit être excommunié, *De hereticis*, chapitre *Quicumque*, § *Inhibemus quoque*, *Sexte*<sup>5816</sup>. Cette interdiction se trouve aussi dans le chapitre ou dans un corollaire, au même titre. Mais concernant les lois, je dis que dans la loi *Nemo*, C. *De summa Trinitate*<sup>5817</sup>, c'est non seulement aux laïcs, mais aussi aux clercs qu'il est interdit de discuter de la foi, publiquement, devant des foules assemblées. D'autre part, saint Thomas, II-II, q. 10, a.7<sup>5818</sup>, soutient qu'il sera illicite de discuter de la foi quand quelqu'un discute, ou parce qu'il doute dans la foi et que, par la discussion, il veut la mettre à l'épreuve parce qu'il est, lui, incroyant, ou parce qu'il discute en présence de gens simples et à la foi vacillante, qui, non inquiétés par les incroyants comme cela se passe dans les pays de croyants, ne croient fermement qu'autant qu'ils n'entendent pas les motifs et les arguments des incroyants. Mais discuter pour réfuter les erreurs, même en présence des gens simples, qui sont inquiétés par les hérétiques ou par les incroyants qui veulent corrompre leur foi, si on est suffisamment instruit et savant, apte à réfuter les erreurs, non seulement ce n'est pas interdit; bien plus, il est nécessaire de discuter pour que le silence ne soit pas la confirmation de l'erreur. Le prouve la loi *Quoniam*, C. *De episcopis et clericis*<sup>5819</sup> et 23, q.6, *Vides*<sup>5820</sup>.

De même, il est permis de discuter pour s'exercer, en présence de gens instruits  
[fol. 59r]

et fermes dans la foi. Le prouve, le canon *In mandatis*, dist. 43<sup>5821</sup>. Sur ce point, vois, dist. 96, *Nos*<sup>5822</sup>, dans la glose, et Innocentius, c. 2, *De summa Trinitate*<sup>5823</sup>.

#### B. Communiquer avec les incroyants, est-ce un péché mortel?

Mais je demande si communiquer avec les incroyants serait mortel. Et je ne pose pas la question ni ne la comprends au sens de communiquer par confession orale, parce que tout homme qui, par peur de la mort ou une peur de ce genre, nie la foi par la bouche, quoiqu'il ne le fasse pas par le cœur, pèche mortellement. Ceci Ockham l'expose bien dans le *Dialogus*, livre 7 de la première partie, c.6<sup>5824</sup>.

---

5816VI, 5, 2, 2, §1

5817Codex J, I, 1, 4.

5818THOMAS, *Somme*, II-II, Q. 10, a. 7, en réalité.

5819Code, 1, 3, 23

5820Décret, 23, 6, 3

5821Décret, D 43, c. 2

5822Glose de Décret, D 96, 2

5823X, 1, 1, 2 (*Damnamus*:chapitre d'INNOCENTIUS)

5824OCKHAM, *Dialogi*, livre 7 de la première partie, c.6

Je comprends la communication comme celle qui concerne premièrement le partage des vêtements et deuxièmement le partage du mode de vie.

Du premier point, on demande s'il est permis de porter les vêtements des incroyants; du second s'il est permis de manger avec eux, de se baigner ou de cohabiter d'une autre manière, familièrement, par exemple en faisant du commerce, en recevant des remèdes, en prenant des mesures, en instruisant, etc.

Sur le premier point j'énonce la règle suivante, selon Ockham avec qui les autres s'accordent: porter l'habit des incroyants n'est pas en soi un péché, s'il y a une bonne intention, comme le fit Saint Sébastien<sup>5825</sup>, et il ne faut pas juger qu'il y a péché mortel si ce n'est en raison du signe, par exemple parce qu'on a institué un signe déterminé pour reconnaître ceux qui professent une idolâtrie, comme sont d'habitude désignés les juifs par une roue blanche sur leur vêtement.

Du second point, j'énonce cette règle: un chrétien ne doit pas manger avec un juif, ni habiter avec lui, ni le recevoir à ses repas, C. 24, q 1, c. *Nullus* et c. *Omnis*<sup>5826</sup>. Et je comprends cette règle en cas d'assiduité ou de familiarité extrême, comme au c. cité *Nulli* et c. *Ad hec, De judeis*<sup>5827</sup>. De plus, je dis que les juifs ne doivent pas soigner les chrétiens ni se baigner avec des chrétiens, comme au c. cité *Nullus*. C'est pourquoi, il ne serait pas excusé de péché mortel celui qui accepte un remède d'un juif, sans nécessité, c'est à dire quand il peut en avoir un aussi bon d'un chrétien, et surtout si, par la suite, on craint que les chrétiens ne soient abusés<sup>5828</sup>. Hugo<sup>5829</sup> est d'accord. J'accorde que ce qui précède est vrai.

C. Troisième proposition: l'idolâtrie au sens large.

Il y aurait une troisième proposition à poser à propos de l'idolâtrie prise au sens large, mais parce qu'aujourd'hui presque toutes les sectes honorent le seul Dieu, il n'y a pas de danger dans notre foi, la seule vraie, que quelqu'un pèche en idolâtrant et adorant une créature comme Dieu<sup>5830</sup>. Et s'il s'en trouve un, il n'y a pas de doute qu'il y a toujours péché mortel. Donc toute la difficulté dans cette partie peut concerner 4 cas:

l'adoration des images,

l'adoration de la sainte croix,

l'adoration de l'humanité du Christ,

---

5825Saint Sébastien, qui portait l'uniforme de commandant de la première cohorte de l'empereur (donc un vêtement d'infidèle), le faisait dans l'intention unique d'affermir le cœur des chrétiens qu'il voyait faiblir dans les tourments, selon Jacques de Voragine, s'inspirant de Saint Ambroise.

5826Références non trouvées en c. 24, q1, 2 et 3 pour *Nullus. Omnis*:X, C 24, q1, c 24

5827X, 5, 6, 19 et X, 5. 6. 8

5828Le service rendu pourrait peut-être détourner le chrétien de sa foi.

5829HUGO,

5830Pour l'auteur, il n'y a plus de risque d'idolâtrie, au sens propre, pour une créature. Il reste donc les déviations dans le culte se rapportant à Dieu (idolâtrie au sens large), et, pour l'idolâtrie au sens propre, le culte des démons.

l'adoration de la sainte hostie.

Des multiples adorations.

Du premier point, on a coutume de dire qu'on doit adorer les images non en tant que réalité mais en tant signe. L'adoration d'une image comme signe n'est rien d'autre, alors, que l'adoration de la réalité signifiée par l'image, réalité à la connaissance de laquelle conduit l'image; et c'est pourquoi il ne convient pas en ceci de faire grande violence. Vois les cas particuliers chez Durandus en 3, dist. 9 du III<sup>5831</sup>, parce que les docteurs semblent s'opposer, si on ne les accorde pas subtilement. Vois Lira, *Apo.16*<sup>5832</sup>, et c. *Venerabiles, De consecratione*, di 3, et c. *Perlatum et Sextam*<sup>5833</sup>.

Quant au second point: l'adoration de la croix glorieuse à laquelle le Christ a été suspendu et même de toute autre croix, la façon dont il faut les adorer est suffisamment claire si on considère ce qui a été posé par la proposition précédente d'après Durandus<sup>5834</sup> et qui est posé, distinction suivante, d'après Scotus<sup>5835</sup>. Scotus dit en effet, d. 9 du III, quand il cherche si la latrie est due à Dieu seul, qu'en prenant le "seul"de façon exclusive, cette exclusion peut exister ou pour le terme de l'adoration ou par la raison de l'adoration. Et ces deux sens sont très différents. Le premier sens est: Dieu seul est-il le terme de l'adoration? Le second est: est-ce en Dieu seul qu'existe et se trouve l'adoration par la raison pour laquelle on manifeste à quelqu'un l'honneur de la latrie?

Deux propositions maintenant en découlent:

Première proposition.

La première est: Dieu seul ne doit pas être adoré de l'adoration de latrie en comprenant que le "seul"exclut du terme de l'adoration, parce que la nature humaine unie à Dieu ne doit pas être exclue du but de l'adoration (du Christ). Damascène, livre 3, c. 8<sup>5836</sup>.

[fol. 59v]

«le Christ, Dieu parfait et homme parfait, que nous adorons avec le Père et l'Esprit Saint, d'une unique vénération, avec son corps immuable<sup>5837</sup>, est adoré cependant sans que nous séparions sa vénérable chair dans une unique hypostase engendrée, de sorte que nous ne vénérions pas la chair nue, mais la chair unie à la divinité dans l'hypostase unique du divin Christ, les deux natures ayant été réunies». Et Damascène donne un exemple:

---

5831DURANDUS DE SANCTO PORCIANO, *Scriptum super Sententiarum.*, en 3, dist. 9 du III.

5832NICOLAS DE LYRA, *Postilla super totam bibliam, Apo. 16*

5833*De cons.*, D 3, *Venerabiles imagines*, c.28; *Perlatum*: c.27; *Sextam*: c.29

5834DURANDUS, DE SANCTO PORCIANO, *Scriptum super Sententiarum*, sur III, d 8

5835SCOTUS, in III, d 9; p. 389: On y trouve la citation de Damascène (livre 3, c. 8,) une discussion sur *solummodo* et l'exemple du roi et de la pourpre

5836DAMASCENUS, *Traité des saintes images*, livre 3, c 8

5837Son corps ressuscité.



«Je crains de toucher le bois à cause du feu qui lui est uni» et associé, de sorte que c'est l'unité du tout, bois et feu, qui est crainte; de même aussi, c'est le tout conjoint et uni en une unique hypostase, Verbe et humanité, qui est vénéré . D'après cette parole de Damascène qui fait autorité, lorsqu'on dit: «nous adorons le Seigneur avec sa chair immuable», et qu'on comprend le "avec"de façon associative pour signifier que nous vénérons Dieu et sa chair, en ne considérant pas la chair de façon nue et en tant que chair, mais en tant qu'unie à la divinité, «il est assez clair qu'ainsi la chair ne doit pas être exclue du terme de l'adoration. On donne aussi pour cela l'exemple du roi et de la pourpre» ou de son vêtement: le vêtement aussi est honoré; de même, dans la proposition: quoique le Christ doive être honoré et adoré de façon absolue, cependant, considéré comme vêtu de son humanité qui est appelée son habit et vêtement selon cette parole de l'Apôtre: "Reconnu comme un homme par son habit"<sup>5838</sup>, il doit être adoré de l'adoration de latrie en ce que cette chair est unie à la divinité et est le soutien du Verbe de Dieu.

#### D. Deuxième proposition

Seconde proposition: en prenant le mot "seul"avec le sens d'exclusion, par raison d'adoration seul Dieu, clairement, doit être adoré de l'adoration de latrie: en effet, par raison d'adoration de latrie, l'adoration requiert une bonté infinie intrinsèque, communicable ou qui s'est communiquée à nous<sup>5839</sup>,

il est clair qu'aucune de ces raisons ne se trouve dans un autre que Dieu; donc Dieu seul doit être vénéré de l'adoration de latrie, parce qu'il y a là exclusion à cause de la raison d'adoration. De même, dans aucune autre nature que celle de Dieu, ne se trouvent les raisons de bien suprême et de suprême souveraineté.

L'honneur de la latrie, donc, n'est pas dû ainsi à l'humanité par la raison de vénération ou en reconnaissance de la souveraineté suprême, mais seulement en raison de son union au Verbe dans l'unité de la personne.

En ce qui concerne le quatrième point, il faut savoir qu'il n'y a pas de danger à adorer la sainte hostie, même sans condition actuelle<sup>5840</sup>, c'est-à-dire: que le prêtre a fait la consécration ou non; bien plus, il semble plus sûr et plus utile pour les chrétiens, pour faire leurs dévotions, d'adorer simplement, sans se demander si le prêtre a consacré ou non; la condition habituelle suffit en effet, c'est à dire croire que, pour consacrer l'hostie, il faut

---

<sup>5838</sup>*Philippiens, 2,7* (Avec une autre traduction de «*habitus*»: «S'étant comporté comme un homme»)

<sup>5839</sup>*Communicatam se*: Apparition d'une forme de participe passé passif suivi d'un complément d'objet. La traduction n'est pas évidente. Celle que j'ai choisie renvoie au salut par la Passion.

<sup>5840</sup>Sans mettre de condition effective, sans mettre de condition, et en particulier que l'hostie ait bien été consacrée.

prononcer les paroles avec intention d'accomplissement<sup>5841</sup>. Ceci selon Petrus de Aliaco dans son 4<sup>5842</sup>.

L'adoration du démon.

Cependant il en est autrement pour le démon apparaissant sous l'aspect d'un ange de lumière qu'il n'est pas permis d'adorer sans ajouter une condition actuelle<sup>5843</sup>: c'est pourquoi, un homme lors d'une telle apparition doit recourir à la prière; ainsi, selon la parole de Luc, 1<sup>5844</sup>: "Elle se demandait ce qu'était cette salutation", elle ne crut ni à la légère ni tout à fait. Et la raison de l'opposition selon les docteurs est que le cas de l'hostie est habituel et observé dans l'usage commun de l'Église<sup>5845</sup>, mais celui de l'apparition, non.

E. Quatrième proposition principale. L'idolâtrie proprement dite.

La quatrième proposition principale portera sur l'idolâtrie proprement dite.

Tout idolâtre, par une des trois façons évoquées au premier article<sup>5846</sup>, encourt trois châtiments, le premier selon les théologiens, le second selon les légistes, et le troisième selon les canonistes.

Le châtiment des idolâtres.

Celui des théologiens est qu'il pèche mortellement et mérite d'être puni en enfer éternellement; celui des légistes est que ces mêmes idolâtres doivent être punis de la peine capitale et que s'ils entrent dans la demeure de quelqu'un, ils doivent être brûlés; de plus, tous leurs biens doivent être confisqués ou distribués. Ceci se trouve C. *De maleficiis*, Loi *Nullus*, Loi *Nemo* et Loi *Culpa*<sup>5847</sup>. La peine des canonistes

[fol. 60r]

est, comme on le dit unanimement, qu'un clerc doit être déposé, si le fait est notoire, et jeté dans un monastère, et qu'un laïc doit être excommunié s'il refuse de faire pénitence,

---

5841Il me semble que cela signifie seulement que le fidèle n'a pas à s'interroger à propos des modalités de la consécration, à mettre de condition pour son adoration. Il suffit qu'il pense que l'officiant a eu l'intention de consacrer et que l'hostie est donc consacrée..

5842PETRUS DE ALIACO, *Questiones super libros Sententiarum*, IV

5843C'est-à-dire en posant la condition qu'il ne soit pas un démon

5844Luc, 1, 29

5845Il ne s'agit pas de comparer l'eucharistie et une apparition, fût-t-elle celle de Gabriel. Il s'agit de montrer que ce que ce qui est habituellement observé dans l'Église, est une garantie.

5846Fol 56r bis, S.

5847Codex J, 9,18, 3 (*Nullus haruspex*), 5 (*Nemo haruspicem consulat aut mathematicum...*), 8 (*Culpa similis est prohibita discere quam docere*). C'est dans la constitution *Nullus* de l'empereur Constantin que l'on trouve: «concremando illo haruspice qui ad domum alienam accesserit, et illo in insulam detruendo post ademptionem bonorum qui eum evocaverit suasionibus vel praemiis»

selon 26, q. 5, *Non oportet*<sup>5848</sup>, et c. *Si quis episcopus*<sup>5849</sup> et c. *Aliquantum*<sup>5850</sup>.

L'excommunication contre ceux qui recourent aux démons.

Mais je laisse cela et je dis qu'ils sont *ipso facto* excommuniés aussi ceux qui recourent aux démons pour trouver à voler ou perpétrer un péché. Tout ceci est clair grâce à l'extravagante ou constitution de Jean XXII *Super illius specula*<sup>5851</sup>, où on a: Si quelqu'un a invoqué des démons ou a demandé leur aide, qu'il ait fait une alliance ou des pactes avec des démons, s'il leur a fait des sacrifices ou les a adorés, qu'il ait fait en leur nom images, anneaux, miroir, épingles ou autre objet magique pour attirer ces mêmes démons, s'il a demandé des réponses de ceux qui les ont entendues de ces démons eux-mêmes, il est excommunié *ipso facto*.

F. Le sortilège.

Mais surgissent ici deux difficultés:

la première, au sujet de ceux qui croient aux sortilèges: est-ce un péché? Et, pour celle-ci, je dis qu'on ne doit pas juger celui qui a ce genre de croyance, coupable de péché mortel. Cependant les docteurs disent unanimement qu'ils le sont, à cause du canon *Episcopi*, 26, q. 5<sup>5852</sup>, sauf s'ils étaient excusés par leur simplicité avant d'avoir été informés de la vérité, et sur ce, passent la *Rosella*<sup>5853</sup>, Angelus<sup>5854</sup> et les autres sommistes. Cependant je pense que le contraire est plus vrai, comme le pense maître Petrus Mamoris dans son *Tractatus contra maleficos*, dernier chapitre<sup>5855</sup>.

Cependant, à cause du cas ci-dessus allégué où l'on affirme que celui qui a ce genre de croyance est «un incroyant et pire qu'un païen», je dis qu'on doit comprendre cette affirmation quand quelqu'un croirait «ce que les gentils croyaient pour les maléfiques démoniaques d'une puissance ou d'une déité, comme au temps de Pompée et de Jules César; ce pourquoi ils jugeaient qu'ils devaient leur manifester un culte divin, comme on le voit à propos des femmes faisant cortège à Diane», etc.

Celui qui désire connaître plus cette matière, qu'il voie le *Traité contre les sorciers*, signalé au dessus.

Remarque: le sortilège existe-t-il réellement et en fait?

---

5848Décret, C 26, q 5, c 4

5849X, 5, 7, 6

5850Décret, C 26, q 5, c 6

5851JOANNES XXII, Bulle *Super illius Specula*, 1326.

5852Décret, C 26, q. 5, c 12

5853ANTONIUS DE ROSELLIS: *Rosella*,

5854ANGELUS, *Superstitio*, § 14

5855PETRUS MAMORIS, *Flagellum maleficorum*, dernier chapitre: «Celui qui croit que les démons peuvent apparaître à nos sens pour nous tenter ou qui croit que les démons peuvent transporter d'un lieu à un autre beaucoup d'autres corps, celui-là ne perd pas la foi». Cependant, PETRUS MAMORIS n'affirme cela que pour ce cas, dans tous les autres, on est dans le péché mortel. GILBERT NICOLAS, semble-t-il, considère qu'on n'est pire qu'un païen que si on pratique un culte. PETRUS MAMORIS condamne à tour de bras...

Je comprends par "qui croient aux sortilèges", ceux qui croient que les sorciers avec d'autres chevauchent de nuit et peuvent aller instantanément là où ils ont voulu<sup>5856</sup>, ou qui croient que ce qui a été prédit arrivera réellement; et je dis et j'ai dit avec le susdit maître Petrus que ces actes se produisent réellement et en fait et pas seulement en imagination, mais vraiment, comme l'affirment les dits sorciers, et croire cela n'est pas un péché. C'est ce que soutiennent les théologiens, dist. 7 du 2<sup>5857</sup>.

G. Question sur laquelle on hésite: Est-il licite de rompre un enchantement?

La seconde difficulté concerne l'enchantement. Est-il permis de rompre un enchantement? A ce sujet il faut savoir que, comme on le rapporte, le démon met à l'épreuve et tourmente à la suite de pactes faits avec ce genre de jeteurs de sorts, et ceci toujours autant que Dieu le permet; par exemple, tant qu'il y a une image de cire dans un lit ou une maison, image dans le pied de laquelle est plantée une aiguille, le démon tourmente l'ensorcelé au pied aussi longtemps que l'aiguille reste dans l'image de cire. Note aussi qu'un maléfice peut être rompu de trois façons, en le détruisant simplement lui-même sans autre maléfice, par exemple en ôtant l'aiguille, et alors c'est permis, selon Scotus, dist. 34, du 4<sup>5858</sup>; deuxièmement, par de saintes prières ou des adjurations et alors c'est aussi permis; bien plus, c'est méritoire; troisièmement, par un autre maléfice, par exemple en recourant à un enchanteur qui connaît ce genre d'art, pour qu'il détruise ce qu'un autre a fait.

Quand est-il licite de se servir de la mauvaise action d'un autre?

Et je dis, selon l'Aureolus, même distinction<sup>5859</sup>, que ce n'est pas permis, sauf dans un cas: quand quelqu'un serait disposé à faire un maléfice de sorte qu'il ne serait pas induit à cause de moi, parce que, selon Angelus<sup>5860</sup>, il m'est bien permis d'utiliser l'acte mauvais d'autrui pour mon bien, comme on le voit pour le serment d'un infidèle jurant au nom de son Dieu<sup>5861</sup>.

[fol. 60v]

Cependant, cette opinion n'est pas partout vraie et fixée, c'est pourquoi la *Rosella* la condamne au mot *Impedimentum*, §19<sup>5862</sup>, dans l'addition, et pour le moment, je n'affirme

5856ANGELUS, *Superstitio*, § 14, où il y a ces deux exemples et un autre: la capacité de changer une créature dans une autre espèce, mais pas celui de la prédiction. *Sortilegium* signifie aussi divination.

5857PETRUS LOMBARDUS, II, d. 7 (à propos des mauvais anges, dont il ne faut pas dire qu'ils créent parce que des mages ont fait grâce à eux des grenouilles et des serpents).

5858SCOTUS, in IV, d. 34, q. unique, p. 403: non seulement il est permis mais il est méritoire de détruire les œuvres du diable, et il n'y a pas d'infidélité parce que celui qui détruit n'acquiesce pas aux œuvres malignes.

5859PETRUS AUREOLUS, in IV, d 34, q 2.

5860ANGELUS. Mais dans ANGELUS, *Superstitio*, §13, je lis *Aug* et non *Au*). L'argument n'est pas dans ANGELUS, *Juramentum* 1, § 3

5861 Voir en 62v, O.

5862ANTONIUS DE ROSELLIS: *Rosella*, tit. *Impedimentum*, § 19

rien sur cette proposition et j'en fais seulement mention. Je crois cependant que la vraie solution peut être tirée clairement de ce qui est dit plus bas, second commandement, dans la définition du serment, quand saint Bonaventura<sup>5863</sup> parle de deux considérations: par rapport à la vénération du diable et par rapport à la confirmation de la parole; et par la distinction, tu accorderas les susdits docteurs sur cette matière.

Les deux propositions suivantes concerneront la superstition. la première porte sur la superstition qui concerne le savoir et on l'appelle d'habitude: divination; la seconde sur la superstition qui regarde le faire et on l'appelle d'habitude: observation.

H. Cinquième proposition principale: la divination, prédiction du futur.

La cinquième proposition principale que je prends chez Bonaventura, en 2, dist.7<sup>5864</sup> et Thomas, *Somme*, II-II, q. 95<sup>5865</sup>, est celle-ci

Faire des prédictions ou des divinations ou annoncer que quelque chose se produira de façon certaine qui n'est pas dans la réalité considérée comme dans une cause propre et en elle-même, ou du moins une cause par disposition, est un péché mortel.

J'ai dit: «qui n'est pas dans une cause», parce que les astrologues peuvent bien à partir de l'examen des astres prévoir la pluie future, le froid, etc.

De même, j'ai dit «par disposition» parce que quelqu'un peut prévoir d'après le chant des oiseaux, le cri et le mouvement des animaux, qu'il y aura tel ou tel temps, pourvu que de tels signes ne soient pas étendus sauf aux influences des corps célestes; de même que l'on peut dire que tel enfant a des dispositions pour l'étude ou les vertus, tel pour la luxure ou d'autres vices, pourvu que la liberté du libre arbitre ne soit pas exclue.

J'ai dit aussi "de façon certaine" parce que si on disait cela ou si on le croyait seulement par légèreté ou imagination inquiète, sans rien affirmer fermement, ce ne serait pas mortel. Cette règle se trouve suffisamment en 26, q. 2, canon *Illus*, et canon suivant<sup>5866</sup>.

Quand utiliser les songes est-il un mal?

Et grâce à cette règle, le confesseur peut savoir quand il y a péché pour les songes<sup>5867</sup>, parce que si les songes viennent de causes naturelles, il est permis de les utiliser; s'ils viennent de causes spirituelles ou d'une cause bonne, par exemple Dieu ou un ange, c'est aussi permis; s'ils viennent d'une cause mauvaise, parce que par exemple ils résultent d'une révélation des démons, alors il est interdit de les utiliser. Et parce qu'il est difficile de savoir si c'est Dieu ou un démon qui révèle, ou même si le songe existe, ou

---

5863BONAVENTURA, III, d 39, a 2, selon le fol 62,v. On ne peut ni exiger ni faire un serment par un eidole, en tant que vénération de l'idole, mais on peut accepter ce serment quant à son contenu.

5864BONAVENTURA, sur II, d.7.

5865THOMAS, *Somme*,II-II, q 95, a 1

5866*Décret*, C 26, q.2, c 8 (*Illus*), et 9

5867Voir THOMAS, *Somme*, II-II, Q. 95, a. 6

s'il vient d'une cause naturelle, voici un enseignement utile: ne t'occupe pas des songes. On a cependant l'habitude de dire que si quelqu'un rêve d'occupations où il y a du feu, il est colérique et que c'est un signe de prédominance de la bile; s'il rêve de l'air, que c'est le sang qui domine; de la terre, c'est le signe de la mélancolie; de l'eau, c'est le signe du flegme.

J. Les sorts.

Mais on s'interroge maintenant sur les sorts: est-ce un péché d'y recourir? Avant de répondre, voyons ce qu'est un sort.

Je dis que c'est lorsque il se produit quelque chose et que par la considération de ce qui arrive, quelque chose de caché se fait connaître<sup>5868</sup>; par exemple quand on prend des pailles inégales et que celui qui aura la plus petite doit avoir tel rôle et faire telle ou telle chose, etc.

Les trois sorts.

Or il y a trois sorts: l'un est distributif, quand on cherche à qui on doit donner quelque chose; un autre est consultatif, quand on cherche ce qu'on doit faire; le troisième est divinatoire, quand on cherche à connaître le futur inconnu. Je soutiens alors la proposition qui suit, en exceptant le troisième parce qu'il est totalement condamné sous peine d'anathème: 26, q. 5, canon *Sortes*<sup>5869</sup>. Quant aux deux premiers, je dis que personne, par l'utilisation du tirage au sort en cas de nécessité, par exemple parce que par une aide humaine on ne peut faire ou savoir autrement, ne doit être jugé comme péchant mortellement, sauf dans un cas, par exemple quand on tire au sort pour des choses spirituelles;

il n'est jamais permis, en effet (par exemple pour un choix concernant des bénéfiques ecclésiastiques), de choisir par tirage au sort, selon le Panormitanus, au c. *Sortes*<sup>5870</sup>. Ceci est posé en 26, q. 2 et au canon évoqué *Sortes*. Je crois cependant que pour un tirage au sort distributif

[fol. 61r]

on jugerait avec légèreté qu'il y a péché mortel même sans cas de nécessité; cependant le confesseur doit veiller à ce qu'on s'abstienne toujours de ces tirages au sort, parce qu'il semble que l'Église les a condamnés sans distinguer, 26, q. 2, avec de nombreux chapitres<sup>5871</sup>.

Remarque, cependant, confesseur, que la justification publique qui se fait avec un

---

5868 Définition du tirage au sort: voir THOMAS, *Somme*, II-II, Q. 95, a.8; ANGELUS, *Sors*, § 0.

5869 *Decret*, C 26, q 5, c 7

5870 PANORMITANUS, sur *Decret*, C 26, q 5, c 7 ou sur C 26, q 2, c 1: *Sors*.

5871 *Décret*, C 26, q. 2

fer chauffé à blanc ou de l'eau bouillante de sorte que celui qui en a réchappé bénéficie d'immunité, est un péché mortel, 2, q. 5, c. *Mennam* et *Consuluisti*<sup>5872</sup>, et *De purgatione vulgari*, en entier<sup>5873</sup>, parce qu'elle s'oppose à cette parole du *Deutéronome*, 6<sup>5874</sup>: "Tu ne tenteras pas le Seigneur, ton Dieu"; et une telle justification n'est pas proprement un sort, de même que le duel, dont on parlera plus bas, au cinquième commandement<sup>5875</sup>.

K. Sixième proposition principale. La superstition dans l'action.

Sixième proposition: Tout homme qui se sert d'une chose pour provoquer un effet, dont on ne sait pas qu'il est naturellement provoqué par une telle cause, agit de façon superstitieuse, sauf si un tel effet suivait une telle cause par institution divine, comme c'est clair dans les sacrements, qui sont des signes divins.

J'ai dit "dont...naturellement", parce qu'il est bien permis d'utiliser des causes naturelles pour causer des effets. Mais tu demandes si la superstition dans l'action est un péché mortel? Je dis qu'une telle pratique superstitieuse est triplement mortelle, en raison de l'intention, en raison de la matière, en raison d'un assemblage.

De la première raison on parle en 26, q.5, c.5, q.3<sup>5876</sup>, et c'est une raison générale parce que chaque fois que l'intention est mauvaise, l'œuvre correspondante le sera aussi.

C'est pourquoi ceux qui ont dit une messe des morts pour des vivants avec l'intention de les faire mourir ainsi, pèchent certainement mortellement; de même ceux qui donnent un philtre pour être aimés ou des herbes et qui portent des objets de ce genre pour cela.

De la seconde raison, je dis que tout homme qui se sert d'un sacrement ou d'un sacramental pour produire un effet pour lequel ils ne sont pas ordonnés<sup>5877</sup>, pèche mortellement, comme quelqu'un qui utilise pour un médicament l'huile sainte ou l'eau bénite ou quelque chose de ce genre. Certains cependant font une restriction, et je suis d'accord, en disant que de telles personnes peuvent être excusées à cause de leur simplicité, parce qu'elles ne savaient pas que c'était de la superstition; mais elles ne paraissent pas avoir d'excuse une fois qu'on le leur a dit: de telles personnes en effet pervertissent le but du sacrement et l'intention du Christ ou de l'Église.

Troisièmement je dis qu'en raison d'un mélange, quelqu'un peut dans de bonnes actions pécher mortellement, par exemple quand quelqu'un voudrait observer les prescriptions

---

5872Décret, C 2, q.5, c 20 (*consuluisti*), c.7 (*Mennam*)

5873X, 5, 35.

5874*Deutéronome*, 6,16

5875Sur ce point et sur le duel: Thomas, *Somme*, II-II, Q. 95, a. 8, s.3

5876Décret, C 26, q . 5. C 5, q 3 ne correspond pas au sujet.

5877THOMAS parle de sacrilège (*Somme*, II-II, Q. 99, a.3) .

légales à la manière chrétienne et honorer Dieu, en même temps selon les usages chrétiens et juifs; mais s'il n'y a pas de mélange, je dis qu'on ne doit pas juger qu'il y a péché mortel.

C'est pourquoi celui qui porte sur lui des formules et des reliques, s'il n'y a pas de mots obscurs, des signes ou quelque chose d'inutile, ne pèche pas, pourvu qu'il n'y ait non plus une vaine pratique, comme de porter formules ou reliques de telle façon, ou en tel lieu ou à tel moment<sup>5878</sup>. De même, ceux qui font des incantations contre les serpents ne pèchent pas, s'ils prononcent seulement des paroles saintes<sup>5879</sup>.

Je dis la même chose pour ceux qui font des invocations pour les malades, ou ceux qui utilisent des herbes, et des incantations aussi contre les démons, etc... . Qu'ils ne croient pas cependant que des herbes agissent directement sur un esprit. C'est pourquoi le confesseur avisé doit désapprouver ces pratiques et en dissuader, mais non les condamner s'il ne trouve pas de mal en raison de l'intention, de la matière ou du mélange, pourvu que ce soit une personne avisée, instruite et vertueuse qui les fasse. Cependant vu que d'habitude ceux qui agissent ainsi sont de misérables personnes simples, des prêtres ou des religieux de mauvaise vie, il est plus prudent d'interdire totalement à cause des maux qui en résultent, par exemple

[fol. 61v]

parce que, souvent, on ajoute des mots inconnus et plusieurs autres pratiques vaines; et quoique ce que je viens de dire des charmeurs de serpents et de ceux qui font des invocations pour les malades, soit communément accordé par les docteurs et qu'avec eux, le frère Angelus et les autres sommistes passent sur le sujet, cependant, pour une plus claire compréhension, énonçons une proposition après avoir posé la division que voici: dans toute parole peuvent se trouver trois vertus: premièrement de supplication, deuxièmement de dépendance, troisièmement de haine.

L. Dans toute chose,<sup>5880</sup> il peut y avoir trois vertus.

Pour la première, je dis qu'il n'y a pas de distinction à faire entre bonnes paroles et oraisons, parce que toutes, sans distinction, présentées à Dieu, ont la vertu d'accomplissement de la demande si rien ne s'y oppose. c'est pourquoi je crois bien que la prière principale entre toutes est le *Notre Père*: et, cette prière, ordinairement, est la meilleure et la plus puissante, celle qui enflamme le plus le cœur de l'homme à la dévotion et à la piété.

---

5878 THOMAS, *Somme*, II-II, Q. 96, a. 4, évoquant *Decreta*, 26, q. 5, capit. *Non liceat Christiani*. (can.3?)

5879 *Décret*, C 26, q. 5, c.3: seuls sont employés le *Credo* et le *Notre Père*. Par ailleurs, les herbes peuvent soigner les corps par leurs vertus naturelles.

5880Y compris les paroles.



Sur la vertu de dépendance, je dis qu'il y a une très grande différence entre paroles et paroles, entre prière et prière, différence cependant qui provient uniquement de la prescription de Dieu ou de l'Église, par exemple nous disons que les paroles sacramentelles ont une force et effectuent ce qu'elles signifient, force qu'aucune autre parole n'a, si sacrée soit-elle; on peut aussi le dire d'une certaine façon pour les bénédictions ecclésiastiques: c'est pourquoi je disais «par prescription de Dieu ou de l'Église», quoique certains n'admettent l'existence de cette vertu que pour les paroles sacramentelles. Et c'est avoir une vertu par dépendance, et je ne m'occupe pas pour l'instant de savoir si dans les paroles sacramentelles il y a une causalité active eu égard à la grâce ou à l'exécution du sacrement, - par exemple eu égard à la disposition qui précède et des questions de ce genre -, comme certains ont voulu le dire, ou si cette causalité est dans le sacrement en raison seulement de l'assistance de Dieu, comme le soutient Scotus, dist.1 du 4<sup>5881</sup>, parce que je prends ici «par dépendance» au sens d'une causalité proprement dite ou d'une causalité par assistance<sup>5882</sup>, ensemble.

La troisième, la vertu de haine, est assez claire par expérience: nous voyons en effet quelquefois que quelqu'un qui hait un autre homme ne veut pas passer par le lieu où il pense que se trouve son ennemi mais passe ailleurs. De plus, nous voyons comment par colère chaque jour se font des séparations et des divisions entre des frères qui avaient leurs biens en commun; nous voyons aussi comment un orgueilleux ne veut pas se rendre dans un lieu où il croit qu'on le méprise et qu'on dit du mal de lui:

cependant il est certain, dans les trois exemples évoqués, que ce qui fait fuir le premier, ce qui sépare le second, ce qui éloigne le troisième, n'est que la colère ou l'orgueil, qui existe en celui qui fuit, se sépare, ou se tient au loin, et il n'y a pas d'efficience existant dans l'ennemi ou en celui par qui l'orgueilleux craint d'être méprisé<sup>5883</sup>.

Pour notre propos, j'ajoute que le diable qui est l'ennemi de la croix, et très orgueilleux, ne veut pas approcher là où est une croix ou le titre de la croix: "Jésus de Nazareth, roi des Juifs". Et on peut dire la même chose quand on invoque Jésus ou Marie ou quand il y a certaines images, non qu'il y ait en elles quelque force qui le fasse reculer, non: ces forces viennent de la haine et de l'orgueil du diable. Donc, si l'on croit qu'il n'y a pas de force

---

5881SCOTUS, in IV, d. I, q. 5, p. 145 sq. (qui s'oppose à Thomas).

5882La question évoquée est: Qu'est-ce qui fait la vertu des sacrements? D'où vient la grâce du sacrement et comment se réalise l'effet du sacrement? Questions traitées par exemple en THOMAS, *Somme*, III, Q. 62, a. 4 et 5 et 64, a.8-10.; in IV, d. 1, q. 1, a. 4 q. 1 et . 6 *de potent.* art. 4 et 3.p. q. 62, a. 4

5883La vertu de haine n'a pas de vertu. C'est rassurant, et cela nous rend responsables: c'est notre orgueil ou notre colère qui nous sépare de Dieu et des hommes. Le diable n'a pas d'efficience, et c'est sa haine de Dieu qui nous sauve. Seul Dieu est fort.

dans de telles paroles ou images mais seulement que le diable a horreur de ce genre de choses, il est bon de porter sur soi, par exemple, une croix, le titre de la croix, des images, etc., pour que le diable, qui est notre ennemi, ait la force de s'éloigner de nous à cause de la haine qu'il a lui-même pour ces signes.

M. Note comment les paroles bonnes ont une vertu.

Et remarque qu'on pourrait poser une première façon qui concernerait Dieu (comme la façon précédente concerne le diable), et on dirait: de même que le diable a en haine les signes précédemment évoqués, de même Dieu les aime, de sorte qu'en raison de ceux-ci, par exemple, parce que quelqu'un fait le signe de croix ou porte avec lui une croix, Dieu ne permettrait pas que le diable, qui ne peut que ce qui est permis par Dieu, vainque ces hommes qui portent avec eux ou font ce dont on a parlé plus haut.

[fol. 62r]

Mais cette façon peut-être facilement comprise dans la seconde, à cause de ce que j'ai dit, en raison de l'assistance divine, et c'est évident pour celui qui réfléchit<sup>5884</sup>. A ce sujet, vois dans le *Rationale divinatorum officiorum*, au dimanche des rogations, au titre «des rogations»<sup>5885</sup>.

Ce préalable fait, j'énonce cette proposition:

quiconque croit fermement ou adhère à l'idée que certains mots ou certaines prières, les paroles sacramentelles exceptées, ont une vertu de dépendance et pas seulement de supplication, pèche de façon mortelle, sauf si d'aventure la simplicité l'excuse.

Il en résulte, premièrement, que quiconque prononce des incantations ou des enchantements, quoiqu'il dise des paroles saintes, pèche mortellement, s'il croit que de telles paroles ont une efficacité par la force des mots, c'est à dire par mode de dépendance et pas seulement par mode de supplication.

Deuxièmement, j'en infère qu'ils pèchent mortellement, de la même façon, ceux qui ont été informés que de telles paroles ne sont nullement des causes efficaces et qu'ils ne doivent pas le croire, et qui, néanmoins, croient fermement que quiconque porte telle prière avec lui ou la dit, ne mourra pas à la guerre, par le feu, par l'eau, ou de mort subite, ou verra la vierge Marie trois jours avant sa mort, ou ne sera pas damné. Beaucoup de chrétiens en effet croient que certaines paroles ou prières ont une force par mode de dépendance, de même que nous disons que telle herbe a telle vertu.

---

<sup>5884</sup>Par exemple, faire le signe de croix ne met en fuite le diable que par l'assistance de Dieu. Finalement, les paroles, exception faite des paroles sacramentelles, de supplication seules ont une vertu.

<sup>5885</sup>SPECULATOR, *Rationale divinatorum officiorum*, Dimanche des rogations, au titre «des rogations»

Ils croient ainsi la même chose de certaines prières particulières, et beaucoup d'insensés ont ainsi prêché que quiconque dira telle prière etc. Mais le Christ a dit: «Si tu veux entrer dans la vie, observe les commandements»<sup>5886</sup> et ces antéchrists disent: «Prononce telles paroles», et ils ne disent rien des œuvres, alors que Dieu paye salaire pour les œuvres et non pour les paroles. De ce qui précède, il est clair que, même si Dieu a donné une vertu aux herbes, aux pierres et aux paroles, cependant, en ce qui concerne les paroles, il n'y en a pas qui aient une vertu par mode de dépendance, sauf les paroles sacramentelles, quoique presque toutes les herbes et d'assez nombreuses pierres en aient une.

### **Second commandement. Sur le premier article.**

Sur ce commandement, comme sur les autres, il y aura deux articles. Dans le premier on posera trois sous parties dans lesquelles seront contenues les transgressions de ce commandement à partir desquelles pourront être formées les interrogations et les examens.

Dans le second article, sont posées de courtes propositions par lesquelles on pourra donner de brèves réponses: quand y-a-t-il péché, quand n'y-a-t-il pas péché?

S'approprier le nom de Dieu en vain: que signifie «en vain»?

En ce qui concerne le premier article, il faut savoir que même si les docteurs exposent différemment ce qu'est «s'approprier le nom de Dieu en vain»<sup>5887</sup> (par exemple, il est pris en vain quand quelqu'un prêche par vaine gloire, selon cette parole du psaume: «Or Dieu dit au pécheur: pourquoi toi, récites-tu mes commandements? Etc.»<sup>5888</sup>), et il l'est de beaucoup d'autres façons),

pour l'instant, en disant ce qui n'est pas ailleurs, je dis que quelqu'un transgresse ce précepte de trois façons,

par impiété, en blasphémant,

par iniquité, en jurant,

par injustice, en faisant des vœux.

Et conformément à cela, le pécheur doit être interrogé ainsi: a-t-il blasphémé le nom de Dieu et des saints, a-t-il dit que Dieu était injuste et sans miséricorde?

N. Second article: les propositions.

En ce qui concerne le second article, la première proposition portera sur le blasphème. A ce sujet il faut savoir que blasphémer n'est pas jurer ni faire un serment; au contraire, c'est opposé; et en parlant de façon rigoureuse le blasphème ne peut jamais

---

<sup>5886</sup>Mat.19, 17.

<sup>5887</sup>Exode, 20, 7: «prononcer le nom de Dieu à faux»est une autre traduction possible, mais restrictive.

<sup>5888</sup>Psaume 49,16: «Or Dieu dit au pécheur: pourquoi toi, récites-tu mes commandements, toi qui détestes la règle et rejettes mes paroles derrière toi?»

être appelé serment. En effet jurer, c'est prendre Dieu à témoin et c'est un acte de latrie. Ensuite, sur *Mat.*: Celui qui jure, ou vénère ou chérit celui par qui il jure<sup>5889</sup>. Mais blasphémer c'est déshonorer ou abaisser Dieu ou dire du mal de Lui.

Ce qu'est le blasphème.

C'est pourquoi on parle de blasphème quand quelqu'un ôte à Dieu ce qu'il lui réclame, comme lorsqu'il dit que Dieu n'est pas sage, tout-puissant ou miséricordieux, etc, ou quand quelqu'un lui attribue ce qu'il n'a pas le droit de lui attribuer, comme ceux qui disent que Dieu est cruel, entêté, sans miséricorde, traître, etc... . C'est pourquoi le blasphème est une injure prononcée contre Dieu.

Certains ajoutent un troisième degré de blasphème<sup>5890</sup> disant qu'il y a blasphème quand on attribue à une créature ce qui convient à Dieu seul: mais ce sera de façon très large, parce que, proprement, cela semble être plus de l'incroyance et de l'idolâtrie que du blasphème, sauf si quelqu'un attribuait ce qui convient à Dieu à une créature,

[fol. 62v]

par mépris de Dieu et pour faire injure à Dieu, parce qu'alors, ce serait véritablement un blasphémateur. De ce qui a été dit, il découle que les docteurs et prédicateurs de notre temps qui appellent ceux qui font des serments, des blasphémateurs, parlent de façon impropre; cependant en leur faveur, j'énonce la proposition qui suit.

Première proposition. Le blasphème.

Chaque fois qu'on jure par le corps du Christ ou par d'autres membres par mépris de Dieu et en se moquant de Lui, comme beaucoup de ribauds qui invoquent les membres antérieurs et postérieurs de Dieu, de la Vierge Marie et des saints, en riant et en jurant ainsi, je dis alors, en effet, que ces personnes sont véritablement blasphématrices et c'est ce que l'on comprend au c. *Statuimus, De maledicis*<sup>5891</sup>, et 22, q.1, c. *Si quis per capillum*<sup>5892</sup>; et ce blasphème, pris au sens large, est appelé par Astesanus dans la première partie de sa *Somme*<sup>5893</sup>, propos obscène, et le premier, médisance et calomnie.

Quand y-a-t-il proprement blasphème?

---

5889 *Mat.* 23, 16 sq.

5890 Par exemple: THOMAS, *Somme*, II-II, Q. 13, a.1, 3: trois espèces de blasphème sont évoquées: on attribue à Dieu ce qui ne lui convient pas; on lui ôte ce qui lui convient; on attribue à une créature ce qui est propre à Dieu.

5891 X, 5, 26, 2

5892 *Décret*, C 22, q.1, c 10

5893 ASTESANUS, *Summa*, première partie

Et toi, confesseur, garde en l'esprit qu'il n'y a pas proprement blasphème sauf quand quelqu'un a l'intention de porter injure à Dieu ou de lui enlever sa gloire et ce type de blasphème est toujours mortel s'il est fait délibérément.

O. Ce qu'est le serment.

Et comme cette matière des serments se présente souvent, une définition du serment et une division seront posées pour qu'on la comprenne pleinement.

Voici la définition: le serment ou le fait de jurer c'est: affirmer ou nier avec vérité, discernement et justice en invoquant le nom du Seigneur ou en attestant une chose sacrée. A cette définition se rangent les canonistes, Goffredus<sup>5894</sup>, Archidiaconus<sup>5895</sup> et Hostiensis<sup>5896</sup> et elle est suffisamment indiquée en 22, q.1, pars1<sup>5897</sup>, ainsi que les légistes dans l'*Authentique, De mandatis principum, § Sed neque*<sup>5898</sup>, et les théologiens sur III, dist. 39<sup>5899</sup>, quoiqu'on y trouve des propositions particulières qui ne sont pas toutes abordées par les susdits.

Les compagnons du serment.

Pour l'éclaircissement de ces points, il faut savoir qu'un serment doit avoir trois compagnons<sup>5900</sup>, la vérité, le jugement et la justice, comme cela est clair en *Jérémie*, 4<sup>5901</sup>, dans *De jurejurando, c. Et si Christus, § Jacobus*<sup>5902</sup>, et 22, q. 2, c. *Animadvertendum*<sup>5903</sup>. La raison, donnée par Bonaventura, est que le serment est accouplé à trois choses: à la chose au sujet de laquelle il est fait, et ainsi lui est due la vérité qui est l'adéquation de la chose à la parole; deuxièmement, il est accouplé à celui dont il procède, à celui qui jure, et ainsi lui est dû le jugement, celui du discernement; troisièmement il est accouplé à la cause pour laquelle il est fait et ainsi lui est due la justice: il faut que la cause soit juste; et ces trois compagnons sont notés au début de la définition où l'on dit «avec vérité, discernement et justice»<sup>5904</sup>.

Deuxièmement, on pose: «en invoquant le nom du Seigneur»; c'est pourquoi on dit "jurer", parce que «jurer» a été mis quasiment pour «par la justice»<sup>5905</sup>, afin que ce que nous

---

5894GOFFREDUS, *Summa*; cité par ANGELUS, avec les deux autres auteurs, en *Juramentum*.

5895ARCHIDIACONUS, *in Aut, de mandatis principum*, selon ANGELUS.

5896HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

5897*Décret*, C 22, q 1, pars1 (jurer n'est pas toujours un péché); les canons 1 et suivants conviendraient mieux, en eux-mêmes.

5898*Novelle*, 17, (cap) 6 ou *Authentique* 3, 4

5899SCOTUS, par exemple, III, d. 39, q unique.

5900ANGELUS, *Juramentum*, 3, § 8.

5901*Jérémie*, 4, 2: ...si tu jures par Yahvé vivant, en vérité, droiture et justice, alors les nations se béniront en Lui... (*in veritate et in judicio et in justitia* dans la *Vulgate*)

5902X, 2, 24, 26, § *Jacobus*.

5903*Décret*, C 22, q 2, c 2

5904HIERONYMUS, *In Ierem.* 24, 733 (Sentence patristique transmise par la glose: THOMAS, II-II, 89, 3)

5905Jeu étymologique: «*jurare*...*pro jure*», ce qui m'a amenée à traduire par «justice», plutôt que par «droit». Voir ANGELUS, *Juramentum*, 1, § 0.

disons sous l'invocation du témoignage du nom de Dieu, soit tenu pour vrai.

Le serment par un idolâtre, est-il permis de le recevoir?

Mais remarque qu'ici "chose sacrée" est pris au sens large pour signifier une chose véritablement sacrée et une chose supposée sacrée: par exemple quand les païens jurent par une idole ou les sarrasins par Mahomet, Bonaventura dit, sur le livre III, dist.19, q. 2, a.3<sup>5906</sup>, que, dans un serment fait par une idole, il y a deux choses à considérer: la vénération de l'idole elle-même et l'affirmation de la parole extérieure; relativement à la première, il n'est permis à personne de recevoir, d'exiger, ni de faire un serment sur des idoles, parce que la vénération d'une idole est tout à fait haïssable.

En revanche, si on considère la seconde, il est permis d'accepter ainsi un serment sur les idoles surtout pour l'utilité commune: ainsi Jacob en accepta un pour la paix de sa postérité, *Genèse*, 31<sup>5907</sup>, et Judas pour la paix de sa nation, *Machabées*<sup>5908</sup>; ainsi les chrétiens en acceptent des Sarrasins pour la paix et l'utilité de la communauté. C'est pourquoi, quoiqu'il soit défendu de jurer par une idole parce que cette forme de serment est interdite, cependant quand la nécessité ou l'utilité communes le requièrent, il est permis d'accepter un tel serment.

P. Les trois serments<sup>5909</sup>.

En ce qui concerne la division, selon Raymundus<sup>5910</sup> il y a trois serments: c'est une assertion quand quelqu'un jure au sujet du passé ou du présent, par exemple quand on jure que c'est ou que ce n'est pas ainsi; c'est une promesse, quand on jure à propos du futur, par exemple quand quelqu'un jure qu'il dira ou fera quelque chose.

Autre division du serment.

On peut poser aussi une autre division, en comprenant le serment selon les trois compagnons susdits: autre est le serment trompeur ou mensonger et frauduleux, autre le téméraire ou non délibéré et sans discernement, autre le serment sans sagesse ou sans justice<sup>5911</sup>. Et note, selon Durandus<sup>5912</sup> que le serment «sans sagesse» se fait de trois façons: quand il se fait, premièrement, au sujet du mal; deuxièmement, au sujet d'un moindre

[fol. 63r]

bien parce que le moindre bien par rapport au plus grand bien comporte une cause de

5906 BONAVENTURA, III, d. 19, q. 2, a.3. La réponse renvoie à l'autorité de S. AUGUSTIN, *Lettre* 47 (à Publicola):

PL 33, 184. ANGELUS, *Juramentum*, 3, § 8, et GILBERT NICOLAS s'inspirent de lui.

5907 *Genèse*, 31, 45-54

59081 *Machabées*, 6, 61

5909 Trois, par rapport au moment: passé, présent, futur.

5910 RAYMUNDUS, *Summa*, I, tit. 9, § 2, p.82

5911 Renvoie à la vérité, le serment *dolosum*, *mendax*, *fraudentum*; au jugement, le serment *temerarium*, *indeliberatum*, *indiscretum*; à la justice/justesse, le serment *injustum*, *incautum*, «sans sagesse»

5912 DURANDUS DE SANCTO PORCIANO, *Scriptum super Sententiarum*

mal; troisièmement en raison de l'ajout d'une condition malhonnête.

Exemple du premier: quelqu'un jure qu'il ne fera pas l'aumône; exemple du second: quelqu'un jure qu'il n'entrera pas en religion; exemple du troisième: quelqu'un jure que, s'il peut accomplir un adultère, il fera dire une messe en action de grâce. Cependant ici "sans sagesse" signifie "sans discernement". Et du serment en raison d'une condition, nous avons chaque cas, plus bas, pour le péché de luxure et les empêchements au mariage (empêchement sixième)<sup>5913</sup>.

Q.

Et en cette matière du serment et aussi du vœu, le confesseur doit toujours avoir l'œil à trois choses:

le péché,

l'obligation,

la libération.

Pour le péché: quand tel serment est-il ou non péché mortel?

Deuxièmement, pour l'obligation: celui qui jure est-il obligé de respecter son serment?

Parfois, en effet, quelqu'un pèche en faisant un serment et ne doit pas le respecter, comme c'est assez clair dans ce qui suit.

Troisièmement, pour la libération du serment ou sa dispense. Et ainsi il y aura trois articles pour lesquels j'énonce les trois propositions qui suivent. Et que toujours on ait l'œil sur les trois susdits compagnons, compagnons selon lesquels est posée la proposition que voici par certains docteurs:

Tout homme qui jure, s'il ne s'approprie pas, en même temps, les trois compagnons dans son serment, pèche mortellement, quel que soit le compagnon manquant parmi les trois.

Seconde proposition principale: de ce qui est contraire aux trois compagnons du serment.

Seconde proposition: un serment contraire aux trois compagnons susdits, c'est à dire un serment frauduleux, sans discernement et imprudent, n'est jamais d'obligation, ou n'est pas à respecter.

Troisième proposition: abstraction faite de l'évêque, personne, sans juridiction épiscopale, ne peut libérer d'un serment ni ne peut dispenser d'un vœu, comme c'est noté dans le chapitre 1, *De voto*<sup>5914</sup>. Il convient maintenant d'éclairer les propositions

<sup>5913</sup>Luxure: fol 92,S.Mariage: fol 95, à partir de D.  
<sup>5914</sup>X, 3, 34, 1

précédentes, une par une.

En ce qui concerne la première, tous les docteurs l'admettent, de façon unanime, pour deux compagnons, la vérité et la justice, mais au sujet du compagnon appelé "jugement", il y a une grande diversité, et il y eut même une querelle et une rixe ces jours-ci<sup>5915</sup>, certains docteurs disant que prêter serment avec deux compagnons n'est pas permis - ce qu'on jure est vrai et bon comme lorsqu'on jure par le corps du Christ qu'aujourd'hui on ira à la messe -, parce que c'est néanmoins péché mortel, parce qu'il manque le troisième compagnon, le jugement, puisqu'il n'est pas nécessaire d'invoquer le nom de Dieu alors qu'il n'y aurait personne pour douter ou demander un serment. D'autres disant au contraire que ces serments qui sont quotidiennement faits, quoique faits sans cause, ne sont pas cependant un péché mortel, pourvu que les deux premiers compagnons, la vérité et la justice, soient présents. Et c'est l'opinion que Bonaventura<sup>5916</sup>, Scotus<sup>5917</sup> et beaucoup d'autres soutiennent, opinion que j'estime plus vraisemblable, même si je crois la première plus sûre.

Explication sur le premier précepte.

Cette diversité provient des diverses façons de comprendre et d'exposer cette parole: "Tu ne prononceras pas le nom de Dieu en vain"<sup>5918</sup>. Certains en effet sous l'appellation de "vain" comprennent seulement "faux", c'est pourquoi ils disent que jure en vain seulement celui qui fait un faux serment; mais d'autres disent que par le mot "vain" est compris ce qui se fait sans cause. Mais jamais, dans ce petit livre, je n'ai posé ou dit que quelque chose était mortel, sauf si on peut l'estimer d'après l'Écriture ou l'avis commun et concordant des docteurs; ainsi, je dis que "prononcer le nom de Dieu en vain" se comprend comme "en faux" sous le mot de "vain": de cette façon, il ne jure pas en vain celui qui ne jure pas le faux. Et il faudrait ainsi limiter la première proposition susdite.

Le faux serment, comme preuve, quand est-il un péché mortel?

Il est donc clair que tout homme qui fait un serment, dans une conversation ordinaire ou au tribunal, par Dieu, par les saints évangiles, par son âme, par la foi, et des invocations de ce genre, qui a conscience qu'il jure et qu'il ne dit pas la vérité, pèche mortellement, parce qu'il manque le premier compagnon.

---

5915 Il est dommage de n'avoir ni date ni lieu. La question n'est pas tout à fait résolue dans la *Summa angelica* (1486 étant la date de la première édition connue), en *Juramentum* 3, §10: si le contenu du serment est vrai, il n'y a pas de péché mortel, cependant on est tenu de s'abstenir de jurer comme on doit s'abstenir d'un péché mortel: «un homme prodigue de serments est rempli d'impiété», *Ecclésiastique*, 23,11. Il peut y avoir encore débat. Il faudrait voir aussi la *Summa Pisana*, antérieure).

5916 BONAVENTURA, III, d 39

5917 SCOTUS, III, d 39

5918 *Exode*, 20,7



Remarque pour les scrupuleux.

Cependant, Petrus Aureolus dit, III, d.9<sup>5919</sup>, qu'il y a péché mortel si l'on jure sur ce dont les hommes ont l'habitude de jurer quand ils veulent s'approprier l'inaffable vérité en ultime témoignage de leur propos. Il en serait autrement si on s'appropriait un signe qui n'a pas été institué en vue d'un tel témoignage, et sans avoir l'intention

[fol. 63v]

de faire un serment parce qu'ainsi il n'y aurait pas péché mortel selon lui. Note ce point, parce qu'il fait pour ces femmes qui jurent "par ma foi, en vérité", "par ce feu", etc., qu'elles ne pèchent pas de façon mortelle quand elles parjurent, parce qu'elles n'ont pas l'intention de prêter serment, et qu'on ne reçoit pas pour un serment ce par quoi elles jurent. Cependant, cette opinion d'Aureolus ne semble pas bonne à d'autres pour la conscience.

En outre remarque, selon Scotus et Aureolus que, si quelqu'un jurait au tribunal principalement, et surtout dans un procès de grande importance, et affirmait qu'est vrai ce dont pourtant il doute, il pèche alors mortellement parce que en faisant un serment de cette façon, c'est à dire dans un tribunal, il est requis que la personne soit sûre de ce qu'elle veut affirmer par serment; elle pècherait mortellement sauf si elle affirmait de façon humaine, en disant que jamais la fragilité humaine ne permet d'affirmer, comme cela arrive pour ceux qu'on doit ordonner. On le voit clairement dans le chapitre unique, *Décrétales*, [ ]<sup>5920</sup>. Et par ce qui précède, la première proposition est suffisamment claire.

R<sup>5921</sup>.

Mais pour éclairer la seconde proposition, il faut noter que les sommistes s'y attardent beaucoup. Frère Angelus dit que le serment tombe en vingt-six cas<sup>5922</sup>; mais alors, grâce à la théorie que l'on peut tirer de la proposition même, dis que le serment (comme le dit la proposition), n'oblige pas à son accomplissement, s'il a été frauduleux, sans discernement, ou sans prudence; porte ainsi toujours ta pensée vers ces trois compagnons si tu veux savoir quand il faut tenir un serment.

Donc un serment fait contre la justice, quoiqu'il ait été un péché mortel<sup>5923</sup>, ne doit cependant pas être tenu. Or il y a deux parties de justice selon cette parole: "Détourne-toi

---

5919PETRUS AUREOLUS, III, d 9, cité par ANGELUS, *Perjurium*, § 0.

5920Titre on identifié; lecture douteuse.

5921Ici commencent les propositions concernant l'obligation d'accomplir un serment.

5922ANGELUS, *Juramentum* 5, § pr et suivants, où sont traités 26 cas.

5923Il me semble qu'il y a par cette formule (le serment contre la justice étant un péché mortel) une réfutation implicite de l'idée que le péché mortel ne détruirait pas l'obligation du serment, créant ainsi «une chaîne d'iniquité», comme il est dit plus bas, puisqu'il faudrait accomplir le mal juré.

du mal et fais le bien"<sup>5924</sup>. Ainsi je dis que quiconque jure de faire quelque chose de mal ou de ne pas faire quelque chose de bien, quoiqu'il ait péché, n'est pas obligé de tenir son serment. Cette théorie est tirée du c. *Quanto, Décrétales* à ce titre<sup>5925</sup>, là où il est dit qu'un serment ne doit pas être une chaîne d'iniquité; et grâce à cela, on peut répondre à de nombreuses questions.

S. Trois questions sur trois sortes de serments.

Pour éclaircir cette seconde proposition, surgissent trois questions adjacentes: la première sur le serment non délibéré<sup>5926</sup>; la seconde sur le serment forcé; la troisième sur le serment pour compenser.

Pour la première question, note, selon Joannes Andreae<sup>5927</sup> et Innocentius<sup>5928</sup> que des serments prononcés sous le feu de la colère, sans raison ou de façon irréfléchie, n'obligent pas: un maître jure qu'il frappera un enfant, etc.: il n'y est pas obligé). Note ceci. Et il semble qu'on doive comprendre que, quand il y a eu une telle chaleur ou un mouvement si subit, il n'y a pas eu consentement<sup>5929</sup>.

Pour la seconde question, je tiens avec Scotus<sup>5930</sup> et Bonaventura<sup>5931</sup>, que le serment sous contrainte oblige, au tribunal de l'âme, quoique les canonistes disent le contraire, et dis qu'ils parlent du tribunal extérieur.

T. troisième proposition principale: L'intention requise dans le serment, le vœu et le mariage.

Et à ce sujet, pour l'éclaircissement du serment frauduleux, j'énonce la proposition suivante: il y a trois engagements: le serment, le mariage et le vœu, et ils n'obligent jamais, sauf si, en jurant, en contractant mariage, en prononçant des vœux, on a l'intention de faire ce qu'on jure, ce qu'on fait comme vœu ou comme promesse; et si celui qui jure n'a pas l'intention de faire ce qu'il jure, il n'est pas obligé au tribunal de la conscience de tenir son serment; il pèche néanmoins mortellement en faisant de tels serments.

Il s'ensuit deuxièmement que celui qui jure par crainte de la mort, par exemple, qui jure, capturé par des voleurs, qu'il leur apportera cent livres, et que les voleurs libèreraient, si, dans son cœur il avait cette intention, il en a l'obligation, et il est obligé du fait qu'il y a eu

---

5924 1 *Petr.*3,11

5925X, 2, 24 (*De jurejurando*), 18 (*Quanto personam*), où se trouve: *iniquitatis vinculum*.

5926C'est un serment contre le jugement; il n'entraîne pas de péché mortel. Le serment forcé ensuite fait partie des serments contre la vérité.

5927JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, in c.*Ex litteris, De jurejurando* (X, 2, 24, 32)

5928INNOCENTIUS IV, in c. *Literaturam, De voto* (X,3, 34,3)

5929ANGELUS, *Juramentum*, 5, § 8 (cas 8/26)

5930SCOTUS in III, d.39, déclare que le consentement forcé et mensonger n'obligent pas, mais à la fin de l'article trois, on trouve que, plus en accord avec l'avis commun, on reste obligé tant qu'on n'a pas rempli son obligation.

5931BONAVENTURA, in III (d.39), a.1, q. 3

consentement. Cependant il est bien vrai, comme le dit Durandus<sup>5932</sup>, qu'un tel homme a un remède parce que le juge ou le lieutenant ne tiennent pas pour valable ce qui est fait de force ou par crainte; c'est pourquoi ils peuvent interdire d'acquiescer le serment, et alors on n'y est pas tenu. A ce sujet vois Bonaventura en I, dist. [ ]<sup>5933</sup>.

Et grâce à ce qui vient d'être dit du consentement et de l'intention, il est manifeste qu'est vrai ce que dit Panormitanus sur le chap. *Venientes, Décrétales, De jurejurando*<sup>5934</sup>, où on trouve d'après Innocentius que si on a prêté un serment pour le présent, le serment alors ne s'étend qu'aux choses auxquelles on a pensé ou auxquelles on aurait dû penser avec raison, *Décrétales*, à cet endroit, c. *Quintavallis*<sup>5935</sup>. Mais si on a prêté un serment précis, alors il<sup>5936</sup> dit que le serment reçoit une interprétation selon le droit au tribunal des litiges, et selon l'intention de celui qui jure, au tribunal de la pénitence.

Et ainsi est résolue une question:

[fol. 64r]

un clerc a juré de rester sous le commandement de l'évêque, qui lui a ordonné de renoncer à un bénéfice sans faire appel. Certes, du fait qu'il n'était pas vraisemblable qu'il eût prêté serment spécialement à ce sujet s'il y avait pensé, il pourra, nonobstant l'ordre donné, faire appel, et c'est ce qui a été expliqué par les docteurs de Rome.

Et si on se demandait si une personne a eu l'intention de s'obliger par le serment ou non, remarque qu'il faut alors présumer que oui et c'est ce que dit le *Si vero, Décrétales*, à cet endroit<sup>5937</sup>.

V. Note le cas.

Mais je demande, pour la troisième question<sup>5938</sup>: si j'ai juré de te donner 10, et si toi tu me dois 10 autres, est-ce que je peux compenser? Il<sup>5939</sup> répond sur le c. *Ad nostram, Décrétales*<sup>5940</sup>, à cet endroit, que non, parce qu'un serment doit être observé en sa forme spécifique et il ne suffit pas de l'accomplir en fait, comme cela est clair ici par ce texte, parce que celui qui jure est obligé d'accomplir son serment en acte avant qu'une

---

5932DURANDUS DE SANCTO PORCIANO, *Scriptum super Sententiarum*. In III, d., 39, q.5

5933BONAVENTURA, *super libros Sententiarum*, 1,

5934PANORMITANUS, sur X, 2, 24, 19,(chapitre d'INNOCENTIUS III)

5935 X, 2, 24, 23 (chapitre d'INNOCENTIUS III)

5936PANORMITANUS, car il s'agit d'utilisation du chapitre des *Décrétales* et non de citations. *Specialiter*, en opposition avec *presentialiter*; est inattendu. Je suppose que *specialiter* indique un serment limité où on a pensé à tout; tandis que dans un engagement pour le présent, tel le mariage, on s'engage en général, sans penser à tout.

5937X, 2, 24, 8

5938Celle qui concerne le serment en compensation (fol 63v, S.)

5939PANORMITANUS évoqué ensuite.

5940X, 2 24, 7 (chapitre d'Alexandre III).

compensation soit faite, Loi *Si peculium*, § 1, *ff. De statuliberi*<sup>5941</sup>. Et Panormitanus dit que nos docteurs sont unanimement de cet avis mais il dit que Bartolus<sup>5942</sup> était de l'avis contraire dans la Loi *Amplius*, *ff. Rem ratam*<sup>5943</sup>. Et Panormitanus conclut, à cause des raisons de Bartolus qui paraissent tout à fait pratiques<sup>5944</sup>, qu'avant l'accomplissement du serment, la première opinion doit être suivie, opinion que tiennent Joannes Andreae<sup>5945</sup> et Innocentius<sup>5946</sup>; qu'après l'accomplissement du serment, il faut suivre l'opinion de Bartolus, pour être excusé de parjure.

Quatrième proposition principale: quel serment doit être tenu<sup>5947</sup>?

En ce qui concerne l'éclaircissement de la troisième proposition, je poserai maintenant une unique règle, celle que pose Monaldus, au titre *De juramento*<sup>5948</sup>, parce que si le Seigneur le veut, j'espère développer ensuite les dispenses; voici la règle.

Chaque fois qu'on jure par un serment précis de faire ou de ne pas faire ce qui serait véniel ou mortel de faire ou de ne pas faire, on ne doit pas tenir ce serment et on peut y contrevenir de sa propre autorité. C'est ce que dit Monaldus. Il est donc clair qu'on ne demande une dispense que quand un serment est licite ou quand on se doute qu'il l'est. De même: Innocentius, au c. *Venerabilem*, *De electione*<sup>5949</sup>, qui ajoute qu'on peut aussi contrevenir à un serment fait pour des choses permises, de sa propre autorité, sous la pression de la nécessité, si on ne peut aller trouver un supérieur, 2, q. 3<sup>5950</sup>.

De même, Antecessor<sup>5951</sup>, en raison d'une grande utilité, parce que la grande utilité équivaut à la nécessité, comme le remarque Innocentius dans le c. *Cum sis*, *De consecratione*<sup>5952</sup>. Et Panormitanus<sup>5953</sup> est d'accord, quoique Hostiensis<sup>5954</sup> ne le soit pas. Et on peut se dispenser du serment surtout quand il y a une utilité qui ferait qu'un supérieur, s'il pouvait venir, aurait libéré très vraisemblablement du serment.

Il est donc clair, pour conclure sur les serments, que, de même qu'un serment sans les trois compagnons est toujours mortel quel que soit le compagnon manquant, un serment fait sciemment aussi sans eux n'est pas d'obligation, exception faite des cas, peu nombreux, évoqués. Et il faut confier cela à la mémoire.

---

5941Digeste, 40, 7, 20

5942BARTOLUS, sur *Digeste*, 46, 8, 15

5943Digeste, 46, 8, 15

5944Je comprends *efficaces* comme: bonnes pour ce qui est d'agir.

5945JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*,

5946INNOCENTIUS

5947Voir le plan en annexe pour l'explication des chiffres.

5948MONALDUS, *Summa de jure canonico*, au titre *De juramento*.

5949X, 1, 6, 34: chapitre d'INNOCENTIUS.

5950*Décret*, C 2, q 3, c 8.

5951ANTECESSOR Theophilus, traducteur des *Institutions* de Justinien, en grec.

5952X, 3, 40, 5 chapitre d'INNOCENTIUS.

5953PANORMITANUS, *Super Decretalium*

5954HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

X. Troisième proposition principale: le vœu.

La troisième proposition, sur le vœu, est la suivante.

Chaque fois que quelqu'un rompt un vœu ou diffère trop à le remplir, chaque fois, on doit juger qu'il pèche mortellement, quatre cas exceptés. J'éclaircis cette proposition point par point.

Ce qu'est le vœu.

Et premièrement, puisqu'au commencement de la proposition est mis le mot "vœu", voyons ce qu'est le vœu. Je dis d'abord, en suivant les docteurs, principalement Ricardus, sur le livre IV, d. 38, ar.3, q.2<sup>5955</sup>, avec cependant quelques ajouts, que le vœu est, de la part de celui qui n'en est pas interdit par la loi, la promesse d'un bien que l'on se propose au delà de l'obligatoire, promesse faite à Dieu, de façon absolue ou conditionnelle, de façon simple ou solennellement, librement et non par peur, en vue d'une bonne fin, par une ferme délibération, avec l'intention de s'obliger à tenir sa promesse.

Les huit sortes d'hommes qui ne peuvent faire vœu.

Dans cette définition, premièrement on met: "de celui qui n'est pas interdit par la loi". Et je dis qu'il y a huit sortes d'hommes qui ne peuvent prononcer de vœu au point que le lien entre eux et leurs églises soit rompu<sup>5956</sup>, sans l'autorisation du pape, *De renuntiatione, c. Nisi cum pridem*<sup>5957</sup> (Mais cependant si c'était un vœu de pèlerinage, celui qui l'a fait s'acquittera des dépenses qu'il aurait faites et il le compensera l'effort, par des veilles et des prières, etc<sup>5958</sup>);

deuxièmement, les clercs pourvus de bénéfices ne peuvent faire de vœu sans l'autorisation de l'évêque, c. *Sane* et c. *Nisi cum pridem*, même titre<sup>5959</sup>; ils peuvent cependant faire vœu de religion, 20, q. 4, *Monacho*<sup>5960</sup>. [...] Et<sup>5961</sup> c'est pourquoi je crois que les religieux ne peuvent faire de vœu sans péché si le consentement tacite du supérieur n'est pas présumé, et Ricardus suit cet avis dans son commentaire sur le IV<sup>5962</sup>, ainsi que Thomas, II-II, q. 88<sup>5963</sup>, et Raymundus. Quatrièmement<sup>5964</sup> les abbés et les supérieurs de religieux, parce qu'un préjudice naîtrait dans leurs charges, ne peuvent faire

---

5955 RICARDUS, in IV, d.38, a.3, q.2. Selon ANGELUS, *Votum*, 1, § 0: *propositi superrogantis promissio deo facta propter bonum finem ex deliberatione firmata*. Il y a donc quelques ajouts.

5956 Selon ANGELUS, *Votum*, 2, § pr: il s'agit des évêques et autres supérieurs. Le nombre 8 comporte 4 sortes de consacrés et 4 sortes de laïcs.

5957 X, 1, 9, 10

5958 En cas d'autorisation.

5959 X, 1, 9, 7 et 10

5960 Décret, C 20, q 4, c 2.

5961 Chez ANGELUS, *Votum* 2, ce morceau de phrase appartient au «troisièmement» qui concerne les religieux.

5962 RICARDUS, in IV, d 38

5963 THOMAS, *Somme*, II-II, q. 88, a. 8, s. 4: Le vœu de gens soumis à la puissance d'autrui n'a pas de force sans le consentement du supérieur. Mais ce n'est pas cependant un péché; ce vœu sous-entend... la condition requise: si cela plaît aux supérieurs ou s'ils ne s'y opposent pas.

5964 Les abbés dirigeant des monastères de cloîtres, les supérieurs de religieux dirigeant les ordres mendiants.

de vœu sans

[fol. 64v]

l'autorisation des supérieurs, 18, q.2, *Abbatas*<sup>5965</sup>; de ce qui n'est pas préjudiciable à leur charge, ils peuvent faire des vœux. Cinquièmement, le fils de famille. Sixièmement, les impubères. Septièmement, l'esclave. Huitièmement, l'époux et sa femme. Et parce que le cas de ces quatre personnes se présente souvent, je pose quelques propositions, pour qu'on le comprenne mieux.

Y. Ceux qui peuvent faire vœu. Première proposition.

Première proposition: un enfant, dans la mesure où il est capable de dol, ne peut, avant les années de la puberté, même par autorisation paternelle, faire vœu de religion.

Seconde proposition: excepté le seul vœu de religion, un enfant capable de dol, avant les années de la puberté, peut faire vœu et s'oblige. Le père, cependant, peut annuler un tel vœu; mais s'il ne l'annule pas, l'enfant est obligé.

Troisième proposition: sont différents d'un côté les vœux des impubères et d'un autre côté, les vœux des adultes, des épouses et des esclaves, parce que les vœux des impubères une fois annulés, ne revivent pas, mais les vœux des trois autres, c'est à dire des épouses, des adultes et des esclaves, même révoqués, revivent, la puissance paternelle étant dissoute, le mari mort, le maître défunt.

On a la première proposition dans le c. *Ad nostram, Décrétales, De regularibus*<sup>5966</sup>; la seconde chez Thomas, II-II, q. 88<sup>5967</sup>, et, en particulier, au c.2, *De voto, Décrétales*<sup>5968</sup>, glose jointe. La troisième est d'Innocentius, sur le c. *Scripturae, Décrétales*, au même titre<sup>5969</sup>.

Quatrième proposition: les trois précédents: pubères, femmes et esclaves, ne peuvent faire de vœux par lesquels ils prévaudraient sur la juridiction de la maison ou de la famille pour le fils, sur l'obéissance due à l'époux pour l'épouse<sup>5970</sup>, ou au maître pour l'esclave.

---

5965 *Décret*, C 18, q 2, c 16

5966X: 3, 31, 8

5967 *Somme*, II-II, Q. 88, a. 9, *contra* et r.

5968X, 3,34, 2 (*Venientis*): sur le vœu ultramarin.

5969X, III, 34, 4 (chapitre d'Alexandre III).

5970 On peut comparer avec ANGELUS, *Votum* 2, § 8: il est question d'inégalité (et d'égalité), et non d'obéissance; il y a comme préjudices réciproques: l'abstinence, dormir avec une chemise, se lever à matines. Gilbert Nicolas recourt à un principe du christianisme (l'obéissance dont le Christ est le modèle), et n'entre pas dans les obligations quotidiennes. En ce qui concerne l'égalité (*sunt pares*), devant les devoirs, proclamée ici par ANGELUS, elle l'est aussi, à d'autres endroits par GILBERT NICOLAS.

Cependant quand le fils a un pécule militaire ou un pécule assimilé à celui-ci<sup>5971</sup>, quand une femme a quelque bien en plus de sa dot, ils peuvent faire des vœux concernant ces biens et le vœu est valable; qu'elles évitent cependant de scandaliser l'époux. Ceci chez Thomas<sup>5972</sup>. Hostiensis<sup>5973</sup> y ajoute qu'un fils de famille pubère peut faire vœu d'un pèlerinage de l'autre côté de la mer, c. *Ex multa, Décrétales*, à ce titre<sup>5974</sup>, et ceci pour aller au secours de la terre sainte; un esclave même peut faire un vœu en ce qui concerne des choses spirituelles sans le consentement du maître, comme celui de prier, etc., c. *Relatum, De sententia excommunicationis*<sup>5975</sup>, et c. *Si servus*, D 54<sup>5976</sup>; et de cela il ne résulte pas de préjudice; de même, nous avons dit que l'épouse peut faire vœu de ce qui n'est pas au préjudice de l'époux, comme le dit la glose au c. *Manifestum*, 33, q.5<sup>5977</sup>.

Question sur laquelle on hésite<sup>5978</sup>.

Mais les personnes précédentes pèchent-elles si elles font des vœux qu'elles ne peuvent remplir? Réponse: si, quand elles font un vœu, elles s'aperçoivent qu'elles ne peuvent le remplir ni le faire, il semble qu'elles font un péché mortel sauf si elles présument de la volonté de ceux dont le vœu dépendrait; mais si elles n'y pensent pas, elles ne pèchent pas, parce qu'il est sous-entendu qu'elles font un vœu autant qu'il dépend d'elles; et elles pèchent encore moins si explicitement elles ont cette intention.

Un prélat, un abbé, un tuteur, un mari, un maître, etc., ne pèchent pas non plus en révoquant les vœux même faits auparavant par ceux qui ne leur étaient pas soumis, sauf s'ils y ont consenti, parce que ceux qui ont fait les vœux pècheraient maintenant en leur obéissant, comme dans le dit c. *Manifestum*.<sup>5979</sup>

Question sur laquelle on hésite.

Mais celui qui a fait vœu pèche-t-il mortellement quand il accepte l'empêchement de son vœu<sup>5980</sup>, par exemple quand une femme consent à un mariage après un vœu de chasteté et des cas de ce genre? Je réponds, en tirant la réponse du c. *Per tuas, De voto*<sup>5981</sup>, que oui, si elle s'en avisait quand elle consent à un tel empêchement. Mais si elle ne s'avisait pas alors de son vœu ni jusqu'après consommation du mariage, et si elle n'y

---

5971 Le pécule qu'un fils de famille gagnait comme soldat (solde ou butin) lui appartenait en pleine propriété; le *peculium quasi castrense*, acquis par l'exercice de certaines fonctions, fut juridiquement assimilé au *peculium castrense* par Justinien.

5972 *Somme*, II-II, Q. 88, a. 8, s. 2 (sans doute)

5973 HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium* sur X, 3, 34, 9

5974 X, 3, 34, 9

5975 X, 5, 39, 37.

5976 *Décret*, D 54, c 20: *Si servus sciente* (de l'esclave ordonné *in clero*)

5977 *Décret*, C33, q 5, c11 (où le mari peut s'opposer à un vœu d'abstinence). Les droits d'autrui demeurent.

5978 *Dubium* désigne une question difficile et sans doute non réglée pour tout le monde, car ni ANGELUS, ni GILBERT NICOLAS n'ont d'hésitation, qu'il s'agisse de cette question ou de la suivante.

5979 *Décret*, C33, q 5, c11

5980 «L'empêchement» est ce qui empêche le premier vœu; dans l'exemple qui suit, l'empêchement est le mariage.

5981 X, 3, 34, 10 (cas de celui qui a fait vœu de religion, est devenu religieux, puis est fait évêque)

pensait pas quand elle assumait l'empêchement par lequel elle ne pouvait remplir son vœu, dans ce cas, je ne crois pas qu'elle aura péché mortellement, quoiqu'elle doive s'affliger parce qu'elle ne peut remplir son vœu et doit compenser<sup>5982</sup> en ce qu'elle peut; à ce sujet, plusieurs choses ont été dites avant.

La proposition dit ensuite: le vœu est une pro-messe, c'est pourquoi je dois faire remarquer que le vœu présente différents stades selon lesquels il obtient différents noms et effets<sup>5983</sup>.

#### Z. Les stades du vœu.

Le premier est à l'origine: quand quelqu'un se dispose à faire un vœu; alors il s'appelle "délibération" et on parle en 17, q.1, *Qui bona agunt*<sup>5984</sup>; et rompre le vœu n'est pas un péché.

Le second est une progression: quand en progressant on a le ferme projet d'accomplir le vœu, il s'appelle alors "projet" ou «acheminement»<sup>5985</sup>, 17, q. 2, *Nos novimus*<sup>5986</sup>, et dans ce cas, il n'oblige pas mortellement mais véniellement, c. *Literaturam, De voto*<sup>5987</sup>, et à cet endroit, Panormitanus<sup>5988</sup> est d'accord et il leur semble que la glose soutient cet avis (au même endroit) si on la lit bien en entier<sup>5989</sup>, ainsi que la glose, 17, q.1, en entier<sup>5990</sup> quoiqu'ils allèguent qu'Hugo<sup>5991</sup> soutient qu'un tel homme pêche mortellement, mais Hugo ne parle pas de ce cas, mais de celui qui a fait vœu, dans le dit chapitre *Qui bona*<sup>5992</sup>.

Le troisième stade est celui de la "confirmation":

[fol. 65r]

il promet: avec la volonté de s'obliger à ce dont il a le ferme propos, parce que personne ne s'oblige, si ce n'est celui qui a la volonté de s'obliger, Loi *Obbligationum*, ff. *De actionibus et obligationibus*<sup>5993</sup>, et argument de la loi *Si ego*, ff. *Si certum petetur*<sup>5994</sup>, et il ne suffit pas non plus d'avoir la volonté de s'obliger: il faut s'obliger par une promesse, que la promesse soit faite par la bouche ou par le cœur. C'est pourquoi les lois qui semblent dire que le propos délibéré, absolu, oblige, comme dans le c. *Nuptiarum*, 27, q. 1<sup>5995</sup>, dans le

5982 Par des veilles et des prières, d'après ce qui a été dit avant et non en gardant la continence.

5983 La «pro-messe» qui va vers un futur, présente différents états ou stades (*status*) selon sa chronologie.

5984 *Décret*, C 17, q 1, c 4

5985 *tractura*

5986 *Décret*, C 17, q 2, c 2.

5987 X, 3, 34, 3

5988 PANORMITANUS, sur X, 3, 34, 3

5989 Glose sur X, 3, 34, 3

5990 Glose sur *Décret*, C17, q 1, c 1, 2, 3, 4.

5991 HUGO DE SANCTO VICTORE, *Summa Sententiarum* (Hypothèse)

5992 *Décret*, C 17, q 1, c 4

5993 *Digeste*, 44, 7, 3

5994 *Digeste*, 12, 1, 18pr (*De rebus creditis si certum petetur et conditione*)

5995 *Décret*, C 27, q 1, c 41. *Nuptiarum* (*Conjugia voventium non sunt dissovenda*)



dit chapitre *Qui bona agunt*<sup>5996</sup>, dans le chapitre *Consulti, De regularibus*<sup>5997</sup>, et les semblables, doivent être comprises: avec un propos confirmé par une promesse, selon Panormitanus, sur le c. *Literaturam*<sup>5998</sup>: note ceci, parce que cela sert souvent.

Comment quelqu'un a-t-il la volonté de s'obliger?

Il faut savoir, cependant, que quelqu'un peut avoir la volonté de s'obliger, de deux façons; d'une façon, avec une intention expresse, celle de s'obliger; de l'autre, avec une intention tacite quand en promettant, on ne pensait ni à s'obliger ni à ne pas s'obliger<sup>5999</sup>, et cette seconde façon suffit; comprends ainsi ce qui a été dit avant.

Ensuite on dit: (promesse) d'un bien dépassant l'obligation ou de surérogation, parce que le vœu, proprement, ne porte pas sur ce que quelqu'un est obligé de faire nécessairement pour Dieu comme le sont les commandements, et, donc, il concerne plus les conseils. On dit promesse: faite à Dieu, parce qu'à proprement parler, les vœux faits à Dieu seul ont la raison de "vœu".

On dit: en vue d'une bonne fin, parce qu'un vœu pour une fin mauvaise n'a pas de valeur.

On dit: de façon absolue etc.

Les deux genres du vœu.

Il faut alors noter qu'en ce qui nous concerne, les vœux sont de deux genres; et on appelle, aujourd'hui, vœu simple, tout vœu autre que le vœu solennel, même accompagné de beaucoup de solennités.

L'autre vœu est dit solennel et c'est uniquement celui qui est solennisé par la réception des saints ordres, par la profession tacite ou orale, faite à quelqu'un pour des ordres religieux approuvés, comme c'est noté au c. unique, *De voto, Sexte*<sup>6000</sup>

De plus, parmi les vœux, l'un est pur ou absolu: le vœu sans aucune condition expresse.

On dit: expresse, parce qu'en réalité, en parlant simplement, tout vœu, du moins celui qui est une promesse, est conditionnel, parce que beaucoup de conditions sont comprises en lui, par exemple: s'il plaît à Dieu, s'il plaît à Pierre, etc., comme c'est noté au c. *Quemadmodum, De jurejurando*<sup>6001</sup>, et 22, q. 2, *Beatus Paulus*<sup>6002</sup>.

Remarque cependant que le vœu de chasteté, d'entrer dans un ordre religieux, d'aller voir le tombeau du Christ, la basilique des apôtres Pierre et Paul, le sanctuaire de Saint Jacques à Compostelle, d'aller au secours de la Terre Sainte ou de la foi, sont des vœux

---

5996Décret, C 17, q 1, c 4

5997X 3,31, 20

5998PANORMITANUS, sur X, 3, 34, 3

5999On a fait la promesse sans s'être demandé si on allait la tenir

6000VI, 3,15, c. unique

6001X, 2, 24, 25

6002Décret, C 22, q 2, c 5

simples, et cependant on ne les dit pas mineurs mais majeurs; c'est pourquoi vœu majeur et vœu solennel, vœu simple et vœu mineur, sont différents comme supérieur et inférieur le sont, parce que tout vœu solennel est majeur, mais pas l'inverse, et tout vœu mineur est simple, et pas l'inverse<sup>6003</sup>.

Quand le vœu est-il obligatoire?

Ensuite, on dit: librement et non par peur; à ce sujet, Panormitanus<sup>6004</sup> fait de bonnes distinctions sur le c. *Sicut*, 2°, *De regularibus*<sup>6005</sup>. En effet: quelqu'un fait vœu dans des situations critiques ou par peur: cette peur est la peur d'une mort, ou naturelle ou accidentelle. Exemple de la première peur: si je suis gravement malade: une telle peur n'excuse pas: le vœu tient, comme dans le dit c. *Sicut*

Quand le vœu n'oblige-t-il pas?

En ce qui concerne la seconde peur, fais une distinction: la mort est accidentelle, ou par hasard ou par violence: exemple de la première peur: mourir dans un naufrage, un incendie, une attaque ennemie, et cette peur n'excuse pas non plus, ni non plus n'invalide le vœu ou son accomplissement, parce que Dieu parfois frappe d'une peur de ce genre pour que l'homme se convertisse, et une telle peur doit être désirée, 16, q.1 *Revertimini*<sup>6006</sup>. Second cas; prends l'exemple de celui qui craint la mort violente qui le menace de la part d'un impie: si, à cause d'une telle peur, il entre en religion ou fait vœu, d'y entrer, le vœu n'a pas de valeur et ne tient pas, car Dieu regarde le cœur et veut un soldat volontaire.

Et ceci est vrai s'il fait vœu seulement par peur; mais s'il fait vœu pour échapper à la mort, c'est à dire pour que Dieu ne permette pas qu'il tombe dans les mains de cet homme, dans ce cas, il est tenu par son vœu comme dans le cas précédent.<sup>6007</sup>

En conséquence expliquons la proposition principale énoncée dans laquelle on disait ensuite: chaque fois que quelqu'un rompt....

B. Question: Celui qui rompt son vœu, pèche-t-il chaque fois?

Je demande donc: quelqu'un pèche-t-il mortellement chaque fois qu'il rompt un vœu?<sup>6008</sup> Je réponds que si le vœu était négatif, il n'y a pas de doute qu'il pèche mortellement; mais si le vœu était affirmatif, par exemple, de jeûner et de faire des actions de ce genre, on pèche seulement la première fois où on mange dans le jour, non en mangeant la seconde ou la troisième fois,

---

6003La définition posait: *simpliciter vel solemniter*

6004PANORMITANUS, *sur* X, 3, 31, 17

6005X, 3, 31, 17.

6006*Décret*, C 16, q 1, c 65

6007Le cas de la mort accidentelle: naufrage, incendie...

6008ANGELUS, *Votum* 3, § 27, avec une réponse qui entre dans le détail.

[fol. 65v]

il en serait autrement si on rompait le vœu par mépris, par exemple parce que, quoiqu'on puisse jeûner, on ne le ferait pas, et des cas semblables. Tiens cet avis quoique Petrus de Palude, sur IV, dist. 15<sup>6009</sup>, parle autrement.

Celui qui tarde à remplir le vœu, quand pèche-t-il mortellement?

On disait en outre dans la proposition: ou diffère à le remplir.

Pour l'explication de ce point, je pose la distinction suivante que je prends chez Panormitanus<sup>6010</sup>, *Non est voti*, et chapitre suivant<sup>6011</sup>: ou celui qui a fait un vœu, quand il le faisait, pensait à l'accomplir aussitôt ou à un moment précis: ainsi, il est obligé selon son intention quand il fit vœu. S'il n'a pas déterminé de moment, qu'il n'y ait pas pensé ou qu'il y ait pensé, il ne s'est pas imposé de moment par son vœu; dans ce cas, il faut de nouveau distinguer: ou il en diffère l'exécution parce qu'en tardant il espère le remplir avec plus de dévotion, de paix ou de commodité, et ainsi, il ne pèche pas, du moins mortellement; ou, il le reporte seulement par négligence, et alors, s'il y a, de façon probable, un risque imminent d'impossibilité de le remplir parce qu'on tarde (par exemple, il a fait vœu d'entrer en religion et, s'il n'entre pas dans l'année même, plus tard il ne sera plus apte ou ne pourra plus le faire), dans ce cas, il pèche mortellement en tardant, s'il en est conscient. Mais si un tel risque ne menaçait pas, ou s'il menace et qu'il n'en est pas conscient, dans ce cas, dire que tarder est un péché mortel semble sévère.

C. Les exceptions par incapacité de remplir le vœu.

De même, on disait dans la proposition: quatre cas exceptés, cas que pose Ricardus en IV, d. 38, a. 5, première question<sup>6012</sup>.

Premier cas: à cause de l'incapacité de remplir le vœu: «c'est pourquoi, celui qui a fait vœu de jeûne, jeûne qu'il ne peut respecter sans grand dommage corporel, s'il n'a pas la possibilité d'aller trouver son supérieur, peut rompre son vœu de sa propre autorité, selon Thomas, II-II, q. 88, a. 11<sup>6013</sup>; il pèche cependant en faisant vœu de ce qui lui est impossible, sauf s'il espère que ce sera possible.

Second cas: à cause de l'autorité de celui qui dispense ou annule, qui en a le pouvoir, comme un supérieur, un mari, un tuteur, etc.; comprends: s'il y a une cause légitime,

---

6009PETRUS DE PALUDE, IV, d 15

6010PANORMITANUS, sur X, 3, 34, 5,

6011X, 3, 34, 5 et 6

6012RICARDUS, *Super Sententiarum librum* IV, d. 38, a. 5, q. 1

6013THOMAS, *Somme*, II-II, q. 88, a. 11, 3

autrement non, comme dans le c. *Magnae, Décrétales, De voto*<sup>6014</sup>, et la glose sur le c. *Non est*, même titre<sup>6015</sup>.

Troisième cas: par l'absence de la condition jointe, 32, q.8, c. *Non solum* (à la fin)<sup>6016</sup>, ou absence de la cause motrice principale: un père, une mère, ont fait le vœu de jeûner pour obtenir le salut d'un fils qui meurt: ils ne sont pas tenus.

Quatrième cas: quand ce qui était licite à l'époque du vœu est devenu illicite ensuite; par exemple: quelqu'un avait fait vœu de continence avant un mariage: après le mariage contracté et consommé, il ne peut licitement refuser son dû<sup>6017</sup> à celui qui le demande, et des cas de ce genre. C'est pourquoi, Thomas, sur le livre IV, à cette distinction<sup>6018</sup>, dit: «Tout empêchement d'accomplir un vœu, s'il était présent, supprime l'obligation du vœu, même après qu'on a fait le vœu». Il faut noter ceci avec soin.<sup>6019</sup>

Proposition concernant un vœu fait pour un lieu défini

Pour une compréhension plus complète des propos, j'ajoute<sup>6020</sup> cette proposition: celui qui fait vœu de donner ou de faire quelque chose en fixant une personne ou un lieu, par exemple, le vœu de donner à telle église ou tel prêtre, ne peut, sans un supérieur, de sa propre autorité, changer pour une autre personne ou un autre lieu, quoique la personne ou le lieu premièrement désignés ne soient pas dans le besoin.

De plus, un évêque, quoiqu'il puisse changer la destination du vœu, ne le peut pas cependant, selon Florentinus, sans une cause urgente importante, par exemple parce qu'une église a été détruite et une cause de ce genre.

Note un cas intéressant.

Cette proposition est de Florentinus dans sa *Somme*<sup>6021</sup>, qui dit aussi que si quelqu'un a fait vœu d'aller à l'église, il ne peut envoyer quelqu'un d'autre de sa propre autorité, sauf s'il ne pouvait pas du tout y aller, et s'il envoie quelqu'un, il n'est pas libéré de son vœu et il pèche mortellement s'il pouvait facilement avoir recours à un supérieur. Personne, en effet, ne peut obliger une autre personne par son propre vœu sauf si l'autre y consent, et si on ne peut par soi-même remplir son vœu, on n'est pas tenu de le faire

---

6014X, 3, 34, 7

6015Glose sur *Non est*. : X, 3, 34, 5

6016Décret, C. 32, q. 8, c. unique. *Non solum*.

6017Le devoir conjugal.

6018THOMAS, In IV, d. 38, q. 1, a. 3., p 552 (éd. Jean Nicolas). L'idée se rapproche de *Somme* II-II, Q.110, a. 3, 5 : On est excusé de ne pas tenir une promesse «si les personnes ou les affaires ont changé».

6019ANGELUS, *Votum* 3, § pr

6020ANGELUS n'évoque que le vœu fait pour un jour défini: *Votum* 2, § 3. Le verbe «j'ajoute» confirme, s'il en était besoin que GILBERT NICOLAS lit attentivement la *Summa angelica*, l'utilise et la complète, comme on le remarque, plus haut, avec les mots: «père» et «consommé»; voir le latin.

6021FLORENTINUS, *Summa*

faire par un autre; «mais<sup>6022</sup> si on a fait vœu de pèlerinage par dévotion, si un empêchement survient, alors on n'est pas tenu d'exécuter son vœu par un autre.»<sup>6023</sup>

D. question: un héritier est-il obligé de remplir le vœu d'un défunt?

Par ces propos est claire la réponse à cette question habituelle: un héritier est-il tenu de remplir les vœux qui lui ont été imposés par celui dont il est héritier? Il faut alors distinguer: l'héritier a-t-il donné son assentiment ou promis au défunt de remplir, son vœu ou non? Si oui, il y a deux cas: l'héritier a promis à tout hasard et simplement, ou avec l'espoir d'avoir un héritage. Dans le premier cas, il est tenu d'accomplir le vœu; dans le second cas, je dis que, si, ayant changé d'avis, il renonce à l'héritage<sup>6024</sup>, il n'est pas alors tenu d'accomplir le vœu, par l'argument du, c. *Venerabilem*, § final, *De electione*<sup>6025</sup>; et le notent Innocentius<sup>6026</sup> et Bernardus<sup>6027</sup> sur le dit texte, c. *Licet*<sup>6028</sup>. «Mais<sup>6029</sup> s'il n'a pas donné son assentiment ou promis, alors, si le vœu est personnel, c'est à dire obligeant une personne, sa personne,

[fol. 66r]

il n'est pas tenu; mais si le vœu est personnel par rapport une personne indéterminée, par exemple envoyer quelqu'un à Saint Jacques, l'héritier est tenu de l'envoyer; de même, si le vœu est uniquement matériel, comme faire un monastère, vêtir un pauvre, et des vœux de ce genre, l'héritier est aussi tenu de l'accomplir.

De plus, si le vœu est en même temps matériel et personnel et exprès sur les deux plans, comme aller à Saint Jacques et là offrir dix, dans ce cas l'héritier a l'obligation d'offrir dix, mais non d'aller à Saint Jacques ni d'envoyer quelqu'un, sauf si, selon ce qui a été dit, il y a obligation de remplir par un autre. Si le vœu est personnel et matériel, mais que seul le vœu personnel a été précisé (comme par exemple, pour l'héritier d'aller à Saint Jacques), quoique s'ajoutent des dépenses, accessoires, il n'a pas d'obligation<sup>6030</sup>; le principal ayant été ôté: puisqu'il n'est pas obligé d'aller à Saint Jacques, il n'est pas tenu de verser de l'argent.

Mais s'il n'y a eu aucune disposition<sup>6031</sup>, dis que si un défunt était obligé de remplir

---

6022 Sur cette phrase, voir la note sur *Si vero*. Chez ANGELUS, *Votum* 3, § 7, le vœu de pèlerinage en terre sainte a deux objets secourir les lieux saints ou les visiter par dévotion; dans le premier cas, on doit apporter son secours de la meilleure façon possible (et il en est de même pour un pèlerinage à Saint Jacques ou pour un don); mais dans le second cas (*si vero*), on n'est pas obligé de faire exécuter son vœu par un autre.

6023 ANGELUS, *Votum* 3, § 7

6024 ANGELUS, *Votum* 3, fin du § 9.

6025 X, 1, 6, 34, § final

6026 INNOCENTIUS, sur X, 3, 34, 6.

6027 BERNARDUS, sur X, 3, 34, 6.

6028 X, 3, 34 (*De voto*), 6; texte évoqué par ANGELUS, mais pas dans notre texte.

6029 ANGELUS, *Votum* 3: citation à partir du second quart du § 8.

6030 Ni celle de faire le pèlerinage, ni celle de verser l'offrande: l'accessoire suit le principal.

6031 En prenant en compte le «personnel» (le qui) et le «réel» (le quoi), ce qui est précisé et ne l'est pas dans le vœu, on trouve 6 cas: 1) le vœu désigne l'héritier: il n'est pas obligé d'aller à Compostelle. 2) Le vœu renvoie à un

son vœu par l'intermédiaire d'un autre, comme dans les cas dont on a parlé plus haut, l'héritier est obligé, et cela du fait qu'il a accédé à l'héritage, parce qu'en y accédant, il s'est quasiment engagé. L'établit ce qu'on lit dans la Loi 2, *ff. De pollicitationibus*<sup>6032</sup> et dans la Loi More, *ff. De acquirenda hereditate*<sup>6033</sup>, et en outre il y a le texte du c. *Si heredes, De testamentis*<sup>6034</sup>. Et comprends cela dans la mesure où les capacités de l'héritage le permettent. Je crois cependant que si un fils subissait un dommage dans sa légitime<sup>6035</sup> pour remplir des vœux de ce genre, il aurait une cause légitime d'obtenir une dispense».

E. La profession tacite et expresse.

Mais, puisqu'a été posée plus haut une double distinction à propos du vœu (il y a le vœu simple et le vœu solennel, et aussi le vœu nu ou absolu et le vœu sous condition), et puisque cette matière se présente souvent aux confesseurs au sujet du vœu solennel, pour la profession tacite ou expresse, et aussi au sujet du vœu sous condition, j'énoncerai des propositions, premièrement pour les professions tacite et expresse, deuxièmement pour la condition jointe au vœu.

En ce qui concerne le premier point, il y aura deux questions selon les deux professions; la première sur la profession expresse, la seconde, sur la profession tacite.

Les conditions requises pour une profession.

Pour la profession expresse, je demande combien de conditions sont requises pour elle? Je réponds et je dis qu'il y en a six<sup>6036</sup>.

Premièrement<sup>6037</sup>, que le profès ait accompli sa quatorzième année si c'est un garçon, douzième, si c'est une fille, chapitre premier, *De regularibus, Sexte.*»<sup>6038</sup>

Remarque cependant, pour cette première condition, que «pour<sup>6039</sup> les moines qui ont des monastères isolés et très durs<sup>6040</sup>, il est interdit» de recevoir quelqu'un en profession avant 18 ans, comme dans le c. *Quia in insulis, De regularibus.*»<sup>6041</sup>

---

intermédiaire non précisé: l'héritier doit envoyer quelqu'un à Compostelle 3) le vœu oblige à une offrande matérielle: l'héritier est obligé de faire l'offrande 4) le vœu expressément désigne l'héritier pour aller à Compostelle et faire une offrande: il n'est pas obligé d'y aller mais est obligé à l'offrande. 5) Le vœu n'est précis que sur la personne de l'héritier: il n'est obligé ni par rapport à l'action ni par rapport à l'offrande. 6) Enfin, s'il n'y a pas eu promesse, l'héritier est obligé d'accomplir le vœu par un intermédiaire, comme dans le second cas, si le défunt l'était lui-aussi et si l'héritier a accepté l'héritage (l'acceptation vaut promesse). On va du simple au complexe à partir de l'aspect personnel et de l'aspect réel.

6032 *Digeste*, 50, 12, 1, 2

6033 *Digeste (De acquirenda vel omittenda hereditate)*: 29, 2, 8 pr.

6034 X, 3, 26, 6

6035 Légitime: portion assurée par la loi à l'héritier sur la part qu'il aurait eue en entier si le défunt n'avait pas disposé autrement de cette part.

6036 Citation d'ANGELUS, *Professio*, §1.

6037 ANGELUS, *Professio*, §1.

6038 VI, 3, 14, 1

6039 Entre guillemets: ANGELUS, *Novitius*, § 2.; de même, pour ce qui suit.

6040 Je pense que *insulis* désigne des monastères qui sont loin des autres, dans des lieux isolés.

6041 X, 3, 31, 6

Remarque aussi que «selon la règle on doit être novice pendant un an, «c. *Consaldus*, 17, q.2<sup>6042</sup>, et c. *Ad apostolicam, De regularibus.*»<sup>6043</sup>

Un novice peut être reçu profès avant un an de noviciat.

«Cependant puisque ce temps est donné en faveur du novice pour expérimenter, et en faveur du monastère pour qu'ils éprouvent si l'entrée en profession leur convient, c'est pourquoi, si le supérieur et la communauté sont d'accord et si la volonté du novice s'y ajoute, le novice peut, avant la fin de l'année, faire profession et la profession tient, quoique les supérieurs agissent mal s'ils agissent ainsi sans un grand discernement, comme au dit c. *Ad apostolicam*. Ceci ne s'applique pas aux ordres mendiants: ils ne peuvent recevoir à la profession avant une année complète de probation, comme aux c. *Non solum*, et c. *Constitutionem, De regularibus, Sexte*<sup>6044</sup>.

Deuxièmement, il est requis «que<sup>6045</sup> la profession se fasse devant celui qui peut incorporer à un ordre<sup>6046</sup> ou celui qui a la permission de ce dernier, selon Innocentius<sup>6047</sup> et Panormitanus<sup>6048</sup>, c. *Porrectum, De regularibus*<sup>6049</sup>; et, dans ce cas, la profession faite de soi-même seulement ou dans les mains de l'évêque, ne solennise pas le vœu selon maître Anto, sur le dit c. *Porrectum*<sup>6050</sup>;

donc, si quelqu'un contractait mariage<sup>6051</sup>, le mariage tiendrait; mais si la profession était reçue au nom de celui qui a la capacité d'incorporer, elle serait valide après ratification (mais pas avant), et dans ce cas le mariage ne tiendrait pas. Il en serait autrement si la profession n'était pas reçue au nom de celui qui a capacité d'incorporer, parce que celui-ci ne pourrait la ratifier. Geminianus<sup>6052</sup>, sur le dit c. *Constitutionem, De regularibus*<sup>6053</sup>, tient avec Lapus<sup>6054</sup>, que si la profession se fait dans les mains de quelqu'un qui gouverne un ordre religieux, elle oblige à entrer dans un ordre religieux en général, mais non dans un ordre religieux particulier, sauf si elle est reçue par celui qui peut incorporer à cet ordre particulier; ce que je crois vrai, si celui qui gouverne cet ordre peut imposer l'ordre sur

---

6042 *Décret*, C. 17, q.1, c.1.

6043 X, 3, 31, 16

6044 VI, 3, 14, 2 et VI, 3, 14, 3

6045 ANGELUS, *Professio*, §1.

6046 *Religio* désigne un ordre religieux de vœu solennel, mais sans doute ici un ordre mendiant; en effet, incorporent: le supérieur du monastère ou du couvent (pour un frère mineur: le provincial ou le ministre), ou l'évêque, sauf s'il s'agit d'un couvent d'ordre mendiant. Ceux qui ratifient la profession sont, pour les franciscains de l'observance, le provincial ou le ministre qui gouverne l'ordre.

6047 INNOCENTIUS IV, sur X, 3, 31, 13

6048 PANORMITANUS, sur X, 3, 31, 13

6049 Sur X, 3, 31, 13

6050 ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*, sur X, 3, 31, 13

6051 Le serment, le vœu et le mariage sont des engagements qui obligent; d'où la question de la prééminence d'un engagement sur un autre (et celle de la chasteté quant il y a vœu et mariage).

6052 GEMINIANUS, *Super sexto libro Decretalium*, sur VI, 3, 14, 3

6053 VI, 3, 14, 3.

6054 LAPUS DE CASTELLIONE, *Allegationes* (Hypothèse)

lequel il a l'administration à celui qu'il reçoit; autrement, non.

Troisièmement, il est requis «que<sup>6055</sup> la profession se fasse pour un ordre approuvé, chapitre unique, *De voto*, *Sexte*<sup>6056</sup>, même si elle était faite dans une maison particulière, dans la main d'un supérieur, au dit chap. *Porrectum*<sup>6057</sup>.

[fol. 66v]

Quatrièmement, il faut que le supérieur demande le conseil du chapitre<sup>6058</sup>, autrement, il ne semble pas qu'il y ait profession, selon Joannes Andreae<sup>6059</sup>, dans une postille sur le c. *Ad Apostolicam*, *De regularibus*<sup>6060</sup>, et Panormitanus suit cet avis, sur le dit chapitre<sup>6061</sup>; mais il est vrai qu'il n'est pas tenu de suivre l'avis du chapitre, selon Joannes Andreae et l'ensemble des docteurs, et que si le supérieur ne demandait pas conseil, l'acte serait nul. C'est clair dans le chapitre *Novit*, glose jointe, *De hiis que fiunt a prelato*<sup>6062</sup>.

C'est pourquoi, si un monastère est vacant, quelqu'un ne peut être admis, comme nous le disons de même pour la collation concernant l'évêque, comme au chapitre unique, *Ne sede vacante*, *Sexte*<sup>6063</sup>, joint au chapitre final, *De regularibus*, *Sexte*<sup>6064</sup>: ce que je crois vrai sauf si un abbé ou un supérieur, par coutume ou privilège, pouvait recevoir lui-même le profès; il en est autrement selon le droit, parce que créer un moine convient de droit à l'abbé, comme au c. *Ea noscitur*, *De hiis que fiunt a prelato*<sup>6065</sup>;

et c'est pourquoi, si un monastère est vacant, un couvent ne pourra faire d'admission; mais si le supérieur est vivant, ni le supérieur sans l'avis du couvent, ni le couvent sans le supérieur, ne pourront admettre quelqu'un, comme c'est noté dans le dit chapitre final.

Cinquièmement, il faut que la profession se fasse uniquement pour les trois vœux, obéissance, chasteté, pauvreté; et si le postulant ne voulait faire profession que d'obéissance et n'être pas obligé aux autres vœux, il ne serait pas proprement profès s'il introduit cette restriction de façon expresse dans son engagement parce qu'une partie substantielle de l'acte ayant été supprimée, la totalité est supprimée, comme au c. *Tua*, *De sponsalibus*<sup>6066</sup>; mais les trois vœux énoncés précédemment sont substantiels à la profession religieuse, c. *Cum ad monasterium*, *De statu monachorum*<sup>6067</sup>; mais s'il n'a rien

---

6055citation d'ANGELUS, *Professio*, §1.

6056VI, 2, 15, c. unique.

6057X, 3, 31, 13 (où est évoquée la réception par un abbé)

6058ANGELUS, *Professio*, §1.

6059JOANNES ANDREAE, *Postilla* sur X, 3, 31, 16

6060X, 3, 31, 16

6061PANORMITANUS, sur X, 3, 31, 16

6062Glose et X, 3, 10, 4

6063VI, 3, 8, c. unique.

6064VI, 3, 14, 6 (*Si ad solum abbatem*)

6065X, 3, 10, 6

6066X, 4, 1, 26

6067X, 3, 35, 6



introduit expressément dans son engagement, la profession pour le seul vœu d'obéissance est valable pourvu qu'il ajoute: je promets obéissance selon telle règle, et comprends ainsi Innocentius au dit c. *Cum ad monasterium*<sup>6068</sup>. Mais pour le reste, quoique ne soit pas gardée la forme transmise, par exemple dans la règle monastique quand on fait profession, cependant la profession tient, quelles que soient les paroles par lesquelles elle se fait, parce qu'un défaut de forme, non substantiel, ne doit pas vicier l'acte comme nous le disons pour l'excommunication, c. *Sacro, De sententia excommunicationis*<sup>6069</sup>. C'est ce que note Panormitanus, sur le dit chapitre *Porrectum*<sup>6070</sup>.

Sixièmement, il est requis que le vœu se fasse pour un seul ordre approuvé.

«En effet<sup>6071</sup>, comme le rapporte le docteur Anto<sup>6072</sup> au c. *Rursus, Qui clerici vel voventes*<sup>6073</sup>, les docteurs de Bologne ont décidé que, si quelqu'un a fait profession sous telle règle, par exemple dans l'ordre des frères mineurs, et si cette profession n'a pas de valeur parce que faite avant l'année de probation, quoique le profès ne puisse revenir au siècle, cependant s'il contracte mariage<sup>6074</sup>, le mariage tiendra.

Raisons: la profession n'a pas été faite pour un des ordres approuvés comme c'est requis (c. unique, *De voti, Sexte*<sup>6075</sup>), et, puisque le vœu n'est pas valable quant aux frères mineurs, il n'a pas été fait pour un seul des ordres approuvés, mais est resté en genre comme vœu de profession dans un ordre (au dit chap. *Non solum, De regularibus, Sexte*<sup>6076</sup>, donc, il n'annule pas le mariage».

F. Après un vœu, celui qui contracte mariage pèche-t-il <sup>6077</sup>?

«Mais<sup>6078</sup>, un tel homme pourra-t-il, sans péché, contracter mariage? Réponse limpide, selon Lapus, l'abbé, et Geminianus la cite sur le dit chap. *Non solum*<sup>6079</sup>: si un

---

6068 INNOCENTIUS, dans X, 3, 35,6

6069 X, 5, 39,48

6070 PANORMITANUS, sur X, 3, 31, 13

6071 Suite du texte d'ANGELUS, *Professio*, §1.

6072 ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*,

6073 X, 4,6, 6

6074 Le problème ici est celui du double engagement (lequel vaut?), puis celui de la double intention qui décide de l'existence du péché

6075 VI, 3,15 (*De voti redemptione*) c.un.

6076 VI, 3, 14, 2

6077 Paragraphe complexe: il est traité simultanément du mariage, du péché mortel, de la profession religieuse, valide et invalide, auprès des frères mineurs et d'autres ordres.

6078 Suite du texte d'ANGELUS, *Professio*, §1.

6079 GEMINIANUS, *Super sexto libro Decretalium*, in VI, 3, 14,2

profès vise seulement la profession chez les frères mineurs, celle-ci et pas une autre, dans ce cas, il ne pèche pas mortellement. Raisons: il n'a pas fait profession sous la règle des frères mineurs puisqu'elle n'est pas valable, ni sous une autre puisqu'il n'en visait pas une autre; donc le vœu est nul. Mais si, en faisant profession, il visait sinon celle-ci du moins celle-là, alors il pèche mortellement. Et quoique Geminianus, sur le dit chapitre *Non solum*, veuille que le vœu rompe aussi le mariage une fois contracté parce que le profès a fait profession avec l'intention de s'obliger du moins à l'une des deux professions<sup>6080</sup>», le frère Angelus ne soutient pas cet avis, et certes, conclure ainsi<sup>6081</sup> est assez périlleux. Cependant le dit frère «soutient<sup>6082</sup>, avec Lapus<sup>6083</sup> et Calderinus<sup>6084</sup> qu'il cite, que celui qui fait expressément profession dans un ordre mendiant après moins d'un an de probation, n'est pas ainsi obligé à ne pas tenir mariage s'il le contracte, quoiqu'il pèche mortellement quand il avait l'intention de s'obliger sinon à un engagement chez les Mineurs, du moins à un autre, comme on l'a dit. Note-le».

Donc celui qui fait profession tacitement ne peut contracter mariage, mais celui qui l'a faite de la manière susdite<sup>6085</sup>, peut bien le faire. Raison: la profession tacite n'est pas interdite dans les ordres religieux même mendiants, comme au dit chapitre *Non solum*<sup>6086</sup>, mais seulement l'expresse; donc quand ceux qui ont le pouvoir d'incorporer ont souffert qu'on fasse une profession tacite, ils ont lié le profès à l'ordre religieux<sup>6087</sup>, quoique lui-même, par bénéfice du droit, ne soit pas lié à eux précisément .

«Une femme<sup>6088</sup> professant un ordre d'hommes dans les mains de ceux-ci, devient-elle moniale, quoiqu'elle n'entre pas dans un monastère, mais reste chez elle? Panormitanus<sup>6089</sup> répond dans le chap. *Insinuante, Qui clerici vel voventes*<sup>6090</sup>, que oui, même si elle ne reçoit pas l'habit, pourvu qu'elle ait fait profession expresse, comme dans le dit c. *Porrectum*<sup>6091</sup>. Et il dit la même chose de l'homme, qui, pour une raison, peut faire profession avec l'engagement

[fol. 67r]

de rester hors du monastère, selon Innocentius, c. *Insinuante*<sup>6092</sup>, et Bartolus<sup>6093</sup>, dans

---

6080 Suite du texte d'ANGELUS, *Professio*, §1.

6081 Ou : fixer ce point, conclure sur ce point?

6082 Suite du texte d'ANGELUS, *Professio*, §1.

6083 LAPUS DE CASTELLIONE,

6084 JOANNES CALDERINUS, *Repertorium juris*

6085 Pour un seul ordre approuvé par le siège apostolique.

6086 Sexte, 3, 14, 2. («*professus sit tacite vel expresse*»)

6087 *Se = eum. + obligare illi = religioni* (Voir = haut: «Deuxièmement»)

6088 Suite du texte d'ANGELUS, *Professio*, §2.

6089 PANORMITANUS, sur X, 4, 6, 7

6090 X, 4, 6, 7

6091 X, 3, 31, 13

6092 INNOCENT IUS, dans X, 4, 6, 7

6093 BARTOLUS, sur *Code J*, 1, 2,

*l'Authentique Ingressi, C. De sacrosanctis Ecclesiis*<sup>6094</sup>; Panormitanus<sup>6095</sup> les suit dans le c. *Ex publico, De conversione conjugatorum*<sup>6096</sup> et selon le c. *Monachum*, 20, q.4<sup>6097</sup> on répond qu'il est vrai que cela ne pourrait se faire sans raison. Il est donc évident que l'habit ne fait pas partie de l'essence de la règle<sup>6098</sup>, mais des accidents, comme le note le dit Panormitanus au dit cap. *Porrectum*.<sup>6099</sup>

G. De combien de façons devient-on profès tacitement?

En ce qui concerne la seconde question principale, je demande de combien de façons devient-on profès tacitement?

Je réponds: trois.

Premièrement, selon Joannes Andreae<sup>6100</sup>, maître Antonius<sup>6101</sup> et Panormitanus<sup>6102</sup>, c. *Vidua, De regularibus*<sup>6103</sup>, quand quelqu'un accomplit les actes qui conviennent uniquement aux profès selon le droit ou la coutume, et qu'il le fait en toute connaissance, en sachant que tel acte convient uniquement aux profès; qu'il le fasse, de plus, volontairement et non par crainte; que, de plus, pendant un triduum<sup>6104</sup>, il persévère dans le même propos ou, qu'au lieu de la persévérance par le triduum, il soit resté avec un habit de profès distinct en forme, coupe ou ouverture.

Autrement, si une de ces conditions manque, on ne peut pas induire la profession tacite, par exemple si le postulant agit sans savoir ce qui seul convient aux profès, ou par crainte, ou sans la persévérance du triduum, pourvu qu'au lieu de la persévérance du triduum l'habit des profès ne soit pas porté, parce que le triduum fait la même chose.

Deuxièmement, la profession tacite est induite par le port d'un habit de profès, pourvu que le postulant agisse premièrement en sachant que cela seul convient aux profès et que la profession est induite à partir d'un telle appropriation selon le droit ou la coutume, d'après Innocentius<sup>6105</sup> et maître Anto<sup>6106</sup>. De plus, deuxièmement, l'habit de profès doit être distinct en couleur ou forme ou ouverture. Troisièmement le postulant doit s'engager de son propre mouvement. Quatrièmement l'habit doit lui être donné par celui

---

6094 *Code J*, 1, 2, 13

6095 PANORMITANUS, sur X,3,32, 7

6096 X,3,32, 7

6097 *Décret*, C 20, q 4, c 3

6098 «L'habit ne fait pas le moine.»

6099 X, 3, 31, 13

6100 JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*,

6101 ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*

6102 PANORMITANUS, *Super Decretalium*,

6103 X, 3, 31,4

6104 *Triduum*: ensemble de trois jours.

6105 INNOCENTIUS

6106 ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*

qui peut faire entrer dans l'ordre, ou avec son consentement, selon Panormitanus au dit chap. *Vidua*, et le c. *Porrectum, De regularibus*<sup>6107</sup>, l'établit. Cinquièmement que soit donnée la persévérance du triduum sous le port de l'habit, et comprends ainsi le c. *Constitutionem*, à la fin, *De regularibus, Sexte*<sup>6108</sup>.

Cependant certains posent qu'il y a deux cas dans lesquels ce cinquième point n'est pas demandé; premièrement si le postulant est reçu malade; l'établit le c. *Sicut tenor, De regularibus*<sup>6109</sup>; deuxièmement, quand quelqu'un auparavant avait fait vœu d'entrer et en entrant a pris l'habit des profès; mais Panormitanus<sup>6110</sup>, sur le c. *Ad nostram, De regularibus*<sup>6111</sup>, en doute, mais moi je crois hardiment que, même dans ces deux cas, la persévérance du triduum est requise, par le dit c. *Constitutionem* dans lequel il n'y a pas d'exception, et je n'en fais pas.

Sixièmement, il faut que l'habit soit donné dans un monastère, parce que dans la mesure où il est donné hors d'un monastère, on n'est pas considéré profès, comme au c. *Ut Clerici, De regularibus*<sup>6112</sup>. Panormitanus le note au c. *Ex rescripto, De jurejurando*<sup>6113</sup>; mais note ici la parole d'Abbas<sup>6114</sup> au c. *Cum illorum, De sententia excommunicationis*<sup>6115</sup>: où que se soit trouvé un moine, pourvu qu'il s'y soit trouvé sous l'obéissance d'un abbé, il est toujours considéré dans le clôturé;

et ainsi ce sixième point se comprend: on n'est pas considéré profès quand l'habit est donné hors du monastère c'est à dire en dehors de l'obéissance d'un supérieur, parce que la profession tacite n'est pas induite, parce que cesse la présomption de profession, parce que, si quelqu'un voulait faire profession, il entrerait dans un monastère, ou se placerait sous l'obéissance d'un abbé ou d'un supérieur.

Si un novice porte l'habit au delà de l'année de probation.

Troisièmement, la profession tacite est induite par le port de l'habit des novices, non distinct<sup>6116</sup> en forme, couleur ou ouverture, au-delà d'un an, comme dans la Clémentine *Eos, De regularibus*<sup>6117</sup> (comprends: dans le monastère, selon ce qui a été dit plus haut),

---

6107C. *Vidua* (X, 3, 31,4); c. *Porrectum* (X, 3, 31, 13)

6108VI, 3,14, 3

6109X, 3, 31, 15

6110PANORMITANUS sur X, 3, 31, 8

6111X, 3, 31, 8

6112X, 3, 31, 3

6113X, 2, 24, 9

6114ABBAS, *Commentarii in libros Decretalium*, sur X, 5, 39, 32

6115X, 5, 39, 32

6116Non distinct de celui des profès

6117*Cle*, 3, 9, 2. L'habit n'est pas distinct de celui des autres novices, mais, par dessous on peut porter, par dévotion privée, un élément d'un autre ordre: le Père Gilbert Nicolas portait le scapulaire de l'Annonciade; un novice

quoiqu'il soit distinct par une autre distinction cachée, par exemple parce qu'elle est bénite, etc; mais si une distinction apparaît visiblement, dans la coupe, la couleur ou la forme, dans ce cas la profession n'est jamais induite même si on portait l'habit dix ans, comme c'est noté pour la *Clémentine, Eos*, dans la glose<sup>6118</sup>, et par Panormitanus<sup>6119</sup> au c. *Ex parte, De regularibus*.<sup>6120</sup>

Plusieurs ajoutent un quatrième point induisant la profession tacite: quand quelqu'un a eu, de façon absolue, le propos de changer de vie, comme c'est clair grâce aux c. *Consulti* et *Statuimus, De regularibus*<sup>6121</sup>, et aux c. *Beneficium* et *Non solum, De regularibus, Sexte*<sup>6122</sup> Mais comment interpréter cela? Les opinions furent diverses, mais plus vraie est l'opinion que le propos de changer de vie est dit «absolu» quand quelqu'un fait vœu de persévérer dans un ordre et non autrement; c'est pourquoi, quoiqu'on entre dans un ordre avec le propos de persévérer, ce n'est pas pour cela qu'on devient tacitement profès. Bien plus, je dis que, même si le postulant avait fait vœu d'entrer, il ne devient pas pour cela

[fol. 67v]

tacitement profès; il peut même revenir au siècle comme les autres novices, et qui plus est, il satisfait au vœu, comme je vais le dire tout de suite. Et, que le vœu d'entrer ou la volonté de persévérer n'induisent pas la profession tacite, est clairement prouvé grâce au c. *Ex transmissa, De renunciatione*<sup>6123</sup>, où, à mon avis, il a un texte clair, si on est sérieux. Bien plus, le docteur Calderinus. dit dans un conseil de fait<sup>6124</sup> (et il suit Panormitanus<sup>6125</sup> sur le dit c. *Consulti*<sup>6126</sup>), que même celui qui fait vœu de persévérance, n'est pas profès tacitement s'il porte un habit de novice distinct<sup>6127</sup>; c'est pourquoi si, ensuite, il sortait et contractait mariage, Calderinus dit que le mariage tient. Et pour le chapitre *Non solum*<sup>6128</sup> et d'autres chapitres qui semblent être contraires, je réponds qu'ils disent qu'un tel homme ne peut revenir au siècle sans péché mortel, parce qu'il a eu, de façon absolue, le propos de changer de vie, en faisant le vœu de persévérance, et qu'ils ne disent pas qu'il est tacitement profès: tiens donc que l'opinion de Calderinus est vraie». Bien plus, je dis qu'un tel homme non seulement n'est pas tacitement profès mais qu'en outre il a satisfait à son

---

bénédictin peut porter une corde franciscaine sous son habit.

6118Glose sur *Clem*, 3, 9, 2,

6119PANORMITANUS,sur X, 3, 31,22

6120X, 3, 31,22

6121X, 3, 31, c. 20: *Consulti*, et c.23: *Statuimus*,

6122VI, 3, 14, c.4: *Beneficium*,et c.2: *Non solum*

6123X, 1, 9, 3,(*Ex transmissa relatione*)

6124JOANNES CALDERINUS, *Consilia*

6125PANORMITANUS, sur X, 3, 31, 20

6126X, 3, 31, 20

6127Distinct de celui des profès.

6128VI, 3, 14, 2

vœu<sup>6129</sup>.

H. Celui qui fait le vœu d'entrer en religion, comment satisfait-il à son vœu?

Ensuite, de celui qui a fait le vœu d'entrer en religion et entre mais après sort, Ricardus dit, en IV, d. 38, a. 8, q.3<sup>6130</sup>, «que<sup>6131</sup> celui qui a fait vœu d'entrer en religion avait, en acte, l'intention de rester dans la vie religieuse sans que cette intention soit une conséquence du vœu mais lui soit seulement concomitante; ou qu'il se propose en acte d'essayer, pour rester, s'il le décide (mais finalement il sortira); ou, qu'il ne réfléchit, en acte, à rien, mais qu'il fait vœu d'entrer parce qu'il croit que c'est le bien de son âme; ou que celui qui fait vœu, a l'intention de sortir après être entré.

S'il a fait vœu de la première façon, entre puis sort, il a satisfait à son vœu, et quoique Ricardus ne le prouve pas, on peut cependant le prouver comme suit: en effet, comme dit Henricus de Gandavo dans le troisième quolibet, q. 19<sup>6132</sup>: quoique qu'on conçoive diverses intentions autour d'un même vœu (par exemple, visiter la basilique de Saint Pierre, pieds nus, un vendredi), qu'à une seule de ces intentions on applique son vœu, que, sous la promesse du vœu on s'astreigne à remplir l'une d'elles, quoique les autres intentions demeurent, de façon absolue, en tant qu'intentions, il n'est pourtant pas lié à elles de la même façon qu'au vœu; de même pour l'intention de rester en religion. Et les théologiens, ensemble, sont d'accord avec cette opinion de Ricardus.

Bien plus, Ricardus dit, même distinction<sup>6133</sup>, que le susdit, s'il est entré avec l'intention de sortir avec cependant la volonté d'œuvrer pour que Dieu change sa résolution, a aussi satisfait à son vœu. Et il faut dire la même chose, s'il a fait vœu de la seconde façon, c'est à dire avec la volonté d'essayer, ou de la troisième façon, en ne pensant à rien de cela: il a satisfait à son vœu.

Mais s'il entrait avec l'intention de sortir et de ne jamais œuvrer pour que soit changée son intention, en aucune façon il ne satisferait devant Dieu, parce que pour Dieu la disposition d'esprit compte plus que l'acte<sup>6134</sup>, 14, q 5, *Si quid invenisti*<sup>6135</sup>, et un tel homme est dans une disposition de méchanceté, et non de faiblesse comme celui qui, en entrant, a la pensée de sortir: de changer seulement, s'il a cette inspiration.

---

6129En bref, il y a profession tacite, s'il y a vœu de persévérance et port de l'habit des profès. Celui qui a fait ces actes est semblable alors à celui qui a fait une profession expresse.

6130RICARDUS, *Super Sententiarum librum*, IV, d. 38, a. 8, q. 3

6131ANGELUS, *Votum* 3, § 18

6132HENRICUS DE GANDAVO, 3ème quodlibet, q. 19

6133RICARDUS, *Super Sententiarum librum* IV, d. 38, a. 8, q. 3

6134Mot à mot: «que la main».

6135Décret, C 14, q 5, c 6: «Deus cor interrogat, non manum.»

Mais si quelqu'un fait vœu de la quatrième façon, avec l'intention de sortir après être entré, il y a trois cas: premièrement, il fait vœu d'entrer pour sortir; deuxièmement, il fait vœu d'entrer et de sortir; troisièmement, il fait vœu seulement d'entrer mais il a en même temps l'intention de sortir; et tous ces vœux sont illicites: en effet faire vœu pour sortir, c'est faire vœu pour une mauvaise fin et dans ce cas le vœu ne tient pas; faire vœu d'entrer et de sortir est un acte téméraire à cause de l'union avec une partie mauvaise: la sortie; de même entrer en religion avec la volonté de sortir est un péché et donc un acte téméraire, si on ne veut pas œuvrer pour que soit changée son intention; note-le, parce que cela arrive très souvent en pratique<sup>6136</sup>.»

J. Comment la profession expresse rompt-elle un mariage contracté?

Remarque<sup>6137</sup> ici que, de même que la profession expresse qui rompt le mariage après qu'il a été contracté, n'est jamais induite, quoique l'on fasse vœu, si elle n'est faite dans les mains de celui qui a le pouvoir de recevoir et même d'incorporer dans l'ordre dans lequel on fait profession selon Geminianus<sup>6138</sup> sur le dit c. *Constitutionem* et sur le chapitre unique, *De voto*, Sexte<sup>6139</sup>, et Lopus<sup>6140</sup> et Innocentius<sup>6141</sup>, Joannes monachus<sup>6142</sup> et Joannes Andreae<sup>6143</sup>. sur le dit c. *Porrectum*,<sup>6144</sup> ni si elle n'a pas été faite dans les mains d'un autre recevant au nom du dit supérieur et que ce supérieur ne ratifie pas la profession avant que le mariage soit contracté, comme on a dit plus haut, de même, par semblable raison, la profession tacite.

[fol. 68r]

Et c'est pourquoi l'entrée dans les activités des profès ou le port d'un habit de cette sorte, s'ils doivent induire une profession tacite, doivent être faits avec la connaissance et le consentement de ceux qui peuvent incorporer; autrement, elle n'est pas induite quoique le postulant fasse ces actes. Note-le parce que c'est fréquent en pratique<sup>6145</sup>.»

Est-il requis que l'année de probation soit continue?

Est-il requis<sup>6146</sup> que l'année de probation soit continue ou est-elle suffisante avec des interruptions? Selon Bartolus<sup>6147</sup> sur la Loi *Interdum*, § *Quotiens*, ff. *De publicanis*<sup>6148</sup>,

---

6136Fin de: ANGELUS, *Votum* 3, § 18

6137ANGELUS, *Novitius*, § 13

6138GEMINIANUS, *Super sexto libro Decretalium*, sur VI, 3, 14, 3 et VI, 2, 15

6139VI, 3, 14, 3 et VI, 2, 15

6140LAPUS DE CASTELLIONE

6141INNOCENTIUS IV sur X, 3, 31, 13

6142JOANNES MONACHUS (MONACHUS Joannes): *Apparatus super Decretalium librum VI*

6143JOANNES ANDREAE sur X, 3, 31, 13

6144X, 3, 31, 13

6145Fin de: ANGELUS, *Novitius*, § 13

6146ANGELUS, *Novitius*, § 15

6147BARTOLUS, *Glosae*,

6148*Digeste*, 39, 4 (*De publicanus et vectigalibus et commissis*), 16 (*Interdum*), 3 (*Quotiens*).

est requise une année continue et l'établit l'exemple évoqué d'abord, où un esclave qui n'est pas resté à Rome une année continue est dit novice; l'établit la Loi unique, *C. De professoribus qui in Urbe Constantinopolitana*<sup>6149</sup>. En effet pendant l'interruption, les façons de vivre et les travaux sont différents, comme dans la Loi *Si non sortem*, § *Libertus*, ff. *De conditione indebiti*.<sup>6150</sup>

Les lois font mention d'une durée continue [...].

C'est établi aussi parce que quand les lois font mention d'une durée fixée, on doit la comprendre d'une durée continue, comme le note la glose sur la rubrique, ff. *De diversis temporalibus prescriptionibus*<sup>6151</sup> et sur la Loi *Genero*, ff. *De hiis qui notantur infamia*<sup>6152</sup>, indiquée plus bas ainsi que par Joannes Andreae<sup>6153</sup> sur le c. 1, *De electione*, *Sexte*<sup>6154</sup>, et on voit le texte au c. *Cupientes*, § *Certum*, même endroit<sup>6155</sup>. Joannes de Lignano<sup>6156</sup> suit cette opinion et, après lui, Panormitanus<sup>6157</sup> sur le c. *Ad apostolicam*, *De regularibus*<sup>6158</sup> et Panormitanus ajoute ceci qui est lu et noté pour la Loi *Ubi fidejussor*, ff. *De solutionibus et liberationibus*<sup>6159</sup>, où est réglée une question notable:

je pose que, par décret, on permette qu'un condamné pour cent ducats puisse être offensé<sup>6160</sup> impunément; quelqu'un est condamné respectivement à une dette de cinquante ducats et respectivement à une autre dette de cinquante, on conclut qu'un tel homme ne peut être offensé impunément; vu que des dettes sont différentes, elles ne doivent pas être réunies pour faire un unique vœu<sup>6161</sup>, et c'est un cas où cinquante et cinquante ne font pas cent; de même pour notre cas, parce que l'interruption diminue l'austérité de la règle, parce qu'il est plus dur de continuer pendant une année ininterrompue que pendant une année discontinue. Et tiens bien cette opinion quoique Ber au titre *De statu regularium*<sup>6162</sup> et la glose (*De regulis juris*), sur la règle *Eum qui certus est*, *Sexte*<sup>6163</sup>, soutiennent le

---

6149 *Codex J.*, 12, 15, 1.

6150 *Digeste*, 12, 6 (*De conditione indebiti*), 26 (Loi *Si non sortem*), 12

6151 Glose sur *Digeste*, 44, 3

6152 Glose sur *Digeste*, 3, 2, 8

6153 JOANNES ANDREAEE, *Super Decretalium*, sur VI, 1, 6. 1

6154 VI, 1, 6. 1

6155 VI, 1, 6. 16. Un *ceterum* (col 956).

6156 JOANNES DE LIGNANO

6157 PANORMITANUS sur X, 3, 31, 16

6158 X, 3, 31, 16

6159 *Digeste*, 46, 3, 24

6160 *Offendi*.

6161 *Votum* est inattendu. Le mot doit appartenir au commentaire fait par PANORMITANUS, grâce à une comparaison entre un «dû» de religion et un «dû» d'argent.

6162 BARTOLOMEUS BRIXIENSIS, *De statu regula[r]ium*

6163 Glose sur VI, 5, 12, 31.



contraire. Ou selon d'autres, dis qu'on tient cette opinion<sup>6164</sup> quand pendant une année entière quelqu'un a été en probation dans un ordre et qu'ensuite il sort: s'il revient après, il ne convient pas qu'il fasse probation de nouveau pendant une autre année, mais il pourra tout de suite être reçu licitement, parce que c'est vrai et sauve ainsi leur opinion<sup>6165</sup>»; et ils n'approuvent pas non plus qu'en revenant, quelqu'un doive faire de nouveau une année entière, s'il est resté deux ou trois semaines sans l'habit, quoique l'année ne soit pas complète.

K. Le port de l'habit est-il requis pour un novice?

Est-il nécessaire<sup>6166</sup> qu'un novice porte l'habit de la religion qu'il veut professer ou suffit-il qu'il en porte un autre?

Quels que soient les arguments de la glose sur le c. *Super eo, De regularibus*<sup>6167</sup>, je réponds qu'elle soutient cependant avec Tancredus<sup>6168</sup> qu'est requis le port de l'habit de la religion qu'il veut professer, et telle est «la coutume qui est le meilleur interprète des lois» (Loi *Si de interpretatione, ff. De legibus*)<sup>6169</sup>, et que les novices le portent dans un monastère,

parce que, hors du monastère, le port de n'importe quel habit n'induirait pas la profession tacite, sur la dite *Cle, Eos, De [regularibus]*<sup>6170</sup>, quoiqu'un tel novice puisse être forcé soit à renoncer à un tel habit, soit à entrer au monastère, comme le note Panormitanus<sup>6171</sup> sur le c. *Ut clerici*<sup>6172</sup>,<sup>6173</sup> et la glose sur la dite *Clementine, Eos*<sup>6174</sup>, et c'est pourquoi celui qui ne veut pas faire une profession tacite, témoigne que par le port d'un autre habit il n'a pas l'intention de faire une profession tacite.

Quand commence l'année de probation?

«Je<sup>6175</sup> demande: quand commence l'année de probation?

---

6164L'opinion qu'il peut y avoir une interruption temporelle.

6165Fin de ANGELUS, *Novitius*, § 15

6166ANGELUS, *Novitius*, §16

6167X, 3, 31, 9

6168TANCREDUS, *Summa*

6169*Digeste, 1,3, 37: «optima enim est legum interpretis consuetudo»*

6170*Clem.*, 3, 9, 2

6171PANORMITANUS sur X, 3, 31, 3

6172X, 3, 31, 3

6173Fin de: ANGELUS, *Novitius*, §16

6174Ou: sur la dite clémentine *Eos*

6175ANGELUS, *Novitius*, §7

Je réponds qu'elle commence au jour et à l'heure de l'imposition de l'habit lui-même, pourvu que le novice soit pubère pour les autres ordres, mais pour les monastères dans les endroits isolés sauvages, il convient que les novices aient dix-sept ans accomplis comme il apparaît grâce aux susdits chapitres: *Ad nostram*, *Significatum* et *Quia in insulis*<sup>6176</sup>».

«Qu'en est-il des biens d'un novice qui meurt avant la profession tacite ou expresse? <sup>6177</sup>

Réponse: Cynus<sup>6178</sup> et beaucoup d'autres docteurs sur la dite *Authentique*, *Ingressi*<sup>6179</sup> ont soutenu qu'ils doivent aller au monastère parce qu'en y mourant le novice semble mourir comme un moine. Le docteur Antonius<sup>6180</sup> est du même avis, au chapitre [fol. 68v]

*In presentia*, *De probatione*<sup>6181</sup>. Bartolus<sup>6182</sup> sur l'*Authentique*, *Si qua mulier*, à la fin, c. *De sacrosanctis ecclesiis*<sup>6183</sup>, allègue pour l'opinion précédente le chapitre final du *De successionibus ab intestato*<sup>6184</sup>, cependant il n'affirme pas, mais dit qu'il faut laisser la question aux canonistes. Panormitanus<sup>6185</sup> sur le dit chapitre, *In presentia*, fait une bonne distinction: ou celui qui entre a donné expressément ses biens au monastère, et dans ce cas est vraie l'opinion précédemment énoncée qu'ils appartiennent au monastère, s'il ne s'est pas rétracté expressément;

et s'il ne les a pas donnés expressément mais est simplement entré, dans ce cas, en raison de la succession, les proches héritent et non le monastère. Puisque le novice n'est pas devenu religieux effectivement, c. *Religioso*, *De sententia excommunicationis*, *Sexte*<sup>6186</sup>, ses biens ne se transmettent, ni expressément ni tacitement, au monastère, surtout qu'il avait jusqu'alors la possibilité de faire un testament, c'est pourquoi les proches héritent<sup>6187</sup>».

#### L. le vœu conditionnel

En ce qui concerne le second point principal, c'est à dire le vœu conditionnel, il faut savoir que le confesseur, qui désire en sûreté donner des conseils et des avis en matière de vœu, doit faire attention aux quatre éléments suivants:

---

6176C. *Ad nostram*: X, 3, 31, 8; *Significatum*: X, 3, 31, 11; *Quia in insulis*: X, 3, 31, 6.

6177ANGELUS, *Novitius*, §11

6178CYNUS, *In Codicem... Commentaria*

6179 *Codex J I*, 2, 13

6180ANTONIUS DE BUTRIO sur X, 2, 19, 8

6181X, 2, 19, 8

6182BARTOLUS, *Glosae*

6183*Codex J*, 1, 2, 13 ou *Novelle* 5, 5

6184X, 3, 27, 3

6185PANORMITANUS, sur X, 2, 19, 8

6186VI, 5, 11, 21.

6187Fin de ANGELUS, *Novitius*, §11

à la personne qui a fait vœu,  
à la matière de son vœu,  
à la cause ou à l'intention pour laquelle elle a fait vœu,  
à la forme ou la façon par laquelle elle a fait vœu.

Et ces quatre éléments concernent une des quatre causes ou s'y rapportent: la cause efficiente pour le premier, la cause matérielle pour le second, la cause finale pour le troisième, la cause formelle pour le quatrième. Ici en effet, on comprend «la forme» au sens de la façon de faire vœu: de façon absolue, sous condition, simplement ou solennellement; et puisque j'ai parlé plus haut du vœu solennel, maintenant, pour l'exposé, le mot «la forme» est pris précisément avec le sens de la condition<sup>6188</sup>. Donc, puisque savoir, selon le philosophe, c'est connaître les causes, il connaît bien la matière du vœu, celui qui connaît les quatre causes susdites.

Des deux premières causes, j'ai suffisamment parlé plus haut, et quoique de la cause finale j'aie dit quelque chose, j'ajoute cependant une remarque, en suivant Ricardus sur le livre IV<sup>6189</sup>: que le vœu n'oblige jamais, si sa fin est mauvaise. Remarque ce point à cause du c. *Magne, Décrétales*, au même endroit<sup>6190</sup>; et quoique certains comprennent: «quand cette fin est la cause d'une circonstance», je dis cependant qu'on parle de circonstance quand le vœu est fait pour des avantages<sup>6191</sup>:

ainsi, celui qui a fait un vœu, d'aller à Compostelle, par exemple, parce qu'il croyait retrouver à Saint-Jacques un ami ou quelque chose de ce genre, et qu'il pensait aussi trouver l'indulgence de ses péchés. S'il a fait vœu d'aller à Saint-Jacques parce qu'il croyait trouver un ami ou la rémission des péchés, si ensuite il apprend que son ami est mort ou n'est pas là, néanmoins, pour l'autre cause, la rémission des péchés, il est tenu d'aller à Saint-Jacques. Et ceci, de façon générale, selon les docteurs, quand quelqu'un a fait un vœu pour deux raisons, mais s'il avait l'intention de ne s'obliger que pour une seule raison, cette raison cessant, il ne serait pas tenu.

En ce qui concerne la cause formelle, la condition, Ricardus<sup>6192</sup> et Astesanus<sup>6193</sup> semblent tenir l'opinion qu'en cas de condition malhonnête le vœu fait ne tient pas; en

---

6188 Pour le vœu, la forme signifie la façon de le faire; pour l'intention, elle signifie la condition à laquelle on a fait un vœu.

6189 RICARDUS *Super Sententiarum librum*, IV, d. 38

6190 X, 3, 34 (*De voto*), 7

6191 GILBERT NICOLAS, semble-t-il, fait deux mises au point: 1) Quand il y a deux fins, il ne faut pas parler de «circonstance» pour la fin qui ne vise pas Dieu (ce qui est un élément de la définition du vœu), à moins d'appeler circonstance ce genre de fin...; 2) cette fin douteuse ou mauvaise n'empêche pas de remplir le vœu qui répond, par ailleurs, à la bonne fin d'un vœu.

6192 RICARDUS, IV, d. 38

6193 ASTESANUS, *Summa*

effet comme le vœu existe en raison du bien et qu'une condition honnête, à cause d'une fin mauvaise, n'est pas bonne, parce que le bien résulte d'une cause entièrement bonne, l'opinion de Ricardus n'est pas à rejeter; ou vice versa, faire un vœu bon à cause d'une condition malhonnête, n'est évidemment pas bien, comme la femme qui souhaite la mort de son mari, fait le vœu à Dieu de garder son veuvage si son mari meurt, et qui fait vœu pour que Dieu fasse mourir son mari. Toi cependant vois l'opinion de Durandus, que tu as plus bas, au péché de luxure, empêchement six<sup>6194</sup>, parce que, au tribunal de la conscience, elle semble plus sûre et aussi plus probable.

Cependant aie toujours ceci à l'esprit: toute condition honnête mise pour un vœu ne modifie pas le vœu quoique le vœu porte sur quelque chose de mal, et, de même, un vœu portant sur quelque chose de bien est toujours valide quelle que soit la condition mise, bonne ou mauvaise, sauf si la condition de Durandus s'y joint.

Note en plus que si la condition mise ne se produit pas, celui qui fait vœu sous condition n'est pas obligé de le remplir, comme lorsqu'une femme a fait le vœu de donner quelque chose aux lépreux si son fils était guéri. De même, on est tenu de remplir son vœu lorsqu'on a fait un vœu conditionnel et que la condition ne se réalise pas par sa faute: ainsi, lorsque quelqu'un a fait vœu de jeûner ou d'entrer en religion

[fol. 69r]

si Dieu le préservait de quelque crime, il est tenu d'entrer en religion ou de jeûner, quoique la condition ne soit pas réalisée, parce que la faute a été la sienne et n'est pas venue de Dieu, parce qu'assurément, s'il avait consenti à la volonté de Dieu, Dieu l'aurait préservé d'un tel crime.

**Troisième commandement: Souviens-toi de sanctifier le jour du sabbat,**  
*Exode, 20*<sup>6195</sup>

Au sujet de ce commandement, comme au sujet d'autres, il y aura deux articles; dans le premier seront posées trois sous-parties qui contiendront les transgressions de ce précepte et à partir de celui-ci pourront être formées des questions; dans le second article, il y aura les propositions d'après lesquelles doivent être faits les jugements et données les réponses.

**M. Premier article: les transgressions de ce commandement**

En ce qui concerne le premier article, il faut savoir que quelqu'un peut transgresser ce commandement de trois façons:

en faisant un travail servile,

---

6194DURANDUS DE SANCTO PORCIANO, *Scriptum super Sententiarum*.

6195Exode, 20, 8.

en n'entendant pas la messe,  
en ne s'acquittant pas de la dîme et des offrandes.

Et selon ces trois façons on peut ainsi former les examens: A-t-il fait quelque travail mécanique? Lequel? Combien de fois? Est-il allé à des marchés ou à des commerces? etc.

Et pour éclairer les deux articles, c'est à dire des trois sous-parties susdites et celles des propositions à poser, je ferai ici trois remarques, auxquelles, à mon avis, on doit souvent faire attention en cette matière. La première est de Bonaventura, la seconde de Ricardus, la troisième de Scotus.

#### Raison principale de l'interdiction

Première remarque: Bonaventura dit, en III, d. 37, *In dubiis super litteram*<sup>6196</sup>, que la raison de l'interdiction des travaux est que nous soyons libres pour Dieu; note donc que ce qui est interdit l'est en raison de ce qui est prescrit, et avec Bonaventura, tous les théologiens passent outre; que le confesseur donc regarde toujours avec attention si la raison de la loi est annulée, ou ne l'est pas mais est seulement amoindrie, suivant le chapitre *Intelligentia, De verborum significatione*<sup>6197</sup>. Si, en effet, la raison de la loi c'est à dire le repos que l'on doit, parce qu'on le doit pour Dieu, était rempli de travaux, dis alors que ces travaux sont un péché, comme on le verra plus clairement dans ce qui suit.

#### Les multiples formes du travail servile

Seconde remarque, «Ricardus<sup>6198</sup> dit, en III, d. 37, a. 3, q. 4<sup>6199</sup>, que l'on parle de travail servile<sup>6200</sup> de trois façons: parfois servile matériellement seulement, mais formellement libre, par exemple écrire non pour un profit temporel mais en vue de l'édification des âmes, pour le culte de Dieu et des buts de ce genre; et ceci n'est pas interdit, mais est admis, comme dans le c. *Conquestus, Décrétales, De feriis*<sup>6201</sup>. L'établit aussi la loi *Divus, ff. De feriis*<sup>6202</sup>, où ce que l'on fait pour la formation militaire peut être accompli les jours fériés.

Deuxièmement, on peut parler de travail servile formellement seulement mais

---

6196 BONAVENTURA, *Super libros Sententiarum*, III, d 36, (*in dubiis super litteram*)

6197 X, 5, 40, 6

6198 citation d'ANGELUS, *Ferie*, § 9.

6199 RICARDUS, III, d 37, a.3, q.4

6200 *Lévitique*, 23,35: «En ce jour là, vous ne ferez aucune œuvre servile»

6201 X, 2, 9, 5

6202 *Digeste*, 2, 12, 9

matériellement libre, par exemple quand un avocat pense à ce que le lendemain il doit exposer en vue d'un profit temporel, quand un paysan pense au labourage des terres et à l'attelage des bœufs; et quoique nous devions nous abstenir de ces travaux les jours fériés, cependant nous ne sommes pas liés par le commandement; c'est pourquoi, il ne pèche pas mortellement celui qui agit ainsi, sauf si par ce travail est empêché ce repos qu'il doit obligatoirement pour célébrer Dieu; ce que je vais développer.

Troisièmement, on parle de travail servile matériellement et formellement, ou par finalité, et il s'agit de tout travail physique ordonné au bien temporel du corps ou au profit, comme fin propre et proche; et c'est ce qui est interdit par commandement aux jours de fête; il pèche toujours mortellement celui qui agit ainsi, s'il n'a pas d'excuse»<sup>6203</sup>, comme cela apparaîtra dans ce qui suit.

#### Les deux façons d'entendre la messe

Pour la troisième remarque, il faut noter, selon Scotus, d. 19, III<sup>6204</sup>, que la messe peut être entendue de deux façons: d'une première façon, réellement et en étant présent, c'est à dire en accompagnant le célébrant de la messe; d'une autre façon, virtuellement ou par équivalence: par exemple un marchand en route ou un marin en mer, qui ne peut venir à l'église, en compensation se met à prier ou à faire un acte qu'il rapporte directement à Dieu et à son adoration, et c'est entendre virtuellement la messe. Et celui qui ne peut entendre la messe de la première façon est tenu, par commandement, de l'entendre de cette façon, selon Scotus, note-le.

#### Second article: Conseils et réponses.

En ce qui concerne le second article, conformément au premier, il y aura trois propositions: la première sur l'obligation d'entendre la messe.

[fol. 69v]

N. Première proposition principale. La messe et le travail servile.

Tout bon croyant, de même qu'il est tenu le dimanche de renoncer à une chose: le travail servile, de même est tenu d'en faire deux: rendre un culte à Dieu, directement ou indirectement, par un acte de latrerie en le révérent par dessus tout, et aimer Dieu, en acte ou virtuellement, en l'aimant et en le prisant par dessus tout.

Cette première proposition, qui contient en elle une rude difficulté, je ne la pose pas comme une définition ou une sentence, mais plutôt en reprenant la pensée de Scotus et en invitant le lecteur, en s'appliquant à la matière, à vouloir trancher: en effet le zèle pour

<sup>6203</sup>Fin de citation d'ANGELUS, *Ferie*, § 9.

<sup>6204</sup> SCOTUS, III, d. 19, a 2, p 389

l'honneur de Dieu semble l'exiger, parce que, de cette proposition, dépendent l'augmentation ou la diminution de la louange divine.

Donc, pour comprendre cette proposition, note que le jour du Seigneur tient et du droit divin et du droit positif, parce qu'on voit que l'Église a déterminé que le culte dû à Dieu soit rendu le dimanche, par l'écoute de la messe: rappelle-t'en toujours, Père.

A quoi chaque chrétien est-il tenu, le dimanche?

Comme l'Église, en effet, ne pose pas d'obligation pour les actes intérieurs, puisqu'elle ne s'insinue pas en eux vu qu'elle ne juge pas de ce qui est caché, je ne vois pas que pêche mortellement celui qui entendrait la messe en y étant présent et serait distrait pendant tout son déroulement, pourvu qu'à un autre moment du dimanche, il rende à Dieu les deux actes de latrerie et d'amour, précédemment évoqués. Il est bien vrai, cependant, que le moment et le lieu les plus convenables sont à l'audition de la messe.

Pour le premier acte, vois Scotus, d. 9, III, a. 3<sup>6205</sup>.

Pour le second, vois le même, d. 27, q. 3, a. 3<sup>6206</sup>, où il dit, «sur<sup>6207</sup> le commandement affirmatif, *Deuteronome*, 6, et *Math.* 20<sup>6208</sup>: «Tu aimeras le Seigneur ton Dieu...» qu'il n'oblige tout le temps qu'à fuir l'opposé, c'est à dire à ne pas faire d'acte de haine, mais qu'il oblige aussi, à un moment, à faire un acte particulier, parce que cet acte concerne la fin par la bonté de qui découle toute la bonté morale des actes dont la fin est d'aimer gratuitement.

Et ce moment<sup>6209</sup> est celui que le commandement divin, "Tu sanctifieras le Sabbat", détermine, et le moment où «chacun reste en soi<sup>6210</sup>», «c'est à dire reste en se recueillant et s'élevant vers son Dieu, est celui que l'Église aussi spécifie par l'écoute de la messe, le dimanche, *De consecratione*, d. 1, *Missas*<sup>6211</sup>». Voici ce que dit Scotus. Bonaventura dit presque de même, d. 28, II, à la fin<sup>6212</sup>.

Question sur les deux actes pour une meilleure compréhension.

Je pose deux questions pour chaque acte de latrerie.

Je demande d'abord ce qu'est la latrerie, deuxièmement, en quoi diffèrent la foi et la latrerie, l'infidélité et l'idolâtrie.

Tu as ces deux questions, au premier commandement<sup>6213</sup>; c'est pourquoi j'interroge

---

6205 SCOTUS, in III, d 9, a 2, p 389 p

6206 SCOTUS, in III, d. 27, q. 3, a.3, ad 2um. Je pense que le mot «fin» désigne Dieu.

6207 Citation de SCOTUS, dans laquelle sont insérées deux autres citations.

6208 *Deutéronome*, 6,4 et *Mathieu*, 20, 22 et 37

6209 *Hoc forte*. *Forté*, sera repris plus bas avec *cum forte et per forte*

6210 *Exode*, 16, 29

6211 *De cons.*, D 1, c 64

6212 BONAVENTURA, *Super libros Sententiarum*, II, d. 28

6213 Fol. 57.

maintenant sur l'acte d'amour<sup>6214</sup>.

O. Je demande si la volonté chez ce qui est pure nature peut aimer Dieu par dessus tout?<sup>6215</sup>

Premièrement, la volonté, chez ce qui est pure nature, peut-elle, à cause du statut de nature déchue, aimer Dieu par dessus tout? Et quoique Thomas<sup>6216</sup> avec Gregorius de Arimino<sup>6217</sup>, Jacobus de Alta villa<sup>6218</sup>, et beaucoup d'autres, soutiennent la partie négative, cependant tiennent la partie affirmative Olkot<sup>6219</sup>, de Aliaco<sup>6220</sup> et beaucoup d'autres. Et même si Scotus semble neutre, comme il apparaît, d. 27, III<sup>6221</sup>, cependant, d'une certaine façon il semble être plus favorable à la seconde opinion.

Question. Sommes-nous tenus de remplir les commandements de Dieu avec la grâce<sup>6222</sup> de Dieu?<sup>6223</sup>

Deuxièmement, je demande si on est tenu de remplir les commandements de Dieu avec la grâce, ou si, les remplissant sans la grâce, on pèche mortellement, comme un prêtre en état de péché mortel, en disant ses heures, et un laïque, en entendant la messe, actes auxquels ils sont tenus par commandement? Et quoiqu'Adam<sup>6224</sup>, Coraldus,<sup>6225</sup> Alta Villa<sup>6226</sup>, Thomas de Argentina<sup>6227</sup> et beaucoup d'autres soutiennent la partie affirmative,

---

6214 *Amicitia*: c'est-à-dire: amour ou charité: «La charité est une amitié de l'homme pour Dieu, fondée sur la communication de la béatitude éternelle» (THOMAS, II-II, q 24, a.2). Même thème: I, d 17, q 2, a 2.

6215 Pouvons-nous aimer Dieu par nos forces naturelles, sans l'aide de la grâce divine?

6216 THOMAS, II-II, q. 24, a.2: «La charité ne peut venir en nous naturellement ni être acquise par nos forces naturelles»

6217 GREGORIUS ARIMINIENSIS, *Lectura in Sententiarum*

6218 JACOBUS DE ALTA VILLA, *Super Sententiarum*

6219 OLKOT, *In quatuor libros Sententiarum*

6220 PETRUS DE ALIACO, *Questiones super libros Sententiarum*

6221 SCOTUS, III, d. 27, q. 2, a 3, p. 368

6222 *Ex caritate*.

6223 Le raisonnement va progressant: 1° peut-on aimer Dieu par nous-mêmes avec notre nature pervertie par le péché originel?, 2° Peut-on L'aimer, en étant hors de l'état de grâce, dans le péché mortel? A cette seconde question répond la distinction entre les commandements et la nécessité de les remplir, qu'il s'agisse du troisième ou des autres. Vient ensuite la réponse à la première question (et, fondamentalement, à la seconde): même après le péché originel, l'homme peut, par la force naturelle qu'est sa volonté, vouloir aimer Dieu, et ainsi recevoir le secours de la grâce divine. Il ne pèche qu'ensuite, s'il résiste à la grâce.

6224 ADAMUS, *Super libros Sententiarum*

6225 CORALDUS: CONRADUS MONACHUS, *Summula*

6226 ALTA VILLA: JACOBUS DE ALTA VILLA, *Super Sententiarum*

6227 THOMAS DE ARGENTINA, *Scriptum super Sententiarum*



cependant cette opinion semble très sévère à Thomas, Bonaventura et beaucoup d'autres; c'est pourquoi Scotus<sup>6228</sup> résout la difficulté avec Bonaventura<sup>6229</sup> et Thomas<sup>6230</sup>, si on comprend bien que le commandement sur l'amour de Dieu peut être considéré tel que, comme un commandement isolé, distinct des autres, et qu'ainsi on est tenu à l'action correspondant à ce commandement, selon ce qui a été dit<sup>6231</sup>; et puisque Scotus, parlant du "quand", dit: "à un moment<sup>6232</sup>» ou "grâce à un moment", pense qu'il parle ainsi parce qu'il ne faut pas précipiter le jugement

[fol. 70r]

sur le "quand", c'est à dire sur le moment auquel quelqu'un est tenu à cet acte d'amour sous peine de péché mortel. D'un autre côté, les autres commandements peuvent être considérés comme distincts de celui-ci et peuvent ainsi être remplis sans lui. Mais remarque, selon la pensée de Scotus, dist. 28, II, à la fin<sup>6233</sup>, que l'acte d'aimer Dieu par dessus tout est l'acte le plus parfait que l'on peut avoir naturellement, que toute volonté qui exerce cet acte se dispose d'une manière convenable à la grâce sanctifiante, et que, cette disposition existant, Dieu donne libéralement cette même grâce, au don de laquelle ou la volonté résistera et ainsi l'homme pêchera mortellement, ou consentira et l'homme sera ainsi justifié.

P. Comment, un jour de fête, un pêcheur sera-t-il justifié ou pêchera-t-il mortellement?

On en conclut qu'un pêcheur, chaque dimanche de fête, sera justifié ou pêchera mortellement, parce qu'il est clairement tenu à l'acte susdit qui est une disposition<sup>6234</sup>. Et note bien, parce que cela vient de la pensée de Scotus, avec qui sur ce point Henricus est d'accord, que la justification du pêcheur peut se faire de trois façons:

par la contrition,  
la confession et  
l'amour.

Les trois justifications des péchés.

Et de ceci, on peut conclure, deuxièmement, que tout pêcheur est clairement tenu le dimanche de se repentir de ses péchés, parce qu'il est tenu de faire l'acte qu'on peut

---

6228SCOTUS, III, d 27, a 3, ad 2um, où on trouve: *forte*.

6229BONAVENTURA, *Super libros Sententiarum*

6230THOMAS, I-II, q. 100, a.10: «La modalité que donne la charité tombe-telle sous le précepte de la loi divine?». Par ailleurs, le cas du prêtre pêcheur qui consacre l'eucharistie est traité par THOMAS en III, q.82, a.5

6231Ne jamais faire d'acte de haine et faire un acte d'amour à un certain moment.

6232*Forte*, difficile à traduire ici, signifie en latin classique, comme adverbe: «par hasard». Le dimanche est un jour précis, mais, par son commentaire sur *forte*, GIBERT NICOLAS, indique qu'à tout moment on peut aimer Dieu d'un acte d'amour, et qu'il n'y a pas de moment strictement pour cela..

6233SCOTUS, II, d. 28, q. unique, p. 262

6234L'acte de sa volonté dispose l'homme à recevoir la grâce

appeler l'attrition, qui est la disposition convenable pour obtenir la grâce et si Angelus<sup>6235</sup> comprend ainsi que l'homme est tenu par commandement divin de se repentir, le dimanche, il a raison et la *Rosella*<sup>6236</sup> a tort.

De l'opinion de Scotus, qui, à mon avis, est la plus juste et la plus probable, je tire deux corollaires.

Le premier est que toutes les femmes, pendant le temps de leur purification, ainsi que les prisonniers, les malades, qui, seulement par peur et par faiblesse, pour ne pas rechuter, ne viennent pas à l'église, s'ils n'entendent pas la messe par équivalence, ou virtuellement, ne sont pas excusés de péché mortel, parce qu'entendre la messe, par équivalence, est de droit divin, comme l'entendre, en y étant présent, est de droit positif. Note ce qui a été dit avant: que ce commandement a pour moment le dimanche, et selon certains, tous les jours fériés d'obligation.

Deuxièmement, je tire la conséquence qu'il est utile et nécessaire pour les chrétiens d'élever leur cœur vers Dieu une fois, le jour de fête, s'ils veulent éviter le péché mortel et ceci, directement ou indirectement: directement par exemple en accomplissant un acte dans lequel existe la latrie, même si la personne l'ignore, comme une prière, une demande de grâce, un acte de ce genre; indirectement, en réfléchissant, en entrant dans une église, à la messe ou ailleurs, à ce qu'ils ont l'intention d'accomplir pour Dieu comme acte de latrie.

Que le confesseur remarque ici deux choses.

Premièrement, puisque je pose que, dans les actes de l'intelligence, quelqu'un croit explicitement ou implicitement, de même je dis que, dans les actes de volonté, quelqu'un vénère Dieu implicitement ou explicitement.

La latrie s'offre explicitement ou implicitement.

De même que croire explicitement, d'un côté, est croire distinctement, c'est à dire avec précision, et que croire implicitement est croire indistinctement et en général (par exemple, les simples croient tout ce que l'Église propose, sans connaître de façon précise ce que l'Église tient, avec précision, comme certain).

Il révère Dieu explicitement celui qui, avec précision et distinctement, fait un acte qui se rapporte à l'honneur de Dieu, et qu'il rapporte lui-même spécialement ce qu'il fait à cet honneur, comme s'il faisait réflexion sur l'acte qu'il fait. De l'autre façon, il rapporte son acte, sans le distinguer et en général, par exemple quand il a l'intention que tout ce qu'il dit

6235ANGELUS. Peut-être allusion à *Ferie*, § 41

6236ANTONIUS DE ROSELLIS: *Rosella*,

ou fait, le soit pour l'honneur de Dieu. Et assurément, pour comprendre ceci, est très utile la distinction communément reçue qui dit qu'il y a trois façons de rapporter un acte à Dieu<sup>6237</sup>: l'actuelle, quand, en pensant en acte à Dieu, on rapporte son acte ou son œuvre à l'honneur de Dieu;

la façon habituelle: on ne pense pas à Dieu, mais on est dans l'état<sup>6238</sup> de charité ou un autre état par lequel on est devenu<sup>6239</sup> apte à rapporter un acte à Dieu, si on pensait à Dieu en acte.

La façon virtuelle<sup>6240</sup>, comme on le tire de Scotus, IV<sup>6241</sup>, est un effet actuel, [comparable au mouvement d'une pierre]<sup>6242</sup>: de même que certains soutiennent que celui qui jette une pierre, imprime quelque chose dans la pierre qui agit pour la mouvoir, après qu'elle a été envoyée

[fol. 70v]

et séparée de la main de celui qui la jette, de même, l'effet actuel est mu par un acte virtuel qui a imprimé quelque chose dans les forces et les vertus de façon agissante, quoique la pensée en acte (ou la relation en acte), se soit éloignée. Un autre exemple clair est celui du voyageur qui va à Saint-Jacques, quoiqu'il ne pense pas sans arrêt à Saint-Jacques. Et, pour ces trois relations, note qu'on a l'habitude de dire unanimement que la première accomplit, la deuxième est déficiente, la troisième est suffisante.

Un bon enseignement.

Cependant, à ce qui vient d'être dit, Gersonius<sup>6243</sup> pose une définition, en disant dans une sentence: Que tout homme qui veut être libéré d'une dette vis à vis d'un commandement, fasse, en son contenu, notablement plus que ce qui est dû; en agissant ainsi, en effet, quelqu'un doit espérer fermement qu'il sera libéré de sa dette. Par exemple, tu es tenu, par commandement de Dieu, les dimanches et les jours de fête, de t'abstenir des travaux serviles; mais si plusieurs jours dans la semaine ou régulièrement, tu as pris l'habitude de te libérer des travaux serviles, surtout en te consacrant et en t'appliquant à des prières, et si, par accident, il t'arrivait de faire quelque travail un jour de fête par nécessité, pourvu que cela se fasse sans scandale, il ne convient pas, pour cela, que tu sois accablé en ta conscience.

On le voit clairement dans un cas comparable: si quelqu'un était tenu vis à vis d'un autre

---

6237 Sur la relation à Dieu, habituelle et actuelle: THOMAS, in II, d 40, q1, a 5, ad 6m et 7m, mais aussi SCOTUS, II, d. 41

6238 *Habitus*: état.

6239 *Natus est*: l'habitude crée une seconde nature.

6240 *Virtualis*: qui a de la force. SCOTUS emploie les mots *habitualis* et *virtualis* d'un façon qui lui est propre.

6241 SCOTUS, in II, d 41, q unique (sur les trois relations à une fin).

6242 «Comparable au mouvement d'un pierre»: ajout de traduction .

6243 CANCELLARIUS PARIENSIS, GERSONIUS

pour cinq sous et s'il lui donnait, en manière de présent, cent ou mille marcs, un tel homme ne devrait-il pas bien supposer qu'il est quitte de payer les autres sous? Et Dieu est infiniment plus libéral et plus clément que les hommes.

Q. A quoi est-on obligé en écoutant la messe?

Deuxièmement, que le confesseur remarque en suivant les précédents propos de Scotus<sup>6244</sup>, que le chrétien doit principalement manifester un acte de latrerie et d'amour dans l'écoute de la messe et surtout dans l'adoration de la sainte hostie et du calice sacré.

Et pour mieux comprendre et mieux faire, il faut savoir, selon Thomas, I-II, q. 102<sup>6245</sup>, et Alexander, troisième partie de la *Somme*, q. 35, art. 24<sup>6246</sup>, que dans la loi, il y avait trois genres de sacrifices.

Les trois genres de sacrifices.

l'holocauste,

le sacrifice ou la proposition<sup>6247</sup> de victime,

la victime de paix ou par dette.

Or tous les sacrifices de l'Ancienne loi ont été achevés dans un unique sacrifice parfait: le sacrement de l'eucharistie; c'est pourquoi dans le sacrement de l'eucharistie, le chrétien doit faire à Dieu quatre offrandes, ce qu'un juif faisait dans ces sacrifices<sup>6248</sup>.

Les sacrifices de l'ancienne loi signifiaient quatre offrandes.

Ces quatre offrandes signifiaient les quatre devoirs que nous avons vis à vis de Dieu, c'est à dire la révérence de la latrerie pour sa divine majesté parce qu'il est le principe et l'ultime fin de tout, et ceci était signifié par l'holocauste;

deuxièmement l'homme est l'obligé de Dieu à cause de l'offense commise, et à cause de cette offense, il y avait le sacrifice qui est la proposition de victime;

troisièmement, l'homme est l'obligé de Dieu à cause des bienfaits déjà reçus, parmi lesquels la passion de notre seigneur Jésus Christ tient le premier rang; et l'homme est obligé, en ce qui nous concerne, en réalité, et en ce qui concernait les juifs, de façon figurée<sup>6249</sup>, ce pour quoi était offerte une victime de paix, par dette, en action de grâce;

quatrièmement l'homme est l'obligé de Dieu pour les bienfaits espérés et à recevoir dans

---

6244 SCOTUS, III, d.9, a 2

6245 THOMAS, *Somme*, I-II, q. 102, a.3, s.8.

6246 ALEXANDRE, *Somme*, III, q. 35, a. 24

6247 Au sens où l'on parle dans l'Ancien testament des pains de proposition que l'on plaçait chaque semaine sur l'autel.

6248 Il y a une difficulté que je résous en faisant de *quatuor* le complément d'objet de *oferre*, puisque trois sacrifices seulement ont été évoqués. On voit ensuite que le troisième sacrifice correspond à deux buts; d'où le chiffre 4.

6249 Cela signifie que le sacrifice d'action de grâce des juifs est une figure du vrai sacrifice d'action de grâce que peuvent célébrer les chrétiens.

le futur, et pour cela était offerte une victime de paix, par vœu.

Conformément à cela, je dis que l'homme qui rend à Dieu dans la messe ce qu'on vient de dire, écoute, de façon parfaite, le très digne sacrifice de la messe et donc remplit parfaitement le commandement de la sanctification du sabbat.

A quels actes l'homme est-il tenu, le jour de fête?

Et selon Scotus<sup>6250</sup>, puisque l'homme n'est obligé qu'à deux actes, les actes de latrerie et d'amour, il faut remarquer que sous le premier acte sont contenues la révérence et l'action de grâces, et sous le second, les deux demandes: la rémission des péchés et l'obtention de l'éternité. Et ces actes que les chrétiens doivent faire pendant la messe, on peut les appeler le memento des chrétiens, et je pense que c'est à son sujet qu'a été dit: *Memento*: «Souviens-toi<sup>6251</sup> de sanctifier le jour du Seigneur».

Le memento des chrétiens pendant l'élévation de la sainte hostie.

Que le chrétien, donc, parle ainsi dans son cœur (il n'est pas utile de dire la prière oralement), tout d'abord quand on montre la sainte hostie: "O Trinité suprême, je te manifeste la révérence suprême et l'honneur de la latrerie et je reconnais que tout ce que j'ai de bon, je le tiens et je l'ai reçu de toi, c'est pourquoi, humblement je te rends grâce et spécialement pour la faveur que sont la mort

[fol. 71r]

et la passion de Notre Seigneur Jésus Christ, faveur qui est présente de nouveau dans ce sacrement suprême".

Le memento des chrétiens pendant l'élévation du calice.

Quand est montré le calice, qu'il dise, de la même façon, avec le cœur et non la bouche: "O suprême Trinité, je désire te plaire pour l'éternité et je souhaite par dessus tout accomplir ton bon plaisir et je demande simplement pardon d'avoir fait le contraire et je supplie, par la vertu du sang du Christ contenu dans ce sacré calice, de vivre dorénavant en sorte de mériter selon ta grâce la vie éternelle, Amen".

De cette<sup>6252</sup> première proposition on tire clairement ce que doit faire le chrétien, les jours de fête (comme on tirera clairement ce qu'il ne doit pas faire de la seconde proposition), et quand, et comment, et ce qu'il doit faire par commandement de Dieu, parce que le chapitre *Jejunia, De consecratione*, d. 3<sup>6253</sup>, parle de son accomplissement, là

---

6250 SCOTUS, III, d 9, q u.

6251 THOMAS en I-II, Q.100, a.7, 5) commente l'impératif: *Memento*. La forme d'énonciation des commandements est un sujet d'étude.

6252 *Ista* signifie peut-être: «cette proposition que tu connais», mais vu qu'ensuite, par exemple, elle remplace un *illa*, il n'est pas sûr que le scripteur fasse une différence. La proposition commence au fol. 69v,N.

6253 *De cons.*, d. 3, c.16

où le texte dit: "Mais le jour du Seigneur, il ne faut rien faire d'autre si ce n'est vaquer pour Dieu. Qu'aucun travail ne soit fait en ce jour saint, si ce n'est de passer ce jour avec des hymnes, des psaumes et des cantiques spirituels".

Parce que dans la proposition, j'ai dit "en aimant et en donnant du prix", note la distinction de Petrus de Aliaco dans son I, d .1.<sup>6254</sup>, qu'Olkot prend sur son I, *Sentences*<sup>6255</sup>, distinction que tu as plus bas<sup>6256</sup>, au quatrième commandement.

Et cependant, pour que cette matière soit mieux comprise, puisqu'elle se présente souvent en confession, je poserai encore à son sujet deux articles: un pour la messe, un autre pour les heures ou pour l'office divin. Au sujet du premier article, il y aura six propositions.

R. Premier article: sur l'obligation d'entendre la messe le jour du Seigneur et les jours de fête.

Première proposition<sup>6257</sup>

Chacun, clerc ou laïque, est tenu par commandement divin, autant le dimanche, qu'à un autre jour de fête ordonné par l'Église, d'entendre ou de dire la messe. Cette proposition est d'Hostiensis<sup>6258</sup> et d'autres docteurs, sur le c. *Ut dominicis, Décrétales, De parrochis*<sup>6259</sup>. L'établissent le canon *Missas, De consecratione*, dist. 1<sup>6260</sup>, le canon suivant et le canon *Omnes fideles*. Comprends cependant cela et ce qui suit sauve le toujours, toujours, ô Père!

Et voici la preuve qu'on donne: Où il y a la même raison, il doit y avoir le même droit; mais ce n'est que pour vaquer pour Dieu et pas pour une autre raison que furent ajoutées d'autres fêtes aux dimanches, donc... . C'est pourquoi, il faut que prennent garde certains séculiers frénétiques, trop savants de leur propre science, qui disent le contraire, parce que pour eux-mêmes et pour ceux pour qui ils ont été un scandale, ils rendront raison à Dieu, parce qu'ils se sont efforcés de diminuer l'honneur de Dieu.

S. Seconde proposition de cet article. La messe que l'on doit entendre, est-ce celle du jour ou une messe votive?

Quoiqu'il vaille mieux, en règle générale, célébrer la messe du jour plutôt qu'une autre et de même quoiqu'il soit plus utile de penser pendant la messe à Dieu et à la passion du Christ que de dire des heures ou des prières, cependant ni l'un ni l'autre ne sont des péchés mortels; c'est pourquoi on ne doit pas juger qu'ils pèchent mortellement

---

6254PETRUS DE ALIACO, I (*Sententiarum*), d. 1

6255OLKOT, I *Sententiarum*

6256Fol 78r, R.

6257Chez ANGELUS (*Ferie*, § 41) la première obligation est de se repentir du péché

6258HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*, sur X, 3, 29, 2

6259X, 3, 29, 2

6260*De cons.*, D 1, c 64 et c. 65; puis c. 62; ils traitent de la nécessité d'entendre la messe jusqu'à la fin

ceux qui disent par obligation leurs heures pendant une messe d'obligation, ni ceux qui, à cause d'une dévotion particulière, un jour de grande fête, célèbrent une autre messe que celle du jour. Qu'ils prennent garde cependant au scandale des petits et que cela n'arrive pas pour une messe conventuelle ou une messe majeure dans les couvents ou les cathédrales, comme je le dirai plus bas, second article<sup>6261</sup>. Et pour le moment je ne me soucie pas de l'opinion d'Angelus sur le mot *Ferie*, § 42<sup>6262</sup>, ni de l'opinion de la *Rosella* sur le mot *Dominica dies*, dernier §<sup>6263</sup>. Et en suivant ce qui a été dit, comprends Panormitanus au chapitre *Quidam laïcorum, Décrétales, De celebratione missarum*<sup>6264</sup>.

Et j'ai dit "en règle générale", parce que ceux qui ont une dévotion particulière à la Vierge Marie peuvent chaque jour célébrer aussi, sans inquiétude, la messe de la très sainte vierge Marie, mère de Dieu, plus qu'une autre messe, surtout si, aux jours de grandes fêtes, ils entendaient une autre messe, celle du jour.

Et en faveur de cette opinion, il y a beaucoup de récits et d'exemples suffisamment reconnus.

T. Troisième proposition de cet article. Le lieu où l'on doit entendre la messe.

Le lieu où entendre la messe est laissé à la dévotion de chacun. C'est pourquoi un paroissien, pourvu qu'il agisse par un bon zèle, n'est pas obligé de l'entendre dans sa propre paroisse, mais là où il a plus de dévotion.

Et ainsi parle le chapitre *Ut dominicis, De parrochianis*<sup>6265</sup>, parce qu'on dit dans le texte: «le paroissien qui, ayant méprisé son propre prêtre...», donc, a contrario, s'il n'a pas de mépris, qu'il écoute la messe là où le conduit la dévotion. Et note que la sentence d'excommunication que, selon des curés, encourrent les paroissiens qui n'entendent pas la messe dans leurs propres paroisses, un des trois dimanches<sup>6266</sup>, ne lie pas les susdits qui, par dévotion ou pour une cause raisonnable, et non par mépris, n'entendent pas la messe dans leur propre paroisse, comme tu l'as, plus bas<sup>6267</sup>, troisième partie.

Quatrième proposition de cet article: l'obligation d'entendre intégralement la messe.

[fol. 71v]

V. Il faut entendre la messe en entier.

Il faut entendre la messe en entier, par commandement, si bien que celui qui arrive

---

6261Fol 74r: sur les heures canoniales.

6262ANGELUS, *Ferie*, §42: Ceux qui confondent écoute de la messe de l'office et d'une messe votive, un jour de fête d'obligation (les prêtres et les séculiers qui connaissent la différence) sont coupables de péché mortel.

6263ANTONIUS DE ROSELLIS, *Rosella, Dominica dies*, dernier §.

6264X, 3, 41, 2

6265X, 3, 29, 2

6266Soit une des trois fêtes d'obligation, Noël, Ascension et Toussaint, soit une des trois messes d'une fête.

6267Fol 87v,Z.

après l'introït ou se retirerait avant la bénédiction, pèche mortellement.

Nous expliquons cette proposition. Florentinus<sup>6268</sup> dit que, ou bien quelqu'un quitte la messe pour l'administration ou le service, comme les assistants qui vont et viennent pour ceux qui servent la messe, par exemple pour avoir l'encens et faire des actes de ce genre, et, ainsi, ils ne pèchent pas; ou bien il s'agit d'autres personnes qui ne font rien pour le service de la messe, comme les dames qui arrivent tard à la messe, et dans ce cas Florentinus dit qu'elles pèchent mortellement si par pure négligence, sciemment et volontairement, elles manquent une notable partie de la messe, par exemple, si elles sont arrivées après la lecture de l'épître en entier ou si elles partaient après l'élévation; il en est autrement si on a manqué seulement l'introït et quelque chose de ce genre, parce que quelque chose de petit est compté pour rien.

X. Je demande: un prêtre satisfait-il en disant une autre messe que celle qu'il a promise?

En cinquième lieu, il y aura cette question: Le prêtre qui a promis de dire une messe pour Marguerite et qui a promis de la même façon, séparément, d'en dire une pour Berthe peut-il satisfaire en disant seulement une seule messe, par exemple en la disant pour la première en faisant mémoire d'elle, pour la seconde en disant une prière spéciale pour elle?<sup>6269</sup>

Après avoir abandonné les opinions qui sont diverses tant chez les canonistes que chez les théologiens, parce qu'il faut ici conserver C et abandonner P<sup>6270</sup>, il me semble cependant que l'opinion de Scotus est la plus vraie et la plus sûre; elle réside dans une unique distinction et une unique proposition qu'il établit dans l'avant-dernière question des *Quodlibet*<sup>6271</sup>

Les trois valeurs de la messe.

Premièrement, la distinction: la messe a une triple valeur:

générale,

singulière,

particulière.

---

6268FLORENTINUS (ANTONINUS), *Summa*

6269Ce thème est abordé par ANGELUS, *Missa*, § 52

6270«Quand un cas est douteux, je dirai: Que l'on tienne C et abandonne P, voulant signifier par C qu'on doit toujours demander conseil sur le sujet,...; et par P, je veux signifier qu'il faut fuir la précipitation comme périlleuse, comme si je disais: que le confesseur ne se précipite pas en jugeant...» a-t-il été dit plus haut par GILBERT NICOLAS.

6271SCOTUS, *Quodlibet* 20



La première valeur, la générale, s'applique à tous les vivants et les morts se tenant dans l'amour, qui ne sont pas dans la patrie céleste; la seconde valeur est singulière: elle vaut pour celui qui dit la messe s'il célèbre dignement; la troisième valeur est particulière: elle vaut pour ceux qui font dire la messe s'ils sont en état de grâce, qu'elle soit pour eux ou pour ceux à qui le prêtre a appliqué son intention de messe, ou qu'elle soit pour ceux à qui ceux qui font dire la messe l'appliquent.

En cette matière, cependant, note attentivement qu'il faut toujours juger d'une obligation selon la signification qu'on donne communément aux paroles exprimées dans la promesse du prêtre.

C'est pourquoi un prêtre peut s'obliger de deux façons: d'une première façon, selon une signification précise, par exemple en disant: "Je dirai pour vous et pour mes autres bienfaiteurs une unique messe", et alors si le bienfaiteur accepte, le prêtre satisfait à son obligation, en disant une seule messe pour celui-ci et ses amis. S'il disait: "Je célébrerai de façon particulière une messe pour vous", alors il ne satisferait pas<sup>6272</sup>: il convient qu'il dise de façon particulière la messe qu'il a promise.

Deuxièmement, le prêtre s'oblige selon une signification sous entendue, comme cela arrive communément: il reçoit de l'argent sans dire précisément qu'il célébrera avec une intention particulière ou non, mais seulement qu'il célébrera; par exemple, un bienfaiteur donne à un prêtre trois onzièmes<sup>6273</sup> de son revenu, en disant: «Dites une messe» et le prêtre répond: "Je dirai", ou se tait, ou incline seulement la tête.

Les mots d'une obligation sont à prendre dans le sens qu'on leur donne communément.

Maintenant, je dis, à propos de cette réponse, que les mots d'une obligation, quelle qu'elle soit, ne doivent pas être compris selon l'interprétation de l'obligé, c'est-à-dire du prêtre, parce qu'alors il y aurait beaucoup de déceptions, parce que le prêtre peut dire l'intention pour lui et pour d'autres en même temps.

De même, je dis que les mots ne sont pas à comprendre précisément selon l'intention de celui en faveur de qui existe l'obligation, ou à qui est promise la messe, parce qu'il peut avoir une mauvaise intention.

Troisièmement, je dis que les mots sont à comprendre selon la signification et la compréhension communes que l'on peut tirer de l'usage commun des hommes.

On peut suffisamment le prouver par le c *Juvenis, Décrétales, De sponsalibus et*

---

6272 Dans ce cas, le prêtre il n'a pas précisé qu'il célébrait la messe aussi à l'intention de ses bienfaiteurs.

6273 *Undenus, ou undecima*, «onzième», dont je n'ai pas trouvé le sens.

*matrimoniis*<sup>6274</sup>. Mais quelle est la compréhension commune des mots en cette matière? Les docteurs répondent qu'elle est la suivante: celui qui fait célébrer ou dire une messe, a l'intention ainsi d'obliger le prêtre à ce qui lui est le plus utile<sup>6275</sup>, pourvu cependant que cela ne soit pas contraire à la charité; par exemple vouloir que le prêtre et l'Église universelle en aucune façon n'en retirent de mérite, serait mal agir, mais il peut vouloir, de façon droite, que le mérite de la messe lui soit appliqué en particulier, ou de façon partagée<sup>6276</sup>, et ceci totalement.

#### Réponse<sup>6277</sup>

S'ensuit la proposition de réponse: si le prêtre a promis séparément de dire plusieurs messes, il ne fait pas son devoir en en disant une<sup>6278</sup>. Il est clair, en effet, que si [fol. 72r]

le prêtre célébrait pour plusieurs personnes, il n'appliquerait pas totalement le mérite à la personne en particulier, et par conséquent il ne ferait pas son devoir en disant une seule messe; parce que s'il pouvait le faire, à égalité, pour deux personnes comme pour une, il le pourrait pour trois, pour quatre et pour une infinité et on voit ainsi qu'il pourrait suffire d'une seule messe annuellement pour toutes les âmes, ce qui est contre le rite de l'Église. Et selon ce qui a été dit, limite l'opinion d'Angelus<sup>6279</sup>.

De cette proposition, il découle trois corollaires.

Premièrement, supposons le cas où il y aurait la coutume de célébrer une seule messe solennelle et où se présente le cas où un paroissien meurt ou qu'il y a, le même jour, un anniversaire à célébrer, alors le curé ou le collège ne peuvent satisfaire à leur obligation en disant seulement une seule messe. Et pour éclairer le cas en détail, je dis que celui qui fait dire une messe connaît la coutume, ou l'ignore. S'il sait qu'on ne dit qu'une messe et que, nonobstant, il fonde un anniversaire ou fait dire une messe, alors il semble céder son droit et ainsi le curé satisfait à son obligation grâce à une seule messe; mais s'il ne sait pas, je dis alors que, dans la mesure où une coutume raisonnable ne s'y oppose pas, le prélat est obligé à plusieurs messes et ne satisfait pas à son obligation par une seule messe, parce que si celui qui a demandé la messe avait connu la coutume, il n'aurait pas fait de fondation dans cette église mais dans une autre, et s'il ne disait qu'une

---

6274X, 4, 1, 3

6275C'est à dire qu'il veut obliger la prêtre à appliquer les fruits de la messe à celui pour qui il l'a demandé. C'est pour celui à qui on l'applique que la messe est plus utile.

6276avec celui pour qui il fait dire la messe.

6277A la question sur la messe pour Marguerite et Berthe.

6278Réunir plusieurs intentions sera interdit par Alexandre VII, en 1665.

6279ANGELUS, *Missa*, § 52

messe, le prélat le frustrerait de son intention. C'est pourquoi un curé ou un prêtre, s'il veut être en sûreté, doit indiquer au fondateur la coutume; et si le fondateur accepte, alors le prêtre satisfait à son obligation en disant une seule messe.

Y. Il y a un danger de péché mortel à accepter plusieurs messes en même temps.

Deuxièmement, il s'ensuit que ceux qui sont dits satisfaire aux messes, si j'ose dire, parce qu'ils en acceptent tellement qu'ils en ont parfois bien une centaine, semblent toujours en danger de péché mortel.

Et pour deux raisons.

D'abord parce que souvent ils n'en disent pas tant; deuxièmement parce qu'ils tardent trop à les dire et qu'ainsi, ils frustreront de son intention celui qui fait le don; cependant il est bien vrai qu'ils peuvent bien faire dire les messes par d'autres prêtres, comme disent Florentinus<sup>6280</sup> et Bonaventura<sup>6281</sup>, et alors ils ne pèchent pas si du moins ils s'en acquittent vite. Ce que peuvent faire de plus sûr, un curé ou un prêtre séculier ou religieux quand on leur donne de l'argent ou quelque chose pour dire une messe, est de n'accepter qu'après avoir révélé qu'ils doivent prier pour d'autres, et interrogé le donateur pour connaître aussi son intention particulière, si, par la coutume ou l'usage commun, on ne peut savoir clairement ce qu'il faut faire.

En conséquence, le prêtre qui doit dire, pour une chapelle qu'il a, deux messes dans la semaine, ne peut accepter un trentain de messes sauf s'il voit qu'il peut satisfaire à ces messes, grâce à d'autres prêtres.

#### Z. Les deux parties dans le memento de la messe

Parce que des frères et beaucoup de prêtres séculiers demandent souvent comment dans une messe doit être fait le memento, je réponds qu'il faut en dire deux, le memento des vivants et des morts, et qu'en chacun d'eux sont contenues parfois deux parties, une qu'on appelle "de recommandation", l'autre, "d'application".

Ces deux réponses viennent de Scotus, d'après son livre IV et son *Quolibet*<sup>6282</sup>; et pour la compréhension de chacune de ces parties, il faut savoir que, lorsqu'une messe est dite en particulier pour un vivant ou pour des vivants, alors dans le memento des morts n'est placée qu'une partie, celle de recommandation, et inversement, quand on célèbre spécialement pour les âmes des défunts ou les âmes de certains défunts, alors le

---

6280FLORENTINUS (ANTONINUS.), *Summa*

6281BONAVENTURA, *Super libros Sententiarum*

6282SCOTUS, IV, d 13, q 2, q 9 et le *Quolibet* 20 évoquent l'application aux morts, mais je n'ai pas trouvé les formules qu'emploie GILBERT NICOLAS. La question des degrés est dans le *Quolibet*.

memento pour les vivants n'a que la partie de recommandation. Et ces paroles se conforment au même docteur, parce que, selon lui, un homme a une part moindre des fruits de la messe quand elle est célébrée pour lui-même et pour un autre, que si elle était célébrée en particulier pour lui seulement, et ceci se comprend d'une valeur du même degré, comme c'est dit plus haut<sup>6283</sup>, parce qu'on pourrait bien dans chaque memento placer aussi bien une partie de recommandation que d'application, pourvu que l'application ne soit pas de la même valeur selon le même degré.

[fol. 72v]

Suite: la forme du Memento dans la messe.

"Souviens-toi, Seigneur, de N. (et N.), que (au singulier ou au pluriel) je te recommande, et daigne accepter ce sacrifice pour lui (ou pour eux) au degré auquel je dois pour toi l'appliquer et comme tu sais que je dois prier et l'appliquer".

A. Suite: conseil pour les accidents qui peuvent arriver à un célébrant.

Mais parce qu'un accident parfois peut arriver au célébrant et se produire, pour que le confesseur sache comment dans de tels cas le prêtre doit se conduire et, dans des accidents semblables, comment agir selon Dieu, je ferai ici un exposé sur les accidents de messe.

B. Les accidents de messe.

Premièrement, je demande: «que<sup>6284</sup> fera le prêtre si en disant la messe il s'aperçoit qu'il n'a pas servi la matière due? Je réponds, selon l'accord commun des théologiens en IV, d. 8<sup>6285</sup>.

si le défaut est dans l'hostie ou dans le vin et s'il le remarque avant d'avoir commencé le canon de la consécration, dans ce cas, il prendra une autre hostie, si le défaut est dans l'hostie, ou un autre vin s'il est dans le vin, et il recommencera, si le défaut est dans l'hostie, à partir de cette prière: "Reçois, Père Saint"; et après l'avoir dite et avoir sauté les autres, il dira: "Viens Sanctificateur"; il sautera les autres et poursuivra à partir de l'endroit où il a remarqué le défaut. S'il découvre qu'il y avait un défaut dans le vin, il commencera à partir de: «Dieu qui... as créé... (la noblesse) de la nature humaine..."; il dira le: "Nous t'offrons..." et l'autre prière: "Viens Sanctificateur...", et après avoir sauté les autres prières, qu'il poursuive là où il s'était arrêté.

Deuxièmement, s'il avait fait la consécration, et si, après la consécration, il découvre qu'il y avait un défaut dans le vin, alors, après avoir pris le vin qu'il faut avec

---

6283Au début de 72r

6284ANGELUS, *Missa*, § 14

6285IV, d.8: *De sacramento altaris*.

l'eau, il commencera seulement à cette prière: "De même...", en introduisant<sup>6286</sup> dans cette prière "Jésus Christ" et, après ce nom, le mot "prenant", jusqu'à la prière: «C'est pourquoi, en mémoire...», et après avoir sauté les autres prières, qu'il poursuive là où il s'est arrêté. Mais si le défaut était dans l'hostie et qu'il avait déjà consacré le vin, dans ce cas, après avoir pris une autre hostie, il commencera à cette prière: "Qui, la veille..." et au lieu de ce relatif "Qui", il dira: "Notre Seigneur Jésus Christ, la veille de sa passion", jusqu'à la prière "De même...", et ayant sauté tout le reste, qu'il poursuive là où il s'est arrêté.

A propos des mots de la consécration.

Et j'ai parlé notamment ainsi, parce que si le prêtre disait seulement: "Ceci est mon corps", il ne ferait pas la consécration, selon Scotus<sup>6287</sup> et Landulphus<sup>6288</sup>, sur le livre IV, dist. 8, parce que la prière signifie ce qui est exprimé par le mot et non ce qui est dans l'intention de celui qui parle. C'est pourquoi, s'il n'était fait ici aucune mention du Christ, ces mots seraient compris du corps du prêtre ou de son sang et non du Christ et ainsi le prêtre ne consacrerait pas.» Alexander est d'accord.<sup>6289</sup>

Suppose<sup>6290</sup> que le prêtre ne s'aperçoive d'un défaut qu'après avoir communié à l'hostie qui n'était pas de froment ou pas celle qu'il faut; réponse selon l'opinion commune des docteurs (Vois où plus haut):

nonobstant le fait qu'il ne soit pas à jeun, il prendra une autre hostie, celle qu'il faut, et il commencera, comme cela a été dit: "Notre Seigneur Jésus Christ qui la veille..." jusqu'à: "De même...", et ensuite, après avoir sauté les autres prières, il consommera l'hostie; ensuite, qu'il poursuive là où il s'était arrêté.

Mais<sup>6291</sup> si, après avoir communié au corps, il trouve de l'eau au lieu de vin dans le calice qu'il boit? Thomas répond dans la troisième partie, q. 83<sup>6292</sup>, qu'il faut prendre et consacrer une autre hostie et un autre vin.

D'autres disent qu'à cause du scandale, il ne faut rien recommencer et surtout parce qu'on n'est pas à jeun; mais toi tiens l'opinion de Scotus (Vois où, plus haut)<sup>6293</sup>:: il

---

6286 GILBERT NICOLAS insiste sur le fait qu'on doit clairement comprendre qu'il s'agit du corps et du sang du Christ; il insiste sur la présence réelle.

6287 SCOTUS, IV, d. 8, q. 2, a. 2: il faut que l'on comprenne qu'il s'agit des paroles du Christ. IV, d. 8., q. 2: SCOTUS, après avoir dit que le canon permettait de donner le sens de «ceci est mon corps», dit en conclusion qu'il suffit au prêtre pour véritablement consacrer le sang d'avoir l'intention de faire ce que fait l'Église et de lire distinctement les mots du canon du début à la fin sans vouloir absolument redire précisément les mots du Christ qui suivent «*sanguinis mei*».

6288 LANDULPHUS, in IV, d. 8, q. 3

6289 ALEXANDER DE HALES, in IV, d. 8

6290 ANGELUS, *Missa*, § 15

6291 ANGELUS, *Missa*, § 16

6292 THOMAS, *Somme*, III, q. 83, a. 6

6293 SCOTUS, IV, d. 8, q. 2: quand on doute si la consécration est complète, il n'est pas nécessaire de la recommencer.

faut seulement mettre le vin avec l'eau et dire: "De même, après que notre Seigneur Jésus Christ a mangé, il a pris le calice..." jusqu'à: "C'est pourquoi, en mémoire..." et après avoir sauté les autres prières, qu'il dise: "Que le sang de Notre Seigneur Jésus Christ garde..." et qu'il communie, parce que cela peut se faire sans scandale; et n'être pas à jeun n'est pas un obstacle, parce que communier de façon complète est un commandement plus grand que communier avec un estomac à jeun, comme c'est clair dans les canons *Comperimus* et *Relatum, De consecratione*, d. 2<sup>6294</sup>.

Que<sup>6295</sup> fera le prêtre s'il s'aperçoit du défaut quand il a l'eau dans la bouche et avant de déglutir? Le *Directorium* répond, livre 1, titre 17<sup>6296</sup>, que s'il peut le faire sans scandale, il crachera dans le calice, retirera la parcelle d'hostie, remettra l'eau [fol. 73r]

dans un autre vase; qu'il prenne ainsi le vin, qu'il le consacre comme on l'a dit, qu'il y place la parcelle d'hostie et qu'il absorbe ensuite l'eau recrachée s'il peut le faire sans danger de vomissement, mais s'il craint de vomir qu'il remette cette eau dans le tabernacle de l'église. De même, disent les docteurs, «pour la parcelle d'hostie, qu'il faudra brûler et dont les cendres devront être mises dans le tabernacle»; comprends: «quand on ne pourrait l'absorber sans risque de vomissement» et qu'il ne s'agirait pas de l'apparence entière du sacrement.

De l'araignée ou de la mouche qui tombe dans le calice.

«Je demande troisièmement: que fera le prêtre quand une araignée ou une mouche tombe dans le calice?

Réponse: si elle tombe avant la consécration, qu'il jette le vin, en prenne un autre avec l'eau et fasse comme on a dit plus haut dans la première question; mais si elle tombe après la consécration, qu'il la retire et la lave<sup>6297</sup> avec du vin, sauf si c'était une chose vénéneuse ou qui provoquerait le vomissement, parce qu'alors tout devrait être remis ensemble dans un autre vase, et un autre vin avec l'eau devrait être pris et consacré comme on a dit plus haut, selon Ricardus<sup>6298</sup>, Hugo<sup>6299</sup> et Joannes de Santo<sup>6300</sup>, sur le c. *Si per negligenciam, De consecratione*, dist. 2<sup>6301</sup>, parce que rien

---

6294 *De cons.*, D 2, c 12 (*Comperimus*), et c 11 (*Relatum*)

6295 ANGELUS, *Missa*, § 17

6296 *Directorium*, I, titre 17.

6297 THOMAS, *Somme*, III, q. 83, a.6, s.3: on lave l'animal, on le brûle puis on jette ses cendres avec l'ablution dans la piscine de l'église.

6298 RICARDUS (mais ARCHIDIACONUS chez ANGELUS).

6299 HUGO, *Glosa super Decretum* (à cause de la citation qui suit)

6300 JOANNES DE SANTO..., *Commentaria super Decreto*: chez ANGELUS, parmi tous les Joannes, conviendrait peut-être un sommist: *Joannes antonius de sancto georgio nunc episcopus alexandrinus mediolanensis*

6301 *De cons.*, D 2, c.27.

d'abominable ne doit être consommé à l'occasion de ce sacrement, comme le note la glose au dit chapitre *Si per negligenciam*. Et la messe finie, qu'il prenne le sang et qu'il le brûle par le feu avec de l'étoupe et un morceau de lin mouillé dans ce sang, et qu'il mette les cendres dans le tabernacle de l'église.»

Quatrièmement, je demande: «et si une goutte du sang» tombe sur la table et sur des choses de ce genre?

«Qu'on lèche la table si cela peut être fait sans horreur et, ensuite, que l'endroit soit raclé, que la raclure soit brûlée et la cendre mise à côté de l'autel et que le prêtre fasse pénitence quarante jours; mais si elle est tombée sur la nappe, qu'elle soit lavée trois fois au dessus d'un calice et que le prêtre fasse pénitence quatre jours si la goutte n'est pas arrivée à la troisième nappe, parce qu'alors il doit faire pénitence neuf jours; si elle est arrivée à la quatrième: vingt jours, *De consecratione*, d. 2, c. *Si per negligenciam*<sup>6302</sup>.» Cette pénitence sera, comme le dit la glose sur le mot *Peniteat*, de s'abstenir de recevoir les sacrements, autant de jours que de jours de jeûne.

De plus, si dans un vomissement apparaît l'espèce entière du sacrement, il faut la conserver avec respect selon Thomas, parce que, tant que demeurent les apparences du sacrement, demeure le corps du Christ<sup>6303</sup>.

Cinquièmement, je demande: «quand on consomme le sang, si une parcelle reste dans le calice?» Je réponds que «le prêtre doit avec le doigt l'amener au bord du calice, la consommer et, en aucune façon, n'ajouter de vin avant la consommation de la parcelle, parce que le vin descendrait plus rapidement et ainsi, le prêtre ne consommerait plus à jeun selon Scotus, IV, dist. 8<sup>6304</sup>, quoique je pense que même s'il ajoutait du vin et consommait ainsi, il ne pècherait pas quoique le vin descende plus vite, parce que ce qui est fait de cette façon est dit être fait simultanément, selon ce qui est noté dans le chapitre *Quia propter*, *De electione*<sup>6305</sup>, et dans la Loi *Continuus*, ff. *De verborum obligatione*<sup>6306</sup>.»

Sixièmement, je demande «si l'hostie non consacrée qui est sur l'autel ou la goutte de vin qui est au pied du calice ou séparée loin du vin qui est dans le calice, sont consacrés? La réponse est non, sauf si le prêtre en a l'intention, première cause, q. 1, *Detrahe*<sup>6307</sup>.»

Septièmement, je demande: «et si le prêtre a oublié de mettre l'eau dans le vin? Je

---

6302 *De cons*, D.2, c. 27.

6303 THOMAS, *Somme*, III, q. 83, a. 6, s. 7

6304 SCOTUS, IV, d. 8, q 3, *Ad propositum*..., p 105- 106

6305 X, 1, 6, 42

6306 *Digeste*, 45, 1, 137

6307 *Décret*, C 1, q 1, c 54

réponds que s'il s'en aperçoit avant la consécration de l'hostie, il doit ajouter l'eau en recommençant la consécration comme on l'a dit plus haut», au début de ces cas «quand le défaut est dans le vin; s'il s'en aperçoit après la consécration du vin, alors, selon Thomas, troisième partie, question 83<sup>6308</sup>, qu'il n'ajoute rien, parce que l'ajout d'eau ne relève pas de ce qui est nécessaire au sacrement» et qu'il est accompli sans elle, *De consecratione*, dist. 3, *Scriptura*<sup>6309</sup>, mais pèche mortellement celui qui ne met pas l'eau sciemment, par l'argument du chapitre *Litteras, De celebratione missarum*<sup>6310</sup>, mais celui qui oublie par négligence parce qu'il n'a été qu'à moitié exact, pèche véniellement, mais gravement, parce que, autant ce sacrement surpasse en excellence les autres sacrements et les autres œuvres, autant en lui, plus que dans les autres, pèse la négligence; donc si le prêtre n'a nullement été exact, il a péché mortellement selon Alexander<sup>6311</sup>. Et note que cette

[fol. 73v]

eau doit être naturelle, c. *In quadam, De celebratione missarum*<sup>6312</sup>.

Huitièmement, «et si le vin est gelé dans le calice? Le prêtre doit le liquéfier avant la consécration pour que la boisson ait sa raison en acte<sup>6313</sup>; cependant s'il ne l'a pas alors liquéfié, il achève la consécration, parce que le vin gelé ne diffère pas du vin non gelé si ce n'est par une qualité accidentelle». Il y a cependant des gens qui pensent le contraire: de même qu'on ne consacre pas de la pâte<sup>6314</sup>, de même, pour le vin congelé, disent-ils.

Neuvièmement: «et si, à cause du froid, l'hostie» est tombée dans le calice? «Je réponds que le prêtre doit continuer et il n'est pas nécessaire de recommencer quelque chose, selon Thomas, III, q. 83, a.6<sup>6315</sup>, mais selon Innocentius comme le rapporte Landulphus, IV, d. 10<sup>6316</sup>, si une partie est restée dans la main, que le prêtre la brise et mette le morceau dans le calice, puisque le premier morceau est tombé» par hasard<sup>6317</sup>.

Dixièmement: «et si le prêtre ne se rappelle pas avoir prononcé certaines paroles? Je réponds que le prêtre ne doit pas se troubler de cela parce que celui qui prononce beaucoup de paroles ne se rappelle pas tout. Si, cependant, il est établi que, probablement, certaines paroles ont été omises, si du moins elles relèvent de la nécessité

---

6308THOMAS, III, q 83, a 6

6309*De cons.*, D 2, c 3

6310X, 3, 41, 14

6311ALEXANDER, *Summa theologica*

6312X, 3, 41, 8. Question abordée par ANGELUS: *Eucharistia*,1, § 18

6313Il faut que la boisson soit buvable.

6314Sur la matière du pain: question abordée par ANGELUS: *Eucharistia*,1, § 2 à 8

6315THOMAS, *Somme*, III, q. 83, a. 6, s. 6

6316LANDULPHUS, *Commentaria in IV*, d.10

6317Il faut que la fraction de l'hostie et le dépôt d'une partie de l'hostie dans le calice soient intentionnels.



du sacrement, par exemple, de la forme de la consécration, il doit recommencer selon cette forme et poursuivre tout dans l'ordre; mais si ces paroles ne relèvent pas de la forme du sacrement, dans ce cas, il ne doit pas recommencer en changeant l'ordre de l'office, mais il doit passer outre, selon Thomas...» (voir plus haut<sup>6318</sup>.)

C. Quand chaque chrétien est-il tenu de communier?

Onzièmement: le prêtre qui célèbre doit-il toujours communier au corps et au sang?

Je réponds oui, *De consecratione*, di. 2a., c. *Relatum*.<sup>6319</sup>

Et premièrement, tout prêtre est tenu de consommer quand il célèbre, *De consecratione*, dist. 2, c. *Relatum*, parce que, dans la consommation, il reçoit le sacrement pour l'achèvement de sa sanctification<sup>6320</sup> et, s'il était défaillant, un autre prêtre, qui soit à jeun, doit le remplacer, si du moins le prêtre défaillant avait déjà consacré l'hostie, 7 d., 1, *Nihil*<sup>6321</sup>. Mais si on ne sait pas si la consécration a été complète, alors, selon Innocentius, en c. *Presbiter*, *De sacramentis non iterandis*<sup>6322</sup>, il faut commencer, à l'endroit de la défaillance, en ajoutant: «Notre Seigneur Jésus Christ qui la veille de..."etc., parce qu'on ne dit pas qu'est recommencé ce qu'on ne sait pas avoir été fait, c. *Apostolicam*, *De presbitero non baptizato*<sup>6323</sup>. S'il est certain que l'hostie n'a pas reçu les paroles de consécration, il n'y a pas à compléter;

mais si le prêtre avait fait les signes sur l'hostie, alors il ne faut pas recommencer du début, mais poursuivre là où il y a eu défaillance selon Alexander, et je suis d'accord; autrement, il faut commencer du début. Et si le prêtre célèbre plusieurs messes dans la journée, il doit toujours communier, en ne faisant pas la purification dans les messes précédentes<sup>6324</sup>.

Deuxièmement, tout chrétien est tenu de communier une fois arrivé aux années du discernement, comme dans le c. *Omnis*, *De penitentiis et remissionibus*<sup>6325</sup>, sauf si pour une cause raisonnable, sur le conseil du prêtre paroissial, pour un temps, ce prêtre l'aura conduit à s'abstenir.

Troisièmement, tout chrétien y est tenu à l'article de la mort: c'est pourquoi, la communion

---

6318THOMAS, *Somme*, III, q. 83, a. 6, s. 5

6319*De cons*, 2, 11.

6320Le canon exprime la nécessité de manger l'hostie pour être participant du sacrifice. Le mot *complementum* suivi d'un complément du nom ne s'y trouve pas.

6321*Décret*, 7, 1,16

6322INNOCENTIUS III, dans X, 1, 16, 3.

6323X, 3, 43, 2

6324La purification rompt le jeun, mais pas la consommation du corps et du sang du Christ

6325X, 5, 38, 12

est appelée viatique. Je crois donc que pêche mortellement, celui qui, dans une telle nécessité, méprise de consommer le corps du Christ.

Quatrièmement, pour raison de statut.

Cinquièmement, à cause de son office, tel le prêtre qui est tenu de célébrer au moins dans les grandes fêtes: sur ce sujet, vois Thomas, III, d. 82<sup>6326</sup> et Petrus de Palude<sup>6327</sup>. Vois aussi le Frère Angelus sur le mot *Missa*, § 44<sup>6328</sup>.

Douzièmement: «si un cas de nécessité arrive, par exemple, une maladie et quelque chose de ce genre, un prêtre pourra-t-il donner au malade l'hostie, alors qu'il n'en a pas d'autre? Je réponds que le prêtre» peut lui donner «non l'hostie entière mais bel et bien une partie et consommer l'autre partie selon Thomas, IV, d. 12<sup>6329</sup>. Je crois qu'il en est de même s'il ne s'agit pas de maladie, mais d'une autre cause raisonnable».

Treizièmement, «et si on trouve l'hostie brisée avant la consécration? Je réponds qu'elle peut néanmoins être consacrée, sauf si cela scandalise le peuple (le prêtre alors en prendra une autre), parce que le fait d'être brisée, cassée en quatre, etc., ne vicie pas le sacrement».

Remarque sur les restes du sacrement qu'il faut consommer.

Quatorzièmement: et si après la communion, il a une hostie consacrée qui reste?

Je réponds selon Petrus<sup>6330</sup> que s'il n'a pas commodément où la conserver avec honneur, il lui est permis de la consommer, pourvu qu'il soit à jeun, par l'argument du *De consecratione*, d. 2, c. *Tribus gradibus*<sup>6331</sup>;

il faudrait parler autrement des restes qui, même si le prêtre a absorbé la purification avant de les remarquer, doivent être consommés après, puisqu'on ne peut les conserver; bien plus, on les perdrait facilement à cause de leur petitesse.

Et dans ce cas, puisque c'est dans l'acte de purification

[fol. 74r]

et de recueil des restes, on dit que c'est fait incontinent, c'est à dire comme si le prêtre consommait tout en même temps, avant d'être censé ne plus être à jeun, selon ce qui est noté sur le c. *Olim* (le premier et le second), *De restitutione spoliatorum*<sup>6332</sup> dans la glose, et par Bartolus sur la loi 1, *ff. De verborum obligationibus*<sup>6333</sup>; note bien ceci pour les scrupuleux.

---

6326THOMAS, *Somme*, III, d. 82, a. 4

6327PETRUS DE PALUDE, IV

6328ANGELUS, *Missa*, § 44

6329THOMAS, IV, d.12, q 2

6330PETRUS DE PALUDE, IV

6331*De cons*, 2, 23

6332*Glose* sur X, 2, 13, 12 et 16

6333BARTOLUS, sur *Digeste*, 45, 1, § 1

## D. Second article: les heures canoniales

Du second article principal, c'est à dire des heures canoniales ou de l'office divin, il aura cinq articles:

Qui,

Quoi,

Où,

Comment,

Quand.

Qui est tenu de dire des heures? Que faut-il dire? N'importe qui peut-il dire les heures, selon l'ordinaire romain ou devant le peuple? Où: est-on tenu de les dire dans un chœur ou dans un autre lieu? Comment: l'attention est-elle nécessaire ou doit-on les dire avec chant ou sans chant? Quand: quelqu'un peut-il dire les matines le soir et, de même, pour les autres heures?

Qui est obligé de dire les heures canoniales?

Pour le premier article, Qui, je réponds: «tous<sup>6334</sup> les ecclésiastiques sont tenus par commandement de dire toutes les heures canoniales, canon final, d. 92<sup>6335</sup>. Et Innocentius semble suivre cet avis sur le c. 1, *De celebratione missarum*<sup>6336</sup>; mais les docteurs disent en commun, sur le dit chapitre 1, que tous n'y sont pas tenus, mais seulement trois genres d'ecclésiastiques: le premier est celui des bénéficiaires; c'est clair d'après le dit canon final où on dit: «les délégués de l'Église», c'est à dire: délégués à cause d'un bénéfice;

et ainsi est réfutée l'opinion<sup>6337</sup> de la glose du susdit canon final; l'établit le chapitre *Cum secundum, De prebendis*<sup>6338</sup>.

Le second genre est celui de ceux qui sont dans les ordres quoiqu'ils ne soient pas bénéficiaires; c'est prouvé par le dit chapitre 1 et dans le chapitre *Dolentes*, même titre<sup>6339</sup> et par ce qui y est noté. Et quoique Panormitanus dise sur le dit chapitre<sup>6340</sup> qu'il est plus sûr que même ceux qui sont dans les ordres mineurs y soient tenus parce qu'ils ont été pris pour être la part du Seigneur, cependant, moi», je n'oserais le dire, «sinon que c'est de bon conseil.

Le troisième genre est celui de ceux qui par vœu se sont obligés à le faire, c. *Licet, De*

---

6334ANGELUS, *Hora canonica*, § 3.

6335Décret, D. 92, c 9

6336INNOCENTIUS, sur X, 3, 41, 1

6337Glose de Décret, D. 92, c 9

6338X, 3, 5, 16

6339X, 3, 41, 9

6340PANORMITANUS, sur X, 3, 41, 1

voto<sup>6341</sup> .»

«Un<sup>6342</sup> clerc beneficiaire, quand il est absent pour une cause légitime et fait desservir l'église par un vicaire, est-il tenu aux heures canoniales? Je réponds, selon Panormitanus sur le dit chapitre, que oui, et cela vient d'Innocentius sur le dit chapitre<sup>1</sup> et de Joannes Andreae<sup>6343</sup> et de l'ensemble des théologiens et c'est une réponse plus sûre, quand on donne un bénéfice, non seulement pour servir l'Église mais pour prier pour ceux qui ont constitué le bénéficiaire. Cardinalis<sup>6344</sup>, sur la *Clémentine* 1, *De celebratione missarum*<sup>6345</sup>, est d'accord.»

E. Les heures selon l'ordinaire.

Du second article: que doit-on dire? J'énonce la proposition qui suit.

A l'exception de deux types de personnes, nul n'est tenu, par commandement, à un ordinaire particulier, mais chacun peut dire ce qu'il veut, quoique, par conseil, selon Cardinalis, sur la *Clémentine* 1, on doit dire l'office selon l'église métropolitaine, d. 12, c. final<sup>6346</sup>.

J'ai dit dans la proposition: "à l'exception de deux types de personnes".

Sur les premières, les réguliers, tous sont d'accord, parce que les réguliers, selon le vœu de leur règle doivent les dire; mais les secondes, les prébendés, doivent dire les heures selon l'ordinaire du lieu où se trouve leur bénéfice; quoique certains parlent autrement, cependant il est plus sûr qu'il faille parler comme pour les réguliers.

Note cependant «que<sup>6347</sup> les clercs et les religieux qui sont les commensaux et les familiers d'un cardinal ou d'un évêque qui a la grâce et la communion du siège apostolique, licitement doivent se conformer à eux, comme en *Clementine*, chapitre final, *De celebratione missarum*<sup>6348</sup> .»

«Et<sup>6349</sup> celui qui, par dispense, est bénéficiaire dans deux églises? Je réponds qu'il doit faire l'office selon l'église dans laquelle il est tenu de faire résidence; et s'il n'est tenu à la résidence d'aucune église, alors je crois qu'il peut se conformer à celui de l'église dans laquelle il se trouve qu'il célèbre les offices. Mais s'il dit l'office pour lui-même, alors, selon Thomas dans un *quolibet*<sup>6350</sup>, il semble qu'il doive le dire selon l'ordinaire de l'église dans

---

6341X, 3, 34, 6

6342ANGELUS, *Hora canonica*, § 4.

6343JOANNES ANDREAE, sur X, 3, 41, 1

6344CARDINALIS: ZABARELLA FRANCISCUS: *Lectura super Clementinis*, sur *Clem.*, 3, 14, 1.

6345*Clem.*, 3, 14, 1.

6346*Décret*, D 12, c 14

6347ANGELUS, *Hora canonica*, § 12

6348*Clém.*, 3, 14, 2

6349ANGELUS, *Hora canonica*, § 13

6350THOMAS, *Quolibet* 1, q 7

laquelle il a la plus grande dignité, quoiqu'éventuellement il ait un bénéfice plus important dans une autre église; ce que je crois être vrai selon le bien mais non devoir nécessairement être vrai, parce qu'il pourrait dire ce qu'il veut, comme c'est assez clair d'après la remarque sur le chapitre 1, *De celebratione missarum*, d'après Innocentius<sup>6351</sup> et d'autres docteurs.»

«Un moine<sup>6352</sup> préposé à une église séculière est-il tenu de dire l'office monastique? Je réponds que s'il a été pris à perpétuité et a été transféré ainsi, comme il n'a rien de commun avec un monastère, 16, q.1, c. *Ne pro cujuslibet*<sup>6353</sup> il ne dira pas l'office monastique, mais celui de l'église à laquelle il a été transféré. Et c'est l'avis de Joannes Andreae<sup>6354</sup>, 16, q.1, c.3<sup>6355</sup>, de Goffredus dans sa *Somme, De statu monachorum*<sup>6356</sup> et d'Hostiensis dans sa *Somme*,

[fol. 74v]

au même titre<sup>6357</sup>, et cela semble être l'avis de la glose sur *Clementines*, c. final, *De celebratione missarum*<sup>6358</sup> et le texte l'établit.»

F. L'omission de quelque chose, dans le chœur.

«S'il<sup>6359</sup> dit l'office dans le chœur avec d'autres et, par une quelconque nécessité, a manqué un psaume ou une lecture?

Je réponds selon Innocentius<sup>6360</sup>, c.. *Dolentes, De celebratione missarum*<sup>6361</sup>, qu'il n'est pas tenu de reprendre, quoique qu'il soit plus sûr de le faire, pourvu qu'il ne retire pas sa voix de l'office du chœur; bien plus, je dis que même s'il a manqué quelque chose par sa négligence, il ne doit pas remplacer en retirant sa voix de l'office du chœur, mais qu'il remplace après, s'il a manqué quelque chose d'important; mais s'il s'agissait d'un verset ou de quelque chose de tout petit, qu'il remplace par un psaume ou par un *Notre Père*. De même, dis, selon Henricus<sup>6362</sup>, pour le début ou de la fin de l'office, qu'il ne doit pas recommencer depuis le début ou parfaire la fin, à cause de la perfection qu'est la charité par laquelle on est compté comme un seul corps, et à cause de laquelle, ce que l'un a dit, on estime que l'autre l'a dit. Et ceci est vrai sauf si le chœur était très avancé ou s'il restait beaucoup avant la fin. C'est ce que dit Henricus.»

---

6351INNOCENTIUS IV, sur X, 3, 41, 1

6352ANGELUS, *Hora canonica*, § 15

6353Décret, C. 16, q. 1, c 37 (*Pro abbatis vel monachi promotione monasteria non graventur*)

6354JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur Décret, 16, 1, 3

6355Décret, 16, 1, 3

6356GOFFREDUS, *Summa, De statu monachorum*

6357HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium, De statu monachorum*

6358Glose sur *Clémentines*, 3, 14, 2

6359ANGELUS, *Hora canonica*, § 16

6360INNOCENTIUS III, dans X, 3, 41, 9

6361X, 3, 41, 9

6362HENRICUS DE GANDAVO, *Quodlibet*

Et note «selon<sup>6363</sup> Petrus de Palude, IV, dist. 15<sup>6364</sup>, que ce qu'un seul dit est compté comme dit par tous, quand, par une cause raisonnable, on a établi qu'un seul dise ce genre de textes.»

C'est pourquoi, il y a la règle que chaque fois que quelqu'un commence quelque chose dans le chœur, comme une antienne ou un psaume, un autre ne doit pas répéter. De même, quand celui qui est chargé de l'office pour la semaine<sup>6365</sup> dit *Notre Père*, à voix basse, et dit ensuite «Et ne nous...» (de même, pour le *Credo*), il ne convient pas de dire le *Notre Père* sauf jusqu'à "Et ne nous..."; de même pour le *Credo* jusqu'à "...la résurrection de la chair". Mais si celui qui est chargé de l'office pour la semaine ne proclame pas: "Et ne nous"..., comme cela se fait au début des heures, alors le *Notre Père* et l' *Ave Maria* sont dits en entier par tous les frères.

Au sujet du *Confiteor* de prime et de complie, il est plus sûr que celui qui dit seul, par lui-même, l'office, parle deux fois comme quand on le fait dans le chœur parce qu'il joue le rôle de deux personnes; comme quand il dit seul "Le Seigneur soit avec vous", il répond néanmoins lui-même: "Et avec ton esprit".

«Celui qui dit l'office<sup>6366</sup>, s'il omet par oubli une heure ou quelque chose de semblable, par exemple une lecture ou un psaume, est-il tenu de les recommencer? En rassemblant la réponse à partir de l'enseignement d'Innocentius, à l'endroit cité plus haut<sup>6367</sup>, et Landulphus<sup>6368</sup> le suit, je réponds que non; il suffit de remplacer ce qui a été oublié.

Donc, celui qui ne dit pas une hymne ou un psaume du premier nocturne, quand il le remarque et qu'il est au troisième nocturne, il ne convient pas qu'il recommence au début en perturbant l'office; celui qui dit tierce et s'aperçoit qu'il n'a pas dit prime, il ne convient pas qu'il redise en perturbant tierce, mais après l'office qu'il remplace ce qui a été oublié et se repente de sa négligence. Petrus de Palude dit, à l'endroit cité plus haut<sup>6369</sup>, que celui qui a dit notablement mal l'office, s'il veut échapper au péché mortel, doit tout redire; s'il a manqué peu de chose, par exemple un psaume, il doit dire quelque chose à sa place s'il veut échapper au péché véniel, ou redire le psaume.»<sup>6370</sup>

«Doit-on<sup>6371</sup> dire le *Notre Père* après les heures? Je réponds que oui après les matines et les vêpres, *De consecratione*, dist. 5, canon *Id semper*<sup>6372</sup>. Et, selon la

---

6363ANGELUS, *Hora canonica*, § 17

6364PETRUS DE PALUDE, IV, d.15

6365L'hebdomadaire

6366ANGELUS, *Hora canonica*, § 18

6367INNOCENTIUS, dans X, 3, 41, 9

6368LANDULPHUS, *Commentaire des Sentences*

6369PETRUS DE PALUDE, IV, d.15

6370Je place les guillemets ici car la formule: *repetere...psalmum* est chez ANGELUS.

6371ANGELUS, *Hora canonica*, § 19

6372*De cons*, D 5, c 1 4,

coutume, on le dit à la fin de toutes les heures, parce que le terme "matine" se comprend de tout l'office jusqu'à none, et par "vêpres", on comprend tout ce qui reste, comme cela est clair au dit c. *Id semper* et c. *Convenit*, même endroit<sup>6373</sup>.»

#### G. Où faut-il dire les heures?

Du troisième article, c'est à dire: où?, note que les heures doivent être dites «à l'église<sup>6374</sup> comme le note la glose, d. 92, canon final<sup>6375</sup>, mais je comprends ceci pour les clercs qui sont bénéficiaires dans cette église, à cause du mot placé dans le dit canon final: "délégués de l'Église", par lequel on voit que le clerc bénéficiaire qui reçoit les distributions quotidiennes pèche mortellement si, sans cause raisonnable, il n'y dit pas l'office, parce que le texte dit ici, au dit canon final, «que celui qui ne convient pas soit retiré du clergé». En ce qui concerne les églises collégiales ou régulières, il est clair qu'il est d'obligation que l'office y soit dit, comme c'est clair dans la *Clémentine*, c.1, *De celebratione missarum*; Innocentius le note sur le premier chapitre du *De celebratione missarum*<sup>6376</sup>; en ce qui concerne les autres églises, je ne le crois pas»; sauve toujours cela, ô Père.

#### H. Comment doivent être dites les heures?

Du quatrième article: l'attention est-elle nécessaire? Je réponds en suivant Durandus<sup>6377</sup> et Petrus de Palude<sup>6378</sup>,  
[fol. 75r]

IV, d. 15, que l'attention en acte peut être requise pour la prière et toute œuvre, de deux façons: d'une première façon, en sorte que la prière et une autre œuvre naissent de l'attention; d'une deuxième façon, en sorte qu'elle les accompagne continuellement.

Quelle attention<sup>6379</sup> est obligatoire pour dire les heures?

La première façon est obligatoire aussi bien pour la prière privée que publique et, pour toute œuvre relevant des commandements; et elle l'est non seulement à cause du mérite, mais aussi, par commandement, dans tous les cas, pour éviter le danger. La

---

6373 *De cons.* D 5, c 14 ; et D5, c 13: *Convenit*

6374 ANGELUS, *Hora canonica*, § 25

6375 Glose sur *Décret.* 92, c 9. Entre guillemets: citation du *Décret.*

6376 INNOCENTIUS IV, sur *Clem.*, 3, 14, 1

6377 DURANDUS, IV, d. 15

6378 PETRUS DE PALUDE, IV, d. 1(

6379 ANGELUS, *Hora canonica*, §27; mais GILBERT NICOLAS n'en reprend pas le texte.

deuxième façon n'est pas obligatoire, si ce n'est en ce que celui qui dit l'office est tenu de ne pas s'occuper d'une œuvre extérieure qui ne lui permet pas d'être attentif à lui mais distrait l'âme, et de ne pas accepter sciemment des imaginations ou des pensées extérieures ou fantasques.

L'obligation se trouve clairement dans le c. *Dolentes, De celebratione missarum*<sup>6380</sup>.

Mais l'interdiction, qui concerne les pensées, est possible<sup>6381</sup>, non parce que c'est un commandement de l'Église puisque l'Église n'a pas à juger des actes intérieurs, mais parce que l'homme est tenu, de droit divin, de louer Dieu avec révérence. Et quoiqu'à cette œuvre de louange, il ne soit obligé, de droit divin, que le dimanche, cependant quand il est obligé de droit divin, ou qu'il s'oblige lui-même, par vœu, il convient qu'il accomplisse de façon juste ce qui est juste.

Et cette opinion est plus sûre.

J. Ce que sont l'intention, l'attention, la dévotion.

Et pour comprendre plus clairement ces idées, il faut voir ce que sont l'intention, l'attention et la dévotion<sup>6382</sup>.

L'intention est, dit-on, ce pour quoi quelqu'un veut faire une œuvre, dire les heures ou faire autre chose.

Au sujet de cette intention, Scotus dit dans un *Quolibet*<sup>6383</sup>, que plus quelqu'un pose plus d'intentions dans sa préparation, plus il mérite;

par exemple s'il disait dans son cœur: «j'ai l'intention, ô suprême Trinité, premièrement de te louer, deuxièmement, de rendre grâces pour les bienfaits, principalement ceux de la Passion et de la Nourriture<sup>6384</sup> et les autres bienfaits, troisièmement de recommander, en particulier, mes bienfaiteurs et mes amis, et, en général, toute notre mère l'Église; quatrièmement, après Dieu, de te magnifier particulièrement, Toi, la Vierge et Mère de Dieu, et de me recommander à toi, pour qu'ainsi (comme dit plus haut), je puisse accomplir l'office divin ou l'œuvre, et obtenir telle grâce.» Et tu peux ajouter d'autres intentions semblables, selon ce qu'enseignent en plus la consécration et l'usage ou l'expérience.

Ce qu'est l'attention.

On appelle attention une réflexion dans l'intellect par laquelle quelqu'un réfléchit ou délibère à propos de l'œuvre qu'il veut faire; elle précède cette œuvre et présuppose

---

6380X, 3, 41, 9

6381Une question récurrente, que l'on trouve par exemple dans le commentaire des *Sentences* de SCOTUS, est celle de la justification des commandements; ici, l'obligation de ne pas être distrait n'est pas justifiée par un commandement de l'Église (qui ne peut le faire), mais comme conséquence du commandement d'amour de Dieu.

6382La définition et la théorie de l'*Intentio*, ont été traitées fol. 43 à fol. 49.

6383SCOTUS, *Quolibet* 18, *De primo*, § *Ex dictis sequitur*

6384*Nutritio*: l'eucharistie.



l'intention, parce que celui qui réfléchit et délibère pour faire quelque chose, a toujours une fin pour laquelle il veut la faire, parce que l'homme agit toujours pour une bonne fin. Autre est l'attention qui ne précède pas l'activité, mais l'accompagne: quand quelqu'un pense à ce qu'il dit ou fait et dont la pensée ne vagabonde pas ou ne se distrait pas vers d'autres choses, c'est à dire, ne pense pas à d'autres choses.

Et on pose trois attentions: par exemple, quand on pense aux mots, deuxièmement au sens des mots ou à ce que l'on demande, troisièmement quand on pense à celui à qui on demande, c'est à dire à Dieu.

La première est bonne, la seconde meilleure, la troisième excellente.

Et celui qui aurait les deux dernières ou les trois en même temps, serait au dessus de l'excellence.

D'où il ressort clairement que, s'il y a deux personnes qui disent leurs heures et qu'une pense seulement aux mots qu'elle dit et l'autre pense seulement à celui à qui elle les dit, par exemple à la Passion du Christ et à des actes du Christ, la seconde s'acquitte des heures plus parfaitement que la première.

Ce qu'est la dévotion.

La dévotion selon Scotus, III, d. 27<sup>6385</sup> est double: l'une, vraie et parfaite, n'est rien d'autre que la volonté forte, et intense, c'est à dire ferme, d'aimer Dieu et de le servir, et le mot "dévotion" a quasiment le même son que "grande volition"; autre est la dévotion qui n'est pas un acte de la volonté comme la première, mais une passion c'est à dire une certaine suavité et une suave douceur et joie que l'on éprouve à servir Dieu.

Le chrétien peut-il être dévot chaque fois qu'il lui plaira?

Et par cette distinction, est claire la réponse à cette question: un chrétien peut-il être dévot chaque fois qu'il lui plaira? Je réponds oui, de la première façon, non, de la seconde façon, parce qu'une telle dévotion n'est pas en notre pouvoir, mais comme dit Scotus, elle est donnée par Dieu pour «attirer et nourrir les petits afin qu'ils ne défailent pas en chemin»<sup>6386</sup>.

De ce qui précède, suivent deux corollaires.

Le premier est général pour tous: puisque les commandements sont donnés à tous (et il en est de même pour les actes vertueux), aucune œuvre n'est méritoire si elle n'est le fait [fol. 75v]

---

6385SCOTUS, III, d.27, q. unique, a 3, p. 371, sur l'amour en extension et en intensité, en largeur et profondeur.

6386SCOTUS, ibidem: SCOTUS parle de l'amour des dévots qui ressentent plus de douceur que d'autres et dont on peut penser qu'ils aiment plus Dieu, mais cette dévotion n'est qu'une passion sensible. Aimer plus c'est aimer avec plus de fermeté. La vraie dévotion est la fermeté par laquelle on va au martyr.

que de l'imagination qui nous est commune avec les bêtes, mais il est requis qu'elle procède de l'attention et résulte de la délibération, autrement ce ne serait pas une œuvre humaine puisque l'homme est homme par la raison et la volonté. Il s'ensuit deuxièmement pour les clercs en particulier, que, chaque fois qu'ils disent les heures, qui sont d'obligation, chaque fois ils pèchent mortellement, c'est à dire qu'ils ne satisfont pas au commandement, si l'attention ne précède pas cet acte. Toi donc, prêtre ou moine, avant de commencer à dire les heures ou la messe, recueille-toi dans la chambre de ton cœur et prépare ton cœur pour le Seigneur, en ayant les intentions évoquées plus haut et en délibérant de la façon susdite. Prends en note.

K. Quand faut-il dire l'office divin?

Du cinquième article, je pense, comme dit Florentinus<sup>6387</sup>, qu'il ne faut pas juger que quelqu'un pèche mortellement, pourvu qu'il dise, à la lumière naturelle, tout l'office, même s'il disait aux complies les matines et aux matines les complies; cependant, il est plus parfait de dire une heure canoniale à son heure due.

Il y a l'exemple de cet ermite à qui un ange apporta des fruits acides une fois parce qu'il avait dit trop tôt ses heures, et une autre fois, des fruits pourris, parce qu'il avait trop tardé à les dire.

Et qu'il n'y a pas de péché mortel quand on ne dit pas une heure à l'heure due est assez clair, «parce<sup>6388</sup> qu'aucune règle ne prescrit qu'on le fasse aux heures dues, sauf la *Clementine* du pape, *De celebratione missarum*<sup>6389</sup> qui semble prescriptive à cause de: «nous décidons»,

c'est à dire: nous décidons que l'office «soit chanté aux heures dues dans les églises cathédrales, monacales et collégiales avec dévotion», et je crois que les supérieurs pécheraient mortellement si, dans les susdites églises, aux heures dues, ils ne faisaient pas dire l'office», si ce n'est pour une importante et raisonnable cause. «Et ils pécheraient mortellement aussi ceux qui sont bénéficiaires dans les églises susdites ou qui sont soumis aux supérieurs d'une règle, quand cela leur est imposé par leurs supérieurs, s'ils ne le faisaient pas.» Et comprends ceci, et sauve-le toujours<sup>6390</sup>, ô Père, puisqu'on dit: "pour une cause raisonnable", une heure peut être dite avant l'heure dans les églises susdites, par exemple, s'il y a à faire une procession ou une prédication. Cependant, toi, «ne comprends pas l'heure fixée comme à un point, mais grosso modo et de façon large,

---

6387FLORENTINUS (ANTONINUS), *Summa confessionalis*

6388ANGELUS: *Hora canonica*, § 22

6389*Clém.*, 3, 14, 1, dont les mots sont ensuite entre guillemets.

6390Il n'y a pas de péché mortel si on ne dit pas au bon moment un morceau de l'office; 2) Il y a péché mortel pour les offices dans les églises cathédrales, monacales, collégiales; 3) Il n'y a pas de péché s'il y a une cause raisonnable et parce que le moment recouvre un important délai. GILBERT NICOLAS insiste plusieurs fois sur l'idée qu'il peut ne pas y avoir de péché mortel

de même qu'on estime que dire les matines à l'aurore ou aux environs, c'est les dire au milieu de la nuit, etc.»

Peut-on dire l'office divin, le soir?

«Mais<sup>6391</sup> quelqu'un pourra-t-il dire l'office sans péché mortel, le soir? Je réponds oui s'il y a une cause raisonnable, parce que selon Thomas dans un *Quolibet*<sup>6392</sup>, il est mieux de rendre d'avance les laudes dues et de faire ensuite les offices convenables, que d'empêcher un office par un autre; il en serait autrement si on agissait sans cause raisonnable, parce que ce serait alors un péché, par l'argument du c. *Clericus*, D. 91<sup>6393</sup>.

Trois prières doivent précéder la messe.

Les canonistes et les théologiens ont coutume de dire qu'il y a trois choses qui doivent précéder la messe: les matines, l'aurore et prime, c'est à dire que le prêtre ait dit matine, prime, et que ce soit l'aurore; autrement, à ce qu'ils disent, un prêtre qui fait le contraire, pèche mortellement. Et en faveur de leur opinion, agissent les c. premier et dernier, *De celebratione missarum*<sup>6394</sup>.

Mais quant au péché mortel, je dis: sauve toujours la vérité, ô Père. De plus, on ne peut dire la messe la nuit, exception faite de «la<sup>6395</sup> nuit de la Nativité du Seigneur», ou, deuxièmement, par privilège du Pape «ou autorisation de l'évêque, en cas de nécessité pressante, par exemple quand un malade meurt et n'a pas l'eucharistie». En outre si on réfléchit aux dits chapitres, ils ne semblent pas contraindre; donc, que l'opinion qu'il y a péché mortel tienne C et abandonne P.<sup>6396</sup> Cependant, quant à ce qui concerne l'aurore vois Scotus, en 4, dist. 13<sup>6397</sup>

L. Seconde proposition principale du second article principal<sup>6398</sup>: le travail servile le dimanche.

La seconde proposition portera sur le travail servile et la voici: aucun bon croyant fidèle, c'est à dire aucun chrétien, ne peut faire de travail servile un jour de fête, sans péché mortel, sauf dans quatre cas, c'est à dire pour quatre causes:

Quatre causes excusent le travail servile le dimanche<sup>6399</sup>.

la première est dite "de nécessité",

la seconde de "modicité",

la troisième "de piété",

---

6391ANGELUS: *Hora canonica*, § 11.

6392THOMAS, *Quolibet*, 5, q 14

6393Décret, D. 91, c.4

6394Cle,3, 14, 1et 2.

6395ANGELUS, *Missa*, § 42

6396C: le conseil, P: la précipitation dans le jugement

6397SCOTUS, IV, d. 13, q. II, avec une définition de l'aurore

6398Second article principal: fol 74r, D

6399Sur ce thème: ANGELUS, *Ferie*, § 9, suivi de 24§ de cas. GILBERT NICOLAS ne reprend pas ANGELUS.

la quatrième "d'honnêteté publique".

Au sujet de la première cause, la nécessité, Guilelmus de Mara<sup>6400</sup> dit que, quand les céréales gisent dans le champ ou les foin dans le pré, si le mauvais temps ou la pluie menacent, on peut les en ôter. Et pour que l'on comprenne pleinement et à fond ce qu'est cette nécessité, note que la nécessité qui ici excuse, est, dit-on, quadruple: la première est la nécessité de soutenir son existence, aussi bien la sienne que celle de sa famille; la deuxième a

[fol. 76r]

pour but d'éviter un dommage; la troisième, d'acquérir quelque chose d'utile qu'on ne peut avoir à un autre moment; la quatrième nécessité est la juste crainte par laquelle les paysans qui sont forcés de travailler par leurs maîtres, sont excusés; je dis la même chose pour les serviteurs, l'épouse et les fils de la famille. Cette proposition est de Saint Thomas, II-II<sup>6401</sup>, et c'est assez prouvé par *Math. 12*<sup>6402</sup>, le c. *Licet, Décrétales, De feriis*,<sup>6403</sup> au même endroit et 15, q. 4, dans la *Somme*<sup>6404</sup>, et par la loi, première, deuxième et troisième, ff. *De feriis*<sup>6405</sup>.

A propos de ce genre de nécessité, fais attention cependant, parce que, selon les docteurs et principalement Monaldus<sup>6406</sup>, il convient d'écouter les offices divins, c'est à dire la messe, si on peut commodément le faire (et il n'excuse que pour le reste du jour ou du temps), sauf si la nécessité était telle qu'au jugement d'un homme de bien elle excuserait totalement. Et je crois Monaldus en ce qui concerne le jour du Seigneur, mais en ce qui concerne les fêtes majeures, je ne le crois pas, mais sauve toujours le: sauf si..., ô Père. A propos de la modicité, note qu'en ce qui concerne la possibilité de faire un travail sans péché, il faut recourir au jugement d'un homme de bien qui doit considérer surtout la raison de la loi selon la remarque de saint Bonaventura<sup>6407</sup>, parce que le posé précède les propositions<sup>6408</sup>, bien plus, pour toute matière concernant le tribunal de la conscience, note

---

6400GUILIELMUS DE MARA (*In Sententiarum*), mais chez ANGELUS, *Ferie*, § 9: FRANCISCUS DE MARONIS (*in tractatu de X preceptis*). GUILIELMUS DE MARA reste possible.

6401THOMAS, *Somme*, II-II, q. 122, a. 4: tout homme est tenu dans le domaine des choses nécessaires de pourvoir à soi-même et au prochain.

6402*Mat.* 12, 1 sq., quand les disciples arrachent des épis un jour de sabbat parce qu'ils ont faim. *Mat.* 12,11 est aussi allégué.

6403 X, 2, 9, 3

640415, q. 4: ne correspond à rien dans le *Corpus Juris canonici*. Il est possible qu'il s'agisse de la *Somme* de THOMAS, mais il ne s'agit ni de la q. 4, ni de la q. 15 .

6405*Digeste*, 2, 12, lois, 1, 2 et 3. Exemple: loi 3:au temps de la moisson et des vendanges, on a l'habitude de rendre la justice en ce qui concerne les biens qui risquent la destruction par le temps ou la mort.

6406MONALDUS, *Summa de jure canonico* .

6407BONAVENTURA, *Super libros Sententiarum*, III, d 36, *in dubiis super litteram* (fol.69v):la raison de l'interdiction de travailler est que nous soyons libres pour Dieu. Certains travaux n'empêchent pas cette liberté.

6408Je suppose que le «posé», c'est la loi, qui précède ce qui est «proposé»

ce que j'ai dit plus haut, troisième partie, sur l'ignorance<sup>6409</sup> et la différence entre droit divin et droit positif; cette différence entre les deux droits, il est tout à fait nécessaire et utile de la connaître, parce qu'on peut répondre à mille cas et questions.

La troisième nécessité, celle de piété, on la trouve au dit chap. *Conquestus*<sup>6410</sup>, par exemple quand elle existe en vue de la paix et de la concorde, de sorte qu'on ne s'occupe ni de l'heure du jour ni du profit temporel, et comprends toujours: après avoir écouté l'office divin, comme on a dit que c'était nécessaire, selon Monaldus.

De la quatrième nécessité, celle du bien ou de l'utilité publics, comme la réparation des ponts d'une ville et des travaux de ce genre, je pense aussi que ce bien public est suffisamment compris dans la piété, c'est pourquoi de tels travaux sont pieux si on les considère bien.

On pourrait donc poser pour quatrième nécessité, celle du manque, comme c'est le cas pour l'absence de nourrices, comme au dit chapitre *Licet*<sup>6411</sup>. Cependant puisque l'on a dit que le manque faisait partie de la nécessité, il vaut mieux abandonner les quatre nécessités et en conserver trois; c'est à dire qu'il y a trois causes qui excusent et font que quelqu'un peut travailler licitement pendant les fêtes: la nécessité, la modicité des travaux, et la piété.

Par ce qui vient d'être dit, il est clair qu'on peut répondre aux mille questions qui existent sur ce sujet, comme sur les meuniers<sup>6412</sup>, les maréchaux-ferrants, les couvreurs, les courriers et leurs semblables, les gens des tribunaux et leurs semblables; je dis en effet que, s'il n'y a pas nécessité, modicité ou piété, il y a toujours péché.

Dis de même pour les marchands et les négociants: tant que l'église tolère qu'ils travaillent pendant les fêtes, si la messe est écoutée, ces deux éléments coexistant, elle n'ose pas juger de péché mortel.

M. Quelles sont les fêtes obligatoires et à quel moment commencent-elles?

Mais il reste ici une difficulté: quelles sont les fêtes pendant lesquelles il convient de s'abstenir des travaux serviles<sup>6413</sup> et à quel moment devons-nous les commencer? Je réponds par la proposition que voici: de même qu'en ce qui concerne l'arrêt des travaux

---

6409Fol. 58,Y et Z.

6410X, 2, 9 (*De feriis*), 5 (Lors des fêtes en l'honneur de Dieu et des saints, on ne doit pas exercer la justice sauf si la nécessité presse et si la piété - *pietas* - le conseille).

6411X, 2, 9, 3

6412Voir ANGELUS, *Ferie*, § 11-33. En revanche ANGELUS n'évoque pas les marchands, qu'ajoute ensuite GILBERT NICOLAS.

6413ANGELUS, *Ferie*, § 7

serviles, on doit être conserver la coutume qui indique le commencement de la fête, de même aussi doit être conservée la coutume selon laquelle on doit ou non célébrer les fêtes. Cette proposition est de Panormitanus<sup>6414</sup> sur le chapitre *Conquestus*<sup>6415</sup>; même chose chez Hostiensis<sup>6416</sup>. Vois d'autre part Panormitanus<sup>6417</sup>, au chapitre 1, à ce titre<sup>6418</sup>. Et remarque que presque tous les sommistes soutiennent que, pour les fêtes de Saint Nicolas, d'Antoine, de Catherine, et les fêtes de ce genre, qui sont célébrées par coutume mais dont on ignore si elles ont été introduites selon une coutume qui a la force d'une loi d'obligation, on peut dire qu'une telle coutume ne crée pas l'obligation, mais que ces fêtes ont été introduites par dévotion, et qu'ainsi, ceux qui travaillent pendant ces fêtes ne pécheraient pas, si ce n'est en raison de scandale. Florentinus<sup>6419</sup> dit de même, 2nde partie, titre 9. D'autre part, de la proposition énoncée pour cette partie sur le commencement d'une fête, le frère Angelus infère dans sa *Somme*<sup>6420</sup> «que [fol. 76v]

les barbiers et les autres artisans qui travaillent jusqu'au matin d'un jour de fête ne doivent pas être condamnés de péché mortel, pourvu qu'ils prolongent le temps de fête jusqu'au matin suivant», afin que la fête soit honorée vingt-quatre heures;

et je ne m'occupe pas de l'opinion de la *Rosella*<sup>6421</sup> qui distingue trois genres d'hommes: les religieux, les clercs et les laïcs, parce que l'opinion précédente d'Angelus semble plus vraie.

Cependant si tu désires comprendre en profondeur ces points, considère ce qui a été dit, troisième partie<sup>6422</sup>. Il se trouve, en effet, que, dans la loi du Christ que l'on appelle la loi nouvelle, il n'y a aucune fête de droit divin en plus des préceptes moraux contenus dans la loi mosaïque. C'est pourquoi, Saint Thomas<sup>6423</sup> dit que l'observation du jour du Seigneur succède à l'observation du jour du Sabbat, non par commandement de la loi divine, mais par commandement de l'Église.

---

6414PANORMITANUS, sur X, 2, 9 (*De feriis*), 5

6415X, 2, 9, 5

6416HOSTIENSIS, sur X, 2, 9 (*De feriis*), 5

6417PANORMITANUS, sur X, 2, 9 (*De feriis*), 1

6418X, 2, 9, 1 (*Diebus dominicis mercari, litigari, judicari, vel jurari non debet, sed de vespera in vesperam debent celebrari*)

6419FLORENTINUS (ANTONINUS), *Summa confessionalis*, II, ...(hypothèse)

6420ANGELUS, *Dies*, § pr

6421ANTONIUS DE ROSELLIS: *Rosella*

6422Fol 69 v, 1ère proposition principale du second article principal.

6423THOMAS, *Somme*, I-II, 103, 3, 4. La loi ancienne contient trois catégories de préceptes: moraux, cérémoniels et judiciaires (*Somme* I-II, Q 99, a 4). Le culte intérieur ayant changé depuis l'avènement du Christ, le culte extérieur doit changer. Vaquer aux choses de Dieu est un précepte moral (de loi divine), qui ne peut changer, mais la détermination de la façon de rendre le culte, précepte cérémoniel, a changé avec la «loi nouvelle»; ainsi le dimanche remplace le samedi.

Opinion de l'auteur.

Cependant, moi, jusqu'ici, je soutiens toujours qu'il en fut de la forme du baptême<sup>6424</sup> comme il en fut du dimanche, de sorte que, de même que baptiser dans la forme de l'Église primitive, c'est à dire au nom du Christ, n'a pas relevé, bien plus, n'a pas pu relever du pouvoir de l'Église, qui ne peut pas introduire quelque chose dans la matière et la forme des sacrements, mais exista immédiatement par ordonnance divine et par inspiration de l'Esprit Saint, quoique tout n'ait pas été écrit, de même, de façon conforme, le dimanche succède au jour du sabbat par commandement divin et par loi divine, directement, et non par commandement de l'Église ou coutume chrétienne.

Ce qu'est un serment suprême.

C'est pourquoi je dis, en suivant ce que j'ai dit, troisième partie<sup>6425</sup>, que l'obligation suprême de célébrer une fête s'applique uniquement au dimanche, comme, pour un autre cas semblable, Scotus<sup>6426</sup> dit que le serment suprême est uniquement de jurer par Dieu, quoique pour certains serments l'Église ait ajouté certaines peines et solennités.

N. Troisième proposition principale du second article principal: les dîmes.

La troisième proposition portera sur les dîmes, les legs et les offrandes. Pour celle-ci, note que dans l'ancienne loi, il y avait quatre dîmes; à leur sujet, outre *Ezechiel*<sup>6427</sup>, *Décrétales*, même titre, *Decimam*<sup>6428</sup>. Les hommes donnaient les premières aux lévites: *Nombres*<sup>6429</sup>; les secondes, quand ils allaient au Temple, ils les mangeaient ensemble à Jérusalem: *Deutéronome*, 14<sup>6430</sup>; les troisièmes, ils les mettaient en réserve pour les pauvres la troisième année (même endroit); les quatrièmes, ils étaient tenus de les donner aux lévites et au grand prêtre: *Nombres*, 18<sup>6431</sup>.

Les différentes dîmes.

En outre, note qu'«une<sup>6432</sup> dîme est préediale, c'est à dire prélevée sur ce qui provient des propriétés immobilières; une autre, personnelle, prélevée sur ce qui provient du négoce, de l'artisanat, de la science, de l'état militaire, de la chasse et des activités de cette sorte que pratiquent les personnes; les autres sont mixtes, comme celles qui

---

6424THOMAS, *Somme*, I-II, Q 103, a 3, 4, répond sur le maintien des fêtes de la loi et de la circoncision. GILBERT NICOLAS défend l'idée que le baptême, comme le dimanche, relèvent du droit divin selon la loi nouvelle. Le baptême est traité aussi par THOMAS, IV, q 2, a 1 (§90 sq., Edition MOOS): Jean institua son baptême par commandement divin.

6425En 69 v, 1ère proposition du second article principal

6426SCOTUS, III, d 39, q u.

6427*Ezechiel*, 20, 40: «...sur ma montagne sainte... j'accueillerai et je rechercherai vos offrandes, le meilleur de vos dons et toutes vos choses saintes» .

6428X, 3, 30 (*De decimis*), 1

6429*Nombres*, 18, 24 (sur les quatre genres de dîmes dues selon l'ancienne loi)

6430*Deutéronome*, 14, 22 puis 14, 28-29

6431*Nombres*, 18, 21

6432ANGELUS, *Decima*, § pr.

proviennent des animaux et de leurs productions, qui, en partie, sont prédales, par les domaines où ils vivent et, en partie, personnelles à cause de la garde et des soins qu'on leur porte.

Sur ce sujet, on a les chapitres *Apostolice* et *Pastoralis, De decimis*<sup>6433</sup>, et le *De parochis et alienis parochianis*, chapitre final<sup>6434</sup>.»

De même, note<sup>6435</sup>, à cause de nombreux canonistes qui se trompent gravement en cette matière, que presque toute cette matière des dîmes, quant à la conscience, doit être définie selon ce qu'établit Alexander dans la troisième partie de sa *Somme*<sup>6436</sup>: «le paiement<sup>6437</sup> de la dîme, d'une façon, est de droit naturel et moral, en ce que la conscience prescrit que Dieu doit être honoré sur la subsistance qu'on a soi-même et qu'une partie de la subsistance soit donnée pour la nourriture des ministres de Dieu; et ceci fut toujours un commandement.

C'est pourquoi (*Genèse*, 47<sup>6438</sup>), la nourriture était donnée aux prêtres d'Égypte à partir des greniers publics.

D'une seconde façon, on dit que c'est un précepte judiciaire en ce qu'il fixe une part déterminée, le dixième, à donner aux ministres par la raison de l'équité d'une mutuelle distribution, pour qu'il y ait égalité de ce qui est donné et reçu, entre celui qui sème les biens spirituels et celui qui donne les biens matériels<sup>6439</sup> selon ce qui est possible, et cela a existé par commandement simplement, *Exode*, 23<sup>6440</sup> mais avant la loi cela a existé par conseil, comme c'est clair en *Genèse* 28<sup>6441</sup>, quand Jacob fit vœu de dîmes, ce qu'il n'aurait pu faire si les dîmes avaient existé par commandement.

D'une troisième façon, le paiement de la dîme est

[fol. 77r]

cérémoniel<sup>6442</sup> dans un certain sens, comme aussi tous les actes de l'ancienne loi, selon

---

6433X, 3,30, c 20 (*Ad apostolicae*) et, c 28 (*Pastoralis*).

6434X, 3, 29, c 5

6435 Ici réapparaît la question: de quel sorte de précepte s'agit-il: de quel droit et de quelle nature, (moral, cérémoniel, judiciaire)? Verser la dîme est un précepte moral en ce qu'il permet l'amitié ou l'amour entre l'homme et Dieu (il est de droit naturel et divin), judiciaire en ce qu'il règle les rapports entre les hommes, cérémoniel comme signe dans l'ancienne loi.

6436 ALEXANDER, *Summa*, III.

6437 ANGELUS, *Decima*, § 2.

6438 *Gen.*, 47, 22: les prêtres vivaient de la rente qu'ils recevaient de Pharaon

6439 Dans THOMAS, *Somme*, II-II, q. 87, a. 3, r

6440 *Exode*, 23,19: «Tu apporteras à la maison de Yahvé ton Dieu le meilleur des prémices de ton terroir»

6441 *Genèse*, 28, 20: «i Dieu...me garde..., Yahvé sera mon Dieu ...et de tout ce que tu me donneras je te payerai fidèlement la dîme.»

6442 Le précepte cérémoniel règle les rapports de l'homme à Dieu dans le culte. Comme annonce du Christ, elles n'ont plus lieu d'être et donc relèvent du droit positif. Elles redeviennent de droit divin si elles sont rendues nécessaires par la pauvreté de qui les demande.



cette citation de la *Première lettre aux Corinthiens*: "Tout leur arrivait de façon figurée"<sup>6443</sup>.»

### Le sens figuré des dîmes

En effet, celui qui donne le dixième, dixième qui signifie la perfection parce que le nombre dix est parfait en tant que première limite des nombres au delà de laquelle les nombres ne progressent plus mais repartent de l'unité, une fois les neuf dixièmes mis de côté, proclame, comme en le montrant par signe, que l'imperfection lui revient et que la perfection qui allait arriver par le Christ devait être attendue de Dieu<sup>6444</sup>. C'est pourquoi, puisque les préceptes judiciaires n'obligent que dans la mesure où ils sont prescrits par qui le peut, il est clair que, d'une seconde façon, les dîmes sont de droit positif, mais que, d'une troisième façon, en tant que cérémonielles, aujourd'hui, elles sont interdites. Et, sur ce point sont d'accord Ricardus en 4, dist. 17<sup>6445</sup>, et saint Thomas, II, II, q.87<sup>6446</sup>. Et tiens cet avis, quoiqu'Innocentius<sup>6447</sup> dise dans une rubrique sur les dîmes, ainsi qu'Hostiensis<sup>6448</sup>, qu'elles sont uniquement de droit divin, moral et naturel, parce que cette opinion n'est pas vraie sauf comme on l'a dit, s'il s'agit des dîmes en tant que figures, et sur ce point se trompent beaucoup de canonistes<sup>6449</sup>.

Donc, puisqu'on demande habituellement si la coutume dispense du paiement des dîmes, conclus que si un ministre de l'Église les demande à cause de sa pauvreté et pour sa subsistance, personne n'est dispensé, au nom de la coutume, de l'obligation de donner aussi bien les dîmes domaniales que personnelles parce qu'aucune coutume n'a de force contre le droit naturel et moral, dist. 8, *Que contra*<sup>6450</sup>.

De même, la coutume ne peut dispenser l'homme de l'obligation d'honorer Dieu par certaine part de sa subsistance. Mais la coutume peut excuser et excuse dans les autres cas, si la dîme est prescrite. Donc, donner la dîme à un prêtre qui n'en a pas besoin, par institution et commandement de l'Église, n'existe que dans le temps de la grâce<sup>6451</sup>. Et c'est ce que semble indiquer Hostiensis, chapitre *A nobis, De decimis*<sup>6452</sup>, quand il dit que la coutume excuse du non paiement des dîmes même prédiales quand on ne les demande pas. Le chapitre *Non est*, à ce titre<sup>6453</sup>, l'établit, et cela ne serait pas possible,

---

6443I *Cor*, 10,11

6444Cette phrase, avec la citation de la *Lettre aux Corinthiens*, est en THOMAS, *Somme*, II-II, q. 87, a. 1, r.

6445RICARDUS, IV, d.17

6446THOMAS, *Somme*, Ibidem. Il est défendu d'observer les préceptes cérémoniels au temps de la loi nouvelle, ce qui est logique: ils n'ont plus de raison d'être.

6447INNOCENTIUS, *Rubrica de decimis*. (Hypothèse: sur X, 3, 30).

6448HOSTIENSIS, sur X, 3, 30 (Hypothèse).

6449La question des dîmes est vraisemblablement d'actualité.

6450*Décret*, D 8, c 2

6451Celui qui est inauguré par la venue du Christ..

6452HOSTIENSIS, sur X, 3, 30, 24 .

6453X, 3, 30, 22 (decimae praediales solvendae sunt)

sauf si c'était un précepte divin<sup>6454</sup>. Et ne s'opposent pas les causes 13, q.1. § *His ita*<sup>6455</sup>, et 16, q.1 *Revertimini*<sup>6456</sup> et les chapitres *Tua nobis*, *Cum non sit in homine* et *In aliquibus*,<sup>6457</sup> dans lesquels on dit qu'elles ont été instituées par Dieu ou qu'elles sont prescrites par la loi divine, parce qu'on met "loi divine" à la place de «loi mosaïque», comme c'est clair, cause 13, q.1, § *His ita*<sup>6458</sup>, loi mosaïque qui, certes, n'oblige pas les fils de la grâce, sauf en ce qui concerne les préceptes moraux, comme c'est clair, distinctions 5, § 1 et 6, § *His ita*<sup>6459</sup>, et *De purificatione post partum*, c. unique<sup>6460</sup>, ou sauf si, comme je l'ai dit, judiciaires, elles sont prescrites par l'Église, comme l'établit aussi sur les dîmes, le *De decimis*, c 1<sup>6461</sup> et, à propos des dommages, canon 1, 23, q. 4 et 6<sup>6462</sup>. Et alors quoiqu'il s'agisse d'un précepte de la loi divine donné à Moïse, il n'oblige pas comme tel mais comme précepte de l'Église. Et c'est pourquoi certains canonistes reprennent à tort les théologiens qui disent que les dîmes ne sont pas de droit divin, non, en effet, parce qu'ils disent que ces préceptes ne sont pas venus de Dieu dans l'ancienne loi, mais parce qu'ils disent qu'aujourd'hui elles n'obligent pas en tant que loi divine, en ce qu'elles sont des préceptes judiciaires;

pourtant, en ce qu'elles sont de droit naturel et moral, elles sont bien dues de droit divin encore aujourd'hui. Il serait plus saint, cependant, de les payer toutes. Et l'établit le c. *A nobis*, *De decimis*<sup>6463</sup>, où on dit que chacun est tenu de payer les dîmes sauf s'il a été exempté spécialement de les fournir, ce qui certes ne pourrait être possible si les dîmes étaient simplement de droit divin, par l'argument de la distinction 4, *Erit*<sup>6464</sup>. L'établit aussi ce que dit Archidiaconus<sup>6465</sup>, 16, q.1. Et Panormitanus<sup>6466</sup> le suit, chapitre *In aliquibus*, *De decimis*<sup>6467</sup>. Mais parce que j'ai dit dans la résolution précédente: si on demande les dîmes, note les propositions suivantes de Florentinus dans sa *Somme*<sup>6468</sup> qu'ici je pose en les citant seulement.

#### O. Remarque sur l'ordonnancement des dîmes

##### Première proposition.

6454 Les dîmes quand elles relèvent d'une prescription du droit judiciaire, positif, peuvent être l'objet de dispense, mais pas quand elles relèvent du droit moral, naturel et divin.

6455 *Décret*, C 13, q 1, pars II, §1

6456 *Décret*, C.16, 1, 65

6457 X, 3, 30, c. 26: *Tua nobis*; c.33: *Cum non sit in homine*; c.32: *In aliquibus*.

6458 *Décret*, C 13, q 1, c 1, pars II, §1

6459 *Décret*, D 5 (*Gratianus*): Pars I, et D 6, dans le c 3: *Gratianus: His ita respondetur* .

6460 X, 3,47, c. unique

6461 X, 3, 30, 1

6462 *Décret*, C.23, q 4, c1 et q 6, c. 1.

6463 X, 3, 30, 24

6464 *Décret*, D 4, c 2

6465 ARCHIDIACONUS, sur *Décret*, C 16, q 1, c 65

6466 PANORMITANUS, sur X, 3, 30, 32

6467 X, 3, 30, 32

6468 FLORENTINUS, *Summa* .

Le Pape, par la plénitude de son pouvoir, peut, partout sur terre, ordonner aussi que les dîmes soient payées selon une quote-part plus ou moins grande selon ce qu'il aura jugé utile pour la foi catholique et le salut des fidèles. Cette proposition ne semble vraie que selon la qualification que j'ai énoncée en troisième partie<sup>6469</sup> et par ce que j'ai dit pour le *Memento*<sup>6470</sup>, quand le prêtre ne pourrait vivre autrement, et comprends: vivre selon ce qui est juste

[fol. 77v]

et non vivre dans le luxe.

Seconde proposition.

Tout curé ayant un maigre bénéfice sur les revenus duquel il ne peut convenablement vivre, peut demander avec justice à ses paroissiens, qu'on pourvoie à ses besoins par des dîmes ou par des offrandes, etc., pour pouvoir ainsi vivre convenablement, et s'ils n'y pourvoient pas, il peut, non de sa propre autorité mais de celle de l'évêque, les y forcer. Mais ceci est vrai, s'il veut vivre honnêtement, non avec luxe, comme je l'ai dit dans la proposition précédente, en prenant "luxe" au sens de "tout superflu".

Troisième proposition.

Tout curé ayant un bénéfice qui lui permet de vivre convenablement, ne peut sans scandale, et même s'il n'y a pas de scandale, redemander sans péché mortel une quote-part de dîmes plus grande que celle qu'il est habituel de verser, ou innover en matière de dîmes. Ces propositions sont de Florentinus, dans sa *Somme*, au sujet des dîmes<sup>6471</sup>.

Sur le doute concernant les dîmes sur les nouvelles terres.

Mais surgit un doute à propos des nouvelles terres: un privilège au sujet des dîmes et sur les dîmes à ne pas payer, s'étend-il aux nouvelles terres? Je réponds: ou le privilège accordé au sujet des dîmes et sur celles à ne pas payer, est haïssable comme lorsqu'il est accordé à un laïc de ne pas payer les prémices et les dîmes et qu'ensuite il cultive de nouvelles terres, ou parce qu'il a et perçoit les dîmes d'une paroisse quand il y a eu de nouvelles terres, et qu'alors on dit qu'à ce genre de nouveaux revenus le privilège ne s'étend pas, comme au chapitre *Tua, Décrétales.*, à cet endroit<sup>6472</sup>; ou bien, le privilège

---

6469En 69 v, 1ère proposition du second article principal

6470En 72r, R.

6471FLORENTINUS, *Summa, De decimis*

6472X, 3, 30 (*De decimis*), 25

est favorable comme lorsqu'il est concédé à un lieu religieux et alors il s'étend aux nouveaux revenus, que le privilège concerne les dîmes à ne pas verser, comme dans *Décrétales, De privilegiis, Quia circa*<sup>6473</sup>, ou les dîmes à percevoir, comme au chapitre *Ex parte, De decimis*<sup>6474</sup>. Et vois ce que notent Bernardus<sup>6475</sup> et Hostiensis<sup>6476</sup>, c. *Cum contingat* sur le mot *Novalium*<sup>6477</sup>, et Bartolomeus Brixiensis, dans la *Question sur le Dimanche*, qui commence *Quidam clerici decimas*<sup>6478</sup>. Ceci, d'après Henricus Boic<sup>6479</sup> sur le c. *Ex parte, De decimis*<sup>6480</sup>.

Et note que si une église a l'habitude de percevoir la dîme sur le blé et une autre église sur le vin, et si la première terre qui était déjà soumise à une dîme préediale est devenue une terre à vin<sup>6481</sup>, ou l'inverse, selon Hostiensis l'église qui auparavant percevait sur le blé doit maintenant percevoir sur le vin; de quelle façon que change la qualification de la terre, la substance qu'est la terre ne change cependant pas. Et ceci est suffisamment exprès, *Décrétales.*, même titre, chap. *Commissum, § Et Sicut est de pascuis*<sup>6482</sup>..

#### P. Les offrandes.

Sur les offrandes, voici la proposition.

Dans un seul cas, uniquement: quand un prêtre est d'une pauvreté qui fait qu'il ne peut vivre des revenus de l'église, le paroissien est tenu de faire des offrandes. Cette proposition est de Saint Thomas, II-II, q. 86<sup>6483</sup>, de Joannes Andreae sur la glose<sup>6484</sup>, c. *Omnis christianus, De consecratione*, dist. 1<sup>6485</sup>, d'Archidiaconus, même endroit<sup>6486</sup>, et de Panormitanus<sup>6487</sup>, c. *Causa, De verborum significatione*<sup>6488</sup>. Et les règles qui paraissent contraires parlent de conseil et non de précepte. Et ne t'occupes pas de l'opinion d'Hostiensis<sup>6489</sup> et d'Innocentius<sup>6490</sup> qui sont en opposition sur ce point.

De plus, note que lorsqu'un prêtre serait dans le besoin, il ne peut priver des offices divins

---

6473X, 5, 33, 22

6474X, 3, 30 (*De decimis*), 24

6475BERNARDUS PARMENSIS, *Super Decretalium* (hypothèse) sur X, 3, 30, 29

6476HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*, sur X, 3, 30, 29

6477X, 3, 30, 29

6478BARTOLOMEUS BRIXIENSIS, *Quaestio dominicalis: Quidam clerici decimas...*

6479HENRICUS BOIC, *Distinctiones super Decretales, De decimis: X, 3, 30, 24* .

6480X, 3, 30, 24

6481Il s'agit d'une terre déjà soumise à une dîme, pas d'une nouvelle exploitation.

6482X, 3, 30, 4, § *Et sicut etiam de pascuis*.

6483THOMAS, II-II, q. 86, a.1, r

6484JOANNES ANDREAE, sur la glose du *De cons.*, D 1, c 69

6485*De cons.*, D 1, c 69

6486ARCHIDIACONUS, *Rosarium*, sur *De cons.*, D 1, c 69

6487PANORMITANUS, sur X, 5, 40, 13

6488X, 5, 40, 13

6489HOSTIENSIS, sur *De cons.*, D 1, c 69 (référence d'après ANGELUS, *Oblatio*, § 1).

6490INNOCENTIUS, sur *De cons.*, D 1, c 69 (hypothèse)

ses paroissiens qui ne veulent pas faire d'offrande, mais il doit implorer l'office du supérieur, c'est à dire de l'évêque.

De même note que si un prêtre était pauvre et ses paroissiens aussi pauvres que lui, dans ce cas, les dits paroissiens ne sont pas tenus à des offrandes, et limite ainsi la dite proposition, mais ils peuvent dire, selon Raymundus<sup>6491</sup>, la distinction 91<sup>6492</sup>: «Que le clerc assure à l'avance vivre et vêtement par son industrie et la culture de la terre, sans détriment pour son office.»

Seconde proposition.

Toutes les offrandes et tous les revenus, produits dans une paroisse, reviennent à l'église paroissiale. Cette proposition est de Panormitanus<sup>6493</sup> sur la rubrique, *De parrochiis*<sup>6494</sup>, et au chapitre *Pastoralis De his que fiunt*<sup>6495</sup>, quand, à partir de ce chapitre, Panormitanus dit que l'église paroissiale

[fol. 78r]

fonde son droit de propriété à partir des règles qui concernent les revenus et les offrandes spirituels<sup>6496</sup> qui existent à l'intérieur de la paroisse.

De cette proposition, j'en tire trois.

Premièrement, que s'il y a une chapelle ou un autel dans une paroisse, les offrandes qui y sont faites ne reviennent pas à la chapelle, mais à l'église paroissiale.

Deuxièmement, il en est de même, selon maître Antonius<sup>6497</sup>, des offrandes qui sont faites pour une image peinte sur un mur à l'intérieur des limites d'une paroisse.

Troisièmement, il s'ensuit que si des offrandes sont faites à un célébrant à l'intérieur de l'église de quelqu'un, elles reviennent cependant au recteur de l'église et non au célébrant. Mais suppose qu'il y ait dans une église la coutume que le préposé ait les offrandes qui sont faites le dimanche et que le sacristain ait celles qui sont faites à la Saint Laurent: la fête tombe un dimanche, qui aura les offrandes? Bar répond, Loi [ ]<sup>6498</sup>.

Q. Les legs

Des legs, Voici la proposition.

Tout héritier ou exécuteur testamentaire pèche mortellement s'il trompe l'intention du

---

6491RAYMUNDUS, *Summa*, sur les offrandes (hypothèse).

6492Décret, D 81, c. 3: «*Clericus victum et vestimentum sibi artificioso vel agricultura absque officii sui dumtaxat detrimento, prepararet...*». Texte cité dans ANGELUS, *Oblatio*, § 1

6493PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur la rubrique *De parrochiis*

6494X, 3, 29: *De parrochiis*

6495X, 3, 10, 9.

6496«spirituels», parce qu'il s'agit du droit spirituel résultant de l'obligation de pourvoir aux besoins des ministres qui ont charge d'âmes.

6497ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria in quinque libris Decretalium* (hypothèse)

6498BARTOLOMEUS BRIXIENSIS (hypothèse). Je ne complète pas ; le champ des possibilités est trop vaste.

défunt et s'il n'exécute pas son ordre, alors qu'il le peut. Cette proposition n'est niée par aucun catholique, c'est pourquoi, elle n'a pas besoin de preuve. Cependant, en sa faveur, agissent le premier canon *Qui oblationes*, et les deux suivants<sup>6499</sup>, le second canon *Qui oblationes*<sup>6500</sup>, et la cause 13, q. 2, c. final<sup>6501</sup>, où de tels hommes sont appelés «voleurs» et sacrilèges et «doivent être excommuniés»; ils sont appelés aussi «meurtriers d'indigents», traîtres et «infidèles». Et ce que j'ai dit de la tromperie, comprends-le aussi du délai et du retard: c'est un très grave péché. Sur le retard d'exécution, vois dans le denier des exécuteurs.

**R. Quatrième commandement du Décalogue: Honore ton père et ta mère.**  
*Exode, 20*<sup>6502</sup>

Sur ce quatrième commandement, que le confesseur remarque d'abord que, pratiquement, une grande partie de ce commandement est traitée dans d'autres endroits de cet ouvrage. C'est pourquoi maintenant, sur ce commandement comme sur les autres, il y aura deux articles. Dans le premier seront posés trois parties dans lesquelles sont contenues les transgressions, dans le second seront posées les propositions de réponse.

### **Premier article: les interrogations.**

En ce qui concerne le premier article, il faut savoir que quelqu'un peut pécher de trois façons contre le quatrième commandement, c'est à dire en n'aimant pas ses parents, en ne les secourant pas, en n'accomplissant pas leurs ordres. Et, conformément à ces trois parties doivent être posées les questions: n'a-t-il pas aimé ses parents, ou leur a-t-il parlé durement, ou ne les a-t-il pas secourus par son activité?<sup>6503</sup> Etc.

### **Second article: les transgressions, conseils et réponses.**

En ce qui concerne le second article, il faut noter que les fils doivent à leurs parents cœur, langue et main: le Cœur par un véritable amour, la Langue par de douces paroles, la Main par le secours des biens. Mais pour que l'on sache en général par ailleurs quand il y a péché mortel, je pose la proposition suivante, qui est d'Alexander, troisième partie de sa *Somme, Tractatus de quarto precepto*<sup>6504</sup>.

---

6499Décret, C, 13, q 2, c 9 et les suivants (canons 10 et 11)

6500Décret, C, 13, q 2, c 10 («*Qui oblationes defunctorum retinent et ecclesiis tradere demorantur, ut infideles sunt ab ecclesia abjiciendi. Hii ergo tales quasi egentium necatores nec credentes iudicium Dei habendi sunt. Unde et quidam Patrum hoc scriptis suis inseruit, congruente sententia, qua ait: «Amico quippiam rapere furtum est, ecclesiae vero fraudare sacrilegium est».*

6501Décret, C, 13, q 2, c 32

6502Exode, 20, 12

6503Trois questions correspondant à un trio cher à GILBERT NICOLAS: penser, dire et faire, que l'on retrouve dans la symbolique: cœur langue et main, ou dans le thème des signes d'amour à manifester.

6504ALEXANDER DE HALES, *Summa*, III, *Tractatus de 4° precepto*

Que doivent les enfants à leurs parents sous peine de péché mortel?

Un enfant sous peine de péché mortel, a trois obligations:

la première est dite d'amour,

la seconde, d'aide,

la troisième, d'obéissance ou d'exécution.

Pour éclaircir cette proposition, les docteurs disent que les fils sont tenus d'aimer leurs parents, et «la raison<sup>6505</sup> est que, puisque le fils est l'obligé de l'amour du père ou aussi de la mère par l'opération de laquelle il a été mis au monde, il est tenu de rendre à égalité, ce qu'il ne peut faire, si ce n'est en aimant, parce qu'ainsi il les console quand ils évaluent ce retour<sup>6506</sup>. Et c'est ce que dit Hieronymus dans le livre *De honore parentum*: Rends ton tour d'amour<sup>6507</sup>. Et le Christ, *Jean*, 14<sup>6508</sup>: "Pour que le monde sache que j'aime le Père» et j'agis comme il m'en a donné mandat; «comme s'il disait: prenez exemple parce que j'aime le Père. Et il ne suffit pas que cet amour reste dans le cœur, mais il convient qu'il soit montré dans des signes. Et cet amour ne doit pas être celui par lequel nous sommes obligés d'aimer tous les hommes, mais être un amour particulier et principal.

Et c'est pourquoi, je n'exclus pas du péché mortel les fils qui ne montrent jamais signe d'amour à leurs parents, mais au contraire leur parlent toujours durement et semblent les avoir en haine.

La deuxième obligation est de leur subvenir dans le besoin, qu'ils soient malades ou empêchés par une autre nécessité. Ils font donc un péché mortel ceux qui, alors qu'ils peuvent subvenir aux besoins de leurs parents, ne le font pas, sauf si c'était quelque chose de petit.

La troisième obligation à laquelle ils sont tenus est d'obéir en ce qui regarde la disposition des affaires de la famille

[fol. 78v]

et surtout en ce qui regarde le salut, par exemple en ce qui regarde les bonnes mœurs. En ces domaines, celui qui méprise sciemment l'obéissance pèche mortellement; il en est autrement s'il désobéit par inadvertance ou rarement, sans mépris, parce que cela semble

---

6505ANGELUS, *Filius*, § 30

6506*Rependere* et *perpendere*, se font écho. Il est néanmoins difficile de garder une symétrie et délicat de traduire *pendere* par peser, payer, pour définir des rapports d'amour; l'important est dans les préfixes. De plus, que désigne *hoc*, complément de *perpendunt*, présent chez ANGELUS seulement? J'ai estimé que les parents étaient consolés (des peines, voire des craintes qu'ils éprouvent dans un âge avancé), par l'amour que leur donnent en retour leurs enfants.

6507HIERONYMUS, *Liber De honore parentum*

6508*Jean*, 14, 31: «Pour que le monde sache...comme il m'en a donné mandat». les guillemets correspondent au texte d'ANGELUS.

vénuel. Pour le reste cependant, obéir relève seulement du conseil<sup>6509</sup>.»<sup>6510</sup>

S. La double obéissance des enfants à l'égard des parents.

Mais remarque que l'obéissance que les fils doivent aux parents est double: l'une dans la vie, dont on a parlé; l'autre après la vie, c'est à dire après la mort, en accomplissant les legs des parents, c'est à dire les dernières volontés, obéissance dont je parlerai plus bas<sup>6511</sup>.

Et parfois des difficultés surgissent à propos de ces fils et de ces parents, c'est pourquoi, en plus de ce qui a été dit, je poserai de brèves propositions.

Première proposition: un fils est tenu d'aider plus son père incroyant, les autres personnes étant à égalité, qu'un étranger croyant. Cette proposition est de Thomas, II-II, q. 26<sup>6512</sup>, et de Ricardus en III<sup>6513</sup> et de la glose, d 30, c. 1<sup>6514</sup> et d. 42, c. *Quiescamus*<sup>6515</sup> et d. 86, c. *Non satis*<sup>6516</sup>. L'établit le droit divin: "Honore ton père et ta mère, etc"<sup>6517</sup>.

Seconde proposition: le fils qui a un père et un fils souffrant de faim et qui n'a qu'un seul pain est tenu de le donner à son père et non à son fils.

Cette proposition est d'Alexander<sup>6518</sup>, de Bonaventura<sup>6519</sup> et de Cynus<sup>6520</sup>, sur la Loi II, *Code, De patribus qui filios distraxerunt*<sup>6521</sup>. Bartolus fixe la même chose pour la Loi I, *ff. De justicia et jure*<sup>6522</sup>.

Troisième proposition: le père charnel doit être plus aimé que le père spirituel quoiqu'il ne soit pas autant à révéler. Cette proposition est de Ricardus en III<sup>6523</sup>. Et sur elle, vois 2, q. 27, c. *Qualis*<sup>6524</sup>.

Quatrième proposition: toutes choses égales, un fils est plus tenu d'aimer son père que sa mère, et quoique la mère supporte une plus grande souffrance, cette souffrance n'est pas volontaire. Cette proposition est de Ricardus (vois plus haut)<sup>6525</sup>.

Cinquième proposition qui me semble vraie, que beaucoup de docteurs soutiennent,

---

6509Et non du précepte, obligatoire.

6510Fin de: ANGELUS, *Filius*, § 30

6511Fol. 79r, V.

6512THOMAS, *Somme*, II-II, q. 26, a.8 et suivants.

6513RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum*, III

6514Glose sur *Décret*, D 30, c 1

6515*Décret*, D 42, c 2

6516*Décret*, D 86, c 14

6517*Exode*, 20, 12

6518ALEXANDER DE HALES, *Sententiarum...liber tertius*.

6519BONAVENTURA, *Scriptum super tertium Sententiarum*.

6520CYNUS, *Super Codicem*.

6521*Codex J.*, 4, 43, 2 (si quelqu'un pour de la nourriture à cause d'une extrême pauvreté et nécessité a vendu son enfant...)

6522BARTOLUS, sur *Digeste*, I, 1, 2: (Comme à Dieu, la religion veut que nous obéissions aux parents et à la patrie)

6523RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum*, III

6524*Décret*, C 2, q 7, c 9

6525RICARDUS, *Scriptum super III Sententiarum*



quoique certains disent le contraire: Tout chrétien est plus tenu d'aimer la Vierge Marie que lui-même, son père ou sa mère, parce que tous les biens nous arrivent à sa suite. Je dis la même chose, de la même façon, du Christ.

Sixième proposition: Le fils qui n'a qu'un pain qu'il doit à un étranger et qui devant lui a son père mourant de faim, et l'étranger à qui il doit ce pain, dans la même nécessité, doit le donner plutôt à l'étranger qu'au père. Cette proposition est de Durandus en III<sup>6526</sup>.

Septième proposition: les parents doivent être aimés avec plus d'affection que l'épouse et il faut plutôt les secourir eux et leur montrer plus de révérence, mais dans le mariage, le fils s'attachera à sa femme. Cette proposition est de Ricardus (voir plus haut)<sup>6527</sup>, quoique, sur un aspect, c'est à dire "avec plus d'affection", Thomas soit opposé<sup>6528</sup>. Et note pour une compréhension plus grande de cette matière qu'il y a un ordre des êtres à aimer, selon le maître, dist. 29 du III<sup>6529</sup>, et c'est tiré d'Augustinus, *De doctrina christiana*<sup>6530</sup> et d'Ambroise,<sup>6531</sup> et qu'il comporte ainsi dix degrés.

#### T. L'ordre des personnes à aimer.

En premier on doit aimer Dieu,  
en second soi-même,  
en troisième les parents,  
en quatrième les fils et filles,  
en cinquième les frères et sœurs,  
en sixième les plus proches,  
en septième les gens de la maison,  
en huitième les étrangers, en neuvième les ennemis,  
en dixième son propre corps et le corps du prochain.

En premier on doit aimer Dieu: *De penitentia*, d. 2<sup>6532</sup>; de plus: "Ceci est l'amour"<sup>6533</sup>.

Et note que les autres liens à ces personnes, c'est à dire le lien de la femme au mari, celui qui concerne l'ajout d'un père spirituel au lien du père charnel, le lien de l'inférieur au supérieur, de même, celui du disciple au maître, des serviteurs au maître de

---

6526DURANDUS, *Scriptum super III Sententiarum*

6527RICARDUS, *Scriptum super III Sententiarum*

6528THOMAS, II-II, q.26, a. 11: «...sous le rapport de l'union, c'est l'épouse qui doit être aimée davantage (*magis diligenda*), parce qu'elle est conjointe à son mari...Et c'est pourquoi l'épouse est aimée plus ardemment (*intensius*); mais aux parents on doit témoigner plus de respect.»

6529PETRUS LOMBARDUS, *Sententiarum* III, d 29

6530AUGUSTIN, *De doctrina christiana*, I,

6531AMBROSIUS: Voir la glose ordinaire sur *Cant.* 2: 2, 4

6532*De pen.*, D. 2

65331 *Jean*, 5, 3: L'amour de Dieu est que nous gardions ses commandements.

maison, se ramènent au lien avec les gens de la maison.

Cependant si quelqu'un voulait comprendre en profondeur ce qui vient d'être dit, principalement la cinquième proposition, qu'il note les paroles d'Olkot<sup>6534</sup> et la solution, au premier, que pose Petrus de Aliaco, I, dist. 1<sup>6535</sup>, et après lui, Stephanus Brulefer<sup>6536</sup>, même distinction, que quelqu'un peut aimer plus une chose qu'une autre de trois façons, c'est à dire: aimer plus avec un plus grand sentiment

[fol. 79r]

d'amour, et cet acte peut être dit plus grand, parce que plus intense en degré, ou plus parfait en essence, et troisièmement, selon la valeur qu'on donne, parce que, quand il faudrait s'arrêter d'aimer l'une de deux choses, on choisirait très rapidement de conserver un amour plutôt qu'un autre et de s'y tenir, et on est obligé par le commandement, uniquement de cette façon, d'aimer Dieu plus que tout. C'est pourquoi dans sa lecture sur Scotus, Brulefer disait: «je ne pêche pas: j'aime plus que Dieu, de cent degrés, la Vierge Marie ou une autre créature, pourvu que j'aime toujours plus Dieu en valeur»<sup>6537</sup>; et cet amour de Dieu est plus parfait, quoique faible et petit, parce qu'il est jouissance<sup>6538</sup>, parce que Dieu est aimé pour lui-même,

et l'autre amour, quoiqu'il soit plus intense même de cent degrés, est plus imparfait, non seulement à cause de l'imperfection de l'objet, mais aussi parce qu'il a un usage, car la chose n'est pas aimée pour elle-même mais pour une autre chose<sup>6539</sup>. Et cet autre amour est assez explicable parce que parfois la créature a plus d'évidence que Dieu. Mais parce que ces propositions servent peu aux confesseurs, je passe. Vois sur ce point ce que dit Scotus en 3, dist. 27<sup>6540</sup>

V. Réponse: un fils doit-il obéir plus à son père charnel qu'à son supérieur?

Mais se pose ici une question: un religieux est-il tenu d'obéir plus à son père charnel qui souffre de nécessité qu'à son supérieur donnant un ordre contraire? Je répons: il y a trois opinions diverses sur cette question.

---

6534OLKOT, *In quatuor libros sententiarum*

6535PETRUS DE ALIACO, *Super libros Sententiarum*, I, d. 1

6536STEPHANUS BRULIFERUS, *Commentaria in quatuor libros Sententiarum Sancti Bonaventurae*, I, d. 1

6537STEPHANUS BRULIFERUS, *Lectura super Scotum* (Hypothèse: *Formalitates in doctrinam Scoti*). Les guillemets sont placés par hypothèse.

6538Sur la «fruition», *fruitio*: Augustin: «jouir c'est adhérer par amour à une chose pour elle-même», *De doctri. Christ.* I,4. PL 34, 20, cité en Thomas, *Somme*, I-II, q 11, a1

6539Beaucoup de questions sont traitées et réglées ensemble (On peut se rapporter à l'introduction de M. Antonin-Marcel HENRY, dans la *Somme* de saint Thomas d'Aquin). La question est: peut-on remplir le commandement: «aimer Dieu plus que tout?». Oui, car «L'aimer plus», c'est Lui donner plus de prix; et même si notre amour est faible (Dieu est moins visible que ses créatures), nous L'aimons plus, car nous aimons ce qu'Il est Lui-même, et car nous L'aimons comme fin, pour Lui-même.

6540SCOTUS, III, d. 27, q unique, a 3, *De primo*

La première est de Ricardus<sup>6541</sup> et d'Henricus, *Quodlibet* 6, q. 18<sup>6542</sup>, qui en tiennent pour le père charnel; la seconde est d'Alexander, 3ème partie de sa *Somme*<sup>6543</sup>, qui est à l'autre extrême et qui en tient pour le supérieur; la troisième est médiane; elle est de saint Thomas en *Quodlibet* [ ]<sup>6544</sup> et de Nicolas de Lire, *Math.* 5<sup>6545</sup>. Et il me semble qu'il faut tenir l'opinion que tient, à mon avis, aussi Alexander, si on la rumine bien.

Et cette opinion consiste en deux propositions.

Première proposition: dans le cas susdit, le fils est tenu plus d'obéir au père charnel qu'au supérieur, si ce père était dans une telle nécessité avant que son fils ne soit ou religieux ou profès.

Seconde proposition: quand le père charnel tombe dans une telle nécessité, après la profession de son fils, alors celui-ci est plus lié au supérieur qu'à son père charnel.

Il doit cependant, autant qu'il peut, en sauvegardant l'obéissance à l'ordre religieux, faire ce qu'il faut pour subvenir, par lui-même ou par un autre, à ses parents placés dans une telle nécessité; il doit aussi, comme dit Alexander, pour son père charnel faire ou susciter des prières, des conseils, des honneurs et des biens de ce genre, et de façon générale faire ce qu'il peut, comme on l'a dit: sans détriment pour son engagement ou son ordre religieux, et, éventuellement, demander la permission à son supérieur d'aller secourir son père.

Les preuves de ces deux propositions, si quelqu'un désire les voir tout au long, qu'il voie le frère Angelus, au mot *Religiosus*, § 11<sup>6546</sup>.

#### X. Quand l'inférieur est-il tenu d'obéir au supérieur?

Cependant, parce qu'on a l'habitude de dire beaucoup d'autres choses sur l'obéissance au supérieur, je pose une règle générale pour savoir quand un inférieur doit obéir à un supérieur et je la tire du chapitre *Inquisitioni, Décrétales, De sententia excommunicationis*<sup>6547</sup>.

Donc, quand un supérieur donne un ordre à un inférieur que la conscience du dit inférieur proclame être un péché mortel et qu'alors l'inférieur sait, de façon claire et certaine, que l'ordre est contre la loi divine, dans ce cas, qu'il n'obéisse pas, autrement, il pécherait mortellement; bien plus, il doit plutôt soutenir la prison, l'excommunication et d'autres

---

6541RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum III.*

6542HENRICUS (DE GANDAVO), *Quodlibet*, 6, q. 18

6543ALEXANDER, *Sententiarum 3um liber*

6544THOMAS, *Quodlibet* 3, q. 6 (hypothèse)

6545NICOLAS DE LYRA, *Postilla super Mattheum Mt*, 5

6546ANGELUS, *Religiosus* § 11.

6547X, 5, 39, 44 (où le chapitre distingue, pour l'empêchement au mariage, entre les cas de celui qui sait, de celui qui croit, puis entre celui qui croit d'une croyance légère ou d'une croyance fondée).

maux; ou bien, il ne le sait pas avec certitude mais il a une croyance faible et sans raison, alors, qu'au conseil de son supérieur il confie cette craintive conscience; ou il a une croyance probable et fondée sur le discernement, quoique non manifeste et non évidente, qu'il fasse alors, par obéissance, ce qui lui est ordonné, parce qu'alors, dans un doute de ce genre et à cause du bien de l'obéissance, il est excusé, mais qu'il prenne garde de ne pas faire cet acte<sup>6548</sup> de sa propre volonté, parce qu'il pécherait mortellement, parce que celui qui aime le danger, périra dans ce danger. Les Sommistes suivent cette proposition. Vois la *Rosella*<sup>6549</sup>.

**Y. Sur le cinquième commandement**, vois au péché de colère et d'envie. «Tu ne tueras pas», *Exode*, 20<sup>6550</sup>.

**Sur le sixième commandement**, vois au péché de luxure. «Tu ne seras pas adultère», *Exode*, 20<sup>6551</sup>.

**Sur le septième commandement**, vois au péché d'avarice. «Tu ne voleras pas», *Exode*, 20<sup>6552</sup>.

**Huitième commandement du Décalogue: «Tu ne feras pas contre ton prochain de faux témoignage»**, *Exode*, 20<sup>6553</sup>.

Ce huitième commandement, selon Alexander de Halès, *Somme*, III<sup>6554</sup>, interdit tout mensonge en justice. C'est pourquoi, dans ce commandement, les docteurs ont aussi l'habitude de traiter

[fol. 79v]

des deux mensonges, le mensonge en général et le mensonge au tribunal, entre plaideurs. Et pour l'explication de chacun, il y aura deux articles sur ce commandement, comme pour les autres. Le premier posera trois parties dans lesquelles sont contenues les transgressions de ce commandement, parties à partir desquelles on pourra très facilement former questions et examens; dans le second seront posées les propositions selon lesquelles on pourra donner des réponses.

---

6548L'acte qui paraît contraire à la loi divine. Il semble qu'il y ait trois cas: ou la conscience crie et on sait clairement que l'ordre est contraire à la loi de Dieu; ou on ne sait pas mais la conscience a peur; ou par réflexion on pense l'ordre mauvais, mais il n'y a pas d'évidence et la conscience ne dit rien.

6549ANTONIUS DE ROSELLIS: *Rosella*; au titre *Religiosue* (hypothèse).

6550*Ex.*, 20, 13

6551*Ex.*, 20, 14

6552*Ex.*, 20, 15

6553*Ex.*, 20, 16

6554ALEXANDER, *Sententiarum 3us...liber*

### **Premier article: les transgressions et les questions.**

En ce qui concerne le premier article, je dis que quelqu'un transgresse ce commandement de trois façons:

en pervertissant la justice,  
en affirmant un mensonge,  
en proférant une vérité.

Et selon ces façons, on pourra ainsi former les questions: A-t-il menti? A-t-il menti pour se défendre? A-t-il témoigné contre la conscience ou la vérité?

A ceci, cependant, pour que l'on comprenne clairement ces trois parties, il faut ajouter deux propositions: l'une sur la justice, l'autre sur le mensonge. Du premier point, il faut remarquer que, dans les procès, communément se trouvent ou se rencontrent cinq genres de personnes:

le juge pour prononcer la sentence,  
le demandeur pour accuser ou requérir,  
l'accusé pour répondre et les témoins pour produire,  
l'avocat ou le procureur pour défendre.

Et n'importe qui de ces cinq intervenants peut agir contre la justice et pécher mortellement, comme on le dira plus bas pour suffisamment compléter<sup>6555</sup>. Mais, sur les notaires, les assesseurs, les conseillers et les appariteurs, qui vulgairement sont appelés subordonnés,

tu as l'exposé, plus haut, dans la *Bourse de Marie*, au denier des avocats, parce que presque toute cette matière a été rassemblée et rattachée à la restitution<sup>6556</sup>.

Exposé du huitième commandement.

Il est donc clair que, quand on dit dans le commandement: «Tu ne diras pas de faux témoignage», on comprend non seulement: tu ne prononceras pas une phrase fausse, mais aussi tu n'assigneras pas en justice<sup>6557</sup>, c'est à dire tu n'appelleras personne à comparaître, et de même pour les autres personnes; ce qu'il faut bien remarquer; j'ai donc dit, dans le premier membre des trois parties: "en pervertissant la justice"et ceci, qu'il s'agisse des témoins, des juges, des avocats, et, de même, des autres personnes.

Ce qu'est le mensonge.

Pour le second point, seront posées une définition et une division.

---

6555Fol. 80 r

6556Fol 7v et 8r.

6557Ce qui est plus que de ne pas tricher au tribunal.

La définition est celle-ci: un «mensonge est une parole de signification fautive accompagnée de l'intention de tromper<sup>6558</sup>» et de dire le faux. En effet, pour rendre complètement raison du mensonge, il faut le concours de deux conditions, dont une formelle: l'intention de dire le faux<sup>6559</sup>. C'est pourquoi "mentir", selon le terme même, c'est «aller contre l'esprit»<sup>6560</sup>, ce qui arrive quand quelqu'un affirme ce qu'il croit ne pas être, ou nie ce qu'il croit être. Mais puisque les paroles sont les signes des pensées et qu'elles ont été instituées pour exprimer ce que l'on conçoit des choses, pour cette raison, une parole de signification fautive se joignant à l'intention de dire matériellement le faux, constitue la raison du mensonge. Donc, «celui qui dit le vrai en croyant que c'est faux, ment» formellement<sup>6561</sup>; celui qui dit le faux en croyant que c'est vrai, ment matériellement et ceci n'a rien du tout du mensonge, à cause du manque de raison formelle. En revanche, celui qui dit le faux en croyant que c'est faux, ment et matériellement et formellement, ce par quoi est proprement vérifiée la description précédente: "une énonciation fautive avec intention, etc.".

Quant à la division, il faut savoir que le mensonge peut se diviser en deux: d'une façon, selon sa raison propre, et alors, comme le mensonge s'oppose à la vérité, il se divise en deux comme les autres vices qui s'opposent aux vertus, «c'est à dire qu'il se divise en mensonge qui dépasse la vérité en excès» par rapport à la matière déterminée, «ce qui concerne la jactance», et «en mensonge par défaut, ce qui concerne l'ironie, comme cela est clair d'après le livre IV de l'*Ethique*»<sup>6562</sup>.

Les multiples aspects du mensonge.

De l'autre façon, le mensonge peut être divisé selon qu'il contient une raison qui aggrave la faute, et alors, il se divise en mensonge pernicieux et en mensonge officieux, selon la fin visée: si, en mentant, on tend à nuire à autrui, le mensonge est pernicieux; mais si on tend au bien, ou c'est un bien d'agrément et alors c'est un mensonge de plaisanterie, fait pour le plaisir, ou c'est un acte bon, utile, et ainsi, c'est un mensonge officieux par lequel on a l'intention d'écarter d'autrui ce qui lui nuit. Et cette division se trouve dans la glose sur cette parole du *Psaume*: "Tu perdras tous ceux qui mentent."<sup>6563</sup>. Et sous cette division en deux est contenue la division en huit parties

---

6558 Cette première formule vient d'ARISTOTE (IV, *Eth.* VII, 4 (1127 a 24. les thèmes de l'intention, de la raison de mensonge, de la distinction entre mentir formellement, matériellement, et de façon efficace - expression non employée ici - sont utilisés par THOMAS pour définir le mensonge (II-II, q. 110, a. 1) qui s'appuie aussi sur AUGUSTINUS (*De mendacio*, 3).

6559 La condition matérielle étant la signification fautive.

6560 *Ment-iri* c'est *contra mentem ire*.

6561 Il veut dire le faux. «Celui qui dit le vrai en croyant que c'est faux, ment» vient d'AUGUSTINUS.

6562 ARISTOTE, IV *Eth.* VII, 2. - (1127 a 20; a 28) . entre guillemets: citation de THOMAS, *Somme*, II-II, q. 110, a. 2

6563 Glose sur *Psaume* 5, 7 .

[fol. 80r]

du bienheureux Augustinus qu'on trouve dans la distinction 38, III<sup>6564</sup>.

**Second article: Les propositions dont on peut tirer conseils et réponses.**

En ce qui concerne le second article principal où doivent être énoncées cinq propositions sur les cinq personnes évoquées, on pourrait énoncer cinq propositions dans lesquelles on évoquerait la faute, mais parce que, comme je l'ai dit, la faute des gens de justice se rattache à la restitution, vois, de façon complète, plus haut, dans le denier des avocats. Voici donc la première proposition.

Première proposition principale.

Toutes les personnes susdites, qui participent à un procès, peuvent triplement être prises dans les liens du péché mortel en mentant: elles le peuvent en effet par connaissance certaine, par ignorance épaisse et par négligence.

Vois ceci au dessus<sup>6565</sup>.

Seconde proposition principale.

Seconde proposition: le cas du serment étant mis à part, le mensonge est mortel, selon les docteurs en 3, dist. 38<sup>6566</sup>, de trois façons.

Z. Quand le mensonge est-il un péché mortel?

Premièrement, il l'est, en raison de l'amour, soit de Dieu, soit du prochain, par exemple, quand on corrompt la sainte Écriture<sup>6567</sup> ou qu'on dit quelque chose d'où résulte un notable dommage pour le prochain. Deuxièmement, il est mortel en raison d'un jugement, parce qu'il est fait en justice, selon Durandus<sup>6568</sup>. C'est pourquoi, un accusé interrogé par un juge, selon l'ordre de la procédure, dans un procès civil ou criminel, pour dire la vérité, s'il la tait ou s'il ment, pèche mortellement selon Thomas, II-II, q. 69<sup>6569</sup>, et Petrus de Palude en IV<sup>6570</sup>. Et j'ai dit: "interrogé selon l'ordre de la procédure", parce que si

---

6564AUGUSTINUS, *De mendacio*, c. 14, cité en *Sententiarum liber III*, d. 38.

6565Fol 8r,A.

6566Par exemple, SCOTUS, III, d. 38

6567Chez ANGELUS, *Mendacium*, §3: «... quand on ment contre la vérité divine en la cachant par le mensonge ou en la corrompant, on pèche mortellement.», sinon l'analyse est assez différente. Ce qui suit, se rapproche plutôt de ANGELUS, *Confessio delicti*, § pr. Il serait intéressant de savoir ce que GILBERT NICOLAS mettait sous le terme: corrompre la sainte Ecriture, et pourquoi il n'a gardé que cet aspect du mensonge contre la vérité.

6568DURANDUS DE SANCTO PORCIANO, *Scriptum super Sententiarum*.

6569THOMAS, II-II, q.69, a.1

6570PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum sententiarum*

le juge poursuivait en justice alors qu'il ne s'agirait pas d'un accusé interrogé, de mauvaise réputation, ou si le juge n'avait même pas de preuve incomplète, bien plus, si le cas était obscur, alors l'accusé ne serait pas tenu de dire la vérité, cependant il ne devrait pas mentir, mais il peut, par appel, ou par un autre moyen, échapper à son jugement. Vois Ockam, *Lecture 7*, première partie, c. 4<sup>6571</sup>.

Certains ajoutent cependant un troisième cas: en raison d'une propension<sup>6572</sup>, quand un homme est à ce point porté au mensonge qu'il ne cesserait pas de mentir quoique ce soit au détriment du prochain; mais ceci est général, parce qu'en toute matière où il y a une telle propension, il y a toujours péché quoique la matière d'elle même soit bonne.

D'autres ajoutent un troisième<sup>6573</sup> cas: en raison du sacrement; mais ici on hésite. C'est pourquoi je demande: tout mensonge prononcé en confession est-il un péché mortel?

Question: tout mensonge en confession est-il un péché mortel?

Je réponds que non, mais seulement le mensonge nuisible, par exemple celui qui est contre sa propre réputation ou celle d'autrui ou contre ce qu'on doit nécessairement confesser. C'est pourquoi, si un pénitent taisait ou disait n'avoir pas fait un péché mortel qu'il a fait et dont il ne s'est pas confessé comme il le faut, il pécherait mortellement, sauf si éventuellement il craignait, avec probabilité, que ne soit révélée la confession, ou que le confesseur ne sollicite cette confession en vue du mal; un tel pénitent, s'il n'a pas un autre confesseur à qui se confesser, peut taire ou dire quelque chose, en parlant à mots couverts en sorte de ne pas dire de mensonge;

et même s'il mentait, à cause de cela, ce ne serait pas un péché mortel mais véniel: 22, q. 2, c.1<sup>6574</sup>, avec ce qui a été noté ici. De plus, il faudrait dire la même chose de celui qui a des péchés desquels il sait que son confesseur habituel ne peut l'absoudre. Mais en réalité sur ce point j'hésite fortement et je ne pense pas que ce soit sans danger quoi qu'Angelus dise au mot «Confession»<sup>6575</sup>, si ce n'est éventuellement en limitant le propos d'Angelus selon ce qui a été dit avant: comment tous les péchés doivent être dits à un seul prêtre simplement ou au supérieur<sup>6576</sup>.

D'autres ajoutent que le mensonge est un péché mortel en raison de scandale; mais c'est un cas général, parce que là où il y a scandale, il y a péché mortel selon ce que je dirai plus bas sur le scandale. Mais l'opinion qui pose que le mensonge est mortel en raison de

---

6571OCKHAM, *Lecture 7*, 1ère partie, c.4. (*Lecturae in libros Sententiarum*).

6572*Intentio*.

6573Le «troisième» cas précédent n'est donc pas considéré comme un cas à lier proprement au mensonge. On repart sur un nouveau troisième cas, qui sera annulé comme les suivants.

6574*Décret*, 22, 2, 1.

6575ANGELUS, *Confessio*, § 16 (sur la réitération de confession)

6576Fol 53r,J.



l'état ou de la perfection<sup>6577</sup>, c'est à dire quand un homme parfait ment, n'est pas communément soutenue, c'est pourquoi je passe sur elle, parce qu'un religieux n'est pas plus obligé à ne pas mentir qu'un séculier, donc...<sup>6578</sup>. Cependant il pourrait y avoir plus rapidement scandale pour un religieux, c'est pourquoi, par raison de scandale, il y aurait péché mortel, mais c'est un cas général, comme je l'ai dit.

A. Note ici les sept sceaux du secret pour celui qui sait.

Que la troisième façon, donc, pour qu'un mensonge soit mortel, soit la raison de promesse<sup>6579</sup>. Pour cette façon, il faut noter ce que dit Ricardus, IV, d. 38, a. 3, q. 3, sur la nue promesse<sup>6580</sup>, parce qu'en disant la vérité quelqu'un peut pécher mortellement comme en disant ce qui est faux; il faut donc ici maintenant éclaircir ce point.

Pour comprendre, il faut savoir, selon les docteurs en IV, d. 21, et principalement selon Petrus de Palude<sup>6581</sup> quoiqu'il n'expose pas tout, qu'il y a sept sceaux, qu'on peut appeler sept verrous qui ferment les bouches des hommes et qui les serrent pour qu'on se taise, si on ne sait pas une chose d'une autre source, pour que tous les hommes soient, comme le livre de l'*Apocalypse*<sup>6582</sup>, fermés par sept sceaux.

[fol. 80v]

Troisième proposition principale

Et sur ce point voici, dans l'ordre, la troisième proposition: tout homme qui brise ces sceaux pèche mortellement sauf s'il est excusé par une des excuses ou si on ouvre par une des sept clés.

Et c'est pourquoi, ici, pour éclaircir la proposition, il y aura deux articles: en premier, j'expliquerai ces sept sceaux ou verrous, en second, les sept excuses ou clés.

Premier article de cette proposition principale sur les sceaux.

En ce qui concerne le premier article, il faut noter que le premier sceau est le plus fort et le plus grand de tous: on l'appelle le sceau de la confession, par lequel est fermée la bouche du confesseur pour qu'il ne dise pas le péché révélé en confession.

B. Le sceau de la confession.

Et les docteurs disent que le confesseur est obligé au secret par un lien plus fort que celui par lequel le pécheur, celui qui se confesse ou le pénitent, est obligé à la confession. C'est pourquoi, selon Scotus<sup>6583</sup>, le confesseur lui-même qui a un péché mortel qu'il ne peut confesser sans révéler le péché qui lui a été dit en confession, tant que ce

---

6577L'état de religieux

6578... ce n'est pas une raison.

6579Si on a promis de ne pas mentir.

6580RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum* IV, d. 38, a.3, q.3

6581PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum sententiarum*, d 21

6582*Apocalypse*, 5, 1

6583SCOTUS, IV,d 21, q 2

cas dure, n'est pas tenu de se confesser d'un tel péché ni ne le doit.

Un prêtre qui entend deux personnes en confession, à qui l'une des deux dit qu'elle a péché avec l'autre sans que l'autre en se confessant ne le dise, peut-il interroger ce dernier à ce sujet? Je réponds qu'il peut interroger de façon générale, mais il ne peut pas dire qu'un autre lui a fait une révélation, sauf si cet autre la lui avait faite en dehors de la confession.

Peine de celui qui révèle une confession.

Et ce sceau est si fort que «celui<sup>6584</sup> qui révèle une confession, outre le péché mortel, doit être jeté dans un monastère strict et être déposé, comme au chapitre *Omnis, De penitentiis et remissionibus*<sup>6585</sup>

Mais un laïc qui révèle la confession qui lui a été faite, doit-il être jeté dans un monastère strict?» Panormitanus répond, sur le dit chapitre *Omnis*, que oui<sup>6586</sup>. Cependant remarque ici «ce qui tombe sous le sceau de la confession. Pour cela note que le sceau de la confession s'étend directement à tout ce qui tombe sous la confession sacramentelle, comme les péchés, mais qu'indirectement y tombe tout ce par quoi le péché ou le pécheur peuvent être découverts. C'est pourquoi, selon Ricardus<sup>6587</sup> (Vois au dessus): tout ce qui par soi-même ou par accident, directement ou indirectement, pourrait engendrer une honte, un aveu, un mauvais soupçon ou une autre nuisance pour le pénitent, à partir de la confession du péché, tombe sous ce sceau.

C'est pourquoi le lieu, le temps et les circonstances à partir desquels on peut deviner un péché confessé, non pas directement mais par rapprochement avec la personne dont c'est le péché, tombent sous ce sceau, et cela dure même après la mort du pénitent ou de celui qui se confesse selon Scotus, en IV, dist. 21<sup>6588</sup>. C'est pourquoi c'est un précepte négatif qui oblige à tout moment.» Donc, la personne avec laquelle quelqu'un pèche, tombe sous le sceau de la confession selon Ricardus (voir plus haut<sup>6589</sup>), que le pénitent ait pu confesser son péché en désignant, ou non, cette personne.

C. Second sceau: sceau de l'auditeur.

Le second sceau est le sceau de l'auditeur, et cet auditeur peut être triple.

Les trois sortes d'auditeurs.

---

6584ANGELUS, *Confessio, ultimo*, §19

6585X, 5, 38, 12 (*Omnis utriusque sexus*)

6586PANORMITANUS, *Super Decretalium libro*, sur X, 5, 38, 12

6587RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum*, IV, d. 38, a.3, q.3. «Vois au dessus» indique qu'il s'agit de la même référence que celle qui précède.

6588SCOTUS, IV, d. 21, q. II, p. 740

6589RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum*, IV, d. 38, a.3, q.3

Le premier est «celui<sup>6590</sup> qui entend par hasard ou délibérément la confession que quelqu'un fait; sur celui-ci, Ricardus dit (voir plus haut<sup>6591</sup>), qu'il est tenu de la garder secrète, de droit naturel et divin, et c'est pourquoi, en aucune façon, il ne pourra, sans péché mortel, faire de révélation sans le consentement exprès du pénitent, et Scotus ajoute (vois au dessus<sup>6592</sup>) que celui qui, par fraude et ruse, a entendu ce que quelqu'un confesse, pèche mortellement.»

Le second auditeur est l'interprète au sujet duquel on donne cette règle: l'interprète est tenu de garder secrets la confession comme la personne pour qui il interprète. Et quoique cette règle puisse être incriminée, cependant pour le moment elle semble devoir être admise pour notre propos, non que je veuille dire que quelqu'un puisse se confesser par un intermédiaire ou par personne interposée, parce qu'il ne peut pas le faire selon saint Thomas, IV, d. 17<sup>6593</sup>. L'établit le *De penitentia*, d.1, c. *Quem penitet*<sup>6594</sup>. Sur la question de savoir comment un pécheur est tenu de s'accuser et sur le c. *Qualis*, 30, q. 5<sup>6595</sup>, Scotus répond (voir au dessus<sup>6596</sup>) qu'on peut se confesser par écrit si on a le temps et si on lit soi-même ce qu'on a écrit. Mais si on est muet ou si on ignore la langue? Je réponds qu'on n'est pas tenu de se confesser si ce n'est de la façon dont on peut la faire, par des signes ou des moyens de ce genre<sup>6597</sup>.

[fol. 81r]

Et que certains disent qu'on pourrait se confesser grâce à un interprète, Scotus le désapprouve et avec raison, comme pour la confession par écrit, parce que c'est contre la définition du sacrement; donc qu'on ne le fasse en aucune façon, mais, comme j'ai dit, qu'on se confesse, dans la mesure où on le peut, par signe, et cela suffit selon Scotus en 4, dist. 17, unique question<sup>6598</sup>, et selon Ricardus, même distinction<sup>6599</sup>.

Troisième auditeur selon Ricardus: tout homme qui a entendu par un des précédents la révélation d'une confession, est tenu tout autant de la cacher, bien plus, si un supérieur lui ordonne de révéler, il n'est pas tenu de lui obéir, parce que le confesseur qui lui a fait la révélation lui a donné la possibilité de parler mais il ne lui a pas donnée selon le droit, et

---

6590ANGELUS, *Confessio, ultimo*, §16

6591Ibidem

6592SCOTUS, IV, d. 21, q. 2

6593THOMAS, IV, d.17, q 3, a 3, r 1et 2

6594*De pen.*, D.1, c 88.

6595*Décret*, C 30, q 5, c 4 : «*Qualis debeat esse uxor ...*» (sur ce qu'il faut observer en contractant mariage)

6596SCOTUS, IV, d. 17, q. unique.

6597A l'aide d'objets ou de dessins, tout ce qui peut être signe, hormis les mots.

6598SCOTUS, Ibidem

6599RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum*, IV, d. 17

c'est pourquoi il ne lui est nullement permis de la révéler à un supérieur.

Troisième sceau: sceau de la pénitence imposée.

Le troisième sceau porte sur la pénitence imposée, et à ce sujet, je demande si le pénitent est tenu de cacher la pénitence qui lui a été enjointe par le confesseur? «Je réponds<sup>6600</sup>, selon Ricardus (voir plus haut), que si un pénitent, en manifestant ce qui lui a été enjoint par le confesseur, portait préjudice à sa propre renommée et sans aucune utilité, ou portait préjudice au confesseur, parce qu'éventuellement, si l'on venait à savoir ce qu'il a enjoint à son pénitent, il encourrait la haine de certains, et pour des raisons de ce genre, il est tenu de cacher sa pénitence; mais s'il ne résulte aucun préjudice ni pour sa propre renommée ni pour le prêtre, alors, il peut révéler s'il veut.»

Quatrième sceau: sceau du conseil

Le quatrième sceau est appelé le sceau du conseil. En effet, selon Scotus<sup>6601</sup> et Petrus de Palude<sup>6602</sup>, tout homme à qui on a dit quelque chose pour demander conseil est obligé de garder le secret si cela tournait au détriment de celui qui demande conseil, et il ne convient pas que celui qui demande conseil dise ce que le conseiller garde secret, parce qu'il suffit qu'il y ait des mots qui par leur propre nature laissent entendre ce qui doit être secret, parce que, par exemple, la révélation nuirait à qui a parlé.

Cinquième sceau: sceau de l'ami.

Le cinquième sceau est celui de l'ami, sceau par lequel quelqu'un est tenu de cacher le mal notable du prochain, si ce mal n'est pas connu.

Sixième sceau: sceau du secret

Le sixième sceau est celui du secret quand quelqu'un me dit quelque chose en secret, en plus des façons susdites, parce qu'à proprement parler, le sceau du secret est commun au sceau de la confession et aux autres sceaux. Et si quelqu'un dit à une autre personne qu'il lui rapporte ce qu'il lui dit «sous le sceau de la confession»? Je réponds: quoi que dise celui qui parle, jamais ces paroles ne tombent sous le sceau de la confession, sauf si on parle par espérance du pardon: c'est pourquoi il faut considérer que si on révèle un secret pour cause de conseil, c'est une consultation; si on le fait par badinage ou légèreté, c'est du dérèglement; mais si c'est pour une fin mauvaise, c'est de la malignité. Et, à partir de cela, il est clair que le péché qu'on ne dit pas par espérance de pardon, ne peut être "dit en confession" et le prêtre n'est pas obligé de le tenir secret, selon

---

6600ANGELUS, *Confessio, ultimo*, §18

6601SCOTUS, in IV, d. 21, q. II, p. 740 (avec moins de détail)

6602PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum sententiarum*

Raymundus<sup>6603</sup>, comme je le dirai dans l'article suivant, première excuse, troisième cas<sup>6604</sup>.

Septième sceau: sceau des serviteurs

Le septième sceau est appelé le sceau des serviteurs; par lui, tout serviteur qui volontairement ou par hasard entend un secret dans la maison de son maître, est tenu de le taire et s'il le révèle, le droit civil le punit gravement.

Second article de cette [troisième] partie principale: la dérogation concernant les sceaux.

E. Les dérogations concernant le sceau de la confession.

En ce qui concerne le second article, c'est à dire les dérogations par rapport aux sceaux, je poserai d'abord une dérogation pour le premier sceau en particulier: celui du confesseur. A ce sujet, note, selon les docteurs en 4, dist. 21, qu'il y a des cas dans lesquels il est permis de révéler une confession.

«Premier cas<sup>6605</sup>, quand un prêtre a besoin d'un conseil, en sorte cependant qu'en disant le péché qui lui a été révélé en confession, il n'évoque en aucune manière la personne qui s'est confessée de façon qu'on puisse en venir à la connaître. Ceci est clair au c. *Officij, De penitentiis et remissionibus*<sup>6606</sup>, où le pape ne blâme pas un légat qui demande conseil au sujet d'un péché qu'il affirme avoir rencontré en confession, de façon générale.

C'est pourquoi je crois que les confesseurs, qui parfois aussi disent avoir rencontré tel péché en confession, ne font pas de péché mortel, quand ils parlent d'une façon si générale qu'on ne peut nullement deviner la personne qui a confessé le péché, quoiqu'il soit dangereux de rapporter ce genre de choses, si ce n'est en cas de nécessité pour avoir un conseil, à cause du scandale et du danger qu'on en arrive à connaître la personne.» C'est pourquoi aussi, il est plus sûr de ne jamais dire: "j'ai entendu ou j'ai rencontré tel cas en confession", mais de dire seulement, quand on interroge sur un tel cas: «j'ai rencontré] ou j'ai entendu tel cas», et on ne doit pas ajouter: «en confession», mais seulement: «j'ai entendu», sans cette fin dangereuse: «en confession».

Est-il permis, par autorisation du pénitent, de révéler un péché entendu en confession?

---

6603RAYMUNDUS, *Summa de penitentia*

6604Fol 81v,E.

6605ANGELUS, *Confessio*, ultimo, § 7

6606X, 5, 38, 9 Fol81v /

«Le second cas<sup>6607</sup>, dans lequel il est permis de faire une révélation est la dérogation par permission de celui qui se confesse; cependant», pour que l'on comprenne clairement, je demande: Est-il permis de révéler un péché mortel entendu en confession par autorisation de celui qui se confesse? Je réponds: certains soutiennent que oui, à celui qui est utile ou est nécessaire pour accomplir ce qui est demandé à ce tribunal, parce qu'alors le prêtre joue le rôle de Dieu, mais à une autre personne, ce n'est pas autorisé.  
[fol. 81v]

Ricardus est de cet avis, IV, dist. 21<sup>6608</sup>. Saint Bonaventura<sup>6609</sup> et Petrus de Palude<sup>6610</sup> et Saint Thomas<sup>6611</sup>, même distinction, soutiennent qu'il peut révéler de façon licite sauf s'il y a crainte de scandale, et ceci seulement «à celui qui peut être utile et ne pas faire obstacle», de telle sorte cependant que le prêtre se fasse le messager de celui qui se confesse. Mais je préfère l'opinion de Scotus<sup>6612</sup> et d'Aureolus sur 4, dist. 17, q. 1<sup>6613</sup> et de Landulfus<sup>6614</sup>, même distinction: que cela n'est permis en aucune façon, parce que celui qui se confesse ne peut en aucune façon accorder de dispense en matière de loi naturelle et divine et d'essence du sacrement, et c'est pourquoi il est plus prudent que le prêtre se fasse dire hors confession ce que le pénitent veut qu'il révèle.

«Le troisième cas<sup>6615</sup> est d'Innocentius<sup>6616</sup> que Panormitanus<sup>6617</sup> suit sur le c. *Omnis, De penitentiis et remissionibus*: quand quelqu'un confie qu'il veut faire quelque mal parce que cela n'est pas dit au tribunal de la pénitence. Donc le prêtre n'est pas tenu de garder le secret à cause de la définition de ce sacrement ni à cause du commandement de la loi naturelle ou divine, ni du moins par ce genre de raison qui oblige à ne pas révéler, parce que, comme dit saint Bonaventura en 4, dist. 21<sup>6618</sup>, on comprend que le prêtre doit garder le secret, sauf si la vérité ou l'obéissance exigent autre chose, comme c'est dans le propos. Je limite alors cette parole et je la comprends ainsi: le prêtre doit garder le secret quand quelqu'un confesse qu'il a un péché dont il ne peut se repentir, dont il ne peut ni ne veut s'abstenir et qu'il le confesse pour que le prêtre lui fournisse conseil et prie pour lui

---

6607ANGELUS, *Confessio*, ultimo, § 7

6608RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum*, IV, d. 21

6609BONAVENTURA, *Quaestiones super libros Sententiarum*, IV, d.21

6610PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum sententiarum*, d.21

6611THOMAS, IV, d. 21, q 3, a 2: «Le pénitent peut faire que ce que le prêtre sait comme Dieu, il le sache comme homme; ce qu'il fait quand il lui donne la permission de parler. Dans ce cas, si le prêtre parle, il ne brise pas le sceau du secret. Il doit cependant prendre garde au scandale, en parlant, pour ne pas avoir la réputation de briseur du dit sceau.»

6612SCOTUS, *Scriptum super IV Sententiarum*, d.21, q. 2, p. 750

6613PETRUS AUREOLI, *Commentarium in Quartum librum Sententiarum*, d. 17, ou 21, q. 1, au cas où les chiffres seraient pour une fois corrects et ne concerneraient qu'AUREOLUS.

6614LANDULPHUS, *Commentaria in IV*, d.17 ou 21

6615ANGELUS, *Confessio*, ultimo, § 7

6616INNOCENTIUS III, dans *X*, 5, 38, 12 (*Omnis utriusque sexus*)

6617PANORMITANUS, *Super Decretalium 5° libro*, 38, 12 (*Omnis utriusque sexus*)

6618BONAVENTURA, *Super libros Sententiarum*, IV, d.21

que Dieu l'illumine et des buts de ce genre, et quand un tel péché ne met pas en péril autrui mais seulement celui qui se confesse lui-même; alors<sup>6619</sup> on ne peut révéler l'aveu en aucune façon parce qu'une telle confession dispose le pécheur à la contrition et par conséquent dispose le prêtre à cacher les péchés sous le regard de Dieu, selon Ricardus, en IV, d. 21, q. 2<sup>6620</sup>. Mais quand le péché mettrait en péril la communauté ou une autre personne, alors, si ce pécheur ne veut absolument pas cesser de faire ces péchés, je crois que, sans préjudice, non seulement le prêtre peut, mais bien plus, est tenu de faire une révélation à celui qui peut être utile sans nuire, pour s'opposer au mal.»

Le quatrième cas se produit quand un prêtre connaît par une autre voie un péché qui lui a été révélé en confession, selon Saint Thomas<sup>6621</sup>, Bonaventura<sup>6622</sup>, Ricardus<sup>6623</sup> et l'opinion la plus commune des docteurs en théologie, sur la dite distinction 21. Cependant, il est vrai qu'à cause du scandale, le prêtre ne doit pas révéler, sauf s'il parle par nécessité ou utilité ou s'il a juré de dire la vérité selon Innocentius sur le chapitre *Omnis, De penitentiis et remissionibus*<sup>6624</sup>, et Panormitanus le cite, pour le chapitre *Dilectus, De excessibus prelatorum*<sup>6625</sup>. Cependant il ne doit jamais dire qu'il a appris ce péché en confession, parce que, selon Scotus (voir plus haut)<sup>6626</sup>, le prêtre pêcherait mortellement.

Et dis de même, s'il révèle quelque chose de plus que ce qu'il sait hors confession, et révéler tout ce qu'il sait par la confession, ce n'est pas permis sans péché mortel sauf si on le fait à demi, ou s'il sait de façon incertaine, il ne doit pas révéler autrement que comme incertain.

Le cinquième cas se produit quand il y aurait des gens qui ont convenu de tuer un prêtre qui va avec eux dans un bois, gens parmi lesquels quelqu'un se repent et se confesse avant l'entrée dans le bois: le prêtre peut alors rebrousser chemin, quoique, de ce fait, les autres associés reconnaissent la trahison du complice confessé. Selon Scotus, en effet, en 4, dist. 21<sup>6627</sup>: «généralement on peut dire que le signe<sup>6628</sup> de lui-même n'indique pas significativement que tel péché a été confessé, quoique pour certains un signe soit surtout

---

6619 *Nam* n'est pas traduit, car il renvoie à l'idée qu'il faut garder le secret: puisqu'il n'y a pas de danger pour autrui, il ne faut pas briser l'élan vers la contrition de celui qui est faible devant le péché.

6620 RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum*, IV, d. 21, q. 2.

6621 THOMAS, IV, d. 21, q. 3, a. 3, r. 4: «on ne doit pas éviter le péché mortel au détriment de la vérité. On ne doit pas renoncer à la vérité à cause du scandale. Donc, quand la justice et la vérité sont en péril, on ne doit pas renoncer à révéler ce qu'on a entendu en confession, si on le sait par ailleurs, à cause du scandale; scandale, cependant, qu'on doit s'efforcer d'éviter autant que possible.»

6622 BONAVENTURA, *Super libros Sententiarum*, IV, d. 21

6623 RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum*, IV, d. 21.

6624 INNOCENTIUS, dans X, 5, 38, 12 (*Omnis utriusque sexus*)

6625 PANORMITANUS, *Super Decretalium 5° libro*, 31, 13

6626 SCOTUS, *Scriptum super IV Sententiarum*, d. 21, q. 2, p. 749-750

6627 SCOTUS, *Scriptum super IV Sententiarum*, d. 21, q. 2, p. 757.

6628 Le signe qui consiste à ne pas entrer dans le bois.

déterminé par un présupposé<sup>6629</sup>; cependant ce signe n'est pas de lui-même un signe révélateur de la confession, et par conséquent, simplement, il n'est pas interdit au confesseur». Cependant certains soutiennent que, dans un tel cas, le prêtre est plutôt tenu d'entrer dans le bois et de subir la mort plutôt que de révéler par un tel signe la confession, mais je ne les crois pas. Il ferait mieux de forger quelque raison de renoncer à entrer dans le bois, mais s'il ne peut en trouver, je crois avec Scotus qu'il peut s'abstenir d'entrer quoique les complices comprennent par un tel signe qu'une confession lui a été faite. Cependant, si le signe n'était pas non significatif mais clair, il ne serait permis en aucune manière de signifier ou de révéler la confession d'une manière ou d'une autre, mais le prêtre<sup>6630</sup> serait plutôt tenu, selon Ricardus (voir plus haut)<sup>6631</sup> de subir la mort.

Le sixième cas où il est permis de révéler la confession se produit quand ce qui est dit n'est pas un péché mortel mais n'est pas non plus une circonstance de son péché pour celui qui se confesse. En effet quelque chose de ce genre ne tombe pas sous le sacrement de confession, sauf si c'était quelque chose pouvant conduire à la révélation du péché mortel. C'est pourquoi si, en confession, quelqu'un rapporte que, sur telle terre il y a de bons fruits ou un beau château, ou que, dans tel contrat licite, il doit donner cent ducats à quelqu'un et des particularités de ce genre qui ne sont pas des péchés mortels ni ne conduisent à la révélation d'un péché mortel, selon Ricardus (vois plus haut) le confesseur peut licitement révéler ces propos,

[fol. 82r]

sauf si un tel pénitent faisait savoir au confesseur qu'il lui a tenu de tels propos sous le sceau du secret. Et alors le prêtre ne peut révéler, sauf ce qui peut l'être sous le sceau du secret, comme je vais le dire plus bas.»<sup>6632</sup>

F. Dérogations respectives aux autres sceaux.<sup>6633</sup>

Les dérogations suivantes sont respectives aux autres sceaux, en général.

La seconde dérogation vient de Petrus de Palude<sup>6634</sup>: c'est la présomption de bonté d'un homme de bien à qui quelqu'un doit un tel secret<sup>6635</sup>, parce qu'il croit avec probabilité que cet homme ne veut pas nuire mais plutôt aider celui sur qui sont faites de telles

---

6629Ou un référent.

6630Le prêtre doit accepter le martyre plutôt que de révéler, même indirectement, une confession; cependant on ne doit pas courir de soi-même au martyre, ce qui serait présomption et orgueil.

6631RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum*, IV, d.21, q 2, ar 2

6632Fin de la citation d'ANGELUS, *Confessio*, ultimo, § 7

6633Les précédentes concernaient le sceau de la confession.

6634PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*

6635Pour qu'il puisse rendre service.



révélations. Mais ici il faut prendre de grandes précautions pour savoir en toute sécurité et certitude que telle est la personne, parce que tout ce qui fait briller n'est pas soleil, ni tout ce qui brille, or.

La troisième cause ou dérogation est l'exigence de vérité, par exemple parce qu'un mal doit être commis; à ce sujet, Thomas<sup>6636</sup> et en commun les autres docteurs disent que chaque fois que quelqu'un connaît un secret qui tourne au détriment soit de ce qui est à tous, soit d'un particulier, il n'est pas tenu de le cacher; ni serment ni promesse n'obligent à cela, parce que ce serait contre la loyauté que quelqu'un doit au prochain, au détriment notable duquel il ferait une promesse ou un serment. On comprend sous ce cas aussi, ce que certains disent d'une mère; par exemple une mère connaît le crime de quelqu'un et sait que la familiarité de ce criminel corrompt ceux qui le fréquentent; craignant que son fils ne soit corrompu par les mauvaises mœurs de celui-ci, elle révèle à son fils le crime de ce dernier pour qu'il s'en tienne éloigné.

Note que tu peux, si tu veux, faire rapidement mémoire des sept clés ou dérogations par les trois propriétés de l'être qui sont l'unité, la vérité et la bonté. Car, les première et seconde dérogations relèvent de la raison d'unité, la troisième, de la raison de vérité; les autres, de la raison de bonté. Et ici «bonté est compris au sens de «vertu» et par vertu, on comprend la vertu d'obéissance; et l'obéissance ici considérée respectivement au Christ: c'est la quatrième dérogation; respectivement à l'évêque, c'est la septième; respectivement au supérieur d'un ordre, c'est la sixième; respectivement au maître temporel, c'est la cinquième. Tout ceci est clair pour qui le considère

La quatrième cause ou dérogation se produit en raison de la correction fraternelle; à son sujet, parle selon ce que tu as plus bas, au péché d'indifférence<sup>6637</sup>.

G. Du maître à qui on a juré, et du supérieur.

La cinquième cause et excuse se produit en raison d'un serment.

A ce sujet, je demande: «faut-il obéir<sup>6638</sup> au maître de maison qui a fait jurer à sa maisonnée de dire la vérité? Je réponds selon Durandus<sup>6639</sup>: ou ce maître est terrible et passe, avec probabilité, pour une brute, et dans ce cas, la maisonnée n'y est pas tenue, parce que le serment ne fut pas licite; mais s'il est doux et si on croit, avec probabilité, qu'il n'agira que raisonnablement, alors fais une distinction parce que, par exemple, ou des

---

6636THOMAS, *Somme*, II-II, q. 89, a.7 par exemple, ou Quodlibet, III, q.a 14

6637Au péché d'acédie: fol. 110, M.

6638ANGELUS, *Familia*, § 8

6639DURANDUS DE SANCTO PORCIANO, *Scriptum super Sententiarum*

biens assignés à sa garde ont été volés et ainsi le vol peut être poursuivi, et ainsi, les gens de la maison sont tenus de le dénoncer aussi au maître; ou les biens n'étaient pas assignés à la garde du maître, alors, si quelqu'un peut prouver, il est tenu de dire la vérité, mais s'il ne peut pas prouver, il ne peut révéler, sauf éventuellement à qui pourrait être utile et ne pas nuire. Mais s'il a juré dans d'autres conditions, le serment n'a pas été licite et n'oblige pas. Hugo<sup>6640</sup> dit de même au sujet des témoins synodaux parce qu'ils ne sont pas tenus de dénoncer à l'évêque, quoiqu'ils aient prêté serment, sauf s'ils peuvent prouver, 23, q.4<sup>6641</sup>; autrement, celui qui révèle serait un traître, 2, q.1, *Si peccaverit*<sup>6642</sup>, à moins qu'il ne le fasse secrètement auprès de celui qui a la tâche de corriger en privé, par l'argument de la cause 22, q.5, c. *Hoc videtur*<sup>6643</sup>.»

Et par cette règle, pour ces serviteurs, clients, gardes forestiers, vassaux, etc., qui tous ont coutume de jurer qu'ils dénonceront les dommages faits à leurs maîtres, on voit clairement de quelle façon ils sont obligés et de quelle façon ils n'y sont pas: note-le.

La sixième cause et dérogation se produit en raison de l'obéissance. C'est pourquoi Bonaventura dit, IV, d. 21<sup>6644</sup> qu'il est permis de révéler un secret quand l'obéissance y oblige, même si on avait promis de ne pas révéler, parce qu'on comprend dans une telle promesse: excepté l'autorité des supérieurs. Cependant Saint Thomas<sup>6645</sup> soutient le contraire ainsi qu'Henricus de Gandavo, *Quolibet*<sup>6646</sup>: ils disent que quelqu'un n'est pas obligé de révéler à un supérieur qui l'ordonne et cette opinion me semble plus vraie.

Cependant on peut dire, pour les accorder, que saint Bonaventura comprenait: quand le supérieur s'enquerrait de ce qui nuit à son ordre et qui concerne son office, parce que, de cette façon, les susdits docteurs disent aussi qu'il faut révéler.

[fol. 82v]

#### H. Quand est-on tenu de dénoncer?

La septième cause ou dérogation est en raison de témoignage ou de dénonciation, je la pose ici seulement pour la citer, parce que nous ne voyons pas que ce soit une raison sûre en toute occasion. Et ainsi, Panormitanus, sur le chapitre *Omnis, De penitentiis et remissionibus*<sup>6647</sup> dit que si un tel est pris comme témoin, il est tenu de révéler, quoiqu'on lui ait parlé sous le sceau du secret; cependant il n'est pas tenu de dénoncer, parce que

---

6640HUGO, *Glosa super Decretum*

6641*Décret*, 23, 4, 31

6642*Décret*, 2, 1, 19

6643*Décret*, 22, 5, 8

6644BONAVENTURA, *Super libros Sententiarum*, IV, d.21

6645THOMAS, par exemple, en II-II, Q 33, a 7, 5; ou en IV, d 21, q 3,a 1; ou *Quolibet* 4, q 8, a 12

6646 HENRICUS DE GANDAVO, *Quolibet*

6647 PANORMITANUS, sur *X, 5, 38, 12 (Omnis utriusque sexus)*

témoigner est une chose, dénoncer, une autre: en effet quelqu'un n'est pas tenu de dénoncer ce qu'il ne peut prouver, 6, q.2, *Placuit*, 2, q.1, *Si peccaverit*, 2, q. 7, *Plerique*<sup>6648</sup>

Remarque sur les avertissements.

Mais sur ce point il faut noter ce que je dis: quand il n'y a pas un mauvais bruit contre quelqu'un mais qu'on cherche en général qui a fait quoi, par exemple tel vol et un méfait de ce genre, comme cela arrive communément dans les églises où sont prononcés des excommunications et des avertissements contre tous ceux qui ont commis un vol et ceux qui les connaissent s'ils ne font pas de révélation, si quelqu'un a la connaissance du vol ainsi que d'autres avec lui, grâce à qui il pourrait prouver, alors il doit avertir le voleur d'obéir aux ordres de l'évêque et de faire satisfaction à la partie lésée, et si le voleur ne voulait pas obéir et faire satisfaction, alors, celui qui sait est tenu de révéler; autrement, il serait excommunié.

Mais remarque avec soin que si l'homme qui a la connaissance du vol ne pouvait prouver, parce qu'il était seul quand il a vu, ou parce qu'il n'y a pas d'autres personnes qui savent ce qu'il sait, alors il n'est pas tenu de faire une révélation, nonobstant l'avertissement ou l'excommunication. «C'est<sup>6649</sup> ce que soutient la glose au c. *Sacerdos, De penitentia*, d. 6<sup>6650</sup>, et 6, q. 1 *Si omnia*, et c. *Placuit* et au dit c. *Si peccaverit*, et 2, q.7, *Plerique*<sup>6651</sup>; l'établit le c. *Si sacerdos, De officio judicis ordinarii*<sup>6652</sup>. Et la raison est qu'alors il est requis comme dénonciateur et non comme témoin: note-le, parce que ce point revient souvent dans la pratique.

Et Joannes de Platea en infère, *Institutiones, De publicis judiciis*<sup>6653</sup>, que celui qui punit un homme qui a su que quelqu'un avait commis un crime de lèse-majesté, parce qu'il a fait une dénonciation sans pouvoir prouver, est lié à lui pour tout dommage, et Baldus soutient le même propos dans un *Conseil* qui commence par *Quamquam allegata sunt multa*<sup>6654</sup>. C'est pourquoi quand on dit: "qui connaît", on comprend: par une connaissance qui peut être prouvée. L. *Qui accusare*, C. *De edendo*<sup>6655</sup>; l'établit la Loi *Nostris*, C. *De calumniatoribus*<sup>6656</sup>. Cependant s'il y avait un supérieur capable de prendre des dispositions en secret et qui le voudrait, celui qui sait devrait lui parler en secret comme à

---

6648 *Décret*, C 6, 2., 3: *Placuit*; C 2, 1, 19: *Si peccaverit*; C 2, 7, 27 *Plerique*

6649 ANGELUS, *Denunciatio*, § 13

6650 Glose sur *De pen.*, D 6, c. 2

6651 *Décret*, 6, 1, 7 (*Si omnia*); C 6, 2., 3 (*Placuit*); C 2, 1, 19 (*Si peccaverit*); 2, 7, 27 (*Plerique*).

6652 X, 1, 31, 2

6653 JOANNES DE PLATEA, *Commentaria in quatuor libros Institutionum, Institutes*, 4, *De publicis judiciis*

6654 BALDUS DE UBALDIS, *Consilium*: «*Quamquam allegata sunt multa...*»

6655 *Codex J*, 2, 1, 4

6656 *Codex J*, 9, 46, 8

un père, 22. q. 5, c. *Hoc videtur*<sup>6657</sup>. Mais comme les supérieurs demandent en général une procédure judiciaire, celui qui sait n'est obligé que pour ce qu'il peut prouver.»

Et note quand j'ai dit: "s'il n'existe pas un mauvais bruit", parce que, quand l'évêque a quelqu'un dont on dit du mal pour quelque chose et que, parce qu'il n'y a pas de preuve complète, il ordonne de parler à celui qui sait, alors, sans faire de distinction, on est tenu de confier tout ce qu'on sait, quoiqu'il n'y ait pas eu d'avertissement préalable et quoiqu'on ne puisse prouver, parce qu'alors on ne vient pas pour dénoncer mais pour témoigner de ce qu'on sait. L'établit le chapitre 1, *De testibus.*, même titre<sup>6658</sup>; note-le ici.

Ceci ne s'applique pas<sup>6659</sup> pour les parents et les enfants qui, même s'ils le veulent, ne sont pas autorisés à porter témoignage mutuellement les uns contre les autres. Le texte est Loi *Parentes, C. De testibus*<sup>6660</sup>, et 4, q. 3, § *Item parentes*<sup>6661</sup>; et on le comprend seulement des ascendants et des descendants, non des collatéraux, selon la glose au dit §. On ne doit pas non plus contraindre une femme contre son mari, ni un beau-père contre un gendre, ni un arrière grand-père, ni un cousin germain, ni une cousine germaine, ni celui qui est né des cousins germains et ceux qui sont du premier degré, selon q 4, 3, § *Item, et ff. De testibus*<sup>6662</sup>, où la glose dit: les cousins germains, les cousines germaines qui sont celles qui descendent des femmes, comme les cousins germains qui sont issus de sœurs comme dans *Institutiones, De gradibus cognationis*<sup>6663</sup>.

Mais je demande: «la maisonnée<sup>6664</sup> ou l'une des personnes de la maisonnée est-elle tenue de révéler un délit commis par son maître, si elle en est requise par obéissance aux supérieurs? On répond que non, si on veut une procédure criminelle, selon q 4, 3<sup>6665</sup>; mais si on la veut civile, je crois que oui, parce que cela n'est interdit par aucune loi comme le note la glose de 3, q. 5, c.1<sup>6666</sup>: ce que je crois vrai quand aucun mal ne menace la personne à la suite de cette révélation, sinon il en serait autrement parce que je ne suis pas obligé de faire le bien temporel du prochain au prix de mon mal»; c'est pourquoi, note avec diligence ce que tu as plus bas au péché d'acédie<sup>6667</sup>.

#### J. Remarque sur la dénonciation.

---

6657Décret, C 22. q.5, c.8

6658X, 2, 21 (*De testibus cogendis*), 1

6659A partir d'ici, on entre dans des cas particuliers: le témoignage des proches, la révélation de la domesticité, la dénonciation au supérieur

6660*Codex J*, 4, 20, 6

6661Décret, C 4, q 3, § 34

6662Glose sur *Digeste*, 22, 5

6663*Institutiones*, 3, 6, 2

6664ANGELUS, *Familia*, § 7

6665Décret, C 4, q 3

6666Glose sur *Décret*, C 3, q.5, c 1

6667Fol 110, M

Maintenant, je dis seulement en suivant l'opinion des Pères et des docteurs de notre ordre, «qu'il n'est pas nécessaire<sup>6668</sup> qu'un avertissement au coupable précède une dénonciation secrète. Et c'est pourquoi, que j'aie donné un avertissement en secret ou non, je suis tenu de dénoncer au supérieur qui l'ordonne, parce que cela est efficace pour empêcher les péchés de récidive sans être préjudiciable à la renommée du frère, si le supérieur est tel qu'il doit être. La raison est que tout le monde est tenu d'obéir au supérieur en ce qui concerne l'office des supérieurs et n'est pas contre Dieu mais bien au contraire selon Dieu et l'intention évangélique, par laquelle non seulement le Seigneur tend à corriger les pécheurs

[fol. 83r]

mais aussi à prémunir contre la récidive celui qui a été corrigé, parce qu'on n'a pas besoin de médecin pour les bien portants, mais pour ceux qui se portent mal: *Math.* 9<sup>6669</sup>, et ainsi, Il a voulu qu'il y ait des supérieurs médecins et même pour ce qui concerne l'office des supérieurs. C'est pourquoi, Bernardus, au livre *De dispensatione et precepto*, c. 5<sup>6670</sup>, dit: La profession d'une règle par laquelle volontairement un inférieur se soumet à un supérieur lie le supérieur de façon égale, et je crois quant à moi qu'ils sont tenus par la nécessité réciproque d'un pacte commun, l'un par la nécessité du soin fidèle, l'autre, par celle de l'obéissance fidèle; mais le soin ne tend pas seulement à soigner, mais à préserver du péché: ce qu'on ne peut pas faire sauf si on connaît le pécheur qu'on a corrigé et en qui le dérèglement est resté, et on ne peut le connaître que par toi, qui seul le connais, donc tu es tenu de parler pour le bien de ton frère.

Nous voyons donc qu'une fois tombé dans le péché de chair, on tombe plus facilement, et que, bien plus, on se retient difficilement. Augustinus est de cet avis, *sur le Lévitique*, c. 5<sup>6671</sup>, et 22, q. 5<sup>6672</sup> *Hoc videtur*; de même Gallensis dans sa *Somme* <sup>6673</sup>, Thomas, dans un *Quolibet*<sup>6674</sup>.

Cependant, si par des signes établissant une forte probabilité et des présomptions quasi violentes, on croyait que le supérieur, à partir de cette dénonciation, voudrait déshonorer un frère, alors le crime caché d'un frère déjà véritablement corrigé ne doit pas lui être dénoncé. Et ce que j'ai dit de la dénonciation est vrai, selon Saint Thomas, II-II, q. 33, a.

---

6668ANGELUS, *Denunciatio*, § 10

6669*Mat.* 9,12

6670BERNARDUS, *De dispensatione et precepto*, c.5 .

6671AUGUSTINUS, *Super leviticum*, c. 5

6672*Décret*, C 22, q 5, c 8 (comme ensuite)

6673GALENSIS (JOANNES), *Summa (selon le manuscrit)*, GUILIELMUS DE MARA, selon ANGELUS

6674THOMAS, *Quolibet*

7<sup>6675</sup>, pour les péchés graves et non les légers qui ne portent pas atteinte à la réputation. Et ne s'y oppose pas la parole d'Augustinus dans la règle<sup>6676</sup>, qui dit que le péché d'un frère doit être montré à celui qui commande avant qu'aux témoins, parce que, comme le dit Ricardus (vois plus haut), q.2<sup>6677</sup>, on parle ici du cas où celui qui commande est la personne particulière qui peut et doit être utile plus que tout autre personne; mais montrer au supérieur de l'église qui siège en lieu de juge, doit suivre l'introduction de témoins.

**K. Neuvième commandement: Tu ne convoiteras pas la femme de ton prochain. Exode, 20<sup>6678</sup>**

De ce neuvième commandement, je ne dis rien ici, puisque comme en lui est interdite la luxure mentale, tu as tout ce qui le concerne au péché de luxure.<sup>6679</sup>

**Dixième commandement: Tu ne désireras pas la maison de ton prochain. Exode, 20<sup>6680</sup>.**

De ce dixième commandement, de même je ne dis rien, parce que comme en lui est interdite l'avarice en tant qu'acte intérieur, tu as tout ce qui le concerne plus bas au péché d'avarice<sup>6681</sup>.

## **Seconde partie de cette troisième partie sur la myrrhe mystique<sup>6682</sup>.**

J'ai dit plus haut que selon presque tous les docteurs le mode le plus sûr pour procéder à l'examen en confession est de le faire sur les dix commandements et les sept péchés. C'est pourquoi après avoir parlé des dix commandements, il est logique que nous parlions maintenant des péchés.

Remarque pour comprendre la matière suivante.

Et pour la compréhension des sept péchés mortels, il faut remarquer que je parlerai d'abord de l'orgueil, deuxièmement de l'avarice, troisièmement de la luxure.

Ce sont en effet les trois principaux péchés et ce sont trois cupidités dont naissent tous les

---

6675THOMAS, II-II, q. 33, a.7: «celui qui cherche l'amendement de son frère doit, s'il le peut, guérir sa conscience en sauvegardant sa réputation»

6676AUGUSTINUS, *Regula*.

6677RICARDUS, IV, d 19, a 3, q 2

6678Exode, 20, 17

6679Fol 92

6680Exode, 20, 17

6681Fol 91

6682Première partie: fol 49/50r

maux du monde selon la phrase de la première épître de Jean, 2<sup>6683</sup>: «Tout ce qui est dans le monde est ou concupiscence de la chair ou concupiscence des yeux ou orgueil de vie». Il faut en outre noter qu'au sujet de chaque péché seront posés deux articles, comme pour les commandements. Dans le premier article, seront posées trois parties à partir desquelles on pourra interroger; dans le second article seront posées les propositions à partir desquelles on pourra répondre.

#### L. Premier article. Ce à quoi ressemble l'orgueil.

Donc, selon ce qui précède, pour ce péché d'orgueil, on posera, premièrement, au lieu des trois parties, une comparaison dans laquelle seront contenues les transgressions de l'orgueil, et à partir de cette comparaison on pourra faire les examens ou poser les questions sur le dit orgueil. Deuxièmement, on posera des propositions à partir desquelles on pourra juger et dire quand l'orgueil et ses filles sont mortels et quand ne ils ne le sont pas.

Il faut donc noter que l'orgueil se comporte à la façon d'une grenouille ou d'un autre animal venimeux, comme le serpent qui infecta les juifs, *Nombres*, 21<sup>6684</sup>, en infectant tout l'intérieur et l'extérieur de l'homme orgueilleux, comme c'est clair quand on parcourt une par une les parties de l'homme. Et d'après ces parties, le confesseur pourra retenir de mémoire les espèces ou les filles de ce péché.

Ainsi l'orgueil infecte tout d'abord la mémoire par l'ingratitude quand on oublie les bienfaits.

Deuxièmement il infecte l'intellect par la présomption quand on juge les autres témérairement et quand on a une trop bonne opinion de soi en restant attaché à son propre sentiment et en s'obstinant fermement dans son propre avis.

Troisièmement il infecte la volonté par l'ambition quand on désire de façon désordonnée une supériorité: et dans cet appétit de supériorité, on comprend trois sortes de supériorité: on appelle la première, supériorité de pouvoir, la deuxième, de science, la troisième, de sainteté.

Quatrièmement, ce péché infecte les oreilles par la désobéissance

[fol. 83v]

quand on n'écoute pas les ordres des supérieurs.

Cinquièmement, il infecte les yeux par l'action de se farder quand on se maquille.

Sixièmement, il infecte le nez par la vaine gloire, par exemple quand on ne répand que le

---

66831 *Jean*, 2, 16. «*Superbia vite*» est le texte de la *Vulgate*

6684 *Nombres*, 21, 6

parfum de sa propre gloire, selon cette parole de l'Apôtre: 2, *Cor*, 2<sup>6685</sup>.

Septièmement il infecte la langue et en ses deux offices: goûter et parler; il infecte le goût en tentant Dieu, parce que la langue ne trouve de saveur que si Dieu faisait pour elle des miracles ou quelques singularités.

Quant à la parole, il infecte la langue en la rendant bifide comme s'il y en avait deux: l'une, pour flatter les autres ou adresser de vaines louanges à soi ou aux autres; l'autre, pour semer les querelles et vaincre les autres à grands cris.

Huitièmement, l'orgueil infeste les mains quand on frappe autrui dans la bagarre, la guerre et la révolte et dans ce genre d'actes, et en faisant ou tentant des œuvres ardues qui dépassent les forces.

Neuvièmement, il infecte les pieds quand on danse.

Dixièmement, il infecte les vêtements quand on se pare d'ornements superflus.

Et à partir de cette analogie, on peut très facilement poser des questions, par exemple, en demandant au pécheur s'il a été ingrat, s'il a jugé les autres et ainsi pour les autres péchés, en parcourant les infections susdites..

### **Second article: Les propositions.**

Quant au second article où il faut poser les propositions permettant les réponses, j'expliquerai d'abord ce qu'est la superbe<sup>6686</sup>.

M. Ce qu'est la superbe.

Pour cela, je dis avec Saint Thomas, II-II<sup>6687</sup>, que c'est une certaine supériorité par laquelle quelqu'un s'élève au-dessus de ce qui lui est fixé par la règle divine. S'accorde à ceci ce que dit Isidore au *Livre des Etymologies*<sup>6688</sup>: on dit "superbe", à cause du fait de "sur-passer".

Sa définition commune revient au même: la superbe est un amour désordonné de sa propre excellence.

Quand dit-on qu'une affection est désordonnée?

Et pour que l'on sache, pour cette passion et aussi pour les autres, quand une affection est désordonnée, note selon Thomas, que tout désir, en tout ce qu'il désire, ou suit la règle de la raison, c'est à dire ce que dicte la raison naturelle, ou l'outrepasse ou est en deçà d'elle. Quand l'affection suit la règle de la raison, elle est vertueuse; quand elle l'excède ou est en défaut par rapport à elle, elle est vicieuse. Exemple pour l'appétit de science qui de lui-même est naturel à l'homme: si quelqu'un désire la science et y tend

---

6685 *Paul*, 2, *Cor*, 2.

6686 La superbe, ou orgueil. Je reprends le mot «superbe» ici, pour l'explication étymologique qui suit.

6687 THOMAS, II-II, q 162, a 1

6688 ISIDORUS, *Etymologiarum liber X*, *Superbia* (P.L. 82, 393)



selon ce que la raison dicte, par exemple pour une fin due et de la façon due, cet appétit aboutit à la vertu d'application à l'étude; s'il outrepassse la règle de la raison, comme parce qu'il ne tend pas à la science pour Dieu et de la façon dite, il aboutira au vice de curiosité; mais s'il est en deçà de la règle de la raison, comme parce qu'il ne vaque pas à la science comme il doit, il aboutit au vice de négligence. Ceci peut notablement s'appliquer non seulement à l'orgueil mais en vérité à beaucoup d'autres péchés.

Différence entre filles et espèces.

Note, en outre, qu'autre est l'espèce du péché, autre est la fille du péché, parce que l'espèce renvoie au même genre, donc la définition du genre lui convient; mais la fille désigne seulement ce qui est déterminé ou causé par le péché; par exemple nous pourrions dire que la puce est fille de l'homme mais non qu'elle est de la même espèce. On parle d'une filiation de ce genre, au sens large, de la même façon que l'on dit que toutes les créatures entre elles sont sœurs et filles du Père Éternel. Donc, chaque fois qu'un péché est tel que par lui un homme tombe dans beaucoup d'autres péchés, il est appelé "capital", et, deuxièmement, ces péchés sont appelés ses filles parce qu'ils naissent de lui; ainsi, l'envie est appelée «fille de l'orgueil» parce qu'elle peut naître de lui mais pas «espèce de l'orgueil» parce que la définition de l'orgueil ne peut lui convenir formellement.

Il est donc clair que, de la même façon, une chose est d'être un péché capital, une autre, un péché mortel, parce que toute fille peut être un péché mortel, quoiqu'une autre fille ne descende pas d'elle; mais qu'un péché est capital, comme on l'a déjà dit plus haut, ne se dit que si d'autres péchés descendent de lui, ceci quand on utilise le mot "capital" au sens propre, parce que parfois on le comprend comme de même sens que le mot "mortel".

Intention de l'auteur parlant de l'orgueil.

En outre il faut savoir que je n'ai pas l'intention de parler de l'orgueil en tout et totalement à la façon du bienheureux Gregorius<sup>6689</sup> ou de saint Thomas<sup>6690</sup>, qui ne la placent pas parmi les péchés mortels mais comme reine de tous les péchés mortels, et nomment comme premier péché capital, la vaine gloire ou la gloire absurde, mais je suivrai la façon d'exposer qu'utilise Scotus, II, d .6, q.2<sup>6691</sup>.

N. Les trois excellences.

---

6689GREGORIUS (MAGNUS), évoqué par ANGELUS, *Superbia*, § 2: 23, *Moralia*

6690THOMAS, I-II, q 84, a2 (où la racine de tous les maux est l'avarice), et II-II, q 162.

6691 SCOTUS, II, d.6, q.2 (La question 2 est: Le premier péché de l'ange formellement fut-il l'orgueil?)

Note donc qu'il y a trois excellences: de science, de sainteté et de pouvoir, comme il a été dit plus haut. L'orgueil donc est un amour dérégulé de sa propre excellence, qui procède de l'amour dérégulé de l'amour de soi, lequel amour de soi est la racine de tout le péché, péché qui fait la cité du diable.

Les trois espèces d'orgueil..

Ainsi je vois donc qu'il y a trois espèces d'orgueil:

l'ambition,

l'hypocrisie,

la curiosité.

L'ambition vise l'excellence de puissance, l'hypocrisie, celle de sainteté, la curiosité, celle de science. Et tu vois ainsi comment l'orgueilleux s'oppose à la Trinité toute entière, parce qu'au Père est attribuée la puissance,

[fol. 84r]

au Fils la science, à l'Esprit Saint le caractère saint ou la sainteté. Et ces trois attributs, l'orgueilleux ou l'orgueil veulent de façon dérégulée les usurper. Et cette manière de parler quoiqu'elle contienne une difficulté, semble cependant plus facile pour les confesseurs; c'est pourquoi je la suivrai.

O. Première proposition principale. L'ingratitude qui infecte la mémoire.

Après ces prémisses, voici la première proposition sur l'ingratitude. Pour qu'on la comprenne mieux, je ferai d'abord une double division.

Les trois bienfaiteurs.

Première division: il y a trois bienfaiteurs,  
le divin,  
l'angélique  
et l'humain.

Et quoique d'une certaine façon la terre qui porte pour nous les récoltes, les arbres qui portent pour nous les fruits et les créatures de ce genre, puissent être dits le quatrième bienfaiteur, cependant ce quatrième bienfaiteur ne convient pas au propos, et il suffit pour le moment de faire une triple distinction, parce que le péché se produit communément contre ces trois bienfaiteurs. Du premier bienfaiteur, l'Apôtre dit: "Qu'as-tu que tu n'as pas reçu?"<sup>6692</sup>; du second, le psaume dit: "Il a demandé pour toi à ses anges"<sup>6693</sup>; on voit clairement le troisième dans les œuvres de miséricorde.

Qui est appelé bienfaiteur?

---

<sup>6692</sup>1 Cor, 4,7

<sup>6693</sup>Psaume, 90, 11

Remarque avec soin que, puisqu'on parle de "bienfaiteur" soit parce qu'il a donné et qu'un autre a reçu, soit parce qu'il a offert et a voulu donner dans la mesure où cela dépendait de lui mais que l'autre n'a pas voulu recevoir; on pourrait appeler ingrat, conformément à cette définition, celui qui a reçu une fois un bienfait et ne veut pas rendre grâce à Dieu comme je vais le dire tout de suite, ou celui qui n'a pas voulu recevoir, et bien plus a méprisé de recevoir et a voulu rejeter. Et je pense que l'ingratitude est mortelle seulement dans le premier cas: en ce qu'elle relève du refus de remercier et non par elle-même, comme on le verra clairement plus bas. Cependant, il est vrai que le second mode d'ingratitude est un mode particulier parce que là ce n'est pas de l'ingratitude, sauf au sens large<sup>6694</sup>.

### Les trois ingratitude

Seconde division: il y a trois ingratitude:

de cœur,

de bouche,

d'action<sup>6695</sup>.

Et parce que «in-gratitude» signifie privation ou absence de gratitude, que ce qui n'est pas est connu grâce à ce qui est, et la privation est connue grâce à l'avoir, je parle d'abord de ce qui est, c'est à dire de la gratitude qui, de même, est triple: de cœur, de bouche et d'action.

Les trois façons d'être reconnaissant.

On parle de gratitude du cœur quand le bénéficiaire a dans le cœur le souvenir de son bienfaiteur, et du don ou du bien que le bienfaiteur lui a fait ou donné;

c'est pourquoi, par opposition, l'ingratitude du cœur c'est quand nous oublions ou le bienfaiteur des dons ou les biens qui nous ont été faits, ou, ce qui serait pire, si nous murmurons dans notre cœur contre le bienfaiteur et le méprisons lui ou son bienfait.

La gratitude de la bouche existe quand le bénéficiaire remercie le bienfaiteur par la parole; par opposition, on parle d'ingratitude de la bouche, quand le bénéficiaire, quoiqu'il se souvienne du bienfait, ne veut pas dire merci à son bienfaiteur, mais, ce qui serait pire, en dit des choses injustes.

On parle de gratitude en acte quand le bénéficiaire rend le bien pour le bien, et d'ingratitude quand il ne veut pas faire de bien à celui qui lui en a fait, et, ce qui serait pire,

---

<sup>6694</sup>Selon THOMAS, II-II, Q 107, a 3, il y a deux sortes d'ingratitude: celle qui consiste à n'avoir pas de gratitude (la privation: on omet de montrer sa reconnaissance) et celle (la négation) qui méprise le bienfait ou agit contre le bienfaiteur. Aucune n'est mortelle par elle-même mais toutes deux peuvent l'être. La seconde, si elle découle d'un péché mortel réalise pleinement la raison d'ingratitude selon Thomas; c'est le second mode, un mode propre.

<sup>6695</sup>En pensée, en parole, en action.

s'il rendait le mal pour le bien.

Proposition. Quand l'ingratitude est-elle un péché mortel?

J'énonce donc cette proposition générale, autant du premier bienfaiteur, c'est à dire Dieu, que des autres: l'ingratitude n'est jamais un péché mortel d'elle-même, sauf si celui qui a reçu un bienfait omet de faire à son bienfaiteur ce à quoi il est tenu par commandement, ou s'il fait ce qui est interdit par commandement; c'est pourquoi l'ingratitude n'est pas un péché mortel par elle-même précisément mais en raison d'une obligation d'une autre origine; tel est le cas de ce fils qui, élevé à la cour d'un roi, alors que son père, un pauvre agriculteur, était venu pour le voir, ne voulut pas reconnaître que c'était son père: je pense que dans ce cas, le fils a transgressé le quatrième commandement. En ce qui concerne Dieu et sur la façon dont on dit ingrat celui qui refuse de recevoir le don de Dieu, vois plus bas au péché d'acédie<sup>6696</sup>. Mais en ce qui concerne la façon dont quelqu'un est dit proprement ingrat, je pense de même: l'ingratitude d'elle-même n'est jamais mortelle, mais seulement en raison d'une obligation venant d'une autre origine, comme je l'ai dit plus haut, pour l'ange et l'homme. Il est vrai cependant que je lis chez certains d'autres façons d'être ingrat.

Certains donc posent deux autres façons pour lesquelles l'ingratitude est un péché mortel. Le premier est quand un moine qui a fait vœu, s'afflige de s'être fait moine et voudrait n'être jamais entré en religion; mais un cas de ce genre, quoiqu'il soit une grande et grave ingratitude, il est douteux qu'il soit mortel. Et Ricardus soutient en IV, d. 38<sup>6697</sup> que non, et son opinion semble probable, parce que, de même qu'avant le vœu il pouvait ne pas vouloir faire vœu, de même il peut n'avoir pas voulu faire vœu, pourvu qu'il remplisse ce dont il a fait vœu.

D'autres posent un autre cas dans lequel l'ingratitude est un péché mortel: quand, le jour du Seigneur on ne rend pas grâce à Dieu, parce que le jour de fête a été institué pour cela et cette vérité est bien vue, mais cela se rapporte à une autre matière: la transgression du troisième commandement, comme je l'ai dit plus haut.

Et sur l'ingratitude qui n'est pas un péché mais est une circonstance, tu as, en première partie, la seconde proposition<sup>6698</sup>.

[fol. 84v]

---

6696Fol 110, M.

6697RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum*, IV, d 38

6698Fol 84v, P: Première partie (qui est aussi une seconde proposition): le jugement téméraire; seconde proposition: la présomption probable..

Et ceci suffit pour l'infection de la mémoire.

De l'infection de l'intelligence par la présomption.

On a dit que l'intellect était infecté par la présomption.

A ce sujet, note que la présomption est comprise de quatre façons par les docteurs: l'une, par rapport à Dieu et c'est un péché contre l'Esprit Saint (voir plus bas au péché d'acédie); une autre, par rapport au prochain: on l'appelle le jugement téméraire; une autre par rapport à l'ornement: on l'appelle présomption de nouveautés (voir plus bas à ce péché)<sup>6699</sup>; la quatrième est par rapport à soi: on l'appelle l'arrogance.

P. Les trois présomptions.

Il est donc clair que le genre de présomption qui infecte l'intellect et qui convient au propos ici en particulier, est triple:

l'une est appelée arrogance,

la seconde, jugement téméraire,

la troisième, obstination.

De chacune je poserai une proposition, et d'abord de l'arrogance qui est la seconde dans l'ordre.

Celui qui croit qu'il a des biens<sup>6700</sup> qu'il n'a pas ou que ceux qu'il a, il les tient principalement de lui ou principalement grâce à ses mérites, pèche mortellement. Et si son estimation<sup>6701</sup> était totalement corrompue, ce serait un péché d'incroyance et des plus mortels.

Cependant croire qu'il a ses biens grâce à ses mérites comme par disposition et secondairement de Dieu, ne semble pas mortel.

Le jugement téméraire.

La seconde proposition<sup>6702</sup> porte sur le jugement téméraire ou présomption. A ce sujet, note que ce genre de présomption qu'on appelle jugement téméraire est triple: «forte<sup>6703</sup>, ainsi, quand on trouve un homme seul avec une femme seule», un homme nu avec une femme nue, «dans un lieu suspect, par exemple, un lit, et des cas du même genre.»

Sur cette présomption, vois Ockham, livre 3, première partie, c. 24<sup>6704</sup>, et vois le «chapitre

---

6699Fol 110

6700Des qualités, des vertus, mais peut-être aussi des biens matériels. Le péché est de croire qu'on est l'auteur des ses propres biens., au lieu d'y retrouver le Créateur. Ici est la seconde proposition principale.

6701Qui est aussi estime de soi.

6702Seconde par rapport à la présomption, mais troisième proposition principale par rapport à l'orgueil.

6703NGELUS, *Presumptio*, 1, § pr

6704OCKHAM, *Super libros Sententiarum*, livre 3, 1, c. 24

*Litteris* et le chapitre suivant, *De presumptionibus*<sup>6705</sup>, et 32, q. 1, c. *Ait Dominus*<sup>6706</sup>.

Et ceci vaut pour tout prouver, excepté le crime grave. L'établit le chapitre *Litteras, De presumptionibus*<sup>6707</sup>, où à la suite d'une forte présomption, on ne punit pas pour crime, parce que pour un crime il doit y avoir des preuves plus claires que le jour, C. *De probationibus*, L. fi<sup>6708</sup> et 5, q. 6, c. *Epiphanium*<sup>6709</sup>.

C'est pourquoi, je parle ainsi: celui qui, dans son cœur seulement, juge que son prochain a commis quelque délit, ne pèche pas, parce qu'il est licite de juger à partir d'une telle présomption comme c'est clair au dit chapitre *Litteris* et Nicolaus de Lyra<sup>6710</sup> interprète ainsi *Matthieu*, c.7<sup>6711</sup>, Alexander de Halès, aussi.<sup>6712</sup>

La seconde présomption est la présomption probable et elle fait un commencement de preuve, mais si quelqu'un a une mauvaise réputation, elle induit une purification, *Décrétales, De purgatione canonica, Si quis de gradu*<sup>6713</sup>; et parfois avec un seul témoin ou un serment, elle fait une preuve complète, *De presumptionibus, c. Illud*<sup>6714</sup>. Et pour elle, nous devons regarder l'acte selon son existence et sa nature, comme dans le dit chapitre *Litteras* et le chapitre *Tertio loco*, même titre<sup>6715</sup>, non selon ce qui l'accompagne. Et c'est pourquoi la glose sur le c. *Absit*, 11, q. 3<sup>6716</sup> se trompe quand elle dit que celui qui voit un clerc embrassant une femme, doit présumer qu'il la bénit.

En effet ce qui est fait contre la loi ne doit être présumé qu'en mal, par l'argument du chapitre 1<sup>6717</sup>, et de la Loi *Nam ludus noxius, ff. Ad Legem. Aquiliam*<sup>6718</sup>, comme c'est le cas, puisqu'aussi on interdit à un clerc de parler seul avec une femme, d. 81, *Clericus*<sup>6719</sup>, et de cette présomption là, je dis que nous pouvons juger sans péché ce que nous voyons, mais juger ce que nous ne voyons pas dont il y a cette présomption, est un péché mortel si le jugement aboutit à une ferme assertion accompagnée d'obstination selon

---

6705X, 2, 23, 12 et 13

6706Décret, 32, 1, 2

6707X, 2, 23, 14

6708Codex J, 4, 19, 25: «... documentis vel indicis ad probationem indubitatis et luce clarioribus»

6709Décret, C 5, q 6, c 4

6710NICOLAS DE LYRA, *Postilla super totam bibiam, Mat, 7, 1*

6711Mt,7,1: Ne jugez pas, pour n'être pas jugé; car du jugement dont vous jugerez on vous jugera, et de la mesure dont vous mesurez on usera pour vous.

6712ALEXANDER DE HALES, *Sententiarum quartus liber II-II*,

6713X, 5, 34, 4 (*Si delictum est probabile, non indicitur purgatio; alias secus*)

6714X, 2, 23,11

6715X, 2, 23, 14 et 13

6716Glose, sur Décret, C 11,q 3, c14 (*Episcopo non obediens demonum ore decerpitur*)

6717X, 2, 23, 1 (celui qui a nui à son ami et qui dit qu'il l'a fait en jouant, est coupable.)

6718Digeste, 9, 2, 10 («Nam lusus quoque noxiusin culpa est.»)

6719Décret, D 81, c 10

Alexander (vois plus haut)<sup>6720</sup> ; mais c'est un péché véniel s'il en reste au seul soupçon. Et cette opinion est la plus sûre, quoique la dite glose aux dits c. *Litteris* et *Si quis de gradu*<sup>6721</sup> semble tenir qu'il serait licite aussi de juger à partir de ce soupçon.» Que les hommes donc prennent garde quand il s'agit de paroles, d'embrassements et d'actes de ce genre, pour lesquels il y a seulement une présomption probable, parce que, quoiqu'on puisse juger que ce qu'on a vu, par exemple un baiser, était un mal, si, cependant, on va au-delà en prononçant un jugement pour acte de chair, on pèche mortellement, si on juge avec des sentiments arrêtés, surtout s'il s'agit de personnes qui ne sont pas ainsi connues; mais si ce sont des personnes accoutumées à de telles souillures et que l'on croit dans son cœur avec probabilité que de telles personnes tendent au mal, il ne semble pas qu'on pèche mortellement. Puissent les esprits pervers qui jugent mal de tout, prendre note!

La troisième présomption «est la téméraire qui surgit de causes mauvaises ou légères, ou quand on peut rapporter l'acte au bien et au mal, également. Et de celle-ci, on dit, c. *Estote, De regulis juris*<sup>6722</sup>, que nous devons interpréter en bonne part. Note donc selon Nicolaus de Lyra et Alexandrer (vois plus haut)<sup>6723</sup>»: la proposition qui suit: «à partir de tels signes, douter de la bonté de son frère est un péché véniel, parce que cette présomption vient de la fragilité humaine, et on ne l'appelle pas proprement jugement, mais suspicion; mais à partir de tels signes, tenir fermement dans son cœur qu'un frère est malade d'un mal de péché mortel, est dans ce cas un péché mortel. Et ce jugement est proprement un jugement qui s'oppose à la charité fraternelle; il en serait autrement si on prononçait un jugement de péché véniel, parce que ce serait véniel. Mais si à partir de tels signes on en vient à punir, c'est beaucoup plus fortement un péché mortel, et pour de tels cas, comprends la parole: "Ne jugez pas, etc"<sup>6724</sup>.

[fol. 85r]

c'est à dire ne jugez pas sur de légers signes.

On dit<sup>6725</sup> donc que la présomption humaine est l'affirmation d'une conception intellectuelle faite par un homme à partir d'un faisceau de conjectures; et elle diffère de l'opinion et du soupçon, parce que l'opinion ou le soupçon ne confirment pas une conception intellectuelle, comme le note Bartolus pour la Loi *Admonendi, ff. De jurejurando*.<sup>6726</sup>

#### Q. L'obstination et la discorde

---

6720ALEXANDER DE HALES, *Sententiarum quartus liber* II-II

6721Glose, sur X, 2, 23, 12 et X, 5, 34, 4

6722X, 5, 41, 2

6723NICOLAS DE LYRA, *Postilla super totam bibliam, Mat, 7, 1*

6724 *Mt, 7, 1*

6725Conclusion de l'étude de la présomption.

6726BARTOLUS, sur *Digeste, 12,2, 31*

La troisième proposition<sup>6727</sup> portera sur l'obstination et la discorde en même temps.

Pour la comprendre, il faut savoir que l'obstination est dans l'intellect, la discorde dans la volonté, la lutte verbale dans la bouche ou en parole, le combat dans l'action. Tous ces actes en effet, signifient un certain éloignement et une certaine opposition de l'un par rapport à l'autre ou contre l'autre; mais quand on s'oppose à une autre opinion, on parle d'obstination; quand on s'oppose dans un désaccord des volontés, on parle de discorde; quand on s'oppose en paroles, on parle de lutte verbale, mais quand l'opposition est en action et en fait, on parle de combat. La façon dont diffèrent ces cinq autres actes que sont la sédition, le schisme, la rixe, la guerre, le duel, en résulte; la sédition et le schisme sont donc contenus dans la discorde ou dans la lutte verbale.

Mais les docteurs ont l'habitude de différencier ces cinq types d'actes selon trois genres de causes: efficiente, matérielle et finale. La sédition et le schisme diffèrent alors selon la cause efficiente parce que la sédition est une discorde entre plusieurs séculiers, mais le schisme est une discorde entre plusieurs ecclésiastiques. Et la différence matérielle est que la sédition concerne la discorde, qui porte sur les choses temporelles, mais que le schisme porte sur ce qui relève de la foi, c'est à dire ce qui concerne les choses spirituelles. La guerre, le duel, la rixe, eux, font partie du combat: car le duel est un combat un contre un, la rixe un combat de quelques uns contre quelques uns, la guerre un combat d'un grand nombre contre un grand nombre. Les deux premiers cependant se définissent mieux par leur cause finale: la rixe est souvent prise comme semblable au combat un contre un, mais par la fin, elle diffère du duel qui tend à ce que par la victoire de l'un soit manifestée son innocence de quelque péché et de quelque mal, intention qui n'est pas nécessaire à la rixe.

L'obstination et la discorde sont des péchés mortels dans trois cas.

Ceci étant préalablement posé, j'énonce en même temps la proposition sur l'obstination et la discorde<sup>6728</sup>, qui toutes deux sont des péchés mortels dans trois cas. Le premier l'est par rapport à l'Église, le second par rapport aux docteurs, le troisième par rapport au mal fait au prochain.

Voici la proposition: l'obstination et la discorde ne sont mortelles que si quelqu'un s'en tient si fermement à son propre avis que, même si l'Église ou les docteurs déterminaient le contraire en ce qui regarde les bonnes mœurs ou la foi, il ne s'opposerait pas moins. De

---

<sup>6727</sup>Troisième proposition principale.

<sup>6728</sup>Quatrième proposition principale.



même, elles sont mortelles quand quelqu'un, pour ne pas paraître moins savant, ou par haine, ou à cause du mécontentement qu'il éprouve à l'égard de quelqu'un, ou pour une autre chose particulière et des sentiments de ce genre, ne veut pas accepter l'autorité de quelqu'un ou l'avis des autres personnes qui veulent et doivent, pour son bien, notablement veiller sur lui, quoique selon la raison il reconnaisse qu'il faille faire autrement, et qu'il devrait consentir. Et selon cette proposition, comprend les canons *Obblationes*, 90 d., *Absit*, 11, q.3, et *Ysmael*, d. 56<sup>6729</sup>; cependant par ajout parfois se produisent d'autres péchés mortels.

R. La volonté infectée par l'ambition, la curiosité et l'hypocrisie

La volonté infectée, comme on l'a indiqué, est infectée par l'ambition, la curiosité et l'hypocrisie: donc, à juste titre, dans l'ordre, il y aura une cinquième<sup>6730</sup> proposition sur l'ambition.

Et parce que quelqu'un peut être dit ambitieux de deux façons, premièrement parce qu'il brigue<sup>6731</sup> et désire des bénéfices ecclésiastiques, deuxièmement s'il brigue des offices, je ferai d'abord un exposé sur les bénéfices, deuxièmement sur les offices.

Les bénéfices

Du premier point, il faut savoir que la matière concernant les bénéfices présente quatre difficultés: la première concerne la recherche ou le désir, la seconde, le péché, la troisième, la réception, la quatrième, la résignation .

Des deux premières difficultés, je me tais pour lors, et ceci pour deux raisons, d'abord parce que les docteurs à leur sujet sont tout à fait opposés: certains tiennent que c'est mortel, d'autres tiennent le contraire. Vois Florentinus, 2nde partie, titre [ ], c. 5<sup>6732</sup>.

Je me tais aussi parce que, grâce aux propositions de Ricardus<sup>6733</sup> sur la troisième difficulté, on peut avoir suffisamment réponse aux deux premières, puisqu'il semble assez probable que toute cette matière, en ce qui concerne le jugement de péché mortel que le confesseur porte à partir d'elle, dépend des intentions de celui qui désire et de celui qui procure les bénéfices.

La troisième proposition concerne la réception d'un bénéfice: elle demande une distinction: ou celui qui reçoit n'avait aucun bénéfice, ou il en avait. Dans le premier cas, se poserait alors la question: «celui<sup>6734</sup> qui possède des biens patrimoniaux peut-il

---

6729*Décret*, D 90, c 2; *Décret* C 11, q 3, c 14; et *Décret*, D. 56, 9

6730Première proposition principale: l'ingratitude, Seconde: l'arrogance; Troisième: la présomption; Quatrième: l'obstination et la discorde ensemble; Cinquième: l'ambition; Sixième: la curiosité; Septième: l'hypocrisie.

6731«*Ambitiosus...quia ambit...*»

6732FLORENTINUS, *Summa*, II, titre , c. 5

6733RICARDUS: voir plus bas.

6734NGELUS, *Clericus* 3, § 2

licitement recevoir un bénéfice ecclésiastique? Réponse selon Ricardus, 3ème *quolibet*, q. 20<sup>6735</sup>: si les biens patrimoniaux suffisent seulement aux nécessités de la nature, il peut recevoir un bénéfice ecclésiastique selon ce qu'exigent les nécessités du statut et de la personne; mais, s'il a dans son patrimoine tout ce qu'exigent les nécessités du statut et de la personne, et même assez pour pouvoir

[fol. 85v]

faire beaucoup de distributions aux pauvres; si, en plus, il reçoit un bénéfice ecclésiastique, sans avoir l'intention de servir l'église, mais pour pouvoir enrichir ses amis, être plus honoré et vivre dans plus de délicatesse, il pèche mortellement. L'établit le c. *Clericos*, 1, q. 2<sup>6736</sup>, et le canon suivant: 1, *Pastor*. Pour le dit c. *Clericos*, Joannes Andree<sup>6737</sup> dit que, même en servant l'Église, s'il consomme les biens, et par une cupidité mortelle met de côté son propre patrimoine, il pèche mortellement. L'établit le texte au c. *Quoniam* 16, q. 1<sup>6738</sup>, pour cette opinion. Sinon, en servant l'Église, il est permis de vivre de l'Église et de conserver son patrimoine pour ses héritiers, selon Innocentius, sur le chapitre *Episcopus, De prebendis*<sup>6739</sup>., d'autre part, s'il reçoit un bénéfice pour bien distribuer, alors, selon Ricardus (vois au dessus)<sup>6740</sup>, il ne pèche pas, pourvu qu'il soit apte à le faire.»<sup>6741</sup>

Si on est dans le second cas<sup>6742</sup>, se posent alors deux questions.

Première question: quelqu'un peut-il avoir plusieurs bénéfices?

#### S. Réponse sur la pluralité des bénéfices.

«Je réponds<sup>6743</sup> suivant Panormitanus, au c. *Conquerente, De clericis non residentibus*<sup>6744</sup>, que celui qui a un bénéfice unique, quel qu'il soit, si par lui-même ce bénéfice suffit pour la vie du bénéficiaire, ce dernier ne peut en détenir un autre sans péché mortel, selon la glose au chapitre *Dudum, Décrétales, De electione*<sup>6745</sup>, ce que limite le même Panormitanus: «s'il a le bénéfice seulement pour lui-même»<sup>6746</sup>; il en serait autrement si les bénéfices lui avaient été conférés non en raison de sa personne, mais

---

6735 RICARDUS, *Quolibet* 3, q. 20

6736 *Décret*, C 1, q 2, c 6 et 7

6737 JOANNES ANDREAE (si on se fie au manuscrit) sur C 1, q 2, c 6

6738 *Décret*, C 16, q 1, c 68

6739 INNOCENTIUS, *Super Decretalium*, X, 3, 5, c 4

6740 RICARDUS, *Quolibet* 3, q. 20

6741 Fin de: ANGELUS, *Clericus* 3, § 2

6742 Le bénéficiaire a déjà un bénéfice.

6743 ANGELUS, *Beneficium*, § 35

6744 PANORMITANUS, *Super Decretalium* X, 3, 4, 6

6745 Glose sur X, 1, 6, 54.

6746 PANORMITANUS, *Super Decretalium* X, 3, 4, 6

pour l'utilité des bénéfices, par exemple parce que c'est un homme actif et de bonne conscience; note-le pour le c. *Cum jam dudum, De prebendis, Décrétales*<sup>6747</sup>», ou si, quoique celui qui confère les bénéfices n'ait pas eu une telle intention, celui qui les détient est de bonne conscience et distribue de façon louable

Deuxième question: «celui qui a plusieurs bénéfices, quand un seul suffit, est-il excusé par une dispense?

Réponse sur les dispenses.

La glose susdite répond que oui. Mais Panormitanus sur le dit c.<sup>6748</sup> dit qu'il tient pour indubitable que le bénéficiaire n'est pas en sûreté quant à l'Église triomphante, même dispensé par le Pape, quand il a eu la dispense pour lui-même et sa propre utilité, sauf, comme on l'a mis plus haut pour l'autre cas, s'il voulait dépenser louablement les bénéfices ou leurs fruits pour de pieux et justes usages. Et dans notre cas<sup>6749</sup>, non seulement les dispositions du droit positif sont altérées, mais encore le patrimoine du Christ est injustement dispersé. En effet puisque le pape ne peut sans cause aliéner les biens de l'Église sans grave péché, comme dit Archidiaconus<sup>6750</sup> sur le 12, q. 2, *Non liceat pape*, il peut encore beaucoup moins donner lui-même licence à un autre de disperser ce patrimoine, comme au c. *Nuper, De restituenda dota post divortium*<sup>6751</sup>, et ainsi la raison que donne Innocentius au c. *Cum ad monasterium, De statu monachorum*<sup>6752</sup>, est démontrée parce qu'ici, non seulement est violé le droit positif, mais plus, le droit divin; proposition que tient Hostiensis sur le mot *Dudum*<sup>6753</sup>, suivi par Joannes Andreae<sup>6754</sup>; Thomas est d'accord au *Quolibet* 9, q.7<sup>6755</sup>.» Et note avec soin l'expression de Panormitanus quand il dit "dispensé pour lui-même", parce que si la dispense était faite pour l'utilité du bénéfice et de ceux que le bénéficiaire gouverne, alors une dispense de ce genre ne semble pas de la dissipation, mais semble être juste, parce que parfois on ne trouve pas plusieurs personnes convenables ou parce qu'un seul est beaucoup plus utile à tel bénéfice (quoiqu'il y en ait d'autres) que ne le serait un autre bénéficiaire. Et comprends ainsi le c. *De multa, Décrétales, De prebendis*<sup>6756</sup>. Vois Panormitanus, *Cum jam dudum*, même titre<sup>6757</sup>, comme on l'a déjà dit plus haut.

Note aussi que si, institué selon les rites, le bénéficiaire n'officie pas ou fait officier tout en

---

6747X, 3, 5, 18

6748PANORMITANUS, *Super Decretalium* 1, 6, 54.

6749Le cas des bénéfices multiples

6750ARCHIDIACONUS, sur *Décret*, C 12, q 2, c 20

6751X, 4, 20 (*De donationibus...et de dote post divortium restituenda*, c. 6

6752INNOCENTIUS, X, 3, 35, 6

6753HOSTIENSIS, *Summa aurea*, sur X, 1, 6.

6754JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur X, 1, 6

6755THOMAS, *Quolibet* 9, q. 7, a 2

6756X, 3, 5, 28

6757PANORMITANUS, *Super Decretalium*, 3,5, 18

vivant séculièrement, sans avoir l'intention enfin d'être un clerc mais avec l'intention de prendre femme, et s'il vit une vie séculière, comme il a trompé l'Église et l'intention de ceux qui lui ont donné une possession d'église, il est clair qu'il est tenu de restituer, 12, q. 2, *Ecclesiarum*<sup>6758</sup>.

De même, celui qui donne à d'autres ce qui a été déterminé pour les clercs qui servent, pour les fabriques des églises ou les pauvres, ou ce qui a leur été assigné de façon déterminée, doit restituer ce qu'il a donné.

Cependant pour que cette matière soit plus pleinement connue, voyons encore ceci: «celui<sup>6759</sup> qui a promis à quelqu'un de le pourvoir, quand il le pourra, d'un bénéfice ecclésiastique non vacant, de quelque manière qu'il promette, est-il tenu à sa promesse? Je réponds que non, parce qu'une telle promesse est nulle, c. *Detestanda*, *De concessione prebende*, *Sexte*<sup>6760</sup>.»

«Quelqu'un<sup>6761</sup> peut-il renoncer à son bénéfice pour en pourvoir un autre? Panormitanus répond, chapitre *Dilecto*, *De prebendis*<sup>6762</sup>, que oui, pourvu que dans l'acte de renonciation, celui qui renonce n'amène pas la personne à un pacte, mais renonce purement et gracieusement; autrement il serait simoniaque, comme le veut la glose du dit chapitre et la glose du c. *Ex parte*, *Extra*, *De officio... delegati*<sup>6763</sup>.

Cependant s'il agissait dans l'intention de concéder à un autre, ce ne serait pas de la simonie, pourvu qu'il ne fasse pas de pacte, quoiqu'il

[fol. 86r]

pèche, vu la clarté de la glose sur le c. *Ordinationes* 1, q.1.<sup>6764</sup>.» Mais il ne semble pas pécher en voulant que le bénéfice soit donné à un autre, et alors, on devrait alléguer cette glose en cas de mauvaise intention.

Quant à la quatrième difficulté, la résignation, est posée, tout de suite plus bas, une proposition commune pour les offices et les bénéfices<sup>6765</sup>.

Pour les offices séculiers, il y a trois<sup>6766</sup> difficultés. La première concerne la recherche, la seconde, l'achat, la troisième le versement en retour, la quatrième la

---

6758Décret, C 12, q 2, c 69

6759ANGELUS, *Beneficium*, § 11

6760VI, 3, 7, 2

6761ANGELUS: *Beneficium*, § 13

6762PANORMITANUS, *Super Decretalium*, 3, 5, 25

6763Glose, sur X, 3, 5, 25 et sur X, 1, 29 (*De officio et potestate judicis delegati*), 12

6764Glose sur Décret, 1, 1, 113

6765Fin du folio 86r.

6766Trois seulement, malgré l'énumération, puisque la quatrième difficulté, la résignation, est traitée en commun pour les bénéfices et les offices.

résignation.

T. La recherche des dignités.

Quant à la première difficulté: y-a-t-il péché mortel à rechercher des offices séculiers et à exercer, grâce à des prières et des complaisances, un pouvoir de sénateur, de capitaine, de porte-enseigne, et d'autres de ce genre, la réponse tient en deux points: l'un regarde les dispositions de celui qui officie, par exemple, s'il est instruit comme il faut, au moins par la pratique, et si, en cas de doute, il recourt aux conseils des experts; l'autre regarde l'intention de ce même officiant, intention qui peut être triple:

l'une est louable,

l'autre est tolérable,

la troisième est condamnable.

La première existe quand quelqu'un prendrait une charge pour s'opposer aux méchants par zèle pour la justice, en craignant Dieu et non les hommes. La seconde quand quelqu'un exercerait ce genre d'offices pour l'honneur du monde, pour ne pas paraître méprisable parce qu'il n'a pas de charge dans la cité, ou pour en tirer un gain par lequel il puisse se nourrir lui et sa famille grâce au salaire et aux autres profits habituels, sans rien extorquer par des querelles au-delà de ce qui est établi. La troisième quand quelqu'un prendrait une charge en étant plus soucieux de l'honneur et du gain que de la sauvegarde de la justice, et qu'il serait prêt à servir ses amis même en ce qui est interdit et par tous les moyens, licites et illicites, pour ne pas leur déplaire. Je réponds alors que s'occuper d'une charge n'est licite que pour celui qui remplit la première condition avec la première ou la seconde intention; autrement, il ne serait pas en sûreté de conscience.

La vente d'offices

Du second point, vendre, voici la proposition: il n'est permis à aucun maître de vendre indifféremment un office. J'appelle "vendre indifféremment" le fait de considérer seulement qui donne plus et non qui vaut plus pour accomplir cet office de façon sainte et juste.

Cette proposition est de saint Thomas<sup>6767</sup>, *A la duchesse de Brabant*, proposition que suit Monaldus<sup>6768</sup>, et elle est sûre, quoique Gallensis<sup>6769</sup> parle autrement; proposition en faveur de laquelle statue la loi unique, C. *Ad Legem Juliam, De ambitu*<sup>6770</sup> qui interdit de

---

6767 THOMAS, *Lettre à la duchesse de Brabant*, opuscule 21, c 1, 5<sup>ème</sup> demande

6768 MONALDUS, *Summa de jura canonico*

6769 GALENSIS (JOANNES), *Summa collationum*

6770 *Codex J*, 9,26

promouvoir quelqu'un à un office pour l'argent ou l'ambition, mais de promouvoir quelqu'un qui a une bonne conduite. Et il ne semble pas qu'il faille dire qu'est valide la glose qui dit: que c'est interdit "quand on donne secrètement", parce que la loi parle sans faire de distinction, et quand la loi ne distingue pas, nous non plus nous ne devons pas distinguer, et il n'y a pas de raison d'interdire plus dans un cas<sup>6771</sup> plus que dans l'autre, c'est à dire qu'on donne publiquement ou secrètement. Et selon Monaldus<sup>6772</sup>, tous les maîtres qui ont vendu les dits offices sont tenus à dédommager ceux qui ont été ainsi spoliés par des préposés de ce genre. Donc, toi le confesseur, tu blâmeras indistinctement cette exaction, mais cependant tu condamneras avec discernement, parce qu'ici on doit tenir C et prendre garde à P<sup>6773</sup>.

En ce qui concerne le troisième point, je demande s'il est permis aux maîtres de faire un prêt avec de tels officiers, pour qu'ils s'acquittent pour eux d'une fonction?

Je réponds selon Thomas (voir plus haut)<sup>6774</sup> que, si, par un contrat, on prête pour qu'ils reçoivent une fonction, et même sans contrat, c'est de l'usure; puisque c'est par un prêt qu'ils reçoivent le pouvoir que donne la fonction, on donne ainsi aux maîtres en ceci une occasion de pécher et les officiers, de plus, sont tenus de résigner la fonction ainsi acquise. Cependant si la fonction est donnée gratuitement et que par la suite on reçoit un versement sur ce que les officiers ont l'habitude de tirer de leur fonction, ceci on peut le faire, et en dehors tout contrat.

Cependant il semble à d'autres qu'il soit permis à une communauté ou à un autre maître de prêter pour avoir un office, même si on obtient un grand honneur ou un grand gain,

si, à partir d'une telle fonction, on ne doit obtenir que le gain dû, de la façon due, en exerçant l'office; et ceci, quand l'officier ne pourrait avoir la charge que par l'intermédiaire du prêt, à condition cependant d'être apte à exercer une telle fonction; et ceci sans le vice d'usure. La raison est que ce que je reçois comme gain ne vient pas du prêt mais de l'exercice de la fonction principalement, quoique j'espère à partir de ce prêt obtenir un gain, sans le danger d'usure. Cependant si par un statut ou par quelque habitude, le maître qui veut avoir un tel office était tenu de payer quelque chose et si, pour éviter un tel paiement, il faisait un prêt, il serait un usurier.

La résignation des offices ou des bénéfices

Pour la résignation soit des offices soit des bénéfices, je dis la proposition suivante

---

6771Celui du don secret.

6772MONALDUS, *Summa de jura canonico*

6773Tenir conseil et se garder de la présomption.

6774THOMAS, *Lettre à la duchesse de Brabant*, opusculé 21, c 1, 5ème demande :Il s'agit de savoir s'il est permis de faire un prêt à des gens pour qu'ils acquièrent une charge.

que je tire du vénérable initiateur maître Guillaume d'Ockham au livre *Sur le pouvoir civil*<sup>6775</sup>: Tout homme qui possède ou détient quelque chose qu'il a eu par titre ou d'une manière inutile ou injuste, est tenu de rendre ou de trouver avec subtilité comment commencer à avoir une telle chose à nouveau de façon juste et en bon citoyen. Cette proposition me semble la plus sûre entre toutes.

#### V. La curiosité

La sixième proposition<sup>6776</sup> porte sur la curiosité, qui peut être définie de diverses façons que

[fol. 86v]

l'on peut tirer de ce qui est dit, dist. 36 et 37, dans de nombreux canons<sup>6777</sup>.

#### Ce qu'est la curiosité

Cependant, maintenant, on peut ainsi la définir: c'est tendre à connaître une vérité inutile, en oubliant la vérité utile. Et on appelle ici vérité utile celle qui est contenue dans les livres divins ou, en général, qui a de la valeur pour atteindre la vie bienheureuse. Par opposition, l'inutile est celle qui ne sert pas au salut. Il y a l'exemple de la médecine qu'on appelle utile quand grâce à elle arrive la santé, et, par opposition, c'est l'inutile.

La curiosité est mortelle de quatre façons.

Or, selon ce que je recueille d'après Thomas, II-II<sup>6778</sup>, la curiosité est mortelle en quatre cas en rapport avec les quatre genres de causes: efficiente, matérielle, formelle, et finale, et selon ces genres, il y aura donc quatre propositions secondaires.

La première proposition, pour le premier cas, regarde la cause efficiente; la voici: Chaque fois que quelqu'un veut apprendre ou entendre de ceux de qui c'est interdit par commandement, par exemple des démons, des mages et personnes de ce genre, il pèche mortellement, 26, q.2, *Illud*, et c. *Illos*<sup>6779</sup>.

La seconde proposition, pour le second cas, regarde la cause matérielle; la voici: Vouloir savoir ce qui est interdit, comme vouloir entendre, volontairement, le péché de celui qui se confesse, des prédictions ou des enchantements etc... et je le dis en général pour toute pratique qui ne peut être exercée sans péché mortel, est un péché mortel. Et je crois ceci vrai, sauf si quelqu'un veut s'instruire pour condamner et réfuter, parce qu'alors il semble

---

<sup>6775</sup>OCKHAM, *Scriptum in librum...Sententiarum*,

<sup>6776</sup>Ce qui laisse à penser, soit que la résignation, proposition commune, compte pour deux propositions (4 et 5), soit que ce qui concerne les offices séculiers constitue la proposition 4, non signalée. Quand le mot *propositio* est employé, il l'est pour la résignation et sans indication de chiffre.

<sup>6777</sup>Décret, D 37, c 2 et suivants, par exemple.

<sup>6778</sup>THOMAS, II-II, q. 167, a 1. Peu de ressemblances avec THOMAS. Le renvoi à THOMAS peut concerner l'évocation des quatre causes. ANGELUS, *Curiositas*, n'est pas vraiment cité.

<sup>6779</sup>Décret, 26.,2, 6 (*Illud*)et 8 (*Illos*).

excusé. L'établit le canon *Nec mirum*, 26, q. 5<sup>6780</sup>. Et on ne doit pas absoudre celui qui a des livres sur ce genre de science, sauf après que les livres ont été brûlés.

La troisième proposition, pour le troisième cas, regarde la cause formelle; la voici: La curiosité est un péché mortel quand quelqu'un, par curiosité de savoir, commet des actes de superstition, ou si un ecclésiastique, sur les biens des pauvres, achetait des livres ou payait des docteurs pour enseigner des inutilités de ce genre. L'établit le canon *Legant*, d. 37<sup>6781</sup>. De même, si, par inutile curiosité de voir, on entretient quelqu'un pour faire des tournois ou des spectacles interdits, comme des danses et des activités de ce genre. C'est établi par le canon *Qui venatoribus*, d. 86<sup>6782</sup>, et le *De consecratione*, d 2, c. *Pro dilectione*<sup>6783</sup>.

La quatrième proposition, pour le quatrième cas, regarde la cause finale; la voici: le curieux pèche mortellement quand il cherche à savoir pour faire un péché mortel, de même que celui qui amène à un péché mortel; par exemple: vouloir voir des gens qui s'accouplent ou des spectacles par lesquels on est incité au péché mortel; je dis la même chose si on voulait entendre parler de ce genre d'actes. C'est établi par le canon *Legimus de beato Iheronimo*, d. 37<sup>6784</sup>. Je dis la même chose quand, pour ces fins, on abandonnerait ce qui est nécessaire au salut ou à son office, comme le font beaucoup de moines et d'ecclésiastiques qui s'intéressent aux poètes, en oubliant le nécessaire. C'est établi par les canons *Nonne* et *Vino*, d. 37, et *Legimus*<sup>6785</sup>. Et quoique je tire toutes ces propositions des docteurs, cependant, en abandonnant P<sup>6786</sup>, je pense, comme dit ce proverbe connu de tous, qu'il est bon de tout savoir, mais non de tout utiliser<sup>6787</sup>.

Et si quelqu'un considérait avec subtilité tout ce qui vient d'être dit, il saurait que, de la curiosité et même de l'hypocrisie dont je vais parler ensuite, il faut dire ce que j'ai dit de l'ingratitude, que d'elles-mêmes et en raison d'elles-mêmes, elles ne sont pas mortelles, mais qu'elles le sont en raison d'une obligation d'une autre origine ou d'une mauvaise intention.

## X. L'hypocrisie

La septième proposition portera sur l'hypocrisie. Pour la comprendre, on demande d'abord: qu'est-ce que l'hypocrisie? Je dis que l'hypocrisie est la simulation de la sainteté:

---

6780 *Décret*, C 26, q 5, c 14

6781 *Décret*, D.37, c 5

6782 *Décret*, D. 86, c 8

6783 *De cons.*, D 2, c 95

6784 *Décret*, D. 37, c.7 *Legimus de beato Iheronimo*

6785 *Décret*, D. 37, c.3 (*Nonne*), c.4 (*Vino*), c 9 (*Legimus*)

6786 P: la présomption, comme définie fol 84v.

6787 Le péché vient non de l'activité de connaître ni du contenu de la connaissance. Le champ de la connaissance est ouvert. On peut penser aussi à ce qui est devenu proverbe: «Science sans conscience...». De plus, pour juger de péché mortel, il faut s'en tenir aux critères fondamentaux: la transgression d'un commandement et l'intention. On prend ainsi de la hauteur et on ne condamne pas avec «présomption».



on simule qu'on a une sainteté qu'on n'a pas, ou qu'on n'a pas une iniquité qu'on a. On ajoute ceci à cause de Bonaventura, au 3, dist. 38<sup>6788</sup>.

#### Les deux hypocrites

Quelqu'un est en effet hypocrite de deux manières, premièrement en simulant par son comportement, par ses gestes, ou par un autre signe, qu'il est saint ou qu'il a une dévotion, par exemple: regarder à terre en marchant, porter de pauvres vêtements, être continuellement en prière et lever les mains au ciel, et des comportements de ce genre. Quelqu'un est hypocrite de la seconde manière quand par des signes il simule qu'il n'a pas l'iniquité qui existe en lui; comme lorsque le luxurieux, entendant parler de la luxure, crache par terre. Et dans la précédente définition, la simulation est exposée en tant que genre; dans ce qui suit, elle l'est en tant que différence. Il faut donc noter que la simulation montre quelque chose au dehors, extérieurement, et si elle montre par des paroles, on l'appelle mensonge en parlant de mensonge au sens propre, parce qu'il existe un mensonge au sens large et qui se produit en acte comme en parole; c'est clair en 22, q. 5, *Cavete*<sup>6789</sup>, 11, q. 3, *Existimant*<sup>6790</sup>, *Décrétales*, *De sponsalibus et matrimoniis*, *Cum apud et c. Tuae*<sup>6791</sup>. Cependant, comme je l'ai dit, le mensonge, proprement, se fait en parole, et si un homme montre à l'extérieur autre chose que ce qui est à l'intérieur et qu'il le montre par un signe ou par un acte ou de n'importe quelle autre façon, on parle de simulation.

#### Les quatre simulations

D'autre part, selon Alexander<sup>6792</sup> et d'autres, il y a quatre espèces de simulation:

de science,  
de précaution,  
de misère,  
de sainteté.

Sur la première, on a *Luc*, dernier chapitre<sup>6793</sup>.

De la seconde, on a les canons 22, q. 2 *Utilem* et *Quod ait*<sup>6794</sup>, et il y a l'exemple de David devant Abimelek, au *Premier livre des Rois*, 21<sup>6795</sup>.

De la troisième, il y a comme exemple Amon: la concordance s'établit avec Amon qui simule pour abuser de Tamar, au *Second livre des Rois*, 13<sup>6796</sup>.

---

6788BONAVENTURA, *Super libros Sententiarum*, III, d 38 (hypothèse).

6789X, 22, 5, 6

6790Décret, C 11, q 3, c 84

6791X, 4, 1, 23 et 25

6792ALEXANDER, *Sententiarum 4us liber*, II-II, *ti de Ypocrisi*

6793Luc 24, 28

6794 *Décret*, C 22, q. 2, c 21 (Augustin sur *Gen.* 45) et 18

67951, *Samuel*, 21: David ment à Abimelek (Achiselec dans le manuscrit)

67962 *Samuel*, 13, 1-20: Amnon feint d'être malade

De la quatrième, on a le livre des *Actes*, 5, au début<sup>6797</sup>, avec Ananias et Saphira, sa femme.

Et cette quatrième simulation seule est appelée hypocrisie: c'est pourquoi j'ai dit que la simulation était exposée en tant que genre. Cette définition étant posée, je dis que l'hypocrisie, selon ce que l'on tire de saint Bonaventura<sup>6798</sup> et saint Thomas<sup>6799</sup>

[fol. 87r]

est mortelle en deux cas et selon ces cas, il y aura deux propositions secondaires.

Voici la première: l'hypocrite qui simule une sainteté qu'il n'a pas ni se soucie d'avoir, pèche mortellement si cette sainteté est celle qu'il est tenu d'avoir et à laquelle il est obligé. L'établit 12, q.1, *Certe*, et c. *Nolo*.<sup>6800</sup> Cependant, je maintiendrais mon opinion, exprimée plus haut, qu'il n'y aurait pas, dans ce cas, un péché mortel nouveau et distinct.

Seconde proposition: la fin ou l'intention de l'hypocrite rend l'hypocrisie parfois mortelle, parfois méritoire. Pour comprendre cette proposition, il faut savoir que le simulateur peut avoir quatre fins.

La première est la faveur humaine, et celle-ci n'est pas mortelle sauf quand elle constituerait le but final.

La seconde est le profit ou le gain qui peut être d'obtenir une dignité quand on en est indigne, et cette hypocrisie est mortelle. La fin peut être d'obtenir un bien temporel, par exemple, une aumône et un cadeau de ce genre, et alors on donne cette règle: il n'est permis à personne qui n'est ni indigent ni nécessaire, de recevoir, ou de simuler pour recevoir une aumône de celui qui ne donnerait pas s'il ne croyait pas que la personne était dans le besoin; bien plus, le simulateur fait un péché mortel si on lui a fait un don de grande importance, et un tel homme est tenu de restituer, selon les docteurs; on a déjà parlé de cela dans la bourse de Marie<sup>6801</sup>.

La troisième fin est l'édification; c'est pourquoi Florentinus dit: "Quand saint Dominique allait prêcher, il buvait sur son chemin l'eau des sources, pour éteindre sa soif pour pouvoir être un bon modèle, à l'hospice, en ne s'adonnant pas trop à la nourriture et la boisson"<sup>6802</sup>. De même, Saint Bonaventura enseigne que les frères mineurs doivent agir ainsi<sup>6803</sup>. C'est pourquoi, selon Petrus de Palude<sup>6804</sup>, le frère qui s'abstient de nourriture, de boisson ou de gestes en présence des séculiers pour ne pas les scandaliser, alors qu'il ne

---

6797 *Actes*, 5, 1-11. Ananias et Saphira (Sapira, ici)h prétendent apporter tout le prix de leur champ.

6798 BONAVENTURA, *Super libros Sententiarum*, III, d 38

6799 THOMAS, II-II, Q. 111

6800 *Décret*, C 12, q. 1, c 18: *Certe* et c 10: *Nolo*

6801 Fol 22v: le possesseur.

6802 FLORENTINUS (ANTONINUS), *Summa confessionalis*

6803 BONAVENTURA, *Quaestiones super libros Sententiarum* (hypothèse)

6804 PETRUS DE PALUDE,, *Scriptum in librum tertium sententiarum* (hypothèse)

s'en abstenait pas en présence de ses frères que cela ne scandaliserait pas, est méritant, s'il est en état de grâce et s'il n'y a pas de vanité dans ses sentiments.

La quatrième fin est l'honneur de Dieu. Et ces deux dernières fins sont méritoires: Celui qui ne cherche pas sa gloire, n'éprouve pas la honte<sup>6805</sup>. Et remarque que parfois l'hypocrisie est comprise comme une fille de la vaine gloire, par exemple quand quelqu'un se montre en tout singulier à l'extérieur pour en recueillir les applaudissements du peuple, on pourrait appeler cela originalité: c'est une fille de la vaine gloire et alors elle conserve le nom d'hypocrisie, quoiqu'un nom soit souvent mis pour un autre.

#### Y. La désobéissance.

La huitième proposition portera sur la désobéissance. Mais parce que cette matière est très utile aux religieux et aux confesseurs, je la développe quelque peu; et puisque la privation est connue par l'avoir et la négation par l'affirmation et que la désobéissance est la négation de l'obéissance, il convient de voir d'abord l'obéissance.

#### Ce qu'est l'obéissance.

Et d'elle je déclare que l'obéissance est d'obtempérer à tout ce qui a été ordonné par un supérieur, ou de le faire. Cette définition se trouve en 23, q.1, c. *Summa*:<sup>6806</sup> et la définition des théologiens selon laquelle l'obéissance est de soumettre sa volonté propre à la volonté du supérieur, revient au même. Il s'ensuit premièrement que personne ne peut avoir d'obéissance par rapport à lui-même. Si, en effet, respectivement à une action, personne n'a de vouloir si ce n'est celui qui fait l'action, on ne peut dire qu'un tel homme agit dans l'obéissance par obéissance. Ce point tous l'accordent de façon commune, parce que l'obéissance est le propre de l'inférieur par rapport au supérieur, comme l'ordre, ou le commandement, est le propre du supérieur par rapport à l'inférieur.

#### Les trois actes de la volonté.

Et pour voir plus clairement cette matière, note que triple est l'acte de volonté, et je prends "acte" au sens large, parce qu'il est certain selon Scotus, II, d. 6, qu'il y a seulement deux actes positifs<sup>6807</sup>: vouloir et ne pas vouloir; mais j'utilise largement "acte" pour l'acte positif et l'acte négatif ou l'acte privatif<sup>6808</sup>, de la façon dont on dit que Dieu «veut» quelque chose parce qu'il permet, sans que cependant, à proprement parler, la permission, selon certains, n'indique un acte positif de volonté, comme l'explique suffisamment Scotus, au I, d.47<sup>6809</sup>.

---

6805La gloire en question est la gloire personnelle.

6806*Décret*, C 23, q.1, c 7

6807SCOTUS, II, d. 6, q. 2

6808Où il n'y a pas de volonté.

6809SCOTUS, I, d. 47, q.unique.

On posera donc trois actes:

vouloir,

ne pas vouloir,

n'avoir pas de vouloir.

Et seulement ce troisième acte est la négation des deux précédents, comme quelqu'un qui, ne pensant pas à l'église, ne fait pas l'acte de vouloir aller à l'église ni l'acte de ne pas vouloir, mais il a un néant de vouloir, un non-vouloir qui ne veut ni ne veut pas et qui se tient entre deux. Ainsi, pour l'obéissance, puisque, selon les difficultés susdites, il convient pour que quelqu'un soit dans l'obéissance que sa volonté soit conforme à la volonté des supérieurs, c'est à dire que le supérieur veuille que l'inférieur fasse ce qu'il fait et qu'il veut, je demande de quel vouloir il s'agit: demande-t-on un acte positif, privatif, ou négatif? De l'acte de volonté négatif, je ne dis rien, parce qu'un tel homme n'est pas obéissant mais désobéissant. De l'acte de volonté positif, de même: il n'y a pas de doute qu'un tel homme est obéissant; donc, il n'y a de difficulté que de l'acte de volonté permissif. Et de lui, je dis qu'il ne suffit pas à l'obéissance, autrement Judas aurait été dans l'obéissance au Christ quand il est allé vendre le Christ, et les prostituées seraient dans l'obéissance au pape quand le pape les tolère et permet; je ne dis pas "approuve", comme, dans l'antiquité, lorsque certains légistes semblaient reconnaître que la prostitution était bonne selon les lois civiles.

[fol. 87v]

[...] <sup>6810</sup>

Mais le pape réprovoque et permet, c'est dire qu'il voudrait dans l'absolu que les prostituées n'existent pas, si ne naissait pas, en raison de leur inexistence, un mal pire que celui qui résulte de leur existence;

mais parce qu'au témoignage d'Augustinus, tout serait rempli d'adultères, un mal plus grave que la prostitution, le pape permet et tolère les prostituées, de sorte que l'acte de volonté ne les vise pas directement, mais vise plutôt l'absence d'adultère, absence qui ne pourrait se produire si on ne permettait pas l'existence des prostituées.

Puissent les religieux qui ont fait vœu d'obéissance, noter ce qui précède, et je le dis assurément avec chagrin et douleur! Beaucoup verraient, je pense, qu'ils épuisent souvent les eaux du salut<sup>6811</sup> parce qu'ils vivent sans le mérite de l'obéissance.

Le religieux en effet qui, parce qu'il est constamment incommode, a comme acte

---

<sup>6810</sup>Marge non lisible.

<sup>6811</sup>*Haurietis aquas in gaudio* se trouve en *Isaïe* 12, 3; il s'agit de puiser les eaux aux sources du salut, mais *haurire* veut dire aussi «épuiser», ce qui me semble le cas ici, quoiqu'on ne puisse épuiser la miséricorde divine. Il peut s'agir aussi simplement de l'eau au sens propre: la désobéissance des mauvais moines aurait une puissance capable d'assécher les eaux. Dans les deux cas, il y aurait une hyperbole.

d'obéissance celui de rester dans un certain lieu ou un couvent, ou de prêcher, ou de faire quelque chose d'autre que le prélat ou le supérieur ne lui ordonne que pour lui plaire et éviter un plus grand mal, parce qu'éventuellement ce religieux menace de quitter l'ordre et de défroquer, ou dit qu'il abandonnera son supérieur ou troublera la paix du couvent, et fait des menaces de ce genre, assurément un tel religieux, je n'affirme pas qu'il pèche mortellement, mais je dis qu'il n'est pas plus dans l'obéissance au prélat de son ordre que les courtisanes le sont au pape. Ceci semble être l'opinion de Scotus, qui, en IV sur la matière qui concerne le livret de répudiation<sup>6812</sup>, pose ces mots: «Le supérieur, dans un ordre religieux, permet parfois certaines choses à cause de la dureté des frères, choses qu'il ne permettrait pas si les frères étaient malléables». Mais si par la permission de ces actes les frères ne pèchent pas mortellement, Scotus ne dit pas pour autant qu'ils sont méritants. Et je comprends ainsi: si ce qui est permis n'est pas interdit par la loi divine ou n'est pas en soi un péché.

Z. Les six prélats ou supérieurs auxquels on doit l'obéissance.

De ce qui précède, il résulte qu'on peut distinguer plusieurs degrés d'obéissance, puisque l'obéissance est d'obéir à la volonté d'un supérieur selon son grade. On peut donc dire maintenant quels sont les six supérieurs ou prélats auxquels doivent obéir ceux qui leur sont soumis. Le premier supérieur, ou plutôt le supérieur suprême et ultime, est Dieu, béni dans les siècles; le second est le pape; le troisième, l'évêque; le quatrième le supérieur particulier, c'est-à-dire d'un ordre approuvé; le cinquième, le père naturel; le sixième, le prince, c'est à dire le maître temporel.

De la même façon, on peut poser six degrés d'obéissance: le premier degré respectivement à Dieu: l'obéissance due à Dieu; et ainsi de suite. Et sur ces six degrés, il y aura six questions:

L'obéissance due à Dieu.

Première question: sur l'obéissance due à Dieu; je dis que c'est celle qui existe par l'obéissance aux dix commandements; je ne dis donc rien d'autre pour l'instant. Celui qui voudrait voir de quelle façon nous sommes tenus de conformer notre volonté à la volonté divine dans l'objet voulu et la façon de vouloir et dans les deux façons de vouloir en même temps, qu'il voie les diverses opinions au premier livre des *Sentences*, dernière distinction<sup>6813</sup>, et, livre III, dist. 17<sup>6814</sup>.

L'obéissance au pape.

---

6812SCOTUS, IV, d 33, q 3: l'idée est bien présente, mais je n'ai pas trouvé de citation.

6813PETRUS LOMBARDUS, I, d. 48: Comment conformer notre volonté à la volonté divine?

6814PETRUS LOMBARDUS, en III, d.17, évoque les volontés du Christ selon ses deux natures, à partir de: «*Transeat a me calice iste*»

Quant à la seconde question: l'obéissance due au pape, j'en ai amplement parlé dans la seconde partie de ce livre: va la voir<sup>6815</sup>.

L'obéissance due à l'évêque diocésain.

Quant à la troisième question: les diocésains sont-ils tenus d'obéir à l'évêque qui ordonne, sous peine d'excommunication, d'entendre la messe dans l'église paroissiale et non dans l'église des frères mendiants, et, de même, quand il ordonne de ne pas travailler pendant les fêtes pour cause de piété? Cette question est quotidienne. On y répond que: ou l'évêque s'est exprimé avec une phrase de ce genre: que personne ne travaille les jours de fête, ni par cause de nécessité, ni par celle de piété ni par des causes de ce genre, alors je dis qu'une telle décision n'oblige pas et est tout à fait nulle parce qu'elle contient une intolérable erreur et est expressément contraire aux droits, puisque contraire au chapitre final, *Décrétales, De feriis*<sup>6816</sup>, où il est dit "sauf si la nécessité presse ou la piété le conseille"; contraire aussi au chapitre *Licet*, même titre<sup>6817</sup>, où l'église accorde une permission au sujet de la pêche des harengs, les dimanches et les jours de fêtes non principales. Mais si l'évêque n'a pas parlé de cause de nécessité ou de piété, alors je dis qu'une telle décision doit être comprise selon le droit commun, et alors on comprend qu'il n'est pas permis de travailler les jours de fête, exception faite des cas accordés par le droit, c'est à dire: la piété, la nécessité, la rareté. Cependant si quelqu'un travaillait pendant les fêtes sans une des raisons susdites, alors il encourrait l'excommunication. De la même façon, on peut parler de l'excommunication lancée contre ceux qui n'entendent pas la messe le dimanche dans l'église paroissiale, mais dans une des frères mendiants.

Je dis qu'une telle décision n'oblige pas parce qu'elle est contraire aux droits, comme c'est clair au chapitre *Ut dominicis, Décrétales, De parrochiis*<sup>6818</sup>, où il n'est pas interdit aux paroissiens de pouvoir entendre la messe dans les églises des ordres mendiants, mais où cela leur est accordé.

Et qui plus est, le pape Alexandre IV a accordé à tous ceux qui viennent écouter l'office divin et les messes dans les églises des frères mineurs

[fol. 88r]

cent jours d'indulgence.

On a la bulle de Paris, mais le chapitre *Ut dominicis* interdit seulement que des

---

6815Fol 48, L, dans l'obéissance aux supérieurs. Cela fait qu'il n'y a pas de différence entre un pape et n'importe quel autre supérieur: on doit obéir si les ordres ne sont pas contraires aux Écritures.

6816X, 2, 9, 5

6817X, 2, 9, 3

6818X, 3, 29, c 2.

paroissiens, après avoir abandonné leur église paroissiale, aillent dans une autre église paroissiale ou n'importe quelle autre église, «par mépris» de leur propre prêtre. De plus, comme cette excommunication est une atteinte au droit, elle est nulle par le droit même, comme au c. *Vides*, d.10<sup>6819</sup>, et en cela il n'y a pas de doute, C. *De legibus*<sup>6820</sup>. De même, ce qui est une atteinte à la coutume générale du monde entier est nul, comme aux c. *In his* et *Catholica*, d. 11<sup>6821</sup>. De plus si un évêque ne peut restreindre le droit commun ni établir une constitution par laquelle le droit commun est restreint, il ne peut faire une constitution par laquelle une coutume générale est écartée.

A. Question: un religieux est-il tenu d'obéir en tout à son supérieur?

En ce qui concerne la quatrième question, je demande: un religieux est-il tenu d'obéir en tout à son supérieur<sup>6822</sup>?

Je réponds que la question est assez embrouillée chez les docteurs et principalement pour les frères mineurs, comme on le dit, dernière distinction, du second livre des *Sentences*<sup>6823</sup>. Mais pour l'instant, puisqu'on a l'habitude de dire beaucoup de choses sur l'obéissance aux supérieurs, je pose une unique proposition générale pour savoir quand l'inférieur doit obéir au supérieur et je la tire du c. *Inquisitioni, Décrétales, De sententia excommunicationis*<sup>6824</sup>. Quand un supérieur donc ordonne à un subordonné quelque chose dont la conscience du subordonné dit que c'est un péché mortel, alors il sait de façon claire ou certaine que c'est contre la loi de Dieu, et dans ce cas, il n'obéit pas sinon il pècherait mortellement; bien plus, il doit plutôt supporter l'excommunication, la prison et d'autres maux;

ou il ne le sait pas de façon certaine mais il a une croyance légère ou irréfléchie, alors qu'il remette ce genre de cas de conscience effrayant au jugement ou au conseil de son supérieur; ou il a une croyance probable et réfléchie, quoiqu'elle ne soit ni manifeste ni évidente, alors, qu'il fasse par obéissance ce qui lui est commandé, parce qu'alors, dans un tel doute et par la bonté de l'obéissance, il est excusé.

Cependant, qu'il prenne garde de ne pas faire, de sa propre volonté, ce dont il se demande si c'est un péché mortel<sup>6825</sup>: il pècherait mortellement, car celui qui aime le danger, périra en lui.

Les sommistes suivent cette proposition; vois la *Rosella, Conscientia*, 2<sup>6826</sup>, et l'établit ce

6819Décret, D. 10, c.10 (*Vides*)

6820Codex J,1,14,5

6821Décret, D 11, c. 8 (*Catholica ecclesia*), c. 7 (*In his rebus*)

6822ANGELUS, *Religiosus*, § 29 (non repris ici)

6823PETRUS LOMBARDUS, II, d.44 où est abordée l'interdiction de résister au pouvoir d'après *Rom*,13, 3. Le maître explique qu'il s'agit du pouvoir séculier et que Dieu ordonne de ne jamais obéir à aucun pouvoir, dans le mal.

6824X, 5, 29, 44

6825Obéir en ce qui risquerait d'être un péché.

6826ANTONIUS DE ROSELLIS: *Rosella, tit, Conscientia*, 2°.

qui est dit ensuite et au septièmement<sup>6827</sup>.

De la cinquième question, j'ai parlé au quatrième commandement, plus haut<sup>6828</sup>; vois Ockham, livre 2, au traité de la 3ème partie, chapitre 20<sup>6829</sup>.

Pour la sixième question, je demande si les soldats sont tenus d'obéir aux chefs? Je réponds: la guerre, on sait qu'elle est juste, ou qu'elle est injuste, ou on ne le sait pas ou on a des doutes. Dans le premier cas, il faut obéir; dans le second, il ne faut jamais obéir; dans le troisième cas, il faut obéir d'après le c. *Quid culpatur*, 23, q. 1<sup>6830</sup>. Mais, sur ce sujet, tu as l'exposé, plus haut, dans la *Bourse de Marie*, au denier des gens de guerre<sup>6831</sup>.

#### B. La coloration.

La neuvième proposition portera sur la coloration. Or on dit qu'on se colore quand un homme ou une femme pose quelque couleur ou quelqu'onguent ou quelque chose de ce genre pour orner son visage et le rendre plus beau et on l'appelle ordinairement le fard; à son sujet: *Sagesse*, 13<sup>6832</sup>: «Il le passe au vermillon, en rougit la surface à la sanguine». Or, sur ce sujet, les docteurs sont d'avis différents. Alexander semble tenir, sans faire aucune distinction, que c'est toujours un péché mortel<sup>6833</sup>. «L'établit<sup>6834</sup> ce que dit Cyprianus *De habitu virginum*<sup>6835</sup>: «Elles portent la main contre Dieu, quand elles tendent à réformer ce que Dieu a formé; c'est une attaque contre l'œuvre divine, une trahison de la vérité;

tu ne pourras voir Dieu, si tes yeux ne sont pas ceux que Dieu a faits mais ceux que le diable a défaits; teinte par ton ennemi tu brûleras avec lui.» C'est ce qu'il dit. Voici aussi ce que dit Hieronymus à la fille de Maurice<sup>6836</sup>: «Après la sanctification de l'onction, c'est un crime que de se souiller par le fard ou la poudre de n'importe quel pigment». Il y a aussi ce que dit Augustinus, *De consecratione*, dist. 5, c. *Fucare*<sup>6837</sup>, où il montre que c'est le propre de la fourberie adultérine et de la malhonnêteté<sup>6838</sup>».

Saint Thomas, quant à lui, ne juge pas que c'est un péché mortel, sauf si on se farde «par débauche et pour mépriser Dieu<sup>6839</sup>.»

---

6827La septième proposition est celle sur l'hypocrisie, f 87r.

6828Fol.78, R: Honore ton père et ta mère.

6829OCKHAM, *Lecturae in librum II Sententiarum*, troisième partie, c. 20

6830*Décret*, C. 23, q. 1, c. 4

6831Fol 10, K

6832*Sagesse*, 13, 14. Il s'agit de la fabrication d'une idole à partir d'un déchet de bois.

6833ALEXANDER, *Sententiarum Aus liber; II-II*, Selon ANGELUS: quatrième partie de sa Somme. Selon ANGELUS, il s'agit de l'avis auquel ALEXANDER se tient finalement comme plus sûr.

6834ANGELUS, *Ornatus*, § 4

6835CYPRIANUS, *De habitu virginum* 15. PL 4, 467

6836HIERONYMUS, *Ad Mauricii filiam de laude virginitatis*. Hypothèse pour la citation.

6837AUGUSTINUS, cité au *De cons*, D 5, c.38 (*Fucare pigmentis...adulterina fallacia est...*)

6838Fin provisoire de ANGELUS, *Ornatus*, § 4

6839THOMAS, II-II, q. 169, a.2, s. 2



Il y a une troisième opinion que rapporte aussi Alexander<sup>6840</sup>, selon laquelle quelqu'un peut se farder pour deux raisons: «pour cacher un défaut, par exemple une lèpre au visage ou l'absence de cheveux» en ayant de faux cheveux, ou «pour être plus beau»; alors les docteurs disent que c'est un péché mortel de la seconde façon, pas de la première.

Je conseille alors qu'en ceci le confesseur ne juge ni ne décrète avec précipitation. J'énonce donc la proposition suivante: on doit répéter et louer l'opinion d'Alexander, cependant si le pécheur ou la pécheresse ne veut pas la tenir, il ne faut pas lui refuser l'absolution pour cela sauf s'il se fardait ou se colorait pour un but qui est un péché mortel, mais que le confesseur s'en décharge et laisse cette question à leurs consciences et qu'il tienne ainsi C et se méfie de P.

[fol. 88v]

La vaine gloire. Dixième proposition.

La dixième proposition portera sur la vaine gloire<sup>6841</sup>. Comme on peut le tirer de saint Thomas<sup>6842</sup> et de Florentinus<sup>6843</sup>, celle-ci est mortelle dans quatre cas qui regardent les quatre genres de causes, comme je le disais de la curiosité, et donc il y aura quatre propositions secondaires.

C. La vaine gloire est un péché mortel dans quatre cas.

La première proposition porte sur la cause efficiente, quoiqu'en quelque point elle touche la cause matérielle: Tout homme qui se glorifie en vain en ce qui convient à Dieu seul, pèche mortellement. C'est l'exemple de celui dont on dit, *Ezechiel* 28<sup>6844</sup>: "Ton cœur s'est élevé, tu as dit: moi, je suis Dieu".

De cette façon ont péché beaucoup d'empereurs romains, et aussi Alexandre le grand qui se réjouissait même d'être le fils de Jupiter; pécha aussi Hérode Agrippa, *Actes*, 12<sup>6845</sup>.

La seconde proposition regarde la cause formelle et la cause finale d'une certaine façon, parce que causes formelle et finale coïncident: Tout homme qui se glorifie en préférant une vaine gloire, à Dieu ou à un commandement de l'Église, pèche mortellement, quoique ce dont il se glorifie ne soit pas mortel. Exemple: les princes des Juifs, *Jean*, 12<sup>6846</sup>: il est dit qu'ils préféreraient les témoignages des hommes à celui de Dieu,

---

6840ALEXANDER, *Sententiarum Aus liber, II-II*, Selon ANGELUS, *Ornatus*, § 4: quatrième partie de sa *Somme*.

Entre guillemets: citations partielles d'ANGELUS.

6841ANGELUS, *Vana gloria* (non repris ici).

6842On peut comparer avec THOMAS, *Somme*, II-II, Q.132, a.1 (où il est dit que la gloire peut être appelée vaine pour trois motifs) et a.3.

6843FLORENTINUS (ANTONINUS), *Summa confessionalis*

6844*Ezechiel*, 28, 2

6845*Actes*, 12, 22

6846*Jean* 12, 42-43. Le texte n'est pas une citation, mais plutôt une sorte de glose. Parmi les différences avec le texte de Jean, les plus intéressantes sont les ajouts des mots: *corde, ore et operibus* (croire dans le cœur, en pensée; confesser de bouche et d'œuvre, en parole et en action). Il y a là un tout qui définit le chrétien et évoque le *Confiteor* pénitentiel.

parce que, quoiqu'ils crussent dans leur cœur au Christ, cependant pour ne pas être exclus de la synagogue ou des honneurs temporels, ils ne confessaient pas le Christ de bouche et d'œuvres. Exemple pour la seconde partie de la proposition sur la transgression d'un commandement de l'Église: les tournois que les hommes font contre l'interdiction de l'Église par vaine complaisance et vaine gloire.

La troisième proposition portera sur la cause matérielle et la voici: Tout homme qui se glorifie de ce qui est un péché mortel, comme de sa luxure, de sa vengeance, et de péchés de ce genre, pèche mortellement; de tels cas: *Isaïe*, 3<sup>6847</sup> : «...ils ont mis en avant leur péché comme à Sodome et ils ne l'ont pas caché".

La quatrième proposition concernera la cause finale et la voici: De même que pèche mortellement tout homme qui fait principalement une activité privilégiée par vaine gloire et aussi celui qui fait une activité par vaine gloire comme finalité, de même ne pèche pas mortellement celui qui fait les susdites activités par vaine gloire occasionnellement.

D. Ce qu'est faire par vaine gloire, principalement, finalement, par accident.

Ici, il faut voir ce qu'est faire par gloire, finalement, principalement et par accident. Je dis donc qu'agir avec la gloire comme finalité est avoir la gloire pour fin ultime, de sorte que celui qui agit serait prêt à faire ce qui est contre Dieu pour obtenir ce genre de gloire. Agir principalement par gloire, se dit quand quelqu'un, quoique mu par plusieurs fins, a la gloire pour fin principale, de sorte que si cette fin cessait, toutes les fins cesseraient; les autres fins lui sont pour ainsi dire annexes et sont une fin subordonnée à cette fin comme quand quelqu'un ne voudrait pas offenser Dieu<sup>6848</sup> tout en voulant être loué par le monde;

je dis qu'un tel homme n'a pas sa propre gloire comme but final et ainsi ne pèche pas mortellement, sauf s'il recherchait sa propre gloire dans une activité privilégiée, c'est à dire s'il exerçait une fonction privilégiée principalement pour sa gloire propre. On appelle activité privilégiée, selon saint Bonaventura<sup>6849</sup>, une activité qui convient seulement à des personnes particulières et non à toutes, comme prêcher, entendre les confessions, célébrer des messes, et des activités de ce genre.

Faire "par accident" se comprend par opposition à "principalement", parce la fin de l'acte est sous une fin. Exemple: Je n'avais pas décidé de dire la messe aujourd'hui; un mien ami se présente qui me demande de célébrer, et moi, mu par ses prières, je me prépare,

---

6847 *Isaïe*, 3, 9

6848 Ne pas offenser Dieu fait que la gloire personnelle n'est pas la fin ultime de l'individu; cependant la gloire personnelle ne peut pas être une fin, même si elle n'est que principale, quand il s'agit d'activités d'Église.

6849 BONAVENTURA, *Super libros Sententiarum*, 1, 2, d 42, q 2, (selon ANGELUS)

de la façon due, à célébrer la messe pour la gloire de Dieu principalement; je dis qu'alors je ne pêche pas mortellement, parce que je ne célèbre pas pour mon ami, si ce n'est de façon annexe.

E. Tenter Dieu<sup>6850</sup>.

Parce<sup>6851</sup> qu'il y a deux fonctions de la langue: goûter et parler, je pose d'abord une proposition sur "tenter Dieu", quoiqu'il pût être plus approprié de la mettre plus haut pour l'infection de la volonté. Tenter Dieu est donc demander quelque chose à Dieu ou faire quelque chose, de sorte que celui qui fait ou demande, voie ou expérimente si on peut être libéré par Dieu ou si Dieu est bon, compatissant, puissant, miséricordieux, etc. Et comprends qu'on tente Dieu quand on agit ou demande ainsi sans nécessité ou utilité, parce qu'agir ainsi dans la nécessité n'est pas tenter Dieu, comme en *Paralipomenon*, 2<sup>6852</sup>: "Quand nous ignorons ce que nous devons faire, vers Toi se tournent nos yeux...".

Donc voici la proposition: Tenter Dieu est de trois façons un péché mortel: trois façons qui résultent d'un lien, parce qu'un péché mortel s'attache à cette mise à l'épreuve de Dieu; par exemple si quelqu'un voulait mettre en œuvre la puissance de Dieu

[fol. 89r]

parce qu'il doute de sa puissance ou de sa bonté, etc. Voici comment l'incroyance se rattache ici au doute. De même si quelqu'un tentait Dieu en matière de superstition (sur elle: 1er commandement ou 3ème)<sup>6853</sup>; si quelqu'un tentait Dieu dans la vaine gloire mortelle par laquelle il serait trop fier de lui et s'il voulait ou demandait que Dieu ou la mère de Dieu lui apparaissent ou fassent des miracles et des signes de ce genre pour montrer et mettre en lumière sa propre sainteté, ou pour une autre fin mauvaise.

Et en vérité, les docteurs souvent, pour ce péché et pour beaucoup d'autres, comme je l'ai dit plus haut pour la curiosité, l'hypocrisie, l'arrogance et les péchés de ce genre, disent que ce sont des péchés mortels distincts, quand il s'agit, semble-t-il, d'une offense mortelle en raison du lien à un péché mortel<sup>6854</sup>.

Est-il permis de demander à un mourant qu'il révèle son état après sa mort?

Je réponds selon Thomas, dans un *quolibet*<sup>6855</sup>, qu'il semble n'y avoir aucun désordre si quelqu'un demande à un mourant de révéler son état après sa mort, en soumettant ceci cependant au jugement divin. Il n'y a donc, semble-t-il, aucune raison de devoir dire que

---

6850ANGELUS, *Temptare* (non repris ici).

6851Onzième proposition

68522 *Chr*: 20, 12.

6853Fol 56,R et fol 69,M.

6854Ainsi sur la jactance: THOMAS, II-II, q.112, a.2

6855THOMAS, *Quolibet* 3, q 8, a 2

c'est un péché mortel, sauf éventuellement si on demandait en enquêtant sur Dieu et en le mettant à l'épreuve, parce qu'on doute dans sa foi à propos de l'état futur.

F. La vaine louange.

La douzième proposition concernera la vaine louange, qui est double: parce que quelqu'un se loue soi-même ou loue les autres; si on se loue, on parle de vantardise; si on loue les autres, de flatterie; ainsi il y aura ici une première proposition sur la vantardise et une seconde sur la flatterie.

Louange et vantardise.

De la vantardise<sup>6856</sup>, quoique beaucoup de choses que j'ai dites à propos de la vaine gloire puissent être comprises d'elle, il faut noter en plus que quelqu'un peut louer de cinq façons, et que seules les quatrième et cinquième façons concernent la vantardise. Premièrement, quelqu'un se loue pour sa propre utilité spirituelle c'est à dire pour ne pas tomber dans le désespoir, comme font saint Job, c.13<sup>6857</sup> et Ezechias, *Isaïe*, 38<sup>6858</sup>. Deuxièmement, quelqu'un se loue pour éviter un danger: ainsi Paul a montré qu'il était citoyen romain, *Actes*, 16<sup>6859</sup>. Troisièmement, on se loue pour l'utilité des autres pour que son enseignement soit reçu plus efficacement: ainsi, Paul, 2 *Cor.*<sup>6860</sup>. Quatrièmement quelqu'un se loue par cupidité et vanité et ceci appartient à la vantardise dont on parle, d. 20, c. final<sup>6861</sup> et où la glose dit qu'on est semblable à la poule qui, quand elle a pondu un oeuf, ne cesse de caqueter jusqu'à ce qu'on l'apprécie parce qu'elle a pondu un œuf. La cinquième façon est la vantardise pour tromper, comme lorsque quelqu'un se vante de quelque chose pour tromper le prochain.

Les trois péchés mortels de vantardise.

Il faut en outre savoir que la vantardise, outre ce qui a été dit de la vaine gloire, peut être dite mortelle en trois cas. Premièrement quand elle aboutit à mépriser le prochain, comme le pharisien, *Luc*, 18<sup>6862</sup>; "Je ne suis pas comme les autres hommes... ou... comme ce publicain"; deuxièmement, quand quelqu'un se vante de s'être occupé de beaucoup de monde pour qu'on ait confiance en lui et ainsi s'enrichir: donc, quand quelqu'un se vante d'être un grand médecin, d'avoir accompli beaucoup de guérisons, ou d'être un habile avocat, et les vantards qui se louent mensongèrement au préjudice du prochain; et comprends qu'il y a péché mortel, si le préjudice est notable et d'une grande importance.

---

6856ANGELUS, *Jactantia* (non repris ici).

6857*Job*, 13, 1-2

6858*Isaïe*, 38, 2-3

6859*Actes*, 16, 37

68602 *Cor* 2,17: «C'est en hommes sincères, en envoyés de Dieu que, devant Dieu, nous parlons dans le Christ.»

6861Glose sur *Décret*, D 20, c. 3

6862*Luc*, 18, 11

Troisièmement, il y a péché mortel, premièrement, quand la vantardise vient d'un orgueil mortel, comme ce lecteur des épîtres de Paul, dont Florentinus<sup>6863</sup> dit qu'un jour qu'il lisait, comme ses auditeurs le louaient après une telle lecture, il répondit avec vantardise qu'il comprenait mieux les épîtres de Paul que Paul lui-même ne les avait comprises, et qui, bientôt, fut privé de toute connaissance, ne sachant rien de plus que celui qui recommencerait à apprendre les lettres; deuxièmement, il y a péché mortel quand quelqu'un se glorifie de façon mortelle, qu'il se vante en présence des uns et raconte en présence d'autres qu'il a parlé de telle et telle façon et tient des propos de ce genre; et je crois qu'il faut dire qu'absolument, seule cette troisième vantardise est mortelle, parce que toute jactance qui vient d'un orgueil ou d'une vaine gloire qui sont des péchés mortels, est un péché mortel.

#### G. La flatterie<sup>6864</sup>.

La treizième proposition portera sur les quatre flatteries et sur les quatre genres de flatteurs.

Sur ce sujet, il faut savoir, «selon Alexander, II-II, au traité sur la flatterie<sup>6865</sup>, que la flatterie se produit de quatre façons. Première façon: en louant un bien que (ceux qu'on flatte) n'ont pas. Seconde façon: en exagérant un bien qu'ils ont. Troisièmement en louant un mal qu'ils ont, en disant que c'est un bien. Quatrièmement en diminuant un mal en disant que ce n'est pas un péché si grave.» La troisième et la quatrième façon «sont des péchés mortels». L'établit la distinction 25, § *Alias*<sup>6866</sup>. Et je le comprends: si on loue ou diminue un mal qui est un péché mortel.

Mais «les deux premières flatteries» (qui concernent un bien comme les deux dernières concernent un mal), «sont des péchés véniels sauf s'il s'y mêle le mépris de Dieu ou chez celui qui loue ou chez celui qui est loué»; et je comprends qu'il y a mépris de Dieu chez le flatté ou le flatteur, quand il ne craint pas d'offenser Dieu, ou s'il voit donner à quelqu'un l'occasion de tomber dans un péché mortel, sans s'en soucier.

Mais je demande: «donner<sup>6867</sup> à des flatteurs est-il un péché?

Je réponds que telle est la flatterie pour laquelle on donne, tel est le péché de donner: si la flatterie est un péché mortel, donner est un péché mortel; si la flatterie est un péché véniel, donner est un péché véniel; c'est clair, d. 86, canon *Donare* et les deux suivants<sup>6868</sup>.

6863FLORENTINUS (ANTONINUS), *Summa confessionalis*

6864ANGELUS, *Adulatio*, § 5, mais l'article est recomposé.

6865ALEXANDER, *Sententiarum 4us liber, II-II, De Adulatione*.

6866Décret, D.25, c 3, §4: «*Criminis appellatio alias late patet...*» oppose le péché délibéré au péché par ignorance et faiblesse humaine.

6867ANGELUS, *Adulatio*, § 3

6868Décret, D 86, c.7 *Donare*, c 8 et9

Comprends ainsi Thomas, II-II, q. 115<sup>6869</sup>. Cependant, donner à un flatteur non pour la flatterie, mais par pitié pour sustenter la nature, n'est pas un péché, comme c'est noté dans le dit canon. De même, pour ceux qui donnent aux acteurs<sup>6870</sup>, comme dans les dits canons<sup>6871</sup>. Mais<sup>6872</sup> la flatterie est interdite aux clercs et s'ils la pratiquent, ils doivent être destitués, d. 46, *Clericus*<sup>6873</sup>.»

[fol. 89v]

Quatorzième proposition: la lutte verbale.

H. La lutte verbale

La quatorzième proposition doit être formulée à propos de la lutte; l'établit ce que j'ai dit plus haut, seconde proposition<sup>6874</sup>.

Les trois luttes.

Pour éclairer maintenant le contenu de la lutte verbale, j'indique préalablement qu'il y en a trois sortes:

celle de l'émulation,

celle de la dispute,

celle du litige.

De la première, on parle en *1 Cor*<sup>6875</sup>, «c'est celle qui, aujourd'hui existe chez les séculiers vis à vis des docteurs: quand ils voient plus louer un autre, ils luttent contre ses partisans; de même chez les prédicateurs, les religieux», les religieuses.

«Et quoiqu'en soi ce ne soit qu'un péché véniel, cependant, souvent naissent des péchés mortels, par exemple, des médisances ou nombre d'autres maux, selon ce passage de *Jacques*, 3<sup>6876</sup>: "Où il y a zèle et lutte, il y a le désordre et toutes sortes de mauvaises actions".

La seconde sorte de lutte est celle de la dispute et la dispute peut être un péché mortel de trois façons: premièrement quand on discute contre la vérité, même si on ne le fait pas dans les cris et le désordre. Et je comprends que c'est un péché mortel quand le sujet est d'une certaine importance: par exemple on discute contre la foi, les bonnes mœurs, ou contre ce qui concerne des enseignements utiles, et avec retentissement. La lutte entre des jeunes gens, en effet, même contre la vérité, ne semble pas être un péché mortel.» A

6869THOMAS, II-II, q. 115, a 1.

6870Chez THOMAS, II-II, q. 168, a. 3. Si AUGUSTIN dit que donner ses biens aux comédiens est un grand vice,

THOMAS, évoquant AMBROISE («Celui que tu aurais pu sauver en lui donnant à manger, si tu ne l'as pas nourri tu l'as tué») ajoute: «... à moins qu'il se trouve dans une grande nécessité».

6871*Decret*, D. 86, c 7, 8, 9.

6872ANGELUS, *Adulatio*, § 4

6873*Decret*, D. 46, c.3 .

6874La seconde proposition (fol.84v) porte sur l'infection de l'intellect par l'orgueil, cause de la discorde (dans le cœur), de la lutte verbale (en paroles), du combat (en acte) (fol 85r).

6875*Cor*, 10-11.

6876*Jacques*, 3, 16

ce sujet, vois ce que j'ai dit plus haut de l'entêtement<sup>6877</sup>. «La dispute, deuxièmement est un péché mortel quand elle est sans dignité, par exemple quand on lutte de façon désordonnée, même pour la vérité, de sorte qu'il en résulte un notable scandale: sinon, jouter sur la foi et sur des sujets de ce genre, de façon désordonnée, sera un péché véniel. Troisièmement, la dispute est un péché mortel quand la matière de la discussion est interdite, comme discuter publiquement et jouter sur la foi et des sujets de ce genre, sauf pour les savants et s'il y a une nécessité pressante», selon ce que j'ai dit au premier commandement<sup>6878</sup>; «ou comme se battre au tribunal à propos de ce qu'on est tenu de faire, comme ceux qui doivent payer se battent pour avoir un délai de paiement», délai dont j'ai parlé dans la Bourse de Marie<sup>6879</sup>.

«La troisième sorte de lutte verbale est celle du litige et elle est dangereuse vu les nombreux dangers qui s'y mêlent; elle n'est cependant pas interdite, autrement il faudrait condamner le droit canon. Cependant, elle peut être doublement illicite; premièrement en raison de la justice parce qu'on plaide sciemment contre la justice, et dans ce cas c'est un péché mortel; deuxièmement en raison du scandale, du scandale pour celui qui est poursuivi, et je comprends cela ainsi: si on scandalise les petits et non les pharisiens. Les pharisiens, eux, sont scandalisés quand on leur montre que ce qu'ils demandent n'est pas à eux, ou qu'ils favorisent une cause injuste, et que cependant, par malice, ils ne veulent pas faire ce qui est dû, mais s'agitent et se scandalisent; dans ce cas il n'est pas nécessaire de se désister, d'après les remarques du § *Quia ergo*, 10, q.1<sup>6880</sup>.»

#### J. La présomption<sup>6881</sup>.

La quinzième proposition portera sur la présomption; la voici.

Chaque fois que quelqu'un essaye de pratiquer une activité avec présomption parce qu'il sait et connaît qu'il n'a pas la capacité et l'habileté pour la faire, et qu'ainsi un dommage notable peut en résulter pour le corps ou l'âme, il pêche mortellement.

Puissent les simples prêtres, qui se mêlent d'entendre les confessions alors qu'ils n'ont pas la connaissance, noter cette proposition; de même, les chirurgiens et médecins qui se mêlent de guérir les malades, alors qu'ils n'ont pas ou la science ou l'expérience. Tous ces gens en effet sont en état de damnation, sauf s'ils cessent dans le futur et se repentent du passé.

---

6877Fol. 85, Q

6878Fol 56,Q, R

6879Fol 42, R

6880*Décret*, C 14, q. 1, c 1 (note de Gratien)

6881ANGELUS, *Presumptio*, 2° (non repris ici).

## K. les danses<sup>6882</sup>.

La seizième proposition portera sur les danses, puisque de la bagarre, de la guerre, du schisme et des sujets de ce genre, j'ai parlé plus haut dans le denier des soldats et au péché de colère<sup>6883</sup>. Sur cette matière j'énoncerai la proposition très générale que voici: pour celui qui veut danser sans faire de péché, il faut toujours que sept compagnons au moins sautent et dansent avec lui.

«Premier compagnon: le moment dû: qu'il n'ait pas été assigné à une oraison nécessaire ou à une pénitence. C'est pourquoi, les maîtres soutiennent, comme le rapporte Ricardus, III, d. 37, a. 3, q. 4<sup>6884</sup>, que c'est un péché mortel que de conduire des danses le dimanche, à cause de la parole d'Augustinus<sup>6885</sup> qui déclare que les femmes des juifs feraient mieux de filer la laine que de danser impudiquement tout le jour aux nouvelles lunes. Et je crois assurément que c'est vrai quand, par omission de la messe» ou d'une autre chose, les obligations qui tombent sous un commandement étaient délaissées; bien plus, je crois que, pour les cas suivants, danser n'est jamais mortel ou n'est pas pécher mortellement sauf en raison d'une interdiction de l'Église, d'un scandale ou d'une intention qui serait un péché mortel: donc, ce que j'ai dit plus haut a sa place ici: il y a péché mortel en raison d'un lien à un péché mortel.

Deuxième compagnon: la personne convenable. «Danser est en effet interdit aux ecclésiastiques, d. 46, c. *Clericum*<sup>6886</sup>, *De consecratione*, d. 5, c. *Nullus presbiterorum*, c. *Non oportet*, premier canon<sup>6887</sup>, par l'argument de la distinction 34, *Presbiteri, diacones*<sup>6888</sup>», surtout quand, à cause de leur danse, quelqu'un serait amené au péché mortel, «sauf si, éventuellement la brièveté de la danse et la nature de celle-ci l'excusaient, par exemple, en dansant de façon non publique et avec retenue<sup>6889</sup>.

Troisième compagnon: un comportement honnête. «L'honnêteté en effet est le premier commandement du droit, *Institutes, De justitia et jure*, § *Juris precepta sunt*<sup>6890</sup>, et c'est

---

6882ANGELUS, *Corea*

6883Fol 10, K

6884RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum*. III, d. 37, a.3, q..4

6885AUGUSTINUS: *quam... saltarent*: citation du *Liber de decem cordis*.

6886Décret, D 46, c 6

6887De Cons., D5, c 35 (*Nullus presbiterorum*), c 36 (*Non oportet*)

6888Décret, D34, c 19

6889Sur la modestie dans les mouvements du corps: THOMAS, II-II, q. 168

6890*Institutes, I, I, 3*



pourquoi si on danse de façon déshonnête, c'est un péché mortel, par exemple avec des gestes provoquant à la débauche, avec des chants ignobles, ou avec des ornements lascifs et impudiques. L'établit la préface, *ff. Veteris*, § *Illud vero quis ludos appellat unde crimina oriuntur*<sup>6891</sup>.» Mais il est difficile de discerner quels sont les gestes qui incitent à la luxure ou à la débauche mortelle et quels sont les ornements lascifs, sauf s'ils sont tout à fait inhabituels; et c'est pourquoi, si l'intention n'est pas corrompue, qu'on ne juge pas facilement qu'il s'agit de péché mortel.

[fol. 90r]

«Quatrième compagnon: l'intention droite, parce que si on danse pour provoquer à la débauche ou en vue d'une autre fin mauvaise, comme cela arrive communément, c'est un péché mortel», de sorte que telle est la fin ou l'intention, telle sera la danse: si l'intention est vénielle, la danse sera vénielle: «arguments des canons. *Vide*, 1. q.1. et 23. q.1, canons *Noli* et *Militare*<sup>6892</sup>.

Cinquième compagnon: un lieu apte, c'est à dire profane, non des lieux sacrés ou religieux», parce qu'il est tout à fait déshonnête de danser dans une église et dans des lieux religieux et sacrés.

«Sixième compagnon: la rareté de la danse. *Rodonensis*<sup>6893</sup> dit en effet que celui qui fait danser de façon habituelle, pèche mortellement. Mais je n'ose dire que celui qui danse rarement et sans mauvaise intention, pèche mortellement, et je n'ose pas non plus l'excuser de péché mortel puisqu'il se jette dans le danger en incitant les autres à pécher». Et cette parole de *Rodonensis*, je pense qu'elle n'est vraie que quand quelqu'un voit qu'une incitation au péché mortel en résulte.

«Septième compagnon: la fermeté du danseur. En effet celui qui est si fragile que, quoiqu'il commence à danser avec une bonne intention, il n'évite pas l'entraînement dans la luxure, pèche mortellement quand il se met à danser, conscient de la fragilité qui est la sienne, parce qu'il est dit dans *'Ecclesiastique*, 3<sup>6894</sup>: "Qui aime le danger, périra dans le danger", et, en outre, parce que *Hieronymus* dit dans une homélie: "Je ne crois pas en un homme qui dit avoir échappé sans dommage à de tels spectacles, puisque *David*, pour avoir vu *Bersabée* se lavant, a été entraîné à la luxure. C'est ce que dit *Hieronymus*<sup>6895</sup>.

Et de plus, puisque les conditions examinées ne se trouvent pas dans les danses de notre temps», il y a danger de péché mortel si quelqu'un danse habituellement, comme on le fait, sauf si on est excusé, selon ce qui a été dit plus haut.

---

6891 *Digeste*, Seconde préface, § 9; cité par *AUGUSTINUS*, *De civitate Dei*, 8

6892 *Décret*, C. 1, q.1, c1 (sur l'intention) et C.23 q. 1, c. 3, c.5

6893 *RODONENSIS*, *Glose de la somme de Raymond de Peñafort*.

6894 *Siracide*, 3, 27

6895 *HIERONYMUS*, sur 2 *Samuel*, 11, 1 sq

#### L. Le jeu: quand est-il sans péché?

Cependant Thomas dit, II-II, sur le jeu<sup>6896</sup>, «que<sup>6897</sup> le jeu ou la danse, proviennent parfois d'une joie spirituelle, et dans ce cas, sont méritoires - ainsi David dansa devant l'arche du Seigneur; parfois ils viennent de la récréation ou de l'exercice de l'esprit et ainsi peuvent être sans péché. Parfois ils viennent de la dissolution de l'esprit et de celle de la débauche, et dans ce cas c'est un péché mortel ou véniel, selon ce qu'on a dit.»

Dix-septième proposition. L'ornement superflu.

La dix-septième proposition portera sur l'ornementation superflue, mais parce que cette matière arrive souvent en confession car le monde est rempli de ce genre d'innovations vestimentaires, je procéderai de façon plus développée que pour les précédents sujets.

Donc, pour comprendre pleinement cette matière, tout d'abord que le confesseur jette l'œil sur deux choses: l'intention de ceux qui utilisent ce genre d'ornements, et deuxièmement, l'ornement lui-même.

Pour l'intention, je pose la règle suivante: il y a deux intentions dans l'ornementation par lesquelles on pêche mortellement.

Premièrement, si quelqu'un s'orne pour entraîner les autres à la convoitise mortelle de sa personne : vouloir convoiter et être convoité en effet est un péché mortel.

Deuxièmement, si on s'orne pour provoquer non la convoitise mais la jactance, la louange humaine ou la vaine complaisance, en sorte d'y être si attaché, quoique l'on sache que c'est contraire à un commandement de Dieu ou au bien du prochain, qu'on ne se soucie pas du commandement ou de la ruine du prochain, pourvu qu'on atteigne l'une ou l'autre des fins susdites. Et en regroupant tout de façon générale, si on s'orne ainsi pour un motif tel que l'élévation de soi, la vaine gloire, élévation et vaine gloire qui sont des péchés mortels, l'ornementation aussi sera un péché mortel. (J'ai dit plus haut quand la vaine gloire était mortelle<sup>6898</sup>). Mais si l'intention ne fait pas partie de celles dont on a parlé, on ne doit pas juger qu'elle est un péché mortel.

Quant à l'ornement même, le confesseur doit principalement considérer deux choses dans le vêtement: le superflu et l'honnêteté: je dis qu'il n'est pas honnête si l'ornement

---

6896THOMAS, *Somme*, II-II, q. 168. Les articles 2 à 4 contiennent le mot «jeu»: le plaisir du jeu peut être ordonné à la récréation et au repos de l'âme (a. 2). En a. 1, il est dit que les «mouvements extérieurs» sont des signes de la disposition intérieure; il n'y a pas les termes de «joie spirituelle». ANGELUS cite ALEXANDER, II-II, *titulo de ludo*.

6897ANGELUS, *Corea*, § pr. GILBERT NICOLAS a choisi de souligner les cas d'absence de péché mortel pour la danse et le jeu ensemble.

6898Dixième proposition (Fol. 88v)

aiguillonne la sensualité. Les femmes qui montrent leurs seins et les jeunes gens ou les hommes qui ont de courts vêtements<sup>6899</sup> s'avancent de façon indécente; cependant s'il s'agit d'une coutume du pays, la mauvaise intention étant exclue, on ne peut juger de façon affirmative que c'est un péché mortel, mais qu'on les avertisse d'arrêter de tout leur possible; surtout les femmes: qu'on les avertisse de se couvrir.

#### M. Les deux superfluités

Quant au second point: le superflu, il est double: l'un est celui du nombre et de la diversité, l'autre est celui de la préciosité, et les deux, semble-t-il, sont blâmées par l'Apôtre, «*Galates*, 5<sup>6900</sup>, où, parmi ce qui exclut du règne de Dieu, est placée la profusion<sup>6901</sup>, texte sur lequel la glose dit: tout superflu excessif; comprends que, pour être mortel, le superflu est notablement excessif. C'est pourquoi Thomas dit, II-II, q.169<sup>6902</sup> que ceux qui font faire des ornements surabondants et recherchés, pèchent mortellement si la surabondance est notablement excessive.» Pour comprendre ce point, on peut dire «qu'un ornement est dit superflu quand il dépasse la condition du statut de la personne.»

Pour connaître cette condition, «il faut considérer trois moments qui sont comme trois miroirs grâce auxquels on comprend quand on peut parler d'ornement superflu.

Le premier moment s'appelle le passé: comment es-tu parvenu à une telle condition, par exemple, à ces propriétés, à cette noblesse, à ces richesses?

Est-ce par l'usure, la rapine, les contrats malhonnêtes, pratiques à cause desquelles tu es tenu à la restitution?»

[fol. 90v]<sup>6903</sup>

De ce que par de telles pratiques «tu es arrivé à un tel statut, tu ne pourras user de l'abondance, de la préciosité et de la diversité ou de la rareté dont, autrement, usent ceux qui se trouvent communément dans ces genres de condition et d'état, sans péché mortel, pour maintenir leur état ou leur éclat, *Décrétales*, *De restitutione spoliatorum*, c. *Sepe contingit*<sup>6904</sup>. Et c'est ce que disent *Isaïe*, c. 9<sup>6905</sup>: "Le vêtement teint dans le sang sera brûlé et sera la nourriture du feu", et *Jérémie*, 2<sup>6906</sup>: "Sur les pans de ton vêtement, on a trouvé le sang des vies des pauvres". Et quoique, pour les biens incertains à rendre, un

6899ANGELUS, *Ornatus*, § 3, évoque l'excuse de la nécessité, mais repousse celle de la coutume. Le respect des coutumes dans la tenue est cependant une question réglée déjà par AUGUSTIN, *De doct. Christ.* III, 12.

6900*Galates*, 5, 19 et glose

6901*Luxuria*.

6902THOMAS, II-II, q.169, a.1. Par rapport à THOMAS, GILBERT NICOLAS simplifie beaucoup. THOMAS semble principalement évoqué à cause de l'adverbe *notabiliter*. Le péché mortel réclame une certaine abondance matérielle de la faute.

6903Déplacement de l'indication du folio après: restitution.

6904X, 2, 13, 18

6905*Isaïe*, 9, 4

6906*Jérémie*, 2, 34.

supérieur ecclésiastique puisse accorder une dispense pour que quelqu'un vive de ces biens selon sa condition naturelle, cependant s'il le fait seulement en vue de la surabondance et du statut, aussi bien celui qui accorde la dispense que celui qui la reçoit sont en état de damnation.» En effet, cela leur est seulement permis «afin que, sur les biens incertains à restituer, ils puissent vivre selon» la considération de leur condition, «parce que celui qui a l'habitude d'user de nourritures ou de vêtements délicats ne pourrait user de grossiers comme quelqu'un qui y serait accoutumé, [...]. Mais si tu es arrivé à telle condition par des moyens qui ne nécessitent pas de restituer, dans ce cas, je crois que, même si tu n'es pas noble par nature, tu pourras néanmoins t'orner selon l'état de noblesse, de sorte que, pour cette raison, on ne devra pas juger ton ornement notablement excessif<sup>6907</sup>.

N.

Le second moment s'appelle le présent: tel ornement convient-il à la condition? Or à une plus grande dignité convient un plus grand ornement, comme au chapitre *Clerici officia*», *De vita et honestate clericorum*<sup>6908</sup>.

Et c'est pourquoi, pour savoir ce qui te convient, remarque ceci: il n'y a pas de plus grande dignité que celle de Dieu, et cependant, dans le culte divin lui-même, l'ornement lui-même doit être mesuré, comme au canon *Gloria episcopi*, 12, q.2<sup>6909</sup>; à plus forte raison, l'ornement des ecclésiastiques et des supérieurs.

Dis, de même, que doit être mesuré l'ornement de l'empereur qui est au dessus de tous ceux qui vivent dans le monde, comme dans la Loi *Cum multa*, C. *De bonis que liberis*<sup>6910</sup>. Et l'ornement des autres doit être d'autant plus mesuré qu'ils sont plus au dessous de la dignité même de l'empereur. Et quoiqu'il en soit ainsi de droit, néanmoins on doit prêter aujourd'hui attention à la coutume parce que, comme le dit Augustinus<sup>6911</sup>, «Celui qui use des biens passagers plus strictement que ne le demandent les mœurs de ceux avec qui il vit, ou est tempérant ou est dans un excès»<sup>6912</sup>. C'est pourquoi si tu veux savoir si tu es dans l'excès, considère le commun des hommes de bien parmi lesquels tu vis, qui sont de mêmes dignité, noblesse, abondance de richesses. Et note qu'il s'agit du commun des hommes de bien, non de celui de certains» mondains. «Et si selon la coutume de ces

---

6907Si on est arrivé à un statut élevé selon la justice, on peut s'orner selon le statut social correspondant: se vêtir comme les nobles sans être né noble.

6908X, 3, 1, 15

6909Décret, C.12, q 2, c 71

6910Codex J., 6, 61, 7

6911AUGUSTINUS, *De Doctrina Christiania*, III,12, cité par THOMAS, *Somme*, II-II, q.169, a.1, la superstition étant d'abord un excès.

6912AUGUSTINUS, dans *Décret*, D 41, c 1 (*De Doctrina Christiania*, III,12)

gens de bien tu utilises des ornements précieux, soit par leur nombre, soit par leur rareté, je ne te jugerai pas coupable d'excès, sauf dans le cas où certains seraient dans une extrême nécessité». C'est pourquoi alors, dis avec Ambrosius<sup>6913</sup>, *Sicut hi*, dist. 47<sup>6914</sup>: «Ce qui dépasse ce qui suffit à la dépense, celle qui est nécessaire à ta vie et à celle de ta famille, est retenu par violence».

Mais, celui qui est égal en richesses, en noblesse<sup>6915</sup>, peut-il s'orner comme le font communément les nobles, quoiqu'il soit d'un genre social inférieur? Je réponds que oui, sauf en ce qui concerne les décorations qui, de droit, conviennent aux soldats et aux docteurs: la raison<sup>6916</sup> est que la noblesse aujourd'hui n'est pas imputée d'après la valeur mais d'après le faste. Et cette réponse n'est pas vraie aujourd'hui pour ce qui est du comportement des maîtres et des officiers, parce que, quoique quelqu'un soit plus riche qu'eux, il ne lui serait cependant pas permis de s'orner comme le font communément tels supérieurs, les maîtres, les officiers». Et cela, cependant, jusqu'à ce que ce point concernant les décorations soit abrogé par une coutume contraire et quelque chose de ce genre. «Conclus donc que, si quelqu'un utilise un ornement de prix, ou abondant ou rare, selon la coutume de son statut présent, comme le font communément les gens de bien du temps présent, riches ou nobles qui sont ses égaux, il ne pèche pas.

Le troisième moment à considérer est le futur: qu'il considère s'il pourra se maintenir dans un tel état» sans qu'il soit nécessaire, «dans le futur, de commettre des péchés mortels. En effet, s'il est nécessaire de commettre des péchés mortels pour se maintenir dans un tel décorum comme ceux qui, pour ce décorum, doivent nécessairement rester dans des pays lointains pour commercer, après avoir abandonné leurs épouses, pays où, à cause de leurs faiblesses, ils commettent nombre de péchés mortels, etc., alors un tel décorum est superflu et illicite».

Donc, selon les trois temps énoncés, tu peux savoir quand quelqu'un a le superflu notable qui est un péché mortel. Mais, il n'y a pas de «péché mortel sauf selon le premier temps et le troisième;

[fol. 91r]

cependant les ornements doivent être repoussés, parce que, comme dans la plupart des

---

6913AMBROSIUS, dans *Décret D 47*, c 8: *Sermon 81 sur Luc: Plus quam sufficeret sumptum et violenter obtentum est.*

6914*Décret D 47*, c 8

6915Une noblesse intellectuelle ou militaire, mais qui n'est pas de sang.

6916La raison du oui

cas ils tiennent de l'excès, ils tiennent ainsi du péché mortel aussi, par exemple, parce qu'ils sont l'occasion de nombreux» maux et «péchés. En effet, d'abord, ils conduisent à la débauche; deuxièmement, ils empêchent de nombreux mariages» de jeunes filles pauvres, qui, à partir d'un tel superflu<sup>6917</sup>, pourraient se marier, «troisièmement ils fournissent la matière des désirs désordonnés, *Ps.* 30<sup>6918</sup>: "Tu hais (tous) ceux qui honorent les vanités plus qu'inutilement.» De plus, que le confesseur prenne garde de ne pas donner mauvaise conscience, sauf quand il est sûr qu'il y a un péché mortel.

Pour que ces matières soient vues plus complètement, j'ajouterai encore à propos des femmes deux questions que pose la *Rosella* au mot *Femina*<sup>6919</sup> en répondant contre Angelus<sup>6920</sup> et presque tous les docteurs. La première proposition est que si une femme utilise un vêtement d'homme, ou au contraire si un homme utilise un vêtement de femme, dans un mauvais dessein ou avec une intention dépravée ou par superstition, ils pèchent mortellement; en outre, la femme est excommuniée mais pas l'homme. Ceci est clair grâce au canon *Si qua mulier*, d. 30<sup>6921</sup>, avec la rubrique jointe et la glose à cet endroit, et grâce à Archidiaconus<sup>6922</sup> avec le maître Nicolas de Lyra sur le c. 22 du *Deutéronome*<sup>6923</sup>. La seconde proposition est que si une femme utilise un vêtement d'homme (ou le contraire) par jeu ou par légèreté, sans intention corrompue ou mauvaise, alors, ils ne pèchent pas, ni mortellement ni même véniellement;

c'est ce que souvent nous voyons quand des hommes prennent les vêtements de leurs épouses (ou l'inverse), et vont, masqués, à travers la ville, par récréation et sans mauvaise intention. Et il serait totalement absurde de dire qu'ils pèchent mortellement: ici, je crois qu'il y a lieu de tenir C et d'éviter surtout, au sujet de l'excommunication, que la femme soit excommuniée. L'anathème<sup>6924</sup>, en droit, n'est pas toujours pris comme excommunication, mais comme séparation du corps du Christ, comme c'est le cas pour les simoniaques, 1, q. 1, *Anathema danti, anathema recipienti*<sup>6925</sup>

O. Suite: le péché d'avarice.

---

6917Les dépenses somptuaires empêchent sans doute la constitution d'une dot. Non dit par Ange.

6918*Psaumes*, 30, 7 (*Vulgate*)

6919*Rosella*: Summa casuum conscientiae, Femina

6920ANGELUS, *Ornatus*: Il y a péché mortel pour la femme portant un habit d'homme et pour l'homme portant un habit de femme, sauf (selon Thomas) s'il y a une nécessité ou une cause: se cacher d'un ennemi, n'avoir pas d'autre habit.

6921*Décret*, D 30, c 3 (La femme qui a voulu quitter son mari, le lien conjugal étant rompu, en méprisant le mariage, est anathème.)

6922ARCHIDIACONUS, *Super Decretum*

6923NICOLAS DE LYRA, *Postilla super totam bibliam*, in *Deut.*, 22, 5

6924Selon ANGELUS, *Excommunicatio* 1, § 1: l'anathème est l'excommunication majeure (elle prive, entre autres choses, des sacrements, de la fréquentation des autres, de l'entrée dans l'église). GILBERT NICOLAS exprime l'idée que l'anathème peut n'être que l'excommunication mineure: la privation de réception des sacrements.

6925*Décret*, C 1, q 1, c 12

Ceci peut être tiré de Thomas<sup>6926</sup> et d'Alexander<sup>6927</sup>: l'avarice c'est désirer, acquérir, conserver, de façon désordonnée, des biens temporels, et donc «elle consiste en trois actes: désirer, acquérir, conserver». Et si tu voulais que la définition embrassât la simonie, dis que c'est un amour désordonné de posséder, etc., et supprime "biens temporels"; cependant, les biens de l'Église sont des biens temporels quoiqu'ils soient quelque peu reliés aux biens spirituels.

Sur ce péché comme sur les autres, il y aura deux articles. Dans le premier seront posées trois parties dans lesquelles sont contenues les transgressions de ce péché et à partir desquelles pourront être formées les questions. Dans le second seront posées les propositions à partir desquelles on pourra dire en réponse quand l'avarice est mortelle et quand elle ne l'est pas.

Premier article où sont exposées les transgressions et à partir duquel pourront être formées les questions.

Quant au premier article, il faut savoir que, dans le péché d'avarice, quelqu'un peut pécher mortellement de trois façons:

en désirant de façon illicite,  
en retenant de façon inhumaine,  
en acquérant de façon injuste.

Et selon ces trois parties, on doit former les examens ou les questions: A-t-il recherché les biens d'autrui? A-t-il désiré délibérément le pré d'autrui, son champ, sa vigne et des biens de ce genre? A-t-il désiré des offices, des bénéfices, etc.?

Second article où sont exposées les propositions.

Quant au second article, voici la proposition sur le premier élément des trois parties: quelqu'un, en désirant des biens dans ce monde, peut être souillé de trois façons par le péché mortel,  
en raison d'injustice,  
d'insuffisance,  
de garde excessive.

Tout d'abord je dis: en raison d'injustice, par exemple «en désirant<sup>6928</sup> illicitement, d'une volonté délibérée, les biens d'autrui, en sorte qu'on passerait à l'acte si on en avait la faculté. Et de cette façon, il y a péché mortel, parce que c'est contre le commandement

---

6926THOMAS, II-II, q.118, a 3

6927ALEXANDER, *Sententiarum liber*

6928ANGELUS, *Avaritia*, §1

d'*Exode*, 20<sup>6929</sup>: "Tu ne convoiteras pas le bien de ton prochain". Cependant ce pourrait être un péché véniel à cause de la modicité du bien désiré, comme» on le dira plus bas, «au sujet du vol<sup>6930</sup>.

Deuxièmement, il y a péché mortel quand on désire délibérément des biens interdits qui ne peuvent être détenus sans péché mortel, par exemple, un bénéfice ecclésiastique, alors qu'on en est indigne.

Troisièmement, il pourrait y avoir péché mortel quand on désire des biens superflus avec un appétit qui étouffe totalement dans l'esprit le soin qu'on se doit à soi et la nécessaire considération des choses divines, comme c'est clair au c. *Ydolatria*, 28, q.1<sup>6931</sup>. Et l'établit le c. *Cum omnis avaricia*, 1, q.1<sup>6932</sup>. Donc, désirer les richesses d'un amour excessif, pourvu cependant que ce ne soit pas au dessus de Dieu comme par exemple parce qu'on désirerait des biens ni illicites ni de façon illicite, et que, pour autant on n'abandonne pas les biens nécessaires au salut, est, de l'avis commun, un péché véniel<sup>6933</sup>».

La seconde proposition portera sur le second point principal: retenir des biens de façon inhumaine.

De cette seconde forme d'avarice, je dis que quelqu'un fait offense de deux façons: soit que les biens soient reçus, soit qu'ils soient dus. Je dis que quelqu'un qui retient sciemment les biens d'autrui aussi bien reçus que dus, alors qu'il pourrait les restituer, et qui les détient contre la volonté bien ordonnée

[fol. 91v]

de ceux à qui ils appartiennent ou à qui ils sont dus, pèche mortellement et qu'il le fait toutes les fois qu'il est dans la disposition de ne pas restituer et que cependant il a en a la capacité et pourrait restituer. Cette proposition se trouve suffisamment au c. *Saepe, De restitutione spoliatorum*<sup>6934</sup>. Cependant, en ce qui concerne les biens que l'on doit, vois plus haut dans la Bourse de Marie<sup>6935</sup>. Mais pour savoir quand il serait mortel de retenir ses biens propres, il faut savoir que retenir, c'est à dire ne pas donner l'aumône, avarice qu'on appelle endurcissement ou inhumanité, est mortel dans cinq cas.

P. Quand ne pas faire l'aumône est un péché mortel<sup>6936</sup>.

---

6929*Exode*, 20, 17

6930Fol

6931*Décret*, C 28, q.1, c. 5

6932*Décret*, C 1, q, 1, c 20.

6933Fin de ANGELUS, *Avaritia*, §1

6934X, 2, 13, 18

6935Fol 22v

6936ANGELUS, *Elemosyna*, § 1 (il n'est pas la référence ici).



Premièrement quand quelqu'un qui a un superflu qui excède les nécessités de la nature et de la personne, ne secourt pas celui qui subit une nécessité extrême qu'il connaît, selon Thomas<sup>6937</sup>, Ricardus<sup>6938</sup> et Durandus<sup>6939</sup> en IV, d. 15, et Henricus dans les *Quolibet*<sup>6940</sup>.

Deuxièmement, quand quelqu'un ne subvient pas à l'extrême nécessité du prochain sur ce qui lui est nécessaire par rapport à sa personne, c'est à dire nécessaire selon la décence de son état et de celui de sa famille mais superflu par rapport à la nature; ceci d'après Ricardus<sup>6941</sup> et Durandus<sup>6942</sup> en IV. Mais saint Thomas, II-II, q. 32<sup>6943</sup>, dit que c'est vrai par conseil: c'est pourquoi il ne pécherait pas, celui qui omettrait de le faire, du moins pas mortellement. Cependant, Florentinus<sup>6944</sup> dit dans sa glose que Thomas a compris: quand il s'agit d'une nécessité de décence par rapport à la personne, sans laquelle celui qui ne secourt pas le prochain encourrait de graves dangers ou des dommages physiques ou spirituels. C'est pourquoi il se pourvoit lui-même et les siens, selon l'état et le besoin; mais celui qui agit ainsi par avarice, il pèche mortellement de toute façon .

Troisièmement, quand quelqu'un, sur ce qui excède les deux nécessités, de nature et de personne, ne porte pas secours à ceux qui subissent de grandes nécessités et misères, même si tu remarques qu'elles ne sont pas extrêmes. Et ceci semble quasiment mortel selon Durandus, mais non selon Thomas.

Quatrièmement, faire l'aumône en prenant sur le nécessaire, le nécessaire par rapport à la nature pour soi et sa famille, serait un péché mortel, parce que contre la charité, selon Thomas<sup>6945</sup>, Durandus<sup>6946</sup> et Ricardus<sup>6947</sup>, et ceci, comme le dit Thomas, II-II, q. 32<sup>6948</sup> (voir plus haut) sauf si quelqu'un donnait à une personne parce qu'il la considère plus utile au pays et à l'Église que lui-même et sa famille, et donc préfère la conservation de cette personne à sa propre vie, en lui portant secours sur ce qui est nécessaire à sa vie; cependant il n'y est pas obligé par commandement mais cela convient à une grande perfection. Par ailleurs, il fera louablement l'aumône aux indigents sur ce qui est

---

6937THOMAS, IV, d.15, q 2, a 1, ad 4am (p 678)

6938RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum*, IV, d. 15, a 2, q 2, selon ANGELUS.

6939DURANDUS, IV, d 15

6940HENRICUS, *Quolibet* (citation chez ANGELUS: § *Necessitas*., in IV, quoli, q 26)

6941RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum*, IV, d. 15, a 2, q 2, selon ANGELUS.

6942DURANDUS DE SANCTO PORCIANO, *Scriptum super Sententiarum.*, IV, d.15

6943THOMAS, II-II, q 32, a 5

6944FLORENTINUS (ANTONINUS), *Summa confessionalis*

6945THOMAS, IV, d.15, q 2, a 4, ad 1am. Thomas emploie la formule: *non debet*

6946DURANDUS DE SANCTO PORCIANO, *Scriptum super Sententiarum.*

6947RICARDUS, *Super Sententiarum librum*

6948THOMAS, II-II, q 32, a 6, r.: 3

nécessaire à sa personne, même s'ils ne sont pas pauvres de façon extrême, celui qui voudrait entrer en religion ou qui pourrait rapidement se pourvoir lui-même par industrie ou autrement selon ce qui convient à son état, d'après Thomas (Vois plus haut)<sup>6949</sup>.

Cinquièmement, faire l'aumône serait mortel quand on donnerait sans discernement, à des non-indigents ou à ceux qui en feraient mauvais usage, 5, q. 5, c. *Non omnis*<sup>6950</sup>, et qu'on s'en apercevrait et qu'on saurait qu'en résulte ou qu'est commis un péché mortel, ou qu'on ne pourrait secourir ceux qu'on est tenu de secourir.

Ceux qui exposent les enfants<sup>6951</sup>.

Note donc que si un père expose un enfant ou refuse de le nourrir, si un patron fait de même pour un homme libre, un maître pour un esclave, un jeune enfant ou même un adulte sans force, *ipso facto* le fils est libéré de la puissance paternelle, l'affranchi reçoit la condition d'homme libre, et l'esclave est mis en liberté, et ceux qui en ont la charge, ne peuvent, pour cette raison, revendiquer pour eux aucun droit sur leurs personnes. Ceci est exposé dans la *Décrétale*, *De infantibus et languidis expositis*, chapitre *Si a patre*<sup>6952</sup>. Raymundus dit la même chose<sup>6953</sup>. Et il ajoute que celui qui présume faire de telles choses dans sa conscience doit être jugé comme un homicide ou un parricide, parce qu'il expose au danger de mort un homme qu'il est tenu de secourir dans une telle nécessité; cependant après avoir examiné les circonstances, que la mort en ait résulté ou non, il faudra modérer la pénitence.

Mais si les parents ou les maîtres susdits ont agi ainsi parce qu'éventuellement, ni en faisant l'aumône, ni en la demandant, ni autrement, ils ne peuvent les nourrir, alors, selon Guilelmus<sup>6954</sup>, ils ne pèchent en rien, s'ils n'ont rien omis des circonstances. De plus ceux qui ont des fils par adultère ou fornication, mais qui pour cacher leur péché, les envoient dans des hospices - ils le font souvent aussi pour éviter ce scandale -, sont tenus de les nourrir à leurs frais et de prendre des dispositions pour eux s'ils le peuvent; donc, s'ils ne le font pas, on peut poser un sixième cas dans lequel ne pas faire l'aumône est mortel.

Il faudrait poser une troisième proposition sur le troisième membre du ternaire: l'acquisition injuste; mais puisque dans cette proposition, on touche aux restitutions, le troisième membre ne peut être pleinement compris si on ne comprend pas la Bourse de

---

6949THOMAS, II-II, q 32, a 6, r, et IV, d 15, q 2, a 6, ad 4am.

6950*Décret*, C 5, q.5, c.2 («*Non omnis qui parcat amicus est, ne commis qui verberat, inimicus.*»)

6951ANGELUS, *Expositio*,. Le traitement est différent et ne comporte pas ce qui suit la référence de la *Décrétale*.

GILBERT NICOLAS a traité des enfants exposés, fol 23v, S.

6952X, 5, 11, 1

6953RAYMUNDUS, *Summa*, II, tit 1, §10: casus 7, p.153

6954GUILLELMUS DE MARA, *In Sententiarum*. (Hypothèse)

Judas, que tu as plus haut, à la fin de la première partie<sup>6955</sup>: c'est pourquoi, de cette proposition, je ne dis rien d'autre pour l'instant.

### **Suite: Le péché de luxure.**

Sur ce péché comme sur n'importe quel autre, il y aura deux articles. D'abord, je poserai une triple partie dans laquelle seront exposées les transgressions de ce péché de luxure, et à partir de laquelle on pourra former des questions; dans le second article, seront posées les propositions à partir desquelles on pourra donner des réponses pour dire quand les transgressions sont mortelles ou vénielles.

### **R. Premier article où l'on expose les transgressions et à partir duquel pourront être formées les réponses.**

En ce qui concerne le premier article, il faut savoir que pour le péché de luxure, on peut pécher mortellement de trois façons: en se délectant en pensée de façon prolongée, en connaissant une femme hors mariage, en faisant un abus concernant l'épouse qu'on a<sup>6956</sup>.

[fol. 92r]

Et conformément à ces trois transgressions, on doit interroger ainsi: a-t-il réfléchi au péché de chair? A-t-il eu des révoltes charnelles? A-t-il pris du plaisir à ces pensées ou à ces mouvements? Et remarque que les questions sur ce péché doivent être posées avec prudence, comme je l'ai dit au début de cet ouvrage, en sorte que le confesseur n'interroge pas trop amplement jusqu'au bout sur les circonstances.

De plus, qu'il n'interroge pas trop amplement sur des péchés hors norme et inaccoutumés que le pénitent ignorait éventuellement, dans lesquels, à cause de ses questions, le confesseur fournira au pénitent une occasion de pécher. De plus, quand une femme voudra exprimer, à propos d'une action coupable, des choses honteuses qui ne sont pas nécessaires à la confession, qu'il la fasse taire et qu'il lui dise doucement qu'il suffit de dire telle et telle chose et qu'elle pécherait plutôt, en en disant plus. Quatrièmement, que le confesseur, avec la plus grande diligence, se garde d'une curiosité condamnable: la curiosité de connaître les personnes avec qui a péché tel ou telle, ou celui qui se confesse.

### **S. Second article: La délectation morose<sup>6957</sup>.**

---

6955La bourse de Judas est évoquée fol 7 r, A., Judas étant le modèle de l'avare. Les cinq articles de la restitution sont les cinq doigts de sa main.

6956Il ne s'agit pas seulement d'en mal user avec son épouse, mais de s'être marié malgré un empêchement.

6957Première partie principale du second article.

Quant au second article, voici la proposition sur le premier élément de cette triple partie, c'est à dire sur la délectation prolongée en pensée<sup>6958</sup>, dont, à mon avis, il est très difficile de juger quand il y a ou non péché mortel. Et c'est pourquoi, tout d'abord, je mettrai en premier une division, et je poserai, en second, une double proposition.

Les deux vouloirs.

La division est que le vouloir est double: l'un est un vouloir de simple complaisance, et c'est un simple vouloir par lequel on accepte quelque chose quoique la volonté ne s'efforce pas de le rendre efficace. Autre est le vouloir efficace, qui est celui par lequel la volonté s'efforce d'avoir un objet ou un effet. Et note que n'importe lequel de ces deux vouloirs suffit au péché mortel. Ceci est tiré de Scotus, dans plusieurs endroits, principalement en III, d.6<sup>6959</sup>, où il tient que Lucifer, par le premier vouloir, a désiré l'égalité de Dieu ou a pu la désirer, mais non par cette volonté qui est efficace, parce qu'il savait que c'était impossible parce qu'il ne se trompait pas; bien plus il savait que, du fait qu'il était une créature, il ne pouvait être l'égal de Dieu. Il s'ensuit donc que la première volonté concerne les impossibles, mais que la seconde qu'on appelle "choix", par laquelle le voulu existe dans un effet, concerne uniquement les possibles. Prenons l'exemple de celui qui ne peut commettre le péché de chair, et qui se complairait à la fornication en acte, ce qui ferait partie des possibles s'il pouvait commettre le péché, un tel homme assurément pécherait mortellement parce que pour pécher mortellement, une seule des deux volontés suffit. Et j'approfondis la proposition.

Remarque, avec soin, que chacune des deux volontés se porte, tantôt sur l'objet voulu, tantôt sur leur acte ou leur connaissance de l'objet, de sorte que chacune peut aimer l'objet et la connaissance de l'objet, et que ces amours sont deux amours distincts comme le sont: j'aime Dieu et j'aime l'amour de Dieu ou la contemplation de Dieu. Augustinus<sup>6960</sup> donne un exemple: Je définis, c'est à dire je connais en détail et distinctement, l'intempérance; sa connaissance me plaît, et cependant l'objet défini, c'est à dire l'intempérance, ne me plaît pas. Il y a un exemple<sup>6961</sup> semblable concernant la grammaire à propos du solécisme: la notion et la connaissance du solécisme plaît au grammairien et cependant le solécisme lui déplaît, il le reprend et le condamne.

---

6958ANGELUS, *Cogitatio*, § 2; article non repris quoique la référence à BONAVENTURA soit semblable.

6959SCOTUS, III, d. 6, q. 2

6960 AUGUSTINUS, 9, *De Trinitate*, c.12

6961On le trouve chez SCOTUS, II, d. 42, q. 2, dans sa réponse à: comment il peut y avoir un péché en pensée.

Et pour une compréhension plus claire<sup>6962</sup>, je pose ce que dit Henricus dans les *Quolibet*<sup>6963</sup>, que, concernant la procréation dans la fornication, nous pouvons considérer plusieurs aspects:

la substance de l'acte,

la nature,

l'agrément,

et la circonstance.

Parce que, dans la fornication, quelqu'un peut vouloir les trois premiers tout en détestant aussi en même temps la circonstance de la fornication qui entoure l'acte, parce que vouloir et détester ne concernent pas la même chose, mais parce qu'on ne doit vouloir en aucune façon cette circonstance ni l'acte accompagné de cette circonstance, on devrait donc plutôt vouloir ne pas avoir eu une descendance de ce genre, même si elle était plus sainte que Jean Baptiste, et pour aucun bien créé, personne ne doit consentir à offenser Dieu. Et ce qui vient d'être dit est valable pour nombre de cas. Le prouve celui qui a volé un cheval, un vêtement, des poules, et qui se délecte en se parant, en faisant du cheval, en mangeant<sup>6964</sup>.

Je pose maintenant deux propositions de réponse, et la première sera de Scotus, II, d. 42, q.1, a. 2<sup>6965</sup>, qui, à mon avis, résout de façon claire et jusqu'au fond le doute présent; la seconde sera de Bonaventura, d. 24<sup>6966</sup>. De ces deux propositions, il s'ensuit que la pensée qui s'attarde ou délectation, est mortelle seulement dans deux cas: premier cas, en raison de l'interdiction, et ceci sera expliqué dans la proposition de Scotus; second cas, en raison du danger, et ceci sera expliqué dans la proposition du docteur séraphique<sup>6967</sup>.

La première proposition est la suivante: tout homme qui se complaît, même si l'on parle de la complaisance dans le simple vouloir de n'importe quel acte interdit, soit pour un objet soit pour un fait qui sont des péchés mortels, pèche mortellement. Cette proposition est assez claire grâce à la précédente division, mais sois toujours très attentif à la chose sur laquelle porte la pensée et non à la pensée de la chose: ainsi que le dit Thomas<sup>6968</sup>, il ne pécherait pas mortellement; c'est pourquoi je disais dans la proposition que ce qui plaît doit être un péché; parce que si me plaisait seulement la réflexion sur le fait lui-même, il

---

6962La volonté se porte sur l'objet ou sur la connaissance de l'objet.

6963HENRICUS, *Quolibet*

6964Vouloir une descendance, une parure, un cheval, un repas n'est pas un vouloir mauvais; vouloir ces biens par la fornication ou le vol est un vouloir mauvais.

6965SCOTUS, II, d. 42, q.1, a.2.

6966BONAVENTURA, II, d. 24, q 1

6967Saint Bonaventure.

6968THOMAS, I-II, q 74, a 8 : la pensée en soi n'est pas un péché mortel.

en serait autrement, comme je l'ai dit de l'exemple d'Augustinus et du solécisme.

[fol. 92v]

Et j'ajoute un autre exemple.

Supposons que quelqu'un ait tué ma sœur, quelqu'un que je veux appeler en justice et accuser ou faire qu'il soit pendu: moi et mon avocat réfléchissons à cet homicide et, plairont à notre volonté la pensée et l'invention de moyens pour que l'autre soit pendu. L'acte de pendre déplaira, mais je veux argumenter en sa faveur, accuser en justice et faire condamner. Que le confesseur donc, considère si le vouloir, ou la complaisance, se porte principalement sur la réflexion ou sur la chose à laquelle on réfléchit. Et si la réflexion est volontaire et délibérée, je dis ceci à cause des scrupuleux, que le confesseur juge aussi de cette façon: donc, celui qui veut réfléchir à l'acte de luxure et qui s'y plaît, par exemple parce qu'il doit écrire, prêcher et faire quelque chose de ce genre, est méritant<sup>6969</sup>. Mais parfois il y a péché véniel, par exemple si on y réfléchit sans que ce soit un travail et sans utilité.

Ensuite je dis selon Bonaventura<sup>6970</sup>: chaque fois que quelqu'un souffre de s'occuper à des pensées de ce genre, si le danger d'un accident le menace, par exemple un danger de pollution ou un danger de ce genre, de sorte qu'il sent qu'il est fortement incité à l'acte ou au fait par ce genre de pensées et de délectations, alors, en raison du danger, s'il ne les repousse pas, il pèche mortellement. Et c'est pourquoi, quoique le confesseur, selon les paroles de Thomas<sup>6971</sup> et de Scotus<sup>6972</sup>, ne jugerait pas ici qu'il y a péché mortel parce que l'acte ne plaît pas, cependant, il jugera qu'il y a péché mortel en raison du danger.

De ce qui a été dit, il est clair que l'homme, intérieurement et en esprit, avant l'acte du péché de luxure, peut doublement pécher mortellement: par le consentement à la délectation et par le consentement à l'acte s'il avait la possibilité de le faire. Cependant pour que cette deuxième proposition soit plus clairement comprise, j'ajoute quelque chose sur le fait de tarder pour qu'on sache pourquoi on parle de pensée qui s'attarde ou de délectation morose.

Et pour cela note selon Bonaventura<sup>6973</sup> (vois avant) que le fait de s'attarder, en soi, ne fait pas que ce qui était véniel avant devient mortel, mais il le fait occasionnellement, parce qu'il aura induit un consentement vrai ou interprétatif. Il induit un consentement vrai quand,

---

6969THOMAS dit seulement qu'il n'y a pas du tout de péché. On peut aussi se plaire à son travail de prédication et de salut des âmes, tout en n'aimant pas le sujet à traiter; ce serait méritoire de le traiter.

6970BONAVENTURA Il s'agit ici de la seconde proposition sur la délectation morose: péché mortel en raison du danger.

6971THOMAS, I-II, q 88, a 4, 2: pas de péché mortel sans consentement de la raison.

6972SCOTUS, II, d. 42, q.1, par exemple.

6973BONAVENTURA, II, d. 24, q 1

à partir de la prolongation de la délectation, croit un désir tel que l'homme, par la raison inférieure, veut la délectation et veut s'y attarder. Le consentement interprétatif est induit quand l'homme remarquant le péril d'une délectation qu'il retient, néglige de la réprimer: mais ceci ne se fait pas sans le mépris de son salut propre, parce qu'il s'expose à sa perte et s'y risque. En vérité cette délectation s'insinue comme un serpent et diffuse des venins par lesquels l'esprit rationnel diffuse la mort de la faute. Donc de même qu'il négligerait son salut corporel celui qui logerait sciemment un serpent sur lui, de même, celui qui, par une délectation de ce genre, remarque le danger et doit le remarquer, et y reste volontairement, s'expose à sa perte, lui qui néglige de le repousser .

T. Le délai de la complaisance en pensée.

Mais on se demande, à cause de cette même seconde proposition, quel délai fait que le péché véniel devient mortel?

Je réponds: en général on le détermine ainsi: quand la délectation et le désir croissent au point que surviennent le mépris de la loi divine et le consentement véritable, ou quand la négligence à repousser la délectation ou l'insouciance de son propre salut croissent à ce point que surviennent le mépris de la loi divine et le consentement interprétatif.

Mais si on cherche précisément de combien est le délai, d'une heure, d'une demi heure ou d'une durée plus longue, on ne peut donner de réponse, parce que parfois c'est plus, parfois moins selon les différents états et conditions des personnes. C'est pourquoi ne le déterminent ni la science ou l'explication<sup>6974</sup>, mais plutôt la droite conscience et l'onction sacerdotale. Donc, quand la droite conscience remarque qu'elle n'est pas peu blessée par la délectation à laquelle on s'attarde, le consentement survient, ou le mépris.

Et si elle ne le remarque pas parfois à cause des ténèbres et des sentiments qui l'enveloppent, elle doit choisir le parti le plus sûr et se confesser simplement ainsi et se repentir comme si elle avait péché mortellement. Ainsi apparait la réponse sur ce qu'il faut faire quand quelqu'un se demande s'il a fait un péché véniel ou mortel, et de quelle façon il faut le conseiller.

V. **Seconde proposition principale**<sup>6975</sup>.

La seconde proposition portera sur le second membre de la triple partie et c'est une proposition sûre et comme une règle ferme à tenir par tout vrai chrétien; la voici: tout acte charnel hors mariage est un péché mortel et ainsi toute espèce de luxure

---

6974 Il semble que la science et la *lectio*, l'interprétation des textes, soient insuffisantes pour juger du danger. Il faut se fier à la conscience droite et à la pratique du confesseur qui a reçu l'onction sacerdotale, *unctio*.

6975 Ou: second élément du second article sur le péché de luxure: connaître une femme hors mariage.

indistinctement est mortelle.

Et il y a, proprement, cinq espèces de luxure, quoique beaucoup en ajoutent d'autres:

la fornication simple,

le stupre,

l'adultère,

l'inceste,

le vice contre nature.

Le rapt et le sacrilège sont des circonstances aggravantes des susdites espèces.

[fol. 93r]

Le rapt assurément semble pouvoir aggraver toutes les espèces, parce que, aussi bien la prostituée que la concubine, que l'épouse, que la moniale consacrée, peuvent être enlevées. Le sacrilège, lui, est proprement un inceste particulier, quoique parfois on le comprenne comme un rapt particulier, parfois comme une circonstance, comme on le dira rapidement plus bas. Et note avec soin que les susdites cinq espèces ne sont pas des espèces tout à fait particulières mais des espèces subalternes, incluant d'autres espèces, en prenant de façon large «espèce» au sens de «mode».

Exemple de la première espèce, la fornication simple: on dit qu'il y a deux modes. Le premier est appelé: la fornication des prostituées. On appelle prostituée, celle qui est accessible ou se soumet au désir de beaucoup d'hommes, d. 34, *Vidua*<sup>6976</sup>. C'est établi c. *Meretrices*, 32, q. 4<sup>6977</sup>. Second mode: la femme que quelqu'un qu'on pourrait appeler concubin, détient seul; et ces deux modes sont compris sous la simple fornication et pour les deux, il y a péché mortel.

Exemple pour l'inceste, pour lequel il y a trois modes ou espèces: le premier avec des consanguins, le second avec des parents par alliance, le troisième avec des moniales consacrées et des personnes vouées à Dieu par un vœu de chasteté, et ce troisième inceste peut être appelé sacrilège.

#### X. Le vice contre nature

Du vice contre nature, il y a cinq modes ou espèces. La première espèce est appelée la bestialité, quand le coït se fait avec une chose d'une autre espèce; La seconde est appelée la sodomie, quand l'espèce est la même, mais qu'il n'y a pas le sexe dû. On parle de la troisième espèce quand il s'agit du sexe dû et de la même espèce, mais non du réceptacle dû. La quatrième existe quand il y a l'espèce due, le sexe dû, le réceptacle

---

<sup>6976</sup> *Décret*, D 34, c 16

<sup>6977</sup> *Décret*, C 32, q 4, c 11



dû, mais non la manière due, c'est à dire naturelle, par exemple parce qu'il y a une façon monstrueuse de s'unir. La cinquième espèce est appelée mollesse<sup>6978</sup> ou souillure quand il y a éjaculation sans union avec l'autre.

Sur ce sujet, 32, q. 5, *Adulterij*, à cet endroit<sup>6979</sup>.

La sodomie avec des clercs.

Et toi, confesseur, remarque que la sodomie est si grave qu'un clerc doit être déposé et enfermé dans un monastère pour faire pénitence. Un laïc doit être excommunié et rendu totalement étranger à la communion des fidèles. C. *Clerici, De excessibus prelatorum*<sup>6980</sup>; mais selon les lois civiles, il doit être brûlé, dans les *Authentiques, Ut non luxurientur contra naturam*<sup>6981</sup>, où on dit qu'à cause des actes impies des sodomites, «des famines, des tremblements de terre se produisent ainsi que des pestes», et que des cités avec leurs hommes périssent. Il est donc assez clair, d'après ce qui a été dit, qu'il est facile de savoir ce qui est mortel dans ce péché, excepté la difficulté sur la manière due, qui va être expliquée dans la proposition suivante<sup>6982</sup>.

#### **Y. Troisième proposition principale.**

Il faut poser une troisième proposition pour le troisième membre de la triple partie: l'abus d'épouse, et la voici:

un homme peut pécher mortellement avec une épouse de deux façons: parce qu'elle n'est pas son épouse ou parce qu'il ne conserve pas une conduite honnête avec elle.

Il faut donc noter ici qu'il y a deux abus d'une épouse: parce que ce n'est pas véritablement une épouse à cause de quelque empêchement au mariage quoiqu'on croie que c'est bien son épouse, ou parce que, quoiqu'elle soit vraiment son épouse, le mari n'use pas d'elle comme un mari doit user honnêtement de son épouse, et donc, il y a faute et dol dans les deux abus; ici se place l'arbre du mariage et son jardin; tout d'abord l'arbre et en second, les abus.

#### **L'arbre du mariage.**

Dans l'arbre susdit, j'ai mis quatre branches. Sur la première branche, il y a douze fruits mais pourris et abimés, et ils signifient les douze cas dans lesquels l'union charnelle est mortelle. Sur la seconde branche, il y a six fruits, non pourris comme les premiers,

---

6978 *Mollicies* est un terme de Paul (1 *Cor*;6,10): la mollesse de volonté et de tempérament est considérée comme cause de la masturbation.

6979 *Décret*, C 32, q 7, c 11

6980 X, 5, 31 (*De excessibus prelatorum et subditorum*), 4

6981 *Authentique*, 6, 5 ou *Novelle* 77, 1. la citation mêle le paragraphe initial et le §1 de la loi.

6982 Fol 93v, Y: troisième cas

mais cependant aigres et qui engourdissent les dents. Sur la troisième il y a quatre fruits mûrs et sains. Sur la quatrième il y a quatre fruits mûrs et beaux, mais à l'intérieur ils n'ont pas de saveur et ne sont pas consommables, comme nous le voyons pour beaucoup de fruits sauvages. De ce fruit, tu as la figure en *Genèse*, 3<sup>6983</sup>.

La première branche.

Expliquons maintenant la première branche avec ses fruits, c'est à dire les douze cas dans lesquels l'acte conjugal ou matrimonial, est un péché mortel. Je prends ces cas, du moins pour la plus grande part, chez Petrus de Palude, IV, d 32<sup>6984</sup>, dont parle Florentinus dans sa *Somme*, III, titre 1, c. 20<sup>6985</sup>.

Le premier cas, donc, appartient à un désordre de l'intention, quand l'intention est emportée hors des limites de sorte que l'homme ferait avec une autre femme ce qu'il ferait avec la sienne, quoiqu'elle ne le fût pas, pour satisfaire à sa volupté. Sur ce sujet, on a 32, q. 4, *Origo*<sup>6986</sup>, et Petrus de Palude<sup>6987</sup> dit qu'on doit comprendre quand il méditait un tel désordre en acte, parce que c'est par des actes, non par des dispositions, que nous méritons ou démeritons. Et il semble qu'il faut dire qu'il y a de même péché mortel quand [fol. 93v]

un homme, tout en connaissant sa propre épouse, délibérément, pense à une autre que celle qu'il aime charnellement. Et je dis la même chose de l'épouse quand elle fixe son esprit sur un autre. Et c'est vrai si l'homme désire une autre femme à laquelle il pense délibérément.

Si, en effet, il ne pouvait pas être amené à connaître sa propre épouse, par exemple parce qu'elle est laide ou à cause d'une autre circonstance, si ce n'est en pensant à une étrangère, sans la vouloir ni vouloir délibérément se délecter de la pensée de l'acte avec elle, cela ne semblerait pas mortel. Il faut dire la même chose de l'épouse, quoique, le plus possible, on doive la conduire à se garder de telles imaginations à cause du danger de délectation qu'il y a à s'attarder dans la pensée d'un acte interdit. Note-le.

Second cas: le lieu dans lequel un tel acte est commis, c'est à dire un lieu consacré.

---

6983 *Genèse*, 3, concerne le fruit défendu (*Gen*, 3, 6: «elle vit que l'arbre était bon à manger et séduisant à voir, et qu'il était...désirable...»), qui finalement déçoit: «alors leurs yeux s'ouvrirent...»

6984 PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum sententiarum*, d.32, c 3 (selon ANGELUS, *Debitum conjugale*, §21)

6985 FLORENTINUS (ANTONINUS), *Summa*, III, titre 1, c. 20

6986 *Décret*, C 32, q 4, c 5

6987 PETRUS DE PALUDE, IV, d 32, c3. Le commentaire se rapporte, sans doute au canon *Origo*; il ne faut pas se comporter avec sa femme comme un amant. La notion d'amant est la même que celle d'adultère et l'adultère est pris ici au sens propre de l'amour extraconjugal.

Thomas<sup>6988</sup> et Petrus<sup>6989</sup> au IV disent simplement que l'époux n'est pas tenu d'accomplir son devoir dans un lieu consacré, parce qu'il n'y est pas tenu en tout lieu comme il l'est à tout moment parce que le temps ne peut être violé comme un lieu. Et quoique ceux-ci ne disent pas ce qui est un péché mortel ou véniel, cependant Petrus de Palude dit simplement que c'est interdit et mortel, quoique Ricardus, en IV, d 32<sup>6990</sup>, dise que, quand certains auraient été enfermés longtemps, alors on peut rendre le dû conjugal, mais il en est autrement pour une nuit ou un court moment. Cependant je conseille de ne pas précipiter le jugement parce que les deux opinions peuvent être prouvées, mais la première doit être recommandée, sauf si un grand danger menace chez l'homme ou la femme, par exemple une souillure extraordinaire et quelque chose de ce genre, et dans ce cas, ici, qu'on tienne C et qu'on abandonne P.

Le troisième cas concerne la façon<sup>6991</sup> contre nature. et cette façon est double; l'une quand le réceptacle dû est négligé et elle est toujours mortelle selon tous les docteurs (à ce sujet 32, q.17, *Adulterii*)<sup>6992</sup>; l'autre, quand est négligée la position instituée par la nature, et, de celle-ci, le dit Petrus<sup>6993</sup> et avec lui Henricus Bohic<sup>6994</sup> sur le chapitre *Inquisitioni, De sententia excommunicationis*<sup>6995</sup>, disent qu'il y a un péché mortel quand la femme surmonte l'homme. Albertus<sup>6996</sup> dit que ce n'est pas un péché mortel, et qu'il est bon que soient blâmés les excès. Cependant un docteur parisien moderne<sup>6997</sup> dit qu'un confesseur prudent considérera la cause: si on agit par seul plaisir ou à cause d'une maladie ou de situations de ce genre;

alors il jugera selon la première opinion ou selon la seconde. Cependant la première est plus sûre et doit être conseillée.

Le quatrième cas existe en raison d'un avortement au moment de la grossesse<sup>6998</sup> ou de l'enfantement, si on craint l'avortement avec probabilité, parce que, quoiqu'autrement, pendant l'imprégnation, rendre le dû conjugal ne soit pas un péché mortel selon Petrus<sup>6999</sup>

---

6988THOMAS, IV, d 32, q 1, a 5, s 3: quand on est en puissance d'enfant et que l'on veut s'unir pour avoir un enfant, on est tenu de se rendre le devoir conjugal, à n'importe quel moment, en sauvegardant l'honnêteté exigée parce qu'il ne convient pas de rendre le dû aussitôt, en public.

6989PETRUS DE PALUDE, IV, d 32, q 3. PETRUS LOMBARDUS traite de l'accomplissement du devoir conjugal en IV, d 32, mais je n'y ai pas trouvé la question du lieu.

6990RICARDUS, IV, d 32 (selon ANGELUS, *Debitum*, § 35)

6991ANGELUS, *Debitum*, § 25 (le texte n'est pas repris; les idées sont semblables)

6992*Décret*, C 32, q 7, c 11

6993PETRUS DE PALUDE, (nommé précédemment), sur IV, d 32, q 3

6994HENRICUS BOHIC, *Distinctiones super Decretales* (sur X, 5, 39, 44).

6995X, 5, 39, 44

6996ALBERTUS (MAGNUS), sur IV, d 31 (selon ANGELUS, *Debitum*, § 25), dit que ce que fait le mari ne peut être mortel (s'il s'agit du réceptacle dû), mais peut être le signe d'une concupiscence mortelle.

6997DURANDUS DE SANCTO PORCIANO, *Scriptum super...Sententiarum*

6998*Conceptus*.

6999PETRUS DE PALUDE, IV, d 32, q 3

et Ricardus<sup>7000</sup>, cependant quand menace avec probabilité un danger, il est contre la charité de vouloir prendre du plaisir en entraînant la ruine de la vie de sa descendance, si on sait qu'un tel danger menace. Et le danger existe surtout au commencement de la grossesse et quand le moment de l'enfantement est là.

Le cinquième cas est au moment des règles<sup>7001</sup>; sur ce cas, les docteurs divergent beaucoup. Scotus<sup>7002</sup>, en tant que docteur très chaste et très honnête, semble dire que ce soit mortel; d'autres disent le contraire. Mais toi tu tiendras C en faveur de Scotus, et cependant tu te méfieras de P en ne précipitant pas le jugement, mais tu haïras ces excès en consultant l'opinion de Scotus. En effet, je n'ai pas osé, en cette matière, simplement juger de péché mortel, à cause des grandes diversités et oppositions des docteurs entre eux. En effet autant Scotus en cette matière est strict, autant Albertus<sup>7003</sup> est large; c'est pourquoi souvent j'utilise les mots: tu consulteras et tu haïras, mais tu ne jugeras pas avec précipitation, ce qui est ce que j'ai dit au début: on tient C, qu'on se méfie de P. Cependant le Révérend Père d'Oliveri<sup>7004</sup> dit qu'il n'y a aucun péché mortel pour celui qui fait son devoir surtout avec du déplaisir, et la femme n'est pas tenue de révéler qu'elle a ses règles à son mari si par expérience elle sait que son mari ne veut pas du tout s'abstenir, et il ne semble pas mortel non plus de demander le devoir conjugal, principalement si la fragilité y conduit.

Sixième cas, quand l'épouse prend les devants et provoque le plaisir par diverses façons, comme par des fards, des pensées ou des nourritures chaudes pour pouvoir avoir plusieurs coïts. Et chaque fois qu'il s'ensuivrait une souillure extraordinaire, c'est toujours un péché mortel, car la souillure qui se produit en état de veille est un péché mortel; cependant si ces façons les amènent à l'acte conjugal sans le danger de cette corruption, ce n'est pas un péché mortel; il semble qu'il y ait aussi péché mortel si l'époux reste au dessus de sa femme longtemps sans intention d'en venir à l'acte conjugal.

Cependant quelqu'un dit que quand un homme se retire de l'acte conjugal, pourvu cependant qu'il n'émette pas de semence, et qu'il fait cela pour ne pas avoir plus d'enfants, cela ne semble pas un péché mortel, sauf si la femme était ainsi incitée à la fornication, parce qu'il est permis de désirer ne pas avoir plus d'enfants.

Septième cas, en raison d'une bénédiction<sup>7005</sup>. En effet quand il y aurait scandale avant la

---

7000RICARDUS, IV, d 32, a3, q2

7001ANGELUS, *Debitum*, § 32, et 33(texte non repris)

7002SCOTUS, IV, d 32

7003ALBERTUS, IV, d 31

7004OLIVERIUS MAILLARDUS, *Sermones*. Un nom proche est celui d'OLIVI, Pierre-Jean.

7005Cas traité par ANGELUS, *Debitum*, § 1 et 2. (texte non repris ici).

tenue de certaines solennités selon la coutume du pays, on n'est pas tenu de rendre le dû [fol. 94r]

avant leur observance; cependant, celui qui le rend le devoir conjugal ne pècherait pas mortellement, mais bien celui qui l'exige s'il agissait sans cause raisonnable, selon l'opinion vraie.

Huitième cas, en raison d'un empêchement, comme lorsqu'il y a l'empêchement de parenté par alliance entre eux<sup>7006</sup>; de cet empêchement et de l'inceste<sup>7007</sup> je parlerai plus bas et je dirai comment chacun des deux époux doit se conduire.

Neuvième cas, en raison de l'honnêteté, par exemple si on s'unissait dans un lieu public; donc que fassent attention les parents qui s'unissent charnellement en présence des enfants et des serviteurs ou à leur connaissance, parce que le scandale dans ce cas paraît mortel, si les parents le savent .

Dixième cas, en raison d'un vœu, qu'il y ait le vœu d'un seul conjoint ou des deux en même temps, que le vœu soit simple ou solennel, par exemple quand il a été fait expressément ou tacitement ou en raison d'un ordre consacré. Alors en effet le moine, qui a l'empêchement de la règle, pèche mortellement en connaissant une femme; mais celui qui a fait un vœu simple, après consommation du mariage, ne fait pas de péché mortel ensuite en rendant le dû. De la dispense dans ces domaines, et quelle est la différence entre exiger et rendre, je parlerai plus bas<sup>7008</sup>.

Z.

Onzième cas, en raison de l'adultère. Et sur l'adultère, je demande: «l'innocent<sup>7009</sup> fait-il un péché mortel en exigeant le dû de la part de l'adultère ou en le lui rendant?

Je réponds, selon Ricardus (vois plus haut)<sup>7010</sup>: ou le coupable a été corrigé ou il est prêt à l'être, et dans ce cas, l'innocent ne pèche pas; mais si le coupable ne peut être corrigé, l'innocent est tenu de le renvoyer

et il pèche mortellement en pratiquant l'acte de chair; (le texte est au c. *Si vir, De adulteriis*<sup>7011</sup> et dans le dit c. *Si quis uxore*<sup>7012</sup>), que le renvoi soit manifeste ou caché, pourvu que le mari sache qu'elle est adultère, texte que je limite ainsi en comprenant qu'il faut renvoyer le coupable, quand le danger de fornication ne menace pas l'innocent et quand, par le refus du devoir conjugal, il deviendrait adultère; mais quand par le refus (le

---

7006Fol 102v,B

7007Fol 99v, R

7008Différents cas sont évoqués, fol 99r et 99v: la femme qui a cru son mari mort, celui qui s'est marié après un vœu simple de chasteté, l'incestueux. La dispense en cas d'inceste est fol 99v (fin).

7009ANGELUS, *Debitum*, § 8

7010RICARDUS, IV, d 35, a1, q 1 (selon ANGELUS)

7011X, 5,16, 3 (*Si vir*). Le chapitre dit que si le mari vit avec sa femme qu'il sait adultère, il participe à son péché, si elle n'a pas fait pénitence..

7012X, 4, 7, 8.

coupable) devient pire, que, grâce au devoir conjugal, il fait moins de péchés mortel, et que l'innocent échappe à la fornication, je ne vois pas que réclamer et rendre le dû soit un péché mortel: ce que soutient aussi Hugo de Novocastro, IV, d. 32, q.1<sup>7013</sup>.»

«Un homme<sup>7014</sup> peut-il fournir les nécessités à une femme adultère?

Je réponds que non si par le refus elle était corrigée, parce qu' «on ôte très utilement le pain à celui qui a faim alors que, en sécurité pour la nourriture, il néglige la justice», 5, q. 5, c. *Non omnis*<sup>7015</sup>, et celui qui s'est mal comporté doit souffrir de privation, L. *Bona fides*, ff. *Depositum*, § 1<sup>7016</sup>.

L'innocent<sup>7017</sup> est-il tenu de rendre le dû conjugal selon le commandement de l'Église?

Je réponds que si l'adultère peut être prouvé en peu de jours, il n'est pas tenu, par l'argument du chapitre *Solet*, *De sententia excommunicationis*, *Sexte*<sup>7018</sup>. Mais si on ne peut prouver, il est tenu par l'argument de la cause 23, q. 2, c.2<sup>7019</sup>.

Et de même dans les cas dans lesquels, le mariage peut être séparé.<sup>7020</sup>

Le douzième cas de péché mortel existe en raison du refus, et, à proprement parler, ce cas n'est pas aussi approprié au propos que les cas précédents. Sur la branche présente en effet sont exposés les cas dans lesquels l'union charnelle est un péché mortel; mais le refus de l'union n'est pas une union, un acte conjugal, mais la négation de l'acte; cependant, au sens large, on dit que c'est un cas dans lequel l'union charnelle est mortelle, parce que c'est en raison de l'union qu'est commis le péché mortel.

Et pour ce cas, le confesseur doit mener un examen diligent, parce qu'assurément, il se produit mille péchés mortels en raison du refus, qui ne sont jamais confessés.

Il y a donc cette règle qu'entre les époux, celui qui, sans cause raisonnable, refuse le dû à celui qui demande, pèche mortellement, 1 *Cor.* 7<sup>7021</sup>.

Et note qu'Augustinus d'Ancône, sur les *Épîtres* de Paul<sup>7022</sup>, pose qu'une épouse peut demander le dû de trois façons: premièrement, par expression verbale; deuxièmement par signe, parce que l'homme comprend d'après un signe ou un mouvement de tête; troisièmement, d'après la condition naturelle, quand il sait que la nature doit raisonnablement le demander, sachant cependant que sa femme est pudique et qu'à cause de la pudeur elle ne demande pas. Et je pense que, quand elles refusent, les

---

7013HUGO DE NOVOCASTRO, in *IV Sententiarum*, d 32, q 1.

7014ANGELUS, *Debitum*, § 9

7015*Décret*, C 5, q 5, c 2

7016*Digeste*, 16, 3, 31, pr.

7017ANGELUS, *Debitum*, § 10

7018VI, 5, 11, 2.

7019*Décret*, C 32, q 1 c 6: celui qui rend le devoir conjugal à sa femme qu'il sait adultère doit faire pénitence trois ans.

7020Correction selon le texte d'Ange

70211*Cor*, 7, 3 sq

7022AUGUSTINUS DE ANCONA, *Lectura super epistulis Pauli*.

épouses font un grave péché, quand parfois par colère ou dévotion, elles refusent le dû, jusqu'au scandale même de leur mari.

Ce cas réclame que soient expliquées les causes pour lesquelles on peut refuser le dû à qui demande; et chez Petrus<sup>7023</sup> sont posées quatre causes: première cause: quand, du devoir conjugal, il résulte un danger pour la personne qui rend le dû, par exemple, si elle est malade ou faible et des raisons de ce genre. Et je parle ainsi à propos du lépreux<sup>7024</sup>: il n'est pas tenu de rendre le devoir conjugal si, au jugement des médecins, un danger menace un des partenaires<sup>7025</sup>. Il est vrai si le danger ne menace pas la femme en bonne santé quand elle rend le devoir conjugal à son mari lépreux, inversement, il menace, surtout si la femme souffrait

[fol. 94v]

de l'espèce extrême de lèpre qu'on appelle léonine. C'est l'opinion de Petrus Aureoli, au IV, d. 32<sup>7026</sup>, que suit le frère Angelus au mot *Leprosus*, § 2.

La deuxième cause est l'impossibilité de s'unir, *ff. De regulis juris*<sup>7027</sup>: «il n'y a aucune obligation de l'impossible». Cependant que les époux veillent à ne pas se rendre impuissants par leur faute, à cause d'une trop grande abstinence ou des causes de ce genre, dit Ricardus, IV, d. 32<sup>7028</sup>.

«La troisième cause<sup>7029</sup> est le crime d'adultère: c'est pourquoi un homme, à son épouse adultère (et inversement), n'est pas obligé de rendre le dû, s'il est innocent, selon Ricardus, IV, d 15, article 1, q.1<sup>7030</sup>», comme on l'a évoqué plus haut, cas onze, «parce que quoiqu'il ne puisse refuser à cause du lien du mariage, il peut cependant renvoyer l'adultère, en ce qui concerne l'habitation et la couche, sauf dans des cas» définis<sup>7031</sup>.

«Premièrement il ne peut refuser le devoir conjugal s'il a fornicé lui-même, 32, q.6, c. 1<sup>7032</sup>, et avant dernier et dernier chapitres, *De adulteriis*<sup>7033</sup>, et c. *Significasti, De divorciis*<sup>7034</sup>.. Second cas, si l'épouse a été contrainte de force, à cette cause, q.5, c. *Ita ne*<sup>7035</sup>. Troisième cas, si elle croyait son mari mort avec probabilité, 34, q.1, *Cum per*

---

7023PETRUS DE PALUDE, IV, d 32

7024ANGELUS, *Debitum*, §4 et *Leprosus*, § 2

7025*parti*

7026PETRUS AUREOLI, *Commentarium in Quartum librum Sententiarum*, d 32

7027*Digeste*, 50, 17 (*De diversis regulis juris antiquis*), 185

7028RICARDUS, IV, d 32, ar 1, q1

7029ANGELUS, *Debitum*, § 7

7030RICARDUS, IV, d 15, a 1, q 1

7031GILBERT NICOLAS ne reprend pas les huit cas d'ANGELUS, soit parce qu'il doute du huitième («selon certains»), soit parce qu'il ajoute la sodomie et l'hérésie.

7032*Décret*, C 32, q 6, c 1

7033X, 5, 16, 6 et 7

7034X, 4, 19, 4

7035*Décret*, C 32, q 5, c 3

*bellicam*<sup>7036</sup>. Quatrième cas, si un autre sous l'apparence du mari la connaît, 34, q. 2, *In lectum*<sup>7037</sup>. Cinquième cas, si le mari l'amène à être adultère surtout malgré elle, *De eo qui cognovit consanguineam, c. Discretionem*<sup>7038</sup>. Sixième cas, si le mari après l'adultère, a eu des relations avec son épouse et a toléré l'adultère, par l'argument de la cause 32, q. 1, *Si quis uxorem*<sup>7039</sup>. Septième cas: si, le mariage ayant été contracté en dehors de la foi<sup>7040</sup>, le mari a donné à son épouse un acte de répudiation et si l'épouse s'est mariée à un autre homme; et si elle se convertissait, le mari serait tenu de la recevoir, c. *Gaudemus, De divorciis*<sup>7041</sup>. Huitième cas (selon certains), si un mari en s'abstenant contre la volonté de son épouse, lui a donné l'occasion d'être adultère», ou l'inverse, «27, q. 2, *Si tu*<sup>7042</sup>. Et» Angelus est «d'accord, quoique la glose tienne le contraire, au même endroit<sup>7043</sup>.»

Et ce que j'ai dit de l'adultère, comprends le du vice de sodomie selon Hugo<sup>7044</sup>, Calderinus.<sup>7045</sup> et Panormitanus<sup>7046</sup> au chapitre *Maritis, De adulteriis*<sup>7047</sup>, parce que sous le nom de fornication on comprend tout accouplement illicite, 32, q. 7, c 7<sup>7048</sup>; note seulement aussi la cause 32, q 4, au dit canon *Meretrices*<sup>7049</sup>, quoiqu'Innocentius, au dit c. *Maritis*<sup>7050</sup> et la glose sur le c. *Omnes*, 32, q.7<sup>7051</sup>, tiennent le contraire, mais la première opinion semble plus vraie, parce que, dans la sodomie, il se fait une plus grande injure au mariage que dans une autre souillure. Et la même chose pourrait être dite de n'importe quelle autre souillure existant avec une autre personne de quelque façon qu'on puisse la distinguer.

Il en est autrement, pour la souillure que quelqu'un a par lui-même seul, selon Rodonensis<sup>7052</sup>, la glose au c. *Omnes*<sup>7053</sup>, Innocentius<sup>7054</sup> au dit c. *Maritis* et au c. *Quaesivit, De divorciis*<sup>7055</sup>, et Panormitanus, au dit c. *Quaesivit*<sup>7056</sup>: ce que je crois vrai, si autrement on ne peut l'empêcher.

---

7036Décret, C 34, q 1 et 2, c1

7037Décret, C 34, q 2, c 6

7038X, 4, 13, 6

7039Décret, C 32, q 1, c 4: *Si quis uxorem suam invenerit*; et c 6:*Si quis uxorem suam scit*

7040L'épouse est une infidèle, c'est à dire n'est pas chrétienne

7041X, 4, 19, 8

7042Décret, C 27, q 2, c 24:

7043Glose sur C 27, q 2, c 24

7044HUGO DE NOVOCASTRO *in IV Sententiarum*, d 32, q 1.

7045CALDERINUS, *In Decretales*

7046PANORMITANUS, *Super Decretalium quinto libro*, q 16, c 3

7047X, 5, 16, 4

7048Décret, C 32, q 7, c 7.

7049Décret, C 32, q 4, c 11

7050INNOCENTIUS, sur X, 5, 16, 3

7051Glose sur Décret, C 32, q 7, c 7: *Omnes causationes*

7052RODONENSIS, *Glose de la somme de Raymond de Peñafort*.

7053Glose sur Décret, 32, q 7, c 7

7054INNOCENTIUS, sur X, 5, 16, 4 et X, 4, 19, 2

7055X, 4, 19, 2

7056PANORMITANUS, sur X, 4, 19, 2



De plus, ce que j'ai dit pour la fornication charnelle, je le comprends pour l'intellectuelle, c'est à dire pour l'hérésie. Et, si avant la conversion de son mari, une épouse était entrée en religion, ceci sans l'autorité de l'Église, elle ne reviendra pas à son mari; s'il s'est converti ensuite, que l'hérésie soit notoire, qu'elle l'ait été, ou non, c. *De illa, De divorciis*<sup>7057</sup>, si elle n'est pas entrée en religion, elle sera forcée de revenir à lui, s'il a abandonné son hérésie, si elle s'est séparée de lui sans l'autorité de l'Église, quoique d'autres soient d'un autre avis, comme le note Panormitanus sur le dit chapitre *IIIIa*<sup>7058</sup>.

Mais, de la même façon, dans les cas susdits, peut-il y avoir séparation sans jugement de l'Église? Je réponds que, si le délit est notoire, il peut abandonner son épouse de sa propre autorité, cependant il ne s'enrichira pas de la donation pour le mariage ou de la dot, selon Joannes Andreae au c. *Plerumque, De... dote post divorcium restituenda*<sup>7059</sup>; que si l'époux ne l'a pas chez lui, il ne pourra les demander, mais s'il l'a chez lui, par l'exception d'adultère, il s'enrichira contre la demanderesse, selon Panormitanus, au dit c. *Plerumque*<sup>7060</sup>. Si le délit n'était pas notoire, dans ce cas, on ne doit agir que par autorité de l'Église quant à la séparation de la cohabitation; autrement, si l'un des deux réclame, la cohabitation est forcée. Mais en ce qui concerne le fait de rendre le devoir conjugal, l'un des deux peut refuser parce que le délit de l'autre est pour lui un fait avéré. L'établit ce qui a été noté au dit c. *Plerumque* et au c. *Gaudemus, De divorciis*<sup>7061</sup>.

De plus<sup>7062</sup>, il y a une cause légitime de refus chaque fois qu'en rendant le devoir conjugal il y aurait un délit ou un péché mortel, comme cela est suffisamment clair d'après ce qui a été dit, par exemple si on le demandait avant une bénédiction<sup>7063</sup> ou si on voulait entrer en religion et, de même, pour les autres empêchements.

Il ne semble pas non plus mortel, selon sanctus Bernardinus, *De religione christiana*<sup>7064</sup>, que l'épouse refuse à l'homme qui demande simplement, c'est à dire sans être gravement indigné ou perturbé par le refus, principalement quand ce refus n'est pas continu: en effet l'inférieur qui ne remplit pas l'ordre du supérieur ne pèche pas mortellement, sauf si un tel ordre était d'obligation ou si la transgression se faisait par mépris.

A. Seconde branche. Les cas dans lesquels l'union des époux est un péché véniel

Pour la seconde branche particulière, il faut voir les cas dans lesquels l'union

---

7057X, 4,19, 6. Ce chapitre traite d'une séparation faite par l'épouse, soit de sa propre autorité, soit par jugement de l'Église; il n'évoque pas l'entrée en religion. Une référence à la glose serait sans doute plus juste.

7058PANORMITANUS, sur X, 4, 19, 6

7059JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur 4, 20 (*De donationibus inter virum et uxorem et de dote post divortium restituenda*), 4

7060PANORMITANUS, X, 4, 20, 4

7061X, 4,20, 4 et X, 4,19, 8

7062Quatrième cause de refus possible du devoir conjugal après le danger, l'impossibilité, l'adultère.

7063Une bénédiction nuptiale ou un jour de fête religieuse.

7064BERNARDINUS SENENSIS, *De religione christiana*

conjugale est un péché véniel, et il y en a six selon Petrus, IV, d. 32<sup>7065</sup>. Le premier cas existe quand il y a un désordre, mais pas le désordre mortel dont on a parlé, comme demander le devoir conjugal un jour saint ou au moment des fêtes principales.

Le second est quand on demande pour le plaisir dans les limites cependant du mariage, de même que

[fol. 95r]

prendre de la nourriture pour le plaisir est un péché véniel, nourriture qui cependant vise la santé de l'individu comme l'acte de chair vise la conservation de l'espèce.

Troisième cas, quand on demande pour éviter une faiblesse, parce que quoiqu'il soit permis de désirer l'acte de chair et la santé séparément, il n'est pas permis cependant de demander l'un à cause de l'autre, et cette queue-ci n'est pas celle de ce veau-là<sup>7066</sup>.

Quatrième cas, quand on commence par bonne intention; mais ensuite l'intention change et on consomme par plaisir et on veut le plaisir plutôt que l'acte d'éjaculation, parce qu'alors on n'a pas l'usage de la raison<sup>7067</sup>.

Cinquième cas, chaque fois qu'on tend à autre chose que ce à quoi fut ordonné le mariage, c'est à dire à avoir une descendance et rendre le devoir conjugal.

Le sixième cas est de connaître sa femme pour éviter la fornication. Sur ce sujet cependant il y a deux opinions et Petrus<sup>7068</sup> est d'accord sur l'idée que, si on demande pour éviter la fornication pour soi, parce qu'on n'a pas d'autre moyen pour pouvoir l'éviter, il n'y a pas péché; bien plus il arrive que ce soit méritoire, comme je le dirai pour la troisième branche. Mais si on peut avoir un autre moyen et qu'on l'a, par exemple en fuyant la vie parmi les femmes ou par l'abstinence, les veilles et les prières, mais qu'on préfère éviter la fornication en prenant de tels plaisirs, alors c'est seulement un péché véniel.

B. Troisième branche: les cas dans lesquels l'union conjugale est méritoire.

En ce qui concerne la troisième branche, il faut expliquer les cas dans lesquels l'union conjugale est méritoire, ou du moins dans lesquels il n'y a pas de péché. Et Petrus de Palude, d. 32, q. 3<sup>7069</sup>, pose quatre cas dans lesquels l'union conjugale est méritoire ou du moins dans lesquels il n'y a pas de péché.

Premier cas, quand celui qui a la grâce rend le dû, parce que c'est un acte de justice que de rendre ce qu'on doit.

---

7065 PETRUS LOMBARDUS, *Liber Sententiarum*, IV, d. 32

7066 Il ne faut pas mélanger les buts.

7067 La perte de la raison fait que le péché est véniel.

7068 PETRUS LOMBARDUS, *Liber Sententiarum*

7069 PETRUS DE PALUDE, d 32, q 3

Second cas, quand on demande pour avoir une descendance et l'élever pour servir Dieu, et c'est un acte de latrerie.

Troisième cas, quand on demande pour écarter son conjoint de la fornication; et c'est un acte de charité et d'amour.

Quatrième cas, quand on demande pour éviter la fornication pour soi et qu'il ne se présente pas d'autre moyen, comme on l'a dit, et c'est un acte de prudence et de chasteté.

Quant à la quatrième branche, à propos de l'union conjugale qui est un acte indifférent<sup>7070</sup>, le même docteur<sup>7071</sup> pose la règle que voici:

tout acte qui est méritoire pour le conjoint qui a la grâce est indifférent pour celui qui ne l'a pas. Conclu ainsi que l'acte est indifférent de quatre façons, c'est à dire quand l'un des époux fait l'acte d'une des quatre façons énoncées plus haut dans le troisième article<sup>7072</sup>: et tel il est dans le troisième article, tel il est, sans la grâce sanctifiante, dans le quatrième.

### C. Le jardin de mariage.

Maintenant, après l'arbre du mariage, il reste à poser le jardin. J'examine donc le sacrement du mariage selon l'image du jardin dont l'écriture parle (*Genèse*, 2). Dans un jardin, on peut considérer quatre éléments:

le mur du jardin et sa clôture,

l'entrée du jardin et sa porte,

le fruit du jardin et sa plantation,

la sortie du jardin et son effraction.

Et quoique d'autres éléments puissent être imaginés dans un jardin par des esprits subtils, ceux-ci suffisent au propos. Dans ces quatre éléments, en effet, est contenu presque tout ce dont les docteurs traitent dans cette matière du mariage. C'est pourquoi, selon ces éléments, il y aura quatre articles particuliers démontrables:

premièrement, comment un mariage est empêché par plusieurs sortes d'empêchements; deuxièmement, comment un mariage prend commencement par des engagements verbaux pour le futur, les fiançailles, et est ratifié par les engagements verbaux pour le présent ou par des signes exprimant le consentement;

troisièmement, comment il est consommé par l'union charnelle des deux conjoints; quatrièmement, comment il y a séparation ou dissolution, par le vœu ou par le divorce.

Remarque cependant que, dans ce jardin, il y a plusieurs entrées ou deux portes, une petite par laquelle on n'entre pas encore à l'intérieur du jardin: les fiançailles; l'autre est la

---

7070Qui n'est ni un péché ni un acte méritoire.

7071PETRUS DE PALUDE, d 32, q 3

7072Celui de la troisième branche.

porte principale par laquelle s'ouvre immédiatement l'intérieur du jardin: le mariage, grâce aux engagements verbaux pour le présent et au consentement, comme on le dira plus bas<sup>7073</sup>. De même, note que les arbres et les plantes de ce jardin n'ont pas toujours de fruit, comme nous le voyons dans les jardins matériels. De plus, de la même façon<sup>7074</sup>, je dis ici qu'il n'est pas nécessaire que des fiançailles précèdent, parce que, sans promesse pour le futur, il peut être immédiatement contracté. De plus, l'union charnelle n'est pas nécessaire à l'essence du mariage, parce que, entre Marie et Joseph, chacun restant vierge, il y eut un véritable mariage, comme l'expliquent subtilement Scotus en IV, d 31<sup>7075</sup>, et Petrus d'Aureoli<sup>7076</sup>.

Ce jardin matrimonial est un jardin clos, dont la clôture sont les empêchements au mariage. Remarque cependant au début que ce jardin est celui des grands puisque les petits ne peuvent y entrer; c'est pourquoi note l'âge requis pour le mariage.

L'âge requis pour les fiançailles.

Pour comprendre cela il faut savoir qu'un certain âge est requis nécessairement par le droit pour beaucoup de choses, de sorte que ne tient pas ce qui a été fait avant: d'abord, pour les fiançailles, un âge de sept années accomplies, comme au chapitre unique, sur les fiançailles des impubères, *Sexte*<sup>7077</sup>; et pour le mariage, de douze ans pour la femme et quatorze pour l'homme, «si la malice ne supplée pas à l'âge<sup>7078</sup>», ce qui se produit quand ils sont capables de s'unir, comme c'est noté au dit chapitre unique. En conséquence, je vais expliquer la matière de notre jardin: la haie ou la clôture, c'est à dire les empêchements au mariage.

#### D. Les empêchements au mariage.

[fol. 95v]

Les empêchements au mariage.

Il faut noter qu'au sujet de l'empêchement au mariage, on a l'habitude de dire communément ces vers:

Erreur, condition, vœu, parenté, crime

Disparité de culte, violence, ordre sacré, lien, honnêteté,

Si tu es allié, si d'aventure tu es impuissant.

---

7073Fol 105r

7074Il n'y a pas toujours deux portes à un jardin.

7075SCOTUS, IV, d 31 (et non 36)

7076PETRUS AUREOLI, *Commentarium in IV*, d 36

7077VI, 4, 1, c.unique

7078Formule qu'on trouve aussi dans ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum* 16, § 5. L'âge de raison est celui où on discerne ce qui est mal, ce qui ne veut pas dire qu'on le choisisse automatiquement.

Tout cela interdit de former les mariages, brise les mariages faits.

Mais Scotus, d. 42, IV<sup>7079</sup>, blâme ces vers et pose les suivants:

«Violence, Mensonge sur la personne, sur l'esclave, sur le don, et folie  
Ajout de condition ôtant les trois biens du mariage,  
Frigidité de l'homme, étroitesse de la femme, enfance; être amputé, ensorcelé,  
Être l'époux d'une autre ou l'épouse d'un autre, s'opposent au don mutuel.  
Ordre majeur, vœu, deux cultes, promesse de débauché,  
Parenté selon la chair, selon la loi, selon l'esprit:

Que ceci existe avec la force d'un commandement, qu'en vienne l'honnêteté de l'alliance.  
Les quatre premiers vers de Scotus contiennent les empêchements qui s'opposent à la nature du contrat matrimonial: le premier vers en contient cinq en particulier; le second, trois; le troisième,» deux<sup>7080</sup>; «le quatrième, un. Les trois autres contiennent des empêchements par décision de l'Église; le premier: quatre; le second: trois; le troisième: deux.» Il est donc clair d'après Scotus qu'on comprend comme des empêchements simples, ceux qui, par la nature du contrat ou par la décision de l'Église, récusent au nom de la loi certaines personnes en les rendant inaptes à la réception de ce sacrement, sans rien changer cependant de sa matière et de sa forme, de la même façon que nous le disons du sacrement de l'eucharistie quand l'Église sans changer rien de la matière et de la forme, ordonne cependant les personnes aptes à ce sacrement.

Les empêchements, simplement.

Le même Scotus dit, d. 42, IV<sup>7081</sup>, que certains empêchements empêchent simplement: «D'autre part, déclare-t-il, j'appelle empêchement simplement celui après lequel, s'il y eu tentative, rien n'est fait.

Mais je n'appelle pas empêchement simplement, l'interdiction, quelle qu'elle soit, par laquelle l'illégitime se fait; si cependant il se fait, il n'est pas annulé». Et c'est ce qu'on dit d'habitude avec d'autres mots: certains empêchements empêchent de contracter le mariage mais n'annulent pas le mariage contracté, et ils sont appelés par Scotus «empêchements relatifs». Les autres empêchent de contracter et annulent le contrat, et ceux-ci sont appelés "empêchements" simplement<sup>7082</sup>

Les sept empêchements relatifs.

---

7079SCOTUS, IV, d 42

7080GILBERT NICOLAS regroupe peut-être en un cas tout ce qui est empêchement naturel (frigidité, étroitesse, jeunesse, amputation), ce qui ferait deux avec l'impuissance par sorcellerie. Le quatrième vers peut représenter le cas, certes double, de la bigamie. Le cinquième vers contient bien quatre empêchements par décision de l'Église, le sixième, trois; le septième contient plutôt deux ordres. Il y a le choix de chiffres décroissants, peut-être pour des raisons mnémotechniques.

7081SCOTUS, IV, d 42

7082L'empêchement simplement ou «empêchement», tout court, empêche et annule, et l'«empêchement relatif» empêche mais n'annule pas.

D'autre part, il y a sept empêchements relatifs: l'interdiction de l'Église, le moment des fêtes, certains crimes dont on parlera après<sup>7083</sup>, des fiançailles contractées avec une autre femme, le catéchuménat, le vœu simple et l'ordre majeur<sup>7084</sup>. On abordera ces points dans ce qui suit.

L'interdiction de l'Église<sup>7085</sup> est double; il y a l'interdiction générale par laquelle on interdit de contracter un mariage clandestin, et l'interdiction particulière, quand il est interdit, en particulier, à quelqu'un, par un juge, pour une cause légitime, de contracter mariage, «et<sup>7086</sup> cette interdiction ne peut être faite que par quelqu'un qui peut avoir connaissance de la cause matrimoniale, comme l'est un évêque ou un autre ordinaire, et qui est expert en droit canon, *De consanguinitate et affinitate*, c 1<sup>7087</sup>. Donc celui qui contracte mariage contre cette interdiction, pèche mortellement, et si la cause pour laquelle cette interdiction a été faite est perpétuelle, dans ce cas ils seront séparés totalement après prononciation d'une sentence de divorce, l'empêchement ayant été prouvé, *De matrimonio contra interdictum ecclesie contracto*, dernier chapitre<sup>7088</sup>. Mais si l'interdiction était temporelle, dans ce cas le mariage tiendra, mais comme peine il doivent être séparés pour un temps, *De matrimonio contra interdictum ecclesie contracto*, chapitres un et deux<sup>7089</sup>.»

En ce qui concerne l'interdiction générale, note que, pour contracter mariage, doit toujours intervenir la présence ou la connaissance du prêtre paroissial propre, comme au canon *Aliter*, 30, q. 5<sup>7090</sup>, et au chapitre *Cum inhibitio*<sup>7091</sup>; et le prêtre qui connaît un empêchement et n'interdit pas le mariage par mépris, ou le religieux ou le séculier qui ont présumé de participer à un mariage clandestin, doivent être suspendus de leur charge, comme dans le chapitre *Cum inhibitio*, *De clandestina desponsatione*.

Pour que l'on sache, en ce qui concerne la faute, quand contracter clandestinement mariage est un péché mortel, que l'on note les deux propositions qui suivent.

Première proposition: quoique ne soit pas hors de la faute mortelle un homme seul contractant mariage avec une femme seule, cependant, quand il y a une cause raisonnable, il ne faut pas prononcer ce jugement, comme lorsque les bans ne sont pas publiés pourvu qu'ils soient omis «pour<sup>7092</sup> une cause raisonnable, par exemple parce qu'on craint que ne soit opposé injustement quelqu'empêchement ou parce qu'on est âgé

---

7083Fol 99v, R

7084Fiançailles, catéchuménat, vœu, ordination: fol 99r et v.

7085Premier empêchement relatif

7086ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum primum*.

7087X, 4,14, 1

7088X, 4, 16, 3

7089X, 4, 16, 1 et 2

7090*Décret*, 30, 5, 1

7091X, 4, 3, 3

7092ANGELUS., *Clandestinum*, § 1

et qu'on a honte, et des causes de ce genre». Alors, je dis «qu'on est excusé quoique la coutume soit qu'on fasse des bans ou d'autres solennités, pourvu qu'ensuite, au moment dû, le mariage soit publié. Cependant qu'on veille à ce qu'un évêque n'ait pas excommunié ceux qui contractent mariage sans bans, par décrets synodiaux, parce que celui qui contracte sans les bans serait excommunié»: c'est pourquoi il est de bon conseil, «selon Hugo, 3, q.5<sup>7093</sup>, au début, que cela se fasse après conseil de l'évêque»<sup>7094</sup>. Vois pour cette proposition le dit chapitre *Cum inhibitio*<sup>7095</sup> et vois les docteurs, en plus, sur le dit chapitre. Mais en ce qui concerne le jugement de péché mortel, vois en seconde partie, sur l'obligation de droit positif<sup>7096</sup>.

#### F. Le mariage clandestin.

Seconde proposition: elle sert beaucoup en cette matière, si on la pondère; elle est de Joannes Andreae sur le *Speculum*, au titre *De clandestina desponsatione*<sup>7097</sup>. «Chaque<sup>7098</sup> fois que quelqu'un contracte mariage selon la coutume de sa patrie en présence d'amis ou de voisins et de témoins suffisants, le mariage n'est pas clandestin. L'établit la loi *Si vicinis*, C. *De nuptiis*<sup>7099</sup>, et *De consecratione*, d. 1, *Ecclesia* (le premier canon)<sup>7100</sup>; et premièrement on appelle Église «le rassemblement des catholiques», donc il a contracté mariage devant l'Église.»

[fol. 96r]

«Les fiançailles<sup>7101</sup>, est-il de même interdit de les contracter clandestinement?

Je réponds, selon Joannes Andreae<sup>7102</sup> et, à sa suite, avec les autres docteurs sur le dit chapitre *Cum inhibitio*<sup>7103</sup> qu'il en est comme du mariage. Loi *Oratio*, ff. *De sponsalibus*<sup>7104</sup>.» De cet empêchement, en ce qu'il est péché mortel, je dirai plus de

---

7093 HUGO DE NOVOCASTRO in *III Sententiarum*, q 5.

7094 ANGELUS ajoute qu'il semble qu'il y a péché mortel quand on contracte mariage seul à seule.

7095 X, 4, 3, 3

7096 A propos du moment des fêtes, qui représente la seconde interdiction, en 96 r

7097 JOANNES ANDREAE, *Additiones ad Speculum Guilelmi Durandi*, selon ANGELUS

7098 ANGELUS, *Clandestinum*, pr

7099 *Codex J.*, 5, 4, 9

7100 *De Cons.*, D 1, c 8

7101 ANGELUS, *Clandestinum*, §3

7102 JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur X, 4, 3, 3

7103 X, 4, 3, 3

7104 *Digeste*, 23, 1, 16

choses plus bas. Maintenant, je poserai une seule proposition.

Au moment des fêtes et à tout moment aussi du carême, les fiançailles ou même les mariages ne sont pas interdits si on s'en tient au seul consentement, mais sont seulement interdites la transmission de l'épouse<sup>7105</sup>, la solennité des noces, l'union charnelle, et comprends ceci autant des vierges que des veuves. Cette proposition est de Monaldus, au titre *Matrimonium*<sup>7106</sup>, et de Panormitanus, au c *Capellanus, De feriis*<sup>7107</sup>. Sur ce point note la glose de la cause 33, q. 4, c. *Hunc etiam*<sup>7108</sup>.

Par ailleurs on dit que le moment des fêtes est triple. Le premier va de l'Avent à l'Épiphanie; le second, du carême à l'octave de Pâques, comme au c *Non oportet*, 33, q. 4<sup>7109</sup>; le troisième va du premier jour des rogations jusqu'à l'octave de la Pentecôte; et les docteurs disent en commun que, quoiqu'en ces jours il soit mortel de consommer le mariage selon la qualification positive concernant l'obligation du droit positif, cependant après la première union en s'unissant de nouveau, il n'y a pas péché mortel.

Des cinq autres empêchements relatifs, on parlera plus bas en expliquant ceux qu'on appelle simplement empêchements.

L'empêchement de crainte.

Et d'abord: l'empêchement qu'est la crainte. Pour la compréhension de celui-ci, je pose deux préalables: en quoi la crainte diffère de la violence, et deuxièmement ce qu'est la crainte qui tombe sur l'homme ferme.

Quant au premier point, Panormitanus<sup>7110</sup> répond au chapitre *Sacris, De his que vi metusve causa fiunt*<sup>7111</sup>, que la crainte est une violence que l'on reporte, comme lorsque quelqu'un dit: "Je te tuerai si tu n'agis pas ainsi", et des menaces de ce genre, chapitre *Ad audientiam, Décrétales*, au même endroit,<sup>7112</sup> et il n'y a pas de violence physique.

Mais la violence est une contrainte par laquelle quelqu'un d'assujéti est forcé physiquement de faire quelque chose. Et elle est appelée par le seul mot de «violence», et elle excuse totalement s'il n'y a pas consentement intérieur, parce qu'on ne dit pas dans un tel cas que quelqu'un «agit», mais plutôt qu'il «subit», au dit chapitre *Sacris*<sup>7113</sup>. Mais Alexander<sup>7114</sup> comprend plus largement en disant: "La violence est l'attaque de quelque chose de plus fort auquel on ne peut résister», c'est à dire résister de façon convenable,

7105 Tout le reste du mariage, excepté le consentement des époux.

7106 MONALDUS, *Summa de jure canonico: Matrimonium*

7107 PANORMITANUS, *Super Decretalium.*, sur X, 2, 9, 4

7108 Glose de *Décret*, C 33, q 4; c *Hunc etiam* ne correspond pas à un canon.

7109 *Décret*, C 33, q 4, c 10. le temps d'interdiction semble ici raccourci puisque le canon parle de la septuagésime .

7110 PANORMITANUS, sur X, 1, 40, 5.

7111 X, 1, 40, 5. Ce chapitre évoque une contrainte conditionnelle.

7112 X, 1, 40, 4. Est évoqué le cas d'un bénéficiaire légitime qui a renoncé à sa charge, contraint par une très forte crainte de la part d'un roi.

7113 X, 1, 40, 5: les verbes agir et subir sont dans ce chapitre 5.

7114 ALEXANDER, *Sententiarum seu summae theologiae*



*ff. Quod metus causa*, Loi Un et Deux<sup>7115</sup>, et *De pactis*, chapitre *Quamvis*, *Sexte*<sup>7116</sup>. Sur ce sujet, il serait bon de voir ce qui concerne le volontaire et l'involontaire, 3ème livre de *l'Ethique*<sup>7117</sup>.

En ce qui concerne le second point, il faut savoir qu'il y a quatre craintes qui peuvent se produire chez l'homme fort.

La première est la crainte de la mort,

la seconde est celle de la torture physique,

la troisième est la crainte du stupre,

la quatrième, celle de la servitude.

Et on ajoute ici qu'il en est de même de la crainte de la prison<sup>7118</sup>, mais non de la crainte de l'infamie en acte, ou vexation, parce qu'on ne la comprend pas sous une des craintes susdites. Il faut ajouter aussi qu'il n'y a pas de différence si les craintes susdites se produisent sur la personne elle-même ou celle de ses enfants, comme dans la Loi *Isti quidem, ff.*, à ce titre, à la fin<sup>7119</sup>.

G. La crainte comme excuse.

D'où le vers:

Pense que des craintes peuvent excuser ceci, parce que ce sont celles du meurtre, du stupre ou de l'état, des verges, etc<sup>7120</sup>.

Cependant, la glose au c. *Cum locum, De sponsalibus et matrimoniis*<sup>7121</sup>, dit qu'une crainte moindre excuse la femme plutôt que l'homme, parce qu'elle est plus fragile en raison du sexe. C'est pourquoi, en ce qui concerne la femme, il suffit de la crainte qui peut tomber sur une femme forte.

Le mariage tient-il si la femme l'a contracté sur l'ordre ou les instances d'un chef? La glose unique sur le chapitre final de *Qui clerici vel voventes*<sup>7122</sup> dit que l'ordre d'un roi ou d'un chef n'induit pas une juste crainte. Cependant la loi 1, *ff. Quod metus causa*<sup>7123</sup> établit le contraire. Joannes Andreae<sup>7124</sup> dit que si un roi a l'habitude de traiter tyranniquement ceux qui n'obéissent pas à ses commandements ou à ses prières, alors la juste crainte est

---

7115 *Digeste*, IV, 2, 1 et 2. 2: «*Vis autem est majoris rei impetus qui repelli non potest.*»

7116 VI, 1, 18, 2

7117 ARISTOTE, *Ethique*, III; chez THOMAS: I-II, Q 6: a 5= la violence est-elle cause d'involontaire? (III *Eth* 19 (1111 a 20) et I, 3 (1109 b 35): il y a de l'involontaire par violence; a 6: la crainte est elle cause d'involontaire?: III *Eth* I 6 (1110 a 12): ce qui est fait sous l'empire de la crainte est plus volontaire qu'involontaire.

7118 SCOTUS, IV, d.42.

7119 *Digeste*, IV, 2 (*Quod metus causa gestum erit*), 8, pr.

7120 Dans THOMAS, IV, d 29, q 1, a 2: citation du vers.

7121 Glose de X, 4, 1, 14

7122 Glose de X, 4, 6, 7 (c. *Insinuante*): Il s'agit d'une femme qui a prononcé des vœux «*nulla vel modica coactio*» pour ne pas se marier contrairement à une demande royale.

7123 *Digeste*, IV, 2, 8, 1

7124 JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur X, 4, 6, 7

suffisamment prouvée; note le bien, en suivant Panormitanus, au dit chapitre final<sup>7125</sup>. Bartolus est du même avis dans le traité *De tyranno*<sup>7126</sup>.

La crainte de l'excommunication est-elle une juste crainte?

Réponse au chapitre *Olim inter, De restitutione spoliatorum*<sup>7127</sup> oui, selon Joannes Andreae<sup>7128</sup>, sur le chapitre *Cum Dilectus, De his que vi metusve causa fiunt*<sup>7129</sup>. «Mais<sup>7130</sup> il fait une distinction, parce que, ou la menace est juste et, dans ce cas, la crainte n'est pas une excuse parce qu'on est tombé dans cette crainte par sa propre faute, L. *Si mulier, ff., eodem*<sup>7131</sup>; ou on est injustement menacé et la crainte est une juste crainte, car c'est une lourde peine que de vivre parmi les hommes et d'être privé de leur commerce: Loi *Hi qui sanctam, C De apostatis*<sup>7132</sup>, c. *Sacris, De sententia excommunicationis*<sup>7133</sup>. Et cette sentence, les Maîtres de la Rote l'approuvent, décision 40<sup>7134</sup>». Ceci étant préalablement posé, j'énonce la proposition qui suit.

H. Le mariage par crainte est nul.

Le mariage contracté par la crainte que peuvent éprouver un homme ou une femme forts, est nul. La glose pose cette proposition au premier chapitre *Veniens, De sponsalibus et matrimoniis*<sup>7135</sup>, ainsi que Scotus, d. 29, IV<sup>7136</sup>. Cependant si la crainte était considérée comme moindre, le mariage tiendrait, et je pense qu'il y a une grosse difficulté, à mon avis, mais je passe.

Par exemple, un homme qui a contracté mariage avec Berthe, sous l'emprise de la crainte qui existe pour un homme fort et sans

[fol. 96v]

mensonge, comme dit Scotus<sup>7137</sup> et qui l'a connue charnellement, et qui, cette crainte durant, continue toujours à la connaître, pèche-t-il mortellement puisqu'il connaît une femme qui n'est pas sa femme, hors mariage<sup>7138</sup>, ce qu'on considère communément comme un péché mortel? Il semble au contraire excusé du péché mortel parce qu'on parle ici de la crainte qui éprouve un homme fort, mais il ne l'est qu'en partie, parce que jamais

---

7125PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 4, 6, 7

7126BARTOLUS, *De tyranno*

7127X, 2, 13, 17

7128JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur X, 1, 40, 6

7129X, 1, 40, 6

7130ANGELUS, *Metus*, § 4.

7131*Digeste*, IV, 2, 21

7132*Codex J*, I, 7, 3

7133X, 5, 39, 38 où il est question des exigences pour être absout.

7134Rote, décision 40. La Rote est le tribunal ecclésiastique où l'on décide en dernière instance de la nullité d'un mariage.

7135Glose de X, 4, 1, 13

7136SCOTUS, IV, d 29, q1, a2

7137SCOTUS, IV, d 29, pour le «sans mensonge»

7138Puisque le mariage est nul.

on ne parle de la crainte de l'homme fort au dit chapitre *Sacris*<sup>7139</sup>. Ce que dit Panormitanus<sup>7140</sup>, après Hostiensis<sup>7141</sup>, chapitre *Ad id, Décrétales, De sponsalibus*<sup>7142</sup> est vrai: si une fiancée enlevée n'a pas fui à l'occasion, préférant cohabiter avec l'homme, elle semble approuver le mariage même s'il n'y a pas eu d'union charnelle après; bien plus il suffit ou qu'ils se donnent le nom de conjoints ou qu'ils s'embrassent comme des époux ou qu'ils acceptent des présents de fiançailles. L'établit l'unique chapitre, *De sponsalibus, Sexte*<sup>7143</sup>.

J. L'erreur empêche le mariage.

Pour l'empêchement au mariage qui suit, trois causes ont été posées dans les vers précédents: la fraude, la fraude de personne, d'esclave.

A ce sujet, il faut savoir que «tout<sup>7144</sup> ce qui empêche une cause par sa propre nature, empêche aussi l'effet, or le consentement, comme on l'a dit, est la cause du mariage, et c'est pourquoi ce qui annule le consentement annule aussi le mariage. D'autre part, le consentement est un acte de la volonté qui présuppose un acte de l'intellect» parce que, comme le dit Augustinus, *De Trinitate, X*<sup>7145</sup>: "Nous pouvons chérir l'invisible, mais jamais l'inconnu", et parce que l'erreur prive de la connaissance, elle prive aussi du consentement qui résulte de la connaissance.

On dit, en outre: "Qui se trompe, ne consent pas", *ff. De jurisdictione*<sup>7146</sup>. C'est pourquoi, dans la Loi *Cum testamentum, C. De juris et facti ignorantia*<sup>7147</sup>, on dit: "Puisque la volonté de celui qui est dans l'erreur est nulle", et dans la Loi *Non idcirco*, au même endroit<sup>7148</sup>: "Puisque le consentement de celui qui est dans l'erreur est nul". L'établit 29, q. 1, § *His ita respondetur*<sup>7149</sup>.

---

7139En X, 1, 40, 5: quoique la crainte atténuée la faute, pour aucune crainte on ne doit encourir un péché mortel; le chapitre ne fait pas d'exception pour la crainte de l'homme fort (crainte de la mort, de la torture, du stupre, de l'esclavage). De plus, comme le dit THOMAS, à la suite d'ARISTOTE et GREGOIRE DE NYSSE, ce qui est fait sous l'empire de la crainte est plus volontaire qu'involontaire (*Somme*, I-II, q 6, a6). Le jugement sur l'acte va dépendre de l'évaluation de la cause.

7140PANORMITANUS, X, 4, 1, 21

7141HOSTIENSIS, X, 4, 1, 21

7142X, 4, 1, 21

7143VI, 4,1, 1. Dans ce cas, le mariage est valide et par conséquent, il n'y a pas de péché mortel.

7144ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 4, citant THOMAS, *Supplementum*, q 51, a.1 (et IV, d 30, q 1, a. 1). Le «comme on l'a dit» renvoie à *Supplementum*, q. 45, a 1.

7145AUGUSTINUS, *De Trinitate*, X.

7146*Digeste*, 2, 1, 15: *Lex Si per errorem*

7147*Codex J*, 1, 18, 8

7148*Codex J*, 1, 18, 9

7149*Décret*, 29, q 1.

Le mariage<sup>7150</sup> contracté par ruse tient-t-il?

La glose, au c. *Cum dilectus, De his que metusve causa fiunt*<sup>7151</sup> répond que oui, quoique la ruse ait donné cause au contrat; de même, dans la glose finale, *Loi A divo pio, ff. De ritu nuptiarum*<sup>7152</sup>, et la glose du canon *Constituit*, 20, q. 3<sup>7153</sup>. Paulus apporte une limite, chapitre *Cum dilectus*<sup>7154</sup>; et il est bien vrai que le mariage tient si la ruse n'est pas telle qu'elle exclut le consentement, parce qu'alors le mariage ne tiendrait pas. Ce que note Joannes Andreae<sup>7155</sup>, au chapitre unique, *De commodato*<sup>7156</sup> l'établit ainsi que le *Cum locum, De sponsalibus*<sup>7157</sup>, remarque-le bien, parce que cela sert pour beaucoup de choses, comme pour les vœux, les serments et les actes spirituels de ce genre, parce qu'on tient communément qu'ils sont valides, comme dans la glose au dit chapitre.

Le châtement de ce genre de trompeur, Scotus dit, IV, d. 42<sup>7158</sup>: que «c'est qu'il accomplisse véritablement ce qu'il a simulé faussement, parce qu'il est tenu de rendre à la femme ce pour la réception de quoi elle a fait un échange, et donc dans le for intérieur de sa conscience, il est forcé de contracter mariage véritablement avec elle. D'autre part, s'il a déjà véritablement contracté une union avec une autre, et par conséquent s'il ne peut contracter avec celle qu'il a trompé, qu'il se repente de ce péché et procure à cette femme une restitution» équivalant «à son corps<sup>7159</sup> quant à ce contrat, ou, du moins, qu'il lui donne satisfaction en d'autres choses<sup>7160</sup> selon l'arbitrage d'un homme de bien».

C'est la proposition de Scotus, et, au même endroit<sup>7161</sup>, il en fait une au sujet de tribunal des contentieux, quand l'Église forcerait cet homme à rester avec la première femme, parce qu'il est tenu «d'obéir au jugement de l'Église» tout en devant en plus obéir au jugement de Dieu: c'est à dire qu'il est tenu de ne pas avoir de relation sexuelle avec la première femme, «et de s'imputer à lui-même le fait qu'une telle peine reste sur lui» parce que cela résulte de sa propre fraude .

---

7150ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum*, 4, § 1

7151Glose de X, 1, 40, 6

7152Glose finale, *Digeste*, 23, 2, 58

7153Glose de *Décret*, C 20, q 3, c 5

7154PAULUS DE LIAZARIIS, *Consilium*

7155JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur X, 3, 15

7156X, 3, 15

7157Glose de X, 4, 1, 14

7158SCOTUS, IV, d 42, évoque le cas d'un homme qui a menti pour extorquer un plaisir sexuel.

7159Il doit lui trouver un autre mari, le mariage comportant le don réciproque des corps.

7160In aliis.

7161SCOTUS, IV, d 42. L'homme a contracté un premier mariage par dol et un second mariage. L'Église oblige à rester avec la première femme, au tribunal des contentieux; cependant au tribunal de la conscience, la seconde femme est l'épouse véritable. Le menteur devra donc concilier les deux jugements, en restant chaste.

Il faut savoir en outre pour plus éclairer les précédents propos, que l'erreur dans le mariage est quadruple, selon la *Directoria*, livre I:

de fortune,  
de qualité,  
de personne,  
et de condition<sup>7162</sup>.

L'erreur sur la fortune, quand on est cru riche et qu'on est pauvre et inversement, n'empêche pas le mariage.

De même ne l'empêche pas, l'erreur sur la qualité: quand on est cru noble et qu'on est un rustre, ou parce qu'on a épousé une prostituée ou une femme qui a perdu sa virginité que l'on croyait chaste ou vierge; de telles erreurs n'empêchent pas le mariage, 29, q.1, § *Error*<sup>7163</sup>.

Mais pour l'erreur sur la personne, comme quand on croit contracter mariage avec Jeanne et que je contracte avec Berthe, dans ce cas le mariage est nul. Et remarque, d'après Thomas, IV, d. 30<sup>7164</sup>, que ce qui vient d'être dit se comprend quand l'erreur sur la noblesse ou la dignité ne redouble pas l'erreur sur la personne<sup>7165</sup>. «C'est pourquoi si le consentement d'une femme se rapporte directement» à la dignité, de sorte qu'«elle a l'intention de donner son consentement à un fils de roi quel qu'il soit, alors si un autre» qu'un fils de roi «est présenté [...], il y a erreur sur la personne» et il n'y a pas de mariage: note-le pour beaucoup de questions.

Sur l'erreur de condition<sup>7166</sup>, il faut comprendre qu'il s'agit de l'erreur sur une condition moins bonne:

il en est autrement quand il s'agit d'une condition égale ou meilleure selon Innocentius<sup>7167</sup> et Hostiensis<sup>7168</sup>.. Et c'est pourquoi il est permis aux esclaves de contracter mariage malgré l'opposition des maîtres, *Décrétales*, à ce titre, c. 1<sup>7169</sup>, mais les maîtres ne doivent pas, pour cette raison, être frustrés de leurs services, comme on le dit au même endroit. Si cependant, un homme libre, après avoir contracté, connaît la condition de la femme et l'épouse ensuite charnellement, le mariage tient, comme aux canons *Si quis ingenuus* et

---

7162DIRECTORIUM: PETRUS CASUEL, *Directoria summa*, 1.

7163*Décret*, 29, 1, § 5: *Error*

7164THOMAS, IV, d 30, q 1, a 2

7165THOMAS, IV, d 30, q 1, a 2 Si le consentement va à la personne, une erreur de qualité n'est pas un empêchement.

Mais si une femme veut épouser n'importe quelle personne qui soit fils de roi, qualité et personne se confondent:

l'erreur de qualité rejaillit sur l'erreur de personne et est alors un empêchement au mariage.

7166THOMAS, In IV, d 30, q 1, a 2, r; l'erreur de condition empêche de contracter mariage et annule le contrat

7167INNOCENTIUS IV, sur X, 4, 9, 1

7168HOSTIENSIS, *Summa aurea*, sur X, 4, 9, 1

7169X, 4, 9 (*De conjugio servorum*),1

*Si femina*, 29, q.2<sup>7170</sup>, et au chapitre *Proposuit, Décrétales*, à ce titre, c.2<sup>7171</sup>. Mais, une erreur sur la condition d'affranchi, nouveau ou de naissance, empêche-t-elle le mariage, comme l'erreur sur la condition servile? Je réponds, en suivant [...] <sup>7172</sup> que non, parce que tous les affranchis sont libres, mais ils sont tenus à certains travaux pour leurs maîtres plus que les autres.

[fol. 97r]

K.

Pour l'empêchement<sup>7173</sup> suivant, je pose deux propositions: la première portera sur le fou, la seconde sur le sourd et muet.

Première proposition: «un fou, privé du jugement de la raison, ne peut passer contrat, comme c'est noté au c. *Dilectus filius, De sponsalibus*<sup>7174</sup>, sauf s'il avait des intervalles de lucidité et alors il pourrait donner un consentement; dis la même chose de l'homme ivre»<sup>7175</sup>.

La seconde proposition est d'Hostiensis<sup>7176</sup> et de Panormitanus<sup>7177</sup>, au c. *Cum apud, De sponsalibus*: L'aveugle, le muet et le sourd peuvent contracter mariage pourvu qu'ils puissent «par des signes exprimer leur consentement en passant contrat; parce que quoiqu'il ignore ce qu'est le mariage comme sacrement, il ne l'ignore pas comme lien issu du droit naturel, parce que la raison ordonne qu'il s'attache inséparablement à quelqu'un afin d'engendrer une postérité»<sup>7178</sup> de la façon due. C'est pourquoi, de nos jours, on note que des sourds et muets ont passé contrat de mariage.

Remarque sur une femme muette et sourde qui contracta mariage.

Et surtout nous avons le cas d'une femme sourde et muette de naissance qui vit encore, qui a contracté mariage avec un époux par gestes et signes de tête, et qui est avec son mari depuis quarante ans et plus; ils vivent ensemble, et elle connaît très bien les caractéristiques du mariage et sa nature: premièrement, son indissolubilité parce qu'elle a cohabité avec son mari pendant tant d'années, deuxièmement sa bonne fin, parce qu'à l'âge de la capacité d'enfanter et de la continence, elle ne permettait pas non plus qu'un autre homme que son mari la touche ou l'embrasse; bien plus, ce qui est étonnant, parce

---

7170Décret, 29, 2, c 4: *Si quis ingenuus* et 5: *Si femina*

7171X, 4, 9, 2

7172ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 4, § 11, évoque sur cette question: HUGO, 28, q 2, au début.

7173Il s'agit plutôt de montrer comment certains obstacles au consentement peuvent ne pas être des empêchements.

7174X, 4,1,24

7175ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 18, pr

7176HOSTIENSIS, sur X, 4, 1, 23

7177PANORMITANUS, sur X, 4, 1, 23

7178ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 18, pr. GILBERT NICOLAS ne mentionne pas l'opinion selon

laquelle les sourds muets ne peuvent se marier, contrairement à ANGELUS. Vu l'exemple, il est décidé à prouver le contraire, au nom du droit naturel.

qu'elle demanda le divorce vu que son mari était adultère.

Pour comprendre l'empêchement que voici<sup>7179</sup>, il faut deux remarques préalables: la première portera sur les quatre conditions; la seconde portera sur les trois biens du mariage.

Pour la première remarque, il faut noter que, quoique beaucoup aient tenu des propos divers sur les conditions<sup>7180</sup>, cependant toutes peuvent se résumer à quatre, qui, pour être plus facilement retenues, peuvent être appelées contingentes, nécessaires, possibles, impossibles.

On les appelle contingentes en raison du statut de la personne ou de la chose, par exemple, quand une personne est dite de condition servile (sur laquelle, on a *Décrétales, De servis non ordinandis*, dernier chapitre<sup>7181</sup>, 32, q.4, c. *Liberi*<sup>7182</sup>), ou quand une chose est dite de condition servile (sur quoi on a *ff.*<sup>7183</sup> et C., en entier<sup>7184</sup>). D'où il est évident que les conditions contingentes sont doubles: elles concernent les personnes et les choses..

On les appelle aussi contingentes parce que la servitude n'est pas de droit naturel, mais résulte du péché de l'homme, *Instituta, De justitia et jure*, en entier, § *Servitus*<sup>7185</sup>, et d. 1, c. *Jus gentium*<sup>7186</sup>, 12, q 2, c. *Cum redemptor*<sup>7187</sup>. Mais ces conditions ne sont pas notre propos.

Autres sont les conditions qui existent nécessairement, par exemple si quelqu'un dit: «Je contracte avec toi si le soleil se lève demain»<sup>7188</sup>. Et remarque que ces conditions sont dites nécessaires soit parce qu'elles sont nécessaires au mariage, soit parce que sans elles rien ne se ferait, comme quand quelqu'un contracte mariage avec une femme sous la condition suivante: "si tu es chrétienne" ou "si tu n'es pas ma parente", etc. Mais sont dites ici conditions nécessaires, les conditions générales qui sont toujours sous entendues même si elles ne sont pas posées expressément, par exemple: «si Dieu veut», et des

---

7179L'empêchement de condition

7180ANGELUS (*Matrimonium* 3, *Impedimentum* 3), adopte un autre classement.

7181X, 1, 18, 8

7182*Décret*, 32, 4, 15

7183*Digeste*, 8, 1: *De servitutibus*

7184*Codex J.*, 3, 34: *De servitutibus et de aqua*.

7185*Institutes*, I *De justitia et jure*, 3: *De jure personarum*, §2: *Servitus*

7186*Décret*, D1, c 9: *Jus gentium*

7187*Décret*, C 12, q 2, c 68: *Cum redemptor lat.*

7188L'exemple du lever du soleil est aussi chez THOMAS, IV, d 29, q 2, a 3

conditions de ce genre.

D'où il est évident que les conditions nécessaires de ce genre sont doubles ou triples: celles qui arrivent nécessairement dans la nature, celles qui existent nécessairement dans un contrat ou qui sont toujours comprises comme étant dans un contrat. Et à leur sujet, on donne d'habitude la règle que les conditions nécessaires générales ne vicient ni ne suspendent un contrat, selon Thomas<sup>7189</sup>. La compréhension de ce genre de règle deviendra évidente dans ce qui suit.

Trois conditions sont dites possibles, parce qu'elles peuvent être ou n'être pas ajoutées, par exemple, si quelqu'un disait: «Je contracte mariage avec toi si mon père est d'accord». Et ces conditions possibles sont doubles: certaines sont honnêtes, certaines malhonnêtes. Les malhonnêtes sont triples: les unes sont contraires à la nature du mariage ou à ce qui est de la substance du mariage, dont je vais parler tout de suite, et elles vicient toujours le mariage, de sorte que rien n'est fait quand elles sont ajoutées.

D'autres sont malhonnêtes simplement, par exemple si quelqu'un disait: "je contracte mariage avec toi si tu fais un vol" ou "si tu tues un homme", et des conditions de ce genre, et ces conditions ne vicient pas le contrat.

Les autres sont malhonnêtes en elles-mêmes et dans l'engagement de la promesse, par exemple si quelqu'un disait: "Je promets à Dieu que si je peux commettre un adultère avec une telle, je ferai dire la messe que l'on doit rendre à Dieu en action de grâce".

Mais s'il disait: "Je promets à Dieu que, s'il m'arrive de pécher, je jeûnerai pour que le péché me soit remis", dans ce cas il n'y a pas de condition malhonnête dans l'engagement de la promesse, mais seulement une condition malhonnête en soi.

Et note que la condition qu'il est malhonnête de remplir n'a pas force d'obligation. Note-le parce que cela sert pour les vœux et les serments faits sous ce genre de conditions, quoique celle qui est malhonnête seulement en elle-même, ait bien force obligatoire; sur elle, vois Durandus, III, d. 39, q. 4<sup>7190</sup>.

Autres sont les conditions impossibles, par exemple:

[fol. 97v]

si quelqu'un disait: "Je contracte avec toi, si tu touches le ciel du doigt". Et de ces conditions, on a l'habitude de dire unanimement qu'elles sont rejetées dans l'intérêt du mariage, qu'elles ne sont pas des empêchements et qu'elles sont tenues pour non ajoutées. Mais Durandus ne comprend pas (vois plus haut) comment ceci est vrai. Il est sûr que sans consentement il n'y a pas de mariage. Donc si quelqu'un contracte en ajoutant une condition qui exprime plus le désaccord que l'assentiment ou le

7189THOMAS, IV, d 29, q 2,a 3.

7190DURANDUS, III, d 39, q 4



consentement, ou du moins qui fait qu'il n'a pas l'intention de donner son consentement tant que la condition n'est pas remplie, comment le droit positif pose-t-il qu'on la considère comme non ajoutée en fait et que néanmoins le mariage tienne, alors que dans le mariage, comme je l'ai dit plus haut, le consentement est nécessaire? C'est pourquoi il semble qu'il faille dire simplement, qu'au tribunal de la conscience il n'y a pas mariage, sauf s'il y a consentement, quelle que soit la condition ajoutée<sup>7191</sup>.

C'est pourquoi aussi, en ce qui concerne une condition qui arrivera nécessairement, comme "Je contracte avec toi si le soleil se lève demain" ou "si le soleil est dans le cancer", il y a une grande difficulté entre les docteurs pour savoir s'il y a mariage. En effet, la glose, au dit c. *Per tuas*<sup>7192</sup>, veut que si, une condition étant pendante<sup>7193</sup>, un mariage est contracté avec une autre femme, le second mariage tient; Joannes Andreae<sup>7194</sup> dit de même.

Mais Hostiensis<sup>7195</sup> et les docteurs anciens<sup>7196</sup> tiennent le contraire, parce que, du fait que la condition va absolument aboutir, elle ne peut suspendre un acte ou un contrat, et n'est pas proprement une condition. Panormitanus dit de même, au dit c. *Per tuas*<sup>7197</sup>. Cependant, cette question soulève le doute, et, dans ce cas et des cas semblables, Monaldus<sup>7198</sup> donne le meilleur enseignement: dans les cas de ce genre qui ne sont pas complètement explicités par le droit, il ne faut absolument pas précipiter le jugement

---

7191La condition impossible n'est pas suspensive, et est considérée comme n'existant pas; donc, au tribunal des contentieux, le mariage contracté avec une telle condition existe. Cependant, tout dépend du consentement dont on peut douter vu la qualité de la condition,... donc le mariage n'exister pas...; face à la contradiction, l'Église s'en tient à la position qu'il y a mariage s'il y a consentement et quelle que soit la condition ajoutée. C'est ce «quelle que soit la condition...» qui permet le passage à la condition qui sera nécessairement remplie. Ou on considère que tant qu'elle n'est pas remplie, on peut contracter un autre mariage, qui sera valide, ou on considère que cette condition qui s'accomplira nécessairement n'est pas une vraie condition (une vraie condition est suspensive) et le mariage contracté sous une condition nécessaire est valide (on peut vouloir effectivement se marier au moment où la condition nécessaire est effective) et on ne peut donc contracter un autre mariage. Il reste alors une difficulté, car tout humain peut changer d'avis entre le moment de l'engagement et le moment où se réalise la condition...

7192Glose de X, 4, 5 (*De conditionibus appositis in desponsatione*), 6. Il s'agit de fiançailles contractées à condition que le père et l'oncle du mari donnent leur consentement, mais le fiancé, qui a eu des relations charnelles prolongées avec sa future, argue d'une opposition (dont on ne sait précisément quand elle s'est manifestée) de ses parents, pour ne pas se marier. La copulation semble prouver qu'il a renoncé à la dite condition et donc Innocent III tranche en faveur du mariage.

7193La condition pendante «vise la période d'incertitude pendant laquelle on ignore si l'événement futur et incertain choisi comme condition se produira ou ne se produira pas» (*Lexique juridique, Expressions latines*, Henri ROLAND).

7194JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur X, 4, 5, 6

7195HOSTIENSIS, sur X, 4, 5, 6

7196Doctores antiqui: ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 3, cite, à propos des conditions nécessaires, BONAVENTURA (IV, d 28) et THOMAS (IV, d 27). Les *Doctores antiqui* sont les Réalistes par opposition aux docteurs Nominalistes que sont les *Moderni*.

7197PANORMITANUS, *Super Decretalium* X, 4, 5, 6

7198MONALDUS, *Summa de jure canonico*

d'adultère obstinément. Et si après des contrats conditionnels nécessaires, éventuellement on passe à des seconds vœux<sup>7199</sup> de façon solennelle, il est beaucoup plus sûr de n'en pas tenir compte ou de consulter le pape que d'annuler un mariage contracté solennellement avec une seconde femme; Rodonensis<sup>7200</sup> dit de même. Donc, à plus forte raison, si la personne était entrée en religion, il faut ne pas tenir compte de l'engagement conditionnel.

L. Ce que sont les biens du mariage.

Seconde remarque<sup>7201</sup>: les biens du mariage, il faut savoir qu'unaniment on en pose trois:

la fidélité,

la descendance,

le sacrement.

Pour la fidélité, on attend qu'on ne s'unisse pas avec un ou une autre que le conjoint; pour la descendance, qu'on la reçoive avec amour et qu'on l'élève dans la religion; pour le sacrement, qu'on ne sépare pas le mariage. Et ces trois biens sont tellement substantiels au mariage qu'une condition ajoutée contre l'un d'eux vicie le contrat de mariage, *Décrétales, De conditionibus appositis*, chapitre final<sup>7202</sup> et sur cette *Décrétale*, Panormitanus<sup>7203</sup>. pose une règle dans la règle du mariage: toute condition ajoutée s'opposant à l'essence du mariage vicie le mariage et n'est pas viciée. Et il pose l'exemple de ce qui est arrivé en fait.

Quelqu'un soupçonnant l'incontinence future de sa femme se maria avec elle à la condition que si elle commettait l'adultère, il lui serait permis de se retirer du mariage et d'épouser une autre femme.

Assurément, il n'y a pas dans ce cas, mariage; ce qui est une parole étonnante! Cependant, est vrai ce que dit Ricardus, IV, d. 31, a 2, q. 1<sup>7204</sup>, en parlant de ces biens du mariage, qu'en ce qui concerne le bien de fidélité, l'essentiel de ce bien est de ne pas refuser l'usage de son corps si un conjoint le demande à l'autre, sauf si Dieu l'a libéré de ce qui est dû à qui demande. Et il dit que le bien de fidélité accidentel ou accessoire est de ne pas s'unir à un autre, et que ceci n'existe que pour le bien-être matrimonial; ainsi on pourrait conclure, à ce qu'il semble, contre Panormitanus. Mais tous les canonistes et les sommistes sont en faveur de l'opinion de Panormitanus et sur ce sujet il y a un texte

---

7199Des vœux qui peuvent être un second mariage ou une entrée en religion.

7200RODONENSIS, *Glose de la somme de Raymond de Peñafort*.

7201Première remarque: les conditions.

7202X, 4, 5, 7 (*Si conditiones*)

7203PANORMITANUS, sur X, 4, 5, 7

7204RICARDUS, IV, d 31, a 2, q 1, cité par ANGELUS, *Matrimonium* 2, § 25.

exprès dans le dit chapitre final<sup>7205</sup> où sont énumérées les conditions qui sont contraires à l'essence du mariage, par exemple, quand on dit: "Je contracte mariage avec toi si tu évites la naissance d'une descendance", ou: "jusqu'à ce que je trouve quelqu'un de plus digne en honneur et en ressources", ou: "si je te livre à l'adultère pour le gain". Telle est la condition que nous posons<sup>7206</sup>. Le texte de la *Décrétale* dit ensuite: "Le contrat de mariage, si favorable qu'il soit, est nul". Et pour comprendre plus complètement ce qui vient d'être dit, note que la condition s'exprime par "si", le mode par "comment", la cause par "parce que"<sup>7207</sup>, d'où le vers:

Sache que "comment" est un mode, "si", une condition, "parce que", une cause.

Vois la glose au c. *Verum, De conditionibus appositis*<sup>7208</sup>. Et parce que j'ai assez parlé de la condition, parlons du mode ou de la cause.

M. La mauvaise intention dans le mariage.

Pour cela, je demande: l'intention de plaisir, de beauté, de richesses, empêche-t-elle le mariage? Bonaventura répond, IV, d. 30<sup>7209</sup>, que beaucoup de causes peuvent conduire à un acte, et sans péché, pourvu qu'on ne s'en tienne pas à elles. C'est pourquoi si cette intention restait comme cause principale, elle ne serait pas du tout honnête et cela s'oppose à l'utilité du sacrement, mais pas à sa vérité, sauf si la fin était telle qu'il ne chercherait que le plaisir ou les richesses, non de prendre épouse, parce que, dans ce cas, ce serait contraire à la vérité du sacrement

[fol. 98r]

et il n'y aurait pas de mariage. Raymundus est d'accord<sup>7210</sup>.

Mais un tel homme contractant mariage principalement pour les causes susdites, beauté, richesses et avantages de ce genre, pêche-t-il mortellement? Certains disent oui, comme dans le cas où si quelqu'un était baptisé principalement pour la santé ou le gain sans s'occuper de la grâce baptismale, ce qui n'irait pas sans mépris et dommage, irrévérence et abus du sacrement<sup>7211</sup>. Mais l'archevêque de Florence<sup>7212</sup> dit que ce jugement est bien dur et qu'il envelopperait beaucoup de gens et que semble s'y opposer ce qu'on a,

---

7205X, 4, 5, 7 (*Si conditiones*)

7206Je suppose que c'est un commentaire fictif de celui qui vient de poser les conditions précédentes, exprimées elles-mêmes dans la *Décrétale*.

7207On retrouve ici peut-être un souvenir des commentaires de *Sentences* du milieu du XIII<sup>e</sup> siècle: après la résolution des difficultés (*expositio textus*), on fournit une explication de mots (*expositio litterae*); c'est le troisième élément d'une *lectio*, la *divisio textus* par rapport aux *Sentences* ayant disparu. Ce rappel de sens fait transition ici.

7208Glose, X, 4,5, 4, chapitre où un don, dans son mode, est lié à une condition.

7209BONAVENTURA, IV, d 30

7210RAYMUNDUS, *Summa de matrimonio*.

7211Une comparaison avec le sacrement du baptême se trouve aussi dans THOMAS, *Supplément*, Q. 48, a 2 (IV,d. 30, q.1, a.3, q. unique), et ANGELUS, *Matrimonium* 2, § 25

7212FLORENTINUS, *Summa*

*Premier livre des Rois*, 3<sup>7213</sup>, où David épousa Abisag, la sunamite, pour qu'elle le réchauffât seulement, sans perspective de descendance ni crainte de fornication; en effet, il ne l'a pas connue sans faire de péché, cependant.

Pourtant l'archevêque florentin ajoute que contracter mariage principalement pour le plaisir serait un péché mortel, opinion que tient Petrus de Palude<sup>7214</sup>; cependant s'unir à une femme à cause du plaisir ne serait pas un péché mortel pourvu qu'on ne le fasse pas avec une autre que sa femme, parce que l'abus d'une réalité ordinaire n'est pas aussi condamnable que celui d'une réalité sacrée; de même boire quelque chose dans une coupe pour le plaisir n'est que véniel en soi, mais il ne s'ensuit pas que celui qui apporte un calice à l'auberge pour boire pour le plaisir ne fait pas un péché mortel, et ceci par abus d'une réalité sacrée<sup>7215</sup>. D'autre part celui qui contracte mariage par des engagements pour le présent pour une fin indue, abuse d'une réalité sacrée, puisque l'essence du sacrement consiste dans la fin<sup>7216</sup>; mais celui qui s'unit à son épouse pour une fin indue, abuse d'un bien non sacré, sa femme, parce que l'essence du sacrement est au-delà<sup>7217</sup>: il ne pèche donc pas autant.

Il y a aussi l'argument que si un juge punit des malfaiteurs d'une peine pécuniaire alors qu'il pourrait punir autrement; quoiqu'il cherche l'argent sans penser à l'acte ni à la justice, pourvu qu'il ne punisse pas injustement, ce n'est que véniel. S'il avait en effet pour but, expressément ou tacitement, l'argent, il ne serait pas hors de péché mortel<sup>7218</sup>.

Et<sup>7219</sup> note ceci à propos de ces maîtres temporels qui punissent pécuniairement les délits de leurs sujets, car s'ils font cela principalement par cupidité, sans penser au fait et sans vouloir le punir; selon ce qui a été dit, ils pèchent de façon mortelle.

«Celui qui contracte mariage en état de péché mortel, pèche-t-il mortellement?»

Petrus Paludanus répond au IV<sup>7220</sup> que oui même s'il avait la contrition; et ainsi, selon lui, la confession est requise en plus de la contrition.

D'autres pensent le contraire, ce qui est l'opinion la plus commune; j'en ai parlé en

---

72131 *Rois*, I, 3-4

7214PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*, d 32

7215Se marier c'est recourir à un sacrement, utiliser une réalité sacrée; faire acte de chair c'est faire un acte «vulgaire»; donc, quoiqu'on agisse dans les deux cas par plaisir principalement, il n'y a de péché mortel que lorsqu'il y a abus d'une réalité sacrée. De plus, le plaisir n'est pas la fin du sacrement. On pourrait relier ce thème de la réalité sacrée à ce que dit THOMAS, II-II, q 4, a 1: il y a péché de luxure selon la matière en laquelle ce plaisir est recherché. Le traitement de la question est évidemment très différent.

7216La fin du mariage est la génération de l'enfant.

7217Je pense: de l'ordre du sacré, qui est transcendant.

7218L'important est pour un juge de ne pas agir contre la justice.

7219Remarque considérée comme importante dans le manuscrit.

7220PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*

première partie.<sup>7221</sup>

N. La triple impuissance au mariage.

De cette impuissance au mariage<sup>7222</sup>, il y a trois espèces: la première est dite naturelle, comme l'étroitesse de la femme, la frigidité<sup>7223</sup> ou la chaleur de l'homme et l'impuissance; la seconde est dite acquise, comme la castration; la troisième est appelée diabolique et de sorcellerie, quand par un maléfice des époux sont empêchés de vivre ensemble ou de s'unir.

Sur ces trois impuissances, j'énonce trois propositions, une pour chacune.

Première proposition: toute impuissance naturelle perpétuelle est un empêchement au mariage et annule le contrat si, ignorée, elle précède le mariage. Cette proposition est de Scotus au IV<sup>7224</sup>, et de presque tous les canonistes, *Décrétales*, *De frigidis et maleficiatis*, c. *Laudabilem*<sup>7225</sup>. J'ai dit "perpétuelle" parce que chez le garçon et la jeune fille l'impuissance est momentanée, et parce que, tant qu'elle existe, ils ne peuvent contracter mariage, *Décrétales*, au même endroit, *Quod sedem*<sup>7226</sup>, où on a que celui qui ne peut copuler ne peut contracter mariage; et, selon Hostiensis<sup>7227</sup>, on doit toujours attendre la puberté complète, c'est à dire 18 ans; cet âge étant passé, si quelqu'un restait incapable de copuler, il est incapable de se marier, et on estimera que l'impuissance est perpétuelle. De plus, j'ai dit "perpétuelle"; c'est à dire, selon Petrus de Palude<sup>7228</sup>, celle qui empêche perpétuellement l'acte appelé émission de semence. C'est pourquoi, si cet acte existe quoiqu'il n'y ait pas l'effet de la génération, il y a un vrai mariage.

Il en résulte qu'un eunuque peut véritablement contracter mariage, parce que, selon Avicenne<sup>7229</sup>, quoiqu'il n'ait pas l'effet, c'est à dire qu'il ne puisse engendrer, il a cependant l'acte: il peut émettre de la semence et cela suffit, quoique Panormitanus<sup>7230</sup> dise autre chose. Ne s'y oppose pas le chapitre premier, à ce titre<sup>7231</sup>, parce que l'homme en question n'avait ni l'acte ni l'effet. De même, celui qui a une érection mais n'émet pas de semence

---

7221Fol 2r, sq.

7222Qui est un empêchement

7223La frigidité est un terme médical qui désigne l'impuissance chez l'homme; la chaleur est aussi une cause d'impuissance masculine; le troisième terme qui la désigne est simplement l'impuissance.

7224SCOTUS, IV, d. 34; et THOMAS, IV, d 35.

7225X, 4, 15, 5

7226X, 4, 15, 2

7227HOSTIENSIS, *Summa aurea*, sur X, 4, 15, 2

7228PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*

7229ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 16, § 11: même exemple d'Avicenne. GILBERT NICOLAS adopte une solution claire grâce au choix du critère: l'impuissant est celui qui n'émet pas de semence.

7230PANORMITANUS. Je suppose sur le ou les chapitres évoqués ensuite.

7231X, 4, 15, 1 (*Accepisti mulierem*). Le chapitre dit que le mari ne peut *coire*, qu'il n'y a pas *commixio*

ne peut contracter mariage, quoique Panormitanus, c. 3, *De frigidis*<sup>7232</sup>, dise le contraire. Toi cependant tiens la première opinion<sup>7233</sup> parce qu'elle est plus sûre, quand l'impuissance a précédé le mariage, parce que, selon la règle, si un vieillard, par un médicament ou un autre artifice, ne peut être secouru, il ne peut pas non plus contracter mariage<sup>7234</sup>.

J'ai dit impuissance "ignorée" parce que, selon Petrus de Palude<sup>7235</sup>, celui qui se sait impuissant ou qui sait que l'autre l'est, et accepte l'autre, ne peut plus rompre, parce que selon certains il y a un vrai mariage, mais la difficulté réside dans la preuve de cette impuissance.

Et je dis que, pour la prouver, il y a deux moyens<sup>7236</sup>:

un, par la vue, et il ne requiert pas de délai; le second moyen requiert trois éléments:

[ol 98v]

une durée de cohabitation fixée par un arbitre, deuxièmement, un serment d'incapacité au coït, troisièmement, le témoignage fidèle de sept voisins ou proches, éléments par le concours desquels le divorce sera célébré et l'épouse se mariera dans le Seigneur<sup>7237</sup>; mais au mari il sera demandé de ne pas épouser une autre femme, et s'il se marie et la connaît, il sera accusé de parjure et le premier mariage devra être rétabli; cependant l'épouse peut le repousser pour adultère commis, par l'argument de la cause 32, q. 1, *De Benedicto*<sup>7238</sup>. Je dis cela, sauf si la femme quand elle a déclaré l'impuissance, l'a fait par fraude, parce que si c'était le cas, elle ne pourrait refuser son mari, par l'argument de *ff. De adulteriis*, L. *Si uxor*, § *Judex* et § suivant<sup>7239</sup>. Et remarque que quand un homme demande le divorce en alléguant l'impuissance et que la femme nie, on la croit.

Au contraire si la femme affirme et l'homme nie qu'il y a un empêchement, on fait confiance au mari, sauf si, par un examen oculaire<sup>7240</sup> fait par d'honnêtes femmes ou des sages femmes, on pourrait être convaincu de l'empêchement. Tout ceci est noté sur le dit c. *Laudabilem*<sup>7241</sup>, par les docteurs. Vois, sur le chapitre *Fraternitatis*, à ce titre<sup>7242</sup>, ce que

---

7232PANORMITANUS, X, 4, 15, 3 (*Ex litteris*).

7233Pas d'émission de semence, pas de mariage.

7234Le cas de l'aide médicale est évoqué en X, 4, 15, 3.

7235PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*. Cas évoqué en X, 4, 15, 4

7236Sujet rapidement traité en ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 16, § 10, qui indique une cohabitation de trois ans

7237Elle pourra se marier religieusement, comme le peut une veuve, avec un chrétien.

7238*Décret*, C 32, q 1, c 5. est ici appliqué à la femme un canon concernant le mari.

7239*Digeste*, 48 (*De adulteriis coercendis*), 14 (*Si uxor*), §5: *judex*, § 6: *Si quis*

7240De l'épouse, sans doute. Cet examen n'est pas dans le chapitre *Laudabilem* lui-même.

7241X, 4, 15, 5.

7242X, 4, 15, 6. La question est posée et non résolue dans ce chapitre 6. Faute de consommation par impuissance du mari, la femme n'a pas connu son mari, les époux ont été séparés par jugement de l'Église.

dit Panormitanus<sup>7243</sup>, qui soutient avec la glose<sup>7244</sup> et, à mon avis, de façon bonne et honnête (quoiqu'Innocentius<sup>7245</sup> et Hostiensis<sup>7246</sup> tiennent le contraire) que, le divorce fait, si la femme devient apte grâce à un autre, et que sont ouvertes ses serrures, elle ne sera pas rendue au premier qui ne put l'atteindre, sauf si le premier était devenu semblable à celui qui a ouvert ce genre de serrures<sup>7247</sup>.

O.

Seconde proposition: l'impuissance accidentelle perpétuelle marche comme la naturelle: on doit toujours considérer si l'acte peut suivre, et de cette impuissance on a assez parlé.

Troisième proposition sur l'impuissance par ensorcellement, celle qui vient des démons. L'ensorcelé donc, par exemple celui qui ne peut connaître sa femme mais peut bien connaître d'autres femmes, peut être séparé de son épouse et demander le divorce à l'évêque qui doit imposer trois choses: premièrement, que les deux époux se confessent parce qu'éventuellement cette impuissance peut se produire à cause d'un péché de leur part, 33, q. 1, c. *Si per sortiaris*<sup>7248</sup>; deuxièmement, on doit leur imposer sous serment de vivre ensemble, et de s'appliquer de bonne foi au devoir de chair; et ils vivront ainsi ensemble trois ans; et selon Innocentius<sup>7249</sup> et Abbas<sup>7250</sup>, il suffit qu'il aient vécu ensemble trois ans, soit avant, soit après la demande de divorce, et Panormitanus<sup>7251</sup> est d'accord, chapitre final, à ce titre, quoiqu'Hostiensis<sup>7252</sup> dise autre chose. Cependant une durée de cohabitation arbitrale doit être donnée par un juge s'ils ont cohabité trois ans avant la demande de séparation.

Cette période terminée, ils iront trouver l'évêque pour remplir la troisième condition en jurant qu'ils ont agi comme ils l'ont promis et n'ont pu faire acte d'époux; alors, avec l'ajout du serment des proches, le divorce sera célébré et l'autorisation de remariage sera donnée. Ceci se trouve au dit chapitre final<sup>7253</sup>.

Et note que si l'individu «est ensorcelé par rapport à toutes les femmes, il ne peut

---

7243PANORMITANUS, sur X, 4, 15, 6

7244Glose de X, 4, 15, 6

7245INNOCENTIUS III, dans X, 4, 15, 6, décide pour un retour au premier époux, tout en disant la difficulté du cas.

7246HOSTIENSIS, *Summa aurea*, sur X, 4, 15, 6

7247On peut supposer que le premier mari est devenu capable d'engendrer. Si *prior* se comprend comme *prius*, on comprend aussi qu'avant que la femme ait connu un autre homme, le premier a retrouvé ses facultés; il redevient l'époux légitime.

7248Décret, C 33, q 1, c 4

7249INNOCENTIUS, sur X, 4, 15, 7. Les précisions sur le temps ne sont pas dans le chapitre.

7250ABBAS, *Commentarii in libros Decretalium*: sur X, 4, 15, 7

7251PANORMITANUS, *Super Decretalium 4° ibro*: X, 4, 15, 7 (*Litterae vestrae*)

7252HOSTIENSIS, *Summa aurea*, sur X, 4, 15, 7

7253X, 4,15, 7

contracter mariage. Et s'il contracte après un premier mariage et s'unit avec la seconde femme, il est obligé de revenir à la première parce que l'empêchement n'était pas perpétuel et c'est pourquoi le premier mariage était valide <sup>7254</sup>». De son côté, la femme qui croit que le divorce a été proclamé de façon juste, si elle entre dans un monastère et fait profession, pourra néanmoins, la vérité de l'injustice du divorce étant apparue, redemander son mari et son vœu sera invalide parce qu'il a été fait pour une cause injuste et ainsi n'a pas eu de valeur, par l'excellent argument du chapitre *Ex parte Astensis, De concessione prebendae*<sup>7255</sup>, parce que personne ne retient celui qui est libre<sup>7256</sup>, à cause des chapitres *Magne, Décrétales, De voto*<sup>7257</sup>, et *Ex parte, De conjugatis*<sup>7258</sup>.. Mais Panormitanus argumente en sens contraire et conclut ce qui a été dit précédemment, à cet endroit<sup>7259</sup>, et cela semble plus vrai. Sur un sortilège de ce genre, vois ce que j'ai dit plus haut au premier commandement.<sup>7260</sup>

«Celui<sup>7261</sup> qui est lié matrimonialement à un autre<sup>7262</sup> ou conjoint, ne peut avec une autre contracter mariage, sinon il commet un adultère, *Décrétales, De sponsa duorum, c. Licet*<sup>7263</sup>. Et celui qui, en son propre nom, non sur l'ordre de celui au pouvoir de qui il se trouve, ou qui, au nom de celle qu'il a sous son pouvoir, aura contracté deux fois des fiancailles ou deux fois des noces, est, de droit, atteint d'infamie, Loi *Praetoris verba, ff. De his qui notantur infamia*<sup>7264</sup>; il devient bigame et il doit jeûner quarante jours au pain et à l'eau, ce que les juristes appellent *carena*<sup>7265</sup>, c'est à dire carême, ainsi appelé parce qu'il y a carence de nourriture, et pendant sept ans de suite, il doit faire pénitence, c. *Accepisti, De sponsa duorum*<sup>7266</sup>».

Mais je demande: si une femme croit son mari mort et si elle contractait mariage avec un autre?<sup>7267</sup>

Je réponds selon les remarques de maître Antonius<sup>7268</sup> sur le c. *In presentia, De sponsalibus*, et c. *Dominus, De secundis nuptiis*<sup>7269</sup>: pour qu'elle soit excusée de péché

7254ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 16, § 12

7255X, 3, 8, 10

7256Lecture douteuse. Il est possible que ce soit une allusion au Pape, qui change un vœu de pèlerinage en terre sainte, en prières, veilles et jeûnes, parce que cesse la cause qui a conduit au vœu (X, 3, 34, 7).

7257X, 3, 34 (*De voto et voti redemptione*), 7.

7258X, 3,3 (*De clericis conjugatis*), 9.

7259PANORMITANUS, *Super Decretalium* 3° libro,(X, 3, 3, 9).

7260Fol 56, S

7261ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 13, §, 2

7262Il peut s'agir de fiancés.

7263X, 4, 4, 3

7264*Digeste*, 3, 2, 1

7265Mot formé sur *quadragesima* ou *quarentena* selon le DU CANGE.

7266X, 4, 4, 2, chapitre tiré du livre de Brocard, XXX: un reste de tarif pénitentiel?

7267Question posée en ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 12, § 4, qui traite au § 5 du cas où le mari croit sa femme morte. Ces textes ne sont pas repris.

7268ANTONIUS, *Commentaria super librum 4 Decretalium*:sur X, 4, 1, 19 (*In presentia*)

7269X, 4, 21, 2



mortel, il suffit qu'elle croie avec vraisemblance que son mari est mort. Et, selon Raymundus<sup>7270</sup>, ses enfants, si elle en a conçus, seront jugés légitimes. Mais pour que l'Église donne permission de contracter mariage, on requiert une preuve plus claire comme on le trouve au chapitre *In presentia*: la femme aura reçu la nouvelle assurée de la mort de son mari. Et selon maître Antonius l'Église ne donne pas l'autorisation de passer contrat si la mort du mari n'est pas certifiée. Cependant si la femme croyait avec vraisemblance son mari mort, elle est excusée du péché mortel. Et Innocentius<sup>7271</sup>, semble suivre cette opinion de maître Antonius au dit c. *Dominus*,<sup>7272</sup> quoique Panormitanus, au dit chapitre *In presentia*<sup>7273</sup>, s'y oppose. Vois aussi la glose unique, 34, q.2<sup>7274</sup>, dans la *Somme* qui dit que si une femme croit

[fol. 99r]

son mari mort et a une juste raison de le croire, elle peut licitement contracter mariage. Mais si elle doute de la mort de son mari et a contracté mariage quoiqu'elle ne le doive pas, elle est cependant tenue de rendre le dû conjugal à celui qui le demande, mais elle-même ne peut l'exiger. Et dans ce cas, l'homme peut la repousser pour adultère quand elle n'a pas eu de cause plausible de la mort de son mari. Mais si elle entend dire qu'il est mort, même par une fausse rumeur, et alors si elle s'est mariée, l'époux ne peut l'accuser d'un tel adultère sauf si elle même a fait naître cette rumeur, *ff. De adulteriis*, L. *Miles*, § *Mulier*<sup>7275</sup>; le *Directorium* tient la même opinion, livre I<sup>7276</sup>, ce qui est à bien remarquer. Cependant, si cette même femme, après avoir contracté mariage, a l'assurance que son premier mari est en vie, alors elle ne doit ni exiger ni rendre le dû conjugal. Mais si elle le croit vivant par une croyance légère et téméraire, alors, selon le jugement de son pasteur, en abandonnant une telle opinion, qu'elle exige et rende le dû conjugal, *Décrétales*, *De sententia excommunicationis*, c. *Inquisitioni*<sup>7277</sup>.

Cependant si ensuite il revient ou s'il y a, autrement, une certitude sur la vie de son époux, elle doit aussitôt quitter le second mari et revenir au premier, sinon elle sera jugée adultère.

«Remarque<sup>7278</sup> que si un homme, après réception d'un ordre majeur (prêtrise, diaconat, sous diaconat), contracte mariage, le mariage est annulé, comme au chapitre

---

7270RAYMUNDUS, *Summa juris*

7271INNOCENTIUS,; sur X, 4, 21, 2

7272ANTONIUS, *Commentaria super librum 4 Decretalium*: sur X, 4, 21, 2

7273PANORMITANUS, sur X, 4, 1, 19

7274*Somme*, glose sur *Décret*, C 34, q 1 et 2, c 1, dans la *Somme* de RAYMUNDUS, je suppose.

7275*Digeste*, 48 (*De adulteriis coercendis*), 12, § 12

7276DIRECTORIUM, *Directoria summa*, I

7277X, 5, 39, 44

7278ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 12, § pr.

unique, *De voto, Sexte*<sup>7279</sup>, et il est excommunié *ipso facto*, comme dans les *Clémentines, Eos, De consanguinitate et affinitate*<sup>7280</sup>.. Mais si quelqu'un contracte après avoir reçu des ordres mineurs, le mariage n'est pas annulé mais ces clercs n'officient pas, s'il s'agit de clercs d'occident, et n'obtiennent pas de bénéfices; et c'est pourquoi un ordre majeur empêche et annule, mais un ordre non majeur empêche seulement».

«Un vœu simple<sup>7281</sup> empêche de contracter mariage, mais n'annule pas le mariage contracté», mais un vœu solennel annule après contrat. Cette proposition se trouve «aux chapitres *Rursus, Consuluit, Insinuante, Qui clerici vel voventes*<sup>7282</sup>, et cause 29, en entier<sup>7283</sup>». L'établit le chapitre unique, *De voto, Sexte*<sup>7284</sup>. «Et ne te soucie pas de l'opinion de Hugo<sup>7285</sup>, parce que l'autre opinion est l'opinion commune des canonistes: 27, q.1<sup>7286</sup>, et *Qui clerici vel voventes*<sup>7287</sup>; et des théologiens, IV, d. 38<sup>7288</sup>.»

Ce qu'est un vœu solennel, tu l'as plus haut, au Second commandement<sup>7289</sup>.

P. De ceux qui se marient après un vœu<sup>7290</sup>.

Remarque cependant à propos de ce qui vient d'être dit, qu'il y a des femmes du tiers ordre du bienheureux François qui vivent en communauté et font profession des trois vœux par concession apostolique. Et donc une profession de ce genre annulerait bien un mariage non consommé comme l'a déclaré le pape Sixte IV<sup>7291</sup>, soit qu'il ait été contracté avant, soit qu'elle contracte après la dite profession. Note-le.

Et celui qui après un vœu simple a juré à une femme de l'épouser?

Je réponds: qu'il fasse pénitence pour le serment parce qu'il n'a pas de valeur, c. *Rursus, Qui clerici vel voventes*<sup>7292</sup>.

De même, n'est pas licite le vœu simple après qu'on a prêté serment de contracter mariage, selon Hostiensis<sup>7293</sup> et Goffredus<sup>7294</sup>, sauf s'il s'agit d'entrer dans un ordre, parce qu'on peut entrer dans un ordre, c. *Commissum, De sponsalibus*<sup>7295</sup>.

Celui qui contracte mariage après un vœu simple fait-il un péché mortel?

---

7279VI, 3, 15, c unique

7280*Cle.*, 4, 1, c unique.

7281ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 5, pr. Ici commence le thème du vœu comme empêchement.

7282X, 4, 6, c 6: *Rursus*; c 4: *Consuluit*; c 7: *Insinuante*.

7283*Décret*, C 29

7284VI, 3, 15, c. unique

7285HUGO, *Glosa super Decretum*

7286*Décret*, C 27, q 1

7287X, 4, 6

7288Par exemple: SCOTUS, IV, d 38, q.unique.

7289Fol 65r, A

7290Après les propositions générales, vient une série de points particuliers.

7291SIXTE IV (1471-1484)

7292X, 4, 6, 6

7293HOSTIENSIS, *Summa*

7294GOFFREDUS DE TRANO, *Summa*

7295X, 4,1, 16

Je réponds, selon Galensis<sup>7296</sup>, sur le dit c. *Rursus*: ou celui qui contracte a l'intention de consommer le mariage et, dans ce cas, il pèche mortellement parce qu'il agit contre le vœu, 27, q.1, dans de nombreux canons<sup>7297</sup>; ou il n'a pas eu l'intention de consommer le mariage, mais d'entrer en religion avant consommation, et dans ce cas il ne fait pas de péché mortel en se mariant, parce qu'il n'a agi en rien contre le vœu; accorde ainsi les opinions contraires.

Je demande: «un tel homme qui a contracté mariage après un vœu simple de chasteté<sup>7298</sup>», pèche-t-il mortellement chaque fois qu'il connaît sa femme? Je réponds: quoiqu'il y ait sur ce point une grande difficulté et une très grande diversité entre les docteurs, l'opinion de Ricardus, IV, d. 38, a. 7, q.1<sup>7299</sup>, paraît cependant plus sûre et réside en une unique proposition que voici: Celui qui fait un vœu simple de chasteté et contracte mariage, à aucun moment, ni la première fois ni ensuite, ne peut exiger l'acte charnel sans péché mortel, quoique, si on le lui demande après un premier acte, il soit tenu de rendre le dû.

La proposition que voici est d'Archidiaconus, au c. *Si vir*, d. 27<sup>7300</sup>. Joannes Andreae, au dit c. *Rursus*, tient la même<sup>7301</sup>. «Et<sup>7302</sup> donc, le susdit, après la mort de son épouse», ne peut pas prendre une autre femme «selon Hugo<sup>7303</sup> et Archidiaconus<sup>7304</sup>, 30, q.1, *De eo*<sup>7305</sup>, et 33, q. 2, *Antiqui*<sup>7306</sup>, parce que le vœu n'avait pas cessé mais seulement son exécution, *De conversione conjugatorum*, c.*Quidam*<sup>7307</sup>». Une bonne précaution à ce sujet, est de demander à l'évêque une dispense pour demander le devoir conjugal. Cependant le frère Angelus est d'un autre sentiment sur certains points, mais ce que je viens de dire est plus sûr.

Pour l'empêchement qui suit, note qu' «aucun<sup>7308</sup> fidèle, c'est à dire aucun baptisé, ne peut contracter mariage avec une non-baptisée même catéchumène, ni simplement ni à la condition qu'elle se convertisse à la foi. Et s'il contracte, le mariage est nul, 28, q.1, c. *Cave*<sup>7309</sup> et c. *Non oportet*<sup>7310</sup>. Et Hugo, au même endroit<sup>7311</sup>, note: Les fiançailles, elles,

---

7296GALENSIS, *Summa*, sur X, 4, 6, 6

7297Décret, C 27, q1

7298ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 5, § 3.

7299RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum*. IV, d 38, a7, q 1

7300ARCHIDIACONUS, sur D 27, c 3

7301JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur X, 4, 6, 6

7302ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 5, § 4.

7303HUGO, *Glosa super Decretum*

7304ARCHIDIACONUS, *Super Decretum*

7305Décret, C 30, q 1, c 5

7306Décret, C 33, q 2, c 19.

7307X, 3,32, 3

7308ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 10, § pr.

7309Décret, C 28, q 1, c 15

7310Décret, C 28, q 1, c 16

7311HUGO, *Glosa super Decretum*, sur C 28, q 1, c 16

sous la condition "si elle se convertit", sont bien valides.

[fol. 99v]

Donc quoiqu'un non-baptisé croie tous les articles de foi, cependant un mariage contracté entre un tel homme et une baptisée ne tient pas, comme au dit c. *Cave.*»

Q.

«Un infidèle<sup>7312</sup> se convertissant à la foi peut-il, après avoir renvoyé son épouse, en recevoir une autre, baptisée? Panormitanus<sup>7313</sup> répond au c. *Quanto, De divortiiis*<sup>7314</sup>, quant aux corps, que si un conjoint ne veut pas cohabiter avec le fidèle converti ou s'il veut vivre en cohabitation non sans injure pour le Créateur<sup>7315</sup> ou non sans péché mortel, le mariage, contracté dans l'infidélité religieuse, est dissout et le converti peut contracter mariage avec une autre femme qui soit croyante, et il ne convient pas qu'un juge décide d'un délai, mais il suffit qu'il juge clairement qu'il ne veut pas cohabiter avec elle<sup>7316</sup> selon Panormitanus<sup>7317</sup> au c. *Gaudemus, De Divortiiis*<sup>7318</sup>.. Mais si elle veut vivre en cohabitation, sans entraîner au mal ou sans péché, dans ce cas il ne peut se marier avec une autre, tant que vit la non croyante, mais il n'est pas obligé d'habiter avec elle si elle ne veut pas se convertir, 28, q.,2, c. *Si infidelis*<sup>7319</sup>. Ricardus le note, IV, d. 39<sup>7320</sup>. Cependant, si avant qu'il ne prenne une autre épouse par un engagement pour le présent, l'infidèle qui était plutôt obstinée dans l'incroyance, se convertit, il est tenu de la recevoir et ne pourra épouser l'autre, comme le note l'ensemble des théologiens, IV, dist. 39<sup>7321</sup>.»

«Et<sup>7322</sup> si l'infidèle a plusieurs femmes?

Je réponds que celle avec laquelle il a contracté mariage en premier, sera sa femme, sauf si la première de ces femmes avait un empêchement à cause duquel il n'aurait pu la recevoir; alors une autre serait son épouse.»

«<sup>7323</sup>Et la femme répudiée qui a épousé un autre homme?

---

7312ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 10, § 3.

7313PANORMITANUS, sur X, 4,19, 7

7314X, 4,19, 7.

7315Non sans blasphème.

7316Quoiqu'il y ait: *cum alia*, l'absence de pronom et l'ambiguïté des formes quant aux genres, permet de penser que la proposition fonctionne pour la femme comme pour l'homme, ce qui est le cas en général chez GILBERT NICOLAS comme chez ANGELUS.

7317PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 4,19, 8

7318X, 4,19, 8, où Paul est cité (1 *Co*, 7, 12): «Si un frère a une femme non croyante qui consente à cohabiter avec lui, qu'il ne la répudie pas ».

7319*Décret*, C 28, q 2, c 2

7320RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum* IV, d 39

7321THOMAS, IV, d 39, q.1, a 6, s, par exemple.

7322ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 10, § 4.

7323ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 10, § 5.

Je réponds que l'époux ne pourra lui opposer la fornication mais est tenu de la recevoir si elle veut vivre avec lui, s'il veut avoir une épouse ou du moins être continent, au dit c. *Gaudemus*, dans la glose<sup>7324</sup>.»

«Un<sup>7325</sup> homme converti pourra-t-il entrer en religion, sa femme voulant cohabiter avec lui?

Je réponds selon Hugo<sup>7326</sup> que oui, sur le dit canon *Si infidelis*<sup>7327</sup>.

Mais s'il y avait l'espoir qu'elle se convertisse, il ne doit pas entrer en religion, selon Thomas, IV, d. 39<sup>7328</sup>; et s'il n'y a pas l'espoir de sa conversion, il peut entrer après qu'on a demandé à l'épouse de se convertir.»

«Un<sup>7329</sup> des époux étant revenu à l'infidélité religieuse, le mariage contracté entre infidèles est-il dissout?

Je réponds que non, c. *Quesivit, De divortiis*<sup>7330</sup>. Et le texte au c. *Quanto, De divortiis*<sup>7331</sup> dit que «le sacrement de la foi», c'est à dire le baptême, «ratifie le sacrement de mariage».

«Et<sup>7332</sup> si un baptisé contracte avec une hérétique ou une schismatique? Je réponds que le mariage tient selon tous les théologiens, IV, d. 39<sup>7333</sup>. Le confesseur doit noter les empêchements qui suivent plus que les précédents.

Sept crimes sont des empêchements au mariage.

Il existe sept crimes qui empêchent de contracter mariage, mais qui n'annulent pas le mariage contracté, et la glose en note six au c. *Qui presbiterum, De penitentiis et remissionibus*<sup>7334</sup>

et on les a mis en vers:

"Celui qui tue un prêtre ou une épouse, les enfants, l'oncle

L'inceste, le ravisseur, le pénitent solennel<sup>7335</sup>, ne se marient pas."

Mais «l'évêque peut accorder des dispenses» avec les susdits<sup>7336</sup> «en raison de leur

---

7324Glose de X, 4, 19, 8

7325ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 10, § 6.

7326HUGO, *Glosa super Decretum*

7327Décret, C 28, q 2, c 2 (cité par ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 10, § 3).

7328THOMAS, IV, d 39, q 1, a 3

7329ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 10, § 7.

7330X, 4,19, 2

7331X, 4,19, 7 (texte d'INNOCENT III)

7332ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 10, § 8.

7333THOMAS, IV, d 39, q 1, a1

7334Glose de X, 5, 38, 1

7335Qui a une pénitence solennelle. ANGELUS: *de solemniter penitentibus*.

7336Les susdits désignent les pénitents frappés de pénitence solennelle.

jeunesse, 33, q.2, *Antiqui*<sup>7337</sup>»; cependant «selon Raymundus<sup>7338</sup>, l'autorisation du prêtre personnel suffit; bien plus, par la coutume on ne conserve pas cette sévérité» de demande d'autorisation, quoique selon Petrus de Palude<sup>7339</sup>, IV, et Florentinus<sup>7340</sup>, ils pèchent mortellement ceux qui ne demandent pas de dispense, sauf s'il était établi que depuis longtemps, les évêques, sciemment, n'en tenaient pas compte: et ainsi, à propos de la demande de dispense, cette façon de parler est plus sûre.

#### R. L'inceste.

Parce qu'il est utile d'avoir connaissance de l'inceste à cause des cas qui s'y rapportent, je poserai à son sujet une définition, une division et une double proposition. La définition est que «l'inceste est l'abus des consanguins ou des parents par alliance; on appelle donc "incestueux" ceux qui abusent de parents par le sang ou l'alliance, 36, première question, § *Cum ergo*<sup>7341</sup>.»

Il résulte de cette définition la division suivante: il y a deux incestes: l'un avec une femme de son propre sang - c'est le plus grave -, l'autre avec une femme du sang de sa propre épouse. Et selon Ricardus<sup>7342</sup>, par le premier, le mari ne devient pas un parent par alliance de son épouse, mais il le devient bien par le second.

Première proposition: celui qui commet le premier inceste, n'est pas privé du droit de demander le dû conjugal à son épouse, parce qu'une parenté par alliance avec elle n'est pas contractée..

Seconde proposition: par le second inceste, le mari est privé du droit de demander le dû, il est cependant tenu de le rendre.

Ces propositions sont de Ricardus<sup>7343</sup> et de Thomas<sup>7344</sup>, IV, dist. 34; Florentinus<sup>7345</sup> dit de même, quoiqu'Angelus<sup>7346</sup> soutienne qu'il en est privé par les deux incestes:

opinion qui n'est pas complètement insoutenable; c'est pourquoi le confesseur tiendra avec prudence l'une ou l'autre opinion selon ce qu'il verra servir le salut des âmes.

Mais on demande alors: qui donnera dispense à l'incestueux de pouvoir demander le dû?

«Panormitanus répond, premier chapitre, *De eo qui cognovit consanguineam uxoris*<sup>7347</sup>, que l'évêque ne le peut pas, sauf en vertu d'une cause, par exemple: la jeunesse et

---

7337Décret, C 33, q 2, c 19

7338RAYMUNDUS, *Summa juris* et RODONENSIS (selon ANGELUS), *Glosa Raymundi*.

7339PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*, IV, d 39 (je suppose).

7340FLORENTINUS, *Summa*

7341Décret, C 36, q 1, c 2, § *Cum ergo*: Gratien y définit la fornication, le stupre, l'adultère, l'inceste, le rapt.

7342RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum IV*, d 34, je suppose.

7343RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum IV*, d 34

7344THOMAS, IV, d 34, q 1, a 5. Thomas ne fait pas de différence entre les deux types d'inceste; le mari perd le droit de demander le devoir conjugal.

7345FLORENTINUS, *Summa*, sur IV, d 34, *Incestus*.

7346ANGELUS, *Incestus*, § 3

7347X, 4, 13, 1

quelque chose de ce genre, c. *Si duo*, 35, q. 4<sup>7348</sup>; le même défend, c. *Transmissee*, à ce titre<sup>7349</sup>, qu'il peut même exiger le devoir conjugal. Il semble donc qu'on donnerait dispense plus facilement pour que l'incestueux se marie que pour qu'il exige le devoir conjugal. Note-le.

Remarque aussi que «Panormitanus<sup>7350</sup> dit, c. *Litteris, De presumptionibus*<sup>7351</sup>, que cette punition, l'interdiction pour l'incestueux de contracter<sup>7352</sup> ou d'exiger, n'a seulement lieu que quand on est sûr de l'inceste, de quelque façon que ce soit, par l'argument du dit chapitre *Litteris*<sup>7353</sup>.»

[fol. 100r]

S. Serment, prestation de foi, simple promesse;

Pour une compréhension approfondie de ce qu'il faut dire, il convient de savoir en quoi diffèrent les trois éléments suivants: le serment, le don ou la prestation de foi et la simple promesse.

C'est pourquoi je demande: «toute<sup>7354</sup> prestation de foi est-elle un serment?

Panormitanus répond, c. *Querelam, De jurejurando*<sup>7355</sup>, que oui, mais que l'inverse n'est pas vrai parce que tout serment n'est pas une prestation de foi parce qu'alors on dit que quelqu'un donne sa foi quand il promet quelque chose en disant «par ma foi» ou «qu'ainsi Dieu m'aide», et des paroles de ce genre. Et dans ce cas, la prestation de foi n'inclut que le serment qui garantit une promesse et non le serment qui garantit une affirmation sur le présent ou le passé; selon d'autres, la prestation de foi diffère du serment qui se fait par le livre ou un objet sacré alors que la prestation de foi se fait sans intervention d'une chose sacrée; mais dis plutôt que la prestation de foi c'est de promettre quelque chose «par la foi» sans le mot "je jure", et qu'il y a serment quand on dit: "je jure par Dieu", ou «je jure par quelque chose».

Donc, quoique, en ce qui concerne le péché mortel, il n'y ait pas de différence parce que selon Archidiaconus, c.1, *De sepulturis, Sexte*<sup>7356</sup>, Innocentius et la communauté des docteurs sur le chapitre *Etsi Christus, De jurejurando*<sup>7357</sup>, de même que le serment consiste à dire "Je te jure par ma foi" ou "par l'Évangile", de même que c'est un serment aussi de dire "Je te promets par ma foi" ou "sur ma foi", il est vrai cependant qu'en ce qui

---

7348Décret, C 35, q 6, c 4

7349X, 4, 13, 4

7350PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 2, 23, 12

7351X, 2, 23, 12

7352L'incestueux ne peut contracter mariage avec l'objet de son inceste ni exiger le dû de l'épouse qu'il a eue avant de commettre l'inceste: ANGELUS, *Incestus*, § 3.

7353X, 2, 23, 12

7354ANGELUS, *Juramentum*, 1, § 6

7355PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 2, 24, 10

7356ARCHIDIACONUS, *Super Sextum Decretalium*, sur VI, 3, 12, c 1

7357INNOCENTIUS, sur X, C 2, q 24, c 26

concerne la punition du parjure, par exemple, celle de la déposition pour un clerc comme dans le c. *Querellam, De jurejurando*<sup>7358</sup>, nul ne l'encourt s'il n'a pas exprimé le verbe: «je jure», selon certains. Et comprends ainsi les lois qui établissent comme différents le serment et la prestation de foi, comme dans les chapitres *Pervenit, De fidejussoribus*<sup>7359</sup>, *Ne querellam, Ne prelati vices*<sup>7360</sup>, et 2, *De sponsalibus*<sup>7361</sup>. Mais on parle de simple promesse pour ce qui n'est confirmé ni par un serment ni par un engagement.»

Je demande maintenant «quels<sup>7362</sup> sont les incriminations qui empêchent de contracter mariage et annulent le mariage contracté?»

Je réponds qu'il y en a deux: l'adultère et la machination. Quant à la première, remarque avec soin qu'il convient qu'un acte: le contrat de mariage ou la prestation de foi, précède l'adultère. Donc, «remarque<sup>7363</sup> que pour que l'adultère ou la machination soit un empêchement, il est d'abord requis que l'homme et la femme sachent que chacun a un conjoint, parce que, si l'un se mariait avec quelqu'un qui est dans l'ignorance, il pourrait y avoir mariage entre eux après la mort de la première épouse, comme c'est le cas dans le c. 1, à ce titre<sup>7364</sup>, cas que limite Panormitanus<sup>7365</sup>, au même endroit, en disant: à la condition que celle qui a été épousée en plus soit restée dans l'ignorance tout le temps de la vie de l'épouse; et on l'appelle "ignorante" aussi longtemps qu'elle n'a pas eu de certitude ou d'opinion probable, comme au chapitre *Inquisitioni, De sententia excommunicationis*<sup>7366</sup>. Autrement, si, assurée de la vie d'une première épouse, elle permettait à l'homme de la connaître, il ne pourrait y avoir entre eux de mariage, par le dit chapitre final<sup>7367</sup>; et les docteurs en commun suivent cette proposition. Et dis de même en tout, quand, après la foi donnée, il y a adultère, parce que le dit chapitre final rend les deux cas semblables.

Et remarque que certains veulent, comme l'énonce Ricardus, IV, d 35<sup>7368</sup>, que s'il y a eu seulement nue promesse, il n'y aura pas d'empêchement, et qu'il convient qu'on ait donné sa foi ou qu'un serment soit intervenu pour qu'il y ait un empêchement».

Scotus<sup>7369</sup> semble suivre cette opinion que j'estime plus probable et à tenir après acte<sup>7370</sup>,

---

7358X, 2, 24, 10

7359X, 3, 22, 2

7360X, 5, 4, 4, mais le chapitre commence par: *Querellam*.

7361X, 4, 1, 2 (*Praeterea*)

7362ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 9, § 1

7363ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 9, § 1

7364X, 4, 7 (*De eo qui duxit in matrimonium quam polluit per adulterium*) 1.

7365PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 4, 7, 1

7366X, 5, 39, 44

7367X, 4, 7 (*De eo qui duxit in matrimonium quam polluit per adulterium*), 8

7368RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum.*, IV, d 35

7369SCOTUS, *Scriptum super IV Sententiarum*, IV, d35

7370Après un contrat de mariage, un serment, un engagement.



quoique j'ai soutenu qu'avant acte, l'empêchement naît même d'une nue promesse.

Note «qu'il<sup>7371</sup> est requis que l'adultère se produise après que le mariage a été contracté ou la foi donnée, parce qu'un adultère seul, sans mariage ou foi donnée, comme je l'ai dit plus haut, n'induit pas cet empêchement, ni contrat ni foi donnée sans adultère, comme au chapitre *Significasti*, à ce titre<sup>7372</sup>, et 31, q.1, c.1<sup>7373</sup>.

De plus il est requis que le premier mariage soit valide, parce que si la première épouse n'était pas légitime, il n'y aurait pas d'empêchement, comme dans le dit c. *Significasti*, quoiqu'il y ait parole donnée avec un adultère. Et il suffit, pour qu'il soit valide, que le premier mariage ait été contracté par engagement présent<sup>7374</sup>, quoiqu'il n'ait pas été consommé, et même s'il y avait séparation des corps, comme aux chapitres *Significavit*<sup>7375</sup>, et *Ex litterarum*, à ce titre<sup>7376</sup>.»

Seconde incrimination empêchant le mariage.

La seconde incrimination est d'avoir machiné la mort de quelqu'un pour pouvoir avoir un autre pour mari ou femme.

Pour comprendre ce point, remarque d'abord que s'il n'y a pas adultère, il convient que les deux, c'est à dire le marié et celle qu'il veut avoir pour épouse, aient machiné la mort de l'autre conjoint et que la mort suive effectivement; autrement, si un seul avait machiné la mort de l'autre conjoint avec réussite, il n'y aurait pas d'empêchement pour qu'il ne puisse avoir celui pour la possession duquel il a causé la mort de l'autre, comme le note Joannes Andreae<sup>7377</sup> que suit Panormitanus<sup>7378</sup> au chapitre *Super hoc*, à ce titre<sup>7379</sup>, quoique les docteurs parlent diversement sur le chapitre 1, *De conversione infidelium*<sup>7380</sup>.

Mais s'il y a adultère, la machination de l'un des deux seulement, avec effet, suffit pour que cet empêchement existe. L'établit le canon *Si quis vivente*, 31, q.1<sup>7381</sup>, et comprends ainsi le

[fol. 100v]

dit chapitre *Super hoc*.

---

7371ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 9, § 1

7372X, 4, 7, 6

7373Décret, C 31, q 1, c 1

7374*Per verba de presenti*: par des paroles pour le présent: les fiançailles sont des *sponsalia per verba de futuro*, mais les *sponsalia per verba de presenti* expriment le consentement actuel qui rend le mariage parfait avant le concile de Trente.

7375X, 4, 7, 2

7376X, 4, 7, 4

7377JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur X, 4, 7, 3

7378PANORMITANUS, sur X, 4, 7, 3

7379X, 4, 7, 3

7380X, 3, 33, c 1 (*Laudabilem*)

7381Décret, C 31, q 1, c 5

Mais si la mort ne s'est pas produite, une machination même avec adultère n'entraîne pas cet empêchement, comme le note Joannes Andreae au dit c. *Super hoc*<sup>7382</sup>.» «Et<sup>7383</sup> suppose qu'il y ait assassinat d'un des époux, sans qu'on ait l'intention d'avoir le survivant pour conjoint mais pour qu'on ait agi pour une autre raison, je réponds que ce ne sera pas un empêchement selon Bernardus<sup>7384</sup> et Hostiensis<sup>7385</sup>, au dit c. *Super hoc*. Parle comme plus haut, s'il y a eu ordre ou conseil d'homicide et si la mort a suivi.»

L'empêchement de consanguinité.

T. les trois parentés.

Premièrement il faut savoir qu'il y a une triple parenté: la charnelle: la consanguinité; la spirituelle: la compaternité, la légale: l'adoption. Et selon ces trois parentés, il y aura trois empêchements particuliers.

Et d'abord, parlons de la consanguinité qui est le lien entre personnes qui remontent à la même souche et qui en descendent, contracté par propagation charnelle, selon Hostiensis dans sa *Somme*, à ce titre<sup>7386</sup>.

Sur cette consanguinité ici sont posés trois points particuliers à bien remarquer par le confesseur: le premier concerne les lignes de parenté, le second les degrés, le troisième les lois qui interdisent de se marier dans ces degrés.

Du premier point il faut savoir que cette consanguinité comporte trois lignes selon l'avis commun des docteurs:

la première, des ascendants,

la seconde, des descendants,

la troisième, des collatéraux.

De la première ligne, chacun tire son origine: père, grand-père, arrière grand-père, arrière arrière grand-père; et dis la même chose de la mère, grand-mère, etc.

Sur la seconde se continue la mémoire: fils, petit-fils, arrière petit-fils, etc., et de même, fille, petite-fille, etc.

La troisième concerne ceux qui ne tirent pas leur origine de nous et dont nous ne tirons pas notre origine, tout en étant des rejetons du même sang, comme deux frères du même sang et leurs fils qu'on appelle cousins germains et les fils de ces cousins germains, et de même pour les femmes.

C'est prouvé, 35, q. 4, canon unique<sup>7387</sup>, et par *ff. De gradibus*, en entier, Loi I, et Loi *Juris*

---

7382JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur X, 4, 7, 3

7383ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 9, § 6

7384BERNARDUS PARMENSIS, *Super Decretalium*, sur X, 4, 7, 3

7385HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*, sur X, 4, 7, 3

7386HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*, *De consanguinitate*, sur X, 4, 14,

7387Décret, C 35, q 4, c unique

*consultus*<sup>7388</sup>.»

#### V. Ce qu'est la consanguinité.

Du second point, il faut savoir que «la consanguinité<sup>7389</sup> comporte aussi un degré, ainsi défini: «Le degré est la situation de personnes distantes par laquelle on connaît par quel écart de génération deux personnes sont séparées», et on le trouve dans *Ex litteris* et au chapitre *Quod dilectio, De consanguinitate et affinitate*<sup>7390</sup>.

Pour comprendre ce point, note quatre règles:

la première est que l'on compte différemment le degré de collatéralité en ligne selon le droit canonique et selon le droit civil; car, deux frères (ou un frère et une sœur) font un seul degré» avec le père et la mère «selon le droit canonique, mais selon le droit civil, ils en font deux; c'est pourquoi dans le mariage, nous sommes attentifs au droit canonique. On rend raison de cette différence en 35, question 5, chapitre *Ad sedem*<sup>7391</sup>; vois le.

La seconde règle est qu'une personne qui s'ajoute à une personne par propagation charnelle dans la lignée des ascendants ou des descendants, ajoute un degré, sans que l'on compte la souche<sup>7392</sup>, qui n'est pas comptée puisque le fils est du sang de son père et de sa mère; il n'y a donc pas une descendance par deux degrés, mais seulement par un, du père au fils, ou l'inverse. La raison en est que, de même que "un" n'est pas un nombre mais le principe du nombre, de même ici. De plus, si quelqu'un veut faire une fenêtre, deux colonnes sont nécessairement requises, mais s'il veut ajouter une autre fenêtre, une seule colonne suffit; comme pour notre propos.

La troisième règle est que sur la ligne transversale les personnes qui descendent de la souche sont distantes entre elles du degré dont elles sont distantes de la souche, c'est pourquoi le petit fils issu d'un fils et l'arrière petit-fils issu d'un autre fils sont distants entre eux au second degré d'un côté, et au troisième degré de l'autre côté.

La quatrième règle est que quand deux personnes sont inégalement distantes de la souche, on doit compter selon le degré le plus éloigné de la souche, de sorte que, autant ce degré est éloigné de la souche, autant on comprend qu'elles sont distantes entre elles, comme au dernier chapitre, *De consanguinitate et affinitate*<sup>7393</sup>. Et si l'habitude était dans un pays de commencer à partir du degré le plus proche<sup>7394</sup> cette coutume devrait être

---

7388*Digeste*, 38, 10, 1 pr et 38,10, 10 pr.

7389ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 6, § pr

7390X,4,14, 1 (*Ex litteris*), 3 (*Quod dilectio*).

7391*Décret*, C 35, q 5, c 2

7392Image de l'arbre de la consanguinité.

7393X, 4,14, 9

7394Cela étendrait l'interdiction de la consanguinité

conservée à cause du scandale (chapitre *Quod dilectio, De consanguinitate et affinitate*)<sup>7395</sup>; ce que je crois vrai pour contracter mariage, mais pour un mariage contracté, tiens, comme je l'ai dit, qu'on doit compter à partir du plus éloigné.»

X. Jusqu'à quel degré de consanguinité y-a-t-il empêchement au mariage?

Pour le troisième point, je demande «jusqu'à<sup>7396</sup> quel degré de consanguinité le mariage est interdit? Je réponds que, par décret de la loi naturelle, est empêché le mariage d'un fils avec sa mère et d'une fille avec son père, *Genèse*, 2<sup>7397</sup>: "L'homme quittera son père et sa mère et s'attachera à son épouse", mais il est plus contraire au droit naturel que le fils tienne sa mère dans un tel déshonneur, en sujétion.»

Exemples.

«Et c'est pourquoi le philosophe, 8, *De Animalibus*,<sup>7398</sup> raconte l'histoire d'un chameau, qui, s'étant uni à sa mère et s'en apercevant ensuite, tua l'insémineur; de même, il raconte celle d'un cheval qui, s'apercevant de même que c'était sa mère, se jeta d'une hauteur et se tua. Par décret de la loi divine, il est interdit de s'unir matrimonialement aux consanguins du premier degré, du second degré sur la même ligne de consanguinité et d'alliance, comme c'est clair, *Lévitique*, 18<sup>7399</sup>.

D'après le statut de la loi

[fol. 101r]

de l'Église, le mariage est interdit jusqu'au quatrième degré inclusivement, c. *Non debet, De consanguinitate et affinitate*<sup>7400</sup>, d'après Ricardus, IV, d. 40<sup>7401</sup>. Donc, ceux qui se marient à l'intérieur de tels degrés ne sont par aucun nombre d'années, à cause de cette union, préservés de l'inceste, au dit c. *Non debet*<sup>7402</sup>. Certains disent que cette interdiction jusqu'au quatrième degré est vraie pour les collatéraux, mais pour les descendants ils tiennent que l'interdiction est perpétuelle.

La raison est qu'une plus grande révérence est due aux parents proches qu'aux parents éloignés et Ricardus est de cette opinion (vois où, au-dessus), Pe<sup>7403</sup>. Hu<sup>7404</sup>, Hostiensis<sup>7405</sup> et Azo<sup>7406</sup> sur la Loi *Nemini, C. De nuptiis*<sup>7407</sup>. Mais je crois avec Goffredus<sup>7408</sup> qu'il n'y a

---

7395X, 4,14, 3

7396ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 6, § 1

7397Gen,2, 24

7398ARISTOTE, *De Animalibus: Histoire des animaux*, IX, 47

7399Lévitique, 18, 6-18

7400X, 4,14, 8

7401RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum*.IV, d 40

7402X, 4, 14, 8

7403PETRUS LOMBARDUS, *Liber Sententiarum*.

7404HUGO, *Glosa super Decretum*

7405HOSTIENSIS, *Summa aurea*, sur X,

7406AZO, *Summa super 9 libros Codicis*, in L. *Nemini, C. De nuptiis*

7407Codex J, 5, 4, 17

7408GOFFREDUS, *Decretum*

interdiction même pour les descendants que jusqu'au quatrième degré, parce que, puisque le dit c. *Non debet* parle, sans faire de distinction, de consanguinité, nous ne devons pas non plus faire de distinction», et cette opinion est suffisamment prouvée.

Sur un doute.

Et si se marient deux personnes dont l'une est distante de la souche au cinquième ou au sixième degré, et l'autre au premier ou au second?

Je réponds que le mariage tient; et quoiqu'Hostiensis<sup>7409</sup> dise que c'est vrai si l'autre est du second ou du troisième degré mais non s'il est du premier degré, parce qu'il est censé ne faire qu'une seule chair avec la souche, je ne soutiens pas cet avis et nul autre docteur ne le soutient; donc dis que le mariage est valable, comme le soutient aussi le Directorium<sup>7410</sup>.

Y. Comment se comptent les degrés de parenté spirituelle?

Je demande: comment compte-t-on les degrés de parenté spirituelle? Panormitanus répond dans la rubrique, à ce titre<sup>7411</sup>, qu'il n'y a pas de degré, mais trois espèces:

la première est appelée «paternité»: c'est celle qui existe entre le régénéré<sup>7412</sup> et celui qui régénère, que celui qui régénère administre le sacrement ou qu'il tienne le baptisé pour le sacrement, même s'ils sont plusieurs, c. *Quamvis*<sup>7413</sup>, *Sexte*, à ce titre.

La seconde espèce est la «compaternité» qui existe entre celui qui régénère, le ministre ou ceux qui tiennent le baptisé, et les géniteurs du régénéré<sup>7414</sup>;

et le ministre ou celui qui tient le baptisé, s'il y a mariage et si le mariage a été consommé, transmet cette paternité aussi à l'épouse ou à l'époux, si bien que, l'épouse connue charnellement ou le mari, devient compère du géniteur du baptisé par l'autre membre du couple, à ce titre, c. *Martinus*<sup>7415</sup>, et *Sexte*, à ce titre, c. *Nedum*<sup>7416</sup>, et 30, q. 4, *Si quis*<sup>7417</sup>; il en serait autrement, si l'épouse n'avait pas été connue charnellement, 30, q. 4, *Post*

---

7409HOSTIENSIS., *Summa aurea*, sur X,

7410DIRECTORIUM: PETRUS CASUEL, *Directoria summa*,

7411PANORMITANUS, rubrique *De cognatione spirituali*: X, 4, 11

7412Le baptisé qui renaît.

7413VI, 4, 3, 3

7414Le baptisé

7415X, 4, 11, 4

7416VI, 4, 3, 1

7417Décret, 30, 4, 3

*uxoris*<sup>7418</sup>.. C'est pourquoi, successivement, quelqu'un peut avoir deux commères comme épouses<sup>7419</sup> .

La troisième espèce est appelée «fraternité» elle est contractée entre le régénéré et les enfants de celui qui régénère, qu'il administre ou tienne le baptisé pour le sacrement, 30, q.3, *Pitacium*<sup>7420</sup>, et à ce titre, *Ex litteris*,<sup>7421</sup> qu'ils soient nés avant cette compaternité soit après, à ce titre, c. *Tua nos*<sup>7422</sup>. Les enfants<sup>7423</sup> aussi, de deux parrains par aucun de qui il n'est arrivée une compaternité, peuvent librement entre eux se marier sauf si la coutume tenait le contraire, coutume qui engendrerait le scandale; le mariage contracté tiendrait cependant, comme on le soutient plus communément, c. *Utrum*, à ce titre<sup>7424</sup>, sauf s'il y avait une coutume comme celle dont je parlerai» dans le dernier empêchement<sup>7425</sup>.

«L'enfant d'une épouse né d'un autre mari est-il le frère spirituel de l'enfant spirituel du mari de la dite épouse, charnellement connue avant que ce mari ne tienne au baptême le susdit enfant? Geminianus<sup>7426</sup> répond, c.1, *Sexte*<sup>7427</sup>, que maître Antonius<sup>7428</sup> soutient que non, parce que ce n'est pas dit expressément; mais Geminianus<sup>7429</sup> lui-même semble soutenir le contraire, opinion qu'il faut tenir *ante factum*<sup>7430</sup> mais *post factum*, tiens la première opinion par la raison dont je parle ensuite.»

«Un père spirituel<sup>7431</sup> peut-il licitement se marier avec la sœur charnelle d'un fils spirituel? Je réponds que oui, et même avec la fille de celui-ci, et même avec la fille spirituelle de son fils charnel, parce que quoique la parenté spirituelle passe du père à l'enfant, cependant elle ne passe pas dans l'autre sens.

C'est pourquoi il n'a pas de branches<sup>7432</sup>, et puisque le décret sur le mariage fait interdiction, *De sponsalibus*, c. *Cum apud*,<sup>7433</sup>, 23, q. 3, § *Si quis* et c. suivant<sup>7434</sup>, on n'ira pas au-delà des personnes exprimées qui en tout sont dix pour le baptême. Et dis de même: dix personnes pour la confirmation, comme cela est clair dans le premier chapitre,

---

7418Décret, 30, q 4, 5

7419On peut épouser l'épouse d'un *compater* mort.

7420Décret, 30, 3, 2 +*corlat*

7421*De cognatione spirituali*: X, 4, 11, 8

7422X, 4,11,7 +vérif sens

7423X, 11, 4, 3

7424X, 4, 11 (*De cognatione spirituali*), 1

7425L'empêchement d'honnêteté, fol. 103r, C

7426GEMINIANUS, *Super sexto libro Decretalium*, VI, 4, 3, 1.

7427VI, 4, 3, 1.

7428ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super librum 4 Decretalium*

7429GEMINIANUS, *Super sexto libro Decretalium*, VI, 4, 3, 1.

7430*Ante factum*: avant baptême.

7431ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 9 § 4

7432Contrairement à l'arbre de la consanguinité.

7433X, 4, 1: *De sponsalibus*, c 23

7434Décret. Canons non trouvés.

à ce titre, *Sexte*<sup>7435</sup>, et par la totalité du titre des *Décrétales*, *De cognatione spirituali*<sup>7436</sup>, et elles se combinent. L'assemblage des premières personnes est celui du baptisé et de celui qui le reçoit au sortir des fonts baptismaux<sup>7437</sup>; le second entre celui qui reçoit le baptisé et les parents du celui-ci; le troisième entre le baptisé et les enfants de celui qui le reçoit; le quatrième entre le baptisé et l'épouse, connue charnellement, de celui qui le reçoit; le cinquième entre l'épouse, connue charnellement avant baptême, de celui qui reçoit le baptisé et les parents du baptisé.»

«Mais<sup>7438</sup> l'interdiction s'étend-elle aux enfants illégitimes de celui qui recueille le baptisé vis à vis du baptisé? Panormitanus<sup>7439</sup> répond, c. *Martinus*, à ce titre<sup>7440</sup>, que oui», qu'il s'agisse de recevoir au sortir des fonts baptismaux ou de présenter à la confirmation. Joannes Andreae<sup>7441</sup> suit cet avis dans la règle *Qui per alium*, *De regulis juris*, *Sexte*<sup>7442</sup>. L'établit le c. *De his*, et le c. *Ad limina*, 30, q.1<sup>7443</sup>.

«Et<sup>7444</sup> si celui qui baptise tient le futur baptisé sans répondre? Je réponds selon Rodonensis<sup>7445</sup> que néanmoins la compaternité est effective parce que la réponse ne fait pas partie de l'essence du sacrement, mais seulement le fait de toucher ou de tenir, ou de recevoir. Et quoique certains soutiennent que les paroles sont nécessairement requises, et que d'autres soutiennent que le sont au moins les signes à la place des mots, comme l'évoque Geminianus<sup>7446</sup>, c. *Nedum*, à ce titre, *Sexte*<sup>7447</sup>, toi cependant, soutiens que toucher et recevoir sont des signes équivalents aux mots.»

«Et<sup>7448</sup> si celui qui baptise ne touche pas l'enfant, mais seulement le vêtement dans lequel l'enfant est enveloppé? Archidiaconus répond, sur le c. *Quamvis*, *De cognatione spirituali*, *Sexte*<sup>7449</sup>, que néanmoins  
[fol. 101v]

---

7435VI, 3 (*De cognatione spirituali*), 1. La confirmation, comme le baptême, induit la parenté spirituelle, avec les mêmes conséquences d'empêchement au mariage. Le chapitre 3 évoqué par ANGELUS convient aussi.

7436 X, 4, 11 (*De cognatione spirituali*)

7437Le baptême est une régénération, opposée à la génération charnelle, une renaissance; il comporte des gestes symboliques, tels que «tenir», «lever», «recueillir», celui qui vient de (re)naître. THOMAS, III, q 67,a 7: «Il faut que quelqu'un reçoive le baptisé au sortir de la piscine sacrée, comme pour l'instruire et le protéger»

7438ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 5

7439PANORMITANUS, *Super Decretalium* 4° libro, X, 4, 11, 4

7440X, 4, 11, 4

7441JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur VI, 5,12 (*De regulis juris*), règle 72

7442VI, 5,12 (*De regulis juris*), règle 72: *Qui facit per alium est perinde ac si faciat per se ipsum*.

7443Décret, C. 30, q. 1, c. 6 (*De his*) et 7 (*Ad limina*)

7444ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 12. La question du §11est: Celui qui ne touche pas l'enfant, mais fait semblant et répond, acquiert-il la compaternité?

7445RODONENSIS, *Glosa Raymundi*.

7446GEMINIANUS, *Super sexto libro Decretalium*

7447VI, 4, 3, 1

7448ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 13

7449ARCHIDIACONUS, *Super Sextum Decretalium*, VI, 4, 3, 3

la compaternité est contractée selon Hugo<sup>7450</sup>; de même Joannes Andreae<sup>7451</sup>; et Archidiaconus<sup>7452</sup> le note, 30, q. 4, c. final<sup>7453</sup>. Et le texte semble l'établir suffisamment au dit c. *Quamvis*<sup>7454</sup>; sur le mot *accesserint*. Petrus de Palude<sup>7455</sup> semble soutenir que le toucher est requis.»

Sur un doute.

«Celui<sup>7456</sup> qui ne touche pas mais feint de toucher et répond avec les autres parrains devient-il compère?

Je réponds que non, sauf s'il y a contact, soit, au baptême, en tenant ou en recueillant à la sortie des fonts baptismaux, soit en tenant pour la confirmation. Joannes Andreae<sup>7457</sup> suit cet avis dans la règle *Qui per alium, De regulis juris, Sexte*<sup>7458</sup>. L'établissent les chapitres *De his*, et *Ad limina*, 30, q. 1<sup>7459</sup>; et Archidiaconus<sup>7460</sup>, pour le chapitre 1, à ce titre, *Sexte*<sup>7461</sup>, allègue le c. 1 et le c. *Omnes*, 30, q.1<sup>7462</sup>.

Cette compaternité peut-elle être contractée à travers un remplaçant<sup>7463</sup>? Marsilius<sup>7464</sup> et Cardinalis<sup>7465</sup> comme l'évoque Panormitanus<sup>7466</sup>, c. *Veniens*, à ce titre<sup>7467</sup>, tiennent que oui; mais Joannes Andreae<sup>7468</sup>, Antonius<sup>7469</sup> et Archidiaconus<sup>7470</sup> (voir plus haut) soutiennent que non; mais j'approuve l'opinion de Panormitanus<sup>7471</sup>: la compaternité existe avant que le mariage soit contracté parce qu'il y a là une parenté spirituelle; mais une fois le mariage contracté, il faut tenir l'autre opinion: la compaternité n'est pas contractée. Et parle de même pour un ensemble sur la question de savoir si on contracter cette parenté par l'intermédiaire d'un remplaçant; dis, qu'elle est contractée de la même façon, avant le fait, en sorte que chaque membre de l'ensemble la contracte, parce qu'on estime qu'une disposition conçue pour un ensemble concerne chaque membre de cet

---

7450HUGO, *Summa Super Decretum*

7451JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, VI, 4, 3 (*De cognatione spirituali*)

7452ARCHIDIACONUS, *Super Decretum*, C 30, q 4, c 6.

7453*Décret*, C 30, q 4,c 6.

7454VI, 4, 3, 3

7455PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum* .

7456ANGELUS, *Matrimonium 3, Impedimentum 7* § 11

7457JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, VI, 5,12, règle 72

7458VI, 5,12, règle 72

7459*Décret*, C 30, q 1, c 6 et 7

7460ARCHIDIACONUS, *Super Sextum Decretalium*, VI, 4, 3,1

7461VI, 4, 3, 1

7462*Décret*, C 30, q 1, c 1 et 8

7463Le remplaçant d'un marié dans un mariage par procuration

7464MARSILIUS, *Defensor pacis*

7465CARDINALIS, *Commentaria in libros 5 Decretalium*

7466PANORMITANUS, *Super Decretalium 4° libro*, sur X, 4, 11,6

7467X, 4, 11 (*De cognatione spirituali*), 6

7468JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*

7469ANTONIUS, *Commentaria super librum 4 Decretalium*

7470ARCHIDIACONUS, *Super Decretum*, C 30, q 1, c 1 et c 8

7471PANORMITANUS, *Super Decretalium 4° libro*



ensemble si l'acte ne se rapporte pas à l'ensemble, pour que la chose ne périclite pas. L'établit le texte au c. *Si sententia, De sententia excommunicationis, Sexte*<sup>7472</sup>, et la glose au c. *Romana*, in § *Universitatem, De sententia excommunicationis, Sexte*<sup>7473</sup>; mais, après l'acte, soutiens avec Fredericus, *Consilium* 15<sup>7474</sup>, qu'on ne peut contracter de paternité, parce que un ensemble n'a pas d'âme et n'est pas baptisé<sup>7475</sup>.»

«Mais<sup>7476</sup> ce remplaçant sera-t-il compère dans le cas où on ne pourrait contracter par un remplaçant? Réponse de Joannes Andreae (Vois plus haut)<sup>7477</sup> parce qu'il tient que oui, parce que le remplaçant tient le baptisé, non qu'il ait l'intention de s'obliger mais parce qu'il est intervenu, et ainsi, en dehors de ce qui est fait, naît l'obligation, comme dans la Loi *Si is qui, ff. Commo*<sup>7478</sup> mais Federicus soutient le contraire, *Consilium* 15, et Panormitanus croit<sup>7479</sup> cette opinion plus vraie, au c. *Veniens*<sup>7480</sup>. L'établit ce que note Petrus de Ancarano<sup>7481</sup> qui dit que celui qui présente au sacrement l'enfant d'un autre qu'il croyait être l'enfant d'une personne avec qui il avait l'intention de contracter une paternité ne contracte pas la paternité spirituelle, puisque ce n'est pas le fils de cet homme. Donc, dis qu'avant contrat est vrai ce que dit Joannes Andreae, et qu'après contrat l'opinion de Fredericus est vraie.»

«Celui<sup>7482</sup> qui baptise ou confirme devient-il compère? Je réponds; jadis, il y eut un doute; aujourd'hui, c'est clair, c. 1, à ce titre, *Sexte*<sup>7483</sup>. Donc, celui qui baptise par nécessité, qu'il ait la volonté de contracter la paternité ou non, en baptisant, il devient compère, qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme, et ne s'opposent pas la Loi *Consensu*, ni la Loi *In omnibus negotiis, ff. De actibus et obligationibus*<sup>7484</sup> parce qu'elles détiennent la vérité quand rien n'est fait volontairement, mais, quoiqu'il ne veuille pas être compère, il veut baptiser ou tenir sur les fonts, et donc la paternité spirituelle est contractée. L'établit la dite loi: *Si is qui*, à la fin<sup>7485</sup>, parce que celui qui veut le principal, nécessairement veut aussi l'accessoire.

«Les enfants spirituels<sup>7486</sup> peuvent-ils entre eux contracter? Je réponds oui, et

---

7472VI, 5, 11, 16

7473VI, 5, 11, 5 (§ final) et glose. On ne promulgue pas de sentence d'excommunication contre une université ou un collège, mais seulement contre les coupables de cette université ou de ce collège.

7474FREDERICUS, *Consilia: consilio* 15

7475Pour mieux comprendre il faudrait lire le *Consilium* 15, qui traite, sauf erreur, du contrat de revente.

7476ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7, § 15

7477JOANNES ANDREAE: je ne comprends pas la conclusion en fin de § (ante contractum?)

7478*Digeste*: loi non identifiée. *Digeste*, 47, 4, 0: ff, *Si is qui testamento*

7479PANORMITANUS, sur X, 4, 11, 6

7480X, 4, 11 (*De cognatione spirituali*), 6

7481PETRUS DE ANCARANO, *Consilia*

7482ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 16

7483VI, 4, 3, 1

7484*Digeste*, 44, 7, 2, pr et 44, 7, 57

7485*Digeste*, (ff. *commodati*) 13, 6, 13

7486ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 17

même avec les enfants adoptifs, comme c'est noté dans l'unique chapitre, *De cognatione legali*<sup>7487</sup> .»

«Un père<sup>7488</sup> peut-il tenir sur les fonts baptismaux l'enfant de celui qui a tenu son fils au baptême? Panormitanus répond sur le chapitre *Super*, à ce titre<sup>7489</sup>, oui, parce que ce n'est pas interdit.»

«Un évêque<sup>7490</sup> peut-il donner une dispense pour qu'il y ait plusieurs parrains au baptême ou à la confirmation? Je réponds oui, selon Dominicus de sancto Georgio,<sup>7491</sup> au dit c. *Quamvis*<sup>7492</sup>», «mais<sup>7493</sup> pèchent-ils mortellement quand, par exemple, ils sont parrains à plusieurs de deux ou trois enfants sans dispense de l'évêque? Je réponds que s'ils les tiennent sur les fonts baptismaux, de la façon habituelle selon les mœurs du pays, ils semblent excusés du péché mortel, Joannes Andreae<sup>7494</sup> et Archidiaconus<sup>7495</sup>, au dit chapitre *Quamvis*.»

«Et<sup>7496</sup> pour celui qui est baptisé à la maison par nécessité ou pour une autre raison, et ensuite est baptisé solennellement à l'église? Je réponds: Tancredus<sup>7497</sup> soutient, comme l'allègue la glose, d. 68, canon *Presbiteri*<sup>7498</sup>, que si quelqu'un était baptisé mille fois, il aurait reçu le sacrement mille fois; sinon<sup>7499</sup> il n'a pas reçu le sacrement; sinon, il n'y aurait pas injure au sacrement, *De consecratione*, d 4, *Ostenditur*<sup>7500</sup>; au même endroit la glose semble tenir cet avis, sur le chapitre 2, *De apostatis*<sup>7501</sup> et le dit canon *Presbiteri*<sup>7502</sup>,

mais ce n'est pas vrai, parce que n'est pas imprimé un nouveau caractère, et en soutenant cet avis, je conclus que la compaternité n'est contractée que par ceux qui ont tenu le baptisé à la maison et non par d'autres qui l'ont tenu à l'église, si ce n'est éventuellement la compaternité qui est contractée par la catéchèse, si le catéchisé ne l'a pas été à la maison, mais ceci, comme je l'ai dit, n'annule pas un mariage une fois contracté.»

---

7487X, 4, 12, c unique

7488ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 18

7489PANORMITANUS, X, 4, 11, 3

7490ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 19

7491DOMINICUS DE SANCTO GEORGIO, sur VI, 4, 3, 3

7492VI, 4, 3, 3

7493ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 20

7494JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur VI, 4, 3, 3

7495ARCHIDIACONUS, *Super Sextum Decretalium*, sur VI, 4, 3, 3

7496ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 21, dernier § consacré par ANGELUS à la parenté spirituelle.

7497TANCRREDUS, *Summa*

7498Glose de *Décret*, D 68, c 2

7499Je suppose qu'il manque une étape du raisonnement. Un baptême ne se recommence pas.

7500De *cons*, D 4, c 32

7501Glose sur X, 5, 9, 2

7502Glose sur *Décret*, D 68, c 32. Un baptême ne doit pas être recommencé. Le premier baptême est valide et la compaternité est celle du premier baptême.

«Cette<sup>7503</sup> parenté spirituelle s'étend-elle à une femme connue charnellement par fornication? Joannes Andreae répond selon Archidiaconus, chapitre 1, à cet endroit, *Sexte*<sup>7504</sup>, que non. Et Panormitanus<sup>7505</sup> dit, au dit chapitre *Martinus*<sup>7506</sup> que c'est l'opinion commune; c'est pourquoi, toi aussi soutiens-la; Ricardus la tient aussi, IV, d. 42<sup>7507</sup>; et ne te soucie pas de l'opinion contraire». Cependant Panormitanus rapporte, au dit chapitre *Martinus*, que cette parenté s'étend au fils illégitime

[fol. 102 r]

de celui qui accueille au baptême ou baptise, et le texte semble le dire, au chapitre final, *Décrétales*, à ce titre<sup>7508</sup>.

Mais «aux fils<sup>7509</sup> adoptifs aussi» les états<sup>7510</sup> spirituels se communiquent-ils comme les actions? «Je réponds que non, comme le soutient la glose sur le canon *Quod autem*, 30, q 4<sup>7511</sup>.»

Z. Comment un homme et une femme n'acquièrent-ils pas la parenté spirituelle?

On demande si un homme et une femme, dans la consommation du mariage, se communiquent les états spirituels comme les actions?

Panormitanus répond sur le dit chapitre *Martinus* que non<sup>7512</sup>. Donc, si un enfant conçu par un autre homme que le mari est porté au baptême, celui qui l'accueille ne devient compère uniquement que de celui dont c'est l'enfant, non de l'autre, quoique dans le mariage il lui soit uni, 30, q. 4, *Qui spiritualem*<sup>7513</sup>, dans la glose<sup>7514</sup> et au chapitre premier, à ce titre, *Sexte*<sup>7515</sup>.

Un homme et une femme qui ensemble ont relevé des eaux baptismales un enfant peuvent-ils contracter mariage ensemble?

Je réponds selon Innocentius<sup>7516</sup> que oui, et le texte avec la glose l'établit, 30, question 4, chapitre final<sup>7517</sup>, et ainsi il est clair qu'un homme et une épouse peuvent accueillir

---

7503ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 7

7504ARCHIDIACONUS, sur VI, 4, 3, 1

7505PANORMITANUS, sur X, 4, 11, 4

7506X, 4, 11, 4

7507RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum librum*. IV, d 42

7508X, 4, 11, 8: Martin a eu des enfants; Lothaire, époux de Tiberge a été le parrain d'un de ces enfants. Après la mort de Lotaire et de la femme de Martin, Martin et Tiberge se marient. A cause de la compaternité entre Tiberge et Martin, le mariage peut être annulé.

7509ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 7 § 6

7510«Etat» ou «Effet»: ce qui est reçu passivement: la fraternité spirituelle est reçue passivement et la compaternité du conjoint d'une marraine aussi.

7511Glose sur *Décret*, C 30, q 4, c 6

7512PANORMITANUS, sur X, 4, 11, 4

7513*Décret*, C 30, q 4, c 4

7514Glose sur X, 30, q 4, c *qui spiritualem*

7515VI, 4, 1, c 1

7516INNOCENTIUS IV sur les *Décrétales*.

7517X, 30, q 4, c 6 et glose

ensemble un enfant au baptême, quoique ce ne soit pas convenable.»

Et si on baptise ou si on tient sur les fonts baptismaux son propre fils au baptême? Je réponds: quoique les docteurs divergent sur ce point, il semble cependant qu'il faille dire que si un homme (ou une femme) a agi ainsi par nécessité ou par ignorance et erreur, alors il peut exiger et rendre le devoir conjugal; s'il a agi sciemment mais à cause d'une certaine simplicité en ignorant le droit, dans de tels cas, il peut alors aussi exiger le devoir conjugal, comme semble le soutenir Ba<sup>7518</sup>, au chapitre final, à ce titre<sup>7519</sup>; mais, s'il a agi ainsi en fraude et par habileté, c'est à dire en manœuvrant contre le mariage, comme pour pouvoir priver une épouse du devoir conjugal, alors il encourt deux maux, le premier de ne pouvoir exiger le devoir conjugal, le second, au cas où il survivrait à son épouse, de devoir rester sans espoir d'union. A ce sujet, il y a le texte au chapitre *De eo*, 30, q.1<sup>7520</sup>, où il doit rester sans cet espoir, parce que le décès de l'épouse s'est produit et quoiqu'une pénitence soit imposée à celui qui a manœuvré. Mais si chacun a fraudé, selon Hostiensis<sup>7521</sup>, ni l'un ni l'autre ne doit exiger le devoir conjugal et ni l'un ni l'autre ne doit le retirer à l'autre, comme si Hostiensis disait: aucun d'eux ne doit l'exiger, et pourtant, si l'un l'exige, l'autre est tenu de le rendre. Et c'est une parole étonnante parce qu'il ne peut exiger sans péché mortel et cependant si l'un exige, l'autre est tenu de rendre. Cependant, Hostiensis dit que s'il ne peut être continent, par l'autorisation de l'Église, c'est à dire de l'évêque, il peut demander, le devoir conjugal puisqu'aussi, par suite de son autorisation il pourrait se marier.

#### A. La parenté légale.

«La parenté par la loi<sup>7522</sup> est la proximité entre personnes qui vient de l'adoption». Elle comporte trois espèces: «la première est comme celle des descendants: entre celui qui adopte et la fille adoptée, comme dans l'unique chapitre, *De cognatione legali*<sup>7523</sup>.

La deuxième espèce est comme celle des collatéraux: entre les enfants par nature de celui qui adopte, qui sont sous sa puissance, et l'adopté, Loi *Qui adoptionem, ff. De adoptionibus*<sup>7524</sup>; de plus entre deux enfants d'enfants adoptifs et de celui qui adopte, selon la glose sur le dit chapitre unique et les *Institutes, De nuptiis*<sup>7525</sup>.

---

7518La lecture ne permet pas une identification.

7519*Décret*, 30, q 4, c 6

7520*Décret*, C 30, q 1, c 5

7521HOSTIENSIS, *Summa*

7522ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 8 § 1

7523X, 4, 12, c unique

7524*Digeste*, 1, 7, 23 (*Qui in adoptionem*)

7525*Institutes De nuptiis*:livre 1, titre 10

La troisième espèce est comme l'affinité: entre l'adopté et l'épouse de l'adoptant et inversement entre l'épouse de l'adopté et celui qui adopte, mais pas entre le père adoptif et la mère de l'adopté selon Thomas<sup>7526</sup> et Petrus<sup>7527</sup>.

«Cette parenté légale<sup>7528</sup> empêche-t-elle de contracter mariage et annule-t-elle le mariage contracté? Je réponds selon Hugo<sup>7529</sup> et Ricardus<sup>7530</sup>, IV, d 40, Joannes de Lignano<sup>7531</sup>, la glose<sup>7532</sup> et Panormitanus, sur le chapitre unique *De cognatione legali*<sup>7533</sup>, que oui parce que, dit-il, tant que dure l'adoption, des noces ne peuvent exister entre eux. Pour le même point, sur les c. 2 et 3, et le canon *Per adoptionem*, 30, q.3<sup>7534</sup>, Joannes Andreae et le Speculator soutiennent qu'elle n'annule pas le mariage quoiqu'elle l'empêche.

Remarque cependant que la première et la troisième espèces empêchent toujours, mais pas la seconde si ce n'est temporairement; c'est à dire aussi longtemps que l'enfant est sous la puissance du même père, mais cette puissance ayant cessé par la mort, par l'émancipation du fils par nature ou du fils adoptif, ou par une autre modalité qui doit faire cesser l'adoption, l'empêchement ne l'emporte pas. C'est clair, *Institutes, De nuptiis*, §1<sup>7535</sup>, et 30, q.3, c. *Ita diligere debet homo*<sup>7536</sup>.»

«La parenté légale<sup>7537</sup> passe-t-elle au petit fils, c'est à dire à l'enfant de l'enfant adoptif?

Je réponds que oui sans que cette parenté n'ait de degré parce qu'elle s'étend au père, au fils et au petit fils dans le même degré.»

«Le fils<sup>7538</sup> qui ne passe pas sous la puissance du père adoptif peut-il se marier avec la fille de celui qui adopte, fille qui est sous la puissance de celui-ci, et inversement? Réponse: Hugo, sur 30, q. 3, au début<sup>7539</sup>, Hostiensis<sup>7540</sup> et Innocentius<sup>7541</sup> tiennent que oui, mais selon Panormitanus au dit chapitre unique<sup>7542</sup>, et la glose au dit chapitre, § *Quod autem*<sup>7543</sup>, communément les docteurs tiennent que, quoiqu'il ne passe pas sous la

---

7526THOMAS, IV, d 42, q 2, a 2,.

7527PETRUS LOMBARDUS, *Liber Sententiarum*

7528ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 8 § 2

7529HUGO DE NOVOCASTRO, in *IV Sententiarum*, in IV, d 40

7530RICARDUS, *Super* IV, d 40

7531JOANNES DE LIGNANO, *Concordantie*, sur X, 4,12

7532Glose sur X, 4,12

7533PANORMITANUS, *Super* X, 4,12

7534*Décret*, C 3, q 30, c 2,3 et 6

7535*Institutes, Livre 1, titre 10, § 1*

7536*Décret*, C 30, q 3, c 1

7537ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 8 § 3

7538ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 8 § 4

7539HUGO, *Glosa super Decretum*, sur C 30, q 3, au début.

7540HOSTIENSIS, sur X,4,12

7541INNOCENTIUS, sur X,4, 12

7542PANORMITANUS, sur X, 4, 12

7543Glose sur X, 4, 12,, c unique, § *Quod autem*

puissance du père adoptif, cependant il est empêché de pouvoir se marier avec sa fille par nature parce que, par l'adoption sont acquis des droits qui s'éteignent par l'émancipation, loi pénultième, *C. De adoptionibus*<sup>7544</sup>. Et le droit canon ne pose pas de distinction et parle de l'adopté, non de l'adopté maître de son droit; donc c'est la même règle. Et ainsi il est clair que, de même, l'enfant illégitime, même celui qui n'est pas sous la puissance paternelle, ne peut se marier avec la fille adoptive du père.»

«Le fils légitime<sup>7545</sup> de celui qui adopte par arrogation<sup>7546</sup>, peut-il se marier avec la fille d'une fille adoptée<sup>7547</sup>?

Je réponds que oui, parce que, puisque la femme n'a personne sous sa puissance, sa fille ne peut passer sous la puissance de celui qui adopte la mère par arrogation

[fol. 102v]

et c'est pourquoi il n'y a aucune parenté entre eux, *ff. De adoptione, L Si pater*<sup>7548</sup>. Il en serait autrement pour la fille d'un fils adopté par arrogation, fils qui était sous la puissance du père adoptif quand il fut adopté par arrogation, parce qu'il ne peut se marier avec elle, selon Hostiensis.

Les enfants adoptifs peuvent-ils se marier entre eux?

Je réponds que oui, comme c'est noté sur 30, q.3, c. *Ita diligere*,<sup>7549</sup> mais Hostiensis ne l'admet pas pour les adoptés par arrogation aussi longtemps qu'ils sont sous la puissance de celui qui adopte, mais pour les adoptifs, il l'admet.

#### B. De la proximité qu'est l'affinité

Selon Hostiensis, l'affinité est la proximité ou le lien d'une personne vis à vis d'une autre provenant d'une copulation charnelle, sans parenté charnelle, pour l'affinité en elle-même,

quoique, par accident<sup>7550</sup>, il pourrait en être autrement parce que, par accident, peuvent, légalement et illégalement, se mêler la consanguinité et la consanguinité, l'affinité et l'affinité, la consanguinité et l'affinité.

Remarque que Charlemagne engendra Roland son neveu.

Ce fut le cas par l'inceste de Loth avec ses filles et de Charlemagne avec sa sœur dont il engendra Roland son fils et neveu, lui-même étant père et oncle puisque frère de la

---

7544Code J, 8, 47, 12, 5

7545ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 8 § 5

7546Arrogation: action d'adopter pour fils une personne juridiquement indépendante, (qui n'est pas sous la puissance d'une autre personne).

7547On passe du niveau des enfants à celui des petits enfants.

7548*Digeste*, I, 7, 15

7549*Décret*, C 30, q 3, c 1

7550Par opposition à: par essence

mère; c'est ce que dit Petrus de Palude<sup>7551</sup>.

De quelle façon compte-t-on les genres de l'affinité?

Le Directorium répond<sup>7552</sup>. Le premier genre est ainsi compté: moi et ma sœur nous sommes proches dans le premier degré du genre qu'est la consanguinité; Pierre connaît ma sœur charnellement et ainsi la personne de Pierre est associée à la personne de ma sœur par la copulation: ainsi par copulation charnelle est créé le genre de l'affinité. Parce que par un autre genre (celui de la consanguinité), ma sœur est proche de moi, parce que, par un autre genre (celui de l'affinité), Pierre est proche de moi, parce que l'affinité ne change pas le degré, parce qu'elle est au même degré de consanguinité que celui où je suis avec ma sœur, c'est à dire au premier, Pierre m'a pour allié dans le premier genre d'affinité. Et ce que j'ai dit de ma sœur, comprends-le de ma consanguine, à n'importe quel degré, parce que tous les époux de consanguines ont une affinité dont le degré est le degré de consanguinité où sont les épouses.

Second genre d'affinité: je pose que, ma sœur étant morte, le mari de ma sœur, Pierre, dont je suis l'allié dans le premier genre d'affinité, épouse Berthe; cette Berthe, s'étant unie par copulation charnelle à Pierre jadis époux de ma sœur, le genre de l'affinité change, parce que, alors que Pierre avait avec moi une affinité du premier genre, Berthe a avec moi une affinité du second genre, mais elle ne change pas le genre d'affinité parce qu'elle est proche de moi au second genre, au degré où se trouve Pierre dans le premier genre<sup>7553</sup>.

Mais maintenant je passe sur ces genres d'affinité, parce qu'aujourd'hui seul le premier genre est un empêchement au mariage. Et sur ces genres, on donne la règle suivante: d'autant de degrés quelqu'un est distant de son consanguin ou de sa consanguine, d'autant il est distant de l'épouse de celui-ci ou de son mari, 35, q. 3, *De propinquis*, et chapitre *Equaliter*<sup>7554</sup>;

et il y a un empêchement seulement jusqu'au quatrième degré, aujourd'hui, comme au chapitre *Non debet, De consanguinité et affinitate*<sup>7555</sup>.

L'affinité est un empêchement au mariage.

Et quand j'ai dit que le premier genre empêche; comprends qu'il est un empêchement avant qu'on contracte mariage, parce que, s'il survient quand le mariage a été contracté avec des engagements verbaux immédiats, même s'il n'a pas été

---

7551PETRUS DE PALUDE, *In quartum Sententiarum*

7552DIRECTORIUM: PETRUS CASUEL, *Directoria summa*

7553Berthe est donc, par rapport à moi, dans le second genre d'affinité mais au premier degré de consanguinité..

7554Décret, C 35, q 3, c 3 et 13

7555X, 4, 14, 8

consommé, le mariage n'est pas annulé, comme au chapitre 2, *De affinitate et consanguinitate*<sup>7556</sup>; et celui par qui est contractée l'affinité ne peut réclamer le devoir conjugal sans péché mortel, mais il est bien tenu de le rendre. Cependant, Petrus de Palude<sup>7557</sup> tient que, si le mariage n'a pas été consommé, il ne peut pas non plus rendre le devoir conjugal sans péché mortel, parce qu'il peut entrer en religion.

Et quoique cet avis soit peut-être plus sûr, cependant on soutient communément que, quoiqu'il puisse entrer en religion, cependant il n'est pas tenu de le faire.

La cause de l'affinité

Sur la causalité de cette affinité, j'énonce deux propositions.

Première proposition: tout coït, même de fornication, ordonné à la procréation, crée l'affinité. J'ai dit "ordonné à", parce que l'affinité n'est pas créée par un coït en dehors du réceptacle ou contre nature et un coït qui ne vise pas la procréation. Cette proposition se trouve 35, q.3, chapitre *Extraordinaria*<sup>7558</sup> et *De eo qui cognovit consanguineam sororis sue*, chapitre *Fraternitati*<sup>7559</sup>. Cette proposition est communément soutenue selon Goffredus<sup>7560</sup>, quoiqu'il dise que l'affinité n'est pas contractée si ce n'est par un coït légal, c'est à dire nuptial.

Seconde proposition.

L'affinité requiert l'émission de semence seulement de l'homme et la réception de celle-ci dans le réceptacle dû<sup>7561</sup>.

J'ai dit: "de l'homme seulement", parce que, quoique la femme ait émis de la semence, si l'homme n'en émet pas, l'affinité n'est pas contractée selon Hostiensis<sup>7562</sup> sur le dit chapitre *Fraternitati*; Hostiensis que suivent Federicus, conseil 290<sup>7563</sup>, Rodonensis<sup>7564</sup> et Petrus de Palude<sup>7565</sup>, quoique certains docteurs disent qu'il est aussi requis que la femme émette de

---

7556X, 4, 14, 2

7557PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*

7558*Décret*, 35, q 3, c 11

7559X., 4, 13, 7

7560GOFFREDUS, *Summa*

7561Question traitée en ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 15, § 6 et 7. On peut remarquer que concernant l'émission de semence, n'est pas présente la remarque sur la Vierge Marie, quoique soient évoqués RODONENSIS et PETRUS DE PALUDE (mais pas INNOCENTIUS). De plus, GILBERT NICOLAS, reprend l'exemple du bain, mais pas celui des démons succubes et incubes d'ANGELUS .

7562HOSTIENSIS, sur X., 4, 13, 7

7563FREDERICUS, *Consilia*: 290

7564RODONENSIS, *Glosa Raymundi*

7565PETRUS DE PALUDE, in *IVum Sententiarum*



la semence; mais toi, tiens la première opinion.

Deuxièmement, j'ai dit que l'affinité requiert la réception de la semence, parce que, si l'homme, franchissant la barrière de la pudeur, n'a pas émis de semence, il n'y a pas d'affinité; et, par opposition, s'il a émis une semence qui a été reçue dans le réceptacle de la femme comme cela se produit au bain, quoique l'homme n'ait pas franchi la barrière, de l'hymen, cependant l'affinité est contractée. Par ce qui vient d'être dit, apparaît la vérité de nombreux cas.

Suppose que Pierre a pris pour épouse Berthe, dont il a eu une fille que Sampronius a épousée; Pierre, son épouse Berthe étant morte, a pris une seconde femme; il meurt ensuite ainsi que sa fille, l'épouse du dit Sempronius; bientôt le dit Sempronius veut épouser en second la femme qui fut la seconde épouse du dit Pierre.

On demande s'il le peut.

Il faut dire, par ce qui précède que oui, parce que, quoique ce Sempronius ne puisse prendre pour épouse une femme consanguine de son épouse jusqu'au quatrième degré, cependant une femme

[fol. 103r]

autrefois épouse de quelqu'un qui appartenait cette même consanguinité, il peut bien l'épouser, elle qui fut l'épouse de son beau-père, ce qui est étonnant<sup>7566</sup>.

C. Suite: l'empêchement des multiples formes de l'honnêteté.

Le double empêchement d'honnêteté est l'empêchement de proximité provenant des fiançailles, tirant sa force de l'institution de l'église à cause de l'honnêteté que confère cette même église<sup>7567</sup>. L'honnêteté empêche donc et annule aussi bien les mariages que les fiançailles, qui arrivent après l'empêchement, mais non avant, comme au chapitre *Ex sponsalibus*, *Sexte*<sup>7568</sup>.

Et cette honnêteté publique, puisqu'elle est quelque chose de semblable à l'affinité<sup>7569</sup>, empêche donc le mariage selon les mêmes degrés d'empêchement que l'affinité, c'est à dire jusqu'au quatrième degré inclusivement, comme je l'ai dit plus haut.

Et note qu'aujourd'hui il n'y a qu'une espèce d'honnêteté publique, celle qui vient des engagements pour le futur ou d'un mariage contracté par un engagement présent, non

---

7566L'affinité n'empêche pas ce que la consanguinité empêche; il y a une difficulté que montre GILBERT NICOLAS.

7567L'empêchement d'honnêteté vient du droit civil et il n'a de valeur que s'il est conforté par le droit ecclésiastique.

7568VI, 4, 1, c.unique

7569La proximité de l'affinité est charnelle, celle des fiançailles est spirituelle, mais il y a en elles un rapprochement qui fait que chaque fiancé devient le parent des parents de l'autre fiancé.

consommé, selon Panormitanus au chapitre *Sponsam, De sponsalibus et matrimoniis*<sup>7570</sup>. C'est pourquoi aucun consanguin du fiancé ne peut recevoir une fiancée qui s'est engagée, ni l'inverse, comme au chapitre *Juvenis, De sponsalibus et matrimoniis*<sup>7571</sup>.

On demande, à ce sujet, comment des fiançailles entraînent cet empêchement.<sup>7572</sup> Je réponds: de cinq façons<sup>7573</sup>; premièrement, il ne faut pas que les fiançailles aient été contractées par quelqu'un de plus de sept ans; deuxièmement: qu'elles n'aient pas été contractées sous condition, parce que, avant la réalisation de la condition, on peut se marier avec le consanguin du fiancé ou de la fiancée; troisièmement que les fiancés soient identifiés, parce que pour une personne non identifiée, il n'y a pas de consentement; quatrièmement, est requis un consentement bien véritable (donc le consanguin d'un fou qui est fou de façon continue, peut épouser la fiancée de ce fou); cinquièmement, qu'elles n'aient pas été contractées après un mariage ou des fiançailles faits avant.

Il ressort clairement de ceci qu'un moine peut empêcher ses consanguins de contracter mariage avec une des consanguines de celle avec qui précisément il a contracté lui-même des fiançailles *de facto*, parce qu'il y a eu fiançailles, quoiqu'elles soient nulles par raison de consanguinité, d'affinité, de vœu, de frigidité...etc. Cependant cet empêchement d'honnêteté naît pourvu que les fiançailles ne soient pas nulles par raison de consentement; note-le.

On demande si les enfants sont liés par les fiançailles que des parents ont contractées pour eux, qu'ils fussent pubères ou impubères, ?

Je réponds que s'ils ont consenti expressément ou tacitement, ou s'ils furent présents et n'ont pas fait opposition, ils sont liés et pour eux naît l'honnêteté publique; il faut dire de même quand ils n'étaient pas présents et qu'après avoir appris qu'ils étaient fiancés, ils ont ratifié les fiançailles tacitement ou expressément; sinon, les enfants ne sont pas liés par des fiançailles faites par leurs parents et l'honnêteté publique ne naît pas, chapitre *Si infantes, De desponsatione imuberum, Sexte*.<sup>7574</sup>

D. Question: la coutume peut-elle empêcher le mariage<sup>7575</sup>?

Pour cet empêchement d'honnêteté publique, je demande: «la coutume<sup>7576</sup> peut-elle s'opposer au mariage? Je réponds d'après Panormitanus<sup>7577</sup>, au chapitre *Super eo, De*

---

7570PANORMITANUS, *Super Decretalium*: X, 4, 1, 8

7571PANORMITANUS, *Super Decretalium*: X, 4, 1, 3

7572Question abordée par ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 14, § 2-11

7573Suivent cinq conditions qui font que les fiançailles sont valides, et donc causes d'empêchement.

7574VI,4, 2, 1

7575L'empêchement d'honnêteté n'étant qu'un empêchement du droit civil, relevant de la coutume semble-t-il pour

GILBERT NICOLAS, se pose la question de la prééminence des droits: la coutume peut elle interdire ce que l'Église permet.

7576ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 17, §1

7577PANORMITANUS, *Super Decretalium*

*cognatione spirituali*<sup>7578</sup>. Ou la coutume habilite des gens par ailleurs inaptes selon le droit canonique, par exemple parce que l'on se marie au second ou au troisième degré de consanguinité ou malgré des causes d'empêchement, et la coutume est sans valeur, comme c'est prouvé au dit c. *Super eo*, selon la vraie signification, avec le c. *Quod super his, De consanguinitate et affinitate*<sup>7579</sup>; et Hostiensis<sup>7580</sup> soutient cela, en disant que c'est quasi déraisonnable.

De ceci je tire qu'une coutume non approuvée par le Pape ne peut supprimer un empêchement d'honnêteté publique, parce que la coutume n'a pas de valeur contre ce qui est honnête pour l'église, c. *Cum decorum, De vita et honestate clericorum*<sup>7581</sup>.

Ou la coutume rend seulement inaptes des gens par ailleurs aptes, comme pour les enfants de deux compères par l'intermédiaire de qui, ni d'un côté ni de l'autre, on n'en est venu à une parenté spirituelle<sup>7582</sup>, et alors elle peut interdire le mariage. L'établissent les vers *Ita quidem* et *Ceterum*<sup>7583</sup> aux chapitres *Super eo*<sup>7584</sup>, et *Cum Olim, De clericis conjugatis*<sup>7585</sup>.

Ou alors, la coutume, non seulement rend inapte à contracter mariage, mais aussi peut séparer les mariés un moment, et elle en a la capacité: Innocentius<sup>7586</sup> l'a voulu, parce qu'ils ont péché en méprisant la coutume de leur patrie, 31, 14, *Aliter*<sup>7587</sup>. Ou la coutume rend inapte de telle façon que s'il y a eu mariage contracté, elle peut séparer pour toujours, et alors, si elle a été approuvée par le Pape au moins tacitement, elle est valide, comme cela est prouvé au dit chapitre *Super eo*, selon la lecture d'Hostiensis<sup>7588</sup>. Mais s'il n'y a pas d'évidence concernant l'approbation du Pape, alors elle n'est pas valide selon Hostiensis sur le dit chapitre *Super eo*,

et c'est pourquoi il déclare que le cas du dit chapitre ne doit pas être étendu». Et quoique Panormitanus déclare le contraire contre Hostiensis, toi, cependant, tiens l'opinion d'Hostiensis parce que plus sûre selon les théologiens, et sur elle vois Astesanus, livre 8, titre 18.<sup>7589</sup>

Et toujours garde à l'esprit le propos particulier d'Hostiensis parce qu'il est plus

---

7578X, 4, 11, 3

7579X, 4, 14, 5

7580HOSTIENSIS, *Super Decretalium*

7581X, 3, 1, 12

7582Même exemple: fol 101r, Y. Il s'agit du cas du chapitre *Super eo* (X, 4, 11, 3); dans le cas précis où une compaternité n'est pas survenue, la coutume de l'église métropolitaine doit être suivie; elle peut ou non séparer.

7583*Versus* doit correspondre à une présentation particulière de la *Décrétale*.

7584X, 4, 11, 3

7585X, 3, 3, 6

7586INNOCENTIUS: sans référence. Il n'est pas l'auteur du chapitre *Aliter*.

7587*Décret*, D 31, c 14

7588HOSTIENSIS, *Lectura super Decretalium*, X, 4, 11, 3

7589ASTESANUS, *Summa*, VIII, tit 18

supportable de séparer des gens qui se sont sexuellement unis contre les lois des hommes que de séparer, contre les lois de Dieu, ceux qui sont unis contre les statuts humains, *Décrétales, De testibus, c. Licet*<sup>7590</sup>.

Plaide en ce sens<sup>7591</sup>, la théorie particulière aussi du même Hostiensis selon laquelle partout où des maîtres en droit canon annulent les mariages par leurs gloses et n'ajoutent pas une règle de droit expresse, si tu trouves un docteur en droit civil exposant le contraire, c'est à dire montrant qu'un mariage ne doit pas être annulé, suis-le. L'établit ce que note Panormitanus<sup>7592</sup>, au c. *Si vir, De cognatione spirituali*<sup>7593</sup>, parce que, quand il est question de soutenir un mariage, une opinion particulière ne doit pas être préférée à l'opinion commune (ce que tu noteras bien), sauf si l'opinion commune avait quasiment un texte en faveur de l'opinion particulière<sup>7594</sup>. Mais dans les autres cas, quand les docteurs<sup>7595</sup> divergent sur un article, il faut suivre l'opinion la plus humaine; c'est la plus raisonnable et la plus juste. Mais si les deux opinions sont raisonnables, il faut suivre le jugement du plus grand nombre selon Hostiensis<sup>7596</sup> et Bernardus<sup>7597</sup>. Pour cela il y a un bon texte, pour un cas, semblable, distinction 19, pour les canons<sup>7598</sup>.

[fol. 103v]

D.

La loi d'un pays a-t-elle force en ce qui concerne le mariage?

Panormitanus<sup>7599</sup> répond au chapitre premier, *De sponsalibus*<sup>7600</sup>. Maître Antonius<sup>7601</sup>

---

7590X, 2, 20 (*De testibus et attestationibus*), 23.

7591Sur l'opinion à laquelle il faut adhérer en cas de diversité, Voir ANGELUS, *Opinio* § 1

7592PANORMITANUS, X, 4, 11, 2.

7593X, 4, 11, 2. . L'exemple semble à double détente: d'abord c'est un texte qui vient à l'appui de l'opinion particulière d'HOSTIENSIS et la valide; d'autre part il soutient le choix de l'opinion la plus humaine. En X, 4, 11, 2, Alexandre III déclare qu'il est «plus humain» de ne pas séparer les époux, quoique l'obligation de séparation ait été généralement instituée.

7594Selon la loi de Dieu, le mariage est inséparable; donc un docteur de droit civil peut et doit avoir raison contre des canonistes qui annulent le mariage; donc aussi une opinion particulière (appuyée sur un texte) l'emporte sur l'opinion générale.

7595Je ne sais s'il faut parler de docteurs en droit civil, ni de quels cas il s'agit, mais l'important est la règle: suivre l'opinion la plus raisonnable et la plus juste. Le choix du nombre comme autorité, n'est fait que quand les opinions sont toutes raisonnables. On peut aussi remarquer que le plus humain est aussi le plus raisonnable et le plus juste.

7596HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

7597BERNARDUS PARMENSIS, *Super Decretalium*,

7598*Décret*, D 19, c1

7599PANORMITANUS, *Super X*, 4, 1, 1. La réponse est non; la loi évangélique prime.

7600X, 4, 1, 1.

7601ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*, X, 4, 1, 1.

fait les distinctions suivantes; premier cas: les statuts du pays ont des dispositions concernant la substance du mariage, par exemple l'invalidation du mariage ou des personnes, et dans ce cas, ils n'ont pas de force. Il en ressort clairement que les lois interdisant le mariage entre pupille et tuteur, gouverneur d'une province et habitant de la province, et des cas de ce genre, ne tiennent pas; dis de même si elles rendaient aptes au mariage les inaptes; sur ce sujet vois grâce à Fredericus, conseil 35,<sup>7602</sup> où il tient que les statuts des laïcs concernant le mariage sont généralement nuls parce que cette matière ne relève pas du tribunal séculier mais du tribunal ecclésiastique, c. *Tuam, De ordine cognitionum*<sup>7603</sup>. Ce que notent Bartolus<sup>7604</sup>, dans la Loi *Ticia, ff. Soluto matrimonio*<sup>7605</sup>, et les docteurs au chapitre final, *De secundis nuptiis*<sup>7606</sup> l'établit. Deuxième cas: les statuts contiennent des dispositions qui concernent la substance du sacrement de mariage et comportent une punition ainsi qu'une peine pécuniaire. dans ce cas ils ne sont pas valables, comme le dit dans une discussion Joannes Andreae<sup>7607</sup> sur le chapitre *Statutum, De hereticis, Sexte*<sup>7608</sup>. Il en ressort clairement qu'un statut appliquant une peine à celui qui se marie avec une (ou un) moins de 25 ans si les parents ne sont pas présents, n'a pas de valeur, parce qu'il est ordonné que le mariage doit être libre, c. *Cum locum, De sponsalibus*<sup>7609</sup>.

Cependant Gaspar de Calderinis<sup>7610</sup>, sur le c. 2, *De clandestina desponsatione*<sup>7611</sup> dit qu'on a décrété qu'un statut était valide dans ce cas et un cas semblable, mais l'opinion de Joannes Andreae plait plus à Panormitanus, et elle est plus commune; vois cela au dit chapitre 2 grâce au Maître Joannes Antonius de Sancto Georgio<sup>7612</sup>.

Parfois un statut impose une peine pour ôter le gain qu'une loi séculière avait apporté, dans ce cas, le statut est valide selon le dit Antonius<sup>7613</sup>, mais Fredericus (vois plus haut)<sup>7614</sup> et Panormitanus<sup>7615</sup> tiennent le contraire. Parfois un statut ne prend pas de disposition concernant la substance du sacrement mariage, mais concernant ce qui se

---

7602FREDERICUS, *Consilio* 35

7603X, 2, 10, 3

7604BARTOLUS, sur *Digeste*, 23, 3, 34

7605*Digeste*, 23, 3, 34

7606X, 4, 21, 5

7607JOANNES ANDREAE, sur VI, 5, 2, 20

7608VI, 5, 2, 20

7609X, 4, 1, 14

7610GASPAR DE CALDERINIS, *Consilia*

7611X, 4, 3, 2

7612JOANNES ANTONIUS DE SANCTO GEORGIO, *Commentaria super Decreto* sur X, 4, 3, 2

7613ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*

7614FREDERICUS, *Consilio* 35

7615PANORMITANUS, sur X, 4, 1, 1.,4, 3, 2

rattache au mariage, par exemple la dot; dans ce cas, il est valide selon Innocentius<sup>7616</sup>, par l'argument du chapitre *Raynutius, De testamentis*<sup>7617</sup>. Parfois il prend des dispositions pour les cérémonies, et dans ce cas, il est valide et ceux qui ne l'observent pas pèchent. Panormitanus tient le contraire parce que cela ne concerne pas les laïcs, mais toi dis qu'il est vrai qu'un statut n'est pas valide pour les cérémonies, d'autres s'étant ajoutées à un tel contrat et surtout des cérémonies qui n'établissent pas la certitude du mariage; et je comprends ainsi la parole de Panormitanus et je limite ce que disent Bartolus<sup>7618</sup> sur la loi *Edicimus, C. De murilegulis*<sup>7619</sup> et Baldus<sup>7620</sup> sur la Loi I, *ff. De justitia et jure*<sup>7621</sup> qui tiennent que, l'honnêteté publique le conseillant, la loi civile peut appliquer une peine à ceux qui lui sont soumis, et ainsi, par conséquent, il sera licite, par exemple, de statuer sur les cérémonies du mariage, ce qui autrement serait illicite, Loi *Gracchus, c. Ad L. Juliam, De adulteriis*<sup>7622</sup>, quoiqu'eux mêmes tiennent qu'est généralement valide la peine appliquée concernant le fait de contracter mariage. Et de la même façon, le propos du susdit Maître Antonius et celui de Panormitanus seront vrais<sup>7623</sup>, comme je l'ai dit, pour les autres solennités qui n'établissent pas l'honnêteté du mariage ou sa certitude, parce que, dans ce cas, un statut ne ferait pas d'obligation.

«Mais<sup>7624</sup> ce qui vient d'être dit s'appliquera-t-il aux fiançailles?

Je réponds selon le susdit Joannes Andreae, au c. 1<sup>7625</sup>, que oui, grâce à L. *Oratio, ff. De sponsalibus*<sup>7626</sup>. L'établit le texte au chapitre *Cum haberet, De eo qui duxit in matrimonio quam polluit per adulterium*<sup>7627</sup> où sont équivalents mariage et fiançailles.

Et ceci est vrai quant à la disposition mais non quant à la peine, parce que la peine établie pour le mariage ne s'applique pas aux fiançailles, selon la glose communément approuvée dans la *Clémentine Eos*, au mot *Contrahere, De consanguinitate et affinitate*<sup>7628</sup>; note-le bien.»

7616 INNOCENTIUS, X, 3, 26 (*De Testamentis et ultimis voluntatibus*), 16

7617 X, 3, 26, 16

7618 BARTOLUS, sur *Codex J*, 11, 8, 7

7619 *Codex J*, 11, 8, 7 (*De murilegulis et gynaeciariis...*)

7620 BALDUS, sur *Digeste*, 1, 1, 1

7621 *Digeste*, 1, 1, 1

7622 *Codex J*, 9, 9, 4, pr

7623 Propos contradictoires qui font retour à l'imposition d'une peine, vu l'évocation de *Dominus Antonius*. Si je comprends, une loi civile pourrait imposer une peine concernant les pratiques accompagnant le mariage, et par ce biais avoir une influence sur lui, mais ne pourrait en rien se mêler de ce qui lui est substantiel, l'établit et le valide; le mariage est un sacrement de l'Église Ainsi ANTONIUS et PANORMITANUS ont tous deux raison.

7624 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 17, § 4

7625 JOANNES ANTONIUS DE SANCTO GEORGIO, sur X, 4, 1, 1.

7626 *Digeste*, 23, 1, 16

7627 X, 4, 7, 5

7628 *Cle*, 4, 1, c. unique

J'ajoute une question «à propos<sup>7629</sup> de celui qui a entendu dire qu'il y aurait un empêchement perpétuel entre lui et son épouse.

Rodonensis<sup>7630</sup> répond que s'il l'a entendu de la part de gens dignes de foi, il est tenu de s'enquérir, autrement ce serait une ignorance affectée; et s'il conçoit une opinion probable à partir d'un tel propos, qu'il prenne garde à ne pas demander le devoir conjugal, qu'il doit rendre cependant jusqu'à ce qu'il ait discerné la vérité en enquêtant avec diligence. Mais si en enquêtant, il ne trouve rien ou a appris cet empêchement de personnes non dignes de foi, qu'il décharge sa conscience»; note cependant qu'il ne pèche pas mortellement s'il l'entend dire «de quelqu'un digne de foi, par exemple d'un prêtre ou d'un compère» et qu'il ne croit pas cette personne, «parce qu'on n'est pas obligé de croire quelqu'un sans preuve, mais qu'il suffit de s'informer; et s'il ne trouve pas autre chose, qu'il ne le croie pas.»

«Et<sup>7631</sup> si un prêtre sait qu'il y a un empêchement au mariage d'un paroissien?

Monaldus<sup>7632</sup> répond»: s'il ne peut prouver, il pèche s'il parle, sauf dans deux cas, premièrement «s'il croit que de telles personnes sont en danger par une ignorance crasse qui ne peut les excuser», ou, deuxièmement, s'ils les voient prêtes à croire son conseil; et dans ces deux cas, il est tenu de révéler. Mais, s'il peut prouver, alors, il est tenu de parler.

#### E. Les fiançailles

Les fiançailles sont la promesse des noces, 30, q.5, *Nostrates*<sup>7633</sup>. Et le mot vient des mots: "Je promets, tu promets" comme dans la Loi 2, *ff. De sponsalibus*.<sup>7634</sup> A partir de là, le fiancé est comme promis, la fiancée comme promise. A leur sujet, il y aura deux articles: le premier est de combien de façons elles sont contractées; le second est de combien de façons elles sont rompues.

Sur le premier point, il faut savoir que les fiançailles sont contractées de deux façons, de façon absolue et sous condition.

[fol. 104r]

Comment sont contractées les fiançailles.

Elles sont contractées de façon absolue, de quatre façons.

Premièrement par un engagement pour le présent si les deux fiancés ne sont pas pubères

---

7629 ANGELUS, *Matrimonium* 3, *Impedimentum* 18, § 4

7630 RODONENSIS, *Summa*

7631 ANGELUS, *Confessio* 4, § 10

7632 MONALDUS, tit. *Penitentia*, 7 (selon ANGELUS)

7633 *Décret*, C 30, q 5, c 3

7634 *Digeste*, 23, 1, 2: *Sponsalia autem dicta sunt a spondendo...*

ou si l'un d'eux ne l'est pas, car par interprétation juridique ce sont des fiançailles pour le futur, c. final, *De desponsatione impuberum*<sup>7635</sup> et, plus clairement, dans l'unique chapitre, *De desponsatione impuberum, Sexte*<sup>7636</sup>.

Deuxièmement elles sont contractées par un engagement pour le futur approprié à cela, comme par exemple en disant: "je promets ou je jure que je te prendrai pour femme" et des formules semblables, comme au c. *Si, De sponsalibus*<sup>7637</sup>.

Troisièmement par l'engagement d'un anneau, 27, q. 2, *Si quis desponsaverit*<sup>7638</sup>.

Quatrièmement par le versement de cadeaux. Mais quant à ces deux dernières façons, Panormitanus dit sur le chapitre final, *De desponsatione impuberum*<sup>7639</sup> qu'ainsi elles pourraient établir un mariage aussi bien que des fiançailles, comme au c. *Feminae*, 30, 5<sup>7640</sup>.

Et c'est pourquoi il faut remarquer que si les paroles appropriées au fait de contracter mariage ont précédé, alors l'engagement par un anneau ou le versement de cadeaux établissent un mariage et non des fiançailles; mais si aucune parole n'a précédé, alors, on jugera selon la coutume, soit en faveur du mariage, soit en faveur des fiançailles. Et s'il n'existe pas de coutume sur ce point, rien n'est prouvé si on ne peut envisager rien d'autre de certain, parce que de tels signes ont de multiples significations et donc ne prouvent rien, c. *illud, De presumptionibus*<sup>7641</sup>; c'est clair parce qu'on donne des cadeaux aussi dans d'autres contrats, comme *Institutes, De contrahenda emptione*<sup>7642</sup>, au début. D'autre part si ont précédé les engagements d'un seul, alors le versement de cadeaux et leur réception indiquent le consentement exprès de l'autre, et ainsi il y aura fiançailles ou mariage selon ces engagements, comme le note la glose sur l'avant dernier chapitre, *De sponsalibus*<sup>7643</sup>. Cependant dans le doute concernant l'engagement à partir d'un envoi d'anneau, il faut présumer qu'il s'agit de mariage, parce que la chose est en sa faveur, comme au c. *Litteris, De presumptionibus*<sup>7644</sup>, et au chapitre final, *De regulis juris, Sexte*<sup>7645</sup>.

F. Comment sont contractées et annulées des fiançailles sous condition?

Comment des fiançailles sont-elles contractées sous condition? Dis comme je le dirai plus bas pour le mariage et selon les règles posées plus bas.

En ce qui concerne le second point: de combien de façons les fiançailles sont

---

7635 X, 4, 2, 14

7636 VI, 4, 2, c. u.

7637 X, 4, 1, 31

7638 *Décret*, C 27, q. 2, c 11 et 15

7639 PANORMITANUS, sur X, 4, 2, 14

7640 *Décret*, C 30, q 5, c 7

7641 X, 2, 23, 11

7642 *Institutes: Digeste*, 18, 1, 1

7643 *Glose* sur X, 4, 1, 31

7644 X, 2, 23, 12

7645 VI, 5, 12



annulées, je réponds: «dix-sept<sup>7646</sup>.

Premièrement par consentement mutuel, même si elles avaient été l'objet d'un serment. C'est ce que soutient le Speculator au titre *De legato*, § *Nunc ostendendum*<sup>7647</sup>, et Panormitanus, sur le c. *Preterea*<sup>7648</sup>, quoique la glose soutienne que ce n'est pas possible sans péché; mais j'approuve la distinction d'Innocentius sur le dit chapitre<sup>7649</sup>: ou le fiancé a juré sous le regard de Dieu de prendre une certaine femme pour épouse et alors il ne peut la renvoyer; mais s'il n'a pas juré devant Dieu, mais s'est engagé par complaisance pour celle-ci, dans ce cas les fiançailles peuvent être rompues.»

«Mais<sup>7650</sup> si les fiançailles n'avaient pas été jurées, l'un des deux pourrait-il sans le consentement de l'autre se désister de fiançailles contractées? Je réponds selon Guilelmus, livre 1<sup>7651</sup>, *C. De sponsalibus*<sup>7652</sup>, que oui, et aussi selon le droit canon, et selon Cynus<sup>7653</sup>, au même endroit. Et Gratianus semble avoir le même sentiment, quoique de façon incertaine, 27, q. 2<sup>7654</sup>, parce qu'il parle pour le mariage avec engagement immédiat.» De plus, ne s'y oppose pas la Loi Un, *ff. Quibus ex causis infamia irrogatur*<sup>7655</sup>, où la fiancée est déshonorée si elle contracte des fiançailles doubles, parce que c'est vrai si elle ne renonce pas aux premières fiançailles, mais quand elle renonce à ces mêmes fiançailles, s'applique la Loi Un, *C. De sponsalibus*<sup>7656</sup> qui dit: "Il n'est pas interdit à une femme qui a été fiancée à un homme d'en épouser un autre". Et ne s'y oppose pas le fait que l'Église pousse à observer le pacte nu<sup>7657</sup>, c. 1, *De pactis*<sup>7658</sup>, parce que ce cas est particulier au mariage pour qu'il soit totalement libre, et c. *Requisivit*, *De sponsalibus*<sup>7659</sup>. Il y a aussi ce que note Innocentius, chapitre *Veniens*, *De jurejurando*<sup>7660</sup>.

Et je suis d'accord aussi quand quelque cause nouvelle conduit un fiancé à la dissolution des fiançailles, une cause qui, si elle avait existé au début, aurait donné un empêchement au mariage; autrement je ne crois pas qu'il puisse sans péché mortel se retirer de premières fiançailles en contractant avec une autre, si l'autre fiancée n'y consent pas.»

---

7646 ANGELUS, *Sponsalia*, § 20

7647 SPECULATOR, *Speculum judiciale*, li 1, pars 1, ch 2, §6 *De legato*, § *Nunc ostendendum*

7648 PANORMITANUS, sur X, 4, 1, 2 (Les fiançailles pour le futur sont annulées si les fiancés se délient, même si elles ont été jurées)

7649 INNOCENTIUS sur X, 4, 1, 2

7650 ANGELUS, *Sponsalia*, § 21

7651 GUILIELMUS DE MONTE LAUDUNO, *In Codicem*: il faut un juriste répondant au prénom de GUILIELMUS...

7652 *Codex J*, 5, 1, 1

7653 CYNUS, *In Codicem... Commentaria*

7654 GRATIANUS, *Décret*, C 27, Q. 2.

7655 *Digeste* 3,2 (*De his qui notantur infamia*), 1. Le titre est celui du *Codex J*, 2, 11 (*De causis ex quibus infamia alicui inrogatur*), mais il s'agit bien du *Digeste*.

7656 *Codex J*, 5, 1, 1

7657 Pacte nu: celui qui se résume au simple accord des volontés, abstraction faite de la forme utilisée. Il n'engendre pas d'obligation.

7658 X, 4, 1, 35, 1: *Antigonus*. (*Pacta quantumcumque nuda servanda sunt*).

7659 X, 4, 1, 17.

7660 INNOCENTIUS III, in X, 2, 24, 16

«Deuxièmement<sup>7661</sup>, elles peuvent être rompues, quand l'un des deux entre en religion, même avant la profession, c. *Veniens, Décrétales, Qui clerici vel voventes*<sup>7662</sup> selon l'unique interprétation, parce qu'ils peuvent annuler les engagements avant l'union charnelle, même malgré l'un des deux.»

«Troisièmement<sup>7663</sup>, quand l'un des deux contracte avec une autre personne par un engagement pour le présent ou par engagement pour le futur et qu'une union charnelle suit, au dit chapitre *Si inter virum*<sup>7664</sup> et au chapitre premier, *De sponsalibus duorum*<sup>7665</sup>.»

«Mais<sup>7666</sup> si le fiancé, une fois les fiançailles contractées, s'est uni charnellement avec une autre femme et après le coït a contracté avec elle aussi des fiançailles? Je réponds que les premières ne seront pas annulées pour cela, mais il convient que le contrat de fiançailles précède le coït, c. *Veniens*<sup>7667</sup> et 2, *De sponsalibus*<sup>7668</sup>.»

«Mais<sup>7669</sup> s'il y eut des premières fiançailles contractées simplement et des secondes accompagnées d'un serment? Je réponds que le fiancé est tenu de revenir à la première fiancée, parce que les fiançailles ne sont pas annulées par un tel serment, c. *Sicut ex litteris, De sponsalibus*<sup>7670</sup>, et 22, q. 4, *In malis promissis*<sup>7671</sup>. Et ceci serait vrai s'il avait juré, sans avoir pour but celui de se retirer des premières fiançailles, mais celui de se retirer à la suite d'une cause, puisqu'il le pourrait, comme je l'ai dit, c'est pourquoi les secondes fiançailles tiendront. Et pour le dit c. *Sicut ex litteris*, dis qu'il parle du cas où, sans aucune cause nouvelle, on veut rompre la foi donnée à la première fiancée, autrement, non.»

«Quatrièmement<sup>7672</sup>, on peut rompre quand l'un des deux part

[[ol. 104v]

dans une autre région. Donc, s'il n'y a pas l'espoir d'un retour proche, je crois que des fiançailles même jurées sont annulées, comme semble l'estimer Panormitanus sur c. *De*

---

7661ANGELUS, *Sponsalia*, § 22

7662X, 4, 6, 5.

7663ANGELUS, *Sponsalia*, § 23

7664X, 4, 1, 31

7665X, 4, 4, 1

7666ANGELUS, *Sponsalia*, § 24

7667X, 4, 6, 5.

7668X, 4, 1, 2.

7669ANGELUS, *Sponsalia*, § 25

7670X, 4, 1, 22

7671Décret, C 22, q.4, c 5

7672ANGELUS, *Sponsalia*, § 26

*illis*, à ce titre<sup>7673</sup>, et aussi comme on le trouve dans la glose sur le dit chapitre *De illis*<sup>7674</sup>, quand elle parle<sup>7675</sup>; selon les lois, si l'un a attendu pendant deux ans l'autre qui est dans le pays et n'a pas accompli les noces, il peut librement prendre époux, C. *De sponsalibus*, L.2<sup>7676</sup>.

Et si l'un est dans un autre pays, l'autre doit attendre trois ans, comme dans la Loi 2, C. *De repudiis*<sup>7677</sup>, et ceci s'il y a absence seulement pour une cause prouvable. Mais s'il est absent pour une cause prouvable et nécessaire, l'autre doit attendre jusqu'à ce qu'il soit présent, comme c'est dit, ff. *De sponsalibus*, L. *Sepe*<sup>7678</sup>. Vois la glose qui tient cette proposition sur la dite loi 2, C. *De sponsalibus*<sup>7679</sup>. Et ne s'y oppose pas le dit c. *Ex litteris*<sup>7680</sup>, parce que quoiqu'on dise qu'on a attendu 4 ou 5 ans, ce n'est pas établi, quoique cela ait été allégué. Et si cela avait été établi, le Pape n'aurait pas imposé la pénitence sur les parjures, à moins de dire qu'ici est imposée une pénitence parce que, sans l'autorité d'un supérieur, il n'aurait pas dû contrevenir au serment. Mais<sup>7681</sup> s'il avait contrevenu avec la permission d'un supérieur, alors je crois qu'il éviterait aussi la peine concernant les cadeaux et donc ne les perdrait pas s'il en avait fait, même s'il n'attend pas le temps fixé par les lois. Et selon Hostiensis, sur le dit c. *De illis*<sup>7682</sup> et les autres docteurs après lui, le juge doit délier les fiançailles à cause du danger de fornication. Note-le bien.» «Cinquièmement<sup>7683</sup>, on peut rompre, quand un terme précis a été donné: car, ce terme écoulé, le fiancé est libre grâce à celui par qui le terme n'a pas été respecté, et il se marie sans parjure, mais une pénitence pour parjure est imposée à l'autre, comme au c. *Sicut ex litteris*, à ce titre<sup>7684</sup>.

Et ceci est vrai, sauf si les fiançailles ont été d'abord contractées avec un pacte nu et que les fiancés ont convenu ensuite d'un jour de noces, parce que l'autre n'est pas libéré par le dépassement de cette date, parce que le terme final<sup>7685</sup> a été ajouté après coup, pour tenter d'obtenir un moyen d'empêcher l'accomplissement de la promesse déjà faite et nue

---

7673 PANORMITANUS sur X, 4, 1, 5

7674Glose sur X, 4, 1, 5.

7675Selon ANGELUS: «...quand elle dit selon les lois que c'est quasiment invalide selon le droit canonique... Car selon les lois...». Le scribe a sans doute été trompé par la répétition de *secundum leges*; il est possible aussi que la curieuse forme *invatalid* l'ai poussé à une suppression.

7676Codex J, 5, 1, 2

7677Codex J, 5,17,2

7678Digeste, 23,1, 1

7679Glose sur Codex J, 5, 1, 2

7680X, 4, 1, 7. Le chapitre porte sur les mariages contractés avec des paroles obscures.

7681Intervient ici une sorte de commentaire juridique.

7682HOSTIENSIS, sur X, 4, 1, 5

7683ANGELUS, *Sponsalia*, § 27

7684X, 4, 1, 22

7685La limite à partir de laquelle on peut demander la réalisation de la promesse.

et non de la remplir, selon la théorie de Maître Antonius<sup>7686</sup>, sur le dit c. *Sicut ex litteris*.»  
 «Sixièmement<sup>7687</sup>, les fiançailles peuvent être rompues quand l'un des deux devient lèpreux ou paralysé ou a perdu la vue ou le nez ou quand il lui arrive quelque chose de plus honteux, comme dans le c. *Litteras, De conjugio leprosororum*<sup>7688</sup> et au dit c. *Sicut*<sup>7689</sup>, et au c. *Quemadmodum, De jurejurando*<sup>7690</sup>, dans le texte et la glose. Et ceci est vrai si la cause de honte est survenue après le contrat, mais pas si elle existait au moment du contrat; de même, celui qui contracte ne peut alléguer que quelqu'un était suspect à cause de sa pauvreté qui existait avant, ou de ses mœurs. L'établissent la loi *Si creditores, ff. De privile[... ] cre[...]*<sup>7691</sup> et la loi finale, C. *De sponsalibus*<sup>7692</sup> et, à cet endroit, par Bartolus<sup>7693</sup> et Panormitanus<sup>7694</sup> au c. *Quemadmodum, De jurejurando*.

«Septièmement<sup>7695</sup> quand l'un des deux forniquerait, l'innocent peut rompre; mais celui qui a forniqué ne peut résilier, si l'autre, qui est innocent, veut se marier avec lui, c. 2, *De translatione prelatorum*<sup>7696</sup>. Et si c'était une fornication avec violence, le fiancé pourrait renvoyer la fiancée, selon Joannes Andreae<sup>7697</sup> et la glose sur le dit c. *Quemadmodum*. Panormitanus suit cet avis, même endroit, ainsi que Hugo<sup>7698</sup>, 27, 2, *Raptor*<sup>7699</sup>. Et il soutient même qu'elle peut être renvoyée, si elle était corrompue au moment des fiançailles, puisqu'on la croyait vierge.»

«Huitièmement<sup>7700</sup>, quand l'un d'eux devient hérétique, parce que c'est une fornication spirituelle, 28, q.1, *Non solum*, et c. *Jam nunc*<sup>7701</sup>.»

«Neuvièmement<sup>7702</sup> à cause d'une haine mortelle survenant entre le fiancé et la fiancée, l'un des deux peut demander la séparation selon Hostiensis dans sa *Somme*, par la raison des chapitres 2, *De sponsalibus*, et *Requisivit*, à ce titre<sup>7703</sup>.»

---

7686ANTONIUS, sur X, 4, 1, 22.

7687ANGELUS, *Sponsalia*, § 28

7688X, 4, 8, 3

7689X, 4, 1, 22,

7690X, 2, 24, 25 et la glose

7691 *Digeste*, 42, 5, 31 pr.

7692*Codex J*, 5, 1, 5, 6

7693BARTOLUS

7694PANORMITANUS, sur X, 2, 24, 25

7695ANGELUS, *Sponsalia*, § 29

7696*De translatione episcopi*: X, 1, 7, 2. *De postulatione prelatorum*: X, 1, 5, 2 (semble plus adapté)

7697JOANNES ANDREAE et Glose sur X, 2, 24, 25

7698HUGO, sur *Décret*, c27, q 2, c33

7699*Décret*, c27, q 2, c33

7700ANGELUS, *Sponsalia*, § 30

7701*Décret*, C 28, q 1, c 6 et 8

7702ANGELUS, *Sponsalia*, § 31

7703HOSTIENSIS, *Somme*, par la raison de X, 4, 1, 1, et 17.

«Dixièmement<sup>7704</sup>, quand la fiancée a promis de donner une quantité fixée comme dot et qu'elle ne peut la donner, dans ce cas, le fiancé est délié de son obligation selon Joannes Andreae, sur le c. *De illis, De conditionibus appositis*<sup>7705</sup>. Dis de même pour n'importe quelle autre condition intervenant, si elle n'est pas remplie.»

«Mais<sup>7706</sup> si la fiancée a contracté des fiançailles et n'a pas promis de dot fixée? Je réponds qu'il semble qu'elle a promis tous ses biens en dot, comme c'est noté dans la loi *Mulier bona, ff. De jure dotium*<sup>7707</sup> et par Bartolus<sup>7708</sup> sur la loi *Si constante, ff. Solutio matrimonio*<sup>7709</sup>. Et c'est pourquoi, si elle est défailante en ses possibilités et ne peut donner, le fiancé n'est pas tenu de l'épouser, parce que la condition sous entendue n'est pas remplie, c'est à dire: la condition que le bien soit resté dans le même état, comme dans le texte et la glose, et au dit chapitre *Quemadmodum*<sup>7710</sup>.

Le chapitre *Per vestras*

[fol. 105 r]

*De dote post divortium restituenda*<sup>7711</sup> l'établit ainsi que ce qui est noté à cet endroit.»

«Onzièmement, quand s'ajoute une affinité, par exemple si le fiancé a connu charnellement une consanguine de sa fiancée ou l'inverse, 27, q.2, *Si quis sponsam*<sup>7712</sup> et *De eo qui cognovit consanguineam uxoris sue, c. Ex litteris*<sup>7713</sup>, et plusieurs autres chapitres.

Mais si survient un droit d'honnêteté publique, les premières fiançailles sont-elles supprimées? Je réponds que non, parce que, par les fiançailles contractées en premier fut en premier induit un droit d'honnêteté publique et que par un droit induit en second, celui qui a été induit en premier ne peut être supprimé, comme on l'a dans un cas semblable, 5, q.4, *Si quis*<sup>7714</sup>.

Douzièmement, s'il existe la rumeur qu'il y a entre eux un empêchement canonique, et qu'on en soit instruit par la rumeur ou le scandale, c. *Cum in tua, De sponsalibus*<sup>7715</sup> et *De*

---

7704ANGELUS, *Sponsalia*, § 32

7705JOANNES ANDREAEE, *Super Decretalium* sur X, 4, 5, 3

7706ANGELUS, *Sponsalia*, § 33

7707*Digeste*, 23,3, 72 pr

7708BARTOLUS, sur *Digeste*, 24, 3, 24 pr

7709*Digeste*, 24, 3, 24 pr

7710X, 2,24 (*De jurejurando*), 25

7711X, 4, 20 (*De donationibus inter virum et uxorem et de dote post divortium restituenda*), 7

7712*Décret*, C 27, q.2, c 32

7713X, 4, 13, 8.

7714Référence fautive. Il s'agit peut-être du même chapitre que le précédent: C 27, q.2, c 32

7715X, 4, 1, 27

*consanguinitate et affinitate*, c. 2<sup>7716</sup>, et *De testibus*, c. *Super eo*<sup>7717</sup>, selon Hostiensis<sup>7718</sup>.

Treizièmement, quand les fiançailles ont été contractées avant les années de puberté et qu'après la puberté on demande qu'elles soient rompues avant le consentement tacite donné à la puberté, c. *De illis*, le premier, et c. *Nobis*, *De desponsatione*<sup>7719</sup>, même s'il n'y a aucune cause pour vouloir qu'elles soient rompues après la puberté, selon Panormitanus, au c. *De illis*<sup>7720</sup>. Il en est autrement si un garçon pubère a contracté avec une impubère, celle-ci ne peut résilier le contrat; de même le garçon impubère ne le peut avant la puberté.

Quatorzièmement, à cause de la réception d'un ordre sacré selon Maître Antonius<sup>7721</sup> à la suite de Joannes Andreae<sup>7722</sup> dans la rubrique sur les fiançailles<sup>7723</sup>. L'établit le 27, q. 2, § *Ecce*<sup>7724</sup>.

Quinzièmement, à cause d'une parenté par adoption ou un autre empêchement.

Seizièmement, à cause d'un vœu simple de chasteté fait après, comme dans le c. *Veniens, Qui clerici vel voventes*<sup>7725</sup>, selon la seule interprétation. Et quoique le Directorium<sup>7726</sup> allègue Innocentius, Hostiensis et Goffredus qui soutiennent qu'un vœu simple de chasteté n'annule pas des fiançailles jurées parce que le serment est un lien de même force que le vœu et donc que ce qui précède tient solidement, il soutient cependant qu'il annule les fiançailles parce que la continence est un plus grand bien que le mariage, et c'est pourquoi on peut faire vœu même de façon licite, si on le fait par un bon zèle, et le vœu annule les fiançailles; avis que suit aussi Maître Joannes Antonius<sup>7727</sup>, sur le dit c. *De illis, De desponsatione impuberum*<sup>7728</sup>.

Dix-septièmement, à cause de la cruauté du fiancé selon Panormitanus sur le dit c. *Veniens*<sup>7729</sup>.

Je demande: dans les cas susdits, l'autorité d'un juge ecclésiastique est-elle requise?

Joannes Antonius<sup>7730</sup> répond sur le dit c. *De illis, De desponsatione* que oui, parce que la cause doit être prouvée devant lui, c. *Porro, De divortiis*<sup>7731</sup>, sinon c'est un péché grave,

---

7716X, 4, 14, 2 (*Praeterea*)

7717X, 2, 20, 13

7718HOSTIENSIS, sur X, 2, 20, 13

7719X, 4, 2, c. *De illis*: c 7 et c. *Nobis*:c 8.

7720PANORMITANUS, sur X, 4, 2, 7

7721ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*

7722JOANNES ANDREAE, rubrique du *De sponsalibus*.

7723ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*

7724*Décret*, C 27, q. 2, c 29, § *Ecce*

7725X,4,6, 5

7726DIRECTORIUM: PETRUS CASUEL, *Directoria summa*,

7727JOANNES ANTONIUS DE SANCTO GEORGIO, *Commentaria super Decreto*

7728 X, 4, 2, 7

7729PANORMITANUS, *Super Decretalium*, sur X, 4, 6, 5

7730JOANNES ANTONIUS DE SANCTO GEORGIO, *Commentaria super Decreto*

7731X, 4, 19, 3

comme on le voit par le chapitre *Duo pueri, De desponsatione impuberum*<sup>7732</sup>. L'établit 33, q. 2, c. *Seculares*<sup>7733</sup>. Ceci n'est pas vrai pour les second, troisième et septième cas, selon Ricardus, IV, d 27<sup>7734</sup>, et pour les cas Dix, Onze, Quatorze, Quinze, Seize, selon le maître Joannes Antonius<sup>7735</sup>, sur le dit c. *De illis, De desponsatione*<sup>7736</sup>.

Mais aussi je crois que ce serait faux de la même façon dans d'autres cas, quand, de façon notoire, à propos du cas, on sait clairement à cause de qui les fiançailles sont rompues. De même si les fiançailles sont secrètes, tiens le même propos, en suivant Ricardus (vois plus haut), parce que les secrets ne tombent pas sous le jugement de l'Église: cependant si les gens agissent dans les cas précédents sans le jugement de l'Église, je ne crois pas qu'ils pèchent mortellement, Et le chapitre *Duo pueri*, précédemment cité avec le dit chapitre *Seculares*<sup>7737</sup>, parle quand il n'y a aucune des causes susdites et surtout quand ce ne sont pas des fiançailles sous serment. D'autre part, si on se retire des fiançailles en dehors d'un des cas susdits, on pêche mortellement selon Hostiensis<sup>7738</sup>, quoique l'Église ne pose pas d'obligation, comme c'est noté au c. *Requisivit, Décrétales, De sponsalibus*<sup>7739</sup>.

#### G. La porte du jardin de mariage<sup>7740</sup>.

Pour une connaissance plus claire de cette porte, j'exposerai d'abord une différence et une division.

Ce qu'est le mariage.

La différence sera entre ces trois éléments: le sacrement de mariage, le contrat de mariage et le mariage.

Donc, selon le Docteur subtil, IV, d 28, q. 5<sup>7741</sup>:

"le sacrement de mariage est l'émission de paroles claires de la part d'un homme et d'une femme, qu'ils s'adressent chacun leur tour, exprimant le don du pouvoir mutuel sur leurs

---

7732X, 4, 2, c. 12 (*Duo pueri*)

7733 *Décret*, C 33, q. 2, c.1.

7734 RICARDUS, sur IV, d27

7735 JOANNES ANTONIUS DE SANCTO GEORGIO, *Commentaria super Decreto*

7736 JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur X, 4, 2, 7

7737X, 4, 2, c. 12, et 33, q. 2, c. 1

7738 HOSTIENSIS, sur X, 4, 1,17, mais selon ANGELUS: THOMAS (IV, d 27, q 2)

7739X, 4, 1,17

7740 Troisième article.

7741 SCOTUS, IV, d 28, q. 5

corps pour la procréation due d'une descendance, émission qui par institution divine est le signe efficace de la grâce conférée à ceux qui contractent mutuellement, en vue de l'union mutuelle, gracieuse, des âmes", ou si des paroles claires ne sont pas précisément la forme<sup>7742</sup> de ce sacrement, et même si ceux qui contractent ne sont pas précisément les ministres, que l'on place au lieu de cette «émission de paroles d'un homme et d'une femme», quelque chose de plus général, comme: manifestation de signes clairs exprimant le don mutuel du pouvoir sur le corps d'un homme et d'une femme en vue de la procréation due d'une descendance.

Le second élément est le «contrat de mariage», et c'est selon Scotus, «le don mutuel par l'homme et la femme du pouvoir sur leurs corps, pour leur continuation, en vue de la procréation d'une descendance pour l'élever de la façon due».

De ceci, on infère premièrement que le premier de ces trois éléments est le contrat de mariage, le second, le mariage, le troisième, le sacrement de mariage.

[fol. 105 v]

Premièrement, on prouve que le contrat est avant le mariage, mariage qui dépend de son effet, en comparant le contrat de mariage au mariage .

En effet, Boetius dans les *Topiques*<sup>7743</sup> dit avec justesse, en suivant Temestius<sup>7744</sup>: «La cause est ce par quoi se produit une autre chose, c'est à dire un effet, c'est-à-dire que le contrat de mariage est cause du mariage. On prouve que c'est une cause d'après la façon de parler du Philosophe dans le premier livre des *Analytiques*<sup>7745</sup>: ceci est la cause de quelque chose, si étant posé, quelque chose est posé et si, étant ôté, quelque chose est ôté, et c'est précisément la cause, comme lorsqu'il prend ici pour exemple le fait d'avoir un poumon et de respirer.

De même dans la proposition: le contrat de mariage étant établi, le mariage est établi; s'il n'est jamais établi, le mariage ne l'est pas; donc<sup>7746</sup>... Et si quelqu'un disait: le mariage existant, le contrat de mariage existe, et le mariage étant annulé, le contrat de mariage est annulé? Je dis que c'est faux; donc cette suite est fautive: Il y a mariage donc il y a contrat de mariage.

Mais cette suite est juste: Il y a mariage, donc il y a, ou il y a eu, contrat de mariage. D'où est clair notre but: montrer que le contrat de mariage précède le mariage. De même, Sortes est père, donc Sortes engendre, n'est pas une suite, mais ceci en est bien une:

---

7742Chez ANGELUS, *Matrimonium*, 1, est posée la question de savoir ce qui est forme ou matière dans le sacrement, entre les paroles et le consentement. Il n'y a pas d'accord. La question n'est pas tranchée.

7743BOETHIUS, *De differentiis topicis libri quatuor*.

7744THEMISTIUS, *Paraphrasis Analyticorum posteriorum*

7745ARISTOTE, *Analytica Posteriora* (commentés par Boethius. aussi)

7746Le contrat précède le mariage et est sa cause.



donc Sortes a engendré ou a fait naître.

H. Les trois modes du mariage.

Quant à la division, il faut savoir qu'on parle de mariage de multiples façons, premièrement il y a le mariage légal mais non ratifié, deuxièmement le mariage ratifié mais non légal, troisièmement le mariage ratifié et légal.

Le mariage légal est celui qui est institué ou contracté selon les dispositions de la loi et les mœurs du pays. Les incroyants peuvent le contracter, mais il n'est pas ratifié parce qu'il peut être dissous comme dans le cas où l'un des époux ne peut habiter avec l'autre sans faire injure au Créateur.

Le mariage est ratifié mais non légal, quand il est contracté sans aucune cérémonie, par affection entre les époux, par la seule expression du consentement.

Troisièmement le mariage est ratifié et légal quand ici sont joints cérémonie et consentement exprès. Mais quelle cérémonie? 28, q. 1, *Si quis*<sup>7747</sup>. Ce mariage est légal et ratifié quand une fille, selon ce qu'ordonne le droit, est donnée par ses parents, quand il est béni par quelqu'un qui sait et quand il est accompli par le consentement mutuel. Et 30, q. 5, *Aliter*<sup>7748</sup>: «Le mariage ne devient pas légal si ce n'est par ceux qui ont puissance sur la femme et par qui elle est gardée pour être demandée comme épouse, si elle n'est pas fiancée par des parents et des proches, si elle n'est pas dotée selon les lois, c'est-à-dire selon la capacité de la femme et sa noblesse, si elle n'est pas bénie par un prêtre, si elle n'est pas gardée par des filles d'honneur», etc. Cependant les différents pays présentent une grande variété d'usages. Donc peuvent se présenter même des mariages clandestins, ratifiés mais non légaux, et ils peuvent être considérés comme inachevés.

Ces préalables faits, que le confesseur accorde une attention diligente, dans toute cette matière, au consentement et juge pour ou contre le mariage en raison du consentement.

En effet, le consentement est si important que sans lui rien ne se fait quoiqu'on dise ou «fasse<sup>7749</sup> par ailleurs, d'après 27, q. 2, *Sufficiat*<sup>7750</sup>», et c. *Tua nos, De sponsalibus*<sup>7751</sup>, et par les théologiens sur le livre IV, dist. 27<sup>7752</sup>.

Et parce qu'en raison du sacrement il faut qu'existe pour lui un signe sensible, il est requis que ce consentement soit exprimé par un signe sensible signifiant un tel consentement comme dans le c. *Tue fraternitati, De sponsalibus*<sup>7753</sup>. C'est pourquoi la glose dit au même

---

7747Décret, C 8, q 1, c 17

7748Décret, C 30, q 5, c 1

7749ANGELUS, *Matrimonium* 2, § 2

7750Décret, C 27, q 2, c 2

7751X, 4, 1, 26

7752PETRUS LOMBARDUS, IV, d. 27, par exemple

7753X, 4, 1, 25

endroit que, pour qu'il y ait mariage, deux éléments sont nécessairement requis: l'un est la matière, le consentement, l'autre est la forme, les mots ou les signes indiquant le consentement. Cependant Ricardus<sup>7754</sup> sur le livre IV, dist. 37, dit que, d'abord, la parole proférée en premier est la matière et que la seconde est la forme<sup>7755</sup>. Note cependant selon Bonaventura, IV, d. 28<sup>7756</sup>, que le consentement ou la disposition d'esprit est double, c'est-à-dire qu'il peut être une disposition de mariage ou matrimoniale ou une disposition de prostitution ou fornicatrice. Et ainsi est résolue une question quotidienne:

Quelqu'un a contracté des fiançailles avec une femme et une union charnelle a suivi entre eux, ce genre de fiançailles est-il devenu un mariage?

De plus, quelqu'un a donné sa foi ou a prêté serment à une jeune fille en lui disant qu'il la prendrait pour épouse si elle permettait qu'il la connaisse charnellement, et elle l'a permis, y-a-t-il mariage?

Monaldus<sup>7757</sup> répond en faisant une distinction. Ou il y a eu intention de consommer le mariage, par exemple en se servant d'elle comme étant déjà sienne, et alors le mariage est consommé, à la condition cependant qu'elle ait la même intention, et ceci selon le jugement de l'Église autant que de Dieu<sup>7758</sup>. Ou il s'est servi d'elle avec l'intention de fornicer ou de la faire sienne dans le futur mais pas dans le présent, et alors, au tribunal de la pénitence, il ne faut pas juger qu'il y a mariage. Et si le fiancé a pris une seconde femme par un engagement pour le présent ou est entré en religion et a fait profession, il restera avec la seconde femme ou dans l'ordre dans lequel il est entré. Cependant l'Église jugerait que le premier mariage est un mariage présumé<sup>7759</sup>, présomption contre laquelle elle n'admet pas d'argumentation, comme au c. *Is qui, De sponsalibus*<sup>7760</sup>, et le dit Henricus Bohic au c. []<sup>7761</sup>.

Mais se pose une question importante:

[fol. 106r]

Quelqu'un s'est engagé par contrat avec une femme avec l'intention non de consentir au mariage mais seulement d'extorquer la copulation, ce qu'il a fait; ensuite pendant le

7754RICARDUS, IV, d. 26, a 4, q 2. (d'après ANGELUS)

7755Il s'agit, selon ANGELUS, des deux paroles que prononcent ceux qui se marient: je te reçois pour épouse; je te reçois pour époux.

7756BONAVENTURA, IV, d 28

7757MONALDUS, *Summa de jure canonico*

7758Il y a consentement des deux parties et donc mariage. Le jugement de Dieu peut différer de celui de l'Église.

7759Le mariage présumé est celui qui résulte de l'acte conjugal entre les fiancés. Voir : «La copula carnalis chez les canonistes», Philippe TOXE, in *Mariage et sexualité au M A*, p 126 ou A. ESMEIN, *Le mariage en droit canonique* cité à cet endroit.

7760X, 4, 1, 30. Le premier «mariage» tiendrait

7761HENRICUS BOHIC, *Distinctiones super Decretales*

carême il se confesse à un confesseur qui lui fait reproche à ce sujet et dit qu'il y a mariage entre eux à cause de l'union charnelle qui a suivi et qu'il ne peut contracter mariage avec une autre. Cet homme croit cela et il habite avec elle et la connaît charnellement comme une épouse: pour cela, y-a-t-il mariage?

Je réponds qu'un tel accouplement ne fait pas le mariage, parce que du fait qu'aucun lien n'a précédé, la copulation ne fait pas le mariage devant Dieu, comme c'est noté pour le c. *Is qui, De sponsalibus*<sup>7762</sup>, où les docteurs disent que si, des fiançailles ayant été rompues, une copulation vient ensuite, on n'induit pas qu'il y a mariage, du fait que le lien des fiançailles a été rompu.

Dis la même chose quand cela s'est produit pour des fiançailles que l'on doit contracter dans le futur.

Agit en cette faveur le fait que l'erreur de droit n'induit pas un consentement au mariage, parce que rien n'est aussi contraire au consentement que l'erreur, Loi *Si per errorem, ff. De jurisdictione omnium judicum*<sup>7763</sup>. De plus, il y a erreur sur le fondement du mariage puisque le consentement est son fondement et appartient à sa substance, comme au c. *Tue, De sponsalibus*<sup>7764</sup>. Si donc alors il n'y a pas consentement, il n'y a pas mariage, donc etc...

Mais suppose que du fait que des experts lui ont dit qu'il y a mariage, lui-même, de façon nouvelle, à cause de cela, consent au mariage, jugera-t-on en faveur du mariage? Si cet homme consent parce qu'il pensait qu'il y est obligé, sans quoi il ne consentirait pas s'il pensait qu'il n'y a pas de mariage, et fait ainsi de nécessité vertu, je dis qu'il n'y a toujours pas mariage au regard de Dieu à cause de ce qui a été dit avant. En faveur de cette idée agit aussi ce qui est noté par les docteurs sur le chapitre premier, *De regulis juris, Décrétales*<sup>7765</sup>: si quelqu'un avant les années de la puberté a fait vœu de religion, il n'est pas obligé par un tel vœu une fois majeur (sauf si ensuite il a ratifié un tel vœu), s'il croyait qu'il y était obligé sans quoi il n'aurait pas ratifié. Je dis que cet homme n'est pas tenu à un tel vœu. De même dans notre propos.

Donc, si un tel homme prend une autre femme il ne peut la renvoyer, au tribunal de la conscience, ni quitter un ordre dans lequel il a fait profession.

Alexander de Hales<sup>7766</sup> a donné le même conseil en fait.

---

7762X, 4, 1, 30.

7763Digeste, 2 (*De jurisdictione*), 1, 15

7764X, 4, 1, 25.

7765X, 5, 41, 1

7766ALEXANDER DE HALES, *Summa theologica* dans le manuscrit.

J.<sup>7767</sup>

Quant au confesseur et à la conscience, pour cet article il suffit de savoir quand l'accouplement est un péché mortel, et au sujet de l'article que voici, quoique cette sortie puisse être comprise de la sortie de la couche, c'est à dire quand est commis un adultère, cependant on la comprend maintenant seulement comme la sortie du jardin qu'est le divorce. Pour la compréhension de ce point, il faut remarquer qu'on peut comprendre que le mariage peut être dissout ou séparé, de deux façons.

Premièrement, quant au lien, en sorte que l'un et l'autre peuvent s'unir matrimonialement, à un autre: dans ce cas, il ne peut jamais être rompu entre croyants si le mariage a été consommé, comme c'est clair dans le c. *Gaudemus, De divortiiis*<sup>7768</sup> et le pape ne peut donner de dispense en cela, comme c'est clair dans le c. *Ex publico*<sup>7769</sup>.

C'est pourquoi, Thomas<sup>7770</sup> déclare quelque chose d'étonnant qu'allègue Panormitanus<sup>7771</sup> sur le dit c. *Ex publico*: le pape, par consentement de chacun des deux époux, peut, par son pouvoir absolu, dissoudre un mariage non consommé, pour cette seule cause, mais par son pouvoir ordinaire, il ne le peut pas sans cause. Et avec ce docteur, aujourd'hui, les canonistes passent outre, et avec eux facilement je passerai outre sur cette matière, au tribunal de la conscience. Mais si le mariage a été consommé entre incroyants, dans ce cas le pape ne peut donner de dispense, parce que puisque le mariage a été consommé, il reposerait sur ce fait, 32, q. 5, *Si Paulus*<sup>7772</sup> et Loi *In bello, § In pace, ff. De captivis*.<sup>7773</sup>

Deuxièmement, on peut comprendre que les époux soient seulement séparés quant à la couche et quant à l'habitation et dans ce cas ils peuvent être séparés pour cinq raisons:

actes d'impuissance,

de délit ou de faute,

d'infirmité ou de lèpre,

d'errance vagabonde,

de sainteté ou de pureté..

Du premier cas, on a parlé plus haut à l'empêchement Cinq.

Du second, j'ai parlé dans l'arbre du mariage.

De même, au même endroit, j'ai parlé du troisième cas, du lépreux.

Il reste donc à parler maintenant du quatrième et du cinquième cas.

---

7767Quatrième article: la sortie du jardin de mariage, annoncé en 95r.

7768X, 4, 19, 8

7769X, 3 (*De converssione conjugatorum*), 32, 7

7770THOMAS, in IV,d 27, q 2, s 5 (p 480): Thomas déclare que deux fiancés peuvent se libérer mutuellement de leurs fiançailles; il signale cependant que ce cas n'est pas accepté par tous et invoque INNOCENTIUS III, *De sponsalibus, c. Praeterea*: X, 4, 1, 2.

7771PANORMITANUS, *Super Decretalium quartum librum*

7772Décret, C 32, q 5, c 11

7773Digeste, 49, 15, 5, 2

Remarque concernant les épouses.

Pour le quatrième cas, je demande si une épouse est tenue de suivre son mari qui va dans un autre pays. Je réponds que non si elle a un doute probable concernant sa propre mort, ou parce qu'il voudrait la livrer à la prostitution, ou si l'époux voulait errer comme un vagabond alors cependant qu'il ne le faisait pas au moment où il a contracté mariage.

Dans ces cas elle n'est pas tenue de le suivre; sinon, oui.

Les docteurs notent ceci sur le dit

[fol. 106v]

c. *De illis, De sponsalibus*<sup>7774</sup>, et le c. 1, *De conjugio leprosororum*.<sup>7775</sup>

K.

Du cinquième point, pour qu'il soit compris complètement parce qu'il sert souvent aux confesseurs, je parle en suivant Panormitanus sur le c. 1, *De conversione conjugatorum*<sup>7776</sup>, après Joannes Andreae et Calderinus. Ou bien en effet, le mariage n'a pas été consommé ou il l'a été.

Premier cas: ou l'un des deux époux veut entrer en religion en faisant profession, et alors il peut le faire, même malgré son épouse, comme dans le c. *Verum* et le c. *Ex publico, Décrétales*, à ce titre<sup>7777</sup>. Ou il veut faire vœu de continence ou entrer dans un monastère sans faire profession, et alors il ne peut pas sans l'accord de son épouse, comme au dit c. *Ex publico*. Ou il veut accéder aux ordres sacrés, et on tient en commun qu'il ne peut pas, sans l'accord de son épouse. Donc, dans ce cas, il est déferé à un monastère plutôt qu'à un ordre sacré, parce que, par l'entrée en religion, un mariage non consommé est annulé, mais pas par la réception d'un ordre sacré, comme on le trouve dans l'*Extravagante* de Jean XXII, qui commence par *Antique*<sup>7778</sup>.

Mais si le mariage a été consommé et qu'alors les époux veulent faire vœu de continence sans changer de statut<sup>7779</sup>, ils le peuvent et de tels mariages sont appelés mariages plus saints, comme dans le c. *Quod Deo pari*, 33, q. 5<sup>7780</sup>. Ou l'un des deux

---

7774X, 4, 1, 5

7775X, 4, 8, 1

7776X, 3, 32, 1 (Si un homme fait profession avec permission de sa femme, et si la femme suspecte, ne fait pas vœu de continence ni n'entre en religion, l'évêque rend le mari à l'épouse).

7777X, 3, 32, 2 (*Verum*) et 7 (*Ex publico*)

7778*Extravag Joan XXII*, 6, c. unique

7779En restant mariés

7780*Décret*, C 33, q 5, c 4

seulement veut prononcer des vœux et il le peut à son préjudice, non au préjudice de l'autre conjoint. Il ne peut donc exiger le dû matrimonial, mais est tenu de le rendre. Et si l'un a donné son consentement à l'autre, celui qui consent n'est pas obligé selon Innocentius de ne pouvoir exiger le dû matrimonial, sauf si lui-même aussi avait voulu ne pas l'exiger. En effet si les deux ont prononcé des vœux, aucun des deux n'est tenu de rendre le dû, comme dans le c. *Quod Deo pari*, et c'est noté sur le chapitre *Carissimus, Décrétales*, au même titre<sup>7781</sup>.

Ou ils veulent changer de statut et ceci de plusieurs façons: ou le mari veut devenir évêque, et alors il est requis que l'épouse entre en religion même si elle n'est soupçonnée de non continence, comme au c. *Sane, Décrétales* à ce titre<sup>7782</sup>, et c'est un cas particulier.

Ou il veut être promu aux ordres sacrés, et alors si l'épouse est soupçonnée de ne pouvoir être chaste, elle doit entrer dans un monastère. Autrement, si elle n'est pas soupçonnée, il suffit qu'elle fasse vœu de continence en restant dans le siècle, comme au c. *Conjugatus, Décrétales*, au même titre<sup>7783</sup>.

Ou l'un des deux veut entrer en religion, et alors si l'autre a commis un adultère, celui qui veut entrer en religion peut le faire malgré l'autre, comme au canon *Agathosa, 27, q. 2*<sup>7784</sup>, parce qu'en commettant un adultère, il a perdu le droit qu'il avait sur l'autre quant au service mutuel.

Ou l'autre n'a pas commis d'adultère et alors il entre en religion; l'autre l'ignorant, ou le sachant et s'y opposant, ou s'en moquant, ou consentant par crainte ou par ruse; ou bien, l'autre a consenti librement sans faire de vœu, ou il consent en prononçant un vœu de continence.

Dans le premier cas: quand il est entré en religion sans que l'autre soit au courant, il peut être renvoyé à la demande de celui qui n'était pas au courant, comme au c. *Placet, Décrétales*, à ce titre<sup>7785</sup>. Si l'autre est au courant et s'y oppose, il faut dire de même, comme au c. *Quidam, Décrétales*, au même titre<sup>7786</sup>.

Cependant, si celui qui était au courant n'a pas rappelé le profès pendant sa vie, après la mort de celui qui est resté dans le siècle, selon Calderinus<sup>7787</sup>, le profès ne peut sortir du monastère, comme au c. *Consuluit*<sup>7788</sup>. Et Calderinus dit de même pour les cas

---

7781X, 3, 32, 11

7782X, 3, 32, 6

7783X, 3, 32, 5

7784Décret,C 27, q 2, c 21

7785X, 3, 32, 12.

7786X, 3, 32, 3.

7787CALDERINUS, *In Decretales*

7788X, 3, 32, 10. Gabriel Maria organise un classement par cas des canons des *Décrétales*.

précédents et suivants dans lesquels un rappel du conjoint peut avoir lieu. Si en effet il n'est pas rappelé pendant la vie de son épouse, il ne peut, une fois entré en religion, après la mort de celle-ci, sortir du monastère, parce qu'a cessé la cause qui invalidait son entrée. Tiens cette position, quoiqu'Innocentius<sup>7789</sup> ait varié sur le dit c. *Quidam*.

Ou l'autre a donné son consentement malgré lui, il y a alors rappel à sa demande, comme dans le c. *Accedens, Décrétales*, à ce titre<sup>7790</sup>. De même, s'il a consenti à cause d'une tromperie, par l'argument du chapitre *Veniens, Décrétales*, à ce titre<sup>7791</sup>.

Mais s'il a consenti de lui-même à l'entrée de l'autre, sans émettre cependant de vœu de chasteté, alors il y a plusieurs opinions. En effet certains, comme Abbas<sup>7792</sup> et Innocentius sur le dit c. *Quidam*, veulent que si celui qui reste dans le siècle est jeune, celui qui est entré en religion doit être rappelé à sa demande. Calderinus soutient que c'est seulement par l'office d'un juge, ce avec quoi Panormitanus<sup>7793</sup> est d'accord. En effet, en donnant son consentement, il a renoncé au droit qu'il avait sur l'autre. Il ne peut donc plus agir mais que le juge, par son office, pour que ne soit pas commis d'adultère par celui qui reste dans le siècle, fasse sortir l'autre du monastère. Et Panormitanus croit que, dans ce cas, c'est véritablement un religieux parce que l'épouse a donné son consentement. C'est pourquoi, après la mort de l'épouse, il est forcé de revenir dans son monastère. Et Panormitanus croit que, si celui qui donne l'autorisation connaît le droit, alors ce retour (au conjoint) ne se fera pas, parce qu'en donnant son autorisation il semble faire un vœu tacite, comme c'est noté dans les règles alléguées plus haut.

Ou il a consenti à l'entrée de l'autre en promettant la continence, et si c'est un vieillard qui consent, l'autre peut entrer en religion, à la suite de quoi l'un restera dans le siècle, l'autre dans un monastère, comme au c. *Cum sis* et au c. *Uxoratus* et c. *Ad apostolicam*<sup>7794</sup>. Si celui qui reste dans le siècle est jeune

[fol. 107r]

et si on peut le soupçonner de n'être pas continent, alors le supérieur ne doit pas souffrir que l'un entre en religion si l'autre n'y entre pas.

Mais si, de fait, celui qui a promis entre, l'entrée tient, selon tout le monde, parce que la profession d'un conjoint ne fait pas partie de la substance de la profession de l'autre<sup>7795</sup>,

---

7789INNOCENTIUS IV, sur X, 3, 32, 3

7790X, 3, 32, 17: cas où l'épouse a donné son autorisation parce qu'elle a été maltraitée.

7791X, 3, 32, 16

7792ABBAS, sur X, 3, 32, 3.

7793PANORMITANUS, *Super Decretalium*

7794X, 3, 32, 4 (*Cum sis*), 8 (*Uxoratus*), 13 (*Ad apostolicam*)

7795Je pense que cela signifie qu'il y aura deux engagements, bien que les époux soient une seule chair: une profession et une entrée au monastère pour celui qui ne veut pas professer. Ce dernier ne peut être forcé à faire profession, mais bien à entrer, parce que suspect d'absence de chasteté. Se pose ensuite la question de savoir s'il doit faire profession.

comme Fredericus<sup>7796</sup> le soutient pour le chapitre *Significavit, Décrétales*, à ce titre<sup>7797</sup>, mais celui qui reste dans le siècle, du fait qu'il est soupçonné et fait vœu, est obligé d'entrer au monastère, comme au dit c. *Significavit*.

L. Mais est-il tenu de faire profession?

Sur ce point il y a plusieurs opinions: Innocentius tient qu'il n'est pas obligé de faire profession, mais il doit être enfermé dans un monastère pour être écarté de l'errance, parce que sans consentement propre, personne n'est forcé de prononcer des vœux, 32, q. 1, *Integritas*<sup>7798</sup>.

Hostiensis<sup>7799</sup> soutient le contraire, parce que n'est pas licite la communauté dans un monastère des profès et des non profès; parce que, de plus, en faisant vœu, il s'est obligé tacitement à devenir religieux du fait qu'il ne peut rester dans le siècle sans être soupçonné de n'être pas chaste.

Joannes Calderinus<sup>7800</sup> dit que de façon assez juste on peut faire une distinction: ou il a fait vœu d'entrer en religion et il est forcé de faire profession, 33, q. 5, *Qui uxorem*<sup>7801</sup>; ou il ne connaissait pas le droit et il est tel que l'ignorance du droit l'excuse: par exemple, un soldat, une femme, un agriculteur ne sont pas obligés de faire profession, mais d'être dans un monastère; ou il n'a pas fait vœu, et alors il n'est pas forcé de faire profession.

Ce que j'ai dit pour la femme, certains ne l'admettent pas, parce que par ignorance du droit une femme n'est pas excusée plus que des hommes, sauf dans des cas exprimés par le droit, vu qu'il y a un texte assez connu dans la loi finale, *C. De juris et facti ignorantia*<sup>7802</sup>. Cependant Panormitanus préfère l'avis de Calderinus, par l'argument du dit c. 1, *Décrétales*, à ce titre<sup>7803</sup>, et de ce qui a été dit plus haut. Nous voyons, en effet, que la femme en donnant seulement la permission, n'est pas contrainte à la continence, comme le dit le c.1, mais il en est autrement pour l'homme comme au dit c. *Qui uxorem*.

En effet ce texte ne dit pas que le mari de celle-ci a fait vœu de continence, mais qu'il a seulement permis d'entrer dans un monastère, et pour cela, il est tenu lui aussi d'entrer parce qu'il est jeune et suspect de ne pouvoir garder la continence<sup>7804</sup>. Panormitanus le

---

7796FREDERICUS, *Consilia*

7797X, 3, 32, 18

7798Décret, C 32, q1, c 13

7799HOSTIENSIS, *Summa*

7800JOANNES CALDERINUS, *Repertorium juris*

7801 *Décret*, C 33, q 5, c 10

7802 *Codex J*, 1, 18, 13

7803JOANNES CALDERINUS sur X, 3, 32, 1

7804Si je comprends bien, au final, il n'y aura obligation de profession que s'il y a eu un vœu d'entrer en religion



note pour le dit c. 1<sup>7805</sup>.

Panormitanus<sup>7806</sup> note aussi sur le dit c. *Quidam*<sup>7807</sup>, que si quelqu'un est entré en religion, même en faisant profession, malgré sa femme, et s'il lui a été ensuite restitué, il n'est pas ensuite obligé, sa femme morte, d'entrer au monastère. Cependant il ne doit pas contracter de mariage; s'il le fait, le mariage tient, mais il pèche mortellement. Si cependant pendant la vie de l'épouse, elle ne le rappelle pas, il ne peut sortir après la mort de celle-ci, comme on l'a dit plus haut. Panormitanus en infère, sur le dit c. *Quidam*, que la glose ici se trompe parce qu'elle dit qu'il pèche mortellement s'il n'a pas parachevé son vœu après la mort de sa femme. En effet, respectivement à son entrée dans un monastère, son vœu fut nul, puisqu'alors il n'avait pas un consentement lui permettant de s'obliger. Donc son consentement est de nouveau requis. Et Panormitanus préfère cette opinion à celle de Maître Antonius<sup>7808</sup>, qui dit qu'il est plus sûr de tenir que le mariage de celui-ci ne tient pas après la mort de sa femme, parce que, quoique ce vœu soit dit vœu simple, cependant puisqu'il fut défini pour un ordre approuvé précis, il semble être solennisé<sup>7809</sup>; ainsi on pourrait limiter le vœu d'après lui, au chapitre unique *De voto*, *Sexte*<sup>7810</sup>, pour qu'on le comprenne d'après le vœu complètement simple, non déterminé en vue d'un ordre précis; mais Panormitanus n'est pas d'accord parce que le dit chapitre demande que le vœu de celui qui le prononce soit solennisé «par une profession tacite ou expresse» et ainsi il est demandé que celui qui prononce le vœu soit fait religieux, sinon le pape aurait ordonné qu'après la mort de l'épouse on doive le forcer à regagner un monastère, comme le fait le c. *Ex parte*, *Décrétales*, à ce titre<sup>7811</sup>.

Cependant il faudrait parler autrement si la femme avait donné l'autorisation à son mari d'entrer en religion, car alors l'entrée tiendrait, comme on l'a dit;

mais si elle ne s'est pas opposée, si elle s'en est désintéressée et n'a pas rappelé son mari, à juste titre, après la mort de l'épouse, le mari ne peut revenir au siècle; et, dans le premier de ces cas où la femme s'est opposée et a rappelé son mari, l'obligation a cessé, s'il y en avait une avec un monastère.

---

7805PANORMITANUS sur X, 3, 32, 1

7806On passe au cas où l'homme a fait profession, sans autorisation de sa femme La juxtaposition de la profession monastique et du mariage pose un problème, auquel se présentent plusieurs solutions: le vœu d'entrer est nul; après la mort de l'épouse, il n'y a plus de mariage, solution proposée parce que le vœu simple peut être devenu solennel, à moins que l'on dise alors que ce vœu doit être interprété comme un vœu simple, indéterminé... malheureusement, le *De voto*, ne peut supporter cette déformation, et qui dit vœu solennel, dit profession obligatoire. La solution adoptée est celle que le vœu était nul puisque l'épouse n'y a pas donné son consentement. A la fin de cette partie, sont évoqués les cas qui ne font pas difficulté: la profession quand l'épouse l'autorise, quand elle laisse faire sans rappeler son mari, et quand elle s'oppose et le rappelle.

7807PANORMITANUS sur X, 3, 32, 3

7808DOMINUS ANTONIUS, *Commentaria*

7809Le vœu solennel annule le mariage contracté; le mari n'aurait donc pas d'obligation.

7810VI, 3, 15

7811X, 3, 32, 9

### M. Suite: le péché de colère.

La colère est «la perturbation d'une âme excitée», *De Penitentia*, d. 3, § *Productior*<sup>7812</sup>, et elle fait commettre des actes qu'ensuite l'homme d'habitude regrette, comme on le dit 11, q. 3, *Cum apud*<sup>7813</sup>.

Elle est définie en commun par les théologiens comme un appétit désordonné de vengeance, contre la parole de l'apôtre, *Romains*<sup>7814</sup>: «Ne vous défendez pas, très aimés, mais donnez place à la colère.» Et on la trouve en 23, q. 1, § 1.<sup>7815</sup>

Mais il y a deux colères selon Alexander<sup>7816</sup>: une par laquelle nous sommes en colère contre une faute et on l'appelle colère par zèle, une autre par laquelle nous sommes en colère par une passion et on l'appelle colère par vice<sup>7817</sup>.

Sur ce péché comme je l'ai fait pour les autres, je poserai une triple partie dans laquelle seront contenues les transgressions, à partir de laquelle on pourra

[fol. 107v]

donner forme aux questions ou aux examens.

Deuxièmement je poserai des propositions à partir desquelles on pourra donner des jugements et des réponses. Mais il faut remarquer que, vu que la matière du cinquième commandement et celle des péchés de colère et d'envie sont assez liées, pour ces trois sujets ensemble est posée une unique triple partie; cependant son premier membre peut assez convenablement être appliqué à la colère, le second à l'envie, le troisième au cinquième commandement, comme c'est clair pour qui les considère, quoique le premier membre puisse valoir pour l'envie et le second pour la colère.<sup>7818</sup>

N. Premier article: comment quelqu'un peut-il pécher mortellement par colère?

Pour le premier article, il faut savoir, sans redire les propositions ce que j'ai énoncées ailleurs, que dans le péché de colère on peut pécher mortellement de trois façons:

en haïssant de cœur,

en médissant de bouche,

en blessant de corps.

Et conformément à cela le pécheur doit être examiné comme suit: «A-t-il gardé dans son cœur le souvenir d'une injustice? Etc....»

Second article: comment quelqu'un pèche-t-il mortellement par haine?

---

7812*De Pen*, D 3, c. 1

7813*Décret*, C 11, q 3, c 69

7814*Rom*, 12,19

7815*Décret*, C 23, q 1, § 1.

7816ALEXANDER, *Summa theologica*

7817THOMAS, II-II, q 158, a 1, s'appuyant sur GREGORIUS, *Moral.*, V, 45.

7818On retrouve la difficulté de ce genre de somme: le plan.

Pour le second article, il y aura une première proposition sur la haine, une seconde sur la médisance, une troisième sur la blessure. Et avant la proposition, voici deux prémisses: la première est de saint Bonaventura<sup>7819</sup> et de Scotus<sup>7820</sup>, III, d. 30. Scotus, donc, parlant de l'amour du prochain, de quelle façon il est un commandement, dit qu'il peut être compris positivement ou comme interdiction et le propos de Bonaventura revient au même: qu'il y a deux dispositions, une qui est d'absence de nuisance, que Scot appelle «d'interdiction», parce que l'homme est obligé de ne pas vouloir de mal au prochain, mais de retenir cet acte et ainsi nous ne ferons pas de mal<sup>7821</sup> au prochain; l'autre est une disposition de bienveillance ou de bienfaisance, que Scotus définit comme «positive»: quand on choisit un acte bon et qu'on fait du bien au prochain. Scotus dit ensuite que les commandements affirmatifs, comme celui sur l'amour du prochain, obligent plus à ne pas faire ce qui leur est contraire qu'à choisir les actes qui leur sont propres. Exemple: je suis plus obligé à ne pas faire du mal au prochain, ou à ne pas le léser, ce qui est l'opposé du susdit précepte, qu'à lui faire du bien ou à l'aimer, ce qui est l'acte propre à ce précepte. De l'acte positif, j'ai parlé plus haut, à propos du péché d'avarice<sup>7822</sup>, quand quelqu'un est tenu de faire l'aumône; il me suffit donc, maintenant, de parler de la haine.

Deuxièmement, je pose préalablement qu'il y a trois sortes de biens:

spirituels,

corporels,

temporels.

Est appelé «bien spirituel» la béatitude et tout ce qui est nécessaire pour l'acquérir comme la grâce et les vertus.

Le bien corporel n'est ici compris que de la vie du corps; donc: la santé, l'élégance de la stature, la beauté, les richesses et ce qui est de ce genre. Tous ces biens sont de la troisième sorte par le genre: ce sont des biens temporels.

Sur les trois biens, il y a trois propositions particulières.

La première, sur le premier bien, est celle-ci:

Tout homme qui a un acte de non-vouloir, c'est-à-dire qui souhaite que son prochain en route vers le Ciel n'aie pas les premiers biens, commet un péché mortel. Il s'ensuit corrélativement qu'ils commettent un péché mortel ceux qui délibérément donnent au

---

7819BONAVENTURA, III, d 30

7820SCOTUS, III, d 30, q unique sur l'amour de l'ennemi (tome 15, p 396 sq): «on peut parler d'amour, positivement en choisissant l'acte, ou négativement en empêchant l'acte contraire».

7821*Innocentes erga proximum*

7822Fol. 91, O

diable leurs ennemis et souhaitent que le diable les emporte et font des actes de ce genre.

Seconde proposition sur le second bien:

Personne ne peut de façon absolue vouloir la mort de qui que ce soit, même d'un tyran, d'un persécuteur ou d'un ennemi; il le peut seulement sous condition; autrement c'est un péché mortel. Et Scotus<sup>7823</sup> pose deux conditions qu'il tire d'une lettre de sainte Anastasie qu'elle a envoyée à saint Chrysogone<sup>7824</sup>: elle souhaitait la mort de son mari, non de façon absolue, mais à une double condition: si Dieu prévoyait qu'il persévérerait finalement (dans l'incroyance), ou pour n'être pas un obstacle pour les croyants catholiques, en ajoutant maux sur maux, pour lesquels il serait puni plus durement en Enfer. Certains divisent ce dernier point en deux: «être puni plus durement» pour l'un et «être un empêchement pour les chrétiens» pour le reste.

De cette proposition<sup>7825</sup>, je déduis que les femmes qui voudraient que soient morts leurs maris, et réciproquement, font un péché mortel. Et dis toujours de même à l'égard de soi-même quand on voudrait être mort et des souhaits de ce genre.

Deuxièmement, je déduis qu'un juge ou n'importe quel exécuter de la loi peut vouloir de façon absolue non la mort des accusés mais la contrition accompagnée de tristesse. Scotus le dit (Vois plus haut).<sup>7826</sup>

Troisième proposition.

Pour le troisième bien, quelqu'un peut, aussi bien pour lui que pour d'autres, sans péché, ne pas vouloir les biens temporels, par exemple pour mériter un plus haut degré de gloire par leur absence, comme cela est clair pour ceux qui font vœu de pauvreté, ou pour que soit ôté un obstacle, parce que quelqu'un à cause de la richesse ou de la beauté fait beaucoup de péchés; donc, sans péché je peux vouloir que quelqu'un n'ait pas de tels biens<sup>7827</sup>. Cependant, vouloir par désir de vengeance ou par raison d'inimitié un notable dommage pour le prochain, dans ce genre de volonté il y a un péché mortel, parce que c'est opposé à la charité.

Et j'en déduis qu'ils font un péché mortel ceux qui se réjouissent de la perte des biens temporels de leur ennemi, de sa maladie ou de maux de ce genre, sauf s'ils le font pour une des deux causes susdites.

Et par ces propos, on voit clairement comment, avec la colère et les actes de ce genre, on

---

7823SCOTUS, III, d 30

7824NICEPHORUS, *Nicephori Callisti Xanthopuli...Ecclesiasticae Historiae*, livre 15 dans l'édition utilisée.

7825Celle qui concerne un souhait inconditionnel de mort.

7826SCOTUS, III, d 30

7827On peut penser au conseil du Christ au jeune homme riche.*Marc*, 10,17 sq

touche

[fol. 108r]

à l'envie à cause de laquelle Caïn tua Abel, *Genèse*<sup>7828</sup> et dist. 25, c. 3<sup>7829</sup>.

L'envie, selon Damascenus, livre II<sup>7830</sup>, est une douleur ou une «tristesse due aux biens d'autrui», et ceci, comme le dit le Philosophe, II, *Rhétorique*<sup>7831</sup>, en ce que le bien d'autrui est perçu «comme diminuant notre propre excellence et gloire»: et ainsi l'envie en elle-même apparaît mortelle, parce qu'elle semble directement opposée à la charité qui se réjouit de bien du prochain et souffre de son mal.

Sur un doute.

Mais ici je demande, à propos des signes de colère: quelqu'un est-il tenu de montrer des signes d'amitié à son ennemi? Quant à ce genre de signes, quoique l'opinion qu'expose Ricardus, IV, d. 20<sup>7832</sup>, soit très probable (il soutient qu'on n'est pas tenu de montrer des signes d'amour à un ennemi si ce n'est après qu'il a demandé pardon), je dis que semble plus sûre pour la conscience l'opinion de Thomas<sup>7833</sup> et d'Alexander<sup>7834</sup> qui se trouve dans une distinction avec une double proposition.

Cette distinction est qu'il y a deux sortes de signes:

certain, proches; et certains montrent un probable soupçon de rancœur, comme lorsque quelqu'un ne veut jamais parler à celui qui lui fait du mal ou, quand il le rencontre, change de chemin, ou le regarde avec un visage mauvais, et des conduites de ce genre. D'autres sont des signes éloignés, comme ne pas fréquenter amicalement, ne pas se rendre mutuellement service, ou ne se fréquenter que rarement et des conduites de ce genre.

Note.

Je pose alors deux propositions.

Première proposition.

La première :

---

7828*Gen*, 4, 8

7829*Décret*, d 25, c 3: Pars 3(suggestion).

7830DAMASCENUS, Livre 2: *De fide orth.* II, 14 (selon THOMAS, II-II q. 36)

7831GILBERT NICOLAS suit THOMAS, II-II q. 36, a 1, où il est question de savoir si l'envie est une tristesse, les autorités citées étant DAMASCENUS et ARISTOTE. THOMAS adopte la définition de II *Rhétorique*, X, 4.

7832RICARDUS, IV, d 20

7833THOMAS, II-II, q 35, a 4 et IV, d 42,q 2, a 3 (sur la rancœur)

7834ALEXANDER, *Summa theologian*

Il n'est permis à personne, de quelque façon qu'il ait été victime, de conserver des signes proches de rancune, avant satisfaction ou après, parce qu'il faut s'abstenir de toute espèce de mal. Par de tels signes en effet se montre clairement la haine. L'établit le c. 3, *De regulis juris, Décrétales*<sup>7835</sup>, et la Loi *Dolum, C. De dolo*<sup>7836</sup>.  
Vois ce qui est noté sur le c. *Cum Adrianus*, d. 63<sup>7837</sup>, où la glose veut que quand quelqu'un ne salue pas une autre personne, on présume qu'il est son ennemi, glose que Panormitanus<sup>7838</sup> limite, au c. *Repellantur, De accusationibus*<sup>7839</sup>, en disant que c'est vrai quand on avait l'habitude de saluer.

Seconde proposition.

Personne n'est tenu, avant satisfaction ou après, de montrer les signes éloignés de la rancune, quoique je pense qu'il fasse un péché véniel celui qui ne se conduit pas amicalement avec celui qui lui a dit une injure, après qu'il a demandé pardon et a donné satisfaction autant que possible, sauf s'il agissait ainsi pour connaître sa faute plus et mieux ou pour vivre mieux dans la paix. Et remarque, selon cette opinion, que par la demande de pardon celui qui a été victime n'est obligé en rien ni à plus ni à moins, sauf éventuellement par raison de scandale. Et si tu disais: donc celui qui a demandé pardon a perdu sa peine, je dis que non, parce que quoique celui qui a demandé pardon soit tenu de lui montrer des signes amicaux, cependant, quant à Dieu et quant à sa conscience, il a été libéré et ne l'a pas été avant sa demande de pardon. Note-le.

O. Seconde proposition principale: la malédiction.

La seconde proposition portera sur la malédiction.

Pour la comprendre, il faut savoir que parfois elle est prise au sens large pour le blasphème, comme dans le c. *Statuimus, Décrétales*, à ce titre<sup>7840</sup>, comme, au contraire, le blasphème est pris pour la malédiction, au sens vulgaire.

Mais à proprement parler, selon Thomas, II-II, q. 76, a. 1<sup>7841</sup>, «maudire est la même chose que mal dire». Or dire mal nous le pouvons

en jugeant,

en commandant,

en souhaitant.

Premièrement les diffamateurs sont appelés médisants, parce qu'ils jugent les maux des

---

7835X, 5, 41, 3

7836*Codex J*, 2, 20, 6 (*De dolomalo*)

7837*Décret*, D 63, c 29

7838PANORMITANUS, sur X, 5, 1, 7

7839X, 5, 1, 7

7840X, 5, 26 (*De maledicis*), 2

7841THOMAS, II-II, q 76, a 1

autres. On comprend *Lévitique*, c. 19<sup>7842</sup>, «Tu ne diras pas du mal d'un muet», comme: tu ne dénigreras pas l'absent.

De la seconde façon, Dieu dit le mal ainsi que le juge qui punit quelqu'un en l'excommuniant et donne des sanctions de ce genre.

De la troisième façon, c'est souhaiter du mal à un autre. Toutes ces façons conviennent à notre propos, mais de l'excommunication, j'ai parlé plus haut en seconde partie<sup>7843</sup> et je dirai certaines choses plus bas en troisième partie<sup>7844</sup>.

Ici je parlerai seulement de deux façons: mal dire en jugeant et en souhaitant.

En ce qui concerne le mal en jugeant, que l'on appelle diffamation, il semble que ce soit un péché mortel par lui-même. L'établissent le c. *Accusatio*, 2, q. 7<sup>7845</sup>, le c. *Nemo peritorum*, 11, q. 3<sup>7846</sup>, le c. *Homicidiorum, De penitentia*, première distinction<sup>7847</sup>, et le canon *Clericus*, distinction 46<sup>7848</sup>.

Je dis cependant que cela est vrai quand c'est de raison délibérée et au sujet d'un bien important.

De la diffamation, de l'injure et du chuchotement.

De la diffamation, de l'injure, du chuchotement, le confesseur, premièrement, doit être attentif à ce qu'ont dit Alexander<sup>7849</sup> et Thomas<sup>7850</sup>: tous les vices en paroles énoncés plus haut, doivent être jugés surtout selon l'intention de celui qui parle: donc, pour que le confesseur sache quand il y a péché mortel, qu'il revienne toujours à l'intention.

Deuxièmement qu'il considère en ce péché non seulement la faute mais la réparation, ce que ne font pas certains confesseurs simples en donnant l'absolution indistinctement, sans demander de satisfaction, aux médisants de ce genre, au péril de leurs âmes. Note cependant que cette réparation est obligatoire

[fol. 108v]

quand c'est quelque chose d'important, que c'est récent, et que la parole a donné lieu à un effet, comme on l'a dit plus haut dans le Denier des détracteurs<sup>7851</sup>;

mais ici je ne parle que de la faute. Et pour reconnaître ce genre de faute, je pose d'abord

---

7842*Lévitique*, 19, 14.

7843Fol 60, E

7844Fol 119r, A, B

7845*Décret*, C 2, q 7, c15

7846*Décret*, C 11, q 3, c 81

7847*De Poen*, D 1, c 24

7848*Décret*, D 46, c5

7849ALEXANDER, *Summa theologica* (II-II, *tractatu Detractionis*, d'après ANGELUS, *Detractatio*)

7850THOMAS, II-II, q 73: la diffamation; q. 74: la médisance; q.76: la malédiction. THOMAS traite aussi de l'injure (q. 72) et de la moquerie (q. 75), pour les injustices par paroles.

7851Fol 14, Z

une double distinction que je tire de ce que disent Thomas<sup>7852</sup>, Alexander et Scotus<sup>7853</sup>, et, dans la seconde distinction<sup>7854</sup>, on verra clairement la faute.

Donc, la première distinction est celle-ci:

la diffamation est double, premièrement directe, deuxièmement indirecte.

La directe est quintuple, l'indirecte triple; il y a ainsi huit modes de diffamation:

Les modes de diffamation directe.

Celui qui déforme,

Celui qui invente,

Celui qui rend hommage,

Celui qui augmente,

Celui qui rend public,

Les modes de diffamation indirecte.

Celui qui cache,

Celui qui nie,

Celui qui calomnie.

Le premier donc «déforme<sup>7855</sup> quand le diffamateur dit le bien fait mais avec une mauvaise intention ou parce qu'un grand nombre de scandales et des choses de ce genre ont suivi; contre cela: C. 11, q. 3, c. *Vae qui dicitis*<sup>7856</sup>.»

Le second est appelé «d'invention quand on attribue de faux crimes, que les modes précédents<sup>7857</sup> soient mis en œuvre par des paroles claires ou obscures, par des signes ou des lettres ou par un autre moyen équivalent, parce que nous parlons et par des actes et par des signes, *De Sponsalibus, Cum apud, et c. Tuae*<sup>7858e</sup>.»

Le troisième «rend hommage en mêlant le mal au bien comme cela arrive communément quand on dit d'abord le bien et qu'ensuite on ajoute le mal et les critiques de ce genre.»

Le quatrième «augmente en ajoutant ou en aggravant un fait par la façon de parler.

Le cinquième rend public en révélant des péchés cachés, à ceux à qui il ne doit pas le faire ou selon un ordre selon lequel il ne le doit pas». Cela pour la diffamation directe.

Voici ensuite l'indirecte:

«Le premier mode est celui qui cache, quand on ne veut pas publier ce qu'on doit nécessairement manifester pour l'honneur et le salut des âmes.

C'est pourquoi Gilbertus déclare: «tu commets un vol grave quand tu passes sous silence

---

7852THOMAS, II-II,q 73

7853SCOTUS, IV, d 15, q 4

7854*De Penitentia*, D. 2.

7855 ANGELUS, *Detractio*, § 1, pour sept modes, sauf le huitième et dernier.

7856*Décret*, 11, q 3, c 59.

7857*Predicti modi* renvoie au premier mode et au second.

7858X, 4, 1, 23 et 25. Les chapitres parlent de l'engagement au mariage, par la parole ou les signes.



la vraie gloire d'autrui, même si tu ne la corromps pas par le mensonge.»<sup>7859</sup>

Le second est «celui qui nie, quand on nie sciemment la bonté de l'autre, en disant par exemple qu'il n'est pas vrai qu'un tel soit bon.»

Le troisième est calomnieux, quand quelqu'un est accusé de façon vraie pour un crime au tribunal parce qu'il a commis l'acte et qu'il dit qu'il ne l'a pas commis, parce que sa dénégation désigne l'accusateur comme calomniateur.

La seconde distinction est que quelqu'un est appelé «diffamateur»<sup>7860</sup> de trois façons: Première façon, seulement formellement, quand celui qui parle (cache et nie)<sup>7861</sup>, dit certaines choses qui d'elles mêmes ne déshonorent pas le prochain, mais il les tient avec l'intention de diffamer notablement et un tel détracteur fait toujours un péché mortel. L'établit le c. *Cum Voluntate, De Sententia excommunicationis*<sup>7862</sup>, avec le chapitre suivant. Cependant il n'est pas tenu de réparer la renommée.

De la seconde façon on dit que quelqu'un est un diffamateur seulement matériellement. C'est celui qui, sans intention de déshonorer, mais par bavardage ou d'une autre façon indue, ou en cachant et en niant, prononce des paroles qui déshonorent le prochain. Et si une telle dissimulation ou négation par elle-même est infamante, par exemple parce qu'elles sont contre l'honnêteté de la vie et des mœurs», (vois chaque cas dans les *Dialogues* d'Ockham, livre 7, première partie, c. 25<sup>7863</sup>), «et si, chez celui ou chez ceux à qui il cache ou nie etc... s'ensuit le déshonneur du prochain qu'il a ainsi diffamé, il fait alors un péché mortel par l'argument du *Sepe contingit*<sup>7864</sup> et du canon *Hii qui*, d. 50<sup>7865</sup>. Mais si de tels propos ne sont pas diffamatoires en eux-mêmes, par exemple parce qu'on peut les comprendre autant d'une faute vénielle que mortelle, comme lorsque quelqu'un dit: un tel se montre important<sup>7866</sup>, est orgueilleux, un autre est avare, colérique etc, actes qui peuvent être pris autant pour des premiers mouvements qui sont des péchés véniels que pour des péchés mortels, alors celui qui tient de tels propos par bavardage ne fait pas de péché mortel, parce que si les prochains en l'entendant se scandalisaient,

il faudrait leur imputer le péché mortel puisqu'ils agissent contre ce chapitre: «Soyez

---

7859 GILBERTUS PORRETANUS: hypothèse

7860 ANGELUS, *Detractio*, § 2

7861 Il y a, à chaque fois, trois façons d'agir: parler en mal, mais aussi cacher le bien ou nier son existence.

7862 X, 5, 39, 54 Le rapport n'est pas évident si ce n'est par le début du chapitre: «Puisque nous distinguons les méfaits selon la volonté ou le propos...».

7863 OCKHAM, *Dialogi*, VII, 1, c 25

7864 X, 2, 13, 18

7865 *Décret*, D 50, c 69

7866 *Magnus*. Je n'ai pas trouvé de sens véritablement négatif pour cet adjectif.

miséricordieux», *De regulis juris*<sup>7867</sup>, puisqu'ils devraient interpréter dans le sens de la meilleure part. Il faut dire la même chose pour ce qui est de peu d'importance, par exemple les péchés véniels, qui, communément ne sont pas infamants. De même, pour des fautes peu importantes, selon Scotus]<sup>7868</sup>, pour celui qui, par bavardage, dit qu'il a entendu du mal diffamant le prochain, parce qu'un tel acte, par sa nature, ne le prive pas de sa réputation dans l'opinion de celui qui écoute, parce que celui qui lui fait tout de suite confiance est léger de cœur, à condition que le bavard n'ajoute pas quelque chose qui amènerait ses auditeurs à le croire, parce qu'alors il y aurait un péché mortel selon Landulfus<sup>7869</sup>. De même si celui à qui il parle tenait celui que l'on diffame pour un scélérat parce qu'il était déjà déshonoré à ses yeux pour d'autres choses, même s'il ne l'était pas pour ce dernier acte.

D'une troisième façon, on dit que quelqu'un est un diffamateur de façon matérielle et formelle quand il cache ou nie ou tient des propos diffamatoires avec l'intention de diffamer, parce qu'un tel homme, sans aucun doute, fait un péché mortel plus grave que ceux qui volent des biens matériels, 6, q. 1, *Ex merito*, et c. *Deteriores*<sup>7870</sup> .»

P. Celui qui écoute un propos diffamatoire fait-il un péché mortel?

«Celui<sup>7871</sup> qui écoute un propos diffamatoire fait-il un péché mortel?» Voici la réponse que je tire de Thomas, II-II, q. 73<sup>7872</sup>: écouter un propos diffamant est toujours un péché véniel et non mortel sauf dans quatre cas.

Premièrement quand «cela<sup>7873</sup> plaît à celui qui l'entend parce qu'il hait celui que l'on diffame, et dans ce cas il fait un péché égal à celui qui diffame» et parfois plus grand.

[fol. 109r]

C'est pourquoi Bernardus<sup>7874</sup> déclare: Diffamer ou écouter un diffamateur, quel est le plus condamnable, je ne le déciderais pas très facilement. L'établit le c. *Non solum*, 11, q. 3<sup>7875</sup>.

Deuxièmement, quand il incombe à quelqu'un, par son office ou son rang, de corriger un diffamateur, et qu'il ne le fait pas, contre eux, Bernardus déclare: il n'est pas permis que se taise celui à qui il incombe par son office de dénoncer les vices.

Troisièmement, à cause d'un grand danger ou d'un scandale qu'il voit menacer de façon

---

7867X, 5, 41, 2 (Ce qui est douteux doit être interprété en bonne part). Le chapitre commence par une citation de *Luc*, 6, 36 (*Estote ...misericordes*)

7868SCOTUS, IV, d 15, q 4 (d'après ANGELUS).

7869LANDULFUS, *Commentaria in IV*

7870*Décret*, 6, q 1, c 13 et 15

7871ANGELUS, *Detractio*, § 5

7872THOMAS, II-II, q 73, a 4, r.

7873ANGELUS, *Detractio*, § 5

7874BERNARDUS PARMENSIS, *Super Decretalium*

7875*Décret*, C 11 q, 3, c 85

probable à cause d'une telle diffamation, et, cependant, il ne la blâme pas mais l'écoute. Quatrièmement, à cause de la racine, parce que, par exemple, il n'ose pas, par crainte humaine, ne pas écouter le diffamateur, et de cette façon ci, cette crainte est un péché mortel, par exemple, parce qu'elle passe avant l'amour de Dieu et du prochain quand celui qui écoute voit qu'un tel diffamateur se damne ou fait offense, et parce qu'il remarque que s'il n'écoutait pas, le diffamateur ne diffamerait pas.

Cinquièmement, selon Bernardinus dans le *De evangelio eterno*, sermon XX, art. 3<sup>7876</sup>, quand, par exemple, elle conduit à une diffamation mortelle car, comme cela est dit en *Décrétales, De injuriis et dampno dato*<sup>7877</sup>: «Celui qui donne occasion de dommage semble avoir fait le dommage».

Q. Huit excellentes questions.

Mais ici arrivent huit questions tout à fait notables qu'il faut brièvement résoudre.

D'abord on demande: le diffamateur qui ne dit du mal d'un autre qu'à un seul homme, mais ensuite cet homme le rend public à tous, est-il tenu de faire rétractation auprès de tous ou suffit-il seulement de la faire auprès de celui à qui il a parlé en premier?

Je réponds que, s'il a simplement parlé sans induire notablement à tenir de semblables propos en sorte qu'il ne fut pas la cause du péché si on prend «cause» au sens propre, il n'est pas tenu de se rétracter si ce n'est auprès de ceux à qui il a parlé.

Deuxième question: celui que l'on a diffamé peut-il me pardonner de sorte que je sois obligé en outre de faire rétractation devant d'autres à qui j'avais parlé? Je réponds que oui.

Troisième question: le diffamateur qui diffame et qui demande pardon par l'intermédiaire d'une troisième personne a-t-il donné satisfaction? Je réponds que oui, si celui qu'il a diffamé accepte ou si un danger menaçait le diffamateur dans sa personne s'il allait le trouver lui-même.

Quatrième question: quelqu'un qui a diffamé une personne, est-il tenu de lui rendre sa réputation auprès de beaucoup de gens? Je réponds non.

Cinquième question: quand quelqu'un a été diffamé dans une ville ou une paroisse et que quelqu'un raconte les maux pour lesquels la personne a été diffamée à une autre paroisse ou à une seule personne, fait-il un péché mortel? Je réponds oui, en faisant une distinction selon l'intention de celui qui raconte et en jugeant selon l'intention, par exemple avec telle intention vis à vis de cette personne ou de cette ville pour diffamer l'autre.

Sixièmement: j'ai diffamé quelqu'un mais lui-même ne sait rien et je me rétracte

---

7876BERNARDINUS, *Sermones, De Evangelio aeterno.*

7877X, 5, 36, 9 (*Si culpa tua*)

avant qu'il ne le sache, mais ensuite, il l'apprend; je demande: à quoi suis-je tenu?

Je réponds que je ne suis tenu à rien de plus.

Septièmement: quelqu'un a été diffamé à propos d'un seul péché, par exemple: c'est un débauché, et moi je le diffame à propos d'un autre, par exemple je dis qu'il est orgueilleux, homicide, etc.

Je réponds qu'il fait un péché mortel, s'il a l'intention de diffamer.

Huitièmement: j'ai diffamé ou j'ai dit du mal sur un religieux ou quelqu'un qui est au pouvoir d'un autre, et le supérieur me pardonne tout sans que le religieux le sache, cela suffit-il? Je réponds qu'en commun les docteurs disent que oui, parce que la volonté du religieux est dans la main du supérieur, de plus il appartient au supérieur d'intenter une action pour l'outrage d'un inférieur. Et remarque que, pour cette diffamation qui est appelée occulte, tu trouveras dans le huitième commandement les façons pour lesquelles il y a péché quand on dit ou révèle le mal secret et caché des autres<sup>7878</sup>.

R. Le souhait de malédiction

Quant au souhait de malédiction, il faut savoir qu'il se fait de trois façons: contre la nature divine,

contre une créature spirituelle

et contre les créations irrationnelles<sup>7879</sup>.

Du premier, il faut dire que c'est le plus grand crime.

Du second qui se fait parfois contre un bon ange ou la vierge Marie ou les autres saints, parle comme pour le premier parce qu'elle retombe contre Dieu. Parfois on maudit le diable, et alors si cela arrive en raison d'une faute ou d'une méchanceté qui est en lui, ce n'est pas un péché grave; cependant il est bon de s'en abstenir selon ce qui est écrit dans la *Lettre de Jude*<sup>7880</sup>. Parfois et troisièmement, on maudit un homme; sur ce souhait voici la proposition: la malédiction contre un homme de façon délibérée par envie de vengeance en lui souhaitant un mal notable est un péché mortel, selon cette parole de la *Première lettre aux Corinthiens*, 6: «...ceux qui maudissent ne posséderont le royaume de Dieu<sup>7881</sup>». Mais j'ai dit: «de façon délibérée» parce que quand cela arrive par surprise ou par une colère subite ou pour corriger

comme le font aujourd'hui les parents vis-à-vis des enfants qui disent: «Que la mâle mort

---

7878Fol. 115v, O

7879Gabriel Maria distingue, semble-t-il, les créatures (*creaturae*) dotées d'esprit, dont l'homme, des créatures (*facturae*) dépourvues de raison..

7880*Épître de Jude*, 9: L'archange Michel n'osa pas porter une sentence de blasphème contre le diable.

78811 *Cor.*,6, 10

te tue, que la fièvre te prenne» et des propos de ce genre, alors ce n'est pas un péché mortel selon Augustinus, distinction 25, § *Alias demum*<sup>7882</sup>.

Cependant le confesseur doit avoir cela en grande horreur et dire qu'il y a faute; de cela, il y a nombre d'exemples terribles.

[fol. 109 v]

S. Note une bonne règle: quand un accès de colère, d'orgueil, de luxure, d'envie n'excuse pas du péché mortel.

Et remarque aussi avec diligence si l'accès de colère est subit, parce que je donne une règle qui vaut pour beaucoup de cas:

Aucune passion quelle qu'elle soit, de colère, d'envie, de gourmandise, de luxure, d'orgueil, etc, n'excuse de péché mortel sauf dans deux cas .

Le premier concerne le principe de la passion: quand, par exemple, c'est le premier mouvement, né d'un objet ou de la sensualité, et qu'il n'arrive pas jusqu'à la raison par qui il est reconnu, par exemple, parce que, l'homme, dès qu'il a conscience de ce mouvement, s'en afflige, s'attriste intérieurement et ne l'approuve pas.

Le second cas regarde la fin, par exemple si la passion est telle qu'elle prive du sens de la raison parce que celui qui est ainsi en colère ne pêche pas plus que celui qui dort, qui est sot ou est ivre.

De la malédiction sur les créatures irrationnelles, comme celle qu'on lance contre un cheval, d'un bœuf, ou quelque chose de ce genre, je dis, comme pour la proposition précédente: quand on maudit en allant de l'animal au propriétaire par haine de qui on souhaite du mal à l'animal, on fait un péché mortel; mais si la bête est maudite selon sa nature propre comme cela arrive quotidiennement parce qu'un âne ou un cheval n'avance pas comme le veut le conducteur d'un quadriges et qu'alors il le maudit, s'il n'ajoute pas de serment, la malédiction n'est pas d'elle-même un péché mortel mais seulement véniel. Ceci, d'après Florentinus, Seconde partie, livre 2, c. 5, § 23, 24 et 25<sup>7883</sup>.

Troisième proposition principale: sur l'atteinte corporelle.

La troisième proposition sur l'atteinte corporelle se rattache au cinquième commandement.

Note donc que sous le nom d'«atteinte» on comprend toute blessure notable faite à quelqu'un dans son corps, en le tuant, en le mutilant, en portant de n'importe quelle autre façon une blessure, en lui nuisant notablement dans son corps, en l'emprisonnant,

et par l'appellation «prison» on entend tout lieu dans lequel quelqu'un est détenu de telle

<sup>7882</sup>AUGUSTINUS, dans *Décret*, D 25, c 3, § *alias demum*.

<sup>7883</sup>FLORENTINUS, *Summa*, II...seuls les derniers chiffres: c 5, § 23, 24,25 semblent sûrs

sorte qu'il n'est pas libre de sortir et qu'il n'a pas la possibilité de sortir.

T. Les atteintes physiques.

Il y aura donc cette proposition sur ces atteintes:

tout homme qui, par une des trois façons<sup>7884</sup>, en acte ou en parole, tue quelqu'un sciemment, non en tant que ministre de la loi ou parce qu'il se défend et défend ses biens, fait un péché mortel.

Cette proposition est suffisamment claire, *Exode* 20<sup>7885</sup>: «Tu ne tueras pas», note-le à cet endroit; et sur elle tous les théologiens et les canonistes sont d'accord.

Maintenant je l'explique par tous les articles posés ou les éléments de phrase qui s'y trouvent.

Première façon: la proposition dit: par «tout homme qui», c'est-à-dire en empêchant que soit conçu ou que naisse un fœtus, comme ceux qui donnent ou font ou reçoivent des breuvages pour que la femme ne conçoive pas, comme tu l'as dans le c. *Si quis, Décrétales, De homicidio*<sup>7886</sup>. Sur la deuxième façon: l'avortement du procréé formé, tu as 32, q. 3, c. *Quod vero*<sup>7887</sup>. Sur la troisième façon: «en tuant physiquement», tu as *De penitentia*, dist. 1, c. *Homicidiorum*,<sup>7888</sup> et c'est un terrible péché, comme cela est clair, dist. 50, c. *Si quis voluntarie*<sup>7889</sup> et selon Scotus sur le livre IV, dist. 15<sup>7890</sup>.

Deuxièmement, on disait dans la proposition: «en acte», ce qui se comprend de deux manières, en commettant, en omettant ou permettant. Exemple du premier cas: quelqu'un de sa propre main fait et commet un homicide, qu'il agisse seul ou qu'il aide un autre. Exemple du second cas: quelqu'un pourrait s'opposer à un homicide et l'empêcher, et il ne le fait pas, c. *Non inferenda* et c. 2 et c. final, 23, q. 3<sup>7891</sup>. Et quoique la glose sur le dit c. *Non inferenda*, rapporte ce cas aux seuls supérieurs qui seuls peuvent le faire par leur office, toi, cependant dis, de façon générale, que tout homme qui sans danger pour lui peut s'opposer à cet homicide et ne s'y oppose pas, par négligence ou lâcheté, fait un péché mortel ou très grave, quoiqu'il n'encoure pas l'irrégularité<sup>7892</sup>, sauf s'il omettait d'agir par fourberie comme cela est clair d'après Joannes d'Andreae et tous les docteurs sur le c. 47, *Décrétales, De sententia excommunicationis*<sup>7893</sup>

Et dis de même quand quelqu'un veut tuer injustement une personne sauf si je lui donne

7884Que l'on empêche la conception ou la naissance ou que l'on tue celui qui est né.

7885*Exode*, 20, 13

7886X, 5, 12, 1, mais le c 5 (*Si aliquis*) semble plus indiqué.

7887*Décret*, 32, q 3, c 8

7888*De pen.*, D 1, c 24

7889*Décret*, D 50, c 44

7890SCOTUS, IV, d 15, q 3, p 366 :sur l'homicide

7891*Décret*, 23, q 3, c 7 (*Non in inferenda*), c 2 et c 11

7892Celui qui a commis un homicide volontaire, procuré un avortement suivi d'effet et ceux qui ont coopéré (entre autres), sont écartés de la réception des ordres.

7893JOANNES ANDREAE, sur X, 5, 39, c 47

une certaine somme, parce qu'universellement on y est obligé, supérieur ou simple particulier, si on a plus que ce qui est nécessaire à sa vie et à celle de ceux à qui on est obligé de pourvoir: en effet une telle personne semble être dans l'extrême nécessité à laquelle il faut remédier sous peine de péché mortel. Je proclame que cette opinion est plus sûre et conforme à la loi de la grâce et de l'amour, c'est pourquoi quant à elle que l'on tienne C mais cependant, quant à l'autre, que l'on abandonne P; à ce sujet, vois la glose, au début, dist. 83, et vois au même endroit Burgensis avec la réplique<sup>7894</sup>; de plus, vois Angelus, *Homicidium 1*, § 18<sup>7895</sup>.

En troisième: on disait «en parole», et ceci se fait de quatre façons, en dissuadant, en ordonnant, en conseillant, en inspirant.

Premièrement en dissuadant, parce qu'il écarte d'un bon dessein l'homme qui veut délivrer de la mort un autre homme, selon Raymundus<sup>7896</sup> et Hostiensis<sup>7897</sup>; la glose de celui-ci se comprend quand cela se fait par mauvaise intention: car si quelqu'un faisait se rétracter son fils qui veut délivrer quelqu'un d'un danger de mort ou l'en dissuadait, parce qu'il craint que son fils ne soit tué, il pèche peu ou même pas du tout.

Deuxièmement en ordonnant que quelqu'un commette un homicide. En le conseillant, en le suggérant.

#### V. Les deux homicides.

En quatrième, on dit «sciemment»: à ce sujet il faut savoir que l'homicide se divise en homicide volontaire parce qu'il se fait avec l'intention de tuer, et en homicide accidentel qui se produit involontairement et par un hasard fortuit  
[fol. 110r]

A ce sujet: d. 50, § *E contra*<sup>7898</sup>, avec beaucoup de chapitres suivants.

#### X. L'homicide accidentel.

De l'homicide accidentel, je pose trois règles à partir desquelles on peut trancher beaucoup de questions, dont la première est celle-ci:

Celui qui œuvre à une chose licite et y applique la diligence qu'il doit, n'est pas tenu pour

---

7894BURGENSIS PAULUS, *Postilla super totam bibliam*

7895ANGELUS, *Summa: Homicidium I*, §18. Gilbert Nicolas reprend la pensée d'Angelus, qui évoque une raison pratique (quand il n'y a pas d'autre moyen de faire échapper à la mort), mais non la loi de la grâce et de l'amour.

7896RAYMUNDUS, *Summa juris*

7897HOSTIENSIS, *Summa aurea*

7898Décret, D 50

l'accident fortuit qui en résulte ni pour aucun autre. Cette règle est prouvée par les chapitres *Ex litteris tuae*, le premier, *Dilectus filius*, *Signasti*, le premier, *Jhoannes*, et le chapitre final, *Décrétales*, *De homicidio*.<sup>7899</sup>

Seconde règle: Celui qui œuvre à une chose licite, s'il n'y applique pas la diligence qu'il doit, est tenu pour l'accident qui en résulte. Cette règle est prouvée par les chapitres *Presbiterem*, *Continebatur* selon un sens, et *Ad audientiam*, *Décrétales*, au même titre.<sup>7900</sup>

Troisième règle: Celui qui œuvre à une chose illicite, quelque diligence possible qu'il montre, est tenu pour tout accident fortuit. Cette règle est prouvée par les chapitres *Suscepimus*, *De cetero*, *Tua*, et *Sicut ex litterarum*, *Décrétales*, au même titre.<sup>7901</sup>

En cinquième, j'ai dit: «non comme serviteur de la loi», parce que le juge et l'exécuteur de la justice ne font pas de péché, «pourvu<sup>7902</sup> que l'ordre juste, la raison juste, l'intention juste, soient conservés. La juste cause manque quand le serviteur de la loi tue sans qu'il y ait faut; la juste intention, quand il tue par envie de vengeance; l'ordre juste, quand celui qui n'en a pas le mandat de la loi, tue, ou quand il le fait sans respecter l'ordre que la loi a établi; sur ce sujet: 23, q. 5, dans le c. *Reos*<sup>7903</sup>, et toute la question».

Mais voici que surgit une double difficulté.

Première difficulté: puisque les lois divine et canonique interdisent le péché mortel de l'homicide, quelqu'un peut-il, comme un serviteur de la loi le fait sans péché mortel, se tuer ou se mutiler pour éviter un péché mortel, par exemple quand une vierge voit que quelqu'un cherche à la violer, et des cas de ce genre?

Je réponds absolument que non, comme on le trouve 23, q. 5, c. *Si non licet*, et 23, q. 4, c. *Displicet*<sup>7904</sup>. Et parce qu'on dit de Samson qu'il s'est tué et de quelques autres, je réponds que cela a résulté d'une impulsion particulière de l'Esprit Saint, comme c'est dit au c. *Si non licet*, ou d'une révélation particulière, et de telles personnes sont frappées d'irrégularité.

Seconde difficulté: «une femme, en commettant un adultère, peut-elle être tuée avec l'adultère par le mari, et une fille par le père? <sup>7905</sup>» Je réponds au moyen de trois propositions.

Première proposition: selon la loi divine, il n'est jamais permis à un père ou à un mari de

---

7899X, 5, 12, c 14 (*Ex litteris tuae*, le premier); puis 13 (*Dilectus filius*), 16 (*Significasti*, le premier), 23 (*Jhoannes*), 25 (*Quidam*)

7900X, 5, 12, c 7, 8 et 12

7901X, 5, 12, c 10 (*Suscepimus litteras*), 11 (*De cetero*), 19 (*Tua nos*), 20 (*Sicut ex litterarum*)

7902ANGELUS, *Homicidium*, 1, § 1

7903Décret, C 23, q 5, c 7

7904Décret, C 23, q 5, c 9 et Décret, D 23, q 4, c 38

7905ANGELUS, *Homicidium*, 1, § 6



tuer, dans un tel cas, de sa propre autorité, mais uniquement par zèle pour la justice ils peuvent obtenir cela par l'office d'un juge.

Cette proposition est posée à partir de la glose sur le c. *Inter hec*, 33, q. 2<sup>7906</sup> et elle est suffisamment expresse dans le c. *Quicumque percutit*, 23, dernière question.<sup>7907</sup>

Y. Remarque sur ce que permet la loi.

«Remarque<sup>7908</sup> cependant que c'est une chose quand la loi permet quelque chose, sans punir, comme pour le meurtre d'un adultère, mais dans ce cas, ce n'est pas permis sans péché mortel; et que c'en est une autre quand la loi concède comme quand cela désespère quelqu'un, comme au c. *Pro humani, De homicidio, Sexte*<sup>7909</sup>, parce qu'alors si quelqu'un tue un adultère sans esprit de vengeance mais par zèle pour la justice, dans ce cas il ne pèche pas selon Joannes Andreae dans les *Additiones ad Speculum*<sup>7910</sup> parce qu'il agit comme un ministre de la loi, ce qui est permis, 23, q. 5, c. *Non est crudelis*<sup>7911</sup>.

Quand on peut tuer un ou une adultère

Seconde proposition: Selon les lois civiles, un père peut tuer sa fille avec l'adultère et un mari peut tuer sa femme, mais il y a une différence entre eux parce que le père peut tuer dans deux cas: dans sa propre maison et dans la maison du gendre ou mari de sa fille et indifféremment (quelqu'un) de race noble aussi bien que d'humble condition.

Le mari n'a le droit de tuer que dans un seul endroit, sa propre maison, et seulement une personne d'humble condition. La raison de la différence entre le père et le mari est donnée dans la loi *Nec jura, ff. De adulteriis*<sup>7912</sup> et Bartolus dit sur la loi *Imperator, ff. De statu hominum*<sup>7913</sup> qu'il est permis à un père de tuer sa fille adultère même enceinte. La seconde partie de la proposition, celle sur le mari est au *ff. De adulteriis*<sup>7914</sup> et comprends ainsi la loi *Graccus, Codex*, à ce titre<sup>7915</sup>.

Remarque cependant que ce qui a été dit avant est vrai si aucune dénonciation n'a été faite avant, parce qu'après une dénonciation qui doit être faite trois fois par écrit en présence de trois témoins, le mari alors peut tuer, et en tout lieu, un adultère trouvé avec sa femme dans cette turpitude ou dans des actes amoureux.

Et quand on dit: «dans des actes amoureux», selon la glose sur la dite loi, ce qu'elle dit est

---

7906Décret, D 33, q 2, c 6

7907Décret, D 23, q 8, c 33

7908ANGELUS, *Homicidium*, 1, § 6

7909VI, 5,4, 1

7910JOANNES ANDREAE, *Additiones ad Speculum Guillemi Durandi*

7911Décret, D 23, q 5, c 28

7912Digeste, 48, 5, 23, pr

7913BARTOLUS, *Digeste*, 1, 5, 18 (*Imperator Hadrianus*)

7914Digeste, 48, 5,

7915Codex J, 9,9,4.

compris comme la vue et l'échange de paroles, l'attouchement qui suit les baisers. Ceci se trouve dans l'*Authentique, Ut liceat matri et avie*, avant dernière et dernière loi, collation 8<sup>7916</sup>, et dans l'*Authentique, Si quis*, à cet endroit<sup>7917</sup>.

Z. Quand on peut frapper un clerc, pris dans un acte de luxure, sans être excommunié.

Troisième proposition: il y a quatre personnes, une épouse, une mère, une sœur et une fille, avec lesquelles un clerc trouvé dans la turpitude ou des actes amoureux, peut être frappé soit légèrement soit violemment, sans qu'il y ait excommunication; cependant celui qui mutilé ou tue, fait un péché grave<sup>7918</sup>, quoiqu'il ne soit pas excommunié, surtout quand cela est fait immédiatement et dans le feu de la colère et

[fol. 110v]

non après mûre décision et intention réfléchie, parce qu'il est difficile de modérer sa douleur, C. *De adulteriis*, Loi *Graccus*. Cependant si une femme incitait un clerc à un acte infamant et si le mari provoquait cet acte et ainsi frappait le clerc, dans ce cas, selon Monaldus<sup>7919</sup>, les deux, l'homme et la femme, sont excommuniés. Cette proposition est tirée du chapitre *Si vero*, le premier, dernier paragraphe<sup>7920</sup>. Et quoiqu'Innocentius et Hostiensis étendent le cas à d'autres personnes, cependant il est plus facile, selon Panormitanus, de ne l'étendre qu'aux quatre personnes susdites; comme cette matière est odieuse aux clercs et sort des dispositions du droit, il faut la comprendre à partir des dispositions du droit, c'est à dire qu'il faut la comprendre pour les termes propres<sup>7921</sup>.

A. Comment quelqu'un est-il excusé d'homicide en se défendant?

J'ai dit sixièmement: «ou en défendant ses biens» parce qu'il est permis pour la défense de la personne et même pour la défense des choses ou des biens de blesser autrui. Et de quelle manière cela pourrait arriver, je le dirai d'abord pour la défense de la personne, puis de la défense des biens.

Cependant je poserai une question préalable<sup>7922</sup> pour la compréhension de ces deux points: que peut-on appeler la règle d'une défense sans crime? Bartolus répond dans la loi *Furem, ff. Ad L.egem Corneliam, De sicariis*<sup>7923</sup>, que la défense sans crime est de faire ce sans quoi autrement on ne peut se défendre sans danger pour la personne ou les biens.

---

7916*Authentique, Ut liceat*: non trouvée

7917*Authentique, idem*

7918Et non un péché mortel

7919MONALDUS, *Summa de jure canonico*

7920X, 5, 39, 3

7921Je suppose qu'il faut s'en tenir aux quatre types de personnes nommées.

7922Dans ANGELUS, *Defensio*, § pr et § 5, en particulier, se trouvent des éléments correspondants, dont des textes de référence, mais pas tous.

7923BARTOLUS, sur *Digeste*, 48,8,9

Et cette définition est préférable, quoique Baldus dans la Loi 1, C. *Unde vi*<sup>7924</sup>, dise que trois choses sont requises, mais toi, tiens en cela l'avis de Bartolus.

Mais je demande: et si quelqu'un dépasse la mesure en se défendant, parce qu'alors qu'il peut s'échapper en blessant le meurtrier, il a voulu le tuer?

La question est notable, c. 1, *De pac... te in usibus*<sup>7925</sup>, Fredericus<sup>7926</sup> dit, de son côté, que celui-ci ne devra pas être puni par la peine pour la mort, il sera puni cependant pour l'excès selon l'arbitrage d'un homme de bien ou d'un juge; cependant selon Innocentius<sup>7927</sup>, Hostiensis<sup>7928</sup> et maître Antonius<sup>7929</sup>, au chapitre *Olim causam, Décrétales, De restitutione spoliatorum*<sup>7930</sup>, s'il a commis l'excès à dessein, dans ce cas il est tenu au dommage et ceci, alors, au tribunal de la conscience parce qu'il fait un péché mortel; si ce n'est pas à dessein, dans ce cas il n'est pas tenu de donner une satisfaction.

Venons en donc, ceci étant établi, au premier point: la défense de la personne sur lequel je pose une proposition que voici:

Tous qu'ils soient laïcs ou clercs ou religieux peuvent se défendre pour la conservation de leur personne. Et s'ils sont attaqués de telle façon qu'ils ne puissent éviter la mort sans tuer ou mutiler l'attaquant, ils peuvent le faire sans faute et sans le châtement d'irrégularité, de sorte qu'un prêtre pourrait aussitôt célébrer la messe selon Joannes de Lignano, *Tractatus de justo bello*<sup>7931</sup>. Cette proposition est posée par les légistes dans la loi *Ut vim, ff. De justitia et jure*,<sup>7932</sup> et dans la loi *Scientiam, § Qui cum aliter, ff. Ad Legem Aquiliam*<sup>7933</sup>, et par les canonistes, *Décrétales, De homicidio* au c. *Significasti*<sup>7934</sup>, et dans la *Clémentine* unique, à ce titre<sup>7935</sup>. L'établit aussi pour la personne le c. *Jus naturale*<sup>7936</sup>, et le c. *Olim*, le premier, *De restitutione spoliatorum*<sup>7937</sup>. Et comprends que c'est vrai, si celui contre qui quelqu'un se défend veut le blesser injustement, parce que si ce dernier procédait selon le droit et en respectant l'ordre de la justice, il ne pourrait se défendre sans faire de péché.

Mais si on tue pour défendre une autre personne qu'autrement on ne pouvait sauver?

---

7924BALDUS, sur *Codex J*, 8,4, 1

7925Texte non identifié.

7926FREDERICUS, *Consilia*

7927INNOCENTIUS III, dans X, 2, 13, 12

7928HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

7929ANTONIUS DE BUTRIO, *Commentaria super Decretalium*,

7930X, 2, 13, 12

7931JOANNES DE LIGNANO, *Tractatus de bello, de represaliis et de duello*

7932*Digeste*, 1,1, 3

7933*Digeste*, 9, 2, 45, 4

7934X, 5, 12, 18 (le second *Significasti*)

7935*Cle*, 5, 4, c. unique.

7936*Décret*, D.1, c.2

7937X, 2, 13, 12 (*Olim*).

Je réponds que quoiqu'il soit permis de le faire sans aucun péché quand un autre voulait tuer une telle personne, cependant le meurtrier est frappé d'irrégularité, comme c'est noté dans la dite *Clémentine* unique.

Deuxièmement, pour la défense des biens je pose la proposition suivante contre les légistes qui disent qu'il est permis de tuer impunément pour la défense de ses biens, si on ne peut les sauver autrement, comme dans la loi *Furem, ff. De sicariis* et dans la loi *Itaque, ff. Ad L. Aquiliam*<sup>7938</sup>. Et vois De Lignano (où? Vois au dessus). Ici il faut tenir C. et repousser P.

C'est pourquoi j'énonce cette proposition:

Quoiqu'il soit permis, pour sauver ses biens ou les récupérer, de combattre avec un bâton ou une épée, il n'est cependant pas permis d'aller jusqu'à tuer ou mutiler pour seulement sauver ses biens, au contraire on doit plutôt supporter toute la perte des biens. Cette proposition est de Panormitanus sur le c. *Suscepimus*, à ce titre<sup>7939</sup>, et l'établit le c. *Olim*, le premier, *De restitutione spoliatorum*<sup>7940</sup>.

Et qu'on pêche mortellement en tuant pour la seule sauvegarde de ses biens est assez prouvé, selon Panormitanus sur le c. 3, à ce titre<sup>7941</sup>, qui parle textuellement, à cet endroit, de façon copulative en disant: «soi et ses biens», et donc pour les seuls biens, il n'est pas permis de tuer un voleur nocturne. Et c'est ce que tient la glose, 23, q. 3, au début<sup>7942</sup>. Si cette opinion de Panormitanus était vraie, il semblerait que n'est pas juste la guerre qui serait déclarée pour récupérer des biens, récupération qui cependant ne s'oppose pas au dit c. *Olim*<sup>7943</sup>. Je n'approuverais pas qu'on tue un homme pour défendre des biens, mais je ne condamnerais pas non plus

[fol. 111r]

celui qui le tue, qui ne peut sauver ses biens par un autre moyen, surtout s'il s'agit d'un voleur nocturne.

Cependant, on pourrait comprendre de façon raisonnable l'opinion des légistes en disant qu'on peut tuer quand on ne pourrait sauvegarder ses biens sans homicide, et que par leur privation, surgirait un danger de faim ou de mort pour les personnes à qui ils sont ôtés, et je comprends ainsi le c. *Si perfodiens, Décrétales*<sup>7944</sup>, à cet endroit, et la loi *Itaque, ff. Ad L. Aquiliam*<sup>7945</sup>.

---

7938 *Digeste*, 9, 2, 4 pr

7939 X, 5, 12 (*De homicidio*), 10

7940 X, 2, 13, 12

7941 PANORMITANUS, sur X, 5, 12, 3 où il est fait une différence entre le voleur diurne et le voleur nocturne (qu'on peut tuer). *Se et sua*, appartient au commentaire de PANORMITANUS.

7942 *Décret*, C 23, q 3

7943 X, 2, 13, 12 (*Olim*).

7944 X, 5, 12, 3

7945 *Digeste*, 9, 2, 4 pr

Et note qu'un clerc aussi bien qu'un laïc peuvent faire en sorte de fuir, ce qu'ils ne feraient pas pour ne pas perdre des biens, «parce<sup>7946</sup> que la fuite est injurieuse comme dans la loi *Apud Labeonem, ff. De injuriis*<sup>7947</sup>. Et Cynusc<sup>7948</sup> dit dans la loi *Si ex plagis, § Tabernarius, ff. Ad L. Aquiliam*<sup>7949</sup>, que la fuite rend le fuyard plus vil, donc s'il est permis de tuer pour une perte de biens, il l'est beaucoup plus pour un dommage physique qui est un dommage plus grand, loi *In servorum, ff. De penis*»<sup>7950</sup>

Note que quoiqu'il y ait eu seulement un discours sur le meurtre, cependant de façon générale, tout homme qui tue, ampute, mutile, bat, blesse notablement la personne du prochain, ou a eu l'intention délibérée de blesser, pêcherait de façon mortelle, sauf en ce qu'il lui serait permis de le faire par la loi, en tant que ministre de la loi, ce que l'on peut suffisamment tirer des paroles du Christ, *Mat. 5*<sup>7951</sup>. Et, les docteurs comprennent ainsi, de façon générale, le cinquième<sup>7952</sup> commandement, et pas seulement pour fait d'homicide, mais pour les personnes emprisonnées, il y aura des propositions particulières.

#### B. Des prisonniers

Première proposition: Le prisonnier qui a été relâché sous serment de revenir dans la prison est tenu de revenir même s'il y a danger de mort, pourvu que la mort ou la prison ne soient pas contre la justice. Cette proposition est de Panormitanus sur le c. *Si vero, Décrétales, De jurejurando*<sup>7953</sup>, et il y a une glose notable sur *Clémentine, Pastoralis, De re judicata*.<sup>7954</sup>

Seconde proposition: de même qu'un juge à l'égard d'un condamné a du pouvoir quant à trois actes: pour saisir, enchaîner ou emprisonner, et mettre à mort, de même l'accusé lui-même a du pouvoir et il ne pêche pas en fuyant; bien plus il est tenu de défendre sa vie, autrement il est homicide, et contre la volonté du gardien il peut recevoir du pain en cachette si on voyait qu'il se meurt de faim. Et comprends qu'il le fasse sans injure au juge, c'est à dire que s'il est enchaîné, sans rompre les chaînes, si le cachot est fermé, sans briser la fermeture; mais s'il doit être attaché, qu'il ne se défende pas en frappant d'autres personnes; au contraire, il doit supporter avec patience parce que, pour ces trois cas, le juge a pouvoir sur lui. C'est l'exemple du champ fermé par une clôture: il n'est permis à personne d'entrer en brisant la clôture.

---

7946ANGELUS, *Homicidium*, 3, § 2

7947Digeste, 47, 10, 15 pr. (*Item apud labeonem*)

7948CYNUS, *In codicem...Commentaria*

7949Digeste, 9, 2, 52, 1

7950Digeste, 48, 19, 10 pr.

7951Mat., 5, 21 sq.: «Vous avez entendu qu'il a été dit... Tu ne tueras point... Eh bien! Moi je vous dis: Quiconque se fâche contre son frère en répondra au tribunal...». GILBERT NICOLAS rappelle la radicalité de l'Évangile.

7952 Et non: huitième

7953PANORMITANUS, X, 2, 24, 8

7954Glose sur *Cle*, 2, 11, 2

Tout ceci d'après Henricus, *Quolibet* 9, q. 26, et q. 25<sup>7955</sup>

Note pour les juges qui enquêtent par la torture.

qui dit que le juge fait un péché mortel en cherchant à connaître, au moyen de souffrances, d'un condamné à mort, ses complices, complices qui n'ont pas été accusés ni appelés au tribunal; bien plus les accusés eux-mêmes pèchent en faisant des révélations quand les péchés sont secrets et cela doit leur être interdit par les confesseurs. C'est pourquoi un docteur parisien, sur le prologue de Scotus, docteur tout à fait habile<sup>7956</sup>, disait que cette révélation fait partie des plus graves péchés du monde, parce que connaître de tels péchés appartient en propre à Dieu seul. Note le pour les juges qui mettent les accusés à la question.

Troisième proposition: quelqu'un d'emprisonné ne doit pas être jugé de péché mortel quand, à cause de la torture, il avoue qu'il a fait un crime qu'il n'a pas fait. Mais pour que éclairer cette proposition, je demande:

Celui qui se diffame lui-même en en déclarant des mauvaises actions qu'il n'a pas faites ou commises, fait-il un péché mortel?

Je réponds que s'il le fait pour éviter les tourments comme ceux qui sont mis à la torture, il ne pèche pas, mais qu'il peut le faire licitement parce qu'un tel aveu fait sous une telle crainte n'a pas de valeur, et n'en a pas non plus si elle est faite contre un autre. Mais si cela n'arrive pas à cause d'une telle crainte, il fait un péché mortel et est tenu de se rétracter par l'argument du c. *Non sunt audiendi*, 11, q. 3<sup>7957</sup>; la glose cependant sur le c. 1, 15, q 6<sup>7958</sup>, tient que même s'il le fait à cause de la torture, il fait un péché mortel, mais je ne me fie pas à elle, parce que ce n'est pas un mensonge pernicieux sauf dans le cas où il ratifierait après torture, ratification pour laquelle il doit être tué lui-même ou un autre subir un dommage, parce qu'ainsi il ferait un péché mortel, et il est tenu de se rétracter quant à ce qu'il a dit sur les autres; mais quant à ce qu'il a dit sur lui-même et à cause de la douleur des tortures qu'il craindrait qu'on lui inflige de nouveau, si il préférerait mourir que de la subir, je n'ose dire qu'il est obligé de se rétracter; mais je n'ose l'excuser de péché mortel s'il ne se rétractait pas. C'est pourquoi qu'on se garde ici de P.

### C. Les tournois

Mais parce que souvent dans les tournois et les guerres, arrivent et se commettent des homicides, il faut parler à juste titre des tournois et des guerres.

---

7955HENRICUS DE GANDAVO, *Quolibet* 9, q 26 et q 25

7956Docteur parisianus, *peritus*, sur le prologue du *Livre sur les Sentences*, de SCOTUS .

7957Décret, C 11, q 3, c 56

7958Glose sur *Décret*, C 15, q 6, c 1

Quant aux premiers, je demande: les tournois, qui sont ainsi appelés «parce<sup>7959</sup> qu'en tournant certains se frappent pour montrer leurs forces», comme c'est clair c. 1, *Décrétales, De torneamentis*<sup>7960</sup>, sont-ils interdits?

Hostiensis<sup>7961</sup> répond sur le dit chapitre 1, et Panormitanus le suit<sup>7962</sup>, que oui, et leur réponse se tient dans deux propositions.

Première proposition: Tout jeu

[fol. 111v]

même fait pour montrer des forces ou mettre à l'épreuve sa vaillance, où menace, de façon probable, un danger imminent de mort, est interdit, non seulement par le droit canonique, comme cela est clair au dit chapitre, mais aussi par le droit civil, *C. De gladiatoribus*, Loi unique<sup>7963</sup> et Loi 1, § *Item senatus, ff. De postulando*<sup>7964</sup> parce que comme cela est dit dans une *Authentique*, pour que tous obéissent à leurs juges, § 1<sup>7965</sup>, le courage sans la justice n'est pas louable, et on parle du courage qui s'exerce avec des armes, et dans ce cas c'est un péché mortel.

Seconde proposition: un jeu pour essayer sa vaillance quand ne menace pas un danger de mort n'est pas interdit même par le droit canonique, et l'accident qui se produit ne sera pas imputé, Loi *Qua actione*, § *Si quis, Ad legem Aquiliam*.<sup>7966</sup>

Et par ces propositions tu peux savoir quand sont permis les jeux de lance. Note le.

De la guerre, je ne dis rien ici, parce que tu as des réponses plus haut dans le *Denier des gens de guerre*.

#### D. Le péché de gourmandise.

Le péché de gourmandise est un appétit désordonné de nourriture ou de boisson. Il ressort donc clairement que Thomas parle bien en disant que la gourmandise se divise en ivresse et en orgie comme en ses espèces<sup>7967</sup>; c'est pourquoi la définition dit: «appétit désordonné de nourriture»: voici l'orgie, «ou de boisson»: voici l'ivresse. Et quoique, selon le bienheureux Gregorius, *Moralia*, 20<sup>7968</sup>, et le *De Consecratione*, dist. 5<sup>7969</sup>, on parle de cinq espèces de gourmandise,

---

7959ANGELUS, *Torneamentum*, pr

7960X, 5, 13, 1

7961HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

7962PANORMITANUS, *Super Decretalium*

7963*Codex J*, 11, 44

7964*Digeste*, 3, 1, 1, 16

7965*Authentique*, 3, 4, 1 (hypothèse)

7966*Digeste*, 9, 2, 7, 4

7967THOMAS, *Somme*, II-II, q 148, a 4: «la gourmandise comporte une convoitise désordonnée de la nourriture, mais dans l'action de manger on peut considérer deux choses: la nourriture (*cibus*)... et l'action de manger (*comestio*)». Il semble qu'il y ait un mélange entre *comestio* et *comissatio*, fête avec beuverie sûrement... et une transformation de la pensée de Thomas.

7968GREGORIUS, *Moralia* 20

7969*De Cons*, D 5, c 22

cependant, sur la gourmandise comme péché mortel, outre ce que j'ai dit à d'autres endroits, je ne dirai maintenant que deux choses.

Premièrement je poserai une triple partie dans laquelle seront contenues les transgressions mortelles de la gourmandise, et à partir de laquelle pourront être formulées des questions.

Deuxièmement je poserai des propositions de solution grâce auxquelles on pourra prononcer des jugements et donner des réponses.

Premier article.

Pour le premier article, voici la triple partie. Par le péché de gourmandise, quelqu'un peut pécher mortellement de trois façons:

en mangeant en trop,

en buvant avec excès,

en oubliant les jeûnes.

Et, conformément à cela, on peut formuler des questions sur l'excès de nourriture: s'il a trop mangé, etc., selon l'enseignement donné au début.

Second article.

Première proposition principale: on fait un péché mortel par gourmandise de plusieurs façons.

Quant au second article, voici la première proposition que je tire de Thomas<sup>7970</sup>, d'Alexander<sup>7971</sup> et de Bonaventura<sup>7972</sup>: par l'action de manger, en mangeant, quelqu'un peut commettre un péché mortel de quatre façons, par raison

d'attachement,

de vomissement,

de circonstance,

de dommage.

Premier cas: par raison d'attachement, parce que, si<sup>7973</sup> on savait que c'est contre le commandement de Dieu, on ne cesserait pas de manger, comme si on y mettait sa fin suprême comme le fit Esaü.

Second cas: par raison de vomissement, et sur ce vomissement note qu'il y en a trois: l'émission de sperme<sup>7974</sup>, le vomissement, l'ivresse.

---

7970THOMAS, II-II, q 148, a4, distingue dans l'action de manger la nourriture et la manducation (l'absorption de nourriture), mais les raisons du péché ne sont pas analysées comme ici. On peut retrouver cependant, toutes les raisons chez THOMAS, et si l'émission de sperme n'est pas évoquée, le vomissement l'est en q 150, a2, à propos d'une légitimation de l'ivrognerie en vue d'un vomissement thérapeutique. Thomas fait remarquer que, s'il n'y a pas péché mortel en ce cas, il n'est pas nécessaire pour autant de prendre une boisson enivrante pour vomir.

7971ALEXANDER in IV, d 15

7972BONAVENTURA, *Quaestiones super libros Sententiarum*, IV, d 15

7973Si on ne sait pas, le cas est différent.

7974Dans THOMAS, II-II, q 148, a 6, il est question de l'émission désordonnée de flux en trop et, en particulier, de



Sur le premier, il est difficile d'après les docteurs de conseiller un coït pour retrouver la santé en dehors du mariage, parce que c'est un péché mortel aussi de recevoir ce conseil. La même position est tenue de façon commune pour l'ivresse. Mais sur le second vomissement, l'opinion commune tenue est que ce n'est pas un péché mortel de conseiller le vomissement ou de le causer pour raison de santé, mais il y a seulement un doute sur le péché mortel de vomissement. Et je suis d'accord avec l'opinion qui tient que c'est un péché mortel, ou le signe d'un plaisir qui est un péché mortel, quand des gens se font vomir uniquement pour le plaisir et qu'ensuite ils sont dans l'hébétude et ne se soucient ni de Dieu ni du salut, selon cette parole de *Philipiens*, 3<sup>7975</sup>, «ceux dont le ventre est le dieu», comme les porcs ou des bêtes, ceux qui pour pouvoir manger plus souvent, une fois la nourriture reçue, vomissent, pour en prendre une autre à nouveau, ou boire.

Troisième cas: par raison d'occasion ou de tentation, parce que quelqu'un qui voit que, par la prise de nourriture, il y a pour lui probablement l'occasion d'un péché de luxure ou d'un autre péché mortel, est tenu d'éviter l'occasion.

Quatrième cas: par raison de dommage, parce qu'un homme qui, consciemment, en buvant et mangeant, se cause un dommage notable, par exemple une maladie et quelque chose de ce genre, ou qui perd l'usage de la raison, commet un péché mortel. Et j'ai dit, remarque-le, «un dommage notable», parce qu'un malade qui voit que, par consommation de vin ou de nourriture, il peut encourir une augmentation de fièvre<sup>7976</sup>, ce qui ne se produirait pas s'il s'abstenait, ne doit pas être jugé comme péchant mortellement, parce qu'il ne se jette pas dans le mal lui-même, mais dans un degré de ce mal.

A quelles conditions peut-on abrèger sa vie?

Et en faveur de cette idée il y a la parole de maître Joannes de Gersonio, chancelier de Paris: «Il est permis, dit-il, de faire beaucoup de choses, temporelles ou spirituelles, par lesquelles on abrège la vie du corps ou on encourt une maladie, pourvu que l'intention de l'homme ne vise pas directement et immédiatement le fait d'abrèger sa vie ou d'encourir une maladie comme fin ultime, et que ce ne soit pas fait pour une fin interdite comme ceux qui désespèrent, comme les stoïciens le conseillaient»<sup>7977</sup>. C'est à ces questions qu'on comprend que s'applique la parole d'autorité de Jérôme: «Il n'y a pas de différence entre te tuer après une longue ou une courte durée<sup>7978</sup>».

---

l'émission de semence.

7975 *Phi.*, 3, 19

7976 Même exemple: ANGELUS, *Gula*, 2: le malade veut étancher sa soif.

7977 GERSONIUS, *Opusculum tripartitum* (suggestion)

7978 HIERONYMUS (cité en THOMAS, *IV Sent.*, d 15, q 3)

Seconde proposition principale: sur l'ivresse<sup>7979</sup>.

La seconde proposition principale sur l'ivresse, est la suivante:

dans l'ivresse quelqu'un peut pécher mortellement de quatre façons:

[fol. 112r]

E. Quand l'ivresse est-elle un péché mortel?

par raison de plaisir,

quand on rend ivre,

quand on enivre pour vendre,

quand l'ivresse fait oublier.

Pour éclaircir cette proposition je dis d'abord que l'ivresse est un péché mortel par raison de plaisir quand quelqu'un qui connaît la force du vin s'enivre sciemment à cause du plaisir qu'il trouve dans la boisson; de même pour le médecin qui conseille sciemment de s'enivrer.

Deuxièmement, on pêche quand on rend ivre, comme ceux qui enivrent ceux qui boivent, pour rire en mettant du sel dans le vin ou en faisant des choses de ce genre.

Troisièmement, selon Florentinus<sup>7980</sup>, on pêche pour vendre, comme les taverniers, qui font que les gens soient ivres par une prise excessive de boisson, qui en grand nombre y sont habiles, qui ne se soucient pas des gens par désir de s'enrichir en vendant du vin et qui pourraient les chasser sans bagarre ni coup, et qui ont conscience que Dieu est offensé de façon mortelle.

Quatrièmement, selon Uldericus<sup>7981</sup>, quand on oublie, parce que, par exemple, l'ivrogne oublie de remplir ce qui relève d'un commandement, par exemple s'il oublierait de dire ses heures; mais je ne suis pas d'accord pour ce cas, parce que je pourrais dire de la même façon que la gourmandise est un péché mortel par raison de désobéissance, c'est à dire quand je délaisserais les jeûnes prescrits; cependant je pense que c'est un seul péché mortel que de ne pas jeûner et, de même, de ne pas dire les heures, quoique la nourriture ou la boisson nous y inclinent ou nous en persuadent<sup>7982</sup>, sauf si éventuellement quelqu'un buvait avec cette fin et cette intention de ne pas dire les heures, parce qu'alors je crois bien qu'il y a là deux péchés mortels.

---

7979ANGELUS, *Ebrietas*. GILBERT NICOLAS traite de la question en confesseur avec un classement par actes et qui prend en compte les intervenants extérieurs.

7980FLORENTINUS (ANTONINUS), *Summa confessionalis*

7981ULDERICUS

7982Si on mange en temps de jeûne, il n'y a pas deux péchés mortels, un de gourmandise et un de désobéissance, mais un seul; de même, si, ivre, on ne dit pas les heures. Il n'y a de second péché mortel que par l'intention finale de faire un péché.

## F. Le Jeûne.

La troisième proposition sur le jeûne est la suivante: de même qu'est fixé pour les jeunes gens l'âge avant lequel ils ne sont pas tenus de jeûner, de même aussi est fixé pour les vieillards l'âge après lequel ils ne sont pas tenus de jeûner ou, pour être plus d'accord avec d'autres quant aux jeûnes: la fixation de l'âge doit être faite d'après la force physique. Dans cette proposition il y a deux parties posées en elle selon deux opinions contraires que je pense probables toutes deux. La première s'appuie plus sur l'autorité, la seconde sur la raison, mais cependant la première n'est pas sans raison, ni la seconde sans autorité.

La *Somme*, II, énonce l'opinion que, autant pour les jeunes gens que pour les vieillards, plus tôt pour les jeunes ou plus tard pour les vieillards, il faut jeûner selon que chez un jeune ou chez un vieillard on trouve une plus grande force physique<sup>7983</sup>. Mais la première opinion dit que deux dates ont été déterminées, et premièrement certains disent que c'est l'âge de la pleine puberté, qui est de 17 ans chez une femme et 18 chez un homme, selon d'autres c'est 25 ans, par l'article de la Loi finale, C. *De hiis qui veniam etatis impetraverunt*.<sup>7984</sup> Mais ces opinions ne doivent pas être tenues, donc tiens avec Hostiensis sur le c. 3 *De observatione jejunii*,<sup>7985</sup> et avec Thomas, IV, d. 15<sup>7986</sup>, que la vingt et unième année est celle avant laquelle personne n'est tenu par commandement; cependant il serait bien convenable qu'aussi à ce moment les jeunes gens s'exercent selon la mesure de leurs possibilités à jeûner comme le dit Thomas. Les novices aussi et les religieux les plus jeunes, selon Yvo, sur l'accomplissement du jeûne, doivent se conduire avec discernement. Et d'après les susdits Thomas et Yvo<sup>7987</sup>, on peut raisonnablement dire que même les profès dans l'ordre des Frères Mineurs avant le dit âge de vingt et un an ne sont tenus qu'aux jeûnes de la règle qui sont expressément contenus dans la règle; ils ne sont pas tenus aux autres jeûnes de l'Église ni par la règle ni par commandement de l'Église.

---

7983«Plus tôt pour les jeunes, plus tard pour les vieillards» ne me semble pas une opinion exprimée dans la *Somme* de Thomas. THOMAS, *Somme*, II-II, q 147, a7,3: L'heure du repas pour ceux qui jeûnent peut être avancée à cause d'une maladie, de l'âge ou d'un grave danger. *Somme*, II-II, q 147, a 4, 2: jusqu'à la vingt et unième année révolue, les jeunes ne sont pas tenus d'observer les jeûnes de l'Église. Il convient cependant qu'ils s'exercent à jeûner plus ou moins à la mesure de leur âge. Et en a 5, 2°: il convient mieux de dispenser du jeûne les imparfaits et les novices que les anciens et les parfaits. En IV, d 15, q 3, a 3: les enfants ne sont pas astreints à tous les jeûnes de l'Église tant qu'ils grandissent, jusqu'à 21 ans.

7984Codex J, 2, 44, 4

7985HOSTIENSIS, *De observatione jejunii*, c 3

7986THOMAS, IV, d.15, q. 3, a 3

7987YVO Carnotensis, *Decretum magnus liber*

Au sujet du second moment, il y a, de même, diverses opinions. Certains disent que les vieillards ne sont pas tenus de jeûner après 55 ans, par l'argument de la Loi 2, § final, *ff. De decurionibus*<sup>7988</sup> dans le texte et dans la glose au même endroit, où ils sont dispensés des charges personnelles après 55 ans, exception faite de la tutelle et du soin dont ils sont dispensés seulement après 70 ans, C. *Qui aetate*, Loi unique<sup>7989</sup>. Mais, toi, soutiens avec Ricardus que c'est 70 ans et que les hommes qui ont 70 ans sont dits trop vieux ou décrépits<sup>7990</sup>. C'est pourquoi selon la glose sur le début du *Sexte*<sup>7991</sup>: Au-delà de 70, on ne dit pas que quelqu'un est dans la vieillesse, mais dans le déclin qui est un âge amer [...], cependant le psaume l'établit<sup>7992</sup>: «Le temps de nos années quelque soixante-dix ans». Et l'établissent aussi la Loi unique et la Loi 2, § final, *ff. De decurione*: une personne de plus de soixante dix ans est excusée pour les tâches non personnelles, donc elle sera plus excusée pour le jeûne, qui est une très grande charge non seulement pour les vieillards mais pour les jeunes. Et Innocentius<sup>7993</sup> tient le même avis quand il dit que le jugement qui s'applique aux vieillards est le même que celui qui s'applique aux malades et aux faibles. Astesanus aussi.<sup>7994</sup>

[fol. 112v]

G. Règles par lesquelles il est accordé de ne pas jeûner.

J'ajoute ici quatre règles grâce auxquelles on pourra résoudre beaucoup de questions.

Première règle: Une personne qui doit prendre de la nourriture non seulement pour elle mais pour d'autres n'est jamais obligée de jeûner. Exemple: une femme enceinte et une nourrice.

Seconde règle: on ne doit jamais prononcer un jugement de péché mortel pour une rupture de jeûne quand il est rompu pour une raison de piété, utile à la communauté et au salut des âmes et des raisons de ce genre. Et pour prouver cette règle vois ce que j'ai dit plus haut. Il n'est pas en effet vraisemblable, comme le disent Thomas<sup>7995</sup> et Astesanus après lui, que le législateur ait voulu par ce genre de commandement exclure les autres raisons pieuses et très nécessaires.

---

7988 *Digeste*, ff. 50, 2, 2, 8. Même texte chez ANGELUS, *Jejunium*, §15

7989 *Codex J*, 5, 67, 1

7990 RICARDUS, *Scriptum super Sententiarum*

7991 Glose du *Sexte*

7992 *Ps.* 90 (89), 10: «Le temps de nos années, quelque soixante-dix ans; quatre-vingts si la vigueur y est. Mais leur grand nombre n'est que peine et mécompte, car elles passent vite et nous nous envolons.»

7993 INNOCENTIUS IV

7994 ASTESANUS, *Summa*

7995 THOMAS en IV, d 15, q 3, a 2, ad 4am, traite des circonstances où on n'est pas obligé de jeûner: l'intention du législateur étant de conduire les hommes à la vertu, l'homme doit avoir une santé suffisante pour faire ce qu'il doit.

Certains limitent le jeûne pour les pèlerins, quand le pèlerinage ne peut être différé; de même pour les voyageurs, les courriers, et ceux qui se déplacent, selon la réponse ou limitation susdite. Petrus de Palude sur la même distinction 15<sup>7996</sup>, pose aussi une limite pour les laboureurs. L'établit l'indulgence que le pape Eugène IV en l'an de Dieu 1440<sup>7997</sup> concéda: que les artisans faisant des travaux pénibles et les paysans, pauvres ou riches, ne sont pas tenus de jeûner sous injonction de péché et qu'ils peuvent être absous, mais ils doivent être incités à faire des aumônes et d'autres bonnes actions. Et c'est bien pour raison de piété qu'on peut ne pas jeûner parce que l'intention d'un plus grand profit n'est pas une excuse selon Astesanus.

De même ils n'échappent pas au péché mortel ceux qui veulent embaucher des ouvriers quand ils jeûnent, sauf cause de nécessité selon Astesanus, cause qui requiert de se hâter. Troisième règle: celui qui boit ou mange, le matin ou le soir, soit des électuaires soit de fruits et des aliments de ce genre, ne rompt jamais le jeûne pourvu qu'il ne les prenne pas pour éteindre sa faim ou principalement pour se nourrir, mais seulement comme médecine et sans charger son estomac. Cette règle est de Petrus de Palude sur le livre IV; vois plus haut<sup>7998</sup>.

La quatrième règle concernera les nourritures et l'heure de manger<sup>7999</sup>. Il faut s'en tenir à l'habitude autant pour l'heure de manger que pour les nourritures.

Note de quelle façon on est obligé de jeûner.

Qu'on ait toujours en mémoire que tout jeûne relève du droit positif dans la loi nouvelle; on le note donc toujours comme une obligation du droit positif, et c'est une abstinence de nourriture, selon saint Bonaventura<sup>8000</sup>, IV, d 15, seconde partie<sup>8001</sup>.

La première partie de cette proposition est d'Archidiaconus<sup>8002</sup>, *De consecratione*, d. 1, *Solent*<sup>8003</sup>.

La seconde partie, sur les nourritures, on l'a c. *Denique*, dist. 4.<sup>8004</sup> Et avec cette remarque, les canonistes en commun passent sur la rubrique de l'observation du jeûne, ainsi que les théologiens, IV, d. 15.

---

7996PETRUS DE PALUDE sur IV, d 15

7997EUGENE IV: dispense de jeûne pour les travailleurs (1440).

7998PETRUS DE PALUDE sur IV, d 15

7999Chez ANGELUS, sur l'heure, *Jejunium*, § 1 et 2

8000Dans ANGELUS, *Jejunium*, pr, on trouve la définition du jeûne avec cette référence: *Secundum S. Bonaventura, in IV, di 15, parte secunda, ar. 1, q 4.*

8001BONAVENTURA, in *IV, di 15, parte secunda, ar. 1, q 4.*

8002ARCHIDIACONUS, *Super Decretum*, sur *De cons*, D 1, c 50

8003*De cons*, D 1, c 50

8004*Décret*, D 4, c 6 fin

Et par la règle susdite, on voit clairement comment les lecteurs de table, les serviteurs de maîtres et les serviteurs de ce genre qui ont l'habitude de goûter d'avance ou de manger quelque chose pour ne pas défaillir en lisant ou en faisant leur service ou pour une autre cause, rompent le jeûne. Et ceux qui devancent l'heure habituelle ne font pas de péché du moins mortel, sauf s'ils mangent, un temps assez long avant les autres ou sans raison.

Les pèlerins, sont-ils obligés de jeûner?

Mais je demande: les pèlerins sont-ils tenus aux jeûnes qui se pratiquent sur les terres vers lesquelles ils vont? Petrus de Palude<sup>8005</sup>, selon ce qu'allègue l'archevêque florentin<sup>8006</sup>, dit que si dans un diocèse la coutume est de jeûner le troisième jour, ceux du diocèse sont obligés de jeûner comme si l'évêque l'imposait, *De consecratione*, dist. 5, *Jejunia*<sup>8007</sup>

Quelle coutume oblige à jeûner?

Une coutume en effet raisonnable et prescrite y oblige les indigènes, 12 d. Illa<sup>8008</sup>. Mais les étrangers, s'ils viennent pour habiter, alors sont obligés au jeûne coutumier comme ceux du diocèse, comme si c'était d'après un texte. Et s'ils passent par le pays, ils ne sont pas liés par les coutumes ni par les statuts de la dite terre; cependant ils sont tenus de ne pas scandaliser. Ils peuvent donc manger en cachette selon la coutume de leur pays. Il semble cependant que la coutume des laïcs ne lie pas les clercs ni les religieux parmi les clercs séculiers, parce que les modes d'abstinence diffèrent selon ces trois états.

De plus sont excusés du jeûne de leur pays, les étrangers quoiqu'on jeûne dans leur pays, parce qu'ils viennent pour rester.

Mais ceux qui transitent par un pays, sans être obligés aux jeûnes de ce pays, ne sont pas libérés des jeûnes de leurs pays. C'est ce que dit Petrus de Palude<sup>8009</sup>. Je n'oserais pas affirmer qu'on doit observer le jeûne seulement à cause de la coutume d'un pays ou de la décision d'un évêque, quand ils sont hors de leur pays, parce qu'ils sont obligés de jeûner. Cependant il y a la glose, dist. 8, c. *Qui contempta*<sup>8010</sup>. Mais il y a une opinion contraire: ne font pas de péché mortel ceux qui n'ont pas la coutume de manger des viandes dans leurs régions le jour du sabbat ou en en mangeant dans d'autres régions, quand il n'y a pas de coutume, ou le contraire.

---

8005PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*

8006FLORENTINUS *Summa*

8007*De Cons.*, D 5, c 17

8008*Décret*, D 12, c 11

8009PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*

8010*Glose*, sur *Décret*, D 8, c 6 (la vérité l'emporte sur la coutume)

Et en faveur de cette opinion joue beaucoup le c. *Quia dies*<sup>8011</sup> et la dist. 12, *illa*<sup>8012</sup> Dans le sens contraire, comprends: sauf s'ils sont assujettis spécialement par ailleurs à un vœu ou à une abstinence de règle.

Il y a un autre question difficile concernant les épouses: parce que leurs maris le leur interdit, doivent-elles abandonner les jeûnes? Je réponds selon Panormitanus<sup>8013</sup> sur la rubrique, à ce titre, qu'elles ne doivent pas accomplir de jeûnes volontaires sans l'autorisation de leurs maris, 33, q. 5, *Noluit*, et c. *Manifestum*<sup>8014</sup>; mais elles sont obligées aux jeûnes nécessaires prescrits par l'Église

[fol. 113r]

et l'interdiction de leurs maris n'est pas une excuse parce qu'il faut obéir plus à Dieu qu'aux hommes, C. 11, q. 3, c. *Julianus*<sup>8015</sup>, sauf si naissait un scandale entre elles et leurs maris; alors en effet, avec l'autorisation d'un prêtre, quand en acte un tel scandale s'opposerait au jeûne, c'est permis. Note le.

H. Un commandement de l'Église n'oblige pas quand il scandalise.

Appuie cette proposition le fait qu'un précepte positif de l'Église n'oblige personne quand il y a scandale [...] <sup>8016</sup> comme dans le c. 2, [] <sup>8017</sup>. D'autre part on dit que le scandale naît quand à cause de ce précepte un mari en arriverait à des actes, par exemple serait amené à frapper ou à blasphémer contre Dieu et les saints et à des actes de ce genre, ce que l'on peut savoir par les mêmes actes faits dans le passé, alors et dans les cas semblables, l'épouse peut en sûreté de conscience omettre les dits jeûnes et obéir à son mari.

Comment ceux qui ne jeûnent pas pendant le carême pèchent mortellement.

En outre je demande: celui qui laisse passer un jour est-il tenu de jeûner un autre jour, ou: celui qui ne jeûne pas un jour est-il tenu de jeûner un autre jour? Panormitanus<sup>8018</sup> répond dans le c.2, *De observatione jejuniorum*<sup>8019</sup> et pose de manière étendue les motifs pour l'une et l'autre partie ou opinion et conclut: Celui qui n'a pas la force de jeûner un jour n'est pas tenu de jeûner un autre jour. Hostiensis tient que cet avis semble plus vrai.

---

8011*De Cons*, D 5, c 31 (le canon s'appuie sur la coutume). Il me semble que la question évoquée est celle du rapport entre le droit positif, la coutume et le péché mortel, et que la réponse est que lorsque le jeûne est imposé par la coutume ou la décision d'un évêque, il n'y a pas de péché mortel à suivre l'un ou l'autre ou l'un plus que l'autre., suivant leurs modalités.

8012*Décret*, D 12, c 11

8013PANORMITANUS, in *Rubrica de observatione jejuniorum*.

8014*Décret*, C 33, q 5, c 16 et c 11

8015*Décret*, C 11, q 3, c 94

8016Blanc.

8017X, 5, 32, 2 d'après ANGELUS.

8018PANORMITANUS, sur X, 3, 46, c 2

8019X, 3, 46, c 2

«Mais<sup>8020</sup> fait-on un péché mortel chaque fois que l'on mange, un jour de jeûne, sans avoir de raison? Joannes de Neapoli répond dans un *Quolibet*<sup>8021</sup> que oui, parce qu'on semble ramené à un précepte négatif. Mais l'opinion de Durandus, sur le IV<sup>8022</sup>, est plus appréciée; elle dit qu'on ne fait de péché mortel qu'une seule fois, sauf si quelqu'un mangeait plusieurs fois avec un mépris spirituel renouvelé, parce qu'alors il ferait un péché mortel à chaque fois. Et c'est l'opinion plus communément reçue, sinon on serait tenu à l'impossible, parce que du fait que quelqu'un a brisé le jeûne une fois, il ne peut plus jeûner ce jour là. Et donc le précepte est devenu impossible pour lui.

Il en serait autrement du jeûne du carême, parce que quoiqu'il l'ait rompu un jour, il peut cependant jeûner un autre jour et il y est tenu. Ainsi, il fait autant de péchés mortels qu'il y a de jours où il omet de jeûner pendant le carême», si aucune nécessité ou raison ne l'excuse, nécessité ou raison qui font qu'est évacuée la force du précepte et brisée toute sa raison.

«Et<sup>8023</sup> si des veilles de solennités arrivent un dimanche?

Je réponds qu'il faut jeûner le sabbat précédent, comme dans le c. 1, 2, 3, *De observatione jejuniorum*<sup>8024</sup>.

Est-il permis de jeûner le dimanche et à d'autres fêtes solennelles? Je réponds oui, sauf si quelqu'un jeûnait avec la volonté de s'écarter de la coutume du peuple chrétien, parce qu'est indécente la partie qui n'est pas complètement en harmonie avec le tout. Cela peut aussi être «illicite» selon Thomas (vois où plus haut)<sup>8025</sup> «si quelqu'un tenait avec tant d'entêtement le jeûne qu'il ne croirait pas que l'utilité du jeûne puisse être compensée par la dévotion à la fête». Il dit la même chose quand on jeûnerait un jour de fête par quelque superstition. Remarque que sur la dispense de jeûne, tu as, plus bas, la dispense<sup>8026</sup>.

#### J. Le péché d'acédie.

L'acédie «selon<sup>8027</sup> Damascène<sup>8028</sup> est une tristesse pesant sur l'esprit de sorte qu'il ne lui plaît de faire rien de bon. Et cette définition selon Alexander, II-II<sup>8029</sup>, est celle de l'essence; les autres définitions» données par les docteurs le sont «d'après les effets».

---

8020ANGELUS, *Jejunium*, § 22

8021JOANNES DE NEAPOLI, *Quolibet*

8022DURANDUS, IV, d 15

8023ANGELUS, *Jejunium*, § 8

8024X, 3, 46, c 1, 2, 3

8025THOMAS, sur IV, d 15, q 3, a 3, ad 2

8026Fol 121r, H

8027ANGELUS, *Acidia*, pr

8028DAMASCENUS, *De fide Orthodoxa* II, 14, cité aussi par Thomas, *Somme*, II-II, q 35

8029ALEXANDER, *Summa*, II-II,



De ce péché comme je l'ai fait pour les autres, je poserai premièrement une triple partie dans laquelle seront contenues les transgressions, à partir de laquelle pourront être formées des questions ou examens.

Deuxièmement je poserai des propositions à partir desquelles pourront être données des réponses.

Premier article:

Pour la première partie, il faut savoir, sans remettre ce que j'ai dit à d'autres endroits, que dans le péché d'acédie quelqu'un peut pécher mortellement de trois façons:

en encourageant une infirmité,

en commettant une faute contre l'Esprit saint,

en négligeant de corriger.

Et, conformément à cela, on doit ainsi interroger le pécheur: par une excessive tristesse a-t-il permis que lui arrive une infirmité, etc.

Second article:

Première proposition principale: la tristesse et le dégoût.

Quant à la seconde partie, voici la première proposition: tout homme qui, dégoûté par la tristesse, permet qu'il lui arrive une grave infirmité soit physique soit spirituelle, alors qu'il pourrait se secourir, fait un péché mortel, parce que c'est contre ce précepte: «Tu aimeras ton prochain comme toi-même».

Cette proposition est d'Alexander (vois où, au dessus). Donc, en ce qui concerne les maris ou les fils morts et l'infirmité spirituelle et physique, que les femmes veillent à ne pas pleurer follement à cause de leurs fils ou de leurs maris morts, et à ne pas tomber pour cette raison dans les dites faiblesses.

Et l'infirmité spirituelle, je la comprends de ceux qui, de façon délibérée, à cause de leurs amis ou de malheurs, décident qu'ils ne feront pas quelque chose de bien, et je le comprends du bien auquel ils sont obligés, ou quand quelqu'un est si absorbé par la tristesse qu'il voudrait ne pas avoir été créé ou être mort et même de n'importe quelle mauvaise mort.

K. Seconde proposition principale: la péché contre l'Esprit saint:

La seconde proposition concerne les péchés contre l'Esprit saint, et de ceux-ci, il y a deux façons de parler: une, commune, que suivent les docteurs en commun qui est [fol. 113v]

qu'il y a des espèces du péchés contre l'Esprit saint:

Les espèces du péché contre l'Esprit saint.

la présomption,

le désespoir,

le combat contre la vérité reconnue,

la jalousie de la grâce reçue par un frère,

l'endurcissement,

l'épouvante.

Et selon ces docteurs on parle de péché contre l'Esprit saint, parce qu'il prive de l'aide pour revenir à Dieu et trouver la miséricorde divine.

Mais puisqu'à d'autres endroits j'ai parlé de plusieurs espèces de ce péché, comme du combat contre la vérité en traitant de l'obstination et la discorde, et de la jalousie pour la grâce d'un frère en traitant du péché de colère et d'envie, etc, maintenant on suit une autre façon de parler en particulier, celle de Scotus, II, d. 43<sup>8030</sup>, qui pose seulement deux espèces de ce péché ou au plus trois:

l'obstination,

le désespoir,

l'endurcissement.

Mais je comprends ici l'obstination et l'endurcissement comme un même péché, quoique certains les distinguent selon le passé et le futur.

L'opinion de Scotus sur le péché contre l'Esprit.

Donc selon Scotus on appelle seulement obstination, le désespoir formellement parlant, ou, virtuellement parlant, l'obstination qui est l'endurcissement résultant du désespoir.

Pour éclaircir les espèces de ce péché, j'expliquerai de quelle façon on dit que ce péché est doublement irrémissible d'une autre façon dont on le dit pour tout autre péché.

De quelles façons se commet un péché irrémissible contre l'Esprit saint.

Premièrement, parce qu'aucun autre péché ne s'oppose directement au principe de la rémission et à celui qui pardonne, sauf celui-ci parce que celui-ci seul ôte à Dieu la miséricorde qui est le principe de la remise des péchés et ne lui donne que la justice et ne la lui accorde qu'autant qu'il désespère: un tel pécheur en effet n'a plus confiance et désespère de la miséricorde de Dieu.

Deuxièmement on le dit irrémissible parce qu'il corrompt la disposition à recevoir la miséricorde ou à la rémission chez celui à qui on doit pardonner, parce que, comme le dit le même Scotus sur le IV<sup>8031</sup>, le principe qui dispose à la rémission du péché chez le pécheur est un certain dégoût pour le péché accompagné d'une conversion vers Dieu.

---

8030SCOTUS, II, d 43, q 1

8031SCOTUS, *Scriptum super IV Sententiarum*, IV, d 43

Or ce péché en ce qu'il comporte chez l'obstiné le dessein de ne pas se repentir, ôte une telle disposition, c'est pourquoi ici arrive une difficulté au sujet des hommes qui négligent l'inspiration divine ou la méprisent, hommes pour qui je dis que négliger l'inspiration divine est un péché mortel: quand un pécheur est incité par une grâce divine à se convertir et quand le Seigneur lui fait penser ou remarquer les mauvaises actions qu'il a faites, qu'elles sont graves et nombreuses, alors le pécheur est tenu de se repentir en acte de son péché, et s'il ne se repent pas et n'est pas accablé, il pêche mortellement par un nouveau péché. C'est ce que dit Alexander, II-II, au *Traité sur la négligence*, q. 8.<sup>8032</sup> Bonaventura est d'accord, I, dernière distinction, où il traite de la conformité de notre volonté à la volonté divine.<sup>8033</sup> De même, Scotus, d. 27, q. 3<sup>8034</sup>, comme on l'a évoqué plus haut.

Puissent les pécheurs y prendre garde, eux qui, aux sermons, dans leurs lits ou dans des lieux privés, sentent souvent qu'ils sont poussés par la miséricorde divine et ne se corrigent pas.

L. Troisième proposition principale. La négligence dans les offices.

La troisième proposition peut s'appliquer de façon générale aux offices; par exemple, les maîtres font un péché mortel quand ils tiennent des écoles et ne remplissent pas leur office comme il faut; de même pour les curés et tous les autres. Cependant je ferai maintenant une proposition concernant deux points: l'instruction par les parents ou les parrains, et la correction par les supérieurs; et ceci parce que, très communément, les hommes sont négligents à faire ces actions, et dans ce cas ils font le péché d'acédie. Et j'ai parlé aussi en particulier de beaucoup d'autres offices dans ce petit livre en divers endroits.

De l'instruction par les parents et les parrains.

Du premier point il y aura une première proposition que voici:

Parents et parrains sont tenus par eux-mêmes ou par d'autres d'apprendre aux petits, quand ils ont l'âge de raison, ce qu'ils sont tenus de savoir et que leurs parents peuvent leur enseigner. Cependant cela concerne principalement, selon certains, les recteurs et les confesseurs: s'ils ne le font pas, ils sont en danger.

Et j'ai dit: par eux-mêmes ou par d'autres, parce qu'il suffit de le faire soit en mettant dans des écoles soit en conduisant à des sermons ou chez le curé.

De plus si le père instruit, le parrain est excusé, et inversement.

---

8032ALEXANDER, *Sententiarum 4us liber, II-II, De negligentia*, q 8 (si le chiffre est juste)

8033BONAVENTURA, *Quaestiones super libros Sententiarum*, I, d dernière

8034SCOTUS, *Scriptum super IV Sententiarum*, IV, d 27,q 3

Cette proposition se trouve au *De consecratione*, dist.4, *Vos ante omnia*.<sup>8035</sup> Et aux jours de fête, l'occupation des parents doit être cet enseignement et non laisser fils et filles aller à la danse. Appuie cette proposition ce texte de *l'Éthique* qui dit que les enfants ne peuvent rendre aux parents dont ils ont reçus trois grands biens: l'existence, la nourriture et l'éducation, des biens dignes de ce qu'ils ont reçu. La soutient aussi ce que dit De Lyra, *Postilla sur le Psaume 78*<sup>8036</sup>: «Tout ce qu'il a demandé aux parents»;  
[fol. 114r]

note qu'il a demandé de le faire pour leurs enfants. Vois à cet endroit. Il est donc clair que la proposition susdite est approuvée par les canonistes, les philosophes et les théologiens; c'est pourquoi je passe rapidement, parce que, sinon, j'ai assez longuement discuté<sup>8037</sup> sur les cas où, parmi les autres raisons, il y avait une raison donnée pour les œuvres de miséricorde, par exemple, instruire les ignorants, en disant que c'est une nécessité quand personne d'autre ne le fait et que l'ignorant est mis en danger; et je comprends «mis en danger» par rapport au péché mortel ou à la damnation éternelle.

Petrus de Campis<sup>8038</sup> tient les propositions susdites et déclare: «Le parrain, comme dit Augustinus, quand il répond pour son filleul au baptême «je crois», s'oblige à faire qu'il croie en Dieu, autant que cela dépend de lui, quand l'enfant arrivera à l'âge du discernement». Et le parrain est tenu par cette promesse de lui apprendre dans la langue maternelle le Symbole des apôtres et les autres connaissances nécessaires. De même Lincolnensis<sup>8039</sup> dans son traité qui commence par *Templum Dei*; cependant quant à ce qu'est tenu de savoir obligatoirement, n'importe quel chrétien est tenu d'instruire; tu as cela plus haut au premier commandement.

M. La correction par les supérieurs.

Les deux corrections.

La quatrième proposition portera sur la correction; mais il a deux corrections: une du supérieur, de punition ou de blâme, par laquelle les prélats ou supérieurs punissent ou blâment les inférieurs, l'autre est la correction fraternelle ou charitable qui est l'avertissement d'un frère pour amender les pécheurs, en procédant par charité fraternelle; la quatrième proposition donc concernera la correction par le supérieur; voici cette proposition.

---

8035 *De Cons.*, D 4, c 105

8036 NICOLAS DE LYRA, *Postilla sur Ps. 78 (77)*, 5: «...Il mit une loi en Israël, qu'il a demandé à nos pères d'enseigner à leurs enfants.» : «Quae mandavit patribus nostris ut docerent filios suos» (Vulgate)

8037 Allusion à d'autres activités ou livres de Gabriel Maria.

8038 PETRUS DE CAMPIS

8039 LINCOLNIENSIS, *Templum Dei*

Un supérieur, comment fait-il un péché mortel en corrigeant?

Un supérieur fait un péché mortel de trois façons en corrigeant. Pour expliquer cette proposition, je dis premièrement:

Si le supérieur corrige non par zèle charitable mais seulement par intention de nuire, il pèche alors mortellement s'il agit ainsi délibérément et en causant un préjudice notable. Il en est autrement s'il agit de façon non délibérée parce que le supérieur qui, sans l'avoir voulu, est excessif dans la correction, est excusé par le c. *Olim causam, De restitutione spoliatorum*<sup>8040</sup>. Et il n'est pas tenu de demander pardon à ses inférieurs pourvu que l'excès ne soit pas volontaire, comme dans le c. *Quando necessitas*, dist. 86,<sup>8041</sup> parce que s'il dépassait la mesure volontairement, par exemple s'il agissait par malignité ou par haine, il serait obligé alors de demander pardon aux inférieurs et il est tenu par les torts, Loi *Quemadmodum, § Magistratus, ff. De judiciis*<sup>8042</sup>. Mais parce que dans le premier cas, j'ai dit: «par zèle charitable», on parle de zèle charitable dans deux cas: quand la correction se produit ou pour que le corrigé soit amendé ou pour que les autres vivent plus tranquillement, 23, q. 5, c. *Prodest*<sup>8043</sup>.

Deuxièmement la correction du supérieur est mortelle par omission, c'est-à-dire quand le supérieur oublie de corriger des inférieurs en faute. Dans ce cas, un tel supérieur doit être traité de chien impudique plutôt que d'évêque, d. 83, c. *Nemo*, c. *Error* et c. *Nihil*.<sup>8044</sup> Et pour cela, il doit être renvoyé parce que l'on dit: Celui qui épargne un indigne fait naître une contagion universelle: en effet la facilité du pardon fournit un stimulant à la faute, 23, q. 4, c. *Est injuste*, et c. suivant<sup>8045</sup>.

Mais pour que ce cas soit clairement compris, j'énonce deux brèves propositions.

La première sert à savoir quand la correction doit être pratiquée ou omise. On doit toujours considérer le but de la correction, or le but est de corriger la vie des hommes, comme cela est dit dans le dit c. *Prodest*. Cette proposition se trouve suffisamment dans le c. *Comessationes*, dist. 44<sup>8046</sup>, et dans le c. *Ut constitueretur*, dist. 50<sup>8047</sup>. De cette proposition il résulte que le supérieur qui voit qu'il n'y a pas d'intérêt à corriger ni pour la communauté ni pour celui qui doit être corrigé, omet licitement la correction.

Il s'ensuit deuxièmement que si la correction ne nuisait pas à la communauté ni ne lui profitait et que son omission profitait au fautif, on l'omet licitement.

---

8040X, 2, 13, 12

8041*Décret*, D 86, c 4

8042*Digeste*, 5, 1, 48

8043*Décret*, D 23, q 5, c 4 + lire (dans ou sur)

8044*Décret*, d 83, c 2, 3 et 6

8045*Décret*, d 23, q 4, c33 et 34

8046*Décret*, D 44, c 1

8047*Décret*, D 50, c 25

Il s'ensuit troisièmement que si l'omission nuisait à la communauté quoique la correction ne profitât pas au fautif, alors la correction ne doit pas être omise parce que le bien commun doit être préféré au bien particulier.

Seconde proposition: le supérieur qui voit qu'il peut corriger une faute mortelle, cachée ou connue, et qui cependant néglige la correction, fait un péché mortel, par l'article de la d. 83<sup>8048</sup>, par toute la distinction, et 2, q. 7, c. *Qui nec regiminis*<sup>8049</sup>, et la glose, d. 25, § *Alias ea demum*<sup>8050</sup>, dit enfin que le silence du supérieur est un péché mortel. Et je comprends cela quand il s'agit de choses criminelles, parce que les fautes vénielles, les supérieurs ne sont pas tenus sous peine de péché mortel, de les corriger. Comprends ainsi aussi ce qui suit.

Troisièmement il y a péché mortel quand le supérieur corrige publiquement ce qui est secret, comme nous le voyons souvent parce que des supérieurs, en présence de tous, [fol. 114v]

reprochent à des fautifs ce qui a été commis en secret, leur font des reproches publiquement et les punissent. En effet cette parole de *Matthieu* 18<sup>8051</sup>: «Si ton frère a péché contre toi...», a sa place ici si un prélat voulait corriger comme un frère, parce que, quand le péché est secret, sa correction ne regarde pas le supérieur. On a ce cas en 2, q. 7, c. *Accusatio*<sup>8052</sup>, où l'on dit que si des prêtres ont osé accuser et déshonorer, sans un avertissement secret préalable, ils sont excommuniés. Cependant pour une compréhension plus claire, vois ce que je vais dire tout de suite sur la correction fraternelle: quand l'avertissement secret doit précéder la dénonciation. Et il faut noter que certains docteurs ajoutent un quatrième cas dans lequel un supérieur fait un péché mortel en faisant des reproches<sup>8053</sup>, par exemple quand il est en état de péché mortel, secret ou connu; Petrus de Palude est de cet avis, IV, dist.19<sup>8054</sup>, et il l'applique au supérieur spirituel, parce que le juge temporel qui pend un voleur ne fait pas de péché mortel quoiqu'il soit en état de péché mortel.

Au sujet de cette correction, je poserai cette proposition: aucun supérieur ni qui que soit d'autre en état de péché mortel, secret ou connu, ne pèche mortellement en corrigeant ou en parlant publiquement à son sujet, cependant il peut y avoir péché mortel en raison de scandale, quand le péché du supérieur est connu.

---

8048 *Décret*, D 83

8049 *Décret*, C 2, q 7, c 3

8050 *Glose sur Décret*, D 25, c 3

8051 *Mat*, 18,15

8052 *Décret*, C 2, q 7, c 15

8053 Chez ANGELUS: *Correctio*, § 4

8054 PETRUS DE PALUDE, IV, d 19

Ricardus semble être de cette opinion, même distinction<sup>8055</sup>. En effet, quoique de tels supérieurs soient suspendus quant à Dieu, 2, q. 7, c. *Qui nec*<sup>8056</sup>, *De consecratione*, dist 5, c. final<sup>8057</sup>, cependant il ne s'ensuit pas qu'ils pèchent mortellement si ce n'est seulement quand ils font un acte de leur ordre religieux, comme c'est clair dans le c. final, *Décrétales*, *De ordinatis ab episcopo*<sup>8058</sup>, pourvu que ce qui a été dit ne relève d'aucun ordre. Rosella<sup>8059</sup> suit aussi cette opinion au mot *Correctio*.

Sur la qualité de la correction par les supérieurs.

Je demande maintenant à propos de ce sujet: dans la correction doit-il y avoir plus de sévérité et de justice ou de douceur et de bienveillance? Je réponds qu'il faut mêler ces qualités ensemble dans la correction, à l'exemple du bon samaritain qui sur les plaies appliqua en même temps l'huile et le vin, comme c'est exposé complètement dans le c. *Disciplina*, dist. 45<sup>8060</sup> et elle doit plutôt incliner à la bienveillance qu'être dans la sévérité, comme dans le c. *Licet*, à cette distinction<sup>8061</sup> et distinction 50 dans le c. *Ponderet*<sup>8062</sup>; et je comprends cela pour ceux qui se repentent: pour les impénitents et les incorrigibles il en est autrement. Et c'est dit au c. *Non potest*, 23, q.4.<sup>8063</sup> En effet, de même que nous avons l'ordre de montrer de la miséricorde à ceux qui se repentent, de même nous avons l'interdiction d'être miséricordieux vis-à-vis des impénitents obstinés. Et l'établit le c. *Diaconi sunt*, d. 93<sup>8064</sup>, où il est dit ainsi: «Dieu n'a pas pitié de ceux qui pèchent assidûment».

Et qu'une sévérité de ce genre à l'égard des pécheurs soit louable, tu as les exemples de nombreux saints, comme Hilarion<sup>8065</sup>, Ambronicus<sup>8066</sup> et beaucoup d'autres qui sont loués pour leur sévérité.

Quand parle-t-on de l'impossibilité de se corriger?

Et note en plus, que le fait d'être incorrigible selon les docteurs au c. *Cum non ab homine*, *Décrétales*, *De judiciis*<sup>8067</sup>, se dit de celui qui revient à ses précédentes fautes ou avait persévéré en elles.

---

8055 RICARDUS, *Super Sententiarum librum IV*, d 19

8056 *Décret*, 2, q 7, c 32 -493

8057 *De cons.*, D 5, c 40

8058 X, 1, 13, c 2

8059 ANTONIUS DE ROSELLIS: *Rosella, tit., Correctio*

8060 *Décret*, D 45, c 9

8061 *Décret*, D 45, c 4

8062 *Décret*, D 50, c 14

8063 *Décret*, C 23, q 4, c 32

8064 *Décret*, D 93, c 23

8065 Hilarion: voir la vie écrite par saint Jérôme.

8066 Ambronicus.: je n'ai pas trouvé de qui il s'agit.

8067 X, 2, 1, 10

Et selon Panormitanus<sup>8068</sup>, il suffit pour être incorrigible, ou de persévérer dans ces fautes ou de commettre à nouveau d'autres délits. Que le supérieur, cependant, remarque, selon Egidius dans le livre *De regimine principum*<sup>8069</sup>, que la colère qui n'est pas louée est la colère qui précède et non celle qui suit le jugement de la raison, à propos de quoi s'ajoute, *Ethique*, III<sup>8070</sup>, la parole d'Homère qui dit que la vertu s'appuie sur la fureur: elle s'appuie en effet sur la fureur quand la colère est un instrument de vertu: elle est exigée pour une œuvre de vertu plus vigoureuse et plus ferme.

C'est pourquoi le supérieur, avant de juger grâce à la raison ce qui doit être fait, doit être doux, mais après qu'on a vu ce qui doit être fait et qu'on y a mûrement réfléchi, il doit prendre la colère comme servante de la vertu pour accomplir grâce à elle plus vigoureusement les œuvres de vertu.

#### N. La correction fraternelle.

La cinquième proposition portera sur la correction fraternelle, sur laquelle, pour que l'on comprenne mieux dans quel ordre il faut procéder dans la correction fraternelle et quand elle est mortelle, je poserai une distinction et une triple proposition. en suivant l'opinion d'Henricus, *Quodlibet* 9<sup>8071</sup>, et celle de Durandus, sur le livre IV, dist. 19<sup>8072</sup>, qui me semble plus vraie.

La distinction est que le péché d'un frère peut être tout à fait public ou notoire, ou si caché qu'on ne peut rien prouver à son sujet, ni en avoir perdu sa réputation; il peut être en partie caché et partie connu, ce qui arrive quand il se révèle à plusieurs personnes par qui il peut être prouvé et démontré ou quand le pécheur a perdu sa réputation auprès de personnes sérieuses quoique la rumeur ne soit pas publique.

---

8068P ANORMITANUS, *Super Decretalium*

8069AEGIDIUS, *De regimine principum*, III («qui se courrouce avant que raison commande, ne peut parfaitement ouïr le commandement de raison... quand la raison commande de faire des œuvres de vertu et que l'homme prend colère et courroux selon ce que la droite raison lui enseigne, il fait mieux et plus vigoureusement les œuvres de vertu».. Dans le texte, *furor* semble être utilisé comme un synonyme de *ira* (*ira furor brevis est*). Par ailleurs, l'idée que la colère doit précéder le jugement de la raison est contraire aussi à ce que disent Augustin, Grégoire, et Thomas qui les évoque (*Somme*, II-II, q 158, a1, s 1 et 2). La colère qui suit la raison, se meut contre les vices et est conforme à la raison et bonne (c'est la colère par zèle). Grégoire dit: «Il faut avoir grand soin que la colère que l'on prend comme un instrument de la vertu ne commande pas à l'esprit; qu'elle ne marche pas devant comme une maîtresse, et qu'elle ne quitte jamais sa place en arrière de la raison comme une servante prête à faire son service.» *Moralia*, V,45.

8070ARISTOTE, *Ethique*, III

8071HENRICUS DE GANDAVO, *Quolibet* 9

8072DURANDUS DE SANCTO PORCIANO, *Scriptum super Sententiarum.*, IV, d 19



Ceci noté, je pose maintenant trois propositions, une pour chaque cas.

Première proposition: dans le premier cas, l'avertissement secret n'a pas sa place parce que les fautes publiques doivent être corrigées publiquement, comme c'est dit, d. 45, c. *Set illud*<sup>8073</sup>, et les docteurs sur le c. *Novit, De judiciis*<sup>8074</sup> et c. 1, *De penitentiis et remissionibus*<sup>8075</sup>. De plus l'avertissement secret ne se fait

[fol. 115r]

que pour que ne périclite pas la réputation avec l'amendement de la conscience, parce que c'est une règle fixée que par le commandement de la charité quelqu'un est tenu d'aimer la conscience de son frère sans détruire en rien sa renommée, si on peut le faire. C'est pourquoi il faut toujours venir au secours de la conscience sans détriment pour la renommée autant que possible; mais ceci n'a pas de place ici parce que l'homme en question a perdu sa renommée puisque son péché est notoire.

La seconde proposition concerne le second cas ou second membre de la proposition. Dans le second cas l'avertissement secret doit précéder; celui-ci étant fait, qu'il ait de l'efficacité ou pas, il ne faut pas cesser complètement ni procéder à une dénonciation sauf s'il s'agissait d'un péché qui tournerait au détriment d'autres personnes ou sauf si l'on voulait dénoncer à un supérieur non en tant que personne publique mais en tant qu'homme de bien qui veut être utile et ne pas nuire.

Dans cette proposition il y a deux «sauf si», soit deux exceptions, parce que si le péché causait un détriment à d'autres, temporel ou spirituel, par exemple quand quelqu'un travaille à livrer la cité aux ennemis ou quand un hérétique se cache en s'efforçant de corrompre la foi ou les mœurs chez d'autres, alors si l'on croit ou craint qu'il ne soit pas corrigé ou qu'il ne cesse pas grâce à l'avertissement secret, alors il faudrait le dénoncer à celui qui pourrait faire obstacle au danger, la renommée du coupable restant cependant toujours sauve autant que possible.

Cette exception est prouvée parce que la charité cherche plus le bien commun que celui de l'individu.

La seconde exception était «sauf si», parce qu'on croit avec probabilité que le supérieur, en tant qu'homme de bien et non en tant que juge, peut être utile au pécheur, en l'avertissant secrètement ou en ôtant l'occasion de pécher; on doit alors lui cacher autant que faire se peut l'identité du frère; bien plus, de cette façon, on peut parler à n'importe quel homme quand on croit qu'il veuille être utile, comme on le trouve en 22, q. 5, c. *Hoc mihi videtur*.

---

8073 *Décret*, D 45, c 17

8074 X, 2, 1, c 13

8075 X, 5, 38, c 1

Et note cela à cause de toutes ces pauvres femmes qui révèlent les péchés de leurs maris. En effet grâce à cette proposition tu peux savoir quand il y a péché et quand il n'y a pas péché.

Ces exceptions expliquées, je prouve la proposition que voici: la dénonciation est faite au supérieur pour qu'il enquête sur la faute et corrige, mais le supérieur ne peut le faire que si le péché peut être prouvé ou que le pécheur soit diffamé à son sujet, donc<sup>8076</sup>...Et il est faux de dire, comme le fait Rosella et les autres en commun, que la dénonciation fera que puisse s'appliquer cette parole de *Matthieu*, 18<sup>8077</sup>: «S'il a péché contre toi, etc.», parce que l'on répond que cette autorité a sa place seulement pour le troisième membre<sup>8078</sup> comme cela sera clair dans la troisième proposition, parce que introduire des témoins dans ce cas serait sans profit et, au contraire, dangereux pour les dénonciateurs, parce que si le pécheur nie l'accusation, il peut se plaindre devant le supérieur parce que le dénonciateur l'a diffamé devant plusieurs personnes en le chargeant d'une faute qu'il n'a pas commise. Et ainsi est claire la proposition: note-le parce que presque tous les autres parlent de façon contraire et autrement. Les docteurs ajoutent d'autres propositions au même endroit, mais pour faire bref, ceci suffit.

Troisième proposition.

Dans le troisième cas, ce que dit le Seigneur dans l'évangile de *Matthieu*, 18: «S'il a péché contre toi, etc.» a sa place, c'est à dire qu'il faut qu'un secret avertissement précède, et s'il est inutile, que le pécheur alors soit averti une seconde fois devant ceux qui connaissent le fait, et s'il est inutile, alors le fait doit être dénoncé à l'Église.<sup>8079</sup> Cette proposition est prouvée parce que tout ce qui a été posé dans la première proposition à propos de la charité est observé, parce qu'on a soin de la renommée et de la conscience du frère autant que possible.

Le pécheur de plus encourt deux dommages pour son péché: le premier et le plus grand est le dommage concernant son innocence, le second est le grand dommage concernant sa réputation. Entre les deux, l'innocence et la réputation, si toutes deux ne peuvent être sauvées, il faut mépriser le second dommage comme moindre pour diminuer le premier. C'est pourquoi les témoins sont introduits non pour faire savoir parce que ceux qui corrigent savent déjà et ainsi n'est pas blessée la renommée du frère,

---

8076...donc, on ne dénonce qu'à ces deux conditions. Il faut des preuves.

8077*Mat*, 18, 15-17. Est concerné le verset 16

8078Pour le péché partiellement connu.

8079*Mat*, 18,15: «Si ton frère vient à pécher, va le trouver et reprends-le, seul à seul... 16. S'il n'écoute pas, prends avec toi un ou deux autres, pour que toute l'affaire soit décidée sur la parole de deux ou trois témoins. 17 Que s'il refuse de les écouter, dis-le à la communauté...»

mais pour que la correction soit plus efficace et pour prouver que l'avertissement secret a été donné s'il arrivait qu'on procède à une dénonciation publique, pour que le dénonciateur ne soit pas écarté de la dénonciation comme ennemi ou suspect.

Et ainsi il est clair que la correction par un frère qui est un supérieur est un péché mortel dans plus de cas que la correction par un frère:

Premièrement, en raison d'une intention de nuire; mais la correction fraternelle ne peut être mortelle de cette façon parce que la correction fraternelle ne va jamais jusqu'aux actes ou aux reproches, mais seulement à des paroles douces, avertissant charitablement et persuadant d'abandonner le péché. J'en déduis que peu corrigent au moyen de cette correction fraternelle, mais que presque tous usurpent la correction du supérieur parce que nous voyons qu'ils corrigent violemment et en invectivant. Et je pense qu'il en résulte qu'ils n'obtiennent pas de résultat et qu'ils rendent le pécheur plus mauvais; donc, toi, qui n'est pas un supérieur, corrige avec douceur et humilité, s'il te plaît, selon Dieu.

[fol. 115v]

O. Quand négliger la correction fraternelle est un péché mortel.

Donc, je dis, premièrement, que la correction est un péché mortel quand on l'omet, parce que tous y sont obligés par commandement. C'est pourquoi le pécheur ni l'inférieur n'en sont dispensés, et le supérieur est obligé de corriger secrètement par cette humble correction.

Mais parce que ce précepte est affirmatif, l'omission n'est un péché mortel que quand le péché du frère est mortel et qu'il n'y aurait personne d'autre à qui il incomberait mieux et de façon équitable de corriger.

Et troisièmement, il y a péché mortel, quand à cause d'un avantage physique ou d'un désavantage temporel, il renoncerait à corriger; un homme espère pouvoir arracher un frère de son péché, mais il omet et il néglige de corriger pour ne pas encourir de dommage ou la perte d'un office ou d'un bénéfice ou une amitié, ou pour n'être pas estimé [excessif]<sup>8080</sup> et à cause d'inconvénients de cette sorte,.

Cette proposition est de saint Thomas, II-II, q. 33, a. 2<sup>8081</sup>. Alors en effet l'ordre de la charité est perverti quand on préfère un bien temporel à l'âme du prochain.

---

8080Excessif: faute de mieux..

8081THOMAS, II-II, q 3, a2. Thomas n'évoque pas les causes précises citées ici. Il y a péché mortel si on omet la correction fraternelle quand, malgré un espoir fondé de retirer quelqu'un de son péché (*probabiliter presumit...quod posset eum a peccato retrahere*), on se laisse arrêter par la crainte ou la cupidité. C'est cette probabilité de salut qui fait de l'omission un péché mortel car contre la charité. THOMAS s'inspire de saint AUGUSTIN, qui évoque la crainte de l'opinion publique, des tourments corporels et de la mort.

## **Du quatrième élément achevant la confession, c'est-à-dire de l'absolution.**

Q. Cinq choses doivent être faites pour l'absolution dans la confession

Ensuite il faut expliquer le quatrième et dernier élément achevant la confession, comme on l'a dit plus haut: l'absolution du prêtre.

Pour cela il faut savoir que le prêtre doit faire cinq choses en ordre dans son absolution: en effet il doit premièrement imposer une pénitence; deuxièmement accorder des indulgences, troisièmement absoudre des censures ecclésiastiques si le pécheur a été lié par elles ou l'une d'elles; quatrièmement donner une dispense si le pécheur en a besoin, par exemple à cause d'un vœu, d'une irrégularité et des cas de ce genre. Cinquièmement il doit absoudre finalement le pécheur de ses péchés. Il y aura donc cinq chapitres dans cette partie.

Premier chapitre: l'imposition d'une pénitence.

Puisque toutes les pénitences sont librement décidées de sorte que, selon Innocentius<sup>8082</sup>, les canons pénitentiels ne servent en rien, pour savoir comment on doit le comprendre, il faut noter qu'on a l'habitude de poser trois sortes de pénitences (et je ne parle que de celle qui est imposée au pécheur par un confesseur).

R. Les trois pénitences.

«La<sup>8083</sup> première est appelée pénitence solennelle, qui est imposée selon la façon dont il est question au c. *In capite*, d. 50<sup>8084</sup>; je la laisse puisqu'elle n'est plus en usage aujourd'hui. La seconde<sup>8085</sup> est appelée publique parce qu'elle se fait devant l'Église et publiquement, et elle diffère de la pénitence solennelle autant dans la façon, parce que n'est pas conservée celle du canon *In capite*, que parce qu'elle peut être imposée par un simple confesseur selon Guilelmus Durandus<sup>8086</sup> et Hostiensis<sup>8087</sup>, par l'argument du c. *Penitentes*, d. 50<sup>8088</sup> et d. 30, c. *Si quis presbiter*<sup>8089</sup>, et *De penitentiis et remissionibus*, c. *Quesitum*<sup>8090</sup>. Et ne s'y oppose pas le c. *Accedentibus*, *De excessibus prelatorum*<sup>8091</sup>, où sont blâmés les abbés qui imposaient une pénitence publique, parce que la pénitence publique y est comprise comme solennelle qui est uniquement imposée par un évêque. Et ceci est vrai sauf si la coutume comportait autre chose.

---

8082 INNOCENTIUS IV

8083 ANGELUS, *Penitentia*, § 1

8084 *Décret*, D 50, c 64

8085 ANGELUS, *Penitentia*, § 2

8086 GUILIELMUS DURANDUS, selon ANGELUS: sur *Décret*, d 50, c 63 et d 30, c 17

8087 HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*, D 50, c 63 et D 30, c 17

8088 *Décret*, D 50, c 63

8089 *Décret*, D 30, c 17

8090 X, 5, 38, 7

8091 X, 5, 31, 12: Pénitences publiques et indulgences sont du ressort de l'évêque.

De plus et troisièmement les pénitences diffèrent parce que la pénitence publique se recommence, mais non la pénitence solennelle.

Mais je demande<sup>8092</sup>: quand doit-on imposer une pénitence solennelle ou publique? Panormitanus<sup>8093</sup> répond, sur le c. *Quesitum, De penitentiis et remissionibus*<sup>8094</sup>, que pour une faute grave et scandalisant toute la ville, on devrait imposer une pénitence solennelle, c. *In capite*<sup>8095</sup>. Si la faute est grave et publique mais non scandaleuse, alors on impose une pénitence publique mais non solennelle, comme c'est noté dans le c. final, 26, q. 6<sup>8096</sup>, joint au «c. 1, *De penitentiis et remissionibus*<sup>8097</sup>. Si elle était grave, mais cachée et même connue de quelques uns, alors on ne doit imposer ni pénitence publique ni solennelle.

C'est pourquoi il blâme l'habitude de ceux imposent une pénitence publique aux femmes pour la mort des enfants qu'elles avaient avec elles dans le lit. Et vois le cas au dit c. 1 et au dit c. *Statuimus, De maledicis*<sup>8098</sup>, et dans le c. final, *De hiis qui filios proprios occiderunt*<sup>8099</sup>.»

Je demande maintenant: «à qui<sup>8100</sup> peut être imposée une pénitence solennelle? Je réponds qu'on ne doit l'imposer ni aux clercs, ni aux religieux ni aux laïcs de marque, article du dit c. *In capite*, et ceci est vrai sauf si le clerc a été déposé, d. 50, c. *Confirmandum*<sup>8101</sup>.»

La troisième pénitence est appelée pénitence privée; elle est imposée en particulier et de façon secrète dans la confession. Et à son sujet je dis que le confesseur peut à sa volonté selon son discernement imposer une pénitence, mais non pour les péchés publics pour lesquels il faut aussi imposer une pénitence; bien plus, pour les péchés publics, les canons pénitentiels doivent être observés selon leur convenance au tribunal secret, mais selon leur nécessité quand on agit au tribunal extérieur.

Mais je passe sur ce point maintenant.

#### S. Les canons pénitentiels

«Mais<sup>8102</sup> je demande: que sont les canons pénitentiels?

---

8092ANGELUS, *Penitentia*, § 3

8093PANORMITANUS, *Super Decretalium*,

8094X, 5, 38, 7

8095*Décret*, d 50,c 64

8096*Décret*, 26, q 6, c 14 [+cor lat](#)

8097X, 5, 38, c 1

8098X, 5, 26, c 2

8099X, 5, 10 (*De his qui filios occiderunt*), 3

8100ANGELUS, *Penitentia*, § 4

8101*Décret*, D 5, c 65

8102ANGELUS, *Confessio*, 6, § 5

Je réponds que je les ramène à vingt; tu as le premier, d. 82, c. *Presbiter*<sup>8103</sup>, où est donnée à tout prêtre fornicateur ou commettant quelque péché amenant sa déposition, une peine de dix ans, pendant lesquels, les trois [fol. 116r]

premiers mois, il doit jeûner au pain et à l'eau, excepté les dimanches et fêtes principales pendant lesquels il peut se restaurer avec du vin, des petits poissons et des légumes, en restant cependant enfermé [...] <sup>8104</sup>. Ensuite jusqu'à la septième année, il doit jeûner trois jours par semaine au pain et à l'eau, c'est-à-dire au deuxième, quatrième, et sixième <sup>8105</sup>, sauf s'il voulait racheter le second par le psautier ou denier <sup>8106</sup>. Ensuite, les trois années suivantes, le sixième jour, il jeûnera au pain et à l'eau. Certains comprennent cette pénitence seulement pour l'adultère ou l'inceste, mais toi dis qu'elle est due aussi pour la fornication.

On trouve le second canon en 30, q. 1, *Si quis sacerdos*, et au c. *Non debet*<sup>8107</sup> où est donnée une pénitence de douze ans au prêtre qui a connu sa fille spirituelle qu'il a aussi entendue en confession, et si le péché est public ou si c'est un évêque, qu'il fasse pénitence 15 ans et la femme doit tout donner aux pauvres et servir Dieu à perpétuité dans un monastère.

Le troisième canon concerne les doubles fiançailles, c. *Accepisti*<sup>8108</sup>: à celui qui s'est engagé par un engagement présent avec la fiancée d'un autre, est imposée une pénitence de jeûne au pain et à l'eau de 40 jours et pour une pénitence de sept ans consécutifs.

Le quatrième canon est au c. *De filia*, et au c. *Devotam*<sup>8109</sup>, 27, q. 1: à celui qui a péché avec une moniale ou une religieuse est enjointe une pénitence de dix ans, ainsi qu'à celle qui a consenti.

Le cinquième est au c. *Si quis cum duabus* et au c. *Si quis cum matre*, 34, dernière question<sup>8110</sup>: à celui qui en toute ignorance connaît charnellement deux sœurs ou une mère ou une petite-fille, une sœur de son père ou une fille de celle-ci), est imposée une pénitence de sept ans, mais s'il a agi sciemment, qu'il soit privé pour toujours de mariage.

---

8103 *Décret*, D 82, c 5

8104 ANGELUS: «ensuite il sort et il doit, un an et demi, jeûner au pain et à l'eau»

8105 Lundi, Mercredi, Vendredi

8106 Un psautier: un rosaire.

8107 *Décret*, 30, 1, c 9 *Si quis sacerdos* (où est pour le cas de la fille spirituelle, indiquée une pénitence de 15 ans) et c 10 *Non debet* (cas de la femme qu'on a confessée: 15 ans pour un évêque, 12 pour un prêtre)

8108 X, 4, 4, 2 (la pénitence concerne les deux sexes).

8109 *Décret*, C 27, q1, c 26: *De filia*, c 27: *Devotam*

8110 *Décret*, C 34, q 2, c 8: *Si quis cum duabus*, et c 9: *Si quis cum matre*

Le sixième est au *De excessibus prelatorum*, c. *Clerici*<sup>8111</sup>: au clerc qui a péché contre nature, une pénitence perpétuelle est imposée, et il est jeté dans un monastère, mais au laïc, jusqu'à une digne satisfaction, est imposée la séparation de l'assemblée des fidèles.

Le septième est au c. *Hoc ipsum*, 33, q. 2<sup>8112</sup>: à l'incestueux ou à celui qui a péché avec des bêtes, est imposée une pénitence supérieure à sept ans.

Le huitième est au c. *Admonere*, 33, q. 2<sup>8113</sup>: à celui qui a tué sa femme est imposée une pénitence sévère et perpétuelle: ne pas boire de vin ni de boisson fermentée, ne plus jamais manger de viande si ce n'est à Pâques et à la nativité du Seigneur; vivre au pain, à l'eau et au sel, en s'appliquant aux jeûnes et aux prières, ou entrer dans un monastère.

Le neuvième canon est au c. *Latores*, 33, q. 2<sup>8114</sup>: à ceux qui ont tué leur mère on impose quasiment la même pénitence qu'à ceux qui ont tué leur femme, si ce n'est que la peine est de sept ans.

Le dixième est au c. 2, *De penitentiis et remissionibus*<sup>8115</sup>: à celui qui a tué un prêtre est imposée une pénitence de douze ans.

Le onzième est au c. *Accusasti, De accusationibus*<sup>8116</sup>, où à celui qui a accusé injustement quelqu'un d'une accusation de peine de mort, si l'homme a été tué, est imposée une pénitence de quarante jours au pain et à l'eau pendant sept ans, et si l'homme a perdu un membre, pendant trois ans.

Le douzième est au c. *Quicumque*, 6, q. 1<sup>8117</sup>, où au parjure est imposé un jeûne de quarante jours au pain et à l'eau et une pénitence de sept ans; de même pour celui qui l'a poussé, l'a conseillé ou forcé, et si c'est un serf, qu'il jeûne au pain et à l'eau, trois carêmes et aux jours prescrits, deuxièmes, quatrièmes et sixièmes, c. *Qui compulsus*, 22, q. 5<sup>8118</sup>.

Le treizième est au c. *Ut mensure, De emptione et venditione*<sup>8119</sup>, où un jeûne de trente jours au pain et à l'eau est imposé à qui falsifie les mesures, mais une pénitence plus grave est imposée à qui a fait de fausses lettres apostoliques, c. *Dura*, c. *Ad falsariorum*, c. *Ad audientiam, De crimine falsi*<sup>8120</sup>, et c. *Novimus, De verborum significatione*<sup>8121</sup>.

---

8111X, 5, 31, 4

8112Décret, 33, 2, c 11. La proposition d'une pénitence dépassant 7 ans est de GRATIANUS.

8113Décret, 33, 2, c 8: *Admonere*

8114Décret, 33, 2, c 15

8115X, 5, 38, c 2

8116X, 5, 1, 8

8117Décret, C 6, q 1, c 18

8118Décret, C 22, q 5, c 1

8119X, 3, 17, 2

8120X, 5, 20, c 4 (*Dura*), c 7 (*Ad falsariorum*), c 3 (*Ad audientiam*). La première des peines est l'excommunication.

8121X, 5, 40, 27

Le quatorzième est au c. *De hiis vero*, 33, q. 2<sup>8122</sup>, et au c. *Si qui, De penitentia*, dist. 5<sup>8123</sup>, où à celui qui a délaissé une pénitence solennelle est imposée une pénitence de dix ans et la présentation de l'eucharistie à la fin de sa vie seulement.

Le quinzième canon est au c. *Nemo per ignorantiam, De consecratione*, première distinction<sup>8124</sup>, où au prêtre qui a enveloppé un clerc mort dans un manteau d'autel est imposée une pénitence de dix ans et cinq mois, mais au diacre une de trois ans et demi.

Le seizième est au c. *De viro*, 12, q. 2<sup>8125</sup> où à celui qui a commis un sacrilège est imposée une pénitence de sept ans: pendant les trois premiers, il ne mange pas de viande ni ne boit de vin si ce n'est à Pâques et à la nativité du Seigneur; pendant les cinq autres, qu'il s'abstienne aux trois jours de viande et de vin. Celui qui a brûlé une église doit faire pénitence quinze ans et réparer (l'église) comme au c. *Si quis*, 17, q. 4<sup>8126</sup>.

Le dix-septième est au c. *Statuimus, De maledicis*<sup>8127</sup>, où à ceux qui blasphèment Dieu ou les saints est imposée une pénitence ...[ ].

Le dix-huitième canon est au c. *Omnis, De penitentiis et remissionibus*<sup>8128</sup>, où au prêtre qui révèle une confession est imposée la pénitence dont il est question au dit chapitre.

Le dix-neuvième canon est au c. *Si quis dederit*, 24, q. 1<sup>8129</sup>, où celui qui donne la communion à un hérétique ou celui qui la reçoit d'un hérétique, en ignorant que c'est interdit par l'Église, doit faire pénitence un an, mais s'il le savait, dix ans.

De même celui qui permet à un hérétique de célébrer dans une église catholique, par ignorance du droit, quatre-vingt-dix jours; s'il le savait, un an; mais celui qui l'a permis [fol. 116v]

par respect de l'hérétique et condamnation de l'Église doit faire pénitence dix ans; celui qui est passé chez les hérétiques ou a amené d'autres à le faire, qu'il fasse pénitence douze ans.

Il y a beaucoup d'autres canons dans lesquels on impose une pénitence de sept ans parfois moindre, cas sur lesquels je passe, parce que du fait que la règle est que la pénitence est de sept ans pour tout péché mortel, il n'était pas nécessaire de les évoquer.

---

8122Décret, C 33, q 2, c 12

8123De pen., D 5, c 4

8124De cons., D 1, c 40

8125Décret, C 12, q 2, c 17

8126Décret, C 17, q 4, c14

8127X, 5, 26, 2: 7 dimanches, être devant les portes de l'église; le dernier dimanche être pieds nus, la corde au cou, avec 7 semaines de jeûne et d'interdiction d'entrer dans une église. La lacune dans le texte ne permet pas de dire tout cela.

8128X,5,38, 12. La peine est la déposition et l'envoi dans un monastère strict pour une pénitence perpétuelle.

8129Décret, C 24, q 1, c 41



Aux règles susdites le confesseur doit toujours avoir l'œil et quoique, pour une raison, par exemple parce que le pénitent<sup>8130</sup> est faible, qu'il a une obligation vis à vis d'une autre personne, ou à cause du danger que le pénitent ne fasse pas la pénitence, il puisse diminuer les susdites peines puisque, comme on l'a dit, aujourd'hui elles sont à l'arbitrage du confesseur, cependant il est bon de notifier la peine au pécheur pour qu'il ait une plus grande crainte de pécher et comprenne ce qu'il doit faire pour être libéré de la peine du péché dans ce monde ou dans l'autre<sup>8131</sup>»; ou du moins il est bon de lui dire que pour tout péché mortel, on peut lui imposer une pénitence de sept ans. Cependant dire simplement ceci au pénitent n'est pas obligatoire «parce qu'il faut croire que l'Église, sous l'impulsion de l'Esprit Saint, a fixé ces pénitences comme Dieu l'exige pour la justice, ou ici ou dans le purgatoire, de tout homme qui perpétue de tels actes, comme c'est clairement dit au c. *Hoc ipsum*, 33, q. 2<sup>8132</sup>: «Ce fait même que la censure canonique a prescrit que le pénitent revient après sept années à son ancien statut, les saints pères l'ont ratifié non par choix de leur propre arbitrage, mais plutôt par la décision du jugement de Dieu». Et on dit plus bas: «C'est pourquoi aussi par coutume ecclésiastique il est d'usage que la pénitence des plus grands crimes soit achevée en sept ans sauf si l'éminence de la fonction ou la grandeur des crimes [...] oblige à dépasser la durée annoncée». Ceci dans ce canon. Remarque aussi qu'au tribunal de la pénitence, sont appelées «fêtes régulières», la fête deux, quatre et six<sup>8133</sup>, comme au c. *Presbiter*, dist. 82<sup>8134</sup> et au c. *Jejunia, De consecratione*, dist. 3<sup>8135</sup>. L'établit le c. 2, *De homicidio*.<sup>8136</sup> Et donc il est plus saint que les pénitents fassent pénitence ces jours-là si on ne peut pas les amener [à la pénitence prescrite]<sup>8137</sup>.

#### T. Quelle pénitence privée doit-on imposer?

Mais quelle pénitence privée doit-on imposer? On donne plusieurs règles à ce sujet. Première règle: selon la règle, il est mieux d'imposer une pénitence contraire à la maladie ou au péché; par exemple si le pécheur est orgueilleux, qu'il s'humilie grâce à la prière par l'imposition de dire certaines prières; s'il est avare, qu'il fasse l'aumône; s'il est luxurieux, qu'il jeûne ou qu'il porte un cilice ou fasse des pratiques de ce genre.

8130Je pense qu'il s'agit du pénitent et non du confesseur.

8131Le texte d'ANGELUS, *Confessio*, 6, § 7 reprend à «parce que».

8132*Décret*, 33, 2, c 11, suivi de sa citation et de celle du commentaire de GRATIANUS.

8133«fête» a été remplacé dans la traduction par «jour». Fêtes 2, 4, 6: Lundi, Mercredi, Vendredi

8134*Décret*, d 82, c 5

8135*De cons.*, D 3, c 16

8136X, 5, 12, 1, 2. Dans ce chapitre est prévu un jeûne adouci les 3èmes, 5èmes fêtes et les dimanches.

8137*Induci*

Deuxième règle: quand on craint avec probabilité qu'une pénitence ne soit délaissée, il ne faut alors jamais l'imposer, parce qu'il vaut mieux envoyer le pécheur au purgatoire qu'en enfer: que le confesseur donc sache du pécheur si ce qu'il ordonne lui est lourd ou s'il veut le faire.

Troisième règle: quand on craindrait que, par la pénitence imposée, le péché commis ne vienne à la connaissance d'autrui, il ne faut jamais enjoindre une telle pénitence; il faut en donner une autre. C'est l'exemple de la femme qui a commis un adultère: si le mari, la voyant jeûner, soupçonne l'adultère, alors il ne faut pas imposer de jeûnes.

Quatrième règle: si le pécheur ne veut accepter aucune pénitence quoique lui soit imposée une pénitence légère et bien réfléchie, le confesseur ne doit en rien être troublé ni le pécheur renvoyé sans absolution. Cette règle est de Scotus, IV, d. 15<sup>8138</sup>.

Qui peut diminuer une pénitence?

Mais je demande: «un confesseur<sup>8139</sup> peut-il, en ayant une raison, changer la pénitence qu'un autre a imposée ou la diminuer? Je réponds brièvement en parlant de la pénitence sacramentelle que oui, si le confesseur en question a autorité pour absoudre du péché en question pour lequel la pénitence a été imposée au pécheur, même si celui qui l'a imposée est un supérieur. Mais s'il n'a pas l'autorité pour absoudre d'un tel péché, il ne pourra ni diminuer la pénitence ni la changer sauf dans deux cas, c'est-à-dire s'il y a une nécessité pressante ou si la piété le conseille».

Comment comprendre cette nécessité et cette piété? Vois plus haut, troisième commandement<sup>8140</sup>, et plus bas, quatrième chapitre, sur la dispense dans un vœu<sup>8141</sup>. Il serait pieux alors en effet que l'interprétation soit que le supérieur accepte la modification dans ce genre de cas, selon Rodonensis<sup>8142</sup>, par l'argument du c. *Latores*, 33, q. 2<sup>8143</sup>; la glose sur 26, q. 7, c. *Tempora*<sup>8144</sup>, soutient qu'un évêque peut diminuer la pénitence qu'un pape a imposée, par l'argument au dit chapitre *Latores*». Ces deux cas, la nécessité et la piété, «je les admettrais quand il ne peut y avoir de recours au supérieur commodément et qu'il y a une raison, sinon, non».

---

8138SCOTUS, IV,d 15, q 1, a 3

8139ANGELUS, *Confessio* 6, § 4

8140Fol 69, M

8141Fol 121, J

8142RODONENSIS *Glose de la somme de Raymond de Peñafort*.

8143*Décret*, C33, q 2, c 15 L'argument est que si l'on voit que l'homme est véritablement contrit et multiplie les bonnes œuvres, on pourra être plus doux à son égard.

8144*Glose sur Décret*, C 26, q 7, c 2

Alvarus<sup>8145</sup> tient aussi cet avis et Cardinalis<sup>8146</sup> le suit dans la *Clémentine* finale, *De penitentiis et remissionibus*<sup>8147</sup>. Et en suivant la distinction précédente, tu accorderas les opinions contraires qui sont énoncées dans la dite *Clémentine* finale. Il y a une exception à tout cela selon certains, c'est si on avait imposé en pénitence d'aller en terre sainte, parce qu'alors on ne pourrait changer sans autorisation du pape, argument des chapitres 1 et *Quod super hiis, Décrétales, De voto*, joint au chapitre *Ex multa*, à ce titre<sup>8148</sup>, ce que je limite au cas où il aurait enjoint d'aller au secours de la terre sainte, autrement non, d'après les règles alléguées. Et selon cette distinction limite et comprends la glose et les docteurs sur le dit chapitre 1. Et c'est l'avis de Monaldus, au titre *Penitentia*<sup>8149</sup>, 4, et d'Astesanus, livre 5, titre 32<sup>8150</sup>.

[fol. 117r]

Pour le second chapitre<sup>8151</sup>, il faut remarquer qu'il est utile au pécheur qu'après l'injonction de la pénitence, le confesseur lui dise ceci: qu'il veut que toutes les peines qu'il supportera et que tout le bien qu'il fera aient de la valeur, pour lui, pour le fruit de la pénitence<sup>8152</sup>, et que, lui, le confesseur, de son côté, autant qu'il le peut, lui fera remise sur la peine due pour ses péchés en lui accordant une indulgence autant qu'il peut.

Et pour la compréhension de cette règle qui est de saint Thomas dans la première partie<sup>8153</sup>, que le confesseur note que ce qui a été ainsi enjoint aura une double valeur pour le pécheur, par la force des œuvres et en raison du sacrement. Le confesseur doit cependant, selon certains que suit le frère Angelus<sup>8154</sup>, s'exprimer et parler de telle sorte que le pécheur entende quand il lui dit de tels propos: note-le. Pour que les propos précédents soient compris de façon plus profonde, je pose la proposition qui suit.

V. Proposition principale: les indulgences à concéder.

«Tous<sup>8155</sup> les prêtres, au tribunal de la pénitence peuvent accorder une indulgence à ceux qu'ils peuvent absoudre.

---

8145 LVARUS PELAGIUS, *Commentarium super 4os libros Sententiarum*.

8146 CARDINALIS, *Superr Clémentinas*

8147 *Cle*, 5, 9, 1 (le sacrement de pénitence ne doit pas être refusé aux condamnés à mort et cela peut être fait à la place des ordinaires)

8148X, 3, 34, 1 (*De peregrinationis*), c 8 (*Quod super his*), c 9 (*Ex multa*)

8149MONALDUS, *Summa de jure canonico: Penitentia*

8150ASTESANUS, *Summa*, Livre V, titre 32

8151Premier chapitre: l'imposition d'une pénitence (fol 115v)

8152La satisfaction est le fruit de la vertu de pénitence (Thomas, *Somme*, III, q 90, a 2,3)

8153THOMAS, I: non trouvé. Suggestion: *Supplementum*, q 25, a 2, ou THOMAS, IV, d 20

8154ANGELUS: non trouvé

8155ANGELUS, *Indulgentia*, § 5

Maitre Cardinalis<sup>8156</sup> dans la *Clémentine Religiosi, Extra, De privilegiis*<sup>8157</sup>, reproduit Alvarus<sup>8158</sup> qui soutient cette opinion, avec l'argument du chapitre *Deus qui, De penitiis et remissionibus*<sup>8159</sup> Mais toi vois la glose sur le canon *Mensuram, De penitentia*, dist.1<sup>8160</sup> qui tient cet avis.

Panormitanus<sup>8161</sup> soutient le même avis sur le c. *Sicut dignum, De homicidio*<sup>8162</sup>. Il allègue<sup>8163</sup> aussi le c. *Quem penitet, De penitentia*, dist. 1<sup>8164</sup>.

Tiennent le même avis Innocentius<sup>8165</sup> et Bernardus<sup>8166</sup> sur le c. *Quod autem, De penitentiis et remissionibus*<sup>8167</sup>; mais rien n'est fixé concernant le combien.

Note qu'Alvarus dit que (le confesseur) peut donner une indulgence d'années ou de jours comme il lui semble bon, pourvu qu'il agisse avec discernement. Innocentius soutient le même avis, comme le rapporte et suit Archidiaconus<sup>8168</sup> sur le c. *Indulgentie», De penitentiis et remissionibus, Sexte*<sup>8169</sup>. «Et pour les règles qui semblent contraires, Archidiaconus répond qu'elles sont vraies pour les rémissions générales et publiques qu'ils ne peuvent faire ou qu'on doit les comprendre de la pénitence enjointe par son supérieur, par exemple par l'évêque, pénitence qu'un inférieur ne peut remettre, d. 21, c. *Inferior*<sup>8170</sup>».

Mais pour que l'on comprenne plus parfaitement que cette matière (le fait qu'un simple prêtre, dans le sacrement de confession peut donner des indulgences) est dans l'esprit des théologiens comme des canonistes, je pose les propositions suivantes.

Première proposition: aucune indulgence n'a de force si ce n'est par rapport à une peine due pour des péchés mortels.

Cette proposition est admise par les canonistes, c. *Quod autem, Décrétales*<sup>8171</sup>, *De penitentiis et remissionibus* et par les théologiens sur le livre IV, d. 20<sup>8172</sup>.

---

8156CARDINALIS, *Lectura super Clementinis*, sur *Cle.*,5, 7, c1

8157*Cle.*,5, 7, c1

8158ALVARUS, *Commentarium super 4os libros Sententiarum*.

8159X, 5, 38, 8 (le prêtre doit décider de la pénitence selon la qualité de l'excès, la contrition du pénitent et d'autres circonstances)

8160Glose sur *De Pen.*, D 1, c *Mensuram*

8161PANORMITANUS, sur X, 5, 12, 6

8162X, 5, 12, 6 (Dans l'imposition d'une pénitence, le juge doit faire attention aux circonstances)

8163Ou: l'allègue aussi le chapitre... (pas *etiam* chez Ange)

8164*De Pen.*, D 1, c *Quem penitet*

8165INNOCENTIUS sur X, 5, 38, 4

8166BERNARDUS PARMENSIS, *Casus longi super libros Decretalium*

8167X, 5, 38, 4

8168ARCHIDIACONUS, *Super Sextum Decretalium*

8169VI, 5, 10, 3

8170*Décret*, D 21, c 4

8171X, 5, 38, 4

8172THOMAS, IV, d 20, a 3, q 1, ad 1am, par exemple.

Seconde proposition: Tout prêtre qui a le pouvoir d'absoudre d'un péché mortel, peut aussi remettre la peine due pour ce péché du moins en partie, par la force de ses clés, c'est-à-dire de l'absolution sacramentelle. Cette proposition est de Scotus sur le livre IV, dist. 19<sup>8173</sup> et de tous les théologiens.

Troisième proposition corrélatrice: tout prêtre, dans n'importe quelle absolution, s'il absout comme il convient, donne une indulgence, même s'il ne fait aucune mention d'indulgence: c'est suffisamment clair par ce qui précède.

Quatrième proposition: Les canonistes ne disent sur cette matière rien de plus que les théologiens, si ce n'est qu'ils parlent de jour et d'année d'indulgence quand ensemble les théologiens se taisent: c'est assez clair d'après ce qui a été dit.

Cinquième proposition: il convient mieux à un théologien qu'à un canoniste d'indiquer un jour et une année.

Cette proposition est expliquée avec élégance et subtilité par Scotus, d. 19<sup>8174</sup>, où entre autres choses, il dit ainsi: (et je répons à la question soulevée pour la d. 19) «Je dis (déclare Scotus,) que, de même que dans les autres échanges la justice commutative comporte une certaine latitude de sorte que la justice, dans les échanges, ne vise pas l'indivisible milieu mais le milieu de la droite raison, de même, la justice punitive qui est une justice commutative d'échange de la peine contre la faute, ne vise pas nécessairement le degré indivisible de la peine correspondant à celui de la faute, mais il y a là une certaine latitude au dessous de laquelle une peine inférieure ne suffit pas, au dessus de laquelle une peine supérieure ne doit pas être imposée, et en dehors de toute cette latitude, le pouvoir des clés qui oblige en dessus ou au dessus, est dans l'erreur, et alors, ce qui, injustement, n'est pas payé sur terre ne l'est pas dans les cieux, c'est-à-dire n'est pas ratifié, mais à l'intérieur de cette latitude, le confesseur ne se trompe pas et c'est pourquoi son jugement est ratifié; dans cette mesure, tout ce qui est imposé à l'intérieur de cette latitude, il convient de l'accomplir ici, et si ce n'est pas accompli ici, le reste sera exigé au purgatoire, et si c'est imposé et accompli, rien de plus n'est exigé au purgatoire». Et le docteur ajoute: «Et ce milieu dans cette latitude, il est possible à l'homme de le connaître grâce à la loi divine avec l'aide de la raison naturelle».

De ces paroles de Scotus, il s'ensuit deux conséquences:

la première sert la proposition, c'est-à-dire que le confesseur, théologien savant, peut, plus que tout autre, indiquer, comme je l'ai dit, les jours et années de pénitence, parce que, grâce à la loi divine, comme dit Scotus, il connaît la latitude.

---

8173SCOTUS, IV, d 19, q unique, a 5 (sur la question soulevée en IV, d. 18)

8174SCOTUS, IV, d 19, q unique (suite de *Contra primum...*)

Il s'ensuit deuxièmement que, quoique l'injonction d'une pénitence ne soit pas nécessaire selon Scotus, comme je l'ai dit plus haut, cependant il n'est nullement plus utile au pécheur, que lui soit imposée par quelqu'un de savant une pénitence au dessous de la latitude: c'est pourquoi il est ridicule chez les personnes dévotes, dont les confesseurs sont certains

[fol. 117v]

qu'elles désireraient aussi avoir une lourde pénitence, d'enjoindre un Notre Père ou une petite pénitence de ce genre dont le confesseur sait après confession de grands péchés que la pénitence est en dehors de la latitude susdite: une telle pénitence en effet n'est pas ratifiée.

La censure canonique: troisième chapitre.

Pour le troisième chapitre, les peines canoniques, je donnerai d'abord une définition et une division de la peine canonique, définition et division qui sont posées par Scotus sur le livre IV, dist. 25, q. 1, a. 1<sup>8175</sup>.

Pour la définition, Scotus dit que la peine canonique est «une peine infligée par les canons qui interdit au puni un certain grade ou un certain acte ecclésiastique ou l'en écarte, alors qu'autrement ils lui seraient permis. Cet «autrement» est ajouté en dernier parce que ne pas dire la messe n'est pas une peine pour un laïc, puisqu'il ne peut pas le faire, parce que, cet «autrement» ne renvoie pas à un laïc mais qu'il s'agit d'une peine pour un prêtre. J'ai dit aussi: selon les canons, parce que la peine est infligée soit en raison d'un canon, soit par un juge non en raison d'un canon; cependant pour être justes, les peines doivent être infligées selon les canons. J'ai dit aussi «qui interdit ou écarte», parce que la peine dont nous parlons, ou bien nous comprenons qu'elle écarte au sens où elle interdit seulement, ou bien qu'elle écarte ensuite d'une façon dont nous parlerons plus bas, et qui est contenue dans les mots écarter, ou resserrer.»

X. Les peines canoniques.

Quant à la division le même Scotus dit en détail qu'il y a sept peines canoniques :

la déposition,

la dégradation,

l'infamie,

l'irrégularité,

l'excommunication,

l'interdit,

la suspension.

---

8175SCOTUS, IV, d 25, q 1, a 1

La première, la déposition, est la plus grave, parce que c'est un total retrait du statut ecclésiastique. Et si la dégradation est la destitution de tout grade clérical, alors la dégradation et la déposition sont une même chose. Mais si la dégradation est d'être seulement déposé d'un grade déterminé, un autre grade ayant été conservé, comme quand on est dégradé de la prêtrise mais que celui de cleric reste, alors la dégradation est une peine partielle par rapport à la déposition.

La troisième peine est l'infamie; selon Panormitanus sur le c. *Testimonium, De testibus*<sup>8176</sup>, triple est la peine d'infamie: juridique, canonique, et de fait qui est plutôt appelée diffamation.

On appelle infamie juridique celle qui est prononcée par une sentence ou existe *ipso facto* dans les cas pour lesquels il y a des dispositions légales seulement; sur ceux-ci vois le texte et la glose, 3, q. 7, § *Porro*<sup>8177</sup>.

Qui sont les infâmes, selon la règle du droit .

Les trois infamies.

Et tiens cette règle que «tous<sup>8178</sup> les infâmes selon les lois sont infâmes selon les canons. Un texte notable le prouve au c. *Omnes*, 6, q. 1<sup>8179</sup>.»

«La seconde infamie, la canonique est celle qui est causée par un péché mortel, comme au c. *Infames*, 6, q. 1<sup>8180</sup>, et par la glose de la *Somme*», à cet endroit <sup>8181</sup>. Et cette infamie, si on la donne pour raison de persévérance, elle écarte l'infâme de l'accusation et du témoignage<sup>8182</sup>, par le droit canon. Car continuer dans la faute suffit seulement, comme dans le dit c. *Testimonium*<sup>8183</sup>, si cette faute est un péché mortel et si par une preuve légale le fautif peut être convaincu de la faute; sinon pour une faute secrète non prouvée, un fautif n'est pas écarté de la possibilité d'accuser. Et que la faute ne signifie pas toujours péché mortel est prouvé par cette parole de Caton: «Personne ne vit sans faute» <sup>8184</sup>. Mais le péché ôté, l'effet de l'infamie demeure-t-il? On tient communément que non.

La troisième est l'infamie de fait. Dans les affaires criminelles indubitablement, elle écarte les infâmes et de même dans les causes plus graves et dans lesquelles sont requis des témoins au dessus de toute acception;

---

8176PANORMITANUS, sur X, 2, 20, 54

8177Glose sur *Décret*, C 3, q 7, c 2, § 20

8178ANGELUS, *Infamia*, § 16

8179*Décret*, C 6, q 1, c 4

8180*Décret*, C 6, q 1, c 17

8181Glose sur *Décret*, C 6, q 1, c 17; la glose citée dans THOMAS, II-II, q 67, a3, 2 est celle de *Genèse* 4, 10; dans les deux cas se trouve l'homicide.

8182Il ne peut ni accuser ni témoigner

8183X, 2, 20, 54

8184Distique de Caton

mais dans les autres causes je pense qu'on les admet selon que l'infâme est plus ou moins ou en rien crédible selon la quantité et la qualité de l'infamie.

La quatrième peine est appelée l'irrégularité; c'est un empêchement ou une mise à l'écart de l'exécution du service divin ou d'un sacrement, provenant de la coutume canonique par l'argument du *De temporibus ordinationum*, dernier chapitre<sup>8185</sup>. Et on dit, de façon stricte que quelqu'un est irrégulier, pour ainsi dire qu'il est hors des règles des autres pour l'ordination, parce qu'est requise une dispense. On dit aussi de façon plus large qu'est «irrégulier», celui qui ne peut servir dans les ordres reçus ni accéder à des ordres plus grands. Cette irrégularité a été introduite selon le droit positif, comme 3, q. 7, § *Item Daniel*<sup>8186</sup>, quoique dans l'Ancien Testament elle ait été préfigurée dans la personne de David, *De consecratione*, dist. 1, c. 1<sup>8187</sup>.

La cinquième peine est l'excommunication.

Et remarque que les trois peines suivantes, l'excommunication, la suspension et l'interdit, par une dénomination particulière sont appelées censures ecclésiastiques, comme dans le c. *Querenti*, *De verborum significatione*<sup>8188</sup>; et la peine canonique est clairement plus grave que la censure ecclésiastique, parce que la première inclut sept peines et la censure ecclésiastique seulement trois, comme on l'a dit.

On appelle excommunication, selon Panormitanus, sur la rubrique et à ce titre, la censure prononcée selon un canon ou par un juge ecclésiastique, qui prive de la communion des sacrements et parfois de celle des hommes. L'établit le canon *Audi*, 11, q. 3<sup>8189</sup>. Par ailleurs l'excommunication est double. L'une est appelée majeure et elle prive des sacrements, de la communauté des hommes, de l'entrée à l'église et de beaucoup d'autres choses notées au chapitre *A nobis* (le deuxième)<sup>8190</sup>, et dans le c. *Si vero*, à ce titre<sup>8191</sup>, 11, q.3, § *Evidenter*<sup>8192</sup>; comprends qu'elle prive de la réception des sacrements, non de leur administration, c.*Si celebrat*,

[fol. 118r]

*De clerico excommunicato ministrante*<sup>8193</sup>, et aussi du bénéfice d'une élection. Elle rend donc l'excommunié inapte à obtenir n'importe quel bénéfice ecclésiastique, comme c'est noté pour le chapitre *Si celebrat*, *De clericis excommunicatis ministrantibus*.

---

8185X, 1, 11, 17

8186*Décret*, C 2, q 7, GRATIANUS: § 2

8187*De Cons.*, D 1, c1-2

8188X, 5, 40, 20

8189*Décret*, 11, q 3, c 21

8190X, 5, 39, 28: le chapitre 28 est le second chapitre commençant par les mots: *A nobis*.

8191X, 5, 39, 3

8192*Décret*, C 11, q 3, c 24 (GRATIANUS).

8193X, 5, 27, 10 (Le célébrant frappé d'une excommunication mineure peut conférer les sacrements quoiqu'exclu de leur réception)



C'est pourquoi Innocentius dit, au même endroit<sup>8194</sup>, qu'une dignité ecclésiastique ne peut pas être obtenue non plus si on n'est pas absout avant, même si ceux qui choisissent la personne ignorent que la personne est excommuniée, comme le soutient la glose au même endroit et l'ensemble des docteurs. Il est dit dans le deuxième paragraphe de ce chapitre que le choix doit être annulé s'ils ont choisi sciemment, ce que l'on doit comprendre: si l'excommunication est prouvée légalement et publiquement, parce que quelqu'un qui a une excommunication secrète mineure ne semble pas inéligible, puisqu'il n'encourt aucune irrégularité.

La sixième peine canonique est la suspension, qui, d'après la glose sur le chapitre *Ad reprimendam, De officio judicis ordinarii*<sup>8195</sup> et sur la *Clémentine Cupientes, De penis*<sup>8196</sup>, est une censure ecclésiastique par laquelle un office ou une activité sont interdits à une personne ecclésiastique précise, parfois par un juge, parfois par une loi.

La septième peine est l'interdit. Et je ne parle pas de l'interdit de droit civil, par un magistrat, dont parlent les *Institutes, De interdictis, au début*<sup>8197</sup>.

Y. Combien y-a-t-il d'interdits?

«Les interdits publics<sup>8198</sup> sont neuf; les privés sont dix-huit; à leur sujet, vois la glose et les docteurs sur le c. *Pastoralis, De causa possessionis et proprietatis*<sup>8199</sup>, et sur le c. *Item cum quis, De restitutione spoliatorum*<sup>8200</sup>, et je n'ai pas l'intention d'en traiter», mais de l'interdit de droit canon, oui. Et parfois on le comprend de façon particulière, par exemple quand quelqu'un est interdit d'office et de bénéfice et de choses de ce genre, cependant si on ne le comprend pas ainsi maintenant, c'est que, de cette façon, c'est la même chose que la suspension dont on vient de parler à l'instant. On comprend donc l'interdit ecclésiastique comme «celui<sup>8201</sup> par lequel sur une terre, une église ou des personnes sont interdites de célébrer les offices divins, de recevoir des sacrements, de sonner les cloches, et des interdits de ce genre.

Et il y a deux espèces d'interdits: l'un pour les hommes, l'autre pour les lieux, et chacune est triple.

---

8194INNOCENTIUS, sur X, 5, 27, 10

8195Glose sur X, 1, 31, 8

8196Glose sur Cle., 5, 8, 3

8197Inst., 4, 15

8198ANGELUS, *Interdictum* 1, § pr

8199X, 2, 12, 5

8200X, 2, 13, 6

8201ANGELUS, *Interdictum* 1, § pr

En effet, l'interdit pour les hommes est  
général,  
spécial» ou particulier,  
«singulier.

L'interdit général existe lorsque le peuple d'un royaume, d'un château, d'une ville ou d'une cité est interdit. Et remarque ainsi que, quand un peuple ou une université ou une communauté sont interdits, alors ni un lieu ni un clerc ne le sont.

De plus, ne sont pas interdits, selon Calderini<sup>8202</sup>, les ecclésiastiques qui ont été transférés complètement dans une église, parce qu'ils ne sont pas du peuple, 12, q. 1, *Duo*<sup>8203</sup>. De même quand un clerc seulement est interdit, ni un peuple, ni une université ni une communauté ne sont interdits parce que clerc et peuple s'opposent, *De sententia excommunicationis, Sexte, c. Si sententia*.<sup>8204</sup> C'est pourquoi les clercs peuvent célébrer comme avant l'interdit, selon Joannes Andreae sur le dit c. *Si sententia*<sup>8205</sup>, c'est-à-dire à haute voix, au son des cloches, après exclusion pourtant de ceux qui ont été interdits, parce que l'interdiction, c. *Quod in te, De penitentiis et remissionibus*<sup>8206</sup> et c. *Non est vobis, De sponsalibus*<sup>8207</sup>, et la limitation, c. *Alma, De sententia excommunicationis, Sexte*<sup>8208</sup>, se comprennent quand un lieu est interdit; et, si le lieu n'est pas exprimé dans la sentence d'interdiction, il ne faut pas cesser le culte de Dieu et les autres activités de ce genre, quoique l'interdit soit général.»

«L'interdit spécial<sup>8209</sup> ou particulier frappe les hommes quand un collège ou une université incluse dans ce collège sont interdits, comme par exemple le studium de Paris ou un chapitre, ou quelque chose de ce genre».

«On parle d'interdit singulier<sup>8210</sup> quand une personne définie est interdite».

De même, l'interdit qui frappe les lieux est triple: «général<sup>8211</sup> comme par exemple quand sont interdits un royaume, une province, un diocèse;  
particulier quand sont interdits une cité, un château ou une ville;  
singulier quand sont interdites une église ou une chapelle précise ou des églises précises.»

---

8202CALDERINUS, *In Decretales*

8203*Décret*, 12, q1, c 7

8204VI, 5, 11, 16

8205JOANNES ANDREAE, sur VI, 5, 11, 16

8206X, 5, 38, 11

8207X, 4, 1, 11

8208VI, 5, 11, 24

8209ANGELUS, *Interdictum* 1, § 7

8210ANGELUS, *Interdictum* 1, § 11

8211ANGELUS, *Interdictum* 2, § pr

Cependant, en ce qui concerne les cas dans lesquels on encourt l'irrégularité ou la suspension, l'interdit ou l'excommunication, l'infamie ou la dégradation, ou les façons dont on les encourt<sup>8212</sup>, je passe. En effet, comme je l'ai dit plus haut, tous ces cas presque relèvent du commandement, du chef du souverain pontife, ordonnés selon ce que dicte sa raison, et tantôt ils sont augmentés, tantôt diminués comme il lui plaît et comme cela peut être juste.

Cependant, celui qui veut voir les cas dans lesquels quelqu'un subit une irrégularité, une suspension et autres sanctions, qu'il lise la *Summa angelica*<sup>8213</sup> ou la *Rosella*<sup>8214</sup>.

Pourtant puisque le danger d'excommunication et d'irrégularité est beaucoup plus fréquent que celui de l'interdit et que sont encourues des excommunications et des irrégularités de cette sorte<sup>8215</sup>, ayant laissé le reste, je parlerai en particulier de l'excommunication et de l'irrégularité.

#### Z. L'excommunication.

De l'excommunication, j'énonce maintenant huit propositions.

Première proposition <sup>8216</sup>: le prêtre de paroisse, bien plus, n'importe quel confesseur, doit toujours considérer ce qui aide au salut de celui qu'il entend. Et étant posé le fait qu'il aurait le pouvoir d'absoudre, quand il s'aperçoit que ne pas absoudre est plus utile à la conscience du pécheur, il ne doit pas l'absoudre, mais plutôt le confier au supérieur parce que comme le dit l'apôtre, 2 *Cor.* 13<sup>8217</sup>,

[fol. 118v]

«Dieu nous a donné un pouvoir pour édifier, non pour détruire»;

De même, à l'inverse, je pense que le prêtre peut absoudre selon ce qui a été noté par Panormitanus pour le c. *Quod dilectio, De consanguinitate et affinitate*<sup>8218</sup> et pour le c. *At si clerici, Décrétales, de Judiciis*<sup>8219</sup>, quoique l'évêque se soit réservé pour l'utilité commune un certain cas, si le prêtre voyait que, pour un certain cas, il serait expédient au salut de celui qui se confesse d'être absout, et qu'au contraire l'envoi au supérieur nuirait au pénitent. Et je pense que cette proposition ne serait pas niée par celui qui cherche le salut des âmes et non la laine des brebis; et ceci a été abordé plus haut.

---

8212 Voir ANGELUS, *Interdictum*, 3

8213 ANGELUS, *Interdictum*, 4

8214 *Rosella: Summa casuum conscientiae*

8215 d'un danger plus fréquent.

8216 Si on compare avec ANGELUS, *Casus episcopis*, on voit que dans cette proposition, sans qu'il s'agisse d'une citation les propos et les références sont semblables mais qu'il n'y a pas l'allusion au bon pasteur.

8217 Paul, 2 *Cor.* 13, 10

8218 PANORMITANUS, sur X, 4, 14, 3 (sur l'empêchement au mariage, l'un des deux conjoint n'étant distant de la souche qu'au 2<sup>nd</sup> ou 3<sup>ème</sup> degré: on se rapportera à la coutume plutôt que de créer dissension et scandale dans le peuple)

8219 X, 2, 1, 4

Seconde proposition: Il semble expédient pour le statut de l'Église militante et le salut des fidèles qu'aucune excommunication ne soit portée, ni par règle de droit ni par un juge pour le présent ou pour le futur, sauf seulement pour un énorme et grave péché et une obstination notoire par laquelle quelqu'un manifeste qu'il n'écoute pas l'Église à travers une autre personne. Cette proposition est de Scotus, IV, d. 19<sup>8220</sup> et du Cancellarius parisiensis dans ses *Regulae*<sup>8221</sup>, et ainsi il semble bon qu'il n'y ait pas tant d'excommunications.

Troisième proposition: personne ne peut absoudre d'un péché, véniel ou mortel, si le pécheur n'a pas d'abord été absout d'une excommunication. N'est pas sûre l'opinion que le frère Angelus<sup>8222</sup> semble approuver que quelqu'un puisse d'abord être absout d'un péché et ensuite envoyé auprès d'un supérieur pour être absout d'une excommunication; je dis qu'il faut d'abord l'envoyer au supérieur, ensuite l'absoudre du péché, comme le soutiennent Petrus de Palude<sup>8223</sup>, Hugo de Castro novo<sup>8224</sup>, Oldradus de Laude<sup>8225</sup> et presque tous les sommistes et théologiens, excepté Rodonensis<sup>8226</sup> et Monaldus<sup>8227</sup>. Remarque cependant ici que, quand un pécheur qui se confesse a été excommunié, quoiqu'il ne puisse être absout des péchés avant de l'avoir été de l'excommunication, s'il a été absout de ses péchés d'abord, la confession doit être recommencée, cependant il en est autrement quand le confesseur est excommunié; donc, aujourd'hui celui qui s'est confessé, même sciemment, à celui qui est son supérieur, quoique ce supérieur soit excommunié ou suspendu (sauf s'il a été excommunié nommément), n'est pas tenu de réitérer la confession, et ceci en vertu de l'*Extravagante* faite au concile de Constance sous Martin V<sup>8228</sup>, dont la teneur est : *Ad evitandum*<sup>8229</sup>, etc. Vois la dans l'*Angélique*, *Excommunicatio*, 8, § 3<sup>8230</sup>. Si cependant ce supérieur n'avait pas été confirmé mais introduit, ou n'avait pas été baptisé ou ordonné, dans ce cas, le confessé est tenu de réitérer la confession faite à un tel prélat après qu'il le sait, selon Panormitanus, sur le c. *Nihil, De electione*<sup>8231</sup>.

---

8220SCOTUS, IV, d 19, q unique, a 5

8221CANCELLARIUS PARIENSIS, GERSONIUS, *Regulae morales*

8222Peut-être dans *Summa, Absolutio*, 3, §17, où ANGELUS déclare qu'en cas de danger de mort, un prêtre ou même un laïc peut absoudre d'une excommunication, en ajoutant ensuite que les règles qui disent le contraire parlent des péchés et non de l'excommunication. Faut-il conclure que l'absolution de l'excommunication peut précéder celle des péchés?

8223PETRUS DE PALUDE, *In 4um Sententiarum*

8224HUGO DE NOVOCASTRO, *in IV Sententiarum*

8225OLDRADUS DE LAUDE, *Consilia*

8226RODONENSIS, *Summa*

8227MONALDUS, *Summa de jure canonico*

8228MARTIN V (1417\_1431)

8229Texte non trouvé. L'*extravagante* de MARTIN V, (*Extravagantes communes*, 3, 5, 1) ne correspond pas.

8230ANGELUS, *Excommunicatio*, 8, §3

8231PANORMITANUS, sur X, 1, 16 (De electione et electi potestate), c 44

Quatrième proposition: Tout prêtre, peut absoudre, à l'article de la mort, de tout péché et de toute censure, sans cependant pouvoir accorder de dispense pour un vœu et des engagements de ce genre selon Rodonensis<sup>8232</sup>, et si le pêcheur n'a pas été absout pendant le temps de son excommunication, si cependant sont apparus chez lui des signes de contrition, il pourra être absout après sa mort par celui qui pouvait l'absoudre quand il était bien portant. Et une telle absolution fait qu'il est enterré dans un lieu sacré ou, qu'on prie pour lui après son enterrement, sans exhumation. Cette proposition est prouvée, *De penitentia*, d. 1, c. *Quem penitet*,<sup>8233</sup> et *De sententia excommunicationis*, c. *Non dubium*, c. *A nobis*, le deuxième, et par Innocentius<sup>8234</sup>, sur le c. *Nuper*<sup>8235</sup>. Et au cas où un tel homme échapperait au péril de mort, il n'est plus nécessaire qu'il se présente ensuite à l'évêque, pourvu que n'ait pas été ajoutée une sentence d'excommunication, parce qu'on trouve seulement prudent que quelqu'un soit tenu, après avoir échappé au danger, de se présenter ensuite aux supérieurs, s'il y a une censure d'excommunication comme au c. *Eos*, *De sententia excommunicationis*, *Sexte*<sup>8236</sup>.

A. Note quand le prêtre ne doit pas se mêler de cas réservés.

Cependant fais attention à ceci; lorsqu'on peut disposer commodément d'un évêque, un simple prêtre, même pour un pénitent à l'article de la mort, ne doit pas se mêler de cas réservés selon Innocentius. L'article de la mort se comprend non seulement d'un danger mortel à cause d'une maladie, mais aussi quand quelqu'un se trouve dans tout danger proche de la mort, par exemple parce qu'il craint un ennemi ou un pillard ou la cruauté d'un puissant ou s'il allait voyager à travers des lieux dangereux selon Innocentius et Hostiensis<sup>8237</sup>. De même, l'article de la mort se comprend pour celui qui est dans les chaînes. Dans ce cas et les cas semblables cependant, que le prêtre ordonne à l'excommunié, l'empêchement cessant, de se présenter à celui par qui il aurait dû être absout pour recevoir humblement ses ordres à ce sujet, *De sententia excommunicationis*, c. *Ea noscitur*<sup>8238</sup>

Cinquième proposition: Même pour une sentence d'excommunication majeure, un laïc, si on ne dispose pas d'un prêtre, si le pénitent est à l'article de la mort, peut absoudre n'importe qui de n'importe quelle sentence d'excommunication.

---

8232RODONENSIS, Ce seront les héritiers sans doute qui accompliront le vœu.

8233*De Pen.*, D 1, c 88

8234INNOCENTIUS, *Super Decretalium*

8235X, 5, 39, c 5 (*Non dubium*), c 28 (*A nobis*), c 29 (*Nuper*)

8236VI, 5, 11, 22

8237HOSTIENSIS, *Summa aurea*

8238X, 5, 39, c 13. Dans un cas réservé au pape, l'excommunié, qui n'en a pas la force physique, n'est pas obligé de venir à Rome pour obtenir l'absolution; les autres, si. Celui qui a obtenu l'absolution pour danger de mort, guéri, doit aller à Rome «pour recevoir le mandat apostolique sur de telles choses».

En faveur de cette proposition, tu as deux gloses particulières, sur le chapitre *Pastoralis, De officio...ordinarii*<sup>8239</sup> et sur le second chapitre *A nobis, De sententia excommunicationis*<sup>8240</sup>, gloses que Panormitanus sur le chapitre *A nobis*<sup>8241</sup> approuve quant à l'absolution de l'excommunication, quoiqu'il en soit autrement quant aux péchés. Et de cette parole Panormitanus tire une conséquence importante; il dit que les effets de ces gloses sont importants parce qu'un héritier, pour une absolution, n'est plus forcé d'aller voir le pape ou celui auprès duquel le défunt, lorsqu'il était en vie, devait être absout. Et note ceci parce que c'est d'une grande utilité.

Et la glose sur le dit chapitre *A nobis* appelle cette absolution faite dans ce cas par un laïc «rémission» plutôt qu'absolution. L'archevêque florentin<sup>8242</sup> qui appelle cette absolution «réconciliation», soutient le même avis.

Cependant selon les théologiens, pour que cette cinquième proposition soit vraie, il convient

[fol. 119r]

de concéder que quelque pouvoir ou juridiction ont été donnés, du moins tacitement au laïc, grâce à une règle de droit ou par un souverain pontife; autrement il ne semble pas qu'un laïc puisse infliger une excommunication ou en absoudre. Vois plus complètement ceci dans le traité de Petrus de Aliaco, sur le pouvoir ecclésiastique<sup>8243</sup>.

Sixième proposition: Une sentence portée de façon générale, par exemple contre ceux qui ne payent pas le cens et des choses de ce genre, ne lie que ceux qui peuvent et ne veulent pas le payer, mais non ceux qui ne peuvent pas le faire ou qui ignorent qu'ils le doivent, sans faute de leur part. Cette proposition est de Federicus de Senis dans ses *Conseils*<sup>8244</sup> et de Panormitanus, en faveur de laquelle la *Rosella, Excommunicatio, 7, §15*<sup>8245</sup>, dit: ne te soucies pas de l'opinion contraire de certains, comme c'est noté pour le chapitre premier, *De officio legati*<sup>8246</sup>. Je crois que cette proposition est à bien noter par les confesseurs à cause de ces gens simples qui sont incapables de payer et qui ont volé, etc.

De plus, elle est à noter pour les ignorants, parce que souvent ces gens simples font beaucoup de choses et ignorent qu'une sentence a été portée contre ceux qui les font.

Note toujours ce que j'ai dit sur ce sujet en seconde partie<sup>8247</sup>.

---

8239X, 1, 31 (*De officio judicis ordinarii*), 11

8240Glose sur X, 5, 39, c 28 (*A nobis*)

8241PANORMITANUS sur: X, 5, 39, c 28 (*A nobis*)

8242FLORENTINUS, *Summa confessionalis*

8243PETRUS DE ALIACO, *Quaestiones de potestate Ecclesie*

8244FEDERICUS DE SENIS, *Consilia*

8245*Rosella: Excommunicatio, 7, § 15*

8246X, 1, 30, 1

8247Fol 47, R; 58, Y, Z.

Septième proposition: N'importe quel prêtre paroissial «peut absoudre de toute excommunication majeure portée par le droit» quand «le créateur du canon ne s'est pas réservé ou n'a pas réservé à un autre», de façon particulière, «l'absolution»<sup>8248</sup>.

Cette proposition est accordée par beaucoup de canonistes, de théologiens et de sommistes.

Pour les canonistes il y a «Innocentius sur le c. *Nuper, De sententia excommunicationis*<sup>8249</sup>» et «Hostiensis, au même endroit<sup>8250</sup> où il y a a pratiquement tout le texte exposé»

Quant aux théologiens, «il y a saint Bonaventura sur le livre IV, dist. 18, dernière question<sup>8251</sup> et Thomas, même distinction, dernier article, dernière question<sup>8252</sup>».

Pour les sommistes il y a «Monaldus, au titre *Excommunicatio*<sup>8253</sup> et la *Somme des confesseurs*, titre 33, § 85, livre 3<sup>8254</sup>, Joannes de Saxonia<sup>8255</sup>, et frère Angelus, *Absolutio*,<sup>1</sup><sup>8256</sup>. «Panormitanus<sup>8257</sup> tient le contraire, et avec lui Ge<sup>8258</sup> et Federicus<sup>8259</sup>».

Mais toi tiens la première opinion, comme on l'a dit: quand il te semble que l'absolution est utile au salut des brebis du Christ.

Mais quels sont les cas d'excommunication dont l'absolution est réservée en particulier à quelqu'un? Vois l'*Angélique*<sup>8260</sup>. Et cette proposition semble devoir être limitée par ce que j'ai dit pour les cas relevant de l'évêque.

La huitième proposition, sur l'excommunication mineure, est la suivante: l'évêque ou le prêtre propre et non un autre, sauf si l'un des deux a considéré qu'il fallait confier l'absolution à quelqu'un, peut absoudre d'une excommunication mineure. Cette proposition est de Ricardus, IV, d. 18, art. 9<sup>8261</sup>, et du Directorium, livre III, titre 4<sup>8262</sup>. En sa faveur joue le chapitre, *De sententia excommunicationis, Nuper*, § 3<sup>8263</sup>, où l'on dit de celui qui a contracté une excommunication mineure par le droit, qu'il pourra être absout par son évêque ou son prêtre propre, chapitre qui tendait à dire qu'il ne pourra pas l'être par un autre.

---

8248ANGELUS, *Absolutio* 1, § 2, avec la même triple énumération de références.

8249INNOCENTIUS, en X, 5, 39, 29

8250HOSTIENSIS, sur X, 5, 39, 29

8251BONAVENTURE, IV, d18, dernière question

8252THOMAS, IV, d 18, q 2, a 5

8253MONALDUS, *Summa de jure canonico, Excommunicatio*

8254JOANNES DE FRIBURGO, *Confessionale* ou *Summa confessorum*

8255JOANNES DE SAXONIA, *Summa Confessionum*.

8256ANGELUS, *Absolutio*, 1, § 2

8257PANORMITANUS; selon ANGELUS: *Panormitanus in c Monachi et c Mulieres, de Sent Ex* (X, 5, 39, 2 et 6), et *glosa in c. si episcopus, De pe et re* (X, 5, 10, 2), *quem sequitur Ge ibidem, et glosa videtur in Cle Attendentes, De sta regu* (Cle, 3, 10, 2), et *in Cle unica, De consan et affi* (Cle, 4, 1) et *Fe consilium 14*

8258GEMINIANUS, *Super sexto libro Decretalium*

8259FREDERICUS DE SENIS, *Consilium 14*

8260ANGELUS, *Absolutio 2*

8261RICARDUS, *Sur IV*, d 18, a 9

8262DIRECTORIUM: PETRUS CASUEL, *Directoria Summa*, Livre III, titre 4

8263X, 5, 39, 29.

Cependant certains comprennent: par «prêtre propre» le prêtre ordinaire, qui peut absoudre dans la confession sacramentelle, qui n'est pas évêque. Note cependant que s'ils sont tous deux excommuniés par une excommunication mineure, l'un peut absoudre l'autre selon Panormitanus<sup>8264</sup> sur le c. *Duobus*, à ce titre<sup>8265</sup>; sans que par cela l'un deux ne s'immisce dans les sacrements parce que l'absolution d'une excommunication n'est pas un sacrement. Et ce que j'ai dit de l'excommunication mineure, je le dis des péchés véniels.

Et note que certaines excommunications sont papales, certaines épiscopales, certaines paroissiales.

#### Excommunications papales.

J'appelle papales celles dont seul le pape absout, épiscopales, celles dont seul l'évêque absout, paroissiales, celles dont seul le curé absout, et quand je dis «seul» j'exclus seulement leurs inférieurs, parce qu'il est sûr qu'un pape peut absoudre des excommunications épiscopales et un évêque des excommunications paroissiales, mais qu'aucun inférieur à l'évêque n'absout des excommunications épiscopales et aucun inférieur au curé ne le peut des excommunications paroissiales.

Quant aux excommunications papales, on fait une triple distinction parce que certaines résultent des *Extravagantes*, d'autres de l'action annuelle de la curie faite pour le moment par la curie; d'autres sont écrites dans le droit, par exemple dans les *Clémentines*, le *Sexte* et les *Décrétales*. Mais aujourd'hui il y a seulement une seule excommunication épiscopale, pour l'attaque contre un clerc, pour une attaque non grave, et en ce qu'il n'y a pas d'excommunication papale.

Sur ce cas on a c. *Pervenit*, à ce titre<sup>8266</sup>. Il y avait jadis un autre cas dans la *Clémentine*, *Cum ex eo*, *De sententia excommunicationis*<sup>8267</sup>, contre les frères mineurs recevant des frères du troisième ordre au moment d'un interdit *a divinis*, mais l'excommunication a été révoquée par Sixte IV.

#### B. Les maux qui proviennent de l'excommunication;

Pour finir parlons maintenant des maux qui proviennent de l'excommunication.

A leur sujet, je ne dis qu'une seule proposition que voici: De même que le chrétien uni au corps du Christ possède du Christ dix talents de bénédiction, de même l'excommunié séparé de Dieu possède dix talents de malédiction. Cette proposition est éclairée selon chaque élément.

---

8264PANORMITANUS, sur X, 5, 39, 56

8265X, 5, 39, 56

8266X, 5, 39, 17

8267*Cle.*, 5, 10, 3 (canon de Clément V)



Remarque cependant que l'excommunié encourt beaucoup d'autres maux, mais ici je parlerai seulement des dix maux par lesquels, inversement, on peut comprendre les dix talents de bénédiction. Donc, le premier talent de malédiction est dit privation de la société des autres.

Tout «excommunié est obligé en effet

[fol. 119v]

d'éviter les autres selon Panormitanus sur le c. *Nulli, De sententia excommunicationis*<sup>8268</sup> et en dédaignant de les éviter, à chaque fois il fait un péché mortel»; ceci est vrai s'il y a eu notification, si l'excommunication est connue par ceux avec qui il a communiqué, et troisièmement s'il a été excommunié de façon juste, c'est à dire uniquement à cause de sa malice, parce que s'il n'est pas établi auprès de ceux avec lesquels il vit qu'il est excommunié, il ne doit pas se trahir, et s'il est pauvre et n'a pas le moyen de payer mais est tenu par un débiteur à cause de dettes et s'il est en relation avec les autres sans mépris de l'autorité ecclésiastique, il ne pèche pas pourvu que les autres ne soient pas scandalisés. «L'établit le c. *illud, De sententia excommunicationis minoris*<sup>8269</sup> et c. *Sicut, 2, q. 7.*<sup>8270</sup>

C. Quand quelqu'un est-il excusé du péché? Quand est-il excommunié?

Donc, quoiqu'on puisse, par humanité, pour soutenir son existence, sans attendre l'extrême nécessité, fournir à l'excommunié les nécessités de la vie, comme les aliments, les vêtements, le logement, selon la glose sur le c. *Quoniam, 11, q. 3*<sup>8271</sup>, cependant les ustensiles et les autres instruments sans lesquels il peut vivre, ne sont pas à lui fournir». Donc c'est seulement «dans le cas où l'homme est tenu par le commandement de charité, qu'il peut avoir des relations avec lui, selon les théologiens».

Le second talent de malédiction est appelé le talent d'exclusion, «parce qu'il exclut un homme des sacrements de l'Église, 3, q. 4, c. *Hengeltrudam*».<sup>8272</sup>

Le troisième talent est appelé de privation, «parce qu'il prive du soutien de l'Église» et les autres ne peuvent prier pour lui; comprends:de façon solennelle.

Le quatrième est appelé de transmission, parce qu'«on dit que l'excommunié est livré à Satan», 11, q. 3<sup>8273</sup>: c'est pourquoi un prêtre excommunié ne peut dire: «Le Seigneur soit avec vous», dans l'office; cependant ceci a été supprimé par une coutume contraire.

---

8268PANORMITANUS sur X, 5, 39, 8

8269De Sententia excommunicationis minoris, illud

8270Décret, C 2 q 7, c 46

8271Décret, C 11, q 3, c 103

8272Décret, C 3, q 4, c 12

8273Décret, 11, q 3, c 21 (grâce à une correction manuelle sur l'exemplaire du Saulchoir)

Le cinquième talent est dit d'expulsion parce qu'il est expulsé et «ne peut participer aux offices divins ou prier avec d'autres dans une église, sinon il fait un péché mortel, et il ne doit pas se tenir en dehors de l'église si près qu'il entendrait, *De penitentiis et remissionibus*, c. *Quod in te*<sup>8274</sup>. Il pourrait cependant prier tout seul dans l'église», mais «s'il s'ingère dans les choses divines parce qu'il appartient à un ordre», en suivant un office de cet ordre, «il devient irrégulier».

Le sixième talent est dit de suspension. Il est en effet «suspendu de charge et de bénéfice, *De appellationibus*, c. *Pastoralis*, à la fin»<sup>8275</sup>.

C'est pourquoi «celui qui est excommunié un an, peut être privé de tous les bénéfices s'il en a, 11, q. 3, *Rursus*, et c. *Quicumque*<sup>8276</sup>; ce que limite la glose *Cum contumacia*, *De hereticis*, *Sexte*<sup>8277</sup>, et Innocentius au c. *Cum bone*<sup>8278</sup> et maître Antonius sur le c. 1, *De judiciis*<sup>8279</sup>. C'est vrai s'il a été excommunié pour raison criminelle, mais pas pour raison civile, parce que même s'il l'était pendant mille ans, on ne peut le priver de bénéfice; il y a la glose particulière sur le c. *Cum contingat*, *De dolo et contumacia*<sup>8280</sup>.»

Le septième talent est dit de privation parce qu'«il exclut du royaume des cieux, 24, q. 1, c. *Quicumque*<sup>8281</sup>, et 11, q. 3, c. *Nemo*».<sup>8282</sup>

Le huitième est dit d'infamie, «6, q. 1, c. *Infames*<sup>8283</sup>. Bal<sup>8284</sup> cependant rapporte ceci à l'excommunication notoire.

Le neuvième est dit de libération: en effet «ceux qui sont liés à un excommunié par le dû de fidélité, comme le sont les vassaux, ne sont pas liés à lui aussi longtemps que dure l'excommunication selon Panormitanus sur le c. *Veritatis*, *De dolo et contumacia*»<sup>8285</sup>.

Le dixième est dit de privation de sépulture, parce qu'«on est privé de sépulture religieuse; ... limite-le: s'il n'a pas été absout», auparavant.

---

8274X, 5, 38, 11

8275X, 2, 28, 53

8276*Décret*, C 11, q 3, c 36 et c 79

8277Glose sur VI, 5, 2, 7

8278INNOCENTIUS, sur X, 1, 14, 8

8279ANTONIUS sur X, 2, 1,1

8280X, 2, 14, 1 (c *Ad haec cum contingat*)

8281*Décret*, C 24, q 1, c 27 (d'après une correction manuelle de l'exemplaire du Saulchoir).

8282*Décret*, C 11, q 3, c 31 (d'après une correction manuelle de l'exemplaire du Saulchoir)..

8283*Décret*, C 6, q 1, c 17

8284BALDUS, *Super quinque libros Decretalium*

8285PANORMITANUS, sur X, 2, 14, 8 (pas de titre chez Ange)

Donc, «il ne peut faire de testament selon certains, quoique plus communément on tienne qu'il puisse en faire un, comme le note Albricus sur la loi 1, C. *De heredibus instituendis*<sup>8286</sup>, et Cardinalis sur le c. *Quamquam, De usuris, Sexte*<sup>8287</sup>», et Panormitanus sur le c. *Ad probandum, De re judicata*<sup>8288</sup>, parce que c'est égal à un legs, «et il ne peut pas non plus contracter mariage sans péril mortel, et n'a pas de valeur la lettre obtenue du pape par un excommunié sur un article, *Ipsa jure, De rescriptis, Sexte.*»<sup>8289</sup>.

De plus «il ne peut acquérir aucun bénéfice ecclésiastique, c. *Postulastis, De clerico excommunicato*<sup>8290</sup>, et dans le c. *Bone, à la fin, De aetate et qualitate praeficiendorum*<sup>8291</sup>; et si un excommunié reçoit un bénéfice, quoiqu'ensuite il soit absout et que le bénéfice lui soit accordé, il est cependant tenu de restituer les fruits antérieurs, c. *Sacro, à ce titre*<sup>8292</sup>, et c. *Pastoralis, à la fin, De appellationibus.*»<sup>8293</sup>

De plus «il ne peut élire, *De appellationibus, c. Constitutis*<sup>8294</sup>, ni être institué procureur au sujet des preuves après cession, ni instituer un procureur, chapitre final, *De procuratoribus*<sup>8295</sup>, mais limite ceci au cas où il accuse et non au cas où il est accusé et se défend, c. *Intelleximus, De judiciis*<sup>8296</sup>».

#### D. Les dispenses: quatrième chapitre.

Il reste donc à expliquer maintenant la matière des dispenses. A ce sujet il faut savoir, selon Scotus, IV, d. 33, a. 2, q. 1<sup>8297</sup>, qu'on la comprend de deux façons: d'une façon, c'est l'explication du droit, d'une autre façon c'est la même chose qu'un relâchement du droit ou une révision. Et note cette distinction parce qu'elle sert pour parler des dispenses. On peut donc accorder des dispenses dans beaucoup de cas.

Premièrement quand survient une nécessité qui, si on ne s'y opposait pas, entraînerait un grand mal, par exemple quelqu'un tombe dans la nécessité au moment des jeûnes prescrits par l'Église de sorte que,

[fol. 120r]

au jugement des médecins, il est en danger de mort;

---

8286ALBRICUS sur *Codex J*, 6, 24, 1

8287CARDINALIS sur VI, 5, 5, 2

8288PANORMITANUS, sur X, 2, 27 (*De sententia et de re judicata*), 24

8289VI, 1, 3, 1

8290X, 5, 27, 7

8291X, 1, 14 (*De aetate et qualitate et ordine praeficiendorum*), 8 (*Cum bonae memoriae*)

8292X, 5, 39, 48

8293X, 2, 28, 53

8294X, 2, 28, 23

8295X, 1, 38, 15

8296X, 2, 1, 7

8297SCOTUS, IV, d 33, a 2, q 1.

si le recours à un supérieur n'est pas facile, je dis qu'une nécessité de ce genre contient, pour ce qui relève du droit positif, une dispense jointe à elle. L'établit le canon *Si ergo*, 8, q. 1<sup>8298</sup>, mais ce n'est pas le cas quand on parle de la dispense qui est une dispense de la seconde façon, au sens propre, parce que pour elle il n'y a que quatre dispensateurs: Dieu, le pape, l'évêque, le supérieur d'un ordre.

Et selon ces quatre dispensateurs, on peut poser quatre dispenses:

divines,

papales,

épiscopales,

abbatiales.

De la première, la dispense divine, les docteurs disent, III, d. 36<sup>8299</sup>, qu'il n'y a que deux obligations et pas plus dont Dieu ne peut dispenser; il s'agit du premier commandement et du second de la première table, qui sont: «Tu n'auras pas d'autres dieux, » et «Tu ne t'approprieras pas le nom de Dieu en vain». Et, d'après la pensée de Scotus, parce que dans les commandements de cette table il y a quelque chose d'affirmatif et quelque chose de négatif, note qu'on comprend que Dieu ne peut dispenser que pour ce qui est négatif. Ces deux commandements exceptés, Dieu peut dispenser pour tous les commandements et pour tous les autres que l'on dit de droit divin. Mais parce que ceci sert peu aux confesseurs, je passe.

Du pape, je dis qu'il peut accorder des dispenses pour ce qui est fait pour l'édification et la protection de l'Église catholique, autant que Dieu.

Et je dis notamment: pour ce qui est en faveur de la situation de la foi catholique, parce que quand serait noircie la situation de la foi de l'Église catholique, il ne faudrait pas écouter le pape, quoiqu'il puisse accorder éventuellement une dispense, mais il serait préférable de lui résister en face. En revanche, quand le pape administre utilement les affaires de son maître, c'est-à-dire du Christ, comme un fidèle vicaire, je crois qu'il est, pour le pouvoir, un second dieu. C'est ce que soutient Durandus<sup>8300</sup>, et à juste titre. En effet, le bon époux de l'Église l'a tant aimée que, quand il est monté au ciel, il a envoyé qui pourrait en tout veiller sur son épouse comme lui-même. C'est ce que soutient aussi Ricardus, IV, d. 34<sup>8301</sup>.

---

8298*Décret*, C 8, q 1, c 16

8299*Sentences*, III, d 36: semble convenir comme référence.

8300DURANDUS, *Speculum judiciale*, *De legato*

8301RICARDUS, *Super sexto libro Decretalium* IV, d 34

«C'est<sup>8302</sup> pourquoi, le maître archevêque Florentinus<sup>8303</sup> dans sa *Somme* dit qu'il a entendu de la part de gens dignes de foi que le pape Martin V<sup>8304</sup>, après avoir consulté beaucoup de gens très savants en théologie sacrée et en droit canonique, donna une dispense pour un mariage avec quelqu'un qui avait reçu pour femme sa cousine germaine, à cause des nombreux maux et scandales qui seraient survenus s'il les avait renvoyés, maux et scandales qui ne pouvaient être évités que s'ils recevaient une dispense». Rendons grâce à Dieu et au Christ époux qui a donné aux hommes une telle grâce et un tel pouvoir.

A propos des évêques en revanche, il y a une grande difficulté et de grandes différences entre les docteurs de droit canon quant au pouvoir de dispenser. Certains en effet disent que l'évêque peut accorder des dispenses dans tous les cas qui lui sont pas interdits en particulier.

D'autres disent qu'il le peut uniquement dans les cas qui lui sont accordés en particulier par le droit. Sur ces opinions vois les docteurs sur le c. *Si clerici, Décrétales, De judiciis*<sup>8305</sup>, et vois la glose sur le c. *Dilectus, De temporibus ordinationum*<sup>8306</sup>.

Et quoiqu'Innocentius accorde sur ce c. *Dilectus*<sup>8307</sup> ces opinions et que le frère Angelus le fasse dans sa *Somme* à *Dispensatio*<sup>8308</sup>,

En quoi l'évêque peut-il accorder des dispenses?

cependant, pour l'instant, sans faire de distinction, je crois que l'opinion à suivre sera, au tribunal de l'âme, l'opinion qui soutient que l'évêque peut dispenser dans les cas dans lesquels on le lui en concède en particulier; il est donc nécessaire ici d'expliquer premièrement les cas dans lesquels une dispense est interdite à l'évêque et réservée au pape, deuxièmement les cas dans lesquels elle est concédée aux abbés.

Quant au premier point, il faut savoir que Bernardus<sup>8309</sup> sur le c. *Quod translationem, De officio legati*, pose treize cas réservés spécialement au siège apostolique, mais qu'Hostiensis<sup>8310</sup> en pose soixante qu'il a énoncés dans les vers suivants:

Si c'est un pape catholique<sup>8311</sup>, personne ne le juge.

---

8302ANGELUS, *Papa*, § 1. On trouve ce même passage chez Angelus pour appuyer l'idée que le pape peut dispenser pour tous les commandements de la seconde table et de tous les préceptes de l'Ancien et du Nouveau Testament, mais le reste de la question et l'esprit du texte sont très différents. En témoignent les deux évocations de l'Époux.

8303FLORENTINUS, *Summa*

8304MARTIN V (1281-1285)

8305Sur X, 2, 1, 4 (*At si clerici*)

8306Glose sur X, 1, 11, 15

8307INNOCENTIUS sur X, 1, 11, 15

8308ANGELUS *Dispensatio*, § 5

8309BERNARDUS, sur X, 1, 30, 4

8310HOSTIENSIS, *Summa aurea*, I, *De officio legati*

8311C'est à dire, s'il n'est pas hérétique, selon HOSTIENSIS. J'ai essayé de garder la forme, mais j'ai dû développer la traduction un peu quand le texte ne permettait pas de deviner le sens. L'absence de ponctuation permet parfois une autre traduction que celle proposée.

Il érige et abat les sièges épiscopaux; il sépare et unit.  
Il change le vœu de se croiser, restaure, enlève.  
A lui sont rapportées les causes majeures; il légitime,  
Il ajourne, ne permet pas l'appel, interdit la profession;  
Dépose, transfère, remplace, proclame; devant lui, le juge,  
l'exempté renonce; il délivre Simon, et celui qui a fait un serment;  
il délivre de l'anathème porté par lui ou son légat; il délie de sa loi et de celle  
de son légat.  
Il absout celui qui partage (avec un excommunié) nullement (sciemment), et  
celui qui salue l'excommunié spontanément;  
Celui qu'un canon condamne, quand à lui seul il se réserve le cas,  
Est absout par le pape, et aussi celui qu'une règle condamne.  
Tu ajoutes le cas de suspension quand le cas se rapporte à lui;  
(Le doute sur) un rescrit, le doute de foi sont absouts par le pape;  
il confère de nombreux biens.  
Il annule ce qui est mal fait, il fonde une loi générale  
Il approuve un pouvoir, lui donne force, le dépose et l'oint.  
Il réunit le concile général, il affirme aussi qui sont les saints.  
Il fait que ce qui est ne soit pas et que ce qui n'est pas soit toujours; le pallium  
toujours  
Il le porte, il l'accorde, il n'est soumis à aucune loi;  
On fait appel à lui (pour la loi) sans intermédiaire et son jugement  
Tient lieu de loi; il révoque le moine qui s'oppose;  
Il absout plus qu'un autre<sup>8312</sup>, généralement (de l'adultère), il resserre,  
Il relâche ce qui nuit aux fiancés; il confère les ordres (en dehors  
des moments, en accomplissant l'acte); le même ordonne au sous diaconat;  
Et il confère les ordres le jour où il est consacré lui aussi;  
Il accorde un lieu détenu par un vivant<sup>8313</sup> et il l'en prive par le droit,  
Il confère les signes de dignité, donne des biens spirituels au laïc et l'onction  
du chrême au ministre.  
Ainsi il siège sur le siège suprême et il est plus pleinement vicaire du Christ.

---

8312C'est au pape, plus qu'aux autres évêques que sont confiés les cas. Les trois verbes renvoient au mariage.

8313Le pape peut conférer un bénéfice qui n'est pas vacant.

[fol. 120v]

F. Les trois cas dans lesquels l'évêque est pape.

Remarque cependant, confesseur, que selon les docteurs, aujourd'hui, on tient communément qu'il y a trois cas dans lesquels l'évêque est pape dans son diocèse, pour accorder des dispenses dans ce qui est de droit positif, de sorte qu'un évêque, dans ces cas, peut s'opposer à un canon ou à un concile.

«Premièrement<sup>8314</sup>, en raison de la coutume parce que la coutume comporte des prescriptions pour pouvoir dispenser, chapitre final, *De consuetudine*<sup>8315</sup>, et 11, q. 1, c. *Quicumque*<sup>8316</sup>.

La coutume en effet rend valide une dispense qui autrement ne le serait pas, par l'argument du *De celebratione missarum*, c. *Perniciosus*<sup>8317</sup>, avec ses concordances, et article *De transactionibus*, chapitre final<sup>8318</sup>.

Deuxièmement, en raison d'une grande nécessité ou utilité émergeant de façon nouvelle, inimaginables au moment où on a statué, parce qu'alors l'évêque peut accorder des dispenses et soutiennent cet avis les maîtres de la rote<sup>8319</sup> et Joannes de Lignano sur le dit canon *At si clerici*, *De judiciis*<sup>8320</sup>, et Panormitanus le suit, au même endroit<sup>8321</sup>. Baldus le dit pour la loi *Omnes populi*, ff. *De justitia et jure*<sup>8322</sup>, et Bartolus pour la loi *Si hominem*, ff. *Mandati*<sup>8323</sup>. Et il pose cet exemple: dans la cité de Pérouse on fit un décret interdisant qu'on porte des armes et permettant cependant que les chefs puissent donner la liberté d'en porter à cause de la guerre civile que la cité connaissait de façon nouvelle, et même qu'ils puissent statuer, puisqu'il y avait un cas nouveau non prévu par ceux qui avaient statué, même s'ils avaient juré de conserver le statut, comme le remarque Baldus dans la rubrique de C. *Qui ad bo... pos...*<sup>8324</sup> et Bartolus dans la seconde constitution, C. [ ]<sup>8325</sup>, § *Quibus*. La dite loi *Si hominem*, où le procureur, pour une raison nouvelle, interdit à un procureur spécial d'effectuer un allègement qui lui était confié, l'établit, et cela est bien, comme ici.

---

8314ANGELUS, *Dispensatio*, § 5

8315X, 1, 4, c 11

8316*Décret*, C 11, q 1,c 35

8317X, 3, 41, 13: parce qu'il s'agit d'une coutume raisonnable.

8318X, 1, 36, 11

8319Maîtres de la rote

8320JOANNES DE LIGNANO, sur X, 2,1, 4

8321PANORMITANUS, sur X, 2, 1, 4

8322BALDUS sur *Digeste*, 1, 1, 9

8323BARTOLUS sur *Digeste*, 17, 1, 30

8324BALDUS, sur *Codex J*: non trouvé.

8325BARTOLUS, sur *Codex J*, 2: non trouvé

De tout ceci je conclus que l'évêque peut bien accorder des dispenses pour les degrés interdits dans le mariage quand l'empêchement n'est pas connu, qu'on ne peut avoir recours au pape et que la séparation ne peut se faire sans grand scandale, comme cela arrive souvent pour les femmes qui ont été connues charnellement par des consanguins de leur mari avant qu'elles ne contractent mariage.

Troisièmement, quand un canon dit qu'il peut y en avoir une, quoiqu'ailleurs il ne l'accorde pas expressément, l'évêque peut dispenser par l'argument du chapitre *Nuper, De sententia excommunicationis*<sup>8326</sup>. C'est ce que tient Joannes de Lignano<sup>8327</sup>, et Joannes Calderinus<sup>8328</sup>, et à l'origine, il y eut la parole d'Innocentius sur le chapitre *Dilectus De temporibus. ordinationum*<sup>8329</sup>, et par cette erreur, on le comprenait du pape qui toujours peut donner des indulgences. Et le soutient aussi la glose sur le c. *Postulastis, De clerico excommunicato*<sup>8330</sup>.»

#### G. Les dispenses des abbés.

Quant aux dispenses des abbés ou des prélats inférieurs, il faut noter que dans neuf cas le pouvoir de dispenser est accordé aux abbés.

Premièrement pour un novice pour qu'il soit promu aux ordres sacrés, d. 77, c. *Monachus*<sup>8331</sup>.

Deuxièmement pour un moine apostat pour qu'il puisse être ministre et s'élever à d'autres ordres, argument de la distinction 50, canon final<sup>8332</sup>, sauf s'il a reçu la règle quand il était dans l'apostasie, comme au *De apostatis*<sup>8333</sup>, chapitre final, parce que cela regarde alors le pape», comme c'est clair au même endroit.

Troisièmement quand quelqu'un entre dans un monastère de façon non légale, pour qu'il soit promu, c. 1, *De filiis presbyterorum*<sup>8334</sup>.

Quatrièmement, la dispense pour ne pas se confesser et ne pas recevoir l'eucharistie une fois par mois, *Cle. 1, De statu monachorum.*<sup>8335</sup>

---

8326X, 5, 39, 29

8327JOANNES DE LIGNANO

8328JOANNES CALDERINUS, *Repertorium juris*

8329INNOCENTIUS IV, sur X, 1, 11, 15. Le chapitre évoque le cas d'un évêque qui a conféré plusieurs ordres le même jour à la même personne sur le mandat, disait-il, d'un archevêque, alors qu'une telle dispense ne convient qu'au pape.

Il semble, mais cela reste à vérifier d'après les textes, qu'on ait pu conclure que seul le pape pouvait donner des indulgences.

8330X, 5, 27, 7

8331Décret, D 77, c 9

8332Décret, D 50, c 69

8333X, 5, 9, 6

8334X, 1, 17, 1

8335Cle., 3, 10, 1, § 2



Cinquièmement, la dispense de donner un moine pour desservir une église paroissiale, si l'accord de l'évêque et du peuple vient s'ajouter, d. 58, c. 1<sup>8336</sup> et 16, q. 1, c. *Doctos*<sup>8337</sup>, avec beaucoup d'autres canons.

Sixièmement, la dispense pour un moine d'avoir sa propre cellule près de l'enceinte du monastère, avec une raison, 18, q. 2, *Nullius*<sup>8338</sup>, et 20, q. 4, dernier chapitre, à la fin.<sup>8339</sup>

Septièmement, la dispense pour les jeûnes, les aliments et la nourriture carnée, le silence et les travaux manuels, ce à quoi est tenu un moine, comme au *De consecratione*, dist. 5, c. *Non mediocriter*, et c. *Numquam et Carnem*<sup>8340</sup>, et *De statu monachorum*, c. *Cum ad monasterium*,<sup>8341</sup> à la fin, Panormitanus apporte une limite, au même endroit: pourvu qu'il y ait dispense et non dissipation, comme par exemple par nécessité.

Huitièmement pour l'irrégularité.

Neuvièmement pour remettre les observances de la règle: 20, dernière question, chapitre final<sup>8342</sup>, et dans la glose, *De consecratione*, dist. 5, c. *Carnem*<sup>8343</sup>, du moins pour ce qui ne relève pas de la substance, article *De vita et honestate clericorum*, c. *Deus*<sup>8344</sup>. Et ce que dit ici Alexander<sup>8345</sup> de l'abbé, observe-le pour tout supérieur de tout ordre religieux, s'il lui est permis par la règle d'accorder des dispenses, comme cela se fait pour les ministres des frères mineurs qui peuvent dispenser en tout, à l'exception des trois vœux et de ce qui s'oppose aux commandements de Dieu, selon le *Directorium*, au livre II, titre 9<sup>8346</sup>, selon ce qui convient à la charité; et le bienheureux François<sup>8347</sup> l'indique quand il dit: si des frères savaient et connaissaient qu'un frère ne peut observer en esprit la règle, ils doivent et peuvent recourir à leurs ministres (pour qu'ils accordent une dispense, si)<sup>8348</sup> cela convient à la charité, comme on l'a dit. On voit ainsi avec évidence en quoi et quand les supérieurs des religieux peuvent accorder des dispenses à la règle. Note le bien». Mais pour que cette matière des dispenses qui est très étendue chez les confesseurs, les docteurs, puisse être comprise plus clairement, je ferai des propositions en particulier sur la dispense pour les jeûnes et les vœux, parce que ce cas survient très fréquemment dans les confessions qui les concernent.

---

8336 *Décret*, D 58, c 1

8337 *Décret*, D 16, q 1, c 21

8338 *Décret*, D 18, q 2, c 14

8339 *Décret*, D 20, q 4, c 3

8340 *De Cons.*, D 5, c 33 et c 32

8341 X, 3, 35,6 et PANORMITANUS, au même endroit.

8342 *Décret*, D 20, q 4, c 3

8343 Glose sur *De Cons.*, D 5, c 32

8344 X, 3, 1, 11 (chapitre d'INNOCENTIUS III)

8345 ALEXANDER, *Summa theologica*

8346 *Directorium*, II, tit 9: nom de la Règle de saint François.

8347 FRANCISCUS, *Seconde règle* (1223), chapitre 10

8348 Entre parenthèse: ajout d'après ANGELUS.

Sur la dispense pour les serments, tu l'as, plus haut, second commandement<sup>8349</sup>. Sur la dispense

[fol. 121r]

pour le mariage, tu l'as au péché de luxure<sup>8350</sup>.

Sur la dispense concernant l'irrégularité et le reste, on peut tirer beaucoup de réponses de ce qui a été dit et doit être dit.

#### H. La dispense des jeûnes.

Il faut noter que pour les jeûnes, «si<sup>8351</sup> la cause pour laquelle un homme ne peut pas jeûner est évidente, il peut, par lui-même, licitement, briser le jeûne, surtout quand la coutume intervient ou parce qu'on ne peut avoir facilement recours à un supérieur, argument du chapitre *Consilium*<sup>8352</sup>. Mais si la cause est douteuse ou si elle n'ôte pas complètement la faculté de jeûner mais seulement en partie, comme par exemple une faiblesse physique, un voyage, un travail et des cas de ce genre, il doit aller trouver le supérieur qui a le pouvoir de dispenser dans de tels cas, selon Astesanus<sup>8353</sup>».

Mais je demande: «qui<sup>8354</sup> est le supérieur qui peut dispenser en cela?

Hostiensis répond au c. *Consilium, De observatione jejuniorum*<sup>8355</sup>, que c'est l'évêque et que l'autorisation d'un simple prêtre ne suffit pas même s'il y a une raison de dispense, sauf s'il y a une nécessité pressante de sorte qu'on ne puisse recourir à l'évêque sans danger. D'autre part Rodonensis<sup>8356</sup> dit qu'on doit limiter la nécessité pour laquelle il faut briser le jeûne selon l'arbitrage d'un homme de bien plutôt que par la doctrine générale. Et puisque le prêtre propre est le juge ordinaire de la conscience, il semble qu'il puisse accorder des dispenses lui-même. Mais moi je crois que si nous parlons d'une dispense qui est un certain relâchement du droit, cela regarde alors l'évêque seul qui, la cause subsistant chez celui qui doit jeûner, peut accorder une dispense et changer de tels jeûnes en une autre bonne action. Et une cause légitime, c'est une faiblesse de la personne provenant d'un défaut naturel ou du travail, argument du susdit chapitre *Consilium*, à la fin; mais si nous parlons de la déclaration de la cause, pour dire s'il s'agit d'une cause légitime ou pas, je crois que suffisent celle du confesseur propre parce que c'est un homme de bien, et l'avis du médecin,

---

8349Fol 62, O.

8350Fol 92

8351ANGELUS: *Jejunium*, §19

8352X, 3, 46, 2

8353ASTESANUS, *Summa*

8354ANGELUS: *Jejunium*, § 20

8355HOSTIENSIS, *Summa aurea*, sur X, 3, 46, 2

8356RODONENSIS, *Summa*

mais le médecin fait un péché si sans cause raisonnable il conseille de briser le jeûne, argument du canon *Quid culpatur*, 23, q. 1<sup>8357</sup>. Et comprends ainsi Rodonensis».

Puisque ceux qui travaillent, comme cela a été dit auparavant dans ce petit livre<sup>8358</sup>, ne sont pas obligés de jeûner, ils n'ont pas besoin de dispense.

De même si une personne voit bien qu'elle a une excuse, elle n'a pas besoin de dispense. Mais si par elle-même elle ne le voit pas et que par un autre, homme ou femme, on lui montre de façon véridique qu'elle a une excuse légitime, elle n'a pas besoin d'une autre dispense ou d'un autre recours.

#### J. La dispense des vœux.

Sur les vœux, comment on doit accorder des dispenses, tu as des réponses au second commandement<sup>8359</sup>.

Maintenant pour compléter ce qui y a été omis, je dirai deux choses ici: premièrement sur le nom, deuxièmement sur [ ] et principalement sur le vœu de chasteté parce qu'il se présente très souvent aux confesseurs.

La commutation de vœu, la dispense de vœu: comment emploie-t-on ces mots?

Sur le premier point il convient de voir en quoi diffèrent ces trois actes: le rachat, la commutation, et la dispense de vœux. Le rachat en effet et la commutation diffèrent comme l'achat et le troc, parce que dans le premier on demande pour le prix de l'argent en numéraire. Donc, si celui qui a fait vœu d'aller à Saint Jacques, y a des ennemis et n'en a pas du côté de Rome, si on le libérait du pèlerinage de saint Jacques et qu'on l'obligeait à visiter le siège des apôtres, il y a commutation. Mais si, empêché de s'y rendre, on le libérait de son vœu, et on lui ordonnait de donner pour Dieu ce qu'il allait dépenser en aller et retour, c'est un rachat et ce rachat doit être aussi au juste prix et égal à lui, *Décrétales*, à ce titre, c. *Magne*<sup>8360</sup>. C'est ce que dit Petrus de Palude<sup>8361</sup>. Mais entre la dispense et la commutation, Thomas<sup>8362</sup> dit qu'il y a la différence suivante: si un supérieur détermine qu'en soi un vœu ne doit pas être observé, il y aura dispense de vœu; mais si par le fait que le vœu devait être observé, quelque chose d'autre est imposé, on parle de commutation de vœu. Donc la dispense est plus que la commutation.

Cependant les supérieurs ecclésiastiques peuvent faire les deux, comme le déclare Thomas, II-II, q. 88<sup>8363</sup>.

---

8357*Décret*, 23, q 1, c 4

8358Fol 112v, G

8359Fol 65r, B

8360X, 3,34 (*De voto et voti redemptione*), 7

8361PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*

8362THOMAS, *Somme*, II-II, q.88, a.10, s. 2

8363THOMAS, *Somme*, II-II, q.88, a.12, s. 2

Sur le second point, garde à l'esprit ce que j'ai dit d'après Durandus dans le jardin du mariage, sur l'empêchement de condition <sup>8364</sup>.

Et maintenant, pour le vœu de chasteté, je pose les propositions suivantes.

Première proposition: ni le pape ni personne ne peut sans cause dispenser en matière de vœu ou de serment. Et si cela se produit pour un caprice de volonté, celui qui a reçu une telle dispense n'est pas en sûreté de conscience. Cette proposition est de Panormitanus<sup>8365</sup> et de presque tous les docteurs sur le c. *Non est, Décrétales*, à cet endroit<sup>8366</sup>. Et ici, une glose unique déclare: la dite proposition est accordée unanimement par tous quand le pape accorderait une dispense contre le droit divin, mais quand il dispense contre le droit positif, il y a une difficulté et je pense que la dispense devrait être admise cependant pour les deux droits. Soutiennent la même idée, Innocentius<sup>8367</sup>, Joannes Andreae<sup>8368</sup> à la suite de saint Thomas<sup>8369</sup>, sur le c. *De multa, De prebendis*, et, avec lui, Panormitanus passe à autre chose<sup>8370</sup>. Donc, celui qui a été dispensé pour une pluralité de bénéfices, sans cause, n'est pas en sûreté quant à Dieu quoique la dispense soit valable quant à nous.

Par ailleurs la cause de dispense est double: la nécessité et l'utilité

[fol. 121v]

d'après ce titre *De multa*.

Seconde proposition: le pape seul, et non un autre, dispense ou absout totalement d'un vœu ou d'un serment, et ceci, s'il y a une raison.

Cette proposition suit Panormitanus sur le c. *Proposuit, De concessione prebende*<sup>8371</sup>, mais je pense qu'il est plus vrai qu'un évêque, pour une cause raisonnable, puisse, pour les vœux et les serments qui lui sont confiés, dispenser d'un vœu, selon Ricardus, d. 38, IV, *Quoad vota*, neuvième partie de cette distinction<sup>8372</sup>, et on le tire suffisamment du c. 1, *De voto et voti redemptione*<sup>8373</sup>, pour les serments et les serments communs<sup>8374</sup>, qui sont de moindre obligation, il en est clairement de même.

---

8364DURANDUS, IV, d 39, 4 est évoqué fol. 97r, à la fin, à propos de la condition malhonnête du vœu ou du serment.

8365PANORMITANUS, *Super Decretalium.*, sur X, 3, 34, 5

8366X, 3,34 (*De voto et voti redemptione*), 5

8367INNOCENTIUS, sur X, 3, 5, 28. Dans ce chapitre où il est question de l'interdiction d'avoir plusieurs cures selon les sacrés canons, il est dit que quand il s'agit de personnes élevées (*sublimes*) et instruites (*litteratas*) qu'il faut honorer de plus grands bienfaits (*beneficiis*), le siège apostolique peut dispenser, quand la raison l'aura demandé..

8368JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*, sur X, 3, 5, 28

8369THOMAS, II-II, q 88, a 10 («Peut-on dispenser d'un vœu?») où l'on trouve la définition de la dispense, plutôt que: a 12 (sur la dispense d'un vœu)

8370PANORMITANUS, *Super Decretalium.*, sur X, 8, 4

8371X, 3, 8, 4

8372RICARDUS, sur IV, d 38, 9

8373X, 3, 34, 1

8374*Conjuramentis*; ce mot n'est pas présent dans la *Décrétale* invoquée, mais la correction par *commutationibus* me semble lourde..

K. Les cinq vœux dont personne ne peut dispenser sauf le pape.

Troisième proposition: il y a cinq vœux pour lesquels personne ne peut accorder de dispense sauf le pape.

Le premier est le vœu solennel de chasteté.

J'ai dit «solennel» parce qu'un évêque peut dispenser d'un vœu de chasteté simple et perpétuel, et encore plus quand il serait temporaire; et ceci si deux éléments concourent. «Premièrement<sup>8375</sup> si le vœu de chasteté a été en quelque sorte, au début, un vœu par crainte, quoique ce ne soit pas seulement une juste crainte.

Deuxièmement à cause d'un danger de fornication, par exemple quand avec vraisemblance on craint l'incontinence». Dans les autres cas seul le pape dispensera. Le propos selon lequel un évêque peut dispenser pour un vœu simple de chasteté est vrai selon le droit commun, mais par l'*Extravagante* de Sixte, qui commence par *Etsi gregis dominici*,<sup>8376</sup> sous peine d'excommunication papale, il est interdit, en dehors du pape, de dispenser, et je pense aussi que ceci est contenu dans une procédure de la curie. Tout ceci est dans l'esprit de la glose, *Veniens, Décrétales, Qui clerici vel voventes*<sup>8377</sup>. Et soutiennent cette idée Cardinalis<sup>8378</sup> et maître Antonius<sup>8379</sup> sur le c. *Veniens*, quoique d'autres disent le contraire.

«De la même façon<sup>8380</sup>, l'évêque dispense pour un vœu de chasteté émis par l'un des deux conjoints en raison du danger de fornication de sorte que le conjoint pourrait aussi l'exiger».

De plus il accorde dispense «à<sup>8381</sup> celui qui fait le vœu de ne pas se marier parce qu'à proprement parler ce n'est pas un vœu de chasteté: ce qui est évident parce que s'il fornicait, il ne brise pas le vœu, quoiqu'il fasse un péché mortel.»

Il y a aussi quatre vœux pour lesquels seul le pape peut accorder des dispenses<sup>8382</sup>, «le vœu monastique<sup>8383</sup>, le vœu d'aller à Jérusalem, le vœu d'aller à saint Jacques, le vœu de visiter le siège des apôtres Pierre et Paul.

---

8375ANGELUS: *Votum*, 4, § 9

8376*Extravag. Com.* 5, 9, 5 (Sixte IV, 1471- 1484)

8377X, 4, 6, 5

8378CARDINALIS, *Commentaria in libros 5 Decretalium*

8379ANTONIUS, *Commentaria super librum 4 Decretalium*

8380ANGELUS: *Votum*, 4, § 9

8381ANGELUS: *Votum*, 4, § 9

8382Ce passage est une réflexion de type juridique sur: qui peut dispenser? Le pape peut dispenser, en plus du vœu solennel de chasteté, de quatre vœux, mais, pour ceux-ci, il n'y a pas de texte de droit sauf pour le vœu de croisade et tout vœu de dévotion peut recevoir la dispense d'un évêque; tel est l'état du droit; mais il y a aussi la coutume, valable également pour les vœux de dévotion qui fait qu'on s'en rapporte de fait au pape, alors qu'on pourrait avoir une dispense épiscopale; cette coutume est valide de droit commun, sinon de droit ecclésiastique; pour autant, la pratique ne fait pas que ces dispenses relèvent en droit du pape. Enfin, d'autres motifs que juridiques peuvent expliquer ce recours au pape.

8383ANGELUS, *Votum* 4, § 6

Et ceci est observé en fait, quoiqu'on ne le trouve exprimé par aucune règle de droit si ce n'est pour le vœu de secourir la terre sainte, comme dans le c. *Ex multa, De voto*<sup>8384</sup>, sur lequel Panormitanus<sup>8385</sup> soutient que même un légat *a latere*<sup>8386</sup> ne peut accorder de dispense puisqu'est requise une dispense spéciale, comme c'est clair dans le dit c. *Ex multa*. Mais si le vœu avait été fait seulement par dévotion, non pour secourir la terre sainte, dans ce cas, Panormitanus soutient, au même endroit, que même un évêque peut dispenser, et de même si la personne avait voulu seulement par dévotion aller à saint Jacques et non pour fournir du secours. Et agit en faveur de cette idée le texte des chapitres *Quod super hiis*, et *Ex multa*, à ce titre<sup>8387</sup>, qui se fondent sur les secours à la terre sainte. Et quoique ceci soit vrai de droit, cependant, puisque la coutume est telle que la dispense d'un vœu, même de dévotion, convient au pape, et puisque les causes majeures doivent être rapportées au pape, comme dans le c. *Majores, De baptismo*,<sup>8388</sup> j'estime qu'il faut recourir au pape dans les cas de ce genre. Si cependant un évêque accordait dispense, en suivant l'opinion de Panormitanus, je crois que cette dispense serait valide». Ceci est vrai selon le droit commun (parce que, par sentence de la curie c'est interdit sous peine d'excommunication, comme cela a été dit pour l'autre vœu, parce qu'on pourrait dire que, quoique communément les dispenses soient renvoyées au pape, ce n'est pas pour autant un cas relevant du pape: on peut en effet envoyer quelqu'un au pape parfois pour faire peur, parfois pour plus de précaution, parfois par révérence. Et donc ne prouve pas qu'existe ce à quoi il arrive à ne pas exister, Loi *Neque natales, C. De probationibus*.<sup>8389</sup>

En quoi un abbé ou un évêque peuvent-ils donner une dispense de vœu?<sup>8390</sup>

Mais pour les vœux autres que les précédents, l'évêque peut accorder des dispenses à ses sujets.

L'abbé et les autres supérieurs d'ordres religieux peuvent dispenser les religieux qui leur sont soumis, qu'ils aient émis un vœu avant leur entrée dans l'ordre ou après. Mais les autres inférieurs à l'évêque, ceux qui ne sont pas des supérieurs religieux, ne peuvent dispenser, sauf s'ils avaient une juridiction épiscopale sur les personnes, par un droit spécial

---

8384X, 3, 34, 9

8385PANORMITANUS sur X, 3, 34, 9

8386Un cardinal de la Curie.

8387X, 3, 34, 8 et 9

8388X, 3, 42, 3

8389*Codex J.*, 4, 19, 10. Je comprends ainsi: le fait d'adresser certaines dispenses au pape, ce qui ne se produit pas toujours puisqu'on devrait s'adresser à l'évêque, ne prouve pas que le recours au pape existe de droit.

8390Marge

(c'est établi par la glose dans la première *Clémentine*, *De rebus ecclesie non alienandis*<sup>8391</sup>, et par ce que notent Innocentius pour le chapitre *Statuimus, De majoritate et obedientia*<sup>8392</sup>, et Panormitanus pour le chapitre *Significasti, De foro competentis*<sup>8393</sup>) ou sauf si cela était accordé par un droit spécial ou une concession spéciale.

Et cet avis les docteurs unanimement le suivent, sur le chapitre final, *De postulatione prelatorum*<sup>8394</sup>.

Cependant Hostiensis dit sur le chapitre 1, *De voto*<sup>8395</sup>, que le texte de ce chapitre 1 semble prouver

[fol. 122r]

que tous ceux qui président à ces vœux peuvent dispenser; il reconnaît cependant que, selon la coutume, on observe la règle que les inférieurs des évêques ne peuvent accorder de dispense si ce n'est comme on l'a dit, et qu'il ne faut nullement changer ce qui a reçu une interprétation par une longue coutume, Loi *Minime, ff. De legibus*<sup>8396</sup>.

L'évêque et ses semblables peuvent-ils dispenser pour les vœux émis par eux comme ils le peuvent pour les vœux de leurs subordonnés? Panormitanus répond, sur le c. *Magne, De voto*<sup>8397</sup>, que non. Et l'établit le chapitre *Magne*, au même endroit, et la glose jointe à ce sujet<sup>8398</sup>. Personne en effet ne doit avoir autorité sur ses propres actes, comme dans la *Clémentine*, 2, *De rebus ecclesie non alienandis*<sup>8399</sup>, et dans la Loi 1, *ff. De auctoritate tutorum*<sup>8400</sup>»; cependant leurs confesseurs peuvent le faire, à ce qu'il semble, puisque les confesseurs, de droit, semblent avoir autant d'autorité sur eux que les évêques en ont sur leurs subordonnés.

L. Suite: l'absolution: chapitre cinq<sup>8401</sup>.

Pour finir parlons du cinquième et du dernier chapitre, c'est-à-dire de l'absolution des péchés<sup>8402</sup>, et après le *Misereatur...* et l'*Indulgentiam...*, qui sont communément dits avant par le prêtre pour qu'il n'y ait pas d'obstacle au sacrement de la part du pénitent,

---

8391 *Cle*, 3, 4, 1

8392 INNOCENTIUS, sur X, 1, 33, 15

8393 X, 2, 2, 18

8394 X, 1, 5, 6

8395 HOSTIENSIS sur X, 3, 34, 1

8396 *Digeste*, 13, 2, 23

8397 PANORMITANUS, sur X, 3, 34, 7

8398 Glose sur X, 3, 34, 7

8399 *Cle*, 3, 4, 2

8400 *Digeste*, 26, 8, 1 pr.

8401 Chapitre 1: l'imposition d'une pénitence; 2: les indulgences; 3: les censures canoniques; 4: les dispenses.

8402 GILBERT NICOLAS évoque successivement l'absolution, sans et avec cas réservés, l'absolution de l'excommunication, de la suspension, de l'irrégularité. Cela forme un premier ensemble que complète le cas de l'usurier. Un second ensemble porte sur les absolutions accordées en vertu d'une dispense; cette dernière partie ne s'en tient pas à la formulation de l'absolution, mais s'étend aux conditions de possibilité.

que le confesseur dise: «Que Notre Seigneur Jésus Christ t'absolve, lui par l'autorité de qui moi je t'absous de tes péchés, au nom du Père, du Fils et du Saint Esprit, Amen». Et si le pénitent a un cas réservé, que le confesseur lui impose d'aller trouver le supérieur qui peut l'absoudre. Et il est plus sûr, comme dit le Cancellarius parisiensis<sup>8403</sup>, de ne rien ajouter à la forme susdite de l'absolution, forme sur laquelle il y a querelle entre les docteurs, pour savoir si même les mots dits plus haut sont nécessaires au sacrement. Certains tiennent que sont nécessaires seulement deux mots: *Absolvo te*; d'autres soutiennent que trois le sont parce que les deux mots susdits ne sont, de façon précise, pas plus la forme de l'absolution des péchés ou d'un péché que celle de l'absolution de l'excommunication ou de la suspension, parce que quelqu'un qui libère de ces sanctions peut se servir de ces mots: «Je t'absous». On doit donc ajouter un troisième membre: «des péchés». D'autres veulent que soit ajouté un quatrième élément: «tes». D'autres disent qu'il est plus sûr, comme je l'ai dit, de dire tous les mots susdits et qu'il ne convient pas de se soucier de savoir s'ils sont tous nécessaires ou pas. Je passe sur ces opinions. Selon Ricardus<sup>8404</sup>, IV, d. 18, il n'est pas nécessaire de se conformer à des mots précis<sup>8405</sup> comme pour la pénitence qui est une partie du sacrement de pénitence; quoiqu'il convienne de dire: «Je t'absous», ce n'est pas nécessaire; il suffirait donc de dire des mots signifiant la levée de l'excommunication. Donc, si le confesseur, disait: «Je lève l'excommunication» ou «J'abandonne l'excommunication», le pécheur serait absout. De même s'il disait: «Je te bénis de nouveau» ou quelque chose d'autre avec l'intention d'absoudre par cette formule, le pécheur serai absout, *De regulis juris*, c. *Omnis res*.<sup>8406</sup> Ceci selon Guilielmus<sup>8407</sup>, Joannes Andreae<sup>8408</sup>, Raymundus<sup>8409</sup> et presque tous les docteurs, quoiqu'Hostiensis<sup>8410</sup> dise le contraire. L'absolution de suspension<sup>8411</sup> de l'office divin ou des choses divines doit être faite sous la forme qui suit ou une forme semblable: «Moi je t'absous de l'interdiction que tu as encourue pour telle raison et je te rends à l'exécution des ordres et des offices divins au nom du Père, du Fils et du Saint Esprit, amen.» Cependant puisque la suspension concerne le tribunal contentieux, il n'est pas non plus requis de forme déterminée nécessaire pour cette relaxe,

8403 CANCELLARIUS PARISIENSIS, *De potestate absolvendi*

8404 RICARDUS, *Super sexto libro Decretalium*, sur IV, d 18

8405 Le paragraphe concerne l'absolution de l'excommunication.

8406 X, 5, 41,1 (*Omnis res per quascumque causas nascitur, per easdem dissolvitur*)

8407 GULIELMUS DURANDUS, *Speculum judiciale*

8408 JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*

8409 RAYMUNUDUS, *Summa juris*

8410 HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*

8411 La suspension ou suspense, peine destinée à punir, est enlevée par la dispense, qui est une exemption gratuite de la loi. La suspense prive de la puissance d'exercer les fonctions sacrées, mais pas de recevoir les sacrements.



c'est pourquoi quoi que l'on dise et quelles que soient les paroles dont on se sert, celui qui a pouvoir d'absoudre absout véritablement, comme on l'a dit pour l'absolution de l'excommunication.

Il en est autrement pour l'irrégularité<sup>8412</sup>. En effet, la libération de celle-ci par celui qui peut l'accorder, doit être faite par ces paroles: «Je te dispense pour l'irrégularité que tu as encourue pour telle raison et je te replace dans la légitimité pour agir», ou «... si tu en avais contracté une», quand il y a un doute.

M. L'absolution des usuriers.

De plus<sup>8413</sup> remarque que «les usuriers<sup>8414</sup> ne peuvent être reçus à la confession de leurs péchés jusqu'à ce qu'il y ait eu, selon leurs possibilités, pour leurs usures, une réparation suffisamment complète, ou qu'il y ait eu une garanti, convenable, faite à ceux auxquels devraient être restituées les usures extorquées, si ceux-ci sont présents, ou à d'autres qui peuvent recevoir à leur place, ou, s'il n'y a ni les uns ni les autres, à l'ordinaire<sup>8415</sup> du lieu, à son vicaire ou au prêtre de la paroisse dans laquelle habitent les usuriers, ou à un notaire, sur ordre de l'ordinaire, avec, pour ceux qui doivent recevoir les usures, l'expression claire du montant garanti, ou, s'il n'y a pas eu un montant clairement exprimé, le montant qu'estime juste celui qui se porte garant; et s'il le minore, il sera tenu sur ses propres biens; à plus forte raison s'il donne une estimation nulle. Ceci se trouve au c. *Quamquam, De usuris, Sexte*<sup>8416</sup>» où on a ainsi premièrement:

---

8412L'irrégularité, causée par un délit, est l'objet de dispense, mais il y a aussi l'irrégularité par défaut.

8413L'usurier, qui est excommunié, doit, pour pouvoir se confesser et être absout, d'abord restituer les usures.

8414ANGELUS, *Usura* 2, § 8 (jusqu'à: *Sexte*)

8415L'évêque diocésain ou l'autorité diocésaine

8416VI, 5, 5, 2

«Quoique des usuriers manifestes, pour les usures

[fol. 122v]

qu'ils avaient perçues, aient demandé en dernière volonté que réparation soit faite, en exprimant une quantité ou sans le faire, néanmoins que leur soit refusée la sépulture ecclésiastique jusqu'à ce que pour ces usures, selon ce que permettent leurs capacités, il y ait pleine réparation, ou auprès de ceux à qui doit être faite la réparation s'ils sont eux-mêmes présents, ou auprès d'autres qui peuvent la recevoir pour eux, ou, en leur absence, auprès de l'ordinaire du lieu ou de celui qui gère à sa place, ou du recteur de la paroisse dans laquelle habite le testateur, en présence de plusieurs personnes dignes de foi appartenant à cette même paroisse (qu'à ces ordinaire, vicaire et recteur, il soit permis, de la façon indiquée, en vertu de la présente constitution, de recevoir, au nom des absents, une garantie de ce genre, de sorte que, de la même façon, on puisse leur demander l'action), ou qu'auprès d'un serviteur public, mandaté par ce même évêque, il y ait une garantie convenable pour faire la restitution. Par ailleurs, s'il y a un montant connu des intérêts reçus, nous voulons qu'il soit toujours exprimé dans la garantie susdite, sinon nous voulons que celui qui se porte garant établisse un montant selon son jugement; cependant que celui-ci, sciemment, n'établisse pas un montant inférieur à celui que l'on croit vraisemblable, et s'il a agi autrement, qu'il soit tenu à réparation pour le reste». Et ici la glose sur le verbe «être enterré» dit qu'aujourd'hui ceux qui admettent à la sépulture ecclésiastique autrement qu'on l'a dit sont excommuniés *ipso facto* par la *Clémentine, De sepulturis, Eos qui*<sup>8417</sup>. Et on a ensuite, plus bas, au même chapitre, au même endroit: «Que personne n'ait part aux testaments des usuriers manifestes ou ne les admette à la confession sauf s'ils ont réparé, ou si, pour réparer selon leurs capacités, ils fournissent une garantie convenable, comme on l'a dit». Mais qui sont des usuriers manifestes? On l'a dans la glose sur le mot «manifestes», au même endroit, à ce titre<sup>8418</sup>, où on a ceci: «Sont appelés «manifestes» ceux qui sont notoirement connus comme des usuriers selon le droit, comme parce qu'ils ont avoué ou qu'ils ont été condamnés, ou comme des usuriers de fait, soit parce que l'évidence de leur activité est telle qu'aucun faux-fuyant ne pourrait la cacher, ou parce qu'il tient son comptoir prêt» et la glose sur le dit c. *Quamquam*<sup>8419</sup>, sur le mot «manifestes», déclare: «Quant à notre cas, il suffirait d'appeler «manifeste », celui qui, en présence d'un prêtre et de témoins, reconnaît qu'il est un usurier et demande que les usures soient restituées». Vois à cet endroit de nombreux points sur la manière dont doit être faite une restitution.

---

8417*Cle.*, 3, 7, 1

8418*Glose* sur *Cle.*, 3,7, 1: les guillemets sont hypothétiques.

8419*Glose* sur VI, 5,5, 2: les guillemets sont hypothétiques.

«Et<sup>8420</sup> note ici que par «garantie convenable» on comprend les gages ou les personnes qui sont cautions, ff. *Mandati*, Loi finale<sup>8421</sup>. Et s'ils ne pouvaient verser la garantie, selon Joannes Andreae<sup>8422</sup> et Bartolus<sup>8423</sup>, ils jureront qu'ils ne peuvent la donner et qu'ils feront ce qu'ils promettent, *De sententia excommunicationis*, chapitre final, § *illis*, *Sexte*<sup>8424</sup>. [...] Note aussi les mots: «par l'ordinaire du lieu», je comprends, selon Joannes Andreae, l'évêque, de droit, et il dit la même chose pour le doyen et l'archiprêtre ou l'abbé qui, par ailleurs, auraient la juridiction sur les choses spirituelles dans le lieu où l'usurier passait son temps; et la même chose pour le recteur de la paroisse du débiteur lésé, pour lequel il est quasiment un juge et un officier, selon Bartolus et Joannes Andreae. L'établit la Loi *Cum pro quo*, ff. *De in jus vocando*<sup>8425</sup>. Sache de plus que, par ce qu'il dit du mandat de l'ordinaire, Joannes Andreae prouve que le notaire dans ce cas, n'acquiesce pas l'action en raison d'une action extérieure à la stipulation du débiteur, sauf s'il le fait sur mandat de l'ordinaire<sup>8426</sup>. Et tu noteras bien cela à l'encontre de nombreux confesseurs».

N. L'absolution en vertu d'une indulgence.

De plus remarque bien, Confesseur, que quand tu absous en vertu d'une indulgence ou en vertu du *Confessionnale*, indulgence qu'on appelle vulgairement privilège perpétuel ou privilège papal, tu dois toujours conserver la forme de ton *Confessionnale*. Et on ne comprend pas par «forme», le fait que tu dises en absolvant les mots tels qu'ils sont écrits dans le *Confessionnale*, mais que soit fait auparavant ce que l'indulgence ou le privilège demande. Il faut donc tenir pour règle que, partout où le droit utilise ce mot «il peut» négativement, alors l'absolution employée contre ce qui est ainsi imposé est nulle comme cela est clair par la glose sur la première règle, *De regulis juris*, *Sexte*<sup>8427</sup>. Dis de même quand un canon utilise «n'est pas valide»; mais quand il utilise «nullement», alors, selon Eugenius sur la *Clémentine*, chapitre unique, *De sequestratione*<sup>8428</sup>, l'absolution n'est pas valide, mais selon Cardinalis, au même endroit<sup>8429</sup>, elle est valide. Mais moi je dis que, quand, par ailleurs l'absolution revient à quelqu'un de droit, l'absolution tient, si on omet ce que le canon ordonne de faire, et peu importe que soit utilisé le mot «nullement», ou les expressions:«qu'il ne mérite pas» ou «qu'il ne soit pas absout».

8420ANGELUS, *Usura* 2, § 8 (suite immédiate de: *Sexte*)

8421*Digeste*, 17, 1, 59, 6.

8422JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*

8423BARTOLUS, *Glosae*

8424VI, 5,11, 24, § *illis* [H. d. Joannes Andreae]

8425*Digeste*, 2, 4, 17. *Cum pro quo*

8426Ni la lecture du texte ni la traduction ne sont sûres. Je prends *acquirō* au sens de *acquito*

8427Glose sur VI, 5, règle 1: «*Beneficium ecclesiasticum non potest licite sine institutione canonica obtineri.*»

8428EUGENIUS IV (1431-1447)] sur *Cle.*, 2, 6 (*De sequestratione possessionum et fructum*), c unique (où se trouve: *nullatenus*).

8429CARDINALIS, *Lectura super Clementinis*

Mais quand une absolution n'est pas de la compétence de celui qui absout, par exemple parce que celui qui a créé le canon s'est réservé l'absolution ou l'a réservée à un autre et la concède seulement dans un certain cas, par exemple à l'article de la mort et des cas semblables, alors, qu'elle soit d'une certaine forme, qu'elle interdise sous certains termes, l'absolution n'a pas de valeur, sauf s'il y a une modification prévue ou s'il y a une expression de la forme, dans ce même canon. L'établit la glose sur la *Clémentine*, c. 1, *De jure patronatus*, sur le mot «*Inhibentes*»<sup>8430</sup>. Note-le bien.

De plus remarque bien encore que, selon les docteurs, si l'indulgence contient la clause que tu peux absoudre des péchés, excepté ceux pour lesquels à juste titre il faudrait consulter le siège apostolique, alors en vertu de celle-ci, le confesseur peut absoudre de toutes les sentences d'excommunication majeures que le pape ne s'est pas réservées en particulier. Ce n'est pas vrai cependant de la sentence portée par un juge en particulier contre quelqu'un nominativement, sauf si c'était spécialement mis dans un indult ensuite, pour une concession générale, etc, et même pour une sentence prononcée par des synodes, la restitution ayant eu lieu avant, cependant<sup>8431</sup>.

Pourtant que le confesseur prenne garde à ne pas scandaliser les supérieurs, par exemple

[fol. 123r]

si l'excommunié l'a été publiquement, parce qu'il est plus sûr pour maintenir la paix de le remettre à l'évêque. Sur ce sujet vois Henricus Herp dans son *Preceptorium*, quatrième commandement, sermon II<sup>8432</sup>.

---

8430Glose sur *Cle.*, 3, 12, 1

8431*Restitutio* peut désigner une restitution des usures, s'il s'agit d'un usurier, mais il peut s'agir de restauration, le coupable s'étant corrigé.

8432HENRICUS HERP, *De decem preceptis*, 4<sup>o</sup> precepto, sermo 11

Forme de l'absolution pour les indulgences plénières.

En conclusion, il est donc clair, d'après ce qui précède, que la forme pour absoudre pleinement quelqu'un doit être comme suit pour ces confessions générales et indulgences plénières: «Que notre Seigneur Jésus Christ t'absolve, et, par son autorité qu'Il m'a confiée et accordée pour toi, moi je t'absous de la sentence d'excommunication, d'interdiction ou de suspension, si tu l'as ou les as encourues, et je te rends aux sacrements de l'Église. De plus par la même autorité, je t'absous de tous tes péchés, au nom du Père, du Fils et du saint Esprit, Amen.» Si dans un indult n'est pas exprimée la faculté de dispenser de l'irrégularité, quoiqu'il y soit contenu qu'un tel homme puisse être absout aussi des cas réservés au siège apostolique et être dispensé pour des vœux, on ne peut lui accorder de dispense pour son irrégularité. Mais quand il est certain qu'un homme a été excommunié, interdit ou suspendu, qu'on ne dise pas «si tu as encouru...», mais, de façon absolue: «Je t'absous de telle condamnation, que tu as encourue»; ensuite que l'on dise: «je te dispense pour telle ou telle irrégularité ou vœu», s'il est certain que le pécheur a été condamné ou a fait un vœu; ou, si ce n'est pas certain qu'on dise comme avant: «Et je te dispense, etc., si tu as encouru une excommunication, etc.».

Et voici la fin. Je rends grâce à Dieu et à Marie mère du très bon Jésus.

## 2) TABLE DES TITRES

|  |      |
|--|------|
| [fol 1r] Prologue .....  | p. 1 |
| Commencement du livre récemment produit par le Révérend Père F. Gilbert Nicolas, de l'ordre des Frères Mineurs de l'observance, intitulé "Lunettes des confesseurs", ou "Bourse de Marie". |      |
| «Or Marie conservait toutes ces paroles ». Lc.2  |      |
| A. Intention de l'auteur.  |      |
| B. Récit mystique des rois cherchant le Christ.  |      |
| Les trois choses nécessaires à la justification du pécheur. ....   | p. 2 |
| L'or signifie la restitution <sup>8433</sup> :   |      |
| La triple restitution à faire.   |      |
| La triple intention à avoir en confession.   |      |
| La myrrhe signifie la confession.  |      |
| Les trois conditions de la confession.   |      |
| Division de ce livre. ....   | p. 3 |
| [fol.1v]   |      |
| Première partie.   |      |
| Proposition commune sur les trois dons mystiques des rois.   |      |
| C. Première proposition: ce qui est requis pour la confession.   |      |
| Première partie de la proposition.   |      |
| Les quatre dommages portés au prochain. ....   | p. 4 |
| D. Les trois amours de la restitution.   |      |
| Les trois conditions de la confession.   |      |
| Avertissement de l'auteur. ....  | p. 5 |
| E. Seconde partie de la proposition: Quand faut-il recommencer la confession?  |      |
| Le pape ne peut ordonner de recommencer une confession.  |      |
| [fol.2r]   |      |
| Les trois vouloirs qu'il faut nécessairement avoir.  |      |
| A. Il est utile de confesser souvent les mêmes péchés.   |      |
| Doute concernant l'utilité de répéter la confession. ....  | p. 6 |
| B. Premier corollaire  |      |
| Second corollaire. ....  | p. 7 |
| Troisième corollaire.  |      |

---

8433Si on peut mettre les marges en marge, cela éclaircira le texte.

Quatrième corollaire.

[fol. 2 v]

C. 5ème corollaire .....p. 8

D. Troisième partie de la proposition. Les trois cas dans lesquels le confesseur doit faire des examens.

D. Premier corollaire. Pratique des interrogations à faire nécessairement

E. Interrogations sur l'or mystique .....p. 9

Interrogations sur l'encens

[fol.3r]

A. Interrogations sur la myrrhe mystique .....p. 10

B. Interrogations à faire pour les évêques .....p. 11

[fol.3v]

C. Interrogations pour les religieux

D. Interrogations pour les maîtres et princes séculiers .....p. 12

E. Interrogations pour les commerçants.

Un bon enseignement. ....p. 13

Commencement du traité ou première partie: L'or de Marie. ....p. 15

[fol.4r]

A. Les deux cordons de la bourse de Marie.

B. Premier article . Première principe: sur le mien et le tien. ....p. 16

Second principe.

Troisième principe.

Quatrième principe.

Cinquième principe. ....p. 17

[fol 4v]

Sixième principe.

C. La division faite par Loth et Abraham.

D. Second article. Première division de la justice. ....p. 18

Deux justices.

E. Seconde division de la justice.

A. Troisième division. Les deux proportions. ....p. 19

[fol.5r]

Premier corollaire.

|   |       |
|---|-------|
| B. Quatrième division sur le transfert des biens.       |       |
| Cinquième division sur le transfert de l'autorité. .... | p. 20 |
| Les dix sortes de second transfert.                     |       |
| Sixième division: les deux sortes de biens.             |       |
| Septième division: sur l'échange.                       |       |
| C. Troisième article de la proposition. ....            | p. 21 |
| Remarque sur le transfert des propriétés.               |       |
| Premier corollaire.                                     |       |
| Seconde proposition. Deux actes.                        |       |
| Troisième proposition.                                  |       |

[fol. 5v]

|  |       |
|--|-------|
| C. Premier corollaire. Ce qui est requis pour un don libéral. .... | p. 22 |
| Beaucoup ne peuvent donner.  |       |
| La peine imposée aux visiteurs, à propos des visites.              |       |
| Ce qui est requis pour un prêt gracieux.                           |       |
| Celui qui ne transfère pas gratuitement. ....                      | p. 23 |
| D. Les quatre contrats dans lesquels est transférée la propriété.  |       |
| E. Troisième proposition: l'échange de biens utiles.               |       |

[Fol.6r] .....p. 24

A. De quelle façon parle-t-on de valeur des choses?

De quelle façon tend-on à l'égalité de prix?.

|  |       |
|--|-------|
| B. Proposition semblable pour l'achat et la vente justes. .... | p. 25 |
| Les autres contrats s'accordent avec les précédents. ....      | p. 26 |

[fol. 6v]

C. Quatrième proposition: le prêt.

Le change.

L'argent a un usage utile.

D. Deux règles d'échange. ....p. 27

E. Première proposition sur le commerce.

F. Premier corollaire. ....p. 28

[fol.7r]

A. Second corollaire .....p. 29

B. L'enseignement général sur la restitution.

Instruction de l'auteur sur la façon de procéder. ....p. 30

[Fol.7v]



C. Règle commune ou doctrine générale pour tous les deniers ou pour toute la première partie.

Façon de procéder.

D. Règle ou théorie générale. ....p. 31

Les multiples façons de s'emparer d'un bien.

Les façons de détenir un bien.

E. Qui est tenu de restituer solidairement. ....p. 32

Autre théorie générale.

Le don honteux.

F. Règle ou doctrine pour le denier des avocats.

Premier article.

[fol.8r]

A. Les cinq personnes qui participent à un procès .....p. 33

Quand dit-on que quelqu'un pêche par malice, ignorance, négligence.

Second article.

B. Premier corollaire pour les avocats.

Second corollaire pour les avocats. ....p. 34

C. Premier corollaire sur les juges.

D. Second corollaire pour les juges: quand sont-ils obligés de restituer pour cause d'ignorance.

[fol.8v] .....p. 35

E. Corollaire pour l'accusateur ou l'accusé: quand sont-ils tenus à la restitution.

Une accusation devient vicieuse de trois façons. ....p. 36

F. Corollaire pour les témoins.

G. Corollaire pour les notaires ou greffiers. ....p. 37

[fol. 9r]

H. Corollaire pour les conseillers et les assesseurs.

Quand est-on tenu de restituer pour tout. ....p. 38

Note quand on doit exprimer son voeu. ....p. 39

Quand dit-on que des lois sont iniques.

[fol.9v]

J. Corollaire pour les clients.

Points importants de ce denier. ....p. 40

Le salaire du juge.

Note bien comment on n'est pas soumis à la peine de la loi.

|   |       |
|---|-------|
| [fol.10r]   | p. 41 |
| K. Règle selon Hugo pour le denier du fatteur.                                      | p. 42 |
| Point important de ce denier.   |       |
| L. Règle ou doctrine générale pour le denier des combattants.                       | p. 43 |
| Ce qui est requis pour une juste guerre.  |       |
| Les clerks peuvent inciter d'autres personnes à combattre.                          |       |
| [fol. 10v]  | p. 44 |
| Premier corollaire sur les combattants.   | p. 45 |
| Second corollaire.  |       |
| Troisième corollaire.   |       |
| Quatrième corollaire.   |       |
| Cinquième corollaire.   | p. 46 |
| Point notable.  |       |
| Question: les sujets sont-ils tenus d'aller à la guerre quand le maître le demande? |       |
| [fol. 11r]  |       |
| L'excuse des sujets.  |       |
| Second point notable.   | p. 47 |
| Troisième point notable.  | p. 48 |
| [fol. 11V]  | p. 49 |
| N. Quatrième point notable.   |       |
| Ils sont tenus pour le tout.  |       |
| O. Le troisième compagnon de la guerre.   | p. 50 |
| Cinquième point notable.  |       |
| La restitution pour une personne tuée.  |       |
| Premier corollaire.   |       |
| Sixième point notable.  |       |
| Septième point notable.   |       |
| P. Le quatrième compagnon de la guerre. [l'incendie]                                | p. 51 |
| Corollaire.   |       |
| [fol.12r]   |       |
| Q. Le cinquième compagnon. [ la composition]  | p. 52 |
| Huitième point notable.   |       |
| R. Note ceci sur les représailles.  | p. 53 |
| Les représailles sont-elles licites?  |       |
| [fol.12v]   |       |

|  |       |
|--|-------|
| Règle ou maxime pour les représailles. ....                                  | p. 54 |
| Point notable.   |       |
| S. Règle ou maxime pour le denier des échangeurs. Quatrième denier.          |       |
| Les trois genres de change.  |       |
| [fol. 13r] .....   | p. 56 |
| T. Règle pour le denier des bénéficiaires. Cinquième denier. ....            | p. 57 |
| Quels biens peuvent avoir les clercs.  |       |
| [fol 13v] .....  | p. 58 |
| V. Comment les bénéficiaires doivent utiliser les bénéfices.                 |       |
| X. Second article. ....  | p. 59 |
| Premier corollaire.  |       |
| Second corollaire.   |       |
| Troisième corollaire.  |       |
| Quatrième corollaire.  |       |
| Y. Troisième article. La portion canonique. ....                             | p. 60 |
| [fol 14r]  |       |
| Sur quoi est dûe la portion canonique. ....                                  | p. 61 |
| Z. Règle, maxime ou théologie pour le denier des diffamateurs. ....          | p. 62 |
| Sixième denier.  |       |
| Premier article.   |       |
| [fol 14v] .....  | p. 63 |
| A. Maxime ou règle pour le denier des maîtres établis dans une dignité. .... | p. 64 |
| Septième denier.   |       |
| Premier article.   |       |
| Maxime   |       |
| Comment punit-on celui qui exerce un office avec négligence.                 |       |
| [fol 15r] .....  | p. 65 |
| B. Règle ou maxime pour le denier des donataires. Huitième denier. ....      | p. 66 |
| Premier article.   |       |
| La donation de la femme.   |       |
| Maxime.  |       |
| C. Ceux qui ne peuvent donner.   |       |
| Comment doivent être aliénés les biens de l'Eglise. ....                     | p. 67 |

|  |       |
|--|-------|
| Second article.  |       |
| [fol. 15v] .....   | p. 68 |
| D. Troisième article. Les visiteurs.....   | p. 69 |
| L'hypocrite est obligé de restituer.   |       |
| Doctrine ou règle pour le denier des faussaires. Neuvième denier.                  |       |
| E. Premier article. Le faussaire.  |       |
| [fol 16r] .....  | p. 70 |
| F. Second article.   |       |
| Comment on falsifie la monnaie. ....   | p. 71 |
| G. Troisième article.  |       |
| Doctrine pour le denier des fils. Dixième denier.                                  |       |
| H. Premier article.  |       |
| [fol 16v] .....  | p. 73 |
| J. Les justes raisons de déshériter les fils.                                      |       |
| Les causes pour lesquelles un fils peut déshériter son père.                       |       |
| Peut-on, oui ou non, refuser d'entretenir? .....                                   | p. 74 |
| Est-il permis ou non de déshériter son fils pour faire hériter une église?         |       |
| Quand un frère peut-il déshériter un frère?  |       |
| Un mari peut-il ou non déshériter sa femme? .....                                  | p. 75 |
| K. Le pécule militaire.  |       |
| [fol 17r]  |       |
| L.. Second article. ....   | p. 76 |
| M. Troisième article. Quand un père est-il tenu de réparer à la place de son fils. |       |
| .....  | p. 77 |
| [fol 17v] .....  | p. 78 |
| Cinquième proposition.   |       |
| Sixième proposition.   |       |
| Septième proposition   |       |
| N. Doctrine pour le denier de ceux qui trouvent des biens. Onzième denier. ....    | p. 79 |
| Premier article.   |       |
| O. Second article <sup>8434</sup> . ....   | p.    |

80

[fol 18r]

Doctrine pour le denier des voleurs ou des brigands. Douzième denier. ....p. 81

---

8434Titre dans la table, mais absent dans le txe : Comment sont restitués les biens trouvés.

|   |       |
|---|-------|
| P. Premier article. Ce qu'est le vol. ....  | p. 82 |
| [fol 18v] .....   | p. 83 |
| Q. Second article. La rapine.   |       |
| R. Troisième article. Note aussi quand quelqu'un peut se donner satisfaction pour une dette. .... | p. 85 |
| [fol 19r]   |       |
| Doctrine pour le denier des constructeurs ou des constructions. Treizième denier. ....            | p. 86 |
| S. Premier article.   |       |
| T. Second article.  |       |
| V. Troisième article. ....  | p. 87 |
| [fol 19v] .....   | p. 88 |
| Théorie pour le denier de ceux qui louent et des dépositaires. Quatorzième denier.                |       |
| X. Premier article. Le dépôt.   |       |
| Y. Second article: le prêt à usage. ....  | p. 90 |
| [fol.20r ]  |       |
| Quand quelqu'un est-il tenu de dol, de faute lourde, de faute légère? .....                       | p. 91 |
| Quand quelqu'un peut -il préférer ses biens?  |       |
| Z. Troisième article. La location. ....   | p. 92 |
| A qui incombe de prouver un dol? .....  | p. 93 |
| Doctrine pour le denier des joueurs. Quinzième denier.  |       |
| A.Premier article: Le jeu.  |       |
| [fol.20v]   |       |
| B. Second article: Le jeu diabolique.   |       |
| C.Troisième article. La restitution de ceux qui s'enrichissent au jeu. ....                       | p. 94 |
| Doctrine pour le denier des médecins, de ceux qui pratiquent les arts et des chirurgiens. ....    | p. 95 |
| D. Premier article: De ceux qui s'exposent au danger et des médecins.                             |       |
| [fol 21r]   |       |
| E. Premier article: les ouvriers et les artisans. ....  | p. 97 |
| Second article: Les ouvriers et les artisans.   |       |
| Troisième article. Quand les artisans sont-ils tenus à restitution?                               |       |
| Doctrine pour le denier des marchands. Dix-septième denier.                                       |       |
| F. Premier article: la fraude des marchands. ....   | p. 98 |
| Corollaire.   |       |

[fol 21v]

G. Second article: Ceux qui vendent des biens défectueux.

Troisième article: ceux qui achètent sans pouvoir acheter. ....p. 99

Doctrines pour le denier des femmes. Dix-huitième denier.

H. Premier article: le gain honteux.

J. Second article. La rétention d'un gain honteux. ....p. 100

K. Troisième article: l'épouse du voleur.

[fol 22r]

L. Théorie pour le denier des patrons. Dix-neuvième denier.

Qu'appelle-t-on patron? .....p. 101

Doctrines pour le denier de ceux qui participent à un vol furtif ou à un vol avec violence.

M. premier article. Les participants à un vol furtif ou à un vol avec violence.

N. Second article. La libération de restitution. ....p. 103

[fol 22v]

O. Troisième article: la dénonciation d'un vol ou d'un voleur. ....p. 105

P. Doctrines pour le denier des pêcheurs. Vingt et unième denier.

Doctrines pour le denier de ceux qui détiennent ou possèdent. Vingt-deuxième denier.

[fol 23r]

Q. Premier article: le détenteur de mauvaise foi. ....p. 106

R. Second article. ....p. 107

[fol 23v] .....p. 108

S. Troisième article: les enfants exposés.

Doctrines pour le denier des simoniaques. Vingt-troisième denier. ....p. 109

T. Premier article. Ce que l'on rencontre dans la simonie.

«Spirituel» a deux sens. ....p. 110

Ce qui est annexé au spirituel.

[fol 24r]

V. Ce qui dépend du spirituel.

Ce qui précède le spirituel. ....p. 111

[fol 24v] (p 113

Ce que ceux qui échangent doivent observer. ....p. 114

Note comment un laïc peut donner une rente pour des bénéfices ecclésiastiques.

.....p. 115

|                  |   |
|------------------|---|
| [fol. 25r]       |   |
|                  | X. Second article. D'où viendrait la simonie et comment elle viendrait de trois dons .....p. 117            |
| [fol 25v]        | .....p. 118   |
|                  | Corollaire. ....p. 119  |
|                  | Y. Troisième article. Dans quels cas se commet la simonie: premièrement, à propos des bénéfices. ....p. 120 |
| [fol. 26r]       |   |
|                  | La simonie commise à propos des offices. ....p. 121   |
|                  | La simonie commise à propos des sacrements. ....p. 122  |
| [fol 26v]        | .....p. 123   |
|                  | Z. ....p. 124   |
|                  | A. Quand commet-on la simonie en résignant des bénéfices. ....p. 125  |
| [fol 27r]        |   |
|                  | Doctrine pour le denier des associés. Vingt-quatrième denier. ....p. 127                                    |
|                  | B. Premier article. La communauté des profits.  |
|                  | Premier corollaire.   |
|                  | Second corollaire.  |
|                  | Troisième corollaire. ....p. 128  |
| [fol 27v]        |   |
|                  | La perte du capital pèse-t-elle sur tous?   |
|                  | C. Second article. Les conventions dans une société. ....p. 129   |
|                  | D. Troisième article: la société à contracter quand il s'agit d'animaux. ....p. 130                         |
| [fol 28r]        |   |
|                  | Théorie pour le denier des serviteurs. Vingt-cinquième denier. ....p. 132                                   |
|                  | E. Premier article. ....p. 133  |
| [fol 28v]        |   |
|                  | Théorie pour le denier des scandaleux. Vingt-sixième denier. ....p. 134                                     |
|                  | F. Premier article. Le scandale.  |
| [fol 29r] (p 135 |   |
|                  | G. Second article: le libelle diffamatoire.   |
|                  | Troisième article: Ceux qui déflorent les vierges. ....p. 136   |
|                  | Doctrine pour le denier des princes. Vingt-septième denier. ....p. 137                                      |
|                  | H. Premier article: les tailles.  |
| [fol 29v]        |   |

|   |        |
|---|--------|
| J. Second article: qui peut imposer de péages et des taxes d'accompagnement.                  | p. 138 |
| Troisième article.  | p. 139 |
| [fol.30r]   |        |
| Théorie pour le denier des testateurs et des exécuteurs testamentaires. Vingt-huitième denier | p. 140 |
| K. Premier article. Le pouvoir du testateur et qui peut être exécuteur testamentaire          | p. 142 |
| [fol.30v]   |        |
| L. Second article. Les héritiers.   | p. 143 |
| [fol. 31r]  | p. 144 |
| Les trois parts légitimes.  |        |
| [fol. 31v]  | p. 145 |
| [fol. 32r]  | p. 147 |
| M. Troisième article. De l'administration du tuteur et du curateur.                           | p. 148 |
| Les multiples fautes.   |        |
| [fol. 32v]  | p. 150 |
| Doctrines. Théorie pour le denier des usuriers. Vingt-neuvième denier.                        |        |
| N. Premier article. Le prêt.  |        |
| Première raison.  |        |
| Seconde raison.   |        |
| L'usure est de recevoir quelque chose au delà du principal.                                   |        |
| Les douze cas dans lesquels quelqu'un peut recevoir quelque chose au delà du principal.       | p. 151 |
| Premier cas.  |        |
| Second cas.   |        |
| Troisième cas.  |        |
| Quatrième cas.  |        |
| Cinquième cas. Recevoir en raison de l'intérêt, n'est pas de l'usure.                         | p. 152 |
| Sixième cas.  |        |
| Recevoir des intérêts de celui qui ne peut payer au terme est de l'usure.                     |        |
| [fol. 33r]  |        |
| Septième cas.   |        |
| Huitième cas.   |        |
| Neuvième cas.   |        |
| Dixième cas.  | p. 153 |



Onzième cas.

Douzième cas.

Corollaires.

Les obligations de celui qui ne paye pas au terme.

Cas de celui qui transmet une propriété. ....p. 154

Cas du garant.

Cas de celui qui achète des pierres et des matériaux de ce genre.

Cas de celui qui emprunte à intérêt. ....p. 155

Cas de celui qui supporte, à l'occasion d'un prêt, des travaux ou des dommages.

[fol 33v]

O. Le gendre qui supporte les frais du mariage.

Cas.

Celui qui achète au gendre. ....p. 156

Une veuve peut recevoir quelque chose à la place de sa dot.

Les deux intérêts: intrinsèque et extrinsèque.

Cas.

Cas. ....p. 157

Cas

[fol. 34r]

Celui qui achète les revenus d'une cité à vil prix

L'absence d'usure en raison du cas de risque. ....p. 158

L'absence d'usure en raison d'une conduite en sécurité.

Les maîtres qui prêtent aux paysans pour qu'ils cultivent leurs propriétés

Celui qui accorde un prêt à terme pour attirer à sa boutique, à son moulin, à son école.

Celui qui emprunte pour capter l'amour n'est pas un usurier. ....p. 159

Cas.

Cas.

Seconde proposition principale. ....p. 160

P. Second article. L'usure dans le capital.

La triple usure pour le capital.

[fol. 34v]

Q. Règle générale sur l'usure.

Cas notable.

L'achat à un prix inférieur au juste prix pour anticipation de paiement.

Remarque à propos des trésoriers. ....p. 161

Cas notable. Remarque à propos de ceux qui prêtent une chose contre une autre

Ceux qui privent le débiteur de la liberté de se libérer.

Cas notable

Le prêt à capital garanti. ....p. 162

Cas

Cas

Celui qui achète du blé en herbe. ....p. 163

[fol 35r]

R. Dans quels cas, seulement, y -a-t-il usure?

Règle générale: Quand un prêt est-il usuraire?

Cas .....p. 164

Le bien vaut le prix auquel il peut être vendu.

Est-il permis de vendre plus cher, en différant le moment?

Estoc, double estoc

[marge non lisible]

Celui qui vend pour plus que... .....p. 165

Celui qui achète cent aureus contre 95.

[fol. 35v]

Celui qui achète avec un engagement de revente, quand n'est-il pas un usurier?

.....p. 166

Note ce cas intéressant.

Cas. Celui qui achète avec l'engagement de ne pas racheter.

Cas. Celui qui achète du grain (ou d'autres choses au moment de la moisson pour qu'on règle à Pâques.

Celui qui achète au moment de la moisson pour vendre plus cher. ....p. 167

Quand y-a-t-il gain honteux.

Ceux qui achètent à des pauvres des animaux dont ils ne sont pas propriétaires, par exemple, des animaux contre une pension.

L'usure du loueur.

L'emprunt. ....p. 168

Considération attentive avant de pouvoir juger qu'il y a usure.

Celui qui donne du grain ancien contre du nouveau n'est pas un usurier..

Celui qui emprunte un cheval, quand l'utilise-t-il sans commettre l'usure?

[fol. 36r]

|  |        |
|--|--------|
| Celui qui reçoit une maison en gage et l'utilise, quand n'y-a-t-il pas usure?                        |        |
| Donner dix aunes de panne contre dix n'est pas de l'usure. ....                                      | p. 169 |
| Celui qui donne de l'argent pour qu'on le lui rende à un prix égal.                                  |        |
| Celui qui vend du blé en indiquant le prix selon le terme.   |        |
| Remarque pour ceux qui échangent à égalité, par exemple tant de blé contre autant de blé .....       | p. 170 |
| Remarque.  |        |
| S. Troisième article. Les revenus.   |        |
| La vente de revenus.   |        |
| Cas.   |        |
| L'usure: sa restitution. ....  | p. 171 |
| T. Les fauteurs d'usures.  |        |
| [fol. 36v]   |        |
| X. Les héritiers des usuriers. ....  | p. 173 |
| [fol 37r] .....  | p. 174 |
| Remarque. (p 175   |        |
| Théorie sur le denier des chasseurs. Trentième denier. ....  | p. 176 |
| Y. Premier article. Les chasseurs.   |        |
| [fol. 37v]   |        |
| Z. Quand donne-t-on un animal pour un préjudice ?  |        |
| Quand le propriétaire n'est pas libéré de la réparation en donnant un animal pour un préjudice. .... | p. 177 |
| Complément de la bourse de Marie.  |        |
| A. Que faut-il restituer?  |        |
| [fol.38r] .....  | p. 178 |
| Quand il suffit de restituer le prix. ....   | p. 179 |
| B. Seconde proposition. Quand on restitue les fruits.  |        |
| Exemple.   |        |
| C.Troisième proposition. Quand on restitue le dommage. ....  | p. 180 |
| [fol.38 v] .....   | p. 181 |
| Question.  |        |
| D. A qui doit-on restituer en propre?  |        |
| E. Quand on doit restituer. Ce qu'est la restitution. ....   | p. 183 |
| [fol 39 r]   |        |
| Celui qui empêche quelqu'un de jouir de ses biens, quand et comment est-il obligé                    |        |

de restituer?

La restitution est nécessaire au salut.

Preuve .....p. 184

F. Quand la restitution peut être différée.

Premier cas.

Second cas. ....p. 185

Troisième cas.

Quatrième cas.

Cinquième et dernier cas.

[fol. 39v] .....p. 186

La restitution de l'adultère.

La restitution: quand on ne peut la faire sans de grandes dépenses.

Quand on donne aux pauvres, de quelle nature est la restitution.

Quand le détenteur est dans une extrême nécessité.

G. Quand on parvient à plus grosse fortune. ....p. 187

[fol. 40r] .....p. 188

H. ....p. 189

Quand n'est-on pas tenu de vendre les instruments de son art?

Ce qu'il ne faut pas dire en prêche, à propos de restitution.

J. Quand le confesseur peut-il donner un délai de restitution?

La restitution: quand n'est-elle pas différée, sans péché mortel? .....p. 190

[fol. 40v]

K. Les trois façons de restituer. ....p. 191

Proposition: A qui faut-il restituer? Où faut-il restituer?

A quels pauvres sont restitués les biens malhonnêtement ôtés? .....p. 192

L. Par qui doit être faite la restitution?

Remarque contre les quêteurs.

[fol. 41r]

M. La restitution des biens dont le propriétaire est inconnu convient-elle à l'évêque?

Les évêques sont les intendants des pauvres. ....p. 193

L'opinion d'Hostiensis. ....p. 194

L'opinion d'Archidiaconus.

Solution.

[fol. 41v] .....p. 195

Réponse de Scotus.

Il faut suivre la raison naturelle.

L'évêque s'occupe de la restitution des biens incertains, dans quatre cas.

N. Question: L'évêque peut-il s'entremettre pour la restitution des biens incertains en fulminant une sentence d'excommunication? (.....p 196

Conseil.

Question: si on trouve un héritier, une fois la restitution faite, que se passe-t-il?

O. L'ordre dans la restitution. ....p. 197

Qui doit-on mettre en premier?

La restitution des biens incertains doit être faite par les religieux.

[fol. 42r] .....p. 198

P. De quelles façons quelqu'un est-il libéré de la restitution?

Quelle relaxation libère-t-elle du paiement?

Un conseil peut-il décider la relaxe pour une restitution due. ....p. 200

Conseil à ceux qui ont infligé des dommages de guerre.

[fol 42v] .....p. 201

Q. La libération de la restitution par le paiement.

Note le conseil.

R. Qui est libéré par la destruction du bien? .....p. 202

Le genre ne peut périr.

Quand le débiteur est-il en retard

S. On est libéré par la cession .....p. 203

[Fol.43r] .....p. 204

2nde partie: l'encens de l'intention droite.

Première proposition.

A. Ce qu'est l'intention.

Exemple. ....p. 205

Ce qu'est l'intention droite.

Ce qu'est l'intention perverse

[fol. 43v] .....p. 206

Ce qu'est la volonté.

B. Ce qu'est la raison.

Le libre arbitre.

Raison supérieure et inférieure.

L'appétit sensible. ....p; 207

Concupiscible et irascible.

|  |        |
|--|--------|
| La tempérance dans le concupiscible, la force dans l'irascible.  |        |
| [fol. 44/45r] .....  | p. 208 |
| L'appétit sensible.  |        |
| C. La force sensible se divise.  |        |
| Les trois appétits: naturel, sensitif et rationnel.  |        |
| Ce qu'est un mouvement de l'âme. ....  | p. 209 |
| Ce qu'est le premier mouvement.  |        |
| Le mouvement premier second.   |        |
| Comment les premiers mouvements sont-ils en notre pouvoir?   |        |
| Les actes sur lesquels la volonté a du pouvoir. ....   | p. 210 |
| Les actes sur lesquels la volonté a le pouvoir.  |        |
| Les mouvements ou appétits rationnels.   |        |
| [fol. 44/45v]  |        |
| D. La volonté, cause d'un acte par elle-même.  |        |
| De quelle façon dit-on que le péché est dans la volonté? .....   | p. 211 |
| Ce qu'est le choix.  |        |
| Le processus de la volonté   |        |
| E. Ce qu'est le conseil. ....  | p. 212 |
| Le conseil se comprend de plusieurs façons.  |        |
| Les quatre causes d'activité. ....   | p. 213 |
| [fol. 45r]   |        |
| Sur quoi faut-il tenir conseil?  |        |
| F. Les deux plaisirs.  |        |
| Différence entre plaisirs sensibles et plaisirs intellectuels.   |        |
| Trois éléments concourent au plaisir. ....   | p. 214 |
| L'acte de raison et l'acte de volonté se précèdent réciproquement.   |        |
| La volonté, la raison supérieure et la raison inférieure vis à vis des plaisirs peuvent se comporter de six façons. .... | p. 215 |
| G. Premièrement, le rejet..  |        |
| H. Deuxièmement, la précipitation.   |        |
| [fol. 45v]   |        |
| J. Troisièmement, la répression.   |        |
| K. Quatrièmement, le consentement exprès. ....   | p. 216 |
| L. Cinquièmement, la négligence.   |        |
| M. Sixièmement, l'inadvertance. ....   | p. 217 |

N. Quand dit-on on que la délectation est morose.  
Consentement à la pensée et consentement à l'acte.  
Ce qu'est le consentement.  
Différence entre assentiment et consentement.  
Le plaisir peut être causé par un trois objets. ....p. 218

[fol.46r]

Quand la pensée ou le consentement sont péché mortel ou véniel.  
Quand la pensée est méritoire.  
Corollaire. ....p. 219  
Remarque.  
O. La régulation de l'intention.  
Première proposition.  
Première règle  
Seconde règle. ....p. 220  
Troisième règle.  
Quatrième règle.  
Cinquième règle.

[fol. 46v]

Sixième règle.  
Exemple  
Septième règle .....p. 221.  
Exemple.  
Solution.  
Huitième règle. ....p. 222  
Neuvième règle.

[fol. 47r]

P. La bonté de l'intention qui vient de la fin, comment y tend-on?  
Comment dit-on que la charité est la fin?  
Les trois fins. ....p. 223  
Q. Les trois intentions.  
Ce qu'est l'intention actuelle.  
Ce qu'est l'intention virtuelle.  
Ce qu'est l'intention habituelle.  
Le bien de la religion.  
La façon dont les religieux ont du mérite .....p. 224

La relation virtuelle ou habituelle, ce qu'elle est.

[Fol 47v]

On sait facilement qu'une action se rapporte à Dieu.

Quand un acte est-il méritoire? .....p. 225

R. Seconde partie de la seconde partie.

La bonne intention a deux causes.

Les excuses du péché. ....p. 226

Ce qu'il faut excuser.

Etre excusé se comprend de deux façons.

L. les deux excuses du péché.

La folie.

Deuxièmement, la contrainte. ....p. 227

Troisièmement, l'ignorance.

Quatrièmement, la coutume.

Cinquièmement, la nécessité.

[fol.48r]

Sixièmement, la piété.

Septièmement, l'amusement. Le jeu nuisible est une situation de faute.

Huitièmement, la diligence nécessaire.

Neuvièmement, l'absence de réflexion. ....p. 228

Dixièmement, l'obéissance à un supérieur.

Onzièmement, l'âge.

Douzièmement, la sentence non prononcée.

Note quand on ne doit pas subir la peine avant condamnation

Treizièmement, l'intention .....p. 229

Quelle action est dite bonne ou mauvaise à partir de sa fin?

Quand dit-on que l'intention est bonne?

M. Quand juge-t-on que la volonté remplace le fait? .....p. 230

[fol. 48v]

N. Quand juger d'une oeuvre est téméraire. ....p. 231

Comment celui qui célèbre une messe ou fait un autre acte spirituel ne fait-il pas de péché?

Comment faut-il ordonner l'intention et la purifier à la façon de l'encens. ....p. 232

[fol 49/50r] .....p. 233

Début de la troisième partie de ce livre, partie divisée en trois: les préceptes, les



péchés et la façon de se comporter à la fin de la confession.

Première proposition. Préméditer la confession. ....p. 234

Quand est-on tenu de se confesser?

De quoi faut-il se confesser?

B. La matière et la forme du sacrement de confession. .... (p 235

[fol. 49/50 v]

C. La confession des péchés véniels, peut se faire de deux façons. ....p. 236

D. La confession est de droit divin.

E. Le moment de la confession. ....p. 237

[fol 50/51r]

Deux sacrements confèrent la grâce première. ....p. 238

Les deux naufrages.

Les docteurs qui soutiennent qu'on est tenu de se confesser aussitôt

F. Dans quels cas quelqu'un est-il tenu de se confesser aussitôt après avoir commis un péché mortel? .....p. 239

[fol 50/51v]

Comment l'homme sait-il qu'il est en état de grâce? .....p. 240

G. Second article. ....p. 241

[fol. 51 r]

Le confesseur convenable.

La science nécessaire au confesseur. ....p. 242

[fol 51v] .....p. 243

Instruction de l'auteur.

Conseil. ....p. 244

L'exemple de Panormitanus.

L'exemple du bouffon de Paris.

H. Un point délicat: quand celui qui n'en a pas le pouvoir, prononce une absolution.

.....p. 245

[fol 53r]

J. Troisième article. Le péché de celui qui sait. Les cas réservés.

Qui a le pouvoir d'absoudre. ....p. 246

On parle du prêtre propre de douze façons.

[fol 53v] .....p. 247

[K.] Quand est-il permis de se confesser à un autre qu'à son propre prêtre?

Comment doit se conduire celui qui a des cas réservés. ....p. 248

|   |        |
|---|--------|
| [[ol. 54 r] .....   | p. 249 |
| Un prêtre excommunié a-t-il le pouvoir d'absoudre?  |        |
| L. Ce qu'est la préméditation requise pour la confession.   |        |
| Un cas réservé qui n'a pas été confessé, n'est pas réservé.   |        |
| Note ces remarques sur les jeunes filles et les jeunes gens. ....   | p. 250 |
| [fol. 54v]  |        |
| Considérations favorisant le souvenir des péchés. ....  | p. 251 |
| M. Quand le prêtre aussi bien que le pénitent pèchent mortellement.   |        |
| Les deux vouloirs requis pour la contrition. ....   | p. 252 |
| Instruction au confesseur. ....   | p. 253 |
| [fol. 55r]  |        |
| Note la règle de conscience.  |        |
| N. La clé de la connaissance est dans l'erreur de deux façons.  |        |
| La confession complète. ....  | p. 254 |
| O. Les circonstances à confesser nécessairement.  |        |
| [Fol. 55v] .....  | p. 255 |
| Les multiples circonstances.  |        |
| Les huit circonstances à confesser nécessairement   |        |
| 6. ....   | p. 256 |
| Remarque une vraie difficulté.  |        |
| P. ....   | p. 257 |
| [fol. 56r]  |        |
| Q. Premier article. Dans quels commandements sont interdits les péchés mortels.                             |        |
| Deux péchés mortels sont explicitement interdits; les autres, implicitement. ...                            | p. 258 |
| Question: Pourquoi Dieu a-t-il interdit explicitement la luxure et l'avarice, plutôt que les autres péchés? |        |
| Personne ne fait de péché mortel s'il ne transgresse les dix commandements.                                 |        |
| .....   | p. 259 |
| [fol. 56v]  |        |
| R. Second article. Comment tout précepte peut-il être transgressé pour tout péché, de trois façons.         |        |
| On peut faire deux sortes d'examens. ....   | p. 260 |
| L'examen partiel.   |        |
| L'examen complet.   |        |
| Avertissement au lecteur. ....  | p. 261 |

Troisième article. La façon de procéder dans la première partie principale de cette troisième partie.

[fol. 56r bis]

Instructions de l'auteur. ....p. 262

S. Premier commandement du Décalogue. Premier article.

[fol. 56v bis] .....p. 263

Les termes à expliquer. ....p. 264

Qui est le fidèle.

Ce qu'est la foi.

T. Les deux doutes.

Remarque concernant ceux qui ont des scrupules de foi. ....p. 265

[fol. 57 r]

V. Doute et scrupule sont différents. ....p. 266

Remède contre les scrupules.

Second terme. ....p. 267

Ce qu'est l'idolâtrie.

[fol. 57 v]

Adorer: ce que c'est. ....p. 268

Révérer, Honorer, Louer, Glorifier: ce que c'est.

Adorer: ce que c'est.

Les deux idolâtries

Le troisième terme à expliquer.

Supertition, Divination, comment dit-on qu'il s'agit d'idolâtrie. ....p. 269

Y. Second article.

Première proposition [principale] sur la science: ce que chacun est tenu de savoir.

[fol. 58r]

Note un bon conseil. ....p. 271

Z. Note bien les cas dans lesquels quelqu'un est excusé de ne pas avoir certaines connaissances.

[fol.58v] .....p. 272

Question sur laquelle on hésite. Quand est-on tenu de croire?

A. Seconde proposition [principale]. Les discussions sur la foi. Sont-elles licites?

.....p. 273

[fol. 59r] .....p. 274

B. Communiquer avec les incroyants, est-ce un péché mortel?

|  |        |
|--|--------|
| C. Troisième proposition [principale]: l'idolâtrie au sens large. ....       | p. 275 |
| Des multiples adorations.  |        |
| Première proposition. ....   | p. 276 |
| [fol.59v]  |        |
| D. Deuxième proposition.   |        |
| L'adoration du démon. ....   | p. 277 |
| E. Quatrième proposition principale. L'idolâtrie proprement dite.            |        |
| Le chatiment des idolâtres. ....   | p. 278 |
| [fol.60r]  |        |
| L'excommunication contre ceux qui recourent aux démons.                      |        |
| F. Le sortilège.   |        |
| Remarque: le sortilège existe-t-il réellement et en fait? ....               | p. 279 |
| G. Question sur laquelle on hésite: Est-il licite de rompre un enchantement? |        |
| Quand est-il licite de se servir de la mauvaise action d'un autre? ....      | p. 280 |
| [fol. 60v]   |        |
| H. Cinquième proposition principale: la divination, prédiction du futur.     |        |
| Quand utiliser les songes est-il un mal? ....                                | p. 281 |
| J. Les sorts.  |        |
| Les trois sorts.   |        |
| [fol.61r] .....  | p. 282 |
| K. Sixième proposition principale. La superstition dans l'action.            |        |
| [fol.61v] .....  | p. 283 |
| L. Dans toute chose, il peut y avoir trois vertus. ....                      | p. 284 |
| M. Note comment les paroles bonnes ont une vertu. ....                       | p. 285 |
| [fol. 62r]   |        |
| Second commandement. Sur le premier article. ....                            | p. 286 |
| S'approprier le nom de Dieu en vain: que signifie «en vain»?                 |        |
| N. Second article: les propositions. ....                                    | p. 287 |
| Ce qu'est le blasphème.  |        |
| [fol. 62 v]  |        |
| Première proposition. Le blasphème. ....                                     | p. 288 |
| Quand y-a-t-il proprement blasphème?   |        |
| O. Ce qu'est le serment.   |        |
| Les compagnons du serment.   |        |
| Le serment par un idolâtre, est-il permis de le recevoir? ....               | p. 289 |

|  |        |
|--|--------|
| P. Les trois serments.   |        |
| Autre division du serment. ....  | p. 290 |
| [fol.63r]  |        |
| Q.   |        |
| Explication sur le premier précepte. ....  | p. 291 |
| Le faux serment, comme preuve, quand est-il un péché mortel? .....                                   | p. 292 |
| Remarque pour les scrupuleux.  |        |
| [fol. 63 v] .  |        |
| R .....  | p. 293 |
| S. Trois questions sur trois sortes de serments.   |        |
| T. troisième proposition principale: L'intention requise dans le serment, le vœu et le mariage. .... | p. 294 |
| [fol. 64r]   |        |
| V. Note le cas. ....   | p. 295 |
| Quatrième proposition principale: quel serment doit être tenu?                                       |        |
| X. Troisième proposition principale: le vœu. ....  | p. 296 |
| Ce qu'est le vœu.  |        |
| Les huit sortes d'hommes qui ne peuvent faire vœu.   |        |
| [fol.64v] .....  | p. 297 |
| Y. Ceux qui peuvent faire vœu. Première proposition  |        |
| Question intéressante sur laquelle on hésite. ....   | p. 298 |
| Question sur laquelle on hésite. ....  | p. 299 |
| Z. Les stades du vœu.  |        |
| [[fol. 65r] .....  | p. 300 |
| Comment quelqu'un a-t-il la volonté de s'obliger?  |        |
| Les deux genres du vœu.  |        |
| Quand le vœu est-il obligatoire? .....   | p. 301 |
| Quand le vœu n'oblige-t-il pas?  |        |
| B. Question: Celui qui rompt son vœu, pèche-t-il chaque fois? .....                                  | p. 302 |
| [fol. 65v]   |        |
| Celui qui tarde à remplir le vœu, quand pèche-t-il mortellement?                                     |        |
| C. Les exceptions par incapacité de remplir le vœu. ....   | p. 303 |
| Proposition concernant un vœu fait pour un lieu défini.  |        |
| Note un cas intéressant. ....  | p. 304 |
| D. question: un héritier est-il obligé de remplir le vœu d'un défunt?                                |        |

|            |  |
|------------|--|
| [fol. 66r] |  |
|            | E. La profession tacite et expresse. ....p. 305  |
|            | Les conditions requises pour une profession. ....p. 306                                  |
|            | Un novice peut être reçu profès avant un an de noviciat.                                 |
| [fol. 66v] | .....p. 307  |
|            | F. Après un vœu, celui qui contracte mariage pèche-t-il? .....p. 309                     |
| [fol.67r]  | .....p. 310  |
|            | G. De combien de façons devient-on profès tacitement?                                    |
|            | Si un novice porte l'habit au delà de l'année de probation. ....p. 312                   |
| [fol. 67v] |  |
|            | H. Celui qui fait le vœu d'entrer en religion, comment satisfait-il à son vœu? .p. 313   |
|            | J. Comment la profession expresse rompt-elle un mariage contracté? .....p. 314           |
| [fol. 68r] | .....p. 315  |
|            | Est-il requis que l'année de probation soit continue?                                    |
|            | Les lois font mention d'une durée continue [...].  |
|            | K. Le port de l'habit est-il requis pour un novice? .....p. 316                          |
|            | Quand commence l'année de probation? .....p. 317   |
| [fol.68v]  |  |
|            | L. le vœu conditionnel. ....p. 318   |
| [fol. 69r] | .....p. 319  |
|            | Troisième commandement: Souviens-toi de sanctifier le jour du sabbat, Exode, 20.         |
|            | .....p. 320  |
|            | M. Premier article: les transgressions de ce commandement                                |
|            | Raison principale de l'interdiction.   |
|            | Les trois formes du travail servile. ....p. 321  |
|            | Les deux façons d'entendre la messe.   |
|            | Second article: Conseils et réponses. ....p. 322   |
| [fol. 69v] |  |
|            | N. Première proposition principale. La messe et le travail servile.                      |
|            | A quoi chaque chrétien est-il tenu, le dimanche?   |
|            | Question sur les deux actes pour une meilleure compréhension. ....p. 323                 |
|            | O. Je demande si la volonté chez ce qui est pure nature peut aimer Dieu par dessus tout? |
|            | Dans les seules natures la volonté peut-elle aimer Dieu par dessus tout?                 |
|            | Question. Sommes-nous tenus de remplir les commandements de Dieu avec la                 |

|   |        |
|---|--------|
| grâce de Dieu? .....  | p. 324 |
| [fol. 70r]  |        |
| P. Comment, un jour de fête, le pêcheur sera-t-il justifié ou pêchera-t-il mortellement? .....                          | p. 325 |
| Les trois justifications des péchés.  |        |
| Que le confesseur remarque ici deux choses. ....  | p. 326 |
| La latrerie s'offre explicitement ou implicitement.   |        |
| [fol. 70v]  |        |
| Un bon enseignement. ....   | p. 327 |
| Q. A quoi est-on obligé en écoutant la messe?   |        |
| Les trois genres de sacrifices.   |        |
| Les sacrifices de l'ancienne loi signifiaient quatre offrandes. ....  | p. 328 |
| A quels actes l'homme est-il tenu, le jour de fête?   |        |
| Le memento des chrétiens pendant l'élévation de la sainte hostie.   |        |
| [fol. 71r]  |        |
| Le memento des chrétiens pendant l'élévation du calice. ....  | p. 329 |
| R. Premier article: sur l'obligation d'entendre la messe le jour du Seigneur et les jours de fête.                      |        |
| Première proposition  |        |
| Comment cela et ce qui suit doit-il être compris?   |        |
| S. Seconde proposition de cet article. La messe que l'on doit entendre, est-ce celle du jour ou une messe votive? ..... | p. 330 |
| T. Troisième proposition de cet article.  |        |
| V. Quatrième proposition de cet article: l'obligation d'entendre intégralement la messe. ....                           | p. 331 |
| [fol. 71v]  |        |
| V. Il faut entendre la messe en entier.   |        |
| X. Je demande: un prêtre satisfait-il en disant une autre messe que celle qu'il a promise?                              |        |
| Les trois valeurs de la messe. ....   | p. 332 |
| Les mots d'une obligation sont à prendre dans le sens qu'on leur donne communément. ....                                | p. 333 |
| Réponse.  |        |
| [fol. 72r]  |        |
| Y. Il y a un danger de péché mortel à accepter plusieurs messes en même temps.  |        |

|   |        |
|---|--------|
| .....   | p. 334 |
| Z. Les deux parties dans le memento de la messe. ....   | p. 335 |
| [fol 72v]   |        |
| Suite: la forme du Memento dans la messe.   |        |
| A. Suite: conseil pour les accidents qui peuvent arriver à un célébrant.                            |        |
| B. Les accidents de messe.  |        |
| Les défauts dans la messe.  |        |
| A propos des mots de la consécration. ....  | p. 336 |
| [fol 73r] .....   | p. 337 |
| De l'araignée ou de la mouche qui tombe dans le saint calice.                                       |        |
| [fol 73v] .....   | p. 339 |
| C. Quand chaque chrétien est-il tenu de communier? .....  | p. 340 |
| Remarque sur les restes du sacrement qu'il faut consommer. ....                                     | p. 341 |
| [fol 74r] .....   | p. 342 |
| D. Second article: les heures canoniales.   |        |
| Qui est obligé de dire les heures canoniales?   |        |
| E. les heures selon l'ordinaire. ....   | p. 343 |
| [fol 74v] .....   | p. 344 |
| F. L'omission de quelque chose, dans le chœur.  |        |
| G. Où faut-il dire les heures? .....  | p. 346 |
| H. Comment doivent être dites les heures? .....   | p. 347 |
| [fol 75r]   |        |
| Quelle attention est obligatoire pour dire les heures?  |        |
| J. Ce que sont l'intention, l'attention, la dévotion.   |        |
| Ce qu'est l'attention. ....   | p. 348 |
| Ce qu'est la dévotion.  |        |
| Le chrétien peut-il être dévot chaque fois qu'il lui plaira? .....                                  | p. 349 |
| [fol 75v]   |        |
| K. Quand faut-il dire l'office divin?   |        |
| Peut-on dire l'office divin, le soir? .....   | p. 350 |
| Trois prières doivent précéder la messe   |        |
| L. Seconde proposition principale du second article principal: le travail servile le dimanche. .... | p. 351 |
| Quatre causes excusent le travail servile le dimanche.  |        |
| [fol 76r]   |        |



|  |        |
|--|--------|
| M. Quelles sont les fêtes obligatoires et à quel moment commencent-elles ? (p 353<br>[fol 76v]   |        |
| Opinion de l'auteur. ....  | p. 354 |
| Ce qu'est un serment suprême   |        |
| N. Troisième proposition principale du second article principal: les dîmes. ....                 | p. 325 |
| Les différentes dimes. ....  | p. 355 |
| [fol 77r] .....  | p. 356 |
| Le sens figuré des dîmes.  |        |
| O. Remarque sur l'organisation des dîmes .....   | p. 358 |
| [fol 77v]  |        |
| Seconde proposition.   |        |
| Troisième proposition.   |        |
| Du doute concernant les dîmes sur les nouvelles terres. ....                                     | p. 359 |
| P. Les offrandes .....   | p. 360 |
| [fol 78r]  |        |
| Q. Des legs .....  | p. 361 |
| R. Quatrième commandement du Décalogue: Honore ton père et ta mère. Exode,<br>20                 |        |
| Premier article: les interrogations .....  | p. 362 |
| Second article: les transgressions, conseils et réponses.  |        |
| Que doivent les enfants à leurs parents sous peine de péché mortel?                              |        |
| [fol 78v] .....  | p. 363 |
| S. La double obéissance des enfants à l'égard des parents.                                       |        |
| T. L'ordre des personnes à aimer. ....   | p. 365 |
| [fol 79r]  |        |
| V. Réponse sur: un fils est-il tenu d'obéir plus à son père charnel qu'à son<br>supérieur? ..... | p. 366 |
| X. Quand l'inférieur est-il tenu d'obéir au supérieur? .....                                     | p. 367 |
| Y. Sur le cinquième commandement, vois au péché de colère et d'envie.                            |        |
| Sur le sixième commandement, vois au péché de luxure.  |        |
| Sur le septième commandement, vois au péché d'avarice.   |        |
| Huitième commandement du Décalogue: «Tu ne feras pas contre ton prochain de<br>faux témoignage»  |        |
| [fol 79v] .....  | p. 368 |
| Premier article: les transgressions et les questions.  |        |

|   |        |
|---|--------|
| Exposé du huitième commandement. ....   | p. 369 |
| Ce qu'est le mensonge.  |        |
| Les multiples aspects du mensonge. ....   | p. 370 |
| [fol 80r]   |        |
| Second article: Propositions dont on peut tirer conseils et réponses                          |        |
| Première proposition principale.  |        |
| Seconde proposition principale.   |        |
| Z. Quand le mensonge est-il un péché mortel? .....  | p. 371 |
| Excuses concernant la révélation des péchés à des personnes.                                  |        |
| Question: tout mensonge en confession est-il un péché mortel?                                 |        |
| A. Note ici les sept sceaux du secret pour celui qui sait. ....                               | p. 372 |
| [fol 80v]   |        |
| Toisième proposition principale.  |        |
| Premier article de cette proposition principale sur les sceaux. ....                          | p. 373 |
| B. Le sceau de la confession.   |        |
| Peine de celui qui révèle une confession.   |        |
| C. Second sceau: sceau de l'auditeur. ....  | p. 374 |
| Les trois sortes d'auditeurs.   |        |
| [fol 81r] .....   | p. 375 |
| Troisième sceau: sceau de la pénitence imposée.   |        |
| Quatrième sceau: sceau du conseil.  |        |
| Cinquième sceau: sceau de l'ami.  |        |
| Sixième sceau: sceau du secret. ....  | p. 376 |
| Septième sceau: sceau des serviteurs.   |        |
| Second article principal : la dérogation concernant les sceaux.                               |        |
| E. Les dérogations concernant le sceau de la confession.                                      |        |
| Est-il permis, par autorisation du pénitent, de révéler un péché entendu en confession? ..... | p. 377 |
| [fol 81v]   |        |
| [fol 82r] (p 380)   |        |
| F. Dérogations respectives aux autres sceaux  |        |
| G. Du maître à qui on a juré, et du supérieur. ....   | p. 381 |
| [fol 82v]   |        |
| H. Quand est-on tenu de dénoncer? .....   | p. 382 |
| Remarque sur les avertissements.  |        |

|  |        |
|--|--------|
| J. Remarque sur la dénonciation. ....  | p. 384 |
| [fol. 83r]   |        |
| K. Neuvième commandement: Tu ne convoiteras pas la femme de ton prochain.<br>..... | p. 385 |
| Dixième commandement: Tu ne désireras pas la maison de ton prochain                |        |
| Seconde partie de cette troisième partie sur la myrrhe mystique. ....              | p. 386 |
| K. Remarque pour comprendre la matière suivante.                                   |        |
| L. Premier article: à quoi ressemble l'orgueil.                                    |        |
| [fol. 83v] .....   | p. 387 |
| Second article: Les propositions.  |        |
| M. Ce qu'est la superbe.   |        |
| Quand dit-on qu'une affection est désordonnée? .....                               | p. 388 |
| Différence entre filles et espèces.  |        |
| Intention de l'auteur parlant de l'orgueil. ....                                   | p. 389 |
| N. Les trois excellences   |        |
| [fol. 84r]   |        |
| O. Première proposition principale: de l'ingratitude qui infecte la mémoire.       |        |
| Les trois bienfaiteurs.  |        |
| Qui est appelé bienfaiteur? .....  | p. 390 |
| Les trois ingrattitudes  |        |
| Les trois façons d'être reconnaissant.   |        |
| Proposition. Quand l'ingratitude est-elle un péché mortel? .....                   | p. 391 |
| [fol 84v] .....  | p. 392 |
| De l'infection de l'intelligence par la présomption.                               |        |
| P. Les trois présomptions.   |        |
| Le jugement téméraire. ....  | p. 393 |
| [fol 85r] .....  | p. 395 |
| Q. L'obstination et la discorde.   |        |
| L'obstination et la discorde sont des péchés mortels dans trois cas. ....          | p. 396 |
| R. La volonté infectée par l'ambition, la curiosité, et l'hypocrisie.              |        |
| Les bénéfices.   |        |
| [fol 85v] .....  | p. 397 |
| S. Réponse sur la pluralité des bénéfices. ....                                    | p. 398 |
| Réponse sur les dispenses.   |        |
| [fol 86r] .....  | p. 400 |

|  |        |
|--|--------|
| T. La recherche de dignités.   |        |
| La vente d'offices. ....   | p. 401 |
| La résignation des offices ou des bénéfices. ....                                  | p. 402 |
| V. La curiosité.   |        |
| [fol 86v]  |        |
| Ce qu'est la curiosité.  |        |
| La curiosité est mortelle de quatre façons.  |        |
| X. L'hypocrisie. ....  | p. 404 |
| Les deux hypocrites.   |        |
| Les quatre simulations.  |        |
| [fol 87r] .....  | p. 405 |
| Y. La désobéissance. ....  | p. 406 |
| Ce qu'est l'obéissance.  |        |
| Les trois actes de la volonté. ....  | p. 407 |
| [fol 87v]  |        |
| [...]  |        |
| Z. Les six prélats ou supérieurs à qui est due l'obéissance .....                  | p. 408 |
| L'obéissance due à Dieu. ....  | p. 409 |
| L'obéissance au pape.  |        |
| L'obéissance due à l'évêque diocésain.   |        |
| [fol 88r] .....  | p. 410 |
| A. Question: un religieux est-il tenu d'obéir en tout à son supérieur?             |        |
| B. La coloration. ....   | p. 411 |
| La vaine gloire. Dixième proposition.  |        |
| [fol 88v] .....  | p. 412 |
| C. La vaine gloire est un péché mortel dans quatre cas.                            |        |
| D. Ce qu'est faire par vaine gloire, principalement, finalement, par accident. ... | p. 413 |
| E. Tenter Dieu. ....   | p. 414 |
| [fol 89r]  |        |
| F. La vaine louange. ....  | p. 415 |
| Louange et vantardise.   |        |
| Les trois péchés mortels de vantardise. ....                                       | p. 416 |
| G. La flatterie.   |        |
| [fol. 89v]   |        |
| Quatorzième proposition: la lutte verbale. ....                                    | p. 417 |

|   |        |
|---|--------|
| H. La lutte verbale.  |        |
| Les trois luttes.   |        |
| J. La présomption. ....   | p. 419 |
| K. Les danses.  |        |
| [fol 90r] (p 420  |        |
| L. Le jeu: quand est-il sans péché? .....   | p. 421 |
| Dix-septième proposition. L'ornement superflu.  |        |
| M. Les deux superfluités. ....  | p. 422 |
| [fol 90v] .....   | p. 423 |
| N.  |        |
| [fol 91r] .....   | p. 424 |
| O. Suite: le péché d'avarice. ....  | p. 426 |
| Premier article où sont exposées les transgressions et à partir duquel pourront être formées les questions. |        |
| Second article où sont exposées les propositions. ....  | p. 427 |
| [fol 91v] .....   | p. 428 |
| P. Quand ne pas faire l'aumône est un péché mortel.   |        |
| Ceux qui exposent les enfants. ....   | p. 429 |
| Suite: le péché de luxure. ....   | p. 430 |
| R. Premier article où sont exposées les transgressions et à partir duquel on pourra former les réponses.    |        |
| [fol 92r]   |        |
| S. Second article: la délectation morose. ....  | p. 431 |
| Les deux vouloirs.  |        |
| [fol 92v] .....   | p. 433 |
| T. Le délai de la complaisance en pensée. ....  | p. 434 |
| V. Seconde proposition principale. ....   | p. 435 |
| [fol 93r]   |        |
| X. Le vice contre nature. ....  | p. 436 |
| La sodomie avec des clercs.   |        |
| Y. Troisième proposition principale.  |        |
| L'arbre du mariage. ....  | p. 437 |
| La première branche.  |        |
| [fol 93v]   |        |
| [fol 94r] .....   | p. 440 |

|  |        |
|--|--------|
| Z.   |        |
| [fol 94v]  | p. 442 |
| A. Seconde branche. Les cas dans lesquels l'union des époux est un péché véniel.                     |        |
|  | p. 445 |
| [fol 95r]  |        |
| B. Troisième branche: les cas dans lesquels l'union conjugale est méritoire. .                       | p. 446 |
| C. Le jardin de mariage.   |        |
| L'âge requis pour les fiançailles.   |        |
| D. Les empêchements au mariage. ....   | p. 448 |
| [fol 95v]  |        |
| Les empêchements, simplement.  |        |
| Les sept empêchements relatifs. ....   | p. 449 |
| F. Le mariage clandestin. ....   | p. 450 |
| [fol 96r]  | p. 451 |
| L'empêchement de crainte.  |        |
| G. La crainte comme excuse. ....   | p. 452 |
| H. Le mariage par crainte est nul. ....  | p. 453 |
| [fol 96v]  | p. 454 |
| J. L'erreur empêche le mariage.  |        |
| [fol 97r]  | p. 457 |
| K.   |        |
| Remarque sur une femme muette et sourde qui contracta mariage. ....                                  | p. 458 |
| [fol 97v]  | p. 460 |
| L. Ce que sont les biens du mariage. ....  | p. 461 |
| M. La mauvaise intention dans le mariage. ....   | p. 462 |
| [fol. 98r]   |        |
| N. La triple impuissance du mariage. ....  | p. 464 |
| [fol 98v]  | p. 465 |
| O. ....  | p. 466 |
| Mais je demande: si une femme croit son mari mort et si elle contractait mariage avec un autre? .... | p. 468 |
| [fol 99r]  |        |
| P. De ceux qui se marient après un vœu. ....   | p. 469 |
| Et celui qui après un voeu simple a juré à une femme de l'épouser?                                   |        |
| Celui qui contrate mariage après un voeu simple fait-il un péché mortel? .....                       | p. 470 |

|   |        |
|---|--------|
| [fol. 99v] .....  | p. 471 |
| Q.  |        |
| Sept crimes sont des empêchements au mariage. ....                              | p. 472 |
| R. L'inceste. ....  | p. 473 |
| [fol 100r] .....  | p. 474 |
| S. Serment, prestation de foi, simple promesse.                                 |        |
| Seconde incrimination empêchant le mariage. ....                                | p. 476 |
| [fol 100v] .....  | p. 477 |
| L'empêchement de consanguinité.   |        |
| T. les trois parentés.  |        |
| V. Ce qu'est la consanguinité. ....   | p. 478 |
| X. Jusqu'à quel degré de consanguinité y-a-t-il empêchement au mariage? ....    | p. 479 |
| Sur un doute. ....  | p. 480 |
| Y. Comment se comptent les degrés de parenté spirituelle?                       |        |
| [fol 101r]  |        |
| Sur un doute  |        |
| Y. Comment se comptent les degrés de parenté spirituelle?                       |        |
| [fol 101v] .....  | p. 483 |
| Sur un doute.   |        |
| [fol 102 r] .....   | p. 486 |
| Z. Comment un homme et une femme n'acquièrent-ils pas la parenté spirituelle?   |        |
| A. La parenté légale. ....  | p. 487 |
| [fol 102v] .....  | p. 489 |
| B. De la proximité de l'affinité.   |        |
| Remarque que Charlemagne engendra Roland son neveu. ....                        | p. 490 |
| De quelle façon compte-t-on les genres de l'affinité?                           |        |
| L'affinité est un empêchement au mariage. ....                                  | p. 491 |
| La causalité de l'affinité.   |        |
| [fol 103r]  |        |
| C. Suite sur l'empêchement de la justice d'honnêteté: ses multiples façons. ... | p. 492 |
| D. Question: la coutume peut-elle empêcher le mariage? ....                     | p. 494 |
| [fol 103v] .....  | p. 496 |
| D.  |        |
| La loi d'un pays a-t-elle force en ce qui concerne le mariage?                  |        |
| E. Les fiançailles. ....  | p. 498 |

|   |        |
|---|--------|
| [fol 104r] .....  | p. 499 |
| F. Comment sont contractées et annulées des fiançailles sous condition? .....                                     | p. 500 |
| [fol 104v] .....  | p. 502 |
| [fol 105r] .....  | p. 504 |
| G. La porte du jardin de mariage. ....  | p. 506 |
| Ce qu'est le mariage.   |        |
| [fol 105v] .....  | p. 507 |
| H. Les trois modes du mariage. ....   | p. 508 |
| [fol.106r] .....  | p. 510 |
| J. ....   | p. 511 |
| Remarque concernant les épouses. ....   | p. 512 |
| [fol.106v]  |        |
| K.  |        |
| [fol. 107r] .....   | p. 514 |
| L. Mais est-il tenu de faire profession? .....  | p. 515 |
| M. Suite: le péché de colère. ....  | p. 517 |
| [fol. 107v]   |        |
| N. Premier article :comment quelqu'un peut-il pécher mortellement par colère?                                     |        |
| Second article: comment quelqu'un pêche-t-il mortellement par haine? .....  | p. 518 |
| Troisième proposition. ....   | p. 519 |
| [fol 108r] .....  | p. 520 |
| Sur un doute.   |        |
| O. Seconde proposition principale: la malédiction. ....   | p. 521 |
| De la diffamation, de l'injure et du chuchotement. ....   | p. 522 |
| [fol. 108v]   |        |
| Les modes de diffamation directe. ....  | p. 523 |
| Les modes de diffamation indirecte  |        |
| P. Celui qui écoute un propos diffamatoire fait-il un péché mortel? .....   | p. 525 |
| [fol. 109 r]  |        |
| Q. Huit excellentes questions. ....   | p. 526 |
| R. Le souhait de malédiction. ....  | p. 527 |
| [fol. 109 v] .....  | p. 528 |
| S. Note une bonne règle: quand un accès de colère, d'orgueil, de luxure, d'envie<br>n'excuse pas du péché mortel. |        |
| Troisième proposition principale: sur l'atteinte corporelle.  |        |



|  |        |
|--|--------|
| T. Les atteintes physiques. ....   | p. 529 |
| V. Les deux homicides. ....  | p. 530 |
| [fol. 110r]  |        |
| X. L'homicide accidentel.  |        |
| Y. Remarque sur ce que permet la loi. ....   | p. 532 |
| Quand on peut tuer un ou une adultère.   |        |
| Z. Quand on peut frapper un clerc, pris dans un acte de luxure, sans être excommunié ..... | p. 533 |
| [fol. 110 v]   |        |
| A. Comment quelqu'un est-il excusé d'homicide en se défendant?                             |        |
| [fol. 111r] .....  | p. 535 |
| B. Des prisonniers. ....   | p. 536 |
| Note pour les juges qui enquêtent par la torture. ....                                     | p. 537 |
| C. Les tournois.   |        |
| [fol. 111 v] .....   | p. 538 |
| D. Le péché de gourmandise.  |        |
| Premier article. ....  | p. 539 |
| Second article.  |        |
| A quelles conditions peut-on abrégé sa vie? .....  | p. 540 |
| Seconde proposition principale: sur l'ivresse. ....  | p. 541 |
| [fol. 112r]  |        |
| E. Quand l'ivresse est-elle un péché mortel?   |        |
| F. Le Jeûne. ....  | p. 542 |
| [fol. 112v] .....  | p. 543 |
| Règles par lesquelles il est accordé de ne pas jeûner.                                     |        |
| Note de quelle façon on est obligé de jeûner. ....   | p. 544 |
| Les pèlerins, sont-ils obligés de jeûner? .....  | p. 545 |
| Quelle coutume oblige à jeûner?  |        |
| [fol. 113r] .....  | p. 546 |
| Comment ceux qui ne jeûnent pas pendant le carême pèchent mortellement.                    |        |
| J. Le péché d'acédie. ....   | p. 547 |
| Premier article. ....  | p. 548 |
| Second article. :  |        |
| Première proposition principale: la tristesse et le dégoût.                                |        |
| K. Seconde proposition principale: la péché contre l'Esprit saint:                         |        |

|              |   |
|--------------|---|
| [fol.113v]   |   |
|              | Les espèces du péché contre l'Esprit saint. ....p. 549                                |
|              | L'opinion de Scotus sur le péché contre l'Esprit.                                     |
|              | De quelles façons se commet un péché irrémissible contre l'Esprit saint.              |
|              | L. Troisième proposition principale. La négligence dans les offices. ....p. 550       |
|              | De l'instruction par les parents et les parrains.                                     |
| [fol. 114r]  | .....p. 551   |
|              | M. La correction par les supérieurs.  |
|              | Les deux corrections.   |
|              | Un supérieur, comment fait-il un péché mortel en corrigeant? .....p. 552              |
| [fol. 114 v] | .....p. 553   |
|              | Sur la qualité de la correction par les supérieurs. ....p. 554                        |
|              | Quand parle-t-on de l'impossibilité de se corriger?                                   |
|              | N. La correction fraternelle. ....p. 555  |
| [fol. 115r]  | .....p. 556   |
|              | Troisième proposition. ....p. 557   |
| [fol. 115v]  | .....p. 558   |
|              | O. Quand négliger la correction fraternelle est un péché mortel.                      |
|              | Du quatrième élément achevant la confession, c'est-à-dire de l'absolution. ....p. 559 |
|              | Q. Cinq choses doivent être faites pour l'absolution dans la confession.              |
|              | Premier chapitre: l'imposition d'une pénitence.                                       |
|              | R. Les trois pénitences.  |
|              | S. Les canons pénitentiels. ....p. 560  |
| [fol. 116r]  | .....p. 561   |
| [fol. 116 v] | .....p. 563   |
|              | T. Quelle pénitence privée doit-on imposer? .....p. 564                               |
|              | Qui peut diminuer une pénitence? .....p. 565  |
| [fol. 117r]  | .....p. 566   |
|              | V. Proposition principale: les indulgences à concéder.                                |
| [fol. 117v]  | .....p. 569   |
|              | La censure canonique: troisième chapitre.   |
|              | X. Les peines canoniques.   |
|              | Qui sont les infâmes, selon la règle du droit. ....p. 570                             |
|              | Les trois infamies.   |
| [fol. 118r]  | .....p. 571   |

|   |        |
|---|--------|
| Y. Combien y-a-t-il d'interdits? .....                                    | p. 572 |
| Z. L'excommunication. ....  | p. 574 |
| [fol. 118v]   |        |
| A. Note quand le prêtre ne doit pas se mêler de cas réservés. ....        | p. 576 |
| [fol. 119r] .....   | p. 577 |
| Les excommunications papales. ....  | p. 579 |
| B. Les maux qui proviennent de l'excommunication.                         |        |
| [fol. 119v] .....   | p. 580 |
| C. Quand quelqu'un est-il excusé du péché? Quand est-il excommunié?       |        |
| D. Les dispenses: quatrième chapitre. ....                                | p. 582 |
| [fol. 120r]   |        |
| En quoi l'évêque peut-il accorder des dispenses? .....                    | p. 584 |
| [fol. 120v] .....   | p. 586 |
| F. Les trois cas dans lesquels l'évêque est pape.                         |        |
| G. Les dispenses des abbés. ....  | p. 587 |
| [fol. 121r] .....   | p. 589 |
| H. La dispense des jeûnes.  |        |
| J. La dispense des voeux. ....  | p. 590 |
| [fol. 121v] .....   | p. 591 |
| K. Les cinq voeux dont personne ne peut dispenser sauf le pape. ....      | p. 592 |
| En quoi un abbé ou un évêque peuvent-ils donner une dispense de vœu? .... | p. 593 |
| [fol. 122r] .....   | p. 594 |
| L. Suite: l'absolution: chapitre cinq.                                    |        |
| M. L'absolution des usuriers. ....  | p. 596 |
| [fol 122 v] .....   | p. 597 |
| N. L'absolution en vertu d'une indulgence. ....                           | p. 598 |
| [fol. 123 r] .....  | p. 599 |
| Forme de l'absolution pour les indulgences plénières. ....                | p.600  |

Et voici la fin. Je rends grâce à Dieu et à Marie mère du très bon Jésus.

### 3) BIBLIOGRAPHIE

#### A) GENERALITES

GAUVARD CLAUDE, DE LIBERA ALAIN, ZINK MICHEL, *Dictionnaire du Moyen Age*, Quadrige/Puf, Paris, 2002

##### a) Identifications d'auteurs

BERLIOZ, JACQUES, *Identifier sources et citations* ; avec la collab. de Joseph Avril, Louis-Jacques Bataillon, Nicole Bériou... [et al.], Paris, Brepols, 1994, coll: L'atelier du médiéviste.

CLARENCE SMITH, J.A., *Medieval law teachers and writers. Civilian and canonist*, Ottawa, University press, 1975 ( travaux de la Faculté de droit de l'université d'Ottawa. Monographies juridiques, 9)

FRANKLIN ALFRED, *Dictionnaire des noms, surnoms et pseudonymes de l'Histoire littéraire du Moyen-âge (1100-1530)* par, Firmin Didot et Cie, 1875

IJSEWIJN JOSEF, DIRK SACRE, *Companion to neo-Latin studies*. Part II, Literary, linguistic, philological and editorial questions, Leuven university press, 1998, Supplementa humanistica lovaniensia, 14

STEGMÜLLER (FR.), *Repertorium biblicum medii aevi*, 7 vol., Madrid, 1940-1961. Add. avec REINHARDT KLAUS, 4 vol., Madrid 1976-80.

STEGMÜLLER (FR.), *Repertorium commentariorum in Sententias Petri Lombardi, Würzburg, 1947. 2 vol., avec index des incipit et des explicit*. Supplément par V. DOUCET, Quaracchi 1954, et J. van DΥΚ, "Thirty years since Stegmüller : a bibliographical guide to the study of medieval sentences commentaries since the publication of Stegmüller's *Repertorium...*", dans *Franciscan Studies* 39 (1979), p. 255.

WADDING (L.), *Scriptores ordinis minorum ... ed. novissima*, Rome, 1906. Et SBARALEA (J.H.), *Supplementum et castigatio ad scriptores trium ordinum sancti Francisci a Waddingo ... descriptos...*, Rome, ed. Nova, 1908-1936.

#### Sites

Site : FRANCISCAN AUTHORS : <http://users.bart.nl/~roestb/franciscan/>

Site : *Corpus of British Medieval Library Catalogues*. List of identifications, compiled by Richard Sharpe. [http //www.history.ox.ac.uk/sharpe/index.htm](http://www.history.ox.ac.uk/sharpe/index.htm)

Site : Auteurs de droit médiéval: [home.kpn.nl/otto.vervaart/droit\\_medieval.htm](http://home.kpn.nl/otto.vervaart/droit_medieval.htm) -

b) Description d'ouvrages.

GALANTARIS CHRISTIAN, *Manuel de bibliophilie, Dictionnaire*, Paris, Edition des cendres, 1997

MARTIN HENRI-JEAN, VEZIN JEAN, *Mise en page et mise en texte; du livre au manuscrit*, Editions de Cercle de la librairie-Promodis, 1990

c) Droit

GOURON ANDRE, *Juristes et droits savants, Bologne et la France médiévale*, Aldershot (GB) ; Brookfield (Vt.) ; Singapore : Ashgate Variorum, cop. 2000

LEVY JEAN-PHILIPPE , CASTALDO ANDRE, *Histoire du droit civil*, 1<sup>ère</sup> édition, Dalloz, Paris, 2002

REULOS MICHEL, *Comment transcrire et interpréter les références juridiques... contenues dans les ouvrages du xvie siècle*, Société française des seiziémistes, Genève : Droz ; Paris : diffusion Champion, 1985. Études de philologie et d'histoire ; 40

ROLAND HENRI, *Lexique juridique. Expressions latines*. 3<sup>ème</sup> édition, Lexis Nexis, Paris, 2004

d) Histoire. Société.

DU BOULAY (BULAEUS) Cesar, *Historia universitatis parisiensis*, 1670, Parisiis, apud Petrum de Bresche et Jacobum de Laize de Bresche. Reprint, Minerva GmgH, Frankfurt/Main, Unveränderter-Nachdruck 1966

LE GALL, *Les moines au temps des réformes en France, 1480-1560*, Seyssel, Champ vallon, 2001

PIRON SYLVAIN, *Le devoir de gratitude. Emergence et vogue de la notion d'antidora au XIII<sup>ème</sup> s..*(site: //halshs.archives-ouvertes. fr)

POTIER JEAN-PIERRE, *Le prêt à intérêt dans la scolastique*, (Site des Sciences économiques et sociales)

RENAUDET, AUGUSTIN, *Préréforme et humanisme à Paris (1494-1517)*, Seconde édition, Paris, Librairie d'Argences, 1953

VAN ROEY, E, *La monnaie d'après saint thomas d'Aquin*, 1905,(site Persée)

e) Philosophie, Religion

ANCI AUX PAUL, *la théologie du sacrement de pénitence au XII<sup>ème</sup> siècle*. Louvain et Gembloux, 1949

BRÉHIER ÉMILE , *Histoire de la philosophie, Moyen-âge et Renaissance*, Paris, Presses

universitaires de France, 1942

CAYRÉ, FULBERT, *Patrologie et histoire de la théologie*, T. I : Livres I et II, Paris ; Tournai ; Rome : Société de St Jean l'Évangéliste : Desclée et C<sup>o</sup>, 1933

GLORIEUX PALEMON, (Mgr) *Répertoire des maîtres de théologie de l'université de Paris au XIII<sup>ème</sup> s.*, Paris, Vrin, 1934

NAZ R., *Dictionnaire de droit canonique* [Texte imprimé] : contenant tous les termes du droit canonique avec un sommaire de l'histoire et des institutions et de l'état actuel de la discipline / commencé sous la direction de A. Villien et E. Magnin, professeurs de droit canonique à l'Institut catholique de Paris ; continué sous la direction de A. Amanieu, maître de conférences de droit canonique aux Facultés de Lille, avec le concours d'un grand nombre de collaborateurs, Letouzey et Ané, 1935-1965

VACANT A., MANGENOT E...., *Dictionnaire de théologie catholique contenant l'exposé des doctrines de la théologie catholique, leurs preuves et leur histoire*, Paris, Letouzey et Ané, 1899-1903

VILLIEN ANTOINE, *Histoire des commandements de l'Église*, Paris, J.Gabalda, 1909.

#### f) Graphie, Langue

CAPELLI ADRIANO, *Abréviations latines médiévales*, Milano, Ulrico Hoepli, 1912

CHOMARAT JACQUES, *Grammaire et rhétorique chez Erasme*, vol I., Paris, Les belles lettres, 1981, (Les classiques de l'humanisme) .

DAG NORBERT, *Manuel pratique de latin médiéval*, A et J Picard, Paris, 1980

DU CANGE *et al.*, *Glossarium mediae et infimae latinitatis*, Niort, L. Favre, 1883-1887

NIERMEYER J F, *Mediae latinitatis lexicon...Abbreviationes et index fontium*, Leyde, E J BRILL, 1984

Centre national de la recherche scientifique (Paris). Colloque international (1978-10-18, Paris), *La Lexicographie du latin médiéval et ses rapports avec les recherches actuelles sur la civilisation du Moyen âge*, Colloque international du Centre national de la recherche scientifique, Paris, 18-21 octobre 1978, Paris, Éditions du C.N.R.S., 1981

## B) ŒUVRES SOURCES ET AUTRES TEXTES

### a) Œuvres sources

GILBERT NICOLAS, alias GABRIEL MARIA, *Lunete confessorum*: manuscrit latin , Ms 257, Bibliothèque d'Étude et de patrimoine de Toulouse

ANGELUS DE CLAVASIO, ANGELO CARLETTI, *Summa angelica de casibus conscientie* [Microforme] / per fratrem Angelum de Clavasio,... compilata ; [cum praefatione Hieronymi Tornieli], Cambridge (Mass.), Omnisys, 1990 ; microfilm de la BNF, provenant d'un catalogue d'éditeur. Reprod. de l'éd. de : Venetiis : G. de Rivabenis Mantuanum, 1487.

ANGELUS DE CLAVASIO, ANGELO CARLETTI, *Summa angelica de casibus conscientie*, 1486, sans éditeur. Réserve de la Bibliothèque du Saulchoir

#### BENEDICTI

BENEDICTI, F., *La somme des pechez, et le remede d'iceux. Comprenant tous les cas de conscience, & la resolution des douttes touchant les pechez, simonies, usures, changes, commerces, censures, restitutions, absolutions & tout ce qui concerne la reparation de l'ame pecheresse par le sacrement de penitence, selon la doctrine des saints Conciles Theologiens, Canonistes & Jurisconsultes, Hebrieux, Grecs & Latins. Traité tres utile aux Ecclesiastiques, Predicateurs & penitens : au Magistrat & troisieme estat & en somme à tous ceux qui veulent obtenir salut. Nouvellement recueillie par R. P. F. I. Benedicti, Professeur en Theologie de l'ordre des freres Mineurs de l'Obervance. Lyon : Charles Pesnot, 1584.*

#### DUNS SCOT

*Joannis DUNS SCOT, doctor subtilis, ordinis minorum, Opera omnia*, editio nova juxta editionem Waddingi continentem a patribus franciscanis de observantia accurte recognita, Parisiis, Vivès, 1891

JOAN. DUNS SCOTI, ORDINIS MINORUM THEOLOGORUM OMNIUM EMINENTISSIMI, *Questiones quodlibetales ex quatuor voluminibus scripti oxoniensis super Sententias*, typis Abdunfii menasolii, Venetiis, 1680

#### GERSON

ELLIES DU PIN, *Joannis Gersonii, Opera omnia, Antwerpiae, sumptibus societatis, 1706*

#### HENRI DE SUZE

HENRICI CARDINALIS HOSTIENSIS, *Summa aurea*, Lugduni, 1561

NICEPHORE (Histoire de sainte Anastasie)

NICEPHORI CALLISTI XANTHOPULI...*Ecclesiasticae Historiae*, livre 18, Parisiis, apud Aegidium Corbinum sub insigne Spei, 1562 (pour l'histoire d'Anastasie)

#### NICOLAS DE LYRA

NICOLAS DE LYRA, *Biblia sacra cum glossi interlineis et ordinaria Nicolai Lyrani Postilla ac moralitatibus*, Burgensis Additionibus et Thoringi Replicis, Venise, 1588

#### PIERRE LOMBARD

R.P. MARIA FABIANUS MOOS, O.P., *Scriptum super sententiis magistri Petri Lombardi...*, Parisiis, P. Lethielleux, 1947

THOMAS

R. P. Frater JOANNES NICOLAUS, O.P., *Sancti Thomae Aquinitatis ex ordine praedicatorum...commentaria in quatuor libros Sententiarum*, Parisiis, Societas bibliopolarum, 1569

DIVI THOMAE AQUINITATIS, O.P., DOCTORIS ANGELICI, a Leone XIII P. M....*Summa theologica, editio altera romana...Tertia Partis Supplementum*, Rome, Forzani et S., 1894

R. P.Fr RAYMUNDUS SPIAZZI, O.P.S., *Thomae Aquinitatis, doctoris angelici, Quaestiones quodlibetales*. 9ème édition, Marietti, 1956, Torino

RAULIN ALBERT, ROGUET AIMON-MARIE, THOMAS D'AQUIN, *Somme théologique*, Cerf, 1999, ParisTextes bibliques

#### b) Autres textes

##### b1) Textes bibliques

NESTLE Eberhard , NESTLE Erwin, ALAND Kurt, *Novum Testamentum Graece et Latine*, 22ème édition, Württembergische Bibelanstalt, Stuttgart, 1964

*La Bible de Jérusalem*, sous la direction de l'Ecole biblique de Jérusalem, 12<sup>ème</sup> édition, Cerf, Paris, 1988

R. WEBER, B.FISCHER, H.I. FREDE, J. GRIBOMONT, H.F.D. SPARKS, W. THIELE, *Biblia Sacra, juxta vulgatam versionem*, Deutsche bibelgesellschaft, Stuttgart, 1983

F.P. DUTRIPON, *Vulgatae editionis Bibliorum Sacrorum Concordantiae*, Barri-ducis, Ludovicus Guerin, 1868

##### b2) Textes de Droit canon et civil et aides à la recherche sur ces droits.

RICHTERI, FRIEDBERG...*Corpus juris canonici*, editio lipsiensis secunda, Lipsiae, 1879-1881, 2 vol in 4°. Pars prior: *Decretum Magistri Gratiani*. Pars secunda: *Decretalium collectiones*, 1959, Akademische Druck- U. Verlagsanstalt, 1959, Graz

Site électronique: [WWW. Columbia .edu/cu/web/digital/collections/cul/texts/ldp](http://WWW.Columbia.edu/cu/web/digital/collections/cul/texts/ldp)

KRUEGER PAULUS , MOMMSEN THEODORUS, *Corpus juris civilis*  
vol. 1: KRUEGER PAULUS, *Institutiones*, MOMMSEN THEODORUS, *Digesta*  
Berlin, Apud Weidmannos, 1877  
vol. 2: KRUEGER PAULUS, *Codex justinianus*  
Berlin, Apud Weidmannos, 1877  
vol. 3: SCHOELL RUDOLFUS et KROLL GUILIELMUS, *Novellae*



Berlin, Apud Weidmannos, 1895

Site électronique: WWW. Intratext.com

OCHOA XAVERIO, C.M.F., ET DIEZ ALOISIO, C.M.F.

*Indices canonum, titulorum et capitulorum Corporis juris canonici (vol 1)*

*Indices titulorum et legum Corporis juris civilis (vol 2)*

Institutum juridicum claretianum, Romae, Commentarium pro religiosis, 1964 (vol 1), 1965 (vol 2).

Sites

<http://faculty.cua.edu/Pennington/.../ShortHistoryCanonLaw.htm>

<http://faculty.cua.edu/pennington/biobibl.htm..>

<http://users.bart.nl/~roestb/franciscan/>

[http://bibliotheque.irht.cnrs.fr/opac/index.php?lvl=author\\_see&id=6617](http://bibliotheque.irht.cnrs.fr/opac/index.php?lvl=author_see&id=6617)

### C) OUVRAGES PÉNITENTIELS

BOYLE LEONARD E., *Summae Confessorum*, in *Les Genres littéraires dans les sources théologiques et philosophiques médiévales*, définition, critique et exploitation : actes du colloque international de Louvain-la-Neuve, 25-27 mai 1981 / p 227-237. Louvain-la-Neuve : Institut d'études médiévales, 1982.

FRANSEN G., «Les gloses des canonistes et civilistes», in: *Les genres littéraires dans les sources théol et Philo médiévales*. Définition, critique et exploitation. Actes du colloque international de Louvain-la-Neuve, 25-27 Mai 1981, Louvain-la-Neuve, 1982; p133-143

FRANSEN G., *Les collections canoniques*, Typologie des sources du M-A, n°10, 1973

MICHAUD-QUANTIN PIERRE. *Sommes de casuistique et manuels de confession au moyen âge, XII-XVI siècles*. Louvain : Nauwelaerts ; Lille : Giard ; Montréal : Librairie dominicaine, 1962

PONTAS JEAN, COLLET PIERRE, *Abrégé du Dictionnaire des cas de conscience de M. Pontas... On y a joint les Résolutions latines imprimées à Ferrare avec la critique par M. Collet*, Paris, les libraires associés, 1764, 2 vol. in-4°

VOGEL CYRILLE, *Les libri paenitentiales*, mise à jour par A. J. Frantzen, 2 vol. (Typologie des sources du moyen-âge occidental, fasc. 27). Turnhout, 1978-1985.

## D) GILBERT NICOLAS

### a) vie et œuvres de GILBERT NICOLAS

DELORME, Ferdinand-Marie, "Documents pour l'histoire du bienheureux Gabriel-Maria", Paris, Editions franciscaines, 1926-1928: extrait de *La France franciscaine*, 1926, (série 2, tome 9, n° 1, p 45-87, 59-76, 179 sq, 239-273, 367-395), 1927, tome 10 (p 95-126, 219-156, 399-439, 547-562), 1928, tome 11, (113-136, 231-263, 457-492).

DELORME, Ferdinand-Marie, « Bibliographie de l'Annonciade », *La France franciscaine*, 1943, p 31 sq

J.-François BONNEFOY, O.F.M., « Bibliographie de l'Annonciade, Le bienheureux Gabriel-maria, O.F.M. », *La France franciscaine*, 1943

*Les sources, L'annonciade*, Monastère de l'Annonciade, Thiais, 2010: sans nom d'auteur, avec une partie historique, *La chronique de l'Annonciade* (dont la seconde partie est *La vie vertueuse de Gabriel Maria*), *La rédaction longue de la vie de sainte Jeanne de France et du bienheureux Gabriel-Maria*, une partie consacrées aux texte législatifs de l'Annonciade, une aux textes de spiritualité. Les textes sont donnés en français moderne. En annexe: une chronologie de sainte Jeanne de France, du bienheureux Gabriel Maria, de l'Annonciade, une bibliographie.

### b) Edition de textes de Gilbert Nicolas

*Le Bon Pasteur, ou Traité des dix plaies de la pauvreté des frères mineurs*, ed. & trans. P. Damien Vorreux (Le Bartèu, 1998).

### c) Compléments

Sur le nom de GABRIEL MARIA:

Le ministre général de l'époque, qui est cardinal, a publié un rescrit à ce sujet. Ce rescrit a été publié par: Othon Ranson, *Le Bienheureux Gabriel-Maria*, impr. Tardy, Bourges, 1913, p. 335 : "le cardinal Christophe Numaï certifie que Léon X, en sa présence, a changé le nom de Gilbert Nicolas en celui de Gabriel-Maria".

Sur Jeanne de France

*Jeanne de France et l'Annonciade*, Actes du colloque international de l'Institut catholique de Paris, (13-14 Mars 2002), réunis par Dominique Dinet, Pierre Moracchini, soeur Marie-Emmanuel Portebos, Paris, Éd. du Cerf, 2004

Sur le lieu d'origine du recueil.

Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France [. Bibliothèques de la Marine / Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes ; par CHARLES DE LA RONCIÈRE, Paris : Librairie E. Plon, Nourrit et Cie, 1907

Monographie: *Patrimoine public et Révolution française, constitution des collections toulousaines*, Toulouse, Impr. Municipale, 1989 (p. 54)

BERNARDUS GUIDONIS, *De fundatione et prioribus conventuum provinciarum Tolosanae et Provinciae Or Predicatorum*, publié par P. A. Armagier, Istituto Storico

domenicano, Sancta Sabina, Roma, 1961

PERCIN, JEAN-JACOB, *Monumenta conventus Tolosani, ordinis FF predicatorum*,  
Toulouse, 1963

## ANNEXE 1

### AUTEURS CITES PAR GILBERT NICOLAS.

En caractères gras, se trouvent les auteurs propres à Gilbert Nicolas.

#### A

ABBAS, *Commentarii in libros Decretalium*

ADAMUS, *Summula*

AEGIDIUS, *Reportatio lectionum super libros I-IV Sententiarum*

AEGIDIUS, *Quodlibet*

AEGIDIUS, *De regimine principum, III*

ALBERTUS (MAGNUS), *Summa theologiae*

ALBRICUS *sur Codex J, 6, 24, 1*

ALVARUS, *Commentarium super 4os libros Sententiarum.*

ALEXANDER, *Summa theologica ou: Sententiarum...liber*<sup>8435</sup>

ALEXANDER LOMBARDUS, *In I-IV Sententiarum*

ALTA VILLA, *Super Sententiarum*

ALTISSIODORENSIS, GUILIELMUS, *Summa aurea*

AMBROSIUS, *Sermones*

AMBROSIUS, *De officiis ministrorum*

ANGELUS D'ARETIO, *sur les Institutes*

ANGELUS (DE CLAVASIO), *Summa angelica (de casibus conscientiae)*

ANGELUS DE PERUSIO, *Tractatus de societate*

ANGELUS DE PERUSIO, *Consilia*

ANTONINUS (FLORENTINUS, Anto, Florentinus, Archiepiscopus), *Defecerunt, (Summa confessionalis, Summa*<sup>8436</sup>)

ANTONIUS (*Dominus*), *Commentaria super Decretalium*

ANTONIUS DE ROSELLIS, *Rosella*

ARCHIDIACONUS, *Super Decretum (Rosarium)*

ARCHIEPISCOPUS, voir ANTONINUS FLORENTINUS

AUREOLUS (PETRUS AUREOLI), *Commentarium in Quartum librum Sententiarum*

ARISTOTE, *Politique*

ARISTOTE, *Ethique*

ARISTOTE, *Analitica Posteriora*, (commentaires par Boethius aussi)

8435 Dans le manuscrit, il peut y avoir une précision de livre (I, II, III, IV)

8436 Dans le manuscrit, il peut y avoir une précision de livre (I, II, III, IV)

ASTESANUS, *Summa (de casibus conscientiae)*, ou *Summa astesana*

AUGUSTINUS, *Ad Macedonium*

AUGUSTINUS, *Liber de decem cordis* (p 393 f 89v)

AUGUSTINUS, *De doctrina christiana*

AUGUSTINUS, *De Libero Arbitrio*

AUGUSTINUS, *De sermone domini in monte*

AUGUSTINUS, *De trinitate*

AUGUSTINUS, *Liber de decem cordis*

AUGUSTINUS, *Règle*.

AUGUSTINUS, *Super Leviticum*

AUGUSTINUS DE ANCONA, *Summa de ecclesiastica potestate*

AUGUSTINUS DE ANCONA, *Lectura super epistulis Pauli*

## **B**

BALDUS (BALDUS DE PERUSIO, BALDUS DE UBALDIS), *Commentaria*

BALDUS, *Consila*

BALDUS, *Liber de consuetudine feudorum*

BALDUS, *Tractatus de canonica portione*

BARTOLOMEUS BRIXIENSIS, BRIXIENSIS, *Super decretum*

BARTOLOMEUS BRIXIENSIS, *De statu regularium*

BARTOLOMEUS BRIXIENSIS, *Quaestiones dominicales*

BARTOLOMEUS DE CHAIMIS, *Confessionale*

BARTOLOMEUS PISANUS, *Pisanella* ou *Summa de casibus conscientiae*

BARTOLUS, *Glosae*

BARTOLUS, *Tractatus de represaliis (Tractatus de bello, de represaliis, de duello)*

BERNARDINUS<sup>8437</sup>, BERNARDINUS SENENSIS, *De religione christiana* ou  
*Quadragesimale de christiana religione*

BERNARDINUS, BERNARDINUS SENENSIS, *Sermones de evangelio eterno*.

BERNARDINUS, BERNARDINUS SENENSIS, *Sermones De Evangelio aeterno*.

BERNARDUS CLARAEVALLENSIS, *De consideratione ad Eugenium papam*.

BERNARDUS CLARAEVALLENSIS, *De Libero arbitrio*

BERNARDUS (PARMENSIS), *Glosa Decretalium* ou *Super Decretalium (Casus longi  
super quinque libros decretalium)*

BOETHIUS, *De differentiis topicis libri quatuor*

---

8437Les Bernards et Bernardin, sont tous désignés par *ber* dans le manuscrit.

BONAVENTURA, *Quaestiones*<sup>8438</sup>

**BURGENSIS ANTONIUS**<sup>8439</sup>, *Super Decretum*

## C

CALDERINUS (JOANNES CALDERINUS), *Consilia*

CALDERINUS (JOANNES CALDERINUS), *In Decretales*

CALDERINUS (JOANNES CALDERINUS), *Repertorium juris*

CANCELLARIUS PARISIENSIS<sup>8440</sup>

CARDINALIS (ZABARELLA FRANCISCUS), *Lectura super Clementinis*

CARDINALIS (ZABARELLA FRANCISCUS), *Commentaria in libros 5 Decretalium*

CLARUS (FRATER), *Summa*

CICÉRON, *Rhétorique*

CONRADUS MONACHUS, *Summula*

CYNUS, *In Codicem... Commentaria*

CYPRIANUS, *De habitu virginum*

## D

DAMASCENUS, *De Fide Orthodoxa*

DAMASCENUS, *Traité des saintes images*

DINUS, *Apparatus super titulo de regulis juris, libro 6° decretalium*

DIONYSIUS, *De Divinis nominibus*

DIRECTORIUM: PETRUS CASUEL, *Directoria summa*

DOCTOR ACUTUS: voir FRANCISCUS DE MAYRONIS.

DOCTOR MODERNUS PARISIANIS

DOCTOR PARISIANUS PERITUS

DOMINICUS DE SANCTO GEMINIANO, GEMINIANUS, *Super sexto libro Decretalium*

DURANDUS DE SANCTO PORCIANO, *Scriptum super Sententiarum*

## E

EUGENIUS IV: Indult de 1440 sur la dispense de jeûne pour les travailleurs, et sur *Cle.*, 2, 6 (*De sequestratione possessionum et fructum*), chapitre unique.

## F

---

<sup>8438</sup>Sauf erreur le *Commentarium in quatuor libros Sententiarum* n'est pas cité.

<sup>8439</sup>Absent dans la *Summa angelica*.

<sup>8440</sup>Il y a plusieurs auterus ainsi désignés; je pense néanmoins qu'il s'agit de Gerson, cité plusieurs fois.

FLORENTINUS: voir ANTONINUS FLORENTINUS  
FRANCISCUS DE MAYRONIS, *In 4 Libros Sententiarum*  
FRANCISCUS DE MARONIS, *Tractatus de decem preceptis*  
FRANCISCUS DE MAYRONIS, *Tractatus de virtutibus*  
FRANCISCUS DE PLACENTIA, *In Sententiarum, Tractatus de restitutione*  
FREDERICUS, FEDERICUS, *Consilia*

## G

GALENSIS, GUALLENSIS, GUALDENSIS, (JOANNES), *Summa collationum*  
GASPAR (DE CALDERINIS), *Consilia*  
GEMINIANUS voir DOMINICUS DE SANCTO GEMINIANO Super sexto libro Decretalium  
GERARDUS OBDONIS, *in Sententiarum*  
**GERSONIUS**, CANCELLARIUS PARISIENSIS, *Compendium theologie*  
GERSONIUS, *Liber de vita animi spirituali animae*  
GERSONIUS, *Opusculum tripartitum*  
GILBERTUS PORRETANUS, pas d'indication de texte pour une seule référence.  
GIRARDUS DE SENIS, pas d'indication de texte pour une seule référence.  
GOFFREDUS DE TRANO, *Summa super rubricis Decretalium*  
GREGORIUS (MAGNUS), *Liber dialogorum*.  
GREGORIUS (MAGNUS), *Moralia*, 23  
GREGORIUS ARIMINIENSIS, *Lectura in Sententiarum*  
GUILIELMUS DURANDUS, nommé une fois ainsi. Voir SPECULATOR.  
GUILIELMUS DE MARA, *In Sententiarum*  
GUILIELMUS DE MONTE LAUDUNO, *Apparatus super Clementinas*

## H

HENRICUS BOIC, *Distinctiones super Decretales*  
HENRICUS (DE GANDAVO), *Summa theologiae*  
HENRICUS (DE GANDAVO), *Quodlibet*  
**HENRICUS HERP**, *Speculum aureum de decem preceptis divinae legis*  
HIERONYMUS, *Liber De honore parentum*  
HIERONYMUS, *Exposition de la foi*.  
HIERONYMUS, *Ad Mauricii filiam de laude virginitatis*  
HIERONYMUS, *Commentaires sur quatre épîtres de Paul*  
HIERONYMUS, *sur 2 Samuel*

HOSTIENSIS, *Summa super titulis Decretalium*, (*Summa aurea*)

HUGO, *Glosa super Decretum*

HUGO DE NOVOCASTRO, *in IV Sententiarum*

HUGO DE SANCTO VICTORE, *Summa Sententiarum*

## I

INNOCENTIUS III, *in Decretales*

INNOCENTIUS IV, *Commentaria in libros Decretalium*

ISIDORUS, *Etymologiarum liber*

IVO, voir YVO

## J

**JACOBUS DE ALTA VILLA**, *Super Sententiarum*

JOANNES ANDREAE, *Additiones ad Speculum Guilelmi Durandi*

JOANNES ANDREAE, *Super Decretalium*

JOANNES ANTONIUS DE SANCTO GEORGIO, *Commentaria super Decreto*

JOANNES CALDERINUS, voir CALDERINUS

JOANNES DE FRIBURGO, *Confessionale ou Summa confessorum*

JOANNES DE LIGNANO, *Tractatus de bello, de represaliis et de duello*

JOANNES DE MONTEMERLO, *sur c. Certificari*. Dans ANGELUS, *Canonica*., § 13:

JOANNES DE NEAPOLI, *Quaestiones disputatae*

JOANNES DE NEAPOLI, *Quodlibet*

JOANNES DE PLATEA, *Lectura super tribus libris Justiniani Codicis*

JOANNES DE PLATEA, *Commentaria in quatuor libros Institutionum*

JOANNES DE SAXONIA, *Summa Confessionum* (Manuscrit de Saint-Victor) ou *Summa de penitentia*.

JOANNES DE SANTO [...] *Commentaria super Decreto*

JOANNES, *Consilia*

JOANNES MONACHUS, *Apparatus super Decretalium librum VI*

## L

LANDULPHUS, *Commentaria in IV*

LAPUS DE CASTELLIONE, *Allegationes*

LAURENTIUS DE RIDOLFIS, *in suis contractibus*

**LINCOLNIENSIS**, *Templum Dei*



## M

MONALDUS, *Summa de jure canonico*

## N

NICOLAS DE LYRA, *Postilla super totam bibliam*

## O

OCKHAM, *Dialogi*

OCKHAM, *Lecturae in libros Sententiarum*

OLDRADUS DE LAUDE, *Consilia*

OLKOT, *In quatuor libros Sententiarum*

**OLIVERIUS MAILLARDUS**, *Sermones*

## P

PANORMITANUS, *Super Decretalium*

PAULUS, *Sententiae*

PAULUS DE LIAZARIIS, *Consilium. Lectura super Clementinas*

PETRUS AUREOLI, *Commentarium in Quartum librum Sententiarum*

PETRUS DE ALIACO, *Questiones super libros Sententiarum*

PETRUS DE ALIACO, *Quaestiones de potestate Ecclesie*

PETRUS DE ANCHARANO, *Consilia*

**PETRUS DE CAMPIS**, (pas chez Angelus, pas plus que Petrus de Candia ne l'est)

PETRUS DE PALUDE, *Scriptum in librum quartum Sententiarum*

PETRUS DE PERUSIO, *Tractatus de canonica portione episcopali*

PETRUS LOMBARDUS (désigné aussi par PETRUS, MAGISTER, PE), *Liber Sententiarum*

PETRUS MAMORIS, *Flagellum maleficorum*

## R

RAYMUNDUS, *Summa de penitentia*

RAYMUNDUS, *Summa juris*

RICARDUS, *Super Sententiarum librum*

RICARDUS, *Quodlibet*

RODONENSIS, *Summa*

*Rosella*: voir ANTONIUS DE ROSELLIS

## S

SCOTUS, *in Sententiarum*

SPECULATOR, *Speculum judiciale*

SPECULATOR, *Rationale divinatorum officiorum*

**STEPHANUS BRULIFERUS**, *Commentaria in quatuor libros Sententiarum Sancti Bonaventurae*

STEPHANUS BRULIFERUS, *Lectura super Scotum*

## T

TANCREDUS, *Summa*

THOMAS, *Lettre à la duchesse de Brabant*, opuscule 21, c 1, 5ème demande

THOMAS, *Quolibet*

THOMAS, *Scriptum super Sentenciis*

THOMAS, *Summa*

THOMAS DE ARGENTINA, *Scriptum super Sententiarum*

## U

UBALDUS, (DE PERUSIO), *sur Digeste*

ULDERICUS

## Y

YVO CARNOTENSIS, *Decretum magnus liber*



## ANNEXE 2

### BIOGRAPHIE DES AUTEURS CITES

#### A

ABBAS (ANTIQUUS), juriconsulte, théologien et canoniste italien, mort vers 1300.

Lectures sur les *Décrétales*.

ADAMUS (ALDERSPACENSIS), moine de Cîteaux, né à Aldersbach en Bavière, mort vers 1260.

AEGIDIUS (COLONA), GILLES DE ROME, O.E.S.A. théologien, mort en 1316.

ALBERTUS (MAGNUS), théologien, mort en 1280.

ALBRICUS (ALBERICUS DE ROSATE), docteur à Padoue, mort en 1354. Commentaires sur le *Code de Justinien* et sur le *Sexte*.

ALVARUS (PELAGIUS), O.F.M., théologien et juriconsulte espagnol, mort en 1352.

ALEXANDER (DE HALES), O.F.M., théologien, mort en 1245.

ALEXANDER LOMBARDUS, O.F.M., ministre général des frères mineurs, théologien, mort en 1314.

ALTA VILLA, JACOBUS DE ALTA VILLA, S.O.C., théologien et sermonnaire, mort en 1393.

ALTISSIODORENSIS (GUILIELMUS), GUILLAUME D'AUXERRE, professeur en théologie, mort en 1231.

AMBROSIUS, AMBROISE DE MILAN, SAINT AMBROISE, docteur de l'Eglise, mort en 397.

ANGELUS (ANGELUS DE CLAVASIO), O.F.M., vicaire général des Observants, docteur en droit canonique et civil, mort en 1495.

ANGELUS D'ARETIO, juriconsulte italien, mort en 1464 ou après 1500.

ANGELUS DE PERUSIO, O.P., théologien italien, né à Pérouse, mort en 1334.

ANTONINUS (FLORENTINUS), ANTONIN DE FLORENCE (saint), O.P. OBS., archevêque de Florence, mort en 1459.

ANTONIUS DE BUTRIO, juriste italien, mort en 1408.

ANTONIUS DE ROSELLIS (BAPTISTA DE SALIS), O.F.M., vicaire provincial des Observants, mort après 1494.

ARCHIDIACONUS (GUIDO DE BAYSIO), docteur en droit canon (glosateur du *Décret*), archidiacre de Bologne, mort en 1313.

AUREOLUS, PETRUS AUREOLI, PIERRE D'AURIOL O.F.M., théologien français, provincial d'Aquitaine, professeur à Paris, mort en 1322.

ARISTOTE, philosophe grec, mort en 322 avant Jésus Christ.

ASTESANUS, ASTENSIS, ASTEXANUS, ASTESANUS DE ASTA, ASTESANO, O.F.M., canoniste et théologien, mort en 1330.

AUGUSTINUS (saint AUGUSTIN, AUGUSTIN D'HIPPONE), philosophe, Père de l'Eglise, mort en 430.

AUGUSTINUS DE ANCONA, (AUGUSTIN D'ANCONA), O.E.S.A., professeur de philosophie et théologie, mort en 1328

## **B**

BALDUS, BALDUS DE UBALDIS, BALDUS UBALDI, BALDUS UBALDUS, BALDUS DE PERUSIO, BALDE, jurisconsulte italien, professeur de droit canon et romain à Bologne, Pérouse, Florence, Padoue et Pavie, mort en 1400. Il écrivit, entre autres ouvrages, sur tous les livres du *Corpus juris civilis*, sur *le Sexte* et les *Clémentines*, sur le *Speculum juris* de Guillaume Durand, *les Novella in Sextum* de Jean d'André et les *Consilia* d'Oldradus de Ponte)

BARTOLOMEUS BRIXIENSIS, BRIXIENSIS, professeur de droit canon à Bologne, mort en 1258.

BARTOLOMEUS DE CHAIMIS, DE CHAIMIS, O.F.M., prêcheur, confesseur, mort en 1496.

BARTOLOMEUS PISANUS DE SANCTO CONCORDIO, O.P., théologien italien, auteur d'une *Summa de casibus conscientiae* appelée aussi *Pisanella*, mort vers 1347.

BARTOLUS DE SAXOFERRATO, jurisconsulte italien, professeur de droit, mort en 1356; ouvrage principal: *Lecturae in tres libros Codicis*.

BERNARDINUS, BERNARDINUS SENENSIS, (saint) O.F.M., théologien, prédicateur, mort en 1444.

BERNARDUS CLARAEVALLENSIS, (saint), abbé, réformateur, docteur de l'Eglise, mort en 1153.

BERNARDUS (PARMENSIS), jurisconsulte italien, professeur et chanoine à Bologne, mort vers 1250.

BOETHIUS (BOECE), philosophe et homme politique latin, commentateur d'Aristote, mort en 525.

BONAVENTURA, (saint BONAVENTURE), O.F.M., ministre général des franciscains,

théologien, docteur de l'Eglise, mort en 1274.

BURGENSIS ANTONIUS<sup>8441</sup>, jurisconsulte espagnol, professeur à Bologne, secrétaire du pape Léon X, mort en 1525.

### C.

CALDERINUS (JOANNES CALDERINUS), jurisconsulte italien, docteur en droit canonique, mort en 1348.

CANCELLARIUS PARISIENSIS, voir GERSONIUS.

CARDINALIS (ZABARELLA FRANCISCUS), canoniste, professeur de droit canon, cardinal de Florence, mort en 1417.

CLARUS (FRATER), O.F.M., sommiste selon ANGELUS. Il y a un CLARUS FLORENTINUS, O.F.M., canoniste et pénitencier pontifical, auteur d'une *Summa Casuum Decem Preceptorum*; il aurait vécu vers le milieu du XIII<sup>ème</sup> siècle<sup>8442</sup>.

CICÉRON, écrivain latin et homme politique romain, mort en 43 avant Jésus Christ.

CONRADUS (MONACHUS), CORALDUS, CORARDUS, désigné aussi par les mots *magister et abbas*, a vécu au milieu du XIII<sup>ème</sup> siècle.

CYNUS dit *collectarius* par Angelus: CINUS DE PISTOIA, poète et jurisconsulte, professeur de Bartolus, né à Pistoia et mort en 1337.

CYPRIANUS, CYPRIEN DE CARTHAGE, martyr, mort en 258.

### D

DAMASCENUS (saint JEAN DAMASCENE), théologien, mort en 749.

DINUS (MUGELLANUS, DE ROSSONIBUS), juriste italien, né à Mugello, mort en 1303; travailla sur le *Sexte* à la demande de Boniface VIII.

DIONYSIUS (PSEUDO-DENYS L'AEROPAGITE): auteurs d'écrits théologiques et mystiques.

DIRECTORIUM (PETRUS CASUEL, QUESEL), O.F.M., frère anglais, théologien et canoniste, auteur d'une somme, le *Directorium juris* (ou *Repertorium, Compendium juris, Summa directoria juris in foro conscientiae et judiciali*); a vécu au XIV<sup>ème</sup> siècle.<sup>8443</sup>

DOCTOR ACUTUS:: voir FRANCISCUS DE MAYRONIS.

---

8441Le choix de ANTONIUS vient du fait que BURGENSIS est évoqué par GILBERT NICOLAS à propos d'un commentaire sur le *Décret* (fol. 109v).

8442Source: le site FRANCISCAN AUTHORS, 13TH-18<sup>TH</sup> CENTURY.

8443Source: le site FRANCISCAN AUTHORS, 13TH-18<sup>TH</sup> CENTURY.

DOCTOR MODERNUS PARISIANUS: je propose DURAND DE SAINT-POURÇAIN.

DOCTOR PERITUS PARISIANUS, PERITUS: non identifié. Il a commenté le prologue du *Livre sur les Sentences*, de SCOTUS.

DOMINICUS DE SANCTO GEMINIANO, GEMINIANUS, né à Florence, disciple d'Antonius de Butrio, professeur de droit, mort vers 1436. Ouvrages principaux: commentaires sur le *Sexte* et sur le *Décret* de Gratien.

DURANDUS DE SANCTO PORCIANO, O.P., né à Saint-Pourçain-sur-sioule; rédigea trois versions de son *Commentaire des Sentences*; mort à Meaux en 1334.

## E

EUGENIUS IV, O.S.B., pape de 1431 à 1447.

## F

FLORENTINUS: voir ANTONINUS FLORENTINUS.

FRANCISCUS DE MAYRONIS (FRANCIS DE MEYRONNES), O.F.M., né à Meyronnes (Alpes de haute-Provence), docteur en théologie, mort en 1328.

FRANCISCUS DE PLACENTIA, O.F.M., je n'ai pas trouvé de trace d'un traité sur la restitution à ce nom. Il peut s'agir de FRANCISCUS DE PLATEA DE BOBONIA, O.F.M., mort en 1442, auteur de traités de théologie morale, dont un *Tractatus de restitutione*.

FREDERICUS, FEDERICUS (FREDERICUS DE SENIS, PETRUCCI FEDERICO), docteur en droit civil et en droit canon, professeur de droit canon à Bologne et à Pérouse, mort en 1343.

## G

GALENSIS, GUALLENSIS, GUALDENSIS (GALLENSIS JOANNES JEAN DE GALLES), O.F.M., anglais, théologien, auteur prolifique et populaire, mort après 1285.

GASPAR (DE CALDERINIS), fils du canoniste Jean Calderini, docteur en droit civil et canonique, mort en 1399.

GERARDUS OBDONIS, O. F. M., philosophe scolastique français, docteur en théologie, ministre général de l'ordre en 1329, mort en 1349.

GERSONIUS JOANNES, (JEAN CHARLIER), français, docteur en théologie, chancelier parisien de 1395 à 1415, mort en 1429. Il joua un rôle déterminant au concile de Constance. Il élaborait une théologie mystique. On lui a attribué *l'Imitation de Jésus*

*Christ.*

GILBERTUS PORRETANUS, (GILBERT DE POITIERS), docteur en théologie, évêque de Poitiers, mort en 1154.

GIRARDUS DE SENIS, O.E.S.A., docteur en droit civil et canonique, contemporain de Jean d'André. Je n'ai pas trouvé d'autres renseignements. Il n'y a pas d'indication de texte et une seule référence.

GOFFREDUS (GAUFRIDUS, GOFFREDUS TRANENSIS), appelé par Angelus: *compiler Decreti*, juriste, élève d'Azo, mort en 1245.

GREGORIUS, (SAINT GREGOIRE LE GRAND), pape en 590, mort en 604, docteur de l'Eglise.

GREGORIUS ARIMINIENSIS (DE ARIMINIO), O.E.S.A., régent des études à Arimini, vicaire général de l'Ordre, sommiste, mort en 1358.

GUILELMUS DE MARA, GUILLAUME DE LA MARE, O.F.M., anglais, docteur en théologie, mort en 1298.

GUILELMUS DE MONTE LAUDUNO, selon Angelus: *qui scipsit super Clementinas*, mort en 1343.

## H

HENRICUS BOIC, jursiconsulte français, né dans le finistère, mort vers 1490.

HENRICUS DE GANDAVO (HENRI DE GAND), maître séculier de l'université de Paris, professeur de théologie, mort en 1293.

HENRICUS HERP (HERPIUS, HARPIUS), O.F.M., mystique et auteur de traités de dévotion, sans doute originaire d'Herp dans le Brabant, fut gardien et provincial dans l'Ordre, mort en 1477.

HIERONYMUS, (saint JEROME), traducteur de la Bible, fondateur d'ordres religieux, Père de l'Eglise, mort en 420.

HOSTIENSIS (HENRI DE SUZE, HENRICUS DE SEGUSIO, HENRICUS CARDINALIS HOSTIENSIS)<sup>8444</sup>, selon Angelus, docteur en droit canon et civil, *lumen juris canonici*. Canoniste, né à Suse, cardinal, évêque d'Ostie, mort en 1271.

HUGO, ( HUGO DA PORTA RAVENNATE, HUGOLINUS, UGO), HUGUES DE LA PORTE DE RAVENNE. Selon Angelus, «docteur en droit civil et droit canon, qui fit de nombreuses gloses sur le *Décret*», juriconsulte italien, mort en 1168.

HUGO DE NOVOCASTRO, O.F.M., élève de Scot, maître en théologie et docteur en droit

---

8444Une soixantaine de citations.



canon et civil, mort après 1322.

HUGO DE SANCTO VICTORE, ( HUGUES DE SAINT-VICTOR), chanoine régulier de Saint-victor près de Paris vers 1120, auteur mystique, théologien scolastique, professeur de théologie, mort en 1141, mais la *Summa sententiarum* qui est évoquée ici lui est attribuée faussement.

## I

INNOCENTIUS III, pape de 1198 à 1216. En 1210 il approuva la première règle des frères franciscains. Ici, cité comme auteur de chapitres dans les *Décrétales*.

INNOCENTIUS IV, SINIBALDO FIESCHI, pape de 1243 à 1254.

ISIDORUS (ISIDORE DE SEVILLE), né en Andalousie, évêque de Séville, auteurs de nombreux manuels liturgiques, exégétiques, théologiques et auteur des *Etymologies*, meurt en 636.

## J

JACOBUS DE ALTA VILLA ( JACQUES d'ELFELD), O.C., théologien et sermonnaire allemand, mort en 1393.

JOANNES ANDREAE (JEAN D'ANDRE)<sup>8445</sup>, docteur en droit, *irradiator juris canonici* selon Angelus, professeur à Padoue, Pise et Bologne, mort en 1348.

JOANNES ANTONIUS DE SANCTO GEORGIO, selon Angelus: *nunc episcopus alexandrinus mediolanensi*. Canoniste, évêque et cardinal d'Alexandrie, mort après 1500.

JOANNES DE FRIBURGO (JEAN DE FRIBOURG, JEAN RUNSICK), O.P., théologien et chroniqueur allemand, professeur à Paris, mort en 1314.

JOANNES DE LIGNANO (JEAN DE LEGNANO), O.F.M., milanais, docteur en droit canon et civil, mort en 1383.

JOANNES DE MONTEMERLO, non identifié

JOANNES DE NEAPOLI (JEAN DE NAPLES), O.P., théologien, mort en 1336.

JOANNES DE PLATEA, juriste italien, professeur à Bologne, mort en 1427.

JOANNES DE SAXONI, ERFORDIENSIS, JEAN D'ERFURT, O.F.M., canoniste et théologien, lecteur à Erfurt en 1275 et 1309, auteur d'une *Summa penitentiae* vers

---

8445Une cinquantaine de citations.

1295, qui suit l'ordre des sept péchés capitaux et des dix commandements.

JOANNES DE SANTO [...] non identifié. Chez Angelus, on trouve JOANNES DE SANTO GEORGIO BONONIENSIS, JOANNES ANTONIUS DE SANCTO GEORGIO EPISCOPUS ALEXANDRINUS MEDIOLANENSIS et JOANNES DE PLATEA BONONIENSIS, tous trois classés dans les docteurs en droit canonique et civil.

JOANNES, «de l'Ordre des frères prêcheurs qui fit la Somme des Confesseurs», selon Angelus, ce qui, pour moi, en fait la même personne que JEAN DE FRIBOURG.

JOANNES MONACHUS, CARDINALIS, MONACHUS JOANNES, (JEAN LEMOYNE), O.C., théologien français, docteur de Paris, auditeur de la Rote, cardinal, mort en 1313.

## L

LANDULFUS LANDULPHUS, LANDULFUS CARACCIOLI, O.F.M., selon Angelus, théologien; ministre provincial, archevêque d'Amalfi, auteur de commentaires sur la Bible, d'oeuvres théologiques, mort en 1355.

LAPUS DE CASTELLIONE, LAPO DA CASTIGLIONCHIO, Abbé, jurisconsulte, canoniste florentin, mort en 1381

LAURENTIUS DE RIDOLFIS, RODULPHIS, REDOLSIS, LORENZO RIDOLFI, jurisconsulte italien, avocat, professeur à Florence, mort vers 1440.

LINCOLNIENSIS, (GROSSETESTE ROBERTUS), philosophe anglais, professeur à Paris, évêque de Lincoln, mort en 1253.

## M

MONALDUS, MONALDUS DE JUSTINOPOLI, MONALDUS DA CAPODISTRIA, O.F.M., théologien et juriste, auteur d'une *Summa de jure canonico* écrite par ordre alphabétique, mort vers 1280.

## N

NICOLAS DE LYRA, O.F.M., théologien et exégète, né à Lyre dans le diocèse d'Evreux, professeur de théologie, ministre provincial et général, mort en 1349.

## O

OCKHAM, GUILIELMUS DE OCCAM, O.F.M., né à Ockham près de Londres, théologien et philosophe, mort en 1347.

OLDRADUS DE LAUDE, DE LODI, OLDRARDUS DE PONTE, né à Lodi, professeur de droit et avocat, mort après 1337.

OLKOT ROBERTUS, HOLKOT, O.P., né à Holcot près de Northampton, maître en théologie à Cambridge, mort en 1349.

OLIVERIUS MAILLARDUS, O.F.M., français, vicaire provincial, fondateur de plusieurs couvents, prêcheur actif et auteur religieux prolifique, mort en 1502 à Toulouse.

## P

PANORMITANUS, NICHOLAUS, ABBAS SICULUS, NICOLAUS DE TUDESCHIS, TEDESCHI NICCOLO, O.S.B., canoniste, archevêque de Palerme, mort en 1445.

PAULUS, PAULUS DE LEAZARIS, LIAZARIIS, PAOLO LIAZARI, jurisconsulte italien, mort vers 1350.

PETRUS AUREOLI, PIERRE D'AURIOLE, O.F.M., né à Verberie sur Oise, théologien, provincial d'Aquitaine, archevêque d'Aix, professeur à Paris, mort en 1326.

PETRUS DE ALLIACO, ALIACO, ALHIACO, PIERRE D'AILLY, français, maître en théologie, chancelier de l'université de Paris, évêque de Cambrai puis cardinal, mort en 1420 (*doctor modernus*).

PETRUS DE ANCHARANO, ANCHARANUS, ANCARANO PIETRO, PETRUS FILARGO, docteur en droit canon et civil, lecteur à Bologne, mort en 1416.

PETRUS DE CAMPIS. Je n'ai pas trouvé de Pierre à ce nom. Je propose PETRUS DE CANDIA<sup>8446</sup>, O.F.M., théologien italien, archevêque de Milan, pape sous le nom d'ALEXANDRE V, né dans l'île de Candie, mort en 1410.

PETRUS DE PALUDE, PIERRE DE LA PALUD, O.P., Dominicain à Lyon, légat en Flandre (1318), patriarche de Jérusalem et administrateur de Limisso (Chypre) (1329), évêque de Conserans, mort en 1342.

PETRUS DE PERUSIO, BALDUS DE PERUSIO, BALDUS DE UBALDIS<sup>8447</sup>, Jurisconsulte, professeur de droit canon et romain à Bologne, Pérouse, Florence, Padoue et Pavie, mort en 1400.

PETRUS LOMBARDUS, PIERRE LOMBARD, philosophe, théologien et exégète scolastique, connu sous le nom de Maître des sentences, évêque de Paris (en 1159), mort vers 1160.

PETRUS MAMORIS, théologien français, régent de l'université de Poitiers; a vécu au

---

8446 Je suggère ce nom parce que les graphies sont proches et que l'on peut trouver cet auteur dans ce type d'ouvrage pénitentiel.

8447 Selon le catalogue de la BNF.

XVème siècle.

## R

RAYMUNDUS, RAYMOND DE PEÑAFORT, RAIMONDO DE PEÑAFORT (SAINT), O.P., catalan, maître général des dominicains, canoniste et moraliste, archevêque de Tarragone, mort en 1275.

RICARDUS, RICHARD DE MEDIAVILLA, RICHARDUS DE MEDIAVILLA, O.F.M., théologien, maître à l'École des franciscains de Paris (1281-1287), mort le 30 mars, en 1302 ou 1303, ou peut-être dans les années suivantes . Autres noms possibles<sup>8448</sup> : RICHARD DE DE MEDIAVILLA, MENNEVILLE, MIDDLETON.

RODONENSIS, RHEDONENSIS, REDONENSIS Guillemus, O.P., théologien, né à Rennes, mort vers 1250.

## S

SCOTUS, DUNS SCOTUS JOHANNES, O.F.M., Philosophe et théologien. A enseigné à Oxford, Paris et Cologne, mort en 1308.

SPECULATOR, GUILLELMUS DURANDUS, DURAND GUILLAUME, DURANTI, DURANT, O.P., théologien, jurisconsulte et liturgiste français, professeur à Bologne et Modène, évêque de Mende, mort en 1296.

STEPHANUS BRULIFERUS, BRULIFER, BRULEFER, ETIENNE PILLET, O.M., né à saint-Malo, maître en théologie, expert de Duns Scot, mort en 1497.

## T

TANCREDUS, né à Bologne, professeur de droit canon, chanoine de la cathédrale de Bologne, mort après 1234.

THOMAS, THOMAS D'AQUIN, THOMAS AQUINAS (saint), théologien dominicain, canonisé en 1323, docteur de l'Église, mort en 1274.

THOMAS DE ARGENTINA, THOMAS DE STRASBOURG, théologien, E.O.S.A., supérieur général de cet institut à partir de 1345, mort en 1357.

## U

UBALDUS DE PERUSIO, voir plus haut BALDUS.

ULDERICUS, juriste en droit canon et civil d'après les citations faites. Non identifié

---

<sup>8448</sup>Rejetés par la BNF, mais existants...

## Y

YVO CARNOTENSIS, YVES DE CHARTRES, IVO CARNOTENSIS (SAINT), évêque de Chartres, théologien, canoniste, mort en 1116<sup>8449</sup>.

---

<sup>8449</sup>Le nom est peu lisible. Il pourrait s'agir de YMOLA, JOANNES DE YMOLA (théologien italien, augustin, évêque d'Imola, apparemment pas canoniste cependant, mort en 1460), qu'on trouve dans la liste d'auteurs d'ANGELUS.

## **Elizabeth DONZEL**

### **Les lunete confessorum, alias Bursa marie du R. P. Gilbert nicolas de l'ordre des frères mineurs de l'observance, alias Gabriel maria.**

Edition et Traduction

**Résumé:** Les *Lunete confessorum* alias *Bursa Marie*, sont un ouvrage écrit en latin par le Révérend Père Gilbert Nicolas, franciscain de l'Observance, mort en 1532. L'auteur est connu surtout comme co-fondateur d'un ordre religieux, l'Ordre de la Vierge Marie ou Ordre des Annonciades, qu'il fonda avec Jeanne de France, fille de Louis XI. L'ouvrage, à ce jour, n'est connu qu'en un seul exemplaire, un manuscrit qui se trouve à la Bibliothèque du Patrimoine de Toulouse.

Comme l'indique le titre, le livre est destiné à aider les confesseurs dans leur tâche. L'auteur considère que les confesseurs de son temps sont dépourvus de la connaissance et peut-être aussi de la sagesse nécessaires à cette fonction qu'est la confession. L'ouvrage accompagne donc le confesseur à travers les étapes de la confession: l'écoute du pénitent, l'interrogation de celui-ci, la qualification des fautes (quand y-a-t-il ou non un péché mortel), la pénitence et l'absolution. Gilbert Nicolas est donc amené à traiter de toutes sortes de cas pratiques touchant la vie quotidienne des laïcs (par exemple, opérations commerciales, fonctionnement d'une association, héritage, mariage) et celle des religieux (par exemple, vœux monastiques, récitation des heures, réception de bénéfices, rôle des évêques). L'auteur a choisi aussi de traiter de la question en profondeur: le péché mortel résulte avant tout du mépris conscient et volontaire des commandements de Dieu, il faut donc expliquer à fond ces commandements et les obligations qui en résultent. Pour ces explications et conseils, Gilbert Nicolas emprunte nombre d'extraits à d'autres auteurs, écrivains de sommes et de textes pénitentiels, de théologiens et de juristes de droit canon ou civil, qui vont principalement du XIIème siècle jusqu'à l'époque où vit.

Le texte laisse transparaître, à l'occasion de certaines questions, les tensions religieuses qui parcourent cette fin du Moyen-âge, à propos des sacrements, de l'autorité du pape et de la vie monastique.

Le présent ouvrage est une édition et une traduction. Il a pour ambition de fournir un texte disponibles pour d'autres études, qu'elles soient de théologie morale, d'histoire, de linguistique, voire d'économie ou de sociologie.

**Mots clés:** Gabriel-Maria, Pénitence, Clergé, Commandements, Péchés, Histoire.

### **Les lunete confessorum, alias Bursa marie du R. P. Gilbert nicolas de l'ordre des frères mineurs de l'observance, alias Gabriel maria.**

Edition et Traduction

**Abstract:** The *Lunete confessorum* alias *Bursa Marie* is a book written in Latin by R.P. Gilbert Nicolas, a Franciscan brother of the Observance, deaed in 1532. The author is known mainly as a co-founder of a religious order, the Order of the Virgin Mary (*Ordre de la Vierge Marie*) and Order of the Annonciades (*Ordre des Annonciades*), which he founded together with Jeanne de France, the daughter of Louis XI. The book is known these days only as a single copy, which is a manuscript in the Library of Heritage (Bibliothèque du Patrimoine) of Toulouse.

As indicated by the title, the book is intended to help confessors fulfill their task. The author considers that the confessors of those days had a lack of knowledge and perhaps also of wisdom which is necessary for the penance. The book therefore accompanies the confessor throughout the stages of the penance: listening the penitent, his interrogation, the classification of the mistakes (when is there a mortal sin or not), the penance and the absolution. Gilbert Nicolas is therefore explaining how to deal with practical cases out of the everyday life of the laity (for example commercial transactions, functioning of an association, heritage and marriage) and of the friar (for example the monastic vow, recitation of the hours, receiving benefits and role of the bishop). The author also chose to address some issues in depth: mortal sin is primarily the result of a conscious and voluntary disregard of the commandments of God, it is therefore necessary to fully explain these commandments and obligations hereunder. For these explanations and advices, Nicolas Gilbert borrows many excerpts from other authors, writers of penitential texts (*summa*) ( and texts, theologians and jurists of civil or canon law, which went from the 12<sup>th</sup> century until the period he lived in. Confronted with some specific questions, the text lets shine through the religious tensions that existed throughout the late Middle Ages about the sacraments, the authority of the Pope and the monastic life.

The present book is an edition and a translation. Its goal is to provide a text available for further studies whether for moral theology, history, linguistics or even for economics or sociology.

**Keywords:** Gabriel-Maria, Penance, Clergy, Commandments, Sins, History

UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE PARIS 3, ED 120. Littérature française et littérature comparée, Equipe de rattachement: EA 174, **Formes et idées de la Renaissance aux Lumières.**